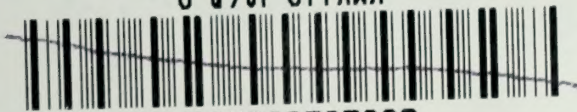



U d'of OTTAWA



39003002727203



Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto



86

e

3 B n.º 148

1705

HISTOIRE
PARLEMENTAIRE

DE LA BELGIQUE

De 1831 à 1880.


~~~~~  
Tous droits réservés.  
~~~~~


II. 2427

HISTOIRE PARLEMENTAIRE

DE LA
BELGIQUE

DE 1831 A 1880

PAR

LOUIS HYMANS,

ANCIEN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE,
MEMBRE HONORAIRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES BEAUX-ARTS D'ANVERS.

DÉDIÉE

à

SA MAJESTÉ LÉOPOLD II, ROI DES BELGES.

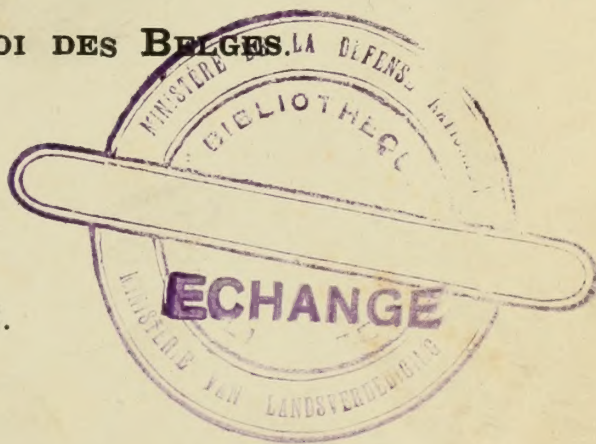
~~~~~  
TOME CINQUIÈME.  
~~~~~

BRUXELLES.

BRUYLANT-CHRISTOPHE & C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

RUE BLAES, 33.

1880



SESSION LÉGISLATIVE 1870-1871.

(8 NOVEMBRE 1870 AU 26 JUILLET 1871.)

U²

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

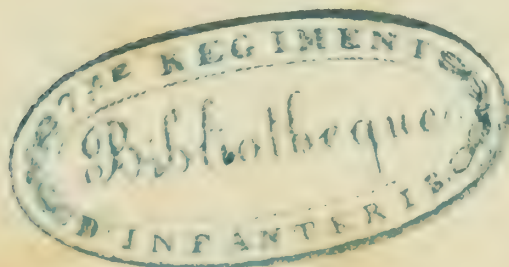
Affaires étrangères, M. d'Anethan.
Intérieur, M. Kervyn de Lettenhove.
Justice, M. Cornesse.
Finances, M. Jacobs.
Travaux publics, M. Wasseige.
Guerre, M. le lieutenant général Guillaume.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

ALOST, M. Verbrugghen remplace M. Liénart, décédé.

MEMBRES DU SÉNAT.

BRUXELLES, M. H. Dolez est élu en remplacement de M. Crocq, dont l'élection n'a pas été validée.
M. le comte L. de Mérode remplace M. Hanssens-Hap, décédé.
MONS, M. Tercelin remplace M. Tellier, décédé.
LIÈGE, M. Grandgagnage remplace M. Lonhienne, décédé.



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1870-1871.

*Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — Président, M. VILAIN XIII.**— 1^{er} vice-président, M. DE NAEYER. — 2^e vice-président, M. THIBAUT. (Le 24 mai, M. De Naeyer ayant, pour motifs de santé donné sa démission, M. Thibaut est nommé 1^{er} vice-président, et M. Tack, 2^e vice-président.)**Secrétaires, MM. DE VRINTS, DE BORCHGRAVE, WOUTERS et REYNAERT.**Questeurs, MM. SNOY et DE ZEREZO DE TEJADA.*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

9 novembre. M. Brasseur annonce une interpellation au sujet de l'attitude des journaux *l'Indépendance* et *l'Etoile belge*. M. d'Anethan, *m. a.*, se déclare prêt à répondre. M. Orts désirerait une réponse immédiate; mais la chambre, sur la proposition de M. Dumortier, décide qu'elle nommera d'abord ses *cc.* permanentes. — 15. M. d'Anethan, *m. a.*, dépose un projet de loi tendant à autoriser le gouvernement à signer un acte additionnel au traité de commerce entre la Belgique et l'Espagne. M. Brasseur fait son interpellation; elle concerne le droit qu'a la presse d'exprimer librement son opinion au sujet des intérêts de l'Allemagne dans la guerre engagée avec la France. M. d'Anethan, *m. a.*, dit que la Prusse n'a pas porté plainte contre les journaux belges et qu'elle a seulement fait constater que leur langage pouvait altérer les sympathies de l'Allemagne pour la Belgique, sympathies qui étaient des plus vives avant la guerre actuelle. Le gouvernement n'a reçu, de la part de l'Allemagne, aucune communication réclamant l'adoption de mesures restrictives en matière de presse. Ce que certains journaux ont dit et supposé à cet égard n'est pas plus exact que l'allégation relative aux rapports peu agréables qui existeraient entre M. de Balan et le ministre des affaires étrangères. Ces rapports ont toujours été, des deux côtés, aussi bienveillants et aussi amicaux que possible. Le droit de la presse n'est pas contesté, mais il faut, en bon citoyen, examiner l'usage qu'il convient d'en faire et ne pas franchir les limites une fois reconnues. Les

observations faites l'ont été dans d'excellentes intentions et ont été présentées avec cette bienveillance qui a caractérisé tous les rapports avec M. de Balan; elles sont donc loin d'avoir le but et la portée que leur suppose M. Brasseur. Elles ont été faites avec le désir de faire cesser une situation qui ne pouvait se prolonger sans un grave préjudice pour la Belgique, et le gouvernement, de son côté, a, dans sa sphère d'action, fait tout ce qu'il a pu pour y porter remède. Il a été en cela le fidèle interprète des sentiments du pays, qui sait tout le prix qu'il doit attacher au maintien de ses bonnes relations avec l'Allemagne. La presse elle-même, au patriotisme de laquelle le *m.* fait appel, peut l'aider efficacement dans la tâche qu'il a à remplir en acquit de son devoir et dans l'intérêt du pays. L'incident est clos.

8 novembre. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions de militaires français amenés sur le territoire belge où ils ont déposé leurs armes, et qui demandent de ne pas être retenus comme prisonniers de guerre et de pouvoir retourner sans armes dans leur pays. La *c.* conclut au renvoi aux *mm. a., j.* et *g.* M. d'Anethan, invoquant les règles de la neutralité qui défendent de favoriser un des belligérants, propose l'ordre du jour. M. Demeur combat cette thèse et estime qu'il vaut mieux ne garder aucun prisonnier. M. Thonnissen appuie la thèse du *m.*, tandis que M. Bergé appuie celle de M. Demeur. M. de Theux propose le dépôt de la pétition au bureau des renseignements. Cette motion, appuyée par M. Rogier, est adoptée par 72 voix contre 7. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à

M. Vleminckx, dit qu'il a reçu une communication relative à la conduite du grand-duché de Luxembourg. Le gouvernement de l'Allemagne du Nord croit avoir à se plaindre de la manière dont les règles de la neutralité ont été observées dans le grand-duché. L'affaire étant pendante, le *m.* ne croit pas devoir faire connaître le document auquel il a été fait allusion. — 14. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de loi approuvant un acte additionnel au traité de commerce à signer avec l'Espagne — 15. Ce projet est adopté à l'unanimité. — 22. M. d'Anethan, *m. a.*, dépose un projet de convention consulaire avec l'Italie.

2 février. M. De Fré reproche au *m. t.* d'avoir accordé une réduction du prix de transport sur le chemin de fer à des pèlerins qui venaient à Bruxelles, sur la convocation de l'archevêque de Malines, protester contre la prise de Rome et faire une manifestation hostile au roi d'Italie. M. Wasseige, *m. t.*, répond qu'il n'a fait qu'appliquer un arrêté royal, pris, le 25 janvier 1867, sur la proposition de M. Vanderstichelen, et qui déclare que certains avantages sont accordés, pour le transport par le chemin de fer de l'Etat, à toutes les sociétés, sans distinguer le but qu'elles poursuivent. Les sociétés, du moment qu'elles se composent de vingt personnes au moins, peuvent se présenter à une station et, par le seul fait du nombre, elles ont droit, moyennant les conditions déterminées, à des réductions de tarif fixées à l'avance par une règle applicable à toutes les réunions du même genre. La démonstration dont on parle avait, du reste, un caractère exclusivement religieux. M. De Fré dépose sur le bureau la proposition suivante : « La chambre, blâmant l'intervention du gouvernement dans une manifestation contre une nation étrangère alliée à la Belgique, passe à l'ordre du jour. » M. d'Anethan, *m. a.*, soutient la thèse de M. Wasseige. M. Coomans ne voit pas en quoi le gouvernement favoriserait des manifestations contre un gouvernement étranger en transportant des pèlerins plus qu'en transportant des journaux démagogiques. Il rappelle que la réduction a été accordée aux membres du congrès de Malines et du congrès des étudiants de Liège. M. Guillery soutient qu'après le langage des évêques, chacun sait ce qu'est la manifestation qu'on veut préparer, non seulement dans la Belgique, mais dans tous les pays catholiques. Il n'y a plus de méprise ni d'excuse possible. Si l'on n'attend pas, pour protester, la réclamation du ministre d'Italie, c'est parce que l'on tient à honneur de dire que la Belgique est un pays sympathique à l'Italie, à ce pays révolutionnaire qui a lutté pour son indépendance.

MM. de Theux et Dumortier approuvent la mesure prise par le *m. t.* et répudient toute comparaison entre la révolution belge et la spoliation dont le pape a été l'objet. La conduite du gouvernement est approuvée encore par M. Delcour, et défendue par M. Wasseige, critiquée par MM. Bergé, Jottrand, Bara et Demeur, puis la proposition de M. De Fré est repoussée par 55 voix contre 42. — 4. M. Ans-pach appelle l'attention sur la situation lamentable des Belges qui se trouvent à Paris (la capitulation vient d'avoir lieu), et qui ne sont secourus ni par le gouvernement, ni par les mairies. M. d'Anethan, *m. a.*, répond qu'il a depuis quelque temps déjà autorisé la légation belge à Paris à venir en aide, dans les limites du possible, à ses malheureux compatriotes. Il y a au *B.* un crédit, assez minime, il est vrai, puisqu'il ne s'élève qu'à environ 70,000 fr., pour secourir, le cas échéant, les Belges indigents. Il a dit au *m.* de Belgique d'user de ce crédit, et si, par suite de circonstances malheureuses, les sommes allouées ont dû être dépassées, il pense que la chambre ne le blâmera pas cette fois d'être sorti des limites du crédit. Il ajoute que, d'après des renseignements officiels, il s'est présenté, pendant des jours assez nombreux, jusqu'à 1,000 Belges à la légation pour demander des secours ; il est donc vraisemblable que le crédit qui a été voté ne sera pas suffisant. Dès que la capitulation lui a été connue, il a envoyé un secrétaire de légation à Paris avec des instructions. Ce qui est surtout important et urgent, c'est de faire parvenir le plus tôt possible à Paris des provisions et des vivres ; cela est indispensable et beaucoup plus utile même que des envois d'argent. Le *m.* a demandé aussi au représentant de la confédération de l'Allemagne du Nord, que le gouvernement allemand ne s'opposât pas à la réparation des routes qui avaient été endommagées ou coupées par suite des mouvements de la guerre. Le gouvernement allemand a fait répondre qu'il ne mettrait aucune espèce d'opposition à ces travaux ; ceux-ci sont déjà commencés, et d'ici à peu de temps, la ligne directe sera rétablie. En attendant, le gouvernement allemand avertit que ce qu'il y a de mieux à faire pour le moment, c'est d'expédier les vivres à Paris par la voie de Dieppe qui est ouverte et permet ainsi le ravitaillement de la capitale de la France. Le *m.* informe la chambre qu'il a prié des membres de la chambre et du sénat de bien vouloir se former en *c.* et de réunir leurs efforts pour invoquer la charité privée en faveur de leurs compatriotes. Cet appel a été entendu par plusieurs membres avec un grand empressement, et c'est un devoir et un bonheur pour lui de leur en témoigner publique-

ment sa reconnaissance. Ces messieurs se sont déjà réunis et ont avisé aux premières mesures d'exécution pour remplir la mission charitable qu'ils ont bien voulu entreprendre.

— 8. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, fait rapport sur la convention consulaire avec l'Italie. —

9. Ce projet est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Lelièvre, d'Anethan, *m. a.*, Van Iseghem, *r.*, et Vermeire, au sujet du droit des consuls de faire les actes conservatoires dans tous les cas où les héritiers sont incapables d'agir par eux-mêmes, et au sujet de la signification du mot *chargeurs* qui est donné comme l'équivalent de *consignataires*. — 28. M. De Fré interpelle le gouvernement au sujet de l'impunité réservée aux attaques dirigées par la presse cléricale contre le roi d'Italie. M. Cornesse, *m. j.*, répond que ces attaques n'offrent aucun danger, qu'elles sont le résultat naturel de la liberté de la presse, et que le gouvernement compte user de tolérance à leur égard comme l'ont fait ses prédécesseurs à l'égard d'attaques du même genre dirigées contre d'autres souverains. La droite demande l'ordre du jour, qui est appuyé par M. Dumortier, combattu par MM. De Fré et Bara, et prononcé par 48 voix contre 50.

22 mars. M. Demeur demande s'il est vrai, comme on l'a dit, que le ci-devant empereur des Français a opéré son passage sur le territoire belge dans des voitures d'honneur et aux frais du pays. M. Wasseige *m. t.*, répond qu'il est exact qu'un train spécial a été mis à la disposition de Napoléon III dès que le gouvernement fut informé qu'il avait l'intention de traverser la Belgique pour se rendre en Angleterre. L'administration des chemins de fer s'est fait un devoir de composer ce train conformément à ce que la courtoisie et le sentiment des convenances lui paraissaient impérieusement exiger. Le *m.* croit, en agissant ainsi, avoir rendu hommage aux habitudes de généreuse hospitalité que la Belgique a toujours pratiquée et qu'elle pratique d'autant plus largement, que ceux qui en sont l'objet se trouvent dans une position plus malheureuse; il croit, en agissant de la sorte, avoir mérité l'approbation de toute la chambre. Quant à la question d'argent, qu'il lui répugne de traiter ici, M. Demeur peut se tranquilliser; la caisse des chemins de fer n'y perdra rien. M. Demeur demande pourquoi l'on fait à cet homme (Napoléon III) une politesse que l'on ne fait pas à d'autres. (*Une personne applaudit dans les tribunes réservées.*) M. Vilain XIII, *p.* : « Faites sortir ce monsieur de la tribune. » (*L'huissier fait sortir la personne qui a applaudi.*) M. Demeur : « Quant à moi, puisqu'il résulte clairement de la réponse du *m. t.* qu'une faveur a été accordée

à ce personnage, je considère comme un devoir d'exprimer, en mon nom personnel, le sentiment de réprobation que m'inspire, dans cette circonstance, la conduite du gouvernement. »

25 mai. M. Dumortier demande si le gouvernement est suffisamment armé pour empêcher que les misérables auteurs des forfaits de la Commune de Paris ne viennent se réfugier en Belgique. M. d'Anethan, *m. a.*, répond que le gouvernement remplira son devoir avec la plus grande fermeté et la plus active vigilance. Il usera des pouvoirs dont il est armé pour empêcher une invasion sur le sol belge de ces gens qui méritent à peine le nom d'hommes et qui doivent être mis au ban de toutes les nations civilisées. (*Bravos.*)

25 juin. M. Jottrand interpelle le *m. a.* au sujet des Belges qui ont été faits prisonniers à Paris à la suite de la défaite de la Commune. M. d'Anethan, *m. a.*, fournit des explications à cet égard, et, à cette occasion, rend aux efforts des membres de la légation belge à Paris en faveur de leurs compatriotes un hommage auquel M. Guillery s'associe et que la chambre ratifie.

18 juillet. M. Couvreur interpelle le gouvernement au sujet du rétablissement du régime des passeports et des *visas* diplomatiques. M. d'Anethan, *m. a.*, répond que cette mesure a été jugée nécessaire à la suite des événements qui ont eu lieu en France. Le *visa* vient d'être supprimé pour l'entrée en Belgique. Répondant à M. Jottrand, le *m.* dit que des ordres ont été donnés à la frontière pour qu'on use d'une très grande tolérance à l'égard des Belges qui veulent rentrer dans leur pays. Il ajoute que la légation belge à Paris continue à faire tous ses efforts en faveur des Belges arrêtés. — 20. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à une interpellation de M. Bergé au sujet du nouveau tarif douanier adopté par la France, dit que le traité de commerce avec ce pays continue d'être en vigueur, et que si l'on veut, malgré le traité, exécuter la loi du 8 juillet à l'égard de la Belgique, le gouvernement ne manquera pas de présenter au cabinet de Versailles des réclamations sérieuses.

AGRICULTURE.

2 décembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Bouvier, dit que les mesures les plus énergiques seront prises pour empêcher la propagation de la peste bovine dans le Luxembourg. — 6. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Bergé et acceptées par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle le sieur Splingard demande une loi qui punisse la falsification des engrais.

5 mars. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'enseignement agricole (1867-1869). — 8. M. Lelièvre demande qu'une indemnité soit accordée à la ville de Gembloux pour la suppression du haras. — 15. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Hagemans, s'engage à prendre les mesures nécessaires en vue de combattre l'invasion de la peste bovine sur la frontière française. — 16. Des explications sont échangées entre MM. Bouvier, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Vermeire au sujet de l'utilité qu'il y aurait à ce que le gouvernement s'assurât de la bonne qualité des graines de froment de mars que les cultivateurs peuvent se procurer à Anvers pour emblaver leurs terres. — 28. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'engage à examiner s'il est possible de permettre dans le Luxembourg la libre circulation du bétail, la peste bovine ayant disparu de cette province. M. Delexhy reproche au gouvernement de ne pas s'être assuré que les blés qu'on fournit aux cultivateurs sont de bonne provenance. MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Vermeire disent que telle n'est pas la mission de l'Etat.

25 avril. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Julliot, déclare qu'il espère pouvoir bientôt lever la prohibition du marché de Tongres, décrétée à cause de la peste bovine.

25 mai. M. Brasseur se plaint de diverses mesures qui ont été prises en vue d'interdire la sortie du bétail belge vers la France. — 24. Il renouvelle ses critiques. MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Vandenpeereboom répondent qu'il a été établi que la peste bovine se communique par le contact des personnes. M. Delaet demande que, dans l'intérêt du port d'Anvers, on annonce que la peste bovine a disparu de la Belgique. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que déjà l'on a fait connaître le fait en Angleterre; on l'y fera connaître de nouveau. — 31. Un débat s'engage entre MM. de Macar, Jacobs, *m. f.*, Delexhy et Tesch au sujet des dégrèvements d'impôts à donner aux fermiers en compensation des pertes causées à l'agriculture à la suite des rigueurs exceptionnelles de l'hiver.

15 juin. M. Delaet, *r. c.*, dépose un rapport sur des pétitions demandant la levée de la prohibition du bétail à la sortie, par la frontière d'Athus à la mer, ou du moins par la frontière entre la province de Luxembourg et la France, et sur une pétition de bouchers d'Anvers demandant la prohibition du bétail à la sortie.

15 juillet. M. Simonis, *r. c.*, fait rapport sur une pétition de fermiers d'Ath et de Chièvres demandant l'abaissement du prix de transport des matières fertilisantes telles que

les déchets de laine, le guano et les tourteaux.

— 21. Il est donné lecture d'une proposition de loi ainsi conçue : « Art. 1^{er}. Il sera fait, dans le mois de la promulgation de la présente loi, dans chaque commune, par les soins de l'administration locale et des agents du fisc, une enquête à l'effet de constater quels sont les terrains qui ont été ensemencés et dont l'emblavure a été détruite par les gelées. — Art. 2. Il sera accordé la remise totale de l'impôt foncier en 1871 pour chaque parcelle de terre qui se trouvera dans les conditions de l'article 1^{er}. (Signé : Bricoult, Delexhy, de Macar, Elias, Dethuin, de Lhoneux, Hagemans, Guillery, Bergé, De Fré, Houtart, Lesscarts, de Vrints, Le Hardy de Beaulieu et Mascart.) » M. Delexhy développe la proposition.

BUDGETS.

10 novembre. M. Cruyt, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des recettes et dépenses pour ordre. — 15. Dans la discussion de ce B., M. Wasseige, *m. t.*, répondant à M. Delaet, dit que les règlements relatifs à l'organisation de la masse d'habillement sont en ce moment soumis à un nouvel examen. Le B. est voté à l'unanimité. — 23. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des finances.

1^{er} décembre. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, fait rapport sur le B. des affaires étrangères. Dans la discussion du B. des finances, MM. Brasseur, Dumortier et Demeur, demandent que la Banque Nationale fasse connaître, dans ses relevés de chaque décade, le chiffre de l'encaisse du Trésor. M. Jacobs, *m. f.*, est d'avis que cette publicité peut présenter des inconvénients. M. Frère-Orban n'y voit ni inconvénients sérieux ni grands avantages. Après quelques mots de M. Vermeire au sujet des services que rend la Banque Nationale, M. Frère-Orban soulève un débat relativement à la nouvelle convention conclue avec la Société des Bassins houillers. Par la loi du 3 septembre 1870, la convention passée entre l'Etat, la Société des Bassins houillers et la Société générale d'exploitation a été ratifiée. Aux termes de cette convention, la société qui a remis à l'Etat un certain nombre de chemins de fer a droit à un prélèvement sur la recette brute de 7,000 francs par kilomètre. Par un arrêté royal du 15 septembre 1870, une société anonyme a été autorisée sous le titre de *Caisse d'annuités dues par l'Etat*; cette société s'est constituée évidemment pour faire le rachat et la capitalisation de ces annuités, avec la faculté d'émettre des titres en remplacement des annuités dont le transfert serait opéré à son profit. Les questions que soulève cette capitalisation des annuités, tant au point

de vue de l'Etat qu'au point de vue de tiers, sont considérables. L'orateur désire savoir si le gouvernement a pris des garanties en ce qui concerne les porteurs d'obligations des sociétés originairement créées pour la construction des chemins de fer qui se trouvaient réunis soit dans les mains de la Société des Bassins houillers, soit dans les mains de la Société d'exploitation. M. Jacobs, *m. f.*, défend la mesure qu'il a prise en autorisant la constitution de la *Caisse d'annuités*. MM. Frère-Orban et Bara la critiquent en disant que les porteurs d'obligations de chemins de fer ont pris ces obligations croyant avoir, pour garantie de leur capital et du paiement des intérêts, un chemin de fer donnant un produit déterminé, un chemin de fer qui peut rapporter moins, mais qui constitue toujours une valeur assurée, une valeur en quelque sorte hypothécaire, une valeur qu'elle ne peut faire disparaître, et qui existera toujours au soleil. Eh bien, qu'arrive-t-il? La première société cède son exploitation à une autre; cette seconde à une troisième, qui revend la ligne et ses produits. Que reste-t-il aux porteurs d'obligations? Il ne leur reste plus, assure-t-on, qu'une action contre un tiers qui n'a plus en sa possession ni le chemin de fer ni ses produits; de telle sorte qu'au lieu d'être créanciers d'une société anonyme ayant un chemin de fer, ils deviennent créanciers de messieurs tels ou tels qui n'ont plus à offrir comme garantie que leur valeur commerciale. — 2. Le B. est voté à l'unanimité. Dans la discussion générale du B. des affaires étrangères, M. Lelièvre demande que l'on applique le principe électif à la composition des chambres de commerce. M. d'Anethan, *m. a.*, se déclare partisan de cette idée, qui est également approuvée par MM. Dumortier et Demeur. Ce dernier voudrait voir représenter dans les chambres de commerce l'élément ouvrier, et constituer des chambres de travail. M. Jottrand voudrait voir appliquer à cette élection le principe de la représentation des minorités. M. d'Anethan, *m. a.*, consent à examiner ces diverses questions, mais il fait observer qu'en Belgique tous les citoyens ont le moyen et la liberté de faire entendre leurs vœux, en s'associant. M. Frère-Orban se fonde sur ce fait pour engager le *m.* à supprimer les chambres de commerce. Dans la discussion des articles, la chambre, après avoir entendu MM. d'Anethan, *m. a.*, et Van Iseghem, *r.*, vote une augmentation de 10,000 fr. pour frais de l'administration centrale. M. Demeur propose ensuite de supprimer l'allocation de 15,000 fr. portée au B. pour *fonds secrets*. Cette proposition, appuyée par M. Bergé et combattue par MM. d'Anethan, *m. a.*, et Dumortier, est rejetée par

59 voix contre 18. — 7. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. Coomans au sujet de l'inutilité de certains postes diplomatiques, dit que jamais le rôle de la diplomatie n'a été plus utile que dans les circonstances actuelles; il ajoute qu'il considère comme très désirable l'établissement d'un consulat général au Mexique. Répondant à M. Saintelette, le *m.* dit qu'il a l'intention d'établir un consulat général à Bombay et d'augmenter le nombre des consuls rétribués en Europe. Un débat s'engage entre MM. d'Anethan, *m. a.*, Thonissen et Rogier, au sujet des *frais de voyage et de déplacement des agents diplomatiques*. La *s. c.* propose sur ce poste une réduction de 20,000 fr., qui n'est pas adoptée. M. d'Anethan, *m. a.*, s'engage à étudier la révision du tarif de 1846. Au chapitre *Marine*, M. Thonissen demande qu'il soit accordé une pension aux anciens officiers de la marine militaire; M. Le Hardy de Beaulieu estime que le service des paquebots de la ligne d'Ostende-Douvres devrait être placé dans les attributions du département des travaux publics. M. Coomans craint qu'on ne cherche à ressusciter la marine militaire. MM. Van Iseghem, *r.*, et d'Anethan, *m. a.*, disent qu'il n'en est rien, et le *m.* s'engage à examiner les diverses questions soulevées. Le B. est voté par 88 voix contre 2. — 13. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de l'intérieur.

9 février. *Id.* sur des amendements à ce B. — 14. *Discussion générale* du B. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. — 15. M. de Rossius critique vivement la politique du cabinet et lui reproche ses variations sur la question militaire, et spécialement à M. Kervyn d'avoir combattu autrefois la thèse de la neutralité armée. — 16. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. — 17. *Ibid.* M. David interpelle le *m.* au sujet de la nomination du commissaire de police de Stavelot, le sieur Desaumont, qui n'était que 2^e candidat. Le 1^{er}, le sieur Balthazar, a été sacrifié, dit-il, aux rancunes politiques de M. Cornesse, dont il avait combattu l'élection. Le débat sur cet objet continue entre MM. Cornesse, *m. j.*, et Bara. Le *m.* dit qu'il n'a pas voulu nommer un agent électoral; M. Bara reproche au *m. j.* d'être descendu des hauteurs de son administration pour se colleter avec un garde champêtre. Des applaudissements éclatent dans les tribunes et sont réprimés par le *p.* Au cours de ce débat, M. Lelièvre défend la conduite de son fils, procureur du roi à Verviers, qui n'a fait qu'obéir aux ordres de son chef en allant faire une enquête judiciaire sur le compte de Balthazar et a rempli son mandat avec impartialité. — 18. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. — 28. M. Jacobs, *m. f.*, dépose le B. des dépenses pour l'exercice 1872. La discussion

du B. de l'intérieur est reprise. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.

1^{er} mars. *Ibid.* M. de Macar demande quelles sont les intentions du gouvernement en ce qui concerne le code rural, la loi sur la chasse et les jeux de Spa. M. Bergé critique les tendances générales de la politique du ministère. — 2. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que cette politique est nationale et modérée. Le projet de réforme électorale donnera satisfaction aux aspirations du pays. Le gouvernement a respecté la liberté du vote des fonctionnaires; c'est grâce à cette politique que le pays a pu conjurer une crise plus dangereuse que celle de 1848. Cette affirmation est vivement contestée par la gauche. M. Sainctelette accuse la droite d'être le parti de l'intolérance. — 4. Un débat s'engage entre MM. Rogier, Kervyn de Lettenhove, Van Wambeke, Pirmez, Wasseige, *m. t.*, et Bara, au sujet de la conduite du cabinet actuel et du cabinet précédent, en matière de nominations de bourgmestres. Il s'agit particulièrement d'un incident relatif à la nomination de M. Vergauwen en qualité de bourgmestre de Scheldewindeke, de diverses nominations de bourgmestres dans l'arrondissement d'Alost et de destitutions de fonctionnaires, ce qui rappelle le souvenir de la destitution très ancienne de M. Delehay. La clôture de la discussion générale est prononcée par 56 voix contre 29. — 7. Dans la discussion des articles, la chambre vote les articles relatifs aux frais des administrations provinciales, avec une augmentation de 2,000 fr. pour le Luxembourg, après un débat auquel prennent part MM. Tesch, Demeur, Thonissen, Vermeire, Boulanger, Delehay, *r.*, A. Vandenpeereboom, Bouvier et Kervyn de Lettenhove, *m. i.* Le chapitre des frais d'administration dans les arrondissements est adopté après un discours de M. de Zerezo de Tejada à l'appui de la proposition de porter les commissariats d'arrondissement de Nivelles, de Dinant et de Turnhout de la 3^e à la 2^e classe. Au chapitre *Croix de fer*, il résulte d'explications échangées entre MM. A. Vandenpeereboom et Delehay qu'il ne sera plus accordé de nouvelles pensions à des blessés. — Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. — 9. Voir AGRICULTURE. Au chapitre de la *Voirie vicinale*, M. De Smet appelle l'attention sur la nécessité de favoriser, dans un but d'hygiène, l'écoulement des cours d'eau. MM. De Clercq, Delcour, Delexhy et Kervyn s'occupent de la protection à accorder aux oiseaux insectivores. M. Van Renynghe s'occupe de l'entretien et M. Lelièvre des moyens d'empêcher la dégradation des chemins vicinaux. Un débat s'engage entre MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Pirmez, sur la sollicitude qu'a témoignée le cabinet

précédent à la voirie vicinale. — Au chapitre de l'*Industrie*, M. Dansaert demande la révision des lois sur les marques de fabrique, les livrets d'ouvriers, les brevets d'invention et les conseils de prud'hommes. Il demande aussi que M. Bouvier lui dise quelles sont les intentions du gouvernement en ce qui concerne l'article 1781 du code civil. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit que le conseil n'a pas encore été appelé à délibérer sur ce dernier objet. Le *m.* s'occupera des autres questions soulevées. M. Pirmez pose au *m.* ces trois questions : 1^o Sur quelle loi va-t-il fonder l'octroi de subsides et l'organisation des écoles industrielles ? 2^o Entend-il maintenir le livret obligatoire ? 3^o Entend-il maintenir la législation des brevets ? M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ne peut s'engager qu'à examiner avec attention les trois questions soulevées. Des explications sont échangées entre MM. Braconier, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Delehay, *r.*, et Vermeire, sur le mode de publicité à donner au Recueil des brevets d'invention. M. Funck propose d'augmenter de 6,800 fr. le crédit pour le Musée de l'industrie. D'autre part, l'amendement suivant est proposé par MM. Dansaert, Demeur et Bergé : « Les soussignés ont l'honneur de proposer d'augmenter de 6,800 francs le crédit alloué au *Musée de l'industrie*; dont 450 francs pour rétablir le subside alloué en 1870 à la bibliothèque industrielle et 6,350 francs pour aider le directeur à transformer ou approprier les locaux, à compléter le matériel et organiser un enseignement plus conforme aux besoins de l'industrie. » Après un débat auquel prennent part MM. Bergé, Pirmez, Funck et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ces deux amendements sont rejetés, celui de M. Funck par 47 voix contre 40. — 10. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. — 11, 14, 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 28. *Ibid.* M. Le Hardy reproche au *m. i.* d'avoir nommé à Wavre un bourgmestre clérical qui est le seul représentant de son opinion dans le conseil. — 29. Voir INSTRUCTION PUBLIQUE, LETTRES, SCIENCES ET ARTS. — 30. *Ibid.* — 31. *Ibid.* Voir INSTRUCTION PUBLIQUE. A la suite d'un incident provoqué par M. Delehay, *r.*, MM. Frère-Orban, Tesch et Rogier déclarent qu'ils voteront contre le B. Celui-ci est adopté par 57 voix contre 29.

27 avril. M. Jacobs, *m. f.*, dépose le projet du B. de l'intérieur pour l'exercice 1872. — 29. *Id.*, un projet de crédit supplémentaire au B. de la justice.

6 mai. M. Van Outryve, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des non-valeurs et des remboursements. — 17. Ce B. est voté à l'unanimité.

10 juin. M. A. Visart, *r. s. c.*, présente le

rapport sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 14. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 310,000 fr. au *B.* de l'intérieur. — 21. *Id.* de 155,000 fr. au département des affaires étrangères. M. Magherman, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits au *B.* de la justice. — 22. M. Vermeire, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des finances. — 27. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, fait rapport sur le crédit au *B.* des affaires étrangères.

1^{er} juillet. *Id.*, sur le crédit de 310,000 fr. au *B.* de l'intérieur. — 12. Le crédit supplémentaire au *B.* de la justice est voté par 75 voix contre une. *Id.*, par 64 voix contre 5, le crédit de 310,000 fr. au *B.* de l'intérieur, après quelques mots de M. Saintelette sur l'achat de la bibliothèque musicale de M. Féti, et de M. Le Hardy de Beaulieu sur l'inconstitutionnalité des crédits spéciaux. *Id.*, à l'unanimité, le crédit de 155,000 fr. au *B.* des affaires étrangères.

BUREAU.

9 novembre. M. Vilain XIII est élu *président* par 65 voix contre 13 données à M. Rogier, M. De Naeyer, 1^{er} *vice-président* par 62 voix contre 11 données à M. Van Humbeeck. MM. de Vrints, de Borchgrave, Wouters et Reynaert sont élus *secrétaires* par 72, 53, 53 et 54 voix. MM. Snoy et de Zerezo de Tejada sont nommés *questeurs* par 50 et 51 voix contre 16 et 19 données respectivement à MM. Allard et de Baillet-Latour.

13 décembre. M. Verrycken est renommé à l'unanimité bibliothécaire de la chambre.

17 mai. M. De Naeyer écrit que sa santé l'oblige à renoncer aux fonctions de *vice-président*. — 24. M. Thibaut est nommé 1^{er} *vice-président* par 54 voix contre 28 données à M. Van Humbeeck ; M. Tack, 2^e *vice-président*, par 51 voix contre 17 données au même.

CHASSE.

6 juin. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi sur la chasse.

CHEMIN DE FER.

25 novembre. M. Wasseige, *m. t.*, *id.* un projet de loi ayant pour objet de modifier les bases de la liquidation du *minimum* d'intérêt garanti aux chemins de fer de la Flandre occidentale et de Lierre à Turnhout. — 29. M. Jacobs, *m. f.*, *id.* un projet de convention avec la Société des Bassins houillers, pour la reprise du matériel.

1^{er} décembre. MM. Jacobs, *m. f.*, et Wasseige, *m. t.*, répondant à M. Braconier, disent que l'on étudie en ce moment la réforme du tarif des voyageurs. — 2. Sur les conclusions

de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Bouvier, Julliot, Le Hardy de Beaulieu, Snoy, Houtart, David, Van Hoorde, Descamps, Dumortier, Hagemans et Wasseige, *m. t.*, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions relatives à la concession d'un chemin de fer d'Athus à Givet, à celle d'un chemin de fer de Hal à Maestricht par Waterloo, Wavre, Jodoigne, Landen et Tongres ; à celle d'un embranchement d'Horrués à Tubize ; à l'ouverture de la station des Trois-Ponts ; au trafic des marchandises pondéreuses ; à l'établissement d'une station à Bovigny-Courty, sur la ligne de Spa au grand-duché ; à l'établissement d'une station à Isières, entre Hal et Ath, et enfin, à la construction d'un chemin de fer de Frameries à Chimay, avec embranchement de Beaumont à Thuin. — 6. *Id.* sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Drubbel, pour une pétition par laquelle l'administration communale de Lokeren prie la chambre d'accorder aux sieurs Lefèvre et de Rechter la concession d'un chemin de fer de Gand à Anvers par Lokeren et la vallée de la Durme. — 7. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à des observations de MM. Simonis, Van Iseghem et Vermeire, relatives à l'encombrement des stations d'Anvers, d'Ostende et de Termonde et à l'insuffisance du matériel, s'engage à prendre les mesures les plus énergiques pour remédier à cet état de choses. — 8. M. Bouvier interpelle le *m. t.* au sujet de la non-exécution du chemin de fer de Virton et réclame la déchéance de la compagnie concessionnaire. M. Dumortier s'étonne que cette interpellation n'ait pas été faite six mois plus tôt ; on l'a sans doute ajournée dans un intérêt électoral. M. Balisau prend la défense de la compagnie concessionnaire et du tracé qu'elle propose, de telle sorte que ce chemin de fer devienne la tête de ligne de la voie à concéder vers Givet. L'orateur invoque à ce propos les intérêts industriels de l'arrondissement de Charleroi, qui réclame une ligne de Givet à Athus et Charleroi. M. Wasseige, *m. t.*, déclare qu'il fera maintenir le tracé voté par les chambres. Il répond ensuite à des interpellations de MM. Lelièvre, Couvreur, De Smet, Kervyn de Volkaersbeke, Muller, Allard et Dumortier, au sujet du chemin de fer de Jemeppe-sur-Sambre à la Meuse, du raccordement des stations de Bruxelles, du chemin de fer de ceinture de Liège et de la station de Tournai, qu'il fera tous ses efforts pour activer les travaux décrétés. Au cours de ce débat, il répond à M. Boucquéau qu'il travaillera toujours à maintenir les droits de l'Etat contre les prétentions des compagnies concessionnaires. Il répond enfin à une interpellation de M. Bresseur, qu'il fixera prochainement le délai dans

lequel la Société des Bassins houillers devra achever ses lignes, et qu'il fait procéder à une expertise du matériel cédé par cette Compagnie à l'Etat. — 9. Un débat s'engage au sujet d'une pétition relative au tracé du chemin de fer d'Ostende à Armentières. La chambre entend, à cette occasion, MM. Rembry, Van Renynghe, A. Vandenpeereboom et Wasseige, *m. t.* Le débat porte en partie sur la nécessité de la reprise par l'Etat du réseau de la Flandre occidentale. — 20. M. Liénart, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de convention conclue le 22 novembre 1870 avec la Société anonyme des Bassins houillers du Hainaut pour la reprise du matériel. — 21. M. Frère-Orban demande que le gouvernement dépose sur le bureau : 1^o les contrats passés d'une part entre la Société des Bassins houillers et la Société générale d'exploitation, et d'autre part les compagnies de chemins de fer qui ont affermé leurs lignes et leur matériel à l'une de ces sociétés; 2^e les statuts des compagnies de chemins de fer et les modifications apportées à ces statuts, en tant que ces dispositions et modifications déterminent les droits des obligataires de ces chemins de fer; 3^o les actes de ratification ou d'approbation par les compagnies intéressées, de la convention du 25 avril 1870; 4^o les inventaires du matériel qui ont servi de base au projet primitif ayant pour objet le paiement de ce matériel; 5^o les inventaires partiels qui ont servi de base au projet amendé; 6^o la correspondance échangée : A. entre le département des travaux publics et la grande Compagnie du Luxembourg, au sujet du droit d'option de cette dernière, quant au réseau franco-belge concédé à la Société générale d'exploitation, sous réserve des droits de la Compagnie du Luxembourg; B. les correspondances échangées sur le même objet entre M. le ministre des affaires étrangères et des tiers intéressés, ou ceux qui agissaient en leur nom et dans leur intérêt. Après un débat auquel prennent part MM. Jacobs, *m. f.*, Frère-Orban, Jamar, Liénart, *r.*, et Tesch, la chambre, sur la motion de MM. Frère-Orban et Tesch, remet la discussion jusqu'après les vacances du nouvel an. — 23. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à M. Wouters, dit qu'il se livre à un examen qui lui permettra de retirer bientôt la mesure prise par M. Jamar et qui consiste à interdire l'entrée des gares en vue du récolement des coupons. M. Vermeire est d'avis qu'un plus long examen est inutile; on est unanime dans le pays à réclamer le retrait de cette mesure imitée de la France. M. Brasseur demande la communication de nouveaux documents relatifs à la convention conclue avec les Bassins houillers, et, entre autres, l'inventaire du matériel fourni à M. Jamar le 25 avril 1870.

M. Jacobs, *m. f.*, se déclare prêt à communiquer tous les documents qu'il possède. Des explications sont échangées entre le *m.* et MM. Bouvier, Wasseige, *m. t.*, Jamar, Tesch et Frère-Orban, au sujet du caractère de ces documents. M. Pirmez demande que le gouvernement fasse dresser un plan spécial des lignes que la Société des Bassins houillers doit construire dans l'arrondissement de Charleroi. M. Lefebvre désire qu'il en soit de même pour les lignes à construire dans les autres arrondissements.

17 janvier. M. Jacobs, *m. f.*, communique à la chambre l'expertise contradictoire du matériel de la Société des Bassins houillers. Il expose ensuite la combinaison financière d'après laquelle les Bassins houillers donnent aux obligataires des lignes reprises une somme fixe de 9 fr. 40 c. et un titre variable jusqu'à concurrence de 5 fr. 60 c. M. Brasseur soutient que les obligataires ont droit à 15 fr. Des explications sont échangées sur ces divers points entre MM. Jacobs, *m. f.*, Tesch et Bara. M. Jacobs, *m. f.*, répondant ensuite à M. Frère-Orban, dit qu'il est exact que la Société des Bassins houillers a été autorisée à retirer les cautionnements en fonds publics belges qu'elle avait déposés en garantie de l'exécution des chemins de fer dont elle est concessionnaire. Des annuités sur le matériel seront affectées au cautionnement. — 18. La discussion s'engage sur la convention conclue avec la Société des Bassins houillers et au sujet de la *caisse d'annuités*. La chambre entend MM. Jamar et Frère-Orban, qui combattent le projet. A la fin de la séance, M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 6,500,000 fr. pour le matériel du chemin de fer. — 19. M. Frère-Orban achève son discours, auquel répond M. Liénart, *r.* Celui-ci reporte ses critiques sur la convention du 25 avril 1870. — 20. Le projet du gouvernement est combattu par MM. Bouquéau et Brasseur. A la fin de la séance, M. Jamar réclame une explication personnelle de M. Liénart, qui n'est pas présent. — 21. Après une courte explication de ce dernier, la parole est continuée à M. Brasseur. — 24. Après un échange d'explications personnelles entre MM. Bouquéau et Brasseur, la chambre entend MM. Balisax et Pirmez, entre lesquels se reproduit une discussion relative à leur attitude respective dans les élections de Charleroi. — 25. Toute la séance est remplie par un discours de M. Jacobs en faveur de la convention. — 26. M. Le Hardy de Beaulieu prononce un discours dans lequel il soutient que les finances du chemin de fer doivent être complètement séparées de celles de l'Etat. La convention est ensuite combattue par M. Sainctelette et défendue par M. Boulenger (administrateur des

Bassins houillers), qui proteste contre l'épithète de *maltotiers*, adressée aux directeurs de de cette Société, parmi lesquels ont figuré MM. Pirmez, Sabatier, Saintelette, Fortamps, Warocqué, etc. — 27. La discussion continue entre MM. Boulenger, Jamar et Liénart, *r.* — 28. Il est donné lecture d'une lettre de M. Warocqué, retenu chez lui par une indisposition. Il est exact, dit-il, qu'il a été commissaire de la Compagnie des Bassins houillers. Il avait accepté ces fonctions dans la croyance que sa présence dans le conseil de cette Compagnie pourrait servir les intérêts de l'arrondissement qu'il représente ; mais en présence de la direction imprimée aux opérations de cette société, il a cru devoir renoncer, depuis longtemps déjà, à ces fonctions et ne conserver aucune des vingt-cinq actions qu'il avait dû acquérir en sa qualité de commissaire. La discussion reprend ensuite entre MM. Liénart, *r.*, et Bara. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 6,500,000 fr. pour le matériel.

1^{er} février. M. Le Hardy de Beaulieu soulève un incident au sujet du refus de la Société de la Jonction de l'Est de ratifier le contrat provisoire qui liait cette Société vis-à-vis des Bassins houillers pour l'exécution de la convention du 25 avril. La chambre entend à ce sujet MM. Jacobs, *m. f.*, Tesch et Bara, puis la discussion sur la convention reprend entre MM. Frère-Orban, Liénart, *r.*, Jamar et Van Wambeke. M. Jacobs, *m. f.*, répondant à M. Tesch, s'engage à communiquer la quotité exacte d'annuités que les Bassins houillers sont disposés à déléguer à chacune des Compagnies primitives. — 2. Il donne communication d'un projet de convention relatif à cet objet. — 3. La discussion continue entre MM. Brasseur, Tesch, Vermeire et Jacobs, *m. f.* Une demande de clôture, combattue par MM. Bouvier, Jamar et Bara, est rejetée par 61 voix contre 34 et 2 abstentions. MM. Bara, Jamar, Tesch, Wasseige, *m. t.*, Frère-Orban et Brasseur prennent encore la parole. — 4. Après avoir entendu encore MM. Jacobs, *m. f.*, Frère-Orban, Wasseige, *m. t.*, Tesch, Brasseur, Houtart, Tack, David, Rogier et Defuisseaux, la chambre adopte le projet de loi par 67 voix contre 25 et 11 abstentions. — 7. La chambre discute le projet de crédit de 6,500,000 fr. pour le matériel du chemin de fer. MM. Le Hardy de Beaulieu, Coomans, Drion, Saintelette, David, Van Iseghem, Lelièvre, Wasseige, *m. t.*, d'Andrimont, *r.*, et Vleminckx y prennent part. Elle porte sur l'emploi du matériel, l'encombrement des gares, les moyens d'y remédier, la responsabilité de M. Wasseige, *m. t.*, dans les faits concernant les irrégularités du service, la station d'Ostende, la police de la sta-

tion de Namur, l'invention de wagons dédoublés pour le transport des marchandises et l'achèvement du chemin de fer de ceinture de Bruxelles. Le crédit est voté par 79 voix contre une, avec un amendement de M. Frère-Orban, accepté par M. Wasseige, *m. t.*, aux termes duquel la dépense sera couverte exclusivement par des bons du Trésor. — 10. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Beeckman, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle le conseil communal de Becquevoort demande la construction d'un chemin de fer de Tirlemont à Diest par Vissenaeken, Attenrode, Meensel, Wersbeek, Becquevoort et Assent. *Id.* sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Bouvier, Wasseige, *m. t.*, et Dumortier, sur une pétition par laquelle le conseil communal de Virton demande que le *m. t.* prononce la déchéance de la société concessionnaire du chemin de fer de Virton si elle ne met immédiatement la main à l'œuvre sur la seconde section Sainte-Marie-Ethe-Virton. — 14. M. Hagemans signale les dangers du mode de récolement des coupons sur le chemin de fer. Un garde vient encore d'en être victime. M. Wasseige, *m. t.*, fait observer que le système de fermeture des gares, établi par M. Jamar, a dû être supprimé devant les réclamations du public. M. Wouters est d'avis que la circulation des gardes sur les trains est une garantie de la sécurité des voyageurs. M. Hagemans recommande les voitures à couloir qui existent en Allemagne et en Suisse. M. Wasseige, *m. t.*, s'en déclare le partisan, mais son application exigerait le renouvellement de tout le matériel. — 18. M. Jacobs, *m. f.*, répondant à M. Hagemans, dit que la difficulté des transports vers l'Allemagne est due en grande partie à l'encombrement qui règne sur la frontière rhénane. — 28. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à M. Bergé, dit qu'une *c.* est chargée de rechercher les moyens de remédier à l'encombrement qui existe à la gare de l'Entrepôt, à Bruxelles.

11 mars. M. Wasseige, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations du chemin de fer, postes et télégraphes, pendant l'année 1869. — 23. Répondant à MM. Lescarts et Braconier au sujet du manque de matériel de transport dans le Borinage et le bassin de Liège, il s'engage à faire tout ce qui sera possible pour remédier à cette situation.

21 avril. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à M. Braconier, dit qu'il n'y a rien de décidé quant à l'établissement d'une station à Vaux-sous-Chèvremont ; puis, en réponse à M. Bouvier, qu'il a donné l'ordre à la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Virton de mettre immédiatement la main à l'œuvre

en maintenant le tracé par Ethe. — 28. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. de Macar et acceptées par M. Wasseige, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des membres de la Ligue du commerce de Huy demandent la révision des tarifs des voyageurs sur les chemins de fer de l'Etat et proposent des mesures : 1° pour amener l'uniformité et la justice dans les tarifs des chemins de fer ; 2° pour améliorer le service des voyageurs. *Id.* une pétition appuyée par M. Moncheur et par laquelle des habitants de Fosses demandent la prompte exécution du chemin de fer partant de la Sambre et aboutissant au chemin de fer de l'Est français, qui a été concédé à la Société générale d'exploitation de chemins de fer. *Id.* une pétition appuyée par MM. Wouters et Schollaert et relative à la concession d'un chemin de fer de Tirlemont au camp de Beverloo et passant par Oplinter, Neerlinter, Budingen, Geet-Betz, Haelen, Webbecom et Tessengerloo. Un débat s'engage entre MM. Delexhy, de Macar et Wasseige, *m. t.*, au sujet du tracé du chemin de fer de Hesbaye-Condroz.

5 mai. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. Rembry et Dumortier et acceptées par M. Wasseige, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle les administrations communales de Roulers, Hooghlede et Clercken demandent l'exécution du chemin de fer de Roulers à Dixmude par Hooghlede. *Id.* sur une pétition appuyée par M. de Zerezo de Tejada et par laquelle des propriétaires, industriels et négociants à Moll prient la chambre d'accorder au sieur Maréchal la concession d'un chemin de fer d'Ans à Bréda, avec embranchement d'Hérenthals vers Moll. — 23. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Nothomb réclame l'exécution de ce chemin de fer et de ceux d'Anvers à Gladbach et d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten ; M. Thonissen, la construction d'un chemin de fer de Bruxelles à Aix-la-Chapelle par Tirlemont, Tongres et Visé ; M. de Vrints défend les droits de la ville de Wavre à des lignes directes vers Bruxelles et Namur ; M. Wouters demande l'agrandissement de la station de Louvain ; M. Brasseur s'occupe de la comptabilité, du prix de revient des transports des chemins de fer, du mode d'exploitation et des tarifs, et soutient que l'exploitation, prise dans son ensemble, est en déficit. — 24. M. Lelièvre demande que le *m. t.* soumette à l'examen du conseil d'hygiène la question du déplacement de l'ancien cimetière de Namur, qui est reconnu nécessaire pour l'agrandissement de la station de cette ville. — 25. M. Brasseur achève le discours qu'il a commencé le 23.

M. Simonis demande l'agrandissement des stations de Nessonvaux et de Pepinster, l'établissement d'une station à Henri-Chapelle, la concession d'un chemin de fer qui relie Aubel à la ligne des Plateaux de Herve, et enfin la construction d'une station extérieure à Verviers. M. Houtart demande que le *m. t.* approuve les plans du chemin de fer d'Houdeng-Goegnies à Soignies. M. Puissant se plaint de la suppression de la section de Bonne-Espérance à Beaumont, du chemin de fer de Frameries à Chimay. M. Descamps s'occupe de la question du prix de revient des transports, traitée par M. Brasseur, et réclame l'exécution du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath et d'Ath à Belœil et Stambruges. — 26. M. Snoy appuie les observations de M. de Vrints en faveur des droits de la ville de Wavre et défend le *m. t.* contre les attaques contenues dans le dossier Wasseige. M. Van Hoorde réclame l'exécution des lignes du réseau Forcade et la concession du chemin de fer d'Athus. M. de Borchgrave recommande la construction du chemin de fer de Bruxelles à Aix-la-Chapelle par le Limbourg. M. Moncheur présente des considérations sur le moyen de déterminer le prix de revient des transports. M. Wasseige, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 30. M. Van Cromphaut s'occupe des communications du canton de Wetteren avec le chemin de fer et recommande la concession d'une ligne d'Anvers à Sotteghem. M. Drion demande un meilleur aménagement pour la station de Charleroi ; M. Le Hardy de Beaulieu revient sur les griefs de la ville de Wavre à charge de la Compagnie du Luxembourg. M. Bouquéau s'occupe du tarif du transport des matières pondéreuses. M. Couvreur se plaint du retard apporté à l'exécution du chemin de fer de ceinture à Bruxelles. Il convie le *m. t.* à augmenter le matériel du chemin de fer en vue de la période de prospérité qui va s'ouvrir.

1^{er} juin. M. Van Outryve parle en faveur de la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale ; M. Nagherman, en faveur de la construction de la ligne d'Anvers à Douai et spécialement de celle de Bas-Silly à Lessines et Renaix. Il s'occupe aussi du tracé de la ligne de Saint-Ghislain à Ath. M. Delcour, *r.*, se félicite du prochain agrandissement de la station de Louvain et réclame la construction d'un chemin de fer de Tirlemont à Diest. Il critique la comptabilité des stations, qui a rendu possible le vol commis à la station du Midi à Bruxelles. M. Lescarts se joint à M. Puissant pour réclamer l'exécution de la ligne de Bonne-Espérance à Beaumont. M. de Theux prie le *m. t.* de faire tous ses efforts pour obtenir des sociétés qui exploitent les

chemins de fer du Limbourg l'uniformité des transports. Il recommande aussi l'abaissement du tarif pour les engrais et les produits agricoles. M. Santkin insiste pour la concession du chemin de fer d'Athus à Givet. M. Vanden Steen demande l'agrandissement de la station de Termonde et la concession des chemins de fer de Gand à Tamise et de Bruxelles à Termonde. — 2. M. Julliot réclame l'exécution des lignes qui doivent traverser le Limbourg. M. Hermant se plaint de l'insuffisance du matériel pour le transport des charbons et déplore le retard apporté dans la construction de la ligne d'Athus à Givet. M. Vermeire appuie les observations présentées par M. Vanden Steen. M. de Lhoneux signale la situation défavorable de l'arrondissement de Huy au point de vue des transports. M. de Dorlodot critique les retards apportés dans la construction du chemin de fer direct de Charleroi à Bruxelles. M. Wasseige, *m. t.*, fait une nouvelle réponse aux observations présentées. — 3. Un débat s'engage entre MM. Bara, Dumortier et Wasseige, *m. t.*, au sujet de la station de Tournai. — 6. M. de Vrints appuie une pétition des commerçants de Wavre, qui prient la chambre d'accorder au sieur Stevens la concession d'un chemin de fer direct de cette ville vers Bruxelles. — 7. La discussion s'engage sur la question des tarifs et de l'exploitation du chemin de fer. MM. Braconier, Vermeire et Le Hardy de Beaulieu y prennent part. — 8. La chambre entend ensuite MM. Boucquéau, Descamps et Wasseige, *m. t.* Celui-ci annonce qu'il a chargé une *c.* de l'étude de toutes les questions relatives à ces divers objets. — 9. MM. Brasseur, Jamar et Vermeire prennent encore la parole à ce sujet. — 10. *Id.* MM. Sainctelette, David et Dumortier. La discussion porte en grande partie sur la comparaison du tarif introduit en 1866 par M. Vanderstichelen et de celui que M. Wasseige y a substitué. — 13. Sont encore entendus MM. Wasseige, *m. t.*, Delaet, Le Hardy de Beaulieu, Descamps et Rogier. Ce débat étant clos, M. Hagemans reproduit les critiques de ses collègues au sujet de la suppression de l'embranchement de Bonne-Espérance à Beaumont; M. de Macar s'occupe du chemin de fer de Landen à Aye; M. de Rossius, des stations de la ligne de Welkenraedt au Bleyberg et du tarif de transport des engrais. — 14. M. d'Andrimont signale l'insuffisance du matériel; M. Defuisseaux critique le tracé du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath; MM. De Clercq et Van Iseghem, l'organisation du service entre Bruges et Ostende; M. de Vrints insiste pour la construction d'un chemin de fer de Bruxelles à Wavre; M. E. de Kerckhove signale les défauts de la station

de Malines et critique l'organisation du service de l'arsenal; M. Delexhy critique les retards apportés à l'exécution de la ligne de Hesbaye-Condroz; M. Bergé demande la suppression des passages à niveau dans l'agglomération bruxelloise; puis de nouvelles explications sont échangées entre MM. Wasseige, *m. t.*, et Braconier sur la question du matériel. M. Elias demande que les employés du chemin de fer soient autorisés à déposer leur cautionnement en titres de la dette publique et que l'on s'occupe de déterminer la responsabilité de l'Etat en matière de transports. — 20. M. Brasseur, *r. s. c.*, présente le rapport sur la modification des bases de liquidation du minimum d'intérêt accordé aux compagnies exploitant les chemins de fer de la Flandre orientale et de Lierre à Turnhout. — 24. M. Wasseige, *m. t.*, dépose un projet de loi tendant à autoriser le gouvernement à concéder un chemin de fer de Tirlemont par Diest au camp de Beverloo, avec raccordement au chemin de fer en exploitation de Hasselt à Eindhoven.

1^{er} juillet. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 7. Le projet de loi qui apporte des modifications aux bases de liquidation du *minimum* d'intérêt accordé aux compagnies exploitant les chemins de fer de la Flandre occidentale et de Lierre à Turnhout est combattu par M. Demeur. — 8. Le projet est défendu par MM. Brasseur, *r.*, et Jacobs, *m. f.* — 11. Il est adopté par 57 voix contre 9. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 205,000 fr. pour couvrir l'insuffisance du crédit destiné à l'extension du matériel des chemins de fer. M. Wasseige, *m. t.*, *id.* un amendement au projet relatif à la concession d'un chemin de fer de Tirlemont par Diest au camp de Beverloo. Il est ainsi conçu : « Art. 3 (nouveau). Les dépenses d'exploitation à déduire du produit brut pour établir le produit net seront fixées à forfait par le cahier des charges de la concession. » — 12. M. Delcour, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 205,000 francs. — 15. La discussion s'engage sur le projet de loi relatif à la concession du chemin de fer de Tirlemont par Diest au camp de Beverloo. MM. Sainctelette, Wasseige, *m. t.*, Rogier, Pety de Thozée, Vleminckx, Le Hardy de Beaulieu, Demeur, Thonissen, Jacobs, *m. f.*, et Muller prennent successivement la parole. M. Rogier propose de décider que ce chemin de fer sera construit aux frais de l'Etat. Cet amendement est rejeté par 42 voix contre 31 et 3 abstentions. Mais la chambre adopte un amendement de la *s. c.* aux termes duquel à défaut d'offres satisfaisantes, le gouvernement est autorisé à construire, aux frais de l'Etat, le chemin de fer décrit à l'article 1^{er}

de la présente loi. L'ensemble du projet est voté par 62 voix contre 14. — 15. Le crédit de 205,000 fr. est adopté par 64 voix contre 2, après quelques observations de M. Le Hardy de Beaulieu sur l'irrégularité de la dépense. — 18. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. David critique le nouveau tarif proposé par M. Wasseige, et qui aura pour résultat de diminuer les recettes du chemin de fer. — 19. MM. Anspach et de Macar parlent dans le même sens. M. Wasseige, *m. t.*, défend son tarif, qui, d'après lui, aura pour effet de favoriser 12 millions de voyageurs, tandis que celui de M. Vanderstichelen n'opérerait qu'au profit de 900,000 au plus. M. Vermeire estime qu'il ne faut pas augmenter les tarifs pour les longues distances; il est partisan du prix le plus réduit possible. M. Sainctelette critique à son tour la réforme. M. Delcour propose la clôture de ce débat qui est combattue par MM. Guillery, Anspach, Jamar et Vleminckx, puis votée par 44 voix contre 55. — 21. La chambre adopte, après un échange d'explications entre MM. Braconnier et Wasseige, *m. t.*, le crédit pour le raccordement des stations des Guillemins et de Vivegnis à Liège; après des observations de MM. De Smet et Wasseige, *m. t.*, le § relatif au chemin de fer de ceinture à Gand; après des observations de MM. Balisau, Wasseige, *m. t.*, et Pirmez, un crédit de 3 millions pour le chemin de fer de Bruxelles à Luttre; puis après quelques mots de M. Vleminckx, le crédit pour l'agrandissement de la station de Louvain. A propos du § relatif à la station de Tournai, un débat s'engage entre MM. Allard, Bara, Rogier, Wasseige, *m. t.*, Dumortier et Jamar. Le § est adopté. M. A. Visart propose un crédit de 200,000 fr. pour les travaux de la station de Bruges et retire sa proposition à la suite de la promesse du *m. t.* que l'on s'occupera prochainement de cet objet. Le § relatif à la construction d'une nouvelle station à Verviers est critiqué par MM. David et Simonis. A l'article relatif au parachèvement du chemin de fer, M. Sainctelette propose un amendement tendant à autoriser le gouvernement à concéder par voie d'adjudication publique la construction d'un chemin de fer partant de Saint-Ghislain et aboutissant à la ligne de Mons à Bruxelles vers Erbisœul, en passant par Baudour. M. Wasseige, *m. t.*, se rallie à l'amendement à la condition de supprimer les mots *par adjudication publique*. M. De-fuisseaux accepte cette modification, qui est repoussée par M. Boulenger et appuyée par M. Brasseur. M. Jamar combat l'amendement. MM. Pirmez et Dumortier proposent de renvoyer cette question à la session prochaine, et la chambre, par 57 voix contre 34, adopte leur motion.

CODE DE COMMERCE.

22 novembre. M. Cornesse, *m. j.*, dépose un projet de révision du code de commerce. — 24. *Id.* sur la lettre de mer.

15 décembre. M. Van Humbeeck, *r. c.*, présente les rapports sur les titres I^{er}, II, III, IV, X et XI du livre I^{er}. — 21. M. Pirmez, *r. c.*, *id.* sur le titre relatif aux sociétés.

16 mars. M. Van Iseghem, *r. c.*, *id.* sur le livre II, titre II, du code de commerce relatif aux *contrats à la grosse*, et sur le titre XI du même livre réglant les *avaries*.

6 mai. M. Cruyt, *r. c.*, *id.* sur le titre IV du livre I^{er}.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

22 avril. M. Cornesse, *m. j.*, répondant à MM. Dupont et Bara, déclare qu'il fera tous ses efforts pour présenter dans le courant de cette session le projet de révision du code de procédure civile.

COMMUNALES (AFFAIRES).

7 décembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi portant érection du hameau d'Aisemont (province de Namur) en commune distincte. — 9. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle des habitants de Cherscamp prient la chambre de faire donner suite à leur demande ayant pour objet une enquête sur les actes du bourgmestre de cette commune et se plaignent que plusieurs enfants se trouvent privés de l'instruction primaire. Le rapport conclut au renvoi aux *mm. i. et j.* avec demande d'explications. MM. Bouvier et Van den Steen appuient la proposition d'enquête. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, prononce un discours dans lequel il blâme la conduite du bourgmestre, en ajoutant que M. Pirmez étant *m. i.* lui a donné raison. M. Pirmez s'étonne d'être l'objet de cette accusation sans avoir été prévenu. — 13. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi modifiant les articles 153, 155, 156 et 157 de la loi communale. La discussion continue au sujet de la pétition de Cherscamp. MM. Pirmez et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, prennent successivement la parole, le premier pour justifier la conduite du bourgmestre, le second pour prendre la défense de l'instituteur communal. — 14. Le débat se poursuit entre MM. Van Cromphaut, Vermeire, Coomans et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, d'une part, MM. Pirmez et Bara, de l'autre. Des explications personnelles sont échangées entre MM. Pirmez et Coomans au sujet d'un article qui a paru dans *la Paix* et qui parlait des dépenses électorales faites à Charleroi. Quand il s'agit de passer au vote, MM. Dumortier, Rogier, de Theux, Bara et Delehayé sont en-

tendus au sujet de la question de savoir s'il y a lieu de maintenir la demande d'explications. Le renvoi pur et simple est voté par 54 voix contre 40. — 21. M. Moncheur, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant la commune d'Aisemont.

1^{er} février. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose des projets de lois portant : 1^o nouvelle délimitation des communes d'Anvers et de Merxem ; 2^o érection des hameaux de Bressoux, Robermont et Trou-Louette (Grivegnée) en commune distincte sous le nom de Bressoux. — 10. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. David, Simonis, Delcour, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et d'Andrimont, la chambre renvoie au *m. i.* une pétition par laquelle des conseillers communaux, un échevin et d'autres habitants de Dolhain-Baelen prient la chambre de ne pas donner suite à la pétition tendante à la séparation de Dolhain de la commune de Baelen. — 14. M. Moncheur, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions relatives à l'érection de la commune d'Aisemont.

25 avril. M. Delaet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de délimitation des communes d'Anvers et de Merxem. — 28. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. David, dit qu'il n'a pas encore eu le temps de s'occuper des pétitions relatives à l'annexion du hameau de Dolhain-Baelen à la commune de Limbourg.

16 mai. Le projet relatif à la délimitation d'Anvers et de Merxem est adopté à l'unanimité, ainsi que celui qui concerne l'érection de la commune de Bressoux. — 24. De nouvelles explications sont échangées entre MM. David et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet du retard apporté à la solution de la question de la séparation de la commune de Dolhain-Baelen de celle de Limbourg. — 26. Il est donné lecture d'une proposition de loi de MM. David et d'Andrimont portant annexion du hameau de Dolhain-Baelen à la commune de Limbourg.

1^{er} juin. M. David développe la proposition, qui est prise en considération et renvoyée aux ss. — 24. Le projet de loi relatif à l'érection de la commune d'Aisemont donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Bergé, Brasseur, Moncheur, *r.*, et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et est adopté par 48 voix contre 16.

COMPTABILITÉ.

6 décembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi portant règlement définitif du B. de 1866. — 23. M. Wasseige, *m. t.*, fait parvenir à la chambre, en exécution de la loi du 5 septembre 1870, le tableau des marchés de gré à gré consentis pendant le dernier trimes-

tre en ce qui concerne le chemin de fer. — 19. M. Tack, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du B. de 1866.

21 avril. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi portant dérogation à l'article 19 de la loi de comptabilité.

17 mai. A propos du règlement définitif du B. de 1866, M. Demeur soutient qu'il y aurait lieu de discuter cet objet et critique l'usage contraire qui s'est introduit. MM. Jacobs, *m. f.*, et Tack, *r.*, répondent qu'il ne s'agit que de détails de comptabilité, déjà vérifiés par la cour des comptes. M. Pirmez ajoute que rien n'empêche M. Demeur de discuter. Le projet est voté à l'unanimité.

10 juin. M. A. Visart, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant dérogation à l'article 19 de la loi de comptabilité.

7 juillet. Ce projet de loi est adopté par 70 voix contre 7.

CONSTITUTION (RÉVISION DE LA).

15 novembre. Il est donné lecture de la proposition de loi qui suit :

« Considérant que les articles 47 et 53 de la Constitution ne permettent pas de reconnaître le droit de suffrage pour l'élection des représentants et pour l'élection des sénateurs, aux citoyens qui payent moins de vingt florins d'impôt direct ;

« Considérant que la loi du 12 mars 1848 a fixé le cens, pour ces élections, au minimum établi par la Constitution et que l'application de cette loi a pour résultat d'appeler à l'exercice du droit de suffrage moins de 110,000 citoyens belges, tandis qu'il y a en Belgique, sur une population de 5,000,000 d'âmes, environ 1,400,000 citoyens majeurs ;

« Considérant que le pouvoir législatif doit être à même de maintenir la loi électorale au niveau du progrès des lumières et, par suite, d'y apporter, quand il le juge opportun, les modifications nécessaires à cette fin ;

« Considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 56 de la Constitution, pour être élu et rester sénateur, il faut notamment payer, en Belgique, au moins 1,000 florins d'impôt direct, avec ce seul tempérament : « Dans les provinces où la liste des citoyens payant 1,000 florins d'impôt direct n'atteint pas la proportion de 1 sur 6,000 âmes de population, elle est complétée par les plus imposés de la province, jusqu'à concurrence de cette proportion de 1 sur 6,000 » ;

« Considérant que la liste des éligibles au sénat dans toutes les provinces, dressée en exécution de l'article 56 de la Constitution, comprend seulement 481 noms et que les éligibles au sénat, dans la seule province de leur domicile, ne sont qu'un nombre d'environ 500 ; qu'en outre, parmi les citoyens qui réunissent les conditions constitutionnelles d'éligibilité, il y en a un grand nombre qui, pour des raisons diverses, ne peuvent ou ne veulent pas être candidats ; qu'ainsi, en réalité, le choix n'existe pas, pour les électeurs, dans la formation du sénat ;

« Les soussignés proposent à la chambre la résolution suivante :

« Il y a lieu à la révision des articles 47, 53 et 56 de la Constitution.

« Ont signé : MM. Demeur, Balisau, Jottrand, Beulenger, Bergé, Guillery, Dethuin, Houtart, Hagemans, Dansaert, Couvreur. »

22. M. Demeur développe cette proposition. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, loin de croire que le moment soit venu pour déchirer ou pour affaiblir le pacte fondamental, pense que le devoir le plus impérieux de la chambre est bien plutôt de se réunir plus que jamais autour de la Constitution, qui est et qui doit rester la charte de la nationalité, de l'indépendance et des libertés publiques. C'est avec une pleine confiance qu'il fait appel à la sagesse et au patriotisme de la chambre, en la conviant à ne pas prendre en considération la proposition de M. Demeur et de ses amis. M. Lelièvre dit que la révision des lois constitutionnelles exige une époque de calme et de tranquillité; et ce n'est pas quand l'Europe est si profondément agitée qu'il est possible de songer à une réforme qui pourrait avoir de graves inconvénients dans l'état de choses actuel. Résolu à voter la réduction du cens, en ce qui concerne les élections provinciales et communales, il pense qu'il est prudent d'attendre les résultats de cette grave mesure. C'est déjà un progrès immense qu'on va réaliser. M. Balisau convie la chambre à renoncer aux divisions de catholique et libéral, que son esprit se refuse à comprendre. Il y a dans la Constitution des pierres qui sont verrouillées, mais dont l'enlèvement ne peut nuire en aucune manière à la solidité de l'édifice, qui vivra peut-être encore des siècles; il faut faire les réparations nécessaires pour que ce monument, qui a un aspect de vétusté à cause de ces pierres qui la déparent, reprenne un aspect de jeunesse. L'orateur sait que la chambre rejettera la proposition qui lui est soumise, mais elle restera un jalon pour l'avenir. M. Dumortier s'attend à ce qu'on vienne proposer de modifier la Constitution quant à la liberté de l'instruction. Alors, on n'aura plus lieu d'être surpris si l'étranger vient dire : « Puisque vous modifiez cette Constitution sur différents points, je vous demande de la modifier également quant à la liberté de la presse. » Voilà comment, si une fois l'on touche à la Constitution, on s'exposera à compromettre toutes les libertés constitutionnelles. L'orateur croit qu'en présence de pareilles tentatives de réforme, il n'y a qu'une chose à faire, c'est d'y répondre par ce célèbre *jamais*, par lequel M. Vilain XIIII a répondu, aux applaudissements de l'assemblée, le jour où il a été appelé à se prononcer sur la possibilité d'une réclamation tendant

à limiter la liberté de la presse. La Constitution actuelle est encore toujours le bouclier derrière lequel tous les Belges doivent s'abriter dans les circonstances présentes, et ce serait commettre une faute très grave de prendre en considération la proposition de loi, précisément au moment où l'Europe est livrée à une guerre terrible. — 23. M. Coomans appuie la prise en considération; il reconnaît qu'on pourrait choisir un meilleur moment pour reviser la Constitution, mais il place la justice au-dessus de tous les intérêts. M. de Theux combat le principe de la proposition, qui est un acheminement au suffrage universel. Il croit aussi qu'une fois le système adopté, on ne saura plus où l'on s'arrêtera. M. Houtart, s'occupant de la question d'opportunité, déclare, au nom de tous les signataires de la proposition, que si la chambre veut bien la prendre en considération, ils attendront, pour en fixer la discussion ou en solliciter la discussion, que le calme soit rétabli en Europe. M. Rogier, tout en combattant la prise en considération, se refuse à prononcer le mot *jamais*. Mais il invite les auteurs de la proposition à ne pas insister pour le moment. Il les invite aussi à déclarer s'ils veulent faire décréter le suffrage universel. MM. Demeur, Guillery et Couvreur interrompent pour dire que tel n'est pas leur but. M. Defuisseaux fait l'apologie du suffrage universel et soutient que le parti doctrinaire est tombé pour n'avoir pas voulu faire une réforme électorale sérieuse. M. Jacobs, *m. f.*, estime qu'il n'y a pas lieu de faire sortir du domaine de la Constitution, pour la faire entrer dans le domaine législatif, la fixation de la capacité électorale. Il faut qu'on présente une proposition déterminée, nette et précise, destinée à remplacer dans la Constitution l'article 47, qui en serait biffé. Ce sera le suffrage universel ou le suffrage restreint; ce sera le système des capacités ou celui des censitaires; mais il faut une proposition nettement formulée, sur laquelle la chambre puisse délibérer en connaissance de cause. Dans quelle situation met-on le pays en agissant autrement? On ne s'explique même pas sur ce qu'on voudrait mettre à la place de l'article 47 de la Constitution. On pose un énigme au pays et l'on veut que, sans aucune espèce de données sur ce qu'on substituera à ce qui existe, il devine l'énigme qui lui est posée. Or, le pays ne court pas d'aventures; il veut savoir où il va; et jusqu'au jour où l'on se sera exprimé d'une manière explicite sur ce que l'on veut, il se refusera à suivre les auteurs de la proposition. M. Bergé est d'avis que l'on peut voter la prise en considération pour que la lumière se fasse, et tout en se réservant de combattre la révision de l'article 47

de la Constitution. — 24. M. Couvreur soutient que le refus de la prise en considération serait un déni de justice. M. Pirmez estime que le véritable but de la proposition est de décréter le suffrage universel, et il la combat comme de nature à restreindre la liberté plutôt qu'à l'étendre. Un débat personnel s'engage ensuite entre l'orateur et M. Balisau, au sujet de leur attitude respective dans les élections de Charleroi, où M. Pirmez accuse M. Balisau d'avoir divisé le parti libéral pour se faire élire. La clôture est demandée. MM. Guillery, Demeur et Rogier la combattent. Elle n'est pas prononcée. — 25. La chambre entend encore *pour* la prise en considération MM. De Fré et Jottrand, *contre* MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Brasseur, puis la rejette par 75 voix contre 25 et une abstention (M. Bouquéau).

CONTRAINTÉ PAR CORPS.

20 décembre. Sur les conclusions de M. Van Renynghe, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Lelièvre et Cornesse, *m. j.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle le sieur Duriaux, détenu pour dette commerciale, demande l'abolition de la contrainte par corps en matière de commerce. M. Cornesse, *m. j.*, déclare qu'il espère pouvoir présenter un projet de loi dans le cours de la session.

16 mars. M. Cornesse, *m. j.*, répondant à M. Lelièvre et reproduisant une déclaration qu'il a déjà faite antérieurement, dit qu'il présentera incessamment un projet de loi sur la contrainte par corps.

1^{er} juin. Il dépose ce projet de loi. — 28. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport. Le projet de loi dont il s'agit supprime la contrainte par corps en matière de commerce, *id.* pour l'exécution des condamnations prononcées contre les étrangers, et à l'égard des femmes, des mineurs et des personnes civilement responsables. Dans les matières où il la maintient, il la réduit à un an, et il ne l'autorise même en matière répressive, que pour une somme excédant 500 fr.; tandis que, suivant l'article 46 du code pénal, l'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, peut toujours être poursuivie par voie de contrainte par corps, quel que soit le montant des condamnations prononcées au profit de l'Etat ou des parties lésées.

11 juillet. Dans la discussion, M. Thonissen regrette infiniment que le gouvernement n'ait pas demandé la suppression complète de la contrainte par corps, et il fera ultérieurement, dans la mesure de son influence, tous les efforts possibles pour l'obtenir; mais si, en attendant, il se trouve dans la nécessité

de choisir entre un système qui maintient la contrainte par corps dans toute sa rigueur actuelle et un projet qui la supprime dans la plupart des cas, il croit qu'il ne lui est pas permis d'hésiter. M. de Moerland'Harlebeke votera le projet de loi, mais uniquement comme transaction, comme une étape, un acheminement vers la suppression radicale qu'aujourd'hui on est moralement certain de ne pouvoir obtenir de la législature; il le votera parce qu'il ne veut pas renfermer une question d'humanité dans l'inflexible raideur d'un tout ou rien. M. Lelièvre pense que le projet réalise tout ce qu'on peut espérer de mieux pour le moment en matière de contrainte par corps. Adopter le projet de loi, c'est supprimer la mesure dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent. Vouloir autre chose, c'est remettre tout en question, comme cela a été fait sous le ministère précédent; c'est s'exposer à perpétuer l'état de choses inique existant depuis le conflit. Quant à lui, il est convaincu qu'il servira les intérêts de la justice et de l'humanité en votant le projet de loi. Il le vote avec d'autant plus d'empressement, qu'en réalité il dotera la Belgique d'une des législations les plus libérales de l'Europe. Après un échange d'explications entre MM. Delcour et Thonissen au sujet des doctrines que le premier a formulées dans son rapport en 1868, M. Guillery dépose l'amendement suivant: « La contrainte par corps est supprimée, sauf en ce qui concerne les témoins défaillants. » M. Bara votera contre le projet de loi, non parce qu'il ne veut pas que les personnes qui se trouvent incarcérées et que le projet met en liberté ne soient pas mises en liberté, mais parce que le gouvernement n'a pas, selon lui, fait ce qu'il devait faire pour arriver à la réussite complète du projet de loi que la chambre avait voté et parce qu'en outre le projet consacre en matière de presse des principes qu'il lui est impossible d'admettre, les considérant comme contraires à l'esprit de la Constitution. Le débat se poursuit ensuite entre MM. Guillery et Cornesse, *m. j.* — 12. Après un discours de M. Nothomb, *r.*, en faveur du projet, M. Rogier développe un amendement ainsi conçu: « La contrainte par corps est supprimée. Elle est maintenue en matière criminelle et correctionnelle pour exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais. » Cette disposition implique, dans la pensée de l'orateur, l'intervention du jury en matière de presse. L'amendement de M. Guillery est rejeté par 45 voix contre 28 et 4 abstentions, celui de M. Rogier par 44 voix contre 29 et 3 abstentions. Le débat s'engage ensuite sur l'article 3. « Art. 3. Elle peut être prononcée en toute autre matière pour les restitutions,

dommages-intérêts et frais, lorsqu'ils sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale ou d'un acte illicite commis méchamment ou de mauvaise foi. » MM. Lelièvre, Drubbel, De Baets, Van Humbeeck, Cornesse, *m. j.*, Bara, Guillery, Dupont et Nothomb, *r.*, y prennent part. L'article est adopté par 43 voix contre 55 et 4 abstentions. A l'article 5, M. Bara, appuyé par M. Van Humbeeck et combattu par M. Cornesse, *m. j.*, propose de limiter à trois mois la contrainte par corps. Cet amendement est rejeté par 41 voix contre 58 et 4 abstentions. L'ensemble du projet de loi est ensuite voté par 55 voix contre 19 et 10 abstentions.

COUR DES COMPTES.

27 juin. M. Moreau, ancien *v.-p.* de la chambre, est nommé membre de la cour des comptes par 57 voix contre 54 données à M. Gisler, chef de division à la cour. (Il s'agit du remplacement de M. Van Hoobroeck de Mooreghem, décédé.)

COURS D'EAU.

15 décembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi relatif aux cours d'eau non navigables ni flottables.

5 mai. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. de Vrints, Jottrand, Le Hardy de Beaulieu, Delcour, Cornesse, *m. j.*, Guillery, Mascart et Snoy, la chambre renvoie aux *mm. i. et j.* une pétition par laquelle les administrations communales de Thines, Houtain-le-Val, Loupoigne, Genappe, Vieux-Genappe et Waterloo se plaignent des travaux souterrains que fait exécuter la ville de Bruxelles dans les communes de Braine-l'Alleud et de Lillois pour fournir de l'eau à ses habitants, et demandent qu'il soit pris des mesures à l'effet de les protéger contre l'accaparement toujours croissant des nappes d'eau souterraines fait par la ville de Bruxelles.

DÉCÈS.

14 février. La chambre reçoit notification de la nouvelle de la mort de M. le baron de Gerlache, ancien président du Congrès national. Sur la proposition de M. de Theux, appuyée par MM. Bouvier, Lelièvre et Rogier, il est décidé qu'une députation de 11 membres assistera aux funérailles, et que les anciens membres du Congrès qui siègent à la chambre en feront partie.

24 juin. Il est donné connaissance à la chambre du décès de M. Liénart, représentant d'Alost.

1^{er} juillet. *Id.* de M. Van Renynghe, représentant d'Ypres.

DOUANES ET ACCISES.

14^{de} décembre. M. Moncheur, *r. c.*, présente le rapport sur une pétition émanée des sauniers de Gand. M. Balisau, *r. c.*, *id.* sur une pétition d'habitants de Fayt-le-Franc. — 20. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour but de proroger jusqu'au 30 juin 1871 la faculté donnée au gouvernement de prohiber l'exportation et le transit de certaines marchandises. — 22. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 23. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. Houtart, s'engage à négocier avec le gouvernement français à l'effet d'obtenir l'entrée en franchise de droits des pierres ornées de moulures. Dans la discussion du projet de loi, relatif à la prohibition d'exportation et de transit, M. Demeur présente des observations sur les droits des neutres et soutient que la Belgique devrait, comme l'Angleterre, être autorisée à fournir des armes aux deux belligérants et à souscrire des emprunts à leur profit. MM. de Zerezo de Tejada et d'Anethan, *m. a.*, combattent cette thèse; puis le projet est voté par 59 voix contre 4 et 7 abstentions.

6 mai. M. Delaet, *r. c.*, présente le rapport sur une pétition tendant à obtenir une aggravation de l'impôt sur le sucre de betterave et des mesures en vue d'empêcher l'extension de la culture de la betterave. — 12. L'examen de ce rapport est ajourné. Sur les conclusions de M. Balisau, *r. c.*, et après quelques mots de M. Jacobs, *m. f.*, la chambre renvoie à ce dernier la pétition de marchands de beurre, œufs et fromage, à Fayt-le-Franc, relative à la suppression du droit d'entrée sur les fromages mous ou blancs. *Id.* une pétition des sauniers de Gand demandant la suppression de la loi du 15 mai 1870, relative à la libre entrée du sel raffiné.

11 juillet. Un débat s'engage entre MM. Ansapach et Jacobs, *m. f.*, au sujet de la possibilité de restituer à la sortie les droits d'accise sur les eaux de senteur destinées à l'exportation (à propos d'une fabrique que la maison Rimmel voudrait établir à Bruxelles).

ÉLECTIONS.

9 novembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi sur la réforme électorale (1).

18 février. M. Royer de Behr, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

31 mars. M. Delehaye propose de mettre ce

(1) Le projet de loi réduit à 20 fr. le cens provincial et à 10 fr. le cens communal. Il renferme quelques autres dispositions qui sont mentionnées dans la discussion des articles.

projet en tête de l'ordre du jour de la rentrée des vacances de Pâques. M. Dansaert voudrait qu'on y inscrivit le code de commerce. MM. Frère-Orban, Bara et Rogier demandent qu'on s'occupe d'abord des *BB.*; mais la chambre adopte, par 53 voix contre 33, la motion de M. Delehayé. A la suite de ce vote, MM. Frère-Orban, Tesch et Rogier, voulant protester contre une politique de violence, déclarent qu'ils repousseront le *B.* de l'intérieur.

18 avril. La discussion générale est close, après des discours de MM. Lelièvre, Reynaert et E. de Kerckhove en faveur du projet. — 19. A l'article 1^{er}, M. Frère-Orban prononce un discours dans lequel il soutient que l'on voit dans cette réforme un moyen d'assurer la prépondérance du parti catholique, de faire prévaloir les influences territoriales et l'influence du clergé qui s'exercent sur des individus qui se trouvent dans un certain état de dépendance et ne sont pas suffisamment éclairés. Ce que l'on veut, c'est un abaissement très considérable du cens dans les villes, pour atteindre des classes de la société plus ignorantes et plus dépendantes, sur lesquelles pourront s'exercer les influences signalées ou pour chercher ainsi à neutraliser, à étouffer l'esprit libéral des villes. On s'est montré extrêmement rigoureux à l'égard des débitants de boissons. On a fait des propositions pour les exclure du corps électoral. Le gouvernement a fait siennes ces propositions. Or, il y a un fait certain, indéniable, c'est que le corps électoral va être rempli de cabaretiers; il y en aura 80,000 au moins, peut-être 90,000. Depuis 1850, la Belgique vit dans une situation exceptionnellement heureuse, prospère et libre. Il n'y a pas une classe de la société qui puisse prétendre qu'elle soit opprimée; il n'en est pas pour laquelle on pourrait réclamer, en concevant les plus brillantes espérances fondées sur un système électoral quel qu'il soit, des réformes, des améliorations qui seraient de nature à changer les conditions d'une partie du pays. Eh bien, ce qui est sage en pareil cas, lorsqu'on jouit de toutes les libertés qui peuvent être rêvées, lorsqu'on peut, à l'aide des instruments qui sont en nos mains, rechercher les moyens les meilleurs d'améliorer les conditions morales, intellectuelles et matérielles du peuple; ce qui est sage, c'est d'éviter le recours à des expédients empiriques tels que ceux qui sont proposés et dont l'application peut exposer le pays à compromettre les biens dont il a joui depuis si longtemps. M. Jacobs, *m. f.*, dit qu'en présence des manifestations qui se sont produites lors des dernières élections, en présence de l'opinion de l'immense majorité

de la chambre, le gouvernement avait le devoir de tenir compte des faits, et le problème qu'il avait à résoudre était de rechercher, non non pas s'il fallait une réforme, mais quelle réforme; non pas s'il fallait étendre le droit de suffrage, mais dans quel sens et dans quelle mesure. Ceux qu'on appelle à jouir du droit électoral appartiennent en grande partie à la catégorie des cultivateurs, des fermiers, des boutiquiers, des propriétaires, des rentiers, des pensionnés, toutes classes qui certainement ne peuvent inspirer à la cause de l'ordre aucune espèce d'appréhension. Les cabaretiers, qui occupent une si grande place dans le corps électoral aujourd'hui, ne formeront plus que 2.16 p. c. du corps électoral additionnel que l'on adjoint au corps électoral actuel en abaissant le cens à 10 fr. Le gouvernement a tenu à ce que la réforme eût les caractères que M. Van Humbeeck traçait comme ceux d'une réforme future qu'il devait nous apporter. Ces caractères étaient au nombre de trois. « La réforme sera large, elle sera logique, elle sera désintéressée », disait-il. Large, elle l'est incontestablement; logique, elle l'est évidemment aussi; désintéressée, personne ne peut le contester sérieusement, car ce qu'on apporte aujourd'hui, c'est ce que M. Rogier lui-même annonçait dès 1848 comme le progrès espéré de l'opinion libérale, et M. Van Humbeeck a admis d'avance le système de la réforme actuelle quand il disait, le 2 mai 1866 : « J'accepterais la réduction et l'unité du cens, même sans qu'il fût besoin de subordonner le droit de vote à la condition de savoir lire et écrire. » Le gouvernement n'apporte pas un texte *ne varietur*; il accepte toutes les améliorations, de quelque part qu'elles viennent, et il introduira dans son projet tout ce qui lui paraîtra une amélioration réelle; mais ce n'est pas parce qu'on présentera, sous le titre de garantie de capacité, des choses qui ne seraient ni pratiques ni utiles, qu'il croira améliorer le projet. M. Van Humbeeck répond que, s'il a déclaré pouvoir accepter l'abaissement du cens, même sans une garantie de capacité, c'était à la condition que, pour la province et la commune, il vint se placer, à côté des catégories de censitaires nouveaux, une catégorie d'électeurs auxquels on demanderait uniquement la garantie d'une capacité directement constatée, sans en exiger le paiement d'aucun cens; c'est même parce que le projet présenté, à cette époque, par le ministère libéral ne donnait aucun droit à la capacité, abstraction faite du cens, qu'il n'a pas voulu le voter; il lui a refusé son suffrage; il s'est abstenu. M. Frère-Orban fait observer que le projet du ministère libéral était une mesure d'avenir. La loi abaissait le cens pour ceux qui avaient

fréquenté une école d'adultes ; or, les écoles d'adultes sont à peine organisées dans le pays, et par conséquent on n'a pas pu en tirer un effet utile pour la loi. Cette réforme n'est pas aussi insignifiante qu'on le dit. M. Castiau, qui était radical, proposait l'admission des capacités sur les listes électorales et déclarait en même temps que cette mesure devait avoir pour effet d'augmenter de 1,200 ou 1,500 le nombre des électeurs ; c'est cette réforme qui a été si vivement combattue par l'opinion catholique et qui n'a réuni que 17 voix. M. Castiau ne considérait pas comme insignifiante l'admission du principe de la capacité, même combinée avec le cens, et c'est ce que réalisait la proposition de 1866 avec des effets beaucoup plus étendus. Si elle n'avait pas été mutilée, elle aurait produit incontestablement de très bons fruits. Mais cette loi ne sera pas mise à exécution, on le savait dès l'avènement du ministère actuel ; il est donc clair que beaucoup de personnes ont trouvé inutile de se faire inscrire, puisqu'on avait la certitude d'être rayé. MM. Jottrand, Bergé, Dansaert, Guillery, Couvreur, Demeur, Houtart, Dethuin, Lescarts et Le Hardy de Beaulieu déposent un amendement aux termes duquel, pour être électeur à la province et à la commune, il faut : « 1° avoir son domicile réel dans la commune et y avoir occupé, dans le cours des deux années qui précèdent la révision des listes électorales, à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de locataire distinct, la même maison ou partie de maison pendant douze mois consécutifs ; 2° savoir lire et écrire ; 3° ne pas être assisté par une institution de bienfaisance. Sont assimilés au locataire distinct : 1° celui qui habite chez ses parents ou alliés en ligne directe ; 2° celui qui, à raison de ses fonctions, jouit d'une habitation particulière à laquelle il a droit, indépendamment de son traitement. » — 20. M. Defuisseaux déclare et M. Hagemans écrit pour déclarer qu'il s'associe à cet amendement. M. Nothomb, de son côté, dépose un amendement aux termes duquel au cens de 10 fr. pour la commune il faut ajouter cette condition : « 4° savoir lire et écrire. Cette disposition n'est pas applicable aux citoyens qui ont été inscrits sur les listes antérieures, ni à ceux qui payent le cens prescrit pour la composition des chambres législatives. » MM. Jottrand et Nothomb développent leurs amendements. M. Royer de Behr, *r.*, propose de les renvoyer à la *s. c.* MM. Kervyn de Lettenhove et Coomans, *m. i.*, demandent que l'on indique le moyen de constater que l'électeur sait lire et écrire. M. Vermeire pense qu'il suffit de poser la question aux candidats électeurs, sauf à punir les fausses déclarations. M. Couvreur veut qu'il y ait une épreuve sérieuse,

et il définit ainsi la condition posée : « Savent lire et écrire, ceux qui peuvent comprendre la pensée d'autrui dans un texte imprimé et rendre par écrit leur propre pensée. » L'orateur complète sa proposition en ces termes : « La justification de cette connaissance se fera par l'intéressé, dans la quinzaine qui précédera la formation des listes électorales, par une épreuve publique, subie devant un jury de trois membres tirés au sort, pour chaque commune, l'un parmi les conseillers communaux du canton, un deuxième parmi les instituteurs communaux de la province, un troisième parmi le personnel enseignant des écoles normales et moyennes de l'Etat. Dans les communes urbaines, il y a un jury par section. Les membres du jury sont tirés au sort par les soins de la députation permanente du conseil provincial. Les jurys désignent leur président et leur secrétaire. Le procès-verbal de leurs opérations est transmis à l'autorité communale. Les frais sont à la charge de l'Etat. Sont inscrits d'office et dispensés de toute épreuve devant le jury les citoyens pourvus : 1° d'un diplôme scientifique ou professionnel délivré par un établissement d'instruction reconnu par la loi ; 2° d'un certificat de fréquentation d'un établissement d'enseignement moyen ou primaire supérieur, public ou privé, délivré à la sortie de l'établissement. Le double de ce certificat sera conservé dans un registre tenu *ad hoc* dans l'établissement. Les personnes rejetées par le jury pourront interjeter appel de cette décision devant la députation permanente. Sont maintenus sur les listes électorales, ceux qui y sont inscrits, pourvu qu'ils continuent à réunir les conditions prescrites à cette fin avant la promulgation de la présente loi. » Après avoir entendu MM. de Theux, Coomans (qui affirme que tous les communards savent lire et écrire), Rogier, Delehay, Van Humbeeck, Guillery et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, la chambre décide qu'il n'y aura pas de renvoi. — 21. M. de Theux combat comme contraire à l'esprit de la Constitution toute proposition qui aurait pour objet d'exiger, pour le droit électoral, la condition de savoir lire et écrire. M. Royer de Behr, *r.*, défend le projet de loi et termine en disant que, s'il y a des ignorants dans le corps électoral, ce sera le très petit nombre, et qu'il ne faut pas que, pour cette minime exception, on établisse des mesures vexatoires pour la majorité. M. Dumortier développe un amendement ainsi conçu : « Dans les communes de plus de 20,000 habitants, le corps électoral se compose de trois collèges nommant chacun le tiers des membres du conseil communal, savoir : le premier formé des électeurs payant plus de

500 fr. d'impôt; le second formé des électeurs payant de 50 à 500 fr.; le troisième formé des électeurs payant de 10 à 50 fr. » M. Demeur défend l'amendement qu'il a signé avec M. Jottrand et combat le principe du cens. La séance se termine par une explication entre MM. Frère-Orban et Jacobs, *m. f.*, au sujet d'une allégation attribuée au premier, relativement au droit des catholiques d'occuper le pouvoir. (Il s'agit d'un discours prononcé par M. Frère-Orban le 15 juin 1864.)

— 22. M. Demeur ayant achevé son discours, M. Funck reproduit l'amendement suivant, qu'il a proposé en 1867 : « Remplacer l'article 1^{er} du projet de loi par les dispositions suivantes : 1^o par dérogation à l'article 7, n^o 3, de la loi communale, sont, en outre, électeurs communaux, sous la condition de justifier qu'ils possèdent l'instruction primaire telle qu'elle est organisée par la loi du 23 septembre 1842; ceux qui versent à l'Etat, en contributions directes, patentes comprises, la somme de 10 fr. par an; 2^o la justification mentionnée dans l'article précédent résultera : 1^o du fait de remplir des fonctions publiques ou privées qui présupposent la connaissance des matières comprises dans le programme de l'enseignement primaire; ou 2^o d'un certificat constatant que l'électeur a suivi pendant six années consécutives les classes d'une école primaire régulièrement organisée; 3^o ou d'une requête rédigée et écrite en entier par l'électeur, en présence de trois membres de l'administration communale ou de ses délégués, et tendante à obtenir son inscription sur la liste électorale. Cette justification pourra résulter aussi d'un examen passé devant un jury de trois membres désignés par l'administration communale. » M. Le Hardy de Beaulieu défend à son tour l'amendement qu'il a signé avec MM. Jottrand, Demeur, etc. M. Bouvier se prononce pour le système de la combinaison de la capacité avec un cens modéré. — 25. Le projet de loi est défendu par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.* M. Dupont développe l'amendement suivant : « Sont en outre électeurs provinciaux et communaux, sans condition de cens, par dérogation au n^o 3 de l'article 1^{er} de la loi électorale et au n^o 3 de l'article 7 de la loi communale, tous ceux qui justifient qu'ils ont suivi un cours d'enseignement moyen de trois années au moins dans un établissement public ou privé. Cette justification se fera conformément à la loi du 30 mars 1870. » M. Hagemans défend l'amendement de M. Jottrand. M. Tack en développe un autre ainsi conçu : « Ajouter à l'article 1^{er} : Cependant quiconque aura été secouru par un bureau de bienfaisance pendant l'année de la révision ou pendant l'année antérieure ne

pourra être inscrit sur la liste des électeurs communaux. » M. Rogier soutient que la loi de 1870 était conservatrice et progressiste. Le projet actuel, il ne sait comment le qualifier ni ce qu'on en attend; mais il lui serait impossible de le voter s'il n'y est point apporté des amendements qui le corrigent. Il croirait rendre un très mauvais service au pays et au gouvernement lui-même en votant une pareille loi. L'orateur rappelle qu'en 1867 M. Wasseige a dit que personne ne réclamait une réforme électorale. M. Wasseige, *m. t.*, répond que la situation n'est plus la même. — 26. M. Sainctelette reproduit, à titre d'amendement, le texte suivant du projet de loi de 1866 : « Par dérogation au n^o 5 de l'article 1^{er} de la loi électorale et au n^o 3 de l'article 7 de la loi communale, sont électeurs provinciaux et communaux : 1^o les employés privés jouissant de 1,500 fr. d'appointements et patentés comme tels depuis deux ans au moins; 2^o les personnes ci-après désignées que l'article 3 de la loi du 21 mai 1849 exempté du droit de patente, savoir : les magistrats, les fonctionnaires et employés de l'Etat, de la province et de la commune et des établissements publics qui en dépendent, jouissant de 1,500 fr. de traitement; les avocats, médecins et pharmaciens; les ministres des cultes, lorsque ces ministres sont rétribués par l'Etat, et les instituteurs primaires diplômés. « A la condition de savoir lire et écrire, M. Van Humbeeck voudrait substituer un certificat de fréquentation des écoles primaires supérieures. M. David présente un nouvel amendement conçu en ces termes : « Pour être inscrit en qualité d'électeur sur les listes électorales, on doit se présenter, à des jours et heures fixés par lui, chez le juge de paix de son canton. Le juge de paix fera lire et copier à celui qui réclame son inscription une phrase de trois à quatre lignes écrites à la main. Le réclamant doit lire à haute voix couramment et copier correctement et visiblement la phrase lui indiquée par le juge de paix, qui délivre le certificat de capacité nécessaire à l'inscription sur les listes électorales. » M. Dethuin dit qu'en votant et signant la proposition de M. Jottrand, il a la double bonne fortune d'obéir à ses convictions et de tenir ses engagements antérieurs. Si la proposition de M. Jottrand est repoussée, il votera toutes celles qui, moins radicales, réalisent cependant un progrès, soit en substituant au cens une capacité plus étendue que la connaissance de la lecture et de l'écriture, soit, comme dernière consolation, l'adjonction des capacités au cens. La loi présentée n'accordant rien à la capacité, il votera contre elle. — 27. M. Bricoult préfère le maintien de la loi actuelle au sys-

tème du gouvernement. Le débat continue entre MM. Frère-Orban, Coomans et Demeur sur l'origine du mouvement en faveur d'une réforme électorale, sur ses conséquences, sur le principe du cens et sur les dangers du suffrage universel, enfin sur l'ancienne coalition des catholiques et des libéraux en vue de renverser le ministère précédent. — 29. Cette discussion se poursuit entre MM. Demeur, Frère-Orban, Saintelette et Coomans.

2 mai. La chambre entend encore à ce sujet MM. Cornesse, *m. j.*, et Couvreur. — 3. Après des discours de MM. Couvreur et Frère-Orban, la discussion de l'article 1^{er} est close, malgré l'opposition de MM. Rogier et Defuisseaux. On passe ensuite au vote des amendements. Celui de MM. Jottrand et consorts est rejeté par 90 voix contre 16 et 2 abstentions; celui de M. Van Humbeeck, par 82 voix contre 26 et une abstention; celui de M. Saintelette, par 66 voix contre 41 et une abstention; celui de M. Couvreur, par assis et levé, ainsi que celui de M. Nothomb; celui de M. Funck, par 72 voix contre 56; celui de M. Dumortier, par 104 voix contre 2 et 4 abstentions; M. David retire le sien; celui de M. Tack est adopté, et l'article 1^{er}, avec cette addition, est voté par 64 voix contre 34 et 9 abstentions. — 4. A l'article 2, M. Magherman propose un amendement aux termes duquel, « dans les élections communales, quand il y a des conseillers à nommer pour plusieurs sections, les premiers noms inscrits sur le bulletin sont attribués au chef-lieu, jusqu'à concurrence du nombre des conseillers à y élire; les noms subséquents sont attribués aux sections ou hameaux et, s'il y en a plusieurs, en suivant l'ordre alphabétique des noms de ces sections ou hameaux ». Cet amendement, combattu par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, est repoussé. M. Dumortier combat ensuite la disposition aux termes de laquelle « le tiers de la contribution foncière comptera au locataire sans diminution des droits du propriétaire ». Cette faveur, d'après lui, n'a été accordée jusqu'ici qu'au fermier, qui n'a pas de patente et ne paye jamais de contribution personnelle. On veut l'étendre à la propriété bâtie, et il en résultera l'adjonction de nombreux électeurs, y compris les habitants des bataillons carrés. Après un débat auquel prennent part MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Jottrand, Jacobs, *m. f.*, Bara, Tesch, Delehay, M. Jacobs, *m. f.*, propose de dire : « Le tiers de la contribution foncière du domaine rural exploité par le fermier compte au locataire sans diminution du droit du propriétaire. Le tiers de la contribution foncière d'une maison compte au locataire redevable de la contribution personnelle, sans diminution du droit du propriétaire ». Dans ces termes, la proposi-

tion est votée par 56 voix contre 45. M. Ans-pach développe ensuite un article additionnel qu'il a signé avec MM. Orts et Funck et qui porte : « Les conseils communaux seront renouvelés intégralement dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Le Roi déterminera l'époque de la réunion des collèges électoraux, à l'effet de procéder à ce renouvellement, et celle de l'installation des nouveaux conseils. Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de la loi du 1^{er} mai 1848 seront appliquées au renouvellement des conseils communaux ». Il est convenu que le débat sur cette disposition sera ajourné jusqu'à la fin de la discussion du projet du gouvernement. A l'article 3, M. Lelièvre propose de dire que les contributions de la femme ne seront pas comptées au mari en cas de séparation de corps. — 6. A propos de l'article qui réduit à 20 fr. le cens provincial, M. Rogier persiste à repousser toute réduction du cens qui n'est pas fondée sur la capacité. M. de Theux estime que si un électeur à 10 fr. est capable pour les élections communales, un électeur à 20 fr. doit l'être pour les élections provinciales. M. Defuisseaux combat le principe du cens. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, se rallie à l'amendement de M. Lelièvre quand il s'agit d'adopter pour l'électorat provincial la disposition relative au tiers foncier. M. Bara le combat, et M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ainsi que M. Delehay, remplaçant M. Royer de Behr, *r. s. c.* (absent), consentent à le retirer. Dans ces conditions, l'article relatif aux électeurs provinciaux est adopté. — 9. M. Royer de Behr, *r.*, déclare que s'il avait pu assister à la séance du 3, il aurait repoussé tous les amendements, sauf celui de M. Tack. Le double étalon électoral (la capacité alliée au cens) lui paraît inacceptable. M. Muller demande si la proposition de M. Tack s'appliquera aux élections provinciales. M. Tack répond négativement. M. Moncheur annonce qu'au second vote il en demandera la suppression, même pour les élections communales. Les articles relatifs à la composition des bureaux et au ballottage sont adoptés après des observations de M. Delehay, Royer de Behr, *r.*, Demeur, Jacobs, *m. f.*, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Jottrand. Le débat s'engage ensuite sur l'article 7 (qui s'applique aussi aux élections pour les chambres) : « Les contributions et les patentes ne sont comptées à l'électeur que pour autant qu'il ait payé le cens pendant l'année antérieure à celle de son inscription sur la liste électorale. » M. Lelièvre est d'avis que cet article doit s'appliquer aux individus éligibles au sénat. M. Magherman demande qu'une exception soit faite en faveur de celui qui possède à titre successif. M. Jacobs, *m. f.*, pour

faire droit à cette observation, appuyée par M. Demeur, propose d'ajouter : « Le possesseur à titre successif est seul excepté de ces conditions. En cas de mutation d'immeubles, les contributions dues à partir du jour où la mutation a acquis date certaine sont comptées à l'acquéreur pour la formation du cens électoral. » L'article ainsi rédigé est adopté par 55 voix contre 33, après une discussion dans laquelle MM. Frère-Orban, Jottrand, Bara et A. Vandenpeereboom soutiennent contre MM. Jacobs, *m. f.*, de Theux, Tack, Magherman et Cornesse, *m. j.*, que l'on va faciliter l'inscription d'électeurs qui ne possèdent pas ou qui ne possèdent plus les bases du cens, en décidant qu'au lieu d'être tenu d'avoir payé le cens pendant deux ans, il suffit de l'avoir payé pendant l'année antérieure à la révision des listes électorales. — 10. L'assemblée adopte sans débat une proposition de M. Demeur ainsi conçue : « Le double des rôles des contributions directes, dont l'envoi aux autorités communales est prescrit par l'article 2 de la loi du 5 mai 1869, doit renseigner, outre les cotisations pour l'année courante, celles de l'année antérieure, et, en regard de ces dernières cotisations, pour autant qu'elles ne soient pas apurées, la somme réellement acquittée par le contribuable ou la mention qu'il n'a rien payé. Nul ne peut être inscrit ou maintenu sur les listes électorales, s'il conste des documents fournis en exécution des articles 1^{er} et 2, qu'il n'a pas payé le cens pour l'année antérieure à celle de la révision ; » puis, l'article du projet aux termes duquel la possession des bases et le paiement du cens se justifient par tous les moyens de droit. La proposition de M. Lelièvre relative aux éligibles au sénat est amendée par M. d'Anethan, *m. a.*, et votée en ces termes : « L'article 2 de la loi du 30 mars 1870 et les articles 7 et 8 de la présente loi sont applicables aux éligibles au sénat. » Vient alors l'article 9 du projet de la *s. c.* : « Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il ne réunit plus des deux cinquièmes des voix. » Cette disposition est combattue par MM. Jottrand et De Fré, et défendue par MM. Delehay et Royer de Behr, *r.* M. Coomans se déclare l'adversaire de tout ballottage ; M. De Fré répond que le ballottage est une nécessité. M. Bara combat la substitution de la majorité relative à la majorité absolue. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, soutient la thèse contraire. M. Bara propose de remplacer l'article par le suivant : « En cas de ballottage, le scrutin sera remis au jour fixé par l'arrêté de convocation des électeurs. » Après avoir entendu encore sur cette question de la majorité et des ballottages MM. Coomans, Delehay, Le Hardy de Beaulieu, Vleminckx, Guillery, Bara, de Theux,

Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Couvreur, la chambre reçoit communication d'un amendement de M. A. Vandenpeereboom, aux termes duquel l'élection à la majorité relative serait admise pour la chambre et le sénat. M. Delehay propose d'ajouter « la province ». Par suite de cette proposition combinée avec celle de M. A. Vandenpeereboom, le système actuel serait maintenu pour les élections communales ; mais les deux cinquièmes des voix suffiraient dans les élections pour le sénat, pour la chambre et pour les conseils provinciaux. Les amendements sont renvoyés à la *s. c.* Au cours du débat, on s'occupe de la discipline des partis, puis de la franc-maçonnerie, et des observations sont échangées entre MM. Coomans et Couvreur sur le rôle qu'elle a joué dans la Commune de Paris. — 11. M. Royer de Behr, *r.*, fait rapport sur les amendements. La *s. c.* maintient son projet. Son but est de réduire, autant que possible, le nombre des ballottages, dont les inconvénients graves sont connus et constatés. Le ballottage sera supprimé lorsque le candidat favorisé au premier tour de scrutin aura réuni le chiffre respectable des deux cinquièmes des votants. La proposition ainsi justifiée est combattue par MM. Frère-Orban, Le Hardy de Beaulieu, Guillery, Bara, Orts, Muller, A. Vandenpeereboom et Jottrand, et appuyée par MM. de Theux, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Dumortier, Royer de Behr, *r.*, Jacobs, *m. f.*, De Baets, Cornesse, *m. j.*, Delehay et Delaet. La chambre est saisie de deux nouveaux amendements : l'un de M. Guillery, portant que « la majorité absolue est exigée pour les élections communales et provinciales », l'autre de M. Bara, disant qu'« en cas de ballottage, le scrutin sera ouvert le même jour, mais qu'il sera continué un autre jour à fixer par l'arrêté de convocation. » Après un vif débat sur le fond et sur la position de la question, la proposition de M. Bara est rejetée par 58 voix contre 44 ; le principe de l'élection au premier tour de scrutin par les 2/5 des voix est adopté par 50 voix contre 48, puis la chambre admet, par 49 voix contre 33, l'exception stipulée par M. Guillery en ce qui concerne les élections communales, et par 43 contre 33 et 4 abstentions, celle qui concerne les élections provinciales. A la fin de la séance, il est donné lecture d'un amendement de M. Le Hardy de Beaulieu, qui porte : « Aucune élection ne pourra avoir lieu si les 4/5 des électeurs ne sont présents au premier tour de scrutin. » — 15. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, déclare qu'il s'agit d'assurer à la représentation nationale des bases placées autant que possible en dehors de toute contestation. En conséquence, lorsque la chambre arrivera au second vote,

le gouvernement lui proposera de ne pas maintenir l'article 9 du projet et d'y substituer un article nouveau rétablissant le texte de la loi de 1831. Cet article serait ainsi conçu : « Le 2^e et le 3^e § de l'article 19 de la loi électorale sont remplacés par les dispositions suivantes : Ils se réunissent en une seule assemblée, si leur nombre n'excède pas 400. Lorsqu'il y a plus de 400 électeurs, le college se divise en sections, etc. » M. Thibaut, *v.-p.*, fait observer qu'il n'y a pas eu de vote sur l'ensemble de l'article 9. La chambre, admettant cette considération, rejette l'article par 76 voix contre 2 et 8 abstentions et adopte l'article nouveau. A la suite de ce vote, M. Le Hardy de Beaulieu retire sa proposition. M. Royer de Behr, *r.*, retire également un article proposé par la *s. c.* et relatif au domicile des militaires. L'article suivant, proposé par la *s. c.*, est ainsi conçu : « Les déclarations en matière de contribution personnelle et de patente ne peuvent être réduites sans l'assentiment du contribuable; toutefois, en cas de réclamation, celui qui se prévaut de l'impôt pour la formation du cens est tenu de justifier qu'il en possède les bases, sans pouvoir invoquer, comme moyen de preuve, son inscription au rôle des contribuables. » Il y a un amendement de M. Bara tendant à remplacer cet article par le suivant : « Tout citoyen dont les déclarations en matière de contribution personnelle et de patente auront été réduites, de manière à le priver du droit électoral soit pour la commune, soit pour la province, soit pour les chambres, pourra réclamer d'abord à la députation permanente, ensuite à la cour d'appel. Si sa réclamation est admise, il ne devra pas justifier du paiement du cens, conformément à l'article 4 de la loi du 5 septembre 1865. Ce droit de réclamer appartiendra également aux personnes désignées aux articles 12 et 22, §§ 2 et 3, de la loi du 5 mai 1869. » M. Jacobs, *m. f.*, combat les deux rédactions. M. Royer de Behr, *r.*, défend celle de la *s. c.* Après un échange d'explications entre MM. Frère-Orban et Dumortier au sujet de la répartition des patentes, M. Tack propose une nouvelle rédaction, portant que « les députations permanentes, de même que les cours d'appel, pourront être saisies, au point de vue des inscriptions sur les listes électorales, des réclamations contre les surtaxes ou contre les cotisations insuffisantes de l'année courante en matière de contributions directes. » Enfin, M. Bara indique une dernière formule à laquelle M. Jacobs, *m. f.*, se rallie et qui est ainsi conçue : « Tout citoyen qui aura été imposé du chef de la contribution personnelle ou du droit de patente à une cote trop faible, de manière à le priver du droit électoral soit pour la commune, soit pour la

province, soit pour les chambres, pourra réclamer d'abord à la députation permanente, ensuite à la cour d'appel. Si sa réclamation est admise, il sera inscrit sur la liste électorale en justifiant du paiement du cens conformément à la loi. Ce droit de réclamer appartiendra également aux personnes désignées aux articles 12 et 22, §§ 2 et 3, de la loi du 5 mai 1869. » Cette rédaction est adoptée. A l'article qui abroge les lois antérieures et entre autres la loi du 30 mars 1870, sauf les articles 1, 2, 4 et 7, M. Frère-Orban propose de le maintenir. Cette loi, dit-on, a produit très peu d'effet. C'est tout au plus un électeur par commune. Eh bien, une loi aussi inoffensive semble pouvoir être maintenue. Elle donne satisfaction à un grand nombre de réclamations; elle admet au droit électoral, moyennant la réduction de la moitié du cens, le citoyen qui remplit certaines garanties de capacité. Pourquoi priver du droit électoral les personnes qui sont dans ces conditions? Quel mal y a-t-il à les maintenir en possession de cet avantage? MM. Jacobs, *m. f.*, Coomans et Delehayé soutiennent que le principe de la capacité a été repoussé par la chambre, et l'amendement de M. Frère-Orban est rejeté par 56 voix contre 39. M. Bergé revient à la charge et propose de décider que « par mesure transitoire, sont admis au droit électoral tous citoyens déjà inscrits sur les listes électorales, en vertu de la loi du 30 mars 1870, lors de la promulgation de la présente loi. Leur droit à l'inscription sera maintenu aussi longtemps qu'ils continueront à satisfaire aux conditions exigées par ladite loi. » Cette motion, combattue par M. Coomans, est rejetée à son tour par 54 voix contre 38. Vient alors l'article additionnel proposé par MM. Anspach, Orts et Funck : « Les conseils communaux seront renouvelés intégralement dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Le Roi déterminera l'époque de la réunion des collèges électoraux, à l'effet de procéder à ce renouvellement, et celle de l'installation des nouveaux conseils. Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de la loi du 1^{er} mai 1848 seront appliquées au renouvellement des conseils communaux. » Cette proposition, appuyée par M. Bergé et combattue par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, par déférence pour le sénat, qui n'a pas encore voté la loi, est rejetée par 54 voix contre 50 et 3 abstentions. — 16. Au second vote, après un échange d'explications entre MM. Jacobs, *m. f.*, et Tack, l'amendement de ce dernier concernant les électeurs qui ont été secourus par les bureaux de bienfaisance est rejeté. Il en est de même d'un amendement de M. Rogier, qui tend à faire compléter les bureaux électoraux au moyen des électeurs

es plus imposés, sachant lire et écrire. Ce rejet a lieu par 54 voix contre 50 et une abstention. L'amendement de M. Bara, adopté au premier vote, est, après un débat auquel prennent part MM. Jacobs, *m. f.*, Bara et Frère-Orban, modifié de la façon suivante : « Le contribuable imposé aux rôles des contributions directes pour une somme inférieure au cens, pourra réclamer son inscription et sera inscrit sur la liste électorale s'il possède les bases du cens et s'il justifie de son paiement pour l'année antérieure à celle de la révision. » L'ensemble du projet est voté par 62 voix contre 57 et 8 abstentions. — 17. M. Van Humbeeck écrit que s'il avait assisté à la séance de la veille, il aurait voté contre le projet de loi ; M. Defuisseaux, qu'il se serait abstenu.

EMPRUNT.

15 juin. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à contracter un emprunt de 50 millions.

1^{er} juillet. M. Delaet, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 21. M. Jottrand préconise l'idée d'émettre l'emprunt par voie de souscription publique. M. Jacobs, *m. f.*, dit qu'il se réserve de juger, d'après les circonstances, s'il est plus favorable de mettre tout l'emprunt en souscription publique, ou d'en laisser une fraction aux principaux établissements financiers du pays. Le projet est voté par 52 voix contre 16 et une abstention.

ENQUÊTE.

13 juillet. M. Orts développe la proposition suivante :

« Vu l'article 40 de la Constitution :

« La chambre des représentants arrête les dispositions suivantes :

« A. Une commission d'enquête est chargée : 1^o de s'enquérir des effets de la réforme des tarifs du chemin de fer de l'Etat, inaugurée en 1866, tant au point de vue des finances publiques qu'au point de vue des intérêts du commerce, de l'agriculture et de l'industrie ; 2^o d'examiner s'il y a lieu de relever les tarifs ou de compléter, au contraire, la réforme dans le sens d'un abaissement du tarif des voyageurs pour les zones les moins favorisées.

« B. La commission sera composée de neuf membres, nommés par la chambre dans son sein, au scrutin secret et à la majorité absolue.

« Elle nomme en dehors de son sein, si elle le juge convenable, un secrétaire.

« C. Les frais de l'enquête sont à la charge du budget de la chambre.

« Fait à Bruxelles, au palais de la Nation, le... juillet 1871.

« Aug. Orts, Ch. Sainctelette, A. Jamar. »

M. Wasseige, *m. t.*, dit que le vote de cette proposition est un acte de défiance envers le

gouvernement et surtout envers le *m. t.* Il la repousse de toutes ses forces. Ce serait réclamer du *m. t.* une abdication des pouvoirs qu'il tient de la confiance du Roi et d'une loi votée à l'unanimité. Cette abdication, jamais il n'y souscrira volontairement. Ce serait plus, ce serait délivrer un certificat d'incapacité à l'administration des chemins de fer dont on proclame toujours si haut et avec tant de raison le mérite et dont on paraîtrait cependant contester l'intelligence, le savoir et l'impartialité en prétendant faire sa besogne. M. Orts soutient que la proposition a un caractère purement économique. M. Dumortier répond qu'elle n'a d'autre but que de provoquer un vote de défiance contre le *m. t.* Après avoir entendu MM. Jamar, Jacobs, *m. f.*, Le Hardy de Beaulieu et David, la chambre par 53 voix contre 40 et une abstention prononce la clôture du débat, et par 60 voix contre 33 et une abstention, repousse la prise en considération.

FAMILLE ROYALE.

1^{er} décembre. Il est donné connaissance à la chambre d'une lettre annonçant la délivrance de S. A. R. la comtesse de Flandre, qui a donné le jour à deux princesses. Une députation est chargée d'aller féliciter S. M. — 6. M. De Naeyer, *v.-p.*, fait connaître la réponse du Roi à la députation.

18 janvier. M. d'Anethan, *m. a.*, annonce la mort de la princesse Joséphine fille de LL. AA. RR. le comte et la comtesse de Flandre. La chambre charge son *p.* de porter au Roi les condoléances de la chambre. — 19. M. Vilain XIII, *p.*, fait connaître la réponse du Roi.

FINANCES.

15 novembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose la correspondance échangée entre le département des finances et la Banque Nationale pendant la crise financière, ainsi que les procès-verbaux de la *c.* consultative établie au département des finances. — 16. M. Vermeire est nommé membre de la *c.* de surveillance de la caisse d'amortissement et des dépôts et consignations par 47 voix contre 26 données à M. Sainctelette. — 25. Sur la proposition de M. Guillery, et après avoir entendu MM. Jacobs, *m. f.*, Tack, Brasseur, Dumortier, Malou, *m. é.*, et Frère-Orban, la chambre décide que la correspondance du département des finances avec la Banque Nationale sera imprimée ainsi que les procès-verbaux de la *c.* consultative, en laissant au gouvernement le soin et la responsabilité de la suppression de tout ce qui concerne des intérêts privés. — 24. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit pour l'exécution d'une transaction avec

les héritiers Motte. — 29. *Id.* un projet de loi portant autorisation d'aliéner les terrains des dunes jugés inutiles à la défense des côtes contre les envahissements de la mer.

1^{er} décembre. M. Magherman, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit relatif à la transaction avec les héritiers Motte. — 6. Ce crédit est voté à l'unanimité. — 9. Sur la motion de M. Jacobs, *m. f.*, la chambre ordonne l'impression d'un mémoire de la Banque Nationale, à joindre au dossier dont il est question plus haut. — 15. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 505,000 fr. pour la régularisation du déficit du Trésor, provenant du vol d'obligations au porteur commis dans les archives de la cour des comptes. — 25. M. Vermeire, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. M. Jacobs, *m. f.*, demande la discussion immédiate, mais, sur la motion de M. A. Vandenpeereboom, elle est ajournée à plus tard.

17 janvier. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi portant déplacement de la Monnaie de Bruxelles. — 28. M. Anspach, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

2 février. Dans la discussion, MM. Frère-Orban et Pirmez critiquent la façon dont le gouvernement veut couvrir la dépense en émettant des titres à 4 1/2 p. c. de la dette publique. M. Jacobs, *m. f.*, consent à n'émettre que des bons du Trésor. Après un échange d'explications avec M. Bouvier au sujet de l'aliénation d'un immeuble situé rue des Eperonniers, le projet de loi est voté à l'unanimité (1). — 8. A propos du crédit de 505,000 fr. pour la régularisation du déficit du Trésor provenant du vol de titres de la dette publique, commis dans les archives de la cour des comptes, un débat s'engage entre MM. Coomans, Frère-Orban et Jacobs, *m. f.*, sur la question de responsabilité du département des finances et de la cour des comptes. Le crédit est voté par 81 voix contre 6.

31 mars. M. Jacobs, *m. f.*, dépose le rapport annuel sur la caisse d'amortissement, des dépôts et consignations.

(1) « Art. 1^{er}. La convention conclue, le 12 décembre 1870, entre le ministre des finances et le sieur Josse Allard, directeur de la Monnaie, dans le but de déplacer cet établissement et d'en affecter le local actuel, ainsi que le bâtiment joignant, occupé par la Bourse et la société du Commerce, au service des postes et télégraphes et du chemin de fer, est approuvée »

« Art. 2. Un crédit spécial de 725,000 fr. est ouvert au département des finances, pour le mettre à même :

« 1^o De réaliser l'acquisition et l'échange faisant l'objet de la convention précitée et de payer la soulte de 259,436 fr. due de ce chef ;

« 2^o D'acquérir, en outre, au prix de 175,564 fr., le terrain de 66 ares 75 centiares 44 milliars destiné à l'établissement du nouvel hôtel des Monnaies, dont il est fait mention dans ladite convention ;

25 mai. MM. Lelièvre et De Baets déposent une proposition de loi aux termes de laquelle les immeubles dépendant de la succession d'un habitant du royaume, situés en pays étranger, ne doivent pas être compris dans la déclaration prescrite par l'article 4 de la loi du 27 décembre 1817.

1^{er} juin. M. Lelièvre développe la proposition, qui est appuyée par M. De Smet, prise en considération et renvoyée aux *ss.* — 2. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi autorisant le gouvernement à aliéner les terrains des dunes jugés inutiles à la défense des côtes contre les envahissements de la mer.

7 juillet. Le projet de loi est voté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Bergé, Van Iseghem, *r.*, Jacobs, *m. f.*, et Dumortier au sujet des droits des propriétaires d'huîtres établies le long de la côte. — 11. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 1,100,000 fr. pour faire face à une condamnation judiciaire envers la faillite du sieur Beaulieu, entrepreneur des travaux de construction de la 3^e section du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, et les cautions de cet entrepreneur. — 12. M. Magherman, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce crédit. — 15. Il est adopté à l'unanimité, après quelques observations de M. Le Hardy de Beaulieu sur la nécessité pour la chambre de reprendre plus d'autorité sur les affaires publiques.

FONDATIONS.

23 décembre. M. Bara demande que le gouvernement, à partir du 1^{er} janvier 1871, publie un recueil spécial des actes de fondation. M. Delcour croit qu'il y aurait lieu de s'entendre à cet effet avec les provinces. M. Cornesse, *m. j.*, s'engage à examiner la question.

GUERRE.

24 novembre. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à une interpellation de M. Vilain XIIII,

« 3^o De subvenir, à concurrence de 290.000 fr., à l'acquisition ou à l'expropriation de deux maisons sises rue de l'Evêque, nos 44 et 50, qui sont enclavées dans les propriétés à réunir au local actuel de la Monnaie, et aux premières dépenses à faire pour la destination à donner au terrain mentionné au paragraphe précédent.

« Ce crédit sera couvert soit par les ressources ordinaires, soit au moyen de bons du Trésor.

« Art. 3. Le gouvernement est, en outre, autorisé à vendre par adjudication publique :

« a. Une propriété située rue des Eperonniers, nos 7 et 9, et impasse du Coffy, n^o 1, et composée de deux maisons, cours et dépendances, d'une contenance totale de 10 ares 67 centiares ;

« b. L'hôtel actuel des Postes, rue de la Montagne, contenant 11 ares 48 centiares. »

déclare qu'il est disposé à renvoyer en congé dans le plus bref délai tous les miliciens mariés qui sont encore sous les drapeaux.

7 décembre. M. Guillaume, *m. g.*, dépose le projet de contingent de l'armée pour 1871. — 13. M. Jacobs, *m. f.*, dépose : 1° un projet de loi autorisant le département de la guerre à affecter aux dépenses extraordinaires de l'armée pour l'exercice 1871 le reliquat que présentera le crédit extraordinaire alloué à ce département pour l'exercice 1870 par la loi du 30 septembre 1870 ; 2° un projet de loi ayant pour objet de rendre disponible, pendant les exercices 1871 et 1872, en lui conservant son affectation actuelle, une somme de 1,220,000 fr. formant le reliquat, au 31 décembre 1870, des allocations de l'article 20 (matériel de l'artillerie) du B. de la guerre, auquel est rattaché le crédit alloué par l'article 4 de la loi du 2 septembre 1870. — 20. M. Wouters, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au contingent de l'armée pour 1871. — 21. La discussion de ce projet de loi étant ouverte, MM. Le Hardy de Beaulieu et David déclarent qu'ils émettront un vote négatif ; le dernier orateur rappelle que M. Cornesse, dans un discours prononcé à Verviers le 2 juin, a promis une réduction des charges militaires. M. Cornesse, *m. j.*, répond qu'il croyait, à cette époque, que la paix était pour longtemps assurée. La guerre ayant éclaté, il a dit à ses électeurs, la veille de la dissolution, que, dans ce moment critique, il ne comptait proposer aucune réduction de l'effectif de l'armée. Les électeurs ont entendu sa déclaration et ont renouvelé son mandat. M. Coomans estime que ce n'est pas l'armée, c'est la neutralité qui a sauvé la Belgique dans les derniers événements. M. Guillaume, *m. g.*, répond que tous les Belges reconnaissent les immenses services que l'armée, établie aux frontières, a rendus au pays. M. Frère-Orban insiste sur le reproche de palinodie fait à M. Cornesse. Il affirme que, dès le 2 juillet, avant la guerre, celui-ci avait accepté un programme directement contraire à sa déclaration du 2 juin, le général Guillaume ayant dit qu'il ne réduirait l'armée ni d'un homme, ni d'un cheval, ni d'un canon. M. Cornesse, *m. j.*, maintient ses premières explications et reproche à M. Frère-Orban d'avoir autrefois proposé de réduire le B. de la guerre à 25 millions ; d'avoir maintenu la loi de 1842, qu'il trouvait inconstitutionnelle, et d'être rentré au ministère après l'avoir quitté à cause du vote de la loi sur le cours légal de l'or français, qu'il n'a jamais proposé de rapporter. M. Coomans appuie les observations de M. Cornesse. M. Frère-Orban nie qu'il ait jamais proposé de réduire le B. de la guerre

à 25 millions ; il n'a pu modifier la loi sur le cours légal de l'or alors que ce métal avait envahi la circulation. Les catholiques, d'ailleurs, n'ont refait ni la loi sur les bourses, ni la loi sur la mise à la retraite des magistrats qu'ils ont si vivement combattus. M. Jacobs, *m. f.*, dit que la considération de M. Cornesse s'est agrandie par la déclaration qu'il a faite à Verviers. M. Bara estime que, si les catholiques ne refont pas la loi sur la magistrature, c'est parce qu'ils ont aujourd'hui le pouvoir de faire les nominations. M. de Theux répond qu'il faut de la stabilité dans les lois. Quant à réduire le contingent de l'armée, on n'y peut penser en ce moment. Cette discussion ne prouve, du reste, de la part des membres de la gauche, que leur dépit d'avoir perdu le pouvoir. La chambre renvoie au lendemain la suite du débat. A la suite de la séance, M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui rend disponible la somme de 1,220,000 fr. pour la transformation de l'artillerie. — 22. La discussion reprend sur le projet de contingent. M. Defuisseaux, au nom des principes démocratiques et de l'égalité, combat le principe de la conscription militaire. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Delehay, dit qu'il n'est pas exact qu'il y ait en ce moment un dépôt de poudre à la citadelle de Gand. Elle ne renferme que ce qui est indispensable pour son armement. M. Hagemans se rallie aux observations de M. Defuisseaux et se déclare partisan du système suisse. M. Jottrand est également partisan de ce système, et, combattant la politique du ministère, soutient qu'il trouve son principal appui dans la partie rurale du pays. M. Vander Donckt déclare qu'après avoir constamment voté contre les dépenses militaires, il ne peut pas aujourd'hui refuser au gouvernement les moyens de défendre le territoire. M. De Baets proteste contre la thèse de M. Jottrand et soutient que le système des libéraux bruxellois consiste à exclure du poll tous les hommes indépendants et à descendre jusqu'à des éléments *crapuleux*. (L'orateur retire ce mot.) Il soutient aussi que la nouvelle majorité ne va pas prendre le mot d'ordre chez les ministres ; qu'elle ne compte pas dans ses rangs des hommes serviles, conspirant contre le ministère dans les antichambres et votant pour lui en public par crainte de compromettre leur élection. Ces affirmations suscitent un vif débat auquel prennent part MM. Van Humbeeck, Frère-Orban et De Baets (pour un fait personnel). M. Frère-Orban déclare qu'il n'a jamais exercé de pression sur aucun membre de la majorité. Il somme M. De Baets de nommer les hommes qu'il a dénoncés comme ayant demandé à leurs adversaires de les aider à renverser le

cabinet. M. De Baets, de son côté, soutient que la chute du ministère libéral a été considérée comme un soulagement universel. M. Van Hoorde et De Clercq donnent les motifs de leur vote favorable au projet de loi. M. Balisaux le combat, le chiffre de 12,000 hommes lui paraissant trop élevé, en même temps qu'une armée, même de 120,000 hommes, serait hors d'état de défendre le pays contre de puissants voisins. M. Guillaume, *m. g.*, demande ce qui serait arrivé si, le 15 juillet, quand l'empereur des Français et le roi de Prusse demandèrent si la Belgique était en état de défendre sa neutralité, MM. Balisaux, David et Coomans avaient été ministres et ce qu'ils auraient répondu. M. David dit qu'il aurait répondu qu'il y avait 200,000 hommes pour couvrir les frontières, et que ces 200,000 hommes, il les aurait recrutés par le système suisse. Le projet de loi est voté par 71 voix contre 21 et 5 abstentions. M. Kervyn de Volkaersbeke, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit extraordinaire. — 25. Le crédit relatif à l'artillerie est voté par 74 voix contre 4. La chambre adopte ensuite, par 60 voix contre 13, un amendement apporté par le sénat à la loi sur le contingent et qui consiste à ajouter qu'elle sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1871. Dans la discussion du second crédit, M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Vleminckx, dit que la question du service de l'intendance, au sujet duquel des critiques ont été formulées, sera traitée *in extenso* dans le rapport qu'il a promis aux chambres. Il ajoute, en réponse à M. Le Hardy de Beaulieu, que ce rapport sera présenté aussitôt que la paix sera conclue. Le crédit est voté par 71 voix contre 4.

21 janvier. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 5 millions pour faire face aux dépenses extraordinaires de l'armée pendant l'exercice 1871.

1^{er} février. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant (pour le *m. g.* indisposé) à une interpellation de M. Bouvier, dit que, si l'armistice qui a été signé à Versailles le 28 janvier est accepté par les armées belligérantes, le gouvernement renverra dans leurs foyers les miliciens qui ont été rappelés à la suite du bruit d'un complot d'évasion formé par les prisonniers français internés en Allemagne. Le *m.* donne aussi des explications sur la position des troupes placées sur la frontière. — 7. M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 5 millions. — 9. La discussion s'ouvre sur ce crédit. Le gouvernement, en raison de l'armistice signé à Versailles, consent à le réduire à 3,475,000 fr. M. Frère-Orban trouve encore ce chiffre exagéré, et propose de le réduire à 2,475,000 fr. Il critique aussi les dépenses considérables qui

ont été faites sous la crainte du prétendu complot qui devait éclater parmi les prisonniers français en Allemagne. MM. Thonissen, d'Anethan, *m. a.*, Guillaume, *m. g.*, et Dumortier s'attachent à justifier ces dépenses faites, qui sont critiquées encore par MM. Bouvier, Guillery, David et Bara. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Bouvier, dit que 10,000 miliciens ont été renvoyés dans leurs foyers. L'amendement de M. Frère-Orban est rejeté par 52 voix contre 35, et le projet de loi est adopté par 59 voix contre 19 et 7 abstentions. — 15. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à une interpellation de M. Bergé, donne des explications au sujet de la mort d'un pontonnier faisant partie d'une escouade chargée de conduire des munitions au fort Sainte-Marie, près d'Anvers.

25 mars. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Couvreur, s'engage à déposer dans quelques jours son rapport sur l'organisation militaire et sur la mobilisation de l'armée. — 31. Il dépose ce rapport.

21 avril. M. Jacobs, *m. f.*, dépose le projet de *B.* de la guerre pour l'exercice 1872.

24 mai. M. Vleminckx demande que l'examen de ce *B.* par les *ss.* soit ajourné jusqu'à ce que l'on connaisse les conclusions de la *c.* chargée d'examiner les réformes à introduire dans l'organisation militaire. M. Le Hardy de Beaulieu est d'avis qu'il doit y avoir une discussion sur le rapport déposé par le *m. g.* M. Guillaume, *m. g.*, s'oppose à l'ajournement de l'examen du *B.* de la guerre. Il y a des réformes à introduire, mais l'organisation générale est bonne, et il faut qu'elle continue à fonctionner régulièrement. La proposition de M. Vleminckx n'est pas adoptée.

21 juin. M. Jacobs, *m. f.*, dépose des projets de crédit de 450,000 fr. pour travaux d'appropriation des bâtiments de la Cambre affectés à l'école de guerre, et de 3,250,000 fr. pour subsistances et fourrages.

5 juillet. M. Brasseur, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce dernier projet. M. Nothomb, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 450,000 fr. — 14. La discussion s'engage sur le crédit de 3,250,000 fr. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à des observations faites dans le rapport de la *s. c.*, dit qu'il lui est impossible d'opérer une réduction de l'effectif qui lui permette de réaliser une économie de 500,000 fr. M. Le Hardy de Beaulieu est d'avis qu'il faudrait libeller désormais les *BB.* en ce sens qu'il sera permis aux *mm.* de dépenser ce qui leur plaît et d'en rendre compte aux chambres quand il leur conviendra. M. Coomans déclare qu'il repoussera le crédit à cause du refus obstiné du gouvernement de renvoyer une partie des miliciens dans leurs foyers

M. Brasseur, *r.*, croit la réduction de l'effectif très facile et propose de diminuer le crédit de 500,000 fr. MM. Hayez et Coomans parlent dans le même sens. M. Guillaume, *m. g.*, déclare que, si la chambre adopte cet amendement, il y verra un amoindrissement de la confiance qu'elle lui a toujours témoignée. M. de Borchgrave se plaint des refus des congés demandés par les miliciens, mais il ne comprend pas que le *m.* fasse d'une question administrative une question de portefeuille. M. Thonissen approuve le *m.* d'avoir posé la question de confiance et il considère les réductions comme impossibles. M. Bara refuse de donner un vote de confiance au cabinet en matière de dépenses militaires. Il ne veut pas faire les affaires de la majorité. MM. Rogier et Van Humbeeck parlent dans le même sens. M. d'Anethan, *m. a.*, dit que le *m.* n'a pas posé la question de cabinet. M. Orts fait observer que c'est là jeter le *m. g.* par dessus bord. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit ensuite que les *mm.* s'associent à leur collègue. M. Van Humbeeck affirme le droit de la gauche de rejeter le crédit de même que la droite du sénat a rejeté le *B.* de la justice du temps de M. Bara. M. d'Anethan, *m. a.*, répond qu'il s'agissait d'une question politique. M. Delehayé rappelle qu'autrefois le général de Liem a fait comme le général Guillaume et s'est retiré seul. Il invite ses collègues de la droite à repousser l'amendement. MM. Dumortier et Cornesse, *m. j.*, parlent dans le même sens. MM. Gerrits et Delaet disent qu'ils ne renieront pas leurs principes. M. Orts demande des explications sur les principes du ministère qui lâche le *m. g.* M. Jacobs, *m. f.*, insiste pour le vote du crédit, mais il déclare que, s'il est rejeté, le cabinet se séparera de son collègue, et que celui-ci s'en ira seul, comme a fait M. Frère-Orban sur la question de l'or. M. Brasseur retire son amendement, qui est repris par M. Hayez. Après avoir entendu encore MM. Rogier, Nothomb, Coomans et de Theux, la chambre rejette l'amendement par 42 voix contre 56 et 2 abstentions, et vote le crédit par 45 voix contre 25 et 2 abstentions. — 15. Sur la motion de M. Schollaert, appuyée par M. Dumortier, l'assemblée ajourne à la prochaine session l'examen du projet de loi relatif à l'installation de l'académie militaire à la Cambre, afin de permettre au gouvernement de déposer les documents relatifs à la propriété de ce domaine, qui est revendiqué par la province.

HYGIÈNE.

21 janvier. M. De Fré signale les ravages commis par la variole ; il engage le gouvernement à recommander la revaccination et à

mettre à la disposition des communes le vaccin nécessaire. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond qu'il a donné l'ordre de revacciner tous les élèves et le personnel des établissements publics. Des explications sont échangées entre MM. Vleminckx, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, de Theux et Pirmez au sujet de l'office vaccinal établi à Bruxelles et de la nécessité d'en établir de semblables ailleurs.

18 février. MM. Bergé et Vleminckx appellent l'attention sur la nécessité de prendre des mesures pour empêcher des épidémies de se produire par suite des inhumations faites sur les champs de bataille voisins des frontières. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que ces recommandations ne seront pas perdues de vue. — 28. Il fait une réponse analogue à une interpellation de M. Jottrand sur le même objet.

8 mars. De nouvelles explications sont données par MM. d'Anethan, *m. a.*, et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, en réponse à des observations de MM. Vleminckx, Thonissen et Bouvier. Il en résulte que des délégués ont été chargés d'une mission, et que leur rapport sera publié. — 31. Le *m.*, répondant à M. Vleminckx, s'engage à tenir la main à la publication régulière des *rr.* des *cc.* médicales et à publier le rapport sur l'épidémie du choléra en 1866.

IMPÔTS.

29 novembre. Proposition de loi de MM. Delehayé, Liénart, de Theux, Delcour, Moncheur et Lefebvre, relative à l'abolition de l'impôt sur le débit des boissons alcooliques. (Voir VOIES ET MOYENS.)

16 mars. M. Cruyt, *r. s. c.*, présente le rapport sur cette proposition, que la *s. c.* a modifiée en ces termes : « Les impôts sur les débits des boissons alcooliques et des tabacs, perçus au profit de l'Etat, sont abolis à partir du 1^{er} juillet 1871. A partir de la prochaine révision des listes électorales, ces impôts ne seront plus comptés pour la formation des listes. » — 22. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi portant différentes modifications aux lois d'impôts. Les principales de ces modifications sont l'abolition des droits de débit de boissons et de tabac ; l'abolition du timbre des patentes, des quittances et des pétitions ; la réduction de la patente des bacheliers et du droit d'enregistrement des baux à ferme et à loyer. Par contre, l'élévation de l'impôt foncier de 6, 70 p. c. à 7 p. c. et la suppression des exemptions établies par la loi du 28 mars 1828 en faveur des constructions nouvelles.

6 mai. M. Liénart, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. M. Vermeire, *r. c.*, *id.*

sur des pétitions relatives à la réduction du droit de patente sur les moulins à vent. — 12. Cette pétition est renvoyée au *m. f.*, après un débat auquel prennent part MM. Vander Donckt, De Baets, Tack, Jacobs, *m. f.*, Brasseur, Vleminckx et Vermeire, *r.*, et dans lequel on agite la question de la révision générale de la loi sur les patentes.

5 juin. M. Vermeire, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions par lesquelles des bateliers et négociants demandent la réduction des péages sur les canaux. — 13. La discussion s'ouvre sur le projet de loi relatif aux impôts. M. Delexhy combat l'ensemble du projet de loi, dans lequel l'impôt foncier paye la rançon des cabaretiers. Il proteste, au nom des propriétaires et des cultivateurs, contre l'aggravation des charges foncières qui leur est infligée par un ministère soi-disant conservateur. M. Elias dit que le projet peut se résumer en deux mois quant aux diminutions d'impôts : dégrèvement des droits sur les boissons alcooliques, dégrèvement des impôts payés par les consommateurs de genièvre, dégrèvement des droits payés par le clergé. Ces deux catégories de dégrèvements font apprécier parfaitement quelle est la politique du cabinet, quels sont les contribuables sur l'appui desquels il compte pour se maintenir. Ce n'est plus là l'ancienne politique catholique qui s'était toujours montrée conservatrice en matière financière, qui avait toujours défendu les intérêts des propriétaires fonciers et surtout des cultivateurs. Cette politique a fait place à celle d'un parti nouveau qui, poussé et soutenu par un clergé ultramontain, ne va demander d'autres appuis, d'autres alliés qu'à cette partie de la population qui fournit les habitués de certains meetings de grandes villes. M. de Vrints combat à son tour le projet de loi; il dit qu'au lieu d'aggraver les charges de l'agriculture dans un pareil moment, il faudrait les diminuer, afin que ceux qui donnent le pain n'en manquent par eux-mêmes. M. Vleminckx combat, au point de vue de l'hygiène, l'abolition du droit de débit des boissons alcooliques. M. de Baillet-Latour s'élève contre l'augmentation de l'impôt foncier. M. Jacobs, *m. f.*, répondant aux précédents orateurs, dit que l'impôt établi en 1858, a manqué son but en ce qui concerne la répression de l'ivrognerie; de plus il ne doit pas conférer l'électorat. En augmentant le droit de débit, on aurait fait de tous les cabaretiers des électeurs. On a reculé devant une pareille composition du corps électoral. Le deuxième moyen consisterait à faire payer le droit actuel, ou même beaucoup plus, et de déclarer que l'impôt ne comptera pas pour la formation du cens électoral. Ce système présente beaucoup de dif-

ficultés et très peu de garanties. Peu de garanties, parce qu'il ne faudrait qu'un trait de plume pour qu'une nouvelle loi de 1849 vint détruire cette nouvelle loi de 1858. Le gouvernement propose de transférer aux provinces l'impôt sur les débits. Les provinces seront libres de créer une entrave sérieuse à la multiplication des débits; elles fixeront le taux du droit à volonté, alors qu'il n'y aura à cette taxe provinciale aucune compensation électorale. Le *m.* engage les membres de la chambre et surtout MM. Delexhy et Elias, qui appartiennent à la province de Liège, à s'adresser à leurs amis du conseil provincial et à leur répéter ce que vient de dire M. Vleminckx des inconvénients de l'ivrognerie, de l'utilité d'avoir des droits de débit, considérables même, et n'offrant aucune espèce de correctif électoral. Le *m.* est persuadé qu'ils parviendront à obtenir du conseil provincial de Liège la suppression des cinq centimes additionnels au foncier, à la contribution personnelle et au droit de patente. Les communes, pas plus que les provinces, n'ont à thésauriser. Les unes et les autres ne doivent établir d'impôts qu'à concurrence de leurs besoins. Si donc les communes et les provinces n'ont pas besoin de ces 400,000 fr. de majoration, elles diminueront le nombre de leurs centimes additionnels. Au lieu d'avoir des centimes additionnels plus petits et en plus grand nombre, elles auront des centimes additionnels plus gros et en plus petit nombre. Le total, argent perçu, sera le même. — 16. M. Jacobs, *m. f.*, achève de défendre le projet de loi et dit que celui-ci se résume en une réduction plutôt qu'en une augmentation d'impôts. Le projet est combattu par MM. d'Andrimont et Anspach, qui reprochent au gouvernement d'enlever aux grandes communes l'impôt sur les propriétés nouvellement bâties. M. Le Hardy de Beaulieu propose l'ajournement de la discussion à la session prochaine. M. Thibaut, *v.-p.*, dit que cette proposition fait partie de la discussion, et ne doit pas l'interrompre. M. Delehayne partage cet avis; M. Bara estime, au contraire, qu'il y a lieu de se prononcer d'abord sur l'ajournement. M. Dumortier oppose alors la question préalable, qui est votée par 38 voix contre 27. M. Le Hardy de Beaulieu soutient ensuite que la chambre n'est pas suffisamment éclairée. — 20. L'orateur développe ensuite un amendement aux termes duquel « l'impôt foncier, à partir du 1^{er} janvier 1872, est réduit à 6 p. c. du revenu cadastral imposable. L'impôt personnel est établi sur le revenu imposable des propriétés bâties habitées. Il est provisoirement fixé à 10 p. c. de ce revenu. Toutes les taxes spéciales qui composent aujourd'hui cet impôt, telles que portes, fenêtres, foyers,

mobilier, domestiques, chevaux, etc., sont supprimées. L'impôt des patentes est supprimé à partir de la même date ainsi que celui des redevances sur les mines. Il est établi, en remplacement de ces impôts supprimés ou réduits, un impôt sur le revenu qui ne pourra dépasser *trois* pour cent de tous les revenus nets dépassant *douze cents* francs par an, qu'ils soient le produit des capitaux ou du travail ou de ces deux éléments combinés. Le revenu foncier qui a payé l'impôt n'est pas sujet à double taxe. L'impôt sur la fabrication de la bière est réduit de 50 p. c. Les taxes sur les sucres de canne et de betterave sont réduites de 25 p. c. L'accise sur les eaux-de-vie étrangères et indigènes, ainsi que sur les vins, est majorée de 50 p. c. Le droit de débit de boissons distillées est remplacé par une licence variable d'après l'importance des localités et des établissements; le taux actuel pourra être doublé. Le droit de débit de tabac est porté au double. » M. Cruyt, *r.*, défend le projet de loi et propose de rédiger ainsi l'article 1^{er} : « Les impôts sur le débit des boissons alcooliques et le débit de tabacs, perçus au profit de l'Etat, sont abolis à partir du 1^{er} janvier 1872. A partir de la prochaine révision des listes électorales, ces impôts ne seront plus comptés pour la formation des listes. *A partir de la prochaine révision des listes électorales, ces impôts ne seront plus comptés pour la formation des listes.* » Les mots soulignés constituent un amendement auquel M. Jacobs, *m. f.*, déclare se rallier. M. Houtart combat le projet de loi. — 21. Celui-ci est combattu de nouveau par MM. Elias, Bricoult et Frère-Orban, et défendu par MM. Vander Donckt, Jacobs, *m. f.*, et Coomans. Le débat entre MM. Frère-Orban, Jacobs, *m. f.*, et Coomans porte spécialement sur la place occupée par l'élément cabaretier dans le corps électoral. — 22. M. Dumortier remercie le gouvernement d'avoir présenté le projet de loi. Celui-ci est combattu par MM. Tesch, Bergé et Anspach, puis la discussion générale est close. Elle recommence, à propos de l'article 1^{er}, entre MM. Rogier, Jacobs, *m. f.*, Bara, Coomans et Cruyt, *r.* L'article 1^{er}, avec l'amendement de ce dernier modifié en ces termes par MM. Jacobs, *m. f.* : « Les droits de débit afférents à l'année 1871 ne compteront pas dans la formation du cens électoral », est adopté par 57 voix contre 38 et une abstention. L'article 2 : « Le montant de la contribution foncière au profit de l'Etat est fixé à 7 p. c. du revenu cadastral imposable, » est adopté par 54 voix contre 39 et une abstention. « Article 3. Les maisons et autres bâtiments construits ou reconstruits sont imposables à la contribution foncière à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suit

l'occupation de la construction. La même règle est applicable, quant à l'augmentation éventuelle de la contribution foncière, aux maisons et bâtiments partiellement renouvelés ou agrandis au moyen de constructions nouvelles. Le sol sur lequel les constructions sont élevées continue d'être imposé comme propriété non bâtie, d'après le revenu cadastral. » M. Jacobs, *m. f.*, en défendant cette disposition, dit que les villes qui ont établi cette taxe à leur profit pourront la remplacer par une autre sur les façades. — 23. Le débat continue sur cet objet entre MM. Jacobs, *m. f.*, David, Anspach, d'Andrimont, de Rossius, Simonis, Bara, Delehay et Guillery, puis l'article est voté par 56 voix contre 36. — 24. L'article 5 est adopté sans débat. « Article 6. La loi du 28 mars 1828 est abrogée. Cependant les constructions ou reconstructions nouvelles, totales ou partielles, commencées avant la mise en vigueur de la présente loi, continueront à jouir du bénéfice des exemptions déterminées par la loi de 1828. » M. Jacobs, *m. f.*, propose d'amender cet article en remplaçant le § 1^{er} par une disposition ainsi conçue : « Les articles 1 et 2 de la loi du 28 mars 1828 ne sont plus applicables qu'aux habitations construites par des sociétés anonymes dont l'objet exclusif est la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières. (Loi du 20 juin 1867.) » M. Bergé, de son côté, propose l'amendement suivant : ajouter à l'article 6 : « Toutefois les communes pourront percevoir à leur profit exclusif la taxe foncière d'après la classification établie par la loi du 28 mars 1828, sur toutes les constructions nouvelles, à la condition de justifier par leur budget qu'elles consacrent aux travaux publics ou d'assainissement une somme double du produit présumé de l'impôt foncier à percevoir sur les constructions nouvelles. » Après un débat auquel prennent part MM. Bergé, Jacobs, *m. f.*, et Guillery, le § 1^{er} est adopté ; il en est de même du second proposé par la *s. c.* et ainsi conçu : « Cependant les constructions et reconstructions nouvelles, totales ou partielles, commencées avant la mise en vigueur de la présente loi, continueront à jouir du bénéfice des exemptions déterminées par la loi de 1828. » L'amendement de M. Bergé est rejeté par 46 voix contre 26 et une abstention. La chambre adopte ensuite, après des observations de M. Demeur, l'article 12 ainsi conçu : « Le droit de patente des sociétés anonymes est élevé à 2 p. c. du montant des bénéfices annuels. » M. Bara propose d'abroger l'article 51 de la loi du 21 mars 1819. Cette motion est adoptée. Après un échange d'explications entre MM. de Macar, Delehay, Brasseur, Tesch

et Muller au sujet de la date à laquelle sera perçue l'augmentation de l'impôt foncier, l'ensemble du projet de loi est voté par 54 voix contre 50.

INCIDENTS.

16 juin. M. Wasseige, *m. t.*, proteste contre une allégation des journaux de l'opposition d'après laquelle il aurait, dans la séance de la veille, fait un *piéd de nez* à M. Delexhy. M. Vleminckx affirme l'avoir vu; MM. Delehaye et Brasseur, avoir vu le *m.* faire tout simplement un geste de dénégation. M. Dumortier trouve l'accusation ridicule. M. Coomans dit qu'il faut se sentir bien faible pour en arriver à accuser un de ses adversaires d'avoir répondu à un argument par un *piéd de nez*. M. Delexhy dit qu'il ne se sent nullement atteint.

INDUSTRIE.

20 décembre. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Drubbel, Vleminckx, Simonis et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, la chambre renvoie aux *mm. i. et t.* une pétition par laquelle l'administration communale de Gand appelle son attention sur la nécessité de régler par une loi le travail des enfants dans les manufactures.

10 mars. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose les documents qui ont été réunis dans son département sur la question du travail des femmes et des enfants dans les mines et les établissements industriels, ainsi que les rapports des chambres de commerce sur la même question.

28 avril. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. De Fré, Jamar, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Van Humbeeck, la chambre renvoie au *m. i.* une pétition par laquelle des habitants et propriétaires à Saint-Gilles prient la chambre de faire retirer aux sieurs Vander Elst les octrois qui leur ont été accordés pour la fabrication de produits chimiques, et demandent qu'on leur refuse l'octroi qu'ils sollicitent pour la fabrication d'un engrais artificiel.

8 juillet. M. Janssens, *r. c.*, fait rapport sur différentes pétitions qui ont demandé que dans les fabriques de produits chimiques, le travail soit suspendu pendant plusieurs mois.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

15 novembre. Il est donné lecture d'une proposition de loi de M. Funck tendant à décréter l'instruction obligatoire. — 16. M. Funck développe sa proposition, qui est prise en considération. — 24. M. Jacobs, *m. f.*, dépose

un projet de crédit de 1 million pour construction de bâtiments d'écoles. — 29. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, *id.* un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'une caisse générale de prévoyance en faveur des instituteurs primaires.

7 décembre. Un débat s'engage entre MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Pirmez et Coomans, au sujet du retard apporté à l'impression du dernier rapport triennal sur l'enseignement primaire. — 16. M. d'Andrimont demande des explications sur les retards qu'éprouve la mise en adjudication des travaux des écoles normales pour instituteurs et institutrices, à établir à Liège et à Mons. Il accuse le *m.* de vouloir substituer l'enseignement congréganiste à l'enseignement laïque. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, proteste de sa sollicitude pour l'enseignement primaire et s'attache à expliquer les retards signalés. M. d'Andrimont l'accuse spécialement de vouloir remettre aux congrégations religieuses l'enseignement des filles. M. Sainctelette appuie les critiques de M. d'Andrimont. MM. Muller, de Rossius et A. Vandenpeereboom se joignent à lui. MM. Pirmez et Sainctelette reprochent au *m.* de faire litière des conventions faites par le gouvernement avec les villes pour la construction des écoles normales. Le dernier orateur propose l'ordre du jour suivant : « La chambre, constatant avec regret que le *m. i.* a refusé de répondre aux questions si simples qui lui étaient posées, passe à l'ordre du jour. » Après quelques mots de MM. de Theux et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, la chambre adopte, par 51 voix contre 57, l'ordre du jour pur et simple proposé par M. Delehaye. — 20. M. Kervyn de Volkaersbeke, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 1 million pour construction de maisons d'école.

17 janvier. M. d'Andrimont reproche au *m. i.* d'avoir manqué à sa parole en accordant, par arrêté du 14 janvier 1871, l'école normale privée du chanoine Habets à Liège et celle de l'abbé de Trooz à Pesche. Il ajoute que, d'après l'arrêté, cette mesure aurait été prise sur l'avis de la députation permanente de Liège, tandis qu'il est certain que celle-ci n'a pas été consultée. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond qu'il donnera des explications dans la discussion du *B.* de l'intérieur. MM. Braconier, d'Andrimont, Funck, de Rossius, Muller, Orts et Van Humbeeck insistent pour avoir des explications au sujet de l'avis de la députation. M. Orts fait la proposition suivante : « Je demande à la chambre d'ordonner le dépôt sur le bureau de la chambre de l'avis de la députation de Liège visé dans l'arrêté du 14 janvier 1871. » M. Delehaye, de son côté, dépose un ordre du jour

ainsi conçu : « Attendu que M. le ministre a déclaré qu'il donnera les explications demandées lors de la discussion de son budget, la chambre passe à l'ordre du jour. » M. Jacobs, *m. f.*, dit que l'on veut jouer des niches au ministère. M. Delehaye soutient que les membres de la gauche ont des rapports avec des fonctionnaires du département de l'intérieur et savent ce qui s'y passe. M. d'Andrimont dit qu'il tient son renseignement du greffier du gouvernement provincial de Liège, à qui un membre du conseil provincial l'a demandé. M. Vandenpeereboom défend les fonctionnaires. M. Delehaye déclare qu'il n'a pas voulu les attaquer en masse, et M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ajoute qu'ils lui inspirent toute confiance. La proposition de M. Orts est rejetée par 49 voix contre 42 et une abstention, et la chambre passe à l'ordre du jour. — 19. « Le greffier provincial de Liège transmet un extrait du procès-verbal de la séance de la députation permanente du conseil provincial, en date du 18 de ce mois, contenant une déclaration de ce collège au sujet de l'arrêté ministériel du 11 janvier, portant adoption de l'école normale d'institutrices établie à Liège par M. le chanoine Habets. » M. d'Andrimont demande qu'il soit donné lecture de cette pièce. Cette motion, appuyée par MM. Bouvier, Muller et Van Humbeeck, est combattue par M. de Theux, et la chambre décide, par 47 voix contre 56 et une abstention, que la lecture ne sera pas faite. — 21. M. Bouvier a lu dans un journal que l'école de Pesche n'est pas une école normale et veut interpeller le *m. i.* à ce sujet. MM. de Theux et Delehaye soutiennent que la chambre a décidé qu'il ne serait plus fait d'interpellations avant la discussion du B. de l'intérieur. M. Tesch répond que la droite veut introduire le régime du silence et bâillonner la chambre. M. Bouvier ajourne provisoirement son interpellation. — 24. L'interpellation étant reproduite, M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que l'école du couvent de Pesche se trouve dans les mêmes conditions que celle de Champlon, qui a été agréée par M. A. Vandenpeereboom, et qu'il a agi sur un avis favorable de la députation permanente de Namur.

8 février. MM. de Rossius et Bouvier réclament de nouveau la communication des dossiers relatifs aux écoles normales. Après un débat auquel prennent part MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, de Rossius, Muller, Bouvier, Frère-Orban et de Theux, la chambre, par 54 voix contre 38 et une abstention, passe à l'ordre du jour. M. Coomans, en s'abstenant, dit que la gauche a tout simplement voulu jeter un trente-sixième baton dans les roues du char parlementaire. —

11. Dans la discussion du crédit d'un million pour construction de maisons d'école, MM. Thonissen, Kervyn de Volkaersbeke, *r.*, et Delcour critiquent ce qu'ils appellent le luxe apporté à la construction de ces bâtiments. MM. Elias, Bergé, Delexhy et Vleminckx défendent le système et les plans suivis jusqu'à ce jour. M. De Fré critique le mode adopté par le *m. i.* pour la répartition des subsides et la part afférente aux communes. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, proteste de sa sollicitude pour l'enseignement primaire et dit que le gouvernement intervient dans les frais d'achat de terrain destiné aux écoles et dans les frais de l'instruction gratuite donnée aux enfants pauvres. Le crédit est voté à l'unanimité. — 14. Dans la discussion générale du B. de l'intérieur, M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, donne de longues explications sur l'agrégation des écoles normales du chanoine Habets et de Pesche ; il soutient que toutes les formalités administratives ont été remplies, et que les écoles agréées répondent à toutes les conditions voulues. M. de Rossius prend la parole pour lui répondre. M. A. Vandenpeereboom demande la communication (qui lui est promise) d'un rapport du comité de législation sur la question de savoir si l'on peut organiser ou subsidier des écoles de filles avant qu'une loi nouvelle ait été votée. — 16. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose ce rapport, dont l'impression est ordonnée. M. Julliot prononce ensuite un discours en faveur de la liberté des études et exprime le vœu que l'on arrive à ne plus avoir qu'un jury central pour la collation d'un diplôme professionnel. MM. d'Andrimont et A. Vandenpeereboom critiquent la conduite de M. Kervyn dans la question de l'agrégation des écoles normales. M. Dethuin fait le procès à l'intervention du clergé dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement moyen, et à l'organisation de ce dernier enseignement. — 17. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à MM. Kervyn de Volkaersbeke et Drubbel, dit qu'il n'y a rien de vrai dans le bruit qu'on a répandu de la prochaine suppression de l'école d'horticulture de Gentbrugge lez-Gand. M. Pirmez répond aux attaques dirigées la veille contre l'organisation de l'enseignement moyen. M. de Theux soutient qu'aux termes de la loi de 1842, l'agrégation des écoles normales des filles est parfaitement justifiée. — 18. M. Delcour défend les mesures prises par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, pour l'agrégation des écoles normales libres et la nécessité de l'enseignement religieux. Il dit que le nouveau règlement des écoles d'adultes a eu une influence néfaste sur ces écoles. M. Pirmez l'invite à indiquer les écoles où cette influence

s'est produite. Un débat s'engage entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, sur le degré d'instruction des enfants en Belgique. — 28. M. De Haerne combat les considérations présentées par M. Le Hardy de Beaulieu au sujet du degré d'ignorance qui se maintiendrait en Belgique sous le régime de la loi de 1842. M. Thonissen, de son côté, combat les opinions de M. Julliot en ce qui concerne l'enseignement supérieur, et soutient que l'institution d'un jury professionnel serait un malheur pour la Belgique.

1^{er} mars. La question des tendances du gouvernement en ce qui touche l'enseignement primaire et celui des écoles normales donne encore lieu à des discours de MM. Elias, de Macar et Bergé. — 2. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, combattant les doctrines de M. Bergé qui a défendu l'enseignement neutre, soutient que la religion doit être la base de tout enseignement. Il défend de nouveau sa conduite dans la question des écoles normales. M. Coremans estime que les libéraux n'ont rien fait de sérieux pour l'instruction publique, et qu'ils ont consacré la majeure partie des ressources du pays au développement du militarisme. — 3. M. Saintelette répond à ces attaques et prononce ensuite un discours sur la nécessité d'une large réforme de l'enseignement moyen et supérieur. M. Jottrand fait l'exposé des mesures prises par l'administration communale de Bruxelles pour assurer l'instruction primaire et défend la thèse de la sécularisation de l'enseignement inférieur. — 4. M. Jottrand achève son discours. — 7. Il résulte d'explications échangées entre MM. Drubbel, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Kervyn de Volkaersbeke et A. Vandenpeereboom que l'Ecole d'horticulture de l'Etat, annexée à l'établissement de M. Van Houtte, à Gentbrugge, sera réunie au Jardin botanique de Gand et formera une annexe de l'université. Des explications sont échangées ensuite entre MM. Vleminckx, Dumortier, Delehay, *r.*, Pirmez, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Orts, Vandenpeereboom et Anspach, au sujet de la destination du Jardin botanique de Bruxelles, de son appropriation pour l'Exposition des beaux-arts et du transfert dans cet établissement de l'herbier du Dr Martius. — 10. Au chapitre de l'*Enseignement supérieur*, M. Saintelette propose d'augmenter de 6,000 fr. le crédit de l'article 75, afin de fournir le moyen de créer, dans les universités, des chaires de géographie dès le 1^{er} octobre suivant. Il critique ensuite la proposition faite par le *m. i.* de diviser les bourses de voyage accordées aux jeunes gens qui ont passé leurs examens avec la plus grande distinction. MM. Brasseur, Delcour et

Van Humbeeck demandent la suppression des cours à certificats. MM. Vleminckx et Muller s'opposent à la division des bourses de voyage. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit qu'il a chargé une *c.* d'étudier toutes les questions relatives à l'organisation de l'enseignement supérieur. Il est disposé à ne pas diviser les bourses et à demander au contraire que, par une loi, on lui accorde l'autorisation de conférer un plus grand nombre de bourses entières. M. Brasseur voudrait que l'on augmentât le montant des bourses. M. Frère-Orban fait observer que l'on ne peut modifier une loi organique par la loi du B. M. Delehay, *r.*, est d'avis qu'on peut le faire quand il s'agit d'allocations purement provisoires. M. Saintelette retire son amendement. Après quelques mots de M. Frère-Orban, M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, consent à réduire à 20,000 francs le crédit pour les frais de la *c.* chargée de la révision du programme et des systèmes d'examen. Au chapitre de l'*Enseignement moyen*, M. Gerrits prononce un discours au sujet de l'enseignement de la langue flamande. — 11. Le débat continue sur cet objet entre MM. Muller, De Baets, Hayez, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Pirmez et Coremans. Il ne se renferme pas dans la seule question de l'enseignement et porte sur les mesures prises par les différents ministères dans l'intérêt des Flamands. M. Vleminckx appelle aussi l'attention sur l'utilité de l'enseignement de la gymnastique, et M. Pirmez reproche à M. Kervyn d'avoir fait supprimer dans les plans des bâtiments d'école, les préaux couverts, qui auraient pu être autant de petits gymnases. Il lui reproche encore d'avoir annulé l'adjudication de la fourniture des livres destinés aux bibliothèques des écoles normales. Enfin, M. David fait le tableau de la décadence de l'enseignement dans les Etats romains. — 14. M. Vandenpeereboom présente l'exposé des mesures qu'il a prises en vue de faire droit aux réclamations des populations flamandes. M. Delaet soutient qu'en dehors de la fixation de l'orthographe flamande et de l'autorisation de composer des cantates pour les concours de musique sur des paroles flamandes, on n'a pris que des mesures secondaires. Il convie le ministère actuel à décréter des réformes profondes et nationales. Le débat continue entre MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Rogier, Pirmez et A. Vandenpeereboom au sujet des mesures qu'ils ont prises chacun en faveur de la langue flamande. — 15. Après un nouvel échange d'explications entre MM. Rogier, Pirmez et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, relativement à l'organisation du bureau chargé de la partie flamande au ministère de l'intérieur, M. Couvreur prononce un discours sur les moyens

d'organiser l'enseignement de la gymnastique. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond — ce qui est contesté par M. Couvreur — qu'il a pris des mesures efficaces à cet égard. M. De Haerne dément ensuite les allégations de M. David au sujet de l'état de l'enseignement primaire dans les Etats romains. — 16. Des explications sont échangées entre MM. Gerrits et A. Vandenpeereboom à propos d'une allégation de ce dernier concernant l'enseignement du flamand dans les écoles primaires. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant ensuite à M. Saintelette, dit que si l'on a supprimé du plan de l'école normale de Mons le local destiné à la gymnastique, il le fera rétablir. Il y a aussi des explications échangées entre MM. Bara et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet de la répartition des subsides pour l'enseignement primaire dans le Hainaut. A l'article 87 du *B.*, M. Muller propose d'augmenter de 10,000 fr. le crédit pour subsides aux établissements communaux d'instruction moyenne. M. Bouvier appuie cette proposition, en recommandant spécialement la commune de Seraing. M. Delehay, *r.*, fait observer qu'on ne peut modifier la loi organique de 1850 par la loi du *B.* M. Rogier répond que les allocations du *B.* pour l'instruction moyenne ne sont pas immuables. M. Pirmez avait proposé une augmentation que M. Kervyn a supprimée. Il demande pourquoi. M. Delehay, *r.*, dit que les augmentations doivent être justifiées par des demandes de subsides. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ajoute que le crédit sollicité suffit à faire face à tous les besoins, et que les communes au profit desquelles des réclamations sont faites demandent non des subsides, mais des écoles moyennes de l'Etat. M. Pirmez soutient que le rejet de l'amendement de M. Muller sera, de la part du ministère actuel et de la majorité, la déclaration qu'ils n'ont que des sympathies très modérées pour le développement de l'enseignement moyen communal. — 17. Après un échange d'explications entre MM. A. Vandenpeereboom et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet de l'enseignement du flamand à l'athénée d'Anvers, le *m.*, répondant à M. Bouvier, dit que la nomination d'un second régent non diplômé à l'école moyenne de Turnhout est justifiée par le fait qu'il était déjà troisième régent et que sa nomination s'est faite d'accord avec le bureau administratif. Le débat sur l'augmentation du subside pour les écoles moyennes de Seraing, de Bastogne, de Diest et de Blankenberghe continue entre MM. Muller, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Bouvier, Pirmez et Rogier. M. Frère-Orban demande que, si l'on croit que la loi de 1850 ne permet pas d'augmenter le nombre des écoles moyennes, on en pro-

pose la révision. MM. Dumortier et Tack soutiennent à ce propos que la gauche n'a d'autre but que de tuer l'enseignement libre. L'amendement de M. Muller est finalement rejeté par 55 voix contre 41. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Vleminckx, s'engage à déposer, dans la prochaine session, un rapport spécial sur l'état de l'enseignement de la gymnastique dans les athénées et les écoles moyennes, ainsi que dans les écoles normales et primaires pour filles et garçons. Vient ensuite un amendement de M. Muller, qui demande qu'on ajoute au *B.* un article 92, ainsi conçu : « Subsides à des établissements communaux d'instruction moyenne pour filles, avec une allocation de 50,000 fr. » M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit qu'il est un point sur lequel il est d'accord avec M. Muller, c'est que l'enseignement des filles peut être amélioré et qu'il y a lieu de joindre à ce qu'elles apprennent déjà, d'autres connaissances utiles. Ce qui les sépare, c'est que M. Muller place ces études en dehors de la loi de 1842, mais il ne les rattache pas davantage à la loi de 1850, en appliquant toutefois à ce qu'il appelle l'enseignement moyen des filles un certain nombre de dispositions de cette même loi de 1850. Si M. Muller voulait reporter son amendement à un autre chapitre, à celui de l'enseignement primaire, avec la mention de l'introduction d'un programme développé, le *m.* l'accepterait volontiers. Si, au contraire, il maintient son amendement tel qu'il l'a rédigé en le rattachant à l'enseignement moyen, le *m.* sera réduit à le combattre. M. Muller répond qu'il maintient son amendement. — 18. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, combat l'amendement pour les motifs qu'il a indiqués. M. Rogier fait observer que la loi de 1850 comprend dans le programme de l'instruction moyenne l'enseignement religieux, avec invitation au clergé de venir le donner et le surveiller. — 22. Le débat sur l'enseignement moyen pour les filles continue entre MM. Frère-Orban et Schollaert. — 23. La chambre entend encore MM. Schollaert et Funck. — 24. MM. Rogier, Bergé et Cornesse, *m. j.*, sont également entendus sur cet objet. La discussion porte spécialement sur les tendances de l'enseignement laïque et de l'enseignement congréganiste. — 25. L'amendement de M. Muller est appuyé par M. Pirmez. La clôture est ensuite demandée, mais rejetée par 50 voix contre 46 et deux abstentions. — 28. La discussion reprend entre MM. Bara et Dumortier et porte à la fois sur l'instruction moyenne des filles et sur la politique générale du cabinet. Finalement, l'amendement de M. Muller est rejeté par 59 voix contre 49 et une abstention. Il résulte ensuite d'un échange d'explications entre MM. Frère-

Orban et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, qu'il suffit qu'un établissement communal soit placé sous le régime de la loi de 1842 pour que le gouvernement intervienne par voie de subsides, lors même que le clergé refuserait son concours. La chambre aborde le chapitre de l'*Instruction primaire*. M. Drion appelle l'attention sur les inconvénients, reconnus par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, de la réunion d'un trop grand nombre d'enfants dans une classe sous la direction d'un seul instituteur. M. Le Hardy de Beaulieu se plaint de la mauvaise organisation de l'instruction primaire, et voudrait avoir en sa possession des documents suffisants pour apprécier la véritable situation des écoles. M. Descamps critique le cumul des fonctions d'instituteur avec celles de sacristain, de clerc de paroisse et de marchand de charbon, comme par exemple dans la commune d'Anvaing. M. Muller reproche au *m.* d'avoir supprimé les concours entre les écoles d'adultes, et propose de porter au *B.* un crédit de 15,000 fr. pour ces concours. M. Funck propose d'augmenter le crédit pour l'instruction primaire de 100,000 francs afin d'accorder une part du subside à la ville de Bruxelles. — 29. M. Defuisseaux développe un amendement qui a pour but de tripler le crédit pour l'instruction primaire. M. Kervyn de Lettenhove combat cet amendement et celui de M. Funck, en soutenant que les dépenses pour l'enseignement primaire sont essentiellement communales. Il dit aussi que les députations permanentes ont émis le vœu que le concours entre les écoles d'adultes fût ajourné. MM. De Fré et Guillery combattent la thèse du *m.* La chambre entend encore, sur ces diverses questions, MM. Bara, Defuisseaux, Delehay, Frère-Orban, de Rossius, Anspach, Jottrand, Julliot, Pirmez et Kervyn de Lettenhove, *m. i.* Un nouveau débat s'engage ensuite entre le *m.* et M. Pirmez sur le refus d'approuver le catalogue de la bibliothèque des écoles normales et sur un article de M. Veydt (relatif à ce catalogue) publié dans la *Revue de Belgique*. La clôture est prononcée par 50 voix contre 29 et une abstention. — 30. MM. A. Vandenpeereboom, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Rogier et Muller prennent encore la parole, puis l'amendement de M. Defuisseaux est rejeté par 70 voix contre 17 et 4 abstentions; celui de M. Funck par 55 voix contre 35 et 3 abstentions; celui de M. Muller par assis et levé. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'engage à déférer à un vœu de M. Couvreur en faisant dresser une statistique graphique du progrès de l'instruction primaire. Quelques explications sont encore échangées entre MM. Le Hardy de Beaulieu et De Haerne sur la question de savoir s'il faut maintenir l'enseignement des sourds-

muets dans les attributions du département de la justice. — 31. Un incident personnel a lieu entre MM. Brasseur et Bara au sujet des opinions politiques du premier de ces membres, qui est accusé d'avoir passé aux catholiques, après avoir été censuré autrefois pour avoir, dans un cours à l'université de Gand, nié la divinité du Christ. Au second vote du *B.*, un débat s'engage entre MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Delehay, *r.*, Rogier, Delcour, Dumortier, Frère-Orban, *m. f.*, de Theux, A. Vandenpeereboom et Muller sur le caractère qu'il faut attribuer aux écoles de filles. Il s'agit de savoir si elles seront soumises à la loi de 1842 ou à celle de 1850. La chambre ayant rejeté l'amendement de M. Muller qui les soumettait à la loi de 1850, adopte, cette fois, la rédaction suivante de M. Delehay : « Subsides en faveur de l'enseignement des filles dans les écoles primaires à programme développé et soumises au régime de la loi du 25 septembre 1842. »

28 avril. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. De Fré, la chambre renvoie à la *s. c.* chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Funck une pétition par laquelle des habitants de Malines demandent une loi qui déclare l'enseignement obligatoire pour tous les Belges de six à quatorze ans.

24 mai. M. Frère-Orban demande communication des pièces relatives à trois professeurs de l'école moyenne de Rochefort qui ont été déplacés à la suite d'un différend avec le bureau administratif. M. Pirmez, de son côté, demande communication du nouveau catalogue des bibliothèques des écoles normales, qui a été substitué à celui qu'il avait dressé. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'élève contre la prétention que l'on émet de s'immiscer dans les détails de son administration. MM. Frère-Orban, Pirmez, A. Vandenpeereboom et Guillery protestent contre cette attitude du *m.* Mais l'incident est clos sans autre solution. — 30. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose les pièces relatives à l'école moyenne de Rochefort.

14 juin. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Lescarts, dit que la mise en adjudication des travaux de l'école normale de Mons est retardée par suite du non-achèvement du devis. — 27. Le débat s'engage entre MM. Frère-Orban et Kervyn de Lettenhove au sujet du déplacement de trois professeurs de l'école moyenne de Rochefort, que M. Frère-Orban attribue aux exigences du clergé, tandis que le *m.* affirme que ces professeurs ont été l'objet de reproches de la part du bureau administratif de l'école. D'après la rumeur publique, ils passaient les soirées et parfois les nuits dans les estaminets

de Rochefort à attaquer l'autorité communale : cela résulte du rapport d'un brigadier de gendarmerie. Cette allégation provoque de la part de M. de Rossius cette interruption : « *C'est une infamie !* » — 28. M. Thibaut appuie la thèse de M. Kervyn de Lettenhove. M. d'Hane-Steenhuyse reproche au cabinet précédent sa conduite à propos d'un professeur de l'école moyenne d'Anvers, M. Lenaerts, qui insultait l'administration communale dans des *meetings*, et qu'on a autorisé à donner sa démission au lieu de le révoquer. M. Pirmez explique cet incident, disant que M. Lenaerts blâmait l'administration communale, qui avait refusé un emplacement pour la statue du Roi. M. Coomans appuie les observations de M. d'Hane-Steenhuyse, et dit qu'il n'y a jamais eu à Anvers qu'un seul homme qui ait insulté le Roi, c'est Van Ryswyck, et les libéraux lui ont érigé une statue après l'avoir exalté. M. Bara s'associe aux critiques de M. Frère-Orban et dépose un ordre du jour ainsi conçu : « La chambre, regrettant la mesure prise par le *m. i.* à l'égard des professeurs de l'école moyenne de Rochefort, passe à l'ordre du jour. » Cette proposition est combattue par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et rejetée par 60 voix contre 41.

1^{er} juillet. M. de Rossius interpelle le *m. i.* au sujet du retard apporté au paiement des instituteurs dans la province de Brabant. Les observations de l'orateur sont appuyées par M. A. Vandenpeereboom. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, déclare que, d'après le système appliqué par le gouvernement, une commune aura satisfait à toutes ses obligations en ce qui concerne l'enseignement proprement dit, du moment qu'elle aura payé une somme égale au dixième du fonds communal, dans le cas où les charges résultant à la fois du service des emprunts et du service de la bienfaisance excèdent le revenu qui résulte : 1° des biens patrimoniaux ; 2° du dixième de la rente du fonds des octrois ; la commune aura rempli ses obligations si elle consacre ce dixième de la rente du fonds des octrois au service ordinaire de l'instruction primaire. Mais il est bien entendu que cette disposition ne s'appliquera que lorsque le passif dépassera l'actif ; ainsi, une commune qui aurait des revenus patrimoniaux importants, qui n'aurait pas de dettes, n'aurait pas rempli ses obligations en employant au service de l'instruction primaire le dixième du revenu que donne le fonds des octrois. — 7. S'expliquant au sujet d'un incident qui a eu lieu au sein du conseil provincial du Brabant, M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit que, le 28 avril, alors que le *B.* de l'intérieur n'était pas encore voté, il a annoncé à toutes les députations permanentes qu'une somme égale au crédit de l'année précédente,

c'est-à-dire une somme de 5,552,000 fr., était mise à leur disposition, et, depuis lors, il n'a pas perdu un instant pour insister auprès des provinces, afin qu'elles fissent connaître également quelle était l'importance des crédits supplémentaires qu'il convenait de leur allouer. Ces crédits supplémentaires ont déjà été attribués aux différentes provinces. M. de Rossius dit qu'il ignorait que cet avis eût été adressé aux provinces.

JEUX DE SPA.

29 mars. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi portant suppression des jeux de Spa.

20 juin. M. de Macar, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 29. M. David demande l'ajournement à la prochaine session. Cette motion est combattue par M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, puis M. Simonis propose l'amendement suivant : « Toutefois le gouvernement est autorisé à modifier la convention dans le sens d'une prorogation du délai fixé pour la fermeture de l'établissement des jeux, si des établissements de jeux similaires étaient maintenus en Allemagne après 1872. Cette prorogation devra, en tous cas, prendre fin, au plus tard, le 31 décembre 1880. » M. David développe un nouvel amendement aux termes duquel les jeux seront supprimés le 31 octobre 1874, et les bénéfices partagés entre l'Etat, la ville de Spa et les concessionnaires d'une façon différente de celle qui figure au projet. M. Vermeire soutient que le gouvernement ne doit aucune indemnité à la ville de Spa. M. de Macar, *r.*, déclare qu'il se ralliera à l'amendement de M. David si le gouvernement est disposé à augmenter l'indemnité. M. De Clercq défend les intérêts de Heyst et de Blankenberghe, M. Van Iseghem ceux d'Ostende. M. Coomans propose de faire profiter au fonds communal l'indemnité qu'on veut allouer aux villes d'eaux autres que Spa. MM. Rogier et Braconier défendent les indemnités proposées pour les villes d'eaux y compris Chaudfontaine. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, se rallie à l'amendement de M. Simonis et combat celui de M. Coomans. M. Lelièvre recommande à la sollicitude du gouvernement les employés des jeux. Après quelques mots de MM. Muller, Jacobs, *m. f.*, Brasseur et A. Vandenpeereboom sur la répartition des bénéfices en cas de prolongation des jeux, M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, se rallie à un amendement de M. Lelièvre, ainsi conçu : « Si des circonstances venaient à justifier cette prorogation, la convention nouvelle serait, en ce cas, soumise à la sanction des chambres législatives. » Cet amendement est adopté, et celui de M. Coomans est rejeté par 52 voix contre 15.

1^{er} juillet. La discussion continue sur les autres articles du projet entre MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, de Macar, *r.*, Jacobs, *m. f.*, et Muller. — 5. Au second vote, après un échange d'explications entre MM. Jacobs, *m. f.*, David, Coomans, Lelièvre, Dumortier, de Macar, *r.*, et Delehayé, le projet de loi est adopté par 54 voix contre 14 et une abstention.

JUSTICE.

15 novembre. M. Vleminckx interpelle le *m. g.* au sujet de la commutation de peine accordée au boulanger Hessels, qui a été condamné à l'emprisonnement pour avoir mêlé à son pain du sulfate de cuivre. D'après l'orateur, cette grâce a été accordée parce que le coupable est le neveu d'un jésuite. M. Cornesse, *m. j.*, répond qu'il a été guidé par des motifs d'humanité envers le sieur Hessels, et il résulte des documents qui lui ont été fournis que la sophistication du pain n'a pas produit d'empoisonnement. M. Bara nie qu'il en soit ainsi. Il ne faut, du reste, apprécier que l'intention coupable. M. Bergé s'exprime dans le même sens. M. Cornesse, *m. j.*, s'engage à déposer sur le bureau le dossier de cette affaire. — 22. M. Cornesse, *m. j.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de distraire du canton judiciaire de Fléron, arrondissement de Liège, l'ancienne commune de Mont-Hadelin pour la réunir au canton et à l'arrondissement judiciaire de Verviers. M. Bara réclame la communication du dossier de l'affaire Hessels, et celle des peines concernant des meuniers de Ninove qui auraient été graciés pendant qu'il était *m. j.* M. Van Wambeke, de son côté, demande la communication des dossiers de Vanderveken et Desmedt, condamnés par le tribunal correctionnel d'Audenarde, le 5 juin 1869. M. Lelièvre, enfin, signale le dossier d'un individu condamné par jugement du tribunal correctionnel de Namur du 22 janvier 1848 à une année d'emprisonnement, à trois cents francs d'amende, du chef de falsification de farines, dans lesquelles il y avait eu mélange de craie. Ce jugement fut confirmé par arrêt de la cour de Liège. Eh bien, sous le ministère de M. de Haussy, la peine d'une année d'emprisonnement fut commuée en trois mille francs d'amende. M. Vleminckx fait observer que la craie n'est pas un poison comme le sulfate de cuivre. Après une discussion personnelle entre MM. Bara et Cornesse, *m. j.*, sur les éléments de l'affaire Hessels, M. de Theux demande que la discussion soit suspendue jusqu'après la communication des pièces. Cet ajournement est prononcé, après quelques mots de M. Dumortier, qui demande

bois (de Nivelles) et de celle de Dessous-le-Moustier. — 24. M. Cornesse, *m. j.*, dépose les divers dossiers réclamés l'avant-veille.

6 décembre. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Lelièvre et après des explications de M. Cornesse, *m. j.*, la chambre renvoie à ce dernier des pétitions par lesquelles des huissiers demandent que l'on améliore leur position. — 14. Il est donné lecture d'une proposition de loi de MM. Lelièvre et De Baets, conçue en ces termes : « A défaut de dispositions contraires dans les lois particulières, toute poursuite pour recouvrement des amendes en matière fiscale ou disciplinaire est prescrite par trois années à dater du jour où les contraventions ont été commises. » — 16. M. de Macar, *r. c.*, présente le rapport relatif à la justice de paix de Mont-Hadelin. — 20. M. Lelièvre développe cette proposition, qui est prise en considération.

28 janvier. M. Cornesse, *m. j.*, dépose un projet de loi portant création d'un nouveau canton de justice de paix ayant Dison pour chef-lieu.

10 février. M. Cornesse, *m. j.*, répondant à M. Van Cromphaut, dit qu'il espère pouvoir déposer, dans le cours de la session, un projet de loi sur le domicile de secours. — 18. M. Bouvier recommande au *m. j.* de prendre des mesures afin que dans cette saison rigoureuse les vagabonds transportés par le chemin de fer soient préservés du froid.

8 mars. M. Jottrand interpelle le *m. j.* au sujet d'une poursuite dirigée contre un habitant d'Anvers, accusé d'avoir crié *Vive la République! A bas le Roi!* Cet individu vient d'être acquitté par la cour d'assises. L'orateur veut savoir si c'est le *m. j.* qui a ordonné cette poursuite. Après un débat auquel prennent part MM. Cornesse, *m. j.*, Bara, Coremans, Frère-Orban, Dumortier, Van Humbeeck, Rogier, Jacobs, *m. f.*, et de Theux, et dans lequel M. Cornesse, *m. j.*, disait qu'il a laissé le parquet libre d'agir, on agite la question des devoirs et de la responsabilité du *m. j.* en matière de poursuites politiques, et l'on revient sur les attaques autrefois dirigées contre le Roi dans les meetings d'Anvers. La chambre, sur la proposition de M. Dumortier, approuve, par 53 voix contre 58, les explications du *m. j.* et passe à l'ordre du jour. — 15. M. Houtart interpelle le *m. j.* sur la suspension des travaux du Palais de justice de Bruxelles, motivée par un retard dans l'envoi des pierres de France, et demande qu'on remplace celles-ci par des pierres des carrières indigènes. M. Cornesse, *m. j.*, répond qu'il est trop tard pour faire cette substitution, mais il aura égard à la recommandation pour l'avenir. Quant à la suspen-

sion des travaux, elle sera de courte durée.

28 avril. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Elias, la chambre renvoie au *m. j.* une pétition par laquelle des habitants de Chénée protestent contre la décision prise par le conseil communal en matière d'inhumations et demandent, soit la révision du décret du 25 prairial an XII, soit une nouvelle loi sauvegardant les droits de l'Eglise et ceux de la police locale. *Id.* une pétition appuyée par MM. De Fré, Van Humbeeck, Brasseur et Santkin par laquelle les huissiers demandent une augmentation du tarif de leurs actes.

16 mai. Le projet relatif à la justice de paix de Mont-Hadelin est adopté à l'unanimité. — 25. M. Simonis, *r. s. c.*, présente le rapport sur la création de la justice de paix de Dison. — 31. M. Defuisseaux proteste contre l'arrêté d'expulsion notifié à M. Victor Hugo et propose un ordre du jour de blâme à ce sujet. Cette proposition est appuyée par MM. Demeur, Couvreur et Jottrand. Elle est combattue par MM. Cornesse, *m. j.*, de Theux et d'Anethan, *m. a.*, qui disent que M. Victor Hugo a insulté le gouvernement et que sa présence dans le pays était un danger pour la sécurité publique. M. Anspach, s'expliquant au sujet d'une scène nocturne qui a eu lieu devant la maison de M. Victor Hugo, dit que l'on a considérablement exagéré les faits. L'ordre du jour de M. Defuisseaux est rejeté par 81 voix contre 5.

13 juin. M. Cornesse, *m. j.*, dépose un projet de loi portant prorogation de la loi sur les étrangers. — 22. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 24. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi créant la justice de paix de Dison.

5 juillet. La discussion est ouverte sur le projet de loi relatif aux étrangers. M. Lelièvre engage le gouvernement à modifier les circulaires qui, en matière d'extradition, ont recommandé aux officiers du parquet de ne faire usage des mandats d'arrêt décernés par des autorités étrangères qu'après qu'ils ont été revêtus des légalisations diplomatiques. M. Demeur développe deux amendements. Aux termes du premier, « l'arrêté royal motivé sera notifié par huissier à l'étranger qu'il concerne. » Le second est ainsi conçu : « La disposition suivante serait ajoutée à la loi du 7 juillet 1865, après l'article 3 : Art. 3 *bis*. L'arrêté royal, porté en exécution de l'article 1^{er} et motivé sur la poursuite ou la condamnation de l'étranger pour l'un des crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, sera susceptible d'opposition dans les deux cas suivants : 1^o si le fait pour lequel l'étranger est poursuivi ou a été condamné ne rentre

pas dans les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition ; 2^o si la poursuite ou la condamnation n'est pas prouvée. Le délai de l'opposition sera d'un jour franc. L'opposition sera notifiée au procureur du roi de l'arrondissement dans le ressort duquel l'étranger aura été trouvé, avec assignation à comparaître à la plus prochaine audience du tribunal correctionnel de cet arrondissement. Si l'opposition est reconnue fondée, il ne sera pas donné suite à l'arrêté royal ; dans le cas contraire, il sera passé outre. » L'orateur demande aussi que l'on supprime dans la loi de 1865, à la suite du mot *étranger*, ceux-ci *résidant en Belgique*. — 6. La chambre entend MM. Cornesse, *m. j.*, Thonissen, Bara et Guillery. Celui-ci propose de ne proroger la loi que jusqu'au 1^{er} mars 1872 au lieu du 17 juillet 1874. Après des discours de MM. Pety de Thozée, *r.*, Demeur, Bara, Van Humbeeck, Cornesse, *m. j.*, et Dumortier, cet amendement est rejeté par 45 voix contre 52. — 7. Après un débat auquel prennent part MM. Guillery, Dumortier, De Baets, Cornesse, *m. j.*, Bara, Demeur, Delehay, Van Humbeeck, Thonissen et Jacobs, *m. f.*, le projet de loi est adopté, dans les termes où il est proposé par le gouvernement, par 62 voix contre 19 et une abstention.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

30 mars. Des observations sont échangées entre MM. Kervyn de Volkaersbeke, Hagemans, Thonissen, Jottrand, Rogier, Gerrits et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet de la construction d'un local pour les archives du royaume, des encouragements à donner à l'art dramatique en langues française et flamande, et de la traduction à faire en flamand de la *Biographie nationale*. M. Kervyn de Volkaersbeke développe ensuite un amendement ainsi conçu : « *Conservatoire de musique de Gand* : dotation de l'Etat destinée, avec le subside de la province et de la ville, à couvrir la dépense du personnel et du matériel, 21,000 fr. (Signé : Kervyn de Volkaersbeke, Cruyt, Moerman, Drubbel, De Smet, Delehay et De Baets.) » Enfin, M. Thienpont demande qu'il soit érigé un monument à J.-J. Raepsaet. — 31. Un débat s'engage entre MM. Hagemans, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, A. Vandennepeereboom, Rogier, Delehay, Pirmez et Dumortier sur l'emploi du crédit pour acquisition d'œuvres d'art, les services rendus par la *c.* des monuments et la reproduction d'objets d'art destinés aux échanges internationaux ; ensuite, entre MM. Elias, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Muller, Bouvier, Vleminckx, Van Wambeke et Kervyn de Volkaersbeke, sur les conservatoires de musique de Liège et de Gand. M. Kervyn de Volkaersbeke retire son

amendement, le *m.* déclarant que le conservatoire de Gand jouira d'une allocation de 21,000 fr. MM. Delaet et Allard réclament pour Anvers et Tournai. M. Jottrand fait observer qu'Anvers reçoit une dotation considérable pour son académie des beaux-arts. MM. Le Hardy de Beaulieu, Vleminckx, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Vandenpeereboom échangent encore des observations au sujet de l'utilité de la *c.* des monuments, à qui on reproche, entre autres, de s'opposer à la démolition du temple des Augustins à Bruxelles.

5 mai. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Kervyn de Volkaersbeke, la chambre renvoie au *m. i.* une pétition par laquelle le sieur Van Lokeren, membre de la *c.* de surveillance des archives de l'Etat, à Gand, demande que le gouvernement fasse l'acquisition de l'hospice des orphelins, situé sur le bas Escaut, pour le destiner au dépôt des archives.

MARINE.

17 janvier. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 250,000 fr. pour réparations aux navires qui font le service entre Ostende et Douvres.

7 février. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 8. Il est voté à l'unanimité.

MILICE.

10 novembre. M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2 millions pour la rémunération des miliciens. — 15. Il est adopté par 85 voix contre une.

MINES.

7 juin. M. Vleminckx demande que le gouvernement présente un projet de loi sur le travail des femmes et des enfants dans les mines. M. Wasseige, *m. t.*, répond que cette question se rattache à un travail général pour la réglementation du travail dans les manufactures. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, ajoute qu'il a préparé un rapport sur cet objet. M. Vleminckx dit que les deux questions sont tout à fait distinctes.

NATURALISATION.

5 mars. M. Pety de Thozée, *r. c.*, fait rapport sur la demande de grande naturalisation de M. le comte Hennequin de Villermont.

NOTARIAT.

17 janvier. MM. Lescarts et Defuisseaux interpellent le *m. j.* au sujet d'un bruit d'après lequel celui-ci serait disposé à ratifier un marché conclu entre M. Boulenger, notaire à

Mons, et un candidat notaire pour lui céder son étude. M. Cornesse, *m. j.*, répond qu'il n'a aucune connaissance de ce contrat. M. Defuisseaux demande au *m.* quels sont les principes qu'il suivra dans la nomination des notaires. M. Dumortier fait observer que la responsabilité du *m.* ne peut être mise en cause que lorsque les nominations sont faites. Répondant à M. Bouvier, M. Cornesse, *m. j.*, dit qu'il a répondu aux membres de la chambre qui l'ont consulté au sujet de cette affaire qu'il entendait réserver sa liberté tout entière.

PÊCHE FLUVIALE.

10 février. M. Cornesse, *m. j.*, dépose un projet de loi sur la pêche fluviale.

PENSIONS.

2 décembre. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. Van Overloop et Bouvier, et après des explications de M. Jacobs, *m. f.*, la chambre ordonne le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition d'officiers pensionnés qui demandent la prompte rédaction du rapport du *m. f.* sur la question des pensions militaires.

5 mai. M. Jacobs, *m. f.*, répondant à MM. Van Overloop et Delehay, promet de saisir prochainement la chambre d'un projet de loi à ce sujet.

9 juin. La chambre est saisie d'une proposition de loi de MM. Dumortier, de Theux, Rogier, De Haerne, Vleminckx et Vilain XIII tendant à accorder, à titre de récompense nationale, une pension de 4,000 fr. à la veuve du général Niellon. — 15. M. Dumortier développe sa proposition, qui est prise en considération et renvoyée aux ss. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à augmenter de 10 p. c. les pensions militaires.

8 juillet. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 12. M. Braiseur, *r. s. c.*, *id.* sur la pension à accorder à la veuve du général Niellon. — 15. Ce projet de loi est adopté par 57 voix contre 10, après quelques mots de M. Dumortier à l'appui de la mesure et de M. Vleminckx, tendant à faire rendre la pension incessible et insaisissable. Dans la discussion du projet sur les pensions militaires, M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Thonissen, dit que le projet ne fait que substituer un nouveau tableau à celui qui est annexé à la loi de 1858. Toutes les autres dispositions restent les mêmes. M. Pirmez constate que la pension des soldats, après 50 ans de service, n'est que de 200 fr. La rémunération accordée aux miliciens par la loi de 1870 pour un service de 4 ans n'est donc pas dérisoire, comme on l'a prétendu. M. Jacobs, *m. f.*, dit que la rémunération était

aléatoire, tandis que le soldat pensionné a été rémunéré pendant tout le temps qu'il est resté sous les drapeaux. M. Coomans combat l'augmentation des pensions des officiers, alors qu'on ne donne rien aux miliciens. M. Guillery reproche au ministère de se mettre en contradiction avec lui-même en augmentant les pensions militaires après avoir promis la réduction des charges militaires. M. Jacobs, *m. f.*, répond qu'il s'agit ici d'une question d'équité. Après un échange d'observations entre MM. Guillery, Jacobs, *m. f.*, et Pirmez sur le rôle que la question des pensions militaires a joué dans les élections de 1870, et entre MM. Jottrand et Delehay, *r.*, sur la rédaction d'un article du projet, celui-ci est adopté par 59 voix contre 10 et une abstention. La *s. c.* proposait de faire courir la pension à partir du 1^{er} janvier 1871. M. Jacobs, *m. f.*, propose la date du 1^{er} juillet, qui est adoptée.

PÉTITIONS.

28 avril. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après un débat entre MM. David, Pety de Thozée et Jacobs, *m. f.*, la chambre renvoie au *m. f.* une pétition par laquelle les membres du conseil communal de Heid déclarent protester contre la nomination d'un garde forestier pour les communes de Harre, Heid, Villers-Sainte-Gertrude et Mormont. A propos d'une pétition d'un milicien pour qui l'on demande un congé, M. Allard propose de renvoyer directement au *m. g.* cette catégorie de pétitions. Après des observations de MM. Delehay, Muller et Jacobs, *m. f.*, la décision est tenue en suspens.

5 mai. Sur les conclusions de M. Hagemans, *r. c.*, la chambre renvoie aux *mm. j. et i.* une pétition par laquelle des habitants de Molenbeek-Saint-Jean prient la chambre d'examiner s'il n'y a pas lieu de faire établir dans chaque commune une salle d'observation pour prévenir les inhumations précipitées.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

8 décembre. M. Rogier interpelle le gouvernement sur les motifs pour lesquels M. Malou s'est retiré du cabinet. M. d'Anethan, *m. a.*, répond que ces motifs sont tout personnels et n'ont aucun caractère politique. M. Rogier réclame des explications plus précises, et M. d'Anethan, *m. a.*, croyant ne pas avoir à en donner, M. Bara dit que le vrai motif, c'est l'incompatibilité des fonctions de directeur de la Société Générale avec celles de membre du cabinet. M. de Theux estime qu'il n'y a pas lieu de s'expliquer davantage, aucun motif sérieux n'ayant été donné en 1868 à l'appui de la démission de MM. Rogier et A. Vanden-

peereboom. Celui-ci conteste le fait. Jamais crise ministérielle n'a été mieux expliquée. M. Coomans conclut de ce débat qu'on devrait aller prier M. Malou, au nom de l'opposition, de rentrer dans le cabinet.

POSTES.

2 décembre. M. Dumortier interpelle le *m. t.* au sujet d'un article de l'*Etoile* d'où il résulte que le gouvernement n'exécutant pas les prescriptions formelles de la loi du 15 mai 1870, au sujet des cartes-correspondance, des particuliers ont jugé ingénieux de les exécuter eux-mêmes. M. Wasseige, *m. t.*, dit que le particulier qui a créé ces cartes est M. Hymans, ancien représentant. Consulté par l'administration des postes, le *m.* a donné l'ordre de les taxer comme lettres. Un particulier n'a pas le droit de se substituer au gouvernement. Du reste, d'après la loi, les cartes-correspondance ne doivent être émises que le 1^{er} janvier 1871, et elles le seront à cette époque. MM. Bouvier et Jamar soutiennent que l'administration était en mesure de les émettre au 1^{er} novembre. M. Jacobs, *m. f.*, dit qu'à son arrivée au département, il a trouvé un modèle de carte-correspondance qu'il n'a pas approuvé parce qu'il était trop orné. M. Jamar fait observer que ce modèle avait été approuvé par M. Stephan, directeur général des postes prussiennes, l'inventeur des cartes-correspondance.

28 avril. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Descamps, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle des habitants de Chièvres demandent l'établissement d'un bureau de perception des postes et d'un bureau télégraphique au centre de cette ville.

14 juin. M. Bergé réclame la création de lettres *express* dans les grandes villes. Des explications sont échangées entre MM. Jamar et Wasseige, *m. t.*, sur la nécessité d'étendre le rayon de la carte-correspondance.

5 juillet. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à élever de 300,000 à 500,000 fr. l'intervention du gouvernement dans le minimum postal à garantir à une ligne de bateaux à vapeur entre Anvers et New-York. — 8. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 15. Le crédit, approuvé par M. Le Hardy de Beaulieu, est adopté par 69 voix et une abstention.

PRESSE.

15 décembre. M. De Baets, après avoir demandé la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi sur la presse et ayant appris qu'elle est tombée par suite de la dissolution, annonce qu'il la représentera dans le plus bref délai.

25 mars. Il reproduit sa proposition.

18 avril. Il la développe. Elle est prise en considération, après quelques mots de M. Leclievre, qui fait observer que son auteur a omis d'organiser la procédure en cour d'assises. — 28. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, la chambre renvoie au *m. j.* une pétition par laquelle le sieur Coppin demande une enquête sur la mesure prise contre lui par le procureur du roi de Tournai à l'occasion d'un article de presse.

29 juin. M. Bara demande que l'on active l'examen de la proposition de M. De Baets et que l'on discute simultanément cette proposition de loi et le projet sur la contrainte par corps. Après un débat auquel prennent part MM. Cornesse, *m. j.*, Coomans, Nothomb et Guillery, cette proposition est rejetée par 44 voix contre 29.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

8 décembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi portant modification de l'article 152 de la loi provinciale.

RÈGLEMENT.

16 novembre. M. Pirmez critique la jurisprudence en vertu de laquelle la dissolution des chambres fait tomber tous les projets présentés et même tous ceux dont les rapports sont faits. M. Jacobs, *m. f.*, s'engage à examiner la question. — 22. M. Pirmez demande qu'une *c.* examine si les projets de lois déposés avant la dissolution, si les rapports faits doivent disparaître, et surtout si les projets votés par la chambre et qui ont été transmis au sénat ne continuent pas à avoir la sanction valable de l'un des pouvoirs législatifs. Si ce dernier avis était adopté, plusieurs projets sur lesquels des rapports sont faits pourraient être soumis prochainement aux délibérations de l'assemblée, qui, sans cela, pourrait manquer de besogne. L'orateur voudrait que cette *c.* fût nommée de commun accord par les deux chambres. MM. Jacobs, *m. f.*, Dumortier et de Theux combattent cette proposition, qui n'est pas adoptée.

SERVITUDES MILITAIRES.

9 décembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à accorder des indemnités aux propriétaires de biens grevés de servitudes militaires.

19 avril. M. Drubbel, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

TÉLÉGRAPHES.

6 décembre. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à une interpellation de M. Simonis, donne des explications au sujet d'un article de l'*Etoile belge*, d'où il résulte que le gouvernement au-

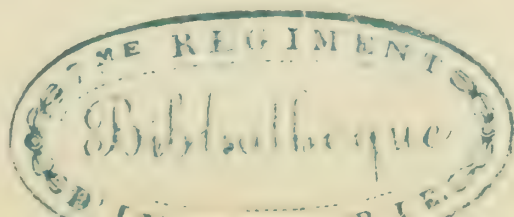
rait refusé l'expédition de certains télégrammes en destination de la France, tandis que des télégrammes ayant le même objet, mais destinés à l'Allemagne, auraient été acceptés et expédiés par l'administration.

9 février. M. Bergé se plaint de la suspension du service télégraphique entre les divers bureaux de l'agglomération bruxelloise, et recommande au *m. t.* de créer un service de lettres *express* dans les grandes villes. M. Wasseige, *m. t.*, répond qu'il examinera cette idée et que le service télégraphique sera prochainement rétabli. L'encombrement et le manque de personnel sont la cause de l'interruption momentanée qu'on signale. — 10. Il explique les raisons de l'encombrement du service télégraphique et dit que l'envoi des lettres *express* ou *lettres-télégrammes* est autorisé par la loi du 29 avril 1868.

TRAVAUX PUBLICS.

29 novembre. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à une interpellation de M. Drion relative à la crise ouvrière, dit que le gouvernement a recours à tous les moyens pour donner du travail aux populations. C'est ainsi que le nivellement des fortifications de Charleroi va se poursuivre, bien qu'on ne soit pas encore d'accord avec la ville au sujet d'un arrangement pour la reprise des terrains. On négocie dans le même but la cession des fortifications de Nieupoort. Le gouvernement fait tout ce qui dépend de lui pour activer l'exécution de la convention conclue le 25 avril dernier avec la Société des Bassins houillers. Il ne négligera donc rien pour venir en aide à la classe ouvrière pendant la mauvaise saison.

9 décembre. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. De Clercq et acceptées par M. Wasseige, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des propriétaires, cultivateurs et éleveurs dans la Flandre occidentale demandent la construction d'une écluse de garde à l'embouchure du petit canal de Blankenberghe et derrière le port de refuge. — 13. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 85,000 fr. au département des travaux publics. M. De Baets annonce une interpellation au sujet des travaux à exécuter dans la ville de Gand et aux environs. — 15. Il fait cette interpellation qui porte : 1° sur la démolition de la citadelle de Gand ; 2° sur le chemin de fer de ceinture ; 3° sur le canal de Terneuzen et la création du nouveau bassin ; 4° sur le prolongement du grand bassin jusqu'au bas Escaut ; 5° sur la jonction directe du bas Escaut et du haut Escaut à la Lys ; 6° sur l'élargissement et la canalisation de diverses branches du Burggravenstroom et de la Caale. M. Thonissen ayant appuyé



les observations du préopinant relatives à la démolition de la citadelle de Gand, M. Jacobs, *m. f.*, dit que celle-ci a été retardée par suite des événements de guerre. MM. Wasseige, *m. t.*, et d'Anethan, *m. a.*, répondent au sujet des autres points, sur lesquels insistent MM. Kervyn de Volkaersbeke et Delehay. M. d'Anethan, *m. a.*, dit, entre autres, que les négociations se poursuivent avec la Hollande au sujet de la réduction des péages sur le canal de Terneuzen. M. Jamar, au cours de ce débat, présente des observations en vue de justifier les actes de son administration. — 20. M. Wasseige, *m. t.*, dépose un projet de *B.* révisé pour l'exercice 1871.

1^{er} février. M. Descamps, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit supplémentaire de 83,000 fr. — 8. A propos de ce crédit, une discussion s'engage entre MM. Descamps, *r.*, Wasseige, *m. t.*, et Jamar, sur la question de savoir si la dépense qui donne au matériel de la voie ou au matériel roulant du chemin de fer une valeur plus grande, doit être portée au compte de premier établissement ou prélevée sur les frais ordinaires d'exploitation ou d'entretien. Le crédit est voté à l'unanimité. — 9 et 10. Des explications sont échangées entre MM. Descamps, *r.*, et Wasseige, *m. t.*, au sujet de ce qui a été dit, dans la séance du 8, sur la valeur relative des rails laminés et martelés. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. Van Wambeke, Wasseige, *m. t.*, De Naeyer et Liénart, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle les membres de l'administration communale et des habitants d'Appelterre-Eychem demandent l'établissement d'un pont, ou, du moins, d'une passerelle sur la Dendre canalisée, à la hauteur du village de Pollaere. — 18. Un échange d'explications a lieu entre MM. Boucquéau, Jacobs, *m. f.*, Pirmez et Houtart au sujet des péages qui continuent d'être perçus sur les embranchements du canal de Charleroi.

2 mars. M. Delcour, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des travaux publics.

5 mai. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Descamps, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions d'habitants de Stambruges, qui se plaignent des dommages que leur causent les infiltrations du canal de Blaton à Cette. *Id.* sur une pétition appuyée par MM. Julliot et Pety de Thozée, par laquelle l'administration communale de Tongres demande la construction d'une route de Tongres à Gelinden, aboutissant à la chaussée de Liège à Saint-Trond. — 25. Dans la discussion générale du *B.* des travaux publics, MM. Nothomb et de Zerezo de Tejada appellent l'attention sur le régime des deux

Nèthes, et M. De Baets réclame l'élargissement du canal de Terneuzen. — 25. M. Simonis demande l'achèvement du barrage de la Gileppe d'après les plans de l'ingénieur Bidaut; M. Van Iseghem, un bateau dragueur pour le port d'Ostende et des travaux pour l'entretien des dunes. M. Houtart critique l'emploi exagéré que l'on fait des pierres étrangères dans la construction des monuments publics. — 26. M. De Clercq réclame la construction d'une écluse de garde dans le petit canal de Blankenberghe, près du port de refuge. M. Van Hoorde s'occupe des routes de l'arrondissement de Bastogne. Il se joint à M. Van Iseghem pour demander l'amélioration de la position des conducteurs des ponts et chaussées. — M. Moncheur réclame l'achèvement de la canalisation de la Meuse. M. Wasseige, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 30. M. David appuie les observations de M. Simonis au sujet du barrage de la Gileppe. M. Van Cromphaut demande l'amélioration du régime de la Dendre à son confluent avec l'Escaut à Termonde. M. Van Overloop se plaint du retard apporté aux travaux d'écoulement des eaux des polders du pays de Waes. M. Drion s'occupe du halage sur le canal de Charleroi. M. Couvreur se plaint de l'encombrement qui règne à la gare de l'Entrepôt.

1^{er} juin. M. Van Outryve insiste en faveur de la construction d'une écluse de garde à Blankenberghe. M. Pety de Thozée demande que les principales localités de l'arrondissement de Marche soient reliées au chemin de fer de l'Ourthe. M. Delcour, *r.*, réclame l'amélioration du régime du Demer. Il insiste aussi pour l'achèvement du barrage de la Gileppe. M. Van den Steen s'occupe du régime de la Dendre au confluent de l'Escaut. — 2. M. Notelteirs insiste pour l'amélioration du cours de la grande Nèthe. M. Julliot appuie la demande d'amélioration de position des conducteurs des ponts et chaussées. M. Hermant appuie ces dernières observations. La séance se termine par un discours de M. Wasseige, *m. t.*, en réponse aux observations présentées. — 3. M. Verwilghen réclame la construction de routes dans l'arrondissement de St-Nicolas. M. de Montblanc entretient la chambre de la canalisation de la Mandel. M. L. Visart, du port de Nieupoort. M. Wasseige, *m. t.*, dans sa réponse, promet de prendre des mesures pour améliorer la position des conducteurs des ponts et chaussées. — 6. Des explications sont échangées entre MM. Demeur et Wasseige, *m. t.*, au sujet des dépenses de restauration du château de Tervueren, du palais du Roi et de l'hôtel d'Assche, à Bruxelles. Au chapitre des *Voies navigables*, la chambre entend successivement MM. Sainctelette, Le-

lièvre, Delehay, Vanden Steen, Braconier, Houtart, De Clercq et Thonissen, au sujet de l'amélioration des voies navigables en général, des emprises faites sur les chemins de halage, de la canalisation de l'Escaut et de la Meuse, de la navigation de la Dendre et du canal de Mons à Condé, du redressement du canal d'Ostende à Bruges, à Schepdael, de la construction d'un pont à Maeseyck; elle entend aussi MM. Vleminckx et Jacobs, *m. f.*, au sujet du comblement des fossés de Nieuport; MM. De Clercq et Wasseige, *m. t.*, au sujet de l'achèvement des travaux du port de refuge à Nieuport et de la construction d'une écluse de garde; puis M. A. Visart, relativement à l'endiguement du Zwyn. Des explications sont échangées entre MM. d'Andrimont, Wasseige, *m. t.*, de Borchgrave, Houtart et Julliot, au sujet de la position et des attributions des conducteurs des ponts et chaussées. M. De Smedt signale plusieurs travaux à exécuter dans les environs de Gand. — 7. (Voir MINES, CHEMIN DE FER.) — 8, 9, 10, 13, 14. *Ibid.* M. E. de Kerckhove réclame des mesures en vue de parer aux inondations de la Dyle, à Malines. (Voir POSTES.) Le B. est voté par 72 voix contre une et 5 abstentions. — 15. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant aux ministères des travaux publics et de l'intérieur divers crédits extraordinaires jusqu'à concurrence de 22 millions de francs et qui autorise en même temps le gouvernement à conclure, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt d'un capital de 50 millions de francs. — 20. *Id.* un projet de crédit de 400,000 fr. au département des travaux publics. — 21. *Id.* de 248,000 fr.

1^{er} juillet. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce dernier crédit. M. Delaet, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de travaux publics. — 5. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 400,000 fr. — 11. Sur la motion de M. Delaet, appuyée par M. Dumortier, la chambre renvoie à la *s. c.* du projet de travaux publics une lettre du *p.* du sénat relative au plan des travaux à faire aux locaux occupés par cette assemblée. — 15. M. Delaet, *r. s. c.*, présente un rapport complémentaire sur cet objet. Le crédit de 248,430 fr. 68 c. est voté à l'unanimité. — 14. Le crédit de 400,461 fr. est adopté par 64 voix contre une. — 18. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Julliot se plaint de ce que le Limbourg soit totalement négligé et propose de porter au projet un crédit de 200,000 fr. pour construction de routes dans cette province. M. Le Hardy de Beaulieu déclare qu'il votera contre le projet, parce qu'il le considère comme un moyen de corruption, parce que la répartition des subsides est mal faite et parce qu'on a recours à l'emprunt

pour payer les dépenses. M. Anspach proteste contre le rapport de la *s. c.*, qui renferme une charge à fond contre la ville de Bruxelles et les sacrifices qu'elle impose au B. — 19. M. de Macar déclare qu'il votera contre le projet, parce qu'il ne contient pas une obole pour l'arrondissement de Huy. Il critique en même temps une mesure prise par M. Wasseige, *m. t.*, en faveur de l'emploi des pierres de Namur dans la construction des édifices publics au détriment des carrières des Ecaussinnes. M. Wasseige, *m. t.*, répond qu'il a voulu mettre fin à un privilège. M. Delaet, *r.*, défend les doctrines qu'il a énoncées dans son rapport. M. Saintelette s'occupe longuement des travaux maritimes proposés pour Anvers. Il y a à ce propos un échange d'explications entre lui et M. Jacobs, *m. f.* — 20. Dans la discussion des articles, M. Tesch réclame la construction de routes affluentes à la station d'Arlon; MM. de Rossius, Moncheur, Elias, Lelièvre et Wasseige, *m. t.*, s'occupent de la question des ponts à construire sur la Meuse. A l'article relatif à la construction de routes dans le Luxembourg, après un débat auquel prennent part MM. Van Hoorde, Brasseur, Wasseige, *m. t.*, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Thonissen et Julliot, la chambre adopte l'amendement de ce dernier relatif au Limbourg. MM. de Lhoneux, Delleghy et de Macar présentent ensuite un amendement tendant au rachat des barrières sur les routes de Huy à Tirlemont et de Huy à Stavelot. Cet amendement est combattu par M. Dumortier, puis retiré par ses auteurs. M. Wasseige, *m. t.*, ayant pris l'engagement de négocier le rachat des péages sur les routes en question. Le § relatif à l'achat d'immeubles dans les rues de Louvain et de l'Orangerie pour l'agrandissement du palais de la Nation et des ministères est adopté. Un débat s'engage entre MM. Vleminckx, Jamar, Tack et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet de la restauration de la porte de Hal. M. Dumortier présente quelques observations sur le déplacement de l'hôtel des Monnaies. Puis MM. Bara, Allard, Rogier et Crombez proposent une allocation de 200,000 fr. pour travaux nécessités dans la ville de Tournai et aux environs par la canalisation de l'Escaut. Après avoir entendu MM. Dumortier, Houtart, Magherman, Wasseige, *m. t.*, et Bara, la chambre rejette l'amendement par 35 voix contre 33 et 5 abstentions. — 21. A propos du crédit de 1 million pour construction de nouveaux murs de quai à Anvers, M. Saintelette propose la création d'un fonds spécial pour le port de cette ville. Cette proposition est combattue par MM. Gerrits et Jacobs, *m. f.* M. Bara dit que la construction des quais doit coûter 35 millions, et il ne comprend pas

qu'on propose une telle dépense sans plans ni devis. Il demande au gouvernement s'il est vrai qu'il veuille obtenir un vote de principe qui aurait pour effet d'imposer au pays, plus dans l'intérêt de la ville d'Anvers que dans celui du pays, une dépense extrêmement importante et qui laisserait loin derrière elle celle qu'ont coûtée les fortifications d'Anvers. Cette dépense ne saurait équitablement être mise à la charge de l'Etat : il n'y a pas en Europe un seul port ayant le long du fleuve exclusivement des murs de quai où les vaisseaux puissent opérer leur déchargement et leur chargement. Partout ce sont des bassins qui servent à ces opérations. Anvers a des bassins ; d'autres bassins doivent encore y être construits ; par conséquent, de nouveaux quais sont tout à fait superflus. M. Jacobs, *m. f.*, répond qu'il y a un plan général qui comprend trois parties : au sud, les quais qui devront être construits par le Dr Strousberg. Le besoin d'établir prochainement ces quais rendait plus nécessaire encore l'adoption d'un plan d'ensemble indiquant les travaux actuellement indispensables et ceux qu'il appellera les travaux de l'avenir. A la suite des quais Strousberg, viennent les anciens quais ; ce sont ceux qui ont été cédés par l'Etat à la ville d'Anvers. Enfin la troisième partie, le quai du Rhin, appartient à l'Etat. Le plan a été adopté en ce qui concerne les travaux à faire par le Dr Strousberg. Que coûtera cette partie des travaux ? Le *m.* l'ignore, et il n'a nul intérêt à le savoir, puisque l'Etat n'a pas à intervenir. Quant à la partie centrale des quais, la dépense sera considérable ; il a entendu parler d'une somme de douze millions ; mais ceci est l'œuvre de l'avenir ; cela n'est pas indispensable à présent. M. Bara fait observer qu'on aura décrété le principe et qu'on ne peut se prononcer dans l'ignorance des faits. Il votera contre l'article comme protestation ; la législature ne peut être liée par le vote de l'article en ce moment en discussion, et il démasque à l'avance la manœuvre qui a pour objet d'engager les pouvoirs publics dans des dépenses considérables dont plusieurs ne sont pas utiles au port d'Anvers. Après avoir entendu MM. Wasseige, *m. t.*, Jamar et Jacobs, *m. f.*, la chambre adopte le crédit de 1 million. Un débat s'engage ensuite au sujet d'un crédit de 750,000 fr. pour la continuation des travaux de construction et d'ameublement du palais du Roi. MM. Demeur, Pirmez, Defuisseaux, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Dumortier et Bara y prennent part. Un incident se produit à propos du discours de M. Defuisseaux, qui dit que le Roi, s'il était consulté, serait le premier à renoncer au crédit qu'on sollicite pour son ameublement et à demander qu'il soit consacré à

des objets d'utilité publique. M. Thibaut, *v.-p.*, invite l'orateur à ne pas mêler la personne du Roi aux débats parlementaires. M. Dumortier demande qu'on lui retire la parole. M. Defuisseaux affirme son droit, et M. Bara soutient qu'on peut parler du Roi comme chef du pouvoir exécutif. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, soutient le contraire et rappelle que le Roi est couvert par la responsabilité des ministres. Le § est voté par 57 voix contre 8 et 4 abstentions. La chambre adopte aussi un article voté par la *s. c.* et aux termes duquel « les architectes employés par l'Etat ne toucheront pas d'honoraires pour les dépenses qui dépasseraient leur devis primitif ». MM. Sainctelette et Rogier déclarent que leur vote favorable au projet ne doit pas être considéré comme une approbation du projet de réforme des tarifs. M. Orts dit que son vote sera négatif, à cause du silence du cabinet au sujet de l'hostilité de la *s. c.* à l'égard de la ville de Bruxelles. Le projet de loi est voté par 52 voix contre 16 et une abstention.

VOIRIE VICINALE.

24 novembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 2 millions de francs pour la voirie vicinale et le raccordement de routes au chemin de fer.

6 décembre. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Drubbel, la chambre ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion de ce projet de loi, d'une pétition par laquelle le conseil provincial de la Flandre orientale la prie de voter une augmentation de crédits pour les travaux d'amélioration de la voirie vicinale. —

7. M. Kervyn de Volkaersbeke, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 2 millions. — 20. Ce projet est adopté par 88 voix contre une et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Kervyn de Volkaersbeke, *r.*, Julliot, De Baets, de Theux, Elias, Van Hoorde, Bouvier, Lefebvre, Beeckman, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et Magherman. M. Frère-Orban s'abstient parce que l'on entend couvrir la dépense non avec les ressources ordinaires du Trésor, non avec des excédants de revenus, mais à l'aide de l'emprunt. On autorise le gouvernement à couvrir la dépense par l'émission d'obligations de la dette 4 1/2 p. c. Ce mode peut présenter des inconvénients sérieux. L'émission se faisant par petites parties de titres qui sont lancés successivement sur le marché, peut finir par nuire singulièrement au crédit. M. Jacobs, *m. f.*, répond que le gouvernement use du droit que la loi lui confère. M. Frère-Orban dit que ce mode ne devrait être employé que dans les cas exceptionnels.

VOIES ET MOYENS.

29 novembre. Dans la discussion générale du B. des voies et moyens, M. Lelièvre demande une prompte révision de la loi sur la contribution personnelle, et l'application du multiplicateur officiel pour l'évaluation des droits d'enregistrement en matière de donations entre-vifs. M. Le Hardy de Beaulieu réclame une réduction générale des impôts indirects, pour y substituer des impôts directs, et développe un amendement tendant à réduire de 50 p. c. le droit d'accise sur la bière. M. Thonissen, de son côté, propose la suppression du timbre des lettres de voiture qui n'est plus exigé que pour les transports sur les chemins de fer concédés. M. Dumortier appuie cette proposition. Enfin, M. Bouverier demande si le gouvernement a l'intention de présenter, dans le cours de la session actuelle, un projet de loi concernant la démolition des fronts intérieurs de la citadelle du Nord à Anvers; et de saisir la chambre d'un projet de loi ouvrant des crédits pour satisfaire ses amis politiques d'Anvers, tendant à allouer des indemnités du chef des servitudes militaires. M. Jacobs, *m. f.*, répond affirmativement en ce qui concerne le dernier point; en ce qui touche la démolition de la citadelle du Nord, c'est une question qui regarde le pouvoir exécutif. Le *m.* se rallie à la proposition de M. Thonissen, tendant à la suppression du timbre des lettres de voiture; il promet de déposer prochainement un projet de révision de la loi sur la contribution personnelle; il s'occupera de la question du mode d'évaluation des propriétés immobilières. Il compte proposer le remplacement du droit de débit de boissons alcooliques par 5 centimes additionnels, mais il combat la réduction actuelle de l'accise sur la bière. M. Houtart demande la réduction des péages sur les embranchements du canal de Charleroi. M. Delcour est d'avis qu'il y aurait un grand avantage à établir, pour les successions en ligne collatérale, le multiplicateur employé pour les successions en ligne directe. Il estime qu'il y aurait lieu de changer la base de la perception du droit d'accise sur la bière. M. Boucquéau appuie la réclamation de M. Houtart. M. Tack est d'avis qu'il y a lieu de ne toucher qu'avec beaucoup de circonspection au mode de perception de l'accise sur la bière. M. Pirmez n'admet pas que l'on accorde au bassin du Centre la réduction des péages sur les embranchements du canal de Charleroi, sans accorder compensation au bassin de Charleroi. M. Le Hardy de Beaulieu, à la suite des explications du *m. f.*, retire son amendement. M. Rogier fait observer qu'il y a quelque danger à modifier une loi

d'impôt par la voie du B. M. Jacobs, *m. f.* est disposé à réduire, à partir du 1^{er} janvier prochain, les péages sur les embranchements du canal de Charleroi. M. Pirmez est d'avis que dans ce cas on mette le bassin de Charleroi dans la situation qui lui a été promise; qu'on lui donne, pour le transport des matières pondéreuses vers Bruxelles, l'équivalent de ce que sera le tarif, lorsque le chemin de fer de Luttre à Bruxelles sera fait. M. Wasseige, *m. t.*, ne peut accéder à cette demande. Il se borne à s'engager à faire tout son possible pour accélérer les travaux de la ligne directe de Charleroi à Bruxelles. M. Frère-Orban fait observer qu'un projet de loi avait été préparé par lui en vue de réduire la patente des bateliers. M. Jacobs, *m. f.*, se déclare disposé à présenter un projet dans ce sens. Dans la même séance il est donné lecture d'un amendement ainsi conçu: « Les impôts sur le débit des boissons alcooliques, perçus au profit de l'Etat, sont abolis à partir du 1^{er} janvier 1872. A partir de la prochaine révision des listes électorales, ces impôts ne seront plus comptés pour la formation des listes. (Signé: Delehay, Liénart, de Theux, Delcour, Moncheur et Lefebvre.) » — 50. Dans la discussion des articles du B., M. Demeur critique le privilège dont jouit la propriété foncière d'être exemptée de l'impôt pour les constructions nouvelles. M. Vermeire, *r.*, et de Theux font observer que cette exemption a pour but de protéger les bâtisses. M. Jacobs, *m. f.*, constate que les villes ont établi un impôt sur les constructions nouvelles et pense que cette recette devrait légitimement appartenir à l'Etat. Il s'engage à examiner la question. M. Demeur insiste ensuite pour la révision de la loi sur la contribution personnelle et déclare que si elle n'est pas proposée par le gouvernement, il formulera lui-même un projet de loi. M. Jacobs, *m. f.*, renouvelle sa promesse d'en présenter une. M. Balisau se prononce ensuite pour l'abolition de la patente des médecins. M. Vleminckx est d'avis qu'il faudrait, pour être juste, en imposer une aux avocats. Cette opinion est combattue par M. Guillery au nom de la dignité du barreau. M. Jacobs, *m. f.*, estime qu'il faut ajourner cette question jusqu'à la révision de la loi générale sur les patentes. M. Liénart développe ensuite l'amendement relatif au droit de débit des boissons alcooliques. Après des observations de MM. de Theux, Jacobs, *m. f.*, Muller, Delcour, Rogier et Tack, l'amendement est renvoyé comme projet de loi spécial à l'examen des ss.

1^{er} décembre. M. Jacobs, *m. f.*, répondant à M. Delehay, dit que des négociations sont ouvertes avec la Hollande en vue de réduire les péages sur le canal de Terneuzen.

M. d'Anethan, *m. a.*, en réponse à MM. Coomans et Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il fera connaître le compte des recettes et dépenses du service des paquebots entre Ostende et Douvres, et qu'il n'est plus accordé de transports gratuits sur les malles-poste. Des explications sont échangées entre MM. Delaet, Jacobs, *m. f.*, et Coomans au sujet du droit pour les préposés des douanes et les commis des accises de contracter mariage, et au sujet de l'intervention de l'Etat dans les

dépenses des tribunaux de simple police. L'amendement de M. Thonissen, portant suppression du timbre des lettres de voiture, est adopté avec un sous-amendement de M. Gerrits, qui étend cette suppression aux connaissements. Le *B.* est voté par 85 voix contre 2.

22 mars. M. Jacobs, *m. f.*, dépose le projet de *B.* des voies et moyens pour 1872.

5 juillet. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce *B.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1870-1871.

U²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ACADÉMIE MILITAIRE. Cr. de 450.000 fr. pour appropriation des bâtiments de la Cambre, 21 *jn.* — *r.* de M. Nothomb, 14 *jt.* — Ajournement, 15 *jt.* V. Guerre.

AMENDES en matière fiscale et disciplinaire. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 14, 20 *d.* V. Justice.

ANVERS. Travaux des quais, 19, 21 *jt.* V. Travaux publics. — Citadelle du Nord, 29 *n.* V. Voies et moyens.

ARCHITECTES (Honoraires des) du département des travaux publics, 21 *jt.* V. Travaux publics

ARCHIVES de l'Etat à Gand. Choix d'un local, 5 *mai.* V. Lettres, sciences et arts.

ARMÉE. Affectation du reliquat des cr. alloués par la loi du 30 septembre 1870, 13 *d.* — *r.* de M. Kervyn de Volkaersbeke, 22 *d.* — Disc. et vote, 23 *d.* — Contingent, 7 *d.* — *r.* de M. Wouters, 20 *d.* — Disc., 21, 22 *d.* — Vote, 22 *d.* — Am. du sénat, 23 *d.* — Cr. de 5 millions, 21 *j.* — *r.* de M. Van Overloop, 7 *f.* — Disc. et vote, 9 *f.* — Mort d'un pontonnier à Anvers, 15 *f.* — Promesse d'un *r.* sur la mobilisation et l'organisation, 25 *m.* — Dépôt, 31 *m.* — Cr. de 5.250.000 francs pour fourrages, 21 *jn.* — *r.* de M. Brasseur, 5 *jt.* — Disc. et vote, 14 *jt.* V. Guerre.

ART DRAMATIQUE. Encouragements, 30 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

ARTILLERIE. Cr. de 1.220.000 fr., 13 *d.* — *r.* de M. Van Overloop, 21 *d.* — Vote, 23 *d.* V. Guerre.

B

BALTHAZAR (Incident relatif au sieur) de Stavelot, 17 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BANQUE NATIONALE (Services rendus par la), 1^{er} *d.* V. Budget des finances. — Correspondance avec le *m. f.* pendant la crise financière, 15, 23 *n.*, 9 *d.* V. Finances.

BASSINS HOUILLERS (Convention avec la société des), 1^{er} *d.* V. Budget des finances. — 29 *n.*, 8 *d.* — *r.* de M. Liénart, 20 *d.* — Incidents, 21, 23 *d.*, 17 *j.* — Disc., 18, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 28 *j.*, 1^{er}, 2, 3, 4 *f.* — Vote, 4 *f.* V. Chemin de fer.

BEAULIEU (Cr. de 1.100.000 fr. pour indemnité à la faillite du sieur), 11 *jt.* — *r.* de M. Magherman, 12 *jt.* — Vote, 15 *jt.* V. Finances.

BEAUX-ARTS. Achat de tableaux, 31 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

BETTERAVE (Demande d'empêcher l'extension de la culture de la). *r.* de M. Delaet, 6 *mai.* V. Douanes et accises.

BIOGRAPHIE NATIONALE. Demande d'une traduction flamande, 30 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

BLANKENBERGHE (Port de refuge de), 26 *mai.* V. Travaux publics.

BOISSONS ALCOOLIQUES (Droit de débit sur les). Pr. de MM. Delehay et consorts 29 *n.* — *r.* de M. Cruyt, 16 *m.* — Pr. de M. Jacobs tendant à la suppression, 22 *m.* — *r.* de M. Liénart, 6 *mai.* (Voir IMPÔTS.) — 29, 30 *n.* V. Voies et moyens.

BOURGEMESTRES (Nomination des). Débat politique, 4, 28 *m.* V. Budget de l'intérieur.

BOURSES DE VOYAGE universitaires, 10 *m.* V. Instruction publique.

BREVETS D'INVENTION (Recueil des), 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

BRUXELLES (Eaux de). Pét. relatives à la captation des sources, 5 *mai.* V. Cours d'eau.

BUDGET de 1866. Règlement définitif, 6 *d.* — *r.* de M. Tack, 19 *d.* — Disc. et vote, 17 *mai.* V. Comptabilité.

BUDGETS de 1871. Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Cruyt, 10 *n.* — Disc. et vote, 15 *n.* — Finances. *r.* de M. Thonissen, 23 *n.* — Disc., 1^{er} *d.* — Vote, 2 *d.* — Affaires étrangères. *r.* de M. Van Iseghem, 1^{er} *d.* — Disc., 6, 7 *d.* — Vote, 7 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Delehay, 13 *d.* — *r.* suppl., 9 *f.* — Disc., 14, 15, 16, 17, 18, 28 *f.*, 1^{er}, 4, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31 *m.* — Vote, 31 *m.* V. Bud-

gets. — Guerre, 21 *a.* — Incident. 24 *mai.* — V. Guerre. — Travaux publics. *B.* révisé, 20 *d.* — *r.* de M. Descamps, 2 *m.* — Disc., 25, 25, 26, 30 *mai.*, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 15, 14 *jn.* — Vote, 14 *jn.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. Disc., 29, 30 *n.*, 1^{er} *d.* — Vote, 1^{er} *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1872, 28 *f.*, 27 *a.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Van Outryve, 6 *mai.* — Vote, 17 *mai.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Visart, 10 *jn.* — Finances. *r.* de M. Vermeire, 22 *jn.* — Affaires étrangères. *r.* de M. Pety de Thozée, 27 *jn.* V. Budgets. — Voies et moyens, 22 *m.* — *r.* de M. De Smet, 5 *jt.* V. Voies et moyens.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT, DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. M. Vermeire nommé membre, 16 *n.* — *r.* annuel de M. Jacobs, *m. f.*, 31 *m.* V. Finances.

CAISSE D'ANNUITÉS, 1^{er} *d.* V. Budget des finances.

CANAUX (Demande de réduction des péages sur les). *r.* de M. Vermeire, 3 *jn.* — Ecluse du canal de Blankenberghe, 9 *d.*, 26 *mai*, 1^{er} *jn.* — Péages des embranchements du canal de Charleroi, 18 *f.* Infiltrations du canal de Blaton à Ath, 5 *mai.* — Halage, 30 *mai.* — De Mons à Condé, de Bruges à Ostende, 6 *jn.* V. Travaux publics.

CHAMBRE DU TRAVAIL, 6 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

CHAMBRES DE COMMERCE. Demande de réorganisation et de suppression, 6 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

CHASSE (Loi sur la), 1^{er} *m.* V. Budget de l'intérieur. — Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, 6 *jn.* V. Chasse.

CHEMIN DE FER. Nouvelles bases de liquidation du *minimum* d'intérêt des chemins de fer de la Flandre occidentale et de Lierre à Turnhout, 25 *n.* — *r.* de M. Brasseur, 20 *jn.* — Disc., 7, 8 *jt.* — Vote, 11 *jt.* Convention avec les Bassins houillers pour la reprise du matériel, 29 *n.* — Expertise, 8 *d.* — *r.* de M. Liénart, 20 *d.* — Documents, 21, 25 *d.*, 17 *j.* — Disc., 18, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 28 *j.*, 1^{er}, 2, 3, 4 *f.* — Vote, 4 *f.* — Tarif des voyageurs, 1^{er} *d.*, 28 *a.*, 25, 25, 30 *mai.*, 2, 7, 8, 9, 10, 15, *jn.*, 18, 19 *jt.* Concession d'Athus à Givet, 2, 8 *d.*, 1^{er}, 2 *jn.* — Hal à Maestricht, 2 *d.* — Horrues à Tubize, 2 *d.* — Stations à Trois-Ponts, à Isières, à Bouvigny-Courtil, 2 *d.* — Ligne de Gand à Anvers par Lokeren, 6 *d.* — Emcombrement des stations d'Anvers, d'Ostende, de Termonde, 7 *d.* — Tracé de la ligne de Virton. Non-exécution, 8 *d.*, 10 *f.*, 21 *a.* — Raccordement des stations de Bruxelles, 8 *d.*, 30 *mai.* — Chemin de fer de ceinture de Liège, 8 *d.*, 21 *jt.* — Tracé d'Ostende à Armentières, 9 *d.* — Retrait de la mesure qui interdit l'entrée des gares, 23 *d.*, 14 *f.* — Cr. de 6,500,000 fr. pour le matériel, 18 *j.* — *r.* de M. d'Andrimont, 28 *j.* — Disc. et vote, 7 *f.* — Ligne de Tirlemont à Diest, 10 *f.*, 28 *a.*, 1^{er} *jn.* — Pr. de loi, 24 *jn.* — *r.* de M. Péty de Thozée, 1^{er} *jt.* — Disc. et vote, 15 *jt.* — Difficulté des transports vers l'Allemagne, 18 *f.* — Encombrement à l'entrepôt de Bruxelles, 28 *f.* — Compte rendu des opérations en 1869, 11 *m.* — Manque de matériel, 23 *m.* — Station à Vaux-

sous-Chèvremont, 21 *a.* — Ligne de Hesbaye-Condroz, 28 *a.*, 15, 14 *jn.* — De Roulers à Dixmude, 5 *mai.* — D'Ans à Breda, 5 *mai.* — D'Anvers à Gladbach, 23 *mai.* — D'Anvers à Tilbourg, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 23, 26 *mai.* — Station de Louvain, 25 *mai.* — Ligne de Wavre à Bruxelles, 23, 26, 30 *mai.*, 6, 14 *jn.* — Stations de Nessonvaux, de Pepinster, de Verviers, d'Henri-Chapelle, ligne d'Aubel, 25 *mai.* — Plans de la ligne d'Houdeng-Goegnies à Soignies, 25 *mai.* — Suppression de celle de Bonne-Espérance à Beaumont, 25 *mai*, 1^{er} 15 *jn.* — Station de Wetteren, ligne d'Anvers à Sottegem, 30 *mai.* — Chemin de fer de la Flandre occidentale, demande de reprise. 1^{er} *jn.* — Lignes d'Anvers à Douai, Bas-Silly à Lessines, 1^{er} *jn.* — Tracé de Saint-Ghislain à Ath, 1^{er}, 14 *jn.*, 21 *jt.* — Exploitation des lignes du Limbourg, 1^{er} *jn.* — Station de Tournai, 3 *jn.*, 21 *jt.* — Station de la ligne de Welkenraedt, 15 *jn.*; de Malines. Passages à niveau à Bruxelles, cautionnement des employés, responsabilité de l'Etat en matière de transports, 14 *jn.* — Cr. de 205,000 fr. pour matériel, 11 *jt.* — *r.* de M. Delcour, 12 *jt.* Vote, 15 *jt.* — Stations de Bruges, de Louvain et de Verviers. Chemin de fer de Luttre à Bruxelles, 21 *jt.* V. Chemin de fer. — *r.* sur les marchés conclus de gré à gré en vertu de la loi du 5 septembre 1870. 23 *d.* V. Comptabilité. — Pr. d'enquête sur la réforme des tarifs, 15 *jt.* V. Enquête. — Dépense pour le matériel portée au compte de premier établissement, 8 *f.* — Rails laminés et martelés, 9, 10 *f.* V. Question des tarifs, 21 *jt.* V. Travaux publics.

CHERS CAMP (Incident relatif au bourgmestre de), 9, 15, 14 *d.* V. Affaires communales.

CHOLÉRA. *r.* sur l'épidémie de 1866, 31 *m.* V. Hygiène.

CIMETIÈRES. Pét. des habitants de Chénée. Interprétation du décret de prairial an xii, 26 *a.* V. Justice.

CODE CIVIL. Article 1781, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

CODE DE COMMERCE. Pr. de révision, 22 *n.* — *r.* de M. Van Humbeeck, 15 *d.* — De M. Pirmez, 21 *d.* — De M. Van Iseghem, 16 *m.* — De M. Cruyl, 6 *mai.* V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 22 *a.* V. Code de procédure.

CODE RURAL, 1^{er} *m.* V. Budget de l'intérieur.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT de Turnhout, Nivelles et Dinant portés à la 2^e classe, 7 *m.* V. Budget de l'intérieur.

COMMUNALE (Loi). Révision des articles 153, 155, 156 et 157. Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, 15 *d.* V. Affaires communales.

COMMUNE DE PARIS. Mesures en vue d'empêcher les auteurs des forfaits commis à cette occasion d'entrer en Belgique, 25 *mai*, 18 *jt.* V. Affaires étrangères.

COMMUNES. Erection de la commune d'Aisemont, 7 *d.* — *rr.* de M. Moncheur, 21 *d.*, 14 *f.* — Vote, 24 *jn.* — Délimitation d'Anvers et Merxem, 1^{er} *f.* — *r.* de M. Delaet, 25 *a.* — Vote, 16 *mai.* — Erection de la commune de Bressoux, 1^{er} *f.* — Vote, 16 *mai.* — Séparation de Dolhain de la commune de Baelen, 10 *f.*, 28 *a.*, 24 *mai.* — Pr. de MM. David et d'Andrimont, 26 *mai*, 1^{er} *jn.* V. Affaires communales.

COMPTABILITÉ. Dérogation à l'article 21 de la loi, 21 *a.* — *r.* de M. A. Visart, 10 *ju.* — Vote, 7 *jt.* V. Comptabilité.

CONSERVATOIRE ROYAL de musique de Gand, 30, 31 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

CONSTITUTION (Pr. de reviser la), 15, 22, 23, 24, 25 *n.* — Rejet, 25 *n.* V. Constitution.

CONSULS. Leur droit de faire des actes conservatoires en matière de succession, 9 *f.* V. Affaires étrangères. — Demande d'augmentation de leur nombre, 7 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

CONTRAINTE PAR CORPS, 20 *d.* Pr. de loi de M. Cornesse, 1^{er} *ju.* — *r.* de M. Nothomb, 28 *ju.* — Disc., 11, 12 *jt.* — Vote, 12 *jt.* V. Contrainte par corps.

CONTRIBUTION FONCIÈRE (Remise de la) pour perte de récoltes, 31 *mai*, 21 *jt.* V. Agriculture. — Suppression des [exemptions établies en faveur des constructions nouvelles. Augmentation de l'impôt. (Voir IMPÔTS.) — 30 *n.* V. Voies et moyens.

COPPIN, journaliste. Demande enquête au sujet d'une poursuite dirigée contre lui, 28 *a.* V. Presse.

COUR DES COMPTES. Election de M. Moreau, 27 *ju.* V. Cour des comptes. — Vol commis dans ses archives. Cr. de 305,000 fr., 13 *d.* — *r.* de M. Vermeire, 23 *d.* — Disc. et vote, 8 *f.* V. Finances.

COURS D'EAU. Nécessité de favoriser leur écoulement, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur. — Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, 13 *d.* V. Cours d'eau.

CRÉDITS SPÉCIAUX (Inconstitutionnalité des), 12 *jt.* V. Budgets.

CRISE OUVRIÈRE en 1870, 29 *n.* V. Travaux publics.

D

DÉCÈS de M. de Gerlache, 14 *f.* — De M. Liénart, 24 *ju.* — De M. Van Renynghe, 1^{er} *jt.* V. Décès.

DELEHAYE (Débat au sujet de la destitution de M.), 4 *m.* V. Budget de l'intérieur.

DIPLOMATIQUES (Agents). Services rendus. Tarif des frais de voyage, 7 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

DISSOLUTION DES CHAMBRES. Pr. de M. Pirmez, relative aux pr. de lois présentés avant la), 16, 22 *n.* V. Règlement.

DOMICILE DE SECOURS, 10 *f.* V. Justice.

DUNES (Vente des terrains des) inutiles à la défense des côtes, 29 *n.* — *r.* de M. Van Iseghem, 2 *ju.* — Disc. et vote, 7 *jt.* V. Finances. — 25 *mai*. V. Travaux publics.

E

EAUX DE SENTEUR (Demande de restitution des droits à la sortie sur les), 11 *jt.* V. Douanes et accises.

ÉCOLE D'HORTICULTURE de Gentbrugge, 17 *f.*, 7 *m.* V. Instruction publique.

ÉCOLES INDUSTRIELLES. Intentions de M. Kervyn, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

EMBLAVURE des terres. Qualité du froment de mars, 16, 28 *m.* — Pr. de MM. Bricoult, Delexhy, etc., 21 *jt.* V. Agriculture.

EMPRUNT de 50 millions, 15 *ju.* — *r.* de M. De-laet, 1^{er} *jt.* — Vote, 21 *jt.* V. Emprunt.

ENGRAIS (Fabrication des), 6 *d.* — Prix du transport, 15 *jt.* V. Agriculture. — 1^{er}, 15 *ju.* V. Chemin de fer.

ENREGISTREMENT DES BAUX. Réduction du droit. (Voir IMPÔTS.)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. *r.* triennal. 3 *m.* V. Agriculture.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Ecoles de filles, 14 *f.*, 17, 18, 22, 23, 28, 31 *m.* — Intervention du clerge, 16, 17 *f.* — Enseignement de la langue flamande, 10, 11, 14, 15, 16, 17 *m.* — Subsidés aux écoles moyennes, 16, 17 *m.* — Débat relatif à l'école moyenne de Rochefort, 24, 30 *mai*, 27, 28 *ju.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Pr. de M. Funck relative à l'instruction obligatoire, 15, 16 *n.* — Cr. d'un million pour construction d'écoles, 24 *n.* — *r.* de M. Kervyn de Volkaersbeke, 20 *d.* — Disc. et vote, 11 *f.* — Caisse de prévoyance des instituteurs primaires. Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, 29 *n.* — *r.* triennal, 7 *d.* — Retards apportés dans la construction des écoles normales de Liège et de Mons. Agréation des écoles de Pesche et Habets à Liège, 16 *d.*, 17, 19, 21, 24 *jt.*, 8, 14, 16, 17, 18, 28 *f.*, 1^{er}, 2, 3, 4, 11 *m.*, 14 *ju.* — Organisation de l'enseignement, dotation, 28, 29, 30 *m.* — Catalogue de la bibliothèque des écoles normales, 29 *m.* — Pét. relative à l'enseignement obligatoire, 28 *a.* — Position des instituteurs, 1^{er}, 7 *jt.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Collation des diplômes, 16 *f.* Chaires de géographie dans les universités, 10 *m.* — Incident relatif à M. Brasseur, 31 *m.* V. Instruction publique.

ESCAUT. Canalisation, 21 *jt.* V. Travaux publics.

ESPAGNE (Acte additionnel au traité avec l'). (Voir TRAITÉS.)

ÉTRANGERS (Prorogation de la loi sur les), 15 *ju.* — *r.* de M. Pety de Thozée, 22 *ju.* — Disc., 5, 6, 7 *jt.* — Vote, 7 *jt.* V. Justice.

EXPORTATION (Prohibition d') de certaines marchandises, 20 *d.* — *r.* de M. de Zerezo de Tejada, 22 *d.* — Disc. et vote, 23 *d.* V. Douanes et accises.

F

FÉTIS (Acquisition de la bibliothèque musicale de M.), 12 *jt.* V. Budgets.

FLANDRE (S. A. R. la comtesse de) donne le jour à deux princesses, 1^{er}, 6 *d.* — Décès de l'une d'elles, 18, 19 *j.* V. Famille royale.

FONDACTIONS (Recueil des actes de), 23 *d.* V. Fondations.

FONDS SECRETS, 6 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

FRANCE (Modification du tarif douanier, 20 *jt.* V. Affaires étrangères.

FROMAGES. Suppression du droit d'entrée. *r.* de M. Balisau, 14 *d.*, 12 *mai*. V. Douanes et accises.

G

GAND (Travaux à exécuter dans la ville de), 13 *d.*, 6 *ju.* Démolition de la citadelle, 13 *d.* V. Travaux publics.

GARDE FORESTIER (Pét. à propos de la nomination d'un), 28 *a.* V. Pétitions.

GEMBOUX. Demande d'indemnité pour la suppression du haras, 8 *m.* V. Agriculture.

GYMNASTIQUE (Enseignement de la), 11, 16 *m.* V. Instruction publique.

H

HESSELS, boulanger. Gracié à la suite d'une condamnation pour avoir mêlé à son pain du sulfate de cuivre, 15, 22, 24 *n.* V. Justice.

HOTEL D'ASSCHE. Réparations, 6 *jn.* V. Travaux publics.

HUISSIERS. Pét. relative à leur position, 6 *d.*, 28 *a.* V. Justice.

I

IMPOTS. Abolition du droit de débit des boissons alcooliques et des tabacs; *id.* du timbre des patentes, des quittances et des pétitions; réduction de la patente des bateliers, du droit d'enregistrement des baux. Elévation de l'impôt foncier, suppression de l'exemption de la taxe en faveur des nouvelles bâtisses, 22 *m.* — *r.* de M. Liénart, 6 *mai.* Disc., 15, 16, 20, 21, 22, 23, 24 *jn.* — Vote, 24 *jn.* — 29 *n.* V. Voies et moyens.

INHUMATIONS PRÉCIPITÉES, 5 *mai.* V. Pétitions.

ITALIE (Convention littéraire avec l'). (Voir TRAITÉS.) — Manifestation contre le roi Victor-Emmanuel, 2 *f.* — Attaques des journaux, 28 *f.* V. Affaires étrangères.

J

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles. Sa destination, 7 *m.* V. Instruction publique.

JOURNAUX (Attitude des) pendant la guerre franco-allemande, 9, 15 *n.* — Attaques contre le roi d'Italie, 28 *f.* V. Affaires étrangères.

JUSTICE DE PAIX de Mont-Hadelin, 22 *n.* — *r.* de M. de Macar, 16 *d.* — Vote, 16 *mai.* — *Id.* de Dison, 28 *j.* — *r.* de M. Simonis, 25 *mai.* — Vote, 24 *jn.* V. Justice.

L

LETTRES DE MER, 24 *n.* V. Code de commerce.

LIVRETS D'OUVRIERS, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

LUXEMBOURG (Grand-duché de). Son attitude pendant la guerre, 8 *d.* V. Affaires étrangères.

M

MANUFACTURES (Travail des enfants dans les), 20 *d.* V. Industrie.

MARINE MILITAIRE. Pension des anciens officiers, 7 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

MARQUES DE FABRIQUE. Demande de révision de la loi, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

MASSE D'HABILLEMENT (Réorganisation de la), 15 *n.* V. Budget des recettes et dépenses pour ordre.

MEUSE. Canalisation, 26 *mai.* V. Travaux publics.

MEXIQUE (Consulat général au), 7 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

MILICIENS (Renvoi en congé des) mariés, 24 *n.*

— Rappel à la suite d'un complot ourdi en Allemagne par des prisonniers français, 1^{er} *f.* (Voir PRISONNIERS.) — Rémunération, cr. de 2 millions. *r.* de M. Van Overloop, 10 *n.* — Vote, 15 *n.* V. Milice. — Demande de congés. Ordre du jour, 28 *a.* V. Pétitions.

MINES (Travail des femmes et des enfants dans les), 10 *m.* V. Industrie. — 7 *jn.* V. Mines.

MINISTRES. Démission de M. Malou, 8 *d.* V. Politique intérieure.

MONNAIE (Déplacement de la) de Bruxelles, 17 *j.* — *r.* de M. Anspach, 28 *j.* — Disc. et vote, 2 *f.* V. Finances. — 20 *jt.* V. Travaux publics.

MONUMENTS (Commission des). Son utilité, 31 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

MOTTE (Transaction avec les héritiers), 24 *n.* — *r.* de M. Magherman, 1^{er} *d.* — Vote, 6 *d.* V. Finances.

MOULINS A VENT (Réduction de la patente sur les). *r.* de M. Vermeire, 6 *mai.* — Disc., 12 *mai.* V. Impôts.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. Réorganisation, 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

N

NAPOLÉON III. Son passage par la Belgique. Train spécial mis à sa disposition, 22 *m.* V. Affaires étrangères.

NATURALISATION. Gr. naturalisation de M. Hennequin de Villermont, 3 *m.* V. Naturalisation.

NIELLON, général. Pension à sa veuve, 9, 15 *jn.* — *r.* de M. Brasseur, 12 *jt.* — Vote, 15 *jt.* V. Pensions.

NIEUPORT (Port de). Travaux d'amélioration, 6 *jn.* V. Travaux publics.

NOTAIRE (Débat au sujet de la nomination d'un) à Mons, 17 *j.* V. Notariat.

O

OISEAUX INSECTIVORES (Protection des), 9 *m.* V. Budget de l'intérieur.

OSTENDE (Port d'). Bateau dragueur, 25 *mai.* V. Travaux publics.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Suspension des travaux, 15 *m.* V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS. 7 *m.* V. Instruction publique.

PALAIS DU ROI, 21 *jt.* V. Travaux publics.

PAQUEBOT. (Cr. de 250,000 fr. pour construction d'un), 17 *j.* — *r.* de M. Van Iseghem, 7 *f.* — Vote, 8 *f.* V. Marine.

PARIS (Situation des Belges à) après la capitulation, 4 *f.* — Belges faits prisonniers, après la chute de la Commune, 23 *jn.*, 18 *jt.* V. Affaires étrangères.

PASSEPORTS (Rétablissement des) et visas pendant la guerre, 18 *jt.* V. Affaires étrangères.

PATENTE des bateliers (Réduction de la), 22 *m.* — *r.* de M. Liénart, 6 *mai.* (Voir IMPÔTS.) — Des médecins et des avocats, 20 *n.* V. Voies et moyens.

PÊCHE FLUVIALE. Pr. de loi de M. Cornesse, 10 *f.* V. Pêche.

PÈLERINS (Réduction du prix de transport sur le chemin de fer, accordée à des), 2 f. V. Affaires étrangères.

PENSIONS MILITAIRES, 2 d., 5 mai. — Pr. de loi, 15 jn. — r. de M. Delehayé. Disc. et vote, 15 jt. V. Pensions.

PESTE BOVINE dans le Luxembourg, 2 d., 28 m. — Sur la frontière française, 15 m. — Dans le Limbourg, 25 a. — Prohibition de sortie du bétail vers la France, 25 mai. — Port d'Anvers, 24 mai., 15 jn. V. Agriculture.

PIED DE NEZ. Incident relatif à M. Wasseige, 16 jn. V. Incidents.

PIERRES ornées et moulées. Entrée en France, 25 d. V. Douanes et accises.

PIERRES DE NAMUR (Emploi des), 19 jt. V. Travaux publics.

PIERRES ÉTRANGÈRES. (Emploi de) dans les monuments publics, 25 mai. V. Travaux publics.

POLDERS du pays de Waes. Ecoulement des eaux, 50 mai. V. Travaux publics.

POLITIQUE INTÉRIEURE. Débat sur les opinions de M. Kervyn de Lettenhove au sujet de la neutralité de l'armée, 15 f. — *Id.* sur la politique générale du cabinet, 1^{er} m. V. Budget de l'intérieur. — Démission de M. Malou, 8 d. V. Politique intérieure.

PONTS sur la Dendre à Pollaere, 10 f. — A Maeseyck, 6 jn. — Sur la Meuse, 20 jt.

PONTS ET CHAUSSÉES. Traitement des conducteurs, 26 mai, 1^{er}, 2 jn.

PORTE DE HAL (Restauration de la), 20 jt. V. Travaux publics.

POSTES. Cartes-correspondance. Emission tardive. Incident relatif à M. Hymans, 2 d. — Bureau de postes à Chièvres, 28 a. — Lettres *express*, 14 jn. — Subsidés au service postal entre Anvers et New-York, 5 jt. — r. de M. Pety de Thozée, 8 jt. — Disc. et vote, 15 jt. — Postes. Lettres *express*, 9, 10 f. V. Télégraphes.

POURSUITES contre un habitant d'Anvers prévenu d'avoir crié *Vive la République!* 8 m.

PRESSE. Pr. de loi de M. De Baets, 15 d., 25 m., 18 a., 29 jn. V. Presse.

PRISONNIERS DE GUERRE. Pét. de militaires français. r. de M. Vander Donckt, 8 d.

PRODUITS CHIMIQUES. Usine des frères Vander Elst à Saint-Gilles, 28 a. — Suspension du travail dans les fabriques, 8 jt. V. Industrie.

PROVINCIALE (LOI). Modification à l'article 152, 8 d. V. Affaires provinciales.

PROVINCIALES (Administrations). Augmentation de crédits, 7 m. V. Budget de l'intérieur.

PRUD'HOMMES (Conseils de). Demande de révision de la loi, 9 m. V. Budget de l'intérieur.

R

RÉCOLTES (Dommages causés aux) par les gelées, 51 mai. — Pr. de remise de l'impôt foncier, 21 jt. V. Agriculture.

RÉFORME ÉLECTORALE, 1^{er} m. V. Budget de l'intérieur. — Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, 9 n. — r. de M. Royer de Behr, 18 f. — Mise à l'ordre du jour, 51 m. — Disc., 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 29 a., 2, 3, 4, 6, 9, 10, 11, 15, 16 a. — Vote, 16 a. V. Elections.

RIVIÈRES. Deux Nèthes, 25 mai. — Barrage de la Gileppe, 25, 50 mai. — Dendre à Termonde. Dender, 50 mai, 1^{er} jn. — Mandel, 2 jn. — Dendre, 6 jn. — Dyle, 14 jn. V. Travaux publics.

ROUTES de Tongres à Gelinden, 5 mai. — De l'arrondissement de Bastogne, 26 mai. — *Id.* de Saint-Nicolas, 2 jn. — Dans le Limbourg, 18, 20 jt. — A Arlon, 19 jt. Dans le Luxembourg, 20 jt. — Rachat des routes de Tirlemont à Huy et de Huy à Stavelot, 20 jt. V. Travaux publics.

S

SCHELDEWINDEKE (Incident relatif à la nomination du bourgmestre de), 4 m. V. Budget de l'intérieur.

SEDAN (Mesures à prendre pour empêcher des épidémies déclater par suite des inhumations faites sur le champ de bataille de), 8, 28 f., 8 m. V. Hygiène.

SEL RAFFINÉ (Demande de suppression de la libre entrée du). r. de M. Moncheur, 14 d., 6 mai. V. Douanes et accises.

SÉNAT (Travaux au palais du). 11, 15 jt. V. Travaux publics.

SERVITUDES MILITAIRES. Pr. de loi de M. Jacobs, 9 d. — r. de M. Drubbel, 19 a. V. Servitudes.

SOURDS-MUETS (Instruction des), 30 m. V. Instruction publique.

SPA (Jeux de), 1^{er} m. V. Budget de l'intérieur. — Pr. de suppression, 29 m. — r. de M. de Macar, 20 jn. — Disc., 29 jn., 1^{er}, 5 jt. — Vote, 5 jt. V. Jeux de Spa.

SUCCESSION (Déclaration des immeubles faisant partie de la) d'un étranger. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 25 mai., 1^{er} jn. V. Finances.

T

TABACS (Droit du débit de). Suppression, 22 m. — r. de M. Liénart, 6 mai. (Voir *IMPÔTS*.)

TÉLÉGRAPHES. Refus d'expédier des télégrammes pour la France, 6 d. — Suspension du service dans les bureaux de Bruxelles, 9, 10 f. V. Télégraphes.

TEMPLE DES AUGUSTINS à Bruxelles, 51 m. V. Lettres, sciences et arts.

TERNEUZEN (Réduction des péages sur le canal de), 15 d. — Elargissement, 25 mai. V. Travaux publics. — 1^{er} d. V. Voies et moyens.

TERVUEREN (Château de) Restauration, 6 jn. V. Travaux publics.

TIMBRE des patentes, des quittances et des pétitions (Suppression du), 22 m. — r. de M. Liénart, 6 mai. (Voir *IMPÔTS*.) — Des lettres de voiture, 29, 30 n., 1^{er} d. V. Voies et moyens.

TRAITÉS. Acte additionnel au traité de commerce avec l'Espagne, 15 n. — r. de M. de Zerezo de Tejada, 14 d. — Vote, 15 d. — Convention consulaire avec l'Italie, 22 d. — r. de M. Van Iseghem, 8 f. — Vote, 9 f. V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 22 millions de francs, 15 jn. — r. de M. Delaet, 1^{er} jt. — Disc., 18, 19, 20, 21 jt. — Vote, 21 jt. V. Travaux publics.

TRÉSOR Demande d'un relevé de l'encaisse par décade, 1^{er} d. V. Budget des finances.

V

VACCINAL (Institut), 21 j. V. Hygiène.

VAGABONDS (Transport des), 18 f. V. Justice.

VARIOLE. Mesures de précaution à prendre, 21 j.

V. Hygiène.

VERGAUWEN, bourgmestre de Scheldewindeke.

Sa nomination, 4 m. V. Budget de l'intérieur.

VERREYCKEN, bibliothécaire. 13 d. V. Bureau.

VICTON HUGO (Expulsion de), 31 mai. V. Justice.

VOIRIE VICINALE. Entretien, 9 m. V. Budget de

l'intérieur. — Cr. de 2 millions, 24 n., 6 d. —
r. de M. Kervyn de Volkaersbeke, 7 d. — Disc. et
vote, 20 d. V. Voirie vicinale.

W

WAVRE (Nomination d'un bourgmestre clérical à),
28 m. V. Budget de l'intérieur.

Z

ZWYN (Endiguement du), 6 jn. V. Travaux pu-
blics.

SÉNAT

Session 1870-1871.

U²*Doyen d'âge*, M. d'OMALIUS D'HALLOY. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.*1^{er} vice-président*, MM. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron DELLAFAILLE.*Secrétaires*, MM. LUD. DE ROBIANO et le baron T'KINT DE ROODENBEKE.*1^{er} secrétaire adjoint*, M. le baron DE LABBEVILLE. — *2^e secrétaire adjoint*, M. le comte DE LOOZ-CORSWAREM.*Questeurs*, MM. d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

8 novembre. MM. A. du Bus et Mazeman de Couthove demandent si le gouvernement a pris des mesures pour parer aux désastres qui frapperaient le Furnes-Ambacht dans le cas où le commandant de Dunkerque inonderait les environs de cette place pour se défendre contre une attaque prussienne. M. d'Anethan, *m. a.*, répond que, dès l'instant où ces craintes se sont fait jour, il s'est empressé de les communiquer au *m.* de Belgique à Paris, pour lui signaler les dangers des mesures qui étaient annoncées et pour qu'il fasse toutes réserves relativement à la lésion des droits et aux indemnités que, le cas échéant, les Belges pourraient réclamer si les mesures étaient réellement prises et si l'on avait été dans l'impossibilité de les empêcher. Par suite de l'investissement complet de la ville, le *m.* à Paris n'a pas pu répondre à la dépêche qui lui a été adressée, de sorte qu'on est sans nouvelles de l'effet produit par la note du *m.* sur les membres du gouvernement français. Dans l'impossibilité où il était d'avoir une réponse sur cette communication, le *m.* s'est adressé à son collègue des *t. p.*, lequel s'est empressé d'envoyer sur les lieux un ingénieur chargé d'examiner quelles pouvaient être les mesures à prendre. L'ingénieur en chef de la province a visité les localités, et il a indiqué différentes mesures qui, d'après lui, seraient de nature à garantir autant que possible les terres de l'inondation.

20 décembre. M. Van de Woestyne, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'acte additionnel au traité de commerce et de navigation du 12 février 1870 à signer avec l'Espagne. — 21. Ce projet est voté à l'unanimité. — 22. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. G. de Woelmont, dit que le gouvernement belge a entamé une négociation avec le gouvernement des Pays-Bas pour obtenir de celui-ci qu'il consente à la construction d'un pont sur la Meuse et au passage d'un chemin de fer sur son territoire. Le gouvernement hollandais y a consenti; de sorte qu'il ne reste plus à la société concessionnaire qu'à demander à la Hollande et à la Prusse la concession qu'elle a obtenue de la Belgique. Le gouvernement belge a donc fait tout ce qu'il pouvait en obtenant du gouvernement néerlandais le passage sur son territoire et l'autorisation de construire un pont sur la Meuse.

14 février. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur la convention consulaire conclue avec l'Italie le 12 décembre 1870. — 17. Cette convention est votée à l'unanimité.

26 mai. M. L. de Mérode félicite le *m. a.* sur la façon nette et catégorique dont il a répondu à l'interpellation émue et éloquente de M. B. Dumortier. Il considère comme un devoir social pour les honnêtes gens chez toutes les nations civilisées de protester publiquement, énergiquement, contre les forfaits dont Paris est le théâtre, et de bien établir que les

incendiaires, les démolisseurs, les lâches assassins qui ont terrorisé cette grande et malheureuse cité pendant trop de jours, hélas ! n'appartiennent à aucun parti politique et doivent être confondus dans la catégorie des plus ignobles et des plus vulgaires scélérats ! — De toutes parts : « Très bien ! » — M. le prince de Ligne, *p.* : « C'est la honte de l'humanité ! » M. d'Anethan, *m. a.*, répète que le gouvernement saura remplir son devoir ; que le gouvernement se considère comme suffisamment armé pour protéger la société belge, le sol belge contre l'invasion de nouveaux barbares. « Très bien ! » M. Cornesse, *m. j.*, répondant à M. de Rodes, dit que la législation est suffisante pour rassurer complètement le pays dans les circonstances graves qu'il traverse en ce moment. S'il s'agit de délits de droit commun commis par des Belges hors du territoire du royaume, la législation arme suffisamment la justice belge pour arriver à une répression efficace et sévère. La loi du 30 décembre 1836 règle cette matière. En cas de délits de droit commun commis dans tout pays par des étrangers qui se réfugient en Belgique, les traités d'extradition suffisent pour parer à toutes les exigences. En toute hypothèse, le gouvernement est disposé à remplir son devoir et à prendre toutes les mesures (ce qui est déjà fait, du reste) pour préserver le pays de l'invasion de ces nouveaux Vandales, dont les crimes odieux soulèvent une réprobation unanime dans toute l'Europe et dans tout le monde civilisé.

3 juillet. M. Casier de Hemptinne se plaint de ce que, le lendemain du jour où la Belgique s'était réjouie à l'occasion du jubilé de 25 ans de règne de Pie IX, pendant qu'une nombreuse députation était allée déposer aux pieds du saint-père les vœux, les hommages et les offrandes de la Belgique catholique, le *m.* de Belgique à Florence ait reçu l'ordre de suivre à Rome le roi Victor-Emmanuel et d'assister, dans la cité pontificale, à l'ouverture du parlement italien. L'orateur proteste de toute l'énergie de son âme contre cet abandon de la cause du pape, père de la chrétienté ; contre cette reconnaissance implicite de l'usurpation sacrilège de ses Etats ! M. d'Anethan, *m. a.*, dans sa réponse, donne lecture d'une dépêche adressée au *m.* de Belgique à Florence dans laquelle il est dit : « En vous invitant à transporter à Rome le siège de la légation, je n'ai pu avoir en vue, il est superflu de le dire, de donner une approbation même implicite au nouvel état de choses constitué en Italie. Je ne fais point de doute que les autres gouvernements qui ont transmis la même invitation à leurs représentants à Florence n'ont pas entendu plus que nous se prononcer sur les événements accomplis. »

Le *m.* termine en disant que l'acte critiqué par M. Casier ne peut avoir d'autre signification. Il ne peut, en aucune façon, être considéré comme un acte d'hostilité envers le saint-siège, auprès duquel on maintient, au contraire, le *m.* qui y est accrédité. L'ordre donné au *m.* de Belgique de se rendre à Rome n'a rien d'hostile au pape, tandis qu'une instruction contraire aurait eu un caractère d'hostilité contre le gouvernement italien, parce que c'était rompre, par le fait, toute relation avec ce gouvernement. Le *m.* n'a pas hésité, ses dépêches en font foi, à réclamer l'indépendance la plus entière, la plus absolue pour le souverain pontife et à déclarer même que le gouvernement était tout disposé à coopérer, dans les limites que lui trace la position politique de la Belgique, à toute mesure destinée à atteindre ce résultat, qui doit préoccuper, avec tant de raison, et les catholiques et tous les gouvernements. Mais en manifestant hautement ces sentiments, il a tenu à maintenir en même temps les bons rapports avec l'Italie, persuadé que le maintien de ces bons rapports est non seulement commandé par les devoirs d'Etat neutre et par des considérations politiques faciles à comprendre, mais que ce maintien peut en outre servir très utilement les intérêts que, tout autant que M. Casier, le gouvernement a à cœur de défendre et de sauvegarder. M. d'Aspremont-Lynden, tout en s'associant aux sentiments exprimés par M. Casier de Hemptinne, remercie le *m.* de ces explications catégoriques et propose l'ordre du jour suivant : « Le sénat, satisfait des explications données par M. le ministre des affaires étrangères, passe à l'ordre du jour. » M. Solvyns constate que la Belgique officielle a suivi l'Europe à Rome parce que tous y allaient. Eh bien, lorsque tous quitteront le saint-père — et cette éventualité n'est qu'une affaire de temps — le gouvernement belge le quittera aussi, car il n'osera pas, voudr-on bien le lui permettre, y rester seul. Ce serait contraire aux principes de la neutralité ! L'acte contre lequel l'orateur proteste — et c'est la plus poignante de ses inquiétudes — prépare donc pour la Belgique catholique, au lendemain de ces fêtes splendides qui ont attesté la vitalité et l'universalité du sentiment religieux, l'abandon officiel et complet du saint-père. M. Reyntiens approuve la conduite du gouvernement et répond à M. Solvyns que la cause de l'Italie est celle de la Belgique. M. de Sélvs-Longchamps, s'inspirant des mêmes idées, flétrit les attaques dirigées par la presse cléricale contre le roi d'Italie. M. de Rodes, tout en déplorant, comme catholique, les événements qui se sont passés en Italie, ne voit pas ce que la cause si respectable du

saint-père eût pu retirer d'avantages d'une rupture de la Belgique avec l'Italie. Il pense donc que le *m. a.* n'a fait que ce que la raison d'Etat exigeait. M. Casier de Hemptinne dit qu'il parle le langage de la conscience, tandis que le *m. a.* parle le langage de la diplomatie moderne. Le *m.* prouve tout ce qu'il a pu faire, et agit avec bonne foi et selon ses convictions. L'orateur regrette qu'il n'ait pas pu obtenir de meilleur résultat. Le ministère a rendu de grands services au pays, il en rendra encore; l'orateur ne prétend pas lui ôter sa confiance ni lui refuser son concours; mais, en cette circonstance, il regrette l'attitude qu'il a prise et proteste contre l'acte qu'il a posé. Après de nouvelles explications de M. d'Anethan, *m. a.*, conformes aux précédentes, M. H. Dolez approuve le *m.* d'avoir reconnu, quelles que fussent d'ailleurs ses convictions au point de vue religieux, qu'il devait être non pas le ministre du culte catholique, mais le ministre du gouvernement belge, et d'avoir agi conformément aux devoirs qu'il avait à remplir en cette qualité. L'ordre du jour de M. d'Aspremont-Lynden est voté par 41 voix et 7 abstentions. — 25. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, dit que la loi française du 8 juillet concernant le tarif douanier n'est applicable, dans ses dispositions qui augmentent les droits, qu'aux pays envers lesquels la France n'est pas liée par des conventions spéciales. Cette déclaration de principe est formelle, mais il peut y avoir quelques difficultés d'application; on en prévoit en ce qui concerne les droits sur le chocolat, la chicorée et le pétrole. Quant au chocolat, il y a lieu d'examiner jusqu'à quel point sont fondés les motifs sur lesquels le gouvernement français se base pour exiger un droit plus élevé; c'est une question du ressort du département des finances. Relativement à la chicorée, le droit d'entrée sera augmenté; mais le gouvernement français se propose de prélever en même temps sur cette matière un droit de consommation à l'intérieur; le gouvernement aura à examiner les conséquences de cette législation mise en rapport avec le traité; mais, dans toute hypothèse, jusqu'à ce que ce droit soit établi et perçu à l'intérieur, aucun droit supérieur à celui fixé par la convention ne semble pouvoir être exigé pour l'entrée de la chicorée de Belgique en France. Quant au pétrole, il peut se présenter une difficulté plus sérieuse. Le pétrole n'est pas nommément compris dans le traité; il a été assimilé à d'autres huiles qui y sont mentionnées. Le gouvernement français, du moins d'après la circulaire, paraît revenir sur cette assimilation. Il y aura donc à rechercher quelles sont, sur ce point,

la teneur et la portée du traité. Répondant ensuite à M. Casier de Hemptinne, le *m.* dit qu'il espère qu'il ne sera rien changé au tarif français pour les matières textiles.

AGRICULTURE.

17 mai. Dans la discussion du B. de l'intérieur, après quelques mots de M. Vilain XIII en faveur de la protection des oiseaux insectivores, un débat s'engage entre MM. de Tornaco, d'Aspremont-Lynden, Malou, *r.*, et Kervyn de Lettenhove au sujet de la situation générale de l'agriculture. M. de Tornaco est d'avis qu'il serait juste de tenir compte de ces circonstances particulièrement à une partie considérable de travailleurs agricoles qui ont eu à supporter une augmentation énorme d'impôt, augmentation qu'aucune autre industrie que l'agriculture n'aurait subie sans les plus énergiques protestations. Il y a donc lieu d'examiner s'il ne convient pas de diminuer ou même de supprimer la cote d'un grand nombre de nos cultivateurs. L'orateur appelle aussi l'attention du gouvernement sur la question de savoir s'il n'est pas tout à fait inopportun d'augmenter encore l'impôt foncier. Un projet de loi a été déposé à la chambre en vertu duquel cet impôt foncier sera encore augmenté de 4 p. c. Une pareille mesure achèverait la ruine de l'agriculture. M. Malou, *r.*, fait observer que l'impôt foncier n'est pas dû par le fermier. Il est dû par le propriétaire, et si l'usage a prévalu que le fermier le paye, comme augmentation de son bail, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue du fisc, le débiteur et la cause de la déduction n'ont point changé. Il y a d'ailleurs dans les lois un tempérament à la rigueur de l'impôt: ce sont les cotes irrecevables. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, compatit aux souffrances profondes de l'agriculture. Il espère que, cette fois encore, grâce au zèle, grâce aux efforts persévérants des cultivateurs, ces souffrances seront autant que possible allégées. Du reste, il n'y a aucune crainte de disette à concevoir. Si, en Belgique, l'agriculture a beaucoup souffert des rigueurs exceptionnelles de l'hiver, les renseignements des pays étrangers, notamment de la Russie et de la Hongrie, donnent lieu de croire que, dans ces contrées, qui produisent une quantité considérable de blé, la récolte se présente dans des conditions très satisfaisantes.

26 mai. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. Orban de Xivry, dit qu'il a fait parvenir une dépêche aux gouverneurs des provinces de Luxembourg et de Namur pour le rétablissement des foires et marchés dans toutes les localités autres que celles qui sont voisines de la frontière. Il a également fait connaître aux gouverneurs de ces pro-

vinces, d'accord avec le département des finances, qu'on permettrait aux laboureurs belges qui ont des prairies situées au delà de la frontière de faire entrer leurs foin en Belgique. Il pense qu'ainsi on viendra en aide à la disette si fâcheuse qui s'est manifestée en ce qui touche l'alimentation du bétail. Quant à la question qui concerne la levée de la prohibition du bétail, il reconnaît combien cette mesure est vivement réclamée par les populations du Luxembourg.

BUDGETS.

20 décembre. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des affaires étrangères; M. Van Caloen, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre; M. Fortamps, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des finances. — 21. Dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, dit qu'à la suite des batailles livrées près des frontières belges, des troupes armées ont été refoulées sur notre territoire. Elles y ont été désarmées et internées. Depuis, des cas semblables ne se sont plus présentés que rarement et sur une beaucoup moindre échelle. Il y a peu de jours, 254 soldats français échappés de Montmédy ont été arrêtés et internés. Trois uhlans prussiens poursuivis par des francs-tireurs français ont eu le même sort. Il est arrivé parfois aussi que des détachements ou des soldats isolés, tant de l'une que de l'autre armée belligérante, ont franchi la frontière, dont ils ne connaissaient pas suffisamment la limite; mais, avertis de leur erreur, ils se sont empressés de quitter notre sol. Il n'y a donc, de ce chef, aucun reproche à faire au gouvernement belge, ni même aux belligérants. Un cas spécial s'est offert récemment. La malle-poste qui fait le service entre Libramont et la frontière a été arrêtée et saisie, sur notre territoire, par des francs-tireurs français. Les troupes belges, accourues à l'instant, ont repris la malle et se sont emparées de l'officier des francs-tireurs, qui a été également interné. La violation du territoire a été dénoncée au gouvernement français; cette violation, cette fois, ne pouvait être excusée, parce que les douaniers avaient averti les francs-tireurs au moment où ils franchissaient la frontière et où ils entraient sur le territoire belge. On a prétendu enfin que des soldats français et surtout des francs-tireurs s'abritaient sur le territoire belge pour diriger de là des excursions et des expéditions vers la France. On a même été jusqu'à avancer que des troupes longeaient la frontière, à l'intérieur de celle-ci, accompagnées de batteries d'artillerie, pour aller renforcer l'armée française du Nord. Le *Moniteur* a fait justice de ces bruits mensongers. Les

instructions les plus précises sont données aux autorités civiles et militaires, leur prescrivant d'empêcher toute transgression de la neutralité et tout abus qu'on pourrait tenter de faire du sol neutre de la Belgique. Des troupes en nombre suffisant sont échelonnées à cet effet le long des limites du royaume et elles remplissent leur mission fatigante et parfois pénible avec un dévouement et une abnégation que le *m.* est heureux de constater publiquement en payant à l'armée un juste tribut d'éloges. Ni les troupes ni les autorités ne se départiront de la vigilance qu'elles ont montrée jusqu'à présent, et le gouvernement tiendra la main à l'exécution scrupuleuse des mesures indiquées. Ces mesures étant conformes au droit des gens et étant appliquées avec la plus grande impartialité à l'égard des deux belligérants, on ne saurait, la surveillance des agents belges eût-elle été parfois trompée, attribuer à de tels incidents cet état des esprits en Allemagne qui a paru, à juste titre, préoccuper l'honorable baron T'Kint. On ne saurait trouver dans les faits signalés l'explication des attaques si vives de la presse allemande à l'égard de la Belgique et qui semblent redoubler d'intensité chaque jour. Il faut en chercher l'explication ailleurs. L'irritation qui se manifeste en Allemagne dans l'opinion publique, dans la presse et dans d'autres régions encore, est due principalement à l'attitude de certains journaux qui paraissent en Belgique. La direction de ces journaux est en des mains étrangères; il en est de même en grande partie de la rédaction. Par leur langage, où l'on voit, à tort, l'expression de l'opinion publique, ces journaux font attribuer aux Belges par l'étranger des sentiments et des préférences qui ne sont pas les leurs. La guerre actuelle a montré une fois de plus que les neutres, sans exception, s'attirent peu de reconnaissance. La tâche si difficile et si ardue à remplir par les Etats et les gouvernements neutres, on a le droit d'attendre qu'elle ne soit pas rendue plus difficile encore par ceux qui reçoivent en Belgique l'hospitalité et vivent sous la protection de ses lois libérales. C'est un devoir pour un ministre responsable de la sécurité extérieure de faire connaître publiquement aux chambres et au pays cette grave situation. Le gouvernement et tous les citoyens sont obligés de respecter les lois de la neutralité; la presse seule ne peut avoir la prétention et n'a pas le privilège de s'en affranchir; le *m.* croit, dans l'intérêt du pays, devoir la rappeler à l'observation de ces lois; il espère que cette recommandation patriotique qu'il fait du haut de la tribune nationale sera entendue de ceux à qui il croit nécessaire d'adresser des conseils de modération, de pru-

dence et d'impartialité. (*Très bien !*) Après un échange d'explications entre MM. Vilain XIII, Fortamps et d'Anethan, *m. a.*, sur la nécessité de mettre les consuls belges à même d'accorder des secours à leurs compatriotes et d'augmenter le nombre de ces agents, le *B.* est adopté à l'unanimité. Il en est de même du *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 25. *Id.* du *B.* des finances, après des observations de M. Dellafaille sur le retard apporté dans les mutations cadastrales.

16 mai. Le sénat aborde la discussion du *B.* de l'intérieur (le *r.* de M. Malou a été distribué pendant les vacances). M. de Sélys-Longchamps se plaint de l'époque tardive de la discussion du *B.* (*Voir ensuite INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 17. Dans la discussion des articles, M. Solvyns expose les nombreuses attributions des administrations provinciales, et réclame une augmentation de traitement pour les greffiers provinciaux. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que depuis la présentation du *B.*, cette question a fait l'objet d'un examen spécial, et il prend devant le sénat l'engagement que, lorsque la législature aura à discuter le *B.* de 1872, un acte de réparation sera proposé à l'égard des greffiers provinciaux. Cette mesure paraît d'autant plus nécessaire, qu'il y a lieu, dans un grand nombre de cas, d'accroître les attributions des députations permanentes. C'est ainsi qu'on réalisera l'engagement de favoriser le plus possible la décentralisation administrative. Un débat s'engage entre MM. Vilain XIII, de Woelmont d'Hambraine, de Ribaucourt et Solvyns sur l'utilité des commissaires d'arrondissement. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit que le gouvernement a eu à s'occuper des commissaires d'arrondissement quand il a saisi la législature du projet de loi modifiant l'article 152 de la loi provinciale, afin de placer sur le même rang (ce qui était le vœu de tout le monde) les villes et les communes rurales. Quelques membres de la chambre des représentants sont d'avis qu'il y a lieu d'étendre la disposition de cet article et de fixer la limite de juridiction dans laquelle s'exercent les attributions des commissaires d'arrondissement non plus à 5,000 âmes, mais à 3,000. Cette question sera probablement soulevée à la chambre, et le sénat sera également appelé à en délibérer. Quant à la question fondamentale, celle de la suppression même des commissaires d'arrondissement, le gouvernement n'a pas eu à la résoudre. Jusqu'à présent, cette question n'a pas été introduite dans les débats de la législature actuelle, et c'est seulement quand, en vertu de l'initiative parlementaire, une proposition sera faite en ce sens, qu'il croira

devoir s'occuper de l'examen de cette question. Au chapitre *Croix de fer*, quelques explications sont échangées entre MM. Malou, *r.*, et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet des pétitions relatives à la pension des blessés de septembre. (*Voir ensuite AGRICULTURE.*) — 18. Un débat s'engage entre MM. de Rodés, Fortamps, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Malou, *r.*, Reyntiens et Lud. de Robiano, sur la destination à donner au Jardin botanique de Bruxelles et sur l'opportunité d'y ajouter une annexe pour l'Exposition des beaux-arts. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit que le gouvernement n'a aucune intention arrêtée en ce moment et ne pourra rien faire sans demander un crédit spécial à la législature. C'est seulement quand un crédit sera demandé qu'il conviendra d'approfondir cette question. Jusqu'à ce moment, le gouvernement se réserve d'étudier tous les projets. Il examinera de nouveau, avec la plus sérieuse attention, le projet exposé par M. Malou et qui se rapporte à la construction immédiate d'un local au champ des Manœuvres. Cette situation paraît des plus favorables à l'érection d'un monument de ce genre ; mais elle présente, aux yeux des artistes et d'une partie du public, un inconvénient sérieux : c'est d'être trop éloignée du centre de la capitale, et il semble douteux que les travaux puissent être terminés pour 1872. La discussion porte après cela entre MM. de Tornaco, de Ribaucourt, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et d'Aspremont-Lynden, sur l'amélioration et l'entretien de la voirie vicinale. Des explications sont échangées entre MM. Fortamps et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, sur l'organisation et le déplacement du Musée de l'industrie. (*Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS, INSTRUCTION PUBLIQUE.*) Le *B.* est adopté par 40 voix et 6 abstentions. — 23. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des non-valeurs et des remboursements pour 1872.

30 juin. Ce projet est adopté à l'unanimité.

21 juillet. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi ouvrant au département des affaires étrangères un crédit supplémentaire de 155,884 fr. 75 c. M. Solvyns, *r. c.*, *id.* sur les crédits supplémentaires au *B.* de la justice. M. Hubert, *r. c.*, *id.* sur le crédit supplémentaire de 310,000 fr. au département de l'intérieur. Ces deux derniers crédits sont votés à l'unanimité. — 22. Il en est de même du crédit au *B.* des affaires étrangères, après quelques mots de M. Fortamps, qui rend hommage aux services éminents rendus par la légation belge à Paris, et des explications de M. d'Anethan, *m. a.*, en réponse à M. de Rodés, au sujet du service de la malle des Indes :

BUREAU.

8 novembre. M. le prince de Ligne est nommé *président* par 45 voix sur 49 votants. M. de Tornaco, 1^{er} *vice-président* par 38 voix. M. Dellafaille, 2^e *vice-président* par 35 voix. MM. Lud. de Robiano et T'Kint de Roodenbeke sont nommés *secrétaires* par 48 voix. MM. de Labbeville et de Looz-Corswarem, *secrétaires suppléants* par 47 et 49 voix. MM. d'Overschie de Neeryssche et Van Schoor, *questeurs* par 46 et 45 voix.

CHEMIN DE FER.

22 décembre. M. Vilain XIII demande quelles sont les intentions du *m. t.* au sujet du tarif du chemin de fer; s'il ne va pas bientôt supprimer la faveur accordée aux longs parcours et instituer les billets d'aller et retour. — 25. M. Houtart, *r. c.*, fait rapport sur diverses pétitions relatives au tracé du chemin de fer de Virton et à l'inactivité des concessionnaires. Ces pétitions sont renvoyées au *m. t.* M. Wasseige, *m. t.*, répondant à MM. Vilain XIII, de Sélys-Longchamps, Wincqz, de Woelmont et Fortamps, annonce qu'il étudie sérieusement une nouvelle tarification pour le transport des voyageurs; il explique les causes de divers accidents qui sont arrivés sur les voies ferrées; il déclare qu'il introduira les billets d'aller et retour, qu'il modifiera le système introduit par M. Jamar pour la fermeture des gares au public; qu'il usera de ses pouvoirs afin d'obliger les compagnies concessionnaires à plus de régularité dans le service, et enfin qu'il maintiendra l'exécution du tracé adopté pour le chemin de fer de Virton (par Ethe). Il exigera aussi la livraison des plans du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck.

14 février. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à MM. Casier de Hemptinne et de Rodes, donne des renseignements sur l'état des communications avec l'Allemagne et avec Paris. — 15. M. Lebeau, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 6,500,000 fr. pour le matériel du chemin de fer. — 17. *Id.* le rapport sur la convention conclue avec la Société des Bassins houillers pour la reprise du matériel. — 18. Le crédit de 6,500,000 fr. n'est combattu par aucun orateur, mais il fournit l'occasion de nombreuses observations de la part de MM. G. de Woelmont, T'Kint de Roodenbeke, de Rodes, Vilain XIII, de Ribaucourt, Casier de Hemptinne, de Woelmont d'Hambraine, Bonnet et Fortamps, sur les tarifs des voyageurs, sur le système des *bogies*, qui permet de manœuvrer les trains dans les courbes à court rayon; sur l'insuffisance du matériel et l'avantage qu'il y aurait à créer un département spécial pour les

chemins de fer. Après une réponse de M. Wasseige, *m. t.*, aux observations présentées, le crédit est voté à l'unanimité. — 20. La convention avec la Société des Bassins houillers est ratifiée par 25 voix contre 5 et 3 abstentions, après un débat auquel prennent part MM. Bischoffsheim, Jacobs, *m. f.*, H. Dolez et Hubert.

27 mars. M. Wincqz demande que l'on fasse rentrer le matériel de transport qui se trouve en France et en Allemagne.

25 mai. MM. L. de Robiano et Hubert critiquent la suppression de la section de Bonne-Espérance à Beaumont, du chemin de fer de Frameries à Chimay. Après quelques mots de M. d'Anethan, *m. a.*, le sénat décide que des explications seront demandées au *m. t.*

5 juillet. Dans la discussion du B. des travaux publics, MM. Orban de Xivry et G. de Woelmont entretiennent le sénat du chemin de fer dans les provinces de Luxembourg et de Limbourg. M. Houtart critique les conditions réglementaires des transports par chemin de fer. M. Vilain XIII se rallie aux principes du nouveau tarif annoncé par M. Wasseige, *m. t.* — 6. M. Van Caloen se prononce en faveur de la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. M. de Sélys-Longchamps demande que la ligne de Landen à Hannut soit exploitée par l'Etat. M. Laoureux réclame l'établissement d'une station extérieure à Verviers. M. d'Aspremont-Lynden demande un tarif de faveur pour le transport des engrais. M. Fortamps appuie ces observations, puis se prononce en faveur du maintien du tarif des voyageurs établi par M. Vanderstichelen. M. S. Pirmez se prononce pour la révision du tarif et réclame la concession d'un chemin de fer d'Athus à Givet. M. de Ribaucourt appuie les réclamations de M. d'Aspremont-Lynden en faveur de l'agriculture. M. Solvyns demande, à son tour, la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. M. Wasseige, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 7. M. Orban reproduit ses réclamations au sujet du chemin de fer de la province de Luxembourg. MM. Wincqz et Houtart demandent que le chemin de fer de ceinture de Bruxelles soit promptement livré aux voyageurs. M. de Labbeville insiste pour la concession de la ligne d'Athus à Givet; M. G. de Woelmont, pour celle de la ligne de Bruxelles à Aix-la-Chapelle. M. Wasseige, *m. t.*, dit que le chemin de fer de ceinture de Bruxelles ne sera ouvert aux voyageurs qu'au printemps prochain, ce qui est vivement regretté par M. De Vadder. Des explications sont ensuite échangées entre le *m.* et le prince de Ligne, *p.*, au sujet du tracé du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath; entre MM. Hubert, Wasseige, *m. t.*, Malou, S. Pirmez et Dolez,

au sujet de ce chemin de fer et de celui de Bonne-Espérance à Beaumont. M. Béthune présente ensuite quelques observations au sujet du manque de concordance de certains trains de l'Etat avec ceux des compagnies. — 8. M. de Rodés se plaint de l'insuffisance du matériel du chemin de fer; M. de Ribaucourt, de la non-exécution du chemin de fer de Termonde à Saint-Nicolas; M. de Mand'Attenrodé se prononce en faveur du relèvement des tarifs, et M. Bonnet réclame l'achèvement et le déplacement de la station de Tournai; M. L. de Robiano demande que la ville de Wavre soit mise en relation directe avec les trains de la ligne du Luxembourg. M. Wasseige, *m. t.*, répond à ces diverses observations. — 10. M. G. de Woelmont revient sur la difficulté des communications dans le Limbourg, spécialement dans le canton de Looz. M. L. de Robiano signale le mauvais aménagement des gares de Malines et de Braine-le-Comte. Il réclame la révision des tarifs. M. Léon de Robiano critique le retard apporté dans la publication des livrets officiels. M. Fortamps maintient ses arguments en faveur du tarif de M. Vanderstichelen. M. Houtart réclame une augmentation du matériel. M. de Ribaucourt demande qu'il soit établi un guichet de plus, pour la distribution des coupons, à la gare du Midi. — 21. M. de Mérode-Westerloo dépose le rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à conclure avec la société concessionnaire du chemin de fer de Lierre à Turnhout une convention modifiant les bases de la liquidation de la garantie d'intérêt, accordée à cette société par la loi du 25 avril 1853. M. Wincqz, *r. c.*, *id.* sur le crédit de 205,000 francs pour le matériel. Le premier de ces projets est voté d'urgence et à l'unanimité. — 22. *Id.* sur le projet de concession d'un chemin de fer de Tirlemont par Diest au camp de Beverloo, avec raccordement au chemin de fer en exploitation de Hasselt à Eindhoven. Le crédit de 205,000 fr. est adopté à l'unanimité. — 25. Dans la discussion du projet de concession du chemin de fer de Tirlemont à Beverloo, M. de Pitteurs-Hiegaerts émet l'espoir qu'il y aura une station le plus près possible de Léau. M. de Rodés aurait préféré voir construire ce chemin de fer par l'Etat. M. Fortamps exprime un vœu identique. M. Wasseige, *m. t.*, croit qu'il est bon de tenter d'abord l'épreuve de la mise en concession, tout en réservant l'exploitation par l'Etat. Le projet de loi est adopté à l'unanimité. Dans la discussion du crédit de 22,056,000 fr. pour travaux publics, M. Tercelin critique le système des billets d'aller et retour à prix réduit quand il n'y a pas concurrence entre diverses lignes; il demande

un léger relèvement des tarifs, tout en maintenant le principe du système adopté en 1866; il se plaint enfin de l'insuffisance du matériel. M. Wincqz se déclare partisan des tarifs les plus réduits. M. Malou critique le trop grand abaissement des tarifs et recommande l'exemple du Grand Central et en même temps les billets d'aller et retour et les abonnements. M. Wasseige, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 26. M. S. Pirmez parle en faveur de l'établissement d'une station centrale à Bruxelles. M. de Sélys-Longchamps voudrait que l'on acceptât les monnaies d'or autrichiennes aux guichets du chemin de fer. M. Fortamps parle en faveur du maintien des bases du tarif de 1866, sauf à relever légèrement les prix de la 1^{re} classe. M. Malou soutient que, par le tarif de 1866, on a sacrifié, bon an mal an, 1,200,000 à 1,500,000 fr. de recettes au profit des voyageurs de 1^{re} classe, belges et étrangers. M. Wasseige, *m. t.*, estime que la cause est entendue et le tarif de 1866 condamné. M. Béthune, *r.*, est d'avis qu'il faut laisser au *m.* toute sa liberté d'action. M. A. du Bus espère que les travaux d'agrandissement de la station d'Ostende seront terminés avant l'hiver. M. Sacqueleu insiste pour l'achèvement de la station de Tournai. M. de Cannart d'Hamale critique les aménagements de la station de Malines.

COMMUNALES (AFFAIRES).

25 décembre. M. Van Delft, *r. c.*, présente le rapport sur de nombreuses pétitions des secrétaires communaux, qui demandent que leur position soit améliorée. Ces pétitions sont appuyées par MM. de Woelmont d'Hambraine, Lud. de Robiano et Dellafaille. MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'engage à s'en occuper avec bienveillance et à faire en sorte que l'Etat n'impose pas des travaux extraordinaires aux secrétaires communaux sans leur accorder une rémunération spéciale.

13, 14 février. De nouvelles pétitions sont adressées au sénat, et, sur la motion de MM. Lud. de Robiano, de Mérode et T'Kint de Roodenbeke, renvoyées à la *c.* avec demande d'un prompt rapport. — 15. M. Van Delft, *r. c.*, conclut au renvoi au *m. i.*, qui est appuyé par MM. de Sélys-Longchamps, de Ribaucourt et Lud. de Robiano. M. d'Anethan, *m. a.*, dit que son collègue s'occupera avec toute la sollicitude qu'exige la position des secrétaires communaux des différentes pétitions qui seront renvoyées à son département; cette question a déjà été soulevée à différentes reprises; elle n'est pas sans difficultés, car les finances communales y sont fortement intéressées.

23 mai. M. d'Omalius d'Halloy, *r. c.*, dé-

pose deux rapports : l'un, sur le projet de loi portant une nouvelle délimitation des communes d'Anvers et de Merxem ; l'autre, sur le projet de loi portant érection de la commune de Bressoux (Liège). — 31. Le premier de ces projets est adopté à l'unanimité, le second par 35 voix contre 2.

30 juin. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant érection de la commune d'Aisemont.

4 juillet. Ce projet est adopté par 41 voix contre une.

COMPTABILITÉ.

23 mai. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de règlement définitif du B. de 1866.

29 juin. Ce projet est adopté à l'unanimité.

10 juillet. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant dérogation à l'article 19 de la loi du 15 mai 1866 sur la comptabilité de l'Etat. — 20. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

CONTRAINTÉ PAR CORPS.

21 juillet. M. F. Dolez, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps. — 22. M. H. Dolez déclare qu'il s'abstiendra de voter le projet, à cause d'un scrupule constitutionnel. Aux termes de la mesure proposée, la contrainte par corps revêt le caractère d'une peine et, dès lors, il ne lui paraît pas possible qu'en matière de presse l'application de la loi soit livrée aux tribunaux civils. M. S. Pirmez défend la légitimité de la contrainte par corps en toutes matières. Il la croit indispensable pour maintenir la confiance, même en matière commerciale. M. Fortamps proteste contre cette appréciation et rappelle que la contrainte a été abolie en France. M. S. Pirmez dit qu'elle l'a été dans un but électoral. M. Cornesse, *m. j.*, défend le projet de loi, qui est adopté par 25 voix contre 2 et 11 abstentions.

COUR DE CASSATION.

20 décembre. M. Fuss, conseiller à la cour d'appel de Liège, est nommé 1^{er} candidat pour une place vacante à la cour de cassation, par 41 voix sur 48 votants. M. Lenaerts, *id.*, est nommé 2^e candidat par 52 voix contre une donnée à M. de Bavay, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

DÉCÈS.

19 décembre. Il est donné connaissance au sénat du décès de M. Hanssens-Hap, sénateur de Bruxelles.

15 février. Le sénat reçoit notification du décès de M. de Gerlache, ancien président du

Congrès national. Sur la motion de M. de Ribaucourt, appuyée par M. H. Dolez, l'assemblée charge une députation de six membres d'assister aux funérailles.

12 mai. Il est fait part du décès de M. Lonhienne, sénateur de Liège. — 16. *Id.* de M. Tellier, sénateur de Mons.

DOUANES ET ACCISES.

24 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi du 7 septembre 1870, qui autorise le gouvernement à prohiber l'exportation et le transit de certaines marchandises, et conclut à l'adoption du projet. Celui-ci est adopté d'urgence et à l'unanimité.

ÉLECTIONS.

18 mai. M. Malou, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de réforme électorale. — 23. M. d'Anethan, *m. a.*, expose les principes de ce projet et convie le sénat à le voter. — 24. M. de Woelmont d'Hambraine le votera, tout en regrettant qu'on ait amené l'opinion publique à le réclamer. M. d'Omalus d'Halloy développe un plan de réforme dont voici les principaux traits :

1^o Le royaume sera divisé, par arrêté royal, en 124 circonscriptions électorales d'environ 40.000 âmes, qui seront réparties entre les provinces de la manière suivante : Anvers, 12 ; Brabant, 22 ; Flandre occidentale, 16 ; Flandre orientale, 20 ; Hainaut, 22 ; Liège, 14 ; Limbourg, 5 ; Luxembourg, 5 ; Namur, 8 ; 2^o ces circonscriptions seront établies de manière que quand la population d'une ville sera trop considérable pour faire une ou plusieurs circonscriptions électorales, l'excédant ne sera réuni qu'à une seule circonscription contenant de petites communes ; 3^o chaque circonscription nommera un représentant, et deux circonscriptions voisines nommeront un sénateur, sauf que, dans la province de Limbourg, les trois circonscriptions les plus faibles seront réunies pour nommer un sénateur, et que, dans le Luxembourg, la plus forte nommera à elle seule un sénateur ; 4^o dans les circonscriptions qui renfermeront plus d'un chef-lieu de canton, il y aura un ou plusieurs bureaux électoraux dans chaque chef-lieu de canton ; 5^o les électeurs se réunissent au chef-lieu de canton le plus voisin de leur domicile et compris dans leur circonscription ; 6^o lorsqu'il y aura lieu à ballottage, le président du bureau principal s'entendra avec le commissaire d'arrondissement pour que les électeurs soient convoqués aux jours et aux heures correspondants de la quinzaine ; 7^o afin de remplacer les membres de la législature qui viendraient à manquer avant les renouvellements normaux, lorsqu'il n'y aura qu'un membre de la chambre ou du sénat domicilié dans une circonscription ou réunion de circonscriptions, il sera censé la représenter. Lorsqu'il y aura plusieurs membres domiciliés dans une même circonscription ou réunion de circonscriptions, le sort décidera lequel représentera la circonscription. Les

membres qui, par suite de ces tirages, ne représenteront pas la circonscription de leur domicile, pourront choisir une des circonscriptions où il n'y aura pas de membres, et dans le cas où plusieurs membres réclameraient la même circonscription, le sort en décidera.

M. Vilain XIII appuie ces propositions et parle en faveur de la suppression du scrutin de ballottage. M. Dellafaille est partisan du vote au chef-lieu du canton pour les élections législatives. M. Casier de Hemptinne votera le projet de loi, en témoignant le regret de ne pas y voir figurer le vote au chef-lieu du canton pour les élections législatives. La loi sur les fraudes électorales devra un jour être revue pour corriger certains défauts qu'on y a reconnus; n'y aurait-il pas moyen alors d'examiner à nouveau la réforme dont il s'agit? L'orateur engage vivement le ministère à ne pas perdre de vue cette amélioration importante à introduire dans le système électoral. Il espère qu'il ne méconnaîtra pas les griefs légitimes dont on demande le redressement et qu'il répondra, avec le proverbe, que ce qui est différé n'est pas perdu! M. Van Schoor combat le projet de loi, qui lui paraît présenter de grands dangers, parce qu'il réduit le cens et n'accorde rien à la capacité. M. Grandgagnage s'exprime dans le même sens. M. d'Anethan, *m. a.*, répond que les libéraux ont donné l'exemple d'une réforme analogue en 1848. Dans la discussion des articles, M. de Limburg-Stirum appuie le projet, parce que, à son avis, il élèvera à l'électorat une couche de la société, généralement morale et religieuse. M. Reyntiens avoue que si la moyenne de l'instruction était dans tout le pays ce qu'elle est dans le Luxembourg, il éprouverait une grande difficulté à combattre le projet de loi. Mais, malheureusement, tel n'est pas le cas, et c'est pour cela qu'il préconise la capacité comme base du droit électoral. M. H. Dolez combat le projet de loi pour les mêmes motifs que M. Van Schoor. Il estime que la majorité des nouveaux électeurs se composera d'inconnus, tandis que ce sont les citoyens appartenant aux professions libérales qui apporteront au nouveau corps électoral un contingent tellement minime qu'on peut à peine en tenir compte. — 26. L'orateur termine son discours et propose de rédiger le numéro 3 de l'article 1^{er} de la manière suivante : « 3^o Verser au trésor de l'Etat en contributions directes, patente comprise, le cens électoral fixé d'après les bases suivantes : dans les communes au-dessous de 2,000 habitants, 10 francs ; dans les communes de 2,000 à 3,000 habitants, 15 francs ; dans les communes de 3,000 à 10,000 habitants, 20 francs ; dans les communes de 10,000 habitants et au delà,

50 francs. » Ce maximum de 50 francs pour le cens communal deviendrait le cens provincial. M. Malou, *r.*, combat cet amendement et appuie le projet de loi. Il conclut en ces termes : « La réforme qui vous est proposée est rigoureusement conforme aux principes constitutionnels ; il n'y a là ni atteinte actuelle à la Constitution, ni violation de ses principes qui puissent favoriser et augmenter la force de ceux qui voudraient créer pour le pays le grand danger d'une révision de votre pacte fondamental ; cette réforme est aussi modérée qu'elle est prudente, parce qu'elle est en proportion du progrès de l'instruction officiellement constatée. Il faudrait une extension plus large encore, si l'on voulait demeurer en juste proportion avec le développement de l'activité politique et de la participation du nombre des citoyens aux discussions des intérêts publics. Le progrès, sous ce rapport, dépasse de beaucoup l'augmentation qui est proposée et que, je l'espère, la majorité du sénat consacrera par son vote. Et ici je place encore une idée : c'est un bienfait pour le pays, c'est une force pour l'Etat que, dans un pays libre, le citoyen ne soit pas, sans nécessité, considéré comme un ilote. En faisant du citoyen un électeur, vous le rendez meilleur ; vous lui donnez le sentiment, nouveau pour lui, d'une fonction sociale, d'un devoir à remplir, d'une responsabilité à encourir ; vous le grandissez. Si tous les citoyens pouvaient être grandis de cette manière, quelle force aurait un pays ! Je vous le demande : n'est-ce pas un bien, n'est-ce pas une force que d'avoir un plus grand nombre de citoyens dignes, capables, moraux, qui s'occupent non seulement de leurs petits intérêts, mais qui s'occupent aussi des intérêts de la famille administrative, et qui plus tard, je l'espère, s'occuperont des intérêts de tous ? C'est le principe même de notre Constitution. Elle n'a pas dit, pour que nous restions cloués immobiles à nos bancs depuis 1836 et à perpétuité, que tous les pouvoirs émanent de la nation, que la souveraineté est là ; elle a voulu que nous la fécondions, que nous l'étendions dans la mesure de ce que réclament les besoins des populations, la justice et l'intérêt du pays. » — 27. La discussion continue entre MM. S. Pirmez, de Séllys-Longchamps, Cornesse, *m. j.*, Van Schoor et Bischoffsheim. Le *m. j.* demande si, sur les bancs de la gauche, il ne se trouvera personne qui reste fidèle aux antécédents de l'opinion libérale ? Il attire l'attention sur les étranges revirements qu'il signale. Le pays jugera sévèrement l'attitude de la gauche si, reniant ses traditions, ses doctrines, son passé tout entier, elle vote à l'unanimité l'amendement de M. Dolez et rejette la proposition du gou-

vernement, qui n'est que la réalisation des idées qu'elle-même a préconisées depuis vingt ans. Si un phénomène pareil pouvait se produire, il serait la preuve complète, évidente, palpable que c'est au ministère et non au projet de loi qu'on en veut. — 30. Le débat continue entre MM. H. Dolez, Jacobs, *m. f.*, et Malou; puis l'amendement de M. Dolez est rejeté par 32 voix contre 23. — 31. L'amendement annoncé par M. Dolez, relativement au cens provincial, est retiré, et l'article du projet du gouvernement, qui fixe le cens à 20 fr., est adopté, après un échange d'explications entre MM. de Woelmont d'Hambraine, Malou, *r.*, et Jacobs, *m. f.*, au sujet de l'uniformité du cens. MM. Orban de Xivry, de Ribaucourt et Dellafaille se prononcent ensuite en faveur du vote au chef-lieu de canton. D'après M. Dellafaille, la chambre des représentants ayant conservé le vote au chef-lieu de canton, il n'est qu'un seul moyen de remédier au mal, c'est d'accorder une indemnité aux électeurs. M. S. Pirmez voudrait que du moins le ballottage eût lieu au chef-lieu de canton. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, estime que le principe de l'indemnité aurait de sérieux avantages; mais il offrirait peut-être cet inconvénient de faire croire que ceux qui sont revêtus du mandat électoral n'apprécient pas les devoirs que ce mandat leur impose et qu'ils se rendent au scrutin moins en vertu du sentiment de ces devoirs que pour éviter une pénalité. Après un débat entre MM. Solvyns, Jacobs, *m. f.*, F. Dolez, Malou, *r.*, et Hubert, sur l'application du principe nouveau, aux termes duquel la possession des bases du cens pourra se justifier par toutes les voies de droit, c'est-à-dire même par la preuve testimoniale, laquelle, jusqu'à présent, a été écartée en cette matière, le projet de loi est voté par 34 voix contre 17 et 3 abstentions.

FAMILLE ROYALE.

19 décembre. Le sénat charge une députation d'aller féliciter le Roi à l'occasion de la délivrance de S. A. R. M^{me} la comtesse de Flandre, qui a donné le jour à deux princesses.

FINANCES.

20 décembre. M. Béthune. *r. c.*, fait rapport sur un crédit de 47,097 fr. au B. des finances pour indemnité aux héritiers Motte. — 21. Ce crédit est voté à l'unanimité.

14 février. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur la convention relative au déplacement de l'hôtel des Monnaies. M. De Vadder, *r. c.*, *id.* sur le projet de crédit de 506,000 fr. pour régulariser le vol de titres de la dette

publique commis à la cour des comptes.

— 15. Dans la discussion de la convention relative à l'hôtel des Monnaies, MM. de Rodes et de Ribaucourt approuvent l'idée de déplacer cet hôtel et de construire un hôtel des postes, et émettent le vœu que ce dernier soit suffisamment vaste pour les besoins du service. M. Bischoffsheim trouve qu'on s'engage dans une grosse dépense, dont personne ne connaît le chiffre, pour l'érection d'un nouvel hôtel des Monnaies, pour son outillage et pour une partie de son personnel et avec la perspective d'une autre dépense lorsqu'il s'agira de la refonte des monnaies, tout cela pour arriver, sans s'en rendre clairement compte, à diminuer le revenu direct du fisc et à détruire l'instrument au moyen duquel le commerce et l'industrie du pays ont tant prospéré depuis tant d'années, c'est-à-dire à faire concurrence par la monnaie d'or à la circulation des billets de la Banque Nationale. Or, l'émission des billets ne sert pas seulement à procurer des bénéfices aux actionnaires de la Banque et ensuite au gouvernement; mais sa principale utilité, d'après l'intention véritable du législateur, est de créer en Belgique un capital artificiel au moyen duquel on escompte pour deux cents millions d'effets de commerce, opération qui se renouvelle six fois par an, c'est-à-dire douze cents millions d'effets de commerce qui s'escomptent moyennant ce capital artificiellement créé. Si donc on diminue ce capital, on diminue en même temps les forces de la Banque Nationale et on réduit d'autant ses moyens de rendre service au commerce; on détruit l'escompte à bas taux d'intérêt et régulier, on rend impuissant un instrument aussi nécessaire à l'industrie que la houille ou les transports à bon marché. Le débat sur ces divers crédits continue entre l'orateur, MM. Malou, Jacobs, *m. f.*, Vilain XIII et Fortamps. M. Vilain XIII ainsi que MM. Lud. de Robiano et de Ribaucourt expriment la crainte que les prévisions ne soient dépassées comme pour l'église de Laeken. M. Jacobs, *m. f.*, répond que l'on n'entend pas faire de l'hôtel des Monnaies un monument. Le projet est adopté par 39 voix contre 4 et une abstention. — 16. Dans la discussion du projet relatif au vol de titres de la dette publique, M. Jacobs, *m. f.*, répondant à MM. Casier de Hemptinne, De Vadder, *r.*, et Fortamps, dit que la Trésorerie usera de moyens plus efficaces pour empêcher de nouveaux vols. M. Lud. de Robiano dit qu'il émettra un vote négatif. La nation a remboursé les obligations dont il est question. Or, en vertu du projet de loi, la nation payera deux fois la même chose. Cela ne peut pas être. Il doit y avoir des personnes qui ont à assumer la responsabilité de ce qui s'est

passé. Le projet est adopté par 33 voix contre 3 et 2 abstentions.

10 juillet. M. Fortamps, *r. c.* présente le rapport sur le projet de loi portant aliénation des terrains des dunes jugés inutiles pour la défense des côtes contre l'action de la mer.—

20. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

— 21. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 1,100,000 francs destiné à solder la somme due au sieur Beaulieu. Ce crédit est voté à l'unanimité.

GUERRE.

23 décembre. M. Van Schoor, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée pour 1871. Le sénat s'en occupe d'urgence, et, sur la motion de M. d'Anethan, *m. a.*, y introduit un amendement portant que la loi sera obligatoire le 1^{er} janvier (mention qui avait été omise). Il est procédé d'urgence au second vote du projet amendé, mais il est entendu, après des observations de MM. Van Schoor, d'Anethan, *m. a.*, et Malou, que cette décision ne formera point précédent. Le projet est ensuite adopté par 33 voix contre 5 et 8 abstentions.— 24. M. Van Schor, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi qui autorise le département de la guerre à affecter aux dépenses extraordinaires de l'armée pour l'exercice 1871 le reliquat que présentera le crédit extraordinaire alloué à ce département pour l'exercice 1870 par la loi du 30 septembre 1870. M. d'Overschie de Neeryssche, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi qui rend disponible pendant l'exercice 1871 une somme de 1,220,000 fr. formant le reliquat des allocations de l'article 20 du *B.* de la guerre pour 1870. Ces deux projets sont votés d'urgence et à l'unanimité.

14 février. M. Orban de Xivry, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit supplémentaire de 3,475,000 fr. au département de la guerre.— 16. Dans la discussion de ce crédit, après une explication de M. Guillaume, *m. g.*, sur son emploi, M. de Woelmont d'Hambraine dit que sa confiance dans l'administration du département de la guerre diminue chaque jour et qu'il n'a pas trouvé, dans l'exposé des motifs, des preuves suffisantes pour se convaincre qu'on n'agit pas sous la pression fatale qu'exerce trop souvent sur le gouvernement cette petite fraction de quémandeurs de popularité qu'on appelle les antimilitaristes. Personne ne forme des vœux plus ardents que l'orateur pour la suppression des armées permanentes. S'ensuit-il qu'il approuve les réductions dans les dépenses qui sont nécessaires à la bonne organisation de l'armée belge? Non, certes. Aussi longtemps que les grandes puissances n'auront pas renoncé à

leur système militaire, la Belgique ne doit pas, avec étourderie et inconséquence, en adopter un qui pourrait lui être fatal. Elle doit avoir une armée et l'avoir aussi parfaite que possible. Le gouvernement, cédant à une influence néfaste, ne s'est pas placé à la hauteur de sa mission. L'armée n'est pas ce qu'elle doit être, et l'orateur craint qu'aujourd'hui encore l'économie proposée ne soit le résultat d'un défaut d'énergie, contre lequel il proteste de toutes ses forces. Le gouvernement s'est montré énergique deux fois, et il a fait deux grandes choses : il a doté le pays d'une artillerie reconnue la meilleure de l'Europe et il a créé Anvers, dont la valeur militaire fait l'admiration de tous les hommes compétents. Mais, à côté de cela, il s'est contenté de jouer à la poupée avec la cavalerie ; il l'a laissée non seulement sans armes, mais avec un paquetage qui, depuis dix ans et plus, est déclaré détestable par l'unanimité des commissions. Il a laissé l'intendance dans une désorganisation radicale ; on en a eu la preuve lorsque les troupes ont été appelées à la frontière. Il a été démontré, pour les hommes les moins clairvoyants, que l'intendance, telle qu'elle était organisée, ne pouvait répondre aux besoins dans un petit pays où le salut dépend de l'instantanéité et de la précision. L'orateur critique aussi les complications de la carte dont les soldats sont munis. M. de Labbeville appuie ces observations, auxquelles répondent MM. Malou, Fortamps et Guillaume, *m. g.* MM. Cogels-Osy et de Limburg-Stirum ayant déclaré qu'ils voteraient le crédit avec des réserves au sujet du chiffre de l'effectif de l'armée, M. de Sélys-Longchamps constate que les membres de la droite ne sont pas d'accord entre eux. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Béthune, dit qu'il n'entend pas diminuer le contingent de l'armée, mais il réduira l'effectif sous les armes dès que les circonstances le permettront. Le crédit est voté à l'unanimité.

21 juillet. M. de Looz-Corswarem, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit supplémentaire de 3,250,000 fr. au département de la guerre. M. Casier de Hemptinne, en votant le projet, fait ses réserves au sujet des dépenses militaires en général. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. de Sélys-Longchamps, dit qu'il a autorisé les chefs de corps à donner des congés aux hommes qui sont réclamés pour les travaux de la moisson. Le crédit est voté à l'unanimité.

IMPOTS.

4 juillet. Le sénat s'occupe du projet de loi apportant des modifications aux lois d'impôts. M. De Vadder combat le projet de loi. Il critique l'abolition du droit de débit des bois-

sons alcooliques et dit qu'il aurait suffi de rétablir la loi de 1858, qui déclarait que cet impôt ne serait pas compté pour le cens électoral. Il demande aussi la révision de la loi sur la contribution personnelle, en vue de supprimer les inégalités qui existent entre Bruxelles et les faubourgs. M. S. Pirmez saisit cette occasion pour protester de nouveau contre la loi qui permet l'expropriation par zones et qu'il considère comme inconstitutionnelle. M. de Tornaco critique la suppression du droit de débit de boissons; il regrette que le ministère enlève aux grandes villes les droits qu'elles avaient établis sur les constructions nouvelles, et s'élève contre l'augmentation de l'impôt foncier. M. de Sélys-Longchamps s'associe complètement à ces observations. M. Dellafaille dit qu'il faut bien examiner l'esprit de la loi, et, si l'on arrive, comme cela est très probable, à voir l'impôt sur le débit de boissons grossir le revenu de la province, il en résultera nécessairement une diminution des centimes additionnels à prélever sur l'impôt foncier, laquelle compensera bien cette augmentation. Et cette mesure dépend absolument du gouvernement, car les *BB.* des provinces sont soumis à notre approbation, et il est certain que si une province ne voulait pas d'une ressource aussi facile et aussi morale que celle dont il est ici question, le gouvernement pourrait ne pas l'autoriser à prélever des centimes additionnels qu'il lui serait loisible de supprimer. Dans ces conditions, l'orateur ne voit pas de raisons, en ce qui le concerne, pour refuser son assentiment au projet de loi. M. H. Dolez considère celui-ci comme une atteinte portée à l'autonomie des provinces. Il proteste contre cette idée que, parce que le gouvernement aurait eu la pensée préconçue qu'une espèce de chassé-croisé se ferait entre les impôts que percevaient les provinces et les communes et un impôt perçu par l'Etat, et, parce que les provinces ne répondraient pas à ces espérances du gouvernement, on ferait peser sur les conseils provinciaux la menace de ne pas approuver leurs *BB.* L'orateur combat ensuite le projet au nom des intérêts de la capitale. M. Jacobs, *m. f.*, croit que le projet de loi envisagé dans ses grandes lignes, abolissant les droits de débit, transférant ce droit aux provinces, n'élevant les impôts qu'en faisant récupérer l'équivalent aux contribuables sur les provinces, abolissant la loi de 1858, consacre une série de mesures utiles et dignes de l'approbation du sénat. M. de Woelmont d'Hambraine appuie le projet de loi et soutient que la proposition relative à l'impôt foncier consacre, non pas une augmentation, mais un virement. M. Vilain XIII présente quelques observations sur les honoraires des

notaires. M. de Rodés engage le gouvernement à contribuer aux frais de la police de la capitale. M. Malou considère le projet de loi comme le complément de la réforme électorale. Après un échange d'explications entre MM. de Tornaco, H. Dolez, Jacobs, *m. f.*, et S. Pirmez sur la portée politique du projet, celui-ci est adopté par 34 voix contre 16.

INDUSTRIE.

23 mai. Sur la proposition de M. de Sélys-Longchamps, appuyée par M. Casier de Hemptinne, le sénat ordonne l'impression d'un rapport de M. Houtart, *r. c.*, sur une pétition par laquelle le conseil communal de Gand réclame une loi pour réglementer le travail des enfants dans les manufactures.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

14 février. M. Hubert, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit d'un million pour construction et ameublement de maisons d'école. — 16. Dans la discussion de ce crédit, M. Reyntiens prononce un discours en faveur de l'instruction obligatoire, à laquelle il attribue les succès des armées allemandes. Pour conclure, il dépose l'amendement suivant : « Considérant l'aveu du ministre de l'intérieur, qui constate l'insuffisance du crédit demandé, le sénat émet le vœu de voir conclure un emprunt spécial pour la construction des bâtiments d'école; considérant que l'Etat doit être à même de garantir à tous les enfants le droit à l'instruction, le sénat émet le vœu de modifier la loi de 1842 dans le but d'investir les autorités locales du droit de prendre les mesures coercitives contre les parents qui refuseraient à leurs enfants les moyens de recevoir l'instruction primaire nécessaire à leur développement moral et intellectuel. » MM. d'Anethan, *m. a.*, de Tornaco, *p.*, et Vilain XIII font observer que ce n'est pas là un amendement. M. Reyntiens maintient sa proposition comme projet spécial, à discuter plus tard. M. Casier de Hemptinne dit qu'il préfère à l'enseignement obligatoire l'enseignement facultatif; à la caserne obligatoire, l'état militaire actuel; à la force prussienne, l'empire du droit, et à la réforme, le catholicisme. Il désire l'instruction pour le peuple; il s'est toujours occupé de son instruction et il a aidé à fonder plusieurs écoles; cependant c'est à une condition qu'il aime cette instruction, c'est quand elle est non-seulement scientifique, mais surtout morale et religieuse. Si le crédit en question eût été demandé sous le précédent ministère, il l'aurait refusé parce qu'il connaissait sa tendance à poursuivre la suppression de la loi de 1842; mais sous le ministère actuel, qui a

toute sa confiance, il votera le crédit. Toutefois, il engagera le *m.* à saisir toutes les occasions pour laisser se développer les écoles qu'érigent les particuliers, prêtres ou laïques; plus il y aura d'écoles libres, plus on soulagera le *B.* de l'Etat, plus on soulagera les contribuables, qui en sauront bon gré. — 17. M. d'Anethan, *m. a.*, combat l'instruction obligatoire. MM. Vilain XIII et Solvyns parlent dans le même sens que M. Casier de Hemptinne; M. de Sélys-Longchamps, parlant en sens opposé, estime que chaque commune doit posséder son école primaire et en rester maîtresse, sous la surveillance et l'inspection du gouvernement. Pour lui, l'école adoptée *en lieu et place* de l'école communale et dispensant la commune de fonder celle-ci ne doit être qu'une bien rare et temporaire exception. Le débat sur la séparation de l'enseignement religieux et de l'enseignement scientifique dans les écoles continue entre MM. Reyntiens, Vilain XIII, Casier de Hemptinne, H. Dolez, Malou, d'Anethan, *m. a.*, et G. de Woelmont. M. Malou soutient, et M. H. Dolez réfute cette doctrine, que les pouvoirs publics n'ont de devoirs à accomplir en matière d'enseignement primaire qu'à défaut de suffisance de l'enseignement privé. M. Malou ayant cité une commune où il n'y a qu'un seul élève à l'école communale, M. H. Dolez répond qu'il règne probablement dans cet endroit une influence qui a mis en interdit l'école fondée par les pouvoirs publics. M. d'Anethan, *m. a.*, estime que ce qu'il faut avoir, c'est une bonne école dans chaque commune, une école qui mérite la confiance des pères de famille; peu importe que ce soit une école adoptée, ou une école communale proprement dite, et, s'il existe une école adoptée dans ces conditions, la commune doit être dispensée d'établir une école communale. Voilà le système très libéral de la loi de 1842; les termes et l'esprit de la loi ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. Et pourquoi en serait-il autrement? L'école adoptée remplit toutes les conditions exigées dans une école communale; elle doit suivre le programme légal de l'enseignement primaire: elle est inspectée, et les professeurs interrogés et surveillés par l'inspecteur comme dans les écoles communales. Pourquoi donc une telle école ne pourrait-elle pas utilement remplacer l'école communale? Pourquoi, dans ces circonstances, grever le *B.* des communes d'une charge tout à fait inutile? Voilà, d'après le *m.*, comment doit être comprise et exécutée la loi de 1842; il admet, avec M. Dolez, et la loi le dit formellement, que c'est à l'autorité supérieure qu'il appartient de vérifier si l'école dont on demande l'adoption remplit les conditions exigées.

Le projet de loi est voté à l'unanimité. M. d'Anethan, *m. a.*, combat ensuite la proposition de M. Reyntiens, que celui-ci retire sur le conseil de M. H. Dolez et parce qu'elle n'est pas conçue dans une forme pratique.

16 mai. Le débat s'engage de nouveau sur cet objet à propos du *B.* de l'intérieur. MM. de Sélys-Longchamps, Vilain XIII, Reyntiens, De Vadder, Malou, *r.*, Casier de Hemptinne, Van Schoor, Dellafaille, S. Pirmez, Solvyns, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, H. Dolez, Lud. de Robiano y prennent part; la droite combat l'obligation pour la commune d'établir une école quand il y a une école libre qui satisfait à toutes les exigences. M. H. Dolez, résumant les opinions de la gauche, tient à ce que la loi de 1842 se défende par la manière dont elle sera appliquée et par les progrès qu'elle réalisera. Une partie de l'opinion libérale, qui est aujourd'hui en minorité, redeviendra majorité à son heure et à son tour par le cours nécessaire des événements politiques. Le mouvement des partis ne s'arrêtera pas. Qu'on use donc du pouvoir avec une prudence telle que les hommes modérés de l'opinion libérale, quand cette opinion redeviendra majorité, aient assez d'autorité pour que leur voix soit écoutée et respectée. La manière du gouvernement d'appliquer la loi de 1842 marquera son avenir. Si on l'exécute avec les idées qui doivent sourire à tous les amis de la propagation de l'enseignement, elle ne périra pas. Mais si on l'applique, au contraire, avec cette pensée que l'école favorite du gouvernement est l'école libre, si l'école communale est frappée de défaveur, la loi de 1842 finira par disparaître. — 18. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à M. H. Dolez (qui parle pour M. F. Dolez, absent), dit que les plans de l'école normale de Mons seront prochainement approuvés.

JEUX DE SPA

6 juillet. M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant suppression des jeux de Spa. — 20. Ce projet de loi est adopté par 26 voix contre 6 et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Laoureux, Lud. de Robiano, de Sélys-Longchamps, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, d'Omalus d'Hallo et Solvyns. Ces deux derniers regrettent de devoir donner leur adhésion à une disposition qui conserve encore pendant deux ans la honte, pour le pays, de voir l'Etat et des villes se partager une partie du produit des spoliations qui s'opèrent sous le nom de jeux.

JUSTICE.

18 mai. M. Dellafaille, *r. c.*, présente le rapport sur le projet tendant à distraire du canton judiciaire de Fléron l'ancienne com-

mune de Mont-Hadelin, pour la réunir aux canton et arrondissement judiciaires de Verriers. — 25. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité. — 30. M. d'Anethan, *m. a.*, répondant à M. de Rodes, dit qu'à la suite d'une lettre qu'il ne qualifiera pas et qui provoquait les citoyens à la violation des lois et au mépris du gouvernement, il a prié M. Victor Hugo de quitter volontairement la Belgique. Sur son refus, il a soumis au Roi un arrêté d'expulsion qui sera exécuté. MM. de Ribaucourt et de Ligne, *p.*, approuvent la conduite du gouvernement.

30 juin. M. F. Dolez, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant érection d'un canton de justice de paix, dont la commune de Dison serait le chef-lieu.

5 juillet. M. Malou développe une proposition de loi ainsi conçue : « Article unique. Quiconque, par des discours tenus ou lus dans une réunion publique, aura provoqué directement à commettre un fait qualifié crime ou délit par le code pénal ou par le code pénal militaire, sans que cette provocation ait été suivie d'effet, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs. » Le sénat la prend en considération. Le projet de loi relatif à la justice de paix de Dison est voté à l'unanimité. — 10. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi sur les étrangers. Ce projet de loi est adopté par 51 voix contre une.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

18 mai. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répondant à MM. Fortamps et Reyntiens, dit qu'un des représentants les plus éminents de l'art musical belge a été chargé de faire un rapport sur la bibliothèque de M. Fétis, afin d'en préparer l'achat par le gouvernement. M. T'Kint de Roodenbeke engage le gouvernement à s'occuper activement d'organiser l'enseignement de l'art industriel. MM. De Vadder, Malou et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'occupent de la construction d'un Palais des Beaux-Arts, qu'une compagnie immobilière s'engage à exécuter au Champ des Manœuvres, ainsi qu'une baraque provisoire pour l'Exposition de 1872. Il est question aussi de faire une salle au Jardin botanique. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit que les chambres auront prochainement à délibérer sur ces divers objets. Des explications sont échangées entre MM. de Looz-Corswarem, Fortamps et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet des traitements des professeurs des conservatoires de Liège et de Bruxelles; entre MM. Lud. de Robiano, Fortamps, de Rodes et Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, au sujet des acquisitions pour les Musées royaux de peinture et d'armures.

MARINE.

14 février. M. Van de Woestyne, *r. c.*, présente le rapport sur un crédit de 250,000 fr. pour réparations aux navires qui font le trajet entre Ostende et Douvres. — 17. Ce crédit est voté à l'unanimité après un échange d'explications entre MM. Van de Woestyne, *r.*, d'Anethan, *m. a.*, Fortamps et Wasseige, *m. t.*, sur l'aménagement des bateaux et sur la nécessité de prendre des mesures en vue d'assurer le départ d'un train spécial d'Ostende en cas de retard de la malle.

MILICE.

20 décembre. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2 millions au B. de la dette publique pour la rémunération des miliciens. — 24. Ce crédit est voté à l'unanimité.

NATURALISATION.

20 décembre. Sur la motion de M. Malou, appuyée par MM. Van Schoor et Dellafaille, et après quelques mots de critique de M. de Ribaucourt, le sénat décide qu'il votera par assis et levé les divers projets de lois de naturalisation ordinaire, pour se prononcer ensuite, par appel nominal, sur l'ensemble du feuillet.

PENSIONS.

21 juillet. M. Sacquelen, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi tendant à accorder une pension viagère à la veuve du général Niellon. M. De Vadder, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi concernant les pensions militaires. Le premier de ces projets est voté d'urgence et à l'unanimité. Il en est de même du second, après quelques paroles sympathiques de M. de Ribaucourt.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

19 décembre. M. Malou, répondant à M. Van Schoor au sujet des motifs qui l'ont déterminé à se retirer du cabinet, dit qu'il y est entré au mois de juillet, à l'époque de la crise financière et avant que l'élection du mois d'août eût assuré au cabinet, dans les deux chambres, une forte majorité. Les raisons de son entrée au pouvoir, dans une position exceptionnelle, avaient cessé dès le 2 août. S'il ne s'est pas retiré à cette époque, c'est pour deux motifs. Il avait pris part à des actes qui engageaient la responsabilité du cabinet et qui devaient être couverts par le vote des chambres. En second lieu, il savait qu'à l'occasion de ce fait une question de prérogative royale serait soulevée. S'il avait alors résigné ses fonctions, il aurait paru abandonner cette question. Il a cru de son devoir de la faire résoudre par le pouvoir législatif. Il ajoute que tous les grands intérêts qui sont con-

fiés au cabinet ne peuvent être en de meilleures mains que celles qui les dirigent. Jamais la Belgique ne s'est trouvée dans une position aussi difficile, aussi grave; jamais aussi ses affaires, ses intérêts n'ont été gérés avec plus de prudence, de fermeté et d'habileté. En s'exprimant ainsi, il répond au sentiment du pays et ne fait que devancer le jugement que prononcera l'histoire impartiale lorsque les passions du jour auront disparu.

POSTES.

10 juillet. Il y a un échange d'explications entre MM. de Ribaucourt, Fortamps et Wasseige, *m. t.*, sur la distribution des lettres le dimanche, et au sujet de l'extension du rayon des cartes-correspondance. — 21. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au service des paquebots entre Anvers et New-York. Ce projet de loi est appuyé par MM. Casier de Hemptinne et Fortamps. Mais ce dernier trouve, ainsi que M. T'Kint de Roodenbeke, *r.*, que le gouvernement s'engage pour un terme trop long (15 ans). M. Bischoffsheim présente la même observation. MM. d'Anethan, *m. a.*, Malou et Casier de Hemptinne répondent que l'entreprise n'est possible qu'à cette condition. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

TÉLÉGRAPHES.

18 février. MM. T'Kint de Roodenbeke et Bischoffsheim demandent que l'on emploie les femmes dans le service télégraphique, comme en Angleterre et en Allemagne. M. Wasseige, *m. t.*, croit que la discrétion rigoureuse qui est requise des agents de ce service pourrait être un obstacle à cette mesure.

10 juillet. Il y a un échange d'explications entre MM. de Ribaucourt, Sacqueleu, Fortamps et Wasseige, *m. t.*, au sujet de l'établissement d'un bureau télégraphique à Isque, des heures d'ouverture des bureaux et de la taxe des télégrammes internationaux.

TRAVAUX PUBLICS.

20 décembre. M. Wasseige, *m. t.*, répondant à MM. T'Kint de Roodenbeke et de Ribaucourt, donne des explications sur les travaux de la *c.* chargée d'examiner la question du canal de Terneuzen, et dit qu'il sera tenu compte des observations de l'administration communale de Termonde à propos du déplacement de la ligne de Saint-Nicolas à Lokeren.

15 février. M. G. de Woelmont, *r. c.*, présente le rapport sur un crédit de 85,000 fr. au département des travaux publics. — 18. Ce crédit est voté à l'unanimité.

5 juillet. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose le rapport sur le B. des travaux publics pour 1871. — 5. Dans la discussion du B., M. Bonnet entretient le sénat des résultats fâcheux de la canalisation de l'Escaut pour la ville de Tournai, et M. Casier de Hemptinne, des travaux qui intéressent la ville de Gand, entre autres l'approfondissement du canal de Terneuzen. — 6. M. Laoureux réclame l'exécution complète du barrage de la Gileppe tel qu'il a été conçu par M. Bidaut. M. S. Pirmez critique la loi du 8 juillet 1865 sur l'occupation des terrains pour l'exploitation des mines. MM. Solvyns et de Ribaucourt demandent la révision de la loi sur le roulage. M. Wasseige, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 7. M. Bonnet insiste de nouveau sur la situation faite à la ville de Tournai par la canalisation de l'Escaut. — 8. Un débat s'engage entre MM. G. de Woelmont, de Ribaucourt, A. du Bus, Fortamps, Wasseige, *m. t.*, Lud. de Robiano, de Labbeville et d'Aspremont-Lynden au sujet de la surveillance, de l'entretien et des plantations des routes. M. de Woelmont d'Hambraine parle en faveur de la centralisation dans un même édifice des services du département des travaux publics. M. de Woelmont d'Hambraine s'occupe ensuite de la canalisation de la Meuse; M. G. de Woelmont, du bassin de Brée; M. de Ribaucourt, des travaux à faire à la Dendre dans la traverse de Termonde; M. B. du Bus, du régime de l'Yser; M. A. du Bus, du port de Nieuport; M. Orban, du pont à établir sur l'Ourthe à Laroche et de la position des conducteurs des ponts et chaussées. — 10. (Voir CHEMIN DE FER, POSTES, TÉLÉGRAPHES.) Après quelques mots de M. T'Kint de Roodenbeke au sujet de la navigabilité du canal de Schipdonck, le B. est voté à l'unanimité. — 22. Il en est de même d'un crédit de 248,450 fr. 66 c. au département des travaux publics, après un échange d'explications entre MM. Fortamps, Wasseige, *m. t.*, et Cogels-Osy au sujet de la reconstruction des parties écroulées des murs du chenal de l'écluse maritime. *Id.* un crédit de 401,476 fr. 98 c. au même département. — 25. Le sénat s'occupe du crédit de 22,056,000 fr. pour travaux publics (*r. c.*, M. Béthune). M. de Limburg-Stirum se plaint de l'insuffisance du crédit pour le Luxembourg. M. Van de Woestyne entretient le sénat des travaux à exécuter au port de Nieuport; M. d'Omalus d'Hallooy, de la valeur relative des pierres de petit granit et de celles des Ecaussinnes. M. de Rodes s'occupe des travaux à faire à l'Escaut, à Audenarde. M. A. du Bus appuie les observations de M. Van de Woestyne au sujet du port de Nieuport. M. de Ribaucourt parle du mauvais état

de l'Escaut dans la traverse d'Appels; M. de Sélys-Longchamps, de la nécessité d'achever la route qui longe l'Amblève. M. Wasseige, *m. l.*, répond aux précédents orateurs. — 26. M. S. Pirmez demande l'élargissement du canal de Charleroi. M. B. du Bus réclame des travaux pour mettre les habitants du Furnes-Ambacht à l'abri des inondations. M. Van Caloen appuie ces observations. M. de Labbeville s'occupe des routes et des ponts à construire dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. M. Fortamps demande que les chambres soient saisies des plans et devis du nouvel hôtel des Monnaies. M. de Cannart d'Hamale recommande l'amélioration du régime de la Dyle; M. de Mérode-Westerloo, celle du régime de la Nèthe. Le projet de loi est adopté par 56 voix et 2 abstentions. A propos de l'article 2, aux termes duquel les architectes employés par l'Etat ne toucheraient pas d'honoraires pour les dépenses qui dépasseraient leur devis primitif, M. Wasseige, *m. l.*, renouvelle une déclaration qu'il a faite à la chambre des représentants; il s'y est rallié à l'amendement de la *s. c.* à la condition qu'il ne s'agisse que d'architectes qui, quoique employés par l'Etat, ne sont pas des fonctionnaires publics; quant aux architectes qui appartiennent au service des bâtiments civils, ce sont des fonctionnaires très intelligents, très capables, qui reçoivent des traitements fixes variant de 5,500 à 4,500 fr.; mais ils ne touchent pas un centime, ni pour les devis qu'ils font, ni pour la surveillance des travaux dont ils sont chargés.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

25 décembre. A propos de la validation des pouvoirs du comte L. de Mérode, élu à Bruxelles, M. Solvyns, *r. c.*, demande qu'on

établisce une jurisprudence uniforme au sujet du contenu des bulletins de vote, et que les commissaires d'arrondissement ne soient pas autorisés à séparer les électeurs d'une commune et à les disséminer dans divers bureaux. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, s'engage à faire de ces deux points l'objet d'un examen attentif.

VOIES ET MOYENS.

20 décembre. M. Bischoffsheim, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des voies et moyens. — 22. Dans la discussion générale de ce B., un débat s'engage entre MM. Vilain XIII, de Ribaucourt, Lud. de Robiano, de Woelmont d'Hambraine, S. Pirmez, De Vadder, Jacobs, *m. f.*, H. Dolez et Bergh au sujet de l'impôt perçu par les villes sur les constructions nouvelles; de l'utilité d'un impôt sur les allumettes chimiques et sur le tabac; du mode de perception de l'accise sur la bière; de la promesse faite par le ministère de réduire les charges publiques, et des améliorations à apporter aux finances des provinces. (*Voir ensuite AFFAIRES ÉTRANGÈRES et CHEMIN DE FER.*) Le B. est voté à l'unanimité.

VOIRIE VICINALE.

22 décembre. M. Malou, *r. c.*, dépose le rapport sur le crédit de 2,000,000 de francs demandé pour la voirie vicinale, l'assainissement et la grande voirie. — 25. La discussion de ce projet de loi donne lieu à des observations de MM. de Ribaucourt, de Sélys-Longchamps, Vilain XIII, Lud. de Robiano, Delafaille, Solvyns, de Rodes, Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, et G. de Woelmont sur l'entretien des routes et la répartition des subsides. Le projet est voté à l'unanimité.

SÉNAT.

Session 1870-1871.

U²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ARCHITECTES (Honoraires des) du département des travaux publics, 26 *jt.* V. Travaux publics.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1871. *r.* de M. Van Schoor. Disc. et vote, 23 *d.* — Cr. restant disponible sur l'exercice. *r.* de M. Van Schoor et vote, 24 *d.* — Cr. de 3.475,000 fr. *r.* de M. Orban de Xivry, 14 *f.* — Disc. et vote, 16 *f.* — Cr. de 3,250,000 fr. *r.* de M. de Looz Corswarem et vote, 21 *jt.* V. Guerre.

ART INDUSTRIEL (Enseignement de l'), 18 *mai.* V. Lettres, sciences et arts.

ARTILLERIE. Cr. de 1,220,000 fr. *r.* de M. d'Over-schie de Neeryssche et vote, 24 *d.* V. Guerre.

B

BEAULIEU (Cr. de 1,100,000 fr. pour indemnité à la faillite du sieur). *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 21 *jt.* V. Finances.

BUDGETS de 1866. Règlement définitif. *r.* de M. Fortamps, 25 *mai.* — Vote, 29 *ju.* V. Comptabilité.

BUDGETS de 1871. Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 20 *d.* — Disc. et vote, 21 *d.* Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Van Caloen, 20 *d.* — Vote, 21 *d.* — Finances. *r.* de M. Fortamps, 20 *d.* — Vote, 23 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Malou, 16 *mai.* — Disc., 17, 18 *mai.* — Vote, 18 *mai.* V. Budgets. — Travaux publics. *r.* de M. de Mérode Westerloo, 5 *jt.* — Disc., 5, 7, 8, 10 *jt.* — Vote, 10 *jt.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Bischoffsheim, 20 *d.* — Disc. et vote, 22 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1872. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Béthune, 25 *mai.* — Vote, 30 *ju.* V. Budgets.

C

CANAUX. Navigabilité du canal de Schipdonck, 10 *jt.* — Elargissement du canal de Charleroi, 26 *jt.*

CHEMIN DE FER. Tarif des voyageurs, 22, 25 *d.* 20 *f.*, 5, 10, 25, 26 *jt.* — Ligne de Virton, 23 *d.* — *Id.* de Hasselt à Maeseyck, 25 *d.* — Communications avec l'Allemagne et Paris, 14 *f.* — Cr. de 6,500,000 fr. pour le matériel. *r.* de M. Lebeau, 15 *f.* — Disc. et vote, 20 *f.* — Convention avec les Bassins houillers. *r.* de M. Lebeau, 17 *f.* — Disc. et vote, 20 *f.* — Matériel de transport qui se trouve en France et en Allemagne, 27 *m.* — Chemin de fer de Bonne-Espérance à Beaumont, 25 *mai.*, 7 *jt.* — Lignes du Luxembourg, 5, 7, 10 *jt.* — Demande de reprise du réseau de la Flandre occidentale. Ligne de Landen à Hannut, station de Verviers, tarif de transport des engrais, 5 *jt.* — Lignes d'Athus à Givet, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, de Saint-Ghislain à Ath, 7 *jt.* — Insuffisance du matériel, ligne de Termonde à Saint-Nicolas, réclamation de la ville de Wavre. Stations de Tournai, 8 *jt.* — De Malines, de Braine-le-Comte, 10 *jt.* — *Minimum* d'intérêts de la société Lierre-Turnhout. *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 21 *jt.* — Cr. de 205,000 fr. pour le matériel. *r.* de M. Wincqz, 21 *jt.* — Vote, 22 *jt.* — Concession de Tirlemont au camp de Beverloo. *r.* de M. Wincqz, 22 *jt.* — Disc. et vote, 25 *jt.* — Insuffisance du matériel, billets d'aller et retour, 25 *jt.* — Station centrale de Bruxelles, station d'Ostende, Tournai et Malines, 26 *jt.* V. Chemin de fer. — Déplacement de la ligne de Saint-Nicolas à Lokeren, 20 *d.* V. Travaux publics.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. Leur utilité, 17 *mai.* V. Budget de l'intérieur.

COMMUNE de Paris. Accueil réservé à ses auteurs en Belgique, 26 *mai.* V. Affaires étrangères.

COMMUNES. Délimitation d'Anvers et Merxem. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 25 *mai.* — Erection de Bressoux, *id.* Vote, 31 *mai.* — Aisemont. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 30 *ju.* — Vote, 4 *jt.* V. Affaires communales.

COMPTABILITÉ (Dérogation à l'article 19 de la loi de). *r.* de M. Béthune, 10 *jt.* — Vote, 20 *jt.* V. Comptabilité.

CONSERVATOIRES DE MUSIQUE. Traitement des

professeurs, 18 mai. V. Lettres, sciences et arts.

CONTRAINTE PAR CORPS. r. de M. F. Dolez, 21 jt. — Disc. et vote, 22 jt. V. Contrainte par corps.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. (Remise de la) à cause des dommages éprouvés par les récoltes, 17 mai. V. Agriculture.

COUR DE CASSATION. MM. Fuss et Lenaerts, 20 d. V. Cour de cassation.

COUR DES COMPTES (Vol commis dans les archives de la). Cr. de 306,000 fr. r. de M. De Vadder, 14 f. — Disc et vote, 16 f. V. Finances.

D

DÉCÈS. M. Hanssens-Hap, 19 d. — M. de Gerlache, 15 f. — M. Lonhienne, 12 mai. — M. Teller, 16 mai. V. Décès.

DUNES (Vente des terrains des) inutiles à la défense des côtes. r. de M. Fortamps, 10 jt. — Vote, 20 jt. V. Finances.

E

ÉLECTIONS. Répartition des électeurs dans les bureaux, 23 d. V. Vérification des pouvoirs.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Cr. d'un million pour maisons d'école. r. de M. Hubert, 14 f. — Disc., 16, 17 f. — Vote, 17 f. — Ecoles d'adoption, enseignement obligatoire, 16, 17, f., 16 mai. — Ecole normale de Mons, 18 mai. V. Instruction publique.

ESCAUT. Canalisation, 5, 7 jt. — Travaux à Audenarde et à Termonde, 25 jt. V. Travaux publics.

ESPAGNE (Traité avec l'). (Voir TRAITÉS.)

ÉTRANGERS (Prorogation de la loi sur les). r. de M. Solvyns et vote, 10 jt. V. Justice.

EXPORTATION (Défense d') et de transit de certaines marchandises. r. de M. Fortamps et vote, 24 d. V. Douanes et accises.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS. Projet de local au Champ des Manœuvres, 18 mai. V. Lettres, sciences et art.

F

FÉTIS (Acquisition de la bibliothèque de M.), 18 mai. V. Lettres, sciences et arts.

FLANDRE (S. A. R. la comtesse de) donne le jour à deux princesses, 19 d. V. Famille royale.

FRANCE. Relations commerciales, après le vote du nouveau tarif. 25 jt. V. Affaires étrangères.

FURNES-AMBACHT (Inondation du) pendant la guerre, 8 n. V. Affaires étrangères. — 26 jt. V. Travaux publics.

G

GREFFIERS PROVINCIAUX. Traitement, 17 mai. V. Budget de l'intérieur.

H

HOLLANDE (Négociations avec la) au sujet du passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 22 d. V. Affaires étrangères.

I

IMPOTS (Modifications aux lois d'). Disc. et vote, 4 jt. V. Impôts.

ITALIE (Convention consulaire avec l'). (Voir TRAITÉS.) — Le ministre de Belgique à Rome, 3 jt. V. Affaires étrangères.

J

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles. Sa destination, 18 mai. V. Budget de l'intérieur.

JOURNAUX (Attitude des) pendant la guerre franco-allemande, 21 d. V. Budget des affaires étrangères.

JUSTICE DE PAIX. de Mont-Hadeiin. r. de M. Delafaille, 16 mai. — Disc. et vote, 23 mai. — Id. de Dison. r. de M. F. Dolez, 30 jn. — Vote, 5 jt. V. Justice.

M

MALLE DES INDES (Transport de la), 22 jt. V. Budgets.

MANUFACTURES (Travail des enfants dans les), 23 mai. V. Industrie.

MEUSE. Canalisation, 8 jt. V. Travaux publics.

MILICE. Cr. de 2 millions pour la rémunération. r. de M. De Vadder, 20 d. — Vote, 24 d. V. Milice.

MINES. Critique de la loi de 1865 relative à l'occupation des terrains, 6 jt. V. Travaux publics.

MINISTÈRE. Démission de M. Malou, 19 d. V. Politique intérieure.

MONNAIE. Fabrication de la monnaie d'or, usure et remboursement, 15 f. V. Finances.

MONNAIES (Hôtel des). Déplacement. r. de M. Fortamps, 14 f. — Disc. et vote, 15 f. V. Finances. — 26 jt. V. Travaux publics.

MOTTE (Transaction avec les héritiers). r. de M. Bethune, 20 d. — Vote, 21 d. V. Finances.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. Déplacement, organisation, 18 mai. V. Budget de l'intérieur.

MUSÉES (Acquisition pour les), 18 mai. V. Lettres, sciences et arts.

MUTATIONS CADASTRALES. Retard, 23 d. V. Budget des finances.

N

NATURALISATION. Mode de votation pour les naturalisations ordinaires, 20 d. V. Naturalisation.

NIELLON, général. Pension à la veuve. r. de M. Sacqueleu et vote. 21 jt. V. Pensions.

NIEUPORT (Port de), 25 jt. V. Travaux publics.

O

OISEAUX INSECTIVORES (Protection des), 17 mai. V. Agriculture.

P

PALAIS DES BEAUX-ARTS (Projets de), 18 mai. V. Budget de l'intérieur.

PARIS. Services rendus par la légation belge en 1870-1871, 22 *jt.* V. Budgets.

PAQUEBOTS (Cr. de 250,000 fr. pour réparation, de). *r.* de M. Van de Woestyne, 14 *f.* — Disc. et vote, 17 *f.* V. Marine.

PENSIONS MILITAIRES. *r.* de M. De Vadder et vote, 21 *jt.* V. Pensions.

PESTE BOVINE. Interdiction des foires et marchés, 26 *mai.* V. Agriculture.

PIERRES de Namur et des Ecaussinnes, 25 *jt.* V. Travaux publics.

PONT sur l'Ourthe à Laroche, 8 *jt.* — Dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, 25 *jt.* V. Travaux publics.

POSTES. Extension du rayon des cartes-correspondance, 10 *jt.* Subside aux paquebots entre Anvers et New-York. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 21 *jt.* V. Postes.

PROVOCATION à commettre un crime. Pr. de loi de M. Malou, 5 *jt.* V. Justice.

R

RÉCOLTES (Dommages causés aux). Dispense de l'impôt foncier, 17 *mai.* V. Agriculture.

RÉFORME ÉLECTORALE. *r.* de M. Malou, 18 *mai.* — Disc., 23, 24, 26, 27, 30, 31 *mai.* V. Elections.

RIVIÈRES, Gileppe, 5, 6 *jt.* — Dendre, 5, 6, 8 *jt.* — Yser, 8 *jt.* — Dyle et Nèthe. 26 *jt.* V. Travaux publics.

ROULAGE (Demande de révision de la loi sur le), 6 *jt.* V. Travaux publics.

ROUTES. Plantations, 8 *jt.* — De l'Amblève, 25 *jt.* V. Travaux publics.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Pét. *r.* de M. Van Delft, 25 *d.*, 13, 14 *f.* V. Affaires communales.

SPA (Suppression des jeux de). *r.* de M. Houtart, 6 *jt.* — Disc. et vote, 20 *jt.* V. Jeux de Spa.

T

TÉLÉGRAPHES. Emploi des femmes, 18 *f.* — Bureau à Isque, 10 *jt.* V. Télégraphes.

TERNEUZEN (Canal de), 20 *d.*, 5 *jt.*

TRAITÉS avec l'Espagne. *r.* de M. Van de Woestyne, 20 *d.* Vote, 21 *d.* — Convention consulaire avec l'Italie. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 14 *f.* — Vote. 17 *f.* V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 22 millions. *r.* de M. Béthune, 25, 26 *jt.* — Vote, 26 *jt.* V. Travaux publics.

V

VICTOR HUGO (Expulsion de), 30 *mai.* V. Justice.

VOIRIE VICINALE. Entretien, amélioration, 18 *mai.* V. Budget de l'intérieur. — Cr. de 2 millions. *r.* de M. Malou, 22 *d.* — Vote, 23 *d.* V. Voirie vicinale.

SESSION LÉGISLATIVE 1871-1872.

(14 NOVEMBRE 1871 AU 17 MAI 1872.)

V²

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

Comme à la session précédente jusqu'au 7 décembre 1871; à partir de cette date

Finances, M. J. Malou.

Justice, M. De Lantsheere.

Intérieur, M. Delcour.

Affaires étrangères, M. le comte d'Aspremont-Lynden.

Guerre, M. le lieutenant général Guillaume.

Travaux publics, M. Moncheur.

Membre du conseil, M. de Theux.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

YPRES, M. Berten succède à M. Van Renynghe, décédé.

LIÈGE, M. Piedbœuf remplace M. Braconier, démissionnaire.

MEMBRES DU SÉNAT.

LIÈGE, M. Braconier succède à M. Forgeur, décédé.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1871-1872.

Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — Président, M. THIBAUT.
1^{er} vice-président, M. TACK — 2^e vice-président, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. DE BORCHGRAVE, HAGEMANS, REYNAERT et WOUTERS.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et SNOY.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

25 février. M. De Fré interpelle le gouvernement au sujet de la présence du comte de Chambord à Anvers; il ne le blâme pas de n'avoir pas usé de rigueur envers le prince français qui se trouve sur le sol belge; mais il l'accuse d'avoir donné, en présence de la situation politique de la France si troublée, à un de ces prétendants un témoignage public et officiel de ses sympathies. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond qu'il n'y a pas eu de témoignage officiel de sympathie donné au comte de Chambord. Le gouverneur de la province d'Anvers avait reçu la visite du comte de Blacas, qui avait cru devoir se rendre chez lui, conformément aux usages du monde. La plus simple politesse exigeait que le gouverneur de la province d'Anvers rendit sa visite au comte de Blacas; il la lui a rendue; mais il n'a pas vu et ne connaît pas le comte de Chambord. Celui-ci, du reste, n'est ni proscrit, ni exilé de la France; il a parfaitement le droit d'y rentrer quand il lui en prendra fantaisie; ce qu'il fait à Anvers, il aurait parfaitement le droit de le faire en France. M. De Fré répond que le gouvernement a deux poids et deux mesures. Il accorde l'hospitalité au comte de Chambord et il a expulsé Victor Hugo. L'orateur insistant sur ses critiques, M. Malou, *m. f.*, le convie à formuler une proposition de blâme. M. Defuisseaux dépose alors une proposition ainsi conçue: « Considérant que la loi contre les étrangers est virtuellement abolie, je demande que la révision de la loi sur les étrangers soit mise à l'ordre du jour. » MM. de Theux et Delehayé proposent l'ordre du jour pur et simple, qui est prononcé. — 24. M. Couvreur annonce qu'il interpellera le gou-

vernement sur les désordres qui ont eu lieu à Anvers, sur les craintes que l'on peut nourrir de les voir s'aggraver et sur les causes qui les ont amenés, à savoir la présence du prince à Anvers et les visites de politesse qui ont été faites par les agents et les représentants du gouvernement belge à lui ou à des personnages de sa suite. — 27. L'orateur fait son interpellation. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond qu'il a laissé à l'administration communale d'Anvers le soin de maintenir l'ordre. M. d'Hane-Steenhuysen défend cette dernière. M. Jottrand appuie les critiques de M. Couvreur, qui sont combattues par MM. Malou, *m. f.*, et Dumortier. M. Rogier soutient que le comte de Chambord, voyant sa présence occasionner des troubles, aurait dû quitter le pays comme l'a fait M. Thiers en 1848, quand on lui dit que son séjour produirait de l'émotion en France. Deux ordres du jour sont proposés, l'un par M. Dumortier, ainsi conçu: « La chambre, satisfaite des explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour; » l'autre par MM. Lelièvre et Orts, rédigé dans les termes suivants: « La chambre, après avoir entendu les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour. » Après avoir entendu encore MM. Bara, Malou, *m. f.*, Pirmez et Van Humbeeck, la chambre adopte, par 58 voix contre 37, l'ordre du jour proposé par M. Dumortier.

9 avril. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à une question de M. Le Hardy de Beaulieu, annonce qu'à la suite des dénonciations du traité de commerce avec la France, il a reçu du chargé d'affaires de ce pays la déclaration que, dans la pensée de son gouvernement, la dénonciation du traité du 4^{er} mai 1861 n'est point le prélude d'une réaction économique, qu'elle ne peut « affecter

ter les rapports d'amitié que la France entretient si heureusement avec la Belgique, et que les relations commerciales entre les deux pays n'auront pas davantage à en souffrir. » M. Ozenne, directeur général au département du commerce de France, est arrivé à Bruxelles, pour entrer en négociations avec le gouvernement belge. Le *m.* a répondu que si la nécessité de modifier l'arrangement qui régit les échanges entre les deux nations était démontrée, le gouvernement du Roi, conséquent avec sa politique commerciale, eût désiré que le gouvernement de la République n'y touchât que pour en développer le principe libéral et en élargir les bases. M. Le Hardy de Beaulieu félicite le *m.* de cette déclaration et l'engage à persévérer dans son attitude. — 17. M. Vleminckx interpelle le gouvernement sur ses relations avec le gouvernement italien. Il demande s'il est vrai que le cabinet a reçu, dans ces derniers temps, sous une forme quelconque dont la courtoisie tempérait l'énergie, des observations sur son attitude vis-à-vis du gouvernement de S. M. le roi d'Italie? Le ministère est-il disposé à communiquer ces observations, ainsi que la réponse qu'il a dû y faire? Est-il vrai que ces observations se rapportent principalement à l'absence continue de Rome, du ministre belge près le gouvernement italien, ainsi qu'au silence gardé par le cabinet à l'occasion des insultes dont le roi Victor-Emmanuel a été l'objet au sein du sénat? M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond qu'il n'existe pas de dissentiment avec le cabinet italien. Aucune note n'a été remise au gouvernement. Le *m.* a eu une conversation avec le ministre d'Italie. Dans cette conversation certains points ont été traités. En suite de cette communication verbale, il a été envoyé au ministre de Belgique à Florence des instructions très précises. Il n'y a pas encore de réponse de l'Italie. Il y aurait donc une sorte d'inconvenance de la part du gouvernement belge à entrer dans un débat public avant que le gouvernement italien lui-même ait pu manifester sa manière de voir. Le congé accordé à M. Solvyns n'est pas une fiction; M. Solvyns doit revenir d'ici à peu de temps. Mais pour que cette situation ne laisse aucun doute dans les esprits, le *m.* a donné l'ordre à M. Solvyns de fixer sa résidence réelle à Rome et d'informer le gouvernement italien et ses collègues du corps diplomatique que sa résidence y est réellement établie. On a parlé des offenses qui ont été proférées au sénat contre le roi d'Italie. Les paroles qui ont été prononcées par le prince de Ligne, président du sénat, dispensaient le gouvernement d'intervenir. MM. De-fuisseaux et Vleminckx reprochent au gou-

vernement de ne pas avoir ratifié les paroles du prince de Ligne. MM. Dumortier et Malou, *m. f.*, répondent que le gouvernement n'avait pas à s'expliquer. M. Malou, *m. f.*, estime que le débat actuel ne doit pas être prolongé. M. Guillery est d'un avis contraire et demande que le gouvernement dépose la correspondance échangée depuis trois mois, depuis six mois même, entre le *m. a.* et le ministre de S. M. le Roi des Belges auprès de S. M. le roi d'Italie ainsi que le ministre auprès du saint-siège apostolique. Cette proposition est appuyée par M. Bara et combattue par MM. de Theux, Malou, *m. f.*, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Dumortier. M. Rogier pense qu'on pourrait attendre que le gouvernement ait fourni des renseignements sur la solution de l'incident qui est pendant avec l'Italie. Mais M. Guillery insiste pour sa proposition, qui est rejetée par 54 voix contre 41.

AGRICULTURE.

15 décembre. Un débat s'engage entre MM. Thienpont, Delcour, *m. i.*, Vleminckx, A. Vandenpeereboom, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, Hagemans et Kervyn de Lettenhove, sur les mesures à prendre pour empêcher la propagation de la peste bovine.

18 janvier. Sur la motion de M. Kervyn de Volkaersbeke, appuyée par MM. E. de Kerckhove, De Haerne, de Theux, Delehay et Bouvier, la chambre ordonne un prompt rapport sur une pétition par laquelle le sieur Bochart demande que le gouvernement fasse établir, sans délai, dans les localités où la peste bovine s'est déclarée, des pacages spéciaux où des expériences seraient faites par des vétérinaires homéopathes. — 24. M. Vander Donckt, *r. c.*, présente le rapport sur cet objet, et conclut au renvoi au *m. i.*, en l'engageant à persévérer dans la voie où il est entré et qui a donné les meilleurs résultats. — 26. M. Thienpont est d'avis qu'il y a lieu d'agir dans le sens indiqué par M. Bochart. MM. Vander Donckt, *r.*, et Delcour, *m. i.*, combattent cette manière de voir et les conclusions du rapport sont adoptées.

2 février. Un débat s'engage entre MM. Reynaert, Delcour, *m. i.*, Vermeire, Vandenpeereboom, Delexhy, Jottrand et Kervyn de Lettenhove, au sujet de l'organisation des comices, des concours et des stations agricoles.

2 mars. MM. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Malou, *m. f.*, répondant à M. Boulanger, donnent des explications au sujet de l'occupation militaire de la frontière du midi à cause de la peste bovine. MM. Vandenpeereboom et Bouvier prient le gouvernement de veiller à ce qu'on envoie dans la Flandre occidentale

le nombre de douaniers nécessaire d'abord pour surveiller la frontière et ensuite, le cas échéant, les localités où la peste se déclarerait ; le service fait par la douane coûte moins et a moins d'inconvénients pour les habitants que le service fait par la troupe.

14 mai. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. E. de Kerekhove et Gerrits, dit qu'en ce qui concerne la peste bovine, la situation s'améliore, mais qu'il ne peut s'engager à supprimer les mesures de précaution. M. Vandenpeereboom lui conseille de ne pas les diminuer trop vite, la maladie sévissant en France avec plus d'intensité que jamais. —

15. M. David demande des explications sur un avant-projet de loi communiqué aux commissions d'agriculture et qui est relatif au droit de requérir les chevaux pour le service militaire. M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il n'a aucune connaissance de ce projet.

BANQUE NATIONALE.

27 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui proroge pour un terme de 50 ans la durée de la Banque Nationale.

16 mars. M. Pirmez, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

25 avril. MM. Couvreur et Guillery proposent de le renvoyer à la fin de l'ordre du jour pour donner la priorité à d'autres projets plus urgents. Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Lelièvre, Jacobs, Defuisseaux, David, Guillery, Frère-Orban, De Baets et Demeur, cette proposition est rejetée par 66 voix contre 15, et la chambre aborde la discussion. M. Vermeire prononce un discours en faveur du projet. M. Dansaert est d'avis qu'il n'y a pas lieu de fixer à 50 ans la durée du privilège demandé en faveur de la Banque Nationale, et il allègue à la charge de cet établissement divers refus de crédit, qui sont contestés par M. Malou, *m. f.* —

26. M. de Lhoneux estime, comme M. Dansaert, que le terme de 50 ans, proposé par le gouvernement comme durée du nouveau privilège de la Banque Nationale, est un peu long, et il se rallierait volontiers au terme de 15 ans, par exemple à partir du 1^{er} janvier prochain. M. Demeur prononce un discours, interrompu à diverses reprises par MM. Frère-Orban et Pirmez, *r.*, dans lequel il soutient qu'il y a lieu de prendre des garanties sérieuses contre le monopole de la Banque, entre autres la nomination des censeurs par la chambre, moyen indiqué par M. de Lhoneux. — 27. En tous cas, il y a lieu de réduire le terme de 50 ans inscrit au projet de loi. M. Boucquéau soutient la thèse du réescompte comme moyen d'abaisser le plus possible le cours de l'argent. — 30. Il estime

que, dans son organisation actuelle, la Banque ne va pas nécessairement vers ce but, que son intérêt la porte en sens contraire, et que par conséquent il y a nécessité de modifier cette organisation. M. Balisau développe un amendement ainsi conçu : « Les versements nécessaires pour porter le capital social de la Banque à cinquante millions de francs se feront par l'Etat, qui recevra, en compensation, vingt-cinq mille actions semblables à celles des autres actionnaires. Les actions ainsi acquises par l'Etat seront aliénées publiquement au mieux des intérêts du Trésor public. » Il propose en outre de décider que : « le bénéfice résultant, pour la Banque Nationale, de la différence entre l'intérêt de 4 1/2 p. c. et le taux d'intérêt perçu par cette institution sera attribué à l'Etat. Ce taux pourra être réduit par la loi, successivement, d'un demi pour cent, à l'expiration de chaque période quinquennale, mais jusqu'au taux minimum de 3 1/2 p. c. seulement. » Et enfin cette autre disposition : « Pour autant que l'extension des opérations l'exige, et la direction de la Banque entendue, le gouvernement se réserve, en tout temps, la faculté d'ordonner l'augmentation du capital. » M. Pirmez, *r.*, expose quel est, d'après lui, le rôle économique de la Banque et les moyens qu'elle doit employer pour produire les meilleurs résultats.

1^{er} mai. Il s'occupe des rapports qui doivent exister entre la Banque et l'Etat et spécialement de la question de savoir quelle doit être la part de l'Etat dans les bénéfices réalisés par la Banque. Il croit qu'il serait légitime d'attribuer à l'Etat un bénéfice d'un demi pour cent sur les émissions de billets excédant 500 millions. M. Julliot déclare qu'il présentera un amendement dans ce sens. M. Frère-Orban parle en faveur du projet. — 2. Après qu'il a terminé son discours. M. Couvreur défend le système de la pluralité des banques. Ayant peu d'espoir de faire admettre ses idées, il voudrait voir démocratiser l'institution de la Banque Nationale en stipulant dans les statuts que, toutes les fois que l'action atteindra un multiple de 1,000 fr., elle se divisera de façon que le capital de 5,000 fr., quelle que soit la valeur de l'action, assurera le bénéfice d'une voix dans les délibérations des assemblées générales de la Banque Nationale. Il se déclare partisan de la réduction de la durée du privilège à dix ans. — 3. La chambre entend M. Malou, *m. f.*, en faveur du projet. — 4. M. Le Hardy de Beaulieu le combat. — 7. Il propose l'ajournement du projet. La discussion continue entre MM. Balisau, Frère-Orban, Dansaert, Pirmez, *r.*, Malou, *m. f.*, et Demeur. — 8. Après un nouveau discours de M. Boucquéau, la discussion générale est close. M. Dansaert

développe deux amendements aux termes desquels : 1^o les administrateurs des comptoirs de la Banque et les membres de ces comités ne pourront être intéressés dans aucun autre établissement d'escompte, et 2^o le service des recouvrements des effets de commerce, dans toutes les communes du pays, sera organisé par la Banque Nationale dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi. M. Malou, *m. f.*, demande à la chambre de ne pas adopter le premier amendement, se réservant d'examiner, lorsqu'on fera les statuts et qu'on arrêtera le règlement d'ordre intérieur, quelles sont les dispositions qui peuvent en réaliser les intentions sans rétroactivité, ni secousses, ni inconvénients. A la suite de cette déclaration, M. Dansaert retire sa proposition. MM. Cruyt et Drubbel donnent des explications au sujet de la conduite de la Banque de Flandre à l'égard de l'Union du Crédit de Gand. La chambre adopte l'article 1^{er} du projet aux termes duquel la durée de la Banque est prorogée de 50 ans à partir du 1^{er} janvier 1875. Vient ensuite l'amendement de MM. Demeur et Dansaert, d'après lequel l'institution pourra prendre fin ou être modifiée le 1^{er} janvier 1885, s'il en est ainsi ordonné par une loi votée dans une des deux sessions qui précéderont cette époque. Après avoir entendu MM. Malou, *m. f.*, Demeur, Couvreur, Pirmez, *r.*, Guillery et Frère-Orban, la chambre rejette l'amendement par 53 voix contre 38 et une abstention. La discussion porte ensuite sur l'article qui porte le capital de la Banque à 50 millions et sur l'amendement de M. Balisaux y relatif. M. Demeur défend l'amendement, qui est combattu par M. Malou, *m. f.*, puis retiré par son auteur. En présence de ce retrait, M. Demeur propose un autre amendement portant que l'augmentation du capital pourra, si l'extension des opérations l'exige, être ordonnée par la loi. Cet amendement n'est pas adopté. Article 6 : « La retenue pour constituer la réserve sera de 15 p. c. des bénéfices excédant 6 p. c. » Adopté. A l'article 7 : « Le quart du même excédant est attribué à l'Etat. » Ici vient l'amendement de M. Julliot, qui consiste à ajouter les mots suivants : « qui aura en plus un demi p. c. sur l'émission fiduciaire dépassant 250 millions. » Cet amendement est appuyé par MM. Pirmez, *r.*, et Jacobs. M. Jottrand propose de porter la part de l'Etat à la moitié de l'excédant quand les bénéfices dépasseront 10 p. c. L'amendement de MM. Pirmez et Julliot est adopté par 60 voix contre 14 et une abstention. Celui de M. Jottrand est rejeté. L'amendement de M. Dansaert, relatif à l'organisation du service du recouvrement des effets de commerce dans tout le pays, est re-

tiré après quelques mots de M. Malou, *m. f.*, disant qu'une des obligations de la Banque sera de compléter et d'étendre, dans la mesure des besoins réels, tous ses services et notamment le service des encaissements. A l'article portant que le bénéfice résultant, pour la Banque Nationale, de la différence entre l'intérêt de 5 p. c. et le taux d'intérêt perçu par cette institution, est attribué à l'Etat, M. Balisaux a proposé l'amendement suivant : « Le bénéfice résultant, pour la Banque Nationale, de la différence entre l'intérêt de 4 1/2 p. c. et le taux d'intérêt perçu par cette institution est attribué à l'Etat. Ce taux pourra être réduit par la loi, successivement, d'un demi p. c., à l'expiration de chaque période quinquennale, mais jusqu'au taux *minimum* de 5 1/2 p. c. seulement. Cet amendement est rejeté par 62 voix contre 10 et une abstention. Il n'en est pas de même de l'autre amendement de M. Balisaux, tendant à faire verser par l'Etat le nouveau capital de la Banque. — 10. Au second vote, M. Malou, *m. f.*, propose de remplacer l'amendement relatif au 1/2 p. c. qui sera bonifié à l'Etat sur l'émission fiduciaire dépassant 250 millions, par la rédaction suivante : « Le quart du même excédant est attribué à l'Etat; il lui sera bonifiée, en outre, 1/4 p. c. par semestre sur l'excédant de la circulation moyenne des billets au delà de 275 millions de francs. » Cette proposition est adoptée, après un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, Julliot et Frère-Orban. M. Le Hardy de Beaulieu propose un nouvel amendement, aux termes duquel le paiement à vue dans les agences ne peut être ajourné que pour les billets dépassant 50 fr. Cet amendement est rejeté, après quelques mots de MM. Pirmez, *r.*, et Malou, *m. f.*; puis l'ensemble du projet est voté par 87 voix contre 6 et 5 abstentions.

BUDGETS.

16 novembre. Le B. des finances est voté à l'unanimité, avec un amendement de M. Jacobs, *m. f.*, tendant à augmenter le traitement du chimiste-aviseur des accises. Le B. des recettes et dépenses pour ordre est également voté à l'unanimité. — 25. M. Van Overloop, *r. s. c.*, fait rapport sur le B. de la justice; M. Delehay, *r. s. c.*, *id.* sur le B. de l'intérieur. — 24. Dans la discussion du B. des dotations, M. Demeur combat celle du comte de Flandre. Ses critiques sont appuyées par M. Defuisseaux et combattues par M. Jacobs, *m. f.* L'article est voté par 69 voix contre 7 et le B. par 71 voix contre une.

16 décembre. M. A. Visart, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la dette publique. — 20. Dans la discussion de ce B., M. Le Hardy

de Beaulieu demande que l'on fasse des efforts pour rétablir l'amortissement. M. Demeur propose un amendement ainsi conçu : « Chaque année, le gouvernement soumettra aux chambres législatives, avec le budget de la dette publique : 1^o les comptes ayant servi à la liquidation des sommes payées par l'Etat, pendant l'année précédente, à titre de minimum d'intérêt garanti; 2^o les rapports des commissaires du gouvernement relatif à ces comptes. » M. Malou, *m. f.*, s'engageant à fournir ces renseignements, l'amendement est retiré et le B. adopté à l'unanimité.

24 janvier. M. Delehaye, *r. s. c.*, présente le rapport sur des amendements au B. de l'intérieur. — 50. Dans la discussion de ce B., M. Lelièvre recommande au gouvernement d'introduire la publicité des séances des députations permanentes dans les affaires contentieuses. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il a été fait droit, à cet égard, aux réclamations que lui-même a produites. Il ne croit pas qu'il y ait lieu d'agiter de nouveau cette question. (*Voir ensuite INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 51. *Ibid.*

1^{er} février. *Ibid.* M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. De Fré, dit que le gouvernement n'a pas eu à s'occuper jusqu'ici de la question des cimetières, et qu'il se bornera à faire exécuter en cette matière les lois existantes. La discussion générale du B. est close. Dans la discussion des articles, un débat s'engage entre MM. Delehaye, *r.*, Delcour, *m. i.*, Vandenpeereboom, Boulenger, De Fré et Tesch, au sujet du traitement des employés provinciaux et des membres des députations permanentes. — 2. La chambre, après des explications échangées entre MM. Delcour, *m. i.*, et Delehaye, *r.*, vote une augmentation de crédit pour le mobilier de l'hôtel provincial de Liège, puis un subside pour abonnement au Recueil de jurisprudence électorale de M. Scheyven, et renvoie à la *s. c.* l'examen d'un amendement de M. Delcour, *m. i.*, tendant à accorder un subside de 100,000 fr. à la ville de Bruxelles pour la police de la capitale. Le *m.*, répondant à M. Jottrand, s'engage à examiner s'il y a lieu de rétablir l'ancien usage de donner des objets d'orfèvrerie, au lieu d'armes de guerre, en prix aux vainqueurs du tir national. (*Voir ensuite AGRICULTURE.*) Sur la proposition de M. Dumortier et après quelques mots de MM. Delcour, *m. i.*, Crombez et Bouvier, la chambre augmente de 5,000 fr. l'allocation pour le personnel du Jardin botanique de Bruxelles. Au chapitre de l'Industrie, M. Hagemans demande que l'on organise au Musée de l'Industrie une collection ayant en vue de représenter la composition chimique des différentes substances employées comme nourriture, et, en second lieu,

de montrer les sources naturelles d'où sont tirées ces diverses substances alimentaires, M. Dansaert demande ensuite que l'on s'occupe de la législation des marques de fabrique, des modèles et dessins de fabrique, des conseils de prud'hommes, des livrets d'ouvriers et du travail des femmes et des enfants dans les manufactures. M. Delcour, *m. i.*, répond que toutes ces questions feront l'objet d'un examen attentif. M. Magherman est d'avis qu'il faut augmenter les traitements des greffiers des conseils de prud'hommes. M. Funck demande que l'on fasse relier la collection des brevets qui figure au Musée de l'Industrie. M. Delcour, *m. i.*, se rallie à cette manière de voir. Le chiffre du traitement des vérificateurs des poids et mesures donne lieu à un échange d'observations entre MM. Delehaye, *r.*, et Delcour, *m. i.* (*Voir ensuite INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 5. *Ibid.* M. Delehaye, *r. s. c.*, présente le rapport sur l'amendement relatif à la police de Bruxelles. Il conclut à l'ajournement jusqu'après le vote d'une loi qui règle l'emploi de l'allocation. MM. Delcour, *m. i.*, et Malou, *m. f.*, se rallient à la proposition de disjonction, qui est votée après quelques observations de MM. Pirmez et Guillery. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 6, 7, 8, 9, 10. *Ibid.* (*Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) Après un échange d'explications entre MM. Vleminckx et Delcour, *m. i.*, au sujet de la police des établissements dangereux et insalubres; entre MM. d'Hane-Steenhuysse et Van Overloop au sujet de la construction d'un lazaret à Anvers, le B. est voté par 76 voix contre 5 et 6 abstentions. — 20. Dans la discussion générale du B. de la justice, M. Lelièvre engage le gouvernement à maintenir la loi sur la mise à la retraite des magistrats; il recommande la modification du tarif des huissiers et engage le *m.* à ne pas donner suite au projet ayant pour objet la suppression des avoués. M. de Moerman d'Harlebeke est d'avis qu'il y a lieu d'accorder une indemnité aux personnes indûment poursuivies. M. De Lantstheere, *m. j.*, est d'avis qu'avant de toucher à la loi sur l'éméritat, il faut attendre au moins qu'on ait pu apprécier d'une manière plus complète, pendant une période d'années plus considérable, quels seront ses effets sur la composition de la magistrature. La question des émoluments des huissiers fera l'objet d'une loi spéciale. M. Guillery estime que l'éméritat accordé par la législature devra toujours être maintenu. C'est là un principe définitivement consacré et sur lequel il serait injuste de revenir; mais ce qui ne lui paraît pas aussi avantageux à l'administration ni aussi nécessaire à l'indépendance des magistrats, c'est la mise à la retraite forcée. On pourrait parfaitement re-

venir à peu près à l'ancien système et déclarer dans la loi que les magistrats ne pourront être mis à la retraite que par décision du corps auquel ils appartiennent ou de la juridiction supérieure, sur la réquisition du ministère public, qui n'agirait lui-même que sur l'ordre du *m. j.* L'orateur appelle l'attention du *m.* sur la nécessité d'augmenter le personnel du tribunal de Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'il déposera un projet de loi portant augmentation du personnel des tribunaux de Bruxelles et de Nivelles. M. Hagemans demande quelles sont les intentions du *m.* en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort. M. Lescarts critique le mode de nomination des notaires, qui est souvent de la vénalité déguisée. Il voudrait que les nominations se fissent sur présentation de candidats par la chambre de discipline et le tribunal de 1^{re} instance. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'il ne peut promettre à la chambre qu'il n'exécutera pas une loi qu'elle ne juge pas à propos de révoquer, et ne veut surtout pas promettre aux assassins de recommander à la Couronne des mesures qui leur assureraient une impunité, même partielle. Mais il rassurera M. Hagemans en ajoutant qu'il a eu l'honneur d'apprendre le droit criminel à l'école de M. Thonissen et qu'il partage en cette matière les opinions que celui-ci n'a cessé de soutenir. Il ajoute que, lorsque des marchés existent en cas de cession de notariats, ils sont généralement ignorés. M. Bara critique le changement introduit par M. Cornesse dans la jurisprudence en matière de fondations de messes. Il demande si le *m.* entend faire des instances auprès du gouvernement italien pour obtenir les revenus de la fondation Jacquet; s'il entend autoriser une action civile contre la *c.* des bourses de Namur; il demande enfin au gouvernement s'il entend prendre, au point de vue criminel, des mesures pour découvrir et atteindre les personnes qui ont détourné les fonds de cette fondation. M. Defuisseaux appuie les observations de M. de Moerman d'Harlebeke, consistant à demander au *m. j.* de présenter prochainement à la chambre un projet de loi allouant des dommages-intérêts aux victimes de la détention préventive. M. Coomans répond au discours de M. Bara en ce qui concerne les fondations de messes. Le débat continue sur cet objet entre MM. Jacobs et Bara. — 22. M. Coremans se plaint que tous les jours on voie, dans les parties flamandes du pays, les membres du parquet se servir, dans leurs réquisitoires, d'une langue qui n'est pas comprise par l'accusé ou le prévenu. Même, quand le prévenu n'est pas assisté d'un avocat et qu'il ne connaît que sa langue maternelle, le flamand, les membres du par-

quet poussent leur amour de l'absurde jusqu'à requérir et à soutenir l'accusation en français, rendant ainsi impossible toute défense de la part du prévenu. M. Van Wambeke appuie ces observations. M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare qu'en matière de fondations de messes, il partage en tous points l'opinion de son prédécesseur et qu'il entend appliquer la jurisprudence qu'on lui reproche d'avoir inaugurée. En ce qui concerne la fondation Jacquet, il examinera s'il est impossible d'obtenir, sinon immédiatement, du moins dans un délai rapproché, la remise des biens de la *c.* des bourses de Namur. Mais il fait dès à présent cette déclaration que, si les négociations amiables n'aboutissent pas, il ne reculera devant aucun moyen pour assurer et le respect de la loi belge et le respect d'un acte posé par le gouvernement en exécution de cette loi et la remise à un établissement public belge de ce qu'il a le droit de considérer comme une propriété nationale. (*Approbaton à gauche.*) Il partage l'opinion de M. Bara sur une question posée par celui-ci relativement à l'autorisation d'ajouter à son nom des particules nobiliaires. Enfin, en ce qui concerne l'emploi du flamand en matière répressive, il dit que la question sera résolue à l'occasion du code d'instruction criminelle, dont une *c.* prépare la révision. M. Bara dit, à propos de la fondation Jacquet, que le moyen le plus prompt, c'est de réclamer auprès du gouvernement italien, et il a confiance que le gouvernement italien ne refusera pas de laisser percevoir les revenus des biens de la fondation Jacquet. L'orateur regrette que le *m.* n'ait pas encore pu prendre de résolution à cet égard, mais il espère qu'il agira avec énergie et le plus promptement possible. Il l'engage aussi à laisser poursuivre l'action civile. Depuis longtemps l'école communale de Rochefort manque des fonds nécessaires, et M. Kervyn a autorisé une mesure détestable en haine de l'enseignement primaire de Rochefort. Il y avait une concurrence entre l'école des petits frères de Rochefort et l'école communale. Les biens de la fondation Jacquet, qui appartiennent à l'école communale, sont distribués secrètement à l'école des petits frères. Le conseil communal de Rochefort, hostile à l'école de la commune, exigeait des enfants une rétribution de 10 fr., alors que les enfants étaient admis gratuitement à l'école des petits frères. Aussi l'école communale était-elle écrasée; on ne pouvait sans sacrifice y envoyer ses enfants. D'un côté, il fallait donner 10 fr. pour être admis à l'école communale; de l'autre, on n'exigeait aucune rétribution des enfants admis à l'école des petits frères. On prenait les revenus de la fondation appartenant à l'école communale

pour les donner à l'école des petits frères. Voilà un fait des plus regrettables, des plus condamnables et que l'on ne saurait trop signaler à l'attention publique. MM. Van Overloop et Van Humbeeck présentent quelques observations sur la question des messes. MM. Drubbel et Gerrits insistent sur la réparation des griefs des Flamands, et le dernier orateur reproche au *m.* de vouloir renvoyer la solution de la question aux calendes grecques. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'il ne peut se mettre en dehors de la loi. Il consent toutefois, sur la demande de M. Drubbel, à inviter les membres des parquets dans les provinces flamandes à faire leurs réquisitions en langue flamande lorsque le prévenu ne connaît que le flamand et qu'il n'est pas assisté d'un avocat devant un tribunal correctionnel. M. Delehaye croit que l'article 25 de la Constitution, qui déclare que l'emploi des langues est facultatif, s'applique aux administrés et non aux administrateurs, et, à son avis, si l'emploi des langues est facultatif pour le simple citoyen, il ne l'est pas pour le ministère public; le ministère public est obligé de conclure dans la langue du prévenu. M. Thonissen demande qu'on améliore la position des secrétaires des parquets. M. Dansaert voudrait voir introduire le *pro Deo* en matière de faillites, et M. Van Humbeeck réclame une réforme complète des lois sur le *pro Deo* en général. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond que cette question sera résolue à propos du code de procédure civile. M. Kervyn de Lettenhove affirme qu'il a maintenu l'école primaire de Rochefort malgré le conseil communal. M. Bara maintient ses allégations. Quelques observations sont encore échangées entre MM. Wasseige, Bara et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet de la fondation Jacquet. — 24. Dans la discussion des articles du *B.*, M. Demeur appelle l'attention du *m. j.* sur la nécessité de publier plus rapidement les documents statistiques relatifs à l'administration de la justice civile et criminelle. Un débat s'engage ensuite entre MM. Bara, de Theux et Wasseige sur les nominations judiciaires respectivement faites par le ministère libéral et ses successeurs. — 27. M. Bara reproche à M. Cornesse la grâce qu'il a accordée à Depoorter, l'un des individus condamnés dans l'affaire des incendies de St-Genois. M. Malou, *m. f.*, dépose les *BB.* de la dette publique, du ministère des finances, des dotations, des non-valeurs et remboursements, des recettes et dépenses pour ordre et de la justice pour l'exercice 1873. — 28. La discussion du *B.* de la justice étant reprise, M. Cornesse s'attache à justifier ses nominations et la grâce qu'il a accordée à Depoorter lors des incendies de Saint-Genois. M. Rey-

naert déclare qu'il a provoqué cet acte, et le revendique comme un honneur. Après avoir exposé l'affaire, l'orateur dit que l'affaire de Saint-Genois a été l'œuvre de M. Bara, œuvre de passion, de rancune et de corruption; œuvre de dégradation et d'avilissement pour le pouvoir; œuvre de déconsidération et d'abaissement pour la magistrature. Ces paroles donnent lieu à des protestations de la part de M. Bara. Appelé à s'expliquer, M. Reynaert dit d'abord qu'il ne s'agit pas de la magistrature; il s'agit du libéralisme judiciaire, de cette magistrature qui descend de son siège pour se lancer dans l'arène politique, et alors le magistrat n'est plus qu'un adversaire ordinaire, soumis aux règles inexorables de la lutte. M. Bara affirme qu'il n'a rien prescrit relativement à l'affaire de Saint-Genois. Il met le *m. j.* en demeure de défendre la magistrature et de fournir aux magistrats incriminés l'occasion de se justifier des attaques dont ils sont l'objet. M. De Lantsheere, *m. j.*, estime que M. Reynaert n'a pas attaqué la magistrature; c'est à M. Bara que s'adressent ses critiques; mais il lira avec soin le discours du préopinant, et, bien que M. Reynaert soit son ami, il promet à la chambre que si, dans ses paroles, il en trouve quelqu'une qui puisse d'une manière quelconque, dans une mesure quelconque, porter atteinte à la dignité, à la délicatesse la plus scrupuleuse de la magistrature, il se fera un devoir de la relever. — 29. M. Malou, *m. f.*, dépose les *BB.* de l'intérieur et des affaires étrangères pour l'exercice 1873. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. La discussion du *B.* de la justice est reprise. M. De Lantsheere, *m. j.*, donne lecture d'une lettre de M. Wurth, procureur général près la cour de Gand, donnant des explications sur des faits relatifs à l'affaire de Saint-Genois et justifiant la conduite des magistrats qui ont agi dans cette occurrence. La discussion continue ensuite au sujet de cette affaire entre MM. Bara, Reynaert, Drubbel et Dumortier. Celui-ci provoque un vif incident en accusant M. Bara d'avoir brûlé des pièces du dossier. MM. Bara, Dumortier, Muller, de Theux, Pirmez, Frère-Orban et Jacobs prennent successivement la parole. M. Frère-Orban réclame le rappel à l'ordre de M. Dumortier. Celui-ci déclare que ses paroles ont dépassé sa pensée, puis l'incident est clos.

1^{er} mars. M. Bara, se fondant sur des renseignements recueillis au département de la justice, invite M. Dumortier à retirer ses allégations au sujet de la soustraction de pièces du dossier de l'affaire de Saint-Genois. M. Dumortier répondant qu'il n'a rien à rétracter, M. Bara s'écrie qu'il a commis une

lâcheté. Après des explications de M. De Lantsheere, *m. j.*, M. Saintelette constate que les accusations se trouvent réduites à néant ; non seulement elles ne se résument en aucune conclusion juridique, mais il est constant qu'elles ne reposent que sur les allégations les plus frivoles, sur des allégations qui n'ont ni vraisemblance, ni vérité. C'est dans de semblables conditions que deux députés de la droite n'ont pas hésité à formuler, contre un des chefs de la gauche, les accusations les plus odieuses. — 2. M. Van Oververloop, *r.*, explique les observations énoncées dans son rapport au sujet de la loi sur la mise à la retraite des magistrats. M. Saintelette présente, au sujet de la partie non officielle du *Moniteur*, quelques considérations dont M. De Lantsheere, *m. j.*, promet de tenir compte. Des explications sont échangées entre MM. Bouvier, De Lantsheere, *m. j.*, Demeur et Julliot, au sujet de l'achèvement de l'église de Laeken, de la non-indication dans le *B.* de la composition du personnel du clergé, et de l'allocation des subsides pour construction d'églises. Les questions du domicile de secours et du régime des aliénés donnent lieu à un autre échange d'observations entre MM. de Zerezo de Tejada, Van Cromphaut, Orts, Boulenger, Dansaert, Vleminckx et De Lantsheere, *m. j.* M. Santkin critique l'organisation du pénitencier de Saint-Hubert, et M. Demeur recommande le développement de l'instruction primaire dans les prisons. Le *B.* est ensuite voté à l'unanimité. — 5. Dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, des explications sont échangées entre MM. Lelièvre, Thonissen et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet de la force exécutoire en Belgique des jugements rendus par les tribunaux étrangers. MM. Bouvier et De Fré demandent des explications sur la représentation diplomatique de la Belgique près du roi d'Italie. M. De Fré est d'avis qu'il y a lieu de supprimer la légation auprès du pape, qui n'est plus souverain temporel. M. Vleminckx demande la publication des titres de noblesse conférés par le précédent cabinet. M. Jacobs est d'avis qu'il faut publier les octrois faits par tous les ministères. Dans ces conditions, la proposition est adoptée. La discussion sur la représentation diplomatique de la Belgique en Italie continue entre MM. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, Orts, de Theux, Dumortier et Guillery. Les membres de la droite soutiennent qu'il faut maintenir un ministre auprès du pape à titre de témoignage de respect pour sa personne. Les membres de la gauche sont d'avis que le Roi n'a pas qualité pour donner à un Belge le titre de représentant d'une religion, et M. Guillery demande qu'on dépose sur le bureau la cor-

respondance diplomatique échangée avec le saint-père. — 6. La chambre entend encore à ce sujet MM. Bouvier, E. de Kerckhove, Lelièvre, Rogier, Guillery, Malou, *m. f.*, Orts et de Theux. Le crédit pour la légation de Belgique au Vatican est voté par 65 voix contre 52. M. Rogier, seul de la gauche, vote le maintien de la légation, la situation des affaires à Rome lui paraissant aujourd'hui transitoire. — 7. Il déclare que le vote qu'il a émis la veille n'est en aucune façon une protestation contre l'unité italienne. MM. de Theux et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, font pour leur compte une déclaration analogue. A propos du crédit pour la légation belge à Paris, M. Bouvier demande que celle-ci s'occupe de provoquer des mesures de la part du gouvernement français pour empêcher la peste bovine de pénétrer en Belgique. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que déjà des démarches ont été faites dans ce sens. A propos de la légation belge à La Haye, M. De Clercq demande qu'il soit procédé le plus tôt possible à l'endiguement du Zwyn. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que le projet est à l'examen du département des travaux publics. — Au chapitre des *Consulats*, M. d'Hane-Steenhuysse propose d'augmenter de 100,000 francs les chiffres des traitements des agents consulaires. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, combat l'amendement. Il reconnaît que les traitements des consuls sont trop faibles, mais ils sont en rapport avec ceux du corps diplomatique. M. Saintelette demande que l'on fasse une publication spéciale destinée à renseigner les consuls et les négociants étrangers. M. Vermeire appuie cette motion. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que la mesure proposée a déjà été, en partie, réalisée cette année. Il a fait imprimer le *Recueil consulaire* à un nombre d'exemplaires suffisant pour pouvoir en envoyer à tous les consuls belges. M. Thonissen présente des observations sur le tarif des frais de voyage des agents des services extérieurs ; M. Pety de Thozée, sur la perception des frais de chancellerie. La chambre, sur la proposition de M. Vleminckx, ordonne l'impression de la liste des titres de noblesse. M. De Smet appelle l'attention sur la baisse des eaux du canal de Terneuzen, MM. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Vermeire donnent à M. Dansaert des explications sur les travaux de la *c.* chargée d'étudier le mode de nomination des chambres de commerce. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à MM. Van Outryve et Van Iseghem, fait connaître la situation de la caisse de prévoyance des pêcheurs de Blankenberghe dont la gestion a donné lieu à des irrégularités. Le *B.* est voté par 85 voix contre 2.

19 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose quatre projets de lois ouvrant des crédits supplémentaires : 1° 85,826 fr. 25 c. au département de la justice ; 2° 140,220 fr. 18 c. au département de l'intérieur ; 3° 256,444 fr. 76 c. au département des finances ; 4° 100,900 francs au département des affaires étrangères. — 26. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit au département de l'intérieur.

7 mai. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit au département des affaires étrangères. — 10. Dans la discussion du crédit au département de l'intérieur, MM. Delehayé, *r.*, et Delcour, *m. i.*, expliquent, en réponse à M. David, le but que se propose le gouvernement en établissant des stations agronomiques expérimentales. L'association fondée à cet effet a pour but d'être utile aux cultivateurs belges ; d'une part, en faisant profiter l'agriculture pratique des résultats acquis par la chimie et par les autres sciences naturelles ; de l'autre, en soumettant aux investigations de la science les besoins, les exigences et les résultats de la pratique. Elle s'efforce d'atteindre ce but dans les stations : 1° par des recherches et des expériences sur la production des végétaux et des animaux, la sylviculture, la mécanique agricole, etc. ; 2° par l'enseignement et la propagande au moyen de conférences ; 3° en publiant un recueil périodique ; 4° par des recherches spéciales, des consultations et des expertises (analyses et vérifications diverses, contrôles du commerce des engrais et des semences, etc.) ; 5° en aidant ses membres par des conseils. Tous les essais institués à la station doivent avoir une tendance pratique. Le crédit est voté à l'unanimité. Il en est de même des crédits aux départements de la justice, des finances et des affaires étrangères.

BUREAU

15 novembre. M. Thibaut est nommé *président* par 58 voix contre 28 données à M. Rogier. M. Tack 1^{er} *vice-président* par 56 voix contre 26 données à M. Van Humbeeck. M. Schollaert 2^e *vice-président* par 56 voix contre 19 données au même. MM. Hagemans, Wouters, Reynaert et de Borchgrave sont nommés *secrétaires* par 70, 65, 61 et 59 voix.

18 avril. M. Huytens de Terbecq est réélu greffier de la chambre des représentants à l'unanimité des suffrages.

CHASSE.

22 mars. M. Wouters, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi apportant des modifications à la loi sur la chasse.

CHEMIN DE FER.

15 novembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose des

projets de crédits : 1° de 12,090,000 fr., destinés à l'extension du matériel de traction et des transports ; 2° de 300,000 fr., à l'outillage destiné aux ateliers de l'arsenal de Malines et des stations du chemin de fer de l'Etat ; 3° de 1,000,000 de fr., à la construction de nouvelles remises aux locomotives. — 16. M. Bouvier interpelle le *m. t.* sur ses intentions en ce qui concerne la ligne d'Athus à Givet et celle de la Vire partant d'Ethe vers Athus. — 17. M. Wasseige, *m. t.*, répond que des négociations sérieuses sont entamées entre l'Etat et la Compagnie du Luxembourg pour le rachat de ses lignes. Dans cette situation, il est impossible de donner aucun détail sur les projets du gouvernement relativement aux deux chemins de fer dont on demande la construction. En ce qui touche le chemin de fer de Virton, la première section, celle de Marbehan à Sainte-Marie, est à peu près terminée. MM. Bouvier et Pirmez présentent à ce sujet des observations à propos desquelles M. Wasseige, *m. t.*, dit qu'il n'est pas prudent d'insister en séance publique. — 21. Répondant à M. Delehayé au sujet de l'interruption de l'éclairage au gaz dans la ville de Renaix, faute de houille, le *m.* dit que s'il avait connu le charbonnage auquel s'approvisionne l'entrepreneur du gaz à Renaix, il se serait empressé d'intervenir pour demander des explications sur le manque de combustible au gazomètre de Renaix et sur les moyens de parer à ce grave inconvénient. — 24. A propos de réclamations analogues de M. de Vrints, concernant des ateliers à Nivelles, M. Wasseige, *m. t.*, dit que des ordres sont donnés pour remédier à la situation.

12 décembre. M. Moncheur, *m. t.*, insiste pour que la chambre examine le plus tôt possible le crédit de 12 millions. M. Tack, *v.-p.*, dit qu'il convoquera la *s. c.* M. De Baets est d'avis qu'on pourrait accorder au *m.* par provision un bill d'indemnité et l'autoriser, dans l'intérêt des établissements industriels, à mettre une partie du matériel en adjudication. M. Moncheur, *m. t.*, dit qu'il hâtera la mise en adjudication en prenant sur-le-champ des mesures préliminaires. — 15. M. Bouvier demande si le cabinet actuel continuera les négociations ouvertes par le cabinet précédent pour la reprise du chemin de fer du Luxembourg. M. Malou, *m. f.*, répond que quelques pourparlers ont eu lieu jusqu'à présent ; mis il ne faut pas se dissimuler que la question est très grave, très importante. En cette affaire, comme en toute autre, il s'agit, non pas d'aller extrêmement vite, mais de bien aboutir. L'intention du gouvernement est de poursuivre ces négociations, mais il demande que par des motions

analogues à celle-ci on n'affaiblisse pas sa position. — 14. M. Vermeire, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 12,090,000 francs. — 21. M. David se plaint de ce que l'administration du chemin de fer de l'Etat aurait interdit le transport des laines et des filatures de Verviers, d'Ensival et de Dolhain, à destination d'Anvers, tandis qu'elle aurait permis toute espèce d'autres transports. M. Moncheur, *m. t.*, répond que les suspensions sont toujours générales et que s'il y a eu, à Anvers, une interruption momentanée, un retard accidentel dans l'enlèvement de leurs marchandises, ce retard a eu pour cause d'abord l'encombrement général de la station et, en second lieu, la perte de deux des navires qui devaient enlever les colis. M. David soutient que le chemin de fer est complètement désorganisé et que la faute en est à l'administration de M. Wasseige. Celui-ci dit qu'il s'en console en pensant que les recettes du chemin de fer se sont accrues de 8 millions et que la chambre de commerce de Verviers lui a adressé des remerciements pour les mesures qu'il avait prises dans l'intérêt du négoce.

16 janvier. Au moment de la discussion du projet de crédit de 12,090,000 fr., M. Moncheur, *m. t.*, présente une nouvelle rédaction ainsi conçue : « Art. 1^{er}. Il est ouvert au département des travaux publics un crédit spécial de 16,080,000 fr., destiné : 1° 10,780,000 francs à l'extension du matériel de traction et des transports ; 2° 1,000,000 de fr. à la construction de nouvelles remises aux locomotives ; 3° 1,300,000 fr. à l'outillage des ateliers et des stations et à l'achat d'un matériel perfectionné pour le chargement et le déchargement des marchandises ; 4° 3,000,000 de francs pour l'achat de rails et accessoires et travaux d'extension ou de parachèvement des voies du railway. » Le *m.* expose les motifs de cet amendement. M. Saintelette attribue à l'administration de M. Wasseige la crise qui a régné dans les transports, et il estime qu'il faut à tout prix en empêcher le retour. — 17. M. Descamps, *r. c.*, donne lecture d'un rapport sur la demande d'enquête publique relative à toutes les questions qui intéressent l'exploitation des chemins de fer en Belgique (1). M. Saintelette termine ensuite son discours de la veille et conclut par l'amendement suivant : « Le gouvernement est auto-

risé à accorder des réductions sur les prix ordinaires du tarif pour les transports de grosses marchandises, 4^e classe, qui s'effectueraient au moyen de wagons fournis par les particuliers et agréés par les administrations. Les taux et les conditions de ces réductions seront déterminés par un arrêté royal. Le type d'après lequel aura lieu l'agrément ne pourra être modifié qu'après un terme de cinq ans. » M. d'Andrimont soutient à son tour que c'est M. Wasseige qui seul doit supporter la responsabilité de la crise, parce que, méprisant les avis et les plaintes de la presse et de l'industrie, il n'a jamais fait droit à leurs réclamations que poussé dans ses derniers retranchements et presque à contre-cœur. — 18. L'orateur, avant d'user de son initiative parlementaire pour déposer des amendements, attendra que le *m. t.* se prononce : 1° sur la question d'enquête ; 2° sur l'amendement de M. Saintelette ; 3° sur l'opportunité d'augmenter, dès aujourd'hui, le crédit pour les wagons et pour les locomotives ; 4° sur la construction par l'Etat du chemin de fer d'Anvers à Gladbach ; 5° sur l'établissement de gares spéciales de déchargement pour le charbon dans les grands centres de consommation ; 6° sur l'organisation de trains de nuit et de grande vitesse pour les marchandises. M. Julliot estime qu'il résulte des discours prononcés qu'il y a lieu de livrer l'exploitation du chemin de fer à l'industrie privée. M. Wasseige, répondant aux attaques dont il a été l'objet, dit qu'à son entrée aux affaires, le chemin de fer se trouvait dans une situation fâcheuse. Depuis 1866, après la crise commerciale qui avait été provoquée par la guerre entre l'Autriche et la Prusse, après la mise à exécution du nouveau système de tarifs de M. Vanderstichelen, une diminution notable dans les produits du chemin de fer s'était fait sentir. Il fallait y obvier à tout prix, et l'économie, la plus stricte économie, fut mise immédiatement à l'ordre du jour : plus d'augmentation de matériel ; dans la réparation des voies, s'en tenir au strict nécessaire ; quant aux nouvelles voies de garage à établir, quant aux stations à améliorer, il ne pouvait pas en être question pour le moment. Il énumère ensuite les mesures qu'il a prises pour suffire au trafic dans un moment d'activité sans précédents, et constate qu'en 1871 il a pourvu à une augmentation de trafic qui

(1) La chambre a renvoyé à l'examen de la *c.* permanente d'industrie des pétitions par lesquelles la chambre de commerce et des fabriques de Bruxelles, les chambres de commerce de Charleroi, d'Audenarde, de Mons, de Liège, les associations houillères et métallurgiques du couchant de Mons, des bassins de Liège, de Charleroi et de la vallée de la Sambre,

des industriels et des négociants de Liège, de Gilly, de Gosselies, des verriers et des directeurs de charbonnages et d'usines réclament une enquête parlementaire mixte et publique qui embrasserait toutes les questions qui intéressent l'exploitation des chemins de fer de Belgique.

n'est pas de moins de 2,600,000 tonnes pour l'ancien réseau, et qui est de 700 p. c. plus forte que l'augmentation moyenne des cinq années précédentes. Cette année, on a produit une somme de 10 millions de bénéfice net, intérêts et amortissement payés. Il semble que pour un chemin de fer désorganisé, ayant à sa tête un ministre aussi incapable et aussi imprévoyant, ce n'est déjà pas si mal. L'orateur croit que tous les hommes impartiaux et justes, au lieu d'attaquer l'administration et de la décourager, trouveront qu'elle est digne de quelque reconnaissance pour le bien qu'elle a réalisé dans la mesure du possible ; quant à lui, franchement, et la main sur la conscience, il croit plutôt mériter les remerciements que l'improbation du pays. — 19. M. Pirmez appuie les observations de MM. Sainetelette et d'Andrimont. Il convie le gouvernement à accepter l'enquête publique. S'il la refuse, qu'il déclare nettement qu'il n'en a pas besoin pour faire cesser tous les abus, toutes les imperfections de l'organisation des chemins de fer. M. Malou, *m. f.*, expose ses idées sur l'exploitation du chemin de fer. Il est d'avis qu'au lieu d'ordonner une enquête, il faudrait nommer deux *cc.* spéciales chargées d'examiner, l'une, les questions de comptabilité, l'autre, les questions de législation, de police, de définition des droits et des devoirs, tant de celui qui amène des marchandises au chemin de fer que de l'administration elle-même. M. Van Humbeeck rectifie une allégation du *m.* au sujet des travaux de la *c.* du code de commerce chargée d'examiner la question de la responsabilité en matière de transports. — 20. M. Malou, *m. f.*, après avoir déposé divers tableaux statistiques, continue son discours. Il combat l'enquête : si la *c.* était instituée, il n'y aurait rien d'amélioré ; on n'aurait qu'un embarras et qu'un danger de plus. En restant, au contraire, dans la vérité des principes, en laissant au gouvernement toute sa responsabilité, à la chambre, sans délégation aucune, tout son contrôle, on aura le droit de demander au gouvernement compte non seulement de tous ses actes, mais on pourrait aussi lui demander compte de son inertie. La chambre elle-même conservera tous ses droits pour forcer le gouvernement, s'il ne le faisait pas, à améliorer d'une manière sérieuse et complète cette grande entreprise nationale. M. Jamar reconnaît que la situation fâcheuse que l'on critique a été amenée en partie par un concours de circonstances impossibles à prévoir. Sous l'empire de ces circonstances, le développement du trafic a été prodigieux, anormal, des embarras devaient se produire que, dans une certaine mesure, la prévoyance humaine ne pouvait conjurer. C'était là ce qu'évidemment il fallait

dire et ce que loyalement il faut reconnaître. Mais l'attitude prise par M. Wasseige vis-à-vis de ses prédécesseurs est injustifiable, et la chambre comprendra que c'était pour l'orateur un devoir de lui faire entendre cette protestation, non seulement en ce qui le concerne personnellement, mais aussi en ce qui regarde M. Vanderstichelen, qui a dirigé avec grand honneur pendant si longtemps l'administration des travaux publics. M. Jamar ayant critiqué, dans son discours, le nouveau tarif des voyageurs introduit par M. Wasseige, M. Malou, *m. f.*, répond que le système dans lequel on est rentré récemment en partie est celui qui existe sur tous les chemins de fer du monde, c'est-à-dire de faire payer aux classes les plus élevées la taxe pleine pour les grands parcours, et d'admettre une atténuation pour toutes les classes, mais qui profite surtout aux classes inférieures, par le système des billets d'aller et de retour. Il ajoute que les premiers résultats de ce système sont heureux, que le nombre de billets d'aller et de retour, notamment pour les classes inférieures, dépasse les prévisions. Le mouvement a été beaucoup plus considérable et les recettes du chemin de fer de l'Etat n'en sont pas affectées. Or, c'est là le problème, et le *m.* ne doute pas que les mêmes résultats ne se développent encore et qu'on n'ait rendu ici le chemin de fer plus utile notamment pour les classes inférieures, sans compromettre sa situation financière. M. Le Hardy de Beaulieu interroge le gouvernement sur l'exécution de la convention conclue avec les Bassins Houillers. Il lui demande, en outre, s'il poursuit, en réalité, l'idée de racheter tous les chemins de fer belges et de devenir ainsi le seul propriétaire et le seul exploitant de chemins de fer en Belgique et si, en même temps, il compte compléter le réseau belge. — 23. L'orateur reprend la parole et développe une proposition dont voici le texte :

La chambre, usant des pouvoirs que lui donne l'article 40 de la Constitution : « Considérant qu'il importe à la chambre autant qu'au pays de connaître la situation complète et réelle de l'industrie des transports, tant par eau que par chemin de fer, afin de lui donner tout le développement qu'elle comporte ; considérant qu'avant de voter les fonds nécessaires pour compléter les chemins de fer, les canaux ou les rivières, il importe de savoir, d'une façon aussi exacte et aussi complète que possible, l'étendue des efforts qui doivent encore être faits et des sacrifices qui doivent encore être demandés ; considérant que, pour atteindre ce but, un travail d'ensemble est indispensable ; considérant que l'enquête doit également porter sur les frais de transport et sur les tarifs qui doivent être appliqués tant aux voyageurs qu'aux marchandises et autres objets ; considérant qu'il importe aussi de connaître exacte-

ment tous les frais qu'occasionnent les transports par chemins de fer et par canaux afin d'établir des tarifs justes et équitables; considérant que cette enquête ne serait pas complète si elle ne s'étendait à toutes les voies ferrées et navigables de la Belgique, décide : une commission d'enquête est instituée ayant pour mission : *A.* De rechercher et d'établir de la façon la plus vraie et la plus complète possible la situation financière ou le bilan des chemins de fer appartenant à l'Etat belge ou exploités par lui; notamment d'établir l'état réel et actuel des voies, des stations et de leurs dépendances, du matériel roulant et fixe afin d'en relever l'inventaire et de se rendre compte de ce qui est défectueux; des lignes, gares, embranchements, etc., qui sont nécessaires pour compléter le réseau belge, autant que cela est réalisable; d'établir aussi approximativement que possible le coût de tous ces travaux, leur ordre et leur durée probable; *B.* de rechercher quels sont les frais actuels des transports exécutés par les chemins de fer exploités par l'Etat, et d'établir aussi approximativement que possible le prix de revient de ces transports; *C.* de rechercher : *a.* si les tarifs actuels sont proportionnés au coût et à la valeur du service rendu. *b.* quelles seraient les modifications à y apporter au point de vue d'une impartiale justice distributive; *D.* d'étendre les mêmes recherches aux chemins de fer concédés et exploités par les compagnies, examiner si leurs tarifs sont établis dans les limites des actes de concession et si les travaux exécutés, les aménagements pour le trafic, le matériel fixe et roulant sont conformes aux engagements souscrits et aux plans adoptés et approuvés. Rechercher quels seraient les changements, ou modifications, ou extensions, ou restrictions à proposer aux conventions dans l'intérêt du public et des compagnies concessionnaires, *E.* faire les mêmes recherches sur les canaux, les routes et les rivières et examiner notamment quel système devra être adopté, dans l'intérêt du public, dans la concession des tramways sur les routes et les chemins de fer vicinaux. La commission d'enquête présentera un rapport sur toutes ces questions en se basant sur les témoignages et les documents recueillis. Elle pourra présenter successivement telles parties de son rapport qui seront terminées. Le ministre a le droit de présenter des rapports séparés. L'enquête sera publique. La commission sera composée de dix-huit membres. Le président de la chambre, qui préside de droit, ne fait pas partie de ce nombre. Elle pourra se subdiviser en sous-commissions de trois membres au moins. Elle peut recueillir des témoignages et délibérer valablement quand cinq membres sont présents, sauf pour les questions réservées par elle, où la présence de neuf membres au moins est nécessaire. Les frais de l'enquête seront portés au budget de la chambre pour 1872 et 1873. Les pouvoirs de la commission d'enquête cesseront de plein droit, à moins d'être expressément renouvelés par la chambre à la fin de la session 1872-1873.

La discussion continue entre MM. Bracquier et Moncheur, *m. t.* — 24. M. Julliot, au lieu d'une enquête qui prendrait des années, demande qu'on réunisse à l'administration

belge tous les directeurs des chemins de fer concédés pour fixer ensemble un tarif uniforme. Cette question, il la met à l'ordre du jour et en demande la discussion. Si, dans un bref délai, on veut mettre en pratique cette proposition, il ne votera pas l'enquête. Si, au contraire, on la repousse, il votera l'enquête, dans l'espoir de sortir de la fausse position qui est faite au Limbourg. M. David développe un amendement tendant à autoriser le gouvernement à faire un emprunt de 30 à 40 millions, pour l'établissement, l'aménagement et l'agrandissement des gares de marchandises. M. Vermeire engage le gouvernement à insister particulièrement sur la prompte livraison du matériel commandé. Il l'engage, d'autre part, à mettre encore en adjudication la quantité de matériel qu'il croira nécessaire pour opérer, dans de bonnes conditions, les transports qui augmentent tous les jours, et cela surtout, pour que la Belgique, qui a toujours marché à la tête des nations en ce qui concerne la construction et l'exploitation des chemins de fer, puisse reprendre son ancienne position, s'il est vrai, comme on l'a prétendu, qu'elle l'ait perdue depuis quelque temps. Il ne veut pas discuter la valeur de l'appréciation à laquelle il vient de faire allusion. Cependant il ne peut se dispenser de faire remarquer que la Belgique n'a pas seule souffert de la crise qu'elle vient de traverser. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à lire le rapport si substantiel de M. Descamps. Cette crise s'est produite également en Allemagne et en France, et elle s'y est même manifestée avec beaucoup plus d'intensité qu'en Belgique. Or, alors même que le matériel de transport eût été beaucoup plus considérable, on n'eût pas échappé à l'influence de la crise qui s'était produite en Allemagne et en France, à cause de la solidarité qui existe entre tous les pays en ce qui concerne leurs relations commerciales et industrielles. M. Descamps insiste pour qu'il soit fait une enquête mixte et publique. M. Balisau voudrait que le gouvernement instituât une *c.* d'enquête, composée de huit ou dix membres de la chambre des représentants, qu'il choisirait en prenant bien soin d'oublier les opinions politiques de chacun d'eux. Il demande au gouvernement d'ajouter à ces huit ou dix membres de la chambre cinq hommes capables et compétents de l'administration du chemin de fer de l'Etat, et cinq industriels dont les aptitudes et les connaissances spéciales de la matière sont notoirement connues dans le pays. « Les séances de la commission d'enquête seront publiques, afin que tous les intéressés puissent s'assurer que cette enquête est sérieuse et que les travaux de la commission n'ont qu'un but : la prospérité matérielle du pays

Les procès-verbaux des séances et les conclusions de la commission d'enquête seront publiés par la voie du *Moniteur*. Sa mission sera : 1^o de rechercher les causes principales de la grande insuffisance des moyens de transport par les chemins de fer et par les voies navigables ; 2^o de rechercher les moyens d'améliorer cet état de choses si préjudiciable au commerce et à l'industrie du pays ; 3^o de s'enquérir des nouvelles voies de transport qu'il serait utile d'ouvrir, dans un avenir prochain, pour permettre à nos grandes industries de soutenir la concurrence, de jour en jour plus difficile, contre les pays voisins ; 4^o de rechercher enfin les moyens de faciliter et d'augmenter nos relations commerciales internationales par des transports plus directs, plus rapides et moins coûteux. » — 25. M. de Theux dit que le ministère compte agir avec maturité et préparer, pour la session prochaine, toutes les demandes pour lesquelles on a besoin du concours de la chambre. Si, contre l'attente de la chambre, le gouvernement se trouvait encore, à la session prochaine, en défaut, l'orateur appuierait la proposition d'enquête ; mais, dans le moment actuel, il la considère comme essentiellement contraire au but que l'on veut atteindre, et il espère que la chambre ne l'adoptera pas. M. Couvreur appuie la proposition d'enquête et demande que l'on vote sur la motion suivante : « La chambre, faisant droit aux pétitions dont elle est saisie au sujet de l'insuffisance du service des chemins de fer, décide qu'il sera ouvert une enquête parlementaire et publique sur les améliorations à introduire dans l'établissement, l'organisation et l'exploitation de nos voies de transport. » Après avoir entendu encore MM. Houtart, Wasseige, Bouvier, Saintelette, Moncheur, *m. t.*, et Malou, *m. f.*, la chambre rejette, par 56 voix contre 38 et 2 abstentions, la motion de M. Couvreur. Elle aborde ensuite la discussion des articles du projet de loi. Quelques mots sont échangés entre MM. Houtart et Moncheur, *m. t.*, au sujet de la possibilité de substituer aux wagons de voyageurs quelques wagons fermés destinés au transport des marchandises. L'article 1^{er} est adopté. — 26. A l'article 2 : « Ce crédit sera couvert au moyen des ressources ordinaires ou de l'émission de bons du Trésor ; les bons du Trésor pourront être émis à des échéances diverses sans que l'échéance la plus longue dépasse cinq ans », M. Demeur soutient que ni la situation actuelle des finances, ni des éventualités quelconques n'autorisent une nouvelle émission de bons du Trésor. Si le *m. f.*, en prévision de ces éventualités, voulait être armé, l'orateur serait le premier à appuyer un projet de loi qu'il présenterait dans ce

sens. Mais il ne faut pas qu'on vienne dire : Nous demandons l'émission de bons du Trésor pour subvenir à des dépenses, alors que cette émission n'est pas nécessaire ; il ne faut pas que, par ce moyen détourné, on donne un semblant de solution à une question qui touche de si près aux plus grands intérêts du pays. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il n'est ni prudent, ni sage, lorsqu'on crée des dépenses extraordinaires aussi importantes, quelle que soit l'encaisse, de ne pas prévoir qu'il peut survenir des orages au dehors, ou des difficultés ou des crises financières, mais il est bon que le gouvernement, sans devoir, par des propositions nouvelles de bons du Trésor, augmenter la panique ou les causes de non-confiance qui existeraient en ce moment-là, soit muni du droit de créer des bons du Trésor. L'article est adopté. MM. Le Hardy de Beaulieu et Saintelette retirent leurs amendements, et le projet de loi est voté par 79 voix contre une et 3 abstentions.

25 février. Sur les conclusions de M. Julliot, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Wouters, Thonissen, David, Le Hardy de Beaulieu, Moncheur, *m. t.*, et Vermeire, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions par lesquelles les villes de Visé, Tongres, Looz, Saint-Trond, Léau et quarante-deux autres communes des arrondissements de Verviers, Tongres, Louvain, Nivelles et Bruxelles s'adressent à la chambre pour que la ligne directe d'un chemin de fer de Bruxelles à Aix-la-Chapelle par Tervueren, Weert-Saint-Georges, Tirlemont, Léau, Saint-Trond, Looz, Tongres, Visé, Aubel et Bleyberg, sollicitée par le sieur Pousset, soit concédée le plus tôt possible. Même renvoi, sur les conclusions de M. Van Hoorde, *r. c.*, appuyées par M. Santkin, de pétitions d'habitants du Luxembourg qui demandent l'exécution des chemins de fer concédés dans cette province. — 27. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à racheter, à partir du 1^{er} mai 1876, la concession des chemins de fer de Dendre-et-Waes et de Bruxelles à Gand.

12 mars. Des explications sont échangées entre MM. Bouvier, Moncheur, *m. t.*, De Dordot et Wasseige au sujet de la concession des chemins de fer de la Vire, d'Ethé et Athus. — 14. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par M. de Kerckhove et après des explications de M. Moncheur, *m. t.*, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions par lesquelles diverses administrations communales la prient d'appuyer auprès du gouvernement la demande de concession faite par l'ingénieur Michotte pour l'établissement d'un chemin de fer vicinal de Malines à Heyst-op-den-Berg et Hérenthals. —

19. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Bouvier, fournit des renseignements sur le degré d'avancement des travaux de la ligne de Virton. — 20. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédits supplémentaires à concurrence de 3,446,571 fr. 78 c. La plus grande partie de ces crédits est relative à l'exercice 1871 et au service des chemins de fer. — 21. M. Magherman, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 22. Celui-ci est adopté à l'unanimité. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Drion, dit que les travaux du chemin de fer de Luttre ont été repris depuis le 12 mars. Répondant ensuite à MM. Bouvier, De Dorlodot et de Baillet-Latour, il ajoute, au sujet de la concession d'Athus-Givet, qu'un dénouement se produira sans doute sous peu quant à la question de la reprise du chemin de fer du Luxembourg et sur les moyens de compléter cette voie. Alors le gouvernement avisera, et dans un bref délai, au sujet de la concession de lignes à construire à l'effet de mettre les gîtes de minerais de l'est en rapport avec le bassin de Charleroi.

9 avril. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant le rachat de la concession du chemin de fer de Dendre-et-Waes. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Delexhy se plaint de la non-exécution du tronçon de Landen à Huy du chemin de fer de Hesbaye-Condroz. M. Lelièvre rappelle que depuis longtemps on promet la construction d'un chemin de fer venant de Gembloux ou de Jemeppe sur Sambre, passant par Fosses et aboutissant à la Meuse. Diverses compagnies en avaient obtenu la concession, mais ont encouru la déchéance. L'orateur pense que le gouvernement doit lui-même exécuter ce travail important et si utile à des localités qui sont complètement privées du bienfait des voies ferrées. Il demande aussi l'agrandissement de la station de Namur. M. Van Hoorde réclame la construction d'une ligne de Bastogne à Gouvy; M. de Vrints, un service direct de trains entre Wavre et Bruxelles, l'achèvement de la ligne de Luttre et la concession d'une ligne de Hal à Maestricht; M. de Zerezo de Tejada, des renseignements sur les dispositions de la Prusse et des Pays-Bas en ce qui concerne la ligne d'Anvers à Gladbach. M. Descamps s'occupe du tracé de la ligne de Saint-Ghislain à Ath. — 10. M. Thonissen critique la résistance que le gouvernement oppose à la concession du chemin de fer de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, demandée par M. Pousset. M. Le Hardy de Beaulieu s'occupe de l'exploitation des chemins de fer et voudrait qu'ils formassent une administration tout à fait séparée. Il appuie aussi les réclamations de M. de Vrints. M. Wouters demande l'agrandissement

de la station de Louvain et appuie les observations de M. Thonissen. M. Snoy appuie celles de MM. Le Hardy de Beaulieu et de Vrints en ce qui concerne les intérêts de Wavre et de Nivelles. — 11. M. Moncheur, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations du chemin de fer pour 1870. M. Balisaux interroge le *m.* sur ses intentions en ce qui concerne la concession d'Athus-Givet. Il pose les questions suivantes : 1° le chemin de fer Grand-Luxembourg sera-t-il, oui ou non, racheté par l'Etat, ou existe-t-il de graves présomptions qu'il le sera et dans quel délai? 2° le rachat du Grand-Luxembourg par l'Etat condamne-t-il irrévocablement une autre ligne destinée à relier les gisements miniers du Luxembourg aux bassins industriels du Hainaut? 3° la question du rachat du Grand-Luxembourg doit-elle nécessairement suspendre la création d'un embranchement dit chemin de fer de la Vire, destiné à rattacher à une grande voie ferrée de riches gisements miniers situés en Belgique et qui seraient d'une grande utilité à notre industrie métallurgique? Il se plaint du retard apporté à la construction du chemin de fer de Bruxelles à Luttre et du chemin de fer de ceinture à Charleroi. M. Moncheur, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit qu'il espère voir lever bientôt les obstacles qui s'opposent à l'exécution du chemin de fer d'Anvers à Gladbach. Il dit aussi qu'il est en pourparlers avec la Compagnie du Luxembourg pour la cession de la ligne qui appartient à celle-ci. Il ajoute que la solution de la question d'Athus est subordonnée à la solution de la question de cette reprise, et que, si cette reprise a lieu, la concession d'Athus-Charleroi deviendra moins probable. M. Boucquéau prononce un discours sur l'exploitation et les tarifs du chemin de fer. — 12. MM. Magherman et Vanden Steen appellent l'attention sur la nécessité d'agrandir les stations d'Audenarde et de Termonde. M. Beeckman, *r.*, s'occupe du tracé du chemin de fer de Tirlemont à Diest. M. Hermant appuie les réclamations de M. Balisaux relatives à l'arrondissement de Charleroi. M. Santkin insiste pour la concession d'Athus-Givet. M. Thonissen répond à M. Beeckman au sujet du tracé de la ligne de Tirlemont à Diest, et M. Vleminckx déplore les retards apportés à la construction de la ligne de Charleroi à Bruxelles. M. E. de Kerckhove recommande au *m.* le sort des employés de l'arsenal de Malines et forme le vœu de voir réduire le travail des employés le dimanche. — 13. M. Hagemans réclame la concession d'un chemin de fer de Givet à Romedenne et de Romedenne à Bonne-Espérance par Beaumont. M. Vermeire réclame une amélioration des stations de Termonde

et de Zele. M. de Macar appuie les observations de M. Delexhy en ce qui concerne le chemin de fer de Hesbaye-Condroz. M. Delaet, *r. s. c.*, fait rapport sur la proposition de M. Saintelette relative au chemin de fer de Saint-Ghislain à Erbisœul. (*Voir session précédente.*) M. Drion s'occupe de trois objets qui intéressent l'arrondissement de Charleroi : le chemin de fer de ceinture, la ligne de Châtelineau à Luttre et la construction d'un chemin de fer de Charleroi aux gisements miniers du Luxembourg. M. Van Cromphaut appuie les observations de MM. Vanden Steen et Vermeire, et recommande la concession d'un chemin de fer de Sottegem à Anvers. — 17. M. Moncheur, *m. t.*, donne des renseignements sur les mesures prises pour répondre aux éventualités qui se présenteront en matière de transports. M. Bouvier parle en faveur de la concession du chemin de fer d'Athus à Givet. — 18. Il termine en disant qu'il fera de ce chemin de fer son cheval de bataille et ne s'arrêtera que lorsqu'il aura atteint son but. M. Le Hardy de Beaulieu se plaint du retard apporté à la construction de la ligne de Charleroi à Bruxelles et au chemin de fer de ceinture de la capitale, qui, promis depuis dix ans, n'est pas encore accessible aux voyageurs. Il défend de nouveau les droits de la ville de Wavre, qui demande à être reliée à Bruxelles par une voie directe. M. de Montblanc réclame la prompte exécution du chemin de fer de Roulers à Dixmude. Un débat s'engage entre MM. Beeckman et Thonissen au sujet du tracé du chemin de fer de Tirlemont à Beverloo. M. Van Outryve se prononce en faveur du rachat du réseau de la Flandre occidentale. M. Hagemans espère que le *m.* prendra des mesures pour assurer le chauffage des voitures de 2^e et 3^e classes, et fait ressortir l'utilité de la construction d'un chemin de fer de Bonne-Espérance à Beaumont. — 20. M. De Smet appelle l'attention sur l'insuffisance des stations voisines de Gand et sur l'utilité de l'établissement de tramways dans la banlieue. M. E. de Kerckhove réclame l'agrandissement de la station de Malines. M. de Dorlodot se plaint de nouveau du retard apporté à la construction du chemin de fer de Bruxelles à Châtelineau par Luttre. Il ne votera pas le *B.* parce qu'on refuse à Charleroi tout ce qu'il demande, même les choses les plus justes. Les ouvriers qui ont le malheur de devoir travailler le dimanche payent leur parcours plus cher que pendant la semaine; cependant les hauts fourneaux et les verreries ne peuvent pas chômer pendant les jours de fête. Si le *m.* persiste dans cette résolution arbitraire, il le prévient qu'il y aura une grève. M. Royer de Behr fait observer que les ver-

rieres de Namur chôment les dimanches et les jours de fête, et que la manufacture de glaces de Floreffe fait de même. Les verreries dépendant de Sainte-Marie d'Oignies ne travaillent pas non plus les jours fériés. L'orateur critique les installations des stations de Namur et de Tamines. M. Defuisseaux demande l'achèvement de la station de Quaregnon et critique la façon dont on a concédé à un entrepreneur, pour un chiffre excessivement bas, le transport des charbons par camionnage entre le rivage où ils doivent être embarqués et l'endroit où ils sont conduits par le chemin de fer. En pareille matière, l'adjudication publique doit être la règle, et ce n'est que dans des cas excessivement rares et qui doivent être fortement motivés que l'on peut traiter de la main à la main. M. Delaet demande la construction du chemin de fer d'Anvers à Boom et s'occupe du tracé de celui d'Anvers à Woensdrecht. Il désire voir augmenter le nombre des stations rurales. M. Le Hardy de Beaulieu se plaint des retards et de l'insuffisance des comptes rendus du chemin de fer. M. Boulenger voudrait voir fixer les tarifs du chemin de fer par voie législative. M. Guillery déplore le retard apporté dans la construction du chemin de fer de Luttre et dans l'exploitation de la ligne de ceinture de Bruxelles, qui est promise depuis dix ans. M. Delexhy désire que l'Etat reprenne l'exploitation du chemin de fer de Hesbaye-Condroz. — 23. M. Bricoult réclame un tarif de faveur pour le transport des engrais et des produits agricoles. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux observations présentées. M. De Baets se plaint de l'insuffisance des communications dans les environs de Gand. M. de Baillet-Latour appuie la demande de concession d'un chemin de fer de Romedenne à Beaumont. M. Van Cromphaut insiste de nouveau sur l'utilité d'un chemin de fer de Sottegem à Anvers; M. Boulenger, sur la nécessité d'établir les tarifs par voie législative. M. Vermeire est partisan, ainsi que M. Moncheur, *m. t.*, de la tarification par arrêté. M. Lelièvre voudrait voir déférer aux tribunaux de commerce la responsabilité en matière de transport des voyageurs. M. Tack recommande la construction d'un chemin de fer de Menin à Tourcoing et de Comines à Lille. Des explications sont encore échangées entre MM. Boulenger et Moncheur, *m. t.*, au sujet des moyens de parer à l'insuffisance du matériel, et entre M. Van Wambeke et le *m.* au sujet du traitement et des heures de travail des gardes-convois. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il était dû à l'Etat belge une somme d'environ 3 millions pour usage du matériel belge pendant la

guerre franco-allemande. Mais cette somme n'était pas due exclusivement par l'Allemagne; elle l'était aussi en partie par la France. Il ne sait pas exactement à quel point en est le règlement de cette affaire, mais une grande partie des wagons sont rentrés; il doit encore en rester quatre cents en France et beaucoup moins en Allemagne. Quant à l'indemnité qui est due, elle sera payée, il n'en doute pas.

1^{er} mai. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi autorisant deux raccordements de chemin de fer, l'un de Comines vers Lille, l'autre de Menin vers Tourcoing. — 2. M. Lefebvre, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet. — 4. Le projet relatif au rachat de la concession de Dendre-et-Waes est voté à l'unanimité. Le projet de concession d'un chemin de fer de Saint-Ghislain à Erbisœul donne lieu à une discussion dans laquelle M. Saintelette propose de faire exécuter ce chemin de fer par l'Etat. M. Malou, *m. f.*, préfère qu'on lui laisse l'option entre les deux systèmes. M. Defuisseaux se range à cet avis. Le projet de loi, combattu par M. Jamar comme contraire à l'esprit de l'article 54 de la convention du 25 avril 1870, est adopté par 78 voix contre une et une abstention. — 14. M. David s'attache à démontrer que le tarif inauguré par M. Wasseige a considérablement comprimé les voyages à grande distance et réduit les augmentations mensuelles de recettes, si régulières et toujours progressantes avec les tarifs de M. Vanderstichelen. M. Anspach appuie ces observations, qui sont combattues par MM. Wasseige et Moncheur, *m. t.* Celui-ci affirme que le tarif de M. Wasseige donne des résultats dépassant toutes les prévisions. — 15. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Santkin, dit qu'il espère aboutir prochainement en ce qui concerne la reprise du chemin de fer du Luxembourg. Il donne quelques explications à M. Pety de Thozée au sujet du tracé du chemin de fer de Hesbaye-Condroz dans la partie qui doit se relier à la ligne du Luxembourg. Des explications sont échangées entre le *m.* et M. Le Hardy de Beaulieu au sujet du retard de la construction du chemin de fer de Luttre à Bruxelles. M. Jamar prie le *m. t.* de faire distribuer aux membres de la chambre, avant l'ouverture de la session prochaine, un exposé des résultats de la réforme de M. Wasseige pendant les six premiers mois de 1872 dans chacune des trois zones qui ont servi de base au tarif de 1866. L'orateur appuie les critiques auxquelles la réforme de M. Wasseige a donné lieu. M. Wasseige dit qu'il n'a pas la prétention d'avoir fait une œuvre parfaite; il croit avoir fait une œuvre bonne, mais il est convaincu qu'elle peut être améliorée, et il signalera même à

son successeur une amélioration qui lui paraît possible; il veut parler de la prolongation du temps pendant lequel les billets d'aller et de retour sont valables aux longues distances. M. Moncheur, *m. t.*, estime qu'il est juste d'attendre une expérience plus longue pour émettre un jugement définitif. Un débat s'engage entre MM. Bara, Dumortier et Moncheur, *m. t.*, au sujet des plans de la station de Tournai. M. Bara propose de voter un crédit de 500,000 fr., qui n'est pas adopté. Le projet de concession des chemins de fer de Comines et de Menin est voté à l'unanimité.

CODE DE COMMERCE.

28 février. M. Van Humbeeck, *r. c.*, présente le rapport sur divers titres du livre II du code de commerce. Ce rapport comprend toutes les dispositions relatives au droit maritime à l'égard desquelles de nouvelles conclusions n'avaient pas encore été présentées depuis la dissolution des chambres.

2 mars. M. Drubbel, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements du gouvernement. — 9. La chambre s'occupe du titre VI du livre 1^{er} (*Du gage*). MM. Demeur et Van Humbeeck sont entendus dans la discussion générale. Puis MM. Cruyt, *r.*, Jacobs, De Lantsheere, Pirmez, Van Humbeeck et Bara prennent la parole au sujet des articles 34 et 35. — 12. Ces articles sont adoptés ainsi que les articles 36 à 39, après un débat auquel prennent part MM. Cruyt, *r.*, Jottrand, Lelièvre, Pirmez, Van Humbeeck, Drubbel, Bara, De Lantsheere, *m. j.*, Jacobs, Guillery, Reynaert, Tesch, De Fré, Saintelette, Demeur et Orts. — 13. Il en est de même des articles 40 à 50, au sujet desquels sont entendus MM. De Lantsheere, *m. j.*, Demeur, Van Humbeeck et Cruyt, *r.* Sur la proposition de M. De Lantsheere, *m. j.*, elle ajourne la section relative aux transports et décide que le rapport déposé par M. Dupont, dans la session dernière, sur le titre VIII relatif à la lettre de change, sera considéré comme étant reproduit dans la session actuelle. — 14. M. Cruyt, *r. c.*, dépose le rapport sur un amendement présenté au titre VI du code de commerce par MM. Pirmez et Drubbel. M. Saintelette, *r. c.*, *id.* sur les amendements présentés par le *m. j.* relativement au titre VIII (*De la lettre de change*). — 16. Il est procédé au second vote des articles 34 à 50. L'ensemble est adopté à l'unanimité, après des observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, Guillery, Demeur, Van Humbeeck, Jottrand, Cruyt, *r.*, et Orts. — 20. La chambre s'occupe du titre VIII (*Lettre de change*) et en adopte les articles, après des observations de MM. Demeur, Saintelette, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Magherman, Dansaert, Dumortier, Van

Humbeeck et Guillery. *Id.* les articles 1 à 4, 6 à 8, 10 et 11 du titre I^{er}, après des observations de MM. Reynaert, Van Humbeeck, Muller et Demeur. — 21. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose des amendements au titre des *Sociétés*. La discussion continue ensuite sur le titre II du livre I^{er}. Les articles 12 à 15 de ce titre sont adoptés, après des observations de MM. Lelièvre, Van Humbeeck, *r.*, et Jottrand. Il en est de même des articles du titre III, après des observations de MM. Dansaert, Van Humbeeck, *r.*, Lelièvre, Bara et Cornesse, puis du titre IV, article 25, sur lequel sont entendus MM. Jottrand, De Lantsheere, *m. j.*, Lelièvre, Van Humbeeck, *r.*, Bara et Demeur. — 22. Le titre VIII est définitivement adopté (à l'unanimité), après quelques observations de MM. Saintelette, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.* Il est de même du titre IV, après un *r.* de M. Van Humbeeck.

CODE PÉNAL.

17 janvier. Il est donné lecture d'une proposition de loi ainsi conçue :

Les articles 59 et 60 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes : Article 59. En cas de concours d'un délit avec une ou plusieurs contraventions, toutes les amendes et la peine de l'emprisonnement correctionnel seront prononcées cumulativement, sans que les peines pécuniaires puissent excéder le double du *maximum* de la peine la plus élevée. — Article 60. En cas de concours de plusieurs délits, la peine la plus forte sera seule prononcée. Cette peine pourra même être élevée au double du *maximum*. (Signé : X. Lelievre.)

— 23. M. Lelièvre développe sa proposition, qui est prise en considération.

COMMUNALES (AFFAIRES).

5 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet la dissolution des conseils communaux et la révision des états de classification des communes.

7 mars. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet. — 14. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. De Baets et Zerezo de Tejada, et après des explications de M. Delcour, *m. i.*, la chambre renvoie à ce dernier des pétitions de secrétaires communaux qui demandent que leur position soit améliorée. — 15. Le bureau a reçu l'amendement suivant au projet de loi relatif à la révision des états de classification des communes et à la dissolution des conseils communaux : « Ajouter le paragraphe suivant à l'article 1^{er} : Toutefois, les communes qui, d'après le recensement de 1866, perdraient un ou plusieurs conseillers conserveront le nombre de conseillers qu'elles ont actuellement si elles y ont droit d'après les

états de population de l'année 1870. (Signé : Crombez, Rogier, Bara.) » — 19. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Anspach demande quand auront lieu les élections communales. M. Dumortier estime qu'il faut laisser au gouvernement le choix du moment le plus opportun. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il ne peut l'indiquer en ce moment. M. Bergé fait ressortir la situation particulière et anormale qui serait faite à quelques communes par le projet de loi ; il cite les communes de Schaerbeek, de Seraing et de Molenbeek-Saint-Jean, qui ont pris un grand développement depuis le recensement de 1866. M. Delcour, *m. i.*, adhère à l'opinion de M. Bergé en tant qu'il s'agit d'augmenter le nombre des échevins pour Seraing et Schaerbeek, eu égard aux circonstances et aux besoins particuliers signalés en ce qui concerne ces communes. Il ajoute que les élections communales auront lieu à la fin de juin ou au commencement de juillet. Cette date, approuvée par M. Anspach, est critiquée par MM. Lelièvre et Van Iseghem comme trop rapprochée de celles des élections législatives. M. Muller développe ensuite l'amendement suivant : « La classification des communes sera établie d'après l'état de leur population établie au 31 décembre 1870. » Cet amendement (*Voir AFFAIRES PROVINCIALES*), appuyé par M. Rogier et combattu par M. Malou, *m. f.*, est rejeté par 49 voix contre 39. M. Crombez retire le sien, sur la déclaration de M. Malou, *m. f.*, que la ville de Tournai conservera le nombre de conseillers qu'elle possède. Celui de M. Bergé est adopté et le projet de loi voté par 64 voix contre 16. — 20. Sur la proposition de M. Malou, *m. f.*, la chambre adopte comme annexe au projet de loi la formule indiquée à la suite du code électoral. Dans le projet de loi relatif à la classification des communes, on a, comme précédemment, classé les communes selon leur population et par ordre alphabétique, dans chaque province, pour chaque catégorie. Il est excessivement difficile de retrouver les communes. Il faut parcourir toutes celles d'une province et très souvent toutes les classes. L'annexe accompagnant le projet de code électoral simplifie la chose en indiquant, dans une colonne, les communes d'après l'ordre alphabétique par arrondissement, et dans une autre colonne le nombre des conseillers de chaque commune. — 21. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Lelièvre et de Macar, s'engage à faire tous ses efforts pour engager les communes à améliorer la position des secrétaires communaux.

16 avril. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi relatif à l'érection du hameau de Saint-Amand, actuellement dépendant de la com-

mune d'Oostacker, en commune distincte. — 19. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 20. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Anspach, dit qu'il n'a pas perdu de vue la proposition d'accorder à la ville de Bruxelles un subside de 100,000 fr. pour la police locale. Un projet de loi sera présenté incessamment. — 25. M. Lelièvre demande au *m. i.* de vouloir bien nommer une *c.* chargée de s'occuper de la position des secrétaires communaux et de voir quelles sont les dispositions à prendre à cet égard. C'est le seul moyen de donner à cette question importante une solution propre à satisfaire tous les intérêts. — 30 M. Delcour, *m. i.*, dépose le projet de loi ayant pour objet d'allouer un crédit de 100,000 fr. à la ville de Bruxelles pour l'augmentation de la police locale.

2 mai. M. Muller, *r. c.*, présente le rapport sur le projet relatif à la commune de Dolhain-Baelen. — 4. La chambre adopte par 71 voix contre 3 et une abstention le projet de loi relatif à la commune de Saint-Amand, après avoir décidé, par 71 voix contre 3 et 2 abstentions, qu'elle conservera son nom historique de Mont-Saint-Amand. — 8. M. Anspach se plaint de ce que les sections aient été convoquées trop tard pour pouvoir délibérer utilement sur le projet relatif au crédit de 100,000 fr. pour la police de Bruxelles. Un vif débat s'engage à cet égard entre MM. Delcour, *m. i.*, Delehay, Tack, de Zerezo de Tejada, Wasseige, Guillery, Cruyt, E. de Kerckhove, Jottrand et Malou, *m. f.*, puis la chambre décide, par 70 voix contre 22 et 3 abstentions, sur la proposition de M. Malou, *m. f.*, qu'il y aura une nouvelle convocation des sections. — 14. M. David propose la mise à l'ordre du jour du projet relatif à la commune de Dolhain-Baelen. Cette motion, combattue par M. Delcour, *m. i.*, n'est pas adoptée. — 15. M. David insiste de nouveau pour la discussion. M. Defuisseaux appuie sa proposition et donne lecture d'une lettre adressée par M. Delcour, *m. i.*, au bourgmestre de Limbourg et d'où il résulte qu'il est favorable au projet. L'orateur ne comprend donc pas les motifs de l'ajournement. M. Delcour, *m. i.*, s'étonne de voir citer cette lettre confidentielle. M. David répond qu'elle a été publiée. La chambre maintient son vote de la veille et décide, par 47 voix contre 29, qu'elle s'ajournera jusqu'à convocation ultérieure. Au préalable, M. Malou, *m. f.*, retire le projet de crédit de 100,000 fr. pour la police de Bruxelles.

COMPTABILITÉ.

16 janvier. M. Malou, *m. f.* dépose un projet de loi portant règlement définitif du B. de 1868.

COUR DES COMPTES.

20 décembre. M. Gisler est élu conseiller à la cour des comptes par 65 voix contre 26 données à M. Casier, greffier de la cour.

DOUANES ET ACCISES.

17 novembre. M. Drubbel, *r. c.*, présente le rapport sur une pétition relative aux servitudes douanières. — 28. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi : 1^o décrétant la libre entrée des denrées alimentaires, des grains, des riz, des viandes, des bestiaux ; 2^o modifiant les droits d'accise en matière d'alcool et de sucres.

12 décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui a pour objet de déclarer immédiatement libres à l'entrée toutes les denrées alimentaires comprises dans le projet de loi soumis à la chambre le 28 novembre. Ce projet est transitoire ; il cesserait de plein droit ses effets le 1^{er} mai prochain. — 16. M. Balisau, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 21. Dans la discussion, M. Malou, *m. f.*, se rallie à l'amendement de la *s. c.* tendant à ajouter à la liste des denrées à admettre en franchise de droits la choucroute et les fromages mous et blancs. M. Bergé propose ensuite de maintenir le droit fiscal sur les denrées autres que les grains. La plupart de ces suppressions n'auront pour résultat que d'enlever une recette au Trésor sans bénéfice sérieux pour la population. L'orateur voudrait aussi que la loi fût rendue définitive, dans l'intérêt des transactions commerciales, qui ont besoin de fixité. M. Vermeire est d'avis qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la perte que fera le Trésor, les revenus dépassant en ce moment les dépenses. MM. Malou, *m. f.*, et Balisau combattent l'amendement de M. Bergé, qui est rejeté. Le projet de loi est adopté par 77 voix et une abstention.

24 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui a pour objet une modification facultative de l'accise sur la bière. — 31. M. Descamps, *r. c.*, dépose sur le bureau le rapport de la commission de l'industrie sur la pétition d'imprimeurs-typographes et fabricants de papier qui se plaignent du régime qu'on fait subir à l'importation en France des livres, papiers et imprimés quelconques. M. Delehay demande une prompt discussion de ce rapport. La pétition a un caractère d'urgence. Il est question d'appliquer au papier belge les 10 centimes qui ont été décrétés par le gouvernement français à charge de la production indigène ; il paraît que l'on a adopté en France un mode qui lèse les intérêts belges au profit des intérêts français ; ce mode, d'après la *c.*, est contraire à

l'esprit du traité conclu avec la France. L'orateur pense qu'après la discussion du rapport, le gouvernement pourrait faire connaître à son envoyé à Paris la résolution qui aura été prise et obtenir du gouvernement français une réduction de droit en compensation de la faveur résultant de l'abonnement dont jouit l'industrie française. La discussion est fixée au 2 février.

2 février. La pétition est renvoyée aux *mm. a. et f.*

2 mars. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à M. Boulenger, donne des explications sur l'exécution de la loi française du 22 janvier 1872, relative à la perception des droits de douane, dit que des négociations sont ouvertes à ce sujet. — 19. M. Balisau, *r. c.*, dépose le rapport sur le vœu émis par le conseil provincial du Hainaut de voir la législature prendre des mesures pour arriver à réduire autant que possible les entraves au commerce, à l'industrie et à la liberté individuelle dans le rayon douanier. — 22. M. Delaet, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à l'accise sur la bière.

9 avril. M. Gerrits, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi déposé dans la séance du 28 novembre. — 24. M. Malou, *m. f.*, retire ce projet de loi. — 25. Il explique quels sont les motifs impérieux qui l'ont obligé à retirer le projet. Le rapport de la *s. c.* a été présenté à la chambre le 9 de ce mois, et ses propositions s'écartent complètement du projet du gouvernement. Il y avait donc impossibilité physique, matérielle de voir aboutir ce projet dans le cours de la présente session, et dès lors, uniquement à raison de ce fait, le *m. a.* cru devoir proposer à Sa Majesté de le retirer. Il n'abandonne pas, comme principe de législation permanente, la libre entrée des denrées alimentaires; il espère pouvoir la faire admettre par la chambre au moment opportun, c'est-à-dire le plus tôt possible. Il n'abandonne pas non plus ce qu'il y avait de parfaitement juste et vrai dans le projet de son prédécesseur, c'est-à-dire la suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie et de la prime pour les sucres. On a intérêt à favoriser le développement du commerce, pourvu qu'il ne soit pas factice et ne se fasse pas au détriment du Trésor; le *m.* se propose donc de reproduire, dans de meilleures conditions, les dispositions qui concernent les eaux-de-vie et les sucres. Du reste, quant au sucre, la question s'est compliquée dans ces derniers temps et il est impossible que, dans la session prochaine, la législature ne s'occupe pas d'une manière approfondie de toutes ces questions, telles qu'elles se présentent aujourd'hui.

14 mai. M. Malou, *m. f.*, expose les raisons

pour lesquelles il retire le projet de loi relatif à la modification facultative de l'accise sur la bière. M. Delaet, *r. s. c.*, exprime le regret d'avoir vu retirer le projet avant qu'il y ait eu une discussion approfondie.

DÉCÈS.

9 avril. Il est fait part du décès de M. Brabant, ancien membre du Congrès et de la chambre des représentants.

DÉMISSION.

27 février. La chambre reçoit notification de la démission de M. Braconier, représentant de Liège.

ÉLECTIONS.

20 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour titre : « Code électoral. » C'est la codification de toutes les lois électorales.

19 avril. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

10 mai. Les articles sont adoptés sans débat. — 14. L'ensemble est voté à l'unanimité, après quelques observations de MM. Delcour, *m. i.*, Anspach et Malou, *m. f.*

FINANCES.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet l'autorisation de restituer à la ville de Bruxelles les droits d'enregistrement perçus sur l'acte du 14 décembre 1871, par lequel la ville a racheté certains terrains du boulevard de la Senne. — 20. *Id.* un projet de crédit supplémentaire pour assurer le service de la dette publique en 1871. La principale dépense résulte du vote de l'emprunt de 50 millions, qui n'était pas prévu lorsqu'on a voté le *B.* de 1871. — 31. M. Vleminckx, *r. s. c.*, présente le rapport sur le premier de ces projets de lois.

1^{er} mars. Celui-ci est adopté par 68 voix contre 8. — 15. Le crédit au *B.* de la dette publique est voté à l'unanimité. — 19. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui a pour objet d'autoriser le gouvernement à vendre de la main à la main les terrains qui appartiennent au domaine (Ecole vétérinaire).

10 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose le rapport sur les opérations des caisses d'amortissement, des dépôts et consignations, en conformité de l'article 16 de la loi du 15 novembre 1847. — 20. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le gouvernement à vendre, de la main à la main, les terrains à bâtir qui appartiennent au domaine. — 30. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi décrétant un échange d'immeubles

entre le gouvernement et la ville d'Anvers.

14 mai. M. Malou, *m. f.*, *id.* un projet de crédit de 208,000 fr. pour transaction à la suite d'un procès relatif à une entreprise des travaux publics (M. Dutoit). M. Beeckman, *r. s. c.*, présente d'urgence le rapport sur ce projet (affaire du chenal de l'écluse de Heyst). — 15. Il est voté par 87 voix contre une. Celui qui a pour objet l'autorisation de vendre de la main à la main des biens domaniaux est voté par 76 voix contre 7 et 2 abstentions, avec un amendement de M. Muller portant que la loi cessera ses effets le 1^{er} juillet 1873, si elle n'est pas renouvelée avant cette époque et après un débat auquel prennent part MM. Muller, Pety de Thozée, *r.*, Moncheur, Saintelette, Malou, *m. f.*, Van Iseghem et Jottrand.

FLAMANDE (LANGUE).

13 avril. M. Coremans développe une proposition de loi ainsi conçue : « Article unique. Dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et dans les arrondissements judiciaires de Bruxelles et de Louvain, les magistrats et officiers ministériels sont tenus, en matière répressive, d'administrer la justice en flamand dans tous les cas où il ne sera pas constaté que l'accusé, le prévenu ou le contrevenant possède la connaissance de la langue française et préfère qu'il en soit fait emploi. La non-observation de cette prescription constituera un cas de nullité de la procédure. (Signé : Coremans, Delehay, Delaet, Van Wambeke, Gerrijs, Janssens, De Naeyer, De Baets, de Zerezo de Tejada, Verwilghen, Kervyn de Volkaersbeke, Vander Donckt, Tack, Reynaert, E. de Kerckhove, Schollaert, Van Overloop et E. De Clercq. ») La proposition est prise en considération.

GUERRE.

17 novembre. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la guerre pour l'exercice 1872. — 21. M. Cornesse, *m. j.*, informe la chambre de l'état du litige relatif à la propriété du Dépôt de la Cambre, où l'on veut installer l'académie militaire. — 28. M. Guillaume, *m. g.*, dépose le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1872. Dans la discussion du B. de la guerre, après quelques mots de M. Lelièvre en faveur de la révision du code de procédure militaire, M. Guillaume, *m. g.*, expose quelles sont ses aspirations personnelles en ce qui concerne les modifications à introduire dans l'organisation de l'armée. Il désire vivement que le pays et la chambre reconnaissent que la suppression du remplacement serait une mesure

éminemment équitable, morale et opportune. Il n'hésite pas à déclarer que la force publique offrirait bien plus de garantie qu'aujourd'hui, si l'on décrétait, non pas le service obligatoire, mais le service personnel, c'est-à-dire l'abolition du remplacement. Quant à l'organisation proprement dite, il ne ne croit pas se montrer exigeant en désirant qu'on mette à sa disposition les moyens de réaliser complètement les intentions des législateurs qui ont voté la loi de 1868 et que l'on comble certaines lacunes que l'expérience a révélées. Mais le gouvernement, avant de prendre une décision relativement aux propositions qu'il pourrait y avoir lieu de formuler, a jugé utile et convenable, d'une part, de consulter une *c.* composée comme l'avait été celle qui a élaboré l'organisation de 1868, et d'autre part, d'attendre les solutions qui seront données aux questions fondamentales dans les grands pays où se sont révélées des lacunes dans l'organisation militaire. M. Couvreur demande si tous les membres du cabinet acceptent la solidarité de la déclaration du *m. g.*, en ce qui concerne la suppression du remplacement et l'augmentation du contingent indiquée dans le rapport de M. Guillaume, *m. g.* M. Bouvier accuse les ministres de palinodie, parce qu'ils réclament une aggravation des charges militaires, après avoir promis de les réduire. M. Guillaume, *m. g.*, dit que le contingent ne suffit pas pour réaliser l'effectif nécessaire et que les cadres sont également insuffisants ; mais la question à envisager est avant tout une question d'opportunité. Faut-il, avant que la *c.* ait terminé ses travaux, avant que l'on connaisse ce qui sera adopté à l'étranger, prendre des résolutions immédiates ? Le gouvernement pense qu'il y a lieu d'attendre, avec d'autant plus de raison qu'il n'y a pas péril en la demeure. L'armée, telle qu'elle est aujourd'hui organisée, a été parfaitement en mesure de répondre à sa mission et, en fait, elle a préservé le pays de toute violation. M. Pirmez combat la suppression du remplacement, et demande quelle est à cet égard l'opinion du *m. i.* Il est d'avis qu'en élevant le niveau des corps d'officiers et en améliorant l'instruction des soldats, on peut réformer l'armée sans imposer des sacrifices d'hommes et d'argent. M. Thonissen se déclare partisan de la suppression du remplacement avec admission des volontaires d'un an. M. Le Hardy de Beaulieu demande qu'on diminue considérablement les charges que crée inutilement l'organisation actuelle de l'armée ; qu'on y substitue une éducation militaire obligatoire pour tous, éducation qui sera faite, non pas en casernant les citoyens, ni en les enrégimentant pendant de longues années

pour leur faire ensuite perdre chez eux ce qu'ils ont appris dans les casernes, mais en les exerçant à domicile, sur le terrain de leurs travaux ordinaires, sans frais pour eux et aux moindres frais possibles pour l'Etat. M. Van Humbeeck propose l'ajournement à deux mois du B. de la guerre, afin que le gouvernement ait le temps d'expliquer ses intentions. M. d'Anethan, *m. a.*, combat l'ajournement, et prie la chambre d'être bien persuadée qu'il n'y a ici ni tactique, ni préoccupation politique. Le gouvernement veut faire quelque chose de bon, d'utile, de salubre; il examinera mûrement les questions que la *c.* lui soumettra et dans une question de cette nature qui intéresse la sécurité et l'indépendance du pays, il se préoccupe uniquement de l'intérêt du pays. M. Frère-Orban met le ministère en demeure de s'expliquer ou d'accepter l'ajournement. M. Jacobs, *m. f.*, dit que le ministère a été d'accord pour présenter un rapport et nommer une *c.*, mais il attend que celle-ci ait formulé ses conclusions pour soumettre des propositions à la chambre. M. Coomans espère que le ministère restera longtemps en désaccord sur la question militaire; l'aggravation des charges publiques sera retardée d'autant. Pour le moment, l'opposition, pour être logique, doit rejeter le B. et le contingent. — 29. M. Frère-Orban répète qu'aucune discussion n'est possible tant que le ministère n'a pas fait connaître exactement ses intentions. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, interpellé sur son opinion au sujet du remplacement, dit que les événements graves qui se sont passés depuis deux ans exigent un examen sérieux. En cet état de choses, le gouvernement continuera à maintenir l'organisation qui, l'année dernière, a fait face à une situation périlleuse; et tout en croyant qu'il y a des améliorations à introduire, il veut les étudier et les examiner avec soin et avec prudence afin de ne pas s'engager dans des épreuves et dans des essais stériles. M. Vleminckx dit que le gouvernement doit être éclairé sur les opinions de la *c.* qui, par 24 voix contre 4, a voté la suppression du remplacement. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit qu'il attend des renseignements de l'étranger. M. de Theux estime qu'il faut attendre les résultats de la nouvelle loi de milice avant d'innover. M. Orts estime qu'on est en présence d'une situation qui a ses dangers. Il demande que le cabinet lui dise quelle est sa situation et quelles sont ses intentions. D'après sa réponse, il verra s'il est permis de s'abstenir sur l'intérêt grave au sujet duquel il a déjà été interpellé deux fois, la première, par M. Pirmez, et la seconde, par M. Frère-Orban. Ce ne sera pas tout. Si le cabinet répond qu'il est encore aujour-

d'hui ce qu'il était il y a quelques jours, il demandera des explications sur un fait grave et aussi difficilement explicable que celui qui a provoqué l'interpellation de M. Bara sur un fait qui est précisément contraire à celui dont M. Bara a fait l'objet de son interpellation : la démission de M. De Decker, aussi inexplicable que sa déplorable nomination. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit qu'il accepte la suite de la discussion; le cabinet continuera à occuper le banc ministériel; il continuera à répondre, en ce qui touche le B. de la guerre, à toutes les observations qui lui seraient présentées. Sa position est la même que la semaine dernière. M. Coomans ne voit dans la proposition d'ajournement qu'un moyen de cacher les divisions de la gauche, et dans son attitude à l'occasion du B. de la guerre qu'une question de portefeuilles. (*Voir POLITIQUE INTÉRIEURE.*)

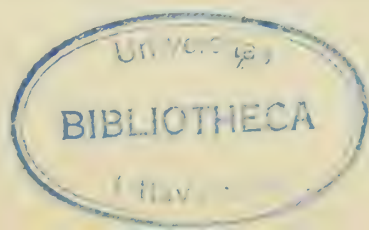
12 décembre. M. Guillaume, *m. g.*, dépose deux projets de lois qui ont pour objet de maintenir, pendant l'exercice prochain, la disponibilité de certains crédits, destinés au matériel de l'artillerie, qui n'ont pas été épuisés pendant l'exercice précédent. — 13. La discussion du B. de la guerre étant reprise, M. Le Hardy de Beaulieu déclare qu'il votera contre le B. de la guerre actuel; il votera de même contre toute organisation militaire qui tendrait à augmenter ou même à maintenir les charges qui pèsent actuellement sur le pays. Il ne voit aucune utilité à exiger de la population, et surtout de la partie la plus nombreuse de cette population, les sacrifices qu'on réclame d'elle. La milice est, pour les classes pauvres, l'organisation du paupérisme et la désorganisation de la famille; elle est la cause la plus grande, la plus active, la plus permanente de l'appauvrissement des travailleurs. L'orateur ne consentira jamais, tant qu'il sera sur ces bancs, au maintien du tirage au sort de la milice ni au maintien de l'organisation actuelle de l'armée. — 14. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée. Dans la discussion du B. de la guerre, M. Malou, *m. f.*, donne des explications sur la question militaire. Pour ce qui concerne la question d'Anvers, il s'en réfère à la déclaration faite le 11 mai 1868, relativement à la citadelle du Nord, et qu'il fait sienne. Pour le reste, il demande à la chambre de voter le B. de la guerre comme application de la loi d'organisation militaire et sans rien préjuger sur les questions dont la *c.* est saisie et sur lesquelles le gouvernement aura à délibérer quand l'examen de la *c.* sera terminé. — M. Defuisseaux déclare qu'il votera contre le B. de la guerre à cause du principe de la conscription,

qu'il réproouve comme démocrate, et que les catholiques devraient réproouver aussi comme contraire au dogme chrétien. M. Van Humbeeck invite de nouveau le ministre à expliquer ses intentions, et n'admet pas qu'il ait deux principes, l'un comme moyen de gouvernement et l'autre comme moyen électoral. M. Malou, *m. f.*, affirme que, de la part du cabinet, il y a un désir sincère d'amener le plus tôt possible à bonne fin les travaux de la *c.* Il affirme, en second lieu, que lorsque la *c.* les aura terminés, il considérera comme un devoir de les examiner immédiatement et de ne pas perdre un jour, une heure, une minute; mais ce qu'il ne peut pas promettre, c'est de dire aujourd'hui ou dans deux mois ce qu'il ne sait pas et ce que peut-être il ne saura pas dans deux mois. M. Bouvier constate que les Anversois sont mystifiés, le ministère actuel se conformant à l'attitude prise par le cabinet libéral au sujet des fortifications d'Anvers. M. Van Humbeeck maintient que la *c.* s'est prononcée sur la question du recrutement. Il ajoute que le Convent libéral qu'il a présidé en 1870 n'a réclamé la réduction des charges militaires qu'en tant qu'elle fût compatible avec les nécessités de la défense nationale. M. Frère-Orban, à son tour, met le ministère en demeure de s'expliquer. Il rappelle que c'est en combattant les dépenses militaires que l'on a miné le cabinet libéral; que M. E. de Kerckhove en a réclamé la réduction dans un *meeting* à Liège; que l'Association conservatrice de Bruxelles a inscrit cette diminution dans son programme. Il constate que tous les journaux réclament le service obligatoire et personnel, et c'est dans cette situation que le ministère s'abstient. L'orateur demande si le gouvernement prend l'engagement de déposer avec le prochain *B.* de la guerre, qui sera présenté avant le 1^{er} mars, les propositions qu'il doit faire en ce qui touche l'armée. — 15. M. Jacobs a confiance dans les déclarations faites par M. Malou, *m. f.*, au sujet de la question d'Anvers. Elles se résument en une promesse d'examen que M. Frère-Orban avait faite également en 1868 et qu'il a été surpris, à cette époque, de ne pas voir accepter. M. Frère-Orban reprochant à l'orateur de n'avoir rien fait en ce qui concerne la citadelle du Nord pendant les dix-huit mois qu'il a passés au pouvoir, M. Jacobs lui répond qu'il a présenté un projet de loi sur les servitudes militaires, résolu la question de la station commerciale et préparé le travail des installations maritimes. M. Frère-Orban répond qu'il n'a rien fait pour la démolition de la citadelle du Nord. Il lui reproche aussi d'avoir commis une grande faute en décorant M. d'Hane-Steenhuysse, qui avait été l'un des instigateurs

des *meetings* organisés contre le pouvoir légal. M. Jacobs répond que le ministère libéral a décoré M. Metdepenningen, qui, pendant dix ans après 1830, avait été à la tête de toutes les conspirations orangistes. M. Bara dit que M. Metdepenningen n'a commis d'autre crime que de rester fidèle à la dynastie déchue; mais M. d'Hane-Steenhuysse était échevin d'Anvers et a pris part au mouvement qui avait pour but d'amoindrir Léopold I^{er}. M. E. de Kerckhove explique le caractère des *meetings* de Liège, qui voulaient surtout le renversement de M. Frère-Orban et la disparition de ce thème clérical-libéral, qui est la seule raison d'être de la doctrine. Un débat s'engage entre MM. Rogier et Guillaume, *m. g.*, sur le rôle de l'armée dans la répression des désordres. Ce débat amène des explications avec M. Delehaye au sujet de ce qui s'est passé à Gand en 1857 quand le général Capiaumont a pris des mesures en vue de maintenir l'ordre dans la ville. — 16. M. Van Cromphaut, *r. s. c.*, présente le rapport sur les projets de crédits déposés par le *m. g.* dans la séance du 12. La discussion étant ouverte sur le projet de contingent, M. Le Hardy de Beaulieu engage les antimilitaristes de la droite à rester fidèles aux engagements qu'ils ont pris vis-à-vis des électeurs et à rejeter le *B.* M. Van Hoorde répond qu'en présence de la situation de l'Europe et des menées des communistes, il croit devoir, au contraire, voter le *B.* Entre deux maux, il choisit le moindre. M. Jottrand déclare qu'il repoussera le projet de loi et qu'il le repoussera aussi longtemps que la loi du contingent sera basée sur le système de la conscription avec faculté de remplacement à prix d'argent, sera l'application de la loi de 1870 sur le recrutement. Le projet est voté par 64 voix contre 15. La discussion du *B.* de la guerre étant reprise, M. Guillaume, *m. g.*, prie les auteurs de la proposition d'ajournement de la retirer. Il croit que les vices qu'on a constatés en 1870 tiennent moins à la loi d'organisation même qu'à son application. Il croit désirable qu'on améliore le mode de recrutement; il croit que le service personnel est le remède le plus efficace; mais il pense qu'il n'est pas raisonnable d'exiger que ses collègues, qui n'ont, du reste, pas été saisis de la question, qui n'étaient même pas présents aux déclarations qu'il a faites le 28 novembre dernier, s'expliquent immédiatement ou à bref délai sur la meilleure solution à donner à ce problème difficile. M. Pirmez rappelle les déclarations faites par la droite au sujet du *B.* de la guerre, il y a deux ans. Ils refusaient de le voter à cause de la question des exemptions ecclésiastiques. L'orateur demande au *m. f.* de déclarer que toute

cette affaire de l'exemption ecclésiastique n'avait rien de sérieux, que c'était une mise en scène destinée à entraîner les électeurs, tendant à faire croire à une persécution et à appeler sur des martyrs imaginaires l'intérêt que les victimes attirent toujours. Il demande une seconde déclaration au *m. f.* Il l'invite à déclarer que le parti catholique n'a plus dans son programme ce qui a été proclamé à l'égard des dépenses militaires dans la réunion conservatrice dont M. Frère-Orban a parlé, dans cette grande assemblée triomphale de la fin de juin 1870. Il termine en disant : « Nous ne voulons pas tirer du feu les marrons militaires pour que le gouvernement catholique les croque, et qu'après les avoir croqués, il ait l'ingratitude de nous reprocher de les lui avoir remis. » M. de Theux déclare que le vote auquel il est fait allusion était une protestation contre la politique du gouvernement, et qu'il a été émis sans qu'il y eût aucun danger pour le maintien de l'armée. La séance se termine par un débat personnel entre MM. Jacobs et Bara, dans lequel il est de nouveau question des décorations conférées à MM. Metdepenningen et d'Hane-Steenhuyse. — 19. M. Malou, *m. f.*, répète qu'il est matériellement impossible au gouvernement d'apporter la solution qu'on veut lui imposer et dans le délai qu'on lui assigne. Si ce n'était pas une question de loyauté, il accepterait l'ajournement, et puis, le terme périmé, il viendrait prouver qu'il a été impossible d'apporter une solution mûrie, étudiée et complète. C'est donc uniquement pour être franc envers la chambre qu'il constate dès à présent cette impossibilité incontestable. Il promet tout ce qu'il est certain de pouvoir tenir, un examen complet aussi prompt que faire se peut et le désir d'apporter des propositions, s'il y a lieu d'en faire, dès que le gouvernement sera en mesure de les formuler. Il comprend que, dans une assemblée politique, on se préoccupe des élections. Il ne veut pas examiner si ses adversaires ont plus de raison que lui de s'en occuper, bien qu'il le croie ; mais en supposant qu'avant les élections, il posât la question telle qu'on l'indique et qu'il dit : « Il nous faut l'exonération ou tel autre remède radical ! » il aurait créé pour le pays une situation de nature à égarer son bon sens, une véritable équivoque qui pourrait être aussi funeste à l'une des parties qu'à l'autre. Si de l'examen il résulte la nécessité de faire des propositions, il ne quittera pas le terrain sur lequel le gouvernement doit se maintenir ; il fera taire les considérations et les préoccupations électorales ; il aura le courage du devoir. M. Couvreur motive une fois de plus son vote négatif. Un vote favorable au *B.*, dans les circonstances

actuelles, a pour lui une double portée. Il sanctionne d'abord l'organisation actuelle, cette organisation dont le *m. g.* lui-même, par son rapport, a mis en relief tous les vices et toutes les lacunes. Mais ce n'est pas tout. Un vote favorable au *B.* a cette autre conséquence d'encourager le *m. g.* et l'armée dans les projets qu'ils caressent, malgré les intolérables aggravations qui doivent en résulter. Que les antimilitaristes de la droite donnent cet encouragement. L'orateur doit le refuser, et, comme par le passé, il votera des deux mains contre le *B.* de la guerre. M. Frère-Orban constate qu'on veut que la question électorale reste ouverte afin que les membres de la droite qui, aux dernières élections, se sont engagés à demander la réduction du *B.* militaire, puissent persévérer dans leurs idées et venir, au mois de juin prochain, devant le corps électoral, représenter de nouveau leurs adversaires comme partisans des lourdes charges militaires et les dénoncer à l'animadversion des électeurs, une première fois trompés et que l'on espère tromper de nouveau. Voilà ce que l'on veut. Eh bien, la gauche ne le veut pas ; elle n'acceptera pas cette situation, elle ne la subira pas. L'orateur veut être éclairé, et, puisqu'on a flétri le système belge (le tirage au sort avec le remplacement) en lui préférant le système allemand (le service personnel avec le volontariat d'un an), il compare les deux systèmes au point de vue des charges qui en résultent pour la population. Il dit qu'aux yeux de ses adversaires, le remplacement c'est l'abomination de la désolation ; servir pour de l'argent, c'est méprisable ; c'est pour l'honneur qu'il faut servir. Mais il voudrait bien qu'on lui montrât dans l'armée, en supprimant les remplaçants, quels sont ceux qui servent sans recevoir de l'argent en échange de leurs services. Depuis le caporal jusqu'au général, tout le monde est payé. Après une étude approfondie des deux systèmes en présence, l'orateur conclut en disant qu'on ne soutiendra plus que c'est grâce au système personnel que l'on pourrait se montrer plus juste envers les classes les moins heureuses de la société. Dans le système belge, celui qui se fait remplacer le fait à ses frais et sans nuire à personne ; il passe dans la garde civique pour servir au maintien de l'ordre et être employé éventuellement en cas de guerre, service dont sont seuls exempts ceux qui ne peuvent pas s'habiller à leurs frais. Un pareil régime, que l'on peut critiquer, si l'on veut, comme ne donnant pas toutes les garanties militaires, ne peut du moins être dénoncé comme organisant un privilège au détriment des classes pauvres de la société. Il est de nouveau question, dans ce discours, du *meeting* tenu à



Liège par la coalition des catholiques et de l'*Internationale*. — 20. Les crédits pour la transformation de l'artillerie sont votés, le premier par 75 voix, le second par 70 voix contre 15. — 22. La discussion relative aux *meetings* de Liège et au rôle que les catholiques y ont joué, ainsi qu'au sujet de l'attitude que les libéraux ont eue précédemment dans la question militaire, continue entre MM. E. de Kerckhove, Cornesse et Frère-Orban. La motion d'ajournement est ensuite combattue par M. Balisau. Quelques mots de ce dernier, au sujet de la garde civique, amènent une protestation de la part de MM. Guillery et Bara, qui combattent en même temps la clôture de la discussion, appuyée par MM. Dumortier et de Theux. Le débat est clos sur la motion d'ajournement, et celle-ci est rejetée par 57 voix contre 59. — 25. La discussion générale du *B.* est close, après de nouvelles considérations générales de MM. Vleminckx, Bouvier, Le Hardy de Beaulieu et Van Humbecck sur les dépenses militaires, et de M. Bara sur les tendances politiques du cabinet. M. Malou, *m. f.*, déclare que le ministère n'a pas encore eu à délibérer sur les changements qu'il y a lieu d'introduire dans l'organisation de l'armée. M. Rogier se réserve de reprendre la question politique dans la discussion du *B.* de l'intérieur. Dans la discussion des articles, la chambre, sur la proposition de M. Guillaume, *m. g.*, augmente de 5,000 fr. l'allocation demandée pour les employés civils du département de la guerre. Des explications sont échangées entre MM. Le Hardy de Beaulieu et le *m. g.* sur les travaux de la carte du dépôt de la guerre; entre MM. Bouvier et le *m.* sur la mise à la retraite de M. Merchie, inspecteur général du service de santé; entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Boulenger, Malou, *m. f.*, Anspach et Guillaume, *m. g.*, sur la solde de l'infanterie, sur l'utilité qu'il y aurait à remplacer par des douaniers une partie des soldats qui forment, à la frontière, le cordon sanitaire en vue d'empêcher l'invasion de la peste bovine, et sur les frais résultant du rassemblement de troupes qu'il y a eu récemment autour de Bruxelles. M. Saintelette recommande de prendre des mesures en vue d'assurer les transports des troupes par le chemin de fer en cas de guerre. M. Guillery appelle l'attention sur les conditions dans lesquelles on admet les élèves à l'école militaire. Des observations sont échangées entre MM. d'Andrimont et Saintelette au sujet de la fabrication des canons d'acier; M. Lelièvre recommande la reconstruction des casernes de Namur; M. Houtart demande que l'on augmente la pension des musiciens des guides; MM. Saintelette, Pirmez, De Baets et Hagemans s'occupent de

l'effectif, de l'armement, du recrutement et de l'uniforme de la gendarmerie; M. Vleminckx parle de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée. Finalement, le *B.* est voté par 61 voix contre 6 et 7 abstentions.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant au département de la guerre un crédit de 750,000 fr. pour l'amélioration du pain de munition. — 20. M. Guillaume, *m. g.*, dépose un projet de loi ayant pour but le renouvellement du contrat de la Société des lits militaires.

27 février. M. Malou, *m. f.*, dépose le *B.* de la guerre pour l'exercice 1875.

8 mars. La chambre s'occupe du crédit de 450,000 fr. pour l'installation de l'académie militaire à la Cambre. M. Hayez combat le projet de loi. Si le *B.* de la guerre était en discussion en ce moment, au lieu de proposer le transfert de l'école d'équitation à la Cambre, il demanderait sa suppression complète. Il croit que la Cambre, en supprimant cette école, rendrait un grand service à l'armée et réaliserait une notable économie bien entendue. Dans cet ordre d'idées, il propose à la chambre de diviser le projet de loi en deux parties, c'est-à-dire de le voter en deux fois. D'abord le projet de transfert de l'école militaire dont la dépense est évaluée à 140,000 fr. Ensuite, la chambre pourrait mettre aux voix le transfert de l'école d'équitation. L'orateur termine en demandant s'il est bien vrai que les officiers qui entrent à l'école militaire doivent signer un engagement de huit ans au lieu d'un de six ans, comme le prescrit la loi de 1858, qui n'est pas abrogée, quoique, à vrai dire, elle soit estropiée en beaucoup de parties. Il ne croit pas qu'un arrêté royal puisse changer une loi. Si donc les officiers étaient obligés de signer un engagement de huit ans au lieu d'un de six ans, il prierait le *m. g.* soit de revenir aux termes de la loi de 1858, soit de demander à la chambre de décréter par une loi un changement au terme de l'engagement. M. David combat également le projet parce qu'il aura pour résultat d'aggraver les dépenses militaires. M. Vandenpeereboom pense qu'il n'y a pas de motifs pour transférer l'école de cavalerie d'Ypres à Bruxelles et que les deux établissements peuvent très bien subsister, l'un à Bruxelles, l'autre à Ypres. Si, malgré ces motifs, la chambre votait le projet de loi, il ne lui resterait qu'à recommander la ville d'Ypres à la bienveillance du *m. g.* et du gouvernement en général. Une ville qui a fait des dépenses énormes pour un établissement de l'Etat; qui, depuis vingt-cinq ans, renonce en partie à faire des dépenses facultatives, ne peut pas être sacrifiée. Ce serait un acte d'injustice et l'orateur est convaincu que le gouvernement ne le commettra

pas. Dans tous les cas, il tiendra compte à la ville d'Ypres de ses sacrifices, en lui donnant d'autres établissements, soit militaires, soit civils, et ce ne sera que justice. Le projet de loi est appuyé par M. Bouvier dans l'intérêt de l'instruction de l'armée et défendu par M. Guillaume, *m. g.*, comme indispensable. Il répond à M. Hayez qu'il était indispensable de modifier le terme de l'engagement fixé par la loi de 1858 et de le porter de six ans à huit ans, pour que les élèves puissent profiter des avantages que la nouvelle loi sur le recrutement a accordés aux volontaires qui ont contracté un engagement de huit ans. Si la durée de l'engagement était restée de six ans, les frères des élèves de l'école n'auraient pu profiter de l'exemption que la loi nouvelle n'accorde aux frères des engagés volontaires que pour un terme de huit ans. La manière dont le *m.* a procédé, en faisant intervenir un arrêté royal, est donc parfaitement légale, puisque la nouvelle loi sur la milice a abrogé toutes les dispositions antérieures sur le recrutement. M. Malou, *m. f.*, s'explique sur la question de propriété de la Cambre, et espère qu'il interviendra une transaction entre la province et l'Etat. Il considère le transfert de l'école militaire comme absolument indispensable et urgent dans l'intérêt même de la santé des élèves. M. Le Hardy de Beaulieu ne comprend pas qu'on fonde une académie militaire, alors qu'on ne sait pas quel est le système d'organisation militaire qui prévaudra en Europe. M. Nothomb, *r.*, dit que ce qui a déterminé la *s. c.*, malgré les observations de M. Hayez, dont quelques-unes ne manquaient pas de valeur, c'est qu'elle a pensé qu'il fallait, avant tout, ouvrir à la science un grand institut où l'on pût réunir tous les efforts vers le progrès et l'unité. C'est à l'aide de la concentration qu'on aura la science dans l'armée, et c'est par la science qu'on aura les éléments essentiels d'une bonne armée. Le projet est encore combattu par MM. Boulenger, Vandepereboom et Hayez et défendu par MM. Nothomb, *r.*, et Malou, *m. f.* L'ajournement proposé par M. Boulenger est écarté par 59 voix contre 32 et le projet de loi adopté par 47 voix contre 20 et 2 abstentions. — 15. M. Delaet présente le rapport sur le projet de crédit de 750,000 fr. pour l'amélioration du pain de munition. — 20. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. De Fré, dit que la cour de cassation ayant décidé que le logement militaire n'est pas obligatoire, il compte présenter un projet de loi sur la matière.

10 avril. M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant le renouvellement du contrat avec la compagnie des Lits militaires. — 25. M. Guil-

laume, *m. g.*, dépose un projet de loi ayant pour but de déterminer la sanction pénale pour l'obligation qu'ont les habitants de loger les troupes de passage. — 24. La chambre s'occupe du projet de loi relatif au renouvellement du contrat avec la compagnie des Lits militaires. Ce projet est combattu par MM. Vleminckx et Le Hardy de Beaulieu, défendu par MM. Guillaume, *m. g.*, et Van Overloop, *r.*, et adopté, avec un changement de rédaction à l'article 1^{er}, par 54 voix contre 22. M. Le Hardy de Beaulieu profite de la présence du *m. g.* pour lui demander où en sont les travaux de la grande commission militaire qui a été instituée immédiatement après la guerre. S'il en croit le bruit public, il s'agirait d'augmenter notablement les charges militaires et spécialement le contingent, qui serait augmenté de 5,000 hommes. M. Dumortier s'oppose à ce qu'on discute cet objet, mais M. Guillaume, *m. g.*, répond que la *c.* a nommé, dans son sein, un sous-comité chargé de recueillir les renseignements sur ce qui se passe, en fait d'organisation militaire, dans tous les pays étrangers. Quand la sous-commission aura réuni ces documents, elle fera son rapport à la *c.* et celle-ci formulera alors son travail. Quant au bruit dont M. Le Hardy de Beaulieu s'est fait l'écho, le *m.* déclare qu'il l'ignore complètement. — 30. M. Van Hoorde, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant sanction pénale pour l'obligation de loger et de nourrir les troupes en marche et en cantonnement.

4 mai. Le crédit pour l'amélioration du pain de munition est voté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Bergé, Delaet, *r.*, et Guillaume, *m. g.*, d'où il résulte qu'il ne s'agit aujourd'hui que de l'outillage et que la question de la composition du pain est réservée. — 41. La chambre s'occupe du projet de loi portant sanction pénale pour l'obligation de loger et de nourrir les troupes en marche et en cantonnement. Ce projet donne lieu à une vive opposition à cause de la peine de l'emprisonnement édictée par l'article 2. L'assemblée entend à cet égard MM. Van Hoorde, *r.*, Guillaume, *m. g.*, Guillery, Vleminckx, Le Hardy de Beaulieu, David, Van Humbeeck et De Lantsheere, *m. j.* Elle adopte, par 63 voix contre 20, la disposition qui punit d'une amende de 5 à 15 fr. ceux qui refuseront de loger et de nourrir les troupes en marche et en cantonnement. Elle rejette, par 68 voix contre 15, la peine de l'emprisonnement. Elle adopte ensuite un article additionnel de la *s. c.* aux termes duquel la loi ne sera obligatoire que jusqu'au 1^{er} mai 1875; puis l'ensemble du projet est voté par 65 voix contre 18.

IMPOTS.

28 novembre. M. Jacobs, *m. f.*, dépose un projet de loi modifiant certains droits d'enregistrement et de patente.

9 mars. M. Vermeire, *r. c.*, présente le rapport sur une pétition des meuniers demandant une révision de la loi sur les patentes.

9 avril. M. Gerrits, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi déposé dans la séance du 9 novembre. — 24. M. Malou, *m. f.*, retire ce projet de loi.

INDUSTRIE.

10 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 225,000 fr. pour la participation des artistes et des industriels à l'exposition universelle et internationale de Vienne. — 20. M. Royer de Behr, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

4 mai. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

16 novembre. M. Funck demande où en est l'examen de sa proposition relative à l'instruction obligatoire. M. De Haerne, *r. s. c.*, dit qu'il est prêt à déposer son rapport. — 17. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, présente le rapport triennal sur l'enseignement supérieur (1868-1870). Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Van Humbeeck, Lelièvre et Guillery, la chambre renvoie à la *s. c.* chargée de l'examen de la proposition de M. Funck, une pétition par laquelle les habitants de Rebecq-Rognon demandent que la loi consacre le principe de l'obligation en matière d'enseignement primaire. — 21. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi qui double le taux et le nombre des bourses de voyage (universitaires). — 24. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet.

14 décembre. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger la composition des jurys d'examen pour les deux sessions de 1872. — 16. M. Vleminckx, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet et conclut à ce que la loi reste en vigueur pour les deux sessions de 1873. M. Delcour, *m. i.*, se rallie à cet amendement, et le projet est voté à l'unanimité. — 20. Dans la discussion du projet de loi sur les bourses de voyage, MM. Saintelette et Pirmez présentent un amendement aux termes duquel : « A partir de l'année 1874, la moitié de ces bourses ne sera attribuée qu'aux jeunes gens qui justifieront connaître une langue moderne autre que le français, le hollandais ou le flamand. » M. Saintelette voudrait aussi que les bourses d'étude fussent étendues aux jeunes gens fréquen-

tant les écoles des mines, l'école militaire; qu'elles fussent accessibles aux ingénieurs, au lieu d'être exclusivement réservées aux docteurs en philosophie, en sciences, en droit et en médecine. M. Delcour, *m. i.*, ne peut se rallier à l'amendement, qui modifie incidemment la loi organique de l'enseignement supérieur. L'amendement est combattu aussi par M. Delehay, *r.*, parce qu'il crée un privilège pour les Wallons. En effet, le Flamand sachant le français saura deux langues, comme le Français ne sachant pas le flamand, mais joignant à cette connaissance l'allemand ou l'italien; ce dernier se trouvera dans les conditions prévues par la proposition, tandis que le premier, connaissant également deux langues usitées dans son pays, sera exclu du bénéfice de la mesure. — 21. M. Delcour, voulant donner satisfaction aux observations présentées, propose l'amendement suivant : « A partir de 1873, ces bourses seront données de préférence aux docteurs qui justifieront de la connaissance de l'allemand et de l'anglais ou de l'une de ces deux langues. Le mode d'examen sera réglé par le gouvernement. » M. Bergé, de son côté, en propose un conçu en ces termes : « Art. 42. Douze bourses de 2,000 fr. par an peuvent être décernées annuellement par le gouvernement sur la proposition des jurys d'examen, à des Belges qui ont obtenu le grade de docteur ou de pharmacien avec la plus grande distinction, pour les aider à visiter des établissements à l'étranger. Article 43. Ces bourses sont données pour deux ans et réparties de la manière suivante : Quatre pour les docteurs en droit ou en philosophie et lettres, sept pour les docteurs en science et en médecine et une pour les pharmaciens. » M. Vleminckx appuie cet amendement. M. Saintelette se rallie à celui du *m. i.*, ainsi que M. Delaet. M. Thonissen propose ensuite d'ajouter le mot *italien* après le mot *anglais*. M. Rogier demande s'il est entendu que la disposition proposée par M. Delcour ne s'applique qu'aux docteurs qui ont obtenu la plus grande distinction dans leur examen. M. Delcour, *m. i.*, répond que le gouvernement doit rester maître d'apprécier les titres de ceux qui sollicitent la bourse. Il déclare ensuite qu'il ne se rallie pas à l'amendement de M. Bergé, qui est une extension de la loi organique, ni à celui de M. Thonissen, parce que l'italien est une langue trop facile à apprendre. L'amendement de M. Bergé est rejeté et celui de M. Thonissen adopté. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 401,667 fr. 45 c. destiné aux dépenses relatives à l'enseignement primaire. — 30. A l'occasion du B. de l'inté-

rieur, un débat s'engage entre MM. Elias, Delcour, *m. i.*, Delehay, *r.*, Pirmez, Vleminckx, Guillery, Gerrits et de Rossius au sujet de la position de M. Delcour, professeur à l'université catholique et grand maître de l'enseignement de l'Etat, au sujet de l'enseignement des langues anciennes et modernes et du flamand dans les écoles publiques, puis à propos des sections préparatoires annexées aux écoles moyennes et du choix des instituteurs. M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il a donné sa démission de professeur à l'université de Louvain, qu'il est donc absolument indépendant et qu'il emploiera tous ses efforts, toute son activité, d'abord pour donner aux universités le plus vaste développement et la plus grande splendeur, et pour maintenir et assurer, dans tout ce qui concerne les écoles moyennes et primaires, l'exécution complète et loyale des lois qui régissent ces institutions. Il favorisera à la fois l'enseignement des langues anciennes et celui des langues modernes et du flamand; il exécutera, conformément à leur lettre et à leur esprit, les lois de 1842 et de 1850. Il ajoute que la loi de 1850 est exclusivement applicable aux sections préparatoires annexées aux écoles moyennes, contrairement à l'avis de la *s. c.*, qui considère ces sections comme de véritables écoles primaires devant être soumises aux prescriptions de la loi de 1842 et notamment à l'inspection ecclésiastique. Enfin, il est d'avis qu'en thèse générale les instituteurs doivent être pris parmi les normalistes. Mais si les communes, pour des raisons particulières qu'elles ont à apprécier, choisissent des instituteurs munis du certificat de capacité, le gouvernement, sous peine de porter atteinte à l'indépendance communale, ne pourrait, sans de graves motifs, méconnaître le vœu des communes. — 51. M. Reynaert critique le mode qui a présidé jusqu'à ce jour à la répartition des bourses d'études attribuées sur les fonds de l'Etat aux élèves des diverses écoles normales du pays. Il demande que, si les dotations annuelles ne suffisent pas pour élever le niveau des bourses des écoles privées au niveau de celles des écoles de l'Etat, le gouvernement considère comme une impérieuse nécessité et comme un indéclinable devoir de solliciter de nouveaux subsides dans le but d'être mis à même de réaliser une mesure aussi conforme non seulement aux intérêts les plus vitaux de la nation, mais à la liberté de l'enseignement et à la justice distributive. M. Bouvier considère la déclaration du *m.*, d'après laquelle les certificats seront mis sur le même rang que les diplômes pour la nomination des instituteurs, comme une véritable révolution dans l'enseignement primaire. Cette déplorable innova-

tion ne tend à rien moins qu'à substituer l'élément ecclésiastique, ignorantin, à l'élément laïque. C'est un acheminement vers les lettres d'obédience. M. Delcour, *m. i.*, répète que la règle générale, c'est que l'on choisira les instituteurs parmi les normalistes; que si les communes s'écartent de cette règle générale, dans des cas particuliers, le gouvernement examinera, sous sa responsabilité, s'il y a lieu, oui ou non, d'accorder l'autorisation nécessaire. C'est le second principe qu'il a indiqué, et il ne peut en modifier la portée, car il complète la sincère application de la loi. M. Pirmez répond que le second principe est une *exception*. Traitant la question soulevée par M. Reynaert, il dit que si les subsides sont répartis en parts égales entre les établissements de l'Etat et les écoles normales privées, il suffira que ceux qui protègent les écoles agréées augmentent leur concours financier ou diminuent le prix de la pension pour que les écoles de l'Etat se trouvent placées dans une situation défavorable. M. de Theux pense que, dans les deux opinions, on est intéressé au même degré à choisir de préférence des instituteurs formés dans les écoles normales. C'est là, en effet, que les vrais principes de la loi de 1842 sont et doivent être enseignés; c'est par la discipline des écoles normales que les bons instituteurs se forment de préférence; mais d'excellents instituteurs peuvent cependant se former par d'autres moyens, et il ne faut pas les exclure; mais il faut en même temps l'application la plus générale de la loi de 1842. Quelques observations sont encore présentées sur cet objet par MM. Vandenpeereboom et de Rossius, puis M. Saintelette appelle de nouveau l'attention sur la nécessité de développer l'enseignement des langues modernes et de la géographie. M. de Haerne, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de loi de M. Funck, relative à l'instruction obligatoire.

1^{er} février. Après un débat auquel prennent part MM. Funck, Pety de Thozée, Gerrits, Bara et De Lantsheere, la chambre, sur la motion de M. Gerrits, par 43 voix contre 32, prononce l'ajournement de la proposition de M. Funck. La discussion du *B.* étant reprise, M. Saintelette continue son discours sur l'enseignement des langues modernes. M. Thonissen défend l'enseignement des langues anciennes. Ce débat sur l'étude des langues étrangères et de la géographie continue entre MM. Delcour, *m. i.*, Saintelette et Bergé. Il est question aussi de la nécessité d'augmenter le nombre des écoles moyennes de l'Etat. M. Vleminckx demande où en est le projet de révision de la loi sur les jurys d'examen. M. Kervyn de Lettenhove dit qu'un

avant-projet a été préparé par M. le procureur-général Faider. M. Vleminckx croit que l'orateur se trompe, mais M. Delcour, *m. i.*, confirme le renseignement. — 2. Répondant ensuite à M. Delaet, il s'engage à prendre des mesures en vue d'augmenter le nombre d'heures consacrées à l'enseignement du flamand dans les athénées. MM. Elias et De Clercq demandent qu'on crée une chaire d'agriculture dans les universités de Liège et de Gand. M. Delcour, *m. i.*, ajourne l'examen de cette question jusqu'au débat de la loi sur l'enseignement supérieur. — 3. M. Julliot demande qu'il soit accordé des bourses de voyage pour l'étude des sciences économiques, et M. Delcour, *m. i.*, propose à la chambre, qui l'adopte, une allocation de 1,000 fr. pour l'arrangement de la collection paléontologique de M. Schmerling, qui est déposée à l'université de Liège. Le débat reprend sur la question du grec entre MM. de Rossius, Delcour, *m. i.*, Van Humbeeck et E. de Kerckhove. Celui-ci est d'avis qu'il faudrait enseigner le grec comme langue vivante. MM. Couvreur, Vleminckx, Delcour, *m. i.*, et Kervyn de Lettenhove s'occupent ensuite de l'enseignement de la gymnastique. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Bouvier, dit qu'il sera pourvu prochainement à la nomination d'un inspecteur général de l'enseignement moyen. Il explique la nomination de M. Faure en qualité d'inspecteur du chant au Conservatoire de Bruxelles. M. Jottrand soulève ensuite un débat au sujet du droit qu'ont les instituteurs de s'occuper de politique. M. Kervyn de Lettenhove est d'avis qu'ils doivent rester étrangers aux luttes des partis. M. Delcour, *m. i.*, professe la même opinion. M. Jottrand lui ayant demandé s'il tolérerait l'affiliation des instituteurs à la *Ligue de l'enseignement*, il dit qu'en règle générale, il éprouve peu de sympathie pour la *Ligue de l'enseignement*, parce qu'il remarque que les instituteurs qui sont entrés dans cette *Ligue* y acquièrent généralement, non pas l'indépendance, mais un certain esprit d'insubordination qui nuit souvent à la hiérarchie, si nécessaire à la bonne organisation de l'instruction primaire. MM. Bergé et Guillery font valoir les services rendus par la *Ligue*, que M. E. de Kerckhove accuse d'être une émanation de la *libre-pensée*. M. Bara, de son côté, accuse le ministère de se faire l'exécuteur des volontés de l'épiscopat. M. Malou, *m. f.*, le nie et dit que le gouvernement se bornera à l'exécution loyale de la loi de 1842. — 6. Le débat continue, sur la question politique et sur l'influence historique du catholicisme, entre MM. Bergé, de Theux, E. de Kerckhove, David et Thonissen. M. Lelièvre demande ensuite que l'on augmente le nombre

des écoles moyennes, et M. David, que l'on subsidie l'enseignement moyen des filles. M. Delcour, *m. i.*, répond que ce dernier n'est pas réglé par une loi. En ce qui concerne les écoles moyennes, il est pourvu en partie par l'enseignement privé aux nécessités qu'on signale. MM. Saintelette et Bara protestent contre cette doctrine qui, d'après eux, met au second rang les établissements publics et fait de l'enseignement public le suppléant, l'auxiliaire de l'enseignement privé. M. de Theux, de son côté, proteste contre la doctrine de M. Bara, et dit que la Constitution n'a pas donné le premier rang à l'enseignement de l'Etat. — 7. Le débat continue sur la portée de l'article 17 de la Constitution, sur l'augmentation du nombre des écoles moyennes et sur l'enseignement des filles. MM. Saintelette, Jacobs, Pirmez, Delcour, *m. i.*, de Rossius, Dumortier et Bergé y prennent part. Elle porte en partie sur l'influence de l'enseignement religieux, les écoles des Petits Frères et la tendance que M. Dumortier attribue aux libéraux de vouloir organiser des écoles athées. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Thonissen, dit qu'il reprendra l'examen des propositions qui ont été faites en 1847 au gouvernement de recevoir quelques jeunes Belges à l'école d'Athènes. Au chapitre de l'*Enseignement primaire*, la discussion porte sur les obligations des communes, la circulaire de M. Kervyn de Lettenhove, relative à cet objet, et la situation de l'enseignement primaire en Belgique. Sont entendus à ce sujet, MM. Bricoult, Pirmez, Funck et De Baets. M. Funck propose de porter au B. une somme de 100,000 fr. à titre de subside pour les écoles primaires de Bruxelles. — 8. M. Vleminckx, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 401,467 fr. pour l'enseignement primaire. La discussion de la veille se poursuit entre MM. Kervyn de Lettenhove, Funck, Descamps, Bara, Elias, Delcour, *m. i.*, Delehaye, *r.*, Anspach, de Rossius et Bouvier. Le droit de la ville de Bruxelles à un subside, la façon dont elle applique la loi de 1842, puis des faits relatifs au directeur des écoles communales de Menin sont agités dans ce débat. M. Delcour, *m. i.*, accepte l'amendement de M. Funck, à la condition que la ville de Bruxelles se conforme exactement à la loi. — 9. La chambre entend encore MM. Boulenger, Kervyn de Lettenhove, Elias, Delcour, *m. i.*, Dumortier, Van Cromphaut, David, Vermeire, Jottrand et de Rossius, qui remet sur le tapis la question du catalogue des bibliothèques des écoles normales, dressé par M. Pirmez et désapprouvé par M. Kervyn de Lettenhove. M. David soulève une question relative à l'érection d'une école de filles à Dolhain. M. Demeur critique

le libellé de l'article relatif aux dépenses variables de l'enseignement primaire.--10. Après des explications de M. Delcour, *m. i.*, sur l'école de Dolhain et sur le catalogue des bibliothèques, l'article du B. est voté avec l'augmentation de 100,000 fr. proposée par M. Funck. Celui-ci rappelle que l'article 25 de la loi de 1842 oblige le gouvernement « à annexer chaque année à la proposition du B., un état détaillé de l'emploi des fonds alloués pour l'instruction primaire pendant l'année précédente, tant par l'Etat que par les provinces et par les communes ». Il recommande l'exécution de cette disposition. Au second vote, la chambre porte à 2,000 fr. le crédit pour les travaux de conservation de la collection Schmerling. Le crédit de 401,467 francs est voté à l'unanimité, après une déclaration de M. Delcour, *m. i.*, en réponse à M. Vleminecx, portant que la circulaire de M. Kervyn de Lettenhove du 11 décembre 1870, relative à l'intervention pécuniaire des communes, ne sera appliquée qu'à titre d'essai. — 21. M. Bouvier constate que les professeurs de l'enseignement moyen de l'Etat à Dinant ont adressé à la chambre une requête dans laquelle ils se plaignent que, pendant près d'une année, ils n'ont pas reçu le traitement qui leur est dû par l'Etat. Il désire savoir quels sont les motifs pour lesquels le gouvernement laisse ces fonctionnaires dans la triste situation qu'ils dépeignent dans leur pétition. M. Delcour, *m. i.*, répond que le gouvernement a satisfait à toutes ses obligations. Il a mis à la disposition de la ville tous les subsides qu'il devait lui fournir, aussi bien pour le collège communal que pour l'école moyenne, et si, en définitive, il y a eu un retard dans le paiement des professeurs de l'enseignement à Dinant, rien dans ce fait n'est imputable au gouvernement, et la responsabilité en retombe tout entière sur la ville et sur le bureau administratif. M. Kervyn de Lettenhove ajoute que le fait signalé provient de la gestion irrégulière du trésorier du bureau administratif.

14 mars. M. Bouvier, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle des habitants de Gosselies réclament contre la mise en disponibilité de M. Kinet, ancien directeur de l'école moyenne de cette ville. Ils désirent connaître les motifs qui ont déterminé le gouvernement à prendre une mesure aussi rigoureuse vis-à-vis d'un homme jouissant, au moment où elle est venue le frapper, de l'estime publique et de la confiance des pères de famille. La *c.* s'associe au désir exprimé par les pétitionnaires de connaître les motifs qui ont décidé le gouvernement à prendre la mesure dont ils se plaignent, et elle conclut à une demande d'explications. M. Ker-

vyn de Lettenhove dit que c'est à la demande du bureau administratif de Gosselies que le déplacement de M. Kinet a été résolu, et il n'a eu lieu qu'après un rapport de M. l'inspecteur de l'enseignement moyen, qui s'est rendu à Gosselies et qui a exprimé l'avis que ce déplacement était désirable dans l'intérêt même de l'école moyenne. M. de Rossius demande que l'on fasse connaître les motifs de la mesure prise. Il affirme, ainsi que M. Pirmez, que M. Kinet a été frappé parce qu'il était libéral. MM. Drion et Delcour, *m. i.*, répondent qu'il a été déplacé pour des motifs sérieux, à cause de son attitude vis-à-vis de l'autorité et parce qu'il a conduit ses élèves dans des lieux suspects. M. de Rossius réclame la communication du rapport de l'inspecteur. Malgré de vives protestations de M. Pirmez, et après un colloque entre MM. de Rossius et de Liedekerke, la clôture est proposée.— 15. Elle est votée par 49 voix contre 37. Un nouvel incident se produit entre MM. Pirmez, Frère-Orban, Wasseige, Van Humbeeck et Malou, *m. f.*, sur la question de savoir si le renvoi sera prononcé *avec demande d'explications*. La chambre décide la négative par 51 voix contre 40. Le débat se rouvre entre MM. Pirmez, de Rossius et Drion sur les faits allégués par ce dernier. Elle porte sur la qualification de *suspects* donnée aux cafés dans lesquels M. Kinet conduisait ses élèves pendant les promenades.

16 avril. M. Bergé reproche au *m. i.* de n'avoir pas déplacé un instituteur communal de Menin, qui avait été suspendu par le conseil communal de cette ville. MM. Delcour, *m. i.*, Vandenpeereboom et Tack prennent la défense de l'instituteur, et l'incident est clos. — 19. M. Royer de Behr, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant la caisse de prévoyance des instituteurs primaires.

11 mai. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Sainctelette, dit que les travaux de l'école normale de Mons seront adjugés dans quelques jours.

JUSTICE.

17 novembre. Sur les conclusions de M. Van der Donckt, *r. c.*, appuyées par M. Cornesse, *m. j.*, et malgré l'opposition de MM. Bergé et Jottrand, la chambre passe à l'ordre du jour sur une pétition par laquelle le sieur Jacobs propose des mesures dans le but de sauvegarder l'ordre public contre les entreprises coupables de sociétés dangereuses.

16 janvier. M. Dansaert interpelle le *m. j.* au sujet de faits graves qui se sont passés dans l'établissement d'aliénés d'Evere. L'orateur est d'avis que pour prévenir le retour de pareils faits, il importe que le gouvernement

érige lui-même des maisons d'aliénés pour les indigents. M. De Lantsheere, *m. j.*, est disposé à se livrer à l'examen de cette question. M. Vleminckx soutient qu'il y aura des malheurs à déplorer tant que les maisons d'aliénés seront livrées à l'industrie privée.

21 février. M. De Lantsheere, *m. j.*, présente un projet de loi portant augmentation du personnel des tribunaux de Bruxelles et de Nivelles. M. Vleminckx demande communication des rapports concernant les mesures d'instruction qui ont été prises par le tribunal de Bruxelles dans les poursuites relatives aux affaires Langrand-Dumonceau. M. Cornesse ne croit pas que ces renseignements existent au département de la justice. M. Bara l'affirme. — 22. M. De Lantsheere, *m. j.*, les dépose. — 27. M. Malou, *m. f.*, *id.* un projet de crédit de 1 million pour la continuation des travaux du Palais de justice.

9 mars. M. Bara donne lecture d'une lettre de M. Schuermans, procureur du roi à Liège, relative à ce qui s'est passé au sujet de MM. Mallet et Guinotte, auxquels il aurait refusé de faire grâce d'une condamnation prononcée pour duel. Il s'agit d'un fait allégué dans la discussion du B. de la justice.

10 avril. Il est donné lecture d'une proposition de loi de MM. Lelièvre et De Baets, ainsi conçue : « L'article 472 du code d'instruction criminelle est remplacé par la disposition suivante : Si le jugement de condamnation prononce l'une des peines énoncées à l'article 18 du code pénal, extrait de l'arrêt sera, dans les trois jours du prononcé, à la diligence du procureur général ou de son substitut, affiché dans la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis. Dans les autres cas, l'arrêt sera signifié au domicile du condamné. Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur des domaines et droits d'enregistrement du domicile du contumace. » — 11. M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel des tribunaux de 1^{re} instance de Bruxelles et de Nivelles. — 16. M. Lelièvre développe sa proposition de loi, qui est prise en considération. — 20. M. Pirmez interpelle le gouvernement au sujet d'un arrêté royal qui approuve l'acceptation, par la commune d'Ochamps, d'un legs ayant pour but de faire distribuer entre certains habitants de cette commune de la chaux au moyen du revenu du capital légué. L'affaire a, matériellement, une importance fort minime ; mais les principes qui servent de base à la décision sont contraires au droit civil et à l'organisation sociale actuelle de la charité. M. Delcour, *m. i.*, répond que cet arrêté ne repose que sur des considérations de fait et ne peut être considéré comme inau-

gurant un régime quelconque. — 24. La chambre discute le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel des tribunaux de Bruxelles et de Nivelles. MM. Snoy et de Vrints appuient ce projet, et en même temps MM. Le Hardy de Beaulieu, de Vrints et Mascart proposent, par la voie d'un amendement, qu'appuie M. Snoy, l'établissement d'un tribunal de commerce pour l'arrondissement de Nivelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, combat cet amendement (qui n'est pas adopté) en se fondant sur ce que l'arrondissement de Nivelles est essentiellement agricole. Le projet de loi est combattu au fond par M. Thonissen, qui soutient que les magistrats ne siègent pas assez souvent et que les avocats sont trop prolixes dans leurs plaidoiries. M. Saintelette estime que l'arriéré du tribunal de Bruxelles est dû à la jurisprudence adoptée par la cour de cassation quant à la compétence du tribunal de Bruxelles en ce qui concerne les actions dirigées contre l'Etat. Le projet de loi, défendu par MM. De Lantsheere, *m. j.*, et Thonissen, est voté par 75 voix contre 4. Au cours de la discussion, M. Vleminckx soulève un incident. Il désire que le *m. j.* déclare que les magistrats de Bruxelles, attaqués par M. Dumortier à propos des visites domiciliaires dans les affaires Langrand, ont rempli leur devoir d'une façon irréprochable. M. Dumortier s'oppose à ce qu'on greffe cet incident sur la discussion. M. De Lantsheere, *m. j.*, après avoir constaté que le juge d'instruction a délégué ses pouvoirs au commissaire de police, dit que la marche suivie en cette circonstance est de tous points conforme à la jurisprudence, mais elle s'éloigne de la théorie que M. Dumortier, avec d'excellentes autorités, croit seule constitutionnelle et légale. Aucun reproche ne peut donc être adressé au juge d'instruction de Bruxelles, qui n'a fait que se conformer à la jurisprudence depuis longtemps suivie. — 26. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit d'un million pour les travaux du Palais de justice. Il conclut au vote provisoire de 975,000 fr.

4 mai. Cette proposition est adoptée par 77 voix contre 2. — 11. M. Defuisseaux interpelle le *m. j.* au sujet des scandales qui se sont passés dans la maison d'aliénés d'Evere et qui ont abouti à la condamnation du directeur et du médecin. Il blâme le gouvernement de n'avoir pas publié régulièrement les rapports sur la situation de ces établissements, et conclut en proposant un ordre du jour aux termes duquel « la chambre invite M. le ministre de la justice à formuler un arrêté royal augmentant le prix d'entretien des aliénés indigents. » M. De Lantsheere, *m. j.*, s'attache à démontrer que la responsabilité des faits

qui se sont passés à la maison d'Evere n'importe à aucune des autorités chargées de les empêcher. M. Bara est d'avis qu'il faut supprimer tous les établissements d'aliénés tenus par des particuliers, sauf pour les riches, et de charger l'État lui-même de cet important service. L'ordre du jour de M. De-fuisseaux est rejeté par 72 voix contre 8 et 16 abstentions. M. Bara engage vivement le *m.* à présenter un projet de loi dans la prochaine session.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

1^{er} février. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Kervyn de Volkaersbeke, dit que le gouvernement négocie l'achat de la bibliothèque de M. Fétis. Il espère que d'ici à peu de jours il pourra présenter à la chambre un projet de loi ayant pour objet l'achat de cette belle collection littéraire et musicale. Répondant à M. Hagemans, le *m.* dit que le congrès des sciences préhistoriques se réunira à Bruxelles et qu'un crédit sera proposé à cet effet. — 10. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Kervyn de Volkaersbeke insiste sur la nécessité de construire un local pour les archives du royaume et d'agrandir celui qui est destiné aux archives de la Flandre orientale. Il recommande aussi de traduire en flamand la *Biographie nationale*. M. Descamps signale les dangers d'incendie qui existent à la Bibliothèque royale. M. Malou, *m. f.*, dit que l'on étudie en ce moment l'appropriation des terrains de l'ancien ministère de la justice, rue de la Régence, pour y construire un Palais des Beaux-Arts. M. Delcour, *m. i.*, promet de tenir compte des observations de M. Kervyn de Volkaersbeke. M. Malou, *m. f.*, ajoute qu'il y a plus de trente ans qu'on s'occupe d'étudier le déplacement des archives du royaume, et l'on avisera à trouver une solution. Répondant à MM. Jottrand et Vleminckx, il dit que M. le professeur De Walque est chargé de rédiger le texte explicatif de la carte géologique de Dumont. Des explications sont échangées entre MM. Bouvier, Hagemans, Vandenpeereboom, Delcour, *m. i.*, Delehay, *r.*, et Malou, au sujet du Palais des Beaux-Arts, des allocations pour achat d'œuvres d'art, pour les musées et de l'organisation du jury des expositions. MM. Le Hardy de Beaulieu, d'Hane-Steenhuysse, Vandenpeereboom et Delcour, *m. i.*, s'occupent de la question de l'agrandissement des locaux de l'Académie royale d'Anvers; M. Muller, de la position des professeurs du Conservatoire de musique de Liège; M. Kervyn de Volkaersbeke fait des observations analogues en faveur du Conservatoire de Gand, et M. d'Hane-Steenhuysse pour l'Ecole de musique d'Anvers. M. Rogier recommande des travaux de conservation de

la colonne du Congrès et la restauration du temple des Augustins. M. Anspach réclame la démolition de cet édifice. Son opinion est combattue par MM. Dumortier, Delcour, *m. i.*, et Rogier, et appuyée par M. Orts. Le *m.* dit que le temple des Augustins sera maintenu, mais il est impossible de dire dans quelles conditions. Il faut, avant tout, qu'on sache s'il appartient à l'État. Lorsque la question de propriété aura été décidée, s'il est reconnu que le temple des Augustins appartient à l'État, c'est alors seulement que le gouvernement aura à s'occuper des travaux qui pourraient y être faits. — 29. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 152,000 fr. au ministère de l'intérieur pour l'achat de la bibliothèque et de la collection d'instruments de feu M. Fétis.

22 mars. M. Hagemans, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

25 avril. M. De Baets demande : 1^o si le gouvernement a acheté des tableaux des artistes qui ont exposé au dernier salon de Gand; si oui, quels sont ces tableaux et quels sont les artistes? 2^o le gouvernement a-t-il proposé à Sa Majesté la décoration quelques artistes, quelles décorations et quels artistes? L'orateur se plaint de ce qu'on donne tout à Bruxelles et rien aux provinces.

4 mai. Le crédit de 152,000 fr. pour l'achat de la bibliothèque de M. Fétis est adopté à l'unanimité.

MARINE.

23 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose une demande de crédit de 615,000 fr. pour la construction d'un bateau à vapeur.

9 février. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

1^{er} mars. Il est adopté à l'unanimité. — 7. Il résulte d'explications échangées, dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Van Iseghem, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Pety de Thozée, *r.*, que le service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres sera transféré au département des travaux publics. M. d'Hane Steenhuyse recommande une pétition relative au passage d'eau entre Anvers et la Tête de Flandre.

MINES.

18 janvier. Il est donné lecture de la proposition suivante : « Le § 1^{er} de l'article 29 du décret du 3 janvier 1813, contenant les dispositions de police relatives à l'exploitation des mines et minières est modifié comme suit : Il est défendu de laisser descendre ou travailler, dans les mines et minières, les enfants du sexe masculin au-dessous de 14 ans, ceux du

sexe féminin, au-dessous de 15 ans. Cette disposition prendra cours à dater du 1^{er} janvier 1873. (Signé : Vleminckx.) » — 25. M. Vleminckx développe sa proposition, qui est prise en considération.

16 mars. M. Guillery, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

20 avril. Dans la discussion du B. des travaux publics, des explications sont échangées entre MM. Van Hoorde, Houtart, Vleminckx, Pety de Thozée, Bouvier et Moncheur, au sujet de la concessibilité des ardoisières, des impôts communaux sur les mines, des caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, et des fonctionnaires des mines dans le Luxembourg.

MONITEUR.

31 janvier. M. Bara développe la proposition suivante :

« Art. 1^{er}. Les *Annales parlementaires* seront traduites en flamand.

« Il sera publié, en français et en flamand, un compte rendu analytique des séances de la chambre et du sénat.

« Art. 2. Les lois, les arrêtés royaux intéressant la généralité des citoyens et le compte rendu analytique seront distribués gratuitement à tous les électeurs pour les chambres législatives.

« Chaque électeur pourra choisir entre l'édition française et l'édition flamande.

« Art. 3. Seront punis d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice d'autres peines, s'il y a lieu, tous ceux qui, par des écrits ou des discours, des dons ou des promesses, des défenses, des menaces, des abus d'autorité ou de pouvoir, des violences ou des voies de fait, auront empêché ou tenté d'empêcher la circulation ou la lecture des lois, des arrêtés royaux, des *Annales parlementaires* ou du compte rendu analytique.

« Art. 4. En cas de récidive, l'amende ne pourra être inférieure à 100 fr. et le coupable sera privé du droit de vote et d'éligibilité, pendant un an au moins et trois ans au plus. »

Cette proposition est prise en considération.

PÉTITIONS.

21 mars. M. de Macar, *r. c.*, conclut au renvoi au *m. i.* d'une pétition par laquelle des blessés de septembre, pensionnés mais non décorés de la croix de Fer, prient la chambre de rétablir l'égalité des pensions entre les blessés et les décorés. M. Bergé appuie la réclamation, qui est combattue par MM. Dumortier, Delehay, Rogier et Delcour, *m. i.* Il est entendu que les blessés qui n'ont pas encore fait valoir leurs titres pourront être indemnisés sur un fonds spécial.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

17 novembre. M. Bara annonce qu'il a l'in-

tention d'interpeller le *m. i.*, dans une séance prochaine, au sujet de la nomination de M. De Decker comme gouverneur de la province de Limbourg. En même temps, il informe le *m.* qu'il se servira de certains documents et de certains faits qui sont relatifs aux affaires des sociétés Langrand-Dumonceau, sociétés dans plusieurs desquelles M. De Decker a figuré comme administrateur. L'orateur ajoute que le *m. j.* a le droit de se faire rendre compte de tout ce qui peut intéresser, dans une faillite ou dans une instruction judiciaire, un fonctionnaire du gouvernement. Peut-être a-t-il déjà reçu à cet égard des rapports de l'autorité judiciaire; dans beaucoup de cas, le procureur général fait connaître au gouvernement des faits qui touchent à des fonctionnaires. Si le *m. j.* n'a pas reçu ces rapports, il a le devoir de les provoquer, d'autant plus que plusieurs documents ont été rendus publics et qu'un grand nombre de faits sont également tombés dans le domaine public. M. Cornesse, *m. j.*, demande que M. Bara indique les documents dont il veut faire usage et comment il les a en sa possession. M. Bara dit que les pièces qu'il a en sa possession sont celles qui se rattachent à la faillite; elles sont la propriété des créanciers, et des copies lui en ont été remises par le juge-commissaire à la faillite, M. Vanderstraeten. Cet honorable ancien magistrat consulaire l'a autorisé à se servir de ces pièces dans l'intérêt de la moralité publique, et à déclarer devant la chambre qu'il acceptait la responsabilité de la publicité de ces documents. Le *m.* peut aussi se procurer le dossier Langrand. Il se compose de pièces qui ont été saisies chez M. Langrand; elles sont la propriété de ses créanciers: c'est à l'aide de ces pièces qu'ils pourront faire valoir leurs droits. Il y a de plus les travaux des curateurs, dont les créanciers ont également le droit de se prévaloir. L'interpellation est fixée au 22 novembre. M. Dumortier demande alors que le *m. j.* fournisse aussi des renseignements sur des faits qui se sont passés récemment. Si le bruit qui est répandu est exact, la veille ou l'avant-veille de l'ouverture de la session, le juge d'instruction de Bruxelles aurait envoyé des agents de police faire des visites domiciliaires, qui sont un véritable scandale. L'orateur a entendu dire que, chez M. De Decker, on est allé à ce point qu'on a scié son coffre-fort en fer. Chez M. Nothomb, on est arrivé avec des crochets pour crocheter tout ce qu'il y avait dans la maison, sans la présence du juge d'instruction. M. Cornesse, *m. j.*, dit qu'il prendra des renseignements à cet égard. M. Bara s'étonne que la question de savoir si un juge d'instruction peut déléguer à un commissaire de police le droit de faire une visite domiciliaire soit sou-

levée par M. Dumortier précisément à propos d'une visite faite chez les administrateurs de Langrand. Il a fallu que cette jurisprudence fût appliquée à ces administrateurs pour que la verve de M. Dumortier s'allumât. M. Dumortier répond qu'il a toujours défendu l'inviolabilité du domicile. MM. Cornesse, *m. j.*, Bara et Guillery défendent tour à tour la conduite de la magistrature. — 22. M. Cornesse, *m. j.*, donne lecture d'une lettre de M. Simons, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, relative à la communication faite à M. Bara par M. Vanderstraeten (juge-commissaire) des documents relatifs à la faillite Langrand-Dumonceau. Le *m.* refuse en même temps de communiquer les pièces de la poursuite judiciaire. M. Dansaert, en qualité de président du tribunal de commerce, s'attache à justifier la conduite de M. Vanderstraeten. M. Bara fait ensuite son interpellation. Il reproche au gouvernement d'avoir nommé M. De Decker gouverneur du Limbourg, alors qu'il a participé aux tripotages des affaires Langrand, dont l'orateur fait l'exposé, en citant, entre autres, des lettres de M. Braiseur, qui accusent les administrateurs. Puis il demande si c'est le moment quand un homme est en dessous de ses affaires, de le mettre en évidence, de lui faire porter un habit brodé, de lui donner la présidence dans toutes les cérémonies, de lui faire représenter la personne royale dans une province? Les plus humbles commerçants ont, heureusement, d'autres mœurs. Quand le plus petit d'entre eux est en dessous de ses affaires, il se retire dans l'obscurité, il fuit la société et les plaisirs, et, par un travail modeste, opiniâtre, il cherche à réparer les désastres qu'il a causés et à préparer des ressources pour la réhabilitation. Ces mœurs, qui font l'honneur et la gloire de la Belgique et son renom à l'étranger, on les a méconnues, on les a condamnées, insultées en nommant une des épaves de la triste affaire Langrand au poste de gouverneur d'une province belge. (Applaudissements à gauche.) M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, répond que M. De Decker est une des gloires du parlement belge, qu'il jouit de la considération universelle, qu'il n'a jamais été mis en prévention, que son honorabilité est restée entière et que les accusations de M. Bara n'ont d'autre but que d'atteindre dans le *m.* de 1855 le *m.* de 1870. — 23. M. Defuisseaux estime que M. De Decker devrait être poursuivi, et, en attendant qu'il se soit justifié, le public ne peut que blâmer la faute impardonnable qu'on a commise en le nommant gouverneur du Limbourg. L'orateur attribue la démoralisation qui règne à la soif de l'or et aux institutions qui fondent tout sur l'argent. Il est persuadé que le parti libéral

profitera de cette grande leçon pour se régénérer, pour se retremper, pour comprendre que la moralité n'existe pas seulement dans les classes élevées, qui ont été jusqu'aujourd'hui seules représentées; mais qu'elle existe dans le peuple belge tout entier; et seulement alors, et alors pour toujours, le grand parti libéral reconquerra toute sa puissance, car ce sera le parti libéral démocratique. M. Braiseur dit qu'en présence des manifestations dont il a été l'objet au dehors, il renonce à la parole. M. Nothomb prononce un discours dans lequel il s'attache à justifier les affaires Langrand. En terminant, il veut dire sa pensée tout entière et donner à la conduite de ses adversaires sa véritable signification. Jusqu'ici, il ne connaît qu'une décision de la justice, c'est l'ordonnance de non-lieu à laquelle la première instruction judiciaire a abouti et dans laquelle les administrateurs n'avaient figuré que comme témoins. La seconde instruction judiciaire est commencée, et, jusqu'ici, les administrateurs n'y ont pas même figuré comme témoins, non plus que les comptables, les commissaires, les jurisconsultes du contentieux de l'Hypothécaire belge et de l'International. L'instruction se poursuit donc. Eh bien, quel est le spectacle que donne en ce moment une partie de la presse libérale? Est-ce qu'elle laisse l'instruction à elle-même, dans le silence du parquet? Nullement; on voit cette presse en préjuger les résultats, sans en connaître les éléments! On la voit chercher à exciter autour d'elle des émotions contagieuses, à soulever l'opinion par une polémique honteuse et sans frein, et à exercer ainsi une pression inavouable sur le parquet! Il est, cependant, de justice et de raison qu'un inculpé soit toujours présumé innocent jusqu'à sa condamnation. Ici, les administrateurs ne sont pas des inculpés; mais dans une presse qui a perdu toute retenue et toute dignité, on les traite en inculpés; non seulement on les traite en inculpés, mais on les affirme coupables; non seulement on signale comme coupables quelques-uns d'entre eux, mais on les condamne tous à la fois, et on les traîne sur la claie des calomnies les plus odieuses. On condamne ainsi, du moins dans cette partie de la presse, tous ceux qui ont été mêlés à la lutte politique. Car, chose bien digne de remarque et qui démontre clairement le but de spéculation politique et électorale que l'on poursuit, parmi les trente noms de ceux qui ont figuré comme administrateurs ou commissaires, on choisit et on incrimine spécialement ceux portés par des hommes politiques. Peut-on révéler, involontairement, mais avec plus d'évidence, la trame indignement ourdie par la haine politique? La droite demande la clôture, qui est com-

battue par MM. Guillery, Bara et Brasseur, puis votée par 64 voix contre 46 et une abstention. M. Bara propose alors l'ordre du jour suivant : « La chambre, regrettant la nomination de M. le gouverneur du Limbourg, faite dans les circonstances actuelles, passe à l'ordre du jour. » Cet ordre du jour est rejeté par 66 voix contre 44. — 24. Il est donné lecture d'une lettre de M. Brasseur. Celui-ci écrit qu'il prépare un mémoire en réponse aux accusations odieuses dont il est l'objet. Dans ces circonstances, il lui est impossible de s'occuper des travaux de la chambre. Il sollicite un congé de quinze jours. M. Anspach donne lecture de lettres émanées du *p.* de la chambre et du *m. i.*, qui demandent qu'on assure la liberté de la circulation aux abords du palais de la Nation, des membres de la chambre ayant été l'objet d'outrages à l'issue des séances de la veille et de l'avant-veille. L'orateur soutient qu'en sa qualité de bourgmestre de Bruxelles, il a fait tout ce qu'il a pu en vue de maintenir l'ordre, mais la police est insuffisante pour comprimer l'indignation publique et il n'a pas voulu convoquer la garde civique, ne voulant pas user de provocation. M. Thibaut, *p.*, reconnaît que le bourgmestre a fait ce qu'il a pu, mais il n'en est pas moins vrai que des représentants ont été outragés. M. Dumortier remercie la police et des bourgeois de Bruxelles de l'avoir protégé personnellement ; mais il importe que des mesures efficaces soient prises pour protéger la dignité de la chambre, et quelques gendarmes à cheval auraient suffi. M. Guillery accuse la droite d'avoir provoqué les désordres en étouffant le débat de la veille. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dit qu'il s'est borné à demander à M. Anspach d'assurer la liberté de la circulation dans la rue de la Loi. M. Bara soutient que ce qui compromet la dignité du parlement, ce n'est pas l'émotion de la rue ; ce sont les actes qui l'ont provoquée, et il n'y a, d'après lui, qu'un seul moyen de sortir de cette situation, c'est la démission du cabinet. M. Jacobs, *m. f.*, accuse M. Bara de se faire l'écho de l'émeute, et répondant à ses attaques contre le cabinet, dit que le ministère actuel n'a pas compromis la dignité du pouvoir, car, succédant à M. Bara, il n'y avait plus à descendre. MM. Frère-Orban, Demeur et Guillery demandent le rappel à l'ordre du *m.* Celui-ci s'explique, en disant que M. Bara ayant proclamé les membres du cabinet indignes d'être ministres, il a le droit de répondre : « Moins indignes que vous. » Il ajoute que les gens qui font l'émeute aux portes du palais de la Nation, ne sont pas le pays, et que le ministère, arrivé par le jeu régulier des institutions, ne se retirera que lorsqu'il se trouvera en désaccord ou avec la Couronne,

ou avec la chambre, ou avec le corps électoral ; il ne se retirera pas parce qu'il est en désaccord avec une partie de la population de Bruxelles ou attirée à Bruxelles. M. Anspach répond qu'il n'y a plus de jeu régulier des institutions quand on étouffe les débats ; et il donne au ministère, en présence de l'indignation publique, le conseil de se retirer. Il accuse aussi le gouvernement de vouloir arriver à substituer l'armée à la garde civique pour le maintien de l'ordre, et appelle l'attention sur le danger d'une pareille mesure. M. Nothomb signale les violences dont il a été l'objet dans la rue, et les attaques dirigées contre son domicile. Il déclare que si celui-ci est violé, il se défendra. Il reproche à M. Bara d'avoir attaqué sans preuve les administrateurs des sociétés Langrand. M. Bara fait appel à la moralité publique et dit que l'émotion de la rue n'est qu'un effet. La cause, ce sont les actes des sociétés Langrand et les actes du ministère. Il ajoute qu'il est impossible à un cabinet dont le chef a été commissaire de l'Industriel et a été vivement attaqué, au sujet de cette affaire, dans des assemblées publiques, par ses propres amis, et dont l'un des membres a été conseiller de l'Agricole, de rester utilement au pouvoir, indépendamment des émotions de la rue. Il persiste à croire que sa retraite est indispensable à la dignité du pouvoir et à l'intérêt du pays. — 29. M. Defuisseaux demande des explications sur un discours du bourgmestre de Bruxelles, d'après lequel, sur un premier refus du Roi de signer la nomination de M. De Decker, le ministère aurait offert sa démission. M. Anspach maintient l'exactitude de sa déclaration. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, affirme que jamais, à propos de la nomination de M. De Decker, on n'a soulevé aucune question de cabinet, et que tous les détails publiés par certains journaux et qui se rapportent à une pression quelconque qu'il aurait exercée à cette occasion, sont complètement inexacts. La discussion continue entre MM. Coomans, Van Humbeeck et Frère-Orban, au sujet des manifestations qui ont eu lieu à Bruxelles. M. Coomans soutient que c'est l'émeute qui gouverne ; M. Van Humbeeck en impute la cause à la nomination de M. De Decker ; M. Frère-Orban ajoute qu'il ne faut pas que le pouvoir soit aux mains de la maison Langrand et de la maison d'Anvers. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, déclare que M. De Decker a donné spontanément sa démission. Le *m.* regrette, pour M. De Decker, ce débat ; il est convaincu que, dans un temps peu éloigné, on lui rendra justice. Mais s'il a quitté sa position, c'est, chose bien triste à dire, parce qu'il sait trop que lorsqu'on occupe le pouvoir, on est en butte à des rancunes profondes et à des

haines impitoyables. M. De Decker, redevenu simple citoyen, trouvera sans doute plus de justice, et le *m.* espère que les membres de la chambre voudront bien aussi lui rendre cette justice, qu'en proposant au Roi la nomination de M. De Decker, il l'a considéré comme un honnête homme et un excellent fonctionnaire, et qu'en acceptant sa démission, loin de le blâmer, loin de le considérer comme un coupable, il n'a vu dans sa détermination même que l'expression d'un nouveau sentiment de délicatesse. M. Orts estime que la démission de M. De Decker, proposée à la signature royale par le même ministre qui avait proposé et contre-signé sa nomination, c'est, dans la circonstance où elle s'est produite, l'affaiblissement du respect des institutions. MM. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, Rogier, Bara, Cornesse, *m. j.*, et Guillery prennent successivement la parole. La gauche est accusée d'avoir fomenté l'émeute. M. Cornesse, *m. j.*, cite des paroles de blâme attribuées par M. Th. Juste à Léopold 1^{er} à propos des manifestations de 1857. M. Guillery s'écrie que la situation est grave, et conjure le gouvernement de ne pas opposer de résistance violente à l'opinion publique.

1^{er} décembre. M. d'Anethan, *m. a.*, annonce que le Roi, ayant demandé aux *mm.* leurs portefeuilles, ils les ont remis aux mains de Sa Majesté. Il propose l'ajournement de la chambre. Cette déclaration donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Van Humbeeck, Guillery, Coomans, Bara, Cornesse, *m. j.*, de Theux, Frère-Orban, Pirmez et de Borchgrave. On échange des deux parts des interpellations très vives au sujet des manifestations actuelles, de celles de 1857 et de la grève de la droite en 1864. M. Frère-Orban soutient que le *m. a.* a annoncé d'une manière irrégulière la résolution qu'il avait à communiquer à la chambre; contrairement aux principes les plus élémentaires du régime parlementaire, en violation de la Constitution, il a découvert la Couronne. Il aurait eu le droit de tenir le langage qu'il a tenu après la constitution d'un nouveau ministère ou après l'avortement d'efforts faits pour constituer un nouveau cabinet; il y aurait eu alors des *mm.* acceptant la responsabilité de la communication qu'ils faisaient à la chambre; aujourd'hui, le *m. a.* a découvert la personne royale, et en la découvrant, il l'a livrée à la discussion. Après cette allégation, aucun *m.* ne prend plus la parole, et la chambre s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure. — 12. Il est donné lecture des arrêtés royaux en date du 7 décembre acceptant les démissions des *mm.* et constituant le nouveau cabinet. M. de Theux dit qu'en présence du fait accompli de la démission donnée par le cabinet précédent, sur la demande du Roi, il

n'a pas hésité à accepter la mission que S. M. a daigné lui confier de former une administration nouvelle, dont la composition fût en harmonie avec la situation parlementaire. Le 7 décembre, il eut l'honneur de soumettre au Roi les noms des honorables amis qui ont bien voulu s'associer à sa tâche. Cette liste fut agréée par S. M. La formation du cabinet nouveau est donc légitime au point de vue des principes constitutionnels. Le cabinet espère que l'appui de la majorité des deux chambres ne lui fera pas défaut. Son intention est de ne soumettre aux chambres, dans le cours de la présente session, aucune grande question qui puisse diviser les esprits. Cette session, forcément courte, sera bien remplie si la législature, après le vote des *BB.* encore en retard, discute le code de commerce, les autres projets dont elle est saisie et les propositions qui lui seront soumises. Dans les circonstances actuelles, cette politique lui paraît la seule patriotique et nationale. En 1872, le renouvellement partiel de la chambre, le renouvellement intégral des conseils provinciaux et communaux offriront au pays, par les seules manifestations qui soient légales, l'occasion d'exprimer sa volonté et ses sentiments. M. Cornesse donne à son tour des explications sur la retraite du ministère précédent. Il dit que la démission du cabinet, qui avait déclaré qu'il ne se retirerait pas devant l'émeute, a été réclamée dans la rue. Le 27 novembre, S. M. fit savoir au cabinet que le remplacement du *m. i.* lui paraissait désirable. Les collègues de M. Kervyn de Lettenhove en délibérèrent; ils furent unanimement d'avis que toute modification du ministère, avant que le désordre eût complètement disparu, eût été un acte de faiblesse. Le 28 novembre, le Roi fit connaître au conseil que, dans la situation grave où l'on se trouvait, il croyait devoir s'entretenir avec quelques membres de la droite. Il résulta d'entrevues ultérieures que S. M. eut successivement avec des membres du cabinet, qu'elle désirait que tous les *mm.* lui offrissent volontairement leurs démissions. Ils répondirent respectueusement à S. M. qu'appuyés sur la majorité parlementaire, ils considéraient comme un devoir de rester à leur poste, mais que si le Roi leur demandait leurs portefeuilles, ils les remettraient immédiatement entre ses mains. Le 1^{er} décembre, le Roi leur annonça que la retraite du cabinet était nécessaire. Ils s'inclinèrent devant la volonté de la Couronne formellement exprimée, et, conformément aux intentions du Roi, ils firent connaître leur démission à la chambre. M. Frère-Orban s'étonne que la droite, après avoir déclaré que le ministère ne devait pas se retirer, se montre aujourd'hui satisfaite.

Il demande qui accepte la responsabilité de la révocation de l'ancien cabinet. Evidemment, l'exposé qui a été fait par M. Cornesse n'a pas eu d'autre but que de dégager la position des anciens *mm.* et de découvrir complètement la royauté. Il faut cependant que quelqu'un défende cet acte, que quelqu'un en accepte la responsabilité pleine et entière ; il n'y a pas d'acte de la Couronne, il n'y a pas d'exercice de la prérogative royale sans conseil responsable. L'orateur constate ensuite qu'une nouvelle politique a pris place au banc ministériel. Il demande des explications sur la question militaire. Il voit dans l'avènement de M. Malou et de M. Delcour, professeur à l'université de Louvain, un symptôme de réaction et une tendance à faire régner dans l'enseignement public l'esprit qui domine dans l'enseignement de l'université catholique. M. de Theux répond que la Couronne a usé de son droit, que la question militaire doit être ajournée et qu'il n'y a pas dans la Constitution de privilège pour l'enseignement de l'Etat. Tout ce qu'on peut demander au *m. i.*, c'est d'exécuter franchement et loyalement les lois qui règlent l'instruction publique à tous les degrés. La retraite de l'ancien ministre ne marque pas un changement de politique. Cette retraite est due à un accident qui a eu des conséquences imprévues. Le Roi considérerait la situation comme étant trop tendue ; c'est en ce point qu'il différerait d'opinion avec ses ministres. Le Roi a approuvé la politique de l'ancien cabinet dans son ensemble et S. M. a été reconnaissante des services qu'il avait rendus au pays. Ce n'est qu'à regret, dans cette circonstance-ci, que le Roi s'est séparé de son cabinet. M. De Baets déclare que les antimilitaristes conserveront toute leur indépendance vis-à-vis du nouveau cabinet, comme ils l'avaient vis-à-vis de l'ancien. M. Dumortier rend compte de l'entrevue qu'il a eue avec le Roi, qui l'avait chargé de composer un cabinet. Il dit qu'il a engagé vivement le Roi à ne pas céder devant l'émeute et à conserver son ministère. S. M. a alors répété vingt fois : « J'aime mes ministres, je leur suis très dévoué, je leur suis très attaché, mais ils ne répriment pas l'émeute et je ne puis laisser ma capitale dans l'état où elle se trouve, et puisque l'émeute n'est pas réprimée, il faut bien que je tâche d'arriver au calme par les moyens que la Constitution met à ma disposition. » Il a engagé le Roi à ne pas se rendre à la fête qui allait être donnée pour l'inauguration des travaux de la Senne ; le Roi n'y est pas allé, mais l'émeute a été croissant et il s'est passé des choses abominables. Le Roi ayant ensuite usé de son droit de révoquer ses ministres, l'orateur a consenti à former un cabinet

à la condition que M. de Theux lui fût ad-joint. Le Roi a consenti, mais l'orateur a prié M. de Theux de le remplacer, ce qui a été fait. M. Thonissen déclare, à son tour, que le Roi lui a proposé de former une administration, mais il a déclaré qu'il voulait d'abord consulter la droite, qui a décidé à l'unanimité que le ministère ne devait pas se retirer. Ceci se passait le 29 novembre. M. Bouvier rappelle les promesses électorales faites par les catholiques en 1870 et dont aucune, d'après lui, n'a été tenue. M. Bara soutient que le Roi n'a pas cédé devant l'émeute, mais devant l'indignation publique. Il se félicite, du reste, de l'avènement du nouveau cabinet qui dissipe une équivoque. C'est un cabinet clérical, et il promet de lui faire la guerre la plus sérieuse sur le terrain politique, parce qu'il n'admet en aucune manière les programmes que l'on cache. « Vous êtes cléricaux : soyez-le au pouvoir comme vous l'êtes au fond de vos âmes, c'est une condition essentielle du gouvernement représentatif. » M. Malou, *m. f.*, défend le droit du Roi de révoquer ses ministres en usant du pouvoir que lui donne la Constitution, sans que sa responsabilité ait besoin d'être couverte par un contre-seing. M. Frère-Orban combat cette théorie et demande si le ministère maintient le projet de loi d'impôts qui a été présenté *in extremis* par ses prédécesseurs. L'orateur soutient que le ministère précédent a été révoqué pour cause d'indignité. M. Malou, *m. f.*, répond que le projet dont il vient d'être parlé n'est point retiré. Il se réserve de l'examiner avec maturité. M. Jacobs dit que si le ministère qui a légué à ses successeurs une majorité de 24 voix a été révoqué par le Roi pour cause d'indignité, le ministère libéral a été révoqué pour cause d'indignité par le corps électoral. — 13. La discussion continue entre MM. Bergé, de Theux, Jottrand, Jacobs, Thonissen, Gerrits, Anspach, Delehay et De Baets. Elle porte principalement sur la question de savoir si le ministère précédent a voulu faire réprimer par la force armée les désordres qui ont eu lieu à Bruxelles, et sur cette autre question, si M. de Theux, nommé membre du conseil des *mm.* sans portefeuille, doit être soumis à réélection.

10 mai. M. Guillery demande des explications sur une circulaire de M. Ruzette, commissaire d'arrondissement à Ypres, qui est ainsi conçue :

« Monsieur le bourgmestre,

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la circulaire du cabinet en date du 26 avril 1872, émanée du département de l'intérieur, *imposant aux fonctionnaires de garder une neutralité abso-*

ue, à l'occasion des futures élections à tous les degrés.

« Vous voudrez bien, M. le bourgmestre, *pour votre part, veiller à l'observation des instructions qu'elle renferme.* »

L'orateur ne comprend pas que les bourgmestres soient invités à s'abstenir dans les élections. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il n'est pas entré dans sa pensée de transmettre cette circulaire aux bourgmestres ni à aucune autorité élective. M. de Macar fait observer que, dans ce cas, il faut blâmer le commissaire d'arrondissement d'Ypres. M. Bara appuie cette observation. MM. Jottrand et Bergé demandent si la circulaire s'applique aux professeurs et aux instituteurs. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il n'avait aucune connaissance de la circulaire de M. Ruzette. Il ajoute que la sienne n'a pas encore été notifiée aux membres du corps enseignant, à quelque degré qu'ils appartiennent. Son intention, cependant, est de leur en donner communication et de leur recommander de rester neutres dans les luttes électorales qui se préparent. Mais, avant de le faire, il désire consulter les précédents; lorsqu'il en aura pris connaissance, il se décidera. MM. Jottrand, Bergé et Bara insistent pour avoir des explications plus catégoriques. M. Bara trouve étrange l'abstention du *m. i.* à l'égard du commissaire d'arrondissement d'Ypres, alors que M. Carton a été démissionné par M. Kervyn de Lettenhove pour n'avoir pas agi en faveur du ministère dans les élections de 1872. L'orateur accuse le gouvernement d'user d'intimidation vis-à-vis des fonctionnaires et demande de nouveau si la circulaire s'appliquera aux inspecteurs de l'enseignement et spécialement aux inspecteurs ecclésiastiques. M. Jacobs dit que ceux-ci se trouvent dans la même position que leurs collègues laïques. Le système que l'on critique a été suivi par tous les ministères. Quant au commissaire de l'arrondissement d'Ypres (M. Carton), il a été admis tout simplement à faire valoir ses droits à la retraite. M. Vandenpeereboom le nie. M. Kervyn de Lettenhove affirme que jamais les fonctionnaires n'ont été plus libres que lors des élections de 1870. Dans tout le pays il y a eu un seul fonctionnaire qui a renoncé à sa position, il dit *qui a renoncé à cette position*, car il est injuste de prétendre qu'on l'a destitué. Le commissaire d'arrondissement d'Ypres, M. Carton, en réponse à la circulaire qui demandait aux fonctionnaires publics la neutralité, a déclaré qu'il était lié vis-à-vis de ses amis politiques et qu'il continuerait à leur prêter son appui actif comme commissaire d'arrondissement; que, par conséquent, il refusait son adhésion à une circulaire qui prescrivait la neutralité politique.

C'était un langage loyal de sa part, mais à coup sûr le gouvernement ne pouvait pas l'admettre, d'autant plus que le lendemain un journal libéral d'Ypres insérait un passage de cette déclaration de M. Carton, en ajoutant qu'il y avait là un exemple pour tous les fonctionnaires qui voulaient se mettre en opposition avec le gouvernement. M. Vandenpeereboom maintient que M. Carton a été destitué. En l'admettant à faire valoir ses droits à la pension, on savait qu'il n'y avait pas droit et il ne jouit en réalité d'aucune pension. En revanche il jouit de l'estime de tous les honnêtes gens. M. Malou, *m. f.*, pense qu'il a toujours été admis en principe que les fonctionnaires doivent leur concours au gouvernement. Aujourd'hui on ne leur demande que la neutralité. Il n'y a donc, dans la disposition, telle qu'elle se produit, aucun acte d'intimidation. Il se rappelle qu'il y a vingt-cinq ans, on a également discuté sur cette même question, lorsqu'une circulaire a été faite pour interdire aux fonctionnaires de faire partie d'une ou de deux associations politiques de cette époque, et la question a été vivement controversée. Le *m.* s'expliquera franchement sur ce point. Il ne croit pas que la participation à une association électorale tombe sous le coup de la circulaire. Les fonctionnaires conservent le droit de faire partie des associations politiques. Mais il n'admet pas que, par des publications, par des polémiques ou autrement, ils se mêlent activement aux luttes électorales. Pour bien remplir leurs fonctions, ils doivent s'interdire ce genre d'intervention dans ces luttes. M. Bara estime que les circulaires actuelles étaient inutiles si elles n'avaient pas pour but l'intimidation. On savait que les fonctionnaires n'étaient pas disposés à entrer en lutte contre le gouvernement et à s'exposer à des désagréments. En lançant les circulaires, on les a mis en suspicion; on les a avertis et on a voulu paralyser l'exercice de leurs droits, même dans la mesure qu'on semble leur accorder. M. Bergé soutient la même thèse et fait observer que le gouvernement, en dehors des fonctionnaires, a tout le clergé qui travaille à son profit.

POSTES.

16 novembre. Dans la discussion du B. des voies et moyens, M. Wasseige, *m. t.*, propose un amendement ainsi conçu : « Par dérogation au § 2 de l'article 4 de la loi du 15 mai 1870, la circulation des cartes-correspondance s'étendra à tout le royaume à partir d'une date qui sera déterminée par le gouvernement. » M. Bouvier applaudit à cette proposition et désire que la réforme soit réalisée le plus tôt possible. M. Wasseige, *m. t.*,

répond qu'il le désire autant que le préopinant. L'amendement est adopté.

PRESSE.

15 décembre. M. De Baets demande que l'on mette à l'ordre du jour sa proposition de loi sur la presse. M. Tack, *v.-p.*, répond que le rapport n'est pas fait. Il convoquera la *s. c.*

PROVINCIALES (AFFAIRES).

28 novembre. M. Kervyn de Lettenhove, *m. i.*, dépose un projet de loi qui modifie l'article 121 de la loi provinciale et fixe à 7,000 fr. le traitement des greffiers provinciaux.

22 décembre. M. de Macar, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

3 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi sur la dissolution des conseils provinciaux et la nouvelle répartition des conseillers.

7 mars. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 15. M. Muller demande l'ajournement de la discussion du projet de loi, non pas à un long délai, mais jusqu'à ce qu'on ait pu établir quels seraient le nombre et la répartition des conseillers dans chaque province d'après la population de 1870. Il ne faudrait pas quarante-huit heures pour faire ce travail. L'orateur désire que la chambre donne à cet acte la signification que la répartition nouvelle se fera d'après la population du 31 décembre 1870. M. Delcour, *m. i.*, constate que toute la discussion roule sur le point de savoir pourquoi le gouvernement s'est arrêté au recensement de 1866 plutôt qu'aux états de population au 31 décembre 1870 comme base des nouvelles classifications proposées. Sous ce rapport, les explications ne seront pas difficiles à donner. Le recensement de 1866 a été opéré avec toutes les garanties légales prescrites dans le but d'obtenir l'état le plus exact possible de la population. Les états de population présentent toujours des incertitudes qui, à diverses reprises, ont été signalées et reconnues même par la chambre. Après avoir entendu MM. Delcour, *m. i.*, Bergé, Malou, *m. f.*, Lelièvre et Rogier, la chambre ajourne le débat, M. Delcour, *m. i.*, ayant ensuite à faire droit à une motion de M. Rogier tendant à obtenir, pour les conseils provinciaux, un tableau analogue à celui qui a été dressé pour la classification des communes, en prenant pour base la population constatée par le recensement en 1866 et par les registres de l'état civil en 1870. — 16. M. Muller dépose un amendement ainsi conçu : « Je propose que le tableau de la répartition des conseillers provinciaux, annexé au projet de loi et dressé d'après le recensement décennal de 1866, soit rectifié et

complété conformément aux états de population du 31 décembre 1870, sauf à respecter les positions acquises. » M. Magherman en développe un autre ainsi conçu : « Le renouvellement partiel, tant des conseillers que des membres des députations permanentes, conformément aux articles 93 et 100 de la loi provinciale, continuera sur le pied existant avant la dissolution. » Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Anspach, Kervyn de Lettenhove, Bergé, Guillery, Delcour, *m. i.*, Rogier et Dumortier, et qui porte sur la valeur relative des chiffres du recensement et des états de population, l'amendement de M. Muller est rejeté par 40 voix contre 31. — 19. Après avoir entendu MM. Delcour, *m. i.*, Lelièvre, Muller et Magherman, la chambre rejette l'amendement de ce dernier; elle adopte un article additionnel de MM. Le Hardy de Beaulieu et Muller ainsi conçu : « Les tableaux de répartition des conseils provinciaux entre les cantons seront revisés et mis en rapport avec la population au plus tard dans les deux années qui suivront le recensement général », puis elle vote l'ensemble du projet de loi par 62 voix contre 16 et 3 abstentions.

TÉLÉGRAPHES.

20 décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 300,000 fr. pour l'extension des lignes télégraphiques.

8 février. M. Verbrugghen, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

5 mars. Dans la discussion, MM. Le Hardy de Beaulieu et Anspach demandent l'établissement d'un bureau télégraphique à Gastuche; M. De Baets, à Quatrecht et à Everghem; M. De Clercq, à Oostcamp; M. Van Overloop, à Doel; M. Magherman, à Cruyshautem, Neder-Brakel et Hoorebeke-Sainte-Marie; M. Bouvier, dans toutes les communes du pays. M. Moncheur, *m. t.*, promet d'avoir égard aux observations présentées. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

17 novembre. Sur les conclusions de M. Van der Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Van Hoorde, Muller, de Theux, Wasseige, *m. t.*, Pety de Thozée et Lelièvre, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions par lesquelles on demande la révision de la loi sur le roulage.

23 février. M. Moncheur, *m. t.*, dépose des amendements au B. des travaux publics pour 1872. — 29. M. Malou, *m. f.*, dépose le B. pour 1873.

20 mars. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à MM. De Baets et Van Overloop, s'engage à communiquer prochainement à l'administra-

tion communale de Gand les avant-projets des travaux du canal de Terneuzen, qui intéressent aussi la vallée du Moervaert. M. Beeckman, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics pour l'exercice 1872. — 22. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Drion, dit que la Société du Touage a laissé beaucoup à désirer dans l'accomplissement des obligations qu'elle avait assumées pour la traction des bateaux dans le bief de partage du canal de Charleroi. Il informe la chambre qu'il a signé la résiliation du contrat fait avec cette société. Par conséquent, cet état de choses va cesser. En attendant que l'entrepreneur de la traction par chevaux ait pu se procurer des chevaux en nombre suffisant pour opérer cette traction, elle se fera aux frais de la Compagnie du Touage et sur le cautionnement qu'elle a dû déposer.

9 avril. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Landeloos appelle l'attention du gouvernement sur le projet qui a pour objet de relier l'Escaut, au moyen d'un canal maritime, aux villes de Bruxelles, Malines et Louvain. M. Lelièvre demande la construction d'un embranchement de la route de Saint-Gérard vers Salzinne, ensuite la construction d'un pont qui doit relier le boulevard de la porte de Bruxelles à Namur avec la section de Salzinne. M. David réclame le rachat de la route de la Vesdre. M. Van Hoorde insiste pour la construction de routes dans l'arrondissement de Bastogne et la modification de la loi qui fixe la largeur des jantes. M. de Zerezo de Tejada appelle l'attention sur le régime des deux Nèthes. M. Simonis appuie la recommandation de M. David et l'achèvement complet et immédiat du barrage de la Gileppe à sa plus grande hauteur. Il dépose ensuite un article additionnel au B. : « Frais de voyage d'un ou plusieurs fonctionnaires ou ingénieurs du département des travaux publics envoyés à l'étranger pour se tenir au courant des améliorations et innovations apportées dans tout ce qui regarde ce département et spécialement les chemins de fer. 10,000 fr. » — 10. M. Le Hardy de Beaulieu, de son côté, recommande l'amélioration de la position des ingénieurs en chef en province. M. Wouters entretient la chambre du régime du Demer et appuie les observations de M. Landeloos en faveur du canal maritime destiné à relier Bruxelles, Louvain et Malines à l'Escaut. M. Dansaert prononce un discours spécial sur cet objet. M. Balisaux parle dans le même sens. — 11. M. Moncheur, *m. t.*, dans sa réponse, dit qu'il ne partage pas les illusions des partisans de ce projet. M. Van Iseghem s'occupe des intérêts du port d'Ostende. — 12. M. Beeckman, *r. s. c.*, fait un rapport supplémentaire sur une pétition d'industriels

qui demandent le rachat de la route de la Vesdre. MM. Magherman et Van den Steen s'occupent du régime de l'Escaut et de la Dendre. M. Lefebvre développe ensuite l'amendement suivant : « Les soussignés proposent de majorer le crédit porté à l'article 40 d'une somme de 22,000 fr. pour les études nécessaires aux projets de canaux entre l'Escaut, Bruxelles, Malines et Louvain. (Lefebvre, Notelteirs, Bergé, Dansaert, Demeur, de Kerckhove, Anspach, Guillery, De Fré, Landeloos, Beeckman, Wouters, Jottrand, Drion, Funck, Van Humbeeck, Balisaux, Orts, Vleminckx, Jamar et Schollaert.) » M. L. Visart réclame des travaux pour l'amélioration du port de Nieuport. M. De Clercq combat l'amendement de M. Lefebvre et recommande de relier Bruges à la mer par un canal de grande navigation. Il recommande aussi l'amélioration de la position des employés des ponts et chaussées. M. Notelteirs revient sur la question des deux Nèthes, et M. E. de Kerckhove appuie l'amendement de M. Lefebvre. — 13. MM. David et Simonis reviennent sur les questions de la Gileppe et de la reprise de la route de la Vesdre. M. Vermeire se déclare partisan de la construction d'un canal maritime intérieur. M. Julliot combat l'idée de Bruxelles port de mer. M. Van Overloop recommande l'assainissement des polders du pays de Waes et propose d'ajouter Rupelmonde aux villes pour lesquelles on réclame un port de mer. — 16. M. Tack s'occupe du chemin de fer de halage le long de la Lys. M. Moncheur, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, donne des explications au sujet de la convention conclue en 1867 avec la maison Van Gend pour le transport des marchandises, convention critiquée par M. Beeckman, *r.* — 17. Le *m.*, dans la suite de son discours, déclare qu'il est disposé à faire droit aux vœux exprimés par le collège échevinal de Verviers en ce qui concerne le barrage de la Gileppe. M. Cruyt réclame l'approfondissement du canal de Terneuzen. — 18. M. Le Hardy de Beaulieu conseille de ne procéder que graduellement et avec prudence au remplissage du réservoir de la Gileppe. M. Cornesse se déclare satisfait de la déclaration du *m.* en ce qui concerne ce travail et se prononce en faveur du rachat de la route de la Vesdre. Il demande aussi le redressement de celle de Stavelot à Malmédy. M. Beeckman, *r.*, demande que l'on modifie la convention conclue avec la maison Van Gend. M. Van Iseghem recommande l'exécution de travaux de dragage dans le port d'Ostende. M. Berten se déclare partisan de la reprise des routes communales qui seraient cédées gratuitement. M. Janssens se joint à M. Van Overloop pour réclamer l'assainisse-

ment des polders du bas Escaut. — 19. M. De Smet signale la nécessité de construire des routes au nord de l'arrondissement de Gand. M. Wouters demande qu'on rende moins rigoureuses les lois sur le roulage. M. De Clercq signale le mauvais état des ponts du canal de Selzaete. MM. Pety de Thozée, Elias et Beeckman, *r.*, s'occupent des plantations le long des routes de l'Etat. Après des explications de M. Moncheur, *m. t.*, sur la construction de nouveaux bureaux pour les travaux publics et d'un hôtel des postes à Alost, M. E. de Kerckhove appelle l'attention sur des travaux à exécuter pour améliorer le régime des eaux en amont et en aval de Malines; M. De Clercq, sur le redressement des courbes du canal d'Ostende à Bruges; M. Magherman, sur les ponts à placer sur l'Escaut dans l'arrondissement d'Audenarde; MM. Wasseige, Elias et Muller s'occupent de la canalisation de la Meuse; M. Moncheur, *m. t.*, donne des explications sur les travaux du canal de Terneuzen et sur l'assainissement des polders du pays de Waes. La chambre s'occupe ensuite de l'amendement de MM. Lefebvre et consorts ayant pour objet un crédit de 22,000 fr. pour les études nécessaires aux projets de canaux entre l'Escaut, Bruxelles, Malines et Louvain. MM. Lefebvre, Julliot, Pirmez, Malou, *m. f.*, Van Humbeeck, Funck et Balisau sont entendus à ce sujet. M. Pirmez propose d'ajouter *Charleroi*. MM. Defuisseaux, Dethuin, Boulenger, d'ajouter *Mons*. Tous ces amendements sont repoussés. — 20. M. Simonis, sur la prière de M. Moncheur, *m. t.*, retire un amendement qu'il a présenté et qui a pour but d'allouer un crédit de 10,000 fr. pour voyages des ingénieurs. (*Voir MINES, puis CHEMIN DE FER.*) — 23. Le B. est adopté par 77 voix et 6 abstentions. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 220,000 fr. pour la part contributive de la Belgique dans

l'exécution de l'endiguement du Zwyn. — 30. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédits spéciaux s'élevant ensemble à 8 millions 872,000 fr. (1).

1^{er} mai. M. Beeckman, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de subside de 220,000 fr. pour l'endiguement du Zwyn. — 7. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant aux départements des affaires étrangères et des travaux publics un crédit spécial de 650,000 fr. pour l'exécution des travaux les plus urgents de l'établissement d'un bassin et de chantiers à l'usage des services de la marine à Ostende. — 8. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. M. Royer de Behr, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de crédit de 8,872,000 francs. — 10. Le crédit pour l'endiguement du Zwyn est adopté à l'unanimité. Celui qui concerne l'établissement de chantiers à Ostende donne lieu à quelques critiques de M. Vermeire, qui voudrait voir adjuger à l'industrie privée les réparations des bateaux. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que lorsqu'il y aura des chantiers à Ostende, la réparation des bateaux se fera à meilleur marché que lorsqu'il faut les envoyer en Angleterre. — 14. Dans la discussion du crédit de 8,872,000 fr., M. Saintelette dit qu'il voudrait voir construire des chemins de fer américains sur les accotements des routes; voir diminuer les péages sur les canaux, et introduire dans l'exploitation des chemins de fer l'emploi des wagons appartenant à des particuliers. Il voudrait aussi voir réduire les taxes commerciales qui continuent d'être perçues par la ville d'Anvers. M. Jacobs répond que ces critiques n'ont pas de fondement réel, on doit le reconnaître, lorsqu'on constate les dépenses énormes faites par la ville d'Anvers pour reconstruire, dans l'intérêt du commerce, une Bourse magnifique, qui sera inaugurée sous peu de mois. M. Kervyn de Volkaersbeke

(1) Article 1^{er}. Il est ouvert, au département des travaux publics, des crédits spéciaux, savoir : pour travaux de raccordement des routes aux chemins de fer de l'Etat et aux chemins de fer concédés; redressement et améliorations de routes à la traverse des chemins de fer; subsides pour aider à l'établissement de chemins vicinaux aboutissant à des stations ou à des canaux et rivières, 500,000 fr.; pour construction ou reconstruction de ponts appartenant à des routes; subsides, 250,000 fr.; pour achat d'immeubles rues de Louvain et de l'Orangerie à Bruxelles pour l'agrandissement du palais de la Nation et des ministères; travaux de construction et de restauration aux bâtiments précités, 250,000 fr.; pour construction d'un hôtel pour la direction provinciale des contributions directes, etc., à Gand; acquisition des terrains et exécution des travaux, 60,000 fr. pour renouvellement des appareils de chauffage des grandes serres du Jardin botanique à Bruxelles, 75,000 fr.; pour construction de la maison d'habitation du régisseur de l'école de médecine vétérinaire

de l'Etat, 30,000 fr.; pour travaux de construction, d'appropriation et de parachèvement des musées de l'Etat, 190,000 fr.; pour subside à la province de Flandre orientale pour la construction d'un pont sur le canal de Langelede et l'exécution de travaux d'amélioration projetés au même canal, 17,000 fr.; pour la continuation des travaux du chemin de fer de raccordement entre les stations des Guillemins et de Vivegnis à Liège, 2,000,000; pour la continuation des travaux entrepris pour les installations du chemin de fer et du service des établissements maritimes d'Anvers, 2,000,000; pour divers travaux de parachèvement du réseau des chemins de fer de l'Etat, 1,800,000 fr. — Art. 2. Pour renouvellement extraordinaire des approvisionnements, matériaux, pièces de rechange, etc., du chemin de fer de l'Etat, 700,000 fr. — Art. 3. Il est ouvert au département de l'intérieur, pour construction et ameublement de maisons d'école, un dixième crédit spécial d'un million de francs.

signale de nouveau la défectuosité des communications dans l'arrondissement de Gand, et demande si les négociations qui ont été entamées avec la commission des hospices civils de Gand, pour l'achat d'un local destiné aux archives historiques, sont définitivement rompues, ou si ce précieux dépôt sera bientôt transféré dans un local plus convenable et mieux approprié à sa destination. M. Delcour, *m. i.*, répond affirmativement. (*Voir CHEMINS DE FER, AGRICULTURE.*) — 15. Il est donné lecture d'un amendement ainsi conçu : « Les soussignés ont l'honneur de proposer à la chambre d'introduire dans le projet de loi un crédit extraordinaire d'un million de francs pour la voirie vicinale ; en conséquence, ils proposent de rédiger l'article 3 du projet de loi comme suit : Il est ouvert au département de l'intérieur : 1^o un dixième crédit spécial d'un million de francs pour construction et ameublement de maisons d'école ; 2^o un crédit extraordinaire d'un million pour améliorations à apporter à la voirie vicinale et travaux d'assainissement. (Signé : De Smet, Snoy, Cruyt, Van Wambeke, d'Hane-Steenhuysse, Landeloos, Delaet, Schollaert, Wouters, Kervyn de Lettenhove, Notelteirs, Verbrugghen, de Kerckhove, Drubbel, de Moerman, Janssens, Van Overloop, Verwilghen, Biebuyck, Van Outryve d'Ydewalle, de Montblanc, Pety de Thozée, Delehay, De Naeyer, Kervyn de Volkaersbeke.) » M. De Smet développe cet amendement, qui est appuyé par M. Drubbel. M. Moncheur, *m. t.*, s'y rallie. Quelques ob-

servations sont échangées entre MM. de Vrints et Snoy au sujet de la conduite du gouvernement vis-à-vis de l'arrondissement de Nivelles en matière d'allocation des subsides, et entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Dumortier et Delcour, *m. i.*, au sujet des dépenses faites pour le Jardin Botanique de Bruxelles. Le projet de loi est adopté par 85 voix et 4 abstentions.

VOIES ET MOYENS.

16 novembre. Dans la discussion générale de ce *B.*, M. Pirmez demande si le *m. f.* a l'intention de modifier la péréquation cadastrale. M. Jacobs, *m. f.*, répond négativement, la dépense étant trop considérable. M. Pirmez dit qu'il s'attendait à cette réponse ; il constate que tout ce qui, au moment des élections, a été dit sur cette question aboutit à zéro, et qu'il en est de cela comme de tous les autres objets de polémique électorale. Toutes les promesses faites avant les élections sont retirées et les griefs à charge de l'opinion libérale ont disparu. La péréquation cadastrale servait uniquement une manœuvre électorale, et de tout cela il ne reste rien depuis le triomphe de la majorité actuelle. M. Orts demande si le gouvernement est disposé à supprimer les droits qui frappent encore à l'entrée les grains et les farines. M. Jacobs, *m. f.*, répond qu'il faudrait à cet effet sacrifier une recette de 1,900,000 fr., et il faudra attendre que la situation du Trésor le permette. (*Voir POSTES.*) Le *B.* est voté par 80 voix contre 2.

27 février. M. Malou, *m. f.*, dépose le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1873.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1871-1872.

V²

TABLE DES MATIERES.

A

ACADÉMIE MILITAIRE. Etat du litige relatif à la propriété du Dépôt de la Cambre, 21 *n.* — Cr. de 450,000. fr. Disc. et vote, 8 *m.* V. Guerre.

ACADÉMIE ROYALE D'ANVERS. Agrandissement des locaux, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. Traitement des employés, 1^{er} *f.* V. Budget de l'intérieur.

ALCOOLS. Modification des droits d'accise. Pr. de M. Jacobs, 28 *n.* V. Douanes et accises.

ALIÉNÉS. Scandale à l'établissement d'Evere, 16 *j.*, 11 *mai.* V. Justice.

ANNALES PARLEMENTAIRES. Traduction flamande. Pr. de M. Bara, 31 *j.* V. *Moniteur.*

ANVERS. Echange d'immeubles, 30 *a.* V. Finances. — Question de la citadelle du Nord, 14 *d.* V. Guerre. — Taxes commerciales, 14 *mai.*

ARCHIVES de la Fandre orientale. Local, 10 *f.* V. Lettres sciences et arts. — 14 *mai.* V. Travaux publics.

ARCHIVES DU ROYAUME (Local pour les), 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

ARDOISIÈRES. Concessibilité, 20 *a.* V. Mines.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1872, 28 *n.* — *r.* de M. Pety de Thozée, 14 *d.* — Disc. et vote, 16 *d.* — Organisation, service personnel, remplacement, 28, 29 *n.*, 13, 14, 15, 16, 19, 22, 23 *d.* — Promesse d'un rapport, 24 *a.* V. Guerre.

ARTILLERIE. Cr. pour la transformation, 12 *d.* — *r.* de M. Van Cromphaut, 15 *d.* — Vote, 20 *d.* V. Guerre.

AVOUÉS (Suppression des), 20 *f.* V. Budget de la justice.

B

BANQUE NATIONALE (Prorogation de la durée de la), 27 *f.* — *r.* de M. Pirmez, 16 *m.* — Disc., 25, 26, 27, 30 *a.*, 1^{er}, 2, 3, 4, 7, 8, 10 *mai.* — Vote, 10 *mai.* V. Banque Nationale.

BEAUX-ARTS. Acquisitions à l'exposition de Gand, 25 *a.* V. Lettres, sciences et arts.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Danger d'incendie, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

BIENS DOMANIAUX. Autorisation de vendre de la main à la main, 19 *m.* — *r.* de M. Pety de Thozée, 20 *a.* — Vote, 15 *mai.* V. Finances.

BIÈRE. Modification facultative de l'accise, 24 *j.* — *r.* de M. Delaet, 22 *m.* — Retrait du pr., 14 *mai.* V. Douanes et accises.

BIOGRAPHIE NATIONALE. Traduction flamande, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

BLANKENBERGHE. Caisse de prévoyance des pêcheurs, 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

BLESSÉS DE SEPTEMBRE. Pension, 21 *m.* V. Pétitions.

BREVETS D'INVENTION. Collection du musée de l'industrie, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BRUXELLES. Subside de 100,000 fr. pour la police, 2, 3 *f.* V. Budget de l'intérieur. Pr. de M. Delcour, 20, 30 *a.*, 8 *mai.* — Retrait, 15 *mai.* V. Affaires communales. — Restitution des droits d'enregistrement sur le rachat des terrains du boulevard de la Senne, 16 *j.* — *r.* de M. Vleminckx, 31 *j.* — Vote, 1^{er} *m.* V. Finances.

BUDGET de 1868. Règlement définitif, 16 *j.* V. Comptabilités.

BUDGETS de 1872. Finances. Disc. et vote, 16 *n.* — Recettes et dépenses pour ordre, 16 *n.* — Justice. *r.* de M. Van Overloop, 23 *n.* — Disc., 20, 22, 24, 28, 29 *f.*, 1^{er}, 2 *m.* — Vote, 2 *m.* — Intérieur. *r.* de M. Delehay, 23 *n.* — Am. *id.*, 24 *j.* — Disc., 30, 31 *j.*, 1^{er}, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10 *f.* — Vote, 10 *f.* — Dotations. Disc. et vote, 24 *n.* — Dette publique. *r.* de M. A. Visart, 16 *d.* — Disc. et vote, 20 *d.* — Affaires étrangères. Disc., 5, 6, 7 *m.* — Vote, 7 *m.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Nothomb. Disc., 28, 29 *n.*, 13, 14, 15, 16, 19, 22, 23 *d.* — Vote, 23 *d.* V. Guerre. — Travaux publics. Am., 23 *f.* — *r.* de M. Beeckman, 20 *m.* — Disc., 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20 *a.* — Vote, 20 *a.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. Disc. et vote, 16 *n.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1873, 27, 29 *f.* — Dette publique. *r.* de M. Demeur, 29 *f.* V. Budgets. — Guerre,

27 f. V. Guerre. — Travaux publics. 29 f. V. Travaux publics. — Voies et moyens, 27 f. V. Voies et moyens.

C

CADASTRALE (Péréquation), 16 n. V. Voies et moyens.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. r. de M. Malou, m. f., 10 a. V. Finances.

CAMBRE (Dépôt de la). Propriété. (Voir **ACADÉMIE MILITAIRE.**)

CANAL MARITIME de Bruxelles à la mer, 9, 10, 11, 12, 15, 19, 20 a. — *Id.* de Bruges à la mer, 12 a. V. Travaux publics.

CANAUX. Touage sur le canal de Charleroi, 22 m. — Mauvais état du canal de Selzaete. Redressement du canal d'Ostende à Bruges, 19 a. — Réduction des péages, 14 mai. V. Travaux publics.

CARTE GÉOLOGIQUE, 10 f. V. Lettres, sciences et arts.

CARTON. Commissaire d'arrondissement à Ypres. Sa démission, 10 mai. V. Politique intérieure.

CÉRÉALES (Droits d'entrée sur les), 16 n. V. Voies et moyens.

CHAMBORD (Comte de) en Belgique, 23, 27 f. V. Affaires étrangères.

CHAMBRES DE COMMERCE. Mode de nomination, 7 m. V. Budget des affaires étrangères.

CHANCELLERIE (Perception des frais de), 7 m. V. Budget des affaires étrangères.

CHASSE. r. de M. Wouters, 22 m. V. Chasse.

CHEMIN DE FER. Cr. de 12,090,000 fr. pour le matériel, 15 n., 12 d. — r. de M. Vermeire, 14 d. Cr. de 300,000 fr. pour l'arsenal de Malines, 15 n. Cr. d'un million pour construction de remises à locomotives, 15 n. — Cr. porté à 16,080,000 fr., 16 j. — Disc., 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26 j. — Vote, 26 j. — Rachat du chemin de fer du Luxembourg, 17 n., 15 d., 22 m., 11 a., 15 mai. — Manque de houille à Renaix, 21 n. — Insuffisance du matériel à Verviers, 21 d., 23 a. — Demande d'enquête. r. de M. Descamps, 17 j. — Chemins de fer du Limbourg et du Luxembourg, 25 f. — Rachat du Dendre-et-Waes, 27 f. — r. de M. Demeur, 9 a. — Vote, 4 mai. — Ligne de Malines à Herenthals, 14 m. — Cr. supplémentaire de 3,446,371 fr. 78 c., 20 m. — r. de M. Magherman, 21 m. — Vote, 22 m. — Chemin de fer de Luttre, 22 m., 9, 12, 13, 18, 20 a., 15 mai. — Ligne de Jemeppe à la Meuse, de Bastogne à Gouvvy, de Hal à Maestricht, d'Anvers à Gladbach, 9 a. — Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 10 a. — Service direct de Wavre à Bruxelles, 9, 10 a. — Stations d'Audenarde et de Termonde, 12 a. — Tracé de Tirlemont à Diest, 12 a. — Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 10 a. — Travail du dimanche à Malines, 12, 20 a. — Ligne de Givet - Bonne-Espérance, 12, 18 a. — De Hesbaye à Condroz, 13, 20 a. — Sottegem à Anvers, 13 a. — Ligne d'Athys à Givet, 16, 17 n., 12, 19, 22 m., 11, 12, 17, 18 a. — Chemin de fer de ceinture de Bruxelles, 18 a. — Saint-Ghislain à Erbisœul, 15 a., 4 mai. — Tarif de M. Wasseige, 14, 15 mai. — Stations de Namur, de Taminas, de Quaregnon, 20 a. — Fixation des tarifs par voie législative, 20, 23 a. — Ligne de Menin et de Comines à la frontière de

France, 23 a., 1^{er} mai. — r. de M. Lefebvre, 2 mai. — Vote, 15 mai. — Station de Tournai, 15 mai. V. Chemin de fer.

CHEVAUX (Droit de requérir les) pour le service militaire, 15 mai. V. Agriculture.

CIMETIÈRES. Exécution de la loi, 1^{er} f. V. Budget de l'intérieur.

CLERGÉ. Composition du personnel, 2 m. V. Budget de la justice.

CODE DE COMMERCE. Livre II. r. de M. Van Humbeeck, 28 f. — *Id.* de M. Drubbel, 2 m. — Titre du gage, 9, 12, 13, 16 m. — r. de M. Cruyt, 14 m. — Lettre de change. r. de M. Sainctelette, 14 m. — Disc., 20, 21, 22 m. — Am. de M. De Lantsheere au titre des *Sociétés*, 22 m. V. Code de commerce.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Art. 472. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 10, 20 a. V. Justice.

CODE ÉLECTORAL. Pr. de M. Delcour, 20 f. — r. de M. Pirmez, 19 a. — Disc., 10, 14 mai. — Vote, 14 mai. V. Elections.

CODE PÉNAL Art. 59 et 60. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 17, 23 j. V. Code pénal.

COLONNE DU CONGRÈS. Conservation, 10 f. V. Lettres, sciences et arts.

COMICES AGRICOLES, 2 f. V. Agriculture.

COMMUNES. Nouvelle classification, 3 f. — r. de M. Lefebvre, 7 m. — Disc., 15, 19, 20 m. — Commune de Mont-Saint-Amand, 16 a. — r. de M. De Smet, 19 a. — Vote, 4 mai. — Projet relatif à Dolhain-Baelen. r. de M. Muller, 2 mai. — Incidents, 14, 15 mai. V. Affaires communales.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE. Pr. de M. Bara, 31 j. V. *Moniteur*.

CONSEILS PROVINCIAUX. Dissolution. Répartition nouvelle, 3 f. — r. de M. Lefebvre, 7 m. — Disc., 15, 16, 19 m. — Vote, 19 m. V. Affaires provinciales.

CONSULATS, 7 m. V. Budget des affaires étrangères.

COUR DES COMPTES. M. Gisler, 20 d. V. Cour des comptes.

CROIX DE FER. Pension des décorés, 21 m. V. Pétitions.

D

DÈCÈS. M. Brabant, 9 a. V. Décès.

DE DECKER, nommé gouverneur du Limbourg. Interpellation, 17, 22, 23, 24, 29 n., Révocation, du ministère 1^{er} d. V. Politique intérieure.

DÉMISSIONS. M. Braconier, 27 f. V. Démission.

DENRÉES ALIMENTAIRES. Pr. de M. Jacobs, 28 n. — Pr. transitoire de M. Malou, 12 d. — r. de M. Balisau, 16 d. — Disc. et vote, 21 d. — r. de M. Gerrits sur le pr. primitif, 9 a. — Retrait du pr., 24, 25 a.

DÉPUTATIONS PERMANENTES. Publicité des séances. 30 j. Traitement de leurs membres, 1^{er} f. V. Budget de l'intérieur.

DÉTENTION PRÉVENTIVE, 20 f. V. Budget de la justice.

DETTE PUBLIQUE. (Cr. pour assurer le service de la), 20 j. — Vote, 15 m. V. Finances.

DOMICILE DE SECOURS, 2 m. V. Budget de la justice.

DOUANES. Perception des droits à l'entrée en France, 2 m. V. Douanes et accises.

DUOIT, entrepreneur de l'écluse de Heyst. Cr.

de 208,000 fr. pour transaction. *r.* de M. Beeckman, 14 *mai*. — Vote, 15 *mai*. V. Finances.

E

ÉCOLE DE MUSIQUE d'Anvers, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

ÉGLISE DE LAEKEN, 2 *m.* V. Budget de la justice.

ÉGLISES (Subsides pour construction d'), 2 *m.* V. Budget de la justice.

ÉLECTIONS (Intervention du gouvernement dans les), 10 *mai*. V. Politique intérieure.

ENREGISTREMENT (Droits d'). Pr. de M. Jacobs, 28 *n.* — *r.* de M. Gerrits, 9 *a.* — Retrait, 24 *a.* V. Impôts.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Langues anciennes, géographie, gymnastique, langue flamande, économie politique, 1^{er}, 2, 3 *f.* — Augmentation du nombre des écoles moyennes, 6, 7 *f.* — Pét. des professeurs de Dinant, 21 *f.* — Mise en disponibilité du directeur de l'école de Gosselies, 14, 15 *m.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. *r.* de M. De Haerne sur le pr. de M. Funck relatif à l'instruction obligatoire, 16, 17 *n.*, 31 *j.*, 1^{er} *f.* — *r.* triennal 1868-1870, 17 *n.* — Cr. de 401.167 fr., 16 *j.* — *r.* de M. Vleminckx, 8 *f.* — Vote, 10 *f.* — Disc. sur les tendances de M. Delcour, 30, 31 *j.* — *Ligue de l'enseignement*, *Libre pensée*, 3 *f.* — Ecoles privées, 3, 6, 7 *f.* — Ecoles primaires de Bruxelles, subside de 100,000 fr., 6, 7, 10 *f.* — Catalogue des bibliothèques des écoles normales, 9 *f.* — Ecole des filles de Dolhain, *ibid.* Déplacement d'un instituteur à Menin, 16 *a.* Travaux de l'école normale de Mons, 11 *mai*. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Bourses de voyage. Pr. de M. Kervyn de Lettenhove, 21 *n.* — *r.* de M. Delehay, 24 *n.* — Disc., 20, 21 *d.* — Vote, 21 *d.* — Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 14 *d.* — *r.* de M. Vleminckx, 16 *d.* — Réforme de l'enseignement universitaire, 1^{er} *f.* V. Instruction publique.

ESCAUT (Régime de l'), 12 *a.* Ponts dans l'arrondissement d'Audenarde, 19 *a.* V. Travaux publics.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX ET INSALUBRES, 10 *f.* V. Budget de l'intérieur.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS, jury, local, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE VIENNE. Crédit de 225,000 fr., 10 *a.* — *r.* de M. Royer de Behr, 20 *a.* — Vote, 4 *mai*. V. Industrie.

F

FAILLITES (*Pro Deo* en matière de), 22 *f.* V. Budget de la justice.

FÉTIS (Achat de la bibliothèque musicale de M.), 1^{er} *f.* — Pr. de loi, 29 *f.* — *r.* de M. Hagemans, 22 *m.* — Vote, 4 *mai*. V. Lettres, sciences et arts.

FLAMANDE (Emploi de la langue) dans les affaires judiciaires, 22 *f.* V. Budget de la justice. — Pr. de M. Coremans, 13 *a.* V. Langue flamande.

FLANDRE (S. A. R. le comte de). Sa dotation, 24 *n.* V. Budget des dotations.

FONCTIONNAIRES (Droit des) en matière électorale, 10 *mai*. V. Politique intérieure.

FONDATION Jacquet, 20, 22 *f.* V. Budget de la justice.

FRANCE. Dénonciation du traité de commerce, 9 *a.* V. Affaires étrangères.

G

GILEPPE (Barrage de la), 9, 13, 17, 18 *a.* V. Travaux publics.

GRACE (Refus de) à MM. Mallett et Guinotte. Lettre de M. Schuermans, 9 *m.* V. Justice.

GREFFIERS PROVINCIAUX. Traitement, 28 *n.* — *r.* de M. de Macar, 22 *d.* V. Affaires provinciales.

H

HOTEL PROVINCIAL de Liège. Ameublement, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

HUISSIERS. Emoluments, 20 *f.* V. Budget de la justice.

I

INSTITUTEURS PRIMAIRES (Caisse de prévoyance des). *r.* de M. Royer de Behr, 19 *a.* V. Instruction publique.

ITALIE (Représentation de la Belgique auprès du roi d'), 17 *a.* V. Affaires étrangères. — *Id.* 5, 6, 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

J

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles, traitement du personnel, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur. — Dépenses de construction, 14 *mai*. V. Travaux publics.

JUGEMENTS (Exécution des) étrangers en Belgique, 5 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

JURISPRUDENCE ÉLECTORALE (Recueil de) de M. Scheyven, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

L

LANGRAND-DUMONCEAU. (Discussion des affaires), 17, 22, 23, 24, 29 *n.*, 1^{er} *d.* V. Politique intérieure. — Explications de M. De Lantsheere au sujet de la conduite de la magistrature, 21, 23 *f.*, 24 *a.* V. Justice.

LAZARET à Anvers, 10 *f.* V. Budget de l'intérieur.

LEGS à la commune d'Ochamps pour distribution de chaux, 20 *a.* V. Justice.

LITS MILITAIRES (Renouvellement du contrat pour les), 20 *j.* — *r.* de M. Van Overloop, 10 *a.* — Disc. et vote, 24 *a.* V. Guerre.

LIVRETS D'OUVRIERS, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

LOGEMENTS MILITAIRES, 20 *m.* — Sanction pénale, 23 *a.* — *r.* de M. Van Hoorde, 30 *a.* — Disc. et vote 11 *mai*. V. Guerre.

M

MAGISTRATURE. Maintien de la loi sur la mise à la retraite des magistrats, 20 *f.*, 2 *m.* — Nominations politiques, 24, 28, 29 *f.* — Conduite de la

magistrature dans l'instruction des affaires de Saint-Genois, 24, 28, 29 *f.*, 1^{er} *m.* V. Budget de la justice.

MANUFACTURES (Travail des femmes et des enfants dans les), 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

MARQUES DE FABRIQUE, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

MESSES (Fondations de), 20, 22 *f.* V. Budget de la justice.

MEUNIERS (Patente des), 9 *m.* V. Impôts.

MEUSE. Canalisation, 19 *a.* V. Travaux publics.

MINES. (Travail des enfants dans les). Pr. de M. Vleminckx, 18, 25 *j.* — *r.* de M. Guillery, 16 *m.* V. Mines.

MINISTÈRE. Révocation du cabinet d'Anethan, 1^{er} *d.* — Avènement du ministère Malou, de Theux, 12, 15 *d.* V. Politique intérieure.

MODELES de dessins de fabrique, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

MONITEUR. Partie non officielle, 2 *m.* V. Budget de la justice.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. Collection de substances alimentaires, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

N

NIVELLES (Obligations de l'Etat vis-à-vis de l'arrondissement de), 15 *mai.* V. Travaux publics.

NOTAIRES. Mode de nomination, 20 *f.* V. Budget de la justice.

O

OSTENDE (Amélioration du port d'), 11, 18 *a.* — Cr. de 650,000 fr. pour bassins et chantiers, 7 *mai.* — *r.* de M. Van Iseghem, 8 *mai.* — Disc. et vote. 10 *mai.* V. Travaux publics.

P

PAIN DE MUNITION (Cr. de 750,000 fr. pour l'amélioration du), 16 *j.* — *r.* de M. Delaet, 15 *m.* — Disc. et vote, 4 *mai.* V. Guerre.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. d'un million, 27 *f.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 26 *a.* — Vote de 975,000 fr., 4 *mai.* V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS, 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

PAPIERS ET LIVRES. Droits à l'importation en France. *r.* de M. Descamps, 51 *j.*, 2 *f.* V. Douanes et accises.

PAQUEBOTS entre Ostende et Douvres. Transfert du service au département des travaux publics, 7 *m.* V. Marine.

PATENTES. Pr. de M. Jacobs, 28 *n.* *r.* de M. Gerrijs, 9 *a.* — Retrait, 24 *a.* — Des meuniers. *r.* de M. Vermeire, 9 *m.* V. Impôts.

PEINE DE MORT. 20 *f.* V. Budget de la justice.

PÉNITENCIER DE SAINT-HUBERT, 2 *m.* V. Budget de la justice.

PESTE BOVINE, 15 *d.*, 18, 24 *j.*, 2 *m.*, 14 *mai.* V. Agriculture. — 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

POIDS ET MESURES. Traitements des vérificateurs 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

POLDERS (Assainissement des) du bas Escout, 18, 19 *a.* V. Travaux publics.

PONTS ET CHAUSSÉES Voyages des ingénieurs à l'étranger, 9, 20 *a.* — Position des ingénieurs en chef, 10 *a.* — Conducteurs des ponts et chaussées, 12 *a.*

POSTES. Cartes-correspondance étendues à tout le royaume, 16 *n.* V. Postes.

PRESSE. Pr. de M. De Baets, 15 *d.* V. Presse.

PRISONS (Instruction primaire dans les), 2 *m.* V. Budget de la justice.

PRUD'HOMMES (Conseils de). Révision de la législation. Traitement des greffiers 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

R

RIVIÈRES. Deux Nèthes, 9 *a.* — Demer, 10 *a.* — Dendre, 12 *a.* — Lys, 16 *a.* — La Dyle aux abords de Malines, 19 *a.* V. Travaux publics.

ROME. Représentation de la Belgique auprès du saint-siège, 17 *a.* V. Affaires étrangères. — *Id.*, 5, 6, 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

ROULAGE. Demande de révision de la loi, 17 *n.*, 9, 19 *a.* V. Travaux publics.

ROUTES de Saint-Gérard à Salzinnes, 9 *a.* — Rachat de la route de la Vesdre, 9, 12, 18 *a.* — Redressement de la route de Stavelot à Malmédy, 18 *a.* — Reprise des routes communales, 18 *a.* — Construction des routes au nord de Gand, 19 *a.* — Plantations. *Ibid.* Chemin de fer sur les accotements, 14 *mai.* V. Travaux publics.

RUZETTE, commissaire d'arrondissement à Ypres. Circulaire électorale, 10 *mai.* V. Politique intérieure.

S

SAINT-GENOIS (Affaire des incendies de). Grâce de Depoorter, 24, 28, 29 *f.*, 1^{er} *m.* V. Budget de la justice.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Pét. *r.* de M. Vander Donckt, 14, 21 *m.*, 25 *a.* V. Affaires communales.

SCHMERLING (Collection), 10 *f.* V. Instruction publique.

SCIENCES PRÉHISTORIQUES (Congrès des), 10 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

SERVITUDES DOUANIÈRES. *r.* de M. Drubbel, 27 *n.* — *Id.* de M. Balisau, 19 *m.* V. Douanes et accises.

SOCIÉTÉS DANGEREUSES, 17 *n.* V. Justice.

STATIONS AGRICOLES, 2 *f.* V. Agriculture. — 10 *mai.* V. Budgets.

STATISTIQUES de la justice civile et criminelle, 24 *f.* V. Budget de la justice.

STEAMER. Cr. de 615,000 fr., 25 *j.* — *r.* de M. Van Iseghem, 9 *f.* — Vote, 1^{er} *m.* V. Marine.

SUCRES. Modification des droits. Pr. de M. Jacobs, 17 *n.* V. Douanes et accises.

T

TÉLÉGRAPHES. Extension des lignes. Crédit de 500.000 fr., 20 *d.* — *r.* de M. Verbrugghen, 8 *f.* — Vote, 5 *m.* V. Télégraphes.

TERNEUZEN (Canal de). Baisse des eaux, 7 *m.*

V. Budget des affaires étrangères. — 20 *m.*, 19 *a.* V. Travaux publics.

TIR NATIONAL. Objets donnés en prix, 2 *f.* V. Budget de l'intérieur.

TITRES DE NOBLESSE (Publication de la liste des), 5, 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 8,872,000 fr., 30 *a.* — *r.* de M. Royer de Behr, 8 *mai.* — 14. Disc., 15 *mai.* — Vote, 15 *mai.* V. Travaux publics.

TRIBUNAUX de Bruxelles et de Nivelles. Augmentation du personnel, 20, 21 *f.* V. Budget de la justice. — *r.* de M. Van Overloop, 11 *a.* — Disc. et vote, 24 *a.* V. Justice.

V

VAN GEND (Convention avec la maison) pour le transport des marchandises, 16, 18 *a.* V. Travaux publics.

VOIRIE VICINALE. Cr. d'un million, 15 *mai.* V. Travaux publics.

Z

ZWYN (Endiguement du), 7 *m.* V. Budget des affaires étrangères. — Cr. de 220,000 fr., 23 *a.* — *r.* de M. Beeckman, 1^{er} *mai.* — Vote, 10 *mai.* V. Travaux publics.

SÉNAT

Session 1871-1872.

V²

Doyen d'âge, M. d'OMALIUS D'HALLOY. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.
1^{er} vice-président, MM. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron DELLAFAILLE.
Secrétaires, MM. LUD. DE ROBIANO et le baron T'KINT DE ROODENBEKE.
1^{er} secrétaire adjoint, M. le baron DE LABBEVILLE. — *2^e secrétaire adjoint*, M. le comte DE
 LOOZ-CORSWAREM.
Questeurs, MM. d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

22 mars. Dans la discussion du B. des affaires étrangères, M. d'Anethan, s'occupant des observations faites dans la c. par un membre au sujet du maintien de la légation belge à Rome, se déclare partisan du *statu quo*. Il dit que, sous tous les ministères, la correspondance avec le saint-siège a été dictée par l'intention louable d'amener entre l'Eglise et l'Etat un accord désirable et nécessaire. Or, la position actuelle du saint-père, quoique privé du pouvoir temporel, ne rend pas ces communications moins utiles. Pourquoi donc les faire cesser? Le m. belge ne sera pas accrédité en qualité de représentant d'une religion, comme on l'a prétendu à tort; il sera bel et bien accrédité en qualité de m. d'un gouvernement civil, d'un pouvoir laïque prenant en mains les intérêts de ses nationaux, ce qui est pour lui un devoir, devoir qui n'est pas limité aux simples intérêts matériels. Et ces intérêts matériels eux-mêmes peuvent demander à Rome une intervention diplomatique, comme l'ont prouvé les démarches de plusieurs grandes puissances pour divers établissements religieux, qui ont été conservés grâce à l'appui des ministres accrédités par ces puissances auprès du saint-père. Ainsi, non seulement au point de vue des intérêts moraux, mais encore au point de vue des intérêts matériels, le maintien d'un agent diplomatique à Rome est utile et parfaitement justifié. M. Ca-

sier de Hemptinne approuve le maintien de l'ambassadeur à Rome près de la personne du pape; après le vote émis par la chambre des représentants, sans aucun doute le sénat émettra un vote analogue si ce vote lui est demandé; mais il y a un autre point que l'orateur ne peut approuver, c'est celui par lequel le gouvernement a accrédité un ambassadeur à Rome près du roi d'Italie. Il ne comprend pas à Rome la présence de deux ambassadeurs, l'un près du souverain véritable, l'autre près de l'usurpateur de son trône. M. Reyntiens : « Ce n'est pas un usurpateur, c'est le représentant de la nation italienne! » M. Casier de Hemptinne : « Evidemment, l'un ou l'autre y est de trop. Au mois de juillet passé, lorsque cette question parut devant le sénat, on ne faisait qu'entrevoir la translation du gouvernement italien de Florence à Rome et on nourrissait encore l'espoir que des incidents imprévus auraient pu retarder ou empêcher cette mesure; mais depuis le mois de janvier de cette année, le fait s'est accompli, et l'Europe officielle est allée s'asseoir avec ses diplomates et ses ambassadeurs à la cour du prince usurpateur qui a porté une main sacrilège sur le patrimoine de saint Pierre... » (*Interruption.*) M. Reyntiens : « C'est le représentant de la nation italienne; il n'est pas permis d'insulter, dans une assemblée comme celle-ci, le chef d'une nation amie. » M. le prince de Ligne, p. : « Je dois arrêter ici l'orateur. On

ne peut pas, dans cette enceinte, attaquer un souverain étranger... » A GAUCHE : « Très bien ! » M. Casier, continuant, proteste comme catholique, comme Belge et comme membre du sénat, contre la présence d'un ambassadeur à Rome près du roi d'Italie : comme catholique, parce que l'envoi d'un représentant belge est un outrage à ce que les catholiques ont de plus cher au monde, leur foi, leur Eglise, leur Dieu ; comme Belge, parce que c'est consentir indirectement à la destruction des petits Etats et fournir des armes à ceux qui voudraient un jour appliquer à la Belgique la politique suivie contre les Etats du saint-siège ; comme sénateur, enfin, parce que le sénat, étant un corps conservateur, doit avant tout maintenir les principes qui forment la base de l'ordre social et assurer le respect des lois divines et humaines qui sont violées à Rome depuis bientôt deux ans. M. Reyntiens dit que le discours du préopinant est une véritable protestation contre la souveraineté nationale. Les faits qui se sont accomplis à Rome sont, au contraire, le triomphe de la souveraineté populaire, de cette souveraineté que la Belgique a acclamée en 1830. M. de Rodes dit que si le saint-père n'est plus souverain temporel, il est toujours souverain spirituel, et que son autorité n'a jamais été aussi grande ; jamais les catholiques n'ont eu plus de respect pour lui que depuis qu'il a été dépouillé de sa souveraineté temporelle. On ne peut donc méconnaître les sentiments du plus grand nombre ; on ne peut froisser l'opinion d'une grande partie du pays, et l'orateur est convaincu que si ses adversaires avaient été au pouvoir, ils auraient maintenu le *m.* à Rome. Si un pays neutre a le devoir de suivre une politique réservée, il n'en est pas moins vrai que l'on ne peut méconnaître la grande foi des populations catholiques. M. de Sélys-Longchamps dit que, par son vote, qui sera favorable au maintien d'un envoyé auprès du Vatican, il croit représenter l'opinion de ceux de ses collègues appartenant comme lui au parti libéral et qui s'en réfèrent aux considérations développées par M. Rogier à la chambre des représentants. Afin qu'on ne se méprenne aucunement sur son opinion, qu'il ne veut nullement dissimuler, il dit qu'en émettant ce vote, il n'entend pas qu'on puisse inférer et admettre qu'il considère en quelque sorte comme provisoire l'établissement du royaume d'Italie actuel ; il le considère, au contraire, comme définitif. Il a foi dans l'unité italienne, dans l'ITALIE UNE ET LIBRE. L'unité italienne est faite, et de meilleures relations se rétabliront peu à peu entre les Italiens et le Vatican en ce qui concerne les rapports de l'Etat et de l'Eglise. Le gouvernement et la nation italienne sont dans les

meilleures dispositions pour arriver à un accord. L'orateur espère que personne ne se méprendra sur les motifs que lui et plusieurs de ses amis politiques émettront sur cette question. Grâce à Dieu, l'unité italienne est faite, et la discorde ne prévaudra pas contre elle. M. Dellafaille n'accorde aucun caractère sérieux à la loi dite *des garanties* ; mais, la prenant comme la formule des intentions qu'on trouve bon de manifester, il y lit que le gouvernement italien lui-même reconnaît encore au pape la dignité souveraine et le droit d'envoyer et de recevoir des ambassadeurs, auxquels il garantit les immunités diplomatiques. L'idée de faire représenter la Belgique au Vatican et au Quirinal par un même *m.* ne résiste pas à l'examen. Autant aurait valu, en 1870, charger le *m.* de Belgique à Berlin de desservir simultanément la légation belge à Paris. Il est probable que pareille combinaison eût paru plus qu'étrange à l'une comme à l'autre puissance. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, ajoute qu'à une situation exceptionnelle on ne peut appliquer que des moyens exceptionnels. La Belgique devait-elle rompre avec une pratique générale ? Il ne le croit pas. La Belgique est restée jusqu'ici dans les limites de la stricte neutralité envers les deux souverains, et elle n'a fait que ce qu'elle devait faire. On a parlé de l'avenir ; le *m.* conclut en répétant ce qu'a dit M. Malou à la chambre : « L'avenir ne nous appartient pas, l'avenir est à Dieu, et c'est cette autorité qui prononcera. » M. Solvyns estime qu'à défaut d'autre motif, l'intérêt national seul aurait dû dicter au gouvernement belge une attitude différente de celle qu'il a prise, et, s'il lui fallait subir les faits accomplis, il eût été prudent de ne pas laisser croire qu'il pût les subir sans les réprouver de toute l'énergie de sa conscience et de son patriotisme. L'orateur a indiqué, l'an dernier, les trois étapes à parcourir dans la question romaine. Il y a eu d'abord la reconnaissance du royaume d'Italie ; il y a eu ensuite la prise de Rome et le transfert de la capitale dans la ville des papes. Ces deux étapes sont franchies. Reste maintenant la troisième, la plus grave et la plus douloureuse de toutes, l'abandon officiel du saint-père par le retrait des ambassadeurs accrédités auprès de son auguste personne. C'est le dernier pas à faire pour que la révolution soit maîtresse du monde. Puisse la Belgique n'avoir jamais le malheur et la honte d'y prendre part et échapper ainsi à la terrible responsabilité qui atteindra tous ceux qui s'y associeront ! MM. T'Kint de Roodenbeke, *r.*, et Pirmez approuvent la conduite du gouvernement. Le crédit pour la légation de Belgique à Rome est ensuite voté par 44 voix contre 6.—23. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*,

répondant à M. Sacquelen, dit qu'il intervient volontiers auprès du gouvernement français pour obtenir que les certificats d'identité remplacent les passeports, pour entrer en France, quand il est constaté que le porteur habite un rayon de cinq lieues de la frontière.

29 avril. M. Reyntiens répond à des allégations produites à la chambre des représentants, le 17 avril, au sujet des interpellations relatives aux affaires d'Italie. Il se défend d'avoir rien dit de blessant pour un gouvernement étranger et profite de l'occasion pour demander si M. Solvyns, ministre de Belgique auprès du gouvernement italien, a pris sa résidence à Rome, comme M. d'Aspremont-Lynden l'a annoncé lors des interpellations qui ont été faites à la chambre dans la séance du 17 avril. M. Casier de Hemptinne déclare, de son côté, qu'il a été amené à parler du gouvernement italien dans les termes où il l'a fait, à cause des attaques dirigées par M. Reyntiens contre le saint-père. M. le prince de Ligne, *p.*, dit que s'il s'était aperçu que la moindre injure eût été proférée par M. Reyntiens à l'égard du souverain pontife, il eût été de son devoir de lui adresser la même observation que celle qu'il a dû faire à M. Casier. On peut parler des brigandages qui avaient lieu dans les Etats du saint-père sans que ces observations atteignent la personne du souverain qui les gouvernait. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit que M. Solvyns est à Rome chargé de représenter la Belgique près S. M. le roi d'Italie. Il est à Rome et il y restera. Sans vouloir donner le moindre conseil à personne, il croit qu'il serait toujours à désirer que, à quelque parti que l'on appartienne, on ne se servît jamais d'expressions blessantes pour personne, surtout envers un souverain étranger. Il est permis à chacun de défendre ses opinions, d'émettre ses appréciations; mais, dans une chambre belge, il est à souhaiter que jamais un mot ne soit prononcé qui puisse soulever des débats comme celui qui va se terminer en ce moment.

AGRICULTURE.

2 mars. Sur les conclusions de M. Houtart, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. Lud. de Robiano, Vilain XIII, Delcour, *m. i.*, et de Sélys-Longchamps, le sénat renvoie au *m. i.* des pétitions par lesquelles la députation du conseil provincial d'Anvers, au nom de ce conseil, demande : 1° une loi protectrice des oiseaux insectivores; 2° une modification aux lois sur la chasse, à l'effet de favoriser la destruction des animaux nuisibles, notamment des écureuils et des lapins.

16 mai. M. Delcour, *m. i.*, rectifie une erreur qu'il a commise la veille à la chambre

des représentants, au sujet de certaines propositions communiquées aux députations permanentes et relatives aux réquisitions de chevaux en cas de mobilisation de l'armée. Il a dit que le ministère de l'intérieur n'avait pas été appelé à s'occuper de cette affaire. Cela est parfaitement exact, en ce sens qu'il n'a pris aucune part à l'élaboration d'un projet de loi. Le ministère de l'intérieur a reçu au mois de janvier dernier, du département de la guerre, une lettre qu'il s'est borné à transmettre aux députations permanentes. L'erreur consiste donc en ce qu'on a pu supposer que le département de l'intérieur est resté complètement étranger à l'affaire dont il s'agit, tandis qu'il est intervenu pour communiquer aux députations permanentes la dépêche du *m. g.* M. Guillaume, *m. g.*, ajoute qu'il a pensé qu'il était de son devoir d'étudier avec soin quelles étaient les mesures à prendre pour que, en temps de guerre, l'administration de la guerre pût trouver les moyens d'acheter les chevaux nécessaires aux besoins de l'armée. Il a donc écrit à son collègue de l'intérieur pour le prier de communiquer aux députations permanentes du pays quelques idées, un thème à étudier pour arriver à ces fins. M. de Tornaco approuve le gouvernement de la résolution qu'il a prise de se livrer à des recherches sur les moyens les plus efficaces de se procurer des chevaux en temps de guerre. Il l'engage à poursuivre ces recherches, mais il apprend avec la plus vive satisfaction que le projet qui a reçu le jour dernièrement, d'une façon toute fortuite, n'est qu'un thème qui va servir de base à des études futures.

BANQUE NATIONALE.

14 mai. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi prorogeant la durée de la Banque Nationale. — 15. M. Tercelin dit que s'il avait eu l'honneur de faire partie de la chambre des représentants, il aurait proposé un amendement au projet de loi, à l'effet d'augmenter, dans des proportions importantes, le capital nouveau de la Banque, et cela dans le seul but de donner à ses engagements une solidité indiscutable et éclatante aux yeux de tous. S'il ne le propose pas aujourd'hui, c'est qu'il ne veut pas retarder l'adoption d'une loi dont il approuve, du reste, toutes les autres parties. Il la trouve excellente pour le commerce, pour l'industrie, pour le Trésor, pour le pays entier; il la trouve en même temps équitable pour les nombreux intérêts engagés dans une institution dont il est impossible de méconnaître les services. Il insiste seulement auprès du *m. f.* pour que, dans les mesures d'application qu'il aura à régler avec la Banque Na-

tionale pour le placement des fonds disponibles de l'encaisse de l'Etat, il tient compte de la nécessité de donner au commerce d'exportation l'appui qui lui est indispensable et auquel il a droit ; il lui demandera de plus de présenter, dans la session prochaine, deux projets de lois : l'un créant une législation complète sur les chèques, l'autre les exemptant, ainsi que les billets à ordre, de tous droits de timbre qui non seulement les empêcheraient de vivre, mais qui les empêcheraient même de naître en Belgique. Enfin, il émet le vœu que la Banque Nationale prenne l'initiative de l'organisation d'un *clearing house* et de l'établissement de ces grandes relations commerciales et internationales qui doivent exister et qui existeront certainement un jour entre les grandes banques privilégiées de tous les pays. Le sénat est un corps éminemment conservateur, aussi ennemi des utopies et des théories creuses qu'ami sincère et éclairé des idées saines et pratiques d'où sortent les véritables progrès. L'orateur espère qu'il approuvera celles qu'il a eu l'honneur de lui soumettre et que son concours influent ne lui fera pas défaut pour en assurer le succès. — 16. M. Bischoffsheim parle en faveur du projet de loi. Toutefois, il regrette que le *m. f.* ait consenti à retirer la disposition relative au timbre des billets de banque, qui se trouvait dans le projet primitif ; il aurait mieux valu maintenir le système d'un forfait qui permettait à la Banque de renouveler plus souvent les billets usés. Il aurait voulu aussi voir décréter, dès maintenant, la franchise de timbre pour tous les titres émanant de la Banque, tels que billets à ordre, accreditifs et autres, et il espère que le *m.* confirmera ce qu'il a dit à la chambre des représentants de son intention de présenter bientôt un projet de loi tendant à cette fin. L'orateur regrette plus encore que le projet de loi n'ait pas attribué aux billets de banque la qualité légale nécessaire pour qu'ils puissent servir à faire des offres réelles. M. Frère-Orban en a déjà fait la proposition à la chambre des représentants ; l'orateur croit cependant qu'il y a lieu d'y ajouter la clause que cette qualité cesserait quand la Banque perdrait celle de caissier de l'Etat. M. T'Kint de Roodenbeke profite de la présence aux affaires d'un homme aussi éminent que M. Malou pour demander que la question du crédit agricole, qui est à l'étude depuis trente ans, soit soumise à un examen sérieux et approfondi. Il espère qu'il usera de toute son influence et de ses conseils pour que la Banque Nationale fasse un pas de plus dans la voie où elle paraît disposée à entrer. L'orateur ne peut admettre qu'il n'y ait aucun moyen de faciliter l'accès de la Banque Nationale aux produc-

teurs de lin, de betteraves et de denrées aussi bien qu'aux producteurs de fer, de fil et de tissus. Plus l'agriculture se développera, plus elle progressera, grâce aux ressources de la science, plus elle aura besoin de crédit. Il faut donc s'efforcer, sans s'égarer dans le domaine des utopies, de mettre dans les mains des cultivateurs un levier plus puissant que celui dont ils disposent aujourd'hui. Le problème est entouré de difficultés graves et sérieuses, mais l'orateur ne peut croire qu'il soit insoluble. M. Fortamps estime que l'ensemble du projet répond aux nécessités du pays. Le Trésor recevra un million de plus par an ; c'est un joli denier, mais ce n'est là que le petit côté de la question. La Banque Nationale payera 2 millions de francs l'octroi actuel de sa prorogation, puisqu'elle avait le droit de jouir jusqu'en 1875 des avantages qui lui sont acquis par les statuts actuels, et que les effets de la loi nouvelle prendront cours dès 1873. L'orateur espère toutefois que lorsque le gouvernement examinera les statuts projetés, il pourra y introduire quelques améliorations utiles au pays. Ainsi, par exemple, il y aura lieu d'examiner si la Banque ne pourra pas accepter d'autres garanties que les fonds de l'Etat, ou trois signatures apposées sur les effets escomptés. L'orateur exprime aussi le désir bien formel que les billets de banque soient renouvelés avec plus de soin, afin que la circulation fiduciaire puisse être comparée à celle de la France et de l'Angleterre. Il voudrait que le nombre des comptoirs fût successivement augmenté dans l'intérêt du développement industriel et commercial. Le vote que le sénat est appelé à émettre sur ce projet aura un grand retentissement en Belgique et à l'étranger. On y verra dans la prorogation de la Banque Nationale, votée à une si grande majorité par la législature, un élément nouveau de stabilité et de prospérité pour le pays tout entier. M. Frère-Orban, dans sa longue et brillante carrière ministérielle, a créé de grandes institutions, a attaché son nom à des actes qui font honneur au pays ; l'un de ses actes les plus importants a été la constitution de la Banque Nationale. M. Malou aussi aura des droits à la gratitude du pays pour avoir proposé d'en assurer l'existence, pendant trente années encore, dans des conditions équitables et de nature à favoriser le développement de cette grande institution financière nationale. MM. Lud. de Robiano et de Ribaucourt appuient les considérations présentées par M. T'Kint de Roodenbeke. — 17. Le sénat entend encore MM. Tercelin, Fortamps, de Rodes, *r.*, Lud. de Robiano et Malou, *m. f.* Celui-ci dit que la session qui va se terminer a été courte, mais elle n'aura pas été stérile. Ce ne sera pas une

parenthèse vide dans l'histoire parlementaire. Le sénat a voté hier une mesure d'utilité générale, vivement réclamée, le code électoral. Il votera aujourd'hui une loi qui tend à consolider la base, à agrandir l'action bienfaisante d'une de nos principales institutions financières. Dans le cours de la session, les chambres ont adopté également quelques titres importants du code de commerce, dont le vote était surtout désiré, et s'il y a un regret à exprimer en ce moment, c'est que le temps n'ait pas permis de compléter cette œuvre. Le système d'organisation de la Banque présente cette condition heureuse que le monopole, si monopole il y a, doit être intelligent, progressif, et qu'il est moralement obligé de se mettre à l'abri des justes critiques de l'opinion publique. En d'autres termes, s'il y a l'unité et la puissance, il existe toujours le stimulant nécessaire pour qu'il en soit fait usage d'une manière aussi intelligente, aussi active que si la concurrence ne cessait pas de subsister. Il n'y a qu'à maintenir les principes essentiels tels qu'ils ont été établis par la loi de 1850, et les mêmes progrès commerciaux et industriels, dont le passé a été témoin et auxquels la Banque Nationale a puissamment concouru, continueront à se réaliser dans l'avenir. (*Très bien !*) Les articles du projet sont votés après quelques observations de M. Bischoffsheim, et l'ensemble est adopté par 37 voix et une abstention.

BUDGETS.

19 décembre. M. Cogels-Osy, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des finances; M. Van Caloen, *r. c.*, *id.* sur le B. des dotations; M. de Rodes, *r. c.*, *id.* sur le B. des recettes et dépenses pour ordre. — 20. Ces trois BB. sont adoptés à l'unanimité. — 22. M. de Rodes, *r. c.*, fait rapport sur le B. de la dette publique, qui est adopté à l'unanimité.

27 février. M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de l'intérieur. — 29. La discussion générale est ouverte. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Sacqueleu, dit qu'il prendra des mesures en vue d'assurer la publication régulière des comptes rendus des séances des conseils provinciaux. Il promet à M. Solvyns de préparer pour l'année prochaine un projet de simplification du service des affaires provinciales, en s'occupant en même temps d'améliorer la position des employés provinciaux. Il regrette de ne pouvoir accéder à un vœu de M. Orban en faveur de l'augmentation de paiement de l'administration provinciale du Luxembourg. Un débat s'engage ensuite entre MM. Vilain XIII, A. du Bus, de Ribaucourt, Solvyns, d'Omalius d'Halloy et H. Dolez, au sujet de l'utilité des

commissaires d'arrondissement. M. Delcour, *m. i.*, dit que cet objet sera discuté à l'occasion d'un projet de loi qui est soumis à la chambre. MM. A. du Bus et H. Dolez annoncent qu'ils le combattront. M. Bonnet interpelle le *m.* au sujet du refus du gouvernement d'accorder un terrain à la ville de Tournai pour l'établissement d'un tir à la cible destiné à la garde civique. Des explications sont échangées entre MM. de Sélys-Longchamps et Delcour, *m. i.*, au sujet de la position faite aux blessés de septembre; puis entre MM. de Ribaucourt, Lud. de Robiano et le *m.*, à propos des mesures à prendre pour empêcher les progrès de la peste bovine. M. de Ribaucourt recommande ensuite au *m.* de ne pas se laisser entraîner à réduire les encouragements accordés à l'agriculture.

1^{er} mars. Un débat s'engage entre MM. T'Kint de Roodenbeke, de Rodes, de Ribaucourt, Fortamps, Delcour, *m. i.*, de Woelmont d'Hambraine, de Sélys-Longchamps, Hubert, Pirmez, Houtart, Wincqz et Bonnet, au sujet de l'extension et de l'entretien de la voirie vicinale. M. Sacqueleu demande que l'on établisse des conseils de prud'hommes à Leuze et à Péruwelz. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à examiner la question. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE ET LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) Le B. est voté à l'unanimité. M. Malou, *m. f.*, répond à M. Bonnet qu'on ne peut céder à la ville de Tournai une partie des terrains militaires pour y établir un tir, ce voisinage devant amener une dépréciation des terrains qui sont destinés à être vendus. — 19. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de la justice. — 20. Dans la discussion de ce B., MM. d'Omalius d'Halloy, Pirmez et Dellafaille émettent l'opinion qu'il y a lieu d'abroger la loi du 25 juillet 1867, relative à la mise à la retraite des magistrats, cette loi étant contraire à la Constitution. MM. d'Anethan et Malou, *m. f.*, sont d'avis qu'il ne faut pas sans cesse modifier la législation et lui enlever ainsi tout caractère de stabilité. M. A. du Bus, se fondant sur le scandale qui vient de se produire dans la maison d'aliénés d'Evere, dit qu'il y aurait lieu de supprimer les établissements privés et de les remplacer par des établissements communaux, provinciaux ou de l'Etat. MM. Vilain XIII, d'Anethan et Dellafaille sont d'avis qu'il est urgent de reviser la loi sur le domicile de secours. M. Malou, *m. f.*, dit que son collègue, le *m. j.* s'occupe de cet objet. — 21. M. Bonnet voudrait que l'on étendit à tout le pays le système d'organisation de l'hospice de Froidmont pour les aliénés. Le B. est adopté à l'unanimité. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le B. des affaires étrangères. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur des

crédits supplémentaires aux *BB.* des finances de 1871 et 1872 et au *B.* des non-valeurs et remboursements de 1871. — 22 (*Voir AFFAIRES ÉTRANGÈRES.* Après un échange d'explications entre MM. Van Caloen et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet de l'endiguement du Zwyn, et entre MM. du Bus, Vilain XIII et le *m.* au sujet de la nécessité d'améliorer le port d'Ostende en vue de résister à la concurrence du port de Dunkerque, le *B.* des affaires étrangères est adopté par 41 voix et 4 abstentions. — 23. Les crédits aux *BB.* des finances et des non-valeurs et remboursements sont votés à l'unanimité.

14 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport des crédits supplémentaires au *B.* des affaires étrangères. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, *id.* au *B.* de l'intérieur. M. Solvyns, *r. c.*, *id.* au *B.* de la justice. M. Béthune, *r. c.*, *id.* au *B.* des finances. — 15. Ces crédits sont adoptés à l'unanimité.

BUREAU.

14 novembre. M. le prince de Ligne est nommé *président* par 41 voix sur 42 votants. M. de Tornaco, 1^{er} *vice-président* par 39 voix. M. Dellafaille, 2^e *vice-président* par 41 voix. MM. Lud. de Robiano et T'Kint de Roodenbeke sont élus *secrétaires*, et MM. de Labbeville et de Looz-Corswarem, *secrétaires suppléants*. MM. d'Overschie de Neeryssche et Van Schoor, *questeurs* par 42 et 37 voix sur 47 votants.

CHEMIN DE FER.

15 novembre. M. Tercelin appelle l'attention sur la pénurie du matériel du chemin de fer. M. Wasseige, *m. t.*, dit que les difficultés actuelles sont dues à trois causes principales sur lesquelles il a déjà eu l'occasion de s'expliquer en présence des représentants de l'industrie charbonnière du pays. Ces trois causes sont : d'abord l'accroissement inouï du trafic ; en second lieu, le trouble profond jeté dans les relations internationales par la guerre de 1870-1871 ; ensuite le temps d'arrêt dans le développement des moyens d'exploitation qui a été la conséquence de la crise provoquée par la guerre de 1866. Personne ne pouvait s'attendre à l'accroissement énorme de trafic qui s'est manifesté depuis un an et qui a pris tout le monde au dépourvu. Il ajoute que l'administration fait tout ce qu'elle peut pour remédier au mal existant ; elle travaille dans la mesure de ses forces, et le *m.* supplie le sénat, au lieu de l'énervier et de paralyser ses efforts par des critiques retentissantes, de lui donner une approbation qui lui serve de récompense et de stimulant. M. de Rodés estime que le gouvernement ne doit reculer

devant aucun sacrifice ; il doit demander les crédits nécessaires pour outiller convenablement les chemins de fer, et, en agissant ainsi, le *m.*, qu'il soit catholique ou libéral, en retirera un honneur justement mérité et aura droit à la reconnaissance du pays. Mais il y a quelque chose de consolant dans la situation, c'est de voir que l'industrie, après une guerre comme celle qui a dévasté deux pays voisins, soit en mesure de produire tellement, qu'il n'y a pas suffisamment de matériel pour transporter ses produits. MM. Lebeau et Wincqz appuient les observations présentées par M. Tercelin.

27 février. M. de Woelmont d'Hambraine, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 16,080,000 fr. pour le matériel du chemin de fer. — 28. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Tercelin émet l'avis que, plus l'administration du chemin de fer sera éloignée de l'influence de l'Etat, plus ses liens administratifs seront élargis, plus ses allures seront libres et plus facilement elle gérera le chemin de fer comme il doit l'être, industriellement et commercialement. Il voudrait que l'administration du chemin de fer fût gérée à l'instar des grands établissements financiers, le gouvernement et les chambres conservant la haute main sur cette gestion. A ce point de vue, il regrette que le gouvernement se soit opposé à la nomination de la commission mixte d'enquête qu'on réclamait et qui eût pu rendre les plus grands services. M. G. de Woelmont regrette également que la chambre n'ait pas admis l'enquête parlementaire et se plaint de l'insuffisance des voies ferrées dans le Limbourg. M. Casier de Hemptinne critique le retard apporté aux travaux du chemin de fer de ceinture de Gand. M. de Rodés insiste pour l'achèvement du chemin de fer de ceinture de Charleroi et de la ligne de Luttre à Bruxelles. M. Vilain XIII réclame la distribution des rapports sur l'état du chemin de fer en 1870 et 1871. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux diverses observations présentées. M. G. de Woelmont insiste pour la continuation d'une ligne de Bruxelles à Aix-la-Chapelle ; M. Pirmez, sur les travaux réclamés par l'arrondissement de Charleroi. MM. de Woelmont d'Hambraine, *r.*, et de Ribaucourt espèrent que les millions dépensés pour le chemin de fer n'amèneront pas la réduction des subsides nécessaires à la voirie vicinale, si utile à l'agriculture. M. Malou, *m. f.*, répond que les chambres apprécieront s'il y a lieu d'augmenter les allocations normales pour la voirie vicinale. Le crédit est adopté par 43 voix contre une.

18 mars. Sur les conclusions de M. de Labbeville, *r. c.*, appuyées par M. Orban, et après quelques mots de M. Moncheur, *m. t.*, relatifs

à la reprise prochaine du chemin de fer du Luxembourg, le sénat renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle la chambre de commerce et des fabriques d'Arlon demande que le projet d'un chemin de fer d'Athus à la Meuse soit compris dans l'ensemble des travaux publics qui seront prochainement décrétés. —

25. Dans la discussion d'un crédit provisoire au département des travaux publics, M. Moncheur, *m. t.*, répondant à MM. G. de Woelmont et de Ribaucourt, dit qu'il verra si le moment est venu de concéder un chemin de fer de Gand vers Tamise. Il espère que les obstacles qui empêchent la construction de la ligne d'Anvers à Gladbach seront prochainement levés. MM. Vilain XIII, Pirmez, Houtart, de Labbeville et de Limburg-Stirum réclament successivement la concession d'un chemin de fer d'Athus à Givet. MM. Moncheur, *m. t.*, et Malou, *m. f.*, répondent que cette question est connexe à celle du rachat de la ligne du Luxembourg. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Braconier, dit que de nouveaux crédits seront indispensables pour la construction du chemin de fer de ceinture de Liège. M. Vilain XIII, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi tendant à allouer au département des travaux publics des crédits supplémentaires jusqu'à concurrence de la somme de 3,583,276 fr. Ce crédit est voté à l'unanimité.

2 mai. Sur la motion de M. Fortamps, le sénat ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion du *B.* des travaux publics, d'une pétition par laquelle la chambre de commerce de Bruxelles demande l'adoption du tarif des marchandises transportées par chemin de fer formulé par M. Van Snick, fonctionnaire au département des travaux publics. M. Orban parle de nouveau en faveur de la concession de la ligne d'Athus à Givet. M. de Ribaucourt se plaint du mauvais aménagement de la station de Vilvorde; il réclame aussi l'aménagement de celles de Weerde et de Termonde. — 3. M. Wincqz critique le retard apporté à la mise en exploitation du chemin de fer de ceinture de Bruxelles et à la construction de la ligne de Houdeng à Soignies, et demande que la ligne soit prolongée jusqu'à Bas-Silly. M. de Pitteurs-Hiegaerts recommande la ligne de Bruxelles à Aix-la-Chapelle et s'occupe du tracé de celle de Tirlemont à Diest. M. Van Caloen voudrait voir prolonger jusqu'à l'Ecluse le chemin de fer de Blankenberghe à Heyst. M. Fortamps appuie les observations de M. Wincqz relatives au chemin de fer de ceinture de Bruxelles. M. Braconier critique le nouveau tarif introduit par M. Wasseige, fait l'éloge de celui de M. Vanderstichelen et demande qu'un rapport complet soit présenté

sur les effets de la réforme. M. Solvyns recommande la construction de la ligne de Roulers à Dixmude, concédée depuis dix ans. M. de Sélys-Longchamps insiste pour que la société concessionnaire du chemin de fer de Hesbaie-Condroz entreprenne enfin la construction de la partie de ce chemin de fer comprise entre Huy et Landen. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux observations présentées. — 4. Il dit à M. de Mérode-Westerloo qu'il y a tout lieu d'espérer que le chemin de fer d'Anvers à Gladbach sera construit. M. le prince de Ligne, *p.*, signale de nouveau les retards apportés à la construction du chemin de fer de Blaton ou de Basècles à Ath, passant par Stambruges et Belœil. M. de Ribaucourt recommande la construction de la ligne de Gand à Tamise; M. de Rodés, l'élargissement de la station d'Audenarde et une prompte augmentation du matériel; M. Sacqueleu, appuyé par M. Bonnet, la construction d'un bureau de recettes à la station de Tournai; M. Léon de Robiano, l'amélioration de la station d'Ottignies; M. d'Anethan, le complément du réseau de la Flandre occidentale; M. Casier de Hemptinne, la construction d'un hangar-abri à la station de Quatrecht; M. Hubert, l'établissement de gares de formation dans le Borinage; M. Fortamps insiste pour qu'il soit fait droit aux réclamations de la ville de Wavre, qui a le droit d'être reliée à la ligne du Luxembourg; il appelle aussi l'attention sur la tarification des petits paquets, dont M. Moncheur, *m. t.*, promet de s'occuper. — 14. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant rachat de la concession du chemin de fer de Dendre-et-Waes. — 15. M. de Labbeville, *r. c.*, *id.* sur le projet de concession d'un chemin de fer de St-Ghislain à Erbisœul. Le projet relatif au chemin de fer de Dendre-et-Waes est adopté à l'unanimité. — 16. Il en est de même du projet de chemin de fer de St-Ghislain à Erbisœul. Celui-ci est appuyé par MM. Hubert et F. Dolez, qui désirent que l'on étudie le tracé de manière que les travaux d'art à construire entre St-Ghislain et Baudour puissent servir à la ligne de St-Ghislain à Ath, qui doit desservir la commune de Baudour. M. le prince de Ligne, *p.*, appuie cette demande et insiste pour que le tracé se relie au chemin de fer d'Ath par Blaton, Stambruges et Belœil. Après quelques mots de MM. F. Dolez et Malou, *m. f.*, le projet est voté à l'unanimité. M. d'Ursel, *r. c.*, fait rapport sur le projet de concession du chemin de fer de Comines et de Menin à la frontière de France. — 17. Ce projet est adopté à l'unanimité. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Pirmez, s'engage à examiner les réclamations des habitants de

Fontaine-l'Évêque, au sujet du déplacement du hangar à marchandises de cette localité.

CODE DE COMMERCE.

29 avril. Le sénat s'occupe des titres du code de commerce relatifs au *Gage* et à la *Commission*. Ils sont adoptés à l'unanimité, après quelques observations de MM. d'Anethan, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.* — 30. M. d'Anethan, *r. c.*, fait rapport sur les titres I^{er}, II, III et IV du code de commerce.

1^{er} mars. Les articles 1 à 25, sauf 9, 16, 18 et 20, sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. d'Anethan, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Fortamps et Bischoffsheim. — 2. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur les articles réservés. Ceux-ci sont adoptés après des observations des mêmes orateurs. — 3. Au second vote, le projet est adopté à l'unanimité après un échange d'observations entre MM. Bischoffsheim, Fortamps, d'Anethan, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.* — 14. Le sénat ordonne le dépôt sur le bureau d'une pétition des huissiers de Bruxelles, qui demandent l'augmentation du tarif des protêts. Le sénat discute ensuite le titre du code de commerce relatif à la Lettre de change et au Billet à ordre. Ce titre est adopté à l'unanimité après des observations de MM. d'Anethan, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Fortamps, H. Dolez et Bischoffsheim.

COMMUNALES (AFFAIRES).

28 décembre. Sur la proposition de M. T'Kint de Roodenbeke, le sénat décide qu'il s'occupera, à propos du *B. de l'intérieur*, de toutes les pétitions des secrétaires communaux, qui demandent qu'il leur soit accordé une augmentation de traitement.

27 février. M. de Mérode-Westerloo appelle l'attention sur de nouvelles pétitions relatives à cet objet; puis M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur les requêtes antérieures.

21 mars. M. Hubert, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant révision des états de classification des communes et dissolution des conseils communaux. — 25. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Delcour, *m. i.*, promet d'examiner attentivement les observations faites par M. A. du Bus sur la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'augmenter le nombre des conseillers communaux relativement à la population, et s'il ne faut pas obliger les communes à pourvoir sur-le-champ à la nomination aux places vacantes par suite de démissions ou de décès. Il promet aussi à M. Cogels-Osy d'examiner s'il n'y a pas lieu d'augmenter le nombre des échevins dans les grandes villes.

14 mai. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant

érection de la commune de Mont-Saint-Amand (Flandre orientale). — 15. Ce projet est adopté à l'unanimité.

COUR DE CASSATION.

15 novembre. Deux places étant vacantes, le sénat désigne pour la première comme 1^{er} candidat M. Simons, procureur général à la cour d'appel de Bruxelles, par 46 voix contre 2 données à M. Corbisier de Méaultsart, conseiller à la même cour, et comme 2^e candidat celui-ci à l'unanimité. Pour la deuxième place, M. Tillier, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, est nommé 1^{er} candidat à l'unanimité, et M. Holvoet, *id.*, 2^e candidat, également à l'unanimité.

27 février. Pour la place de conseiller vacante par suite du décès de M. le premier président Defacqz, M. Corbisier de Méaultsart est nommé 1^{er} candidat par 36 voix sur 38 votants, et M. Holvoet 2^e candidat par 22 voix. Il y a 17 billets blancs.

DÉCÈS.

26 février. Il est donné connaissance au sénat du décès de M. Forgeur, sénateur de Liège.

DOUANES ET ACCISES

22 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le projet de loi décrétant la libre entrée des denrées alimentaires. La discussion étant ouverte d'urgence, MM. de Tornaco et Bergh émettent l'avis qu'il aurait fallu maintenir un léger droit d'entrée sur l'avoine, qui tient une grande place dans la culture de certaines provinces et dont les prix sont au-dessous du taux des dix dernières années. M. Vilain XIII estime que la suppression du léger droit fiscal qui existe actuellement ne profitera qu'aux grands négociants et sera imperceptible pour les consommateurs. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il faut surtout considérer l'influence que la liberté du commerce peut exercer sur les prix généraux des céréales en Belgique. Le projet de loi est adopté par 53 voix contre 2. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. De Vadder, dit qu'il a l'intention de maintenir le projet de loi présenté par son prédécesseur et qui frappe les sucres et les alcools. L'augmentation des recettes du chemin de fer n'est pas une raison suffisante pour renoncer à ce projet, qui procurera au Trésor des recettes nouvelles, car il importe surtout de mettre le chemin de fer à même de rendre tous les services qu'on est en droit d'en attendre.

ÉLECTIONS.

15 novembre. M. d'Omalus d'Halloy développe sa proposition de loi. (Voir page 64.) M. d'Anethan, *m. a.*, fait des réserves quant

au fond, et la prise en considération, mise aux voix, n'est pas adoptée.

15 mai. M. d'Anethan, *r. c.*, fait rapport sur le projet de code électoral. — 16. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité, après quelques observations de MM. d'Anethan, *r.*, Malou, *m. f.*, Lud. de Robiano et Pirmez.

FINANCES.

19 décembre. M. de Man d'Attenrode est nommé membre de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, des dépôts et consignations par 25 voix contre 15 données à M. Fortamps.

2 mars. M. Fortamps, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à restituer à la ville de Bruxelles le droit d'enregistrement perçu sur un acte passé devant M^e De Doncker le 14 décembre 1871. Ce projet est adopté d'urgence par 53 voix contre une.

— 19. M. Tercelin, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi ouvrant au B. de la dette publique des crédits s'élevant à 2,514,000 francs.

— 20. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

16 mai. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur un projet de loi autorisant le gouvernement à vendre de la main à la main des terrains à bâtir appartenant au domaine public. M. de Labbeville, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi ayant pour objet d'allouer au département des travaux publics un crédit de 208,000 fr. pour les frais d'une transaction avec l'entrepreneur des travaux de l'écluse de Heyst. — 17. Le premier de ces projets est adopté à l'unanimité, après une déclaration de M. Malou, *m. f.* (en réponse à M. Fortamps), portant qu'il a eu surtout en vue la possibilité de réaliser les terrains détachés de l'école vétérinaire. Le second projet est également voté à l'unanimité.

GUERRE.

19 décembre. M. Léon de Robiano, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée pour 1872. — 20. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Solvyns déclare qu'il s'abstiendra cette année comme l'année précédente, parce que la loi de 1870 a privé certains élèves en théologie de l'exemption dont ils jouissaient dans la législation antérieure. M. A. du Bus critique un arrêté royal aux termes duquel on n'admet, en fait de remplaçants administratifs, que des jeunes gens âgés de vingt-trois ans. Il estime qu'en présence de cette mesure, il est de toute nécessité que les remplaçants proposés par les agents de remplacement ne soient pas admis avant le même âge. M. Guillaume, *m. g.*, dit que cette question fait en ce moment l'objet d'un examen attentif de la part de son département. Le projet de loi est voté par 27 voix

contre 2 et 7 abstentions. — 22. M. Sacqueleu, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui autorise le *m. g.* à disposer, jusqu'à concurrence d'une somme de 752,000 fr., du reliquat que présentera l'article 20 du B. de la guerre de l'exercice 1871. M. Orban, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi qui rend disponible pour les exercices 1872, 1873 et 1874 le crédit de 14,471,170 fr. alloué par la loi du 8 mai 1861 pour la transformation du matériel de l'artillerie. Le premier de ces projets est adopté par 52 voix contre une, et le second par 53 voix contre une. — 28. M. Guillaume, *m. g.*, répondant à MM. Fortamps et Houtart, à propos d'une pétition relative à la pension des musiciens des guides, dit qu'il n'y a pas de musique proprement dite dans les régiments de cavalerie. Le sénat s'occupe d'urgence de la discussion du B. de la guerre. MM. de Rodes et Orban déclarent qu'ils voteront le B., parce qu'il est impossible à la Belgique de ne pas prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre sa neutralité et parce que les ressources du pays lui permettent de supporter cette dépense. M. Reyntiens demande la réforme du mode de recrutement et se déclare partisan du service obligatoire. M. Béthune voudrait surtout voir les études porter sur l'organisation militaire des nations avec lesquelles la nation belge a le plus de conformité de mœurs et d'aspirations, telles que l'Angleterre, la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique. M. Fortamps se prononce en faveur du service personnel. M. Malou, *m. f.*, dit que le gouvernement n'a pas aujourd'hui d'idée arrêtée sur le mode de recrutement à introduire. M. Van Schoor pense que, s'il l'avait voulu, le ministère aurait pu faire connaître son avis sur les questions agitées par la *c.* militaire. Pour son compte, si le système actuel est maintenu, il devrait désormais s'abstenir de voter le B. M. de Theux estime qu'il faut attendre, avant de se prononcer, que les puissances militaires aient formulé leur système. M. Van Schoor fait observer que des propositions de réforme ont été formulées en Suède et en Hollande. M. Malou, *m. f.*, répond que la question est très grave. Il est facile de supprimer le remplacement, mais on n'est pas d'accord sur ce qu'il y faut substituer. M. Casier de Hemptinne espère que, dans son projet de réorganisation, le gouvernement reviendra sur la disposition prise en ce qui concerne les élèves en théologie. — 29. M. de Looz-Corswarem se déclare le partisan absolu de l'abolition du remplacement, et si, l'année prochaine, on ne présente pas un projet dans ce sens, il ne votera plus le B. M. Van de Woestyne est d'avis que le peuple belge ne supporterait pas le système prussien et qu'on

pourrait améliorer le remplacement en donnant à l'autorité militaire le droit de refuser tout remplaçant qui ne présenterait pas les qualités requises pour être un bon soldat. M. H. Dolez signale de nombreuses réformes administratives qu'il y a lieu d'introduire en vue d'améliorer la position du soldat et de l'attacher davantage à l'armée. M. Bonnet demande que l'on accorde, sur le chemin de fer, une réduction de 50 p. c. aux militaires voyageant en uniforme. M. Guillaume, *m. g.*, s'engage à tenir compte des observations présentées. Un débat s'engage ensuite entre M. de Woelmont d'Hambraine et le *m. g.* sur la question des casernes de Namur. Après quelques observations de M. Lud. de Robiano sur la nécessité d'augmenter l'effectif de la gendarmerie, le *B.* est voté par 57 voix contre 2 et une abstention.

19 mars. M. Orban, *r. c.*, fait rapport sur le projet de crédit de 450,000 fr. pour l'installation de l'académie militaire à l'abbaye de la Cambre. — 20. M. Vilain XIII critique l'établissement de l'académie militaire dans les bâtiments de la Cambre au point de vue de la salubrité, et pense qu'il serait plus convenable de construire un bâtiment nouveau. M. Mazeman de Couthove combat le projet, parce qu'il aura pour résultat d'enlever à la ville d'Ypres son école d'équitation. L'académie militaire sera, d'après l'orateur, un véritable gouffre pour le Trésor public. M. Guillaume, *m. g.*, défend le projet de loi, qui est voté par 36 voix contre 4.

30 avril. M. Orban, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant renouvellement du contrat de la Compagnie des Lits militaires.

1^{er} mai. M. Van Schoor combat ce projet. Il voudrait voir établir en régie les 5,050 lits nouveaux reconnus nécessaires au service de l'armée. M. Guillaume, *m. g.*, n'a pas cru pouvoir se rallier au système de la régie parce que, comme les *s. c.* de 1855 et de 1872 de la chambre des représentants, il pense que le gouvernement ne doit recourir à la régie que lorsqu'il peut réaliser un bénéfice certain, lorsque l'intérêt du soldat l'exige, ou bien enfin lorsque des raisons d'un ordre supérieur obligent le gouvernement à passer au-dessus des sacrifices que la régie impose toujours. Le projet de loi est adopté par 56 voix contre 5 et une abstention. — 14. M. de Looz-Corswarem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi établissant une sanction pénale pour l'obligation de loger et de nourrir les troupes en marche et en cantonnement. M. Léon de Robiano, *r. c.*, *id.* sur le crédit de 750,000 fr. pour l'amélioration du pain de munition. — Ce dernier crédit est adopté à l'unanimité. Il en est de même de celui qui

concerne les logements militaires. A propos de ce crédit, M. Guillaume, *m. g.*, répondant à M. Lud. de Robiano, dit que le prix de l'indemnité de logement est de 1 fr. 25 par homme.

INDUSTRIE.

14 mai. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 225,000 fr. destiné à payer les frais de la participation des industriels belges à l'Exposition universelle de Vienne. — 15. Le projet est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

19 décembre. M. Houtart-Cossée, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui propose le mode de formation des jurys d'examen. — 20. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Solvyns et de Sélys-Longchamps, dit qu'un projet de loi complet sur l'organisation des examens universitaires sera déposé dans la session prochaine. Le projet de loi actuel est voté à l'unanimité. — 28. Le sénat adopte d'urgence le projet de loi relatif aux bourses de voyage.

27 février. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 401,467 fr. 45 c. pour l'instruction primaire. — 29. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Casier de Hemptinne déclare que son vote sera favorable, parce qu'il a confiance dans les sentiments religieux de M. Delcour. Celui-ci dit qu'il appliquera la loi de 1842 dans toutes ses parties et avec la plus grande loyauté. Ayant appartenu à l'enseignement pendant trente ans, ayant été en relation, il peut le dire, avec tous les hommes qui se sont occupés des grandes questions d'enseignement, il ne peut avoir qu'un désir, celui de voir l'enseignement public à tous les degrés dans les mains d'hommes réellement dignes de la haute mission qui leur est dévolue. M. de Woelmont d'Hambraine recommande surtout le développement à donner aux écoles d'adultes. M. Delcour, *m. i.*, reconnaît que celles-ci sont le véritable complément de l'école primaire. C'est là que le travailleur, après avoir quitté l'école primaire, peut acquérir les connaissances complémentaires si utiles à sa profession ; c'est là qu'il peut acquérir, s'il a d'heureuses dispositions, des notions plus propres à développer son intelligence et son cœur. Le *m.* ajoute, en réponse à M. Pirmez, qu'il fera tous ses efforts pour donner de l'importance à l'enseignement de la gymnastique et pour arriver à ce qu'on enseigne dans toutes les écoles le français et le flamand.

1^{er} mars. Il dit à MM. de Mérode-Westerloo et Lud. de Robiano qu'il s'occupera de chan-

ger le mode de liquidation des pensions des instituteurs des communes rurales et du mode de récompenser les élèves des écoles primaires. — 2. Le crédit de 401,467 fr. est adopté à l'unanimité.

JUSTICE.

30 avril. M. F. Dolez, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel des tribunaux de 1^{re} instance de Bruxelles et de Nivelles.

1^{er} mai. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité. — 14. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 975,000 fr. pour continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. — 15. Ce crédit est adopté à l'unanimité.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

29 février. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. de Sélys-Longchamps, dit qu'il s'occupe du meilleur moyen d'exposer les collections du Musée d'histoire naturelle, en vue du congrès des sciences préhistoriques qui doit se réunir à Bruxelles.

1^{er} mars. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Vilain XIII et Fortamps, dit que l'Exposition triennale des beaux-arts aura lieu au local du Musée. Il ajoute que l'on étudie la construction d'un Palais des Beaux-Arts. Il ne peut donner d'explications au sujet du degré d'avancement des tableaux de M. Gallait destinés à la décoration du sénat. Cette affaire regarde exclusivement la questure. Il dit enfin, en réponse à M. de Sélys-Longchamps, qu'une *c.* s'occupe d'étudier les moyens de conserver en bon état la colonne du Congrès. — 2. M. Van Schoor, *q.*, dit que M. L. de Mérode a vu M. Gallait, qui lui a montré quinze esquisses des tableaux destinés à la décoration du sénat. Il y a lieu d'espérer que quelques-uns de ceux-ci seront terminés sous peu. M. de Woelmont d'Hambraine fait observer qu'il y a deux ans que M. Gallait a fait cette promesse. Il demande que le bureau fasse une dernière démarche auprès de M. Gallait, qu'il le mette en demeure de faire connaître l'époque à laquelle il livrera tout au moins un certain nombre de toiles, et qu'il convienne avec lui que si, à l'époque fixée, les toiles ne sont pas livrées, la convention passée avec M. Gallait sera considérée comme résiliée de part et d'autre. M. Fortamps dit qu'on ne peut agir vis-à-vis de M. Gallait comme vis-à-vis d'un maçon ou d'un entrepreneur. M. de Ribaucourt le reconnaît, mais il estime qu'on pourrait demander à M. Gallait qu'il indique l'époque où il compte mettre la main à l'œuvre. Cette proposition est adoptée. — 19. M. Gallait écrit qu'il n'a pas perdu de vue l'engagement

qu'il a pris vis-à-vis du sénat; qu'il est trop honoré de son choix pour renoncer à la commande qu'il lui a faite; que s'il n'a pu jusqu'ici présenter aucun tableau, il s'est pourtant occupé assidûment de son œuvre en se livrant à un travail préparatoire, à des recherches historiques, à une étude sérieuse des physionomies et des costumes des personnages célèbres qu'il a à reproduire, ainsi que des attitudes diverses à leur donner. Il promet pour l'été de 1875, ainsi dans un an, le tableau du milieu, puis successivement les quatorze autres, de telle sorte que son travail sera complètement achevé dans six à sept ans.

14 mai. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit pour l'acquisition de la bibliothèque et des collections de M. Fétis. — 15. Ce projet est adopté à l'unanimité.

MARINE.

2 mars. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 615,000 fr. pour l'acquisition d'un steamer. Le sénat aborde d'urgence la discussion de ce projet. M. T'Kint de Roodenbeke, *r.*, fournit à M. Vilain XIII des renseignements sur la valeur des cinq navires que l'État possède en ce moment. Il ajoute qu'il y a un progrès notable dans les recettes. M. Vilain XIII désire avoir un compte complet des dépenses. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à réclamer du *m. a.* et à lui communiquer une recommandation de M. Fortamps relative à l'amélioration des cabines des voyageurs. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

NOTARIAT.

2 mars. Sur les conclusions de M. F. Dolez, *r. c.*, appuyées par MM. Vilain XIII et Lud. de Robiano, le sénat renvoie au *m. j.* une pétition par laquelle le sieur Bauwens-Van Hooghten, notaire à Elewytt, demande l'unité de ressort pour le notariat.

PÉTITIONS.

2 mars. Sur les conclusions de M. Houtart, *r. c.*, appuyées par M. Sacqueleu, le sénat renvoie au *m. g.*, avec demande d'explications, une pétition par laquelle plusieurs musiciens du régiment des guides demandent que les musiciens de ce corps obtiennent la pension des sous-officiers qui est attribuée aux musiciens gagistes des régiments d'infanterie.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

18 décembre. M. de Theux demande des explications au sujet de la formation du nouveau ministère. Elles sont conformes à celles

qui ont été données à la chambre des représentants. M. d'Anethan ajoute que le Roi, en nommant et révoquant ses ministres, a usé d'une prérogative personnelle, mais sans responsabilité constitutionnelle, à cause de l'inviolabilité que lui assure la Constitution. Conformément à ces principes, les nouveaux ministres ont décliné, avec infiniment de raison, la responsabilité de la révocation. Ils n'avaient ni à l'approuver, ni à l'improver. Ils se sont trouvés devant un fait accompli; ils avaient à apprécier une seule chose, la situation parlementaire, et ils ont reconnu que cette situation leur commandait d'accepter le pouvoir pour continuer à gérer les affaires du pays avec la majorité que deux élections successives ont amenée au parlement. M. H. Dolez estime qu'il aurait fallu attendre, pour donner à la chambre des représentants des explications sur la nature de la retraite des ministres, qu'un nouveau ministère eût succédé à l'ancien; que ce nouveau ministère eût assumé la responsabilité du changement de l'ancien et pût couvrir la royauté. Quand M. d'Anethan a parlé, il était encore ministre du Roi; il n'y en avait pas d'autre que lui, et personne ne pouvait défendre l'acte du Roi. Est-il possible de démontrer avec plus d'évidence que la royauté a été complètement découverte par l'attitude prise devant la chambre? L'orateur estime d'ailleurs que jamais acte de prudence et de fermeté plus sage n'a été accompli par un roi constitutionnel que celui qui a mis fin à l'existence du dernier cabinet. Il reconnaît ensuite que le ministère actuel représente l'opinion catholique pure. Il le combattra, mais il ne manquera jamais de montrer la modération et le respect dont il aime à entourer les hommes qui sont au pouvoir, bien qu'ils appartiennent à un autre parti que le sien. M. de Theux répond que le ministère actuel continuera la politique du cabinet précédent, et M. d'Anethan ajoute que cette politique a reçu l'approbation du pays.

POSTES.

4 mai. M. Fortamps demande que l'on crée des enveloppes timbrées et des cartes-correspondance avec réponse payée. M. Moncheur, *m. t.*, s'engage à s'occuper de ces deux objets.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

21 mars. M. d'Omalus d'Hallo, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant dissolution et nouvelle répartition des conseils provinciaux. — 23. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

TÉLÉGRAPHES.

19 mars. M. de Woelmont d'Hambraine,

r. c., fait rapport sur le crédit de 300,000 fr. pour l'extension des lignes et des appareils télégraphiques. — 20. Dans la discussion, M. de Ribaucourt demande qu'il soit établi un bureau télégraphique dans la commune d'Isque. M. Vilain XIII voudrait que toutes les communes qui consentiraient à prendre à leur charge les frais de rémunération de l'employé à qui la transmission et la réception des dépêches télégraphiques seraient confiées fussent fondées à demander l'établissement d'un bureau dans leurs localités. Il n'y aurait d'autre dépense pour le gouvernement que celle à résulter de la pose des fils et de l'appareil, lequel pourrait même être établi dans les bureaux de l'administration communale. M. Pirmez appuie cette manière de voir, à laquelle M. Moncheur, *m. t.*, promet d'avoir égard. Le projet est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

28 février. M. Van Schoor, *q.*, répondant à M. de Rodés, dit que les travaux pour l'agrandissement du Palais du sénat seront entrepris prochainement.

23 mars. Dans la discussion des crédits provisoires au département des travaux publics, MM. G. de Woelmont, de Ribaucourt et Cogels-Osye se plaignent de l'isolement dans lequel on laisse certaines parties du Limbourg et de la province d'Anvers. M. Moncheur, *m. t.*, s'engage à faire droit à ces observations dans la mesure du possible. Il y a aussi un échange d'explications entre MM. Vilain XIII, Fortamps et Moncheur, *m. t.*, au sujet de l'intervention de l'Etat dans la dépense de l'élargissement de la rue de Loxum, à Bruxelles.

1^{er} mai. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 2. M. Casier de Hemptinne parle en faveur de l'amélioration du canal de Terneuzen et de modifications du cours de l'Escaut. M. A. du Bus recommande les travaux à faire aux ports d'Ostende et de Nieuport. M. de Ribaucourt entretient le sénat de la nécessité d'améliorer le cours de la Dendre dans la traverse de Termonde. — 3. M. Bonnet critique le système suivi pour les plantations le long des routes de l'Etat. M. Van Caloen demande qu'une prompt solution soit donnée à la question de l'endiguement du Zwyn. Il réclame aussi une augmentation de traitement pour les employés de l'administration provinciale des ponts et chaussées. M. Béthune appuie ces observations. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux discours des précédents orateurs. — 4. Dans la discussion des articles du B., MM. de Woelmont d'Hambraine, de Ribaucourt, Reyntiens, Bonnet, Lud. de Robiano et Pirmez réclament une plus grande

sollicitude du gouvernement pour la construction des routes, et renouvellent les critiques déjà faites au sujet des plantations. M. Malou, *m. f.*, ne croit pas à la nécessité immédiate d'un crédit considérable pour l'extension de la voirie vicinale, et M. Moncheur, *m. t.*, donne des explications sur le mode d'entretien des routes. Au chapitre des *Batiments civils*, M. Vilain XIII émet l'avis qu'il y aurait lieu de raser l'hôtel d'Assche et d'annexer le terrain au jardin du palais. M. Moncheur, *m. t.*, croit que ce serait mutiler le plan de Guimard. MM. De Vadder, Pirmez et Reyniens recommandent l'étude d'un canal maritime qui relierait à l'Escaut les principales villes du pays. M. Moncheur, *m. t.*, dit qu'il a prescrit des études en ce qui concerne le projet de *Bruxelles port de mer*. Le reste du plan annoncé ne lui paraît pas sérieux. M. de Mérode-Westerloo entretient le sénat du régime des deux Nèthes, et M. Vilain XIII demande ce que deviennent les travaux concédés au Dr Strousberg. M. Moncheur, *m. t.*, répond que cette affaire regarde le département des finances. Il annonce en même temps qu'il élabore un plan pour la rectification des quais d'Anvers. Quelques observations sont échangées entre le *m.* et M. Bonnet au sujet de la canalisation de l'Escaut près de Tournai. M. Vilain XIII demande qu'on mette au concours les plans du nouvel hôtel des Postes de Bruxelles. M. Fortamps espère qu'il n'y aura pas de retard dans la construction du nouvel hôtel des Monnaies. Le *B.* est adopté à l'una-

nimité. — 14. M. de Labbeville, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 220,000 fr. pour l'endiguement du Zwyn. — 15. M. Van de Woestyne dépose le rapport sur le crédit de 650,000 fr. pour l'établissement d'un bassin et d'un chantier à l'usage des services de la marine à Ostende. Le projet relatif à l'endiguement du Zwyn est adopté à l'unanimité. — 16. Il en est de même du projet relatif aux travaux d'Ostende. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 8,872,000 fr. pour travaux d'utilité publique. — 17. Dans la discussion de ce projet, M. Van de Woestyne engage le gouvernement à donner la plus vive impulsion aux travaux maritimes d'Anvers. M. Cogels-Osy signale les sacrifices considérables que cette ville s'est imposés en vue de son port. M. de Ribaucourt remercie le gouvernement de s'être rallié à l'amendement proposé à la chambre des représentants en faveur de la voirie vicinale. M. Moncheur, *m. t.*, espère que, dans un prochain avenir, Anvers deviendra un des plus beaux ports de l'Europe. M. Delcour, *m. i.*, dit, de son côté, qu'il a invité les députations permanentes à veiller au bon entretien des chemins vicinaux. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

VOIES ET MOYENS.

19 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1872. — 21. Ce *B.* est adopté à l'unanimité.

SÉNAT.

Session 1871-1872.

V²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ACADÉMIE MILITAIRE à la Cambre. Cr. de 450,000 francs. *r.* de M. Orban de Xivry, 19 *m.* — Disc. et vote, 20 *m.* V. Guerre.

ADMINISTRATION PROVINCIALE. Simplification du service, traitement des employés, 29 *f.* V. Budget de l'intérieur.

AGRICULTURE (Encouragements à), 29 *f.* V. Budget de l'intérieur.

ALIÉNÉS (Question des établissements d'), 20, 21 *m.* V. Budget de la justice.

ANVERS. Quais. Travaux concédés au Dr Strousberg, 4, 17 *mai.* V. Travaux publics.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1872. *r.* de M. Léon de Robiano, 19 *d.* — Disc. et vote, 20 *d.* — Mode de recrutement, service obligatoire, remplacement, 28, 29 *d.* V. Guerre.

ARTILLERIE (Transformation de l'). *r.* de M. Orban de Xivry et vote, 22 *d.* V. Guerre.

B

BANQUE NATIONALE (Prorogation de la durée de la). *r.* de M. de Rodés, 14 *mai.* — Disc., 15, 16, 17 *mai.* — Vote, 17 *mai.* V. Banque Nationale.

BIENS DOMANIAUX. Autorisation de vendre de la main à la main. *r.* de M. Fortamps, 16 *mai.* — Vote, 17 *mai.* V. Finances.

BLESSÉS de septembre (Pension des), 29 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BRUXELLES (Restitution de droits d'enregistrement à la ville de). *r.* de M. Fortamps et vote, 2 *m.* V. Finances. — Elargissement de la rue de Loxum, 23 *m.* V. Travaux publics.

BUDGETS de 1872. Finances. *r.* de M. Cogels-Osy, 19 *d.* — Vote, 20 *d.* — Dotations. *r.* de M. Van Caloen, 19 *d.* — Vote, 20 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. de Rodés, 19 *d.* — Vote, 20 *d.* — Dette publique. *r.* de M. de Rodés et vote, 22 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Hou-

tert, 27 *f.* — Disc., 29 *f.*, 1^{er} *m.* — Vote, 1^{er} *m.* — Justice. *r.* de M. d'Anethan, 19 *m.* — Disc., 20, 21 *m.* — Vote, 21 *m.* — Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 21 *m.* — Disc. et vote, 22 *m.* V. Budgets. — Guerre. Disc., 28, 29 *d.* — Vote, 29 *d.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 1^{er} *mai.* — Disc., 2, 3, 4 *mai.* — Vote, 4 *mai.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Fortamps, 19 *d.* — Vote, 21 *d.* V. Voies et moyens.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT. M. de Man d'Attenrode nommé membre de la *c.* de surveillance, 19 *d.* V. Finances.

CANAL MARITIME de Bruxelles à l'Escaut, 4 *mai.* V. Travaux publics.

CASERNES de Namur, 29 *d.* V. Guerre.

CHASSE (Demande de modifications aux lois sur la), 2 *m.* V. Agriculture.

CHEMIN DE FER. Insuffisance du matériel, 15 *n.* — Cr. de 16,080,000 fr. *r.* de M. de Woelmont d'Hambraine, 27 *f.* — Disc. et vote, 28 *f.* — Chemin de fer d'Athus à Givet, 18, 23 *m.*, 2 *mai.* — *Id.* de Gand à Tamise, d'Anvers à Gladbach, 23 *m.* — Cr. de 3,583,276 fr. *r.* de M. Vilain XIIII et vote, 23 *m.* — Tarification des marchandises d'après le système de M. Van Snick, 2 *mai.* — Stations de Vilvorde, de Weerde et de Termonde, 2 *mai.* — Ligne de Houdeng à Soignies, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, de Termonde à Diest, de Heyst à l'Ecluse, de Roulers à Dixmude, de Huy à Landen. Effets du tarif Wasseige, 5 *mai.* — Anvers à Gladbach, Blaton à Ath, Gand à Tamise, stations de Tournai, d'Ottignies, réseau de la Flandre occidentale, station de Quatrecht, gares de formation dans le Borinage, droits de la ville de Wavre, tarification des petits paquets, 4 *mai.* — Rachat de Dendre-et-Waes. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 14 *mai.* — Vote, 15 *mai.* — Concession de Saint-Ghislain à Erbisœul. *r.* de M. de

Labbeville, 15 mai. — Vote, 16 mai. — Lignes de Comines et de Menin à la frontière de France. *r.* de M. d'Ursel, 16 mai. — Vote, 17 mai. — Placement d'un hangar à Fontaine-l'Evêque, 17 mai. *V.* Chemin de fer.

CHEVAUX (Réquisition de) pour l'armée, 16 mai. *V.* Agriculture.

CODE DE COMMERCE. Gage, 29 a. — Titres 1^{er} à IV. *r.* de M. d'Anethan, 30 a. — Disc., 1^{er}, 2, 3 mai. — Vote, 3 mai *V.* Code de commerce.

CODE ÉLECTORAL. *r.* de M. d'Anethan, 15 mai. — Vote, 16 mai. *V.* Elections.

COLONNE DU CONGRÈS. Conservation, 1^{er} m. *V.* Lettres, sciences et arts.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. Leur utilité, 29 f. *V.* Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Nouvelle classification. *r.* de M. Hubert, 21 m. — Vote, 23 m. — Erection de la commune de Saint-Amand. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 14 mai. — Vote, 15 mai. *V.* Affaires communales.

CONGRÈS DES SCIENCES PRÉHISTORIQUES, 29 f. *V.* Lettres, sciences et arts.

CONSEILS COMMUNAUX (Dissolution des). *r.* de M. Hubert, 21 m. — Vote, 23 m. *V.* Affaires communales.

CONSEILS PROVINCIAUX. Dissolution et nouvelle répartition. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 21 m. — Vote, 23 m. *V.* Affaires provinciales. — Publication des comptes rendus, 29 f. *V.* Budget de l'intérieur.

COUR DE CASSATION. MM. Simons, Corbisier de Méaultsart, Tillier, Holvoet, 15 n. — MM. Corbisier de Méaultsart et Holvoet, 27 f. *V.* Cour de cassation.

D

DÉCÈS. M. Forgeur, 26 f. *V.* Décès.

DENRÉES ALIMENTAIRES (Libre entrée des). *r.* de M. Fortamps. Disc. et vote, 22 d. *V.* Douanes et accises.

DETTE PUBLIQUE (Cr. pour assurer le service de la). *r.* de M. Tercelin, 19 m. — Vote, 20 m. *V.* Finances.

DOMICILE DE SECOURS, 21 m. *V.* Budget de la justice.

DUTOIT, entrepreneur de l'écluse de Heyst. Cr. de 208,000 fr. pour transaction. *r.* de M. de Labbeville, 16 mai. — Vote, 17 mai. *V.* Finances.

E

ÉLECTIONS (Développements de la pr. de loi de M. d'Omalus d'Halloy, 15 n. *V.* Elections.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Cr. de 401,467 fr. 45 c. *r.* de M. Casier de Hemptinne, 27 f. Disc. et vote, 2 m. — Enseignement de la religion, de la gymnastique, du flamand, 29 f. — Pension des instituteurs ruraux, mode de récompenser les élèves des écoles, 1^{er} m. *V.* Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Prorogation du mode de formation des jurys d'examen. *r.* de M. Houtart, 19 d. — Disc. et vote, 20 d. — Bourses de voyage, 28 d. *V.* Instruction publique.

ESCAUT (Modification du cours de l'). 2 mai. — Canalisation près de Tournai, 4 mai. *V.* Travaux publics.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS de 1872. Locaux, 1^{er} m. *V.* Lettres, sciences et arts.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE VIENNE. Crédit de 225,000 fr. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 14 mai. — Vote, 15 mai.

F

FÉTIS (Achat de la bibliothèque de M.). *r.* de M. de Selys-Longchamps, 14 mai. — Vote, 15 mai. *V.* Lettres, sciences et arts.

G

GALLAIT. Décoration de la salle du sénat, 1^{er}, 2, 19 m. *V.* Lettres, sciences et arts.

GENDARMERIE (Effectif de la), 29 d. *V.* Guerre.

H

HOTEL D'ASSCHE (Projet de démolir l'), 4 mai. *V.* Travaux publics.

I

ITALIE (Relation avec le royaume d') et le saint-siège, 22 m. — Incident au sujet du débat du 22 mars, 29 a. *V.* Affaires étrangères.

L

LETTRE DE CHANGE. 14 mai. *V.* Code de commerce.

LIMBOURG (Abandon de la province de) en matière de travaux publics, 23 m.

LITS MILITAIRES. Renouvellement du contrat. *r.* de M. Orban de Xivry, 30 a. — Disc. et vote, 1^{er} mai. *V.* Guerre.

LOGEMENTS MILITAIRES. Sanction pénale. *r.* de M. de Looz-Corswarem, 14 mai. — Disc. et vote, 15 mai. *V.* Guerre.

M

MAGISTRATS (Question de la mise à la retraite des). 20 m. *V.* Budget de la justice.

MINISTÈRE. Formation du cabinet du 7 décembre 1871. Explication. 18 d. *V.* Politique intérieure.

MONNAIES (Hôtel des) à Bruxelles, 4 mai. *V.* Travaux publics.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. Placement des collections, 29 f. *V.* Lettres, sciences et arts.

MUSICIENS DES GUIDES (Pension des), 28 d. *V.* Guerre. — 2 m. *V.* Pensions.

N

NIEUPORT (Amélioration du port de), 2 mai. *V.* Travaux publics.

NOTARIAT. Unité du ressort, 2 m. *V.* Notariat.

O

OISEAUX INSECTIVORES (Protection des), 2 m. *V.* Agriculture.

OSTENDE (Amélioration du port d'), 2 mai. — Cr. de 650,000 fr. pour chantiers et bassins. *r.* de M. Van de Woestyne, 15 mai. — Vote, 16 mai. *V.* Travaux publics.

P

PAIN DE MUNITION (Cr. de 750,000 fr. pour l'amélioration du) *r.* de M. Léon de Robiano, 14 *mai*. — Vote, 15 *mai*. V. Guerre.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 975,000 francs. *r.* de M. Solvyns, 14 *mai*. — Vote, 15 *mai*. V. Justice.

PASSEPORTS à l'entrée en France, 23 *m.* V. Affaires étrangères.

PESTE BOVINE, 29 *f.* V. Budget de l'intérieur.

PONTS ET CHAUSSÉES. Traitement des employés provinciaux, 3 *mai*. V. Travaux publics.

POSTES. Enveloppes timbrées; cartes-correspondance avec réponse payée, 4 *mai*. V. Postes. — Construction de l'hôtel des postes à Bruxelles, 4 *mai*. V. Travaux publics.

PROTÈTS (Tarif des). Pét. des huissiers de Bruxelles, 14 *mai*. V. Code de commerce.

R

RIVIÈRES. Dendre dans le traverse de Termonde, 2 *mai*. — Deux Nèthes, 4 *mai*. V. Travaux publics.

ROME (Légation de Belgique à). (*Voir ITALIE.*)

ROUTES. Plantations, 3, 4 *mai*. — Entretien et construction, 4 *mai*. V. Travaux publics.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Pét. des), 28 *d.*, 27 *f.* V. Affaires communales.

SÉNAT (Décoration du Palais du), 1^{er}, 2, 19 *m.* V. Lettres, sciences et arts. — Construction, 28 *f.* V. Travaux publics.

STEAMER (Acquisition d'un). Cr. de 615,000 fr. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke. Disc. et vote, 2 *m.* V. Marine.

T

TÉLÉGRAPHES. Cr. de 300,000 fr. *r.* de M. de Woelmont d'Hambraine, 19 *m.* — Disc. et vote, 20 *m.* V. Télégraphes.

TERNEUZEN (Canal de). Approfondissement, 2 *mai*. V. Travaux publics.

TOURNAI (Demande d'un terrain pour y établir un tir à la cible, 29 *f.*, 1^{er} *m.* V. Budget de l'intérieur.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 8.872,000 fr. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 16 *mai*. — Disc. et vote, 17 *mai*. V. Travaux publics.

TRIBUNAUX de Bruxelles et de Nivelles. Augmentation du personnel. *r.* de M. F. Dolez, 30 *a.* — Vote, 1^{er} *mai*. V. Justice.

W

VOIRIE VICINALE (Extension et entretien de la), 1^{er} *m.* V. Budget de l'intérieur. — 4, 17 *mai*. V. Travaux publics.

Z

ZWYN (Endiguement du), 3 *mai*. — Crédit de 220,000 fr. *r.* de M. de Labbeville, 14 *mai*. — Vote, 15 *mai*. V. Travaux publics.

SESSION LÉGISLATIVE 1872-1873.

(12 NOVEMBRE 1872 AU 12 AOUT 1873.)

W²

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

(Comme à la session précédente, sauf que le lieutenant général Guillaume, démissionnaire, est remplacé, le 25 mars, par le lieutenant général Thiebauld.)

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

(Après le renouvellement partiel de 1872.)

ANVERS, M. Hayez, démissionnaire, est remplacé par M. Meeus.

LOUVAIN, M. Landeloos, décédé, est remplacé par M. Smolders.

NIVELLES, M. T'Serstevens remplace M. Mascart.

DIXMUDE, M. De Lantsheere remplace M. Rembry.

LIÈGE, M. Elias, décédé, est remplacé par M. E. Jamar.

PHILIPPEVILLE, M. Mineur remplace M. Brasseur.

MEMBRES DU SÉNAT.

LIÈGE, M. Fléchet remplace M. de Hasse de Grand'Ry.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1872-1873.

Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — *Président*, M. THIBAUT.
— 1^{er} *vice-président*, M. TACK. — 2^e *vice-président*, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. DE BORCHGRAVE, HAGEMANS, REYNAERT et WOUTERS.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et SNOY.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

13 novembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose le projet de loi portant approbation du traité passé à Berlin, le 11 juillet 1872, concernant la reprise par la Belgique du chemin de fer Guillaume-Luxembourg, (section sur le territoire belge). — 26. *Id.* un projet de loi portant approbation de la convention du 24 mai 1872, entre la Belgique et les Pays-Bas, pour les travaux d'endiguement du Zwyn.

5 décembre. M. Simonis, *r. s. c.*, présente le rapport sur le traité avec l'Allemagne. (*Pour la discussion, voir CHEMIN DE FER, 12, 13 décembre.*) — 12. M. Van Iseghem,

r. s. c., présente le rapport sur la convention avec les Pays-Bas. — 19. Celle-ci est votée à l'unanimité.

14 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas pour modifier le régime des prises d'eau de la Meuse, puis le traité conclu le 13 janvier entre la Belgique et les Pays-Bas et qui est relatif au passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur le territoire du duché de Limbourg, à la capitalisation de la rente de 400,000 florins inscrite au profit des Pays-Bas en vertu du traité de 1842, et enfin, au régime applicable désormais aux eaux-de-vie de provenance néerlandaise (1).

(1) « Art. 1^{er}. La rente globale et inaliénable de 400,000 florins, inscrite au profit du gouvernement néerlandais en vertu du n° 4 de l'article 63 du traité du 5 novembre 1842, sera éteinte moyennant le paiement d'une somme de 8,900,000 florins des Pays-Bas, que la Belgique s'oblige à remettre à Amsterdam au gouvernement néerlandais.

« Ce paiement sera effectué en quatre termes égaux, de trois en trois mois, dont le premier sera soldé dans la quinzaine de la ratification de la présente convention.

« Le décompte de la partie de la rente encore due sera réglé à chaque paiement.

« Art. 2. Le n° 1 de l'article 63 du traité du 5 novembre 1842 est abrogé.

« Néanmoins, les avantages de navigation et de commerce stipulés par le traité du 19 avril 1839 restent assurés à la Belgique.

« Art. 3. L'article 3 de la convention du 12 mai 1863 est modifié en ce sens que la surtaxe établie sur les eaux-de-vie néerlandaises est supprimée.

« Art. 4. La Compagnie du Nord de la Belgique, concessionnaire de la partie belge du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, est déclarée et reconnue, par le gouvernement des Pays-Bas, concessionnaire de la

section de cette même ligne, qui est située sur le territoire du duché de Limbourg.

« Cette section sera construite et exploitée par la Compagnie du Nord de la Belgique ou par le Grand Central belge, sans charge aucune pour le gouvernement des Pays-Bas et sans préjudice de ses droits de souveraineté sur le territoire traversé. L'exploitation n'en pourra être cédée sans le consentement du gouvernement des Pays-Bas.

« La ligne entrera sur le territoire du duché de Limbourg en passant au sud de Hamont (Belgique); elle se dirigera vers Weert, passera au sud de cette localité, ainsi que de Haelen, franchira la Meuse sur un pont fixe, dans la partie droite en amont du coude de Buggenum, entre les bornes 83 et 84, rejoindra la ligne de Maestricht à Venloo, au nord de la station de Ruremonde, suivra une partie de cette ligne et s'en détachera au sud de ladite station, pour aller rejoindre la frontière de Prusse dans la direction à régler avec le gouvernement de l'empire allemand.

« Dans le cas où le pont sur la Meuse et une partie de la susdite section seraient assignés pour service commun avec d'autres entreprises de chemins de fer, le gouvernement des Pays-Bas se réserve la faculté de prescrire les conditions qu'il jugera nécessaires

6 février. M. Van Overloop, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas, le 11 janvier 1875, pour modifier le régime des prises d'eau à la Meuse. — 11. M. Malou, *m. f.*, dépose deux projets de lois concernant : 1° la ratification du traité de commerce conclu le 5 février entre la Belgique et la France ; 2° la ratification de la convention de navigation conclue le même jour entre la Belgique et la France.

12 mars. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur ces projets. — 18. M. Frère-Orban annonce l'intention d'interpeller le gouvernement sur un fait qui a été révélé récemment par les journaux. Il s'agit de la démarche qui aurait été faite par quelques Belges auprès du ministre accrédité près du Vatican. — 20. La convention relative aux prises d'eau à la Meuse est adoptée à l'unanimité. — 25. M. Frère-Orban fait l'interpellation qu'il a annoncée. Il dit qu'une députation assez nombreuse, composée en partie de Belges, s'est rendue à Rome pour porter au souverain pontife une protestation contre les actes accomplis en Italie, et pour lui présenter en même temps les félicitations, les vœux et les espérances des catholiques de ce pays. On affirme que la députation, composée de Belges, après avoir accompli ce qu'elle considérait comme sa mission, a cru devoir se rendre en corps chez le *m.* de Belgique accrédité près du Vatican. Ce *m.* aurait reçu la députation ; non seulement il l'aurait reçue, mais une allocution lui ayant été adressée, dans laquelle on rappelait la protestation dont je viens de parler, le *m.* aurait cru pouvoir répondre, et en des termes tels, que s'ils étaient vrais, ils constitueraient incontestablement un grief contre la Belgique de la part du gouvernement italien. Sous la forme mystique de sa réponse, on découvre aisément l'espérance peu déguisée du renversement plus ou moins prochain du gouvernement établi à Rome. L'orateur demande au gouvernement, en pre-

mier lieu, s'il est vrai que la députation s'est présentée à l'hôtel de l'ambassade, si elle a été reçue, si une allocution a été prononcée, et, en second lieu, si la réponse attribuée à M. le baron Pycke est exacte. M. Malou, *m. f.*, répond que le gouvernement a écrit à M. le baron Pycke pour demander comment les choses s'étaient passées. Celui-ci a répondu que, s'entretenant avec un certain nombre de ses compatriotes venus à Rome, il leur a dit que son intention était de rester à son poste, par dévouement et malgré ses convenances personnelles ; mais il n'a pas parlé d'un *Te Deum* dont le pressentiment serait dans tous les cœurs. Le *m.* ajoute que ce n'est pas une députation officielle qui a été reçue par le *m.* à Rome. Un certain nombre de Belges se sont présentés d'abord chez lui, puis un autre groupe est venu plus tard et s'est entretenu avec lui, mais il n'y a pas eu de discours, il y a eu un entretien, et cette réunion était évidemment une simple visite. Cette explication suffira pour démontrer à la chambre et au pays que dans cette circonstance le *m.* de Belgique à Rome n'a pas prononcé les paroles qu'un journal lui a attribuées, et qu'en recevant officieusement les Belges qui se présentaient chez lui et qui venaient l'entretenir non pas comme députation, ni pour le haranguer, il a fait seulement ce que doit faire, en pareil cas, tout agent diplomatique accrédité auprès de puissances étrangères. M. Frère-Orban se félicite d'avoir provoqué ces rectifications ; elles permettront au public de juger avec quelle circonspection il doit accueillir les relations qui sont faites de certaines solennités et à quoi se réduisent des manifestations dont on fait tant de bruit. Ce qui vient de se passer suggère pourtant une réflexion. Quel peut être l'objet de la mission d'un ministre belge accrédité auprès du Vatican ? La Constitution défend d'intervenir dans les rapports du clergé avec le chef de l'Eglise. Il semble apparent que, quelque forme que l'on veuille lui donner, la légation belge à Rome ne peut guère

et équitables, tant pour l'exécution du service commun et l'installation des voies et travaux, que pour la répartition des frais de construction et d'exploitation entre la société et ces entreprises.

« La station de Ruremonde pourra être rendue commune à la société exploitant la ligne d'Anvers à la frontière de Prusse moyennant les conditions d'usage.

« La Compagnie du Nord de la Belgique aura le droit d'exproprier, en se conformant aux lois qui régissent l'expropriation, les immeubles et terrains nécessaires à l'établissement du chemin de fer, de ses stations et dépendances.

« Art. 5. Le cahier des charges du 4 novembre 1864, imposé à la Compagnie du Nord de la Belgique pour la section néerlandaise de la ligne de Turnhout à Tilbourg, sera, dans ses conditions générales, appliqué à la partie néerlandaise du chemin de fer d'An-

vers à Gladbach ; toutefois, le maximum des inclinaisons pourra être porté à dix par mille.

« Art. 6. Les trains de voyageurs et de marchandises, quelle que soit leur destination, seront admis et traités de part et d'autre d'après le régime le plus favorable accordé par les lois, arrêtés et instructions douanières de chaque Etat, dans le même cas, à tout autre chemin de fer.

« Art. 7. La présente convention devant être soumise dans les deux pays aux chambres législatives, il est convenu que les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans le délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

« En foi de quoi, le plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet

« Fait à Bruxelles, en double original, le 13 janvier 1873. »

servir qu'à exposer le gouvernement à des embarras quand les catholiques sont au banc ministériel, et qu'elle deviendrait un sujet de dérision si les libéraux étaient au pouvoir. M. Malou, *m. f.*, répondant ensuite à une question de M. Vleminckx, donne des explications d'où il résulte que l'incident qui avait eu lieu entre le gouvernement belge et le gouvernement italien, et qui a eu pour origine une discussion du sénat belge (22 mars 1872), a été clos à la satisfaction complète des deux parties.

5 avril. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Anvers à Gladbach.

28 mai. La discussion s'ouvre sur ce projet de loi. M. Thonissen le combat, 1° parce que, au lieu de traverser le centre de deux cantons du Limbourg, le chemin de fer les traversera à leur extrémité. En un mot, le Limbourg a été sacrifié au profit de la petite ville hollandaise de Weert; 2° la Hollande qui obtenait ainsi gain de cause, que l'on dote d'un excellent chemin de fer sans qu'elle ait un centime à débours, a réclamé une compensation, et le gouvernement belge a cru devoir la lui offrir. Depuis 1863, les eaux-de-vie hollandaises sont frappées, à leur entrée en Belgique, d'une surtaxe de 5 fr. par hectolitre. La Hollande, à titre de compensation, a réclamé la suppression de cette surtaxe, et le gouvernement belge y a consenti. Au surplus, la discussion actuelle n'est pas sérieuse. Comme on a eu soin de laisser voter d'abord la chambre hollandaise, on opposera à tous les raisonnements l'impossibilité de modifier le traité. L'orateur ne présentera donc pas d'amendement; mais, comme protestation, il émettra un vote négatif. M. Frère-Orban, à son tour, combat le projet. Il fait l'historique des négociations relatives au chemin de fer d'Anvers-Gladbach, et déclare que, dès le 12 août 1868, le gouvernement belge avait obtenu de la Hollande son consentement au principe du prolongement d'un chemin de fer belge vers l'Allemagne et la construction d'un pont sur la Meuse. Le gouvernement belge ayant obtenu en 1868 cette déclaration décisive, qui subsiste et a toute la force d'un engagement contractuel, n'a plus rencontré qu'une seule opposition à l'exécution. Il ne restait plus qu'à déterminer un tracé de commun accord. Le gouvernement des Pays-Bas, qui a renoncé à toutes ses objections de principe, qui se tient pour obligé à l'exécution du chemin, met deux conditions pour consentir à régler le tracé. « Il vous faudra abolir, dit-il, la surtaxe qui a été établie sur l'importation des genièvres de Hollande en Belgique. Ce n'est pas assez : il y a une chose qui me déplaît, c'est certaine stipulation du traité de 1842, pour la garantie des engagements que nous

avons contractés vis-à-vis de vous. Elle nous est désagréable. Il faut que vous consentiez à rembourser le capital d'une rente déclarée inaliénable dans un intérêt belge. » Et qu'obtient-on en réalité ? Le tracé par Ruremonde était impliqué dans l'opposition à l'établissement d'un pont fixe sur la Meuse. Toute la négociation l'atteste. Cette opposition était levée par la déclaration officielle de 1868 ; il ne s'agissait plus que de déterminer le tracé qui servirait le mieux les intérêts des populations néerlandaises ou des populations belges. Et qu'obtient-on sous ce rapport ? Rien, absolument rien. On subit le tracé qu'impose le gouvernement des Pays-Bas ; et pour obtenir simplement ce tracé, non pas le tracé désiré par le gouvernement belge ou dicté par les intérêts belges, mais le tracé imposé par le gouvernement des Pays-Bas, dans l'intérêt des Néerlandais et au préjudice des Belges, *on subit*, en outre, les deux conditions rappelées ci-dessus. L'orateur est convaincu que si l'intérêt belge avait été défendu comme il devait l'être, si l'affaire avait été présentée sous son véritable jour aux hommes intelligents et loyaux qui sont à la tête du gouvernement des Pays-Bas, tels que le baron de Gericke ou M. Franssen Van de Putte, le chef du parti libéral en Hollande, l'un des esprits les plus ouverts et les plus libéraux de ce temps ; que si la situation avait été présentée telle qu'elle est réellement, on n'aurait pas hésité à reconnaître que, pour consolider de bons rapports entre les deux pays, on ne pouvait pas, après tout ce qui s'est passé, élever de nouvelles exigences et mettre des conditions au consentement donné à l'exécution d'une voie ferrée qui est formellement garantie par un traité. — 29. M. Jacobs, *r.*, défend le traité. Il soutient que le cabinet actuel a agi dans la mesure de ses forces pour maintenir au port d'Anvers le transit vers l'Allemagne ; il conjure la chambre de lui venir en aide pour atteindre ce but éminemment national, et lui demande de ne pas le contrecarrer dans cette œuvre méritoire. M. Rogier parle dans le même sens que M. Frère-Orban et dit que tout est pour le mieux en ce qui concerne le gouvernement des Pays-Bas ; il a sauvé son honneur ; il a sauvé l'argent, et ce n'est pas un faible mérite que de lutter d'adresse et de finesse avec M. Malou et de triompher. Ce n'est pas un faible succès que le gouvernement des Pays-Bas a remporté. M. Malou, *m. f.*, s'explique sur le fait personnel, afin de défendre ce qu'il a de plus cher, son honneur. Lorsque le traité a été conclu et connu, il s'est élevé dans quelques organes de la presse une polémique très vive, qui a eu une recrudescence il y a peu de temps. On invoquait une prétendue connexité entre les arrange-

ments qui avaient été conclus entre les deux gouvernements et un traité que le gouvernement des Pays-Bas avait conclu avec la compagnie du Grand Central; et l'on affirmait que le gouvernement belge, oubliant tous ses devoirs, trahissant les intérêts du pays, les avait sacrifiés à des intérêts privés. Dans cette circonstance, le *m.* a demandé à plusieurs de ses adversaires politiques de vouloir bien prendre communication de tout le dossier de la négociation. Ils ont eu des motifs de ne pas accepter cette proposition. Mais un honorable ami, membre de la gauche du sénat, ancien président de la chambre (M. Dolez), qui, en fait d'honneur et de moralité, est une autorité respectée par tous, a bien voulu prendre connaissance de ce dossier. Le *m.* lui avait dit en le lui communiquant : « Si j'ai commis une faute, je saurai la reconnaître et la réparer. » Il a répondu : « Après avoir tout examiné, il vous sera bien facile de démontrer que votre conduite a été loyale, honorable, patriotique, dans toutes les phases de la négociation. » Après ces explications personnelles, le *m.* se réserve de démontrer que l'opération conclue a sauvegardé, a respecté à la fois l'honneur et les intérêts de la Belgique. M. de Macar combat le projet de loi, à cause de la clause relative aux eaux-de-vie. M. T'Serstevens dit que les distillateurs voient avec appréhension ce traité avec la Hollande et la suppression de la surtaxe que payaient à l'importation les eaux-de-vie de ce pays, parce qu'il y a à l'ordre du jour un projet de loi relatif à la suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie. Le *m. f.*, pour calmer les craintes que les distillateurs ont conçues et qui sont très vives et très respectables, pourrait donner des assurances capables de satisfaire les intéressés en s'engageant à amender sérieusement le projet de loi sur la suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie. — 30. M. de Lhoneux s'exprime dans le même sens que M. de Macar. M. Beeckman déclare qu'il comptait émettre un vote négatif à cause des trop grandes faveurs accordées à la société concessionnaire du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, mais qu'il votera en faveur du projet à titre de protestation contre les insinuations dont M. Malou a été l'objet. M. Delehayé est persuadé que quelques sacrifices légers ne pourront jamais compenser, même approximativement, les avantages énormes que la nouvelle ligne procurera au pays et principalement au port d'Anvers. C'est pour ce motif qu'il donnera au projet de loi son approbation entière. M. de Zerezo de Tejada estime que tout traité suppose des concessions réciproques, et que, sous ce rapport, quoi que l'on ait pu dire, la Hollande a fait un grand sacrifice en consentant à l'établisse-

ment de la ligne d'Anvers à Gladbach sur son territoire. Si elle n'eût obéi qu'à des préoccupations égoïstes, elle n'aurait jamais prêté la main à la création d'une voie ferrée destinée, en somme, à faire une rude concurrence à celle de Flessingue vers l'Allemagne par Venloo. On dit qu'elle y est obligée par les traités; mais dans le traité de 1859, la stipulation faite en faveur de la Belgique se rapporte uniquement à une route devant passer par Sittard. M. Malou, *m. f.*, défend la convention. Il termine en disant qu'il a rencontré dans cette négociation beaucoup d'obstacles, beaucoup de difficultés; il a été très souvent perplexe sur les moyens d'aboutir à cette solution; il l'a poursuivie avec opiniâtreté, et il croit que, lorsque les préjugés ou les erreurs du moment auront disparu, on reconnaîtra que cet acte fait honneur au gouvernement, comme il croit qu'il honorera la chambre si elle y donne son vote. La chambre entend encore MM. Frère-Orban, Malou, *m. f.*, Rogier, Bara et Jacobs, *r.* Elle adopte l'article 1^{er} du projet avec un amendement de M. Frère-Orban portant que l'article 12 du traité de 1859 reste en vigueur. A l'article 2 du projet, M. Malou, *m. f.*, propose de substituer l'article suivant : « Le gouvernement est autorisé à émettre, à valoir sur l'emprunt décrété par la loi du 29 avril 1875, des obligations 5 p. c. à concurrence d'un capital effectif de dix-huit millions sept cent cinquante mille francs (fr. 18,750,000), pour le remboursement de la rente de 400,000 florins des Pays-Bas, inscrite en vertu de l'article 63, n° 1, du traité du 5 novembre 1842, et pour les frais accessoires de cette opération. » Cet article est adopté. L'ensemble du projet est voté par 56 voix contre 52.

25 juin. M. Jottrand interpelle le gouvernement au sujet de la rédaction du procès-verbal d'échange de la ratification du traité précédent. Il s'étonne de ne pas voir mentionner, à l'occasion des tarifs, le 2^e alinéa de l'article 12 du traité du 9 avril 1839, dont la chambre avait stipulé le maintien en votant le traité. Les observations de M. Jottrand sont appuyées par MM. Bara, Pirmez et Demeur. Ces orateurs estiment qu'il s'est produit, de la part du gouvernement des Pays-Bas, soit d'une façon formelle, soit sous forme de doute, la prétention de n'être pas lié quant à la fixation des tarifs de transport sur le chemin de fer d'Anvers à Gladbach par l'alinéa 2 de l'article 12 du traité de 1859. MM. Malou, *m. f.*, et Jacobs soutiennent que le traité de 1859 est en réalité le traité de 1851, et lorsqu'on lit le § 2 de l'article 12 de ce traité, on demeure convaincu, d'après la rédaction, qu'il est impossible d'entendre autre chose que les péages, tels que les droits de bar-

rières sur une route, ou les péages, tels que les droits de navigation sur un canal. Mais ce paragraphe, fait en 1859, ne concernait pas les tarifs de chemins de fer. M. Sainctelette est d'avis que le gouvernement a été imprudent en substituant à une rédaction précise la rédaction fort obscure du protocole. M. Bara ajoute qu'on a modifié le traité. M. Delehaye propose alors une motion ainsi conçue : « La chambre, satisfaite des explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour. » Cette motion, combattue par MM. Pirmez, Bara et Jottrand, est votée par 42 voix contre 23 et 2 abstentions.

25 juillet. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi approuvant le traité de commerce conclu le 13 juillet 1873 entre la Belgique et la France. Ce traité est le retour à celui de 1861. — 29. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet.

1^{er} août. Après un échange d'observations entre MM. Boulenger, Dupont, Houtart et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet de la question des sucres, du mode d'assignation des étrangers devant les tribunaux français et du droit de douane perçu en France à l'entrée des pierres sculptées, le projet de loi est voté à l'unanimité. Aussitôt après ce vote, le *m. a.* retire le traité du 5 février 1873.

AGRICULTURE.

6 décembre. Sur les conclusions de M. Simonis, *r. c.*, appuyées par M. T'Serstevens, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle des fermiers des cantons d'Ath et de Chièvres demandent que le prix de transport des matières fertilisantes, telles que déchets de laine, guano et engrais en général, soit abaissé.

4 février. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, MM. Delexhy, Elias et de Macar proposent de porter au *B.* un crédit de 45,000 fr. pour l'exposition agricole de Liège. M. De Smet propose, de son côté, d'augmenter de 15,000 fr. l'allocation pour l'exposition horticole de Gand. M. Delcour, *m. i.*, se rallie à ces amendements. Un débat s'engage entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Coomans, Delehaye, *r.*, Rogier et Delcour, *m. i.*, sur le crédit de 20,000 fr. attribué au service des défrichements dans la Campine. Ce crédit est adopté.

BUDGETS.

20 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 91,000 fr. au *B.* des affaires étrangères. — 26. *Id.* de 320,609 fr. au *B.* de l'intérieur, et de 254,362 fr. aux *BB.* de la dette publique, des finances et des non-valeurs et remboursements. M. Meeus, *r. s. c.*, présente le rapport

sur le *B.* des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1873. — 27. M. Notelteirs, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 29. M. Lefebvre, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des dotations.

5 décembre. M. De Clercq, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 254,362 fr. M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des finances. Le *B.* des non-valeurs et remboursements est adopté à l'unanimité. Il en est de même du *B.* des recettes et dépenses pour ordre, après un échange d'explications entre MM. T'Serstevens et Malou, *m. f.*, au sujet de la caisse des veuves et orphelins du département des travaux publics et une déclaration de M. Malou, *m. f.*, portant qu'un état nominatif indiquant, pour chacune des communes sans octroi, la part du fonds communal qui leur revient, sera publié avec le prochain *B.* — 11. Dans la discussion du *B.* des finances, il y a eu échange d'explications entre MM. Demeur et Malou, *m. f.*, au sujet de la convention conclue avec la Banque Nationale pour l'exécution de la loi qui a prorogé la durée de cette institution et l'autorisation donnée à la Banque de porter au compte de l'Etat « le ducroire payé aux maisons étrangères ». A propos des articles, M. Boulenger recommande au *m.* l'amélioration de la position des employés inférieurs des accises, et M. Demeur demande quels sont les revenus du domaine de Tervueren. M. Malou, *m. f.*, reconnaît qu'il y a justice à augmenter certaines catégories de traitements. Il ajoute qu'il examinera s'il y a lieu de tirer profit du domaine de Tervueren. Le *B.* est voté par 76 voix contre une. Le crédit sur lequel M. De Clercq a fait rapport dans la séance du 5 est adopté par 75 voix contre une. — 17. Le *B.* des dotations est voté par 73 voix contre 3, après un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, Guillery et Lefebvre, *r.*, au sujet d'une indemnité de logement à donner au président de la cour des comptes. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. — 18. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 91,000 fr. au *B.* des affaires étrangères et sur le *B.* de ce département. — 19. Dans la discussion du *B.* de la dette publique, M. Le Hardy de Beaulieu appelle de nouveau l'attention sur la nécessité de rembourser le plus promptement possible la dette publique. Il y a un échange d'explications entre MM. Demeur, *r.*, et Malou, *m. f.*, sur l'utilité de la publication des recettes et dépenses des compagnies de chemin de fer qui jouissent de la garantie d'un *minimum* d'intérêt. Le *B.* est ensuite adopté par 88 voix contre une. — 21. Le crédit de 91,000 fr. au *B.* des affaires étrangères est adopté à l'unanimité.

16 janvier. M. Delehaye, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de l'intérieur et sur des crédits supplémentaires à ce B. — 21. Ces crédits sont votés à l'unanimité. La chambre aborde la discussion générale du B. de l'intérieur. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Lefebvre, dit qu'il compte améliorer la position des employés des gouvernements provinciaux. M. Le Hardy de Beaulieu demande pourquoi l'on n'a pas encore nommé de bourgmestre à Genappe et reproche au *m.* d'avoir nommé à Jodoigne un bourgmestre qui n'a pas la qualité de Belge. M. Delcour, *m. i.*, répond que la nomination du bourgmestre de Genappe paraîtra le lendemain au *Moniteur*. S'expliquant sur une autre demande de M. Le Hardy de Beaulieu, il dit que le ministère a promis qu'en matière de nomination des bourgmestres et des échevins, il agirait avec la plus grande modération, qu'il maintiendrait autant que possible les positions acquises, qu'il les modifierait seulement lorsque la majorité serait changée dans les conseils communaux ou bien lorsqu'il y aurait des motifs administratifs exigeant des changements. Il affirme que ces principes ont été suivis rigoureusement. Il rend compte des éliminations qui ont été faites et termine en déclarant qu'il a usé partout de la plus grande modération, ne faisant jamais intentionnellement une élimination quelconque par pur motif politique. M. Defuisseaux trouve que le nombre des éliminations est déjà suffisamment respectable, et il exprime le vœu de voir restituer aux conseils communaux le droit de nommer les bourgmestres et les échevins. — 22. M. Le Hardy de Beaulieu renouvelle ses critiques au sujet du retard apporté à la composition de nombreux collèges échevinaux. M. Hagemans s'occupe des nominations faites dans les cantons de Chimay et de Beaumont. M. Bergé signale des faits qui se sont passés à Mouscron et à Willebroeck. M. Tack approuve ce qui a été fait à Mouscron. M. de Rossius critique la nomination à Namur d'un collègue qui se trouve hors d'état d'administrer; il se plaint des choix faits à Maeseyck, à Aywaille, à Jalhay, à Ramet, à Comblain et à Wandre. M. Delcour, *m. i.*, s'attache à justifier sa conduite. — 23. M. Van Overloop, *r. s. c.*, fait rapport sur le B. de la justice. La discussion du B. de l'intérieur étant reprise, M. Snoy approuve les nominations faites par M. Delcour dans l'arrondissement de Nivelles, et affirme que le bourgmestre de Jodoigne est parfaitement Belge. La discussion continue, sur cette question des nominations, entre MM. Delcour, *m. i.*, Bara et de Theux. Elle porte en même temps sur la politique ministérielle, et M. Bara prédit à celle-

ci une défaite prochaine. — 24. Le débat se poursuit entre MM. Julliot, Bergé, Jacobs, de Macar, Vau Hoorde et Bara. — 25. La chambre entend encore, sur le même sujet, MM. Dupont, Kervyn de Lettenhove, de Macar et Jacobs. — 28. MM. Wasseige et E. de Kerckhove s'occupent des affaires de Namur et de Willebroeck. La politique ministérielle est combattue encore par MM. Orts et Van Humbeeck, qui expliquent à la chambre la position du libéralisme bruxellois. M. Malou, *m. f.*, s'en rapporte au verdict que le pays prononcera en 1874. — 29. MM. Hagemans et Elias s'occupent des nominations faites à Thirimont et à Jalhay. M. De Fré demande ensuite au *m.* s'il a l'intention de proposer une loi nouvelle sur les cimetières. M. Dumortier se félicite de cette interpellation et revendique pour chaque culte le droit d'avoir son cimetière. M. Delcour, *m. i.*, après s'être expliqué sur les nominations de bourgmestres et échevins dans les communes mentionnées et dans celles de Louvain et de Léau, dit que le cabinet n'a encore pris aucune décision sur la question des cimetières. Un nouvel incident surgit ensuite à propos de la présence dans le conseil communal de Charleroi d'un membre qui en doit être exclu pour cause d'incompatibilité du chef d'alliance. MM. Boulenger, Balisau, Delcour, *m. i.*, Defuisseaux et Pirmez prennent la parole à ce sujet. — 30. Dans la discussion des articles du B., M. Delcour, *m. i.*, interpellé sur ce qu'il compte faire pour les secrétaires communaux, fait remarquer que la position des secrétaires communaux s'est considérablement améliorée depuis quelques années. Leurs traitements ont subi une augmentation qui dépasse la proportion de 28 p. c. Cependant, se trouvant saisi de la question par le renvoi au département de l'intérieur des pétitions adressées à la chambre, il a fait recueillir tous les renseignements nécessaires pour établir la véritable situation de ces agents, et il a confié l'examen des réclamations au conseil d'administration de la caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux. Il espère que d'ici à peu de temps on pourra aboutir à une solution. Ce conseil d'administration a pour *p.* M. Liedts, ministre d'Etat, ancien ministre et ancien gouverneur de province; il comprend deux fonctionnaires supérieurs du département de l'intérieur, un membre de la députation permanente du Brabant, le commissaire de l'arrondissement de Bruxelles et plusieurs secrétaires communaux. On peut donc avoir la certitude que tous les intérêts en jeu seront sérieusement discutés. Répondant à MM. Le Hardy de Beaulieu, De Fré et Lelièvre, M. Delcour, *m. i.*, renouvelle l'engagement qu'il a déjà

pris de proposer, dans le courant de la session, une augmentation de traitement des membres de la députation permanente. MM. Pety de Thozée, Delehayé, *r.*, Delcour, *m. i.*, et Lelièvre s'occupent ensuite de la question du traitement des employés des gouvernements provinciaux; elle se trouve résolue par le *B.* actuel. M. Berten profite de l'occasion pour recommander à la sollicitude du *m.* les employés des commissariats d'arrondissement. M. Jacobs demande que l'on règle l'exercice du droit d'enquête que possèdent les députations permanentes en matière de vérification des pouvoirs. M. De Fré, de son côté, pense qu'il y aurait lieu de présenter à la chambre un projet de loi qui obligerait les membres d'un bureau électoral à assister aux opérations électorales. M. Bricoult appuie ces observations. Elles sont combattues par M. Coomans, qui n'admet pas que l'on décrète le vote obligatoire. MM. Le Hardy de Beaulieu et Coomans voudraient voir transférer au *B.* de la guerre toutes les dépenses inscrites à la milice. M. Delcour, *m. i.*, fait observer que les dépenses inscrites à ce chapitre se rattachent exclusivement à des opérations qui précèdent l'incorporation des miliciens. Or, ce n'est qu'à partir du jour de leur incorporation que les miliciens appartiennent réellement à l'armée. On ne peut songer à modifier le système de la loi de 1870, ni faire des agents militaires de tous les fonctionnaires qui interviennent dans l'exécution de la loi de 1870, antérieurement à l'incorporation. Une pareille mesure serait éminemment préjudiciable aux intérêts civils que protège la loi de 1870. (*Voir ensuite GARDE CIVIQUE.*) — 31. *Ibid.*

1^{er} février. *Ibid.* M. Kervyn de Lettenhove demande où en est un travail qui, en 1871, a été préparé au département de l'intérieur pour décerner la décoration civique à un grand nombre de magistrats communaux et d'instituteurs comptant de longs et honorables services. M. Delcour, *m. i.*, dit que ce travail a été soumis à une instruction nouvelle. M. Vandenpeereboom estime qu'on n'a pas bien saisi la portée de l'arrêté organique qui institue la décoration civique. Il ne s'agit pas de décorer de la croix de 2^e classe tous les fonctionnaires civils qui, pendant vingt-cinq ans, ont rempli des fonctions soit gratuites, soit communales. L'arrêté ne constitue pas un droit pour ces fonctionnaires; c'est une limite, c'est-à-dire que le gouvernement ne peut pas accorder la croix à moins qu'on ne se trouve dans ces conditions. C'est donc parmi les fonctionnaires qui ont vingt-cinq ou trente années de service qu'on doit choisir les plus méritants, c'est-à-dire ceux qui se trouvent dans les conditions indiquées par les dispo-

sitions royales, et non pas à tous, qu'il faut donner cette décoration. M. Kervyn de Lettenhove reconnaît qu'il n'y a pas un droit acquis pour tous les fonctionnaires qui ont rempli telle ou telle fonction pendant un certain nombre d'années. Mais il appartient au gouvernement de rechercher quels sont, parmi ces fonctionnaires, ceux qui ont fait preuve d'un zèle spécial, d'un dévouement exceptionnel et qui, à ce titre, méritent la décoration civique. C'est ce travail qui avait été fait et que l'orateur engage son successeur à soumettre à la sanction royale. Un débat s'engage ensuite entre MM. Delehayé, *r.*, Bergé, Delcour, *m. i.*, et Rogier sur la position respective des blessés de septembre et des décorés de la croix de Fer, quant au chiffre de la pension. La chambre maintient le libellé qui tend à faire servir le crédit porté au *B.*, à augmenter les pensions des décorés de la croix de Fer et des blessés de septembre non décorés, jusqu'à ce qu'elles atteignent le chiffre *maximum* de 1,200 fr. —

4. (*Voir AGRICULTURE.*) M. Bricoult recommande une notable extension des crédits pour la voirie vicinale. Il serait désirable, à son avis, qu'il y eût, comme annexe au *B.*, une note indiquant de quelle manière le crédit a été réparti et les motifs qui ont déterminé le département de l'intérieur à ne pas tenir compte, dans cette répartition, des sommes allouées par les provinces et les communes. M. T'Serstevens espère que le gouvernement, se ralliant à la proposition de la *s. c.*, allouera à la voirie vicinale un subside de deux millions, et qu'il présentera, soit dans le premier projet d'ensemble de travaux publics, soit par une loi spéciale, une demande de crédit extraordinaire pour solder l'arriéré des sommes dues à la voirie vicinale, et qu'ensuite, il accordera, en principe, aux communes, des subsides équivalant au tiers des dépenses résultant des travaux d'amélioration, tout en se réservant la faculté de subsidier plus largement les communes pauvres. MM. De Smet, Delehayé, *r.*, et Meeus parlent dans le même sens. M. Delcour, *m. i.*, se rallie à l'amendement, puis un débat s'engage entre MM. Delehy, Delehayé, *r.*, Bricoult, T'Serstevens et Delcour, *m. i.*, au sujet de la répartition des subsides. Le *m.* dit que la question de savoir quel est le mode auquel il conviendra de se conformer dans l'avenir est en ce moment à l'étude, mais dans l'état actuel des choses, il croit qu'il n'y a rien à changer, pour le crédit inscrit au *B.*, au mode de répartition suivi jusqu'à présent. — 5. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il n'a pas reçu jusqu'ici les résultats du recensement industriel de 1866. La chambre adopte des amendements

de MM. Delcour, *m. i.*, et Funck relatifs aux frais de rédaction du *Bulletin du musée de l'industrie* et à l'acquisition, pour la bibliothèque artistique et technologique attachée au musée de l'industrie, de recueils et d'ouvrages indispensables. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Kervyn de Lettenhove, Delcour, *m. i.*, Funck, Vleminckx et Vandennepeereboom, au sujet des locaux du musée de l'école industrielle de Bruxelles. (*Voir, après cela, INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 6, 7, 8, 11. *Ibid.* M. Delcour, *m. i.*, répondant à la question posée précédemment par M. Le Hardy de Beaulieu au sujet du recensement industriel, dit qu'on ne l'a pas publié à cause des erreurs qu'il contenait. M. Le Hardy de Beaulieu estime qu'il est un peu tard, en 1875, pour refaire la statistique de 1866. Comme on doit recommencer cette statistique en 1876 et faire un nouveau recensement, il demande qu'une bonne fois, en 1876, on s'occupe de la statistique de l'industrie et qu'on laisse à l'écart la statistique de 1866; on réalisera ainsi une utile économie. — 12. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 13, 14, 18, 19, 20, 22. *Ibid.*

4 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose les *BB.* pour l'exercice 1874. — 14. La chambre reprend la discussion du *B.* de l'intérieur. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 15. (*Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) — 18. *Ibid.* Au chapitre *Service de santé*, M. Vleminckx demande que l'on prenne des mesures pour réprimer la falsification des denrées alimentaires et que l'on rende la vaccination obligatoire. M. Delcour, *m. i.*, répond que le gouvernement ne négligera rien pour assurer la protection de la santé publique en ce qui concerne le premier point. Quant à la vaccination, il attend l'avis de l'Académie de médecine. M. Lelièvre émet le vœu que l'on place dans les attributions du ministère de l'intérieur tout ce qui se rattache à la bienfaisance. Avant le vote du *B.*, M. Anspach interpelle le *m.* sur ses intentions au sujet de la nomination des échevins de Namur. Il reproche au *m.* de maintenir un collège clérical à la tête d'une administration libérale. M. Lelièvre dit que la politique est tout à fait étrangère aux divisions du conseil communal de Namur. Il n'y a là que des questions personnelles. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il statuera bientôt. M. Rogier déclare qu'en votant le *B.*, il n'entend nullement approuver la politique du ministère. Le *B.* est adopté par 72 voix contre 4 et une abstention. — 20. La chambre aborde la discussion du *B.* de la justice. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. Lelièvre, dit qu'il ne croit pas pouvoir déposer dans cette session le projet de révision du code d'instruction criminelle. Il croit urgent,

du reste, de régler ce qui touche à la détention préventive. Il ne croit pas qu'on puisse attribuer aux communes le produit des amendes de simple police. M. Jacobs engage le *m.* à proposer d'allouer une indemnité en cette matière. M. Bara prononce un discours dans lequel il fait la critique de divers arrêtés pris par M. De Lantsheere en matière de donations et de legs charitables. — 25. Le débat sur la question de l'indemnité en matière de détention préventive continue entre MM. Thonissen et de Moerman d'Harlebeke, puis entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, et Bara au sujet de la jurisprudence suivie en matière de fondations charitables. Le *m.*, répondant à M. de Moerman d'Harlebeke, promet de s'occuper des questions qui se rattachent à l'organisation du notariat. — 26. M. Boulenger considère une réforme comme urgente, et à ce propos s'engage un débat auquel prennent part MM. Van Cromphaut, Notelteirs, Delehay et De Baets. MM. Lelièvre et Cornesse recommandent ensuite à la sollicitude du *m.* les huissiers, et M. De Lantsheere, *m. j.*, promet d'avoir égard à leurs observations. Le débat s'engage ensuite entre MM. Bara, Wasseige et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet de la fondation Jacquet (de Rochefort). Après un échange d'explications entre MM. Boulenger et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet des frais relatifs à l'établissement d'aliénés de Mons, et entre MM. Bara et le *m.* au sujet de l'organisation des compagnies de correction à Vilvorde et des arrêtés conférant les titres de noblesse, le *B.* est voté à l'unanimité.

17 mai. Dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, un débat s'engage entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Malou, *m. f.*, sur l'utilité qu'il y aurait à définir exactement les obligations de la neutralité belge. M. Malou, *m. f.*, déclare que, dans la conviction des pouvoirs publics qui se sont succédé depuis 1830, la Belgique doit avoir une armée assez forte pour maintenir et protéger sa neutralité. Il y a ensuite un débat entre MM. Demeur, Bara et Malou, *m. f.*, sur les meilleurs moyens d'arriver à opérer l'exécution en Belgique des jugements rendus en pays étranger et réciproquement. Au chapitre des *Missions*, M. Orts demande l'appel nominal sur le crédit relatif à la légation de Belgique à Rome. MM. Demeur, Guillery, Orts et Jottrand demandent la suppression du crédit, qui est défendu par MM. Dumortier, Malou, *m. f.*, et Rogier. Celui-ci invoque, pour le maintien, des raisons de courtoisie. M. Malou, *m. f.*, est d'avis que le gouvernement italien, par la loi des garanties, a entendu maintenir la souveraineté du saint-siège non seulement avec les attributs de cette souveraineté, mais avec le libre exercice de tous

les droits qui sont nécessaires pour l'administration de la chrétienté universelle. M. Frère-Orban dit que la Belgique, ne pouvant faire ni traités ni concordats, ne pouvant pénétrer dans le domaine religieux sans violer la Constitution, ne peut pas avoir d'agent auprès du chef de l'Eglise, car il ne peut être chargé d'aucune mission qui toucherait aux intérêts religieux du pays. Reste la question de convenances. Le saint-père était naguère souverain temporel. En cette qualité, un *m.* belge était accrédité auprès de lui; il n'y a pas lieu de le rappeler dans les circonstances actuelles. La mission est simplement de courtoisie. C'est la seule raison que puisse invoquer le cabinet pour expliquer la présence d'un *m.* auprès du souverain pontife. Mais une règle fondamentale de droit public interdit de la manière la plus formelle l'existence auprès du pape d'un ambassadeur ayant un pouvoir quelconque de traiter au nom de la Belgique. Le crédit est maintenu par 51 voix contre 20. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Guillery, dit que la situation au Mexique est trop incertaine pour qu'on y accrédite un plénipotentiaire. — 21. Des explications sont échangées entre MM. Boulenger, Malou, *m. f.*, et Pety de Thozée, *r.*, au sujet de la question des sucres et de la suppression des chambres de commerce. Le gouvernement a donné son adhésion à la réunion d'une conférence à Londres pour le premier objet; le *m.* est partisan de la suppression des chambres de commerce et publiera les procès-verbaux de la *c.* qui s'est occupée de cet objet. Après un échange d'observations entre MM. Meeus et Malou, *m. f.*, au sujet du doublement de la mission en Chine et au Japon et des moyens de la rendre fructueuse, le *B.* est adopté par 72 voix contre 2.

17 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose des projets de crédits supplémentaires de 107,550 fr. au *B.* de l'intérieur; de 2,189,541 fr. au *B.* des finances, et de 152,346 fr. au *B.* de la justice. — 24. *Id.* un crédit supplémentaire de 59,385 fr. au *B.* des affaires étrangères. — 25. M. Delehayé, *r. s. c.*, fait rapport sur les crédits au *B.* de l'intérieur. — 26. M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit au *B.* des finances.

11 juillet. M. Delehayé, *r. s. c.*, *id.* sur les crédits supplémentaires aux autres *BB.* — 18. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 59,385 fr. au *B.* des affaires étrangères. Les crédits aux *BB.* de la justice, des finances et de l'intérieur sont adoptés à l'unanimité. — 19. Il en est de même du crédit au *B.* des affaires étrangères.

BUREAU.

15 novembre. M. Thibaut est nommé prési-

dent par 54 voix contre 25 données à M. Rogier; M. Tack, 1^{er} vice-président par 52 voix contre 29 données à M. Van Humbeeck; M. Schollaert, 2^e vice-président par 53 voix contre 20 données à M. Meeus. MM. Wouters, Reynaert, de Borchgrave et Hagemans sont élus *secrétaires* par 57, 55, 53 et 50 voix. — 14. MM. de Zerezo de Tejada et Snoy sont nommés *questeurs* par 59 et 57 voix.

CHASSE.

14 janvier. La chambre discute le projet de loi sur la chasse. M. De Fré propose l'amendement suivant: « Le gouvernement est autorisé à prévenir, par un règlement d'administration générale, la destruction, la chasse, l'exposition, la vente, l'achat, le transport et le colportage des oiseaux insectivores, de leurs œufs ou de leurs couvées. » M. Pety de Thozée en développe un autre qu'il a signé avec MM. de Macar, Piedbœuf et de Briey, portant que l'affût à la bécasse pourra être autorisé par arrêté ministériel dans certaines provinces et à des époques déterminées. M. Delcour, *m. i.*, se rallie à ce dernier amendement et, d'accord avec M. Wouters, *r.*, propose de rédiger en ces termes l'amendement de M. De Fré: « Le gouvernement est autorisé à prévenir, par un règlement d'administration générale, la destruction, la chasse, l'exposition, la vente, l'achat, le transport et le colportage des oiseaux insectivores, de leurs œufs et de leurs couvées. » Après quelques observations de MM. Lelièvre, Delcour, *m. i.*, Jottrand, Wouters et Pety de Thozée, les articles du projet et les amendements ci-dessus indiqués sont adoptés, et l'ensemble du projet est voté par 71 voix contre une et une abstention.

CHEMIN DE FER.

15 novembre. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi décrétant la construction, aux frais du Trésor, d'un chemin de fer de la frontière grand-ducale (Athus) à la Meuse ou vers Charleroi.

5 décembre. M. Moncheur, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations des chemins de fer de l'Etat pendant l'exercice 1871. — 5. M. Simonis, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la convention pour la reprise de l'exploitation du chemin de fer de Spa à Gouvy et pour le rachat du chemin de fer de Pepinster à Spa. — 11. M. Descamps dit qu'il a été conclu dernièrement, avec une maison étrangère, un marché de rails assez considérable et qui a causé une grande agitation dans la presse et dans le monde industriel du pays. Il est urgent que la chambre soit éclairée sur les conditions de ce marché, et l'orateur prie le *m. t.* de déposer sur le

bureau le cahier des charges, la soumission de cette entreprise et la correspondance qui y est relative. M. Moncheur, *m. t.*, y consent.

— 12. Dans la discussion du projet de loi relatif au rachat du chemin de fer de Pepinster à Spa, M. Pirmez traite la question de savoir s'il ne faut pas appliquer aux actions et aux obligations de chemins de fer le principe de l'expropriation. Il soutient l'affirmative, et pense que, si ses idées sont accueillies, elles auront le multiple avantage d'épargner les ressources du Trésor, de permettre de donner immédiatement satisfaction aux intérêts du commerce et de l'industrie, tout en assurant aux actionnaires et aux obligataires une position meilleure. — 13. La chambre s'occupe en premier lieu d'un crédit de 4,788,929 fr. au B. des travaux publics. M. Descamps reproche au gouvernement d'accorder la préférence aux industriels anglais pour les fournitures de rails. M. Moncheur, *m. t.*, répond qu'il ne l'a fait que par suite de l'absence de soumissions faites par des maisons belges, et il ajoute que, si les rails fournis ne répondent pas aux conditions voulues, il les refusera. Le débat continue entre MM. d'Andrimont, Wasseige, Le Hardy de Beaulieu et Moncheur, *m. t.* Celui-ci dit, entre autres, qu'il reste de grandes dépenses à faire pour l'outillage des chemins de fer, et il ajoute, en réponse à M. Boulenger, qu'il fournira un état des pertes et avaries sur le matériel éprouvées en 1871 et 1872. — La discussion se rouvre au sujet du projet de loi relatif à la reprise du chemin de fer de Pepinster à Spa. Ce projet est adopté par 69 voix contre une, après des observations de détail présentées par MM. Van Hoorde, Coomans, Le Hardy de Beaulieu et Jottrand. M. Moncheur, *m. t.*, parlant de la thèse de M. Pirmez, dit qu'il l'accepte comme un sujet d'étude, mais qu'elle ne lui paraît pas avoir un caractère pratique. — 21. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à MM. Delyhy et de Macar, au sujet du retard apporté dans la construction du chemin de fer de Hesbaye-Condroz, dit qu'il espère que les négociations engagées en vue d'ajouter à cette ligne une nouvelle section entre Landen et Aerschot, en vue d'en faire une ligne internationale d'Anvers vers l'Allemagne, aboutiront bientôt.

14 janvier. M. De Fré interpelle le gouvernement à l'effet de savoir s'il est vrai qu'il soit question de la cession de la ligne du Luxembourg à une compagnie belge-allemande, et s'il y a d'autres négociations pendantes. M. de Theux répond que le gouvernement a décidé de ne pas approuver le projet de convention qui a occupé pendant plusieurs jours le public. Quant à la seconde partie de l'interpellation, le gouvernement a l'intention

de ne pas répondre en ce moment, pour ne pas nuire aux intérêts du pays. M. Van Hoorde déplore le retard apporté à la solution d'une affaire qui intéresse si vivement le Luxembourg. M. De Fré engage le gouvernement actuel à montrer l'énergie que le gouvernement de 1869 a déployée dans les mêmes circonstances. Alors la dignité du pays a été respectée, et la conduite du gouvernement de ce temps a eu les sympathies de l'Europe entière. M. Bara demande quel grave intérêt peut empêcher le gouvernement de s'expliquer. M. Moncheur, *m. t.*, répond qu'il n'a à s'expliquer que sur ses actes, et nullement sur ses intentions. M. Frère-Orban dit qu'une vive opposition se manifeste contre les projets qu'on prête au gouvernement. On annonce qu'à la suite de son refus, l'administration de la Compagnie du Luxembourg va être modifiée. Deux personnes qui figurent dans la combinaison avortée entreraient dans l'administration du chemin de fer du Luxembourg; cette Compagnie, dit-on encore, reprendrait l'exploitation du chemin Prince-Henri, dans le grand-duché, et comme la Compagnie des Bassins houillers est concessionnaire du réseau Forcade, on s'est demandé si ces nouveaux arrangements ne cachaient pas l'arrière-pensée de faire revivre, sous une autre forme, la combinaison condamnée par l'opinion publique. L'orateur se réserve d'interpeller ultérieurement le gouvernement à ce sujet. M. Guillery insiste pour avoir des explications immédiates. M. de Theux dit que les chambres seront informées des intentions du gouvernement; mais le moment opportun de faire connaître ces intentions à l'assemblée n'est pas arrivé: c'est l'opinion unanime du cabinet. On peut donc être parfaitement rassuré: rien de ce qui se passe et de ce qui se passera ne sera caché aux chambres. M. Rogier espère obtenir, le lendemain, de M. Malou des explications plus satisfaisantes. — 15. M. Balisau dit qu'il est vrai que deux administrateurs de la Société des Bassins houillers, société qui a tant de choses à faire et qui n'a encore rempli que bien peu de ses engagements, sont placés à la tête de l'exploitation du Grand-Luxembourg; c'est là une bravade à l'adresse des industriels qui ont été hostiles au projet de cession et à l'adresse du gouvernement lui-même. Ce n'est pas la première fois que la Compagnie du Grand-Luxembourg brave le gouvernement, elle l'a déjà fait en 1869, lors des négociations de la cession de son chemin de fer à la Compagnie de l'Est français, et le gouvernement d'alors y a répondu par un acte énergique. L'orateur ne pourrait conseiller au gouvernement d'opposer bravade à bravade, audace à audace; un gouvernement doit être plus digne; mais il

attend de lui qu'il montrera la même énergie que son prédécesseur. Le seul remède, c'est la reprise par l'Etat du chemin de fer concédé à la compagnie ; mais il est deux moyens d'atteindre ce but : le premier, c'est une entente amiable, entre l'Etat et la Compagnie, sur le fait de la cession ; le second, c'est l'expropriation. L'orateur dit que le *m. f.* a offert à chaque action de la Compagnie une rente annuelle de 22 fr. 50 c. jusqu'à l'expiration de la concession, et, en 1869, la Compagnie du Grand-Luxembourg ne demandait à la Compagnie de l'Est français qu'une rente de 12 fr. 50 c. L'Etat vient donc d'offrir 10 fr. de rente par action en plus que ce qui était accepté en 1869. Si les prétentions de la Compagnie du Grand-Luxembourg, dans les négociations nouvelles, sont trop exagérées, le gouvernement doit se mettre à l'abri de toute faiblesse et ne pas hésiter un instant à user du moyen rigoureux que l'article 11 de la Constitution met en son pouvoir. L'utilité publique l'exige. Après quelques explications personnelles de M. Van Hoorde, M. Malou, *m. f.*, déclare qu'il ne peut donner d'explications pour le moment. M. Wasseige demande que les négociations pendantes ne fassent pas oublier le projet de chemin de fer d'Athus à Charleroi. — 31. M. Malou, *m. f.*, fait la communication suivante :

Les lignes du Grand-Luxembourg et toutes les concessions appartenant à cette compagnie seront reprises par l'Etat à dater du 1^{er} janvier, moyennant l'obligation par l'Etat de servir aux actions une rente de 22 fr. pendant la durée de la concession. L'Etat offre aux actionnaires le remboursement de leurs titres pendant le premier semestre de cette année au cours de 550 fr. et en outre il payera pour les intérêts de ce semestre qui lui sont acquis 10 fr. par action. Telle est l'une des bases de l'arrangement intervenu et qui pourra probablement être soumis à la chambre mardi prochain. Le gouvernement en même temps a traité pour la construction à forfait d'un réseau de 220 à 225 kilomètres à exploiter par l'Etat et comprenant les lignes suivantes : le prolongement de la ligne de Bastogne jusqu'à la rencontre de la ligne de Guillaume-Luxembourg que l'Etat a reprise en vertu du traité de Berlin, traité que la chambre a récemment approuvé. Le raccordement sera à

Gouvy ou Viel-Salm ou bien à un point intermédiaire. En second lieu, ce réseau comprend la ligne de la Vire qui se détache d'Athus, longe notre frontière et doit desservir les minières situées en Belgique et encore en grande partie inexploitées aujourd'hui. Au delà de Virton, la ligne se prolonge pour atteindre la Meuse vers Hastières ou Heer. Ensuite elle traverse l'Entre-Sambre-et-Meuse pour atteindre le chemin de fer de l'Etat à la station de Tamines ou Auvelais et remonte jusqu'à Gembloux. La ligne qui d'Athus se dirige à la Meuse vers Heer ou Hastières se bifurque aux environs de Beauraing et vient rejoindre, près de Jemelle ou de Rochefort, la ligne actuelle du Luxembourg. Cette construction est donnée à forfait ; le forfait porte une rente de 8,000 fr. par kilomètre ou une somme de 200,000 fr. qui y correspond, en supposant le 4 p. c. belge au pair, et vous savez tous que le cours en est aujourd'hui meilleur. Il est un dernier point dont le gouvernement s'est préoccupé ; la convention contient également les garanties et les sécurités nécessaires à notre industrie pour le transport des minerais du grand-duché de Luxembourg et pour le transport de nos charbons et cokes vers le grand-duché, c'est-à-dire les liens et les relations qui doivent exister entre la ligne belge et la partie du réseau du Prince-Henri qui dessert les riches minières du Luxembourg.

M. Vandennepeereboom demande si l'on négocie pour la reprise du réseau de la Flandre occidentale. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il n'a pu s'en occuper jusqu'ici. Répondant à M. Beeckman, qui l'interroge sur le rachat du Grand Central, il dit qu'aussi longtemps qu'il siégera au banc ministériel, il considérera cette reprise comme impossible, à cause de la position qu'il a occupée dans le Grand Central et qu'il a quittée. Quand il en sera question, il ira faire un voyage à l'étranger.

4 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif : 1^o au rachat des droits de la Grande Compagnie du Luxembourg ; 2^o à la construction de plusieurs lignes nouvelles ; 3^o à l'approbation de la convention conclue entre le gouvernement belge et celui du grand-duché de Luxembourg pour assurer le raccordement du réseau Prince-Henri avec les chemins de fer belges ; 4^o à la restitution de plusieurs cautionnements devenus sans objet (1). — 14. A propos d'une pétition

(1) Art. 1^{er}. La convention conclue, le 26 octobre 1872, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, pour assurer le raccordement des chemins de fer Prince-Henri avec les chemins de fer belges, sortira son plein et entier effet.

Art. 2. Est approuvée la convention, en date du 31 janvier 1873, conclue entre les ministres des travaux publics et des finances, au nom de l'Etat belge, et la Société des chemins de fer et des Bassins houillers du Hainaut, stipulant, tant pour elle que pour la Grande Compagnie du Luxembourg, la Société des chemins de fer Prince-Henri et la Société générale d'exploitation de chemins de fer.

Cette convention porte :

1^o Le rachat, par l'Etat belge, des droits de la Grande Compagnie du Luxembourg ;

2^o La construction, par la Société des chemins de fer des Bassins houillers, pour compte de l'Etat belge, de diverses lignes de chemins de fer, savoir :

A. Un chemin de fer partant de Gembloux, sur la ligne de Bruxelles à Namur, et aboutissant à un point du chemin de fer de l'Etat entre Tamines et Jemeppe ;

B. Un chemin de fer prenant son origine à la station de Tamines, du chemin de fer de l'Etat, et aboutissant à un point du chemin de fer de l'Etat entre Tamines et Jemeppe ;

d'habitants de Boom, MM. Lefebvre, Van Wambeke et De Naeyer prient le gouvernement de veiller à la stricte exécution des engagements souscrits par la Société des Bassins houillers. M. Demeur demande que l'on publie un état de la situation des chemins de fer entrepris par la Compagnie des Bassins houillers et notamment de ceux à construire par elle aux termes de la convention du 25 avril 1870. M. Moncheur, *m. t.*, s'engage à veiller à ce que tous les travaux soient exécutés dans les délais stipulés. — 18. Répondant à M. Hagemans, il s'engage à faire en sorte que la ligne de Beaumont se rattache à la station de Berzée. — 22. M. Wasseige, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de rachat de la ligne du Luxembourg.

4 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi concernant le chemin de fer de Hesbaye-Condroz et portant approbation d'une convention qui a été faite pour en assurer l'exécution avec exploitation de la ligne par l'Etat. A la demande de M. Demeur, M. Moncheur, *m. t.*, dépose sur le bureau la convention du 18 mai 1872, par laquelle le Grand Central aurait acquis de la Compagnie du Luxem-

bourg l'usage en commun de la ligne de Bruxelles à Ottignies. La discussion s'ouvre ensuite sur le projet de rachat du chemin de fer du Luxembourg. M. d'Andrimont, en le combattant, fait l'historique des négociations, reproche au gouvernement d'avoir subi les prétentions de M. Philippart, qui, après le refus d'approbation de la cession à un *consortium* belge-allemand, s'est substitué à la Compagnie du Luxembourg, et a dit à M. Malou : « J'ai en main tout le Grand-Luxembourg à des conditions inespérées : je suis propriétaire des concessions du réseau Forcade, concessions qui m'ont été octroyées en mai 1870; je suis le maître du réseau Prince-Henri, qui sert à l'exploitation des gisements de fer dont votre industrie sidérurgique a tant besoin. J'y puis appliquer des tarifs maximum, et, par suite, porter, si bon me semble, préjudice à vos usines au profit des maîtres de forges du Luxembourg et de l'Alsace-Lorraine. Eh bien, tout cela, je vous le cède à vous, gouvernement belge, mais à plusieurs conditions, etc... » L'orateur représente le projet comme funeste aux intérêts de l'industrie liégeoise, et annonce qu'il déposera un

tissant au chemin de fer de Namur à Givet, entre Dinant et la frontière française;

C. Un chemin de fer qui, formant le prolongement du précédent, partira du point où celui-ci coupera la ligne de Namur à Givet, pour aller rejoindre le chemin de fer de Namur à Arlon, à ou près de Jemelle;

D. Un chemin de fer partant de la ligne précédente, se dirigeant vers Athus, en passant près de Beauring, Paliseul, Florenville et Virton, et par la vallée de la Vire, avec un embranchement vers la frontière française, dans la direction de Gorcy;

E. Un chemin de fer partant de la station de Bastogne et se raccordant au chemin de fer de Pepinster à la frontière du grand-duché de Luxembourg, à Gouvy;

3^o La concession, à la Société Prince-Henri, des chemins de fer indiqués ci-après :

A. Un chemin de fer formant le prolongement de la ligne de Pétange jusqu'aux gares établies ou à établir à Athus;

B. Un chemin de fer partant de la station d'Autelbas et aboutissant à la frontière royale grand-ducale, dans la direction de Clémency, à la rencontre de la ligne de l'Attert;

C. Un chemin de fer partant de la station de Bastogne et aboutissant à la même frontière, dans la direction de Wiltz;

4^o Diverses conditions relatives aux relations des chemins de fer belges avec les chemins de fer de la Société des chemins de fer Prince-Henri;

5^o La résiliation des deux conventions relatives à la concession de divers chemins de fer, intervenues, le 5 mai 1870, entre le ministre des travaux publics et la Société générale d'exploitation des chemins de fer, et approuvées par la loi du 3 juin 1870.

Art. 3. Le gouvernement est autorisé à restituer immédiatement, après la promulgation de la présente loi :

1^o Les cautionnements de 100,000 et de 200,000 francs, déposés par la Société générale d'exploitation de chemins de fer ou en son nom, en exécution

des conventions dont il s'agit au 5^o de l'article 2 ci-dessus;

2^o Le cautionnement d'un million de francs, avec intérêts échus, déposé à titre de garantie de la concession d'un réseau de chemins de fer dans la province de Luxembourg, octroyée, en exécution de la loi du 31 mai 1863, par arrêté royal du 20 mars 1864;

3^o Le cautionnement de 100,000 fr., avec intérêts échus, déposé à titre de garantie de la concession d'un chemin de fer de Gembloux à Jemeppe-sur-Sambre, octroyée, en exécution de la loi du 24 juin 1853, par arrêté royal du 14 mai 1864.

Art. 4. Le gouvernement est autorisé à offrir, aux conditions et aux taux qu'il déterminera, l'échange des actions privilégiées et des obligations émises par la Grande Compagnie du Luxembourg contre des obligations de l'Etat.

Art. 5. Il est également autorisé à déterminer le mode de comptabilité qui devra être adopté pour l'encaissement des créances actives et le paiement des créances passives de la Grande Compagnie du Luxembourg au 31 décembre 1873, ainsi que de la gestion pour compte de l'Etat, depuis cette époque jusqu'au moment où le département des travaux publics prendra possession effective des concessions de ladite compagnie.

Le crédit spécial nécessaire à cette liquidation est ouvert jusqu'à due concurrence à ce département.

Il sera couvert, au besoin, par des bons du Trésor, qui pourront être émis à des échéances diverses, sans que l'échéance la plus longue dépasse cinq ans.

Un compte spécial sera rendu aux chambres de l'emploi de ce crédit, dans le courant de la session de 1873 à 1874.

Art. 6. Un crédit provisoire de 2,200,000 francs est alloué au ministère des travaux publics pour subvenir aux frais d'exploitation du chemin de fer de la Grande Compagnie du Luxembourg et du canal de l'Ourthe, pour la période du 15 mars au 30 juin 1873.

Il sera couvert par les ressources ordinaires.

amendement en vue de les sauvegarder. M. Hermant, après avoir constaté que les membres de l'association métallurgique de Charleroi ont cru devoir faire une démarche auprès du gouvernement pour le féliciter de l'heureuse issue des négociations avec le gouvernement grand-ducal et avec la Grande Compagnie du Luxembourg, et le remercier de la présentation du projet de loi, dit que son devoir est, sans doute, de se joindre à eux ; mais à côté des félicitations, il place des réserves. Une chose l'a frappé dans l'exposé des motifs. Le gouvernement dit « que le rachat des concessions de la Grande Compagnie du Luxembourg rend *moins* nécessaire, *quant à présent*, le chemin de fer d'Athus vers Charleroi : qu'il arrivera sans doute un moment où il sera indispensable qu'une ligne nouvelle *viennne en aide* à la ligne actuelle, et que cette *voie supplémentaire* peut s'obtenir par la construction d'un chemin de fer d'Athus à la Meuse, se prolongeant jusqu'à Tamines. » L'orateur pense que le tracé par Tamines ne peut satisfaire les populations de l'Entre-Sambre-et-Meuse en les éloignant de Namur et de Gembloux, qu'il froisse également les intérêts de Charleroi, et enfin qu'il ne peut, en aucun cas, procurer des économies sérieuses au Trésor. Il espère donc que le gouvernement ne persistera pas à le maintenir et qu'il n'ajournera pas la solution d'une question qui se rattache à des intérêts considérables. M. de Vrints s'attache à établir d'une manière bien précise les droits indiscutables de la ville de Wavre à posséder un chemin de fer direct vers Bruxelles. Il va de soi que l'Etat doit venir en lieu et place de la Société du Luxembourg pour la construction de cette ligne. M. Van Hoorde, en appuyant le projet de loi, recommande les intérêts du canton d'Houffalize. M. Beeckman est disposé à voter le rachat du Grand-Luxembourg, mais à la condition que le gouvernement lui donne l'assurance qu'aussitôt que cette affaire sera terminée, ainsi que celle de la Flandre occidentale, on s'occupera du rachat du Grand Central. En ce qui concerne la ligne Prince-Henri, il donne son entier assentiment. Mais avant de se prononcer sur la concession à M. Philippart de 45 millions de travaux, il demande au *m. f.* s'il est dû à M. Philippart une rémunération quelconque comme négociateur de l'affaire du Grand-Luxembourg et du chef de l'abandon du réseau Forcade. L'orateur ne se prononcera sur le fond de cette question qu'après que le gouvernement lui aura donné une réponse catégorique. M. Santkin approuve le projet, mais il ne comprend pas que le gouvernement, construisant la ligne de Bastogne à Gouvy, n'ait pas compris dans le projet la ligne de Libramont

jusqu'à la frontière belge, près de Sedan. Celle-ci, avec l'embranchement de Bastogne déjà construit, est le complément naturel et nécessaire de la ligne de Bastogne à Gouvy, et l'ensemble formerait la grande ligne internationale de Sedan à Coblenze. M. Lescarts espère que la chambre rejettera la partie du projet de loi qui concède à M. Philippart la construction de 225 kilomètres de chemins de fer, parce qu'il n'y a aucun lien entre la reprise du Grand-Luxembourg et la construction des 225 kilomètres ; parce que le seul mode d'adjudication auquel le gouvernement devrait avoir recours en matière de concessions de lignes de chemins de fer, comme en toute autre matière, est l'adjudication publique ; et parce qu'enfin le prix de 200,000 fr. par kilomètre est exorbitant et que la chambre doit avoir la conviction que si l'adjudication publique avait lieu, on trouverait des adjudicataires qui entreprendraient la construction de cette ligne à 125,000 ou 150,000 francs par kilomètre, et feraient ainsi réaliser au trésor public une économie de 12 à 15 millions de francs. — 5. M. Moncheur, *m. t.*, défend le projet de loi. M. Saintelette le combat. — 6. Il attache, dit-il, une importance considérable à la question de tarification ; il croit que c'est de là que dépend l'avenir des relations industrielles avec le Grand-Luxembourg ; il aurait voulu, et cela eût été possible, qu'on introduisît dans la convention des stipulations plus favorables et pour le présent et pour l'avenir. Quelque grand partisan qu'il soit de l'unification des chemins de fer de la Belgique entre les mains de l'Etat, il ne peut voter la convention du 31 janvier. Il ne le peut pas, à raison du remaniement du réseau Forcade et de l'absence de toute clause propre à réaliser ou à préparer une tarification moins exorbitante que celle qui pèsera sur toutes les relations avec le grand-duché. M. Malou, *m. f.*, commence un discours en faveur du projet. — 7. Il le termine en disant que la négociation de la convention a été longue, laborieuse, accidentée. Le gouvernement s'est attaché à sauvegarder les intérêts immenses qui se trouvaient engagés : l'intérêt du Trésor, l'intérêt de l'industrie, l'intérêt des populations auxquelles on pouvait accorder le bienfait de nouvelles lignes de chemin de fer. Il a réussi, en faisant même quelques sacrifices d'amour-propre, à réaliser une combinaison qui satisfait à un vœu généralement exprimé ; il fait faire à la question de l'unification du réseau national un très grand pas, un pas peut-être décisif. Le *m.* est convaincu et espère avoir fait pénétrer sa conviction dans la chambre qu'au point de vue financier, les lignes du Luxembourg complétées, bien outillées, bien

exploitées, non seulement rémunéreront les capitaux qu'on y engage et ceux qu'on doit y consacrer encore, mais donneront à l'Etat, dans un avenir prochain, un bénéfice très important. Il ne dit pas que, dans une affaire aussi vaste et aussi difficile, il n'y ait eu quelques erreurs, et que, dans le projet, il n'y ait quelques lacunes. Ses prétentions ne vont pas jusque-là; elles ne vont pas même jusqu'à croire qu'il a mieux fait que d'autres n'auraient fait à sa place. Mais il affirme qu'il a consciencieusement et sérieusement travaillé à remplir le mieux possible les grands devoirs qui lui étaient imposés dans cette circonstance. Il s'est occupé aussi du lendemain, du rejet éventuel de la convention. Il n'a pas dépendu de lui que la question se présentât comme elle est. Il s'est trouvé en présence de faits antérieurs, et de cet autre fait que le groupe qui détenait et le réseau Prince-Henri et le réseau Forcade est aujourd'hui et serait demain complètement, si le projet de loi était rejeté, en possession des lignes du Luxembourg, sans avoir même à subir aucune condition quant à la modification des tarifs sur ces lignes. Voilà le fait dans toute sa vérité, et le *m.* croit qu'il pourra peut-être déterminer quelques membres à hésiter sur le vote négatif qu'ils auraient l'intention d'émettre. M. Frère-Orban constate que le *m.* n'a pu obtenir de M. Philippart aucun délai. Le gouvernement Philippart a daigné traiter avec le gouvernement belge, et il a daigné lui accorder jusqu'au 15 mars pour se prononcer; malgré les supplications du *m. f.*, il a été impossible d'obtenir un jour de plus. Le terme ne sera pas prolongé. La chambre, le sénat, la représentation nationale s'accommoderont comme ils le pourront de cette situation, le gouvernement Philippart a parlé! Il n'accordera rien de plus! Ainsi donc, des conventions dans lesquelles M. Philippart reçoit tout et ne donne rien, par l'excellente raison qu'il ne donne que ce qui sert ses intérêts; des conventions qui ajoutent des avantages à des avantages, tout cela doit être examiné sur-le-champ, sinon on annonce, par la bouche du *m. f.*, les désastres dont le pays est menacé. Le gouvernement Philippart serait propriétaire de la ligne du Luxembourg, et étant déjà propriétaire du réseau Forcade et du réseau Prince-Henri, les intérêts belges sont en péril; la Belgique est menacée; le gouvernement Philippart va lui déclarer la guerre! L'orateur avoue qu'il est ému, humilié en entendant un pareil langage. Dans quelles circonstances et avec qui ce marché est-il conclu? C'est au moment où avorte la spéculation projetée avec la Société belge-allemande; c'est pour indemniser M. Philippart de ses espérances déçues; c'est avec M. Phi-

lippart que l'on traite. Or, M. Philippart est en demeure, depuis plus de dix ans, de remplir ses engagements envers l'Etat. Il n'y a qu'un cri dans le pays, dans les Flandres comme dans le Hainaut, pour dénoncer l'inexécution des obligations contractées. L'Etat a fait tout ce qu'il a pu pour aider, pour favoriser l'exécution des travaux entrepris par M. Philippart. L'Etat, par la convention du 25 avril, a essayé de lui en donner les moyens; il s'est imposé de ce chef des sacrifices. L'Etat ne s'est pas arrêté là: on a créé pour lui la Caisse des annuités; on l'a autorisé à contrefaire les titres de la dette publique. Ce n'est pas assez: ces titres, d'une société particulière exposée à des chances diverses, ont été placés, non sans imprudence, sur la même ligne que les fonds publics, afin d'en accroître le crédit et d'aider M. Philippart, de l'encourager à l'exécution de ses engagements. On a admis récemment ces titres d'une société particulière pour servir de cautionnement à l'égal des fonds publics. Eh bien, au lieu de livrer des travaux, au lieu d'exécuter des contrats, M. Philippart a fait des procès au gouvernement; il a soulevé des contestations sans nombre; il s'est montré arrogant et offensant envers le gouvernement; il l'a accusé, dans un langage outrageant qui a été rappelé par M. Lescarts, de ne pas tenir ses engagements; et pour tant de faveurs récompensées par un tel mépris des contrats les plus solennels, non seulement les pouvoirs publics doivent statuer à jour fixe, dans un délai qui ne sera pas prolongé, mais on n'aura plus la liberté de discuter séparément des conventions qui n'ont rien de commun entre elles; pas même une fourniture de matériel; et l'Etat, leurré depuis longtemps, le pays victime de tant de mécomptes, ne trouveront pas dans les conventions nouvelles, si favorables à M. Philippart, le moindre gage, la moindre espérance de l'accomplissement des anciens engagements. On n'a rien stipulé, absolument rien à ce sujet. Aucune garantie de l'exécution des autres engagements n'a été donnée. Aucune garantie n'a été prise pour que les engagements contractés par M. Philippart soient enfin accomplis. Ainsi, vous devez tout au gouvernement. Vous bravez le gouvernement, vous ne remplissez pas vos engagements. On vous comble de plus grandes faveurs; on vous donne de nouvelles concessions; on vous fait de nouveaux avantages. C'est M. Philippart que le gouvernement choisit comme son intermédiaire auprès de la Compagnie du Luxembourg. Il devient le mandataire de cette Compagnie; son mandat lui sert à stipuler à son profit, et, de peur que le bénéfice qu'il rêve ne lui échappe, il veut rendre solidaires et indivisibles les stipula-

tions qui lui sont personnelles et celles qui dérivent de son mandat. Le gouvernement encourage, favorise, approuve cette manœuvre pratiquée au détriment du trésor public. Quelle que soit l'honorabilité des hommes qui participent à de pareils actes, quelle que soit la majorité qui les consacre, ils ne recevront pas la sanction de l'opinion publique, et l'on proclamera tout d'une voix qu'ils ne sont pas propres à relever ni la dignité du pouvoir, ni la moralité publique. — 8. M. Nothomb, en appuyant le projet, résume ainsi la situation : « D'un côté, si vous repoussez le projet, vous conservez un *statu quo* intolérable et des tarifs écrasants ; vous désespérez des populations respectables, vous perpétuez l'injustice, vous créez pour notre industrie des conditions ruineuses dans le présent, peut-être mortelles dans l'avenir, et vous entravez, si vous ne le détruisez pas, le développement immense qu'on est en droit d'entrevoir pour l'industrie belge. On a parlé de désastre : là serait le désastre ! Si, au contraire, vous adoptez le projet, ce sera un grand bienfait, ce sera un pas marqué vers l'unification des tarifs, c'est-à-dire vers l'égalité devant l'impôt ; ce sera notre plus importante industrie préservée dans le présent et assurée dans l'avenir ; vous aurez procuré à cette industrie la chose indispensable, l'accès aux gisements miniers ; vous aurez apaisé nos populations justement émues, vous leur aurez fait droit et vous aurez assuré la grandeur et le salut de notre industrie capitale. Vous avez à choisir entre les deux alternatives. Quant à moi, je reste convaincu que, lorsque les petits froissements se seront éteints, lorsque les clameurs se seront tues, il restera un grand acte qui fera honneur aux pouvoirs publics, honneur aux *mm. f. et t.*, ces deux hommes qu'aucun soupçon ne saurait atteindre et auxquels le pays sera reconnaissant. » Le projet est défendu par MM. Wasseige, *r.*, et Malou, *m. f.* Puis M. Van Hoorde s'occupe de nouveau des intérêts de l'arrondissement de Bastogne dans la convention. — 11. M. Malou, *m. f.*, déclare qu'il a refusé les propositions contenues dans une lettre de M. Philippart du 10 mars et qu'il maintient dans son entier la convention du 31 janvier. MM. T'Serstevens et Le Hardy de Beaulieu font valoir les réclamations de la ville de Wavre, et le dernier orateur déclare qu'il repoussera le projet de loi parce qu'il est hostile au monopole de l'Etat en matière de chemin de fer. M. Tack demande que l'on donne satisfaction aux intérêts des Flandres. Le moyen, c'est de faire pour elles ce que l'Etat fait pour le Luxembourg, c'est de racheter le réseau des Flandres soit au moyen d'une rente fixe, soit au moyen d'une rente variable.

M. Pirmez reconnaît que le projet réalise, tant au point de vue général qu'au point de vue spécial de l'arrondissement de Charleroi, une mesure extrêmement importante. Il résout la question du rachat du Luxembourg, dont l'intérêt général du pays réclamait impérieusement la solution et qui est, pour la grande industrie du pays de Charleroi, un point de la plus haute importance. Mais l'orateur regrette que les conditions financières de l'opération ne soient pas aussi avantageuses qu'il l'aurait voulu et qu'en négociant la convention, le gouvernement n'ait pas réglé d'autres questions qu'il eût pu terminer de la manière la plus simple et qui assuraient à d'autres conventions déjà existantes une exécution conforme aux intérêts du Trésor et aux intérêts de son arrondissement. L'orateur défend de nouveau la thèse de l'expropriation par l'Etat. Il voudrait qu'une loi fût faite non pour reprendre aux obligataires et aux actionnaires la valeur de ce qui leur appartient légitimement, mais pour que le gouvernement fût armé des pouvoirs nécessaires afin de résister à des exigences déraisonnables et de pouvoir défendre les intérêts du Trésor. L'orateur développe l'amendement suivant : « Ajouter à l'article 3 du projet la disposition suivante : le quart du capital ou de la rente, constituant le prix kilométrique de la construction des lignes formant l'objet de l'article 7 de la convention du 31 janvier 1873, sera retenu, à titre de garantie de la construction des lignes dont la Compagnie des Bassins houillers s'est chargée par la convention du 25 avril 1870. La retenue cessera lorsqu'elle atteindra 100,000 fr. de capital ou 4,000 fr. de rente par kilomètre de ces dernières lignes restant à construire. Lors de la réception de chaque kilomètre de ces lignes, une part proportionnelle du capital ou de la rente retenue sera délivrée à la Compagnie des Bassins houillers. » M. Demeur demande ce qui s'oppose à ce que l'on proroge après le 15 mars le terme de la ratification de la convention. Il ne se rend pas compte des raisons qui peuvent empêcher une prorogation de huit jours. Puisque l'on veut bien proposer d'anéantir la convention, il demande pourquoi l'on ne peut obtenir une prolongation de délai pour la ratification. M. Lescarts, dans un nouveau discours contre le projet, qualifie de gaspillage et de dilapidation la scandaleuse convention à laquelle MM. Moncheur et Malou ont apposé leur signature et dont ils viennent demander à la chambre de partager la responsabilité. M. Thibaut, *p.*, rappelle l'orateur à l'ordre. Ce rappel est retiré après un colloque très vif dans lequel M. Lescarts déclare qu'il n'a voulu en rien incriminer la délicatesse des *mm.*

Il dit qu'une convention peut être scandaleuse et une des parties contractantes être très honorable. M. Bouquériau commence ensuite un discours contre le projet. — 12. Il le termine en disant que, si cette malheureuse convention est votée, on aura jeté dans le pays un découragement profond. Ceux dont les intérêts peuvent être atteints par les entreprises de M. Philippart n'auront plus qu'à chercher à se mettre à l'abri et qu'à attendre, dans une anxiété continuelle, que le fléau soit passé. Quant à M. Malou, il n'aura pas su profiter de la position la plus belle qu'homme d'Etat ait jamais pu souhaiter. Il avait amené son parti à ne rien lui demander sous le rapport politique. Dégagé de ces exigences, causes ordinaires des fautes et de la chute des ministères constitutionnels, il pouvait se livrer entièrement à la solution des grandes questions d'intérêt général et marquer son passage aux affaires par des bienfaits dont il lui aurait été tenu compte dans l'avenir ainsi qu'à la majorité actuelle. Par l'adoption de la mesure, qu'il propose, il sera démontré désormais que ce n'est pas seulement au pouvoir politique que le parti catholique doit renoncer, en se bornant, sous ce rapport, au rôle négatif d'empêcher ses adversaires d'occuper eux-mêmes le pouvoir, mais on sera fondé à prétendre qu'il n'a pas su, dans l'ordre matériel même, sauvegarder les intérêts de l'Etat ni les principes élémentaires de justice et d'égalité qui sont la base de nos institutions; l'on en viendra à révoquer en doute qu'il puisse constituer un bon ministère d'affaires. Le projet est encore appuyé par MM. Balisau et Boulenger et défendu par M. Moncheur, *m. t. M.* Frère-Orban dépose ensuite les amendements qui suivent :

« Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à reprendre de la Grande Compagnie du Luxembourg :

« A. Tous les droits lui compétant sur les concessions de chemins de fer et sur la concession du canal de l'Ourthe, qui lui ont été cédées ou octroyées en Belgique, de telle sorte que, quant à ces concessions, l'Etat se trouvera, par l'effet du rachat, subrogé à tous les droits de la prédite compagnie, pour en jouir à son profit exclusif, tout comme si les prédites concessions avaient pris fin par l'expiration du terme y assigné.

« Ces concessions ont fait l'objet notamment des arrêtés royaux des 1^{er} juillet 1827, 18 juin 1846, 29 janvier 1852 et 6 mars 1865.

« Les chemins de fer actuellement en exploitation et compris dans le rachat sont les suivants :

« 1^o La ligne de Bruxelles à Namur et son raccordement au chemin de fer de l'Etat à Bruxelles;

« 2^o La ligne de Namur à Arlon et ses extensions vers les frontières de France et du grand-duché de Luxembourg;

« 3^o La ligne de Liège à Marloie par la vallée de l'Ourthe;

« 4^o L'embranchement de Bastogne.

« La partie de l'Ourthe, actuellement canalisée et comprise également dans la cession, s'étend de la Meuse à Comblain-au-Pont.

« B. La concession des mines de plomb, de cuivre et de fer, dite de *Durbuy*, octroyée, par arrêté royal du 15 octobre 1828, à la Société anonyme du Luxembourg, aux droits de laquelle la Grande Compagnie se trouve, et la concession des mines de pyrites de fer accordée à cette dernière à titre d'extension, par arrêté royal du 28 juin 1862.

« C. Les immeubles de la Grande Compagnie du Luxembourg situés en dehors des limites des chemins de fer, du canal et des minières précitées.

« D. Le matériel roulant, les outils, instruments et engins de toute espèce, le mobilier, les approvisionnements et les objets de toute nature qui, au moment de la cession, sont la propriété de la Grande Compagnie du Luxembourg.

« E. Les créances actives, les espèces en caisse, les titres en portefeuille, etc., en un mot toutes les valeurs actives de la Grande Compagnie du Luxembourg.

« L'Etat belge prendra à sa charge toutes les créances passives et tous les engagements contractés par la Grande Compagnie du Luxembourg, y compris le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations émises par cette société et non encore amorties.

« Il payera, le 1^{er} avril 1873, aux actions ordinaires de la Grande Compagnie du Luxembourg, une somme de fr. 15/125 par action, qui leur est acquise comme dividende du second semestre de 1872.

« Le bilan de l'actif et du passif de la Grande Compagnie du Luxembourg, à la date du 31 décembre 1872, sera fait avant le 31 mars 1873.

« Il a été remis à l'Etat belge un état de situation au 31 décembre 1872, qui est ci-annexé. Le conseil d'administration de la Grande Compagnie du Luxembourg en a certifié la conformité avec les écritures de la société.

« Art. 2. L'entrée en jouissance de tout ce qui sera abandonné et cédé conformément à l'article 1^{er} sera reportée au 1^{er} janvier 1873.

« Art. 3. Pour prix de l'abandon et de la cession consentis par ce qui précède, l'Etat belge fera, en lieu et place de la Grande Compagnie du Luxembourg, le service des intérêts et de l'amortissement de ses actions privilégiées.

« En outre, à partir de l'année 1873 et jusques et y compris l'année 1950, il payera par termes semestriels, à chacune des 114,460 actions ordinaires de la Grande Compagnie, un revenu annuel de 22 fr.

« Ces paiements seront effectués aux caisses de l'Etat belge.

« Art. 4. L'Etat belge s'engage à offrir aux porteurs des actions ordinaires de la Grande Compagnie du Luxembourg, jusqu'au 15 juin 1873, le remboursement de leurs actions, coupons de 1872 détaché, à raison de 550 fr. par titre.

« Le prix des actions dont les porteurs acceptent cette offre sera payé aux caisses de l'Etat le 15 juin 1873, avec bonification d'une somme de 10 fr. par action, pour l'intérêt à cette date

« Art. 5. L'Etat belge ne prenant possession des chemins de fer, du canal et des minières qu'après la promulgation de la présente loi, l'exploitation pour compte du gouvernement, faite dans l'intervalle, sera considérée comme accomplie par les soins de la Grande Compagnie du Luxembourg.

« La compagnie rendra compte, à l'entière satisfaction du gouvernement, des recettes et des dépenses effectuées depuis le 1^{er} janvier 1873.

« Art. 6. L'Etat belge reconnaît avoir reçu communication :

« 1^o Des inventaires, dressés au 31 décembre 1872, du matériel, du mobilier, des approvisionnements, etc., de la Grande Compagnie du Luxembourg;

« 2^o Des copies certifiées conformes, avec un inventaire, des principaux marchés contractés par la Grande Compagnie du Luxembourg et en cours d'exécution au 31 décembre 1872 ou à exécuter après cette époque.

« Lors de l'entrée en possession des chemins de fer, du canal et des minières par l'Etat belge, il lui sera fait remise de tous les titres et documents que possède la Grande Compagnie du Luxembourg.

« Amendement à l'article 2, n^o 6.

« Art. 7. La cession partielle de l'exploitation de la ligne du Luxembourg d'Ottignies à Bruxelles, consentie par la convention en date du 18 mai 1872, intervenue entre la Société du Luxembourg et la Société du Grand Central, n'ayant pas été autorisée par le gouvernement, conformément à la loi du 25 février 1869, ne recevra aucune exécution.

« L'article 7 deviendrait, en cas de maintien de l'article 2 du projet du gouvernement, un amendement à ce même article et y serait inséré sous le n^o 6. »

M. Malou, *m. f.*, propose une modification à l'article 5. D'après le projet primitif, le compte provisoire spécial d'exploitation du Luxembourg s'arrêtait à l'époque de la reprise de possession effective. Il vaut mieux, pour l'ensemble de l'opération, que le Luxembourg ait jusqu'à la fin de l'année une comptabilité distincte : tel est l'objet de l'amendement. M. Wasseige, *r.*, dépose, de concert avec ses collègues de Namur et de Charleroi, un sous-amendement à l'amendement présenté par MM. Pety de Thozée et Van Hoorde. D'après ce sous-amendement, le gouvernement serait autorisé à construire ou à concéder un embranchement partant d'un point à déterminer de la ligne de la Sambre à la Meuse et aboutissant à la ligne de l'Etat à ou près de Châtelineau. Un autre amendement est déposé; il est ainsi conçu : « Article 8. Le gouvernement est autorisé à concéder ou à construire, aux frais du Trésor public, un chemin de fer partant de Tubize et se dirigeant vers Jodoigne, Braine-l'Alleud, Wavre et Grez-Doiceau. (Signé : Le Hardy de Beau-

lieu, T'Serstevens, Snoy et de Vrints.) M. Demeur propose aussi des amendements dont le premier tend à supprimer de la convention du 31 janvier l'article 41, qui renferme la commande de matériel aux Bassins houillers pour la somme de 7,190,000 fr., sans adjudication publique; le second tend à réserver au gouvernement la faculté de racheter les trois embranchements de chemin de fer concédés aux Bassins houillers, embranchements allant respectivement de Bastogne, d'Autelbas et d'Athus jusqu'à la frontière du Luxembourg.

— 13. L'article 1^{er} du projet relatif au chemin de fer du grand-duché est adopté. Le débat s'engage ensuite sur l'article 2, et sur les amendements de MM. Frère-Orban et Demeur. MM. Frère-Orban, Balisau, Rogier et Malou, *m. f.*, y prennent part. Ce dernier déclare que si l'amendement de M. Frère-Orban est adopté, il retirera le projet de loi. L'amendement est rejeté par 74 voix contre 52 et une abstention. Le premier amendement de M. Demeur, combattu par M. Moncheur, *m. t.*, est rejeté par 75 voix contre 54. Le second amendement de M. Demeur est adopté. Le débat s'engage ensuite sur l'amendement de M. Frère-Orban, qui implique la non-exécution de la convention intervenue entre le Luxembourg et le Grand Central pour donner à celui-ci un accès à Bruxelles. M. Moncheur, *m. t.*, déclare que le gouvernement ne peut pas approuver, telle qu'elle est, la convention faite le 18 mai 1872 entre le Grand Central et le Grand-Luxembourg, mais qu'il ne peut pas non plus se rallier à l'amendement de M. Frère-Orban. Celui-ci voudrait faire décider par la législature une question qui rentre dans les attributions du gouvernement. MM. Jacobs et Bara prennent encore la parole à ce sujet. M. Frère-Orban prend acte de la déclaration du gouvernement qui improuve la convention. Celle-ci disparaît donc d'une manière absolue. L'orateur interprète la déclaration du gouvernement en ce sens qu'il ne reviendra pas d'une manière indirecte sur le sentiment qu'il manifeste et qu'il ne prendra prétexte ni d'un procès, comme vient de le dire M. Bara, ni de toute autre cause, pour revenir sur l'acte qui a été improuvé. Dans ces conditions, l'orateur retire son amendement. Après des explications de M. Malou, *m. f.*, M. Pirmez retire aussi le sien. MM. Moncheur, *m. t.*, et Malou, *m. f.*, opposent la question préalable aux autres amendements, sauf celui de M. Pety de Thozée, auquel il se rallie, et qui est adopté dans les termes suivants : « Le gouvernement est autorisé à construire ou à concéder, aux clauses et conditions qu'il déterminera : 1^o un chemin de fer partant d'un point situé à proximité de Marche et aboutissant à la frontière prussienne, en passant

près Viel-Salm; 2° un chemin de fer partant de Bastogne et aboutissant à la ligne de l'Ourthe vers Melreux. » L'ensemble du projet est voté par 76 voix contre 24 et 7 abstentions. — 15. Il y a un échange d'explications personnelles entre MM. Boucquéau et Boulenger au sujet de quelques paroles prononcées par ce dernier dans la discussion précédente à propos de la concession de la ligne de Saint-Ghislain à Erbiscul. — 18. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, attribue aux pluies, qui ont détrempé les remblais, deux accidents survenus sur la ligne du Luxembourg. — 27. Interpellé de nouveau à ce sujet par M. Le Hardy de Beaulieu, le *m.* dit qu'une enquête est ouverte au sujet des accidents de Rixensart et de Groenendael. Il paraît que, dans le premier cas, il y a eu malveillance; dans le second, il s'agit d'un simple déraillement. Répondant à M. Saintelette, le *m.* s'engage à déposer sur le bureau un tableau indiquant : pour tous les chemins de fer concédés qui ne sont pas encore complètement exécutés, le délai accordé pour l'exécution, la date de l'arrêté de concession et le degré d'avancement des combinaisons financières et des travaux. Il regrette de ne pouvoir déposer un rapport qu'il a promis concernant toutes les questions qui se rattachent au chemin de fer. Les éléments de ce travail ont subi tant de fluctuations que plusieurs parties du rapport ont dû être soumises à des remaniements successifs. Il s'agit des différences de prix qui se sont produites pour les matières premières, pour les fers et pour les combustibles, pour la main-d'œuvre, etc., puis de la reprise par l'Etat de plusieurs lignes importantes de chemins de fer : la ligne de Guillaume-Luxembourg, celle de Pepinster-Spa et celle du Grand-Luxembourg. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, M. Wouters appelle l'attention sur l'utilité d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Aix-la-Chapelle et sur l'agrandissement de la station de Louvain. M. Lelièvre sollicite avec instance l'exécution du chemin de fer de Gembloux à la Meuse, passant par Fosses, avec un embranchement partant de Namur vers cette localité. M. de Dorlodot dit qu'à cause de la lenteur désespérante avec laquelle l'administration des chemins de fer construit la ligne de Bruxelles à Châtelineau par Luttre, et en présence du manque de prévoyance que l'on met depuis trois ans à assurer les transports pendant les mois de novembre, décembre et janvier, il regrette de ne pouvoir encore voter cette année le *B.* des travaux publics. M. Simonis se plaint de la non-exécution de la station d'Henri-Chapelle, sur la ligne de jonction belge-prussienne; M. Delehay, du retard qu'on a mis à

construire la ligne de Gand à Tamise. MM. de Vrints et Hermant signalent la lenteur des travaux du chemin de fer de Luttre à Bruxelles. M. Delaet critique le tracé des lignes d'Anvers à Douai et d'Anvers à Woensdrecht. — 28. Sur les conclusions de M. Santkin, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. Dumortier, Moncheur, *m. t.*, et Demeur, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle des habitants de Staden réclament son intervention pour obliger la société concessionnaire à construire le chemin de fer de Roulers à Dixmude par Hooghlede, Staden et Clercken. — M. Reynaert parle en faveur de la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. M. Dethuin demande que l'on commence au plus tôt les travaux de la ligne de Saint-Ghislain à Jurbise. M. Beeckman insiste pour la reprise du Grand Central et l'exécution du chemin de fer de Tirlemont à Diest. M. Lefebvre appuie les observations de M. Delaet au sujet du tracé par Boom du chemin de fer d'Anvers à Douai, et réclame l'amélioration de la station de Malines. — 29. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. M. David maintient son opinion favorable au tarif de M. Vanderstichelen et entretient la chambre des dangers de la pente de Hockay. M. de Zerezo de Tejada demande l'achèvement des lignes de la Campine.

1^{er} avril. M. Descamps critique les retards apportés à la construction du chemin de fer de Blaton à Ath. — 2. M. Boulenger s'occupe de l'exploitation du chemin de fer dans l'arrondissement de Mons et demande la suppression du tunnel de Braine-le-Comte. M. Vandenpeereboom soutient que la Flandre occidentale, comme la Flandre orientale, a le droit d'exiger la reprise par l'Etat de ses canaux concédés et de ceux administrés par la province, ainsi que de ses chemins de fer exploités par des compagnies. M. Van Iseghem appuie ces observations. M. De Smet engage le gouvernement à ne pas perdre de vue le rachat du réseau des Flandres et celui du Grand Central, qui se relie si intimement avec le réseau de l'Etat. M. E. de Kerckhove voudrait voir supprimer le travail du dimanche dans les ateliers de l'Etat. M. Santkin demande que l'on mette les ardoises à la quatrième classe, comme le minerai, le coke et les bois. Ainsi que ces marchandises, les ardoises se chargent et se déchargent à wagons pleins et découverts, et elles n'exigent aucun soin minutieux ni aucune précaution spéciale pour leur transport. M. Tack se rallie aux observations de M. Vandenpeereboom. M. De Clercq parle dans le même sens. M. Piedbœuf s'occupe de la responsabilité de l'Etat en matière de transports par chemin de fer. —

3. M. de Macar, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Hesbaye-Condroz. M. Boucquéau signale les dangers de la station d'Enghien et s'occupe du tarif de transport des pierres bleues; M. Delexhy, de celui des engrais et du chemin de fer de Hannut à Gingelom. M. Coomans voudrait qu'il y eût sur le chemin de fer de grandes voitures dans lesquelles on pût circuler et trois classes de trains : 1° les trains express, qui ne s'arrêteraient que lorsque cela serait absolument nécessaire, soit pour faire du charbon et de l'eau, soit pour desservir des cités populeuses; 2° les trains demi-express, qui s'arrêteraient plus souvent, toutes les deux ou trois lieues, par exemple, même tous les vingt ou vingt-cinq kilomètres; et enfin, 3° les trains-omnibus qui feraient, sur une moindre échelle, ce que font aujourd'hui les voitures américaines et autres, c'est-à-dire qui recueilleraient les voyageurs tous les deux ou trois kilomètres. M. Coomans est également partisan de la suppression du travail du dimanche. — 4. M. Saintelette soutient la nécessité d'organiser commercialement le chemin de fer. — 5. M. Le Hardy de Beaulieu voudrait qu'il fût possible d'avoir en Belgique, comme en Angleterre, une ou plusieurs grandes compagnies possédant un matériel considérable, qu'elles loueraient tantôt à l'Etat, tantôt aux particuliers, tantôt à l'étranger, selon les besoins du commerce. M. Boulenger revient sur les observations qu'il a présentées. MM. Saintelette et Elias demandent qu'il soit présenté un projet de loi sur la responsabilité de l'Etat en matière de transports. — 22. Le projet de loi relatif au chemin de fer de Hesbaye-Condroz est adopté par 67 voix contre 3 et une abstention. Après un débat auquel prennent part MM. Delexhy, de Macar, *r.*, Saintelette, Malou, *m. f.*, et Frère-Orban, un amendement est introduit au projet. Il émane de M. Pety de Thozée et porte : « La section de Huy à la ligne de Namur à Arlon sera achevée une année après la section de Landen à Huy. Celle-ci sera achevée elle-même au plus tard le 1^{er} septembre 1876. » — 23. M. Cornesse félicite le gouvernement d'avoir conféré la croix de l'ordre de Léopold au machiniste Gobbe qui, par son héroïsme, a empêché une catastrophe de se produire à la station de Nessonvaux. Il espère que le gouvernement ne s'en tiendra pas à l'octroi de cette distinction honorifique; il doit assurer à Gobbe et à sa famille une existence honorable. Le *m. t.* s'engage à prendre des mesures à cet effet, et ajoute qu'un projet de loi sera déposé en vue de parer à l'encombrement de la ligne de Verviers à Liège. — 26. Sur les conclusions de M. Boucquéau, *r. c.*, appuyées par M. De-

lehay, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle le conseil communal de West-Roosebeke réclame l'exécution du chemin de fer de Thourout à Ypres, concédé aux sieurs Herla et Marchal par la loi du 21 avril 1864. *Id.* sur le rapport de M. Demeur, *r. c.*, appuyé par M. Dumortier, pour une pétition demandant l'exécution du chemin de fer de Roulers à Dixmude, par Hooghlede, Staden et Clercken.

10 mai. M. Cruyt, *r. c.*, dépose le rapport sur des pétitions ayant pour objet les conditions réglementaires des transports par le chemin de fer de l'Etat. — 16. M. de Brierly demande pour quelles raisons l'ouverture complète de la ligne de Marbehan-Virton a été différée jusqu'à ce jour. Cette motion donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Coomans, Demeur, Dumortier et Moncheur, *m. t.* Il est entendu que la mise en exploitation aura lieu dans un bref délai. Sur les conclusions de M. Santkin, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Demeur et Moncheur, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des habitants de Vladsloo demandent la prompte construction du chemin de fer de Thielt à Lichtervelde.

3 juin. Il y a un échange d'explications entre MM. T'Serstevens, Le Hardy de Beaulieu et Moncheur, *m. t.*, au sujet du tarif des voyageurs entre Wavre et Bruxelles. — 5. M. Vandenpeereboom interpelle le gouvernement sur les résultats des négociations concernant la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. M. Moncheur, *m. t.*, dit qu'elles n'ont pas abouti et M. Malou, *m. f.*, ajoute que la reprise sera faite pour la prochaine session. Le prix demandé par la Compagnie a paru trop élevé. M. Delehay réclame la reprise du chemin de fer de la Flandre orientale (Gand à Terneuzen, Gand à Eecloo, etc.). MM. De Haerne et Vandenpeereboom insistent pour la reprise des canaux. Dans la discussion du projet de travaux publics, MM. de Vrints, Le Hardy de Beaulieu, T'Serstevens et Snoy déposent l'amendement suivant : « Le gouvernement est autorisé à concéder ou à construire, aux frais du Trésor public, un chemin de fer partant de Tubize et se dirigeant sur Jodoigne, Braine-l'Alleud, Wavre et Grez-Doiceau. » M. Julliot demande où en est le projet du chemin de fer de Tongres à Saint-Trond. M. Moncheur, *m. t.*, répond que le gouvernement a décrété la concession d'un chemin de fer partant de Tongres, se dirigeant vers Saint-Trond en passant par Looz et se prolongeant jusque dans la vallée de la Grande-Ghête où il rencontrera le chemin de fer de Tirlemont vers le camp de Beverloo. Le *m.* ne peut se rallier à l'amendement des représentants de Nivelles,

ni concéder une ligne d'Anvers à Mayence. Il ne croit pas qu'il y ait place en ce moment pour de nouvelles lignes internationales partant de la capitale. M. De Clercq réclame l'achèvement de la station de Bruges. M. Lelièvre affirme que le gouvernement devrait nécessairement se charger de la construction du chemin de fer de Gembloux à la Meuse, avec embranchement de Namur vers Fosses. M. Le Hardy de Beaulieu fait valoir les avantages d'une ligne directe de Bruxelles à Mayence. — 6. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. Magherman, Tack et Delehay, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle le conseil communal de Berchem la prie de décréter la construction immédiate du chemin de fer d'Audenarde à Roubaix par Berchem, Avelghem, Saint-Genois, Dottignies et Wattrelos. — 7. La discussion du projet de travaux publics étant reprise, M. T'Serstevens insiste sur l'utilité d'un chemin de fer de Tubize à Jodoigne. M. Verbruggen se plaint de ne pas voir au projet un crédit pour l'agrandissement de la station d'Alost. M. Drion réclame divers travaux dans l'arrondissement de Charleroi. — 10. Des explications sont échangées entre MM. Descamps et Moncheur au sujet de l'exécution et du tracé des lignes de Saint-Ghislain et de Blaton à Ath. M. E. de Kerckhove prie le *m.* de hâter l'exécution des travaux de la gare de Malines et de la petite gare de Neckerspoel. M. Wasseige s'occupe de l'exploitation de la ligne du Luxembourg. — 13. M. Puissant se plaint du retard apporté à l'exécution des chemins de fer décrétés dans l'arrondissement de Thuin. — 14. M. Hagemans appuie ces observations. M. Moncheur, *m. t.*, espère qu'il sera fait droit prochainement à leurs désirs et que la ville de Beaumont pourra être reliée au chemin de fer. M. Sainctelette

appelle l'attention sur la concurrence que les tramways pourront faire au chemin de fer. Il demande le retrait ou le désaveu des mesures par lesquelles les tarifs ont été augmentés sur les lignes industrielles du Flénu, de Saint-Ghislain et de Dour à Quiévrain. — 17. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi accordant au gouvernement l'autorisation de concéder plusieurs chemins de fer (1). — 18. M. Descamps, *r. c.*, dépose le rapport sur des pétitions émanant des chambres de commerce de Bruxelles, de Mons et d'Arlon, et de négociants, de Bruxelles, Anvers, Charleroi, Saint-Nicolas et Nivelles, réclamant l'adoption d'un nouveau système de tarification pour les transports des petites marchandises par les chemins de fer de l'Etat. L'achèvement des travaux des chemins de fer de Bruxelles à Luttre, de Saint-Ghislain et de Blaton à Ath, donne lieu à un échange d'explications entre MM. T'Serstevens, Moncheur, *m. t.*, Le Hardy de Beaulieu, de Vrints et Bricoult. — 19. Au § concernant les chemins de fer en exploitation, MM. Beeckman et Thonissen s'occupent du tracé du chemin de fer de Tirlemont à Diest; M. Puissant, de celui de la ligne de Leval à Piéton; M. Mouton, de la station de Hautpré; M. Wouters, des stations de Hougaerde et de Cumptich; M. de Macar, de la ligne de Bruxelles à Huy et à Mayence; M. Malou, *m. f.*, du doublement de la ligne de l'Ourthe; M. Le Hardy de Beaulieu, de l'emploi du crédit sollicité pour l'amélioration du chemin de fer; M. Meeus, de la gare des marchandises à Anvers; M. Sainctelette, du tarif inauguré sur les chemins de fer du couchant de Mons. La chambre entend encore, sur ces divers points, MM. Moncheur, *m. t.*, Sainctelette, de Macar, Pirmez, Meeus et Muller. M. Le Hardy de Beaulieu parle ensuite de l'exiguïté de la station du Luxembourg, à Bruxelles, et de la nécessité

(1) « Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à concéder, en réservant l'exploitation par l'Etat :

« 1^o Un chemin de fer partant de Tirlemont, se dirigeant par la vallée de la Grande Ghète vers Diest, où il se raccordera au chemin de fer d'Anvers à Hasselt, passant par ou près de Tessenderloo, le camp de Beverloo et aboutissant au chemin de fer d'Anvers vers Gladbach ;

« 2^o Un chemin de fer partant de Tongres, passant par ou près de Looz, se raccordant à Saint-Trond, au chemin de fer de Landen à Hasselt, passant ensuite par ou près de Léau et aboutissant à la ligne indiquée au 1^o ci-dessus.

« 3^o Un chemin de fer qui, prenant son origine à la station de Vivegnis à Liège, se dirigera par Herstal, franchira la Meuse, se raccordera au chemin de fer de Liège vers Maestricht, passera par ou près de Daelhem, Aubel et Hombourg et se raccordera, à Bleyberg, au chemin de fer de Welkenraedt à Aix-la-Chapelle ;

« 4^o Un embranchement qui, partant du chemin

de fer précité de Vivegnis à Bleyberg, passera par ou près de Froidthier et se raccordera au chemin de fer des Plateaux de Herve, à l'endroit dit : *La Croix Polinard*

« Art. 2. La concession sera donnée par adjudication publique, soit moyennant un tantième de recette brute, soit moyennant une annuité kilométrique fixe.

« Art. 3. Le gouvernement est autorisé à restituer le cautionnement de 200 000 francs qui avait été déposé à titre de garantie de la concession d'un chemin de fer de Tirlemont à Diest, octroyée, en exécution de la loi du 23 juin 1853, par arrêté royal du 15 février 1864.

« Cette restitution ne pourra toutefois être effectuée qu'après que la concession du chemin de fer de Tirlemont à la ligne d'Anvers vers Gladbach aura été définitivement accordée.

« Art. 4. La loi du 30 juillet 1871, autorisant la concession d'un chemin de fer de Tirlemont, par Diest, au camp de Beverloo, est abrogée. »

de supprimer le passage à niveau de la rue Belliard. M. Moncheur, *m. t.*, convient que la gare du Luxembourg est excessivement exigüe et que l'obligation d'y charger et d'y décharger les marchandises est pour beaucoup dans les dangers que présente le passage à niveau dont on a parlé. Mais est-ce du côté de la rue du Trône ou du côté de Schaerbeek, vers le nord, qu'il faut établir une station à marchandises? C'est là un point à examiner; il fait l'objet des recherches de l'administration. — 24. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi ordonnant la prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1875 de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1855, concernant les péages du chemin de fer. La chambre est appelée à se prononcer sur un amendement de MM. T'Serstevens et consorts : il est ainsi conçu : « Le gouvernement est autorisé à concéder ou à construire aux frais du Trésor public un chemin de fer partant de Tubize et se dirigeant vers Jodoigne, Braine-l'Alleud, Wavre et Grez-Doiceau. (Signé : de Vrints, Le Hardy de Beaulieu, T'Serstevens et Snoy.) » Cet amendement, s'il était adopté, formerait l'article 2 de la loi des travaux publics. Après un échange d'explications entre MM. T'Serstevens, Moncheur, *m. t.*, Le Hardy de Beaulieu, de Vrints et Malou, *m. f.*, l'amendement est retiré. — 26. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet relatif à des concessions de chemins de fer.

12 juillet. M. Verbrugghen, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif aux péages du chemin de fer de l'Etat. — 16. M. Thonissen, *r. s. c.*, *id.* sur les amendements au projet de concessions de chemins de fer. — 18. Dans la discussion du projet relatif aux péages, un nouveau débat s'engage entre MM. David et Wasseige au sujet des résultats du tarif introduit par ce dernier; puis MM. David, Boulenger et Dethuin proposent un amendement qui tend à ne proroger la loi des péages que jusqu'au 1^{er} juillet 1874 au lieu du 1^{er} juillet 1875. — 19. Le débat continue sur le tarif entre MM. Pirmez, David, Wasseige, Moncheur, *m. t.*, Boulenger, Rogier, Delehay et Boucquéau. M. Pety de Thozée demande quand le barème de l'Etat sera appliqué aux marchandises sur la ligne du Luxembourg. M. Moncheur, *m. t.*, dit que cette application devait avoir lieu le 1^{er} juillet. Malheureusement une circonstance imprévue s'est présentée; c'est la non-entente jusqu'à ce jour entre le gouvernement belge et la commission de l'Alsace-Lorraine pour le tarif international. Il n'a donc pu jusqu'à présent appliquer le barème de l'Etat. Mais cette application aura lieu pour le 1^{er} août prochain. L'amendement de MM. David et consorts est rejeté par 48 voix contre 18 et le projet est

voté par 65 voix contre 2. — 26. La chambre s'occupe du projet de loi relatif à diverses concessions de chemins de fer. M. Malou, *m. f.*, annonce qu'il opposera la question préalable aux propositions nouvelles qui seront faites. On n'a, en effet, que peu ou même point d'éléments d'appréciation concernant les chemins de fer dont la construction est sollicitée. Ainsi, il s'agit du chemin de fer de Tubize à Jodoigne par Wavre et de celui partant d'un point encore inconnu de la ligne d'Audenarde à Courtrai et se dirigeant vers Roubaix. Ces deux lignes ferrées n'ont, jusqu'à présent, fait l'objet d'aucune espèce d'études. M. Moncheur, *m. t.*, confirme cette déclaration qui donne lieu à des critiques de MM. Snoy, de Vrints, Tack, Le Hardy de Beaulieu, T'Serstevens, Magherman et de Rossius. La question préalable, mise aux voix, est prononcée par 29 voix contre 28 et 6 abstentions. Le projet de loi est ensuite combattu par M. A. Visart, à cause du mode de concession ou de construction et en particulier de l'amendement du *m. t.*, d'après lequel la concession de la ligne de Vivegnis à Bleyberg sera donnée de gré à gré moyennant un tantième de recette brute de 50 p. c. Un débat s'engage ensuite entre MM. Beeckman, Thonissen et Moncheur, *m. t.*, au sujet du tracé de la ligne de Tirlemont à Diest. L'article 1^{er} du projet est adopté. Il en est de même de l'article 2, après un échange d'explications entre MM. Demeur et Moncheur, *m. t.* — 29. Le projet de loi est voté par 62 voix contre 3 et une abstention. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Snoy, dit qu'il espère que la ligne de Charleroi à Bruxelles pourra être mise en exploitation avant la fin de l'année.

2 août. M. Moncheur, *m. t.*, dépose le compte rendu des chemins de fer pour l'exercice 1872.

CODE DE COMMERCE.

19 novembre. M. Van Humbeeck, *r. c.*, fait rapport sur les amendements introduits par le sénat aux titres I^{er} à IV. Puis la chambre aborde l'examen du titre IX du livre I^{er} (*Des Sociétés*). Elle s'occupe des articles 145 à 170, au sujet desquels sont entendus MM. Demeur, De Lantsheere, *m. j.*, Pirmez, *r.*, Bara, Guillery, Cornesse et Lelièvre. — 20. Discussion des articles 170 à 191. Les mêmes orateurs et MM. Cruyt, Jacobs et Saintelette prennent part au débat. — 21. Articles 192 à 201. Sont entendus MM. De Lantsheere, *m. j.*, Saintelette, Bara, Pirmez, *r.*, et Demeur. — 22. Articles 202 à 227. Sont entendus MM. Elias, Pirmez, *r.*, Jacobs, Bara, Demeur, De Lantsheere, *m. j.*, et Boucquéau. — 26. Discussion des articles 157 *bis*, 204 à 258. Prennent la parole MM. Demeur, Pirmez, *r.*,

Saintelette, Bara, Lelièvre, Jottrand, De Lantsheere, *m. j.*, et Elias. — 27. Art. 258 *bis* à 260. Sont entendus MM. Elias, Pirmez, *r.*, Bara, Saintelette, De Lantsheere, *m. j.*, et Demeur. — 28. La chambre discute les amendements du sénat aux titres I^{er} à IV (art. 9, 16 et 18). Ces amendements sont adoptés et l'ensemble du projet est voté à l'unanimité. — 29. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet relatif aux lettres de mer.

5 décembre. La chambre passe au vote définitif du titre IX (*Des Sociétés*). Il est adopté par 68 voix et une abstention, après des observations de MM. Lelièvre, De Lantsheere, *m. j.*, Jottrand, Jacobs, Pirmez, *r.*, et Demeur. — 12. Le projet de loi sur les *Lettres de mer* est adopté par 82 voix contre une, après un débat auquel prennent part MM. Lelièvre, Malou, *m. f.*, Van Iseghem, *r.* et Coomans.

17 janvier. M. Van Humbeeck, *r. c.*, présente le rapport sur les titres X et XI du livre I^{er} (*Assurances*). La discussion est ouverte sur le projet. Les articles 261 à 302 sont adoptés, après un débat auquel prennent part MM. Jottrand, Van Humbeeck, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Drubbel et Lelièvre. — 21. L'ensemble des deux titres est voté à l'unanimité, après de nouvelles observations de MM. Jacobs, Van Humbeeck, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Jottrand, Rogier et Lelièvre.

25 avril. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur le titre *Des Sociétés*, amendé par le sénat.

8 mai. La discussion s'ouvre sur cet objet. MM. Demeur, Pirmez, *r.*, Jacobs, De Lantsheere, *m. j.*, Lelièvre et Bara y prennent part et le projet est adopté par 74 voix et une abstention.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

14 janvier. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi contenant le titre préliminaire du code de procédure civile.

15 mars. M. Thonissen, *r. c.*, dépose le rapport sur le chapitre I^{er} du livre préliminaire. M. Jacobs, *r. c.*, *id.* sur le chapitre I^{er} du titre II, intitulé : *Du compromis*.

19 juin. M. Dupont, *r. c.*, dépose le rapport sur le chapitre II du titre I^{er} du livre préliminaire. M. Drubbel, *r. c.*, *id.* sur le chapitre II du titre II.

CODE PÉNAL.

6 juin. M. Guillery, *r. c.*, fait rapport sur la proposition de loi de M. Lelièvre relative au cumul des peines en matière correctionnelle.

COMMUNALES (AFFAIRES).

14 novembre. M. Jacobs développe une proposition de loi ainsi conçue :

Art. 1^{er}. L'article 2, l'article 55, le 2^e paragraphe de l'article 56 et les quatre premiers paragraphes de l'article 57 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Le bourgmestre est nommé par le Roi dans le sein du conseil. Néanmoins le Roi peut, de l'avis conforme de la députation permanente, nommer le bourgmestre hors du conseil parmi les électeurs de la commune âgés de vingt-cinq ans accomplis.

« Le bourgmestre, lorsqu'il est nommé hors du conseil, a, dans tous les cas, voix délibérative dans le collège des bourgmestre et échevins. Il est de droit président du conseil avec voix consultative.

« Les échevins sont élus par le conseil communal, parmi ses membres.

« L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue par autant de scrutins séparés qu'il y a d'échevins à élire ; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins. Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix ; au ballottage, en cas de parité, le candidat le plus âgé l'emporte.

« Art. 55. Le bourgmestre est nommé pour le terme de six ans ; les échevins sont élus pour trois ans. Toutefois, ils perdent cette qualité si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil.

« L'élection des échevins a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement total ou partiel du conseil.

« En tout autre cas, l'élection doit être faite dans les trois mois de la vacance. Le conseil en fixe la date. L'élu achève le terme de son prédécesseur.

« Art. 56, § 2. Le gouverneur peut, sur l'avis conforme et motivé de la députation permanente, suspendre et révoquer les échevins pour conduite notoire ou négligence grave. Ils seront préalablement entendus.

« La suspension ne pourra excéder trois mois.

« L'échevin révoqué ne pourra être réélu.

« Art. 57 (4 premiers paragraphes). La démission des fonctions de conseiller et d'échevin sera donnée par écrit au conseil communal.

« La démission des fonctions de bourgmestre est adressée au Roi et notifiée au conseil.

« Le conseiller ou l'échevin qui contesterait le fait de sa démission pourra se pourvoir devant la députation permanente du conseil provincial, qui prononcera au plus tard dans le mois qui suivra le recours.

« Le bourgmestre qui désirera donner sa démission comme conseiller ne pourra l'adresser au conseil qu'après avoir préalablement obtenu du Roi sa démission comme bourgmestre. »

Art. 2. Le n^o 1 de l'article 90 de la loi communale et la disposition finale ajoutée à cet article par la loi du 30 juin 1842 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le collège des bourgmestre et échevins est chargé :

« N^o 1. De l'exécution des lois, arrêtés et or-

donnances de l'administration générale ou provinciale, lorsqu'elle lui est spécialement confiée.

« *Disposition finale.* Le bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, arrêtés et ordonnances de l'administration générale ou provinciale, à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège échevinal ou au conseil communal. Il est spécialement chargé de l'exécution des lois et règlements de police; néanmoins, il peut, sous sa responsabilité, déléguer cette attribution, en tout ou en partie, à l'un des échevins. »

DISPOSITION TRANSITOIRE. — Art. 3. Dans le mois qui suivra la publication de la présente loi, les conseils communaux procéderont à l'élection des échevins.

Les échevins nommés par le gouvernement cesseront de remplir leurs fonctions aussitôt après l'élection des nouveaux échevins. Ceux-ci continueront les leurs jusqu'à l'installation des conseillers élus au renouvellement total ou partiel suivant.

La proposition est prise en considération.

7 février. M. Jacobs rappelle qu'étant ministre, il a déposé un projet de loi apportant des modifications à la loi communale dans un but de décentralisation. Ce projet a été renvoyé à la s. c. et M. Liénart a été nommé rapporteur. Depuis sa mort, on a recherché, mais en vain, les procès-verbaux des sections. Ce projet se trouve donc paralysé par suite de cette circonstance. L'orateur croit qu'il serait désirable qu'il fût de nouveau soumis aux ss. Adopté. — 19. M. Janssens, *r. c.*, fait rapport sur une pétition des comices agricoles d'Anvers relative à la location des biens des hospices.

26 mars. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de modifier les délimitations entre les communes de Pecq et de Hérinnes, province de Hainaut, par suite du redressement de l'Escaut. — 29. M. Allard, *r. c.*, fait rapport sur ce projet. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de distraire le hameau de Versailles de la commune de Buvrines pour le réunir à la ville de Binche.

22 avril. M. Delcour, *m. i.*, dépose deux projets de lois: 1^o ayant pour objet la séparation du hameau de Schoonaerde de la commune de Wichelen (Flandre orientale) et son érection en commune distincte; 2^o portant distraction d'une partie du territoire de la commune de Thys et sa réunion à la commune de Fize-le-Marsal, province de Liège. — 26. Sur les conclusions de M. de Macar, *r. c.*, et après des observations de MM. Pirmez et Delcour, *m. i.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des conseils communaux demandent une loi pour rendre exécutoires les contraintes décernées en matière de taxes locales par les receveurs

communaux. Il en est de même, sur le rapport de M. Bouquéau, *r. c.*, d'une pétition par laquelle le sieur Van Bavel réclame l'intervention de la chambre pour obliger l'employé de l'état civil de Laeken à inscrire son fils nouveau-né sous le prénom de Démosthène. 30. M. Delcour, *m. i.*, répondant à une interpellation de M. David, donne des explications sur le retard apporté à la nomination d'un échevin à Herve.

9 mai. M. Hagemans, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui tend à distraire le hameau de Versailles de la commune de Buvrines pour le réunir à la ville de Binche.

— 16. Sur les conclusions de M. A. Visart, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Coomans et Delcour, *m. i.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des habitants de l'arrondissement de Bruges demandent que le gouvernement n'accorde plus l'autorisation de placer des barrières sur les chaussées communales. — 17. Le projet relatif à la délimitation des communes de Pecq et de Hérinnes est adopté par 71 voix contre une. — 21. Le projet relatif à la réunion à la ville de Binche du hameau de Versailles est voté à l'unanimité. — 28. Des explications sont échangées entre MM. Le Hardy de Beaulieu, T'Serstevens, de Vrints et Delcour, *m. i.*, au sujet de deux places d'échevins vacantes auxquelles il y a lieu de pourvoir à Grez-Doiceau et à Court-Saint-Etienne.

21 juin. M. Vanden Steen, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi érigeant le hameau de Schoonaerde en commune distincte. — 27. M. T'Serstevens, *r. c.*, fait rapport sur de nouvelles pétitions de secrétaires communaux qui demandent une loi fixant le *minimum* de leurs traitements. Cette requête est appuyée par MM. Defuisseaux et Bouquéau. M. Delcour, *m. i.*, dit que les secrétaires communaux sont avant tout les agents des communes, dont il ne faut pas oublier que le fonds communal a amélioré la situation. Lors de la création de ce fonds, il a été entendu, de la manière la plus positive, que les sommes réparties entre les communes serviraient, dans une certaine mesure, à l'amélioration de la position des secrétaires communaux. C'est là une situation dont il faut tenir compte. Est-ce à dire qu'il ne reste rien à faire? Loin de là, le gouvernement est très préoccupé de cette question; il a adressé à ce sujet une circulaire aux gouverneurs, en les priant de saisir de l'affaire les députations permanentes et les conseils provinciaux. Ceux-ci seront prochainement saisis de l'affaire et le *m.* a l'espoir que, lorsqu'il aura reçu leur avis, il sera en mesure d'arriver à une solution satisfaisante. M. Defuisseaux insiste pour que le gouvernement fasse amé-

liorer la position de certains secrétaires communaux; M. Vermeire, pour qu'on ne les oblige pas à faire des statistiques inutiles.

10 juillet. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi qui a pour objet d'augmenter d'un le nombre des échevins de la ville d'Anvers et de porter le collège échevinal de cette ville à cinq échevins et un bourgmestre. — 19. Le projet de loi relatif à la commune de Schoonaerde est adopté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

20 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose le projet de règlement définitif du B. de l'exercice 1869.

5 décembre. M. De Smet, *r. c.*, dépose le rapport sur le règlement définitif des comptes de 1867 et de 1868. — 11. Le règlement définitif du B. de 1868 est voté à l'unanimité, après quelques explications échangées entre MM. Demeur, Moncheur, *m. t.*, et Malou, *m. f.*, au sujet de la comptabilité de la masse d'habillement de la marine. — 12. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, donne, au sujet de l'ancien fonds de la masse d'habillement de la marine, des explications d'où il résulte qu'on n'en peut établir la comptabilité d'une manière exacte, une partie des archives ayant été brûlées dans un incendie de la cour des comptes. Un débat s'engage entre MM. Demeur, De Fré, Malou, *m. f.*, Guillery et Rogier sur la question de responsabilité.

15 février. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur le règlement définitif du B. de 1869.

16 mai. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

COUR DES COMPTES.

17 décembre. A propos du B. des dotations il y a un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, Guillery et Lefebvre, *r.*, au sujet de la question de savoir s'il y a lieu de donner une indemnité de logement au p. de la cour des comptes. — 18. Il est procédé à la nomination des membres de la cour des comptes. M. Misson est nommé président par 57 voix contre 26 données à M. Moreau. Sont élus conseillers, M. Pepin par 86 voix sur 90 votants, M. Cools par 83 voix sur 94 votants, M. Dassesse par 84 voix, M. Moreau, par 84 voix, M. Gisler par 62 voix contre 24 données à M. Fizenne, M. Casier par 94 voix. M. Sleydens est nommé greffier par 82 voix.

COURS D'EAU.

27 juin. La chambre, sur les conclusions de M. T'Serstevens, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Anspach, de Vrints, Delcour,

m. i. et Guillery, renvoie au *m. i.*, une pétition par laquelle les habitants de Cortil-Noirmont présentent des observations contre le projet d'emprunter les eaux des sources de cette commune pour augmenter celles de la ville de Bruxelles.

DÉCÈS.

10 juin. La chambre reçoit notification du décès de M. Landeloos, représentant de Louvain, et de M. Elias, représentant de Liège.

DOUANES ET ACCISES.

15 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose : 1° un projet de loi ayant pour objet la suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie; 2° un projet de loi décrétant d'une manière permanente la libre entrée des denrées alimentaires.

12 décembre. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce dernier projet. — 17. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre. — 19. Le projet sur les denrées alimentaires est critiqué par M. T'Serstevens comme de nature à nuire aux intérêts de l'agriculture, qu'il place dans une situation plus défavorable que les autres industries, en la privant de toute protection. Il engage ensuite le gouvernement à donner une vive impulsion à l'achèvement du réseau de la voirie vicinale. M. Thonissen propose des exceptions pour l'amidon et pour les farines introduites par la frontière de France. M. Malou, *m. f.*, défend le projet de loi au nom des principes de la liberté commerciale; puis il propose un article additionnel ainsi conçu : « Toutefois, le gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des farines et des moutures de toute espèce, un droit compensateur égal à la prime dont ces denrées jouiraient à la sortie des pays de provenance. » — 21. M. Delehay, de son côté, propose l'amendement suivant : « Toutefois, le droit actuel à l'importation des farines et moutures de toute espèce sera maintenu à l'égard de tout pays où ces denrées jouissent d'une prime à la sortie. » Enfin, la *s. c.* fait la proposition de retrancher l'amidon, à l'égard duquel elle maintient le droit à l'entrée, et elle retranche également les mots « farines et moutures de toute espèce ». Après avoir entendu MM. Schollaert, Delehay, *r.*, et Malou, *m. f.*, la chambre rejette, par 47 voix contre 22, l'amendement relatif aux farines; par assis et levé, celui qui concerne l'amidon, et adopte l'ensemble du projet de loi par 64 voix et 3 abstentions. M. Frère-Orban, en motivant son abstention, dit que si la question avait été simplement de savoir s'il faut maintenir ou

supprimer les droits sur les denrées alimentaires, il aurait voté le projet, bien qu'il soit évident que des droits très minimes, comme ceux dont il s'agit, ne peuvent exercer qu'une influence insignifiante sur le prix des denrées. Mais il croit qu'il fallait examiner avant tout si le gouvernement faisait un bon acte d'administration en renonçant actuellement à un revenu de 2,600,000 fr. Il convenait d'examiner préalablement la situation financière, et c'est ce qu'il aurait fait si le temps lui en avait été donné. Il lui eût été facile d'établir que le gouvernement n'a pas trop de ressources, qu'il lui en manque, au contraire, et qu'il est imprudent d'abandonner un revenu aussi considérable.

16 janvier. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant suppression des primes à l'exportation des eaux-de-vie. — 29. M. Notelteirs, *r. s. c.*, dépose le projet de loi relatif à la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre.

19 février. M. Balisau, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition de distillateurs agricoles et sur une pétition de couteliers de la commune de Houyet.

20 mars. Dans la discussion du projet de loi relatif à la libre réimportation des produits manufacturés en Belgique, mais ayant reçu à l'étranger une transformation, M. Couvreur engage le gouvernement à faire, de la faculté que la loi lui accordera, un usage aussi étendu que possible, c'est-à-dire de ne pas l'appliquer seulement à l'industrie sétifère, pour laquelle elle a été élaborée. Bien manié, étendu à toutes les industries qui en réclameront le bénéfice, ce projet exercera sur le développement de nos industries le même effet heureux que l'article 40 de la loi de 1846, qui a donné au gouvernement la faculté d'autoriser l'importation, en franchise de droits et à charge de réexportation, de marchandises appelées à subir une main-d'œuvre dans le pays. M. Delehay donne son adhésion au projet, parce qu'il consacre le système admis en Belgique depuis quelque temps : le travail en entrepôt, c'est-à-dire le travail à l'abri des droits de douane. Sous l'empire de ce projet, les produits de l'industrie qui progressent pourront sortir des frontières pour subir une main-d'œuvre et y rentrer ensuite, exempts de tous droits. C'est là un système libéral auquel l'orateur adhère pleinement, tout en recommandant encore au gouvernement, lorsqu'il l'appliquera, d'agir avec une grande prudence. M. Tack estime qu'il convient que la loi ne soit appliquée qu'avec prudence et seulement en cas de nécessité, lorsqu'il est démontré que la main-d'œuvre ne peut être convenablement donnée dans le

pays, lorsque cette main-d'œuvre donnée dans le pays est tellement imparfaite, qu'elle arrête en quelque sorte l'élan d'une grande industrie. Il serait imprudent d'aller plus loin. Si l'on veut des mesures radicales, il faut faire intervenir la législature. En tout cas, il faut que les autorisations que le gouvernement sera appelé à donner ne soient que provisoires, comme le porte le texte de la loi, et qu'on soit certain d'éviter des substitutions frauduleuses. M. Malou, *m. f.*, croit qu'on peut faire des pas en avant dans la voie où l'on marche depuis un grand nombre d'années. Mais il faut évidemment consulter les intérêts, se livrer à une étude approfondie, notamment en ce qui concerne l'industrie cotonnière, qui est une des grandes industries nationales. Le principe de la loi n'est pas combattu, c'est un principe libéral; la loi doit recevoir de bonne foi des applications qui ne soient ni protectionnistes ni destructives de notre régime économique tel qu'il résulte des lois. Le projet est adopté à l'unanimité.

10 mai. M. Balisau, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition tendant à la suppression de l'exportation des charbons en Belgique.

18 juin. M. Thonissen, *r. s. c.*, dépose le rapport sur des amendements proposés par le *m. f.* au projet de loi portant suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie. — 24. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant suppression des droits sur les fils de lin, de chanvre et de jute.

8 juillet. Dans la discussion du projet de loi portant suppression de la prime à l'exportation des eaux-de-vie, M. T'Serstevens dit qu'il espère que le *m.* ne voudra pas assumer la responsabilité immense d'avoir causé, par une trop forte réduction du drawback, la ruine de la distillerie, alors qu'en consentant au léger sacrifice qu'il propose, il pourrait s'épargner et cette responsabilité et des pertes colossales pour le pays. L'orateur conjure le gouvernement et la chambre de se rallier aux propositions de la *s. c.*, afin que le drawback ne soit pas abaissé à un chiffre inférieur à 57 francs par hectolitre d'alcool à cinquante degrés. M. Meeus dit que l'exportation est indispensable. En la supprimant, on tuera l'industrie de la distillation : elle devrait immédiatement limiter sa production à la quantité qui peut se consommer dans le pays. Ce serait la ruine pour le plus grand nombre. M. Magherman est d'avis que l'on doit établir la perception de l'impôt sur la production réelle, au lieu de prendre pour base la capacité de la cuve-matière. M. Delehay, se faisant l'organe de la *c.* permanente d'industrie, demande la permission de faire imprimer une proposition qu'il a rédigée et qui est conçue comme suit :

« Par modification au § 1^{er} de l'article 5 de la loi du 27 juin 1842, la déduction de 15 p. c. sur la quotité du droit accordée aux distilleries agricoles, est réduite à 10 p. c. » De leur côté, MM. Meeus, Notelteirs et Boulenger déposent l'amendement suivant : « Art. 1^{er}. 2° A 6 fr. 50 c., lorsqu'il est fait usage de fruits secs, mélasses, sirops ou sucres. 3° A 7 fr. 50 c., lorsqu'il est fait usage de jus de betterave mélangé d'une ou de plusieurs des substances mentionnées au n° 2° ci-dessus. » Enfin, MM. Delehay, Meeus et Delaet proposent de dire : « Art. 5. Le taux de la décharge est fixé à 60 francs par hectolitre d'eau-de-vie potable, 50° Gay-Lussac à la température de 15° centigrades. » — 9. M. Thonissen, *r.*, défend les conclusions de la *s. c.* M. Malou, *m. f.*, demande qu'on passe sur-le-champ à la discussion de l'article 5 relatif à la décharge à l'exportation. Après avoir entendu MM. Malou, Thonissen, *r.*, Meeus et Delehay, la chambre rejette d'abord l'amendement de MM. Meeus, Delehay et Delaet qui fixe la décharge à 60 fr.; puis, par 53 voix contre 24 et une abstention, celui de la *s. c.* qui le fixe à 57 fr. Elle adopte ensuite, par assis et levé, le chiffre de 55 fr. proposé par le gouvernement, et par 46 voix contre 50 et 2 abstentions, le § 2 de l'article qui est ainsi conçu : « Toutefois, le gouvernement est autorisé à réduire le taux de cette décharge à 50 francs, dès qu'il aura constaté que les exportations d'eau-de-vie, effectuées pendant une année à partir du 1^{er} juillet 1873, dépassent 50,000 hectolitres. » — 10. Les autres articles du projet de loi sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. Thonissen, *r.*, Malou, *m. f.*, Delehay, Bara, Boulenger, Van Hoorde et De Naeyer. L'ensemble du projet est voté par 62 voix contre 10 et une abstention. (M. Delehay a retiré son amendement.) — 26. M. Van Iseghem, *r. c.*, fait rapport sur une pétition du sieur Assoignons, négociant, qui se plaint que la douane française ait fait saisir son expédition de 4,600 kilogrammes de graine de lin récoltée en Belgique à l'importation en France, sous prétexte, pensait-il, que cette graine était d'origine étrangère.

ÉLECTIONS.

31 janvier. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle huit membres du conseil communal de Namur se sont adressés à la chambre, à l'effet d'engager les membres de cette assemblée à user de leur initiative pour proposer l'abrogation de l'article 189 du code électoral et la substitution du pouvoir judiciaire aux députations permanentes pour la vérification des élections communales. Les pétitionnaires se fondent sur les

abus qui auraient été commis par la députation permanente de Namur, lors de la vérification des élections communales qui ont eu lieu dans cette ville le 1^{er} juillet dernier. Ils accusent ce corps administratif de s'être laissé guider exclusivement, dans l'examen des réclamations qui leur étaient adressées, par l'arbitraire et l'esprit de parti pour favoriser des amis politiques. Le même reproche est adressé au gouvernement dans la personne du *m. i.* Le rapport conclut au dépôt au bureau des renseignements. Après un débat auquel prennent part MM. Wasseige, Bara, Jacobs, Vandenpeereboom, Guillery et Delcour, *m. i.*, M. Bara propose le renvoi de la pétition au *m. i.* Cette proposition est rejetée par 50 voix contre 53. Les conclusions de la *c.* sont adoptées.

EMPRUNT.

18 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à contracter un emprunt de 240 millions de francs, dont 179,850,000 fr. seront consacrés à des travaux publics.

4 avril. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 23. Celui-ci est adopté par 74 voix contre une et 10 abstentions, après un débat auquel prennent part MM. Thonissen, Demeur, Le Hardy de Beaulieu, Frère-Orban, Jacobs, Pirmez, Jottrand et Malou, *m. f.*

FAMILLE ROYALE.

13 novembre. Il est fait part à la chambre de l'heureuse délivrance de S. M. la Reine, qui a donné le jour à une princesse, qui a reçu les noms de Clémentine-Albertine-Marie-Léopoldine, et de l'heureuse délivrance de S. A. R. M^{me} la comtesse de Flandre, qui a donné le jour à une princesse, qui a reçu les noms de Joséphine-Marie-Carola-Albertine. Une députation est chargée de complimenter S. M. le Roi et S. A. R. le comte de Flandre. — 19. M. Thibaut, *p.*, rend compte de la réception faite à la députation.

FINANCES.

13 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose : 1° un projet de loi approuvant la convention faite avec le bourgmestre de Bruxelles pour la cession de la main à la main de terrains dépendant de la gare du Midi; 2° un projet de loi autorisant le gouvernement à rembourser le solde de la dette à 3 p. c.; 3° un projet de loi relatif aux chèques et autres mandats de paiement. — 27. M. Dansaert, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux terrains dépendant de la gare du Midi.

5 décembre. M. Jacobs, *r. c.*, dépose sur le

bureau de la chambre le rapport de la c. des finances sur le projet de loi relatif au remboursement du solde de la dette 3 p. c. La chambre adopte à l'unanimité la convention du 17 juillet 1872, portant cession à la ville de Bruxelles d'un hectare trente-neuf ares quarante-quatre centiares de terrains de l'ancienne gare du Midi. — 11. Le projet de loi relatif au remboursement du solde de la dette à 3 p. c. est adopté à l'unanimité, après un échange d'observations entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Malou, *m. f.*, sur l'amortissement du 4 1/2.

30 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui autorise la vente à la ville de Huy de l'ancien couvent des Frères mineurs à Huy, et l'exposé de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1873.

6 février. M. de Macar, *r. c.*, présente le rapport sur le premier de ces projets de lois.

20 mars. Il est adopté à l'unanimité.

1^{er} avril. M. Malou, *m. f.*, dépose : 1^o le rapport sur les opérations de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations; 2^o le compte rendu des opérations de la caisse d'épargne et de retraite.

22 avril. *Id.* deux projets de lois dont l'un a pour objet d'assimiler quant au régime de la patente les sociétés en commandite par actions aux sociétés anonymes; l'autre, d'exempter du droit et de la formalité du timbre les registres et les quittances de tous les établissements publics.

15 mai. M. Cornesse, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi concernant les chèques et autres mandats de paiements.

4 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose les documents relatifs à la question des sucres, comprenant notamment la convention internationale de 1864 et les procès-verbaux des conférences de Londres en 1872 et de Paris en 1873. La chambre aborde ensuite la discussion du projet de loi relatif aux chèques. Les articles sont adoptés, après un débat entre MM. Pirmez, Cornesse, *r.*, et Malou, *m. f.* — 5. Le projet lui-même est voté à l'unanimité. — 17. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi d'après lequel le gouvernement serait autorisé à viser des titres d'annuités pour les kilomètres de chemin de fer dont la construction doit être faite en exécution des articles 17 et 18 de la convention du 25 avril 1870; puis le rapport sur l'exécution de la loi qui a permis au gouvernement de vendre des terrains à bâtir de la main à la main, loi votée dans la dernière session. — 24. *Id.*, sur la convention conclue avec la ville d'Ostende pour un échange de terrains domaniaux.

10 juillet. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 11. M. Cor-

nesse, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi portant exemption du droit et de la formalité du timbre pour les quittances et registres des établissements publics. — 17. M. A. Visart, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi autorisant le gouvernement à faire viser par la trésorerie des titres d'annuités afférentes aux lignes à construire en vertu de la convention du 25 avril 1870. — 18. Le projet de loi concernant la convention conclue avec la ville d'Ostende est voté à l'unanimité, après quelques observations de M. Malou, *m. f.*, en réponse à M. De Clercq, au sujet de l'emplacement du Kursaal projeté à Ostende. Il en est de même du projet relatif à l'exemption du timbre pour les quittances et registres des établissements publics. — 22. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif à trois conventions en matière domaniale. L'une concerne la cession à faire à la commune de Blankenberghe de 39 ares de terrain; l'autre a pour objet un échange de bois entre le domaine et la famille Orban, et la troisième comprend la transaction entre l'Etat et la province de Brabant pour la propriété de la Cambre. — 25. M. A. Visart, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 29. M. A. Jamar demande à la chambre d'ordonner l'impression et la distribution à ses membres du rapport des fonctionnaires du département des travaux publics sur les propositions de la compagnie des Bassins houillers relatives à la cession à l'Etat de l'exploitation de son réseau de chemins de fer. Ce rapport a précédé la présentation à la chambre du projet de loi approuvant la convention du 25 avril. Le but de cette demande est de simplifier les débats auxquels pourrait donner lieu l'examen de la loi relative au visa par la trésorerie des titres d'annuités afférentes aux lignes à construire par la société des Bassins houillers en vertu de la convention du 25 avril.

2 août. Le projet de loi sur des contrats relatifs à des biens domaniaux est adopté par 95 voix contre une. — 5. La chambre s'occupe du projet de loi relatif au visa des annuités. M. Malou, *m. f.*, propose un article nouveau ainsi conçu : « La présente loi cessera d'avoir effet le 31 décembre 1874. Avant cette date, il sera rendu compte aux chambres de l'exécution qu'elle aura reçue. » La chambre entend MM. Beeckman, Moncheur, *m. t.*, Hermant, Demeur, Puissant, Vermeire et Malou, *m. f.*, dans la discussion générale. Les articles donnent lieu à un échange d'explications entre MM. A. Jamar, Demeur, Malou, *m. f.*, et Bouquéau. — M. Demeur a présenté les deux amendements suivants : 1^o « Les titres visés en exécution de l'article 1^{er} ne pourront représenter ensemble une valeur supérieure à

trois millions de francs, déduction faite des titres afférents aux chemins de fer dont l'exploitation sera successivement remise à l'Etat. Pour l'application de cette disposition, la valeur des titres sera estimée à vingt-cinq fois le montant de l'annuité qu'ils représentent.

2° L'article 59 de la convention du 25 avril 1870 ne sera pas applicable aux titres émis en exécution de la présente loi. » Ces deux amendements sont rejetés. Le projet de loi est voté par 55 voix contre 10.

FLAMANDE (LANGUE).

22 avril. Sur la motion de M. Delehayé, appuyée par MM. Kervyn de Volkaersbeke, Delaet, Coremans et Van Wambeke, la chambre renvoie à la *s. c.* chargée d'examiner la proposition de loi de M. Coremans, diverses pétitions demandant une loi qui règle l'emploi de la langue flamande.

21 mai. A propos d'une pétition d'habitants d'Anvers relative à cet objet, MM. Meeus, Van Wambeke, Delaet et E. de Kerckhove réclament un prompt débat sur la question. — 31. M. Van Wambeke, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de loi de MM. Coremans et consorts, relative à l'administration de la justice répressive dans les parties flamandes du pays.

8 juillet. Il fait un rapport supplémentaire. — 10. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose deux amendements principaux au projet de loi : l'un est relatif à l'usage de la langue flamande devant la cour d'assises du Brabant; l'autre, à l'usage de la même langue devant la cour d'appel de Bruxelles. — 11. MM. Demeur, De Lantsheere et Coremans sont entendus dans la discussion générale du projet de loi. L'article 1^{er} sur lequel parlent MM. Jacobs, Bara, Van Wambeke, *r.*, Delaet, Pirmez, Demeur, Orts et Coremans est (par 65 voix et 9 abstentions) adopté en ces termes proposés par M. Jacobs : « Dans les provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, d'Anvers et de Limbourg, et dans l'arrondissement judiciaire de Louvain, la procédure préparatoire en matière répressive, à partir de la première comparution de l'inculpé devant le juge d'instruction, sera faite en flamand, sauf les restrictions qui suivent. —

12. La chambre aborde l'article 2 du projet de la *s. c.*, ainsi conçu : « Lorsqu'un inculpé ou un témoin demandera qu'il soit fait usage de la langue française, l'interrogatoire ou la déposition sera reçue et consignée en français. » M. Demeur présente l'amendement suivant : « Tout inculpé, lors de sa première comparution devant le juge, sera interpellé sur le point de savoir s'il entend se défendre en langue française ou en langue flamande. Il sera tenu acte de sa déclaration, à peine

de nullité. » Après des observations de MM. Demeur, Jacobs, De Lantsheere, *m. j.*, Bara et Coomans, M. Van Humbeeck propose de dire : « Lorsqu'un inculpé demandera qu'il soit fait usage de la langue française, l'interrogatoire sera reçu et consigné en français; à partir de cet interrogatoire, la procédure se fera en français. Toutefois, les dépositions des témoins continueront à être reçues et consignées en flamand, à moins qu'ils ne demandent à faire usage de la langue française. » MM. Van Wambeke, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, et Demeur prennent la parole, puis M. Jacobs se rallie à l'amendement de M. Van Humbeeck, qui est adopté. M. Coremans propose d'ajouter : « Cette demande sera actée, sous peine de nullité, dans le procès-verbal d'interrogatoire ou de déposition. Il sera joint au dossier une traduction en flamand des dépositions reçues et consignées en français, dans le cas où l'inculpé n'aura pas demandé qu'il soit fait usage de la langue française. » Un débat s'engage à ce propos entre l'auteur de l'amendement et MM. Bara, De Lantsheere, *m. j.*, Demeur, Drubbel, Van Wambeke, *r.*, De Baets, Jacobs et Boulenger, et la chambre finit par adopter, par 45 voix contre 25, une rédaction de M. Jacobs, conçue en ces termes : « Il sera joint au dossier une traduction en flamand des dépositions reçues et consignées en français et des principales pièces rédigées en langue française; » et un § additionnel de M. Bara, portant : « Les pièces en flamand seront traduites en français et la traduction jointe au dossier, si l'inculpé déclare vouloir faire usage de la langue française. » — 15. Article 5. Les rapports des experts et des hommes de l'art seront rédigés dans celle des deux langues usitées en Belgique qu'il leur conviendra d'employer. Toutefois, il sera joint au dossier une traduction flamande de ces documents s'ils sont rédigés en français. » Le *m. j.* propose de supprimer le second §; M. Coremans, d'ajouter l'alinéa suivant : « L'emploi de la langue française restera facultatif dans toutes les communications de magistrat à magistrat que l'instruction pourra nécessiter. » M. Van Wambeke, *r.*, se rallie à la proposition du *m. j.* Après quelques mots de MM. Coremans, Van Humbeeck, Bara, Jacobs, Delehayé et Jottrand, elle est adoptée avec un changement de rédaction de M. Van Humbeeck. Vient un article 4 proposé par M. Coremans : « En matière criminelle, le président de la cour d'assises ou le juge qu'il aura délégué, après avoir interpellé l'accusé de déclarer s'il a fait choix d'un conseil et, avant de lui en désigner un d'office, lui demandera s'il veut être défendu en français ou en flamand. Si l'accusé n'a pas de conseil et

désigne le flamand, le président lui donnera un avocat d'office capable de le défendre dans cette langue. Il sera tenu acte, sous peine de nullité, de l'interpellation et de la réponse y donnée. » M. Muller propose de rédiger le § 2 dans les termes suivants : « Si l'accusé n'a pas de conseil, le président lui donnera un avocat d'office capable de le défendre dans la langue qu'il aura choisie. » Ces deux propositions sont adoptées. — *Procédure à l'audience.* « Art. 4. La procédure à l'audience, y compris le réquisitoire, sera faite et le jugement sera rendu en flamand. Toutefois, si un inculpé ou un témoin demande à être entendu en français, il pourra être satisfait à cette demande. Si l'inculpé ne connaît que la langue française, il sera fait emploi de cette langue dans la procédure et le jugement. L'inobservation des dispositions du présent article entraînera la nullité de la procédure et du jugement, s'il y a été procédé malgré l'opposition d'une des parties. » M. Coremans propose la rédaction suivante : « La procédure à l'audience, y compris les *plaidoiries* et réquisitoires, sera faite et le jugement ou arrêt sera rendu en flamand. Toutefois, si un inculpé ou un témoin demande à être entendu en français, il pourra être satisfait à cette demande. *Cette demande sera actée au plumitif de l'audience. Les dépositions des témoins reçues en français seront traduites en flamand, si l'inculpé n'a pas demandé qu'il soit fait usage de la langue française.* Si l'inculpé ne connaît que la langue française, il sera fait emploi de cette langue dans la procédure et le jugement ou arrêt. *L'inculpé, qui n'aura pas demandé qu'il soit fait usage de la langue française, pourra néanmoins autoriser son défenseur à présenter sa défense en français, sauf à en prévenir l'officier du ministère public qui, dans ce cas, pourra se servir de la même langue. Cette autorisation sera actée au plumitif de l'audience.* L'inobservation des dispositions du présent article entraînera la nullité de la procédure et du jugement ou arrêt. » M. Van Humbeeck propose de maintenir les alinéas 1 et 4 comme au dernier projet de la section centrale; pour les alinéas 2 et 3, il propose la rédaction suivante : « Sera toutefois entendu en français le prévenu ou l'accusé qui en fera la demande; dans ce cas, il sera fait emploi de la langue française dans la procédure et le jugement. Sera également entendu en français le témoin qui en fera la demande. » La chambre entend MM. Lelièvre, Van Humbeeck, De Baets, De Haerne, Jacobs, Coremans, De Lantsheere, *m. j.*, Demeur, Bara et Jottrand. Sur la proposition du *m. j.*, à laquelle la *s. c.* et M. Coremans se rallient, le § 1^{er} est ainsi adopté : « La procédure à l'audience sera faite et le jugement sera rendu en flamand. »

La *s. c.* se rallie à l'amendement de M. Van Humbeeck. Les §§ 2 et 3 de l'article 4 sont donc votés en ces termes : « Sera toutefois entendu en français le prévenu ou l'accusé qui en fera la demande; dans ce cas, il sera fait emploi de la langue française dans la procédure et le jugement. Sera également entendu en français le témoin qui en fera la demande. » Reste le § 4, ainsi conçu : « L'inobservation des dispositions du présent article entraînera la nullité de la procédure et du jugement, s'il y a été procédé malgré l'opposition de l'une des parties. » M. Coremans propose de supprimer les mots : « S'il y a été procédé malgré l'opposition de l'une des parties. » Cet amendement n'est pas adopté; et le § est voté, tel qu'il est proposé par la *s. c.* Art. 5 : « Lorsque, dans la même affaire, seront impliqués des inculpés qui ne comprennent pas la même langue, le choix de celle des deux langues usitées en Belgique, dont il sera fait usage, est laissé à l'appréciation du juge. » M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il faut au mot *inculpés* substituer les mots *prévenus ou accusés*. L'article ainsi amendé est adopté. Suit l'article 6 de la *s. c.*, qui est ainsi conçu : « Le défenseur de l'inculpé pourra, de son consentement, faire usage de la langue française, à la condition d'en prévenir l'officier du ministère public qui, dans ce cas, pourra se servir de la même langue. » Mais, après un échange d'explications entre MM. Schollaert, Bara, De Baets, Thonissen, Muller et De Lantsheere, *m. j.*, la chambre ajoute à l'article 5 ces mots : « Sauf ce qui sera réglé par l'article 6 au sujet des *plaidoiries*. » — 16. Presque toute la séance est consacrée à la discussion de cet article 6, relatif aux *plaidoiries*. Y prennent part MM. Demeur, Coremans, Pirmez, De Baets, Jottrand, De Lantsheere, *m. j.*, Guillery, Coomans, Bara et Jacobs. Le débat étant clos, la chambre se trouve en présence de deux amendements de M. Coremans, d'un amendement de M. Demeur, et enfin d'un amendement de M. Bara. Le premier amendement présenté par M. Coremans : « L'inculpé qui n'aura pas demandé qu'il soit fait usage de la langue française pourra néanmoins autoriser son défenseur à présenter sa défense en français, sauf à en prévenir l'officier du ministère public qui, dans ce cas, pourra se servir de la même langue. Cette autorisation sera actée au plumitif de l'audience », est mis aux voix et n'est pas adopté. Le second amendement est ainsi conçu : « Le défenseur de l'inculpé pourra, du consentement de celui-ci, faire usage de la langue française, même dans le cas où l'inculpé n'aurait pas antérieurement requis qu'il fût fait usage du français. L'accusation devra néanmoins se servir de la

langue comprise de l'inculpé. » Il est adopté par 42 voix contre 41. A la suite de cet amendement viendrait se placer, s'il était accueilli, celui de M. Demeur. « Cette disposition est applicable aux actes et mémoires antérieurs au jour de la comparution du prévenu à l'audience, aussi bien qu'aux plaidoiries. » Il est retiré, après quelques explications. Celui de M. Bara, ainsi conçu : « Le défenseur du prévenu ou de l'accusé pourra, de son consentement, faire usage de la langue française. Dans cê cas, l'officier du ministère public pourra se servir de la même langue », vient à tomber par suite de l'adoption de celui de M. Coremans. La séance se termine par un échange de considérations générales entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Van Wambeke, *r.*, Verbrugghen et Bara au sujet de l'article 7. — 17. Cet article est ainsi conçu : « La partie civile se servira de la même langue que la partie publique. » Le *m. j.* propose l'amendement suivant : « La partie civile fera usage, à son choix, de la langue flamande ou de la langue française. » De son côté, M. Demeur propose un amendement ainsi conçu : « L'emploi des langues, soit flamande, soit française, est facultatif pour la partie civile. Il en est de même pour la partie qui est poursuivie comme civilement responsable du fait de l'inculpé. » La chambre entend MM. Demeur, Lelièvre, Jacobs et Van Wambeke, *r.*, puis rejette, par parité de voix (56 contre 56), l'amendement du *m. j.*, et adopte, après avoir entendu MM. Demeur, Van Wambeke, *r.*, Bara, Van Humbeeck, Delaet et Schollaert, cette nouvelle rédaction de M. Demeur : « L'emploi des langues, soit flamande, soit française, est facultatif pour la partie qui est poursuivie comme civilement responsable du fait de l'inculpé. » L'article 7 est finalement voté en ces termes par 45 voix contre 35 et une abstention. Article 8 : « Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, ainsi qu'à la cour d'assises du Brabant, la langue française et la langue flamande seront employées dans l'instruction et pour les jugements, selon les besoins de chaque cause. Si l'inculpé ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue, conformément aux dispositions qui précèdent. » M. Coremans propose au § 2 l'amendement suivant : « Toutefois, si l'inculpé ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue, conformément aux dispositions des articles précédents. L'inculpé en sera cru sur sa déclaration, quant au point de savoir s'il ne comprend que la langue flamande. Il sera tenu acte de cette déclaration sous peine de nullité. » Après un débat auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Delaet, Van Wambeke, *r.*,

le premier § du projet de loi est adopté par assis et levé, et le second par 45 voix contre 35. M. Coremans s'est rallié à cette rédaction. Article 9 du projet de la *s. c.* : « La présente loi n'est pas applicable à la cour d'appel de Liège. Néanmoins, lorsque la procédure y aura eu lieu en langue française, il sera joint au dossier, par les soins du procureur général, une traduction flamande : 1° des arrêts de renvoi devant la cour d'assises du Limbourg, ainsi que des actes d'accusation ; 2° des arrêts de renvoi devant les tribunaux correctionnels et de police de cette province. Sauf cette exception, la langue employée en première instance sera, si l'inculpé le requiert, employée en appel. » M. Coremans propose la rédaction suivante : « Provisoirement et jusqu'à disposition contraire, la présente loi n'est pas obligatoire pour la cour d'appel de Liège. Néanmoins, lorsque la procédure y a lieu en langue française, il est joint au dossier, par les soins du procureur général, une traduction flamande. » Et le reste comme à l'article. Le *m. j.* propose, de son côté, l'amendement suivant : « La présente loi ne s'applique point à la procédure devant les cours d'appel de Bruxelles et de Liège. Néanmoins, lorsque la procédure y aura lieu en langue française, il sera joint au dossier, par les soins du procureur général, une traduction flamande : 1° des arrêts de renvoi devant les cours d'assises des provinces d'Anvers et de Limbourg, ainsi que des actes d'accusation ; 2° des arrêts de renvoi devant les tribunaux correctionnels et de police de ces provinces et devant ceux de l'arrondissement de Louvain ; 3° des arrêts de renvoi devant la cour d'assises de la province de Brabant, ainsi que des actes d'accusation si l'instruction préparatoire a été faite en flamand ; 4° des arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel ou devant les tribunaux de police de l'arrondissement de Bruxelles, dans le même cas. » Enfin, M. Van Humbeeck, en se ralliant aux deux premiers alinéas de l'amendement du *m. j.*, propose de remplacer le reste de l'article par ce qui suit : « 1° Des arrêts de renvoi devant les cours d'assises, ainsi que des actes d'accusation, lorsque dans l'instruction préparatoire l'accusé se sera servi de la langue flamande ; 2° des arrêts de renvoi devant les tribunaux correctionnels ou devant les tribunaux de police dans les mêmes cas. Les traductions flamandes de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises et de l'acte d'accusation seront notifiées à l'accusé, avec le texte français de ces documents, de la manière établie par l'article 242 du code d'instruction criminelle. » M. Coremans, invité à développer son amendement, déclare se rallier à celui de la *s. c.* L'amendement du *m. j.* est adopté par 50 voix

contre 22. M. Coremans propose, à titre de disposition transitoire, un article aux termes duquel la traduction des pièces de la procédure préparatoire et des dépositions des témoins sera faite aux frais du Trésor, même en cas de condamnation du prévenu ou de l'accusé. Cet article est adopté après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Lelièvre, Pirmez, Coremans, De Lantsheere, *m. j.*, Guillery et Delaet. Il en est de même d'un article proposé par M. Van Wambeke, *r.*, et aux termes duquel il sera publié, par les soins du gouvernement, une traduction du code d'instruction criminelle. Enfin, il est admis que la première disposition de l'article 4, en ce qui concerne les débats à l'audience, ne sera obligatoire qu'un an après la publication de la présente loi. — 22. Au second vote, M. Guillery dit qu'il est impossible de maintenir l'article 10, aux termes duquel il faudrait constituer un jury flamand dans le Brabant pour l'inculpé qui ne comprend que la langue flamande. M. De Baets est d'avis qu'il y a lieu de laisser au défenseur du prévenu le droit de présenter la défense en français ou en flamand, sous réserve du consentement de l'inculpé. Après un débat auquel prennent part MM. Demeur, De Lantsheere, *m. j.*, Schollaert, Jacobs, Coremans, Jottrand, Bara, De Baets et Delehay, la chambre décide que l'article 1^{er} sera ainsi conçu : « La procédure en matière répressive, à partir de la première comparution de l'inculpé devant le jury, sera faite en flamand, et le jugement sera rendu dans cette langue, sauf les restrictions qui suivent. » A l'article 2, M. Demeur propose de dire : « Lorsqu'un inculpé demandera qu'il soit fait usage de la langue française, la procédure se fera en français, et le jugement sera rendu dans cette langue. Les témoins seront interrogés, et leurs dépositions seront reçues et consignées en flamand, à moins qu'ils ne demandent à faire usage de la langue française. » Cette rédaction est adoptée. Le débat continue ensuite entre MM. Pirmez, Coremans et Bara, et M. Guillery propose l'ajournement du projet et son renvoi à la *s. c.* Sur cette motion, une vive discussion s'engage entre MM. E. de Kerckhove, Jacobs, Pirmez et Delaet, puis l'ajournement est rejeté par 63 voix contre 32. — 23. La discussion continue. Après avoir entendu MM. Boulenger, De Lantsheere, *m. j.*, Bara, Coremans, Jottrand, Tesch, Jacobs, Pirmez et Drubbel, la chambre est appelée à se prononcer sur l'article 3. Elle se trouve en présence d'un amendement du *m.* ainsi conçu : « En matière criminelle, si la procédure se fait en langue flamande, il sera joint au dossier une traduction des procès-verbaux, des déclarations de témoins et

des rapports d'experts, rédigés en français. Si la procédure se fait en langue française, il sera joint au dossier une traduction des prédictes pièces rédigées en flamand. Les frais de ces traductions demeureront, dans tous les cas, à la charge du Trésor. » Cet amendement est adopté. Il en est de même d'un amendement de M. Bara, portant qu'il n'y aura de traduction que lorsque l'accusé le demandera. Cet article étant adopté par 69 voix contre 33, M. Defuisseaux déclare qu'il votera contre cette loi informe et difforme. M. Coremans propose de décider que les mêmes principes seront suivis en matière correctionnelle. Cet amendement est déclaré non recevable, la chambre venant de décider que la traduction aurait lieu en matière criminelle seulement, par exclusion de la matière correctionnelle. Les articles 4 à 8 sont adoptés avec des changements de rédaction. A l'article 9 (art. 8 du projet primitif), M. Demeur a proposé la rédaction suivante : « L'usage des langues soit flamande, soit française, est facultatif pour les avocats et défenseurs. L'accusation pourra, en tous cas, se servir de la langue dans laquelle le prévenu ou l'accusé aura manifesté la volonté d'être défendu. » M. De Baets présente l'amendement suivant : « Le défenseur de tout prévenu ou accusé reste libre, sous la seule réserve du consentement de l'inculpé, de présenter la défense, soit en français, soit en flamand. Le consentement sera acté au plume. L'officier du ministère public pourra se servir, dans son réquisitoire, de la langue choisie par la défense. » Ces propositions donnent lieu à une discussion entre MM. De Baets, De Lantsheere, *m. j.*, Delehay, Lelièvre, Van Wambeke, *r.*, Muller, Pirmez et Coremans. Celui-ci, en termes très vifs, reproche aux Wallons de vouloir opprimer les Flamands, et prétend qu'il y a eu un *escamotage* à propos du vote de l'article relatif aux traductions. M. Thibaut, *p.*, l'invite à retirer cette expression. « Nous voulons, dit-il ensuite, qu'en Flandre nous ne soyons pas, par des fonctionnaires fransquillons payés par nous, nargués, bafoués, outragés tous les jours, dans une langue qui, pour nous, est une langue étrangère. Toutes vos administrations sont françaises, l'armée, la justice, l'enseignement, tout est français en Flandre ! Cette situation nous humilie et nous outrage. Et quand nous venons, sur un point particulier, le plus criant de tous, demander le redressement de nos griefs, qu'est-ce qu'on nous accorde ? On nous dispute les plus petites réparations ; on bafoue toutes les propositions que nous faisons, on les traite d'absurdes, de ridicules, d'extravagantes. Mais quand nous aurons voté cette loi toute remplie de concessions, au point que

tous les principes flamands y sont mutilés, alors ceux qui aujourd'hui traitent d'absurdes nos réclamations, se riront de nous, disant : Vous avez été mystifiés, vous n'avez rien obtenu. Mais j'espère bien que la majorité n'oubliera pas qu'elle est flamande et qu'elle est majorité. » M. De Lantsheere, *m. j.*, lui répond : « Vous levez le drapeau de la droite, et vous provoquez la majorité catholique et flamande à marcher avec vous. Mais c'est des bancs mêmes de la droite que part votre condamnation ! Ce sont des Flamands de la droite qui ont signé le rapport de la *s. c.* dont j'ai cité tout à l'heure un passage que vous ne réfuterez point ! C'est une voix de la droite, celle d'un député de Gand, qui a produit l'amendement que je soutiens. Et moi-même enfin, qui ne suis, je pense, absolument étranger ni au pays flamand, ni à la droite, je combats votre proposition sans hésitation ni remords. Il ne peut être question ici ni de droite ou de gauche, ni de Flamands ou de Wallons ; nous ne connaissons d'autre drapeau que celui de la patrie ; nous sommes tous Belges, et nous poursuivons en commun une œuvre nationale, une œuvre de justice et d'équité. M. Coremans croit-il, en vérité, faire grand honneur aux Flamands, qu'il prétend défendre, en les assimilant à des enfants au maillot, à des idiots, trop lâches ou trop ignorants pour revendiquer leurs droits devant la justice ? Qui les méconnaîtrait ? S'agit-il de leur imposer une langue qu'ils ignorent ou qu'ils repoussent ? Je comprendrais, s'il en était ainsi, le langage véhément de l'honorable membre. Mais il ne faut pas permettre que le pays et les Flamands s'y trompent. Jamais, devant les tribunaux flamands, un accusé flamand n'entendra prononcer contre lui une accusation en langue française, s'il ne l'a voulu lui-même. Telle est la loi. Elle ne fait qu'une chose : elle dit au Flamand qui, en permettant que sa défense soit présentée en français, a lui-même exclu sa langue maternelle du tribunal devant lequel il comparait : Ecoutez l'accusation dans la langue que vous avez librement choisie pour votre défense. » Le premier § de l'amendement de M. De Baets est adopté par 56 voix contre 44 et une abstention. Le § relatif au ministère public, par 85 voix contre 17. — 24. A l'article 9, M. De Lantsheere, *m. j.*, représente l'amendement suivant : « La partie civile fera usage, à son choix, de la langue flamande ou de la langue française. Le même droit appartient à la partie civilement responsable. » Après un débat auquel prennent part MM. Coomans, Couvreur, Jacobs, Bara, Van Wambeke, *r.*, Rogier, Lelièvre, Cruyt, Jottrand, Van Humbeeck et De Baets, cette disposition est votée par 59 voix contre 36.

Quand l'art. 10 est remis aux voix, M. Delaet demande la question préalable, soutenant que l'article n'a pas été amendé et ne peut être soumis à un second vote. M. Thibaut, *p.*, estime que tous les articles du projet de loi sont des amendements. Le projet primitif était conçu en un seul article et émane de l'initiative de M. Coremans ; la *s. c.* a amendé le projet primitif : M. Coremans a proposé des sous-amendements. Il en résulte que tous les articles du projet doivent être soumis à un second vote. Un débat s'élève à ce sujet entre MM. Demeur, Delaet, Coremans, Tesch, Pirmez, Delehay, Vermeire et Dumortier. Finalement, la chambre, par 87 voix contre 4 et 8 abstentions, décide qu'il n'y a pas lieu de poser la question préalable. — 25. M. Demeur développe l'amendement suivant à l'article 10 : « Devant les tribunaux correctionnels et de police de l'arrondissement de Bruxelles, la langue française et la langue flamande seront employées pour l'instruction et pour le jugement, selon les besoins de chaque cause. Si l'inculpé ne comprend que la langue flamande, il sera fait emploi de cette langue, conformément aux dispositions qui précèdent. Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux procédures suivies devant ces tribunaux et devant la cour d'assises du Brabant. » MM. Bara, De Lantsheere, *m. j.*, De Baets, Coomans, Jottrand, Schollaert, Orts et Coremans prennent successivement la parole. La chambre se trouve en présence de l'amendement de M. Demeur, d'un autre de M. Bara, qui consiste à supprimer le § 2, et d'un troisième de M. Coremans, tendant à remplacer le § 3 de l'amendement de M. Demeur par ces mots : « Il en sera de même à la cour d'assises du Brabant. » La chambre adopte d'abord le § 1^{er}, puis, par 65 voix contre 33, le § 2, et rejette, par 59 voix contre 39, la disposition relative à la cour d'assises du Brabant. Les derniers articles de la loi étant votés, M. Dupont déclare qu'il votera le projet par esprit de conciliation, tout en regrettant qu'on y ait introduit l'article relatif au tribunal correctionnel de Bruxelles. M. De Baets remercie ses collègues wallons de leur attitude. M. Delaet votera la loi, mais la trouve insuffisante et même attentatoire aux droits des Flamands. M. Dumortier reproche aux Anversois de vouloir diviser le pays. M. Jacobs répond que les Anversois, pas plus que n'importe qui, ne veulent diviser le pays. Loin de là, M. Delaet, qui certainement n'est pas enthousiaste de la loi, vient de déclarer qu'il la voterait lui-même, parce qu'elle constitue incontestablement un progrès réel et sérieux quand on la compare au *statu quo*. C'est à ce titre que l'orateur convie tous les membres de la chambre à s'unir dans le vote de la loi sans

se lancer les uns aux autres des insinuations déplaisantes. Le projet est ensuite adopté par 93 voix contre 2 et 2 abstentions.

GARDE CIVIQUE.

30 janvier. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Dethuin fait ressortir la nécessité de la réorganisation et de l'armement efficace de la garde civique. M. Coomans combat toute idée d'extension de la garde civique. On voudrait en faire, d'après lui, une seconde armée, et ce mouvement est provoqué uniquement par les officiers, qu'excite l'appât des décorations. Ces appréciations donnent lieu à une protestation de M. Van Humbeeck. Celui-ci ajoute que la réorganisation de la garde s'impose par le fait du maintien de l'organisation militaire de 1868. Dans la c. qui a élaboré cette organisation, dans la s. c. qui l'a examinée, dans la chambre même, il a été reconnu toujours, et par le gouvernement et par les divers orateurs partisans du système discuté alors, qu'une transformation de la garde civique, de façon à en constituer les éléments les plus jeunes en réserve nationale, pour les jours de danger, était le complément indispensable de l'organisation nouvelle. Cette organisation étant maintenue, la question de réorganisation de la garde civique s'impose naturellement. — 31. Le débat continue entre MM. Rogier, Coomans, Thonissen, Delcour, *m. i.*, et Kervyn, sur l'utilité de la garde civique. M. Rogier ayant demandé quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de la garde civique, M. Thonissen expose qu'il a fait partie d'une c. instituée par M. Kervyn de Lettenhove pour s'occuper des questions relatives à la garde civique. Cette c. a travaillé avec beaucoup d'activité; elle s'est réunie presque toutes les semaines, et au bout de trois mois, elle a envoyé au gouvernement un projet complet de réorganisation, projet qui a été imprimé et qu'il faudrait publier au *Moniteur*, ne fût-ce que pour mettre un terme à toutes les exagérations qu'on répète constamment, entre autres qu'elle avait envie d'envoyer tous les gardes civiques du royaume au camp pendant trois mois par an. On n'y a jamais songé. Voici, en quelques mots, le système adopté par la c. : Elle a pris pour principe de ne pas augmenter, dans une proportion trop forte, la charge de la garde civique; elle a diminué la charge des uns en augmentant très légèrement la charge des autres; elle a pris pour base la division en deux bans : le premier devant être composé de célibataires et de veufs sans enfants de 20 à 30 ans; le second ban devant être composé d'hommes de 30 à 40 ans et des hommes mariés de moins de 30 ans; au delà de 40 ans, on était complètement libéré de la garde ci-

vique. M. Delcour, *m. i.*, soutient que le gouvernement n'a pas reçu le rapport de la c. Celle-ci, après avoir adopté les principes d'un avant-projet basé sur l'organisation militaire et la loi de recrutement, a chargé son rapporteur de formuler ses propositions. Ce travail était à peu près terminé, mais le rapporteur a été arrêté par les idées qui se sont fait jour dans le sein de la commission militaire et qui tendaient à faire modifier les lois dont la réorganisation de la garde civique n'était que le corollaire. Ainsi, jusqu'à présent, aucun projet n'a été remis au gouvernement, et il est probable que la c. elle-même ne l'a pas définitivement adopté. Du reste, cet incident n'a pas d'importance. Le jour où le rapport lui sera remis officiellement, le *m.* l'examinera, mais il ne peut s'engager à rien avant de s'être livré à une étude spéciale de la question. Le *m.* donne des explications sur l'organisation des tirs locaux. Il critique une démarche faite par le colonel David, chef de la garde civique d'Anvers, qui a convoqué les officiers pour se constituer en fédération et organiser un pétitionnement. M. Thonissen soutient que le travail de la c. est terminé et demande qu'on le publie au *Moniteur*. M. Delcour, *m. i.*, s'y refuse, disant qu'il ne lui a pas été officiellement remis. M. Rogier croit le projet suffisant pour servir de base aux études du gouvernement. Il reproche à M. Kervyn de Lettenhove, qui s'en défend, de n'avoir pas activé les travaux de la c.

1^{er} février. M. Guillery fait ressortir l'utilité de la garde civique et insiste pour que le gouvernement soumette à la chambre des propositions en vue de la réorganiser. M. Anspach enfin répond à une allégation de M. Coomans, d'après laquelle, en novembre 1871, une partie de la garde civique aurait insulté les représentants aux abords du palais de la Nation. — 4. M. Coomans maintient ses allégations, qui donnent lieu à un débat entre l'orateur et MM. Anspach, Kervyn de Lettenhove, Dumortier et Jacobs, sur le rôle joué par la garde civique et la police dans les journées de novembre 1871.

GUERRE.

13 novembre. M. Guillaume, *m. g.*, dépose deux projets de lois ayant pour objet : l'un, de régler les conditions du recrutement et de l'avancement du corps de l'intendance; l'autre, de mettre le casernement des troupes à la charge de l'Etat. M. Malou, *m. f.*, *id.* un projet de crédit de 350,000 fr. pour l'établissement d'un champ de manœuvres à Anvers. — 20. M. Le Hardy de Beaulieu demande où en sont les travaux de la c. militaire et ce qu'il y a de sérieux dans divers projets qui

ont été publiés et que le public croit émaner du département de la guerre. M. Guillaume, *m. g.*, répond qu'il espère avoir le rapport de la *c.* dans le courant de décembre. Il décline la responsabilité de tout ce qui a paru en fait de projets militaires. — 20. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire au *B.* de la guerre à concurrence de 1,855,000 fr. — 26. *Id.* de 10,000 fr. pour paiement d'une créance arriérée.

6 décembre. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 10. M. de Theux fait connaître à la chambre que, par arrêté royal de ce jour, le Roi a accepté la démission offerte par le lieutenant général Guillaume de ses fonctions de ministre de la guerre. Par un second arrêté, le Roi a nommé *ad interim* M. d'Aspremont-Lynden, *m. g.* Celui-ci dépose sur le bureau de la chambre le projet de loi du contingent de l'armée pour 1875. Il ajoute que le gouvernement considère comme un devoir de maintenir le contingent de douze mille hommes. Il maintient également la loi de milice de 1870 dans toutes ses bases essentielles, y compris le remplacement, ainsi que la loi d'organisation de l'armée. Parmi les causes du déficit sur le contingent légal, il en est qui paraissent exiger une légère modification ou addition à la loi de milice. Ainsi, après la remise du contingent, les miliciens que l'autorité militaire juge être impropres au service sont soumis à un nouvel examen fait par la députation seule. L'institution d'une sorte de conseil de révision de composition mixte offrirait une garantie nouvelle à l'armée et aux familles. Le cabinet estime que, tout en maintenant la faculté du remplacement consacrée par la récente loi de milice, il faut s'attacher à corriger, dans la mesure du possible, les vices ou les inconvénients que l'expérience a révélés. Des dispositions tendant à cette fin seraient un utile complément de la loi de milice et, en même temps, elles auraient pour effet d'en consolider les bases principales. L'organisation de l'armée est bonne. L'épreuve faite lors de la mobilisation de 1870 a permis de constater que des services qui se rattachent à la fois au bien-être du soldat en campagne et à la force utile de l'armée ou sont incomplets, ou laissent à désirer. Cette organisation est sans nul doute perfectible quant aux services accessoires ou même quant aux rapports proportionnels entre les diverses armes. Selon la conviction du cabinet, il n'y a donc pas lieu d'étendre les charges du service militaire, et si, pour rendre l'organisation actuelle de l'armée plus solide, plus efficace, mieux appropriée à l'accomplissement de ses grands devoirs, quelques modifications du *B.* des dépenses militaires étaient

reconnues nécessaires, le gouvernement n'hésiterait pas à faire un appel au patriotisme des chambres. M. Rogier demande si M. d'Aspremont-Lynden sera chargé de défendre le programme militaire qu'il vient de soumettre à la chambre ou si l'on cherchera un nouveau *m. g.* qui, s'associant à la pensée du gouvernement, défendra les principes qui viennent d'être énoncés. M. Pirmez signale le déplorable système qui existe dans l'armée, en ce qui concerne les remplaçants; ce ne sont pas les lois qui sont la cause du mal, ce sont les dispositions des hommes. Ce qui existe aujourd'hui, ce n'est pas le désir d'avoir un bon remplaçant pour en faire un bon soldat, c'est, au contraire, le désir d'en avoir un mauvais, pour en faire un bon argument contre l'institution. Ce qui se dit et s'écrit à l'égard du remplacement passe réellement toute espèce d'imagination. On entend déclarer aujourd'hui qu'il n'y a pas de général dans l'armée belge qui voulût prendre la responsabilité de la commander, telle qu'elle est constituée. Il n'est rien qui pousse au mal comme les préventions injustes; le devoir ne se maintient souvent que par l'estime qu'on acquiert en le remplissant; celui qui se voit déconsidéré sans avoir mal fait perd souvent la volonté de bien faire, et se laisse aller à être ce qu'on a supposé. Lorsque le remplaçant arrive et que, avec les meilleures intentions de faire bien son service, il se voit méprisé, son zèle s'éteint et il se conduit mal. A qui en est la faute? A la loi qui admet le remplacement? Non; c'est aux chefs qui tiennent une pareille conduite. M. Rogier insiste pour avoir une réponse à la question qu'il a posée. M. Malou, *m. f.*, dit que M. de Theux a donné cette réponse. Il résulte de la déclaration que le général Guillaume était en désaccord avec tous ses collègues. M. Thonissen défend le service personnel. Il y a aujourd'hui un élément nouveau, qui n'existait pas autrefois: c'est la propagande de l'Internationale, c'est le détestable esprit qu'on répand dans les classes inférieures. Contre ce péril nouveau, il est indispensable qu'on prenne des garanties nouvelles. Ces garanties nécessaires, on ne les trouvera pas dans les remplaçants, quelques précautions que l'on prenne. L'orateur ne demande pas que le gouvernement propose immédiatement l'introduction du service personnel. Ce serait courir au-devant d'un échec certain. Il est évident qu'à droite, la majorité n'en veut pas, et qu'à gauche, la majorité n'en veut pas davantage. Il est également constant que la presse, dans les deux camps politiques, combat cette idée et qu'il faut bien reconnaître, dès lors, qu'elle n'a pas en ce moment de chance de prévaloir. Mais c'est n'est pas une raison pour qu'on

célèbre les mérites du remplacement et que le pays se trompe sur le vrai caractère de cette institution. Le remplacement sera toujours une chose détestable en Belgique. M. Guillery dit que la chambre et le pays ont fait preuve d'une patience inimaginable. La chambre a attendu, en présence de brochures de généraux et d'officiers supérieurs qui faisaient un appel pressant aux réformes, et le gouvernement n'a pas tenu compte de cette modération. On s'en était reposé sur le gouvernement qui avait dit : Ayez confiance en nous et attendez le travail de la grande *c.* Mais il paraît que la grande *c.* s'est mise en grève et ne veut pas faire de rapport. Voilà donc la *c.* qui ne veut plus travailler, le *m. g.* qui est démissionnaire et le gouvernement qui ne croit pas même devoir donner des explications sur une situation réellement extraordinaire ! Jusqu'à présent, on n'a d'autres documents officiels émanés du gouvernement en matière militaire que le rapport du général Guillaume qui déclare que les réformes sont urgentes et que l'armée est désorganisée. Voilà le résumé du rapport. Voilà la dernière communication du gouvernement ; et en présence de cette communication, il croit pouvoir ne pas répondre aux questions qui lui sont posées. Le pays et la chambre jugeront. M. Malou, *m. f.*, répond que la *c.* a terminé ses travaux ; elle ne s'est pas mise en grève, mais le gouvernement a pu considérer sa mission comme terminée, et il a pris la résolution qui a été portée à la connaissance de la chambre ; il a voulu faire disparaître toute équivoque ; il a loyalement persisté dans la voie où il se trouvait lorsque le cabinet s'est formé. On demande quel *m. g.* succédera à celui qui a donné sa démission. Ce matin même, Sa Majesté a signé l'arrêté de démission ; et on demande s'il y a déjà un *m. g.* définitif. Les choses ne peuvent pas se passer ainsi ; il y a un *m. g.* intérimaire et responsable devant la chambre ; et le gouvernement est prêt à aborder toutes les questions qui devront être discutées dans tous les ordres d'intérêts, y compris les intérêts militaires. Il espère que cet intérim ne sera pas de longue durée ; personne ne le désire plus que lui. Le débat continue entre MM. Anspach, Malou, *m. f.*, Van Humbeeck, de Theux, Orts, Guillery, Dumortier et Jacobs, au sujet des travaux de la *c.* militaire, et il est décidé que l'on publiera la correspondance qui a eu lieu entre elle et le gouvernement. — 11. Le crédit de 10,000 fr. pour une créance arriérée est voté à l'unanimité. Il s'agit des honoraires et débours dus à l'avocat (1) qui a occupé pour l'Etat dans le procès

intenté en 1841 au sieur De Zouter, du chef de contravention aux lois sur les servitudes militaires. — 12. M. L. Visart, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'intendance. — 13. M. Nothomb, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de contingent de l'armée. M. Van Overloop, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit supplémentaire de 1,835,000 fr. — 19. Ce crédit est voté par 79 voix contre 6. — 20. Dans la discussion du projet de contingent de l'armée, M. Pirmez combat de nouveau le système du service personnel. Il répond aux attaques dont il a été l'objet dans des écrits émanés de militaires, à propos des opinions qu'il a émises sur le remplacement, et dénonce particulièrement comme dangereuses et funestes les théories de la *Belgique militaire*, qui jettent la déconsidération sur l'armée telle qu'elle est organisée. M. Le Hardy de Beaulieu déclare qu'il votera contre le contingent en donnant à son vote cette signification qu'il appelle de toutes ses forces une étude nouvelle de la question militaire. M. Kervyn de Lettenhove convie le gouvernement à présenter le plus tôt possible un projet de révision de la loi de 1870 sur la rémunération des miliciens. M. Dethuin ne votera ni le contingent ni le *B.* en présence des affirmations contradictoires dont l'organisation militaire est l'objet. Il ne croit pas, du reste, aux dangers imaginaires dont on veut effrayer le pays. — 21. M. Malou *m. f.*, n'admet, pas plus que M. Pirmez, que le remplacement soit tout ce qu'il y a de pire au monde. Il y a dans l'armée 1,136 remplaçants qui ont le grade de sous-officier. Il considère comme un moyen de l'améliorer l'intervention plus large de l'Etat. Il blâme les excès de polémique dont on a parlé la veille ; il nie que la *Belgique militaire* soit l'organe de l'armée. Il ajoute qu'il prépare sur la rémunération un projet de loi qui permette de toucher la compensation au moment même de l'entrée au service. M. Frère-Orban se réserve de développer son opinion dans la discussion du *B.* de la guerre. M. Rogier déclare qu'en votant le contingent, il n'entend pas approuver la politique du gouvernement. Il blâme les excès de plume de certains officiers, mais il les trouve excusables parce qu'ils étaient autorisés par l'attitude du *m. g.* qui n'a jamais été désavoué par ses collègues. L'orateur insiste pour qu'on mette fin à l'intérim du portefeuille de la guerre. MM. Orts, Guillery et Bara insistent pour que l'on publie au plus tôt la correspondance échangée entre le gouvernement et la *c.* militaire. M. Anspach trouve étrange qu'on n'ait pris aucune mesure contre un colonel qui, dans une brochure, a vivement attaqué la garde civique. M. Malou, *m. f.*, dit qu'un blâme lui a été infligé par le général Guillaume. M. Guil-

(1) M. De Paepé.

lery se joint à M. Rogier pour critiquer la prolongation de l'*interim*. M. Dumortier fait observer que jadis, après la démission du général Brialmont, M. Rogier lui-même a rempli l'*interim* pendant cinq mois. Le projet de loi est voté par 61 voix contre 20 et une abstention.

14 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 205,000 fr. pour l'armement de la gendarmerie et un projet de crédit de 500,000 fr. pour la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée. — 15. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la guerre. — 22. M. Drubbel, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif au casernement des troupes. — 25. M. Thonissen, *r. s. c.*, *id.* sur le projet relatif à l'armement de la gendarmerie et sur celui qui concerne la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée. M. Malou, *m. f.*, informe la chambre que probablement vers la fin de la semaine les documents relatifs aux travaux de la grande *c.* militaire pourront lui être distribués. — 28. Il annonce qu'ils seront distribués le soir. M. Thibaut, *p.*, ajoute qu'il les a reçus. — 50. M. Thonissen, *r. s. c.*, fait rapport sur des *am.* au B. de la guerre.

15 février. M. d'Hane-Steenhuysen, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à l'acquisition d'un champ de manœuvres à Anvers.

18 mars. A propos du crédit pour l'armement de la gendarmerie, un débat s'engage entre MM. de Zerezo de Tejada, T'Serstevens, Malou, *m. f.*, Jottrand, David et Dumortier sur la question de savoir s'il faut armer les gendarmes de pistolets ou de revolvers. La question est résolue par la rédaction suivante : « Un crédit spécial de 205,000 fr. est ouvert au ministère de la guerre, pour la fabrication d'armes se chargeant par la culasse, nécessaires à la gendarmerie. » Le crédit est voté par 76 voix et une abstention. Au cours du débat, M. Malou, *m. f.*, interpellé par M. Guillery, dit qu'il ne peut s'expliquer sur la question de savoir s'il y aura bientôt un *m. g.* — 19. Le crédit de 500,000 fr. pour la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est adopté à l'unanimité. — 25. Il est donné communication d'un arrêté royal qui nomme *m. g.* le lieutenant général Thiebault. — 27. Des explications sont demandées par M. Cornesse au sujet d'une circulaire de l'intendant en chef de l'armée recommandant des cuirs de semelle fabriqués à Quatrecht. M. Malou, *m. f.*, répond que cette circulaire n'a pas eu pour but de recommander ces cuirs, mais d'empêcher qu'ils ne fussent exclus, comme ils auraient pu l'être, à cause de leur fabrication spéciale. M. Delehayé dit que c'est sur son intervention que cette circulaire a été lancée.

1^{er} avril. M. Thiebault, *m. g.*, dépose un projet de loi relatif au logement des troupes en marche et en cantonnement. — 22. M. Couvreur annonce une interpellation sur les points suivants : Le poste de gouverneur de l'académie militaire étant supprimé et un arrêté investissant le titulaire de ces fonctions (le général Guillaume) de l'inspection générale des diverses écoles militaires, quels sont les appointements attachés à ces nouvelles fonctions d'inspecteur général des différentes écoles ? Le traitement qui était attaché aux fonctions de gouverneur sera-t-il conservé également à l'inspecteur ? L'indemnité de logement qui lui avait été accordée lui sera-t-elle continuée ? Enfin, l'orateur appellera l'attention toute particulière du *m. g.* sur la justification toute spéciale de la suppression des fonctions de gouverneur de l'académie militaire et la création de l'inspectorat. Il lui demandera, en outre, d'éclairer la chambre sur un autre point. En 1871, le général Guillaume a obtenu un congé de trois mois pour faire un voyage en Allemagne. S'il faut en croire les rumeurs rapportées par les journaux, ce voyage aurait été fait aux frais de l'Etat. L'orateur désire savoir si cela est exact ; qui a donné cette mission, en quoi elle a consisté, ce qu'elle a coûté, si l'indemnité accordée de ce chef a été cumulée avec les appointements ordinaires du bénéficiaire, comme général et comme *m.*, enfin quels ont été les résultats, les fruits de cette mission pour le pays ? M. Bara demande, de son côté, la publication des arrêtés qui ont organisé les compagnies disciplinaires. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'ils ont été publiés par extrait au *Moniteur*. M. Bara réclame la publication complète. — 24. Dans la discussion du B. de la guerre, M. Thiebault, *m. g.*, prononce un discours dans lequel il dit que le gouvernement ajourne provisoirement l'examen de la question du service personnel ; mais il est urgent que l'on apporte des améliorations à la loi de milice. On ne peut pas admettre plus longtemps que l'on désigne pour le service des jeunes gens qui ne sont pas physiquement constitués pour supporter les fatigues du rude métier des armes. On ne peut pas admettre non plus que des agents de remplacement, éludant la loi et pratiquant des fraudes, introduisent dans l'armée de mauvais éléments qui, à peine incorporés, abandonnent le drapeau et désertent. Ces deux causes produisent un déchet considérable. Pour corriger les vices principaux de la loi, il faudrait créer des conseils de révision, où l'élément civil et l'élément militaire se feroient équilibre. Il faudrait que le remplacement fût effectué, en entier, par l'Etat. Ces modifications réduiraient les lacunes des effectifs de manière à

compléter les chiffres de présence nécessaires dans les différentes armes. Il est non moins urgent que le gouvernement propose à la législature les modifications reconnues indispensables dans les différents services de l'armée. L'infanterie doit subir un remaniement; les quatrième et cinquième bataillons ont été déjà signalés comme défectueux. Il faut organiser solidement les compagnies qui sont devenues l'unité tactique et leur assurer un effectif convenable. Pour obtenir ce résultat, on sera obligé d'allonger quelque peu la présence au corps des miliciens de l'infanterie, afin de posséder au moins deux classes exercées sous les armes, ce qui est de toute nécessité. Il faudra, pour avoir autre chose que des fantômes de compagnies, porter de vingt-six à trente mois le temps de service des fantassins. En divisant cette durée en plusieurs périodes, dont la première serait moins longue qu'elle ne l'est aujourd'hui, il n'en résultera, en réalité, aucune aggravation sensible pour les familles des miliciens de l'infanterie. Avec une dépense peu élevée, on formera un régiment des deux escadrons de l'école de cavalerie et du sixième escadron du régiment des guides. Les troupes et les compagnies spéciales du génie recevront leur complément presque sans surcharge pour le Trésor. Il faut naturellement donner aux troupes la même proportion d'artillerie de campagne que dans les armées voisines. La dépense de ce chef sera assez forte. Avec une dépense minime on complétera l'infanterie. Le bataillon d'administration exigera une dépense plus considérable. Quant au train, il faut le créer, il n'existe pas en Belgique. La position des sous-officiers doit particulièrement appeler l'attention du gouvernement et du pays. Ils font de plus en plus défaut, et cependant, on sait qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir d'armée sans sous-officiers. Heureusement, il est au pouvoir de la législature de remédier, sans dépenses, à cette situation. Parmi les mesures à prendre, les deux principales sont d'accorder aux sous-officiers, dans les casernes, des logements convenables et séparés. Il faut leur garantir, à l'expiration de leur terme de service, des emplois dans le railway national et dans les autres administrations. Enfin, après avoir complété les différentes armes, il restera un autre problème à résoudre : c'est de prendre les dispositions nécessaires pour que l'ordre de bataille du pied de paix soit le même que celui du pied de guerre; c'est de porter également l'attention sur la préparation des mesures permettant la prompte mobilisation de l'armée. En réponse à ce discours, M. d'Hane-Steenhuysse combat l'accroissement des charges militaires. Il croit que le principe de la neu-

tralité est une défense suffisante pour le pays. M. Thonissen combat cette thèse en l'appuyant de preuves historiques. MM. de Zerezo de Tejada, Lelièvre et Kervyn de Volkaersbeke prennent la parole pour signaler au gouvernement la nécessité d'améliorer le recrutement de la gendarmerie et des pharmaciens militaires, et de moraliser l'armée en assurant aux soldats les moyens de remplir leurs devoirs religieux. M. Couvreur fait ensuite l'interpellation qu'il avait annoncée. M. Malou, *m. f.*, répond que le général Guillaume a rempli une mission à Berlin aux frais de l'Etat. Il ajoute qu'on lui a donné, comme gouverneur de l'académie militaire, une indemnité de logement. — 25. M. Rogier veut savoir d'une façon précise pourquoi le général Guillaume s'est retiré du cabinet, et si le programme du nouveau *m.* est accepté par tous ses collègues. MM. Defuisseaux et Coomans prononcent des discours en faveur du désarmement. — 29. M. Le Hardy de Beaulieu parle dans le même sens. Il est combattu par M. Nothomb qui se déclare partisan du service personnel. M. Thiebault, *m. g.*, explique l'utilité de l'inspection générale des écoles militaires. — 30. M. Le Hardy de Beaulieu donne lecture d'un projet d'organisation militaire qu'il a rédigé dans ses moments de loisir et qui est fondé sur le principe du volontariat. M. David réclame à son tour la réduction des charges militaires. Un incident se produit entre lui et M. Delcour, *m. i.*, au sujet de la réponse que lui a faite ce dernier dans la séance du 15 mai 1872, relativement à un avant-projet de loi pour la réquisition des chevaux (*voir* page 79). M. Thonissen, *r.*, répond ensuite aux adversaires des dépenses militaires et exprime l'espoir que le pays ne les écouterait pas.

1^{er} mai. M. Vleminckx désire être éclairé sur les arrangements qui sont intervenus entre le *m. g.* et ses collègues. Il est persuadé que ceux-ci le jetteront par-dessus bord quand leur politique l'exigera. L'orateur expose la nécessité d'améliorer le régime alimentaire du soldat. M. Magherman déclare qu'il votera le *B.* à la condition qu'on renferme les dépenses dans les limites du strict nécessaire; il ajoute qu'il est hostile au service personnel. M. Frère-Orban prononce un discours dans lequel il dénonce une croisade entreprise, sous les auspices du général Guillaume, en faveur du service obligatoire, le patronage officiel donné à la *Belgique militaire* et les attaques dirigées par ce journal contre lui-même (M. Frère-Orban) et M. Pirmez à cause de l'opinion qu'ils ont émise sur le remplacement. — 2. L'orateur combat la thèse du service obligatoire. Il ajoute que le gouvernement ne lui paraît pas avoir à ce sujet une

attitude qui préserve des méprises et des surprises. Il craint de voir reparaître un ministère Janus, ayant une face tournée vers ceux qui réclament le service personnel et obligatoire et leur disant : Espérez ! et l'autre face tournée vers ceux qui le combattent, disant : Nous le repoussons avec vous. Deux causes expliquent ses défiances. Le programme qui a été communiqué à la chambre et qui diffère assez notablement de celui que le gouvernement a fait connaître lorsqu'il s'est séparé du précédent *m. g.*, annonce qu'on ajourne l'examen de la question du service personnel et obligatoire ; il se tait sur la réserve ; il annonce, mais avec une obscurité que l'orateur ne veut pas croire calculée, des mesures qui devraient avoir pour effet de faire opérer le remplacement par l'Etat. Si, comme on le prétend déjà, on veut faire ainsi une première étape vers le service personnel, en commençant par en exempter les plus riches, il comprend l'ajournement de l'examen de la question et le silence que l'on garde sur l'organisation de la réserve. Mais alors, il y aurait une telle duplicité, une telle absence de sincérité dans les relations entre le gouvernement et la chambre, qu'il ne veut pas les soupçonner avant d'être condamné à y croire. Des explications catégoriques sont donc indispensables. Le gouvernement doit dire nettement le but qu'il poursuit. Il doit faire connaître ses intentions quant à l'organisation de la réserve, et s'il entend donner suite aux projets qui ont été préparés par la commission de 1867. — 3. M. Jacobs dit qu'il a trouvé, jusqu'à son arrivée au pouvoir, une raison plus que suffisante pour repousser toutes les propositions du département de la guerre, dans l'attitude du gouvernement par rapport à la question d'Anvers. Elle a toujours été pour lui le point dominant ; elle continue à l'être. Il est disposé à maintenir le *statu quo* en faveur de ceux qui auront la bonne volonté de la résoudre. Il n'est pas disposé à l'accorder à ceux qui auront l'intention arrêtée de ne pas le faire. Mais s'il peut s'incliner devant les faits accomplis, il n'en dira pas autant des aggravations. Certes, il y a profit à tirer des enseignements de la guerre et de la mobilisation de l'armée belge. Il y a des améliorations à apporter au mode de recrutement ; il y a des lacunes qu'il importe de combler ; il y a des services accessoires qu'il importe d'organiser convenablement. Mais le *m. g.* lui paraît excéder la mesure en annonçant des augmentations sur toutes les armes. Il médite des augmentations d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, de génie, du train, augmentation, en un mot, sur toutes les armes. Eh bien, demander des augmentations partout et ne faire de diminutions nulle part, cela n'est pas pru-

dent ; cela n'est pas conforme au sentiment du pays. A côté d'augmentations nécessaires, il y a des réductions possibles. Au lieu de tout augmenter, il y a à faire une répartition meilleure de nos forces entre les différentes armes. Disposé à combler les lacunes qu'ont présentées les services accessoires, à modifier, s'il le faut, la répartition de nos diverses armes, à améliorer le mode de remplacement, l'orateur ne croit pas qu'il faille apporter une aggravation notable aux charges de notre établissement militaire. Il se réserve d'examiner, avec le soin que comportent les graves intérêts engagés dans ces questions, de l'importance desquels tous les membres de cette chambre sont pénétrés ; il se réserve d'examiner les propositions qui seront faites ; mais des augmentations partout, des diminutions nulle part, ce programme ne serait pas de nature à grouper autour du projet une majorité imposante et compacte. L'orateur espère que le *m. g.* et ses collègues se convaincront qu'il est possible de satisfaire aux nécessités de la situation, sans augmenter sensiblement les charges financières, mais surtout les charges personnelles que l'intérêt de la défense nationale fait peser sur nos populations. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Frère-Orban, dit que la *Belgique militaire* est indépendante du ministère de la guerre, que cependant il l'a invitée à cesser de publier les noms des officiers souscripteurs pour le fonds destiné à répandre les discours en faveur du service obligatoire, et que si le général Guillaume a souscrit, il a usé de son droit. S'expliquant sur le point de savoir si la question du service personnel est simplement ajournée, le *m.* dit que, dans sa conviction, on doit essayer de corriger les défauts et les vices du remplacement, et il a presque la certitude morale qu'on y réussira. Si, dans un certain nombre d'années, il est reconnu que l'on ne peut pas corriger les vices principaux, alors peut-être pourra-t-on demander l'application d'un autre système et faire prévaloir, dans l'opinion publique et dans les chambres, l'un des systèmes que l'on a voulu introduire aujourd'hui si prématurément. Celui qui avait été indiqué en dernier lieu était le plus inadmissible de tous et il ne sera jamais appliqué. On a beaucoup parlé, et même en confondant quelquefois certaines idées, du service personnel et obligatoire. Le système qui était indiqué sans être formulé était le service personnel, mais non obligatoire ; le tirage subsistait, et ceux qui étaient désignés par le sort ne pouvaient plus se faire remplacer, mais ceux que le sort exemptait étaient complètement exempts, et l'on ajoutait à cela, outre les huit années de service qui résultent de la loi actuelle, cinq années dans la réserve. En

sorte que, quels que fussent les intérêts sociaux, les intérêts de la famille, le jeune homme qui tirait un mauvais numéro avait treize années de service personnel, celui qui en tirait un bon était complètement exempt. Le *m.* trouve ce système inadmissible, et il aimerait bien mieux le système réellement obligatoire, sauf les dispenses qui ne sont pas le résultat du tirage au sort, mais d'une appréciation des intérêts sociaux et des intérêts de la famille, que ce système-là où le sort a un pareil pouvoir ; lorsque le tirage subsiste tel qu'il est dans les lois, il doit avoir pour correctif nécessaire le remplacement. L'idée principale de la déclaration du 10 décembre était donc celle-ci : Maintien de l'organisation actuelle, sauf à corriger les imperfections que l'expérience a révélées ; maintien de la loi de milice dans ses bases essentielles et tentative loyale, légale, avec grand espoir de succès, de maintenir le remplacement en corrigeant les principaux abus qu'il a pu présenter jusqu'aujourd'hui. Le *m.* explique ensuite les raisons pour lesquelles le général Guillaume a quitté le cabinet. Quand celui-ci a reconnu que la solution devait être apportée à la chambre au mois de décembre, on a engagé le débat en conseil et fait les efforts les plus persévérants pour se mettre d'accord avec le général Guillaume ; il n'a pas abouti, et le général Guillaume a offert sa démission au Roi. Cette démission a été acceptée, et on a lu à la chambre la déclaration du 10 décembre. Il y avait, dans les demandes que le général Guillaume croyait nécessaires, plusieurs choses qui avaient paru inacceptables et en partie inutiles. Ainsi, la réserve de 30,000 ou 37,000 hommes, constituée en maintenant pendant cinq ans de plus les obligations légales des classes qui avaient déjà été soumises au service militaire pendant huit ans ; on n'a pas cru qu'une pareille proposition pût être faite aux chambres. Le général Guillaume, quoique partisan du service personnel, avait reconnu qu'il n'y avait pas lieu, dans le moment actuel, d'en faire la proposition. La déclaration du ministère a causé une déception à tous ceux qui avaient soutenu la thèse du service personnel ; elle a provoqué aussi une certaine émotion dans une partie de l'armée. Mais aujourd'hui, cette émotion est complètement calmée, et l'on a pu voir dans l'armée, comme dans la chambre, que la *Belgique militaire* n'est pas, ainsi qu'elle le croit, l'organe de l'armée.

— 6. M. Malou, *m. f.*, dit que le général Guillaume lui a fait savoir que sa pensée avait été inexactement rendue et qu'il faut substituer à la déclaration faite dans la précédente séance celle-ci : « Le général Guillaume avait consenti, en présence de l'opposition du cabinet, à ne pas proposer en ce moment le service

personnel. » M. Nothomb parle en faveur du service personnel. Il estime qu'en temps de paix, on doit s'efforcer de trouver toutes les facilités qui sont commandées par les besoins de l'existence sociale ; il y a des dispenses, des abréviations de service, des inégalités, si l'on veut ; il y en aura toujours ; il faut accorder les exemptions que légitiment des raisons physiques, des motifs d'humanité, des exigences imposées par la vie civile ; ce ne sont pas là des privilèges. Mais vienne le danger, vienne l'échéance de cette dette, appelée cette fois sans métaphore l'*impôt du sang*, alors plus de dispenses, plus de faveurs : alors nobles, bourgeois, peuple, riches ou pauvres, tout homme valide doit être au poste. C'est tout ce que l'orateur demande et c'est tout ce qu'il conseille au pays. M. Thonissen, *r.*, répondant à M. Frère-Orban, dit qu'au sein de la grande commission mixte, personne n'a demandé l'application pure et simple du système prussien. Cela est vrai, surtout pour les membres civils ; et il importe que ce point soit bien établi. Les membres non militaires de la commission mixte n'ont émis qu'un seul vote important. Ce vote a porté sur le principe de la suppression du remplacement ; et encore ce vote a-t-il été précédé et accompagné de restrictions. Il a été entendu que, si l'on introduisait en Belgique le principe du service personnel, on aurait grand soin d'entourer l'application de cette règle de toutes les modifications, de tous les adoucissements réclamés par les intérêts généraux du pays, et notamment par les besoins impérieux du recrutement normal des professions libérales.

— 7. L'orateur termine son discours en rappelant que M. Thiers, après avoir dit que la société où tout le monde est soldat est une société barbare, a, trois ans plus tard, promulgué lui-même une loi décrétant le service obligatoire et général. Le même accident pourrait un jour arriver à M. Frère. Les faits et les principes sont plus forts que l'esprit des hommes les plus tenaces. La justice exige que toutes les classes supportent loyalement leur part des charges militaires. C'est à ce système d'égalité, et non pas au système immoral du remplacement, que l'avenir appartient. M. Kervyn de Lettenhove voudrait que le gouvernement n'hésitât pas à abaisser le prix du remplacement au-dessous du taux payé aujourd'hui pour le remplacement par les compagnies. Il croit qu'on est, en ce qui touche le remplacement administratif, entré dans une mauvaise voie. Aujourd'hui on demande beaucoup plus au remplace que l'on ne donne au remplaçant. Il voudrait, au contraire, que l'on donnât au remplaçant plus qu'on n'aurait fait payer au remplace, et que ce fût le pays, que ce fût le budget qui se chargeât de sup-

pléer à ce qui manquerait. Ce qui importe avant tout, c'est de ne pas troubler le travail, c'est de rendre le remplacement abordable aux classes moyennes, et le gouvernement ferait chose utile, au double point de vue des populations et de l'armée, si, d'une part, il rendait le remplacement plus abordable, et si, d'autre part, il n'admettait dans l'armée que des hommes présentant des garanties sérieuses et telles que l'on peut en réclamer d'eux pour une bonne et solide organisation militaire. L'orateur demande aussi la révision de la loi sur la rémunération des miliciens. Si l'on admet qu'il est juste d'accorder au militaire qui a accompli son temps de service une indemnité pour l'expropriation de sa liberté, cette indemnité doit être immédiate : elle doit lui permettre de reprendre sa carrière quand il rentre dans sa famille et aussi, pendant qu'il est au service, de venir en aide à sa famille délaissée. M. Malou, *m. f.*, étant empêché de se rendre à la séance par suite d'un malheur de famille, la chambre ajourne la discussion au surlendemain. — 9. M. Frère-Orban insiste sur les idées qu'il a développées dans son premier discours. Il affirme que les rapports des inspecteurs généraux pour 1869 constatent que l'état de l'armée était excellent. M. Vleminckx demande que ces rapports soient déposés sur le bureau. M. Thiebauld, *m. g.*, répond que ce sont des documents confidentiels qu'il ne peut communiquer. M. Dumortier s'oppose également à ce dépôt. De nouvelles explications sont échangées entre MM. Frère-Orban et Malou, *m. f.*, au sujet de la souscription ouverte par la *Belgique militaire*. — 10. M. Thonissen, *r.*, maintient ses appréciations en ce qui concerne le service personnel et le volontariat d'un an. — 12. M. Van Humbeeck constate que l'armée, en 1870, a rendu à la Belgique un service signalé ; elle a bien mérité du pays. Quelques imperfections s'étaient révélées dans son organisation ; c'étaient des défauts que l'expérience seule pouvait révéler. Il est arrivé, en 1870, ce qui doit se passer dans toute armée qui depuis longtemps n'a pas été mobilisée. Mais on a exagéré ces défauts d'organisation ; on n'a plus parlé des services que l'armée avait rendus, des qualités qu'elle possédait, mais seulement de celles qui lui manquaient. En 1870, l'armée était considérée par les puissances belligérantes comme une sauvegarde sérieuse de la neutralité belge. C'est dans le pays que les attaques se sont produites contre elle. On devait savoir que l'opinion qu'on aura de l'armée à l'étranger constituera toujours la moitié de sa force. On a cependant ébranlé cette bonne opinion ; on a, de plus, amené dans l'armée une véritable perturbation morale. L'opposition avait prévu

ces conséquences lorsqu'une partie seulement du mal était faite. Dans la dernière discussion du B. de la guerre, elle a prié le gouvernement de se prononcer promptement, afin d'éviter que des espérances, condamnées à rester stériles, ne continuassent à se produire, à s'échauffer et ne vinssent aboutir à des déceptions fatales. Le gouvernement n'a pas voulu se prononcer ; il était en présence de quelques amis politiques que ses déclarations auraient pu gêner à l'approche des élections ; il craignait peut-être aussi de dévoiler trop tôt les dissentiments qui existaient dans son sein. Les préoccupations électorales, le désir d'éviter un remaniement dans un cabinet de formation récente, lui ont fait garder une attitude passive ; l'état de choses s'est aggravé, on en est venu aux conséquences les plus fâcheuses. Le devoir de l'orateur est de signaler la faute que le gouvernement a commise en laissant se produire et en laissant grandir le mal. Aujourd'hui il annonce qu'il proposera des moyens d'y remédier. Après avoir blâmé la faute, l'orateur ne se croit pas autorisé à refuser, de parti pris, son concours à l'œuvre de réparation. C'est au gouvernement de rendre ce concours possible et facile. C'est à lui de placer la discussion des questions graves que nous aurons bientôt à examiner dans la sphère élevée et sereine où peuvent se rencontrer dans les mêmes sentiments tous ceux qui aiment leur pays et qui ne se divisent que sur le choix des meilleurs moyens d'en consolider l'existence, le bien-être et la dignité. M. Couvreur s'attache à établir que l'armée n'est pas dans les conditions voulues pour rendre les services qu'on est en droit d'attendre d'elle, eu égard surtout aux charges qu'elle impose au pays. Il recherche les causes de cette insuffisance et écarte les systèmes qui, tout en voulant y porter remède, ne font qu'en maintenir ou en aggraver les causes. Il répond aux critiques dirigées contre l'organisation de l'armée suisse, et tâche de démontrer, par l'exemple du Danemark, qu'un petit peuple peut organiser une bonne armée sur la base du service personnel et obligatoire, sans grever outre mesure les populations et les finances, sans arrêter le développement normal de la vie sociale, sans introduire cette iniquité aristocratique qui fonctionne en Allemagne et qu'on appelle le volontariat d'un an. — 14. L'orateur estime que le problème qui se pose devant la chambre est triple. Qui dit organisation militaire basée sur la justice, dit service pour tous ; qui dit obligation pour tous de porter le fusil pour la défense de la patrie, dit aussi droit de devenir citoyen et de jeter un bulletin dans l'urne électorale ; qui dit droit d'exercer le suffrage, dit en même temps

instruction généralisée. Sans instruction, il n'y a ni bons soldats ni bons citoyens : service général, réorganisation démocratique de l'armée, instruction obligatoire, extension du droit de suffrage, voilà le triple problème que nous avons à résoudre. Et ce problème ne pourra être résolu que par ceux qui écriront sur leur drapeau : Tout pour le peuple, par le peuple. Car ce qui se fait pour lui, sans lui, n'a pas de racines. Il n'aime, il ne défend, il ne conserve que ce qu'il a conquis, que ce qu'il pratique lui-même. M. E. de Kerckhove ne veut pas plus de la caserne obligatoire que de l'école obligatoire. Il admet qu'il faut améliorer l'organisation militaire, mais il s'oppose à toute aggravation de charges. M. d'Hane-Steenhuysen soutient que la Belgique ne doit pas être une puissance militaire, et il formule une proposition ainsi conçue : « Il est institué une commission parlementaire. Elle est chargée d'étudier les questions ci-après : *Première question.* — Déterminer quelle doit être, au point de vue de la défense nationale, la situation militaire de la Belgique. Faire, dans ce but, l'examen sérieux des traités qui garantissent son indépendance et sa neutralité ; — rechercher les discussions qui ont eu lieu à cet égard, tant en Belgique qu'à l'étranger, et établir, d'une façon certaine et définitive, la nature et l'importance des obligations qui nous ont été imposées depuis la révolution de 1830. *Seconde question.* — Rechercher, parmi les différents systèmes d'organisation militaire qui sont préconisés, celui qui assure le plus complètement possible l'intégrité du territoire, la défense efficace de l'indépendance nationale et la répartition la plus équitable des charges militaires. » M. Dumortier est peiné de voir que le système du service obligatoire, qui n'obtiendrait pas dix voix, assurément pas quinze voix dans la chambre, y ait été défendu sans qu'une voix se soit élevée pour protester contre ce système, à part celle de M. Frère-Orban. Or, depuis quand peut-on laisser le pays se tromper sur une pareille question ? Ensuite, il a été profondément ému de certaines paroles inconsidérées qui ont été dites dans ce débat, et il a vivement regretté qu'elles soient parties des bords de ses amis politiques. En effet, ces paroles n'ont qu'une portée : celle d'ameuter les classes nécessiteuses contre les classes riches. De telles paroles ne devraient jamais être prononcées dans cette enceinte. Il faut en laisser le monopole à l'Internationale. C'est exagérer les faits que de représenter, contre toute vérité, les classes ouvrières comme écrasées par celles qui possèdent. Quant à l'enquête, elle est inutile et elle n'aboutirait qu'à tout désorganiser. M. Delaet propose à la chambre, non

pas de faire une enquête parlementaire, mais d'engager le gouvernement à faire réimprimer, en forme de livre bleu, tous les documents qui se rapportent à la constitution de la nationalité belge. M. Malou, *m. f.*, combat la proposition d'enquête, qui est mise aux voix et rejetée par assis et levé. M. Bara réclame et dit qu'on avait demandé l'appel nominal. Après un vif débat, la chambre, sur la motion de M. Frère-Orban, décide, par 49 voix contre 25, qu'il y a lieu de procéder à l'appel nominal sur la proposition de M. d'Hane-Steenhuysen, et celle-ci est rejetée par 68 voix contre 5 et 2 abstentions. M. Delaet demande ce qui advient de la sienne. M. Malou, *m. f.*, répond qu'on pourra discuter les questions diplomatiques à l'occasion du B. des affaires étrangères. — 15. Dans la discussion des articles du B., M. Thiebauld, *m. g.*, répondant à MM. Dethuin, Schollaert et Vleminckx, déclare que, dans les projets qui seront incessamment présentés aux délibérations de la chambre, il tiendra compte des recommandations faites en faveur des vétérinaires et des pharmaciens. M. Thonissen demande ensuite que les officiers mis en non-activité pour cause de maladie ne seront pas placés sur la même ligne que ceux qui sont mis en non-activité pour cause d'inconduite. Un débat s'engage entre MM. Jottrand, De Haerne, Coomans et Thiebauld, *m. g.*, sur l'instruction et la moralisation des soldats ; puis entre MM. Hagemans et le *m.*, sur la suppression de la place d'un professeur de dessin à l'école de guerre (M. Eugène Devaux). La chambre entend M. Saintelette au sujet de la nécessité de familiariser le personnel des armes savantes avec le mouvement des chemins de fer ; MM. Hagemans, Vleminckx, Thiebauld, *m. g.*, au sujet de l'alimentation des soldats ; puis MM. de Zerezo de Tejada, Thiebauld, *m. g.*, Bricoult, Le Hardy de Beaulieu et Wasseige, au sujet de l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie. Le *m.* se rallie à un amendement de MM. de Zerezo de Tejada, Nothomb et Thonissen tendant à augmenter de 300,000 francs l'article du B. relatif à cet objet. Le B. est ensuite voté par 68 voix contre 29 et une abstention. Le crédit pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'établissement d'un champ de manœuvres à Anvers, porté par amendement de 350,000 à 400,000 francs par la *s. c.*, est adopté par 62 voix contre 12. — 16. Un débat s'engage sur une pétition par laquelle des habitants de Liège prient la chambre de décréter immédiatement l'abolition du remplacement et de la substitution militaires. M. De Smet, *r. c.*, conclut à l'ordre du jour. Après avoir entendu MM. Demeur, Pirmez et Coomans, la chambre renvoie la pétition aux *mm. g. et i.* — 21. M. Thiebauld,

m. g., dépose un projet de loi apportant des modifications aux différents services de l'armée. M. Malou, *m. f.*, *id.* : 1° un arrêté royal par lequel S. M. l'autorise à retirer le *B.* de la guerre pour l'exercice 1874, qui a été présenté dans les termes fixés par la loi de comptabilité; 2° un autre arrêté qui l'autorise à présenter un nouveau *B.* pour l'exercice 1874. — 27. La discussion s'ouvre sur le projet de loi relatif à la mise du casernement des troupes à la charge de l'Etat. La *s. c.*, d'accord avec le gouvernement, propose d'ajouter à l'article 1^{er} la disposition aux termes de laquelle ne sont pas compris parmi les bâtiments à céder ceux qui auraient définitivement cessé d'être affectés au service militaire. La chambre entend, dans la discussion générale, MM. Thiebauld, *m. g.*, de Moerman, Lelièvre, Vleminckx, Wouters, Drubbel, *r.*, Bara, Vandenpeereboom, De Clercq, Elias, Notelteirs et E. de Kerckhove. — 28. Les articles sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. Drubbel, *r.*, Van Overloop, Van Wambeke, A. Visart, Crombez, Thiebauld, *m. g.*, Vleminckx et Schollaert, puis le projet de loi est voté par 79 voix et une abstention. — 31. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux logements militaires.

6 juin. M. Thiebauld, *m. g.*, répondant à M. Wouters, s'engage à examiner avec bienveillance une pétition d'habitants de Tirlemont qui demandent le retour d'une garnison dans cette ville. — 17. M. Malou, *m. f.*, dépose des projets de crédits supplémentaires de 165,000 fr. au département de la guerre pour l'exercice 1872 et de transfert de 250,000 fr. dans plusieurs articles du *B.* — 20. M. Thiebauld, *m. g.*, répondant à MM. Wasseige, T'Serstevens et Le Hardy de Beaulieu, s'engage à prescrire aux chefs de corps de délivrer le plus grand nombre de congés possible pendant la moisson et de ne conserver que l'effectif nécessaire pour assurer le service intérieur et le service de garnison. Il ajoute que la période des manœuvres finira le 20 juillet. M. Vleminckx lui conseille de fixer la période des manœuvres de préférence du 15 août au 15 septembre, au lieu de la mi-juin, ou du mois de mai, qui est pluvieux et malsain. — 27. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 165,000 fr. et le transfert de 250,000 fr.

11 juillet. M. Thonissen, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi portant des modifications aux divers services de l'armée. — 18. Les crédits supplémentaires sont adoptés par 58 voix contre 9. — 19. M. Vleminckx demande s'il est vrai que, d'après les ordres d'un colonel en garnison à Anvers, la musique d'un régiment aurait, en uniforme, donné une sérénade à un père

jésuite. Si ce fait est vrai, il ne voit pas pourquoi un colonel n'aurait pas également le droit de faire donner des sérénades à un vénérable de la Loge, au chef de l'Internationale, au président des libres penseurs. — 29. L'interpellation est renouvelée, et l'orateur demande, en outre, s'il est vrai qu'il existe au département de la guerre une correspondance avec l'autorité ecclésiastique au sujet de la messe obligatoire. M. Thiebauld, *m. g.*, répond qu'il n'a pas de compte à rendre d'une correspondance qui n'a été suivie d'aucun acte et qui, du reste, émane de son prédécesseur. Il ajoute que ce n'est pas une sérénade qui a été donnée aux pères jésuites par la musique du 6^e régiment d'artillerie, à Anvers. Le colonel a, sur la demande de M. Gils, préfet de l'institut Saint-Ignace, accordé le concours des fanfares du régiment sous ses ordres, pour une fête qui a eu lieu dans l'intérieur dudit établissement le mardi 13 du courant, et il a usé d'un droit que lui donne une circulaire du général Anoul, en date du 31 juillet 1851. M. Vleminckx estime qu'il faudrait apporter plus de circonspection dans l'usage de cette faculté. Il constate ensuite qu'il est acquis qu'une correspondance a eu lieu, non entre l'épiscopat et le *m. g.* actuel, mais entre l'épiscopat et son prédécesseur, l'honorable général Guillaume. On refuse de la communiquer, soit; les cabinets cléricaux ne sont pas plus éternels que les autres, et l'on réclamera plus tard cette correspondance, qui ne sera plus refusée. On verra alors jusqu'où auront été poussées les prétentions épiscopales.

1^{er} août. M. de Macar interpelle le *m. g.* sur l'intention qu'on lui prête de démolir le château-fort de Huy et d'enlever à cette ville le couronnement qui la complète. M. Thiebauld, *m. g.*, répond que le fort de Huy n'a pas d'utilité militaire, mais que le gouvernement est prêt à le céder, pour une somme minime, à la ville et n'entend pas le démolir, si elle veut le conserver. — 2. La chambre s'occupe du projet de loi apportant des modifications aux divers services de l'armée. Après avoir entendu MM. Van Humbeeck, Vleminckx et Thiebauld, *m. g.*, elle adopte le projet par 52 voix contre 33 et 3 abstentions (1).

(1) Art. 1^{er}. L'état-major général de l'armée et les états-majors particuliers, ainsi que les cadres d'officiers de troupe des diverses armes, sont divisés en deux sections, savoir : la section d'activité et la section de réserve. — Art. 2. La section d'activité se compose, sur le pied de paix, du nombre d'officiers déterminé ci après, savoir :

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

Lieutenants généraux.	9
Généraux-majors	18

IMPOTS.

15 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi modifiant la loi sur les patentes et sur les droits d'enregistrement (c'est la partie du projet présenté par M. Jacobs, qui n'avait pas été contestée et qui était comprise dans la loi relative aux denrées alimentaires).

17 décembre. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

15 janvier. Dans la discussion, M. Thonissen développe un amendement ainsi conçu : « Pour l'application du droit de patente dû par les sociétés anonymes, les sommes payées à titre d'impôt à l'Etat, aux provinces ou aux communes seront considérées comme faisant partie des charges sociales. » M. Malou, *m. f.*, se rallie à cet amendement. Un débat s'engage ensuite entre MM. Demeur, Jacobs, Malou, *m. f.*, et Bergé sur la patente des assureurs, et sur la ques-

tion de savoir si la classification des patentables doit se faire d'après les communes auxquelles ils appartiennent. MM. Demeur et Bergé le contestent. M. Jacobs soutient qu'il n'y a pas d'autre base rationnelle. Les articles sur les patentes sont adoptés avec l'amendement de M. Thonissen ; ceux qui concernent les droits d'enregistrement sont votés sans débat. Le projet est ensuite adopté par 46 voix contre 16 et une abstention.

7 février. Sur les conclusions de M. Demeur, *r. c.*, appuyées par MM. Guillery et Delaet, la chambre renvoie au *m. f.* une pétition par laquelle les membres de l'administration de la Société anversoise pour la construction et l'amélioration des maisons d'ouvriers signalent l'élévation de la contribution personnelle pour les habitations ouvrières, élévation qu'ils attribuent principalement à ce que, dans une même ville, la porte, la fenêtre et le foyer de la plus modeste habita-

CORPS D'ÉTAT-MAJOR.	
Colonels	4
Lieutenants-colonels	4
Majors	8
Capitaines	30
ÉTAT-MAJOR DES PROVINCES.	
Commandants de province.	5
ÉTAT-MAJOR DES PLACES.	
Commandants de 1 ^{re} classe.	5
— de 2 ^e —	4
— de 3 ^e —	9
Majors de place.	2
Adjudants de place.	21
SERVICE ADMINISTRATIF.	
Intendance. — Intendant en chef.	1
Intendants de 1 ^{re} classe	3
— de 2 ^e —	6
Sous-intendants de 1 ^{re} —	12
— de 2 ^e —	13
Comptables des corps de troupe. — Capitaines quartiers-maitres payeurs, capitaines et lieutenants d'habillement.	150
Bataillon d'administration. — Officier supérieur d'administration	1
Officiers d'administration	73
SERVICE DE SANTÉ.	
Médecins — Inspecteur général.	1
Médecins principaux de 1 ^{re} classe.	4
— de 2 ^e —	7
Médecins de régiment de 1 ^{re} —	10
— de 2 ^e classe, médecins de bataillon et médecins adjoints	126
Pharmaciens. — Pharmacien principal.	1
Pharmaciens de 1 ^{re} , de 2 ^e et de 3 ^e classe	36
Vétérinaires. — Inspecteur vétérinaire.	1
Vétérinaires de 1 ^{re} , de 2 ^e et de 3 ^e classe	33
INFANTERIE.	
Colonels	20
Lieutenants-colonels	19
Majors.	99
Officiers subalternes.	1,538

CAVALERIE.	
Colonels	8
Lieutenants-colonels	8
Majors.	16
Officiers subalternes	264
ARTILLERIE.	
État-major. — Colonels.	5
Lieutenants-colonels.	5
Majors.	5
Majors commandants du matériel	5
Officiers subalternes.	18
Gardes d'artillerie. — Garde d'artillerie principal.	1
Gardes d'artillerie de 1 ^{re} , de 2 ^e et de 3 ^e classe.	24
Troupes d'artillerie — Colonels.	7
Lieutenants-colonels.	7
Majors.	29
Officiers subalternes.	386
Train. — Major.	1
Officiers subalternes.	22
GÉNIE.	
État-major. — Colonels.	3
Lieutenants-colonels	6
Majors.	6
Officiers subalternes.	39
Gardes du génie.	50
Troupes du génie. — Colonel	1
Lieutenant-colonel.	1
Majors.	4
Officiers subalternes.	75
Art. 3. La section de réserve se compose, sur pied de paix, de :	
Lieutenants généraux.	2
Généraux-majors.	4
Art. 4. L'organisation intérieure des corps est réglée par arrêté royal ; il en est de même de l'effectif du pied de paix. — Art. 5. Les officiers généraux en réserve reçoivent les trois cinquièmes de la solde d'activité de leur grade ; ils peuvent être employés en tout temps dans un service actif sédentaire ; dans ce cas, ils reçoivent les quatre cinquièmes du traitement d'activité de leur grade. — Art. 6. Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 5 avril 1868 sur l'organisation de l'armée sont abrogées.	

tion située dans les quartiers les plus reculés payent exactement la même taxe que la porte, la fenêtre et, jusqu'à un certain point, le foyer des plus riches hôtels.

5 juin. M. Meeus, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi concernant la patente des sociétés en commandite par actions.

INDUSTRIE.

19 décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à autoriser le transfert sur les exercices 1872 et suivants du solde restant disponible du crédit spécial de 100,000 francs qui a été ouvert pour l'exposition de Londres. — 20. M. Descamps, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 21. Il est adopté à l'unanimité.

15 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi allouant un crédit de 125,000 fr. pour l'exposition de Vienne.

6 mars. M. Delehaye, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 20. Il est adopté à l'unanimité. — 26. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi modifiant le ressort du conseil de prud'hommes de Tournai.

22 avril. Il est donné lecture d'une proposition de loi de M. Anspach tendant à rendre facultatifs les livrets d'ouvriers. — 26. Sur les conclusions de M. Boucquéau, *r. c.*, appuyées par M. Guillery, la chambre renvoie au *m. i.*, avec demande d'explications, des pétitions nombreuses dues à l'initiative de la Ligue de l'enseignement et demandant la réglementation du travail des enfants dans l'industrie. — 29. M. Anspach développe sa proposition de loi, qui est prise en considération.

6 mai. M. Santkin, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'extension de la juridiction du conseil de prud'hommes de Tournai. — 21. Ce projet est voté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

15 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour construction de maisons d'école.

6 décembre. M. Kervyn de Lettenhove demande que l'on mette à l'ordre du jour la discussion du projet de loi sur la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'on se livre à une nouvelle étude de la question. MM. Pirmez et De Fré engagent le gouvernement à examiner le projet à nouveau et à le compléter.

21 janvier. Dans la discussion du B. de l'instruction publique, M. Delcour, *m. i.*, faisant droit à des observations de M. Lelièvre, dit qu'il portera toute son attention sur l'amélioration de la position des professeurs de l'enseignement moyen, et qu'il compte pro-

poser l'abolition des cours à certificats. Répondant à M. Defuisseaux, il dit qu'il faudrait un million pour accorder une augmentation de traitement aux instituteurs primaires. La question est, du reste, à l'étude. — 22. M. de Rossius demande que le *m.* dépose sur le bureau les rapports des présidents des jurys chargés de conférer le grade d'élève universitaire, et le catalogue des bibliothèques des écoles normales. M. Sainctelette réclame le dossier relatif à la question de l'augmentation du nombre des écoles moyennes. — 23. M. Delcour, *m. i.*, dépose les rapports des présidents des jurys de gradués en lettres. — 25. *Id.* le rapport sur les écoles moyennes.

5 février. M. Sainctelette prononce un discours sur les réformes à introduire dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement moyen, en vue de développer l'esprit scientifique. La question de l'enseignement des langues anciennes est de nouveau agitée entre MM. Thonissen et Pirmez. — 6. M. Delcour, *m. i.*, exprime à son tour ses idées sur ces divers objets et rend compte des mesures qu'il a prises depuis son entrée aux affaires. Il constate qu'il y a en Belgique 85 collèges et athénées et 84 écoles moyennes appartenant à l'enseignement officiel et à l'enseignement libre. Il en conclut que la situation n'est pas mauvaise. L'augmentation préconisée entre autres par M. Sainctelette donnerait lieu à une dépense considérable. Ce côté de la question ne peut être négligé au moment où il reste tant de dépenses à faire pour l'enseignement public en général. On sait ce que le gouvernement devrait demander à la législature pour l'organisation de l'enseignement du dessin, de la gymnastique. Il y aura encore à s'occuper de l'amélioration de la position des professeurs de l'enseignement moyen et des instituteurs primaires, à pourvoir à la construction et à l'organisation des nouvelles écoles normales décrétées par la loi de 1866. Pour les deux écoles en construction, celles de Liège et de Mons, il sera prochainement amené à déposer un projet de loi comportant un crédit de près d'un million. Quant aux deux autres écoles normales, il y aura à étudier la question. Le *m.* espère qu'une décision pourra être prise prochainement relativement à celle de Bruges. En présence de ces dépenses considérables, le gouvernement ne peut pas se lancer aussi rapidement qu'on le désire dans la voie des innovations. Il est impossible de tout faire à la fois. Son principe est celui-ci : la Belgique a une organisation qui est bonne; cette organisation est susceptible d'être améliorée : améliorons-la. Que les sacrifices qu'on veut s'imposer soient appliqués avant tout au développement de l'organisation actuelle et à l'amélioration de la position du

corps professoral, et l'on aura mieux compris ainsi les véritables intérêts de l'enseignement. M. Jottrand conteste la modération du ministère et signale des actes violents, injustes et illégaux des nouveaux conseils communaux de Ninove et de Renaix, qui ont supprimé une école primaire et une école moyenne. Il ajoute quelques mots sur le nouveau système de recrutement du corps d'inspecteurs ecclésiastiques de l'enseignement primaire, organisé par l'évêque de Bruges. Celui-ci voit avec douleur le succès relatif que continuent à avoir les collèges d'Ypres, de Bruges, de Furnes et de Nieuport. Il faut empêcher la jeunesse de se rendre dans ces antres de perdition ; il faut la concentrer tout entière, si c'est possible, dans les neuf collèges épiscopaux, et c'est pour arriver à ce but qu'il a choisi comme inspecteurs ecclésiastiques de l'enseignement primaire les directeurs et les professeurs de ces collèges épiscopaux. A titre de conclusion, l'orateur propose la suppression du subside de 54,000 francs qui figure sous le n° 96 du B. pour subvenir aux frais des inspections ecclésiastiques. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il a demandé un rapport sur l'affaire de Renaix ; il soutient que le conseil communal de Ninove a usé de son droit, ainsi qu'a fait l'évêque de Bruges, dans le choix des inspecteurs qu'il a nommés. M. Magherman défend la conduite de l'administration communale de Renaix, qui a jugé qu'il était suffisamment pourvu aux besoins de l'instruction publique par les établissements privés. M. Coomans prie le *m. i.* de se renseigner sur la question de savoir si la ville de Bruxelles a fourni des locaux à des associations privées pour renforcer un enseignement qui fait concurrence au sien. Si la ville de Bruxelles a ce droit, il faut le reconnaître à la généralité des communes belges. — 7. Le débat relatif à la suppression des écoles de Ninove et de Renaix continue entre MM. Bara, De Naeyer, Piedboeuf, Magherman et Vandenpeereboom. — 8. La chambre entend encore à ce sujet MM. Bergé, de Rossius, Delcour, *m. i.*, Vandenpeereboom et Jottrand. — 11. La discussion se poursuit entre MM. Jottrand, Van Humbeeck, De Naeyer et Rogier. Elle est close alors sur cet incident et reprend sur l'instruction publique en général. M. Delaet s'occupe de l'enseignement du flamand et des langues modernes. M. Vleminckx recommande la simplification du programme des études universitaires. M. Sainctelette demande que la composition latine soit supprimée du programme du graduat en lettres, et insiste de nouveau pour l'augmentation du nombre des écoles moyennes. L'orateur ayant accusé les catholiques d'être les ennemis de l'instruction publique,

M. Dumortier répond que les libéraux n'ont rien fait pour l'instruction avec leurs propres deniers, tandis que les catholiques ont fondé des établissements partout. — 12. M. de Rossius désire que l'enseignement moyen de l'Etat soit fortifié pour qu'il ait le pas sur celui des établissements du clergé. Il croit qu'il est indispensable surtout de développer les études classiques. M. Elias voudrait voir établir auprès des écoles annexées à l'université de Liège, dans l'école des arts et manufactures et dans celle des ingénieurs mécaniciens, un cours de chimie agricole et un cours d'agronomie. Il reproche au *m. i.* de favoriser partout dans l'enseignement les prétentions du clergé. M. De Haerne soutient que l'enseignement moyen a fait beaucoup de progrès dans les Flandres par la combinaison de l'enseignement religieux et de l'enseignement économique. M. Thonissen estime qu'il y a lieu de porter à sept années la durée de l'enseignement des langues anciennes. M. Couvreur s'occupe ensuite de celui de la gymnastique. Il demande la publication du rapport du major Docx sur cet objet. — 13. M. Delcour, *m. i.*, répond aux critiques dirigées contre son administration, et affirme notamment qu'en ce qui concerne les écoles normales et l'adoption des écoles privées, il n'a fait que suivre les errements de ses prédécesseurs. M. Bergé se déclare partisan des écoles sécularisées et invoque à l'appui de sa thèse l'exemple de la Hollande. Il signale ensuite la nécessité de propager l'enseignement de la chimie. M. Delehay, *r.*, fait observer que, comme conclusion de ces discours, on propose peu de mesures pratiques. Que l'on signale une mesure utile et la *s. c.* l'appuiera. M. Vleminckx espère qu'il n'est pas exact que M. Delcour ait l'intention de nommer un étranger à une chaire de la faculté de médecine dans une des universités de l'Etat, à moins qu'il ne s'agisse d'un homme d'un mérite éminent. Il voudrait voir établir une école normale de gymnastique. Le *m.* ayant déclaré qu'il entendait augmenter l'étude des langues vivantes, notamment dans les premières années des humanités, M. Pirmez demande sur quelles matières on prendrait le temps nécessaire à l'augmentation de l'étude des langues modernes. On se trouve en présence de cette alternative : ou bien on augmentera le temps consacré aux études, ou bien on restreindra certains cours actuellement existants. M. Delaet est d'avis que cette question doit être résolue différemment dans les provinces flamandes et dans les provinces wallonnes. M. Defuisseaux demande que l'on augmente les traitements des professeurs de l'enseignement moyen. M. T'Serstevens voudrait que l'enseignement de la science agricole

fût étendu à tous les degrés de l'instruction publique. M. Pirmez félicite le *m.* d'une déclaration qu'il a faite quant à son droit d'examen ou de contrôle sur les nominations qui sont faites par les évêques des délégués chargés d'inspecter les écoles primaires. Il en tire cette conséquence que le gouvernement assume dans une certaine mesure la responsabilité des agréments qu'il accorde et des choix des inspecteurs qu'il approuve par son *exequatur*. M. Elias regrette que le *m.* n'ait pas fait usage du droit qu'il invoque. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à continuer l'étude des questions relatives à la gymnastique. Quant à la création d'une école normale spéciale, c'est là une grave question; la création d'un enseignement complet, comme l'entend M. Couvreur, avec des cours d'anatomie et d'hygiène, entraînerait l'Etat dans une dépense énorme et dont l'utilité ne serait point suffisamment justifiée à ses yeux. M. Pirmez voudrait savoir quelles sont les matières qui seront retranchées du programme des cours de l'enseignement moyen pour augmenter le temps destiné à l'enseignement des langues vivantes. Le *m.* répond qu'il ne diminuera pas le temps porté au programme pour l'enseignement des langues anciennes. Il faut : 1° accorder plus de temps à l'étude des langues vivantes; 2° améliorer les méthodes; enfin, en dernier lieu, former un personnel enseignant capable. Ces trois points seront mûrement examinés et soumis à l'étude du conseil de perfectionnement. M. Pirmez fait observer que, de cette façon, l'on ne fera rien. Après quelques observations de détails de MM. De Smet, Kervyn de Volkaersbeke, Elias et Delcour, *m. i.*, sur le ménage intérieur des universités, le chapitre de l'enseignement supérieur est adopté. Il en est de même du chapitre de l'enseignement moyen. — 14. A celui qui concerne l'instruction primaire, un débat s'engage entre MM. De Haerne et Bergé sur le caractère des écoles, qui doivent être confessionnelles d'après le premier, neutres d'après son contradicteur. M. Kervyn de Lettenhove, après s'être occupé de la façon dont les villes, et spécialement Bruxelles, remplissent leurs obligations en ce qui concerne l'enseignement primaire, attaque vivement les tendances de ceux qui veulent mettre le prêtre hors de l'école. M. Pirmez soutient que le clergé veut tuer non seulement les écoles où l'enseignement religieux n'est pas donné, mais même celles où cet enseignement se donne. — 18. Sur la motion de M. Couvreur, la chambre ordonne l'impression du rapport sur la gymnastique dans les pays du nord, qui se trouve déposé sur le bureau. M. Funck prend ensuite contre M. Kervyn de Lettenhove la défense de l'enseignement primaire

tel qu'il est organisé à Bruxelles. Il combat la loi de 1842, dont il n'a cessé de réclamer la révision. M. Boulenger soutient que le pays est, par cette loi de 1842, menacé des plus grands dangers, car elle permet au clergé de donner aux enfants des livres qui refléteront ses enseignements et qui leur feront oublier tous leurs devoirs de citoyens! Au nom de la liberté de conscience, au nom des vrais sentiments de patriotisme, il faut donc repousser avec indignation les doctrines de M. Kervyn et de ses amis, et persévérer résolument à demander la révision de la loi sur l'enseignement primaire. M. Rogier s'attache à démontrer que la loi de 1842 n'introduit pas le prêtre à titre d'autorité dans l'école, et que l'inspecteur ecclésiastique n'y peut pénétrer que du consentement de l'autorité civile. — 19. M. Bergé prononce un discours dans lequel il dénonce l'action funeste du catholicisme et forme des vœux pour la sécularisation de l'enseignement. Quelques mots prononcés la veille par M. Rogier, au sujet du *Syllabus*, amènent un discours de M. Thonissen, qui déclare adhérer sans réserve à la Constitution. Il affirme que, dans son cours, il a toujours parlé avec respect des institutions nationales, et que jamais une observation quelconque ne lui a été faite de ce chef. Il est persuadé qu'il en est de même dans les cours de ses collègues, qui tous savent parfaitement concilier leurs devoirs religieux de catholiques avec leurs devoirs politiques de citoyens belges. — 20. M. Dumortier dit à son tour qu'il croit au *Syllabus* et à l'infailibilité pontificale, avec tous ses collègues de la droite et avec tous les catholiques de la Belgique. Il y croit, comme y croient le pape et les évêques. Mais il ne croit pas au *Syllabus* et à l'infailibilité pontificale tels que la gauche l'entend; il croit au *Syllabus* et à l'infailibilité pontificale comme l'entend l'Eglise. Rome a déclaré, en termes formels, que la Constitution belge n'était nullement atteinte par le *Syllabus* et par l'Encyclique, que le *Syllabus* et l'Encyclique ne touchaient en rien à la Constitution belge ni aux droits et aux devoirs des citoyens belges, ni à leurs libertés politiques. M. Bara demande que l'on soit franc et sincère. Il y a une opposition complète entre les enseignements du pape et les principes de la Constitution. Il n'y a pas, d'après M. Thonissen, une ligne du pape qui défende aux catholiques belges de vivre sous la Constitution actuelle. Mais le pape a condamné en masse et formellement, en termes non équivoques, toutes les libertés. Comment donc, après une telle condamnation, aurait-il pu ajouter une page où il aurait dit : « Je dispense de la soumission à l'Encyclique tous les catholiques belges? » En vérité, cela n'eût pas été sérieux. Au sur-

plus, si l'on a quelque dispense particulière, pourquoi ne la produit-on pas? Si le pape a dispensé la droite de respecter les principes du *Syllabus*, c'est à l'Eglise de le dire par un écrit quelconque, et si cet écrit n'existe pas, comment peut-on se croire autorisé à ne pas s'incliner devant le *Syllabus*? En réalité, la droite, et l'orateur l'en félicite bien sincèrement, ne tient aucun compte du *Syllabus*, et c'est par là que ses membres brillent comme citoyens. Le sacrifice qu'ils font est d'autant plus grand, qu'il doit leur coûter beaucoup, et l'orateur les en remercie sincèrement. Mais qu'ils ne disent pas qu'ils respectent le *Syllabus*, qu'ils n'essayent pas de faire croire au pays qu'ils ont pour l'Encyclique un respect réel. Cela est complètement inexact. Ils sont dévoués à la Constitution, qui est le contre-pied de l'Encyclique et du *Syllabus*; ils ne tiennent aucun compte de doctrines qui répudient toutes les libertés. Et si l'on est ainsi hérétique, les membres de la droite le sont autant que les libéraux. Répondant à M. Kervyn de Lettenhove, qui a reproché à la ville de Tournai d'avoir réduit son intervention en faveur de l'instruction primaire, M. Bara ajoute qu'un institut de demoiselles a été supprimé parce que l'évêque a refusé d'y faire donner l'instruction religieuse. La ville, par suite de ce refus, transforme cette école en une école moyenne, et M. Kervyn, ne la trouvant plus au chapitre de l'enseignement primaire, s'écrie : « La ville de Tournai a réduit son intervention, au lieu de l'augmenter, en présence des besoins qui s'accroissent chaque jour. » Que M. Kervyn se rassure, l'école n'est pas perdue; elle est retrouvée; M. Kervyn aurait dû regarder quelques lignes plus haut, dans le *B.*, il l'aurait vue figurer à l'enseignement moyen et avec 4,000 à 5,000 fr. de plus. M. Kervyn de Lettenhove répond que l'administration communale de Tournai, en transformant une école primaire en école moyenne, a violé la loi de 1842. M. Delcour, *m. i.*, partage cette opinion. — 21. M. Cornesse combat la thèse de M. Bergé, reproche aux libéraux de professer les doctrines de la *Libre pensée*, et prédit que la révision de la loi de 1842, s'ils parviennent à la décréter, aura les plus funestes résultats. M. Frère-Orban répond qu'il continue à prêcher en faveur de la révision de la loi de 1842, sans craindre, en aucune façon, les résultats épouvantables que fait entrevoir M. Cornesse. Il veut la révision de la loi de 1842 parce qu'elle n'est pas en harmonie avec les principes constitutionnels; parce qu'elle ne reconnaît pas à la minorité les droits qu'elle attribue à la majorité; parce qu'elle constitue les ministres des cultes en autorité dans l'école. Il désire que l'ensei-

gnement religieux soit donné suivant le vœu des pères de famille, et qu'il le soit, ou bien à l'école, ou bien à l'église, mais il entend que le clergé n'ait plus aucun des droits qui sont inscrits dans la loi de 1842; qu'il y ait égalité pour les ministres de tous les cultes et pour toutes les confessions religieuses; il maintient et défend, en un mot, les principes qui sont inscrits dans la loi de 1850. Lorsque l'enseignement primaire sera dans les mêmes conditions que l'enseignement moyen, on entendra de nouveau des mandements et des discours dénonçant le péril que ces écoles font courir à la société; mais la raison, le bon sens, le patriotisme feront justice d'exagérations injustifiables, et ces écoles seront maintenues comme les athénées, les écoles moyennes et les collèges, frappés dès longtemps de la même proscription. L'orateur espère, pour ce qui le regarde, que l'heure viendra où l'on pourra mettre les dispositions des lois en harmonie avec les principes de la Constitution. Et le jour sera heureux pour lui où la loi de l'enseignement primaire pourra être réformée conformément aux doctrines qu'il n'a pas cessé de défendre. M. Coomans, s'occupant de l'Encyclique et du *Syllabus*, soutient que le pape lui-même permet des infractions graves à ce qu'il proclame comme les vérités éternelles, immuables, imprescriptibles, puisque lui-même a toléré l'usage de beaucoup de libertés, dites libérales, dans ses Etats. Les catholiques peuvent donc très bien dire que certains articles de la Constitution ne sont pas des droits naturels, qu'il en est qui sont, au contraire, des droits contre nature et inconciliables, théoriquement, avec l'Encyclique et le *Syllabus*, tout en reconnaissant qu'il est utile de permettre la pratique de ces libertés, vu les inconvénients ou les impossibilités de la répression. Les libéraux ne font pas autre chose : ils ne respectent pas certaines lois; c'est leur droit. Ils les observent, c'est leur devoir. On ne peut leur demander davantage. MM. De Baets et Delaet répondent à une partie du discours de M. Bergé dans laquelle celui-ci a attribué à l'influence du cléricalisme la dégénérescence des Flandres. M. Schollaert, après avoir donné des explications au sujet de couplets dans lesquels on lui reproche d'avoir chassonné le pape, tandis qu'il mettait en scène le recteur de l'université de Louvain, prend la défense de la religion et proclame la nécessité de l'enseignement religieux dans l'école. — 22. Il termine son discours. MM. Van Wambeke et Tack prennent encore la parole pour contester les effets funestes de l'action du clergé dans les Flandres. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Boulenger, donne quelques explications sur les travaux de construction

des écoles normales de Mons et de Liège. Il promet d'en établir une à Bruges, ce dont M. De Clercq le remercie ; puis la chambre s'ajourne pour les vacances du carnaval.

14 mars. Le débat s'ouvre sur l'amendement de M. Jottrand tendant à supprimer les frais de l'inspection ecclésiastique. MM. Jottrand, Kervyn de Lettenhove, Orts, Rogier, Delehay, r., et Bara y prennent part. La proposition de M. Jottrand est rejetée par 56 voix contre 25. A propos du crédit pour le service ordinaire des écoles, une discussion s'engage entre MM. Kervyn de Lettenhove, Tack, Bara, Funck, Delcour, m. i., et Pirmez, au sujet du chiffre de l'intervention de l'Etat dans les dépenses de l'instruction primaire, et de la somme des sacrifices faits par les villes de Gand, Tournai et Bruxelles. Le débat sur le chapitre de l'*Instruction publique* est clos après un échange d'observations entre MM. Le Hardy de Beaulieu et De Haerne sur l'instruction des aveugles. — 18. M. Rogier déclare qu'un journal libéral lui a fait dire à tort qu'il trouvait la loi de 1842 chose excellente. Il est disposé, au contraire, à travailler à la révision de cette loi. Mais il n'a pas dit qu'il voulait bannir l'enseignement religieux de l'école. — 28. Après avoir entendu MM. de Briey, r. c., Demeur, Delehay, Julliot, Jottrand et Vandenpeereboom, la chambre renvoie au m. i. une pétition par laquelle on demande que l'enseignement primaire soit gratuit, ou du moins qu'il soit gratuit pour les enfants des agents de l'Etat ayant un traitement inférieur à 1,600 fr.

10 mai. M. David fait une interpellation au sujet de la façon dont l'enseignement de l'Etat belge est représenté à l'exposition de Vienne et reproche au m. d'avoir chargé un frère de l'école de Carlsbourg de l'installation de l'exposition belge. M. Delcour, m. i., et Kervyn de Lettenhove s'étendent sur le mérite du

frère Piron. MM. Bara et Bergé accusent le m. d'avoir relégué l'enseignement de l'Etat au second plan pour mettre en relief celui de l'école de Carlsbourg, et M. Bara propose un ordre du jour ainsi conçu : « La chambre, regrettant que le m. i. n'ait pas fait représenter d'une manière convenable l'enseignement public à l'exposition de Vienne, passe à l'ordre du jour. » Mis aux voix, cet ordre du jour est rejeté par 51 voix contre 50 et une abstention. — 50. M. A. Visart, r. s. c., dépose le rapport sur le projet de crédit de 20 millions pour construction et ameublement de maisons d'école.

10 juin. M. Kervyn de Lettenhove, insistant pour qu'on discute, en même temps que ce projet, celui qui concerne la caisse de prévoyance des instituteurs primaires, M. Delcour, m. i., dit qu'il y a deux points essentiels sur lesquels il y a divergence d'opinion : le montant de l'allocation que l'Etat doit accorder à la caisse, ainsi que le taux des retenues à prélever en ce qui concerne les participants. Dans cet état de choses, il est dans l'impossibilité de défendre le projet de loi, parce qu'il n'a pas à sa disposition les documents nécessaires. — 26. La chambre discute le crédit de 20 millions pour construction de maisons d'école. Le projet est appuyé par MM. Van Cromphaut et Lelièvre. M. Pirmez soutient ensuite qu'en demandant un crédit de 20 millions, le gouvernement ne fait pas plus que ses prédécesseurs, qui proposaient des crédits à mesure que les besoins se faisaient sentir. Un débat, auquel prennent part l'orateur et MM. Malou, m. f., Bara, Delcour, m. i., Visart, r., Anspach, Muller et Jacobs, s'engage ensuite sur la combinaison financière formulée dans ce projet (1). La s. c. a demandé que l'on fixât un maximum des avances par commune, afin que les grandes communes n'absorbent pas la plus grande partie du crédit. Le gouvernement répond

(1) « Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'intérieur un crédit extraordinaire et spécial de vingt millions de francs (20,000,000 de fr.) pour la construction et l'ameublement de maisons d'école. Ce crédit sera couvert par les ressources ordinaires, et, au besoin, par une émission de bons du Trésor. Les bons pourront être émis à des échéances diverses, sans que l'échéance la plus longue dépasse cinq ans. Ce crédit sera imputé sur le produit de l'emprunt décrété par la loi du 29 avril 1873. — Art. 2. Le crédit de vingt millions de francs sera employé en subsides de l'Etat et en avances aux provinces et communes conformément aux articles suivants. — Art. 3. La part d'intervention de l'Etat, à titre de subside, ne pourra dépasser, en moyenne, un tiers de l'évaluation de la dépense totale. Les provinces et les communes supporteront ensemble les deux autres tiers. La moyenne sera établie chaque année par province, dans le premier trimestre de l'exercice, d'après les allocations portées aux budgets de la province et des communes. Les excédants de dépenses résultant soit du changement des plans, soit de l'insuffisance

des devis, soit d'imprévu, seront à la charge exclusivement des provinces et des communes. — Art. 4. Le gouvernement est autorisé à faire aux provinces et communes, pour ce service, des avances à l'intérêt de 4 p. c., remboursables par annuités, qui comprendront l'intérêt et l'amortissement. — Art. 5. Les provinces délivreront à l'Etat, en représentation et pour le recouvrement des avances qui leur seront faites, des titres d'annuités réguliers, en forme de mandats sur la caisse provinciale et payables aux échéances convenues. De même, les communes délivreront des assignations régulières sur leur part de fonds communal. Toutefois, si leur part de ce fonds est aliénée en garantie d'emprunts antérieurs, ou si la partie libre est insuffisante pour couvrir le service des annuités, le gouvernement pourra accepter des mandats en la forme définie au § 1^{er} du présent article. — Art. 6. Les sommes recouvrées du chef de ces avances seront employées en rachats de titres de la dette publique ou de bons du Trésor. — Art. 7. Chaque année, il sera fait aux chambres un rapport sur l'exécution de la présente loi. »

qu'on ne distinguera pas, en ce qui concerne les avances, entre les grandes et les petites communes, entre les communes riches et les communes pauvres. Le but du projet de loi est de seconder le développement de l'instruction en facilitant, dans tout le pays, les installations matérielles encore insuffisantes. Le gouvernement est parti de cette idée que le crédit de 20 millions suffira pour combler, en peu d'années, les lacunes que présentent les installations matérielles de l'enseignement primaire; c'est dans cette intention qu'il a fixé le crédit au taux indiqué. Si on limitait le maximum des avances par commune, on ne pourrait évidemment fixer un maximum absolu, invariable pour toutes les localités grandes ou petites; les lois de la raison et de la justice distributive s'y opposeraient; on devrait donc établir un maximum relatif, proportionnel; or, en appliquant ce système, on irait à l'encontre du but même de la loi, sans arriver à celui que la *s. c.* voudrait atteindre. Le gouvernement, lorsqu'il fera un prêt aux communes, se fera remettre des assignations payables aux échéances des annuités et les payera par compensation ou autrement; en d'autres termes, il entend recouvrer ses avances et s'assurer des moyens certains de recouvrement. M. Bara est d'avis qu'il vaudrait mieux laisser aux communes le droit d'emprunter aux particuliers ou au crédit communal. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Vleminckx et Guillery, dit qu'il a l'intention de compléter le plan-type adopté pour les écoles et qu'il est résolu à faire exécuter la loi dans le plus bref délai possible. Le projet est voté à l'unanimité.

15 juillet. M. Vleminckx interpelle le gouvernement au sujet d'un conflit qui est survenu entre la faculté de médecine de l'université de Gand et la *c.* des hospices de cette ville relativement à la clinique. M. De Baets appuie ces observations. M. Delcour, *m. i.*, dit que l'affaire est en bonne voie d'arrangement. Il a engagé M. l'administrateur-inspecteur à continuer les négociations; s'il y a certaines difficultés d'interprétation, il propose que ces difficultés soient examinées en commun par l'université et la *c.* des hospices, et soumises, au besoin, au *m. i.* Le *m.* entend défendre les droits des universités et leur assurer le maintien de tous les avantages que la loi leur confère. Pour le moment, il prie la chambre de ne pas ouvrir un débat qui pourrait peut-être amener une irritation nouvelle et empêcher une négociation qui semble près d'aboutir. Si elle n'aboutissait pas, le gouvernement aurait à prendre les mesures d'exécution nécessaires pour que les intérêts de la science et d'un bon enseignement ne soient pas un instant en souffrance.

JEUX DE SPA.

21 mars. La chambre, sur les conclusions de M. de Macar, *r. c.*, appuyées par MM. Cornesse, David et Simonis et acceptées par M. Delcour, *m. i.*, renvoie à ce dernier une pétition par laquelle des habitants de Spa prient la chambre d'augmenter la dotation qui est accordée à cette ville, à titre d'indemnité, par la loi du 21 octobre 1871.

29 avril. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. David, dit que la chambre s'est occupée de la pétition de Spa. Il a adressé une lettre au bourgmestre de Spa pour lui demander de faire connaître la situation exacte des choses. Jusqu'à présent, il n'a pas obtenu de réponse. Lorsque l'administration communale aura répondu, il sera à même d'apprécier les véritables besoins auxquels il y aura lieu de satisfaire.

26 juillet. En réponse à une nouvelle interpellation de M. David, M. Delcour, *m. i.*, dit que le lendemain il fournira les explications qu'il a promises. — 29. Il les dépose, et la chambre en ordonne l'impression.

2 août. M. Cornesse se plaint de ce que le *m.* n'ait pris aucune mesure pour faire droit aux réclamations de la ville de Spa.

JUSTICE.

15 novembre. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose : 1° un projet de loi apportant des modifications à la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés; 2° le rapport sur la situation des établissements d'aliénés dans le royaume; 3° le rapport sur l'exécution de la loi du 17 juillet 1871 relative aux étrangers.

3 décembre. M. Bergé interpelle le gouvernement au sujet de l'enterrement de l'évêque de Tournai dans la cathédrale, c'est-à-dire dans un endroit qui n'est pas destiné aux enterrements. Cette inhumation s'est faite sans l'autorisation nécessaire, l'autorisation délivrée par l'autorité communale, en un mot, sans le permis d'inhumation. M. de Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il y a eu infraction à la loi, et que le parquet a ouvert une instruction. Mais le pouvoir judiciaire n'a pas le droit d'ordonner l'exhumation. M. Dumortier ne prétend pas qu'il y ait ici un droit; mais il y a un usage, et ce qui est positif, c'est que si l'on demandait des peines contre ceux qui violent le décret de prairial, c'est contre les solidaires qu'il faudrait avant tout les appliquer. Il est donc fondé à leur dire : « De quel droit venez-vous tous les jours enterrer en terre bénite des personnes que le décret de l'an xii déclare ne pas pouvoir y être enterrées? Et quand vous agissez ainsi, de quel droit élevez-vous la voix en faveur du décret de prairial? » M. Bergé soutient qu'il y a vio-

lation de la loi et qu'un pareil système conduit tout droit à l'anarchie. M. Guillery parle dans le même sens et ajoute que le clergé se met au-dessus des lois. M. Drubbel saisit cette occasion pour demander que l'on mette un terme aux conflits qui se produisent à chaque instant entre l'autorité civile et l'autorité spirituelle au sujet des inhumations. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit que s'il s'agissait uniquement de régler les rapports des divers cultes organisés, la difficulté ne serait pas bien grande, on pourrait même dire qu'elle est parfaitement résolue par l'article 15 du décret de prairial. Mais la question naît lorsqu'il s'agit de déterminer la sépulture d'un individu qui, par sa naissance, appartient à un culte, mais qui se trouve sous le coup de certaines peines ecclésiastiques qui interdisent son inhumation parmi les fidèles. M. Bara fait observer qu'à Tournai on a violé sciemment la loi, d'autant plus qu'il existe dans cette ville un caveau pour la sépulture des évêques. L'orateur répond à M. Drubbel qu'il n'y a pas lieu de faire une loi pour interpréter le décret de prairial an xii sur les cimetières. Ce décret n'a jamais été interprété dans certaines villes que comme il devait l'être, et il n'est pas besoin de loi pour le faire respecter dans le sens qui lui est justement donné. S'il faut une loi, c'est pour changer le décret et non pour l'interpréter. Ce décret n'a jamais admis qu'il devait y avoir dans les cimetières de chaque culte des divisions, et il n'a jamais admis le droit pour le clergé d'empêcher la sépulture dans un endroit déterminé, même lorsqu'il y a dans la commune autant de cimetières que de cultes. Cela a été démontré, et la réfutation a été impossible. Depuis dix ou douze ans, on l'a tentée en invoquant des documents tronqués ou inventés.

4 mars. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi portant à trois le nombre des substituts du procureur du roi près le tribunal de première instance d'Anvers. — 21. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente un rapport supplémentaire sur le projet de crédit de 1 million pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. — 25. M. De Lantsheere, *m. j.*, présente un projet de loi portant suppression du canton judiciaire de Wilryck et création d'un autre canton ayant pour chef-lieu la commune de Boom. — 26. M. Drubbel, *r. c.*, présente le rapport sur la proposition de loi relative à la prescription en matière fiscale et disciplinaire. (Pr. de MM. Lelièvre et De Baets. Voir p. 41.) — 27. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant augmentation du nombre de substituts du procureur du roi près le tribunal de première

instance d'Anvers. — 28. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Jacobs présente un amendement aux termes duquel le nombre des juges au tribunal de première instance d'Anvers est porté à sept, et celui des substituts du procureur du roi près ce tribunal à trois. Après avoir entendu MM. Bara, De Lantsheere, *m. j.*, et Guillery, la chambre adopte cet amendement par 42 voix contre 25. M. Frère-Orban demande l'ajournement du vote définitif, l'amendement ayant été voté malgré le *m. j.*

1^{er} avril. Après un nouveau débat auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Jacobs, Demeur et Bara, l'amendement est maintenu par 41 voix contre 36, et le projet de loi est adopté par 64 voix contre une et 15 abstentions. — 22. M. Lefebvre, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'érection d'un nouveau canton de justice de paix à Boom et à la suppression du canton de Wilryck.

2 mai. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi sur le domicile de secours. — 21. Le projet de loi relatif à la suppression du canton de justice de paix de Wilryck donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Boulenger, De Lantsheere, *m. j.*, et Bara. Le projet est adopté à l'unanimité.

5 juin. La chambre s'occupe du projet de loi relatif à la prescription en matière fiscale et disciplinaire. Les articles sont adoptés avec des amendements de MM. Thonissen et Lelièvre. Prennent part au débat MM. Lelièvre, Thonissen, De Lantsheere, *m. j.*, Drubbel, *r.*, et Pirmez. — 4. Le projet de loi est adopté à l'unanimité, après quelques observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, et Drubbel, *r.* M. Vleminckx, *r. s. c.*, dépose ensuite le rapport sur le projet de loi relatif au régime des aliénés. — 15. M. Defuisseaux prononce un discours sur les abus de la détention préventive, spécialement en ce qui concerne les frères Penter, détenus depuis trois mois à Anvers. Il réclame pour eux la liberté, ou des juges. M. Cruyt appuie ces observations et signale ce qui s'est passé à Gand à propos d'un Frère de la congrégation Saint-Jean-de-Dieu, qui a été prévenu d'un outrage public à la pudeur, puis acquitté sur les conclusions conformes du ministère public. M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare qu'il compte s'occuper très prochainement de la révision de la loi sur la détention préventive et qu'il espère être en mesure, au début de la session prochaine, si son existence ministérielle se prolonge jusqu'à cette époque, de déposer un projet de loi qui fera droit aux légitimes réclamations de la chambre et du pays. Il ajoute que si quelque fait grave a été commis par un fonctionnaire sur lequel il aurait quelque autorité,

il ne manquera pas de le réprimer énergiquement. Il donne ensuite des explications au sujet de ce qui s'est passé dans l'affaire Penter. M. Lelièvre appuie les considérations présentées par M. Defuisseaux. L'assemblée est alors saisie d'un ordre du jour ainsi conçu : « La chambre invite le *m. j.* à engager le parquet à appliquer sous les plus grandes réserves la loi sur la détention préventive, et passe à l'ordre du jour. (Signé : Defuisseaux, De Baets, de Vrints et de Moerman d'Harlebeke.) » M. De Lantsheere, *m. j.*, refuse d'accepter cet ordre du jour après les déclarations qu'il a faites. M. Thonissen signale les abus graves qui résultent de la détention préventive quand on y ajoute la mise au secret. M. Guillery propose un ordre du jour nouveau ayant pour but de consacrer la déclaration du *m. j.* et de donner à la chambre l'occasion de faire connaître ses sentiments unanimes à cet égard : « La chambre, s'associant à l'intention exprimée par M. le ministre de la justice d'apporter un prompt remède à l'état des choses actuel en matière de détention préventive, passe à l'ordre du jour. » Les cosignataires de la proposition de M. Defuisseaux se rallient à celle de M. Guillery. M. Bara admet le fond de la proposition ; il admet qu'on accueille avec satisfaction un projet qui aurait pour but d'améliorer la législation ; mais en votant l'ordre du jour proposé, il n'entend pas juger les faits qui ont été signalés, qu'il ne connaît, du reste, pas, car le *m.* n'a instruit la chambre de rien, et l'orateur veut rester libre d'apprécier toutes les mesures qui peuvent être présentées en vue d'améliorer la loi de 1852. Il ajoute qu'on oublie que le nombre de crimes et de délits qui restent impunis est des plus considérables. Il a démontré, dans une statistique produite au Sénat, que, sur un grand nombre de crimes, c'est à peine si quelques-uns étaient l'objet d'une répression. Il faut donc voir si, quand on revisera la loi sur la détention préventive, on n'aura pas à tenir compte du grand intérêt social de la vindicte publique. La détention préventive est chose excessivement déplorable ; mais dans combien de circonstances ne serait-on pas arrivé à la découverte d'un crime s'il n'y avait pas eu de détention préventive ? Parlant de l'affaire Penter, l'orateur demande s'il est exact que le refus fait par le gouvernement d'assurer aux experts une rémunération suffisante serait la cause du retard qu'éprouve l'instruction de cette affaire. M. De Lantsheere, *m. j.*, reconnaît qu'à cet égard l'instruction a rencontré quelques obstacles. Mais il serait d'autant plus injuste d'en rejeter la responsabilité sur le *m. j.*, que sur ce point comme sur les autres il n'a cessé d'appeler la sollicitude du parquet. L'ordre

du jour de M. Guillery, qu'ont signé avec lui MM. Van Overloop, Couvreur et Van Humbeeck, est adopté sans opposition. — 19. La chambre discute les crédits pour la construction du Palais de justice de Bruxelles. MM. Julliot et Dumortier critiquent vivement ce qui s'est passé dans cette affaire et l'élévation de la dépense prévue, qui était de 3 millions, au chiffre de 50 millions, annoncé par M. Le Hardy de Beaulieu dans son rapport. — 20. Cette discussion continue entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Rogier et Le Hardy de Beaulieu. — 21. La chambre entend encore MM. Le Hardy de Beaulieu, Julliot, Anspach, Bara, Delehay, Nothomb, De Lantsheere, *m. j.*, Delaet et Orts. M. Nothomb, *r. de la s. c.* du projet de travaux publics, dit que la *s. c.* a proposé de réduire de 300,000 fr. le crédit de 1,500,000 fr. qui est demandé. Si, d'un côté, beaucoup d'hésitation existait chez les membres de la *s. c.* ; de l'autre, la majorité n'était nullement contraire à l'érection d'un grand et beau monument pour le Palais de justice à Bruxelles. Le rapport rend compte de ce sentiment dans les termes suivants : « Des membres, tout en s'associant à l'impression fâcheuse de leurs collègues, ont cependant insisté pour que le désir extrême d'économie ne conduisît pas à enlever à l'édifice le caractère monumental qui le rend digne de la Belgique et de sa capitale, car c'est le premier de cette importance que nous avons entrepris depuis 1850. Il leur a paru aussi qu'il fallait prendre en considération le renchérissement extraordinaire des matériaux, de la main-d'œuvre, etc., condition qui n'épargne pas plus l'Etat que les particuliers. » Voilà sous quel point de vue la majorité de la *s. c.* a examiné la situation en elle-même. Elle a retenu 300,000 fr. pour forcer le gouvernement à faire de la question un examen complet, nouveau et approfondi et pour obtenir de lui des explications nettes et catégoriques. La *s. c.*, comme celle dont l'honorable M. Le Hardy de Beaulieu a été le *r.*, a été affligée de voir faire une dépense aussi considérable sans qu'elle eût été précédée d'estimations suffisantes et exactes. Elle a manifesté, comme tout le monde à cet égard, ses inquiétudes et son mécontentement. Mais néanmoins, la majorité a voulu que ce monument s'achevât dans sa grandeur monumentale, digne de la capitale de la Belgique. Tel a été le but : obtenir du gouvernement des appréciations catégoriques et des prévisions sérieuses de dépenses ultérieures. Ce but a été atteint par les explications que le *m. j.* est venu apporter depuis deux jours à la chambre. Ce débat n'aura pas été stérile, et le pays apprendra et accueillera avec satisfaction, comme la chambre, la déclaration, nette et précise du *m.* Le pays sera

satisfait de savoir que les appréhensions de M. Le Hardy de Beaulieu n'étaient pas toutes fondées, et que le monument tout entier, avec tous ses abords, avec tous ses compléments indispensables, ne coûtera pas au delà de vingt-six millions de francs. Puisse-t-il ne pas se tromper ni aucun mécompte se produire ! Ce qui ressort encore de ces discussions, et ce que le pays constatera avec non moins d'empressement, c'est que M. Le Hardy de Beaulieu a rendu à la chose publique un service réel. Par un travail consciencieux et éclairé, il a provoqué d'une manière sérieuse l'attention de toutes les autorités sur la nécessité qu'il y a désormais de s'entourer de lumières suffisantes, de dresser des devis complets et de ne plus se lancer à l'aventure dans des dépenses aussi considérables. L'orateur retire donc, en son nom personnel et au nom de quelques-uns de ses collègues de la s. c., l'amendement qu'il a présenté. — 24. Par suite de cette déclaration, le crédit de 1,500,000 fr. est voté par 65 voix contre 16 et une abstention, puis, par 62 voix contre 15 et 2 abstentions, le crédit complémentaire de 25,000 fr. qui avait été tenu en réserve.

2 août. M. Cruyt interpelle le m. j. au sujet du fait suivant qui s'est passé à Gand : Un enfant nouveau-né avait été trouvé abandonné sous le portail d'une église ; une lettre anonyme et quelques indices des plus vagues désignaient deux sœurs, deux demoiselles appartenant à une honnête famille et dont la conduite, jusque-là, avait été à l'abri de tout reproche et de tout soupçon. Dans ces circonstances, un commissaire de police, le même dont la conduite a été l'objet d'une interpellation précédente, fait venir dans son bureau l'une de ces demoiselles, et là, encore une fois, sans intervention préalable de la justice et de sa seule autorité, par un médecin requis par lui, le même aussi qui avait fait la visite corporelle du frère de charité, il soumet cette jeune personne à une visite corporelle. De toutes parts : « C'est scandaleux ! » M. Dumortier : « Nos femmes et nos filles sont donc à la merci d'un commissaire de police ! » M. Cruyt : « Presque immédiatement après, il se rendit au domicile de la jeune fille, et là, en l'absence des parents, il fit subir à la sœur une semblable visite. Le médecin ne put constater que la parfaite innocence et l'intégrité de ces honnêtes et estimables personnes. » L'orateur, auquel se joignent MM. Kervyn de Lettenhove, Anspach, Defuisseaux et Bara, dénoncent ce fait à l'indignation de la chambre. M. De Lantsheere, m. j., dit que, dès le matin, son premier soin a été de donner l'ordre de demander au parquet de Gand communication du dossier ou, tout au moins, des renseignements complets. Il ne peut condam-

ner personne sur la simple énonciation d'un journal. Mais si les renseignements du parquet, si l'examen des pièces confirment ce qui a été dit, il ne faillira pas à son devoir. Il y faillira d'autant moins qu'il est assuré, à l'avance, par la manifestation qui vient de se produire dans cette enceinte, de l'assentiment de la chambre entière et de tous les honnêtes gens. M. Cruyt a cru devoir, à l'occasion de ce fait, rappeler son interpellation antérieure. Il s'agissait alors aussi d'une inspection corporelle dont avait été l'objet un homme prévenu d'outrage public à la pudeur. Le m. a examiné avec soin le dossier de cette affaire et y a puisé cette conviction qu'aucune mesure de rigueur ne devait être prise à l'égard d'aucun de ceux qui étaient intervenus dans l'instruction. Si une visite corporelle a eu lieu, c'est de l'assentiment de celui qui y a été soumis. Sans cet assentiment, il est évident que l'acte du commissaire, loin de pouvoir être excusé, aurait mérité le blâme le plus sévère. M. Guillery demande qu'une dépêche soit immédiatement envoyée à Gand au procureur général, afin que la chambre sache à quoi s'en tenir. M. Cruyt critique l'appréciation du m. j. au sujet de la première offense (celle du frère Dominique). M. Bara demande la production du dossier de cette affaire et fait observer entre autres que, dans cette occasion, le tribunal qui a acquitté le frère a été composé d'une façon spéciale. M. Cruyt répond que M. Bara met la justice en suspicion parce qu'il s'agissait d'un religieux. M. Dupont réclame la publication du dossier. M. De Lantsheere, m. j., fait observer que le dossier dira simplement que le tribunal était composé de MM. tels et tels, mais il n'expliquera pas pourquoi ni par quelles circonstances c'étaient ces messieurs plutôt que tels et tels autres qui occupaient le siège. Dès lors, à quoi servira le dépôt du dossier ? On discutera si le commissaire Seghers avait le droit de faire examiner l'inculpé, avec l'assentiment de celui-ci. Mais quand on arriverait à décider qu'il a excédé son droit et méconnu son devoir, on ne pourrait pas lui infliger le moindre blâme, puisque le m. a jugé que sa conduite ne devait donner lieu à aucune mesure disciplinaire. Le blâme ne peut atteindre que le m. et la chambre ne peut que le blâmer de n'avoir pas pris, à l'égard du commissaire de police, les mesures rigoureuses que commandaient les circonstances. Si la chambre entend poser la question sur ce terrain, le m. ne peut avoir la pensée de s'opposer à la délibération. Le débat continue entre MM. Cruyt, Dupont, Drubbel et Bara, au sujet de l'attitude du *Bien public*, qui a dénoncé la conduite du commissaire de police dans cette affaire et qui a été condamné à

payer 2,000 fr. de dommages-intérêts au médecin légiste. M. Bara reproche aux membres de la droite de ne respecter les décisions judiciaires que lorsqu'elles sont favorables à leur parti.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

15 mars. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Kervyn de Lettenhove appelle la bienveillante attention du m. sur la position des employés de la Bibliothèque royale. M. Delcour, m. i., répond que ceux-ci sont dans une position au moins aussi bonne, au point de vue du traitement, que celle des employés des autres administrations similaires dépendant du ministère de l'intérieur, telles que l'administration des Archives et le Musée d'histoire naturelle. La chambre est saisie d'un amendement tendant à porter à 45,000 fr. le crédit extraordinaire de 32,000 fr. de l'article 110, en vue de permettre au gouvernement d'acquérir en bloc, à dire d'experts, la bibliothèque de feu M. Snellaert, pour enrichir la bibliothèque de l'université de Gand. Cet amendement est signé de MM. Drubbel, Kervyn de Volkaersbeke, Cruyt, De Smet, De Baets et de Moerman d'Harlebeke. Il est développé par M. Drubbel, accepté par M. Delcour, m. i., puis adopté. M. Delcour, m. i., répondant à MM. Pety de Thozée et Kervyn de Volkaersbeke, dit qu'il a l'espoir de pouvoir, sous peu, soumettre à la chambre des propositions définitives quant à la construction d'un local destiné aux archives du royaume. M. Hagemans demande la création d'un *Musée de copies* et d'une *Chalcographie nationale*. Il voudrait voir aussi encourager davantage la gravure des médailles, augmenter le chiffre des acquisitions pour le musée de la porte de Hal et mettre fin au système des échanges de tableaux qui se pratique au Musée moderne. M. Meeus développe ensuite un amendement qu'il a signé avec MM. Delehayé et Kervyn de Volkaersbeke et qui a pour objet de retrancher 20,000 fr. du crédit général pour acquisitions et commandes et de les consacrer spécialement à l'achat d'œuvres d'art à l'exposition d'Anvers de 1873 pour le musée de cette ville. Cet amendement est combattu par M. Dumortier et donne lieu à un débat entre celui-ci et M. Pirmez au sujet du mérite des acquisitions faites par le gouvernement et de l'avantage qu'il y a d'acheter des tableaux plutôt que de faire des commandes. M. Delcour, m. i., ne consent pas à la réduction du crédit porté à l'article 118, mais il consent à attribuer 20,000 fr. à la part de l'Etat pour acquisition, au profit des musées locaux, d'œuvres d'art envoyées aux expositions. — 18. Cette proposition est adoptée après quelques mots

de MM. Delehayé, r., De Clercq, Delaet et Pety de Thozée, au sujet de la centralisation en matière de beaux-arts. M. Delcour, m. i., répondant à M. Houtart, s'engage à faire le possible pour arriver à compléter, à l'aide du fonds des beaux-arts, la pension des musiciens du régiment de guides. MM. Van Wambeke, Boulenger, Tack, De Clercq, Verbruggen, Magherman, Thienpont et De Naeyer proposent de porter 18,000 fr. au B. à titre de subsides aux écoles de musique *autres que les conservatoires royaux*. Cet amendement, appuyé par MM. Boulenger et Lelièvre, est accepté par le m. et adopté. — 26. M. Delcour, m. i., dépose un projet de crédit de 250,000 francs au département de l'intérieur, à l'effet de lui permettre de faire des acquisitions pour les musées principaux et pour le musée d'antiquités.

25 juin. M. Delehayé, r. s. c., présente le rapport sur ce crédit.

18 juillet. Il est adopté à l'unanimité.

MARINE.

6 juin. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, r. c., et après avoir entendu MM. Van Outryve, Moncheur et Van Iseghem, la chambre renvoie au m. t. une pétition par laquelle des habitants de Blankenberghe la prient de statuer, pendant la session actuelle, sur la pétition tendant à faire ordonner une enquête au sujet de la gestion de la caisse de prévoyance.

MILICE.

21 mai. M. Delcour, m. i., dépose un projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice.

10 juillet. M. Nothomb, r. s. c., présente le rapport sur cet objet. — 17. M. Thiebault, m. g., dépose des amendements au projet de loi. — 18. M. Nothomb, r. s. c., présente le rapport sur ces amendements. — 29. M. Thiebault, m. g., expose les principes du projet. Le gouvernement maintient le remplacement, en se bornant à réclamer quelques modifications à la loi de milice. On a prétendu que le ministère, favorable en secret au service personnel et obligatoire, voulait l'établir par des voies détournées et tortueuses. Le m. proteste hautement contre de telles insinuations. Le but que le gouvernement cherche à atteindre est d'assurer à l'armée de bons éléments, des éléments honnêtes; de faire disparaître les causes de déchets résultant de certaines dispositions de la loi de 1870; enfin, de doter le pays d'une bonne loi de recrutement, base de toute organisation d'armée. La loi, telle qu'elle sera votée, sera sincèrement et loyalement exécutée. Mais il est de toute nécessité que, de son côté, la législature mette le gou-

vernement en possession du contingent de 100,000 hommes qu'elle vote annuellement et qui a été reconnu indispensable pour garantir l'indépendance nationale. M. David combat le projet de loi, la suppression du contingent de réserve que l'on a fusionné avec le contingent actif, et surtout le versement de 200 fr. qu'on veut imposer à chaque conscrit avant le tirage pour l'admettre au remplacement. M. Simonis approuve l'unification du contingent, ou, autrement dit, l'incorporation de la réserve dans l'armée active. Ce principe décrété par la loi nouvelle augmente le temps de service des 1,000 miliciens qui, favorisés par le sort, étaient, d'après la loi de 1870, incorporés dans la réserve; mais, par contre, le temps de service des 11,000 autres miliciens sera notablement diminué. C'est là une amélioration du régime actuellement en vigueur. L'orateur exprime au *m. g.* le vœu qu'il ne néglige aucune mesure compatible avec les institutions nationales pour développer les sentiments religieux et moraux de l'armée. Il aime à croire qu'il sera secondé dans ce noble but par tous les officiers, tant par leur exemple que par leur généreux concours. Plus que jamais, ils doivent comprendre que, pour résister au travail révolutionnaire et démagogique auquel la société entière est actuellement soumise, il faut nécessairement cimenter l'union de tous les éléments conservateurs. L'orateur constate que le gouvernement, dans une de ses réponses à la *s. c.*, a fait entrevoir l'espérance de voir transformer, dans la session prochaine, la rémunération éventuelle du milicien par une pension viagère en rémunération au comptant. Il prend acte avec une véritable satisfaction de cette quasi-promesse, et ce sera avec bonheur qu'il votera la somme que le gouvernement demandera à cet effet. M. Lelièvre critique les articles du projet qui édictent des pénalités contre les autorités communales qui délivreront aux remplaçants des certificats inexacts. M. Le Hardy de Beaulieu développe l'amendement suivant : « Le recrutement par voie du tirage au sort est aboli. L'armée, en temps de paix, se compose exclusivement de volontaires. » M. de Baillet-Latour combat le projet de loi, qu'il représente comme une aggravation des charges personnelles. Il voudrait qu'au lieu d'augmenter les charges du *B.* pour une organisation militaire augmentée sans nécessité, on votât des fonds pour améliorer la condition physique des soldats. Il voudrait faire en sorte que leur position fût enviée. On arriverait peut-être ainsi à posséder une armée de volontaires. — 50. M. Le Hardy de Beaulieu complète les considérations qu'il a présentées la veille. Son amendement est rejeté. La chambre s'occupe alors de cet article du projet : « Le

contingent est réparti par le Roi entre les provinces et par la députation permanente du conseil provincial entre des cantons de milice, composés soit d'une, soit de plusieurs communes voisines appartenant à un même arrondissement administratif. Les jeunes gens astreints par leur âge à l'inscription de la milice, qui ont contracté un engagement volontaire avant l'opération du tirage au sort, sont comptés numériquement dans le contingent de leur canton lorsque leur numéro les appelle au service. La répartition est faite proportionnellement au nombre d'inscrits de la levée. Il est tenu compte, à chaque province et à chaque circonscription de tirage, des fractions favorables ou défavorables de la répartition de l'année précédente. » Ce texte explique la suppression du contingent de réserve, c'est-à-dire l'unification du contingent. MM. Muller, Nothomb, *r.*, Pirmez, Thiebault, *m. g.*, David et Bergé prennent successivement la parole, et le § 1^{er} est adopté par 55 voix contre 38 et une abstention. Au § 2, M. Le Hardy de Beaulieu propose de supprimer les mots « lorsque leur numéro les appelle au service ». Il présente cet amendement pour faire ressortir l'opposition du gouvernement et de la majorité au service volontaire. Si l'on avait voulu favoriser le service volontaire, on aurait essayé d'y pousser la jeunesse et par conséquent de le propager par certaines faveurs. M. Coomans parle dans le même sens, mais l'amendement est rejeté. Le débat continue sans incident sur les articles suivants. MM. Delcour, *m. i.*, Muller, Pirmez, Nothomb, *r.*, Vleminckx et Thiebault, *m. g.*, y prennent part. — 51. Sont encore entendus, MM. Nothomb, *r.*, Vermeire, Delcour, *m. i.*, Muller, Pirmez, Coomans, Janssens, David, Malou, *m. f.*, et Le Hardy de Beaulieu, puis la chambre aborde l'article 64 *bis*, aux termes duquel le département de la guerre pourvoit au remplacement des miliciens au moyen de volontaires avec prime. Un débat s'engage entre MM. Simonis et David au sujet des promesses de réduction des charges militaires faites en juin 1870, par MM. Simonis et Cornesse, aux électeurs de Verviers.

1^{er} avril. Le débat continue sur l'art. 64 *bis*, entre MM. Thonissen, Rogier, Kervyn de Lettenhove, Vermeire, Thiebault, *m. g.*, Le Hardy de Beaulieu, E. de Kerckhove, Coomans, Bara, Malou, *m. f.*, et Frère-Orban. Au cours du débat, M. Thiebault, *m. g.*, fait la déclaration suivante : « Ma raison d'être à ce banc n'est pas de proposer le service personnel et obligatoire; j'ai cru et je crois encore qu'il y a possibilité d'organiser une bonne armée sur les bases de la loi de 1870 modifiée. Dans l'exposé des motifs du projet de réorganisa-

tion des différents services de l'armée, il est parlé de la garde civique, de sa mobilisation et du concours qu'elle aurait à prêter à l'armée, principalement dans la défense des places et de notre grand réduit d'Anvers surtout; notre armée de 100,000 hommes, diminuée par les déchets et les pertes, ne pourrait pas assurer cette défense. Je pense que M. Rogier préside ou a présidé la commission de réorganisation de la garde civique. Eh bien, quand le projet de cette commission sera soumis aux délibérations du gouvernement, il sera sérieusement examiné, et probablement un projet sera présenté à la législature; mais il faut le temps de l'étudier. Quant à la rémunération, le gouvernement a l'intention d'apporter des modifications au système actuel, qui exige que les miliciens aient cinquante-cinq ans; il entre dans ses idées de rémunérer les services, non pas à leur expiration, mais en quelque sorte au comptant, pendant leur durée. Un projet dans ce sens sera soumis à vos délibérations dans le courant de la prochaine session. » M. Malou, *m. f.*, dit, de son côté: « Je crains que l'on n'ait donné à la pensée de mon honorable collègue une portée qu'elle n'avait pas. Le projet de réserve nationale, tel qu'il a été formulé par la commission de 1867, je l'ai déjà dit, nous ne le présenterons pas; j'ai dit aussi à la chambre, dans une précédente séance, que si nous trouvions une formule qui fût acceptable, supportable pour le pays, nous pourrions faire des propositions; mais de ce qu'on élabore un projet d'amélioration de la garde civique dans ce moment et de ce que mon honorable collègue vous a dit tout à l'heure qu'un projet pourrait être présenté à la chambre, il ne s'ensuit nullement que nous ayons l'intention de demander la formation d'une réserve nationale militaire soumise aux corvées imposées par la proposition que je viens de rappeler. » M. Frère-Orban fait ressortir la contradiction qui existe entre ces deux déclarations. Il termine en disant: « Que vous présentiez le projet de 1867 auquel vous avez participé ou un autre, cela importe peu. Ce qu'il importe de savoir, c'est que vous admettez qu'une réserve est indispensable, indépendamment de l'armée de 100,000 hommes, et ce point fondamental, capital est maintenant hors de contestation. Que cette organisation se fasse suivant tel ou tel mode, que vous choisissiez tel ou tel système, il n'en restera pas moins vrai qu'il vous faut une réserve, qu'elle est à vos yeux indispensable et que vous la maintenez comme l'a fait le gouvernement auquel vous avez succédé. » L'article 64 *bis* est adopté par 55 voix contre 43 et 6 abstentions, après le rejet d'un amendement de M. Le Hardy de Beaulieu, aux termes

duquel celui qui veut se faire remplacer doit le déclarer d'avance en faisant l'inscription et accepte par ce fait les premiers numéros. Un autre débat a lieu sur l'article 83: « Les miliciens et remplaçants ont droit chacun à six semaines de congé en moyenne par année de service actif. Ils sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé: Vingt-huit mois, dans le cours des trois premières années, s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied, ou au train. Trente-six mois, pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent au régiment des grenadiers ou au régiment des carabiniers. Trois ans s'ils appartiennent à l'artillerie de siège, au régiment du génie, à la compagnie des pontonniers, à celle des artificiers ou au bataillon d'administration. Quatre ans s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées ou aux escadrons de la cavalerie. Les miliciens et remplaçants dont le service actif est de vingt-huit mois peuvent être tenus à un rappel d'un mois pendant la quatrième année de leur terme. » Après avoir entendu MM. Jacobs et Thiebault, *m. g.*, la chambre adopte l'article par 53 voix contre 38 et une abstention. L'ensemble du projet est voté par 54 voix contre 37 et une abstention.

MINES.

4 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le gouvernement à donner des baux au maximum de 40 ans pour les minières et carrières situées dans les propriétés domaniales.

30 avril. M. Moncheur, *m. t.*, dépose, conformément au désir manifesté par M. Boulenger dans la discussion du B. des travaux publics, un relevé des affaires traitées par le conseil des mines depuis 1848.

MONITEUR.

21 décembre. M. Kervyn de Lettenhove, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de M. Bara relative au *Compte rendu analytique* et à la traduction flamande des *Annales parlementaires*.

MONNAIES.

13 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1860 relative aux monnaies de nickel (c'est la proposition de supprimer le § 1^{er} de l'article 8 de la loi qui autorise l'échange du nickel).

22 juillet. M. Frère-Orban appelle l'attention sur la situation monétaire, qui est devenue très grave par suite de la dépréciation de

l'argent. L'orateur dit qu'il a réclamé invariablement, dans les conférences monétaires qui ont eu lieu, l'admission d'un unique étalon, qui serait l'or. Quelques-uns pensent qu'il n'y aurait à prendre en ce moment que des mesures provisoires, des mesures temporaires, à faire une sorte d'essai, à suspendre la frappe de la monnaie d'argent dans les circonstances critiques que nous traversons. On peut donc différer d'opinion en cette matière sur les mesures à prendre. Mais un point sur lequel il lui paraît que tous, au moins, doivent être d'accord, c'est l'objet de la demande qu'il adresse au gouvernement : N'y a-t-il pas lieu d'examiner ? N'y aurait-il pas lieu pour la Belgique, qui a pris l'initiative de l'union monétaire, de prendre également l'initiative d'une proposition de convocation des représentants des puissances composant cette union, afin de délibérer sur la situation ? M. Malou, *m. f.*, répond que la chambre de commerce d'Anvers a déjà soulevé cette question. Depuis lors, un des pays associés, la Suisse, a demandé à la Belgique si elle voulait s'associer avec elle pour demander la réunion de la conférence, afin d'y réclamer l'adoption de l'étalon unique d'or. Le gouvernement belge a déclaré que s'il était invité à une nouvelle conférence des nations unies par le traité de 1865, il s'y rendrait ; mais qu'il ne croyait pas devoir prendre l'initiative d'une convocation ; surtout qu'il ne croyait pas devoir préjuger le principe de l'adoption de l'étalon unique d'or. Le motif principal pour lequel le *m.* a refusé de prendre cette initiative, c'est qu'il a pour principe de ne point proposer à autrui ce qu'il ne ferait pas lui-même, et il considérerait comme une chose absurde de la part de la France, dans le moment actuel, de vouloir adopter l'étalon unique d'or, parce que c'est par l'affluence de l'argent et grâce à la loi de germinal an xi que ce pays a pu sortir promptement du régime du cours forcé des billets de banque. Il hésiterait encore pour d'autres raisons à prendre l'initiative d'une convocation de la conférence, et notamment pour celle-ci, que lorsqu'on demande à une conférence de se réunir, ce n'est pas seulement pour y engager une conversation, mais parce qu'on a une idée arrêtée et une proposition à soumettre à l'assemblée du *Münzverein*. Or, il considérerait comme contraire à l'intérêt de la Belgique de changer un système monétaire grâce auquel elle a traversé l'une des périodes monétaires les plus difficiles dont l'histoire puisse faire mention, période pendant laquelle se fait la liquidation des cinq milliards d'indemnité dus par la France à la Prusse. M. Frère-Orban regrette cette réponse. La situation est devenue telle, qu'on a été obligé d'abais-

ser le titre de l'argent et de le fixer, non plus à 900 millièmes, mais à 855 millièmes. Il n'y a plus de monnaie d'appoint d'argent que comme monnaie de billon. Or, aujourd'hui que va-t-il se présenter ? Ce qu'il y a d'or dans la circulation en pièces droites de poids en sera retiré jusqu'au dernier sou pour y substituer l'argent. Dans quel intérêt peut-on vouloir cela ? Est-ce qu'on peut dire que le pays en profitera ? C'est ce à quoi on ne répond pas. La demande de l'or étant extrêmement forte et devant le devenir davantage encore, le triage venant à s'opérer dans tous les pays pour transformer les pièces en lingots, on saturera notre circulation de pièces d'or ayant une valeur nominale de beaucoup supérieure à leur valeur réelle. La Belgique deviendra, sous ce rapport, la sentine de l'Europe. Il en résultera une circulation d'espèces dépréciées, de pièces altérées, et la conséquence sera une perturbation dans les changes au détriment du commerce et de l'industrie du pays. L'orateur croit avoir rempli un devoir en appelant l'attention du pays sur une pareille situation. M. Vermeire estime qu'il y a lieu de réserver cette question pour un débat spécial. M. Malou, *m. f.*, ne croit pas qu'il soit conforme aux intérêts publics, dans les circonstances actuelles, de changer la situation monétaire, et cette conviction est basée sur l'expérience de ces derniers temps. Il n'y a qu'un seul point sur lequel une discussion peut être opportune, ce serait en ce qui concerne la quotité proportionnelle de monnaies divisionnaires que chacun des pays compris dans l'union de 1865 peut fabriquer.

NOTARIAT.

6 décembre. Sur les conclusions de M. Van Cromphaut, *r. c.*, et après quelques mots de M. De Lantsheere, *m. j.*, qui promet d'examiner la question, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle le sieur Bauwens-Van Hooghten, notaire à Elewytt, demande une loi accordant aux notaires l'unité du ressort.

PENSIONS.

25 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant une pension viagère de 3,000 fr. à la veuve de M. C. d'Hoffschmidt, ministre d'Etat. — 29. M. Rogier, *r. c.*, conclut à l'adoption du projet.

25 avril. Il est adopté par 57 voix contre 14 et une abstention.

PÉTITIONS.

31 janvier. M. Jottrand se plaint du retard que l'on apporte à faire les rapports sur les pétitions. MM. de Zerezo de Tejada et Wou-

ters répondent que les rapports sont toujours faits en temps utile. C'est la chambre qui néglige de s'en occuper.

POSTES.

15 novembre. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi ratifiant la convention conclue le 26 juin dernier entre le gouvernement et le sieur John Ryde pour l'établissement et l'exploitation de lignes à vapeur d'Anvers à Valparaiso et d'Anvers au Brésil et à La Plata.

29 janvier. M. d'Hane-Steenhuysse, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

4 février. M. Moncheur, *m. t.*, dépose un projet de loi approuvant une convention faite entre le gouvernement et la société des paquebots de Calais à Douvres, et portant cession à cette société de deux des anciens steamers de l'Etat (la *Perle* et le *Diamant*) qui ont desservi la ligne postale d'Ostende à Douvres.

15 mars. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet de loi. — 29. Il est adopté à l'unanimité. Le projet ratifiant la convention conclue avec M. John Ryde, pour un service de navigation à vapeur entre Anvers et l'Amérique du Sud, donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Moncheur, *m. t.*, Meeus, David, d'Hane-Steenhuysse, *r.*, Santkin, Frère-Orban, Malou, *m. f.*, Delaet et Coremans. Les adversaires du projet sont d'avis que la subvention accordée dépasse de beaucoup les proportions d'un subside postal et constitue en réalité un subside commercial. Le projet est voté par 41 voix contre 29.

27 juin. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle les membres du conseil communal de Renaix demandent le recouvrement des effets de commerce par l'administration des postes. M. Magherman appuie la requête. M. Demeur fait observer que le service qu'elle réclame rentre dans les attributions de la Banque Nationale. La pétition est renvoyée au *m. t.*

PRESSE.

21 mars. M. Coomans signale ce fait qu'un journaliste a été condamné à une amende, et à deux mois de prison s'il ne la payait pas, parce qu'il a refusé de désigner l'auteur d'un article dont il assumait toute la responsabilité. L'orateur trouve ce fait exorbitant. M. Dumortier parle dans le même sens. M. De Lantsheere, *m. j.*, s'engage à faire un examen bienveillant de la requête en grâce de l'écrivain dont il s'agit. M. Coomans profite de l'occasion pour demander la mise à l'ordre du jour du projet de M. De Baets sur les dommages-intérêts en matière de presse. M. Elias rappelle qu'un rapport sur ce projet

a été présenté par M. Thonissen avant la dissolution de 1870. — 26. M. De Baets et De-fuisseaux insistent pour que la nouvelle *s. c.* fasse un prompt rapport. M. Lelièvre annonce des amendements, qui font l'objet de quelques critiques de la part de M. Van Humbeeck. — 27. M. Lelièvre développe ses amendements.

1^{er} mai. Il en présente de nouveaux.

15 juin. M. Tack, *v.-p.*, répondant à M. De-fuisseaux, dit que la *s. c.* s'occupe activement du projet de loi de M. De Baets.

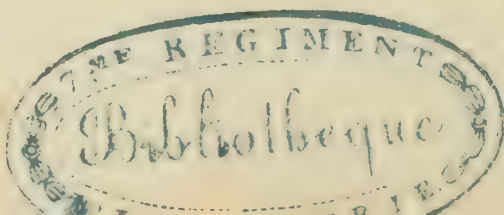
PROVINCIALES (AFFAIRES).

12 décembre. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Anspach, dit qu'il espère pouvoir présenter prochainement un projet de loi destiné à améliorer la situation des employés des administrations provinciales. Dans la discussion du projet de loi relatif à l'augmentation de traitement des greffiers provinciaux (art. 120 de la loi provinciale), M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. De Fré et Lelièvre, promet de présenter dans le cours de la session un projet d'augmentation de traitement des membres des députations permanentes. Répondant à M. Boulenger, il s'engage aussi à faire des observations aux autorités provinciales en vue d'empêcher que des rémunérations ne soient accordées aux greffiers sur les fonds de la province. Le projet de loi est voté par 81 voix contre une.

10 juillet. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'augmenter le traitement des membres des députations permanentes.

SERVITUDES MILITAIRES.

13 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose des amendements au projet de loi sur les servitudes militaires. — 14. M. Drubbel, *r. s. c.*, présente le rapport sur ces amendements. — 28. MM. Drubbel, *r.*, Thonissen, Lelièvre, Saintelette et Jacobs sont entendus dans la discussion générale. — 29. Le débat continue entre MM. Jacobs, Bara, Malou, *m. f.*, Puissant, Jottrand et Van Humbeeck. A l'article 1^{er} : « Les propriétaires d'immeubles grevés de servitudes militaires seront indemnisés, conformément à la présente loi, de la dépréciation produite par la servitude au moment où elle a été établie. » M. Bara propose de remplacer le mot *militaires* par les mots *d'utilité publique*, et de supprimer les mots *conformément à la présente loi*. Il propose en outre, à l'article 2, de supprimer les mots : *de fortifications*; de rédiger comme suit l'article 3 : « Le ministre des finances est autorisé à créer des rentes à 3 p. c. pour le capital nécessaire à indemniser les propriétaires



de biens grevés », et de rédiger comme suit les articles 4 et 5 : « Art. 4. Si la servitude est d'utilité communale ou provinciale, l'indemnité à payer sera supportée par la commune ou la province. Elles devront mettre à leur budget les sommes nécessaires pour acquitter cette indemnité dans le délai de dix ans. Art. 5. Le règlement des indemnités se fera conformément aux lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Un arrêté royal déterminera les mesures que nécessitera l'exécution de la présente loi. » La proposition de renvoyer ces amendements à la s. c. est rejetée par 49 voix contre 25 et une abstention. — 30. D'autres amendements sont présentés par MM. Jottrand et De Fré. Après des observations de MM. De Fré, Malou, *m. f.*, Orts et Van Humbeeck, l'article 1^{er} est adopté en ces termes : « Les propriétaires d'immeubles grevés de servitudes militaires seront indemnisés, conformément à la présente loi, du dommage qu'ils ont subi par la dépréciation résultant de l'établissement de la servitude, en tenant compte, s'il y a lieu, de l'application de la loi du 28 mars 1870. » Art. 2. « Si la création des ouvrages qui engendrent la servitude a produit une plus-value, soit au profit de tout ou partie de cette propriété, soit au profit d'autres immeubles appartenant au même propriétaire, il n'obtiendra d'indemnité que s'il éprouve un préjudice après compensation des plus et moins-values. » M. Van Humbeeck propose d'ajouter le paragraphe suivant : « Il sera fait aussi déduction, sur chaque indemnité, de l'augmentation de valeur survenue au bien grevé, depuis sa dépréciation, par suite du mouvement de la propriété améliorée. » Après avoir entendu MM. Jacobs, Van Humbeeck, Malou, *m. f.*, Bara, Jottrand et Drubbel *r.*, la chambre adopte le § 1^{er} et rejette, par 54 voix contre 22, l'amendement de M. Van Humbeeck. Vient un amendement de M. Jottrand, qui consiste à ajouter un § final conçu comme suit : « Les masses immobilières indivises, au jour de l'établissement de la servitude, subiront sur leur ensemble l'effet de cette compensation. » Cet amendement n'est pas adopté. La chambre passe à l'amendement de M. Bara : « La somme donnée à titre d'indemnité devra être affectée au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires, selon le rang de chacune d'elles, conformément à l'article 10 de la loi hypothécaire. » Cet amendement est mis aux voix, il est rejeté. Art. 3. « Le ministre des finances est autorisé à créer des rentes à 3 p. c. pour un capital nominal de 1,500,000 francs qui seront réparties entre les propriétaires à indemniser. La moindre coupure définitive sera de 100 francs en capital nominal. Les appoints seront réglés en coupures provisoi-

res. » M. Bara propose de rédiger cet article de la manière suivante : « Le ministre des finances est autorisé à créer des rentes à 3 p. c. pour le capital nécessaire à indemniser les propriétaires de biens grevés. La moindre coupure définitive sera de 100 francs en capital nominal. Les appoints seront réglés en coupures provisoires. » L'amendement est retiré. M. Orts propose, à l'article 3, un § additionnel ainsi conçu : « Les titres attribués aux propriétaires actuels seront inscrits en nom et inaliénables. Au cas où la servitude militaire viendrait à disparaître, ces titres seront anéantis au profit de l'Etat. » M. Le Hardy de Beaulieu, de son côté, propose de limiter à 50 ans les effets de la loi. Ces amendements sont rejetés. Art. 4. « Une commission de sept membres nommée par le Roi statuera sur les demandes d'indemnité, souverainement et sans aucun recours, soit au gouvernement, soit aux tribunaux, ni sur le fond, ni sur la forme. » M. Malou, *m. f.*, dit qu'il a vu se manifester une préoccupation qu'il tient à faire disparaître. La c. à instituer en vertu de l'article 4 du projet doit être purement administrative, et il déclare à la chambre qu'elle aura ce caractère. Il croirait faire un acte déloyal si, dans la c., il pouvait se trouver des personnes qui ont eu une part quelconque dans le mouvement anversoï, dans un sens comme dans l'autre. Il entend, au contraire, instituer une c. qui présente à tous les intérêts engagés la même impartialité et les mêmes garanties que les tribunaux. M. Bara insiste pour que les tribunaux soient substitués à la c. Après avoir entendu M. Malou, *m. f.*, Defuisseaux et Jottrand, la chambre rejette, par 53 voix contre 18, l'amendement de M. Bara. L'ensemble du projet est voté par 53 voix contre 17 et une abstention.

3 décembre. M. Malou, *m. f.*, déclare qu'il résulte des renseignements qu'il a reçus que les Anversoï ne seraient pas disposés à accepter l'indemnité qu'on leur offre. Par conséquent il priera le Sénat de ne pas statuer sur le projet de loi jusqu'à ce que l'on sache si les intéressés refusent véritablement. Il est de son devoir de ne pas demander ce crédit avant de s'être assuré s'il est nécessaire et, à cet effet, il fera ouvrir un registre où viendront s'inscrire tous ceux qui ne voudront pas de l'indemnité. MM. Bara et Guillery estiment que c'est là une comédie électorale.

TRAVAUX PUBLICS.

20 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 4,788,929 francs 70 c. au B. des travaux publics. — 30. MM. Delehay, Van Iseghem, Tack et Dumortier demandent que le gouvernement se serve

des bateaux dragueurs pour faire disparaître l'ensablement du canal de Schipdonck. M. Moncheur, *m. t.*, répond que cette question est à l'étude. Jusqu'à présent on a cru qu'il était plus économique pour l'Etat de faire procéder aux travaux de dragage par voie d'adjudication publique, qu'en faisant construire ou en achetant des bateaux dragueurs pour son compte. C'est une question qu'on aura à examiner et à résoudre en ce qui concerne les ports et les canaux des Flandres.

6 décembre. M. Beeckman, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 4,788,929 fr. Sur les conclusions de M. de Montblanc, *r. c.*, appuyées par M. Van Hoorde, Van der Donckt et Vermeire, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle des voituriers et des commerçants demandent des modifications aux lois et règlements sur la police des routes pavées. — 11. De nouvelles explications sont échangées entre MM. De Clercq, Moncheur, *m. t.*, Tack, Delehay, Van Iseghem et Dumortier au sujet des mesures à prendre pour faire cesser l'atterrissement considérable qui s'est produit au confluent du canal de Schipdonck avec le canal de Gand à Bruges. Il y a d'autres explications échangées entre MM. Cruyt et Moncheur, *m. t.*, au sujet d'un bruit d'après lequel, cette année encore, les eaux du canal de Terneuzen seront baissées et il pourra y avoir, par suite, une interruption de la navigation, peut-être plus longue que celle de l'année dernière. — 13. Le crédit de 4,788,929 fr. est adopté par 73 voix et quatre abstentions. (Pour la discussion, voir CHEMIN DE FER.) — 18. M. De Baets fait une interpellation sur les inondations dont la ville de Gand est le théâtre. M. Dumortier appuie les observations du préopinant sur la néces-

sité d'améliorer le régime de l'Escaut. M. Moncheur, *m. t.*, après avoir attribué en partie le désastre aux pluies incessantes qui ont désolé l'Europe, dit qu'il y a lieu de rechercher les moyens de relier le haut Escaut au bas Escaut et qu'il faut élargir et approfondir le canal de Terneuzen.

14 janvier. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. De Clercq, dit qu'il espère qu'un prompt remède pourra être apporté aux inconvénients causés par l'atterrissement qui s'est formé dans le canal de Schipdonck. — 22. Un débat sur les inondations de l'Escaut, de la Lys et de l'Yser s'engage entre MM. De Baets, Delehay, Magherman, Moncheur, *m. t.*, Delaet, Dumortier, Tack, De Clercq, Vandenpeereboom, Bara et Van Cromphaut. — 30. M. Moncheur, *m. t.*, rend compte de la situation en ce qui concerne l'atterrissement qui s'est produit à Schipdonck, et de nouvelles explications sont échangées entre le *m.* et MM. Delehay, De Clercq, Van Iseghem et Delaet, sur le moyen d'assurer l'écoulement des eaux.

7 février. M. Beeckman, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 18. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de travaux publics (1).

27 mars. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Wouters demande où en sont les études relatives au projet d'un canal maritime qui doit relier à l'Escaut les villes de Bruxelles, de Malines et de Louvain. M. Thonissen se plaint de l'abandon dans lequel on laisse le Limbourg et demande la reprise des routes vicinales. MM. Kervyn de Volkaersbeke, De Clercq, Van Iseghem, Delaet, Tack, Coomans et Dumortier s'occupent du régime des eaux dans les deux Flandres. M. Moncheur, *m. t.*, est d'avis que les eaux

(1) Part de l'Etat dans les frais de construction d'un palais de justice à Bruxelles, 1,500,000 fr.; construction et ameublement des écoles normales de Liège et de Mons, 975,000 fr. — Routes. Raccordement de routes aux chemins de fer, 500,000 fr.; construction de ponts appartenant à des routes, 600,000 francs. — Bâtiments civils. Agrandissement du palais de la Nation et des hôtels des ministères, 500,000 francs; transfert du ministère des travaux publics rues Ducale, de Louvain et de l'Orangerie, 1,000,000 francs; restauration du Palais de Liège, 300,000 fr.; appropriation du Conservatoire royal de musique de Bruxelles, 350,000 fr.; construction d'un hôtel pour la direction des contributions à Gand, 160,000 fr. — Travaux hydrauliques. Construction de barrages dans la Meuse, en amont de Namur, 1,000,000 fr.; travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1863 avec les Pays-Bas, 400,000 fr.; canal de Turnhout à Anvers par Saint-Job in 't Goor, 1,000,000 fr.; amélioration de la Lys, 250,000; canalisation de la Mandel, 55,000 francs; subside à la ville d'Ath pour travaux nécessités par la suppression d'un bras de la Dendre, 35,000 fr.; amélioration de la Dyle, 40,000 fr.; amélioration du régime de l'Yser, 400,000 fr.; amélioration de la Grande-Nèthe, 120,000 fr.; amélioration du port d'Ostende, 50,000 fr.; part de l'Etat dans les frais

d'établissement des murs de quai des bassins de commerce à Ostende, 115,000 fr.; approfondissement du canal de Gand à Terneuzen, 2,000,000 fr. — Chemins de fer en construction, télégraphes, marine. Chemin de fer de Bruxelles à Luttre, 4,000,000 fr.; raccordement des stations des Guillemins et de Vivegnis, à Liège, 2,300,000 fr.; chemin de fer de ceinture à Gand, 1,500,000 fr.; extension des lignes et appareils télégraphiques, 500,000 fr.; construction d'un steamer destiné au service entre Ostende et Douvres, 750,000 francs. — Chemins de fer en exploitation. 1^o Voies et travaux : Travaux d'extension ou de parachèvement du railway, 23,000,000 fr.; 2^o matériel : extension du matériel de traction et de transport, 9,500,000 fr.; 3^o lignes du Grand-Luxembourg : amélioration et extension des voies et du matériel et exécution des stipulations de la convention du 31 janvier 1873, relatives aux travaux et au matériel en construction, etc., 18,000,000 fr.; remboursement, à 550 fr. par titre, des 114,460 actions émises par la Compagnie du Grand-Luxembourg, 62,950,000 fr.; prix, stipulé par l'article 25 de la convention du 31 janvier 1873, pour l'exécution de lignes nouvelles, à raison de 200,000 fr. par kilomètre, soit pour 230,000 kilomètres, 46,000,000 fr.

du bassin de l'Escaut doivent rester dans le bassin de l'Escaut jusqu'à l'embouchure de celui-ci et non pas être conduites directement à la mer. Voilà la règle qu'il faut suivre et qu'il se propose d'indiquer à la *c.* qu'il a l'intention d'instituer. — 28. M. T'Serstevens parle en faveur de la reprise de tous les chemins de grande vicinalité dans l'intérêt de l'agriculture. M. Lefebvre appuie les observations de M. Wouters au sujet du canal maritime. M. L. Visart s'occupe du régime de l'Yser; M. Magherman, de celui du haut Escaut. — 29. M. Moncheur, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. Il dit ensuite à M. David qu'il a l'intention de porter à 47 mètres la hauteur du barrage de la Gileppe et qu'il étudie la question de la reprise de la route de la Vesdre. M. de Zerezo de Tejada parle en faveur de l'amélioration des cours d'eau dans la Campine. MM. Drion, Houtart, Van Cromphaut, Puissant, Beeckman, *r.*, Meeus, Berten et Reynaert s'occupent successivement des travaux à exécuter dans les arrondissements de Charleroi, de Termonde, de Thuin, de Louvain, d'Anvers, d'Ypres et de Courtrai.

2 avril. M. Notelteirs s'occupe du régime des deux Nèthes; M. Julliot appuie les observations de M. Thonissen au sujet du Limbourg. M. De Clercq signale à l'attention du gouvernement les intérêts du port de Bruges. — 4. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de travaux publics. M. Descamps attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de reviser les règlements relatifs à la surveillance des chaudières à vapeur. Dans la discussion des articles du *B.*, MM. Van Overloop, Sainctelette et Moncheur, *m. t.*, s'occupent du recrutement du personnel des ponts et chaussées. MM. Van Overloop et Verwilghen parlent aussi de l'assainissement des polders du pays de Waes et des routes dans l'arrondissement de Saint-Nicolas; MM. De Smet et Le Hardy de Beaulieu, des plantations sur les routes de l'Etat. La chambre entend MM. Wasseige et Moncheur, *m. t.*, au sujet de la canalisation de la Meuse. M. Jottrand s'occupe du canal d'embranchement du camp de Beverloo; M. Van Outryve, de l'entretien du canal d'écoulement des eaux du sud de Bruges. MM. De Smet, Van Iseghem et de Zerezo de Tejada s'occupent de nouveau de la nécessité d'augmenter le traitement du personnel des ponts et chaussées, depuis les ingénieurs jusqu'aux pontonniers. M. Boulenger se prononce ensuite en faveur de la suppression du conseil des mines, qui est combattue par M. Moncheur, *m. t.*; puis M. Jottrand demande que les ardoisières soient soumises au régime des carrières. (Voir CHEMIN DE FER.) — 5. M. Delehay se plaint que l'on exclue des travaux de l'Etat les bri-

ques du haut Escaut. Après un discours de M. Moncheur, *m. t.*, en réponse aux précédents orateurs, le *B.* est voté par 65 voix contre une.

8 mai. A propos d'une pétition rapportée par M. Vander Donckt, *r. c.*, et par laquelle le sieur Parrin, délégué des polders du pays de Waes, demande l'exécution par l'Etat des travaux à exécuter pour l'assèchement de ces polders, la chambre entend M. Van Overloop; puis la discussion porte sur les mesures à prendre pour prévenir les inondations de l'Escaut. MM. Dumortier, Delehay, Bara et Moncheur, *m. t.*, prennent la parole à ce sujet. — 9. M. Dumortier dépose une pétition d'industriels de Tournai et de Gand relative au régime de l'Escaut, puis, sur sa motion, appuyée par M. Kervyn de Volkaersbeke, la chambre ordonne un prompt rapport sur cette requête. — 16. M. Vander Donckt, *r. c.*, dit que la *c.* ne s'est pas trouvée en nombre pour délibérer sur cet objet. Le débat se rouvre alors, sur l'objet de la pétition, entre MM. Dumortier, Delaet, Bara, Moncheur, *m. t.*, et Delehay. Le *m.* déclare qu'une *c.* sera installée le lendemain même pour s'occuper de la question de l'Escaut et qu'elle procédera à une enquête sur les lieux.

5 juin. La discussion s'ouvre sur le projet de travaux publics. (Voir CHEMIN DE FER.) M. De Smet appuie un amendement de la *s. c.* ayant pour but de porter à 5 millions de francs le crédit pour l'amélioration du régime du canal maritime de Gand à Terneuzen. Ce crédit est indispensable pour donner une impulsion forte et active à ce grand travail d'utilité publique d'où dépend la prospérité future non seulement de la ville de Gand, mais aussi de toute la province de la Flandre orientale et d'une partie du Hainaut. M. De Clercq réclame le redressement du canal de Bruges à Ostende et la prompt construction de l'école normale de Bruges. M. De Haerne prononce un discours en faveur de la reprise des canaux de la Flandre occidentale. M. Vleminckx appelle l'attention sur la nécessité d'achever le pont-viaduc de la commune d'Ixelles. M. de Zerezo de Tejada réclame des mesures pour prévenir les inondations des Nèthes, et M. Van Iseghem entretient la chambre de la nécessité d'achever les améliorations du port d'Ostende. — 6. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur la pétition des industriels et négociants de Tournai et de Gand, qui se plaignent des embarras de la navigation de l'Escaut. Un nouveau débat s'engage entre MM. Dumortier, Moncheur, *m. t.*, Vander Donckt, *r.*, et Bara. M. Dumortier prétend, d'après un journal, que les ingénieurs chargés de visiter le fleuve se sont amusés à jouer aux cartes. La pétition est

renvoyée au *m. t.* La chambre, sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. De Clercq, Van Iseghem et Muller, renvoie au *m. f.* une pétition par laquelle des concessionnaires de terrains situés sur la digue de mer de Blankenberghe se plaignent de l'élévation des prix de vente fixés par l'administration des domaines pour chacun de ces terrains. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Delehay, dit qu'il n'y a rien de vrai dans un bruit d'après lequel il serait question de réduire à 4^m,50 la profondeur du canal de Terneuzen, qui doit avoir une profondeur de plus de 6 mètres. — 7. La discussion du projet de travaux publics étant reprise, M. A. Visart appuie les observations de M. De Clercq et dépose un amendement ainsi conçu : « Travaux à faire dans l'arrière-port d'Ostende pour faciliter les communications du canal de Bruges à Ostende avec la mer et amélioration de ce canal, 500,000 fr. » M. Moncheur, *m. t.*, ayant répondu aux précédents orateurs, M. L. Visart réclame une augmentation de crédit pour les écluses du port de Nieuport. M. Delehay appuie l'amendement de M. De Smet relatif au canal de Terneuzen. MM. Kervyn de Volkaersbeke et Nothomb, *r.*, parlent dans le même sens. M. Van Iseghem réclame la priorité pour les travaux d'Ostende. M. Delaet dit qu'il votera le crédit de 5 millions s'il est bien entendu que le canal de Terneuzen conservera son caractère de canal essentiellement maritime ; mais il ne pourrait voter, ne fût-ce que 2 millions, s'il devait devenir un canal de décharge destiné à prendre à la Belgique sa grande voie de navigation, sa voie naturelle, l'Escaut maritime. Or, c'est ce qui arriverait si, au lieu de rendre à l'Escaut les eaux qui déjà lui ont été prises, on faisait des travaux qui viendraient aggraver encore la situation fâcheuse créée pour l'Escaut par la construction du canal de Schipdonck. — 10. M. Wasseige entretient la chambre de la canalisation de la Meuse, et M. Cruyt appuie l'amendement relatif au canal de Terneuzen. Il déclare que si le crédit de 5 millions n'était pas adopté, il serait obligé, aussi bien que ses collègues de Gand, de voter contre le projet de loi tout entier. M. De Smet s'exprime dans le même sens. M. Van den Steen prononce un discours au sujet du régime de la Dendre. — 13. M. De Baets s'associe à ses collègues de Gand pour ce qui concerne le crédit relatif au canal de Terneuzen. Il dit que les électeurs et les députés de Gand sont tristement surpris de l'opposition que rencontrent, de la part du ministère, leurs demandes les plus légitimes. — 14. M. Tack appuie les observations de MM. A. Visart et De Clercq au sujet des travaux à faire au canal de Bruges à Ostende.

M. Moncheur, *m. t.*, répondant aux représentants de Gand en ce qui concerne le canal de Terneuzen, dit qu'il veut rester fidèle à la pensée qui a présidé à la préparation de la loi et qui consiste à ne pétitionner que les sommes qui seront utilisées cette année ou dans le commencement de l'année prochaine. Un grand résultat a été obtenu depuis quelques mois, c'est l'accord entre tous les membres de la commission internationale sur les plans du canal, sur sa ligne de flottaison, sa largeur, sa profondeur, son tracé ; bref, sur toutes ses conditions nouvelles. C'est l'absence de cet accord complet qui a retardé l'ouvrage ; aujourd'hui il est complet. Les délégués du gouvernement des Pays-Bas ont toujours apporté le tribut de leurs lumières, avec la meilleure volonté, à l'examen des questions à résoudre, et ils avaient, paraît-il, un mandat très étendu à cet égard. Ils ont donné, sauf approbation de leur gouvernement, leur adhésion au projet dont il s'agit. Le moment est donc venu de demander au gouvernement des Pays-Bas la ratification, par une convention internationale, de l'accord qui s'est établi au sein de la commission. M. de Montblanc s'occupe de la canalisation de la Mandel. M. Saintelette espère que les considérations politiques n'auront aucune influence sur l'octroi des crédits pour les travaux du canal de Terneuzen, et que le gouvernement ne refusera pas les améliorations réclamées par les membres de la minorité. MM. De Baets et Delehay maintiennent leur réclamation. M. Van Overloop développe un amendement qu'il a signé avec MM. Janssens, Verwilghen, Vleminckx et De Baets et qui tend à porter au projet un crédit de 100,000 francs pour travaux d'assainissement des polders du pays de Waes. — 17. Dans la discussion des articles, MM. Delexhy et Van Hoorde développent l'amendement suivant : « Raccordement de routes aux chemins de fer, 1,000,000 de fr. (Signé : MM. T'Serstevens, Kervyn de Volkaersbeke, De Smet, Bricoult, Delehay, de Vrints, Delexhy, de Borchgrave, Reynaert, de Briey, Berten, Santkin, Van Hoorde, de Macar, Simonis, Royer de Behr, Van Outryve d'Ydewalle, Van Wambeke, Coomans, Snoy, de Zerezo de Tejada, Van den Steen, Schollaert, De Clercq, Wouters, Jottrand, Beeckman, De Naeyer, Van Iseghem, Thonissen, Van Overloop, Verwilghen et A. Visart). » Après quelques observations de M. Lelièvre sur la nécessité de hâter la construction de routes en prévenant les obstacles qu'on rencontre dans le refus des expropriés d'accepter des offres raisonnables, M. Saintelette déclare qu'il ne votera pas l'amendement, dont le chiffre est fixé à l'aventure. MM. Wouters, Le Hardy de Beau-

lieu et Nothomb, *r.*, appuient l'amendement, qui est combattu par M. Moncheur, *m. t.* Après avoir entendu encore MM. de Briey, Delexhy, Tack, Sainctelette, Bricoult, Vandenpeereboom et Moncheur, *m. t.*, la chambre rejette l'amendement par 34 voix contre 32. MM. de Macar, de Lhoneux, Cornesse, David, Simonis et Delexhy en proposent un autre ainsi conçu : « Rachat des droits de barrière sur les routes de Huy à Stavelot, de Huy à Tirlemont et de la route de la vallée de la Vesdre, 350,000 fr. » La chambre entend à ce sujet MM. Simonis, de Lhoneux, Delexhy, Moncheur, *m. t.*, David, Muller et Cornesse. L'amendement n'est pas adopté. M. Puissant demande ensuite la reprise de la route de Marchienne à Beaumont. Au § relatif aux travaux hydrauliques, M. Moncheur, *m. t.*, donne à M. Jacobs des renseignements sur les travaux des quais et des établissements maritimes d'Anvers, et à M. Le Hardy de Beaulieu sur la dépense probable du canal de St-Job in t'Goor. M. Dumortier propose ensuite de décider qu'aucune modification à la partie du palais de la Nation occupée par la chambre des représentants ni à ses abords ne peut être faite que du consentement de cette chambre. — 18. Après un débat auquel prennent part MM. de Zerezo de Tejada, *q.*, Kervyn de Lettenhove, Le Hardy de Beaulieu, Bouquéau, Dumortier, Allard, Bergé, Moncheur, *m. t.*, Jottrand et Nothomb, *r.*, et qui porte en partie sur la ventilation de la salle des séances et sur les travaux projetés par le sénat, l'amendement de M. Dumortier est repoussé. MM. L. Visart, Vandenpeereboom et Berten proposent d'augmenter de 400,000 francs le crédit pour l'amélioration du régime de l'Yser. M. Moncheur, *m. t.*, croit qu'il n'y a pas lieu d'augmenter le crédit, mais promet de rechercher le moyen de soustraire aux inondations les contrées que traverse l'Yser et de solliciter ultérieurement les crédits nécessaires pour atteindre ce but. L'amendement est néanmoins adopté. La chambre est appelée ensuite à se prononcer sur l'amendement des représentants de Gand relatif aux travaux du canal de Terneuzen. Après avoir entendu MM. Malou, *m. f.*, Cruyt et Moncheur, *m. t.*, elle adopte l'amendement par 58 voix contre 20 et une abstention. M. Moncheur, *m. t.*, se rallie à celui de MM. Van Overloop et consorts, concernant l'écoulement des eaux des polders du pays de Waes; il est adopté. La chambre rejette les amendements de MM. A. Visart et Van Iseghem relatifs aux travaux du canal d'Ostende à Bruges, et du port d'Ostende, lesquels sont combattus par M. Malou, *m. f.* (Voir ensuite CHEMIN DE FER.) — 19. On s'occupe ensuite du crédit de 1,500,000 fr. pour le Palais de justice de Bruxelles. (Voir

JUSTICE.) — 20, 21, 24. *Ibid.* M. Malou, *m. f.*, dépose un crédit spécial de 130,000 fr. pour compléter l'éclairage de l'Escaut; un crédit extraordinaire de 172,897 fr. pour complément de travaux antérieurement décrétés par des lois spéciales; des crédits supplémentaires aux travaux publics sur les exercices 1871 et antérieurs et sur l'exercice 1872, à concurrence de 1,210,990 fr. La chambre discute ensuite un article additionnel (proposé par la *s. c.*) au projet de travaux publics. Cet article additionnel est ainsi conçu : « Les architectes employés par l'Etat ne toucheront pas d'honoraires pour les dépenses qui dépasseraient leurs devis primitifs. » M. Malou, *m. f.*, croit que cet article est inutile et incomplet. Il y a beaucoup à faire; mais c'est dans le contrôle même des devis que l'action du gouvernement et des chambres doit se manifester. En effet, dire que les architectes ne toucheront plus d'honoraires sur les sommes dépassant leurs devis, c'est ne rien dire du tout si les devis n'ont pas été d'abord très sévèrement contrôlés. M. Dumortier trouve que la disposition a un côté excessivement sérieux; elle aurait pour effet d'empêcher désormais les architectes de présenter des devis insignifiants, sauf, une fois le travail décrété, à entraîner à des dépenses considérables. Sans cette disposition, qu'arriverait-il? C'est que M. Poelaert toucherait peut-être plusieurs centaines de mille francs à titre d'honoraires. Après quelques mots de M. Delaet et malgré l'opposition de M. Moncheur, *m. t.*, l'article est adopté. Au second vote, la chambre, après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Delexhy, Orts, De Baets, Le Hardy de Beaulieu, Vandenpeereboom, Cruyt, Anspach et de Macar, maintient, par 41 voix contre 39 et une abstention, l'amendement relatif à la voirie vicinale. Après avoir entendu MM. Malou, *m. f.*, Vandenpeereboom, L. Visart, Moncheur, *m. t.*, et Berten, elle maintient, par 50 voix contre 28, l'amendement qui porte à 800,000 fr. le crédit pour les travaux de l'Yser, et enfin, malgré l'opposition de M. Malou, *m. f.*, et par 56 voix contre 21 et 3 abstentions, l'amendement qui porte à 5 millions le crédit pour les travaux du canal de Terneuzen. Après quelques observations de MM. Dumortier, Bara et Moncheur, *m. t.*, sur un crédit pour les égouts de la ville de Tournai, l'ensemble du projet de loi est adopté par 72 voix contre 4 et 2 abstentions. — 27. M. Lefebvre, *r. s. c.*, fait rapport sur le crédit pour l'éclairage de l'Escaut.

12 juillet. *Id.* le rapport sur le crédit supplémentaire de 1,210,000 fr. au B. des travaux publics. — 18. Le crédit pour l'éclairage de l'Escaut est adopté à l'unanimité après

un échange d'explications entre MM. Boulenger, Moncheur, *m. t.*, Vandenpeereboom et Pirmez, au sujet d'une circulaire du 24 février 1873 qui règle les conditions d'admission, dans les cadres du personnel de son département, des candidats aux emplois, porteurs de diplômes. Il en est de même des crédits supplémentaires au *B.*

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

13 novembre. M. Van Wambeke, *r. c.*, fait rapport sur l'élection de MM. Berten, Biebuyck et A. Vandenpeereboom, à Ypres. Vo-tants 1,837, bulletins nuls 9, majorité absolue 915. M. Berten a obtenu 1,022 suffrages, M. Biebuyck 994, M. A. Vandenpeereboom 925 et M. Struye 920. Dix bulletins sont contestés. La commission, dans son rapport, examine la validité de ces différents bulletins et conclut à l'admission des trois élus. Après quelques observations de M. Van Hoorde sur la nécessité de décider législativement quelles sont les désignations admises sur les bulletins, l'élection est validée à l'unanimité, sauf deux abstentions.

VOIES ET MOYENS.

26 novembre. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1873.

4 décembre. Dans la discussion générale de ce *B.* M. Le Hardy de Beaulieu se prononce en faveur de la réduction des impôts indirects, M. Pirmez recommande la codification des lois d'impôts, M. Boulenger critique la comptabilité du chemin de fer et demande qu'on rentre dans la légalité en fixant les tarifs par voie législative. M. Malou, *m. f.*, dit que des *cc.* sont chargées d'étudier la question soulevée par M. Boulenger. La réduction des impôts indirects aurait un effet désastreux au point de vue des recettes du fonds communal. M. Moncheur, *m. t.*, s'expliquant au sujet de détournements commis dans l'administration du chemin de fer, dit qu'on s'est demandé si les chefs des grandes stations n'étaient pas trop occupés des choses administratives, pour être en même temps comptables et dépositaires des deniers; cette question est à l'étude et devra recevoir une solution. M. Demeur insiste pour obtenir la révision de la loi sur la contribution personnelle. M. Jacobs, *r.*, répond qu'il avait fait un avant-projet qui a été vivement critiqué. Il estime qu'avant d'aborder cette question il faut attendre que l'on ait voté les modifications d'impôts préparées par M. Malou. Celui-ci ajoute qu'il ne s'occupe pas de la révision de la loi sur la contribution personnelle, parce que, depuis trente ans, il a vu toutes les tentatives de révision se heurter à des difficultés insurmontables et n'aboutir qu'à des

échecs. Cette loi touche à la fois à une foule d'intérêts politiques et d'intérêts financiers. Il comprend que lorsque tels ou tels défauts y sont signalés, on puisse y remédier comme on l'a fait depuis 1830. Il n'a pas cru devoir tenter l'entreprise aventureuse de préparer un projet de loi qui serait destiné à mourir comme tant d'autres, un projet de révision générale de la loi sur la contribution personnelle. Peut-être à une session ultérieure trouvera-t-il moyen de présenter un projet; mais, dans aucun cas, il ne saurait promettre de le déposer dans la session prochaine. M. Dumortier engage le gouvernement à ne pas modifier la mesure prise en 1831 et qui permet aux contribuables de se référer à la déclaration de l'année précédente. Dans un pays de liberté comme la Belgique, la première de toutes les choses, c'est qu'on ait un peu moins d'argent dans la caisse de l'Etat si l'on ne peut l'obtenir qu'au prix de mille vexations pour les habitants. M. Demeur pense que la révision sera toujours critiquée par ceux dont elle augmentera les charges. Cet état de choses est dû en grande partie à la disposition de la Constitution d'après laquelle nul ne peut être électeur s'il ne paye 42 fr. 32 c. Aussi lorsqu'une occasion propice se présentera de renouveler la proposition d'abolir le cens électoral, l'orateur ne manquera pas de la saisir. — 5. M. Le Hardy de Beaulieu propose de rétablir le droit de débit de boissons distillées et de tabac. M. Malou, *m. f.*, objecte que l'on ne peut rétablir des lois d'impôts par la voie du *B.* L'amendement n'est pas adopté. — M. Le Hardy indique ensuite des articles à dégrever dans le tarif des douanes. — S'expliquant sur la question des sucres, M. Malou, *m. f.*, dit que le gouvernement anglais a provoqué, au mois d'août, une réunion de la conférence pour examiner les diverses questions que soulevaient les changements survenus dans cette industrie, en rapport avec les lois fiscales des quatre pays associés. Cette conférence s'est ajournée et il est probable qu'elle se réunira dans les premiers mois de l'année prochaine; peut-être sera-t-il alors amené à soumettre à la chambre, avant le terme légal de la convention en vigueur, de nouvelles propositions. Après un échange d'explications entre MM. T'Serstevens, Elias, Lelièvre et Malou, *m. f.*, au sujet des modifications à introduire dans la loi sur les échanges d'immeubles et sur les facilités qui pourraient être accordées lorsqu'il s'agit, non d'échanges proprement dits, mais uniquement de rectifier la limite, la ligne séparative entre deux héritages, et enfin sur l'application du multiplicateur officiel pour les successions en ligne collatérale, le *B.* est adopté par 67 voix contre 2 et deux abstentions.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1872-1873.

W²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ACADÉMIE MILITAIRE. Suppression du poste de gouverneur. Interpellation de M. Couvreur, 22 *a.* V. Guerre.

ACCISES. Position des employés inférieurs, 11 *d.* V. Budget des finances.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. Traitement des employés, 21, 30 *j.* V. Budget de l'intérieur. — 12 *d.* V. Affaires provinciales.

ALIÉNÉS. Pr. de l., 13 *n.* *r.* de M. Vleminckx, 4 *jn.* V. Justice. — Frais d'établissement de Mons, 26 *m.* V. Budget de la justice.

ALLEMAGNE (Traité avec l') pour la reprise du Guillaume-Luxembourg. (Voir TRAITÉS.)

AMENDES de simple police. Demande de les attribuer aux communes, 20 *m.* V. Budget de la justice.

ANNALES PARLEMENTAIRES. Traduction flamande. *r.* de M. Kervyn de Lettenhove, 21 *d.* V. Moniteur.

ANNUITÉS (Visa des) pour les chemins de fer à construire par les Bassins houillers, 17 *jn.* *r.* de M. A. Visart, 17 *jt.* — Documents, 29 *jt.* Disc. et vote, 5 *at.* V. Finances.

ANVERS (Pr. de l. relatif au nombre des échevins à), 10 *jt.* V. Affaires communales. — Cr. de 350,000 fr. pour un champ de manœuvres, 13 *n.* *r.* de M. d'Hane-Steenhuysse, 13 *f.* Vote, 15 *mai.* V. Guerre. — Quais, 17 *jn.* V. Travaux publics.

ARCHITECTES DE L'ÉTAT (Honoraires des), 24 *jn.* V. Travaux publics.

ARCHIVES du royaume. Local, 15 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

ARDOISIÈRES. Demande de les soumettre au régime des carrières, 4 *a.* V. Travaux publics.

ARGENT (Limitation du monnayage de l'), 22 *jt.* V. Monnaies.

ARMÉE. Travaux de la *c.* militaire, 20 *n.*, 23, 28 *j.* Cr. de 1,835,000 fr. — *r.* de M. Van Overloop, 13 *d.* — Vote, 19 *d.* — Contingent pour 1873, 10 *d.* — *r.* de M. Nothomb, 13 *d.* — Disc., 20, 21 *d.* Vote, 21 *d.* — Modification à divers services, 21 *mai.* *r.* de M. Thonissen, 11 *jt.* — Disc. et vote, 2 *at.* V. Guerre.

B

BANQUE NATIONALE. Autorisation de porter au compte de l'Etat le ducroire payé aux maisons étrangères, 11 *d.* V. Budget des finances.

BARRIERES sur les chaussées communales, 16 *mai.* V. Affaires communales.

BEAUX-ARTS. Acquisitions, 15, 18 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Traitement des employés, 15 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

BIENFAISANCE. Demande de la placer dans les attributions du *m. i.*, 18 *m.* V. Budget de l'intérieur.

BIENS DOMANIAUX. Vente de terrains de la main à la main. *r.* de M. Malou, *m. f.*, 17 *jn.* — Conventions diverses, 22 *jt.* — *r.* de M. A. Visart, 25 *jt.* Vote, 2 *at.* V. Finances.

BLANKENBERGHE. Caisse de prévoyance des pêcheurs, 6 *jn.* V. Marine. — Vente des terrains des dunes, 6 *jn.* V. Travaux publics.

BLESSÉS DE SEPTEMBRE (Pension des), 1 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BOISSONS DISTILLÉES (Demande du rétablissement de l'impôt de débit sur les), 5 *d.* V. Voies et moyens.

BOURGMESTRES. Nominations à Genappe, à Jodoigne, 21, 22, 23 *j.* — Dans les cantons de Chimay, de Beaumont, à Mouscron, à Willebroeck, à Maeseyck, Aywaille, Jalhay, Ramet, Comblain, Wandre, Thirimont, 22, 23, 24, 25, 28, 29 *j.*, à Louvain et Léau, 29 *j.* V. Budget de l'intérieur.

BRIQUES des Flandres, exclues des travaux de l'Etat, 4 *a.* V. Travaux publics.

BRUGES (Port de), 2 *a.* V. Eaux du sud de la ville, 4 *a.* — Ecole normale, 5 *jn.* V. Travaux publics.

BRUXELLES (Position du libéralisme à), 28 *j.* V. Budget de l'intérieur. — Terrains de la gare du Midi, 13 *n.* — *r.* de M. Dansaert, 27 *n.* — Vote, 5 *d.* V. Finances.

BUDGET (Règlements définitifs du) de 1868. — *r.* de M. De Smet, 5 *d.* — Vote, 11 *d.* — De 1869, 20 *n.* — *r.* de M. De Smet, 13 *f.* — Vote, 16 *mai.* V. Comptabilité.

BUDGETS de 1873. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Meeus, 26 *n.* — Vote, 5 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Notelteirs, 27 *n.* — Vote, 5 *d.* — Dotations. *r.* de M. Lefebvre, 29 *n.* — Vote, 17 *d.* — Finances. *r.* de M. Magherman, 5 *d.* — Disc. et vote, 11 *d.* — Dette publique. *r.* de M. Demeur, 17 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Delehaye, 16 *j.* — Disc., 21, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31 *j.*, 1^{er}, 4,

5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22 f., 14, 15, 18 m. — Vote, 18 m. — Justice. r. de M. Van Overloop, 25 j. — Disc., 20, 25, 26 m. — Vote, 26 m. V. Budgets. — Affaires étrangères. r. de M. Pety de Thozée, 18 d. — Disc., 17, 21 mai. — Vote, 21 mai. V. Budgets. — Guerre. r. de M. Thonissen, 15 j. — *Id.* sur les am., 30 j. — Disc., 24, 25, 29, 30 a., 1^{er}, 2, 3, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 15 mai. — Vote, 15 mai. V. Guerre. — Travaux publics. r. de M. Beeckman, 7 f. — Disc., 27, 28, 29 m., 2, 4, 5 a. — Vote, 5 a. V. Travaux publics. — Voies et moyens. r. de M. Jacobs, 26 n. — Disc., 4, 5 d. — Vote, 5 d. V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1874. 4 m. V. Budgets. — 21 mai. V. Guerre.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT. r. de M. Malou, 1^{er} a. V. Finances.

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. r. de M. Malou, 1^{er} a. V. Finances.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS DE L'ARMÉE. Cr. de 300,000 fr., 14 j. — r. de M. Thonissen, 23 j. — Vote, 19 m. V. Guerre. — Département des travaux publics, 5 d. V. Budgets.

CANAU. Atterrissements dans le canal de Schipdonck, 30 n., 11 d., 14, 22, 30 j. — Embranchement du camp de Beverloo, 4 a. — Reprise des canaux de la Flandre occidentale, 5 jn. V. Travaux publics.

CASERNEMENT des troupes, mis à la charge de l'Etat, 13 n. — r. de M. Drubbel, 22 j. — Disc., 27, 28 mai. — Vote, 28 mai. V. Guerre.

CHALCOGRAPHIE, 15 m. V. Lettres, sciences et arts.

CHAMBRES DE COMMERCE (Suppression des), 21 mai. V. Budget des affaires étrangères.

CHARBONS (Suppression de l'exportation des). r. de M. Balisau, 10 mai. V. Douanes et accises.

CHARLEROI (Incompatibilité du chef d'alliance dans le conseil communal de), 29 j. V. Budget de l'intérieur.

CHASSE, 14 j. V. Chasse.

CHAUDIÈRES A VAPEUR (Surveillance des), 4 a. V. Travaux publics.

CHEMIN DE FER. Publication des comptes des compagnies qui jouissent d'un *minimum* d'intérêt, 19 d. V. Budget de la dette publique. — Ligne d'Athus à Givet. Pr. de l., 13 n. — Compte rendu des opérations en 1871, 3 d. — Rachat des lignes du Guillaume-Luxembourg et de Pepinster à Spa. r. de M. Simonis, 5 d. — Disc., 12, 13 d. — Vote, 13 d. — Marché de rails conclu avec une maison anglaise, 11, 13 d. — Expropriation des chemins de fer concédés, 12, 13 d. — Retard dans la construction de la ligne de Hesbaye-Condroz, 21 d. — Rachat du chemin de fer du Luxembourg, 14, 15, 31 j., 4 f. — r. de M. Wasseige, 22 f. — Disc., 4, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13 m. — Vote, 13 m. — Obligations de la Société des Bassins houillers, 14 f. — Ligne de Beaumont, 18 f., 14 jn. — Convention pour la ligne de Hesbaye-Condroz, 4 m. — r. de M. de Macar, 3 a. — Disc. et vote. 22 a. — Ligne de St-Ghislain à Erbisœul. Incident, 15 m. — Accidents sur la ligne du Luxembourg, 18, 27 m. — Ligne directe de Bruxelles à Aix-la-Chapelle. Station de Louvain, 27 m. — Ligne de Gembloux à la

Meuse. 27 m. — Ligne de Luttre à Bruxelles, 27 m. — Station d'Henri-Chapelle, 27 m. — Lignes d'Anvers à Woensdrecht, d'Anvers à Douai, 27, 28 m. — De Roulers à Dixmude. Chemin de fer de la Flandre occidentale, 28 m., 2 a., 5 jn. — De St-Ghislain à Jurbise, 28 m., 10 jn. — Station de Malines, 28, 29 m. — Chemin de fer de Blaton à Ath, 1^{er} a., 18 jn. — Tunnel de Braine-le-Comte. Travail du dimanche. Transport des ardoises, 2 a. — Responsabilité de l'Etat en matière de transports, 2, 5 a., 10 mai. — Station d'Enghien. Tarif du transport des pierres bleues, des engrais. Chemin de fer d'Hannut à Gingelom. Pr. de M. Coomans relative aux trains *omnibus*, 3 a. — Mode d'organisation commerciale du chemin de fer, 4, 5 a. — Décoration du machiniste Gobbe, 23 a. — Lignes de Thourout à Ypres, de Roulers à Dixmude, 26 a. — Lignes de Marbehan à Virton, de Thielt à Lichtervelde, 16 mai. — Tarif des voyageurs entre Wavre et Bruxelles. Ligne de Tubize à Wavre, 6, 24 jn. — De Tongres à Saint-Trond, de Bruxelles à Mayence, 5, 6, 24 jn. — D'Audenarde à Roubaix, 6 jn. — Station de Neckerspoel, 10 jn. — Chemin de fer de l'arrondissement de Thuin, 13 jn. — Tarif des lignes du Flénu, 14 jn. — Pr. de concession de chemins de fer, 17 jn. — r. de M. Thonissen, 26 jn, 16 jt. — Disc., 26, 29 jt. — Vote, 29 jt. — Tarification des petites marchandises, 18 jn. — Tracé de Tirlemont à Diest. Insuffisance de la gare du Luxembourg à Bruxelles, 19 jn. — Péages du chemin de fer, 24 jn. — r. de M. Verbrugghen, 12 jt. — Disc., 18, 19 jt. — Vote, 19 jt. — Compte rendu des opérations pour 1872, 2 at. V. Chemin de fer. — Cr. de 4,788,929 fr., 20 n. — r. de M. Beeckman, 6 d. — Vote, 13 d. V. Travaux publics. — Fixation des tarifs par une loi, 4 d. V. Voies et moyens.

CHEQUES. Pr. de l., 13 n. — r. de M. Cornesse, 15 mai. — Disc., 4 jn. — Vote, 5 jn. V. Finances.

CHINE (Dédoulement de la mission en) et au Japon, 21 mai. V. Budget des affaires étrangères.

CIMETIÈRES (Question des). Opinion de M. Delcour, 29 j. V. Budget de l'intérieur.

CODE DE COMMERCE. SOCIÉTÉS, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28 n., 3 d. — Am. du sénat, 25 a., 8 mai. — Vote, 8 mai. — Assurances, 17, 21 j. V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Pr. de l., 14 j. — rr. de MM. Thonissen et Jacobs, 13 m. — *Id.* de MM. Dupont et Drubbel, 19 jn. V. Code de procédure.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Révision, 20 m. V. Budget de la justice.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. Traitements des employés, 30 j. V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Délimitation de Pecq et Hérisson, 26 m. — r. de M. Allard, 29 m. — Vote, 17 mai. — Réunion du hameau de Versailles à la ville de Binche, 29 m. — r. de M. Hagemans, 9 mai. — Vote, 21 mai. — Commune de Schoonaerde, 22 a. — r. de M. Van den Steen, 21 jn. — Vote, 19 jt. — Réunion de Thys à Fize-le-Marsal, 22 a. V. Affaires communales.

COMPAGNIES DE CORRECTION, 22 a. V. Guerre.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE. r. de M. Kervyn de Lettenhove, 21 d. V. *Moniteur*.

CONTRIBUTION PERSONNELLE (Révision de la loi sur la), 4 d. V. Voies et moyens.

COUR DES COMPTES. Traitement du président, 17 *d.* V. Budget des dotations. — Nomination de MM. Misson, Pepin, Cools, Dassel, Gislé, Cassier, Sypens, 18 *d.* V. Cour des comptes.

COUTELIERS (Pét. des). *r.* de M. Balisau, 19 *f.* V. Douanes et accises.

CROIX DE FER. Pension des décorés, 1^{er} *f.* V. Budget de l'intérieur.

CUIRS DE SEMELLE, de la fabrique de Quaetrecht, recommandés par l'intendance de l'armée, 27 *m.* V. Guerre.

D

DÉCÈS. MM. Landeloos, Elias, 10 *jn.* V. Décès.

DÉCORATIONS CIVIQUES. Distribution aux magistrats communaux et aux instituteurs, 1^{er} *f.* V. Budget de l'intérieur.

DÉFRICHEMENTS dans la Campine, 4 *f.* V. Agriculture.

DENRÉES ALIMENTAIRES (Libre entrée des), 13 *n.* — *r.* de M. Delehay, 17 *d.* — Disc., 19, 21 *d.* — Vote, 21 *d.* V. Douanes et accises. — Falsification, 18 *m.* V. Budget de l'intérieur.

DE PAEPE, avocat. Cr. pour honoraires, 26 *n.* — *r.* de M. Pety de Thozée, 6 *d.* — Vote, 11 *d.* V. Guerre.

DÉPUTATIONS PERMANENTES (Traitement des membres des), 30 *j.* — Droit d'enquête en matière de vérification de pouvoirs. — *Ibid.* V. Budget de l'intérieur. — Pr. de M. Delcour, 10 *jt.* V. Affaires provinciales.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. Indemnités, 20, 25 *m.* V. Budget de la justice, 15 *jn.* V. Justice.

DETTE PUBLIQUE. Amortissement, 19 *d.* V. Budget de la dette publique. — Remboursement du solde de 5 p. c., 13 *n.* — *r.* de M. Jacobs, 5 *d.* — Vote, 11 *d.* V. Finances.

DISTILLATEURS AGRICOLES (Pét. des). *r.* de M. Balisau, 19 *f.* V. Douanes et accises.

DOMICILE DE SECOURS. Pr. de l. de M. De Lantsheere, 2 *mai.*

DOMINIQUE (Frère). Arrestation à Gand, 15 *jn.* V. Justice.

E

Eaux de Bruxelles (Augmentation des), 27 *jn.* V. Cours d'eau.

Eaux-de-vie. Suppression de la prime à l'exportation, 13 *n.* — *r.* de M. Thonissen, 16 *j.* — *r.* suppl., 18 *jn.* — Disc., 8, 9, 10 *jt.* — Vote, 10 *jt.* V. Douanes et accises.

ÉCHEVINS (Election des) par le conseil communal. Pr. de M. Jacobs, 14 *n.* — Nominations à Grez-Doiceau et à Court-St-Etienne, 18 *mai.* V. Affaires communales.

ÉCOLES DE MUSIQUE, 18 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

EFFETS DE COMMERCE (Recouvrement des) par la poste, 27 *jn.* V. Postes.

ÉLECTIONS. Obligation pour les membres des bureaux électoraux d'assister aux opérations, 30 *j.* V. Budget de l'intérieur. — Abrogation de l'article 189 du code électoral, 31 *j.* V. Elections.

EMPRUNT de 240 millions, 18 *f.* — *r.* de M. Nothomb, 4 *a.* — Disc. et vote, 25 *a.* V. Emprunt.

ENGRAIS (Transport des), 6 *d.* V. Agriculture.

ENREGISTREMENT. Modification à la loi, 13 *n.* —

r. de M. Delehay, 17 *d.* — Disc. et vote, 15 *j.* V. Impôts.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Position des professeurs, 21 *j.* — Augmentation du nombre des écoles moyennes, 22, 25 *j.*, 6, 11 *f.* — Réformes dans l'enseignement, 5, 12, 15 *f.* — Suppression d'écoles moyennes, 6, 7, 11, 12 *f.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Cr. de 20 millions pour construction d'écoles, 15 *n.* — *r.* de M. A. Visart, 30 *mai.* — Disc. et vote, 26 *jn.* — Inspection ecclésiastique, 6, 12, 13, 14, 20, 21, 22 *f.*, 14, 18 *m.* — Caisse de prévoyance des instituteurs primaires, 6 *d.*, 10 *jn.* — Bibliothèque des écoles normales, 22 *j.* — Gymnastique, 15, 18 *f.* — Subsidés à la ville de Bruxelles, 18, 20 *f.* — Représentation de la Belgique à l'Exposition de Vienne, 10 *mai.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Graduat en lettres, 22, 25 *j.* — Réformes à introduire dans l'enseignement, 5, 11, 15 *f.* — Nomination d'un professeur étranger à l'université de Liège, 15 *f.* — Conflit entre l'université de Gand et les hospices, 15 *jt.* V. Instruction publique.

ESCAUT. Inondations, 18 *d.*, 14, 22, 30 *j.*, 27, 28 *m.*, 8, 9, 16 *mai.*, 6 *jn.* — Cr. pour l'éclairage, 24 *jn.* — *r.* de M. Lefebvre, 27 *jn.* — Vote, 18 *jt.* V. Travaux publics.

ÉTAT CIVIL (Inscription d'un enfant sous le nom de Démosthène sur les registres de l') à Laeken, 26 *a.* V. Affaires communales.

ÉTRANGERS (*r.* sur l'exécution de la loi des), 13 *n.* V. Justice.

ÉVÊQUE de Tournai. Inhumation dans la cathédrale, 5 *d.* V. Justice.

EXPOSITION de Londres. Transfert du cr. de 100,000 fr., 19 *d.* — *r.* de M. Descamps, 20 *d.* — Vote, 21 *d.* — *Id.* de Vienne, 15 *f.* — *r.* de M. Delehay, 6 *m.* — Vote, 20 *m.* V. Industrie. — *Id.* d'Anvers, achat d'œuvres d'art, 15 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

EXPOSITION AGRICOLE de Liège, 4 *f.* V. Agriculture.

EXPOSITION HORTICOLE de Gand, 4 *f.* V. Agriculture.

F

FILS DE LIN, de chanvre et de jute. Suppression des droits, 24 *jn.* V. Douanes et accises.

FLAMANDE (Langue). Pr. de l. de M. Coremans, 22 *a.* — Pét. d'habitants d'Anvers, 21 *mai.* — *r.* de M. Van Wambeke, 31 *mai.* — *r.* suppl., 8 *jt.* — Am. de M. De Lantsheere, *m. j.*, 10 *jt.* — Disc., 11, 12, 15, 16, 17, 23, 24, 25 *jt.* — Vote, 25 *jt.* V. Langue flamande.

FONDATION JACQUET à Rochefort, 26 *m.* V. Budget de la justice.

FONDS COMMUNAL. Part qui revient aux communes sans octroi, 5 *d.* V. Budgets.

FRANCE (Traité de commerce et de navigation avec la). Voir TRAITÉS.

G

GARDE CIVIQUE. Demande de réorganisation, 30, 31 *j.* — Son rôle dans les événements de novembre 1871, 1^{er} *f.* V. Garde civique. — 1^{er} *at.* V. Milice.

GENDARMERIE (Armement de la), 14 *j.* — *r.* de

M. Thonissen, 25 j. — Disc. et vote, 18 m. V. Guerre.

GILEPPE (Barrage de la), 29 m. V. Travaux publics.

H

HABITATIONS OUVRIÈRES. Contribution personnelle, 7 f. V. Impôts.

HERVE (Retard dans la nomination d'un échevin à), 30 a. V. Affaires communales.

HOFFSCHMIDT (d'). Pension à sa veuve, 25 m. — r. de M. Rogier, 29 m. — Vote, 23 a. V. Pensions.

HOLLANDE. Traité relatif à l'endiguement du Zwyn, pour les prises d'eau de la Meuse, pour le passage du chemin de fer de Gladbach. Voir TRAITÉS.

HOSPICES (Location des biens des). r. de M. Janssens, 19 f. V. Affaires communales.

HUY (Vente des terrains de l'ancien couvent des Frères mineurs à), 30 j. — r. de M. de Macar, 6 f. — Vote, 20 m. V. Finances. — Démolition de la citadelle, 1^{er} at. V. Guerre.

I

IMMEUBLES (Impôt en cas d'échange d'), 5 d. V. Voies et moyens.

IMPOTS (Codification des lois d'), 4 d. V. Voies et moyens.

INHUMATION de l'évêque de Tournai dans la cathédrale, 3 d. V. Justice.

INONDATIONS à Gand, 18 d. — *Id.* de l'Escaut, de la Lys et de l'Yser, 22 j.; 27 m., 8 mai, 6 jn. V. Travaux publics.

INTENDANCE MILITAIRE. Recrutement et avancement, 15 n. — r. de M. L. Visart, 12 d. V. Guerre.

IXELLES (Pont viaduc d'), 5 jn. V. Travaux publics.

J

JAPON (Mission au), 21 mai. V. Budget des affaires étrangères.

JOURNALISTE. Condamnation pour avoir refusé de faire connaître le nom de l'auteur d'un article, 21 m. V. Presse.

JUSTICE DE PAIX (Suppression de la) de Wilryck, 25 m. — r. de M. Lefebvre, 22 a. — Disc. et vote, 21 mai. V. Justice.

L

LEGS ET DONATIONS CHARITABLES. Principes adoptés par M. De Lantsheere, 20, 25 m. V. Budget de la justice.

LETTRES DE MER. r. de M. Van Iseghem, 29 n. — Disc. et vote, 12 d. V. Code de commerce.

LIN (Graine de). Saisie d'une expédition, 26 jt. V. Douanes et accises.

LIVRETS D'OUVRIERS. Pr. de l. de M. Anspach, 22, 29 a. V. Industrie.

LOGEMENTS MILITAIRES. Pr. de l., 1 a. — r. de M. Nothomb, 31 mai. V. Guerre.

M

MANUFACTURES (Travail des enfants dans les), 26 a. V. Industrie.

MARINE (Masse d'habillement de la), 11 d. V. Comptabilité.

MESSE OBLIGATOIRE pour les soldats, 29 jt. V. Guerre.

MEUSE. Canalisation, 4 a. V. Travaux publics.

MEXIQUE (Légation au), 17 mai. V. Budget des affaires étrangères.

MILICE. Pr. de transférer l'administration au département de la guerre, 30 j. V. Budget de l'intérieur. — Projet de modification de la loi de 1870. Disc. sur le remplacement, 10, 20, 21 d., 24, 25, 29, 30 a., 1^{er}, 2, 3, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 15, 16 mai. V. Guerre. — Pr. de l. de M. Delcour, 21 mai. — r. de M. Nothomb, 10 jt. — Am. de M. Thiebauld, 17 jt. — r. de M. Nothomb, 18 jt. — Disc., 29, 30, 31 jt., 1^{er} at. V. Milice.

MILICIENS. Congés pendant la moisson, 20 jn. V. Guerre.

MINES (Suppression du conseil des), 4 a. — Statistique des affaires traitées depuis 1848, 30 a. V. Mines.

MINIÈRES ET CARRIÈRES (Baux des) situées dans les propriétés domaniales, 4 m. V. Mines.

MONÉTAIRE (Question). Interpellation de M. Frère-Orban, 22 jt. V. Monnaies.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. Bulletin, locaux, 5 f. V. Budget de l'intérieur.

MUSÉE DE COPIES, 15 m. V. Lettres, sciences et arts.

MUSÉES. Acquisitions. Cr. de 250,000 fr., 26 m. — r. de M. Delehay, 25 jn. — Vote, 18 jt. V. Lettres, sciences et arts.

MUSICIENS DES GUIDES. Pension, 18 m. V. Lettres, sciences et arts.

N

NAMUR. Composition du collège échevinal, 18 m. V. Budget de l'intérieur.

NAVIGATION A VAPEUR. Anvers à Valparaiso, au Brésil et à la Plata. Convention avec M. Ryde, 13 n. — r. de M. d'Hane-Steenuyse, 29 j. — Disc. et vote, 19 m. V. Postes.

NEUTRALITÉ (Obligations qui incombent à la) belge, 17 mai. V. Budget des affaires étrangères.

NICKEL (Echange du), 15 n. V. Monnaies.

NIEUPORT (Ecluses de), 7 jn. V. Travaux publics.

NOTARIAT. Demande de réorganisation. 25, 26 m. V. Budget de la justice. — Unité du ressort, 6 d. V. Notariat.

O

OISEAUX INSECTIVORES (Protection des), 14 j. V. Chasse.

OSTENDE (Convention avec la ville d') pour échange de terrains domaniaux, 24 jn. — r. de M. Van Iseghem, 10 jt. — Disc. et vote, 18 jt. V. Finances. — Travaux du port, 5 jn. — Canal de Bruges, 7, 14 jn. V. Travaux publics.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 1 million. r. de M. Le Hardy de Beaulieu, 21 m. — Disc., 19, 20, 21, 24 jn. — Vote, 24 jn. V. Justice.

PALAIS DE LA NATION (Travaux du), 17, 18 *jn.*
V. Travaux publics.

PAQUEBOTS d'Ostende à Douvres (Vente de deux anciens), 4 *f.* — *r.* de M. Van Iseghem, 15 *m.* — Vote, 19 *m.* V. Postes.

PATENTES. Modification à la loi, 15 *n.* — *r.* de M. Delehay, 17 *d.* — Disc. et vote, 17 *j.* V. Impôts.

PEINES (Cumul des). *r.* de M. Guillery, 6 *jn.*
V. Code pénal.

PENTER (Affaire). Détention préventive, 15 *jn.*
V. Justice.

PÉTITIONS (Retards dans la discussion des), 51 *j.*
V. Petitions.

POLDERS du pays de Waes. Assainissement, 4 *a.*
— Assechement, 8 *mai*, 14, 18 *jn.* V. Travaux publics.

PONTS ET CHAUSSÉES. Recrutement du personnel. Traitement, 4 *a.* V. Travaux publics.

PORT DE MER (Bruxelles), 27 *m.* V. Travaux publics.

PRESCRIPTION en matière fiscale. *r.* de M. Drubbel, 26 *m.* — Disc., 5, 4 *jn.* — Vote, 4 *jn.*
V. Justice.

PRESSE. Pr. de l. de M. De Baets, 21, 26 *m.* — Am. de M. Lelièvre, 26, 27 *m.*, 1^{er} *mai*, 15 *jn.*
V. Presse.

PRINCESSES (Naissance de deux), 15, 19 *n.*
V. Famille royale.

PRISONS. Organisation des compagnies de correction à Vilvorde, 26 *m.* V. Budget de la justice.

PRUD'HOMMES (Conseil des) de Tournai. Extension du ressort, 26 *m.* — *r.* de M. Santkin, 6 *mai*. — Vote, 21 *mai*. V. Industrie.

R

RECENSEMENT INDUSTRIEL de 1866. Retard dans la publication, 5, 11 *f.* V. Budget de l'intérieur.

RÉIMPORTATION (Libre) des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre, 17 *d.* — *r.* de M. Notelteirs, 29 *j.* — Disc. et vote, 20 *m.* V. Douanes et accises.

REGISTRES et quittances des établissements publics. Exemption du timbre et de l'enregistrement, 22 *a.* — *r.* de M. Cornesse, 11 *jt.*

RIVIÈRES. Yser, 22 *j.*, 28 *m.*, 18, 24 *jn.* — De la Campine, 29 *m.* — Deux Nèthes, 5, 10 *jn.* — Mandel, 14 *jn.* V. Travaux publics.

ROME. Interpellation de M. Frère-Orban au sujet d'une démarche faite par des Belges auprès du *m.* accrédité au Vatican, 18, 25 *m.* V. Affaires étrangères. — Débat sur la légation près du Vatican, 17 *mai*. V. Budget des affaires étrangères.

ROULAGE. Demande de modifications à la loi, 6 *d.*
V. Travaux publics.

ROUTE de la Vesdre, 29 *m.*, 17 *jn.* — Raccordement de routes au chemin de fer, 17, 24 *jn.* — Route de Marchienne à Beaumont, 17 *jn.* V. Travaux publics.

ROUTES VICINALES (Reprise des), 27, 28, 29 *m.*
V. Travaux publics.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Position des), 50 *j.*
V. Budget de l'intérieur. — 27 *jn.* V. Affaires communales.

SÉRÉNADE donnée à Anvers par une musique militaire à un jésuite, 19, 29 *jt.* V. Guerre.

SERVITUDES MILITAIRES. Am. de M. Malou, 13 *n.*

— *r.* de M. Drubbel, 14 *n.* — Disc., 28, 29, 30 *n.*
— Vote, 30 *n.* — Refus des Anversois d'accepter l'indemnité, 5 *d.* V. Servitudes militaires.

SNELLAERT (Bibliothèque de M.), 15 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

SOCIÉTÉS (Législation sur les). Voir CODE DE COMMERCE — Patente, 22 *a.* *r.* de M. Meeus, 5 *jn.* V. Impôts.

SPA (Jeux de). Pétition de la ville tendant à obtenir une indemnité, 21 *m.*, 29 *a.*, 26 *jt.*, 2 *at.*
V. Jeux de Spa.

SUCCESSIONS en ligne collatérale. Impôt, 5 *d.*
V. Voies et moyens.

SUCRES (Question des), 21 *mai*. V. Budget des affaires étrangères, 4 *jn.* V. Finances. — 5 *d.*
V. Voies et moyens.

SYLLABUS, 18, 19, 20, 21 *f.* V. Instruction publique.

T

TAXES LOCALES. Pét. relative à l'exécution des contraintes, 26 *a.* V. Affaires communales.

TERNEUZEN (Canal de). Baisse des eaux, 11 *d.* — Approfondissement, 18 *d.* — Approfondissement. Cr. de 5 millions, 5, 6, 7, 10, 15, 14, 18, 24 *jn.*
V. Travaux publics.

TERVUEREN (Revenus du domaine de), 11 *d.*
V. Budget des finances.

TIRLEMONT (Garnison à), 6 *jn.* V. Guerre.

TITRES DE NOBLESSE (Publication des arrêtés conférant les), 26 *m.* V. Budget de la justice.

TOURNAI (Egouts de la ville de), 24 *jn.* V. Travaux publics.

TRAITÉ avec l'Allemagne pour reprise du chemin de fer Guillaume-Luxembourg sur le territoire belge, 15 *n.* — *r.* de M. Simonis, 5 *d.* — Disc., 12, 13 *d.* — Vote, 13 *d.* — *Id.* avec les Pays-Bas pour les travaux d'endiguement du Zwyn. — *r.* de M. Van Iseghem, 12 *d.* — Vote, 19 *d.* — *Id.* avec les Pays-Bas pour les prises d'eau à la Meuse, 14 *j.* — *r.* de M. Van Overloop, 6 *f.* — Vote, 20 *m.* — *Id.* pour le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur le territoire du Limbourg néerlandais, 14 *j.* — *r.* de M. Jacobs, 5 *a.* — Disc., 28, 29, 30, 31 *mai*. — Vote, 31 *mai*. — Incident, 25 *jn.* — Traité de commerce et de navigation avec la France, 11 *f.* — *r.* de M. Jacobs, 12 *m.* — Nouveau traité, 23 *jt.* — *r.* de M. Jacobs, 29 *jt.* — Disc. et vote, retrait du premier traité, 1^{er} *at.*
V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Pr. de 1874, 18 *f.* — *r.* de M. Nothomb, 4 *a.* — Vote, 24 *jn.* — Conditions d'admission du personnel, 18 *jt.* V. Travaux publics.

TRIBUNAL d'Anvers. Augmentation du personnel, 4 *m.* — *r.* de M. Van Overloop, 27 *m.* — Disc., 28 *m.*, 1^{er} *a.* — Vote, 1^{er} *a.* V. Justice.

V

VACCINATION obligatoire, 18 *m.* V. Budget de l'intérieur.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. Election d'Ypres, 13 *n.* V. Vérification des pouvoirs.

VISITE CORPORELLE de deux jeunes filles à Gand, 2 *at.* V. Justice.

VOIRIE VICINALE. Extension du crédit, 4 *f.* V. Budget de l'intérieur.

Z

ZWYN (Endiguement du). Voir TRAITÉS.

SÉNAT.

Session 1872-1873.

W²*Président*, M. le prince DE LIGNE.*1^{er} vice-président*, M. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron DELLAFAILLE.*Secrétaires*, MM. le comte L. DE ROBANO et le baron T'KINT DE ROODENBEKE.*1^{er} secrétaire adjoint*, M. le baron DE LABBEVILLE. — *2^e secrétaire adjoint*,
M. le comte de LOOZ-CORSWAEM.*Questeurs*, MM. le baron d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

17 décembre. M. Reyntiens, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant approbation du traité conclu avec l'empire d'Allemagne pour la reprise de la partie de la ligne de Guillaume-Luxembourg située sur le territoire belge (Spa à Gouvy et Pepinster à Spa). — 19. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité. (*Voir CHEMIN DE FER.*) — 27. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur la convention conclue le 24 mai 1872 entre la Belgique et les Pays-Bas pour l'endiguement du Zwyn. A propos de ce projet, M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Vilain XIII, dit qu'il tient pour établi que tous les terrains conquis par l'établissement de la digue du Zwyn appartiennent à l'Etat, et celui-ci défendra ses droits s'ils sont attaqués. Le projet est voté à l'unanimité.

14 mars. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Fortamps au sujet du traitement qui va être appliqué aux marchandises belges jusqu'au moment où le nouveau traité avec la France sera mis en vigueur, dit qu'à l'expiration du terme du traité de 1861 les relations commerciales entre les deux pays continueront comme elles existent aujourd'hui, sans altération ni modification douanière de part ni d'autre. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi concernant la convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas, le 11 janvier 1873, pour modifier le régime des prises d'eau

de la Meuse. — 29. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

11 juin. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 13 janvier 1873, pour régler le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur le territoire du Limbourg hollandais. — 12. Dans la discussion de ce projet de loi, M. de Mérode-Westerloo recommande vivement la demande en concession, qui vient d'être déposée, d'un chemin de fer de Malines à Maeseyck par le camp, traversant le sud-est de la Campine, aujourd'hui tout à fait isolé et couvert de bois, dont le transport est des plus onéreux à tous égards. Cette ligne peut être à bon droit considérée comme la continuation de celle de Terneuzen-Malines et constituerait ainsi un précieux élément de prospérité pour une contrée qui aspire légitimement à recueillir, elle aussi, les avantages directs des voies ferrées, à la construction desquelles elle a contribué sur d'autres points du pays. M. G. de Woelmont dit qu'en adoptant le tracé par Weert, le gouvernement a exproprié le Limbourg et la Campine en les privant d'un droit qui leur était acquis par un article inscrit dans un traité de paix; cet article permettait au Limbourg de posséder une voie de communication devant relier des localités importantes de la Campine entre elles et celles-ci au port d'Anvers. L'orateur pense donc qu'en toute justice le gouvernement devrait une compensation à la Campine limbourgeoise. M. De Vadder

combat le projet, au nom des intérêts des distillateurs belges. M. Malou, *m. f.*, dans sa réponse, dit que, la chambre ayant décrété le chemin de fer de Tirlemont à Diest et au camp, on peut faire un embranchement qui passe par Léau et Saint-Trond pour se rendre à Tongres. Par cette ligne, il sera donné une satisfaction aux intérêts lésés. Le *m.* espère que si M. de Woelmont n'est pas entièrement satisfait, il acceptera à valoir en compte cette compensation-là. — 15. Le *m.* reprend la parole pour dire que l'article 2 du projet de loi, portant que le § 2 de l'article 12 du traité de 1859 reste en vigueur, et que la chambre a voté sur la proposition de M. Frère-Orban, est inutile. Cependant, il ne demande pas au sénat de rejeter l'article 2 du projet de loi. Il suffira d'insérer au protocole de l'échange des ratifications du traité une simple explication qui précise mieux encore les intentions communes, et de se référer ainsi à la législation antérieure et aux conditions des cahiers des charges. Le projet est voté par 53 voix contre 4 et une abstention.

5 août. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi qui approuve le traité de commerce conclu le 25 juillet 1875 entre la Belgique et la France. — 6. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

BUDGETS.

17 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur les *BB.* des recettes et dépenses pour ordre, des non-valeurs et des remboursements et des finances. — 18. Les deux premiers sont adoptés à l'unanimité, sans débat. Il en est de même du *B.* des finances, après un échange d'explications entre MM. T'Kint de Roodenbeke, Fortamps, *r.*, De Vadder, H. Dolez et Malou, *m. f.*, sur l'opportunité d'une augmentation générale des traitements des fonctionnaires publics. Le *m.* ne croit pas qu'il y ait lieu de s'engager dès maintenant dans une révision générale des traitements de tous les fonctionnaires de l'Etat. Cette révision a été faite, et une augmentation a été accordée dans des limites assez larges en 1866. — 26. Le *B.* des dotations est adopté à l'unanimité. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. — 27. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, *id.* sur un crédit supplémentaire de 91,250 fr. au *B.* des affaires étrangères. Ce crédit est voté d'urgence et à l'unanimité. Il en est de même du *B.* de la dette publique.

4 mars. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, présente le rapport sur des crédits supplémentaires de 346,510 fr. au *B.* de l'intérieur. Dans la discussion de ce projet, MM. Vilain XIII et Bonnet demandent que l'on

prenne des mesures pour réglementer la vente des médicaments dangereux. Après un échange d'explications entre MM. G. de Woelmont et Delcour, *m. i.*, au sujet de crédits en faveur du Limbourg pour la voirie vicinale, ce projet est voté par 55 voix et une abstention.

— 26. M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de l'intérieur pour l'exercice 1875.

— 27. Dans la discussion générale de ce *B.*, M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. A. du Bus et de Sélys-Longchamps, s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour engager les communes à réprimer la falsification des denrées alimentaires. Il s'engage également, et reçoit à ce sujet les félicitations de M. H. Dolez, à maintenir énergiquement les droits du pouvoir par l'action des commissaires d'arrondissement, dont il veut le maintien. Un long débat s'engage entre le *m.* et MM. de Sélys-Longchamps, Vilain XIII, de Woelmont d'Hambraine, H. Dolez, de Tornaco, de Ribaucourt, Hubert et Solvyns, au sujet du développement et de l'entretien de la voirie vicinale et de la question de la reprise des chemins de grande vicinalité. (*Voir aussi* LETTRES, SCIENCES ET ARTS, INSTRUCTION PUBLIQUE et FAMILLE ROYALE.) — 28. Dans la discussion des articles du *B.*, des explications sont échangées entre MM. Solvyns et Malou, *m. f.*, au sujet des pensions et du traitement de disponibilité des employés provinciaux. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Vilain XIII, dit que des travaux urgents ont empêché la chambre de s'occuper du projet de loi qui tend à soustraire à l'administration des commissaires d'arrondissement les communes ayant une population de 5,000 âmes et plus. Au chapitre *Croix de fer*, le *m.*, répondant au désir exprimé par la *s. c.* de connaître le nombre des blessés de septembre et des diverses catégories de blessés qui participent au crédit porté au *B.*, dit qu'il y a 15 légionnaires à 250 fr. de pension; 23 veuves à 200 fr.; 312 décorés de la croix de Fer à 364 fr.; 274 veuves à 125 fr.; 114 blessés de septembre à 364 fr., et 22 veuves à 125 fr. Des explications sont échangées ensuite entre MM. Vilain XIII, Bonnet, de Woelmont d'Hambraine et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'organisation de la police sanitaire dans les campagnes. (*Voir ensuite* INSTRUCTION PUBLIQUE.) Le *B.* est voté par 40 voix et une abstention. — 29. Dans la discussion du *B.* de la justice, M. Solvyns demande la révision de la loi de ventôse sur le notariat et la conclusion d'un nouveau traité d'extradition avec la Hollande. M. De Lantsheere, *m. j.*, espère pouvoir présenter, sinon dans la session actuelle, du moins dans la session prochaine, un projet de loi réglant diverses questions relatives au notariat et notamment celle de l'unité du

ressort. En ce qui concerne l'extradition, dès que la loi de 1868 eut été votée, le gouvernement belge s'empessa de se mettre en rapport avec le gouvernement des Pays-Bas, afin d'obtenir que le traité existant fût mis en harmonie avec la législation nouvelle. Malheureusement, le gouvernement des Pays-Bas se trouve lié par la loi néerlandaise du 13 août 1849, qui ne lui permet guère d'introduire de nouvelles catégories de délits pouvant donner lieu à extradition. La convention additionnelle du 8 septembre 1868 marque l'extrême limite des extensions que les rigueurs de la loi du 13 août 1849 permirent à nos voisins de nous accorder. Elles ne comprennent guère qu'une catégorie des infractions. A l'heure qu'il est, on se trouve donc, au point de vue de l'extradition, dans une situation moins favorable à l'égard de la Hollande qu'à l'égard non seulement des nations limitrophes comme l'Angleterre, la France, le grand-duché de Luxembourg, la Prusse, mais même des pays plus éloignés, comme l'Italie, la Suisse, la Russie, Bade, la Bavière, la Suède et l'Espagne. Le *m.* serait heureux que la législation des Pays-Bas donnât le droit au gouvernement de ce pays de mettre un terme à un état de choses qui nuit aux intérêts de la répression non moins en Hollande qu'en Belgique. M. d'Anethan fait remarquer que, pour le notariat, toute la question se résume dans celle du ressort, et il demande que le *m. j.* se prononce au plus tôt à ce sujet. M. de Tornaco réclame une solution aux questions du code rural, de la pêche fluviale et des cours d'eau non navigables ni flottables. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond que la chambre est saisie en ce moment d'un projet de loi relatif aux cours d'eau non navigables ni flottables. Quant aux deux autres projets dont a parlé le précédent orateur, il ne lui paraît guère possible que le gouvernement en saisisse la chambre dans le cours de la session actuelle. MM. de Woelmont d'Hambraine, de Tornaco et Vilain XIII demandent qu'on prenne des mesures pour empêcher les vagabonds et les bohémiens allemands d'infester les grandes routes et d'y établir leurs campements. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il n'est pas possible d'entourer les frontières d'une sorte de muraille de Chine qui les rende infranchissables et d'empêcher que, sur tel ou tel point, une bande ne vienne à pénétrer dans nos provinces. Au surplus, si, sur un point quelconque du territoire, la gendarmerie ou les autorités judiciaires montraient de l'incurie ou de la faiblesse, il suffirait d'en informer l'administration centrale. M. Pirmez estime qu'on ne peut dire que ces individus exercent réellement la mendicité, et qu'il est fort difficile de les faire condamner. D'autre part,

la Belgique est un pays de liberté, et il n'est pas toujours permis de réprimer certains faits qui n'ont pas le caractère de véritables délits. La gendarmerie aura beau attirer ces gens-là devant les tribunaux, la justice devra, la plupart du temps, les acquitter. M. d'Anethan demande qu'on se borne à les reconduire à la frontière. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à des critiques de M. de Rodés, réclame l'ajournement de tout débat sur la question du Palais de justice de Bruxelles. Il donne des explications sur des travaux faits à l'école de réforme de Ruysselede, puis le *B.* est voté à l'unanimité.

11 juin. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des affaires étrangères. — 12. Dans la discussion de ce *B.*, M. Casier de Hemptinne proteste contre les mesures prises par le gouvernement italien : suppression des ordres monastiques, suppression des maisons généralices, désorganisation complète de l'administration de l'Eglise. L'orateur voudrait que la Belgique protestât contre ces spoliations, et qu'en cas d'échec, elle retirât son ministre accrédité auprès du roi d'Italie. M. Reyntiens répond que les lois italiennes assurent au souverain pontife l'exercice complet de son pouvoir spirituel et de sa liberté. La loi sur la spoliation des couvents, dont a parlé M. Casier de Hemptinne, n'est autre que celle qui est appliquée en Belgique depuis 1830 ; la Belgique a supprimé chez elle la mainmorte, et l'orateur ne pense pas que M. Casier de Hemptinne songe à la rétablir. Les couvents jouissent en Italie de la liberté la plus complète comme en Belgique, et si M. Casier de Hemptinne veut se rendre à Rome, il y verra les couvents dans la même situation qu'autrefois, sauf qu'ils sont transformés en associations libres. Ils n'ont plus le droit de mainmorte, mais ils ont le droit de s'associer librement. L'Italie n'a fait qu'appliquer à Rome une loi qui régit le pays entier, une loi qui existe en Belgique comme dans presque toute l'Europe. L'orateur dit ensuite qu'il demandera l'appel nominal sur la question du maintien de l'ambassadeur belge à Rome. Plusieurs Etats de l'Europe ne maintiennent plus leurs ambassadeurs à Rome parce qu'ils ont trouvé que ce maintien était de nature à engendrer de grands inconvénients. Il est évident qu'en Belgique, où la liberté de l'Etat et de l'Eglise a été proclamée, où le gouvernement n'intervient pas dans la nomination des membres du clergé, on ne peut admettre le maintien d'un ambassadeur à Rome sans susciter des conflits qui pourraient susciter des embarras très grands. C'est pour les prévenir que l'orateur votera le retrait du représentant près le saint-siège. M. d'Anethan dit que si la

Belgique veut qu'on respecte sa souveraineté, elle doit respecter celle des autres Etats et ne pas se mêler des affaires intérieures des gouvernements étrangers. Le rôle de la Belgique, Etat neutre, est de s'efforcer de vivre en paix avec toutes les nations et de maintenir avec elles les meilleurs rapports, dans l'intérêt bien entendu de la Belgique. Il faut donc cesser d'attaquer, au sein du parlement belge, les institutions et les actes des gouvernements étrangers. Ces attaques pourraient compromettre les bonnes relations que le pays a intérêt à conserver avec tous les Etats, l'Italie comprise. L'orateur défend ensuite le maintien d'un *m.* auprès du saint-siège. L'orateur, relevant les paroles prononcées par M. Frère-Orban à la chambre des représentants, et d'après lesquelles le maintien d'un *m.* à Rome, lorsqu'un ministère catholique est au pouvoir, est un embarras, dit que jamais cette situation n'a été un embarras pour lui; il ne pense pas qu'elle en soit un pour ses successeurs. On a ajouté que, sous un ministère libéral, le maintien d'un *m.* auprès du Vatican serait une dérision. Si un tel propos avait été tenu par un membre de la droite, les libéraux auraient pu, à juste titre, s'en trouver offensés; mais c'est surtout un ministère libéral qui devrait insister pour conserver un agent diplomatique auprès du pape; le ministère libéral en aurait un besoin plus impérieux qu'un ministère catholique. L'orateur ne comprend donc pas comment la suppression de la légation auprès du souverain pontife a pu être soutenue par un ancien *m.* libéral. Si la Constitution belge proclame l'indépendance de l'Eglise, elle n'interdit pas au gouvernement le droit de prendre la défense des intérêts religieux, elle lui en fait même un devoir. Dans de nombreuses circonstances, il peut être utile de faire connaître au pape la véritable situation des choses, et, en présence d'un clergé indépendant, le gouvernement doit avoir un organe auprès du souverain pontife. M. de Sélys-Longchamps votera le maintien d'un *m.* belge au Vatican, parce qu'il reconnaît l'exactitude de plusieurs des considérations présentées par M. d'Anethan. Il croit surtout que, dans l'état actuel des choses nouvellement établi en Italie, état de choses qui n'a pas encore eu toutes ses conséquences, parce que le gouvernement italien et les chambres italiennes sont occupés à mettre d'accord la législation dans la ville de Rome avec celle qui existe dans tout le reste du royaume d'Italie, dans ces circonstances-là, en présence d'un pape très âgé, qui était autrefois souverain temporel, il y a des questions de convenances, presque personnelles, qui militent en faveur du maintien d'un *m.* auprès du pape. MM. Sol-

vyns et Casier de Hemptinne insistent pour que le gouvernement belge fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que les droits des catholiques à Rome soient sauvegardés. Après une réponse de M. Reyntiens, M. Malou, *m. f.*, rappelle que l'assemblée est le sénat belge et non le sénat romain. Il regrette profondément certaine partie du débat. La Belgique est un pays neutre, libre, et cette neutralité et cette liberté ne lui donnent pas seulement des droits, mais lui imposent également, à l'égard des pays étrangers, des devoirs qu'il est douloureux de voir méconnaître. Elle ne peut s'ériger en juge des intérêts et des actes des gouvernements étrangers ou des assemblées législatives d'autres pays, parce qu'elle n'admet pas que les gouvernements et les parlements étrangers soient juges de ce qu'elle croit devoir faire en vertu de sa souveraineté et de son indépendance. Le *m.* regrette donc que certaines expressions soient échappées à l'orateur qui a ouvert ce débat, car elles sont contraires à l'intérêt du pays. La question qui s'agite n'est ni neuve ni compliquée. Un membre regrette que la Belgique ait un représentant auprès du roi d'Italie, mais il ne fait pas de proposition. Un autre membre renouvelle ou se déclare prêt à renouveler le vote précédemment émis pour supprimer la légation de Belgique auprès du saint-siège. D'accord avec la grande majorité du sénat et d'accord avec le sentiment vrai du pays, le gouvernement est convaincu qu'il y a lieu pour la Belgique de maintenir sa légation à Rome auprès du gouvernement italien et sa légation à Rome auprès du souverain pontife. Le crédit pour la légation de Belgique au Vatican, mis aux voix, est adopté par 36 voix contre 4, et le *B.* par 35 voix et 4 abstentions.

4 août. M. Solvyns, *r. c.*, dépose le rapport sur un crédit supplémentaire de 152,346 francs 57 c. au *B.* de la justice. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires au *B.* de l'intérieur. — 5. M. Reyntiens, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi accordant des crédits supplémentaires à concurrence de 39,285 fr. 79 c. au département des affaires étrangères. M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires au *B.* des finances. Les crédits aux *BB.* de l'intérieur et de la justice sont adoptés à l'unanimité. — 6. Il en est de même des crédits aux *B.* des affaires étrangères et des finances.

BUREAU.

12 novembre. M. le prince de Ligne est nommé *président* par 39 voix sur 41 votants; M. de Tornaco 1^{er} *vice-président* par 34 voix. M. Dellafaille, 2^e *vice-président*, par 35 voix; MM. Lud. de Robiano, T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville et de Looz-Corswarem sont

nommés respectivement *secrétaires* et *secrétaires adjoints* par 41, 41, 40 et 25 voix; MM. d'Overschie de Neeryssche et de Rodes sont nommés *questeurs* par 40 et 34 voix sur 41 votants.

CHASSE.

4 mars. M. de Sélvs-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de modification à la loi sur la chasse. — 5. Ce projet de loi, qui renferme des mesures de protection pour les oiseaux insectivores, est adopté à l'unanimité, après un débat auquel prennent part MM. de Woelmont d'Hambraine, Bonnet, Vilain XIII, H. Dolez, de Sélvs-Longchamps, *r.*, Mazeman de Couthove, Van de Woestyne, Delcour, *m. i.*, de Ribaucourt et Sacqueleu.

CHEMIN DE FER.

17 décembre. M. Moncheur, *m. t.*, répondant à M. Bergh, dit qu'il n'y a rien d'arrêté quant au tracé du chemin de fer d'Athus à Charleroi, et s'engage à prendre des mesures en vue de maintenir en bon état la route de Neufchâteau vers la France. M. Reyntiens, *r. c.*, fait rapport sur la convention du 30 août 1872, concernant le rachat des lignes de chemins de fer de Spa à Gouvy et de Pepinster à Spa. — 18. Dans la discussion d'un crédit au département des travaux publics, MM. Vilain XIII, de Ribaucourt et de Rodes demandent que l'on s'occupe activement de l'achèvement et de l'aménagement des gares. M. Braconier, de son côté, demande qu'on ne laisse pas plus longtemps figurer dans les livrets réglementaires des conditions contraires aux arrêts rendus; il est urgent de voir régler sans retard, par des dispositions équitables et légales, les questions de responsabilité de l'Etat quant aux transports. M. Moncheur, *m. i.*, dit qu'une commission a été instituée et fonctionne activement avec la mission de déterminer les devoirs du chemin de fer au point de vue de ses rapports avec le commerce et avec le public en général. Ce n'est pas le livret réglementaire seul qui doit régler les relations du gouvernement avec le commerce et l'industrie; il faut qu'une loi intervienne à cet égard. Aussi des hommes compétents élaborent un projet de loi sur l'objet dont il s'agit. — 19. A propos de la convention relative au rachat des lignes de Spa à Gouvy et de Pepinster à Spa, MM. de Sélvs-Longchamps, Lud. de Robiano et Fortamps invitent le gouvernement à prendre des mesures pour amener les compagnies à assurer le parcours direct et sans rompre charge sur les diverses lignes concédées et à remédier aux retards des trains, dont il faudrait afficher les motifs dans les gares. M. Braconier recommande la construction de la ligne

de l'Amblève. M. Moncheur, *m. t.*, s'engage à tenir compte de ces observations. Le projet de loi est adopté à l'unanimité. — 27. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Wincqz, dit qu'il s'est constitué une société belge qui reprend à bail le chemin de fer de la compagnie du Grand-Luxembourg et qui s'oblige également à construire encore d'autres lignes. M. Wincqz croit savoir que cette société n'est pas entièrement belge; c'est, paraît-il, une société belge-allemande. M. Malou, *m. f.*, tient à ce qu'il n'y ait pas de malentendu. Cette société est belge; mais, comme dans la plupart des sociétés belges, une partie du capital peut être souscrite par des étrangers. Les deux tiers de son capital sont souscrits par des Belges.

14 mars. M. de Labbeville, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet le rachat des concessions de la Grande Compagnie du Luxembourg. La discussion est ouverte séance tenante. M. de Woelmont d'Hambraine, en félicitant le gouvernement de ce qu'il procède à la reprise des chemins de fer concédés ajoute que la reprise de l'entretien par l'Etat des chemins de grande vicinalité est le moyen de rendre acceptable par les défenseurs de l'agriculture le projet du gouvernement. M. Orban de Xivry, en approuvant le projet, exprime le regret qu'il éprouve de voir mis en doute le point de départ de Hotton-Melreux par la vallée de l'Ourthe vers Bastogne. M. de Ribaucourt s'exprime dans le même sens que M. de Woelmont. M. Bergh, à son tour, s'associe à ces observations, appuie celles de M. Orban et recommande à la bienveillance du gouvernement le sort de tous les fonctionnaires, employés et agents qui vont passer du service de la Compagnie du Grand-Luxembourg au service de l'Etat. M. Braconier est partisan de l'expropriation des chemins de fer pour cause d'utilité publique. Il votera la première partie du projet de loi, celle qui a trait au rachat de la ligne du Luxembourg aux conditions stipulées. Mais il ne pourra voter le projet dans son ensemble parce qu'il ne lui est pas possible d'apprécier l'importance des sacrifices que l'Etat va s'imposer pour opérer ce rachat. La convention renferme des objets si multiples, qu'il ne lui est pas possible d'apprécier les engagements auxquels l'Etat pourra être tenu de satisfaire. Puisqu'on a introduit tant de choses diverses dans cette convention, il lui semble que l'on aurait fort bien pu y introduire quelques garanties pour l'exécution des chemins de fer concédés déjà depuis longtemps à la compagnie des Bassins houillers. Les localités qui attendent avec impatience la construction de ces voies ferrées auraient vu dans cette stipulation une preuve que le gouvernement

s'occupe de leurs intérêts et qu'il n'a pas l'intention de considérer comme nuls les engagements pris par la société des Bassins houillers. MM. de Labbeville, *r.*, et de Limburg-Stirum parlent en faveur du projet de loi. — 15. M. Tercelin estime que la convention répare une grande injustice. Elle rétablit les rapports naturels qui existent entre les grands centres de production et de consommation, rapports qui ont été rompus par l'application de tarifs libéraux de l'Etat à la ligne de Liège à Gouvy, qui comporte 100 kilomètres et par laquelle les charbons du bassin de Liège se transportent dans le Grand-Duché, tandis que les charbons du bassin de Charleroi, du centre et du couchant de Mons sont obligés d'emprunter la ligne du Luxembourg et de subir ses tarifs onéreux. C'est, pour le bassin de Mons, une réduction immédiate dans ses prix de transport vers le Grand-Duché de 200,000 à 250,000 francs annuellement, et dans l'avenir de 500,000 à 600,000 francs, c'est-à-dire la représentation d'un capital de près de 10 millions. L'orateur votera donc le projet. Il y donnera son approbation la plus complète, bien qu'il soit présenté par des adversaires politiques, non pas seulement parce que l'arrondissement qu'il représente en attend de grands et féconds résultats, mais parce qu'il le trouve utile et favorable aux intérêts généraux du pays, qui doivent toujours être placés au-dessus des questions de parti. M. Mazeman de Couthove réclame la reprise des chemins de fer et des canaux de la Flandre occidentale. M. Fléchet est partisan du rachat de la ligne du Grand-Luxembourg, mais regrette de ne pouvoir admettre les conventions supplémentaires qui viennent compliquer cette opération, parce qu'elles sont en opposition flagrante aux principes de la loi de comptabilité, loi qui ne permet à aucune administration publique de traiter des marchés de la main à la main. M. de Tornaco déplore que le gouvernement, dans ce projet de loi considérable, ait oublié plusieurs lignes de chemins de fer qu'il aurait dû y comprendre, notamment celle de l'Amblève et le chemin de fer de l'Ourthe vers Marloie en passant par Rochefort. M. Hubert dit que les conventions soumises au sénat présentent un tout qu'il n'était pas donné au gouvernement de diviser. Si un point de détail peut laisser à désirer aux yeux de quelques-uns, les parties essentielles sont tellement avantageuses qu'il croirait être un mauvais mandataire et méconnaître les principaux intérêts de l'arrondissement qu'il représente, si intimement liés à l'intérêt public, en ne donnant pas son approbation pleine et entière à ces conventions. M. G. de Woelmont subordonne son vote à la promesse du *m.* de construire la ligne de

Tirlemont à Tongres. M. Houtart n'a pas confiance dans l'exécution des engagements de la société des Bassins houillers. M. Léon de Robiano fait valoir les droits de la ville de Wavre et appuie les réclamations des orateurs qui ont parlé en faveur de la voirie vicinale. M. A. du Bus réclame la construction de la ligne de Lichtervelde à Thielt; M. de Ribaucourt, celle de Gand à Tamise. M. Moncheur, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit qu'il est partisan en principe de la reprise des chemins de grande vicinalité. La difficulté réside dans la question d'argent. MM. de Tornaco et Vilain XIII prennent acte de cette déclaration. M. Malou, *m. f.*, ajoute que ce n'est pas le moment de discuter les droits du Limbourg et des Flandres à des travaux publics. Après quelques mots de MM. Orban et de Limburg-Stirum au sujet de la ligne de Bastogne vers l'Ourthe et des explications de M. Malou sur l'article 6 de la convention, le projet est adopté par 58 voix contre 4 et 7 abstentions.

29 avril. M. d'Ursel, *r. c.*, présente le rapport sur des pétitions d'habitants de Roulers, Dixmude, Hooghlede, Stade et Clercken, demandant que l'on fasse passer par ces dernières localités le chemin de fer qui doit relier Roulers à Dixmude. Ces pétitions sont renvoyées au *m. t.* M. Vilain XIII dépose le rapport sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Hesbaye-Condroz. — 50. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité après un débat auquel prennent part MM. de Sélys-Longchamps, de Tornaco, Vilain XIII, Malou, *m. f.*, Fléchet, de Woelmont d'Hambraine, d'Omalus d'Hallooy et Orban de Xivry. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, M. A. du Bus réclame comme un acte de justice la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale; M. Houtart, la construction des chemins de fer de ceinture de Charleroi et de Bruxelles; M. Béthune, l'agrandissement de la station de Courtrai.

1^{er} mai. M. Vilain XIII demande la suppression du tarif différentiel pour l'exportation des charbons par Anvers. S'occupant ensuite de l'exploitation du chemin de fer, il dit que, quelles que soient les capacités qu'il reconnaît à M. Moncheur, quelque éminent qu'il soit, il ne peut lui reconnaître la faculté de diriger à lui seul les travaux publics, les postes, le télégraphe et toute l'administration des chemins de fer. On avait promis d'étudier cette question, mais elle est toujours à l'étude. L'orateur voudrait savoir aussi où en sont les travaux des deux commissions instituées, l'une pour étudier les travaux restant encore à exécuter en Belgique pour parfaire le réseau national, l'autre pour réglementer les conditions de transport par chemin de

fer. M. Sacqueleu recommande l'aménagement des stations de Tournai et de Leuze. — 2. Dans sa réponse aux précédents orateurs, M. Moncheur, *m. t.*, dit où en sont les travaux des *cc.* instituées à son département. Aucune de ces *cc.* n'est chargée de rechercher quels sont les travaux qu'il y a lieu de faire encore pour achever les chemins de fer de l'Etat. La première porte le nom de *c. de comptabilité*; son objet principal est de régler la comptabilité du chemin de fer. On a pensé qu'il fallait absolument que cette comptabilité fût simplifiée et qu'elle eût un caractère de comptabilité commerciale; qu'il fallait établir ce qu'en Angleterre on appelle un *clearing house*, institution qui aurait eu pour objet d'activer la reddition des comptes entre l'Etat et les compagnies concessionnaires de chemin de fer, et de supprimer l'énorme paperasserie à laquelle donnent actuellement lieu ces règlements de compte. La *c.* s'est occupée activement de sa mission: deux ou trois de ses membres ont été en Angleterre; ils s'y sont procuré de nombreux renseignements; ils ont même élaboré un projet de *clearing house*. Mais, alors que le gouvernement est excité à reprendre la plupart des diverses lignes concédées et peut-être même le réseau tout entier, l'utilité du *clearing house* diminue beaucoup, et il est peu probable qu'il soit donné suite au projet dont il s'agit. En effet, la différence est immense entre l'Angleterre et la Belgique sous le rapport des conditions dans lesquelles se trouvent les divers chemins de fer; et il est très douteux qu'une institution qui rend de grands services en Angleterre puisse encore offrir quelque utilité en Belgique. Quoi qu'il en soit, la *c.* avait aussi continué à avoir pour mandat de reviser la comptabilité du chemin de fer en vue surtout de la rendre plus commerciale. Le *m.* attend le travail qu'elle est chargée de faire dans ce but. La seconde *c.* a d'abord pour objet d'élaborer une loi sur la question importante de la responsabilité du chemin de fer envers les expéditeurs ou les destinataires et *vice versa*. Cette partie du mandat de la *c.* est accomplie; du moins, un avant-projet est élaboré et il ne s'agit plus que de le revoir. La seconde partie de la tâche, c'est la rédaction d'un projet de loi sur la police des chemins de fer. Celle-là est encore sur le métier. Le *m.* trouve que M. Vilain XIII a raison de penser que les attributions du *m. t.* deviennent tellement étendues, diverses et multipliées, qu'il est impossible qu'elles restent dans les mains d'un seul homme. Toutes les branches de l'administration des chemins de fer devraient être réunies en un département particulier. M. Tercelin présente des considérations générales sur l'exploitation des chemins de fer.

Il dit que si l'on veut une administration commerciale sérieuse, à la hauteur des immenses intérêts publics qu'elle est appelée à desservir, il faut qu'en dehors de l'administration, il soit créé un conseil composé d'hommes expérimentés, initiés à notre grand mouvement industriel et jouissant d'une indépendance incompatible avec la situation de fonctionnaires subordonnés les uns aux autres et défendant naturellement les œuvres bonnes ou mauvaises de leurs chefs. L'orateur parle en outre du tarif spécial réclamé depuis longtemps déjà pour le service intérieur des chemins de fer du haut et du bas Flénu et de Saint-Ghislain, ainsi que de la demande qui a été adressée au *m. t.* par les industriels d'établir une voie à grande section dans les rivages qu'ils possèdent le long du canal de Mons à Condé. M. Cogels-Osy recommande la codification de tout ce qui concerne le chemin de fer. Il y aurait lieu de résoudre enfin la question de responsabilité du gouvernement, ou plutôt du chemin de fer, comme entreprise commerciale. Cette question devrait être nettement tranchée. M. Wincqz réclame la construction du chemin de fer de Houdeng à Soignies et l'établissement d'une station à Petit-Enghien. M. Mazeman de Couthove parle en faveur de la reprise du réseau de la Flandre occidentale. M. G. de Woelmont constate que les états généraux de Hollande viennent de rejeter le projet par lequel le gouvernement proposait le rachat de la partie de la ligne du chemin de fer exploitée par le Grand Central belge qui se trouve sur le territoire néerlandais. Il désirerait savoir si le rejet de ce projet de loi entraînera, de la part de notre gouvernement, le retrait de celui qui a pour objet la concession d'une ligne de chemin de fer d'Anvers à Gladbach. M. Moncheur, *m. t.*, répond qu'il n'y a aucune connexité entre le rachat par la Hollande de certaine ligne du Grand Central et le projet de chemin de fer d'Anvers à Gladbach. Il n'y a donc aucun motif pour retirer ce projet. Il est à l'ordre du jour à l'autre chambre. M. G. de Woelmont dit que la Société du Grand Central, qui doit construire le chemin de fer de Gladbach, comptait probablement sur les fonds qu'elle devait retirer du rachat de la partie de sa ligne située sur le territoire néerlandais pour les appliquer à la construction du chemin de fer d'Anvers à Gladbach. Si la Société, malgré l'échec qu'elle vient de subir, possède les ressources nécessaires pour la construction du chemin de fer en question, l'orateur n'a plus rien à dire, mais il combattra le projet du gouvernement. Il s'occupe ensuite du tracé du chemin de fer de Tirlemont à Beverloo et de la construction d'une ligne directe de Bruxelles à Aix-la-

Chapelle. — 5. M. le prince de Ligne, *p.*, interpelle le *m. t.* au sujet des lenteurs apportées à l'exécution du chemin de fer d'Ath à Blaton. La réponse du *m.* ne lui paraissant pas satisfaisante, il déclare qu'il votera contre le B. M. Moncheur, *m. t.*, s'occupant des observations présentées par M. Tercelin, dit qu'un tarif spécial intérieur sera établi pour le couchant de Mons. M. Hubert insiste pour qu'on fixe définitivement le tracé de la ligne de Saint-Ghislain à Ath. M. de Ribaucourt recommande l'exécution de la ligne de Gand à Tamise et l'agrandissement des bâtiments des gares, afin que les chefs de station puissent y avoir leur logement.

15 juin. Sur les conclusions de M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, appuyées par M. Léon de Robiano, le sénat renvoie au *m. t.* une pétition émanant de l'administration communale de Wavre, demandant la construction d'un chemin de fer direct de cette ville à Bruxelles.

5 août. M. de Labbeville, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi prorogeant la loi de 1855 sur les péages des chemins de fer de l'Etat. — 6. M. G. de Woelmont, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la concession de divers chemins de fer. Le projet relatif aux péages est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. de Sélys-Longchamps et Moncheur, *m. t.*, au sujet du temps pendant lequel les billets d'aller et retour sont valables. — 7. Le projet relatif à des concessions de chemins de fer donne lieu à des observations de M. de Ribaucourt en faveur de la ligne de Gand à Tamise; de MM. Braconier, de Tornaco et de Limburg-Stirum, au sujet du tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz; de M. Solvyns, en faveur de la reprise du réseau de la Flandre occidentale et de la mise en exploitation de la ligne d'Ypres à Thourout. M. Mazeman de Couthove appuie les considérations présentées par M. Solvyns. Après des explications de MM. Malou, *m. f.*, et Moncheur, *m. t.*, sur les divers points soulevés, le projet de loi est adopté par 40 voix contre une et une abstention. — 12. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Wineqz réclame de nouveau l'exécution du chemin de fer de Houdeng à Soignies; M. Béthune, l'agrandissement de la station de Courtrai; M. Pirmez, l'achèvement du chemin de fer de Luttre à Bruxelles; M. Casier de Hemptinne, celui des bâtiments de la gare du chemin de fer de ceinture de Gand.

CIMETIÈRES.

10 juin. M. Van Delft, *r. c.*, fait rapport sur une pétition de membres du Cercle catholique de la paroisse de Saint-Amand, à Gand, qui

se plaignent de ce que le cimetière catholique a été profané par l'inhumation d'un non-croyant et demandent qu'il soit pris des mesures pour que la liberté des cultes soit assurée à l'avenir; puis sur une pétition d'habitants de Gand, qui se plaignent de ce que l'administration communale de cette ville a décrété la suppression du cimetière paroissial du faubourg de Bruges et son remplacement, à dater du 1^{er} janvier prochain, par un cimetière communal, qui sera soumis au régime de la promiscuité des inhumations, ce qui porte atteinte à leurs droits de catholiques et de Belges. M. Casier de Hemptinne appuyant cette requête et blâmant l'administration communale de Gand, M. H. Dolez dit que cette question des cimetières est une des plus malheureuses qu'on ait soulevées. Si des deux parts on voulait la pacifier et l'éteindre, il y aurait un moyen bien simple et de nature à satisfaire toutes les consciences, tout en laissant intacts les droits de l'autorité civile. Ce moyen, c'est celui qui se pratique à Mons, à Tournai et à Liège, où, avec le concours sage, prudent, paternel du clergé, les fosses sont bénies par le prêtre, et personne ne songe jamais à se demander si la fosse voisine de celle où l'on dépose la dépouille d'un parent, d'un ami, a été bénie ou ne l'a pas été. Aussi le meilleur accord règne-t-il entre l'autorité communale de Mons et l'autorité ecclésiastique. M. de Limburg-Stirum dit qu'à Liège cette coutume a soulevé de vives protestations de la part de l'évêque. M. de Sélys-Longchamps affirme qu'à Liège il n'existe aucun cimetière particulier, aucune délimitation spéciale pour les différentes communions religieuses, ou pour les personnes qui n'appartiennent à aucun culte connu. Il y a, au cimetière, un ecclésiastique désigné par l'évêque, qui procède aux cérémonies funèbres du culte dans la chapelle située au milieu du cimetière. L'orateur a assisté trop souvent à ces tristes cérémonies pour en ignorer les détails, et il sait aussi qu'à Liège, comme dans beaucoup d'autres villes, il arrive que des personnes meurent en dehors de toute religion et sont enterrées civilement dans le cimetière commun, sans aucune espèce de distinction de place; jamais il n'a entendu dire qu'il se fût produit, à cet égard, la moindre difficulté entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité civile. M. Sacqueleu affirme qu'il en est de même à Tournai. M. Reyntiens ajoute qu'on procède de la sorte dans les grandes villes de France. M. Casier de Hemptinne reconnaît qu'il y a, en effet, quelques villes qui font exception; mais les catholiques demandent que l'on généralise la règle et non pas l'exception. Les quelques villes qui forment exception devraient agir comme le res-

tant de l'univers catholique. Or, partout, en Allemagne, en Angleterre, dans tous les pays de l'Europe enfin, il existe des cimetières séparés pour les catholiques; et lorsqu'il n'y a qu'un cimetière, il est divisé. Ainsi, à Gand, on ne demande qu'une chose : la division du cimetière. Le clergé était même disposé à se contenter du quart du cimetière pour les catholiques et à laisser les trois autres quarts, formant la plus belle partie du cimetière, aux dissidents et aux personnes n'appartenant pas au culte catholique. M. Pirmez estime qu'on veut rendre le cimetière athée. M. H. Dolez fait observer qu'on est mal venu à parler d'athéisme à propos de collègues qui proclament qu'il serait désirable que le clergé procédât à la bénédiction des fosses. M. Lud. de Robiano se déclare partisan des cimetières particuliers pour chaque culte. M. Béthune dit que les catholiques ne réclament que la division des cimetières conformément à la loi. M. Reyntiens affirme qu'en Suisse les cimetières sont communs à tous les cultes.

CODE DE COMMERCE.

18 décembre. M. Van den Bergh-Elsen, *r. c.*, présente le projet de loi concernant les lettres de mer. — 19. Il voudrait voir accorder temporairement le pavillon belge aux bateaux à vapeur qui font un service postal transatlantique subsidié par le gouvernement en les considérant comme étant au service de l'Etat. Cette faculté assurerait un avantage considérable, en ce sens que le pays, en cas de guerre, n'aurait plus à craindre que les complications qui touchent directement la Belgique, tandis qu'avec des navires naviguant sous pavillon étranger, on aurait à subir toutes les mauvaises conséquences des difficultés dans lesquelles pourraient être entraînées les nations auxquelles ces navires appartiennent. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à communiquer cette observation au *m. f.* Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

5 mars. M. Solvyns, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi contenant le titre IX, livre 1^{er}, du code de commerce, relatif aux *Sociétés*. — 6. M. d'Anethan, *r. c.*, *id.* sur les titres X et XI du même code relatifs aux *Assurances*. — 7. Le titre des *Sociétés* donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Fortamps, Tercelin-Monjot, De Lantsheere, *m. j.*, Vilain XIII et Solvyns, *r. c.* A la fin de la séance, M. Fortamps propose un amendement à l'article 63, concernant l'adoption des bilans. Cet amendement est renvoyé à la *c.* — 8. M. Solvyns, *r. c.*, fait rapport à ce sujet. Après un débat entre MM. Fortamps, De Lantsheere, *m. j.*, H. Dolez, Solvyns, *r.*, et Vilain XIII, l'amendement est adopté par

18 voix contre 17. — 11. Au second vote, après avoir entendu MM. d'Anethan, Della-faille, Fortamps, de Rodes et Solvyns, *r.*, l'amendement de M. Fortamps est remplacé par une disposition proposée par M. Della-faille et votée par 28 voix contre 18. Les articles amendés sont renvoyés à la *c.* L'assemblée aborde ensuite le titre des *Assurances*. Les vingt-quatre premiers articles sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. d'Anethan, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, et Lud. de Robiano. — 12. Les articles 25 et 45 le sont également, après un débat auquel prennent part MM. d'Anethan, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Fortamps, Della-faille et H. Dolez. — 13. Il est procédé au second vote, et après quelques explications échangées entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, et d'Anethan, *r.*, l'ensemble du titre est adopté à l'unanimité. — 15. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements apportés au titre sur les *Sociétés*. — 25. Les articles amendés donnent lieu à un nouveau débat, auquel prennent part MM. Solvyns, *r.*, Bischoffsheim et De Lantsheere, *m. j.* — 26. L'ensemble du titre est voté par 37 voix contre 3.

COMMUNALES (AFFAIRES).

10 juin. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. de Sélys-Longchamps, dit qu'il ne perd pas de vue la question du traitement des secrétaires communaux. Une récente circulaire a appelé l'attention toute particulière des autorités provinciales sur la position des secrétaires communaux; de plus, elle engage les députations permanentes et les conseils provinciaux à fournir au gouvernement les renseignements nécessaires. Après avoir examiné la situation et les besoins respectifs de leurs provinces, les autorités précitées mettront le conseil d'administration de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux, lequel est également saisi de la question, à même d'étudier les choses dans leur ensemble et de présenter un rapport complet au gouvernement. Lorsque ces éléments d'instruction seront réunis, le *m.* pourra se prononcer au sujet des propositions qui devront être soumises à la législature. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, présente des rapports sur les projets de lois suivants : 1^o réunion à la ville de Binche du hameau de Versailles (quartier de la station) de la commune de Buvrinnes; 2^o délimitation entre les communes de Pecq et de Hérinnes. — 11. Ces deux projets sont votés à l'unanimité. A cette occasion, M. de Rodes émet le vœu que l'on réunisse à la ville de Bruxelles les stations du Nord, du Midi et du Luxembourg.

4 août. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant

érection de la commune de Schoonaerde. — 5. Ce projet est voté par 44 voix contre une.

COMPTABILITÉ.

18 décembre. M. Cogels-Osy, *r. c.*, dépose le rapport sur les projets de lois portant règlement définitif des *BB.* de 1867 et de 1868. — 19. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

10 juin. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur le règlement définitif du *B.* de 1869. — 11. Ce projet est voté à l'unanimité.

COURS D'EAU.

7 août. M. de Labbeville, *r. c.*, donne lecture d'un rapport sur la pétition des conseils communaux de Wanze, Anthet, Moha, Jambagne, Huccorgne, Fallais, Latinne, Avennes, Braives, Ville-en-Hesbaye, Moxhe, Avins, Embresin et Wasseiges demandant que la ville de Bruxelles ne soit pas autorisée à détourner les sources de la Méhaigne et de ses affluents pour se procurer de l'eau. Cette pétition est appuyée par MM. de Sélys-Longchamps, de Woelmont d'Hambraine et Lud. de Robiano. M. Fortamps soutient que ces réclamations sont exagérées. M. Delcour, *m. i.*, dit que la question sera examinée par une *c.*, et le sénat lui renvoie les pétitions. — 8. Sur les conclusions de M. de Labbeville, *r. c.*, appuyées par MM. Bonnet, de Sélys-Longchamps et Béthune, le sénat renvoie aux *mm. a. et f.* une pétition de bourgmestres et échevins, de conseillers communaux et d'habitants de Saint-Léger, à Estaimpuis, Leers-Nord, Evregnies, Warcoing et Pecq, réclamant contre la corruption des eaux de l'Espierre. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'on connaît aujourd'hui la cause de l'infection des eaux du ruisseau l'Espierre; on sait qu'elle provient des résidus impurs versés dans ce ruisseau par les fabriques de Roubaix et de Tourcoing. Des démarches instantes ont été faites auprès du gouvernement français en vue de provoquer l'adoption de mesures propres à y porter remède. Dès le mois d'octobre 1859, le ministre des affaires étrangères de France donna l'assurance que l'on s'occuperait de faire cesser la cause du mal. En 1866, une *c.*, en quelque sorte internationale, composée d'ingénieurs des deux pays, fut instituée à fin de rechercher la nature et les véritables causes de l'infection. En 1870, les ingénieurs belges, qui s'étaient chargés d'étudier le système d'assainissement le plus pratique, ont présenté un rapport sur le résultat de leurs études. Ce rapport n'a pas eu de suite à cause des événements militaires de 1870. Aujourd'hui, la *c.* est réinstallée; le projet élaboré en 1870 est soumis aux in-

génieurs français. Rien ne sera négligé pour donner à cette affaire une solution prompte et satisfaisante.

DOUANES ET ACCISES

27 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi décrétant la libre entrée des denrées alimentaires. — 28. Dans la discussion de ce projet de loi, MM. de Woelmont d'Hambraine et Vilain XIII soutiennent qu'il vaudrait mieux ne pas renoncer à une recette de 2,500,000 francs et parer à de nombreux besoins depuis longtemps constatés. M. Fléchet estime que la suppression des droits d'entrée aura pour résultat positif de mettre 2,600,000 francs dans les poches des grands marchands de grains et de bestiaux de l'étranger, et cela aux dépens de l'industrie agricole, déjà si frappée par le renchérissement de la main-d'œuvre et l'augmentation de l'impôt sur la contribution foncière. Le moment est mal choisi pour diminuer les ressources quand on a le devoir d'augmenter le traitement des petits employés, qui a été l'objet de vœux si légitimes. M. Fortamps, *r.*, répond qu'avec ce système on n'aurait supprimé ni les octrois ni les barrières. M. Malou, *m. f.*, soutient que la position financière de la Belgique est excellente. D'autre part, l'insuffisance des denrées alimentaires est bien constatée. Moyennant la libre entrée des denrées alimentaires en Belgique, le pays sera toujours parfaitement approvisionné, et l'alimentation publique sera assurée aux meilleurs prix moyens. Le *m.* ne se fait pas l'illusion de croire qu'il se produira une baisse instantanée et considérable sur les denrées. Mais il faut bien considérer que le droit fiscal n'est plus un droit protecteur pour l'agriculture. Par exemple, le droit fiscal de 60 centimes sur le froment a pour conséquence, à raison des entraves et des formalités douanières, de faire payer aux consommateurs plus du double du droit; d'empêcher les arrivages et de produire souvent les hausses factices sur les grains dans les moments difficiles. Le *m.* combat l'idée de rétablir la taxe du pain dont M. Vilain XIII a fait l'éloge. Le projet de loi est voté par 27 voix contre 7 et une abstention.

26 mars. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi établissant la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre. — 29. Dans la discussion, M. Casier de Hemptinne prie le gouvernement d'appliquer la loi avec circonspection et de ne pas détruire la protection qui existe pour certaines de nos industries nationales en accordant, sous le moindre prétexte, la permission de

faire subir quelques manipulations à certains articles en pays étranger et en les reprenant en Belgique indemnes de droits. L'orateur a confiance dans la sollicitude du gouvernement, qui ne se laissera pas induire en erreur par les discours savamment combinés des partisans du libre échange. Lorsque des changements devront être apportés au régime commercial, il consultera les chambres de commerce, qui connaissent les véritables besoins du pays, et il évitera de prendre des mesures qui tendraient à paralyser l'essor de l'industrie nationale et à compromettre son avenir. M. Fortamps ne pense pas que le moment soit opportun pour discuter la question du libre échange. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

7 août. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant suppression de la prime d'exportation des eaux-de-vie. — 8. Ce projet de loi donne lieu à un débat dans lequel sont entendus MM. De Vadder, de Woelmont d'Hambraine, Malou, *m. f.*, et Fortamps, *r.* — 9. Les articles sont adoptés après une discussion entre MM. de Mérode-Westerloo, De Vadder, Malou, *m. f.*, H. Dolez et Pirmez, puis le projet est voté par 44 voix contre 4 et 2 abstentions.

EMPRUNT.

29 avril. M. de Rodes, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi d'emprunt. La discussion est ouverte d'urgence. MM. Vilain XIII et de Rodes, *r.*, félicitent le *m. f.* des conditions d'émission du nouvel emprunt. M. de Ribaucourt espère que le gouvernement a réservé les fonds nécessaires pour exécuter les travaux destinés à améliorer la navigation de la Dendre dans la traverse de la ville de Termonde. MM. G. de Woelmont et de Tornaco se plaignent successivement de l'abandon des intérêts du Limbourg et de l'arrondissement de Huy. M. Malou, *m. f.*, trouve ces observations prématurées. Il donne des explications sur les conditions de l'emprunt et sur le système d'amortissement. Il se félicite au sujet de la situation financière, qui est exceptionnellement bonne. MM. G. de Woelmont et de Tornaco insistent sur leurs observations. M. Moncheur, *m. t.*, répond que le gouvernement est animé des meilleures intentions envers le Limbourg; il prouvera qu'il n'a pas oublié cette province et qu'il ne l'oubliera pas, dans l'avenir, dans la répartition des crédits alloués pour travaux publics. Le Limbourg doit du moins se féliciter d'être parfaitement bien traité par les crédits budgétaires. C'est ainsi notamment qu'il se construit, en ce moment, aux frais du trésor, plusieurs routes dans cette province, qui peut avoir la confiance que le gouvernement la

traitera avec la même bienveillance que toutes les autres parties du pays. Le *m.* dit à M. de Ribaucourt que le projet de l'élargissement de la Dendre dans la traverse de Termonde est l'objet d'une étude particulière; il se joint à M. Malou, *m. f.*, pour déclarer que la ligne d'Anvers à Mayence, demandée par M. de Tornaco, n'est pas réclamée par l'intérêt national, et ferait concurrence aux lignes actuelles. M. de Ribaucourt estime que les travaux de Termonde devraient être décrétés depuis longtemps. Après un nouvel échange d'explications entre MM. G. de Woelmont et Moncheur, *m. t.*, le projet est voté par 33 voix contre une.

FAMILLE ROYALE.

12 novembre. Le sénat reçoit notification de l'heureuse délivrance de S. M. la Reine, qui a donné le jour à une princesse.

28 décembre. M. Mazeman de Couthove demande ce que sont devenus le crédit voté et les sommes souscrites en vue d'ériger un monument à Léopold I^{er}. M. Delcour, *m. i.*, promet de donner des explications à cet égard.

27 mars. M. Delcour, *m. i.*, rappelle que l'idée d'ériger un monument à la mémoire de S. M. le roi Léopold I^{er} est due à une manifestation toute spontanée du sentiment national. Une souscription publique fut organisée dans toutes les provinces. Bien que, par un accord unanime, les cotisations individuelles eussent été fixées à 10 centimes, la souscription publique produisit 255,692 fr. Le produit de la souscription publique recueilli en 1867 a été, dans le courant de cette année, déposé à la caisse d'épargne. Ce produit, augmenté des intérêts capitalisés, s'élève aujourd'hui à 333,666 fr. En ajoutant à cette somme les 200,000 fr. que le Roi donne pour contribuer à l'érection du monument et les 50,000 fr. que donne le comte de Flandre, on obtient un total de 558,666 fr. Les chambres, voulant s'associer au sentiment de reconnaissance nationale dont la souscription avait été la libre manifestation, adoptèrent, par un vote unanime, une proposition due à l'initiative parlementaire et tendant à l'allocation d'un crédit d'un million de francs, « pour être employé, avec le produit de la souscription, à l'érection d'un monument, témoignage de la reconnaissance de la nation belge envers S. M. le Roi Léopold I^{er}. » Des délégués des comités provinciaux institués pour l'organisation de la souscription publique furent convoqués à Bruxelles afin de délibérer, sous la présidence du ministre de l'intérieur, sur l'affectation à donner aux sommes recueillies. L'assemblée se prononça, à l'unanimité, en faveur de l'érection d'un monument de l'art.

Sans arrêter le plan de l'œuvre, les délégués é mirent le vœu de voir ériger le monument soit à Bruxelles, soit à Laeken. La décision, quant au caractère et à l'emplacement du monument, fut abandonnée au gouvernement. Différents projets furent présentés. Le gouvernement donna la préférence au plan proposé par M. Van Schoubroeck, ingénieur des ponts et chaussées, et M. Keilig, architecte paysagiste, et d'après lequel le monument serait élevé sur le territoire de la commune de Laeken, au centre d'un parc public à créer. Sa position a été choisie de manière à dominer les points les plus élevés de tout le plateau. Du sommet de la plate-forme la vue s'étendra non seulement sur le parc et ses environs accidentés, mais sur Laeken et sur le magnifique panorama de la ville de Bruxelles, se développant en amphithéâtre jusqu'aux hauteurs d'Ixelles et de Saint-Gilles et dans le lointain les vertes prairies de la vallée de la Senne et les riantes collines d'Uccle et de Forest. Aucune situation ne pourrait mieux convenir. Le monument dominera la ville de Bruxelles; il formera avec le parc, l'avenue et avec l'église de la Reine un ensemble historique et grandiose. Les habitants du bas de la ville et des populeuses communes de Laeken, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean et Schaerbeek trouveront, sans trop s'éloigner de leurs demeures, une promenade salubre et charmante. Ce projet a reçu l'approbation du Roi, conformément aux conclusions d'un rapport en date du 28 août 1867, adressé à Sa Majesté par MM. Vandenpeereboom, ministre de l'intérieur et Vanderstichelen, ministre des travaux publics. Le plan, dont le rapport donne la description détaillée, comportait diverses modifications aux voies de communication existantes. Son exécution nécessitait, en outre, l'expropriation de divers immeubles. Les modifications aux communications existantes furent approuvées, en ce qui concerne la voirie vicinale, par la députation permanente du Brabant, conformément à la loi du 20 mai 1863 et, en ce qui concerne la grande voirie, par un arrêté royal du 15 mars 1868 qui autorise, en outre, les expropriations nécessaires et transfère au département des travaux publics, chargé des mesures d'exécution, le crédit d'un million de francs voté par la loi du 29 mai 1866. Aux termes de cet arrêté, le ministère de l'intérieur reste chargé uniquement de l'érection du monument à élever au centre du parc projeté. Le produit de la souscription nationale reste affecté à cette destination. Quant au million voté par la loi du 29 mai 1866, il a été employé par le département des travaux publics à l'acquisition d'une partie des propriétés comprises dans

le périmètre du parc à établir. Lorsque le monument sera placé, on pourra décider avec pleine connaissance de cause la quantité de terrains à acheter encore. Des mesures ont été prises par l'administration du domaine privé du Roi pour éviter que la spéculation ne vienne entraver l'exécution du projet et pour réserver à l'Etat la faculté d'acquérir, au prix de 1866, les terrains dont on jugerait avoir besoin. M. Mazeman de Couthove critique l'emplacement que l'on a choisi, et aurait préféré qu'on érigeât le monument à la place du Trône à Bruxelles.

FINANCES.

17 décembre. M. de Rodes, *r. c.*, dépose les rapports : 1° sur le projet de loi relatif au remboursement du solde de la dette 3 p. c.; 2° sur le projet de loi contenant des crédits supplémentaires aux BB. de la dette publique, des finances, des non-valeurs et remboursements pour 1872, et portant augmentation de crédit pour l'acquisition de terrains destinés à la construction du nouvel hôtel des monnaies. — 18. Le projet de loi relatif au remboursement du solde de la dette 3 p. c. (comprenant le capital inscrit au nom du duc de Wellington, prince de Waterloo) est adopté à l'unanimité. — M. de Rodes, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la cession à la ville de Bruxelles des terrains de l'ancienne gare du Midi. Les crédits sur lesquels il a été fait rapport dans la séance du 17 sont adoptés à l'unanimité. — Il en est de même du projet relatif aux terrains de l'ancienne gare du Midi, à Bruxelles, après un engagement pris par M. Delcour, *m. i.*, vis-à-vis de M. de Rodes de prendre des mesures pour faire disparaître l'affreux bournier qui sépare la ville de Bruxelles de la nouvelle station du Midi.

26 mars. M. d'Omalius d'Halloy, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant cession à la ville de Huy de bâtiments dépendants de l'ancien couvent des Frères Mineurs. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité.

11 juin. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à certaines prescriptions en matière fiscale et disciplinaire. M. Fortamps, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif aux chèques et autres mandats de paiement. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité.

4 août. Le projet relatif à certaines prescriptions fiscales est voté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. d'Anethan, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.* — 5. M. Van Caloen, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi approuvant trois contrats relatifs à des biens domaniaux. M. Tercelin, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi approuvant les conventions conclues

avec la ville d'Ostende pour un échange de biens domaniaux. M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi portant exemption du droit et de la formalité du timbre en ce qui concerne les quittances et les registres des établissements publics. — 6. Ce dernier projet est voté à l'unanimité. Il en est de même de celui qui concerne les biens domaniaux, après un échange d'observations entre MM. Van Caloen et Malou, *m. f.*, au sujet de la faveur qu'on pourrait accorder aux premiers concessionnaires qui ont bâti sur les dunes de Blankenberghe et de Heyst, quant au prix de leurs terrains. — 7. M. Béthune, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour but d'autoriser la Trésorerie à viser des titres d'annuités afférentes aux lignes à construire en vertu de la convention de mars 1870. Dans la discussion relative au contrat conclu avec la ville d'Ostende, M. de Rodés émet l'espoir que le gouvernement tiendra la main à l'exécution de la convention, et qu'il s'efforcera de faire tout ce qui sera nécessaire pour que la plage reste ce qu'elle doit être, c'est-à-dire l'une des plus belles stations de la mer du Nord. M. A. du Bus appelle l'attention sur une pétition d'habitants d'Ostende qui critiquent le plan projeté pour les travaux. M. Malou, *m. f.*, dit qu'on demande à bâtir le Kursaal, non sur l'emplacement déterminé par l'arrêté royal, mais sur la digue de mer elle-même, marquant ainsi les terrains dont la valeur est la plus grande parce qu'ils ont vue sur la mer. De la sorte, on détruirait toute la combinaison; les terrains doivent payer les travaux et, de plus, laisser au Trésor une somme considérable. Le projet est voté à l'unanimité. — 12. Le projet relatif au *visa* des annuités est adopté par 38 voix contre 2 et une abstention, après quelques explications de M. Moncheur, *m. t.*, au sujet de l'exécution du chemin de fer de ceinture et du chemin de fer industriel de Charleroi.

FLAMANDE (LANGUE).

4 août. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'emploi de la langue flamande en matière répressive. — 5. M. Van de Woestyne approuve le projet de loi. D'après M. Solvyns, il est un premier jalon posé pour arriver au redressement des griefs fondés des populations flamandes. L'égalité entre les deux populations qui composent le pays doit être une réalité, non seulement sous le rapport judiciaire, mais encore sous le rapport administratif. Le projet actuel marque une première étape; d'autres suivront. M. H. Dolez tient à dire que, dans sa conviction profonde, on a bien fait de faire

droit à ce que désirait une partie des populations flamandes; mais il tient à dire aussi que ces populations avaient auparavant, comme elles continueront à trouver, bonne et impartiale justice devant tous les tribunaux du pays. L'orateur appuie une pensée émise par M. Van de Woestyne. Il faut encourager dans les Flandres l'étude de la langue française. Il le faut dans l'intérêt des Flamands surtout, car, quelque amour qu'ils aient pour leur langue, il faut bien reconnaître que le flamand n'est point parlé par une population très nombreuse, et que ceux qui ne connaissent que cette langue sont, à certains égards, isolés. En leur enseignant le français, on les met à même de prendre part au mouvement des idées dans un cercle beaucoup plus étendu. L'orateur demande à tout esprit animé de l'amour de la patrie de ne rien dire, de ne rien faire dans cette question qui puisse faire de la loi et de la question qu'elle règle un élément de division. On lui donnerait infailliblement ce caractère si on la présentait au pays comme étant la réparation d'anciens griefs et comme ne constituant qu'une étape pour arriver à d'autres réparations encore. Il faut proclamer, au contraire, que la question flamande est résolue par la loi actuelle. M. d'Anethan, *r.*, se rallie aux idées exprimées par M. Dolez. Les articles du projet de loi sont adoptés. Après quelques observations de MM. d'Anethan, *r.*, Lud. de Robiano, De Lantsheere, *m. j.*, Pirmez et H. Dolez, l'ensemble est voté à l'unanimité.

GUERRE.

16 décembre. M. de Theux donne lecture des arrêtés qui acceptent la démission du général Guillaume, *m. g.*, et confient l'*intérim* du département à M. d'Aspremont-Lynden, puis de la déclaration lue à la chambre le 10 décembre. M. H. Dolez se félicite de voir cesser l'état d'incertitude dans lequel était placée l'armée. M. Van Schoor exprime le regret qu'il éprouve de voir le gouvernement abandonner certaines idées qu'il paraissait avoir adoptées relativement au mode de recrutement de l'armée. Il aurait été heureux de voir introduire dans la législation le principe du service personnel et obligatoire, parce que ce système de recrutement, basé sur le principe de l'égalité des citoyens devant un devoir à accomplir, revêt un caractère essentiellement démocratique et s'harmonise mieux que tout autre avec l'esprit de nos institutions. Il espère que le *m. g. ad interim*, qui, sur ce point, a toujours été en communauté d'idées avec lui, usera de son influence pour faire introduire dans les lois de milice des modifications qui soient de nature à parer aux graves

inconvenients résultant de la faculté du remplacement militaire. L'orateur est heureux de pouvoir déclarer hautement que ces inconvenients ne résultent pas de la manière dont les chefs de l'armée exécutent la loi sur la milice; c'est à tort que, dans une autre enceinte, on a porté contre les officiers supérieurs l'accusation aussi grave qu'imméritée d'être eux-mêmes et systématiquement la cause des mauvais résultats que produit le remplacement. M. de Theux dit qu'il a cru que l'intention du pays était opposée à l'abolition du remplacement. Si, dans les grands pays militaires, on a adopté les charges militaires extraordinaires et dont il n'y a peut-être pas eu d'exemple avant cette époque, ce même esprit ne s'est pas manifesté chez les nations comme la Belgique, à laquelle on a garanti sa neutralité tout spécialement pendant la campagne de 1870, où l'Angleterre a provoqué un nouveau concert pour sauvegarder cette neutralité, où les Pays-Bas et la Suisse n'ont pas encore modifié leur système; il n'y avait pas de motif suffisant de précipiter cette question et de la présenter dans un temps inopportun. M. Fortamps reconnaît que la précipitation dans des questions graves est fort dangereuse; cependant, il est utile qu'elles restent à l'étude. L'orateur sait beaucoup de gré aux officiers de l'armée qui ont appelé l'attention du pays d'une manière sérieuse, éloquente, parfois un peu exagérée, sur le meilleur système de recrutement. Ce sont là des leçons, des conseils donnés par les hommes spéciaux qui pénétreront dans les diverses classes de la population et qui amèneront peut-être un jour le pays à modifier son système de recrutement. M. H. Dolez fait des réserves au sujet de la censure que M. Van Schoor vient d'adresser aux paroles prononcées dans une autre enceinte par un de ses anciens collègues et amis qui figure au premier rang par le talent comme par le caractère (M. Pirmez). Il faut tenir compte que la polémique de la part de certains officiers supérieurs de l'armée a été d'une vivacité excessive à l'endroit de l'ordre civil, et que, partant, il était peut-être naturel, si pas complètement légitime, qu'une certaine vivacité se manifestât aussi de la part de l'ordre civil répondant à l'ordre militaire. Cela montre que, quelque dévouement qu'on apporte à la défense des plus nobles intérêts, la modération et la mesure sont toujours de mise et sont toujours un élément de force. M. de Theux dit que l'opinion du cabinet sur la question de l'abolition du remplacement est définitive; dans les circonstances actuelles, le remplacement doit être maintenu. Mais les questions militaires, comme beaucoup d'autres, restent toujours ouvertes dans tous les pays; ce que l'on ne prévoyait pas avant

1870, ce que l'on ne prévoit pas aujourd'hui peut arriver, et alors naturellement chacun reste libre de ses opinions et agit en conséquence. — 17. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur un crédit de 10,000 fr. au département de la guerre pour paiement d'une créance à l'avocat de Paepe. — 18. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. — 27 M. Orban de Xivry, *r. c.*, fait rapport sur des crédits supplémentaires de 1,855,000 fr. au B. de la guerre. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité. M. Léon de Robiano, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée pour 1873. Dans la discussion de ce projet, M. Casier de Hemptinne demande au gouvernement qu'il modifie la disposition de la loi de 1870 qui restreint les exemptions des jeunes gens qui se destinent à l'état ecclésiastique, au lieu d'exempter en général, comme cela se pratiquait depuis 1850, tous les élèves en théologie; depuis 1870, on n'exempte plus que les élèves en théologie non dans l'aisance et qui fréquentent les établissements reconnus par l'Etat. MM. Reyntiens et Van Schoor estiment qu'il n'y a qu'un moyen d'avoir une bonne organisation militaire, c'est de supprimer le remplacement. M. Van Schoor votera toutefois le contingent, parce qu'il reconnaît la nécessité d'avoir une armée. M. de Looz-Corswarem votera contre le projet parce que c'est, à son avis, le seul moyen de forcer le gouvernement à modifier le mode de recrutement. M. Malou, *m. f.*, croit que, dans l'état actuel de l'opinion et des nécessités des institutions militaires, il n'y a pas lieu de supprimer radicalement le remplacement et d'y substituer surtout le service personnel tel qu'il semble résulter des décisions de la *c.*, c'est-à-dire le service personnel avec un caractère plus rigoureux, plus impitoyable que le système prussien lui-même. Il pense qu'il faut maintenir cette institution, qui est entrée dans les habitudes, mais qu'il faut chercher à réaliser toutes les améliorations que l'expérience peut indiquer, et la première de toutes, c'est la substitution du remplacement par l'Etat au remplacement par les marchands d'âmes. Le projet de loi est voté par 26 voix contre 4 et 5 abstentions.

12 mars. Le sénat, sur la motion de M. Houtart, renvoie au bureau des renseignements une dépêche du *m. g.* qui déclare ne pouvoir assimiler, quant à la pension, la musique des guides aux musiques d'infanterie. — 25. Le sénat reçoit communication de l'arrêté qui nomme M. le lieutenant général Thiebault, *m. g.* — 26. M. Orban, *r. c.*, dépose le rapport sur un crédit de 205,000 fr. au département de la guerre pour l'armement de la gendarmerie. M. Bischoffsheim, *r. c.*, *id.* sur le crédit de 300,000 fr. à la caisse des veuves et

orphelins des officiers de l'armée. — 29. Ce projet est voté à l'unanimité. Il en est de même de celui qui concerne l'armement de la gendarmerie, après un échange d'explications sur les mérites relatifs du revolver et du pistolet à deux coups.

11 juin. M. d'Overschie, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui ouvre au département de la guerre un crédit de 400,000 francs pour l'établissement d'un champ de manœuvres à Anvers. M. Sacqueleu, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la mise du casernement des troupes à la charge de l'Etat. M. Léon de Robiano, *r. c.*, *id.* sur le B. de la guerre. — 15. Dans la discussion de ce B., M. A. du Bus se livre à une étude comparée des lois de milice de 1817 et de 1870, et critique les changements que le gouvernement veut introduire à la dernière. M. Van de Woestyne se félicite de voir abandonner la thèse du service obligatoire, qui est antipathique aux mœurs du pays. M. Léon de Robiano voudrait voir améliorer la position matérielle des soldats et des officiers, sans qu'on augmente notablement les charges militaires. M. de Rodes estime que les charges militaires ne sont pas trop onéreuses pour le pays. M. Reyntiens déclare qu'il votera contre le B. tant que le remplacement ne sera pas aboli. M. Solvyns demande que l'on organise le service de l'aumônerie dans l'armée. Le jour où cette réforme aura été réalisée, où les familles auront la plénitude des garanties morales et religieuses qu'elles ont le droit de demander pour leurs enfants, ce jour, la question militaire sera bien près de sa solution. — 14. M. H. Dolez fait ressortir l'utilité des écoles régimentaires, dont il demande l'organisation complète. Il réclame aussi une amélioration de position pour les gendarmes. M. d'Anethan désire, comme M. Solvyns, que l'on facilite aux soldats l'accomplissement de leurs devoirs religieux, qu'on soit sévère, très sévère à l'égard de ceux qui railleraient ces pratiques, ou qui en détourneraient leurs camarades. Mais il se sépare de M. Solvyns quand il demande la contrainte. Il ne veut que la liberté. Abstraction même faite de la question constitutionnelle, il n'admet pas l'utilité d'obliger les militaires à se rendre à l'église. Cette contrainte ne forme pas des hommes religieux, des croyants, elle ne peut faire que des hypocrites. M. Van de Woestyne maintient, contre M. Reyntiens, son opinion en ce qui concerne le service personnel. M. de Rodes voudrait que l'on rétablisse l'ancienne institution des *cadets*. Il engage le *m. g.* à consulter les chefs de corps, principalement dans la cavalerie, et de leur demander leur avis sur le rétablissement de ces sous-officiers volontaires qui obtenaient le grade de maré-

chal des logis moyennant la condition de signer un engagement de deux ans, de s'équiper et de se monter à leurs frais s'ils entraient dans la cavalerie; il pense que ce moyen pourrait contribuer à diminuer la pénurie des bons sous-officiers dont tous les officiers se plaignent sous le régime actuel, et que ce moyen n'a rien qui puisse contrarier l'égalité qui est inscrite dans les lois et qui a passé dans les mœurs, puisque le privilège, s'il y en avait un, ne serait que le privilège de l'instruction. M. de Limburg-Stirum combat la suppression du remplacement. Même en se plaçant au point de vue exclusivement militaire, il se demande si la discipline sera plus facile à maintenir lorsqu'on aura introduit dans l'armée les classes lettrées, généralement animées de sentiments de complète indépendance, parfois même insubordonnées et imbues de scepticisme. M. Van Schoor déclare qu'il reste l'adversaire du remplacement, mais il admet qu'on pourrait l'améliorer en le confiant à l'Etat. Il indique ensuite des réformes à introduire dans l'organisation de l'armée, notamment dans celle de la cavalerie. M. Casier de Hemptinne rappelle que l'année précédente il a donné un vote approbatif au B. de la guerre, basé sur l'espoir que, dans les modifications qui devaient avoir lieu dans l'organisation militaire, on aurait compris celle qui regarde l'exemption de la milice de tous les jeunes gens qui se destinent à l'état ecclésiastique; cette année, il votera encore le B. avec la même réserve. M. Sacqueleu appelle la bienveillante attention du *m. g.* sur une pétition qui a été adressée à son département par le général Capiaumont, il y a quatre années environ. Dans cette pièce, il s'agissait d'un projet de décoration, ou plutôt d'une médaille qui remplacerait les chevrons, ce qui permettrait aux sous-officiers de porter cette distinction sur l'habit civil. M. Thiebauld, *m. g.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit que son intention est d'assurer à tous ceux qui appartiennent à l'armée la liberté de pratiquer leur culte; mais il ne peut, ni constitutionnellement, ni même au point de vue de l'intérêt de l'armée et du pays, vouloir transformer en un service obligatoire ce qui doit être la manifestation spontanée de la conscience. Il expose ensuite une vue d'ensemble des établissements d'instruction militaire. Les écoles de l'armée peuvent être classées de la manière suivante : « Pour l'enseignement inférieur, les cours primaires donnés aux soldats illettrés; pour l'enseignement moyen du premier degré, les écoles régimentaires et les cours du soir; pour l'enseignement moyen du deuxième degré, les cours spéciaux et l'école des sous-officiers d'infanterie et de cavalerie; pour l'enseignement supérieur, les conférences, les

cours particuliers des officiers, l'école militaire et l'école de guerre. Les cours institués, pour tous les soldats illettrés, par un de ses prédécesseurs, le lieutenant général baron Goethals, ont été rendus obligatoires par l'article 107 de la loi sur la milice du 5 juin 1870. Ces cours fonctionnent dans tous les régiments. Ils sont donnés en français aux soldats des provinces wallonnes et en flamand aux soldats des provinces flamandes. Ils comprennent la lecture, l'écriture et le calcul restreint aux quatre règles fondamentales. Les écoles régimentaires, véritable pépinière de caporaux, de brigadiers et de sous-officiers, sont fréquentées : 1° par tous les jeunes volontaires et par un certain nombre de miliciens possédant un commencement d'instruction (ce sont les futurs caporaux ou brigadiers); 2° par les soldats ou les caporaux ou brigadiers possédant une instruction primaire complète (ce sont les futurs sous-officiers). Les sous-officiers âgés de moins de trente ans et qui ne possèdent pas une instruction jugée suffisante sont astreints à suivre les cours d'une école du soir. Les sous-officiers sortis de la section supérieure des écoles régimentaires et qui aspirent à l'avancement suivent les cours spéciaux préparatoires à l'école des sous-officiers (pour l'infanterie et la cavalerie) ou aux examens de sous-lieutenant (pour l'artillerie et le génie). Ceux d'entre eux qui montrent des dispositions exceptionnelles pour les études supérieures sont préparés aux examens de l'école militaire. L'école des sous-officiers est le crible par lequel passent les candidats sous-lieutenants de l'infanterie et de la cavalerie. Nul ne peut y être admis s'il n'est porté sur le tableau d'avancement arrêté par les inspecteurs généraux et s'il n'a satisfait à l'examen d'entrée de l'école. Les cours de cette école durent une année. Les seuls élèves qui répondent avec succès à l'examen final concourent pour l'obtention des emplois de sous-lieutenants. Cet examen sera bientôt semblable à celui qui est exigé des sous-lieutenants proposés pour l'avancement au choix. L'école militaire est destinée à former des officiers pour les différentes armes. Les services que cet établissement modèle a rendus à l'armée et au pays dispensent le *m.* d'en faire l'éloge. Les conférences et les cours particuliers sont institués pour faciliter aux sous-lieutenants et aux lieutenants l'étude des connaissances exigées pour pouvoir aspirer à l'avancement au choix ou pour se présenter à l'école de guerre. L'école de guerre a pour but de répandre l'instruction supérieure dans l'armée et d'assurer le recrutement du corps d'état-major. Les élèves de cette école se recrutent parmi les officiers de toutes armes qui remplissent les conditions suivantes : 1° avoir

servi activement pendant deux ans dans le grade d'officier; 2° posséder une connaissance suffisante de l'arme à laquelle ils appartiennent, avoir l'intelligence, le caractère et la vigueur nécessaires pour le service d'état-major en campagne; 3° être présentés comme candidats-élèves par les inspecteurs généraux; 4° subir avec succès l'examen d'entrée. On jugera par cet exposé des efforts que fait l'armée pour améliorer ses contingents et pour répandre l'instruction dans ses rangs. » M. Malou, *m. f.*, répondant à une observation de M. d'Anethan, qui a manifesté le regret d'avoir vu, dans l'autre chambre, poser la question de cabinet à l'occasion des projets militaires, dit que, lorsque le gouvernement soumet aux chambres des projets comme ceux dont elles sont actuellement saisies, on ne comprendrait pas qu'il pût les justifier autrement que par sa conviction profonde qu'ils sont nécessaires au maintien de l'armée et aux intérêts les plus vitaux du pays, et que, le lendemain du jour de leur rejet, il continuât à accepter la responsabilité de la direction des affaires publiques. Il n'a donc pas fait de question de cabinet, elle était toute faite; mais il faut écarter une équivoque : il défendra les choses essentielles, indispensables; mais la question militaire, devant la chambre comme devant le sénat, ne sera pas une question de politique ou de parti, elle sera une question nationale; telle est la véritable situation. — 16. Le *B.* est voté par 32 voix contre 2. Les projets relatifs au champ de manœuvres d'Anvers et au casernement des troupes sont adoptés à l'unanimité.

5 août. M. Orban de Xivry, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant allocation d'un crédit de 165,000 fr. au département de la guerre et autorisation de transférer des crédits à concurrence de 230,600 fr. entre plusieurs articles du *B.* de ce département. — 6. Ces crédits sont votés à l'unanimité. — 7. M. Léon de Robiano, *r. c.*, dépose le rapport sur les modifications apportées aux divers services de l'armée. — 12. Ce projet est adopté sans débat, par 33 voix contre 7. M. Sacqueleu rappelle au *m. g.* qu'il l'a interpellé au sujet d'une proposition du lieutenant général Capiaumont tendant à la création d'une médaille décorative pour les sous-officiers. M. Thiebault, *m. g.*, dit que l'intention du gouvernement est de substituer aux chevrons une autre marque distinctive; mais le premier point qui se présente est de savoir si le gouvernement peut réaliser cette mesure sans l'intervention de la législature. Il examinera avec la plus grande attention la pétition qui a été adressée sur cet objet au sénat par le général Capiaumont.

IMPOTS.

5 mars. M. de Rodés, *r. c.*, dépose le rapport sur les modifications aux droits de patente et d'enregistrement. — 6. Dans la discussion de ce projet de loi, M. de Woelmont d'Hambraine manifeste le regret de ne pas voir reviser la loi de 1819, de façon à supprimer un grand nombre de petites patentes qui pèsent encore sur de petites industries. M. Fortamps désire savoir si les obligations des sociétés dont le siège est établi dans le royaume sont exemptes d'enregistrement, quand on doit les mentionner dans des actes. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond affirmativement. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

INDUSTRIE.

27 décembre. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant transfert sur les exercices 1872 et suivants du solde du crédit de 100,000 fr. alloué par la loi du 8 juin 1870 (Exposition de Londres). — 28. Ce projet est adopté à l'unanimité.

26 mars. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, dépose le rapport sur un crédit supplémentaire de 125,000 fr. au département de l'intérieur pour frais relatifs à l'exposition internationale de Vienne. — 28. Le crédit est voté à l'unanimité.

10 juin. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi modifiant le ressort du conseil de prud'hommes de Tournai. — 11. Ce projet est voté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

27 mars. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. de Sélys-Longchamps insiste pour que la loi de 1842 soit exécutée en ce sens qu'il y ait au moins une école communale dans chaque localité. L'orateur rappelle ce que M. De Decker a dit jadis du souffle d'intolérance qui s'était emparé de l'enseignement public et engage le gouvernement à le combattre. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'une amélioration réelle se produit chaque année dans le développement des écoles. L'instruction primaire fait des progrès considérables, et elle a atteint, dans les provinces de Luxembourg et de Namur, une situation qui permet de nourrir les plus belles espérances pour l'avenir. Passant aux écoles adoptées, le *m.* dit que le nombre de ces écoles diminue depuis longtemps déjà, et cette diminution, qui s'explique par des causes diverses, a continué sous son administration comme sous celle de son prédécesseur. L'adoption est inscrite dans la loi de 1842, et l'école adoptée est un des éléments de nos écoles primaires. Le

gouvernement ne peut donc penser à supprimer l'école adoptée, qui a sa raison d'être et qui, dans certaines communes, répond si bien aux besoins des habitants. Cependant on ne peut nier qu'en présence du développement que prennent les écoles communales, les écoles adoptées subiront une diminution progressive, sans cesser de rendre de grands services dans de nombreuses communes. Le *m.* regrette ce que M. de Sélys-Longchamps a dit d'un souffle d'intolérance qui s'est emparé de la Belgique. Il ne voit ce souffle nulle part et il fera, pour son compte, tout ce qui est possible pour mettre l'enseignement public à la hauteur de sa mission. M. Casier de Hemptinne trouve que le gouvernement, bien loin de se montrer trop intolérant, fait preuve, au contraire, d'une tolérance trop grande. Pour justifier cette appréciation, il cite un fait qui s'est passé à l'université de Gand. Au mois de décembre dernier, un professeur de cette université est venu à mourir sans avoir voulu recevoir les secours de la religion. Il fut enterré sans avoir passé par l'église. Quelques élèves l'accompagnèrent au cimetière, où des discours furent prononcés. De là un certain émoi dans la ville et au sein du conseil académique de l'université. Le lendemain, le professeur de droit civil monta en chaire; mais au lieu de donner son cours habituel, il s'entretint avec ses élèves de ce qui venait de se passer et il fit cette déclaration : « Mes amis, j'ai prêché pendant toute ma vie la libre pensée; j'ai vécu conformément à cette conviction et je mourrai en libre penseur, comme M. Allard est mort. » Quand l'orateur voit quelles sont les doctrines désastreuses pour l'ordre social qui ont cours, il doit déplorer le langage qui a été tenu à l'université de Gand, dans cette circonstance, par un de ses professeurs, et il prie le *m. i.* d'être moins tolérant à l'égard de pareils faits. Il sait bien qu'une grande liberté doit être laissée à la manière dont les professeurs traitent la matière de leurs cours; mais ici l'on a dépassé la permission, et des faits de cette nature sont propres à corrompre le cœur des jeunes gens et à détruire la confiance que les parents ont droit d'avoir dans les établissements d'instruction publique dirigés par l'Etat. M. de Sélys-Longchamps maintient que le souffle d'intolérance existe, et qu'il se répand surtout par les livres qu'on met en mains des enfants et qui sont pleins de superstition et d'idolâtrie. M. Pirmez proteste contre ces paroles. Il rappelle ce qui a été réalisé depuis 1857 en matière d'enseignement public. Cet éloge est la meilleure réponse qu'on puisse faire à l'invocation des paroles de M. De Decker, puisque c'est l'effet contraire qui s'est réalisé. — 28. M. d'Ane-

than estime qu'il ne doit y avoir aucune préférence pour l'école communale ou pour l'école adoptée. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'à son avis le principe capital est celui-ci : les écoles primaires sont du ressort communal, c'est par conséquent aux conseils communaux qu'il appartient de régler l'enseignement primaire dans les conditions tracées par la loi de 1842. Eh bien, lorsqu'une commune adopte une école privée réunissant les conditions que la loi prescrit, on irait évidemment à l'encontre de la loi et de la liberté communale en n'autorisant pas l'adoption. M. Dellafaille désirerait, et il croit pouvoir en être certain sous l'administration de M. Delcour, que l'on cessât de faire la guerre aux écoles privées. Ces écoles sont non seulement utiles, mais elles sont nécessaires, parce que si l'on veut avoir un enseignement progressif, il faut établir la concurrence et éviter que les écoles soient soumises toutes au même programme. Si les instituteurs officiels ne sont pas aiguillonnés, l'enseignement s'en ressentira. M. H. Dolez dit qu'il n'est pas possible de contester sérieusement qu'il y a, d'une part, comme principe, comme règle, l'obligation d'avoir une école communale, et, à côté de ce principe, la simple faculté, purement exceptionnelle et subordonnée à l'autorisation du pouvoir supérieur, d'adopter une école au lieu de fonder une école communale. Est-ce à dire pour cela que les libéraux ne sont point partisans de la liberté de l'enseignement ? Est-ce à dire qu'ils redoutent la concurrence ? L'orateur fait, au contraire, des vœux pour que l'enseignement libre se développe et prospère. Mais il veut qu'à côté de l'enseignement libre il y ait l'école communale organisée par les pouvoirs publics. Il le veut non seulement parce que dans cette organisation se trouve la garantie d'un bon enseignement primaire, mais encore comme témoignage de toute la sollicitude que les pouvoirs publics portent à ce grand intérêt social. Il ne faut pas que les pouvoirs publics s'en réfèrent, soit à la sollicitude privée, soit à l'intérêt privé, pour organiser l'enseignement primaire et qu'ils viennent seulement, par voie d'adoption, donner un témoignage douteux de sympathie. La véritable pensée de la loi, le véritable intérêt public demande qu'il y ait partout, autant que possible, une école communale organisée par les pouvoirs publics, sauf les cas exceptionnels dans lesquels l'autorité supérieure reconnaitra qu'elle peut autoriser les communes à s'exonérer de ce devoir par l'adoption d'une école. M. d'Anethan se déclare entièrement satisfait des déclarations qui ont été faites. Le *m.* veut l'exécution loyale de la loi ; il ne veut rien y ajouter, rien en retrancher. La loi permet

l'adoption, elle ne l'a pas subordonnée à la situation financière des communes. La loi ne l'ayant pas dit, les pouvoirs publics ne doivent pas introduire arbitrairement une pareille condition. M. H. Dolez, de son côté, dit que si l'on applique la loi de 1842 d'après les doctrines qu'il combat, il n'y aura plus, sur les bancs de la gauche, un seul défenseur de cette loi, même parmi ceux qui reconnaissent qu'elle a rendu d'immenses services, qui lui attribuent les progrès qu'a faits notre enseignement primaire et qui croient qu'elle peut rendre encore des services nombreux à cet enseignement. Le jour où elle sera interprétée et appliquée comme l'entend la droite, ce jour-là l'orateur concourra à la changer. Ce débat continue entre MM. Pirmez, Vilain XIII et d'Anethan, et est clos par le vote du chapitre de l'enseignement primaire.

5 août. M. Houtart-Cossée, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi allouant un crédit spécial de 20 millions de francs pour construction et ameublement de maisons d'école. — 7. Dans la discussion de ce projet, M. de Woelmont d'Hambraine émet le vœu que le gouvernement veillera à ce que l'enseignement religieux favorise le développement des professions manuelles. M. Dellafaille regrette de ne pouvoir donner son suffrage à ce projet de loi, dont il ne méconnaît pas l'utilité. Quand les universités de l'Etat seront rendues plus accessibles, l'une surtout, à ceux qui veulent demeurer fidèles à la foi de leurs pères, quand l'article 8 de la loi sur l'enseignement moyen sera transformé en vérité, quand l'exécution de la loi sur l'enseignement primaire sera mise en harmonie avec l'esprit et le texte de cette même loi, il votera les crédits demandés pour l'instruction publique. Jusque-là, non. L'orateur demande, ainsi que M. de Ribaucourt, que l'on veille à la salubrité et à l'hygiène des écoles. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à tenir compte des observations présentées. M. Lud. de Robiano insiste pour que l'on enseigne dans les écoles des notions d'agriculture ; M. de Woelmont d'Hambraine, pour la réforme du programme et une bonne étude préalable des plans des écoles en vue d'éviter les mécomptes. Le projet est adopté par 45 voix contre 5.

JUSTICE.

3 mars. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à MM. de Woelmont d'Hambraine et de Sélys-Longchamps, dit que le projet de loi sur le domicile de secours est soumis en ce moment à l'avis des députations permanentes.

29 avril. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal d'Anvers.

1^{er} mai. Ce projet de loi donne lieu à un

débat qui porte exclusivement sur la question de savoir s'il y a lieu de décréter le maintien d'une place de juge d'instruction qui a été votée par la chambre sur la motion de M. Jacobs et déclarée inutile par le *m. j.* Après avoir entendu MM. d'Anethan, *r.*, de Woelmont d'Hambraine, Vilain XIII, De Lantsheere, *m. j.*, et H. Dolez, le sénat vote à l'unanimité le projet de loi tel qu'il a été rédigé par la chambre des représentants.

12 juin. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant création d'un canton de justice de paix à Boom, et suppression du canton judiciaire de Wilryck. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité.

4 août. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à MM. de Woelmont d'Hambraine et de Ribaucourt au sujet du retard apporté à la discussion du projet de loi sur le domicile de secours, dit qu'il ne dépendait pas du gouvernement d'imposer sa volonté ou de dicter la loi à la *s. c.* D'autre part, l'ordre du jour de la chambre était trop chargé de projets plus anciens et non moins importants, pour qu'on pût concevoir l'espoir de voir aborder, avant les vacances, la discussion de la loi relative au domicile de secours. C'eût été, du reste, presque une cruauté que d'insister pour qu'à cette époque de l'année, la chambre prolongeât encore une session déjà longue pour discuter le projet de loi relatif au domicile de secours. — 6. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de crédit de 25,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice à Bruxelles. — 8. Les dépenses faites pour cet objet, au delà des crédits alloués, sont vivement critiquées par MM. Solvyns, de Ribaucourt et d'Omalius d'Halloy. M. de Rodés désire que le Palais de justice s'achève. Il se peut qu'on lui ait donné des proportions un peu trop considérables; cependant il ne faut pas perdre de vue que ce monument ne doit être terminé qu'en 1880; or, à cette époque, ce sera la cinquantième année de notre émancipation politique. Or, si, en cinquante ans, on a construit un monument d'une importance capitale, on peut se considérer comme assez riche pour se permettre ce luxe. Le gouvernement accorde aux provinces des subsides considérables pour la restauration de leurs cathédrales; on ne peut donc pas dire que la capitale seule ait obtenu les faveurs du Trésor public. M. H. Dolez est aussi opposé que M. Solvyns à voir dépenser inutilement les finances publiques, mais il est convaincu que ce n'est pas inutilement qu'on aura consacré des sommes importantes à élever, au sein de notre belle capitale, ce magnifique palais, digne de sa destination et qui plus tard honorera la Belgique moderne, comme les anciennes cathé-

drales honorent la Belgique ancienne. M. De Lantsheere, *m. j.*, remercie la *c.* et son rapporteur, de même que M. Dolez et tous les membres du sénat qui ont bien voulu, avec lui et avant lui, défendre cette grande entreprise. Ils ont trouvé de nobles paroles pour proclamer combien il est nécessaire que la Belgique de 1850 affirme sa grandeur, sa puissance et sa prospérité par quelque grande œuvre d'art. S'il est vrai de dire que noblesse oblige, c'est surtout à la Belgique qu'il convient d'appliquer cette devise. La gloire de la patrie et sa renommée reposent sur les œuvres de ses peintres et de ses architectes bien plus que sur les richesses de son sol et les productions de son industrie. Son histoire est écrite dans ses monuments, dans ses cathédrales, dans ses hôtels de ville en caractères autrement ineffaçables que sur les champs de bataille. Noblesse oblige. Il faut montrer aux générations futures que la Belgique de 1850 porte sans fléchir le poids du glorieux héritage que lui ont légué ses ancêtres. M. d'Anethan, *r.*, engage le *m.* à exécuter le plan sans retrancher les parties qui doivent en faire l'ornement et le complément. Il ne voudrait pas lésiner pour un million ou deux, et priver, par une économie mal entendue, la Belgique d'un monument qui doit ajouter à sa gloire artistique. Le crédit est voté par 57 voix contre 13 et une abstention.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

27 mars. M. Delcour, *m. i.*, tient à se renseigner auprès du département des travaux publics au sujet des travaux qui s'exécutent à la colonne du Congrès. Le comité permanent consultatif des travaux publics s'est livré, en 1872, à un examen attentif et détaillé sur l'état de la colonne et les dégradations qui s'y sont produites. Après mûre délibération, le comité a émis l'avis qu'il y avait lieu de faire procéder à une restauration complète du monument; les travaux ont été exécutés très soigneusement et sont sur le point d'être achevés; la dépense avait atteint, à la date du 5 mars courant, le chiffre de 8,400 fr. environ. La colonne ainsi restaurée, on peut considérer que l'état de choses actuel ne présente aucun danger, et la conservation de ce monument national est une chose assurée.

4 août. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 250,000 fr. destiné à faire des acquisitions pour les musées. — 5. Ce crédit est voté à l'unanimité.

MARINE.

27 mars. M. G. de Woelmont, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi approuvant la convention du 31 octobre 1872 relative à la cession des malles d'ancien type de la ligne

d'Ostende à Douvres. — 29. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité après des explications échangées entre MM. Vilain XIII, A. du Bus, Malou, *m. f.*, et d'Anethan au sujet des dépenses et du produit de l'exploitation du service de la ligne d'Ostende à Douvres.

MILICE.

7 août. M. Houtart, *r. c.*, dépose sur le bureau du sénat le rapport sur le projet de loi portant des modifications aux lois de milice. — 9. Ce projet de loi donne lieu à un débat dans lequel M. Houtart, *r.*, expose qu'il aurait voulu que le remplacement fût opéré exclusivement par l'Etat. M. Fléchet soutient ensuite que ce mode de remplacement sera très onéreux pour les familles. Il ne comprend pas que les députés de Verviers, à la chambre des représentants, aient pu le voter, surtout qu'ils s'étaient engagés formellement, devant le corps électoral de leur arrondissement, à faire tout le contraire. C'est une mystification électorale parfaitement caractérisée et dont ils auront à rendre compte très prochainement. Cette remarque provoque de vives protestations de la part de MM. d'Anethan et Malou, *m. f.*, qui soutiennent qu'on ne peut traduire les représentants à la barre du sénat, ni surtout suspecter leurs intentions. Le projet de loi est appuyé par M. d'Anethan; il donne lieu à des critiques de détail de MM. A. du Bus et de Ribaucourt. M. Van Crombrughe dit qu'il aurait été rejeté à cause de l'aggravation des charges qu'il entraîne si l'on n'avait posé la question de cabinet. MM. Dellafaille, Casier de Hemptinne et Solvyns font des réserves formelles au sujet de la question des immunités ecclésiastiques, qui n'est pas vidée jusqu'à ce jour et qui doit l'être. M. de Sélys-Longchamps repousse le projet, qui est profondément antipathique aux populations rurales, et réclame la réorganisation de la garde civique. M. Béthune est d'avis que, pour diminuer l'aversion qui détourne les jeunes Belges de la carrière militaire, il faudrait donner aux familles des garanties sérieuses contre l'atmosphère de dépravation qui règne dans les casernes. Aujourd'hui, il faut aux jeunes gens une vertu héroïque pour n'en point subir les funestes atteintes. Un tel état de choses devrait cesser; ce résultat ne saurait s'obtenir que par l'enseignement chrétien, dont les soldats sont privés. L'orateur votera toutefois le projet pour protester contre l'opposition systématique dont il a été l'objet de la part d'une partie de la chambre des représentants. — 11. M. Thiebault, *m. g.*, en défendant le projet de loi, dit que le remplacement au prix de 1,600 fr. sera accessible à toutes les familles. Parlant de la garde civique, il dit que son

principal rôle, en cas d'invasion, est d'occuper et de défendre les forteresses. Jamais on n'a compris que la garde civique, malgré les excellents éléments dont elle est composée, malgré les chefs distingués qui sont à sa tête, pût entrer en campagne avec l'armée. M. de Rodés pense qu'au lieu de chercher la popularité en préconisant la diminution des charges militaires, on doit dire au pays qu'il faut aux hommes qui sont à la tête du gouvernement et qui ont la responsabilité du pouvoir, qu'ils s'appellent M. Frère-Orban ou M. Malou, une conviction bien profonde, bien sérieuse pour les engager à demander des sacrifices de cette nature, et que ces hommes, qu'ils soient catholiques ou libéraux, ne se résignent à cette extrémité que pour accomplir un devoir rigoureux et non pour le plaisir de faire du militarisme. Si le sénat, dont l'indépendance et le patriotisme sont connus des populations, voulait s'associer à ces idées; si quelques collègues qui siègent sur les bancs de la gauche, sans abdiquer leurs convictions ni donner au cabinet un témoignage de confiance, votaient les lois militaires pour donner un vote de confiance à l'armée belge, le pays accepterait peut-être avec moins de répugnance les sacrifices qui lui sont demandés. L'orateur votera la loi parce qu'elle écarte le service obligatoire, qui est antipathique aux populations et parce qu'elle ne rend pas le remplacement impossible aux classes moyennes ni à l'ouvrier laborieux. M. de Woelmont d'Hambraine est d'avis qu'il faut moraliser l'armée pour qu'on cesse de dire qu'elle est un fléau pour ceux qu'elle entraîne dans son sein. M. Van Schoor, bien que partisan du service personnel, votera le projet de loi à cause des améliorations qu'il décrète. Il applaudit à l'unification du contingent et à la suppression du contingent de la réserve. M. de Looz-Corswarem persiste à flétrir le remplacement. D'après lui, tout Belge d'un âge donné devrait servir personnellement, soit dans l'armée, soit dans le premier ban de la garde civique. Mais ce premier ban devrait être fortement organisé, suffisamment mobilisable, et l'on devrait pouvoir en disposer en vingt-quatre heures. Ce ne serait pas encore la perfection, mais il y aurait là un acheminement vers un système plus équitable, car, en cas de guerre, chacun devrait concourir de sa personne à la défense du pays. M. Hubert déclare qu'il votera contre le projet, qui rendra le prix du remplacement inaccessible aux artisans. Avant la clôture de la discussion générale, M. Malou, *m. f.*, donne quelques explications d'où il résulte que le gouvernement a l'intention d'exécuter en tous points la loi de 1870 qui l'autorise à créer une caisse tontinière pour le remplacement,

afin de le rendre plus accessible aux familles. En adoptant certaines combinaisons, on viendrait en aide aux familles de la classe moyenne ou de la partie inférieure de la classe moyenne. La rémunération au comptant, la création de la caisse tontinière, la contribution de ceux que le sort favorise sont d'excellentes choses qui seront bien appréciées par les populations. Ceux qui repoussent cette loi reconnaîtront bientôt peut-être qu'ils se sont trompés. En ce qui concerne la réserve nationale, la situation est aujourd'hui celle-ci : la garde civique existe en vertu de la Constitution, ses attributions sont définies et son organisation également par la loi. Le *m.* est d'avis qu'il peut exister une garde civique sérieuse et bien organisée sans que l'on impose ces charges militaires qui ne seraient pas, il pense, supportées par les populations. Après quelques observations de MM. Solvyns, Van Schoor, Béthune, Lud. de Robiano, Thiebauld, *m. g.*, et Dolez, le projet est adopté par 34 voix contre 12 et 3 abstentions.

NOTARIAT.

8 août. A propos de nombreuses pétitions de notaires qui réclament l'unité du ressort, pétitions appuyées par MM. T'Kint de Roodenbeke, Casier de Hemptinne et d'Anethan, M. De Lantsheere, *m. j.*, répète une déclaration qu'il a faite dans la discussion du *B.* de la justice. Il espère pouvoir proposer une solution dans la session prochaine.

PENSIONS.

29 avril. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'allocation d'une pension viagère à M^{me} veuve d'Hoffschmidt. — 30. Ce projet de loi est adopté par 36 voix contre 4.

POSTES.

27 mars. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi approuvant la convention relative à l'établissement de lignes de navigation à vapeur vers le Brésil, la Plata et le Chili. — 29. Ce projet de loi est adopté par 36 voix contre une et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Vilain XIII, Casier de Hemptinne, Vanden Bergh-Elsen et Malou, *m. f.*

PROVINCIALES (AFFAIRES).

17 décembre. M. Hubert, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation des traitements des greffiers provinciaux. — 19. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

14 juin. M. Houtart donne lecture d'explications fournies par le *m. i.* sur une pétition émanant de l'administration provinciale de la Flandre orientale sollicitant une augmentation

de l'allocation portée au *B.* pour les traitements des employés provinciaux. La *c.* conclut au dépôt de ces explications au bureau des renseignements. Adopté.

RÈGLEMENT.

12 juin. M. d'Anethan développe une proposition qui tend à ajouter à l'article 35 du règlement du sénat un paragraphe ainsi conçu : « Le président ordonnera cette distribution et cet envoi lorsque le sénat n'est pas réuni. Ces ordonnances seront communiquées aux présidents respectifs des commissions chargées d'examiner les projets. Ces présidents feront connaître au greffe l'heure à laquelle les commissions devront être convoquées le jour de la première réunion du sénat. (Signé, d'Anethan, H. Dolez, baron T'Kint de Roodenbeke, F. Dolez.) » L'orateur expose que la première séance de chaque réunion du sénat est presque toujours consacrée exclusivement à remplir la formalité de renvoyer aux *cc.* les projets de lois adressés à cette assemblée. Cette formalité, qui doit s'accomplir en séance publique, aux termes de l'article 35 du règlement, fait perdre un jour pour l'examen des projets de lois, et le peu d'intérêt qu'offre une semblable séance a parfois pour résultat, il faut bien le reconnaître, de rendre l'ouverture de la séance impossible, faute d'un nombre suffisant de sénateurs, ce qui retarde encore d'un jour le commencement des travaux. La proposition a pour but de faire cesser cet état de choses. — 13. La proposition est adoptée, après un échange d'explications entre MM. d'Anethan, H. Dolez et Pirmez.

SERVITUDES MILITAIRES.

26 décembre. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux servitudes militaires.

3 mars. Ce projet de loi est adopté par 30 voix contre 7 et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Vanden Bergh-Elsen, Fléchet, Malou, *m. f.*, Mazeman de Couthove et d'Anethan, *r.*

TRAVAUX PUBLICS.

17 décembre. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, fait rapport sur un projet de loi contenant des crédits supplémentaires, à concurrence de 4,788,929 fr. 70 c., au département des travaux publics. — 18. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Vilain XIII se plaint de la lenteur avec laquelle s'exécutent les travaux publics, entre autres la construction de la gare de Schaerbeek et du mur de clôture du palais Ducal. MM. Casier de Hemptinne, T'Kint de Roodenbeke et de Ribaucourt insistent sur la nécessité d'approfondir le canal de Terneuzen et de remédier aux inondations

dans la Flandre orientale. M. Moncheur, *m. t.*, espère qu'un arrangement interviendra bientôt avec la Hollande en vue de l'exécution des travaux du canal de Terneuzen. (*Voir ensuite CHEMIN DE FER.*) Le crédit est voté à l'unanimité.

5 mars, MM. Casier de Hemptinne, de Rodes, Vilain XIII, de Ribaucourt et T'Kint de Roodenbeke signalent l'urgente nécessité d'empêcher les inondations dans la vallée de l'Escaut, et se plaignent, entre autres, de l'insuffisance du crédit de 2 millions proposé aux chambres pour l'amélioration du canal de Terneuzen. M. Moncheur, *m. t.*, dit que le gouvernement n'a voulu demander que les sommes qui pouvaient être dépensées pendant la campagne actuelle. M. Mazeman de Couthove présente aussi des observations au sujet du régime des eaux au nord de Furnes.

— 4. M. Van Delft, *r. c.*, fait rapport sur une pétition datée de Gand, le 31 décembre 1872, par laquelle les régisseurs de la Wateringue du Nord de Furnes demandent qu'il soit pris des mesures pour prévenir le retour des dégâts occasionnés par les inondations qui ont récemment désolé la vallée de l'Yser. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, *id.* 1^o sur une pétition du 31 décembre 1872, par laquelle le conseil communal de Gand demande que le gouvernement avise aux moyens de débarrasser les vallées de l'Escaut et de la Lys des inondations qui les ravagent périodiquement; 2^o sur une pétition du 20 février 1875, par laquelle le Cercle commercial et industriel de Gand présente des observations analogues. M. Houtart-Cossée, *r. c.*, *id.* sur une pétition des membres de la Société agricole des cantons de Nevele, de Deynze et Somergem, se plaignant des inondations du ruisseau dit *Pouquesbeke*, et demandant qu'il soit pris des mesures efficaces pour y remédier. Ces pétitions, appuyées par MM. Casier de Hemptinne et Bonnet, sont renvoyées au *m. t.* — 29. Le sénat, sur les conclusions de M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, renvoie au *m. t.* une pétition du conseil communal d'Eecloo, proposant des mesures pour empêcher le retour des inondations qui ont désolé la vallée de l'Escaut, ou tout au moins pour en atténuer les effets.

29 avril. M. d'Ursel, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 30. Dans la discussion de ce B., M. A. du Bus appelle l'attention sur la nécessité d'améliorer le régime de l'Yser et de faire des travaux au port de Nieupoort; M. Houtart, sur le régime de la Sambre; M. Casier de Hemptinne, sur celui de l'Escaut dans la Flandre orientale, et sur l'approfondissement du canal de Terneuzen; M. Béthune, sur le régime de la Dendre. (*Voir CHEMIN DE FER.*)

1^{er} mai. M. Vilain XIII se plaint du système qui consiste à réclamer des fonds pour la construction d'édifices publics, sans y joindre les plans. Il cite, entre autres, le Palais de justice de Bruxelles, le nouvel hôtel du ministère des travaux publics, l'hôtel de la Monnaie et l'hôtel des Postes. Il voudrait voir limiter les honoraires des architectes et recommander des mesures en vue de prévenir les inondations de l'Escaut. M. Van Caloen demande le redressement et l'approfondissement du canal de Bruges à Ostende; M. Béthune, la rectification du cours de la Dendre. M. Orban critique l'idée qui a surgi d'enlever les eaux de l'Ourthe au profit de la ville de Bruxelles. M. Van Crombrughe appuie les observations de M. Casier de Hemptinne au sujet de l'Escaut et du canal de Terneuzen.

— 2. M. Moncheur, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit que les plans des travaux du canal de Terneuzen sont achevés. En ce qui concerne l'idée de faire une prise d'eau à l'Ourthe pour l'usage d'une certaine partie du pays, il dit que ce n'est pas par les ordres de son département que cette exploration a été faite, mais que c'est par ses ordres que l'ingénieur en chef d'Arlon fait des jaugeages et des études sur la rivière, afin de savoir quelle possibilité il y aurait de mettre à exécution l'idée d'en transporter une partie jusque dans la capitale et même à Anvers et à Ostende. Une *c.* a été nommée par la province de Brabant pour rechercher les moyens de procurer de l'eau abondante et pure à la capitale et aux autres villes qui peuvent en manquer; c'est en qualité de membres de cette *c.* que plusieurs ingénieurs ont été visiter l'Ourthe. M. Solvyns appuie les observations faites au sujet du régime de l'Escaut et du canal de Terneuzen. Le débat sur la question des inondations continue entre MM. Bonnet, Cogels, de Rodes, Vilain XIII et Mazeman de Couthove. M. G. de Woelmont demande la construction d'une route de Hechtel à Loozen; MM. de Rodes et de Ribaucourt, l'érection d'un palais des Beaux-Arts à Bruxelles; M. le prince de Ligne, celle d'un local pour les archives du royaume. — 3. Sur les conclusions de M. de Labbeville, *r. c.*, appuyées par M. de Ribaucourt, le sénat renvoie au *m. t.* une pétition des conseils communaux de Wetteren, Laerne, Calcken, Schellebelle, Uytbergen, Berlaere, Zele, Overmeire, Grembergen et Hamme, recommandant la construction d'un canal de dérivation à creuser au sud de Gand pour y déverser les eaux de l'Escaut supérieur. La discussion du B. est reprise, et M. Moncheur, *m. t.*, s'expliquant au sujet du palais des Beaux-Arts, dit que le plan de cet édifice, qui doit être érigé rue de la Régence, a été dressé par un membre de

l'Académie, M. Balat. Il a été soumis à l'avis de la classe des beaux-arts, et on se propose de le soumettre en outre à l'examen de la commission des monuments. Toutefois, il n'existe pas encore de crédit spécial pour cet objet, mais seulement un crédit déjà un peu ancien donné à la ville de Bruxelles, en 1866, à titre de part contributive de l'Etat dans la dépense à résulter de la construction du palais. D'après la combinaison adoptée alors, la ville aurait construit un palais et l'Etat serait intervenu pour ce million. La ville renoncerait audit million et serait déchargée du soin d'élever le palais. Il y aurait donc lieu, dans cet ordre d'idées, de demander à la législature les crédits nécessaires pour la construction du palais dont il s'agit. M. de Ribaucourt dit que, s'il faut attendre l'avis de l'Académie et de la commission des monuments, on ne verra pas la solution de cette importante question. Un débat s'engage ensuite entre MM. Van de Woestyne, Van Crombrugghe, de Woelmont d'Hambraine, de Ribaucourt, A. du Bus et Moncheur, *m. t.*, au sujet de la reprise des chemins de grande vicinalité. Le sénat entend encore M. Bracquier et le *m. t.* au sujet de la canalisation de la Meuse jusqu'à la frontière française; M. Sacqueleu, au sujet des inondations de l'Escaut dans l'arrondissement de Tournai; M. Casier de Hemptinne, sur le régime du canal de Gand à Bruges; MM. Solvyns et Bracquier, sur la nécessité d'augmenter le traitement des conducteurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines; puis le *B.* est voté par 55 voix contre 3.

12 juin. Sur la motion de M. Bergh, le sénat renvoie à la *c.* chargée d'examiner le projet de travaux publics de nombreuses pétitions demandant la reprise par l'Etat du chemin de grande communication de Jamoigne à Marbehan.

5 août. M. de Labbeville, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi contenant un cré-

dit extraordinaire de 172,897 fr. au *B.* des travaux publics. M. de Woelmont d'Hambraine, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi allouant un crédit spécial de 130,000 francs au ministère des travaux publics pour compléter l'éclairage de l'Escaut. M. Wineqz, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi accordant des crédits supplémentaires au département des travaux publics (exercices 1872 et antérieurs). — 6. Ces divers crédits sont votés à l'unanimité. — 7. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose sur le bureau le rapport sur le projet de crédits spéciaux pour des travaux publics. — 12. Dans la discussion de ce projet de loi, MM. Bonnet, Moncheur, *m. t.*, Van Crombrugghe, Vilain XIII, de Ribaucourt, Lud. de Robiano, Solvyns. T'Kint de Roodenbeke et Cogels-Osy s'occupent successivement du régime des voies navigables dans les Flandres, du canal de Terneuzen, de l'Escaut, de la Dendre, de la Mandel et des travaux maritimes à exécuter à Anvers. M. Vilain XIII se plaint de l'absence de plans pour le nouvel hôtel des monnaies à Bruxelles, et M. G. de Woelmont, de l'absence d'un crédit pour l'hôtel provincial de Hasselt. Le projet de loi est voté par 54 voix et 4 abstentions.

VOIES ET MOYENS.

17 décembre. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens. — 18. M. Vilain XIII combat le projet du gouvernement de supprimer les droits d'entrée sur les denrées alimentaires et propose de réduire de 40 p. c. l'accise sur la bière. M. Fortamps estime que ce ne serait pas le consommateur qui profiterait de cette réduction, mais uniquement le brasseur, tandis que le sacrifice de 2,600,000 fr. que s'impose le Trésor pour développer le commerce des denrées alimentaires et faciliter l'entrée du bétail, se répartit sur le pays tout entier. La proposition de M. Vilain XIII n'est pas appuyée. Le *B.* est voté à l'unanimité.

SÉNAT.

Session 1872-1873.

W²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADMINISTRATION PROVINCIALE. Traitement des employés, 28 *m.* V. Budget de l'intérieur. — 14 *jn.* V. Affaires provinciales.

ALLEMAGNE (Traité avec l') pour la reprise du Guillaume-Luxembourg. Voir TRAITÉS.

ANNUITÉS (Visa des) afférentes aux lignes des Bassins houillers. *r.* de M. Béthune, 7 *at.* — Disc. et vote, 12 *at.* V. Finances.

ANVERS. Champ des manœuvres. *r.* de M. d'Over-schie, 11 *jn.* — Vote, 16 *jn.* V. Guerre. — Tra-vaux maritimes, 12 *at.* V. Travaux publics.

ARCHIVES DU ROYAUME (Local pour les), 2 *mai.* V. Travaux publics.

ARMÉE. Déclaration de M. d'Aspremont-Lynden, 16 *d.* — Contingent pour 1873. *r.* de M. Lud. de Robiano, 27 *d.* — Disc. et vote, 28 *d.* — Modifi-cation à divers services. *r.* de M. Léon de Robiano, 2 *at.* — Vote, 12 *at.* V. Guerre.

B

BIENS DOMANIAUX (Vente de). *r.* de M. Van Caloen, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Finances.

BIÈRES (Accise sur les), 18 *d.* V. Voies et moyens.

BRUXELLES. Terrains de la gare du Midi. *r.* de M. de Rodes, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* V. Finances

BUDGETS de 1873. Recettes et dépenses pour or-dre. *r.* de M. Fortamps, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. For-tamps, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* — Finances. *r.* de M. Fortamps, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* — Dotations, 26 *d.* — Dette publique. *r.* de M. Fortamps, 26 *d.* — Vote, 27 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Houtart, 26 *m.* — Disc., 27, 28 *m.* — Vote, 28 *m.* — Justice. Disc. et vote, 29 *m.* — Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 11 *jn.* — Disc. et vote, 12 *jn.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Léon de Robiano, 11 *jn.* — Disc., 15, 14 *jn.* — Vote, 16 *jn.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. d'Ursel, 29 *a.* — Disc., 30 *a.*, 1^{er}, 2, 3 *mai.* — Vote, 3 *mai.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de

M. de Rodes, 17 *d.* — Disc. et vote, 18 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS (Règlement définitif des) de 1867 et 1868. *r.* de M. Cogels-Osy, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* — De 1869, *r.* de M. Fortamps, 10 *jn.* — Vote, 11 *jn.* V. Comptabilité.

C

CAISSE DES VEUVES et orphelins de l'armée. Cr. de 500,000 fr. *r.* de M. Bischoffsheim, 26 *m.* — Vote, 29 *m.* V. Guerre.

CASERNEMENT DES TROUPES. *r.* de M. Sacqueleu, 11 *jn.* — Vote, 16 *jn.* V. Guerre.

CHASSE (Modifications à la loi sur la). *r.* de M. de Sélvs-Longchamps, 4 *m.* — Disc. et vote, 5 *m.*

CHEMIN DE FER d'Athus à Charleroi, 17 *d.* — Aménagement de gares, 18 *d.* — Livret réglemen-taire, 18 *d.* — Rachat de la ligne de Pepinster à Spa. *r.* de M. Reyntiens, 17 *d.* — Disc. et vote 19 *d.* — Rachat de la ligne du Luxembourg, 27 *d.* — *r.* de M. de Labbeville, 14 *m.* — Disc., 14, 15 *m.* — Vote, 15 *m.* — Chemin de fer de Roulers à Dix-mude, 29 *a.* — Ligne de Hesbaye-Condroz. *r.* de M. Vilain XIIII, 29 *a.* — Disc. et vote, 30 *a.* — Reprise des lignes de la Flandre occidentale, 30 *a.*, 7 *at.* — Exportation des charbons. Création d'un ministère de chemin de fer, 1^{er} *mai.* — Comptabi-lité, responsabilité, 2 *mai.* — Lignes du Flénu, 2 *mai.* — Chemin de fer d'Anvers à Gladbach. Rachat du Grand Central, 2 *mai.* — Lignes d'Ath à Blaton, de St-Ghislain à Ath, 2 *mai.* — Chemin de fer direct de Wavre à Bruxelles, 15 *jn.* — Péa-ges. *r.* de M. de Labbeville, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* — Concessions diverses. *r.* de M. G. de Woelmont, 6 *at.* — Disc. et vote, 7 *at.* — Lignes de Luttre à Bruxelles, de Houdeng à Soignies. Chemin de fer de ceinture de Gand, 12 *at.* V. Chemin de fer. — Gare de Schaerbeek, 18 *d.* V. Travaux publics.

CHÈQUES. *r.* de M. Fortamps, 11 *jn.* — Vote, 16 *jn.* V. Finances.

CIMETIÈRES. Pét. d'habitants de Saint-Amand. *r.* de M. Van Delft, 10 *jn.* V. Cimetières.

CODE DE COMMERCE. *Sociétés.* *r.* de M. Solvyns. 5 *m.* — Disc., 7, 8, 15, 25, 26 *m.* — *Assurances.*

r. de M. d'Anethan. Disc., 11, 12, 13 *m.* V. Code de commerce

CODE RURAL, 29 *m.* V. Budget de la justice.

COLONNE DU CONGRÈS. Restauration, 27 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT (Traitement des), 28 *m.* V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Réunion de Versailles à Binche, de Pecq à Hérimmes. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 10 *ju.* — Vote, 11 *ju.* — Schoonaerde. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 4 *at.* — Vote, 5 *at.* V. Affaires communales.

COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES, 29 *m.* V. Budget de la justice.

CROIX DE FER (Pensions des décorés de la), 28 *m.* V. Budget de l'intérieur.

D

DENRÉES ALIMENTAIRES (Falsification des), 27 *m.* V. Budget de l'intérieur. — Libre entrée. *r.* de M. Fortamps, 27 *d.* — Disc. et vote, 28 *d.* V. Douanes et accises. — 18 *d.* V. Voies et moyens.

DE PAEPE, avocat (Cr. de 10,000 francs pour une créance du sieur). *r.* de M. Fortamps, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* V. Guerre.

DETTE 3 p. c. (Remboursement du solde de la). *r.* de M. de Rodes, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* V. Finances.

DOMICILE DE SECOURS, 5 *m.*, 4 *at.* V. Justice.

E

EAUX DE BRUXELLES. Réclamations de diverses communes, 7 *at.* V. Cours d'eau. — 1^{er}, 2 *mai.* V. Travaux publics.

EAUX-DE-VIE. Suppression de la prime à l'exportation. *r.* de M. Fortamps, 7 *at.* — Disc. et vote, 8 *at.* V. Douanes et accises.

ÉCOLE DE RÉFORME de Ruysselede, 29 *m.* V. Budget de la justice.

ÉDIFICES PUBLICS. Critique sur l'absence de plans, 1^{er} *mai.* V. Travaux publics.

EMPRUNT. *r.* de M. de Rodes. Disc. et vote, 29 *a.* V. Emprunt.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Débat sur la loi de 1842, 27, 28 *m.* — Cr. de 20 millions pour construction de maisons d'école. *r.* de M. Houtart, 5 *at.* — Disc., 7 *at.* V. Instruction publique.

ESCAUT. Voir INONDATIONS. Eclairage. Crédit de 150,000 fr. *r.* de M. de Woelmont d'Hambraine, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Travaux publics.

ESPIERRE (Corruption des eaux de l'), 8 *at.* V. Cours d'eau.

EXPOSITION DE LONDRES. Cr. de 100,000 fr. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 27 *d.* — Vote, 28 *d.* *Id.* de Vienne. Cr. de 125,000 fr. *r.* de M. Casier de Hemptinne, 26 *m.* — Vote, 26 *m.* V. Industrie.

F

FLAMANDE (Langue). Emploi en matière répressive. *r.* de M. d'Anethan, 4 *at.* — Disc. et vote, 5 *at.* V. Langue flamande.

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Traitements, 18 *d.* V. Budget des finances.

FRANCE (Relations commerciales avec la), 14 *m.*

— Traité. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Affaires étrangères.

G

GENDARMERIE (Armement de la). *r.* de M. Orban, 26 *m.* — Disc. et vote, 29 *m.* V. Guerre.

GREFFIERS PROVINCIAUX. Traitement. *r.* de M. Houtart, 17 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* V. Affaires provinciales.

H

HOFFSCHMIDT (Pension à M^{me} veuve d') *r.* de M. Fortamps, 29 *a.* — Vote, 30 *a.* V. Finances.

HOLLANDE (Traité d'extradition avec la), 29 *m.* V. Budget de la justice. — Prises d'eau à la Meuse. Endiguement du Zwyn. Chemin de fer de Gladbach. Voir TRAITÉS.

HOTEL DES MONNAIES. Acquisition de terrains. *r.* de M. de Rodes, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* V. Finances. — 12 *at.* V. Travaux publics.

HOTEL PROVINCIAL à Hasselt, 12 *at.* V. Travaux publics.

HUY (Vente des terrains de l'ancien couvent des Frères mineurs à). *r.* de M. d'Omalus d'Halloy et vote, 26 *m.* V. Finances.

I

INONDATIONS dans les Flandres, 18 *d.*, 5, 4, 29 *m.*, 30 *a.*, 1^{er}, 2, 3 *mai.* V. Travaux publics.

ITALIE (Rapports avec le royaume d'), 12 *ju.* V. Budget des affaires étrangères.

J

JUSTICES DE PAIX de Wilryck et de Boom. *r.* de M. d'Anethan, 12 *ju.* — Vote, 16 *ju.* V. Justice.

L

LÉOPOLD 1^{er} (Monument à la mémoire de), 27 *m.* V. Famille royale.

M

MÉDICAMENTS DANGEREUX (Vente des), 4 *m.* V. Budgets.

MEUSE. Canalisation, 3 *mai.* V. Travaux publics.

MILICE (Modification aux lois de). *r.* de M. Houtart, 7 *at.* — Disc., 9, 11 *at.* V. Milice.

MINES (Position des ingénieurs des), 3 *mai.* V. Travaux publics.

MUSÉES. Cr. de 250,000 fr. pour acquisitions. *r.* de M. Casier de Hemptinne, 4 *at.* V. Lettres, sciences et arts.

MUSICIENS DES GUIDES. Pension, 12 *m.* V. Guerre.

N

NAVIGATION A VAPEUR vers le Brésil et la Plata. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 27 *m.* — Disc. et vote, 29 *m.* V. Postes.

NOTARIAT, 29 *m.* V. Budget de la justice. — 8 *at.* V. Notariat.

O

OFFICIERS (Sous-). Médaille ou décoration, 12 *at.* V. Guerre.

OISEAUX INSECTIVORES (Protection des), 5 *m.* V. Chasse.

OSTENDE (Convention au sujet des terrains d'). *r.* de M. Tercelin, 5*t.* — Vote, 7 *at.* V. Finances.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles, 29 *m.* V. Budget de la justice. — Cr. de 25,000 fr. *r.* de M. d'Anethan, 6 *at.* — Disc. et vote, 8 *at.* V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS, 1^{er}, 2 *mai.* V. Travaux publics.

PALAIS DUCAL. Mur de clôture, 18 *d.* V. Travaux publics.

PAQUEBOTS D'OSTENDE A DOUVRES. *r.* de M. G. de Woelmont, 27 *m.* — Vote, 29 *m.* V. Marine.

PATENTES ET D'ENREGISTREMENT (Modification aux droits de). *r.* de M. de Rodés, 5 *m.* — Disc. et vote, 6 *m.* V. Impôts

PÊCHE FLUVIALE, 29 *m.* V. Budget de la justice.

POLICE SANITAIRE dans les campagnes, 28 *m.* V. Budget de l'intérieur.

PONTS ET CHAUSSÉES (Position des fonctionnaires des), 5 *mai.* V. Travaux publics.

PRESCRIPTION EN MATIÈRE FISCALE et disciplinaire *r.* de M. d'Anethan, 11 *jn.* — Vote, 4 *at.* V. Finances.

PRINCESSE (Naissance d'une), 12 *n.* V. Famille royale.

PRUD'HOMMES (Conseil de) de Tournai *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 10 *jn.* — Vote, 11 *jn.* V. Industrie.

R

RÈGLEMENT (Modification au). Pr. de MM. d'Anethan et Dolez, 12 *jn.* — Vote, 15 *jn.* V. Règlement.

RÉIMPORTATION DES MARCHANDISES ayant reçu une main-d'œuvre à l'étranger. *r.* de M. Fortamps, 26 *m.* — Disc. et vote, 29 *m.* V. Douanes et accises.

RIVIÈRES. Yser, Lys, 4 *m.* — Sambre, 50 *a.* — Dendre, 1^{er} *mai.* — Eaux de l'Ourthe, 1^{er}, 2 *mai.*

ROUTE de Jamoigne à Marbehan, 12 *jn.* V. Travaux publics.

ROUTES VICINALES (Reprise des). Voir **VOIRIE VICINALE.**

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Traitement des), 10 *jn.* V. Affaires communales.

SERVITUDES MILITAIRES. *r.* de M. d'Anethan, 26 *d.* — Vote, 5 *m.* V. Servitudes.

T

TERNEUZEN (Canal de), 18 *d.*, 5 *m.*, 50 *a.*, 1^{er} *mai*, 12 *at.* V. Travaux publics.

TIMBRE (Exemption du timbre) pour les quittances et registres des établissements publics. *r.* de M. Béthune, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Finances.

TRAITÉ avec l'Allemagne pour la reprise du chemin de fer Guillaume-Luxembourg *r.* de M. Reyniens, 17 *d.* — Vote, 19 *d.* — *Id.* avec les Pays-Bas pour l'endiguement du Zwyn. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 27 *d.* — *Id.* pour les prises d'eau à la Meuse, 14 *m.* — Vote, 29 *m.* — *Id.* pour le chemin de fer de Gladbach. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 11 *jn.* — Disc., 12, 15 *jn.* — Vote, 15 *jn.* — *Id.* avec la France. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 5 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Crédits spéciaux. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 7 *at.* — Disc. et vote, 12 *at.* V. Travaux publics.

TRIBUNAL D'ANVERS. Augmentation du personnel. *r.* de M. d'Anethan, 29 *a.* — Disc. et vote, 1^{er} *mai.* V. Justice.

V

VAGABONDAGE (Répression du), 29 *m.* V. Budget de la justice.

VOIRIE VICINALE, 4, 27 *m.* V. Budgets. — 2 *mai.* V. Travaux publics.

Z

ZWYN (Endiguement du). Voir **TRAITÉS.**

SESSION LÉGISLATIVE 1873-1874.

(11 NOVEMBRE 1873 AU 20 MAI 1874.)

X²

La séance est ouverte, le 11 novembre, sous la présidence de M. d'Omalius d'Halloy, doyen d'âge, ayant à ses côtés MM. Defuisseaux et Van Outryve d'Ydevalle, secrétaires provisoires.

DISCOURS DU TRONE.

MESSIEURS,

Ma pensée, quand je me vois entouré des représentants de la nation, se reporte toujours avec reconnaissance sur les témoignages de dévouement et d'affection constante qu'ils m'ont prodigués depuis l'inauguration de mon règne.

Les relations de la Belgique avec les puissances étrangères sont très amicales et empreintes d'une mutuelle confiance.

Le commerce extérieur poursuit sa marche progressive.

Le traité conclu avec la France maintient, pour un nouveau terme, les conditions de nos échanges sur des bases libérales qui, sans nul doute, recevront un utile complément par des mesures d'application conformes à l'esprit de cet acte.

Une convention réciproquement avantageuse a réglé, entre la Belgique et les Pays-Bas, diverses questions pendantes depuis longtemps. L'exécution, aujourd'hui assurée et prochaine, d'une voie ferrée reliant directement le port d'Anvers au Rhin inférieur accroîtra, en les facilitant au profit des deux pays, nos rapports commerciaux avec l'empire d'Allemagne.

Des lignes régulières de navigation à vapeur mettent en communication directe notre métropole commerciale avec les principaux centres d'affaires des deux Amériques.

En présence de l'expansion de notre commerce et des immenses travaux faits en d'autres pays pour perfectionner les ports, l'intérêt national exige que nos installations maritimes soient améliorées. Une négociation est engagée entre mon gouvernement et l'administration communale d'Anvers.

J'ai vu avec satisfaction l'accueil que vous avez fait aux propositions qui permettent de compléter notre représentation diplomatique et consulaire dans l'extrême Orient. La Belgique industrielle serait oublieuse de ses intérêts si elle se laissait devancer sur ces marchés nouveaux qui lui sont ouverts.

Plusieurs traités d'extradition ont été conclus. Une loi vous sera présentée pour faciliter la négociation de ces actes, assurer mieux la répression des crimes et délits et simplifier les formalités en matière d'extradition.

Vous avez poursuivi avec persévérance la révision du code de commerce. La plupart des titres relatifs au commerce en général ont été mis en vigueur comme lois distinctes. Les transformations de l'industrie des transports par terre et par mer, et la nécessité d'harmoniser nos lois avec celles des nations dont les progrès législatifs sont les plus grands, donnent une importance exceptionnelle à la réforme du deuxième livre du code de 1807.

Vous êtes saisis d'une partie du projet de réforme du code de procédure civile. Mon gouvernement ne tardera pas à vous soumettre également un projet de révision du code d'instruction criminelle. Sans attendre que cette révision générale puisse être décrétée, des propositions vous seront faites pour mieux protéger la liberté individuelle dans le cours des instructions judiciaires.

J'exprime le vœu que les lois relatives au régime des aliénés et au domicile de secours soient discutées pendant la présente session; elles tendent à garantir plus complètement les droits des individus et des familles, tout en répartissant d'une manière plus équitable les charges qui grèvent les communes.

L'enseignement donné aux frais de l'Etat continue d'être l'objet de la vive sollicitude de mon gouvernement. Il vous présentera un projet de revision de la loi sur l'enseignement supérieur, afin de renforcer les études et d'en élever le niveau ; il demandera aussi des crédits qui seront employés au développement des cours pratiques dans les facultés de médecine et des sciences.

L'étude des langues modernes dans les athénées doit être organisée sur des bases plus larges : il faut qu'un plus grand nombre de jeunes gens aient les moyens de s'initier directement à la connaissance de la civilisation des divers peuples et de ses manifestations multiples dans le domaine de la littérature, des arts, des sciences, de l'industrie et du commerce.

Le crédit de vingt millions pour la construction et l'ameublement d'écoles, que vous avez unanimement adopté, permettra de compléter en peu de temps, avec le concours des provinces et des communes, devenu ainsi plus facile et moins onéreux, les installations matérielles de l'enseignement primaire, et de mieux satisfaire l'intérêt social de la diffusion de l'instruction dans les classes populaires.

Nos industries nationales sont dans une situation prospère et marchent résolument dans la voie des progrès réels. Les nombreux succès qu'elles ont obtenus à l'exposition universelle de Vienne attestent leur énergique vitalité.

La récolte de quelques produits de la terre n'a pas répondu, dans toutes les parties du pays, à l'espoir de nos cultivateurs et récompense pleinement leurs rudes travaux. Toutefois, il n'est pas douteux que l'approvisionnement du pays soit assuré. La libre entrée permanente des denrées alimentaires, que vous avez décrétée, facilitera cet approvisionnement à des prix relativement modérés.

Un code rural sera soumis à vos délibérations. Déjà vous êtes saisis d'une loi relative au régime des cours d'eau, dont le prompt examen est désirable.

Vous avez doublé la dotation ordinaire de la voirie vicinale.

Les beaux-arts sont une de nos gloires historiques. Au concours universel ouvert à Vienne, nos artistes ont maintenu avec honneur la réputation de l'école belge.

La construction, dans la capitale, d'un palais destiné aux expositions triennales et aux solennités publiques, est décrétée depuis plusieurs années. L'exécution ne peut être plus longtemps différée.

La garde civique et l'armée continuent de mériter la confiance du pays. Sous l'impression des événements militaires qui viennent de s'accomplir, elles redoublent d'efforts pour se maintenir à la hauteur de leur grande et patriotique mission.

Vous avez apprécié le but et la portée vraie des modifications proposées aux lois organiques de l'armée et de la milice. Tout en maintenant, selon le vœu de l'opinion publique, les principes fondamentaux de ces lois, il fallait à la fois tenir compte de l'expérience acquise et des nécessités de la situation nouvelle, et consolider nos forces défensives sans aggraver sensiblement les charges militaires imposées aux populations. Le pays vous saura gré d'avoir discuté ce problème difficile dans votre dernière session, si longue et si laborieuse.

Mon gouvernement vous présentera une loi tendante à donner une rémunération immédiate aux familles des miliciens pendant la durée de leur service actif.

Les crédits spéciaux votés pendant vos dernières sessions pour les travaux d'utilité générale dépassent 259 millions de francs. La plus grande partie a été employée ou demeure affectée au complément, à l'amélioration ou à l'extension de notre réseau de chemins de fer. Les chambres et le gouvernement considèrent comme un impérieux devoir de l'Etat d'outiller et de perfectionner ce puissant instrument afin qu'il satisfasse aux besoins toujours croissants des relations intérieures et internationales.

Le réseau que l'Etat exploite s'est accru par la reprise des lignes du Grand-Luxembourg et de la section belge du Guillaume-Luxembourg, par l'ouverture de la ligne de Welkenraedt et d'autres ; il s'étendra encore dans de fortes proportions à mesure que les chemins concédés de 1870 à 1873, sous réserve de l'exploitation par l'Etat et dont l'ensemble comprend plus de 900 kilomètres, lui seront successivement livrés.

Mon gouvernement espère pouvoir vous présenter, dans la session actuelle, une loi sur la comptabilité ou l'organisation financière du chemin de fer.

La préparation d'une autre loi sur la police des chemins de fer et sur les conditions réglementaires des transports est confiée à une commission spéciale qui s'occupe avec zèle de l'accomplissement de ce mandat.

Les voies navigables, les ouvrages hydrauliques, les routes, les bâtiments civils, la marine ont aussi obtenu une large part des crédits votés pour continuer et pour étendre l'ensemble de nos travaux d'utilité générale, en grande partie directement productifs. A ces travaux, dont le coût total atteint environ 800 millions, la Belgique a consacré, indépendamment de prélèvements sur ses ressources ordinaires, presque tous les capitaux qui forment sa dette contractée depuis 1830.

Récemment encore, en vue de ces applications fructueuses, une grande opération financière a été conclue à des conditions favorables au Trésor et qui témoignent de la puissance du crédit public.

La situation de nos finances est très-bonne. Malgré de nombreuses réductions ou suppressions de taxes, le revenu de l'Etat augmente d'année en année.

Parmi les mesures importantes que vous avez adoptées, je rappellerai la loi portant prorogation de la durée de la Banque Nationale. Assurée d'une longue existence, notre principale institution financière multipliera les services qu'elle est appelée à rendre au commerce et à l'industrie ; la loi attribue aussi au Trésor public une juste part des bénéfices.

Des les premiers jours de la session, une proposition vous sera soumise pour donner au gouvernement le pouvoir de limiter ou de suspendre la fabrication de monnaies d'argent.

Cette session, je n'en doute pas, sera, comme les précédentes, utilement remplie par la discussion de

lois qui, sans soulever de débats irritants, répondent aux besoins et aux vœux du pays. Les projets déjà présentés par mon gouvernement et ceux qu'il a préparés ont ce caractère et ce but ; ils offrent un vaste champ à vos travaux pour le perfectionnement de notre législation.

Depuis quarante-trois ans, la Belgique, devenue maîtresse de ses destinées, après avoir conquis ce bien suprême auquel nos ancêtres ont vainement aspiré, pratique avec sagesse ses libres institutions ; le sentiment national, unanime sur les intérêts essentiels qui constituent la force de cohésion et la stabilité d'un peuple, n'a cessé de grandir et de se fortifier. Cette longue période de paix et de remarquables progrès dans tous les ordres de faits que l'activité humaine peut embrasser occupera dans l'histoire une page glorieuse. Calme et prospère, la Belgique de 1873 peut être fière de son passé et envisager l'avenir avec une sereine confiance.

Travaillons ensemble à accroître de plus en plus ce patrimoine national de grandeur morale et de prospérité matérielle. Votre concours, pour cette œuvre patriotique, ne fera pas défaut à mon gouvernement, et la Providence bénira nos communs efforts pour le bien de la patrie.

MINISTÈRE.

*Comme à la session précédente, sauf que M. BEERNAERT remplace M. MONCHEUR
comme ministre des travaux publics.*

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

ANVERS, MM. De Decker et Guyot remplacent MM. Gerrits et d'Hane-Steenhuyse.

MEMBRES DU SÉNAT.

GAND, M. le comte de Kerchove de Denterghem remplace M. Hip. Van de Woestyne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1873-1874.



Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — *Président*, M. THIBAUT.
1^{er} vice-président, M. TACK — *2^e vice-président*, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. DE BORCHGRAVE, HAGEMANS, REYNAERT et WOUTERS.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et SNOY.

ADRESSE.

15 novembre. La c. d'Adresse est composée de MM. Rogier, Dumortier, Jacobs, Schollaert, Delehay et Nothomb (M. Schollaert est nommé *r. c.*). — 19. Il n'y a pas de discussion générale sur le projet d'Adresse. Dans la discussion des articles, M. Delaet émet l'espoir que la chambre complétera dans cette session les mesures qu'elle a inaugurées en vue de faire droit aux griefs des Flamands. MM. Lelièvre et Vermeire espèrent, de leur côté, qu'on augmentera les traitements des professeurs de l'enseignement moyen. Au § : « Les modifications qui viennent d'être apportées aux lois organiques de l'armée et de la milice ont consolidé nos forces défensives sans aggraver sensiblement les charges militaires imposées au pays », M. Rogier demande la suppression des mots soulignés et M. Muller celle du § tout entier. Les deux propositions sont rejetées par 39 voix contre 36. M. Beeckman propose ensuite l'addition d'un § par lequel la chambre émettrait le vœu de voir opérer de nouvelles reprises de chemins de fer. M. Malou, *m. f.*, dit que s'il s'agissait d'une simple et vague déclaration de principe quant au système commencé, il n'y pourrait pas faire d'opposition ; mais la rédaction ne pourrait être séparée des commentaires, et M. Beeckman engage le gouvernement à faire des reprises immédiatement. Le meilleur moyen de n'en pas faire, c'est de décider qu'on en fera. Le gouvernement doit être libre ; dans la mesure de ce que l'intérêt public exige et de ce que la situation et les forces administratives comportent, on peut successivement et prudemment chercher à compléter le système de l'unité d'exploitation. Mais pour cela il importe d'éviter qu'il y ait une impulsion donnée ou des préjugés créés. Le *m.* craindrait

beaucoup que, si la chambre adoptait la proposition, ce vote fût mal interprété et que, loin de rendre des reprises faciles à des conditions favorables, on ne les rendit impossibles ou du moins onéreuses. A la suite de cette déclaration M. Beeckman retire son amendement. Vient le § : « *Pendant que d'autres nations cherchent vainement leur voie*, la Belgique a trouvé la sienne et y marche résolument. Chez elle, l'ordre le plus stable n'a coûté le sacrifice d'aucune liberté. Grâce à la sagesse de son Roi, à la prudence de sa diplomatie, à la vigilance de ses hommes d'Etat, grâce surtout au patriotisme et à la modération de son peuple, la Belgique est sortie intacte et prospère des épreuves les plus décisives. Ni la révolution de 1848, ni la guerre de 1870 n'ont pu l'ébranler. Elle n'a tiré de ces crises redoutables qu'une grande confiance dans ses destinées et l'estime de l'Europe. » M. Rogier demande la suppression des mots : « *Pendant que d'autres nations cherchent leur voie...* » La chambre décide qu'elle dira : « La Belgique marche résolument dans la voie qu'elle s'est tracée. » L'ensemble de l'Adresse est ensuite voté par 51 voix contre 25 et 3 abstentions. — 20. Il est donné lecture de la réponse du Roi à l'Adresse.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

11 décembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi réglant le transport des émigrants.

27 janvier. M. Bergé demande s'il est vrai, comme l'annonce le *Daily Telegraph*, que le gouvernement allemand a chargé son ministre auprès du gouvernement belge de faire des observations au cabinet en vue de se plaindre du langage de la presse ultramontaine à l'égard de l'Allemagne. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, donne lecture de la

réponse suivante : « Les informations de la presse étrangère qui ont servi de base à l'interpellation de M. Bergé ne sont pas exactes ; le cabinet de Berlin n'a adressé ni fait remettre de note au gouvernement du Roi concernant l'attitude et le langage soit de la presse, soit du clergé de notre pays en présence du débat qui se poursuit en Allemagne sur le terrain religieux. Le gouvernement du Roi n'a pas besoin de protester du prix qu'il attache à nos bons rapports avec l'Allemagne, une des puissances garantes de notre indépendance. A une époque qui n'est pas loin de nous, le ministère qui était alors au pouvoir a jugé opportun de faire appel, du haut de la tribune nationale, à la prudence, à la modération, à l'impartialité des organes de la publicité dans l'appréciation des événements qui s'accomplissaient à nos frontières ; les mêmes conseils, je crois servir les intérêts du pays en les renouvelant dans les circonstances actuelles, et j'ai la confiance de ne pas les adresser en vain au patriotisme de tous ceux qui, dans des sphères diverses, portent leur attention sur la politique intérieure des Etats voisins. J'hésite d'autant moins à parler ainsi que je le fais librement ; j'obéis au sentiment des justes égards que nous devons à une puissance voisine et amie et au loyal désir qui nous anime de conserver et de fortifier les excellentes relations qui existent entre elle et la Belgique. »

12 mars. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi portant approbation d'un traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et le Portugal le 23 février 1874.

29 avril. *Id.* un traité conclu entre la Belgique et la république d'Orange.

6 mai. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur le traité conclu avec le Portugal. — 9. Celui-ci est adopté à l'unanimité. — 25. Il en est de même du traité avec la république d'Orange.

AGRICULTURE.

10 février. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. T'Serstevens combat une proposition de la *s. c.* tendant à réduire au chiffre de 25,000 fr. le subside de 75,000 fr. que le gouvernement veut accorder à la Société agricole du Brabant-Hainaut pour lui permettre d'organiser une vaste exposition au mois de juin 1874. La chambre entend à ce sujet MM. de Vrints, Delehay, *r.*, Delcour, *m. i.*, et Le Hardy de Beaulieu. — 11. Puis encore MM. Delexhy, Delehay, *r.*, De Smet, T'Serstevens, Julliot, Vermeire et Rogier. Finalement le chiffre de 75,000 fr. est adopté par 59 voix contre 49. M. Coomans critique ensuite le subside annuel accordé pour les

courses de chevaux, alors que la chambre a supprimé cette allocation. M. Delcour, *m. i.*, répond que le subside est pris sur le crédit pour les fêtes nationales.

10 mars. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport sur l'état de l'enseignement agricole pendant les années 1870, 1871 et 1872.

BUDGETS.

21 novembre. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des dotations. — 22. M. De Smet, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 28. M. Delehay, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* de l'intérieur.

3 décembre. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des affaires étrangères. — 5. M. Lefebvre, *r. s. c.*, *id.*, sur le *B.* de la justice. Dans la discussion du *B.* des dotations, MM. Demeur et Defuisseaux proposent de supprimer la dotation (de 200,000 fr.) de S. A. R. le comte de Flandre. MM. Dumortier, Anspach, Frère-Orban et Malou, *m. f.*, combattent cette proposition. Ils font valoir, en dehors de la question de principe, que le *B.* n'est que l'application d'une loi qu'on ne peut modifier incidemment. MM. Jottrand et Guillery se rallient à cette considération. M. Defuisseaux ayant dit qu'il se fait l'interprète des sentiments de la population de Mons, M. Saintelette proteste contre cette allégation. La dotation, mise aux voix, est maintenue par 72 voix contre 4. Dans la discussion du *B.* des recettes et dépenses pour ordre, M. Malou, *m. f.*, propose d'augmenter de 408,000 fr. les prévisions du fonds communal. La chambre a adopté une loi qui réduit la prime à la décharge des eaux-de-vie à l'exportation : 55 p. c. du produit additionnel appartiennent au fonds communal. Le chiffre de l'article du *B.* doit donc être porté à 21,528,000 fr., et comme conséquence, puisque, d'après la loi organique, il est fait une retenue pour la réserve du fonds communal, il faut porter à 737,000 fr. le chiffre de l'article suivant, c'est-à-dire qu'on l'augmente de 12,000 fr. Adopté. — 9. Le *B.* est voté à l'unanimité. Dans la discussion du *B.* des non-valeurs et des remboursements, M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il n'a pas l'intention de proposer une réforme générale de la contribution personnelle. Des études ont été faites pour l'améliorer, pour la répartir autrement ; jusqu'à présent, l'on n'a pas abouti à un système général qui ait chance d'être admis par la chambre. Il ne faut pas négliger les améliorations de détail ; mais on ne peut prendre l'engagement de présenter une réforme générale. Le *m.* ajoute, au sujet d'une question soulevée dans le rapport de la *s. c.* et qui concerne les maisons dont la valeur locative n'est que

de 42 fr. 52 c., c'est-à-dire 20 florins, qu'en raison du changement des valeurs qui est survenu depuis l'époque où la loi a été faite, il y a lieu d'examiner sérieusement s'il ne faut pas fixer une autre limite pour l'exemption. Le B. est voté à l'unanimité. Dans la discussion du B. des finances, MM. Van Hoorde, Boulenger, Vermeire, David et T'Serstevens parlent en faveur de l'augmentation des traitements des agents subalternes des douanes et des accises. M. Malou, *m. f.*, dit que, pour venir en aide aux situations qui l'exigeaient, il a étendu beaucoup la partie élastique de la rémunération; mais il lui a paru qu'il était impossible de prendre isolément des mesures pour certaines catégories de fonctionnaires. Le *m.* écarte du débat une préoccupation qui paraît exister chez quelques préopinants. Il est en quelque sorte sans exemple qu'il y ait des faits de corruption dans les administrations financières en Belgique. Le *m.* le dit, parce que cela est très honorable pour tous les agents de l'administration. Il y a là, comme dans toutes les positions de la vie, la lutte du devoir et de l'intérêt, et cette lutte est glorieusement soutenue, même par des agents dont le traitement est aujourd'hui notoirement insuffisant. Il y a une mesure à prendre. Mais l'étude de la question n'était pas encore complète au moment où le B. actuel a été présenté. Le *m.* espère que d'ici à quelque temps on pourra soumettre à la chambre des dispositions pour établir ce qui est juste et utile. Mais il ne faut pas se le dissimuler, si l'on entrait trop rapidement dans cette voie, on pourrait aboutir à troubler la situation financière générale, qui est excellente et que les chambres et le gouvernement tiendront sans doute à maintenir. MM. Lelièvre, Notelteirs et De Smet insistent pour qu'il n'y ait plus d'expertises en matière de mutations entre-vifs et de successions collatérales. Il faudrait, comme en matière de mutation par décès en ligne directe, établir un multiple auquel les parties pourraient se conformer. Ce qui est admis en matière de droit de mutation en ligne directe pourrait certainement être appliqué sans inconvénients sérieux aux mutations entre-vifs et aux droits de succession en général. M. Malou, *m. f.*, émet l'idée qu'on ne peut pas, sans danger pour les finances, introduire, pour les mutations en ligne collatérale ou pour les actes entre-vifs, le principe d'un maximum, d'une règle établie à forfait et que tout le monde puisse invoquer comme on peut l'invoquer aujourd'hui pour les successions en ligne directe. On comprend que, pour les droits de succession en ligne directe, on ait établi un forfait, un multiplicateur officiel, parce que là, la quotité du droit ne peut jamais faire qu'il y ait une inégalité entre

les contribuables. Il ne s'agit que d'un droit de 1 p. c. et de 50 centimes additionnels; mais si ce forfait légal s'étendait, par exemple, aux droits de succession en ligne collatérale qui vont jusqu'à 15 p. c., à quelles inégalités, à quelles injustices n'aboutirait-on pas fatalement? On s'exagère beaucoup le nombre, la fréquence et les résultats des expertises. D'abord, on ne doit les droits de succession qu'à raison de la valeur de l'immeuble au moment du décès. Une vente de date plus récente constatant une valeur plus grande d'un autre immeuble ne peut pas, en général, être prise en considération pour la fixation des droits. Il est de règle que, lorsque la bonne foi est non pas seulement démontrée, mais apparente, on n'exige pas les amendes. Depuis deux ans qu'il est au ministère, le *m.* ne se rappelle pas une seule affaire où l'on ait appliqué l'amende lorsqu'il n'était pas parfaitement démontré et certain qu'il y avait une tentative de fraude préméditée à l'égard du fisc. Répondant à MM. Coomans et De Baets, il s'engage à prendre des mesures en vue de hâter les mutations cadastrales. Après quelques explications au sujet de la réduction de la dépense pour les frais de garantie des ouvrages d'or et d'argent, et une promesse faite à M. Coomans de présenter un projet de loi sur la rémunération des miliciens, le B. est voté à l'unanimité.— 10. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la dette publique. Dans la discussion du B. des affaires étrangères M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, émet l'avis qu'il n'y a pas lieu, dans l'intérêt du pays, de publier un *Livre vert, jaune ou bleu*, comme il y en a dans d'autres pays, et que le moment n'est pas venu de rétablir des relations diplomatiques avec le Mexique. M. Malou, *m. f.*, donne à M. Boulenger des explications au sujet de la question des sucres. L'Angleterre avait demandé qu'aux principes adoptés par la convention de 1864, on substituât le principe du raffinage en entrepôt, c'est-à-dire l'exercice pour les fabricants aussi bien que pour les raffineurs. Les délégués belges ont été chargés de combattre ce système. Il est intervenu ensuite un protocole dont une partie vient d'être lue, mais il devait être soumis à la ratification des Etats intéressés, et l'Angleterre refusa de le ratifier. Plus récemment, le gouvernement français a demandé qu'une nouvelle réunion eût lieu à Bruxelles au mois de septembre, mais cette réunion n'a pas pu avoir lieu parce qu'on ne s'est pas mis d'accord sur l'objet de la conférence. Depuis lors, le gouvernement a insisté très vivement près du gouvernement français pour que la loi, qui a figuré à l'ordre du jour de l'assemblée nationale de France mais qui

n'a pas été discutée, fût enfin votée. Cette loi doit établir la corrélation des types, et on a le droit de demander à la France que cette obligation, résultant du traité, soit remplie. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à MM. Pety de Thozée, *r.*, et Rogier, dit qu'il a l'intention de maintenir un consul à Luxembourg tant qu'il y aura des intérêts majeurs pour la Belgique à défendre dans le grand-duché. Il dit à M. Couvreur qu'il présentera prochainement un projet de loi portant suppression des chambres de commerce. Il ajoute qu'il déposera un projet relatif à l'émigration. Le *B.* est voté à l'unanimité. Dans la discussion du *B.* de la justice, que la chambre aborde immédiatement après, M. Defuisseaux appelle de nouveau l'attention sur les abus de la détention préventive. M. De Lantsheere, *m. j.*, promet de déposer un projet de loi sur la matière; mais le préopinant ayant critiqué la lenteur apportée dans l'instruction de l'affaire Penter, le *m.* soutient qu'il n'y a aucun reproche à adresser à la magistrature, et M. Dumortier, de son côté, dit qu'il ne peut comprendre qu'on s'intéresse à des individus accusés d'avoir détourné de 12 à 15 millions. M. Pirmez est d'avis que les instructions de ce genre se font avec beaucoup trop de lenteur. Il n'admet pas qu'une instruction doive durer plus d'un an et qu'il faille une instruction de cette durée lorsqu'il s'agit surtout de détournements aussi considérables que ceux que l'on prétend avoir été commis. D'après ce qui est rapporté par le bruit public, il s'agit de sommes se chiffrant par millions. L'orateur ne comprend pas qu'il soit fort long de constater de pareils détournements. C'est, dans de pareilles affaires, un abus que de vouloir rechercher le dernier chiffre d'une volumineuse comptabilité. Il suffit, pour que l'instruction soit faite d'une manière convenable, que l'on ait constaté une somme de détournements assez considérables, sans que, pour justifier l'application la plus sévère de la peine, on veuille que des experts descendent dans les plus minutieux détails et veuillent savoir si, dans les opérations énormes d'une grande société qui a duré plusieurs années, absolument tout est régulier. L'orateur veut qu'on traite les affaires d'une manière plus haute, que l'on ne prolonge pas une instruction sur des minuties, qu'on prenne les grands faits dans leur ensemble, qu'une instruction ne soit pas tellement détaillée, tellement compliquée qu'on finisse par jeter de la confusion, et que si la répression arrive, elle montre moins que la loi a veillé qu'elle ne démontre par ses lenteurs l'insuffisance de la justice. D'autre part, le *m. j.* paraît se dégager trop de la responsabilité des instructions qui sont faites et

de la surveillance des actes des parquets. On accorde parfois beaucoup trop de confiance aux agissements de la magistrature; on paraît croire que la justice ne peut être entraînée à des abus de pouvoir, à des excès de zèle. L'orateur croit que la garantie des citoyens n'est pas seulement dans la magistrature, qu'elle est aussi dans le contrôle des chambres et dans la responsabilité ministérielle. M. De Lantsheere, *m. j.*, tout en réservant son opinion sur l'affaire Penter, est d'accord en principe avec M. Pirmez. — 11. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 573,975 fr. au département de l'intérieur. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur des amendements au *B.* de l'intérieur. — 13. La discussion du *B.* de la dette publique porte tout entière sur l'article relatif au *minimum d'intérêt garanti par l'Etat*. La *s. c.* propose de réduire le crédit d'une somme de 100,000 fr. et de supprimer la mention qui accompagne le libellé du crédit, savoir: « Ce crédit n'est point limitatif. » M. Malou, *m. f.*, propose, de son côté, de réduire le crédit d'une somme de 210,000 fr., mais il s'oppose à la suppression des mots: « Ce crédit n'est pas limitatif ». Un débat s'engage à ce sujet entre MM. Muller, Malou, *m. f.*, Demeur, *r.*, et Coomans. — 16. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits supplémentaires au *B.* de l'intérieur. La discussion continuée sur le *B.* de la dette publique entre MM. Demeur, *r.*, Bouquéau et Malou, *m. f.* Finalement, le chiffre proposé par le gouvernement est mis aux voix et adopté. L'amendement de la *s. c.*, consistant dans la suppression des mots: « Ce crédit n'est point limitatif; les intérêts qu'il est destiné à servir pourront s'élever, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence des engagements résultant de ces lois », est ensuite mis aux voix et n'est pas adopté. — 17. A l'article 22, *Pensions civiles*, M. Malou, *m. f.*, propose d'ajouter à l'article concernant le ministère des finances, 200 fr. pour la pension d'une nettoyeuse, chiffre que la cour des comptes a refusé d'admettre. M. David estime que, si l'on entre dans cette voie, on s'engagera beaucoup plus loin qu'on ne pense. Tous les agents auront les mêmes droits à la pension, bien qu'ils ne soient pas plus dans les conditions voulues que la femme de service dont il est question. Tous les ouvriers des chemins de fer réclameront les mêmes droits. M. Lefebvre est du même avis. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il y a, pour le chemin de fer et pour les ouvriers qui sont payés à la journée, une caisse spéciale de pensions, et il ne s'agit pas de reconnaître des droits à des gens qui sont payés à la journée. M. Snoy, *q.*, fait remarquer qu'il y a à la chambre aussi des balayeurs et des ba-

layeuses, et il demande si ces gens de service deviendront des fonctionnaires ayant droit à la pension. M. Malou, *m. f.*, répond affirmativement. M. David propose de renvoyer l'amendement à la *s. c.* Cette proposition, mise aux voix par assis et levé, n'est pas adoptée. L'amendement du *m.* est voté. L'ensemble du *B.* l'est ensuite par 85 voix contre 4. — 18. Le *B.* des dotations est adopté à l'unanimité.

15 janvier. La discussion générale du *B.* de l'intérieur est ouverte. M. Lelièvre demande que le traitement des commissaires de police soit mis en partie à la charge de l'État. M. David signale divers incidents qui se sont passés dans les communes de Herve, Renaix, Lessines, Ledeborg, Welkenraedt, Baelen, etc. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 14. M. Julliot reproche à M. David de vouloir inaugurer en Belgique le régime des préfets de l'empire. M. Magherman répond à ce qui a été dit au sujet de l'affichage des listes électorales à Renaix. M. Thonissen appuie les observations présentées par M. Lelièvre et parle, en outre, en faveur de l'augmentation du traitement des employés des commissariats d'arrondissement. M. Delcour, *m. i.*, répond aux critiques formulées par M. David. M. Defuisseaux parle en faveur de l'amélioration du sort des secrétaires communaux. — 15. M. Cornesse s'occupe à son tour de cet objet et prend la défense des actes du *m. i.* M. Van Wambeke appuie les observations de MM. Lelièvre et Defuisseaux. — 17. Suit un nouvel exposé des griefs de M. David. — 27. M. Lelièvre revient sur la question relative au traitement des secrétaires communaux et des employés des commissariats d'arrondissement. — 28. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 29. M. Delxhy insistant pour la solution de la question relative aux secrétaires communaux, M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il n'a pas encore reçu les propositions du conseil administratif de la caisse de prévoyance. Du reste, la question est complexe. Il y aurait peut-être une solution rationnelle; ce serait d'abandonner aux députations permanentes, chargées d'approuver les *BB.* communaux, le soin de fixer le traitement de chaque secrétaire d'après l'importance et les ressources de la commune. Mais ce serait là encore une dérogation à la loi du 30 mars 1856, et il est du devoir du gouvernement de ne pas toucher à une loi organique sans que la question ait été examinée sous toutes ses faces. M. Defuisseaux dit qu'il usera de son initiative, et déposera une proposition de loi, d'accord avec un grand nombre de membres de la gauche, si le *m.* ne fait pas droit aux réclamations des secrétaires communaux.

4 février. M. Boucquéau parle dans le

même sens, puis la discussion générale est close. — 5. A propos de l'article 1^{er}, un débat s'engage entre MM. Boulenger, Delcour, *m. i.*, Sainetelette et Coomans, au sujet des nominations faites par les catholiques à leur avènement au pouvoir. (*Commissaires d'arrondissement de Mons et de Soignies; démission de M. Troye, gouverneur du Hainaut, etc.*) Au chapitre *Administration dans les provinces*, l'amendement suivant est présenté : « Ajouter au chapitre IV du budget la somme de 65,000 francs à diviser entre les neuf provinces, pour permettre au gouvernement d'améliorer, dès cette année, la position des employés des administrations provinciales, en les assimilant, quant au traitement, aux fonctionnaires du département de l'intérieur du grade immédiatement inférieur. (Signé : De Decker, Guyot, Schollaert, De Clercq, Snoy, Smolders, Tack, Notelteirs, Thonissen, Meeus, de Briey, Van Wambeke, Wasseige, Cornesse, de Liedekerke-Beaufort, A. Visart, T'Serstevens, Van Cromphaut, De Haerne, De Naeyer, Pety de Thozée et De Smet.) » M. Wasseige développe cet amendement, qui est appuyé par MM. Lelièvre, Delehay, *r.*, et Thonissen. M. Delcour, *m. i.*, ne peut s'y rallier. Il dit qu'il y a d'abord une étude d'ensemble à faire pour tous les traitements. M. A. Vandenpeereboom partage cet avis. M. Coomans ne veut pas d'augmentation d'impôts; il continuera à demander des économies, des réductions de dépenses, des suppressions d'impôts; il est loyal, dès lors, de ne pas s'associer à des augmentations de dépenses, dût-on s'exposer au reproche absurde, mais désagréable, de manquer d'humanité et de froisser des électeurs plus ou moins influents. M. Lelièvre propose un sous-amendement ainsi conçu : « Ajouter à l'amendement de M. Wasseige et autres ce qui suit : *Idem*, la somme de 20,000 francs à diviser entre les commissaires d'arrondissement, à l'effet d'améliorer, dès cette année, la position des employés attachés à leurs bureaux. » MM. Delehay, *r.*, et Delaet combattent cet amendement, qui n'est pas suffisamment étudié. M. Vandenpeereboom fait une motion d'ajournement : « La chambre, prenant acte de la déclaration du gouvernement qu'il s'occupe du travail d'ensemble de révision des traitements des fonctionnaires publics, ajourne à trois mois la proposition relative aux traitements des employés des gouvernements provinciaux. » Après avoir entendu encore MM. Van Hoorde, Coomans, Wasseige, Delaet, Demeur, Vandenpeereboom et Malou, *m. f.*, qui promet un rapport sur l'augmentation des traitements de certaines catégories de fonctionnaires, la chambre adopte cette motion, en substituant aux mots : *à trois mois*, ceux-ci : *au 21 avril*. — 6. MM. De-

thuin et Thonissen déclarent ajourner à la même date des amendements qu'ils ont proposés en vue d'augmenter les traitements des professeurs de l'enseignement moyen et des employés de la Bibliothèque royale. Des explications sont échangées entre MM. Demeur, Vermeire, Van Hoorde, Delehay, r., Thonissen, Muller et Coomans, sur le chiffre du traitement des employés provinciaux, qui devra, suivant quelques orateurs, varier d'après l'importance des localités. Le débat politique est ensuite rouvert par M. Kervyn de Lettenhove, qui soutient que M. Trove a donné sa démission de gouverneur du Hainaut. Il fait l'éloge de son successeur, le prince de Caraman, et attribue l'acte de rigueur dont a été l'objet une institutrice de Beaumont, à ce qu'elle a permis de donner un banquet dans le local de son école. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE, 31 janvier.*) Ces faits sont contestés par MM. Sainctelette et Hagemans, puis M. Dumortier se plaint de l'abaissement des débats parlementaires, dans lesquels s'agitent ces mesquines questions de personnes. MM. Bara, Van Wambeke, Boulenger, Delcour, m. i., Kervyn de Lettenhove et Rogier prennent encore la parole au sujet des tournées électorales faites par le gouverneur du Hainaut; d'un voyage analogue, fait dans le même but, à Malines, par M. Moncheur, promettant d'inaugurer une station qui n'a pas été faite; d'un voyage électoral fait à Alost par M. Rogier en 1852; d'un acte de M. de Gerlache, commissaire de l'arrondissement de Nivelles, qui s'est rendu à l'hôtel de ville pour se marier, en paletot et le cigare à la bouche, protestant ainsi contre la loi sur le mariage civil. — 7. M. Wasseige soutient que le voyage de M. Moncheur à Malines a été une simple visite en vue d'examiner l'emplacement de la station de Neckerspoel. M. A. Visart estime que l'on serait très heureux à Bruges de voir le prince de Caraman remplacer M. Vrambout, qui est en lutte perpétuelle avec la députation permanente. M. Pirmez fait observer qu'à Mons, le gouverneur, bien que seul de son opinion, reçoit le concours administratif de la députation permanente, tandis qu'à Bruges, il en est tout autrement. M. Kervyn de Lettenhove dit qu'à Mons le gouverneur et les membres de la députation permanente sont divisés par leurs opinions politiques, mais s'entendent parfaitement sur le terrain administratif, tandis qu'à Bruges il n'y a pas de discussion politique entre le gouverneur et les membres de la députation, mais sur le terrain administratif il y a une division profonde en dehors de toute question politique et seulement à raison des devoirs administratifs qui incombent aux membres de la députation. Il y a en-

suite des explications entre MM. Jottrand et Delcour, m. i., au sujet d'actes reprochés au bourgmestre de Thollembeek en matière de permis de port d'armes. Il y a aussi un échange d'observations entre MM. Bricoult, Delcour, m. i., Delehay, r., Pirmez, De Baets, Jacobs, Cruyt et Van Hoorde, sur l'application de certains articles de la loi électorale (102 et 67), la façon de compter les noms des candidats inscrits sur un même bulletin quand il y a élection à la fois pour le sénat et pour la chambre, et la composition des sections électorales. — 10. (*Voir GARDE CIVIQUE.*) M. Bara revient sur l'incident politique et renouvelle ses attaques au sujet du voyage de M. Moncheur à Malines et du mariage civil du commissaire d'arrondissement de Nivelles. MM. T'Serstevens, Jacobs et Delcour, m. i., prennent successivement la parole à ce sujet. Il est dit que M. de Gerlache, cédant à des convenances de famille, a cru pouvoir se rendre le matin à l'hôtel de ville, sans commettre la moindre inconvenance ni par sa tenue, ni par sa démarche. Cela résulte à l'évidence des renseignements que l'échevin de l'état civil a donnés à cet égard, et le voyage de M. Moncheur à Malines a eu lieu sans aucune espèce de préoccupation électorale et uniquement en vue des intérêts du service des chemins de fer. (*Voir ensuite AGRICULTURE.*) — 11. *Ibid.* Après quelques observations de MM. Delehay, r., Delcour, m. i., Van Iseghem et de Borchgrave, sur l'entretien de la voirie vicinale, il y a de nouvelles explications entre MM. Beernaert, m. t., Bara et Wasseige, sur la visite de M. Moncheur à Malines et les manœuvres électorales auxquelles peuvent servir la station de Neckerspoel et l'arsenal de Malines. (*Voir ensuite INSTRUCTION PUBLIQUE.*) — 13. (*Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) — 14. *Ibid.* Le B. est voté par 63 voix contre 25. — 27. M. Malou, m. f., dépose les BB. pour l'exercice 1875.

12 mars. *Id.* un projet de crédit supplémentaire de 26,976 fr. au B. des affaires étrangères.

21 avril. Ce crédit est adopté à l'unanimité.

BUREAU.

12 novembre. M. Thibaut est nommé *président* par 50 voix contre 21 données à M. Rogier; M. Tack, 1^{er} *vice-président*, par 48 voix contre 23 données à M. Van Humbeeck; M. Schollaert, 2^e *vice-président*, par 46 voix contre 18 données à M. Van Humbeeck. Sont nommés *secrétaires*, MM. Hagemans, Wouters, Reynaert et de Borchgrave, par 65, 62, 59 et 58 voix.

CHEMIN DE FER.

5 décembre. M. Le Hardy de Beaulieu de-

mande au *m. t.* des explications sur : 1^o l'état des travaux du chemin de fer de Luttre à Bruxelles et l'époque plus ou moins prochaine de sa mise en exploitation ; 2^o l'état de la station du chemin de fer du Grand-Luxembourg à Ottignies, et 3^o la suite qui a été donnée ou qui sera donnée au contrat advenu entre le Grand Central et la Compagnie du Luxembourg pour l'établissement de trains directs de voyageurs qui ne s'arrêteraient pas à la station d'Ottignies, entre Bruxelles et ses principales lignes, contrat dont il a été question lors de la reprise du chemin de fer du Luxembourg. — 16. L'orateur fait son interpellation, appuyée par MM. T'Serstevens, Drion et de Vrints en ce qui concerne le chemin de fer de Luttre à Bruxelles. M. Beernaert, *m. t.*, répond que l'état des travaux de la ligne entre Bruxelles et Luttre est tel, qu'il croit pouvoir annoncer d'une manière positive à la Chambre que la ligne entière pourra être mise en exploitation pour le mois de mai prochain. En ce qui concerne la gare d'Ottignies, il promet des améliorations prochaines. Enfin, quant aux intentions du gouvernement relativement à la convention dont il a été question l'an dernier et qui est intervenue entre les compagnies du Grand Central et du Grand-Luxembourg, au sujet de la station de Bruxelles, le *m.* croit devoir être extrêmement sobre d'explications. Le gouvernement n'approuve pas la convention telle qu'elle est et il n'entend pas l'exécuter. Mais le Grand Central soutient que la convention lie le gouvernement comme elle liait la Compagnie du Luxembourg elle-même, et une dépêche du matin même annonce des poursuites judiciaires imminentes. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Houtart et Beernaert, *m. t.*, au sujet de l'insuffisance du matériel ; puis entre MM. Hagemans, Warocqué et Beernaert, *m. t.*, à propos du chemin de fer de Berzée à Beaumont. — 19. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Boulenger, dit qu'il espère faire connaître prochainement l'emploi détaillé du crédit de 50,500,000 fr. qui a été mis à la disposition de son département sur les ressources du dernier emprunt, sous la rubrique : *Chemins de fer en exploitation*. Un débat s'engage entre MM. Pirmez et Beernaert, *m. t.*, sur la question de savoir si l'on peut ajourner l'exécution d'un arrêté royal à cause d'une contestation judiciaire. Il s'agit d'une contestation soulevée par le Grand Central.

14 janvier. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Couvreur, donne des explications sur un accident de chemin de fer qui a eu lieu à Dilbeek le 1^{er} janvier. M. Wasseige se joint à lui pour affirmer que les accidents que l'on signale sont dus à des causes qui ne dépen-

dent pas des employés du chemin de fer.

7 février. M. De Baets demande que l'on prenne des mesures pour prévenir le retour de sinistres tels que l'incendie qui vient de détruire une partie de la gare des marchandises à Gand. M. Coomans appuie ces observations, dont M. Beernaert, *m. t.*, promet de tenir compte. — 27. Sur les conclusions de M. Descamps, *r. c.*, et après quelques mots de M. Beernaert, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition relative au nouveau système de tarification pour le transport de petites marchandises par le chemin de fer de l'Etat.

20 mars. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à MM. Santkin, Van Hoorde et de Briey, dit qu'il a reçu de la Compagnie des Bassins houillers les plans et les tracés du réseau du Luxembourg. Répondant ensuite à M. Dumortier, il dit qu'il n'a pas reçu ceux de la ligne qui doit passer à Tournai. Répondant enfin à M. Le Hardy de Beaulieu, il s'engage à présenter bientôt un projet concernant la comptabilité du chemin de fer, et ajoute que prochainement une nouvelle section du chemin de fer de Bruxelles à Luttre sera livrée à l'exploitation. — 25. M. Lefebvre interpelle le *m. t.* sur l'interdiction qui aurait été faite aux ouvriers de l'arsenal de Malines de tenir des débits de boissons. M. Beernaert, *m. t.*, dit que le fait est inexact. Toutefois, une autorisation est nécessaire pour les contre-maitres, qui pourraient abuser de leur influence sur les ouvriers pour les amener à faire des dépenses chez eux. M. Vleminckx estime qu'aucune autorisation de ce genre ne devrait être accordée. M. Saintelette demande qu'on soumette à la chambre un relevé, fourni par les directeurs des contributions directes et des patentes, de tous les employés, contre-maitres ou ouvriers au service de l'Etat, tenant, par eux-mêmes ou par leurs femmes ou leurs enfants, une maison de commerce ou un débit de boissons.

21 avril. M. Beernaert, *m. t.*, dépose le rapport sur l'exploitation de la ligne du Grand-Luxembourg pendant l'année 1873. — 22. Un débat s'engage entre MM. de Macar, Beernaert, *m. t.*, et Pety de Thozée, au sujet du tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz. — 24. Sur les conclusions de M. de Montblanc, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Beernaert, *m. t.*, Demeur et Moncheur, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle des habitants de Roulers réclament l'intervention de la chambre pour que la société concessionnaire du chemin de fer de Roulers à Dixmude remplisse ses engagements.

6 mai. Il y a un échange d'explications entre MM. David, Delehay et Beernaert, *m. t.*, au sujet du tracé du chemin de fer des

Plateaux de Herve dans la traverse de Dison. — 12. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, MM. Moncheur et Jamar sont entendus au sujet de l'exploitation et des tarifs des chemins de fer. — 15. M. Wasseige prend la parole sur le même objet. — 18. M. Boucquéau estime que l'Etat devrait reprendre sous son entière disposition les lignes à construire, tant en vertu de la convention du 25 avril 1870 que de la convention du Luxembourg. Il faut traiter en même temps et de la reprise des lignes à construire et de la reprise de l'exploitation du réseau des Flandres dont les Bassins houillers désirent être débarrassés. Il ne faut pas attendre, pour la reprise de l'exploitation de ce réseau, que l'on considère comme un sacrifice, que l'on ait trafiqué de tous les bénéfices à retirer de la construction des lignes nouvelles, de crainte que, pressé, d'un côté, par l'opinion publique de reprendre le réseau des Flandres et se trouvant, de l'autre côté, en présence de la compagnie qui n'aurait plus rien à céder, on ne soit amené à faire, sans compensation, ce nouveau sacrifice. Si l'on persiste dans la voie actuelle, on ne fera que s'enchevêtrer dans des difficultés de nature à rebuter les plus dévoués; si au contraire on en revient à la raison et à l'intelligence droite du but à poursuivre, l'organisation des transports par l'Etat peut, outre les avantages immenses qu'elle procurera au pays, donner au trésor des produits qui couvriront la majeure partie de notre budget des dépenses en dehors de l'armée. MM. T'Serstevens et de Vrints réclament l'exécution du chemin de fer promis à l'arrondissement de Nivelles, et la prochaine mise en exploitation de la ligne de Luttre à Bruxelles. — 19. M. Puissant prie le *m. l.* de faire connaître à quelle époque la section de Berzée à Beaumont sera exploitée, de dire si les travaux de la ligne importante de Beaumont à Chimay seront commencés en même temps que ceux des lignes qui devaient être entamées le 1^{er} juillet 1872, et de faire enfin cesser le mécontentement profond et légitime de l'arrondissement de Thuin. M. Tack demande où en sont l'agrandissement de la station de Courtrai et les études promises par M. Moncheur, concernant la construction d'un chemin de fer d'Audenarde à Roubaix, par Dottignies et Saint-Genois. M. Van Wambeke réclame la prompte exécution des travaux promis à l'arrondissement d'Alost, entre autres celle du chemin de fer d'Anvers à Douai. M. Verbrugghen appuie ces réclamations. M. De Clercq insiste, ainsi que M. Van Iseghem, en faveur de la reprise du réseau de la Flandre occidentale. Le premier orateur demande aussi l'agrandissement de la station de Bruges. M. Wouters s'occupe de l'agrandisse-

ment de celle de Louvain et réclame la mise en exploitation de la ligne de Tirlemont à Diest et au camp de Beverloo. M. David prononce un discours sur la responsabilité des chemins de fer en matière de transports. M. Van Hoorde s'occupe du tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy. M. Demeur appelle l'attention sur la conduite du gouvernement dans l'exercice du droit qui appartient à l'Etat de racheter la concession du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam, partie belge. — 20. Il insiste pour que le gouvernement, mettant un terme à son inaction, entame, aussitôt que possible, des négociations avec le gouvernement des Pays-Bas. Il importe qu'au mois de mai prochain, l'Etat belge puisse exploiter la partie belge du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam. M. Beernaert, *m. l.*, répond aux discours des précédents orateurs et défend le tarif Wasseige, qu'il trouve plus juste et plus démocratique que celui de M. Vanderstichelen. M. Dupont recommande l'exécution de la ligne de l'Amblève. M. Descamps exprime le vœu de voir diminuer les frais d'exploitation du chemin de fer, et réclame l'exécution des chemins de fer décrétés dans l'arrondissement d'Ath. M. Anspach défend le tarif Vanderstichelen. M. Magherman parle en faveur de l'exécution du chemin de fer d'Anvers à Douai et de celui d'Audenarde à Roubaix. M. Julliot demande que l'on veille aux intérêts du Limbourg. — 21. M. A. Visart demande que l'on élague du réseau repris des Bassins houillers les lignes inutiles. M. Boulenger recommande une réorganisation du service d'exploitation des chemins de fer et des mesures en vue de prévenir les accidents fort nombreux depuis quelque temps. M. Vermeire estime qu'il ne faut pas chercher à augmenter les recettes par une aggravation des tarifs. M. Delehayé signale diverses réformes à introduire dans l'exploitation. M. de Dorlodot réclame la réduction des prix de transport pour les objets nécessaires à l'agriculture. M. Couvreur demande le raccordement de la ligne de Bruxelles à Luttre à la station du Luxembourg. M. De Decker critique les conventions qui établissent des tarifs privilégiés, de nature à nuire au port d'Anvers. M. de Kerckhove réclame l'exécution du chemin de fer d'Anvers à Douai et l'achèvement de la gare de Malines. M. Bara, l'achèvement de la station de Tournai. M. De Lhoneux s'occupe des stations de la ligne de Liège à Huy. M. Beeckman, *r.*, voudrait que l'Etat reprît tout le réseau du Grand Central. Une discussion s'engage entre MM. Jamar, Van Wambeke et Wasseige au sujet de la ligne d'Anvers à Douai, et entre MM. Jamar et Wasseige au sujet du tarif des voyageurs. — 22. M. Beernaert, *m. l.*, répond aux précédents orateurs. Il y a un échange d'explica-

tions entre le *m.* et MM. Couvreur, Anspach et Jamar au sujet du chemin de fer de ceinture de Bruxelles et d'une station centrale à établir dans la capitale d'après les plans de M. F. Pauwels; puis entre MM. Beernaert, *m. l.*, Boulenger et Moncheur, au sujet du système de gratifications à distribuer aux employés des travaux publics. M. Van Iseghem s'occupe du raccordement du chemin de fer au port d'Ostende; M. Bricoult, du devis du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath; des explications sont échangées entre M. Boulenger et le *m.*, au sujet du chiffre des indemnités du chef d'accidents, et entre MM. Demeur et Malou, *m. f.*, sur la comptabilité du chemin de fer du Luxembourg. — 25. M. Beernaert, *m. l.*, dépose le rapport sur l'exploitation du chemin de fer pendant l'année 1875.

CIMETIÈRES.

14 janvier. M. de Rossius annonce une interpellation sur le règlement relatif aux inhumations, récemment promulgué par le conseil communal de Chênée. — 15. M. Bara propose de hâter la discussion de cet objet. La chambre, après avoir entendu MM. Frère-Orban, Delcour, *m. i.*, Jacobs et de Rossius, fixe la discussion au 20. — 20. M. de Rossius conteste la légalité du règlement pris par l'administration communale de Chênée, qui a divisé le cimetière de cette commune en autant de fractions qu'il y a de cultes dissidents. Il demande au *m.* pourquoi il n'a pas annulé ce règlement, dont le gouverneur de la province avait suspendu l'exécution? Il lui demande, en outre, quels sont ses projets. Veut-il généraliser l'application du règlement de Chênée? A-t-il la pensée d'employer tous les moyens d'influence et de propagande dont il dispose pour amener les communes belges à accepter la formule de Chênée et à donner à leurs cimetières un caractère confessionnel? Veut-il introduire ainsi, sans l'intervention de la législature et par voie administrative, une modification profonde dans la législation? Ou bien veut-il peut-être, réclamant le concours des chambres et revenant sur la déclaration faite dans la dernière session par le *m. j.*, déposer un projet de loi qui rapporte les dispositions essentielles du décret de prairial an xii, supprimer, avec le cimetière *commun*, les droits incontestables du pouvoir civil, et consacrer les prétentions des évêques? M. Drubbel estime que le conseil communal de Chênée et le *m. i.* ont appliqué le décret de prairial comme il doit l'être, selon son texte et son esprit; il n'y a aucun grief à articuler de ce chef. Il exprime la confiance que le *m.* se montrera décidé à maintenir l'exécution de ce décret qui consacre les véritables principes d'une manière conforme au

principe de la liberté des cultes. M. Thonissen, pour mettre fin à de pénibles conflits, recommande le système hollandais dans lequel, à côté du cimetière communal, il y a un cimetière particulier pour chaque culte. — 21. M. Delcour, *m. i.*, soutient la légalité du règlement communal de Chênée. M. Bara défend la thèse contraire, aux termes de laquelle le décret de prairial n'admet pas la division dans les communes où plusieurs cultes ne sont point professés. — 22. Il achève son discours en accusant le gouvernement de favoriser le désir du clergé de diviser les familles jusque dans la mort. M. Delcour, *m. i.*, maintient son opinion. M. Coomans est d'avis que la question des cimetières n'est pour les libéraux qu'un prétexte à tapage. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas du système hollandais, qui mettrait fin à tous les conflits. — 23. M. Bergé demande le cimetière commun à tous, comme conséquence de la liberté de conscience. Il veut que les catholiques, les luthériens, les calvinistes, les israélites, les libres penseurs, les déistes et les athées, sous leur seule responsabilité personnelle, aient le droit de pouvoir affirmer leurs idées jusque dans la mort, sans crainte de compression ou de répression, soit de la part de l'Etat, soit de la part de l'Eglise. Il n'y a, dans le système constitutionnel, ni fidèles ni infidèles, ni croyants ni mécréants; il n'y a que des citoyens, des hommes égaux et libres. Le droit de la conscience, on a beau essayer de le torturer, de l'amoindrir par toute espèce d'interprétation, ce droit est permanent, il est universel, il est imprescriptible. Nulle tyrannie, nulle Eglise ne pourra prévaloir contre ce droit : la liberté de penser! Dans son discours, l'orateur cite le fait d'une pauvre petite fille de 5 ans et demi enterrée dans le cimetière catholique, parce qu'on a pu croire qu'elle était catholique, puis déterrée parce qu'elle ne l'était pas; elle était fille d'un père protestant et d'une mère catholique. On a vu l'autorité ecclésiastique soutenir que le cimetière serait profané par la présence de cette enfant! Ce fait s'est passé à Alost. M. Van Wambeke répond que le fait signalé par M. Bergé a eu réellement lieu, mais avec une légère variante. Un batelier protestant avait eu le malheur de perdre sa fille dans la ville d'Alost. Ce batelier protestant est venu faire la déclaration de décès à l'état civil. Il avait manifesté le désir que son enfant fût enterrée selon le rit protestant; il ne voulait pas qu'elle fût conduite à l'église et inhumée selon le rit catholique. Le brave homme étant venu trouver l'orateur, celui-ci lui dit qu'il pouvait choisir, dans la partie non bénite du cimetière, l'endroit où il désirait que son enfant fût inhumée. Il a fait

plus, il a ordonné au commissaire de police de l'accompagner au cimetière, afin que l'enfant fût inhumée à l'endroit que le père lui-même demandait. Après avoir donné cet ordre, il est parti pour Bruxelles, et le lendemain il apprit que certaines personnes influentes avaient réussi à faire enterrer cet enfant contrairement à l'avis du père et dans un endroit que celui-ci n'avait pas indiqué. De retour à Alost, se conformant aux prescriptions du décret de prairial et au règlement communal, il a fait inhumer le cadavre à l'endroit désigné par le père. Il a agi, en cette circonstance, comme il agira toujours ; jamais, tant qu'il aura l'honneur d'être à la tête de la ville d'Alost, il ne permettra que le cimetière soit profané. Et l'on aura beau crier et le taxer d'intolérance, il continuera à respecter la loi, parce que le premier devoir de l'autorité civile, c'est de la respecter. L'orateur ajoute que le règlement d'Alost n'a pas été critiqué par le ministère libéral. M. Bara répond qu'il ne lui a pas été dénoncé. M. Pirmez dit qu'on croirait, à entendre les orateurs de la majorité, que tout se réduit à savoir s'il faut diviser les cimetières d'après les différentes croyances religieuses et philosophiques. Or, cette question n'est qu'un élément secondaire du débat. Il y a tout autre chose à examiner ; la solution que le *m. i.* présente non seulement comprend la division par cultes, mais elle implique encore que l'autorité qui décidera où le cadavre sera enterré sera, non plus l'autorité civile, mais l'autorité ecclésiastique ; et ce point important n'est pas encore la chose principale ; il reste encore le point culminant du débat, qui consiste à savoir s'il faut admettre, avec le *m. i.*, que l'autorité civile prête son concours à l'autorité ecclésiastique en dehors même de toute constatation du culte des défunts, pour les exclure d'un cimetière par application de peines canoniques. L'orateur pense que le clergé même a le plus grand intérêt à renoncer à tout système qui entraîne des exclusions froissantes pour les familles. Il perdra un moyen de contrainte morale qui, dans certains cas, a quelque force ; on aura supprimé ces lieux que la presse des Flandres s'est tant attachée à rendre odieux par l'emploi de ces honteuses appellations de charniers et de pourrissoirs, comme si le sort de la dépouille mortelle n'était pas le même partout ! Mais le refus des cérémonies ecclésiastiques restera, refus qui a la même portée, mais qui au moins ne se traduit pas par un état de choses permanent. Par contre, que n'y gagnerait pas le clergé ? N'est-ce déjà pas une fausse situation que cette diversité de conduite qu'il doit tenir dans les diverses communes du pays, admettant ici ce qu'il repousse là ? Est-il bien

bon pour lui de s'engager dans ces luttes où, succombant, il est humilié, où, triomphant, il se crée des haines que l'existence de la sépulture déshonorante maintient dans les familles et qui toujours trouve quelque écho dans l'opinion publique ? L'orateur ne croit pas que, dans les choses de l'âme et de la conscience, dans ce qui touche au sentiment religieux, on obtienne de bons fruits par des mesures menaçantes. Il est quelque chose de bien plus puissant que ces moyens qui jamais ne produisent la conviction : c'est la douceur et la mansuétude, le vrai fondement moral et la force solide de la religion chrétienne. — 24. M. De Lantsheere, *m. j.*, estime que s'il est une question qui doive être résolue par transaction, c'est assurément celle-là. Or, lorsqu'on voudra rechercher cette transaction, non pas dans un intérêt politique, mais dans l'intérêt public, dans l'intérêt de la paix des consciences, on le trouvera toujours prêt à tendre la main, toujours prêt à rechercher de concert, avec la plus ardente et la plus loyale volonté d'aboutir, une formule qui, en rendant désormais impossibles de pénibles conflits, donne au pays de nouveaux gages de concorde et de paix. M. Pirmez dit que, si l'on veut aboutir, il faut d'abord que l'on renonce à ce système d'excitation que l'on a jetée pendant tant d'années dans les esprits à propos des cimetières. Aussi longtemps que l'on signalera les prétentions les plus modérées des libéraux comme des attentats aux lois divines et humaines, il est bien difficile qu'on arrive à l'entente désirée. M. Jottrand ajoute que la liberté des citoyens est pour l'avenir des institutions, pour la grandeur de la nation, un droit bien autrement précieux que celui de se faire enterrer en terre bénite. On doit le conserver intact, même en faveur de ceux qui, imprudemment, par ignorance ou par aveuglement, paraîtraient consentir à le compromettre. L'ordre public ne permet aucune concession en sens contraire. L'Eglise a son *non possumus*, la société civile et politique a le sien aussi et c'est ce *non possumus* que les libéraux opposent aux exigences dont quelques membres de l'assemblée se sont faits les organes. La clôture est prononcée par 47 voix contre 42 et 5 abstentions, puis l'ordre du jour proposé par M. de Rossius : « La chambre, n'approuvant pas les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour, » est rejeté par 56 voix contre 39. Après le vote, M. Funck fait observer que des règlements des conseils communaux de Nivelles et de Court-Saint-Etienne, qui suppriment la division dans les cimetières, n'ont pas été annulés par le *m. i.* M. Delcour, *m. i.*, répond que le gouvernement ne se prononce que quand il est saisi d'un recours du gouver-

neur, conformément à la loi. C'est la règle qui a été suivie par tous ses prédécesseurs. Or, dans les circonstances signalées, aucun recours n'ayant été formé, le gouvernement n'a pas été appelé à s'expliquer. M. Funck réplique que lorsqu'un gouverneur soumet une décision d'un conseil communal et l'avis de la députation permanente à l'appréciation du *m.*, c'est évidemment pour prendre conseil de son chef immédiat et pour savoir s'il doit se pourvoir contre cette décision.

CODE DE COMMERCE.

14 janvier. M. Van Humbeeck, *r. c.*, dépose le rapport de la commission de révision du code de commerce sur les amendements apportés par le sénat aux dispositions du livre I^{er} qui concernent les *Assurances*.

19 mars. Ces amendements sont adoptés à l'unanimité, après quelques mots de MM. Lelièvre, Van Humbeeck, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.*

COMMUNALES (AFFAIRES).

11 décembre. M. Meeus, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui porte à cinq le nombre des échevins de la ville d'Anvers.

24 février. Ce projet est adopté à l'unanimité. — 27. La chambre, sur les conclusions de M. Janssens, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Meeus, T'Serstevens et De Lantsheere, *m. j.*, renvoie aux *mm. j. et i.* une pétition relative à la location des biens appartenant aux hospices et aux bureaux de bienfaisance.

15 mars. M. Delexhy, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à une nouvelle délimitation des communes de Thys et de Fize-le-Marsal. — 19. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. — 27. M. Delcour, *m. i.*, dépose des projets de lois ayant pour objet l'érection des communes de Nieuwenrode (Brabant), de Terhaegen (Anvers), de Glain et (Liège), de Sorinne-la-Longue (Namur).

21 avril. M. Van Humbeeck, *r. c.*, présente le rapport sur l'érection de la commune de Nieuwenrode; M. Wasseige, *r. c.*, *id.* sur celle de la commune de Sorinne; M. E. Jamar, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif à la commune de Glain. — 22. M. Guyot, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif à la commune de Terhaegen.

COMPTABILITÉ.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose le projet de loi portant règlement définitif des comptes de 1870.

26 février. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur cet objet.

4 mars. Le projet est adopté à l'unanimité.

DOUANES ET ACCISES.

12 décembre. M. Couvreur demande des nouvelles d'un projet de loi déposé dans le cours de la session dernière pour la suppression des droits d'entrée sur les fils de chanvre, de lin et de jute. MM. Delehaye, *r.*, et Tack, *v.-p.*, répondent que le rapport sera présenté très prochainement.

27 février. Sur les conclusions de M. Bricoult, *r. c.*, et après avoir entendu MM. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, Vermeire et Boulenger, la chambre renvoie au *m. a.* une pétition relative à la saisie, par la douane française, d'une expédition de graine de lin récoltée en Belgique. L'ordre du jour est prononcé sur une pétition relative à la prohibition de l'exportation de la houille. Enfin, sur les conclusions de M. Lefebvre, *r. c.*, la chambre renvoie au *m. f.* une pétition relative à l'augmentation des droits d'entrée sur les baies, duffels et flanelles des Pays-Bas.

1^{er} avril. M. Delehaye, *r. c.*, dépose le rapport sur la pétition des fabricants de sucre de betterave. — 30. M. Van Iseghem, *r. c.*, dépose le rapport sur la pétition du sieur Baert Vande Castele, de Menin, qui se plaint des difficultés qu'il rencontre pour l'introduction des huiles minérales belges en France.

FAMILLE ROYALE.

28 mars. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, annonce que le Roi et la Reine ont donné leur consentement au futur mariage de S. A. R. la princesse Louise-Marie-Amélie avec S. A. R. le prince Ferdinand-Philippe-Marie-Auguste-Raphaël, duc de Saxe, fils d'Auguste-Louis-Victor, duc de Saxe, et de Marie-Clémentine-Caroline-Léopoldine d'Orléans. « La Belgique, depuis plus de quarante ans, a confondu ses joies et ses douleurs avec celles de la dynastie. Elle applaudira à une alliance qui unit, pour la seconde fois, deux illustres familles. » (*Applaudissements.*)

FINANCES.

4 décembre. La *s. c.* chargée de l'examen du B. des recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1869, ayant demandé que le gouvernement fit examiner la situation financière future des caisses des veuves et orphelins et que le résultat de cet examen fût communiqué à la chambre, M. Malou, *m. f.*, fait parvenir à la chambre 150 exemplaires du rapport de M. Maus, sur la question. — 5. M. Dumortier interpelle le gouvernement au sujet de l'élévation du taux de l'escompte de la Banque Nationale. Tandis que l'escompte à Londres, à Paris, à Francfort, à Hambourg, à Berlin, sur toutes les places de grand marché

de l'Europe est de 5 p. c., la Banque Nationale a élevé le taux de l'escompte à 7 p. c. M. Malou, *m. f.*, répond que des motifs, non d'intérêt particulier, mais d'intérêt public, ont nécessité l'élévation récente du taux de l'escompte de la Banque. Dès que la possibilité d'une réduction a paru exister, elle l'a opérée et elle l'opérera encore ultérieurement. Les banques n'élèvent pas l'escompte pour attirer les capitaux dans l'orbite de leurs affaires, mais elles l'élèvent d'ordinaire pour empêcher qu'on n'exporte trop de capitaux ou qu'on n'épuise leur encaisse. M. Pirmez ajoute que l'escompte dépassant 5 p. c. appartient au trésor public, de sorte que l'élévation de l'escompte profite à l'Etat et nullement à la Banque Nationale. L'élévation de l'escompte n'a donc pas pour but d'augmenter les bénéfices de la Banque.

13 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant approbation de la convention pour la vente des biens domaniaux d'Ostende. — 20. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant institution d'un fonds spécial pour l'appropriation et la vente de terrains domaniaux. — 29. M. De Clercq, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux biens domaniaux d'Ostende.

5 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant la cession à la ville de Neufchâteau de l'ancienne maison d'arrêt de cette ville. — 14. Le projet approuvant la convention conclue, le 10 janvier 1874, pour la vente de terrains domaniaux à Ostende et à Mariakerke, est adopté par 82 voix contre une abstention, après un échange d'explications entre MM. Van Iseghem et Malou, *m. f.*, au sujet du prix de vente. — 26. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'institution d'un fonds spécial pour l'appropriation et la vente de terrains domaniaux. — 27. M. Malou, *m. f.*, dépose l'exposé de la situation du trésor public au 1^{er} janvier 1874.

7 mars. M. Santkin, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif à la cession à la ville de Neufchâteau de l'ancienne maison d'arrêt de cette ville. — 49. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. Le projet relatif à l'institution d'un fonds spécial pour l'appropriation et la vente de terrains domaniaux est, sur la proposition de M. Frère-Orban (combattue par MM. Malou, *m. f.*, Coomans et Delehay), renvoyé à la *s. c.* — 31. M. Malou, *m. f.*, dépose le rapport annuel de la caisse d'amortissement, et des dépôts et consignations.

21 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet l'autorisation d'aliéner des propriétés domaniales. *Id.* un rapport sur l'augmentation des petits traitements. —

22. M. De Smet, *r. s. c.*, dépose le rapport de la *s. c.* qui a été chargée d'un nouvel examen du projet de loi relatif à l'institution d'un fonds spécial pour la vente de terrains domaniaux. — 29. M. De Lantsheere, *m. j.*, *id.* un projet de loi ayant pour objet d'accorder l'anonymat à la société qui sera formée à Bruxelles pour la transformation du quartier Notre-Dame aux Neiges. — 30. M. Anspach, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet.

7 mai. M. De Smet, *r. s. c.*, *id.* sur le projet relatif à l'aliénation de biens domaniaux. — 9. Celui qui concerne l'institution d'un fonds spécial est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Bara et Malou, *m. f.*, au sujet de l'emploi du produit de la vente des terrains de la citadelle de Tournai. Il en est de même du projet relatif à l'aliénation de biens domaniaux, après des explications entre MM. Delehay et Malou, *m. f.*, au sujet de l'aliénation de certaines parcelles de l'ancien canal de Bruges à Gand et du couvent des Jésuites anglais à Bruges. Un débat s'engage ensuite sur la question de savoir si l'on discutera le projet de loi relatif au quartier Notre-Dame aux Neiges. MM. Coomans, De Baets, Dumortier et Delaet proposent l'ajournement, qui est combattu par MM. Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, et Malou, *m. f.* La chambre aborde la discussion de l'article unique du projet, au sujet duquel est entendu M. Coomans. — 12. Le projet est adopté par 84 voix contre 4 et une abstention. M. Guyot, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre le gouvernement et la ville d'Anvers. — 22. M. Malou, *m. f.*, adresse à la chambre le compte rendu des opérations de la caisse générale d'épargne et de retraite pendant l'exercice 1873. — 23. Le projet relatif à un échange d'immeubles avec la ville d'Anvers est voté à l'unanimité.

FLAMANDE (LANGUE).

28 novembre. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions par lesquelles les président et secrétaire d'un cercle flamand à Bruges appellent l'attention de la chambre sur les procédés de fonctionnaires de la station de Louvain qui ont refusé de parler flamand à des Flamands; et les président et secrétaire du *Nederduitschen Bond*, d'Anvers, transmettent une plainte de quelques habitants de cette ville, au sujet des procédés du chef de station de cette ville et du commissaire de police de la station, et demandent qu'on prenne des mesures non seulement pour qu'une punition exemplaire soit infligée à ces fonctionnaires, mais aussi pour que les faits dont on se plaint ne se renouvellent plus. Ces réclamations sont appuyées par M. Core-

mans, qui demande le renvoi à tous les *mm.* Après des explications de MM. Moncheur et Beernaert, *m. t.*, la gauche réclame l'ordre du jour. Il est mis aux voix, mais la chambre n'est pas en nombre.

2 décembre. La chambre rejette l'ordre du jour par 40 voix contre 21 et 12 abstentions, puis la discussion recommence à propos des explications des membres qui se sont abstenus (MM. Van Humbeeck, Couvreur, Frère-Orban, Jottrand, Le Hardy de Beaulieu, Rogier et Saintelette). M. Frère-Orban propose la question préalable, parce que les pétitions sont faites en nom collectif, ce que la Constitution ne permet qu'aux autorités constituées. Après avoir entendu MM. Jacobs, Dumortier, Delehay, Beernaert, *m. t.*, Moncheur, Malou, *m. f.*, et Bara, la question préalable est rejetée par 46 voix contre 31, et les conclusions de la *c.*, qui sont le renvoi au *m. i.*, sont adoptées par 43 voix contre 33. Un nouvel échange d'explications a lieu ensuite entre MM. Dumortier, Le Hardy de Beaulieu et Guillery, sur la portée de ce vote, qui est représenté comme un blâme pour le gouvernement.

FONDATIONS.

16 décembre. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose le deuxième rapport triennal sur l'exécution de la loi relative aux fondations de bourses d'étude.

GARDE CIVIQUE.

10 février. M. Van Humbeeck demande quelles sont les intentions du gouvernement relativement à la réorganisation de la garde civique. M. Delcour, *m. i.*, dit que la garde civique ayant une mission constitutionnelle et légale, le gouvernement saura la maintenir à la hauteur de cette mission. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir, à côté de l'armée, une seconde armée. Il y a, dans le projet élaboré par la *c.*, une tendance vers la création de cette seconde armée. Quant aux connaissances, à la capacité à réclamer des officiers de la garde, on aura à s'expliquer sur ce point, comme sur les autres modifications proposées, lorsque le moment sera venu; à l'heure qu'il est, le cabinet n'a pas pris de résolution. Il en est de même pour l'armement. Les chambres ont déjà voté des crédits assez considérables pour donner aux gardes civiques 6,000 fusils Comblain; ces fusils sont destinés aux corps spéciaux; il en a même été distribué 800 à 900 à la garde civique de Verviers. Il en reste 1,900 en magasin. Le gouvernement ne se refuse pas à examiner ce qu'il reste à faire dans l'intérêt de l'armement de la garde; mais il ne faut pas que l'on s'y méprenne: il s'agit d'une dépense considéra-

ble qui ne pourra se faire que successivement. M. Frère-Orban demande une réponse nette et précise à ce point: A-t-on renoncé au principe adopté par les commissions militaires, qui concluaient à ce qu'un complément de l'armée serait fourni par la garde civique? Il tient à savoir si, en effet, le gouvernement, dans son ensemble, après avoir pris l'avis des autorités militaires, est d'avis que cela n'est plus nécessaire? Comme il ne veut, en fait d'organisation de l'armée, que ce qui est nécessaire, il appréciera lorsqu'il aura pu étudier les conclusions du gouvernement. Mais il importe que le gouvernement s'explique, qu'il dise nettement si le principe est ou non abandonné. S'il est abandonné, on aura à tirer les conséquences de cette nouvelle attitude du gouvernement. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'a pas admis qu'on prétendît réorganiser la garde civique de telle manière qu'elle formât une seconde armée. Le dernier projet, notamment, présente ce caractère, et il s'agissait de prendre une partie de la garde civique pour la faire camper chaque année pendant un certain nombre de semaines. Il ne suffirait pas que le gouvernement donnât son adhésion à un pareil projet; il ne réunirait pas dix voix dans la chambre. Après quelques mots de MM. Frère-Orban et Van Humbeeck, M. Rogier dit que la *c.*, dans son projet, ne propose nullement de transporter et d'exercer tous les ans, au camp, une armée de cent mille gardes civiques. Les exercices du camp ont été réservés pour le premier ban de la garde, composé de la jeunesse du pays, auquel s'adjoindraient les corps spéciaux. Or, présenter cette innovation comme une charge accablante pour le pays, c'est une grande exagération. La jeunesse serait charmée d'aller passer, tous les ans, dix ou douze jours au camp, à l'époque des vacances, et s'il y avait des jeunes gens qui déclinaient cette charge comme accablante, il faudrait les désavouer comme Belges. M. Pirmez constate que, sur cette question, le ministère actuel a la même opinion que ses prédécesseurs. M. Jacobs ne croit pas à la nécessité d'une réforme radicale, de fond en comble. On peut retirer de la garde civique mieux que ce que l'on a, en rendant les corps spéciaux plus élastiques, en facilitant l'accès, en n'en limitant pas l'effectif. Voilà ce qu'il faut tenter avant de se lancer dans les grandes réformes élaborées par des *cc.* en 1868 et sous le ministère dont il a fait partie; avec des perfectionnements de détail, avec des mesures pratiques, on retirera de la garde civique, sans grands changements, un parti utile, dont on pourrait se contenter. M. Frère-Orban admet qu'on fera très bien d'étendre, autant que possible, les corps spéciaux. Mais ils seront évidemment

insuffisants pour répondre aux exigences de la défense nationale. Ils n'existent, d'ailleurs, que parce que, à défaut de ce service, les hommes qui les composent seraient incorporés dans la garde. Mais on ne trouvera pas 30,000 volontaires disposés à supporter bénévolement les charges militaires, et, qui plus est, à s'équiper à leurs frais. M. Guillery voudrait qu'avant la clôture de la session, le gouvernement présentât un projet de loi sur cette question, afin de ne pas laisser plus longtemps le pays dans l'incertitude où il se trouve et de lui permettre de connaître enfin les intentions du gouvernement sur le système de défense du pays. M. Malou, *m. f.*, dit que le gouvernement est d'accord en principe avec l'opposition; le tout est de définir les obligations nouvelles. M. De Baets accuse la gauche de prolonger inutilement ce débat.

GUERRE.

21 novembre. Dans la discussion du B. de la guerre pour l'exercice 1874, M. Thiebauld, *m. g.*, propose trois amendements tendant, le premier, à porter à l'article 17 : « Solde des élèves de l'école militaire », une augmentation de 25,000 francs; le second, à l'article 21 : « Matériel du génie », une augmentation de 455,000 francs pour le casernement mis à la charge de l'Etat par les dernières lois qui ont été votées; le troisième, à l'article 28 : « Chauffage, etc., des corps de garde », une augmentation de 12,000 francs. MM. Delexhy et Guillery critiquent l'augmentation progressive de la charge du remplacement, qui est devenu inaccessible aux familles possédant des ressources modestes. M. Thiebauld, *m. g.*, répond que l'administration a remplacé aujourd'hui 412 miliciens. Si ce chiffre n'est pas plus élevé, ce n'est pas à la loi de 1873 qu'il faut l'attribuer, mais au tumulte qu'on a soulevé à son sujet. En effet, les agents de remplacement et leurs émissaires se sont répandus partout, criant que le prix du remplacement allait augmenter dans d'énormes proportions et ils ont provoqué ainsi un arrêt dans les engagements administratifs qui allaient s'opérer. Beaucoup de jeunes gens qui s'étaient présentés aux officiers de milice ont retiré leurs promesses ou n'ont plus reparu, dans l'espoir d'obtenir des prix plus élevés que ceux de l'Etat. On comprend, d'après cela, que des journaux ont pu annoncer que les remplaçants devenaient introuvables pour les victimes du département de la guerre, et cependant les parents de ces jeunes gens étaient assaillis d'offres de remplacement. Les agents de remplacement se sont attachés à paralyser l'œuvre du législateur de 1870 et à détruire d'avance celle du législateur de 1873. Leurs manœuvres ont été se-

condées par certaine presse, obligée, en vertu de contrats conclus avec des firmes d'annonces, de publier des réclames dont elle ne peut contrôler la source ni le but. Le département de la guerre a pu remplacer ceux qui se sont franchement adressés à lui en temps opportun. Ceux qui ne sont pas remplacés avaient opéré tardivement leur versement et étaient les derniers inscrits. La plupart d'entre eux ne s'y étaient déterminés qu'après avoir échoué dans d'autres tentatives. Des agents de remplacement même ont effectué des versements pour des miliciens qu'ils avaient à remplacer, dans le but de gagner du temps et d'avoir plus de facilité pour le faire. Il est téméraire de condamner un système avant de l'avoir mis en pratique. Sans se faire d'illusion sur les résultats immédiats de la nouvelle loi, car il faut du temps pour détruire la trame qui, comme le disait un procureur général, couvre tout le pays, le *m.* a la certitude morale de voir bientôt le remplacement produire d'heureux effets pour les familles et pour l'armée. Dans la discussion des articles, il y a un échange d'explications entre MM. Vleminckx, Thiebauld, *m. g.*, et Delaet, sur le casernement des troupes et sur la qualité du pain des soldats. A propos du casernement, le *m.* dit que le crédit de 455,000 francs, que la chambre vient de voter, ne concerne que l'entretien annuel des bâtiments servant de logement aux troupes; pour remettre le casernement en bon état, sans constructions nouvelles, il y aura un crédit beaucoup plus élevé à demander. Quant à la reprise du casernement, le *m.* a tout lieu de croire qu'au mois de janvier prochain, l'Etat sera en possession de la généralité des bâtiments. Beaucoup de villes se sont déjà entendues, à ce sujet, avec le département de la guerre. Il reste à aplanir quelques difficultés avec certaines administrations communales; mais on espère aboutir à un bon résultat. Quant au pain, que le *m.* et M. Delaet déclarent excellent et dont M. Vleminckx critique la qualité, le *m.* offre d'en faire goûter des échantillons aux membres de la chambre. Avant le vote, MM. Van Humbeeck, Anspach et Frère-Orban déclarent qu'ils adopteront, cette année, le B., comme mesures d'application, mais sans approuver les aggravations de charges imposées aux contribuables et aux familles. Le B. est voté par 57 voix contre 16.

2 décembre. M. Thiebauld, *m. g.*, dépose le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 1874 et le contingent à lever sur la classe de milice de la même année. — 9. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 1,450,000 fr. au département de la guerre. — 11. M. Van Overloop,

r. s. c., présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée. — 12. Celui-ci est voté par 59 voix contre 17. — 15. M. Van Overloop, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 1,450,000 fr. — 19. Ce crédit est voté par 70 voix contre 5.

17 janvier. M. David interpelle le gouvernement au sujet d'un arrêté du 21 novembre 1875, aux termes duquel les 200 fr. à déposer pour avoir la chance d'obtenir un remplaçant du ministère de la guerre sont reçus à partir du 2 janvier de chaque année pour les *miliciens de la nouvelle levée*, et après le 22 janvier ne le sont plus. Beaucoup de familles sont dans l'anxiété, car chaque année trente ajournés dans son arrondissement sont désignés pour le service; elles craignent de voir donner un effet rétroactif à la loi de 1875 par cet arrêté royal. L'orateur demande si les ajournés de 1870, 1871 et 1872, dans le cas où ils voudraient se faire remplacer s'ils étaient désignés pour le service, tombent, quant à leur remplacement, sous l'application de la nouvelle loi de milice de 1875 et si ainsi un effet rétroactif sera donné à cette dernière loi. Après avoir entendu MM. Muller, Delaet, Boulenger, Coomans, Bara et Pirmez, M. Thiebault, *m. g.*, se rallie à une solution aux termes de laquelle on laissera aux miliciens ajournés le droit d'opter entre la loi ancienne et la loi nouvelle. M. David se déclare satisfait.

7 février. M. Thiebault, *m. g.*, répondant à une interpellation de M. Van Humbeeck, dit que la position des lieutenants et des sous-lieutenants d'infanterie étant devenue intolérable, il a augmenté leurs traitements de 500 fr. pour 1874, se proposant de porter un crédit au *B.* de 1875 en vue de fournir aux chambres l'occasion de se prononcer sur cette mesure. Celle-ci est critiquée comme irrégulière par MM. Van Humbeeck, Muller et Guillery. M. Dumortier partage leur opinion, mais il croit que la mesure était indispensable.

5 mars. M. Frère-Orban demande quelles sont les intentions du gouvernement au sujet des fronts intérieurs de la citadelle du Nord à Anvers. M. Thiebault, *m. g.*, dit qu'elles sont exactement celles que M. Frère-Orban lui-même a fait connaître en 1868. M. Frère-Orban dit qu'ayant promis d'examiner s'il y avait des inconvénients à supprimer les fronts intérieurs de la citadelle du Nord, il a fait ultérieurement connaître que l'on pouvait consentir à leur suppression, à la condition de les remplacer par un mur crénelé. Ce mur crénelé, destiné à remplacer les fronts intérieurs, n'étant pas commandé par l'intérêt général, il a ajouté qu'il consentirait volontiers à ce que la ville d'Anvers l'exécutât à ses

frais si elle y trouvait quelque intérêt. Le gouvernement est-il encore d'avis que l'on peut remplacer les fronts intérieurs par un mur crénelé, ou bien ne doit-il plus exister de mur crénelé? Voilà la question. L'orateur demande ensuite formellement si l'autorité militaire n'a pas décidé qu'au cas où l'on supprimerait les fronts intérieurs de la citadelle du Nord, on les remplacerait par d'autres ouvrages, et notamment s'il ne faudrait pas construire un nouveau fort, au coude du fleuve nommé le « Coude des Anguilles »? M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'y a pas de décision et qu'elle viendra à son heure. Quant aux probabilités, lorsqu'il sera jugé utile au commerce d'étendre les établissements maritimes jusqu'aux terrains militaires actuels, l'on arrivera à reconnaître que, moyennant un ouvrage établi au coude de l'Escaut, non seulement on aura maintenu la force défensive actuelle de cette partie de notre grande forteresse, mais qu'on l'aura améliorée. M. Jacobs dit, de son côté, que les trois conditions déterminées dans le programme du *m. f.* au mois de décembre 1871, l'une est remplie, de l'avis de tout le monde : c'est la nécessité pour le commerce d'Anvers d'obtenir l'emplacement d'une partie de la citadelle du Nord; cela ne fait de doute pour aucun de ceux qui connaissent ce port. Le gouvernement laisse à la ville d'Anvers le soin de combler le déficit qui résultera pour le Trésor public de la construction de l'ouvrage nouveau. Or, il paraît certain que les terrains qu'on pourra livrer à la ville d'Anvers pour l'extension de ses bassins auront une valeur équivalente au coût du fortin. La seconde condition sera donc aisément remplie. Quant à la question de la défense, un ouvrage du genre de celui qu'indiquait l'orateur, semblable au fort Philippe, est évidemment supérieur, au point de vue de la défense d'Anvers, à cette immense citadelle du Nord, vide et dénuée de tout bâtiment. L'accomplissement des trois conditions est assuré. Il peut donc remercier le *m. f.* de la déclaration si nette et si positive qu'il a faite dans sa lettre du 27 décembre et qui a été accueillie de la façon la plus favorable à Anvers; il en attend l'accomplissement dans le plus bref délai possible. M. Frère-Orban s'étonne de voir les Anversois ravis à l'idée de cette solution ingénieuse. En effet, le gouvernement déclare qu'il ne dépensera plus un centime pour les fortifications d'Anvers, et que, s'il plaît aux amateurs de supprimer les fronts intérieurs de la citadelle du Nord, ce ne sera plus par un mur crénelé qu'on les remplacera, mais par un joli petit fort, déjà entrevu par M. Jacobs, fort à placer au coude des Anguilles, mais qui coûtera au bas mot 2 millions à la

ville d'Anvers. M. Jacobs dit qu'en supposant même que les terrains ne valaient pas une somme égale au coût de l'ouvrage à construire, la ville d'Anvers ne refusera pas de donner un supplément; si elle doit payer une rançon pour se débarrasser de la citadelle du Nord, elle la votera. En 1863, le conseil communal prenait une délibération pour décider que, si le réduit de la place pouvait être transféré sur la rive gauche, de façon à convertir les fronts intérieurs de la citadelle du Nord en établissements maritimes, elle interviendrait volontiers dans la dépense pour atteindre ce résultat. L'orateur n'est pas effrayé de la crainte de devoir payer les terrains. La ville d'Anvers n'a jamais reculé devant une question financière lorsqu'il s'agissait de grands intérêts moraux et matériels comme ceux qui lui seront assurés par la suppression des fronts intérieurs. M. Bara dit qu'Anvers ne paye rien, et que les fortifications ne se font pas à ses frais, comme on le dit : voilà la vérité. Du moment où ces terrains des fortifications ne sont plus affectés à un service militaire de par la loi, ils deviennent une propriété du domaine, une propriété productive, qui a de la valeur et dont on peut retirer de l'argent qui doit rentrer dans le Trésor. Eh bien, si on les donne pour rien à la ville d'Anvers, à la seule condition de construire à ses frais un nouveau fort, cet argent est distrait du Trésor. M. Malou, *m. f.*, suppose qu'il soit reconnu, dans quelques années, que la place d'Anvers doit être refaite parce que tout est changé dans l'art militaire. Il se présente alors quelqu'un qui dit : Donnez-moi tous les terrains du domaine militaire actuel d'Anvers et je vous refais, sans bourse délier, la place telle qu'elle doit être pour offrir la même résistance qu'aujourd'hui d'après les moyens nouveaux. Dirait-on que l'Etat cède une valeur énorme, qu'il engage les finances? On se féliciterait d'avoir, sans rien payer, cédé une valeur pour une autre plus grande, plus complète, telle qu'il la faut. Chose étrange! on discute un projet qui n'est pas soumis à la chambre. Si on venait lui démontrer que, sans un centime de dépenses nouvelles, on peut améliorer notablement ce système défensif d'Anvers, ne se rendrait-on pas à cette démonstration? Eh bien, est-il vrai, oui ou non, que les finances de l'Etat ne sont pas engagées si l'on peut avoir un système défensif meilleur sans dépenses nouvelles? Mais, dit-on, les terrains dont il s'agit ont une grande valeur. Oui, ils auront une grande valeur lorsqu'ils seront livrés aux usages civils, comme inutiles pour la défense nationale. Mais aussi longtemps qu'ils ont cette dernière affectation, c'est une valeur amortie. Si de cette valeur amortie on peut

tirer un moyen d'améliorer le système de la défense nationale et de satisfaire en même temps les intérêts commerciaux de la ville d'Anvers, on aura réussi à résoudre utilement et patriotiquement un grand problème. M. Frère-Orban se borne à constater qu'on n'avait rien annoncé de semblable à aucune époque. — 13. M. Vander Donckt, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions de miliciens de la levée de 1874 qui demandent l'autorisation de pouvoir opérer le versement de 200 fr. afin de se faire remplacer. Un débat surgit à cette occasion, dans lequel M. Santkin demande qu'une loi proroge le délai accordé pour le versement. MM. David, Muller et Saintelette combattent ensuite la loi elle-même, qui a notablement aggravé les charges militaires et conduit, d'après eux, au service obligatoire, en rendant le remplacement presque impossible. Ces allégations sont repoussées par MM. Dumortier, Delahaye, Jacobs et Thiebault, *m. g.* Celui-ci dit que le prix du remplacement par le département de la guerre est resté tel qu'il a été établi sous l'empire de la loi de 1870. Aujourd'hui comme alors, il est fixé à 1,600 fr. Le *m.* avait déclaré à la chambre qu'il avait la certitude morale de faire un très grand nombre de remplacements. Cette déclaration, il la répète, et il sera heureux s'il peut, au mois de septembre prochain, faire annoncer par le *Moniteur* que la *c.* appelée à procéder au tirage au sort pour établir l'ordre de priorité des remplacements n'a pas à fonctionner. Il serait très regrettable de modifier les lois de milice pour obvier à de prétendus cas d'ignorance, alors que tout le monde a été suffisamment averti. Dans certaines communes, on n'a pas voulu faire le versement, on a préféré courir les chances du tirage en se disant : « Si elles nous sont défavorables, nous demanderons plus tard à pouvoir présenter directement des remplaçants. » Si donc on dépose le projet dont on a parlé, le *m.* se verra forcé de le combattre, d'autant plus que s'il ne pouvait pas remplacer tous les militaires qui ont effectué le versement de 200 fr. et qui ont été désignés pour le service, le prix des remplaçants augmenterait dans d'énormes proportions. Il conclut en déclarant qu'il ne pourra se rallier à la modification qu'il s'agirait d'introduire dans la loi de milice. La pétition lui est renvoyée. — 19. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de transfert de 100,000 fr. au B. de la guerre. — 27. M. Van Overloop, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet. — 31. M. Thiebault, *m. g.*, dépose un projet de loi ratifiant la convention conclue entre le gouvernement et la ville de Mons pour le rachat par l'Etat d'écuries construites dans l'enclos de la caserne Léopold.

21 avril. Le projet de transfert de 100,000 francs est voté par 61 voix contre 10. —

24. M. Santkin, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle le sieur Delvigne prie la chambre de voter le service obligatoire et d'augmenter la cavalerie et l'infanterie lorsqu'elle sera saisie d'un projet de loi sur la réorganisation de l'armée. Il conclut au renvoi au *m. g.* M. Coomans croit qu'il y a lieu d'ordonner le dépôt au bureau des renseignements, tout au moins pour ce qui concerne la question du service obligatoire. M. Santkin, *r.*, fait observer que la seconde partie de la pétition mérite examen. M. Demeur estime que la question du service obligatoire, dont il est partisan en principe, est également digne d'être examinée. Il ajoute que la proposition de M. Coomans est une machine électorale. La droite votera un ordre du jour déguisé, après avoir considérablement augmenté les dépenses militaires. MM. De Baets, Coomans et Coremans protestent contre cette allégation et accusent la gauche d'être la cause de l'aggravation des charges militaires et l'auteur de l'embastillement d'Anvers. M. Rogier répond que la grande enceinte a donné à la ville d'Anvers le développement dont elle est si fière aujourd'hui. La pétition est ensuite renvoyée au bureau des renseignements.

7 mai. M. Boulenger, *r. s. c.*, fait rapport sur la convention conclue le 6 février 1874 entre le gouvernement et la ville de Mons au sujet de l'achat d'écuries situées dans l'enclos de la caserne Léopold. — 9. La chambre adopte, par 77 voix contre 10, un crédit de 185,650 fr. 50 c. pour la construction de magasins ou hangars affectés au service de l'artillerie et du génie.

IMPOTS.

25 février. La chambre s'occupe du projet de loi relatif à la patente des sociétés en commandite par actions. Sont entendus dans la discussion générale, MM. Meeus, *r.*, De Lhoneux, Julliot, Pirmez et Malou, *m. f.* L'article 1^{er} est adopté en ces termes : « Les sociétés en commandite par actions sont assimilées aux sociétés anonymes en ce qui concerne l'assiette, le taux et la perception du droit de patente. » Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Meeus, *r.*, Delaet et Vermeire, la chambre rejette un amendement de la *s. c.* ainsi conçu : « Toutefois, les sociétés en commandite par actions, existantes lors de la mise en vigueur de la loi du 18 mai 1873, ne peuvent, jusqu'à l'expiration du terme fixé pour leur existence, être tenues de déclarer le montant de leurs bénéfices annuels ; à défaut de faire cette déclaration, conformément à l'article 3 de la loi du

22 janvier 1849, le droit de patente de 2 p. c. sera prélevé sur un bénéfice présumé de 6 p. c. du capital à fournir par actions. » L'article 2 est adopté en ces termes : « Par modification au deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 22 janvier 1849, le délai pour se pourvoir en cassation contre toute décision des députations permanentes des conseils provinciaux rendue en matière de contributions directes, est fixé à un mois. » Après un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, de Macar et Meeus, *r.*, l'ensemble du projet est voté par 73 voix contre 5 et une abstention.

15 mars. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Bara et Malou, *m. f.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition du sieur Sargeant, d'Alost, qui se plaint du retard qu'on a mis à statuer sur sa réclamation relative au droit de patente.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

19 décembre. M. Delcour, *m. i.*, interpellé par M. Vleminckx à propos du conflit qui s'est élevé à Gand entre l'administration des hospices et l'université au sujet de l'enseignement de la clinique, dit qu'il a vu le matin même l'administrateur-inspecteur de l'université de Gand, qui lui a rendu compte en quelques mots des dernières démarches faites et lui a fait espérer qu'avant la discussion du B. de l'intérieur une résolution pourrait être prise par la commission des hospices. Répondant à M. Delehay, le *m.* déclare qu'il est en correspondance avec les gouverneurs des provinces en vue de décider que les instituteurs primaires soient à l'avenir payés par mois et non plus par trimestre.

13 janvier. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Funck blâme la conduite du ministère en matière d'instruction publique et spécialement son refus d'accorder des subsides à la ville de Bruxelles. M. Lelièvre parle en faveur d'une augmentation de traitement des professeurs de l'enseignement moyen. — 14. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'enseignement moyen (1870-1872). M. David critique à son tour la politique du ministère et les faveurs qu'il accorde à l'enseignement normal de Carlsbourg. M. Thonissen appuie les observations présentées en faveur des professeurs de l'enseignement moyen. M. Defuisseaux parle dans le même sens. — 15. M. Delcour, *m. i.*, répond aux critiques présentées par M. Funck. Il annonce qu'une lacune importante dans l'enseignement de la clinique à l'université de Liège lui avait été signalée : on demandait l'établissement de cliniques particulières pour les maladies des enfants et celles des vieillards.

Il a déferé au désir des professeurs distingués qui réclamaient cette amélioration, et il a reçu des remerciements du corps professoral pour ce complément d'organisation. En second lieu, il sera créé, près de l'école normale des humanités à Liège, une section spéciale pour la formation de professeurs de langues flamande, allemande et anglaise dans les athénées. Cette mesure assurera dans l'avenir le recrutement de professeurs instruits pour l'enseignement des langues modernes. Plus tard, des bourses de voyage seront accordées aux élèves qui auront subi avec succès l'examen de sortie, à l'effet de pouvoir se perfectionner pendant un ou deux ans soit en Allemagne, soit en Angleterre. Un troisième point a fait l'objet de la sollicitude du gouvernement. M. Kervyn de Lettenhove a déposé un projet de loi destiné à améliorer la position des instituteurs quant à leur pension. Ce projet a soulevé certains doutes quant au point de savoir si les bases arrêtées permettraient d'arriver à une solution satisfaisante pour les instituteurs primaires ruraux sans nuire à la position acquise des instituteurs urbains. Cette question était très importante, et elle a donné lieu à une négociation avec le département des finances. Le *m.* annonce que le gouvernement est arrivé à une solution. D'ici à peu de jours, il déposera sur le bureau de la chambre des amendements au projet primitif qui réaliseront complètement le vœu de son prédécesseur et mettront, si les chambres y consentent, l'Etat à même de disposer, dans l'intérêt des instituteurs primaires, d'une dotation de 60,000 fr. destinée à assurer les opérations de la caisse générale de retraite des instituteurs. Il dit que lorsque les chambres ont mis à sa disposition une somme de 100,000 fr. pour le subside éventuel à accorder à la ville de Bruxelles, c'était à la condition que la loi de 1842 fût complètement observée. Il a donc dû rechercher si cette condition se réalisait, si aucune infraction n'était commise, et il a ramené le *B.* scolaire aux besoins réels. Le *m.* fait ensuite l'énumération des subsides accordés à la capitale et dit qu'en parlant de l'hostilité du gouvernement envers Bruxelles, on dénature la vérité des faits et on cherche à faire une question politique de ce qui ne devrait être qu'une question d'administration. Il comprend autant que personne les égards que le gouvernement doit avoir pour la capitale du pays; il désire sa prospérité et sa splendeur et y travaillera de toutes ses forces. Mais le concours qu'il est tout disposé à lui accorder est forcément subordonné à l'exécution de la loi, qui est la même pour toutes les communes du royaume. M. Van Wambeke demande des renseignements au *m. i.* au sujet

de la classification des écoles moyennes. Aux termes de la loi de 1850, le gouvernement a été autorisé à établir cinquante écoles moyennes. Par un arrêté royal du 21 novembre 1850, ces écoles ont été divisées en catégories de première, de deuxième et de troisième classe. Il est à remarquer que les programmes de l'enseignement et des études sont absolument les mêmes pour ces trois catégories. L'orateur ne sait trop quelle est la règle de conduite que suit le *m.* dans la classification des écoles moyennes. La ville d'Alost possède une école moyenne de première classe; il n'existe guère en Belgique que sept écoles moyennes de cette catégorie; toutes les autres appartiennent à la seconde ou à la troisième classe. Il va de soi que le *B.* des écoles moyennes de première classe est beaucoup plus élevé que celui des deux autres catégories. Il voudrait savoir si, dans la classification des écoles moyennes, le gouvernement considère soit le nombre des élèves, soit l'importance de la ville. Il n'entend nullement porter atteinte à l'instruction qui se donne dans l'école moyenne d'Alost; il désire, au contraire, que cette école fleurisse comme elle peut fleurir; il y a, à côté de cet établissement, des écoles libres, et il trouve que la concurrence entre les écoles libres et celles du gouvernement produit des effets salutaires. Mais il voudrait savoir si l'école moyenne doit être nécessairement maintenue dans la première catégorie, alors que le programme des études y est absolument le même que dans les autres écoles moyennes, tandis que la dépense est beaucoup plus forte. M. Houtart recommande à la sollicitude du *m.* les professeurs des écoles moyennes situées dans les localités industrielles, où le prix de la vie a notablement augmenté. — 17. M. Anspach appuie toutes les critiques de M. Funck au sujet du déni de justice commis envers la ville de Bruxelles. M. Coomans fait observer que celle-ci n'a pas reçu davantage sous les ministères libéraux. — 20. M. Delcour, *m. i.*, dépose les amendements qu'il a annoncés au projet de loi relatif à la caisse générale de prévoyance des instituteurs primaires. — 27. M. Funck persiste à soutenir que l'on fait une mauvaise querelle à la ville de Bruxelles. La capitale se trouve dans des conditions identiques à celles de toutes les autres communes du pays pour recevoir un subside en faveur de son enseignement primaire. Quand on vient dire que l'enseignement religieux n'est pas suffisamment donné dans ses écoles, on se met en contradiction avec les avis, avec les rapports de toutes les personnes compétentes en matière d'enseignement. On contredit les inspecteurs du gouvernement, les inspecteurs de l'épiscopat ainsi que les mem-

bres du jury qui constatent que l'enseignement religieux est convenablement donné dans les écoles et qu'il s'y donne même avec le plus grand zèle et avec le plus grand soin. L'orateur n'a donc rien à retrancher de tout ce qu'il a dit antérieurement, et tant que le gouvernement persistera dans sa conduite injuste envers la ville de Bruxelles, il persistera à dénoncer cette conduite au jugement du pays. M. Dethuin soutient la cause des professeurs de l'enseignement moyen. M. De Haerne prononce un discours en faveur du maintien loyal de la loi de 1842. On a beaucoup attaqué cette loi ; on l'attaque encore sans cesse. Il ne prétend pas qu'elle soit parfaite ; il n'y a pas de loi parfaite. Mais il tient à dire qu'elle a été faite à une époque où les traditions du Congrès national étaient encore vivaces. C'est une loi transactionnelle, et, comme toutes les lois de cette nature, elle présente des imperfections aux yeux des partis qui les font. Les catholiques pourraient aussi, en théorie, imaginer quelque chose de préférable, de même que les libéraux voudraient une loi qui leur plût davantage. Mais il s'agit de savoir quel serait le résultat qu'amènerait la suppression de cette loi transactionnelle. On aboutirait à une désorganisation complète, au chaos en matière d'instruction primaire. Voilà pourquoi l'orateur veut maintenir cette loi de 1842. Il ajoute qu'elle peut être considérée comme la constitution de l'enseignement primaire en Belgique, le *palladium* de la bonne instruction populaire, comme la Constitution est le *palladium* de la nationalité et de l'indépendance. — 28. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'instruction primaire (1870-1872). La discussion reprend ensuite entre le *m.*, MM. David, Anspach, d'Andrimont, Coomans, Pirmez et Rogier au sujet des droits de la ville de Bruxelles aux subsides du gouvernement, le principal grief du *m.* étant la façon dont l'enseignement religieux est donné dans les écoles primaires de la capitale. M. Kervyn de Lettenhove exprime le vœu que l'on discute bientôt le projet relatif à la caisse de retraite des instituteurs primaires. Il prie aussi le *m. i.* de donner suite à un projet complètement achevé par lui, qui décorait de la croix civique un très grand nombre d'instituteurs. M. de Briey appuie ces observations. M. Bara signale un abus qui se produit depuis l'avènement de l'opinion catholique au pouvoir. Les évêques nomment comme inspecteurs des ecclésiastiques voués à l'enseignement, qui deviennent ainsi les inspecteurs de leurs concurrents. Jusqu'à présent, on avait gardé certains ménagements à cet égard et on avait nommé aux fonctions d'inspecteurs des personnes n'appartenant

pas à l'enseignement primaire. Aujourd'hui, on va beaucoup plus loin, et à Leuze, notamment, l'évêque de Tournai vient de nommer inspecteur, avec l'agrément du gouvernement, une personne qui tient un collège et y reçoit des enfants en âge d'école primaire. Cet inspecteur est l'abbé Guillaume. Dans son école, il y a plus de trente enfants en âge d'école primaire. Voilà le système qu'on inaugure, et ce n'est point une application loyale de la loi de 1842. — 29. La discussion s'engage sur ce point entre MM. Delcour, *m. i.*, Bara, Wasseige, Orts et Rogier. Les membres de la droite soutiennent que les évêques ont le droit absolu de nommer les inspecteurs ecclésiastiques ; d'après l'opposition, le *m.* a le droit de leur refuser l'*exequatur*. M. Jottrand signale ensuite le retard apporté dans la nomination aux places vacantes dans l'enseignement moyen ; et la suppression d'une école moyenne par l'administration communale de Termonde. M. Vanden Steen défend l'acte incriminé. — 31. MM. Magherman et Mulle de Terschueren défendent, de leur côté, certains actes d'hostilité à l'enseignement officiel reprochés aux administrations de Renaix et de Thielt. Il y a encore un échange d'observations entre MM. Rogier, Wasseige et Coomans à propos de l'inspection ecclésiastique et de l'hostilité du clergé à l'enseignement officiel. M. Hagemans signale ensuite à la chambre une mesure de rigueur prise à l'égard d'une institutrice de Beaumont, parce qu'elle a distribué aux enfants de son école du chocolat payé par un libéral. Le débat continue ensuite entre MM. David et Delcour, *m. i.*, sur les tendances générales du gouvernement en matière d'instruction publique.

3 février. La discussion reprend, au sujet de l'inspection ecclésiastique, entre MM. Delcour, *m. i.*, Orts, Rogier, Bara, Dumortier, Wasseige, Guillery, Bergé et De Baets. — 4. Il y a un nouvel échange d'explications entre MM. Jottrand et Vanden Steen au sujet de la suppression de l'école moyenne de Termonde. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Bara et Rogier, répète les déclarations qu'il a déjà faites. M. Rogier l'avait prié de se prononcer sur le point de savoir jusqu'où s'étend le rôle de l'inspection confiée aux autorités ecclésiastiques, il répond que, dans sa pensée, l'inspection ecclésiastique ne peut porter que sur l'enseignement de la morale et de la religion. Cette autre question ayant été posée par M. Rogier : « Que feriez-vous si l'on proposait à votre agrément la nomination d'un inspecteur ecclésiastique qui ne vous conviendrait pas ? » il répond que c'est là une question de fait ; qu'en principe il appartient aux évêques seuls de faire la nomination

et que le gouvernement n'est appelé qu'à donner le visa. Il ajoute que si telle ou telle nomination était de nature à donner lieu à des observations de la part du gouvernement, il n'hésiterait pas à présenter ces observations au chef du culte ; mais M. Bara voulant lui faire affirmer devant la chambre que quand les évêques nommeront à l'avenir aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement un homme appartenant à l'enseignement religieux, il s'opposerait à cette nomination, il déclare sans détour que, s'il prenait un pareil engagement, il agirait contrairement à la loi. M. Bara prend acte des paroles du *m.*, et comme il ne veut pas l'aider à créer une concurrence déloyale aux écoles publiques en les faisant contrôler par les chefs des écoles rivales, il votera contre le *B.* de l'intérieur. — 6. M. Royer de Behr, *r. s. c.*, dépose le rapport sur les amendements formulés par le gouvernement au projet de loi sur la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. — 11. M. Delcour, *m. i.*, répondant à des critiques de M. Saintelette au chapitre de l'enseignement supérieur, dit que dans quelques jours, le projet de loi sur les jurys d'examen sera déposé et les questions relatives à l'enseignement supérieur seront ainsi posées devant le parlement. Le gouvernement se trouve en présence de deux questions fondamentales. La première est celle relative aux programmes des examens universitaires. Il déposera, avant la fin de la semaine, un projet tout transitoire, ayant pour objet de proroger, pour l'année 1874, le système actuel des examens. La seconde question importante touche à l'organisation des cours pratiques qui ont pris de si grands développements en Allemagne et qui ont si puissamment contribué au développement que les sciences naturelles et médicales ont pris dans ce pays. Sous ce rapport, il y a beaucoup à faire en Belgique, et la chambre a sous les yeux la preuve de l'intérêt que le *m.* porte à cette partie de l'enseignement supérieur. Il se félicite que les circonstances l'aient appelé à concourir à cette organisation. — 12. M. Hagemans proteste contre des explications publiées par M. le prince Eugène de Caraman Chimay, bourgmestre de Beaumont, au sujet de l'incident de l'école de cette ville. Au chapitre de l'*Enseignement moyen*, M. Guillery demande que l'on établisse une école moyenne de l'Etat dans toutes les communes de 5,000 âmes. M. De Haerne est partisan du développement des écoles moyennes libres et officielles, à la condition qu'on y donne un enseignement moral et religieux. M. Lelièvre voudrait que dans toutes on enseignât le flamand. M. de Macar espère que l'augmentation de traitements promise aux professeurs,

s'étendra à ceux des écoles normales et des sections normales primaires. M. Delcour, *m. i.*, estime qu'il ne faut pas mettre toute la dépense des écoles moyennes à la charge de l'Etat. M. Jottrand demande qu'en attendant qu'on augmente le nombre des écoles moyennes on ne permette pas de diminuer l'importance de celles qui existent, et il cite à ce propos des faits relatifs à l'école d'Alost, qui sont vivement contestés par M. VanWambeke. MM. Saintelette et Pirmez appuient les observations de M. Guillery. — 13. La chambre entend MM. Couvreur et Vleminckx au sujet de l'enseignement de la gymnastique, M. Bergé sur la création de bourses pour l'enseignement moyen du degré supérieur, et des explications de M. Delcour, *m. i.*, sur ces deux objets. Au chapitre *Enseignement primaire*, M. Anspach fait valoir de nouveau les titres de la ville de Bruxelles à l'obtention de subsides. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il négocie avec l'échevin de l'instruction publique (M. Fontainas). Celui-ci est venu le trouver, l'a entretenu du projet de supprimer l'école normale patronnée par la ville et lui a demandé s'il se prêterait à agréer, pour Bruxelles, une école normale privée, soumise aux règlements en vigueur pour les établissements de l'espèce. Le *m.* a accepté cette base de négociation en se réservant de se prononcer sur les conditions lorsqu'il aurait reçu une communication écrite ; et dès que l'administration communale consentait à placer l'école normale agréée sous l'empire des dispositions ordinaires applicables à ces institutions, il ne pouvait plus se présenter de difficulté. Dans ces conditions, on ne peut dire qu'il y a mauvais vouloir de la part du gouvernement. MM. Delehay, *r.*, et Rogier engagent M. Delcour, *m. i.*, à s'entendre avec la ville de Bruxelles. M. Jottrand critique un arrêté qui réduit le chiffre des indemnités allouées aux inspecteurs laïques de l'enseignement primaire. M. Julliot, s'occupant des réclamations des députés de Bruxelles, fait observer que le Brabant reçoit sur le subside pour l'enseignement primaire plus que sa part, et cela parce que les communes rurales ne fournissent presque rien. M. Delcour, *m. i.*, reconnaît l'exactitude de ce fait ; il provient du système appliqué en cette matière par la députation permanente du Brabant. Ce collège part de ce principe que la commune ne doit intervenir que pour une allocation égale au produit de deux centimes additionnels au principal des contributions directes. M. Couvreur est d'avis qu'il faudrait faire participer dans une plus large mesure les bureaux de bienfaisance et les services charitables en général aux frais de l'instruction publique. L'orateur appuie ensuite les observations de

M. Jottrand et recommande aussi un changement dans les méthodes suivies dans les écoles. M. Jottrand renouvelle ses critiques au sujet des indemnités allouées aux inspecteurs ecclésiastiques. M. Coremans recommande la stricte application de l'article 5 de la loi du 25 septembre 1842, qui impose aux communes l'obligation de donner gratuitement l'instruction primaire aux enfants pauvres qui en font la demande. M. Kervyn de Lettenhove rappelle de nouveau qu'il a préparé, il y a trois ans, un travail accordant la décoration civique à des instituteurs. M. Delcour, *m. i.*, dit que ce travail est soumis à révision. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger, pour les deux sessions de 1874, le mode de nomination des jurys d'examen. M. Orts, *r. c.*, conclut, séance tenante, à l'adoption de ce projet. — 14. Dans la discussion, M. Vleminckx demande si le conflit entre l'université de Gand et l'administration des hospices est enfin aplani. M. Delcour, *m. i.*, répond affirmativement. M. De Baets croit que la paix conclue n'est qu'une trêve. MM. Delcour, *m. i.*, et Drubbel affirment que l'arrangement intervenu est définitif. Le projet de loi est adopté à l'unanimité. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Rogier, s'engage à faire distribuer à la chambre le tableau des inspecteurs civils et ecclésiastiques pour l'année 1875. M. Sainctelette déclare qu'il ne peut se montrer satisfait de la simple distribution de ce document. Il votera contre le *B.* de l'intérieur à raison de la réponse qui a été faite à l'interpellation de M. Bara. Il considère la désignation, pour les fonctions d'inspecteurs ecclésiastiques, de chefs d'établissements concurrents de ceux de l'Etat comme un défi porté à l'autorité civile et comme une transgression évidente de la loi de 1842. Le gouvernement eût dû déclarer qu'il refuserait l'exequatur à toute désignation de ce genre.

5 mars. La discussion s'engage sur le projet de loi relatif à la caisse générale de prévoyance des instituteurs primaires. La chambre entend MM. Kervyn de Lettenhove, Lelièvre, Pirmez, Frère-Orban et Delcour, *m. i.* M. Kervyn de Lettenhove présente un amendement ainsi conçu : « Les pensions accordées conformément au règlement du 10 décembre 1852 pourront, à la demande des intéressés, être révisées d'après les bases du règlement d'organisation de la caisse générale prévue par l'article 4 de la présente loi. » — 4. Le débat continue entre MM. Kervyn de Lettenhove, Frère-Orban, Delcour, *m. i.*, Royer de Behr, *r.*, et Rogier, puis il est ajourné jusqu'à ce que le *m. i.* ait pu fournir à la chambre un travail de M. Maus, inspecteur général des ponts et chaussées, sur la

fusion des caisses existantes. — 20. M. Delcour, *m. i.*, répondant à une interpellation de M. Anspach, dit que le nouveau règlement des écoles d'adultes (20 février 1874) a été une mesure d'ordre introduite dans l'intérêt de la prospérité des écoles d'adultes ; mais il a maintenu la situation existante, c'est-à-dire que pour les établissements où la religion est enseignée, cette branche rentre dans les matières du concours, tandis qu'elle ne fait point partie de l'épreuve pour les concurrents qui ont fréquenté une école dans laquelle la religion n'est pas inscrite au programme. A la suite d'une interpellation de M. Kervyn de Lettenhove, la chambre décide qu'elle abordera, le 21 avril, la discussion du projet de loi sur la caisse de prévoyance des instituteurs, et M. Delcour, *m. i.*, s'engage à produire le rapport de M. Maus et celui de la *c.* de la caisse centrale. — 21. Il dépose ces rapports.

21 avril. M. Delcour, *m. i.*, annonce qu'il a chargé une *c.* spéciale d'examiner les conclusions du rapport de M. Maus. La *c.*, après avoir reconnu l'exactitude des calculs de M. Maus, déclare qu'une somme de 738,360 fr. sera nécessaire, indépendamment du montant des retenues, pour garantir la prospérité des caisses dont la fusion est proposée. M. Royer de Behr, *r.*, est d'avis que, dans ces conditions, il y a lieu d'ajourner le débat jusqu'après le vote du *B.* des travaux publics. M. Kervyn de Lettenhove s'engage à démontrer l'inexactitude des calculs de M. Maus, et il demande le renvoi à la *s. c.*, avec fixation du débat à la semaine suivante. M. Guillery appuie cette proposition, qui est combattue par M. Dumortier. Après avoir entendu M. Delcour, *m. i.*, la chambre décide qu'elle ajournera le débat jusqu'à l'impression du rapport. — 22. La discussion du projet est ouverte. M. Kervyn de Lettenhove invite le gouvernement à continuer ses études sur la question spéciale financière dont il aura à s'occuper. Il propose d'ajouter au projet une disposition qui impose au gouvernement le devoir de présenter, dans un délai qui ne dépassera pas une année, un travail complet sur l'avenir des caisses et sur les mesures qu'il convient de prendre pour assurer cet avenir, et, en attendant, de voter purement et simplement la fusion des caisses, c'est-à-dire la réunion des caisses provinciales à la caisse centrale des instituteurs urbains. M. Delcour, *m. i.*, dit que le projet dont M. Kervyn a pris l'initiative n'a qu'un seul but : opérer la fusion des caisses provinciales avec la caisse centrale. La question financière n'avait pas fait l'objet principal de ses préoccupations. Il voulait proclamer un principe, indiquer un système. Ce système étant admis, la chambre et le gouvernement

rechercheraient plus tard les mesures d'exécution. Le *m.* n'a pas compris les choses ainsi. Si M. Kervyn, en déposant son projet de loi, a voulu faire quelque chose de réellement utile et avantageux pour les instituteurs, assurer, au point de vue de la pension, l'égalité entre tous, attribuer aux instituteurs ruraux, à la fin de leur carrière, les mêmes avantages qu'aux instituteurs urbains, alors le projet ne suffit pas. Si l'on veut augmenter la pension des instituteurs ruraux en opérant la fusion des caisses, on doit évidemment créer les fonds nécessaires pour que la nouvelle institution, résultant de cette fusion, puisse satisfaire aux charges qui lui incombent. En conséquence le *m.* demande à la chambre d'ajourner la discussion jusqu'au moment où le gouvernement, après avoir consulté les provinces, sera en mesure de faire des propositions définitives. La chambre entend, sur la proposition d'ajournement, MM. Kervyn de Lettenhove, Pirmez et Guillery. M. Kervyn de Lettenhove, qui la combat, propose un amendement ainsi conçu : « Il sera rendu compte aux chambres de la situation de la caisse générale avant l'expiration de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi. » Un autre amendement est présenté, dont voici les termes : « La participation dans la *Caisse générale de prévoyance* sera réglée comme suit : les instituteurs, 5 p. c. ; les communes, 4 p. c. ; les provinces, 1 p. c. ; l'Etat, 3 p. c. ; total, 13 p. c. (Signé) Vleminckx, Delexhy, Dethuin, Hagemans, Guillery, Defuisseaux, Jottrand, David. » — 23. MM. Guillery, De Haerne, Malou, *m. f.*, Frère-Orban, Wasseige, Bara, Coomans, Pirmez, Bergé prennent la parole. M. Frère-Orban demande que le gouvernement s'engage à soumettre à la chambre, avant la clôture de la session, un projet de loi indiquant les bases de l'intervention de l'Etat, des provinces et des communes dans la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. N'ayant pas obtenu une réponse satisfaisante à cet égard, M. Frère-Orban propose un ordre du jour ainsi conçu : « La chambre, regrettant que le gouvernement refuse de déposer le projet de loi pendant la session actuelle, passe à l'ordre du jour. » Il est rejeté par 49 voix contre 34. Une proposition de M. Wasseige, aux termes de laquelle le gouvernement s'engage à présenter un projet dans la session suivante, est votée par 49 voix contre 29.

22 mai. M. Bergé critique un arrêté royal concernant les athénées, qui vient de paraître au *Moniteur*, et appelle l'attention du *m. i.* sur les intérêts du corps enseignant.

JEUX DE SPA.

3 décembre. MM. David, Cornesse et de Ma-

car insistent pour obtenir du gouvernement des explications sur ses intentions relative-ment à un subside réclamé par la ville de Spa. M. Delcour, *m. i.*, répond que les explications ont été données et imprimées. M. Cornesse dit que si le gouvernement hésite à faire son devoir en proposant les mesures que l'on attend de sa justice, il se réserve d'user, d'accord avec ses collègues de Verviers, de son initiative parlementaire pour remédier, autant que possible, à la situation qu'a faite à la ville de Spa la suppression des jeux.

20 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 890,000 fr. pour subside à la ville de Spa.

27 février. M. Cornesse, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet.

20 mars. MM. David, Van Iseghem, Tesch, De Clercq, Cornesse, *r.*, et Delcour, *m. i.*, y prennent part. A l'article 1^{er}, « il est ouvert au département de l'intérieur un crédit de 890,000 fr. qui sera employé aux dépenses à faire par la ville de Spa pour achever des travaux d'utilité communale et pour compléter les installations nécessaires à l'exploitation des sources minérales », MM. David et Van Iseghem proposent un amendement qui est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Il est ouvert au département de l'intérieur un crédit de 1,500,000 fr. qui sera employé comme suit : 890,000 fr. aux dépenses à faire par la ville de Spa pour achever des travaux d'utilité communale et pour compléter les installations nécessaires à l'exploitation des sources minérales ; 210,000 fr. à augmenter la dotation allouée à la ville de Spa par la loi du 21 octobre 1871 ; 400,000 fr. à augmenter la dotation allouée aux communes d'Ostende, Blankenberghe, Heyst, Nieuport et Chaudfontanie par la loi du 21 octobre 1871 ; ensemble 1,500,000 fr. L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté. L'article 1^{er} est adopté et l'ensemble du projet voté par 69 voix contre 8.

JUSTICE

27 novembre. La discussion s'ouvre sur le projet de loi apportant des modifications à la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés. MM. Vleminckx et Boulenger, tout en accordant leur vote au projet, regrettent qu'il ne soit pas plus radical et ne remette pas absolument la direction des établissements d'aliénés aux pouvoirs publics. M. De Lantsheere, *m. j.*, croit le projet suffisant. Tout d'abord, la loi n'élève aucun obstacle : rien n'empêchera donc les provinces, dont la capacité à cet égard résulte et de la Constitution et de la loi provinciale, d'entrer dans la voie que les honorables membres indiquent si elles pensent que l'intérêt de l'humanité l'exige. D'autre part, le projet affirme nettement la

compétence de l'Etat pour créer et administrer des établissements d'aliénés, compétence qui, sous le régime de la loi de 1850, a été contestée. Or, le *m.* ne propose nullement de se borner à la stérile affirmation d'un principe. En proposant cette disposition, il n'a pas eu en vue seulement le cas où les établissements actuellement existants deviendraient insuffisants pour recueillir les aliénés dont le nombre va croissant sans cesse, il a eu en vue aussi la situation actuelle; il a voulu assurer au gouvernement le droit de transformer en véritables établissements modèles les établissements qu'il administre actuellement. Froidmont et Mons recevront tous les développements et toutes les améliorations que la science conseille, et on arrivera à créer, de cette manière, une situation telle, que tous les autres établissements, tant ceux des particuliers que ceux des administrations publiques, seront forcés de suivre cet exemple, à peine de se voir peu à peu désertés. D'autre part, les infirmeries de Gheel et le service médical de la colonie ne tarderont pas à recevoir d'utiles développements. Le gouvernement pourra aussi, si l'intérêt général semble le commander, créer à Gheel un établissement fermé. L'Etat est donc suffisamment armé. S'il n'exproprie ni ne dépossède personne, s'il désire ne décourager aucune initiative, il se réserve de donner l'impulsion à tous, de se constituer le promoteur de toutes les réformes utiles devant lesquelles les intérêts des particuliers ou des administrations de bienfaisance pourraient hésiter.

2 décembre. Le *m.* achève son discours. — 3. M. Defuisseaux développe un amendement qu'il a signé avec M. Orts et qui porte : « Le gouvernement créera un ou plusieurs établissements pour le placement des indigents, des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale. Les communes et les provinces continueront à supporter les frais d'entretien de leurs aliénés indigents dans les établissements de l'Etat, conformément aux articles 69 de la loi provinciale et 131 de la loi communale. » D'après cet amendement, le gouvernement aura la latitude de décider si, dans l'intérêt des aliénés et celui du Trésor, un grand établissement central serait préférable à plusieurs établissements locaux. L'orateur croit que le premier système serait le meilleur, car les frais généraux, les rétributions que l'on pourrait allouer dans un grand établissement central permettraient de faire appel à des capacités de premier ordre et de créer, en un mot, un établissement modèle dans son genre. Il donne ensuite lecture de la seconde partie de son amendement : « Dans les établissements d'aliénés qui seront fondés et dirigés

par l'Etat, il sera nommé, par arrêté royal, un directeur responsable suivant les cas et de la manière déterminée par la loi du 18 juin 1850. » L'orateur prie la chambre de tenir compte de l'idée qui a inspiré son amendement et qui est d'arracher, à tout prix, à la spéculation privée les aliénés indigents qui aujourd'hui sont livrés sans contrôle, pour n'importe quel prix, aux établissements privés. M. Muller estime qu'il appartient aux grands pouvoirs publics de protéger ceux qui sont atteints par le malheur sans qu'il y ait de leur faute. Si l'on ne prend pas des mesures dans ce sens, les communes rurales continueront à dissimuler leurs aliénés et à ne rien faire pour leur guérison. M. Vleminckx, après avoir recommandé à la sollicitude du *m.* la colonie de Gheel, qui est, à son avis, le premier établissement du monde, émet l'avis qu'il y a lieu de mettre les établissements d'aliénés en régie. Il recommande aussi l'enseignement de la psychiatrie dans les universités. M. Thonissen voudrait voir créer pour tout le royaume une prison-hospice. En Allemagne, il y a pour les condamnés insensés des prisons spéciales dont celle de Bruchsal, dans le duché de Bade, peut être citée comme un remarquable modèle. Il en est de même en Angleterre, et l'on s'en trouve si bien, qu'on a cru devoir étendre le même régime aux colonies. M. Boulenger dit que tous les aliénistes de Belgique et de France, à l'unanimité, et notamment ceux de Belgique, dans une pétition qu'ils ont adressée au *m. j.* et à chacun des chefs des administrations communales en Belgique, ont proclamé que le plus grand défaut des établissements existants, c'était l'entreprise, l'affermation. C'est donc le premier devoir du *m. j.* de faire disparaître l'entreprise, l'affermation; aussi longtemps qu'il ne l'aura pas fait, de l'avis de tous les hommes compétents, il aura beau proclamer les établissements de l'Etat des établissements modèles, ils ne le seront pas. M. De Lantsheere, *m. j.*, veut bien s'engager à faire une tentative dans le sens que l'honorable membre indique. S'il ne réussit pas, au moins aura-t-il donné une preuve nouvelle de son ardent désir d'amener un accord unanime sur les questions qui forment en ce moment l'objet du débat. Après avoir entendu MM. Orts, Muller et De Lantsheere, *m. j.*, la chambre adopte l'amendement de MM. Orts et Defuisseaux relatif à la nomination d'un directeur responsable. — 4. La discussion porte sur l'autre amendement de MM. Orts et Defuisseaux. La chambre en adopte le 1^{er} §, après avoir entendu MM. Orts, Coomans, Vleminckx, Cornesse, Muller et De Lantsheere, *m. j.* — 5. Elle aborde la discussion d'un amendement de MM. Orts et Anspach ainsi conçu :

« La collocation provisoire appartient au bourgmestre, sauf à provoquer du collège, dans sa première séance, l'exécution de l'article 95 de la loi communale. » Après avoir entendu MM. Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, et Dumortier, l'assemblée adopte la disposition dans ces termes proposés par le *m. j.* : « Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, en ce cas, statuera lors de sa première réunion, au plus tard dans le délai de six jours, conformément à l'article 95 de la loi communale. » Est ensuite adopté l'amendement suivant de M. Cornesse : « Chaque chef d'établissement et chaque comité d'inspection transmettront annuellement un rapport à l'administration supérieure; le règlement organique déterminera la forme de ces rapports et les renseignements qu'ils doivent contenir. » A l'article suivant : « Les provinces et l'Etat interviendront par voie de subsides lorsqu'il sera reconnu que les communes n'ont pas les moyens d'y pourvoir sur leurs ressources ordinaires », M. Bara présente des observations générales sur l'ensemble du projet. Il croit qu'il faut arriver progressivement à réunir, soit dans les mains de l'Etat, soit dans les mains des provinces, tous les établissements d'aliénés et à les soustraire complètement à la direction des particuliers. La charité pourra parfaitement se donner libre cours, la charité n'est pas la spéculation; les religieux et les religieuses resteront libres d'aller dans les hospices publics, comme ils vont maintenant dans les hôpitaux, donner des soins aux aliénés. Ils mériteront ainsi les récompenses célestes mieux qu'en faisant de la spéculation, puisque cette œuvre sera, de leur part, de pur désintéressement, ce qu'on ne peut pas dire aujourd'hui, puisque, à côté de ce désintéressement, on trouve souvent une spéculation qui nuit aux malades. L'orateur engage le *m. j.* à voir si, dans la session prochaine, il ne pourrait pas présenter un projet de loi créant un nouvel asile d'aliénés en Belgique, sous la direction de l'Etat, avec l'intervention soit des provinces, soit des communes. M. Cornesse soutient que, dans cette matière, il serait imprudent, impolitique, injuste de ne pas profiter du concours précieux que peuvent donner et que donnent en réalité les établissements privés, dus surtout à l'initiative religieuse. Dans le domaine de la charité, en général, et en particulier dans le domaine des établissements privés consacrés au soulagement de l'aliénation mentale, il n'est pas vrai que le couvent serait un danger social. M. Bara n'admet pas qu'on exalte à ce propos les couvents. Ce ne sont pas les couvents qui ont des établisse-

ments d'aliénés. Il y en a quelques-uns, mais très peu. Ce sont des religieux qui se sont mis au service des pouvoirs publics pour remplir les fonctions de gardiens, d'infirmiers, etc., dans ces établissements, et ils pourront continuer à le faire. Mais il y a une tendance contre laquelle il faut s'élever. Parmi les couvents, il y en a qui rendent des services que l'on n'a jamais niés; il y en a même que la législation reconnaît, ce sont les hospitalières, et la plupart des membres de ces corporations qui viennent en aide à l'humanité souffrante sont très peu affectés de l'esprit clérical. Souvent on en a vu qui favorisaient les idées libérales, l'opinion libérale et les représentants libéraux. Cela s'est vu particulièrement parmi les couvents qui soignent les aliénés. Quelques-uns de ces établissements ont fait preuve d'une grande indépendance, parce qu'ils mettent les soins des aliénés au-dessus des intérêts politiques. Mais ces membres des corporations religieuses sont très peu nombreux, et, à l'aide de quelques religieux, on veut faire passer la grande armée des moines et des nonnes, une phalange de vingt à vingt-cinq mille religieux! Parce qu'ils sont charitables et utiles, tous les autres le seraient aussi! Plusieurs articles du projet sont adoptés, après un débat entre MM. Drubbel et De Lantsheere, *m. j.* — 9. Au second vote, le projet est adopté à l'unanimité, après quelques observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, Defuisseaux et Lelièvre. — 11. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 1 million pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, *id.* un projet de loi sur les extraditions. — 16. M. De Lantsheere, *m. j.*, *id.* le rapport sur l'exécution de la loi du 7 juillet 1871 relative aux étrangers. — 19. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 1 million pour les travaux du Palais de justice.

20 janvier. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi sur la détention préventive. — 30. Sur les conclusions de M. Santkin, *r. c.*, et après un débat auquel prennent part MM. A. Visart, Vermeire, Dumortier, Defuisseaux, T'Serstevens, Pirmez, Van Iseghem et De Lantsheere, *m. j.*, la chambre renvoie à ce dernier des pétitions par lesquelles les commissaires de police de l'arrondissement de Charleroi demandent que le gouvernement améliore leur position et qu'il accorde une indemnité supplémentaire à ceux d'entre eux qui sont chargés du ministère public près des tribunaux de simple police. *Id.* pour une pétition par laquelle les huissiers de l'arrondissement d'Ypres demandent une modification provisoire du tarif de leurs actes.

24 février. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose le projet de loi portant prorogation de la loi du 7 juillet 1863, modifiée par celle du 17 juillet 1871, relative aux étrangers. Le crédit de 1 million pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles est adopté par 55 voix contre 18. — 25. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la détention préventive. — 26. M. Wouters, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif aux extraditions.

12 mars. La discussion s'ouvre sur ce projet, dont l'article principe permet de livrer aux gouvernements des pays étrangers, à charge de réciprocité, tout étranger *poursuivi* ou mis en prévention ou en accusation, ou condamné, par les tribunaux desdits pays, *comme auteur ou complice*, pour l'un des faits énumérés qui auraient été commis sur leur territoire. M. Wouters, *r.*, expose les principes du projet, puis l'article 1^{er} est adopté, après un échange d'observations entre MM. Lelièvre et De Lantsheere. L'article 2 (Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, le gouvernement pourra livrer, à charge de réciprocité, l'étranger poursuivi ou condamné, dans les cas où la loi belge autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors du royaume) est également voté, après un débat auquel prennent part MM. Bara, Wouters, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.* Il en est de même des articles 3 à 9, après une discussion dans laquelle sont entendus MM. Lelièvre, De Lantsheere, *m. j.*, Bara, Demeur et Wouters, *r.* L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité. — 17. La chambre aborde la discussion du projet relatif à la détention préventive. Sont entendus, dans la discussion générale, MM. Lelièvre, Thonissen, Guillery, De Baets, Jacobs et De Lantsheere, *m. j.* — 18. Les articles 1 à 23 sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. Thonissen, *r.*, Pirmez, Guillery, De Lantsheere, *m. j.*, Frère-Orban, Van Humbeeck, Drubbel, Cornesse, Saintelette et Demeur. A l'article 24, M. De Lantsheere, *m. j.*, propose l'amendement suivant : « Le juge d'instruction ne peut, dans son arrondissement, déléguer pour procéder à la perquisition et à la saisie de papiers, titres ou documents, que le juge de paix, le bourgmestre ou le commissaire de police dans le ressort desquels la visite doit avoir lieu. » — 19. Cet article est adopté après quelques mots de MM. Van Iseghem, Thonissen, *r.*, et Lelièvre sur le droit des bourgmestres de déléguer un échevin. Après l'adoption des articles 25 et 26 et des observations de MM. Saintelette et De Lantsheere, *m. j.*, sur le règlement des prisons,

M. Jottrand développe deux articles additionnels qu'il propose avec M. Le Hardy de Beaulieu. D'après le premier, « tout accusé ou prévenu acquitté de la poursuite, après une détention préventive, peut réclamer à charge du Trésor public une indemnité pour réparation du dommage matériel résulté de cette détention. La demande d'indemnité sera formée séance tenante devant la cour ou le tribunal qui a prononcé l'acquiescement. » Aux termes du second, « devant toutes les juridictions, l'accusé, le prévenu ou son conseil pourra questionner directement les témoins de la même manière que l'organe du ministère public, les juges ou les jurés peuvent le faire. » MM. Tesch et Thonissen, *r.*, opposent à ces propositions la question préalable, et M. Jacobs engage les auteurs des amendements à les retirer pour ne pas courir au-devant d'un échec. Les propositions sont retirées. — 24. Il est procédé au second vote du projet de loi sur la détention préventive. Les articles sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Thonissen, *r.*, Van Humbeeck, Lelièvre, Demeur et Orts. M. Dumortier soulève un débat à propos de l'article qui autorise le juge d'instruction à déléguer ces fonctions. Après avoir entendu MM. Thonissen, Lelièvre, Coomans et De Lantsheere, *m. j.*, la chambre maintient son premier vote. Après des explications échangées entre MM. Tesch, Jottrand et Jacobs au sujet du principe d'indemnité en cas de détention préventive, l'ensemble du projet est voté par 87 voix et une abstention. — 26. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux étrangers.

24 avril. Sur les conclusions de M. de Montblanc, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Demeur et De Lantsheere, *m. j.*, la chambre renvoie à ce dernier, avec demande d'explications, une pétition par laquelle les conseillers de fabrique de l'église de Hognoul se plaignent que l'évêque de Liège a déclaré nulle l'élection qu'ils ont faite le 6 avril pour le renouvellement de la moitié du conseil et demandent que cette décision soit mise à néant.

1^{re} mai. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'augmenter d'un juge le personnel du tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles. — 2. M. Van Humbeeck, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 9. Il est adopté à l'unanimité. — 13. M. Van Overloop, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif au domicile de secours. — 22. Dans la discussion du projet de loi relatif aux étrangers, M. Guillery propose d'ajouter au nombre des personnes à qui la loi ne s'applique point, l'étranger né en Belgique et qui

a conservé sa résidence dans le royaume. Cette proposition donne lieu à un débat auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Demeur, Anspach, Dumortier, Bara et Cornesse, et elle est définitivement rejetée par 35 voix contre 35; mais le *m. j.* s'engage à examiner la situation des individus nés en Belgique et qui continuent à y résider sans avoir usé du bénéfice de l'article 9 du code civil. Le projet de loi est voté par 53 voix contre 14.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

20 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 133,533 fr. 29 c. au ministère de l'intérieur pour l'acquisition et l'appropriation d'un local destiné au dépôt des archives provinciales de l'Etat à Gand.

4 février. M. Kervyn de Volkaersbeke, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 13. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Thonissen demande qu'on augmente les traitements des employés de la Bibliothèque royale et la dotation de l'Académie, pour la mettre à même de fournir aux lauréats de ses concours les exemplaires de leurs mémoires auxquels ils ont droit. M. Delehayé, *r.*, estime que si l'on améliore la position des employés de la Bibliothèque royale, il faut en faire autant pour ceux des bibliothèques des universités de Liège et de Gand. M. Dumortier appuie les observations de M. Thonissen, *r.*, et M. Delcour, *m. i.*, promet de s'en occuper. M. Couvreur demande ensuite que la Bibliothèque soit ouverte le soir, qu'on interdise le prêt au dehors et que l'on achève le catalogue, sans toutefois le faire imprimer, ce qui entraînerait une dépense considérable et inutile. MM. Thonissen, Kervyn de Lettenhove et Delaet présentent des observations à cet égard. M. Hagemans approuve ensuite le projet de construire un Palais de Beaux-Arts dans la rue de la Régence. Il engage le gouvernement à faire l'acquisition des tapisseries de haute lisse exécutées à Bruxelles au xvi^e siècle et qui sont mises en vente en ce moment. L'orateur signale ensuite la nécessité de veiller à la conservation des tableaux de Rubens qui se trouvent à la cathédrale d'Anvers. M. Dedecker soutient que ces tableaux sont en parfait état. La discussion s'engage entre MM. Dedecker, Hagemans, Orts, Dumortier et Delaet au sujet de la propriété de ces chefs-d'œuvre. M. Verbrugghen prononce un discours à l'appui du développement à donner aux écoles de dessin, et M. Houtart propose d'inscrire 3,000 fr. au B. à titre de supplément de pensions aux musiciens du régiment des guides. — 14. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à transférer du B. de l'intérieur à celui des travaux publics le crédit d'un million de francs qui a été alloué,

en 1866, pour la construction d'un Palais des Beaux-Arts. M. Delcour, *m. i.*, se rallie en principe à l'amendement de M. Houtart en proposant de le rédiger en ces termes : « Subside annuel à l'association de musique symphonique des anciens musiciens pensionnés du régiment des guides. » M. Houtart se rallie à cette rédaction, qui est votée. Des explications sont échangées entre MM. Drubbel, Kervyn de Volkaersbeke, Delcour, *m. i.*, Delehayé, *r.*, et Hagemans au sujet de la restauration de l'hôtel de ville de Gand et de l'aliénation de certains objets d'art appartenant aux communes. Le crédit pour appropriation d'un local destiné aux archives de la Flandre orientale est voté à l'unanimité.

23 avril. M. Lefebvre, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le transfert au département des travaux publics d'un crédit d'un million de francs, accordé au département de l'intérieur pour la construction d'une salle d'expositions des beaux-arts à Bruxelles.

23 mai. M. Delaet combat le projet en faisant observer qu'il s'agit de poser le principe d'une dépense de 3 1/2 millions et que si plus tard, comme c'est probable, la ville de Bruxelles construit un local d'exposition, le Palais des Beaux-Arts se trouvant vide, on cherchera à le meubler en enlevant leurs chefs-d'œuvre aux musées et aux églises de province. M. Dumortier, de son côté, estime qu'il serait préférable de construire un palais de cristal comme celui de Sydenham, et exalte le plan d'un architecte de jardins, M. Willems, d'Ixelles. Le projet de loi est défendu par MM. Delcour, *m. i.*, et Beernaert, *m. t.*, et adopté par 78 voix contre 2 et 3 abstentions.

MILICE.

26 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet la rémunération en matière de milice.

19 mai. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

MINES.

27 novembre. M. Sainctelette, en vue de la discussion de la proposition de M. Vleminckx sur le travail des enfants dans les mines, demande que l'on fasse traduire la loi portée en 1872 par le parlement anglais et les dépositions qui ont été faites par les inspecteurs des mines et les délégués des exploitants dans la grande enquête qui vient d'être tenue en Angleterre sur les causes de la cherté et de la rareté du charbon. MM. Vleminckx et Delcour, *m. i.*, se rallient à cette motion, qui est adoptée.

16 janvier. De nouveaux documents sont réclamés par MM. Jottrand, Vleminckx et Sainctelette. M. Guillery désire que l'original

soit publié à côté des traductions. M. Vermeire est d'avis qu'on retarde ainsi la discussion. — 31. M. Balisau, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition d'exploitants d'ardoisières demandant la concessibilité à perpétuité des ardoisières ou jusqu'à épuisement du gîte ardoisier.

26 février. Après avoir entendu MM. Delehay, Balisau, Van Hoorde, Santkin, *r.*, Malou, *m. f.*, Descamps, Guillery et Frère-Orban, la chambre adopte à l'unanimité un texte de loi ainsi conçu : « L'exploitation des minerais de fer et des ardoisières dans les propriétés domaniales peut être donnée à bail, par adjudication publique, pour un terme qui n'excédera pas quarante ans. » — 27. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, la chambre ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion de la proposition de loi de M. Vleminckx, des pétitions par lesquelles l'Académie royale de médecine la prie de voter le plus tôt possible le projet de loi tendant à modifier le décret du 3 janvier 1875, relatif à la limite d'âge pour l'admission des enfants dans les travaux souterrains.

12 mars. La discussion de la proposition de M. Vleminckx est de nouveau ajournée, sur la proposition de M. Balisau, afin que la chambre ait pu entendre les opinions des industriels charbonniers.

22 mai. Il est convenu entre MM. Vleminckx et Beernaert, *m. t.*, que la proposition de loi sera mise à l'ordre du jour du commencement de la session prochaine.

MONITEUR.

4 décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 20,000 fr. pour le service du *Moniteur*. — 5. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet. — 10. Le crédit est voté à l'unanimité. — 18. M. Thibaut, *p.*, annonce que la chambre ayant décidé en comité secret de nommer une *c.* chargée de s'occuper d'organiser un *compte rendu analytique* des séances, la *c.* a été composée de MM. Coomans, Couvreur, Kervyn de Lettenhove, Pirmez, Sainctelette, Thonissen et Wasseige. M. Wasseige remercie le bureau de l'honneur qu'il veut bien lui faire, mais, étant l'adversaire en principe du *compte rendu analytique*, il prie le *p.* de bien vouloir le remplacer dans la *c.* M. Thibaut, *p.* : « Vous ferez vos observations au sein de la commission. Puisque vous êtes nommé, vous devez accepter le mandat. »

14 février. M. Couvreur demande que l'on étudie le transfert des ateliers du *Moniteur* et des *Annales parlementaires* dans les nouvelles constructions qui s'élèvent derrière la chambre. Un échange d'observations a lieu à ce propos entre MM. de Zerezo de Tejada, *q.*,

Dumortier, Jottrand et Snoy, *q.*, concernant les plans pour l'agrandissement du Palais de la Nation.

MONNAIES.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif à la suspension ou à la limitation du monnayage de l'argent. —

13. M. Frère-Orban demande que le gouvernement y ajoute les correspondances diplomatiques qui ont été échangées au sujet de cette question. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'y a pas eu d'autre correspondance diplomatique que la communication des documents publiés dans les pays étrangers et ceux qui ont été distribués à tous les membres de la chambre. —

19. M. Jacobs, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi. — 21. La chambre entend dans la discussion générale MM. Vermeire, Dumortier et Malou, *m. f.* M. Vermeire ne croit pas qu'il y ait péril en la demeure ni qu'il faille immédiatement diminuer le stock monétaire. M. Dumortier soutient que le projet de loi est inspiré par la Banque Nationale qui craint de voir faire une concurrence à ses billets. L'orateur voudrait savoir quelle est la somme que la Prusse détient en fait de billets de banque belges. Il a entendu dire que cette somme s'élevait à 60 ou 80 millions. C'est la faute la plus grave qu'il soit possible de commettre que de laisser entre les mains d'une telle puissance les moyens d'arriver au résultat qu'elle a peut-être en vue. La Prusse a montré une telle ténacité dans le règlement de ses comptes avec la France, qu'elle s'est fait payer jusqu'au dernier centime les intérêts arriérés; tandis qu'elle conserve dans ses caisses 60 à 80 millions de billets de la Banque Nationale, qui ne lui rapportent pas un centime d'intérêt. Quand on a lu le livre si remarquable du général Lamarmora, on doit croire qu'il y a là un motif secret contre la Belgique. L'orateur signale le danger, afin qu'on évite d'y tomber; parce qu'il serait trop tard de chercher à y porter remède quand une fois la panique éclaterait. M. Malou, *m. f.*, répond que lorsqu'il s'est agi entre l'Allemagne et la France de régler le paiement de l'indemnité de 5 milliards, on a fait à quelques établissements étrangers, et notamment à la Banque Nationale, l'honneur d'admettre leurs billets en paiement de l'indemnité. Cet honneur pouvait avoir ses périls, il les a eus. Mais ces périls n'existent plus, et le fait incriminé comme pouvant résulter de mauvaises intentions politiques est tout bonnement le résultat du mouvement qui s'est opéré en Europe pour liquider l'indemnité de 5 milliards. L'incident a eu ses périls parce qu'il n'est ni normal ni désirable qu'une telle quantité de billets se trouve en une

seule main ; ils étaient cette fois en une main amie ; au surplus la situation dont on s'alarme n'existe plus aujourd'hui. En quelques semaines, la Banque Nationale a remboursé la plus grande partie des billets qui avaient été donnés en paiement partiel de l'indemnité de 5 milliards. Si, sur 80 et quelques millions qui ont reçu cette destination, il en reste encore 20 ou 25, c'est le grand maximum. Ce n'est évidemment pas une chose dangereuse pour la Banque Nationale, alors même qu'on lui présenterait du jour au lendemain à rembourser les billets qu'elle doit encore, que l'existence en des mains étrangères de 20 ou 25 millions de ses billets, ou même plus. — 22. M. Malou, *m. f.*, au début de la séance dit qu'il est possible qu'une conférence se réunisse en vertu de la convention de 1865, mais il ne peut rien affirmer à ce sujet. M. Frère-Orban traite la question monétaire en général, et se prononce en faveur de l'éta-lon unique comme seul moyen de prévenir les embarras qui résultent des changements de rapports entre les deux métaux précieux. M. Malou, *m. f.*, estime que dans la discussion sur la question monétaire, on se préoccupe beaucoup trop exclusivement de l'une des deux fonctions de la monnaie ; les métaux précieux, entre les nations, sont un moyen de solde ; mais la monnaie a une autre fonction infiniment plus importante, la fonction intérieure. Ainsi, la monnaie se déprécie, dit-on ; il en résulte des pertes énormes. Mais il y a là confusion d'idées ; comme fonction intérieure, comme médium d'échange dans un pays, il n'y a pas de dépréciation de la monnaie. — 25. La discussion continue entre MM. Malou, *m. f.*, et Frère-Orban. — 26. Elle se poursuit entre les mêmes orateurs et M. Jacobs. — 27. Après avoir entendu encore MM. Le Hardy de Beaulieu, Jacobs, *r.*, et Dumortier, la chambre adopte le projet de loi par 77 voix contre une (M. Dumortier).

12 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose les procès-verbaux de la conférence monétaire qui s'est réunie à Paris au mois de janvier.

2 avril. *Id.* un projet de crédit de 15,000 fr. pour la Monnaie. (Achat de deux balances automatiques.)

12 mai. M. Vander Donckt, *r. s. c.*, présente le rapport sur cet objet. — 25. A propos de ce crédit, qui est voté à l'unanimité, il y a un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, Demeur et Frère-Orban sur la situation financière.

NATURALISATION.

21 mars. Sur le rapport de M. Guillery, *r. c.*, la chambre prend en considération, par 49 voix contre 22, la demande de grande naturalisation de M. Ch. Moreau de Bellaing.

25 mai. Au vote sur le projet de loi relatif à cet objet, la chambre n'est plus en nombre.

NOTARIAT.

16 janvier. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. de Moerman d'Harlebeke, de Vrints, Berten, De Lantsheere, *m. j.*, Bara et Delehay, la chambre renvoie au *m. j.* des pétitions par lesquelles des notaires de Bruxelles et des divers arrondissements du pays demandent l'unité du ressort pour tous les notaires.

25 février. Il est donné lecture de la proposition de loi suivante :

Les articles 4, 5, 28, 36, 39, 40, 41 et 42, et le dernier paragraphe de l'article 49 de la loi du 25 ventôse an xi, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. Le notaire réside dans le lieu qui lui est fixé par le gouvernement ; en cas de contravention, il sera considéré comme démissionnaire ; en conséquence, le ministre de la justice, après avoir pris l'avis du tribunal, pourra pourvoir à son remplacement.

« Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort et d'avoir, soit par lui-même, soit par personne interposée, un bureau ou étude ailleurs qu'au lieu de sa résidence.

« Toute contravention au paragraphe précédent sera punie d'une amende de 100 à 1,000 fr., outre tous dommages-intérêts.

« En cas de récidive, le tribunal prononcera soit la suspension pour trois mois, soit la destitution du notaire.

« Art. 2. Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence.

« Il peut instrumenter en dehors de cet arrondissement et dans tout le ressort de la cour d'appel, avec l'autorisation spéciale du premier président de cette cour.

« Cette autorisation sera motivée et donnée sans frais à la demande des parties ; elle sera mentionnée dans l'acte et restera annexée à la minute.

« Art. 3. Les actes notariés seront légalisés, lorsqu'on s'en servira hors de l'arrondissement, par le président du tribunal de première instance ou par le juge de paix du canton de la résidence du notaire qui a délivré l'acte ou l'expédition.

« Art. 4. Le temps de travail ou stage chez un notaire sera de quatre années entières et non interrompues, dont une des deux dernières en qualité de premier clerc.

« Art. 5. La loi du 25 ventôse an xi sera réimprimée avec les changements d'articles et numéros nécessités par les modifications précédentes.

« Art. 6. La présente loi sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1875.

« Delehay, Snoy, de Vrints, de Moerman d'Harlebeke, Defuisseaux, Dethuin, Warocqué. »

27. M. Delehayé développe cette proposition, qui est prise en considération.

27 mars. M. Smolders, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

21 avril. L'examen en est ajourné, sur la motion de M. De Lantsheere, *m. j.*

PÉTITIONS.

3 février. M. Thibaut, *p.*, dit qu'il a reçu une pétition d'une personne qui demande à la chambre l'autorisation de poursuivre un de ses membres, à raison d'allégations contenues dans un discours qu'il a prononcé dans une séance précédente. Le bureau a cru que cette pétition était absolument contraire à l'article 44 de la Constitution et qu'elle ne pouvait pas être analysée dans les formes ordinaires. Il propose de prononcer l'ordre du jour. Adopté.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

28 avril. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Malou, *m. f.*, prononce un discours sur la situation financière, qu'il termine en disant que les ressources créées, réalisées en grande partie, acquises pour la totalité, suffisent à couvrir toutes les dépenses que les chambres ont décrétées ; sans y comprendre un centime des bonis prévus sur les exercices futurs, ces ressources laissent encore un excédant de quatorze millions et demi. Il ne s'agit donc pas de décréter des emprunts nouveaux, ni d'imposer au pays des charges nouvelles. Tout cela disparaîtra dans quelques semaines ; le 10 juin, aux élections, tout le monde dira que la situation des finances publiques est excellente. M. Frère-Orban se félicite de voir se produire la discussion politique, critique en détail les actes de M. Malou, lui rappelant les promesses qu'il a faites à Saint-Nicolas, et l'accuse d'avoir fait banqueroute à ses engagements. M. Dumortier dit que ce discours se résume en deux mots : « Ote-toi de là que je m'y mette. » — 29. M. Frère-Orban, continuant son discours, passe en revue les actes du cabinet et signale les tendances du parti catholique, tendance de plus en plus marquée à répudier tous les principes sur lesquels sont fondées les institutions nationales. Ce n'est pas en vain que le dogme de l'infailibilité a été décrété. On a fait descendre sur la tête des catholiques libéraux des sentences contre lesquelles il leur est interdit de protester. Dès que le pape a prononcé, et il a prononcé sur les catholiques libéraux, le silence leur est imposé et ils n'oseront plus le rompre. Nulle indépendance n'est laissée aux laïques, et l'on a marqué avec éclat l'asservissement auquel on entend les réduire. L'un des chefs laïques des cléri-

caux, un ancien ministre, M. d'Anethan, s'est permis de formuler un projet de loi sur les cimetières. Un édit épiscopal, donné hors de la porte Flaminienne, est venu condamner sa témérité : il lui fallait au préalable le consentement de l'Eglise. La doctrine nouvelle s'affirme de plus en plus dans toute sa splendeur : le pape au-dessus du roi, non dans l'église, mais dans les affaires civiles ; le pape est le représentant de Dieu sur la terre ; s'il parle *ex cathedra*, c'est comme si Dieu lui-même parlait ; il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, dit-on ensuite ; par conséquent, il faut exécuter toutes les sentences du pape. Donc, le drapeau pontifical au-dessus du drapeau national, le *Syllabus* au-dessus de la Constitution ! Désormais dans la chaire, dans le confessionnal, dans les cercles catholiques organisés sur tous les points du territoire ; dans la presse, propagée par tous les moyens d'influence dont dispose le clergé et qui sont sans pareils ; dans l'enseignement à tous les degrés, et, avant tout, dans l'université catholique, les principes politiques sur lesquels repose notre état social seront attaqués, condamnés et flétris : ils le sont dans l'enseignement public à tous les degrés ; ils le sont particulièrement à l'université catholique. C'est donc une guerre ouverte aux institutions nationales qui est faite aujourd'hui par le parti catholique. Et c'est en pareilles circonstances que les serviteurs de la politique cléricale viennent dire : « Taisons-nous ; faisons silence et laissons agir ! C'est assez de nous occuper des affaires et des jouissances que peuvent nous donner les intérêts matériels. » L'orateur répond que les intérêts matériels eux-mêmes ne sauraient être sauvegardés par la politique insensée du parti clérical. L'avenir des institutions est engagé dans la querelle qu'il suscite avec un fanatisme qu'on n'avait pas vu depuis deux siècles, et de toutes les forces de son âme, il crie au libéralisme qu'il ne peut pas, sans forfaire à son devoir, refuser le combat auquel il est provoqué. — 30. M. Malou, *m. f.*, répond aux différents points de ce discours et termine en disant que le pays jugera entre l'administration actuelle et l'opposition ; s'il maintient la majorité actuelle, le ministère maintiendra aussi le système qu'il a adopté jusqu'à présent. Si les vicissitudes politiques le ramènent dans l'opposition, il combattra les idées de ses adversaires, si elles ne concordent pas avec les siennes, mais il saura toujours faire primer l'intérêt national sur l'intérêt de parti, et il applaudira à tout ce que ses successeurs feront dans l'ordre du développement de la prospérité morale et matérielle du pays. M. Beernaert, *m. f.*, que M. Frère-Orban a signalé dans son discours

comme n'ayant pas fait connaître ses opinions politiques, dit qu'il a toujours été modéré et que c'est la modération des ministres qui leur a permis de s'associer à lui.

1^{er} mai. Il répond ensuite aux critiques de M. Frère-Orban en ce qui concerne les chemins de fer. Il défend, entre autres, le tarif de M. Wasseige, et prédit que l'on ne reviendra jamais à celui de M. Vanderstichelen. M. Jacobs, à son tour, répond au discours de M. Frère-Orban et invoque les exigences et la stabilité des institutions pour expliquer comme quoi les catholiques ne proposent pas la révision de toutes les lois qu'ils ont combattues dans l'opposition. — 2. Achévant son discours, l'orateur accuse les libéraux de sympathiser avec ceux qui, en Prusse et en Suisse, ont inauguré la persécution du clergé. M. Bara prend à partie M. Beernaert au sujet de ses antécédents politiques, de sa position d'administrateur de l'*Etoile belge* et d'avocat plaidant des affaires électorales pour les libéraux. Il lui reproche sa candidature à Soignies, qui n'a d'autre raison d'être que sa position de ministre et les faveurs qu'en cette qualité il peut procurer à un arrondissement où il est tout à fait inconnu. — 5. M. Bara, continuant son discours, reproche aux catholiques d'avoir toujours fait une opposition systématique aux libéraux quand ceux-ci étaient au pouvoir, d'avoir appelé M. De Decker *Pierre l'Apostat*, parce qu'il était trop indépendant; d'avoir traîné aux gémonies M. de Terbecq, représentant de Termonde, parce qu'il votait les *BB.* présentés par les libéraux; d'avoir éliminé à St-Nicolas M. Vilain XIII, qui s'était montré trop conciliant. Il signale aussi des faits qui résultent de la correspondance de M. Solvyns (aujourd'hui sénateur), avec un agent électoral clérical, à l'époque où il était membre de la députation permanente, correspondance découverte dans une mortuaire à Wachtebeke et d'où il résulte que l'on fabriquait de faux électeurs; enfin, il parle d'un congrès qui a eu lieu à Gand. Quarante-trois cercles catholiques y étaient représentés; quarante-quatre députés et sénateurs y assistaient : M. d'Aethan, M. Wasseige, M. Drubbel, M. Coomans. Et là on a voté et envoyé au saint-père une adresse où il était dit : « Nous voulons servir avec un dévouement absolu, DANS LA VIE PUBLIQUE COMME DANS LA VIE PRIVÉE, toutes les vérités que ces enseignements proclament, et nous réprouvons sans réserve toutes les erreurs qu'ils dénoncent. » L'orateur termine en disant que les cléricaux n'osent pas encore révéler leur programme; mais s'ils triomphent aux prochaines élections, ils chercheront à le faire prévaloir. — 6. M. Beernaert, *m. t.*, se défend contre les attaques de

M. Bara et dit qu'il a représenté à l'*Etoile belge* des intérêts d'actionnaires étrangers qui ne s'occupaient pas des affaires belges. Il est entré dans la vie politique quand il a vu la fraction la plus ardente du libéralisme, rompant avec toutes les traditions nationales, mettre au rebut la liberté avec les vieilles idées et les vieilles religions. M. Dumortier accuse les libéraux d'être la queue de l'orangisme anticatholique et tyrannique que l'on a chassé en 1850. A l'effet de prouver que l'Eglise ne condamne pas les libertés belges, il donne lecture d'une lettre que lui a adressée Pie IX (le 22 mars 1873) pour le féliciter d'un discours qu'il a prononcé le 20 février de cette année et dans lequel il défendait cette thèse. Il soutient que le pays aimé mieux être gouverné par MM. Malou et De Lantsheere que par MM. Frère et Bara. La chute de ces derniers a été considérée en 1870 comme un soulagement universel. Leurs fautes et leurs excès ont relevé la droite, qui reviendra aux prochaines élections aussi forte et aussi unie qu'aujourd'hui. M. Sainctelette combat la politique du ministère sur le terrain des intérêts moraux; — 7, puis sur le terrain des intérêts matériels. M. Malou, *m. f.*, répond à cette partie du discours de l'orateur et présente un exposé de la situation financière. M. Cornesse, dans un discours souvent interrompu, accuse les libéraux d'avoir manqué de patriotisme en 1870, et reproche, entre autres à M. Forgeur, d'avoir, à l'association libérale de Liège, le 17 juillet, dans le moment où le canon allait gronder à la frontière, dit, aux applaudissements de tous les libéraux liégeois : « Il y a hâte, il y a presse de courir au scrutin, de soutenir la cause du parti libéral pour empêcher le triomphe d'un ennemi qui, après l'invasion de l'étranger, serait le plus grand malheur que puisse redouter notre patrie. » — 8. M. Bara répond à une lettre de protestation que lui a adressée M. Solvyns et qui donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Dumortier et Cruyt. M. Dumortier, dans un de ses discours, représente M. Bara comme l'ami et le protégé d'un commis greffier du tribunal de commerce, nommé Herman, qui vient d'être condamné à quatre ans de prison. M. Bara répond : « Vous mentez et vous savez que vous mentez. » Un rappel à l'ordre étant demandé à l'occasion de ces paroles, M. Frère-Orban prend la défense de M. Bara. M. Pirmez demande que M. Dumortier retire son affirmation et M. Bara sa réponse. L'incident se termine de la sorte. Mais il en surgit un second. M. Wasseige, en déniaut à M. Bara le droit de se servir de l'expression qu'il a employée en disant : Vous mentez sciemment, et en l'engageant à la retirer, dit que M. Frère seul n'est pas de

cet avis et insiste pour que le mot soit maintenu. « Mais c'est naturel. Qui a été l'introduit de cette malheureuse expression dans le parlement? C'est M. Frère; en défendant M. Bara, il défend son passé. » Viennent ensuite les explications suivantes :

M. Frère-Orban. — L'honorable M. Wasseige a bien voulu rappeler avec infiniment de grâce et de bon goût, un incident qui s'est passé à une époque qui se perd dans la nuit des temps. Il est vrai qu'il reparait souvent dans la presse cléricale, mais toujours dans des circonstances mal rappelées.

L'honorable membre suppose qu'à raison de l'expression dont je me suis servi, dont je me servais encore dans les mêmes circonstances...

A droite : Ah !

M. Frère-Orban. — Mais certainement ! Il suppose que j'aurais été l'objet d'un rappel à l'ordre.

M. Wasseige. — Je sais parfaitement bien que non.

M. Frère-Orban. — Vous le savez ? Bien !

Et pourquoi ?

Parce qu'il a été reconnu, par l'honorable collègue avec lequel je me trouvais en conflit, que des expressions équivalentes m'avaient été adressées à deux reprises différentes et que l'honorable président de la chambre ne m'avait pas protégé contre ces attaques.

Un membre : Lesquelles ?

M. Frère-Orban. — J'étais dans le cas de légitime défense. Voilà ce qui a été reconnu.

M. Wasseige. — Par vous !

M. Frère-Orban. — Comment ! Cela a été reconnu par l'honorable membre qui avait prononcé ces paroles, car il les a très loyalement retirées ; cela a été reconnu par la chambre ; et personne, dans cette enceinte, n'hésiterait en pareil cas.

Mon expression est venue en réponse à d'autres expressions, qui, dans les circonstances où elles étaient proférées, avaient, à mes yeux, le caractère d'une offense personnelle.

Sur une affirmation que je faisais, on me disait : Cela n'est pas vrai. Sur mon insistance, déclarant que le fait était vrai, on m'a répondu : C'est faux !

C'est alors, après cette dénégation réitérée, que, n'étant pas protégé par le président, j'ai moi-même fait justice, et, en pareil cas, tout honnête homme, se croyant l'objet d'un outrage, agirait comme je l'ai fait.

M. Guillery. — Je demande la parole.

Messieurs, je regrette profondément qu'on ait rappelé cet incident.

Je dois dire comment il s'est produit, parce qu'il a été déjà rappelé inexactement.

A la suite d'une injure sanglante qui m'avait été adressée, cédant aux sentiments unanimes de la chambre, je n'y ai pas donné suite. Mais il n'y a eu qu'un sentiment d'indignation devant cette insulte adressée à un membre de la représentation nationale : et le rappel à l'ordre a été prononcé par M. le président.

A la suite de sollicitations d'amis communs, et, je puis le dire, de tous les membres de la gauche, j'ai consenti à faire le premier pas vis-à-vis d'un

homme plus âgé que moi et dont je reconnaissais les éminents services. Toute la gauche est venue me serrer la main, sauf un homme, celui qui, le premier, aurait dû venir. Celui-là n'a pas compris que sa dignité ne lui permet plus de rappeler ce fait de la façon dont il vient de le faire.

Eh bien, puisque cette insulte il la reprend, il la justifie, il m'oblige à lui dire aujourd'hui : Je vous mets en demeure de prouver que vous avez un autre courage que celui de l'injure.

M. Frère-Orban. — Je ne demande qu'une chose : C'est que M. le président fasse apporter les *Annales parlementaires*. Qu'on relise ce qui s'y trouve consigné, et l'on verra que ce n'est qu'après avoir subi deux fois ce démenti : « Cela n'est pas vrai », « cela est faux », et M. le président ayant gardé le silence (il a déclaré, après, n'avoir pas entendu), c'est seulement alors que j'ai prononcé l'expression qui a été relevée.

D'honorables membres de la gauche ont pris la parole sous le coup de l'émotion qu'ils éprouvaient en présence des dénégations répétées qui m'avaient été adressées.

Un honorable membre de cette chambre, respecté de tous, l'honorable M. P. Devaux, s'est levé et a déclaré que les expressions qui m'avaient été adressées étaient l'équivalent de celle que j'avais moi-même adressée, que ce n'était qu'une réponse à une provocation.

L'honorable membre qui vient de se lever, et dont le langage aujourd'hui m'a singulièrement étonné, ce jour-là s'est levé aussi, mais pour reconnaître loyalement qu'il m'avait par deux fois adressé les paroles dont je me plaignais et que M. le président déclarait n'avoir pas entendues.

C'est sur sa propre déclaration que le président, reconnaissant que j'avais été provoqué, n'a pas maintenu le rappel à l'ordre.

Je m'étonne du langage que vous venez d'entendre.

Qu'ai-je donc dit qui autorisait l'honorable membre à m'adresser une provocation ? L'ai-je offensé ? Ai-je dit quelque chose dont il eût à se plaindre ? Est-il vrai que dans la circonstance que l'on a rappelée, il m'avait adressé ces expressions : Cela n'est pas vrai, cela est faux ? Et, croit-il, lui qui est homme d'honneur, que dans le moment où il les a proférées, avec le caractère que je devais leur attribuer, ces expressions n'étaient pas absolument l'équivalent de celles-ci : Vous en avez menti ?

Des membres : Non ! non !

M. Frère-Orban. — Il y a donc une différence, pour les gens d'honneur, entre des démentis, selon les expressions dont on se sert ? Si j'avais répété à mon tour : Cela n'est pas vrai, cela est faux, du ton dont ces paroles m'étaient dites, cela eût donc été parfait ? cela eût donc été gentilhomme ? Et lorsque, sous le coup de l'indignation dont j'étais pénétré, j'ai accentué avec énergie un démenti équivalent, on prétend que c'est un outrage, et après tantôt quinze ans, oubliant de loyales explications échangées, on vient en demander réparation ?

Vous me trouverez à mon poste.

M. Guillery. — Je n'ai relevé l'outrage que parce qu'il a été renouvelé.

Suit un débat auquel prennent part

MM. Pirmez, Wasseigé, Rogier, Bara et Cruyt, dans lequel on cherche des deux parts à amener une entente, et qui se termine ainsi :

M. Guillery. — Je répète, M. le président, ce que j'ai déjà eu l'honneur de dire à la chambre. Je suis reconnaissant aux honorables membres qui m'ont témoigné tant de bienveillance, mais je les prie, le soin de mon honneur me regardant seul, de me laisser vider mes affaires personnelles.

M. le président. — J'exprime le vœu que les amis communs de l'honorable membre parviennent à empêcher les suites de cet incident. Quant à moi, je me mets de tout cœur à leur disposition.

12 mai. Les explications suivantes sont données :

M. Bara. — C'est avec une vive satisfaction, qui sera partagée par toute la chambre, que je viens vous annoncer que le fâcheux incident qui s'est produit à la séance du 8 mai s'est terminé heureusement et de la manière la plus honorable.

L'honorable président ayant convoqué plusieurs de nos collègues, il fut reconnu, dans une réunion, que les faits, tels qu'ils s'étaient passés et comme ils avaient été expliqués, ne pouvaient froisser aucune susceptibilité.

Un procès-verbal fut dressé auquel l'honorable M. Frère adhéra. Mais comme M. Guillery avait déclaré qu'après l'incident de 1861 il ne pouvait plus accepter l'intervention de la Chambre, il fit observer qu'il ne lui appartenait plus de s'expliquer sur ce procès-verbal, et il demanda la réunion de témoins. En conséquence, notre honorable collègue M. Dethuin et l'honorable capitaine Chapelié pour M. Guillery, l'honorable M. Jamar et moi pour M. Frère, nous nous réunîmes, et nous fûmes heureux de tomber d'accord pour accepter la relation des faits telle qu'elle avait été adoptée par nos collègues réunis par M. le président. Voici cette relation, à laquelle les honorables MM. Frère et Guillery ont adhéré :

« M. Frère Orban, expliquant une parole prononcée par lui en 1861 et rappelée par un tiers, n'a pas eu l'intention d'offenser M. Guillery, ainsi qu'il l'a spontanément déclaré.

« M. Guillery, de son côté, a légitimement pu donner une autre portée à l'affirmation de M. Frère-Orban que, dans les mêmes circonstances, il répéterait la même parole; mais cette affirmation doit être comprise en ce sens : Si M. Frère-Orban recevait dans la chambre un démenti adressé à sa personne et non au fait énoncé, il répondrait, à défaut de protection du président, comme il a répondu en 1861, croyant, à cette époque, ce qui fut mutuellement reconnu erroné, qu'un tel démenti lui avait été infligé. Ce sens, qui est le sens vrai de l'affirmation produite le 8 mai, ne présente rien de blessant pour l'honneur, et l'affirmation ne peut plus, dès lors, soulever de susceptibilité légitime. »

Ainsi se trouve heureusement terminé l'incident du 8 mai. Il ne laissera aucune trace, et jamais il ne sera plus question des fâcheuses paroles qui ont été échangées en 1861. Non seulement la chambre alors et son honorable président, qui, à cause du

tumulte et de la rapidité des interruptions, n'avaient pu entendre les paroles échangées, mais encore aujourd'hui M. Dethuin, M. le capitaine Chapelié, M. Jamar et moi, nous avons reconnu et nous déclarons que la conduite de M. Guillery a été loyale et à l'abri de tout reproche.

Je suis, j'en suis convaincu, l'organe de M. Frère, et M. Dethuin ne me démentira pas au nom de M. Guillery, en assurant que rien ne s'oppose à l'estime mutuelle de ces honorables membres, qu'aucune impression désagréable ne survivra à ces explications, et que leur ferme désir est une réconciliation aussi sincère que durable.

La chambre entière applaudira à ce résultat. (*Applaudissements prolongés.*)

M. Dethuin. — Messieurs, j'adhère complètement aux paroles que vient de prononcer l'honorable M. Bara.

Nous nous félicitons d'avoir pu aboutir à un excellent résultat, qui fait disparaître pour toujours la question personnelle.

Après les explications loyales qui ont été échangées, il ne restera plus rien du fâcheux incident.

Nous avons la conviction qu'il produira les meilleurs fruits, aussi bien au point de vue des personnes qu'au point de vue de l'opinion libérale, à laquelle appartiennent nos deux honorables collègues.

Notre opinion sera plus forte et plus unie par l'heureux accord qui vient de s'établir. (*Applaudissements.*)

15. La discussion politique étant reprise, la chambre entend MM. Jottrand et Bergé. —

15. La chambre entend encore MM. Frère-Orban et Cornesse. — 16. La discussion est close après un discours de M. Orts, qui s'expliquant au sujet de la révision de la loi de 1842, dont M. Cornesse a parlé, dit que le jour où, sur cette question, l'opinion libérale se sera mise d'accord, accord indispensable pour que la question puisse recevoir une solution législative et pratique, il sera dit franchement au pays : « Voilà ce que l'opinion libérale veut, jugez-nous, et lorsque l'on nous aura jugés, si le pays donne raison au programme, le programme sera exécuté. Nul ne contrariera la volonté de la majorité. » Si l'entente n'est pas honorablement possible, si la minorité se sent un obstacle, elle comprendra le devoir que la situation de minorité impose; il n'y aura pas de palinodie : ce n'est point une palinodie que de rendre à son parti, si l'on est pour lui un obstacle, le service de se retirer en gardant ses convictions.

POSTES.

12 décembre. M. Coomans appelle l'attention du *m. t.* sur la fabrication de faux timbres-poste qui se fait à l'étranger. M. Beernaert, *m. t.*, promet de se renseigner à ce sujet.

22 mai. M. Beernaert, *m. t.*, annonce qu'il

a résilié le contrat conclu avec M. Ryde, entrepreneur de la ligne de vapeurs d'Anvers au Brésil et à la Plata, qui n'a pas tenu ses engagements.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

16 décembre. M. Wouters, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant augmentation du traitement des membres des députations permanentes.

24 février. La chambre s'occupe du projet de loi portant modification à l'article 152 de la loi provinciale : « Il y a pour chaque arrondissement administratif un commissaire du gouvernement portant le titre de commissaire d'arrondissement. Ses attributions s'étendent sur les communes dont la population est inférieure à 5,000 âmes, pour autant que ces communes ne soient pas chefs-lieux d'arrondissement (1). » Ce projet est combattu par M. Piedbœuf, et défendu par MM. Pety de Thozée, *r.*, et Delcour, *m. i.* Sur la motion de M. Muller, appuyée par M. Lelièvre, l'assemblée écarte, par la question préalable, un amendement de M. Pety de Thozée, *r.*, relatif à la répartition des électeurs dans les sections et un autre qui abolit le droit de réclamation et d'appel en matière de révision des listes électorales, qui est attribué aux commissaires d'arrondissement par l'article 12 de la loi du 5 mai 1869 et aux gouverneurs par l'article 22 de la même loi. Le projet de loi est voté par 55 voix contre 17. Celui qui porte à 4,000 fr. le traitement des membres des députations permanentes est adopté par 68 voix contre 2. — 25. Il est donné lecture de la proposition de loi suivante, signée de MM. Lelièvre et De Baets :

Art. 1^{er}. Lorsque la députation du conseil provincial statuera sur les objets suivants :

1° La répartition et le mode de jouissance du pâturage, affouage et fruits communaux, ainsi que les conditions à imposer aux parties prenantes, dans le cas où il y a eu réclamation contre les délibérations de l'autorité communale ;

2° En matière d'impôts communaux ;

3° En ce qui concerne les alignements de la grande et petite voirie et l'approbation des plans de bâtisse, dans les cas dont la connaissance est attribuée à la députation permanente du conseil provincial par les nos 7 et 8 de l'article 90 de la loi communale ;

4° En ce qui touche les établissements insalubres ;

5° En matière de cours d'eau ;

6° Relativement à l'ouverture, au redressement, à l'élargissement et à la suppression des chemins vicinaux ;

7° Et généralement dans toutes les matières administratives où il existe en litige un intérêt privé.

Seront observées à peine de nullité les formalités ci-après énoncées :

La décision contiendra les noms, prénoms et domiciles des personnes nominativement en cause ;

L'exposé de l'affaire par un membre de la députation et le prononcé de l'ordonnance auront lieu en séance publique.

Le vote restera secret.

La décision sera motivée.

Art. 2. La décision de la députation pourra être attaquée par la voie du recours en cassation.

Le pourvoi doit, à peine de déchéance, être formé dans les délais suivants :

1° Par le gouverneur, dans les quinze jours de la décision ;

2° Par les intéressés ayant figuré comme tels devant la députation, dans les quinze jours à partir du jour de la réception de la décision à eux transmise par la voie administrative.

Art. 3. La déclaration du recours est faite au greffe du conseil provincial par le demandeur en personne ou par un fondé de pouvoir spécial. Dans ce dernier cas, le pouvoir demeure annexé à la déclaration. Celle-ci est inscrite dans un registre à ce destiné.

Art. 4. L'acte de pourvoi est, à peine de déchéance, signifié textuellement à toute personne nominativement en cause dans les dix jours de la déclaration.

La cour de cassation statue toutes affaires cessantes.

Art. 5. Tous les actes de cette procédure sont exempts de frais de timbre, d'enregistrement et d'amendes ; sauf la condamnation aux frais et aux dépens, aucune indemnité du chef du rejet du pourvoi ne peut être imposée au demandeur au profit du défendeur.

Art. 6. Si la cassation est prononcée, la cause est renvoyée à la députation permanente d'un autre conseil provincial.

Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, la députation à qui l'affaire est renvoyée se conformera à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

3 mars. M. Lelièvre développe cette proposition de loi, qui est prise en considération.

(1) Relevé des communes qui tomberont sous l'empire de la loi nouvelle : *Province d'Anvers*. Berchem, Boom, Borgerhout, Heyst-op-den-Berg, Gheel, Moll. — *Brabant*. Anderlecht, Assche, Saint-Gilles, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Overysse, Schaerbeek, Uccle, Vilvorde, Braine l'Alleud. — *Flandre occidentale*. Oostcamp, Mouscron, Waereghem, Ardoye, Ingelmunster, Lichtervelde, Moorslede, Rumbeke, Meulebeke, Ruysselede, Wyngene, Langemarck. — *Flandre orientale*.

Cruyshautem, Maldegem, Aeltre, Evergem, Ledeborg, Somergem, Waerschoot, Beveren, Stekene, Tamise, Calcken, Hamme, Waesmunster, Wetteren, Zele. — *Hainaut*. Ellezelles, Châtelain, Courcelles, Dampremy, Gilly, Jumet, Marchienne-au Pont, Marcinelle, Montigny-sur-Sambre, Roux, Senefte, La Louvière, Boussu, La Bouverie, Cuesmes, Dour, Frameries, Hornu, Jemmapes, Pâturages, Quaregnon, Wasmes, Saint-Vaast. — *Liège*. Ans, Grivegnée, Herstal, Ougrée, Seraing, Dison, Spa, Saint-Georges.

RÈGLEMENT.

15 mars. M. Pirmez demande que l'appel et le réappel des membres soient fait à l'ouverture de la séance sans interruption et sans lenteur. De la manière dont il se fait, on perd vingt-cinq minutes; cette pratique est connue de tous, si bien que l'on calcule le temps que dure l'appel pour arriver plus tard. Il se fait ainsi qu'on perd une dizaine de minutes à chaque séance à cause de cette manière de faire l'appel. — 17. La chambre s'étant réunie plusieurs fois sans se trouver en nombre, M. Pirmez propose de charger une c. de reviser le règlement, en vue de rechercher un remède à cette situation. Cette motion est adoptée.

TÉLÉGRAPHES.

25 mai. M. Beernaert, m. t., dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à concéder l'établissement et l'exploitation d'un télégraphe électrique dans le périmètre d'une commune ou de plusieurs communes ne formant qu'une seule agglomération.

TRAVAUX PUBLICS.

12 novembre. Il est donné lecture d'un arrêté, en date du 23 octobre 1873, par lequel le Roi accepte la démission présentée par M. Moncheur de ses fonctions de m. t., et d'un arrêté royal nommant M. Beernaert en son remplacement.

2 décembre. Des explications sont échangées entre MM. Delehay, Beernaert, m. t. et De Clercq sur les travaux à faire au canal de Bruges au point d'intersection du canal de Schipdonck, en vue de prévenir les inondations dans la ville de Gand. — 19. Un débat s'engage entre MM. De Clercq, Beernaert, m. t., Moncheur, Delaet et De Baets sur la même question.

17 janvier. M. Beernaert, m. t., à propos d'une observation de M. Delehay, dit que les difficultés qui s'opposent à l'établissement de tramways dans certaines rues à Gand ont pour cause les propositions de la société, qui veut établir ces lignes dans des rues trop étroites. — 20. M. Malou, m. f., dépose des conventions relatives aux installations maritimes du port d'Anvers. (*Convention avec la ville d'Anvers et la Compagnie Immobilière, qui reprend les engagements de M. Strousberg.*) — 27. M. Drion demande que le gouvernement hâte le plus possible les ventes des terrains provenant de la démolition des fortifications de Charleroi. M. Malou, m. f., répond qu'il soutient que les évaluations sont exagérées. Il aura à apprécier, quand on mettra les terrains en vente, s'il y a lieu de les adjuger.

25 février. M. De Decker, r. s. c., présente

le rapport sur le projet de loi relatif aux installations maritimes du port d'Anvers. — 27. M. Malou, m. f., dépose un projet de crédit supplémentaire de 9,590,000 fr. au B. des travaux publics.

4 mars. La chambre entend, dans la discussion générale du projet relatif aux installations maritimes, M. Guyot, qui approuve le projet. Il insiste auprès du gouvernement pour que, aussitôt après que les chambres auront voté la loi actuelle, il complète son œuvre en résolvant la question de l'extension des bassins. Il ne suffit pas, en effet, de procurer aux navires à vapeur les installations les plus perfectionnées et les plus complètes; il ne suffit pas de procurer au batelage un bassin qui réponde à ses besoins, il faut aussi procurer aux navires à voile des emplacements spéciaux, pour les produits divers dont ils viennent alimenter notre place. Il faut, avant tout, un bassin à pétrole; Anvers est aujourd'hui un des principaux marchés du continent de ce produit dangereux; il importe donc de mettre son port à l'abri de tout désastre, et cela dans le plus bref délai possible. Si l'avenir exige encore bien des sacrifices, il faut aussi songer, dès à présent, à l'établissement d'installations provisoires, qui puissent suppléer à la partie des quais actuels, pendant la période de reconstruction. La s. c. a proposé un amendement dans ce but; l'orateur le recommande à la chambre, parce qu'il présente un double avantage, celui de sauvegarder le présent en offrant aux navires un abordage sûr pendant que les travaux de rectification s'exécuteront, mais encore celui de ne pas être une dépense inutile pour l'avenir. Toujours ils rendront des services au commerce et par conséquent au pays. L'orateur espère que, tenant compte des intérêts permanents qui sont en cause, le gouvernement se ralliera à un amendement qui créera des facilités nouvelles et qui aura surtout le grand avantage d'être utile, sans entraîner à des sacrifices bien importants pour le Trésor public. — 5. M. Le Hardy de Beaulieu prononce un discours dont la conclusion est que le gouvernement aurait dû céder à la ville d'Anvers les terrains de la citadelle du Sud à titre de subside pour la construction des quais, et se borner à se réserver le contrôle des travaux. M. Frère-Orban soulève ensuite un incident à propos de la citadelle du Sud. (*Voir GUERRE.*) — 6. La discussion continue entre MM. Sainctelette, Jottrand et Malou, m. f. — 7. La chambre entend encore MM. Meeus, Frère-Orban, Jacobs, Malou, m. f., Pirmez, Orts et Dumortier. M. Orts pose à M. Jacobs cette question: « Si, avant la clôture de la discussion, le Dr Strousberg déclarait qu'il accepte la sub-

stitution de la ville d'Anvers à la Compagnie immobilière dans son contrat, M. Jacobs et ses collègues de la députation d'Anvers voteraient-ils contre le projet ? » M. Jacobs répond : « Ou le Dr Strousberg est lié envers la Société immobilière de manière à ne pas pouvoir se dégager pour traiter avec la ville d'Anvers, et, en homme d'honneur, il ne se dégagera pas ; on n'arrivera pas au résultat posé comme hypothèse ; si, au contraire, le Dr Strousberg a le droit de se délier, s'il y parvient, si le gouvernement recouvre sa liberté, je me déclare tout disposé à accepter, soit la cession à la ville d'Anvers, soit la mise des terrains en adjudication. » — 10. M. Malou, *m. f.*, déclare qu'il a beaucoup réfléchi, en présence des faits qui se sont passés ces jours derniers. Il a toujours eu le désir sincère de réaliser, dans la mesure du possible, les vœux exprimés par l'administration communale d'Anvers. Il désire, et il espère arriver, avant la fin de ce débat, à la conciliation des intérêts et des prétentions divergentes. Il a demandé au collège des bourgmestre et échevins de venir le voir et il lui a soumis une proposition nouvelle. L'intérêt de l'Etat et celui de la ville sont communs sur un point très important. Il y a un défaut qu'il est encore temps de corriger aujourd'hui : c'est la diversité dans la gestion d'établissements de même nature, pour desservir les mêmes intérêts. Réfléchissant au moyen de résoudre cette question dans l'intérêt national et dans l'intérêt anversoïse, il s'est dit : N'y a-t-il pas moyen de proposer à la chambre d'exercer dès aujourd'hui l'option que nous aurions à exercer ensemble ou séparément dans les six mois d'après les réserves faites dans le contrat. Il a rédigé en ce sens un projet, en laissant toute latitude à la ville. Voici ce projet :

« Entre M. Jules Malou, ministre des finances stipulant au nom de l'Etat sous réserve de l'approbation des chambres législatives ;

« Et le collège des bourgmestre et échevins de la ville d'Anvers, stipulant au nom de cette ville et sous réserve de l'approbation du conseil communal ;

« A été faite la convention additionnelle suivante pour régler dès à présent l'exercice en commun du droit d'option réservé par l'article 13 du contrat conclu entre parties le 16 janvier 1874 et par l'article 5 de celui du 10 du même mois conclu entre l'Etat et la Compagnie immobilière de Belgique :

« Art. 1^{er}. Aussitôt que ces contrats seront approuvés par les chambres, l'Etat exercera pour compte commun l'option réservée par les deux premiers paragraphes de l'article 5 précité.

« Art. 2. Les dispositions de la convention du 16 janvier seront appliquées au quai à construire par l'Etat et à outiller par la ville. »

Ainsi, ajoute le *m.*, l'Etat exerce l'option ; il construit la prolongation des quais en les plaçant sous le régime de la convention du 16 janvier.

L'Etat construit, la ville outille et leurs débours entrent comme dépense dans les comptes de premier établissement.

« Art. 3. Pendant les trois mois qui suivront l'approbation par les chambres des contrats des 10 et 16 janvier, la ville d'Anvers pourra, à son choix, ou réclamer que l'Etat construise également le bassin de batelage ou déclarer qu'elle le construira à ses frais et en payera le terrain (surface d'eau).

« Dans le premier cas, le bassin de batelage et les quais qui l'entoureront seront aussi placés sous le régime de la convention du 16 janvier.

« Dans le second cas, la ville percevra, à son profit exclusif, les droits et revenus provenant de ce bassin et des quais dont il sera bordé. »

Ici le *m.* ajoute : Je dis donc à la ville : L'Etat fera le quai, sauf l'approbation des chambres, et ce quai sera placé sous le régime de la convention du 16 janvier. Vous aurez l'option pendant ces trois mois, si vous désirez que le bassin de batelage soit également placé sous ce régime ou si vous préférez le construire à vos frais, et en percevoir seuls les revenus.

« Art. 4. Les nouveaux avantages pour l'achat des terrains que l'Etat stipulerait en usant de l'option profiteront à la ville à concurrence d'un tiers si elle se charge de la construction du bassin de batelage. »

Donc, dit le *m.*, si, comme j'en ai l'espoir fondé, la certitude morale, je modifie dans un sens avantageux les conditions primitivement stipulées, la ville en profitera pour un tiers et l'Etat pour deux tiers, si la ville se charge du bassin.

Si l'Etat se charge du tout, il en profitera seul. Cela va sans dire.

« Art. 5. Le présent contrat sera réputé nul et non avenu s'il n'est pas ratifié par le conseil communal avant le 31 mars courant et par les chambres législatives avant le 30 avril prochain.

« Le délai de ratification de la convention du 16 janvier, en ce qui concerne l'Etat, est prorogé jusqu'au 30 avril prochain.

« Fait en double à Bruxelles, le 9 mars 1874. »

Après cette lecture, la discussion est ajournée. — 12. Il y a un échange d'explications entre MM. Jottrand et Malou, *m. f.*, au sujet d'allégations du premier faites dans la séance du 6 concernant les rapports du *m.* avec la Société Immobilière. M. Jottrand dit qu'il ignore de combien d'actions de la Société Générale le *m.* est propriétaire ; mais, quelle que soit sa part d'intérêt direct ou indirect dans les affaires de l'Immobilière, il le déclare, parce que c'est sa conviction sincère, il n'a pas un seul instant, traitant avec celle-ci, songé au profit qui pouvait lui en revenir ; il n'en a nul besoin. Mais l'orateur ne peut s'empêcher de croire que le *m. f.* n'a point su se défendre assez de l'influence des sympathies quasi paternelles et quasi fraternelles que sa longue carrière comme directeur de la Société Géné-

rale, que ses huit années de présidence du conseil d'administration de l'Immobilière ont nécessairement créées entre lui et ces grandes affaires, entre lui et les financiers honorables et honorés, chefs de l'Immobilière, parmi lesquels figurent cinq directeurs de la Société Générale. M. Malou, *m. f.*, dit qu'en acceptant sa part du fardeau du pouvoir, il s'est dégagé de tous les mandats qui pouvaient le mettre en contact ou en conflit direct ou indirect avec les devoirs qui lui étaient imposés par la position nouvelle qu'il acceptait. Il a été obligé de traiter avec la Compagnie Immobilière. Il se réserve, lorsque le débat se rouvrira, de démontrer encore une fois que, dans cette circonstance, il a défendu avec énergie et avec succès les intérêts de l'Etat. — 15. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. David, promet de déposer prochainement un projet de crédit supplémentaire pour les travaux de la Gileppe. Sur les conclusions de M. Vander Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. Tack, De Clercq, Delaet et Delehay, la chambre renvoie au *m. t.* des pétitions par lesquelles des habitants de Courtrai appellent l'attention sur la nécessité de sauvegarder l'industrie du rouissage des lins dans les eaux de la Lys. — 18. M. Malou, *m. f.*, annonce qu'il a conclu une convention additionnelle avec la ville d'Anvers. Il dépose un projet de loi modifié d'après la convention nouvelle, les modifications à faire au projet des statuts des sociétés, et enfin la convention nouvelle conclue avec la Compagnie Immobilière de Belgique. — 19. *Id.* un second projet de crédits de 9,850,000 fr. : pour le chemin de fer de Bruxelles à Luttre, 4 millions; pour le chemin de fer du Luxembourg, 4,500,000 fr.; pour le barrage de la Gileppe, 1,500,000 fr., et pour une part supplémentaire de l'Etat dans les travaux du port d'Ostende, 50,000 fr. — 20. M. De Decker, *r. s. c.*, présente le rapport sur le nouveau projet relatif aux installations maritimes d'Anvers. — 24. M. Malou, *m. f.*, annonce que le conseil communal d'Anvers s'est réuni et a voté à l'unanimité la convention avec la Compagnie Immobilière(1).

(1) Voici le texte de cette convention :

Convention du 12 mars 1874 entre la ville d'Anvers et la Compagnie Immobilière de Belgique.

Entre le collège des bourgmestre et échevins de la ville d'Anvers, stipulant au nom de cette ville et sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, d'une part,

Et la Compagnie Immobilière de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, représentée par son président, M. Jean Barbanson, et son directeur, M. Victor Limauge, d'autre part :

Il a été dit et convenu ce qui suit :

1. La Compagnie Immobilière de Belgique cède à

M. Frère-Orban combat le projet, qu'il voudrait voir ajourner, critique l'absence de plans et de devis, et se prononce en faveur de l'exécution du plan Strousberg. — 25. M. Jacobs répond à ce discours. — 26. Il achève le sien. La chambre entend ensuite M. Malou, *m. f.* — 27. Sont entendus encore, MM. Malou, *m. f.*, Demeur et Coremans. Dans le débat entre MM. Jacobs, Frère-Orban et Malou, *m. f.*, la question politique est agitée ainsi que la position personnelle de M. Malou, *m. f.*, ancien président de la Compagnie Immobilière et directeur de la Société Générale. — 28. MM. Le Hardy de Beaulieu, Saintelette, Frère-Orban, Malou, *m. f.*, Vermeire, Jacobs et Bara prennent encore la parole, et la discussion est portée de nouveau sur le terrain personnel. M. Malou termine en déclarant qu'il croit avoir servi l'intérêt public et prédit que dans six mois le pays lui rendra justice. M. Frère-Orban s'engage à soulever prochainement une discussion approfondie sur la politique du gouvernement. — 31. A l'article 1^{er}, qui porte : « Sont approuvées : 1^o les conventions ci-annexées, conclues le 16 janvier et le 14 mars 1874 entre le ministre des finances et l'administration communale d'Anvers; 2^o les conventions ci-annexées, conclues le 10 janvier et le 18 mars 1874 entre le ministre des finances et la Compagnie Immobilière de Belgique, stipulant tant pour elle-même qu'en qualité de fondé de pouvoirs de M. le docteur Bethel-Henry Strousberg », M. Frère-Orban propose de voter d'abord sur le § 1^{er}. M. Malou, *m. f.*, y consent, et la convention avec la ville d'Anvers est adoptée par 86 voix contre une. M. Frère-Orban propose ensuite l'ajournement de la convention conclue avec la Compagnie Immobilière. Après avoir entendu MM. Frère-Orban, Rogier et Anspach, qui déclare qu'il votera le projet, la chambre repousse l'ajournement par 64 voix contre 37. M. Frère-Orban, par suite du rejet de la motion d'ajournement, propose de modifier le 2^o de l'article 1^{er} comme suit : « Les 49 hectares de terrains de la citadelle du Sud, affectés à

la ville d'Anvers la moitié des actions privilégiées de la Société du Sud d'Anvers qui seront émises lors de la constitution de la société, déduction faite de quinze cents actions dont la Compagnie Immobilière disposera en faveur des administrateurs et commissaires de la Société du Sud d'Anvers.

2. La ville d'Anvers s'engage, pour le cas où elle voudrait aliéner par la suite tout ou partie des actions qui lui sont présentement cédées, à offrir à la Compagnie Immobilière de Belgique la préférence pour la reprise des actions à aliéner. La Compagnie Immobilière devra se prononcer dans les huit jours des offres qui lui seraient faites.

La Compagnie Immobilière conservera son droit de préférence aussi longtemps que les actions de la

des établissements maritimes, conserveront la destination qui leur a été donnée par la convention du 14 octobre 1869, approuvée par la loi du 10 janvier 1870. » Cet amendement, combattu par MM. Malou, *m. f.*, et Jacobs, est rejeté par 71 voix contre 59. M. Frère-Orban dit que l'insuccès des divers amendements qu'il a proposés ne ralentit en aucune façon son zèle. Il reste convaincu de l'utilité d'amender ces conventions, si c'est possible, et de la nécessité de voter contre l'ensemble de la loi si aucun des amendements n'était adopté. Il propose en conséquence d'amender le 2^o comme suit : « A. Le pont mentionné dans la convention du 10 janvier 1874 ne sera exécuté qu'en vertu d'une loi. B. Il ne sera fait aucune bonification au docteur Strousberg ou à la société qui le représenterait, soit du chef des terrains à conquérir sur l'Escaut par suite de l'exécution, aux frais du Trésor, des quais devant la cita-

delle du Sud, soit du chef des terrains nécessaires pour le bassin de batelage dont il est question à l'article 2 de la convention du 18 mars 1874. » La chambre entend à ce sujet MM. Malou, *m. f.*, Jacobs et Saintelette.

1^{er} avril. M. Saintelette, en cas de rejet de l'amendement de M. Frère-Orban portant suppression absolue de toute bonification, propose l'amendement subsidiaire suivant : « La somme à payer à la Compagnie Immobilière de Belgique, en exécution de l'article 5 du contrat du 10 janvier 1874, modifié par l'article 2 du contrat additionnel du 18 mars 1874, ne lui sera comptée que pour autant qu'elle soit fournie par l'excédant net du produit des taxes maritimes perçues, à raison des quais du Sud et du bassin de batelage, sur les frais de gestion et l'intérêt à 5 p. c. des capitaux nécessaires à la construction de ces ouvrages. » Après avoir entendu encore MM. Ma-

Société du Sud resteront la propriété de la ville d'Anvers. Celle-ci ne serait donc pas dégagée de l'obligation qu'elle contracte en vertu du présent article, dans le cas où, après avoir offert à la Compagnie Immobilière d'user de son droit de préférence, elle n'aliénerait pas au profit d'un tiers, dans le délai de huit jours à dater du refus de la Compagnie, les actions pour lesquelles elle aurait offert l'option à la Compagnie Immobilière, toute aliénation postérieure devant être précédée d'une nouvelle option au profit de cette Compagnie.

3. Dans le cas où le conseil d'administration de la Société du Sud d'Anvers ne se composerait que de sept membres, de même que le conseil des commissaires, la ville d'Anvers aurait la faculté de désigner trois personnes de son choix pour faire partie du premier conseil d'administration nommé par les statuts et trois autres personnes pour faire partie du premier conseil des commissaires.

La Compagnie Immobilière aura le droit de nommer les autres administrateurs et commissaires. Si le conseil d'administration se composait de neuf membres, de même que le conseil des commissaires, la ville d'Anvers aurait la faculté de désigner quatre personnes de son choix pour faire partie du premier conseil d'administration et quatre autres personnes pour faire partie du premier conseil des commissaires, la Compagnie Immobilière désignant toujours les autres administrateurs et commissaires.

Les actions que les administrateurs et commissaires désignés par la ville d'Anvers devront posséder, aux termes des statuts, seront prélevées sur les quinze cents actions réservées par la Compagnie Immobilière.

La Compagnie Immobilière de Belgique aura toujours le droit d'être représentée en majorité dans le conseil d'administration et dans le conseil des commissaires de la société. Pour atteindre ce résultat, à défaut de stipulation spéciale dans les statuts, la ville d'Anvers s'engage à donner le concours de ses voix à la Compagnie dans les assemblées générales appelées à nommer des administrateurs et des censeurs. La Compagnie Immobilière, de son côté, s'engage à donner le concours de ses voix à la ville d'Anvers, afin que celle-ci soit représentée par trois ou quatre membres dans chacun des conseils de la société, selon que le nombre des membres de chacun de ces conseils sera de sept ou de neuf, mais pour autant que la ville d'Anvers conserve dans la société la

participation qui lui est présentement cédée par la Compagnie Immobilière.

4. La Compagnie Immobilière de Belgique fera auprès du gouvernement les démarches nécessaires pour que l'article 24 des statuts projetés de la Société du Sud d'Anvers soit modifié dans ce sens que le renouvellement du premier conseil d'administration ne commencera qu'à l'expiration de la sixième année sociale.

5. La ville d'Anvers s'oblige à opérer à ses frais exclusifs, dans un délai de six ans à dater de la constitution de la société, l'élargissement de la ruelle du Livre sur une largeur de douze mètres au moins dans toute la longueur de cette rue.

La ville d'Anvers s'engage aussi à opérer à ses frais le prolongement du boulevard de l'Industrie sur les terrains qui lui appartiennent jusque contre les terrains de la citadelle du Sud. Ce prolongement devra être exécuté dans l'année à partir de la constitution de la société.

6. La ville d'Anvers s'engage enfin à consacrer une somme de 5 millions de francs au moins en prêts à consentir en faveur d'acquéreurs des terrains de la Société du Sud d'Anvers. Ces prêts seront remboursables en soixante-six annuités de 5 p. c. chacune, amortissement compris, et ils s'effectueront aux mêmes conditions que celles consenties par la ville de Bruxelles pour les terrains des nouveaux boulevards.

La ville s'engage en outre à faire à la Société, si celle-ci le demande, des avances jusqu'à concurrence d'une somme de 5 millions de francs remboursables en soixante-six annuités de 4 1/2 p. c. chacune, amortissement compris.

En garantie de ces dernières avances, la Société du Sud d'Anvers devra fournir en nantissement à la ville d'Anvers des obligations ordinaires de la Société à concurrence des sommes avancées par la ville.

La présente est subordonnée à la ratification par les chambres de la convention conclue entre l'Etat et la Compagnie Immobilière de Belgique, sous la date du 10 janvier dernier.

Fait en double à Anvers, le 12 mars 1874.

LÉOPOLD DE WÆL, BARBANSON, président,
JACQ. CUYLITS, V. LIMAUGE.
FERD. VAN DER TAELEN,
JOS. LEFEBVRE,
EV. ALLEWAERT.

lou, *m. f.*, et Frère-Orban, la chambre rejette, par 60 voix contre 55, le 1^{er} § de l'amendement de ce dernier; par 60 voix contre 54, le 2^e §; par assis et levé l'amendement de M. Saintelette, puis adopte, par 59 voix contre 55, une rédaction de M. Malou, *m. f.*, ainsi conçue : « La somme à payer en exécution de l'article 2 de la convention du 18 mars 1874 ne lui sera comptée que par imputation sur les produits des taxes perçues à raison des quais du Sud, du bassin de batelage et des quais. » La convention avec la Société Immobilière se trouve ainsi votée. — Art. 2. « Il est ouvert au département des travaux publics un premier crédit spécial de 2 millions de francs pour la reconstruction des quais d'Anvers, entre le musoir sud de l'écluse du Kattendyck et le pont à construire sur l'Escaut. L'excédant disponible sur le crédit de 1 million alloué par la loi du 27 juillet 1871 y sera ajouté et recevra la même affectation. Les 2 millions alloués par le § 1^{er} seront couverts au moyen des ressources créées par la loi du 29 avril 1875. » La *s. c.* propose de modifier comme suit le premier paragraphe de cet article : « Il est ouvert au département des travaux publics un premier crédit spécial de 2 millions de francs pour la reconstruction des quais d'Anvers, entre le musoir sud de l'écluse du Kattendyck et la batterie Saint-Michel et pour l'établissement d'installations provisoires sur la rive droite de l'Escaut, en aval de l'écluse du Kattendyck. » L'amendement de la *s. c.* est mis aux voix et adopté. — Art. 3. « La société qui sera formée à Anvers pour l'exécution des conventions mentionnées à l'article 1^{er}, n° 2, sera considérée comme une société anonyme commerciale, moyennant l'approbation par le gouvernement de ses statuts, dont les bases sont indiquées dans le projet ci-joint. » Deux amendements ont été proposés par M. Demeur à cet article. Le premier est ainsi conçu : « Ajouter : l'article 7 des statuts projetés sera modifié en ce sens que le capital social sera fixé à 15 millions de francs (au lieu de 25 millions), le nombre des actions privilégiées à 9,110 (au lieu de 53,110) et le nombre des actions de jouissance à 26,000 (au lieu de 50,000). En conséquence, le capital social sera composé de : 9,110 actions privilégiées de 500 fr. attribuées à la Compagnie Immobilière, 4,555,000 fr. ; 7,890 actions ordinaires de 500 fr. attribuées au docteur Strousberg, 3,945,000 fr. ; 9,000 actions ordinaires de 500 fr. attribuées à l'Etat, 4,500,000 fr. ; 26,000 actions faisant ensemble 15,000,000 de francs, et de 26,000 actions de jouissance. » Le second amendement est ainsi conçu : « Ajouter : les statuts définitifs (de la Société anonyme du Sud d'Anvers) ne contiendront aucune clause prohibée par la

loi du 18 mai 1875 sur les sociétés commerciales. » Après un débat entre MM. Malou, *m. f.*, Demeur, Pirmez et Jottrand, le premier amendement de M. Demeur est rejeté par 59 voix contre 54 et une abstention; le second est adopté, et l'ensemble du projet de loi voté par 60 voix contre 28 et 7 abstentions. — 21. M. Beeckman, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 22. M. Wasseige, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit supplémentaire de 9,590,710 fr. à ce B. — 23. M. Cornesse, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de crédits spéciaux (9,850,000 fr.) pour travaux publics. — 28. La discussion générale du B. est ouverte par un discours de M. Malou, *m. f.*, sur la situation financière. (*Voir POLITIQUE INTÉRIEURE.*) — 29, 30. *Ibid.*

1^{er} mai, 2, 5, 6, 7, 8, 12. (*Voir aussi CHEMINS DE FER.*) — 13. (*Voir POLITIQUE INTÉRIEURE.*) — 15, 16. *Ibid.* — 18. M. De Baets s'occupe des travaux publics à exécuter dans l'arrondissement de Gand; M. T'Serstevens, du développement à donner aux routes et à la voirie vicinale, et de la nécessité de réduire le prix des transports nécessaires à l'agriculture. — 19. M. Van Iseghem appelle l'attention sur les travaux à exécuter au port d'Ostende; M. Tack, sur la corruption des eaux de la Lys. La Deule est le principal affluent de la Lys; les égouts de Lille, les eaux des fabriques, des teintureries de ce grand centre industriel sont déversées dans la Deule et mélangées aux eaux de la Lys. M. De Clercq s'occupe de l'écoulement des eaux du sud de Bruges et de l'exécution des travaux de défense de la côte à Heyst. M. de Zerezo de Tejada parle du régime des deux Nèthes. M. Snoy appuie les observations de M. T'Serstevens. — 20. M. Van Cromphaut recommande la construction de routes affluentes à la station de Wetteren et la rectification du cours de la Dendre. M. Descamps se prononce contre la suppression du conseil des mines, proposée par la *s. c.* M. Vanden Steen appuie les observations de M. Van Cromphaut. M. L. Visart recommande l'amélioration du port de Nieuport; M. Berten, la reprise des canaux de la Flandre occidentale et l'amélioration du régime de l'Yser. M. Magherman réclame un remède aux inondations de l'Escaut. M. De Smet désire le prompt achèvement des travaux du canal de Terneuzen et appelle l'attention sur l'état général des voies navigables de l'arrondissement de Gand. — 21. M. A. Visart espère que l'on assurera bientôt la bonne navigabilité du canal de Bruges à Ostende et que l'on fera un plan d'ensemble pour les travaux de ce dernier port. M. E. de Kerckhove entretient la chambre des inondations de la Dyle; M. Bara, de celles de l'Escaut. MM. Delehay, Delaet et Dumortier s'occupent à leur tour du régime de ce fleuve.

M. Kervyn de Volkaersbeke entretient la Chambre des plantations le long des routes de l'Etat. M. Van Iseghem parle de nouveau des améliorations à introduire au port d'Ostende. M. Beeckman répond à M. Descamps au sujet du conseil des mines. — 22. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. Les crédits supplémentaires au B. des travaux publics sont adoptés par 72 voix contre 9. Le crédit de 9,850,000 fr. est adopté à l'unanimité, avec une addition de 400,000 fr. proposée par la *s. c.* pour le barrage de la Gileppe, ce qui le porte à 10,250,000 fr. M. de Montblanc, à cette occasion, recommande l'amélioration du régime de la Mandel. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Vleminckx et Beernaert, *m. t.*, au sujet de l'achèvement du viaduc de la rue du Trône à Ixelles; entre M. Van Hoorde et le *m.* au sujet de la révision de la loi de ventôse sur le roulage; entre M. Delehay et le *m.* à propos de l'exclusion des briques des Flandres des cahiers des charges de l'Etat; entre M. Visart et le *m.* au sujet de la rectification du canal de Bruges à Ostende. — 23. Le B. est voté par 82 voix et 2 abstentions.

VOIES ET MOYENS.

5 décembre. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des voies et moyens pour l'exercice 1874. — 11. Dans la discussion de ce B., M. David demande que l'on étende la faculté de se servir de timbres adhésifs pour les effets de commerce, et M. Malou, *m. f.*, promet de s'occuper de cet objet. M. Lelièvre croit que l'on ferait bien d'assujettir au droit de mutation en ligne directe les actions dans les sociétés de mines ainsi que les autres sociétés industrielles. M. Le Hardy de Beaulieu se livre ensuite à une critique générale du système d'impôts et se prononce en faveur d'une réduction des impôts indirects. M. Boulenger reproche à M. Malou de ne pas avoir tenu les promesses de dégrèvements d'impôts qu'il avait faites dans son programme électoral de Saint-Nicolas. MM. Malou, *m. f.*, et Jacobs

répondent que d'importantes réductions d'impôts ont été proposées et votées, ce qui est contesté par M. Bara. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il fera imprimer le tableau des réductions qui ont été opérées, et il espère bien que la session actuelle ne se terminera pas sans que le gouvernement en propose d'autres. — 12. M. Vleminckx demande que l'on supprime les patentes des médecins. M. Malou, *m. f.*, consent à examiner la question. M. Coomans est d'avis qu'il y a beaucoup d'autres professions à dégrever, mais il conjure ses collègues, avant de proposer des suppressions de recettes, de commencer par proposer des suppressions de dépenses. Ce sera bien plus facile, plus logique et plus loyal. A l'article *Chemin de fer*, M. Beernaert, *m. t.*, d'accord avec M. Malou, *m. f.*, propose un amendement ainsi conçu : « Produit net de la ligne du Grand-Luxembourg, 4,500,000 fr. » Et, d'autre part, un nouvel article qui deviendrait l'article 2 du projet de loi : « L'article 5 de la loi du 13 mars 1873 est prorogé jusqu'au 31 décembre 1874, en tant qu'il autorise le gouvernement à régler la gestion et le mode de comptabilité des lignes reprises à la Grande Compagnie du Luxembourg. » M. Orts fait observer que MM. Malou et Beernaert, n'étant pas membres de la chambre, ne peuvent présenter d'amendements. MM. Malou, *m. f.*, Dumortier et Delehay invoquent divers précédents; mais, sur la motion de M. Guillery, il est entendu que M. de Theux apposera sa signature sur l'amendement et que de la sorte la question sera réservée quant à la proposition même des *mm.* Elle est combattue par MM. Demeur, Le Hardy de Beaulieu et Saintelette, défendue par MM. Moncheur, Beernaert, *m. t.*, Malou, *m. f.*, et Dumortier, puis renvoyée à la *s. c.* La chambre adopte néanmoins le B. par 76 voix contre 2. — 13. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur l'amendement. — 19. L'article proposé par M. Beernaert, *m. t.*, est voté par 80 voix contre 6, après un court débat entre MM. Frère-Orban, Beernaert, *m. t.*, et Malou, *m. f.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1873-1874.

X²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. Pr. relative à l'augmentation du traitement des employés, 5, 6 f. V. Budget de l'intérieur.

ADRESSE. c. 13 n. — Disc. et vote, 19 n. — Réponse du Roi, 20 n. V. Adresse.

ALIÉNÉS (Modification à la loi sur le régime des). Disc., 27 n., 2, 3, 4, 5, 9 d. — Vote, 9 d. V. Justice.

ANVERS. Augmentation du nombre des échevins. r. de M. Meeus, 11 d. — Vote, 24 f. V. Affaires communales. — Echange d'immeubles. r. de M. Guyot, 9 mai — Vote, 23 mai V. Finances. — Citadelle du Nord, 5 m. V. Guerre. — Installations maritimes, 20 j. — r. de M. De Decker, 25 f. — Disc., 4, 5, 6, 7, 10, 12 18, 19 m. — Nouveau r. de M. De Decker, 20 m. — Disc., 24, 25, 26, 28, 31 m., 1^{er} a. — Vote, 1^{er} a. V. Travaux publics.

ARCHIVES PROVINCIALES de l'Etat. à Gand. Cr. pour l'appropriation d'un local, 20 j. — r. de M. Kervyn de Volkaersbeke, 4 f. — Vote, 14 f.

ARDOISIÈRES (Concessibilité des). r. de M. Balisau, 31 j. — Disc., 26 f. V. Mines.

ARMÉE. Charges militaires, 19 n. V. Adresse. — Contingent pour 1874, 2 d. — r. de M. Van Overloop, 11 d. — Vote, 12 d. V. Guerre.

ARTILLERIE ET GÉNIE. Cr. de 185,650 fr. 50 c. pour construction de hangars, 9 mai. V. Guerre.

B

BAIES, duffels et flanelles des Pays-Bas. Droits d'entrée, 27 f. V. Douanes et accises.

BANQUE NATIONALE. Taux de l'escompte, 5 d. V. Finances.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Traitement des employés. Catalogue, 13 f. V. Lettres, sciences et arts.

BIENS DOMANIAUX (Fonds spécial pour l'appropriation et la vente de), 20 j. — r. de M. De Smet, 26 f. — Disc. Ajournement, 19 m. — Nouveau r. de M. De Smet, 22 a. — Disc. et vote, 9 mai. — Aliénation de propriétés domaniales, 21 a. — r. de

M. De Smet, 7 mai. — Disc. et vote, 9 mai. V. Finances.

BOURSES D'ÉTUDE (Fondation de). r. de M. De Lantsheere sur l'exécution de la loi de 1864, 16 d. V. Fondations.

BRIQUES DES FLANDRES exclues des cahiers des charges de l'Etat, 22 mai. V. Travaux publics.

BRUXELLES. Anonymat pour la Société du quartier N.-D. aux Neiges, 29 a. — r. de M. Anspach, 30 a. — Disc. et vote, 9 mai. V. Finances.

BUDGET de 1870 (Règlement définitif du), 12 n. — r. de M. De Smet, 26 f. — Vote, 4 m. V. Comptabilité.

BUDGETS de 1874. Dotations. r. de M. Lefebvre, 21 n. — Disc., 5 d. — Vote, 18 d. — Recettes et dépenses pour ordre. r. de M. De Smet, 22 n. — Disc., 5 d. — Vote, 9 d. — Intérieur. r. de M. Delehay, 28 n. — r. sur des am., 11 d. — Disc., 15, 14, 15, 17, 27, 28, 29 j., 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13, 14 f. — Vote, 14 f. — Affaires étrangères. r. de M. Pety de Thozée, 3 d. — Disc. et vote, 10 d. — Justice. r. de M. Lefebvre, 5 d. — Disc. et vote, 10 d. — Non-valeurs et remboursements. Vote, 9 d. — Finances. Disc. et vote, 9 d. — Dette publique. r. de M. Demeur, 10 d. — Disc., 15, 16, 17 d. — Vote, 17 d. — V. Budgets. — Guerre. Disc. et vote, 21 n. V. Guerre. — Travaux publics. r. de M. Beeckman, 21 a. — Disc., 28, 29 30 a., 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23 mai. — Vote, 23 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. r. de M. De Smet, 5 d. — Disc., 11, 12 d. — Vote, 12 d. V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1875, 27 f. V. Budgets.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT, DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. r. de M. Malou, 31 m. V. Finances.

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. r. de M. Malou, 22 mai. V. Finances.

CAISSE DES VEUVES ET ORPHELINS. r. de M. Maus, 4 d. V. Finances.

CANAL de Schipdonck. Atterrissement, 2, 19 d.

— De Bruges à Ostende, 22 *mai*. V. Travaux publics.

CARAMAN (Prince de), gouverneur du Hainaut. Ses tournées électorales, 6, 7 *f*. V. Budget de l'intérieur.

CHARLEROI (Démolition des fortifications de), 27 *j*. V. Travaux publics.

CHEMIN DE FER (Reprise du), 19 *n*. V. Adresse. — Minimum d'intérêt. Liquidation, 15, 16 *d*. V. Budget de la dette publique — Ligne de Luttre à Bruxelles, 5, 16 *d*., 20 *m*., 18 *mai*. — Convention du Grand Central avec la Compagnie du Luxembourg, 5, 16 *d*. — Insuffisance du matériel, 16 *d*. — Accident à Dilbeek, 14 *j*. — Incendie à la gare des marchandises à Gand, 7 *f*. — Tarification des petites marchandises. *r*. de M. Descamps, 27 *f*. — Tracé des lignes des Bassins houillers, 20 *m*. — Débitants de boissons à l'arsenal de Malines, 24 *m*. — *r*. sur l'exploitation de la ligne du Luxembourg, 21 *a*. — Tracé de Hesbaye-Condroz, 22 *a*. — Ligne de Roulers à Dixmude, 24 *a*. — Tracé du chemin de fer des Plateaux de Herve, 6 *mai*. — Tarif des voyageurs, 12, 15, 18, 20 *mai*. — Ligne de Beaumont à Chimay, 19 *mai*. — Lignes d'Audenarde à Roubaix, d'Anvers à Douai, 19, 21 *mai*. — De Tirlemont à Diest. de Bastogne à Gouvy, 19 *mai*. — Reprise d'Anvers-Rotterdam, 19, 20 *mai*. — Exécution des lignes des Bassins houillers, 21 *mai*. — Transport des objets nécessaires à l'agriculture. Conventions spéciales pour le port d'Anvers, 21 *mai*. — Station de Tournai. *Ibid*. Station de la ligne de Liège à Huy. Rachat du Grand Central, 21 *mai*. — Station centrale à Bruxelles. Indemnité du chef d'accidents. Comptabilité du chemin de fer de Luxembourg, 22 *mai*. — *r*. de M. Beernaert sur l'exploitation en 1875, 25 *mai*. V. Chemin de fer. — Produit net de la ligne du Grand-Luxembourg, 12, 15 *d*. V. Voies et moyens.

CIMETIÈRES. Règlement de Chénée, 14, 15, 21, 22, 25, 24 *j*. V. Cimetières.

CODE DE COMMERCE. Am. du sénat au titre des *Assurances*. *r*. de M. Van Humbeeck, 14 *j*. — Vote, 19 *m*. V. Code de commerce.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. Modification de l'article 152 de la loi provinciale, 24 *f*. V. Affaires provinciales.

COMMISSAIRES DE POLICE. Demande de mettre leur traitement à la charge de l'Etat, 15 *j*. V. Budget de l'intérieur. — 20 *j*. V. Justice.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT (Traitement des employés des), 14 *j*. V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Délimitation de Thyet Fize-le-Marsal. *r*. de M. Delexhy, 15 *m*. — Vote, 19 *m*. — Erection de la commune de Nieuwenrode, 27 *m*. — *r*. de M. Van Humbeeck, 21 *a*. — *Id*. de Terhaegen, 27 *m*. — *r*. de M. Guyot, 22 *a*. — *Id*. de Glain, 27 *m*. — *r*. de M. E. Jamar, 21 *a*. — *Id*. de Sorinnes-la-Longue, 27 *m*. — *r*. de M. Wasseige, 21 *a*. V. Affaires communales.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE, 18 *d*. V. *Moniteur*.

CONSUL à Luxembourg, 10 *d*. V. Budget des affaires étrangères.

CONTRIBUTION PERSONNELLE (Réforme de la), 9 *d*. V. Budget des recettes et dépenses pour ordre.

COURSES DE CHEVAUX, 10 *f*. V. Agriculture.

D

DÉPUTATIONS PERMANENTES (Augmentation des

traitements des membres des). *r*. de M. Wouters, 16 *d*. — Vote, 24 *f*. — Compétence. Pr. de MM. Leclèvre et De Baets, 25 *j*., 5 *m*. V. Affaires provinciales.

DÉTENTION PRÉVENTIVE, 10 *d*. V. Budget de la justice. — Pr. de l. de M. De Lantsheere, *m*. *j*., 20 *j*. — *r*. de M. Thonissen, 25 *f*. — Disc., 17, 18, 19, 24 *m*. — Vote, 24 *m*. V. Justice.

DOMICILE DE SECOURS. *r*. de M. Van Overloop, 15 *mai*.

DOUANES ET ACCISES. Recrutement des employés, 9 *d*. V. Budget des finances.

E

ÉCOLES DE DESSIN, 15 *f*. V. Lettres, sciences et arts.

ÉMIGRANTS (Transport des), 11 *d*. V. Affaires étrangères. — 10 *d*. V. Budget des affaires étrangères.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. *r*. de M. Delcour, 10 *m*. V. Agriculture.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Traitement des professeurs, 19 *n*. V. Adresse. — 15, 27 *j*., 12 *f*., 14, 15, 22 *mai*. — Langues modernes, 15 *j*. — *r*. triennal, 14 *j*. — Ecoles moyennes, 15 *j*., 12 *f*. — Gymnastique. Bourses des athénées, 15 *f*. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Payement mensuel des instituteurs, 19 *d*. — Subside à la ville de Bruxelles, 15, 15, 17, 27, 28 *j*. — Ecole de Carlsbourg, 14 *j*. — Caisse de prévoyance des instituteurs primaires, 15 *j*. Am. de M. Delcour, 20 *j*., 6 *f*., 3, 20, 21 *m*., 21, 22, 23 *a*. — Inspection ecclésiastique, 29, 31 *j*., 3, 4, 15, 14 *f*. — *r*. triennal, 28 *j*. — Incident relatif à une institutrice de Beaumont, 31 *j*., 12 *f*. — Inspection laïque. Obligations des communes, 15 *f*. — Règlement des écoles d'adultes, 20 *m*. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Jurys d'examen, 11, 15 *f*.

ESCAUT. Inondations, 20 *mai*. V. Travaux publics.

ÉTRANGERS. *r*. sur l'exécution de la loi, 16 *d*. — Prorogation de la loi de 1855, 24 *f*. — *r*. de M. de Zerezo de Tejada, 26 *m*. — Disc. et vote, 22 *mai*. V. Justice.

EXPOSITION AGRICOLE de la société de Brabant-Hainaut, 10 *f*. V. Agriculture.

EXTRADITION. Pr. de l., 11 *j*. — *r*. de M. Wouters, 26 *f*. — Disc. et vote, 12 *m*. V. Justice.

F

FABRIQUE D'ÉGLISE. Election de Hognoul, 24 *a*. V. Justice.

FILS de chanvre, de lin et de jute. Droits d'entrée, 12 *d*. V. Douanes et accises.

FINANCIÈRE (Situation), 23 *mai*. V. Monnaies. — 28, 29, 30 *a*., 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 16 *mai*. V. Politique intérieure.

FLAMANDS (Griefs des), 19 *n*. V. Adresse. — 28 *n*., 2 *d*. V. Langue flamande.

FLANDRE (S. A. R. le comte de). Dotation, 5 *d*. V. Budget des dotations.

FONCTIONNAIRES (Conduite du ministère Malou à l'égard des), 5 *f*. V. Budget de l'intérieur.

FONDS COMMUNAL, 5 *d.* V. Budget des recettes et dépenses pour ordre.

G

GARANTIE (Frais de) des ouvrages d'or et d'argent, 9 *d.* V. Budget des finances.

GARDE CIVIQUE. Réorganisation et armement, 10 *f.* V. Garde civique.

GERLACHE (de). Commissaire d'arrondissement à Nivelles. Son mariage civil, 6, 10 *f.* V. Budget de l'intérieur.

GILEPPE (Barrage de la), 13 *m.* V. Travaux publics.

GRAINE DE LIN (Saisie par la douane française d'une expédition de), 27 *f.* V. Douanes et accises.

GUILLERY (Incident entre MM.) et Frère-Orban, 8, 12 *mai.* V. Politique intérieure.

H

HOSPICES (Location des biens appartenant aux), 27 *f.* V. Affaires communales.

HOUILLE (Demande de prohibition de l'exportation de la), 27 *f.* V. Douanes et accises.

HUILES MINÉRALES BELGES. Entrée en France, 30 *a.* V. Douanes et accises.

HUISSIERS. Demande de modifications au tarif, 20 *j.* V. Justice.

I

IMPOTS (Réduction des) indirects, 11 *d.* V. Voies et moyens.

L

LIVRE BLEU, 10 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

LOI ÉLECTORALE. Application des articles 102 et 67, 7 *f.* V. Budget de l'intérieur.

LOUISE-MARIE-AMÉLIE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec le prince Philippe de Saxe-Cobourg, 28 *m.* V. Famille royale.

M

MÉDECINS (Patente des), 12 *d.* V. Voies et moyens.

MEXIQUE (Relations diplomatiques avec le), 10 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

MILICE (Rémunération en matière de). Pr. de l., 26 *f.* — *r.* de M. Nothomb, 19 *mai.* V. Milice.

MINES (Travail des enfants dans les), 27 *n.*, 16 *j.*, 27 *f.*, 12 *m.*, 22 *mai.* V. Mines. — Suppression du conseil, 20, 21 *mai.* V. Travaux publics. — Droit de mutation sur les actions, 11 *d.* V. Voies et moyens.

MINÉRAIS DE FER (Concessibilité des). Voir ARDOISIÈRES.

MONÉTAIRE (Conférence), 12 *m.* V. Monnaies.

MONITEUR. Cr. de 20,000 fr., 4 *d.* — *r.* de M. Lefebvre, 5 *d.* — Vote, 10 *d.* — Transfert des ateliers, 14 *f.* V. *Moniteur*.

MONNAIE (Balances automatiques pour la), 2 *a.* — *r.* de M. Van der Donckt, 12 *mai.* — Vote, 23 *mai.* Voir **MONNAIES**.

MONNAYAGE de l'argent (Suspension du), 12, 13 *n.* — *r.* de M. Jacobs, 19 *n.* — Disc., 21, 22, 25, 27 *n.* — Vote, 27 *n.* V. Monnaies.

MONS. Rachat des écuries de la caserne Léopold, 31 *m.* — *r.* de M. Boulenger, 7 *mai.* V. Guerre.

MUSICIENS DES GUIDES (Pensions des), 13, 14 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

MUTATIONS CADASTRALES (Retards dans les), 9 *d.* V. Budget des finances.

N

NATURALISATION. M. Moreau de Bellaing. *r.* de M. Guillery, 21, 23 *m.* Naturalisation.

NAVIGATION A VAPEUR entre Anvers, le Brésil et la Plata. Résiliation du contrat, 22 *mai.* V. Postes.

NECKERSPOEL (Voyage électoral fait à Malines par M. Moncheur à l'occasion de la gare de), 6, 7, 10, 11 *f.* V. Budget de l'intérieur.

NEUFCHATEAU (Cession à la ville de) de l'ancienne maison d'arrêt de cette ville, 5 *f.* — *r.* de M. Santkin, 7 *m.* — Vote, 19 *m.* V. Finances.

NIEUPORT (Port de), 20 *mai.* V. Travaux publics.

NOTARIAT. 16 *j.* — Pr. de M. Delehay, 25, 27 *f.* — *r.* de M. Smolders, 27 *m.* — Ajournement, 21 *a.* V. Notariat.

O

OFFICIERS. Augmentation de la solde des lieutenants et sous-lieutenants d'infanterie, 7 *f.* V. Guerre.

ORANGE (Traité avec la république d'). Voir TRAITÉS.

OSTENDE. Convention pour la vente de biens domaniaux, 13 *j.* — *r.* de M. De Clercq, 29 *j.* — Vote, 14 *f.* V. Finances. — Travaux du port, 19 *mai.* V. Travaux publics.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 1 million, 11 *d.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 19 *d.* — Vote, 24 *f.* V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS, 13 *f.* — Cr. de 1 million, 14 *f.* — *r.* de M. Lefebvre, 25 *a.* — Disc. et vote, 23 *mai.* V. Lettres, sciences et arts.

PATENTE des sociétés en commandite, 25 *f.* V. Impôts. — Des médecins, 12 *d.* V. Voies et moyens.

PENSION D'UNE BALAYEUSE, 17 *d.* V. Budget de la dette publique.

PENTER (Affaire), 10 *d.* V. Budget de la justice.

POLITIQUE (Situation sous le ministère Malou, 28, 29, 30 *a.*, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 16 *mai.* V. Politique intérieure.

PORTUGAL (Traité avec le). Voir TRAITÉS.

PRESSE. Réclamation de l'Allemagne au sujet de la presse, 27 *j.* V. Affaires étrangères.

R

RÈGLEMENT. Pr. de M. Pirmez, 13, 17 *m.* V. Règlement.

REMPACEMENT, 21 n., 17 j., 15 m., 21 a.

V. Guerre.

RÉMUNÉRATION DES MILICIENS, 9 d. V. Budget des finances.

REPRÉSENTANT (Demande de poursuites contre un), 5 f. V. Petitions.

RIVIÈRES. Rouissage des lins dans les eaux de la Lys, 15 m., 18 mai. — Nethes, 19 mai — Dendre, Yser, 20 mai. — Dyle, 21 mai. — Mandel, 22 mai. V. Travaux publics.

ROULAGE (Loi sur le), 22 mai. V. Travaux publics.

ROUTES (Plantations sur les), 21 mai. V. Travaux publics.

RUBENS (Conservation des tableaux de) de la cathédrale d'Anvers, 13 f. V. Lettres, sciences et arts.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Amélioration du sort des), 14, 27, 29 j., 4 f. V. Budget de l'intérieur.

SERGEANT (Réclamation du sieur), d'Alost, à propos d'une déclaration relative au droit de patente, 15 m. V. Impôts.

SPA (Jeux de), 3 d. — Cr. de 800,000 fr. à la ville 20 j. — r. de M. Cornesse, 27 f. — Disc. et vote, 20 m. V. Jeux de Spa.

SUCCESSION (Expertise en matière de), 9 d. V. Budget des finances

SUCRES (Conférence au sujet des), 10 d. V. Budget des affaires étrangères. — Pét. de fabricants de sucre de betteraves, 1^{er} a. V. Douanes et accises.

T

TÉLÉGRAPHES (Concessions de) dans l'intérieur des communes, 25 mai. V. Télégraphes.

TIMBRES ADHÉSIFS pour les effets de commerce, 11 d. V. Voies et moyens.

TIMBRES-POSTE (Fabrication de faux), 12 d. V. Postes.

THOLLEMBEEK (Incident relatif au bourgmestre de), 7 f. V. Budget de l'intérieur.

TRAITÉ avec le Portugal, 12 m. — r. de M. Van Iseghem, 6 mai. — Vote, 9 mai. — *Id.* avec la république d'Orange, 29 a. — Vote, 25 mai. V. Affaires étrangères.

TRAMWAYS à Gand, 17 j.

TRÉSOR PUBLIC (Exposé de la situation du) au 1^{er} janvier 1874, 27 f. V. Finances.

TRIBUNAL de 1^{re} instance de Bruxelles. Augmentation du personnel, 1^{er} mai. — r. de M. Van Humbeeck, 2 mai. — Vote, 9 mai. V. Justice.

TROYE, gouverneur du Hainaut. Sa démission, 5 f. V. Budget de l'intérieur.

U

UNIVERSITÉ de Gand. Conflit avec l'administration des hospices, 19 d., 14 f. — *Id.* de Liège, clinique, 15 j. V. Instruction publique.

V

VOIRIE VICINALE, 11 f. V. Budget de l'intérieur.

VRAMBOUT, gouverneur de la Flandre occidentale, Ses rapports avec la députation permanente, 6, 7 f. V. Budget de l'intérieur.

SÉNAT.

Session 1873-1874.

X²

Doyen d'âge, M. d'OMALIUS D'HALLOY. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.
1^{er} vice-président, MM. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron DELLAFAILLE.
Secrétaires, MM. LUD. DE ROBIANO et le baron T'KINT DE ROODENBEKE.
1^{er} secrétaire adjoint, M. le baron DE LABBEVILLE. — *2^e secrétaire adjoint*, M. le comte DE LOOZ-CORSWAREM.
Questeurs, MM. d'OVERSCHIE DE NEERTSSCHE et VAN SCHOOR.

ADRESSE.

11 novembre. MM. H. Dolez, d'Anethan, T'Kint de Roodenbeke et de Mérode-Westerloo sont nommés membres de la c. d'Adresse.
 — 14. M. d'Anethan, *r. c.*, donne lecture du projet d'Adresse. Dans la discussion, qui s'ouvre séance tenante, M. H. Dolez déclare qu'il ne peut se rallier aux mots soulignés dans le § suivant : « Dans les modifications apportées à l'organisation de l'armée et dont l'expérience avait démontré la nécessité, le gouvernement de Sa Majesté a fait preuve de sagesse en tenant compte des vœux de l'opinion publique. Si les charges militaires ont dû être à certains égards aggravées, il faut aussi tenir compte des compensations, et la plus importante nous est annoncée par Votre Majesté, qui nous fait connaître la présentation d'une loi destinée à donner aux familles des miliciens une rémunération immédiate. » Il ne le votera qu'à la condition que son vote ne préjuge rien quant à la question qui se présentera plus tard. M. d'Anethan, *r.*, déclare qu'il en sera ainsi. M. Wincqz dit, de son côté, qu'il ne pourra donner son adhésion à l'Adresse, à cause de son opinion sur la question du remplacement. Au § suivant : « Nous recevons avec bonheur la confirmation de la bonne situation de nos finances, situation qui se trouvera encore améliorée par la part attribuée au Trésor dans les bénéfices de la Banque Nationale », M. Tercelin-Monjot constate que la c. nommée par le *m. f.*, à l'effet d'examiner

la question monétaire, a conclu qu'il était désirable que l'union monétaire, connue sous le nom d'union *latine*, adopte l'étalon unique d'or, et, en conséquence, qu'il y a lieu d'engager le gouvernement à faire, dans un délai plus ou moins rapproché, les démarches nécessaires pour atteindre ce but, ce qui, au fond, signifie que la commission se prononce pour le principe et l'application de l'étalon unique d'or. L'orateur ne partage nullement cette opinion et considérerait une résolution dans ce sens comme fatale aux intérêts du pays. Il demande quelles sont les intentions du gouvernement quant au maintien du système monétaire ou quant aux modifications à y introduire à la suite de l'avis de la commission des monnaies. M. Fortamps est d'avis que le *m. f.* a bien fait de présenter un projet de loi autorisant la limitation et même l'interdiction du monnayage de l'argent. M. Mallou, *m. f.*, dit qu'il a déclaré très nettement, dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté à la chambre des représentants, qu'il ne s'agissait pas de préjuger un système. Il se trouve aujourd'hui en présence d'opinions très formelles, très sincères, qui affirment que l'argent est déprécié d'une manière durable, permanente, et que cette baisse continuera encore. On n'a pas besoin maintenant, pour la circulation intérieure, d'augmenter la quantité existante d'argent, mais il s'est placé dans l'hypothèse où ses adversaires monétaires pourraient avoir raison. Il espère qu'ils ne lui reprocheront pas cette supposition. S'ils ont

raison et si cette dépréciation doit se produire, aujourd'hui l'intérêt immédiat de la circulation n'exige pas d'augmenter les engagements que l'Etat a déjà pris du chef de la fabrication des monnaies d'argent; il y a lieu de restreindre, ou même de suspendre la frappe d'argent; mais cela ne préjuge absolument rien quant au système; c'est une mesure de circonstance. Il n'y a pas de matière dans laquelle l'hésitation soit mieux permise et plus légitime que dans celle-ci: combien de prophètes en matière monétaire ont, de nos temps, éprouvé de malheurs et reçu de démentis. Le projet d'Adresse est voté à l'unanimité, moins 5 abstentions. — 15. Il est donné lecture de la réponse du Roi.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

26 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le traité conclu, le 25 février 1874, entre la Belgique et le Portugal. — 27. Ce projet est voté à l'unanimité. — 29. M. Van de Woestyne, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le traité conclu avec la république d'Orange, lequel est approuvé à l'unanimité.

AGRICULTURE.

12 mars. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. T'Kint de Roodenbeke et de Ribaucourt, promet de faire tous ses efforts auprès du *m. t.* pour obtenir une réduction des frais de transport des matières fertilisantes. M. Lud. de Robiano engage le gouvernement à favoriser de plus en plus l'achat de taureaux de la race de Durham. — 15. Dans la discussion d'un crédit provisoire au B. des travaux publics, M. T'Kint de Roodenbeke renouvelle ses observations et recommande l'établissement de tramways à vapeur sur les accotements des routes. M. Beernaert, *m. t.*, admet l'utilité de cette mesure, mais la question des péages lui paraît devoir être d'abord réglée par voie législative.

BUDGETS.

15 décembre. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des non-valeurs et des remboursements; M. Fortamps, *r. c.*, *id.* sur le B. des recettes et des dépenses pour ordre; M. Cogels-Osy, *r. c.*, *id.* sur le B. des finances. — 16. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, *id.* sur le B. des affaires étrangères; M. Solvyns, *r. c.*, *id.* sur le B. de la justice. Dans la discussion du B. des finances, MM. De Vadder et T'Kint de Roodenbeke recommandent l'augmentation du traitement des employés inférieurs. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'a pas attendu les interpellations qui lui sont prodiguées depuis le commencement de cette ses-

sion, pour faire quelque chose. Ainsi, il y a quelques mois encore, après avoir fait examiner quelle était la situation des employés des accises, il a prescrit à tous les directeurs provinciaux de lui faire connaître les circonstances spéciales qui pouvaient justifier, soit dans les limites du B., soit même en les franchissant quelque peu s'il le faut, des mesures individuelles et exceptionnelles que l'humanité, la justice ou l'intérêt d'une bonne administration imposent. Il a donc prévenu le désir exprimé par les préopinants, dans la mesure de ce qui était possible. Il se fera un devoir d'examiner aussi, d'accord avec ses collègues, les mesures qui doivent être prises à l'égard des fonctionnaires et des employés inférieurs de toutes les administrations; mais il persiste à croire que, pour présenter une loi, il faut qu'il y ait un travail basé sur une idée de justice et d'ensemble, et qu'on ne doit pas procéder par voie d'exception. Ce serait, en effet, condamner toute idée de justice que de procéder de cette manière. Après un échange d'explications entre MM. Vilain XIII, de Rodes et Malou, *m. f.*, au sujet des plans et devis du nouvel hôtel des Monnaies, ce B. est adopté à l'unanimité. Il en est de même des BB. des non-valeurs et remboursements et des recettes et dépenses pour ordre. — 19. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de la dette publique; M. Bischoffsheim, *r. c.*, *id.* sur le B. des dotations. Dans la discussion générale du B. de la justice, il y a un échange de considérations générales entre MM. d'Anethan, H. Dolez, Solvyns, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Vilain XIII, Hubert et Bergh, sur la question du notariat; puis entre MM. Solvyns et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet de la partie non officielle du *Moniteur*. Le B. est ensuite voté à l'unanimité. Dans la discussion du B. des affaires étrangères, M. Casier de Hemptinne proteste de nouveau contre les événements qui se passent en Italie et dont le saint-père est victime. Il est appuyé par MM. Solvyns et Vilain XIII, et combattu par M. Reyntiens, qui accuse le saint-siège d'être une cause de dissension dans tous les pays de l'Europe. M. d'Anethan ne partage nullement l'opinion de M. Casier sur le maintien des rapports diplomatiques avec le gouvernement italien. D'après lui, le gouvernement belge ne pouvait pas s'abstenir d'avoir un représentant auprès du roi d'Italie; c'était pour lui un devoir impérieux que la neutralité seule suffisait pour lui imposer. Son opinion, loin d'avoir changé à cet égard, s'est même fortifiée par les faits qui se sont passés depuis l'occupation de Rome. En effet, si l'on considère comme regrettables, comme contraires aux sentiments et aux droits des catholiques les actes

qui s'accomplissent en Italie, il y a le plus grand intérêt à conserver, auprès du gouvernement italien, un ministre qui puisse, à l'occasion, faire des observations, présenter des réclamations. Il serait donc aussi contraire aux intérêts qu'aux devoirs de la Belgique neutre de rompre ses relations avec ce gouvernement et de s'enlever ainsi les moyens de défendre, à l'aide de bons rapports diplomatiques, les intérêts moraux et matériels de la Belgique. L'orateur trouve que M. Casier sert mal les intérêts généraux de la Belgique, et même les intérêts catholiques, en s'exprimant comme il le fait et en provoquant une rupture qui pourrait être fatale. Mais il regrette encore bien davantage les observations présentées par M. Reyntiens. Celui-ci se plaint que son collègue de Gand critique et blâme le gouvernement italien et d'autres gouvernements dont les catholiques n'ont, il faut bien le reconnaître, guère à se louer ; il signale le danger de ces attaques, et, dans le même moment, il se permet de faire une charge à fond non seulement contre les actes émanant du pouvoir spirituel du saint-père (souverain aussi, ce qu'il ne faudrait pas oublier), mais encore contre les dogmes mêmes du catholicisme, et il couronne ses attaques par la défense et l'éloge des prêtres apostats. L'orateur avoue qu'il a été péniblement affecté d'entendre à la tribune du parlement belge, dans un pays qui est un pays de liberté, mais qui est aussi en immense majorité un pays catholique, tenir un langage qui froisse les convictions religieuses de la plupart des membres du sénat. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, croit n'avoir dévié en rien de ce qu'il considère comme le devoir du gouvernement. En ce qui touche l'exécution de la loi supprimant les corporations religieuses, il faut distinguer deux ordres de faits. Il y a à Rome des propriétés belges que le gouvernement a pour devoir et pour mission de défendre ; dans la mesure de ses moyens, il les a défendues et il les défendra toujours. Il y a ensuite des propriétés étrangères à la Belgique, en faveur desquelles il ne croit pas avoir le droit d'intervenir, et il n'est pas intervenu. Il croit que sa profession de foi est nette et complète et de nature à satisfaire le sénat. Quant à M. Reyntiens, il ne le suivra pas dans le discours qu'il a prononcé, attendu qu'il est complètement en dehors des faits sur lesquels doit porter la discussion de son *B.* En résumé, le gouvernement a-t-il suivi une ligne de conduite régulière, franche, loyale ? Si on ne le trouve pas, il aura à défendre ses actes ; si, au contraire, la réponse est affirmative (comme le vote du *B.* en sera, il l'espère, le témoignage), il croira avoir rempli ses devoirs d'une manière complète et absolue. Le *B.* est

voté par 44 voix et 4 abstentions. — 20. M. d'Omalus d'Halloy, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le projet de loi portant allocation d'un crédit supplémentaire au *B.* de l'intérieur pour l'exercice 1873. Ce crédit est voté à l'unanimité, ainsi que les *BB.* de la dette publique et des dotations.

10 mars. M. L. de Mérode, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de l'intérieur pour l'exercice 1874. — 11. La discussion du *B.* est ouverte. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE, LETTRES, SCIENCES ET ARTS, et FAMILLE ROYALE.) M. Vilain XIII demande que l'on achève la pharmacopée, que l'on prenne des mesures pour réglementer la vente des poisons et des allumettes chimiques. M. de Sélys-Longchamps réclame une solution en ce qui concerne l'augmentation du traitement des secrétaires communaux. M. Delcour, *m. i.*, estime que c'est aux communes à s'acquitter de leurs obligations envers ces fonctionnaires, et il fera tous ses efforts pour les amener à les remplir. Il ajoute que le travail de la pharmacopée est très avancé. La loi de 1818 prescrit les mesures les plus rigoureuses pour prévenir l'usage abusif des poisons. La loi de 1818 prescrit aux pharmaciens et aux droguistes de conserver les poisons en un lieu sûr et fermé dont ils auront seuls la clef. Le papier, la boîte ou le bocal doivent être cachetés et porter les mots *Poison violent*. Ces poisons ne peuvent être délivrés que sur un ordre écrit, signé d'un médecin ou de personnes connues et pour être employés à un usage connu. Les pharmaciens doivent en outre écrire clairement sur l'étiquette le nom de celui qui doit employer le médicament, la dose et la manière de le prendre, et ils doivent y joindre leur signature. Une loi réglant la vente des allumettes chimiques ne serait pas compatible avec l'état des mœurs et la liberté de l'industrie. — 12. M. G. de Woelmont se plaint de ne pas voir au *B.* un crédit pour la réédification de l'hôtel provincial à Hasselt. M. de Rodés engage le gouvernement à veiller à ce que les communes exécutent des travaux de salubrité publique en vue de prévenir les épidémies. Il désire surtout voir augmenter le volume des eaux potables de Bruxelles. MM. Sacqueleu et Solvyns défendent la cause des secrétaires communaux. M. de Sélys-Longchamps proteste contre toute idée de capter les eaux de la Méhaigne pour alimenter Bruxelles. M. Bonnet attire l'attention sur la corruption des eaux de l'Espierre. M. G. de Woelmont dépose la proposition suivante : « Le sénat exprime le vœu que, dans le courant de la présente année, le gouvernement aura pris des mesures efficaces pour doter la province de Limbourg d'un hôtel provincial convenable et qu'il adopte, à cet égard, les

erements suivis par lui en faveur de la province de Luxembourg. » M. Malou, *m. f.*, fait observer qu'il n'est pas dans le rôle des chambres d'émettre des vœux. M. G. de Woelmont, après avoir dit qu'il a choisi cette forme parce que le sénat ne possède pas l'initiative en matière de dépenses, retire sa proposition. (*Voir AGRICULTURE.*) — 15. (*Ibid.*, puis INSTRUCTION PUBLIQUE, LETTRES, SCIENCES ET ARTS.) M. Vilain XIII appelle l'attention sur les mesures à prendre pour empêcher la falsification des denrées alimentaires et sur l'organisation des laboratoires de chimie des universités. M. Delcour, *m. i.*, répond que les villes sont tenues de fournir les locaux pour ces laboratoires, et qu'un service spécial de santé vient d'être organisé au ministère de l'intérieur. Le B. est voté par 40 voix et 3 abstentions.

14 avril. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur une demande de transfert de crédit au B. des finances. — 15. Ce projet est adopté à l'unanimité.

26 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur un crédit supplémentaire de 26,976 fr. 70 c. au B. des affaires étrangères. — 27. Ce crédit est voté à l'unanimité.

BUREAU.

11 novembre. M. le prince de Ligne est élu *président*, à l'unanimité; M. de Tornaco, *vice-président*, par 59 voix contre 2 données à M. H. Dellafaille; M. Dellafaille, 2^e *vice-président*, par 58 voix contre une donnée à M. d'Omalius d'Halloy; MM. Lud. de Robiano, T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville et de Looz-Corswarem sont nommés *secrétaires*, par 41, 55, 55 et 52 suffrages; MM. d'Overschie de Neerysche et Van Schoor, *questeurs*, par 56 et 54 voix.

CHASSE.

14 mars. Sur les conclusions de M. Houtart, *r. c.*, appuyées par M. de Sélys-Longchamps, et après avoir entendu M. Delcour, *m. i.*, le sénat renvoie à ce dernier une pétition par laquelle le sieur Godard, de Houdeumont, demande qu'une mesure législative interdise la circulation du gibier bricolé et punisse l'acquéreur de ce gibier si le vendeur est inconnu.

CHEMIN DE FER.

20 décembre. M. G. de Woelmont, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le projet de loi portant prorogation de l'article 5 de la loi du 15 mai 1875, ayant trait au règlement de la gestion et du mode de comptabilité des lignes reprises de la Grande Compagnie du Luxembourg. Dans la discussion M. Beer-

naert, *m. i.*, répondant à MM. Fortamps et Tercelin-Monjot, dit qu'à l'occasion de la loi sur la comptabilité des chemins de fer de l'Etat il y aura lieu de s'occuper des mesures à prendre en vue de rendre plus rapide le paiement des sommes dues par l'Etat. Il ajoute, en réponse à M. de Sélys-Longchamps, que le tarif de l'Etat pour les voyageurs sera appliqué, à partir du 1^{er} janvier, sur la ligne du Luxembourg, et que des mesures seront prises pour dispenser les voyageurs qui quittent la ligne du Luxembourg à Namur de se munir d'un nouveau coupon et de faire peser à nouveau leurs bagages pour continuer leur voyage par une ligne de l'Etat. Le projet est voté à l'unanimité.

15 mars. M. Beernaert, *m. i.*, répondant à M. Braconier, donne des explications sur le tracé du chemin de fer de Hesbaye-Condroz.

29 mai. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Orban de Xivry s'occupe du tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy. M. d'Anethan recommande la construction de la ligne de Thielt à Lichtervelde et demande la concession de tramways dans la Flandre occidentale. M. T'Kint de Roodenbeke fait la même réclamation pour la Flandre orientale. M. Sacqueleu se plaint des lenteurs apportées à la construction de la station de Tournai, et à celle de la ligne de Saint-Ghislain à Ath par Péruwelz. M. de Tornaco réclame des réductions de tarif pour le transport des engrais pailleux et s'occupe du tracé de la ligne de Landen à Ciney. M. de Man d'Attenrode réclame le rachat de la ligne du Grand Central; M. Mazeman de Couthove, la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale; M. Lud. de Robiano, la construction de voies ferrées dans l'arrondissement de Thuin; M. G. de Woelmont, l'adjudication de la ligne de Beverloo à Tirlemont et de Tirlemont à Tongres. M. Hubert appuie les observations de M. Sacqueleu et demande l'achèvement de la station de Quaregnon. M. de Rodés s'occupe de l'outillage des chemins de fer. M. de Labbeville, *r.*, recommande la simplification des tarifs pour le transport des marchandises et M. Bischoffsheim critique le mode financier adopté pour la construction des lignes du Limbourg.

CODE DE COMMERCE.

14 avril. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur les amendements introduits par la chambre des représentants aux titres X et XI du livre 1^{er} du code de commerce (*Assurances*). — 15. Ce projet est voté à l'unanimité.

COMMUNALES (AFFAIRES).

10 mars. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*,

présente le rapport sur le projet de loi qui augmente le nombre des échevins de la ville d'Anvers. — 14. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

14 avril. M. L. de Mérode, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui réunit à la commune de Fize-le-Marsal une partie du territoire de la commune de Thys. — 15. Le projet est voté à l'unanimité. — 17. M. Vilain XIII critique les travaux que l'on projette au quartier de N.-D.-aux-Neiges, à Bruxelles; il trouve mauvais que l'on relègue les ouvriers dans des quartiers éloignés, les forçant ainsi à de longues courses, et qu'on les prive, en les chassant vers la banlieue, de l'avantage de leur domicile de secours. Ces observations sont appuyées par M. de Ribaucourt et combattues par M. Bischoffsheim. Celui-ci dit qu'on fera tout ce qui sera nécessaire pour ne pas obliger les ouvriers à quitter le territoire de Bruxelles. On dit qu'ils n'y trouveront pas d'habitations. Mais déjà, au conseil communal, on a pris l'engagement de construire des habitations ouvrières avant que les démolitions soient commencées. Ce qui n'était qu'en perspective lors de la discussion s'est depuis lors pour ainsi dire réalisé. Par une résolution récente, le conseil des hospices a décidé qu'il prendrait une part de 2 millions d'actions dans la Société des habitations ouvrières qui existe déjà à Bruxelles et que ces 2 millions seraient appliqués exclusivement à l'érection de constructions pour les classes, non pas précisément ouvrières, mais peu aisées. De plus, on a déjà fait choix d'un terrain situé sur le territoire de Bruxelles, à proximité de la chaussée de Louvain. Les observations de M. Vilain XIII sont appuyées par MM. Solvyns et Pirmez. MM. Van Schoor et De Vadder appuient celles de M. Bischoffsheim. M. Delcour, *m. i.*, dit que le gouvernement interviendra lorsqu'il sera en possession des éléments d'appréciation que doit lui fournir l'accomplissement des formalités d'instruction prescrites par la loi. Mais il est de fait que la transformation du quartier de Notre-Dame-aux-Neiges est réclamée depuis plus de vingt ans et qu'une grande question d'hygiène publique est ici mise en jeu.

COMPTABILITÉ.

9 mars. Sur le rapport de M. Cogels-Osy, *r. c.*, le sénat vote à l'unanimité le projet de loi portant règlement définitif du B. de 1870.

FAMILLE ROYALE.

11 mars. M. Mazeman de Couthove critique le projet d'ériger un monument à Léopold I^{er} à Laeken. Il voudrait voir élever ce monument dans l'intérieur de la ville et de préfé-

rence sur la place du Trône. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'une *c.* sera chargée prochainement de décider tout ce qui concerne l'exécution de ce monument. M. Vilain XIII estime que si l'on nomme une *c.*, la génération présente ne verra pas ériger le monument. — 12. M. Mazeman de Couthove réclame la plus prompt solution possible.

14 avril. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, porte à la connaissance du sénat que le Roi et la Reine ont donné leur consentement au futur mariage de S. A. R. la Princesse Louise-Marie-Amélie avec S. A. R. le Prince Ferdinand-Philippe-Marie-Auguste-Raphaël, Duc de Saxe, fils d'Auguste-Louis-Victor, Duc de Saxe, et de Marie-Clémentine-Caroline-Léopoldine-Clotilde d'Orléans. La Belgique, depuis plus de quarante ans, a confondu ses joies et ses douleurs avec celles de la dynastie. Elle applaudira à une alliance qui unit, pour la seconde fois, deux illustres familles. DE TOUTES PARTS : « Vive le Roi ! » Le Sénat prend acte de cette communication et nomme une députation à l'effet de complimenter LL. MM. à l'occasion de cet événement.

FINANCES.

15 décembre. MM. Solvyns, Fortamps, de Ribaucourt et H. Dolez se prononcent tous en faveur d'une augmentation de traitement des fonctionnaires inférieurs de l'Etat. M. Delcour, *m. i.*, rend compte des études qu'il a faites en vue d'arriver à l'augmentation du traitement des employés provinciaux recommandés spécialement par M. Solvyns. M. Malou, *m. f.*, proteste de sa sympathie pour ces petits employés, mais il fait valoir les nécessités financières. Il signale, à cette occasion, les tentatives qui se font pour déplacer l'axe de l'organisation financière et mettre à la charge de l'Etat des dépenses qui, par leur nature, devraient être mises à la charge des provinces et des communes et, d'autre part, on demande, de plus en plus, l'intervention financière de l'Etat pour les provinces et pour les communes.

10 mars. M. de Rodés, *r. c.*, dépose le rapport sur la convention conclue le 10 janvier 1874 relative à la vente des terrains domaniaux d'Ostende et de Mariakerke. — 11. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

14 avril. M. Béthune dépose le rapport sur le projet de loi qui cède à la ville de Neufchâteau l'ancienne maison d'arrêt située dans cette ville. — 15. Ce projet est voté à l'unanimité.

26 mai. M. de Rodés, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant aliénation de biens domaniaux. M. F. Dolez, *r. c. id.*, sur le projet de loi portant approbation de l'anonymat de la société qui sera formée pour la

transformation du quartier de Notre-Dame-aux-Neiges, à Bruxelles. — 27. M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la création d'un fonds spécial pour l'appropriation et la vente de biens domaniaux. Le projet relatif au quartier de Notre-Dame-aux-Neiges est adopté par 27 voix contre 9 et 2 abstentions. Il en est de même du projet de loi relatif à l'aliénation de biens domaniaux. — 28. M. Cogels-Osy, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre le gouvernement et la ville d'Anvers. Le sénat adopte à l'unanimité le projet relatif à l'institution d'un fonds spécial pour l'appropriation et la vente de biens domaniaux. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité.

GUERRE.

15 décembre. M. d'Overschie de Neerysche, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'exercice 1874. — 16. M. Léon de Robiano, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de la guerre. Le projet de contingent de l'armée est voté par 27 voix contre 2 et 9 abstentions, après des réserves de M. Casier de Hemptinne au sujet des immunités ecclésiastiques. — 19. Dans la discussion du *B.* de la guerre, M. Wincqz déclare qu'il s'abstiendra à cause du système d'organisation militaire. Un débat a lieu ensuite entre MM. Bonnet et Thiebauld, *m. g.*, au sujet de la nourriture des soldats, de la solde des officiers subalternes et de l'entretien des casernes. — 20. Ce débat continue entre les mêmes orateurs et porte spécialement sur le mode de fabrication du pain. Le *B.* est adopté par 32 voix et 5 abstentions. M. Sacqueleu, *r. c.*, donne lecture d'un rapport sur le projet de loi ouvrant un crédit supplémentaire de 1,451,000 fr. au département de la guerre pour 1873, et autorisant le transfert d'une somme de 180,000 fr. entre plusieurs articles du *B.* Ce crédit est voté à l'unanimité.

26 mai. M. Sacqueleu, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi concernant le transfert d'une somme de 100,000 fr. entre les articles 12 et 14 du *B.* du ministère de la guerre pour l'exercice 1873. M. de Looz-Corswarem, *r. c.*, *id.* sur le crédit spécial de 185,650 fr. 50 c. au département de la guerre pour la construction de magasins ou hangars affectés au service de l'artillerie et du génie. M. Van Schoor, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la convention conclue, en 1874, entre le gouvernement et la ville de Mons, au sujet de la reprise des écuries situées dans le quartier Léopold. — 27. Ces trois projets sont votés à l'unanimité.

IMPOTS.

9 mars. M. Bischoffsheim, *r. c.*, dépose le

rapport sur le projet de loi relatif à la patente des sociétés en commandite par actions. — 10. Dans la discussion de ce projet, M. Fortamps appelle l'attention du gouvernement sur une question soulevée, dans une autre enceinte, par M. Pirmez. Celui-ci a fait remarquer que, puisque le système électoral en Belgique repose sur la contribution payée, il est tout naturel que, quelle que soit la source des revenus passibles de l'impôt, ces revenus puissent donner lieu à l'exercice du droit électoral. En d'autres termes, il a demandé que la contribution qui était payée, au moyen de la patente, sur des actions composant le capital social d'une société anonyme ou en commandite, pût compter aux propriétaires de ces actions et pût faire partie du cens électoral. Le *m. f.* répond que la perception, et surtout la constatation du droit de propriété, présentaient certaine difficulté. Mais l'orateur pense que cette difficulté peut être résolue très facilement lorsqu'il s'agit des actions qui ont été déposées par les administrateurs et les commissaires, puisque ces actions sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions. Le projet est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

10 mars. M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant prorogation du mode de nomination des jurys d'examen universitaires pour les sessions de 1874. — 11. Ce projet de loi est adopté par 36 voix et une abstention. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Wincqz critique un arrêté du 28 octobre 1873, admettant les professeurs diplômés dans l'administration des travaux publics, et qui a décidé un certain nombre d'instituteurs à quitter la carrière de l'enseignement. M. H. Dolez défend les droits de la ville de Bruxelles à l'obtention de subsides pour l'instruction primaire, et soutient que la façon dont l'administration communale applique la loi de 1842, en ce qui concerne l'enseignement religieux, est conforme aux prescriptions de cette loi. M. de Sélys-Longchamps réclame une amélioration de position pour les professeurs de l'enseignement moyen. M. d'Anethan soutient que la ville de Bruxelles n'exécute pas complètement la loi de 1842 en ce qui concerne l'enseignement religieux et qu'elle la viole par l'organisation de ses cours normaux. M. Delcour, *m. i.*, dit que depuis la discussion du *B.* par la chambre, il s'est produit un fait important. Des propositions ont été faites au gouvernement pour l'agrégation légale d'une école normale régulièrement constituée. Il s'est empressé de répondre à ces propositions de la manière la plus favorable. Il considère ce projet, patronné par la ville de Bruxelles, comme une

concession qui produira, au point de vue de l'enseignement primaire en général et spécialement de l'enseignement religieux, de sérieuses améliorations. Quant à la question de la durée de l'enseignement religieux, s'il a tant insisté pour que l'administration communale de Bruxelles voulût se conformer non seulement à la loi de 1842, mais encore à l'arrêté royal du 15 août 1846, dans ses prescriptions relatives à la durée des leçons de religion, c'est parce que l'administration communale avait pour ainsi dire nié l'existence constitutionnelle et la légalité de ces dispositions. Dans les négociations ouvertes avec la ville de Bruxelles, il a d'ailleurs toujours voulu distinguer entre le principe du règlement de 1846 et l'exécution plus ou moins rigoureuse de ce règlement; il a laissé entendre à l'administration communale que, quant à l'exécution, le gouvernement saurait apporter toute la tolérance voulue; il lui a même abandonné le soin de trouver la combinaison qui lui permit d'accepter les conditions du gouvernement. Ces dispositions conciliantes du gouvernement n'ont pas changé. Depuis les dernières discussions de la chambre, il a cherché à se renseigner de nouveau sur l'état de l'enseignement de la religion et de la morale dans les écoles primaires de Bruxelles; il a consulté les inspecteurs ecclésiastiques, et a demandé si, véritablement, cet enseignement est complet et satisfaisant. Des renseignements qu'il a reçus il résulte que, pour les élèves qui sortent des classes supérieures, il ne laisse pas à désirer, mais qu'il y a peut-être quelque chose à faire en ce qui concerne les élèves des classes inférieures. Dans toute cette affaire, il a donc toujours été animé du désir d'aboutir; dans le cours des négociations, il croit avoir fait preuve de tout l'esprit de tolérance et de bienveillance possible, et il déclare au sénat que son intention est d'accorder à la ville de Bruxelles le subsidie qu'elle réclame. Il ne peut pourtant le donner que sous la réserve bien expresse, car c'est une condition *sine qua non* de l'exécution de la loi de 1842, que l'enseignement religieux restera complet, et si un jour il était informé, par l'inspection, qu'il y a abus ou relâchement, et que cet enseignement n'est point satisfaisant, il serait obligé de rappeler l'administration communale à l'exécution complète, littérale de la loi. En ce qui concerne l'arrêté de M. Moncheur relatif à l'admission des diplômés au département des travaux publics, il a fait remarquer à son collègue que les professeurs ayant joui de bourses normales ne peuvent accepter un emploi étranger à l'enseignement que lorsqu'ils ont rempli l'engagement qu'ils ont contracté de rester pendant cinq ans à la dispo-

sition du département de l'intérieur. Il promet de faire tous ses efforts pour améliorer la position des professeurs de l'enseignement moyen et des instituteurs primaires. M. Van Schoor se félicite de la réponse faite par le *m.* au discours de M. Dolez. M. Wincqz voudrait que l'Etat subordonnât son intervention dans l'enseignement primaire à la condition que les instituteurs soient bien payés et qu'ils ne soient plus forcés d'accepter un traitement de 1,000 à 1,500 francs après cinq ans de service. Cette somme devrait leur être allouée, dès la première année, pour leur permettre de vivre un peu convenablement. — 12. M. Solvyns estime que le gouvernement donne un mauvais exemple en permettant à la ville de Bruxelles de ne pas remplir complètement ses obligations en ce qui concerne l'exécution de la loi de 1842. M. H. Dolez répond qu'elle les remplit d'une façon absolument régulière. M. Delcour, *m. i.*, répète cette déclaration. — 13. MM. Van Schoor et Cogels-Osy présentent des observations, auxquelles M. Delcour, *m. i.*, s'engage à faire droit, au sujet de l'enseignement des langues modernes et de la géographie. M. Vilain XIII espère que la ville de Bruxelles trouvera le moyen de consacrer une partie des 100,000 fr. qu'elle va recevoir à subsidier l'institut des sourds-muets dirigé par les Frères.

JEUX DE SPA.

14 avril. M. de Sélys-Longchamps dépose le rapport sur le projet de crédit de 890,000 francs au département de l'intérieur, à titre de subsidie, en faveur de la ville de Spa. — 15. C'est lui, dit-il, qui, au sein de la *c.*, a regretté que le gouvernement n'ait pas accepté l'amendement de M. David. Celui-ci, à la chambre des représentants, avait proposé de mettre immédiatement dans les mains des villes d'eaux les sommes qui leur ont été allouées sur plusieurs exercices par la loi du 21 octobre 1871. Une proposition formelle n'eût pu aboutir dans les circonstances actuelles, mais il se réserve d'y revenir plus tard si les besoins de la ville de Spa démontraient la nécessité d'une nouvelle faveur. Le projet est adopté à l'unanimité.

JUSTICE.

15 décembre. M. d'Anethan, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi modifiant la loi de 1850 sur le régime des aliénés. — 17. M. Van Schoor est entendu dans la discussion générale de ce projet de loi. — 18. Celle-ci continue entre MM. Bonnet, d'Anethan, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.*, puis les articles du projet sont adoptés et l'ensemble est voté à l'unanimité.

9 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rap-

port sur le projet de crédit de 1,000,000 de francs pour la continuation des travaux du Palais de justice. — 10. Ce crédit est voté par 57 voix contre 5 et une abstention. — 15. Le projet de loi sur les extraditions est voté d'urgence à l'unanimité et sans débat.

15 avril. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant la détention préventive. — 17. Ce projet est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, et d'Anethan, *r.*

26 mai. M. Van Crombrughe, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi relative aux étrangers. M. F. Dolez, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi portant augmentation du personnel du tribunal de première instance de Bruxelles. — 27. A propos de la loi sur les étrangers, M. d'Anethan appelle l'attention sur l'utilité qu'il y aurait de modifier l'article 9 du code civil en vue de permettre à des personnes nées en Belgique, qui n'ont pas fait d'option dans l'année qui suit leur majorité, de réclamer la qualité de Belges. M. De Lantsheere, *m. j.*, s'engage à examiner la question. Le projet de loi est adopté à l'unanimité, ainsi que celui qui concerne l'augmentation du personnel du tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

10 mars. M. Houtart, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit destiné à l'acquisition et à l'appropriation d'un local destiné aux archives provinciales de l'Etat à Gand. — 11. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. de Ribaucourt exprime le vœu que l'on construise bientôt le Palais des Beaux-Arts, afin qu'il puisse servir aux diverses expositions artistiques, agricoles, horticoles, etc. M. Vilain XIII trouve les dimensions du palais exagérées. M. de Ribaucourt déclare qu'il ne votera pas le crédit pour le Palais des Beaux-Arts s'il ne doit servir qu'aux expositions artistiques. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il ne s'agit pas du Palais des Beaux-Arts proprement dit, mais d'un édifice destiné aux expositions. Dans ces conditions, M. de Ribaucourt consent à voter le crédit. — 12. M. de Ribaucourt a vu, au *Moniteur*, que le Palais des Beaux-Arts ne serait affecté qu'aux seules expositions artistiques. Après des explications de M. Delcour, *m. i.*, il se déclare de nouveau satisfait. — 15. M. Delcour, *m. i.*, faisant droit à des observations de MM. Sacqueleu et de Cannart d'Hamale, s'engage à favoriser la participation des artistes belges aux expositions de Londres. Un débat s'engage entre MM. Lud. de Robiano, Reyntiens,

Fortamps, de Rodes et Delcour, *m. i.*, sur le mode et le mérite des acquisitions faites pour les musées, spécialement pour le Musée moderne et pour le Musée d'armures.

27 mai. M. G. de Woelmont, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif au transfert, au département des travaux publics, d'un crédit d'un million de francs, ouvert au département de l'intérieur, pour l'érection d'un Palais des Beaux-Arts à Bruxelles. — 28. Ce projet donne lieu à un débat dans lequel M. de Ribaucourt critique le projet dressé par M. Balat, parce que le palais, d'après lui, ne servira qu'aux expositions des beaux-arts et sera insuffisant pour les expositions d'une autre nature. M. Lud. de Robiano est d'avis que le Palais des Beaux-Arts répond à une nécessité incontestable, et M. Beer-naert, *m. t.*, ajoute qu'en le construisant, on ne pourra pas moins ériger plus tard un vaste édifice pour d'autres expositions au Champ des Manœuvres. M. Van Schoor félicite le gouvernement d'avoir enfin fait droit à un vœu depuis longtemps exprimé, et le projet de loi est voté à l'unanimité moins une abstention (M. de Ribaucourt).

MINES.

9 mars. M. Béthune, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la durée des baux, par adjudication publique, de l'exploitation des minerais de fer et des ardoisières dans les propriétés domaniales. — 10. M. Orban de Xivry présente un amendement ainsi conçu : « L'adjudication avec publicité et concurrence est de droit en matière de baux pour les minières et carrières appartenant au domaine public. Toutefois, le gouvernement n'y aura recours, pour les concessions ou les baux faits antérieurement à la présente loi, que s'il n'a pu traiter à main ferme avec les anciens adjudicataires. » — 11. Cet amendement, combattu par M. Malou, *m. f.*, est rejeté, et le projet de loi voté par 34 voix contre 5.

14 avril. Sur la proposition de M. Bergh, le sénat renvoie à la *c.* permanente de l'industrie, avec demande d'un prompt rapport, une requête de plusieurs exploitants d'ardoisières, situées dans les provinces de Luxembourg et de Namur, qui présentent des observations sur la législation relative à l'industrie ardoisière.

MONITEUR.

16 décembre. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur un projet de crédit de 20,000 fr. pour le *Moniteur*. — 19. Ce crédit est voté à l'unanimité.

MONNAIES.

16 décembre. M. Fortamps, *r. c.*, dépose

le rapport sur le projet de loi portant interdiction momentanée du monnayage de l'argent. — 17. Dans la discussion de ce projet, M. Bischoffsheim exprime le désir que le *m. f.* veuille bien examiner s'il ne serait pas conforme aux intérêts généraux du pays de donner cours légal aux monnaies d'or étrangères en leur attribuant une valeur intrinsèque relative à la quantité de métal qui les compose, comparativement aux monnaies nationales. M. Fortamps déclare, sans examiner autrement la question, qu'il serait complètement opposé à cette mesure. Il est trop partisan du système d'une monnaie uniforme pour vouloir que le pays retombe dans tous les inconvénients de la tarification des monnaies étrangères, qui cause à tout le monde des embarras inextricables. Il croit que l'étalon unique d'or, surtout avec l'addition de la pièce de 25 fr., servirait mieux que le double étalon le système de l'unification et serait même préférable au point de vue du commerce extérieur et de la circulation intérieure. D'ailleurs, toute équation légale et permanente entre la valeur de deux métaux soumis, chacun de son côté, aux variations de l'offre et de la demande, est en flagrante contradiction avec les principes de l'économie politique et avec la nature même des choses. Toutefois, il ne propose point de supprimer entièrement la pièce de 5 francs en argent, mais d'en limiter la fabrication et de borner au maximum de 100 francs son cours obligatoire dans les paiements. M. d'Omalius d'Halloy votera la loi, parce qu'il croit qu'il est convenable de donner au gouvernement la faculté qu'il demande; mais il déclare, à cette occasion, qu'il est partisan du double étalon, et il espère qu'on le conservera; d'autant plus que les deux grands Etats de l'Union latine, qui sont obligés de donner le cours forcé au papier, ne repousseront pas une partie de leur monnaie métallique. M. Tercelin-Monjot dit que la Belgique aime certainement tous les progrès, mais remplacer par l'étalon unique d'or le système du double étalon dont on use sans inconvénient depuis qu'il existe, ce n'est pas certainement réaliser un progrès, c'est l'inconnu, c'est l'arbitraire, c'est la violation de tous les contrats, c'est un bouleversement déplorable de toutes les situations. Si soixante et dix ans d'expérience ne suffisent pas, il faudra encore, comme l'a dit un profond penseur, « que l'expérience nous brûle pour nous éclairer ». — 18. M. Malou, *m. f.*, défend le projet de loi, qui est voté à l'unanimité.

28 mai. M. Béthune, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de crédit de 15,000 francs pour achat de deux balances automatiques destinées à la Monnaie. — 29. Ce crédit est voté à l'unanimité.

NATURALISATION.

17 avril. Le sénat prend en considération, par 34 voix contre 7, la demande de grande naturalisation de M. Moreau de Bellaing.

NOTARIAT.

17 décembre. Sur les conclusions de M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, appuyées par MM. Fortamps et d'Anethan, et auxquelles se rallie M. De Lantsheere, *m. j.*, le sénat renvoie à ce dernier des pétitions de notaires cantonaux qui demandent l'unité du ressort.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

10 mars. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant augmentation du traitement des membres des députations provinciales. — 12. M. de Cannart d'Hamale, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi modifiant l'article 132 de la loi provinciale. — 14. Le projet de loi portant augmentation du traitement des membres des députations permanentes est voté à l'unanimité. Le projet portant révision de l'article 132 de la loi provinciale (question des commissaires d'arrondissement) est combattu par M. Mazeman de Couthove, défendu par MM. d'Anethan et Delcour, *m. i.*, et adopté par 30 voix contre 7.

26 mai. M. Solvyns donne des explications sur les faits qui lui ont été reprochés par M. Bara à la chambre des représentants et dont les éléments ont été empruntés à des documents trouvés dans une mortuaire à Wachtebeke. Il proteste énergiquement contre ces attaques et dit qu'on a voulu atteindre, sur le député permanent de 1866, le sénateur de 1874. M. le prince de Ligne, *p.*, estime qu'il est déplorable qu'on traduise à la barre de la chambre des représentants un sénateur qui ne peut s'y défendre.

TRAVAUX PUBLICS.

15 avril. M. Cogels-Osy, *r. c.*, dépose le rapport relatif aux installations maritimes du port d'Anvers. — 16. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. de Ribaucourt, dit qu'il a chargé M. l'ingénieur en chef des travaux de se livrer à une étude spéciale du régime de la Dendre dans la traverse de Termonde. Le projet de loi relatif aux travaux d'Anvers donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Van de Woestyne, Van Schoor, de Rodes, Cogels-Osy, Vilain XIII, Vanden Bergh, H. Dolez et Malou, *m. f.* Au cours de la discussion, M. Vilain XIII, ayant protesté contre les attaques personnelles dont M. Malou a été l'objet à la chambre des représentants, M. H. Dolez

conteste le droit de censure de l'une des deux assemblées à l'égard de l'autre. Il n'admet pas, du reste, qu'on ait mis en suspicion la probité du *m. f.*, qui est au-dessus de tout soupçon. Le projet est voté par 55 voix contre 8 et 5 abstentions.

26 mai. Sur les conclusions de M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, appuyées par M. Bonnet, et après des explications de M. Beernaert, *m. t.*, le sénat renvoie à ce dernier des pétitions d'habitants de nombreuses communes de la Flandre occidentale qui demandent le maintien du rouissage du lin dans les eaux de la Lys. — 27. M. de Mérode-Westerloo dépose le rapport sur le projet de crédits spéciaux de 10,250,000 fr. pour travaux publics. — 28. M. de Labbeville, *r. c.*, *id.* sur le B. des travaux publics. M. d'Ursel, *r. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires à concurrence de 9,590,710 fr. 55 c. Les crédits spéciaux (10,250,000 fr.) sont adoptés à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Bonnet et Beernaert, *m. t.*, sur la gare de Tournai et des remerciements de M. Laoureux au sujet du crédit proposé pour le barrage de la Gileppe. — 29. Le crédit supplémentaire de

9,590,710 fr. est également voté à l'unanimité. Dans la discussion du B. des travaux publics, MM. de Ribaucourt, Casier de Hemptinne, Bonnet, Van Crombrughe et T'Kint de Roodenbeke appellent l'attention sur les mesures à prendre en vue d'empêcher les inondations dans les deux Flandres. M. Beernaert, *m. t.*, fait connaître les mesures qu'il a prises à cet effet. M. de Tornaco demande l'augmentation du traitement des fonctionnaires, y compris celui des ministres. Il s'occupe aussi des plantations sur les routes de l'Etat. M. de Sélys-Longchamps réclame la reprise des routes vicinales, et M. Mazeman de Couthove celle des canaux de la Flandre occidentale. (*Voir ensuite CHEMINS DE FER.*) Le B. est voté à l'unanimité.

VOIES ET MOYENS.

15 décembre. M. Bischoffsheim, *r. c.*, présente le rapport sur le B. — 16. Ce B. est voté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Bonnet et Malou, *m. f.*, au sujet du multiplicateur qui sert de base au cautionnement que devront fournir les grands industriels, entre autres les fabricants de sucre.

SÉNAT

Session 1873-1874.

X²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADRESSE. *c.*, 11 *n.* — *r.* de M. d'Anethan. Disc. et vote, 14 *n.* — Réponse du Roi, 15 *n.* V. Adresse.

ALIÉNÉS. Modification à la loi de 1850, 15 *d.* — Disc., 17, 18 *d.* — Vote, 18 *d.* V. Justice.

ALLUMETTES CHIMIQUES (Vente des), 11 *m.* V. Budget de l'intérieur.

ANVERS. Augmentation du nombre des échevins. *r.* de M. de Sélys-Longchamps, 10 *m.* — Vote, 14 *m.* V. Affaires communales. — Echange d'immeubles. *r.* de M. Cogels-Osy, 28 *mai.* V. Finances. — Installations maritimes. *r.* de M. Cogels-Osy, 15 *a.* — Disc. et vote, 16 *a.* V. Travaux publics.

ARCHIVES PROVINCIALES de l'Etat, à Gand (Local pour les). *r.* de M. Houtart, 10 *m.* — Vote, 11 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

ARDOISIÈRES (Adjudication des). *r.* de M. Béthune, 9 *m.* — Disc., 10, 11 *m.* — Vote, 11 *m.* — Pét., 14 *a.* V. Mines.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1874. *r.* de M. d'Overschie de Neeryssche, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Guerre.

ARTILLERIE ET GÉNIE. Cr. pour construction d'un hangar. *r.* de M. de Looz-Corswarem, 26 *mai.* — Vote, 27 *mai.* V. Guerre.

B

BIENS DOMANIAUX (Aliénation de). *r.* de M. de Rodes, 26 *mai.* — Vote, 27 *mai.* — Fonds spécial pour appropriation. *r.* de M. Béthune, 27 *mai.* — Vote, 28 *mai.* V. Finances.

BRUXELLES. Travaux du quartier de N.-D. aux-Neiges, 17 *a.* V. Affaires communales. — Anonymat à la Société du quartier de N.-D. aux-Neiges. *r.* de M. F. Dolez, 26 *mai.* — Vote, 27 *mai.* V. Finances.

BUDGET de 1870 (Règlement définitif du). *r.* de M. Cogels-Osy et vote, 9 *m.* V. Comptabilité.

BUDGETS de 1874. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Béthune, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Fortamps, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Finances. *r.* de M. Cogels-Osy, 15 *d.* — Disc. et vote, 16 *d.* — Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 16 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Justice. *r.* de M. Solvyns, 16 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Dette publique. *r.* de M. Béthune, 19 *d.* — Disc. et vote, 20 *d.* — Dotations. *r.* de M. Bischoffsheim, 19 *d.* — Disc. et vote, 20 *d.* — Intérieur. *r.* de M. L. de Mérode, 10 *m.* — Disc., 11, 12, 13 *m.* — Vote, 13 *m.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Léon de Robiano, 16 *d.* — Disc., 19, 20 *d.* — Vote, 20 *d.* — Travaux publics. *r.* de M. de Labbeville, 28 *mai.* — Disc. et vote, 29 *mai.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Bischoffsheim, 15 *d.* — Disc. et vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

C

CANAUX de la Flandre occidentale (Demande de reprise des), 29 *mai.* V. Travaux publics.

CAUTIONNEMENT des industriels. Multiplicateur qui lui sert de base, 16 *d.* V. Voies et moyens.

CHEMIN DE FER. Gestion et comptabilité des lignes reprises à la Compagnie du Luxembourg. *r.* de M. G. de Woelmont. Disc. et vote, 20 *d.* — Tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz, 13 *m.* — Lignes de Bastogne à Gouvy, de Lichtervelde à Thielt, de Saint-Ghislain à Ath, de Landen à Ciney, de l'arrondissement de Thuin, de Beverloo à Tirlemont et de Tirlemont à Tongres. Rachat du Grand Central et du réseau de la Flandre occidentale. Stations de Tournai, de Quaregnon. Tarif des marchandises. Mode financier adopté pour la construction des lignes du Luxembourg, 29 *mai.* V. Chemin de fer. — Gare de Tournai, 28 *mai.* V. Travaux publics.

CODE CIVIL (Modification de l'article 9 du), 27 *mai.* V. Justice,

CODE DE COMMERCE. Assurances. *r.* de M. d'Anethan, 14 *a.* — Vote, 15 *a.* V. Code de commerce.

COMMISSAIRE D'ARRONDISSEMENT. Modification à l'article 152 de la loi provinciale. *r.* de M. Cannart-d'Hamale, 12 *m.* — Disc. et vote, 14. *V.* Affaires provinciales.

COMMUNES. Thys et Fize le-Marsal. *r.* de M. L. de Mérode, 14 *a.* — Vote, 15 *a.* *V.* Affaires communales.

D

DENRÉES ALIMENTAIRES (Falsification des), 13 *d.* *V.* Budget de l'intérieur.

DÉPUTATIONS PERMANENTES (Traitement des membres des). *r.* de M. de Selys-Longchamps, 10 *m.* — Disc. et vote, 14 *m.* *V.* Affaires provinciales.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. *r.* de M. d'Anethan, 15 *a.* — Disc. et vote, 17 *a.* *V.* Justice.

E

EMPLOYÉS (Traitement des petits), 16 *d.* *V.* Budget des finances. — 15 *d.* *V.* Finances.

ENGRAIS (Transport des), 12 *m.* *V.* Agriculture. — 29 *mai.* *V.* Chemin de fer.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Position des professeurs, 11, 12 *m.* — Enseignement des langues modernes et de la géographie, 13 *m.* *V.* Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Application de la loi de 1842. Enseignement normal. Subside à la ville de Bruxelles. Arrêté du 28 octobre 1873, 11, 12 *m.* *V.* Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Mode de nomination des jurys d'examen. *r.* de M. Houtart, 10 *m.* — Vote, 11 *m.* *V.* Instruction publique.

ÉPIDÉMIES (Mesures en vue de prévenir les), 12 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

ESPIERRE (Corruption des eaux de l'), 12 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

ÉTRANGERS (Prorogation de la loi sur les). *r.* de M. Van Crombrughe, 26 *mai.* — Disc. et vote, 27 *mai.* *V.* Justice.

EXPOSITIONS DE LONDRES (Participation des artistes belges aux), 13 *m.* *V.* Lettres, sciences et arts.

EXTRADITIONS, 12 *d.* *V.* Justice.

F

FONCTIONNAIRES (Traitement des), 29 *mai.* *V.* Travaux publics.

G

GIBIER (Vente de) bricolé, 14 *m.* *V.* Chasse.

GILEPPE (Barrage de la), 28 *mai.* *V.* Travaux publics.

H

HOTEL PROVINCIAL à Hasselt, 12 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

I

INONDATIONS dans les deux Flandres, 29 *mai.* *V.* Travaux publics.

ITALIE (Relations de la Belgique avec l'), 19 *d.* *V.* Budget des affaires étrangères.

L

LABORATOIRES de chimie des universités, 13 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

LÉOPOLD 1^{er} (Monument de) à Laeken, 11 *m.* *V.* Famille royale.

LOUISE-MARIE-AMÉLIE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec le prince Philippe de Saxe-Cobourg, 14 *a.* *V.* Famille royale.

M

MEHAIGNE (Captation des eaux de la), 12 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

MILICIENS (Rémunération des), 14 *n.* *V.* Adresse.

MINISTRES (Traitement des), 29 *mai.* *V.* Travaux publics.

MONÉTAIRE (Question), 14 *n.* *V.* Adresse.

MONITEUR. Partie non officielle, 19 *d.* *V.* Budget de la justice. — Cr. de 20,000 fr. *r.* de M. Solvyns, 16 *d.* — Vote, 19 *d.* *V.* Moniteur.

MONNAIE (Balances automatiques pour la). *r.* de M. Béthune, 28 *mai.* — Vote, 29 *mai.* *V.* Monnaies.

MONNAYAGE DE L'ARGENT (Limitation du). *r.* de M. Fortamps, 16 *d.* — Disc., 17, 18 *d.* — Vote, 18 *d.* *V.* Monnaies.

MONS (Rachat des écuries de la caserne Léopold à). *r.* de M. Van Schoor, 26 *mai.* — Vote, 27 *mai.* *V.* Guerre.

N

NATURALISATION. M. Moreau de Bellaing, 17 *a.* *V.* Naturalisation.

NEUFCHATEAU. Cession de l'ancienne maison d'arrêt. *r.* de M. Béthune, 14 *a.* — Vote, 15 *a.* *V.* Finances.

NOTAIRES CANTONAUX (Pét. des) relative à l'unité du ressort, 17 *d.* *V.* Notariat.

O

ORANGE (Traité avec la république d'). *Voir* TRAITÉS.

OSTENDE (Convention pour la vente de biens domaniaux à). *r.* de M. de Rodes, 10 *m.* — Vote, 11 *m.* *V.* Finances.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 1 million. *r.* de M. d'Anethan, 9 *m.* — Vote, 10 *m.* *V.* Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS, 11, 12 *m.* — Cr. de 1 million. *r.* de M. G. de Woelmont, 27 *mai.* — Disc. et vote, 28 *mai.* *V.* Lettres, sciences et arts.

PATENTE de sociétés en commandite. *r.* de M. Bischoffsheim, 9 *m.* — Disc. et vote, 10 *m.* *V.* Impôts.

PHARMACOPÉE, 11 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

POISONS (Vente des), 11 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

PORTUGAL (Traité avec le). Voir TRAITÉS.

R

RIVIÈRES. Dendre dans la traverse de Termonde, 16 a. — Corruption des eaux de la Lys, 26 mai. V. Travaux publics.

ROUTES (Plantations sur les), 29 mai. V. Travaux publics.

S

SANTÉ (Service spécial de) dans les campagnes, 13 m. V. Budget de l'intérieur.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Augmentation du traitement des), 11, 12 m. V. Budget de l'intérieur.

SOURDS-MUETS (Enseignement des), 13 m. V. Instruction publique.

SPA (Jeux de). Subside de 890,000 fr. à la ville. r. de M. de Sélys-Longchamps, 14 a. — Disc. et vote, 15 a V Jeux de Spa.

T

TAUREAUX de Durham (Achat de), 12 m. V. Agriculture.

TRAITÉS avec le Portugal. r. de M. T'Kint de Roodenbeke, 26 mai. — Vote, 27 mai. — Avec la république d'Orange. r. de M. Van de Woestyne et vote, 29 mai. V. Affaires étrangères.

TRAMWAYS à vapeur sur les accotements des routes, 13 m. V. Agriculture. — 29 mai. V. Chemin de fer.

TRIBUNAL de 1^{re} instance de Bruxelles. Augmentation du personnel. r. de M. F. Dolez, 26 mai. — Vote, 27 mai. V. Justice.

V

VOIRIE VICINALE. Demande de reprise des chemins vicinaux, 29 mai. V. Travaux publics.

W

WACHTEBEKE (Affaire de la mortuaire de), 26 mai. V. Affaires provinciales.



SESSION LÉGISLATIVE 1874-1875.

(10 NOVEMBRE 1874 AU 3 JUILLET 1875.)

Y²

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

(Comme à la session précédente.)

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

(Après le renouvellement partiel de 1874.)

ANVERS, MM. Coremans, De Decker, Delaet, Guyot, Jacobs et Meeus; MALINES, de Kerckhove, Lefebvre et Notelleirs; TURNHOUT, Coomans, Nothomb et de Zerezo de Tejada.

BRUXELLES, MM. Anspach, Bergé, Couvreur, Dansaert, De Fré, Demeur, Funck, Guillery, A. Jamar, Jottrand, Orts, Van Humbeeck et Vleminckx; LOUVAIN, Beeckman, Delcour, Schollaert, Smolders et Wouters; NIVELLES, de Vrints de Treuenfeld, Le Hardy de Beaulieu, Snoy et T'Serstevens.

BRUGES, MM. De Clercq, Van Outryve d'Ydewalle et A. Visart; COURTRAI, De Haerne, Reynaert et Tack; DIXMUDE, De Lantsheere; FURNES, L. Visart; OSTENDE, Van Iseghem; ROULERS, Dumortier et de Montblanc; THIELT, Beernaert et Mulle de Terschueren; YPRES, Berten, Biebuyck et A. Vandenpeereboom.

GAND, MM. Cruyt, De Baets, Delehay, de Moerman d'Harlebeke, Desmet, Drubbel et Kervyn de Volkaersbeke; ALOST, Verbruggen, Van Wambeke et Woeste; AUDENARDE, Magherman, Thienpont et Vander Donckt; EECLOO, Kervyn de Lettenhove; SAINT-NICOLAS, Janssens, Malou et Verwilghen; TERMONDE, Van Cromphaut, Vanden Steen, Vermeire, décédé et remplacé par M. De Kepper.

MONS, MM. Bockstael, Defuisseaux, Dethuin, Lescarts et Saintelette; ATH, Bricoult et Descamps; CHARLEROI, Drion, Lambert, Pirmez, Sabatier et Vandam; SOIGNIES, Boucquéau, Houtart et Paternostre; THUIN, Hagemans, Puissant et Warocqué; TOURNAI, Allard, Bara, Crombez et Rogier.

LIÈGE, MM. d'Andrimont, de Rossius, Dupont, Frère-Orban, E. Jamar, Mouton, Muller et Piedbœuf; HUY, de Lhoneux et de Macar de Podesta; VERVIERS, Ortmans, Peltzer et Simonis; WAREMME, Delexhy.

HASSELT, MM. de Pitteurs-Hiegaerts et Thonissen; MAESEYCK, Vilain XIII; TONGRES, de Borchgrave et Julliot.

ARLON, MM. Tesch; BASTOGNE, Van Hoorde; MARCHE, Pety de Thozée; NEUFCHATEAU, Santkin; VIRTON, de Briey.

NAMUR, MM. Lelièvre, Moncheur, Royer de Behr et Wasseige; DINANT, de Liedekerke et Thibaut; PHILIPPEVILLE, de Baillet-Latour et Mineur.

MEMBRES DU SÉNAT.

ANVERS, MM. le baron Cogels-Osy, le baron Van Delft et Vanden Bergh-Elsen; MALINES, de Can-nart d'Hamale et le duc d'Ursel; TURNHOUT, le comte de Mérode-Westerloo.

BRUXELLES, MM. Bischoffsheim, De Vadder, H. Dolez, Fortamps, le comte L. de Mérode, Reyntiens et Van Schoor; LOUVAIN, le baron de Man d'Attenrode et le baron d'Overschie de Neeryssche; NIVELLES, Mosselman-du Chenoy et le comte Léon de Robiano.

BRUGES, MM. le baron Van Caloen; COURTRAI, le baron Béthune et Vergauwen; DIXMUDE, Ockerhout; FURNES et OSTENDE, le vicomte A. du Bus de Gisignies; ROULERS, Solvyns; THIELT, le baron d'Anethan; YPRES, le baron Mazeman de Couthove.

GAND, MM. Casier de Hemptinne, de Kerchove et Van Crombrugghe; ALOST, Leirens et le baron Van de Woestyne d'Herzele; AUDENARDE, le marquis de Rodes; EECLOO, le baron T'Kint de Roodenbeke; SAINT-NICOLAS, Van Overloop et le vicomte A. Vilain XIII; TERMONDE, le comte Christyn de Ribaucourt.

MONS, MM. F. Dolez, Hubert et Tercelin-Monjot; ATH, le prince de Ligne; CHARLEROI, Balisau, Dewandre et Houtart; SOIGNIES, Wincqz; THUIN, Brouwet; TOURNAI, Bonnet-L'Escuyer et Sacqueleu.

LIÈGE, MM. Braconier, le comte de Looz-Corswarem, Fléchet et Grandgagnage; HUY, le baron de Tornaco; VERVIERS, Laoureux; WAREMME, le baron de Sélys-Longchamps.

HASSELT, MM. de Pitteurs-Hiegaerts; MAESEYCK-TONGRES, le baron G. de Woelmont.

ARLON, BASTOGNE et MARCHE, MM. le comte de Limburg-Stirum et Orban de Xivry; NEUFCHATEAU et VIRTON, Bergh.

NAMUR, MM. le comte d'Aspremont-Lynden et le baron de Woelmont d'Hambraine, décédé et remplacé par le vicomte de Namur d'Elzée; DINANT, d'Omalus d'Halloy, décédé et remplacé par le baron d'Huart; PHILIPPEVILLE, le baron de Labbeville.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1874-1875.

Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — *Président*, M. THIBAUT.
— *1^{er} vice-président*, M. TACK. — *2^e vice-président*, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. HAGEMANS, PETY DE THOZÉE, REYNAERT et WOUTERS.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et SNOY.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose une demande de crédit de 59,000 fr. pour les dépenses qu'a occasionnées le congrès international de Bruxelles.

11 décembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, soumet à l'approbation de la chambre : 1^o une convention avec les Pays-Bas pour l'amélioration du canal de Gand à Terneuzen; 2^o les traités d'amitié, de commerce et de navigation, conclus entre la Belgique et le Pérou; 3^o la convention consulaire conclue entre la Belgique et le Pérou. M. Couvreur annonce qu'à l'occasion du B. des affaires étrangères il développera la proposition suivante que M. Thonissen a signée avec lui : « La chambre exprime le vœu de voir étendre la pratique de l'arbitrage entre les peuples civilisés à tous les différends susceptibles d'un jugement arbitral. Elle invite le gouvernement à concourir, à l'occasion, à l'établissement des règles de la procédure à suivre pour la constitution et le fonctionnement des arbitres internationaux. Le gouvernement, chaque fois qu'il jugera pouvoir le faire sans inconvénient, s'efforcera, en négociant des traités, de faire admettre que les différends qui pourraient surgir, quant à leur exécution, seront soumis à une décision d'arbitres. » L'orateur fait remarquer que des propositions analogues ou identiques ont déjà été votées par le sénat des Etats-Unis, par la chambre des communes d'Angleterre, par le parlement d'Italie, par la chambre de Suède et par la seconde chambre des états généraux des Pays-Bas. — 17. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 59,000 fr.

19 janvier. M. Couvreur développe sa proposition. — 20. M. Saintelette ne voit

aucun avantage à modifier la situation actuelle des choses. Aujourd'hui, quand un conflit surgit, il reste à la Belgique la ressource de chercher à se rendre favorable l'opinion publique de l'Europe et surtout d'invoquer très utilement, pour la défense de ses intérêts, ses grandes alliances. Quand, au contraire, elle aura souscrit des traités par lesquels toute difficulté sera renvoyée devant arbitres, toute discussion cessera vite; on ne se donnera plus la peine de répondre aux arguments qu'elle pourra faire valoir. On éteindra tout débat public sous le prétexte que le tribunal arbitral est saisi; — et ses alliés ne pourront plus, comme aujourd'hui, user de leur influence en sa faveur. Ils auront à respecter toutes les conventions compromissaires qu'elle aura signées avec elles et les sentences arbitrales qui en seront la conséquence. M. Thonissen dit que M. Saintelette donne à la proposition une portée qu'elle ne comporte pas. Il n'est pas question d'introduire dans les traités futurs une clause compromissoire, analogue à celle qu'on rencontre dans les contestations privées. Il s'agit simplement d'introduire l'essai de conciliation dans les conflits qui peuvent surgir entre les nations. La clause compromissoire entraîne pour les particuliers l'obligation de se soumettre au compromis, tandis que la clause d'arbitrage laisse aux nations intéressées le droit d'accepter ou de rejeter la sentence arbitrale. La proposition n'a pas d'autre portée; elle n'est que la conséquence d'une grande et noble idée qui a été solennellement émise au congrès de Paris de 1856. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit que le gouvernement n'hésite pas à se rallier à la proposition. La Belgique a toujours été assez sage pour ne jamais se laisser aller à contracter avec d'autres nations des traités qui n'eussent pas été

préalablement soumis à l'appréciation des chambres. Il en sera encore ainsi dans l'avenir et par conséquent il n'y a pas lieu de craindre que le gouvernement use du blanc seing que paraît redouter M. Sainctelette. Chaque projet de traité futur sera soumis à la sanction des chambres, et celles-ci seront toujours à même d'apprécier l'utilité de la clause qui y serait introduite conformément à la proposition que l'on discute en ce moment. Les chambres seront donc toujours libres de l'accepter ou de la rejeter, et toujours elles pourront user en toute liberté de leur prérogative. La proposition de MM. Couvreur et Thonissen est adoptée par 81 voix et 2 abstentions. Dans la discussion du B. des affaires étrangères, M. Bergé soulève un nouveau débat à propos de la légation de Belgique auprès du Vatican, dont il est l'adversaire. Il voudrait savoir exactement quelle est la position prise par le cabinet vis-à-vis du nouveau gouvernement qui vient de s'improviser en Espagne. Le gouvernement espagnol nouveau est-il en rapports particuliers avec la Belgique? Quelle a été l'attitude du cabinet en présence de la nouvelle révolution espagnole? Des pièces ont été publiées relativement à cet événement. Elles ont produit une vive sensation; il s'agit de savoir exactement ce qui a été fait. Il désire savoir pour quelles raisons la question du rétablissement des relations diplomatiques entre la Belgique et le Mexique reste toujours sans solution. Enfin il appelle tout particulièrement l'attention du *m. a.* sur la nécessité de multiplier les agents diplomatiques et consulaires, notamment dans toute la partie centrale de l'Europe et de veiller à ce que les agents consulaires soient autant que possible des Belges ou, à défaut de Belges, des agents connaissant parfaitement notre commerce, notre industrie et l'une au moins des deux langues qui sont familières aux Belges, car, faute de ces connaissances, il est fort difficile aux consuls de pouvoir rendre service à leurs nationaux. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit qu'en ce qui concerne la légation au Vatican, la situation n'est pas changée depuis le vote de la chambre. Tous les pays qui avaient des représentants auprès du saint-siège les ont conservés. L'Angleterre, à la vérité, qui n'avait qu'un agent officieux, même non reconnu comme tel, l'a retiré; cet agent n'était donc pas accrédité auprès du saint-siège. L'Allemagne n'a pas rempli le poste qu'elle avait laissé vacant depuis deux ans; en le supprimant avec des réserves pour l'avenir, elle a consacré officiellement une situation de fait. Mais rien n'a été changé dans les autres rapports de la Belgique vis-à-vis du saint-siège; le gouvernement a simplement

maintenu le poste tel qu'il existe depuis longtemps. Le *m.* ne pense pas qu'il soit nécessaire d'entamer un débat sur cette question. Il demande en conséquence à la chambre qu'elle se prononce comme elle l'a fait les années précédentes. La situation de la Belgique vis-à-vis de l'Espagne est aussi nette, aussi correcte qu'elle l'est envers tous les autres pays. Quand, il y a quelques jours, le roi don Alphonse a été proclamé, la Belgique n'a pas eu à le reconnaître, aucune notification officielle ne lui ayant été faite de cet événement. Quand cette notification officielle aura eu lieu, la Belgique ne se départira pas de la ligne de conduite qu'elle a toujours tenue en pareille occurrence: elle ne sera ni la première ni la dernière à se prononcer. Lorsque les grandes puissances auront reconnu le gouvernement royal, la Belgique suivra leur exemple. C'est ainsi qu'on a procédé lorsqu'il s'est agi de la reconnaissance du gouvernement du maréchal duc de la Torre et tout commande de ne pas se départir actuellement de cette ligne de conduite. Le gouvernement avait, en 1872, l'intention de rétablir un consulat général au Mexique. Mais, après avoir pris des informations très précises sur la situation du pays, il a jugé que le moment n'était pas encore venu de donner suite à son dessein. Cette année encore, le gouvernement, lorsqu'il a formulé le B. de 1875, n'a pas perdu cette question de vue et il a voulu s'entourer de tous les renseignements possibles. Il s'est adressé aux gouvernements dont les intérêts se rapprochent le plus de ceux de la Belgique, à l'effet de savoir quelle était leur attitude actuelle vis-à-vis de la république mexicaine. La réponse a été telle, que le gouvernement a cru qu'il ne devait pas encore se départir de la ligne de conduite qu'il avait adoptée. Il y avait, d'ailleurs, à tenir compte du peu de sécurité que la situation du Mexique offre aux transactions commerciales. Dans ces conditions, il lui a semblé qu'il n'était pas encore possible de rétablir entre la Belgique et le Mexique les relations qui ont été interrompues par les événements que l'on connaît. Le gouvernement est d'accord avec M. Bergé sur la nécessité d'avoir un plus grand nombre d'agents consulaires et de les choisir parmi les Belges. — 21. M. Van Humbeeck, s'occupant de la question du Vatican, signale un fait concernant le nonce apostolique à Bruxelles. Dans un pèlerinage qui a eu lieu à Verviers, le nonce a été accueilli aux cris de *Vive le Pape Roi!* On y a crié: *A bas ces crapules de libéraux!* Voilà un ministre, un diplomate accrédité auprès de la cour belge qui s'en va prendre part à des manifestations où l'on proteste contre le pouvoir d'un autre

souverain étranger qui a également des ministres accrédités à Bruxelles. Évidemment, cela n'est pas dans les convenances diplomatiques ; cela est contraire à la réserve que les usages diplomatiques commandent ; cela est d'autant plus contraire à ces usages, qu'un ministre accrédité auprès d'un pays doit éviter toute occasion où les divers partis organisés dans ce pays peuvent se trouver en présence. Il ne peut pas prendre position pour un parti du pays contre un autre. À cet égard, sa réserve doit être complète. Il y a donc eu, de la part de la nonciature apostolique, oubli des devoirs qui résultaient de sa position. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit que le nonce est allé à Verviers, non comme agent diplomatique, mais comme archevêque. Du reste, il n'y a eu aucune observation du gouvernement italien à ce propos. Parlant de la visite faite à Rome, chez le ministre de Belgique, par des pèlerins belges, le *m.*, dit que s'il avait un argument à faire valoir en faveur du maintien de la légation auprès du pape, il dirait qu'elle donne le moyen de faire savoir au saint-père que les opinions de la Belgique ne sont pas celles de toutes les personnes qui se rendent à Rome et que toute la Belgique ne pense pas comme tels ou tels pèlerins qui vont porter leur obole au saint-père. Ces catholiques sont, en Belgique, en bien plus grande majorité que les partisans de l'opinion à laquelle on fait allusion. DES MEMBRES : « Très bien ! » M. Bara : « C'est l'infime minorité. » M. Van Humbeeck remercie le *m.* d'avoir déclaré que tous les catholiques belges ne partagent pas les sentiments exagérés de ceux qui vont à Rome remettre au saint-père le produit des dons recueillis en Belgique. C'est là une vérité évidente pour les habitants du pays ; mais il est bon que cette appréciation soit connue à l'étranger, où souvent c'est par ceux qui font le plus de bruit qu'on juge tout un pays. L'orateur n'admet pas, en ce qui regarde le nonce, que la qualité de prêtre couvre les actes du diplomate. M. Wasseige dit que l'interruption de M. Bara, au moment où le *m. a.* faisait la déclaration qu'il était bon d'avoir un ministre à Rome pour faire savoir que tous les catholiques ne partageaient pas le sentiment de tous ceux qui allaient offrir au saint-père leurs aumônes et leurs vœux, et les remerciements perfides dont cette déclaration vient d'être l'objet l'obligeant à prendre la parole pour affirmer, en son nom et en celui de tous ses amis, que probablement la pensée du *m. a.* été mal interprétée et que certainement elle a été beaucoup exagérée, notamment par l'auteur de l'interruption. M. Bara a déclaré, en interrompant le *m.*, que c'était l'infime minorité des catholiques qui, en Belgique,

regrettait la situation actuelle qui a dépoillé le saint-père de son pouvoir temporel. Telle n'a pas été la portée de la déclaration ministérielle, qui a pu blâmer certaines exagérations de langage, sans s'exprimer sur le fait en lui-même. Il est positif que, comme nation, la Belgique a dû reconnaître l'Italie et, comme toujours, les catholiques sont francs et loyaux et respectent l'acte posé par le gouvernement. Mais il est impossible que, comme catholiques, ils n'aient pas la liberté de regretter une situation qui, à leur point de vue, leur donnait des garanties qui ne peuvent être complètes qu'avec l'indépendance entière du chef de leur religion, indépendance qui ne leur paraît pas pouvoir exister dans la position où se trouve actuellement le saint-père. L'orateur est convaincu que cette opinion n'est pas celle d'une infime minorité, comme le disait M. Bara, mais que c'est l'opinion de l'immense majorité des catholiques, et qu'à très peu d'exceptions près, tout en étant loyaux et sincères quant à la reconnaissance faite du royaume d'Italie, tous ils peuvent regretter et regrettent sincèrement l'ancien état des choses et voudraient le voir rétablir. M. Bara demande comment on peut dire alors que c'est la grande majorité des catholiques qui pense autrement que le *m. a.* ? Si cela était vrai, on n'aurait pas un *m.* qui conseille à la légation près du pape de dévoiler au saint-père ce qu'on voudrait lui cacher au moyen de démonstrations bruyantes. Si cela était vrai, on blâmerait le *m.* qui dit, au nom du cabinet, au saint-père, à chaque sortie d'audience des cléricaux belges : « Ils ont dit beaucoup de choses, ils ont donné beaucoup d'argent ; mais en Belgique, on ne croit rien de semblable. » Voilà ce qu'il faudrait faire, mais on s'en gardera bien. L'orateur ayant rappelé à M. Schollaert la chanson qu'il a faite autrefois et dans laquelle il a mis en scène « le vieillard sombre et blême », M. Schollaert affirme qu'il ne faisait pas allusion au pape. M. Bara maintient son allégation et dit que M. Schollaert a fait l'holocauste de sa chanson sur l'autel du cléricisme. — 22. À propos du crédit pour la légation de Belgique à Rome, M. Rogier déclare qu'il le votera, mais il engage les catholiques à ne pas encourager les attaques dirigées par les ultramontains contre les institutions nationales. Après un colloque entre l'orateur et M. Delehayé au sujet des anciennes opinions de ce dernier, M. Guillery combat le maintien de la légation près du saint-siège, qui est défendu par M. Woeste dans un discours où il accuse des écrivains libéraux, tels que MM. Laurent, Émile de Laveleye et Goblet d'Alviella, de travailler à démolir la Constitution. M. Bara dit que chaque fois que l'on porte ce débat

dans la chambre, on n'y trouve jamais que des amis de la Constitution. Et chaque fois qu'on lutte contre le parti catholique, en dehors de la chambre, on trouve des contempteurs et des calomnieurs de la Constitution. Ici, la Constitution est une œuvre admirable; en dehors, c'est un pis-aller; c'est l'œuvre de temps mauvais; il faut la subir parce qu'on ne peut la renverser. L'orateur est d'avis que, si l'on se place sur le terrain des principes, il est impossible de voter le maintien d'un ambassadeur à Rome. M. Jacobs répond que les catholiques parlementaires ont prêté le serment d'observer la Constitution, et ils y seront fidèles. Il ajoute que ce serait aussi bien pour tous les catholiques belges que pour le saint-père une cause de froissement, de serrement de cœur, que de voir la Belgique, la première parmi les nations catholiques, supprimer le poste de sentinelle vigilante, de garde d'honneur que son ambassadeur remplit auprès du saint-père. Il leur répugne de s'associer à une mesure qui les ferait, les premiers parmi leurs frères, désertier ce poste. — 23. Des explications sont échangées entre MM. Simonis et Guillery au sujet de la conduite des catholiques dans la manifestation qui a eu lieu à Verviers. Le débat reprend ensuite sur la légation de Belgique à Rome. M. Bergé en combat le maintien. M. Thonissen, en le défendant, conteste ce fait que, le saint-père ayant perdu sa souveraineté temporelle, la diplomatie belge, émanation d'un pouvoir politique, n'a plus de mission officielle à remplir à Rome. C'est une profonde erreur. Les ministres libéraux eux-mêmes se sont plus d'une fois servis de la diplomatie pour faire des démarches officielles, non pas auprès du souverain temporel des provinces romaines, mais auprès du chef de l'Eglise, du pontife, du pape. En 1840, la proposition de conférer la personnification civile à l'université de Louvain avait été faite par MM. du Bus et Brabant. Cette proposition émut vivement l'opinion publique, et, malgré les efforts du gouvernement, la majorité de la chambre se montrait disposée à la voter. Le chef du cabinet, M. J.-B. Nothomb, eut alors recours au saint-siège pour que celui-ci engageât les évêques à ne pas accepter une proposition faite en vue de favoriser un établissement placé sous leur patronage. Le pape Grégoire XVI accueillit favorablement cette démarche, et, d'après ses conseils, les évêques firent la déclaration sollicitée par les ministres. En 1846, le congrès libéral avait manifesté le désir de voir raffermir la position des desservants, en leur accordant des garanties contre une révocation arbitraire. Trois ans plus tard, sous le ministère de M. Rogier, le

prince de Ligne, si je ne me trompe, fut chargé de réclamer les bons offices du pape Pie IX pour arriver à ce résultat. Le pape répondit poliment que cette affaire regardait les évêques et non les ministres; mais il n'en est pas moins vrai que la démarche avait été faite et que le ministère libéral avait cru devoir recourir au chef de l'Eglise par l'intermédiaire de son ambassadeur. Enfin, en 1850, le projet de loi organique de l'enseignement moyen avait profondément alarmé les catholiques. Leurs craintes et leurs méfiances étaient parvenues au saint-père, et celui-ci manifesta l'intention de faire, en plein consistoire, une allocution contre cette loi. Aussitôt le ministre à Rome fut chargé, par le ministère libéral, de faire des représentations au souverain pontife. Voilà donc une troisième démarche faite auprès du souverain pontife par des ministres libéraux. M. Frère-Orban interrompt pour ajouter que M. Vilain XIII a réclamé contre l'opposition que lui faisaient les chefs du clergé. M. Thonissen conclut en disant qu'il peut donc être utile d'avoir à Rome un représentant officiel de la Belgique, pour négocier éventuellement avec le saint-siège. M. Frère-Orban dit que M. Thonissen s'est mépris sur le caractère des démarches qui ont été faites à diverses époques auprès du souverain pontife en les qualifiant d'actes officiels. Les démarches qui ont été faites étaient purement officieuses. S'il pouvait y avoir quelque chose d'officiel dans les circonstances citées, on aurait dû pouvoir faire une négociation, une convention, et l'on aboutissait à un concordat, ce qui était impossible. Aussi, lorsque le gouvernement crut devoir faire des démarches pour essayer d'obtenir quelque garantie en faveur du clergé inférieur, on s'émut dans les régions élevées du clergé; il y eut une interpellation, et l'on démontra savamment qu'il était impossible à la Belgique de faire un concordat, et que, par conséquent, le gouvernement n'avait pas à intervenir dans ces sortes d'affaires. A quoi l'on répondit qu'il ne pouvait être question ni d'un concordat, ni d'une intervention officielle, puisque le texte même de la Constitution porte que le gouvernement ne peut intervenir ni dans les actes de nomination ou d'installation des ministres des cultes, ni dans leurs rapports avec leurs supérieurs ecclésiastiques. M. Thonissen s'est donc complètement trompé sur le sens des démarches qui ont été faites autrefois dans les divers cas qu'il a cités, comme il se tromperait s'il prétendait que M. Vilain XIII, *m. a.* dans le cabinet de 1856, lorsqu'il s'est plaint de certains mandements d'évêques, de l'hostilité qu'il rencontrait chez les chefs du clergé, a fait une démarche offi-

cielle pouvant aboutir à une négociation, à un traité avec le pape, afin de limiter l'action et l'intervention du clergé dans les affaires publiques. Il n'y a rien dans ces démarches officieuses qui puisse justifier, sous notre régime constitutionnel, le maintien d'un agent diplomatique accrédité auprès du chef spirituel de l'Eglise catholique. Après quelques mots échangés encore entre MM. Simonis et Van Humbeeck au sujet de la manifestation de Verviers, le crédit pour la légation de Belgique auprès du Vatican est adopté par 62 voix contre 27. — 26. M. Ortmans, choisi comme arbitre entre MM. Van Humbeeck et Simonis au sujet des faits qui se sont passés à Verviers, déclare que la relation faite par le premier est de la plus rigoureuse exactitude. M. Dumortier regrette que ces explications soient données en l'absence de M. Simonis. — 27. Cet incident donne lieu à de nouvelles explications entre MM. Simonis et Ortmans.

18 février. M. Smolders, *r. s. c.*, présente le rapport sur le traité et sur la convention consulaire conclus avec le Pérou.

2 mars. Dans la discussion du crédit de 59,000 fr. au B. des affaires étrangères pour les frais de la conférence de Bruxelles, M. Le Hardy de Beaulieu engage le gouvernement à tâcher de faire admettre par la prochaine conférence l'article suivant : « Le territoire neutre est inviolable par les belligérants. Le belligérant qui pénètre sur le territoire n'y peut exercer aucun droit; tous les moyens de défense et d'extermination sont permis contre lui. La conquête d'un territoire neutre et qui a observé les lois de la neutralité ne peut être justifiée ni admise. » M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit qu'il ne demande pas mieux que de faire des efforts dans ce but. Le crédit est voté à l'unanimité. — 12. Le traité et la convention consulaire avec le Pérou sont adoptés également à l'unanimité.

15 avril. M. Dumortier demande s'il est vrai qu'une grande puissance voisine a fait, au sujet de la presse, des réclamations qui pourraient entraîner des changements à la Constitution. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, ajourne sa réponse, mais il déclare sur-le-champ que l'on ne peut pas interpréter une seule parole de la note qui a été adressée à la Belgique comme tendant à modifier la Constitution. — 16. Il donne lecture des notes échangées les 3 et 26 février entre le cabinet de Berlin et le gouvernement du Roi. La lettre du *m.* d'Allemagne signale quelques faits qui seraient contraires aux obligations internationales de la Belgique et qui, aux yeux du cabinet de Berlin, paraîtraient appeler des modifications aux lois en vigueur en Belgique. Ces faits sont au nombre de trois : par des lettres pastorales et d'autres publications, les

évêques belges ont encouragé la résistance d'ecclésiastiques allemands aux lois de l'Etat. Une adresse conçue dans le même sens a été envoyée à l'évêque de Paderborn par le comité des œuvres pontificales siégeant en Belgique. Un chaudronnier, appelé Duchesne-Poncelet, sujet belge et habitant Seraing, a demandé à l'archevêque de Paris une somme d'argent moyennant laquelle il manifestait l'intention d'assassiner le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, et cette proposition n'a pas été l'objet de poursuites judiciaires. Après avoir fait connaître sa réponse, le *m.* dit qu'il n'a reçu que la veille la réponse du cabinet de Berlin à la note belge du 26 février. Il fera un examen consciencieux de cette communication, et quand sa réponse aura été expédiée, il en donnera connaissance à la chambre. Il doit, par suite, ajourner quelque peu ses explications. La note allemande du 15 avril, sans citer des faits nouveaux, entre dans des développements sur les principes de droit international engagés dans le débat. Il croit devoir faire connaître textuellement à la chambre le passage suivant de la note : « Le gouvernement belge saisira certainement volontiers l'occasion de dissiper les appréciations erronées qui se sont fait jour et d'après lesquelles l'Allemagne aurait en vue une atteinte à la liberté de la presse en Belgique. » Le *m.* ajoute que, indépendamment des communications diplomatiques, des explications verbales ont été courtoisement échangées. Le gouvernement ne décline aucune responsabilité, mais il est d'avis qu'une discussion immédiate ne serait pas opportune; il convient de lui laisser le temps de peser les considérations que le cabinet de Berlin vient de lui soumettre et d'y faire une réponse mûrement réfléchie. Le *m.* dit qu'il a la ferme volonté de continuer à remplir toutes les obligations internationales et que son plus sincère désir est de maintenir et de consolider les bons rapports avec l'Allemagne. Il croirait prendre un soin superflu en renouvelant les recommandations que, dans les occasions antérieures, il a adressées au patriotisme de toutes les opinions. M. Dumortier remercie le *m.* de sa réponse et de la manière dont il a soutenu les droits du pays. Il comprend qu'en présence de la note nouvelle, il faut attendre les explications ultérieures du gouvernement. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose le projet de loi approuvant un traité de commerce conclu entre la Belgique et les Etats-Unis. — 30. Il annonce qu'il vient d'adresser à M. le comte de Perponcher la réponse à la note du 15 avril; il espère être en mesure de pouvoir donner communication de ce document dans une très prochaine séance.

4 mai. Il donne lecture des diverses notes

échangées avec le m. d'Allemagne. La chambre en ordonne l'impression. — 7. M. Frère-Orban approuve le langage qu'a tenu le gouvernement et que voici : « Lorsque le gouvernement du Roi aura été instruit des dispositions qui seront adoptées en Allemagne et ailleurs pour amener ces changements dans le système de la législation universelle, il s'attachera à les étudier dans leurs rapports tant avec les mœurs et les traditions de la Belgique qu'avec les libertés garanties par sa Constitution, et il apportera dans cet examen le plus sincère désir de concourir au maintien des bonnes relations internationales. » L'orateur approuve aussi la déclaration relative au « haut intérêt que la Belgique attache aux excellents rapports qu'elle n'a cessé d'entretenir avec l'Allemagne et de sa volonté sincère de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour les sauvegarder ». C'est pour la Belgique, aujourd'hui plus que jamais, une nécessité de premier ordre de maintenir des relations loyales et confiantes avec les puissances étrangères, avec les Etats voisins par dessus tout, et particulièrement avec ceux qui sont garants de son indépendance et de sa neutralité. Elle ne doit donner de griefs légitimes à personne. La neutralité n'est pas une citadelle d'où l'on puisse tirer impunément sur les voisins. Mais, en même temps qu'il approuve le langage du gouvernement, l'orateur blâme énergiquement la presse ultramontaine, qui encourage la révolte du clergé allemand contre les lois civiles. Il constate, en terminant, que ses adversaires au pouvoir ont été condamnés à maintenir et à pratiquer toutes les réformes politiques que les libéraux ont accomplies et qui naguère avaient soulevé les plus formidables tempêtes d'opposition. Pour les relations extérieures, ils sont obligés de se placer sur le même terrain qu'eux et de désavouer encore leur propre parti. Ainsi doivent tomber bien des erreurs, ainsi beaucoup d'illusions seront dissipées. Le pays apprendra chaque jour davantage, d'une manière plus frappante qu'il ne l'eût pu faire par la propre action des libéraux dans le gouver-

nement, que, sur cette terre de Belgique, où l'esprit d'indépendance et de liberté a enfanté tant de merveilles, il n'y a, pour la tranquillité intérieure et pour la sécurité au dehors, qu'une seule politique qui soit viable, une seule qui puisse être pratiquée : c'est la politique libérale. En ce qui concerne l'affaire Duchesne, il est manifeste que s'il était reconnu qu'il y a utilité à frapper d'une peine le fait de proposer d'assassiner un homme à prix d'argent, quoique l'offre n'ait pas été acceptée ; d'ériger un pareil fait, évidemment immoral en soi, en un délit *sui generis*, distinct de la tentative, telle qu'elle est définie et punie par les lois, il est évident qu'aucune susceptibilité ne pourrait s'éveiller à raison de la répression d'un fait de cette nature. L'instruction de l'affaire Duchesne n'est pas achevée ; on n'en connaît pas le résultat. On ignore, en réalité, le fait qui est reproché, avec toutes ses circonstances. Il est donc impossible d'émettre, à cet égard et dès à présent, une opinion sur l'acte spécial ; mais, en principe, le fait supposé pourrait être justement réprimé. A propos de ce fait, l'orateur flétrit le langage de la *Gazette de Liège* (1), qui a cherché à le disculper ; puis il signale les mandements des évêques et les articles des journaux qu'ils patronnent (le *Courrier de Bruxelles*, la *Croix*, etc.), et dans lesquels on trouve un langage qui compromet au plus haut point le pays. M. Thonissen déclare qu'il respecte à la fois la France et l'Allemagne, parce que l'une et l'autre sont plus que des puissances amies : ce sont des puissances garantes de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique. Les sentiments du pays se sont clairement manifestés dans le cours de la formidable guerre de 1870. Il s'est imposé des sacrifices immenses. Il a rempli envers tous les belligérants les devoirs de la neutralité, et la seule part qu'il ait prise à la lutte a été de panser les plaies des blessés et de soulager les souffrances des prisonniers de guerre. L'orateur proteste ensuite contre l'erreur des journalistes allemands, qui persistent à voir dans

(1) Le principal coupable est de son état maître chaudronnier, profession qui dispose naturellement au crime ; tous les rapports le donnent comme un homme laborieux, rangé, remplissant fidèlement ses devoirs de citoyen, de père de famille et DE CHRÉTIEN ; autant de raisons pour la gazette bismarckienne pour déclarer qu'il est coupable. Tout à son métier et à ses petites affaires, il ne s'occupe pas de politique ; NOUS GARANTISSONS qu'il ne sait ce qu'on entend par l'ultramontanisme, et que si on lui « parlait de la fraction du centre », il comprendrait qu'il s'agit du raccommodage de quelque fond de chaudron. Mais ne commentons pas à l'avance ; la lecture des pièces suffira, ce nous semble, pour éclairer le public de bonne foi et de bon sens. Que leur aveuglement soit ou non volontaire, les agents officieux ou officiels de M. de Bismarck seront main-

tenant forcés d'y voir clair. La lettre suivante de M. Duchesne, adressée à l'*Indépendance*, et dont il nous demande la reproduction, achèvera bon gré mal gré de renverser l'échafaudage si LABORIEUSEMENT ÉLEVÉ PAR EUX. » — Après avoir publié la lettre du sieur Duchesne, dont elle avait la primeur, et un défi de celui-ci à la police de M. de Bismarck, qui serait forcé de trouver qu'il est un honnête homme, la *Gazette* ajoutait : « Ce dernier appel nous plaît fort ; après l'avoir entendu, après avoir lu cette confession naïvement loyale de M. Duchesne, après avoir reçu de sa propre bouche les mêmes explications données avec plus de détails encore, nous n'avons pas le moindre doute sur son innocence ; ELLE EST COMPLÈTE et, dans un certain sens, ELLE NE L'A PEUT-ÊTRE ÉTÉ QUE TROP. »

les chefs du clergé belge des espèces de fonctionnaires publics soumis, sinon aux ordres directs du gouvernement, au moins à un contrôle efficace et constant de l'administration centrale. Il approuve à son tour le langage du gouvernement et dit que, si l'éventualité prévue dans la dépêche ministérielle se réalise ; si les chambres belges, éclairées et stimulées par l'exemple des assemblées étrangères, sont un jour appelées à se prononcer sur des garanties nouvelles à attribuer au droit international, le ministère, quel qu'il soit, ne rencontrera pas d'obstacles sérieux dans la chambre. Il s'agira, dans ce cas, de se prononcer sur un intérêt de premier ordre, sur un intérêt national. Or, quand l'intérêt national est en cause, quand il s'agit de l'honneur, de la dignité, de l'avenir du pays, les luttes cessent, les dissidences disparaissent, les ressentiments se calment, il ne reste plus ni catholiques ni libéraux, il ne reste que des Belges, tous également dévoués au Roi, à la patrie et aux libertés constitutionnelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare que, dès le premier jour, le gouvernement, dans l'affaire Duchesne, a rempli son devoir. — 8. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, nie que le gouvernement ait, — comme le prétendent les journaux, — reçu une nouvelle note de Berlin. Après un échange d'explications entre le *m.* et M. Bergé, au sujet d'un incident qui aurait eu lieu entre la Belgique et l'Allemagne en 1874, et un réquisitoire du dernier orateur contre le clergé qui compromet le pays par ses violences, M. Malou, *m. f.*, dit qu'à l'origine de la lutte ouverte en Allemagne, quelques évêques ont fait ou des mandements ou des lettres exprimant des sympathies et des encouragements. Dès que le gouvernement a pu s'apercevoir que ces faits causaient quelque ombrage, pouvaient engendrer quelque difficulté, il est intervenu par la seule force réelle que le gouvernement possède en cette matière, par voie de conseils, en faisant appel au patriotisme, à la prudence, à la sagesse des évêques. Et, sauf un seul cas, malheureux, il n'hésite pas à le dire, il a réussi. On lui disait : Il faut répudier. Il fait mieux que répudier. On lui dit : Vous deviez blâmer. Il n'en avait pas le droit constitutionnellement. Il a fait mieux, il a prévenu. Le *m.* ajoute que, comme *m.* du Roi, il se croit parfaitement incompétent pour donner des

ordres aux évêques en ce qui concerne leurs attributions, comme il les croit incompétents pour agir sur lui, pour déterminer ses résolutions ou pour le blâmer. Il ajoute qu'il y a eu une exception ; il la regrette sincèrement. Au point de vue politique, il croit qu'il est très fâcheux, dans les circonstances qui se sont produites, qu'un évêque belge ait inséré dans un mandement le passage dont M. Frère-Orban a donné lecture la veille (1). M. Orts, rappelant les termes dans lesquels les libéraux ont désavoué les violences de quelques journaux belges à l'égard du gouvernement français, prend acte des paroles de M. Malou et propose l'ordre du jour suivant : « La chambre s'associe aux regrets exprimés par le cabinet et passe à l'ordre du jour. » M. Jacobs présente un ordre du jour qui s'écarte quelque peu de celui de M. Orts. Il ne voit pas qu'il faille qualifier les paroles du *m.* Ces paroles sont complexes, et c'est à ces paroles tout entières que la chambre peut s'associer. Si l'on modifie l'ordre du jour en ce sens que « la chambre, s'associant aux paroles de M. le ministre des finances, passe à l'ordre du jour », il le votera très volontiers. Mais, il le répète, ces paroles sont complexes, elles contiennent autre chose que des regrets, elles contiennent des appréciations, des explications ; il s'associe aux paroles dans leur ensemble, aux explications complètes, mais il ne s'associe pas spécialement à une parole isolée du *m. f.* En conséquence, il propose un ordre du jour ainsi conçu : « S'associant aux paroles prononcées par M. le ministre des finances, la chambre passe à l'ordre du jour. » M. Orts, n'ayant pas de plus vif désir que de voir sortir de ce débat un ordre du jour voté à l'unanimité, donne pleine satisfaction à M. Jacobs, en ajoutant un mot à son ordre du jour. Il propose de dire : « La chambre, s'associant aux explications et aux regrets exprimés par le cabinet, passe à l'ordre du jour. » M. Malou, *m. f.*, demande qu'on se borne à dire « aux explications ». M. Frère-Orban aurait voulu que la discussion fût terminée sans vote de la part de la chambre. Mais, lorsqu'un ordre du jour a été proposé tel qu'il a été formulé par M. Orts, après les explications qui ont été provoquées et les regrets qui ont été exprimés par le gouvernement, ce refus de laisser voter l'ordre du jour constitue un acte des plus dangereux dans les circon-

(1) Extrait d'un mandement de l'évêque de Namur : « Si vous voulez ne plus conserver de doute sur les sentiments du libéralisme à l'égard de la religion, voyez ce qu'il fait partout où il est le maître, en Allemagne, en Suisse, en Italie. Là aussi il fait profession de respect pour la religion ; et comment le montre-t-il ? En emprisonnant, en exilant les évêques et les pasteurs, en les dépouillant de toutes

ressources, en chassant les religieux et les religieuses, en s'emparant des églises, en rendant impossible l'exercice du culte divin, en un mot, en exerçant une véritable persécution. Pour s'élever au niveau des premiers persécuteurs du christianisme, des Néron et des Dioclétien, il ne reste plus à ces libéraux que de verser le sang des ministres de la religion, et qui sait s'ils n'iront pas jusque-là ? »

stances actuelles. Il supplie la chambre de ne pas effacer de l'ordre du jour les regrets qui y sont justement consignés. Il la supplie, au nom de l'intérêt national, de ne pas écouter les déplorables conseils que l'on vient de lui donner. Elle ne peut pas ne pas voter un ordre du jour qui approuve et les explications et les regrets manifestés par le gouvernement; elle le peut d'autant moins que, dans les notes diplomatiques échangées, il a été rappelé qu'une désapprobation avait été exprimée par le *m. a.*, dans des entretiens particuliers, des actes regrettables dont on se plaignait en faisant clairement entendre qu'on attendait la confirmation de cette désapprobation par un acte public officiel. Les explications ont été données et n'ont pas paru avoir une clarté suffisante. Depuis, le *m. f.* a déclaré, dans des termes exprès, que les regrets qu'il a manifestés étaient tout aussi formels que le désirait M. Orts. Quelle raison y a-t-il de ne pas insérer ces mots dans l'ordre du jour proposé? Peut-on refuser de le constater par l'ordre du jour? Cela serait contraire à l'intérêt national le plus évident. Ce serait faire chose compromettante et périlleuse. L'orateur supplie la chambre à mains jointes de ne pas se laisser entraîner à un pareil acte. M. Jacobs, à son tour, au nom de l'intérêt national, au nom de la dignité nationale, supplie la chambre de ne pas voter l'ordre du jour de M. Orts. Le but de cet ordre du jour est de mettre en relief une partie des explications du *m. f.* VOIX A GAUCHE : « Non, non ! » VOIX A DROITE : « Oui, oui ! c'est cela ! » M. Guillery engage la chambre à voter l'ordre du jour de M. Orts; M. Kervyn de Lettenhove la conjure de voter celui de M. Jacobs. M. Malou, *m. f.*, croit qu'il est désirable, presque nécessaire, que la chambre s'entende sur la formule à voter. Il le croit, parce que si chacun se rend compte de ses sentiments communs, de ce patrimoine d'amour pour la patrie et pour ses libertés, on pourrait se méprendre à l'étranger s'il y avait un vote par division. Cet intérêt, il le comprend, il l'émeut, et il voudrait qu'il fût satisfait. Le *m.* n'a qu'une préoccupation : dans toutes les circonstances comme celle-ci, il ne s'agit pas du gouvernement et des hommes qui passent; il s'agit du pays, de la chère patrie, qui reste. La chambre paraît disposée à déclarer qu'elle est satisfaite des explications que le gouvernement a données. Eh bien, il accepte, lui, que la chambre déclare qu'elle approuve complètement ses explications et ses regrets. L'ordre du jour est donc ainsi conçu : « La chambre, approuvant complètement les explications du gouvernement et s'associant à ses regrets, passe à l'ordre du jour. » Dans ces termes, la proposition est votée à l'unanimité. — 25. M. Ma-

lou, *m. f.*, donne lecture d'une note qui vient d'être remise à M. de Perponcher et résumant l'instruction judiciaire ouverte par ordre du *m. j.* contre le sieur Duchesne-Poncelet. La note se termine en ces termes :

Ainsi que le soussigné a déjà eu l'honneur de le faire remarquer par la note du 26 février, les lois pénales de la Belgique, pas plus que les législations en vigueur dans les autres pays de l'Europe, ne punissent l'offre ou la proposition non agréée de commettre un attentat contre une personne. Récemment encore, dans un débat parlementaire, les organes de gouvernement ont fletri comme immoral et odieux le fait commis par le sieur Duchesne. Les voix de l'opposition ne l'ont pas moins sévèrement jugé. Sans attendre que d'autres nations modifient en ce sens leurs lois pénales et sans subordonner ses résolutions à la condition de la réciprocité, le gouvernement du roi, allant au delà de ce qu'il a promis, a décidé de soumettre très prochainement à la législature une disposition d'après laquelle l'offre ou la proposition non agréée de commettre contre une personne un attentat grave sera, à l'égal de la menace, punie d'une peine correctionnelle sévère. La disposition nouvelle dont le gouvernement belge prend aujourd'hui librement l'initiative répond à ses sentiments; elle sera, le soussigné n'en doute point, favorablement accueillie par les chambres législatives et ratifiée par la conscience publique. Le soussigné saisit cette occasion pour offrir à S. Exc M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, les assurances de sa haute considération. (Signé : Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.) Bruxelles, le 23 mai 1875.

— 28. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur le traité conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

1^{er} juin. Ce projet est voté à l'unanimité, après quelques mots d'adhésion de M. Lelièvre. — 8. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose une convention spéciale prorogeant le traité de commerce conclu en 1870 entre la Belgique et l'Espagne. — 15. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. M. d'Aspremont-Lynden dépose le projet de loi qui approuve la convention concernant la fondation et l'entretien du bureau international des poids et mesures conclue à Paris le 20 mai 1875 entre la Belgique et différents pays. — 16. M. Coremans, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au transport des émigrants. (Voir 11 décembre 1875.) La chambre vote à l'unanimité la convention conclue le 5 juin 1875 entre la Belgique et l'Espagne. — 22. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, donne lecture d'une note du gouvernement allemand en réponse à la sienne du 23 mai et remerciant le gouvernement belge de son attitude dans l'affaire Duchesne. M. Descamps, *r. s. c.*, présente le rapport sur la convention relative aux poids et me-

sures. — 24. La chambre adopte à l'unanimité, et après un débat auquel prennent part MM. Jottrand, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, Coremans, *r.*, Le Hardy de Beaulieu et Muller, le projet de loi sur le transport des émigrants. Il en est de même du projet relatif au bureau international des poids et mesures.

AGRICULTURE.

26 janvier. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de prendre certaines mesures d'interdiction relativement à l'importation et au transit en Belgique des pommes de terre provenant de l'Amérique et d'autres contrées. M. Dumortier remercie le gouvernement de la présentation de ce projet, les ravages causés par la *Doryphora decemlineata* étant effroyables. — 29. M. T'Serstevens, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet et conclut à l'adoption en priant le gouvernement d'inviter toutes les puissances européennes à suivre l'exemple de la Belgique et de l'Allemagne en prohibant l'importation des pommes de terre originaires de l'Amérique. La discussion étant ouverte d'urgence, M. Bergé estime que l'interdiction d'entrée des pommes de terre n'empêchera pas l'invasion d'un insecte qui pénétrera avec d'autres cargaisons. M. Dumortier dit que le danger est imminent et considérable, et félicite la Belgique de l'exemple qu'elle va donner aux autres nations. M. Bockstael est d'avis qu'il est dangereux de donner un blanc seing au gouvernement. M. T'Serstevens, *r.*, dit que les pommes de terre qui arrivent d'Amérique ne peuvent exercer aucune espèce d'influence sur les approvisionnements. On n'en achète que pour raviver les semences, et par conséquent on fera bien de ne pas user de ce moyen en ce moment. Les autres pommes de terre qui entrent dans le pays ne parviennent qu'après avoir été vendues par les navires qui en avaient pris trop pour leurs approvisionnements de voyage. Donc, elles n'exercent aucune influence sur le prix des marchés. D'après le projet de loi, le gouvernement n'interdit pas complètement l'entrée des pommes de terre en Belgique, il interdit simplement l'entrée de celles qui ont une origine suspecte. M. Malou, *m. f.*, parle dans le même sens. M. Le Hardy de Beaulieu est moins effrayé de la doryphora que de la facilité avec laquelle l'assemblée paraît être disposée à voter sans examen, sans enquête, sans étude préalable une loi des plus importantes et qui arme le gouvernement de pouvoirs illimités. Le sénat n'est pas assemblé et ne pourra pas l'être d'ici à plusieurs jours, et on ne veut pas même laisser le temps de lire à

tête reposée et d'étudier le rapport, d'examiner la question et de recourir aux éléments qui peuvent former un jugement. Voilà donc une loi qui n'a d'autre base que des articles de journaux ou de revues, pas même de rapports officiels ni d'autres éléments sérieux, et on veut nous faire donner, dans ces conditions, un vote au pied levé. L'orateur demande que tout au moins on ajourne la discussion jusqu'à la semaine prochaine. M. Jottrand appuie ces observations, et, du consentement de M. Malou, *m. f.*, la discussion est ajournée.

2 février. La chambre entend encore MM. De Baets, Le Hardy de Beaulieu, T'Serstevens, *r.*, Thonissen, d'Andrimont, Malou, *m. f.*, Dellexhy, Dumortier, Guillery, Jottrand et Rogier, et finit par adopter le projet à l'unanimité moins une abstention, en en limitant la durée à deux ans. — 6. Dans la discussion du B. de l'intérieur, un débat s'engage sur une proposition de la *s. c.* tendant à augmenter de 6,000 fr. le subsidie à la Société agricole et forestière de la province de Namur, à la condition qu'elle ajoute à son programme un concours d'instruments agricoles. Cet amendement est adopté, après un débat auquel prennent part MM. Delehay, *r.*, Delcour, *m. i.*, T'Serstevens, Moncheur, Wasseige et De Clercq. Suit un débat entre MM. T'Serstevens, Delcour, *m. i.*, de Macar, Malou, *m. f.*, Delehay, *r.*, et Moncheur au sujet de l'enseignement de la sylviculture. M. Malou, *m. f.*, estime que la Belgique n'est et ne sera plus jamais un pays de grande culture forestière. Il n'existe guère de grandes forêts en Belgique qu'entre les mains de l'Etat et des communes; en d'autres termes, des bois qui sont soumis au régime forestier. L'école de Bouillon étant fermée, on a examiné quels étaient les meilleurs moyens d'avoir toujours, pour les forêts et les bois soumis au régime forestier, un recrutement suffisant d'agents capables, et le *m.* incline à croire que le meilleur système de tous serait de donner, deux, trois ou quatre bourses à des jeunes gens pour aller étudier, soit à Nancy, soit, de préférence, à l'école de Tharand, en Saxe, réputée l'une des meilleures de l'Allemagne. Et non seulement on leur donnerait ces bourses, mais on devrait pouvoir, pour réussir, leur offrir la perspective certaine d'un emploi dans l'administration forestière. C'est la solution économique et celle qui produirait le plus de bien.

BUDGETS.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose des amendements aux BB. *Id.* des demandes de crédit de 57,000 fr. et de 87,009 fr. au B. de

la justice et des crédits supplémentaires de 816,530 fr. 50 c. au B. de l'intérieur de 1874. — 21. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1875. — 24. Le B. est voté à l'unanimité. — 26. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des dotations.

1^{er} décembre. *Id.* sur les crédits supplémentaires du B. de la justice. — 2. M. Delehay, *r. s. c.*, *id.* sur les crédits supplémentaires du B. de l'intérieur. M. Lelièvre, *r. s. c.*, *id.* sur le B. de la justice. — 3. M. Julliot, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des finances. — 4. M. De Clercq, *r. s. c.*, *id.* sur le B. de la dette publique. — 9. La chambre adopte les articles du B. des dotations. Elle aborde ensuite la discussion du B. des finances. Sur la proposition de M. Malou, *m. f.*, elle vote un crédit extraordinaire pour la rémunération du travail de codification des lois fiscales, et pour l'examen des questions relatives aux caisses tontinières. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit que les travaux du nouvel hôtel des Monnaies vont être poursuivis avec promptitude; il ajoute, en réponse à MM. Le Hardy de Beaulieu et Berten, qu'il a pris des mesures pour activer le travail des mutations cadastrales, et hâter l'inscription du revenu imposable aux matrices cadastrales. Le B. est voté à l'unanimité. Dans la discussion du B. de la justice, M. Woeste demande la création d'une 5^e chambre à la cour d'appel de Bruxelles et la généralisation du système cellulaire. M. Pirmez combat la proposition de créer la 5^e chambre. D'après lui, les magistrats pourraient siéger quatre jours par semaine au lieu de trois et prolonger la durée de leurs audiences. M. Guillery appuie la proposition de M. Woeste, qui est combattue par MM. Thonissen et Cruyt. — 10. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des recettes et dépenses pour ordre. MM. Reynaert et Simonis demandent la création d'une seconde chambre aux tribunaux de Courtrai et de Verviers. M. Lelièvre désire que le gouvernement soumette à l'avis des corps judiciaires la proposition, faite par la *c.* de révision du code de procédure civile, de supprimer les avoués. Il demande aussi la révision du code de procédure militaire, et celle de la loi des incompatibilités en ce qui concerne les conseillers de la cour de cassation et des cours d'appel, enfin la codification des lois sur l'organisation judiciaire. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant aux précédents orateurs, s'engage à proposer une rédaction en ce qui concerne la cour de Bruxelles. Il demandera à la chambre de se prononcer prochainement sur la question des avoués; il ne croit pas qu'il soit possible, en ce moment, de

s'occuper du code de procédure militaire, ni opportun de reviser la loi sur les incompatibilités parlementaires. M. Cruyt désire que le ministère examine la question de savoir s'il n'y aurait pas opportunité de détacher, du ressort de la cour d'appel de Bruxelles, la province d'Anvers pour la placer sous le ressort de la cour d'appel de Gand. MM. Jacobs et Jottrand combattent cette proposition. M. Houtart demande que l'on améliore la position des commissaires de police des communes rurales. M. Julliot voudrait savoir pourquoi toutes les contestations relatives aux chemins de fer sont attirées à Bruxelles; c'est le tribunal de la capitale et la cour d'appel devant lesquels paraissent toutes ces causes, qui sont nombreuses. La plupart de ces contestations surgissent dans les provinces, et l'Etat étant représenté partout, l'orateur se demande pourquoi ces causes ne sont pas jugées là où elles sont nées, ce serait leur juge naturel, et cette modification soulagerait considérablement la magistrature de la capitale, qui se dit surchargée de travail: ce serait un double but utile à atteindre. M. De Lantsheere, *m. j.*, donne des explications sur l'application du système cellulaire; il ajourne la question des commissaires de police jusqu'à la discussion du code d'instruction criminelle. Il répond à M. Julliot qu'en ce qui concerne le département des travaux publics, déjà toutes les questions d'exploitation sont plaidées devant la juridiction des divers arrondissements. Une des dispositions du code de procédure qui ont été votées dernièrement fait faire un grand pas dans le sens des observations de M. Julliot. En effet, aux termes de cette disposition, sur laquelle la chambre aura à se prononcer bientôt au second vote, toute action pourra être portée devant le tribunal du lieu où l'obligation est née, ou du lieu où elle a été ou doit être exécutée. Cette disposition étend à toutes les matières une disposition qui aujourd'hui n'existe qu'en matière commerciale. L'application de cette disposition amènera nécessairement une répartition plus égale de la besogne judiciaire. M. Lelièvre reconnaît que le nouveau code de procédure révisé, en ce qui concerne les assignations à signifier à l'Etat, réalise une amélioration incontestable en autorisant les citoyens à assigner l'Etat aux lieux indiqués par les dispositions nouvelles, et, désormais, pour atteindre ce but et faire jouir les citoyens du bénéfice de la loi nouvelle, il est nécessaire qu'on publie, à titre de loi particulière, les titres qui ont dernièrement été votés par la chambre. M. Vleminckx insiste pour la plus prompte application du système cellulaire dans toutes les prisons en vue de l'amélioration des prisonniers et de la

diminution des récidives. M. De Lantsheere, *m. j.*, fait observer qu'après dix ans de séparation, les prisonniers ont le droit de réclamer le régime de la prison en commun. Indépendamment de cette catégorie de détenus, il y a une autre catégorie assez nombreuse de détenus correctionnels ou criminels qui ne peuvent subir le régime cellulaire à raison de l'état de leurs facultés mentales ou à raison de leur état physique. Il y aura donc toujours au moins une prison commune en Belgique. Jusqu'à présent cette prison commune pour les criminels est la prison de Gand. Au chapitre relatif au *Moniteur*, M. Cruyt demande que ce journal soit envoyé gratuitement aux membres des députations permanentes. Après le vote des divers articles du *B.*, M. Bara critique certaines nominations faites par M. De Lantsheere, *m. j.*, entre autres celle du président du tribunal de Malines (M. Scheyvaerts) et celle d'un greffier à Etalle (M. Habran). M. De Lantsheere, *m. j.*, s'attache à justifier ces nominations à propos desquelles M. Dumortier en critique d'autres faites à Tournai par M. Bara. Le *B.* est voté par 52 voix contre 25 et 2 abstentions. — 11. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des affaires étrangères. Dans la discussion du *B.* de la dette publique, il y a un échange d'explications entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Malou, *m. f.*, au sujet de l'accroissement de la dette, puis un débat entre MM. Demeur et Beernaert, *m. t.*, au sujet de la liquidation des comptes de garanties d'intérêt dont jouissent certaines sociétés de chemin de fer. Le *B.* est voté à l'unanimité. Les crédits supplémentaires au *B.* de la justice sont adoptés à l'unanimité. Dans la discussion des crédits supplémentaires au *B.* de l'intérieur, M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Van Outryve d'Ydewalle, dit que les plans définitifs de l'école normale de Bruges seront prochainement arrêtés. Le crédit est voté à l'unanimité. — 15. Le *B.* des dotations est adopté par 70 voix contre 2, le *B.* des recettes et dépenses pour ordre, à l'unanimité. A propos de ce *B.*, M. Malou, *m. f.*, donne des explications sur le mécanisme d'après lequel fonctionne le fonds communal. Celui-ci est distribué par des répartitions trimestrielles; les trois premières sont provisoires et ces répartitions se font d'après le budget des voies et moyens, mais en tenant compte des recouvrements des trois trimestres antérieurs, de sorte que si les recettes prévues ne se réalisent pas, on peut toujours proportionner les répartitions aux faits récents qui sont constatés pour les trois derniers trimestres. Il y a, en outre, une réserve. Les communes ont donc une complète sécurité qu'elles obtiendront, l'année prochaine, le minimum qui a été déterminé

en 1870, car, si les prévisions ne se réalisaient pas complètement, on puiserait dans la réserve extraordinaire pour parfaire ce minimum, qui est de 2,424,900 francs. — 19. M. Delehay, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* de l'intérieur.

19 janvier. Discussion du *B.* des affaires étrangères. (*Voir AFFAIRES ÉTRANGÈRES.*) — 20. *Ibid.* Des explications sont échangées entre MM. Boucquéau et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet d'une somme revenant aux hospices de Lessines et qui doit être récupérée au Brésil; puis M. Le Hardy de Beaulieu cite des documents diplomatiques relatifs à la guerre de 1870, et d'où il conclut qu'il n'a été adressé à la Belgique aucune sommation de faire des armements extraordinaires à cette époque. — 21. Il soutient que la Belgique est tenue de conserver tout simplement une neutralité inoffensive, c'est-à-dire ne favoriser aucun des belligérants. Là se borne son rôle, et pour cela il ne faut ni 100,000 hommes, ni 50,000 hommes; il faut simplement garder la frontière contre les voleurs, contre les partis qui, sous prétexte de guerre, voudraient se livrer au vol. Mais prétendre arrêter une nation de 36 millions d'un côté et de 40 millions de l'autre, c'est un rôle de don Quichotte qui n'a pas été imposé au pays ni en 1859 ni en 1870. Parlant de la conférence qui a eu lieu à Bruxelles au sujet des droits des belligérants, l'orateur demande si le gouvernement, en y prenant part, a laissé supposer que des troupes envahissant un Etat neutre comme la Belgique, et qui n'a donné aux belligérants aucun prétexte légitime pour cet envahissement, auraient les mêmes droits que ceux que ces belligérants pourraient exercer en pays ennemi? Pour sa part, il croit que le rôle de la Belgique, dans cette conférence, si elle est appelée de nouveau à y prendre part, doit être de faire comprendre que si des nécessités impérieuses, inexorables se présentaient, dans un état de guerre, d'envahir un territoire neutre, ce territoire ne devrait pas être soumis aux mêmes conditions que le territoire d'un Etat belligérant, que les droits des armées envahissantes ne seraient pas les mêmes, dans tous les cas, que les droits des populations et, comme l'a très bien fait ressortir le représentant de la Belgique dans la conférence, que dans ces cas, toutes les forces vives du pays pourraient être légitimement appelées à repousser l'envahisseur, qui ne devrait plus alors être considéré comme un belligérant, mais comme un simple brigand. L'orateur espère que si quelques pas nouveaux sont faits dans la voie, voie heureuse, inaugurée par l'empereur de Russie, le gouvernement fera tous ses efforts pour obtenir, en faveur des petits pays et

surtout des petits pays neutres, l'exemption complète, sinon des envahissements, au moins des conséquences qui pourraient en résulter, au point de vue où s'est placé le promoteur de la conférence. Une pareille solution serait un très grand soulagement pour tous les Etats neutres. On ne pourrait plus alors venir prêcher la neutralité forte, la neutralité toujours prête à répondre à toute provocation et à tout vaincre. On rentrerait dans le rôle modeste, mais beaucoup moins dangereux, de la neutralité inoffensive. M. Malou, *m. f.*, estime que la question des devoirs de la neutralité belge, agitée depuis 1840, a été souverainement jugée et toujours dans le même sens. Assurément une petite nation peut n'être pas déshonorée si son territoire est violé ; mais il n'en est pas moins d'un intérêt immense pour le pays de maintenir et de faire respecter la neutralité de son territoire. En ce qui concerne la conférence, la Belgique y a maintenu énergiquement et avec succès tous les droits de la défense nationale, si par malheur on faisait une tentative de violer sa neutralité. M. Thonissen maintient que si, en 1870, on a respecté l'indépendance et la neutralité de la Belgique, c'est parce qu'elle avait une armée pour les défendre. Il ajoute que si l'on avait appliqué avant 1870 le déplorable système dont M. Le Hardy de Beaulieu s'est fait le défenseur, le pays aurait été envahi par les armées belligérantes. M. Van Humbeeck dit que la neutralité est certainement aussi respectable au point de vue du droit lorsqu'elle est désarmée et inoffensive que lorsqu'elle est armée et forte. Seulement lorsqu'elle est armée et forte, elle a plus de chances d'être respectée en fait. Pour qu'une neutralité placée en présence de deux puissances en guerre soit respectée, il ne suffit pas que chacun des deux belligérants ait la bonne intention de rester fidèle aux traités ; il faut que chacun d'eux soit garanti aussi contre les mauvaises intentions possibles d'un adversaire auquel il n'oserait pas se fier au moment d'un conflit. (*Voir ensuite AFFAIRES ÉTRANGÈRES.*)—22. Dans la discussion des articles du B., un débat s'engage entre MM. Pety de Thozée, *r.*, et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet d'un crédit pour le classement des archives du département, que la *s. c.* trouve trop élevé. La chambre adopte le chiffre proposé par le *m.* (*Voir AFFAIRES ÉTRANGÈRES.*)—23. Au chapitre des *Consulats*, la chambre entend un échange d'explications entre MM. De Decker et Bergé au sujet des rapports commerciaux de la Belgique avec le Mexique, et entre MM. Pety de Thozée et d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, au sujet du maintien d'un consul de Belgique à Luxembourg. Le crédit affecté à ce poste est maintenu par 57 voix

contre 25. En réponse à des interpellations de M. Jottrand, M. Delcour, *m. i.*, dit que le retard apporté à la nomination de la *c.* chargée d'organiser la participation des Belges à l'exposition de Philadelphie a eu pour cause le désir de s'éclairer d'abord sur ce que feraient les autres pays. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit que le gouvernement des Etats-Unis, usant du droit que le traité de 1858 lui accordait, a dénoncé son traité avec la Belgique. Mais le gouvernement belge a ouvert des négociations avec le cabinet de Washington et s'efforcera d'obtenir des conditions, sinon meilleures, au moins égales à celles qui existaient précédemment. Répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, qui demande la publication d'un livre bleu ou vert, il dit que ce serait inutile et que tous les documents cités par le préopinant ont paru depuis quatre ans dans le *Moniteur*. Le B. est voté par 57 voix contre 25. — 26. La chambre aborde la discussion du B. de l'intérieur. (*Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.*) M. Houtart voudrait voir augmenter les subsides pour la voirie vicinale. M. Bockstael appuie cette observation et parle en faveur de l'augmentation du traitement des secrétaires communaux. M. Dumortier est d'avis qu'il faut que ces fonctionnaires soient rétribués exclusivement par les communes. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il a soumis les questions que soulèvent les réclamations des secrétaires communaux à l'avis de la commission administrative de la caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux. Cette *c.* a fourni son rapport. Parmi les points qu'elle avait à apprécier, se présentait d'abord la proposition tendante à modifier les dispositions de la loi communale relatives à la nomination, à la suspension ou à la révocation des secrétaires. A l'unanimité, elle a écarté toute idée d'apporter, sous ce rapport, une modification à la loi communale. Le *m.* se rallie complètement à cet avis. Mais le point qui a surtout fait l'objet des travaux de la *c.* se rapporte à l'insuffisance des traitements. Or, ceux-ci ont été notablement accrus depuis 1850. La *c.* est pourtant arrivée à une conclusion. D'après la loi communale, le traitement des secrétaires communaux est fixé par le conseil communal sous l'approbation de la députation permanente. La députation ne peut pas d'office imposer d'augmentation. Elle a le droit, lorsque le traitement a été approuvé par elle, de faire porter la dépense au B., mais elle ne peut d'office augmenter la somme du traitement. La *c.* a pensé qu'il serait possible d'adopter une disposition législative permettant à la députation permanente de faire plus. Elle a donc proposé de modifier l'article 111 de la loi communale, de manière à permettre

à la députation de fixer d'office le traitement des secrétaires, en cas de refus de la commune d'élever ce traitement à un taux équitable. A première vue, le *m.* était disposé à se rallier à cette idée, mais après mûre réflexion, il hésite beaucoup à présenter une loi dans ce sens. On ne peut se dissimuler, en effet, que ce projet porterait une atteinte sérieuse aux prérogatives de la commune et modifierait gravement un des principes fondamentaux de notre loi. Il doute donc qu'une mesure aussi grave puisse être justifiée, et dans cette situation d'esprit, il ne peut se résoudre à formuler des propositions formelles. — 27. M. Bergé demande des explications au sujet de l'arrêté royal du 18 octobre 1874, relatif au rappel des miliciens ou des soldats en congé ; il donne aux secrétaires communaux une nouvelle besogne et place les administrateurs communaux sous la dépendance, sous la surveillance, sous le contrôle de la gendarmerie. La circulaire qui engage les secrétaires communaux à opérer des recrutements pour l'armée a provoqué une protestation énergique de la part des secrétaires communaux eux-mêmes. Ils n'ont pas, malgré leur position très précaire, voulu se faire une amélioration de position au moyen de ces gratifications accordées aux recruteurs. Parlant des secrétaires communaux, l'orateur appuie vivement la demande d'amélioration de leur position. M. Bockstael parle dans le même sens. M. Pirmez, par contre, partage l'avis de M. Delcour, *m. i.* Il croit qu'on ne peut pas rendre un plus mauvais service aux secrétaires communaux que de les entretenir dans leurs illusions. Les secrétaires communaux doivent s'adresser aux communes et quand, pour être mieux rétribués, ils viennent s'adresser aux chambres, ils donnent un prétexte à la commune pour ne pas les payer. Eh bien, en disant nettement, comme l'a fait le *m. i.* : « Nous ne ferons rien », on leur rend service ; car on leur fait comprendre où ils doivent s'adresser, et un bon conseil vaut mieux qu'une flatterie. M. Bergé soutient qu'on peut fixer un minimum de traitement. M. Le Hardy de Beaulieu se plaint que des places de bourgmestres et d'échevins sont laissées vacantes dans l'arrondissement de Nivelles. M. Defuisseaux déclare que si, d'ici à quelque temps, le gouvernement n'a pas présenté un projet de loi pour fixer un traitement *minimum* des secrétaires communaux, il présentera un projet de loi en vertu de son initiative parlementaire. — 28. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit que la *c.* centrale de statistique s'occupe en ce moment de l'exposé décennal de la situation du royaume. Déjà elle a arrêté un programme extrêmement complet et des

plus intéressants. Quant au prochain recensement, les dispositions seront prises en temps opportun pour en assurer la bonne et rapide exécution. Il répond ensuite à M. Bergé que les mesures prises relativement au rappel des miliciens ou des soldats en congé l'ont été en exécution de la loi. — (Voir ensuite GARDE CIVIQUE.) — 29. *Id.*

5 février. (Voir MILICE.) — 5. Au chapitre IV, M. Wasseige a déposé un amendement ainsi conçu : « Ajouter la somme de 65,000 fr. à diviser entre les neuf provinces pour permettre au gouvernement d'améliorer, dès cette année, la position des employés des administrations provinciales en les assimilant, quant au traitement, aux fonctionnaires du département de l'intérieur du grade immédiatement inférieur. » M. Thibaut, *p.*, fait remarquer que cet amendement ne pourrait être mis aux voix dans la forme où il est présenté. La somme de 65,000 fr. devrait être répartie entre les divers articles du chapitre. Un débat s'engage, auquel prennent part MM. Wasseige, Julliot, Delehay, *r.*, Malou, *m. f.*, Delaet, Kervyn de Lettenhove, Vandennepeereboom, Dumortier, Defuisseaux et Frère-Orban. M. Malou, *m. f.*, propose le renvoi de l'amendement à la *s. c.* chargée d'examiner le projet de loi sur les petits traitements. Cette proposition est rejetée par parité de voix (52 contre 52). M. Wasseige propose alors de rédiger son amendement comme suit : « Une somme de 65,000 fr., à diviser proportionnellement entre les neuf provinces, est mise à la disposition du gouvernement, pour améliorer, dès cette année, la position des employés des administrations provinciales en les assimilant, quant au traitement, aux fonctionnaires du département de l'intérieur du grade immédiatement inférieur. » M. Pirmez nie que la chambre ait le droit de régler le traitement d'une catégorie de fonctionnaires. M. Kervyn de Lettenhove soutient l'opinion contraire. M. Delcour, *m. i.*, déclare que si le crédit est voté il ne s'engage pas à suivre la règle indiquée. M. Bara est d'avis que dès lors il est inutile de voter l'amendement. M. Malou, *m. f.*, soutient la même thèse. M. Wasseige propose alors de dire : « Une somme de 65,000 fr. est mise à la disposition du gouvernement pour lui permettre d'améliorer la position des employés des administrations provinciales. » Dans ces termes, l'amendement est voté par 46 voix contre 26 et 8 abstentions. — 6. La chambre, sur la proposition de M. Delcour et après des observations de MM. Muller et Demeur, vote une augmentation de 5,000 fr. pour le Tir National. (Voir ensuite AGRICULTURE.) Au chapitre de la *Voirie vicinale*, M. T'Serstevens prononce un discours dans lequel il demande qu'on

modifie le mode de répartition des subsides pour l'amélioration de la voirie vicinale, en accordant en principe, et sauf les exceptions en faveur de communes pauvres qui devraient recevoir des subsides plus considérables, à toutes les communes du pays un subside égal au tiers de la dépense résultant des travaux effectués pour l'amélioration de la voirie vicinale. M. Houtart insiste pour que le gouvernement s'exécute vis-à-vis des communes, et les aide à payer les travaux que, sur ses encouragements et sur ses instances, elles ont été entraînées à faire, dans l'intérêt d'une amélioration notable de la voirie et de l'hygiène publique. M. Delcour, *m. i.*, se prononce en faveur du système inauguré par M. Kervyn de Lettenhove, et qui consiste à abandonner la répartition des subsides aux députations permanentes. M. Jottrand critique de nouveau le retard apporté à nommer la *c.* de l'exposition de Philadelphie, et se plaint qu'un crédit n'ait pas été sollicité des chambres pour assurer la participation des Belges à cette exposition. M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il se prononcera ultérieurement sur la part d'intervention du gouvernement. — 16. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui tend à allouer des crédits supplémentaires, principalement pour le service de la dette publique, pour les exercices 1874 et 1875; ce dernier projet comprend en outre des crédits aux *BB.* du ministère des finances et des non-valeurs et remboursements. Le montant total de ces crédits est de 6,400,000 fr. La chambre reprend la discussion du *B.* de l'intérieur. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 17, 18. *Ibid.* (Voir LETTRÉS, SCIENCES ET ARTS.) — 19. Au chapitre du service de santé, M. Pirmez recommande au gouvernement d'examiner s'il ne pourrait pas admettre les femmes à pratiquer certaines branches de la médecine, spécialement les maladies de femmes ou d'enfants, s'il ne devrait pas constituer un jury qui pourrait admettre à traiter ces branches spéciales. L'orateur voudrait que l'on employât les femmes aux guichets des chemins de fer et des télégraphes, dans l'administration des travaux publics. M. Rogier appuie ces considérations, qui sont combattues par M. Vlemineckx. Celui-ci interpelle aussi le gouvernement sur la patente des médecins, qu'il voudrait voir supprimer. M. Malou, *m. f.*, dit que le retard provient de ce qu'il a fait relever dans tous les rôles des patentables les cotisations des médecins pour pouvoir démontrer à la chambre combien de médecins perdraient le droit électoral, soit pour les chambres, soit pour la province, soit pour la commune, si l'on supprimait la patente. Le travail est terminé, et il espère pouvoir, sous peu de jours, soumettre un projet de loi.

M. Pirmez demande pourquoi l'on ne supprimerait pas aussi la patente des notaires, des avoués et des pharmaciens. Le *B.* est adopté à l'unanimité. — 25. M. Malou, *m. f.*, dépose les *BB.* pour l'exercice 1876.

15 avril. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits sollicités dans la séance du 16 février.

26 mai. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 25,650 fr. au département de la justice. — 27. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des dotations pour 1876.

1^{er} juin. La discussion s'ouvre sur les crédits supplémentaires aux *BB.* de la dette publique, des finances et des non-valeurs. M. Demeur soutient que l'exercice 1874, à quelque point de vue qu'on l'examine, au point de vue des services ordinaires comme au point de vue des services extraordinaires, semble n'avoir produit que de mauvais résultats. Dans les services ordinaires, il présente un excédant des dépenses sur les recettes d'environ 5 millions, excédant de dépenses qui prend la place des excédants de recettes des exercices antérieurs. Dans les services extraordinaires, on y voit, sous l'apparence d'un boni de 9 millions, un déficit réel, le boni n'ayant été obtenu qu'au moyen d'une anticipation de 26 millions sur les recettes extraordinaires des exercices 1875 et 1876. C'est surtout sur le déficit dans les services ordinaires que l'orateur appelle l'attention de la chambre. L'insuffisance de ressources porte là, non sur le capital, mais sur le revenu annuel, et elle se reproduira fatalement chaque année si l'on ne prend des mesures pour l'empêcher. Lorsque l'on est en présence d'un déficit dans les ressources ordinaires, il faut nécessairement ou bien créer de nouvelles ressources annuelles, ou bien diminuer les dépenses annuelles. Le ministère qui a créé la situation signalée doit prendre les mesures nécessaires pour parer à cette situation. Il faut ou qu'il diminue les dépenses ou qu'il crée des impôts. Il ne peut pas admettre que le pays reste dans le déficit; il ne peut pas exiger non plus que cette besogne réparatrice soit faite par ses successeurs; le ministère actuel ne se croit pas éternel. Il sera remplacé, et, si l'on doit en croire des signes assez apparents, son existence ne sera plus extrêmement longue. L'orateur engage le *m. f.* à profiter du temps qui lui reste pour remédier à la situation qu'il a créée. Il n'a pas le droit de laisser à ses successeurs le soin de créer de nouveaux impôts, et, s'il devait en être ainsi, il faut que le pays sache que la responsabilité des charges nouvelles incombera au cabinet actuel. — 2. M. Frère-Orban signale la fâcheuse situation du Trésor et sou-

tient qu'avant peu l'on se trouvera en face d'un déficit de 80 millions de francs. On espère pouvoir l'atténuer par des excédants de recettes ordinaires sur lesquels on compte et qui sont d'autant moins probables que l'accroissement des dépenses est de plus en plus considérable. A défaut d'excédants, qui seront en tous cas peu importants eu égard aux engagements contractés, on n'a d'autre ressource que l'emprunt, auquel on n'oserait pas même songer aujourd'hui, de telle sorte que tout l'échafaudage financier repose sur la base fragile d'émissions successives de bons du Trésor, qui constituent un véritable péril pour le pays. C'est une situation dont un jour de crise peut révéler tous les dangers, et ils sont d'autant plus graves que, par une imprudence que rien n'excuse, toutes les ressources disponibles de la Banque Nationale sont engagées au service de l'Etat. A l'heure présente, grâce aux titres de la dette 3 p. c. que la Banque a dû prendre, en cédant aux instances du *m. f.* et pour l'aider dans ses opérations, grâce aux bons du Trésor qu'elle a dû encore accepter, grâce aux prêts qu'elle a effectués sur des fonds publics, il ne lui reste rien de son capital qu'elle puisse mettre à la disposition du Trésor dans un jour de crise. L'orateur ne peut, pour sa part, approuver cette manière de gérer les finances. M. Malou, *m. f.*, répond que l'Etat belge jouit du premier crédit de l'Europe après l'Angleterre. Il n'y a pas le moindre danger pour l'Etat, eût-il pris des engagements pour 25, 40 millions ou plus, de ne pouvoir pas y satisfaire. Les dépenses extraordinaires décrétées sont aujourd'hui couvertes. Il y a encore des dépenses à décréter; mais a-t-on jamais fait, devait-on faire immédiatement les voies et moyens pour une dépense échelonnée par exemple sur cinq ou six ans? L'a-t-on jamais fait? Assurément non! On devra consolider les bons du Trésor qui ont été émis; on devra poursuivre, et l'on poursuivra résolument tous les travaux, ceux d'Anvers récemment décrétés et tant d'autres que le précédent ministère a légué la mission de finir. Mais on pourra, quand le moment sera opportun, consolider à de très bonnes conditions la dette flottante actuelle et se créer des ressources nécessaires pour poursuivre ces travaux. Il n'est donc pas à craindre que l'on se trouve en présence d'un déficit éventuel prochain de 80 millions. Ce débat continue entre MM. Demeur, Malou, *m. f.*, et Frère-Orban; puis M. Jacobs dit que MM. Frère et Demeur, surtout M. Frère, lui paraissent se préoccuper beaucoup plus de politique que de finances; M. Frère semble partir de cette idée arrêtée, préconçue, que les libéraux seuls sont à même de

bien gérer les finances et que les catholiques en sont incapables. Or, si l'on veut envisager les faits sagement et sans parti pris, on reconnaîtra que, quelle que soit la couleur des ministres qui sont à la tête des affaires, la gestion des finances du pays ne diffère pas sensiblement. Quant à l'encaisse moyenne, elle est la même dans une période catholique et dans une période libérale. Il ne faut donc plus parler de finances catholiques et de finances libérales. Les finances de la Belgique ont toujours été administrées régulièrement et honnêtement; il faut se garder de jeter le discrédit sur les institutions financières en émettant des doutes injustes à cet égard. — 3. Après des explications entre MM. Demeur et Malou, *m. f.*, les crédits sont votés par 76 voix contre 2. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 25,000 fr. au B. de la justice. — 8. Ce projet est voté à l'unanimité. — 24. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des recettes et dépenses pour ordre.

BUREAU.

11 novembre. M. Thibaut est nommé *président* par 48 voix contre 30 données à M. Rogier. M. Tack, 1^{er} *vice-président* par 48 voix contre 33 données à M. Van Humbeeck. M. Schollaert, 2^e *vice-président* par 46 voix contre 27 données à M. Crombez. Il est donné lecture d'une lettre de M. de Borchgrave, qui décline le renouvellement de son mandat comme secrétaire. — 12. MM. Wouters, Reynaert, Hagemans et Pety de Thozée sont élus *secrétaires*. MM. de Zerezo de Tejada et Snoy sont réélus *questeurs*.

CHEMIN DE FER.

20 novembre. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Van Cromphaut, annonce que la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Lichtervelde à Thielt vient de mettre la main à l'œuvre. Répondant à M. Sabatier, il donne des explications sur le tracé du chemin de fer d'Athus à la Meuse. — 27. Un échange d'explications a lieu entre MM. Jottrand, Beernaert, *m. t.*, Demeur et Bockstael, au sujet du retard apporté à la construction du chemin de fer direct de Bruxelles à Termonde.

10 décembre. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Julliot, dit qu'il prendra des mesures énergiques pour obliger la compagnie du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois à établir un service qui donne satisfaction aux légitimes exigences du public.

24 février. Répondant à M. Saintelette, il s'engage à déposer un rapport sur l'emploi qui a été fait des crédits mis, depuis 1870, à

la disposition de son département, notamment du crédit de 25 millions destiné à être employé au parachèvement du chemin de fer. Il s'engage aussi à déposer un projet de loi sur la responsabilité de l'Etat en matière de chemin de fer; il ajoute qu'il termine l'étude du projet de loi sur la comptabilité.

16 mars. Un débat a lieu entre MM. Drion, Sabatier et Beernaert, *m. t.*, au sujet des tarifs que le gouvernement se propose d'appliquer sur le chemin de fer de ceinture de Charleroi et ses embranchements.

14 avril. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi apportant diverses modifications à la convention conclue, le 25 avril 1870, entre l'Etat belge et la Société des Bassins houillers. — 16. Sur les conclusions de M. Van der Donckt, *r. c.*, et après avoir entendu MM. de Zerezo de Tejada, Demeur et Beernaert, *m. t.*, la chambre renvoie à ce dernier une pétition par laquelle le conseil communal de Rethy demande la reprise, par l'Etat, du chemin de fer de Lierre à Turnhout. — 21. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi sur les tramways et sur les raccordements industriels par chemin de fer. — 22. Des explications sont échangées entre MM. Demeur, Beernaert, *m. t.*, de Vrints et Lelièvre au sujet des changements qui auraient été apportés aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 1871, qui a déterminé l'époque à laquelle devaient commencer et l'époque à laquelle devaient être terminés les travaux pour la construction de divers chemins de fer. — 28. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, M. de Vrints demande que les engrais soient transportés d'après le tarif des charbons; il réclame aussi la construction du chemin de fer de Tubize à Jodoigne. M. Simonis se joint à la *s. c.* pour demander le repos dominical en faveur des employés du chemin de fer, l'ouverture de la station de Trois-Ponts (sur la ligne de Spa à la frontière grand-ducale) et l'amélioration de la station de Pepinster. M. Puissant réclame l'achèvement des lignes de Beaumont à Chimay et de Marchienne-au-Pont à Thuillies. Il proteste contre la suppression de la ligne directe de Bonne-Espérance à Beaumont par Merbes-le-Château. M. Thonissen recommande la concession à M. Maréchal, architecte à Bruxelles, d'un chemin de fer d'Ans à Breda par Looz, Hasselt, Beeringen, Bourg-Léopold, Turnhout, Hoogstraeten et Rysbergen, et le rachat du Liégeois-Limbourgeois. M. De Clercq réclame la reprise du réseau de la Flandre occidentale; M. de Pitteurs-Hiegaerts, des améliorations dans l'exploitation de la ligne de Landen à Hasselt. — 29. M. Van den Steen signale l'insuffisance des stations de Termonde et de Bugghenout; M. Ver-

brugghen se prononce en faveur du repos du dimanche. Il réclame la reprise par l'Etat des routes affluentes au chemin de fer et la réduction du tarif pour le transport des engrais. M. Wouters remercie le *m. t.* des travaux qu'il a décrétés dans l'arrondissement de Louvain. M. Houtart espère voir achever bientôt la ligne de Houdeng à Goegnies. Il recommande la construction de quelques centaines de wagons fermés pour le transport des marchandises et signale la différence injuste qui existe entre le prix de transport des pierres brutes venant de France et le prix de transport des pierres bleues. M. Magherman demande l'achèvement de la ligne de Braine-le-Comte à Courtrai, décrétée depuis dix-neuf ans, et l'agrandissement de la station de Renaix. M. Deleghy réclame, à son tour, l'abaissement du prix de transport des engrais.

4 mai. M. Paternostre demande la construction d'une station à Marcq entre Enghien et Bas-Silly. M. de Baillet-Latour s'occupe du tracé du chemin de fer d'Athus à Mettet et de la nécessité de mieux rétribuer les gardes-excentriques. M. Lambert demande que l'on fasse disparaître tous les passages à niveau et qu'on interdise d'en établir de nouveaux. M. Le Hardy de Beaulieu s'occupe du chemin de fer de Tubize à Jodoigne, de la station d'Ottignies et de l'agrandissement de la station de Wavre. — 11. M. Delehay demande qu'on accorde la concession d'un chemin de fer d'Audenarde à Tourcoing et Roubaix. M. Meeus s'occupe des installations maritimes du port d'Anvers et de l'exportation commerciale par chemin de fer. M. De Decker réclame l'exécution du chemin de fer d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten; M. Lefebvre, la construction du pont de la ligne d'Anvers à Douai, sur le Ruppel, à Boom. M. Hagemans s'occupe des intérêts de l'arrondissement de Thuin et signale le danger que présente, pour les gardes, le récolement des coupons sur les trains en marche. M. Janssens réclame un tarif réduit pour le transport du sel. M. Bockstael demande de plus grandes facilités pour les transports et l'embarquement des charbons dans le bassin de Mons. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 12. Il achève son discours. M. Wasseige s'occupe du tracé du chemin de fer d'Athus à Charleroi, au point de vue de l'arrondissement de Namur. M. de Briey espère que ce chemin de fer passera par Florenville. M. Descamps voudrait voir améliorer le système de comptabilité du chemin de fer et introduire le *block-system* dans l'intérêt de la sécurité des voyageurs. Il insiste pour l'achèvement des lignes de St-Ghislain et de Blaton à Ath. M. de Montblanc réclame l'exécution de la ligne de Roulers à Dixmude. M. Pirmez insiste

sur des mesures à prendre en vue de protéger l'existence des gardes-convois et des gardes-barrières. Il s'occupe aussi du tracé du chemin de fer d'Athus à Charleroi, du chemin de fer de ceinture de cette ville, et recommande de réfléchir avant de supprimer des lignes qui faisaient partie du réseau des Bassins houillers. — 13. M. Ortman réclame divers travaux à Verviers et aux environs. M. Thonnissen insiste de nouveau pour la concession d'un chemin de fer d'Anvers à Breda. M. Piedbœuf réclame des améliorations dans le matériel de traction du chemin de fer. M. Delaet se plaint qu'un grand nombre de gardes du chemin de fer dans les provinces flamandes ne savent pas le flamand. M. Van Hoorde s'occupe de la ligne de Bastogne à Gouvy. M. Berten demande la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale. M. Julliot voudrait voir le chemin de fer exploité sans déficit. M. T'Serstevens appuie les observations de M. Descamps en ce qui concerne le *block-system*, et voudrait voir établir des wagons à couloir en vue de faciliter le récolement des coupons. Il demande la réduction des tarifs pour le transport des engrais, et s'occupe de l'amélioration des stations d'Ottignies et de Wavre. — 14. M. Boucquéau insiste pour le prompt établissement de la station de Marcq et critique le mode d'exploitation de la ligne de Luttre au point de vue des intérêts du centre. Il réclame aussi l'abaissement du tarif pour le transport des pierres bleues. M. Hagemans, revenant sur les dangers que présente pour les gardes le récolement des coupons sur les trains en marche, recommande le système des garde-corps de l'ingénieur Maquet. M. Beernaert, *m. t.*, dit que ce système est l'objet d'études au département des travaux publics. M. E. de Kerckhove parle des travaux à exécuter à la gare de Malines et du mode de rétribution des ouvriers de l'arsenal. Il demande aussi que l'on diminue le travail des employés le dimanche. M. Le Hardy de Beaulieu est heureux d'avoir appris que l'on concédera le chemin de fer de Tubize à Jodoigne et insiste pour l'agrandissement de la station de Wavre. M. Beeckman recommande les travaux d'agrandissement de la station de Louvain et l'augmentation du matériel de transport. M. Defuisseaux réclame de promptes mesures en vue de préserver la vie des gardes-convois, et l'exécution du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath. M. Vandam critique l'arrêté royal du 9 juin 1874, qui a rendu obligatoire le chaulage par les soins de l'expéditeur, pour les chargements de houille et de coke provenant d'établissements reliés au chemin de fer par des embranchements particuliers. M. Drion s'occupe des tarifs du chemin de fer de ceinture de Charleroi.

M. Delehaye signale des mesures à prendre en vue d'améliorer l'exploitation du chemin de fer. — 18. M. Reynaert réclame l'agrandissement de la station de Courtrai. M. Moncheur s'occupe du mode d'exploitation du chemin de fer au point de vue financier, et conseille la réduction du tarif des marchandises pour les courtes distances. M. Jottrand s'occupe du tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy, en recommandant le passage par Houffalize, et critique le système du gouvernement en matière de construction et de concession de chemins de fer. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations des précédents orateurs. — 19. Il continue son discours et fournit entre autres des renseignements sur l'établissement sur *block-system* et sur l'introduction du garde-corps de M. Maquet. Des explications sont échangées entre lui et M. Boucquéau au sujet du tarif pour le transport des pierres bleues. — 20. Le débat continue entre le *m.* et M. Saintelette sur la question des tarifs et du mode d'exploitation du chemin de fer. — 21. M. T'Serstevens, *r.*, s'occupe des transports, spécialement au point de vue des intérêts de l'agriculture; M. Van Iseghem, au point de vue du port d'Ostende. La chambre entend encore MM. Jottrand et Le Hardy de Beaulieu au sujet du mode de concession et d'exploitation des voies ferrées; puis M. Van Hoorde, au sujet du tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy. — 25. MM. Magherman et Wouters engagent le *m. t.* à prendre de promptes mesures pour assurer l'adoption du système de l'ingénieur Maquet. — 26. Un débat s'engage entre MM. Beernaert, *m. t.*, Saintelette, Descamps et Le Hardy de Beaulieu sur le mode d'exploitation et les tarifs du chemin de fer, ainsi que sur l'application du système Maquet.

2 juin. M. Lefebvre, *r. c.*, dépose le rapport sur les modifications à la convention avec la Société des Bassins houillers. — 8. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi prorogeant la loi du 12 avril 1835 relative aux péages du chemin de fer. La discussion s'ouvre sur le projet de loi qui apporte des modifications à la convention conclue le 25 avril 1870 entre l'Etat, d'une part, la Société des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut et la Société d'exploitation de chemins de fer, d'autre part (1). Après un débat auquel

(1) Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à apporter à la convention conclue le 25 avril 1870 entre l'Etat belge, d'une part, la Société anonyme des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut et la Société anonyme dite : Société générale d'exploitation de chemins de fer, d'autre part, et approuvée par la loi du 3 juin 1870, les modifications indiquées ci-après : A. Les sections de Boom à Malderen et de

prennent part MM. Lefebvre, *r.*, Houtart, Van Wambeke, Lelièvre, Descamps, T'Serstevens, Jottrand, Le Hardy de Beaulieu, Delaet, Beernaert, *m. t.*, Demeur, Magherman et A. Jamar, ce projet de loi est adopté par 73 voix et 2 abstentions. — 16. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à concéder un chemin de fer d'Ostende à Blankenberghe. — 22. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux péages. M. Nothomb, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif aux tramways. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif au chemin de fer d'Ostende à Blankenberghe. — 24. Le projet concernant les péages est voté à l'unanimité. La chambre décide que le projet relatif aux tramways et aux raccordements industriels par chemin de fer sera limité pour le moment aux *tramways* et ne portera que sur ce point. — 25. La discussion générale est ouverte. M. Le Hardy de Beaulieu estime que le projet de loi devrait être conçu de telle façon qu'en se soumettant à ses dispositions, les communes soient libres

de concéder, de réglementer et de tarifier les tramways, sous le simple contrôle ordinaire des autorités compétentes. M. Sainctelette est d'avis que toute la difficulté du projet de loi git dans les points que voici : Comment empêcher que les tramways fassent concurrence aux chemins de fer ? Comment empêcher que les tramways, au lieu d'être des affluents, deviennent des concurrents ? Les tramways, quand ils sont installés dans l'intérieur d'une grande agglomération, ou même sur le territoire d'une seule et même commune, peuvent rendre les plus grands services aux chemins de fer sans leur causer aucun dommage ; ils peuvent être pour eux les affluents, les auxiliaires les plus utiles. Mais, lorsque les tramways sont établis sur le territoire de plusieurs communes et le long d'une route, ils peuvent, dans bien des cas, devenir une ligne concurrente, détourner facilement le trafic. L'orateur propose de toujours attribuer le droit de concession à l'Etat pour les tramways s'étendant dans plusieurs communes. M. Anspach soutient que le projet

Malderen à Alost, du chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai, ne seront pas exécutées. Elles seront remplacées, l'une, par un chemin de fer partant de Boom, se raccordant à Puers au chemin de fer de Malines à Terneuzen, passant par ou près de Saint-Amand et de Mariakerke et se terminant à la station de Baesrode sur le chemin de fer de Malines à Gand ; l'autre, par un chemin de fer prenant son origine à la station de Londerzeel commune aux lignes de Malines à Gand et de Bruxelles à Boom, se raccordant à Opwyck au chemin de fer de Bruxelles à Termonde par Assche, passant par Moorseele et aboutissant dans la station d'Alost du chemin de fer de Dendre-et-Waes. Ces deux chemins de fer seront considérés comme faisant partie de la concession du chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai, octroyée par l'arrêté royal du 3 février 1865, et comme s'ils étaient inscrits à l'article 17 de la convention du 25 avril 1870. *B.* L'embranchement de la station de Contich du chemin de fer de Bruxelles à Anvers par Malines à la station de Contich du chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai, dont la non-exécution a été décrétée par l'article 4 de l'arrêté royal du 30 novembre 1870, et réintégré dans la concession du chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai et sera, en conséquence, construit et exploité aux conditions de la convention du 25 avril 1870. *C.* Le 1^o de l'article 18 est remplacé par ce qui suit : Un chemin de fer partant de la station de Blaton du chemin de fer de Saint Ghislain à Audenarde, passant par Stambruges et se raccordant au chemin direct de Saint-Ghislain à Ath. *D.* La section de Blaton à Stambruges du chemin de fer de Blaton à Ath sera rendue commune au chemin de fer qui, de Blaton, se dirigera vers le chemin de fer direct de Saint-Ghislain à Ath, moyennant le versement par la Société anonyme de construction, substituée aux droits et aux obligations de la Société des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut, d'une somme égale à la moitié de la dépense qui sera faite par l'Etat pour la construction de ladite section. *E.* Les recettes afférentes à la section de Blaton à Stambruges appartiendront au chemin de fer de Blaton à la ligne directe de Saint-Ghislain à Ath, lorsqu'elles se rapporteront à des transports ayant pour point de

départ ou d'arrivée une station située au delà de Stambruges dans la direction du chemin de fer direct de Saint-Ghislain à Ath ; elles seront attribuées au chemin de fer de Blaton à Ath dans tous les autres cas. *F.* Les 2^o et 9^o du même article ayant pour objet la concession, l'un, de l'embranchement des carrières de Basècles, l'autre, du chemin de fer de Lembecq à Rebecq - Rognon, sont supprimés et considérés comme non avenus. *G.* Le 10^o du même article est supprimé et remplacé par ce qui suit : Un chemin de fer partant de la station de Boom (chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai) passant par ou près de Niel, Schelle, Hemixem et Hoboken et se terminant à Anvers dans la station à construire au sud de cette ville. Un embranchement partant de ladite station de Boom et s'étendant le long de la rive droite du Ruppel jusqu'à Rumpst. *H.* La stipulation qui fait l'objet du deuxième alinéa de l'article 54 de la convention du 25 avril 1870 est rendue applicable aux lignes de Bruxelles à Anvers par Wolverthem, Londerzeel, Boom et Hemixem. *I.* Le second alinéa de l'article 21 est remplacé par ce qui suit : Les embranchements de Bernissart, des carrières du bassin calcaire de Tournai, des carrières de Crève-Cœur et de Boom à Rumpst, seront à simple voie. *J.* Pour l'application de l'article 45, il est convenu que le droit au partage attribué à la société des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut prendra fin le 31 décembre 1948 en ce qui concerne : 1^o les chemins de fer énumérés à l'article 3 de la convention (604 kilomètres) ; 2^o la section de Bas-coup à Courcelles, de Courcelles à Gosselies et à Roux et l'embranchement du puits Périer des extensions du chemin de fer de Frameries à Chimay ; 3^o l'embranchement du charbonnage de Fontaine-l'Évêque ; 4^o le chemin de fer des carrières de Que-nast et son raccordement à la station de Tubize ; 5^o le chemin de fer de Dour à Quiévrain et la branche du Flénu (Produits) à Pâturages ; 6^o le chemin de fer de Péruwelz à la frontière de France.

Art. 2. Le gouvernement pourra décréter d'utilité publique la construction d'un chemin de fer destiné à raccorder les carrières de Basècles et de Quevaucamps au chemin de fer de Saint-Ghislain à Audenarde.

constitue une expropriation indirecte des péages que possèdent les grandes villes. Il propose de décider que les tramways seront concédés par les conseils communaux sur le territoire de leurs communes pour les villes et pour les portions agglomérées des communes rurales de 2,000 habitants et au-dessus. Il soutient ensuite que le projet consacre la rétroactivité en frappant les villes dans leurs concessions anciennes. Une discussion spéciale s'engage ensuite entre l'orateur, MM. Jacobs et Pirmez sur l'influence qu'aura pour les finances des grandes villes la réduction de huit ans à un an de l'exemption de la contribution foncière dont jouissent les constructions neuves. — 29. M. Anspach propose l'ajournement du projet de loi en invoquant des réclamations des conseils communaux de Gand, de Bruxelles, d'Ixelles, de Saint-Josse-ten-Noode, de Saint-Gilles, d'Etterbeek, d'Anderlecht et d'Anvers. M. Pirmez combat l'ajournement. *Beati possidentes*, dit-il. C'est une vieille vérité. Quand on possède, on est satisfait. Les communes qui ont des tramways trouvent que tout est parfaitement bien et qu'on peut attendre. Mais ceux qui n'ont pas de tramways, qui depuis un an attendent une loi, qui ont déjà, avant le commencement de la session, demandé au *m. t.* d'approuver une convention faite pour des tramways, ceux-là veulent qu'on ne les fasse pas attendre davantage. L'ajournement est appuyé par M. Le Hardy de Beaulieu, combattu par MM. Beernaert, *m. t.*, De Baets et Nothomb, *r.*, et rejeté par 58 voix contre 16. M. Anspach continue ensuite à combattre le projet. — 30. Il présente un nouvel amendement ainsi conçu : « Art. 10. Les concessions de tramways actuellement existantes continueront à être réglées par les conventions auxquelles elles ont donné lieu. Aucune modification ne leur sera imposée du chef de la présente loi, et les villes continueront à jouir des avantages qu'elles ont stipulés pour elles à propos de ces concessions. ». La chambre entend ensuite M. Beernaert, *m. t.*, et renvoie à la *s. c.* les amendements de M. Anspach et un autre de M. Bockstaël dont voici le texte : « Art. 5. Le concessionnaire devra entretenir dans toute leur largeur toutes les parties de routes sur lesquelles il devrait poser des rails. La redevance à payer éventuellement par le concessionnaire est attribuée aux communes au *pro rata* de la partie de leur territoire empruntée pour l'établissement du tramway. »

1^{er} juillet. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport et conclut au rejet des amendements. M. Muller en dépose un nouveau portant que les tramways seront concédés par les députations permanentes des conseils pro-

vinciaux lorsqu'ils s'étendent sur le territoire de plus d'une commune dans la même province et qu'ils sont établis exclusivement ou principalement sur la voirie communale; par les conseils provinciaux lorsque, sans dépasser les limites de la province, ils sont établis exclusivement sur la voirie provinciale ou principalement sur cette voirie et accessoirement sur la voirie communale ou sur la grande voirie. La chambre entend ensuite MM. Beernaert, *m. t.*, Bockstaël et Jottrand. — 2. M. Beernaert, *m. t.*, propose d'ajourner à la session prochaine la question de savoir s'il y a lieu ou non d'ajouter à la loi une disposition spéciale relative aux faits actuellement accomplis et qui ne tombent pas sous son empire. M. Anspach croit qu'on arriverait à une solution équitable en votant une disposition qui dirait : « Le gouvernement est autorisé à renoncer aux péages, même gratuitement, pour les concessions actuellement existantes. » Après avoir entendu encore MM. Beernaert, *m. t.*, Jacobs, A. Visart, De Clercq, Van Iseghem, Van Wambeke, Wasseige et Nothomb, *r.*, la chambre adopte la proposition du *m. t.* La discussion continue ensuite sur le reste du projet. MM. Bergé et Le Hardy de Beaulieu prennent encore la parole. La clôture étant prononcée, le gouvernement et la *s. c.* se rallient à l'amendement de M. Muller. MM. Saintelette et Le Hardy de Beaulieu retirent le leur. Celui de M. Anspach à l'article 1^{er} est rejeté, et l'article 1^{er} adopté en ces termes : « Les tramways sont concédés : *a.* par les conseils communaux, lorsqu'ils ne s'étendent pas sur le territoire de plus d'une commune et qu'ils sont établis exclusivement sur la voirie communale ou principalement sur cette voirie et accessoirement sur les routes de l'Etat et de la province; *b.* par les députations permanentes des conseils provinciaux, lorsqu'ils s'étendent sur le territoire de plus d'une commune dans la même province et qu'ils sont établis exclusivement ou principalement sur la voirie communale; *c.* par les conseils provinciaux lorsque, sans dépasser les limites de la province, ils sont établis exclusivement sur la voirie provinciale ou principalement sur cette voirie et accessoirement sur la voirie communale ou sur la grande voirie; *d.* par le gouvernement : 1^o lorsqu'ils sont établis exclusivement ou principalement sur la grande voirie; 2^o lorsque, quelle que soit la nature de la voirie, ils s'étendent sur le territoire de plus d'une province. » Les articles 2 à 7 sont votés, après des observations de MM. Anspach, Beernaert, *m. t.*, et de Briey. « Art. 8. Le mode de traction, tel qu'il est réglé par l'acte de concession, ne pourra être changé qu'après enquête et avec l'autorisation du

gouvernement, le conseil provincial ou communal entendu. Dans le cas où la traction se ferait par machine à vapeur, le gouvernement pourra rendre applicables, en tout ou en partie, les dispositions de police énoncées dans la loi du 15 avril 1843. » M. Anspach propose la suppression de la seconde partie de cet article. La *s. c.* et le gouvernement se rallient à cet amendement. M. Saintelette propose de rédiger comme suit la première partie : « Les modes de traction et de transport, tels qu'ils sont réglés par l'acte de concession, ne pourront être changés qu'après enquête et avec l'autorisation du gouvernement, les autorités communale et provinciale entendues. Le gouvernement pourra modifier les conditions de l'acte primitif de concession et même y en introduire de nouvelles. » Le gouvernement se rallie à la première phrase de ce §. Après un échange d'explications entre MM. Saintelette, Beernaert, *m. t.*, Anspach, Le Hardy de Beaulieu, Van Wambeke, Jottrand, Dumortier et Muller, la première phrase est adoptée; la seconde est retirée comme inutile. A l'article 10, proposé par M. Saintelette et ainsi conçu : « Toute infraction aux clauses et conditions de l'acte de concession emportera révocation de la concession. Le gouvernement pourra la prononcer par arrêté royal », M. Beernaert, *m. t.*, substitue la rédaction suivante : « Le gouvernement pourra, en cas d'infraction grave aux clauses et conditions de l'acte de concession, en prononcer la révocation par arrêté royal. Si le concessionnaire conteste le fait de la contravention, il sera procédé comme il est dit à l'article 3 de la loi du 23 février 1869. » Cette rédaction est adoptée, après quelques mots de MM. Pirmez, Saintelette et Bouquéau. L'ensemble du projet est voté par 79 voix contre 4 et 5 abstentions. Le projet de loi relatif à la concession d'un chemin de fer entre Ostende et Blankenberghe est voté par 87 voix et une abstention, après un échange d'explications entre MM. A. Visart, Beernaert, *m. t.*, Van Wambeke et Van Iseghem, *r.*, d'où il résulte que le chemin de fer en question se rapprochera plus d'un tramway que d'une voie ferrée ordinaire. M. Beernaert, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations du chemin de fer pendant l'année 1874, compte rendu qui comprend celui des opérations du chemin de fer du Luxembourg.

CODE CIVIL.

25 novembre. Il est donné lecture d'une proposition de loi ainsi conçue : « Article unique. Le § 1^{er} de l'article 755 du code civil sera rédigé en ces termes : « Les parents au delà du sixième degré ne succèdent pas. (Signé : X. Lelièvre, De Baets.) »

2 décembre. M. Lelièvre développe cette proposition, dont la prise en considération est ajournée jusqu'après l'impression des développements. — 15. Il est donné lecture d'une lettre de M. Lelièvre, qui déclare retirer cette proposition, se réservant d'en formuler ultérieurement une autre plus complète.

16 avril. Sur les conclusions de M. Santkin, *r. c.*, appuyées par M. Demeur, la chambre renvoie au *m. j.* une pétition d'ouvriers de Gand qui demandent l'abrogation de l'article 1781 du code civil.

CODE DE COMMERCE.

25 juin. M. Van Humbeeck, *r. c.*, dépose le rapport sur des amendements transmis par le *m. j.* et qui se rapportent à différents titres du livre II. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, *id.* sur le titre *De l'abordage, des hypothèques maritimes*, et sur des amendements au titre *Des contrats à la grosse*.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

17 novembre. La discussion s'ouvre sur le projet de révision du code de procédure civile. M. Lelièvre seul prend la parole dans la discussion générale. L'article 1^{er} du livre préliminaire est adopté sans débat. L'article 2, concernant la *compétence des juges de paix*, donne lieu à une discussion à laquelle prennent part MM. Woeste, Demeur, Drubbel, De Lantsheere, *m. j.*, Lelièvre, Bockstael, Thonissen, *r.*, Van Humbeeck, Cruyt et Jacobs. Divers amendements sont présentés et renvoyés à la *c.* — 18. M. Thonissen, *r.*, fait rapport sur les amendements de MM. Jottrand, Bockstael, Defuisseaux, d'une part, et Jacobs, de l'autre. Le premier amendement est adopté, après un débat entre MM. Thonissen, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Jottrand et Drubbel. La discussion porte ensuite sur les articles 3 à 14. MM. Demeur, Drubbel, Thonissen, *r.*, Van Wambeke, De Lantsheere, *m. j.*, Bockstael, Woeste et Jottrand y prennent part. Les articles 12, 13 et 14 sont renvoyés à la *c.*, ainsi qu'un § de l'article 3. — 19. M. Thonissen, *r.*, fait rapport sur les amendements déposés la veille. La chambre adopte ensuite l'article 3 et s'occupe des articles 13 à 38. MM. Thonissen, *r.*, Demeur, Dupont, Lelièvre, Bockstael, Van Humbeeck, De Lantsheere, *m. j.*, Cruyt, Van Wambeke, Woeste, Orts, Guillery, Anspach, Magherman et Bara prennent part au débat. — 20. M. Thonissen, *r. c.*, présente un nouveau rapport. — 21. La discussion continue sur l'article 13 (question de savoir quel est le juge compétent lorsqu'une contestation surgit à raison d'un acte qui est civil à l'égard de l'une des parties et commercial à l'égard de l'autre), entre MM. Demeur, De Lantsheere, *m. j.*, Van Humbeeck, Thonissen,

Jottrand, Dupont, Guillery et Orts. — 24. La chambre passe au chapitre II (*De la compétence territoriale*). Elle adopte les articles 59 à 54, après une discussion à laquelle prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Dupont, *r.*, Woeste, Bockstaël et Lelièvre. — 25. L'assemblée reprend les articles réservés du chapitre I^{er}. L'article 15 donne lieu à un nouveau débat entre MM. Lelièvre, Demeur, De Lantsheere, Cruyt, Bockstaël, Woeste et Orts. A l'appel nominal pour le vote, la chambre n'est plus en nombre. — 26. L'article 15 est finalement adopté, ainsi que les articles 20, 29, 51, 55, 54, 57, 41, 44 du titre I^{er}, et 1 à 17 du titre II, *Des moyens de prévenir ou d'éteindre les procès*. Sont entendus, MM. De Lantsheere, *m. j.*, Orts, Jacobs, Thonissen, *r.*, Guillery, Bockstaël et Dupont; puis MM. Jottrand, Guillery, Bockstaël, Demeur, Woeste, De Lantsheere, *m. j.*, et Jacobs, *r.* (Voir le titre II.) — 27. M. Jacobs, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements relatifs au titre *Du compromis*.

5 mars. La chambre reprend la discussion sur cet objet. MM. De Lantsheere, *m. j.*, Jacobs, *r.*, Saintelette, Pirmez, Bockstaël, Demeur, Guillery et Cruyt y prennent part. — 4. Les articles du titre II (*De la conciliation*), sauf l'article 18, sont votés, après un débat entre MM. Drubbel, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Lelièvre, Van Humbeeck, Saintelette, Guillery, Pirmez, Demeur, Jottrand, Cruyt et Bockstaël. Le second vote est remis jusqu'après les vacances de Pâques.

29 avril. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose des amendements au titre I^{er} du livre préliminaire du code de procédure civile.

5 mai. Il est procédé au second vote du titre préliminaire. Les articles 1^{er} à 20 sont adoptés, après un débat auquel prennent part MM. Demeur, De Lantsheere, *m. j.*, Pirmez, Thonissen, *r.*, Saintelette et Bockstaël. — 21. M. Thonissen, *r. c.*, dépose le rapport : 1^o sur les amendements présentés par MM. Van Humbeeck et Drubbel; 2^o sur les dispositions transitoires présentées par le *m. j.* à la séance du 25 avril 1874. — 27. La discussion est reprise sur les articles amendés du titre préliminaire. Les articles 29 à 56 sont adoptés, après des observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, Lelièvre, Demeur, Woeste et Bockstaël. L'ensemble du titre I^{er} est voté à l'unanimité. On passe au titre II, qui est également voté à l'unanimité, après des observations de MM. Jacobs, De Lantsheere, *m. j.*, Demeur, Saintelette, Woeste et Drubbel. Sur la proposition de M. Demeur, la chambre renvoie au *m. j.* une pétition des huissiers de Namur demandant que le nouveau code de procédure civile leur permette d'instrumenter, concurremment avec les huissiers audienciers de la justice de

paix, dans toutes les matières civiles ressortissant à leur canton.

CODE PÉNAL.

5 mars. Il est donné lecture de la proposition de loi suivante de MM. Lelièvre et De Baets : « Les dispositions suivantes seront ajoutées à l'article 507 du code pénal : Seront punis des mêmes peines, le saisi et tous ceux qui, de concert avec lui, auront méchamment détruit ou renversé en tout ou en partie des édifices, constructions ou tous autres objets immobiliers frappés de saisie. Les mêmes pénalités sont applicables au saisi et à tous ceux qui, dans son intérêt, auront frauduleusement, au mépris d'une saisie immobilière, fait des coupes de bois dans les immeubles saisis ou les auront dégradés. » — 4. M. Lelièvre développe sa proposition, qui est prise en considération.

COMMUNALES (AFFAIRES).

24 novembre. La chambre adopte, par 64 voix contre 2, le projet de loi portant érection de la commune de Glain; par 63 voix contre 2, celui qui porte érection de la commune de Sorinne-la-Longue, et par 45 voix contre 23, après un débat auquel prennent part MM. Delcour, *m. i.*, Van Humbeeck, Guyot et Jacobs, le projet de loi portant érection de la commune de Terhaegen. — 27. Un échange d'explications a lieu entre MM. Jottrand, Delcour, *m. i.*, et Guillery au sujet de l'exécution de l'avenue qui doit relier à la station du Midi les communes d'Uccle et de Forest.

13 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 50,000 fr. pour la formation des tables générales des registres de paroisses avant 1793, et un projet de loi relatif à la création d'un nouveau champ de manœuvres à Bruxelles. Ce projet a principalement pour objet de changer les limites des communes. — 15. M. Guillery, *r. c.*, présente le rapport sur ce dernier objet. — 16. Le projet est voté à l'unanimité.

27 mai. M. E. de Kerckhove exprime le vœu que la chambre ne se sépare pas sans avoir discuté le projet de loi de M. Jacobs relatif à la nomination des échevins. Cette proposition est rejetée.

22 juin. M. Delehay, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi tendant à accorder un crédit de 50,000 fr. au département de l'intérieur pour la confection des tables des registres de l'état civil. — 24. Ce projet est voté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose le projet de règlement définitif du B. de 1871.

17 décembre. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

12 mars. Ce projet de loi est voté à l'unanimité après un échange d'explications entre MM. Demeur et Malou, *m. f.*, au sujet du mode de comptabilité du fonds spécial destiné à la rémunération des miliciens.

26 mai. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant règlement définitif du B. de 1872.

CULTES.

20 avril. M. Jottrand demande s'il est vrai que le gouvernement a donné l'ordre aux autorités militaires de la ville de Malines de rendre à M. Dechamps, archevêque de Malines et cardinal de l'Eglise romaine, à l'occasion de son retour de Rome, les honneurs prescrits par le décret du 24 messidor an XII. Si cette nouvelle est exacte, le gouvernement, en agissant ainsi, s'enlève tout droit de soutenir sérieusement qu'à ses yeux les évêques de Belgique ne sont pas des personnages officiels, qu'ils ne sont que de simples particuliers, des actes et des discours desquels il n'a pas à répondre. La situation dans laquelle il va se mettre ainsi sera pour lui des plus difficiles en présence des réclamations dont le gouvernement allemand a pris l'initiative. M. Thiebault, *m. g.*, répond que le gouvernement, en prescrivant de rendre au cardinal les honneurs indiqués par le décret de messidor an XII, n'a fait que se conformer aux précédents suivis depuis 1850. MM. Bara et Jottrand soutiennent que le moment est mal choisi pour rendre des honneurs officiels aux évêques, et ils protestent, au nom de leur patriotisme, contre la conduite du gouvernement. M. Malou, *m. f.*, croit qu'il y avait lieu, même dans les circonstances actuelles, de suivre les précédents invariables quant à l'application du décret de messidor an XII. Il accepte volontiers le rendez-vous que M. Jottrand lui donne pour discuter simultanément et l'application du décret de messidor et l'incident survenu entre l'Allemagne et la Belgique, au sujet duquel tout débat a été ajourné. Des observations de M. Coomans, portant que l'on a employé l'armée pour protéger l'homme volant à la plaine des manœuvres et qu'on ne l'a pas employée pour protéger la représentation nationale en 1871, amènent une discussion entre MM. Anspach, Nothomb, Kervyn de Lettenhove, Bara, Jacobs et Guillery, au sujet des mesures prises à cette époque pendant les troubles de novembre. M. Anspach ayant dit que le ministère de cette époque a mis sur pied la moitié de l'armée belge, M. Jacobs produit un relevé officiel du mouvement des troupes du 24 novembre au 12 décembre 1871. Il en résulte que l'effectif de la

garnison de Bruxelles n'a jamais dépassé 6,000 hommes. — 22. M. Van Wambeke donne des explications sur des faits signalés par un journal et qui se seraient passés à Alost à l'occasion d'un enterrement civil. M. Bara prend acte de ces explications, tout en constatant qu'il y a une tendance parmi les catholiques à provoquer des manifestations pour entraver la libre expression des opinions.

DÉCÈS.

15 décembre. Il est donné connaissance à la chambre du décès de M. Vermeire, représentant de Termonde.

DOUANES ET ACCISES.

20 novembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, donne des explications sur une pétition par laquelle le sieur Baert-Vandecasteele se plaint que la France refuse d'admettre la Belgique au bénéfice des stipulations du traité franco-anglais du 23 juillet 1873, et il réclame l'intervention de la chambre, afin d'obtenir la réouverture du bureau d'Halluin pour l'entrée en France des huiles minérales. Il donne encore des explications au sujet des démarches qu'il a faites pour obtenir l'entrée des allumettes chimiques en France depuis que l'Etat s'y est arrogé le monopole de la fabrication. M. Malou, *m. f.*, de son côté, répondant à MM. Delehay et T'Serstevens, s'explique sur les effets de la réduction de la décharge à l'exportation des eaux-de-vie.

15 décembre. M. Delehay, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'importation libre des fils de jute, de chanvre et de lin.

29 janvier. Un débat s'engage au sujet d'une pétition sur laquelle M. Van der Donckt, *r. c.*, fait rapport et par laquelle des brigadiers et sous-brigadiers des douanes au port d'Anvers, suspendus de leurs fonctions pour présomption d'infidélité, demandent un secours et le dénouement rapide de l'instruction des faits qui peuvent exister à leur charge. La requête des pétitionnaires est appuyée par M. Coremans. M. Malou, *m. f.*, s'engage à faire tous ses efforts pour hâter l'instruction de l'affaire.

4 mars. M. Delaet, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition de meuniers de Grand-Ry et de Rouveroy. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Thonissen, dit qu'il est faux que M. Baude, ministre de France à Bruxelles, ait été informé par M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, que le gouvernement belge ne s'opposerait pas à proroger pour deux années la convention sucrière de 1864.

15 avril. M. Meeus, *r. c.*, fait rapport sur plusieurs pétitions émanant de fabricants de chicorée belge et relative aux droits d'entrée

sur les chicorées étrangères. — 22. Cette pétition, appuyée par MM. Delehay et Bockstaël, donne lieu à des explications de M. Malou, *m. f.*, qui ne veut laisser aucun espoir aux pétitionnaires et déclare qu'il ne proposera pas de droit protecteur pour favoriser la production de la chicorée en Belgique. Au contraire, il se félicite de ce que cette denrée, qui est surtout de grande consommation pour les classes inférieures, puisse être livrée à très bon marché. La chambre entend encore à ce sujet MM. T'Serstevens, Anspach et Bergé. M. Malou, *m. f.*, répondant à ces orateurs, dit que des mesures seront prises pour arriver à constater les falsifications dont la chicorée est l'objet. — 23. La chambre aborde la discussion du projet de loi portant suppression des droits d'entrée sur les fils de lin, de chanvre et de jute. M. Delehay, *r.*, proteste contre ce projet et regrette qu'on l'ait présenté au moment où l'on va négocier avec la France. Comment veut-on obtenir quelque chose du gouvernement français si, dès aujourd'hui, on ouvre librement les frontières aux produits de la France? MM. Tack et De Haerne parlent en faveur du projet, qui est de nouveau combattu par MM. Cruyt et Delehay, *r.* Ceux-ci proposent d'ajourner le débat jusqu'après la discussion du B. des travaux publics. Cette proposition est rejetée par 50 voix contre 16. — 27. Après un débat entre MM. De Baets, Van Cromphaut, Le Hardy de Beaulieu, Malou, *m. f.*, et Couvreur, M. Delehay propose un nouvel ajournement, cette fois jusqu'à la conclusion du traité avec la France. Cette proposition est rejetée et le projet de loi voté par 72 voix contre 9.

5 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à proroger provisoirement le régime actuel des droits et des drawbacks sur les sucres. — 15. Ce projet (M. Meeus, *r. s. c.*) est adopté à l'unanimité.

ÉLECTIONS.

28 janvier. M. Lelièvre signale les bons fruits de la loi de 1867, qui a saisi les cours d'appel du droit de connaître des décisions des députations en matière électorale. Il constate que l'intervention des cours a eu pour conséquence d'écarter tout esprit de parti

dans la matière dont il s'agit. En second lieu, les cours d'appel ont fait prévaloir des principes juridiques qui servent de guide aux députations pour les résolutions qu'elles sont appelées à rendre.

FAMILLE ROYALE.

2 février. La chambre décide qu'elle ne siégera pas le 4 février, jour du mariage de S. A. R. la princesse Louise de Belgique avec S. A. R. le prince Philippe, duc de Saxe.

15 avril. Il est donné connaissance de l'heureuse délivrance de S. A. R. la comtesse de Flandre, qui a donné le jour, le jeudi 8 avril, à un prince, qui a reçu les noms d'Albert-Léopold-Clément-Marie-Mainrad. Une députation est chargée d'aller féliciter le Roi. — 14. Il est donné lecture de la réponse de Sa Majesté.

FINANCES.

20 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui a pour objet d'étendre à la dette 2 1/2 p. c. le régime établi pour les autres dettes de l'Etat.

1^{er} décembre. M. De Decker, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 9. A l'occasion de ce projet, un débat s'engage entre MM. Frère-Orban et Malou, *m. f.*, au sujet de l'article 2, ainsi conçu : « Les fonds d'amortissement des dettes à 4 1/2 et à 4 p. c. qui seront demeurés sans emploi pendant tout un semestre pourront être affectés au rachat des dettes à 3 et à 2 1/2 p. c. Les intérêts des titres rachetés seront, pour la dette à 3 p. c., ajoutés au fonds d'amortissement ; en ce qui concerne la dette à 2 1/2 p. c., ils viendront en déduction des crédits annuels portés au budget de la dette publique. » Cet article est voté par 46 voix contre 30, et le projet de loi par 50 voix contre 25 et 3 abstentions.

19 janvier. M. Tack est réélu membre de la c. de surveillance de la caisse d'amortissement des dépôts et consignations par 49 voix contre 24 données à M. Le Hardy de Beaulieu. M. Malou, *m. f.* dépose un projet de crédit de 2,200,500 fr. pour l'augmentation des petits traitements et un projet de loi portant aliénation de biens domaniaux (1). — 23. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet

(1) Sont approuvées : 1^o La convention, en date du 7 janvier 1875, portant cession, au nom de l'Etat, à la Société anonyme de travaux publics et de construction dont le siège est à Paris, pour la construction de la rue Sainte-Gudule : a) de l'hôtel des postes, situé rue de la Montagne, et b) de terrains à bâtir, situés rue de Loxum et rue de la Montagne ; 2^o la convention, en date du 10 juin 1874, passée entre le ministre des finances, le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Bruxelles et le sieur Goldschmidt, afin d'assurer à l'hôtel central des postes et télégraphes, à

construire sur l'emplacement de l'hôtel de la Monnaie, une entrée par le boulevard de la Senne ; 3^o la convention, en date du 15 octobre 1874, par laquelle l'Etat cède à la ville de Philippeville l'ancien bâtiment militaire connu sous le nom de *Grand'garde*, dont l'emplacement servira à la construction de locaux pour la justice de paix. Il est ouvert au département des travaux publics un crédit de 50,000 francs pour les frais d'installation provisoire du service des postes dans l'ancien temple des Augustins.

de loi.—29. Il est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Anspach et Malou, *m. f.*

25 février. M. Malou, *m. f.*, dépose l'exposé de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1875 :

BUDGETS.

	1875	1876	Difference en 1876.
Dotations fr.	4,447,117 25	4,447,950 »	+ 832 75
Dette publique	58,119,804 69	58,573,387 23	+ 453,582 34
Justice.	15,720,142 »	15,480,142 »	— 240,000 »
Affaires étrangères	1,619,030 »	1,619,030 »	»
Guerre	39,713,700 »	40,355,000 »	+ 641,300 »
Gendarmerie.	2,745,000 »	2,781,746 27	+ 36,746 27
Finances	14,537,105 »	14,403,905 »	+ 66,800 »
Non-valeurs	918,000 »	1,041,000 »	+ 123,000 »
Intérieur	18,220,288 61	18,206,727 51	— 13,561 10
Travaux publics.	82,389,303 »	82,459,798 »	+ 70,495 »
Totaux. fr.	258,229,490 55	259,568,796 01	+ 1,139,335 46
Proposés.			
Voies et moyens. fr.	243,032,600 »	248,744,860 »	»
Fonds spécial	3,820,000 »	3,800,000 »	»
	246,852,600 »	252,544,860 »	»
Excédant des recettes fr.	8,623,109 45	13,176,063 99	»
Après déduction du fonds spécial.	4,803,109 45	9,376,063 99	»

Une somme de 2,100,000 francs à peu près devra être déduite si les propositions faites pour l'augmentation des petits traitements sont adoptées.

11 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi concernant les bâtiments et terrains de l'ancienne école militaire à Bruxelles. M Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant augmentation des petits traitements.

13 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose le compte rendu annuel des opérations de la caisse d'amortissement, des dépôts et des consignations. — 16. Des explications sont échangées entre MM. Pirmez, Drion et Malou, *m. f.*, au sujet du retard apporté à la mise en vente des terrains des anciennes fortifications de Charleroi. — 27. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant approbation de deux contrats en matière de domaines : la cession d'un terrain à la commune de Schaerbeek et des terrains militaires de Menin à cette ville.

26 mai. M. Reynaert, *r. c.*, dépose le rapport sur un projet portant approbation de diverses conventions d'échange et d'aliénation de biens domaniaux. — 27. M. Thonissen, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif aux bâtiments et terrains de l'ancienne école militaire.

1^{er} juin. Le premier de ces projets de lois est adopté à l'unanimité. — 3. La discussion s'ouvre sur le projet de loi relatif aux petits traitements. M. Van Iseghem demande que, dans l'augmentation des petits traitements, figurent les pilotes jaugeurs du pilotage, les élèves-pilotes et tous les autres agents du pilotage, qui ont pour traitement des remises au lieu de traitements fixes. M. Bergé voudrait

voir augmenter indistinctement tous les traitements qui, d'après lui, ne sont plus en rapport avec les nécessités de la vie. Il demande aussi que l'on comprenne dans le projet les inspecteurs cantonaux de l'enseignement primaire: M. de Macar appuie ces considérations et propose l'amendement suivant, de concert avec MM. Notelteirs, de Lhoneux et Mineur : « La somme de 86,000 fr. allouée au département de l'intérieur est portée à 106,000 fr. en vue d'augmenter les traitements des professeurs des écoles normales et des sections normales annexées à des établissements d'enseignement moyen. M. Malou, *m. f.*, déclare ne pouvoir faire droit aux réclamations de M. Van Iseghem. Il ajoute que le projet de loi actuel ne fait peut-être pas d'une manière absolue tout ce qu'il serait désirable de faire pour les fonctionnaires de l'Etat. Mais il faut procéder graduellement, et c'est ainsi qu'il y a un grand nombre d'années, l'on a agi également en augmentant les traitements en quelques années par une augmentation générale. Il a paru que, d'après les faits nouveaux qui sont survenus, il ne fallait point d'augmentation générale, mais qu'il fallait s'occuper seulement des petits employés. Si les fonds qui seront mis par la loi à la disposition du gouvernement sont répartis équitablement, non point dans une proportion régulière de 10 p. c., non point par des exclusions individuelles comme le supposait tout à l'heure M. Bergé, mais en établissant, malgré

cette augmentation des traitements inférieurs, une hiérarchie proportionnée aux services, proportionnée à la classe sociale à laquelle appartient chacune des catégories d'employés et de fonctionnaires, ces augmentations produiront pour l'administration un excellent résultat et un résultat suffisant pour le moment. M. Nothomb, *r.*, appuie l'amendement de M. de Macar. M. Wasseige rappelle qu'en dehors des augmentations de traitement dont on a à s'occuper aujourd'hui, il y en a quelques autres qui ont été votées pendant la discussion du *B.* de l'intérieur, notamment l'augmentation du traitement des fonctionnaires des administrations provinciales et des professeurs de l'enseignement moyen. Jusqu'à présent, aucun usage n'a été fait du crédit que l'on a mis de ce chef à la disposition du gouvernement. L'orateur en comprend facilement la raison : le gouvernement attend probablement le vote de la loi actuelle pour faire une répartition générale. Les fonctionnaires qui ont spécialement été l'objet des bonnes intentions des chambres n'auront rien à redouter de ce retard, puisque la loi actuelle aura un effet rétroactif qui en fera remonter le bénéfice au 1^{er} janvier de cette année ; mais le personnel des fonctionnaires provinciaux et du corps enseignant devra voir ses traitements augmentés, non en vertu et dans les proportions proposées dans la loi actuelle, mais dans le sens du texte et des explications données par les auteurs des amendements votés par la chambre, et que notamment les fonctionnaires provinciaux devront recevoir un traitement qui les assimile aux fonctionnaires du département de l'intérieur du grade immédiatement inférieur. M. Delcour, *m. i.*, répondant au sujet des traitements des employés provinciaux, dit que le travail de l'administration est aujourd'hui terminé ; un projet d'arrêté est prêt. Il pourra y être donné suite immédiatement après le vote de la loi actuelle. Quant au projet relatif aux professeurs de l'enseignement moyen, il est également préparé et sera bientôt en état d'être mis à exécution ; mais les amendements qui les concernent semblaient avoir pour but, dans la pensée de leurs auteurs, de faire attribuer à chaque membre du personnel enseignant la même somme à titre d'augmentation. Or, la discussion qui a eu lieu démontre à l'évidence que le gouvernement n'a pas accepté ce système et qu'il s'est réservé de faire de la somme mise à sa disposition la répartition la plus juste au point de vue des besoins de l'enseignement public. Le gouvernement ne se croit donc pas lié par l'amendement de M. Defuisseaux (voté dans la discussion du *B.* de l'intérieur) avec le sens qu'on voudrait y attacher. Pour le reste, le *m.* se rallie à l'amendement de M. de

Macar. M. Muller désire qu'il ne résulte pas du vote un motif d'exclusion contre les institutrices qui enseignent dans les écoles normales, soit principales, soit agréées, s'il y en a de rétribuées par l'Etat dans cette dernière catégorie. MM. Bockstael, Thonissen et Bergé soutiennent, contre M. Delcour, *m. i.*, qu'il n'y a pas de doute sur l'intention de la chambre d'augmenter d'une somme égale le traitement de chaque professeur d'athénée. M. Delehayé dit que, comme *r.* de la *s. c.*, il lui a semblé qu'il fallait laisser au gouvernement la responsabilité de l'emploi qui serait fait de la somme de 165,000 fr. Il est donné lecture d'un amendement signé par MM. Van Iseghem et Léon Visart. Il est ainsi conçu : « Au département des travaux publics, 1 million de francs au lieu de 991,000 fr. » — 4. Le débat continue entre MM. Bockstael, Defuisseaux, Lelièvre, Delehayé, Woeste, Julliot, Bergé, Rogier, Vandenpeereboom et Delcour, *m. i.*, sur l'interprétation du vote de la chambre quant aux professeurs de l'enseignement moyen. Le *m.* finit par déclarer qu'à son avis la somme votée au *B.* de l'intérieur doit être affectée à une réorganisation suffisante et à l'amélioration des traitements du corps professoral de l'enseignement moyen. Il se considère donc comme engagé sur ce point, mais il désire que la chambre permette au gouvernement d'adopter un système complet et efficace aussi favorable pour le bien-être des professeurs que fructueux pour la prospérité des établissements d'instruction. Il ajoute qu'un arrêté royal de répartition sera pris très prochainement et que les effets en seront reportés au 1^{er} janvier 1875. La chambre reçoit communication d'un nouvel amendement ainsi conçu : « Augmenter de 20,000 francs les crédits portés au budget de l'intérieur (chap. XVII, art. 101) à titre de supplément d'indemnité fixe aux inspecteurs cantonaux civils. (Signé : Bergé, De Baets.) » M. Delcour, *m. i.*, combat cet amendement, au sujet duquel un débat s'engage entre MM. Vandenpeereboom, De Baets, Malou, *m. f.*, Guillery, Bergé et Dumortier. La discussion générale est close. La chambre passe à la délibération sur les articles. « Article 1^{er}. Des crédits supplémentaires pour augmenter les traitements des employés inférieurs de l'Etat n'excédant pas 3,000 francs sont ouverts, savoir : au département des affaires étrangères, 5,500 fr. ; au département de l'intérieur, 86,000 fr. ; au département de la justice, 71,500 fr. ; au département des finances, 511,000 fr. ; au département des travaux publics, 991,000 fr. ; au département de la guerre (budget de la guerre), 426,000 fr. ; au département de la guerre (budget de la gendarmerie), 3,500 fr. ; cour des comptes,

4,525 fr. L'amendement de MM. Van Iseghem et Visart est rejeté; celui de MM. Bergé et De Baets est adopté par 37 voix contre 35; celui de M. de Macar l'est également dans cette forme : « Un crédit supplémentaire de 20,000 fr. est alloué au département de l'intérieur en vue d'augmenter les traitements des professeurs des écoles normales et des sections normales annexées aux établissements d'enseignement moyen. » M. Malou, *m. f.*, dépose deux projets de lois : le premier autorisant le gouvernement à louer à la ville de Bruxelles une partie de la forêt de Soignes pour l'établissement d'un hippodrome; le second ayant pour objet l'ouverture d'un crédit de 800,000 fr. pour le fonds spécial de la vente des domaines. M. Pirmez soulève ensuite un incident au sujet du vote qu'il a émis sur l'amendement de MM. Bergé et De Baets dans la précédente séance. Il est mentionné comme ayant voté pour cet amendement, tandis qu'il a voté contre. M. Pety de Thozée, *s.*, reconnaît qu'il y a eu erreur. Après un débat auquel prennent part MM. De Baets, Malou, *m. f.*, Coomans, Bergé, Saintelette, Pirmez, Guillery, Orts et Lelièvre, la chambre adopte une proposition de M. Orts aux termes de laquelle elle passera simplement au second vote sans rien préjuger sur la question, et que cette déclaration sera inscrite au procès-verbal de la séance de ce jour. De plus, sur la proposition de M. Malou, *m. f.*, il sera acté au procès-verbal que rien n'est préjugé sur la question de principe. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Guillery, dit qu'il vient de recevoir le travail de la *c.* chargée d'examiner l'économie des caisses tontinières des fonctionnaires publics. La chambre vote, par 86 voix contre 2, le projet relatif à la vente des terrains et des bâtiments de l'ancienne école militaire. Au second vote du projet de loi sur les petits traitements, l'amendement de MM. Bergé et De Baets est rejeté par 49 voix contre 43. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité. — 15. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente un rapport sur un crédit de 800,000 fr. pour la vente de domaines. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité. Une discussion s'engage sur le projet relatif à la création d'un hippodrome à Bruxelles (1) (M. Anspach, *r. c.*). Elle porte sur le prix de location, sur les paris des courses et sur le tir aux pigeons. MM. Le

Hardy de Beaulieu, Couvreur, Anspach, *r.*, Jottrand, Malou, *m. f.*, Delaet et Bara y prennent part. Le projet est voté par 80 voix contre 7 et 2 abstentions. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui autorise l'échange des terrains occupés par les ateliers et bureaux du *Moniteur* et par la cour militaire, contre un terrain situé rue de Louvain, derrière le palais de la Nation. — 22. M. Lefebvre, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 24. Il est adopté par 69 voix contre une.

FLAMANDE (LANGUE).

29 janvier. Après avoir entendu MM. de Briey, *r. c.*, De Decker et Delehay, la chambre renvoie à tous les *mm.* de nombreuses pétitions par lesquelles des habitants des provinces flamandes demandent que le flamand et le wallon soient mis sur un pied d'égalité.

GARDE CIVIQUE.

28 janvier. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Bockstael demande que l'on organise la garde civique dans toutes les communes où l'effectif permettrait de créer une compagnie. M. Delcour, *m. i.*, répond que, dans la pensée du gouvernement, si la garde civique doit subir une réorganisation, ce ne peut être en aggravant les charges qui sont imposées à la population. Le gouvernement étudie avec le plus grand soin les améliorations que, dans cette limite, il serait possible d'introduire dans l'organisation actuelle, afin de mettre l'institution mieux à même de répondre à la mission que la Constitution et les lois lui attribuent. Mais il ne peut donner son adhésion au projet préparé par la *c.* instituée en 1870. Ce projet va beaucoup trop loin. L'administration étudie dans quelle mesure on pourrait donner au gouvernement des pouvoirs pour contraindre certaines communes à reconstituer ou à organiser leur milice citoyenne. Il est un autre point de vue dont on s'occupe également et sur lequel on paraît généralement d'accord : les officiers ne connaissent pas d'une manière assez complète tout ce qui se rapporte au maniement et à l'entretien des armes. Le gouvernement a fait tout ce qui dépendait de lui pour obtenir l'exécution régulière de la loi; mais il n'est pas suffisamment armé à cet égard. Cependant l'administration actuelle est parvenue à obtenir la reconstitution du bataillon de Laeken, qui était en complète dissolution depuis 1865. Quant au nombre des gardes, il est incontestable qu'il n'est pas en rapport avec le chiffre de la population. Mais ce sont les grandes villes qui laissent le plus à désirer. Il résulte, en effet, des données fournies par l'inspecteur général de la garde civique, qu'à

(1) Le ministre des finances est autorisé à louer à la ville de Bruxelles, pour le terme de vingt-sept ans, au prix de 200 francs l'hectare et aux conditions qu'il stipulera, la partie de la forêt de Soignes figurée au plan ci annexé, destinée à l'établissement d'un hippodrome. La *c.* a proposé un amendement à cet article unique; il consiste à remplacer le chiffre de 200 francs par celui de 150. Le gouvernement se rallie à cet amendement.

Anvers le nombre des gardes civiques est loin d'être proportionnel à la population; il en est de même à Gand, à Bruxelles, à Liège. Dans ces villes, l'effectif diminue alors que le chiffre de la population augmente. L'inspecteur général s'est plaint aussi de ce qu'à Liège la ville ne fasse rien pour encourager le tir. Cet état de choses est regrettable, mais il est dû, en partie, au peu de soin des administrations communales qui sont chargées de former les premiers contrôles. M. Delehayé estime qu'il y aurait de grandes difficultés à organiser la garde dans toutes les communes. M. Bockstaël croit que le gouvernement est suffisamment armé. M. Van Humbeeck pense qu'il faut séparer les éléments mobilisables de ceux qui ne le sont pas, et donner aux gardes un armement perfectionné, de façon à les mettre à même de contribuer à la défense nationale. M. Woeste engage vivement le gouvernement à ne pas organiser la garde civique dans toutes les communes de plus de 10,000 âmes, parce que tel n'est pas l'esprit de la loi. Cette loi, votée en 1848, disait que la garde civique serait organisée dans toutes les communes de 5,000 âmes. Comment le gouvernement de cette époque a-t-il appliqué cette disposition? A-t-il organisé la garde civique dans toutes les communes de 5,000 âmes? Non; M. Rogier, en quittant le pouvoir, en 1852, n'avait organisé la garde civique que dans quarante communes sur deux cent soixante ayant une population de 5,000 habitants au moins. En 1853, les chambres ont trouvé que la loi de 1848 avait été trop loin, et elles ont décidé que la garde civique ne serait plus active que dans les communes de plus de 10,000 âmes, mais il n'en résulte pas qu'elle doive l'être dans toutes les communes. Quant à la réorganisation de la garde civique, l'orateur se déclare contraire à tout projet de réorganisation qui aggraverait, en quoi que ce soit, les charges qui pèsent actuellement, de ce chef, sur les citoyens. M. Coomans fait la même déclaration. M. Demeur est d'avis qu'il faut exécuter la loi qui exige que la garde civique soit active dans toutes les communes de 10,000 âmes. Il demande comment il se fait que sur les 6,000 fusils Comblain qui ont été commandés, il en reste 1,695 en magasin. M. Coomans nie l'utilité de la garde civique au point de vue de la défense nationale. Il affirme que, dans une *c. militaire* dont il a fait partie, il a été dit par un ou deux officiers supérieurs, qu'en cas de défense sérieuse à Anvers, la première chose qu'il y aurait à faire ce serait d'exclure, autant que possible, les bouches inutiles et même la garde civique, si elle se présentait en masses considérables devant ses murs. M. Orts répond qu'il n'est

pas une *c. militaire* qui, en présentant un projet d'organisation de l'armée, n'ait depuis 1848 inscrit la garde civique mobilisée comme devant concourir, pour une part que l'on a invariablement fixée à 50,000 hommes, à la défense du pays. M. Rogier, après avoir protesté contre les paroles de M. Coomans, demande au *m. i.* s'il a l'intention de présenter un projet de révision de la loi sur la garde civique. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il n'accepte pas le projet formulé par la *c.* de 1870. Quant à la question posée par M. Demeur, au sujet de l'armement, le *m.* dit que les 6,000 fusils Comblain ont été distribués aux corps spéciaux, ainsi qu'à la légion d'infanterie de Verviers. M. Demeur insistant sur les 2,000 fusils qui restent en magasin, M. Delcour, *m. i.*, dit qu'évidemment les fusils ne sont pas faits pour rester dans les magasins, et le gouvernement aura soin de distribuer en temps opportun les armes perfectionnées qui seront disponibles. Mais, avant tout, il est nécessaire qu'il y ait une réserve de fusils Comblain pour le cas où l'effectif des corps spéciaux viendrait à être complété; il importe aussi que les gardes de l'infanterie présentent des garanties en ce qui concerne la bonne conservation des armes perfectionnées. M. Rogier insistant, de son côté, pour savoir si l'on présentera un projet de réorganisation, M. Delcour, *m. i.*, dit que rien n'est oublié. M. Frère-Orban constate que depuis deux ans le gouvernement fait des promesses sans les tenir, prouvant ainsi qu'il ne veut rien faire. M. Van Humbeeck conteste ensuite l'exactitude des propos allégués par M. Coomans et affirme même que celui-ci n'a pas fait partie des *cc. militaires* dont il a parlé. — 29. M. Coomans donne lecture d'une lettre du colonel du génie Mockel, attestant qu'il a fait partie de deux *cc. militaires*, en 1855 et en 1856. MM. Van Humbeeck et Demeur nient qu'on y ait pu tenir le propos rapporté par M. Coomans, qui toutefois le maintient.

GUERRE.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose le *B.* de la gendarmerie. *Id.* une demande de crédit de 512,000 fr. pour couvrir les pertes résultant de l'incendie des magasins du 4^e régiment de ligne.

2 décembre. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce dernier crédit. M. Thiebault, *m. g.*, dépose le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1875. — 10. M. Thonnissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la guerre. — 11. Le crédit de 512,000 fr. est voté à l'unanimité. — 15. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 66,500 fr. pour l'achat d'un immeuble destiné à la boulangerie militaire de Bruxelles. — 17. M. Nothomb,

r. s. c., présente le rapport sur le projet de loi fixant le contingent de l'armée. Dans la discussion du *B.* de la guerre, M. Drion demande que l'on rétablisse à bref délai une garnison à Charleroi. Il attendra la réponse du *m.*; si elle est négative, son devoir est de voter contre le *B.* de la guerre et contre toutes les dépenses militaires. Il ne comprend pas que le gouvernement, en présence de ce qui s'est passé lors de la grève de 1866, assume la responsabilité de laisser complètement dé garni de troupes un centre aussi peuplé que celui de Charleroi. M. Woeste motive le vote qu'il se propose d'émettre sur le *B.* Toutes ses sympathies sont acquises à l'armée. Il est partisan en principe d'une armée de volontaires; mais il ne lui est pas démontré que pareille armée pourrait se constituer en Belgique, et il n'a pas entendu que l'on ait formulé jusqu'à présent un système pratique réalisant cette idée et capable de sauvegarder les grands intérêts que l'armée est appelée à protéger. Il se range donc d'une manière définitive parmi les partisans de l'armée et d'une manière provisoire parmi les partisans du système de recrutement actuel. Cela étant, il vote le *B.* parce que les dépenses qu'il comporte sont indispensables au maintien de l'armée, dont il reconnaît hautement l'utilité, croyant toutefois que des réductions peuvent être opérées. Il en indique quelques-unes. Il trouve que le prix du remplacement administratif fixé à 1,600 fr. est trop élevé. Il critique l'application faite de l'article 72 de la loi de milice de 1873. D'après lui, l'Etat doit restituer aux miliciens la somme de 800 fr. versée à la caisse de remplacement comme garantie du service de remplaçant qu'ils ont fourni directement, tandis que le gouvernement garde cette somme. Le milicien qui est obligé de se procurer lui-même un remplaçant ne peut en obtenir qu'à un prix beaucoup plus élevé que 1,600 fr.; et indépendamment de ce prix, il serait encore obligé de laisser entre les mains du gouvernement une somme de 800 fr., quand son remplaçant satisfait jusqu'au bout à toutes les exigences de la loi! C'est ce que l'orateur ne peut admettre. M. Lelièvre, en attendant qu'on revise la procédure criminelle en matière militaire, engage le gouvernement à proposer un projet par lequel on défère aux tribunaux ordinaires les crimes et délits du *droit commun* commis par des militaires *en temps de paix*. M. Coomans déclare qu'il votera le *B.* de la gendarmerie, mais il continuera à repousser le *B.* de la guerre qui, d'après lui, s'élève, avec tous ses accessoires, à 70 millions par an. M. De Baets réclame la révision des lois de la justice militaire supérieure et voudrait voir distraire de l'appréciation des conseils de guerre les

délits communs pour ne leur laisser que l'appréciation des délits militaires. M. Pirmez s'associe à la critique faite par M. Woeste de l'interprétation de l'article 72 de la loi de milice. Il signale aussi la difficulté du remplacement créée par la loi de 1873 substituée à celle de 1870. Il appuie les observations de M. Drion au sujet de la garnison de Charleroi. M. Nothomb approuve l'interprétation donnée par le gouvernement à l'article 72 de la loi de milice. La somme de 800 fr. est, d'après lui, une prime d'assurance et une prime d'assurance ne se restitue jamais. M. Bockstael est d'avis qu'on pourrait réduire l'effectif de l'armée de 10,000 hommes et économiser ainsi 10 millions. M. Drion déclare que si le gouvernement posait, vis-à-vis de l'arrondissement de Charleroi, un acte d'hostilité politique, il le combattrait systématiquement en donnant sa démission. M. Lescaerts déclare que, persuadé de la nécessité pour la Belgique d'avoir une forte armée pour défendre sa nationalité, il votera le *B.* M. Le Hardy de Beaulieu le combat à cause de l'exagération des charges et préfère s'en rapporter à la force morale résultant des traités. M. Thonissen, *r.*, combat cette doctrine en se fondant sur des arguments empruntés à l'histoire. Il affirme que depuis le retour des Bourbons, en 1815, jusqu'à la chute du second empire, en 1871, la France a toujours eu la pensée de conquérir ou de morceler la Belgique. Même sous le règne de Louis-Philippe, ces convoitises n'ont jamais complètement cessé. En sera-t-il autrement sous la troisième république? Il aime à le croire, et dit même que la violation des traités n'est pas à craindre de la part du loyal et illustre soldat qui se trouve à la tête du gouvernement. Mais, il faut bien l'avouer, tous les hommes d'Etat français ne semblent pas marcher dans la même voie. L'orateur serait très heureux, par exemple, de voir le duc de Broglie publiquement démentir certains propos que les feuilles allemandes lui ont attribués et qui ne tendaient à rien moins qu'à demander la Belgique en compensation de l'Alsace-Lorraine! M. Woeste: « Ces paroles ont été démenties; j'ai lu une lettre qui les dément. » M. Thonissen, *r.*: « Que l'honorable duc démente ces paroles officiellement et publiquement. J'aime à croire qu'il ne les a pas prononcées; mais je ne puis me dispenser de répéter que je serais heureux de les voir désavouer publiquement. » L'orateur termine en disant que la question d'argent est ici secondaire. Il s'agit d'un intérêt national; il s'agit de l'indépendance et de l'avenir de la patrie! Parler sans cesse des dépenses qu'entraîne l'organisation militaire du pays; supputer sans cesse, par sous et deniers, ce que coûtent les

forces défensives, c'est jouer un jeu bien dangereux. C'est décourager l'armée, en lui marchandant le prix de son dévouement; c'est, en même temps, la déconsidérer, en la présentant au peuple, aux contribuables, comme une ruineuse superfétation; c'est saper notre indépendance dans l'une de ses bases fondamentales; c'est, en un mot, sans qu'on le veuille, jouer le jeu de l'étranger. L'indépendance est le premier bien d'un peuple. C'est à la fois la condition de sa prospérité et la source de sa grandeur. La Belgique en a fait l'expérience depuis 1830! Mais cet inappréciable bienfait, cette indépendance se présente avec l'accompagnement ordinaire de toutes les institutions humaines. A côté des avantages qu'elle procure, elle entraîne des charges souvent très lourdes. Il faut savoir les accepter sans murmurer si l'on ne veut voir régner l'anarchie au dedans, en attendant que l'invasion et la conquête viennent du dehors. Que tous ceux qui aiment leur pays n'oublient pas ces vérités élémentaires et qu'ils ne marchandent pas les sacrifices indispensables! M. Woeste, répondant à une observation de M. Nothomb d'après laquelle la somme de 800 fr. est nécessaire pour que la caisse de remplacement soit suffisamment remplie et que le département de la guerre puisse fournir des remplaçants au prix de 1,600 fr., dit qu'en supposant même qu'il en soit ainsi, il aimerait mieux que le *m. g.* sollicitât des chambres un crédit spécial pour compléter les fonds de la caisse de remplacement, plutôt que de faire retomber exclusivement cette charge sur les miliciens qui ont demandé au département de la guerre des remplaçants et qui, sans qu'aucune faute pût leur être imputée, n'ont pu en obtenir. Il persiste donc à espérer que le gouvernement soumettra cette question à une nouvelle étude, qu'il ne prendra pas dès maintenant d'engagement contraire aux idées qu'il vient de développer. Mais s'il en est autrement, il se réserve de présenter une disposition interprétant l'article 72 de la loi de 1873 dans le sens qu'il a indiqué. — 18. M. Thiebauld, *m. g.*, déclare qu'il est impossible d'établir une garnison à Charleroi avant qu'on y ait pu construire des casernes. Il donne à M. Pirmez des explications sur la répartition du contingent, puis sur le mode d'avancement en vigueur dans l'armée, et s'attache à démontrer que les sacrifices exigés par les dépenses militaires sont légitimés par l'accroissement de la fortune des peuples. M. Defuisseaux prononce un discours dans lequel il soutient, en se fondant sur des allégations de la *Belgique militaire*, que l'armée est complètement désorganisée; il critique l'application de la loi de 1873 en ce qui concerne le remplacement, et

dit qu'il faudra désarmer, ou en venir au service obligatoire universel, qu'il croit antipathique au caractère du pays. Il reproche ensuite au gouvernement d'avoir participé à la conférence de Bruxelles, provoquée par la Russie, et dans laquelle ont été proclamés des principes tout à fait favorables aux grandes puissances. M. Le Hardy de Beaulieu combat la thèse de M. Thonissen. La chambre vote, par 62 voix contre 16 et une abstention, le projet relatif au contingent de l'armée, puis M. Thonissen, *r.*, développe de nouveau sa théorie sur la nécessité d'une armée forte et bien organisée. M. Bergé déclare qu'il votera contre le *B.* Ses motifs se résument dans le fait d'une dépense considérable pour ne posséder qu'une armée excessivement faible. Il y a une autre considération. C'est la dernière loi de milice et la façon dont elle a été appliquée. C'est ce recrutement de remplaçants fait par le gouvernement en se servant de fonctionnaires publics jouissant de positions honorables, à qui on fait jouer un triste rôle. Cette prime donnée aux secrétaires communaux, aux gardes champêtres pour obtenir des remplaçants, est une chose évidemment immorale. Les gens qui se sont occupés de remplacement n'ont pas joui jusqu'ici d'une bonne réputation; or, aujourd'hui ce sont des gens qui doivent être respectés de tous que l'on constitue en procureurs de chair humaine pour l'armée. C'est là un système monstrueux contre lequel l'orateur proteste énergiquement. M. Vleminckx critique l'état sanitaire des bâtiments de la Cambre où est installée l'école militaire. M. Pirmez dit que la responsabilité du gouvernement est hautement engagée dans la question de la garnison de Charleroi et l'engage à examiner s'il ne pourrait pas, avant la construction des casernes, trouver un moyen de maintenir à Charleroi une force suffisante pour que les troupes puissent rendre les mêmes services que par le passé, non pas en sévissant, mais en empêchant le mouvement de se développer. Il est nécessaire que la présence de la force publique soit une garantie permanente de l'ordre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, donne des explications au sujet de la conférence de Bruxelles; il dit que cette conférence, provoquée par M. d'Houdetot, président de la société pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, n'a été qu'une simple enquête sur des intérêts d'humanité, et qui ne peut en rien entraîner une responsabilité pour le pays. M. Couvreur demande si, comme suite aux décisions de la conférence de Bruxelles, le gouvernement a l'intention d'organiser des milices nationales comme la *landsturm* allemande, et critique, à son tour, l'intervention de la Belgique dans la conférence. — 19. M. Wasseige, *r. s. c.*,

fait rapport sur le crédit de 66,500 fr. (*Boulangerie militaire*). La discussion du *B.* étant reprise, M. Thonissen, revenant sur certains propos que la presse anglaise et la presse allemande attribuaient à M. le duc de Broglie, et qui, au fond, consistaient à dire que l'Allemagne et la France pourraient se réconcilier, et même s'allier, si l'Allemagne consentait à attribuer à la France les provinces belges, dit qu'on vient de lui communiquer l'extrait suivant d'une lettre de M. le duc de Broglie : « ... Ni sous une forme ni sous l'autre, ni à l'état composé ni à l'état simple, je ne reconnais l'authenticité des paroles que l'on m'a prêtées. Je me creuse la tête pour imaginer de quelle conversation tenue par moi et avec qui on a pu faire sortir de telles énormités. Je pourrais me méfier de moi-même, si je nourrissais au fond du cœur les sentiments qui se seraient ainsi traduits involontairement dans mon langage. Mais j'ai toujours trouvé la constitution du royaume de Belgique le véritable chef-d'œuvre de la diplomatie moderne. J'y ai vu toujours la preuve qu'il était parfaitement possible, quand on savait s'y prendre, de concilier les règles de l'ancien équilibre européen avec les droits nouveaux des peuples. Je n'ai donc pu dire, sous aucune forme, directement le contraire de ce que j'ai toujours pensé. » L'orateur n'a qu'un mot à ajouter à cette lettre, c'est qu'il est extrêmement heureux d'avoir provoqué ces explications. M. Thiebault, *m. g.*, répondant aux allégations empruntées par M. Defuisseaux à la *Belgique militaire*, dit que ce journal n'est qu'un *pamphlet* hebdomadaire qui s'intitule organe de l'armée. Or, cet organe de l'armée qui, prétend-on, a un comité de rédaction que personne ne connaît, est dirigé par un capitaine pensionné, excellent, brave et digne père de famille. Cette publication nuit essentiellement à l'armée. Elle attaque avec violence les hommes les plus distingués du pays, des hommes qui ont rendu de grands services à l'État et à l'armée. Elle attaque la législature, le gouvernement et même la nation. Elle représente l'armée comme composée de soldats appartenant à la lie de la population, les officiers comme découragés, mourant de faim, végétant, traînant péniblement leur existence et ne restant dans l'armée que parce qu'ils sont trop âgés pour changer de carrière. Elle donne un triste spectacle à l'étranger en lui exposant une situation complètement inexacte et absurde. Le *m.* donne ensuite à M. Vleminckx des explications d'où il résulte que l'état sanitaire de la Cambre est des plus satisfaisants. Il soutient que l'armée est dans une situation excellente et parfaitement en état de remplir ses obligations. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à M. Couvreur, dit

à propos de la conférence, que la Belgique ne peut et ne doit pas accepter que l'on discute, que l'on traite les affaires dans lesquelles elle est intéressée, sans elle et sans qu'elle soit en mesure de défendre ses droits. Cette règle, un homme qui passe pour avoir eu quelque sagesse politique et qui s'appelait le Roi Léopold I^{er}, l'avait sans doute devant les yeux quand il acceptait l'invitation de l'empereur Napoléon III, pour se rendre à un congrès à Paris, congrès qui n'a pas eu lieu, et ses ministres partageaient sans doute son avis, puisqu'ils prenaient la responsabilité de cette détermination. Aussi bien, si la Belgique n'était pas allée à la conférence, elle n'aurait pas eu l'occasion de faire entendre sa voix, comme elle l'a fait ; mais elle n'aurait rien gagné en s'abstenant, attendu que la conférence n'en aurait pas moins eu lieu et qu'on aurait laissé le protocole ouvert pour accorder ou refuser l'adhésion du gouvernement belge. S'expliquant en ce qui concerne l'organisation des milices nationales, le *m.* dit qu'il n'est pas dans l'intention du gouvernement de modifier le mode de recrutement actuellement en vigueur ni d'y substituer le service personnel et obligatoire. La chambre entend encore MM. Woeste, Couvreur, Houtart, Thonissen, *r.*, Lambert et Drion qui déclarent qu'ils repousseront le *B.* ; M. Peltzer, qui déclare qu'il le votera. Dans la discussion des articles, il y a un échange d'explications entre MM. Saintelette, Malou, *m. f.*, et Bockstaël, au sujet de l'assurance des casernes, puis le *B.* est voté par 69 voix contre 19 et une abstention.

19 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 1,958,325 fr. au département de la guerre et un autre de 3,000,000 pour l'amélioration du casernement.

5 février. Le crédit de 66,500 fr. pour la boulangerie militaire est adopté par 74 voix contre 3. M. Frère-Orban cite des extraits des *Annales parlementaires* à l'effet de prouver qu'autrefois M. Coomans a voté contre la réduction des dépenses militaires. M. Coomans soutient que ces citations ne prouvent rien.

2 mars. Le *B.* de la gendarmerie, généralement approuvé, donne lieu à un débat dans lequel on s'occupe du recrutement, de l'armement, de la nomination des officiers et de la nécessité de ne nommer dans les provinces flamandes que des gendarmes parlant le flamand. MM. Simonis, Lelièvre, Julliot, Wasseige, de Macar, Coomans, Delaet, de Zerezo de Tejada, Delehay, Jottrand et Thiebault, *m. g.*, y prennent part. Le *m. g.* présente un amendement à l'article 1^{er} : « Le cadre des officiers du corps de la gendarmerie comprend un colonel commandant, dont le traitement est fixé à 10,000 fr. par an. Cet emploi de

commandant de la gendarmerie est généralement donné à l'un des meilleurs colonels de cavalerie, et il arrive souvent que l'ancienneté de grade de cet officier supérieur l'appelle bientôt à être nommé général-major et à quitter ses fonctions. Il en résulte de fréquentes mutations offrant des inconvénients très sérieux, car il faut beaucoup de temps pour qu'un colonel de cavalerie puisse s'initier complètement aux lois et règlements sur la police judiciaire et aux autres parties qui constituent le service spécial du commandant de la gendarmerie. Ces inconvénients seraient atténués si le gouvernement avait la faculté de nommer le colonel de la gendarmerie au grade de général-major lorsqu'il a des titres à cette promotion, et de le maintenir dans ce grade à la tête du corps de la gendarmerie. Ce corps a d'ailleurs acquis une importance telle, en raison de l'élévation de son effectif et de l'étendue de ses attributions, qu'il y a lieu de placer à sa tête un général-major qui compterait au cadre spécial de la gendarmerie. Le *m.*, en conséquence, propose d'augmenter le *B.* de ce corps d'une somme de 2,700 fr., qui représente la différence entre le traitement annuel du colonel et le traitement d'un général-major. Si cette proposition est accueillie, le *B.* de la gendarmerie, qui est établi à la somme de 2,745,000 fr., devrait être porté à 2,747,700 fr. » M. Vleminckx dit que ce sera un général de moins pour l'armée. M. Malou, *m. f.*, répond que ce sera un général en plus, mais un colonel en moins. Cet amendement est adopté, et le *B.* est voté par 74 voix et une abstention. — 5. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit supplémentaire de 1,958,525 fr. au département de la guerre. M. Vleminckx, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit de 3 millions pour le casernement. — 12. Ce dernier projet de loi est adopté par 71 voix contre une, après un échange d'explications entre MM. Vleminckx, *r.*, et Thiebauld, *m. g.*, au sujet du nombre de cellules qui vont, dans les nouvelles casernes, remplacer les cachots. Le *m. g.* estime qu'un meilleur aménagement des casernes aura pour résultat de diminuer le nombre des punitions. — 16. Dans la discussion du crédit supplémentaire de 1,958,525 francs au département de la guerre, un débat s'engage entre MM. Demeur et Thiebauld *m. g.* au sujet de l'habitude qu'on a prise de porter au *B.* des crédits insuffisants pour le pain et les fourrages et de venir ensuite demander des crédits supplémentaires en invoquant des circonstances qui n'ont rien d'imprévu. M. Thiebauld, *m. g.*, dit que la situation n'est pas normale; cependant ce qui se passe cette année pour le pain permet d'espérer qu'on aura une diminution semblable dans le prix

des fourrages et de la viande. Si cet espoir ne se réalise pas d'ici à quelques années, il faudra bien arriver à majorer les chiffres portés au *B.*; mais, jusque-là, il paraît préférable de conserver au *B.* son chiffre normal, et, au besoin, de demander des crédits supplémentaires. MM. Demeur, Pety de Thozée, *r.*, Vleminckx et Schollaert, *v.-p.*, échangent ensuite des explications assez vives au sujet d'une lacune du rapport de la *s. c.*, dans lequel on n'a pas fait mention d'une question posée au *m.* relativement à l'effectif réel, en hommes et en chevaux, de l'armée belge. M. Vleminckx demande aussi que l'on prenne des mesures en vue de pourvoir à l'état sanitaire de la Cambre, où est installée l'école militaire. Le crédit est voté par 82 voix contre 9.

27 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant autorisation de faire un transfert de 105,000 au *B.* de la guerre pour l'exercice 1874.

12 mai. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 27. Il est adopté par 69 voix contre 4.

3 juin. M. Thiebauld, *m. g.*, dépose le premier rapport triennal sur les établissements d'instruction militaire en Belgique. Il rappelle ensuite que, dans la séance du 31 mai 1873, le gouvernement a déposé un projet de loi sur le logement des troupes en marche et en cantonnement. La *s. c.* y a substitué un contre-projet auquel le gouvernement désire présenter quelques amendements. Le *m.* donne lecture de ces amendements. — 16. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 24. M. Le Hardy de Beaulieu demande l'ajournement de ce projet. M. Thiebauld, *m. g.*, dit qu'une loi sur le logement des troupes en marche et en cantonnement est absolument nécessaire. Si la chambre n'est pas disposée à discuter le projet qui lui est soumis en ce moment, il lui proposera de remettre en vigueur jusqu'à la fin de l'année prochaine la loi de 1872. Il formule ensuite le projet suivant, que l'on pourrait renvoyer à une *c.* : « Art. 1^{er}. Sont remis en vigueur les articles 1 et 2 de la loi du 12 mai 1872 (1). — Art. 2. Cette loi sera obligatoire jusqu'au 31 décembre 1876. » L'ajournement, combattu par MM. Nothomb, *r.*, Schollaert, De Baets et Pirmez, est rejeté. Puis, après

(1) Art. 1^{er}. Les habitants peuvent être requis de loger et de nourrir les troupes en marche ou en cantonnement, ainsi que de fournir les moyens de transport et autres prestations mentionnées dans l'arrêté du 3 août 1844, moyennant les indemnités fixées par la loi.

Art. 2. Ceux qui n'obtempéreront pas aux réquisitions faites en vertu de l'article précédent seront punis d'une amende de cinq à quinze francs.

des observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, Woeste et Thiebault, *m. g.*, la nouvelle proposition est votée par 71 voix contre 3 et 2 abstentions.

IMPOTS.

20 novembre. La chambre renvoie au *m. f.* des pétitions d'imprimeurs, papetiers et autres industriels demandant la suppression du timbre des affiches destinées à être placardées sur la voie publique.

2 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet la suppression de la patente des médecins. — 17. M. d'Andrimont, de son côté, fait la proposition de loi suivante : « Article 1^{er}. La patente des médecins est maintenue. — Art. 2. Tout avocat inscrit au tableau de son ordre depuis deux ans ou exerçant sa profession depuis cinq ans sera soumis à une taxe de cinquante francs par an. — Art. 3. La présente loi sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1876. »

15 avril. M. d'Andrimont développe sa proposition, qui est prise en considération. — 15. M. Cruyt, *r. c.*, dépose les rapports sur deux pétitions émanées d'imprimeurs de Huy et de Ciney demandant la suppression du timbre des affiches destinées à être placardées sur la voie publique; d'autre part, sur une pétition d'huiliers et de meuniers des environs de Courtrai qui demandent la suppression des patentes sur les moulins à vent. — 22. Dans le débat sur les pétitions relatives au timbre des affiches, MM. Demeur et Julliot demandent la création de timbres adhésifs. M. Malou, *m. f.*, s'engage à examiner la question. La pétition des meuniers est renvoyée au *m. f.* — 27. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant dérogation à la loi de 1857, et relatif aux timbres adhésifs pour les affiches.

7 mai. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la patente des médecins et des avocats. — 27. Sur la motion de M. Bara, et après des observations de MM. Malou, *m. f.*, Lelièvre, Pirmez, Bockstael, Jottrand, Orts, Woeste et Pety de Thozée, *r.*, la discussion est ajournée jusqu'au mois de novembre. M. Guillery, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux timbres adhésifs pour les affiches.

8 juin. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Malou, *m. f.*, Le Hardy de Beaulieu et Lelièvre.

INDUSTRIE.

18 décembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi supprimant les chambres de commerce en Belgique.

3 février. M. Woeste, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

2 mars. M. Rogier demande que l'on mette à l'ordre du jour la discussion de ce projet, à l'effet de faire cesser une situation précaire, dans laquelle le mandat des chambres existantes ne peut pas être renouvelé. — 11. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de crédit de 200,000 fr. pour la participation des Belges à l'exposition de Philadelphie.

13 avril. La discussion est ouverte sur le projet de loi tendant à supprimer les chambres de commerce. M. Sabatier le combat en disant que ses collègues sont condamnés à mort pour cause de libéralisme et pour avoir été soupçonnés de faire de la politique. Mais il se déclare partisan du principe de l'élection. M. Dansaert combat également le projet. Il n'admet pas, avec le gouvernement, que les chambres de commerce seront remplacées par des associations résultant exclusivement de l'initiative privée. Ces associations ont leur place marquée à côté des chambres de commerce; elles doivent aider à les constituer par la voie de l'élection, les stimuler dans leur fonctionnement, mais jamais elles ne sauraient les remplacer. Le nombre des personnes qui s'occupent en Belgique des intérêts généraux est déjà fort restreint. C'est un mal, que la suppression des chambres de commerce ne ferait qu'augmenter. L'orateur termine en exprimant le vœu que les chambres de commerce soient organisées en Belgique d'après le principe fondamental admis en France, dans les Pays-Bas, en Prusse et dans les villes hanséatiques, en Autriche et en Hongrie, c'est-à-dire qu'instituées et protégées par la loi, elles soient élues directement par les commerçants. — 14. M. Puissant est convaincu que la proposition qui est faite serait nuisible aux véritables intérêts du commerce et de l'industrie; il votera contre la suppression d'une institution qui, de l'aveu du gouvernement lui-même, a rendu au pays de réels services. M. Bergé dit qu'au lieu de demander la suppression des chambres de commerce, le gouvernement aurait plutôt dû venir en proposer le développement. Il avait à créer des chambres nouvelles là où il n'en existe pas encore, dans certains centres, comme dans le centre du Hainaut et dans l'arrondissement de Malines, là où ces chambres de commerce auraient produit les mêmes effets salutaires que dans d'autres ressorts. M. De Decker considère comme un progrès réellement libéral et démocratique de proclamer le régime de la liberté au point de vue des chambres de commerce et de supprimer les chambres de commerce officielles. Il ne sait pas pourquoi l'Etat doit s'occuper d'organiser la défense des intérêts du capital, des intérêts du

riche, quand, d'un autre côté, on néglige complètement les intérêts du pauvre, les intérêts du travailleur. Si l'on institue des chambres de commerce officielles, il faut aussi instituer des chambres de travail officielles. Ce serait logique. La seule solution, ce serait la non-intervention de l'Etat dans ces questions, c'est-à-dire la liberté la plus complète, la libre concurrence absolue des conseils et des avis. Pour se tranquilliser sur les conséquences de cette suppression, on a le spectacle de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'épanouissement des richesses et des forces productives dans ces deux pays; l'exemple de ces deux grands pays est fait pour tranquilliser les plus hésitants et les plus modérés. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit qu'il a cru, en proposant ce projet de loi, réaliser un progrès; il a eu foi dans la vitalité, dans l'esprit d'initiative du peuple belge, qui n'hésitera pas à remplacer par des chambres libres les chambres de commerce officielles. Le *m.* ne prononcera pas une parole qui soit une récrimination contre les chambres de commerce; il a reconnu qu'elles avaient rendu des services au pays, et il le reconnaît encore. Mais il y a mieux à faire. Il y a un avantage réel à entrer dans la voie de la liberté au lieu de rester dans l'ornière actuelle. Les chambres de commerce libres seront dans de meilleures conditions pour défendre les intérêts qui leur sont confiés, que des corps officiellement nommés par l'Etat. En présentant le projet de loi, il n'a pas eu en vue la moindre idée politique. Il n'a voulu que réaliser un progrès, et il a demandé la suppression des chambres de commerce en face de la difficulté insurmontable, selon lui, de les constituer sur des bases solides et durables. Devant une éventualité hasardeuse, devant un danger à courir dans la réorganisation, il a préféré présenter à la chambre le projet de loi. — 15. M. Simonis combat le projet. Il se demande à qui, les chambres de commerce étant supprimées, les commerçants et les industriels pourront s'adresser pour réclamer du gouvernement le redressement de griefs souvent légitimes. A des institutions libres, dit-on, à des sociétés industrielles, à des comités spéciaux. Il ne conteste pas l'utilité de ces institutions libres; il se plaint, au contraire, à reconnaître les services qu'elles rendent. Elles sont parfois de puissants auxiliaires pour les chambres de commerce; mais elles ne peuvent les remplacer. Lorsque les chambres de commerce, en effet, présentent des observations au gouvernement, celui-ci est tenu tout au moins à les soumettre à un sérieux examen, comme émanant de corps constitués auxquels on ne peut dénier un certain prestige, une certaine autorité. Il n'en serait plus de même si les griefs

du commerce et de l'industrie n'étaient transmis au gouvernement que par des institutions libres. — 16. Le projet de loi est défendu par MM. Woeste, *r.*, et Meeus, et combattu par MM. Sainctelette et Bouquériau. — 20. M. Sabatier, comme conséquence des discussions auxquelles le projet de loi a donné lieu, transmet au bureau la proposition suivante en son nom et au nom de M. Simonis. Elle comporte sept articles : « Art. 1^{er}. Les chambres de commerce sont maintenues. — Art. 2. Le gouvernement fixe le nombre des membres des chambres de commerce, sans que ce nombre puisse dépasser vingt-quatre ni être inférieur à huit. — Art. 3. Aucun membre ne peut être représenté comme candidat que deux ans après l'expiration d'un mandat précédent. — Art. 4. Les chambres de commerce se renouvellent par quart. — Art. 5. La même firme sociale ne peut compter plus d'une personne dans une chambre de commerce. — Art. 6. Sauf les cas où les avis demandés par le gouvernement sont confidentiels, les séances des chambres de commerce sont publiques. Les procès-verbaux de ces séances feront l'objet d'une publication spéciale. — Art. 7. Les règlements d'ordre intérieur actuellement en vigueur seront soumis à une révision. » — 20. Le projet du gouvernement est encore combattu par MM. Van Iseghem, Ortmans, Lambert et Bergé. — 21. M. Sabatier développe son système, auquel se rallie M. Bockstael. M. Rogier combat ensuite le projet du gouvernement, qui est défendu par MM. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Jacobs. M. Dansaert, enfin, propose un amendement, et M. Sabatier un article additionnel ainsi conçu : « Les articles 36 à 54 de la loi du 18 juin 1869 sont rendus applicables à la nomination des membres des chambres de commerce. » — 22. M. Woeste, *r. s. c.*, fait rapport sur les amendements et conclut au rejet. — 23. Il est entendu dans ce sens. M. Houtart demande que M. Sabatier veuille bien ajouter à sa proposition que certaines circonscriptions de chambres de commerce seront modifiées et notamment les circonscriptions des chambres de Mons et de Charleroi. Le débat continue ensuite entre MM. Sabatier, Rogier, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, et Demeur, qui propose l'ajournement à la prochaine session. Cette motion est rejetée par 56 voix contre 44. La chambre passe à l'examen des articles. L'article 1^{er} du projet du gouvernement est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Les chambres de commerce et des fabriques instituées par le gouvernement sont supprimées. » L'article 1^{er} proposé comme amendement par M. Sabatier et modifié par M. Houtart est ainsi conçu : « Les chambres de commerce sont maintenues. Les circonscriptions des chambres de

commerce actuelles seront modifiées par la création de nouvelles chambres dans les centres industriels qui en feront la demande. » La proposition de MM. Sabatier, Simonis et Houtart est rejetée par 56 voix contre 44, et le projet du gouvernement adopté par 57 voix contre 45.

1^{er} juin. M. Pirmez demande un prompt rapport sur une pétition d'agents de change de Bruxelles qui réclament certaines modifications à la loi sur le courtage. Après avoir entendu MM. Anspach, Malou, *m. f.*, et Vander Donckt, la chambre adopte une proposition de ce dernier tendant à renvoyer la pétition à la *c.* de l'industrie. — 5. M. de Briey, *r. c.*, dépose le rapport sur le crédit de 200,000 fr. pour l'exposition de Philadelphie. — 16. Ce crédit est voté à l'unanimité, après quelques mots de M. Bergé, qui le trouve insuffisant, et de M. Delcour, *m. i.*, qui déclare qu'il a été fixé à ce chiffre par la *c.* belge.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

20 janvier. M. Funck demande que le gouvernement fournisse un état détaillé de l'emploi des fonds alloués pour l'instruction primaire. M. Delcour, *m. i.*, dit que les budgets scolaires sont arrêtés par les députations permanentes et que le gouvernement n'a que le résumé des décisions prises par ces corps administratifs; c'est sur l'état général des dépenses que la répartition se fait au département de l'intérieur. Mais il a adressé aux députations permanentes, dans le courant de l'été dernier, une circulaire tendant à obtenir, pour l'avenir, un compte complet des dépenses, afin qu'au département de l'intérieur on puisse connaître les communes qui obtiennent des augmentations de subsides, ainsi que l'emploi qui en est fait. Il lui est impossible, pour le moment, d'aller au delà. M. Funck insiste pour avoir ces renseignements le plus tôt possible et demande, en outre, que l'on mette à l'ordre du jour la proposition de loi sur l'enseignement obligatoire. M. De Haerne appuie cette motion, qui n'est pas adoptée. — 26. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Lelièvre demande qu'on augmente le traitement des professeurs de l'enseignement moyen, que l'on organise cet enseignement pour les filles et que l'on augmente le nombre des écoles moyennes. M. Defuisseaux critique l'organisation de l'enseignement secondaire et rappelle l'amendement qu'il a présenté l'année dernière, avec quarante-quatre de ses collègues, en vue d'améliorer la position des professeurs. M. T'Serstevens désire qu'on augmente notablement les subsides pour la création d'écoles moyennes communales. M. Delcour, *m. i.*, fait connaître les améliorations qu'il a introduites

dans les programmes. Il ajoute que les traitements doivent être révisés par une mesure d'ensemble, et dit à M. T'Serstevens qu'il ne peut augmenter les subsides alloués aux établissements communaux, les crédits proposés suffisant aux besoins du service. M. Wasseige croit, ainsi que M. Delcour, qu'il est convenable d'ajourner la proposition relative aux professeurs jusqu'à l'examen du projet de loi sur les petits traitements. L'examen de ce projet de loi pourrait faire naître d'autres réclamations également justifiées, et élargir ainsi son texte et son titre, attendu qu'il s'occuperait des traitements de toute catégorie. M. Bockstael est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'ajourner la discussion de l'amendement dont il s'agit. M. Dumortier recommande, pour l'enseignement du flamand, les méthodes suivies en Allemagne pour l'enseignement de la langue allemande. Il croit qu'avant d'augmenter les traitements, il importe de s'occuper des contribuables et que les vrais démocrates doivent d'abord songer aux petits. M. Defuisseaux répond que pour faire droit aux réclamations présentées en faveur du corps professoral il suffit de supprimer une batterie d'artillerie. M. Bockstael est également d'avis qu'il faudrait diminuer le *B.* de la guerre. — 27. M. Bergé signale les prétentions de plus en plus envahissantes du clergé dans l'enseignement primaire. L'orateur se réserve d'appuyer plus tard la demande d'augmentation de traitement des professeurs. M. Delcour, *m. i.*, voudrait que M. Bergé précisât ses accusations. M. Thonissen regrette que le *m.* ajourne la solution de la question relative aux professeurs de l'enseignement moyen.

16 février. M. Delcour, *m. i.*, dépose : 1^o un projet de loi ayant pour objet la collation des grades académiques et le programme des examens à subir pour l'obtention de ces grades; 2^o un projet de loi ayant pour objet de proroger les lois de 1857 et de 1865 relatives à la nomination des jurys d'examen pour les deux sessions de l'année courante. La discussion du *B.* de l'intérieur étant reprise, il est donné lecture de trois amendements à ajouter à celui qui concerne l'augmentation du traitement des professeurs des athénées. Le premier est ainsi conçu : « Art. 90. Subsides à des établissements communaux ou provinciaux d'instruction moyenne, etc., 252,467 fr. (Signé) Jottrand, Defuisseaux, de Macar, Bockstael, Lescarts, Bricoult, Descamps, Puissant, Vandenpeereboom, Sabatier, Drion, Dethuin, Guillery, de Vrints, Demeur. » Voici le deuxième amendement : « Art. 90. Porter les subsides à des établissements communaux, provinciaux, d'instruction moyenne, soit du premier degré, soit du deuxième degré, de 200,000 à

250,000 fr., majoration de 50,000 fr. (Signé) T'Serstevens, Defuisseaux. » Le troisième amendement est ainsi rédigé : « Nous proposons d'énoncer comme article final du chapitre XVI, relatif à l'instruction moyenne, la disposition suivante : « Une somme de « 200,000 fr. est mise à la disposition du gouvernement pour lui permettre d'améliorer le « sort des professeurs des écoles moyennes. » (Signé) Lelièvre, Defuisseaux, Royer de Behr, De Baets. » Après quelques mots de M. Drubbel sur les bibliothèques des universités, la chambre aborde la discussion de ces amendements, auxquels vient s'en joindre un quatrième qui se rapporte aux régents des écoles moyennes et qui tend à augmenter de 182,266 fr. le crédit porté à l'article 87. « (Signé) Dethuin, Van Humbeeck et Smolders. » MM. T'Serstevens, Defuisseaux, Guillery, Vandenpeereboom, Delehay, r., Rogier, Kervyn de Volkaersbeke, Wasseige, Bara et Dumortier prennent la parole à ce sujet. M. Delcour, m. i., s'engage à déposer des propositions formelles lors de la discussion de la loi sur les petits traitements et à donner ainsi satisfaction aux auteurs des amendements. A la suite de cette déclaration, M. Kervyn de Volkaersbeke propose d'ajourner le débat jusqu'après les vacances de Pâques, mais cette motion est rejetée par 45 voix contre 32. Dans cette même séance, MM. Reynaert et De Baets prononcent des discours au sujet des mesures à adopter pour améliorer l'enseignement de la langue flamande. — 17. Après un échange d'explications entre MM. Guillery, Delehay, r., Frère-Orban et Malou, m. f., sur la portée du vote de la veille, l'amendement de MM. Defuisseaux et consorts, relatif à l'augmentation du traitement des professeurs des athénées, est adopté par 57 voix contre 41 et 8 abstentions. (Les mm. s'abstiennent parce qu'ils auraient voulu une loi générale). Les autres amendements sont également adoptés. Dans la discussion du chapitre de l'*Enseignement primaire*, MM. de Briey et Kervyn de Lettenhove demandent que l'on s'occupe de résoudre enfin la question relative à la caisse de retraite des instituteurs; M. De Clercq, que l'on construise l'école normale de Bruges; MM. Notelteirs et de Macar, qu'on augmente le traitement des professeurs des écoles normales, et l'amendement suivant est déposé : « Augmenter de 12,000 fr. le chiffre de 114,000 fr., afin d'améliorer la position des professeurs des écoles normales et des cinq sections normales primaires, attachées à des écoles d'enseignement moyen. (Signé) de Macar, de Lhoneux, Dethuin, Le Hardy de Beaulieu, de Vrints, Jottrand, de Baillet-Latour. » La discussion continue, sur les diverses questions soulevées, entre MM. Del-

cour, m. i., Bergé, Coremans, Kervyn de Lettenhove, de Macar, de Briey, Guillery, Hagemans, Notelteirs et Malou, m. f. L'amendement de MM. de Macar et consorts n'est pas adopté. Une discussion s'engage ensuite entre MM. Delehay, r., Jottrand, Kervyn de Lettenhove et Delcour, m. i., sur la question de savoir s'il y a lieu d'accorder des subsides à des écoles normales qui forment exclusivement des institutrices religieuses. M. Delcour, m. i., dit que non seulement ces écoles n'ont pas obtenu de subvention, mais que les élèves ne reçoivent pas de bourses, parce que cette question des bourses donne lieu à certaines difficultés. Il est entendu que les élèves laïques fréquentant les écoles normales religieuses jouissent de bourses et continueront à en jouir. — 18. M. Delcour, m. i., répondant à M. de Macar, donne des explications sur des faits qui se sont passés à l'école moyenne de Huy à propos d'un élève qui a retiré de sa bouche une hostie qu'il avait reçue à la communion et qui l'a ensuite mangée, ainsi que sur un incendie qui a éclaté ultérieurement dans l'école. Après un échange d'observations entre MM. Funck, Delcour, m. i., et Jottrand sur la répartition des subsides pour l'enseignement primaire, la discussion du chapitre de l'instruction publique est close. M. Smolders, r. c., fait rapport sur le projet de loi portant prorogation des lois de 1857 et de 1865 quant à la nomination des jurys d'examen. — 19. Ce projet est adopté à l'unanimité.

9 mars. M. Delcour, m. i., dépose le premier rapport sur l'emploi du crédit de 20 millions de francs pour la construction et l'ameublement de maisons d'école.

JUSTICE.

4 décembre. M. Defuisseaux proteste, par voie d'interpellation, contre la manière dont on applique la loi sur les extraditions et les expulsions. Il demande que la chambre veuille bien unanimement réclamer du m. j. de présenter des lois claires et formelles réglant la matière des extraditions et des expulsions. Il rappelle que, dans tous les partis, il s'est trouvé à tous les temps, à toutes les époques, des hommes généreux qui ont professé ses idées. Il cite aux catholiques les noms de MM. de Gerlache et Vilain XIII. Celui-ci s'insurgeait presque contre une loi qui l'eût forcé à méconnaître ses devoirs d'hospitalité envers M. Raspail. L'orateur rappelle aux catholiques que les premières, les plus touchantes traditions de leur religion étaient celles du droit d'asile. Il estime qu'il est de l'intérêt, ou tout au moins de l'honneur du pays, de faire une loi sur les étrangers qui soit très claire et très nette; car un moment

pourrait venir où des Belges seraient eux-mêmes obligés de recourir à cette hospitalité dont ils sont si avares, et il ne voudrait pas qu'on pût dire que la Belgique, lorsqu'elle était libre et indépendante, au mépris de ses lois, au mépris de la Constitution, au mépris de la conscience, a livré toujours tous les étrangers à celui qu'il appellerait volontiers un préfet de police et qu'on intitule administrateur de la sûreté publique. M. De Lantsheere, *m. j.*, donne des explications au sujet de l'extradition d'un sieur Tabaraud qui avait été impliqué dans les affaires de la Commune et qui est accusé d'un délit de droit commun. Le *m.* ajoute que, de 1849 à 1853, on a expulsé, par remise de simple feuille de route, 1,202 individus. Depuis 1870 jusqu'à ce jour, il en a été expulsé 172 seulement, et ce serait dans ces conditions-là que l'on serait bien venu à se plaindre de l'excessive rigueur, de la sévérité draconienne de l'administrateur de la sûreté publique ou du ministre de la justice? Ce sont ces faits que l'on ose invoquer pour dire qu'une espèce de terreur règne parmi les étrangers en Belgique, pour représenter la Belgique comme une terre inhospitalière, indigne désormais de son antique réputation! Ce sont là d'injustifiables et antipatriotiques exagérations. L'intérêt que le préopinant peut porter à une catégorie d'étrangers ne justifie en aucune manière, ni les accusations qu'il porte contre le *m.* ou contre son administration, ni celles qu'il porte contre la patrie elle-même, qui serait devenue une terre inhospitalière. Or, des chiffres montrent combien les étrangers sont effrayés de pénétrer dans cette terre barbare d'où on les expulse si rudement : le nombre de ceux qui ont séjourné en Belgique, du 1^{er} juillet 1866 au 1^{er} juillet 1867, a été de 7,820, et du 1^{er} juillet 1869 au 1^{er} juillet 1870, de 7,169. Pendant la période du 1^{er} juillet 1873 au 1^{er} juillet 1874, il s'est élevé au chiffre de 13,700. Voilà à quel chiffre s'est élevé le nombre de ceux qui sont venus volontairement se soumettre à cet abominable régime. Il a doublé depuis le moment où le règne de la terreur a commencé. M. Anspach soutient qu'il y a une cause de conflits perpétuels entre l'administrateur de la sûreté publique et les bourgmestres des communes. Il expose un fait concernant un sieur Prévost qui, conduit à la frontière de Hollande par la gendarmerie, est revenu en Belgique avec les gendarmes qui n'ont pu l'en empêcher. Ce Prévost, sachant que l'administration communale avait reçu de l'administrateur de la sûreté publique l'ordre de l'arrêter, est venu lui-même à l'hôtel de ville, et, pour qu'on n'en ignore, il a requis son inscription aux registres de la population.

Il semblait, dans ce temps de meetings, spéculer sur la peur présumée qu'avait le bourgmestre des attaques de la presse et des assemblées publiques; il a cru qu'il hésiterait entre son intérêt et son devoir. Cette menace indirecte n'a pas arrêté l'orateur et, une demi-heure après, Prévost était écroué aux Petits-Carmes, à la disposition de l'administrateur de la sûreté publique. Mais à quoi cela sert-il? L'orateur ajoute que s'il était *m. j.*, il voudrait présenter un projet de loi réglant définitivement ces questions incertaines et confuses. Il voudrait maintenir le bon renom d'hospitalité de la Belgique; il ne ferait plus de distinction entre les résidents et les non-résidents, il n'appliquerait plus la loi de messidor ni le décret de 1830, et il s'en tiendrait exclusivement à la loi de 1855. M. Jottrand soutient que le décret de messidor, qui était une mesure de circonstance, n'est plus applicable. M. Dumortier, qui a été cité dans le débat par M. Anspach, prend la parole pour démontrer que son opinion au sujet des droits des bourgmestres en matière de police ne s'est pas modifiée depuis 1854. — 18. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose le rapport annuel sur l'exécution de la loi relative aux étrangers.

19 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 2,500,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice à Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, *id.* un projet de loi qui apporte des modifications à la loi du 31 décembre 1851 réglant la compétence des consuls dans les pays hors chrétienté.

5 mars. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2,500,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice. — 12. Dans la discussion de ce crédit, M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à des questions posées par la *s. c.*, dit que le gros œuvre du Palais coûtera 26 millions, que la principale partie de l'ameublement devra être payée par la province et par la ville, et qu'à cette dernière incombera aussi la principale partie des frais d'élargissement des rues avoisinantes. M. Le Hardy de Beaulieu maintient toutes les appréciations contenues dans son rapport d'il y a trois ans. Comme jusqu'à présent on est encore à la construction du gros œuvre, on continue à profiter des marchés faits à une époque où les matériaux étaient moins chers que maintenant. Mais on va commencer à devoir payer les matériaux au prix du jour, et c'est à partir de ce moment que l'on s'apercevra que les calculs faits il y a quatre ou cinq ans seront notablement dépassés. M. Kervyn de Lettenhove déclare qu'il repoussera le crédit pour le Palais de justice, comme il a repoussé les divers crédits sollicités pour l'église de

Laeken. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. Guillery, croit pouvoir affirmer que le Palais recevra sa destination en 1880. Un débat s'engage ensuite entre MM. Jottrand, Anspach et De Lantsheere, *m. j.*, sur la question de savoir à qui incombent les travaux à exécuter aux abords du Palais. Le crédit est voté par 60 voix contre 15 et 2 abstentions.

22 avril. Sur les conclusions de M. de Briey, appuyées par M. Demeur, la chambre renvoie au *m. j.* une pétition par laquelle le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean exprime le vœu que le décret du 25 messidor an III, relatif aux étrangers, soit déclaré abrogé et la loi du 22 septembre 1855 complétée s'il y a lieu. M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare que l'intention du gouvernement est de maintenir l'ordre de choses qui a été consacré par une pratique de 40 ans, sous tous les ministères. Il ne peut pas prendre d'autre engagement. Il a mis à l'étude la révision de toute cette législation sur les étrangers; et il a rencontré des difficultés nombreuses et très grandes qu'il ne peut parvenir à surmonter. — 28. M. de Pitteurs-Hiegaerts, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant dérogation à la loi du 31 décembre 1831 qui règle la compétence des consuls belges hors chrétienté.

27 mai. La discussion générale s'ouvre sur ce projet de loi. MM. De Haerne, d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, de Pitteurs-Hiegaerts, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.*, y prennent part. — 28. La chambre entend encore M. de Pitteurs-Hiegaerts, *r.* Puis il est procédé au vote par appel nominal sur l'article unique, amendé, ainsi conçu : « A partir de l'entrée en fonctions des tribunaux mixtes, organisés en Egypte, et aussi longtemps que ces tribunaux seront maintenus, les consuls belges s'abstiendront de connaître : en matière civile : des contestations entre Belges et étrangers; des actions en matière réelle immobilière. En matière criminelle : des contraventions de police; des crimes et des délits commis envers les membres des tribunaux mixtes et par ces membres dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que des crimes et des délits commis directement contre l'exécution des sentences et des mandats de justice. » 55 membres seulement répondent à l'appel; la chambre n'est pas en nombre.

1^{er} juin. Le projet est voté à l'unanimité. — 8. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi relatif à la répression des offres ou propositions de commettre certains crimes. — 15. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 22. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi ayant pour but d'exempter de divers droits les sociétés coopératives. La discussion est ouverte sur le projet de loi relatif à la répres-

sion des offres ou propositions de commettre certains crimes. L'article 1^{er} du projet de la *c.*, auquel le gouvernement se rallie, est ainsi conçu : « Art. 1^{er}. Quiconque aura offert ou proposé de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés, ou de participer à un tel crime; quiconque aura accepté semblable offre ou proposition, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 50 fr. à 500 fr., sauf l'application de l'article 85 du code pénal, s'il existe des circonstances atténuantes. Le coupable pourra de plus être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 33 du code pénal, et mis sous la surveillance de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Toutefois ne sera point punie l'offre ou la proposition simplement verbale, quand elle n'est pas accompagnée de dons ou promesses ou subordonnée à des dons ou promesses, ni l'acceptation de semblable offre ou proposition. » M. Guillery propose l'amendement suivant : « Art. 1^{er}. Quiconque aura fait, *par écrit*, l'offre ou la proposition *directe* de commettre un *assassinat* ou de participer à ce crime; quiconque aura accepté, *par écrit*, cette offre ou cette proposition, sera puni d'un emprisonnement de *six* mois à cinq ans et d'une amende de *cent* francs à cinq cents francs, sauf l'application de l'article 85 du code pénal s'il existe des circonstances atténuantes. Conserver le § 2, comme au projet. Le § 3 est supprimé. A l'article 2. La disposition suivante est ajoutée au n° 9 de l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions : Pour offres et propositions de commettre un crime ou d'y participer, ou pour acceptation desdites offres ou propositions. Il propose de dire : Pour offre ou proposition de commettre un *assassinat* ou d'y participer... » Le débat s'engage à ce sujet entre MM. Lelièvre, Guillery, Woeste, Thonissen, *r.*, Jottrand, De Lantsheere, *m. j.*, et Bara. — 23. Il continue entre MM. Thonissen, *r.*, Van Humbeeck, Lelièvre, Jottrand, Bara, Rogier, De Lantsheere, *m. j.*, Drubbel, Le Hardy de Beaulieu, A. Jamar et Guillery. La proposition de ce dernier tendant à insérer dans la loi les mots *par écrit*, est rejetée par 69 voix contre 17. Les autres parties de cet amendement sont rejetées par assis et levé. Une proposition de M. Jottrand, tendant à soumettre la loi à révision dans les deux années qui suivront sa promulgation est rejetée par 50 voix contre 35 et une abstention, puis le projet de loi est voté par 75 voix contre 6 et 3 abstentions. — 24. M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. Cruyt, s'engage à examiner, d'ici à la prochaine session, les mesures qu'il y a lieu de prendre pour réprimer les attentats très fréquents qui se com-

mettent à l'occasion du braconnage pendant la nuit. M. Guillery, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le projet de loi relatif aux sociétés coopératives, qui est adopté à l'unanimité.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

12 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose une demande de crédit de 120,000 fr. pour les dépenses d'ameublement des nouveaux locaux du Musée d'histoire naturelle.

27 janvier. M. Le Hardy de Beaulieu espère qu'il sera pourvu bientôt à la place vacante de directeur de l'Observatoire royal de Bruxelles. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'avant de remplacer M. Quetelet, il importe de réorganiser l'Observatoire et de le mettre à la hauteur des progrès accomplis dans le domaine de la science.

18 février. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Kervyn de Volkaersbeke insiste de nouveau sur la nécessité de construire un local pour les archives du royaume. Il signale la disparition de documents très importants des archives d'Alost. M. Van Wambeke dit que cette disparition est antérieure à son administration. Il voudrait voir créer des inspecteurs des archives, proposition appuyée par MM. De Baets et Van Cromphaut, et qui comporte une augmentation de 12,000 fr. Celle-ci n'est pas adoptée, mais la chambre vote une augmentation proposée par M. Delehay pour la nomination d'un aide aux archives de Gand. Sur la motion de M. Delcour, *m. i.*, une somme de 15,000 fr., affectée aux publications de l'Académie, est maintenue à la colonne des charges extraordinaires. Le *m.*, répondant à M. Vleminckx, dit qu'il a l'intention de réorganiser les installations de l'Observatoire avant de nommer un nouveau directeur. Sur la proposition de MM. Thonissen, Dumortier et Kervyn de Lettenhove, et après quelques mots de MM. Delcour, *m. i.*, et Delehay, *r.*, la chambre augmente de 8,500 fr. le crédit destiné à rétribuer le personnel de la Bibliothèque royale. M. Kervyn de Lettenhove recommande à la sollicitude du gouvernement le personnel des Archives et signale la nécessité de prendre des mesures pour assurer la conservation du cabinet des estampes. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Meeus et Delaet, dit que le gouvernement interviendra dans les frais de construction d'un nouveau musée à Anvers; il dit à M. Hagemans que le musée de Bruxelles sera rouvert à la fin du mois de mars. Répondant à MM. Couvreur et Delaet, qui le félicitent, il dit qu'il n'a pas encore pris de résolution définitive au sujet du programme des écoles de dessin, recommandé par le conseil de perfectionnement.

17 mars. M. Delehay, *r. s. c.*, dépose le

rapport sur le projet de crédit de 120,764 fr. pour la construction de quelques salles au Musée d'histoire naturelle de Bruxelles. — 18. Ce projet est voté par 89 voix contre 4.

11 mai. M. Delaet signale au *m. i.* le fait d'un écrivain flamand, Louis de Koninck, auteur d'une épopée : *Het menschedom verlost*, qui n'a pas été admis au concours pour le prix quinquennal.

2 juillet. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Bergé, dit qu'on a laissé entendre qu'à l'exposition de tableaux qui a eu lieu près de Bordeaux se trouvent des tableaux appartenant au musée Wiertz de Bruxelles. C'est une erreur. Cette exposition se composait de copies faites dans des dimensions réduites et de quelques esquisses authentiques, mais n'appartenant pas au musée. Les collections de l'Etat sont restées parfaitement intactes, et, quant aux copies, elles ont été faites après autorisation et avec les réductions prescrites. Tous les musées d'Europe permettent des copies pareilles. Ainsi, l'exposition ouverte en France n'a pu nuire en rien à la réputation des splendides collections de la Belgique.

MILICE.

3 février. MM. Peltzer et Ortman se plaignent des rigueurs de la loi de 1873 et des charges qu'elle impose quant au remplacement. La première application de cette loi a eu pour résultat de faire descendre de 33.3 p. c. à 17 le nombre des jeunes gens qui ont pu, sans nuire à personne, sans froisser aucun intérêt réel et sérieux, échapper à l'obligation de se rendre sous les drapeaux; et l'on soutiendrait encore que cela constitue une amélioration? Encore une modification aussi heureuse, encore une amélioration aussi efficace, et l'arrondissement de Verviers ne comptera bientôt plus de remplaçants. L'orateur demande qu'on en revienne à la loi de 1870. M. Delcour, *m. i.*, répond que le gouvernement est décidé à ne pas modifier la loi de 1873. Un débat s'engage à ce propos sur la conduite des deux partis en cette matière, sur les engagements pris et la façon dont ils ont été tenus. MM. Coomans, Simonis, Frère-Orban, Peltzer, Defuisseaux, Bockstael, Woeste, Delaet, Jottrand, Kervyn de Lettenhove et Demeur prennent successivement la parole. M. Ortman propose un ordre du jour ainsi conçu : « La chambre regrette que le gouvernement persiste à maintenir dans toute sa rigueur la loi de 1873 et passe à l'ordre du jour. » MM. Delehay et Dumortier y opposent l'ordre du jour pur et simple, qui est voté par 50 voix contre 35 et une abstention. — 23. La chambre aborde la discussion du projet de loi sur la rémunération des militaires. Elle entend, dans cette séance, MM. Pir-

mez, Kervyn de Lettenhove, Coomans et Nothomb, *r.*, puis M. Frère-Orban, qui demande des éclaircissements sur les conséquences financières du projet. — 24. M. Malou, *m. f.*, communique ces renseignements (il en résulte que la dépense annuelle sera de 5 millions au lieu de 2,500,000 fr. que comporte la loi de 1870) et défend le projet de loi, qui est combattu par M. Frère-Orban et appuyé par M. Jacobs. — 25. La chambre entend MM. Le Hardy de Beaulieu, Julliot, Malou, *m. f.*, Bara, Coomans, Bockstael et Frère-Orban. — 26. Sont entendus, MM. Nothomb, *r.*, Tesch, Bockstael, Kervyn de Lettenhove, Malou, *m. f.*, Frère-Orban, Vandenpeereboom et Bara. L'article 1^{er} du projet du gouvernement est ainsi conçu : « Le service personnel comme milicien donne lieu à une indemnité immédiate, conformément aux principes de la présente loi. » M. Bara propose de dire : « Il sera accordé une rémunération aux miliciens à raison de leur service personnel. Elle sera réglée de la manière suivante. » Il est entendu que cet amendement accorde l'indemnité au milicien et non à la famille, et c'est dans ce but que l'orateur le propose, afin que la chambre se prononce sur cette question de principe. L'amendement est rejeté par 54 voix contre 40. L'article 2 du projet du gouvernement est ainsi conçu : « Pendant la durée du service actif normal et effectif, il sera payé au père et mère du milicien présent sous les armes ou au survivant une indemnité de 10 fr. par mois. Si le milicien a péri dans l'accomplissement d'un service commandé, l'indemnité continuera d'être payée pendant toute la durée que devait avoir son service actif normal. » La *s. c.* propose d'ajouter au § 1^{er} ces mots : « A défaut du père et de la mère, l'indemnité sera payée aux ascendants ou au survivant. Si le milicien est marié, l'indemnité sera payée à la femme. » Le gouvernement se rallie à cet amendement. M. Kervyn de Lettenhove propose à ce § un amendement dont voici les termes : « Une rémunération calculée à raison de 10 fr. par mois de présence réelle sous les drapeaux sera remise au milicien un an après son envoi en congé illimité. Dans le cas où le milicien a, soit des ascendants, soit des frères ou sœurs orphelins, une somme qui ne dépassera point la moitié de la rémunération sera remise à ceux-ci sur l'attestation de l'autorité communale que l'absence du milicien est pour sa famille une cause de misère ou de gêne. Si le milicien périt dans l'accomplissement d'un service commandé, la rémunération sera payée soit à ses ascendants, soit à ses frères et sœurs orphelins pendant toute la durée que devait avoir son service actif normal. » M. Frère-Orban, de son côté, propose un ar-

ticle ainsi conçu : « Tout milicien qui aura accompli, soit en cette qualité et par lui-même, soit comme remplaçant de son frère, son temps de service dans l'armée active et qui comptera au moins un an de présence réelle au corps, a droit à une somme de 150 fr. et, en outre, à une somme de 12 centimes par jour de présence pour toute la durée du service ordinaire et du service fait par suite de rappel en temps de paix. Le réfractaire n'a droit à la rémunération que s'il est assimilé au milicien sous les drapeaux avec congé. La rémunération peut être réduite de 50 centimes au plus pour toute journée passée en état de punition. Un arrêté royal détermine quelles sont les punitions qui doivent donner lieu à cette retenue et fixe la quotité de celle-ci. La rémunération de 12 centimes par jour peut être accordée dans les cas de congés justifiés par cause de maladie contractée au service et dans les conditions à déterminer par arrêté royal. » La proposition de M. Frère-Orban est mise aux voix la première et rejetée par 52 voix contre 40 et 2 abstentions. L'amendement de M. Kervyn de Lettenhove est également rejeté par 48 voix contre 44 et une abstention. Après le vote de l'article amendé par la *s. c.*, M. Frère-Orban dit que le projet du gouvernement lui a paru tellement déplorable que, placé dans la nécessité de choisir, il a dû lui préférer le projet de M. Kervyn de Lettenhove, quoique très mauvais assurément. La majorité a donné, au contraire, la préférence à la proposition la plus injuste et la plus désastreuse. Ce n'est pas une raison pour que l'on ne cherche pas peut-être à améliorer, si c'est possible, les dispositions qui restent à voter. On doit donner aux membres de la chambre, en toute hypothèse, le temps d'examiner et de s'expliquer s'il y a lieu. — 27. « Art. 3. La même indemnité est allouée au milicien orphelin de père et mère et à celui dont les parents sont inconnus. Elle sera versée à la caisse générale d'épargne et portée à un livret en son nom. Sauf les exceptions qui seront autorisées par le gouvernement, les sommes portées à ces livrets ne pourront être retirées que cinq ans après l'expiration du service actif normal. » La *s. c.* propose de modifier comme suit le premier paragraphe de cet article : « La même indemnité est allouée au milicien orphelin de père et mère qui n'a pas d'ascendants, à celui dont les parents sont inconnus et à celui qui a été abandonné par ses parents. » M. Malou, *m. f.*, se rallie à l'amendement de la *s. c.*, mais le sous-amende en ajoutant à la suite du mot *inconnus* ceux ou condamnés. L'article serait donc ainsi conçu : « La même indemnité est allouée au milicien orphelin de père et mère qui n'a pas d'ascendants, à celui

dont les parents sont inconnus ou condamnés et à celui qui a été abandonné par ses parents. » M. Malou, *m. f.*, explique les motifs de cette disposition. Lorsque les parents sont condamnés pour crimes, il y a lieu, d'après lui, de faire pour le milicien ce que l'on fait pour celui qui n'a pas de parents, c'est-à-dire de placer les fonds à la caisse d'épargne et d'y constituer un livret qui lui sera remis seulement cinq années après son envoi en congé. L'article est adopté, après un débat auquel prennent part MM. Pirmez, Nothomb, *r.*, Malou, *m. f.*, Bara, Bockstael, Demeur, Coomans et Frère-Orban. Les dernières dispositions du projet sont votées à la suite d'observations de MM. Malou, *m. f.*, Frère-Orban, Pirmez, Coomans, Nothomb, *r.*, Thiebault, *m. g.*, Muller, Defuisseaux, Santkin, Le Hardy de Beaulieu, Van Dam, Dumortier, De Baets, Vandenpeereboom, Delehay, Coremans et Kervyn de Volkaersbeke. L'ensemble du projet de loi est adopté par 58 voix contre 26 et 7 abstentions.

MINES.

20 janvier. M. Vleminckx insiste pour que l'on discute le plus promptement possible le projet de loi sur le travail des enfants dans les mines. — 28. M. Descamps, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition du comité de l'Union des charbonnages et usines métallurgiques de la province de Liège priant la chambre de proclamer le principe de la concessibilité des minerais de fer.

19 février. Après un débat auquel prennent part MM. Sabatier, Dumortier, Beernaert, *m. t.*, Pirmez, Descamps, *r.*, et Malou, *m. f.*, cette pétition est renvoyée au *m. t.*

MONNAIES.

16 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger de dix-huit mois la loi de décembre 1873 relative au monnayage de l'argent.

16 mars. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

25 avril. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

NATURALISATION.

8 juin. La discussion s'ouvre sur le projet de loi tendant à conférer la grande naturalisation à M. Moreau de Bellaing. MM. Delexhy et Bara proposent l'ajournement du débat. Cette motion, appuyée par M. Bockstael et combattue par M. Thonissen, est rejetée par 46 voix contre 40. Le débat s'engage ensuite sur la question de savoir si les services rendus par M. Moreau de Bellaing à l'agriculture constituent des services éminents rendus au pays. MM. Bara, Guillery, de Moerman, T'Serstevens, Demeur, Bricoult, Jottrand, Boucquéau et de Borchgrave y prennent part.

La clôture du débat est prononcée par 55 voix contre 26. Ensuite, par 49 voix contre 22, la chambre rejette une proposition de M. Bricoult tendant à décider qu'il y a lieu d'imprimer les documents constatant les services que M. Moreau de Bellaing a rendus à l'agriculture. Puis le projet de loi est voté par 49 voix contre 9 et 10 abstentions.

NOTARIAT.

20 janvier. M. Delehay insiste pour que l'on discute le plus promptement possible la proposition de loi relative au notariat.

17 février. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose les rapports des premiers présidents et procureurs généraux près la cour de cassation et les cours d'appel sur ce projet de loi.

2 mars. Il est donné lecture d'un amendement de MM. Cruyt, Guillery et Jacobs concernant la proposition de loi tendant à modifier la loi du 25 ventôse an xi sur le notariat. Il est ainsi conçu : « Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 25 ventôse an xi : A l'article 1^{er} : les notaires ont seuls qualité pour procéder aux ventes publiques d'immeubles, de rentes et de créances hypothécaires. A l'article 5 : les notaires établis dans une ville où siège une cour d'appel ou un tribunal de première instance ne pourront procéder à aucune vente publique de meubles, ni à des ventes ou locations publiques d'immeubles en dehors de leur résidence ou en dehors des cantons dont leur résidence forme le chef-lieu, qu'avec l'assistance d'un notaire du canton où l'acte sera passé. L'adjonction du deuxième notaire ne pourra entraîner aucune augmentation de frais pour les parties. » — 4. Il est donné lecture d'un amendement de M. Lelièvre, dont voici le texte : « Ajouter à l'article 6 de la loi du 25 ventôse an xi la disposition suivante : Il est également interdit aux notaires, soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement : 1^o de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opération de commerce, banque, escompte et courtage; 2^o de s'immiscer dans l'administration d'aucune société, entreprise ou compagnie de finance, de commerce ou d'industrie; 3^o de faire des spéculations relatives à l'acquisition et à la revente des immeubles, à la cession des créances, droits successifs, actions industrielles et autres droits incorporels; 4^o de s'immiscer dans aucune affaire pour laquelle ils prêtent leur ministère; 5^o de placer en leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus, même à la condition d'en servir l'intérêt; 6^o de se constituer garants ou cautions à quelque titre que ce soit des prêts qui auraient été faits par leur intermédiaire ou qu'ils auraient été chargés de constater par acte public ou privé;

7° de se servir de prête-noms en aucune circonstance, même pour des actes autres que ceux désignés ci-dessus. Les contraventions aux prohibitions qui viennent d'être énoncées seront, ainsi que les autres infractions à la discipline, poursuivies conformément aux dispositions de la présente loi (25 ventôse an xi). » — 9. La discussion étant ouverte, M. De Lantsheere combat la proposition de M. Delehaye, qui détruit une des bases les plus essentielles de la loi sur le notariat. M. Lelièvre dépose et développe un nouvel amendement à l'article 2 : « Le notaire exerce ses fonctions dans le canton judiciaire du lieu de sa résidence. Toutefois, si le notaire réside dans une commune divisée en plusieurs justices de paix, il pourra instrumenter dans tout le ressort de ces justices de paix. Disposition transitoire : Les notaires des ressorts des cours d'appel et des tribunaux de première instance qui, au jour de la promulgation de la présente loi, seront en exercice, conserveront à titre personnel le droit d'instrumenter, conformément à la législation actuellement en vigueur. » Le projet est appuyé par MM. de Moerman d'Harlebeke, Vandam, Berten, Notelteirs, et combattu par MM. Santkin et De Baets. — 10. M. Cruyt combat la proposition de M. Delehaye au profit de l'amendement qu'il a signé avec MM. Guillery et Jacobs. M. Smolders, *r.*, défend le projet de la *s. c.* — 11. Il achève son discours. MM. De Smet et Pirmez parlent dans le même sens. M. Jacobs défend son amendement, et la chambre en renvoie à la *s. c.* un nouveau, qui est présenté par M. De Lantsheere, *m. j.*, et conçu en ces termes : « Rédiger comme suit la deuxième disposition de l'amendement présenté par MM. Cruyt, Guillery et Jacobs, à l'article 5 : Les notaires établis dans une ville où siège une cour d'appel ou un tribunal de première instance ne pourront, en dehors de leur résidence ou en dehors des cantons dont leur résidence forme le chef-lieu, procéder à des ventes ou locations publiques de meubles ou d'immeubles. » — 12. M. Smolders, *r. s. c.*, présente le rapport sur les amendements. — 16. MM. Delehaye et Woeste défendent tous deux la proposition de loi telle qu'elle est amendée par la *s. c.* — 17. Le projet est encore combattu par MM. Santkin et De Lantsheere, *m. j.*, et défendu par MM. Van Cromphaut et Smolders, *r.* La discussion étant close, on décide de commencer le vote par l'article 2 : « Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence. » La proposition primitive contient un second §, mais les auteurs de la proposition consentent à la suppression proposée par la *s. c.* MM. Cruyt, Jacobs et Guillery, de leur côté, se rallient à

l'amendement du *m. j.* M. De Smet, afin d'éviter l'immixtion indirecte des notaires des chefs-lieux dans les ventes et locations publiques qui se feront dans les cantons ruraux, propose d'ajouter à l'amendement du *m.* un § conçu en ces termes : « Ils ne pourront intervenir comme seconds notaires dans les actes ni figurer aux affiches et annonces relatifs à ces ventes. » Après le rejet de l'amendement de M. Lelièvre, rapporté plus haut, la chambre rejette aussi, par 58 voix contre 40 et 3 abstentions, la proposition du *m. j.*, dont voici le texte : « Les notaires établis dans une ville où siège une cour d'appel ou un tribunal de première instance ne pourront, en dehors de leur résidence ou en dehors des cantons dont leur résidence forme le chef-lieu, procéder à des ventes publiques de meubles ou d'immeubles. » Elle adopte, par 58 voix contre 40 et 3 abstentions, l'article 2 du projet de la *s. c.* : « Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence. » Elle adopte aussi, pour être placé à la tête du projet de loi, le texte suivant proposé par M. Jacobs : « Les notaires ont seuls qualité pour procéder aux ventes publiques d'immeubles, de rentes et de créances hypothécaires. » Elle rejette un article additionnel de M. Jottrand dont voici le texte : « Toutefois, les notaires ne peuvent procéder à des ventes ou locations publiques de meubles ou d'immeubles en dehors du canton ou des cantons judiciaires dont dépend la commune de la résidence. » Reste l'article 1^{er} du projet de la *s. c.* : « Chaque notaire devra résider dans le lieu qui lui sera fixé par le gouvernement. En cas de contravention, le notaire sera considéré comme démissionnaire ; en conséquence, le ministre de la justice, après avoir pris l'avis du tribunal, pourra proposer au gouvernement le remplacement. Il est défendu à tout notaire d'avoir, soit par lui-même, soit par personne interposée, un bureau ou une étude ailleurs qu'au lieu de sa résidence. Toute contravention au § précédent sera punie d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., outre tous dommages-intérêts. En cas de récidive, le tribunal prononcera soit la suspension pour trois mois, soit la destitution du notaire. » MM. Pirmez et Anspach trouvent cette pénalité exorbitante. — 18. L'article 1^{er} est néanmoins adopté ; mais M. Smolders, *r.*, déclare qu'au second vote il repoussera l'amendement de M. Jacobs, qui n'a aucun rapport avec la proposition primitive. MM. Pirmez et De Baets parlent dans le même sens. M. Jacobs propose alors de remplacer son amendement par la disposition suivante : « Les actes constatant les ventes publiques d'immeubles, de rentes et de créances hypothécaires ne seront admis à la transcrip-

tion que lorsqu'ils seront passés en forme authentique. » Mais M. Thibaut, *p.*, lui fait observer que sa proposition n'est pas recevable. L'amendement, admis au premier vote, est finalement rejeté, et l'ensemble du projet adopté par 59 voix contre 34 et 2 abstentions.

PENSIONS.

5 mars. Sur les conclusions de M. Van Wambeke, *r. c.*, appuyées par M. Delehayé, la chambre renvoie au *mm. g. et f.* une pétition de la Société générale des officiers pensionnés, qui demande que les pensions militaires soient assimilées aux pensions civiles.

POSTES.

4 mars. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi approuvant le traité conclu à Berne, le 9 octobre 1874, au sujet de la création d'une union générale des postes. — 17. M. Snoy, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 18. Celui-ci donne lieu à une discussion à laquelle prennent part MM. Van Iseghem, Saintelette, Vandenpeereboom, Demeur, Wasseige et Beernaert, *m. t.* Elle porte sur la taxe des lettres pour l'étranger, que plusieurs orateurs voudraient voir abaisser à 20 centimes; sur la question de la gratuité du transit pour le transport des lettres et sur le passage de la malle des Indes par la Belgique. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

26 mai. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi relatif au service intérieur des postes (1).

15 juin. Ce projet (M. Verbrugghen, *r. s. c.*) est adopté à l'unanimité. Dans la discussion, M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, s'engage à faire examiner la question de savoir s'il n'y aurait aucun inconvénient à laisser apposer un timbre de 5 centimes sur une carte à découvert, les conditions de dimension restant, bien entendu, les mêmes que celles des cartes-correspondance.

PRESSE.

5 février. M. De Baets demande que la *s. c.*

chargée d'examiner la proposition de loi déposée depuis 1864 soit invitée à présenter son rapport. M. Nothomb dit que la *s. c.* a voulu s'éclairer sur le texte des législations étrangères. M. Tack, *v.-p.*, ajoute qu'il les convoquera incessamment.

30 avril. M. Bara interpelle le *m. f.* au sujet d'une somme de 200 fr. payée au journal *la Paix*, rédigé par M. Coomans, pour la publication d'un article dans lequel la situation du Trésor public était représentée comme excellente et qui renfermait des considérations injurieuses pour les membres de la gauche. M. Malou, *m. f.*, répond que cette somme a été payée à M. Beauvais, agent de publicité, qu'il reconnaît avoir eu tort d'allouer ce paiement, et il ajoute qu'ayant commis cette erreur, il la réparera de telle manière que le Trésor public soit indemne. M. Coomans dit, de son côté, que sur la somme de 200 fr. il n'est entré que 80 fr. dans la caisse de *la Paix* et qu'il n'y a pas de consciences à vendre pour 80 fr. en Belgique. M. Bara regrette qu'on ait à ce point oublié les principes. M. Julliot dit qu'à d'autres époques les libéraux ont publié des manifestes aux frais du Trésor. M. Vandenpeereboom fait observer qu'il n'y a rien de commun entre une circulaire que le gouvernement envoie à tous les bourgmestres, à tous les fonctionnaires du pays et un article que l'on glisse sournoisement à prix d'argent dans un journal.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

5 mars. Sur les conclusions de M. T'Serstevens, *r. c.*, et après des explications de M. Delcour, *m. i.*, la chambre renvoie à ce dernier de nombreuses pétitions de communes qui demandent que l'on modifie le mode de liquidation des subsides pour la voirie vicinale.

RÈGLEMENT.

2 décembre. M. Pirmez, *r. c.*, fait rapport sur les modifications proposées au règlement de la chambre.

24, 27, 28 avril. La chambre discute ces

(1) Art. 1^{er}. Le port des brochures, des livres brochés, reliés ou cartonnés, expédiés de l'intérieur pour l'intérieur du royaume, est fixé à deux centimes pour 50 grammes ou fraction de 50 grammes. Art. 2 Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 14 septembre 1864, le port des échantillons de marchandises expédiés de l'intérieur pour l'intérieur du royaume, est fixé à cinq centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes. Art. 3. Par modification à l'article 17 de la loi du 29 avril 1868, le port des papiers d'affaires originaux et à destination de l'intérieur du royaume, est fixé à 15 centimes jusqu'au poids de 300 grammes. Au delà de ce poids, il sera

perçu 5 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes en plus. Art. 4. Le gouvernement déterminera les conditions que devront présenter les journaux, les autres imprimés, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires, pour bénéficier de la réduction de port qui leur est respectivement attribuée. L'affranchissement de ces objets devra être opéré, tant pour l'intérieur que pour l'étranger, au moyen de timbres-poste apposés par les expéditeurs. Il n'est admis d'exception à cette règle que pour les journaux et les autres publications périodiques, dont l'abonnement est fourni par l'intermédiaire des bureaux de poste.

modifications en comité secret. — 30. Il est procédé au vote. Les modifications les plus importantes sont la suppression de l'appel nominal au commencement des séances, de la lecture du procès-verbal et de l'analyse des pétitions. L'ensemble du projet est voté par 71 voix contre 2 et une abstention.

TÉLÉGRAPHES.

19 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 25,000 fr. pour l'établissement d'un télégraphe spécial destiné à relier le parquet du tribunal de Bruxelles aux commissariats de police de la ville et des faubourgs.

5 mars. M. de Briey, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 12. Il est voté par 69 voix contre 4.

14 avril. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi prorogeant les dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851, concernant le tarif des correspondances télégraphiques. — 22. M. Wasseige, *r. s. c.*, conclut à l'adoption de ce projet de loi, qui est voté par 65 voix contre une et une abstention.

TRAVAUX PUBLICS.

18 décembre. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi approuvant les conventions conclues en vue de la suppression des droits de barrière sur les routes de Huy à Stavelot, de Huy à Tirlemont et sur la route de la Vesdre.

24 février. Répondant à M. Saintelette, le *m.* s'engage à déposer prochainement un projet de loi sur les tramways.

17 mars. M. Simonis, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant suppression des droits de barrière sur les routes mentionnées plus haut.

25 avril. Ce projet est adopté à l'unanimité. — 27. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi tendant à ouvrir au département des travaux publics des crédits supplémentaires à concurrence de 1,697,500 fr. Ces crédits se décomposent de la manière suivante : sur l'exercice 1873 et exercices antérieurs, 622,700 fr.; sur l'exercice 1874, 1,074,000 fr.; mais il reste disponible sur le même exercice 1874, 2,500,000 fr. qui n'ont pas été employés. — 28. Discussion générale du B. des travaux publics (*r.*, M. T'Serstevens). M. de Vrints réclame de nouveaux crédits pour construction de routes; la mise à la charge de l'Etat de celles qui aboutissent au chemin de fer, la modification du système de plantations le long des routes. M. De Clercq demande la construction de routes dans l'arrondissement de Bruges et l'établissement d'un siphon pour l'écoulement des eaux du canal de Schipdonck, sous le canal de Gand

à Bruges, quand les eaux de la Lys sont corrompues, soit par le rouissage, soit par la Deule; M. Kervyn de Lettenhove, des travaux hydrauliques dans l'arrondissement d'Eecloo; M. de Pitteurs-Hiegaerts, la reprise, par l'Etat, du chemin de Kerkom (province de Limbourg) à Fragnée et Cras-Avernas. — 29. M. Vanden Steen s'occupe de l'amélioration de la Dendre dans la traverse de Termonde. M. Wouters appuie les réclamations des riverains du Démer, qui insistent pour obtenir que les règlements établis sur cette rivière soient retirés et remplacés par les anciennes ordonnances. M. L. Visart s'occupe des travaux d'amélioration du régime de l'Yser et, en second lieu, du recreusement de la partie belge du canal de Furnes à Bergues. M. Lelièvre voudrait voir simplifier la procédure en ce qui concerne les expropriations pour cause d'utilité publique. Des voies plus rapides et moins dispendieuses devraient être substituées au régime actuel. Il recommande à la bienveillance du gouvernement le sort des employés des grades inférieurs qui ne sont pas convenablement rétribués et reçoivent une rémunération insuffisante, et la position des conducteurs des ponts et chaussées, qui réclament, à juste titre, les mêmes traitements que les chefs et sous-chefs de section des chemins de fer de l'Etat. Cette assimilation lui paraît de toute justice. M. De Clercq signale les obstacles qui entravent la navigation sur le canal d'Ostende à Bruges. M. Magherman réclame la construction de ponts sur l'Escaut dans l'arrondissement d'Audenarde. M. De Lexhy demande l'augmentation des crédits pour construction de routes.

4 mai. M. De Smet réclame le rachat des routes qui relient Gand à la Zélande, celui du pont de Terdonck et l'amélioration du régime du Moervaert. M. Van Iseghem insiste sur la nécessité d'améliorer le port d'Ostende et dit qu'il ne croit pas possible de créer de grands ports à Blankenberghe et à Heyst, ni de faire un canal maritime du canal de Plasschendaele à Nieuport. Il recommande la construction d'un tramway entre Ostende et Blankenberghe. M. Lelièvre invite le *m.* à faire disparaître, le long des routes, les arbres qui nuisent aux riverains et à réglementer enfin la pêche fluviale. M. De Baets s'occupe des routes à construire, au nord de l'arrondissement de Gand, des ponts à établir sur la Lys, du rachat du pont de Terdonck, de l'approfondissement du canal de Terneuzen et du cours de l'Escaut dans la ville de Gand. M. Van der Donckt réclame la construction de ponts sur le haut Escaut. — 11. M. Snoy parle en faveur de la reprise des chemins de grande vicinalité et de l'interdiction de planter des canadas le long des routes. M. Woeste de-

mande qu'on établisse une passerelle sur la Dendre à Ninove. M. Delehayé, en même temps qu'il présente des réclamations d'intérêt local, demande qu'on établisse des bornes-poste pour les lettres et les imprimés. M. Meeus s'occupe de l'achèvement du canal d'Anvers à Turnhout par Saint-Job in 't Goor. M. De Decker appuie ces observations et appelle l'attention des *mm. a. et t.* sur une réclamation d'une compagnie d'exploitation d'une ligne de bateaux à vapeur, au sujet du remboursement des droits de phares et de fanaux, auquel elle a droit en vertu de l'article 4 de l'ancien traité entre la Belgique et les Etats-Unis. Aucun remboursement n'a été fait. Le département des travaux publics est resté sourd aux réclamations très justes de la *White cross line*. L'orateur s'occupe aussi du régime de l'Escaut et critique l'idée de faire des saignées au fleuve pour établir un canal de Gand à la mer. M. Lelièvre demande la construction d'un pont sur la Sambre à Namur. M. Sabatier appelle l'attention sur l'utilité d'un canal entre Mons et Charleroi. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 12. Il achève son discours. M. Wasseige demande l'achèvement du barrage de la Meuse, du côté de la France, l'établissement d'échelles à poissons, la construction d'un pont à Salzinne et la reprise de la route d'Andenne à Ciney. M. de Briey espère voir améliorer la position des conducteurs des ponts et chaussées. M. De Smet recommande de nombreux travaux de routes et de canalisation à exécuter dans l'arrondissement de Gand. — 13. M. Verwilghen rappelle la loi qui a décrété l'exécution d'un pont sur l'Escaut à Anvers; il s'occupe aussi de l'écoulement des eaux sur la rive gauche du fleuve et du service de navigation à vapeur à établir au profit des habitants des polders du pays de Waes. M. Thonissen insiste pour l'amélioration du sort des conducteurs des ponts

et chaussées. M. A. Visart signale le déplorable état du canal de Bruges à Ostende. M. Piedbœuf réclame la canalisation complète de la Meuse et un pont sur le fleuve en aval de Visé. M. Delaet recommande à la sollicitude du gouvernement la navigabilité de l'Escaut et voudrait voir charger un seul ingénieur en chef de tout le cours du fleuve et de ses tributaires. M. Van Hoorde entretient la chambre des changements à apporter à la loi sur le roulage et de la reprise des routes de l'arrondissement de Bastogne. M. T'Serstevens parle en faveur de la reprise, par l'Etat, des chemins de grande vicinalité. — 14. M. E. de Kerckhove demande que l'on s'occupe de la rectification du cours de la Senne dans l'arrondissement de Malines, afin de préserver les campagnes des inondations dont elles sont menacées par suite des travaux qui sont en voie d'exécution depuis les portes de Bruxelles jusqu'à la limite du Brabant et de la province d'Anvers. M. Le Hardy de Beaulieu espère que l'on commencera bientôt les travaux des installations maritimes d'Anvers. M. Van Cromphaut appelle l'attention sur les mesures à prendre en vue de remédier aux inondations dans les Flandres. M. Drion réclame l'élargissement du canal de Charleroi. — 18. M. Reynaert signale la nécessité de compléter la canalisation du haut Escaut. M. De Decker s'occupe des intérêts du port d'Anvers et de la réduction des droits de quai et de bassin. Il voudrait voir aussi remplacer par un tunnel le pont projeté sur l'Escaut. M. De Baets parle du régime du Moervaert et du projet de pont de Tronchiennes. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations des précédents orateurs. — 19, 20. Il continue son discours. — 21. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant au département des travaux publics des crédits spéciaux à concurrence de 28,605,100 fr. pour la continuation de travaux d'utilité publique (1). M. Van

(1) A. *Routes*. Raccordement de routes aux chemins de fer, 1,000,000 fr. Construction et reconstruction de ponts appartenant à des routes, 1,200,000 fr. — B. *Bâtiments civils*. Agrandissement du palais de la Nation et des ministères; transfert du ministère des travaux publics, 500,000 fr. Construction d'un nouvel hôtel des Monnaies, 500,000 fr. Reconstruction des bâtiments du Conservatoire royal de musique à Bruxelles; construction et ameublement, 450,000 fr. Palais des anciens princes-évêques de Liège : continuation des travaux d'amélioration et de restauration et acquisition d'objets mobiliers, 100,000 fr. Exposition triennale des beaux-arts : construction d'un local provisoire, 120,000 fr. Construction d'une école normale à Bruges, 200,000 fr. — C. *Travaux hydrauliques*. Construction d'un barrage dans la Meuse à Bouvignes, 1,000,000 fr. Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut; élargissement de la 2^e section, 86,000 fr. Canal de Charleroi à Bruxelles : élargissement de la partie comprise entre la 9^e écluse et la Sambre canalisée, 90,000 fr. Sambre canalisée, 65,500 fr. Escaut : travaux d'amélioration du régime

des eaux, de la navigation et du halage; égout collecteur à Tournai, 235,000 fr. Lys : travaux d'amélioration, 100,000 fr. Mandel : travaux de canalisation, 42,000 fr. Dendre : travaux d'amélioration, 100,000 fr. Yser et canal de Furnes à Dunkerque : travaux d'amélioration, 200,000 fr. Travaux d'endiguement du Zwyn, 50,000 fr. Port d'Ostende : établissement d'un bassin et de chantiers pour le service de la marine; amélioration du port, 347,600 fr. Port de refuge de Blankenberghe, 121,000 fr. — D. *Chemins de fer en construction*. Chemin de fer de ceinture de Gand 515,000 fr. Chemin de fer d'Ath à Blaton, 687,000 fr. — E. *Chemin de fer en exploitation*. Voies et travaux : travaux d'extension 7,800,000 fr. Extension du matériel de traction et de transport; outillage des ateliers, 9,500,000 fr. Objets d'approvisionnement, 3,200,000 fr. — F. *Postes, télégraphes et marine*. Acquisition et appropriation d'immeubles pour le service des postes, 116,000 fr. Extension des lignes et appareils télégraphiques, 100,000 fr. Construction d'un nouveau steamer remorqueur, 180,000 francs.

Iseghem réclame l'acquisition d'un bateau dragueur pour le port d'Ostende. — 25. M. Bricoult parle en faveur de la reprise des chemins de grande vicinalité. M. Wasseige s'occupe de la reprise de la route provinciale d'Andenne et de l'achèvement du barrage de la Meuse. M. Delehaye signale la nécessité de mettre en communications faciles les habitants du Hainaut et les habitants de la Flandre occidentale. M. Bara, de son côté, recommande le rachat du pont d'Escanaffles sur l'Escaut. M. Beernaert, *m. t.*, répond à ces observations ainsi qu'à d'autres présentées par MM. Boucquéau et Lelièvre au sujet des plantations le long des routes. M. Puissant appuie une pétition des bateliers de Thuin, demandant la création d'un canal de Mons à la Sambre. Des explications sont échangées entre MM. A. Visart, Beernaert, *m. t.*, et Van Iseghem, au sujet de la rectification du canal de Bruges à Ostende. — 26. Après un échange d'explications entre MM. Van Iseghem, Le Hardy de Beaulieu, Beernaert, *m. t.* et De Clercq au sujet des pilotes d'Ostende et du service des malles-poste de Douvres, le *B.* est voté à l'unanimité. — 27. M. T'Serstevens, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédits supplémentaires déposé dans la séance du 27 avril.

8 juin. Ils sont votés à l'unanimité. — 16. Les crédits de 28,605,000 fr. pour travaux d'utilité publique sont votés à l'unanimité, après un échange d'observations entre MM. Van Iseghem, Vanden Steen, Van Humbeeck et Beernaert, *m. t.*, au sujet du raccordement du chemin de fer au port d'Ostende, de la rectification de la Dendre dans la traverse de Termonde, de la suppression d'une station à Laeken et de l'établissement d'une autre à Auderghem. — 24. M. Meeus, *r. c.*, fait rapport sur une pétition des bateliers demandant la suppression des droits de navigation et l'autorisation de naviguer pendant la nuit.

2 juillet. MM. Bergé et Jottrand recommandent au *m. t.* des pétitions d'habitants du quartier du midi de Saint-Gilles, réclamant l'intervention de la chambre pour que le gouvernement décrète la grande artère qui doit relier leur agglomération à Uccle et à Forest. Sur la motion de MM. Delaet et Vanden Steen, la pétition des bateliers est renvoyée aux *mm. f. et t.*

VOIES ET MOYENS.

25 novembre. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1875.

1^{er} décembre. Dans la discussion générale du *B.*, M. Le Hardy de Beaulieu s'élève contre

les impôts de consommation et demande une réduction notable de l'accise sur la bière. M. Lelièvre désire des modifications aux lois sur le timbre et l'enregistrement. M. De Decker engage vivement le *m. f.*, ou bien à rétablir le drawback pour les eaux-de-vie tel qu'il existait il y a quelques années, ou encore, s'il croit n'avoir pas ce droit, à se mettre en mesure de proposer une loi qui rétablisse l'ancien état de choses avec les améliorations et les perfectionnements qui seraient reconnus convenables. M. Meeus réclame la suppression des droits d'accise sur le sucre. M. Malou, *m. f.*, combat les diverses demandes qui sont formulées. — 2. Il achève son discours et s'occupe spécialement de la question soulevée par M. Lelièvre et de l'impôt sur les sucres. Il croit que s'il y avait à faire des réductions considérables d'impôts, ce ne serait pas par la suppression radicale des droits sur les sucres qu'il faudrait commencer. On pourrait faire ce que l'Angleterre a fait, c'est-à-dire essayer de développer la consommation en développant l'industrie et sans sacrifier les intérêts du Trésor, et cela par des réductions prudentes et successives. Mais il faut attendre, pour le faire, l'expiration de la convention internationale, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1875. M. T'Serstevens espère que la nouvelle loi sur les distilleries aura la moins longue durée possible, cette loi portant atteinte à la prospérité de deux grandes industries agricoles, la distillation et la fabrication du sucre de betteraves. M. Vleminckx appelle l'attention sur la mauvaise qualité de la bière fabriquée actuellement; il se fonde sur un rapport du chimiste Depaire; il demande que l'on surveille de près les procédés de fabrication. Un des plus grands services que le *m.* pourrait rendre au pays, c'est de chercher à diminuer l'effrayante consommation du genièvre et d'augmenter considérablement celle de la bière. Or, cette consommation plus forte est au prix d'une bonne et loyale fabrication. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il a cherché à constater s'il entrait de la coque du Levant dans la fabrication de la bière. Or, il lui a été impossible de savoir si l'on en importe en Belgique. M. Vleminckx dit qu'elle est confondue avec les drogueries. M. Demeur soutient que le *B.* est un trompe-l'œil. La chambre peut le voter tel qu'il lui est présenté, il est possible qu'il ne survienne aucun mécompte; il est possible même qu'on ait, pour cet exercice, un excédant de recettes sur les dépenses; mais pour cela, il faudra plusieurs conditions. D'abord, il faut que les dépenses portées dans les différents *BB.* ne soient pas augmentées, notamment le *B.* des travaux publics, dont les amendements annoncés par le gouvernement

ne sont pas encore déposés. Il faut aussi qu'on ne fasse rien pour les traitements des employés ni pour la rémunération des miliciens. Mais cette condition ne suffira pas ; il en faudra une autre : c'est que les recettes de 1875 soient au moins égales à celles de 1874. Cette seconde condition est d'une réalisation probable ; néanmoins, on a vu des années où les recettes n'atteignaient pas les recettes de l'année antérieure. Enfin, une troisième condition est nécessaire : c'est que, pour l'exercice 1875, il n'y ait pas un centime de crédits supplémentaires à demander. Moyennant ces trois conditions, la chambre peut voter en toute sécurité les propositions du *m. f.* Mais, quant à la réalisation de cette troisième condition, elle ne s'est jamais vue et ne se verra jamais. — 3. M. Dumortier, s'occupant de la question des sucres, dit qu'il n'est pas de l'avis de M. Meeus, qui demande la suppression de l'impôt sur les sucres. Il pense, avec le *m. f.*, que l'Etat ne peut faire un sacrifice de 6 millions de francs et remplacer cet impôt indirect par un impôt direct, et les sucriers qui se mettent pareille idée en tête font fausse route. Il combat cette idée dans l'intérêt même de l'industrie sucrière ; elle est irréalisable, et, pendant que l'on poursuit sa réalisation, on ne s'occupe pas d'idées beaucoup plus sérieuses et pratiques. Des plaintes s'élèvent de tous côtés dans les sucreries, non par rapport à l'impôt, mais au sujet du mode de perception, et les industriels ont réclamé l'exercice. L'orateur signale l'iniquité qui pousserait la prise en charge en Belgique au delà de ce qu'elle produit en France, et la nécessité absolue de payer, d'indemniser davantage les employés détachés, bien convaincu que, quand ils seront mieux rémunérés, la fraude qui s'exerce aujourd'hui d'une façon déplorable cessera d'exister, car on n'aura plus placé les employés dans l'alternative ou de mourir de faim ou de se vendre, et alors ils ne se vendront plus. M. Delaet demande à son tour le rétablissement de l'ancienne prime à l'exportation pour les eaux-de-vie, et soutient que l'on exagère en prétendant qu'on ne fabrique plus que de la mauvaise bière en Belgique. Il y en a d'excellente, mais il faut que les consommateurs y mettent le prix. On consent à payer les bières étrangères n'importe à quel prix ; au détail même, elles coûtent plus de 1 fr. 20 le litre, soit autant que le vin ; mais lorsqu'il s'agit des bières indigènes, on ne veut pas donner en détail plus de 24 centimes au litre, et les bières perdent naturellement en force ce que coûte de plus leur fabrication. Par contre, celui qui, pour sa consommation, veut bien payer *en brasserie* 25 centimes le litre, obtient des bières qui peuvent rivaliser, non

pas avec les bières allemandes, elles sont d'une autre fabrication, mais avec les meilleures bières anglaises. Voilà la vérité. Il y a quelque chose de trop général dans les accusations de M. Vleminckx. Or, si des falsifications ont lieu, ce n'est pas dans les brasseries ; il n'existe pas de succédané sérieux du houblon pour les bières qui doivent être conservées pendant un certain temps. Mais il y a une autre industrie que celle du brasseur, c'est celle du coupeur de bières, qui se rend chez le détaillant pour y préparer la bière en cave. C'est là que se commet la fraude. M. Sainctelette prononce un discours en vue d'établir la nécessité d'améliorer les moyens de transport des denrées alimentaires (beurre, légumes, bétail, etc.) dans l'intérêt de la consommation publique. Il demande aussi une réduction des droits d'entrée sur les bois de construction. M. Jacobs, *r.*, répond au discours de M. Demeur. Il dit que la *s. c.* ne s'est pas laissé tromper par une fantasmagorie de chiffres et que la chambre peut avoir toute confiance dans les évaluations qu'elles a contrôlées. Si les évaluations de 1871, 1872 et 1873 ont été dépassées de 19, 24 et 20 millions, il paraît probable que les évaluations de 1875 seront dépassées aussi. M. Lambert se prononce en faveur de la franchise complète pour l'entrée des bois de construction. MM. Malou, *m. f.*, Meeus et Dumortier s'occupent encore de la question des sucres, et M. Le Hardy de Beaulieu se plaint du retard apporté à l'impression des *BB.*, qu'on n'a pas le temps d'examiner. — 5. M. Demeur maintient ses premières allégations. Dans la discussion des articles, M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Vleminckx, déclare qu'il a l'intention de proposer à la chambre un projet de loi tendant à exempter les médecins de la patente. M. Pirmez dit qu'il vaudrait mieux la maintenir et y soumettre aussi les avocats, on augmenterait ainsi le nombre des capacités admises au droit électoral. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'a pas envisagé la question à ce point de vue. M. Vleminckx ajoute qu'il ne s'agit pas pour les médecins d'une question d'argent, mais d'une question de dignité. A l'article *Redevance des mines*, M. Malou, *m. f.*, se rallie à l'opinion de la *s. c.*, qui a proposé d'élever le chiffre du revenu probable. A ce propos, MM. Sabatier, Pirmez et Jacobs, *r.*, s'occupent de la concessibilité des mines de fer. M. Beernaert, *m. t.*, dit qu'il a mis cette question à l'étude. Au chapitre *Douanes*, M. Couvreur demande que l'on supprime la protection dont jouit encore l'industrie cotonnière. M. Delehayé estime que cette protection a été l'une des causes de prospérité de cette industrie. Le débat continue sur cet objet entre MM. Sabatier, Malou, *m. f.*, Cou-

vreux, Delehay et De Baets. Ce dernier se rallie absolument aux idées libre-échangistes de MM. Couvreur et Sabatier. Au chapitre des *Accises*, M. Demeur revient sur les observations qu'il a déjà présentées au sujet de l'exagération des prévisions de recettes, et exprime la crainte qu'elles ne soient une cause de mécomptes pour les communes, qui verront leurs calculs déçus relativement à leur part dans le fonds communal. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il a établi les prévisions pour l'année suivante d'après les trois premiers trimestres de l'année courante, en complétant l'année par le dernier trimestre de l'année 1875. Quant aux communes, celles qui partageront l'opinion de M. Demeur arrangeront leur *B.* de manière à s'attendre à avoir un quatrième trimestre moins élevé que les trois premiers. Celles qui pourront voir, dans les résultats réels publiés chaque trimestre, que ses prévisions se réalisent agiront de confiance avec la certitude morale que, l'année prochaine, comme précédemment, le quatrième trimestre sera le plus fort de tous. Au chapitre *Enregistrement*, M. Malou, *m. f.*, répondant aux observations de M. Van Hoorde, consent à corriger le multiplicateur officiel dans les cantons où il sera

établi qu'il est trop élevé. A propos des *Péages*, MM. Sabatier et Sainctelette émettent le vœu de voir construire un canal de Charleroi à Mons par la vallée de la Trouille. M. Le Hardy de Beaulieu préfère le tracé par la vallée de la Haine, l'eau de la Trouille ne suffisant pas, d'après lui, à l'alimentation du canal. MM. Boucquéau et Houtart sont partisans de l'opinion de M. Le Hardy de Beaulieu, le tracé par la vallée de la Haine devant avoir pour résultat de relier les bassins du centre à ceux de Mons et de Charleroi. M. Malou, *m. f.*, fait observer que cette question se rattache au *B.* des travaux publics. Après un échange d'explications entre M. Demeur, Malou, *m. f.*, et Pirmez, au sujet du produit probable du placement des fonds disponibles du Trésor, le *B.* est voté, par 74 voix contre 3, au chiffre de 243,052,600 fr., avec l'addition de l'article suivant proposé par M. Malou, *m. f.* : « Le deuxième alinéa de l'article 20 de la loi du 6 avril 1843, relatif à l'arrestation préventive des fraudeurs en matière de douanes, est rendu applicable aux auteurs des fraudes commises dans une distillerie clandestine et entraînant la peine de l'emprisonnement. »

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1874-1875.

Y²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES (Employés des). Augmentation de traitement, 5 f. V. Budget de l'intérieur.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Classement des archives des), 22 j. V. Budget des affaires étrangères.

ALLEMAGNE (Incident avec l') au sujet de l'affaire Duchesne et des lettres pastorales des évêques, 13, 16, 30 a., 4, 7, 8, 25 mai, 22 jn. V. Affaires étrangères.

ALLUMETTES CHIMIQUES. Entrée en France, 20 n. V. Douanes et accises.

ANVERS. Installations maritimes, 14, 18, 19, 20 mai. V. Travaux publics.

ARBITRAGE INTERNATIONAL, 11 d., 19, 20 j. V. Affaires étrangères.

ARCHIVES DU ROYAUME (Local pour les). *Id.* d'Alost. Nomination d'un inspecteur. *Id.* d'un aide à Gand, 18 f. V. Lettres, sciences et arts.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1875, 2 d. — *r.* de M. Nothomb, 17 d. — Vote, 18 d. V. Guerre.

AVOCATS. Voir **PATENTES.**

B

BARRIÈRES (Suppression des droits de). Voir **ROUTES.**

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Traitement du personnel, 18 f. V. Lettres, sciences et arts.

BIENS DOMANIAUX (Aliénation de), 19 j. — *r.* de M. Thonissen, 23 j. — Vote, 29 j. — Pr. de l., 27 a. — *r.* de M. Reynaert, 26 mai. — Vote, 27 mai. V. Finances.

BIÈRE (Accise sur la), 1^{er}, 2, 3 d. V. Voies et moyens.

BOIS DE CONSTRUCTION (Droits d'entrée sur les), 3 d. V. Voies et moyens.

BOULANGERIE MILITAIRE de Bruxelles, 15 d. — *r.* de M. Wasseige, 19 d. — Vote, 5 f. V. Guerre.

BRACONNAGE (Répression du), 24 jn. V. Justice.

BRUXELLES. Nouveau champ des manœuvres, 13 a. — *r.* de M. Guillery, 15 a. — Vote, 16 a. V. Affaires communales. — Hippodrome, 8 mai.

— *r.* de M. Anspach, disc. et vote, 16 mai. V. Finances.

BUDGET (Règlement définitif du) de 1871, 12 n. *r.* de M. De Smet, 17 d. — Vote, 12 m. — *Id.* de 1872, 26 mai. V. Comptabilité.

BUDGETS de 1875. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. De Smet, 21 n. — Vote, 24 n. — Dotations. *r.* de M. Lefebvre, 26 n. — Disc., 9 d. — Vote, 15 d. — Justice. *r.* de M. Lelièvre, 2 d. — Disc., 9, 10 d. — Vote, 10 d. — Finances. *r.* de M. Julliot, 5 d. — Disc. et vote, 9 d. — Dette publique. *r.* de M. De Clercq, 4 d. — Disc. et vote, 11 d. — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Demeur, 10 d. — Disc. et vote, 15 d. — Affaires étrangères. *r.* de M. Pety de Thozée, 11 d. — Disc., 19, 20, 21, 22, 23 j. — Vote, 23 j. — Intérieur. *r.* de M. Delehay, 19 j. — Disc., 26, 27, 28, 29 j., 3, 5, 6, 16, 17, 18, 19 f. — Vote, 19 f. V. Budgets. — Gendarmerie, 12 n. — Disc. et vote, 2 m. — Guerre. *r.* de M. Thonissen, 10 d. — Disc., 17, 18, 19 d. — Vote, 19 d. V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. T'Serstevens, 28 a. — Disc., 28, 29 a., 4, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 25, 26 mai. — Vote, 26 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Jacobs, 25 n. — Disc., 1^{er}, 2, 3, 5, 8 d. — Vote, 8 d. V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1876, 25 f. V. Budgets. — Dotations. *r.* de M. Lefebvre, 27 f. — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Pety de Thozée, 24 jn. V. Budgets.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT. M. Tack nommé membre du conseil de surveillance, 19 j. — *r.* de M. Malou, m. f., 15 a. V. Finances.

CAISSES TONTINIÈRES, 9 d. V. Budget des finances. — 8 mai. V. Finances.

CANAUX de Schipdonck, 28 a. — De Furnes à Bergues, de Bruges à Ostende, 29 a., 25 mai. — Moervaert, de Plasschendaele à Furnes, 4 mai. — D'Anvers à Turnhout; entre Mons et Charleroi, 11, 25 mai. — Elargissement du canal de Charleroi, 14 mai. — Navigation de nuit, 24 jn., 2 jt. V. Travaux publics. — 8 d. V. Voies et moyens.

CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE MALINES (Honneurs militaires rendus au), 20 *a.* V. Cultes.

CASERNEMENT. Cr. de 3 millions, 19 *j.* — *r.* de M. Vleminecx, 5 *m.* — Disc. et vote, 12 *m.* V. Guerre

CELLULAIRE (Généralisation du régime), 9, 10 *d.* V. Budget de la justice.

CHAMBRES DE COMMERCE (Suppression des), 18 *d.* — *r.* de M. Woeste, 3 *f.* — Incident, 2 *m.* — Disc., 15, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23 *a.* — Vote, 25 *a.* V. Industrie.

CHARLEROI (Vente des terrains militaires de), 16 *m.* V. Finances.

CHEMIN DE FER. Mode de liquidation de la garantie d'intérêt de certaines lignes concédées, 11 *d.* V. Budget de la dette publique. — Ligne de Lichtervelde à Thielt, 20 *n.* — Tracé d'Athus à la Meuse, 20 *n.*, 4, 12 *mai.* — De Bruxelles à Termonde, 27 *n.* — Exploitation du Liégeois-Limbourgeois, 10 *d.*, 28 *a.* — Emploi du crédit de 25 millions destiné au parachèvement des chemins de fer, 24 *f.* — Responsabilité de l'Etat en matière de transports, 24 *f.* — Tarifs du chemin de fer de ceinture de Charleroi, 16 *m.*, 12, 14 *mai.* — Modification à la convention du 25 avril 1870 avec les Bassins houillers, 14 *a.* — *r.* de M. Lefebvre, 2 *jn.* — Disc. et vote, 8 *jn.* — Reprise de la ligne de Lierre à Turnhout, 16 *a.* — Stations de Trois-Ponts et de Pepinster, 28 *a.* — Lignes de l'arrondissement de Thuin, 28 *a.*, 4 *mai.* — *Id.* d'Ans à Breda, 28 *a.*, 15 *mai.* — Réseau de la Flandre occidentale, 28 *a.*, 15 *mai.* — Stations de Termonde et de Buggenhout, 29 *a.* — Ligne d'Houdeng-Goegnies. Transport des pierres bleues, 29 *a.*, 19 *mai.* — Ligne de Braine-le-Comte à Courtrai, 29 *a.* — Station de Marcq, 4, 14 *mai.* — Passages à niveau, 4 *mai.* — Ligne de Tubize à Jodoigne, 4, 14 *mai.* — Stations d'Ottignies et de Wavre, 4 *mai.* — Chemins de fer d'Audenarde à Tourcoing, d'Anvers à Hoogstraeten, d'Anvers à Douai, 11 *mai.* — Récolement des coupons sur les trains en marche. Garde-corps Maquet, 11, 12, 13, 14, 19, 25, 26 *mai.* — Tarif du sel, 11 *mai.* — Mode d'exploitation du chemin de fer, 11, 12, 13, 14, 18, 20, 21, 26 *mai.* — *Block-system*, 12, 13, 19 *mai.* — Station de Verviers, 15 *mai.* — Amélioration du matériel, 15, 14 *mai.* — Gare et arsenal de Malines, 14 *mai.* — Gardes ne sachant pas le flamand, 15 *mai.* — Ligne de Bastogne à Gouvy, 15, 18, 21 *mai.* — Ligne de Saint-Ghislain à Ath, 14 *mai.* — Station de Courtrai, 18 *mai.* — Tarif des marchandises, 18 *mai.* — Prorogation de la loi sur les péages, 8 *jn.* — *r.* de M. Lefebvre, 22 *jn.* — Vote, 22 *jn.* — Chemin de fer d'Ostende à Blankenberghe, 16 *jn.* — *r.* de M. Van Iseghem, 22 *jn.* — Disc. et vote, 2 *jt.* — Compte rendu des opérations du chemins de fer en 1874, 2 *jt.* V. Chemin de fer.

CHICORÉE (Droits d'entrée sur la), 15, 22 *a.* V. Douanes et accises.

CODE CIVIL. Pr. de M. Lelièvre tendant à modifier l'article 755, 25 *n.*, 2, 15 *d.* — Abrogation de l'article 1781, 16 *a.* V. Code civil.

CODE DE COMMERCE. Am. au livre II. *r.* de M. Van Humbeeck, 25 *jn.* — Abordage, hypothèques maritimes, contrats à la grosse. *r.* de M. Van Iseghem, 25 *jn.* V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Disc., 17, 18, 19, 20,

21, 24, 25, 26, 27 *n.*, 3, 4 *m.*, 29 *a.*, 5, 21, 27 *mai.* V. Code de procédure.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE (Demande de révision du), 10 *d.* V. Budget de la justice.

CODE PÉNAL. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets relative à l'article 507, 3, 4 *m.* V. Code pénal.

COMMUNES de Glain, de Sorinnes, de Terhaegen, 24 *n.* V. Affaires communales.

CONFÉRENCE DE BRUXELLES en 1874. Cr. de 39,000 francs, 12 *n.* — *r.* de M. Pety de Thozée, 17 *d.* — Disc. et vote, 2 *m.* V. Affaires étrangères.

CONSTITUTION. Interpellation de M. Dumortier au sujet d'un changement demandé par l'Allemagne à la Constitution. *Voir* ALLEMAGNE.

CONSULS (Compétence des) hors de chrétienté, 19 *j.* — *r.* de M. de Pitteurs-Hiegaerts, 28 *a.* — Disc., 27, 28 *mai.* — Vote, 1^{er} *jn.* V. Justice.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. Multiplicateur officiel, 8 *d.* V. Voies et moyens.

COTONNIÈRE (Industrie), 8 *d.* V. Voies et moyens.

COUR D'APPEL de Bruxelles. Demande de création d'une 5^e chambre, 9 *d.* V. Budget de la justice. — Appel en matière de décisions électorales, 28 *j.* V. Elections.

CRIMES (Offres de commettre certains), 8 *jn.* — *r.* de M. Thonissen, 15 *jn.* — Disc., 22, 23 *jn.* — Vote, 23 *jn.* V. Justice.

D

DÉCÈS de M. Vermeire, 15 *d.* V. Décès.

DETTE PUBLIQUE. Extension au 2 1/2 p. c. du régime établi pour les autres dettes de l'Etat, 20 *n.* — *r.* de M. De Decker, 1^{er} *d.* — Disc. et vote, 9 *d.* V. Finances. — Accroissement, 11 *d.* V. Budget de la justice.

DIMANCHE (Repos du), 28, 29 *a.*, 14 *mai.* V. Chemin de fer.

DISTILLERIES CLANDESTINES, 8 *d.* V. Voies et moyens.

DOMAINES (Cr. de 800,000 francs pour la vente des), 8 *jn.* — *r.* de M. Lefebvre, 15 *jn.* — Vote, 16 *jn.* V. Finances.

DORYPHORA DECEMLINEATA. *Voir* POMMES DE TERRE.

DOUANIERS (Délits reprochés à des) du port d'Anvers, 29 *j.* V. Douanes et accises.

DUCHESNE (Affaire). *Voir* ALLEMAGNE.

E

EAUX-DE-VIE. Drawback, 1^{er} *d.* V. Voies et moyens.

ÉCHEVINS (Pr. de M. Jacobs relative à la nomination des), 27 *mai.* V. Affaires communales.

ÉCOLE MILITAIRE (Vente des bâtiments de l'ancienne), 11 *m.* — *r.* de M. Thonissen, 27 *mai.* — Vote, 8 *jn.* V. Finances.

ÉCOLE NORMALE de Bruges (Plans de l'), 11 *d.* V. Budgets.

ÉCOLES DE DESSIN (Programme des), 18 *f.* V. Lettres, sciences et arts.

ÉMIGRANTS (Transport des). *r.* de M. Coremans, 16 *jn.* — Disc. et vote, 24 *jn.* V. Affaires étrangères.

ENGRAIS (Transport des), 28, 29 *a.* V. Chemin de fer.

ENREGISTREMENT (Demande de modification à la loi sur l'), 1^{er} *d.* V. Voies et moyens.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Compte détaillé des fonds portés au B., 20 *j.*, 17 *f.* — Instruction

obligatoire. *Ibid.* Prétentions envahissantes du clergé, 27 j. — Traitement des professeurs des écoles normales, 17 f. — *r.* sur l'emploi du crédit de 20 millions pour construction de maisons d'école, 9 m. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Traitement des professeurs, 26, 27 j., 16, 17 f. — Enseignement des filles, 26 j. — Nombre des écoles moyennes, 26 j. — Incident relatif à un fait qui s'est passé à l'école moyenne de Huy. Profanation d'une hostie, 18 f. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Pr. de M. Delcour sur la collation des grades académiques, 16 f. — Prorogation de la loi de 1867 sur la nomination des jurys d'examen, 16 f. — *r.* de M. Smolders, 18 f. — Vote, 19 f. V. Instruction publique.

ENTERREMENT CIVIL à Alost, 22 a. V. Cultes.

ESCAUT. Régime de l'Escaut maritime, 11, 13 mai. — Canalisation du haut Escaut, 18 mai. V. Travaux publics.

ESPAGNE (Reconnaissance du nouveau gouvernement de l'), 20 j. V. Affaires étrangères. — Traité de commerce. Voir TRAITÉS.

ÉTAT CIVIL. Cr. de 50,000 fr. pour la formation des tables des registres des paroisses avant 1793, 13 a. — *r.* de M. Delehay, 22 jn. — Vote, 24 jn. V. Affaires communales.

ÉTATS-UNIS (Traité de commerce avec les). Voir TRAITÉS, 23 j. V. Budget des affaires étrangères.

ÉTRANGERS (Débat sur l'exécution des lois relatives aux), 4 d. — *r.* annuel sur l'exécution de la loi de 1835, 18 d. — Demande d'abrogation du décret de messidor, 22 a. V. Justice.

EXPULSIONS (Débat sur les), 4 d. V. Justice.

EXPOSITION de Philadelphie, 23 j. V. Budget des affaires étrangères. — 6 f. V. Budget de l'intérieur. — Cr. de 200,000 fr., 11 m. — *r.* de M. de Briey, 3 jn. — Vote, 16 jn. V. Industrie.

F

FEMMES (Pratique de la médecine par les), 19 f. V. Budget de l'intérieur.

FILS de jute, de chanvre et de lin (Libre entrée des). *r.* de M. Delehay, 15 d. — Disc., 23, 27 a. V. Douanes et accises.

FINANCIÈRE (Débat sur la crise), 1^{er}, 2, 3 jn. V. Budgets, — 2, 3, 5, 8 d. V. Voies et moyens.

FISCALES (Modification des lois), 9 d. V. Finances.

FLAMANDS (Griefs des). Pét. *r.* de M. de Briey, 29 j. V. Langue flamande.

FLANDRE (S. A. R. la comtesse de). Sa délivrance, 13, 14 a. V. Famille royale.

FONDS COMMUNAL (Fonctionnement du), 15 d. V. Budget des recettes et dépenses pour ordre, 8 d. V. Voies et moyens.

G

GARDE CIVIQUE (Demande de réorganisation de la), 28, 29 j. V. Garde civique.

H

HIPPODROME. Voir BRUXELLES.

HOLLANDE (Convention avec la) pour le canal de Terneuzen. Voir TRAITÉS.

HUILES MINÉRALES. Entrée en France, 20 n. V. Douanes et accises.

I

INCENDIE des magasins du 4^e régiment de ligne. Cr. de 312,000 fr. *r.* de M. Nothomb, 2 d. — Vote, 11 d. V. Guerre.

INCOMPATIBILITÉS (Demande de suppression des) parlementaires en ce qui concerne les magistrats des cours supérieures, 10 d. V. Budget de la justice.

ITALIE (Relations avec l'). Voir ROME.

K

KONINCK (Louis de). Voir PRIX QUINQUENNAL.

L

LOGEMENT DES TROUPES EN MARCHÉ. Pr. de M. Thiebauld, m. g., 3 jn. — *r.* de M. Nothomb, 16 jn. — Disc. et vote, 24 jn. V. Guerre.

LOUISE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec S. A. R. le prince de Saxe-Cobourg, 2 f. V. Famille royale.

LUXEMBOURG (Consulat de Belgique à), 23 j. V. Budget des affaires étrangères.

M

MÉDECINS (Patente des), 16 f. V. Budget de l'intérieur. Voir PATENTES.

MEUNIERS (Pét. des) de Grand-Ry et de Rouveroy, 4 m. V. Douanes et accises.

MEUSE. Barrages, 12, 25 mai. V. Travaux publics.

MEXIQUE (Relations avec le), 20 j. V. Affaires étrangères.

MILICIENS (Rémunération des). Disc., 23, 24, 25, 26, 27 f. — Vote, 27 f. V. Milice.

MINÉRAIS DE FER (Concessibilité des), 19 f. V. Mines, 5 d. V. Voies et moyens.

MINES (Travail des enfants dans les), 20 j. V. Mines.

MONITEUR. Envoi gratuit aux députations permanentes, 10 d. V. Justice. — Transfert rue de Louvain, 16 jn. — *r.* de M. Lefebvre, 22 jn. — Vote, 24 jn. V. Finances.

MONNAIES (Nouvel hôtel des), 9 d. V. Finances.

MONNAYAGE DE L'ARGENT (Limitation et interdiction du), 16 f. — *r.* de M. Pety de Thozée, 16 m. — Vote, 23 a. V. Monnaies.

MUSÉE d'Anvers. *Id.* de Bruxelles, 18 f. V. Lettres, sciences et arts.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. Cr. pour l'ameublement, 12 n. — *r.* de M. Delehay, 17 m. — Vote, 18 m. V. Lettres, sciences et arts.

N

NATURALISATION (Grande) de M. Moreau de Bel-laing, 8 jn. V. Naturalisation.

NAVIGATION A VAPEUR. Remboursement des droits de phares et de fanaux à la *White Cross line*, 11 mai. V. Travaux publics.

NEUTRALITÉ (Devoirs de la), 20, 21 j. V. Budget des affaires étrangères.

NONCE PONTIFICAL (Intervention du) dans une manifestation politique à Verviers, 21, 22, 23, 26, 27 j. V. Affaires étrangères.

NOTARIAT. Révision de la loi de ventôse, 20 j.,

17 f., 2, 4, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18 m. V. Notariat.

O

OBSERVATOIRE ROYAL. Reorganisation, 27 j., 18 f. V. Lettres, sciences et arts.

OFFRE de commettre des crimes. Voir **CRIMES**.

OSTENDE (Amélioration du port d'), 4, 21 mai. Service du pilotage, 26 mai, 16 jn. V. Travaux publics.

P

PAIX (Journal la). Subside de 200 francs, 30 a. V. Presse.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 2,500,000 francs, 19 j. — r. de M. Demeur, 5 m. — Disc. et vote, 12 m. V. Justice.

PAQUEBOTS D'OSTENDE ET DOUVRES, 26 mai. V. Travaux publics.

PATENTES des medecins, 2 m. — *Id.* des avocats, 17 m., 15 a. — r. de M. Pety de Thozée, 7 mai. — Ajournement, 27 mai. V. Impôts. — 5 d. V. Voies et moyens.

PENSIONS MILITAIRES, 5 m. V. Pensions.

PÉROU (Traité avec le). Voir **TRAITÉS**.

POIDS ET MESURES (Bureau international des), 15 jn. — r. de M. Descamps, 22 jn. — Vote, 24 jn. V. Affaires étrangères.

POLDERS (Traitement des eaux des) du pays de Waes, 15 mai. V. Travaux publics.

POMMES DE TERRE (Interdiction d'importer les) de provenance suspecte, 26 j. — r. de M. T'Serstevens, 29 j. — Disc., 29 j., 2 f. — Vote, 2 f. V. Agriculture.

PONTS sur le haut Escaut, 29 a. — *Id.* à Terdonck. *Id.* sur la Lys, 4 mai. — Sur la Sambre à Namur, 11 mai. — Sur la Meuse, à Salzinne. Sur l'Escaut, à Anvers, 12 mai. — De Visé, 15 mai. — De Tronchiennes, 18 mai. — D'Escanaffles, 25 mai. V. Travaux publics.

PONTS ET CHAUSSÉES (Traitement des employés des), 29 a., 12 mai. V. Travaux publics.

POSTES (Union générale des). Traité conclu à Berne, 4 m. — r. de M. Snoy, 17 m. — Disc. et vote, 18 m. — Service intérieur, 26 mai. — r. de M. Verbrugghen, 15 jn. — Disc. et vote, 15 jn. V. Postes. — Vente de l'hôtel des Postes, à Bruxelles. V. Biens domaniaux.

PRESSE. Pr. de M. De Baets, 5 f. V. Presse.

PRÉVOÏT (Expulsion du sieur), 4 d. V. Justice.

PRIX QUINQUENNAL de littérature flamande, 18 f. V. Lettres, sciences et arts.

R

RÈGLEMENT (Modifications au). r. de M. Pirmez, 2 d. — Disc., 24, 27, 28 a. — Vote, 30 a. V. Règlement.

RÉMUNÉRATION des miliciens. Voir **MILICIENS**.

REMPLACEMENT. Voir **BUDGET DE LA GUERRE**, 3 f. V. Milice.

RIVIÈRES. Lys, Dendre, 28, 29 a. — Demer, Yser, 29 a., 4 mai. — Senne, 14 mai. V. Travaux publics.

ROME. Légation de Belgique au Vatican, 20, 21, 22, 23 j. V. Affaires étrangères.

ROUTES de Huy à Stavelot, de Huy à Tirlemont

et de la Vesdre. Suppression des droits de barrière, 18 d. — r. de M. Simonis, 17 m. — Vote, 25 a. — Cr. pour construction de routes nouvelles, 28, 29 a. — Routes dans l'arrondissement de Bruges. *Id.* de Kerkom à Fragnée et Cras-Avernas, 28 a. — De Gand à la Zélande, 4, 12 mai. — Dans l'arrondissement de Bastogne, 15 mai. — Plantations, 28 a., 25 mai. V. Travaux publics.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Traitement des), 26, 27 j. V. Budget de l'intérieur.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. Exemption de certains droits, 22 jn. — r. de M. Guillery et vote, 24 jn. V. Justice.

SUCRES. Prorogation de la convention de 1864, 4 m. — Prorogation de la loi relative au drawback, 5 jn. V. Douanes et accises. — 1^{er}, 2, 3 d. V. Voies et moyens.

SYLVICULTURE (Enseignement de la), 6 f. V. Agriculture.

T

TÉLÉGRAPHE reliant le parquet de Bruxelles aux commissariats de police des faubourgs, 19 j. — r. de M. de Briey, 5 m. — Vote, 12 m. — Tarif des correspondances, 14 a. — r. de M. Wasseige et vote, 22 a. V. Télégraphe.

TERNEUZEN (Canal de), 4 mai.

TIMBRE adhésif des affiches, 20 n., 15, 22, 27 a. — r. de M. Guillery, 27 mai. — Disc. et vote, 8 jn. V. Impôts.

TIR AUX PIGEONS, 16 jn. V. Finances.

TIR NATIONAL, 6 f. V. Budget de l'intérieur.

TRAITÉ avec les Pays-Bas pour l'amélioration du canal de Terneuzen, 11 d. — *Id.* avec le Pérou, 11 d. — r. de M. Smolders, 18 f. — Vote, 12 m. — Convention consulaire avec le Pérou, 11 d. — r. de M. Smolders, 18 f. — Vote, 12 m. — Traité avec les Etats-Unis, 25 a. — r. de M. Van Iseghem, 28 mai. — Vote, 1^{er} jn. — *Id.* avec l'Espagne, 8 jn. — r. de M. Van Iseghem, 15 jn. — Vote, 16 jn. V. Affaires étrangères.

TRAITEMENTS (Augmentation des petits). Cr. de 2,200,500 fr., 19 j. — r. de M. Nothomb, 11 m. — Disc., 3, 4, 8 jn. — Vote, 8 jn. V. Finances.

TRAMWAYS. Pr. de l., 21 a. — r. de M. Nothomb, 22 jn. — Disc., 24, 25, 29, 30 jn., 1^{er}, 2 jt. — Vote, 2 jt. V. Chemin de fer. — 18 d. V. Travaux publics.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 28,605,100 fr., 21 mai. — r. de M. T'Serstevens. Disc. et vote, 16 jn. V. Travaux publics.

TRÉSOR (Exposé de la situation du) au 1^{er} juin 1875, 25 f. V. Finances. — Placement des fonds disponibles, 8 d. V. Voies et moyens.

TRIBUNAL DE VERVIERS. Demande d'augmentation du personnel, 10 d. — *Id.* de Malines. Débat sur la nomination du président (M. Scheyvaerts), 10 d. V. Budget de la justice.

U

UCCLE (Exécution de l'avenue d'), à Forest, 27 n. V. Affaires communales. — 2 jt. V. Travaux publics.

V

VOIRIE VICINALE (Demande d'augmentation des subsides pour la), 26 *j.* — Répartition, 6 *f.*
V. Budget de l'intérieur. — Mode de liquidation des subsides, 5 *m.* V. Affaires provinciales. —

Reprise des chemins de grande vicinalité, 13, 25 *mai*

W

WIERTZ (Musée). Copies de tableaux exposées à Bordeaux, 2 *jt.* V. Lettres, sciences et arts.

SÉNAT.

Session 1874-1875.

Y²*Doyen d'âge*, M. LAUREUX. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.*1^{er} vice-président*, M. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron D'ANETHAN.*Secrétaires*, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE et le baron DE LABBEVILLE.*Secrétaire adjoints*, MM. le comte de LOOZ-CORSWAREM et le baron DE WOELMONT.*Questeurs*, MM. le baron D'OVERSCHIE DE NEERYSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

16 février. M. T'Kint de Roodenbeke propose au sénat d'émettre un vote sur une motion conçue dans les mêmes termes que celle qui a déjà été adoptée par la chambre des représentants et dont voici le texte : « Le sénat s'associe au vœu exprimé par la chambre des représentants de voir étendre la pratique de l'arbitrage entre les peuples civilisés à tous les différends susceptibles d'un jugement arbitral. Il invite le gouvernement à concourir, à l'occasion, à l'établissement des règles de la procédure à suivre pour la constitution et le fonctionnement des arbitres internationaux. Le gouvernement, chaque fois qu'il jugera pouvoir le faire sans inconvénient, s'efforcera, en négociant des traités, de faire admettre que les différends qui pourraient surgir, quant à leur exécution, seront soumis à une décision d'arbitres. » M. d'Anethan s'associe à la pensée comprise dans cette motion sans se faire d'illusion sur sa portée pratique. L'orateur ajoute que, dans la conférence qui a eu lieu à Bruxelles pour s'occuper, dans un but d'humanité, des lois et des usages de la guerre, la Belgique a joué, il aime à le reconnaître, un rôle important; le premier délégué du gouvernement, qui a pris aux délibérations une part très active, s'est acquitté de sa mission de la manière la plus distinguée, et on lui doit une véritable reconnaissance pour la manière énergique et éloquente dont il a soutenu les droits et la dignité des petits Etats; pour le talent avec lequel il a défendu les principes

qui sont nécessaires à l'existence de la Belgique et au maintien de son indépendance en cas de conflagration entre ses voisins. L'orateur demande au gouvernement s'il compte prendre part à la conférence qui va être reprise à Saint-Pétersbourg et à laquelle l'Angleterre a refusé de participer. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que la question est très importante et que le gouvernement n'a pas à ce sujet des intentions assez arrêtées pour pouvoir répondre en ce moment.

15 mars. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le crédit de 39,000 fr. au B. des affaires étrangères pour les frais de la conférence de Bruxelles. — 16. Ce crédit est voté à l'unanimité. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose les rapports : 1^o sur le traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et le Pérou; 2^o sur la convention consulaire conclue entre la Belgique et le Pérou. — 19. Ces deux traités sont votés à l'unanimité.

24 mai. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, communique au sénat les documents diplomatiques échangés entre la France et l'Allemagne au sujet de l'affaire Duchesne. — 25. Il y ajoute le résumé des documents judiciaires et fait connaître son intention de combler la lacune qui existe dans la législation pénale. M. d'Anethan donne son approbation complète à la conduite du gouvernement. Faisant allusion ensuite aux mandements des évêques, il dit que ceux-ci, en publiant leurs écrits, usent d'une liberté constitutionnelle et exercent leurs droits sans engager le gouver-

nement. Mais, ce droit reconnu, il doit en être fait un usage prudent et patriotique. M. H. Dolez à son tour déclare qu'il sait gré au gouvernement de sa conduite et des avertissements qu'il a donnés aux évêques. Mais il aurait été heureux de voir ceux-ci, avant tout avertissement, comprendre qu'ils étaient citoyens belges. Répondant au reproche qu'on adresse tour à tour à la Belgique d'être trop prussienne et trop française, il dit que les Belges ne sont ni Prussiens ni Français, ils sont Belges, et à cette qualité se rattachent les plus invincibles sentiments de leurs cœurs. (*Applaudissements.*) L'ordre du jour suivant est formulé par MM. d'Anethan et Dolez : « Le sénat, approuvant complètement les explications du gouvernement et s'associant, comme la chambre des représentants, aux regrets qu'il a exprimés, passe à l'ordre du jour. » M. Malou, *m. f.*, remercie les préopinants de leur langage et se félicite de l'approbation unanime que rencontre la conduite du gouvernement. Il s'en réfère ensuite aux explications indivisibles qu'il a données à la chambre des représentants. La Belgique doit tenir énormément au maintien du libre parler chez elle ; mais pour qu'elle ne soit pas un trouble-ménage européen, il faut que l'on use avec une grande prudence et une grande modération de cette liberté lorsqu'il s'agit de questions qui ne sont pas exclusivement belges, mais qui s'agissent dans d'autres pays. Il y a, dans une certaine partie de la presse, une tendance qui est déplorable : on ne discute plus, on injurie. Cela est très fâcheux, surtout lorsqu'il s'agit de l'étranger. Que l'on discute, que l'on examine, cela est bien ; mais si les cinq millions de Belges qui existent et qui peuvent s'injurier librement entre eux ne suffisent pas à cette espèce de besoin malsain, il faut s'en étonner, et il est permis de s'en plaindre. Le *m.* demande donc que ce mode de discussion, si l'on veut absolument n'en pas faire abandon, ne soit désormais uniquement employé « qu'entre nous ». Répondant à une observation de M. d'Anethan au sujet des scandales qui ont eu lieu lors de la sortie de la procession de l'église de la Chapelle, le *m.* dit qu'il est dans l'intérêt de toutes les opinions de faire cesser par tous les moyens l'espèce de maladie émotionnaire qui sévit en ce moment. Le premier devoir du gouvernement est de maintenir, dans toutes ses expressions normales, le libre exercice public des cultes. Il est heureux de saisir cette occasion de rendre hommage à l'activité et à l'énergie dont l'autorité communale de Bruxelles a fait preuve dans les déplorables circonstances qui se sont produites. Il ne doute pas qu'elle ne maintienne énergiquement, par tous les moyens en son pouvoir, la libre pratique du culte.

Si l'on en était là, que l'exercice du droit fût supprimé ou fût à la merci de quelques mauvaises passions, les Belges seraient indignes de se dire encore un peuple libre. Le *m.* espère donc que l'on tiendra compte des conseils qui sont venus des deux côtés de l'assemblée et qui sont dictés par le sentiment des véritables intérêts du pays. L'ordre du jour est voté à l'unanimité.

2 juin. M. Reyntiens présente le rapport sur le traité de commerce et de navigation conclu avec les Etats-Unis. — 3. Il est voté à l'unanimité. — 29. M. Reyntiens, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui approuve la convention conclue le 5 juin 1874 entre la Belgique et l'Espagne. — 30. Ce projet est voté à l'unanimité. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur la convention conclue le 20 mai 1875 entre la Belgique et différents pays étrangers pour la création d'un bureau international des poids et mesures. M. de Limburg-Stirum, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi régissant le transport des émigrants.

1^{er} juillet. Ces deux projets sont votés à l'unanimité.

AGRICULTURE.

15 février. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à interdire l'importation et le transit des pommes de terre de provenance suspecte. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité. Après le vote, M. de Sélys-Longchamps exprime l'opinion qu'on se fait, au sujet de l'invasion de la *Doryphora decemlineata*, des craintes très exagérées, et il engage le gouvernement à n'user de la loi qu'avec beaucoup de réserve et à ne pas s'en faire une arme pour apporter des entraves inutiles aux relations commerciales. Il a lu dans le *Moniteur* l'avis de la commission internationale qui s'est réunie à Vienne pour aviser aux mesures à prendre pour arrêter le développement du choléra. Ici, il s'agit, non des dégâts qui peuvent être causés à un comestible, mais d'une épidémie, et c'est la vie humaine qui est en jeu. L'orateur est persuadé que, dans l'état actuel de la civilisation, le gouvernement n'oserait pas suivre tous les conseils qui lui sont donnés par cette *c.*, composée d'hommes spéciaux, compétents en matière de médecine et d'épidémies, *c.* qui est d'avis que le choléra est contagieux et que c'est l'homme qui l'importe. Cet objet est de la plus grande importance, et cependant le gouvernement ne pourrait songer, dans ce cas, à établir des quarantaines à toutes les frontières et à interrompre les trains de chemin de fer. L'orateur parle ainsi pour démontrer que les questions de commerce et de transport ont bien aussi leur importance.

Il termine en engageant le gouvernement à n'agir qu'avec la plus grande réserve, et il tient à déclarer que, s'il avait été présent à la discussion de la loi, il n'eût pas émis un vote favorable. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il ne s'agit pas de gêner le commerce, mais seulement de faire ce qui est nécessaire et prudent pour préserver le pays du danger, quel qu'il soit, puisqu'il y a danger. Si l'opinion de ceux qui considèrent comme possible le transport de la *Doryphora* en Belgique et son acclimatation venait à se réaliser, et si l'on arrivait à signaler les ravages de cet insecte dans une partie quelconque du pays, il y aurait à prendre des mesures analogues à celles qui ont été prises avec tant de succès, mais avec une grande sévérité, lors de l'invasion de la peste bovine et à détruire le mal dans son principe.

16 mars. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, s'engage à faire des efforts auprès du gouvernement des Pays-Bas en vue d'obtenir la suppression des mesures de police tout à fait exceptionnelles auxquelles les cultivateurs de la frontière de la Flandre orientale restent astreints de la part des autorités néerlandaises, malgré la disparition complète de la peste bovine.

BUDGETS.

15 décembre. M. Cogels-Osy, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1875. M. de Rodes, *r. c.*, *id.* sur le B. des finances. — 16. M. Bonnet, *r. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires au B. de l'intérieur. — 16. Les BB. des finances et des non-valeurs et remboursements sont adoptés à l'unanimité. — 17. M. Van Overloop, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de la justice et sur des crédits supplémentaires à ce B. Les crédits supplémentaires au B. de l'intérieur sont votés à l'unanimité. Ils comprennent un crédit spécial de 40,000 fr. destiné à couvrir les dépenses d'ameublement (armoires et vitrines); les frais d'emballage et de transport des collections ainsi que de publication d'un atlas comprenant les gravures des principaux objets provenant de la donation faite à l'Etat par M. de Meester de Ravestein. M. Cogels-Osy, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des dotations. — 18. M. Fortamps, *r. c.*, *id.* sur le B. de la dette publique. M. de Rodes, *r. c.*, *id.* sur le B. des recettes et dépenses pour ordre. Le B. des dotations est voté à l'unanimité ainsi que les crédits supplémentaires au B. de la justice. Dans la discussion du B. de la justice, M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. Bonnet, dit qu'il fera, dans le plus bref délai possible, donner les plans de l'hospice d'aliénés de Froidmont.

Il répond à M. de Rodes, qui critique les dépenses résultant de l'établissement du régime cellulaire, que son application a produit les meilleurs résultats. Le B. est voté à l'unanimité. — 19. Il en est de même de ceux de la dette publique et des recettes et dépenses pour ordre.

15 février. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur le B. des affaires étrangères. — 16. Celui-ci est adopté par 58 voix et 5 abstentions.

16 mars. M. L. de Mérode, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de l'intérieur. — 18. Dans la discussion générale, M. de Sélys-Longchamps signale la nécessité de pourvoir à l'armement de la garde civique, d'assurer la conservation de la colonne du Congrès, de régler le régime des cours d'eau et d'améliorer la position des instituteurs primaires. M. G. de Woelmont critique la résolution qu'on a prise de démolir le vieux donjon des comtes de Looz et la porte de Visé à Tongres. M. Mazeman de Couthove se plaint des retards apportés à l'érection du monument de Léopold I^{er}. M. Delcour, *m. i.*, dit que les plans de ce monument seront bientôt terminés. Il reproduit les explications qu'il a données à la chambre sur l'armement de la garde civique. Il ajoute que la chambre est saisie d'un projet de loi sur les cours d'eau. Puis il rend compte des mesures prises en faveur des instituteurs, faisant observer que c'est aux communes qu'il appartient de faire le reste; de même, il appartient aux communes intéressées de se préoccuper de la conservation de leurs vieux monuments. Enfin, il résulte du rapport d'une *c. spéciale*, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter au sujet de la solidité de la colonne du Congrès. M. Casier de Hemptinne demande que l'on nomme un inspecteur des archives provinciales; et M. Piret critique les mesures prises en 1870 par M. Kervyn de Lettenhove et tendant à créer de nouveaux jurys d'examen, des jurys provinciaux appelés à délivrer un diplôme ou un brevet de capacité aux élèves qui n'ont pas fait d'études normales ou qui ont été refusés par les jurys ordinaires et que le *m.* peut admettre *exceptionnellement* comme instituteurs, aux termes de l'article 10, § 2, de la loi de 1842. L'orateur pense que cette mesure est regrettable, parce qu'elle tend à organiser une exception qui pourra, peu à peu, devenir la règle. M. Delcour, *m. i.*, estime que ces jurys présentent toutes les garanties désirables. Dans la discussion des articles du B., M. Hubert demande que le gouvernement fasse liquider au plus tôt les subsides qu'il a promis dans le Hainaut à la voirie vicinale. M. Delcour, *m. i.*, répond que certaines provinces ont laissé les communes s'engager au delà de

leurs ressources, et qu'il est impossible au gouvernement de liquider en ce moment 4 ou 5 millions ainsi dépensés. M. Hubert pense que l'objet est assez important pour que l'on propose un crédit extraordinaire. Il s'agit de travaux faits dans un intérêt général. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, dit que le département de l'intérieur se livre à une étude approfondie de la question des marques de fabrique et qu'il compte s'occuper aussi d'un projet de loi sur les modèles et dessins de fabrique. — 19. Après un échange d'explications entre MM. L. de Mérode et Delcour, *m. i.*, au sujet d'un local à construire pour les archives du royaume, et entre MM. Fortamps et Malou, *m. f.*, au sujet de l'intervention de l'Etat dans la construction d'un nouveau musée à Anvers, le B. est voté à l'unanimité.

4 juin. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur des crédits au B. de la dette publique, des finances et des non-valeurs pour les exercices 1874 et antérieurs. — 29. Ces crédits sont votés à l'unanimité.

BUREAU.

10 novembre. M. le prince de Ligne est élu *président* par 48 voix sur 49 votants. M. de Tornaco, 1^{er} *vice-président* par 45 voix; M. d'Anethan, 2^e *vice-président* par 46 voix; MM. T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville, de Looz-Corswarem et G. de Woelmont sont nommés *secrétaires* par 44, 44, 36 et 41 suffrages. MM. d'Overschie de Neerysche et Van Schoor, *questeurs* par 40 et 39 voix.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ.

14 décembre. Le sénat renvoie à une *c. spéciale* une pétition par laquelle le sieur Werquin, médecin et conseiller provincial à Neufchâteau, demande que M. Bergh cesse de siéger comme sénateur de l'arrondissement de Neufchâteau-Virton, attendu qu'il ne paye plus le cens d'éligibilité fixé par la députation du conseil provincial du Luxembourg pour 1874, et qu'il soit pourvu à son remplacement. — 18. M. Van Overloop conclut à l'ordre du jour, et ces conclusions sont adoptées.

CHEMIN DE FER.

22 décembre. Des explications sont échangées entre MM. G. de Woelmont et Malou, *m. f.*, au sujet de la mauvaise exploitation du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois.

26 avril. Sur la proposition de M. de Ribaucourt, le sénat admet un prompt rapport sur une pétition par laquelle plusieurs industriels et commerçants de Waesmunster se plaignent du non-achèvement du chemin de fer concédé de Termonde à Saint-Nicolas.

3 juin. M. Van Ockerhout demande l'exécution du chemin de fer de Roulers à Dixmude; M. Casier de Hemptinne insiste en faveur du repos du dimanche; MM. Van Caloen et Mazeman de Couthove réclament la reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. M. Van Willigen insiste pour la concession d'un chemin de fer d'Ans à Breda. M. Piret s'occupe du tracé de la ligne d'Athus au point de vue de l'arrondissement de Charleroi et recommande la prompte application du *block-system* et du *garde-corps Maquet*. M. Van de Woestyne appuie vivement l'observation du repos du dimanche. M. de Tornaco s'occupe de la station de Terwagne, entre Huy et Stavelot. — 4. M. Solvyns réclame, à son tour, la reprise du réseau de la Flandre occidentale et insiste également en faveur du repos dominical. M. Cogels-Osy réclame l'établissement d'une station à Borgerhout et la construction d'un chemin de fer d'Anvers à Hoogstraeten. M. Léon de Robiano espère voir construire bientôt une ligne de Tubize à Jodoigne; il insiste pour le repos du dimanche. M. Tercelin critique l'organisation défectueuse des trains entre Mons et Bruxelles et voudrait voir supprimer le tunnel de Braine-le-Comte. M. Beernaert, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit que le travail du dimanche sera réduit, mais que les mœurs s'opposent à ce qu'il soit supprimé. M. de Tornaco s'occupe de nouveau de l'emplacement de la station de Terwagne. M. Beernaert, *m. t.*, dit qu'il sera fait droit à sa réclamation. — 29. M. de Labbeville, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant prorogation de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835, concernant les péages sur les chemins de fer de l'Etat. — 30. Ce projet est voté à l'unanimité.

1^{er} juillet. Dans la discussion du crédit de 28 millions pour travaux publics, M. Wincqz se plaint de ne pas voir améliorer la station de Manage. Il demande, ainsi que M. de Selys-Longchamps, que l'on prenne des mesures pour préserver la vie des gardes qui circulent sur les trains pour le récolement des coupons. Ils recommandent l'établissement de wagons à couloir ou l'application du *garde-corps Maquet*. M. Reyntiens appuie ces observations et d'autres présentées par les préopinants et par M. Fortamps au sujet des billets d'aller et retour. — 3. M. de Man d'Atterode demande quel est le coût de l'exploitation des chemins de fer, et déclare qu'il a conservé sa vieille conviction que tous les chemins de fer doivent appartenir à l'Etat, mais que celui-ci doit en affermer l'exploitation à l'industrie privée. M. Béthune présente, à son tour, des observations sur les billets d'aller et retour. M. Beernaert, *m. t.*, dit que

la proportion de la dépense à la recette pour les chemins de fer est de 67 p. c. ; elle était de 72 p. c. en 1875. Si la proportion est moindre pour les compagnies, c'est que leurs tarifs sont plus élevés. Le *m.* ajoute que le chemin de fer a, jusqu'ici, couvert, non seulement les frais de l'exploitation, mais encore l'intérêt de tous les capitaux qui ont été affectés à sa construction ; et, de plus, il a un excédant, qui a servi à l'amortissement du capital lui-même. Cet excédant dépasse de beaucoup 90 millions. Telle est la situation générale de l'exploitation. Ainsi, non seulement le public et l'industrie de la Belgique ont été bien servis et à bon marché, mais ce service n'a rien coûté au pays, puisqu'il s'est rémunéré lui-même, et le capital considérable remboursé sur les frais de premier établissement constitue un bénéfice net et direct à côté de bénéfices indirects de tout genre dont il serait impossible d'établir le chiffre exact. On étudie au département des travaux publics le moyen de préserver la vie des gardes. Quant aux billets d'aller et retour, on n'en peut étendre les avantages sans faire un nouveau sacrifice sur les recettes. M. d'Ursel, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à modifier la convention conclue, le 25 avril 1870, entre l'Etat, d'une part, la société des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut et la Société d'exploitation de chemins de fer, d'autre part. M. L. de Mérode, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif aux tramways. M. G. de Woelmont, *r. c.*, *id.* sur le projet de construction d'un chemin de fer d'Ostende à Blankenberghe. Les projets concernant la convention avec les Bassins houillers et le chemin de fer d'Ostende à Blankenberghe sont votés à l'unanimité. Dans la discussion relative aux tramways, M. Fortamps dit qu'en présence de la déclaration faite à la chambre des représentants par le *m. t.*, il est inutile de discuter le droit que la ville de Bruxelles possède de continuer à percevoir les redevances dans les conditions qu'elle a imposées aux concessionnaires de ses tramways. Il se borne à déclarer qu'il a confiance dans les sentiments d'équité dont a fait preuve le *m. t.* en retirant une partie du projet de loi. M. Beernaert, *m. t.*, dit que la question a été complètement réservée. La loi ne touche pas au passé ; les contrats réguliers, les péages légalement établis ne tombent pas sous son application ; mais il a été demandé que ceux mêmes des péages existants qui seraient illégaux ou irréguliers fissent l'objet d'une disposition spéciale qui formerait éventuellement un chapitre III dans la loi. Même dans les conditions actuelles, le projet de loi comprenait deux chapitres ; le premier, relatif aux tramways,

a été voté à la chambre ; le second est relatif aux raccordements industriels ; la discussion en a été ajournée et la chambre a ajourné de même, et sans rien préjuger, l'examen de la question de savoir s'il y a lieu d'introduire dans la loi une disposition spéciale, quant aux faits passés que le gouvernement considère comme irréguliers, même sous la législation actuelle, et, éventuellement, quelles dispositions il y aurait lieu de prendre à cet égard. M. Reyntiens demande si le complément du projet de loi sera présenté à la législature au commencement de la prochaine session. M. Beernaert, *m. t.*, dit que la chambre en est saisie ainsi que d'un amendement de M. Anspach, qui deviendrait, si le principe en était admis en tout ou en partie, un chapitre spécial additionnel à la loi. M. H. Dolez prie le *m. t.* d'aviser, pendant l'intervalle qui va séparer les deux sessions, à se mettre d'accord avec les divers intérêts qui sont en présence dans cette question. Il y a l'intérêt du gouvernement, l'intérêt de la ville de Bruxelles et, enfin, l'intérêt de certains concessionnaires de tramways de Bruxelles. L'orateur est convaincu qu'en se mettant en rapport avec les représentants de ces deux derniers intérêts, on parviendra à trouver une combinaison qui satisfera tout le monde. Le projet est voté par 30 voix et 3 abstentions.

COMMUNALES (AFFAIRES).

16 décembre. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant érection de la commune de Glain (Liège). M. Leirens, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi portant érection de la commune de Nieuwenrode (Brabant). M. Hubert, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi portant érection de la commune de Sorinne-la-Longue. M. de Cannart d'Hamale, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi portant érection de la commune de Terhaegen (Anvers). — 17. Le premier projet est voté à l'unanimité, les deux suivants le sont par 43 voix contre une ; le dernier l'est par 43 voix contre 10, après un débat entre MM. Van Schoor, Cogels-Osy, Delcour, *m. i.*, et de Cannart d'Hamale, *r.*

18 mars. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur une pétition d'un grand nombre d'habitants de Hachy demandant que cette section soit séparée de Fourches et de Sampont et érigée en commune distincte. La *c.* conclut au renvoi d'urgence de cette pétition au *m. i.* Adopté.

26 avril. Sur les conclusions de M. de Mérode-Westerloo, le sénat adopte, à l'unanimité, le projet de loi portant création d'un nouveau champ de manœuvres à Bruxelles.

26 mai. Sur les conclusions de M. H. Dolez, appuyées par M. de Sélys-Longchamps, le

sénat renvoie au *m. i.* de nombreuses pétitions par lesquelles des secrétaires communaux demandent que leur traitement soit fixé par une loi et soldé par l'Etat, la province et la commune.

29 juin. M. Van Ockerhout, *r. c.*, fait rapport sur le crédit de 50,000 fr. pour la formation des Tables générales des registres des paroisses avant 1792. — 30. Ce crédit est voté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

15 mars. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du B. de 1871. — 16. Il est adopté à l'unanimité.

DÉCÈS.

10 novembre. Il est donné connaissance du décès de M. B. du Bus, sénateur de Dixmude, et de M. A. du Bus, sénateur de Furnes-Ostende.

DETTE PUBLIQUE.

15 décembre. M. Tercelin, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant assimilation de la dette de l'Etat 2 1/2 p. c. aux autres parties de la dette publique. — 16. Dans la discussion de ce projet, M. Bischoffsheim demande que le *m. f.* manifeste ses intentions à l'égard de la dette 3 p. c. Il serait désirable qu'il pût donner une certaine tranquillité aux porteurs de la dette 3 p. c., en déclarant qu'il n'entre pas dans ses intentions de réaliser la partie du 3 p. c. dont le Trésor est encore détenteur. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il ne peut entrer dans sa pensée de mettre encore du 3 p. c. sur le marché avant que ce fonds ne soit classé. Le projet est voté à l'unanimité.

DOUANES ET ACCISES.

26 mai. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant suppression des droits d'entrée sur les fils de lin, de chanvre et de jute. — 31. M. Casier de Hemptinne combat le projet de loi en disant que la filature du lin est une des principales industries des Flandres, qu'elle occupe un grand nombre de bras, et que de grands capitaux y sont engagés. Ceux qui sont au courant des affaires n'ignorent pas que depuis quelques années cette industrie a traversé une grande crise et a dû faire de grands efforts pour maintenir en activité tous ses établissements. Le moment était donc mal choisi par le gouvernement pour prendre une mesure qui peut compromettre son avenir, et lui causer des pertes considérables sans lui offrir aucune compensation. Le projet, défendu par MM. Fortamps, *r.*, et Malou, *m. f.*, est adopté par 38 voix contre 6.

29 juin. M. Cogels-Osy, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant prorogation provisoire du régime actuel du droit et des drawbacks sur les sucres. — 30. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

FAMILLE ROYALE.

26 avril. Il est donné notification de l'heureuse délivrance de S. A. R. la Comtesse de Flandre et de la naissance d'un prince, qui a reçu les noms d'Albert-Léopold-Clément-Marie-Mainrad. Une députation est chargée de porter à S. M. les félicitations du sénat.

FINANCES.

16 février. Sur les conclusions de M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, le sénat vote d'urgence, par 41 voix contre une, le projet de loi approuvant des conventions relatives à l'aliénation de biens domaniaux (cession à la Société anonyme de travaux publics et de constructions dont le siège est à Paris, pour la création de la rue Sainte-Gudule : *a.* de l'hôtel des postes, situé rue de la Montagne ; et *b.* de terrains à bâtir, situés rue de Loxum et rue de la Montagne ; convention, avec le sieur Goldschmidt, afin d'assurer à l'hôtel central des postes et télégraphes, à construire sur l'emplacement de l'hôtel de la Monnaie, une entrée par le boulevard de la Senne ; cession, à la ville de Philippeville, de l'ancien bâtiment militaire connu sous le nom de *Grand'garde*, dont l'emplacement servira à la construction de locaux pour la justice de paix).

2 juin. M. Fortamps, *r. c.*, présente le rapport sur un projet de loi approuvant un contrat d'échange et d'aliénation de biens domaniaux (cession d'un terrain, rue du Progrès, à Schaerbeek, disponible par suite de suppression d'une voie de raccordement du chemin de fer ; convention portant vente par l'Etat, au profit de la ville de Menin, des casernes n^{os} 1 et 2 avec le terrain qui en dépend ; convention conclue entre le ministre des finances et l'administration communale de la ville de Bruxelles pour l'établissement d'une galerie souterraine dans le sous-sol de la forêt de Soignes). — 4. Ce projet est voté à l'unanimité.

29 juin. M. de Rodés, *r. c.*, présente les rapports : 1^o sur le projet de loi relatif aux terrains et bâtiments de l'ancienne école militaire à Bruxelles ; 2^o sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à louer à la ville de Bruxelles une partie de la forêt de Soignes destinée à l'établissement d'un hippodrome ; 3^o sur le projet de loi qui alloue au gouvernement des crédits complémentaires pour l'augmentation des petits traitements ; 4^o sur le projet de loi qui alloue un crédit spécial de

800,000 fr. au département des finances pour le fonds des domaines ; 5^o sur le projet de loi qui autorise l'échange d'un immeuble situé rue Notre-Dame-aux-Neiges à Bruxelles. — 50. Les n^{os} 1^o, 2^o, 3^o et 5^o sont votés à l'unanimité. Dans la discussion du projet de loi sur les petits traitements, M. H. Dolez engage le gouvernement à s'occuper sérieusement d'améliorer le sort de tous les fonctionnaires, sans en excepter les ministres. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Sacqueleu et Piret en ce qui concerne l'augmentation de traitement des professeurs de l'enseignement moyen, dit qu'un arrêté d'organisation est préparé et sera soumis prochainement à la signature du Roi. Le projet est voté à l'unanimité.

GUERRE.

16 décembre. M. Sacqueleu, *r. c.*, fait rapport sur le crédit de 512,000 fr. destiné à couvrir les pertes causées par l'incendie du magasin d'habillement du 4^e régiment de ligne. — 17. Ce crédit est voté à l'unanimité. — 19. M. Léon de Robiano, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de contingent de l'armée, qui est voté d'urgence par 52 voix contre une et 2 abstentions. — 22. *Id.* sur le B. de la guerre, dont la discussion est ouverte séance tenante. M. Dewandre déclare qu'il ne votera pas le B. à cause de la suppression de la garnison de Charleroi ; M. Reyntiens, à cause de l'organisation militaire qu'il ne peut admettre, en sa qualité de partisan du service personnel. M. Bonnet signale l'insuffisance de la solde et le mauvais état des casernes. M. Mazeman de Couthove demande quel a été le nombre des déserteurs en 1874. M. Thiebault, *m. g.*, n'est pas en mesure de le faire connaître. Il dit, toutefois, qu'il n'y en a pas eu un seul pendant la période de mobilisation en 1870. Il donne des renseignements sur le régime du soldat, et après des explications échangées avec MM. Dewandre et Balisaux au sujet de la garnison de Charleroi, le B. est voté par 54 voix contre une et 5 abstentions.

15 février. M. de Rodes, *r. c.*, dépose le rapport sur le crédit spécial de 66,500 fr. pour l'achat de la boulangerie militaire. — 16. Ce crédit est voté à l'unanimité.

16 mars. M. d'Overschie de Neeryssche, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de crédit de trois millions, pour le casernement des troupes. M. Léon de Robiano, *r. c.*, *id.* sur le B. de la gendarmerie. M. Orban de Xivry, *r. c.*, fait rapport sur une demande de crédit de 1,958,000 fr. et sur une demande de transfert au B. de la guerre. — 19. Ce crédit est voté à l'unanimité. Il en est de même de celui qui concerne le casernement des troupes, après quelques mots de M. Thiebault, *m. g.*, en réponse à M. Bonnet, portant qu'on répa-

ra d'abord les casernes qui ne doivent pas être reconstruites. Dans la discussion du B. de la gendarmerie, M. Orban de Xivry demande qu'on augmente la solde des gendarmes à pied ; M. Van Schoor conteste au *m.* le droit de créer un général de la gendarmerie sans proposer d'abord une modification à la loi sur l'organisation militaire. Il demande aussi une augmentation de l'effectif de la gendarmerie et une loi qui règle l'organisation de cette arme. M. Thiebault, *m. g.*, répond que l'organisation de ce corps a toujours été réglée par des arrêtés royaux ; il ajoute qu'il n'a pas créé d'emploi nouveau et qu'il s'est borné à demander que le colonel de la gendarmerie pût être nommé général. M. Van Schoor maintient son appréciation. M. Mazeman de Couthove demande qu'on ne fasse pas entrer dans le corps de la gendarmerie des volontaires avec prime afin de ne pas diminuer la considération de ce corps. M. Thiebault, *m. g.*, répond que depuis la loi de 1875 sur la milice on n'a plus recruté un seul volontaire avec prime dans le corps de la gendarmerie, qui se recrute principalement dans l'élément civil. Le B. est voté par 45 voix et 2 abstentions.

31 mai. M. de Looz-Corswarem, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de transfert d'une somme de 105,000 fr. à divers articles du B. de la guerre.

3 juin. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. — 50. M. Léon de Robiano, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif au logement des troupes en marche et en cantonnement.

1^{er} juillet. Ce projet est voté à l'unanimité.

IMPOTS.

30 juin. M. Tercelin, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant création d'un timbre adhésif pour les affiches.

1^{er} juillet. Ce projet est voté à l'unanimité.

INDUSTRIE.

24 mai. M. Fortamps, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant suppression des chambres de commerce. La *c.* conclut au rejet du projet de loi. — 25. Celui-ci est combattu par MM. Tercelin, Fortamps, *r.*, et de Tornaco, et appuyé par MM. Vanden Bergh-Elzen et d'Aspremont-Lynden, *m. a.* — 26. Après avoir entendu encore M. Casier de Hemptinne *contre* et M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, pour le projet, le sénat vote, par 29 voix contre 25, l'article 1^{er} qui implique la suppression des chambres de commerce, et par 29 voix contre 22 l'ensemble du projet de loi.

29 juin. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 200,000

francs pour l'Exposition de Philadelphie. — 30. Ce projet est voté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

15 mars. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui proroge les lois de 1857 et de 1865 quant à la nomination des jurys universitaires. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité sauf une abstention.

JUSTICE.

15 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2,500,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. — 16. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. de Ribaucourt, dit que l'on a l'intention d'exécuter la coupole du Palais telle qu'elle est représentée sur la maquette. M. de Ribaucourt voudrait qu'à l'avenir les maquettes de ce genre fussent exposées au Palais de la Nation. Le crédit est voté par 36 voix contre 7 et 3 abstentions.

3 juin. M. Van Overloop, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant dérogation à la loi du 31 décembre 1851, qui règle la compétence des consuls belges dans les pays hors de chrétienté. — 29. M. Dewandre présente, au nom de M. d'Anethan, *r. c.* : 1° le rapport sur le projet de loi relatif aux dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes ; 2° sur le projet de loi qui alloue un crédit supplémentaire de 23,650 fr. au département de la justice pour l'exercice 1874. — 30. Ces deux projets sont votés à l'unanimité. M. Béthune, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'exempter de divers droits les sociétés coopératives.

1^{er} juillet. Ce projet est voté à l'unanimité.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

19 mars. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, fait rapport sur le crédit de 120,764 fr., destiné à couvrir le complément des dépenses d'ameublement des nouveaux locaux construits au musée royal d'histoire naturelle. Ce crédit est voté d'urgence et à l'unanimité.

MILICE.

16 mars. M. Leirens, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la rémunération en matière de milice. — 17. Dans la discussion générale de ce projet, M. H. Dolez propose un amendement qui tend à remplacer les articles 2 et 3 par la rédaction suivante : « Art. 2. Pendant la durée du service actif normal et effectif, il sera attribué au milicien présent sous les armes une indemnité de 10 fr. par mois. Elle sera versée à la caisse d'épargne et portée à un livret en son

nom. Sauf les exceptions qui seront autorisées par le gouvernement, les sommes portées à ces livrets ne pourront être retirées que deux ans après l'expiration du service normal ; jusqu'à cette époque, elles seront incessibles et insaisissables. » Cet amendement est combattu par MM. d'Anethan, Malou, *m. f.*, et de Rodés, et appuyé par M. de Tornaco. M. Balisau propose ensuite un sous-amendement qui tend à remplacer les mots *service actif, normal et effectif* par les mots *service effectif*, mais son auteur le retire, sur cette observation qu'il se rattache à l'article 5, où sont énumérés les cas de cessation de l'indemnité. L'amendement de M. Dolez est rejeté par 28 voix contre 25. A l'article 5, M. Balisau propose de supprimer le § qui porte : « Elle (l'indemnité) n'est pas due : 1° à raison des services : a. des miliciens rappelés en temps de mobilisation de l'armée ou en temps de guerre. » Cette proposition, combattue par MM. Malou, *m. f.*, et H. Dolez, n'est pas adoptée. Le projet de loi est voté par 29 voix contre 19 et 2 abstentions.

MONITEUR.

26 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, conclut au dépôt au bureau des renseignements d'une pétition par laquelle des membres de sociétés libérales flamandes demandent la publication d'un compte rendu analytique des débats parlementaires en français et en flamand, et sa distribution gratuite à tous les électeurs pour les chambres législatives. Après des observations de M. de Sélys-Longchamps, il est entendu que ce renvoi a lieu « sans rien préjuger ».

MONNAIES.

26 avril. Sur les conclusions de M. Béthune, *r. c.*, le sénat adopte à l'unanimité le projet de loi tendant à proroger la loi du 18 décembre 1873 relative au monnayage de l'argent.

NATURALISATION.

30 juin. Le sénat vote à l'unanimité le projet de loi qui accorde la grande naturalisation à M. Moreau de Bellaing.

NOTARIAT.

24 mai. M. F. Dolez, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux modifications à apporter à la loi du 25 ventôse an xi sur le notariat. — 31. Le projet de loi est combattu par M. L. de Mérode et appuyé par MM. d'Anethan et Balisau.

1^{er} juin. Il est combattu par MM. Hubert et Bergh et défendu par M. H. Dolez (au nom de M. F. Dolez, *r.*, absent). M. Solvyns commence un discours pour le combattre. — 2. Il achève ce discours, puis le sénat entend

encore MM. De Lantsheere, *m. j.*, d'Anethan, Fléchet, H. Dolez, Balisau et Béthune, puis l'article principe de la loi aux termes duquel « le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence » est adopté par 28 voix contre 27. M. De Lantsheere, *m. j.*, présente des amendements tendant à faire disparaître du préambule de la loi des articles dont elle décrète l'abrogation. — 5. M. Solvyns, *r. c.*, conclut au rejet de ces amendements, et le sénat, après avoir entendu MM. d'Anethan, H. Dolez et De Lantsheere, *m. j.*, les rejette par 50 voix contre 26. Elle rejette ensuite par parité de voix (28 contre 28) l'ensemble du projet de loi.

POSTES.

19 mars. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le traité concernant la création d'une union générale des postes, conclue à Berne le 9 octobre 1874. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Fortamps et Beernaert, *m. t.*, sur le chiffre de la taxe des lettres pour l'étranger, qui sera de 25 centimes et que le premier orateur voudrait voir réduit à 20 centimes.

29 juin. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, conclut à l'adoption du projet de loi sur le régime intérieur des postes. M. Fortamps insiste de nouveau pour que la taxe des lettres en destination de l'étranger soit réduite à 20 centimes. M. Malou, *m. f.*, fait observer que la situation résultant de l'union postale est un grand progrès. Aujourd'hui, il faut recourir à un dictionnaire des postes pour se reconnaître dans la plupart des relations qui sortent de notre voisinage immédiat; désormais, il y aura une taxe uniforme pour tous les Etats de l'union. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

5 juillet. M. Reyntiens signale le préjudice considérable infligé aux libraires et agents de publicité par la mise en vigueur, au milieu de l'année, d'une taxe supplémentaire pour les imprimés autres que les journaux quotidiens. M. Beernaert, *m. t.*, dit que s'il y a eu une erreur dans l'application de la loi, elle sera redressée.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

17 mars. Sur les conclusions de M. Tercekin-Monjot, *r. c.*, le sénat ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion du B. de l'intérieur, de pétitions de diverses députations permanentes qui demandent que l'on améliore le sort des employés des administrations provinciales.

TÉLÉGRAPHES.

15 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le

rapport sur le crédit spécial de 25,000 fr. pour l'établissement d'un réseau télégraphique entre le parquet de Bruxelles et les commissariats de police. — 16. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité, après un débat entre MM. d'Anethan, *r.*, Malou, *m. f.*, Solvyns et H. Dolez, sur la question de savoir à qui incombent les frais d'entretien des poteaux et des appareils, et sur l'utilité qu'il y aurait à relier au télégraphe tous les cantons de justice de paix.

26 avril. Sur les conclusions de M. de Labbeville, *r. c.*, le sénat adopte à l'unanimité le projet de loi portant prorogation de la loi du 1^{er} mars 1851, concernant le tarif des correspondances télégraphiques.

3 juillet. MM. de Mérode-Westerloo et Solvyns insistent pour que tous les cantons de justice de paix soient reliés au réseau télégraphique.

TRAVAUX PUBLICS.

24 mai. M. d'Ursel, *r. c.*, fait rapport sur la convention conclue en vue de la suppression des droits de barrières sur la route de Huy à Stavelot, sur celle de Huy à Tirlemont et sur la route de la vallée de la Vesdre. — 25. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

1^{er} juin. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 5. Dans la discussion générale, MM. Van Ockerhout et Mazeman de Couthove appellent l'attention sur les travaux à faire à l'Yser; M. Casier de Hemptinne s'occupe du régime des eaux dans les deux Flandres; M. Van Caloen, de la nécessité d'établir une voie navigable directe entre Bruges et la mer; M. T'Kint de Roodenbeke, de l'assèchement des terres basses dans l'arrondissement d'Eecloo. M. Bonnet demande une étude générale du régime des voies navigables et spécialement de l'Escaut. M. Bergh invite le gouvernement à subsidier largement les communes pour la construction de routes servant de raccordement aux stations de chemin de fer et aboutissant à des canaux ou rivières. M. de Rodes réclame la construction d'un pont sur l'Escaut entre Gand et Audenarde. — 4. M. de Mérode-Westerloo, *r.*, répondant à une observation de M. Bonnet, dit que la *c.* du B. ne s'est pas occupée de toutes les voies navigables parce qu'elle a voulu laisser à chaque sénateur le droit de produire individuellement ses réclamations. MM. Cogels-Osy et Van den Bergh insistent pour qu'on ne compromette pas la navigabilité de l'Escaut en enlevant les eaux de la partie supérieure du fleuve, et demandent qu'on substitue un tunnel au pont que l'on a l'intention d'établir à Anvers. M. Beernaert, *m. t.*, dans sa réponse

aux précédents orateurs. fait l'exposé des mesures prises pour améliorer le régime des voies navigables. M. Bonnet revient sur la nécessité d'améliorer le régime de l'Escaut. M. de Tornaco demande la construction d'une route d'Engis à Esneux. M. Beernaert, *m. t.*, dit que la question sera soumise à un examen attentif. Le *B.* est ensuite adopté à l'unanimité. — 29. M. Reyntiens appuie la pétition des communes de Forest, de Saint-Gilles et de Bruxelles, qui, depuis trois ans déjà, sollicitent l'approbation d'un projet de route-avenue destinée à les relier entre elles. — 30. M. G. de Woelmont, *r. c.*, fait rapport sur un crédit supplémentaire de 1,750,059 fr. 78 c. au département des travaux publics. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, *id.* sur le projet de crédit de 28,605,100 fr. au même département.

1^{er} juillet. Le projet de crédit supplémentaire est voté à l'unanimité. — 3. Discussion du projet de crédit de 28,605,000 fr. (*Voir CHEMIN DE FER ET TÉLÉGRAPHES.*) M. G. de Woelmont demande qu'on s'entende avec le gouvernement néerlandais en vue de la construction d'un pont sur la Meuse à Maeseyck. Le crédit est voté à l'unanimité.

VOIES ET MOYENS.

15 décembre. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1875. — 16. Le *B.* est voté à l'unanimité après quelques mots de M. de Rodés, *r. c.*, qui déclare la situation financière excellente, et de M. T'Kint de Roodenbeke, sur la nécessité d'assurer la navigabilité du canal de Schipdonck.

SÉNAT.

Session 1874-1875.

Y²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. Recrutement des employés, 17 *m.* V. Affaires provinciales.

ALIÉNÉS (Hospice d') de Froidmont, 18 *d.* V. Budget de la justice.

ALLEMAGNE (Incident avec l') à propos de l'affaire Duchesne, 24, 25 *mai.* V. Affaires étrangères.

ARBITRAGE INTERNATIONAL, 16 *f.* V. Affaires étrangères.

ARCHIVES DU ROYAUME (Local pour les), 19 *m.* V. Budget de l'intérieur.

ARCHIVES PROVINCIALES. Inspection, 18 *m.* V. Budget de l'intérieur.

ARMÉE (Contingent de l'). *r.* de M. Léon de Robiano et vote, 19 *d.* V. Guerre.

B

BIENS DOMANIAUX (Aliénation de). *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 16 *f.* — *Id.* *r.* de M. Fortamps, 2 *jn.* — Vote, 4 *jn.* V. Finances.

BOULANGERIE MILITAIRE. Cr. de 66,500 fr. *r.* de M. de Rodés, 15 *f.* — Vote, 16 *f.* V. Guerre.

BRUXELLES. Nouveau champ des manœuvres. *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 26 *a.* V. Affaires communales. Hippodrome. *r.* de M. de Rodés, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.*

BUDGETS de 1875. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Cogels-Osy, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Finances. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Justice. *r.* de M. Van Overloop, 17 *d.* — Disc. et vote, 18 *d.* — Dotations. *r.* de M. Cogels-Osy, 17 *d.* — Vote, 18 *d.* — Dette publique. *r.* de M. Fortamps, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. de Rodés, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* — Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 15 *f.* — Vote, 16 *f.* — Intérieur. *r.* de M. L. de Mérode, 16 *m.* — Disc., 18, 19 *m.* — Vote, 19 *m.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Léon de Robiano. — Disc. et vote, 22 *d.* — Gendarmerie. *r.* de M. Léon de Robiano, 16 *m.* — Vote, 19 *m.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de

M. de Merode-Westerloo, 1^{er} *jn.* — Disc., 3, 4 *jn.* — Vote, 4 *jn.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS (Règlement définitif des) de 1871. *r.* de M. de Rodés, 15 *m.* — Vote, 16 *m.* V. Comptabilité.

C

CANAUX de Bruges à la mer, 3 *jn.* V. Travaux publics. — Canal de Schipdonck, 16 *d.* V. Voies et moyens.

CASERNEMENT. Cr. de 3 millions *r.* de M. d'Over-schie de Neerysche, 16 *m.* — Disc. et vote, 19 *m.* V. Guerre.

CELLULAIRE (Régime), 18 *d.* V. Justice.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ. M. Bergh, 14, 18 *d.* V. Cens.

CHARLEROI (Garnison de), 22 *d.* V. Guerre.

CHAMBRES DE COMMERCE. Suppression. *r.* de M. Fortamps, 24 *mai.* — Disc., 25, 26 *mai.* — Vote, 26 *mai.* V. Industrie.

CHEMIN DE FER. Exploitation du Liégeois-Lim-bourgeois, 22 *d.* — Lignes de Termonde à Saint-Nicolas, 26 *a.* — De Roulers à Dixmude. Reprise du réseau de la Flandre occidentale. Ligne d'Ans à Bréda. Tracé d'Athus. *Block-system.* Repos du dimanche. Station de Terwagne, 3 *jn.* — Lignes de la Flandre occidentale. Repos dominical. Station de Borgerhout. Lignes d'Anvers à Hoogstraeten, de Tubize à Jodoigne. Trains entre Mons et Bruxelles. Tunnel de Braine-le-Comte. Repos dominical, 4 *jn.* — Péages sur les chemins de fer de l'Etat. *r.* de M. de Labbeville, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* — Station de Manage. Circulation des gardes sur les trains. Garde-corps Maquet, 1^{er} *jt.* — Coût de l'exploitation. Billets d'aller et retour, 3 *jt.* — Convention avec les Bassins houillers. *r.* de M. d'Ursel et vote, 3 *jt.* — Ligne d'Ostende à Blankenberghe. *r.* de M. G. de Woelmont et vote, 3 *jt.* V. Chemin de fer.

COLONNE DU CONGRÈS. Restauration, 18 *m.* V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Glain. *r.* de M. Casier de Hemptinne, 16 *d.* — Vote, 17 *d.* — Nieuwenrode *r.* de M. Leirens, 16 *d.* — Vote, 17 *d.* — Sorinne-la-Longue.

r. de M. Hubert, 16 *d.* — Vote, 17 *d.* — Terhaegen.
r. de M. de Cannart d'Hamale, 16 *d.* — Vote, 17 *d.*
 — Hachy. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 18 *m.*
V. Affaires communales.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE, 26 *mai.* *V.* *Moniteur.*

CONFÉRENCE DE BRUXELLES en 1874, 16 *f.* — Cr. de 59.000 fr. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 15 *m.* — Vote, 16 *m.* *V.* Affaires étrangères.

CONSULS hors des pays de chrétienté. *r.* de M. Van Overloop, 3 *jn.* — Vote, 4 *jn.* *V.* Justice.

CRIMES (Offres de commettre certains). *r.* de M. Dewandre, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* *V.* Justice.

D

DÉCÈS. MM. B. du Bus et A. du Bus, 10 *n.* *V.* Décès.

DETTE PUBLIQUE (Assimilation du 2 1/2 p. c. aux autres parties de la). *r.* de M. Tercelin, 15 *d.* — Disc. et vote, 16 *d.* *V.* Dette publique.

DOMAINES (Cr. de 800,000 fr. pour vente des). *r.* de M. de Rodes, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* *V.* Finances.

DUCHESNE (Affaire). *V.* Allemagne.

E

ÉCOLE MILITAIRE (Vente des anciens bâtiments de l'). *r.* de M. de Rodes, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* *V.* Finances.

ÉMIGRANTS (Transport des). *r.* de M. de Limburg-Stirum, 30 *jn.* — Vote, 1^{er} *jt.* *V.* Affaires étrangères.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Position des instituteurs, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur. *V.* Instruction publique.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Diplômes de capacité, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur. *V.* Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Prorogation de la loi sur les grades académiques. *r.* de M. Van Ockerhout, 15 *m.* — Vote, 16 *m.* *V.* Instruction publique.

ESCAUT (Régime de l'), 3, 4 *jn.* *V.* Travaux publics.

ESPAGNE (Traité avec l'). *Voir* TRAITÉS.

ÉTAT CIVIL. Registres des paroisses. *r.* de M. Van Ockerhout, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* *V.* Affaires communales.

ÉTATS-UNIS (Traité avec les). *Voir* TRAITÉS.

EXPOSITION DE PHILADELPHIE. Cr. de 200,000 fr. *r.* de M. de Selys-Longchamps, 29 *jn.* — Vote, 30 *jn.* *V.* Industrie.

F

FILS de lin, de chanvre et de jute. Suppression des droits d'entrée. *r.* de M. Fortamps, 26 *mai.* — Disc. et vote, 31 *mai.* *V.* Douanes et accises.

FINANCIÈRE (Situation), 16 *d.* *V.* Voies et moyens.

FLANDRE (S. A. R. la comtesse de). Sa délivrance, 26 *a.* *V.* Famille royale.

G

GARDE CIVIQUE. Armement, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

H

HIPPODROME. *Voir* BRUXELLES.

I

INCENDIE des magasins du 4^e régiment de ligne. Cr. de 312,000 fr. *r.* de M. Sacqueleu, 16 *d.* — Vote, 17 *d.* *V.* Guerre.

L

LÉOPOLD 1^{er} (Monument de), 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

LIBRAIRES et agents de publicité frappés par la taxe postale, 3 *jt.* *V.* Postes.

LOGEMENT des troupes en marche. *r.* de M. Léon de Robiano, 30 *jn.* — Vote, 1^{er} *jt.* *V.* Guerre.

LOOZ (Donjon des comtes de), 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

M

MARQUES DE FABRIQUE, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

MEESTER (de) de Ravestein. Don au Musée de l'Etat, 17 *d.* *V.* Budgets.

MILICIENS (Rémunération des). *r.* de M. Leirens, 16 *m.* — Disc. et vote, 17 *m.* *V.* Milice.

MODÈLES ET DESSINS de fabrique, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

MONNAYAGE de l'argent (Limitation du). *r.* de M. Béthune et vote, 26 *a.* *V.* Monnaies.

MUSÉE (Construction d'un nouveau) à Anvers, 19 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. Cr. de 120,764 fr. *r.* de M. de Selys-Longchamps et vote, 19 *m.* *V.* Lettres, sciences et arts.

N

NATURALISATION (Grande) de M. Moreau de Bellaing, 30 *jn.* *V.* Naturalisation.

NOTARIAT. Réforme de la loi de ventôse. *r.* de M. F. Dolez, 24 *mai.* — Disc., 31 *mai.* 1^{er}, 2, 3 *jn.* — Rejet, 3 *jn.* *V.* Notariat.

O

OFFRES de commettre certains crimes. *Voir* CRIMES.

P

PALAIS DE JUSTICE. Cr. de 2,500,000 fr. *r.* de M. d'Anethan, 15 *m.* — Disc. et vote, 16 *m.* *V.* Justice.

PÉROU (Traité avec le). *Voir* TRAITÉS.

PESTE BOVINE, 16 *m.* *V.* Agriculture.

POIDS ET MESURES (Bureau international des). *r.* de M. Fortamps, 30 *jn.* — Vote, 1^{er} *jt.* *V.* Affaires étrangères.

POMMES DE TERRE (Interdiction d'importer des) de provenance suspecte. *r.* de M. Bethune, 15 *f.* Disc. et vote, 16 *f.* *V.* Agriculture.

PONT sur l'Escaut, à Anvers, 4 *jn.* — Sur la Meuse, à Maeseyck, 3 *jt.* *V.* Travaux publics.

PORTE DE VIJÉ, à Tongres, 18 *m.* *V.* Budget de l'intérieur.

POSTES (Union générale des). *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 19 *m.* — Régime intérieur.

r. de M. de Merode-Westerloo. Disc. et vote, 29 *jn*. V. Postes.

R

RÉMUNÉRATION des miliciens. Voir MILICIENS.

RIVIERES. Yser, 5 *jn*. V. Travaux publics.

ROUTES de Huy à Stavelot et à Tirlemont. Suppression des droits de barrière, 24 *mai*. — Vote, 23 *mai*. — Raccordements aux chemins de fer, 5 *jn*. — D'Engis à Esneux, 4 *jn*. V. Travaux publics.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Traitement, 26 *mai*. V. Affaires communales.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES (Exemption de droits des). *r.* de M. Bethune, 30 *jn*. — Vote, 1^{er} *jt*. V. Justice.

SUCRES. Prorogation du régime en vigueur. *r.* de M. Cogels-Osy, 29 *jn*. — Vote, 30 *jn*. V. Douanes et accises.

T

TÉLÉGRAPHES reliant le parquet de Bruxelles aux commissariats de police. *r.* de M. d'Anethan, 13 *m*. — Disc. et vote, 16 *m*. Tarif des correspon-

dances télégraphiques. *r.* de M. de Labbeville et vote, 26 *a*. — Télégraphes reliant les cantons de justice de paix, 5 *jt*. V. Télégraphes.

TIMBRE ADHÉSIF des affiches. *r.* de M. Tercelin, 30 *jn*. — Vote, 1^{er} *jt*. V. Impôts.

TRAITÉ avec le Pérou. Convention consulaire. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 16 *m*. — Vote, 19 *m*. — *Id.* avec les Etats-Unis. *r.* de M. Reyn- tiens, 2 *jn*. — Vote, 5 *jn*. — *Id.* avec l'Espagne. *r.* de M. Reyn- tiens, 29 *jn*. — Vote, 30 *jn*. V. Af- faires étrangères.

TRAITEMENTS (Augmentation des petits). *r.* de M. de Rodas, 29 *jn*. — Vote, 30 *jn*. V. Finances.

TRAMWAYS (Pr. de l. relatif aux). *r.* de M. L. de Mérode. — Disc. et vote, 3 *jt*. V. Chemin de fer.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 28,605,000 fr. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 30 *jn*. — Disc. et vote, 3 *jt*. V. Travaux publics.

U

UCCLE (Avenue d'), 29 *jn*. V. Travaux publics.

V

VOIRIE VICINALE. Liquidation des subsides dus au Hainaut, 18 *m*. V. Budget de l'intérieur.

SESSION LÉGISLATIVE 1875-1876.

(9 NOVEMBRE 1875 AU 26 MAI 1876.)

Z²

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

(Comme à la précédente session.)

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

BRUXELLES, M. E. Allard remplace M. Vleminckx, décédé.

GAND, M. de Kerchove de Denterghem succède à M. De Baets, décédé.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1875-1876.

Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — *Président*, M. THIBAUT.
1^{er} vice-président, M. TACK. — *2^e vice-président*, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. LESCARTS, PETY DE THOZÉE, REYNAERT et WOUTERS.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et SNOY.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

10 novembre. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.* dépose la convention conclue, le 10 septembre 1875, entre la Belgique et l'Allemagne pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce, et l'article additionnel du traité de commerce du 51 août 1858 entre la Belgique et le Chili, signé à Santiago le 5 juin 1875, pour la garantie réciproque des marques de fabrique.

5 décembre. M. Dansaert, *r. s. c.*, présente le rapport sur ces deux traités. — 7. A propos de la convention avec l'Allemagne, qui est adoptée à l'unanimité. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Dansaert, *r.*, dit que le département de l'intérieur s'est occupé du projet de loi sur les marques de fabrique et que l'étude en est très avancée. Il espère être en mesure de le soumettre prochainement à la chambre. M. Lelièvre engage le *m.* à stipuler par des conventions particulières que la dénonciation du traité devra être faite quelque temps d'avance. Le traité avec le Chili est également voté à l'unanimité.

2 février. M. de Kerchove de Denterghem demande que l'on s'occupe de la question du canal de Terneuzen. M. Smolders, *r. s. c.*, dit que son rapport est prêt. M. Delaet annonce qu'il votera contre la convention et qu'il demandera que la discussion ait lieu à huis clos.

7 mars. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, soumet à l'approbation de la chambre un traité d'amitié, d'établissement et de commerce, conclu le 5 février entre la Belgique et la république du Transvaal.

27 avril. M. Delaet, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

9 mai. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, soumet à la chambre un projet de loi modifiant la convention du 2 septembre 1874, relative à l'amélioration du canal de Terneuzen

et à la reprise du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois; — 10 *id.* un projet de loi autorisant le gouvernement à rapporter, de commun accord avec le gouvernement de S. M. le roi d'Italie, la dénonciation du traité de commerce et de navigation conclu, le 9 avril 1875, entre la Belgique et l'Italie, dénonciation notifiée par le gouvernement italien le 27 juin 1875 et dont le gouvernement belge a donné acte le 29 du même mois. — 10. Le traité avec la république du Transvaal est adopté à l'unanimité. — 11. M. Smolders, *r. s. c.*, présente le rapport sur la convention de Terneuzen. — 17. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, *id.* sur le projet relatif à la convention avec l'Italie. — 20. Ce projet est voté à l'unanimité. M. Beernaert, *m. t.*, défend la convention relative au canal de Terneuzen, qui est combattue par M. Frère-Orban au nom de la dignité nationale, compromise par une stipulation aux termes de laquelle on s'engage à traiter à perpétuité Terneuzen comme un port belge. M. Meeus estime que la création d'un grand canal maritime reliant Gand à la mer du Nord serait plus défavorable à Anvers que l'approfondissement du canal de Terneuzen, mais il est indispensable que pour placer Anvers sur un pied d'égalité, il faut abolir les droits de feux et de fanaux et réduire considérablement les droits de pilotage. MM. De Smet, Delehay et Drubbel défendent la convention. M. Delaet engage le gouvernement à faire disparaître la clause de perpétuité contenue dans l'article 11 du traité (1): MM. Anspach, Demeur, Van Iseghem et Dansaert combattent la convention. M. Janssens défend la conduite des administrateurs de la ligne de Malines-Terneuzen, que l'on a accusés

(1) L'article 11 de la convention, intervenue le 24 juin 1874 avec le gouvernement des Pays-Bas au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen, stipule que « le gouvernement belge s'engage à appliquer sur toutes les voies ferrées de l'Etat qu'il exploite, tous

d'avoir intrigué auprès d'un gouvernement étranger pour obtenir la faveur d'un tarif spécial pour leurs transports. — 24. M. de Kerchove de Denterghem déclare qu'il votera le projet de loi, tout en regrettant cependant que le gouvernement n'ait pas mis plus d'habileté dans les négociations diplomatiques avec la Hollande, son appréciation étant qu'on aurait pu éviter les conditions onéreuses contenues dans l'article 11 de la convention. M. Malou, *m. f.*, défend celle-ci; puis M. Jacobs dépose une proposition ainsi conçue : « A dater de la mise en vigueur de la convention du 2 septembre 1870 et de l'acte additionnel du 27 avril 1876, les droits de fanal cesseront d'être perçus. » M. Malou, *m. f.*, estime que cette proposition doit être discutée comme loi spéciale. Il ne connaît pas un précédent d'une disposition de ce genre introduite dans une loi comme celle que l'on discute. Si l'on pouvait modifier ainsi l'état général des finances, on créerait un précédent excessivement dangereux. Le projet de loi est combattu par M. A. Visart, défendu par MM. Cruyt et Thonissen, puis combattu de nouveau par M. Frère-Orban. M. Jacobs maintient son amendement, M. Bara y oppose la question préalable, qui est votée par 63 voix contre 38 et une abstention, puis l'art. 1^{er} du projet de loi est rejeté par 58 voix contre 42 et 3 abstentions. La convention vient ainsi à tomber.

BUDGETS.

16 novembre. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des affaires étrangères pour l'exercice 1876. — 18. *Id.* sur des amendements du *m. f.* au B. des recettes et dépenses pour ordre. M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des finances. La chambre adopte les articles du B. des dotations. — 19. Dans la discussion du B. des recettes et dépenses pour ordre, M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Muller, annonce qu'il fera imprimer, comme annexe au prochain B., le détail de la répartition du fonds communal entre toutes les communes du royaume, avec mention spéciale et séparée de chacune des contributions sur lesquelles cette répartition est basée. Le B. est voté à l'unanimité. — 26. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des non-valeurs et remboursements. — 30. M. Lefebvre, *r. s. c.*, *id.* sur le B. de la justice.

les tarifs différentiels d'exportation, d'importation ou de transit en vigueur ou qui pourraient être créés dans l'avenir en faveur des transports provenant des ports belges les plus favorisés, ou ayant ces ports pour destination, aux transports provenant du port de Terneuzen ou ayant ce port pour destination. »

1^{er} décembre. Dans la discussion du B. des affaires étrangères, M. Bergé interpelle le gouvernement au sujet d'un discours adressé par le pape à des pèlerins belges et dans lequel il les aurait engagés à travailler à réformer la législation sur le mariage civil. Puisqu'il y a un représentant du gouvernement auprès de la cour de Rome, qu'il serve à quelque chose. Si réellement il a quelque utilité, c'est le moment de démontrer que cette utilité existe. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond que l'on a mal interprété les intentions du saint-père qui, dans son discours, n'a pas entendu soulever la question de la priorité du mariage civil ou du mariage religieux, mais avait surtout en vue les exceptions constitutionnellement possibles. Il ressort clairement de là que l'intention du gouvernement est de rester dans la situation actuelle et de ne provoquer aucune modification à la Constitution. La Constitution belge n'aura jamais de défenseurs plus sincères, plus dévoués que les membres du cabinet actuel et tous les catholiques. M. Bara tient pour très peu probantes toutes les déclarations faites par le *m.* Il est sans mission pour parler comme il l'a fait, et l'orateur regrette, pour sa part, qu'il soit intervenu dans cette affaire et qu'il ait engagé une correspondance avec le saint-siège à ce sujet. M. Cruyt, que l'on a représenté comme faisant partie de la députation à laquelle le pape a adressé un discours, dit qu'il n'a pas eu cet honneur. Toutefois, il n'éprouve pas la moindre répugnance à reconnaître qu'il a été à Rome et qu'un des motifs déterminants de sa démarche a été de voir et d'honorer le chef vénéré de sa religion. Comme catholique, il lui doit tout respect; mais ce n'est pas seulement comme tel qu'il le respecte et le vénère. Comme homme, comme penseur, il considère le pape Pie IX, par les discours qu'il tient et par les actes qu'il pose, comme étant certainement, à l'heure qu'il est, la représentation la plus élevée de l'humanité, et de tous les souverains, celui qui a le plus droit à ses hommages; c'est ce qu'il a voulu témoigner en allant à Rome. M. Guillery fait observer que le gouvernement belge a reconnu le royaume d'Italie; que si le pape a droit aux hommages comme chef de l'Eglise catholique, il n'est plus souverain et ne peut plus être proclamé tel. La Belgique a reconnu officiellement l'état de choses en vertu duquel il est aujourd'hui exclusivement chef de la religion catholique. M. Bergé soutient qu'on ne désavoue aujourd'hui les ultramontains que parce que le moment n'est pas opportun pour faire droit à leurs prétentions. M. Malou, *m. f.*, le nie et riposte que ceux qui veulent supprimer ce qu'il y a de vital et de belge dans la

Constitution se trouvent parmi ses adversaires. M. Bara maintient que les catholiques ne respectent la Constitution que parce qu'ils ne sont pas assez forts pour la détruire. M. Malou, *m. f.*, de son côté, affirme que la position du cabinet dans cette affaire a été simple, loyale et clairement établie. Lorsque les paroles du saint-père lui ont été rapportées, il a fait connaître au *m.* à Rome la situation réelle des choses en Belgique et quelle était l'opinion presque unanime de tous les catholiques belges. Il ne pouvait faire autre chose, et si ses adversaires eussent été au pouvoir, ils auraient agi absolument de même. M. Guillery dit que lorsqu'on voit des manifestations comme celles que l'on signale se renouveler sous la protection d'hommes politiques importants et avec l'encouragement du clergé, des évêques et de la presse qui leur sert d'organe, il faut saisir toutes les occasions possibles pour empêcher que personne puisse supposer que, dans cette chambre, on peut parler du chef de la religion catholique autrement que comme chef spirituel et qu'on ne lui a reconnu aucune autre qualité. M. Woeste estime que la déclaration de M. d'Aspremont-Lynden est de nature à donner une complète satisfaction à la gauche. Il n'y a rien dans le langage papal qui puisse offusquer la gauche. Le pape a fait allusion aux exceptions prévues par l'article 16 de la Constitution. Or, ces exceptions, on peut constitutionnellement s'en déclarer partisan; on peut constitutionnellement aussi désirer qu'elles reçoivent une application pratique, qu'elles fassent l'objet d'une loi nette et précise. M. Guillery persiste à voir dans l'attitude de la droite une équivoque. Pour prétendre que les doctrines romaines ne sont pas hostiles à la Constitution, il faut répudier les paroles du pape lui-même et l'enseignement de l'université de Louvain. — 2. M. Le Hardy de Beaulieu, au moment où les traités de commerce avec diverses puissances vont expirer, croit qu'il y aurait lieu d'examiner s'il ne serait pas utile de donner plus de stabilité aux relations commerciales en se bornant à réclamer pour la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée, en se réservant le droit de supprimer en tout ou en partie les droits protecteurs qui existent encore, et de simplifier, sinon de supprimer, l'administration des douanes. On faciliterait ainsi la conclusion, très désirable, d'une union douanière avec la Hollande. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, s'engage à faire de ces questions, et principalement de l'union douanière, recommandée aussi par M. Delaet, l'objet d'un examen sérieux. Il déclare, en réponse à M. Lelièvre, que de grands progrès ont été accomplis en ce qui concerne la question de l'exécution des jugements ren-

dus et des actes passés à l'étranger. Enfin, il s'occupera des moyens d'arriver à supprimer la caution *judicatum solvi*. Répondant à MM. De Decker et Jacobs, le *m.* dit qu'il y a des négociations avec la Hollande au sujet de l'arrestation, dans la partie hollandaise de l'Escaut, d'un navire danois venant d'Anvers. M. Van Humbereck demande que, l'incident vidé, toutes les pièces soient communiquées à la chambre. Le *B.* est voté par 75 voix contre 5 et une abstention. Un incident se produit alors entre MM. Guillery et Cruyt au sujet d'un changement que celui-ci aurait apporté à son discours de la veille en ce qui concerne les droits du pape. La chambre abordant ensuite la discussion du *B.* des finances, un débat s'engage entre MM. Demeur, Malou, *m. f.*, et Guillery sur l'interprétation donnée par le département des finances à la loi du 24 mars 1875, qui exempte du droit d'enregistrement les actions des sociétés constituées dans le royaume. (Cette exemption a été étendue aux obligations à la suite d'une déclaration faite au sénat par le *m. j.* le 6 mars 1875.) M. Malou, *m. f.*, déclare ensuite à M. Lelièvre qu'il n'a pas l'intention de proposer la révision de la loi sur la contribution personnelle et qu'il espère déposer, dans le courant de la prochaine session, une partie importante du code des lois fiscales. Enfin, répondant à M. Sainctelette, il promet de donner des explications sur ce qui concerne la propriété de certains bâtiments occupés par des congrégations enseignantes, en vertu de décrets de l'empire. Il s'agit spécialement du couvent occupé à Mons par les dames Ursulines. Le *B.* est voté à l'unanimité. — 5. M. Malou, *m. f.*, fournit les explications promises à M. Sainctelette. Il en résulte que la question est encore en litige. — 9. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. A propos du *B.* des non-valeurs et des remboursements, un débat s'engage entre MM. Demeur, *r.*, et Malou, *m. f.*, au sujet de la statistique comparative des non-valeurs pendant les derniers exercices, puis le *B.* est voté à l'unanimité. Dans la discussion du *B.* de la justice, M. Woeste insiste pour la création d'une 5^e chambre à la cour d'appel de Bruxelles; puis, en raison de l'augmentation de la criminalité, il reproche au *m. j.* de n'avoir pas, dans diverses circonstances, eu recours à l'application de la peine de mort. MM. De Lantsheere, *m. j.*, et Thonissen soutiennent que l'on s'exagère l'influence préventive des peines, et le dernier orateur affirme que certains criminels préféreraient la mort à la reclusion cellulaire. M. Dumortier estime que la suppression de la peine de mort est une prime donnée à l'assassinat. M. Bockstael est d'avis que la

certitude de la répression constitue le meilleur moyen d'empêcher la criminalité, et il demande que l'on ne charge pas des fonctions de juge d'instruction les plus jeunes magistrats. — 10. M. Kervyn de Lettenhove développe des considérations générales sur le système pénitentiaire, sur les mesures à prendre pour l'amendement des criminels, sur l'utilité des comités de patronage et les effets bienfaisants de l'élément religieux. M. Dupont demande que l'on prenne des mesures pour contrôler l'emploi des biens de la fondation Renard, à Liège, autorisée en 1859. M. Jacobs fait valoir la nécessité d'une réforme radicale du système hypothécaire. M. Houtart demande que l'Etat rétribue les commissaires de police des communes rurales; M. Tack, que l'on renforce le personnel de la gendarmerie dans les campagnes. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond aux précédents orateurs et donne des explications au sujet des mesures d'ordre qui pourraient, d'après lui, aider à vider l'arriéré de la cour d'appel de Bruxelles. L'activité de cette cour provoque des éloges de la part de M. Bockstael. M. Cruyt demande qu'il soit pris des mesures préventives contre le braconnage nocturne. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit que cette question se rattache au projet de loi sur la chasse, dont s'occupe le département de l'intérieur. M. Pirmez voudrait que l'on comblât une lacune qui existe dans la loi, et que l'on punît comme coupable d'homicide le braconnier qui a tué un garde, même lorsqu'il est en état de légitime défense, attendu que c'est lui qui est la cause première du fait. — 14. Dans la discussion des articles, M. Tesch dit que son intention était d'interpeller le *m. j.* au sujet de la suspension prononcée par le président du tribunal de Mons contre un greffier adjoint surnuméraire, parce que celui-ci n'avait pas fait suivre son mariage civil du mariage religieux. Mais il a lu dans les journaux que ce fait était l'objet d'une instruction. Dès lors, la plus extrême réserve lui est commandée, et il renonce à la parole. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit que le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles lui a, en effet, exprimé l'intention de diriger des poursuites contre le président du tribunal de Mons. MM. Lelièvre et Moncheur demandent ensuite qu'on accorde l'éméritat aux greffiers des cours et tribunaux. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il a examiné la question avec son collègue des finances et qu'ils ont abouti à une solution négative. M. Wasseige croit qu'on peut se dispenser de pensionner les greffiers à un âge déterminé. M. Pirmez est d'avis que le *m.* a le droit de les maintenir quand ils sont encore capables de remplir leurs fonctions. M. Demeur re-

prend ensuite la question de l'arriéré de la cour d'appel de Bruxelles et recommande la création d'une 5^e chambre. M. Delehayé suggère l'idée de détacher la province d'Anvers du ressort de la cour de Bruxelles pour la transférer à celui de la cour de Gand. M. Delaet combat cette manière de voir. MM. Lelièvre et Sainctelette sont d'avis que la révision du code de procédure réduira le travail de la cour de Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il ne pourra proposer la création d'une 5^e chambre que lorsqu'il aura acquis la conviction que le travail le plus opiniâtre ne peut suffire pour vider l'arriéré. Il y a un échange d'explications entre MM. Coremans et De Lantsheere, *m. j.*, sur le traitement des commis des parquets; entre MM. Demeur et De Lantsheere, *m. j.*, sur le chiffre des frais de justice; entre M. Van Humbeeck et le *m.* au sujet d'un prêt irrégulièrement fait au Cercle catholique de Namur par la fabrique de la cathédrale; entre MM. Lelièvre et le *m.* sur le traitement du bas clergé; puis M. Bara signale l'augmentation croissante des fondations de messes. L'orateur est d'avis qu'il faut biffer ces clauses comme illégales dans les testaments qui les contiennent; car il n'est pas permis de fonder dans un but non autorisé par la loi, et le citoyen ne peut s'octroyer des honneurs perpétuels à l'aide d'une fondation. M. De Lantsheere, *m. j.*, ne sait pas quelle est la disposition de loi que l'on viole en en faisant un usage consacré par des usages séculaires. On a cru en découvrir une et l'on a dit : « Il est défendu de contraindre quelqu'un à participer à un acte d'un culte quelconque. » Mais y a-t-il ici une contrainte, une violation de la liberté de la conscience? Il comprendrait un scrupule si l'on disait à un indigent qu'il doit, pour participer à cette libéralité, aller à la sainte Table. Voilà une participation formelle, un acte évident du culte. Mais est-ce violenter la conscience de quelqu'un que de lui prescrire d'assister à un service, à un anniversaire s'il veut participer à un bienfait? Est-ce que ceux qui ne professent pas le culte catholique se croient des renégats parce qu'ils accompagnent à l'église un ami défunt et assistent à la cérémonie religieuse de ses funérailles? Incontestablement non. En quoi cet acte de piété ou de respect deviendrait-il plus condamnable lorsqu'on offre au pauvre, en échange de son souvenir, le pain dont il a besoin? M. Bara dit qu'il ne s'agit pas de l'article 900. Il faut, pour que de pareilles fondations soient possibles, qu'un article de loi les autorise. De telle sorte que la question est retournée, et il faut citer l'article de loi qui autorise un citoyen à se fonder à perpétuité un hommage pieux annuel, moyennant récompense aux pauvres qui ren-

dront cet hommage. Permettra-t-on une fondation au profit d'exercices gymnastiques? On ne peut fonder que pour des services approuvés par la loi. En l'absence d'une loi, on doit rejeter toutes les fondations soumises à l'approbation. Le *B.* est voté à l'unanimité.

— 15. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de l'intérieur. Dans la discussion du *B.* de la dette publique, M. Berten attribue la nécessité où se trouve l'Etat de payer intégralement la garantie d'un *minimum* d'intérêt à la compagnie du canal de Bossuyt à Courtrai, au non-achèvement du canal de la Lys à l'Yperlée. M. Malou, *m. f.*, s'engage à faire une étude spéciale de cette question pendant les vacances du nouvel an. Un débat s'engage ensuite entre M. Le Hardy de Beaulieu et le *m.* au sujet de l'amortissement de la dette, puis le *B.* est voté à l'unanimité.

18 janvier. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Thonissen développe un amendement qu'il a signé avec MM. E. de Kerekhove et de Pitteurs et qui tend à augmenter le traitement des employés des commissariats d'arrondissement. M. Lelièvre propose d'ouvrir le recours en cassation dans toutes les affaires administratives contentieuses où il y a en litige un intérêt privé. Il recommande aussi l'augmentation du traitement des instituteurs primaires. Des explications sont échangées entre MM. Kervyn de Volkaersbeke et Delcour, *m. i.*, au sujet de la reconstruction de la salle des séances du conseil provincial de la Flandre orientale. M. Bockstael demande la prompte liquidation des subsides dus au Hainaut pour la voirie vicinale et qui s'élèvent à 7 ou 8 millions pour tout le pays. M. Delehayé, *r.*, est d'avis qu'il y aurait lieu de conclure un emprunt à cette fin. M. T'Serstevens appuie ces observations et critique le mode de répartition des subsides. M. Delcour, *m. i.*, répond que la question des remboursements est de la compétence du *m. f.* — 19. M. Julliot engage le gouvernement à se préoccuper avant tout de l'intérêt des contribuables et de ne pas céder à toutes les demandes de dépenses qui lui sont adressées. La discussion générale est close après un échange d'explications entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Delcour, *m. i.*, sur le système suivi par ce dernier en matière de nominations de bourgmestres. (Il s'agit spécialement du bourgmestre de Beauvechain.) La chambre est saisie ensuite de trois amendements, de MM. Guillery, Kervyn de Lettenhove et Delehayé, qui sont renvoyés à la *s. c.* M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Houtart, dit qu'il étudie la question de l'affiliation des commissaires de police des communes rurales aux caisses de retraite des secrétaires communaux. M. Malou, *m. f.*, combat l'amende-

ment de MM. Thonissen, de Kerekhove et de Pitteurs, en disant que les employés des commissariats d'arrondissement ont été placés sur la même ligne que l'immense majorité des autres employés ou fonctionnaires de l'Etat. Il demande que la chambre, après avoir pris une décision si récente, soit fidèle au principe qu'elle a posé et n'admette pas des exceptions qui dénaturent complètement la discussion des *BB.* M. de Pitteurs appuie l'amendement, qui n'est pas adopté. (Voir ensuite GARDE CIVIQUE.) M. de Moerman d'Harlebeke demande la suppression des fêtes de septembre, qui, d'après lui, n'ont plus de raison d'être. M. Delcour, *m. i.*, en croit le maintien nécessaire en vue de fortifier les sentiments patriotiques du pays. M. Bergé critique le retard apporté dans la liquidation des indemnités pour bestiaux abattus. M. Delcour, *m. i.*, dit que ce retard provient le plus souvent de la non-exécution par les intéressés des formalités réglementaires et de la nécessité, pour les autorités dont le concours est requis, de contrôler exactement la sincérité des déclarations. Un débat s'engage entre MM. Jottrand, Delcour, *m. i.*, Houtart, Van Iseghem, Bergé et Delehayé, *r.*, au sujet de l'intervention des communes dans le payement du commissaire voyer, et de l'irrégularité apportée dans la distribution des subsides pour les chemins vicinaux. — 20. A propos d'un amendement de MM. Bockstael, Defuisseaux et Dethuin, M. Delcour, *m. i.*, s'engage à porter au prochain *B.* une augmentation de traitement pour les greffiers des conseils de prud'hommes de Dour et de Pâturages. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 25. (Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS.) — 26, 27. *Ibid.*

2 février. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.)

Le *B.* est voté par 58 voix contre 59. — 3. M. Julliot se défend d'avoir voulu contester les services des commissaires d'arrondissement en combattant l'amendement de M. Thonissen. Puis un nouveau débat s'engage entre MM. Delexhy, Delcour, *m. i.*, et Kervyn de Lettenhove au sujet de la répartition des subsides pour la voirie vicinale. — 22. M. Malou, *m. f.*, dépose les *BB.* pour l'exercice 1877.

28 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 25,000 fr. au *B.* des affaires étrangères et de 191,400 fr. au *B.* de la justice.

5 avril. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 25,000 fr. au *B.* des affaires étrangères. — 6. M. Lefebvre, *r. s. c.*, *id.* sur les crédits supplémentaires au *B.* de la justice. — 25. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 198,592 fr. au *B.* de l'intérieur. — 28. *Id.* de 424,306 fr. 16 c. aux *BB.* des finances et des non-valeurs.

10 mai. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur ces derniers crédits. M. Delehay, *r. s. c.*, *id.* sur les crédits au B. de l'intérieur. Les crédits aux BB. des affaires étrangères et de la justice sont votés à l'unanimité. — 11. Il en est de même des crédits aux BB. des finances, des non-valeurs et de l'intérieur.

BUREAU.

10 novembre. M. Thibaut est élu *président* par 56 voix contre 16 données à M. Rogier; M. Tack, 1^{er} *vice-président* par 55 voix contre 18 données à M. Van Humbeeck; M. Schollaert, 2^e *vice-président* par 57 voix contre 9 données à M. Van Humbeeck. MM. Wouters, Reynaert, Pety de Thozée et Lescarts sont nommés *secrétaires* respectivement par 65, 62, 57 et 51 voix. M. Hagemans a décliné le renouvellement de son mandat.

CHASSE.

10 mai. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Cruyt, dit qu'on étudie sérieusement la modification des lois sur la chasse en vue d'assurer la répression du braconnage.

CHEMIN DE FER.

3 décembre. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à MM. de Pitteurs-Hiegaerts et Thonissen, s'engage à prescrire les moyens de remédier aux vices de l'exploitation de la ligne de Landen à Hasselt par le Grand-Central. — 9. Il dit, en réponse à M. Bockstael, qu'il vient, par un arrêté de la veille, d'autoriser la mise en exploitation, sous certaines réserves, de la ligne de Saint-Ghislain à Erbisœul. — 15. M. Thonissen se plaint de l'encombrement qui existe dans la station d'Ans, où 1,500 à 2,000 wagons sont accumulés. M. Beernaert, *m. t.*, répond que cet encombrement est dû aux froids et aux neiges qui se sont produits à l'improviste. M. Saintelette n'admet pas que les chemins de fer belges soient à la merci de quelques jours de neige. M. Beernaert, *m. t.*, explique les conséquences du mauvais temps en ce qui concerne le service. Du reste, tout est rentré dans l'ordre. Il y a un échange d'explications entre MM. Delaet et Beernaert, *m. t.*, au sujet de certains abus signalés à la gare d'Anvers, où des employés se feraient payer des pourboires pour fournir des wagons aux commerçants. Le *m.* dit que ceux-ci ont la mauvaise habitude d'offrir eux-mêmes ces pourboires.

25 janvier. M. Saintelette soulève un débat au sujet d'une pétition concernant la *mise en non-activité* du chemin de fer de Saint-Ghislain à Erbisœul. MM. Defuisseaux, Beernaert, *m. t.*, Delehay, Sabatier et Bockstael y prennent part et la pétition est renvoyée au *m. t.*

17 février. Sur les conclusions de M. Van-

der Donckt, *r. c.*, appuyées par MM. Descamps et Magherman, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition par laquelle l'administration communale de Flobecq demande l'achèvement du chemin de fer de Braine-le-Comte à Courtrai.

27 avril. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Dansaert entretient la chambre de la nécessité de régler la responsabilité de l'Etat et des compagnies de chemins de fer en matière de transports. Il demande aussi la création d'un timbre d'affranchissement pour les petits paquets et la modification du tarif réglant les conditions de leur transport. L'adoption d'une tarification uniforme aurait cet avantage de simplifier la comptabilité et de permettre une plus grande promptitude dans l'envoi et la réception des colis. M. de Vrints, dans l'intérêt de l'agriculture, désire : 1^o que l'Etat reprenne le plus grand nombre de routes aboutissant aux stations; 2^o que le gouvernement veuille bien faire établir un travail indiquant les routes à reprendre. Il demande aussi l'établissement d'un chemin de fer de Tubize à Jodoigne. M. Simonis réclame l'établissement d'une gare à Pepinster et critique, dans l'intérêt de l'industrie drapière de Verviers, l'intention qu'aurait l'administration de remplacer par du velours d'Utrecht le drap qui garnit les voitures de 1^{re} classe. M. Moncheur prie le *m.* de compléter les renseignements qu'il a donnés à la *s. c.* et de dire si la compagnie chargée de la construction du chemin de fer d'Athus à la Sambre est à même de se livrer immédiatement et avec toute l'activité convenable à la construction du chemin de fer sur tous les points où il n'est pas encore commencé, et notamment sur les sections qui, partant de Tamines et de Jemeppe-sur-Sambre, se dirigent vers la Meuse, à travers le pays de Sambre-et-Meuse. M. De Clercq recommande l'agrandissement de la station de Bruges et la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale. M. Wouters demande une augmentation du matériel du chemin de fer et le rétablissement de la bonne entente entre l'Etat et le Grand Central. M. Tesch se plaint du retard qu'éprouve la construction des chemins de fer décrétés et concédés dans le Luxembourg et, entre autres, celle des lignes de Marbehan à Montmédy par Virton et de Bastogne vers Wiltz. M. Van Iseghem insiste pour la reprise du réseau de la Flandre occidentale. M. Tack réclame la construction du chemin de fer d'Audenarde à Courtrai, un meilleur aménagement de la station de cette ville, et la reprise du réseau de la Flandre occidentale. — 28. M. Descamps appuie les observations présentées par M. Dansaert et demande la prompt construction des

chemins de fer de Saint-Ghislain et de Blaton à Ath; M. De Decker, celle des lignes d'Anvers à Woensdrecht, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, d'Anvers à Gladbach et d'Anvers à Boom. Il insiste aussi pour qu'on mette promptement un terme au trafic honteux des wagons et des bâches qui se pratique à la station d'Anvers. M. Berten réclame, à son tour, la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale. M. Van Hoorde s'occupe des lignes de Bastogne à Gouvy et à Wiltz. M. De Smet réclame l'agrandissement de la station de Melle. M. de Zerezo de Tejada parle en faveur de la reprise de la ligne de Lierre à Turnhout et de la construction de la ligne d'Anvers à Gladbach. M. T'Serstevens, *r.*, appuie les observations de M. de Vrints. M. Delehayé recommande la construction d'un chemin de fer d'Audenarde à la frontière de France. M. Coomans insiste pour la reprise de la ligne de Lierre à Turnhout. M. Le Hardy de Beaulieu appuie les observations de M. Dansaert. M. Wouters signale au gouvernement l'état déplorable de la station de Haut-Pré.

2 mai. M. Defuisseaux appelle l'attention sur l'utilité de stations à Ghlin, à Quaregnon et à Wasmes; M. Magherman, sur la nécessité d'achever les lignes de Braine-le-Comte à Courtrai et d'Anvers à Douai. M. Santkin s'occupe du tracé de la ligne d'Athus à Charleroi et des demandes de concessions de tramways faites dans le Luxembourg. M. Hagemans recommande vivement l'application du garde-corps Maquet et critique l'idée d'établir des voitures à couloir central. M. Lambert formule un grand nombre de réclamations dictées par l'intérêt de l'arrondissement de Charleroi. M. Le Hardy de Beaulieu voudrait voir établir sur les chemins de fer de ceinture des voitures automobiles comme il en existe sur les tramways. M. Bockstaël réclame des mesures en vue de garantir le trafic du charbon des bassins de Mons contre la concurrence des charbonnages français. M. Beeckman critique l'aménagement de la station de Tirlemont. M. E. de Kerckhove fait des observations analogues en ce qui concerne la gare de Malines. — 3. M. Beernaert, *m. t.*, dans sa réponse aux observations présentées, donne des explications sur la tarification des petits paquets, se déclare en principe favorable à la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale et fait ressortir les inconvénients du système Maquet. MM. de Baillet-Latour et Wasseige s'occupent de nouveau du tracé de la ligne d'Athus; M. Janssens, du tarif de transport du sel. M. Ortmans réclame l'achèvement de la ligne des Plateaux de Herve. — 4. M. Van Iseghem prononce un discours au sujet des installations de la gare

d'Ostende. M. Tesch revient sur le projet d'obliger la compagnie de Virton à tenir ses engagements. M. d'Andrimont critique les tarifs qui sont appliqués sur le chemin de fer de Luxembourg entre Pepinster, Gouvy et le Grand-Duché. M. Van Cromphaut présente quelques observations en faveur des intérêts locaux de l'arrondissement de Termonde. M. Bergé critique le système fantaisiste employé pour la répartition des gratifications entre les employés. Il insiste aussi pour la suppression de tous les passages à niveau. Un débat s'engage entre MM. Sainctelette et Beernaert, *m. t.*, sur les frais d'exploitation du chemin de fer. — 5. M. Descamps réclame l'achèvement de l'embranchement de Bernissart. M. T'Serstevens, *r.*, s'attache à justifier ce qu'il a dit dans son rapport au sujet de la bonne exploitation du chemin de fer. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. de Macar, Delexhy, Bockstaël, Le Hardy de Beaulieu, Beernaert, *m. t.*, et Bergé sur les stations de la ligne de Namur à Liège, sur l'exploitation de la ligne de Landen à Huy, sur la nécessité d'ajouter des voitures de 3^e classe aux *express* de la ligne de Bruxelles à Mons, sur l'emploi des voitures *automobiles* (système Belpaire) et sur la répartition des indemnités entre les employés. — 9. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi relatif à la concession de deux chemins de fer, l'un de Tubize à Jodoigne, l'autre d'Audenarde à la frontière de France dans la direction de Roubaix ou de Lille. — 10. M. Delehayé, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 11. Il est adopté par 84 voix et 2 abstentions, après un échange d'explications entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Beernaert, *m. t.*, Tack et Magherman. — 16. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. de Vrints appuie une pétition de trente-trois communes importantes du Brabant et de la province de Liège, qui réclament la construction par l'Etat d'un chemin de fer de Bruxelles à Jodoigne et Hannut par Tervueren, pour se rattacher à la ligne de Landen à Huy. — 18. M. Le Hardy de Beaulieu demande qu'un crédit de 100,000 fr. soit consacré à la construction d'un abri à la gare d'Ottignies. M. Houtart en demande autant pour la station de Braine-le-Comte. M. Sabatier désire que dans la construction des nouveaux chemins de fer concédés on impose aux concessionnaires l'emploi de longrines en fer. M. Puisant s'occupe des chemins de fer de l'arrondissement de Thuin. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations présentées. — 19. Il dit, en réponse à M. Simonis, que les plans de la ligne de Vivegnis à Bleyberg par Aubel seront approuvés à bref délai, et qu'il a fait mettre le concessionnaire de la ligne des Pla-

teaux de Herve en demeure de reprendre les travaux abandonnés depuis plusieurs mois. La chambre entend MM. A. Visart, Van Iseghem, E. de Kerckhove et Beernaert, *m. t.*, au sujet des stations de Bruges, d'Ostende et de Malines; puis MM. Demeur, A. Jamar, Malou, *m. f.*, et Beernaert, *m. t.*, au sujet de la liquidation de l'actif et du passif de la compagnie du Luxembourg et du contrat de cette compagnie avec le Grand-Central. — 20. A l'article 2. « Par modification au § 35 de l'article 1^{er} et de l'article 2 de la loi du 16 août 1875, le prix des lignes nouvelles à construire en exécution de la convention du 31 janvier 1875 sera payé en titres de rente à 4 p. c. Le capital de ces titres sera ajouté à l'emprunt à 4 p. c. autorisé par la loi du 27 juillet 1871, » M. Frère-Orban résume ainsi la situation : « Emprunt de 1875, 240 millions de francs effectifs (on est débiteur d'une somme bien supérieure); par la loi du 2 juillet 1875, le *m. f.* a été autorisé à émettre des bons du Trésor et des titres de la dette publique pour 28 millions; il a émis pour 25 millions de bons du Trésor. Le projet actuel contient une autorisation peu explicite d'emprunter 46 millions. En tout, en trois ans, 314 millions de francs; c'est-à-dire que, moyennement, le gouvernement a emprunté par année plus de 100 millions de francs pour faire face aux dépenses de l'Etat. Et non seulement cette énorme augmentation de notre dette n'a pas eu pour effet d'accroître nos recettes par les produits du chemin de fer, qui nous laissent, au contraire, des déficits considérables; mais il reste à pourvoir à d'énormes engagements pris jusqu'à présent par le gouvernement et pour lesquels il n'existe aucune ressource correspondante. » L'orateur ne saurait, pour sa part, donner son approbation à une pareille gestion financière. M. Demeur parle dans le même sens. M. Malou, *m. f.*, soutient que la situation financière, dans son ensemble, est bonne, et en second lieu que, s'il y a eu quelques difficultés financières ou autres, c'est précisément à cause de l'impulsion très grande, trop grande peut-être, qui a été donnée, soit aux acquisitions, soit au développement des travaux publics. Il rappelle que, dans une précédente discussion, celle de 1875, M. Frère-Orban s'effrayant, comme aujourd'hui, du développement énorme de la dette publique, il a fait remarquer alors que la Belgique était le seul pays de l'Europe où la dette publique fût représentée tout entière, et au delà, par des travaux d'utilité publique. Ailleurs, le *B.* de la dette publique, c'est l'histoire des malheurs, des guerres que les pays ont subies. Ici, c'est l'instrument, le mobile, le signe évident du progrès, de la prospérité du pays ! M. Frère-Orban persiste

dans ses critiques. Puis le projet de loi est voté par 85 voix et 2 abstentions. M. Beernaert, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations des administrations du chemin de fer pendant l'année 1875.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

10 février. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements votés par le sénat. — 17. Ceux-ci sont adoptés à l'unanimité, après quelques observations de MM. Lelièvre, Thonissen, *r.*, et De Lantsheere, *m. j.*

16 mars. M. Jacobs, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements introduits par le sénat au 2^e titre du livre préliminaire. — 24. Ces amendements sont adoptés par 71 voix contre une.

CODE PÉNAL.

8 décembre. Il est donné lecture d'une proposition de loi déposée par M. Lelièvre, et ainsi conçue : « Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article 519 du code pénal et en formeront les dispositions initiales. Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à mille francs celui qui, hors les cas prévus par les articles précédents, aura volontairement mis le feu à des propriétés mobilières d'autrui. Si les objets appartiennent exclusivement à celui qui les a incendiés et que le feu ait été mis dans une intention méchante ou frauduleuse, la peine sera d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. » 14. La proposition est développée par son auteur et prise en considération.

COMMUNALES (AFFAIRES).

CODE RURAL.

19 janvier. M. Delcour, *m. i.*, dépose le projet de code rural.

18 janvier. M. Delcour, *m. i.*, dépose six projets de lois ayant pour objet la réunion d'une partie du territoire de Petit-Enghien à la ville d'Enghien; la séparation d'une partie de la commune de Battignies pour être réunie à la ville de Binche; la séparation d'une partie de la commune de Mont-Saint-Amand, qui serait réunie à la ville de Gand; l'érection en commune distincte du hameau de Sélangé, dépendant de la commune de Messancy; *id.* de la section de Hallaer, dépendant de la commune de Heyst-op-den-Berg; *id.* du hameau de Houdemont, dépendant de la commune de Rulles. — 26. M. de Pitteurs-Hiegaerts, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui modifie la délimitation des communes de Binche et Battignies. — 27. Ce projet de loi est voté par 70 voix contre 1.

1^{er} février. M. Woeste, *r. c.*, dépose le rap-

port sur le projet de loi traçant une nouvelle délimitation entre la ville de Gand et la commune de Mont-Saint-Amand. M. Hou-tart, *r. c.*, *id.*, sur le projet de délimitation des communes d'Enghien et de Petit-Enghien. — 8. Sur la motion de M. Delchaye, une pétition d'habitants de la commune de Saint-Amand protestant contre la reunion à la ville de Gand est renvoyée à la *c.* chargée de l'examen du projet de loi déposé le 18 janvier. — 17. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi relatif à la délimitation des communes d'Enghien et Petit-Enghien. M. de Briey, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'érection en commune séparée de la commune de Houdemont. — 18. Ce projet donne lieu à un débat entre MM. Bergé, de Briey, *r.*, et Delcour, *m. i.* Au moment de passer au vote, la chambre n'est plus en nombre. — 22. Le projet de loi est adopté par 68 voix contre 6.

10 mars. Il est donné lecture de la proposition de loi suivante : « Le § 4 de l'article 78 de la loi communale sera rédigé dans les termes suivants : Les conseils communaux peuvent statuer des peines contre les infractions à leurs ordonnances, à moins qu'une loi n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder sept jours d'emprisonnement et vingt-cinq francs d'amende. » X. Lelièvre. » M. Nothomb, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à l'érection de la commune de Sélange, province de Luxembourg. — 14. M. Lelièvre développe sa proposition de loi qui est prise en considération. — 16. Le projet relatif à la commune de Sélange est adopté par 64 voix contre une. — 31. M. Jottrand, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet relatif

à l'érection de la commune de Hallaer et à la réunion du hameau de Bernum à la commune d'Iteghem.

9 mai M. Woeste, *r. c.*, *id.* sur le projet portant une nouvelle délimitation entre la ville de Gand et la commune de Mont-Saint-Amand. — 10. Le projet relatif à la commune de Hallaer est adopté par 67 *v.* contre 17. — 11. Celle qui concerne la commune de Mont-Saint-Amand est votée à l'unanimité. M. Bergé interpelle le *m. i.*, au sujet de l'annulation de la décision prise par la députation permanente du conseil provincial du Brabant, modifiant le budget communal de 1876 de la commune de Hougaerde. Cette annulation a été prononcée en vue de maintenir une décision du conseil communal relative à l'éclairage et à l'entretien des réverbères. MM. Delcour, *m. i.*, et Dumortier soutiennent que la commune est seule juge de l'utilité d'une dépense essentiellement facultative. — 20. Il est donné lecture d'une proposition de loi ainsi conçue :

Nous avons l'honneur de présenter le projet de loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. L'article 111 de la loi communale est complété par les dispositions additionnelles qui suivent :

Art. 2. Dans les villes et communes de moins de 50,000 âmes, les traitements des secrétaires communaux sont répartis dans les proportions suivantes :

La commune	85 p. c.
L'Etat	10 p. c.
La province	5 p. c.

La part de l'Etat et celles des provinces sont allouées aux communes par voie de subsides.

Art. 3. Aucun traitement ne peut être inférieur à 500 francs.

Les traitements minimum sont fixés comme suit :

POPULATION.

MINIMUM

				MINIMUM		
				PENDANT LES 10 PREMIÈRES ANNÉES DE FONCTIONS.	APRÈS LA 10 ^e ANNÉE.	APRÈS LA 20 ^e ANNÉE.
Communes de moins de	500 habitants.			300	400	500
—	300 à 500	—		400	500	600
—	500 à 1,000	—		600	800	1,000
—	1,000 à 2,000	—		800	1,000	1,200
—	2,000 à 3,000	—		1,000	1,500	2,000
—	3,000 à 4,000	—		1,500	2,000	2,500
—	4,000 à 5,000	—		2,000	2,500	3,000
—	5,000 à 6,000	—		2,500	3,000	3,500
—	6,000 à 10,000	—		3,000	3,500	4,000
—	10,000 à 15,000	—		3,500	4,000	4,500
—	15,000 à 20,000	—		4,000	4,500	5,000
—	20,000 à 25,000	—		4,500	5,000	5,500
—	25,000 à 30,000	—		5,000	5,500	6,000
—	30,000 à 40,000	—		5,500	6,000	6,500
—	40,000 à 50,000	—		6,000	6,500	7,000

Art. 4. Il est facultatif aux conseils communaux d'allouer des traitements plus élevés que ceux déterminés ci-dessus.

Néanmoins, l'intervention de l'Etat et des provinces reste fixée d'après les taux *minima* déterminés à l'article 3.

Art. 5. Le traitement est payable au titulaire par mois et par douzièmes des trois parts réunies.

Art. 6. Les traitements des secrétaires communaux seront réglés conformément aux dispositions qui précèdent, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la mise en vigueur de la présente loi et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire.

Dans tous les cas, les traitements actuels restent acquis aux titulaires et ne peuvent être réduits.

(Signé : Defuisseaux, Lescarts, Bockstael, Bergé, Dethuin.

Il est décidé que cette proposition de loi sera développée à la session prochaine.

COMPTABILITÉ.

16 décembre. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du B. de 1872.

18 février. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

COURS D'EAU.

26 novembre. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux cours d'eau non navigables ni flottables.

25 avril. Un débat s'engage entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Malou, *m. f.*, Anspach et Smolders, au sujet du drainage de sources retenues sous le sol de la forêt de Soignes, au profit de la ville de Bruxelles. — 26. Ce débat continue entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Anspach. — 27. Il est donné lecture d'une proposition de loi ainsi conçue : Art. 1^{er}. La loi du 8 juin 1875, en ce qui concerne l'autorisation accordée à la ville de Bruxelles d'établir une galerie sous le sol de la forêt de Soignes, est rapportée. Art. 2. La ville de Bruxelles sera indemnisée par le gouvernement de tous les frais qu'elle a faits pour les travaux qui sont sous la forêt de Soignes. Art. 3. Si des dommages ont été occasionnés par ces travaux à des particuliers, ces dommages seront réparés ou des indemnités payées par la ville de Bruxelles. Cette proposition est signée par M. Le Hardy de Beaulieu.

10 mai. Celui-ci la développe et elle est prise en considération, après des observations de MM. Malou, *m. f.*, Tesch, Anspach et Guillery. — 20. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il est disposé à nommer, d'accord avec la ville de Bruxelles, une *c.* pour examiner la question des eaux. M. Cruyt désire que les membres de cette *c.* remplissent gratuitement leur man-

dat. M. Le Hardy de Beaulieu répond qu'il s'agit d'une question de légalité à résoudre pour l'avenir. M. Coomans est d'avis que la chambre ne peut déléguer à une *c.* le soin d'examiner si elle a agi légalement.

DÉCÈS.

21 mars. Il est fait part au sénat du décès de M. Vleminckx, représentant de Bruxelles.

16 mai. *Id.* de M. Ch. Van Outryve d'Ydewalle, représentant de Bruges.

DOUANES ET ACCISES.

10 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant ratification de la convention internationale du 11 août 1875 sur l'accise des sucres.

18 janvier. Répondant à M. T' Serstevens, il dit que des négociations sont ouvertes pour proroger les délais de ratification de la convention.

1^{er} février. M. Malou, *m. f.*, dépose des pièces d'où il résulte que le délai est prorogé de deux mois. — 2. Il promet à M. Le Hardy de Beaulieu de faire remettre à la chambre un *Blue book* publié en Angleterre. — 3. La discussion est ouverte sur la convention (1), qui est combattue par MM. de Pitteurs-Hiegaerts et Puissant. — 4. La chambre entend MM. Delehay, Malou, *m. f.*, T'Serstevens, Lescarts, Le Hardy de Beaulieu et Jacobs, *r.* — 8. Sont entendus MM. Wouters, Malou, *m. f.*, et Dumortier; — 9. Puis MM. Meeus et Saintelette, puis la chambre est saisie des amendements suivants : « Art. 5. Le droit d'accise sur le sucre sera aboli une année après la mise en vigueur de la convention. » (Signé) Meeus, Puissant, de Pitteurs-Hiegaerts, de Vrints, Bricoult et Delexhy. » Art. 1^{er}. Ajouter la phrase suivante : « A la condition que chacune des hautes parties contractantes puisse y mettre fin en la dénonçant douze mois à l'avance. (Signé) Saintelette. » « Les fabricants de sucre pourront, sans aggravation de charges, employer tous les procédés de fabrication compatibles avec le système de surveillance établi par la loi, et notamment l'osmose. (Signé) Delexhy. » MM. Delexhy et T'Serstevens prennent ensuite la parole. M. Dumortier dépose l'amendement suivant : « Art. 1^{er}, § 2. Au moyen de l'augmentation de la prise en charge, établie par l'article 3 du traité, les fabricants belges pourront traiter leurs mélasses par l'osmose sans augmentation de charge. » — 10. La chambre entend MM. Boucquéau, de Macar, Le Hardy de Beaulieu, Bricoult, Puissant et Dumortier, puis la discussion générale est close. — 11. Après avoir entendu MM. de

(1) Le *r.* de M. Jacobs a été distribué pendant les vacances du nouvel an.

Pitteurs-Hiegaerts, Malou, *m. f.*, Bouquéau, Saintelette, Bergé, Dumortier, Puissant, T'Serstevens, Delexhy et Delehay, la chambre rejette, par 60 voix contre 25 et 5 abstentions, l'amendement de M. Delexhy, puis, par assis et levé, celui de M. Dumortier. Les articles de la convention sont adoptés, après des observations de MM. Meeus, Malou, *m. f.*, Le Hardy de Beaulieu, Wouters et Meeus. — 15. Le débat s'engage sur un amendement ainsi conçu : « A dater de la mise en vigueur de la convention, les fabriques de sucre et les raffineries seront soumises à l'exercice suivant un des modes déterminés à l'article 1^{er} de la convention. (Signé) de Macar, T'Serstevens, Meeus. » Il porte en même temps sur une proposition de la *s. c.* disant que *le minimum de recette est aboli*, et sur un amendement de M. Jacobs, ainsi conçu : « A partir de la mise en vigueur de la présente loi, jusqu'au 31 décembre 1877, le minimum ne sera que de 750,000 francs par trimestre. » Après des discours de MM. Meeus, Malou, *m. f.*, et Jacobs, *r.*, l'amendement de la *s. c.* est rejeté par 44 voix contre 42 et une abstention. Les autres sont rejetés par assis et levé et après l'adoption, par 62 voix contre 27 et 5 abstentions, de l'art. 2 du projet. (En cas d'exportation de marchandises d'accise, celui qui aura fait la déclaration encourra, en outre, une amende égale au décuple de la somme dont il aura tenté d'obtenir frauduleusement la décharge.) L'ensemble du projet de loi est adopté par 65 voix contre 25 et 5 abstentions.

27 avril. M. Malou, *m. f.*, donne des explications au sujet de la question des sucres. La chambre sait qu'après son vote est intervenu aux Etats généraux, à la seconde chambre, un vote de rejet de la convention du 11 août dernier. A la suite de ce vote, le gouvernement a proposé aux autres puissances de reprendre les pourparlers, pour aboutir à une entente, s'il était possible. Depuis lors, plusieurs propositions ont été échangées; mais le gouvernement français s'est cru obligé, en vertu de la législation intérieure, à rétablir, à partir du 1^{er} mai prochain, la surtaxe de 2 francs par 100 kilogrammes de sucre brut, qui avait été abolie à la suite de la convention de 1864. On a fait des observations à ce sujet; on a réclamé et proposé de réunir de nouveau la conférence des quatre puissances concordataires. Le gouvernement français, tout en admettant que la conférence se réunirait prochainement, ne croit pas pouvoir se dispenser d'appliquer, à partir du 1^{er} mai, la surtaxe de 2 francs qui vient d'être indiquée. Le *m.* accomplit un devoir de loyauté en le déclarant immédiatement à la chambre, parce qu'il importe qu'aucun des intéressés n'ignore la disposition qui va être prise et qu'on a inutile-

ment essayé d'ajourner. En même temps, le gouvernement français a invité la Belgique à la conférence, en exprimant l'espoir que la mesure en question n'aurait point de durée et que l'entente s'établirait de nouveau.

2 mai. M. Meeus, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au régime des sucres amendé par le sénat. — 9. Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Delexhy et Meeus, *r.*, ce projet est adopté à l'unanimité, avec un amendement à l'article 2.

FINANCES.

10 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet l'achat de deux maisons situées rue de Louvain, contiguës au terrain acquis pour la reconstruction des ateliers du *Moniteur*. — 25. M. Dausaert, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif à l'achat de la ferme de Groenendael, enclavée dans la forêt de Soignes. — 26. M. Bouquéau, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet.

1^{er} décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose la première partie de la statistique de la fortune immobilière de l'Etat, celle qui concerne les forêts domaniales. — 2. Le projet relatif au *Moniteur* est adopté à l'unanimité; le second, relatif à la ferme de Groenendael, par 73 voix contre une.

15 février. Un débat s'engage entre MM. Lambert, Vandam, Drion, Malou, *m. f.*, Pirmez, Bergé et Van Iseghem au sujet de l'appropriation des terrains militaires de Charleroi. — 25. M. Malou, *m. f.*, dépose l'exposé de la situation du Trésor public au 1^{er} janvier 1876.

21 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui autorise le gouvernement à faire viser anticipativement par la trésorerie des annuités à payer pour la livraison des lignes de chemin de fer à construire en vertu de la convention du 25 avril 1870. Ce projet, motivé par la crise qui vient de frapper la Banque de Belgique (affaire Eug. T'Kint), est renvoyé d'urgence à une *c.* M. Dumortier dit que la catastrophe arrivée à la Banque de Belgique n'est pas la première; c'est la seconde fois que cette institution est frappée par un événement déplorable, et, malheureusement, le nom qu'elle porte provoque à l'étranger un retentissement immense contre les intérêts du pays. A la faveur de ce nom, on y croit que ce sont les grands établissements financiers, la Société Générale et la Banque Nationale, qui sont frappés. Dans cette situation, l'orateur demande si la sagesse n'exige pas que la Banque de Belgique change de nom. Il ne faut pas que l'on puisse croire, quand

des catastrophes pareilles arrivent, que la Belgique tout entière est en cause. La séance est suspendue, puis, à la reprise, M. Jacobs, *r. c.*, conclut à l'adoption du projet. M. Demeur demande des renseignements sur le contrat intervenu entre la Banque de Belgique et la Société de Construction de chemins de fer qui a repris les engagements des Bassins houillers. M. Coomans, de son côté, demande qu'on fasse connaître la situation exacte de la Banque de Belgique. MM. Beernaert, *m. t.*, et Malou, *m. f.*, promettent des explications pour le lendemain. — 22. Après un débat auquel prennent part MM. Demeur, Malou, *m. f.*, Coomans, Beernaert, *m. t.*, Saintelette, Magherman et Bockstael, le projet est voté par 85 voix contre 4 et 5 abstentions. — 28. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif à des aliénations, acquisitions et échanges d'immeubles. — 31. *Id.* le rapport annuel de l'administration de la caisse d'amortissement et des dépôts et consignations.

7 avril. M. Beeckman, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif à des aliénations d'immeubles. — 26. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi tendant à accorder l'anonymat à la société qui sera formée pour la création d'un quartier, avec parc public, sur le territoire de Saint-Gilles et de Forest.

3 mai. M. Malou, *m. f.*, dépose deux nouvelles conventions relatives à des immeubles (polders du Zwyn) et terrains avoisinant la station de Tournai.

9 mai. M. A. Jamar, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi accordant l'anonymat à la société qui sera formée pour la création d'un parc public et la formation d'un quartier sur le territoire de Saint-Gilles et de Forest. — 10. Ce projet est voté par 72 voix contre une et 2 abstentions. M. Beeckman, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements au projet d'aliénation et d'échange d'immeubles. — 11. Ce projet de loi est adopté par 79 voix et une abstention, après quelques mots de MM. De Clercq et Malou, *m. f.*, relatifs à l'endiguement du Zwyn.

FLAMANDE (LANGUE).

6 avril. Il est donné lecture de la proposition de loi suivante :

Art. 1^{er}. Dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg, dans l'arrondissement de Louvain, et, sauf les réserves mentionnées à l'article 2, dans celui de Bruxelles, la langue flamande sera employée : A. Par les communes, pour les actes de l'état civil, les règlements communaux, les procès-verbaux des séances du conseil communal et du collège des échevins, les procès-verbaux de police, les publications diverses la correspondance administrative et pour tous les actes intéressant la généralité des habitants; B. Par les provinces, pour les règlements

provinciaux, les procès-verbaux des séances du conseil provincial et de la députation permanente, les publications diverses, la correspondance administrative avec les particuliers, les communes et autres administrations qui, dans leurs relations officielles, font usage de la langue flamande et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants; C. Par les administrations centrales, pour les avis, indications et renseignements qu'elles donneront au public par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions, la correspondance des employés et fonctionnaires avec les particuliers, les communes, les provinces et autres administrations qui, dans leurs relations officielles, feront usage de la langue flamande. — Art. 2. La province de Brabant, la ville de Bruxelles, les communes d'Anderslecht, Etterbeek, Saint-Gilles, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean et Schaerbeek et les employés qui en dépendent pourront rédiger en français les procès-verbaux des séances des divers conseils et collèges, les règlements et autres actes de l'autorité administrative. En ce cas, ces documents seront accompagnés d'une traduction flamande. Néanmoins, les avis, indications et renseignements donnés par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions, seront publiés dans les deux langues, et la correspondance administrative des employés et des fonctionnaires avec les particuliers ou les administrations se fera en langue flamande si ces particuliers ou administrations le demandent. — Art. 3. Dans les provinces dénommées à l'article 1^{er}, il sera toujours loisible aux autorités de traduire en français et de publier simultanément dans les deux langues les actes et documents administratifs. — Art. 4. Lorsqu'un particulier demandera que l'acte qui le concerne soit rédigé en français, il pourra en être ainsi. — Art. 5. Les prescriptions comprises sous le litt. A, art. 1^{er}, sont applicables aux communes des provinces de Hainaut et de Liège, où le flamand est la langue parlée par la généralité des habitants. — Art. 6. Dans les communes des provinces mentionnées à l'article 1^{er} où la langue française est celle de la généralité des habitants, les affaires administratives seront traitées en cette langue. — Art. 7. La présente loi sera obligatoire le 1^{er} janvier qui suivra sa publication. (Signé : MM. Delaet, Van Wambeke, E. de Kerckhove, Vander Donckt, Coomans, Delehay.)

25. M. Delaet développe cette proposition, qui est prise en considération.

GARDE CIVIQUE.

19 janvier. Dans la discussion du B. de l'intérieur, un nouveau débat s'engage entre MM. Bockstael, Delcour, *m. i.*, Malou, *m. f.*, Rogier, Woeste, Frère-Orban, Jottrand et Bergé, au sujet des intentions du gouvernement en ce qui concerne la réorganisation de la garde civique. M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il n'a pas l'intention de présenter actuellement un projet de loi. La chambre décide l'impression du *r. de la c.* qui s'est occupée de cet objet.

1^{er} février. M. Malou, *m. f.*, déclare qu'il y a lieu, sans aggraver dans leur ensemble les

charges que les lois organiques imposent aujourd'hui à la garde civique, d'y introduire, et pour l'organisation et pour l'armement, toutes les améliorations que l'expérience a signalées; mais il n'a pas l'intention de donner suite au projet formulé par la commission de 1871. Il desire vivement que la question soulevée ne revête jamais le caractère d'une loi de parti, et que l'on fasse patriotiquement, de commun accord, pour la garde civique comme pour l'armée, ce qui est reconnu utile, nécessaire au premier des intérêts, à celui de la défense nationale. Cette déclaration est critiquée par MM. Orts, Pirmez et Bockstael et approuvée par MM. Jacobs et Woeste. M. Malou, *m. f.*, demande à la chambre de se prononcer par un vote et propose l'ordre du jour suivant : « La chambre, s'associant à l'intention exprimée par le gouvernement d'améliorer l'armement et l'organisation de la garde civique sans aggraver les charges qu'elle impose aux populations, passe à l'ordre du jour. » M. Orts propose d'ajouter à cet ordre du jour cette phrase : « *et de façon à assurer à l'armée la réserve de 50,000 hommes jugée indispensable par la loi d'organisation militaire.* » — 2. Après un débat auquel prennent part MM. Rogier, Thiebault, *m. g.*, Berge, Malou, *m. f.*, et Frère-Orban, l'ordre du jour proposé par M. Malou, *m. f.*, est adopté par 57 voix contre 59 et 5 abstentions. M. Orts modifie le sien en ces termes : « De façon à assurer à l'armée un complément de 50,000 hommes jugés indispensables pour constituer l'élément de défense nationale. » Il est rejeté par 56 voix contre 57 et 6 abstentions.

16 mars. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi sur la garde civique.

19 mai. Après un débat auquel prennent part MM. Mouton, Anspach, Thiebault, *m. g.*, Bockstael, Van Humbeeck, Delehay et Malou, *m. f.*, la chambre rejette un crédit de 575,000 francs destiné à l'achat de fusils Chassepot, système Samain, pour la garde civique.

GUERRE.

10 novembre. M. d'Andrimont interpelle le *m. g.* au sujet des désordres qui se sont produits à Liège à l'occasion d'une revue de 1,700 à 1,800 miliciens en congé. M. Thiebault, *m. g.*, répond que la convocation simultanée d'un si grand nombre de militaires n'a pu être que l'effet d'un malentendu. Une enquête est ouverte et il en fera connaître les résultats. Le *m.* dit ensuite qu'il est indispensable d'astreindre les miliciens en congé à se présenter à une revue annuelle pour s'assurer de leur présence dans le lieu où ils ont déclaré leur domicile, vérifier les registres des com-

munes et constater l'état des effets militaires que les hommes emportent lorsqu'ils sont envoyés en congé. En limitant cette obligation à une seule revue annuelle, on est resté au-dessous de ce qu'autorise la loi du 5 juin 1870, et l'on fait moins que ce que prescrivent les lois et arrêtés dans d'autres pays et que ce que prescrivaient les anciennes lois de milice du 8 janvier 1817 et du 28 novembre 1818, lesquelles astreignaient tous les miliciens en congé à être passés en revue, tous les trois mois, par des commissaires de milice. Cette mesure et celles que le département de la guerre a arrêtées avec les départements de l'intérieur et des travaux publics, doteront le pays d'un système de mobilisation qui ne sera inférieur à aucun autre et dont le succès paraît d'autant plus certain qu'il ne soulèvera, dans l'application, aucune difficulté de nature à rebuter les autorités civiles et les populations chargées de concourir à son exécution. M. Dupont engage le *m.* à veiller à ce qu'à l'avenir ses instructions soient mieux exécutées. — 19. Dans la discussion du B. de la gendarmerie, M. Nothomb, *r.*, fait rapport sur des amendements du *m. g.* qui augmentent de 58,000 fr. le B. et qui comprennent un supplément de traitement pour les chefs de corps, une augmentation pour vingt-deux sous-lieutenants et un capitaine d'habillement, puis des allocations pour armement, matériel, etc. M. Le Hardy de Beaulieu voudrait voir transformer la gendarmerie en corps de milice civile. M. Delaet se plaint qu'on admette des gendarmes qui ne savent pas le flamand, tandis qu'on exclut ceux qui ne savent pas le français. M. Thiebault, *m. g.*, dit qu'en perdant son caractère militaire, la gendarmerie deviendrait un corps de détectives, un corps d'agents de police qu'il faudrait rémunérer beaucoup plus que la gendarmerie. Il y a une autre considération pour laquelle le gouvernement ne peut adopter cette proposition, c'est qu'en cas de mobilisation de l'armée en cas de guerre, la gendarmerie doit prendre part à la défense nationale; c'est un des éléments qui entrent dans la composition de l'armée active. Mais le point le plus important, c'est la dépense considérable que créerait la transformation de la gendarmerie en corps de police. Le *m.* répond à M. Delaet que quand un Flamand demande à entrer dans la gendarmerie, on l'accepte avec grande facilité, par la raison qu'on a surtout besoin de gendarmes flamands pour les brigades des parties flamandes du pays. Il n'est pas exact qu'un Flamand qui ne sait pas du tout le français n'est pas admis. On ne se montre pas aussi absolu. Mais il y a plus, pendant l'instruction des gendarmes flamands, on leur apprend le français. On leur donne les élé-



ments de ce qui est nécessaire pour rédiger leurs procès-verbaux soit en français soit en flamand. On agit de même à l'égard des Wallons. M. Delaet estime qu'on faciliterait le recrutement et qu'on améliorerait la gendarmerie en y admettant des hommes mariés. M. Anspach signale un différend qui s'est élevé entre le département de la guerre et l'administration communale de Bruxelles, et qui est entré dans une voie de négociations. Jusqu'à présent, personne n'a jamais mis en doute que la gendarmerie, placée sous la direction du département de la guerre ou de l'intérieur, était une force spéciale, et qu'en cas d'émotion populaire, l'administration locale avait le droit de la requérir sans que cette réquisition puisse être assimilée à une réquisition de l'armée. La gendarmerie est toujours considérée dans ce cas, par les bourgmestres, comme faisant partie de la police communale, et, par conséquent, elle reçoit des ordres directs de l'autorité locale et elle doit s'y soumettre. C'est sur ce point qu'il y a quelque difficulté. Le vote de l'orateur est acquis au B., mais sous la réserve que l'opinion qu'il vient de soumettre à la chambre prévaudra, comme il a tout lieu de l'espérer. M. Thiebault, *m. g.*, espère arriver à une solution satisfaisante. M. Bockstael voudrait voir réduire la taille pour faciliter le recrutement. M. Thiebault, *m. g.*, répond qu'il ne manque plus que 43 gendarmes. Le déficit était bien plus considérable il y a quelques années, et tout fait prévoir qu'il disparaîtra dans un délai rapproché. Le B. est voté à l'unanimité. — 26. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la guerre. — 30. M. Thiebault, *m. g.*, dépose le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1876.

7 décembre. Dans la discussion du B. de la guerre, M. De Lantsheere, *m. j.*, répondant à M. Lelièvre, dit qu'il proposera la révision du code de procédure militaire aussitôt que la chambre aura accompli celle du code d'instruction criminelle. De nouvelles observations sont échangées entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Thonissen, *r.*, Couvreur, Coomans, Bockstael et Thiebault, *m. g.*, au sujet des devoirs de la Belgique en ce qui concerne la défense de sa neutralité. MM. Ortmans et Peltzer déclarent qu'ils refuseront leur vote au B. de la guerre tant qu'on n'aura pas diminué les rigueurs de la loi de 1873 en ce qui concerne le remplacement. M. Thiebault,

m. g., dépose la statistique des gendarmes wallons et flamands, et des officiers wallons et flamands de l'armée (1). Il donne ensuite des détails sur le plan de mobilisation de l'armée, et s'attache à justifier la loi de 1873. — 8. Dans la discussion des articles du B., M. Thiebault, *m. g.*, faisant droit à des observations de MM. T'Serstevens et Vleminckx, consent à augmenter de 400 fr. les appointements des vétérinaires de 1^{re} classe. Il résulte d'un échange d'explications entre M. Thonissen et le *m.*, que celui-ci aura le droit d'accorder une haute paye spéciale de 20 centimes aux sous-officiers et aux soldats ayant obtenu la décoration militaire instituée par l'arrêté royal du 22 décembre 1873. Comme cette mesure a été prise à l'égard de la gendarmerie, il est impossible de ne pas la prendre également à l'égard des autres armes, d'autant plus qu'elle présente, au point de vue du service, des avantages incontestables. Mais on ne doublera pas la haute paye attachée aux chevrons d'ancienneté. Après un échange d'explications entre MM. Jacobs et Malou, *m. f.*, au sujet des négociations à ouvrir avec la ville d'Anvers en vue de l'agrandissement général des établissements maritimes au nord d'Anvers, sur les terrains compris dans les fronts intérieurs de la citadelle, le B. est adopté par 68 voix contre 18 et une abstention. — 10. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au contingent de l'armée. — 15. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Coremans, critiquant le prix élevé du remplacement, émet le vœu que le gouvernement prenne entièrement celui-ci à sa charge. M. Thiebault, *m. g.*, ne peut se rallier à cette proposition, parce qu'il lui serait impossible de faire face à toutes les demandes. Après un débat entre M. Delaet et le *m. g.*, au sujet du nombre de Flamands et de Wallons qui figurent dans la gendarmerie et dans le corps d'officiers de l'armée, le projet de loi est voté par 71 voix contre 18.

18 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 2,460,000 fr. au B. de la guerre pour l'exercice 1875 et de transfert d'une somme de 267,000 fr. entre plusieurs articles du même budget; puis un projet de crédit supplémentaire de 181,000 fr. au B. de la gendarmerie pour 1875. — 25. *Id.*, un projet de crédit de 405,857 fr. 25 c., pour réparer les pertes causées à différents

(1) On a pris pour base le lieu de naissance et on a considéré comme parties flamandes les deux Flandres, les provinces d'Anvers et de Limbourg, la partie septentrionale du Brabant et un coin sud-est du Luxembourg; et comme parties wallonnes : les provinces de Hainaut, de Namur, de Liège, la plus

grande partie du Luxembourg et la partie méridionale du Brabant.

On a constaté que, sur 3,204 officiers que comptait l'armée au 1^{er} décembre 1875, 1,392 sont nés dans la partie wallonne et 1,812 nés dans la partie flamande. Différence en plus en faveur des Flamands : 420.

corps de l'armée par l'incendie d'une caserne à Anvers.

25 février. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2,460,000 fr. au B. de la guerre, et M. Nothomb, *r. s. c.*, *id.*, sur le crédit de 181,000 fr. au B. de la gendarmerie. — 25. *Id.* sur le crédit de 405,857 fr.

16 mars. Le crédit de 2,460,000 fr. est adopté par 67 voix contre 11; celui de 181,000 fr. par 79 voix contre 1, celui de 405,857 fr. 25 c. par 76 voix contre 5.

8 avril. M. Bergé demande au *m. g.* quelques explications au sujet d'un article qui a paru dans la *Flandre libérale* et d'après lequel des officiers ayant assisté en tenue à un enterrement civil qui a eu lieu la semaine dernière à Gand, ont été appelés devant le colonel de leur régiment, qui leur a infligé, de la part du général commandant la brigade, un blâme « pour avoir participé à une manifestation antireligieuse ». On assure que le colonel a réuni, à l'issue de la manœuvre, les officiers, puis les sous-officiers de ce régiment, le 1^{er} chasseurs à cheval, et leur a fait connaître, d'après l'ordre du général, que la volonté de celui-ci est qu'à l'avenir aucun officier, sous-officier ou soldat ne participe à des manifestations qu'il considère comme antireligieuses. L'orateur demande quelles ont été les mesures disciplinaires prises à l'égard de ce colonel et de ce général oublieux de leur devoir et qui auraient méconnu les principes constitutionnels. M. Thiebault, *m. g.*, demande la remise de l'interpellation après les vacances de Pâques. — 25. Il dépose un projet de loi réservant aux sous-officiers de l'armée une certaine catégorie d'emplois dans les administrations civiles de l'Etat. — 26. M. Bergé fait son interpellation. M. Thiebault, *m. g.*, répond que l'enterrement civil du sieur Geernaert, tenant un cabaret situé vis-à-vis de la caserne d'artillerie et de cavalerie, à Gand, a eu lieu le 50 mars dernier. Cet établissement est fréquenté principalement par les sous-officiers. Le général commandant la première brigade de la première division de cavalerie, ayant vu deux officiers du 1^{er} régiment de chasseurs à cheval accompagner le convoi funèbre, a demandé le lendemain au chef du corps si ces officiers étaient de la famille ou amis du défunt; sur la réponse négative de ce chef, il lui a adressé la lettre suivante :

Colonel,

Vous réupirez votre corps d'officiers et ferez comprendre à ces messieurs qu'ils doivent maintenir l'esprit militaire qui a toujours régné dans notre armée et nous a constamment fait jouir de l'estime et de la considération publiques.

Le lieutenant X... et le sous-lieutenant Z... ont assisté à l'enterrement d'un cabaretier de cette ville qui n'était pas leur parent et ne pouvait être leur ami. Ils n'avaient à son égard ni devoirs de famille, ni devoirs de conscience à remplir, et ils devaient dès lors s'abstenir d'assister à un pareil convoi, surtout quand il prenait le caractère d'une manifestation publique.

Vous leur infligerez un blâme.

Le lieutenant général commandant la 1^{re} division de cavalerie, auquel le commandant de brigade avait rendu compte des faits, a cru devoir adresser à ce dernier les observations suivantes :

Général,

Vous avez donné une importance exagérée à cette affaire en invitant le chef de corps à réunir les officiers sous ses ordres, pour leur en parler. Il eût été préférable d'appeler le lieutenant X... et le sous-lieutenant Z... en particulier, pour leur faire comprendre que, vu l'état de surexcitation dans lequel se trouvent actuellement les deux partis à Gand, la cérémonie dont il s'agit aurait pu donner lieu à des manifestations publiques au milieu desquelles des officiers en uniforme se seraient trouvés eux-mêmes fort déplacés.

Ainsi ni le général commandant la division, ni le général de brigade ne se sont préoccupés des faits au point de vue religieux proprement dit. Ils ne les ont appréciés que sous le rapport de la convenance qu'il y a pour des officiers en uniforme à s'abstenir de prendre part à des actes qui peuvent donner lieu à une agitation publique. M. Drubbel confirme ces explications. M. Bara ne les trouve pas satisfaisantes et ne comprend pas que l'autorité militaire soit intervenue dans cette affaire. Il estime que l'intervention n'a eu lieu que parce qu'il s'agissait d'un enterrement civil, et il profite de l'occasion pour reprocher aux *mm.* de ne pas avoir assisté aux funérailles de M. Vlemineckx. Il signale aussi l'intolérance du clergé, qui n'a pas permis que le cercueil de Léopold 1^{er} passât par l'église de Laeken pour être déposé dans la crypte. Des journaux ont prétendu que Léopold II ne l'avait pas voulu non plus. Après des protestations de MM. Coomans et Dumortier contre l'immixtion du nom du Roi dans ce débat, M. Bergé cite des faits en vue de démontrer que le cabaretier mort à Gand était un homme très respectable et que l'incident a eu pour cause le caractère civil de ses funérailles. M. De Lantsheere, *m. j.*, affirme que ce qu'on a dit de l'intervention du clergé dans l'affaire de Laeken n'est pas exact. Une seule chose est vraie, c'est que le clergé aurait voulu entourer de solennité la cérémonie funèbre, mais une autre volonté a décidé qu'il

ne devait pas en être ainsi. Une telle cérémonie ne répondait pas à ses sentiments. Elle n'a pas à rendre compte de ses résolutions, et le *m.* s'étonne que l'on prétende fouiller dans le cœur du Roi, scruter ses intentions, que l'on vienne traîner en quelque sorte la Majesté royale à la barre pour lui reprocher d'avoir consenti à ce qu'on fit un enterrement, non pas civil, mais impoli. M. Thiebault, *m. g.*, maintient que l'incident qui a provoqué l'interpellation de l'honorable M. Bergé n'affecte en aucune façon la liberté de conscience. Le général Charmet, puisqu'on l'a cité, et le lieutenant général Selle n'ont pas entendu trancher une question de principe. Pour eux, il n'y a eu dans cette affaire qu'une question d'appréciation des circonstances dans lesquelles des officiers se sont placés. M. Dumortier dit que depuis que le pays existe, on n'a pas vu le fanatisme de l'intolérance religieuse poussé aussi loin qu'aujourd'hui. Il y a eu des désordres à Malines, à Gand, à Bruxelles, à Liège, tous dirigés contre les catholiques, et l'on n'a pas eu une parole pour les condamner. Aujourd'hui, parce qu'un colonel s'est occupé d'un enterrement solidaire, immédiatement on prend fait et cause contre lui et l'on accuse le gouvernement. C'est ainsi qu'on entend la liberté constitutionnelle!

IMPOTS.

14 décembre. M. Malou, *m. f.*, propose de mettre à l'ordre du jour le projet de loi relatif à la patente des médecins et des avocats. — Adopté. — 15. Dans la discussion de ce projet, M. Vleminckx se prononce en faveur de projet primitif qui supprimait la patente des médecins. M. Malou, *m. f.*, laisse à la chambre le soin de se prononcer sur les principes; puis il explique comment il a établi la patente des avocats, d'après le rang des communes où ils exercent leur profession. M. Bara n'admet pas que l'on puisse considérer le palais de justice comme la demeure des avocats. — 16. M. Jottrand dépose un amendement aux termes duquel les avocats seront taxés d'après leur résidence, la patente variant de 21 fr. à 100 fr. et les stagiaires étant exemptés. M. Delehay propose d'ajourner le débat. Après un échange d'observations entre MM. Dumortier, Tesch, Vleminckx, Malou, *m. f.*, Jottrand, Pirmez et Bara, cette proposition est adoptée.

INDUSTRIE.

17 novembre. M. Pirmez interpelle le gouvernement au sujet des ventes considérables d'armes de guerre qui ont eu lieu récemment. On affirme que ces ventes d'armes ont été

commencées par le gouvernement lui-même, qui aurait livré au commerce une certaine quantité d'armes anciennes, et que le facile placement qu'elles ont trouvé a amené des spéculateurs à introduire en Belgique de très grandes quantités d'armes étrangères. L'orateur demande si le gouvernement a porté son attention sur ces faits, s'il les a étudiés, s'il croit qu'il n'y a rien à faire ou, au contraire, que certaines mesures doivent être prises? Le nombre des armes de guerre vendues et répandues en Belgique est extrêmement considérable; l'évaluation la plus modérée faite il y a une quinzaine de jours, pour l'arrondissement de Charleroi, indiquait un chiffre d'environ 8,000 fusils. A cette même époque, on annonçait encore chez un seul marchand 20,000 fusils à vendre au prix de 3 fr. 50 c. Un spéculateur de Liège se proposait, à la même époque, de vendre, dans les différentes villes du pays, 140,000 fusils dont il avait la disposition. Enfin, un amateur de statistique a compté à Charleroi, l'un de ces derniers dimanches, assis autour du jeu de balle, 500 individus, parfaitement pacifiques du reste, porteurs de fusils. L'émotion s'est accrue par des propos aussi inconsiderés et aussi insensés que répréhensibles. On a entendu dire qu'avec des armes possédées aujourd'hui en si grand nombre, si de nouveaux conflits éclataient avec la force armée, ils ne seraient plus aussi facilement éteints, et que si celle-ci triomphait, elle payerait chèrement sa victoire. M. Malou, *m. f.*, répond que presque toutes les armes qui ont été vendues sont de provenance étrangère. Le gouvernement a fait une seule vente de quelque importance au printemps de cette année: il a vendu des fusils frappés de saisie pendant la guerre de 1870-1871 qu'il avait vainement cherché à rendre aux destinataires ou aux gouvernements étrangers. Il a vendu ces fusils en exécution de la loi, mais ils existent encore chez les acquéreurs qui s'occupent de les transformer pour l'exportation. On parle des quantités vendues; il lui paraît impossible de les constater exactement. Il croit qu'elles sont déjà considérables. Il y a dans le monde, des centaines de mille fusils qui sont vendables, à de très bas prix, pour ainsi dire au prix de la matière première. Il est très facile de constater que dans des moments de troubles, lorsqu'il y a des excitations quelconques, ce pourrait être un danger public de voir toute la population armée. La première chose que le gouvernement a faite a été de constater autant que possible quelles étaient les quantités vendues et quelles étaient les quantités disponibles. En second lieu, il a examiné si la législation actuelle lui donnait des droits

quelconques, lui offrait des moyens quelconques d'empêcher à l'avenir la vente des armes de guerre en détail à bas prix, et il a reconnu que ces moyens n'existent pas. La législation ne présente absolument aucune disposition qui soit applicable à la vente des armes, et l'on a toujours maintenu le libre commerce des armes, la libre entrée et la libre exportation. La législation en ce qui concerne le transport et la détention de la poudre de guerre ou de la poudre de chasse est, au contraire, très étroitement réglementée et là il y a des moyens d'investigation et des contraventions définies par la loi. Le *m.* estime qu'il y a quelque chose à proposer à la chambre, et il espère d'ici à peu de temps être en mesure de lui soumettre une proposition qui remédiera, du moins pour l'avenir, aux inconvénients possibles de ce qui est déjà fait et qui empêchera que le mal éventuel ne s'aggrave. — 16. M. Janssens, *r. c.*, fait rapport sur une pétition de banquiers et d'agents de change de Bruxelles qui demandent des restrictions à la liberté du courtage. Il conclut à l'ordre du jour.

9 mars. Cet ordre du jour est prononcé.

6 avril. M. Descamps, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition par laquelle de nombreux ingénieurs et industriels appellent l'attention de la chambre sur la nécessité de reviser le règlement du 21 avril 1864 relatif à l'emploi et à la surveillance des chaudières à vapeur. — 28. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui tend à rendre applicable aux huissiers et aux notaires la formule simplifiée des protêts que la chambre a admise pour les agents de l'administration des postes.

10 mai. La pétition relative à la surveillance des chaudières à vapeur est appuyée par M. Bergé et renvoyée au *m. t.* — 11. M. Janssens dépose des rapports sur une pétition des pêcheurs de Kieldrecht, qui se plaignent des nouvelles entraves qui sont apportées à la pêche sur l'Escaut oriental; ensuite sur une pétition de plusieurs industriels qui demandent que le gouvernement prenne des mesures pour atténuer les effets de la crise industrielle; enfin, sur une pétition adressée par le sieur Breuer qui, demande la suppression de l'exception de jeu en matière de Bourse. M. Descamps, *r. c.*, *id.*, sur une pétition de l'association des maîtres de forges de Charleroi, relative à certaines questions intéressant la concessibilité des minerais de fer. M. Cruyt, *r. c.*, *id.*, 1^o sur une pétition d'habitants de Gand, qui demandent que la pêche dans les eaux des fleuves et rivières ne soit interdite que du 1^{er} au 15 avril; 2^o sur une pétition d'imprimeurs et papetiers de Binche qui demandent la suppression du timbre des affiches destinées à être placardées

sur la voie publique; 3^o sur une pétition du sieur De Stoop, meunier à Zulte, qui demande la suppression de la patente sur les moulins à vent. — 19. Les conclusions de ces divers rapports sont adoptées.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

24 novembre. M. Smolders, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la collation des grades académiques.

1^{er} décembre. M. Delcour, *m. i.*, *id.* le 8^e rapport sur l'enseignement supérieur. — 8. M. Kervyn de Lettenhove demande où en sont les études du projet de loi relatif à la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. M. Malou, *m. f.*, répond que rien n'est plus difficile que de trouver une solution équitable de cette question. M. Kervyn de Lettenhove considère cette réponse comme l'équivalent du retrait de la proposition qu'il a déposée en 1871 et déclare qu'il fera usage de son droit d'initiative parlementaire. — 15. Il est donné lecture de deux propositions de loi; la première émane de MM. Guillery, Sabatier et Dethuin et concerne le *minimum* de traitement des instituteurs primaires; la seconde, de M. Kervyn de Lettenhove, est relative à la caisse de retraite des instituteurs. — 16. M. Guillery développe sa proposition, qui est prise en considération.

18 janvier. M. Snoy interpelle le gouvernement au sujet d'une décision du conseil communal et du bureau de bienfaisance de Wavre, aux termes de laquelle *aucun* secours du bureau de bienfaisance ne sera accordé aux familles dont *tous* les enfants de l'âge de 7 à 14 ans ne fréquenteront pas *régulièrement* l'école primaire des garçons ou des filles, puis l'école d'adultes du soir, pour les jeunes gens âgés de plus de 14 ans. M. Delcour, *m. i.*, dit que la question n'est pas exempte de difficultés. Lors de la discussion de la loi du 23 septembre 1842, elle a été traitée incidemment à la chambre. A l'article 5 du projet, un membre avait proposé un amendement portant, entre autres, que les parents qui négligeraient de faire inscrire leurs enfants sur la liste de l'école pourraient être privés des secours des bureaux de bienfaisance. Cet amendement fut retiré, M. Nothomb, *m. i.*, ayant émis l'avis que la faculté de ne pas accorder ou de retirer les secours existe, et que dès lors il était inutile de la stipuler dans la loi. Dès 1842, il fut donc reconnu que les bureaux de bienfaisance pouvaient user de leur influence auprès des parents des enfants pauvres en vue d'obtenir la fréquentation des écoles. Dans la suite, l'administration a quelquefois eu à s'occuper de l'application du principe. Une circulaire ministérielle du 20 mars 1844 et les rapports triennaux sur

l'instruction primaire résumant les précédents, qu'il ne croit pas devoir rappeler. La question telle qu'elle vient d'être posée soulève surtout une difficulté constitutionnelle. Les parents pauvres n'ont-ils pas le droit absolu de confier leurs enfants à l'école de leur choix? Peut-on permettre sans restriction aux administrateurs des bureaux de bienfaisance de retrancher de la liste des indigents les parents dont les enfants ne fréquentent pas telle catégorie d'écoles? Le *m.* n'entend pas résoudre la question immédiatement, parce qu'il voudrait se concerter avec son collègue de la justice. Mais M. Snoy peut être certain qu'il ne négligera pas, dans l'occurrence, de maintenir les principes d'humanité, de droit constitutionnel et de justice qui sont en cause. L'administration doit examiner non seulement la limite des pouvoirs que les lois et les règlements attribuent aux établissements publics de charité, elle doit se préoccuper aussi des moyens qui pourraient être employés, le cas échéant, pour obtenir d'un bureau de bienfaisance qu'il rentre dans la légalité s'il en sortait. MM. Le Hardy de Beaulieu et Guillery justifient la conduite de l'administration communale de Wavre, qui est critiquée par MM. T'Serstevens, Kervyn de Lettenhove et De Haerne. M. Pirmez admet qu'elle peut donner lieu à discussion au point de vue du droit, mais qu'on n'y peut trouver matière à un reproche d'inhumanité. M. Kervyn de Lettenhove développe ensuite sa proposition relative à la caisse de prévoyance des instituteurs primaires, laquelle est renvoyée à une *c.* avec la proposition de M. Guillery. — 20. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur des amendements de M. Guillery tendant à augmenter le *minimum* du traitement des instituteurs primaires, en augmentant le crédit porté au *B. M.* de Moerman d'Harlebeke approuve la proposition, faite par la *s. c.* du projet de loi sur l'enseignement supérieur, d'établir l'égalité entre les universités libres et celles de l'Etat pour la collation des grades d'ingénieur et de conducteur des ponts et chaussées. M. Lelièvre recommande l'octroi de l'éméritat aux professeurs des universités. M. Bergé partage cet avis et fait ressortir la nécessité d'améliorer les installations scientifiques des universités. M. Delcour, *m. i.*, dit que la question de l'éméritat est comprise dans le projet de loi sur l'enseignement supérieur. Au chapitre de l'enseignement moyen, M. Saintelette constate que, par leurs efforts pour améliorer les établissements de l'Etat, les ministères catholiques reconnaissent que l'enseignement officiel n'est ni *mauvais* ni *dangereux*, comme l'ont prétendu le clergé et la droite. M. Kervyn de

Lettenhove estime que l'enseignement de l'Etat et l'enseignement libre doivent marcher de pair, et que le juge entre eux est la confiance des familles. M. Jottrand s'étonne que, cela étant, l'on ait supprimé l'école moyenne de Ninove et fait descendre d'un degré celle d'Alost. M. Van Wambeke donne des explications à ce sujet. Un débat s'engage ensuite, au chapitre suivant, entre MM. Bergé, Delcour, *m. i.*, Muller, Funck et Malou, *m. f.*, sur la participation respective de l'Etat et des communes dans la dotation de l'enseignement primaire. M. Funck présente un ordre du jour d'après lequel la chambre exprime le désir de voir le gouvernement exécuter les dispositions contenues dans le paragraphe final de l'article 23 de la loi du 23 septembre 1842, obligeant le *m. i.* à publier tous les ans un état *détaillé* de la répartition entre les diverses communes du pays des fonds alloués au *B.* pour le service de l'enseignement primaire. Après une promesse de M. Malou, *m. f.*, de joindre ce tableau au prochain *B.*, M. Funck retire son ordre du jour. — 21. Des explications sont échangées entre MM. Delehay, *r.*, T'Serstevens et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'enseignement de l'agriculture dans les écoles normales. M. Delcour, *m. i.*, propose ensuite une augmentation de crédit en vue d'augmenter le traitement des inspecteurs cantonaux. Cette proposition est adoptée. Un discours de M. Julliot concernant l'apathie de certaines communes du Brabant à l'égard de l'enseignement primaire ramène le débat sur le terrain des tendances du gouvernement et de la droite en matière d'instruction publique, puis sur la décision du bureau de bienfaisance de Wavre. MM. Saintelette, Kervyn de Lettenhove, Le Hardy de Beaulieu, Vandenpeereboom, T'Serstevens, Delcour, *m. i.*, Guillery, Malou, *m. f.*, et Bara sont entendus à ce sujet. M. Guillery ayant fait allusion à une école congréganiste fondée en concurrence avec l'école communale à Woluwe-Saint-Lambert par M. Malou, celui-ci dit qu'il a fondé une école gratuite pour les filles, la commune n'en possédant pas, et qu'il croit n'avoir pas fait un crime en usant de la liberté. M. Bara soutient, à ce propos, que M. Malou applique hors de la chambre le principe qu'il désavoue dans ses discours, en fondant des écoles congréganistes en concurrence avec celles de l'Etat. La chambre, adoptant l'amendement de M. Guillery, porte de 100,000 fr. à 200,000 le crédit porté à l'article 102 du *B.*, admettant ainsi, en principe, que le *minimum* du traitement des instituteurs, y compris les indemnités pour les enfants pauvres, sera de 4,000 fr.

1^{er} février. M. Delcour, *m. i.*, dépose les

rapports des conseils de perfectionnement de l'enseignement moyen et de l'enseignement supérieur sur le projet de loi relatif à la collation des grades académiques. — 2. M. Bara interpelle le *m. i.* au sujet de la présence de religieuses dans l'enseignement primaire à Virton, malgré le conseil communal. MM. Delcour, *m. i.*, et de Briey donnent des explications, qui se terminent par la promesse de communiquer le dossier de l'affaire. — 8. Faisant droit à une demande de MM. Woeste et Kervyn de Lettenhove, M. Delcour, *m. i.*, s'engage à déposer les rapports des précédents jurys pour le graduat en lettres et les examens universitaires, ainsi que les rapports faits en 1871 par les délégués des quatre universités. M. Kervyn de Lettenhove, *r. c.*, présente le rapport sur la proposition de loi relative à la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. — 10. M. Delcour, *m. i.*, dépose les documents relatifs à la question du graduat. — 16. *Id.* les procès-verbaux des conseils académiques relatifs à la loi sur l'enseignement supérieur, ainsi que ceux des conseils de perfectionnement des écoles spéciales de l'Etat. — 22. *Id.* les procès-verbaux de la *c.* nommée en 1870. La chambre, après avoir entendu MM. de Moerman d'Harlebeke, Delehaye, de Kerchove de Denterghem et Delcour, *m. i.*, ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion du projet de loi sur la collation des grades académiques, d'une pétition des étudiants en médecine de l'université de Gand, relative à la clinique chirurgicale. L'ordre du jour appelle la discussion générale du projet de loi relatif à la collation des grades universitaires. La *s. c.* propose la suppression du graduat en lettres et l'extension du système des jurys combinés aux examens d'ingénieurs. M. Delcour, *m. i.*, déclare que le gouvernement combat la seconde proposition, et il demande que la question du graduat soit réservée, c'est-à-dire disjointe du projet. M. Malou, *m. f.*, est d'avis qu'il y a lieu de la discuter; on se prononcera après. M. Thonissen dit qu'en principe, il est partisan convaincu de la liberté des professions libérales. Il croit que la liberté absolue d'enseignement doit avoir pour conséquence dernière la liberté absolue de ces professions. Il ne pense pas que ce système, large et généreux, renferme dans ses flancs tous les redoutables périls qu'y découvrent les partisans des diplômes officiels. Il ne voit pas que, dans les pays où l'exercice de la médecine est entièrement libre, il y ait plus de malades ou plus de morts que dans les pays où les médecins sont officiellement estampillés, ni que l'Amérique du Nord manque de jurisconsultes instruits, éloquents et habiles; en un mot, que, si l'on

proclamait la liberté des professions libérales, ses compatriotes seraient assez insensés pour confier la défense de leurs intérêts, de leur honneur, de leur vie même à des hommes incapables ou indignes. Il est, au contraire, persuadé qu'ils auraient soin de s'informer du lieu et du caractère des études faites par l'homme à qui ils accorderaient leur clientèle. Mais, pour le moment, les esprits ne sont pas disposés à consentir à cette réforme radicale; le système de la liberté absolue ne réunirait pas vingt voix et, dès lors, il faut s'attacher à faire prévaloir une législation qui s'écarte beaucoup moins des usages reçus, des habitudes acquises. Le système qui, à son avis, en dehors de la liberté absolue, présente le moins d'inconvénients, c'est le jury combiné. Il combat le jury professionnel et se déclare partisan de la suppression du graduat en lettres. M. Descamps n'admet pas qu'on puisse conférer aux jurys combinés la délivrance des diplômes d'ingénieurs. Les écoles spéciales de l'Etat, grâce à leur organisation solide et rationnelle, jouissent aujourd'hui, dans le pays et à l'étranger, d'une réputation incontestée. La chambre ne prêterait point la main à leur désorganisation en suivant la *s. c.* sur le terrain où elle s'est placée; elle repoussera cette application nouvelle du jury combiné, institution malheureuse, quoi qu'en ait dit M. Thonissen, maintenue à regret pour les facultés universitaires et dont l'influence pernicieuse sur les études a été depuis longtemps démontrée. M. De Haerne parle en faveur du maintien des jurys combinés. M. Lelièvre veut maintenir l'examen de graduat, mais en le rendant plus facile. Quant à la collation des grades scientifiques, il veut qu'elle soit attribuée aux universités. Si, contre son avis, on croyait devoir soumettre les aspirants à une épreuve quelconque sous le contrôle des pouvoirs publics, il préférerait un jury ayant de l'analogie avec le jury central, dans lequel tous les établissements publics et privés seraient représentés. — 25. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger la loi du 1^{er} mai 1867 pour les jurys d'examen et la collation des grades académiques pour l'année 1876. M. Beernaert, *m. t.*, combat ensuite les propositions de la *s. c.* relatives à la collation du grade d'ingénieur. M. De Haerne, achevant son discours, s'étend sur l'importance de l'enseignement des langues anciennes. M. Woeste n'éprouve aucune répugnance pour le libre exercice des professions libérales et il est convaincu que, tôt ou tard, on y arrivera. Il ne lui est pas démontré, toutefois, que la Belgique soit dès maintenant suffisamment préparée à l'application d'un pareil système, et il voudrait qu'on

admit, comme système transitoire, la collation des grades par les universités. Il combat le graduat en lettres qui, d'après lui, a contribué à l'abaissement des humanités, ou qui, du moins, n'a pas empêché leur décadence. — 24. M. de Moerman d'Harlebeke soutient que l'amendement de la *s. c.*, qui a pour objet d'ajouter aux grades académiques qui sont conférés par les jurys d'examen ceux d'ingénieur des ponts et chaussées, d'ingénieur des mines et de conducteur des ponts et chaussées, est la conséquence logique et nécessaire de la liberté d'enseignement telle qu'elle est inscrite dans le pacte fondamental, telle qu'elle est pratiquée dans le pays depuis bientôt cinquante ans. M. Smolders, *r.*, défend les propositions de la *s. c.* M. Kervyn de Lettenhove estime que les universités seules doivent délivrer les diplômes scientifiques, et qu'il faut qu'il y ait un autre diplôme délivré par l'Etat, au seuil des carrières administratives ou même des professions libérales, telles que celles d'avocat ou de médecin, où il peut y avoir un intérêt pour l'Etat à écarter les empiriques. L'orateur n'admet pas la capacité de l'Etat en ce qui touche le diplôme scientifique; mais il reconnaît qu'à l'entrée des carrières rétribuées par l'Etat, comme à l'entrée des professions libérales sur lesquelles il est tenu de veiller, il doit y avoir un diplôme légal, délivré au jeune homme en tenant compte de ses certificats de collège et de ses diplômes universitaires, mais en ne les lui imposant point. Cet examen unique, il tient à l'entourer de garanties plus complètes que celles qu'on trouve aujourd'hui dans des épreuves où l'interrogatoire ne dure que quelques minutes. Il faut que le récipiendaire, ayant une bibliothèque à sa disposition, soit appelé non pas à se signaler par un exercice de mémoire, mais à justifier que rien ne manque ni à sa science, ni à sa raison. Les mémoires qu'il rédigera seront imprimés; il aura à les défendre oralement, et on rétablira ainsi dans cet examen ces thèses si importantes dans les anciennes universités et si vivement appréciées encore aujourd'hui en Allemagne, où se révèlent parfois les plus hautes capacités, d'où résultent, plus souvent encore, des progrès marqués pour la science. Et, lorsque ces mémoires auront été composés avec science et défendus avec éloquence, lorsque le jeune homme aura donné la preuve qu'il joint à la force de la raison la lucidité de la parole, on n'aura plus à rechercher quel programme il a suivi ni quel usage il a fait de la liberté des méthodes. Ce qui sera établi, c'est qu'en dehors des programmes d'examen et grâce à la liberté des méthodes, on peut avec confiance introduire ce jeune homme dans la carrière qu'il s'est choisie et où il ne tardera

point à se placer au premier rang. — 25. M. Pirmez demande que le gouvernement s'explique d'une façon précise sur la question du graduat. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il désire le maintien de la loi de 1861 qui a établi cet examen, mais en réservant son opinion sur les mesures à prendre ultérieurement. M. Frère-Orban, se plaçant au point de vue de la liberté des études et se déclarant partisan, en principe, de la liberté des professions libérales, voudrait que l'on se rapprochât du système anglais en l'adaptant à nos mœurs et à nos institutions. Il n'y a pas d'obstacle à la formation, pour le droit et pour la médecine, d'un conseil chargé d'homologuer ou d'enregistrer les titres, diplômes, certificats constatant que celui qui se présente a fait, pendant un temps déterminé, dans une école publique ou privée, les études reconnues nécessaires par la loi pour être admis à l'exercice de l'une ou l'autre profession. Les documents à produire devraient attester : 1° que l'on a fait un cours complet d'humanités; le graduat en lettres se trouverait légitimement supprimé; 2° que l'on a fait ensuite, successivement, pendant un nombre d'années à fixer, les études exigées; 3° si l'on veut, qu'à la suite de ces études supérieures, les examens ont été subis publiquement. En fait, les établissements universitaires publics ou privés délivreraient leurs diplômes en toute liberté, sous leur responsabilité. Le conseil dont il parle ne ferait subir aucun examen; il ne serait pas juge de la science; il déciderait, à l'instar de ce qui se pratique en Angleterre, d'après la notoriété acquise, que les diplômes, titres ou certificats émanent de personnes ou d'institutions qui se livrent à l'enseignement. Il y a là un fait patent, public, notoire, incontestable; tout est dit! Si l'on objecte qu'il y aurait des certificats, des diplômes qui seraient délivrés par des personnes privées, dont la compétence ne serait pas connue, on renverrait, au besoin, les porteurs subir un examen devant un jury. Mais ce cas ne se présenterait jamais. La seule incertitude où l'on serait de voir rejeter les titres, diplômes ou certificats qui seraient donnés dans de pareilles conditions pour l'enseignement supérieur, obligerait les élèves à chercher leurs diplômes, titres ou certificats dans des établissements notoirement connus comme des établissements d'enseignement supérieur. Pour les établissements universitaires, au surplus, si l'on veut obtenir une garantie de plus, il est assez facile de décider que l'on n'admettra comme titres valables que les diplômes ou les certificats délivrés par les professeurs d'un établissement constituant au moins une faculté. Quelle garantie veut-on de plus? Est-ce que ces diplômes

vaudront moins que ceux qui sont aujourd'hui délivrés par les jurys combinés? Si l'on perd la surveillance déplorable et illusoire du rival, on gagne la liberté d'enseigner et la liberté d'étudier, — ce qui est inestimable et doit porter les plus heureux fruits. On arriverait, de la sorte, sans engager aucun principe essentiel du droit public, à donner aux universités le droit de délivrer les diplômes. Ces établissements comprendront bientôt, comme on l'a vu dans un pays libre, qu'ils ont le plus grand intérêt à ne délivrer des diplômes que lorsqu'ils auront acquis la preuve de la science des élèves qu'ils auront formés. C'est, à la fois, leur honneur et leur intérêt qui sont engagés dans la question. La liberté saura bientôt guerir les blessures qu'elle aura faites. Dans ce système, on aura du moins affranchi l'enseignement de la servitude qui l'opprime aujourd'hui; on aura conquis la liberté des méthodes, la liberté de la recherche scientifique et, ce qui est bien précieux aussi, la liberté des études. L'orateur est convaincu que, pour les professeurs, pour les élèves, pour les familles, pour la législature, appliquer ce système serait un soulagement universel, et, pour cette fois, on pourra l'accuser d'avoir très consciencieusement contribué à le procurer au pays. M. Smolders, *r. s. c.*, présente ensuite le rapport sur le projet de loi portant prorogation du mode de nomination des jurys universitaires et conclut à l'adoption. Ce projet est voté à l'unanimité.

7 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un rapport relatif aux caisses de prévoyance des instituteurs primaires et des professeurs urbains. Il ajoute qu'il se rallie aux conclusions de la *c.*; et, comme elle n'a pas formulé un projet complet, il le fait et il le présente à la chambre. Il la prie d'en ordonner l'impression, ainsi que de la correspondance dans laquelle le *p.* de la *c.* explique les délibérations qui ont eu lieu. M. Guillery considère les textes déposés par le *m.* comme des amendements aux propositions qui ont été examinées par une *c.* spéciale. Il n'a eu le temps que de jeter un coup d'œil sur ces textes; mais il veut, dès à présent, féliciter le *m. f.* de la diligence, de l'activité avec lesquelles il a formulé un projet de loi du plus haut intérêt. La discussion étant reprise sur le projet de loi relatif aux grades académiques, M. Schollaert prononce un discours dans lequel il fait l'apologie de la liberté et se déclare partisan des idées de M. Frère-Orban. — 8. M. Delcour, *m. i.*, les combat et soutient le système des jurys combinés, puis la suppression des cours à certificats. M. Frère-Orban reprend la parole pour donner lecture d'un avant-projet destiné à servir

à la discussion du principe de l'institution d'un « conseil professionnel » qui aurait pour mission de délivrer, au nom de l'Etat, l'autorisation d'exercer certaines professions libérales. En voici le texte :

Art. 1^{er}. Les études préalables à l'exercice des professions énumérées dans la présente loi comprennent : *a.* les humanités, suivant le programme de la loi du 1^{er} juin 1830; *b.* pour le droit, le notariat, les sciences médicales ou la pharmacie, les matières indiquées pour chacune de ces branches dans la loi sur l'enseignement supérieur. — Art. 2. Nul ne peut pratiquer en qualité d'avocat, de médecin, de chirurgien, de pharmacien, d'accoucheur ou d'oculiste, sans y avoir été autorisé par le conseil institué par la présente loi. Néanmoins, le gouvernement peut accorder des dispenses spéciales pour certaines branches de l'art de guérir, après avoir pris l'avis d'une commission médicale provinciale. La dispense spécifie la branche et ne peut s'appliquer qu'à ce qui y sera nominativement désigné. — Art. 3. Nul ne peut être nommé juge de paix, notaire, greffier ou commis greffier près la cour de cassation, si, indépendamment des autres conditions requises, il n'est autorisé, depuis trois ans au moins, à exercer la profession d'avocat. — Art. 4. Il est institué un conseil professionnel ayant la mission de délivrer l'autorisation nécessaire pour l'exercice des professions indiquées dans la présente loi. — Art. 5. L'autorisation ne peut être accordée que sur la production de pièces probantes, établissant que le demandeur a fait les études prescrites par l'article 1^{er}. — Art. 6. Les pièces à produire sont : 1^o pour les humanités, les certificats ou diplômes, signés par les professeurs et les chefs des établissements d'instruction moyenne, publics ou privés, ou par des personnes notoirement vouées à l'enseignement, attestant que le porteur a fait complètement les études exigées par la loi; 2^o pour l'enseignement supérieur, les certificats ou diplômes attestant que le porteur a fait, dans une université publique ou privée, les études exigées par la loi. — Art. 7. Est réputé université, pour l'application de la présente loi, l'établissement d'enseignement supérieur comprenant les facultés de philosophie et lettres, des sciences, de droit et de médecine, lesquelles ont au moins le programme des mêmes facultés dans les universités de l'Etat. — Art. 8. Les certificats ou diplômes émanés des universités sont signés, en nom personnel, par chacun des professeurs des cours et contre-signés par les chefs de ces établissements d'enseignement supérieur. Ils attestent : 1^o que les cours ont été régulièrement suivis; 2^o que les grades de candidats ou de docteurs dans les facultés ont été obtenus, à des intervalles d'une année au moins, après des examens annoncés, au plus tard trois jours d'avance, dans les journaux de la localité où siège l'université, et subis publiquement devant les professeurs de l'établissement; 3^o que les études, s'il s'agit du droit ou de la médecine, ont duré quatre années au moins, et deux ans au moins s'il s'agit de la pharmacie. — Art. 9. Les signatures sont légalisées par les autorités communales du domicile des signataires. Ces autorités déclarent en même temps si la personne qui a délivré le certificat est notoire-

ment vouée à l'enseignement. — Art. 10. Chaque université adresse tous les ans au conseil, dans le mois de l'ouverture des cours, la liste des professeurs et la liste alphabétique des élèves inscrits dans chacune des facultés. Ces listes sont signées par les professeurs et déclarées conformes aux écritures par les chefs des établissements. — Art. 11. Avant de délivrer au demandeur l'autorisation d'exercer la profession, le conseil examine s'il y a concordance entre les certificats délivrés et les listes d'inscriptions et si toutes les prescriptions de la présente loi ont été observées. Dans le cas où un élève, d'abord inscrit dans une université dont il a suivi les cours, aurait passé dans un autre établissement, le conseil constatera si les documents attestent la continuation des études. — Art. 12. Si les pièces sont reconnues régulières, le conseil délivrera la permission d'exercer la profession. — Art. 13. Le conseil institué par l'article 4 est composé de seize membres, plus un président, nommés par le Roi. Huit membres sont pris, en nombre égal, parmi les professeurs de l'enseignement public et de l'enseignement privé. Les huit autres membres et le président sont pris en dehors des corps enseignants. — Art. 14. Les professeurs qui ne produiraient pas les certificats ou diplômes mentionnés ci-dessus ou dont les pièces produites seraient rejetées par le conseil du chef d'irrégularité, pourront se présenter, à des intervalles et à des époques à déterminer par un règlement d'administration publique, devant un jury nommé par le gouvernement. — Art. 15. Les signataires de certificats ou diplômes attestant comme vrais les faits que ces documents sont destinés à constater et qui seraient reconnus faux, seront punis des peines comminées par l'article 205 du code pénal. — Art. 16. La présente loi cessera ses effets après une durée de trois ans, si elle n'est renouvelée.

L'orateur demande l'impression de cette proposition et ajoute que, d'après sa formule, les conditions imposées à l'exercice de certaines professions sont maintenues; comme aujourd'hui, les universités délivreront les diplômes, avec cette seule différence qu'au lieu de réunir deux universités dans un jury combiné, chaque université délivrera, sous sa responsabilité, des diplômes aux élèves qu'elle aura formés. La chambre ordonne l'impression de cet avant-projet, puis M. Sainctelette combat le système des jurys combinés et déclare que, dans l'intérêt de l'enseignement supérieur, il incline en faveur du système de M. Frère-Orban. — 9. M. Jacobs se félicite de la fermentation intellectuelle qui se manifeste, du courant vraiment libéral qui entraîne vers la liberté des professions. Il adjure la chambre de ne pas s'en tenir à des théories et à des discours, et de marcher vers la liberté des professions. Il faut faire un pas accentué en avant et, pour faire ce pas, il faut que la chambre se prononce sur l'idée commune, sur l'idée mère, sur l'idée sur laquelle tous les orateurs jusqu'ici se sont trouvés d'accord : rendre plus de liberté aux études,

plus de liberté à l'enseignement supérieur, restreindre au strict nécessaire les garanties établies à l'entrée des professions libérales; ne pas les supprimer, mais les réduire. Cette idée commune, l'orateur a essayé de la traduire dans la rédaction d'une proposition qu'il soumet à la chambre et sur laquelle il lui demande de se prononcer, après naturellement, que tous les orateurs qui désirent prendre part au débat auront pu faire valoir leurs arguments. Cette proposition est ainsi conçue : « La chambre, désirant rendre plus complète la liberté des études et de l'enseignement supérieur, en réduisant, dans les limites de ce que peut exiger encore l'intérêt social, les garanties auxquelles l'admission à l'exercice de certaines professions libérales est subordonnée, renvoie le projet de loi à la s. c. » M. Couvreur ne croit pas à la nécessité sociale d'une intervention de l'Etat dans les examens et dans la délivrance des diplômes. En professant cette opinion, il ne fait que se rallier aux idées qui ont été exposées, en 1857, par les hommes les plus distingués : par MM. Frère-Orban et Delfosse sur les bancs de la gauche, MM. de Theux et Dechamps sur les bancs de la droite. Mais il veut bien reconnaître aussi, avec ces penseurs éminents, qu'il faut tenir compte des préjugés, des hésitations du public, et qu'on ne peut traiter celui-ci absolument comme Mentor lorsqu'il précipitait Télémaque du haut des rochers de l'île de Calypso, au risque de lui faire boire l'onde amère. Un système de transition doit donc être cherché; il n'en a pas à formuler pour le moment. Si la proposition de M. Jacobs est adoptée, si la chambre examine celle de M. Frère, on pourra engager le débat à fond. Pour le moment, il se borne à présenter ce dilemme : ou la législature doit décréter la liberté des professions comme un corollaire de la liberté d'enseignement, ou, si elle juge les examens nécessaires, elle doit les vouloir sérieux et efficaces. Pas de tergiversations, pas de demi-mesures; qu'on introduise alors le système prussien avec toutes ses garanties et toutes ses rigueurs. M. Bergé parle en faveur de la liberté des professions et se livre à une étude critique de l'état actuel des études moyennes et universitaires. — 10. Il est donné lecture d'amendements déposés par M. Woeste et par M. Kervyn de Lettenhove. Voici les amendements proposés par M. Woeste :

Art. 1^{er}. Il y a pour la philosophie et les lettres, pour les sciences naturelles, pour les sciences physiques et mathématiques, pour le droit et pour la médecine, la chirurgie et les accouchements, deux grades : celui de candidat et celui de docteur. Il y a de plus un grade de docteur en sciences politiques et administratives un grade de candidat no-

taire, un grade de candidat en pharmacie et un grade de pharmacien, un grade d'ingénieur des ponts et chaussées, un grade d'ingénieur des mines et un grade de conducteur des ponts et chaussées. — Art. 2 à 25. (Supprimés.) — Art. 26. Les grades sont conférés par les universités et par les écoles ou facultés d'enseignement supérieur. — Art. 27. Le gouvernement constitue annuellement des jurys centraux, chargés de conférer les grades énumérés à l'article 1^{er} à ceux qui n'ont pas suivi les cours d'une université ou d'une école ou faculté d'enseignement supérieur. Il compose chaque jury de sorte que les professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'Etat et ceux de l'enseignement privé y soient en nombre égal. Le président du jury est choisi en dehors du corps enseignant. — Art. 28 à 38. (Supprimés.) — Art. 39. (Comme au projet du gouvernement.) — Art. 40. Nul ne peut pratiquer en qualité d'avocat si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade de docteur en droit. Nul ne peut être nommé juge de paix, greffier ou commis greffier près la cour de cassation, si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade de docteur en droit. Nul ne peut être nommé notaire si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade de candidat notaire. Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'a le grade de pharmacien et si son diplôme ne porte qu'il a justifié, au moyen de certificats approuvés par une des commissions médicales provinciales, de deux années de stage officinal. Nul ne peut pratiquer en qualité de médecin, de chirurgien, d'accoucheur ou d'oculiste s'il n'a le grade de docteur en médecine et si son diplôme ne porte qu'il a justifié par certificat avoir fréquenté, pendant deux ans au moins, la clinique interne, la clinique externe et la clinique des accouchements. Nul ne peut être nommé ingénieur ou sous-ingénieur dans le corps des ponts et chaussées, si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade d'ingénieur des ponts et chaussées. Nul ne peut être nommé ingénieur ou sous-ingénieur dans le corps des mines si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade d'ingénieur des mines. Nul ne peut être nommé ingénieur ou sous-ingénieur dans l'administration des chemins de fer, postes, télégraphes et marines, si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade d'ingénieur des ponts et chaussées ou des mines. Nul ne peut être nommé conducteur des ponts et chaussées, si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a le grade de conducteur des ponts et chaussées. — Art. 41. Le gouvernement peut accorder des dispenses aux Belges et aux étrangers munis d'un diplôme de licencié, de docteur ou de pharmacien, délivré par une université étrangère. En ce qui concerne l'art de guérir, cette dispense ne peut, en aucun cas, être accordée au praticien qui ne justifierait pas de son aptitude à exercer à la fois comme médecin, comme chirurgien et comme accoucheur. — Art. 42. Les lois des 1^{er} mai 1857 et 27 mars 1861 sont abrogées.

Ces amendements sont présentés par M. Woeste comme conséquence du discours qu'il a prononcé dans une séance précédente. M. Kervyn de Lettenhove, de son côté,

présente des amendements ainsi formulés :

Art. 1^{er}. Pourront être admis aux fonctions et aux professions pour lesquelles un grade est exigé par la loi, ceux qui justifient de la possession d'un diplôme de ce grade délivré, soit par une faculté d'instruction supérieure compétente, soit par une université. — Art. 2. Est considérée comme faculté d'instruction supérieure compétente celle qui enseigne toutes les matières comprises dans le diplôme qu'elle délivre. Est considéré comme université l'établissement d'instruction supérieure qui renferme, pour tous les grades prévus par la présente loi, des facultés compétentes. — Art. 3. Une commission formée du président et des trois conseillers les plus anciens de la cour de cassation, de deux membres délégués par l'Académie royale de Belgique (classe des lettres et classe des sciences) et d'un membre délégué par l'Académie royale de médecine, arrête chaque année la liste des universités et des facultés compétentes d'instruction supérieure. — Art. 4. Les diplômes délivrés par les universités ou par les facultés compétentes d'instruction supérieure doivent constater que le récipiendaire a répondu, au moins d'une manière satisfaisante, sur les matières suivantes : *a.* pour le diplôme de docteur en philosophie et lettres .. *b.* pour le diplôme de docteur en droit... *c.* pour le diplôme de candidat notaire... *d.* pour le diplôme de docteur en sciences politiques et administratives... *e.* pour le diplôme de docteur en sciences naturelles... *f.* pour le diplôme de docteur en sciences physiques et mathématiques... *g.* pour le diplôme de docteur en médecine... *h.* pour le diplôme de pharmacien... — Art. 5. Les diplômes mentionnés à l'article 4 indiqueront sur quelles matières le récipiendaire a été interrogé et de quelle manière l'examen a été subi sur chacune de ces matières. Ils constateront que l'épreuve orale a été publique. Ils reproduiront le certificat délivré soit par le chef d'un établissement d'instruction moyenne, soit par le père ou le tuteur s'ils ont dirigé l'éducation du récipiendaire, constatant que celui-ci a suivi un cours complet d'études moyennes comprenant les matières suivantes .. — Art. 6. Sont également admissibles aux fonctions et aux professions pour lesquelles un grade est exigé par la loi, ceux qui justifient de la possession d'un diplôme de ce grade délivré par un jury central. — Art. 7. Le jury central prévu par l'article 6 est formé de cinq membres nommés : *a.* pour le diplôme de philosophie et lettres, par l'Académie royale de Belgique (classe des lettres); *b.* pour les diplômes de docteur en droit, de docteur en sciences politiques et administratives et de candidat notaire, par la cour de cassation; *c.* pour les diplômes de docteur en sciences naturelles et de docteur en sciences physiques et mathématiques, par l'Académie royale de Belgique (classe des sciences); *d.* pour les diplômes de docteur en médecine et de pharmacie, par l'Académie royale de médecine. Ne peuvent faire partie de ce jury les professeurs d'établissements d'enseignement supérieur. — Art. 8. Un arrêté royal déterminera le programme des études supérieures dans les universités de l'Etat. — Art. 9. Sont abrogés, etc.

M. Jacobs propose le renvoi de ces amendements à la s. c. M. Tesch demande qu'ils

soient d'abord imprimés et distribués. La chambre ordonne l'impression. M. Bergé reprend ensuite son discours dans lequel il continue l'examen des méthodes et des programmes. — 14. La proposition de M. Jacobs tendant au renvoi des amendements de la *s. c.*, est adoptée par 49 voix contre 27 et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Rogier, Thonissen, Kervyn de Lettenhove, Frère-Orban, Orts, Jacobs, Woeste, Bockstael, Beernaert, *m. t.*, Guillery, Coomans et Delehay. M. Guillery, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de M. Malou relative à la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. M. Bergé achève son discours et conclut en disant qu'il n'y a d'autre principe fécond que la liberté. — 15. M. d'Andrimont combat l'amendement de la *s. c.*, qui tend à faire confirmer le diplôme d'ingénieur par des jurys combinés. A son avis, c'est là une mesure dictée exclusivement par l'intérêt de l'université de Louvain. M. Bockstael développe un système dans lequel les universités auraient le droit de délivrer des diplômes scientifiques, mais des jurys nommés par l'Etat délivreraient des licences pour l'exercice des professions libérales. Il combat le système de la liberté absolue en cette matière. — 16. M. Orts invite le gouvernement à faire connaître son opinion. Puisqu'il ne s'est pas opposé au renvoi des amendements de MM. Woeste et Kervyn à la *s. c.*, il faut supposer qu'il abandonne son projet. Il importe qu'on sache à quoi s'en tenir. M. Tesch s'exprime dans le même sens. M. Delcour, *m. i.*, dit que le gouvernement avait cru devoir maintenir le système des jurys combinés qui est en vigueur depuis 1849. Dans le cours du débat, des idées qui n'avaient été développées que comme principes théoriques et d'avenir ont pris plus de consistance au point de vue pratique. Ces idées lui ont souri et il ne s'oppose pas à leur réalisation. M. Orts demandant s'il consentirait à ce que les diplômes soient, à l'avenir, conférés par les établissements d'enseignement supérieur, officiels ou libres, le *m.* répond en toute sincérité qu'il ne recule pas devant cette réforme. M. Coomans prie la chambre d'avoir le courage de ses convictions et de se prononcer sur la formule suivante : « L'exercice des professions que la présente loi concerne sera libre à partir du 1^{er} octobre 1877. » Cette proposition est renvoyée à la *s. c.* M. Smolders, *r.*, interpellé par M. Frère-Orban, dit ensuite que la *s. c.*, dans une réunion qu'elle a tenue le jour même, a résolu de maintenir l'économie générale du projet de loi présenté par le *m. i.*, c'est-à-dire que les grades et les examens, avec le programme des matières, seraient maintenus,

mais, que d'autre part, on accepterait, comme garantie suffisante pour tous les intérêts sociaux, la délivrance d'un diplôme purement scientifique, qui ne produirait son effet légal qu'après son enregistrement par une commission. C'est le système de M. Frère-Orban. Celui-ci propose l'ajournement du débat jusqu'après l'impression du rapport de la *s. c.*, et cette motion est adoptée. — 21. M. Smolders, *r. s. c.*, dépose son rapport. — 23. La discussion s'ouvre sur le projet de loi relatif à la caisse de retraite des instituteurs primaires. La chambre entend MM. Kervyn de Lettenhove, Lelièvre, Malou, *m. f.*, dans la discussion générale. Elle passe ensuite à la discussion des articles. « Art. 1^{er}. Les caisses provinciales de prévoyance des instituteurs primaires et la caisse des professeurs urbains seront dissoutes et mises en liquidation à la date du 1^{er} janvier 1877. » M. Kervyn de Lettenhove propose un amendement ainsi conçu : Art. 1^{er}. Les caisses de prévoyance instituées en vertu de l'article 27 de la loi du 23 septembre 1842 sont réunies en une caisse unique sous la dénomination de *Caisse générale de prévoyance des instituteurs primaires*. Dans ce système, il n'y aurait plus qu'une caisse unique pour les instituteurs urbains et primaires. L'adoption de cet amendement impliquerait le rejet du projet ministériel. Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, et Guillery, *r.*, M. Kervyn retire son amendement, et l'art. 1^{er} est adopté. « Art. 2. Il sera institué à la même date une caisse unique, chargée de payer les pensions dues aux veuves et aux orphelins des fonctionnaires et employés affiliés aux caisses supprimées, ainsi que les pensions à conférer à l'avenir aux veuves et aux orphelins des instituteurs primaires et des professeurs urbains. Cette caisse prélèvera, dans la liquidation des caisses dissoutes, la part d'actif net nécessaire pour faire face aux obligations qu'elle assume à raison des pensions actuellement dues aux veuves et aux orphelins. » — Adopté. « Art. 3. Les statuts de la caisse des veuves et orphelins des professeurs urbains et des instituteurs primaires seront provisoirement arrêtés d'après les bases des statuts des caisses fondées en vertu de la loi du 21 juillet 1844 pour les fonctionnaires et employés de l'Etat, sans que, pendant cette période transitoire, les retenues ordinaires puissent dépasser le taux actuel. Ils seront révisés, s'il y a lieu, d'après les règles nouvelles qui seront ultérieurement appliquées à ces caisses. Ils devront être approuvés par arrêté royal. » — Adopté. « Art. 4. Le solde actif net des caisses liquidées, le prélèvement à faire aux termes de l'article 2 préalablement déduit, sera employé, en capital et intérêts,

à payer, à partir du 1^{er} janvier 1877, les pensions qui, à la même date, seront inscrites ou dues par ces caisses à des professeurs ou instituteurs. » Adopté après quelques observations de MM. Malou, *m. f.*, et Vandenpeereboom. « Art. 5. Si ce capital est épuisé avant que toutes les pensions soient éteintes, celles qui resteront dues seront servies par les communes, les provinces et l'Etat dans les proportions suivantes : $\frac{2}{5}$ par les communes ; $\frac{1}{5}$ par les provinces ; $\frac{2}{5}$ par l'Etat. » — Adopté. « Art. 6. Dans ce cas, des arrêtés royaux répartiront, entre les provinces et entre les communes de chaque province, la somme à payer annuellement pour le service de ces pensions. Cette répartition se fera proportionnellement à la durée des services rendus par les pensionnés dans chaque province et dans chaque commune. Les députations permanentes seront préalablement entendues sur les bases de ces répartitions. » — Adopté. « Art. 7. A dater du 1^{er} janvier 1877, les professeurs et instituteurs seront admis à la pension, et leurs pensions seront liquidées conformément aux lois et règlements qui régissent les pensions civiles des fonctionnaires et employés de l'Etat, en tant que ces règles y peuvent être appliquées et qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi. Toutefois, l'article 2 et l'article 8, § 2, de la loi du 21 juillet 1844, modifiés par l'article 1^{er}, § 5, de la loi du 17 février 1849, seront appliqués à ces pensions. Les pensions seront liquidées, d'après toutes les années de service, à partir de l'âge de 19 ans accomplis. » A cet article, M. Guillery, *r.*, propose d'ajouter, après le § 1^{er} de l'article 7, ce qui suit : « Toutefois, ils peuvent être mis à la pension, sur leur demande, à l'âge de cinquante-cinq ans révolus et, par mesure d'office, à l'âge de soixante ans accomplis. » Comme les professeurs de l'enseignement. « La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{55}$ de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années. » Un autre amendement est déposé par M. Vandenpeereboom ; il se rapporte au § 1^{er}. Il est ainsi conçu : « Ajouter le mot *communaux* au mot *instituteurs*, et, après les mots *qui régissent les pensions...*, dire : « Des membres du corps enseignant des établissements d'instruction moyenne dirigés par le gouvernement, en tant que ces règles et notamment celles tracées dans la loi du 26 avril 1865... » y peuvent être appliquées et... (le reste comme au projet). M. Delcour, *m. i.*, reconnaît qu'il y a des modifications à introduire dans le régime des pensions des inspecteurs de l'enseignement primaire. La question n'a pas été étudiée,

mais on aura à l'examiner, et une proposition pourra être faite en ce sens. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il a reçu de l'administration communale d'Anvers une lettre dans laquelle elle expose qu'il y a à Anvers une caisse locale offrant, sous le patronage de l'administration communale, des avantages, de beaucoup supérieurs à ceux qu'assurerait la loi. On examinera s'il est nécessaire de faire une exception légale, ou s'il suffit de reconnaître qu'une caisse locale, qui assure le sort des instituteurs et de leurs veuves et orphelins, peut coexister à côté et en dehors de la caisse générale. M. Wasseige dépose un article additionnel au projet ; cet article est la reproduction textuelle de l'article 5 des amendements proposés par le gouvernement lui-même en 1874, et adoptés par la *s. c.* de la même époque. Le voici : « Les indemnités dont jouissent actuellement les secrétaires des commissions administratives des caisses provinciales seront payées, à titre personnel, par le trésor public, à dater de la promulgation de la présente loi, et jusqu'à ce que les titulaires soient pensionnés. L'allocation portée au budget du département de l'intérieur, sous la rubrique *Traitements de disponibilité*, sera augmentée du montant desdites indemnités, s'élevant à 5,200 fr. — 24. M. Malou, *m. f.*, se rallie à l'amendement de M. Vandenpeereboom et M. Kervyn de Lettenhove à celui de M. Guillery. Après un débat entre ces orateurs, le chiffre de $\frac{1}{55}$ est adopté par 47 voix contre 30. Sont également adoptés les amendements de MM. Vandenpeereboom et Guillery. « Art. 8. Les pensions conférées en vertu de l'article précédent seront payées, savoir : $\frac{2}{5}$ par les communes ; $\frac{1}{5}$ par les provinces ; $\frac{2}{5}$ par l'Etat. Les parts à payer par les communes et par les provinces seront réglées d'après la durée des services admis pour la liquidation de chaque pension et qui auront été rendus dans les communes et dans la province. » — Adopté. « Art. 9. Des arrêtés royaux régleront les époques et le mode de recouvrement des parts contributives des provinces et des communes dues en vertu des articles 6 et 8, si ces parts ne peuvent être retenues sur les subsides de l'Etat. » — Adopté. « Art. 10. Seront comptés dans la liquidation des pensions : 1^o Pour quatre années de service, le diplôme : *a.* de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur ; *b.* de docteur en philosophie et lettres ; *c.* de docteur en sciences physiques et mathématiques ; *d.* de docteur en sciences naturelles ; 2^o Pour deux années de service, le diplôme : *e.* de capacité pour l'enseignement des langues ; *f.* de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur ; *g.* d'instituteur primaire. » MM. Guillery et

Bergé proposent d'ajouter après le littéra *d* de l'article 10, qui est relatif au diplôme de docteur en sciences naturelles, un littéra *d bis*, comprenant le diplôme d'élève ingénieur des mines, des ponts et chaussées et des arts et manufactures. M. T'Serstevens propose d'ajouter à cette nomenclature le diplôme d'ingénieur agricole. Enfin, M. Malou, *m. f.*, propose un § nouveau ainsi conçu : « Chaque titulaire ne pourra se prévaloir que du diplôme relatif aux fonctions qu'il remplissait au moment de sa mise à la retraite. » L'amendement de MM. Guillery et Bergé n'est pas adopté; celui de M. T'Serstevens est retiré. L'article 10 étant voté, M. Kervyn de Lettenhove propose un article 10 *bis* dont le but est de permettre aux anciens instituteurs de solliciter la révision de leurs pensions d'après les bases de la loi actuelle. Il est rejeté après quelques observations de M. Malou, *m. f.* « Art. 11. Le conseil de la caisse des veuves et orphelins sera composé de sept membres nommés par le Roi. Deux membres seront choisis dans les administrations communales, et un membre dans l'une des députations permanentes des conseils provinciaux. Ce conseil sera consulté sur toutes les mesures d'exécution de la présente loi relatives aux pensions des professeurs urbains et des instituteurs primaires. » — Adopté. M. Malou, *m. f.*, propose un article additionnel que voici : « Art. 11. Les caisses locales de prévoyance pour les professeurs urbains et pour les instituteurs primaires pourront, sur la demande du conseil communal approuvée par la députation permanente, être fusionnées avec la caisse constituée en vertu de l'article 2. « Les conditions de cette fusion devront être approuvées par arrêté royal, le conseil de la caisse entendu. » — Adopté. « Art. 12. Le gouvernement fera aux chambres, au plus tard dans la session ordinaire de 1877-1878, un rapport spécial sur l'exécution de la présente loi, et proposera, s'il y a lieu, les dispositions législatives complémentaires qui seraient reconnues nécessaires pour en assurer pleinement les effets. » — Adopté. M. Wasseige, après quelques mots de M. Malou, *m. f.*, retire son article additionnel, se réservant de reproduire sa proposition à l'occasion du B. de l'intérieur. — 28. Au second vote, après un échange d'explications entre MM. Wasseige, Delcour, *m. i.*, et Guillery, les amendements sont définitivement adoptés et le projet de loi est voté par 82 voix contre 2. La chambre s'occupe ensuite du projet relatif au minimum du traitement des instituteurs primaires. Après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Guillery, Lelièvre, De Haerne, Dethuin, Delexhy, Kervyn de Lettenhove, *r.*, Bergé, Defuisseaux,

Van Humbeeck, le projet de loi se réduit à un article unique ainsi conçu : « Le minimum du traitement des instituteurs, casuel compris, est fixé à 1,000 fr. » Il est entendu que cet article s'applique aussi aux sous-instituteurs. Il est adopté à l'unanimité. — 29. La chambre reprend la discussion du projet de loi sur la collation des grades académiques. Elle porte sur le nouveau projet de la *s. c.*, auquel le gouvernement se rallie. M. Tesch le combat en disant que la liberté des professions eût été une abdication des droits de l'Etat, mais une abdication entre les mains du pays, entre les mains des citoyens. C'était l'Etat qui déclarait qu'il remettait à chacun le soin de veiller à ses propres intérêts. Ici, c'est bien plus qu'une abdication; c'est l'Etat qui transmet à des corporations sans existence légale, complètement indépendantes, le droit de délivrer des certificats de capacité sous sa garantie, mais sans aucun contrôle de sa part. C'est là bien pis qu'une personnification civile; c'est une personnification morale bien plus dangereuse que la personnification civile qui permet de posséder quelques biens dans des limites déterminées. C'est, de plus, une intervention bien caractérisée à titre d'autorité dans les hautes études, et alors qu'une grande partie du pays demande la révision de la loi de 1842 en raison de l'intervention du clergé, à titre d'autorité, dans l'enseignement primaire. L'orateur ne peut donc accepter les propositions qui sont faites. Dans la pratique, elles auront d'incontestables dangers. Celui qui dispose des diplômes est le régulateur du niveau des études, et c'est l'établissement qui délivrera le plus facilement ces diplômes qui déterminera ce niveau. En général les jeunes gens cherchent à obtenir leurs diplômes avec le moins de travail possible. La composition des jurys ne présente de si grandes difficultés que parce que les élèves ne travaillent pas assez. Ils sont exposés à se voir refusés, et on suppose que dans tel système la connivence ou l'indulgence se produit plus facilement et plus efficacement que dans tel autre. C'est pour cela qu'on a parlé de collusion ou de collusion. L'orateur répète que c'est l'université qui délivrera les diplômes le plus facilement qui déterminera le niveau des études; c'est cet établissement qui attirera à lui les élèves et qui forcera les autres à le suivre dans la même voie, sous peine de voir désertir ses cours. Et il est un fait qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que toutes les universités de Belgique ne sont pas exclusivement des établissements scientifiques. Ainsi l'université catholique de Louvain est bien plus une œuvre de prosélytisme qu'une œuvre de science. Il y a là un très grand danger: pour la science, il faut la qualité; pour le prosélytisme, il

faut le nombre. Pour avoir le nombre, les épreuves devront être faciles, et dans les examens ce sera la foi qui sauvera. M. Frère-Orban soutient le projet de la *s. c.* A son avis, il n'y a qu'une solution complètement satisfaisante : c'est le libre exercice des professions libérales. Mais celui-ci n'exclut pas des mesures propres à encourager les études, au contraire : le gouvernement doit non seulement mettre à la disposition de la nation les moyens d'instruction les plus complets, mais il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que la science soit avidement recherchée à cause des avantages qu'elle procure. La science doit être protégée et elle peut l'être. Le libre exercice des professions n'exclut pas non plus les mesures propres à prévenir ou à réprimer les abus. Au lieu de placer ces moyens préventifs dans l'enseignement, où ils sont interdits, il faut les placer ailleurs, où ils auront les mêmes résultats. Il y a là un ensemble de mesures en cette matière qui sont indiquées par la pratique des pays dans lesquels existe le libre exercice des professions. Mais le libre exercice des professions ne doit pas être confondu avec l'admissibilité aux fonctions publiques. Ce sont là des choses essentiellement différentes. Il n'est pas exact que le régime de la liberté aurait pour effet de donner accès non seulement à la profession d'avocat, mais à celle de magistrat, sous le bénéfice du diplôme que l'on aurait été chercher dans un établissement d'enseignement quelconque. L'hypothèse du libre exercice des professions offre, du reste, le moyen le plus sûr de faire la clarté dans les esprits. Si la liberté existait, il ne faudrait pas moins prouver qu'on a étudié la science du droit pour avoir accès dans la magistrature. Le pouvoir exécutif n'en continuerait pas moins à nommer les juges. Les candidats produiraient leurs titres ; ils auraient été étudier dans des établissements publics ou privés, ici ou ailleurs, dans ce pays ou à l'étranger ; les diplômes vaudraient à titre de recommandation ; ils vaudraient ce qu'ils vaudraient, selon la réputation de l'école qui les aurait délivrés. L'école a-t-elle un grand renom, est-ce un établissement vraiment scientifique, y fait-on des études sérieuses, le diplôme qu'elle donnera obtiendra la considération qui lui est due. S'il en est autrement, le diplôme sera sans valeur. Le pouvoir exécutif, en vertu de sa charge et de sa responsabilité, trouve-t-il qu'il est nécessaire d'obtenir d'autres garanties, il les réclamera du législateur. Voilà aussi comment on doit comprendre les dispositions du projet de loi. Cela posé, la distinction entre l'exercice de la profession d'avocat et l'admissibilité aux fonctions publiques étant faite, il n'y aurait pas de bien grands

inconvenients à admettre, dès à présent, le libre exercice de la profession d'avocat. Il ne resterait plus, en effet, que des objections tellement secondaires, qu'il n'y aurait guère lieu de s'y arrêter. Pour le recrutement de la magistrature et des fonctions qui s'y rattachent, en cas de liberté complète et afin de lever tous les scrupules, le législateur devrait déterminer en même temps les conditions d'admissibilité aux fonctions judiciaires et au notariat. — 50. L'orateur, continuant son discours, se demande ce que l'on fait de ce principe qu'on proclame tous les jours : l'exclusion du clergé, à titre d'autorité, dans l'enseignement, lorsque, pour l'enseignement supérieur, on appelle les représentants du clergé à siéger dans les jurys d'examen, à juger les écoles et les élèves qui y ont été formés. Il se demande ce que l'on fait du principe de la sécularisation de l'enseignement, lorsque les jésuites sont investis de l'autorité de surveiller l'enseignement dans les jurys de gradués en lettres, de contrôler l'enseignement des athénées ! Que fait-on de ces principes lorsque les délégués des évêques se réunissent avec les délégués de l'Etat, sans la responsabilité de l'Etat, pour délivrer des diplômes qui, de plein droit, sont un titre d'admissibilité aux fonctions publiques ? Que deviennent tous ces principes avec celui de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, lorsque l'Etat est obligé de sacrer les professeurs du Syllabus, de leur donner l'investiture et d'en faire des magistrats chargés d'agir au nom du pouvoir souverain ? Tout le système de jurys d'examen et d'enseignement est constitué en violation manifeste et flagrante des principes et des maximes dont l'application est poursuivie par le libéralisme. Il faut affranchir, avant tout, l'enseignement public ; il faut le délivrer de la servitude qui l'entrave et qui l'opprime. C'est le chemin de la vérité et du salut pour les idées libérales. M. Van Humbeeck estime que, dans les circonstances actuelles et en présence du dissentiment que le discours de M. Frère-Orban engendre dans le sein de l'opinion libérale, une seule solution lui paraît possible, c'est l'ajournement du débat. — 51. M. Demeur est d'avis qu'il importe de savoir d'une façon précise quel sera, sur l'admissibilité aux fonctions publiques, l'effet des diplômes conférés en exécution de la loi projetée par la *s. c.* Il appuie la proposition d'ajournement. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il a toujours été partisan de la liberté des études ; le projet de loi a été présenté en 1875, et bien des fois, pendant cet intervalle, ses collègues et lui ont examiné si l'on pouvait espérer, en se plaçant sur ce terrain, d'obtenir dans la chambre une majorité pour cette grande réforme. Ils ne l'ont pas espéré ;

ils se sont trompés peut-être ; ils ont accepté, pour la présentation de ce projet, la solidarité du pouvoir. Mais, lorsqu'ils ont vu par la discussion et, en dehors de la chambre, par les publications qui ont été faites, par les travaux de la *s. c.*, par les discours prononcés, qu'ils avaient une chance, une grande et belle chance de voir se réaliser ce progrès, de voir faire ce pas en avant dans la voie de la liberté, ils ont été heureux de pouvoir s'y rallier. VOIX A DROITE : « Très bien ! » Ceci n'est pas, ceci n'a jamais été et ne doit jamais être une question de parti. L'enjeu de cette discussion est l'avenir intellectuel du pays. Il y a là un intérêt commun. On est divisé sur les moyens, mais il n'y a pas de question de parti possible. Et qu'on veuille revoir toutes les discussions sur la loi relative à l'enseignement supérieur, on verra que cette question a toujours été posée comme elle doit l'être et au point de vue exclusivement scientifique et au point de vue de l'intérêt général, et non au point de vue de parti. Cet intérêt social est plus grand en Belgique que dans tout autre pays. Elle a le régime le plus libre qu'il y ait en Europe : pas de privilèges de naissance, de caste, de richesse ; toutes les carrières ouvertes à tous ; quatre universités fréquentées, propères, pour une population d'un peu plus de 5 millions d'habitants : le régime électif ; les discussions à tous les degrés de l'administration ; la liberté de la presse ; la liberté dans tous les ordres qui se rattachent au développement de l'intelligence et de la science. Eh bien, c'est dans un pays comme celui-là qu'il est surtout important que le législateur, loin de créer des obstacles au progrès, tâche, au contraire, de le favoriser. La liberté vraie de l'enseignement supérieur sera féconde comme toutes les autres libertés constitutionnelles. Le Belge est habitué depuis longtemps à manier cet instrument puissant de progrès social qui se nomme la liberté. M. Le Hardy de Beaulieu trouve que la question est tellement grave, au point de vue de la nation, qu'il serait juste que l'on appelât le peuple, dans ses comices, à exprimer son opinion sur une matière aussi vitale pour lui. Dans aucune nation constitutionnelle, en Angleterre pas plus qu'en Amérique, on n'oserait voter une loi de cette nature sans avoir consulté le peuple dans ses comices, sans en avoir fait l'objet des programmes et des discours électoraux. Or, y a-t-il péril en la demeure ? Voilà quarante ans que la situation provisoire actuelle existe ; eh bien, elle aura duré quarante et un ans, voilà tout, et on aura eu au moins le temps de demander à la science, comme à la pratique, quel est son avis sur une législation qui l'intéresse à un si haut degré. Voilà pourquoi l'orateur adjure la

chambre d'ajourner le vote du projet de loi. M. Rogier ne comprendrait pas que l'on voulût, dès à présent, se prononcer sur un système qui lui paraît prématuré et qui a surgi d'une façon tout à fait inattendue. M. Frère-Orban déclare qu'il ne peut se rallier à un ajournement indéfini ; il consentirait, toutefois, à l'ajournement jusqu'après les vacances de Pâques. M. Pirmez propose formellement qu'il en soit ainsi et M. Van Humbeeck se rallie à sa proposition, qui est ensuite rejetée par 62 voix contre 41. M. Peltzer déclare qu'il votera toute mesure qui tendra vers une plus grande extension de la liberté d'enseignement. La discussion générale est close.

4 avril. M. Smolders, *r.*, est d'avis qu'il conviendrait de commencer par le chapitre III et d'aborder ensuite les dispositions du chapitre VI, qui est intitulé : *Des droits attachés aux grades*. Ces dispositions sont fondamentales, et tout le reste de la discussion sera subordonné au résultat des décisions qui seront prises relativement aux articles 19 et suivants. M. Frère-Orban ne s'oppose pas à ce que l'on commence la discussion par l'article 19. Cependant, au préalable, il désire que la chambre se prononce sur une question qui est également fondamentale, qui dominerait au besoin la discussion du chapitre III et qui se rattache à l'article 1^{er}. Il s'agit du libre exercice de la profession d'avocat. Il fait une proposition dans ce sens, comme amendement à l'article 1^{er}. Son amendement est ainsi formulé : « L'exercice de la profession d'avocat est libre. Les conditions d'admission dans la magistrature, aux fonctions qui s'y rattachent et au notariat, seront déterminées par une loi. » On commencera donc par l'article 1^{er}, pour passer ensuite à la discussion de l'article 19. M. Wouters revendique, pour les établissements privés, le droit de former des ingénieurs. M. Van Humbeeck se résigne à subir l'avènement du système de la *s. c.*, mais il se propose d'essayer d'en corriger les défauts et formule les amendements suivants : « Art. 1^{er}. Il y a un grade de docteur en droit, un grade de docteur en médecine, en chirurgie et en accouchements, un grade de candidat notaire et un grade de pharmacien. La collation de ces grades n'est pas réglementée par la loi ; les universités de l'Etat pourront les délivrer conformément aux arrêtés royaux qui seront portés sur la matière ; les établissements libres les délivreront, aux conditions qu'ils détermineront eux-mêmes. Aucune prérogative n'y est attachée. Art. 2. La présente loi indique les matières dont l'étude est exigée pour l'obtention des grades mentionnés dans l'article 1^{er} ; elle fixe le temps qui doit être consacré à cette étude. Elle détermine les conditions dans lesquelles doivent être subis

les examens, sans indiquer ni le nombre de ceux-ci, ni les matières à comprendre dans chacun d'eux, ni l'ordre dans lequel doivent être subis les examens sur les diverses matières; ces derniers points pourront être réglés par arrêté royal en ce qui concerne les universités de l'Etat. » L'orateur est aussi d'avis qu'il faudrait stipuler que la loi ne sera mise en vigueur que lorsqu'une autre loi aura déterminé les garanties du recrutement de la magistrature. M. Delcour, *m. i.*, de son côté, annonce les amendements suivants : « Art. 37 nouveau. Nul ne peut exercer une profession pour laquelle un grade est exigé par la loi ou en vertu de la loi, s'il n'a obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme conformément à la présente loi. » Ce principe, qui ouvre la série des dispositions du chapitre VI, a uniquement pour objet l'exercice des *professions*. L'article 38 règle ce qui concerne l'*admissibilité aux fonctions publiques* : « Indépendamment des conditions qui sont ou seront établies par la loi ou en vertu de la loi, nul n'est admissible aux fonctions qui exigent légalement la possession d'un grade, s'il n'a obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme, conformément à la présente loi. » M. Defuisseaux votera le dernier amendement présenté par M. Frère-Orban, parce que c'est une liberté tout à fait nouvelle qu'on accorde. Tout le monde pouvant être avocat, on laissera au public le soin de choisir ceux qui doivent défendre dignement ses intérêts. Là est la liberté complète. Il votera contre tous les amendements qui enlèvent à l'Etat le droit de garantie et de contrôle des diplômes pour les abandonner volontairement, sans garantie, aux universités, et qui, par conséquent, ne donnent pas une liberté nouvelle, mais qui enlèvent toutes les garanties laissées désormais à l'arbitraire et plus encore aux opinions qui divisent le pays et le diviseront encore plus le jour où l'on saurait que les carrières, la fortune dépendent de l'opinion que l'on peut avoir à un moment ou l'autre. M. Jottrand trouve qu'il est beaucoup plus important de fixer dans la loi des conditions qui garantissent la sincérité et le sérieux des examens que de s'étendre, avec des détails infinis, sur l'énumération des sciences qui en feront l'objet. Voici l'amendement qui résume, sous ce rapport, ses idées et qui remplacerait l'article 18 du projet de loi : « Chaque établissement d'enseignement supérieur fixe par un règlement d'ordre intérieur les conditions des examens qu'il fait subir. Ce règlement est soumis, pour approbation, à la commission spéciale instituée ci-après. Il est publié au *Moniteur belge* par les soins de cette commission. Il institue au moins une épreuve écrite et une épreuve orale. L'épreuve écrite est

subie en loge et porte sur des questions désignées par le sort. Cette désignation, la lecture des réponses du récipiendaire et l'épreuve orale se font publiquement et sont annoncées, au moins huit jours d'avance, dans le *Moniteur belge* et un journal de la localité. » Le second amendement s'applique à l'article 23 du projet de loi. Il s'agit de réserver aux établissements d'enseignement supérieur, constituant une université, c'est-à-dire réunissant au moins les quatre facultés, le droit de délivrer des diplômes. Voici comment il formule cette idée : « Est considéré, aux termes de la loi, comme établissement d'enseignement supérieur celui qui comprend au moins quatre facultés enseignant la philosophie et les lettres, les sciences physiques, mathématiques et naturelles, le droit et la médecine et dont le programme embrasse toutes les matières prescrites par la présente loi pour les examens dans chacune de ces branches. » L'orateur propose enfin l'amendement suivant : « Nul n'est admis aux fonctions qui exigent un grade, ou à faire valoir un grade lors de la liquidation de sa pension, s'il n'a obtenu ce grade antérieurement à la présente loi, ou dans un établissement de l'Etat, ou devant le jury central institué par les soins du gouvernement. » M. Couvreur, enfin, dépose une série d'amendements dont voici le texte :

CHAPITRE IV. — *Du jury central, du grade de docteur et de l'admission aux fonctions publiques.*

Art. 29. Ceux qui n'auront pas de diplôme délivré par un établissement supérieur; ceux dont le diplôme n'aura pas été admis; ceux qui voudront posséder un diplôme donnant accès aux fonctions publiques, auront la faculté de se présenter devant un jury central siégeant à Bruxelles. — Art. 30. A cet effet, le gouvernement formera chaque année, pour chaque grade, s'il y a lieu, un jury spécial. — Art. 30 *a*. Le jury central est composé d'examinateurs et de juges. Les examinateurs ont pour charge spéciale d'interroger les récipiendaires. Les juges ont seuls voix délibérative. Ils sont choisis parmi des personnes qui, grâce à leurs études théoriques ou pratiques, connaissent les matières de l'examen, à l'exclusion de celles qui font de l'enseignement une profession. — Art. 30 *b*. Les juges désignent entre eux le président du jury. — Art. 30 *c*. A chaque jury est attaché un secrétaire qui ne prend part ni aux interrogatoires, ni aux délibérations. — Art. 30 *d*. Sauf le secrétaire, aucun membre, juge ou examinateur ne peut faire partie du même jury pendant plus de deux années consécutives. — Art. 30 *e*. L'examen devant le jury central se divise en examen écrit et en examen oral. L'examen oral et les opérations préalables à l'examen écrit se font en public. — Art. 30 *f*. L'examen écrit se fait en loge sur trois questions tirées au sort parmi celles désignées par les juges pour chacune des branches sur lesquelles porte l'examen. Cinquante heures sont accordées pour le travail en loge. — Art. 30 *g*. Les travaux en loge se font trois

mois au moins avant l'examen oral. Chaque travail est examiné par chaque juge, à commencer par le plus jeune, et classé par lui, avec son avis motivé par écrit. Cet avis reste jusqu'à l'examen oral. — Art. 30*h*. Le jury central seul confère le grade de docteur. L'examen porte sur les mêmes matières que pour le grade de licencié, mais avec des épreuves professionnelles en plus. — Art. 30*i*. Les épreuves professionnelles succèdent à l'examen écrit. Elles consistent, pour les docteurs en philosophie et lettres ou en sciences, en trois leçons publiques, données après trois heures de préparation en loge; pour les docteurs en droit, en trois plaidoiries; pour les médecins, dans la pratique d'un traitement clinique aux hôpitaux de Bruxelles, pendant quinze jours au plus. Les juges fixent les conditions des épreuves professionnelles. Elles se font sous leur surveillance. Après les épreuves, chacun d'eux fait parvenir au secrétaire du jury central son avis motivé, sous pli cacheté. — Art. 30*k*. L'examen oral pour le grade de docteur peut ne porter que sur certaines branches au choix des juges. On ne peut pas admettre à l'examen oral plus de quatre récipiendaires à la fois. Pour chacun d'eux, l'examen durera au moins une heure et demie. Tous les examinateurs doivent être présents pendant toute la durée de l'épreuve orale. Quand l'examen oral est terminé, chaque juge, par rang d'âge, donne connaissance de son avis sur les différentes épreuves. Les délibérations sont publiques et le jugement est prononcé séance tenante. — Art. 36. Un arrêté royal déterminera le traitement du secrétaire et les indemnités des juges et des examinateurs du jury central. — Art. 37. Nul n'est admis aux fonctions qui exigent un grade s'il n'a obtenu ce grade après un examen devant le jury central.

M. Smolders, *r.*, combat l'amendement de M. Frère-Orban relatif à la liberté de la profession d'avocat. Après un échange d'explications entre le *r.* et M. Van Humbeeck, au sujet des amendements de ce dernier, M. Rogier demande l'impression d'un document fourni en 1862 par M. Vandenpeereboom. Cette proposition, représentée par MM. Woeste, Delcour, *m. i.*, Delehay et Smolders, *r.*, comme une motion d'ajournement déguisée, est rejetée. — 5. M. Saintelette appuie les idées de M. Frère-Orban et se prononce, en outre, en faveur de la publicité des cours des universités. Le débat sur la liberté de la profession d'avocat et les amendements de M. Van Humbeeck continue ensuite entre MM. Delcour, *m. i.*, Muller, Frère-Orban, Thonissen, Jottrand, Demeur et Van Humbeeck. Il porte spécialement, entre MM. Frère-Orban et Thonissen, sur les vices et les mérites des jurys combinés. — 6. Le débat se poursuit entre MM. Van Humbeeck, Saintelette, Frère-Orban et Rogier. L'amendement de M. Frère-Orban tendant à consacrer la liberté de la profession d'avocat est rejeté par 63 voix contre 43 et 2 abstentions. L'amendement de M. Coomans portant que l'exercice des pro-

fessions sera libre à dater du 1^{er} octobre 1877, est rejeté par assis et levé; celui de M. Van Humbeeck, par 79 voix contre 22 et 2 abstentions. — 7. Conformément à la décision prise par la chambre, celle-ci aborde le chapitre III, article 19. M. Smolders, *r.*, dit que la *s. c.* s'est ralliée à l'unanimité, moins une voix, à la proposition, faite par le *m. i.*, de rédiger l'article 22 du projet de la *s. c.* dans les termes suivants: « La commission chargée d'entériner les diplômes aura pour mission de s'assurer et de constater qu'ils sont émanés, soit d'une université publique ou privée, soit du jury central, et qu'ils ont été délivrés après des examens subis sur les matières et dans les conditions prescrites par la présente loi. » La section s'étant ralliée à cette proposition, il y a lieu de modifier la rédaction de l'article 19 dans les termes suivants, afin de la mettre en rapport et en harmonie avec l'article 22, que la *s. c.* adopte: « Art. 19. Les diplômes relatifs aux grades prémentionnés, délivrés conformément aux prescriptions des articles précédents, soit par une université de l'Etat, soit par une université libre, soit par le jury central, seront, avant de produire aucun effet légal, entérinés par une commission spéciale siégeant à Bruxelles. » A l'article 19 du projet de la *s. c.*, M. Van Humbeeck avait proposé un amendement portant le n° 45 dans l'ordre de-ses propositions; il déclare y renoncer. Mais un autre amendement est déposé sur le bureau par M. Bergé; il est ainsi conçu: « Les diplômes relatifs aux grades prémentionnés, délivrés conformément aux prescriptions des articles précédents, par les universités privées, devront être, avant de produire leur effet légal, visés, pour certifier leur origine, par une commission spéciale siégeant à Bruxelles. Les diplômes délivrés par les universités de l'Etat seront visés par le *m. i.* » La chambre entend MM. Woeste, Kervyn de Lettenhove, Wasseige, Moncheur, Frère-Orban et Coomans, puis rejette l'amendement de la *s. c.* et adopte l'article de la *s. c.*: « Art. 20. Cette commission sera composée de deux conseillers à la cour de cassation, de deux membres de l'Académie royale de médecine, de deux membres de la classe des lettres et de deux membres de la classe des sciences de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts, tous désignés par le gouvernement et nommés pour une année. Ne peuvent faire partie de cette commission les professeurs de l'enseignement supérieur. » M. Bergé propose de modifier la dernière phrase de cet article de la manière suivante: « Ne pourront prendre part aux opérations de cette commission les professeurs de l'enseignement supérieur qui auront

délivré les diplômes dont l'origine devra être certifiée. » Il y a aussi un amendement de M. Van Humbeeck ainsi conçu : « Le conseil professionnel est divisé en deux sections : l'une pour le droit et le notariat, l'autre pour les sciences médicales et la pharmacie. Il est nommé par le Roi ; les professeurs de l'enseignement supérieur ne peuvent en faire partie. La section pour le droit et le notariat est composée du premier président et du procureur général près la cour de cassation, des premiers présidents et des procureurs généraux des trois cours d'appel, de quatre membres appartenant aux classes des lettres ou des beaux-arts de l'Académie royale. La présidence appartient au premier président de la cour de cassation, en son absence au magistrat présent le plus élevé en rang et, en cas d'égalité de rang entre plusieurs magistrats, au plus ancien d'entre eux. La section pour les sciences médicales et la pharmacie est composée du président et des deux vice-présidents de l'Académie royale de médecine, du président ou d'un membre des commissions médicales provinciales d'Anvers, du Brabant, de la Flandre orientale, du Hainaut et de Liège, de quatre membres appartenant à la classe des sciences de l'Académie royale. La présidence est dévolue au président de l'Académie de médecine, en son absence à ses vice-présidents, et, en l'absence de ces derniers, aux présidents des commissions provinciales par ordre d'ancienneté dans leurs fonctions. Le président de la première section préside les séances dans lesquelles les deux sections pourraient être appelées à siéger ensemble. » La rédaction de la *s. c.* est adoptée. « Art. 21. La commission choisira elle-même dans son sein son président et son secrétaire. Elle ne pourra délibérer que pour autant que cinq de ses membres soient présents. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante. » — Adopté. « Art. 22. La commission chargée d'entériner les diplômes aura pour mission de s'assurer et de constater qu'ils sont émanés, soit d'une université publique ou privée, soit du jury central, et qu'ils ont été délivrés après des examens subis sur les matières et dans les conditions prescrites par la présente loi. » M. Smolders, *r.*, est d'avis qu'il faut mettre l'article 22 en harmonie avec la rédaction nouvelle de l'article 19. Au lieu de dire : « Soit d'une université publique ou privée, soit du jury central », il faudrait dire : « Soit d'une université de l'Etat, soit d'une université libre, soit du jury central » ; sinon on aurait deux rédactions différentes pour la même chose dans deux articles qui se suivent de fort près. L'article 22, tel qu'il vient d'être modifié, est adopté. « Art. 23. Est considérée,

aux termes de la loi, comme établissement d'instruction supérieure, toute faculté enseignant soit la philosophie et les lettres, soit les sciences physiques, mathématiques et naturelles, soit le droit, soit la médecine, dont le programme embrasse toutes les matières prescrites pour les examens dans chacune de ces branches, par la présente loi. » M. Smolders, *r.*, propose de rédiger l'article 23 de la manière suivante : « Est considéré comme université, pour l'application de la loi, tout établissement d'instruction supérieure composé de quatre facultés, au moins, enseignant la philosophie et les lettres, les sciences physiques, mathématiques et naturelles, le droit et la médecine, et dont le programme embrasse toutes les matières prescrites par la loi, pour les examens dans chacune de ces branches. » L'article est adopté en ces termes. Est également adopté un article proposé par M. Delcour, *m. i.*, aux termes duquel chaque université de l'Etat ou libre adressera tous les ans à la commission, dans le mois de l'ouverture des cours, les programmes des études et la liste des professeurs. M. Jottrand voudrait qu'on y ajoutât la liste des élèves inscrits dans chacune des facultés. Cet amendement n'est pas admis. Les articles 24 à 28 sont adoptés. « Art. 29. Ceux qui n'auront pas de diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur, de même que ceux dont le diplôme n'aura pas été admis, auront la faculté de se présenter devant un jury central constitué par les soins du gouvernement et siégeant à Bruxelles. » Ici vient se placer un amendement de M. Couvreur, ainsi conçu : « Ceux qui n'auront pas de diplôme délivré par un établissement supérieur, ceux dont le diplôme n'aura pas été admis, ceux qui voudront posséder un diplôme donnant accès aux fonctions publiques auront la faculté de se présenter devant un jury central siégeant à Bruxelles. » Cet amendement est rejeté par 61 voix contre 42. « Art. 30. A cet effet, le gouvernement formera chaque année, pour chaque grade, s'il y a lieu, un jury spécial et le composera de telle sorte que les professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'Etat et ceux de l'enseignement privé y seront appelés en nombre égal. Il prendra les mesures réglementaires que leur organisation et leur fonctionnement nécessiteront. Le président de chaque jury sera choisi en dehors du corps enseignant. » M. Van Humbeeck propose de rédiger cet article de la manière suivante : « A cet effet, le gouvernement formera chaque année, pour chaque grade, s'il y a lieu, un jury spécial. Il en réglera l'organisation et le fonctionnement. » Après un débat entre MM. Smolders, *r.*, Van Humbeeck, Frère-

Orban, Coomans, Tesch et Couvreur, l'amendement de M. Van Humbeeck est rejeté par 60 voix contre 44. — M. Couvreur retire tous ses amendements, après le rejet de l'un d'eux ainsi conçu : « Le jury central est composé d'examineurs et de juges. Les examineurs ont pour charge spéciale d'interroger les récipiendaires. Les juges ont seuls voix délibérative. Ils sont choisis parmi des personnes qui, par leurs études théoriques ou pratiques, connaissent les matières de l'examen, à l'exclusion de celles qui font de l'enseignement une profession. » La chambre passe à la discussion du chapitre VI. *Des droits attachés aux grades.* « Art. 37. Nul n'est admis aux fonctions qui exigent un grade s'il n'a obtenu ce grade de la manière déterminée par la présente loi. » M. Jottrand propose de rédiger cet article dans les termes suivants : « Nul n'est admis aux fonctions qui exigent un grade, ou à faire valoir un grade lors de la liquidation de sa pension, s'il n'a obtenu ce grade antérieurement à la présente loi, ou dans un établissement de l'Etat, ou devant le jury central constitué par les soins du gouvernement. » Vient un amendement de M. Van Humbeeck; il est ainsi conçu : « Provisoirement, nul ne sera admis à celles de ces fonctions qui exigent un grade, s'il n'a obtenu ce grade conformément aux lois antérieures à la présente. » Cet article a été amendé par le *m. i.*, qui propose la rédaction suivante : « Art. 38. Indépendamment des conditions qui sont ou seront établies par la loi ou en vertu de la loi, nul n'est admissible aux fonctions qui exigent légalement la possession d'un grade, s'il n'a obtenu ce grade et l'entérinement de son diplôme, conformément à la présente loi. » M. Smolders, *r.*, se rallie à la rédaction du gouvernement, qui est adoptée après un débat entre MM. Jottrand, Van Humbeeck, Frère-Orban, Demeur, Malou, *m. f.*, Tesch, et le rejet, par 79 voix contre 23 et 2 abstentions, de l'amendement de M. Jottrand. M. Frère-Orban dépose deux amendements dont l'un, qui viendrait après l'article 17, serait ainsi conçu : « Art. 18. Une ou plusieurs matières pourront être transférées d'un examen à un autre, par arrêté royal, le conseil académique entendu. » Voici le second amendement : *Article nouveau à classer à la suite de l'article 36.* « Les produits des droits d'examen perçus conformément à l'article 34, à raison des examens subis devant chaque faculté d'une université de l'Etat, sont attribués aux professeurs de cette faculté et répartis entre eux de la manière qui sera déterminée par les règlements. L'indemnité attribuée, de ce chef, aux examineurs sera calculée de telle sorte qu'ils reçoivent une somme au moins égale à celle qui a été

allouée à chacun d'eux, en moyenne, pour les trois dernières années, à raison des mêmes fonctions dans les jurys combinés. Si le produit des droits d'examen était insuffisant pour porter l'indemnité à ce taux, il y sera ajouté un supplément à imputer sur l'allocation inscrite au budget de l'intérieur pour les frais des jurys d'examen. » L'orateur espère que tout le monde sera d'accord pour maintenir aux professeurs de nos universités, à raison des examens, une indemnité égale à celle qu'ils ont perçue comme membres des jurys combinés. Le bureau a reçu de M. Bergé un amendement qui formerait l'article 38 *bis*; il est ainsi conçu : « Sont déclarés incapables de remplir les fonctions attachées aux grades universitaires : 1° tous les individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs; 2° tous ceux qui, par suite d'un jugement, auront été privés de tout ou partie de leurs droits civils, civiques et de famille. » M. Delcour, *m. i.*, propose un article final ainsi conçu : « Les lois du 15 juillet 1849 et du 1^{er} mai 1857 seront publiées au *Moniteur* avec les modifications résultant de la présente loi. » — 8. Les derniers articles du projet de loi relatifs aux programmes et au mode des examens sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. Smolders, *r.*, Van Humbeeck, Delcour, *m. i.*, Drubbel, Tesch, Saintelette, Bergé, Jottrand, Malou, *m. f.*, et Demeur. L'article 38 *bis* proposé par M. Bergé n'est pas adopté. L'article 36 *bis* proposé par M. Frère-Orban est adopté en partie (le § 1^{er}), le reste étant réservé à la suite d'un engagement pris par le gouvernement de statuer par la voie du *B*. Après quelques observations de MM. Smolders, *r.*, Demeur, Delcour, *m. i.* et Thonissen, et des explications personnelles de MM. Couvreur et Jottrand, l'ensemble du projet est voté par 78 voix contre 26 et 4 abstentions. — 28. M. Saintelette demande s'il est vrai que le gouvernement ait l'intention de placer un ecclésiastique à la tête de l'école normale de Mons et d'y faire construire une chapelle. Sur le dernier point, M. Delcour, *m. i.*, répond que la chapelle était comprise dans ces plans primitifs. Quant à la nomination du directeur, il attendra pour s'en expliquer qu'elle soit faite. Il ajoute que les écoles normales de Nivelles et de Lierre sont, depuis leur création, dirigées par des ecclésiastiques. M. Saintelette fait observer que les temps sont changés; que le clergé a pris depuis 1842 une attitude hostile à l'enseignement de l'Etat, et il soutient que l'on veut faire de l'école normale de Mons une capucinière.

19 mai. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Delehay et Vander Donckt, prend l'engagement de faire des efforts pour apaiser

un nouveau conflit qui a surgi entre la clinique de l'université de Gand et la c. des hospices de cette ville. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Sainctelette propose de supprimer le crédit pour la construction d'une chapelle à l'école normale de Mons. Après un débat auquel prennent part MM. Delcour, *m. i.*, Frère-Orban, De Haerne et Pirmez, cet amendement est rejeté par 45 voix contre 57.

JUSTICE.

16 novembre. La chambre aborde la discussion du projet de loi sur le domicile de secours. Il est donné lecture d'amendements déposés par MM. Reynaert, Anspach, Funck et Van Cromphaut. — MM. Reynaert, Van Cromphaut, Lelièvre et Anspach sont ensuite entendus. M. De Lantsheere, *m. j.*, de son côté, présente un amendement, et la chambre prononce le renvoi à la s. c. — 17. M. A. Visart, *r. s. c.*, fait rapport sur ces amendements. Le reste de la séance est rempli par des discours de MM. Anspach et Kervyn de Lettenhove. — 18. Le débat continue entre MM. Reynaert, De Lantsheere, *m. j.*, et A. Visart, *r.* — 23. Celui-ci fait rapport sur des amendements de MM. Funck et Anspach. La discussion générale continue entre MM. Anspach, T'Serstevens, Kervyn de Lettenhove, Dupont et Le Hardy de Beaulieu. — 24. La chambre entend encore MM. Anspach, A. Visart, *r.*, Kervyn de Lettenhove, Pirmez et De Lantsheere, *m. j.* — 25. Celui-ci achève son discours, puis, après avoir entendu M. Pirmez, la chambre prononce la clôture de la discussion générale pour passer à celle des articles. L'article 1^{er} (la commune où une personne est née est son domicile de secours) est adopté après un échange d'explications entre MM. De Lantsheere, *m. i.*, et Reynaert, qui retire un amendement qu'il avait présenté. — « Art. 2. L'individu, né, sur le territoire d'une commune, d'une personne qui n'y habitait point, a son domicile de secours, selon les distinctions établies par l'article 11 ci-après, dans la commune qu'habitait son père ou sa mère. Si le père ou la mère n'habitait point la Belgique, ou si le lieu de leur habitation ne peut être découvert, la commune où l'indigent est né est son domicile de secours. » Cet article est adopté après un échange d'explications entre MM. A. Visart, *r.*, Reynaert et De Lantsheere, *m. j.* A l'article 3, il y a trois amendements. L'article 3 est ainsi conçu : « Les enfants trouvés, nés de père et de mère inconnus, les enfants abandonnés et les orphelins dont le domicile de secours ne peut être déterminé, ainsi que les aliénés et les sourds-muets, dans le même cas, ont leur domicile

de secours dans la commune sur le territoire de laquelle ils ont été trouvés. Les frais de leur assistance seront néanmoins, pour un tiers, à la charge de la province où cette commune, est située et, pour un tiers, à la charge de l'Etat. Il en sera de même dans le cas du second paragraphe de l'article 2. » Le *m. j.* propose de remplacer le § 2 par la disposition suivante : « Néanmoins, les frais de leur assistance seront, à concurrence des trois quarts supportés, à parts égales, par l'Etat et par la province où la commune est située. » Il y a ensuite un amendement de M. Anspach, ainsi conçu : « Les enfants trouvés nés de père et mère inconnus, les enfants abandonnés et les orphelins dont le domicile de secours ne peut être déterminé, ont leur domicile de secours dans la commune sur le territoire de laquelle ils ont été trouvés, abandonnés ou délaissés. Les frais de leur assistance seront néanmoins pour un tiers à la charge de la province où cette commune est située et pour un tiers à charge de l'Etat. » Il y a un troisième amendement, présenté par M. Reynaert. Il est conçu comme suit : « Art. 4 (3 du projet). Les frais d'entretien des enfants trouvés ou abandonnés et des orphelins dont le domicile de secours ne peut être déterminé; les frais d'entretien, d'instruction ou de traitement des aliénés, des sourds-muets, des aveugles, des individus détenus dans les dépôts de mendicité ou dans les écoles de réforme, quel que soit leur domicile de secours, seront pour un tiers à la charge de la province où la commune du domicile de secours est située et pour un tiers à la charge de l'Etat. L'attribution des parts d'intervention de l'Etat et de la province pourra être subordonnée à la condition que les indigents dont il est question au § 1^{er} seront placés dans un établissement spécial à désigner par la députation permanente. » Supprimer le § 3 de l'article 3 du projet. « Art. 5 nouveau. Dans le cas de l'article 1^{er}, § 2, le recours en remboursement des frais pourra être exercé contre la commune qui sera plus tard reconnue avoir été le lieu d'habitation des parents. Il en sera de même dans le cas de l'article 3, § 1^{er}, pour les frais supportés par la commune, si dans la suite le domicile a pu être découvert. » M. Reynaert retire son premier amendement. Celui du *m. j.* est adopté. La chambre décide, sur la motion de M. Funck, qu'elle s'occupera de l'article 5 avant l'article 4. — « Art. 5. La commune où l'indigent a droit aux secours publics est remplacée comme domicile de secours par la commune où il a habité pendant cinq années consécutives, et ce nonobstant des absences momentanées. » La s. c. propose de substituer aux mots : « a droit » ceux-ci :

« peut participer ». Le *m. j.* se rallie à cet amendement. Trois autres sont présentés à l'article : l'un par M. Van Cromphaut, l'autre par M. Reynaert, et le troisième par M. Anspach, qui proposent respectivement de fixer le temps nécessaire pour l'acquisition d'un nouveau domicile de secours à 2, 4 et 6 années. Voici l'amendement de M. Van Cromphaut : « Je propose de réduire à deux ans la durée fixée à cinq ans pour acquérir le droit de secours (article 5 du projet). » L'amendement de M. Reynaert est ainsi conçu : « quatre années au lieu de cinq ». Voici l'amendement de M. Anspach : « La commune où l'indigent peut participer aux secours publics est remplacée comme domicile de secours par la commune où il a habité pendant *six* années consécutives, et ce, nonobstant des absences momentanées. » M. Van Cromphaut retire son amendement et se rallie à celui de M. Reynaert, qui réduit à quatre années le laps de temps nécessaire pour acquérir le droit d'assistance. M. Funck défend celui qu'il a présenté avec M. Anspach, et qui est appuyé par M. Bergé, puis rejeté par 55 voix contre 15. L'article tel qu'il est présenté par le *m. j.* est adopté par 46 voix contre 22. — 26. « Art. 4. L'étranger ainsi que l'individu né d'un Belge à l'étranger acquièrent domicile de secours dans la commune où ils ont habité pendant le terme fixé par l'article suivant. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas acquis domicile de secours, les frais de leur assistance seront à la charge de l'Etat. » A cet article se rattachent deux amendements : l'un, présenté par M. Reynaert, qui ne modifie pas la disposition proposée par le gouvernement, qui n'en diffère que sous le rapport de la forme et sur lequel d'ailleurs l'auteur n'insiste pas. Voici maintenant l'amendement de M. Anspach : « Art. 4. L'étranger acquiert un domicile de secours dans la commune où il a habité pendant le terme de douze ans. Aussi longtemps qu'il n'a pas acquis de domicile de secours, les frais de son assistance seront à la charge de l'Etat. — Il en sera de même pour l'individu né d'un Belge à l'étranger, à moins que ses parents n'aient acquis un nouveau domicile de secours en Belgique pendant sa minorité. » Cet amendement, au sujet duquel MM. A. Visart, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, et Anspach prennent la parole, n'est pas adopté. Les articles 6 et 10 relatifs à l'établissement d'un fonds constitué dans chaque province à l'aide de versements des communes, sont adoptés après un débat dans lequel sont entendus MM. Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, et Reynaert. Les articles 7 à 15 relatifs aux absences et aux enfants naturels, aux époux divorcés et séparés, à la veuve, au mineur émancipé, sont également votés après des observations de MM. A. Vi-

sart, *r.*, Thonissen, Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, Delehay, Guyot et Kervyn de Lettenhove. Le débat porte ensuite sur les articles relatifs aux secours provisoires, à l'assistance des enfants trouvés et abandonnés, des orphelins, des aliénés et des sourds-muets, des domestiques à gages, des ouvriers, des apprentis. MM. Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, A. Visart, *r.*, et Guyot y prennent part. — 30. Après un incident entre MM. Kervyn de Lettenhove, Funck et Anspach au sujet des sacrifices que fait la ville de Bruxelles pour l'instruction primaire, le débat continue sur l'article 21 relatif au remboursement des frais de traitement, pendant les premiers quinze jours, en cas de maladie ou de blessures, de domestiques à gages, d'ouvriers ou apprentis. Après avoir entendu MM. Woeste, Vleminckx, Anspach, De Lantsheere, *m. j.*, et Guyot, la chambre adopte l'article amendé par M. Guyot et qui est ainsi conçu : « Ne pourra être réclamé le remboursement des frais de traitement, en cas de blessures, de domestiques à gages, d'ouvriers ou d'apprentis, si la blessure a été reçue pendant ou à l'occasion de leur travail. » Elle adopte aussi l'article 22 relatif aux frais de la sépulture des indigents et un article 22 *bis* proposé par M. Van Iseghem, aux termes duquel le remboursement des frais relatifs aux cadavres rejetés par la mer pourra être réclamé à la charge de l'Etat, sauf recours contre qui de droit. Un long débat s'engage ensuite sur l'article 23 : « Tous frais occasionnés par le traitement des prostituées atteintes de maladies syphilitiques sont à la charge de la commune dans laquelle elles se livrent à la prostitution. » MM. Anspach, Vleminckx, De Lantsheere, *m. j.*, sont entendus, puis l'article est adopté. Vient un article 23 *bis* proposé par le *m. j.* et ainsi conçu : « Le fonds commun interviendra à concurrence des trois quarts dans le paiement des frais de l'assistance des aliénés, des aveugles et des sourds-muets indigents, à l'exception toutefois du cas prévu par l'article 3. Cette intervention ne sera pas cumulée avec celle que prescrit l'article 6. » M. Reynaert propose la rédaction suivante : « Le fonds commun interviendra à concurrence des trois quarts dans le paiement des frais de l'assistance des aliénés, des aveugles et des sourds-muets, *ainsi que des frais d'entretien des indigents visés à l'article 2, § 2, et des individus détenus dans les dépôts de mendicité ou dans les écoles de réforme*, à l'exception toutefois du cas prévu par l'article 3. » Après un échange d'explications entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Reynaert et Kervyn de Lettenhove, la rédaction du *m. j.* est adoptée. Il en est de même des articles 24 à 36, au sujet desquels sont entendus MM. De Lantsheere,

m. j., Reynaert, Anspach, Demeur et Defuisseaux.

1^{er} décembre. Après le vote des articles 37 à 41, M. Anspach propose un article 41 nouveau, ainsi conçu : « Lorsqu'il sera reconnu qu'une commune cherche à se soustraire au remboursement des secours provisoires que la loi met à sa charge, la députation permanente ordonnera une imposition de centimes additionnels aux contributions directes et mandatera le remboursement sur la caisse communale, le tout en conformité de l'article 88 de la loi communale. La commune pourra, endéans le mois de l'ordonnance, prendre son recours au roi. » M. Tack fait parvenir au bureau une autre rédaction de cet article nouveau : « Lorsqu'il sera reconnu qu'une commune cherche à se soustraire au remboursement des secours provisoires que la loi met à sa charge, la députation pourra, sans préjudice à tous autres moyens de contrainte, mandater les sommes réclamées ou admises en taxe, sur la part disponible qui lui revient dans le fonds communal. La commune débitrice pourra, dans le mois où elle aura reçu l'avis de l'émission du mandat de paiement, exercer son recours auprès du Roi. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires à l'effet d'assurer, en cette matière, l'exécution des décisions des députations permanentes. » Ces deux amendements sont rejetés après des observations de MM. De Lantsheere, *m. j.*, T'Serstevens et Muller. Enfin les derniers articles 42 et 43 du projet sont votés après un échange d'explications entre MM. Anspach et De Lantsheere, *m. j.*

7 décembre. MM. Anspach et Funck font parvenir au bureau des dispositions transitoires ainsi conçues : « Les indigents qui ont été admis dans des asiles hospitaliers à raison du domicile de secours acquis sous le régime de la loi de 1845 conserveront leur situation quand même leur domicile de secours serait changé par application de la présente loi. » — 8. La chambre s'occupe du second vote du projet de loi. Après un débat sur les articles 5, 6, 8, 10, 12, 19, 21, 23, 25, 30, 32, 33, 35, auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, Anspach, A. Visart, *r.*, et Vleminckx, et à la suite duquel la disposition transitoire mentionnée ci-dessus est adoptée avec un léger changement de rédaction, le projet de loi est voté par 68 voix contre 19 et une abstention.

18 janvier. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi aux termes duquel quiconque, sans motifs légitimes ou sans autorisation légale, sera trouvé porteur d'une arme de guerre, sera puni d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. Si le coupable fait partie d'un rassemblement, il pourra être

condamné, en outre, à un emprisonnement de huit jours à trois mois. *Id.* un projet de loi portant augmentation du personnel de quelques tribunaux, et un projet portant création d'une place d'auditeur militaire adjoint, à Anvers.

10 février. M. Reynaert, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de certains tribunaux (Verviers, Charleroi, Courtrai, Dinant et Nivelles). — 15. M. Guyot, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à l'institution d'un auditeur militaire adjoint à Anvers. M. De Lantsheere, *m. j.*, *id.* le rapport triennal sur la situation de la fondation des bourses d'étude. — 18. Dans la discussion du projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de quelques tribunaux, M. Bara soutient que ce projet a été inspiré par le désir de placer quelques candidats qui sollicitent des places et qui craignent le résultat des élections. Il accuse ensuite le *m. j.* 1^o d'avoir frappé d'ostracisme un substitut (M. Wouters) parce qu'il a conclu contre des amis du *m. j.* et d'avoir nommé juge au même siège que lui M. Diercxens qui l'avait diffamé dans le *Journal d'Anvers*, le forçant ainsi à donner sa démission ; 2^o d'avoir appelé à un poste de magistrat une personne qui avait été condamnée pour calomnie en diffamation ; et enfin, 3^o d'avoir refusé de nommer juge M. Laurent, parce qu'il est le fils de l'éminent professeur de ce nom. M. Jacobs répond que M. Wouters a publié dans les journaux des lettres à propos de sa démission ; qu'il résulte de ses déclarations que cette démission a été provoquée par un conflit ou un malentendu entre le *m. j.* et lui quant à la création d'une cinquième chambre à la cour d'appel de Bruxelles. Quant à M. Diercxens, il n'est pas l'auteur des articles dont il a été parlé. M. Bara maintient le fait, que M. Jacobs persiste à nier. M. De Lantsheere, *m. j.*, s'attache ensuite à justifier ces actes, et après avoir entendu encore quelques mots de M. Bockstael au sujet d'un incident relatif à la nomination du procureur du roi de Mons, la chambre adopte le projet de loi à l'unanimité. Il en est de même de celui qui tend à créer, à Anvers, une place d'auditeur militaire adjoint. — 22. M. Bara donne lecture d'une lettre que lui a adressée M. Diercxens et dans laquelle ce magistrat nie formellement qu'il ait été rédacteur du *Journal d'Anvers* et que, dans ce journal, il ait attaqué M. Wouters. M. Bara cite, en réponse à cette allégation, une lettre de l'ancien chef d'atelier du journal. M. Jacobs dit que ce chef d'atelier a été congédié, qu'il est aujourd'hui membre d'un comité de débitants de boissons à Anvers et qu'il joue un rôle dans la politique anver-

soise. M. Bara maintient ses allégations.

6 avril. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux armes de guerre.

10 mai. Il est voté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Woeste, De Lantsheere, *m. j.*, et Nothomb, *r.*, au sujet des cas où il y aura un motif légitime pour se servir d'une arme. Ainsi, en supposant qu'un chien atteint d'hydrophobie soit poursuivi par un grand nombre d'habitants, tous munis d'armes de guerre, il n'y aura pas de délit; il y aura un motif légitime; ainsi en sera-t-il également si une autorisation légale peut être produite.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

25 janvier. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Delehay, *r.*, combat une allocation de 15,000 fr. proposée par le *m. i.* pour le théâtre flamand de Bruxelles. Il croit que cette dépense doit incomber à la ville ou à l'industrie privée. MM. Saintelette, Funck, Guillery et Delcour, *m. i.*, défendent le crédit et allèguent qu'il y a un engagement pris envers la ville de Bruxelles. M. Delaet estime que, dans le théâtre qu'on vient de créer à Bruxelles, la littérature dramatique flamande n'est pas intéressée dans la proportion du subside que demande l'administration communale. C'est un théâtre où Bruxelles subsidie la partie française et demande au gouvernement de subsidier la partie flamande. Si le gouvernement veut réellement encourager l'art dramatique flamand, il y a un moyen beaucoup plus sûr que d'accorder un subside de 15,000 fr. à la ville de Bruxelles, dont le théâtre n'est flamand qu'à certains jours; c'est d'ajouter ces 15,000 fr. au crédit destiné à être réparti en primes aux auteurs dramatiques. Après avoir entendu encore MM. Cruyt, Delehay, *r.*, Funck, Vandenpeereboom, Guillery, Kervyn de Volkaersbeke, Couvreur et Delcour, *m. i.*, la chambre adopte, par 45 voix contre 29, la proposition du gouvernement. Elle vote ensuite, sur la proposition de M. Kervyn de Lettenhove, acceptée par M. Delcour, *m. i.*, un crédit de 6,000 fr. pour la publication de la correspondance du cardinal Gravelle. Quelques observations sont échangées entre MM. Saintelette, Delcour, *m. i.*, de Macar et Kervyn de Lettenhove, au sujet des travaux de la carte géologique. M. Delcour, *m. i.*, répondant à MM. Le Hardy de Beaulieu et Vleminckx, dit que l'on s'occupe activement de la réorganisation de l'Observatoire royal, puis, après quelques mots de MM. Kervyn de Volkaersbeke et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'assimilation des employés des bibliothèques des universités à ceux de la bibliothèque royale, un débat, provoqué par

M. Kervyn de Lettenhove, s'engage au sujet du danger que présente le laboratoire de chimie du musée de l'industrie pour les collections attenantes de la bibliothèque et du musée. M. Funck donne des explications à ce sujet. Quand on aura construit une nouvelle école industrielle, le laboratoire sera déplacé. — 26. M. Delcour, *m. i.*, à son tour, donne des explications qui provoquent des observations de MM. Kervyn de Lettenhove, Vleminckx, Bergé et Funck au sujet d'un commencement d'incendie qui a eu lieu et des mesures à prendre pour empêcher un désastre. Après un échange d'explications entre MM. Delcour, *m. i.*, et Saintelette au sujet du cabinet d'estampes, entre MM. Kervyn de Volkaersbeke, Delcour, *m. i.*, et Kervyn de Lettenhove au sujet de la conservation et des locaux des archives, M. Delcour, *m. i.*, dit que le gouvernement a porté dans le *B.* une première annuité de 50,000 fr. pour sa part contributive dans les frais d'acquisition du musée Plantin. Le chiffre d'intervention de l'Etat avait été fixé d'abord à la somme de 200,000 fr.; mais, sur la demande de la ville et les instances des députés, on a consenti à augmenter ce chiffre, afin de participer à la dépense des droits à payer au fisc, l'administration des finances n'ayant pas cru pouvoir exempter la ville du paiement de ces droits. M. Delehay demande ensuite qu'on ajourne l'exposition des beaux-arts de Bruxelles à 1880, le palais des Beaux-Arts ne devant être terminé qu'à cette époque. M. Delcour, *m. i.*, dit que cette question préoccupe le gouvernement; mais il y a une négociation à engager avec les villes de Gand et d'Anvers, qui doivent organiser des expositions en 1879 et en 1880. On ne peut prendre une résolution qu'après avoir consulté ces deux villes. M. Jottrand présente des observations sur le retard apporté à l'exécution d'une gravure du tableau de M. Stallaert, la *Mort de Didon*, et M. Couvreur critique le système de la centralisation en matière d'enseignement des arts du dessin. M. Delcour, *m. i.*, dit que le conseil de perfectionnement a formulé un programme complet pour l'enseignement du dessin, depuis les principes les plus élémentaires jusqu'aux études artistiques les plus élevées. D'après le système adopté par le conseil, il y aurait unité de matière, unité de méthode dans tout l'enseignement, afin qu'un élève qui, dans une école, aurait reçu les premières notions du dessin et montrerait des aptitudes spéciales, pût passer sans difficulté, sans perte de temps, dans une école supérieure. Le *m.* a pensé que le programme, tel qu'il a été arrêté notamment pour les écoles primaires, offre certains inconvénients, qu'il est trop développé. C'est pourquoi il a appelé la *c.* cen-

trale de l'instruction primaire à s'occuper de nouveau de la question. Au mois de décembre dernier, ce collège s'est mis d'accord sur les bases du programme destiné aux écoles normales et aux écoles primaires. Le travail a été remis tout récemment au *m.* qui ne perdra pas de vue cet important objet. M. Couvreur ayant parlé des différentes méthodes qui ont été discutées au sein du conseil de perfectionnement, le *m.* dit qu'il ne s'est pas prononcé quant à l'application uniforme du système et qu'il éprouve une grande difficulté à le faire. Il désire laisser une grande spontanéité aux professeurs parce que, dans l'enseignement des arts, il importe surtout de ne pas entraver l'essor du travail individuel et de maintenir aux productions artistiques l'originalité qui constitue leur principale valeur. — 27. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Vleminckx, dit qu'un monument sera érigé à Van Helmont. La chambre, après avoir entendu MM. Vleminckx, Cruyt, Delcour, *m. i.*, et Delehay, vote une allocation de 1,000 fr. à titre de subside aux sociétés de médecine de Gand et de Bruxelles. Le rapport sur la marche de certaines épidémies sera publié prochainement.

19 mai. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, des explications sont échangées entre MM. Piedbœuf, Delcour, *m. i.*, Delehay, *r.*, et d'Andrimont au sujet de la construction d'un édifice pour le Conservatoire de musique de Liège.

MILICE.

7 décembre. Il est donné lecture d'une proposition de loi de MM. Woeste, Eug. de Kerckhove, Meeus et Simonis, ainsi conçue : « La disposition suivante est ajoutée à l'article 72 de la loi du 18 septembre 1873 : La somme versée à la caisse de remplacement lui restera acquise en cas de désertion, de renvoi pour inconduite ou de condamnation à la dégradation militaire du remplaçant. En tous cas, la somme sera remboursée au milicien avec les intérêts à 4 p. c. à l'expiration de l'engagement du remplaçant et de la même façon que la somme réservée sur la prime de volontaire. » — 8. M. Woeste développe sa proposition, qui est prise en considération.

26 avril. M. Woeste, comme *r. s. c.*, présente le rapport sur sa proposition.

MONNAIES.

15 mars. M. Frère-Orban interpelle le *m. f.* sur la question de savoir s'il a, comme on l'assure, après la mise en vigueur de la convention monétaire qui limite à 11 millions la part de la Belgique dans le monnayage de l'argent, fait acheter des barres d'argent à Londres pour toute la quotité attribuée à la

Belgique dans la convention monétaire. Il se demande quelles sont les raisons qui ont pu déterminer le *m. f.* à faire fabriquer, pour compte du gouvernement belge, de la monnaie d'argent, et à l'aide de quelle opération il a pu faire ces achats de barres d'argent : il n'existe pas de crédit législatif qui autorise le gouvernement à faire une pareille opération. M. Malou, *m. f.*, répond que cette année, comme les années antérieures, les puissances signataires de la convention de 1865 ont admis la limitation de la fabrication de l'argent. La part de chacune a été réduite. Elle était de 15 millions pour la Belgique, l'année dernière. Elle n'a été, pour 1876, que de 10,800,000 fr. Lorsque cette convention a été parfaite, il s'est décidé à acheter pour 10,800,000 fr. à peu près de lingots d'argent sur le marché de Londres et il les a payés en titres 5 p. c., dont le solde est à la disposition du gouvernement. Il s'est décidé à faire cette opération, parce que plusieurs fois pendant le cours de l'année dernière, et même en ce moment, la réserve de pièces de 5 fr. à la Banque Nationale est tombée au-dessous de ce qu'elle doit être. On peut discuter sur l'ensemble du système monétaire ; mais il est évident que, dans l'état actuel de la législation et des faits, les pièces de 5 fr. d'argent jouent un rôle essentiel, nécessaire ; on doit toujours avoir, pour le paiement des salaires, pour la circulation, une quantité suffisante de pièces de 5 fr. d'argent. M. Frère-Orban considère la négociation de titres 3 p. c. belges sur le marché de Londres comme une opération fâcheuse. D'autre part, ce n'est pas au gouvernement de pourvoir à l'encaisse de la Banque Nationale. Quant au bénéfice réalisé par le gouvernement, il est payé par le public, à qui l'on donne des pièces de 5 fr. ayant une valeur de 4 fr. 40 c., et ce mode de réaliser des bénéfices prouve à l'évidence que le système du double étalon favorise des spéculations faites soit par l'Etat, soit par des particuliers. M. Malou, *m. f.*, répond que dès l'instant où la pièce de 5 fr. est une monnaie légale, il n'a volé personne, et il croit avoir fait une opération utile. M. Pirmez fait observer que le système du double étalon est bien réellement une machine à agiotage sur les métaux. M. Malou, *m. f.*, constate que l'on est en désaccord sur le système monétaire, et que cette question pourra être discutée de nouveau à l'occasion d'un projet de loi tendant à proroger la limitation du monnayage de l'argent. M. Jacobs, de son côté, dit que la Belgique a été, dans la conférence monétaire, après la Suisse, le pays le plus disposé à se rallier à l'étalon d'or. M. Frère-Orban dit qu'il proposera l'interdiction du monnayage de l'argent, et il ne comprend pas que

le gouvernement n'en ait pas pris l'initiative en présence de la dépréciation constante de ce métal. Il ajoute que l'introduction du cours forcé dans des pays qui avaient participé à la convention monétaire devait faire tomber la convention. Après quelques mots de M. A. Jamar, l'incident est clos.

25 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi portant prorogation de la loi relative à l'interdiction ou à la suppression du monnayage de l'argent.

NOTARIAT.

21 mars. Par message, en date du 15 mars, le sénat transmet un projet de loi qui apporte des modifications à la loi du 25 ventôse an xi sur le notariat. — 22. Sur la proposition de M. Delehayé et après un débat auquel prennent part MM. Cruyt, Vander Donckt et De Lantsheere, *m. j.*, qui déclare qu'il combattra le projet, celui-ci est renvoyé aux ss.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

15 février. M. Wasseige interpelle le gouvernement sur des faits qui se sont passés à Malines le 15 février. Des catholiques, qui étaient allés à Malines pour une réunion politique, y ont été l'objet de violences. L'orateur demande une enquête sur la conduite du chef de station et sur celle du chef de la police de Malines. M. Delcour, *m. i.*, annonce qu'une enquête est ouverte. M. Pirmez dit avoir appris qu'une société de musique catholique s'était rendue devant la maison du bourgmestre pour le huer. M. E. de Kerckhove nie le fait. M. Kervyn de Lettenhove impute tous les torts aux libéraux. M. Van Humbeeck fait observer qu'il faut attendre le résultat de l'enquête. M. Kervyn de Lettenhove demande que l'assemblée soit unanime pour déclarer que, dans un pays où les libertés sont si étendues, les droits si larges, la violence est sans excuse, qu'elle compromet l'honneur du pays, qu'elle met en péril nos institutions, et que ceux qui ont recours dans l'ombre au poignard, quel que soit leur nom, quelles que soient leurs opinions, sont des infâmes et des lâches.

7 mars. M. Jottrand annonce qu'il demandera des explications sur les procédés tout à fait extraordinaires qui sont mis en œuvre à Malines pour l'instruction judiciaire relative aux troubles. M. Beernaert, *m. t.*, dit qu'il préviendra son collègue de la justice de l'intention du préopinant. — 10. M. Jottrand fait une interpellation qui tend à critiquer la délégation près le tribunal de Malines d'un juge d'instruction spécial (M. De Bruyn), connu par ses opinions catholiques; il critique aussi les procédés de ce magistrat, puis le silence gardé sur l'enquête administrative,

silence dicté, d'après lui, par le regret du gouvernement de ne l'avoir pas vue aboutir à des résultats conformes à ses désirs. MM. Beernaert, *m. t.*, De Lantsheere, *m. j.*, et Delcour, *m. i.*, défendent leurs actes et ceux de la justice. Il sont appuyés par M. Cruyt. M. Van Humbeeck, de son côté, appuie les observations de M. Jottrand. Finalement M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il prendra de nouveaux renseignements auprès des autorités administratives.

4 mai. M. Jottrand réclame de nouveau les rapports résultant des enquêtes faites sur l'incident de Malines. M. Delcour, *m. i.*, dit qu'il attend un rapport du gouverneur d'Anvers. M. Beernaert, *m. t.*, s'engage à communiquer le lendemain les propositions du conseil des chemins de fer en ce qui concerne le personnel de la station de Malines. M. Bara estime que si l'on a demandé un rapport au gouverneur, c'est qu'on n'a pas trouvé celui du bourgmestre de Malines satisfaisant au point de vue du résultat qu'on voulait atteindre. M. Dumortier critique la conduite du bourgmestre de Malines. M. Pirmez constate qu'on a invité le gouverneur à charger de l'enquête des membres de la députation permanente d'Anvers, qui sont des hommes de parti. Cette appréciation est appuyée par MM. Bara et Bockstael, et combattue par M. E. de Kerckhove. M. Delcour, *m. i.*, affirme que la c. d'enquête a été constituée de la façon la plus impartiale. M. Frère-Orban insiste pour avoir les rapports. — 5. M. Beernaert, *m. t.*, dit qu'il n'a pas reçu les propositions du conseil des chemins de fer. — 9. Il dépose le dossier annoncé et dit que le conseil a été d'avis qu'il y avait lieu de réprimander le chef de la station de Malines. M. Delcour, *m. i.*, déclare qu'il déposera le lendemain le rapport du gouverneur de la province d'Anvers. M. Jottrand soutient que le blâme infligé au chef de la station de Malines est un service politique et non un jugement. M. Beernaert, *m. t.*, proteste contre cette appréciation; puis MM. Van Humbeeck et Bara demandent que l'on fasse imprimer le dossier, y compris le rapport de l'administration communale de Malines. Cette proposition, appuyée par M. Jacobs, est adoptée. — 10. M. Delcour, *m. i.*, dépose les documents promis la veille. M. Woeste désire qu'il y ajoute la liste des personnes blessées ou contusionnées dans l'affaire de Malines. M. Wasseige proteste contre les accusations de violence qu'on lui adresse ainsi qu'à ses amis politiques. M. Jottrand réplique que M. Wasseige, dans cette affaire, s'est constitué en véritable procureur du roi. — 16. A propos du projet de crédit de 56 millions pour travaux publics, un débat s'engage entre MM. Frère-Orban et Jacobs au sujet de la

politique cléricale et libérale. Le premier orateur attaquant, entre autres, les doctrines d'un *Cours de religion chrétienne*, d'un jésuite, le R. P. Schouppe, et qui est employé dans les écoles du clergé, soutient que le parti catholique met les prétentions cléricales au-dessus de la paix, de la sécurité et de la prospérité du pays. M. Jacobs répond que le libéralisme est le partisan du pouvoir fort et que le pays le répudiera dans le prochain scrutin. — 17. Le débat continue entre MM. Van Humbeeck et Woeste. — 18. La chambre entend encore MM. Malou, *m. f.*, Frère-Orban et Orts. Le *m.*, recherchant d'où viennent les appréhensions dans une grande partie du pays, dit que, dans l'opinion libérale, non plus que dans aucun parti, il ne peut y avoir homogénéité absolue de vues et de tendances sur toutes les questions que la politique soulève. Il y a évidemment dans l'opinion libérale un très grand nombre de membres qui sont à la fois des libéraux et des catholiques, comme, dans l'opinion catholique, presque tous sont aussi à la fois des catholiques et des libéraux, puisqu'on a même reconnu, dans le cours du débat, que les deux cardinaux de Malines étaient des catholiques libéraux. Mais s'il y a une nuance intermédiaire, une fraction qui n'est pas hostile à toute idée, à toute influence religieuse, une troisième est hostile, directement hostile au sentiment religieux. C'est celle-là qui, à mesure qu'elle grandit, préoccupe et inquiète le pays. Le *m.* désire vivement que, lorsque les oscillations inévitables du système politique ramèneront l'opinion libérale au pouvoir, elle y soit représentée par des hommes gouvernementaux, par des hommes se pénétrant de l'esprit vrai de la Constitution et non pas d'hostilité contre les sentiments religieux et contre les institutions. Pour lui, aussi longtemps qu'il siégera au banc ministériel, il poursuivra, quelles que soient les excitations de droite ou de gauche, le système qu'il a pratiqué jusqu'à présent. Il le croit conforme aux intérêts du pays et n'en dévierait pas. M. Orts rappelle ce qui est arrivé en France quand la droite s'est livrée aux hommes de combat. Il en est advenu les ordonnances de juillet, les coups d'Etat et la révolution de 1850, pour aboutir au plus épouvantable effondrement de l'opinion politique sacerdotale qui se soit jamais produit dans un pays, effondrement si grand, que le parti cléricale en France a été, pendant près de trente années, dans l'impossibilité d'aspirer au pouvoir. Il n'a entrevu cette possibilité qu'un jour, après vingt années d'impuissance, le jour fatal où la liberté constitutionnelle disparut en France pour faire place tour à tour au despotisme du nombre et au

despotisme d'un seul. L'orateur sait bien que des épreuves de cette violence ne menacent pas la Belgique. Les prétentions cléricales, comme celles de la majorité française de 1822 à 1827, amèneront le même effondrement. L'indignation publique éclatera en défendant les conquêtes de la société moderne contre ceux qui voudraient rétrograder jusqu'aux siècles où dominait la théocratie. L'effondrement se produira sans coup d'Etat; cela rassure l'orateur, parce que si, à la rigueur, on parvient à trouver quelque jour un Polignac dans les rangs catholiques, ce qu'on ne trouvera jamais sur le sol de la libre Belgique, c'est un Charles X.

POSTES.

10 novembre. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi sur l'encaissement des effets de commerce par la poste.

9 février. M. Dansaert, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

21 mars. MM. Lelièvre, Beernaert, *m. t.*, Malou, *m. f.*, Dansaert, *r.*, Van Humbeeck et Jottrand sont entendus dans la discussion de ce projet, dont les trois premiers articles sont adoptés. — 22. Les articles 4 à 7 sont également votés après un débat auquel prennent part MM. Beernaert, *m. t.*, Jottrand, Malou, *m. f.*, et Tesch, et avec cette condition que le gouvernement rende compte tous les trois ans, aux chambres, de l'exécution de la loi. Puis l'ensemble du projet est voté par 89 voix contre 2 abstentions.

PRESSE.

28 avril. Il est donné lecture d'une proposition de loi déposée par M. Lelièvre et qui est ainsi conçue: « Le § 4 de l'article 8 du décret du 19 juillet 1851 est remplacé par les dispositions suivantes: Si le prévenu ne comparait pas ou s'il se retire avant que le tirage au sort des jurés soit commencé, il sera statué par défaut. En ce cas, la cour d'assises prononcera sur l'action publique et sur les intérêts civils, sans l'assistance ni l'intervention des jurés. L'opposition à cet arrêt devra être formée dans les cinq jours de la signification et notifiée tant au ministère public qu'à la partie civile, à peine de déchéance. Néanmoins, les frais de l'expédition de la signification de l'arrêt par défaut et de l'opposition demeureront dans tous les cas à charge de l'opposant. La cause sera appelée à la prochaine session des assises, à la diligence du ministère public. En cas de nouveau défaut, l'opposition sera non avenue, et l'arrêt qui interviendra sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée que par recours en cassation. Si le prévenu se retire après que le tirage au sort des jurés est

commencé, l'affaire sera réputée liée contradictoirement et l'arrêt sera définitif. »

9 mai. M. Lelièvre développe sa proposition, qui est prise en considération.

RECENSEMENT.

25 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit pour le recensement de la population.

10 mai. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 11. Adopté.

SERVITUDES MILITAIRES.

9 mai. M. Malou, *m. f.*, dépose le rapport sur l'exécution de la loi du 3 avril 1875 sur les indemnités allouées à raison des servitudes militaires.

TÉLÉGRAPHES.

29 mars. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux télégraphes locaux.

9 mai. Après un débat auquel prennent part MM. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, Beernaert, *m. t.*, Anspach et Lelièvre, ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

15 février. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédits supplémentaires de 923,155 fr. 19 c. sur le service ordinaire du département des travaux publics, crédits qui s'appliquent aux exercices 1875 et antérieurs. Il ajoute que les crédits non dépensés s'élèvent à environ 2 millions. De sorte qu'il restera encore un boni sur les dépenses prévues pour le service ordinaire des travaux publics d'environ 1,175,000 fr. — 25. M. T'Serstevens, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

9 mars. Il est adopté à l'unanimité. — 16. M. Meeus, *r. c.*, dépose le rapport sur des pétitions relatives à la suppression des droits de navigation sur les canaux et rivières et à l'autorisation de naviguer la nuit. — 24. Cette pétition est renvoyée au *m. t.* après des observations de MM. Saintelette, Delehay et Delaet en faveur de la suppression des péages sauf sur les canaux de la Meuse, de la Sambre, de Charleroi à Bruxelles, de Mons à Condé et de Pommerœul à Antoing. — 28. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédits spéciaux, s'élevant à 36,189,200 fr. pour travaux d'utilité publique (1).

6 avril. M. T'Serstevens, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 27. Dans la discussion générale de ce B., M. Lelièvre engage le gouvernement à ne pas provoquer inutilement des contestations judiciaires. M. Moncheur réclame la construction d'un pont sur la Meuse à Sclayn. M. De Clercq demande la construction de la route décrétée de Nieuwmunster à Wenduyne et de deux jetées complémentaires à Heyst, dans la direction de Knocke. Il s'occupe ensuite du régime des eaux dans l'arrondissement de Bruges et de la navigation sur le canal d'Ostende. M. Wouters voudrait voir décréter la création d'un canal maritime de Louvain à l'Escaut. M. Van Iseghem insiste pour qu'on s'occupe activement de l'amélioration du port d'Ostende et des voies qui y aboutissent. — 28. M. De Decker demande que l'on poursuive activement l'exécution des travaux maritimes d'Anvers. M. Bertin réclame la construction d'une route de Reninghelst à Kemmel par le hameau la Clytte, l'amélioration du régime de l'Yser et la jonction de la Lys à l'Yperlée. M. De Smet s'occupe des travaux hydrauliques à exécuter dans l'arrondissement de Gand; M. Verbrugghen, d'une passerelle à construire sur la Dendre à Ninove. M. Delehay parle en faveur de l'augmentation du traitement des petits employés et s'occupe du régime de l'Escaut. M. Mouton demande la réduction des péages sur le canal de l'Ourthe.

2 mai. M. Magherman appelle l'attention sur le régime du haut Escaut et sur la corruption des eaux de l'Espierre. M. Beeckman s'occupe du régime du Démer; M. Kervyn de Volkaersbeke, des routes dans l'arrondissement de Gand. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations présentées. M. Wasseige insiste en faveur de la construction du pont de Sclayn. — 4. M. Woeste s'occupe du régime de la Dendre canalisée et recommande de nouveau l'exécution d'une passerelle à Ninove; M. Ortmans, celle de la route de Battice à Verviers; M. Van Iseghem trace le programme des travaux à faire pour les installations maritimes du port d'Ostende. — 5. M. Nothomb appelle l'attention sur l'état des routes dans l'arrondissement de Turnhout; M. Delexhy, *id.* dans l'arrondissement de Waremme. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Beernaert, *m. t.*, Van Wambeke et Woeste au sujet du régime de la

(1) Au ministère de la justice : Continuation des travaux du palais de justice à Bruxelles, 2,500,000 fr. Au ministère de l'intérieur : Construction et ameublement des écoles normales de Liège et de Mons, 503,500 fr. Armement de la garde civique, 375,000 fr. Monument de S. M. Léopold 1^{er} et Parc à Laeken (dernier crédit), 1,000,000 fr. Au ministère des

travaux publics : A. Routes et ponts Travaux de raccordement de routes tant au chemin de fer de l'Etat qu'aux chemins de fer concédés; redressement et amélioration de routes. Subsidés pour aider à l'établissement de chemins vicinaux aboutissant à des stations, 1,000,000 fr Construction ou reconstruction de ponts appartenant à des routes. Subsidés

Dendre canalisée; entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Beernaert, *m. t.*, Meeus et Delehay, sur la façon dont les plans des travaux sont exécutés pour les ponts et chaussées, sur les péages des canaux et la navigation nocturne. Le *B.* est voté à l'unanimité. — 10. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 36 millions. — 16. *Discussion générale de ce projet de loi.* (Voir CHEMIN DE FER. Voir POLITIQUE INTERIEURE.) — 17, 18. *Ibid.* M. Le Hardy de Beaulieu invite le gouvernement à examiner avec soin s'il est permis, s'il est possible, de priver les populations rurales des sources naturelles dont elles ont joui de temps immémorial, s'il est permis de les détourner du côté des villes pour satisfaire aux besoins qui s'y manifestent, alors que celles-ci peuvent suffire à leurs besoins sans nuire à aucun intérêt. Il s'occupe ensuite des intérêts de la ville de Wavre et de l'urgence qu'il y a de pourvoir aux nécessités du port d'Anvers. M. Van den Steen s'occupe de la rectification du coude de la Dendre dans la traverse de Termonde. — 19. Au § 5. Travaux de raccordement de routes tant au chemin de fer de l'Etat qu'aux chemins de fer concédés; redressement et amélioration de routes. Subsidés pour aider à l'établissement de chemins vicinaux aboutissant à des stations, 1,000,000 de francs, MM. Le Hardy de Beaulieu et cinq de ses collègues ont proposé un amendement dont le libellé est le même, mais le chiffre porté à 2,000,000 de francs. Après un débat auquel prennent part MM. Delexhy, Beernaert, *m. t.*, Delehay, *r.*, Bricoult et Malou, *m. f.*, cet amendement est rejeté par 46 voix contre 46 et une abstention. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. De Clercq et Beernaert, *m. t.*, au sujet de l'élargissement du canal de Bruges à Blankenberghe.

A l'article relatif à l'Escaut, MM. A. Visart et De Clercq proposent d'ajouter un crédit de 500,000 fr. pour la continuation des travaux d'amélioration du canal de Bruges à Ostende. Après des observations de MM. Van Iseghem et Beernaert, *m. t.*, M. A. Visart consent à réduire le chiffre à 250,000 fr. Néanmoins leur proposition est rejetée. M. Van den Steen demande ensuite l'enlèvement du banc de sable qui se trouve dans l'Escaut à la hauteur d'Appels. Il y a un échange d'observations entre MM. L. Visart et Beernaert, *m. t.*, au sujet des travaux de l'Yser; entre MM. Simonis et Beernaert, *m. t.*, au sujet du lion qui doit couronner le barrage de la Gileppe; entre MM. Notelteirs et Beernaert, *m. t.*, au sujet des travaux de la Grande-Nèthe. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit que les travaux du port d'Anvers seront bientôt mis en adjudication.

VOIES ET MOYENS.

24 novembre. M. De Decker, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens.

5 décembre. Dans la discussion générale, MM. Le Hardy de Beaulieu et Demeur soutiennent que les prévisions des recettes pour 1876 sont exagérées. MM. Malou, *m. f.*, et Beernaert, *m. t.*, estiment qu'elles ne le sont pas. Au chapitre des *Douanes*, MM. Le Hardy de Beaulieu et Couvreur font valoir contre MM. Malou, *m. f.*, et Delehay la nécessité de supprimer sur-le-champ les droits qui protègent encore l'industrie cotonnière. Après des explications entre MM. Malou, *m. f.*, et Delaet au sujet de la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'abolir, en Belgique, les droits de fanaux et de balisage qui ont été abolis en Hollande, le *B.* est voté à l'unanimité.

1,000,000 fr. — B. *Bâtiments civils.* Agrandissement du Palais de la Nation et des ministères. — Transfert du ministère des travaux publics, 1,000,000 fr. Construction du nouvel hôtel des Monnaies, 1,000,000 fr. Construction de l'édifice destiné aux expositions des beaux-arts, ainsi qu'aux fêtes et cérémonies publiques, 500,000 fr. Construction d'un bâtiment pour le service du *Moniteur belge*, 200,000 fr. Achèvement des bâtiments et de l'ameublement du Conservatoire de musique, à Bruxelles, 300,000 fr. Continuation des travaux de restauration et d'amélioration du palais des princes-évêques de Liège, 200,000 fr. Solde des frais de construction du local provisoire établi pour l'exposition triennale des beaux-arts de 1875, à Bruxelles, 28,000 fr. — C. *Travaux hydrauliques.* Canalisation de la Meuse, 600,000 fr. Escaut. — Travaux d'amélioration, 300,000 fr. Travaux d'élargissement et de redressement du canal de Terneuzen, 1,000,000 fr. Travaux d'amélioration de la Dendre, 100,000 fr. Continuation des travaux d'amélioration du régime de l'Yser et des canaux y aboutissant, 200,000 fr. Nouvelles installations pour le service de la marine à Ostende, 100,000 fr. Travaux d'achèvement du barrage de la

Gileppe, 260,000 fr. Travaux d'amélioration de la Grande Nèthe, 24,000 fr. — D. *Travaux d'Anvers.* Nouvelles installations maritimes. Achat de terrains nécessaires à l'agrandissement de la station du Sud; raccordement entre cette station et celle de Vieux-Dieu, 2,500,000 fr. — E. *Chemins de fer en exploitation.* Voies et travaux : Travaux d'extension. — Plus-value des rails d'acier et des longrines de fer à mettre en œuvre pour le renouvellement de la voie, 8,220,000 fr. Matériel de traction et de transport : Extension du matériel de traction et de transport; outillage des ateliers, 7,660,000 fr. Lignes du Luxembourg. Liquidation de l'actif et du passif de la Compagnie du Luxembourg au 31 décembre 1872 et de l'exploitation par l'Etat en 1873, 2,310,289 fr. 01 c. Extension des approvisionnements pour l'exploitation des lignes du Luxembourg, 813,410 fr. 99 c. — F. *Télégraphes.* Extension des lignes et appareils télégraphiques, 425,000 fr. Au ministère de la guerre : Amélioration des casernes appartenant à l'Etat et de leur mobilier, et construction ou ameublement de nouvelles casernes, 2,000,000 fr. Total, 36,089,200 fr.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1875-1876.

Z²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ALLEMAGNE (Convention avec l'). Voir TRAITÉS.
ANVERS. Citadelle du Nord, 8 d. V. Armée. — Travaux maritimes, 28 a., 18, 19 mai. V. Travaux publics.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1876, 30 n. — r. de M. Nothomb, 10 n. — Disc. et vote, 15 n. V. Guerre.

ARMES DE GUERRE (Vente d'), 17 n. V. Industrie. — Défense de les porter, 18 j. — r. de M. Nothomb, 6 a. — Disc. et vote, 10 mai. V. Justice.

AUDITEUR MILITAIRE adjoint à Anvers, 18 j. — r. de M. Guyot, 15 f. — Disc. et vote, 18 f. V. Justice.

AVOCATS. Voir PATENTE.

B

BANQUE DE BELGIQUE (Catastrophe de la). Visa anticipé des annuités. r. de M. Jacobs, 21 m. — Disc. et vote, 22 m. V. Finances.

BEAUVECHAIN (Nomination du bourgmestre de), 19 j. V. Budget de l'intérieur.

BESTIAUX ABATTUS (Indemnité pour), 19 j. V. Budget de l'intérieur.

BIBLIOTHÈQUE DES UNIVERSITÉS. Traitement des employés, 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Traitement des employés. Danger d'incendie, 25, 26 j. V. Lettres, sciences et arts.

BIENS DOMANIAUX (Aliénation et échange de), 28 m. — r. de M. Beeckman, 7 a. — Am., 3 mai. — r. de M. Beeckman, 10 mai. — Vote, 11 mai. V. Finances.

BOURGEMESTRE (Nomination d'un) à Beauvechain, 19 j. V. Budget de l'intérieur.

BOURSES D'ÉTUDE. Rapport triennal, 15 f. V. Justice.

BRACONNAGE (Répression du) nocturne, 10 d. V. Budget de la justice. — 10 mai. V. Chasse.

BUDGET de 1872 (Règlement définitif du). r. de M. De Smet, 16 d. — Vote, 18 f. V. Comptabilité.

BUDGETS de 1876. Affaires étrangères. r. de M. Pety de Thozée, 16 n. — Disc., 1^{er}, 2 d. — Vote, 2 d. — Recettes et dépenses pour ordre, r. de M. Pety de Thozée, 18 n. — Disc. et vote, 19 n. — Finances. r. de M. Magherman, 18 n. — Disc. et vote, 2 d. — Dotations. Disc., 18 n. — Non-valeurs et remboursements. r. de M. Demeur, 26 n. — Disc. et vote, 9 d. — Justice. r. de M. Lefebvre, 30 n. — Disc., 9, 10, 14 d. — Vote, 14 d. — Dette publique. r. de M. Demeur, 9 d. — Disc. et vote, 15 d. — Intérieur. r. de M. Delehay, 15 d. — Disc., 18, 19, 20, 25, 26, 27 j., 2 f. — Vote, 2 f. V. Budgets. — Gendarmerie. Disc. et vote, 20 n. — Guerre. r. de M. Thonissen, 26 n. — Disc., 7, 8 d. — Vote, 8 d. V. Guerre. — Travaux publics. r. de M. T'Serstevens, 6 a. — Disc., 27, 28 a., 2, 4, 5 mai. — Vote, 5 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. r. de M. De Decker, 24 n. — Disc. et vote, 3 d. V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1877, 22 f. V. Budgets.

BUREAU DE BIENFAISANCE de Wavre. Refus de secours aux familles dont les enfants ne fréquentent pas les écoles, 18, 21 j. V. Instruction publique.

C

CANAU. Navigation de nuit. — Péages, 16, 24 m. 5 mai. — Canal de Bruges à Ostende, 27 a., 19 mai. — Louvain à l'Escaut, 27 a. — Lys à l'Yperlée, 28 a. — Bruges à Blankenberghe, 19 mai. V. Travaux publics. — De Bossuyt à Courtrai. Minimum d'intérêt, 15 d. V. Budget de la dette publique.

CARTE GÉOLOGIQUE, 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

CASERNE (Incendie d'une) à Anvers. Cr. de 405,857 fr. 25 c., 25 j. — r. de M. Nothomb, 25 f. — Vote, 16 m. V. Guerre.

CASSATION (Recours en) pour les affaires administratives, 18 j. V. Budget de l'intérieur.

CELLULAIRE (Régime), 10 d. V. Budget de la justice.

CHARLEROI (Appropriation des terrains militaires de), 16 f. V. Finances.

CHARMET (Général). Incident relatif à un enter-

rement civil à Gand, 8, 25, 26 a. V. Guerre.
CHAUDIÈRES A VAPEUR (Surveillance des), 6 a., 10 mai. V. Industrie.

CHEMIN DE FER. Exploitation de la ligne de Landen à Hasselt, 5 d. — Ouverture de celle de Saint-Ghislain à Erbisœul, 9 d., 25 j. — Encombrement dans la station d'Ans, 15 d. — Pourboires aux employés dans la gare d'Anvers, 15 d., 28 a. — Achèvement de la ligne de Braine-le-Comte à Courtrai, 17 f., 2 mai. — Responsabilité de l'Etat en matière de transports, 27 a. — Tarif des petits paquets, 5 mai. — Reprise des routes aboutissant aux stations. Ligne de Tubize à Jodoigne, 27, 28 a. — Station de Pepinster Garniture des voitures de 1^{re} classe, 27 a. — Trace d'Athus à la Sambre, 27 a., 2, 5 mai. — Station de Bruges, 27 a. — Reprise du réseau de la Flandre occidentale, 27 a., 5 mai. — Augmentation du matériel, 27 a. — Ligne de Marbehan à Virton et à Montmédy. Id. de Bastogne à Wieltz, 27, 28 a., 4 mai. — Station de Courtrai, 27 a. — Lignes de Saint-Ghislain à Blaton et Ath. Anvers à Woensdrecht, à Tilbourg, à Boom. Station de Melle. Reprise de Lierre-Turnhout, Anvers-Gladbach, 28 a. — Garde-corps Maquet. Voitures à couloir. Id. automobiles, 2, 5 mai. — Transport des charbons. Stations de Tirlemont, de Malines, 2 mai. — Transport du sel. Ligne des plateaux de Herve, 5 mai. — Gare d'Ostende, 4 mai. — Frais d'exploitation des chemins de fer, 4, 5 mai. — Service entre Bruxelles et Mons, 5 mai. — Concessions de Tubize à Jodoigne et d'Audenarde à Roubaix, 9 mai. — r. de M. Delehay, 10 mai. — Vote, 11 mai. — Ligne de Bruxelles à Jodoigne par Tervueren, 16 mai. — Gares d'Ottignies et de Braine-le-Comte, 18 mai. — Longrines en fer, 18 mai. — Lignes de Vivegnis à Bleyberg, des Plateaux de Herve, 19 mai. — Stations de Bruges, Ostende, Malines, 19 mai. — Liquidation de l'actif et du passif de la ligne du Luxembourg, 19 mai. — Compte rendu des opérations du chemin de fer en 1875, 20 mai. V. Chemin de fer.

CHILI (Convention avec le). Voir TRAITÉS.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. r. de M. Thonissen sur les am. du sénat, 10 f. — Vote, 17 f. — r. de M. Jacobs, 16 m. — Vote, 24 m. V. Code de procédure civile.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE, 7 d. V. Guerre.

CODE PÉNAL. Pr. de M. Lelièvre à l'article 519, 8, 14 d. V. Code pénal.

CODE RURAL, 19 j. V. Code rural.

COMMISSAIRES de police des communes rurales. Traitement, 10 d. V. Budget de la justice. — Affiliation à la caisse de retraite des secrétaires communaux, 19 j. V. Budget de l'intérieur.

COMMISSAIRES VOYERS. Intervention des communes dans leur traitement, 19 j. V. Budget de l'intérieur.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. Traitement des employés, 18, 19 j., 3 f. V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES. Petit-Enghien, 18 j. r. de M. Houtart, 1^{er} f. — Vote, 17 f. — Battignies, 18 j. — r. de M. de Pitteurs, 26 j. — Vote, 27 j. — Saint-Amand, 18 j. — r. de M. Woeste, 1^{er} f., 8 f., 9 mai. — Vote, 11 mai. — Sélange, 18 j. — r. de M. Nothomb, 10 m. — Vote, 16 m. — Hallaer, 18 j. — r. de M. Jottrand, 31 m. — Vote, 10 mai. — Hou-

demont, 18 j. — r. de M. de Briey, 17 f. — Disc., 18 f. — Vote, 22 f. V. Affaires communales.

CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Patronage des), 10 d. V. Budget de la justice.

CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES (Propriété de certains bâtiments occupés par les), 2, 5 d. V. Budget des finances.

CONSEILS COMMUNAUX. Pénalités relatives à leurs ordonnances. Pr. de M. Lelièvre, 10, 14 m. V. Affaires communales.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE de Liège, 19 mai. V. Lettres, sciences et arts.

CONTRIBUTION PERSONNELLE (Révision de la loi sur la), 2 d. V. Budget des finances.

COTONNIÈRE (Industrie). Protection, 3 d. V. Voies et moyens.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES. Demande de création d'une 5^e chambre, 9, 10, 14 d. V. Budget de la justice.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. r. de M. de Zerezo de Tejada, 26 n. V. Cours d'eau.

COURTAGE (Liberté du). Pét. d'agents de change de Bruxelles, 16 n., 9 m. V. Industrie.

CRISE INDUSTRIELLE. Pét., 11, 19 mai. V. Industrie.

D

DÉCÈS. M. Vleminckx, 21 m. — M. Ch. Van Outryve d'Ydewalle, 16 mai. V. Décès.

DESSIN (Réorganisation des écoles de), 26 j. V. Lettres, sciences et arts.

DOMAINES (Statistique des), 26 n. V. Finances.

DOMICILE DE SECOURS, 16, 17, 18, 23, 24, 25, 26, 30 n., 7, 8 d. — Vote, 8 d. V. Justice.

DOUANIÈRE (Union) avec la Hollande, 2 d. V. Budget des affaires étrangères.

E

EAUX DE BRUXELLES. Drainage de la forêt de Soignes, 25, 26 a. — Pr. de M. Le Hardy de Beaulieu, 10, 20 mai. V. Cours d'eau. — 20 mai. V. Travaux publics.

EFFETS DE COMMERCE. Recouvrement par la poste, 10 n. — r. de M. Dansaert, 9 f. — Disc., 21, 22 m. — Vote, 22 m. V. Postes.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Opposition du clergé, 20 j. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Caisse de prévoyance des instituteurs primaires, 8 d. — Pr. de M. Kervyn de Lettenhove, 15 d., 18 j. — r. de M. Kervyn, 8 f. — Pr. de M. Malou, 7 m. — Disc., 23, 24, 28 m. — Vote, 28 m. — Minimum du traitement des instituteurs. Pr. de M. Guillery, 15, 16 d. — Disc. et vote, 28 m. — Ecole normale de Mons. Nomination d'un directeur ecclésiastique, 28 m. — Chapelle, 19 mai — Dotation de l'enseignement, 20, 21 j. — Incident relatif à l'école des filles de Virton, 2 f. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Loi sur la collation des grades académiques. r. de M. Smolders, 24 n. — Documents, 1^{er}, 8, 16, 22 f. — Disc., 22, 23, 24, 25 f., 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 m. — Nouveau r. de M. Smolders, 24 m. — Disc., 29, 30, 31 m., 4, 5, 6, 7, 8 a. — Vote, 8 a. — Eméritat des professeurs des universités, 20 j. — 8^e rapport triennal, 1^{er} d. — Prorogation de la loi de 1867, 23 f. — r. de

M. Smolders. Disc. et vote, 25 f. — Conflit entre l'université de Gand et les hospices, 19 mai. V. Instruction publique.

ENTERREMENT CIVIL d'un cabaretier à Gand. Incident relatif à la présence de deux officiers, 8, 25, 26 a. V. Guerre.

ÉPIDÉMIES (Rapport sur la marche des), 27 j. V. Lettres, sciences et arts.

ESCAUT (Arrestation d'un navire danois dans l'), 2 d. V. Budget des affaires étrangères. — Régime du fleuve, 28 a., 2, 19 mai. V. Travaux publics.

EXPOSITION TRIENNALE DES BEAUX-ARTS. Pr. de la tenir à Bruxelles en 1880, 26 j. V. Lettres, sciences et arts.

F

FABRIQUE de la cathédrale de Namur (Prêt fait à un cercle catholique par la), 14 d. V. Budget de la justice.

FANAU (Droits de). Demande de suppression, 3 d. V. Voies et moyens.

FÊTES DE SEPTEMBRE. Demande de suppression, 19 j. V. Budget de l'intérieur.

FINANCIÈRE (Situation), 20 mai. V. Chemin de fer. — 3 d. V. Voies et moyens.

FISCALES (Codification des lois), 2 d. V. Budget des finances.

FLAMANDE (Langue). Son emploi en matière administrative. Pr. de MM. Delaet et consorts, 6, 25 a. V. Langue flamande.

FONDATION RENARD, 10 d. — *Id.* de messes, 14 d. V. Budget de la justice.

FONDS COMMUNAL. Répartition, 19 n. V. Budget des recettes et dépenses pour ordre.

FORÊTS DOMANIALES. Statistique, 26 n. V. Finances.

G

GARDE CIVIQUE. Réorganisation. Armement, 19 j., 1^{er} f. — Pr. de loi de M. Delcour, 16 m. — Cr. de 375,000 fr. pour achat de fusils. Rejet, 19 mai. V. Garde civique

GENDARMERIE (Droit de requérir la), 26 n. V. Guerre. — Dans les campagnes, 10 d. V. Budget de la justice.

GRANVILLE (Correspondance du cardinal), 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

GRAVURE de Didon, tableau par Stallaert, 26 j. V. Lettres, sciences et arts.

GREFFIERS des cours et tribunaux. Eméritat, 14 d. V. Budget de la justice.

GROENENDAEL (Achat de la ferme de), 25 n. — r. de M. Boucquéau, 26 n. — Vote, 2 d. V. Finances.

H

HASSELT (Salle des séances du conseil provincial de), 18 j. V. Budget de l'intérieur.

HEYST (Jetées à), 27 a. V. Travaux publics.

HOEGAERDE (Arrêtés relatif au B. de la commune de), 11 mai. V. Affaires communales.

HOLLANDE (Union douanière avec la), 2 d. — Arrestation d'un navire danois dans l'Escaut. *Ibid.* V. Budget des affaires étrangères.

HYPOTHÉCAIRE (Révision du système), 10 d. V. Budget de la justice.

I

ITALIE (Traité avec l'). Voir TRAITÉS.

J

JEU (Exception de) en matière de Bourse, 11, 19 mai. V. Industrie.

JUGEMENTS (Exécution des) rendus à l'étranger, 2 d. V. Budget des affaires étrangères.

M

MALINES (Désordres à), 15 f., 7, 10 m., 4, 5, 9 mai. V. Politique intérieure.

MARIAGE CIVIL (Allocution du pape Pie IX sur le), 1^{er}, 2 d. V. Budget des affaires étrangères. — Suspension du greffier adjoint du tribunal de Mons, 14 d. V. Budget de la justice.

MÉDECINE (Sociétés de) à Gand et à Bruxelles, 27 j. V. Lettres, sciences et arts.

MÉDECINS. Voir PATENTE.

MESSES (Abus des fondations de), 14 d. V. Budget de la justice.

MILICIENS. Désordres à l'occasion d'une revue de miliciens en congé à Liège, 10 n.

MINERAIS DE FER (Concessibilité des), 11, 19 mai. V. Industrie.

MONITEUR. Achat d'un immeuble rue de Louvain, 10 n. — r. de M. Dansaert, 23 n. — Vote, 2 d. V. Finances.

MONNAYAGE de l'argent (Limitation du), 15 m. — Pr. de loi, 25 a. V. Monnaies.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. Laboratoire de chimie, 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

MUSÉE PLANTIN (Acquisition du), 26 j. V. Lettres, sciences et arts.

N

NEUTRALITÉ (Devoirs de la), 7 d. V. Guerre.

NOTARIAT. Pr. du sénat, 21, 22 m. V. Notariat.

O

OBLIGATIONS. Exemption des droits d'enregistrement, 2 d. V. Budget des finances.

OBSERVATOIRE ROYAL. Réorganisation, 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

OSTENDE (Installations maritimes du port d'), 4 mai. V. Travaux publics.

P

PARC de Saint-Gilles et Forest. Anonymat à la Société, 26 a. — r. de M. A. Jamar, 9 mai. — Vote, 10 mai. V. Finances.

PARQUETS (Commis des). Traitement, 14 d. V. Budget de la justice.

PATENTE des médecins et des avocats, 14, 15, 16 d. V. Impôts. — Moulins à vent, 11, 19 mai. V. Industrie.

PÊCHE dans l'Escaut oriental, 11, 19 mai. — *Id.* fluviale, 11, 19 mai. V. Industrie.

PEINE DE MORT, 9 d. V. Budget de la justice.

PONTS sur la Meuse à Sclayn, 27 a., 2 mai. V. Travaux publics.

PROCÉDURE en matière de procès de presse. Pr. de M. Lelièvre, 28 a., 9 mai. V. Presse.

PROTÈTS (Formule simplifiée des), 28 a. V. Industrie.

PRUD'HOMMES (Traitement des greffiers des conseils de) de Pâturages et de Dour, 19 j. V. Budget de l'intérieur.

R

RECENSEMENT, 23 a. — r. de M. Delehayé, 10 mai. — Vote, 11 mai. V. Recensement.

REMPLACEMENT, 7, 13 d. V. Guerre. — Pr. de MM. Woeste et consorts relative à la somme versée à la caisse, 7 d., 26 a. V. Milice.

RIVIÈRES. Yser, 28 a., 19 mai. — Dendre, 28 a., 4, 18 mai. — Espierre, Demer, 2 mai. — Gileppe, Grande-Nèthe, 19 mai. V. Travaux publics.

ROUTES de Nieumunster à Wenduyn. 27 a. — De Reninghelst à Kemmel, 28 a. — Dans l'arrondissement de Gand, 2 mai. — Id. de Turnhout et Wareumme, 5 mai. V. Travaux publics.

S

SAINT-SIÈGE (Rapports avec le), 1^{er}, 2 d. V. Budget des affaires étrangères.

SCHOUPE (Doctrines du R. P.), 16, 17, 18 mai. V. Politique intérieure.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Traitement des). Pr. de l. de MM. Defuisseaux et consorts, 20 mai. V. Affaires communales.

SERVITUDES MILITAIRES. r. de M. Malou, m. f., sur l'exécution de la loi de 1873, 9 mai. V. Servitudes.

SUCRES. Convention internationale, 10 n., 18 j., 1^{er}, 2, 5, 4, 8, 9, 10, 11, 15 f., 27 a. — Am. du sénat. r. de M. Meeus, 2 mai. — Disc. et vote, 9 mai. V. Douanes et accises.

T

TÉLÉGRAPHES LOCAUX. r. de M. Le Hardy de Beaulieu, 29 m. — Disc. et vote, 9 mai. V. Télégraphes.

TERNEUZEN (Convention relative au canal de), 2 f. — r. de M. Smolders, 11 mai. — Disc., 20, 24 mai.

— Rejet, 24 mai. V. Affaires étrangères.

THÉÂTRE FLAMAND à Bruxelles. Subside de 15,000 francs, 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

TIMBRE des affiches, 11, 19 mai. V. Industrie.

TRAITÉ avec l'Allemagne pour la protection des marques de fabrique, 10 n. — r. de M. Dansaert, 3 d. — Disc. et vote, 7 d. — Id. de commerce avec le Chili, 10 n. — r. de M. Dansaert, 3 d. — Disc. et vote, 7 d. — Id. avec le Transvaal, 7 m. r. de M. Delaet, 27 a. — Vote, 10 mai. — Id. avec l'Italie, 10 mai. — r. de M. Pety de Thozée, 17 mai. — Vote, 20 mai. V. Affaires étrangères.

TRAITÉS DE COMMERCE (Observations générales sur les), 2 d. V. Budget des affaires étrangères.

TRANSVAAL (Traité avec le). Voir TRAITÉS.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 36,189,200 fr., 28 m. — r. de M. Delehayé, 10 mai.

TRÉSOR PUBLIC. Exposé au 1^{er} janvier 1876, 23 f. V. Finances.

TRIBUNAUX (Augmentation du personnel des) de Verviers, Charleroi, Courtrai, Dinant et Nivelles, 18 j. — r. de M. Reynaert, 10 f. — Disc. et vote, 18 f. V. Justice.

U

UNION DOUANIÈRE avec la Hollande, 2 d. V. Budget des affaires étrangères.

V

VAN HELMONT (Monument de), 27 j. V. Lettres, sciences et arts.

VÉTÉRINAIRES (Traitement des) de l'armée, 8 d. V. Guerre.

VOIRIE VICINALE. Liquidation des subsides dus au Hainaut, 18 d. — Irrégularité dans la distribution, 19 j., 5 f. V. Budget de l'intérieur.

W

WOUTERS. Substitut à Anvers. 18, 22 f. V. Justice.

SÉNAT.

Session 1875-1876.

Z²

Doyen d'âge, M. LAOUREUX. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.
1^{er} vice-président, MM. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron D'ANETHAN.
Secrétaires, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE et le baron DE LABBEVILLE.
1^{er} secrétaire adjoint, M. le comte DE LOOZ-CORSWAREM. — *2^e secrétaire adjoint*, M. le baron DE WOELMONT.
Questeurs, MM. le baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

16 décembre. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur la convention conclue, le 10 septembre 1875, entre la Belgique et l'Allemagne pour la protection des marques de fabrique et de commerce. M. Reyntiens, *r. c.*, *id.* sur le traité additionnel conclu entre le gouvernement belge et le Chili. — 17. Ces deux projets sont votés à l'unanimité. Dans la discussion du premier, M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, *r.*, dit qu'un projet de loi sur les marques de fabrique et de commerce est à l'étude.

16 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui approuve le traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu, le 3 février 1876, entre la Belgique et la république Sud-Africaine (Transvaal). — 19. Ce projet est voté à l'unanimité. — 26. M. Casier de Hemptinne dit que le vote par lequel la chambre des représentants a rejeté, dans sa dernière séance, la convention modifiée conclue avec la Hollande relativement au canal de Terneuzen, est venu jeter la ville de Gand dans une consternation profonde. Après tous les retards que l'achèvement du canal de Terneuzen avait subis, les Gantois attendaient avec une légitime impatience la ratification de la convention qui devait les doter de cette grande communication maritime. L'orateur demande quelles sont les intentions du gouvernement. M. Malou, *m. f.*, dit que le rejet de cette convention est regrettable; il l'est pour le cabinet qui, pendant une existence déjà longue, puisqu'il

a traversé cinq sessions parlementaires, n'avait point subi d'échec de ce genre; il l'est encore parce que la pondération des concessions faites et des avantages obtenus permettait aux chambres, sans froisser aucun sentiment, de satisfaire de très grands, de très légitimes intérêts. L'incident qui, depuis deux jours, fait l'objet de tant de commentaires et de tant de conjectures s'explique par le débat qui a eu lieu. Les députés d'Anvers ont fait une proposition qui a paru au gouvernement inacceptable dans la forme où elle était présentée, et ils ont voté contre la convention. Mais, dès hier, le gouvernement a fait connaître au gouvernement des Pays-Bas son sincère désir de renouer des négociations, et il ne doute pas que cette ouverture ne soit favorablement accueillie. M. d'Anethan est d'avis que le gouvernement ferait bien de tenir compte de la proposition des députés d'Anvers. En l'adoptant, il amènera une entente entre Gand et Anvers. M. Van Willigen dit que le Limbourg a été vivement affecté du rejet de la convention de Terneuzen, parce que ce rejet implique aussi le rejet du rachat du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois. Il recommande cet objet à la sollicitude du gouvernement. M. Van Overloop a appris, en arrivant à Bruxelles, que le but du voyage qu'il a fait à La Haye, l'année dernière, dans l'intérêt du canal de Terneuzen, aurait été complètement travesti dans l'autre chambre. Il se réserve de répondre aux allégations qui ont été produites, lorsque les *Annales parlementaires* auront paru; il n'en connaît encore que ce qu'il a lu dans les journaux. Au cas où

le langage auquel il fait allusion aurait été réellement tenu, il veut protester dès à présent contre des attaques qui seraient aussi odieuses qu'imméritées et auxquelles il était dans l'impuissance de répondre. M. Casier de Hemptinne remercie le *m. f.* de la déclaration qu'il vient de faire; elle calme ses justes alarmes et fait renaître ses espérances. Il souhaite que bientôt une convention nouvelle soit présentée qui satisfasse les diverses parties intéressées, rétablisse les choses sur leur véritable terrain, sauvegarde à la fois les intérêts de Gand et d'Anvers, deux villes flamandes qui parlent la même langue, et devraient être plutôt deux sœurs que deux rivales. M. Reynstiens, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi autorisant le gouvernement à rapporter la dénonciation du traité de commerce entre la Belgique et l'Italie. Ce projet est voté à l'unanimité. Au préalable, M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, fait connaître que, depuis le dépôt du projet de loi, l'accord est intervenu entre le gouvernement belge et le gouvernement italien pour le maintien du traité jusqu'au 30 avril 1877.

BUDGETS.

15 décembre. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des finances pour l'exercice 1876. M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des non-valeurs et remboursements; M. Cogels-Osy, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 16. M. d'Anethan, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de la justice. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des affaires étrangères. Les *BB.* des finances et des recettes et dépenses pour ordre sont votés à l'unanimité. — 17. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. Dans la discussion du *B.* de la justice, MM. d'Anethan, *r.*, et Solvyns critiquent l'abus que l'on fait du droit de grâce et s'attachent à démontrer la nécessité d'appliquer dans certains cas la peine de mort. M. Béthune demande une augmentation de la brigade de gendarmerie dans l'arrondissement de Courtrai; il désire aussi voir le tribunal de première instance de Courtrai passer de la 5^e classe à la 2^e, et enfin disjoindre de l'un des deux cantons de justice de paix de Courtrai les communes de Mouscron, de Luignne, d'Herseaux et de Dottignies pour en créer un canton séparé. M. De Lantsheere, *m. j.*, après avoir répondu à ces dernières observations, dit que le droit de grâce est absolu et n'a d'autre limite que la responsabilité du ministre et sa conscience. Or, qui soutiendra que la conscience du ministre lui permette de sacrifier une existence humaine s'il n'a pas la conviction profonde que ce sacrifice irréparable est nécessaire, que la sécurité publique est à ce prix? Pour lui, il ne saurait

se persuader qu'il puisse suffire d'un arrêt de justice, appuyé d'ailleurs de l'autorité de la loi, pour lui permettre, sans remords, de laisser exécuter une peine, inique peut-être, inutile d'après sa conviction, irréparable à coup sûr. Au moins faudrait-il qu'à côté de l'acte criminel et de l'arrêt qui le punit vint se placer le péril commun de la société. Et encore n'oserait-il pas dire, dans une telle extrémité, que c'est lui qui aura le courage de signer un ordre d'exécution! La situation est donc parfaitement nette; il pouvait ne faire aucune déclaration de principes. Il lui suffisait de justifier ses actes. Il aime mieux ne pas reculer et proclamer hautement les sentiments qui l'animent. MM. Vilain XIII et d'Anethan soutiennent la thèse de l'application de la peine de mort dans certains cas graves. Ils sont combattus par MM. De Lantsheere, *m. j.*, et H. Dolez. — 18. Dans la discussion des articles du *B.*, M. H. Dolez insiste pour la création d'une 5^e chambre à la cour d'appel de Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, estime qu'avant de faire droit à cette demande, il faut voir s'il n'y a pas moyen d'arriver à réduire la longueur des plaidoiries des avocats et attendre les effets de la nouvelle loi sur la compétence. Après un échange d'observations entre MM. de Rodés, Vilain XIII et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet des devis de la construction de la nouvelle prison cellulaire de Bruxelles et du coût de l'entretien des détenus, qui est en moyenne d'un franc par jour, le *B.* est adopté par 33 voix contre une. Dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, M. Malou, *m. f.*, répondant à M. T'Kint de Roodenbeke, *r.*, dit qu'en raison de la construction de chemins de fer en Chine, le gouvernement y a envoyé un ingénieur dans l'intérêt de l'industrie métallurgique belge. Au Japon, un pareil envoi serait prématuré, à cause de l'état des affaires dans ce pays. Le *B.* est adopté par 31 voix et 3 abstentions. M. de Rodés, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des dotations. — 21. Ce *B.* et celui de la dette publique sont votés à l'unanimité.

9 mars. M. L. de Mérode, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de l'intérieur. — 11. *Discussion générale du B.* (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; LETTRES, SCIENCES ET ARTS; COURS D'EAU.) M. Tercelin, appuyé par MM. Bonnet, Piret et Hubert, signale la façon déplorable dont l'Etat fait face à ses engagements en ce qui concerne la voirie vicinale. L'orateur critique la politique financière du gouvernement. Il lui paraît indispensable qu'on fasse un emprunt et qu'on s'adresse à cet effet au public tout entier. C'est faute d'un emprunt que l'on ne paye pas aux communes les dettes les plus criardes et que l'on va les mettre prochainement dans la nécessité d'arrêter partout les

travaux de la voirie. Le gouvernement voudra en vain donner un démenti à ces allégations; on ne le croira pas, tant qu'il n'aura pas mis ses actes en rapport avec ses paroles. S'il ne veut pas qu'on le rende responsable de la crise ni qu'on l'accuse, avec raison, d'avoir tout négligé pour en conjurer au moins les désastreux effets, il est plus que temps qu'il sorte de l'espèce de torpeur dans laquelle il semble plongé, et qu'il prenne d'énergiques mesures. Ce n'est pas en se croisant les bras qu'il verra revenir les beaux jours d'autrefois et qu'il relèvera le niveau de la fortune publique, qui s'est si effroyablement effondrée depuis quelques années. Si les fonds de l'Etat résistent à la crise, ce n'est pas parce que l'épargne s'y porte comme jadis, car la grande épargne ne se produit plus en ce moment; c'est parce que les capitaux disponibles refusent de se livrer au travail et se précipitent dans ces fonds comme dans un port de refuge pour être à l'abri des catastrophes industrielles que tout le monde prévoit. C'est par la même raison qu'on voit partout des capitaux inactifs; que l'escompte est à 5 p. c. à la Banque Nationale et qu'elle est obligée de placer des sommes énormes, les trois cinquièmes de son capital social, en valeurs sur l'étranger, dans la crainte de provoquer, en l'abaissant encore, l'exportation de son stock métallique. On emprunterait en ce moment à des conditions exceptionnellement favorables; il n'y aurait pas à hésiter, dût-on, d'ailleurs, s'imposer d'importants sacrifices, car il s'agit de ranimer la vie commerciale et industrielle, qui semble s'éteindre dans le pays, et de relever des millions de valeurs industrielles et autres qui sont aujourd'hui le patrimoine de tous. — 15. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; LETTRES, SCIENCES ET ARTS.) Le B. est voté à l'unanimité.

1^{er} mai. A propos d'un crédit provisoire au B. des travaux publics, M. Vilain XIII se plaint de l'époque tardive où le sénat est appelé à discuter ce B., et voudrait que l'exercice financier commençât au 1^{er} juillet. M. Malou, *m. f.*, trouve la question grave et ne croit pas pouvoir répondre sur-le-champ. — 15. M. Van Overloop, *r. c.*, fait rapport sur des crédits supplémentaires au B. de la justice. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, *id.* au B. des affaires étrangères. M. Cogels-Osy, *r. c.*, *id.* aux BB. de la dette publique, des finances et des non-valeurs. — 16. M. Leirens, *r. c.*, *id.* sur des crédits au département de la justice. — 19. Tous ces crédits sont votés à l'unanimité.

BUREAU.

9 novembre. M. le prince de Ligne est nommé *président* par 59 voix contre une donnée à M. d'Anethan. M. de Tornaco,

1^{er} *vice-président* par 58 voix contre 4 données au même. M. d'Anethan, 2^e *vice-président* par 45 voix contre une donnée à M. de Mérode-Westerloo. MM. T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville, de Looz-Corswarem et G. de Woelmont sont nommés *secrétaires* par 44, 42, 38 et 42 suffrages sur 47 votants. MM. d'Overschie de Neeryssche et Van Schoor *questeurs* par 46 et 39 suffrages.

CHEMIN DE FER.

18 décembre. M. Tercelin, en raison de la crise industrielle que traverse le pays, demande au gouvernement d'aider les ateliers de construction de chemins de fer à passer ces jours de détresse en faisant pour le Trésor une opération des plus fructueuses, c'est-à-dire de mettre en adjudication, sans aucun retard, la construction du matériel qui lui sera nécessaire avant un an, soit 20 millions au moins, s'il ne peut faire davantage. M. Beer-naert, *m. t.*, dit qu'il a pourvu aux besoins des lignes exploitées en ce moment, y compris les derniers accroissements du réseau. Mais il se préoccupe aussi de l'exploitation des lignes nouvelles, qui seront terminées l'année prochaine. Le gouvernement continuera, à ce sujet, son œuvre des années précédentes. Mais il ne croit pas qu'il soit indispensable de commander pour cent millions de francs de matériel à bref délai: les besoins ne peuvent être aussi considérables. Mais il n'en reste pas moins de grandes quantités de matériel à commander, et ce sera pour l'industrie un précieux aliment. Une adjudication doit avoir lieu au mois de janvier, et il espère que le *m. f.* l'aidera à obtenir des chambres les ressources nécessaires pour qu'il puisse mettre en adjudication, dans le courant de l'année prochaine, d'autres fournitures plus considérables. M. Malou, *m. f.*, ajoute que le ministère actuel a dépensé plus de 42 millions à l'achat de matériel nouveau, outre l'entretien du matériel existant. On n'avait pas fait le quart pendant les dix années antérieures.

16 mai. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Leirens demande une réduction du tarif de transport de la chaux. M. Orban de Xivry réclame l'établissement de tramways sur les routes affluentes au chemin de fer; M. Van Ockerhout, la reprise du réseau de la Flandre occidentale. M. Piret espère que l'on réglera bientôt la question de la responsabilité de l'Etat en matière de transports; il s'occupe ensuite du tracé de la ligne d'Athus à Charleroi et du chemin de fer de ceinture de cette dernière ville. M. Braconier réclame une réduction sur le transport des minerais de fer. Il se plaint des tarifs spéciaux qui permettent aux charbonnages de la Ruhr d'alimenter les usines à gaz de Paris à

des prix inférieurs à ceux des charbonnages belges. M. Cogels-Osy demande qu'on améliore les installations de la gare des marchandises à Anvers. M. Wineqz critique la mauvaise utilisation du matériel et propose des améliorations à la position des employés. M. Solvyns insiste pour la reprise du réseau des Flandres. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 17. M. Piret, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la concession de deux lignes de chemins de fer : l'une de Tubize à Jodoigne, l'autre d'Audenarde à la frontière française dans la direction de Roubaix ou de Lille. La discussion du *B.* étant reprise, M. Dewandre appuie les réclamations de M. Piret en faveur de Charleroi. M. de Man d'Atterode considère comme indispensable une réorganisation complète des chemins de fer belges. M. Wineqz critique le système des primes de parcours allouées pour le transport des marchandises. — 19. Le projet relatif à la concession de deux nouveaux chemins de fer est adopté à l'unanimité après quelques mots de MM. Sacqueleu et H. Dolez relatifs au tracé, et de M. Léon de Robiano, qui remercie le *m. t.* d'avoir concédé la ligne de Tubize à Jodoigne. — 26. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Beernaert, *m. t.*, donne des explications sur l'emploi des longrines en fer. Des observations sont ensuite échangées entre le *m.* et M. Hubert au sujet de la pose d'un troisième rail sur le chemin de fer du Flénu, afin que les lignes étroites de cette voie puissent recevoir le matériel de l'Etat sans déchargement, puis au sujet de l'achèvement de la ligne de Dour à Quiévrain.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

21 décembre. Le sénat s'occupe du titre I^{er} du livre préliminaire. A l'article 2 : « Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles et commerciales, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent francs, et, en premier ressort, de toutes les actions civiles, jusqu'à la valeur de trois cents francs », la *c.* propose l'amendement suivant : « Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de trois cents francs. » Cet amendement est combattu par M. De Lantsheere, *m. j.*, défendu par M. d'Anethan, *r.*, appuyé par M. H. Dolez, et adopté par 20 voix contre 15. Les articles 3 à 20 sont votés après un débat auquel prennent part MM. De Lantsheere, *m. j.*, d'Anethan, *r.*, et H. Dolez, et avec des amendements aux articles 5 et 12. — 22. Les articles 51, 57, 58, 45 et 47 sont amendés après un débat entre MM. d'Anethan, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, et H. Dolez.

L'ensemble du titre est adopté à l'unanimité.

6 mars. Le débat porte sur le titre II. Les articles 1 à 17 (*Du compromis*) sont adoptés après un débat entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, et d'Anethan, *r.* Les articles 19 à 26 (*De la conciliation*) sont adoptés après des observations échangées entre les mêmes orateurs. L'article 18 est réservé. — 7. Le sénat adopte une nouvelle rédaction de l'article 18. — 8. Il est procédé au second vote sur les amendements, et après avoir entendu MM. De Lantsheere, *m. j.*, d'Anethan, *r.*, et H. Dolez, le sénat adopte à l'unanimité le titre II.

COMMUNALES (AFFAIRES).

6 mars. M. Van Willigen, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la nouvelle délimitation des communes d'Enghien et de Petit-Enghien. — 7. M. Leirens, *r. c.*, *id.* sur la délimitation des communes de Binche et de Battignies. M. Casier, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif à l'érection de la commune d'Houdemont. — 9. Le premier et le dernier de ces projets sont votés à l'unanimité. Le second donne lieu à quelques observations de M. Brouwet et est adopté par 45 voix et une abstention. — 25. M. L. de Mérode, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant érection de la commune de Selange. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité.

15 mai. M. de Selys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant une nouvelle délimitation des communes de Gand et de Mont-Saint-Amand. — 19. Ce projet est voté à l'unanimité, ainsi que celui qui porte érection de la commune de Hallaer (Anvers).

COMPTABILITÉ.

7 mars. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du *B.* de 1872. — 9. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

COUR DE CASSATION.

7 mars. Le sénat procède à la présentation de candidats pour la place devenue vacante à la cour de cassation par suite de la mort de M. Girardin. M. Dumont, premier avocat général près la cour d'appel de Gand, est nommé 1^{er} candidat par 59 voix contre 7 données à M. Sanchez de Aguilar, conseiller à la cour d'appel de Bruxelles. Ce dernier est ensuite nommé 2^e candidat par 45 voix sur 50 votants.

6 mai. A l'élection en vue de pourvoir à la place vacante par suite du décès de M. Bosquet, M. De le Court, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, est nommé

1^{er} candidat par 42 voix contre 2 données à M. Sanchez de Aguilar. Celui-ci est nommé 2^e candidat par 42 voix contre 5 données à M. Schuermans, conseiller à la cour d'appel de Liège.

COURS D'EAU.

9 mars. Sur la proposition de M. Bonnet, le sénat ordonne un prompt rapport sur une pétition de membres du conseil communal de Saint-Léger qui réclament l'assainissement des eaux de l'Espierre. — 11. Sur les conclusions de M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, cette pétition est renvoyée aux *mm. a. et t.* M. Bonnet étant revenu sur cet objet, M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, déclare que le gouvernement n'a pas perdu cette affaire de vue un seul instant; que sa sollicitude la plus constante y a toujours été attachée; que récemment la *c. mixte*, composée d'ingénieurs français et d'ingénieurs belges, a terminé son travail et s'est mise d'accord sur ce qu'il y avait à faire. Ce travail est en ce moment soumis à l'approbation du gouvernement français, et le gouvernement belge n'a pas même attendu que cette approbation fût donnée pour commencer des travaux en Belgique afin de devancer l'époque où ils pourront se faire en France. Le *m.* promet d'insister auprès du gouvernement français de la manière la plus pressante, de façon à obtenir le plus promptement possible une solution.

DOUANES ET ACCISES.

7 mars. M. Casier de Hemptinne interpelle le gouvernement sur le rejet, par la seconde chambre des Etats généraux des Pays-Bas, de la convention relative au régime des sucres. M. Malou, *m. f.*, répond que le sénat n'a plus à délibérer sur le projet de loi concernant les sucres qui lui a été transmis par la chambre des représentants, en tant que ce projet autorise la ratification de la convention internationale du 11 août 1875 et en applique les conséquences à la législation intérieure. Sous ce rapport, le gouvernement se concertera avec les deux autres puissances signataires de cet acte et il soumettra aux chambres, s'il y a lieu et au moment opportun, les dispositions que l'intérêt d'une de nos grandes industries nationales conseillerait d'adopter. Mais le projet voté par la chambre des représentants et transmis au sénat contient quelques articles dont l'existence et l'utilité, toutes de régime intérieur, ne se rattachent pas à la convention internationale non adoptée par le pouvoir législatif des Pays-Bas. Le *m.* ajoute que le *minimum* de recettes, que M. Casier de Hemptinne représente comme une épée de Damoclès suspendue sur la tête des raffineurs, est une nécessité au point de vue du Trésor.

— 13. M. Reyntiens, *r. c.*, dépose le rapport sur les amendements proposés par le *m. f.* au projet de loi relatif au régime des sucres. — 16. Ce projet est adopté par 31 voix contre une et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Casier de Hemptinne, Van Delft, Reyntiens, *r.*, de Séllys-Longchamps, Malou, *m. f.*, et Balisaux.

15 mai. M. Reyntiens, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi amendé par la chambre des représentants. — 19. Ce projet est voté à l'unanimité.

FINANCES.

15 décembre. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'achat de la ferme de Groenendaël. — 16. Ce projet est voté à l'unanimité.

14 mars. M. Malou, *m. f.*, répond à une appréciation de la situation financière faite par M. Tercelin. (Voir BUDGETS, 11 mars.) Celui-ci répond qu'avec un disponible de 11 millions on ne peut faire face à 50 millions d'engagements. — 23. Sur les conclusions de M. Béthune, *r. c.*, et après quelques mots de M. Malou, *m. f.*, qui fait appel au patriotisme de l'assemblée, le sénat vote d'urgence, et à l'unanimité, le projet de loi qui autorise le *visa* des titres d'annuités par la trésorerie (affaires de la Banque de Belgique).

15 mai. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant l'aliénation, l'acquisition et l'échange d'immeubles. — 16. M. Van Overloop, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi accordant l'anonymat à la société qui sera formée pour la création d'un parc public, et la transformation d'un quartier sur les territoires des communes de Saint-Gilles et Forest. — 19. Ces deux projets sont votés à l'unanimité.

GUERRE.

16 décembre. M. Sacqueleu, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la guerre pour l'exercice 1876; M. d'Overschie de Neeryssche, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de la gendarmerie. M. Orban de Xivry, *r. c.*, *id.* sur le projet de contingent de l'armée. — 17. Ce dernier projet est voté par 35 voix contre une et 4 abstentions, après quelques mots de M. Solvyns, tendant à déclarer qu'il s'abstiendra pour les motifs qu'il a fait valoir les années précédentes. Il les résume en un mot : il y a dans la loi sur la milice des dispositions qui entravent la liberté du recrutement du sacerdoce catholique. Tant qu'elles n'auront pas été modifiées, il sera dans l'impossibilité de voter le contingent. Dans la discussion du *B.* de la guerre, M. Fléchet déclare qu'il votera le *B.* parce qu'il reconnaît l'utilité et la nécessité d'avoir une armée en rapport avec les ressources du

pays, tant pour la défense de ses frontières en cas de besoin, que pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité à l'intérieur. Cependant, il ne peut donner son vote favorable sans protester d'abord contre les vices de la loi de 1873, notamment en ce qui concerne le remplacement militaire qui pèse d'une manière si onéreuse et si injuste sur nos populations agricoles ; et ensuite, contre l'organisation actuelle, qui est pour lui incomplète et qui ne pourrait se compléter, en cas de besoin, qu'aux dépens de nos agriculteurs. En effet, il manque à l'armée, pour être mise sur pied de défense, plusieurs milliers de chevaux ; où les prendrait-on ? Évidemment où ils se trouvent : chez les agriculteurs, ce qui pourrait amener leur ruine complète si l'on était forcé de les prendre au moment où ils leur sont indispensables, même en les payant au double. Il désire donc très ardemment que le gouvernement cherche à faire disparaître cette épée de Damoclès qui reste constamment suspendue sur la tête des populations agricoles. M. Balisau se plaint de ce qu'on n'ait pas encore donné une garnison à Charleroi. M. Thiebauld, *m. g.*, reconnaît qu'il avait pris l'engagement de faire bâtir une caserne à Charleroi ; mais ce travail était subordonné à l'adoption d'un plan d'ensemble qui devait être arrêté de commun accord entre l'administration communale de Charleroi et le gouvernement, en ce qui concerne la destination des terrains provenant des fortifications démolies. On croyait être arrivé à s'entendre ; l'accord paraissait fait, lorsque, au dernier moment, l'administration communale de Charleroi refusa de ratifier les plans. Cette affaire a donc été forcément ajournée, puisque la prudence commandait de ne rien entreprendre sans l'assentiment de la ville. Il fallait pouvoir arriver à un accord, comme le dit le *m. f.* Dans une conversation particulière qu'il a eue dernièrement avec un sénateur de l'arrondissement de Charleroi, le *m.* a dit les raisons pour lesquelles le département de la guerre était en quelque sorte paralysé. Depuis, l'administration communale de Charleroi a fait savoir qu'en tout état de cause, l'emplacement choisi pour la caserne ne serait pas changé, et qu'on pouvait le considérer comme définitif. Il y a quelques jours que la lettre de l'administration communale de Charleroi a été remise au département de la guerre. Or, le *m.* ne peut pas faire mettre la main à l'œuvre maintenant, la saison ne le permet pas ; mais au printemps on mettra la caserne en adjudication dès que les plans seront approuvés. Répondant à M. Fléchet, le *m.* dit que la loi de 1873 n'a pas aggravé les charges des populations. Quant aux chevaux, on trouvera facilement ceux dont on a

besoin pour l'artillerie, et il ne manque que 1,200 chevaux de selle pour toute l'armée. Ce sont des conditions extrêmement favorables, et il n'existe en Europe aucune armée qui se trouve, proportion gardée, dans une situation meilleure. Dans la discussion des articles, le *m.* engage le sénat à voter les mesures adoptées par la chambre des représentants et en vertu de laquelle une haute paye de 20 centimes par jour sera allouée aux décorés de la médaille militaire. Après une déclaration de M. Wincqz portant qu'il ne peut voter le *B.* parce qu'il a repoussé la loi sur le remplacement, le *B.* est adopté par 36 voix contre une et 3 abstentions. Le *B.* de la gendarmerie est voté à l'unanimité. Le sénat, sur les conclusions de M. Van Schoor, *r. c.*, passe en même temps à l'ordre du jour sur une pétition demandant que le sénat ne vote pas la haute paye proposée pour les soldats et sous-officiers qui ont obtenu la médaille militaire.

25 mars. Sur le rapport de M. Van Schoor, *r. c.*, le sénat vote à l'unanimité le projet de loi concernant un crédit supplémentaire de 2,463,000 fr. au *B.* de la guerre pour l'exercice 1875 et le transfert d'une somme de 267,000 fr. entre plusieurs articles du même *B.* ; puis, sur le rapport de M. Sacqueleu, *r. c.*, et après quelques mots de MM. Vilain XIII et Thiebauld, *m. g.*, sur l'utilité d'établir les dépôts dans des locaux appartenant à l'Etat, le crédit de 405,857 fr. 23 c., destiné à couvrir les pertes résultant de l'incendie des magasins des 5^e et 6^e régiments d'artillerie et du bataillon d'administration ; puis, sur le rapport de M. d'Overschie de Neeryssche, *r. c.*, un crédit de 181,000 fr. au *B.* de la gendarmerie.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

6 mars. M. L. de Mérode dépose le rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi du 1^{er} mai 1857 concernant le mode de nomination des jurys universitaires. — 9. Ce projet est adopté par 46 voix et une abstention. — 11. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Casier de Hemptinne critique la trop grande extension donnée à l'enseignement de l'Etat au détriment de la liberté. M. Delcour, *m. i.*, répond que la liberté d'enseignement est inscrite dans le code constitutionnel et qu'il a le devoir d'en assurer le maintien et l'application dans les meilleures conditions possibles. Mais là n'est pas seulement le rôle du gouvernement ; il doit assurer d'une manière loyale et complète l'exécution des lois organiques qui règlent l'enseignement officiel. Il a cherché à appliquer ces principes depuis le jour où il a été appelé à présider à la direction de l'enseignement public dans le pays. Un débat s'engage entre MM. Van de

Woestyne, d'une part, et Reyntiens et Wincqz, d'autre part, sur le principe de l'instruction obligatoire et sur le droit des bureaux de bienfaisance de refuser des secours aux pères de famille qui refusent d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques. — 13. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Van Caloen, donne des explications sur ses intentions en ce qui concerne l'érection de l'école normale à Bruges.

1^{er} mai. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui fixe le minimum de traitement des instituteurs primaires. — 2. M. Casier de Hempinne, *r. c.*, *id.*, sur le projet de loi qui fixe les pensions des professeurs et instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins. M. Van Ockerhout, *r. c.*, *id.*, sur le projet de loi relatif à la collation des grades académiques. Le Sénat adopte, par 34 voix contre une, le projet de loi relatif au *minimum* du traitement des instituteurs primaires, et à l'unanimité le projet relatif à la caisse de prévoyance des instituteurs primaires. — 5. Dans la discussion générale du projet de loi sur les grades académiques, M. Reyntiens émet l'avis qu'on ne peut voter cette mesure sans avoir au préalable consulté les autorités académiques. Des abus existent, mais l'entérinement va-t-il les supprimer? Quelle garantie une pareille formalité va-t-elle donner à la société? Les médecins et les avocats doivent présenter des garanties sérieuses, et personne ne prétendra qu'on les trouve dans l'entérinement. L'orateur aimerait mieux, comme les économistes, la liberté absolue en ces matières. M. Frère a démontré avec son éloquence ordinaire que la liberté vaut mieux que les demi-mesures. L'entérinement n'est qu'une enseigne, et mieux vaudrait la liberté absolue que des diplômes illusoires. Avec la liberté absolue, on serait sur ses gardes, et l'Etat ou le ministère qui le représente reculerait plus d'une fois, parce qu'il comprendrait que sa responsabilité augmenterait avec l'absence de tout contrôle. Avec le système actuel, qui n'est ni le système de la *s. c.*, ni celui des économistes, on a tous les inconvénients de la liberté sans en avoir les avantages. Le Sénat, prudent et sage, ne se laissera pas séduire par ce mirage tompeur et il s'efforcera de modifier le système dans son ensemble. L'orateur se demande s'il n'aurait pas mieux valu rétablir le jury central, dont on aurait pu corriger les inconvénients en confiant à des fonctionnaires inamovibles les fonctions de jurés. M. Van Schoor combat la thèse de la liberté des professions. Il estime que le projet de loi a été voté à la chambre des représentants avec une déplorable précipitation; il apporte un changement radical dans l'organisme de l'enseignement

supérieur. Ni les *recteurs* des universités, ni les *professeurs*, ni les *présidents des jurys*, ni le *conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur*, ni les *conseils académiques* n'ont été consultés, alors que l'article 18 du projet porte que « une ou plusieurs matières pourront être transférées d'un examen à un autre, par arrêté royal, le *conseil académique* entendu, et sans consulter qui que ce soit l'on a élaboré une loi des plus importantes. Ne voulant pas abuser des moments du sénat, l'orateur s'abstient d'entrer dans la discussion du programme d'études, quoiqu'il présente plusieurs défauts. Ainsi, par exemple, une branche importante, le droit des gens, n'y prend absolument aucune place. Le projet de loi rencontre de nombreux adversaires, non seulement à l'université de Bruxelles, mais aussi parmi le corps professoral de toutes les autres universités. L'orateur exprime l'étonnement qu'il a éprouvé en voyant l'attitude prise par le *m. i.* dans la discussion d'une loi si importante sous tous les rapports. Jamais on n'a vu un ministre abandonner avec autant de facilité et de légèreté un projet de loi qu'il avait aussi longuement et aussi soigneusement fait préparer et élaborer, et cela sans dire un mot pour sa défense. On l'a vu, faisant bon marché des avis qu'auraient pu lui donner les hommes qui l'avaient aidé dans l'élaboration de son projet, se rallier d'abord au système des examens par les facultés et, quatre jours plus tard, abandonner ce mode d'examen pour appuyer celui, moins mauvais à la vérité, que consacre le projet en discussion. L'orateur se demande ce que l'on pensera à l'étranger si on lit ces quelques pages des *Annales parlementaires*. M. de Sélys-Longchamps dit qu'en face des prétentions du clergé et en présence d'un avenir qui isolerait la Belgique au milieu des autres nations civilisées, il ne peut consentir à dépouiller l'Etat du droit de conférer seul les diplômes professionnels, après s'être assuré lui-même que les récipiendaires ont reçu une instruction suffisante. Il votera donc sans hésitation contre le projet de loi. M. Grandgagnage pense que le rôle du sénat est surtout de s'opposer aux innovations dangereuses, de modérer les mouvements trop précipités : en repoussant le projet de loi, en partie improvisé, qui lui est présenté, il prouvera qu'il sait remplir la mission qui lui est confiée. M. Delcour, *m. i.*, défend le projet de loi. — 6. Dans la discussion des articles, le projet de loi est défendu par MM. d'Anethan, Solvyns, Casier de Hempinne et Delcour, *m. i.*, et combattu par MM. Reyntiens et Bonnet. Les articles 1 à 4 sont adoptés. Puis le sénat s'ajourne au 15 mai. — 15. Les articles 5 à 58 sont également adoptés après un débat

auquel prennent part MM. Reyntiens, Delcour, *m. i.*, Van Schoor et de Sélys-Longchamps. Le sénat rejette, par 28 voix contre 19, un amendement de M. Van Schoor ainsi conçu : « Nul ne peut pratiquer en qualité d'avocat, de médecin, de chirurgien, d'accoucheur ou d'oculiste s'il n'a été reçu docteur, conformément aux dispositions de la présente loi. Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'a été reçu en cette qualité, conformément aux dispositions de la présente loi. Nul ne peut être nommé notaire si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a été reçu candidat notaire, conformément aux dispositions de la présente loi. Les articles 43 et 44 de la loi du 25 ventôse an xi demeurent abrogés. » Avant le vote, M. Van Schoor demande une explication au *m. i.* Il suppose que le programme de l'examen ne constitue qu'un minimum, et que toute université qui croirait devoir étendre ce programme et y introduire de nouvelles branches, tout en maintenant les branches déterminées par la loi, pourra le faire sans que la *c.* chargée de l'entérinement puisse voir là un motif pour refuser l'entérinement. M. Delcour, *m. i.*, répond que le programme des études, tel qu'il est réglé par la loi, constitue un minimum. Pour obtenir un grade, il est indispensable de subir un examen portant sur toutes les matières prescrites par la loi. Mais, à côté des programmes déterminés, il y a, pour les universités, l'organisation facultative de certains cours. Si les universités de l'Etat, de même que les établissements libres, veulent créer de nouveaux cours, et même des examens spéciaux, elles en ont le plein pouvoir. Ainsi, le doctorat en sciences politiques et administratives, qui figurait dans la loi de 1857, n'a pas été maintenu dans le projet actuel parce qu'il n'est requis pour aucune profession, qu'il ne constitue qu'un grade purement scientifique, auquel ne s'applique aucune loi spéciale. Il entre dans la pensée du gouvernement d'organiser, dans les universités de l'Etat, des cours qui permettront aux jeunes gens de prendre le grade de docteur en sciences politiques et administratives. Ces cours feront l'objet d'une organisation particulière, en rapport avec l'état de la science et l'intérêt du pays. Par conséquent, les universités libres pourront modifier leur programme comme elles le voudront, tandis que les universités de l'Etat ne pourront le faire qu'en vertu d'une loi. Le projet est adopté par 52 voix contre 15.

JUSTICE.

6 mars. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport : 1° sur le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de quelques tri-

bunaux; 2° sur le projet relatif à la création d'une place d'auditeur militaire adjoint, à Anvers; 3° sur le projet de loi concernant le domicile de secours. — 7. Dans la discussion du projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de quelques tribunaux. M. H. Dolez demande la création d'une nouvelle place de substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond que cette question se rattache à la création d'une 3^e chambre. M. H. Dolez demande aussi qu'une position spéciale soit faite aux juges d'instruction, et qu'on les mette sur le même rang que les procureurs du roi. M. De Lantsheere, *m. j.*, promet d'examiner la question. Le projet de loi est voté à l'unanimité, ainsi que celui qui crée une place d'auditeur. — La discussion s'engage ensuite sur le projet de loi relatif au domicile de secours. M. Van Schoor le combat au nom des enfants des pauvres de Bruxelles. — 8. La discussion continue entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Van Schoor, T'Kint de Roodenbeke et d'Anethan. — 9. Les articles du projet sont adoptés après un débat entre MM. de Sélys-Longchamps, d'Anethan et De Lantsheere, *m. j.* L'ensemble du projet de loi est voté par 44 voix contre 6.

15 mai. M. Van Overloop, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux armes de guerre. La *c.* propose d'ajouter à l'article 1^{er} un paragraphe ainsi conçu : « La même peine sera appliquée à celui qui, dans un rassemblement, sera trouvé porteur d'une arme prohibée. » — 19. M. De Lantsheere, *m. j.*, combat cet amendement, qui est abandonné par M. d'Anethan; puis le projet est voté à l'unanimité.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

11 mars. M. de Sélys-Longchamps demande que le gouvernement augmente le crédit alloué à l'Académie pour la publication des mémoires couronnés. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à examiner cette question. — 15. M. Casier de Hemptinne propose de supprimer le subsidé voté par la chambre des représentants pour la fondation d'un théâtre national à Bruxelles. Après avoir entendu MM. Van Ockerhout, Van Willigen, Reyntiens, Delcour, *m. i.*, H. Dolez et d'Anethan, la chambre rejette l'amendement de M. Casier. Des observations sont échangées entre MM. Reyntiens, Delcour, *m. i.*, et Van Delft, au sujet de la nouvelle organisation du Conservatoire royal de musique de Bruxelles, et de la question de savoir s'il y a lieu d'ajourner à 1880 l'exposition triennale des beaux-arts qui doit avoir lieu en 1878 à Bruxelles.

MINES.

2 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*,

dépose le rapport sur la pétition par laquelle le sieur Collet, propriétaire d'ardoisières à Martelange, province de Luxembourg, demande l'autorisation d'exploiter des ardoisières souterraines sous la grande route de l'Etat, moyennant une équitable indemnité. Ces conclusions sont appuyées par M. de Limburg-Stirum et la pétition est renvoyée au *m. t.*

MONITEUR.

15 décembre. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le projet relatif à l'acquisition des bâtiments situés rue de Louvain, n^{os} 52 et 54, à Bruxelles. — 16. Après un échange d'explications entre MM. Vilain XIII, de Ribaucourt et Malou, *m. f.*, au sujet du plan de la place qui sera tracée derrière le Palais de la Nation, ce projet de loi est voté à l'unanimité.

NOTARIAT.

15 décembre. Il est donné lecture d'une proposition de loi rédigée par MM. Vilain XIII, Balisau, du Bus de Gisignies, de Labbeville et d'Anethan. Elle est ainsi conçue : « Art. 1^{er} Chaque notaire doit résider dans le lieu qui lui est fixé par l'arrêté royal de sa nomination. En cas de contravention, il sera considéré comme démissionnaire, et le ministre de la justice, après avoir pris l'avis du tribunal et de la chambre de discipline, qui entendra au préalable le notaire contrevenant, pourra proposer au Roi de pourvoir au notariat vacant. — Art. 2. Il est défendu à tout notaire d'avoir, soit par lui-même, soit par personne interposée, un bureau ou une étude ailleurs qu'au lieu de sa résidence, ni de tenir, hors de son canton, des séances à jour fixe et même à des époques indéterminées, mais annoncées d'avance. — Art. 3. Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence; toutefois il ne peut instrumenter hors de son canton, sauf dans les villes divisées en plusieurs cantons, qu'en vertu d'une désignation du juge dans les cas déterminés par la loi, ou sur la demande formelle des parties indiquant le lieu de la commune où l'acte sera passé. Le notaire peut même instrumenter hors de son arrondissement, et dans tout le ressort de la cour d'appel, avec l'autorisation spéciale du premier président de cette cour. Cette autorisation sera donnée sans frais au notaire désigné par les parties, quand le premier président jugera que leur intérêt le réclame. Ces désignation, demande et autorisation seront expressément mentionnées dans l'acte. — Art. 4. Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort et sans avoir, le cas échéant, rempli les formalités prescrites par l'article précédent. — Art. 5. En cas de contravention à l'article 2 et au paragraphe final

de l'article 3, le notaire sera condamné à une amende de 100 à 1,000 francs, outre tous dommages-intérêts; en cas de récidive et pour toute contravention aux trois premiers paragraphes de l'article 3 et à l'article 4, le notaire pourra être suspendu pour trois mois ou destitué. — Art. 6. Les actes notariés seront légalisés, lorsqu'on s'en servira hors de la province, par le président du tribunal de première instance ou par le juge de paix du canton de la résidence du notaire qui a délivré l'acte ou l'expédition dans les conditions déterminées par la loi du 11 mai 1866. — Art. 7. Le temps de travail ou stage sera de quatre années entières et non interrompues, dont une des deux dernières en qualité de premier clerc. — Art. 8. Sont abrogés les articles 4, 5, 6, 28, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 et le dernier paragraphe de l'article 49 de la loi du 25 ventôse an xi. Art. 9. La présente loi sera obligatoire le 1^{er} juillet 1876. » M. d'Anethan développe la proposition, qui est prise en considération.

9 mars. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur cet objet et conclut au rejet de l'article 3. — 14. La proposition de loi est défendue par M. d'Anethan et combattue par M. Solvyns, *r.* — 15. MM. Balisau, d'Anethan, de Tornaco et de Ribaucourt défendent la proposition contre MM. Solvyns, *r.*, H. Dolez et De Lantsheere, *m. j.* Puis le sénat adopte par 30 voix contre 29 le principe qui est contenu dans les premiers mots de l'article 3 : « Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence. » Il rejette, par 31 voix contre 27 et une abstention, un amendement de M. Solvyns, *r.*, ainsi conçu : « Toutefois, sauf dans les villes divisées en plusieurs cantons, ou, en vertu d'une désignation du juge, dans les cas déterminés par la loi, il est interdit au notaire de procéder à des ventes ou locations publiques d'immeubles dans la localité où se trouve la résidence d'un autre notaire. » Puis, après avoir entendu MM. d'Anethan et H. Dolez, le sénat adopte, par 31 voix contre 27 et une abstention, une disposition transitoire proposée en ces termes par M. Solvyns, *r.* : « Le notaire, ayant, lors de la mise en vigueur de la présente loi, le droit d'instrumenter dans l'étendue du ressort de la cour d'appel, conservera, à titre personnel, pour tout le temps où il remplira les fonctions notariales, la juridiction qu'il tient de sa nomination à vie. Les articles 1 et 2 lui sont néanmoins applicables. En cas de contravention à l'article 2, le notaire sera condamné à une amende de 100 à 1,000 fr., outre tous dommages-intérêts. En cas de récidive, le notaire pourra être suspendu pour trois mois ou destitué. » Enfin l'ensemble de la proposition est voté par 30 voix contre 28 et une abstention.

POSTES.

2 mai. M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'encaissement des effets de commerce par la poste. — 5. M. Malou, *m. f.*, déclare que, depuis la présentation du projet de loi, le gouvernement a soumis à la chambre une proposition plus générale qui s'appliquera aux protêts fait par les huissiers ou par les notaires. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

SERVITUDES MILITAIRES.

26 mai. M. Malou, *m. f.*, adresse au sénat le rapport sur l'exécution de la loi du 2 avril 1875 relative aux indemnités allouées à raison des servitudes militaires.

TÉLÉGRAPHES.

16 mai. M. Sacqueleu demande que l'on rétablisse sur les télégrammes la mention de l'heure du dépôt. M. de Selys-Longchamps appuie ces observations. — 17. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la télégraphie locale. — 19. Le projet de loi est voté par 27 voix contre 4 et une abstention.

TRAVAUX PUBLICS.

15 mars. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose le rapport sur un crédit de 925,000 fr. au département des travaux publics. — 16. Ces crédits sont votés à l'unanimité.

15 mai. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 16. Dans la discussion générale M. Leirens demande l'établissement d'une passerelle sur la Dendre à Ninove, et des mesures pour assurer la navigabilité de la rivière. M. Van de Woestyne exprime un vœu en faveur du développement du commerce maritime. M. Casier de Hemptinne s'occupe du régime de l'Escaut dans la Flandre orientale. M. Fléchet réclame des travaux d'amé-

lioration sur la rive droite de la Meuse. M. Van Ockerhout entretient le sénat du régime de l'Yser. M. de Selys-Longchamps recommande la reprise par l'État de la route de Landen à Hannut. M. de Ribaucourt appuie les observations de M. Casier de Hemptinne. M. Cogels-Osy, s'occupant de celles qu'a faites M. Van de Woestyne, dit que le commerce d'Anvers ne verra jamais avec regret la prospérité du port de Gand. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 17. MM. de Ribaucourt et Bonnet reviennent sur la question de l'Escaut, M. Van de Woestyne reproduit ses observations en faveur du développement de la marine marchande. M. de Limburg-Stirum signale l'abandon dans lequel est laissé le Luxembourg sous le rapport de l'administration des mines. M. de Mérode-Westerloo s'occupe des inondations du Demer. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, fait observer à M. Van de Woestyne que le gouvernement ne peut subsidier des lignes de navigation à vapeur qu'en vue de service postal. Après avoir entendu encore M. Beernaert, *m. t.*, le sénat adopte le B. à l'unanimité. — 26. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de travaux publics. La discussion est ouverte d'urgence. M. Bonnet présente de nouvelles observations sur les travaux à faire à l'Escaut supérieur. M. Beernaert, *m. t.*, s'engage à s'occuper activement de cet objet. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

VOIES ET MOYENS.

15 décembre. M. de Rodes, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des voies et moyens pour l'exercice 1876. — 16. Dans la discussion, M. de Rodes, *r. c.*, déclare qu'à son avis la situation financière est bonne et que les évaluations pour 1876 ne sont pas plus exagérées que ne l'étaient celles de l'exercice précédent. Après un échange d'explications entre MM. Vilain XIII et Malou, *m. f.*, sur la question des sucres, le B. est voté à l'unanimité.

SÉNAT.

Session 1875-1876.

Z²

TABLE DES MATIÈRES.

A

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE. Cr. pour la publication de ces mémoires, 11 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

ALLEMAGNE (Convention avec l'). Voir TRAITÉS.

ARDOISIÈRES de Martelange, 2 *mai.* V. Mines.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1876. *r.* de M. Orban de Xivry, 16 *d.* — Vote, 17 *d.* V. Guerre.

ARMES DE GUERRE (Défense de porter des). *r.* de M. Van Overloop, 15 *mai.* — Disc. et vote, 19 *mai.* V. Justice.

AUDITEUR MILITAIRE adjoint à Anvers. *r.* de M. Van Overloop, 6 *m.* — Vote, 7 *m.* V. Justice.

B

BANQUE DE BELGIQUE (Catastrophe de la). Visa anticipé des annuités. *r.* de M. Béthune et vote, 23 *m.* V. Finances.

BIENS DOMANIAUX (Aliénation de). *r.* de M. Béthune, 15 *mai.* — Vote, 19 *mai.* V. Finances.

BUDGET de 1872 (Règlement définitif du). *r.* de M. de Rodés, 7 *m.* — Vote, 9 *m.* V. Comptabilité.

BUDGETS de 1876. Finances. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Béthune, 15 *d.* — Vote, 16 *d.*

— Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Cogels-Osy, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* — Justice. *r.* de M. d'Anethan, 16 *d.* — Disc., 17, 18 *d.* — Vote, 18 *d.*

— Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 16 *d.* — Disc. et vote, 18 *d.* — Dette publique. *r.* de M. de Rodés et vote, 17 *d.* — Dotations. *r.* de M. de Rodés, 18 *d.* — Vote, 21 *d.*

— Intérieur. *r.* de M. L. de Mérode, 9 *m.* — Disc., 11, 15 *m.* — Vote, 13 *m.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Sacqueleu, 16 *d.* — Disc. et vote, 17 *d.*

— Gendarmerie. *r.* de M. d'Overschie de Neerysche, 16 *d.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 15 *mai.* — Disc., 16, 17 *mai.* — Vote, 17 *mai.* V. Travaux publics.

— Voies et moyens. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

— Voies et moyens. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

— Voies et moyens. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

— Voies et moyens. *r.* de M. de Rodés, 15 *d.* — Vote, 16 *d.* V. Voies et moyens.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Refus de secours, 15 *m.* V. Instruction publique.

C

CHEMIN DE FER. Nécessité de commander du matériel, 18 *d.* — Réduction du tarif de transport de la chaux. Tramways sur les routes affluents au chemin de fer. Reprise du réseau de la Flandre occidentale. Responsabilité de l'Etat en matière de transports. Tarif des minerais de fer. Tracé d'Athus à la Meuse. Tarif des charbons de la Ruhr. *Id.* des marchandises pondéreuses, 16 *mai.* — Concessions de Tubize à Jodoigne et d'Audenarde à Roubaix. *r.* de M. Piret, 17 *mai.* — Vote, 19 *mai.* — Primes de parcours, 17 *mai.* — Longrines en fer. Troisième rail sur la ligne de Flénu, 26 *mai.* V. Chemin de fer.

CHILI (Traité avec le) Voir TRAITÉS.

CHINE (Construction de chemins de fer en), 18 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 21, 22 *d.*, 6, 7, 8 *m.* V. Code de procédure.

COMMERCE MARITIME (Développement du), 16, 17 *mai.* V. Travaux publics.

COMMUNES. Petit-Enghien. *r.* de M. Van Willigen, 6 *m.* — Vote, 9 *m.* — Binche et Battignies. *r.* de M. Leirens, 7 *m.* — Vote, 9 *m.* — Houde-

mont. *r.* de M. Casier, 7 *m.* — Vote, 9 *m.* — Selange. *r.* de M. L. de Mérode et vote, 23 *m.* — Mont Saint-Amand. *r.* de M. de Selys-Longchamps, 15 *mai.* — Vote, 19 *mai.* — Hallaer. Vote, 19 *mai.*

V. Communes.

CONSERVATOIRE ROYAL de musique de Bruxelles. Réorganisation, 15 *m.* V. Lettres, sciences et arts.

COUR D'APPEL de Bruxelles. 5^e chambre, 18 *d.* V. Budget de la justice.

COUR DE CASSATION. MM. Dumont, Sanchez de Aguilar, 7 *m.* — De le Court, Sanchez de Aguilar, Schuermans, 6 *mai.* V. Cour de cassation.

D

DEMANDE DE SECOURS. *r.* de M. Van Overloop,

6 m. — Disc., 7, 8, 9 m. — Vote, 9 m. V. Justice.

E

EFFETS DE COMMERCE. Encaissement par la poste. *r.* de M. Tercelin, 2 mai. — Vote, 5 mai. V. Postes.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Droits de l'Etat, 11 m. — Ecole normale de Bruges, 13 m. — Minimum du traitement des instituteurs primaires. *r.* de M. de Selys-Longchamps, 1^{er} mai. — Vote, 2 mai. — Caisse de prévoyance. *r.* de M. Casier, 1^{er} mai, — Vote, 2 mai. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Prorogation de la loi de 1867 sur les jurys universitaires. *r.* de M. L. de Merode, 6 m. — Vote, 9 m. Collation des grades académiques. *r.* de M. Van Ockerhout, 2 mai. — Disc., 5, 6, 15 mai. — Vote, 15 mai. V. Instruction publique.

ESCAUT (Régime de l'), 16, 17, 26 mai. V. Travaux publics.

ESPIERRE (Corruption des eaux de l'), 9, 11 m. V. Cours d'eau.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS à Bruxelles. Ajournement à 1880, 13 m. V. Lettres, sciences et arts.

F

FINANCIÈRE (Situation), 14 m. V. Finances. — 16 d. V. Voies et moyens.

G

GENDARMERIE dans l'arrondissement de Courtrai, 17 d. V. Budget de la justice.

GROENENDAEL (Achat de la ferme de). *r.* de M. de Rodés, 15 d. — Vote, 16 d. V. Finances.

I

ITALIE (Traité avec l'). Voir TRAITÉS.

J

JUSTICE DE PAIX de Courtrai, 17 d. V. Budget de la justice.

M

MARINE MARCHANDE (Etat de la), 16, 17 mai. V. Travaux publics.

MONITEUR. Transfert rue de Louvain. *r.* de M. de Rodés, 15 d. — Vote, 16 d. V. Moniteur.

N

NOTARIAT. Pr. de l. de MM. Vilain XIII, d'Ane-than et consorts, 15 d. — *r.* de M. Solvyns, 9 m. — Disc., 14, 15 m. — Vote, 15 m. V. Notariat.

P

PALAIS DE LA NATION (Plan de la place derrière le), 15 d. V. Moniteur.

PARC de Saint-Gilles et Forest. *r.* de M. Van Overloop, 16 mai. — Vote, 19 mai. V. Finances.

PEINE DE MORT, 17 d. V. Budget de la justice.

PRISON CELLULAIRE de Bruxelles, 18 d. V. Budget de la justice.

PRISONNIERS (Coût des), 18 d. V. Budget de la justice.

R

RIVIÈRES. Dendre à Ninove. Yser, 16 mai. — Demer, 17 mai. V. Travaux publics.

S

SERVITUDES MILITAIRES. *r.* de M. Malou, *m. f.*, sur la loi du 2 avril 1873, 26 mai. V. Servitudes.

SUCRES. Rejet de la convention par la 2^e chambre des Etats généraux des Pays-Bas, 7 m. — Pr. de l. relatif au régime des sucres. *r.* de M. Reyn- tiens, 15 m. — Disc. et vote, 16 m. — Am. de la chambre des représentants. *r.* de M. Reyn- tiens, 15 mai. — Vote, 19 mai. V. Douanes et accises. — 16 d. V. Voies et moyens.

T

TÉLÉGRAPHES LOCAUX. *r.* de M. de Mérode- Westerloo, 17 mai. — Vote, 19 mai. V. Télé- graphes.

TERNEUZEN (Rejet par les Etats généraux des Pays-Bas de la convention relative au canal de), 26 mai. V. Affaires étrangères. — Intérêts d'An- vers et de Gand, 16 mai. V. Travaux publics.

THÉÂTRE FLAMAND de Bruxelles, 15 m. V. Lettres, sciences et arts.

TRAITÉS avec l'Allemagne pour la protection des marques de fabrique. *r.* de M. T'Kint de Rooden- beke, 16 d. — Vote, 17 d. — Avec le Chili. *r.* de M. Reyn- tiens, 16 d. — Vote, 17 d. — Avec le Transvaal. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 16 mai. — Vote, 19 mai. — Avec l'Italie. *r.* de M. Reyn- tiens et vote, 26 mai. V. Affaires étrangères.

TRANSVAAL (Traité avec le). Voir TRAITÉS.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 56,189,200 fr. *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 26 mai. V. Tra- vaux publics

TRIBUNAUX. (Augmentation du personnel des) de Verviers, Charleroi, Courtrai, Dinant et Nivelles. *r.* de M. Van Overloop, 6 m. — Disc. et vote, 7 m. V. Justice.

V

VOIRIE VICINALE. Façon dont le gouvernement fait face à ses engagements, 11 d. V. Budget des affaires étrangères.

SESSION LÉGISLATIVE 1876-1877.

(14 NOVEMBRE 1876 AU 13 JUILLET 1877.)

A³

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

Finances, M. J. Malou.

Justice, M. T. De Lantsheere.

Affaires étrangères, M. le comte d'Aspremont-Lynden.

Intérieur, M. Delcour.

Guerre, M. le lieutenant général Thiebault.

Travaux publics, M. A. Beernaert.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

ANVERS, MM. Coremans, De Decker, Delaet, Guyot, Jacobs et Meeus; MALINES, de Kerckhove, Lefebvre et Notelteirs; TURNHOUT, Coomans, Nothomb et de Zerezo de Tejada.

BRUXELLES, MM. E. Allard, Anspach, Bergé, Couvreur, Dansaert, De Fré, Demeur, Funck, décédé et remplacé par M. Janson, Guillery, A. Jamar, Jottrand, Orts et Van Humbeeck; LOUVAIN, Beeckman, De Becker, Delcour, Schollaert et Smolders; NIVELLES, de Vrints de Treuenfeld, Le Hardy de Beaulieu, Mascart et Olin.

BRUGES, MM. De Clercq, Van Outryve d'Ydewalle et A. Visart; COURTRAI, De Haerne, Reynaert et Tack; DIXMUDE, De Lantsheere; FURNES, L. Visart; OSTENDE, Van Iseghem; ROULERS, Dumortier et de Montblanc; THIELT, Beernaert et Mulle de Terschueren; YPRES, Berten, Biebuyck et Struye.

GAND, MM. Cruyt, de Kerchove de Denterghem, Delehay, de Moerman d'Harlebeke, De Smet, Drubbel et Kervyn de Volkaersbeke; ALÖST, Verbruggen, Van Wambeke et Woeste; AUDENARDE, Magherman, Thienpont et Vander Donckt; EECLOO, Kervyn de Lettenhove; SAINT-NICOLAS, Janssens, Malou et Verwilghen; TERMONDE, De Kepper, Van Cromphaut et Vanden Steen.

MONS, MM. Bockstael, Defuisseaux, Dethuin, Lescarts et Saintelette; ATH, Bricoult et Descamps; CHARLEROI, Drion, Lambert, Pirmez, Sabatier et Vandam; SOIGNIES, Boucquéau, Houtart et Paternostre; THUIN, Hagemans, Puissant et Watocqué; TOURNAI, Allard, Bara, Crombez et Rogier.

LIÈGE, MM. d'Andrimont, de Rossius, Dupont, Frère-Orban, E. Jamar, Mouton, Piedbœuf et Warinant; HUY, de Lhoneux et de Macar de Podesta; VERVIERS, Ortmans, Peltzer et Simonis; WAREMME, Delexhy.

HASSELT, MM. de Pitteurs-Hiegaerts et Thonissen; MAESEYCK, C. Vilain XIII; TONGRES, de Borchgrave et Julliot.

ARLON, MM. Tesch, BASTOGNE, Van Hoorde; MARCHE, Pety de Thozée; NEUFCHATEAU, Santkin; VIRTON, Dubois.

NAMUR, MM. Dohet, Moncheur, de Moreau et Wasseige; DINANT, de Liedekerke et Thibaut; PHILIPPEVILLE, de Baillet-Latour et Mineur.

MEMBRES DU SÉNAT.

ANVERS, MM. Cogels-Osy (baron), Van Delft (baron), décédé et remplacé par M. le baron Osy, et Vanden Bergh-Elsen; MALINES, de Cannart d'Hamale et d'Ursel (duc); TURNHOUT, de Mérode-Westerloo (comte C.-A.-G.).

BRUXELLES, MM. Bischoffsheim, De Vadder, H. Dolez, Fortamps, de Mérode (comte L.), décédé et remplacé par M. Crocq, Reyntiens et Van Schoor; LOUVAIN, de Man d'Attenrode (baron) et d'Overschie de Neeryssche (baron); NIVELLES, Tremoureux et de Robiano (comte Léon).

BRUGES, MM. Van Caloen (baron); COURTRAI, Béthune (baron) et Vergauwen; DIXMUDE, Van Ockerhout, FURNES et OSTENDE, du Bus de Gisignies (vicomte); ROULERS, Solvyns; THIELT, d'Anethan (baron), YPRES, Mazeman de Couthove (baron).

GAND, MM. Casier de Hemptinne, de Kerchove et Van Crombrughe; ALOST, Leirens et Van de Woestyne d'Herzele (baron); AUDENARDE, de Rodés (marquis); EECLOO, T'Kint de Roodenbeke (baron); SAINT-NICOLAS, Van Overloop et Vilain XIII (vicomte A.-F.-L.); TERMONDE, de Ribaucourt (comte Christyn).

MONS, MM. F. Dolez, Hubert et Tercelin; ATH, le prince de Ligne; CHARLEROI, Balisaux, Dewandre et Piret; SOIGNIES, Wincqz; THUIN, Brouwet; TOURNAI, Bonnet-L'Escuyer et Sacqueleu.

LIÈGE, MM. Braconier, de Looz-Corswarem (comte), Fléchet et Grandgagnage; HUY, de Tornaco (baron); VERVIERS, Laoureux; WAREMME, de Sélvs-Longchamps (baron).

HASSELT, MM. Van Willigen; MAESEYCK-TONGRES, de Woelmont (baron G.).

ARLON, BASTOGNE et MARCHE, MM. de Limburg-Stirum (comte) et Orban de Xivry; NEUFCHATEAU et VIRTON, Bergh.

NAMUR, MM. d'Aspremont-Lynden (comte) et de Namur d'Elzée (vicomte); DINANT, d'Huart (baron); PHILIPPEVILLE, de Labbeville (baron).

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1876-1877.

Doyen d'âge, M. VANDER DONCKT. — Président, M. THIBAUT.
— 1^{er} vice-président, M. TACK. — 2^e vice-président, M. SCHOLLAERT.
Secrétaires, MM. LESCARTS, PETY DE THOZÉE, REYNAERT et L. VISART.
Questeurs, MM. DE ZEREZO DE TEJADA et LEFEBVRE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

29 novembre. M. d'Aspremont - Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'approuver une déclaration échangée entre la Belgique et l'Autriche sur les marques de fabrique.

7 décembre. M. Pety de Thozée, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi, qui est voté à l'unanimité. — 21. M. Coomans demande s'il est vrai que le gouvernement belge a été prié d'envoyer un corps d'armée dans une province turque. Il aime à croire que cette demande n'a pas été faite au gouvernement de sa patrie, perpétuellement neutre, ou que si elle était adressée au gouvernement, celui-ci s'empresserait de l'écarter. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il est d'usage, dans tous les parlements, lorsqu'on veut faire des interpellations de cette nature, de les annoncer d'avance. Par respect pour le principe et pour le maintenir intact dans l'intérêt du pays, il prie la chambre de le dispenser de répondre. M. Coomans dit que la question lui semblait si simple et si bien résolue d'avance par la chambre et par la Belgique entière, qu'il n'a pas cru devoir user de la précaution qu'on lui reproche d'avoir négligée. Il regrette d'avoir à dire que la question n'est plus aussi simple qu'il aimait à le croire, et il ne comprend pas que l'on ne vienne pas immédiatement affirmer de deux choses l'une : ou que la demande d'une intervention militaire à l'étranger de la Belgique perpétuellement neutre n'a pas été faite, ou que, si elle avait été faite, on se serait empressé de l'écarter.

20 avril. M. Frère-Orban interpelle le gouvernement sur le point suivant : depuis quelque temps on fomenté une agitation provoquée par une allocution du souverain pontife, en date du 12 mars dernier, dans laquelle

celui-ci exhorte les fidèles à se servir de tous les moyens que les lois de chaque pays mettent à leur disposition pour agir avec empressement auprès de ceux qui gouvernent, afin que ceux-ci considèrent avec plus d'attention la pénible situation faite au chef de l'Eglise et prennent des résolutions efficaces pour écarter les obstacles qui s'opposent à sa pleine Indépendance. Il semble, d'après les journaux, que, répondant à l'appel du souverain pontife, les évêques de la Belgique ont adressé une pétition à Sa Majesté pour la prier d'intervenir conformément aux vœux qui sont exprimés dans l'allocution qu'il vient de lire. Les journaux annoncent également qu'une pétition dont ils publient le texte, et que l'on dit couverte de nombreuses signatures, a été adressée au Roi, c'est-à-dire au gouvernement, pour réclamer une efficace intervention de sa part. L'orateur fait son interpellation dans le but de s'assurer si, comme il le pense, le gouvernement décline toute espèce de solidarité dans les manifestations que l'on provoque, et si, conformément à notre droit constitutionnel, conformément au droit des gens, il refuse catégoriquement d'intervenir dans les affaires des autres Etats. Il importe d'autant plus que cette position soit nettement établie, que des membres du cabinet en d'autres circonstances ont exprimé des opinions, des sentiments analogues à ceux qui se font jour aujourd'hui. Ils ont protesté en faveur de la souveraineté temporelle du pape à une époque où ils n'avaient pas la charge et la responsabilité du pouvoir. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dit que le gouvernement a reçu, en effet, une lettre des évêques et une pétition des catholiques gantois ; ces documents ont été adressés au Roi, et Sa Majesté vient de les transmettre aux ministres. Le cabinet n'a fait aucune démar-

che. Cependant, à ses yeux, il est d'un haut intérêt que la puissance spirituelle du pape soit libre dans ses rapports avec la catholicité. Si les circonstances venaient à rendre opportun de poser un acte diplomatique ou de s'associer aux actes des autres cabinets, les chambres seraient appelées à en connaître. M. Frère-Orban ne trouve pas que cette attitude soit correcte. Il est de toute évidence que le gouvernement belge n'a pas à intervenir dans les affaires des autres gouvernements. Il n'a pas à s'inquiéter du point de savoir ce que fait l'Italie, et il devrait écarter par une fin de non-recevoir l'éventualité même d'une ingérence quelconque dans une pareille affaire. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, cherche en vain, dans les paroles qu'il a prononcées, l'affirmation que vient de produire M. Frère-Orban. Où donc a-t-il dit que la Belgique interviendrait ? Il a dit que si, à un moment donné, les puissances avaient des motifs pour appeler la Belgique à prendre part à des délibérations communes, on aurait à voir ce qu'il conviendrait de faire. Et il a eu bien soin d'ajouter que, dans ce cas, les chambres seraient saisies. M. Orts fait observer qu'en Belgique, sous le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le gouvernement, chargé de faire fonctionner ce régime, ne peut pas plus se mêler du point de savoir si le chef de la catholicité est libre ou n'est pas libre au point de vue spirituel, qu'il ne peut se mêler de la question de savoir s'il convient aux intérêts religieux des israélites que Jérusalem leur soit rendu pour reconstituer un royaume israélite. Le gouvernement, si cette question lui était posée, n'a qu'un mot à dire et on a le droit et le devoir de lui demander qu'il s'engage à le prononcer ; ce mot est celui-ci : « Cela ne nous regarde pas ; nous ne nous en mêlons pas. Si nous nous en occupions, nous déchirerions la Constitution belge au point de vue du principe fondamental de la séparation de l'Eglise et de l'Etat qu'elle proclame. » La Belgique déchirerait, ce qui est plus important encore au point de vue international, les traités qui ont fait d'elle une puissance indépendante et, comme condition, une puissance essentiellement neutre. Puissance neutre, elle peut exiger qu'on ne se mêle pas de ses affaires intérieures, mais à la condition de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures des pays qui l'environnent. Le devoir, ici comme partout, répond du droit. Il faut remplir l'un pour qu'on ne méconnaisse pas l'autre. MM. Frère-Orban et Bara persistent à soutenir que l'attitude du gouvernement n'est pas correcte, parce qu'il prévoit des hypothèses dans lesquelles il pourrait agir. M. Malou, *m. f.*, dit que le gouvernement italien, avec lequel il a toujours eu

d'excellents rapports, ne se méprendra pas sur le sens de la déclaration qui vient d'être faite ; elle est précisément empruntée à un document officiel italien. Ce gouvernement reconnaît aussi que le saint-père doit avoir la pleine indépendance de son ministère spirituel. Et l'on infère de cette déclaration, commune à M. Mancini et au *m. a.* de Belgique, que celui-ci affirme et veut rétablir le pouvoir temporel du pape ! C'est précisément le contraire ! Que dit-on encore dans cette déclaration si simple, mais qui paraît contenir tant d'énormités ? Que, comme tous les gouvernements, devant toutes les interpellations possibles, on se prononce sur la situation actuelle et non point sur des hypothèses. M. Bara maintient que dans aucune hypothèse la Belgique ne peut donner suite à une intervention quelconque. M. Jacobs trouve que la réponse du *m. a.* a été ce qu'elle devait être ; elle tient compte et du présent et des éventualités de l'avenir. Pour le présent, le gouvernement dit : La neutralité de la Belgique et l'état de l'Europe ne me permettent pas de donner suite aux pétitions. Mais si, dans l'avenir, l'Europe se reconstitue à l'état de collectivité, ne peut-elle pas inviter un jour la Belgique à venir délibérer à la table commune sur les intérêts dont se sont occupés les pétitionnaires ? Le gouvernement italien lui-même ne peut-il pas, dans le but de résoudre cette grande question de la liberté du chef de l'Eglise, prendre l'initiative, convoquer l'Europe en congrès et appeler toutes les puissances, la Belgique comme les autres, à venir y participer ? Est-ce que, dans cette éventualité, on doit jurer d'avance et dès aujourd'hui de ne jamais répondre à cet appel ; de ne participer, en aucune hypothèse, à ces délibérations ? Evidemment non. On ne doit pas engager l'avenir, parce que l'avenir n'appartient à personne. Il peut se produire des transformations en Europe, des transformations d'idées comme des transformations matérielles ; et la prudence gouvernementale, dont le *m. a.* est l'organe, doit tenir compte de toutes les éventualités possibles. M. Guillery critique la réponse du gouvernement. Si elle est satisfaisante pour le présent, elle n'ôte pas toutes les espérances pour l'avenir ; elle ne dit pas à ceux qui prétendent envelopper tous les gouvernements et toutes les libertés dans un mouvement passionné et réactionnaire : Jamais la libre Belgique ne sera la complice d'une lutte contre le droit public européen ! M. Kervyn de Lettenhove considère que toutes les déclarations du gouvernement italien, depuis les circulaires de M. Visconti jusqu'aujourd'hui, ont eu pour but de chercher à établir aux yeux de l'Europe que l'indépendance spirituelle du souverain pon-

tife était respectée par le gouvernement italien. C'est donc une question qui partout se place en première ligne, et assurément elle n'est pas sans intérêt pour la Belgique; car elle a dans sa Constitution un article qui assure la liberté des rapports du clergé avec le chef de la catholicité, et au point de vue de ces rapports, il importe à la Belgique que le chef de la catholicité jouisse d'une indépendance spirituelle complète. L'orateur croit donc rendre à cette question son véritable caractère, caractère qui, dans tous les pays, à toutes les époques, a été compris par les gouvernements les plus éclairés, par les hommes d'Etat les plus éminents; et en laissant au *m. a.* le soin d'apprécier les circonstances avec la prudence qui est le premier devoir des gouvernements, il croit qu'il est permis de reconnaître et de déclarer tout haut que la question de l'indépendance spirituelle du souverain pontife est une de celles dont tout homme raisonnable, sensé, vraiment politique, doit le plus profondément se préoccuper. M. Frère-Orban dit que la conséquence de ce discours, c'est qu'il faut provoquer le rétablissement de la souveraineté temporelle du pape. — 24. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de convention conclue entre le gouvernement belge et le gouvernement roumain, projet qui assure à la Belgique, jusqu'à ce qu'on puisse faire un nouveau traité, le traitement de la nation la plus favorisée. — 25. M. De Becker, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet, qui est adopté d'urgence et à l'unanimité.

8 mai. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, dépose un projet de loi approuvant la déclaration échangée entre la Belgique et le Brésil pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. — 30. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 juin. M. Frère-Orban interpelle le gouvernement au sujet de deux allocutions attribuées au nonce du pape. Celui-ci, s'adressant à des zouaves pontificaux, leur aurait dit une première fois : « Le monde est bien malade; tous les gouvernements oublient leurs devoirs et abandonnent le saint-siège : les uns sont ouvertement hostiles, d'autres indifférents ou hérétiques; d'autres, quoique catholiques au fond, poussent la prudence jusqu'à l'abandon: un seul gouvernement osait se proclamer franchement catholique, c'est celui de l'Equateur. Vous savez ce qui en est arrivé; on a assassiné le président et empoisonné l'archevêque. » Et dans une autre occasion : « En prenant la place du droit violé dans sa personification la plus haute, le régime de la force a jeté l'Europe dans l'état de perturbation barbare où nous la voyons aujourd'hui et, bon gré malgré,

l'instinct de sa conservation la pousse à chercher à cette situation un remède qui ne se trouve QUE DANS LE TRIOMPHE DE LA PAUPAUTÉ. Vous pouvez donc légitimement espérer, a dit Son Excellence, QUE LE TEMPS EST PROCHE OU CE TRIOMPHE APPELLERA DE NOUVEAU L'AIDE DE VOS BRAS ET OU VOUS POURREZ REPRENDRE LE COMBAT QUE VOUS AVEZ ÉTÉ FORCÉS D'INTERROMPRE. » M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répond qu'à l'occasion des fêtes jubilaires récemment célébrées, le nonce a reçu la visite de quelques anciens zouaves pontificaux. Au discours qu'ils lui ont adressé, il a répondu par des paroles qui n'ont été reproduites ni textuellement, ni exactement. Le nonce n'a autorisé personne à publier les paroles qu'il a prononcées sans préparation, dans son hôtel, en quelque sorte dans l'intimité. Il ne reconnaît nullement l'exactitude de celles qu'on lui prête, ni le sens qu'on y a attaché. Il n'a ni provoqué, ni eu la pensée de provoquer une prise d'armes des anciens zouaves pontificaux. Il n'a pas davantage reproché au gouvernement du Roi d'avoir oublié ses devoirs envers le saint-siège. On peut donc dire avec toute raison que l'incident ne doit son origine qu'à la manière inexacte dont il a été rapporté. M. Frère-Orban demande que le gouvernement s'explique sur les manifestations compromettantes auxquelles se sont livrés les zouaves pontificaux. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'y a personne qui, prenant sérieusement les faits tels qu'ils sont, puisse s'offusquer de ce que quelques personnes qui ont servi dans les campagnes de Castelfidardo et d'Ancône se disent anciens zouaves pontificaux, se réunissent comme tels et aillent présenter une adresse chez le nonce apostolique. C'est un corps armé! dit-on. Mais où? Qui donc l'a organisé? S'il y en a un, qu'on le montre; qu'on dise où il se réunit. S'il y a un fait que la loi défende, s'il y a une manifestation qui soit illégale, qu'on cite l'article de la loi, qu'on cite les mesures que le gouvernement aurait dû prendre. Il n'y a pas une disposition pénale qui soit applicable en ce moment, d'après les faits qui se sont passés. S'il y a eu un fait punissable d'après la loi, c'est au parquet à poursuivre. Mais, d'après les faits, tels qu'ils sont connus, aucune loi pénale n'est applicable. Aussi, en se bornant à l'objet essentiel du débat, l'explication donnée par le *m. a.* doit être considérée comme suffisante. Pour le reste, tous les catholiques sont sincèrement, de cœur et d'âme, dévoués aux institutions constitutionnelles. Le *m.* désavoue le journal la *Croix* qui a attribué au nonce les paroles signalées. M. Bara applaudit au langage du *m. f.*, mais il estime que le gouvernement doit s'alarmer quand se réunissent des zouaves pontificaux, alors qu'on

leur adresse des paroles qui ne sont pas même vraies et qui ont pour but de les fanatiser et de les pousser à faire la guerre à une puissance amie. Il se peut que l'Italie soit froissée par de pareils actes, contraires au droit international. L'orateur demande si l'on a le droit en Belgique de réunir ainsi des soldats pour les exciter à combattre à l'étranger un gouvernement ami; si l'on a le droit de tenir à ces soldats des discours qui ont pour but de les exciter et de leur indiquer ce qu'ils auront à faire dans un moment déterminé; si l'on a le droit d'organiser des cadres d'officiers qui n'ont plus qu'à attendre un mot d'ordre pour aller à Rome combattre sous la bannière du saint-père? Ces actes sont compromettants pour la Belgique; et c'est remplir un devoir patriotique que de les signaler, de les condamner et de les flétrir comme ils le méritent. M. Janson estime que la situation est grave; on ne peut le méconnaître, en présence de paroles récemment prononcées à Liège et qu'il est inutile de rappeler. Il faut rester fermement attaché aux devoirs de la neutralité; s'occuper des affaires du pays et laisser les autres peuples maîtres absolus de leurs intérêts et de leurs destinées; si l'on doit envisager l'avenir avec inquiétude, qu'on porte ses regards vers les peuples libres, dont on devra peut-être un jour demander le concours et l'appui. Qu'ils sachent la ferme résolution des Belges de rester étrangers à toute combinaison diplomatique ayant pour but de leur imposer un gouvernement qui ne serait pas l'expression de la volonté nationale. Pour arriver à une conclusion pratique, l'orateur soumet à la chambre l'ordre du jour qu'elle aurait pu voter lors de l'interpellation à propos de la pétition des catholiques de Gand en faveur du pouvoir temporel du pape, ordre du jour qu'elle n'a pas voté alors, sans doute parce qu'elle espérait que le mouvement organisé par le pape s'arrêterait, mais qu'il est nécessaire de voter aujourd'hui, pour que le gouvernement ait une ligne de conduite bien nette, bien tracée, dont il ne puisse se départir. Cet ordre du jour est ainsi conçu : « La chambre prend acte de ce que le nonce du pape désavoue les paroles que certains organes de la presse lui ont attribuées; invite le gouvernement à ne s'associer ni directement ni indirectement à aucune négociation diplomatique qui aurait pour objet le rétablissement du pouvoir temporel du pape, et passe à l'ordre du jour. » M. Frère-Orban, de son côté, en présence des déclarations catégoriques du gouvernement approuvées par le silence de la droite, propose de dire : « La chambre, prenant acte des explications et des déclarations du gouvernement, passe à l'ordre du jour. » Après un débat auquel prennent

part MM. Jacobs, Orts, Bara, Malou, *m. f.*, Frère-Orban, Woeste et Janson, ce dernier retire son ordre du jour, et celui de M. Frère-Orban est adopté par 108 voix et 6 abstentions. — 6. Il y a quelques explications personnelles entre MM. Nothomb et Frère-Orban, puis une rectification de M. Wasseige au compte rendu de la séance de la veille. — 26. La convention avec le Brésil est votée à l'unanimité.

AGRICULTURE.

16 janvier. M. Delcour, *m. i.*, dépose un projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 50 juin 1879 la loi du 20 février 1875, qui autorise le gouvernement à prohiber l'importation et le transit des pommes de terre de provenance suspecte. Répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, il s'engage à prendre des mesures en vue d'empêcher l'invasion de la peste bovine qui vient d'éclater en Allemagne.

15 mars. M. Delehaye, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi tendant à proroger la loi de 1876 concernant l'interdiction à l'importation et au transit des pommes de terre de provenance suspecte. Il conclut à l'adoption du projet. — 20. M. Le Hardy de Beaulieu fait observer qu'il n'est plus question de la *doryphora*, dont on avait fait tant de bruit. M. Malou, *m. f.*, affirme qu'elle fait de grands ravages en Amérique. M. Le Hardy de Beaulieu fait observer que ce n'est pas le projet de loi qui l'empêchera d'envahir l'Europe. MM. Delehaye, *r.*, et Malou, *m. f.*, répondent qu'en tout cas le projet ne peut causer de préjudice à personne. Il est adopté par 68 voix contre 2.

8 mai. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport sur l'enseignement agricole pour les années 1875, 1874 et 1875.

BUDGETS.

6 décembre. M. Delaet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des dotations pour 1877. — 7. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des finances. M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des non-valeurs. La chambre adopte les articles du B. des dotations. — 15. Dans la discussion du B. des finances, M. Moncheur demande l'augmentation du traitement des receveurs des contributions, et M. de Macar un meilleur aménagement des forêts domaniales. M. Malou, *m. f.*, s'engage à s'occuper de ces deux objets. Répondant ensuite à M. Berten, il promet de faire examiner la question de savoir s'il n'y a pas moyen de faire inscrire aux matrices cadastrales le nouveau revenu imposable augmenté. Le B. est voté à l'unanimité, ainsi que celui des non-valeurs et des remboursements.

M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la justice. M. Berten, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 14. M. De Becker, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des affaires étrangères. M. Meeus, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* de la dette publique. Le *B.* des recettes et dépenses pour ordre est voté à l'unanimité. Dans la discussion du *B.* de la justice, M. Thonissen émet le vœu de voir faire une codification des lois par catégories, tout au moins à l'effet d'établir si elles sont conformes au droit existant. M. Jacobs désire voir reviser l'article 467 de la loi sur les faillites, qui autorise le tribunal de commerce, lorsque le failli n'a pas fait, dans les trois jours de sa suspension de paiement, la déclaration de sa faillite, accompagnée du dépôt de son bilan, à le faire déposer dans la maison d'arrêt pour dettes. On a cru devoir prendre des précautions contre des magistrats jurisconsultes, contre des juges chargés d'appliquer la loi pénale et de sauvegarder des intérêts supérieurs. On ne peut pas être plus large à l'égard des juges consulaires. M. Defuisseaux demande que l'on rétribue mieux les jurés; que l'on mette une limite à la correctionnalisation des crimes; que l'on restitue les délits de presse au jury et que l'on fasse une meilleure position aux juges d'instruction. Un débat s'engage entre MM. Woeste, Pirmez, Van Iseghem et De Lantsheere, *m. j.*, sur un règlement relatif aux sonneries des cloches, voté récemment par le conseil communal d'Ostende. M. De Lantsheere, *m. j.*, pense, contrairement à M. Woeste, que cet arrêté n'est pas illégal. Le *m.* répond ensuite aux autres observations présentées. — 15. Dans la discussion des articles, M. Pirmez appelle l'attention sur la situation de l'arrondissement de Charleroi, au point de vue de la justice répressive. M. Magherman en fait autant pour l'arrondissement d'Audenarde. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit que le gouvernement est décidé à ne rien négliger; mais il ne rencontre pas toujours, de la part des communes, le concours qu'il a le droit de réclamer. M. Drion est d'avis qu'il faudrait offrir une prime à ceux qui feraient découvrir l'auteur d'un crime. M. Pirmez soutient que le gouvernement ne peut se retrancher derrière les communes; il a la responsabilité, c'est à lui de prendre les mesures nécessaires pour ne pas encourir les conséquences de cette responsabilité. L'orateur soulève, en même temps, la question de savoir si le *m. j.* considère comme satisfaisante l'expérience qu'il fait quant à la suppression de la peine de mort, s'il continue à croire que cette suppression est utile. Un débat s'engage à cet égard entre MM. Thonissen, De Lantsheere, *m. j.*, et Wasseige. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'il manquerait à ses

devoirs les plus élevés s'il négligeait le droit de grâce et sacrifiait ne fût-ce qu'une vie humaine, par le servile respect d'un article du code, alors qu'il pense que ce sacrifice est inutile! Il ne se met donc pas au-dessus de la loi. Il prétend uniquement que s'il existe une loi qui permet au juge de condamner les assassins, il en est une autre qui permet sagement au Roi de faire grâce. Il ne croit pas que le salut de la société ou la sécurité des citoyens exigent le rétablissement de l'échafaud, l'opinion publique ne le réclame point et il a la conscience de ne s'être pas une seule fois, depuis cinq ans, trouvé en présence d'un cas d'évidente nécessité sociale qui eût pu justifier un retour aux traditions d'avant 1865. Il le dit, du reste, très franchement, il ne croit pas que jamais il aura ce courage, dût-il même se trouver en présence d'une de ces situations extrêmes où l'indulgence paraîtrait coupable. Mais dans ce cas, son devoir serait tout tracé; il laisserait sa place à l'un de ceux qui pensent qu'une exécution capitale rassurerait la société et raffermirait la sécurité publique. M. Pirmez soulève ensuite un débat au sujet de l'intervention, irrégulière d'après lui, du ministère public dans les affaires civiles. M. De Lantsheere, *m. j.*, estime que la question est importante et mérite de mûres réflexions. Ces réflexions, on aura l'occasion de les faire d'ici à la discussion du code de procédure. Cependant, il veut, dès maintenant, faire remarquer que l'apparente inconstitutionnalité qu'on entrevoit dans l'intervention des officiers du ministère public en matière civile n'existe absolument pas. Les officiers du ministère public, lorsqu'ils requièrent devant une juridiction civile ne sont plus, comme autrefois, les gens du roi, les avocats du roi; ils sont, en réalité, les gens de la loi, les avocats de la loi, les avocats du droit. Au chapitre des cultes, M. Van Humbeeck constate avec plaisir que le gouvernement a refusé d'autoriser le prêt fait par la fabrique de la cathédrale de Namur au cercle catholique de cette ville. Il signale, en même temps, l'existence illégale de cimetières particuliers, entre autres celui du couvent de Wavre-Notre-Dame, près de Malines. Après un échange d'explications entre MM. Kervyn de Lettenhove et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet du régime cellulaire, le *B.* est voté à l'unanimité. — 19. Il en est de même du *B.* des affaires étrangères, après des explications échangées entre MM. Malou, *m. f.*, et De Becker, *r.*, au sujet du traitement des chefs de légations à Stockholm et à Lisbonne; entre MM. Van Iseghem et Malou, *m. f.*, au sujet des consulats de San Francisco et de Cologne; entre MM. De Decker et Malou, *m. f.*, au sujet du service de l'émigration à

Anvers, et quelques observations de M. De-meur relatives à l'exécution en Belgique des jugements rendus en pays étrangers. Le B. de la dette publique est également voté à l'unanimité, à la suite de quelques observations de MM. Vanden Steen et Jacobs relativement à l'indemnité due pour les servitudes militaires résultant des nouvelles fortifications de Termonde. — 20. Il en est de même du B. des dotations.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 25,000 fr. au B. de la justice; *id.* de 285,000 fr. au B. de l'intérieur. La discussion générale du B. de l'intérieur est close sans qu'aucun orateur prenne la parole. Dans la discussion des articles, la chambre, sur la proposition de M. Delcour, *m. i.*, augmente de 15,000 fr. le crédit alloué pour les travaux de statistique. MM. Thonissen, E. de Kerckhove et de Pitteurs proposent d'augmenter de 57,500 fr. le crédit pour le traitement des employés des commissariats d'arrondissement. M. Delehay, *r.*, appuie la proposition, qui est acceptée par M. Delcour, *m. i.*, à la condition que le gouvernement reste juge de la répartition. (Voir GARDE CIVIQUE; AGRICULTURE; CHASSE; INDUSTRIE.) M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Magherman, dit qu'il compte accorder des augmentations de traitement aux greffiers de certains conseils de prud'hommes. Des explications sont échangées entre MM. Bockstael, Delehay, *r.*, Van Iseghem et Delcour, *m. i.*, au sujet de la liquidation de subsides pour la voirie vicinale. — 17. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 18. *Ibid.* — 19. *Ibid.* M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 25,000 fr. au B. de la justice. — 23. Suite de la discussion du B. de l'intérieur. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 24. *Ibid.* M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit au B. de l'intérieur. — 25. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; LETTRES, SCIENCES ET ARTS.) — 26. *Ibid.* — 30. Après un échange d'explications entre MM. Anspach et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'institut vaccinal; entre MM. Houtart et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'affiliation des commissaires de police des communes rurales à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux, et entre MM. Tesch et Delcour, *m. i.*, au sujet du traitement des employés des commissariats d'arrondissement, le B. est voté par 67 voix contre 5 et 6 abstentions.

2 février. Les crédits aux BB. de la justice et de l'intérieur sont adoptés à l'unanimité. — 27. M. Malou, *m. f.*, dépose les BB. pour l'exercice 1878. Il en indique la balance générale. Les recettes sont évaluées à 255,644,000 fr.; les dépenses à 250,552,000 fr. L'excédant des recettes serait par conséquent, si ces prévisions se réalisent, à 5,512,000 fr.,

sans tenir compte des ressources extraordinaires provenant de ventes d'immeubles, soit 5,400,000 fr., ce qui porterait le boni total à 8,712,000 fr.

24 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 829,708 fr. 40 c. aux BB. de la dette publique et des finances.

2 mai. M. Berten, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 3. Il est adopté à l'unanimité. — 16. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des dotations pour l'exercice 1878. — 29. *Id.* sur le B. de la justice.

20 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 84,000 fr., au B. de l'intérieur, et un projet de crédits spéciaux de 1,155,685 fr. au même département. — 21. M. Magherman, *r. s. c.*, présente le rapport sur les BB. des finances et des recettes et dépenses pour ordre. — 22. M. Van der Donckt, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des non-valeurs et des remboursements.

4 juillet. M. Delehay, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits de 1,155,685 fr. au B. de l'intérieur. — 7. Après des observations de MM. Descamps, Thonissen et Warnant, sur les travaux de la carte géologique; de M. Pety de Thozée, en faveur de l'institut archéologique d'Arlon; de MM. Bergé et Guillery, sur les mesures à prendre pour assurer la conservation de la colonne du Congrès; de M. Van Hoorde, au sujet de l'indemnité pour bestiaux abattus et des explications de M. Delcour, *m. i.*, en réponse aux divers orateurs, le crédit est voté par 79 voix et 3 abstentions.

BUREAU.

24 novembre. M. Thibaut est élu *président* par 55 voix contre 59 données à M. Rogier; M. Tack, 1^{er} *vice-président*, par 56 voix contre 42 données à M. Van Humbeeck; M. Schollaert, 2^e *vice-président*, par 54 voix contre 57 données à M. Crombez. MM. Lescarts, Reynaert, L. Visart et Pety de Thozée sont élus *secrétaires* par 61, 59, 58 et 57 voix. MM. de Zerezo de Tejada et Lefebvre, *questeurs*, par 61 et 54 voix contre 28 et 24 données à MM. de Vrints et de Baillet-Latour.

15 décembre. M. Verreycken est réélu, à l'unanimité, bibliothécaire de la chambre.

20 juin. Il est fait part de la nouvelle de son décès. Sur la motion de M. Vilain XIIII, une lettre de condoléance sera adressée à sa veuve.

5 juillet. M. Van Stalle est nommé bibliothécaire de la chambre des représentants, à l'unanimité.

CHASSE.

19 décembre. M. Delcour, *m. i.*, répondant

à M. Cruyt, annonce qu'il déposera bientôt un projet de loi tendant à réprimer le braconnage.

16 janvier. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Pirmez, s'engage à examiner la question de savoir s'il n'y a pas lieu de permettre, hors du temps de l'ouverture de la chasse, la chasse au chien courant, sans arme à feu.

19 avril. Sur la proposition de M. Pety de Thozée, *r. c.*, la chambre ajourne à une prochaine séance la discussion de pétitions dont les signataires demandent des mesures pour arrêter le développement du braconnage.

CHEMIN DE FER.

28 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de Belgique pour changer le mode de paiement des lignes de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter.

6 décembre. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 12. Ce projet de loi est adopté par 63 voix contre 9, après un débat entre MM. Demeur, Beernaert, *m. t.*, de Pitteurs, Le Hardy de Beaulieu et Malou, *m. f.* — 24. Il y a un échange d'explications entre MM. Puissant et Beernaert, *m. t.*, au sujet de l'inexécution du chemin de fer dans l'arrondissement de Thuin.

6 février. Sur les conclusions de M. De Becker, *r. c.*, appuyées par M. Bockstael, la chambre ordonne le dépôt sur le bureau, pendant la discussion du B. des travaux publics, d'une pétition par laquelle les directeurs de charbonnages du couchant de Mons se plaignent de n'avoir pu obtenir de l'administration des chemins de fer de l'Etat le nombre de wagons nécessaires à leurs expéditions et demandent qu'il soit pris des mesures pour assurer la régularité du service des transports. Sur les conclusions de M. Struye, *r. c.*, appuyées par MM. Delehay, Van Iseghem et De Clercq, et après des explications de M. Beernaert, *m. t.*, elle renvoie à ce dernier des pétitions par lesquelles un grand nombre de commerçants et d'industriels de la Flandre occidentale demandent que la question de la reprise, par l'Etat, des chemins de fer des Flandres soit portée à la tribune nationale.

13 mars. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Beeckman appelle l'attention sur l'interprétation de l'arrêté royal qui frappe d'une peine les fausses déclarations contenues dans les lettres de voiture accompagnant les expéditions de marchandises. M. Van Iseghem réclame des renseignements sur l'état des négociations relatives à la reprise du réseau des Flandres. M. Descamps demande où en est l'examen de la partie du projet de loi sur les tramways

relative aux raccordements industriels par le chemin de fer. M. Tack, *v.-p.*, dit que le *r. s. c.* est chargé de réclamer des éclaircissements du *m. t.* M. Beernaert, *m. t.*, croit que le rapport pourra être présenté prochainement. M. Bockstael demande la démolition du tunnel de Braine-le-Comte. — 15. M. Dubois s'occupe du tracé de la ligne de Virton à Montmédy. M. Van Hoorde, du tracé de Bastogne à Gouvy. M. Houtart rassure M. Bockstael au sujet de la solidité du tunnel de Braine-le-Comte et demande que l'on couvre la station de cette ville. Il recommande la construction d'une ligne des Ecaussinnes à Ronquières. M. Simonis s'occupe du chemin de fer de Vivegnis au Bleyberg. M. Berten insiste pour la reprise, par l'Etat, du réseau de la Flandre occidentale. M. Lambert fait valoir de nouveau les réclamations de l'arrondissement de Charleroi en matière de chemin de fer. M. de Baillet-Latour critique la lenteur des travaux du chemin de fer d'Athus (section de Beauraing à Mettet). M. Van den Steen se plaint de la non-application des tarifs internationaux au transport des huiles. M. Santkin signale, à son tour, le retard apporté à la construction de la ligne d'Athus à la Meuse. M. Descamps s'occupe de la tarification des petites marchandises et des lenteurs apportées à l'exécution de la ligne de Blaton à Ath. — 16. M. Wasseige demande l'agrandissement de la station de Taminés et s'occupe du tracé du chemin de fer d'Athus. M. Bockstael insiste pour la construction de la ligne de Dour à Bavay et l'établissement d'une station à Quaregnon. M. Mascart signale l'état déplorable des stations d'Ottignies et de La Hulpe. M. Dansaert s'occupe de la responsabilité de l'Etat en matière de chemin de fer. M. Boucquéau voudrait voir disparaître le tunnel de Braine-le-Comte. Il demande aussi que l'on permette aux particuliers de fournir leur matériel au chemin de fer. Il s'occupe aussi du tarif de transport des pierres bleues. — 20. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations présentées. M. Magherman demande ensuite l'achèvement de la ligne de Braine-le-Comte à Courtrai. M. Meeus réclame l'achèvement de la ligne d'Anvers à Gladbach et l'exécution de celle d'Anvers à Woensdrecht. — 21. M. Van Wambeke signale la nécessité de ne nommer dans les Flandres que des employés sachant le flamand. M. Peltzer réclame l'aménagement des abords de la station de Dison. M. Hagemans demande de nouveau l'application du garde-corps Maquet pour la protection de la vie des gardes-convois. — 22. M. Tack recommande l'agrandissement de la station de Courtrai et la suppression des passages à niveau dans cette ville. M. E. de Kerckhove réclame un meilleur

aménagement de la gare de Malines et l'achèvement de la station de Neckerspoel. Il s'occupe aussi de l'organisation de l'arsenal de chemin de fer. Il y a un échange d'explications entre MM. Olin et Beernaert, *m. t.*, au sujet de la position faite à la Société de Construction. M. Dansaert s'occupe ensuite de nouveau de la responsabilité de l'Etat en matière de transports. M. Bockstaël insiste sur les dangers que présente le tunnel de Braine-le-Comte. M. Boucquéau se joint à lui pour en demander la démolition et s'occupe de nouveau du tarif de transport des pierres bleues. M. Thibaut parle du tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz.

17 avril. Il y a un échange d'explications entre MM. De Becker et Beernaert, *m. t.*, au sujet des stations de Louvain et de Tirlemont et de l'utilité de relier Tervueren par un tramway au réseau du chemin de fer. M. Bergé signale l'encombrement qui règne aux abords de la gare du Nord; M. E. Allard, le retard qui se produit dans la délivrance des primeurs apportées de Paris par le train de nuit; M. Bockstaël, l'insuffisance du nombre des wagons pour le transport des houilles; M. Warrant, le retard apporté à la mise en exploitation du chemin de fer de ceinture de Liège; M. Delehay, la façon défectueuse dont s'opère le pesage des bagages à Gand. M. Saintelette appuie les observations de M. Bockstaël. M. De Fré demande l'établissement d'une halte à Linkebeek. — 24. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Saintelette, dit qu'il n'y a rien de vrai dans le fait publié par le journal le *Bourdon*, qu'un éboulement se serait produit dans le tunnel de Braine-le-Comte. Il y a quelques jours des fonctionnaires supérieurs de l'administration ont fait une visite détaillée du tunnel, et ils l'ont trouvé dans de bonnes conditions; ils affirment qu'il ne pré-

sente absolument aucun danger pour la circulation.

1^{er} juin. M. Wasseige dit que l'opinion publique et les nombreux intéressés se préoccupent vivement des négociations entamées entre le gouvernement et la compagnie de Construction des chemins de fer, substituée aux Bassins houillers pour l'exécution de la convention du 25 avril 1870. Il est question de la suppression de quelques tronçons, de la création de certains autres, bref de changements assez importants pour exciter l'attention du public. L'orateur désire savoir si ces négociations ont abouti et si l'on peut espérer voir, pendant la session actuelle, présenter la loi qui doit les consacrer. M. Beernaert, *m. t.*, dit que le gouvernement compte être en mesure de présenter incessamment le projet de loi relatif à l'objet dont M. Wasseige vient d'entretenir la chambre. — 5. M. Beernaert, *m. t.*, dépose le projet de loi modifiant la convention du 25 avril 1870 avec les Bassins houillers (1). M. Malou, *m. f.*, *id.* un projet de loi ayant pour objet la capitalisation des annuités dues par suite du rachat des chemins de fer de Dendre-et-Waes et de Pepinster à Spa. — 7. M. Beernaert, *m. t.*, répondant à M. Magherman, dit qu'il a fait dresser une carte des changements qui seront introduits dans le réseau des lignes à construire par la Société de Construction de chemins de fer. M. Cruyt, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle des industriels et négociants en lins de Gand, d'Anvers et d'autres localités du pays se plaignent de l'application, selon eux erronée et arbitraire, qui serait faite d'un tarif international nouveau, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1877, en suite d'une convention intervenue entre le chemin de fer de l'Etat belge, la Compagnie du Nord belge, et plusieurs compagnies allemandes et russes.

(1) Le chemin de fer de Boom à Baesrode aboutira au chemin de fer de Malines à Gand, entre les stations de Baesrode et de Termonde, et non à la station de Baesrode; d'autre part, le chemin de fer de la station de Blaton au chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath et l'embranchement de Boom à Rumpst ne seront pas exécutés; le chemin de fer se raccordera à Hoboken, au chemin de fer en construction de Vieux-Dieu vers la station d'Anvers (Sud). Ne seront pas exécutés ou ne seront pas portés en compte : les sections de Braine-le-Comte à Enghien et d'Enghien à Bas-Silly du chemin de fer de Braine-le-Comte à Courtrai; la section de Maffles à Ath du chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath; le chemin de fer de Marchienne-au-Pont à Thuillies et la partie de l'embranchement de Lobbes vers Bonne-Espérance comprise entre Lobbes et la gare de croisement à la bifurcation de Mont-Sainte-Geneviève, des extensions du chemin de fer de Frameries à Chimay; certaines parties indiquées du chemin de fer de ceinture de Charleroi; les embranchements industriels concédés par application de la convention du 12 décembre 1866,

relative à la concession du chemin de fer de Luttre à Châtelaineau; la section de Bruxelles (Nord) à Jette du chemin de fer de Bruxelles à Termonde par Assche; le chemin de fer de Bruxelles (Midi) à Bruxelles (Nord) par Boitsfort, Woluwe, etc; la section d'Ellezelles à Renaix, du chemin de fer d'Anvers à Tournai et vers Douai; le chemin de fer destiné à relier les établissements industriels du bassin calcaire de Tournai à la station de cette ville; les embranchements de la station de Vaulx vers les carrières du bassin calcaire de Tournai; l'embranchement vers les carrières de Crèvecœur du chemin de fer d'Antoing à la frontière, dans la direction de Saint-Amand. La section de Rebecq-Rognon à Quenast que la Société de Construction doit construire en exécution de la convention intervenue le 16 mars 1870 entre la Société des chemins de fer des Bassins houillers du Hainaut et la Société des carrières de Quenast satisfera à toutes les conditions prescrites par le chapitre III de la convention du 25 avril 1870 pour les lignes reprises à l'article 18 de cette convention.

C'est surtout à l'occasion des transports de lins bruts de Russie, importés en Belgique à travers l'Allemagne durant la période de suspension de la navigation, que ces plaintes se sont produites. Elles ont pour cause le défaut absolu d'uniformité dans la perception des prix de transport exigés à l'arrivée des marchandises, et dont le taux varie, d'une fois à l'autre, sans motif connu, dans des proportions énormes allant de 2 à 10 p. c., et davantage, assure-t-on, de la valeur de la chose transportée. — 20. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi portant prorogation de la loi de 1855 sur les péages du chemin de fer. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi relatif à la capitalisation des annuités dues aux sociétés de Dendre-et-Waes et de Pepinster à Spa (*r.*, M. Demeur). La discussion est ouverte sur le projet de loi approuvant la convention conclue avec la Société anonyme de Construction de chemins de fer (*r.*, M. Jacobs). Sont entendus MM. Puissant, de Vrints, Drion, Houtart, De Smet, Beernaert, *m. t.*, Wasseige, Le Hardy de Beaulieu et Magherman. — 21. M. Beernaert, *m. t.*, présente un projet de loi autorisant la restitution du cautionnement déposé pour le chemin de fer d'Audenarde vers Watervliet et la restitution partielle du cautionnement déposé en vue de la construction du chemin de fer de Tirlemont au chemin de fer d'Anvers à Gladbach et de Tongres au précédent. Le débat sur la convention avec la Société de Construction continue entre MM. Dumortier, Malou, *m. f.*, Beernaert, *m. t.*, Le Hardy de Beaulieu, Vandam, Saintelette, Puissant, Tack, Olin, Bergé, Delehay, Van Wambeke, Descamps et Demeur. — 22. Sont encore entendus MM. Demeur, Jacobs, *r.*, Wasseige, Moncheur, Boucquéau, Bergé et Le Hardy de Beaulieu. Le projet est voté par 64 voix contre une et 8 abstentions. — 26. Sur les conclusions de M. Moncheur, *r. c.*, la chambre adopte, par 52 voix contre 14 et une abstention, le projet relatif aux péages des chemins de fer, après quelques mots de MM. Anspach et Wasseige au sujet de la présentation tardive du projet de loi.

3 juillet. Le projet relatif à la restitution du cautionnement déposé en garantie de diverses concessions (*r. s. c.*, M. Bockstaël) est adopté par 60 voix contre 8 et une abstention, après un débat entre MM. de Borchgrave, Beernaert, *m. t.*, Bara, Bockstaël, *r.*, et Demeur, au sujet des droits du sieur Pousset, concessionnaire de la ligne de Tirlemont à Moll et à Tongres. La pétition sur laquelle M. Cruyt a fait rapport dans la séance du 7 juin est renvoyée au *m. t.* — 4. La chambre s'occupe du projet de loi relatif aux raccordements industriels par chemin de fer (partie réservée du

projet de loi sur les tramways, *r. s. c.*, M. Nothomb). Sur la proposition de M. Woeste et après un débat auquel prennent part MM. Dumortier, Saintelette, Pirmez, Nothomb, *r.*, et Beernaert, *m. t.*, la discussion est ajournée jusqu'à la session suivante. — 5. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Moncheur demande l'établissement d'une seconde voie entre Rhisnes et Mont-Saint-Guibert; M. Van Iseghem, la reprise des chemins de fer concédés de la Flandre occidentale; M. Delehay, de ceux de la Flandre orientale; M. Wasseige, la suppression des passages à niveau à Namur; MM. Lambert et Drion, *id.* à Charleroi; M. Tack, la construction d'une gare couverte à Courtrai; M. Le Hardy de Beaulieu, *id.* à Ottignies.

CODE DE COMMERCE.

6 février. La chambre s'occupe des amendements du gouvernement au livre II du projet de révision du code de commerce. Les articles du titre I^{er} (*Navires et autres bâtiments de mer*) sont adoptés après un débat entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Van Iseghem, Van Humbeeck, *r.*, Jacobs et De Decker. Il en est de même des articles du titre II (*Des propriétaires de navires et des équipages*), après des observations des mêmes orateurs. — 7. Le chapitre relatif au *Connaissément* est voté, les mêmes orateurs prenant la parole. La chambre s'occupe ensuite du titre III (*De la charte partie ou du contrat de louage maritime*). Les articles sont adoptés. — 8. Titre IV (*Du transport des passagers par mer*). Adopté sans débat. Titre VII (*Des assurances maritimes*). Les articles sont également adoptés.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

28 novembre. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi contenant les trois premiers livres du code de procédure civile et quelques dispositions générales.

17 avril. M. De Lantsheere, *m. j.*, faisant droit à une demande de M. Dupont, s'engage à demander l'avis des cours et tribunaux sur la suppression des avoués.

26 juin. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose ces documents.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

23 janvier. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi ayant pour objet la révision du titre préliminaire du code de procédure pénale.

11 mai. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur cet objet.

CODE RURAL.

5 juin. Sur la demande de M. Delcour,

m. i., le projet de code rural, déposé en janvier 1876, est renvoyé à une *c.* de 7 membres.

COMMUNALES (AFFAIRES).

28 novembre. M. Delecour, *m. i.*, dépose un projet de loi modifiant les articles 155, 121 et 147 de la loi communale.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 100,000 fr., pour la confection des tables générales des anciens registres paroissiaux de l'état civil.

1^{er} février. M. de Moreau, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi modifiant la loi communale (1). — 6. M. Bara interpelle le *m. j.*, au sujet de la défense faite par le bourgmestre de Mont-Saint-Amand, près Gand, de prononcer des discours sur la tombe

du sculpteur De Vigne, mort en libre-penseur. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il n'a reçu aucun rapport officiel à ce sujet. Mais il pense que le bourgmestre est resté dans les limites de son droit. M. Delehayé l'affirme, ce qui donne lieu à des protestations de MM. Bergé et Bara. — 20. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 100,000 fr., pour la confection des tables des anciens registres paroissiaux. — 28. La discussion étant ouverte sur le projet de loi portant des modifications à la loi communale, M. de Moreau, *r.*, donne des explications sur les amendements présentés par la *s. c.* Les articles 155, 121 et 147 de la loi communale autorisent la députation à inscrire d'office dans les budgets communaux et à mandater les dépenses obli-

(4) *Projet de loi présenté par le gouvernement.*

Article unique. Les articles 133, 121 et 147 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art 133. Dans tous les cas où les conseils communaux se refuseraient à porter au budget, en tout ou en partie, des dépenses obligatoires que la loi met à leur charge, la députation permanente du conseil provincial, après avoir entendu le conseil communal, les y inscrira d'office dans la proportion du besoin. Le conseil communal pourra réclamer auprès du roi, s'il se croit lésé.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dépense inscrite d'office, le conseil communal proposera les moyens d'y suppléer. A son défaut, il y sera pourvu par la députation permanente qui ordonnera, dans ce but, sous l'approbation du roi, la perception d'un nombre déterminé de centimes additionnels aux contributions directes payées dans la commune.

Si le conseil communal alloue la dépense et que la députation la rejette ou la réduise, ou si la députation permanente, d'accord avec le conseil communal, se refuse à l'allocation ou n'alloue qu'une somme insuffisante, il y sera statué par le roi, qui fixera, le cas échéant, le nombre des centimes à percevoir.

Art 121. Le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes communales et d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque article du budget ou du crédit spécial.

Dans le cas où il y aurait refus d'acquitter le montant des mandats réguliers, la rentrée en sera poursuivie, comme en matière de contributions

Projet de loi présenté par la section centrale.

Article unique. Les articles 133, 121 et 147 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art 133. Dans tous les cas où les conseils communaux se refuseraient à porter au budget, en tout ou en partie, des dépenses obligatoires que la loi met à leur charge, la députation permanente du conseil provincial, après avoir entendu le conseil communal, les y inscrira d'office dans la proportion du besoin. Le conseil communal pourra réclamer auprès du roi, s'il se croit lésé.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dépense inscrite d'office, le conseil communal proposera les moyens d'y suppléer. A son défaut, si la dépense inscrite d'office forme l'objet d'une dette résultant d'un jugement passé en force de chose jugée, ou d'un recouvrement mis à la charge de la commune par la loi du 14 mars 1876, sur le domicile de secours, la députation permanente indiquera à la commune débitrice la ressource qu'elle se propose de créer pour faire face à la dépense.

Si, dans les dix jours qui ont suivi l'avertissement, la commune n'a point consenti à la création de cette ressource, ou n'en a point proposé d'autres, la députation permanente ordonnera, sous l'approbation du roi, le prélèvement du montant de la dépense sur la part non engagée, revenant à la commune, dans le fonds communal, et en cas d'insuffisance de cette part, elle prescrira la perception d'un nombre déterminé de centimes additionnels aux contributions directes payées dans la commune.

Si le conseil communal alloue la dépense et que la députation la rejette ou la réduise, ou si la députation permanente, d'accord avec le conseil communal, se refuse à l'allocation ou n'alloue qu'une somme insuffisante, il y sera statué, sur le recours du conseil communal ou du gouverneur, par le roi, qui ordonnera, le cas échéant, le prélèvement sur la part non engagée, revenant à la commune dans le fonds communal, et en cas d'insuffisance, fixera, le nombre de centimes additionnels à percevoir.

Art 121. Le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes communales et d'acquitter, sur mandats réguliers, les dépenses ordonnancées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque article du budget ou du crédit spécial.

Dans le cas où il y aurait, de la part du receveur communal, refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi

gatoires mises par la loi à la charge des communes. Mais si celles-ci n'ont pas les ressources suffisantes pour payer une ou plusieurs de ces dépenses, et si elles prétendent ne pouvoir créer de nouvelles ressources, les autorités supérieures n'ont aucun moyen direct de les y contraindre : de là, le projet du gouvernement qui donne aux députations permanentes et, à leur défaut, aux autorités supérieures le droit de frapper d'office des contributions et des charges communales; de là, les amendements de la *s. c.*, qui tendent à restreindre le projet de loi du gouvernement

1^{er} mars. M. Funck, propose d'ajouter à la suite du § 1^{er} de l'article 121 la disposition suivante : « Il est tenu de poursuivre, contre les contribuables domiciliés dans la localité où il exerce ses fonctions, le recouvrement des impositions communales dues à d'autres communes. Les poursuites sont exercées, à la requête du receveur de ces communes, par le porteur de contraintes communal ou, à son défaut, par celui de l'Etat. » La chambre entend ensuite MM. Woeste, Tack, Thonissen, Guillery, Delcour, *m. i.*, Jacobs, de Moreau, *r.*, Magherman, Tesch et Van Humbeeck. M. Guillery fait parvenir au bureau un sous-amendement ainsi conçu : « Ajouter à l'article 153, § 2, de la loi communale (projet de la section centrale), après les mots : la loi du 14 mars 1876 sur le domicile de secours : « ou les dépenses relatives à l'enseignement primaire. » — 2. M. De Lantsheere, *m. j.*, d'accord avec M. Delcour, *m. i.*, propose, à titre de conciliation, l'amendement que voici : Le § 2 de l'article 153 sera rédigé de la manière suivante : « Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette de la commune reconnue et exigible ou résultant d'une décision en dernier ressort de la juri-

diction administrative ou judiciaire, le conseil communal proposera le moyen d'y suppléer. » M. de Moreau, *r.*, se rallie à cet amendement. La chambre entend ensuite MM. Jacobs, Anspach, Pirmez, De Lantsheere, *m. j.*, Tack, Woeste, Guillery; puis l'amendement du *m. j.* est adopté par 46 voix contre 25. La discussion s'engage alors sur le reste de l'article 153. MM. Tack et Delcour, *m. i.*, y prennent part. — 6. Sont encore entendus MM. Tack, Delcour, *m. i.*, Pirmez, Dohet, puis la rédaction de la *s. c.* est rejetée et l'article du projet du gouvernement adopté. A l'article 121 vient l'amendement de M. Funck, qui est admis. Il en est de même de l'article 147 du projet du gouvernement, après quelques mots de MM. de Moreau, *r.*, Tack et Delcour. Enfin, après un échange d'explications entre MM. Warnant et Delcour, *m. i.*, au sujet de la compétence du receveur communal, le projet de loi est voté par 67 voix contre 15. — 7. Le crédit pour la confection des tables générales des anciens registres paroissiaux est adopté à l'unanimité.

22 mai. M. Defuisseaux développe la proposition qu'il a faite, dans le courant de la session précédente, en faveur des secrétaires communaux. Elle est prise en considération.

20 juin. M. Delcour, *m. i.*, dépose cinq projets de lois ayant pour objet des modifications à apporter à des limites communales : 1^o une nouvelle délimitation entre la ville d'Ostende et les communes de Mariakerke, Nevele et Stede; 2^o entre les communes d'Enghien et Petit-Enghien; 3^o entre les communes de Blaton et de Grandglise; 4^o séparation du hameau de Poupehan de la commune de Corbion (Luxembourg); 5^o érection de la commune de Mirwart (Luxembourg). — 26. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la nouvelle délimitation

directes, par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire de la députation permanente du conseil provincial.

Art. 147. Dans le cas où il y aurait refus ou retard d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi met à la charge des communes, la députation permanente, après avoir entendu le conseil communal, en délibère et ordonne, s'il y a lieu, que la dépense soit immédiatement soldée.

Cette décision tient lieu de mandat; le receveur de la commune est tenu, sous sa responsabilité personnelle, d'en acquitter le montant. S'il s'y refuse, il pourra être procédé contre lui par voie de contrainte, conformément à l'article 121.

comme en matière de contributions directes par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire de la députation permanente du conseil provincial.

Art. 147. Dans le cas où il y aurait refus de la part du conseil communal d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi met à la charge des communes, la députation permanente, après avoir entendu le conseil communal, en délibère et ordonne que la dépense soit immédiatement soldée *au moyen de la part non engagée revenant à la commune dans le fonds communal, ou en cas d'insuffisance, au moyen des autres ressources de la commune.*

Le gouvernement est chargé de prendre les mesures nécessaires pour assurer le prélèvement sur la part non engagée du fonds communal.

La décision de la députation permanente qui ordonne que la dépense soit immédiatement soldée tient lieu de mandat. Le receveur de la commune est tenu, sous sa responsabilité personnelle, d'en acquitter le montant; s'il s'y refuse il pourra être procédé contre lui par voie de contrainte, conformément à l'article 121.

entre la ville d'Ostende et les communes de Mariakerke, Breedene et Steene.

5 juillet. Ce projet de loi est adopté par 69 voix et une abstention. Celui qui concerne la commune de Petit-Enghien (*r. c.*, M. Boucquéau) est voté à l'unanimité; *id.* de Poupehan (*r. c.*, M. Nothomb), par 64 voix contre 5. M. Pety de Thozée, *r. c.*, présente le rapport sur le projet relatif à la commune de Mirwart; M. Descamps, *r. c.*, *id.* aux communes de Blaton et de Grandglise. — 4. Ces deux projets sont votés à l'unanimité, sauf une abstention.

COMPTABILITÉ.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose le projet de loi portant règlement définitif du B. de l'exercice 1875.

21 mars. M. De Smet, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

24 avril. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

20 juin. M. Beernaert, *m. t.*, dépose un projet de loi autorisant une dérogation spéciale à la loi de comptabilité.

4 juillet. M. Woeste, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet de loi : « Par dérogation à l'article 24 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, les dépenses pour fourniture de rails et accessoires nécessaires à l'entretien des voies ferrées et qui doivent être imputées sur le produit des fers hors d'usage, peuvent, à concurrence de 5,000,000 de francs, être liquidées, à titre d'avance, par l'administration de la trésorerie. » — 7. Le projet est voté par 95 voix contre une.

COUR DES COMPTES.

18 janvier. Il est donné lecture d'une lettre de M. Misson, qui, pour raison de santé, donne sa démission de président de la cour des comptes. — 31. M. Gisler est nommé président de cette cour par 58 voix contre 42 données à M. Moreau.

7 février. M. Sleipens est nommé conseiller par 51 voix contre 52 données à M. Lepère. — 22. M. Bourgeois est nommé greffier par 66 voix contre 5 données à M. De Kerchove, 17 à M. Max et 19 à M. Pieret.

COURS D'EAU.

28 novembre. La discussion est ouverte sur le projet de loi relatif aux cours d'eau non navigables ni flottables. M. Delcour, *m. i.*, dépose des amendements au chapitre I^{er}. — 29. La chambre entend, dans la discussion générale, MM. Thonissen, Pirmez, Delcour, *m. i.*, et Le Hardy de Beaulieu. — 50. Sont entendus, MM. Dohet, Tesch, de Pitteurs-Hiegaerts, de Zerezo de Tejada, *r.*, Lefebvre, de Montblanc, Sainctelette, Pirmez et Le Hardy de Beaulieu.

5 décembre. Prennent la parole, MM. de Zerezo de Tejada, *r.*, Dohet, Delcour, *m. i.*, Tack, Sainctelette, Thonissen et Woeste. Les articles 1 à 5 sont adoptés. — 7. *Id.* les articles 6 à 15 après une discussion à laquelle prennent part MM. de Zerezo de Tejada, *r.*, Delcour, *m. i.*, Tesch, Lefebvre et Wasseige. Le chapitre II donne lieu à des observations de MM. Woeste, de Zerezo de Tejada, *r.*, Delcour, *m. i.*, Tesch, Bockstael et Le Hardy de Beaulieu.

19 janvier. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, dépose le rapport sur les amendements présentés par le gouvernement et par MM. Pirmez, Sainctelette et Woeste.

20 février. La discussion est reprise sur le chapitre II, par MM. de Vrints, de Zerezo de Tejada, *r.*, Delcour, *m. i.*, Tesch, Sainctelette, Thonissen, Dohet, Woeste, Kervyn de Lettenhove et Magherman. — 21. Elle continue entre MM. de Zerezo de Tejada, *r.*, Delcour, *m. i.*, Lefebvre, Sainctelette, Malou, *m. f.*, Tesch, Le Hardy de Beaulieu et Ortmans. — 22. MM. Anspach, Woeste, de Zerezo de Tejada, *r.*, et Schollaert sont entendus dans cette séance. — 23. Prennent la parole, MM. Thonissen, Sainctelette, Kervyn de Lettenhove, Olm et Delcour, *m. i.* — 27. Sont encore entendus MM. Woeste, Tesch, Dohet, Delcour, *m. i.*, Guillery et Pirmez, et cette longue discussion étant close, la chambre, par 50 voix contre 25, adopte une proposition de M. Tesch, qui supprime du projet toute la section relative aux prises d'eau. Les autres articles sont ensuite votés après quelques observations de MM. Delcour, *m. i.*, et de Zerezo de Tejada, *r.* — 28. Il en est de même de quelques articles réservés, sur lesquels sont entendus MM. Le Hardy de Beaulieu, Delcour, *m. i.*, Schollaert, Anspach et Warnant. Enfin, M. Delcour, *m. i.*, propose de donner un autre intitulé à la loi. Il y est dit : *Cours d'eau non navigables ni flottables*. Il résulte de toute la discussion et des résolutions arrêtées qu'il s'agit surtout d'une loi de police; on pourrait la caractériser en disant : *Police des cours d'eau non navigables ni flottables*.

7 mars. L'ensemble du projet de loi est adopté par 57 voix contre 8 et 5 abstentions.

CULTES.

18 janvier. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Bara signale la situation qui résulte de ce que le curé de Saint-Ghislain, ancien directeur de l'école de Kain, où se sont commis des attentats aux mœurs, soit appelé à surveiller une école publique. M. Wasseige, jusqu'à preuve du contraire, considère l'ancien directeur de l'institut de Kain comme un

homme honorable. Il se réserve d'examiner soigneusement le dossier judiciaire ; il engage le gouvernement à en faire autant, et s'il résulte de cet examen quelques griefs à charge du membre du bureau administratif de l'école de Saint-Ghislain, c'est seulement alors qu'il s'agira de voir s'il y aura des mesures à prendre. M. Dupont demande s'il n'y a pas de mesures immédiates à prendre en présence de ces faits, si l'on peut continuer à donner un traitement, en vertu d'une disposition de la Constitution, à des individus qui sont privés de leurs droits civils, qui sont incapables d'occuper une fonction publique quelconque, fût-ce celle de garde champêtre, qui ne pourraient pas être admis comme remplaçants dans l'armée ! Il demande si le *m. i.* tolérera ce scandale, que des ecclésiastiques soient, après avoir été ainsi flétris par les tribunaux, considérés comme innocents, parce qu'ils n'ont été condamnés que par les tribunaux laïques et que l'évêque persiste à les considérer comme dignes encore de sa confiance ! M. Delcour, *m. i.*, en ce qui concerne l'école de Saint-Ghislain, déclare que si les faits indiqués au sujet de l'école de Kain sont exacts, il ne laissera pas continuer la pratique que l'on condamne. M. De Lantsheere, *m. j.*, dit qu'aux termes de la Constitution, le traitement des ministres des cultes est à charge de l'Etat, et que le gouvernement n'a le droit d'intervenir ni dans leur nomination, ni dans leur installation. Les faits dont on a entretenu la chambre sont très graves. Il aurait désiré prendre une mesure quelconque. Mais l'examen du dossier et l'étude de la question lui ont donné la conviction qu'il était désarmé, de par la Constitution elle-même. M. Pirmez estime que le *m. j.* n'est pas absolument désarmé comme il le pense. Il y a pour les cultes des subsides considérables, et le *m.* peut user du droit de refuser les subsides. Si l'on maintient des faits scandaleux, il peut donc intervenir. Voilà un moyen très énergique et très constitutionnel. M. Dupont ne peut admettre non plus que si le gouvernement faisait aux évêques des observations, des protestations à propos de la nomination de prêtres aussi indignes aux fonctions sacerdotales, les évêques persisteraient à procéder comme ils le font. Il y a malheureusement, de leur part, une espèce de parti pris. On veut habituer les populations à cette idée que les décisions de la justice laïque ne signifient absolument rien lorsqu'il s'agit de membres du clergé. On semble même aujourd'hui vouloir, à la suite de la récente encyclique, en faire un dogme. On en a eu un exemple frappant dans l'affaire du vicaire Duchêne, à Liège. Lorsque cet homme eut été condamné par le tribunal et flétri par un arrêt de la cour ; lorsque, à la suite d'un

arrêt de cassation à propos d'un vice de forme, il fut de nouveau flétri par le tribunal de Louvain et par la cour d'appel de Bruxelles, tout le monde a su que l'évêque de Liège avait déclaré, en quelque sorte officiellement, que cet homme devait être considéré comme innocent, malgré les décisions de la justice civile ; que l'évêque savait, par l'enquête qu'il avait faite, que tous les témoignages qui avaient été produits et appréciés par la justice laïque ne prouvaient pas la culpabilité de Duchêne. Ce qui veut dire, sans doute, que lorsque cet homme aura subi sa peine, on le verra de nouveau reprendre ses fonctions sacerdotales et installé dans quelque paroisse bien dotée du pays de Liège. C'est là un scandale contre lequel tous les honnêtes gens protestent. Le *m. j.* l'a déjà fait, et tout le monde lui en saura gré. Qu'il aille plus loin, qu'il ait le courage de signaler à l'épiscopat la voie mauvaise dans laquelle il s'est engagé et de lui montrer que tous doivent, en Belgique, respecter les décisions de la justice nationale, et qu'en persistant dans de tels actes, l'épiscopat encourrait certainement la condamnation du pays tout entier. M. Jacobs ne peut laisser dire, sans élever une protestation, que, de la part des évêques belges, ce soit un système de chercher à habituer les populations à considérer les jugements de la justice répressive de leur pays comme dénués de valeur, comme n'imprimant aucune flétrissure. Certes, il appartient aux évêques de croire à des erreurs judiciaires et de penser que tel homme, condamné par une justice faillible, est innocent. Mais d'une protestation contre ce que l'on croit être une erreur judiciaire à un dénigrement systématique de tous les jugements répressifs, il y a un abîme. L'orateur se joint au préopinant pour regretter que des faits de cette nature se produisent parfois ; mais on ne doit pas, sous l'empire du sentiment de répulsion qu'ils inspirent, se laisser aller à appliquer au mal des remèdes précipités ; on pourrait dépasser le but. M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare tout d'abord que s'il connaissait un moyen légal, constitutionnel de réprimer un acte comme celui qui est signalé à la chambre, ou d'en faire cesser les effets, il l'emploierait sur-le-champ. Il ne peut y avoir à cet égard qu'un sentiment. L'indignation que des faits de cette nature font éprouver est naturelle ; elle est commune à tous. Mais on doit prendre garde de se laisser entraîner à des mesures irréflechies et éviter de frapper des innocents là où il peut n'y avoir qu'un seul coupable. Les subsides alloués pour le culte, et particulièrement pour les édifices du culte, ne sont pas donnés aux évêques. On les accorde pour les nécessités du culte dans les diverses paroisses ; or, il serait assurément

fort inique de condamner toutes les paroisses du diocèse de Namur à voir leurs églises tomber en ruine parce que l'évêque aurait posé un acte qui paraîtrait blâmable. Ce serait une injustice à l'égard de tous ceux qui sont innocents, une peine qui aurait le grand tort de ne pas atteindre peut-être le seul coupable. Ce serait, en outre, d'une façon indirecte, vouloir faire ce que la Constitution interdit, à savoir : intervenir d'une manière quelconque dans la nomination ou dans l'installation des ministres du culte. Ce moyen donc n'est ni bon, ni juste ; il n'est pas conforme à la Constitution. Que l'on en cherche quelque autre. On peut adresser des représentations à l'évêque de Namur. Il l'aurait fait si, au bout de ces représentations, il avait entrevu une sanction efficace. Or, semblable sanction n'est pas en son pouvoir. Puis, convient-il que le *m.* adresse à un évêque ou à un fonctionnaire des représentations que celui-ci peut se borner à lui renvoyer et dont il a la faculté de ne tenir aucun compte ? Ce serait exposer la dignité du gouvernement à un échec. C'est cette considération qui l'a arrêté. M. Guillery constate que l'épiscopat règne en Belgique pour le moment. Il décide des élections. Le confessionnal est devenu un instrument électoral. C'est donc l'épiscopat qui a la haute main. L'épiscopat dit tous les jours, dans ses mandements, que le clergé catholique est le seul guide en matière de morale. On a bien le droit d'examiner ses idées sur la morale. Or, on le voit mettre les idées de parti, les passions de parti au-dessus des principes les plus élémentaires de la morale. La Constitution, en interdisant l'intervention de l'Etat dans la nomination des ministres du culte, n'interdit pas au législateur de punir les crimes. Pourquoi la loi ne dirait-elle pas que, pour exercer des fonctions ecclésiastiques, il faut au moins n'avoir pas encouru certaines condamnations flétrissantes ? M. Bara ajoute que la Constitution oblige à donner un traitement aux ministres des cultes, mais qu'elle ne fixe pas le chiffre de ce traitement. Il est donc clair que, si d'ici à l'année prochaine, le curé dont il s'agit n'a pas été l'objet d'une mesure de la part de l'évêque, le *m.* peut venir, soit par le *B.*, soit par une loi spéciale, proposer à la chambre de ne donner à l'évêque de Namur qu'un traitement de 5,000 fr. par exemple.

15 mars. M. Kervyn de Lettenhove demande au gouvernement de faire connaître les rapports qu'il a reçus sur des scènes scandaleuses dont Bruxelles a été le théâtre le dimanche 11 mars. Il espère que le gouvernement voudra bien en même temps lui apprendre quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour maintenir, avec le respect qui est dû à la re-

ligion et à l'autorité, la paix, l'honneur et la dignité du pays. M. Delcour, *m. i.*, répond qu'il tâchera de se procurer les renseignements dont il s'agit. — 25. Il donne des explications d'où il résulte qu'à propos d'une mascarade qui a eu lieu à Bruxelles à l'occasion de la mi-carême (le 11 mars 1877), des catholiques se sont plaints qu'on ait manqué aux égards dus au culte catholique ; mais ni la police, ni le parquet n'ont reçu aucun procès-verbal de contravention ou de délit. Cependant, on ne peut méconnaître qu'une émotion légitime s'est produite à la suite des mascarades de Bruxelles et d'Anvers. Il est profondément regrettable de voir se produire, au sein des populations sincèrement religieuses, des manifestations si offensantes pour le culte catholique. Le *m.* est certain de répondre aux vœux du pays lorsqu'il réclame, au nom de la liberté et du droit, le respect le plus absolu en faveur de la foi religieuse de la grande majorité des Belges. Dans l'état de la législation actuelle, les administrations communales sont chargées, en premier lieu, de la police, du maintien de l'ordre et de la paix publique. Les règlements proscrirent les déguisements pouvant porter atteinte aux égards dus aux cultes. Le *m.* a la confiance que les chefs des administrations communales appliqueront toujours ces règlements avec une impartiale fermeté : les larges libertés nationales doivent être appliquées avec sagesse, et le droit de chacun a pour limite le droit d'autrui. M. Kervyn de Lettenhove parle dans le même sens et dénonce de graves atteintes portées à la décence et à la conscience des catholiques. M. Anspach répond qu'il n'y a eu qu'une innocente mascarade, qu'une collecte faite sur le parcours du cortège a rapporté 30.000 francs, et il ne sait comment expliquer cette chose inexplicable, insensée, inouïe, de voir un ancien ministre du Roi, un académicien des plus graves, un historien, se lever, et de tout le poids de sa grande personnalité, de tout son savoir et de son incontestable éloquence, attaquer les grelots légers du carnaval ! M. Meeus dénonce des faits analogues à ceux dont a parlé M. Kervyn à propos d'une mascarade qui a eu lieu à Anvers. M. Bara demande si l'on veut provoquer une loi sur le sacrilège. On peut se moquer de tout le monde, des députés, des hommes politiques, des journalistes, des médecins, des pharmaciens, de tout le monde enfin, mais on ne peut se moquer des petits-frères ! En revanche, des catholiques se sont livrés à des démonstrations flétrissantes jusque sur la tombe de citoyens morts en libres penseurs. Après un incident très vif entre MM. E. de Kerckhove, Bara, Guillery et Frère-Orban au sujet du miracle de la Sa-

lette et du procès de M^{lle} de la Marlière, l'incident est clos.

22 mai. M. Frère-Orban interpelle de nouveau le gouvernement au sujet de son intention quant au traitement de certaines personnes qui ont subi des condamnations à des peines infamantes. M. De Lantsheere, *m. j.*, ne croit pas que la Constitution permette de faire une loi qui autorise à intervenir entre l'évêque et le prêtre. Elle interdit, d'une part, d'intervenir dans les nominations des ministres des cultes; elle impose, d'autre part, l'obligation de payer leur traitement. Comment trouver, au milieu de cela, le moyen de ne pas payer le traitement du ministre des cultes nommé par l'évêque? L'orateur regrette qu'on puisse placer à la tête d'une commune un prêtre qui a été condamné, fût-il même repentant. Mais il faut supposer que l'évêque qui a nommé ce prêtre l'a cru purifié par le repentir. M. Frère-Orban estime que cette opinion n'est pas admissible. D'après lui, la véritable raison qui donne lieu aux actes regrettables dont il a parlé et qui ne sont pas isolés, c'est que les lois de l'Eglise ne permettent pas de reconnaître la compétence des laïques pour juger les clercs.

DÉCÈS.

17 avril. La chambre reçoit communication de la nouvelle du décès de M. Funck, représentant de Bruxelles.

DOUANES ET ACCISES.

28 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi qui a pour objet d'autoriser le gouvernement à interdire l'importation et le transit de certaines matières toxiques.

19 décembre. M. Mascart, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 21. M. Thienpont appelle l'attention sur les eaux empoisonnées que déverse dans l'Escaut le canal de l'Espierre. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

23 mai. M. Meeus, *r. c.*, dépose les rapports sur deux pétitions, l'une émanant d'un fabricant de sucre de betterave, l'autre tendant à obtenir la libre entrée des bois. — 24. Il demande au *m. f.*, de faire connaître l'intention du gouvernement sur le projet qu'on lui prête de modifier la législation sucrière. Le gouvernement a-t-il l'intention, dans le courant de l'exercice 1877-1878, de réduire les droits sur les sucres et de modifier le taux de la prise en charge dans les fabriques de sucre? M. Malou, *m. f.*, dit que les intéressés belges peuvent considérer comme moralement certain qu'il n'y aura pas de changement dans la législation le 1^{er} septembre prochain. Dès que la convention sera signée, il la communi-

quera aux chambres. Il ajoute que la convention nouvelle ne sera, en aucun cas, appliquée à partir du 1^{er} septembre, et la prochaine campagne des sucres de betteraves se fera dans les conditions actuelles. — 29. Il dépose les procès-verbaux des dernières conférences qui ont eu lieu, à Paris, sur la question des sucres.

3 juillet. Les pétitions sur lesquelles M. Meeus a fait rapport dans la séance du 23 mai sont renvoyées aux *mm. f. et t.*

ÉLECTIONS.

15 novembre et suiv. (Voir VÉRIFICATION DES POUVOIRS.)

5 décembre. M. Malou, *m. f.* répondant à M. Delehay, promet de déposer, au mois de janvier, le projet de loi sur le secret du vote et les fraudes électorales. Il promet aussi de déposer sur le bureau le texte des législations étrangères.

16 janvier. Il présente ce projet de loi, dont voici le texte :

Art. 1^{er}. Les candidats doivent être proposés au moins quatre jours avant celui où le scrutin doit avoir lieu.

Art. 2. La proposition est remise au président du bureau principal, qui en donne récépissé.

Elle doit être signée au moins par cinquante électeurs dans les arrondissements qui, en cas de renouvellement intégral des deux chambres, élisent plus de quatre membres et par trente électeurs dans les autres arrondissements.

Les propositions de candidats sont faites conformément au modèle n° 1 annexé à la présente loi.

Art. 3. Les candidats qui se présentent en font la déclaration par écrit et signée; elle est remise au président du bureau principal.

S'ils se présentent ensemble et formant une liste complète, la déclaration en fait mention.

Ils peuvent indiquer la qualification de parti qu'ils désirent faire imprimer en tête de leur liste.

Art. 4. Ils désignent en même temps, comme témoins des opérations électorales, autant d'électeurs qu'il y a de bureaux pour le vote et un nombre égal de suppléants.

Les candidats eux-mêmes peuvent être désignés comme témoins ou suppléants.

Art. 5. Les formalités prescrites par les articles 3 et 4 doivent être remplies quatre jours avant le jour fixé pour le scrutin.

Art. 6. La veille du même jour, le président du bureau principal assigne à chacun de ces témoins et suppléants le bureau où il aura à remplir ce mandat.

Il vote dans ce bureau.

Art. 7. Les témoins sont désignés conformément aux articles précédents :

S'il n'y a qu'un membre à élire, par chacun des candidats.

S'il n'y en a trois ou plus, par les candidats qui se présentent ensemble, même sans former une liste complète.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, chaque candidat présenté isolément désigne ses témoins; toutefois, s'il y a lieu, le président du bureau

principal réduira à trois par section, au moyen d'un tirage au sort, le nombre de ces témoins.

Art. 8. Si, à l'expiration du terme fixé à l'article 1^{er}, le nombre des candidats proposés ne dépasse pas le nombre des membres à élire, le bureau principal déclare et constate au procès-verbal que les candidats sont élus et, au jour fixé pour le scrutin, il les proclame.

La déclaration du bureau principal est immédiatement affichée dans toutes les communes de l'arrondissement.

Art. 9. Le bureau principal procède de même lorsque l'élection comprend des membres des deux chambres et que, pour l'une d'elles, le nombre des candidats proposés ne dépasse pas celui des sénateurs ou représentants à élire.

Art. 10. Si le nombre des candidats proposés dépasse celui des membres à élire, soit pour les deux chambres, soit pour l'une d'elles, le scrutin doit avoir lieu au jour fixé par l'arrêté royal de convocation du collège.

Le bureau principal fait publier immédiatement par voie d'affiches, dans toutes les communes de l'arrondissement, les noms des candidats entre lesquels le scrutin doit prononcer.

Cette publication des noms des candidats est faite en la forme du bulletin électoral officiel tel qu'il est défini ci-après.

Art. 11. A l'expiration du terme utile pour présenter des candidats, le bureau principal arrête les listes, formule et fait imprimer sur papier électoral le bulletin électoral officiel en se conformant au modèle ci-annexé, n° II.

Art. 12. Les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne, selon l'ordre alphabétique pour chaque chambre.

Les candidats au sénat sont inscrits les premiers.

Art. 13. Pour les listes complètes de parti, les colonnes sont disposées par ordre alphabétique; la première porte la liste où se trouve le nom qui est le premier selon l'ordre alphabétique.

La qualification de parti, indiquée en vertu du dernier paragraphe de l'article 3, est imprimée en tête de la colonne.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, les candidats présentés isolément sont portés, selon l'ordre alphabétique, dans une colonne spéciale.

Art. 14. Les candidats présentés ensemble et formant une liste complète peuvent faire imprimer leur liste de parti sur papier électoral du format des bulletins officiels du même arrondissement.

Art. 15. Ces bulletins de parti ne peuvent porter aucune désignation ou énonciation autres que les noms de famille des candidats; ces noms y sont rangés dans le même ordre que sur les bulletins officiels; ils sont imprimés en lettres capitales.

Toutefois, le prénom peut être ajouté s'il y a plusieurs candidats portant le même nom.

La qualification indiquée en vertu du § 3 de l'article 3 peut être imprimée en tête du bulletin.

Tous les bulletins de chaque parti seront absolument identiques.

Art. 16. La veille du scrutin, à midi au plus tard, les candidats portés sur chaque liste de parti complète font remettre au président du bureau principal des bulletins types parafés par eux et en nombre suffisant pour que deux exemplaires types puissent être remis à chaque bureau électoral.

Art. 17. Il est interdit d'employer des bulletins écrits à la main ou autographiés ou tous autres non autorisés par les articles précédents.

Art. 18. La contrefaçon de bulletins électoraux officiels est punie comme faux en écriture publique.

Art. 19. La contrefaçon de bulletins de parti est punie comme faux en écriture privée.

Seront punis comme coupables du même crime, ceux qui auront apposé la signature d'autrui ou de personnes supposées sur les actes de proposition de candidats, d'acceptation de candidature ou de désignations de témoins.

Art. 20. Les électeurs seront convoqués dans les délais et selon les formes prescrites par le code électoral.

Toutefois le paragraphe premier de l'article 96 de ce code, qui prescrit la remise de papier électoral à chaque électeur, est abrogé.

Art. 21. Par dérogation à l'article 67 de ce code, une section ne peut comprendre plus de 400 électeurs.

Art. 22. Cinq sections peuvent être convoquées dans des salles faisant partie d'un même bâtiment.

Art. 23. Les témoins des candidats peuvent siéger aux bureaux pendant toute la durée des opérations.

Ils occupent le côté opposé à celui où siègent le président et les scrutateurs.

S'ils ne se présentent pas ou s'ils se retirent, les opérations se poursuivent sans interruption et sont valables nonobstant leur absence.

Art. 24. Les présidents des bureaux qui ne sont pas magistrats et les scrutateurs prêtent le serment suivant : « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Les secrétaires et les témoins des candidats prêtent le serment suivant : « Je jure de garder le secret des votes. »

Ce serment est prêté par les présidents non magistrats entre les mains du président du bureau principal, et par les autres membres ou témoins entre les mains du président du bureau de la section à laquelle ils appartiennent.

Toute prestation de serment est mentionnée au procès-verbal.

Art. 25. Tout président, scrutateur ou secrétaire d'un bureau et tout témoin des candidats qui aura révélé le secret d'un ou de plusieurs votes, sera puni d'une amende de 500 francs à 3,000 francs.

Il pourra, en outre, être condamné à la privation, pour une durée qui n'excédera pas dix ans, du droit de faire partie d'un bureau électoral, d'être témoin de candidats, d'être électeur ou éligible, ou de quelques-uns de ces droits.

Art. 26. Le bureau et les compartiments isolés dans lesquels les électeurs doivent former ou arrêter leur vote sont établis conformément à l'un des modèles n°s III et IV.

Toutefois, les dimensions et le dispositif peuvent être modifiés selon que l'exige l'état des locaux où se fait l'élection.

Art. 27. Il y aura au moins un compartiment ou pupitre isolé par cent électeurs.

Art. 28. Les instructions, modèle n° V, sont imprimées sur les billets de convocation, placardées à l'extérieur de chaque bureau électoral dans la

salle d'attente et à l'intérieur de chaque compartiment isolé.

Art. 29. Les cloisons, séparations et pupitres sont fournis par l'Etat aux communes chefs-lieux d'arrondissement.

L'entretien et le renouvellement de ce matériel sont à la charge de ces communes.

Art. 30. L'appel des électeurs est fait en commençant par ceux des communes les plus rapprochées.

Il n'est pas fait de réappel ; mais le scrutin reste ouvert jusqu'à deux heures de relevée.

Art. 31. A mesure qu'un électeur sort du local du vote, le secrétaire appelle ou laisse entrer un autre électeur, de manière qu'ils se succèdent sans interruption dans les compartiments isolés.

Art. 32. L'électeur appelé ou introduit vient recevoir des mains du président un bulletin électoral officiel, plié en quatre à angle droit, et qui sera estampillé au recto d'un timbre marquant le numéro du bureau et la date de l'élection. Il se rend directement dans l'un des compartiments ; il y formule ou arrête son vote, vient remettre au président son bulletin plié régulièrement en quatre et sort de la partie de la salle où le vote a lieu, dès que le président a mis le bulletin dans l'urne.

Le président peut néanmoins autoriser les électeurs aveugles ou infirmes à se faire accompagner de leur guide ou soutien.

Art. 33. Le vote de l'électeur qui se sert du bulletin électoral officiel est constaté par la marque faite à l'emporte-pièce, dans la case réservée à cet effet, à la suite du nom de chacun des candidats auxquels il veut donner son suffrage.

Un emporte-pièce est déposé dans chaque compartiment.

L'électeur qui veut se servir d'un bulletin de parti n'y peut faire aucune marque, rature ou signe quelconque. Il doit le plier en quatre, de manière à former un carré.

Art. 34. L'électeur qui, par inadvertance, aurait détérioré le bulletin officiel qui lui a été remis, peut en demander un autre au président en lui rendant le premier, qui sera aussitôt annulé.

Art. 35. L'électeur illettré peut demander qu'un des scrutateurs marque à l'emporte-pièce sur son bulletin les noms qu'il indiquera.

Art. 36. Au moment où un électeur reçoit des mains du président un bulletin officiel, un des scrutateurs pointe son nom sur la liste d'appel ; un autre scrutateur inscrit son nom sur une liste spéciale des votants.

Art. 37. Si une personne se présente pour réclamer un bulletin de vote après qu'une autre personne a déjà voté comme étant ce même électeur, et si elle n'est pas connue des membres du bureau, elle doit signer, avec deux témoins agréés par le bureau, une déclaration spéciale indiquant ses nom et prénoms, son domicile et sa profession.

En ce cas, le bulletin de vote ne sera pas mis dans l'urne, mais placé sous enveloppe cachetée et joint au procès-verbal de l'élection sans avoir été ouvert.

Cet électeur ne sera pas compté au nombre des votants.

Art. 38. La disposition suivante est ajoutée à l'article 137 du code électoral, dont elle formera le dernier paragraphe :

Celui qui aura voté ou tenté de voter au nom d'autrui.

Art. 39. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin de vote.

Art. 40. Dès que le scrutin est fermé, le président fait recueillir les bulletins ou débris et tous papiers quelconques qui se trouvent dans les compartiments.

Ces papiers et les bulletins rendus au président, dans le cas prévu par l'article 34, sont brûlés en présence de l'un des scrutateurs.

Art. 41. L'urne contenant les bulletins de vote est placée sous enveloppe fermée, revêtue des cachets du président et de l'un des scrutateurs : elle est portée, sous la garde d'un scrutateur, au bureau voisin qui aura été désigné d'avance par le président du bureau principal.

Elle est échangée contre l'urne de ce bureau également enveloppée et fermée.

De part et d'autre, le nombre des votants sera indiqué et il sera donné récépissé de l'urne.

Le tout sera constaté au procès-verbal.

Art. 42. Si le nombre des bureaux est impair, l'urne contenant les bulletins du dernier bureau est envoyée au bureau principal, qui en fait le dépouillement.

Art. 43. Le président ouvre l'enveloppe contenant l'urne remise par un autre bureau ; il en retire tous les bulletins de vote, les compte sans les ouvrir et en fait inscrire le nombre au procès-verbal.

Il déplie ensuite chaque bulletin, l'examine et le classe séparément par catégories, savoir :

A. Bulletins blancs ou entièrement bâtonnés ;

B. Bulletins officiels ;

C. Bulletins du parti porté à la première colonne du bulletin officiel ;

D. Bulletins du parti porté à la deuxième colonne ;

Et ainsi de suite.

Ce classement se fait en séparant, pour chacune des catégories B et suivantes, les bulletins qui lui paraissent valables de ceux qu'il considère comme nuls ou suspects.

Le président remet à chacun des scrutateurs les bulletins de l'une des catégories et, au besoin, de plusieurs, pour les examiner et vérifier.

Les bulletins de chaque catégorie reconnus valables sont comptés par le président et par le scrutateur qui les reçoit. Le nombre en est inscrit au procès-verbal.

Les bulletins que le président ou le scrutateur considère comme nuls ou suspects sont comptés de même, et le nombre en est inscrit au procès-verbal.

Art. 44. Les bulletins ainsi classés et examinés sont remis respectivement au témoin de la partie adverse ou des parties adverses.

Ces témoins qui, pendant le dépouillement, sont séparés l'un de l'autre par une cloison mobile, examinent les bulletins qui leur sont remis et soumettent au bureau telles réclamations qu'ils jugent bon.

Art. 45. Aucun bulletin de parti ne peut être communiqué au témoin du candidat ou des candidats qui y sont portés.

Les bulletins officiels sont communiqués à chacun des témoins des candidats, et leurs réclamations sont également soumises au bureau.

Art. 46. Toutes les réclamations des témoins sont actées au procès-verbal.

Art. 47. Les nombres des bulletins reconnus valables et des bulletins nuls ou suspects, consignés au procès-verbal, conformément à l'article 45, sont rectifiés, s'il y a lieu, d'après les réclamations formées par les témoins; ces rectifications sont également inscrites au procès verbal.

Art. 48. Les bulletins reconnus valables sont mis séparément sous enveloppes revêtues des cachets du président, d'un scrutateur et d'un témoin, chaque enveloppe ne contenant que les bulletins d'une des catégories indiquées à l'article 45.

La suscription de chaque enveloppe porte l'indication du lieu et du jour de l'élection, le numéro du bureau, la nature et le nombre des bulletins; l'enveloppe est parafée par les membres du bureau et par les témoins.

Art. 49. Les témoins se retirent.

Le bureau délibère et statue sur leurs réclamations et sur la validité de tous les bulletins non séquestrés.

Les témoins sont rappelés aussitôt que les décisions sont prises et actées au procès-verbal.

Art. 50. Les bulletins déclarés nuls par le bureau et parafés par tous les membres sont placés sous enveloppes par catégories, comme il est prescrit à l'article 48.

Il en est de même des bulletins contestés, dont la validité a été reconnue par le bureau.

Art. 51. Les bulletins remis au bureau principal, en vertu de l'article 42, font l'objet d'un dépouillement distinct, en se conformant aux dispositions qui précèdent.

Art. 52. Le bureau arrête et fixe ensuite le nombre des votants et des bulletins nuls, le chiffre de la majorité absolue et le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Il les fait inscrire au procès-verbal et les transmet immédiatement au bureau principal.

Art. 53. Tous les bulletins de vote sont conservés et envoyés au ministère de l'intérieur, qui les transmet aux chambres avec les autres pièces relatives à l'élection.

Toutes les enveloppes sont réunies en un seul paquet qui porte pour suscription :

Election de le Bureau n°

Bulletins de vote.

*A Monsieur le Ministre de l'intérieur,
Bruxelles.*

Art. 54. Les paquets contenant les bulletins de vote ne peuvent être ouverts que par les commissions de vérification des pouvoirs.

Les bulletins sont brûlés lorsque les chambres ont statué sur l'élection.

Art. 55. Lorsque le bureau principal a constaté, conformément au premier paragraphe de l'article 52, les résultats du scrutin en ce qui le concerne et rempli les formalités prescrites par les articles précédents, les cloisons et compartiments sont enlevés et les électeurs sont admis dans la partie de la salle où siège ce bureau.

Le recensement général des votes et la proclamation des élus se font en présence de l'assemblée.

Art. 56. Le ballottage a lieu, le cas échéant, au jour fixé par l'arrêté de convocation du collège.

Art. 57. Pendant le vote et pendant le dépouillement du scrutin, aucun électeur ne peut rester dans la partie de la salle où ces opérations ont lieu, ni circuler autour du bureau, ni recevoir communication ou prendre inspection d'un bulletin de vote.

Art. 58. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 fr. à 2,000 fr. tout membre ou secrétaire d'un bureau ou tout témoin des candidats qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, sera surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter.

Les faits seront immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. 59. Nul n'est tenu de révéler le secret de son vote, même dans une instruction ou contestation judiciaire.

Art. 60. Sera puni d'une amende de 26 fr. à 1,000 fr. celui qui, par des menaces ou voies de fait, aura obtenu ou tenté d'obtenir d'un électeur la révélation du vote qu'il a émis.

Art. 61. Sont nuls :

1^o Les bulletins lithographiés, autographiés ou photographiés, ou écrits à la main et tous les bulletins autres que ceux dont l'emploi est autorisé par les chapitres I et II du présent titre;

2^o Les bulletins officiels sur lesquels aucun nom ne serait marqué à l'emporte-pièce, ou sur lesquels le nombre des noms ainsi marqués dépasse celui des membres à élire, soit pour l'une des chambres, soit pour les deux;

3^o Les bulletins officiels ou de parti qui seraient entièrement bâtonnés ou sur lesquels chaque nom serait rayé;

4^o Les bulletins officiels ou de parti portant un signe, une rature, une marque autre que celle qui est faite à l'emporte-pièce, conformément à la loi, sur les bulletins officiels, ou qui, par un moyen quelconque, seraient rendus reconnaissables;

5^o Les bulletins de parti qui ne sont pas absolument conformes au type déposé et parafé, ainsi qu'il est dit à l'article 16;

6^o Les bulletins qui ne seraient pas du format du bulletin officiel et ceux dont les formes ou dimensions auraient été altérées.

Art. 62. Les dispositions du code électoral du 18 mai 1872 ci-après désignées sont modifiées ou complétées de la manière déterminée par les articles suivants :

Art. 63. L'article 6 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

Nul n'est inscrit sur les listes électorales s'il n'est justifié qu'il possède le cens pour l'année de l'inscription et qu'il a effectivement payé le cens pour l'année antérieure en impôt foncier ou redevances sur les mines, et pour les deux années antérieures en d'autres impôts directs.

La contribution personnelle et les patentes n'entrent en compte que lorsqu'elles sont imposées pour chaque année entière et en vertu de déclarations faites lors de l'inscription générale ou, au plus tard, le 31 janvier de chaque année.

L'impôt foncier et la redevance sur les mines sont comptés à l'acquéreur à partir du jour où la mutation peut être opposée aux tiers.

Art. 64. Le § 2 de l'article 8 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

S'il s'agit des années antérieures à celle de l'inscription, effectuer dans le cours de l'année à laquelle le paiement se rapporte, en mains du receveur qui est tenu de l'accepter et d'en donner quittance, le versement des contributions qu'il prétend devoir.

Art. 65. L'article 20 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

Le double renseigne, outre les cotisations de l'année courante, celles de l'année antérieure en impôt foncier ou redevances sur les mines et celles des deux années antérieures en d'autres impôts directs, lorsqu'ils sont admis en compte pour former le cens aux termes du deuxième paragraphe de l'article 6.

En regard de chacune de ces cotisations, si elles ne sont pas apurées, le double du rôle indique la somme réellement acquittée par le contribuable, ou qu'il n'a rien payé, ainsi que le montant des ordonnances de décharge délivrées à son profit.

Art. 66. Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 146 du code électoral :

Toutefois la possession du cens d'éligibilité ne devra être justifiée que pour l'année courante et pour l'année antérieure, quels que soient les impôts dont il se compose.

Art. 67. Les dispositions suivantes formeront l'article 10 *bis* du code électoral :

Art. 10 *bis*. — La déclaration de patente des personnes imposables d'après le tableau n° 11, annexé à la loi du 21 mai 1819, n'est admise comme justifiant la possession de la base du cens électoral que si elle est certifiée sincère et véritable par le chef d'établissement, le patron, ou toute autre personne qui emploie et rétribue le déclarant.

La députation permanente et la cour d'appel pourront déléguer le juge de paix à l'effet de vérifier dans les livres de commerce, ou par d'autres documents ou moyens de preuve, si la déclaration faite et le certificat donné sont conformes à la vérité.

Quiconque aura délivré un certificat faux sera puni d'une amende de 200 fr. à 2.000. fr. Le coupable pourra en outre être privé par le même jugement du droit électoral et d'éligibilité pour un terme de cinq à dix ans.

Art. 68. La disposition suivante est ajoutée à l'article 54 du code électoral :

La députation permanente et le juge de paix délégué par elle ont un pouvoir discrétionnaire pour constater la vérité des faits.

Art. 69. La disposition suivante est ajoutée à l'article 47 du code électoral :

La cour et le juge de paix délégué par elle ont un pouvoir discrétionnaire pour constater la vérité des faits.

Art. 70. La disposition suivante formera l'article 10 *ter* du code électoral :

Art. 10 *ter*. L'impôt payé pour acquérir indûment le droit électoral par celui qui n'en possède pas la base, ne sera en aucun cas restitué.

Art. 71. La disposition suivante est ajoutée à l'article 15 du code électoral :

Si le nombre des extraits demandés par une même personne est de plus de vingt, la rétribution est réduite à 5 centimes pour chaque extrait dépassant ce nombre.

Art. 72. Les dispositions suivantes formeront l'article 28 *bis* du code électoral :

Art. 28 *bis*. Dans les communes où les listes électorales sont imprimées ou autographiées, il en est délivré des exemplaires à toute personne qui en a fait la demande avant le 1^{er} août.

Le prix est fixé par l'administration communale; il ne peut dépasser un franc par exemplaire si la liste comprend moins de mille électeurs, et 2 fr. si elle en comprend un plus grand nombre.

L'administration communale est tenue de faire imprimer ou autographier la liste, si cent exemplaires au moins sont demandés.

Art. 73. Les dispositions suivantes formeront l'article 29 *bis* du code électoral :

Art. 29 *bis*. Le receveur est tenu de laisser prendre dans son bureau des copies ou extraits des rôles par les citoyens qui le demandent.

A cet effet, il indique un jour par semaine du 1^{er} décembre au 31 juillet, et deux jours par semaine du 1^{er} août au 30 novembre, jours auxquels les rôles seront à l'inspection du public, pendant les heures de bureau.

Art. 74. La disposition suivante est ajoutée à l'article 16 du code électoral :

Ceux qui, en vertu du code pénal de 1810, ont été condamnés soit à des peines afflictives ou infamantes, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Art. 75. Les dispositions suivantes formeront l'article 18 *bis* du code électoral :

Art. 18 *bis*. Les fonctionnaires amovibles ou révocables, les militaires en activité de service et les ministres des cultes qui reçoivent un traitement de l'Etat, ne peuvent être inscrits sur la liste que dans la commune où ils résident, à raison de leur fonction ou de leur mandat, à l'époque de la révision annuelle.

Les bateliers et les commis voyageurs sont inscrits au lieu de leur domicile d'origine, à moins qu'ils n'aient, dans une autre commune, une résidence effective d'un an au moins.

Art. 76. Dans le cours de la session ordinaire de 1877-1878, le gouvernement soumettra aux chambres le code électoral modifié d'après les dispositions de la présente loi.

Ce code demeure en vigueur en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

Art. 77. Toute élection législative qui aura lieu après le . . . 1877 sera faite conformément aux dispositions du titre 1^{er}.

Art. 78. Le titre II est applicable aux listes électorales qui seront revisées en 1877.

19 avril. M. De Becker, r. s. c., présente le rapport sur le projet de loi. Celui-ci a été modifié par M. Malou, m. f., à la suite de réclamations produites dans la presse. On pourra s'en rendre compte en comparant au projet primitif celui de la s. c., auquel le gouvernement se rallie et dont voici le texte :

Art. 1^{er}. Les candidats doivent être proposés au moins cinq jours francs avant celui où le scrutin doit avoir lieu.

Art. 2. La proposition doit être signée au moins par cinquante électeurs dans les arrondissements qui, en cas de renouvellement intégral des deux

chambres, élisent plus de quatre membres, et par trente électeurs dans les autres arrondissements; elle est remise *par trois des signataires* au président du bureau principal, qui en donne récépissé.

Les propositions de candidats sont faites conformément au modèle n° 4 annexé à la présente loi.

Art. 3. Les candidats proposés acceptent par une déclaration écrite et signée, qui est remise au président du bureau principal.

S'ils se présentent ensemble et forment une liste complète, la déclaration en fait mention.

Ils peuvent indiquer la qualification de parti qu'ils désirent faire imprimer en tête de leur liste.

L'acceptation peut être inscrite à la suite de l'acte de proposition.

Art. 4. Ils désignent en même temps, comme témoins des opérations électorales, autant d'électeurs qu'il y a de bureaux pour le vote et un nombre égal de suppléants.

Les candidats eux-mêmes peuvent être désignés comme témoins ou suppléants.

Art. 5. Les formalités prescrites par les articles 3 et 4 doivent être remplies *cinq jours francs* avant le jour fixé pour le scrutin.

Art. 6. La veille du même jour, le *bureau principal* tire au sort les bureaux où chacun de ces témoins aura à remplir son mandat.

Le *témoin* vote dans ce bureau.

Art. 7. Les témoins sont désignés conformément aux articles précédents :

S'il n'y a qu'un membre à élire, par chacun des candidats ;

S'il y en a trois ou plus, par les candidats qui se présentent ensemble, même sans former une liste complète.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, chaque candidat présente isolément désigne ses témoins ; toutefois, s'il y a lieu, le *bureau principal* réduit à trois par section, au moyen d'un tirage au sort, le nombre de ces témoins.

Art. 8. A l'expiration du terme fixé à l'article 1^{er}, le bureau principal arrête la liste des candidats auxquels les suffrages peuvent être valablement donnés au jour fixé pour le scrutin par l'arrêté royal de convocation du collège.

Cette liste est immédiatement affichée dans toutes les communes de l'arrondissement.

L'affiche reproduit en gros caractères les noms des candidats en la forme du bulletin électoral tel qu'il est défini ci-après, et, de plus, elle indique le prénom, la profession et le domicile de chaque candidat.

L'affiche rappelle, en outre, le jour, le lieu et l'heure où le scrutin a lieu.

Art. 9. A l'expiration du terme utile pour présenter des candidats le bureau principal arrête les listes, formule et fait imprimer sur papier électoral le bulletin de vote, en se conformant au modèle ci-annexé, n° II.

Art. 10. Les candidats qui se présentent ensemble et forment une liste complète sont portés dans une même colonne, selon l'ordre alphabétique, pour chaque chambre.

Les candidats au sénat sont inscrits les premiers.

La qualification de parti, indiquée en vertu du troisième paragraphe de l'article 5, est imprimée en tête de la colonne.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, les candidats présentés isolément sont portés, selon l'ordre alphabétique, dans une colonne spéciale.

Art. 11. Chaque colonne est imprimée en encre d'une couleur différente, conformément au modèle n° II.

Art. 12. L'emploi de tout autre bulletin est interdit.

Art. 13. La contrefaçon de bulletins électoraux est punie comme faux en écriture publique.

Art. 14. Seront punis comme coupables de faux en écriture privée, ceux qui auront apposé la signature d'autrui ou de personnes supposées sur les actes de proposition de candidats, d'acceptation de candidatures ou de désignation de témoins.

Art. 15. Les électeurs sont convoqués dans les délais et selon les formes prescrites par le code électoral.

Toutefois, le paragraphe premier de l'article 96 de ce code, qui prescrit la remise de papier électoral à chaque électeur, est abrogé.

Art. 16. Par dérogation à l'article 67 de ce code, une section ne peut comprendre plus de 400 électeurs.

Cinq sections peuvent être convoquées dans des salles faisant partie d'un même bâtiment.

Art. 17. Les témoins des candidats peuvent siéger aux bureaux pendant toute la durée des opérations.

Ils occupent le côté opposé à celui où siègent le président et les scrutateurs.

S'ils ne se présentent pas ou s'ils se retirent, les opérations se poursuivent sans interruption et sont valables nonobstant leur absence.

Art. 18. Les présidents des bureaux qui ne sont pas magistrats et les scrutateurs prêtent le serment suivant : « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Les secrétaires et les témoins des candidats prêtent le serment suivant : « Je jure de garder le secret des votes. »

Ce serment est prêté par les présidents non magistrats entre les mains du président du bureau principal, et par les autres membres ou témoins entre les mains du président du bureau de la section à laquelle ils appartiennent.

Toute prestation de serment est mentionnée au procès-verbal.

Art. 19. Tout président, scrutateur ou secrétaire d'un bureau et tout témoin des candidats qui aura révélé le secret d'un ou de plusieurs votes, sera puni d'une amende de 500 francs à 3,000 francs.

Il pourra, en outre, être condamné à la privation, pour une durée qui n'excédera pas dix ans, du droit de faire partie d'un bureau électoral, d'être témoin de candidat, d'être électeur ou éligible, ou de quelques-uns de ces droits.

Art. 20. Le bureau et les compartiments isolés dans lesquels les électeurs doivent former ou arrêter leur vote sont établis conformément au modèle n° III.

Toutefois, les dimensions et le dispositif peuvent être modifiés selon que l'exige l'état des locaux où se fait l'élection.

Art. 21. Il y aura au moins un compartiment ou pupitre isolé par cent électeurs.

Art. 22. Les instructions, modèle n° IV, sont imprimées sur les lettres de convocation *et sur l'affiche faite en vertu de l'article 8*; elles sont placardées à l'extérieur de chaque bureau électoral, dans la salle d'attente et à l'intérieur de chaque compartiment isolé.

Art. 23. Les cloisons, séparations et pupitres sont fournis par l'Etat aux communes chefs-lieux d'arrondissement.

L'entretien et le renouvellement de ce matériel sont à la charge de ces communes.

Art. 24. A mesure qu'un électeur sort du local du vote, le secrétaire appelle un autre électeur, de manière qu'ils se succèdent sans interruption dans les compartiments isolés.

Art. 25. L'électeur appelé vient recevoir des mains du président un bulletin de vote, plié en quatre à angle droit, et qui sera estampillé au verso d'un timbre marquant le numéro du bureau et la date de l'élection. Il se rend directement dans l'un des compartiments; il y formule son vote, vient remettre au président son bulletin replié régulièrement en quatre et sort de la partie de la salle où le vote a lieu, dès que le président a mis le bulletin dans l'urne.

Le président peut néanmoins autoriser les électeurs aveugles ou infirmes à se faire accompagner de leur guide ou soutien.

Art. 26. Si l'électeur veut donner son suffrage à tous les candidats d'une liste complète, il trace au crayon, de haut en bas, verticalement ou obliquement, une barre pour annuler les noms portés dans les autres colonnes du bulletin.

S'il veut donner son suffrage à des candidats de diverses listes, il trace au crayon une croix (X) dans la case réservée à cet effet, à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote.

Art. 27. L'électeur qui, par inadvertance, aurait détérioré le bulletin qui lui a été remis, peut en demander un autre au président en lui rendant le premier, qui sera aussitôt annulé.

Art. 28. Au moment où un électeur reçoit un bulletin des mains du président, un des scrutateurs pointe son nom sur la liste d'appel; un autre scrutateur inscrit son nom sur une liste spéciale des votants.

Art. 29. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin de vote.

Art. 30. Les bulletins de vote *ne peuvent être dépouillés par le bureau qui les a reçus.*

S'il y a trois sections, le bureau principal dépouille les bulletins des deux autres; l'un de ceux-ci, désigné par le sort, dépouille les bulletins du bureau principal.

S'il y a plus de trois sections, le sort désigne les bureaux qui, avec le bureau principal, sont chargés du dépouillement, et assigne à chacun de ceux-ci deux sections dont les bulletins lui sont remis. Toutefois, lorsque le nombre des sections est impair, le bureau principal reçoit et dépouille les bulletins de trois sections.

Le tirage au sort se fait au bureau principal avant le scrutin.

Art. 31. L'urne contenant les bulletins de vote, aussitôt que le scrutin est fermé, est placée sous enveloppe revêtue des cachets du président et

du scrutateur, elle est portée, sous la garde d'un scrutateur et d'un des témoins, au bureau désigné par le sort pour dépouiller le scrutin de la section.

Le nombre des votants doit être indiqué et il est donné récépissé de l'urne.

Le tout est constaté au procès-verbal

Art. 32. *Dans les bureaux chargés du dépouillement, le président retire de chaque urne tous les bulletins de vote et les compte sans les ouvrir.*

Le nombre des votants et celui des bulletins trouvés dans chaque urne sont inscrits au procès-verbal.

Le président, avant d'ouvrir aucun bulletin, mêle tous ceux que le bureau est chargé de dépouiller.

Art. 33. Le président déplie les bulletins, les examine et les classe séparément par catégories, savoir :

A. Bulletins blancs ou entièrement bâtonnés;

B. Bulletins contenant des suffrages donnés à des candidats portés dans diverses colonnes;

C. Bulletins donnant un suffrage à tous les candidats portés dans la première colonne;

D. De même pour la deuxième colonne et les suivantes, s'il y a lieu.

Ce classement se fait en séparant, pour chacune des catégories B et suivantes, les bulletins qui lui paraissent valables de ceux qu'il considère comme nuls ou suspects.

Le président remet à chacun des scrutateurs les bulletins de l'une des catégories, et, au besoin, de plusieurs, pour les examiner et vérifier.

Les bulletins de chaque catégorie reconnus valables sont comptés par le président et par le scrutateur qui les reçoit. Le nombre en est inscrit au procès-verbal.

Les bulletins que le président ou le scrutateur considère comme nuls ou suspects sont comptés de même, et le nombre en est inscrit au procès-verbal.

Art. 34. Après examen par le président et par les scrutateurs, tous les bulletins sont communiqués à chacun des témoins des candidats; ces témoins soumettent au bureau leurs réclamations, qui sont actées au procès-verbal, ainsi que les décisions du bureau.

Ils ont voix consultative dans les délibérations relatives aux bulletins contestés.

Art. 35. Tous les bulletins non contestés sont mis séparément sous enveloppes, revêtues des cachets du président, d'un scrutateur et d'un témoin, chaque enveloppe ne contenant que les bulletins d'une des catégories indiquées à l'article 33.

La suscription de chaque enveloppe porte l'indication du lieu et du jour de l'élection, le numéro du bureau, la nature et le nombre des bulletins; l'enveloppe est parafée par les membres du bureau et par les témoins.

Art. 36. Les bulletins contestés sont parafés par tous les membres du bureau et placés sous enveloppes par catégories, comme il est prescrit à l'article précédent.

Art. 37. Le bureau arrête et fixe ensuite le nombre des votants et des bulletins nuls, et le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Il les fait inscrire au procès-verbal, *que le pré-*

sident porte immédiatement au bureau principal.

Art. 58. Tous les bulletins de vote sont conservés et envoyés au ministre de l'intérieur, qui les transmet aux chambres avec les autres pièces relatives à l'élection.

Toutes les enveloppes sont réunies en un seul paquet qui porte pour suscription :

*Election de , le Bureau n°
Bulletins de vote.*

*A Monsieur le Ministre de l'intérieur,
Bruxelles.*

Art. 59. Les paquets contenant les bulletins de vote ne peuvent être ouverts que par les commissions de vérification des pouvoirs,

Les bulletins sont brûlés lorsque les chambres ont statué sur l'élection.

Art. 40. Lorsque le bureau principal a constaté, conformément au premier paragraphe de l'article 39, les résultats du scrutin en ce qui le concerne et rempli les formalités prescrites par les articles précédents, les cloisons et compartiments sont enlevés et les électeurs sont admis dans la partie de la salle où siège ce bureau.

Le recensement général des votes et la proclamation des élus se font en présence de l'assemblée.

Art. 41 (nouveau). *Lorsque le nombre des candidats proposés ne dépasse pas celui des membres à élire, ces membres sont élus et proclamés, quel que soit le nombre des voix qu'ils ont obtenues.*

Lorsque le nombre des candidats dépasse celui des membres à élire, aucun n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des voix.

En cas d'élection simultanée de membres des deux chambres, les listes des candidats proposés pour chacune d'elles sont considérées comme distinctes pour l'application des dispositions qui précèdent.

Art. 42. Le ballottage a lieu, le cas échéant, au jour fixé par l'arrêté de convocation du collège.

Art. 43. Pendant le vote et pendant le dépouillement du scrutin, aucun électeur ne peut rester dans la partie de la salle où ces opérations ont lieu.

Art. 44. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs, tout membre ou secrétaire d'un bureau, ou tout témoin de candidats qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, sera surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter.

Les faits seront immédiatement mentionnés au procès-verbal

Art. 45. Nul n'est tenu de révéler le secret de son vote, même dans une instruction ou contestation judiciaire, ou dans une enquête parlementaire.

Art. 46. Sera puni d'une amende de 26 francs à 1,000 francs, celui qui, par promesses, dons, menaces ou voies de fait, auront obtenu ou tenté d'obtenir d'un électeur la révélation du vote qu'il a émis.

Art. 47. Sont nuls :

1° Tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente loi ;

2° Les bulletins dont l'usage est permis, s'ils ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ou s'ils expriment plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire, soit pour l'une des chambres, soit pour les deux ;

3° Les mêmes bulletins si, par un signe, une rature, une marque quelconques non autorisés par la loi, ils sont rendus reconnaissables, ou si les formes ou dimensions ont été altérées.

Art. 48 L'article 6 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

Nul n'est inscrit sur les listes électorales s'il n'est justifié qu'il possède le cens pour l'année de l'inscription et qu'il a effectivement payé le cens pour l'année antérieure en impôt foncier ou redevances sur les mines, et pour les deux années antérieures en d'autres impôts directs.

La contribution personnelle et les patentes n'entrent en compte que lorsqu'elles sont imposées pour chaque année entière et en vertu de déclarations faites lors de l'inscription générale, ou, au plus tard, le 31 mars de chaque année.

L'impôt foncier et la redevance sur les mines sont comptés à l'acquéreur à partir du jour où la mutation peut être opposée aux tiers.

Art. 49 (nouveau). Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 7 du code électoral :

Ces bases et ce paiement peuvent être invoqués, devant la juridiction électorale, par celui dont les contributions sont erronément portées au nom d'un tiers.

Art. 50. Le § 2 de l'article 8 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

S'il s'agit des années antérieures à celle de l'inscription, effectuer dans le cours de l'année à laquelle le paiement se rapporte, en mains du receveur qui est tenu de l'accepter et d'en donner quittance, le versement des contributions qu'il prétend devoir.

Art. 51. L'article 20 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

Le double renseigne, outre les cotisations de l'année courante, celle de l'année antérieure en impôt foncier ou redevances sur les mines et celles des deux années antérieures en d'autres impôts directs, lorsqu'ils sont admis en compte pour former le cens aux termes du deuxième paragraphe de l'article 6.

En regard de chacune de ces cotisations, si elles ne sont pas apurées, le double du rôle indique la somme réellement acquittée par le contribuable, ou qu'il n'a rien payé, ainsi que le montant des ordonnances de décharge délivrées à son profit.

Art. 52. Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 146 du code électoral :

Toutefois, la possession du cens d'éligibilité ne devra être justifiée que pour l'année courante et pour l'année antérieure, quels que soient les impôts dont il se compose.

Art. 53. *Les dispositions suivantes formeront l'article 10 bis du code électoral :*

Art. 10 bis. *La déclaration de patente des personnes imposables d'après le tableau n° XI, annexé à la loi du 21 mai 1819, n'est admise comme justi-*

fiant la possession de la base du cens électoral que si elle indique le nom, la profession et l'adresse du chef d'établissement, du patron ou de toute autre personne qui emploie et rétribue le déclarant.

Celui-ci devra, en outre, faire connaître par sa déclaration, la date de son entrée en fonctions, la nature de son emploi et le montant de son traitement, s'il ne produit pas un certificat par lequel la personne qui l'emploie et le rétribue atteste le fait de l'exercice de la profession et le montant du traitement dont le déclarant jouit.

Art. 54. La disposition suivante est ajoutée à l'article 40 du code électoral :

Ces notifications doivent être faites dans la quinzaine à dater de la réception au commissariat d'arrondissement.

Art. 55. L'article 59 du code électoral est abrogé et remplacé comme il suit :

Tous les requérants au même exploit sont tenus de faire élection du même domicile.

Il n'est laissé qu'une seule copie de toutes notifications qui leur sont faites au domicile élu.

Les huissiers peuvent transmettre par lettre recommandée à la poste les exploits à notifier en matière électorale.

Art. 56. *Les dispositions suivantes formeront l'article 64 bis du code électoral :*

Dans les enquêtes parlementaires, aucun témoin ne pourra être reproché pour l'une des causes énumérées par l'article 283 du code de procédure civile.

Le parent ou l'allié en ligne directe de l'une des parties pourront être assignés avec l'autorisation de la juridiction qui a ordonné l'enquête.

Art. 57. La disposition suivante formera l'article 10 ter du code électoral :

Art. 10 ter. L'impôt payé pour acquérir indûment le droit électoral par celui qui n'en possède pas la base ne sera en aucun cas restitué.

Art. 58. La disposition suivante est ajoutée à l'article 15 du code électoral :

Si le nombre des extraits demandés par une même personne est de plus de vingt, la rétribution est réduite à 5 centimes pour chaque extrait dépassant ce nombre.

Art. 59. Les dispositions suivantes formeront l'article 28 bis du code électoral :

Art. 28 bis. Dans les communes où les listes électorales sont imprimées ou autographiées, il en est délivré des exemplaires à toute personne qui en a fait la demande avant le 1^{er} août.

Le prix est fixé par l'administration communale ; il ne peut dépasser un franc par exemplaire si la liste comprend moins de mille électeurs, et 2 francs si elle en comprend un plus grand nombre.

L'administration communale est tenue de faire imprimer ou autographier la liste, si cent exemplaires au moins sont demandés.

Art. 60. Les dispositions suivantes formeront l'article 29 bis du code électoral :

Art. 29 bis. Le receveur est tenu de laisser prendre dans son bureau des copies ou extraits des rôles par les citoyens qui le demandent.

A cet effet, il indique un jour par semaine du 1^{er} décembre au 31 juillet, et deux jours par semaine du 1^{er} août au 30 novembre, jours auxquels

les rôles seront à l'inspection du public pendant les heures de bureau.

Art. 61. La disposition suivante est ajoutée à l'article 16 du code électoral :

Ceux qui, en vertu du code pénal de 1810, ont été condamnés soit à des peines afflictives ou infamantes, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Art. 62. Les dispositions suivantes formeront l'article 18 bis du code électoral :

Art. 18 bis. Les fonctionnaires amovibles ou révocables, les militaires en activité de service et les ministres des cultes qui reçoivent un traitement de l'Etat, ne peuvent être inscrits sur la liste que dans la commune où ils résident, à raison de leurs fonctions ou de leurs mandats, à l'époque de la révision annuelle, à moins qu'ils ne déclarent vouloir conserver soit le domicile qu'ils avaient au moment où ils ont accepté leurs fonctions, soit celui où ils possèdent les bases du cens.

Les bateliers et les commis voyageurs sont inscrits au lieu de leur domicile d'origine ou au lieu où ils payent la patente, à moins qu'ils n'aient, dans une autre commune, une résidence effective d'un an au moins.

Art. 63. Dans le cours de la session ordinaire de 1877-1878, le gouvernement soumettra aux chambres le code électoral modifié d'après les dispositions de la présente loi.

Ce code demeure en vigueur en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

Art. 64. Toute élection législative qui aura lieu après le ... 1877, sera faite conformément aux dispositions du titre 1^{er}.

Art. 65. Le titre II, à l'exception de l'article 48, est applicable aux listes électorales qui seront revisées en 1877.

Les conditions établies par l'article 6 du code électoral, en ce qui concerne la possession du cens et les déclarations d'impôts, sont maintenues pour la formation de ces listes de 1877.

Les déclarations de contribution personnelle et de patentes faites, pour l'année entière, en 1876, ou avant le 1^{er} juillet en 1877, seront admissibles pour constituer le cens, lors de la formation des listes de 1878 et de 1879.

Les patentables auxquels s'applique l'article 53 pourront, jusqu'au 31 juillet 1877, remplir les formalités ou produire les justifications, conformément à cet article, pour les déclarations faites en 1876 ou en 1877.

1^{er} mai. La discussion générale est ouverte.

M. Schollaert espère que la chambre votera le projet de loi à l'unanimité, comme l'a fait la s. c. L'unanimité en cette circonstance prouvera une fois de plus, à l'étranger, que lorsqu'il s'agit de raffermir la Constitution et d'améliorer les lois qui en garantissent la pratique, il n'y a dans le pays qu'une voix et qu'une âme. — 2. M. Bergé regrette que l'on ne puisse accorder le droit de suffrage à la capacité ; il désire que les électeurs soient groupés par ordre alphabétique, et que le vote soit obligatoire. Il voudrait aussi voir étendre le nouveau mode de votation à toutes les élections et dissoudre les chambres après

le vote du projet. M. De Haerne dit que, malgré certains abus, le vote secret garanti par l'isoloir a été généralement reconnu en Angleterre comme offrant une forte garantie pour la liberté de l'électeur. Cet avantage sera plus grand en Belgique ; c'est pourquoi il appuiera le projet de son vote, sauf à voir quelles améliorations pourraient être introduites dans le cours de la discussion. M. De Fré présente des considérations politiques à l'appui du projet de loi. M. E. Allard rappelle des paroles prononcées par M. Rogier en 1859. D'après cet homme d'Etat, il était temps alors de rendre un juste hommage à l'instruction populaire. Bientôt vingt ans se seront écoulés depuis que ces nobles paroles ont retenti dans le parlement belge ; et le gouvernement n'ose pas encore rendre hommage au principe de l'instruction en y soumettant l'électeur censitaire, comme la loi y a soumis l'électeur prolétaire. L'orateur déclare donc qu'il votera la loi proposée, comme un premier pas fait dans une bonne voie, mais il la votera sans partager l'enthousiasme de M. Schollaert. M. Malou, *m. f.*, dit que si le projet primitif a subi quelques modifications, la pensée fondamentale a été maintenue, et que le gouvernement, en faisant droit aux objections qui avaient été soulevées dans la presse et dans les sections, s'est attaché à atteindre le but par d'autres moyens, reconnus acceptables par la chambre et par l'opinion publique. Il se déclare ensuite l'adversaire du suffrage universel et dit qu'il serait utile d'appliquer le système de la représentation des minorités dans les élections communales. — 3. M. Woeste signale les dangers du vote par arrondissement, grâce auquel des minorités importantes ne sont pas représentées, et croit qu'il sera indispensable de fractionner, au point de vue électoral, l'arrondissement de Bruxelles. La chambre renvoie à la *s. c.* divers amendements. Le premier, déposé par M. Frère-Orban, est ainsi conçu : « Les contributions payées à raison de locaux occupés gratuitement ou pour lesquels ceux qui les detiennent reçoivent une indemnité de logement, en vertu de dispositions légales ou d'actes administratifs, n'entrent point en compte pour la formation du cens électoral. » Le second, proposé par M. Janson, porte : « Nul ne pourra faire entrer en ligne de compte, pour justifier qu'il possède le cens électoral, les impôts qu'il ne paye qu'à titre de propriétaire apparent de biens qui en réalité appartiennent à une corporation religieuse ou à une communauté religieuse sans existence légale. La preuve que les biens appartiennent en réalité à une corporation religieuse ou à une communauté religieuse pourra se faire par toutes voies de droit, témoins compris. » Les autres amende-

ments, présentés par M. Taek, sont relatifs au choix des témoins. M. Bockstaël est d'avis que le vote devrait être émis par le fait d'une croix que l'électeur tracerait sur le bulletin à côté du nom du candidat. M. Sainctelette dit que le projet de loi ne le satisfait pas d'une manière absolue ; mais, prenant en considération le résultat nécessaire du vote secret, résultat dans lequel il a la plus entière confiance, il se borne à faire des réserves quant à l'abus, en faveur des intérêts politiques, de l'influence religieuse. Il espère que le nouveau mode de votation assurera la liberté de l'électeur, la sincérité du vote et qu'il fera justice, pour la plus grande partie, de l'abus des influences religieuses. S'il se trompe à cet égard, et si ses prévisions ne se réalisent pas, il sera temps de soulever la question, d'éclairer le pays, de provoquer de nouvelles dispositions légales. — 4. M. Le Hardy de Beaulieu estime que les membres du clergé ne devraient point prendre part aux élections. M. De Becker présente des amendements concernant le mode de votation, la forme des bulletins et la formation des listes électorales. M. Kervyn de Lettenhove est d'avis qu'il faut renforcer dans le corps électoral l'élément agricole, en modifiant, à cet effet, les lois fiscales, et rapprocher l'urne de l'électeur. MM. Anspach et Bara présentent des amendements relatifs à la copie et à la confection des listes électorales. M. Jacobs, à titre de complément de ceux qui ont été présentés par MM. Janson et Frère, en dépose un autre ainsi conçu : « Les commis et autres employés ne pourront faire entrer leur patente en compte pour la formation du cens électoral. » M. Frère-Orban dit que cet amendement n'aurait qu'un seul effet, c'est de supprimer des électeurs dans les villes, alors qu'ils possèdent, de leur propre chef, les bases du cens. Ce serait donc une pure mesure politique. Il n'en est pas de même de celui qu'il propose ; c'est un privilège qu'il attaque. Ce privilège est manifeste. On reçoit une subvention du Trésor public ; on reçoit, en outre, un local gratuitement ; on est électeur de ce chef, et si on ne l'est point et que l'intérêt du parti exige qu'on le devienne, on se crée électeur par toutes sortes d'artifices que loyalement on doit condamner. — 8. MM. de Moreau et Woeste déposent, à leur tour, des amendements, le premier à l'article 62, le second aux articles 8 et 25 du projet de loi. M. Olin soutient la thèse du vote par ordre alphabétique, dénonce la falsification des listes électorales et combat l'intervention illicite du clergé dans les élections. M. Bockstaël développe une série d'amendements dont le principal est celui-ci : « Art. 26. Pour donner son suffrage à un candidat, l'électeur trace avec l'un des crayons qu'il

trouvera sur le pupitre dans l'isoloir une croix (X) dans la case réservée à cet effet à la droite du nom du candidat de son choix. » — 9. M. Frère-Orban dénonce les fraudes électorales, les billets marqués et la fabrication de faux électeurs à l'aide de la contribution personnelle et des patentes, des chevaux mixtes, etc., inaugurées par les catholiques. Il s'étend ensuite sur la pression du clergé dans les élections. Il annonce qu'à défaut du cabinet, il présentera un projet de loi tendant à supprimer le traitement des membres du clergé qui auront été condamnés à une peine infamante. Il termine en disant que les divisions des partis sont arrivées à un point inquiétant; en toute occasion, des collisions sont à craindre. Il semble que l'on soit toujours sur le point d'en venir aux mains et il y a souvent comme des bruits de tocsin dans l'air. Une telle situation imposerait des devoirs de prudence et de prévoyance à un gouvernement qui ne serait pas dominé par des intérêts et des calculs de parti. Parmi ces devoirs, le plus urgent et le plus impérieux eût été, pour l'honneur des institutions et du gouvernement lui-même, de restituer au corps électoral une origine loyale et pure, et il constate, à la face du pays, que ce devoir n'a pas été accompli. M. Janson, en développant son amendement, fait ressortir qu'il ne porte absolument aucune atteinte, aucune modification aux lois fiscales; il repose sur ce principe, que celui qui ne possède pas la base de l'impôt ne peut être électeur. Si des moines démontrent qu'ils possèdent les bases de l'impôt, qu'ils soient électeurs. Mais c'est un fait qui est certain et incontestable, qu'il y a des moines qui ont fictivement la propriété de biens qu'ils détiennent pour compte de corporations religieuses. Or, la propriété ne repose qu'en apparence sur la tête des moines, ce n'est qu'en apparence aussi qu'ils payent l'impôt; de fait, c'est la caisse de la corporation qui l'acquitte, comme c'est elle qui pourvoit aux besoins de ses membres. La mainmorte existe dans le pays en dépit des lois qui la prohibent, elle se développe de jour en jour; c'est une des causes qui, incontestablement, donnent au clergé et au parti catholique une influence matérielle qui ne doit pas leur appartenir. — 11. M. Jacobs répond à ce discours en renvoyant aux libéraux toutes les accusations formulées. Il soutient ensuite que le clergé n'exerce qu'une influence morale. M. Malou, *m. f.*, constate que personne ne combat le projet de loi. Il défend son parti contre les reproches dont il est l'objet. Répondant à une invitation de M. Frère-Orban de modifier les lois fiscales en vue de diminuer les moyens de fraude, il y consent en principe, mais à la condition

qu'on puisse se livrer d'abord à une étude approfondie de la matière. — 12. M. Olin, répondant à une allusion de M. Jacobs à la déclaration de patentes faite par les employés de la fabrique de Virginal, dont il est le directeur, soutient que ces déclarations, au lieu d'être exagérées, sont au-dessous de la réalité. M. Malou, *m. f.*, achève ensuite son discours en continuant à s'occuper des fraudes commises à l'impôt direct, et combat les trois amendements de MM. Frère-Orban, Jacobs et Janson, en disant qu'il ne veut pas exclure des catégories d'électeurs. M. Woeste, de son côté, répond au discours de M. Janson, et relevant les attaques dirigées par celui-ci contre les catholiques, lui rappelle ses manifestes et ses discours socialistes antérieurs à son entrée à la chambre. Le pays sait d'ailleurs ce qui se produirait si l'opinion libérale reconquerrait la majorité; il sait qu'elle substituerait à la politique de modération et de pacification de M. Malou une politique d'agitation et de discorde qui irait porter le trouble jusqu'à dans les moindres villages du pays. — 15. M. De Becker, *r. s. c.*, présente le rapport sur les amendements. M. Malou, *m. f.*, dépose un tableau statistique relatif aux ministres des cultes. M. Defuisseaux combat le système du cens. En attendant le suffrage universel, il réclame le droit de suffrage pour tous ceux qui savent lire et écrire. A son avis, il suffirait que chaque citoyen écrivît et signât une lettre — dont on donnerait au besoin la formule — pour réclamer son inscription sur les listes électorales. Si l'on sait écrire et signer une lettre, c'est qu'on sait lire et écrire. Si l'on craint que des citoyens ne fassent écrire et signer leurs lettres par des tiers, on pourrait assimiler ce fait à un faux et le punir comme tel. Il réclame le droit à l'électorat pour les prolétaires qui savent lire et écrire, avec d'autant plus d'espoir de succès que les prolétaires ont cette rare fortune de pouvoir unir leur cause avec celle des avocats, des docteurs, des artistes, des instituteurs, et cet assaut livré par les prolétaires intelligents, avec l'élite de la population belge, doit fatalement être victorieux. On se trouve devant la dernière et suprême bataille engagée par le cens. Il ne doit pas être permis plus longtemps de dire que l'argent est tout, domine tout et prime tout. L'égalité devant la loi ne sera qu'un leurre tant qu'il n'y aura pas égalité pour faire la loi même. M. Bara fait observer qu'il y a autant de fraude et de corruption, sinon davantage, dans le régime du suffrage universel que dans le régime du suffrage restreint. Il signale ensuite de nouveau les fraudes électorales commises par les catholiques, leur façon de fabriquer de faux électeurs, et la pression exercée par le prêtre

dans le confessionnal. Il dit que cette situation changera. Si l'on n'agit pas pour la faire changer, le pays a tout à redouter, et son avenir est des plus sombres. Cette loi, les libéraux l'acceptent comme un remède grandement insuffisant à un mal que tout le monde reconnaît. Mais ils ne sont pas satisfaits. Ils ne cesseront le combat que quand la contrainte odieuse et illégitime du prêtre aura cessé de falsifier les scrutins électoraux et de dénaturer la volonté nationale. D'après l'orateur, la première partie du projet de loi n'est que la copie de la législation anglaise et la réalisation d'une réforme réclamée par la fédération libérale. Quant à la seconde partie, elle a été envoyée toute faite d'Anvers. En effet, dans le projet de loi se trouvait une disposition qui subsiste encore et par laquelle il faut avoir payé l'impôt personnel pendant deux ans pour pouvoir être inscrit sur les listes électorales. Cette disposition se trouvait suivie d'une autre qui disait que la révision des listes en 1877 se ferait d'après cette disposition. De plus, le projet de loi n'admettait que les déclarations faites avant le 31 janvier de l'année. De sorte que, pour être électeur en 1880, comme le projet veut que la déclaration de contribution personnelle et de patente soit faite avant le 31 janvier de l'année, il fallait faire avant le 31 janvier de l'année 1877 sa déclaration de patente, de personnelle et autres. Ainsi ne sauraient être électeurs pour 1880 que ceux qui auraient fait leur déclaration avant le 31 janvier de cette année-ci. Tout le monde ne fait pas ses déclarations dans le mois de janvier; dans la plupart des localités, les feuilles sont à peine distribuées à cette époque et, en tout cas, elles ne sont pas reprises avant mars ou avril. A Bruxelles, on ne vient reprendre ces listes qu'au mois de mars et même au mois d'avril. A Gand, les choses ne se passent pas autrement. En tout cas, il est positif que toutes les déclarations ne sont pas faites et reprises dans le mois de janvier. Eh bien, qu'est-il arrivé? Environ 600 personnes dans l'arrondissement d'Anvers ont fait leur déclaration avant le 31 janvier 1877 pour devenir électeurs pour 1880 et ont augmenté leurs impôts. On en a la preuve imprimée: les noms, avec les contributions majorées, et on les a fait imprimer. Qui donc a fait connaître le projet de loi à Anvers, qui a mis les électeurs campagnards de toutes les communes de l'arrondissement d'Anvers dans le secret des dieux? L'orateur s'est enquis de ce qui s'était passé; il a demandé si dans d'autres localités les catholiques avaient fait la même chose. On lui a dit que non. C'est là précisément qu'il prend le ministère la main dans le sac. Le projet de loi n'avait pas besoin d'être com-

munié à Anvers puisque c'était la maison d'Anvers qui l'avait communiqué au ministère. MM. Malou, *m. f.*, Jacobs et Meeus opposent un démenti à cette allégation. — 16. M. Frère-Orban s'occupe d'une lettre qui lui a été adressée par M. Léger, secrétaire de l'association cléricale de Gand. Celui-ci proteste contre le discours dans lequel l'orateur a dénoncé le système de fabrication de faux électeurs. M. Frère-Orban maintient les faits qu'il a allégués. A ce propos se renouvelle le débat de 1874 relatif aux papiers découverts dans une mortuaire à Wachtebeke. (Voir pp. 266 et 288.) MM. Frère-Orban, Delehay, Cruyt et Bara sont entendus à ce sujet. M. Warnant, en dénonçant à son tour les fraudes commises par les catholiques et les prétentions cléricales, dit que, sans l'appui de l'épiscopat, les membres de la droite parlementaire ne siègeraient pas dans la chambre. Il fait aussi le procès aux députations permanentes cléricales dont il dénonce la partialité en matière de révision des listes électorales. — 17. M. E. de Kerckhove accuse les libéraux d'être des révolutionnaires. Les catholiques les combattent jusqu'au bout; ils peuvent être renversés, mais non abattus. M. Malou, *m. f.*, rappelle qu'au début de la session il a indiqué la dissolution comme une éventualité qui serait à examiner en 1878, sans la préjuger d'aucune manière. Assurément, lorsqu'une loi change la composition du corps électoral, comme, par exemple, la réforme de 1848, la dissolution des chambres en est la conséquence immédiatement nécessaire. Mais la loi actuelle n'aura pas ce caractère, il n'appartient à personne d'engager, dès à présent, sur cette question la résolution de ceux qui seront au pouvoir en 1878. La loi actuelle n'est pas une cause constitutionnelle, légale et nécessaire de dissolution. Le *m.* s'explique ensuite sur un point qui le touche particulièrement. M. Bara a fait cette supposition, purement gratuite et injurieuse, que la deuxième partie du projet de loi lui serait arrivée toute faite d'Anvers, ou que, du moins, elle y aurait été connue. Il donne à cette assertion un démenti formel. M. Saintelette répond au discours de M. E. de Kerckhove, repousse la qualification de révolutionnaires donnée aux libéraux et la renvoie aux ultramontains. M. Dubois, ancien membre de la députation permanente du Luxembourg, ayant pris lui-même une part active aux décisions rendues en 1875-1876, oppose aux statistiques de M. Warnant une statistique détaillée du travail électoral opéré par la députation du Luxembourg en 1875-1876. Il propose ensuite un amendement à l'article 54 relatif aux notifications à faire en vue de l'appel des décisions en matière électorale. M. Jottrand, de son

côté, propose de punir d'une amende de 26 à 500 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à un an, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, par quelque moyen que ce soit, aura, dans les dix jours qui précèdent le scrutin, empêché ou tenté d'empêcher un électeur, soit de recevoir ou de lire des publications, soit d'assister à des assemblées ou de participer à des entretiens ayant l'élection pour objet. — 18. M. Dohet répond aux attaques dirigées contre la députation permanente de Namur. M. De Decker signale tout un ensemble de fraudes à charge des libéraux d'Anvers. M. Bara lui fait observer que s'il répétait ces assertions hors de la chambre, sans être couvert par son immunité parlementaire, il serait poursuivi pour injure et calomnie. Il maintient ensuite ce qu'il a dit au sujet de la communication du projet de loi aux chefs du parti catholique à Anvers. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il lui est impossible de supporter l'accusation injurieuse et calomnieuse de M. Bara. Lorsque le gouvernement a fait à la chambre la déclaration qu'il présenterait un projet de loi, il a dit à ses amis : « Nous le préparons seuls, entre nous, sans vous consulter. J'accepte avec reconnaissance toutes les communications qui pourraient m'être faites. » Et c'est là ce que M. De Decker notamment a fait. Il a envoyé des notes, des projets, entre autres un projet de bulletin à talon qu'il vient de reproduire et que le *m.* n'a pas cru devoir adopter. Mais il déclare sur l'honneur et de la manière la plus formelle que le projet n'a été communiqué à qui que ce soit, si ce n'est à S. M. pour être soumis à sa signature, après que le conseil des ministres en avait délibéré. Il y a presque une preuve matérielle du fait : il n'y a pas une ligne de tous les avant-projets et de l'exposé des motifs et du projet même qui a été remis à la chambre, qui ne soit écrite de la propre main du *m. f.* Il a voulu prendre les précautions les plus extrêmes, précisément pour qu'aucune imputation ne puisse lui être faite. M. Bara répond que la communication a pu être faite à l'insu du *m.*, mais qu'elle est certaine. M. Cruyt dit que toute communication lui a été refusée. DES MEMBRES : « La question n'est pas là ! » A la fin de la séance, M. Demeur dépose un amendement aux termes duquel « sera puni des peines portées en l'article 125 du code électoral, quiconque, dans le but de procurer à autrui l'exercice du droit électoral, aura donné, offert ou promis une somme ou valeur destinée au paiement de l'impôt. Seront punis des mêmes peines ceux qui auront accepté les offres ou promesses. » — 22. M. Tesch soutient que les députations permanentes étant des corps politiques, on ne peut attendre d'elles la même impartialité que des corps

judiciaires. M. Janson répond aux attaques dont il a été l'objet de la part de M. Woeste. Celui-ci lui a fait un grief de ses opinions socialistes, mais en ayant soin de ne pas mettre sous les yeux de la chambre les paroles par lesquelles il les a définies et précisées. Il a dit et il répète qu'il appartient à l'école socialiste positive, à celle qui s'éclaire par la science et qui propage ses doctrines par la liberté, rien que par la liberté. La présence dans cette enceinte d'un député qui ne demande pour ses doctrines que la liberté qui existe pour toutes les doctrines en vertu de la Constitution, n'offre aucun danger. Si jamais il arrive à formuler un projet de loi socialiste qui mette en péril les institutions, il y aura des voix plus autorisées que celle de M. Woeste pour les défendre. Il croit à l'existence d'une question sociale, à la nécessité de l'accord entre tous les citoyens pour la discuter, l'examiner, et la résoudre par tous les moyens que fournit la liberté, sans faire appel à la violence. L'orateur signale ensuite les audaces du parti ultramontain et, entre autres, un fait qui s'est produit dans une petite commune des Flandres. Un nouveau cimetière a été inauguré dans la commune de Ruddervoorde, et à cette occasion le conseil communal a pris la délibération que voici : « Nous déclarons nous engager vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique à *exécuter et à faire respecter ponctuellement et en tous temps toutes les lois ecclésiastiques sur les sépultures.* » Le *Bien public* ajoute que cette délibération a été arrêtée en séance du conseil communal de Ruddervoorde, signée par le bourgmestre et les membres du conseil, et un exemplaire en est déposé à l'évêché et au presbytère. Voilà la politique ultramontaine ! Le *m. j.* a beau dire dans cette assemblée qu'en matière de police de cimetière il n'y a qu'une autorité, l'autorité du bourgmestre, on voit se produire ce fait véritablement inouï, véritablement incroyable : un bourgmestre, un conseil communal affirment et consignent dans une délibération solennelle, dont ils adressent un exemplaire à l'évêché, un autre à la cure, qu'ils ne reconnaissent que les lois de l'Eglise. L'orateur, en terminant, critique le régime censitaire. A son avis, à beaucoup de défauts le suffrage censitaire joint celui d'être ingrat ! Quand est-ce que l'opinion libérale est descendue du pouvoir ? C'est au lendemain du jour où elle avait de fait supprimé l'application de la peine de mort ; au lendemain du jour où elle avait fait prévaloir, au profit des miliciens, le principe d'une rémunération parfaitement juste et légitime ; au lendemain du jour où elle avait demandé l'abrogation de l'article 1781 du code civil, l'abolition de la contrainte par corps ; au lendemain du jour où elle avait réalisé des réformes économiques

importantes : la suppression des droits d'entrée sur le poisson, l'abolition de l'impôt sur le sel, la réforme postale, la réduction des péages sur les chemins de fer, ces mesures qui ont été si profondément utiles au pays. Malheureusement, le suffrage censitaire est trop facilement à la merci de quelques intérêts particuliers que peuvent froisser des réformes commandées par l'intérêt général. En effet, ce sont les intérêts particuliers, irrités de certaines réformes économiques, qui ont amené la chute du ministère libéral. Le pouvoir est passé aux mains du parti catholique. L'orateur demande quelles sont les mesures utiles à l'intérêt du pays qu'il a prises ; il les cherche et il n'en trouve aucune ! Si le ministère est vis-à-vis de la droite le ministère de l'impuissance, il est vis-à-vis du pays le ministère de l'incapacité, et si, après avoir promis la dissolution comme une conséquence inévitable du projet de loi, il se rétracte, c'est qu'à bon droit il craint le jugement du pays, et, à ce point de vue, il a le droit de lui dire qu'il est le ministère de la peur ! M. Woeste fait observer que le préopinant ne s'est expliqué sur aucune de ses déclarations de principes antérieures. Il avait reproché aux membres de la droite d'être les ennemis des institutions nationales. On lui a opposé ses déclarations formelles, portant, entre autres, que le meilleur des rois avait un immense défaut. Il ne sert de rien de venir dire aujourd'hui qu'il se trouve en présence d'un roi « Belge de cœur et d'âme », qui a droit à tout respect. Ces paroles mémorables du souverain datent de 1865, et quand le préopinant avait parlé des immenses défauts de la royauté, c'était en 1869. C'est à cette époque qu'il a déclaré que la royauté avait toujours besoin de soldats pour se maintenir ; c'est un des motifs pour lesquels il s'est prononcé contre elle, et il a par là même témoigné qu'il était l'adversaire de l'armée ; il a, en 1869, émis l'avis que le B. de la guerre devait être supprimé. Il a déclaré qu'il n'y avait qu'une seule chambre qui pût être l'expression véritable de l'opinion du pays : c'était la chambre des travailleurs, représentant quatre millions de citoyens, et que la chambre des représentants était une chambre révolutionnaire. Il a déclaré, en 1871, qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement de son pays, parce que c'était un gouvernement émané de censitaires. Et quand on lui a reproché, à lui, partisan du suffrage universel, d'avoir débuté dans cette chambre en proposant la réduction du corps électoral, le préopinant s'est borné à observer que le suffrage universel devait se réaliser en trois périodes. Or, en 1869, il avait déclaré que l'heure était venue de réaliser le suffrage universel. M. Janson. « C'est une erreur. »

M. Woeste. « Ce n'est pas une erreur, et je constate, en terminant, devant le pays et la chambre, que l'honorable membre n'a répondu à aucune des questions qu'il m'avait donné le droit de lui poser. » M. Beernaert, *m. t.*, relevant la péroraison du discours de M. Janson, proteste contre la qualification de ministère de la peur. Le patriotique désir d'améliorer une des lois fondamentales et de le faire, autant que possible, de l'accord commun des partis, ce patriotique désir devient de la couardise ! Peur, et de quoi ? On ne l'a pas dit, et peut-être aurait-on dû le dire. Le ministère est d'accord avec la majorité, cette majorité, issue des élections de 1876, et qui, depuis, est venue se retremper à quatre épreuves successives dans des élections partielles. Le ministère s'appuie encore sur la majorité dans les conseils provinciaux de la plus grande partie de nos provinces. Le pays légal est donc avec lui ! Ce n'est pas du pays qu'il peut avoir peur. La peur qu'on lui suppose, ce serait donc la peur de la rue, la peur de l'émeute ! Eh bien, si semblable peur était justifiée, l'autorité ne serait donc plus dans le parlement ! On ne pourrait imaginer une situation plus grave que celle à laquelle semblent faire allusion ces mots trop imprudemment répétés : Le ministère de la peur ! Il y a, en effet, des journaux qui tiennent ce langage et qui annoncent que bientôt on entendra le pays se réveiller au bruit de la fusillade et au grondement de l'émeute. Cela a été dit par la *Flandre libérale*. Or, ce langage est factieux, et il n'y a pas un membre de la gauche qui ne le désavoue. Malheur à la Belgique si une émeute triomphante devait décider de ses destinées ! et le parti libéral devrait lui-même redouter semblable événement. Ces violences, d'ailleurs, pourquoi se produiraient-elles ? Quelle en pourrait être la cause ? Le *m.* constate que le ministère a été fidèle à son programme de modération ; il n'a proposé que deux lois politiques, et il a cru que le souci de sa dignité lui permettait de rechercher, à ce propos, l'appui de ses adversaires ; il a cru qu'il remplissait son devoir envers le pays en adoptant une ligne politique avant tout nationale et patriotique ; il n'a pas voulu de lois de parti ; il n'a pas même voulu faire, contre l'opposition et sans elle, des lois politiques. Voilà son passé et il s'en vante. Mais si le ministère actuel est modéré, si la modération est sa raison d'être, s'il est bien résolu à ne point s'écarter de la ligne de conduite qu'il s'est tracée, le ministère qui prendra sa place aura-t-il le droit d'être modéré, et aura-t-il, pendant longtemps, le droit d'être constitutionnel ? M. Simonis signale des faits de corruption électorale commis au profit des libéraux à Verviers et auxquels M. Ortman se

charge de répondre quand le discours de M. Simonis aura paru dans les *Annales*. — 23. La chambre aborde la discussion des articles. Les articles 1 à 20 sont adoptés, après un débat auquel prennent part MM. Bockstael, Malou, *m. f.*, Woeste, Tack, Kervyn de Lettenhove, Sainctelette, Olin, Bergé, Delehay, Orts, Kervyn de Volkaersbeke, Anspach, De Decker, Guyot, Wasseige et Jacobs. M. Ortman répond ensuite aux allégations de M. Simonis en ce qui concerne les manœuvres de l'*Association libérale* de Verviers. M. Dumortier fait parvenir au bureau l'amendement suivant à l'article 53 : « Le montant du traitement des employés quelconques servant de base à la patente devra être prouvé par le contrat d'engagement de l'employé ou du commis, contrat contre lequel, dans le cas de réclamations du traitement, aucune contrelettre ne sera admise. Le titulaire devra, en outre, faire connaître par sa déclaration la date de son entrée en fonctions, la nature de son emploi et le montant de son traitement. » — 24. Les articles 21 à 45 donnent lieu à un débat auquel prennent part MM. Delehay, De Becker, *r.*, Le Hardy de Beaulieu, Sainctelette, Coomans, Tesch, Bara, Malou, *m. f.*, Woeste, Bockstael, A. Visart, Bara, Delaet, Coremans, Tack, Frère-Orban et Guyot. Le vote sur l'article 26 est réservé. M. Jottrand demande que la loi nouvelle soit rendue applicable aux élections provinciales et communales. M. Malou, *m. f.*, consent pour les élections provinciales, mais il ne croit pas qu'on puisse étendre la loi aux petites communes rurales. M. Bara estime qu'on peut le faire tout au moins pour les grandes villes. M. Malou, *m. f.*, s'engage à proposer la généralisation de la loi, dans la session suivante. M. Frère-Orban, à propos de l'article 46, dit qu'il résulte d'une déclaration faite en *s. c.* que l'on veut créer au profit du prêtre une situation tout à fait privilégiée, exceptionnelle, inconcevable, en le mettant à l'abri de toute espèce de poursuite pour tout ce qui se dit dans le confessionnal. Il se propose de soutenir que le prêtre doit être maintenu dans le droit commun, et il se réserve de donner des explications à l'appui de sa thèse. — 25. M. Demeur développe l'amendement qui tend à infliger une peine à celui qui donnera ou promettra une somme d'argent destinée à payer l'impôt pour autrui en vue de lui procurer le droit électoral. M. Malou, *m. f.*, accepte le principe de l'amendement, sauf rédaction, et la proposition de M. Demeur est renvoyée à la *s. c.*, ainsi qu'une autre de M. Jottrand relative à la composition du bureau principal. La chambre, reprenant ensuite l'examen de l'article 26, M. Malou, *m. f.*, propose de le rédiger en ces termes : « Si

l'électeur veut donner son suffrage à tous les candidats d'une liste complète, il trace au crayon une croix, dans la case réservée à cet effet, en tête de la liste de ces candidats, sous le rectangle imprimé en couleur. S'il veut donner son suffrage à des candidats d'une ou de diverses listes, il trace au crayon une croix dans la case réservée à cet effet, à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote. » Après un échange d'observations entre MM. Bara, Wasseige, De Becker, *r.*, A. Visart, Malou, *m. f.*, Delaet, Jottrand, Coomans, Nothomb et Kervyn de Volkaersbeke, l'amendement est renvoyé à la *s. c.* L'assemblée aborde ensuite la discussion de l'article 46 : « Sera puni d'une amende de 26 francs à 1,000 francs celui qui, par des promesses, dons, menaces ou voies de fait, aura obtenu ou tenté d'obtenir d'un électeur la révélation du vote qu'il a émis. » M. Frère-Orban soutient, contrairement à l'opinion de la *s. c.*, que l'article 125 du code électoral, qui punit les menaces, est applicable au prêtre comme à tous les autres citoyens, du moment qu'il a employé des dons, des promesses ou des menaces pour contraindre à voter ou pour empêcher de voter. Le prêtre tombe sous l'application de la loi pénale, quel que soit le lieu où il ait consommé le délit. Quant à la disposition qui est actuellement proposée, l'orateur ne pense pas que la majorité de la chambre pourra jamais décider qu'il est interdit à tout le monde en Belgique d'essayer d'obtenir la révélation du secret du vote, qu'il est défendu même de faire cette révélation en justice, qu'il est défendu aux chambres législatives, dans une enquête parlementaire, d'exiger la révélation du secret de ce vote, mais que le prêtre, en Belgique, a le droit, lui, d'employer les dons, les promesses et les menaces pour arracher le secret du vote. Il lui paraît impossible qu'une pareille loi soit votée. M. Thonissen répond que le prêtre a le droit et le devoir de dire la vérité à ceux qui viennent lui faire l'aveu de leurs fautes. Il a le droit et le devoir de refuser l'absolution à ceux qui ne lui semblent pas se trouver dans les conditions exigées par la discipline ecclésiastique, et aucun pouvoir sur la terre n'a le droit d'intervenir dans l'administration d'un sacrement de l'Eglise. Si un prêtre croit qu'on ne peut, sans péché, voter pour ceux qui déclarent vouloir étouffer le catholicisme dans la boue ; s'il estime qu'on ne peut, sans blesser la conscience, accorder des suffrages à ceux qui proclament que la politique libérale consiste à arracher des âmes à l'Eglise, il a le droit et le devoir de le dire franchement à ceux qui se présentent au tribunal de la pénitence. L'orateur ajoute que si le prêtre dit au pénitent : « Voter pour de tels hommes,

c'est s'exposer aux peines de l'Eglise », ce prêtre ne fait que remplir simplement son devoir. M. Bara dit que M. Thonissen vient, sans le vouloir, de dévoiler la situation du pays. La droite est le produit de la terreur que les prêtres exercent sur leurs pénitents, le produit d'une véritable escroquerie morale et religieuse commise à l'égard des pénitents. Si les fidèles étaient libres, si l'on n'employait pas les menaces du confessionnal pour les faire voter contre leur volonté, la Belgique, qui est essentiellement libérale, n'aurait pas dans la chambre une majorité cléricale. Ces paroles donnent lieu à de vives protestations. L'orateur termine en disant que si le prêtre a le droit absolu de se retrancher derrière le confessionnal comme derrière un rempart inexpugnable, il aura le droit d'exiger le renversement de la Constitution et de toutes les libertés qu'elle proclame. Si l'on peut arracher, par la menace de l'enfer, le vote de l'électeur, on pourra arracher de la même manière le vote du député ; on peut arracher le vote de la législature. On peut aller plus loin, escalader les marches du trône et extorquer la signature royale ; il n'y a qu'un pas, la logique le fera faire. — 29. La discussion est interrompue par des explications de M. De Decker en réponse à un discours prononcé au conseil communal d'Anvers par le bourgmestre de cette ville (M. De Wael) et dans lequel sont contestés tous les faits signalés par l'orateur à charge des libéraux d'Anvers. Il renouvelle ses attaques, spécialement contre la police d'Anvers, qui, dit-il, est employée à rendre des services politiques, et il ajoute qu'il a été suivi à Bruxelles par des mouchards. M. Frère-Orban fait observer que ces faits sont étrangers au débat, et M. Bara ajoute que, s'ils sont exacts, le *m. i.* doit proposer au Roi la démission de M. De Wael. La discussion est reprise sur l'article 46. M. Jacobs dit qu'on reproche au clergé catholique de condamner ceux qui prêtent sciemment leur concours aux adversaires de l'Eglise. L'organisation décrétée par le congrès libéral condamnait ceux-là mêmes qui, restant inactifs, se bornaient à ne pas donner leur concours complet aux candidats libéraux. C'est un principe de bon sens et de logique, qu'on ne peut continuer à faire partie d'une association que l'on combat. C'est ce qu'a décrété le parti libéral en 1846. Toute société, politique ou religieuse, exclut de son sein ceux qui la combattent, lorsque ceux-ci ne prennent pas les devants en s'excluant eux-mêmes. Les libéraux sont libres de sortir de l'Eglise ; mais s'il leur convient d'y rester, qu'ils veuillent bien ne pas chercher à lui arracher des âmes. M. De Haerne soutient que l'on veut créer contre le clergé un sys-

tème d'exception, en violant la liberté dans un cas particulier et exceptionnel. Or, il s'agit d'une affaire de conscience, d'une affaire intime, intérieure, dans laquelle on ne peut intervenir sans bouleverser tout l'ordre social. — 50. L'orateur, achevant son discours, dit que la Belgique, qui tient plus qu'aucune autre nation à sa religion, ne tolérera jamais que l'on fasse une loi d'exception contre le sacrement de la pénitence. M. De Becker, *r. s. c.*, présente le rapport sur les amendements qui lui ont été renvoyés. M. Anspach proteste contre l'allégation de M. De Decker, qu'il aurait été suivi à Bruxelles par des mouchards. La discussion étant reprise sur l'article 46, M. Tesch soutient la même thèse que MM. Frère-Orban et Bara. M. De Lantsheere, *m. j.*, estime que le jour où le prêtre pourra croire sa sécurité menacée, le jour où la liberté de sa parole pourra être enchaînée par la crainte d'une délation, l'institution elle-même sera frappée au cœur. Il n'est pas possible que, dans de si odieuses conditions, le ministère du confesseur puisse s'exercer encore avec cette grandeur, avec cette sainteté qui lui attirent tous les respects. La condition première de toute confession, c'est la confiance du pénitent, et cette confiance est impossible si la parole du prêtre ne garde pas entière toute son indépendance, toute sa liberté. — 51. Le *m.* combat ensuite la thèse de l'opposition au point de vue constitutionnel. La chambre entend encore à ce sujet MM. Frère-Orban, De Becker, *r.*, et Bara.

1^{er} juin. M. Woeste dit qu'on veut arriver à régler l'administration de tous les sacrements et à châtier le prêtre qui ne les confèrera pas, conformément aux exigences que pourront formuler les caprices et les intérêts des opinions politiques. La loi que le parti libéral réclame serait à la fois une loi dangereuse et odieuse. Elle serait dangereuse, car le prêtre ne s'y soumettrait pas. La conscience religieuse du prêtre ne fléchira pas sous les prescriptions d'une loi injuste. Et alors, il arrivera l'une de ces deux choses : ou bien l'on persistera, et l'on ouvrira l'ère de la persécution ; ou bien l'on ne persistera pas, la loi civile restera inexécutée, et il n'est jamais bon que l'autorité civile soit atteinte dans son prestige. M. Bergé répond que la société civile a des droits imprescriptibles qui sont supérieurs et antérieurs à tous les droits des religions quelconques. Si la *s. c.* vient dire que la religion a des lois avec lesquelles il est impossible de transiger, l'orateur répondra que la société civile, elle, ne peut pas abdiquer devant les dogmes de l'Eglise catholique, ni s'incliner jamais devant les prétentions inconstitutionnelles des évêques. M. Nothomb réplique qu'il y a, en effet, des droits impres-

criptibles et incompressibles, c'est-à-dire contre lesquels les lois ne peuvent rien. Et il y a longtemps que cela a été énoncé par un grand génie, par un illustre catholique qui, disant la vérité aux rois, s'écriait : « Il n'y a pas de droit contre le droit ! » Voilà la charte de la dignité humaine, et c'est un évêque qui l'a formulée. De plus, une pareille disposition en la supposant légale, serait inefficace et l'on n'aboutirait pas au résultat qu'on veut atteindre : on produirait l'inquiétude dans les familles, le trouble dans les consciences, la discorde entre les citoyens ; on marcherait fatalement à la persécution religieuse. M. Frère-Orban, avant que la chambre ne clôtüre la discussion, désire donner une conclusion au débat. Il importe qu'un vote intervienne et que ce vote ne soit pas une équivoque. En conséquence, il proposera l'amendement suivant : « Sera puni d'une amende de 26 francs à 1,000 francs celui qui, par promesses, dons, menaces, voies de fait, *abus d'autorité ou de pouvoir*, aura obtenu ou tenté d'obtenir la révélation d'un vote qu'il a émis. » On votera sur les mots « abus d'autorité ou de pouvoir », et la signification du vote sera ainsi bien indiquée. M. Malou, *m. f.*, demande que le préopinant explique ce qu'il entend par l'amendement, et que l'on prenne tout le temps de la réflexion. D'après lui, il n'y a pas de dissentiment au fond, résultant du débat actuel. Il dit comme ses adversaires qu'il ne veut pas d'exception, pas de privilège pour le clergé. Si l'amendement n'implique pas que l'on veut faire une loi contre le clergé, il le votera, mais il demande le temps de la réflexion. — 5. M. Bergé prononce un discours au sujet du secret de la confession. — 6. La chambre revient aux articles 25 et 26, qui, après un débat entre MM. Malou, *m. f.*, De Becker, *r.*, Delehay, Saintelette, Van Hoorde et Bara, sont adoptés dans les termes suivants : « Art. 25. Les bulletins de vote sont déposés ouverts sur le bureau. L'électeur appelé vient recevoir des mains du président un de ces bulletins, plié en quatre à angle droit, et qui sera estampillé au verso d'un timbre marquant le numéro du bureau et la date de l'élection. Il se rend directement dans l'un des compartiments ; il y formule son vote, vient montrer au président son bulletin replié régulièrement en quatre, le timbre à l'intérieur, le dépose dans l'urne et sort de la partie de la salle où le vote a lieu. Lorsqu'il est constaté qu'un électeur est aveugle ou infirme, le président l'autorise à se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien. — « Art. 26. Si l'électeur veut donner son suffrage à tous les candidats d'une liste complète, il imprime, au moyen de l'instrument déposé dans l'isoloir, une croix dans la case

réservée à cet effet en tête de la liste de ces candidats, sous le rectangle imprimé en couleur. S'il veut donner son suffrage à des candidats d'une ou de diverses listes, il imprime, au moyen du même instrument, une croix dans la case réservée à cet effet à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote. » La discussion est ensuite reprise au sujet de l'article 46. M. De Lantsheere, *m. j.*, combat l'amendement de M. Frère-Orban, en disant qu'on ne peut tracer des règles en matière religieuse. M. Tesch désire faire disparaître toute équivoque et pose la question que voici : Il suppose un pénitent s'adressant au prêtre pour confesser ses fautes. Le prêtre lui demande : « Pour qui avez-vous voté ou voterez-vous ? » Le pénitent répond : « Ce sont mes affaires ; je viens ici pour confesser mes péchés et non pour faire de la politique. » Le prêtre insiste et dit : « Si vous ne me dites pas pour qui vous voterez ou pour qui vous avez voté, je vous refuse l'absolution. » Ce prêtre tombera-t-il ou non sous l'application de la loi ? Si l'on dit non, on viole le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, le principe de la séparation des cultes, le principe de la souveraineté nationale, et jamais l'orateur ne donnera son assentiment à une loi pareille. M. De Lantsheere, *m. j.* : « Pour moi, la question n'est pas douteuse ; je réponds : Non ! Le prêtre demandant à son pénitent : Avez-vous voté pour un tel ? Si vous ne me le dites pas, je refuse l'absolution, ce prêtre remplit un acte de son ministère. » MM. Guillery, Frère-Orban et Bara prennent successivement la parole après cette déclaration et disent que le *m. j.* a jeté le masque. Il est démontré à leurs yeux de la manière la plus évidente que le cabinet veut faire au prêtre, et même au ministre d'un culte particulier, une position exceptionnelle dans l'Etat. La situation est celle-ci : Le gouvernement a proposé une disposition punissant quiconque par dons, promesses, menaces, voies de fait, obtiendra ou tentera d'obtenir d'un électeur la révélation de son vote. Et que dit-il ? Cette disposition n'est pas applicable au ministre du culte catholique dans l'exercice de ses fonctions confessionnelles. Voilà la pensée ; il n'a pas osé l'inscrire dans la loi, il n'oserait pas l'inscrire ; mais voilà la disposition qu'il veut faire décider implicitement. Jamais pareille mesure n'aura l'approbation de la gauche. La chambre entend encore MM. De Lantsheere, *m. j.*, Dohet, Kervyn de Lettenhove, Janson et Malou, *m. f.* Ce dernier déclare qu'il ne veut aucun privilège pour le prêtre ; seulement, il est d'avis que les menaces spirituelles ne tombent pas sous l'application du code pénal. A droite, on réclame la clôture. MM. Frère-Orban, Bara et

Tesch disent que l'on va voter sur une équivoque. M. Tesch soutient que l'on ne peut voter la loi, à moins qu'il ne soit convenu que tous les discours et toutes les interprétations seront retirés et que la magistrature restera en présence de la Constitution, qui proclame l'égalité de tous les citoyens et l'indépendance des pouvoirs, et qu'elle interprétera la loi en donnant aux termes de l'article 46 le sens qu'ils ont dans les articles 66 du code pénal et 125 du code électoral. La clôture est prononcée et l'amendement de M. Frère-Orban rejeté par 66 voix contre 47, puis l'article 46 voté par 64 voix contre 44 et une abstention. — 7. L'article 47 est adopté après des observations de MM. Malou, *m. f.*, et Jottrand. A propos de l'article 48 se produit un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Dumortier, Magherman, Demeur, Bara, De Becker, *r.*, Meeus, Frère-Orban, Woeste et Coremans, et l'article est adopté après le rejet d'amendements de MM. Meeus, Bara et Woeste tendant à changer la date à partir de laquelle les déclarations de contribution entrent en ligne de compte. Les articles 50 à 60 sont également adoptés. L'article 49 est réservé. — 8. La chambre s'occupe de diverses propositions faites dans des séances antérieures. Ce sont d'abord l'article proposé par M. De Decker, d'après lequel la loi prescrirait de donner, dans le double des rôles, les articles du rôle primitif; ensuite, les amendements de MM. Demeur et Jottrand, l'un relatif au paiement par autrui et l'autre à la communication entre les électeurs et les meetings dans la période électorale. La décision au sujet de ces trois articles est ajournée, d'accord avec leurs auteurs, à une époque ultérieure, la chambre ayant entendu au préalable MM. De Decker, Malou, *m. f.*, Demeur, De Becker, *r.*, Jottrand, Saintelette et Dumortier. Vient ensuite la proposition de M. Frère-Orban relative aux contributions payées à raison de locaux occupés gratuitement. Après un débat auquel prennent part MM. Frère-Orban, Thonissen, Tack, Malou, *m. f.*, et Demeur, l'amendement est rejeté par 58 voix contre 29 et 2 abstentions. — 9. Vient l'amendement de M. Janson relatif aux contributions payées par les membres des congrégations religieuses. Développé par son auteur, cet amendement est combattu par M. Beer-naert, *m. t.* M. Dumortier se plaint ensuite de ce qu'on discute des objets étrangers à la loi. M. Frère-Orban propose d'ajourner à la session prochaine le débat sur la proposition de M. Janson. M. Janson y consent, ajoutant qu'il se propose, dans la session prochaine, d'user de son initiative parlementaire pour soumettre à la chambre des mesures répressives contre la mainmorte religieuse. M. Jacobs retire son

amendement relatif aux patentes. Celui de M. Dumortier, à l'article 53, est ajourné après un échange d'explications entre son auteur et MM. Malou, *m. f.*, Bara et Woeste. L'article 56 est voté par 57 voix contre 45, après un débat entre MM. Olin, De Lantsheere, *m. j.*, Bara, De Becker, *r.*, et Saintelette. Les derniers articles du projet sont adoptés après des observations de MM. Malou, *m. f.*, de Moreau, Dumortier, Jacobs et Bara, puis l'ensemble du projet est voté par 56 voix contre 46 et une abstention.

4 juillet. M. De Becker, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet amendé par le sénat. L'amendement consiste dans la suppression de l'article 47 (46 ancien), qui est ainsi conçu : « Sera puni d'une amende de 26 francs à 1,000 francs celui qui, par promesses, dons, menaces ou voies de fait, aura obtenu ou tenté d'obtenir d'un électeur la révélation du vote qu'il a émis. » — 7. M. Frère-Orban déclare qu'il votera contre la loi, afin de protester contre les doctrines du cabinet. Les votes approubatifs de l'opposition n'auront pas une autre signification, et le gouvernement ne pourra les invoquer pour se prétendre absous d'avoir tenté de faire une œuvre de parti. Malgré les retraites successives, malgré l'abandon des mesures qu'il avait lui-même proposées, l'œuvre de parti reste toujours apparente ou laisse subsister un grief capital, en ce que la violation du secret du vote, si elle n'est pas un privilège pour le prêtre, n'en continue pas moins à vicier dans son essence notre régime électoral. Cette violation n'est pas seulement impunie, elle est déclarée légitime, et, l'heure venue, l'opposition restera unanime pour en provoquer la répression. M. Bara fait la même déclaration. Il ajoute une observation pratique sur la loi. Le titre II y a été introduit pour satisfaire les Anversois. Un de ces articles porte que la déclaration dont il est question à l'article 55 doit être faite pour cette année, avant le 31 juillet. Or, on est au 7 juillet; la loi ne pourra être promulguée que dans quelques jours, et comme elle n'est pas immédiatement exécutoire, elle ne sera mise en vigueur, au plus tôt, que vers le 25 juillet. Il restera sept jours aux citoyens pour faire leurs déclarations. C'est un délai dérisoire. M. Pirmez déclare qu'il votera la loi, mais telle qu'elle est. Le fameux article 47 est au fond de l'eau, et les commentaires dont le *m. j.* l'avait orné l'ont accompagné : il n'en reste absolument rien. L'orateur proteste ensuite contre l'intervention du clergé dans les élections. Si les membres de la majorité veulent examiner de sang-froid, s'ils voulaient se demander quel est leur devoir vis-à-vis du clergé, bien loin d'exciter ses prétentions, ils lui diraient qu'il a un autre rôle à remplir,

qu'il faut qu'il rentre dans sa mission religieuse et laisse à d'autres la politique. C'est le seul moyen de maintenir la situation de liberté et de faveur que le clergé a en Belgique aujourd'hui et qui est meilleure qu'elle n'a jamais été en aucun temps et en aucun pays. Il y a dans la Constitution un défaut d'équilibre en faveur du clergé : il a des avantages qui ne sont pas compensés par des charges, des obligations légales ; ce n'est que par une extrême modération que ceux qui jouissent d'une situation exceptionnelle peuvent la conserver ; s'ils veulent la forcer, ils la compromettent. Si le clergé veut jouer un rôle prépondérant dans la politique, il compromettra les institutions constitutionnelles ; celles-ci ne tiendront pas, et le régime qui suivra leur fera regretter le régime actuel. M. Malou, *m. f.*, s'étonne qu'on reproche au gouvernement d'avoir écarté les griefs qui se sont successivement produits contre le projet de loi. On ne lui sait aucun gré de ses efforts pour arriver à une entente ; on lui impute au contraire à grief les modifications proposées pour écarter les objections que l'on élève contre le projet. En ce qui concerne l'article 47, le jour même où le vote a eu lieu à la chambre, il a dit que son vif et sincère désir était de faire disparaître le différend. Si la chose avait été possible, il eût pris l'initiative devant la chambre elle-même. Au sénat, lorsque les *cc.* se sont réunies, il a exprimé la même pensée. Il lui avait même paru qu'il valait mieux que l'initiative vint des *cc.* du sénat. Il a examiné plusieurs modes, et, de commun accord, il a été reconnu que le meilleur et le seul qui ferait disparaître le dissentiment d'une manière complète était la suppression de l'article 47, c'est-à-dire de la cause même du dissentiment, transaction honorable pour tous et qui n'imposait à personne le sacrifice de ses opinions personnelles. Il pouvait dès lors espérer le vote de la loi, non pas à l'unanimité, mais sans qu'il y eût une opposition bien directe contre le principe qu'elle consacre. M. Frère-Orban dit que le *m. f.* se fait illusion lorsqu'il suppose qu'il a fait une œuvre digne d'une adhésion sympathique et propre à calmer les partis. Il s'est complètement trompé sous ce rapport. Toute la politique qu'il a pratiquée depuis qu'il est au pouvoir n'a jamais fait illusion à personne et n'a pas eu un seul instant pour effet d'apaiser les partis. Le cabinet a été malhabile ou malheureux. Jamais, en effet, les partis n'ont été plus irrités ni plus divisés. A aucune époque de l'histoire politique du pays, on n'a vu les partis dans la situation inquiétante où ils sont aujourd'hui. Ce serait un grand échec pour la politique de modération et de conciliation que le

cabinet déclarait avoir l'intention de pratiquer ; mais il n'y avait de modération et d'esprit de conciliation que dans les paroles ; il n'y en avait point dans les actes, et c'est pourquoi elle n'a pas réussi. La discussion est close et l'article 47 définitivement supprimé. La chambre vote ensuite l'ensemble du projet par 73 voix contre 22 et 5 abstentions.

FINANCES.

12 décembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi approuvant la transaction conclue entre l'Etat et la province d'Anvers au sujet de la propriété des immeubles composant le dépôt de mendicité d'Hoogstraeten. — 14. M. Frère-Orban appelle l'attention sur le désastre qui vient de frapper l'*Union du Crédit* à Bruxelles. Il pense que l'institution d'un établissement intermédiaire qui faciliterait l'escompte sur la place de Bruxelles serait de nature à opérer un grand soulagement en ouvrant des sources de crédit qui sont momentanément taries. M. Malou, *m. f.*, dit que tout à l'heure se réuniront chez lui les représentants des principales institutions de crédit et des banques de Bruxelles, pour aviser aux nécessités de cette situation. Dès le premier moment, il s'est concerté avec la Banque Nationale, pour qu'il n'y eût aucune interruption, aucune cause réelle de malaise parmi les nombreux intéressés qui sont affiliés à l'*Union du Crédit*. Il est convaincu que cette crise se dénouera par le concours sympathique de tous, comme précédemment dans une crise moins grave, où le remède appliqué a été complètement efficace. Il ne s'agit pas de beaucoup faire et de tout faire ; mais il s'agit de pourvoir à ce qui doit être fait et d'y suffire. Il espère que cette fois encore, avec le concours de toutes les forces, on obtiendra ce résultat. M. Frère-Orban est heureux de constater que le *m. f.* est d'accord avec lui sur les moyens à employer pour rétablir la confiance. — 15. M. Anspach croit savoir que les efforts auxquels le *m. f.* a présidé afin de parer aux difficultés de la situation financière ont heureusement abouti. Si ces renseignements sont exacts, il serait bon que la population en fût informée et que les inquiétudes qui l'assiègent soient ainsi dissipées. M. Malou, *m. f.*, dit qu'en effet, un comptoir spécial s'est formé. Il a pour objet principal de faciliter l'escompte au profit des sociétaires et des créanciers par comptes courants qui ont des intérêts engagés dans l'*Union du Crédit* de Bruxelles. Le *m.* persiste à croire que les inquiétudes qui ont été répandues sont fort exagérées.

27 février. M. Malou, *m. f.*, dépose le rapport sur la situation du Trésor public au 1^{er} janvier 1877.

16 mars. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au dépôt de mendicité d'Hoogstraeten.

20 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose sur le bureau de la chambre le rapport annuel sur les opérations des caisses d'amortissement, des dépôts et des consignations en 1876. —

21. Le projet relatif au dépôt de mendicité d'Hoogstraeten est voté à l'unanimité.

20 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi relatif à l'aliénation des biens domaniaux. Ce projet comprend, entre autres, des autorisations de vendre les terrains des dunes sur lesquels sont construits le Pavillon des Dunes, le Cercle des Bains, l'Hôtel de l'Océan et le Pavillon Beerblock à Ostende, et la vente à la ville de Termonde, du *Pynders Huis*.

4 juillet. Dans la discussion générale de ce projet de loi (*r. s. c.*, M. Jacobs), des explications sont échangées entre MM. Janson, Malou, *m. f.*, Van den Steen et Woeste, au sujet de la propriété du *Pynders Huis* que, d'après M. Janson, le *m.* veut donner à la ville de Termonde, qui le rétrocédera à une corporation religieuse. M. Malou, *m. f.*, retire cet article de la loi, un pourvoi en cassation étant dirigé contre l'arrêt qui a déclaré l'Etat propriétaire. M. Van Iseghem propose ensuite d'ajourner la discussion des articles relatifs aux terrains d'Ostende, afin de donner au gouvernement le temps de négocier et de signer avec les concessionnaires des terrains des conventions provisoires de vente. M. Malou, *m. f.*, combat cette proposition, qui n'est pas adoptée. M. Delehayé demande ensuite que le gouvernement mette en adjudication des terrains improductifs que l'Etat possède à Vinderhout, dans la Flandre orientale, puis le projet de loi est voté par 75 voix contre une.

GARDE CIVIQUE.

16 janvier. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, dit qu'il n'a pas l'intention de proposer des crédits pour un nouvel armement de la garde civique avant le vote du projet qu'il a déposé dans la précédente session. MM. Orts et Pirmez demandent quand on s'occupera de ce projet. M. Thibaut, *p.*, répond que la *s. c.* sera très prochainement complétée. MM. Bockstaël, Orts et Pirmez ne comprennent pas qu'il faille attendre le résultat de ces travaux pour donner des fusils à la garde civique.

GUERRE.

28 novembre. M. Thiebault, *m. g.*, dépose le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1877.

14 décembre. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi et sur le *B.* de

la gendarmerie. — 15. Le projet de contingent de l'armée est adopté par 66 voix contre 11. — 19. M. Thonissen, *r. s. c.*, fait rapport sur le *B.* de la guerre. Le *B.* de la gendarmerie donne lieu à un débat entre MM. Houtart, Dethuin, Wasseige, Van Humbeeck, Delaet, Thiebault, *m. g.*, et Nothomb, *r.*, relativement au recrutement de l'arme, à l'avancement des officiers, à la création d'un poste de général, à la création d'un escadron mobile à Bruxelles et à la nécessité de n'avoir dans les provinces flamandes que des gendarmes parlant le flamand. Le *B.* est voté à l'unanimité. — 20. Dans la discussion du *B.* de la guerre, M. de Moerman d'Harlebeke dit qu'il a éprouvé un vif regret en voyant dernièrement l'armée prendre part à une fête ou plutôt à une manifestation qui devait froisser les catholiques dans leurs sentiments les plus intimes; il s'agit des fêtes de la Pacification de Gand, au mois de septembre dernier. M. Thiebault, *m. g.*, pense que l'opinion générale est tout à fait contraire à celle de M. de Moerman d'Harlebeke. Ainsi, dans la chambre et dans le pays, on est d'accord qu'il faut mettre l'armée le plus possible en contact avec les populations dans les fêtes et réjouissances publiques, afin de la rendre populaire. M. Van Humbeeck dit qu'à Gand on a exalté la liberté de conscience et flétri les persécuteurs; c'était là un acte national et le *m. g.* ne peut pas être blâmé pour avoir prêté à un pareil acte le concours de l'armée. MM. Kervyn de Lettenhove, Dumortier et Kervyn de Volkaersbeke soutiennent la thèse contraire. Ce débat se poursuit entre MM. Jottrand, Bara, E. de Kerckhove, Saintelette, Jacobs, Pirmez, Drubbel, Cruyt, Dumortier, Delehayé et Malou, *m. f.*; M. Bara propose l'ordre du jour suivant: « La chambre, approuvant le *m. g.* dans ses explications, passe à l'ordre du jour. » MM. Drubbel et Jacobs proposent l'ordre du jour pur et simple. — 21. M. de Kerckhove de Denterghem dit qu'on a reproché au cortège d'avoir été une manifestation politique. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'empêcher. S'il en a été ainsi néanmoins, ce n'a été que par le fait de certains journaux et de certains prédicateurs qui ont voulu amener la population contre le cortège. On a donné au peuple une grande leçon d'histoire et de patriotisme. C'est la vérité historique qui a blessé un certain nombre de personnes. Mais l'histoire, quoi qu'on fasse, contient des enseignements qu'il n'est au pouvoir de personne de supprimer. M. Malou, *m. f.*, propose un nouvel ordre du jour ainsi conçu: « La chambre, approuvant l'acte du ministre, dans les conditions où il s'est produit, passe à l'ordre du jour. » L'assemblée,

après avoir entendu encore MM. Bara, Malou, *m. f.*, Drubbel, Guillery et Nothomb, vote, par 104 voix contre une et 5 abstentions, les mots soulignés, puis, par 89 voix contre 15 et 4 abstentions, les mots restants de l'ordre du jour proposé par M. Malou. M. Bockstael demande ensuite la révision du code de procédure militaire, une loi aux termes de laquelle le délit de désertion pourrait être prescrit et des mesures qui permettent d'établir une sorte de noviciat pour les volontaires. M. Thonissen, *r.*, appuie la demande de révision des lois de procédure militaire. M. Kervyn de Lettenhove critique les exigences du département de la guerre en matière de remplacement. M. Thiebault, *m. g.*, regrette que la chambre n'ait pas accordé au *m. g.* le monopole en fait de remplacement. Après un échange d'explications entre MM. Thonissen, *r.*, et Thiebault, *m. g.*, au sujet de l'avancement dans le corps de l'état-major, des observations de M. Sainctelette sur l'utilité d'un rapport annuel concernant les travaux du département de la guerre, et de M. Ortmans sur le prix excessif du remplacement, le *B.* est voté par 74 voix contre 22.

16 janvier. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 3,231,800 fr. au *B.* de la guerre; *id.* de 311,000 fr. au *B.* de la gendarmerie.

21 février. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le premier de ces crédits. M. Nothomb, *r. s. c.*, sur le second. — 28. Le premier est voté par 64 voix contre 6, le second à l'unanimité.

7 mars. M. Thiebault, *m. g.*, dépose un projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1878 les articles 1^{er} et 2 de la loi du 21 mai 1872, sur le logement et les moyens de transport à fournir aux troupes en marche et en cantonnement. — 16. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 20. Il est adopté par 60 voix contre 8.

20 avril. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédits spéciaux de 2,982,000 fr. au département de la guerre. (Matériel de l'armée.)

18 mai. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

7 juin. *Id.* sur le *B.* de la gendarmerie pour l'exercice 1878. — 20. M. Thonissen, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* de la guerre. Dans la discussion du crédit de 2,982,000 fr. au *B.* de la guerre qui comprend une allocation de 1,800,000 fr. pour la continuation des ouvrages de défense des forts du bas Escout, M. E. Allard, Orts et Bockstael interpellent le gouvernement sur la question de savoir si l'armée, organisée comme elle l'est, suffit pour assurer la défense nationale. M. Thiebault, *m. g.*, répond affirmativement. Il donne des explications sur le

rôle des forts que l'on propose de construire. M. Malou, *m. f.*, ajoute qu'avec le produit de la vente des terrains militaires on construira des ouvrages avancés sur les Nèthes. MM. Orts et Van Humbeeck insistent pour connaître les intentions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation de la réserve nationale. Le crédit est voté par 61 voix contre 6 et une abstention.

5 juillet. Dans la discussion d'un projet de travaux publics, M. Ortmans demande que l'on envoie une garnison à Verviers dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique. Verviers est une ville frontière, éloignée de 27 à 30 kilomètres de Liège, où elle peut trouver du secours au besoin, mais elle n'a, pour résister aux éléments de désordre, que sa police locale, la gendarmerie et la garde civique. Parfois ces moyens de répression ont été insuffisants, on a dû avoir recours à l'armée pour faire cesser les désordres. Depuis lors un fait nouveau s'est produit; beaucoup d'ouvriers, profitant de la mise en vente d'armes de guerre, ont acquis des fusils à baïonnette. Des grèves, des désordres ont pu être réprimés sans effusion de sang, mais elles pourraient dégénérer en combats sanglants, si une force armée suffisante ne venait étouffer l'émeute à son début. M. Janson considère comme regrettable de voir attribuer à la population ouvrière de Verviers des sentiments qu'elle n'a certainement pas et contre lesquels elle ne peut pas protester parce qu'elle n'est pas représentée dans la chambre. La législation a proclamé le droit de grève; c'est un droit aussi sacré, aussi légitime, aussi respectable que le droit d'association, et il ne s'agit pas, lorsque les ouvriers usent de ce droit de grève, de prétendre que la force armée doit être appelée à en contrôler l'exercice, tant que ce droit s'exerce dans la légalité. A ce propos, l'orateur parle de l'intervention de la troupe dans la grève de Seraing. Il ne se rallie pas à cette théorie d'après laquelle la force armée devrait intervenir en cas de grève, par cela seul qu'une grève existe et parce qu'il pourrait arriver qu'à propos de cette grève quelques individus sortissent de la légalité. En tout cas, si une intervention est nécessaire, il préfère celle de la garde civique. M. Ortmans dit que la loi permet les grèves, mais elle ne permet pas les désordres qui ont lieu à l'occasion de ces mouvements populaires, et c'est principalement contre ces écarts que l'on veut se prémunir. M. Delcour, *m. i.*, ajoute que les grèves deviennent l'occasion de coalitions contre les ouvriers honnêtes qui veulent travailler, et c'est précisément ce qui a eu lieu à Seraing où, grâce à l'intervention de l'autorité administrative et de la troupe, on est parvenu à prévenir de grands désordres.

IMPOTS.

28 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi modifiant la législation des patentes en ce qui concerne la procédure.

18 janvier. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, dépose le rapport sur les amendements de MM. Jottrand et Vleminckx à la proposition de loi relative à la patente des avocats et des médecins.

1^{er} février. M. Malou, *m. f.*, se rallie à la proposition telle qu'elle résulte du rapport de la *s. c.* et, pour plus de clarté, il en a rédigé la formule législative. D'abord, il s'agit de supprimer le littéra A de l'article 5 de la loi de 1819, qui affranchit les avocats de la patente : « Art. 1^{er}. Le littéra D de l'article 5 de la loi du 21 mai 1819, sur les patentes, est abrogé. » Art. 2. Le n° 52 du tableau n° 14 annexe à la même loi (n° statistique 579) est abrogé et remplacé par la disposition suivante : 579 52. Avocats, médecins, chirurgiens-accoucheurs, officiers de santé, classes 4 à 10. » C'est la classification qui existe aujourd'hui pour les médecins et qui est appliquée aux avocats. « Art. 5. La présente loi sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1878. » Les déclarations pour le droit de patente de l'année courante ont déjà été remises. La loi ne sera peut-être votée par le sénat que dans quelque temps, et il a paru qu'il faut mettre la loi en vigueur seulement à partir du 1^{er} janvier de l'année prochaine. La discussion étant ouverte., MM. Pety de Thozée, *r.*, Dohet, Jottrand, Warnant, Kervyn de Lettenhove, Bockstael et Tesch prennent successivement la parole. M. Tesch propose l'amendement suivant : « Les avocats seront classés, quant à la patente, d'après la population de la localité dans laquelle se trouve la juridiction devant laquelle ils exercent principalement leur profession. » — M. Malou, *m. f.*, se rallie à cet amendement. La chambre entend ensuite MM. Magherman, d'Andrimont, Olin, Malou, *m. f.*, Jottrand, Saintelette et Van Humbeeck, puis elle passe au voix, et rejette, par 59 voix contre 26 et une abstention, l'article 1^{er} du projet, qui vient ainsi à tomber.

15 mars. M. Meeus, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant des modifications à la loi sur les patentes.

18 avril. M. Delehayé fait observer que la chambre a rejeté la proposition relative à la patente des avocats, mais qu'il reste à statuer sur la patente des médecins. M. Malou, *m. f.*, Pety de Thozée et Woeste font observer que la proposition tout entière est venue à tomber. M. Le Hardy de Beaulieu demande que le gouvernement propose l'abolition de la patente des médecins. — 19. Après un débat

auquel prennent part MM. Woeste, Malou, *m. f.*, Meeus, *r.*, Olin, De Lantsheere, *m. j.*, et Pirmez, la chambre adopte à l'unanimité le projet de loi modifiant la procédure en matière de patentes.

INDUSTRIE.

28 novembre. M. Delcour, *m. i.*, dépose : 1^o un projet de loi relatif au droit de propriété des modèles et dessins de fabrique ; 2^o un projet de loi sur les marques de fabrique et de commerce.

16 janvier. M. Pirmez appelle l'attention sur l'exploitation des enfants livrés en spectacle dans les foires. Il demande qu'une loi soit faite sur cet objet. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à examiner la question. M. Jottrand espère aussi que l'on s'occupera de la proposition de M. Vleminckx relative au travail des jeunes filles dans les mines.

7 mars. M. Demeur, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la simplification des formalités des protêts.

18 avril. Les articles de ce projet de loi sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. Malou, *m. f.*, Demeur, *r.*, De Lantsheere, *m. j.*, Jacobs, Dohet, De Lhoneux et Jottrand. — 20. Au second vote, des observations sont encore présentées par MM. Tack, Malou, *m. f.*, Dohet, Demeur, *r.*, et Jottrand ; puis le projet est adopté par 69 voix contre une abstention.

3 juillet. La chambre vote à l'unanimité, sur le rapport de M. Demeur, *r. s. c.*, les amendements apportés par le sénat à ce projet de loi.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

16 janvier. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'instruction primaire (1873-1875). — 17. Dans la discussion du B. de l'intérieur, un débat, auquel prennent part MM. Bergé, Woeste, Saintelette, Delcour, *m. i.*, Drubbel et de Kerchove de Denterghem, s'engage au sujet de l'exécution de la loi sur l'enseignement supérieur, de la question de savoir si le diplôme de gradué en lettres doit être remplacé par le certificat d'humanités, sur l'organisation des laboratoires de chimie dans les universités, sur l'indemnité qu'il y a lieu d'allouer aux professeurs en compensation de ce qui leur était attribué pour les examens, et enfin sur l'éméritat. MM. De Smet et Olin entretiennent ensuite la chambre de la nécessité d'organiser dans les universités l'enseignement de l'agriculture. Au chapitre de l'Enseignement moyen, M. Bergé critique la façon dont a été répartie, entre les professeurs des athénées, l'augmentation de traitement votée par la chambre, et demande

de quel droit le gouvernement impose la convention d'Anvers à l'athénée de cette ville, malgré l'opposition formelle du conseil communal. M. Delcour, *m. i.*, s'attache à justifier les mesures qu'il a prises sur le premier point. En ce qui concerne l'incident d'Anvers, il dit que le conseil communal d'Anvers, guidé par des considérations qu'il ne veut pas juger, a décidé qu'il n'admettrait plus d'ecclésiastique dans le bureau administratif. Il a été reconnu, quand on a discuté la convention d'Anvers, au sein de la chambre en 1854, que cette convention ne pouvait, quant au point spécial de la présence d'un ecclésiastique dans le bureau administratif, lier le conseil communal pour l'avenir. Celui-ci use donc de son droit en ne présentant plus un prêtre au choix du gouvernement. Mais cette même convention continue, sous d'autres rapports, à être observée à Anvers, en ce sens que le ministre du culte, nommé par arrêté royal, continue à donner son enseignement. La loi de 1850 est donc observée dans l'une de ses dispositions essentielles, et en obligeant le conseil communal d'Anvers à exécuter cette loi, le *m.* remplit son devoir. M. Bara soutient qu'on ne peut scinder une convention. Il ajoute que, si l'enseignement religieux continue d'être donné à Anvers, malgré le refus du conseil communal d'observer la convention, c'est que l'épiscopat renonce à ses critiques de la loi de 1850 et de l'enseignement de l'Etat. L'orateur interpelle ensuite le *m.* au sujet de la nomination, comme membre de la *c.* administrative de l'école moyenne de Saint-Ghislain, d'un ecclésiastique qui dirigeait l'école de Kain, où ont été commis trois attentats à la pudeur. M. Delcour, *m. i.*, répond que cette nomination a été faite sur la proposition du bureau administratif. M. Bara réplique que le *m.* aurait dû se faire communiquer le dossier judiciaire, d'où il résulte que l'individu qui a été nommé n'a pas su exercer la surveillance de l'école de Kain. — 18. La discussion continue, au sujet de la convention d'Anvers, entre MM. Bara, Jacobs, Pirmez, Warnant, Kervyn de Lettenhove, Delcour, *m. i.*, Bergé et Woeste. Il s'agit ensuite, à propos des faits qui se sont passés à l'école de Kain, de savoir si le gouvernement peut continuer à donner un traitement à des ecclésiastiques qui ont été flétris par la justice. (Voir CULTES.) — 19. Il y a un échange d'explications entre MM. Bergé et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'enseignement de la pharmacie dans les universités de l'Etat, puis entre MM. Saintelette et Delcour, *m. i.*, sur la nécessité de développer l'enseignement de l'histoire et des langues modernes dans les athénées. M. Bergé critique la position faite, quant aux traitements, aux professeurs de

l'enseignement moyen. Après des explications de M. Delcour, *m. i.*, la chambre aborde le chapitre de l'*Enseignement primaire*. M. E. Allard critique l'organisation de cet enseignement et le principe de la loi de 1842 en ce qui concerne l'enseignement de la morale et de la religion. M. Delcour, *m. i.*, estime que la loi de 1842 est excellente; elle est la base de tout son programme comme *m. i.* chargé de la direction de l'enseignement primaire; son but a toujours été et sera toujours d'en assurer la loyale exécution. Lorsque ses collègues de la chambre, sur quelque banc qu'ils siègent, voudront bien lui signaler de véritables abus, il leur promet satisfaction immédiate. — 23. M. Funck demande au *m. i.* s'il y a, au *B.*, des fonds suffisants pour permettre au gouvernement de donner à la ville de Bruxelles la subvention à laquelle elle a droit; dans le cas contraire, il proposera par amendement d'augmenter de 100,000 francs le crédit affecté à l'enseignement primaire. M. De Haerne, répondant à M. E. Allard, soutient que les écoles primaires, en Belgique, n'ont rien à envier à celles des autres pays. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Funck, dit que la somme de 449,370 fr. affectée par la ville de Bruxelles à son enseignement élémentaire ne représente pas les 7 1/2 p. c. que le département de l'intérieur exige, comme un minimum, de la part des communes du royaume qui veulent participer aux subsides de l'Etat, Bruxelles devrait dépenser au moins 614,500 fr. pour atteindre ce minimum. Il est donc évident que la ville de Bruxelles, loin de se plaindre, devrait se montrer satisfaite du subside de 100,000 fr., qui lui a été attribué. En présence de ces chiffres, M. Funck voudra bien reconnaître que Bruxelles n'a rien à réclamer pour le moment. Lorsque la capitale aura appliqué aux besoins annuels de ses écoles primaires les bases d'intervention réglementaires que le gouvernement exige des autres communes, il y aura peut-être quelque chose à faire; mais actuellement sa demande d'augmentation est prématurée. On a invoqué le chiffre de la dotation que l'Etat accorde à Gand, à Liège et à Anvers. Or, il résulte du *B. scolaire* de chacune de ces villes, qu'elles se trouvaient en 1876 dans les conditions réglementaires, c'est-à-dire qu'elles affectent chacune plus de 7 1/2 p. c. à leur enseignement primaire. M. Anspach répond que si l'on prend le *B.*, non avec ces chiffres de fantaisie, mais avec les chiffres vrais, c'est-à-dire avec les dépenses obligatoires et les impôts que les habitants payent, en d'autres termes avec les recettes et les dépenses véritables, on trouvera que Bruxelles dépasse de beaucoup les sommes fixées par la circulaire ministérielle.

M. A. Visart fait des réclamations analogues au nom de la ville de Bruges. M. Bergé signale la singulière situation de l'école de Meulebeke (Thielt) où les élèves sont occupés pendant toute la journée à faire de la dentelle. M. Mulle de Terschueren répond que, dans cette école, on donne aux élèves l'instruction primaire pendant quatre heures par jour; ils ne font de la dentelle qu'en dehors de ces quatre heures. Ils gagnent 20 centimes et c'est un moyen de les attirer à l'école. D'ailleurs, ce n'est pas une école communale, mais une école adoptée. M. Thonissen répond à des attaques dont il a été l'objet comme ayant, sous le coup d'une pression déshonorante, modifié son *Commentaire de la Constitution belge*. Un débat s'engage à ce sujet entre l'orateur et M. Bara. M. Tack réclame une augmentation de subsides pour la ville de Courtrai. Il ajoute que, dans la commune de Meulebeke, l'enseignement primaire est parfaitement organisé. Il y a, entre autres, une école primaire à la tête de laquelle se trouvait jadis un homme qui porte la décoration de l'ordre de Léopold. Il a reçu cette récompense sous le ministère de M. Vandenpeereboom. Cette école est considérée comme une des meilleures de la Flandre occidentale. Il est possible qu'à côté des écoles primaires proprement dites, se trouvent des ateliers d'apprentissage où l'on occupe de tout jeunes enfants à des travaux manuels, où l'on donne en même temps l'enseignement aux enfants. D'après une disposition de la loi, l'instruction primaire doit être donnée dans ces sortes d'ateliers pendant un certain nombre d'heures. Peut-être l'école dont a parlé M. Bergé est-elle une école de ce genre, une école gardienne plutôt qu'une école primaire proprement dite. Ce qui est certain, c'est que l'enseignement primaire dans la commune de Meulebeke est parfaitement organisé et ne laisse rien à désirer. M. Mulle de Terschueren complète ces explications. Le débat continue entre MM. Delcour, *m. i.*, Anspach, Bergé et A. Visart au sujet de la répartition des subsides pour l'instruction primaire. — 24. Après un échange d'explications entre MM. De Clercq et Delcour, *m. i.*, au sujet du retard apporté à la construction de l'école normale de Bruges, M. Saintelette critique la nomination de l'abbé Lecomte en qualité de directeur de l'école normale de Mons. M. Delcour, *m. i.*, s'attache à justifier cette nomination. M. Bara soutient que jamais à aucune époque un prêtre n'a été plus incapable qu'aujourd'hui de diriger l'enseignement normal en Belgique. Un nouvel incident surgit à ce propos entre l'orateur et M. Thonissen relativement aux modifications apportées par celui-ci à sa *Constitution belge* annotée. Un débat s'en-

gage aussi entre MM. Dohet, de Moreau d'Andoy et Delcour, *m. i.*, au sujet de la part de la province de Namur dans la répartition des subsides pour l'instruction primaire. Enfin, M. De Fré demande le maintien, dans toutes les communes, des écoles gardiennes prescrites par la loi de 1842. — 25. M. Couvreur recommande la création de musées pédagogiques dans les écoles. — 26. M. Delcour, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'enseignement moyen pour les années 1875, 1874 et 1873.

8 février. Sur les conclusions de M. de Moreau, *r. c.*, et après avoir entendu MM. Kerwyn de Lettenhove et Delcour, *m. i.*, la chambre ordonne le dépôt, au bureau des renseignements, de pétitions par lesquelles des instituteurs pensionnés demandent que la loi du 16 mai 1876 sur les caisses de prévoyance leur soit rendue applicable.

14 mars. M. Frère-Orban interpelle le *m. i.* au sujet du règlement élaboré par le conseil communal de Bruges pour l'instruction religieuse à donner dans l'athénée de cette ville. Le caractère dominant de ce règlement, c'est de placer l'enseignement, le corps professoral tout entier, sous la surveillance du délégué du chef du culte catholique et de ne laisser absolument rien échapper à cette surveillance. Si l'enseignement, dit religieux, donné dans l'athénée, a, entre autres, pour but de démontrer que les libertés garanties par la Constitution sont funestes, « qu'elles découlent de maximes absurdes et erronées, ou plutôt d'un vrai délire », qu'on ne peut admettre, en principe, aucune des libertés que le pacte fondamental consacre, qu'on ne peut admettre ni la liberté des opinions, ni les libertés de parler et d'écrire, ni la liberté des cultes, ni la liberté de conscience; que c'est par suite de ces libertés détestables que la société souffre et que l'on ne peut, par conséquent, « en avoir assez d'horreur »; si l'on enseigne que ceux qui les défendent sont des hérétiques connus sous le nom de libéraux ou de catholiques libéraux, les plus abominables de tous; si, en d'autres termes, et pour être plus précis, si l'on enseigne les doctrines politiques du Syllabus, si le cours de religion est celui d'un des révérends pères jésuites, le père Schouppe, cours de religion qui a reçu l'imprimatur de l'évêque, le gouvernement tolérera-t-il un pareil enseignement dans l'athénée? Voilà la question. Si, au contraire, le préfet des études et les autres professeurs enseignent que les libertés que le pacte fondamental consacre sont des droits naturels que l'homme a reçus de Dieu, que ces facultés constituent l'essence de la personnalité humaine, que l'homme doit user de ces facultés et pratiquer ces droits

conformément à la loi morale, sous l'égide et la responsabilité de son libre arbitre ; si ces professeurs enseignent, en un mot, à leurs jeunes élèves le respect et l'amour des institutions libres, au lieu de la haine et du mépris que respire l'enseignement fondé sur le Syllabus, le *m. i.* rappellera-t-il ces professeurs à l'ordre et leur imposera-t-il silence en vertu de l'article 10 du règlement ? M. A. Visart (bourgmestre de Bruges) ne croit pas que le conseil communal de Bruges ait mérité les reproches que M. Frère lui a adressés, et qu'il ait violé la loi de 1850 et la Constitution en approuvant le règlement qui lui était soumis par le bureau administratif. Ce bureau, saisi de cette question importante, a reconnu que le rétablissement du cours de religion répondait au vœu des familles et à un désir général à Bruges, même parmi les personnes appartenant à l'opinion libérale ; il a pensé que le rétablissement de ce cours était de nature à améliorer et à compléter l'enseignement de l'athénée et que l'instruction morale et religieuse devait être jointe à l'enseignement littéraire et scientifique pour former une éducation excellente et complète. Le bureau administratif a voulu aussi assurer la prospérité de l'athénée et de l'école moyenne, et en proposant cette mesure, il a eu la conviction qu'elle serait très avantageuse pour ces deux établissements. D'après les termes de la loi de 1850, l'enseignement moyen comprend l'instruction religieuse. M. Rogier a déclaré, dans la discussion de la loi, que si le clergé accepte l'invitation du gouvernement, il va de soi que l'objet pour lequel il est invité fait partie essentielle de l'enseignement. A la rigueur donc, la dispense de l'assistance au cours de religion devrait, comme pour les autres branches de l'enseignement, être justifiée par des motifs sérieux, soumis à l'appréciation du préfet des études et du bureau administratif. Evidemment, la différence des croyances religieuses ou toute objection basée sur la liberté de conscience donnerait, en tout cas, lieu à la dispense ; mais il avait pensé qu'en présence d'un simple désir des parents ou de motifs d'un autre ordre, comme la préférence donnée à d'autres études ou à d'autres occupations, le bureau administratif devait conserver une certaine latitude d'appréciation. L'orateur reconnaît que l'interprétation donnée par M. Piercot est différente, puisqu'il résulte à l'évidence d'un discours prononcé le 6 février 1854, que, de commun accord avec le bureau administratif d'Anvers et l'archevêque de Malines, il a été établi que les élèves seraient dispensés du cours de religion à la simple demande des parents. L'orateur est convaincu que le conseil communal de Bruges se ralliera, sans hésitation, à cette

interprétation, et quant à lui, s'il est appelé à participer à l'application du règlement, il se gardera bien de lui donner un autre sens que celui qui a été admis en 1854. En un mot, ce qu'on veut appliquer à Bruges, c'est le règlement rédigé en vertu de la convention d'Anvers, tel qu'il a toujours été appliqué, interprété et approuvé non seulement par les autorités religieuses, mais par un grand nombre d'hommes éminents du parti libéral. M. Kervyn de Lettenhove approuve le règlement de Bruges et soutient que les libéraux, s'écartant de leurs anciennes doctrines, suivent aujourd'hui la *libre pensée* et se lancent sur une pente révolutionnaire. M. Rogier répond que ce sont les catholiques qui ont changé depuis 1850. M. Jacobs soutient que les catholiques seuls sont restés conservateurs. M. Delcour, *m. i.*, estime que la convention faite à Bruges est parfaitement légale. Il ajoute que tous les catholiques veulent le maintien complet et absolu de la Constitution. Ils entendent que la Constitution soit aujourd'hui aussi sacrée qu'elle l'était en 1831. Le gouvernement se fera et s'est toujours fait un devoir de sauvegarder avant tout cette Constitution qui est la gloire du pays et qui, depuis cinquante ans, assure sa prospérité et sa sécurité. Il ajoute que s'il avait la certitude que quelque part un enseignement contraire à la Constitution est donné, il n'attendrait pas vingt-quatre heures pour sévir contre le professeur qui méconnaîtrait ainsi son devoir. M. Frère-Orban constate que M. Delcour n'autoriserait pas l'enseignement du Syllabus, qui est contraire à la Constitution, et il convie les professeurs des établissements de l'Etat, à tous les degrés, à se prévaloir de cette déclaration pour défendre hautement, fermement, les principes de la Constitution contre ceux qui les attaquent et contre le Syllabus. M. Dumortier dit que le Syllabus n'est pas contraire à la Constitution. Le saint-père l'a prouvé en le félicitant au sujet de ses discours. M. Bara fait observer que le pape ne les avait pas lus. M. Bergé rappelle que la droite, qui fait aujourd'hui l'apologie de la loi de 1850, l'a combattue énergiquement et que ses prétentions n'ont pas changé.

8 mai. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Thonissen, dit qu'il déposera, avant la fin de la session, un projet de loi accordant l'éméritat aux professeurs des universités de l'Etat. — 18. M. Delcour, *m. i.*, dépose e troisième rapport concernant l'emploi du crédit de 20 millions alloué par la loi du 14 août 1873 pour la construction de maisons d'école.

5 juillet. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. De Clercq, dit que les plans et devis de l'école normale de Bruges sont soumis à l'in-

génieur en chef de la Flandre occidentale. Il dépose le projet de loi relatif à l'éméritat des professeurs des universités de l'Etat.

JUSTICE.

28 novembre. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose le rapport annuel relatif à l'exécution de la loi sur les étrangers.

19 décembre. *Id.* un projet de loi relatif aux titres au porteur.

25 janvier. *Id.* un projet de loi portant prorogation de la loi relative aux étrangers, et un autre ayant pour objet la création d'une place de substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

28 février. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux étrangers.

6 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant un crédit spécial de 2,500,000 francs pour la continuation des travaux du Palais de justice. — 7. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant création d'une place de substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. Le projet de loi portant prorogation de la loi sur les étrangers est voté par 62 voix contre 4. — 15. Dans la discussion du projet de loi relatif à la création d'une nouvelle place de substitut près la cour d'appel de Bruxelles, M. Pirmez constate avec satisfaction que la *s. c.*, a émis le vœu de voir modifier l'organisation des cours d'appel, trouvant qu'il y aurait un grand avantage à permettre aux cours d'appel de siéger au nombre de trois membres. M. Van Wambeke demande que le tribunal d'Audenarde soit élevé à la 2^e classe. M. Woeste, en appuyant cette demande, insiste pour la création d'une 5^e chambre à la cour d'appel de Bruxelles. M. Bockstael estime que le tribunal de Mons a les plus grands droits à la 1^{re} classe. M. Magherman parle dans le même sens que M. Van Wambeke. M. Guillery est d'avis qu'on ne peut réduire le nombre des magistrats siégeant en appel. Après avoir entendu encore MM. De Lantsheere, *m. j.*, Pirmez, Van Wambeke et Jottrand, la chambre adopte à l'unanimité le projet de loi. — 21. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 2,500,000 francs pour le Palais de justice de Bruxelles.

17 avril. M. De Lantsheere, *m. j.*, dépose un projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance d'Anvers, et le rapport de l'administrateur de la sûreté publique et des prisons renfermant la statistique des établissements pénitentiaires et de réforme pendant l'année 1875. — 20. M. Malou, *m. f.*, *id.* un projet de crédits spéciaux au département de

la justice. (Appropriation de locaux, à la cour de cassation, pour la bibliothèque que lui a léguée M. Defacqz). M. Coremans, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la création d'une troisième chambre au tribunal de première instance d'Anvers. — 24. Dans la discussion du crédit pour le Palais de justice, M. Le Hardy de Beaulieu, appuyé par MM. Anspach et Bergé, critique l'insuffisance de la publicité donnée aux adjudications, surtout en ce qui concerne la marbrerie, qui a été confiée à des étrangers. Après des explications de M. De Lantsheere, *m. j.*, le crédit est mis aux voix. La chambre n'est plus en nombre. — 25. Le crédit est voté par 57 voix contre 12 et 5 abstentions. Dans la discussion du projet de loi relatif à la création d'une 5^e chambre au tribunal de 1^{re} instance d'Anvers, qui est appuyé par M. Drubbel (lequel demande la même faveur pour le tribunal de Gand), M. Bockstael soutient que l'arriéré du tribunal d'Anvers n'est pas suffisant pour justifier l'augmentation du personnel. MM. De Lantsheere, *m. j.*, et Coremans, *r.*, combattent cette appréciation, qui est soutenue par M. Demeur; puis, sur la proposition de M. Pirmez, la chambre ajourne la discussion du projet et invite le gouvernement à fournir d'ici-là une statistique exacte.

1^{er} mai. Après un nouvel échange d'explications entre MM. De Lantsheere, *m. j.*, Bockstael, Demeur et Jacobs, le projet est voté par 54 voix contre 30. — 11. M. Lefebvre, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit au B. de la justice, sollicité dans la séance du 20 avril.

8 juin. M. Frère-Orban interpelle le gouvernement au sujet de l'arrestation d'un pasteur protestant, M. Anet, dans la commune d'Anthée (Namur). M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'il a reçu une plainte de M. Anet. Une enquête est ouverte et il en fera connaître le résultat. — 9. Sur la motion de M. Couvreur, la chambre renvoie aux *mm. i. et j.* des pétitions de la Société protectrice des animaux contre les tirs aux pigeons. — 26. M. Frère-Orban dit qu'il a reçu communication du dossier relatif à M. Anet et se propose d'en parler ultérieurement. La chambre adopte le crédit au B. de la justice, sur lequel M. Lefebvre a fait rapport.

6 juillet. M. Frère-Orban fait son interpellation au sujet de l'arrestation de M. le pasteur Anet dans la commune d'Anthée. Il reconnaît que le brigadier de gendarmerie a été induit en erreur. Mais il attribue son zèle intempestif à une lettre extraordinaire du gouverneur de la province qui lui avait signalé comme un fauteur de discorde un échevin de la commune d'Anthée, M. Delobbes, chez qui dinait ce jour-là le pasteur Anet. MM. De

Lantsheere, *m. j.*, et Wasseige défendent la conduite du gouverneur contre MM. Frère-Orban et Bara, puis l'incident est clos. M. Janson interpelle ensuite le *m. j.* au sujet de l'expulsion de M. Jourde, ancien membre de la Commune de Paris. M. De Lantsheere, *m. j.*, donne des explications d'où il résulte que le sieur Jourde, après avoir obtenu l'autorisation de résider en Belgique, y a annoncé la publication d'un livre renfermant des attaques contre le gouvernement français. M. Janson répond que la tranquillité n'a pas été troublée, le livre incriminé n'ayant pas même paru. M. Woeste propose l'ordre du jour suivant : « La chambre, approuvant les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour. » M. Orts considère cette proposition comme impliquant un blâme pour M. Janson. M. Malou, *m. f.*, le nie. M. Woeste dit qu'il doit être bien entendu vis-à-vis du pays, et aussi vis-à-vis de l'étranger, que les communards n'ont pas de défenseurs dans cette chambre ; et pour que l'ordre du jour qu'il a proposé approuve encore plus clairement l'attitude prise par le *m. j.*, il déclare qu'il le modifie de la manière suivante : « La chambre, approuvant l'acte et les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour. » MM. Bara et Guillery soutiennent la même opinion que M. Orts. M. Guillery ajoute que sous l'apparence de la légalité on cache une véritable perfidie. Il est rappelé à l'ordre. A ce propos, un vif débat s'engage entre MM. Woeste, Janson, Pirmez, Sainctelette, Rogier, Frère-Orban, Orts, Jacobs, Jottrand et Bockstael. M. Pirmez propose l'ordre du jour suivant : « La chambre, écartant toute considération étrangère à l'acte dont il s'agit, approuve cet acte et les explications qu'a données le gouvernement. » M. Bara, de son côté, propose l'ajournement et l'impression des pièces. La chambre rejette l'ajournement par 67 voix contre 38 et 2 abstentions, et adopte, par 76 voix contre 14 et 17 abstentions, l'ordre du jour de M. Pirmez.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

25 janvier. Dans la discussion du *B. de l'intérieur*, M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Mouton, s'engage à donner un subside à la Société médico-chirurgicale de Liège. M. Delehay, *r. s. c.*, propose ensuite la suppression du subside de 15,000 fr. alloué à la ville de Bruxelles pour le Théâtre flamand. Après un débat auquel prennent part MM. Funck, Delcour, *m. i.*, E. de Kerckhove, Anspach, Delaet, Jottrand et Woeste, la chambre adopte une proposition de M. Delaet, à laquelle se rallie M. Delehay, *r.*, et qui tend à maintenir le subside en supprimant le libellé « *subside en faveur du Théâtre national* ». Le

vote est émis par 56 voix contre 40. Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Delcour, *m. i.*, Le Hardy de Beaulieu et Jottrand au sujet de l'exécution de la carte géologique ; entre MM. Le Hardy de Beaulieu et Delcour, *m. i.*, au sujet de l'organisation de l'Observatoire ; entre MM. Kervyn de Lettenhove et Delcour, *m. i.*, au sujet de la conservation des archives du royaume ; entre MM. De Smet, Delehay, *r.*, Delcour, *m. i.*, et A. Visart au sujet du traitement des archivistes provinciaux. — 26. La *s. c.* propose d'augmenter de 9,000 fr. le subside pour le Conservatoire de Gand, et de le porter à la somme de 30,000 fr. Après un débat auquel prennent part MM. Kervyn de Volkaersbeke, de Kerchove de Denterghem, A. Visart, Delehay, *r.*, et Delcour, *m. i.*, celui-ci se rallie à la proposition, à la condition d'en faire, sous sa responsabilité, l'emploi qu'il croira le plus utile. M. Delehay, *r.*, propose de supprimer l'exposition triennale de Bruxelles de 1878 pour la reporter à 1880 et la faire coïncider avec le 50^e anniversaire de l'indépendance nationale. MM. Orts et Guillery combattent cette proposition, que M. Delcour, *m. i.*, s'engage à examiner. M. Couvreur rappelle qu'en 1876 et en 1875, il a appelé l'attention de la chambre et du gouvernement sur les dissentiments qui existent au sein du conseil supérieur des arts du dessin et sur les retards fâcheux que ces dissentiments exercent sur l'avancement de cette partie de l'enseignement, soit dans les académies et les écoles de dessin, soit dans les écoles primaires et moyennes. Le conseil supérieur pour l'avancement des arts du dessin est divisé sur les principes de l'enseignement du dessin, sur les conditions de cet enseignement, et sur les méthodes à suivre. En présence de ces divergences et sans prendre parti pour aucun des systèmes en discussion, l'orateur signale le danger d'une trop grande centralisation et les inconvénients des méthodes imposées. Il insiste sur la nécessité de respecter l'indépendance des communes autant que l'initiative et la spontanéité des professeurs. Il demande, enfin, que le gouvernement soumette au contrôle de l'opinion publique ses résolutions et celles du conseil supérieur. Il faut juger l'arbre par ses fruits, les bonnes méthodes pouvant faire leur chemin par leur valeur propre. A cet effet, il conseille au gouvernement de renouveler l'expérience de 1868, lorsqu'il réunit, comme corollaire d'un concours entre les différentes écoles et académies subsidiées par le Trésor public, une exposition des dessins de ces différents établissements. — 30. M. Kervyn de Lettenhove considère cette proposition comme un moyen dilatoire. Il demande que le gouvernement donne au plus

tôt une solution à la question du programme des écoles de dessin. M. d'Andrimont, de son côté, prie le *m. i.*, dans l'intérêt général du pays, de ne pas se borner à des promesses, mais d'affecter un crédit spécial pour la mise à exécution des mesures preconisées par le conseil de perfectionnement, afin que les industries qui relèvent de l'art puissent dorénavant lutter avantageusement avec les produits étrangers. M. Couvreur est d'avis, avec le précédent orateur, qu'il y a lieu de publier le rapport et les procès-verbaux du conseil de perfectionnement. M. Hagemans interpelle le *m. i.* à propos de la prochaine exposition universelle de Paris, et plus spécialement à propos de la composition du jury pour la section des beaux-arts. Il a été profondément surpris de ne point trouver, parmi les noms honorables qui figurent dans le jury, d'autres noms, tels que celui de Gallait, de Madou, des Stevens et de Willems qui, à l'étranger, donnent un si grand éclat à l'art flamand et qui, habitant Paris, auraient par leur position pu rendre de si grands services aux artistes belges. M. Delcour, *m. i.*, s'engage à publier les procès-verbaux demandés. Il dit qu'il a fait personnellement des démarches auprès de M. Gallait pour le prier de faire partie de la *c.*; il aurait été charmé qu'il voulût prêter son concours à la section des beaux-arts. Mais il n'a pas cru devoir se rendre à ce désir. Le *m.* n'entrera pas dans d'autres détails concernant ces questions de personnes; il croit pouvoir dire que le gouvernement ne mérite aucun reproche à ce sujet. Sur la proposition de M. d'Andrimont, acceptée par M. Delcour, *m. i.*, la chambre vote une somme de 6,000 fr. pour le Conservatoire royal de musique de Liège qui se prépare à fêter le cinquantième anniversaire de sa fondation. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. Guillery, dit que l'on transportera au Musée moderne les tableaux qui se trouvent à la Cour de cassation.

MONNAIES.

28 novembre. M. Malou, *m. f.*, dépose un amendement au projet de loi présenté le 25 avril dernier et relatif à la limitation du monnayage de l'argent. — 30. M. Jacobs, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. La *c.*, d'accord avec le gouvernement, propose le texte suivant: « A partir du 1^{er} janvier 1877, il ne sera plus fabriqué de pièces de 5 fr. en argent. »

6 décembre. Dans la discussion de ce projet, M. Malou, *m. f.*, constate que la Belgique est liée par la convention de 1865 jusqu'au 1^{er} janvier 1880. La question de savoir si le système doit être changé sera nécessairement examinée avant l'époque à laquelle chacun des gou-

vernements deviendra libre, soit de dénoncer le traité, soit, en s'abstenant de le dénoncer, de le proroger de nouveau pour quinze années, comme le porte l'un des articles de cette convention. Jusqu'alors donc, aucun des pays associés ne peut prendre utilement, efficacement des mesures ayant pour conséquence de modifier le régime monétaire sous lequel nous nous trouvons. Des membres de la *c.* ont proposé de limiter à 100 fr. la puissance libératoire de la monnaie d'argent. Cette observation implique un pas vers un changement radical, c'est-à-dire vers l'adoption de l'étalon unique d'or. Or, sous le régime de la convention de 1865, cela n'est pas possible. Dans les conditions réciproques où se trouvent les pays constituant l'union latine, l'un d'entre eux ne peut restreindre au chiffre de 100 fr., par exemple, la faculté libératoire de la pièce de 5 fr. d'argent. En effet, en vertu de la convention même, il est obligé de recevoir dans les caisses publiques la pièce de 5 fr. fabriquée par les autres Etats, sans aucune limitation de somme. Le *m.* croit donc que la question soulevée est prématurée. Elle ne pourra être examinée que lorsqu'il s'agira de changer, de renouveler ou de dénoncer la convention de 1865. Il a fait rechercher la proportion approximative des pièces de 5 fr. belges et des pièces de 5 fr. étrangères qui se trouvaient dans la circulation. Il a été constaté que l'on peut estimer à 52 centièmes la quantité de pièces belges en circulation, et à 48 centièmes celle des pièces étrangères. Il résulte de là que toutes les mesures qui seraient prises isolément quant aux pièces de 5 fr. demeureraient absolument sans efficacité. Au résumé, le projet actuel n'a d'autre but que de prendre spécialement des mesures de préservation contre l'invasion démesurée des monnaies d'argent; mais cela n'implique aucunement un changement de système. L'observation présentée par les membres de la *c.* pourra être examinée plus tard; mais, pour le moment, la mesure est impraticable. M. Frère-Orban estime que le projet de loi est le renversement complet du système en vigueur. En outre, il est certain que si la vertu libératoire de l'argent était aujourd'hui limitée à 100 fr., il n'en résulterait absolument aucun inconvénient, et l'on ne troublerait en aucune façon les populations. La circulation de l'argent, étant données les circonstances présentes, resterait probablement ce qu'elle est aujourd'hui. On ne se libère pas en pièces de 5 fr. pour de fortes créances. L'orateur signale ensuite la nécessité de mettre obstacle à l'invasion du billon français. M. Malou, *m. f.*, reconnaît cette nécessité. L'une des causes du mal est la facilité d'échanger le nickel contre de l'argent à la Banque Nationale. Il

croit que le remède le plus efficace contre l'invasion du billon français serait de régler avec la France la communauté monétaire, quant au billon, en stipulant la faculté réciproque de l'échange du billon entre les deux pays. M. Delaet, à son tour, appelle l'attention sur la pléthore du billon de cuivre qui reflue de la Hollande dans la province d'Anvers. M. Malou, *m. f.*, reconnaît la nécessité de se préoccuper de cet objet et demande que l'on remette à l'ordre du jour le projet de 1872 qui supprimait la faculté d'échange du nickel. M. Boucquéau combat le projet de loi. La suppression de la frappe de l'argent pourrait amener une situation excessivement grave. Si le métal vient à hausser, on se trouvera sans monnaie. M. Pirmez constate que l'on célèbre en ce moment les funérailles du double étalon. En ce qui concerne le billon, l'orateur pense que si l'on recevait pour 8 ou pour 4 centimes les pièces françaises, ce serait un petit sacrifice pour chacun et avec la différence le gouvernement pourrait renvoyer le bronze français en France. On ferait ainsi comprendre au public la différence des deux monnaies et les facilités d'avoir du nickel empêcheraient qu'il y eût aucune gêne. On arriverait ainsi à établir une circulation convenable du billon belge qui est bien plus commode par sa légèreté que le bronze français. Après des observations de MM. Delaet, Malou, *m. f.*, Jacobs, *r.*, et Boucquéau, le projet de loi est voté par 84 voix contre une et une abstention.

1^{er} juin. M. Delaet, *r. c.*, dépose le rapport sur une pétition de négociants et industriels d'Anvers demandant qu'il soit pris des mesures pour arrêter l'envahissement des pièces de deux centimes. — 22. Cette pétition est renvoyée au *m. f.* avec demande d'explications.

6 juillet. M. Delaet réclame ces explications. M. Malou, *m. f.*, répond qu'il ne voit pas de remède à cette situation. On veut que l'Etat autorise le public à verser en acquit de ses contributions, dans la caisse de l'Etat, pour une somme de plus de 2 fr. en pièces de 2 centimes. Mais l'Etat n'a pas de caisse proprement dite. L'avoir de l'Etat est en compte courant à la Banque Nationale, et la Banque Nationale, qui est soumise à la loi commune, ne peut pas donner en paiement du cuivre pour plus de 2 fr. Si l'on voulait l'obliger à en recevoir davantage, elle aurait donc le droit de se plaindre. MM. Notelteirs, Couvreur et Meeus se joignent à M. Delaet pour réclamer une solution que le *m. f.* n'indique pas.

NOTARIAT.

8 juin. A propos d'une interpellation de

M. Vandam, appuyée par MM. Delehay et Olin, M. De Lantsheere, *m. j.*, déclare qu'il déposera prochainement un travail fait au département de la justice et concernant les propositions relatives au notariat, adoptées par le sénat et soumises actuellement à la chambre.

5 juillet. M. Drubbel, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi.

PENSIONS.

24 avril. Sur les conclusions de M. Struye, *r. c.*, appuyées par MM. Delehay et Saintellette, la chambre renvoie aux *mm. g. et f.* des pétitions par lesquelles des officiers pensionnés demandent la révision de la loi sur les pensions militaires.

3 juillet. La chambre, sur les conclusions de M. Pety de Thozée, *r. c.*, appuyées par M. Jottrand, renvoie au *m. g.* une pétition par laquelle M^{me} Trumper, veuve d'un général de l'armée belge, prie la chambre de statuer sur sa demande tendant à obtenir une pension.

PRESSE.

14 décembre. Dans la discussion du B. de la justice, M. Defuisseaux demande que l'on restitue les délits de presse au jury et que la chambre s'occupe de la proposition de loi de M. De Baets. M. Drubbel insiste, de son côté, pour que la *s. c.* soit convoquée. M. Tack, *v.-p.*, rend compte des circonstances qui ont retardé la solution. M. Nothomb, *r. s. c.*, ajoute que la *s. c.* n'est pas restée inactive et ne s'est pas bornée, comme vient de le dire M. Drubbel, à nommer son rapporteur. Elle a tenu plusieurs séances et a discuté, sinon résolu, quelques-unes des graves questions de principe engagées dans le débat; les procès-verbaux de la section en font foi. Elle a réclaté d'abord, du *m. j.*, de nombreux documents; entre autres l'état complet de la législation étrangère. Elle a remis successivement ce dossier, déjà très volumineux, à ses différents membres. Du moment que la *s. c.* sera convoquée, et elle le sera bientôt, elle y apportera toute la diligence que la matière comporte et à laquelle l'obligent ses devoirs envers la chambre.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE.

26 janvier. M. Orts appelle l'attention du gouvernement sur l'absence de protection de la propriété artistique en Belgique. Il entend parler de la propriété des peintres et des sculpteurs, particulièrement sur leurs œuvres et sur le droit de les reproduire. Sous ce rapport, on est dans un état de législation qu'on pourrait presque qualifier de sauvage. La propriété artistique, — à la différence de la

propriété littéraire, qui est réglementée plus ou moins convenablement par une loi de 1817, n'est protégée que par une législation qui remonte à une époque des plus éloignées. On est régi par une loi faite à une époque peu favorable au développement des arts, qui sont, avant tout, amis de la paix et du calme, par une législation remontant à 1795. Il résulte de là, comme des exemples récents sont venus l'attester, que les artistes peintres et sculpteurs notamment sont dans la situation, malheureusement légale, de ne pas être protégés contre les reproductions, contre la contrefaçon par voie de copie ou de moulage des œuvres qu'ils ont vendues à des particuliers. A la suite du congrès qui s'est tenu à Bruxelles en 1858, le gouvernement a présenté aux chambres un projet de loi sur la propriété littéraire et artistique. Ce projet a fait l'objet d'un rapport extrêmement remarquable dû à un ancien collègue, M. Louis Hymans, homme des plus compétents. Le projet, il est vrai, n'a pas été discuté, il y a eu dissolution et la chambre s'est trouvée dessaisie. L'orateur demande au gouvernement de faire de la question de la propriété artistique et littéraire l'objet d'études nouvelles, afin de permettre à la Belgique de prendre, aux yeux du monde civilisé, une position digne de son renom artistique et de la loyauté qui caractérise l'ensemble de sa législation. M. Delehayé, *r.*, appuie ces observations. M. Delcour, *m. i.*, annonce qu'un projet de loi sera prochainement présenté.

TRAVAUX PUBLICS.

6 mars. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant au B. des travaux publics pour l'exercice 1876 des crédits supplémentaires à concurrence de 1,569,768 fr. 82 c. — 25. *Discussion générale du B. (r. s. c., M. Nothomb).* Voir CHEMIN DE FER. M. Van Iseghem appelle l'attention sur la nécessité de draguer le port d'Ostende et de remédier aux inondations dans le canton de Ghisteltes. M. de Moerman d'Harlebeke réclame la construction de routes et de ponts dans l'arrondissement de Gand. M. Moncheur demande que l'on comble les fossés de Namur et que l'on érige une statue à d'Omalius d'Halloy. M. Cruyt désire savoir où en sont les négociations en vue d'assurer l'achèvement du canal de Terneuzen. M. Woeste s'occupe du régime de la Dendre. M. Van Outryve d'Ydewalle signale la nécessité de veiller à l'entretien des digues de Blankenberghe et de Heyst. — 15. M. Kervyn de Lettenhove entretient la chambre de l'écoulement des eaux dans l'arrondissement d'Eecloo. M. De Clercq appuie les observations de M. Van Outryve d'Ydewalle et s'occupe du régime des eaux dans l'arrondissement de Bruges. M. Ker-

vyn de Volkaersbeke parle des ponts et des routes à construire dans l'arrondissement de Gand. M. L. Visart appelle l'attention sur le régime de l'Yser et sur les travaux du port de Nieuport. M. De Smet appuie les observations de M. Kervyn de Volkaersbeke. M. Struye recommande l'achèvement du canal de la Lys à l'Yperlée. M. Berten parle dans le même sens. M. Lambert réclame l'exécution d'un canal qui relie le bassin de Charleroi à celui de Mons. M. Vanden Steen s'occupe du barrage de la Dendre à Termonde. — 16. M. Le Hardy de Beaulieu présente des considérations sur les mesures indispensables à la défense des côtes maritimes. M. Wasseige demande la construction d'un pont sur la Meuse à Selayn. M. De Haerne insiste pour l'achèvement du canal de la Lys à l'Yperlée. — 20. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations présentées. Il annonce, entre autres, que les négociations continuent au sujet du canal de Terneuzen. M. Magherman se plaint de la corruption des eaux de l'Escaut par le fait des résidus industriels venant de Tourcoing et de Roubaix. M. Meeus espère que les négociations au sujet du canal de Terneuzen n'impliqueront aucune condition qui puisse compromettre les intérêts du port d'Anvers. — 21. Après de nouvelles explications de M. Beernaert, *m. t.*, M. Van Wambeke insiste sur la nécessité de s'occuper du régime de la Dendre. M. Delehayé s'occupe de celui de l'Escaut et de la Lys dans l'arrondissement de Gand, et demande la reprise du pont d'Escanaffles. M. Janssens réclame la construction du pont sur l'Escaut à Anvers; M. Drion, l'élargissement du canal de Charleroi. — 22. M. Tack recommande à son tour la construction du canal de la Lys à l'Yperlée. M. E. de Kerckhove demande des mesures en vue de prévenir les inondations de la Dyle à Malines. M. Van Iseghem s'occupe de nouveau de la défense des dunes et du régime des eaux dans l'arrondissement d'Ostende. M. De Decker présente des considérations sur l'outillage du port d'Anvers. M. Struye réclame la construction de routes dans l'arrondissement d'Ypres, et celle du canal de la Lys à l'Yperlée. M. Julliot demande des routes dans l'arrondissement de Tongres; M. Mouton, le rachat du pont de Chaudfontaine; M. Thibaut, l'achèvement de la canalisation de la Meuse.

17 avril. M. Van Outryve d'Ydewalle désire que le canal de Bruges à Blankenberghe soit rendu navigable. Il y a un échange d'explications entre MM. Warnant et Beernaert, *m. t.*, au sujet de l'envasement de la dérivation de la Meuse; entre MM. De Clercq, Van Iseghem et Beernaert, *m. t.*, au sujet du régime et du halage du canal de Bruges à Ostende. M. Pirmez présente un amendement

ainsi conçu : « Frais d'étude de l'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles et de sa jonction avec le canal de Mons à Condé, charge extraordinaire et temporaire, 20,000 fr. » M. Sainetelette, à ce propos, appelle l'attention sur la nécessité de lier, dans les négociations avec la France, la question des prix de transport avec ceux des droits de douane. Il compte que le gouvernement annoncera prochainement la conclusion d'un traité de commerce avec la France et que l'une des premières clauses de ce traité sera la suppression ou tout au moins la réduction des droits d'entrée que la France perçoit sur les houilles et les cokes belges. M. Bergé voudrait voir remplacer le canal de Charleroi par un chemin de fer industriel. M. Beernaert, *m. t.*, accepte l'amendement de M. Pirmez, qui est adopté. — 18. Le *B.* est voté à l'unanimité. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit supplémentaire de 1,369,786 fr. au *B.* des travaux publics. — 25. Ce crédit est voté à l'unanimité.

20 juin. M. Malou, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 25,330,000 fr. pour travaux d'utilité publique et pour le casernement des troupes (1).

3 juillet. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. La *s. c.* propose de supprimer le crédit de 1 million pour l'achat des bâtiments du Jardin zoologique, en vue d'y placer les archives nationales. — 5. Dans la discussion générale M. Moncheur se félicite de voir proposer des crédits pour la canalisation de la Meuse. M. De Clercq en dit autant pour ce qui concerne l'amélioration du canal de Bruges à Ostende. M. Van Iseghem recommande des travaux pour l'amélioration du port d'Ostende et la défense de la côte. M. Kervyn de Volkaersbeke approuve le rejet du crédit pour l'achat des bâtiments du Jardin zoologique; ceux-ci n'étant pas combustibles, on n'y pourra placer les archives. M. de Macar réclame la construction d'un pont

à Bas-Oha, sur la Meuse; M. Wasseige, celle d'un pont à Sclayn. M. Ortmans sollicite une augmentation du subside accordé par l'Etat à la ville de Verviers pour le service des eaux. M. Tack signale de nouveau la corruption des eaux de la Lys. M. Bara demande des travaux pour prévenir les inondations dans l'arrondissement de Tournai; M. Struye, la construction du canal de la Lys à l'Yperlée. M. Delehaye s'occupe du régime de l'Escaut dans l'arrondissement de Gand. M. Dumortier, à son tour, réclame des mesures en vue de prévenir les inondations. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux observations présentées. Le crédit de 1 million pour l'achat des bâtiments du Jardin zoologique, est combattu par MM. Julliot et Nothomb, *r.*, est défendu par MM. Ans-pach et Malou, *m. f.*, puis adopté. Les autres articles du projet de loi sont admis sans débat, et l'ensemble du projet est voté par 62 voix contre 5 et 2 abstentions. — 7. M. Beernaert, *m. t.*, dépose le compte rendu du département des travaux publics pour l'exercice 1876 et le rapport de la *c. spéciale* instituée pour l'étude des travaux à faire à l'Escaut.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

14 novembre. M. Bara annonce l'intention de contester les élections d'Anvers, de Bruges et d'Ypres, et demande que le débat s'ouvre sur ces trois élections réunies. Après des observations de MM. Cruyt, Pirmez et Delehaye, la décision est ajournée au lendemain. — 15. M. Bara propose d'invalidier les trois élections susdites. Il allègue que le clergé a exercé une contrainte sur les électeurs, qu'il a refusé l'absolution à ceux qui ne voulaient pas s'engager à voter pour les candidats cléricaux et les a, dans des sermons, menacé de peines spirituelles; qu'un certain nombre de votants ont été conduits jusqu'à l'urne, de manière qu'aucune liberté ne leur a été laissée; qu'ainsi la volonté des électeurs n'a pas été libre. L'orateur fait ressortir la nécessité

(1) Achat d'un local pour les archives nationales, 1,000,000 fr. — Travaux de raccordement de routes, tant au chemin de fer de l'Etat qu'aux chemins de fer concédés; redressement et amélioration de routes, construction et reconstruction de ponts, subsides pour aider à l'établissement de chemins vicinaux aboutissant à des stations, 1,500,000 fr. — Construction d'un nouvel hôtel des Monnaies, 500,000 fr. — Construction de l'édifice destiné aux expositions des beaux-arts, ainsi qu'aux fêtes et cérémonies publiques, 1,000,000 fr. — Construction d'un bâtiment pour le service du *Moniteur belge*, 300,000 fr. — Agrandissement du Palais de la Nation et des ministères; transfert du ministère des travaux publics, 500,000 fr. — Construction de barrages dans la Meuse, 800,000 fr. — Travaux d'amélioration de la Grande-Nèthe, 136,000 fr. — Subside pour les travaux destinés à améliorer le système des égouts de la ville de Namur, 100,000 fr. — Travaux d'amélioration à la Lys, 150,000 fr. — Tra-

vaut d'amélioration à l'Escaut, 775,000 fr. — Travaux d'amélioration au canal de Bruges à Ostende, 500,000 fr. — Travaux à exécuter pour la défense de la côte, 400,000. — Subside pour les travaux d'amélioration à exécuter au canal de Lisseweghe; travaux d'endiguement du Zwyn, 14,000 fr. — Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, 425,000 fr. — Chemin de fer d'Ath à Blaton, 430,000 fr. — Nouvelles installations maritimes; nouvelle station du Sud à Anvers; raccordement entre cette station et celle de Vieux-Dieu, 1,000,000 fr. — Voies et travaux. Travaux d'extension et de complément. Plus-value des rails d'acier, etc., 7,000,000 fr. — Extension du matériel de traction et de transport, 6,700,000 fr. — Appropriation du Palais de justice d'Anvers au service de la poste, 400,000 fr. — Amélioration des casernes de l'Etat et de leur mobilier, construction et ameublement de nouvelles casernes, 2,000,000 fr. Total, 25,330,000 fr.

d'assurer le secret du vote et d'en finir avec la coutume des bulletins marqués. Il conclut en disant que la liberté du vote doit exister pour les libéraux comme pour les cléricaux ; il est urgent de l'assurer ; on n'a pas besoin pour cela de modifier les autres conditions des lois électorales sur lesquelles on n'est pas d'accord. Il y a lieu de prendre les mesures que la pratique et l'expérience ont indiquées, quels que soient leurs légers inconvénients, pour arriver à ce résultat que l'électeur puisse voter librement, impunément, certain de ne pas perdre sa terre, sa ferme, sa clientèle, pour avoir fait son devoir et voté selon sa conscience. En cédant à ces vœux, on rendra justice ; si l'on ne fait pas justice, tant pis ! La droite imposera son autorité qui sera contestée, on la subira sans la reconnaître fondée, on ne cessera de répéter qu'elle est l'œuvre de la fraude, et c'est là la situation la plus triste et la plus dangereuse qui puisse être faite au pays. M. Jacobs répond en affirmant que le système des billets marqués a été surtout employé par les libéraux d'Anvers, qui ont usé de tous les moyens de pression. L'orateur ajoute que tout ce qui aura pour effet d'augmenter la liberté de l'électeur et d'assurer le secret de son vote, il est disposé à l'accepter des deux mains. Tout ce qui sera une complication ayant pour effet de rendre la position de l'électeur campagnard plus difficile par un éparpillement sans raison d'être ou autrement, il le repoussera. — 16. Il estime qu'il faut que chacun, en Belgique, apprenne à respecter le scrutin. C'est là l'essence du régime parlementaire. Quand il était enfant, il jouait parfois avec des camarades à un jeu assez vulgaire, le jeu de l'Oie. Ce jeu est excellent pour former le caractère, pour apprendre la patience. On se croit au moment d'arriver au port. Il ne faut plus qu'un coup de dé. Mais on dépasse le but, on rebondit en arrière, et l'on se trouve plus éloigné qu'au moment où l'on a lancé le dé. Ce qu'apprennent les enfants, les hommes doivent l'apprendre aussi ; eux aussi doivent se former le caractère ; à tout âge il faut savoir se montrer beau joueur ; ceux qui demandent à changer les règles du jeu parce qu'ils ont perdu ne méritent pas d'y prendre part. Il faut savoir perdre la partie sans sourciller, aussi bien au noble jeu des batailles qu'au vulgaire jeu de l'Oie. M. Malou, *m. f.*, recherche quelle est l'origine et quelle est la date à laquelle est née la question soulevée par M. Bara. Elle est née le 15 juin, à 2 heures de relevée. Auparavant, à propos d'aucune des élections qui se sont présentées, on n'a vu soulever la question de la réforme électorale. L'eût-elle été si le scrutin du 15 juin, au lieu de tromper les espérances de ses adversaires, les avait réalisées ?

Chacun peut être certain que les lois relatives au régime électoral fussent demeurées excellentes, parfaites, et qu'il n'eût pas été jugé nécessaire du tout de les compléter. Toutefois le *m.* reconnaît qu'il y a des mesures à prendre. Dès que la chambre sera constituée, il lui soumettra une motion qu'il espère voir accueillie par la grande majorité. Il demandera à l'assemblée de nommer dans son sein une *c.* où les deux opinions seront représentées ; le mandat de cette *c.* sera de rechercher et de présenter les moyens qui seront jugés utiles pour améliorer le régime électoral, au point de vue du secret du vote et de la sincérité des élections. Il fera des efforts pour que l'on tâche de s'entendre de part et d'autre pour déléguer des membres des deux partis qui composeraient cette *c.* Ainsi nommée par la chambre, elle aurait le caractère, non pas d'une tentative de parti, mais d'une tentative patriotique et nationale pour préserver les institutions du mal dont les menacent diverses fraudes qui peuvent encore se commettre sous la législation actuelle. Le *m.* ajoute qu'en 1878, par le défaut de coïncidence de sortie des deux séries de membres des deux chambres, il doit y avoir dans certaines provinces des élections pour le sénat et dans les autres des élections pour la chambre ; puis, suivant le résultat du dénombrement, il y aura à faire des élections de nouveaux sénateurs et représentants. La conséquence d'une réforme électorale, lorsqu'elle est importante, est une dissolution des chambres, et c'est ainsi que la chose s'est passée, en 1848 notamment, quand on a abaissé le cens à 20 florins. Il faut utiliser le temps qui reste, pour améliorer la législation électorale, soit dans le cours de la session actuelle, si c'est possible, soit au commencement de la session prochaine. Les deux partis pourront se donner rendez-vous, sur le terrain électoral, en 1878, pour le renouvellement complet des deux chambres, et le pays se prononcera. Quand on aura corrigé la législation électorale, si son verdict est défavorable au ministère, celui-ci, vaincu, ne demandera pas de réforme électorale le lendemain de sa défaite. — 17. M. Bergé appuie les considérations présentées par M. Bara au sujet de la pression illicite exercée par le clergé. Il reconnaît qu'il faut savoir perdre au scrutin comme on perd au jeu de l'Oie ; il veut bien être beau joueur, mais c'est à une condition cependant, c'est que les dés ne soient pas pipés. M. Malou, *m. f.*, annonce qu'il fera imprimer la loi anglaise sur le secret du vote. M. Frère-Orban, appréciant la proposition de M. Malou, la déclare contraire aux principes constitutionnels. C'est, à son avis, une abdication du pouvoir exécutif dans les mains d'une *c.* parle-

mentaire; elle est destructive de la responsabilité ministérielle; et, ce qui est non moins grave, elle se fait un jeu de la prérogative royale. D'après les principes constitutionnels, les ministres, d'accord avec le Roi, ont l'initiative des propositions de lois. Cette initiative a pour garantie la responsabilité ministérielle. Les chambres ont également l'initiative; et cette initiative aboutit encore à la responsabilité ministérielle par la sanction que la Couronne donne, sous le seing du ministre, aux mesures qui sont adoptées par les chambres et sur leur initiative. Voilà ce qu'indique le droit constitutionnel; voilà les principes qui sont la sauvegarde des institutions. Que le gouvernement agisse ou n'agisse pas sous sa responsabilité, soit; mais qu'il cherche à se retrancher, à se cacher derrière une *c. parlementaire*, c'est ce qui est contraire aux notions les plus élémentaires de notre régime constitutionnel. L'orateur suppose que l'opposition juge à propos, après que la proposition aurait été sanctionnée par un vote de la chambre, d'interpeller le gouvernement, de dénoncer son inaction, de montrer les dangers qu'elle fait courir à nos institutions, ébranlées et viciées par la violence et la corruption, on répondrait : « La chambre a décidé, et avec votre concours elle a institué une *c. parlementaire*. Nous devons attendre sa décision. » Et dès lors, le rôle de l'opposition, aussi nécessaire que celui de la majorité, serait anéanti; la responsabilité ministérielle serait virtuellement supprimée. Il y a, dans la motion que l'on va soumettre à la chambre, quelque chose de plus grave encore. On annonce qu'il y aura une dissolution en 1878 lorsque la *c. parlementaire* aura découvert certains moyens de prévenir ou de réprimer les fraudes en matière électorale. Ainsi, on escompte d'avance l'assentiment de la Couronne à une pareille mesure ! Ou bien, est-ce que le cabinet est d'accord avec la Couronne pour faire la déclaration qu'il a portée hier à la tribune ? L'orateur demande formellement que le cabinet s'explique sur ce point et dise s'il a été autorisé à faire connaître aux chambres qu'il y aurait une dissolution en 1878, après qu'une *c. parlementaire* aurait arrêté les modifications à introduire dans les lois électorales ? M. Malou, *m. f.*, dit qu'il s'expliquera au moment où il déposera sa proposition. MM. Orts, Rogier et Guillery soutiennent que le *m.* n'a pas le droit d'escompter le consentement de la Couronne. M. Malou, *m. f.*, répond qu'en disant : « Dans le cas d'une réforme électorale grande et profonde, nous devrions ou nous pourrions nous donner rendez-vous », il n'engage pas la prérogative royale. En supposant même que sa conviction personnelle fût qu'en toute hypothèse il est

de l'intérêt du pays que la dissolution ait lieu en 1878; et qu'il eût dit cela d'une manière absolue, complète, sans le subordonner à aucune restriction, il n'aurait pas manqué à ses devoirs, il n'aurait pas compromis la prérogative royale. Il peut faire une pareille déclaration si, dans le cas où il n'obtient pas l'assentiment de la Couronne, il lui donne sa démission. M. Dumortier partage cet avis. — 21. M. Le Hardy de Beaulieu estime que le clergé, qui n'est pas libre, ne devrait pas pouvoir intervenir dans les élections, même à titre d'électeur. M. Saintelette soutient qu'il importe de mettre fin à l'intervention du clergé comme corps dans les élections. M. Woeste répond en opposant à la pression du clergé celle de la franc-maçonnerie. — 22. La discussion continue entre MM. Jottrand, Bara et Cruyt. — 23. La chambre entend encore, au sujet de la pression cléricale et gouvernementale dans les élections, MM. Bara, Malou, *m. f.*, Beernaert, *m. t.*, E. de Kerckhove, Frère-Orban, Kervyn de Lettenhove, Dumortier et Jacobs. M. Bara formule ensuite la motion suivante :

« Considérant qu'il est allégué que le clergé a, dans les arrondissements d'Anvers, de Bruges et d'Ypres, sur l'ordre de ses supérieurs, exercé une contrainte sur les électeurs; qu'il a, pour obtenir des suffrages en faveur des candidats cléricaux, refusé l'absolution à des électeurs qui ne voulaient pas s'engager à voter pour ces candidats cléricaux; qu'il a, dans des sermons et prédications faits par des ministres du culte catholique, menacé de peines spirituelles les électeurs qui ne voteraient pas pour les candidats cléricaux et qu'il a exécuté ces menaces; considérant qu'il est allégué, de plus, que, dans ces arrondissements, un certain nombre d'électeurs ont été conduits jusqu'à l'urne, de manière qu'aucune liberté ne leur a été laissée; considérant que, si ces allégations sont vraies, la volonté des électeurs n'a pas été libre et que, dès lors, les élections faites dans ces conditions sont nulles; la chambre décide qu'il sera procédé par une commission parlementaire à une enquête sur les agissements du clergé lors des élections du 13 juin 1876 dans les arrondissements d'Anvers, de Bruges et d'Ypres. »

Cette motion est rejetée par 62 voix contre 45. Les élections d'Anvers, de Bruges et d'Ypres sont validées.

VOIES ET MOYENS.

6 décembre. M. De Smet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens. — 12. Dans la discussion du *B.*, M. Le Hardy de Beaulieu demande que l'on fasse un pas de plus dans la voie du libre échange en diminuant les droits sur les fils de laine et sur les fontes. M. Malou, *m. f.*, s'engage à examiner la question. Après des critiques de M. Cruyt au sujet de la mauvaise qualité du papier timbré, le *B.* est voté à l'unanimité.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1876-1877.

A⁵

TABLE DES MATIÈRES.

A

ANET, pasteur protestant. Son arrestation à Anthée. Ordre du jour, 8 *jn.*, 6 *jt.* V. Justice.

ANVERS (Outillage du port d'), 22 *m.* V. Travaux publics.

ARCHIVES DU ROYAUME (Conservation des), 25 *j.* V. Lettres, sciences et arts. — Achat des bâtiments du Jardin zoologique, 5, 5 *jt.* V. Travaux publics.

ARCHIVES PROVINCIALES. Traitement des archivistes, 25 *jt.* V. Lettres, sciences et arts.

ARGENT (Limitation du monnayage de l'). Voir **MONNAYAGE**.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1877, 28 *n.* — *r.* de M. Nothomb, 14 *d.* — Vote, 15 *d.* — Cr. de 2,982,000 fr. pour le matériel, 20 *a.* — *r.* de M. Nothomb, 18 *mai.* — Disc. et vote, 20 *jn.* V. Guerre.

AUTRICHE (Traité avec l'). Voir **TRAITÉS**.

AVOCATS (Patente des). Voir **PATENTES**.

AVOUÉS (Suppression des), 17 *a.*, 26 *jn.* V. Code de procédure civile.

B

BESTIAUX ABATTUS (Indemnité pour), 7 *jt.* V. Budgets.

BILLON de cuivre (Surabondance du), 6 *d.*, 1^{er}, 22 *jn.*, 6 *jt.* V. Monnaies.

BOIS (Libre entrée des). *r.* de M. Meeus, 25 *mai*, 5 *jt.* V. Douanes et accises.

BRACONNAGE (Répression du), 19 *d.*, 19 *a.* V. Chasse.

BRÉSIL (Traité avec le). Voir **TRAITÉS**.

BUDGET de 1873 (Règlement définitif du), 16 *j.* — *r.* de M. De Smet, 21 *m.* — Vote, 24 *a.* V. Compabilité.

BUDGETS de 1877. Dotations. *r.* de M. Delaet, 6 *d.* — Disc., 7 *d.* — Vote, 20 *d.* — Finances. *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 7 *d.* — Disc. et vote, 15 *d.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Magherman, 7 *d.* — Vote, 13 *d.* — Justice. *r.* de M. Lefebvre, 15 *d.* — Disc., 14, 15 *d.* — Vote, 15 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Berten, 15 *d.* — Vote, 14 *d.* — Affaires étran-

gères. *r.* de M. De Becker, 14 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Dette publique. *r.* de M. Meeus, 14 *d.* — Vote, 19 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Delehayé. Disc., 16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 26, 30 *j.* — Vote, 30 *j.* V. Budgets. — Gendarmerie. *r.* de M. Nothomb, 14 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Guerre. *r.* de M. Thonissen, 19 *d.* — Disc., 20, 21 *d.* — Vote, 21 *d.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. Nothomb. Disc., 15, 15, 16, 20, 21, 22 *m.*, 17 *a.* — Vote, 17 *a.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. De Smet, 6 *d.* — Disc. et vote, 12 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1878, 27 *f.* — Dotations. *r.* de M. Lefebvre, 16 *mai.* — Justice. *r.* de M. Lefebvre, 29 *mai.* — Finances. *r.* de M. Magherman, 21 *jn.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Magherman, 21 *jn.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Van der Donckt, 22 *jn.* V. Budgets. — Gendarmerie. *r.* de M. Nothomb, 7 *jn.* — Guerre. *r.* de M. Thonissen, 20 *jn.* V. Guerre.

BULGARIE (Projet d'envoyer des soldats belges en), 21 *d.* V. Affaires étrangères.

C

CADASTRE. Inscription du nouveau revenu impossible, 13 *d.* V. Budget des finances.

CAISSE D'AMORTISSEMENT des dépôts et des consignations. *r.* pour 1876, 20 *a.* V. Finances.

CANAUX de Mons à Charleroi, 15 *m.* — Elargissement du canal de Charleroi, 21 *m.*, 17 *a.* — De Bruges à Blankenberghe, 17 *a.* — De Bruges à Ostende, 17 *a.*, 5 *jt.* — De la Lys à l'Yperlée, 15, 16, 22 *m.*, 5 *jt.* V. Travaux publics.

CARTE GÉOLOGIQUE, 7 *jt.* V. Budgets. — 25 *j.* V. Lettres, sciences et arts.

CHARLEROI (Criminalité dans l'arrondissement de), 15 *d.* V. Budget de la justice.

CHASSE au chien courant, sans fusil, 16 *j.* V. Chasse.

CHEMIN DE FER. Convention avec la Banque de Belgique pour les chemins de fer de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter, 28 *n.* — *r.* de M. Thonissen, 6 *d.* — Vote, 12 *d.* — Lignes de l'arrondissement de Thuin, 21 *d.* — Insuffisance du matériel, 6 *f.*, 16 *m.*, 17 *a.* — Reprise du réseau de

la Flandre occidentale, 6 f., 15. 15 m., 5 jt. — Fausses déclarations dans les lettres de voiture, 15 m. — Tunnel de Braine-le-Comte, 15, 15, 16, 22 m., 24 a. — Lignes de Virton à Montmédy, de Bastogne à Gouvy, 14, 15 m. — Lignes des Ecaussinnes à Ronquières, de Vivegnis au Bleyberg, 15 m. — Tracé d'Athus à Mettet, 15, 16 m. — Ligne de Blaton à Ath. Tarif pour le transport des huiles, 15 m. — Stations de Quaregnon, d'Ottignies, 16 m. — Lignes de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Gladbach et à Woensdrecht, 20 m. — Emploi de la langue flamande. Station de Dison. Garde-corps Maquet, 21 m. — Stations de Courtrai, de Malines, de Neckerspoel, 22 m. — Responsabilité de l'Etat en matière de transport, 16, 22 m. — Transport de pierres bleues, 16, 22 m. — Tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz, 22 m. — Stations de Louvain et de Tirlemont. Tramway de Tervueren. Gare du Nord à Bruxelles. Transport des primeurs. Chemin de fer de ceinture à Liège. Pesage des bagages à Gand. Halte à Linkebeek, 17 a. — Société de Construction, 22 m., 1^{er} jn. — Convention, 5 jn. — Plans, 7 jn. — r. de M. Jacobs et disc., 20, 21, 22 jn. — Vote, 22 jn. — Rachat des annuités pour rachat de Dendre-et-Waes et de Pepinster à Spa, 5 jn. — r. de M. Demeur. Disc. et vote, 20 jn. — Tarif international pour les lins, 7 jn., 3 jt. — Prorogation des péages, 20 jn. — r. de M. Moncheur. Disc. et vote, 26 jn. — Restitution du cautionnement pour le chemin de fer d'Audenarde à Watervliet et de Tirlemont à Moll, 21 jn. — r. de M. Bockstael. Disc. et vote, 3 jt. — Raccordements industriels, 15 m., 4 jt. — Double voie de Rhisne à Mont-Saint-Guibert. Passages à niveau à Namur et à Charleroi. Gares de Courtrai et d'Ottignies, 5 jt. V. Chemin de fer.

CIMETIÈRE particulier à Wavre-Notre-Dame, 15 d. V. Budget de la justice.

CLOCHES (Sonneries des) à Ostende, 14 d. V. Budget de la justice.

CODE DE COMMERCE. Livres II, 6, 7, 8 f. V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Livre I à III, 28 n. V. Code de procédure civile.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. Demande de révision, 21 d. V. Guerre.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Titre préliminaire, 25 j. — r. de M. Thonissen, 11 mai. V. Code de procédure pénale.

CODE RURAL. Renvoi à une c., 5 jn. V. Code rural

CODIFICATION des lois, 14 d. V. Budget de la justice.

COLONNE DU CONGRÈS (Conservation de la), 7 jt. V. Budgets.

COMMISSAIRES DE POLICE ruraux. Affiliation à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux, 50 j. V. Budget de l'intérieur.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. Traitement des employés, 16, 30 j. V. Budget de l'intérieur.

COMMUNALE (Loi). Révision des articles 153, 121 et 147, 28 n. — r. de M. de Moreau, 1^{er} f. — Disc., 28 f., 1^{er}, 2, 6 m. — Vote, 6 m. V. Affaires communales.

COMMUNES. Délimitation entre Ostende et Maria-kerke, 20 jn. — r. de M. Van Iseghem, 26 jn. — Vote, 3 jt. — Entre Enghien et Petit-Enghien. r.

de M. Boucquéau et vote, 3 jt. — Erection de Poupehan, 20 jn. — r. de M. Nothomb et vote, 3 jt. — Id. de Mirwart, 20 jn. — r. de M. Pety de Thozée et vote, 3 jt. — Séparation de Grandglise et Blaton, 20 jn. — r. de M. Descamps et vote, 3 jt. V. Affaires communales.

COMPTABILITÉ (Dérogation à l'article 24 de la loi de), 20 jn. — r. de M. Woeste, 4 jt. — Vote, 7 jt. V. Comptabilité.

CONSERVATOIRE DE GAND (Subside au), 26 j. — Id. de Liège, 30 j. V. Lettres, sciences et arts.

CONSTITUTION. Incident à propos du *Commentaire* de M. Thonissen, 23 j. V. Instruction publique.

CONSULATS à San Francisco et à Cologne, 19 d. V. Budget des affaires étrangères.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. Article 467 de la loi sur les faillites, 14 d. V. Budget de la justice.

CONTREFAÇON de la signature des peintres sur leurs tableaux, 26 j. V. Propriété artistique et littéraire.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. Traitement des receveurs, 15 d. V. Budget des finances.

COTES MARITIMES (Defense des). Travaux à Blankenberghe et à Heyst. V. Travaux publics, 14, 15 m. — A Ostende, 22 m., 5 jt. V. Travaux publics.

COUR D'APPEL de Bruxelles. Création d'une place de substitut du procureur général, 23 j. — r. de M. Thonissen, 7 m. — Disc. et vote, 15 m. V. Justice.

COUR DES COMPTES. Démission de M. Misson, p., 18 j. — Nomination de M. Gisler, 31 j. — M. Sleypens, 7 f. — M. Bourgeois, greffier, 22 f. V. Cour des comptes.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. Disc., 28, 29, 30 n., 5, 7 d., 17 j., 20, 21, 22, 23, 27, 28 f. — Vote, 7 m. V. Cours d'eau.

CRIMES (Correctionnalisation des), 14 d. V. Budget de la justice.

D

DÈCÈS. M. Funck, 17 a. V. Décès.

DEFAÇQZ (Bibliothèque). Cr. de 25,000 fr. r. de M. Lefebvre, 1^{er} m. Vote, 8 jn. V. Justice.

DÉSERTION. Imprescriptibilité du délit, 21 d. V. Guerre.

DESSIN (Réorganisation de l'enseignement du), 26, 30 j. V. Lettres, sciences et arts.

DIPLOMATIQUE (Corps). Traitement des ministres à Stockholm et à Lisbonne, 19 d. V. Budget des affaires étrangères.

E

ECCLÉSIASTIQUES (Traitement des) condamnés à des peines infamantes, 22 mai. V. Cultes.

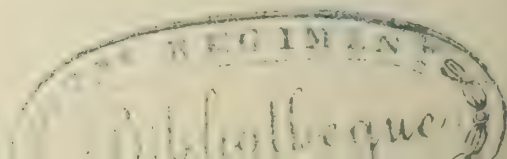
ÉCOLE DENTELLIÈRE de Meulebeke (Thielt), 23 j. V. Instruction publique.

ÉMIGRATION (Service de l') à Anvers, 19 d. V. Budget des affaires étrangères.

ENFANTS (Exploitation des) dans les foires, 16 j. V. Industrie.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. r. triennal 1873-1875, 8 mai. V. Agriculture.

ENSEIGNEMENT MOYEN. Traitement des professeurs. La convention d'Anvers à l'athénée de cette ville, 17, 18 j. — r. triennal 1873-1875, 25 j. —



Enseignement religieux à l'athénée de Bruges, 14 *m.*
V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. *r.* triennal 1875-1875, 16 *j.* — Interpretation de la loi de 1842 au sujet de l'enseignement de la morale et de la religion, 19 *j.* — Subsidés à la ville de Bruxelles, 25 *j.* — A la province de Namur, 24 *j.* — Nomination de l'abbé Lecomte à la direction de l'école normale de Mons, 24 *j.* — Ecoles gardiennes, 24 *j.* — Pension des instituteurs, 8 *f.* — Ecole normale de Bruges, 5 *jt.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Exécution de la loi de 1876. Admission aux universités. Indemnité aux anciens membres des jurys. Eméritat, 17 *j.* — Enseignement de la pharmacie, de l'histoire, 19 *j.* — Eméritat des professeurs, 8 *mai.* — Pr. de l., 5 *jt.* V. Instruction publique.

ENTERREMENT CIVIL. Défense de prononcer un discours au cimetière de Mont-Saint-Amand, 6 *f.* V. Affaires communales.

ESCAUT. Reprise du haut Escaut. Pont d'Escauffles, 21 *m.* — Inondations, 5 *jt.* — *r.* sur l'Escaut maritime, 7 *jt.* V. Travaux publics.

ÉTAT CIVIL. Tables des anciens registres paroissiaux. Cr. de 100,000 fr., 16 *j.* — *r.* de M. Thonissen, 20 *f.* — Vote, 7 *m.* V. Affaires communales.

ÉTRANGERS. *r.* sur l'exécution de la loi, 28 *n.* — Pr. de l., 25 *j.* — *r.* de M. Thonissen, 28 *f.* — Vote, 7 *m.* V. Justice.

EXPOSITION TRIENNALE des beaux arts à Bruxelles de 1878. Pr. de l'ajourner à 1880, 26 *j.* V. Lettres, sciences et arts.

EXPOSITION UNIVERSELLE de Paris de 1878. Composition du jury des beaux-arts, 30 *j.* V. Lettres, sciences et arts.

F

FABRIQUE de la cathédrale de Namur. Prêt à un cercle catholique, 15 *d.* V. Budget de la justice.

FILS DE LAINE. Droits d'entrée, 12 *d.* V. Voies et moyens.

FONTES. Droits d'entrée, 12 *d.* V. Voies et moyens.

FORETS DOMANIALES. Aménagement, 15 *d.* V. Budget des finances.

FORTIFICATIONS du bas Escaut, 20 *jn.* V. Guerre.

FRAUDES ÉLECTORALES, 15 *n.* et suiv., 5 *d.* — Pr. de l., 16 *j.* — *r.* de M. De Becker, 19 *a.* — Disc., 1^{er}, 2, 3, 4, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 29, 30, 31 *mai*, 1^{er}, 5, 6, 7, 8, 9 *jn.* — Vote, 9 *jn.* — Am. du Sénat. *r.* de M. De Becker, 4 *jt.* — Disc. et vote, 7 *jt.* V. Elections.

G

GARDE CIVIQUE. Armement. Réorganisation, 16 *j.* V. Garde civique.

GREVES. Voir SERAING.

H

HOOGSTRAETEN (Dépôt de mendicité d'). Propriété des immeubles, 12 *d.* — *r.* de M. Nothomb, 16 *m.* — Vote, 24 *a.* V. Finances.

I

INONDATIONS dans le canton de Ghisteltes, 15, 22 *m.* V. Travaux publics. — *Id.* d'Eecloo, dans l'arrondissement de Bruges, 15 *m.* — *Id.* de Tournai et de Gand, 15 *jt.* V. Travaux publics.

INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE D'ARLON, 7 *jt.* V. Budgets.

J

JARDIN ZOOLOGIQUE de Bruxelles. Pr. d'achat, 5, 5 *jt.* V. Travaux publics.

JUGES D'INSTRUCTION (Position des), 14 *d.* V. Budget de la justice.

JUGEMENTS (Exécution des) rendus à l'étranger, 19 *d.* V. Budget des affaires étrangères.

K

KAIN (Ecole de). Incident relatif au curé de Saint-Ghislain, ancien directeur de cette école, 17 *j.* V. Instruction publique. — 18 *j.* V. Cultes.

L

LOGEMENTS MILITAIRES. Prorogation de la loi de 1872, 7 *m.* — *r.* de M. Nothomb, 16 *m.* — Vote, 20 *m.* V. Guerre.

M

MARQUES DE FABRIQUE. Pr. de l., 28 *n.* V. Industrie.

MASCARADE de la mi-carême à Bruxelles, 15, 23 *m.* V. Cultes.

MÉDICO-CHIRURGICALE (Société) de Liège, 25 *j.* V. Lettres, sciences et arts.

MEUSE (Canalisation de la), 22 *m.*, 5 *jt.* — Envasement de la dérivation, 17 *a.* V. Travaux publics.

MINISTÈRE PUBLIC. Intervention dans les affaires civiles, 15 *d.* V. Budget de la justice.

MODÈLES DE FABRIQUE. Pr. de l., 28 *n.* V. Industrie.

MONNAYAGE DE L'ARGENT (Interdiction du), 28 *n.* — *r.* de M. Jacobs, 30 *n.* — Disc. et vote, 6 *d.* V. Monnaies.

MUSÉE PÉDAGOGIQUE dans les écoles, 25 *j.* V. Instruction publique.

N

NEUTRALITÉ. Pr. d'envoyer des soldats belges en Bulgarie, 21 *d.* V. Affaires étrangères.

NIEUPORT (Port de), 15 *m.* V. Travaux publics.

NONCE DU PAPE (Discours attribués au), 5, 6 *jn.* V. Affaires étrangères.

NOTARIAT. Pr. du sénat, 8 *jn.* — *r.* de M. Drubel, 5 *jt.* V. Notariat.

O

OBSERVATOIRE ROYAL (Réorganisation de l'), 25 *j.* V. Lettres, sciences et arts.

OMALIUS D'HALLOY (d'). Pr. de lui ériger une statue, 13 *m.* V. Travaux publics.

OSTENDE. Vente des terrains des dunes, 20 *jn.* — *r.* de M. Jacobs. Disc. et vote, 4 *jt.* V. Fi-

nances. — Dragage du port, 13 m., 5 jt. V. Travaux publics.

P

PACIFICATION DE GAND (Cortège de la), 20, 21 d. V. Guerre.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 2,500,000 francs, 6 m. — r. de M. Lefebvre, 21 m. — Disc., 24 a. — Vote, 25 a. V. Justice.

PAPIER TIMBRÉ (Mauvaise qualité du), 12 d. V. Voies et moyens.

PATENTES. Modifications à la procédure, 28 n. — r. de M. Meeus, 15 m. — Disc. et vote, 19 a. — Avocats. r. de M. Pety de Thozée, 18 j. — Disc., 1^{er}, 2 f. — Rejet, 2 f. V. Impôts.

PEINE DE MORT, 15 d. V. Budget de la justice.

PENSIONS MILITAIRES. Pét. d'officiers pensionnés, 24 a. V. Pensions.

PESTE BOVINE, 16 j. V. Agriculture.

POMMES DE TERRE (Importation des) de provenance suspecte. Prorogation de la loi de 1875, 16 j. — r. de M. Delehay, 15 m. — Vote, 20 m. V. Agriculture.

PONTS à Selayn, 16 m., 5 jt. — De Chaudfontaine, 22 m. — De Bas-Oha, 5 jt.

PRESSE. Pr. de M. De Baets, 14 d. V. Presse. — Id. V. Budget de la justice.

PRISONS (Statistique des), 17 a. V. Justice.

PROTÈTS (Simplification des formalités des). r. de M. Demeur, 7 m. — Disc., 18, 20 a. — Vote, 20 a. — Am. du sénat, 3 jt. V. Industrie.

PRUD'HOMMES (Conseils de). Traitement des greffiers, 16 j. V. Budget de l'intérieur.

PYNDERS-HUIS, à Termonde, 20 jn., 4 jt. V. Finances.

R

RACCORDEMENTS INDUSTRIELS au chemin de fer, 13 m. — r. de M. Nothomb et ajournement, 4 jt. V. Chemin de fer.

REMPLACEMENT administratif, 21 d. V. Guerre.

RIVIÈRES. Dendre, 13, 15, 21 m. — Yser, 15 m. — Lys, 21 m. — Dyle, 22 m. — Corruption des eaux de la Lys, 5 jt. V. Travaux publics.

ROUMANIE (Traité avec la). Voir TRAITÉS.

ROUTES dans l'arrondissement de Gand, 15, 15 m. — Id. d'Ypres et de Tongres, 22 m. V. Travaux publics.

S

SAINT-SIÈGE (Pétition des évêques adressée au Roi en faveur du), 20 a. V. Affaires étrangères.

SECRÉT DU VOTE. Voir FRAUDES ÉLECTORALES.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Pr. de l. de M. De-fuisseaux, 22 mai. V. Affaires communales.

SERAING (Troubles à), 5 jt. V. Guerre.

SERVITUDES MILITAIRES à Termonde. Indemnités, 19 d. V. Budget des affaires étrangères.

STATISTIQUE. Augmentation de subsides, 16 j. V. Budget de l'intérieur.

SUCRES de betterave. Pét. de fabricants, 23 mai, 3 jt. — Convention internationale, 24, 29 mai. V. Douanes et accises.

T

TERNEUZEN (Négociation au sujet du canal de), 13, 20 m.

THÉÂTRE FLAMAND à Bruxelles. Subside de 15,000 fr., 25 j. V. Lettres, sciences et arts.

TIR AUX PIGEONS, 9 jn. V. Justice.

TITRES AU PORTEUR. Pr. de l., 19 d. V. Justice.

TOXIQUES (Interdiction d'importer des matières), 28 n. — r. de M. Mascart, 19 d. — Disc. et vote, 21 d. V. Douanes et accises.

TRAITÉS avec l'Autriche relativement aux marques de fabrique, 29 n. — r. de M. Pety de Thozée et vote, 7 d. — Avec la Roumanie, 24 a. — r. de M. De Becker et vote, 25 a. — Id. avec le Brésil, 8 mai. — r. de M. Pety de Thozée, 30 a. — Vote, 26 jn. V. Affaires étrangères.

TRAMWAYS, 15 m. V. Chemin de fer.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 25,350,000 fr., 20 jn. — r. de M. Nothomb, 3 jt.

TRÉSOR PUBLIC. Situation au 1^{er} janvier 1877, 27 f. V. Finances.

TRIBUNAL d'Anvers. Création d'une 3^e chambre, 17 a. — r. de M. Coremans, 20 a. — Disc., 25 a., 1^{er} mai. — Vote, 1^{er} mai. V. Justice.

TRUMPER (Pét. de la veuve du général), 3 jt. V. Pensions.

U

UNION DU CRÉDIT de Bruxelles (Catastrophe de l'). Consortium, 14, 15 d. V. Finances.

V

VACCINAL (Institut), 30 j. V. Budget de l'intérieur.

VAN STALLE. Bibliothécaire de la chambre, 3 jt. V. Bureau.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. Elections d'Anvers, Bruges et Ypres. Pr. d'enquête, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23 n. — Validation, 23 n. V. Vérification des pouvoirs.

VERREYCKEN, bibliothécaire de la chambre, 15 d. — Son décès, 20 jn. V. Bureau.

VERVIERS (Demande d'une garnison à), 5 jt. V. Guerre. — Service des eaux, 5 jt. V. Travaux publics.

VOIRIE VICINALE. Liquidation des subsides, 16 j. V. Budget de l'intérieur.

Z

ZOUAVES PONTIFICAUX (Manifestation des), 5, 6 jn. V. Affaires étrangères.

SÉNAT.

Session 1876-1877.

A⁵

Doyen d'âge, M. le comte DE RIBAUCOURT. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.
1^{er} vice-président, M. le baron DE TORNACO. — *2^e vice-président*, M. le baron D'ANETHAN.
Secrétaires, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE et le baron DE LABBEVILLE.
Secrétaire adjoints, MM. le comte de LOOZ-CORSWAREM et le baron DE WOELMONT.
Questeurs, MM. le baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE et VAN SCHOOR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

18 décembre. M. Vande Woestyne, *r. c.*, dépose le rapport sur la déclaration signée le 15 avril 1876, entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie, pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce et des modèles et dessins de fabrique. (Le vote n'est pas mentionné aux *Annales*.)

30 avril. M. Casier de Hemptinne rappelle que, dans la séance du 20 avril de la chambre des représentants, une interpellation a eu lieu relativement à une lettre écrite par les évêques de Belgique et à une pétition des catholiques gantois, toutes deux adressées au Roi et transmises par Sa Majesté aux ministres. Ces deux pièces demandaient l'intervention du Roi auprès du gouvernement italien pour sauvegarder l'indépendance spirituelle du souverain pontife. L'orateur déplore l'accueil si peu sympathique qui a été fait à ces deux suppliques; elles ont paru compromettantes pour la Belgique et inopportunes; voilà ce qu'il ne peut comprendre. Quand les sentiments les plus chers des populations sont blessés jusqu'au vif, elles ont le droit de se plaindre, et le devoir du gouvernement est de les protéger et de les défendre. Loin que le moment soit inopportun pour intervenir en faveur de la liberté du pape, tous les gouvernements devraient, au contraire, se donner la main pour le soutenir; et en réclamant l'indépendance du pontife, ils raffermiraient l'ordre social qui me-

nace de s'écrouler. L'orateur prie le *m. a.* de ne pas rester dans l'inaction, d'user de toute son influence morale et de prendre sous sa sauvegarde l'intérêt le plus sacré qu'il y ait en ce monde, l'intérêt méconnu de la foi et de la liberté religieuse. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, ne peut partager le sentiment du préopinant, qui invoque l'opportunité du moment pour intervenir dans un débat comme celui qu'il soulève. Le moment est tout à fait inopportun pour intervenir; ce n'est pas quand on parle d'une conflagration générale qu'il y a lieu pour un pays comme la Belgique de se mettre en avant et d'entrer en conflit avec aucune puissance de l'Europe. L'intention du gouvernement n'est pas de s'écarter de ces vues; il le déclare hautement et franchement au sénat. Si le gouvernement avait des mesures à prendre, le sénat peut être convaincu que jamais il ne dérogera aux règles du droit public. M. Reyntiens approuve cette attitude, tandis que les observations de M. Casier de Hemptinne sont appuyées par M. Van Ockerhout. M. H. Dolez donne son adhésion complète à la conduite du gouvernement, qui implique une sage abstention dans des questions qui ne le concernent pas. M. d'Anethan fait observer que, ni dans les pétitions, ni dans les paroles prononcées par ses amis, il n'a été question du pouvoir temporel. On a parlé uniquement d'une chose chère à tous les catholiques, d'une chose indispensable pour les fidèles, de l'indépendance spirituelle du souverain pontife, ce

qu'il ne faut aucunement confondre avec le pouvoir temporel. M. Malou, *m. f.*, ajoute que la mission du gouvernement est de sauvegarder, dans toutes les circonstances et dans toutes les occasions, les intérêts nationaux, mais en respectant toujours les principes généraux du droit public belge. La neutralité, ce n'est pas l'abdication de l'existence; la neutralité n'a jamais eu pour conséquence l'abdication de la revendication de ce qu'on considérerait comme un droit national. Telle est, pour lui, la théorie vraie. Si, un jour, il y a quelque chose à faire, il en rendra compte aux chambres; il sera responsable de ses actes; mais il ne se liera pas dès aujourd'hui à ne jamais rien faire, ni dans cet ordre d'idées, ni dans aucun autre. M. H. Dolez désire qu'on n'induisse pas de ces paroles un encouragement pour une agitation préparée et annoncée. Si la question renaît un jour de cette perspective non définie que le gouvernement n'entrevoit pas, bien qu'on en parle, il se réserve d'y revenir. Il se borne à répéter, en terminant, qu'il croit, pour sa part, que lorsqu'il s'agit des intérêts spirituels, très respectables sans doute, le gouvernement n'a pas mission de s'en occuper; il ne doit pas savoir où ils commencent ni où ils finissent. Voilà la véritable portée des institutions nationales; les intérêts religieux ne sont pas du domaine du pouvoir civil, ils sont soumis à des règles qui ne sont pas de sa compétence et qu'il ne peut établir. Après quelques mots de MM. Reyntiens, Van Ockerhout et Solvyns, l'incident est clos.

1^{er} mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui approuve une déclaration échangée entre la Belgique et la Roumanie. — 2. Ce projet est voté à l'unanimité. M. d'Aspremont-Lynden, *m. a.*, répondant à une interpellation de M. T'Kint de Roodenbeke, dit que les traités de commerce et de navigation conclus entre la Belgique et la France expirent le 10 du mois d'août 1877. Le gouvernement de la République française a fait savoir aux pays qui se trouvent dans des conditions analogues à celles de la Belgique, que son intention était d'ouvrir des négociations pour arriver à la conclusion de conventions nouvelles. Ces négociations ont commencé avec l'Angleterre, dont les traités expirent les premiers d'après leur date. Dans les traités qu'il s'agit de renouveler, il y a une clause portant qu'il y a tacite réconduction si les traités ne sont pas dénoncés en temps utile, et il s'y trouve une autre clause encore en vertu de laquelle, alors même que les traités seraient dénoncés, les deux pays jouiraient encore des avantages qui leur sont assurés pendant douze mois après l'expiration des traités.

28 juin. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi approuvant la déclaration échangée le 2 septembre 1876, entre la Belgique et le Brésil, pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce.

12 juillet. Ce projet est voté à l'unanimité.

AGRICULTURE.

21 mars. M. G. de Woelmont, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi du 20 février 1875, concernant l'interdiction à l'importation et au transit de pommes de terre de provenance suspecte. — 22. M. Malou, *m. f.*, répondant à M. de Sélys-Longchamps, dit que, d'après les journaux, on a trouvé une *doryphora decemlineata* sur un navire américain dans un port d'Allemagne. Mais il croit que, d'après les habitudes et la manière de vivre de ces terribles animaux, ils ne pourraient pas supporter la traversée. Dans la période d'été, l'insecte doit se nourrir tous les jours et il ne mange que des feuilles de pommes de terre. Ce n'est pas contre ce danger-là qu'on se précautionne dans toute l'Europe; c'est contre le danger de voir introduire avec les pommes de terre de provision, dans la terre qui les entoure, cet animal qui pourrait, en débarquant, causer les ravages dont l'Amérique souffre aujourd'hui; mais la crainte de voir l'animal traverser l'Océan ne lui paraît pas réellement fondée. Aussi, les mesures de précaution qui ont été prises correspondent-elles seulement au danger réel. M. de Sélys-Longchamps croit qu'il y a un danger plus grand à craindre, au point de vue du *phylloxera* en ce qui concerne les vignobles situés le long de la Meuse. M. Malou, *m. f.*, ne connaît pas de mesure douanière qui puisse empêcher l'arrivée du *phylloxera* en Belgique. Le projet de loi est voté à l'unanimité.

BUDGETS.

18 décembre. M. Cogels-Osy, *r. c.*, dépose le rapport sur le B. des non-valeurs et remboursements pour 1877. M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur le B. des recettes et des dépenses pour ordre. M. d'Anethan, *r. c.*, *id.* sur le B. de la justice. — 19. M. Van Caloen, *r. c.*, *id.* sur le B. des finances. Le B. de la justice est adopté à l'unanimité après un échange d'explications entre MM. H. Dolez et De Lantsheere, *m. j.*, au sujet de la nécessité de réviser la législation hypothécaire. Il en est de même des BB. des non-valeurs et des recettes et des dépenses pour ordre. — 20. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de la dette publique. Le B. des finances est

adopté à l'unanimité. — 21. M. T'Kint de Roodenbeeke, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des affaires étrangères. M. Cogels-Osy, *r. c.*, *id.* sur le B. des dotations. Ce B. et celui de la dette publique sont votés à l'unanimité. — 22. Le B. des affaires étrangères est adopté sans discussion par 59 voix et 5 abstentions.

20 mars. M. Van Ockerhout, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de l'intérieur. — 21. M. de Selys-Longchamps, *r. c.*, *id.* sur les crédits supplémentaires et spéciaux au B. de l'intérieur. Le sénat s'occupe de la discussion de ce B. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.) — 22. Après un échange d'observations entre MM. Casier de Hemptinne, H. Dolez et Delcour, *m. i.*, au sujet du subside de 15,000 fr. pour le théâtre flamand de Bruxelles, le B. est voté à l'unanimité, sauf une abstention.

4 mai. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur des crédits supplémentaires aux BB. de la dette publique et des finances pour 1876. Ces crédits sont votés à l'unanimité.

28 juin. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de crédits supplémentaires aux BB. de la justice pour les exercices 1876 et 1877.

12 juillet. Ces crédits sont votés à l'unanimité. M. Solvyns, *r. c.*, présente le rapport sur des crédits supplémentaires et spéciaux au B. de l'intérieur. — 15. Dans la discussion de ces crédits, il critique le choix des savants chargés d'exécuter la carte géologique, et invite le gouvernement à prendre des mesures efficaces pour la conservation de la colonne du Congrès. M. Orban de Xivry recommande le subside sollicité par l'Institut archéologique de la province de Luxembourg, à l'effet d'ériger à Arlon un local pour y placer la collection d'objets d'arts et d'antiquités romaines recueillis dans le Luxembourg et déposés pour le moment en partie à l'hôtel du gouvernement provincial et dans un autre endroit fort peu convenable : dans une des caves du palais de justice, à Arlon. M. Delcour, *m. i.*, dit que la c. des monuments est saisie des questions relatives à la colonne du Congrès. Il défend le système adopté pour la confection de la carte géologique. Les crédits sont votés à l'unanimité.

BUREAU.

14 novembre. Sont élus *président*, M. le prince de Ligne, par 42 voix sur 44 votants; *1^{er} vice-président*, M. de Tornaco, par 40 voix; *2^e vice-président*, M. d'Anethan, par 41 voix. *Secrétaires*, MM. T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville, de Looz-Corswarem et G. de Woelmont, respectivement par 41, 42, 42 et 45 voix. *Questeurs*, MM. d'Overschie de Neeryssche et Van Schoor, par 44 et 59 voix.

CHEMIN DE FER.

18 décembre. M. De Vadder, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet concernant la convention conclue avec la Banque de Belgique relativement à la concession d'un chemin de fer de Tirlemont vers la ligne d'Anvers à Gladbach et de Tongres à Neerlinter. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité.

2 mai. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Leirens signale des changements à introduire dans l'organisation des trains dans l'arrondissement d'Alost. M. T'Kint de Roodenbeke demande l'établissement de *trams-ways* dans l'arrondissement d'Eecloo. MM. de Labbeville et d'Huart se plaignent des retards apportés à la construction du chemin de fer d'Athus à la Meuse. M. Cogels-Osy fait des vœux en faveur de l'achèvement de la ligne d'Anvers à Gladbach, et de la construction de la ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten. M. Van den Bergh-Elsen appuie ces observations. M. Dewandre demande la réduction du droit fixe pour le transport des grosses marchandises. M. Tercelin insiste sur la nécessité de faire des commandes aux établissements industriels éprouvés par la crise. M. Braconier parle dans le même sens et critique les tarifs de transit qui favorisent les industries étrangères au détriment de l'industrie belge. M. Bonnet demande que l'on oblige la Compagnie de Tournai-Jurbise à mettre ses tarifs au niveau de ceux de l'Etat. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 3. Il continue son discours. M. Béthune demande l'agrandissement de la station de Courtrai. M. Beernaert, *m. t.*, achève son discours et un débat s'engage entre lui et MM. de Labbeville, Braconier, Piret, Tercelin et Balisau sur les retards apportés à l'exécution de la ligne d'Athus, sur l'insuffisance du matériel, sur les tarifs de transit et les améliorations à introduire dans l'exploitation. — 4. M. de Selys-Longchamps se plaint de la négligence apportée au transport des bagages, qui subissent souvent des avaries. M. Hubert demande l'achèvement de la station de Quaregnon et du chemin de fer de Blaton à Ath. M. Sacqueleu appuie ces observations. M. Braconier signale les vols de colis qui se commettent sur le chemin de fer.

21 juin. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi approuvant la convention conclue avec la Société du chemin de fer de Dendre-et-Waes et celle de Pepinster à Spa, pour le rachat des annuités qui leur sont dues par l'Etat. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité. — 26. M. Béthune, *r. c.*, dépose le rapport sur la convention-loi conclue le 1^{er} juin 1877 entre le gouvernement belge et la Société anonyme de

Construction de chemins de fer. L'urgence est déclarée, et après un débat entre MM. Vilain XIII, Piret, Dewandre et Beernaert, *m. t.*, le projet est voté par 34 voix et 2 abstentions. — 28. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de prorogation de la loi de 1835 sur les péages. M. Vilain XIII constate que le produit net des chemins de fer va décroissant et demande qu'on les mette en mesure de se suffire à eux-mêmes. M. Beernaert, *m. t.*, répond que, par suite de l'économie apportée dans l'exploitation, la situation est satisfaisante. Le chemin de fer a pourvu non seulement à toutes les dépenses de son exploitation, mais il a, à peu de chose près, permis jusqu'ici de couvrir les intérêts de tous les capitaux consacrés à son établissement. Et même, si l'on apprécie la situation financière dans son ensemble, on trouve qu'indépendamment de tous ces intérêts et des frais relatifs aux emprunts, l'exploitation des chemins de fer solde encore par un boni considérable qui dépasse 90 millions. En ce qui concerne la révision des tarifs, une *c. mixte* composée en partie de membres du parlement et en partie de fonctionnaires de l'administration, procède à l'étude de la question. Le projet de loi est voté par 44 voix contre une.

12 juillet. M. Béthune, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi autorisant la restitution de cautionnements à divers concessionnaires de chemins de fer. — 13. Ce projet est voté à l'unanimité. Dans la discussion des crédits pour travaux d'utilité publique, M. de Mérode-Westerloo, *r.*, parle en faveur de la construction de la ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, et M. de Namur d'Elzée en faveur de l'établissement d'une station à Fali-solle. M. Beernaert, *m. t.*, reconnaît les droits de cette commune et donne un avis favorable au chemin de fer d'Anvers à Tilbourg.

COMMUNALES (AFFAIRES).

21 mars. M. Solvyns dépose le rapport de la commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à apporter des modifications aux articles 133, 121 et 147 de la loi communale. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi allouant un crédit de 100,000 francs au ministère de l'intérieur pour venir en aide aux communes dans les frais de confection des tables générales des anciens registres paroissiaux. — 22. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

30 avril. Il en est de même du projet apportant des modifications aux articles 133, 121 et 147 de la loi communale.

12 juillet. M. Hubert, *r. c.*, dépose le rapport sur les projets de lois modifiant la déli-

mitation des communes de Blaton et de Grandglise, et des communes d'Enghien et de Petit-Enghien. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, *id.* sur les projets de lois portant érection des communes de Mirwart et de Poupehan. M. Van Ockerhout, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi concernant la nouvelle délimitation de la ville d'Ostende et des communes de Maria-kerke, Breedene et Steene. — 13. Les deux premiers projets sont votés à l'unanimité, les trois autres par 37 voix contre une.

COMPTABILITÉ.

1^{er} mai. M. Cogels-Osy, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du B. de 1873. — 4. Ce projet de loi est voté à l'unanimité.

12 juillet. M. Cogels-Osy, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant dérogation temporaire et spéciale à l'article 24 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — 13. Ce projet est voté à l'unanimité.

COUR DE CASSATION.

19 juin. A l'élection nécessitée par le décès de M. Fuss, M. Lenaerts, conseiller à la cour d'appel de Liège, est nommé 1^{er} candidat par 44 voix contre 6 données à M. Schuermans, *id.*, et M. Schuermans, 2^e candidat, par 39 voix contre une donnée à M. Sanchez de Aguilar.

COURS D'EAU.

22 mars. M. Hubert, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux cours d'eau non navigables ni flottables.

1^{er} mai. Les articles de ce projet de loi sont adoptés après un débat auquel prennent part MM. de Sélys-Longchamps, Delcour, *m. i.*, de Tornaco, T'Kint de Roodenbeke, de Mérode-Westerloo, H. Dolez et Hubert, *r.*, puis le projet est voté par 40 voix et une abstention.

DOUANES ET ACCISES.

22 décembre. M. De Vadder, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à interdire l'importation, le transport et le transit de certaines matières toxiques. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité.

ÉLECTIONS.

26 juin. M. Leirens, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif au secret du vote et aux fraudes électorales. — 27. M. Vilain XIII pense que le projet ne donnera pas satisfaction au vœu de ceux qui ont demandé un projet de loi électorale. Il est certain qu'il existe à Anvers une minorité considérable qui n'est pas représentée dans les chambres, une

minorité de 5,000 électeurs, une minorité qui, dans certains cantons électoraux, pourrait avoir, pour la représenter, un, deux et même trois représentants. Il n'y a qu'une seule manière de satisfaire aux légitimes besoins de ces électeurs, c'est de réaliser un vœu émis le lendemain même de l'élection, c'est-à-dire de mettre à la porte ce qu'on appelle les électeurs de Brecht, de faire voter séparément ceux qui ne font pas partie de la ville, de scinder des collèges, d'établir des collèges électoraux de deux représentants et d'un sénateur. De cette manière on donnerait satisfaction aux minorités. L'orateur ajoute que les électeurs de Bruxelles et des faubourgs exercent un droit énorme; ils ont un privilège sur tous les autres habitants du pays qui ont un ou deux députés à la chambre des représentants, tandis qu'aujourd'hui les électeurs de Bruxelles nomment treize députés à cette chambre. C'est un droit exorbitant qui est accordé par la loi actuelle. On rendrait un service aux électeurs des faubourgs de Bruxelles et à ceux de la capitale même en fractionnant ce collège électoral. M. Orban de Xivry préconise le vote au chef-lieu de canton. M. Reyntiens est d'avis que la réforme électorale ne pourra remédier aux abus si le clergé continue à intervenir dans les luttes électorales par des influences spirituelles, comme il le fait en Irlande. Les ministres du culte jouissent en Irlande, comme en Belgique, d'une liberté complète. Ils y emploient tous les moyens spirituels et temporels pour faire réussir leurs candidats. Les évêques irlandais interviennent directement dans les élections. Les fraudes et les pressions cléricales y ont donné lieu à des enquêtes et à des procès qui ont privé le comté de Galway de son représentant. L'orateur voit dans le projet des mesures pour garantir le secret du vote, mais il n'y voit aucun moyen efficace contre les abus qui ont été constatés par l'enquête. C'est pourquoi il n'hésitera pas à le rejeter. D'après M. de Sélys-Longchamps, bien que le projet ait été notablement amélioré par la chambre des représentants avec l'assentiment et le concours du gouvernement, il n'est encore qu'un palliatif insuffisant aux yeux de ceux qui voient de près ce qui se passe dans les villages. M. Casier de Hempinne répond que le clergé n'a pas pour but d'asseoir sa domination temporelle sur le peuple; le clergé remplit une mission plus noble, plus élevée, il travaille pour mener les hommes vers leur destinée éternelle; mais en même temps qu'il leur enseigne leurs devoirs envers Dieu, il leur enseigne leurs devoirs envers la société et il raffermir ainsi le principe d'autorité, qui est la base des Etats. L'orateur souhaite que la loi puisse avoir

pour résultat de diminuer dans une certaine mesure l'animosité des partis, qu'elle puisse diminuer cette guerre intérieure, si funeste au pays; si elle pouvait atteindre ce résultat, elle serait accueillie par le pays comme un grand bienfait. M. Vilain XIII produit de nouveaux arguments en faveur de sa thèse du fractionnement des collèges électoraux. M. Crocq formule des critiques au sujet de la loi, qui n'accorde pas de représentation aux minorités. Il la considère, toutefois, comme constituant un progrès relatif. — 28. A l'article 10, M. Crocq propose l'amendement suivant: « Les candidats seront inscrits selon l'ordre alphabétique pour chacune des deux chambres. » Cet amendement, combattu par M. Malou, *m. f.*, est rejeté. A l'article 16, M. Crocq propose un nouvel amendement ainsi conçu: « La liste générale des électeurs de chaque arrondissement sera dressée selon l'ordre alphabétique. Les électeurs seront répartis, conformément à cet ordre, en sections dont aucune ne comprendra plus de 400 électeurs. » Cet amendement, combattu par M. Malou, *m. f.*, n'est pas adopté. Sauf un échange d'explications sans importance entre MM. Vilain XIII et Malou, *m. f.*, au sujet de l'article 25, tous les articles, jusqu'à 46 inclusivement, sont adoptés sans débat. « Art. 47. Sera puni d'une amende de 26 fr. à 1,000 fr. celui qui, par promesses, dons, menaces ou voies de fait, aura obtenu ou tenté d'obtenir d'un électeur la révélation du vote qu'il a émis. » La *c.* propose la suppression de cet article. M. H. Dolez expose les motifs qui ont engagé la *c.* à voter cette suppression proposée par le gouvernement. La *c.* a pensé qu'il était dans l'intérêt de tous d'accéder à la proposition, qui lui était faite, de faire disparaître du projet de loi l'article 47 et avec lui les commentaires qui l'avaient accompagné, et qui avaient été cause de graves dissensions et d'importants débats au sein de la chambre des représentants. Si ce moyen était écarté, et si, par conséquent, l'article 47 était maintenu dans la loi, il devait arriver de deux choses l'une: ou bien que le gouvernement retirerait la loi, comme il en avait annoncé la pensée d'une manière presque certaine; ou bien qu'il la publierait, nonobstant l'opposition unanime qu'elle aurait rencontrée de la part de la gauche du sénat, comme elle l'avait rencontrée de la part de la gauche de la chambre des représentants. Retirer la loi, c'était aller à l'encontre du vœu d'une grande partie de notre opinion. La promulguer, c'était, par suite des explications données à la chambre, consacrer un privilège au profit du clergé. M. Malou, *m. f.*, dit qu'il n'a jamais été dans sa pensée de consacrer un privilège au profit

de personne. Mais le dissentiment existait et il a cherché loyalement quelle était la transaction la meilleure, la plus honorable, la plus facilement acceptable pour toutes les opinions. Il a paru que la meilleure base de transaction était de faire disparaître la cause du dissentiment, en supprimant la disposition qui l'avait fait naître. Le gouvernement a soumis à la *c.*, qui l'a unanimement adoptée, une solution honorable pour tous, d'un dissentiment qui a vivement agité les esprits. Cette solution ne commande à personne le sacrifice de ses opinions individuelles; elle n'exige aucun désaveu. M. Solvyns, répondant à des paroles prononcées par M. H. Dolez au sujet de l'intervention du clergé dans les élections, dit que le clergé est digne de respect. S'il s'occupe de politique, il ne fait qu'user d'un droit qui lui est commun avec tous les autres citoyens. Mais il y a plus : dans un pays, malheureusement divisé par des questions qui sont au fond des questions religieuses, le clergé, en s'occupant de politique, remplit un impérieux devoir. Lorsque des adversaires viennent proclamer : « Le libéralisme est la libre pensée ou il n'est rien... Notre but est d'arracher des âmes à l'Eglise », il appartient au prêtre d'intervenir pour défendre ces âmes qu'il a mission de sauver. C'est là un devoir auquel, quoi qu'on fasse, le clergé belge ne faillira jamais. M. H. Dolez n'admet pas que l'on rende l'opinion libérale solidaire des paroles qui viennent d'être prononcées. Il s'est borné à signaler la mauvaise voie dans laquelle le clergé est entré. Il est dans le clergé beaucoup de membres qui restent fidèles à leur mission sainte; ils ne se mêlent pas de politique ceux-là; et ils maintiennent plus les âmes dans la voie de la religion catholique que ceux qui font de celle-ci une arme de combat électoral! Après un échange d'explications entre MM. Solvyns, De Lantsheere, *m. j.*, et Malou, *m. f.*, sur la question du domicile des fonctionnaires, le projet de loi est voté par 50 voix contre une et une abstention.

FINANCES.

50 avril. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui approuve une transaction conclue avec la province d'Anvers, au sujet de la propriété des immeubles composant le dépôt de mendicité d'Hoogstraeten.

2 mai. Ce crédit est voté à l'unanimité.

12 juillet. M. Tercelin, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui autorise l'aliénation et l'échange de biens domaniaux : terrains des dunes d'Ostende. — 13. Ce projet est voté à l'unanimité.

GUERRE.

18 décembre. M. Orban de Xivry, *r. c.*, donne lecture d'un rapport sur la loi fixant le contingent de l'armée pour 1877. Ce projet est voté d'urgence par 33 voix contre 2 et 4 abstentions. — 21. M. Orban de Xivry, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la gendarmerie. — 22. Dans la discussion de ce *B.*, MM. d'Anethan et de Ribaucourt demandent que le *m. g.* prenne, d'accord avec le *m. j.*, des mesures en vue de sauvegarder les gendarmes contre les attaques dont plusieurs d'entre eux ont été victimes. M. de Tornaco réclame des mesures analogues pour les gardes champêtres. M. Thiebault, *m. g.*, cite une circulaire du maréchal de Saint-Arnaud, ancien *m. g.* de France, d'après laquelle les généraux divisionnaires devront rappeler aux chefs de légion que les gendarmes ont des armes pour faire exécuter les lois, et qu'ils doivent s'en servir dès que leur personne est sérieusement compromise. Ils inviteront les chefs de légion à donner des instructions dans ce sens, en transmettant aux officiers sous leurs ordres copie de la circulaire. Le *m.* déclare qu'il entend se conformer à ces vues. M. De Lantsheere, *m. j.*, ajoute qu'il fera tous ses efforts pour rédiger un projet de loi dans le sens indiqué. Après des observations de M. Orban de Xivry, *r.*, en faveur de l'augmentation du nombre des brigades à cheval dans le Luxembourg et sur le mode d'avancement des officiers dans la gendarmerie, puis de M. Van Schoor sur la nécessité constitutionnelle d'organiser la gendarmerie par une loi, le *B.* est voté à l'unanimité. M. Léon de Robiano, *r. c.*, présente ensuite le rapport sur le *B.* de la guerre, qui est voté d'urgence et à l'unanimité.

20 mars. M. Orban, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui alloue au *B.* de la guerre, pour l'exercice 1876, un crédit supplémentaire de 3,231,800 fr. et qui porte transfert d'une somme de 108,500 fr. entre plusieurs articles du même *B.* — 21. M. Sacqueleu, *r. c.*, *id.* sur le projet de crédit supplémentaire de 311,000 fr. au *B.* de la gendarmerie. M. Léon de Robiano, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi prorogeant les articles 1^{er} et 2 de la loi sur les logements militaires. — 22. Ces trois projets sont votés à l'unanimité. Le second donne lieu à un échange d'observations entre MM. Solvyns et Thiebault, *m. g.*, sur le casernement de la gendarmerie et l'indemnité de couchage, et entre MM. de Ribaucourt, Thiebault, *m. g.*, et De Lantsheere, *m. j.*, sur l'établissement d'une brigade de gendarmerie à Calcken.

26 juin. M. Léon de Robiano, *r. c.*, dépose le rapport sur un projet de crédit spécial de

2,890,000 fr. au département de la guerre. — 27. Ce crédit est voté à l'unanimité.

IMPOTS.

20 juin. M. Béthune, au nom de la c. des finances, fait rapport sur le projet de loi qui apporte des modifications à la législation des patentes. — 21. Ce projet est voté à l'unanimité.

INDUSTRIE

18 juin. M. Dewandre, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la simplification des formalités des protêts. — 19. Le sénat, après un débat auquel prennent part MM. Cogels-Osy, De Lantsheere, *m. j.*, Malou, *m. f.*, Dewandre, *r.*, et H. Dolez, amende divers articles de ce projet. — 20. Au second vote, après quelques observations de MM. Malou, *m. f.*, et Dewandre, *r.*, le projet amendé est voté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE

21 mars. Dans la discussion du B. de l'intérieur, un débat s'engage entre MM. de Selys-Longchamps, Crocq, Delcour, *m. i.*, et Solvyns, sur les mesures à prendre pour compléter l'enseignement universitaire, s'assurer de la capacité des élèves qui entrent dans les universités, grâce à la nouvelle loi, sans avoir subi d'examen, et sur la composition du jury chargé d'examiner les élèves ayant fait des études libres. M. Crocq critique l'organisation des universités de l'Etat et la nomination, à Liège, d'un professeur étranger, à qui l'on a livré le monopole de 60 lits à la clinique chirurgicale. M. Delcour, *m. i.*, répondant à M. de Namur d'Elzée, s'engage à faire tous ses efforts pour aplanir le différend qui existe entre le gouvernement et la députation permanente de la province de Namur au sujet du chiffre des subsides pour l'enseignement primaire.

JUSTICE.

20 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi créant une nouvelle place de substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. M. Van Overloop, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi qui proroge la loi relative aux étrangers, et sur le projet de crédit supplémentaire de 25,000 fr. au B. de la justice pour l'exercice 1876. (Bibliothèque Defacqz.) — 22. Ces deux derniers projets sont adoptés à l'unanimité. Dans la discussion du projet relatif à la création d'une place de substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, MM. d'Anethan, *r.*, H. Dolez et De Lantsheere, *m. j.*, se trouvent d'accord pour émettre l'avis qu'il ne faut pas réduire à trois le nombre des

conseillers siégeant en appel, ni supprimer l'intervention du ministère public dans les affaires civiles. M. De Lantsheere, *m. j.*, est d'avis que l'on pourrait permettre que les causes électorales fussent jugées par trois conseillers. M. H. Dolez fait observer que le travail qui se fait en cette matière est surtout une vérification de pièces, faite par le rapporteur qui, en chambre du conseil, expose à ses collègues le résultat du travail qu'il a préparé. Les plaidoiries sont fort peu de chose; elles ne sont pas longues; on se borne le plus souvent à prendre des conclusions. L'orateur croit donc qu'on n'arriverait pas à faire gagner aux cours beaucoup de temps, si on leur permettait de faire juger par trois conseillers des affaires qui ont une importance de premier ordre, puisqu'elles tiennent à l'exercice des droits politiques. Le projet est voté à l'unanimité.

50 avril. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi allouant un nouveau crédit spécial pour la continuation des travaux du Palais de justice.

1^{er} mai. Ce crédit est voté par 46 voix contre 8, après de nouvelles critiques sur l'exagération des dépenses de ce palais. M. De Lantsheere, *m. j.*, répond qu'en élevant à la justice ce palais somptueux, la Belgique constitutionnelle prouve à quel point elle a l'intelligence de ses grandes institutions politiques. Dans les pays constitutionnels, un principe pénètre toutes les institutions, en forme comme le lien puissant, les consolide et les domine, c'est la légalité, dont la justice est à la fois l'interprète et la gardienne. C'est donc à la justice que la nation devait son plus beau monument. Dût-elle l'élever même à la hauteur de ses plus majestueuses cathédrales, on n'aurait pas le droit de l'accuser de gaspillage. Elle aura fait une œuvre intelligente et patriotique. — 2. M. Van Overloop, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance d'Anvers. — 4. Ce projet est voté à l'unanimité.

MONNAIES.

18 décembre. M. Tercelin, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui interdit la fabrication des pièces de 5 fr. en argent. — 19. Dans la discussion de ce projet, M. Tercelin, *r.*, engage le *m. f.* à conserver une position expectante au sujet de la question monétaire. M. Malou, *m. f.*, répond que telle est son intention. Le projet est voté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

1^{er} mai. M. de Mérode-Westerloo, *r. c.*,

dépose le rapport 1° sur le *B.* des travaux publics; 2° sur une demande de crédits supplémentaires de 1,369,768 fr. 82 c. — 2. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, M. Van Caloen appelle l'attention sur la nécessité de défendre les côtes maritimes contre l'envahissement de la mer du Nord. M. Casier de Hemptinne signale le besoin d'achever les travaux du canal de Terneuzen et d'améliorer le régime de l'Escaut; M. Van Ockerhout entretient le sénat du régime hydraulique dans l'arrondissement de Dixmude (Yser), et appuie les observations de M. Van Caloen. M. T'Kint de Roodenbeke s'occupe du régime des eaux dans l'arrondissement d'Eecloo. M. Cogels-Osy signale la nécessité de rendre à l'Escaut maritime les eaux de l'Escaut supérieur. M. Beernaert, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. — 3. M. Balisaux voudrait voir consacrer un emprunt de 200 millions à des travaux publics et, entre autres, à l'amélioration du réseau des voies navigables. M. Beernaert, *m. t.*, estime qu'avant de décider l'affectation de 200 nouveaux millions à des travaux publics, le *m. f.*, qui aurait à les demander à l'emprunt, doit examiner si l'impôt permet d'en payer l'intérêt. Il faut voir ce que permet la marche toujours ascendante et progressive du revenu public et ne la point dépasser. C'est dans cette voie que jusqu'à présent on s'est exactement tenu. Le gouvernement a affecté à des dépenses d'utilité publique le capital de tout ce que représente l'augmentation annuelle de l'impôt. C'est là une marche sage, prudente et, à vouloir aller plus vite, on risquerait peut-être de marcher moins bien. — 4. M. Van de Woestyne critique le mode de construction des routes, qui sont uniformément tracées en ligne droite, et le système en vigueur pour les plantations. M. Van Crombrughe recommande la construction d'une route reliant les cantons d'Oosterzele et de Nevele. M. Van Ockerhout réclame le dévasement du canal de Lisseweghe. M. Fléchet s'occupe de l'entretien du lit de la Meuse près de Wandre et de Cheratte. M. de Namur d'Elzée réclame la construction du pont de Sclayn. MM. Bonnet et de Ribaucourt

entretiennent le sénat du régime de l'Escaut et de la Dendre. M. Van Ockerhout insiste sur le besoin de défendre les côtes contre l'invasion de la mer. Après des explications de M. Beernaert, *m. t.*, le *B.* est voté à l'unanimité, ainsi que le crédit supplémentaire de 1,369,768 fr. 82 c.

15 juillet. M. d'Ursel, *r. c.*, donne lecture du rapport sur le projet de loi allouant des crédits spéciaux pour travaux d'utilité publique. La discussion étant ouverte d'urgence, M. Crœcq exprime le regret que le gouvernement n'ait pas acquis la totalité du Jardin zoologique pour en faire un institut central des hautes études. M. Van Ockerhout recommande les travaux de défense de la côte maritime; M. Balisaux, les intérêts de l'arrondissement de Charleroi; M. Bonnet, l'amélioration du régime de l'Escaut, et un remède contre la corruption des eaux venant de l'Espierre. Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

21 juin. M. H. Dolez, *r. c.*, présente le rapport sur l'élection de M. De la Roche, nommé à Soignies en remplacement de M. Wincqz, décédé. Les opérations ont été régulières. M. De la Roche avait été inscrit sur la liste supplémentaire des éligibles au sénat de la province de Hainaut pour 1877, et en a été rayé. Pour parfaire le cens, il prétend, en qualité de propriétaire de 240 actions nominatives de la société de Strépy-Bracquegnies sur 8,000 qu'elle comporte, pouvoir s'attribuer 3 % des impôts payés par cette société. La commission n'admet pas ce droit, parce que cette société charbonnière est devenue depuis 1872 une société anonyme. L'élection est annulée.

VOIES ET MOYENS.

18 décembre. M. Bischoffsheim, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens pour l'exercice 1877. — 19. Ce *B.* est voté à l'unanimité, après un échange d'observations entre MM. Piret et Malou, *m. f.*, au sujet des droits d'entrée sur les bois de construction.

SÉNAT.

Session 1876-1877.

A³

TABLE DES MATIERES.

A

ANGLETERRE (Traité avec l'). Voir TRAITÉS.

ARGENT (Introduction du monnayage de l'). Voir MONNAYAGE.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1877. *r.* de M. Orban de Xivry et vote, 18 *d.* — Cr. de 2,890,000 fr. pour le matériel. *r.* de M. Léon de Robiano, 26 *jn.* — Vote, 27 *jn.* V. Guerre.

AUTRICHE (Traité avec l'). Voir TRAITÉS.

B

BOIS DE CONSTRUCTION (Droits d'entrée sur les), 18 *d.* V. Voies et moyens.

BRÉSIL (Traité avec le). Voir TRAITÉS.

BUDGETS de 1873. Règlement définitif. *r.* de M. Cogels-Osy, 1^{er} mai. — Vote, 4 mai. V. Comptabilité.BUDGETS de 1877. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Cogels-Osy, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. *r.* de M. Béthune, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* — Justice. *r.* de M. d'Anethan, 18 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* — Finances. *r.* de M. Van Caloen, 19 *d.* — Vote, 20 *d.* — Dette publique. *r.* de M. De Vadder, 20 *d.* — Vote, 21 *d.* — Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 21 *d.* — Vote, 22 *d.* — Dotations. *r.* de M. Cogels-Osy et vote, 21 *d.* — Intérieur. *r.* de M. Van Ockerhout, 20 *m.* — Disc., 21, 22 *m.* — Vote, 22 *m.* V. Budgets. — Gendarmerie. *r.* de M. Orban de Xivry, 21 *d.* — Disc. et vote, 22 *d.* — Guerre. *r.* de M. Léon de Robiano et vote, 22 *d.* V. Guerre. — Travaux publics. *r.* de M. de Mérode-Westerloo, 1^{er} mai. — Disc., 2, 3, 4 mai. — Vote, 4 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Bischoffsheim, 18 *d.* — Disc. et vote, 19 *d.* V. Voies et moyens.

C

CANAL de Lisseweghe, 4 mai. V. Travaux publics.

CARTE GÉOLOGIQUE, 13 *jt.* V. Budgets.CENS D'ÉLIGIBILITÉ. M. De la Roche, à Soignies. Invalidation, 21 *jn.* V. Vérification des pouvoirs.CHARLEROI (Travaux dans l'arrondissement de), 13 *jt.* V. Travaux publics.CHEMIN DE FER. Convention avec la Banque de Belgique pour les chemins de fer de Tirlemont à Moll et Neerlinter. *r.* de M. De Vadder et vote, 18 *d.* — Organisation du service dans l'arrondissement d'Alost. Tramways dans celui d'Eecloo. Retards apportés dans l'exécution de la ligne d'Athus à la Meuse Lignes d'Anvers à Gladbach et d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten. Droit fixe pour le transport des marchandises. Insuffisance du matériel. Tarifs de transit. Tarif de Tournai-Jurbise. Stations de Courtrai et de Quaregnon. Ligne de Blaton à Ath. Vols de colis, 2, 3 mai. — Capitalisation des annuités dues pour le rachat du Dendre-et-Waes et de Pepinster à Spa. *r.* de M. de Mérode-Westerloo et vote, 21 *jn.* — Convention avec la Société de Construction *r.* de M. Béthune. Disc. et vote, 26 *jn.* — Péages. *r.* de M. de Mérode-Westerloo. Disc. et vote, 28 *jn.* — Restitution de cautionnements à divers concessionnaires. *r.* de M. Béthune, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* — Chemin de fer d'Anvers à Tilbourg. Station de Falisolle, 13 *jt.* V. Chemin de fer.COLONNE DU CONGRÈS (Restauration de la), 13 *jt.* V. Budgets.COMMUNALE (Loi). Modifications aux articles 133, 121, 147. *r.* de M. Solvyns, 21 *m.* — Vote, 30 *a.* V. Affaires communales.COMMUNES de Blaton et Grandglise, d'Enghien et Petit-Enghien. *r.* de M. Hubert, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* — De Poupehan et Mirwart. *r.* M. de Casier

de Hemptinne, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* — D'Ostende et Mariakerke. *r.* de M. Van Ockerhout, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* V. Affaires communales.

COMPTABILITÉ. Dérogation à l'article 24 de la loi. *r.* de M. Cogels-Osy, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* V. Comptabilité.

COTES (Défense des), 2, 4 *mai.*, 13 *jt.* V. Travaux publics.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES. Création d'une place de substitut du procureur général. *r.* de M. d'Aethan, 20 *m.* — Disc. et vote, 22 *m.* V. Justice.

COUR DE CASSATION. MM. Lenaerts, Schuermans, Sanchez de Aguilar, 19 *jn.* V. Cour de cassation.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. *r.* de M. Hubert, 22 *m.* — Disc. et vote, 1^{er} *mai.* V. Cours d'eau.

D

DEFACQZ (Bibliothèque). Cr. de 25.000 francs. *r.* de M. Van Overloop, 20 *m.* — Vote, 22 *m.* V. Justice.

E

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Subside à la province de Namur, 21 *m.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Admission des élèves dans les universités. Critique des universités de l'Etat. Clinique à Liège, 21 *m.* V. Instruction publique.

ESCAUT (Régime de l'), 2, 4 *mai.*, 13 *jt.* V. Travaux publics.

ÉTAT CIVIL. Confection des tables générales des registres paroissiaux. Cr. de 100.000 fr. *r.* de M. de Sélys-Longchamps, 21 *m.* — Vote, 22 *m.* V. Affaires communales.

ÉTRANGERS (Prorogation de la loi sur les). *r.* de M. Van Overloop, 20 *m.* — Vote, 22 *m.* V. Justice.

F

FRANCE (Négociations commerciales avec la), 2 *mai.* V. Affaires étrangères.

FRAUDES ÉLECTORALES. *r.* de M. Leirens, 26 *jn.* — Disc., 27, 28 *jn.* — Vote, 28 *jn.* V. Elections.

G

GENDARMES. Défense contre les attaques dont ils sont l'objet, 22 *d.* — Casernement, 22 *m.* V. Guerre.

H

HOOGSTRAETEN (Dépôt de mendicité d'). Propriété des immeubles. *r.* de M. Van Overloop, 30 *a.* — Vote, 2 *mai.* V. Finances.

HYPOTHÉCAIRE (Demande de révision de la législation), 19 *d.* V. Budget de la justice.

I

INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE d'Arlon, 13 *jt.* V. Budgets

J

JARDIN ZOOLOGIQUE de Bruxelles. Acquisition par l'Etat, 13 *jt.* V. Travaux pblcs.

L

LOGEMENTS MILITAIRES. *r.* de M. Léon de Robiano, 21 *m.* — Disc., 22 *m.* V. Guerre.

M

MEUSE. Dévasement, 4 *mai.* V. Travaux publics.

MONNAYAGE de l'argent (Interdiction du). *r.* de M. Tercelin, 18 *d.* — Vote, 19 *d.* V. Monnaies.

O

OSTENDE. Vente des terrains des dunes. *r.* de M. Tercelin, 12 *jt.* — Vote, 13 *jt.* V. Finances.

P

PALAIS DE JUSTICE. Cr. de 2,500,000 fr. *r.* de M. Van Overloop, 30 *a.* — Disc. et vote, 1^{er} *mai.* V. Justice.

PATENTES. Modification à la loi de 1819. Procédure. *r.* de M. Béthune, 20 *jn.* — Vote, 21 *jn.* V. Impôts

POMMES DE TERRE de provenance suspecte. Prorogation de la loi de 1875. *r.* de M. G. de Woelmont, 21 *m.* — Disc. et vote, 22 *m.* V. Agriculture

PONT de Sclayn, 4 *mai.* V. Travaux publics.

PROTÈTS. Simplification. *r.* de M. Dewandre, 18 *jn.* — Disc. et vote, 19 *jn.* V. Industrie.

R

RIVIÈRES. Yser, Dendre, 2, 4 *mai.* — Corruption des eaux de la Lys, 13 *jt.* V. Travaux publics.

ROUMANIE (Traité avec la). Voir TRAITÉS.

ROUTES reliant les cantons d'Oosterzele et de Nevele. Plantations. Mode de construction, 4 *mai.* V. Travaux publics.

S

SAINT-SIÈGE (Pét. des catholiques en faveur de l'indépendance du), 30 *a.* V. Affaires étrangères.

SECRET DU VOTE. Voir FRAUDES ÉLECTORALES.

T

TERNEUZEN (Travaux du canal de), 2 *mai.* V. Travaux publics.

THÉÂTRE FLAMAND à Bruxelles. Subside de 15,000 fr., 22 *m.* V. Budget de l'intérieur.

TOXIQUES (Importation de matières). *r.* de M. De Vadder et vote, 22 *d.* V. Douanes et accises.

TRAITÉ avec l'Autriche (marques de fabrique). *r.* de M. Van de Woestyne, 18 *d.* — Avec la Roumanie. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 1^{er} *mai.* — Vote, 2 *mai.* — Avec le Brésil. *r.* de M. T'Kint

de Roodenbeke, 28 *jn.* — Vote, 12 *jt.* V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 23,530,000 fr. *r.* de M. d'Ursel et vote, 15 *jt.* V. Travaux publics.

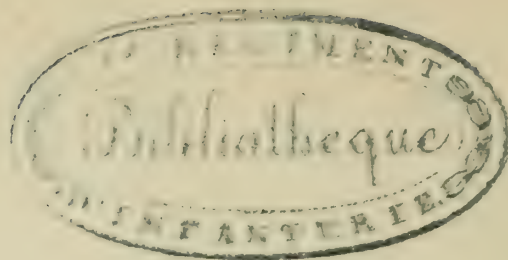
TRIBUNAL d'Anvers. Création d'une 3^e chambre. *r.* de M. Van Overloop, 2 *mai.* — Vote, 4 *mai.* V. Justice.

V

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. M. De la Roche, nommé à Soignies. Invalidation, 21 *jn.* V. Vérification des pouvoirs.

VOIES NAVIGABLES (Amélioration des), 3 *mai.* V. Travaux publics.

DEUXIÈME PARTIE.



AVIS AU LECTEUR.

Placer ici les sessions B³, C³, D³ et E³ qui complètent le volume.

SESSION EXTRAORDINAIRE 1878.

(23 JUILLET AU 22 AOUT 1878.)

C³

MINISTÈRE.

Affaires étrangères, M. Frère-Orban.
Finances, M. Graux.
Intérieur, M. Rolin-Jaequemyns.
Justice, M. Bara.
Instruction publique, M. Van Humbeeck.
Travaux publics, M. Saintelette.
Guerre, M. le général Renard.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

(Après le renouvellement partiel de 1878.)

ANVERS, MM. Coremans, De Decker, Delaet, De Wael, Guyot, Jacobs et Meeus; MALINES, Eug. de Kerckhove, Lefebvre et Notelteirs; TURNHOUT, Coomans, de Zerezo de Tejada et Nothomb.

BRUXELLES, MM. E. Allard, Anspach, Bergé, Couvreur, Dansaert, De Fré, Demeur, Goblet d'Alviella, Guillery, A. Jamar, Janson, Jottrand, Orts et Van Humbeeck; LOUVAIN, Beeckman, De Becker, Delcour, Schollaert et Smolders; NIVELLES, De Vrints, Le Hardy de Beaulieu, Mascart et Olin.

BRUGES, MM. De Clercq, Van Outryve d'Ydewalle et A. Visart; COURTRAI, De Haerne, Reynaert, Tack et Vandenpeereboom; DIXMUE, De Lantsheere; FURNES, L. Visart; OSTENDE, Van Iseghem; ROULERS, de Montblanc et de Jonghe d'Ardoye; THIELT, Beernaert et Mulle de Terschueren; YPRES, Berten, Biebuyck et Struye.

GAND, MM. d'Elhoungne, de Hemptinne, de Kerchove de Denterghem, Devigne, Lippens, Rolin-Jaequemyns, Verhaeghe de Naeyer et Willequet; ALOST, Van Wambeke, Verbrugghen et Woeste; AUDENARDE, Devos, Magherman et Van der Donckt; EECLOO, Kervyn de Lettenhove; SAINT-NICOLAS, Janssens, Malou et Verwilghen; TERMONDE, De Kepper, Van Cromphaut et Van den Steen.

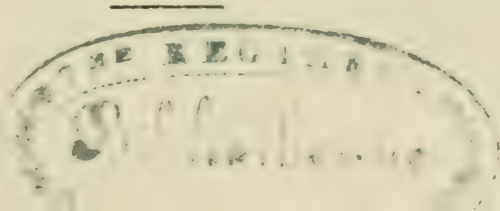
MONS. MM. Bockstael, Defuisseaux, Dethuin, Lescarts et Saintelette; ATH, Bricoult et Descamps; CHARLEROI, Gillieaux, Lambert, Lucq, Mondez, Pirmez, Sabatier et Vandam; SOIGNIES, Boucquéau, Houtart et Paternostre; THUIN, de Chimay, Puissant et Warocqué; TOURNAI, Allard-Pecquereau, Bara, Crombez et Rogier.

LIEGE, MM. de Rossius, Dupont, Frère-Orban, E. Jamar, Mouton, Neujean, Piedbœuf et Warnant; HUY, de Lhoneux et de Macar; VERVIERS, d'Andrimont, Mallar, Ortmans et Peltzer; WAREMME, de Lexhy et Lejeune.

HASSELT, MM. de Pitteurs Hiegaerts et Thonissen; MAESEYCK, Cornesse; TONGRES, de Borchgrave et Julliot.

ARLON, MM. Tesch; BASTOGNE, Van Hoorde; MARCHE, Péty de Thozée; NEUFCHATEAU, Santkin; VIRTON, de Briey.

NAMUR, MM. de Moreau d'Andoy, Dohet, Moncheur et Wasseige; DINANT, de Liedekerke et Thibaut; PHILIPPEVILLE, de Baillet-Latour et Mineur.



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session extraordinaire de 1878.

Doyen d'âge, M. BIEBUYCK. — *Président*, M. ROGIER.
Vice-présidents, MM. GUILLERY et DE WAEL. — *Secrétaires*, MM. LESCARTS, REYNAERT,
 D'ANDRIMONT et DEVIGNE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

1^{er} août. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose sur le bureau un projet de loi approuvant une convention consulaire conclue entre la Belgique et l'Italie. — 2. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 6. Un échange d'observations a lieu entre MM. De Lantsheere, Frère-Orban, *m. a.*, et Van Iseghem, *r.*, au sujet de deux articles de la convention, celui qui concerne l'arrestation et l'extradition des marins déserteurs, et celui qui se rapporte au droit des agents consulaires de régler la question des avaries essuyées en mer. Le projet de loi est ensuite adopté à l'unanimité.

BUDGETS.

1^{er} août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir des crédits supplémentaires au B. de l'intérieur pour 1877, un projet de crédit supplémentaire au B. de 1878, et enfin une demande de crédit spécial de 40,000 fr. pour permettre à des ouvriers d'élite de se rendre à l'Exposition de Paris. — 8. M. Houtart, *r. s. c.*, présente le rapport sur ces projets de loi. — 14. Il est convenu entre MM. Woeste et Rolin-Jaquemyns, *m. i.*, que l'on ajournera à la prochaine session l'article du projet de crédits concernant la liquidation des dettes du B. économique de la Flandre occidentale. Les crédits supplémentaires, déduction faite de cet article, sont adoptés à l'unanimité, ainsi que le crédit de 40,000 fr. pour les ouvriers.

BUREAU.

1^{er} août. M. Rogier est élu *président* par 61 voix contre 46 données à M. Thibaut. Sont élus *vice-présidents*, MM. Guillery, par 60 voix contre 40 données à M. Tack, et De Wael, par 60 voix contre 44 données à M. Schollaert. Sont élus *secrétaires*, MM. Les-

carts, Reynaert, d'Andrimont et Devigne, par 63, 61 et 58 voix contre 31 données à M. Pety de Thozée, 27 à M. L. Visart et 25 à M. Vandenpeereboom. M. Rogier remercie ses collègues de la marque de confiance qu'ils viennent de lui donner.

CHEMIN DE FER.

7 août. M. Saintelette, *m. t.*, en réponse à une interpellation de M. A. Visart, dit qu'il n'est pas exact que la construction de la nouvelle gare de Bruges soit remise en question. L'adjudication a été ajournée de peu de jours, afin que l'on puisse se livrer à l'examen de quelques observations qui ont été faites par des habitants de Bruges, au sujet des plans en ce qui concerne l'accès de la station.

DÉCÈS.

1^{er} août. M. Rogier, *p.*, annonce que M. B. Dumortier fils a fait part à la chambre de la mort de son père, ministre d'Etat et membre de la chambre des représentants. Une lettre de condoléance sera adressée à la famille, comme marque d'estime et de sympathie pour un ancien collègue des plus distingués, et qui tiendra dans l'histoire parlementaire une place honorable. Il est fait part aussi de la mort de M. Fransman, ancien membre du Congrès national. — 7. M. Rogier, *p.*, annonce à la chambre le décès de M. E. Allard, l'un des membres « les plus aimés » de l'assemblée et propose à la chambre de désigner une députation pour assister à ses funérailles. MM. Jottrand et Guillery, au nom de la députation de Bruxelles, font l'éloge de leur regretté collègue, et M. de Moreau d'Andoy, au nom de la minorité, s'associe à cet hommage.

DOUANES ET ACCISES.

2 août. La chambre reçoit communication des explications du *m. f.* sur la pétition du

sieur Rypens, fabricant de glucoses à Boom, tendant à ce que les droits d'accise perçus sur les produits de son industrie soient restitués à l'exportation.

ÉLECTIONS. (FRAUDES ÉLECTORALES.)

1^{er} août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant modification à quelques dispositions de la loi de 1822 sur la contribution personnelle et du code électoral. Aux termes de ce projet, 1^o la preuve contraire est admise, quant à la valeur réelle du mobilier, alors même que celle-ci a été fixée au quintuple de la valeur locative, en vertu du § 2 de l'article 57 de la loi du 28 juin 1822. Celui qui se refusera à laisser procéder à l'expertise sera présumé ne point posséder la base contestée. 2^o Les personnes qui occupent gratuitement des habitations appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes ou à des établissements publics, ou qui reçoivent, pour les locaux qu'elles occupent, une indemnité de traitement en vertu de dispositions légales ou d'actes administratifs, sont exemptes, pour ces habitations et bâtiments, de la contribution personnelle à raison des trois premières bases. Elles sont, en outre, exemptes de cette contribution d'après la quatrième base, si le mobilier leur est également fourni gratuitement. 3^o Sont exemptes de la contribution personnelle d'après la sixième base, les chevaux tenus par des personnes qui, indépendamment de la taxe qu'elles auraient à payer pour ces chevaux, versent au Trésor de l'Etat une somme inférieure à 42 fr. 52 c. d'impôts directs. Toutefois, cette exemption n'est pas applicable aux chevaux de luxe. M. Frère-Orban, *m. a.*, prie la chambre de déclarer l'urgence pour ces projets de loi. M. Nothomb demande qu'on en renvoie l'examen à la semaine suivante. M. Frère-Orban, *m. a.*, insistant, M. Woeste appuie la motion de M. Nothomb. La minorité a besoin d'étudier les exposés des motifs des projets, afin de décider l'attitude qu'elle devra prendre en face de la politique qui y sera affirmée. Il ne comprend pas la résistance de la gauche, à moins que les membres nouveaux qui en font partie ne soient disposés à adopter les yeux fermés ce que le gouvernement propose. M. Frère-Orban n'admet pas qu'il soit nécessaire d'être offensant envers la majorité pour essayer de justifier l'ajournement que l'on propose. Ce n'est pas à la majorité actuelle qu'on peut adresser le reproche de vouloir agir en aveugle. La majorité qui a agi en aveugle est celle que les dernières élections ont renversée. Le gouvernement n'accepte ni les leçons, ni les offenses de l'opposition, et elle doit se préparer à les

voir repousser résolument. On cherche à ajourner le débat, pour faire en sorte que la révision des listes électorales soit terminée sans qu'on puisse les épurer des fraudes qui ont été signalées; mais on n'y réussira pas. M. Nothomb insiste pour l'ajournement; mais la chambre déclare l'urgence. — 2. Le débat reprend sur cet objet, à propos de la fixation de l'ordre du jour de la prochaine séance. MM. Woeste, Beernaert et De Becker persistent à demander que la suite de l'examen en sections soit renvoyée à la semaine suivante. MM. Frère-Orban, *m. a.*, Guillery et Bara, *m. j.*, insistent pour l'examen immédiat en *s. c.* Il est décidé que les *ss.* seront convoquées. — 7. M. Malou demande que le gouvernement communique à la chambre divers tableaux statistiques relatifs aux chevaux mixtes et aux logements gratuits. — 8. La discussion est ouverte sur le projet de loi. (Le rapport de la *s. c.*, fait par M. Jottrand, a été distribué à domicile pendant l'ajournement de la chambre.) M. A. Visart présente un amendement ainsi conçu : « Tous les chevaux, autres que les chevaux de luxe, même ceux qui sont employés exclusivement aux travaux de l'agriculture, seront frappés d'une taxe de trois francs à partir du 1^{er} janvier 1879. La taxe établie sur les chevaux dits mixtes sera abolie à la même date. » L'auteur de cette proposition et M. Jacobs en demandent le renvoi à la *s. c.* Un débat, auquel prennent part MM. Bara, *m. j.*, Frère-Orban, *m. a.*, Malou, Woeste et Coomans, s'engage à ce sujet. Il se termine par le renvoi de l'amendement à la *s. c.*, par 45 voix contre 43. M. Malou prend le premier la parole pour combattre le projet de loi. Il dit que le premier acte des catholiques en arrivant au pouvoir, en 1870, a été de conférer les droits politiques à 125,000 citoyens; le premier acte des libéraux en y rentrant est de rayer quelques milliers d'électeurs généraux et un nombre au moins double d'électeurs communaux. Le projet repose sur un très-mauvais principe. Pour détruire quelques fraudes, il supprime des droits légitimes; il frappe beaucoup d'innocents pour atteindre quelques coupables. Il faut agir énergiquement contre la fraude, mais en respectant les droits légalement acquis. L'année dernière, ces propositions ont été produites sous forme d'amendements, par M. Frère-Orban, et ont été rejetées par 50 voix de la droite contre 29 de la gauche; mais cinq membres de la gauche progressiste se sont abstenus parce qu'il leur a paru dangereux en principe de combattre une fraude par la suppression d'un certain nombre d'électeurs. Si aujourd'hui ce projet qui, sous prétexte de quelques fraudes de détail, supprime des milliers

d'électeurs, réunit l'unanimité de la gauche, un grand résultat politique sera acquis. Il sera démontré que tous ceux des membres de la gauche qui sont partisans de l'extension du droit de suffrage ou du suffrage universel ont abdicqué... — M. Janson : « C'est une erreur profonde. » — M. Malou : « ... qu'ils sont matés. Cela sera établi par le fait, malgré toutes les protestations; quand vous aurez, pour détruire les fraudes de deux ou trois cents électeurs, rayé au minimum sept ou huit mille électeurs, vous serez bien venus, vraiment, à venir nous parler de l'extension du droit de suffrage ou du suffrage universel ! » L'orateur est d'avis que chaque restriction du corps électoral fera faire un pas immense à la question du suffrage universel, qu'il ne désire pas voir introduire dans le pays. La meilleure politique électorale est de tâcher de maintenir le système censitaire, par respect pour la Constitution, mais en cherchant loyalement toutes les extensions que l'on peut trouver en restant dans les limites constitutionnelles. Aussi combattra-t-il toute mesure qui aura pour effet la restriction du droit de suffrage, à quelque degré que ce soit. M. Olin interrompt pour dire qu'en 1871 les catholiques ont exclu les cabaretiers du corps électoral. M. Malou répond qu'on leur a enlevé un privilège illégal et injustifiable qu'on avait établi en 1849, et qui leur donnait la prépondérance dans le corps électoral. L'orateur soutient ensuite que la faculté du quintuplement de la valeur locative pour l'évaluation du mobilier, établie par la loi de 1822, est un forfait légal et qu'on ne peut assujettir le contribuable à des visites domiciliaires ou à des expertises, dont la loi a eu principalement pour but de l'exonérer. Il est d'avis que, pour supprimer la fraude sans entamer le droit, il faudrait établir une péréquation de la valeur locative, comme on a fait une péréquation cadastrale de la propriété foncière, et faire de la taxe sur le mobilier un multiple de cette valeur locative. M. Frère-Orban, *m. a.*, fait observer qu'il a indiqué ce moyen. M. Malou répond qu'il l'aurait étudié s'il était resté au pouvoir. M. Frère-Orban, *m. a.*, réplique qu'il ne manquera pas de l'étudier à son tour. M. Malou combat ensuite le projet de loi en ce qui concerne la suppression de l'impôt sur les chevaux autres que les chevaux de luxe, et soutient que la fraude monstrueuse que l'on dénonce à ce propos se réduit à une proportion microscopique. Pour supprimer cette fraude, on propose de ne pas faire payer l'impôt à celui qui en aura besoin pour être électeur, et à le faire payer à celui qui n'en a pas besoin pour arriver à l'électorat. Celui qui payera 42 fr. et aura un cheval mixte ne sera pas électeur,

et celui qui payera 42 fr. 50 c. sera électeur et payera le cheval mixte. En généralisant ce système, on finirait par ne plus avoir d'électeurs en Belgique que les éligibles au sénat. L'orateur combat ensuite la disposition aux termes de laquelle on supprime l'impôt pour tous ceux qui occupent un logement gratuit. Il soutient que cette mesure constitue un privilège que l'on veut octroyer uniquement en vue de supprimer un certain nombre de curés électeurs. Il affirme ensuite que la fraude se pratique surtout à l'aide des patentes de commis, à qui l'on fait compter les émoluments et les pourboires en même temps que le traitement comme base légale de la patente. Il soutient enfin que, dans l'exécution, la loi aura pour effet de décréter la révision des listes électorales sans une révision préalable du rôle des contributions, et de priver ainsi un grand nombre de citoyens de droits qu'ils devaient croire légitimement acquis. Il demande, en terminant, si l'on restituera l'impôt à ceux qui l'ont payé pour l'année entière (M. Graux, *m. f.*, répond qu'on l'a fait en 1871, sans aucune loi), et si le citoyen rayé des listes électorales à raison de la taxe sur les chevaux mixtes, ou pour d'autres causes, pourra faire valoir qu'il paye d'autres impôts. S'il le peut, il ne faut pas oublier que les délais pour s'adresser au collège électoral seront expirés. En tout cas, lorsqu'il s'agit d'un corps de 12,000 électeurs, comme à Anvers, il est impossible, au bout de dix jours, de sauvegarder le droit de tous les intéressés. L'orateur engage ses adversaires à se hâter de voter cette loi. C'est une de celles qui ruinent une majorité dans l'opinion publique. M. Graux, *m. f.*, répond au reproche de contradiction adressé par M. Malou aux partisans de l'extension du suffrage qui voteront la loi. Ce reproche est déplacé dans la bouche de l'ancien chef d'un ministère qui, en 1871, a fait voter une réforme par laquelle 8,000 à 9,000 électeurs généraux et 25,000 électeurs communaux ont été rayés des listes électorales. M. Jacobs disait alors : « La question électorale domine ici ; l'un des motifs qui nous portent à proposer le projet de loi actuel est cette grande question sociale et morale de la saine composition du corps électoral. » La question électorale domine aussi dans le projet actuel. L'un des motifs de ce projet, c'est la grande question sociale et morale de la saine composition du corps électoral. La réforme n'est pas une réforme des lois d'impôts : elle ne touche guère aux impôts ; elle a pour mobile et pour but la constitution sincère et loyale du corps électoral. Quel que soit le système électoral que l'on adopte, il faut qu'il soit loyalement pratiqué. Eliminer du corps électoral ceux qui n'ont

pas le droit de s'y trouver, ce n'est pas plus le restreindre que ce n'est diminuer la circulation monétaire que d'en extirper la fausse monnaie. La loi actuelle entraînera, par la disposition relative aux logements gratuits, la suppression de 1,601 membres du clergé et de 150 fonctionnaires de toute catégorie. L'abolition partielle de la taxe sur les chevaux mixtes fait sortir des comices électoraux 5,112 électeurs généraux si l'on compte un électeur par déclaration d'un cheval mixte. A ce chiffre il faut ajouter 612 électeurs à raison de la contribution sur le cheval de louage. Soit en tout 5,724 électeurs. Quant au résultat du droit de prouver contre le quintuplement, personne ne peut rien savoir, car on ne peut déterminer même approximativement, aujourd'hui, de quel chiffre seront réduites les déclarations de valeurs mobilières quand le quintuplement pourra être contesté. Mais la disposition relative au quintuplement n'aura pour effet d'exclure du corps électoral que ceux qui y entrent à raison d'un mensonge, en invoquant une fiction autorisée dans un intérêt purement fiscal, et dont la portée était de donner au contribuable la faveur d'un *maximum*. Le quintuplement, qui était complètement négligé jusqu'à une certaine époque, parce que personne jusqu'alors n'avait intérêt à le pratiquer, a été beaucoup exploité dans ces dernières années, en vue d'un intérêt électoral. Il n'a plus été considéré comme un *maximum*, mais comme un *minimum*; c'est-à-dire que, lorsque la valeur du mobilier du contribuable que l'on voulait rendre électeur était supérieure à la valeur locative quintuplée, on le déclarait à sa valeur réelle, tandis que lorsque la valeur de ce mobilier était inférieure à cinq fois la valeur locative, on opérait le quintuplement. C'est la loi de 1822 retournée, viciée dans son esprit et dans son but, en vue d'un intérêt électoral. Ce système a été recommandé par les associations conservatrices dans les Flandres. MM. Malou et Jacobs ont eux-mêmes, dans des discussions antérieures, reconnu qu'il fallait supprimer cet abus, et la cour de cassation s'est rangée à cette opinion, laissant au législateur le soin de corriger le vice de la loi. Le ministre défend ensuite le projet en ce qui concerne les chevaux mixtes, et dit qu'aucune base d'impôt n'a été plus employée comme moyen de fraude. Il cite des chiffres à l'appui de son opinion. Il ajoute que pour supprimer cette fraude il n'y a d'autre moyen que celui du projet de loi, car le contrôle est impossible et le cheval mixte est indéfinissable. On maintient donc l'impôt dans tous les cas où il est juste, utile et sans inconvénients. Quand l'impôt pourra servir à la fabrication de faux électeurs, on ne le payera pas. — 9. M. Graux,

m. f., continuant son discours, répond d'abord aux observations de M. Malou, en ce qui concerne l'exécution de la loi. Il dépose un amendement d'après lequel les listes électorales seront revisées en 1878, en vertu de la présente loi, et clôturées le quinzième jour après celui de sa publication, et les autres formalités et délais déterminés par le code électoral seront observés pour les actes ultérieurs qui se rapportent à la révision de ces listes. On remettra, pour cette fois, une copie des rôles portant les différentes bases de l'impôt personnel. On indiquera, en regard de celles-ci, les bases qui seront supprimées en vertu de la loi, et on fera ressortir ainsi la part d'impôt maintenue et celle qu'il y aura lieu de restituer. Revenant sur la question du quintuplement, le ministre oppose à M. Malou l'opinion de l'administration des finances, d'après laquelle il n'est pas douteux que la valeur du mobilier déclarée au quintuple de la valeur locative peut être contestée devant la juridiction électorale. Il soutient ensuite que rien n'est plus facile que de contrôler la sincérité des déclarations en matière de patentes. Reste la question des logements gratuits. L'habitation du citoyen est, en général, un signe de sa fortune. Mais elle cesse de l'être quand elle lui est donnée en raison de ses fonctions. Cela est vrai même pour les ministres. Les hôtels ministériels ne sont pas un signe de la fortune de ceux qui les habitent. Le fonctionnaire le plus riche peut avoir l'habitation la plus modeste; le fonctionnaire le plus pauvre peut être logé dans un hôtel splendide. Il en est ainsi du presbytère, qui est donné au prêtre comme l'hôtel est donné au ministre et au gouverneur, comme la maison est donnée à l'écluseur à côté de son écluse, parce qu'il y a un motif d'utilité publique à ce qu'il vive, reçoive et se montre dans certaines conditions d'habitation. Or, il y a une contradiction flagrante à déclarer, dans une loi, que le presbytère est un établissement d'utilité publique et sociale, et qu'à ce titre il sera dispensé de l'impôt foncier, et puis d'écrire, dans une autre loi, que ce presbytère, établissement public, payera l'impôt, et que cet impôt servira de base à l'électorat. Si, par une fiction juridique, on considérait comme patrimoine personnel ce qui n'appartient pas à un citoyen, on créerait toute une catégorie d'électeurs privilégiés à côté des électeurs ordinaires. Ils seraient électeurs à raison d'un patrimoine qui n'est pas le leur. Il y aurait alors une catégorie d'électeurs composée des membres du clergé qui, ne payant pas le cens intégral du chef de leur propre fortune, seraient, par conséquent, des électeurs à titre de leur fonction. Aussi, ce que l'on demande, c'est, non pas une excep-

tion ou une destitution d'un droit acquis, mais l'abrogation d'un privilège, sur lequel est venue se greffer la fraude. Le clergé, non content des électeurs que lui fournissaient les presbytères, à raison de la contribution personnelle normale, a exagéré la valeur locative de ces demeures, afin d'introduire, par cette fraude, un plus grand nombre de ses membres dans le corps électoral. Le ministre cite des statistiques à l'appui de son opinion, et dit que ces abus se joignent aux motifs légaux indiqués pour justifier la mesure proposée. Qu'on ne dise pas que les libéraux sont des adversaires du clergé, qu'ils lui ravissent ses droits politiques, lui offrant en échange un privilège en matière d'impôts. Non, ils ne veulent ni privilèges ni abus. Ce sont les catholiques qui veulent joindre aux privilèges nombreux dont le clergé jouit dans notre pays, à l'exemption de l'impôt du sang, au privilège du salaire, au privilège de l'habitation gratuite, le privilège de pénétrer dans les comices électoraux par une voie fermée aux autres citoyens. L'amendement suivant, proposé par M. Malou, est renvoyé à la s. c. : « Les commis patentables en vertu du tableau n° 11, annexé à la loi du 21 mai 1819, seront cotisés exclusivement d'après le traitement fixe dont ils jouissent, sans tenir compte des émoluments ou autres avantages quelconques. » — 10. M. Jacobs dit que le caractère distinctif du projet est un manque absolu d'impartialité; ce qui le distingue, c'est la suppression en masse d'un grand nombre d'électeurs catholiques; il s'ingénie à couper court à toutes les fraudes dont les catholiques pourraient profiter, sans prendre aucune mesure, de quelque nature qu'elle soit, à l'égard des fraudes dont les libéraux usent et abusent. Le projet est une mesure de combat, destinée à assurer la prépondérance d'une opinion sur l'autre, et n'ayant pas d'autre but chez ceux qui poussent à faire vite, dans l'espoir que le pays ne se rendra pas compte de ce que l'on fait, avant que ce soit un fait accompli. L'orateur considère le quintuplement comme le très-petit côté du projet de loi. Si l'on veut restreindre celui-ci au quintuplement, en faisant la concession d'attendre, pour le surplus, jusqu'à la rentrée de novembre, époque où les fumées de la victoire seront dissipées et où l'on rentrera dans l'appréciation saine des choses, l'orateur est prêt à émettre un vote favorable, à la condition seulement qu'on introduise dans la mesure certaines modifications. Il s'attache toutefois à démontrer que le ministère n'a en vue qu'un intérêt de parti. Il en est de même pour ce qui concerne les chevaux mixtes et les logements gratuits. Avec le système que l'on inaugure, il dépendra dorénavant du gouverne-

ment et de la majorité de faire disparaître du corps électoral des catégories d'électeurs qui leur déplaisent : il n'y a qu'à les exempter d'impôts. Jusqu'ici, les exemptions ont été dictées par un sentiment de bienveillance; aujourd'hui on exempte les citoyens de l'impôt dans le seul but de les empêcher d'être électeurs. Jamais on n'a pris semblable mesure en haine de certains électeurs. — M. Frère-Orban : « En haine de la fraude. » — M. Jacobs développe cette thèse que la contribution payée par celui qui occupe un logement gratuit est le signe apparent de sa fortune; elle varie pour les curés comme pour les ministres, selon leur degré de fortune personnelle. Il peut y avoir disproportion entre l'impôt et la fortune. Que l'on fasse disparaître cette disproportion, mais on ne peut y voir un motif de supprimer totalement l'impôt. L'orateur est d'avis que, pour être logique, il faudrait aussi rayer des listes électorales les locataires principaux qui ont des sous-locataires, et qui sont électeurs sans posséder réellement les bases du cens. Mais la suppression par voie d'exemption des curés électeurs, n'a d'autre but que de maintenir la majorité actuelle. On exempte les curés d'impôts, non pour les favoriser, mais pour leur ravir leur meilleure chance d'être électeurs. De même pour ceux qui possèdent des chevaux mixtes. L'orateur cite des faits pour démontrer qu'il se commet beaucoup plus de fraudes à l'aide des patentes de commis qu'à l'aide des fausses déclarations de chevaux mixtes, et il accuse la majorité d'avoir des yeux de lynx pour voir les fraudes dont les catholiques peuvent se servir, et d'appliquer des mesures draconiennes pour les supprimer, tandis qu'on les maintient tout entières pour les fraudes libérales. Il fait ensuite l'historique de l'impôt sur le débit des boissons, s'attache à en justifier la suppression, et soutient que ce que les catholiques ont fait en 1871 a été accompli dans des conditions désintéressées, impartiales, sans aucun intérêt de parti. Aujourd'hui l'on fait un coup d'Etat, parce que l'on se croit investi d'une mission de défense nationale, parce que l'on se croit en présence d'un péril social imminent qui exige des mesures exceptionnelles. En présence de ce péril, on ne songe qu'à l'intérêt de parti. On a pris pour devise : *Salus populi suprema lex*. Or, le salut du pays ne sortira pas de pareilles mesures. On ébranle la foi du pays dans les institutions, et cette loi partielle donnera des arguments formidables aux partisans du suffrage universel. Plusieurs nouveaux amendements sont déposés sur le bureau. M. Malou propose d'exempter du droit de patente les personnes qui, indépendamment de la taxe qu'elles auraient à payer de ce chef,

versent au trésor de l'Etat une somme inférieure à 42 fr. 52 c. d'impôts directs. Il demande en second lieu que le *Moniteur* publie, avant le 1^{er} novembre 1878, le nombre des électeurs généraux, provinciaux et communaux qui auront été rayés par les administrations communales en vertu de la présente loi. M. Jacobs propose de dire que le contribuable pourra toujours déclarer et évaluer lui-même son mobilier. Il demande aussi que lorsqu'il sera établi que le contribuable cède à des tiers une partie des locaux pour lesquels il paye la contribution personnelle, celle-ci n'entre en compte, pour la formation du cens, qu'à concurrence des locaux occupés par le titulaire de l'impôt. Il propose enfin, à l'article 4, de substituer la date du 1^{er} janvier 1879 à celle du 1^{er} octobre 1878, et de supprimer le second paragraphe. MM. Wasseige et Woeste déposent l'amendement suivant : « Article nouveau. Sont exemptés de la patente les teneurs de livres et autres commis de bureau taxés par le tableau n° 11, annexé à la loi du 21 mai 1819. » — 15. M. De Becker annonce qu'il demandera au *m. i.* des explications sur une circulaire du 12 juillet, adressée aux gouverneurs, au sujet de la distribution des listes électorales aux intéressés. La discussion est reprise sur le projet de loi apportant des modifications à la loi de 1822 et au code électoral. M. Demeur répond à l'observation de M. Malou relative aux membres de la gauche qui, dans la dernière session, se sont abstenus sur la proposition de M. Frère-Orban tendant à supprimer l'impôt sur les chevaux mixtes, parce qu'il ne faut pas, pour réprimer les fraudes en matière électorale, supprimer le droit de toute une catégorie d'électeurs. La vérité est qu'en ce moment il existe entre les diverses nuances du parti libéral un heureux accord, pour mater le parti auquel appartient M. Malou. Les libéraux sont unis, non-seulement par la communauté d'un récent succès électoral, mais aussi par une entière communauté de vues sur tout ce qui s'est fait depuis le triomphe du parti libéral. Tous ont applaudi à la création du ministère de l'instruction publique. On ne doute pas qu'elle n'ait pour effet d'élever le niveau intellectuel et moral du pays ; qu'elle contribuera puissamment à détruire l'influence illégitime que des privilèges anciens et récents trop nombreux ont donnés au clergé catholique. Tous ont applaudi à la composition du ministère, qui renferme dans son sein les différentes nuances du parti libéral parlementaire ; à la présentation du projet de loi en discussion, et aussi aux mesures qui ont été prises par le gouvernement vis-à-vis de fonctionnaires politiques qui n'ont pas sa confiance et qui ne peuvent

pas avoir la confiance du parti libéral. Après cette déclaration, l'orateur défend les dispositions du projet de loi, et cite des chiffres pour démontrer les abus qui se sont glissés dans l'attribution du droit électoral aux membres du clergé catholique. En ce qui concerne les chevaux mixtes, il y a indubitablement un certain nombre d'électeurs qui seront rayés des listes électorales, bien qu'ils possèdent un cheval mixte qui n'a rien de frauduleux, mais en matière d'élections comme en matière de douanes et d'accises, on ne peut atteindre la fraude sans toucher, dans une certaine mesure, au droit. L'orateur regrette que le projet de loi ne renferme aucune disposition extensive du droit de suffrage, mais il est persuadé que les mesures extensives du droit électoral pour les chambres ne sont possibles que par la révision de l'article 47 de la Constitution. Il espère que le développement de l'instruction publique hâtera le moment où cette réforme pourra se réaliser et où elle obtiendra le concours de tous les libéraux ; il souhaite aussi que cette réforme se fasse sous les auspices du parti libéral. M. Woeste répond que M. Frère-Orban est bien vengé. Les progressistes ont arboré devant lui le drapeau blanc ; ils ont passé avec armes et bagages dans son camp et, plus que jamais, il peut parler avec dédain des mystères de la substitution de la capacité au cens. Non content de ce succès, il en a voulu un autre, et il a réussi à faire défendre son projet par le membre qui, dans le cabinet, est censé représenter la fraction progressiste. Celui-ci a été d'une diplomatie admirable, en s'efforçant de prouver à ses amis qu'il ne voulait pas restreindre le droit de suffrage, qu'il voulait seulement composer le corps électoral d'une façon honnête. Mais, si l'on possédait en Belgique le régime de la capacité substituée au cens, les électeurs que l'on supprime aujourd'hui feraient partie de plein droit du corps électoral. L'orateur combat les dispositions du projet de loi, qu'il appelle une loi d'oppression faite contre les campagnes. En ce qui concerne le logement gratuit des ministres du culte, il allègue qu'en 1857 la chambre a passé à l'ordre du jour sur une pétition de prêtres du district du Luxembourg qui réclamaient l'exemption de la contribution personnelle. On a dit alors que ce serait leur accorder un privilège. Aujourd'hui il n'y a plus de privilège parce que les libéraux ont un intérêt électoral à écarter des comices les ministres du culte. Il est étrange de voir les libéraux s'efforcer d'écarter des capacités du corps électoral. Il soutient ensuite que le principal élément de fraude réside dans la patente des commis. Il a présenté avec M. Wasseige un amendement, en vue de

mettre fin à ces fraudes, mais il ne se fait pas d'illusion sur le sort qui lui est réservé. La majorité n'a d'autre but que de chercher à réduire le corps électoral dans les campagnes. Le ministère ne représente au pouvoir que la minorité du pays, car si les campagnes avaient dans le corps électoral 56 électeurs par 1,000 habitants comme les villes, il est certain que le parti libéral serait réduit à l'état de minorité perpétuelle. Le privilège en vertu duquel le ministère est au pouvoir ne lui suffit pas; il veut s'y perpétuer et constituer un corps électoral à sa fantaisie. C'est en faussant ainsi le corps électoral qu'on perd souvent des situations et parfois même des gouvernements et des régimes politiques. —

14. M. De Becker fait l'interpellation qu'il a annoncée à propos d'une circulaire du *m. i.*, en date du 12 juillet, au sujet de la remise d'un exemplaire des listes électorales aux personnes qui en font la demande. Il s'agit de savoir si les administrations communales doivent communiquer les listes *provisoires* ou seulement les listes *définitives*, ainsi que le dit la circulaire. Un échange d'observations a lieu à ce sujet entre MM. De Becker, Delcour et Jacobs d'une part, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Bara, *m. j.*, de l'autre. La chambre reprend la discussion du projet de loi tendant à modifier le code électoral et la loi de 1822 sur la contribution personnelle. M. Graux, *m. f.*, déclare que lorsqu'il s'agira de contester la valeur du mobilier, le mode de preuve imposé sera l'expertise. M. Devigne est d'avis que l'expertise n'aboutira pas et que l'on trouvera toujours chez le quintupleur le mobilier voulu, attendu qu'on peut ne pas être propriétaire du mobilier soumis à l'impôt. Or, quand quelqu'un aura besoin de quintupler pour atteindre le cens électoral, il trouvera presque toujours un propriétaire complaisant pour insérer, dans l'acte de bail, un prêt de quelques meubles, que les experts retrouveront dans la maison lors de leur expertise. Si les propriétaires n'y consentent pas, les associations politiques soigneront pour la chose. La conclusion est qu'il faudrait aviser à un autre moyen d'évaluer le mobilier; ce moyen consisterait à prendre une base fixe, une base stable, en la calculant soit sur le montant de la valeur locative, soit sur le montant du revenu cadastral. M. Graux, *m. f.*, dit que la fraude résultant des déclarations du mobilier pourra toujours être déjouée, dans une certaine mesure, par l'enquête. Quant au moyen indiqué par M. Devigne pour remédier aux fraudes résultant des différentes bases de la contribution personnelle, il est conforme aux idées de MM. Frère-Orban et Malou, et consiste dans la révision de la loi de 1822. Mais ce travail exigera beaucoup de

temps, et il faut aujourd'hui aviser au plus pressé. Le ministre combat ensuite l'amendement de M. Jacobs, qui tend à toujours permettre au contribuable de déclarer et d'évaluer lui-même son mobilier. Après quelques mots de réponse de M. Jacobs, cet amendement est rejeté et l'article 1^{er} adopté. A propos de l'article 2, relatif à l'exemption de la contribution personnelle, quant aux trois premières bases, pour les logements gratuits, la chambre entend encore MM. Graux, *m. f.*, Malou, De Decker, Jacobs, Jottrand, *r.*, et Beernaert. M. Graux, *m. f.*, faisant droit à une observation de la *s. c.*, développe un amendement aux termes duquel l'exemption étant applicable aux locaux occupés par des personnes qui reçoivent une indemnité de logement, la contribution personnelle sera due toutefois à raison de l'excédant, si la valeur locative des locaux occupés dépasse le chiffre de l'indemnité accordée à l'occupant. M. De Decker propose, de son côté, un nouvel amendement aux termes duquel, au lieu d'exempter de l'impôt les personnes qui occupent un logement gratuit, on se bornerait à leur interdire de se prévaloir d'une valeur locative supérieure à 200 fr., de plus de huit portes et fenêtres et deux foyers. M. Jacobs propose d'ajourner l'article en discussion jusqu'à la session prochaine. Cette motion est rejetée par 64 voix contre 58. L'amendement de M. De Decker est rejeté ensuite par 64 voix contre 56. L'article, avec la nouvelle rédaction du gouvernement, est adopté. La chambre rejette, par contre, l'amendement de M. Jacobs, tendant à ne permettre au contribuable qui cède à des tiers une partie des locaux pour lesquels il paye la contribution personnelle, de ne compter celle-ci, pour la formation du cens, qu'à concurrence des locaux qu'il occupe lui-même. Dans le débat sur cette question des logements gratuits, M. Jottrand, *r.*, répondant à une observation de M. Jacobs, déclare qu'il est resté fidèle à une opinion qu'il a exprimée l'année dernière, et d'après laquelle le prête doit être exclu du corps électoral, parce qu'il manque des qualités essentielles de l'électeur : l'indépendance, le droit de voter librement comme il lui plaît. L'orateur a été heureux de voir les considérations générales et de principe que le gouvernement a apportées à l'appui de sa proposition mettre sa conscience absolument à l'aise. Il ne regrette qu'une chose, c'est que l'application de ce principe général enlève le droit électoral à des citoyens à qui il serait utile de le conserver, parce que, eux au moins, sont complètement libres et peuvent rester membres du jury national, sans fausser *a priori* et par devoir son verdict. A l'article 5, relatif aux chevaux, M. de Moreau d'Andoy

proteste contre une mesure qui a pour effet d'exclure du corps électoral 2,500 cultivateurs honnêtes et laborieux. Il le traite de coup de parti et dit que l'on veut décimer le corps électoral, en le privant de ses éléments les plus respectables. On dédaigne les campagnards; on les traite avec mépris, la presse libérale les traite de *magots* et de *crétins*: des *crétins* qui envoient dans cette enceinte d'autres *crétins* comme M. Malou et M. Jacobs! M. Bara, *m. j.*, nie que les catholiques soient toujours les élus des campagnards. Lui-même représente un arrondissement où, sur 140,000 habitants, il y a 100,000 campagnards. Le Hainaut, sur un million d'habitants, en compte 850,000, et il n'envoie à la chambre et au sénat que des libéraux. Les cléricaux n'ont, du reste, rien fait pour ces campagnards. Ils leur ont enlevé la liberté du citoyen, en les conduisant comme un troupeau à l'élection, tandis que les libéraux les ont délivrés de la chaîne qu'on leur avait fait porter, leur ont permis de voter selon leur conscience et les ont affranchis du despotisme du clergé. Le débat s'établit ensuite sur l'amendement présenté par M. A. Visart au début de la discussion. Défendu par son auteur et par M. Kervyn de Lettenhove, cet amendement est combattu par M. Bricoult, qui convie M. Visart à se joindre à lui pour prendre des mesures en vue de dégrever l'agriculture des charges qui pèsent sur elle, ce qui vaudra mieux que de lui en imposer de nouvelles, sous prétexte d'augmenter le nombre des électeurs ruraux. La *s. c.*, par l'organe de M. Jottrand, *r.*, propose d'ajourner l'examen de la proposition de M. Visart à la prochaine session. M. Malou appuie cette conclusion, qui est adoptée. L'article 3 du projet ministériel est ensuite voté par 64 voix contre 59. Il en est de même des autres articles, sur lesquels des observations sont présentées par MM. Malou, Bara, *m. j.*, De Decker, Coremans, Woeste et Graux, *m. f.* Avant le vote sur l'ensemble, M. Nothomb déclare qu'il repousse le projet de loi pour toutes les raisons qui ont été données, et spécialement parce qu'il restreint le corps électoral. Il aurait fallu s'attacher à étendre le droit de suffrage, ce qui, pour les électeurs généraux, peut parfaitement se faire sans toucher à la Constitution. Il suffit de le vouloir sérieusement, loyalement; il suffit de remanier l'assiette de certains impôts, de compter au fermier locataire une part de la contribution foncière et d'appeler, par cette mesure équitable, à la vie politique une des fractions les plus respectables de la nation. L'ensemble du projet de loi est adopté par 64 voix contre 59.

FAMILLE ROYALE.

14 août. La chambre décide qu'une députation, nommée par le bureau, présentera une adresse à LL. MM., à l'occasion du 25^e anniversaire de leur mariage.

FINANCES.

1^{er} août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant demande d'un crédit spécial de 20,000 fr. pour la construction d'une salle de vente des objets remis à l'administration des domaines. — 2. M. De Fré, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 6. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

1^{er} août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi ayant pour objet une demande de crédit pour le ministère de l'instruction publique, et un projet de transfert du B. de l'intérieur au B. de l'instruction publique. — 6. Le rapport sur ce projet de loi, fait par M. Ernest Allard, *r. s. c.*, a été distribué à domicile pendant un court ajournement de la chambre, et M. Bergé remplace, comme *r.*, M. Allard indisposé. M. Woeste demande pourquoi le ministère de l'instruction publique a été créé. Les épaules du *m. i.* actuel sont-elles trop faibles pour supporter un poids qui ne pesait pas à celles de ses prédécesseurs? L'orateur ne le croit pas. La véritable raison d'être du nouveau département, c'est de fortifier l'instruction publique, de manière à en faire un instrument de concurrence contre les établissements libres et une arme de guerre contre l'opinion catholique. Envisageant la création du nouveau département à ce point de vue et au point de vue de la personnalité politique du nouveau ministre, M. Woeste accuse le parti libéral belge de suivre, en matière d'enseignement, le système français, qui est celui du monopole et d'avoir pour but principal de faire une concurrence écrasante aux établissements libres. Ce but lui paraît contraire à la Constitution et à l'esprit qui guidait le Congrès national. L'article 17 de la Constitution ne fait pas de l'enseignement public une obligation pour l'Etat. Il se borne à attribuer à celui-ci la faculté d'en organiser un. En tout cas la Constitution n'a pas voulu que l'enseignement public fût organisé de telle façon qu'il fit aux établissements libres une concurrence désastreuse. L'orateur invoque des paroles prononcées en 1850 par M. Rolin, père du *m. i.* actuel, et d'où il résultait qu'il fallait limiter l'action de l'Etat dans une mesure juste et utile; il invoque encore des paroles du même homme d'Etat sur la nécessité de l'instruction religieuse et il demande si c'est encore là le programme de la

gauche. Il ne le croit pas, car M. Frère-Orban, qui admettait jadis le droit du clergé d'inspecter l'enseignement religieux dans les collèges, vient d'appeler au ministère de l'instruction publique M. Van Humbeeck qui, en 1876, à l'association libérale de Bruxelles, s'opposait à ce qu'on étendît à l'enseignement primaire le système de la loi de 1850. M. Van Humbeeck ne se borne pas à vouloir faire de l'enseignement de l'Etat un enseignement neutre ; il veut en faire un enseignement de parti. C'est contre l'opinion catholique qu'on veut organiser l'enseignement de l'Etat. Si l'on veut agir de la sorte, les catholiques iront de ville en ville, de village en village, de hameau en hameau apprendre aux populations à fuir l'enseignement de l'Etat et à maudire ses écoles. M. De Fré félicite le gouvernement d'avoir créé le ministère de l'instruction publique, qui aura pour but de faire respecter et honorer, dans l'enseignement à tous les degrés, les principes constitutionnels. Il applaudit avec bonheur à cette institution, et le pays y applaudit avec lui. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit que le discours de M. Woeste est la répétition de ceux qui ont été prononcés en 1850 contre la loi sur l'enseignement moyen, représentée alors comme la violation de la liberté de l'enseignement et la négation de l'enseignement religieux. Quand cette loi fut votée, le clergé refusa son concours, et aujourd'hui il se trouve qu'elle est fondée sur des principes religieux, sur des principes excellents et qu'il faut maintenir. Le ministre pourrait se borner à déclarer que, de nos jours, l'instruction publique a acquis une telle importance, que l'on peut en ce pays, comme dans la plupart des autres pays civilisés, créer un ministère spécial de l'instruction publique, et il y aurait, à raison de l'importance de ce service, une justification complète de la mesure. Mais il ne veut pas s'arrêter à cette considération, qui n'aurait qu'un caractère en quelque sorte administratif. Voici la raison vraie de la création du nouveau ministère de l'instruction publique : Nous avons, sur la surface du pays, un nombre considérable d'établissements d'enseignement à tous les degrés, et qui, de la base au sommet, depuis l'école moyenne jusqu'à l'université, sont chargés de faire une propagande active contre nos principes constitutionnels. Les droits que la Constitution garantit aux Belges sont journellement attaqués et contestés dans ces institutions. On y proclame que les libertés dont nous jouissons sont une peste et un délire ; que c'est la source infecte de l'indifférentisme et de toutes les mauvaises passions. On y proclame que les libertés publiques dont nous jouissons sont la cause de tous les maux qui

affligent la société. On y déclare qu'il faut travailler sans cesse à faire disparaître ces principes, et à les remplacer par les véritables lois de la société chrétienne. Tel est le drapeau qui flotte sur tous les établissements d'instruction du clergé. Eh bien, en présence d'une situation si grave, le gouvernement estime qu'il a un grand devoir à remplir : c'est celui de faire prévaloir, dans les établissements d'instruction publique, les véritables principes constitutionnels, de les y faire comprendre, aimer et respecter ; ces établissements doivent servir à la défense de ces principes, à la propagation des vérités politiques à l'abri desquelles nous avons vécu jusqu'à présent. Voilà la raison d'être de la création du département nouveau de l'instruction publique. L'orateur nie que l'on veuille faire de l'enseignement de l'Etat un enseignement sectaire, opposé à une religion, opposé principalement au catholicisme, et lui faisant la guerre. L'enseignement public doit être neutre ; il ne doit revêtir aucun caractère dogmatique, il doit être étranger à toute espèce de secte et s'abstenir de toute controverse religieuse, il doit être accessible à des individus de tous les cultes, quels qu'ils soient. Ce que le clergé a réclamé en 1850, ce n'est pas le droit de donner l'enseignement religieux dans les collèges ; c'est le droit d'en exclure l'enseignement religieux des autres cultes. Ce n'était pas assez : il mettait à son concours la condition qu'on lui garantît l'homogénéité du personnel enseignant, c'est-à-dire qu'on lui donnât une part d'intervention dans la nomination des professeurs et des maîtres des athénées et des collèges. Il fallait soumettre à son autorité tout le personnel enseignant ; il lui fallait le contrôle des livres destinés non-seulement à l'enseignement religieux, mais à l'enseignement scientifique. Il prétendait ne pouvoir enseigner la religion que s'il avait la garantie que, dans les cours, aucun enseignement ne serait donné qui vînt contrarier en quoi que ce fût les doctrines religieuses de l'Eglise romaine. Il lui fallait donc l'inspection de l'enseignement tout entier. Voilà ce qui a été refusé. On a fermement maintenu que l'enseignement profane serait exclusivement laïque. On a maintenu, sans en rien céder, les droits du pouvoir civil. Ce qui existe aujourd'hui continuera d'être appliqué, et il n'y aura pas plus de dommage pour la religion dans l'avenir, qu'il n'y en a eu dans le passé. La faute est au clergé de n'avoir pas voulu donner l'enseignement religieux dans l'école et cela malgré l'invitation loyale qui lui était adressée. Et d'ailleurs, soutiendra-t-on qu'il y a une différence à faire selon que l'enseignement de la religion est donné dans un local plutôt que

dans un autre ? Est-ce qu'on porte atteinte au droit et au devoir des ministres des cultes de donner l'enseignement religieux à leurs coreligionnaires, d'une façon quelconque, dans tel local qui peut leur convenir, à l'église ou ailleurs ? Assurément non. Et si l'on n'y a pas porté atteinte dans le passé, il n'y sera pas porté atteinte dans l'avenir. Les ministres des cultes pourront continuer à donner leurs cours de religion. Quand ils se maintiendront dans les limites de la religion, leurs droits seront sauvegardés ; mais, quant à avoir une action sur les professeurs, sur les livres, sur les élèves, sur l'enseignement lui-même, on ne le leur accordera jamais. M. Jacobs nie que tout l'enseignement libre en Belgique ait pour but de dénigrer nos institutions. Il invoque le témoignage de ceux qui ont puisé leur éducation dans les établissements religieux. On dit qu'il y a de cela trente ans ; mais, il y a trente ans, les mêmes critiques se produisaient, appuyées sur l'Encyclique de 1852, au lieu de l'être sur le *Syllabus*. On se prétend appelé à défendre l'ordre moral constitutionnel, mais nul ne le croira, car la transaction de 1850 a été et continuera d'être la palladium de la Belgique et des catholiques belges. Par contre, il se trouve dans l'enseignement de l'Etat des professeurs haut placés qui poursuivent la révision de la Constitution. L'orateur ne demande pas qu'on les destitue ; mais les maintenir et s'attribuer la mission de défense constitutionnelle que l'on revendique, ce n'est pas être logique. Dans la situation où se trouve l'Etat en Belgique, l'orateur aurait compris la création d'un ministère de l'instruction publique si l'honorable M. Van Humbeeck y était arrivé avec la mission de susciter partout des établissements libres, dans toutes les directions, pour toutes les opinions, de façon à dispenser bientôt l'Etat de la nécessité d'enseigner qui s'impose à lui aujourd'hui. Il ne faut pas que tous les établissements libres soient dans une seule et même voie ; qu'il aient une seule et même doctrine. L'Etat peut placer son enseignement à côté de l'enseignement religieux et suppléer, en certaine mesure, au défaut d'initiative des libéraux ; mais ce que l'Etat doit faire, c'est, comme le disait M. Jules Simon, préparer sa destitution ; c'est tâcher de susciter des écoles libres correspondant aux diverses opinions qui se partagent le pays, et cela à tous les degrés de la hiérarchie de l'enseignement, de façon qu'un jour, sans que l'Etat doive s'en occuper encore, tout Belge trouve à sa portée l'enseignement qui lui convient. L'Etat doit, en remplissant la mission des autres, la restreindre le plus possible. Des projets seront déposés par le cabinet ; l'orateur ne veut pas les repousser de parti

pris ; il les examinera avec le désir de les trouver acceptables, car on joue ici le sort des jeunes générations et on n'a pas le droit de le compromettre. Mais l'orateur engage ses adversaires à faire abstraction d'idées préconçues, à ne pas se laisser guider par les passions politiques. Il a la confiance que le clergé n'aura pas de parti pris, mais il craint que le ministère, avec ses tendances, avec les engagements qu'il a pris dans le passé, n'ait pas le courage voulu pour présenter des solutions acceptables. Il proteste donc contre la prétendue raison donnée à la création d'un ministère de l'instruction publique. Cette raison n'est qu'un prétexte, qu'on lui enlèvera, parce que les catholiques seront toujours au premier rang pour maintenir l'enseignement libre, comme celui de l'Etat, dans la voie du respect de nos institutions. M. Bergé soutient, après M. Frère-Orban, qu'aux termes de la Constitution, il doit y avoir un enseignement de l'Etat. Ceux qui le nient, par crainte que l'on fasse la concurrence à l'enseignement du clergé, avouent qu'ils considèrent celui-ci comme une exploitation et une industrie. Il est tout naturel que M. Jacobs nie l'influence pernicieuse des écoles du clergé, mais partout où le prêtre s'introduit, la liberté de conscience est outragée. M. Woeste a dit que si l'on voulait développer l'organisation des écoles laïques, il irait, en nouveau Pierre l'Ermite, de ville en ville, de village en village, de hameau en hameau, prêcher pour faire désertir les écoles et pour faire de la propagande au profit des petits frères. M. Woeste est parfaitement libre d'avoir ses préférences en matière d'enseignement et de trouver les méthodes employées par les petits frères supérieures aux méthodes employées par d'autres institutions. On le laisse donc parfaitement libre dans sa croisade ; mais, s'il veut entreprendre cette propagande, les libéraux iront en entreprendre une autre ; ils iront trouver les populations et ils leur montreront que ce sont eux qui veulent le respect de la liberté de conscience, de la liberté des systèmes religieux, de tous sans exception ; mais que ce qu'ils veulent aussi, c'est faire cesser la domination cléricale, c'est opposer une digue à ses envahissements ; c'est empêcher le prêtre de s'introduire dans l'école pour y calomnier les hommes les plus honnêtes ou pour y inspirer le mépris de nos institutions. Voilà ce qu'on ira exposer, et lorsque les populations sauront qu'on n'empêche en aucune façon les idées catholiques de se manifester légalement, mais qu'on veut empêcher qu'il ne soit porté atteinte à la liberté de conscience, les populations applaudiront les libéraux. L'orateur désire que les

écoles ne soient pas des arènes politiques, des arènes religieuses, mais qu'elles soient des temples destinés à donner à chacun les connaissances indispensables à tous. Voilà la véritable liberté, et l'on peut se donner la main sur ce terrain neutre où il n'y a d'exclusion pour personne. Mais si l'on veut le monopole de l'enseignement de la morale et de la religion au profit du clergé catholique, alors les libéraux seront là pour faire l'opposition la plus vive et la plus énergique. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, laisse à la chambre le soin de décider ce qu'il y a de délicat à lui opposer les opinions de son père. S'il y avait contradiction, on n'en pourrait rien conclure dans la situation actuelle. Mais aujourd'hui encore beaucoup de libéraux pensent que l'enseignement religieux est nécessaire pour une éducation complète. D'autres pensent le contraire, et ils en ont parfaitement le droit. Mais la création du ministère nouveau n'a nullement pour but d'empêcher un seul père de famille du pays de donner pleine satisfaction à ses principes en cette matière, et de procurer à ses enfants l'enseignement religieux qu'il préfère. Cependant, depuis 1850, bien des changements se sont produits, et l'on peut constater notamment qu'au nom de la religion, au nom de cette grande idée dont on abuse tant à droite, les ministres du culte suivi par la majorité du pays font une guerre incessante à nos institutions et à nos libertés. Le parti catholique a créé une armée qui bat en brèche, dans ses écoles, nos institutions, et, à cette armée, le nouveau ministère de l'instruction publique a pour but d'opposer une autre armée, non pas révolutionnaire ni antireligieuse, mais une armée d'ordre, de liberté, prêchant la discipline et le véritable ordre moral, le véritable ordre constitutionnel.—M. de Moreau d'Andoy persiste à ne pas voir de motifs sérieux pour la création du nouveau ministère de l'instruction publique. Les raisons alléguées jusqu'ici ne sont que des prétextes. Il importe, avant de voter, que l'on sache ce que le gouvernement compte faire vis-à-vis de la loi de 1842 et de la loi de 1850. C'est parce que les catholiques sont partisans, dans une certaine mesure, de l'enseignement officiel, qu'ils se demandent si la voie dans laquelle on va entrer n'est pas dangereuse et si, au lieu de favoriser cet enseignement, on ne va pas lui donner un coup mortel. Personne aujourd'hui ne conteste le droit d'enseigner de l'Etat, mais si l'on veut supprimer l'atmosphère religieuse de l'école, il y aura lieu d'examiner sérieusement l'article 17 de la Constitution, et l'on contestera le droit de l'Etat. Il y a un autre danger. Une partie de la nation pourra s'insurger contre la prétention de lui faire payer de ses deniers

un enseignement qu'elle trouve contraire à ses convictions. Il est donc indispensable que le gouvernement s'explique sur le but qu'il compte poursuivre. M. Julliot déclare qu'il votera contre le projet, parce qu'il n'admet pas que l'Etat puisse imposer aux contribuables des millions illimités, non pas pour produire un enseignement qui ferait défaut, mais pour paralyser, autant que possible, les effets de la liberté. M. Kervyn de Lettenhove soutient que depuis 25 ans une transformation déplorable s'est faite dans les opinions du parti libéral, et dénonce en lui le défenseur du monopole de l'Etat. Il ne s'agit plus aujourd'hui pour l'Etat de préparer sa destination en matière d'enseignement. Il s'agit, au contraire, de tout soumettre à sa tyrannie et à son oppression. Après 40 ans, on en est arrivé à calomnier la liberté et à ne plus y croire, car un parti considérable, celui qui a la majorité dans cette chambre, marche sous la bannière où il est écrit que c'est à l'Etat qu'il appartient de faire l'éducation du peuple, que la nation, au lieu d'être représentée par l'Etat, doit subir sa tutelle, que ce n'est pas l'Etat qui doit recevoir son empreinte, que c'est elle qui doit être faite à l'image de l'Etat. C'est contre ce système que l'orateur a fréquemment protesté, et qu'il proteste encore au nom de nos traditions nationales. Il ajoute que les premiers actes qui se rattachent à la constitution du ministère de l'instruction publique semblent déjà de nature à justifier toutes ses alarmes. Une partie des crédits votés par la chambre pour les maisons d'école se trouve appliquée à l'établissement de sections préparatoires qui sont jointes aux écoles moyennes, et l'exposé des motifs du gouvernement ajoute que ces sections constituent, en réalité, des écoles primaires. C'est un moyen de dérober une partie de l'éducation populaire à la légitime influence de la loi de 1842, et de considérer les sections préparatoires où la population est double de celle des écoles moyennes, non pas comme des écoles primaires, quoiqu'on reconnaisse qu'elles ont ce caractère, mais comme des écoles moyennes affranchies de la loi de 1842, c'est-à-dire de l'enseignement religieux. Un autre symptôme non moins grave, c'est le subside de 50,000 fr. destiné aux écoles moyennes de filles. Ces écoles ne sont, en réalité, que des écoles primaires supérieures. Il s'agit encore de savoir si ces écoles seront soumises au régime de la loi de 1842, qui assurait l'éducation religieuse, ou bien aux règles de la loi de 1850, qui ne présente pas cette garantie. M. Van Humbeeck, *m. inst. p.*, dit qu'on ne pourrait trouver, pour expliquer la création du nouveau département, un exposé de motifs plus éloquent, plus complet

que les récriminations auxquelles l'opposition se livre depuis deux jours. L'institution nouvelle est une conséquence naturelle des luttes qui, pendant huit ans, ont séparé le gouvernement précédent de l'opposition libérale. C'est la suite nécessaire d'un incident qui s'est produit dans la dernière discussion de l'Adresse, et où la position réciproque des partis s'est nettement accusée. Le chef du cabinet actuel avait proposé un amendement par lequel la chambre eût protesté de l'attachement de la majorité aux principes constitutionnels; l'amendement proclamait la nécessité de se défendre contre ceux qui attaquent ces principes, qui les représentent comme une peste et un délire; l'amendement ajoutait que l'enseignement public devait être le moyen le plus efficace de répandre l'amour et le respect des principes constitutionnels dans le pays. La majorité d'alors a rejeté cet amendement; elle l'a rejeté en gardant cette attitude de duplicité qu'elle prend chaque fois que cette même question se reproduit, protestant d'une part de son attachement aux principes constitutionnels, refusant d'autre part de flétrir ceux qui en enseignent le mépris. Après une protestation de M. Jacobs contre l'accusation de duplicité, M. Van Humbeeck, *m. inst. p.*, soutient cette thèse, que la Constitution, en proclamant pour l'Etat le droit d'enseigner, a proclamé aussi son devoir d'enseigner. En présence de ce qui se passe depuis plusieurs années, en présence de l'enseignement donné dans les établissements patronnés par les évêques, et où rien ne peut se dire qui ne soit approuvé par les hautes autorités ecclésiastiques, on est obligé de prendre un rôle défensif, sous peine de faillir à un devoir. Le ministre répond à une objection de M. Jacobs, concernant les doctrines qui émanent de professeurs de l'enseignement de l'Etat et qui tendent à condamner certaines de nos libertés. Les doctrines qu'on essaye de comparer à celles de l'épiscopat ne sont pas l'expression d'un système qui condamne toutes les libertés en principe. Des savants, qui honorent l'enseignement officiel, peuvent se prendre, dans des publications étrangères à leur enseignement, à regretter l'expansion trop grande donnée à une de nos libertés, parce que cette expansion, d'après eux, mènerait à la destruction des autres. C'est un raisonnement auquel l'orateur ne s'associe pas; sa confiance dans la liberté ne le lui permettrait point. Mais peut-on comparer cette doctrine à l'enseignement qui condamne toutes les libertés dans leur principe même, qui cherche à en propager le mépris et à en préparer la destruction? Entre la crainte que l'exercice trop étendu d'une liberté ne compromette les autres, et la condamnation de

toutes les libertés comme mauvaises en elles-mêmes, où y a-t-il place pour une comparaison? Le ministre, développant ses sympathies pour l'école neutre, dit que les catholiques du temps de l'Union admettaient parfaitement le caractère neutre de l'enseignement public. Il cite quelques lignes d'un membre du clergé qui a été mêlé très-activement aux luttes qui ont précédé la révolution de 1830, et qui admettait la liberté d'enseignement, non pas seulement pour les catholiques, mais pour toutes les communions, et ajoutait que dans un enseignement public destiné à des jeunes gens de différents cultes, il fallait observer une neutralité entière au point de vue religieux. Ce membre du clergé était M. Van Bommel, et venait d'être nommé évêque de Liège. En Hollande aussi, l'on a vu l'archiprêtre de Frise soutenir l'enseignement public neutre lors de la discussion de 1857. Du reste, pourquoi l'enseignement ne serait-il pas neutre? S'il y a lutte entre les libéraux et le clergé catholique, c'est à cause de la prétention des prêtres d'assujettir tous les actes de la vie du fidèle à la nécessité d'une approbation sacerdotale. Que le clergé renonce à son attitude agressive, et la lutte viendra à cesser. Mais en présence des prétentions croissantes de l'épiscopat, les libéraux croient devoir se servir des droits que la Constitution leur donne en matière d'enseignement, pour les combattre. M. Woeste proteste contre l'accusation de duplicité lancée par le ministre. Il dit que la majorité de l'année dernière a déclaré, avec M. Frère-Orban, qu'il ne fallait tolérer dans les établissements de l'Etat aucun enseignement contraire à la Constitution. Mais elle a refusé de protester avec la gauche contre les enseignements du saint-siège, parce que sa conscience le lui défendait. Il soutient que, d'ailleurs, ces accusations dirigées contre le clergé sont dénuées de fondement; que jamais on n'a pu signaler de la part du clergé, dans les écoles, un acte quelconque contraire à la Constitution. M. Bara, *m. j.*, interrompt pour dire qu'on a dû, à cause de l'enseignement d'un prêtre à l'athénée d'Arlon, dénoncer la convention d'Anvers. M. Woeste dit qu'il n'a pas mémoire de ce fait, mais que l'inspection de l'Etat est là pour signaler de pareils abus et en permettre la répression. On attaque les écoles du clergé, mais beaucoup de libéraux y envoient leurs enfants. L'orateur, parlant de l'enseignement qui se donne à l'université de Louvain, demande si le but du nouveau ministère est de créer une quatrième université de l'Etat pour combattre celle de Louvain. Il ne croit pas que l'action du nouveau département compte s'exercer dans le domaine de l'enseignement supérieur. M. Frère-Orban, *m. a.* : « Vous

pourriez vous tromper! » M. Woeste nie de nouveau que l'on puisse conclure de quelques phrases d'un livre écrit par un professeur d'université, qu'il donne un enseignement hostile à la Constitution. Au lendemain de l'Encyclique de 1864, M. Perin, dans son cours, a déclaré aux étudiants que, tout en étant pleinement soumis aux enseignements du saint-siège, ils pouvaient demeurer fidèles à la loi de leur pays. L'orateur maintient que le vrai but du parti libéral est de chercher à ruiner les établissements libres existants et d'empêcher les catholiques d'en fonder de nouveaux. L'enseignement neutre lui paraît une thèse irréalisable. Le double but du ministère de l'instruction publique consiste à lutter contre la part, relativement modique, que les faits assurent actuellement à la liberté dans le domaine de l'enseignement et à chasser de l'école l'instruction religieuse, au mépris des traditions du pays et des vœux des familles, au mépris de ce que le bien social réclame. Ce double but déterminera la droite à voter unanimement contre le B. de l'instruction publique. Le projet de loi est adopté par 63 voix contre 50. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant le gouvernement à prélever pour la construction d'une école normale d'institutrices à Gand, une somme de 250,000 fr. sur les crédits montant ensemble à 500,000 fr., alloués par les lois des 9 juillet 1875 et 1^{er} juin 1878, pour l'établissement d'une école normale à Bruges. La chambre adopte enfin, par 56 voix contre 30, les transferts de crédits du B. de l'intérieur au B. de l'instruction publique. — 13. M. Goblet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'école normale d'institutrices de Gand. — 14. Ce crédit est mis aux voix, mais la chambre n'est plus en nombre.

JUSTICE.

6 août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département de la justice un crédit de 1,800,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. — 9. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, conclut à l'adoption de ce projet de loi. — 14. Il est adopté par 77 voix contre 14 et 2 abstentions.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

10 août. M. A. Visart annonce qu'il fera une interpellation sur les causes de la révocation des gouverneurs du Hainaut et de la Flandre occidentale. — 15. Faisant son interpellation, M. Visart dit que, depuis une époque néfaste et révolutionnaire, le pays n'avait plus assisté à la mise en pratique hautement avouée du système destitutionnel. Aussi c'est avec une irritation presque universelle qu'ont été ac-

cueillies dans le pays entier la démission forcée et équivalente à une révocation du gouverneur du Hainaut et la destitution pure et simple du gouverneur de la Flandre occidentale. Désormais, l'épée de Damoclès est suspendue sur la tête de tous les fonctionnaires qui ont conservé une ombre d'indépendance et de personnalité politique. Pour s'en convaincre il suffit d'examiner les conditions dans lesquelles ces deux révocations se sont accomplies. M. le prince de Chimay et M. le chevalier Ruzette étaient des hommes des plus honorables et des plus distingués. Avant d'être placés à la tête d'une administration provinciale, ils avaient rendu des services au pays et acquis des titres à la confiance du Roi. Ils avaient encore ce caractère commun, que ni l'un ni l'autre n'avaient été des hommes politiques et n'avaient été mêlés aux luttes des partis. Tous deux, avant comme après l'avènement du parti libéral au pouvoir, ont fait preuve d'une impartialité réelle et d'un esprit de justice et de conciliation qui leur ont valu la sympathie d'un grand nombre de libéraux. Ils se sont soigneusement abstenus l'un et l'autre d'intervenir dans les luttes électorales et, même sous les ministères qui les ont nommés, ils ne sont jamais descendus au rôle d'agents politiques. L'un et l'autre aussi sont profondément dévoués à la royauté et ne sont pas moins loyalement, pas moins sincèrement, pas moins complètement dévoués à nos institutions constitutionnelles. Enfin le dévouement et l'intelligence avec lesquels ils ont rempli leurs fonctions sont incontestables et on n'a pas formulé contre eux l'ombre d'un grief administratif. Quel est donc leur crime? Ils ne sont pas en conformité parfaite de tendances et d'aspirations avec un ministre dont les opinions précises sont encore à peu près inconnues, et l'on suppose qu'ils ne sont pas disposés à se mettre en campagne avec lui contre les moulins à vent de l'ultramontanisme. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond que le premier des droits d'un gouvernement constitutionnel, c'est de s'entourer, dans l'exercice de sa mission, d'agents politiques qui méritent sa confiance. Un gouvernement, un ministère n'est pas une abstraction. Les hommes qui viennent au pouvoir, poussés par une pensée commune à un parti, n'y arrivent pas pour ne rien faire. Ce qu'ils ont dit avant d'arriver au pouvoir, s'ils sont honnêtes, n'est pas, dans leur pensée, une vaine promesse donnée à des électeurs pour se reposer après. Lorsqu'ils ont, avant d'être élus, fait des déclarations politiques, ils ont entendu dire sérieusement ce qu'ils pensaient, ce qu'ils voulaient. Lorsqu'ils ont signalé un danger national, ils ont signalé un danger qu'ils croyaient en conscience exister,

et si après cela, arrivés au pouvoir, ils n'avaient pas le droit de s'entourer, pour l'application de leurs idées, d'agents politiques ayant leur confiance, il n'y aurait plus de gouvernement possible, ou bien il faudrait dire que toutes les promesses, toutes les déclarations n'étaient que de vaines plaisanteries, bonnes à amuser la galerie. Le ministre invoque à l'appui de cette thèse l'opinion de MM. J.-B. Nothomb et Tielemans. Il aurait le droit, comme représentant du pouvoir exécutif, de dire : MM. de Caraman et Ruzette ont été écartés de leur position, ont été destitués, révoqués, *parce qu'ils n'avaient pas notre confiance comme hommes politiques*. S'il ajoute quelque chose, ce n'est pas qu'il s'y croie absolument tenu, car il entend maintenir le droit du gouvernement de se borner à cette réponse. C'est parce qu'il plaît au gouvernement de montrer que, non-seulement il a fait usage de son droit, mais qu'il en a fait usage de la manière la plus raisonnable, la plus juste et la plus indispensable. Les élections du 11 juin ont été un mouvement soudain d'opinion, une réaction en vertu de laquelle il s'est opéré dans le pays une sorte de révolution pacifique. Le pays, par une secousse énergique, s'est brusquement délivré des mailles d'une sorte de filet dans lequel on voulait le prendre. Le lendemain du 11 juin, les ministres nouveaux, arrivés au pouvoir en vertu d'une pensée nouvelle et jetant les yeux autour d'eux pour voir sur quels appuis ils pourraient compter, ont trouvé à la tête du Hainaut un gouverneur nommé par M. Kervyn et, consultant les antécédents de ce haut fonctionnaire, ils ont constaté que, le lendemain de sa nomination, il a dit au conseil provincial qu'il était le représentant des ministres de 1871. M. le chevalier Ruzette, de son côté, a été nommé commissaire d'arrondissement à Ypres le 3 octobre 1870, presque immédiatement après l'avènement du ministère catholique, et il a été nommé en remplacement de M. Carton, destitué par le ministère catholique. Le parti clérical objecte qu'il n'a pas destitué de gouverneur de 1870 à 1878, mais il n'y avait pas d'intérêt. En épargnant les grands, il frappait les petits, et il était soutenu dans cette œuvre par le clergé catholique. Avec ce puissant auxiliaire, il n'avait pas besoin de gouverneurs ! Les vrais gouverneurs, c'étaient les évêques ; les vrais commissaires d'arrondissement, c'étaient les doyens ; et, dans ce corps si admirablement discipliné, on ne se gêne pas pour destituer les fonctionnaires qui gênent. En réalité, en se vantant aujourd'hui d'avoir été généreux en ne destituant pas de gouverneurs, il ressemble à quelqu'un qui se battrait en duel et qui reprocherait à son adver-

saire de se servir de son épée, alors que lui-même se servirait d'une mitrailleuse. Le rôle de ceux qui essayent de faire croire à une agitation du pays, qui rappellent les souvenirs de 1828, ceux du ministère Van Maanen, ceux de 1795 et des proconsuls romains livrant les chrétiens aux bêtes, est encore plus ridicule qu'odieux ; c'est une comédie. Au fond, ceux-là mêmes qui s'y livrent ne pensent pas ce qu'ils disent, et ils ne seraient pas de si bonne humeur s'ils croyaient la patrie en danger. M. Kervyn de Lettenhove dit qu'il ne s'agit plus en ce moment d'une question personnelle, et après le discours de M. le ministre de l'intérieur, on a à examiner un système tyrannique, comme jamais, dans un pays constitutionnel et parlementaire, on n'a osé en produire. On se trouve devant un gouvernement de bon plaisir. La doctrine que l'on invoque est inadmissible. On voudrait la faire remonter à M. J.-B. Nothomb, mais quelles sont les destitutions prononcées par celui-ci ? Il s'agit, en réalité, d'une théorie libérale qui n'est pas la théorie du gouvernement d'un pays libre. Ce n'est pas le concours administratif des fonctionnaires qu'on demande ; c'est, avant tout, une influence politique, et le servilisme politique qu'on cherche à leur imposer. Ils doivent être les instruments d'une volonté toute politique. M. Frère-Orban : « Ce qu'il faut, c'est faire surveiller les instituteurs par des gendarmes ! » M. Kervyn nie qu'il ait jamais agi de la sorte. Il ajoute que le gouvernement doit toujours se souvenir qu'il représente, non pas un parti, mais la nation. Aussi, dans le cabinet de 1870, on a été unanime pour déclarer bien haut qu'on ne voyait dans les fonctionnaires que des hommes voués à un intérêt administratif, accessibles à tous, modérés, conciliants, uniquement appelés à offrir sans distinction à tous les citoyens une assistance complètement loyale, impartiale et désintéressée. Il dit que M. Carton a revendiqué comme fonctionnaire aussi bien que comme citoyen le droit de combattre le gouvernement. Or, c'était là une situation impossible à accepter. Le nouveau ministre de l'intérieur a eu la main très-malheureuse dans les deux premiers coups qu'il a portés, en s'adressant à deux hommes des plus honorables, des plus aimés, des plus estimés, qui ont été frappés tous les deux à quelques jours d'intervalle, de la manière la plus inique et la plus violente. Le prince de Caraman a été frappé au moment où la Belgique prend une part considérable à l'exposition de Paris, et se place au premier rang des nations civilisées. Le prince de Caraman ne s'était pas trompé lorsqu'il disait, dans une de ses lettres à M. le ministre de l'intérieur : « Trop heureux, si je suis

la seule victime ! » Dès ce moment, une autre victime était désignée, et elle était choisie dans cette population flamande à laquelle M. Rolin-Jaequemyns appartient par sa naissance. En écoutant la voie des passions politiques, celui-ci a privé le pays de bons et loyaux serviteurs. Ce n'est pas en pesant sur le pays par des mesures acerbes et despotiques qu'on peut s'assurer ses sympathies. Tant que la Belgique restera un pays libre, elle repoussera tout ce qui offre à ses yeux un caractère d'oppression et de violence. M. Beer-naert dit qu'un fait est constant et domine de haut tout le reste : MM. de Chimay et Ruzette sont destitués exclusivement parce qu'ils n'appartiennent pas à l'opinion politique du cabinet. On n'avait aucun reproche à faire aux fonctionnaires destitués. Le cabinet précédent n'a pas révoqué un seul fonctionnaire pour des raisons politiques et sa *mitrailleuse* n'a fait de mal à personne. Sous aucun ministère, la liberté de conscience du fonctionnaire, son droit d'appréciation, la liberté de son vote n'ont été mieux respectés et maintenus. La seule raison par laquelle on puisse expliquer des mesures véritablement extraordinaires est celle que le ministre de l'intérieur a donnée dans sa réponse, déjà célèbre, au prince de Caraman, c'est que le cabinet se croit investi d'une *mission de défense nationale contre les prétentions inconstitutionnelles de la faction ultramontaine*. Or, l'orateur nie que les catholiques soient les ennemis de nos institutions. Il soutient qu'on peut être tout à la fois bon catholique et bon citoyen ; qu'il n'y a rien, absolument rien de contradictoire entre les devoirs à l'un et à l'autre égard ; mais d'après les libéraux, entre ces deux grandes choses, qui sont la vie et l'avenir de la Belgique, il y a incompatibilité absolue, il n'y a pas de transaction possible entre les devoirs du catholique et les devoirs du citoyen. De ces deux manières de voir, laquelle est donc la meilleure ? Où est le véritable sentiment de la situation ? Qui est dans le vrai ? Le ministère conservateur annonçait, dès le jour de son arrivée au pouvoir, qu'il voulait être un ministère national et non un ministère de parti. Il y a quelques semaines, à Gand, M. Rolin disait que le ministère était chargé de conduire le *parti libéral*. Le pays comparera et jugera. M. Frère-Orban, *m. a.*, reconnaît que le gouvernement a destitué deux agents politiques, et il ajoute qu'il a eu le droit d'agir comme il l'a fait. Personne n'oserait le contester. Mais on prétend qu'il a abusé de son droit. Or, il a usé de ce droit dans des circonstances exceptionnelles. Il est investi de la mission spéciale d'organiser une défense nationale contre un parti révolutionnaire. Il y a dans le pays un parti ardent,

violent, implacable, fanatique, qui poursuit le renversement des libertés publiques. La droite elle-même l'a si bien senti, qu'au lendemain de la défaite, elle a songé à lever l'étendard de la révolte contre ceux qui avaient mené la dernière campagne électorale : elle a annoncé qu'il valait mieux se séparer que s'égarer. Et le seul organe qui reste à l'ancienne majorité devenue minorité le 11 juin, s'est écrié : « On nous convie à déployer dans l'enceinte parlementaire un drapeau révolutionnaire ; mais nous n'y consentirons pas ! » On dit après cela : La droite est sincèrement constitutionnelle. L'orateur accepte ce langage comme sincère, mais il soutient que la droite voulant se placer sur le terrain constitutionnel ne fait pas son devoir. Son devoir constitutionnel l'obligerait à reconnaître que le pape et l'Eglise n'ont de puissance que sur les choses spirituelles et non point sur les choses temporelles et civiles. Tant qu'elle ne l'aura point proclamé, l'orateur continuera à dire qu'on ne peut lui confier la direction des affaires publiques. Le pays voit de plus en plus s'affirmer le parti révolutionnaire qui menace ses libertés, et c'est en présence de cette situation que l'on viendra prétendre que le ministère aurait dû donner sa confiance à des fonctionnaires qui s'étaient déclarés nettement les partisans du régime qui a succombé le 11 juin ? Non, la mission que le gouvernement tient du pays et de l'opinion libérale lui fait un devoir de choisir des agents politiques pénétrés de son esprit et partageant ses convictions politiques. Le ministère cherche à pacifier les esprits. Il défend la cause de l'immense majorité des catholiques qui l'ont porté au pouvoir, de catholiques qui affirment leur foi et la pratiquent, mais qui aiment et pratiquent aussi la liberté. M. Malou revient sur la question de la défense nationale contre l'ultramontanisme. Il trouve étrange l'accusation produite contre la droite. Il y a deux ans, dans une fête à Gand, un orateur crut faire un grand compliment à une dame en disant : « Nous sommes ici tous gueux et gueuses. » On prétend que le Sylabus n'est pas en harmonie avec la Constitution ; est-ce que par hasard le programme des gueux est constitutionnel ? Un des couplets de leur chant porte : Quand luira sur ce triste désert terrestre le jour où chacun sera son roi. Son roi ! Le programme des gueux est directement contraire à la Constitution et à nos institutions. Aujourd'hui il n'y a plus de gueux ; il n'y a plus que des doctrinaires. Mais l'orateur est certain que s'il voulait récriminer sur ce qui se dit en dehors de la chambre, sur ce qui s'imprime, sur ce qui est soutenu par des associations puissantes, il pourrait montrer que les enne-

mis de la Constitution, les seuls éléments révolutionnaires dangereux sont chez les libéraux. Après quelques mots de MM. A. Visart et Rolin-Jaequemyns, *m. l.*, l'incident est clos.

TRAVAUX PUBLICS.

7 août. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département des travaux publics un crédit supplémentaire de 170,000 francs pour travaux d'appropriation et d'amélioration de divers bâtiments civils à Bruxelles. — 15. M. Descamps, *r. s. c.*, dépose le rapport sur ce projet de loi.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

50 juillet. La discussion est ouverte sur l'élection de M. De Wael à Anvers. Cette élection, dont la validité est contestée par diverses pétitions, a fait l'objet d'un rapport de M. Anspach, distribué quelques jours auparavant et concluant à la validation. La chambre entend dans ce débat MM. Jacobs, Anspach, *r.*, Malou, De Lantsheere et De Wael. Les pétitionnaires soutiennent qu'en défalquant les voix indûment comptées à M. De Wael, celui-ci cesse d'avoir la majorité absolue. Ils soutiennent, en outre, que l'on a illégalement annulé 556 bulletins catholiques sous prétexte que les candidats *catholiques* placés dans la colonne carmin étaient qualifiés *candidats du meeting*. M. Jacobs soutient les réclamations produites et conclut à l'ajournement de toute décision relative à l'élection d'Anvers, jusqu'à ce que la commission de vérification des pouvoirs ait vérifié tous les bulletins de l'élection et fait rapport sur les décisions prises à leur égard par les vingt bureaux de dépouillement. M. Anspach, *r.*, combat les conclusions de M. Jacobs. Il est interrompu par M. Coremans, qui lui demande pour qui les catholiques pouvaient voter, si, le vote étant émis dans la case rouge, les bulletins cessaient d'être valables. M. Anspach répond que, si les catholiques se sont mis eux-mêmes dans la situation d'empêcher les catholiques de pouvoir voter pour eux, c'est à eux qu'incombe la responsabilité de leurs actes. De toutes les façons, d'ailleurs, M. De Wael a la majorité. La chambre est appelée à rendre un jugement. Ce jugement intéresse au plus haut point l'opinion publique; il s'agit de savoir si des bulletins entachés d'un vice radical seront validés ou non; il s'agit de savoir si une fraude, destinée à rallier aux candidats catholiques un certain nombre de voix hésitantes, sera condamnée ou non; dans de pareilles circonstances, il est du devoir et de la dignité de la chambre de prononcer l'annulation des bulletins qui lui sont déferés. M. Malou n'admet pas que les bureaux électoraux puissent annuler des bulle-

tins à cause de la couleur que le bureau principal a cru devoir donner à l'une des listes en présence. Si ces bulletins étaient nuls dans un bureau, ils devaient l'être dans tous. M. De Lantsheere, répondant à une allusion du rapport de M. Anspach, se défend d'avoir laissé planer, pendant plusieurs jours et fort injustement, une accusation de faux sur M. De Wael. Sans incriminer personne, il a ordonné une information sur un fait grave, sur la mise à la disposition de l'association libérale d'Anvers du timbre à date dont l'usage est prescrit par un des articles de la loi électorale. Il est résulté de cette information que le timbre avait été communiqué aux différentes associations politiques, mais qu'il n'avait été fait de ce timbre aucun usage préjudiciable à l'Etat. Si cette issue de l'instruction n'a pas été portée officiellement à la connaissance du public, c'est qu'elle était connue de tout le monde. M. De Wael soutient qu'on a voulu laisser, jusqu'à la dernière heure, planer un soupçon calomnieux sur les candidats libéraux, et que le *m. j.* s'est immiscé d'une manière directe dans les élections anversoises. — 51. Le débat continue sur cet objet. M. Olin défend la validité de l'élection. Le bureau principal d'Anvers, avec l'appui du gouvernement, a consacré une fraude en permettant aux candidats du meeting d'user de la couleur carmin, qui est attribuée aux catholiques. Mais en dépit de l'annulation de 556 bulletins en raison de cette illégalité, M. De Wael conserve encore la majorité relative et la majorité absolue. En même temps que les catholiques commettaient cette fraude, le ministre de l'intérieur décorait le concurrent de M. De Wael, et cherchait à écraser ce dernier sous le poids de la calomnie en ouvrant une instruction à sa charge pour avoir communiqué un timbre qui se vendait publiquement, et dont on ne pouvait se servir pour contrefaire des bulletins, parce qu'il aurait fallu connaître l'encre qui serait employée au moment du vote. Le parquet avait trouvé qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à l'affaire, et cependant le ministre de la justice, qui dispose des colonnes du *Moniteur*, n'a pas trouvé une ligne de sa publicité pour apprendre à Anvers que le premier magistrat de la cité avait été faussement accusé d'avoir violé la loi. En validant l'élection de M. De Wael, la chambre fera plus que valider une élection incontestable et indiscutable; elle jugera et condamnera les instigateurs de manœuvres odieuses qui ont été employées à Anvers, et ceux qui en ont été les complices; elle jugera et condamnera la conduite du gouvernement tombé, qui a pratiqué, avec une audace que la Belgique n'avait jamais connue jusqu'ici, la pression officielle et la

corruption officielle, au moment même où il affichait la prétention de sévir contre la pression et la corruption des particuliers. M. Woeste répond que, s'il y a eu manœuvre dans l'attribution de la couleur rouge aux candidats du meeting, il faut être conséquent et annuler tous les bulletins. Mais il n'y a pas eu de manœuvre; la qualification de candidats du meeting est, à Anvers, une qualification historique. Si ces candidats sont des cléricaux, raison de plus pour ne pas leur refuser la couleur attribuée à ceux-ci. C'est, du reste, le bureau principal qui a confectionné les bulletins, et dès lors les électeurs étaient bien obligés de s'en servir. L'orateur dit qu'il y a eu, dans l'annulation des 556 bulletins dont il s'occupe, une manœuvre électorale des plus graves. Quel était le but qu'on voulait atteindre? C'était de faire proclamer élus, dans tous les cas, les candidats libéraux; et si l'ancien ministère avait conservé la majorité dans la chambre, on lui aurait dit : Vous n'avez plus la majorité au sénat, vous êtes obligé de donner votre démission; et on aurait pris sans doute prétexte des décisions abusives de deux bureaux d'Anvers pour chercher à provoquer une agitation dans ce sens. Voilà la manœuvre; cette manœuvre a bien pu être employée par des libéraux obscurs, préoccupés de faire du zèle, mais elle ne peut être sanctionnée par une majorité qui se respecte. L'orateur propose à la chambre « de valider les 556 bulletins annulés par les 5^e et 27^e bureaux à raison de la couleur carmin attribuée aux candidats du meeting, et pour le surplus, d'ajourner toute décision relative à l'élection d'Anvers, jusqu'à ce que la commission de vérification des pouvoirs ait vérifié tous les bulletins d'élection, et fait rapport sur les décisions prises à cet égard, par les vingt bureaux de dépouillement ». M. Bara, *m. j.*, dit que le ministère est fort désintéressé dans ce débat. Si la chambre invalide les pouvoirs de M. De Wael, les libéraux n'en auront pas moins la majorité dans cette enceinte. Si l'on invalide le mandat des sénateurs libéraux d'Anvers, c'est la dissolution du sénat en perspective, et avec la dissolution, la défaite certaine des candidats cléricaux à Gand. Mais l'élection doit être validée, parce que les libéraux ont le droit pour eux, et que s'ils ne la validaient pas, ils manqueraient à tous leurs devoirs. L'orateur soutient que s'il y a de faux électeurs qui ont voté, ce sont des cléricaux, qui ont voté pour des cléricaux. Quant aux couleurs des bulletins, un abus très-grave a été commis, et il importe qu'il ne se renouvelle plus. Le législateur de 1877 a réservé les colonnes bleue et carmin aux deux grands partis historiques qui se partagent le pays. Il a mis la première co-

lonne, la colonne bleue, au parti libéral; la seconde, la colonne carmin, au parti catholique, et il a réservé la colonne du milieu aux autres partis qui, s'il y a diverses listes, auront la couleur noire et, au besoin, d'autres couleurs, à l'exception du bleu et du carmin, toujours réservés aux libéraux et aux catholiques. Une élection n'est pas un carnaval; parce qu'il plaît à des cléricaux de se déguiser en meetinguistes, de vouloir escamoter quelques suffrages, la loi ne peut pas favoriser ces stratagèmes. Si l'on veut prendre des déguisements, que l'on prenne la colonne du milieu; les autres colonnes sont réservées au parti libéral et au parti catholique, aux deux grands partis historiques. Aussi les bulletins rouges des meetinguistes sont nuls, bien que la validité ou la nullité de ces bulletins n'ait aucune influence sur le résultat de l'élection. Ils sont nuls, parce qu'ils ont été dressés en fraude de la loi, par suite d'un concert entre le bureau principal et les candidats cléricaux; parce que ces derniers ont ainsi obtenu des voix qu'ils n'auraient pas obtenues sans cette violation de la loi. En un mot, ils sont nuls, parce qu'il y a fraude et préjudice : fraude, car la loi est claire, son texte est d'accord avec la loyauté qui doit présider aux élections; préjudice, car on sait que certains meetinguistes n'auraient pas voté pour la liste catholique si elle avait conservé son vrai nom. M. Woeste interrompt pour dire que, dans ce cas, il faut annuler tous les bulletins rouges et recommencer l'élection. M. Bara, *m. j.*, répond que ce serait favoriser une pratique qui consisterait à introduire une nullité dans une élection pour la faire annuler. Les électeurs catholiques ont été complices de la fraude. Il aurait fallu annuler si les cléricaux avaient eu la majorité, parce que, par une manœuvre illégale, les candidats cléricaux auraient obtenu des voix qu'ils n'auraient pas obtenues sans celle-ci. Mais on ne peut exciper de la fraude à laquelle on a recouru, pour demander l'annulation des votes des libéraux, qui n'ont pas usé de ces fraudes, et qui ont, au contraire, tout fait en temps utile pour les empêcher. L'orateur revient sur l'incident relatif aux timbres, et soutient que M. De Lantsheere a requis, sur la demande de ses amis, une instruction judiciaire à charge de M. De Wael, afin de le rendre suspect, et qu'après avoir constaté qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre et que la poursuite était légalement impossible, il s'est renfermé dans le silence, laissant la presse cléricale exploiter contre M. De Wael un grief qui n'avait aucun fondement. M. Pirmez oppose la question préalable à la proposition de M. Woeste, qui n'a d'autre but que d'amoindrir la valeur du mandat de M. De

Wael, pour tâcher de conserver quelque autorité à celui des autres députés d'Anvers. Ceux-ci siègent aujourd'hui à la chambre en vertu d'un mandat qui leur est virtuellement retiré par le corps électoral. M. Jacobs demande à M. Pirmez s'il a considéré son mandat comme moralement révoqué lorsque

M. Dechamps est rentré dans cette chambre par la volonté du corps électoral de Charleroi. La question préalable opposée par M. Pirmez à la proposition de M. Woeste est adoptée par 66 voix contre 46. La chambre rejette, par assis et levé, la proposition de M. Jacobs, et M. De Wael prête le serment constitutionnel.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session extraordinaire 1878.

C⁵

TABLE DES MATIÈRES.

B

BUDGET de l'intérieur. Cr. suppl. pour 1877, 1 *at.* — *r.* de M. Houtart, 8 *at.* — Vote, 14 *at.* V. Budgets.

C

CHEMIN DE FER. Station de Bruges. Interpellation de M. A. Visart, 7 *at.* V. Chemin de fer.

CHEVAUX MIXTES. V. FRAUDES ÉLECTORALES.

CONVENTION CONSULAIRE entre la Belgique et l'Italie, 1 *at.* — *r.* de M. Van Iseghem, 2 *at.* — Discussion et vote, 6 *at.* V. Affaires étrangères.

D

DÉCÈS. M. Dumortier, 1^{er} *at.* — M. Ernest Allard, 7 *at.* V. Décès.

E

EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS (Crédit de 10,000 fr. pour permettre à des ouvriers d'élite de se rendre à l'), 1^{er} *at.* — *r.* de M. Houtart, 8 *at.* — Vote, 14 *at.* V. Budgets.

F

FRAUDES ÉLECTORALES. Projet de modification à la loi de 1822 sur la contribution personnelle et au code électoral. Pr. de loi de M. Graux. Déclaration d'urgence, 1^{er} *at.* — Convocation des sections, 2 *at.* — Demande de renseignements, 3 *at.* — *r.* de M. Jottrand, 8 *at.* — Discussion, 8, 9, 10, 15, 14 *at.* — Vote, 14 *at.* V. Elections.

G

GLUCOSES. Restitution de droits. Pét. du sieur Rypens, 2 *at.* V. Douanes et accises.

GOUVERNEURS (Révocation des) du Hainaut et de la Flandre occidentale. Interpellation de M. Visart. Discussion, 10, 13 *at.* V. Politique intérieure.

I

INSTRUCTION PUBLIQUE (Cr. pour le ministère de l'), 1^{er} *at.* — *r.* de M. Ernest Allard, 6 *at.* — Discussion, 6, 7 *at.* — Vote, 7 *at.* — Ecole normale d'institutrices à Gand. *r.* de M. Goblet, 13 *at.* — Ajournement, 14 *at.* V. Instruction publique.

L

LISTES ÉLECTORALES (Communication des). Interpellation de M. De Becker, 14 *at.* V. Elections.

LOGEMENTS GRATUITS. V. FRAUDES ÉLECTORALES.

N

NOCES D'ARGENT de LL. MM., 28 *at.* V. Famille royale.

P

PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES. Crédit de 1,800,000 fr., 6 *at.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 9 *at.* — Vote, 14 *at.* V. Justice.

Q

QUINTUPLEMENT du mobilier. V. FRAUDES ÉLECTORALES.

V

VENTES (Salle de) pour l'administration des domaines. Pr. de loi, 1^{er} *at.* — *r.* de M. De Fré, 2 *at.* — Vote, 6 *at.* V. Finances.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS de M. De Wael, élu à Anvers. *r.* de M. Anspach. Débat et validation, 30, 31 *jt.* V. Vérification des pouvoirs.

SÉNAT.

Session extraordinaire 1878.

C³*Doyen d'âge*, M. le baron d'HUART. — *Président*, M. le prince de LIGNE.*Vice-présidents*, MM. le baron de TORNACO et le baron d'ANETHAN.*Secrétaires*, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE, le baron de LABBEVILLE, le comte de LOOZ-CORSWAREM et le baron G. DE WOELMONT.*Questeurs*, MM. VAN SCHOOR et le baron d'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.

MEMBRES DU SÉNAT.

ANVERS, MM. le chevalier Van Havre, d'Hanis-Michiels, Biart et Everaerts; MALINES, le duc d'Ursel et de Cannart d'Hamale; TURNHOUT, le comte de Mérode-Westerloo.

BRUXELES, MM. Bischoffsheim, Crocq, De Vadder, H. Dolez, Reyntiens, Van Schoor et Graux; NIVELLES, Pigeolet et Verheyden.

BRUGES, MM. Boyaval; DIXMUDE, le baron de Coninck de Merchtem; ROULERS, Solvyns; OSTENDE-FURNES, le comte T. de Limburg-Stirum; THIELT, le baron d'Anethan; YPRES, le baron Surmont de Volsberghe; COURTRAI, le baron Bethune et Bruneel.

GAND, MM. Delecourt, Casier de Hemptinne, de Kerckhove de Naeyer et Van Crombrughe; ALOST, Leirens-Eliaert et Van Vreckem; AUDENARDE, le baron Pycke de Peteghem; EECLOO, le baron T'Kint de Roodenbeke; SAINT-NICOLAS, Van Overloop et le vicomte A. Vilain XIII; TERMONDE, le comte de Ribaucourt.

MONS, MM. F. Dolez, Hubert et Tercelin; CHARLEROI, Balisau, Dewandre et Piret-Gillet; ATH, le prince de Ligne; SOIGNIES, Pennart et Tacquenier; THUIN, Brouwet; TOURNAI, Bonnet et Sacqueleu.

LIÈGE, MM. Braconier, le comte de Looz-Corswarem, J. d'Andrimont et Fléchet; VERVIERS, Laoureux et Collet-Grosfils; HUY, le baron de Tornaco; WAREMME, le baron de Sélys-Longchamps.

HASSELT, MM. Van Willigen; TONGRES-MAESEYCK, le baron G. de Woelmont.

ARLON-BASTOGNE-MARCHE, MM. le comte P. de Limburg-Stirum et Orban de Xivry; NEUFCHATEAU-VIRTON, le baron de Loen d'Enschede.

NAMUR, MM. le comte d'Aspremont-Lynden et le vicomte de Namur d'Elzée; DINANT, le baron d'Huart; PHILIPPEVILLE, le baron de Labbeville.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

20 août. M. t'Kint de Roodenbenbeke, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi approuvant la convention consulaire conclue le 22 juillet 1878 entre la Belgique et l'Italie. Ce projet est adopté à l'unanimité.

BUDGETS.

20 août. M. Bonnet, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui ouvre des crédits supplémentaires aux *BB.* du ministère de l'intérieur des exercices 1877 et 1878 et un crédit spécial de 40,000 fr. pour permettre à quelques ouvriers d'élite de visiter l'Exposition universelle de Paris. M. Bethune demande sur quelles bases se fera la répartition de ce cré-

dit et quels sont les ouvriers que l'on considère comme des ouvriers d'élite. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il a invité les communes à désigner les ouvriers qu'elles jugeront dignes d'être admis à jouir de ces bourses de voyage. Elles les choisiront surtout parmi ceux qui ont déjà une certaine instruction recueillie dans la fréquentation des écoles industrielles ou autres, et parmi les ouvriers qui exercent des métiers dans lesquels les arts s'appliquent à l'industrie. Les bourses seront de 120 fr. et les communes entreranno pour moitié dans la dépense. Le crédit est voté à l'unanimité.

BUREAU.

19 août. M. le prince de Ligne est élu pré-

sident par l'unanimité des suffrages. M. de Tornaco est nommé premier vice-président par 55 voix sur 58, M. d'Anethan second vice-président par 55 voix sur 58. Sont élus secrétaires, MM. t'Kint de Roodenbeke et de Labbeville; secrétaires suppléants, MM. de Looz-Corswarem et G. de Woelmont. MM. Van Schoor et d'Overschie de Neeryssche sont nommés questeurs. M. d'Anethan remercie ses collègues du témoignage de confiance dont il vient d'être l'objet. — 20. M. le prince de Ligne, *p.*, présente à son tour ses remerciements à ses collègues.

ÉLECTIONS (Fraudes électorales).

20 août. M. Biart, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi modifiant quelques dispositions de loi de 1822 sur la contribution personnelle et du code électoral. — 21. M. Solvyns interpelle le gouvernement au sujet de la non-exécution d'instructions données par M. Delcour dans une circulaire du 9 juillet 1877. Cette circulaire prescrivait aux administrations communales de marquer d'un astérisque les noms des électeurs nouveaux et de mettre en regard de chaque nom le numéro du rôle sous lequel était inscrite la contribution invoquée par chacun d'eux pour parfaire le cens électoral. Or, les prescriptions de cette circulaire, qui avaient en vue de faciliter l'examen et le contrôle des listes, ne sont pas exécutées à Anvers. MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Bara, *m. j.*, répondent qu'ils ne sont pas édifiés au sujet de la légalité de cette circulaire, qui ajoute à la loi une prescription qui ne s'y trouvait pas. Dès que le gouvernement sera éclairé sur la légalité de la circulaire, il entendra l'administration communale d'Anvers, et il fera tout ce qui pourra être fait légalement pour éviter la fraude et donner aux listes la plus grande publicité possible. Le sénat aborde la discussion du projet de loi portant des modifications à la loi de 1822 et au code électoral. M. Solvyns combat le projet, qui, sous prétexte de déjouer les fraudes électorales, a pour but d'écarter certaines catégories d'électeurs qu'on suppose favorables aux catholiques, tout en maintenant le monstrueux abus qui a permis, notamment à Anvers, d'inonder le corps électoral de commis fictifs et de faux patentés. L'orateur reproduit les arguments énoncés à la chambre par les membres de l'opposition contre les mesures relatives aux chevaux mixtes, au quintuplement de la valeur locative et aux logements gratuits. Il convie le sénat à repousser les mesures d'ostracisme qui lui sont proposées, et rappelle les paroles de Léopold I^{er} relatives au danger qu'il y aurait à assurer la suprématie d'une opinion sur l'autre. M. Graux, *m. f.*, défend le projet

de loi au nom de la probité et de la moralité politiques. Répondant à ceux qui accusent le gouvernement de faire une loi de suspects, il constate que cette loi si décriée a eu la rare fortune d'être votée par le pays avant d'être soumise au parlement. Ses dispositions ne sont pas nouvelles. Les propositions qu'elle contient avaient toutes été soumises à la chambre dans la session dernière, sous forme d'amendements, par la minorité d'alors. Elles étaient donc connues le jour des élections, et elles comptent parmi celles que le corps électoral attendait du ministère lorsque, dans la journée du 11 juin, il a donné au parti libéral le gouvernement du pays. M. Van Vreckem combat le projet particulièrement en ce qui concerne la suppression des trois premières bases de la contribution personnelle pour les logements gratuits. Il n'admet pas qu'il y ait lieu de prendre des mesures exceptionnelles, parce que les citoyens profitent de la latitude que leur donnent les lois fiscales pour chercher à atteindre l'électorat. Ce fait prouve que la vie politique se développe en Belgique, que les citoyens apprécient l'importance de la mission qu'ils sont appelés à remplir, et l'on pourrait trouver dans cette préoccupation une garantie salubre contre l'introduction du suffrage universel. Dans la discussion des articles, M. Solvyns reproduit l'amendement formulé à la chambre des représentants par M. Malou et tendant à exempter du droit de patente les personnes qui, indépendamment de la taxe qu'elles auraient à payer de ce chef, versent au Trésor de l'Etat une somme inférieure à 42 fr. 52 c., d'impôts directs. Cet amendement est rejeté, et le projet de loi adopté par 55 voix contre 25.

FAMILLE ROYALE.

19 août. Le sénat charge son bureau de complimenter LL. MM. à l'occasion de leurs noces d'argent. Les membres du sénat qui seront présents à Bruxelles accompagneront le bureau au Palais. — 21. M. d'Anethan, *v.-p.*, rend compte de la réception faite au sénat par LL. MM. Le Roi a répondu de la manière la plus affable à l'Adresse, et a déclaré que cet anniversaire lui en rappelait un autre, celui de son entrée au sénat où, comme prince royal, il a siégé pendant quelques années.

FINANCES.

20 août. M. De Vadder, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui ouvre un crédit supplémentaire de 20,000 fr. au ministère des finances pour la construction d'une salle de vente des objets remis à l'administration des domaines. Ce crédit est voté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

20 août. M. Crocq donne lecture du rapport sur le projet de loi qui ouvre des crédits pour le ministère de l'instruction publique, et qui transfère à ce ministère divers crédits du B. du ministère de l'intérieur. — 21. Dans la discussion de ce projet, M. Casier de Hemptinne déclare qu'il votera contre la création du ministère de l'instruction publique, parce qu'il a pour objet principal de faire la guerre à l'enseignement catholique et à la liberté de l'enseignement. Il n'y a pas d'éducation sans religion, et l'enseignement *neutre* que l'on rêve de donner en dehors de toute religion positive n'existe dans aucun pays de l'Europe. On veut faire enseigner dans les écoles l'amour de nos institutions. Or, le véritable enseignement moral consiste à faire comprendre et pratiquer la grande constitution du genre humain, c'est-à-dire les commandements de Dieu et de l'Eglise. M. d'Anethan reconnaît que le gouvernement a usé de son droit en créant un nouveau département ministériel, et il n'y trouverait pas à redire s'il était rassuré sur les motifs de cette innovation. Pour le moment, il ne veut pas se prononcer sur les conséquences de cette institution. L'avenir lui apprendra ce qui pourra en résulter. Il lui est donc impossible de donner un vote approbatif à la demande de crédit. D'un autre côté, il ne veut pas entraver le service de l'enseignement public et, par conséquent, il ne peut repousser le projet par un vote négatif. Comme son intention n'est pas de faire une opposition systématique, ni une opposition personnelle, il attendra les actes du ministre pour le juger. Dès à présent, il déclare que si le *m. inst. p.* portait, directement ou indirectement, la moindre atteinte à la liberté d'enseignement, il le combattrait énergiquement, et qu'il le combattrait énergiquement aussi, s'il imprimait à l'enseignement public une direction de nature à froisser les croyances et à altérer les sentiments religieux des populations. M. Delecourt voit un manque d'habileté dans l'opposition de la droite au nouveau ministère de l'instruction publique. Il soutient que l'Etat a le droit et le devoir d'enseigner. Son obligation la plus sacrée est de lutter contre l'ignorance. Son droit n'est pas douteux. Comme le dit Macaulay, qui a le droit de pendre a le droit d'enseigner. Le devoir n'est pas moins incontestable. La liberté ne forçant personne à donner l'enseignement, l'abstention de l'Etat aurait pour résultat de laisser le champ libre à l'ignorance. L'orateur soutient, en appuyant son opinion sur des faits historiques, que le Congrès national a voulu, par l'article 17 de la

Constitution, imposer à l'Etat l'obligation d'organiser l'enseignement public, et il ajoute que l'Etat accomplit un devoir patriotique en répandant l'instruction à pleines mains. M. Van Humbeeck, *m. inst. p.*, défend la même thèse, et rappelle que dès le lendemain de la promulgation de la Constitution, les hommes d'Etat de 1830 se sont préoccupés d'organiser l'enseignement public à tous les degrés. Le parti catholique employa tous ses efforts à retarder cette œuvre. Quand il fallut s'exécuter, on fit au clergé, par la loi de 1842, une part d'influence exagérée. Le gouvernement aura à signaler les vices de cette loi, en présentant les projets qui viendront donner un corps, une forme législativement appréciable aux idées dont le gouvernement se croit tenu d'assurer le triomphe. Il n'admet pas l'argument de concurrence, qui revient trop souvent chez les défenseurs des idées de la droite; l'Etat, dans l'enseignement, est chargé d'un grand devoir d'intérêt général, il l'accomplira; et en l'accomplissant il n'a pas à s'occuper de savoir s'il peut froisser quelques intérêts privés. L'intérêt général prime ici, comme en toute matière, l'intérêt des particuliers! Le gouvernement ne se propose pas de faire la guerre à l'enseignement catholique et de déraciner la religion dans le pays. Il n'entend faire la guerre à aucune religion, précisément parce qu'il admet que la sphère religieuse est entièrement, complètement, absolument distincte de la sphère politique! Mais, quand il promet de ne rien faire qui puisse offenser la religion, il n'entend pas comprendre dans ce mot de *religion* certaines prétentions qui se font jour à tout instant. Il n'accepte pas comme point de religion la prétention de certain clergé de faire du vote aveugle de l'électeur un cas de conscience! Il n'admet pas non plus comme points de religion ces doctrines qui se répandent dans certains enseignements dits religieux, et qui tendent à condamner en principe nos libertés nationales, à les rendre odieuses. L'orateur défend le principe de l'enseignement neutre, que l'on vient de renforcer en Hollande, et que le clergé catholique y admettait autrefois. Du reste, la thèse de l'enseignement neutre est tour à tour défendue ou combattue par le clergé catholique, suivant qu'il a intérêt à la combattre ou à la défendre. M. Casier de Hemptinne proteste contre cette idée que les catholiques seraient hostiles au développement de l'enseignement. Ce qu'ils combattent, c'est le développement de l'enseignement donné dans une voie fautive; c'est le développement de l'instruction sans éducation; c'est la création d'un enseignement neutre, dans lequel l'instruction religieuse n'intervient pas suffisamment. Il se peut que cet enseignement

soit admis par le clergé dans certains pays ; des nécessités locales ont peut-être forcé le clergé de l'admettre ; mais ce n'est pas une raison pour l'admettre en Belgique, où le plus grand nombre des citoyens sont catholiques. Le premier projet de loi est adopté par 55 voix contre 15 et 14 abstentions ; le second (transfert), par 46 voix contre 12 et une abstention.

JUSTICE.

20 août. M. d'Anethan, *r. c.*, conclut à l'adoption du crédit de 4,800,000 fr. pour la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles. Ce crédit est voté par 50 voix contre 10.

RÈGLEMENT.

19 août. Le sénat adopte à l'unanimité une proposition de MM. Van Schoor et d'Anethan, aux termes de laquelle, par suite de la création du nouveau ministère de l'instruction publique, l'assemblée nommera une septième commission permanente.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

24 juillet. M. Reyntiens, *r. c.*, en présentant le rapport sur l'élection d'Audenarde, fait des réserves au sujet de la légalité de cette élection, la démission du marquis de Rodes n'ayant pas été adressée au sénat, qui seul avait qualité et pouvoir pour y donner suite pendant la durée des chambres. (Voir session B^e, p. 62.)

19 août. Il est donné lecture d'une lettre de M. le chanoine Andries, ancien membre du Congrès national, qui déclare qu'une réclamation adressée au sénat contre l'élection de M. Boyaval, est une mystification et l'œuvre d'un faussaire. Sur la proposition de MM. de Selys-Longchamps et Reyntiens, la protestation de M. Andries est renvoyée au *m. j.* M. Dewandre, *r. c.*, conclut à la validation de l'élection de MM. Biart, d'Hanis, Everaerts et Van Havre, à Anvers. Cette élection est l'objet des mêmes réclamations que celles qui ont été adressées à la chambre des représentants contre celle de M. De Wael. En outre, d'après une requête signée par 18 habitants d'Anvers, MM. Biart et Everaerts ne seraient pas éligibles, comme ne payant pas le cens requis par la loi. La discussion étant ouverte sur les conclusions du rapport, M. d'Anethan combat, au nom de la minorité de la *c.*, la doctrine d'après laquelle on a annulé une partie des bulletins, en raison de la couleur adoptée par les candidats meetinguistes. Des l'instant où l'on admet qu'un

bulletin n'est pas indivisible, et que l'on peut annuler les votes émis dans une des colonnes, à raison, par exemple, d'une couleur abusivement employée par le bureau principal, ou à raison d'une autre irrégularité quelconque commise par le bureau, il arrive que le bureau principal est complètement maître de l'élection. En effet, il dépend de lui de rendre nulle une des colonnes du bulletin, et, par suite, tout vote émis en faveur des candidats d'un parti, de manière que, par le fait du bureau principal, l'électeur ne pourrait voter valablement que pour une seule opinion. L'orateur ne partage pas non plus les opinions émises dans ce rapport, relativement à la conduite de l'ancien ministère, aux actes de la députation permanente, et surtout relativement aux intentions frauduleuses prêtées aux candidats du meeting. S'il voulait se rendre l'écho des reproches qui ont été adressés, à Anvers, au parti libéral, à propos de manœuvres électorales, il en aurait pour longtemps ; mais il s'en abstient et croit qu'on aurait bien fait d'imiter cette sage abstention. Il demande que l'on soit indulgent, surtout en temps d'élections, les uns à l'égard des autres ; qu'on fasse trêve à des récriminations inutiles, et qui n'ont qu'un effet : celui d'envenimer les débats. En présence des irrégularités graves que présente l'élection d'Anvers, il pense que le résultat véritable du verdict est incertain, et qu'il y a lieu de consulter de nouveau le corps électoral, afin de savoir quelle a été son intention positive et quelles sont les personnes à qui il veut confier un mandat sénatorial. M. Solvyns dépose ensuite la proposition suivante : « Attendu que la commission reconnaît que c'est *avec raison* que les 5^e et 27^e bureaux ont annulé 556 bulletins du chef de la couleur carmin employée par un des deux partis en présence ; attendu que tous les bulletins employés le 11 juin 1878 sont identiques, et que si ceux des 5^e et 27^e bureaux ont été annulés *avec raison*, la même raison exige l'application de la même règle aux autres bulletins de l'élection ; le sénat déclare que tous les bulletins portant la couleur carmin doivent être annulés. » MM. Dewandre, *r.*, et Balisaux opposent à cette proposition la question préalable, qui est adoptée par 54 voix contre 27. Le sénat valide ensuite l'élection de MM. Biart, d'Hanis et Van Havre, et le débat s'engage sur l'éligibilité de M. Everaerts. Celle-ci est contestée par M. Solvyns, et défendue par MM. Dewandre, *r.*, Crocq et Bara, *m. j.* Les conclusions du rapport sont adoptées par 54 voix contre 27, et M. Everaerts prête serment.

SÉNAT.

Session extraordinaire 1878.

C³

TABLE DES MATIÈRES.

A

ANDRIES (Lettre du chanoine), 19 *at.* V. Vérification des pouvoirs.

C

CHEVAUX MIXTES. V. FRAUDES ÉLECTORALES.
CONVENTION CONSULAIRE avec l'Italie. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 20 *at.* V. Affaires étrangères.

E

EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS (Cr. pour permettre à des ouvriers d'élite de visiter l'). *r.* de M. Bonnet. Discussion et vote, 20 *at.* V. Budgets.

F

FRAUDES ÉLECTORALES (Pr. de loi sur les). *r.* de M. Biart, 20 *at.* — Discussion et vote, 21 *at.* V. Elections.

I

INSTRUCTION PUBLIQUE (Cr. pour l'). *r.* de M. Crocq, 20 *at.* — Discussion et vote, 21 *at.* V. Instruction publique. — Commission permanente, 19 *at.* V. Règlement.

ITALIE (Convention consulaire avec l'). *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 20 *at.* V. Affaires étrangères.

L

LISTES ÉLECTORALES. Indication des nouveaux électeurs, 21 *at.* V. Elections.

LOGEMENTS GRATUITS exemptés de la contribution personnelle. V. FRAUDES ÉLECTORALES.

M

MOBILIER (Quintuplement de la valeur locative pour la déclaration du). V. FRAUDES ÉLECTORALES

N

NOCES D'ARGENT, 19, 21 *at.* V. Famille royale.

P

PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES. *r.* de M. d'Aethan et vote, 20 *at.* V. Justice.

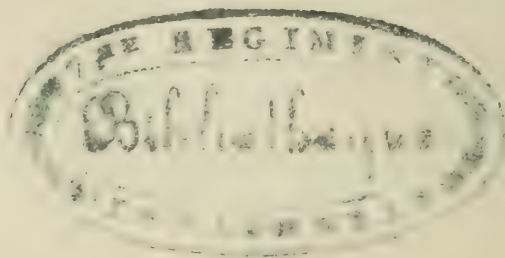
PATENTE des commis. V. FRAUDES ÉLECTORALES.

V

VENTES (Salle de) pour les domaines. *r.* de M. De Vadder et vote, 20 *at.* V. Finances.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. Election d'Audenarde. *r.* de M. Reyntiens. Validation, 24 *jt.* — Election de MM. Biart et Everaerts à Anvers. *r.* de M. Dewandre. Discussion et vote, 19 *at.* V. Vérification des pouvoirs.

Erratum P. 54, à la rubrique *Régime électoral*, 2^e ligne, après les mots *cens*, 20 *n.*, ajouter *V. adresse*



SESSION LÉGISLATIVE 1878-1879.

(12 NOVEMBRE 1878 AU 1^{er} AOÛT 1879.)

D³

La session est ouverte le 12 novembre, les deux chambres étant réunies sous la présidence de M. Laoureux, sénateur, doyen d'âge, ayant à ses côtés, comme secrétaires provisoires, MM. Goblet d'Alviella et de Jonghe d'Ardoye.

DISCOURS DU TRONE.

MESSIEURS,

Je me félicite, en ouvrant cette session parlementaire, de pouvoir constater qu'à aucune époque les rapports entre la Belgique et les autres Etats ne furent empreints, à un plus haut degré, d'un sentiment d'estime et de confiance réciproques.

Les fêtes dont la capitale a pris l'initiative, à l'occasion du 25^e anniversaire de mon mariage, ont fait éclater à nouveau l'union étroite qui règne chez nous entre la nation et la dynastie. La Reine et Moi, Nous avons été profondément touchés des témoignages spontanés d'affection que nous ont prodigués les populations de toutes les provinces comme de toutes les communes, et auxquels l'enfance même s'est associée d'une façon qui nous a particulièrement émus.

Nos arts et nos industries ont pris une part brillante à l'exposition universelle de Paris. Les nombreuses récompenses que la Belgique a recueillies dans cet imposant concours prouvent que ses nationaux, aussi bien que les administrations publiques, ne sont demeurés étrangers à aucune des branches importantes de l'activité humaine et contribuent, dans la plupart d'entre elles, au progrès de la civilisation.

La culture intellectuelle d'un peuple est plus que jamais, au temps présent, la source essentielle de sa prospérité. En créant un ministère spécial de l'instruction publique, mon gouvernement a suffisamment annoncé la résolution de veiller avec un soin particulier à ce noble et grand intérêt. L'enseignement donné aux frais de l'Etat doit être placé sous la direction et sous la surveillance exclusives de l'autorité civile. (*Applaudissements à gauche.*) Il aura pour mission, à tous les degrés, d'inspirer aux jeunes générations l'amour et le respect des principes sur lesquels reposent nos libres institutions. Mon Gouvernement réclamera votre concours pour étendre et fortifier cet enseignement. Une seule session ne suffira pas à terminer cette œuvre de transformation et de développement. Mais les projets qui vous seront très prochainement présentés traceront nettement la voie dans laquelle mon Gouvernement croit devoir inviter les représentants du pays à marcher avec lui.

Si l'instruction générale élève et fortifie l'esprit des nations, l'enseignement spécial favorise l'essor des beaux-arts et fait progresser les professions qui se rattachent à l'agriculture, à l'industrie, au commerce. Mon Gouvernement se préoccupe de plus en plus de procurer à la jeunesse belge les moyens de développer les aptitudes dont, en tout temps, nos populations ont fait preuve dans ces divers domaines.

Notre organisation militaire est demeurée inachevée. Les gouvernements qui se sont succédé pendant ces dernières années ont tous reconnu la nécessité et l'opportunité de la création d'une réserve nationale. Des propositions vous seront soumises en vue de combler cette lacune et d'apporter à l'institution de l'armée les compléments que l'expérience a signalés comme indispensables.

La garde civique de nos principales villes a montré, dans ces derniers temps, un redoublement de zèle patriotique. Le Tir national est devenu une institution populaire, digne d'être sérieusement encouragée. Vous estimerez sans doute, d'accord avec mon Gouvernement, qu'il est temps de pourvoir notre milice

citoyenne d'un armement efficace et de lui donner une organisation qui la mette éventuellement à même de concourir utilement à la défense du pays.

La crise industrielle qui sévit depuis quelques années chez toutes les nations n'a pas laissé de faire également ressentir en Belgique ses fâcheux effets. J'ai toutefois le ferme espoir que, grâce à l'esprit d'initiative et à l'énergie des chefs d'industrie, comme à l'esprit d'ordre et de prévoyance des ouvriers, le jour n'est pas éloigné où nous atteindrons le terme d'une épreuve vaillamment supportée par tous. Les chiffres du mouvement commercial de cette année, comparés à ceux de l'exercice précédent, témoignent d'une amélioration qu'il faut considérer comme un indice rassurant. L'abondance de la dernière récolte paraît d'ailleurs devoir maintenir le prix des denrées alimentaires à un taux qui compense, jusqu'à un certain point, la diminution générale des salaires.

Toute la sollicitude de mon Gouvernement est acquise à la recherche des moyens capables d'atténuer les souffrances de cette crise exceptionnelle. L'expérience a démontré que le développement de la richesse nationale est étroitement lié à celui des voies de communication. Les travaux publics déjà décrétés seront poursuivis avec vigueur. Si considérables qu'aient été, dans cet ordre de faits, les efforts de l'Etat et ceux des particuliers, il reste beaucoup à faire pour perfectionner l'outillage économique du pays. C'est là une des préoccupations constantes du pouvoir. Le chemin de fer de l'Etat occupe sous ce rapport une position prépondérante ; en accroissant les services qu'il rend journallement aux populations, mon Gouvernement s'efforcera en même temps de le faire contribuer, comme autrefois, pour une large part aux ressources du Trésor public.

La situation financière réclame un examen approfondi ; l'équilibre des recettes et des dépenses a cessé d'être assuré. Le budget de 1877 a été clôturé en déficit ; celui de l'exercice courant ne se présente guère sous un jour plus favorable. Le Trésor a contracté en outre des engagements considérables ; il faudra aviser aux moyens d'y pourvoir.

En dehors des graves et multiples questions que je viens de signaler, plusieurs projets de loi, déposés dans les sessions précédentes, se recommandent également à votre attention. La révision des Codes, prescrite par la Constitution, ne saurait être interrompue. La protection légitime due aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques, aux modèles et aux dessins industriels, aux marques de fabrique et de commerce, devra être, le plus tôt possible, assurée ou complétée.

Les élections qui ont eu lieu récemment pour le renouvellement de la moitié des Chambres législatives et des Conseils communaux se sont faites, en général, d'une manière régulière. Elles ont mis en évidence la nécessité des lois adoptées naguère pour assurer le secret du vote et réprimer les fraudes électorales. Cette législation a paru encore susceptible d'améliorations ultérieures ; mon Gouvernement vous soumettra des propositions dans ce but.

Pendant la période électorale qui vient d'être close, la Belgique a éprouvé à un haut degré les agitations inséparables de la vie politique des peuples libres. Cependant l'ordre public n'a pas été un instant troublé d'une manière sérieuse. Le pays n'a pas cessé de se montrer à la hauteur des institutions qui le régissent. Lorsque la Belgique célébrera le cinquantième anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale, elle trouvera intacte cette Constitution qui a fait sa force et sa prospérité. Ce grand événement ne saurait trop tôt préoccuper les esprits. Des propositions vous seront faites, au cours de la session, afin que cette solennité revête tout l'éclat et acquière la signification élevée que comportent de telles fêtes. Il sera fait appel dans ce but au concours de nos écrivains, de nos artistes, de nos savants, de nos industriels, pour prouver au monde entier le prix que nous attachons à ce rare et inestimable bienfait : un demi-siècle de paix et de liberté.

Vous le voyez, Messieurs, l'œuvre qui doit faire l'objet de cette session sera des plus vastes et des plus ardues. Mon Gouvernement compte pour l'accomplir sur votre loyal et patriotique concours.

MINISTÈRE.

(Comme à la session précédente, sauf que M. P. Van Humbeeck, ministre de l'instruction publique, fait l'intérim du département de la guerre pendant la maladie et après la mort du lieutenant général Renard.)

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

BRUXELLES, M. Washer succède à M. E. Allard, décédé. M. Scailquin, à M. J. Anspach, *id.* ; LOUVAIN, M. A. De Becker remplace M. E. De Becker, décédé.

AUDENARDE, M. Van Brabant est élu en remplacement de M. Vander Donckt, décédé ; TERMONDE, M. De Bruyn, en remplacement de M. Van Cromphaut, *id.*

ATH, M. Durieu remplace M. Bricoult, décédé.

MEMBRES DU SÉNAT.

BRUXELLES, M. L. de Renesse remplace M. Reyntiens, décédé.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1878-1879.

*Doyen d'âge, M. JULLIOT. — Président, M. GUILLERY.**Vice-présidents, MM. DE WAEL et DESCAMPS. — Secrétaires, MM. LESCARTS, DE VIGNE, D'ANDRIMONT et PETY DE THOZÉE.**Questeurs, MM. DE BAILLET-LATOURET et DE VRINTS.*

ADRESSE.

15 novembre. La c. d'Adresse est composée de MM. Jacobs, Dupont, Orts, d'Elhoulgne, Crombez et De Wael. M. Crombez demande que la c. se réunisse d'urgence. Sur la motion de M. Orts, il est décidé que le projet d'Adresse sera imprimé et envoyé à domicile.

— 19. La discussion s'engage sur le projet d'Adresse rédigé par M. Orts. M. Thonissen prend le premier la parole. Il est effrayé des conséquences probables de la politique qui a triomphé au mois de juin. La Belgique de 1830, si forte par l'union et le patriotisme de toutes les classes, n'existe plus. L'orateur soutient que rien de la part des catholiques ne motivait le système d'agression qui se révèle dans le discours de la Couronne. Il y a des publicistes catholiques qui parlent avec mépris des institutions nationales, mais on ne peut rendre le parti catholique responsable de ces imprudences et de ces exagérations. La lutte est transportée sur le terrain religieux, mais la responsabilité de cette triste situation incombe à ceux qui attaquent la religion dans ses dogmes, dans sa discipline, dans sa hiérarchie, dans son enseignement. Le parti libéral est seul responsable de cette lutte devant l'histoire. La loyauté des ministres n'est pas contestable, mais les passions qu'ils fomentent iront bien au delà de l'idéal politique qu'ils rêvent. Ils seront les Girondins du libéralisme. L'orateur reconnaît les droits de l'Etat en matière d'enseignement, mais il revendique en même temps les droits de la liberté, et si les projets du ministère sont fondés, ils ne tendent rien moins qu'à rétablir le monopole de l'enseignement à tous les degrés. Il est impossible que les ministres, avant de rédiger le § du discours du Trône

sur la question de l'enseignement, ne se soient pas mis d'accord sur les détails de leur œuvre de transformation. La chambre a le droit de savoir ce qu'on fera en matière d'enseignement primaire, si le prêtre sera expulsé de l'école, si la morale religieuse cessera d'être enseignée, si l'on va la bannir des athénées et des collèges, si l'on va rendre la concurrence impossible en matière d'enseignement supérieur. Des explications doivent aussi être données en ce qui concerne les projets relatifs à l'armée et à la garde civique, en ce qui concerne le complément de nos lois électorales. Si l'on persiste à faire du droit de suffrage un droit de domination, avant dix ans on aura amené le suffrage universel. L'orateur reconnaît le droit du ministère d'occuper le pouvoir. Il ne lui fera pas d'opposition systématique. Mais il luttera de toute son énergie pour maintenir intacte la Constitution de 1830, et dans la situation actuelle, il votera contre l'Adresse. M. Frère-Orban, *m. a.*, interpellé ainsi par M. Thonissen, puis par MM. Coomans et Woeste, déclare que le ministère s'expliquera sur ses projets de loi quand ils seront mis en discussion. Il n'aura pas la naïveté de donner dans le piège qu'on lui tend et qui consisterait à faire discuter par anticipation des mesures d'application de ses principes. Ceux-ci ont été nettement formulés dans le discours du Trône; qu'on les discute, et qu'on attende pour l'application les projets qui sont annoncés. M. Kervyn de Lettenhove objecte qu'il est impossible que la chambre vote l'Adresse sans explications précises. M. Wasseige opine dans le même sens. On ne sait ce que le cabinet compte faire. Il n'y a d'autre sanction efficace d'un vote de défiance que le rejet des BB. Mais on assure que le gouvernement ne dépo-

sera ses projets de loi qu'après les vacances de Noël et après le vote des *BB*. Comment la chambre pourrait-elle se prononcer en attendant? M. Woeste reconnaît qu'il faut se renfermer aujourd'hui dans la discussion des principes généraux, mais encore faut-il les connaître. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'ils sont parfaitement connus. Le ministère a déclaré qu'il voulait l'enseignement laïque; que l'on soutienne le principe contraire! On a annoncé l'intention d'organiser une réserve nationale; que l'on discute ce principe. Il n'y a pas d'exemple, depuis 1830, que l'on ait mis en avant le moyen qu'on veut employer aujourd'hui pour éluder une discussion générale. — 20. M. Woeste reconnaît que le parti libéral est revenu régulièrement au pouvoir, mais il abuse de sa victoire, et c'est le devoir de la droite de le combattre. L'orateur discute la composition du cabinet, et représente M. Frère-Orban comme se servant provisoirement des radicaux jusqu'au jour où il pourra faire une dissolution, afin de recruter une majorité assez forte pour se passer de leur concours. L'orateur accuse ensuite le ministère de s'être attribué une mission de défense contre l'ultramontanisme et d'avoir mutilé le corps électoral pour conserver les bénéfices d'une majorité factice. Le gouvernement ne se contente pas de façonner le corps électoral à son image, il veut s'emparer du monopole de l'enseignement et ruiner l'enseignement libre, et pour développer l'enseignement de l'Etat comme pour effectuer les réformes militaires, ayant besoin de ressources nouvelles, il accuse la politique de M. Malou d'avoir rendu ces nouvelles ressources nécessaires. L'orateur combat cette politique comme inique, violente et de nature à surexciter les luttes intestines. Il demande si le programme formulé l'année dernière par M. Goblet est accepté aujourd'hui par le cabinet. On ne répondra pas à ces questions, parce que l'on troublerait, en le faisant, l'accord de la majorité. Pour maintenir cet accord, on a sous la main un vieux moyen, celui de multiplier les concessions dans les questions religieuses. Les libéraux doctrinaires y souscriront dans l'espoir d'obtenir le silence des progressistes sur le reste; et les progressistes soutiendront le cabinet parce qu'ils se diront qu'après avoir réalisé, de concert avec M. Frère, une partie de leur programme, il leur sera plus facile de réaliser le surplus sans lui et peut-être contre lui. En ce sens, M. Frère est donc le prisonnier du radicalisme; il est obligé de faire aux progressistes des concessions d'autant plus importantes dans les questions religieuses qu'il est plus inflexible dans les questions électorales. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, dédaigne de répondre aux attaques person-

nelles contenues dans le discours du préopinant, et qui ne sont pas dignes du Parlement. On accuse le ministère d'avoir mutilé le corps électoral, et l'on oublie qu'il est arrivé au pouvoir sous un régime voté par l'ancienne majorité. On invoque le fantôme de l'augmentation des charges militaires, comme on l'a fait jadis, alors qu'au pouvoir on a dû associer dans le même cabinet des adversaires de l'armée et des hommes qui avaient pris l'engagement de ne diminuer le *B.* de la guerre ni d'un homme ni d'un sou. Passant à la question de l'enseignement, le *m.* fait l'historique de cette question depuis 1830 et rappelle les faits qui, dans ce domaine, ont transformé le caractère de la lutte entre catholiques et libéraux belges. Il signale les progrès de l'ultramontanisme depuis sa résurrection en 1832, la violation de la liberté et de l'égalité des cultes dans la loi de 1842, la fondation du *Bien public* en 1853, la guerre faite aux idées constitutionnelles, la célébration du 25^e anniversaire de la fondation du journal gantois par le parti soi-disant conservateur tout entier, le *Syllabus*, l'Encyclique, l'infailibilité du pape, acceptés comme des dogmes, et la soumission complète à ces doctrines dans la presse, à côté des timides désaveux produits au sein des chambres. La droite n'attaque pas les murailles de l'édifice constitutionnel, elle prétend même s'en constituer la gardienne, mais elle laisse la presse en saper les fondements. Ces mêmes principes dominent dans l'enseignement cléricale. Or, le devoir du libéralisme est de lutter contre la théocratie sur ce terrain et de se faire le contre-poids de la propagande de mépris à laquelle le clergé se livre sans relâche. M. De Becker interrompt pour dire qu'il faut adresser ce reproche à M. Laurent. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond que M. Laurent défend la liberté, et que d'ailleurs ses livres ne se rapportent pas à son enseignement; que si, du reste, il y a dans les établissements de l'Etat des ennemis de la Constitution, les catholiques n'auraient pas dû les maintenir en fonctions. M. Woeste répond qu'ils sont tolérants. M. Frère-Orban, *m. a.* « Voilà bien ce que vous avez dit de plus joli aujourd'hui! » M. Van Humbeeck, *m. inst.*, reprenant son discours, annonce l'intention du gouvernement de reviser le système de la loi de 1842, qui sacrifie deux principes constitutionnels. M. Woeste persistant à réclamer des explications précises, M. Frère-Orban, *m. a.*, dit qu'il ne peut livrer à la discussion des projets qui ne sont pas signés par le Roi, et M. Woeste demandant si l'on exclura l'enseignement religieux, le *m. a.* dit: « Ce sera l'exclusion de l'enseignement religieux tel que vous l'entendez, avec l'ingérence du clergé dans l'enseignement laïque. »

M. Jacobs, à son tour, accuse le parti libéral d'avoir abandonné la transaction féconde de 1850, et de s'être écarté peu à peu du principe de la liberté d'enseignement, pour y substituer à tous les degrés l'action de l'Etat. — 21. M. Jacobs reprend sa revue rétrospective et soutient que les auteurs de la loi de 1842 étaient animés du véritable esprit de 1850. Il retrouve la trace du même esprit dans la loi de 1850 sur l'enseignement moyen et en conclut que c'est le parti libéral et non le parti catholique qui a subi depuis lors une transformation radicale. En effet, la seule solution qui corresponde au langage de l'Adresse en ce qui concerne la loi de 1842, est l'exclusion du prêtre de l'école. Mais jusqu'ici ce langage est une énigme et une équivoque. Une seule chose s'en dégage, c'est la tendance de faire de l'enseignement de l'Etat un enseignement de combat au profit d'un parti contre l'autre. Cette politique est contraire à l'esprit de la Constitution. On prétend que les catholiques le répudient. Leurs actes prouvent le contraire. La Constitution a été un traité de paix, non une trêve. C'est une transaction qu'il est permis aux catholiques de louer sans manquer aux enseignements du Saint-Siège. Le langage d'une partie de la presse est regrettable, mais il s'explique en partie par la guerre incessante que l'on fait à la religion. M. d'Elhoungne n'at-il pas dit à Gand qu'il fallait écraser les catholiques? (*M. d'Elhoungne le nie.*) M. Jacobs dit l'avoir lu dans l'*Indépendance*. Il accuse les libéraux de tout faire pour envenimer et aigrir les divisions. Il oppose M. Laurent à M. Perin, et proteste contre la prétention des libéraux de s'attribuer une mission de défense nationale contre la faction ultramontaine. Cette prétention conduit à des mesures odieuses quand elles ne sont pas ridicules. On va jusqu'à traiter de sédition les toasts portés au pape dans les banquets catholiques. M. Rolin a déclaré dans un banquet qu'il n'a qu'un souverain. Les catholiques en ont deux. Ils rendent à César ce qui est à César, mais ils rendent à Dieu ce qui est à Dieu. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, trouve une contradiction dans le langage de la droite qui, d'une part, représente le discours du Trône comme un défi, et de l'autre lui reproche d'être vague, obscur et indéchiffrable. On discute des choses tout à fait étrangères au débat, et l'on cherche à effrayer le pays sur les tendances du ministère. La vérité est que le discours du Trône dit ce qu'il doit dire, et que la politique qu'il expose est une nécessité nationale. Le *m.* signale les envahissements de l'ultramontanisme, et montre M. Thonissen, l'homme le plus modéré du parti catholique, modifiant, dans une nouvelle édition de son livre sur la Constitution, ses idées sur

les droits fondamentaux des Belges. Or, en 1850, c'était un catholique, M. Vilain XIIII, qui montait à la tribune du Congrès pour défendre le droit de réunion des saint-simoniens. (M. Coomans: « Nous le ferions encore aujourd'hui. ») Si un pareil fait se produisait aujourd'hui, dans toutes les chaires on crierait au scandale. Le *m.* déclare que l'Etat, pour se défendre contre l'Eglise, ne veut se servir d'autres armes que de la Constitution et de la loi, et il engage ses adversaires à rompre avec l'ultramontanisme, non seulement par des paroles, mais par des actes. M. Thonissen prend la parole pour déclarer qu'il a librement modifié, dans son livre sur la Constitution, quelques phrases directement condamnées par le pape Pie IX, et qui n'avaient pas de rapports nécessaires avec les articles de la Constitution, à laquelle il a donné du reste, dans sa préface, une adhésion pleine, entière et sans limites. M. De Haerne proteste contre l'accusation lancée aux catholiques de vouloir changer la Constitution. Il rappelle qu'à diverses reprises, en 1852, en 1856 entre autres, il a démontré que les Encycliques n'interdisaient pas le respect de la Constitution. Il espère que le 50^e anniversaire de la déclaration de l'indépendance rapprochera les partis qui divisent le pays, surtout en présence des dangers qui menacent de plus en plus l'ordre public dans le monde civilisé. Il fait des vœux pour que la solennité qu'on annonce, en rappelant le souvenir de 1850, fasse renaître les idées de conciliation et d'union de cette glorieuse époque. — 22. M. De Fré soutient que le discours du Trône inaugure une ère nouvelle. La politique actuelle fera respecter l'autorité civile et réalisera d'immenses bienfaits, en même temps que la Belgique va reconquérir l'estime de tous les peuples. M. Goblet d'Alviella décrit l'évolution accomplie par le parti catholique depuis 1850, et résume ainsi la situation : En 1842, pas d'ultramontanisme ; en 1850, un organe ultramontain ; en 1856, le parti est organisé ; en 1878, il couvre la Belgique entière ; il organise partout des associations, il possède la presque unanimité des journaux catholiques et les anciennes idées de catholicisme constitutionnel n'ont plus qu'un seul organe dans la presse du parti. Aussi l'orateur salue avec joie la réalisation trop longtemps retardée des conséquences logiques des principes formulés par le libéralisme : la première application à l'enseignement primaire du grand principe de la sécularisation de tous les services publics, qu'il espère voir s'étendre à toutes les sphères de l'activité législative où le clergé a conservé quelque privilège, quelque monopole. Le droit commun au clergé ; tout le droit com-

mun, mais rien que le droit commun. Les libéraux peuvent différer entre eux sur les détails, sur les mesures d'application et d'opportunité. Les uns peuvent désirer certaines modifications à la Constitution, soit pour élargir le droit de suffrage, soit pour consacrer la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat, d'autres sur le terrain de la propagande privée, peuvent combattre l'Eglise catholique jusque dans ses dogmes. D'autres encore peuvent regretter que le Congrès national ait donné des libertés aussi larges à une époque où la nation, suivant eux, n'était pas mûre pour un pareil régime. D'autres enfin, trouvant que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, peuvent, en se maintenant également sur le terrain de l'initiative privée, s'adresser à la science pour rechercher une constitution économique plus favorable à l'organisation de la société. C'est leur droit, dans un parti qui respecte la liberté individuelle de ses membres. Mais quelles que puissent être les divergences, il y a un fait certain, c'est que, laissant à d'autres temps ou à d'autres lieux ces motifs de divergence, tous sont unis et étroitement unis par une idée, par une mission commune : la défense des libertés publiques contre ceux qui ne font que les attaquer. M. Kervyn de Lettenhove signale l'obscurité du discours du Trône, que les deux discours ministériels prononcés n'ont en rien dissipée. Répondant à M. Van Humbeeck, *m. inst.*, il oppose à l'influence des Jésuites celle des loges maçonniques, qui amèneront le triomphe du socialisme. Il regrette de voir M. Rolin-Jaquemyns, *m. i.*, partisan de l'extension des droits de l'Etat, théorie qui mène au despotisme.— 26. D'après l'orateur, qui continue son discours de la veille, l'ennemi est le socialisme, que l'instruction religieuse parviendra seule à vaincre, et c'est précisément elle que l'on combat. Il demande au gouvernement par quoi il compte remplacer l'enseignement religieux. Il termine en prédisant que grâce à la politique du libéralisme, les fêtes du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale ne seront pas célébrées avec l'unanimité qu'il faudrait souhaiter. M. Olin félicite le gouvernement de sa franchise. La création du ministère de l'instruction publique est, d'après lui, une institution pleine de promesses et d'avenir. Il rappelle que la révision de la loi de 1842 était déjà réclamée par le Congrès libéral de 1846. La conduite du clergé en fait aujourd'hui une question vitale pour le pays, et c'est ce qui explique que des libéraux, opposés jadis à cette révision, en soient devenus aujourd'hui les partisans. Il a confiance dans le ministère, parce qu'il espère le voir marcher

en avant. M. Cornesse constate que les discours ministériels n'ont rien enlevé au vague du discours du Trône. Il fait l'éloge de la loi de 1842 (qu'il appelle un vrai chef-d'œuvre législatif) et des fruits heureux qu'elle a portés. D'après lui, le parti libéral est l'ennemi de la religion catholique. L'attachement du clergé aux institutions du pays ne peut être mis en doute. Les dangers de l'ultramontanisme sont donc un mythe : il n'en est pas de même du libéralisme. L'orateur commente l'élection de M. Paul Janson, lequel n'appuie le gouvernement que parce que celui-ci fraye la voie aux idées radicales. — 27. Il en est de même de M. Goblet, dont il analyse le programme, et de M. Washer. Il adjure le gouvernement de renoncer à sa politique internationale, qui mènera le pays à l'anarchie. M. Couvreur estime que le parti libéral est accusé à tort de faire alliance avec le socialisme. Cette alliance peut être au contraire reprochée au parti clérical, lequel a voté dernièrement en Allemagne avec le parti socialiste, obéissant à l'impulsion donnée par les chefs de l'Eglise. Le discours du Trône est net et catégorique; il revendique pour l'Etat le droit d'élever les jeunes générations dans l'amour et le respect des libertés constitutionnelles. Le temps des transactions est passé; le catholicisme libéral est mort. M. de Moreau d'Andoy nie que le catholicisme et le parti catholique soient les alliés du socialisme. D'après lui, le gouvernement cherche à renforcer d'une manière inquiétante pour la liberté les attributions de l'Etat. Il soutient que l'enseignement donné en Belgique est suffisant et national, et que la loi de 1842 est conforme à la lettre comme à l'esprit de la Constitution. M. Dohet ne votera pas l'Adresse, à cause de l'attitude mystérieuse et équivoque du ministère. L'orateur désire des écoles publiques, mais il entend que le gouvernement, répondant au vœu des pères de famille, maintienne l'union de l'instruction littéraire et de l'éducation morale et religieuse, comme le fait d'ailleurs la loi de 1842, laquelle n'a donné lieu à aucun abus.— 28. Il protestera par son vote contre la guerre que fait le parti radical, de concert avec le parti libéral, à la religion et à la loi sociale de 1842, en attendant qu'il s'attaque à d'autres institutions. M. Frère-Orban, *m. a.*, a attendu en vain que la question politique fût sérieusement abordée par l'opposition. La politique, dit-il, c'est l'histoire qui se fait, et c'est elle qu'il faut apprécier et juger. Il trace le tableau de la situation du pays. Il montre la présence dans l'Etat d'un parti admirablement organisé et qui a levé l'étendard de la révolte contre les libertés publiques. La droite est aveugle, ou elle est complice de ce parti. Elle

devrait avoir le courage de s'en séparer nettement et résolument. D'après le *m.*, le discours du Trône ne peut effrayer personne : ce qu'il annonce se retrouve dans les discussions politiques depuis vingt-cinq ans. Tous les arguments produits par la droite se retrouvent dans la discussion de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen, y compris la pré-diction relative à l'envahissement du pouvoir par le socialisme. Il est vrai que l'on argumente de la nomination récente d'un des membres de la majorité : mais celui-ci n'a été élu que pour combattre l'ultramontanisme ; quant à ses autres idées, on en a vu partager un certain nombre par des catholiques aux meetings de Liège. Le *m.* fait voir la presse cléricale essayant de fanatiser la foule contre la royauté, et allant jusqu'à dire : « Faut-il qu'un coup de poignard ou de pistolet ouvre enfin les yeux du Roi ! » Ce n'est point par de semblables infamies qu'on réussira à égarer les populations au sujet de la politique du cabinet. Cette politique sera libérale, ferme, modérée, et le gouvernement n'usera, pour réprimer l'arrogance sacerdotale, que des seuls moyens que peut donner la liberté. M. Coomans déclare que s'il s'est allié aux radicaux dans les meetings de Liège, ce n'est qu'en vue de la réforme électorale et de l'abolition de la conscription. Il estime que les catholiques peuvent admettre dans leurs rangs des hommes qui ne professent pas un culte sans réserve pour les principes constitutionnels, puisque les libéraux ne rejettent pas des leurs ceux qui sont républicains et partisans du suffrage universel. M. Malou dit que le parti catholique ne peut être rendu responsable des opinions libres des publicistes ; il est national, constitutionnel et conservateur ; tous les jours il déclare se séparer du parti extraparlémentaire. L'orateur termine par l'apologie de la loi de 1842. — *Discussion des paragraphes.* Au paragraphe relatif à l'enseignement primaire, M. Woeste demande si la *c.* a entendu que l'instruction religieuse serait exclue de l'école ; dans la négative, quel est le régime auquel elle a songé ; a-t-elle voulu que l'enseignement de la religion soit non seulement placé sous la direction, mais encore sous la surveillance exclusive de l'autorité civile ? M. Orts, *r.*, répond que la solution de ces questions se trouvera dans le projet de loi que présentera le gouvernement. Quant à la dernière, il trouverait parfaitement fou un représentant du pouvoir civil qui voudrait surveiller l'enseignement religieux au point de vue de sa valeur religieuse : la surveillance ne doit exister que pour empêcher le prêtre, sortant de son domaine, d'attaquer les institutions du pays. M. Woeste regrette de ne pas avoir obtenu de réponse à

sa première question, et constate, en présence de la réponse faite à la seconde, que le paragraphe est en opposition complète avec les déclarations du *r.* Répondant à une observation de M. Malou, M. Frère-Orban, *m. a.*, annonce que le projet de révision de la loi de 1842 sera présenté prochainement. Au paragraphe relatif à l'organisation militaire, M. Woeste dit qu'il désire, avec presque toute la droite, le maintien de l'organisation militaire actuelle. La question de la réserve n'a jamais été tranchée par un vote du parlement. La réserve, d'après M. Malou, lorsqu'il était au pouvoir, pouvait être prise dans les classes congédiées et dans la garde civique. D'après le ministère actuel, la réserve doit former une deuxième armée destinée à être envoyée au camp, et la garde civique, divisée en deux bans, doit avoir un ban actif dans chaque commune. Ces observations ont pour objet de constater que la minorité n'est pas d'accord, en cette matière, avec la majorité. L'orateur demande au *m. g.* si son intention est de déposer les projets militaires dans le cours de la session actuelle. M. Renard, *m. g.*, répond que les idées du cabinet sont celles qui ont été défendues devant la chambre en 1868, lors de la présentation d'une loi d'organisation qui n'a jamais été exécutée : service militaire obligatoire ; force publique divisée en armée permanente et en armée de réserve, composées par voie de tirage au sort ; remplacement maintenu pour l'armée permanente, mais incorporation dans la réserve active de tous les hommes qui peuvent s'habiller à leurs frais, et, par conséquent, de tous les remplacés. Cette organisation comprenait trois lois : l'une sur la milice, promulguée le 3 juin 1870 ; la deuxième, concernant la mobilisation, et la troisième, la réserve : ces deux dernières n'ont pu être présentées. Le projet est prêt et sera prochainement soumis au conseil des ministres. M. Woeste voulant savoir le moment où ce projet sera présenté, M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que le gouvernement choisira l'heure qui lui paraîtra convenable. M. Bockstael constate que la politique militaire du cabinet tombé était celle du *far niente*, alors qu'il avait été reconnu que la défense nationale était insuffisante ; il espère qu'il va être mis fin à cet état de choses. M. Wasseige insiste pour que le gouvernement fixe le moment où il déposera son projet. M. Woeste constate encore la différence de la politique militaire du précédent cabinet d'avec celle du ministère actuel. M. Pirmez prévoit, de la part de la droite, une opposition à outrance, aux dépenses militaires. M. Woeste, dit-il, est le seul qui ait pu croire à une organisation de la réserve sans augmentation de charges. M. Renard,

m. g., dit qu'avec son organisation actuelle, la garde civique ne peut servir efficacement de réserve à l'armée. La guerre franco-allemande a démontré la nécessité d'une réserve sérieusement organisée. — 29. Au paragraphe relatif aux finances, M. Malou défend son administration. Le discours du Trône, dit-il, a posé la question en ces termes : déficit sur 1877, déficit probable sur 1878, engagements considérables. Une gestion financière doit être examinée dans son ensemble. Les sept années de 1871 à 1877 ont donné les résultats suivants : 1871, boni sur les services ordinaires, 15,458,000 f.; 1872, boni, 12,404,000; 1873, 10,271,000; 1874, 2,410,000; 1875, déficit 1,080,000; 1876, boni 5,552,000; 1877, déficit de 700,000 fr., d'après la situation du Trésor. Des déficits se sont produits en 1848, 1852, 1870; a-t-on, le lendemain, sonné la cloche d'alarme? Cherchant les causes du déficit de 1877, il les trouve dans les conventions faites avec les Bassins Houillers, dans la diminution des recettes provenant de la crise industrielle. Il ne croit pas qu'il y aura de déficit pour l'exercice 1878. Il conclut en disant que la gestion financière des sept dernières années, comme service ordinaire, se résume en un boni de 42 millions, ou de 40 millions, d'après les calculs du gouvernement, et que les dépenses effectives comportent un demi-milliard, qu'il ne regrette pas d'avoir fait voter. M. Graux, *m. f.*, constate que l'on ne nie plus le déficit. Le langage du discours de la Couronne ne contient que l'inventaire loyal de la succession recueillie par le parti libéral, et son devoir était de faire cet inventaire, qu'il peut résumer ainsi : A côté des engagements qu'on lui lègue, on n'a point placé les ressources qu'il faut pour les payer. D'après l'orateur, le déficit de 1877 est d'un demi-million de fr., chiffre fourni par les derniers calculs de la Trésorerie; il faut y ajouter un chiffre de deux millions et demi provenant du transfert, au budget des recettes ordinaires, de la dotation de l'amortissement restée sans emploi. Il critique sévèrement ce transfert, opéré pour la première fois : on ne peut, en effet, traiter comme revenu une somme que l'on prélève sur le capital. Passant à l'exercice 1878, il estime le déficit à 5 millions. En ajoutant à ces deux déficits celui de 13 millions qui se produit sur les services extraordinaires, le déficit total est de 20 millions. Pour les couvrir, on apporte le droit de faire un emprunt de 20,700,000 fr. L'orateur, abordant l'examen des charges considérables dont parle le discours du Trône, et qui résultent autant des travaux décrétés depuis 1870 que de ceux décrétés avant, en ce sens que le gouvernement devait tenir

compte de ces derniers dans l'appréciation de ses ressources, les évalue à 270 millions. Il cite notamment la convention-loi du 1^{er} juin 1877, le Palais de justice de Bruxelles, le casernement, les installations maritimes d'Anvers, les travaux du canal de Terneuzen.

3 décembre. Le *m.* montre que le cabinet précédent ne pouvait compter sur rien pour compenser les charges nouvelles dont il grevait le Trésor, ni sur l'excédant des recettes du *B.* des voies et moyens, estimées au *maximum* du produit probable; ni sur l'emprunt, dont il a abusé, au point de doubler presque en neuf ans la dette consolidée; ni sur l'exploitation des chemins de fer, devenue dans les dernières années une charge pour le Trésor. La crise n'est pas une excuse, d'après lui; le gouvernement libéral l'a rencontrée aussi, et il fait, à ce propos, l'éloge de la gestion financière de M. Frère-Orban. Ce n'est pas sur les revenus ordinaires du Trésor, ni sur ce que les travaux exécutés pourront rapporter à l'Etat, que l'on peut compter pour combler le déficit et faire face aux charges de l'avenir. Le discours du Trône contient donc l'expression exacte de la situation du pays. M. Jacobs, faisant un parallèle entre la gestion financière de M. Malou et celle de M. Frère-Orban, développe cette thèse, que si ce dernier était tombé en 1868 et M. Malou en 1874, en ne jugeant que par le succès, c'était M. Malou qui était le grand homme, et M. Frère le financier médiocre. Il reproche à M. Frère-Orban d'avoir appelé le précédent cabinet « ministère de la banqueroute ». Passant à l'examen du déficit de 1877, il approuve le transfert au *B.* ordinaire de la dotation de l'amortissement non employée, ce qui, lorsque le *B.* solde en déficit, évite la double opération de faire un premier transfert au *B.* extraordinaire, puis un second au *B.* ordinaire, car c'est dans ce *B.* extraordinaire qu'il faut puiser pour solder le déficit de l'ordinaire. Quant à l'année 1878, il constate que le *m. f.* a lancé légèrement une accusation, sans réunir tous les éléments sur lesquels elle doit se baser. D'après ses calculs, le déficit serait au maximum de 1 million et demi. Sous le rapport des travaux décrétés, la situation est excellente, d'après l'orateur; pour l'avenir, la voie de l'emprunt est ouverte, puis la conversion du 4 1/2 p. c. pourra procurer au Trésor une somme de plusieurs millions. — 4. M. Bernaert intervient dans le débat, parce qu'il y a une étroite solidarité entre le département des travaux publics et celui des finances. La crise explique, d'après lui, le déficit de 1877 : la reprise des affaires ramènera l'élasticité des recettes. Il soutient que, précisément à raison de la crise, il était du devoir du gouvernement

d'opérer de grands travaux, comme l'ont fait la France et l'Italie. Il examine spécialement, dans ses grandes lignes, l'histoire financière des chemins de fer, dominée, au point de vue des charges, par la convention de 1877, ayant sa source dans celle de 1870. La situation est en somme très favorable. Les comptes de l'an dernier se sont soldés par un excédant de 2,785,000 fr., toutes charges payées. Cette situation serait plus favorable encore, si jadis le gouvernement n'avait pas concédé un nombre considérable de lignes qu'il a fallu racheter plus tard. Il défend, dans cet ordre d'idées, le rachat des chemins de fer des Flandres, du Luxembourg, de Dendre-et-Waes, et la construction de lignes nouvelles dans le Limbourg et le Luxembourg. Quant aux 270 millions de charges, l'emprunt est tout placé, à concurrence de 108 millions; il déduit ensuite des 160 millions restants les crédits concernant les travaux commencés avant l'arrivée aux affaires du cabinet de 1870, les routes et ponts, les travaux à la Lys, ceux du port d'Anvers, les améliorations aux chemins de fer : il arrive ainsi à un passif de 40 millions seulement. M. Saintelette, *m. t.*, constate que les orateurs de l'opposition font dévier le débat. Résumant la situation exposée par le *m. f.*, il en conclut que le gouvernement avait le droit de parler comme il l'a fait dans le discours du Trône. C'est à ceux qui ont créé cette situation déplorable de dire les moyens qu'ils auraient employés pour la conjurer. Il examine à son tour la situation des chemins de fer sous le gouvernement précédent. Il montre que le rachat des lignes s'est opéré dans des conditions fatales pour le Trésor, et qu'il faut déduire du boni de 1877 le montant des intérêts, des frais et de l'amortissement des emprunts. Des chemins de fer nouveaux ont été construits; on a agrandi les installations du réseau de l'Etat et augmenté son matériel : toutes sources considérables de charges pour le Trésor. L'orateur termine en résumant la situation par ces mots : « Il faut faire de l'argent. » M. Malou, examinant, au point de vue des engagements, la situation léguée au ministère catholique de 1870 par le gouvernement libéral, trouve qu'elle n'était pas plus belle que celle d'aujourd'hui. Il pense que le gouvernement catholique ne pouvait accumuler d'avance toutes les sommes dont le gouvernement actuel peut avoir besoin pendant cinq ans. — 5. Celui-ci peut faire des emprunts, que la situation du pays autorise. On se préoccupe avec raison, dit-il, de la nécessité d'en fournir les intérêts; mais trois espèces de ressources existent : le boni des exercices futurs, les recettes extraordinaires et la productivité relative de la plupart des travaux qui vont être terminés. On ne peut porter

au passif du gouvernement catholique des dépenses dont l'origine remonte à d'autres administrations. Il critique ensuite la façon dont sont faits les tableaux fournis par le *m. f.* à l'appui de ses allégations. On reproche au gouvernement catholique d'avoir payé les dettes qu'on lui a léguées; il n'est pas vrai qu'il ait forcé les évaluations des recettes. L'orateur défend les opérations désastreuses qu'aurait faites le gouvernement catholique : rachat du Luxembourg et du réseau des Flandres, convention de 1877 et travaux maritimes d'Anvers. Il prédit, en terminant, que la situation actuelle ne sera pas longue à s'améliorer, ni à se guérir. M. Graux, *m. f.*, écarte les critiques dirigées contre l'exactitude de ses chiffres. Il considère comme imaginaires les bonis dont a parlé M. Malou, et quant aux recettes extraordinaires, elles ne peuvent être employées au paiement des intérêts de la dette; elles doivent l'être à des dépenses extraordinaires. Répondant à M. Jacobs, l'orateur dit qu'il ne pouvait choisir d'autre moment pour discuter la situation financière de 1878. Il constate que lorsqu'il a qualifié le précédent cabinet de « ministère de la banqueroute », M. Frère-Orban faisait allusion à la politique seule du cabinet. Il passe ensuite en revue et critique les différents moyens proposés pour faire face à la situation. M. Jacobs insiste sur le sens qu'il attribue aux paroles de M. Frère-Orban, et revient sur ses précédentes observations. M. Frère-Orban, *m. a.*, explique les paroles qu'il a prononcées et qui se rapportaient aux promesses faites par le cabinet, promesses qui n'ont été réalisées ni en affaires, ni en politique. C'est la troisième fois que le *m.* donne à la chambre ces explications. « Je maintiens, dit-il, que vous avez fait la banqueroute la plus scandaleuse qui ait jamais été faite par un parti politique. » Le moment de discuter les banqueroutes politiques n'est pas arrivé, dit M. Jacobs. Il en rappelle une seule du cabinet actuel, lequel a présenté, pendant la session extraordinaire, en matière électorale, une disposition de loi identique à une autre que des membres du cabinet, M. Bara notamment, avaient qualifiée d'inconstitutionnelle et de déloyale. L'orateur défie M. Bara d'expliquer sa palinodie. M. Bara, *m. j.*, répond que le parti libéral aurait eu tort d'abandonner la jurisprudence admise par ses adversaires. « Il est d'ailleurs, dit l'orateur, des points de la Constitution sur lesquels on peut varier; mais il en est d'autres sur lesquels on doit rester inébranlable dans son opinion. » Parmi ces derniers, il range les libertés fondamentales, appelées droits naturels jadis par M. Thonissen, mais qu'il ne qualifie plus ainsi dans l'édition nouvelle de son livre,

parce que le pape a condamné ces libertés. « Vous n'êtes point juge de ma conscience », répond M. Thonissen. Au paragraphe relatif au secret du vote et à la sincérité des opérations électorales, sur une observation de M. Malou, M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'il peut annoncer dès aujourd'hui une disposition destinée à empêcher que le secret du vote ne soit violé, même dans le confessionnal. Au paragraphe relatif aux fêtes du 50^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale, M. De Lantsheere montre, par le discours du Trône de 1877 et l'Adresse en réponse, que l'intention des catholiques est de s'y associer ; mais ils voudraient qu'on y associât aussi le sentiment religieux et propose, dans ce but, de modifier ainsi la phrase de l'Adresse : « La nation, sûre d'elle-même et confiante en la protection de Dieu, attend avec fierté, etc. » M. Frère-Orban, *m. a.*, combat cette idée : « Pour ceux qui, comme moi, dit-il, sont spiritualistes, sont déistes, nous trouvons quelque chose de blessant pour le sentiment religieux de tout homme, quelle que soit sa croyance religieuse, et d'offensant pour la Divinité elle-même, que d'essayer de la faire servir à nos petits artifices de parti, à nos petites passions, à nos mesquins intérêts politiques. » L'Adresse du sénat ne contient pas d'hommage à la Providence : le but de la droite n'est autre que de scruter les consciences des membres de la gauche. M. Janson s'oppose également à l'amendement proposé : la chambre n'a pas à faire des actes de culte. Après un échange d'observations entre MM. De Lantsheere et Orts, un ordre du jour proposé par M. Bara, *m. j.*, en ces termes : « La chambre, considérant que l'amendement, tel qu'il est présenté, n'a qu'un but : de mêler, dans un intérêt de parti, la question religieuse à la question politique, décide qu'il n'y a pas lieu de l'admettre », est adopté par 66 voix contre 54 et 1 abstention. — 10. M. Janson prie la chambre de constater, contrairement à ce qu'annonce le *Bien public* du 8 décembre, qu'il n'a pas été désigné pour faire partie de la *c.* chargée de présenter l'Adresse au Roi, et qu'en conséquence il n'a pas eu à décliner ce mandat. M. Guillery, *p.*, appuie cette observation. — 11. Il est donné lecture de la réponse de S. M. à l'Adresse.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

11 février. M. Frère-Orban, *m. a.*, prie la chambre de fixer l'examen en ss. du B. des affaires étrangères, suspendu à raison de la question que soulève l'existence de la légation belge auprès du Vatican. Un échange de vues a eu lieu à ce sujet entre le saint-siège et le gouvernement, mais aucune conclusion n'ayant été prise et la discussion du B. ne pouvant

être davantage retardée, le gouvernement prie la chambre de vouloir bien, toutes les opinions étant réservées, ne point modifier le *statu quo*. L'intérêt public commande cette résolution, comme le prouveront les pièces qui seront mises sous les yeux de la *s. c.*

6 mars. M. Couvreur ayant interrogé le gouvernement au sujet d'une dépêche de Rome, communiquée aux journaux par l'*Agence Havas*, et annonçant qu'un accord complet était intervenu entre le gouvernement belge et le Vatican, M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que cette dépêche est dépourvue de tout fondement. — 15. M. de Macar, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des affaires étrangères. — 19. *Discussion du B. des affaires étrangères.* M. d'Andrimont considère la réorganisation et l'extension du service consulaire comme le moyen le plus efficace de combattre la crise industrielle. L'orateur voudrait voir remplacer, partout où on le pourra, les consuls honoraires par des consuls salariés, et nommer, auprès des agents diplomatiques, des attachés commerciaux ayant rang de consuls ou de consuls généraux, et qui auraient pour mission spéciale d'inspecter activement tous les consulats établis dans les pays où ils résident ; ils rédigeraient des rapports que le *Moniteur* publierait immédiatement. Les consuls devraient aussi être chargés d'acheter des échantillons de toutes les matières premières que produisent les pays étrangers. Il existe au B., pour cet achat, un crédit que l'orateur voudrait voir augmenter. Il approuve le crédit sollicité pour payer des voyages qui permettraient aux agents consulaires, pendant les séjours qu'ils feront en Belgique, de juger par eux-mêmes des besoins de l'industrie. MM. Dethuin et De Fré consentent à voter le maintien provisoire du ministre belge auprès du Vatican, par sympathie pour le cabinet. M. Janson ne partage pas leur manière de voir : il est impossible de maintenir un ambassadeur près d'une puissance qui n'existe plus, et l'orateur se demande à quoi peuvent aboutir les négociations entamées avec le Vatican. Il montre que, depuis que ces négociations sont entamées, l'attitude du clergé est plus violente que jamais. Quelle que soit donc sa confiance dans le gouvernement, il ne peut se rallier à ce qu'il propose. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que la ligne de conduite qu'il suit est tracée au gouvernement par l'intérêt du pays. Ce qui le démontre le mieux, c'est que le gouvernement a bien plus à perdre qu'à gagner par l'attitude qu'il prend. Il n'est pas douteux que l'avènement du ministère libéral au pouvoir entraînerait le rappel du ministre de Belgique au Vatican. Lorsqu'il en fut fait part au Vatican par M. le baron d'Anethan, le langage tenu par le cardinal Nina fut tel, qu'il eût été

impossible de se refuser à l'écouter. Sortira-t-il quelque chose d'heureux pour la chose publique de cet échange de vues? « Nous ne promettons rien, dit-il, mais nous ne compromettons rien non plus, et c'est dans ces conditions que nous demandons le maintien du *statu quo*. » M. Woeste explique l'attitude prise par M. Lefebvre et par lui-même dans la *s. c.*; ils ont voté le *B.*, précisément à cause du maintien de la légation belge auprès du Vatican. L'orateur nie que l'opposition soit violente; il n'y a de violent que le ministère, comme l'opposition le démontrera dans la discussion solennelle qui s'ouvrira prochainement. M. Willequet engage le *m. a.* à hâter les négociations avec la Hollande, au sujet du canal de Terneuzen. On a parlé naguère de l'arrestation dans les eaux de l'Escaut d'un navire danois par une canonnière hollandaise. Il demande quelle a été la suite de cet incident, qui intéresse la liberté du fleuve. Il demande aussi comment il se fait que les négociations dont il vient de parler se prolongent si longtemps. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que les négociations au sujet du canal de Terneuzen sont en très bonne voie, et qu'en ce qui concerne l'affaire du navire le *Phénix*, elles continuent. Répondant à M. d'Andrimont, il déclare être d'accord avec lui sur l'esprit général de ses observations. Il ne peut admettre cependant la création d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires qui feraient double emploi avec ceux de la direction du commerce existant aujourd'hui. Il ne pense pas non plus qu'il faille attacher aux légations des consuls chargés spécialement des affaires industrielles et commerciales, les légations s'acquittant parfaitement de cette tâche. La question de savoir s'il est nécessaire de former des musées d'échantillons dans les consulats sera examinée. Après quelques observations de M. De Decker, la discussion générale est close. — *Discussion des articles.* Au chapitre *Légations*, M. Demeur regrette qu'aucun traité n'ait encore été conclu en exécution de l'article 10 de la loi du 25 mars 1876, relatif à l'exécution en Belgique des jugements rendus à l'étranger, et des jugements rendus en Belgique et devant être exécutés à l'étranger, M. Frère-Orban, *m. a.*, examinera s'il y a lieu d'ouvrir des négociations à ce sujet et avec quels pays il y aurait lieu d'en ouvrir. A l'article *Rome*, M. Bergé dit qu'il votera le *B.*, tout en protestant contre le maintien d'un ministre belge auprès du saint-siège. Au chapitre *Consulats*, M. Gillieaux dit que le temps est venu de développer considérablement l'organisation du corps consulaire. Il voudrait voir installer des consuls temporaires qui, après deux années, pourraient être autorisés à ouvrir des

comptoirs. M. Frère-Orban, *m. a.*, pense qu'il y a plutôt lieu de créer des places de consuls effectifs, notamment en Asie Mineure. Au chapitre *Commerce et émigration*, M. Dansaert désirerait savoir quelle est la situation que fait à la Belgique la dénonciation des traités de commerce. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que de nouvelles négociations seront ouvertes, lorsque, dans les divers pays, des tarifs généraux auront été arrêtés. L'ensemble du *B.* est adopté à l'unanimité.

AGRICULTURE.

25 mars. M. Magherman demande que des mesures soient prises en vue de prévenir le préjudice que peut causer à l'agriculture l'importation du bétail d'Amérique. Pour obvier à cette concurrence, il importe de faciliter le transport par chemin de fer des matières fertilisantes et des instruments agricoles.

BUDGETS.

19 novembre. M. Graux, *m. f.*, dépose un amendement au *B.* des dotations, en vue de pourvoir au mobilier des nouveaux locaux du sénat et à de nouvelles charges du *B.* de la chambre. — 22. Il dépose des amendements au *B.* des recettes et dépenses pour ordre. M. Gillieaux, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des non-valeurs et remboursements. — 26. M. Graux, *m. f.*, adresse à la chambre deux lettres. Il annonce, dans la première, qu'il y a lieu d'augmenter de 60,000 fr. le *B.* des dotations, cette somme étant destinée à payer les dépenses d'un *Compte rendu analytique* des séances de la chambre. Il dit, dans la seconde, qu'il y aura lieu de faire au même *B.* une augmentation de 10,000 fr., à l'effet de pourvoir à des dépenses extraordinaires. MM. Jottrand et Washer, *rr. s. c.*, déposent les rapports sur les *BB.* de la justice et des recettes et dépenses pour ordre.

4 décembre. M. Piedbœuf, *r. s. c.*, dépose le rapport de la *s. c.* sur le *B.* des dotations pour l'exercice 1879. — 10. La chambre renvoie à la *s. c.* de nouveaux amendements présentés par le *m. f.* au *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — *Discussion générale du B. de la justice.* (Voir CULTES.) — 12. M. Janson examine la question des faux bilans, qui, d'après la récente jurisprudence de la cour de cassation, jurisprudence contraire à celle appliquée précédemment, notamment dans les espèces Demoors et Furth, ne tombent pas sous l'application de l'article 196 du code pénal. L'orateur signale la perturbation qu'apportent dans les affaires les faux bilans, ces actes immoraux et malhonnêtes au premier chef, et demande au *m. j.* de présenter

un projet de loi destiné à les punir. Il se plaint des lenteurs incroyables que subissent les instructions judiciaires. Il désire voir présenter le plus tôt possible le projet de loi sur le cumul des peines. Critiquant ensuite certains actes de M. Berden, il demande que les attributions de l'administrateur de la sûreté publique soient nettement définies et déterminées. Il voudrait voir indemniser les victimes des erreurs judiciaires. M. De Vigne se plaint de l'abus que l'on fait de la détention préventive dans la justice militaire. M. Bara, *m. j.*, dit qu'il y a lieu d'attendre, pour proposer une loi punissant les faux bilans, que la jurisprudence de la cour de cassation soit définitivement fixée. Quant à l'administrateur de la sûreté publique, les griefs que l'on articule contre M. Berden ne sont pas fondés, et il est malaisé de limiter ces fonctions par une loi. Il indique la difficulté d'indemniser les victimes des erreurs judiciaires et s'engage à prendre en considération les autres observations présentées. M. Jottrand insiste sur la nécessité de punir les auteurs de faux bilans. Il engage le *m. j.*, en présence de la jurisprudence, à proposer aux chambres d'ajouter, dans l'article 511 du code pénal, aux mots « papiers et effets publics », les mots « ou valeurs de Bourse admises à la cote officielle », ces dernières valeurs étant dignes de protection comme les premières. Il appuie sur la lenteur des instructions. M. Bara, *m. j.*, s'engage à prendre en considération les observations qui précèdent. M. Washer interpelle le *m. j.* sur les faits qui ont motivé récemment l'expulsion des Frères de la Miséricorde des maisons pénitentiaires de Saint-Hubert et de Namur. M. Bara, *m. j.*, demande à la chambre de lui permettre de ne pas faire connaître ces faits : il ne peut que mettre le dossier à sa disposition. Il se plaint à ce sujet de « la rage de dénigrement » de la presse catholique. Il désire aussi mettre fin à l'accusation constante dont il est l'objet de la part d'un sieur De Kerf, révoqué en 1870 de ses fonctions de commissaire de police de Binche, lequel lui reproche, avec la presse catholique, d'avoir empêché qu'il soit donné suite aux plaintes et aux dénonciations faites par lui contre les autorités ; ces plaintes et ces dénonciations ont été trouvées sans fondement. M. Pirmez confirme cette déclaration. (Voir PÉTITIONS.) M. Wasseige défend la presse catholique, qui n'est pas plus infallible que la presse libérale. Il demande si des faits identiques étaient reprochés aux Frères de Namur et aux Frères de Saint-Hubert. M. Bara, *m. j.*, répond que le contrat étant le même pour les deux établissements, il devait se rompre pour l'un comme pour l'autre. Il expose à la chambre la décision prise par lui

relativement aux retraites faites dans les prisons ; elles le seront désormais, non plus par des ecclésiastiques quelconques, mais par des prêtres que l'Etat paye et connaît.—13. *Discussion des articles du B. de la justice.* A l'article 10 : *Tribunaux de 1^{re} instance et de commerce*, M. De Vigne exprime le désir de voir augmenter le traitement des présidents des tribunaux de 1^{re} instance et des procureurs du roi. M. Neujean signale la nécessité de créer à Liège une nouvelle place de substitut et une autre de juge d'instruction. M. Jottrand demande la création d'une nouvelle chambre à la cour d'appel de Bruxelles. M. Willequet fait une demande semblable pour le tribunal de 1^{re} instance de Gand. M. Bara, *m. j.*, annonce que la création d'une chambre nouvelle à la cour de Bruxelles est décidée ; il examinera les autres demandes qui lui sont faites. A l'article 11 : *Justices de paix et tribunaux de police*, M. Neujean constate que nulle part le tarif du 16 février 1807 n'est appliqué régulièrement. Le moyen de remédier aux abus est la substitution d'un traitement fixe aux émoluments. Après un échange d'observations entre MM. Cornesse, Neujean et De Lantsheere, M. Bara, *m. j.*, promet d'examiner la question avec soin. Il insiste sur la difficulté de la réforme et sur la charge qu'elle imposera au Trésor. A l'article 10 : *Frais de justice en matière répressive*, M. Bockstael critique l'arrêté royal du 8 juin 1873, relatif aux indemnités des médecins, experts, etc. On ne devrait pas taxer les experts comptables par heure, ce qui les conduit à prolonger la durée des expertises, et un expert comptable devrait être attaché à chaque cour d'appel. Il trouve insuffisante l'indemnité des témoins. D'après M. Bara, *m. j.*, les parquets et les juges peuvent mettre une limite à la longueur des expertises. Quant à attacher un expert à chaque cour d'appel, c'est toute une organisation à introduire : la question sera étudiée. Il trouve la taxe des témoins convenable. M. Warnant demande que l'Etat paye les frais des témoins à décharge que les prévenus font entendre, dans les cas où ceux-ci sont acquittés. M. Bara, *m. j.*, répond que les prévenus pauvres peuvent signaler leurs témoins aux juges d'instruction ou aux procureurs du roi, qui les font ensuite citer aux frais de l'Etat. A l'article : *Impression du Moniteur*, etc., M. Cornesse fait observer que le vœu de la loi sur les sociétés serait rempli, en publiant les actes de sociétés sans les procurations y jointes, ce qui augmente beaucoup et inutilement les frais de publication. MM. Bara, *m. j.*, et Tesch, considèrent comme utile la publication *in extenso* de ces actes, ordonnée d'ailleurs par la loi. A l'article relatif au clergé inférieur du culte catholique, M. Jottrand,

r. s. c., constate que le gouvernement se montre large, contrairement à ce qui a été dit dans la discussion relative aux fondations de messes. M. Bara, *m. j.*, fait remarquer que le *B.* a été présenté par son prédécesseur, et qu'il se réserve l'examen des sommes qui y ont été inscrites. M. Warnant appelle l'attention du gouvernement sur la situation faite aux communes par la loi sur les fabriques d'église : lorsqu'une de ces fabriques est en déficit, les fonds communaux supportent ce déficit. Il désirerait voir établir en cette matière une seule administration, de telle sorte que les paroisses riches viendraient au secours des paroisses pauvres. A l'article relatif notamment aux asiles d'aliénés, M. Bockstael désire que la justice puisse ordonner que les individus déclarés irresponsables, pour cause de démence, des infractions qu'ils ont commises, soient tenus en observation dans un hospice pendant un temps déterminé. Il est combattu par MM. Bara, *m. j.*, et De Lantsheere : ou l'individu coupable est encore en démence, et dans ce cas, on peut le retenir dans un établissement d'aliénés, ou il ne l'est plus, et dès lors, on doit évidemment le laisser en liberté. L'ensemble du *B.* est adopté par 90 voix contre 1. M. Graux, *m. f.*, présente un projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur différents *BB.* — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose des amendements au *B.* de l'intérieur. M. Demeur, *r. s. c.*, dépose le rapport de la *s. c.* sur le projet de loi allouant des crédits provisoires. — 18. La chambre adopte à l'unanimité les *BB.* des recettes et dépenses pour ordre, des non-valeurs et remboursements et des dotations, pour 1879. Elle adopte à l'unanimité, moins deux abstentions, le projet de loi accordant des crédits provisoires, à valoir sur les *BB.* des dépenses.

21 janvier. M. Jottrand, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique. — 24. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* de l'intérieur. — 28. M. Piedbœuf, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des finances. M. Graux, *m. f.*, [dépose des projets de crédits supplémentaires au *B.* de la justice. — 30. Le *B.* de la dette publique est adopté à l'unanimité sans débat. Il en est de même du *B.* des finances, après un échange d'explications entre MM. Sabatier, Saintelette, *m. t.*, et De Haerne au sujet de l'administration des voies navigables.

4 février. *Discussion générale du B. de l'intérieur.* M. Wasseige adresse des interpellations au gouvernement au sujet de la révocation de plusieurs commissaires d'arrondissement, et spécialement de celle de M. de Montpellier, à Namur. M. Woeste, critique les mesures prises par le gouverne-

ment en fait d'élections communales et de nominations de bourgmestres. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond aux deux préopinants. — 5. Le débat continue sur cet objet entre MM. Beernaert et Wasseige, d'une part, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, de l'autre. Une interruption de M. Wasseige, pendant le discours du *m. i.*, amène des observations de M. Guillery, *p.*, qui donnent lieu à un rappel au règlement, de la part de MM. Malou et Woeste. L'incident se termine par des explications, à la suite desquelles les derniers orateurs se déclarent satisfaits. — 6. Le débat continue entre MM. Kervyn de Lettenhove et Bara, *m. j.* Répondant aux reproches de pression électorale, adressés au gouvernement, le *m.* soutient que ce sont les libéraux qui ont affranchi les électeurs de la pression des grands propriétaires et du clergé. — 7. M. Cornesse se plaint de ce que le *m. i.* lui a refusé communication du dossier de l'élection de Lommel (Limbourg), qui a été annulée. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il ne communiquera plus de dossier aux membres de la chambre individuellement. M. Cornesse demande si ce refus concerne aussi les membres de la gauche. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que le gouvernement est seul juge de son droit en cette matière. — 11. Le débat continue entre MM. Jacobs et Lippens. Le premier orateur insiste spécialement sur les élections de Schaerbeek. La députation permanente a annulé la première élection après enquête, et a validé la seconde sans juger qu'une enquête fût nécessaire, malgré la gravité des faits de pression signalés. — 12. M. Cornesse blâme le *m. i.* d'avoir refusé la communication des dossiers concernant les annulations des élections communales. Ce refus ne paraît pas justifié à l'orateur, parce que la matière dont il s'agit est essentiellement politique et soumise au contrôle des membres du parlement. Il argumente *à fortiori* des articles 69 et 120 de la loi communale, qui permettent le contrôle des conseillers provinciaux sur tous les actes des administrations communales et provinciales. Il insiste sur la partialité dont le *m. i.* a fait preuve dans l'appréciation des élections communales qui ont donné lieu à recours, et dans la nomination des bourgmestres. M. Woeste critique à son tour les destitutions des commissaires d'arrondissement, les annulations d'élections et les nominations de bourgmestres et d'échevins qui ont été faites par le *m. i.* L'orateur ayant, dans son discours, blâmé l'intervention active du juge de paix dans les élections d'Herzele et la façon dont l'enquête s'est faite sur les lieux, six jours avant les nouvelles élections, par le juge d'instruction et le procureur du roi, qui

ont notamment fait annoncer leur arrivée au son du tambour, M. Bara, *m. j.*, constate que ce juge d'instruction appartient à l'opinion catholique, et que le juge de paix est intervenu dans l'élection à titre de candidat. M. Thonissen considère comme exorbitants les pouvoirs accordés au ministre par la législation actuelle. Il est en effet le juge intéressé des élections locales de toutes les communes du royaume; il décide en secret, sans débat préalable, sans recours ultérieur, du sort de ces élections. L'orateur blâme ensuite le refus du gouvernement de communiquer les dossiers. M. Paternoster défend la conduite énergique autant que modérée du *m. i.*, et dénonce des destitutions faites par l'administration communale d'Enghien. M. Julliot, « élargissant le cadre du débat », indique les principes généraux qui doivent, selon lui, présider au régime politique et gouvernemental : centralisation politique, décentralisation administrative, aussi peu de lois que possible, car toute loi est une restriction de la propriété ou de la liberté. La partie philosophique de l'organisation sociale est trop négligée. Elle devrait servir de guide dans le triage à faire dans les 27,000 lois qui régissent le pays. L'orateur engage le gouvernement à nommer une *c.* qui se livrerait à ce travail. — 13. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, défend sa politique contre les attaques dont elle a été l'objet de la part des orateurs de la droite. De fréquentes interruptions se produisent pendant son discours. — 14. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, achève son discours. M. de Moreau d'Andoy lui répond. — 18. M. Bergé s'attache spécialement à réfuter le discours de M. Jacobs, dans sa partie relative aux élections de Schaerbeek. D'après lui, les griefs dirigés contre la seconde élection étaient imaginaires, et l'on a bien fait de ne pas ordonner l'enquête. M. Bara, *m. j.*, produit une lettre de M. le juge d'instruction d'Audenarde, lettre de laquelle il résulte que ce magistrat était d'accord avec M. le procureur du roi pour faire l'instruction à Herzele, à la date où elle a été faite; la diminution des frais, notamment, a décidé ces honorables magistrats à faire l'enquête sur les lieux. MM. Kervyn de Lettenhove et De Decker reviennent sur les griefs produits contre le *m. i.* — 19. La discussion continue entre MM. Bockstael, Delcour, Neujean, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Van Wambeke. Ce dernier orateur ayant dit, en parlant de la révision de la loi de 1842, « que les catholiques ne prêteront jamais la main à l'exécution d'une loi attentatoire à la liberté religieuse et communale », M. Bara, *m. j.*, trouve ces paroles d'autant plus regrettables que M. Van Wambeke est le bourgmestre d'une ville importante. M. Van Wambeke explique

ainsi sa pensée : « Pour moi, je ne prêterai pas mon concours actif à la loi, car je donnerai plutôt ma démission comme bourgmestre. » M. Bara, *m. j.*, ajoute qu'il ne s'est donc pas trompé sur les intentions de l'orateur, et maintient qu'il est déplorable de voir un bourgmestre soutenir que les bourgmestres et échevins ne sont pas les agents du pouvoir central et peuvent se refuser à l'exécution de certaines lois : cette thèse pousse à la révolte les citoyens non contents d'une loi déterminée. « Nous sommes ici par la volonté des électeurs, dit le *m. j.*, nous agissons conformément à cette volonté; et nous saurons vous prouver que cette volonté sera respectée par vous, messieurs de la droite, et par tout le monde ! Car, notez-le bien, si vous avez le malheur de prêcher la désobéissance aux lois, vous serez les premiers coupables, mais vous serez aussi les premières victimes. » Après un discours de M. Ortmans-Hauzeur, dans le sens du gouvernement, la discussion générale est close. — 20. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, annonce à la chambre qu'il a reçu une lettre signée Kennis, Devillers et Terlinden, dans laquelle ces messieurs se plaignent du langage tenu par lui à propos des élections de Schaerbeek, sur lesquelles M. Bergé a spécialement insisté; l'orateur maintient avoir puisé dans les dossiers la conviction qu'il n'y avait rien de fondé dans les plaintes formulées par le parti dont les signataires de la lettre se sont faits les organes. M. Coomans soutient que le *m. i.* n'est pas resté neutre dans les élections de Schaerbeek. L'incident est clos après quelques observations de MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Jacobs. — *Discussion des articles.* Au chapitre I^{er}, article I^{er} : *Traitement des ministres*, M. Thonissen revient sur les inconvénients qu'il a signalés au cours de la discussion générale, de faire du *m. i.* l'arbitre souverain des élections locales de toutes les communes du royaume. Un tribunal doit être institué, composé de membres de l'ordre judiciaire, ou d'autres personnes, peu importe. M. Pety de Thozée défend la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg, contre les attaques dont elle a été l'objet au cours de la discussion générale et se rallie aux observations présentées par M. Thonissen : le dépôt sur le bureau de la chambre de tous les dossiers relatifs aux arrêtés des députations permanentes serait un correctif au système actuel. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, se rallie en principe à l'opinion de M. Thonissen. Il ne peut admettre le système préconisé par M. Pety de Thozée, et qui aboutirait à faire de la majorité de la chambre, c'est-à-dire du corps politique par excellence, le juge en dernière instance en la matière. Quant aux bulletins contestés, la question de

savoir quels ils sont, dépend en définitive du bureau qui, en première analyse, est appelé à vérifier les élections. Au surplus, il ne s'oppose pas à la modification de la loi : que les membres qui la désirent usent de leur initiative parlementaire pour déposer un projet de révision. Au chapitre IV : *Frais de l'administration dans les provinces*, M. Coremans dit qu'à l'approche des élections, le *m. i.* a l'habitude d'adresser des instructions aux autorités locales sur l'interprétation de la loi électorale. Il serait bon de rappeler à ces autorités qu'elles ont à traiter de la même façon tous les partis en lutte. Il signale notamment certains abus qui auraient été commis par l'administration communale lors des élections communales d'Anvers. M. De Wael lui répond qu'il fait une histoire de fantaisie. M. Willequet signale le mauvais état des locaux occupés par le conseil provincial de la Flandre orientale. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à M. Coremans, dit qu'il croirait faire injure à des administrations communales belges en leur adressant une circulaire dans laquelle il leur recommanderait de faire ce qui est strictement et clairement leur devoir. Il promet ensuite à M. Willequet d'examiner avec la plus entière impartialité la question soulevée par lui. M. Coremans revient encore sur ses précédentes observations. Au chapitre IV, article 15 : *Jetons de présence des membres et secrétaires des bureaux des élections législatives*, M. Jacobs examine la question de savoir si les autorités chargées de vérifier les pouvoirs des élus, de valider ou d'invalidier l'élection, peuvent annuler partiellement les opérations d'un scrutin électoral. Cette question paraît à l'orateur être tranchée par l'article 257 des lois électorales coordonnées, portant que la députation permanente statue sur la validation des élections et sur les pouvoirs des élus. En cas d'invalidation d'une élection, c'est toute l'élection qui doit être recommencée; le système développé par le *m. i.* au cours de la discussion, et consistant à dire que la députation permanente peut prononcer l'annulation ou la validité des opérations préliminaires seulement, est donc arbitraire. L'orateur pense aussi que si les candidats n'ont pas été régulièrement présentés cinq jours avant l'élection, celle-ci doit être annulée. M. Malou appuie ces observations. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, ne se refuse pas à examiner en droit la question soulevée. La loi nouvelle, d'après lui, en donnant plusieurs périodes à l'élection, a créé des cas douteux et des interprétations difficiles. L'article est adopté après un dernier échange d'observations entre MM. Malou, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Jacobs et Jottrand. Au chapitre VI, *Grade civique*, M. De Wael prie le

gouvernement, et spécialement le *m. i.*, de résoudre, dans le plus bref délai possible, toutes les questions se rattachant à l'armement de la garde civique, et préconise spécialement le fusil Comblain. Des observations sont échangées à ce sujet entre MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, Malou et Bockstael. Nul n'est plus désireux que le *m. i.* de donner à la garde civique un armement efficace, en même temps que de travailler à sa réorganisation. Au chapitre X, *Agriculture*, M. d'Andrimont désirerait voir organiser en Belgique l'enseignement spécial de la science agricole, et M. Piedbœuf voudrait voir améliorer le service vétérinaire. Après quelques paroles de M. Kervyn de Lettenhove, M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, s'engage à prendre en sérieuse considération les observations présentées. M. De Lexhy remercie le *m. i.* des déclarations qu'il a faites à la *s. c.*, relativement au maintien de l'Institut agricole de Gembloux. (Voir ensuite HYGIÈNE.) M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, signale le danger qu'il y a à maintenir le laboratoire de chimie près de la Bibliothèque de Bourgogne. Des négociations ont été ouvertes à ce sujet entre l'Etat et la ville de Bruxelles, l'orateur demande si elles aboutiront bientôt. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il existe pour l'installation des musées de l'Etat un plan d'ensemble, qu'il espère pouvoir mettre bientôt à exécution : il fera tous ses efforts pour y parvenir. M. Janson désire voir augmenter les ouvrages de la bibliothèque technique du Musée de l'Industrie. Il voudrait aussi voir organiser un cours de botanique au Jardin botanique même, et un ou deux cours, en rapport avec les collections qui s'y trouvent, au Musée d'Histoire naturelle. M. Rolin-Jaequemyns se rallie en principe à ces observations. — 21. Au chapitre XIV, *Lettres et sciences*, M. Kervyn de Lettenhove critique le renvoi de M. De Potter, sous-archiviste du dépôt de la Flandre orientale, renvoi motivé, par le *m. i.*, au cours de la discussion générale, sur ce que ce fonctionnaire est le rédacteur « d'un des plus infâmes journaux flamands ultramontains ». C'est là, d'après l'orateur, une résolution contraire à la liberté des opinions. M. De Potter est d'ailleurs un historien éminent, témoin son mémoire sur la *Pacification de Gand*, qui est venu combattre les allégations de la presse libérale à ce sujet. Il a démontré que l'Inquisition n'a jamais fonctionné en Belgique, et l'on n'a pas le droit de justifier à son aide les fureurs des iconoclastes et des Gueux. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, défend la mesure qu'il a prise à l'égard de M. De Potter, et maintient l'épithète dont il a qualifié certains

journaux flamands. Tandis qu'il défend la Pacification de Gand, Guillaume d'Orange et de Marnix, M. Delaet interrompt; le *m. i.* lui répond : « M. Delaet rectifiera mes erreurs, s'il le peut; il viendra au secours de l'académicien qui vient de se rasseoir. » M. Woeste dit : « Vous êtes un grossier personnage. » Il est rappelé à l'ordre. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, ayant terminé son discours en parlant des erreurs qui fourmillent dans les écrits historiques de M. De Potter, M. Woeste explique que les mots prononcés par lui sont la conséquence de l'émotion qu'il a ressentie en entendant qualifier d'infâme la presse catholique flamande, et parler ironiquement de la qualité d'académicien de M. Kervyn de Lettenhove, « l'une de nos gloires nationales ». Il réclame en conséquence contre le rappel à l'ordre, lequel est approuvé par 67 voix contre 39 et 3 abstentions. En conséquence il est maintenu et sera inséré au procès-verbal, conformément au règlement. M. Jottrand se plaint de l'emploi fait du crédit consacré à la publication « des grands écrivains du pays et des anciens monuments de la littérature nationale ». C'est l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique qui est chargée de ce travail, et plus spécialement M. Kervyn de Lettenhove, à qui l'Académie en a confié la direction. L'orateur critique vivement l'édition des *Chroniques de Froissart*, faite par M. Kervyn et engage l'Académie à surveiller désormais plus sévèrement ce qui se publie sous sa responsabilité, avec l'argent du pays. M. Kervyn de Lettenhove défend l'édition belge des *Chroniques de Froissart*, et invoque des appréciations élogieuses qu'en ont faites des savants étrangers. Répondant au *m. i.*, il cite un document duquel il résulterait que Marnix de Sainte-Aldegonde a voulu livrer son pays à la France. M. Jottrand maintient ses observations. M. Delaet dit qu'en interrompant le *m. i.*, il n'avait pas, comme celui-ci l'a pensé, l'intention de prendre la défense de M. Kervyn de Lettenhove, lequel se défend fort bien tout seul; il voulait seulement appuyer ses observations relativement à M. De Potter, auquel on reproche, sans produire aucune preuve, d'être le rédacteur du *Vlaamsche Leeuw*. Il insiste sur la valeur historique des œuvres de M. De Potter. Il reproche au *m. i.* d'avoir décoré l'auteur du *Chant des Gueux*, dont un couplet « frappe le Roi en pleine poitrine ». Au chapitre XV, *Beaux-arts*, M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, fait ses réserves au sujet du crédit relatif à la carte géologique. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à certaines critiques contenues dans le rapport de la *s. c.*, dit que les subsides et encouragements pour les arts et

les lettres ne sont donnés qu'après un examen minutieux, auquel se livrent d'honorables fonctionnaires. Quant à la carte géologique, il pense que la chambre s'est moralement engagée à en permettre l'achèvement. M. Beernaert demande si le plan d'ensemble qu'il avait préparé au sujet des locaux destinés aux collections artistiques, plan comprenant notamment le déplacement du laboratoire de chimie, est approuvé par son successeur. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, lui répond que la plupart des idées émises par lui seront réalisées. Quant à la décoration sculpturale du Palais des Beaux-Arts, que M. Beernaert voudrait voir terminée en 1880, le *m.* déclare que les projets de M. Beernaert ont été modifiés. M. Bergé pense que le laboratoire de chimie du Musée de l'Industrie ne présente aucun danger. M. Couvreur appelle l'attention du gouvernement sur l'enseignement des arts du dessin. M. Van Iseghem propose, par amendement, une augmentation de 10,000 fr. en vue de subsidier l'école de musique d'Ostende, proposition à laquelle se rallie le *m. i.*, sauf à ne pas consacrer exclusivement la somme à l'école de cette ville. Au chapitre XVII, *Traitements de disponibilité*, M. Houtart appelle l'attention du *m. i.* sur l'organisation de la police dans les communes rurales. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, ne demande pas mieux que d'examiner la question, mais il constate qu'il s'agit encore une fois d'une augmentation de dépenses. M. Houtart regrette de recevoir la même réponse depuis quatre ou cinq ans, et désespère d'arriver à une solution pratique. L'ensemble du B. est adopté par 67 voix contre 37.

4 mars. M. Jottrand apprend à la chambre qu'à la suite de la séance du 21 février, des explications également honorables pour les deux parties et qui enlèvent, à l'expression dont M. Woeste s'est servi dans cette séance, tout caractère d'offense personnelle, ont été échangées entre ce membre et M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.* L'expression a été retirée. M. Malou confirme cette déclaration. — 5. M. Graux, *m. f.*, dépose les projets des BB. des recettes et des dépenses pour 1880. M. Jottrand, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant différents crédits supplémentaires à allouer au ministère de la justice pour 1878 et 1879. — 15. Discussion du projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la justice pour 1878 et 1879. (Voir JUSTICE.) — 19. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant allocation de nouveaux crédits provisoires à valoir sur certains BB. de l'exercice 1879. — 25. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 26. Il est adopté par 40 voix et 31 abstentions, après quelques observations

présentées par MM. Graux, *m. f.*, et Malou.

24 avril. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant règlement définitif du B. de l'exercice 1875.

8 mai. M. Pety de Thozée, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des dotations pour 1880. M. Washer, *r. s. c.*, *id.* sur le B. des non-valeurs et des remboursements pour 1880. — 15. M. Lucq, *r. s. c.*, *id.* sur le B. de la justice pour 1880. — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant aux BB. de la dette publique et des finances des crédits supplémentaires pour les exercices 1878 et antérieurs.

3 juin. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la justice pour 1878 et 1879. — 17. *Id.* deux projets de lois portant allocation de divers crédits spéciaux à concurrence de 195,000 fr. au département de l'intérieur et de crédits supplémentaires au B. de l'intérieur pour 1878 et 1879. — 20. M. Julliot, *r. s. c.*, présente le rapport sur les projets de lois allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la dette publique et des finances pour 1878, et M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi accordant des crédits supplémentaires au B. de la justice.

2 juillet. M. Bara, *m. j.*, dépose un amendement au B. de la justice pour 1880. —

8. M. Lucq, *r. s. c.*, présente un rapport supplémentaire sur ce dernier B. Le B. des non-valeurs et des remboursements pour 1880, les projets de lois allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la dette publique et du ministère des finances pour 1878 et allouant des crédits supplémentaires au ministère de la justice pour 1878 et 1879 sont successivement adoptés à l'unanimité. — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant un crédit supplémentaire de 160,000 francs au B. de la justice de 1879. — 22. Il dépose un projet de loi allouant au B. des affaires étrangères de l'exercice 1879 un crédit supplémentaire de 75,000 francs à rattacher à l'article 26 de ce B. M. De Bruyn, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits supplémentaires au B. de l'intérieur, exercice 1878-1879. M. Bergé, *r. s. c.*, *id.* sur les crédits spéciaux destinés au B. de l'intérieur. — 25. M. de Macar, *r. s. c.*, *id.* sur le crédit supplémentaire de 75,000 francs au B. des affaires étrangères. M. Magherman, *r. s. c.*, *id.* sur un crédit de 160,000 francs au B. de la justice. — 25. Le B. des dotations pour 1880 est adopté à l'unanimité. — 30. Dans la discussion du projet de loi allouant au département de l'intérieur des crédits supplémentaires se rapportant aux exercices 1878 et 1879, des explications sont échangées entre MM. De Bruyn, *r.*, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Smolders et Delaet

au sujet de l'achat d'un tableau de Quentin Metsys, appartenant à l'église de Saint-Pierre à Louvain, et entre MM. Beernaert et le *m.* au sujet d'une créance de la succession de feu M. Vrambout, gouverneur de la Flandre occidentale. Le crédit pour l'achat du tableau de Quentin Metsys est adopté par 67 voix contre 51, et l'ensemble du projet par 67 voix contre 21 et 8 abstentions. Le projet de loi allouant un crédit supplémentaire de 75,000 fr. au B. des affaires étrangères pour 1879 est adopté à l'unanimité. — 31. Même décision à l'égard du projet allouant un crédit de 160,000 fr. au département de la justice.

BUREAU.

15 novembre. M. Guillery est élu *président* par 61 voix contre 59 données à M. Thibaut. MM. De Wael et Descamps sont élus *vice-présidents* par 64 et 62 voix contre 41 et 57 données à MM. Tack et Schollaert. MM. Les carts, De Vigne, Pety de Thozée et d'Andrimont sont nommés *secrétaires* par 75, 69, 67 et 64 voix sur 75 votants. MM. de Vrints et de Baillet-Latour sont nommés *questeurs* par 56 et 53 voix sur 70 votants.

CHASSE.

25 juillet. Sur la proposition de M. Pety de Thozée, diverses pétitions demandant que des mesures soient prises pour empêcher la destruction du gibier sont transmises à la *s. c.* chargée d'examiner le projet de loi qui apporte des modifications à la loi sur la chasse.

CHEMIN DE FER.

17 décembre. Dans la discussion du B. des voies et moyens, article *Chemins de fer*, un échange d'observations se produit entre MM. Graux, *m. f.*, Demeur, *r. s. c.*, et Saintelette, *m. t.*, relativement à une erreur qui s'est glissée dans le rapport. Celui-ci porte que l'augmentation probable d'un million dans la recette ne doit provenir que des lignes existantes, alors qu'il y a un accroissement résultant des lignes nouvelles; la recette brute du réseau des Flandres entrera dans le compte général des chemins de fer en 1879.

21 janvier. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 6 millions pour acquisition de matériel de chemin de fer. — 24. M. Puissant demande un prompt rapport sur une pétition d'habitants de Nalinnes qui demandent que le chemin de fer de Jamioulx à Couillet soit remplacé par une ligne de Berzée à Couillet. — 28. M. Gillieaux, *r. s. c.*, présente le rapport sur le crédit de 6 millions. — 29. M. de Moreau interpelle le *m. t.* au

sujet des causes de l'accident arrivé, le 18 janvier, près de la station de Bas-Silly. M. Saintelette, *m. t.*, dit que l'accident doit être attribué au bris d'un rail. D'après M. Sabatier, il a pour cause la vitesse exagérée du train. M. Le Hardy de Beaulieu demande qu'on recherche, dans l'enquête, les causes du bris de rail. MM. de Moreau et Sabatier ayant déclaré que le *m. t.* ne saurait être en aucune façon responsable de l'accident, et M. de Moreau ayant ajouté que la presse catholique n'a pas songé un instant à lui imposer cette responsabilité, M. Wasseige profite de l'occasion pour rappeler les attaques dont il a été l'objet pendant son administration, et dit qu'elles étaient une sottise ou un acte de mauvais gré. Le crédit de 6 millions pour acquisition de matériel de chemin de fer est adopté à l'unanimité, après un échange d'explications entre MM. Gillieaux, *r.*, Wasseige et Saintelette, *m. t.*, au sujet de l'utilité qu'il y aurait à augmenter les commandes en vue de donner du travail à la classe ouvrière. — 30. La chambre, sur les conclusions de M. Verbrugghen, *r. c.*, renvoie au *m. t.* une pétition d'industriels et d'entrepreneurs de Bruges, qui se plaignent de l'insuffisance de la publicité donnée à l'adjudication d'un bureau provisoire des recettes à la station de cette ville. M. Saintelette, *m. t.*, répondant à M. Coomans, dit que des mesures ont été prises pour donner une publicité sérieuse aux adjudications par leur insertion dans un recueil spécial.

6 mars. M. Lucq, *r. c.*, présente le rapport sur la pétition des habitants de Nalinnes. Différentes observations s'échangent à ce sujet entre MM. Saintelette, *m. t.*, Lucq, *r. c.*, et Sabatier. — 7. M. Puissant fait toutes ses réserves au sujet de ces dernières observations. M. Van Hoorde interpelle le *m. t.* au sujet du tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy, laquelle devrait, d'après lui, passer par Houffalize. Un échange d'observations a lieu à ce sujet entre MM. Le Hardy de Beaulieu, Saintelette, *m. t.*, et Van Hoorde. M. Gillieaux, *r. c.*, présente le rapport sur la demande d'un sieur Dorbée, réclamant l'examen et la révision des tarifs actuels de la compagnie du Grand Central. — 20. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Puissant réclame la construction de chemins de fer dans l'arrondissement de Thuin et rappelle les engagements pris par M. Beernaert à ce sujet. M. de Vrints demande que le *m. t.* se préoccupe surtout, dans le tracé de la ligne de Tubize à Jodoigne, de l'intérêt des localités qui ne sont desservies par aucune voie ferrée. M. De Clercq voudrait voir construire un hangar pour les marchandises dans la station de Jabbeke. Il demande, au nom des catholiques, que l'on supprime, à la gare de

Bruges, le travail du dimanche, qui n'est pas nécessaire. M. Thibaut demande si le *m. t.* a pris une décision au sujet de la ligne d'Athus : la réponse du *m. t.* précédent lui a fait espérer que les intérêts de Dinant et de l'arrondissement ne seraient pas sacrifiés. M. Wasseige appuie ces dernières observations, parle de la ligne de Mettet à Acoz, recommande une ligne partant de Fosses et se reliant à la ligne de Namur entre cette ville et Tamines. M. Ortman demande l'achèvement des chemins de fer des Plateaux de Herve et de Verviers, et le décrêtement de l'exécution de la station de Sart lez-Spa. M. Delaet parle de la mise en exploitation de la ligne de Gladbach. Il voudrait voir fixer le tracé de la ligne d'Anvers à Hoogstraeten, et trancher les difficultés qui retardent la construction de la ligne d'Anvers à Mayence. M. Berten s'en réfère à ses discours antérieurs en ce qui concerne la situation de l'arrondissement d'Ypres ; il réclame spécialement la reprise par l'Etat du réseau de la Flandre occidentale. — 21. M. Saintelette, *m. t.*, est partisan de l'unification de l'administration des chemins de fer et, par conséquent, de leur exploitation par l'Etat. Répondant à une question posée par la presse, il annonce que les curateurs des Bassins houillers ont fait un versement de 20 p. c. pour la reconstitution du cautionnement des employés des lignes reprises par l'Etat. Il annonce l'inauguration prochaine du premier chemin de fer d'intérêt local entrepris en Belgique, celui de Tavier à Ambresin. Il annonce aussi que la ligne de Battice à Dison et celle de Florenville à Gedinne notamment seront livrées à la circulation en 1879. La première section du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sera ouverte le 1^{er} mai. Parmi les lignes dont il espère obtenir l'achèvement cette année, figurent celles de Sivry à Chimay et de Mettet à Acoz. Il espère aboutir à une transaction relativement au tracé de la ligne d'Athus. Jusqu'ici rien n'est décidé pour le tracé de la ligne d'Anvers à Tilbourg. Il donne ensuite des détails sur l'exploitation des chemins de fer en 1878 ; à 118,000 fr. près, le chemin de fer belge a payé tous ses intérêts et la part de l'amortissement des emprunts faits pour le construire. L'année 1879 se présente sous un aspect favorable : si l'administration a pu suffire au surcroît de son trafic, c'est en partie grâce à la prévoyance de M. Beernaert, son prédécesseur, auquel est dû le bon état du matériel. Il se préoccupe de la création de voies de raccordement. Il désire pouvoir donner au public tous les renseignements sur les tarifs étrangers. Il désire aussi introduire la symétrie dans les tarifs internationaux ; il a déjà conclu des conventions avec divers pays

étrangers pour les paquets dont le poids n'excède pas 5 kilogrammes. Pour l'intérieur, les paquets de ce poids seront transportés bientôt dans tout le royaume pour 50 centimes ; mais l'affranchissement préalable sera obligatoire. Il espère pouvoir être informé mensuellement de la dépense de l'exploitation. Les travaux de la station de Bruges seront achevés à l'époque fixée par le cahier des charges, et un hangar sera construit à Jabbeke. Le déplacement de la station de Bruges est impossible, mais une passerelle établie sur le canal rendra l'accès de la station également facile aux habitants des deux rives. La création d'une station à Sart entraînerait trop de dépense. La construction d'un passage à niveau sur la route de Courtrai à Tournai sera commencée cette année. M. d'Andrimont voudrait voir exécuter le chemin de fer de l'Amblève, qui mettrait la Lorraine allemande en rapport avec les centres industriels de Seraing et de Liège, achever l'exécution de la ligne de Battice à Aubel, et améliorer l'accès et les aménagements de la gare de Spa. — 25. M. Washer, *r. c.*, fait rapport sur une pétition émanée du conseil communal de Thoricourt et demandant qu'une ligne de chemin de fer entre Soignies et Ghislenghien soit exécutée de préférence à une ligne de Soignies à Bas-Silly. Après un échange d'explications en sens divers entre MM. Saintelette, *m. t.*, Magherman, Houtart et Washer, *r. c.*, le renvoi de la pétition au *m. t.* n'est pas ordonné. M. Washer, *r. c.*, fait rapport sur une autre pétition, émanée des propriétaires de Lennick-Saint-Quentin et réclamant l'établissement à bref délai d'une ligne directe de Lessines à Bruxelles. Les conclusions favorables de ce rapport sont appuyées par M. Woeste, et le renvoi au *m. t.* est ordonné. M. Houtart réclame des améliorations à apporter à la station de Braine-le-Comte, la construction de la ligne des Ecaussinnes à Ronquières, l'achèvement de la station de la Croyère, et l'étude de la question des tarifs appliqués au transport des pierres bleues, qui devraient passer de la 5^e classe dans la 4^e. M. Struye voudrait voir reprendre par l'Etat les principales lignes de l'arrondissement d'Ypres, qui se trouvent encore entre les mains de la compagnie de la Flandre occidentale. M. Lucq voudrait qu'on accordât un délai de plus de huit heures aux destinataires pour enlever leurs marchandises. M. Magherman parle des tarifs des chemins de fer au point de vue de l'agriculture, de l'exécution de la ligne d'Anvers à Douai, des améliorations à apporter aux stations de Leupegheem et d'Orroir, de la construction de la ligne d'Audenarde à la frontière de France, vers Roubaix. — 26. M. Sainte-

lette, *m. t.*, dit que le chemin de fer qui relie la station d'Idegem à Herzele présente trop peu d'utilité pour être repris par l'Etat. Il veut bien ouvrir des négociations nouvelles avec la société de la Flandre occidentale, si ses propositions sont acceptables. Le chemin de fer d'Ostende à Armentières ne pourra être repris par l'Etat que lorsqu'il aura été décidé du sort de la section française. Quant aux lignes demandées par MM. Piedbœuf, dans son rapport, et d'Andrimont, des études très sérieuses devront être faites au préalable. La ligne de Battice à Aubel doit être terminée l'année prochaine ; il espère que la ligne des Plateaux de Herve le sera avant la fin de cette année ; quant à la ligne de Thielt à Lichtervelde, elle sera achevée au commencement de 1880. Les plans de la ligne de Lessines à Renaix seront approuvés dans le cours de cette année ; ceux de la ligne des Ecaussinnes à Ronquières sont sur le point d'être achevés. Il ne pense pas que le prix de transport des instruments agricoles soit anormal ; quant au prix de transport des matières premières nécessaires à l'agriculture, il est mis à l'étude. Le *m.* annonce que le raccordement, si important pour la ville d'Ostende, entre la minque, le quai et la gare, sera construit l'été prochain. Il prend en considération les demandes qui lui ont été faites relativement aux gares de Braine-le-Comte, la Croyère et Spa. M. Cornesse voudrait voir le canton de Brée relié au chemin de fer. M. Santkin recommande le tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy par Bouillon-Sedan. Il voudrait voir établir une station intermédiaire entre celles de Poix-Saint-Hubert et de Libramont. M. De Bruyn approuve beaucoup l'introduction de la voiture-vapeur Belpaire dans l'exploitation des chemins de fer. Il est partisan de lignes à section étroite, destinées à desservir les localités secondaires. — 27. M. Delaet insiste sur la nécessité d'avoir pour employés, dans les provinces flamandes, des personnes qui puissent s'entendre avec le public. Les tarifs des chemins de fer peuvent parfaitement être traduits en flamand. Il parle ensuite des lignes d'Anvers à Hoogstraeten et d'Anvers à Woensdrecht. M. Peltzer recommande l'adjudication de la gare de Pépinster. M. Beernaert, parlant des chemins de fer en construction, recommande le système consistant à arrêter un programme et à demander à l'industrie privée les conditions dans lesquelles elle peut le réaliser. Il demande pourquoi la section de Saint-Trond à Tongres n'est point terminée. Répondant à M. Puissant, au sujet de l'achèvement des voies ferrées dans l'arrondissement de Thuin, il dit que les renseignements donnés par lui l'année dernière au sujet de ces lignes étaient parfaitement exacts, comme tous ceux qu'il a

eu à apporter à la chambre. (*Voir séance du 1^{er} avril.*) M. Van den Steen pense que la mise en exploitation de la ligne de Boom à Termonde devra être reculée pendant plusieurs années encore. Il voudrait voir améliorer, quant aux heures de départ, la correspondance de Termonde avec Anvers et Gand. Il appelle l'attention du *m. t.* sur l'achèvement de la ligne de Termonde à Bruxelles et insiste pour que les travaux relatifs à l'achèvement de la nouvelle gare de Termonde soient effectués avant la mauvaise saison. Un certain nombre de stations de l'arrondissement de Termonde, qu'il signale, doivent être améliorées. M. Van den Steen appuie les observations présentées par M. De Bruyn. M. Boucquéau signale certaines exagérations dans les suppléments réclamés pour le passage d'un train ordinaire dans un train *express*. Il appuie les observations de M. De Bruyn relatives à la voiture Belpaire. Il appelle de nouveau l'attention du *m. t.* sur la pétition du conseil communal de Thoricourt. (*Voir séance du 25.*) Il voudrait voir modifier la taxe énorme à laquelle sont soumises les pierres bleues du pays. — 28. M. Lefebvre réclame une ligne de Malines à Aerschot par Bonheyden et Rymenam. M. De Haerne se rallie aux observations présentées par M. Berten. (*Voir séance du 20.*) M. Mondez signale le mauvais état de la station de Luttre. M. de Briey présente différentes observations au sujet des voies ferrées du Luxembourg. M. Willequet parle des améliorations à apporter à la station de Gand, du peu de confort des voitures de 3^e classe; de la liberté de l'accès des gares; de trottoirs latéraux à établir sur les ponts du chemin de fer du quartier de la porte du Sas à Gand. M. Mascart voudrait voir améliorer les stations de Lillois-Witterzée, Braine-l'Alleud et Jodoigne. M. Struye insiste sur ses précédentes observations. M. Bockstael parle du prix excessif de l'abonnement sur les chemins de fer de l'Etat. Il voudrait voir réduire la distance à partir de laquelle les billets aller et retour sont valables pour deux jours. M. Le Hardy de Beaulieu parle de la station d'Ottignies. Il recommande le tracé de la ligne Bastogne-Gouvy qui donne satisfaction notamment aux habitants d'Houffalize.

1^{er} avril. M. Le Hardy de Beaulieu, examinant le capital engagé dans les chemins de fer, engage le *m. t.*, non seulement à faire produire le chemin de fer, mais à amortir également les capitaux y affectés. Répondant à M. Beernaert, M. Puissant déclare n'avoir entendu en rien suspecter ses intentions; il regrette seulement que ses promesses n'aient pas été suivies d'exécution. M. Sainctelette, *m. t.*, répond à M. De Clercq qu'il est décidé à ne pas interdire tout travail

les dimanches et jours fériés, aux ouvriers de la gare de Bruges. Il ne conteste pas l'utilité du chemin de fer d'Anvers à Tilbourg, des chemins campinois et de celui de l'Amblève; mais rien ne peut être ajouté cette année aux 800 kilomètres en construction. Quant au premier de ces chemins de fer, l'étude sur le terrain se continue, conformément au vœu de M. Beernaert. Parlant des chemins de fer d'intérêt local, il ne peut se prononcer dès maintenant sur celui recommandé par M. De Bruyn. Quant aux chemins de fer en construction, il tiendra la main à ce que les lignes de Virton à Montmédy, de Tongres à St-Trond, de Termonde à Boom soient terminées le plus rapidement possible; la dernière, d'ailleurs, est en bonne voie. Il expose en détail les raisons pour lesquelles il ne peut approuver la pétition du conseil communal de Thoricourt. (*Voir séance du 25 mars.*) Répondant à M. Le Hardy de Beaulieu, il parle des services, en réalité incalculables, rendus au pays par le chemin de fer. Il répond à M. Lucq que la prolongation du délai de déchargement réclamée par lui aurait pour conséquence la désorganisation du service. Relativement à la liberté de l'accès des gares, il répond que le public peut prendre au guichet une carte d'entrée. Il ne pense pas qu'il soit possible de réduire le prix des abonnements, ni de faire droit à la réclamation de M. De Bruyn relative au transport des articles de factage. Il fera examiner la question des coupons supplémentaires soulevée par M. Boucquéau, mais ne peut modifier maintenant le classement des pierres bleues. Il expose ensuite en détail les modifications apportées par lui dans les tarifs de marchandises, et donne les renseignements qui lui ont été demandés au sujet de différentes stations. M. Van Hoorde insiste sur la question du tracé de la ligne de Gouvy à Bastogne. Il recommande la reprise par l'Etat du chemin de fer de Dieffelt à Gouvy. M. Vandam signale les installations défectueuses des stations de Manage et de Seneffe. M. de Jonghe d'Ardoye demande où en est l'enquête sur les causes de la catastrophe de Bas-Silly. (*Voir séance du 28 janvier.*) Il recommande le bon entretien des voies ferrées et la reprise par l'Etat des chemins de fer de la Flandre occidentale. — 2. Quelques observations sont échangées entre MM. Van den Steen et Sainctelette, *m. t.*, au sujet d'une pétition du conseil communal de Lebbeke, qui demande le prompt achèvement du chemin de fer de Termonde à Bruxelles, et la mise en exploitation immédiate de la section de Termonde à Assche. M. Verwilghen appelle de tous ses vœux le jour où une commission déterminera les bases rationnelles des tarifs qui doivent régler le transport des marchandises.

M. de Chimay parle du chemin de fer de Frameries à Chimay. M. Piedboeuf, *r.*, recommande avec la *s. c.* l'extension du délai pendant lequel les billets aller et retour sont valables. Il appuie les observations de M. Bouquéau au sujet de la surtaxe imposée aux voyageurs qui changent de classe pendant le trajet, et voudrait que l'on délivrât des coupons aller et retour valables pour voyager au départ en train ordinaire et revenir en train express, ou *vice versa*. Il demande que l'on construise le chemin de fer de l'Amblève et celui de Visé à Micheroux. M. Meeus parle du chemin de fer d'Anvers à Woensdrecht. M. de Lhoneux réclame un chemin de fer de Terwagne à Seraing ou au Val Saint-Lambert, ou bien à Angleur ou à Liège. Il demande l'achèvement de la station de Marchin. — 5. M. Bouquéau croyant que le *m. t.*, dans son discours du 1^{er} avril, a fait entendre qu'il aurait obéi à ses intérêts personnels, dans les réclamations au sujet de la pétition du conseil communal de Thoricourt, un échange d'explications a lieu à ce sujet entre le *m.* et lui. M. de Kerekhove réclame l'amélioration de la station de Malines. M. Saintelette, *m. t.*, annonce que l'enquête administrative démontre que l'accident de Bas-Silly est dû à un cas fortuit : une instruction judiciaire est actuellement ouverte. Il considère la sécurité des voyageurs, et par conséquent l'entretien de la voie ferrée, comme le premier intérêt des chemins de fer. Il reconnaît la nécessité d'améliorer les stations de Manage, de Seneffe, d'Ottignies, de Braine et de Malines. La station de Marchin sera achevée cette année. Au sujet du chemin de fer de Terwagne à Liège, il attend des communications des demandeurs en concession. M. De Vigne insiste sur certains travaux à faire à la station de Gand. M. Gillieaux parle de l'unification des tarifs en matière de transports et des moyens de permettre aux établissements industriels de faible importance de se raccorder aux voies ferrées ; il parle aussi de la ligne d'Athus à Charleroi. M. Jottrand demande si la création du chemin de fer de Bas-Silly à Lessines ne fera pas obstacle à celle d'un chemin de fer de Bruxelles à Lessines. Il insiste pour connaître le délai endéans lequel les plans du chemin de fer de Bruxelles à Termomde (ligne de Jette à Zellick) seront arrêtés. Il insiste aussi sur le tracé de la ligne de Bastogne à Gouvy par Houffalize. M. Saintelette, *m. t.*, répond que la construction de Lessines à Bas-Silly n'empêchera pas celle de Bruxelles à Lessines ; que les plans de la ligne de Jette à Zellick seront approuvés avant la fin de l'année, et que la question Bastogne-Gouvy doit être réservée. M. Warnant appelle l'attention du *m. t.* sur

les plans dressés par la compagnie du Nord, à l'effet d'agrandir la station de Tilleur, plans par lesquels deux chemins de communication sont supprimés et la commune séparée en deux tronçons. M. De Bruyn dit que la ligne à voie étroite d'Anvers à Gand, par Calcken et Overmeire, ne peut faire concurrence au réseau de l'Etat. Il se rallie aux observations présentées par M. Van den Steen. M. Notelteirs parle du mauvais aménagement de la station de Malines. M. Ortmans-Hauzeur insiste sur l'établissement d'une station à Sart, canton de Spa. Parlant du matériel du chemin de fer, M. Wasseige pense que le gouvernement pourrait faire tourner à son profit la baisse dans le cours des produits industriels qui lui sont indispensables, en concluant des marchés à long terme. Dans la discussion des articles, M. Mulle de Terschueren dit que les travaux du chemin de fer de Thielt à Lichtervelde pourraient être terminés en six mois. — 4. Au chapitre IV, *Chemins de fer*, des observations s'échangent entre MM. Kervyn de Lettenhove et Saintelette, *m. t.*, au sujet des dangers auxquels sont exposés les gardes attachés aux trains de chemin de fer. — 29. M. Washer demande un prompt rapport sur une pétition par laquelle le conseil communal de Molenbeek-St-Jean demande au gouvernement de maintenir le projet de loi décrétant un chemin de fer de Termonde à Bruxelles, par Wolverthem et Wemmel, avec gare d'accès à Molenbeek.

27 mai. M. Saintelette, *m. t.*, dépose un projet de loi portant prorogation des pouvoirs du gouvernement pour la fixation des tarifs du chemin de fer.

17 juin. M. Gillieaux, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. La chambre renvoie au *m. t.*, conformément aux conclusions de M. Gillieaux, *r. c.*, une pétition relative à la révision des tarifs de la compagnie du Grand-Central. — 18. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi portant prorogation des pouvoirs du gouvernement en matière de tarifs de chemin de fer. — 25. Sur les conclusions de M. Bockstael, *r. c.*, la chambre renvoie au *m. t.* une pétition du conseil communal de Molenbeek-St-Jean demandant la construction d'un chemin de fer de Bruxelles à Lessines en passant par Lennick-St-Martin, et le maintien du tracé définitif des lignes de Termonde à Anvers par Wolverthem, avec gare d'accès à Molenbeek-Saint-Jean.

8 juillet. M. Saintelette, *m. t.*, dépose un projet de loi prorogeant les pouvoirs du gouvernement pour la gestion de l'exploitation, pour compte de qui de droit, des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque. — 16. M. Cornesse demande un prompt rapport sur une pétition émanée du conseil communal de Peer, demandant des modifica-

tions dans les heures de départ et d'arrivée des trains du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois, et sur une autre pétition de membres du conseil communal et d'habitants d'Houthaalen, demandant l'établissement d'une station dans leur commune. — 17. Dans la discussion de la loi relative aux mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor, M. Graux, *m. f.*, défend d'augmentation légère du tarif pour le transport des voyageurs. M. Wasseige combat cette augmentation. — 18. M. Sainctelette, *m. t.*, répond à M. Wasseige que le prix du transport des voyageurs doit être mis en rapport avec celui des exploitations étrangères. — 25. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant prorogation du mode de comptabilité à suivre pour la gestion provisoire des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque. Dans la discussion du projet de loi allouant des crédits pour travaux d'utilité publique, M. de Briey parle de l'importance que présente, pour l'arrondissement de Virton, l'achèvement des voies ferrées qui le traversent. M. Woeste développe un amendement destiné à permettre la construction d'un chemin de fer de Bruxelles à Lessines. M. Moncheur recommande une ligne de Ciney à Jodoigne, et une de Fosses à Namur. — 24. M. De Bruyn signale des améliorations à apporter aux stations de Schoonaerde, Buggenhout et Wetteren. M. Santkin parle de l'achèvement des lignes d'Athus à Charleroi et de Jemelle à la Meuse. M. Delcour demande qu'un hangar pour les marchandises soit construit à côté de la station de Cumplich. M. Thibaut parle des travaux entrepris sur la ligne d'Athus à la Meuse et des retards y apportés. M. Washer appuie l'amendement présenté la veille par M. Woeste. M. Pety de Thozée parle des chemins de fer de l'arrondissement de Marche. — 25. M. Magherman recommande la prompte exécution de la ligne d'Audenarde à Orroir, et parle de la station de Renaix. M. Tack appuie ces dernières observations, mais combat le chemin de fer d'Audenarde à Orroir. Il parle ensuite de la ligne d'Audenarde à la frontière française. M. Tack recommande une passerelle au passage à niveau qui relie Courtrai à ses faubourgs. M. Sainctelette, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. M. de Zerezo de Tejada recommande le rachat, par l'Etat, du chemin de fer de Turnhout à Lierre. — 29. M. Le Hardy de Beaulieu recommande à l'attention du *m. t.* les stations d'Ottignies et de Braine-l'Alleud. M. Wasseige se plaint de ce que la province de Namur a été oubliée, alors qu'elle attend avec impatience la création de différents chemins de fer. M. de Jonghe d'Ardoye regrette de ne pas voir figurer au

projet un article concernant la reprise par l'Etat des chemins de fer de la Flandre occidentale. M. Mulle de Terschueren parle de l'achèvement de la ligne de Thielt à Lichtervelde, et de l'établissement d'une halte de marchandises au hameau de Beurgeleen. M. Boucquéau combat l'idée de créer une seconde ligne entre Anvers et Bruxelles par le prolongement de celle d'Anvers à Boom. M. Sainctelette, *m. t.*, répond aux précédents orateurs. Il retire les articles 4 et 5 du projet, tout en maintenant l'idée d'établir la seconde ligne en question. M. Olin parle de l'établissement du chemin de fer de Wavre à Jodoigne. M. Wasseige insiste sur ses précédentes observations. M. Beernaert approuve le projet de créer une ligne nouvelle entre Anvers et Bruxelles, dont il a le premier signalé l'intérêt évident. — 30. M. Sainctelette, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations du chemin de fer pendant l'exercice 1878. Le projet de loi portant prorogation du mode de comptabilité pour les lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque est adopté à l'unanimité. — 31. A propos de la discussion de l'article 1^{er}, § 1^{er}, *Routes et canaux*, M. Sainctelette ayant déclaré que le gouvernement opposait la question préalable à tous les amendements déposés, M. Woeste critique ce mode de procéder pour des travaux dont l'utilité est reconnue, ce qui est le cas de celui que vise son amendement. (*Voir VOIES NAVIGABLES.*) La question préalable écarte tous les amendements proposés au projet. Au § 37, ligne d'Anvers à la frontière des Pays-Bas, M. Sainctelette, *m. t.*, répondant à M. Beernaert, dit que le tracé de cette ligne n'est pas définitivement arrêté. Au § 38, ligne de Libramont à Bertrix, M. Jottrand recommande l'exécution de la ligne de Bastogne à Gouvy. Au § 39, ligne de la vallée de l'Amblève un échange d'observations a lieu entre MM. Beernaert, Sainctelette, *m. t.*, Tesch et Dupont, au sujet de l'utilité de cette ligne. Répondant à une observation de M. Dupont, M. Sainctelette, *m. t.*, dit que la ligne de Visé à Micheroux sera étudiée plus tard. M. E. de Kerckhove recommande un chemin de fer direct de Malines à Aerschot. Au § 44, *Voies et travaux*, M. d'Andrimont parle d'améliorations à apporter aux stations de Pépinster et de Spa.

CODE DE COMMERCE.

15 juillet. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur les amendements que le sénat a introduits au projet de loi relatif au livre II du code de commerce. — 25. La discussion s'engage sur ces amendements. MM. De Lantsheere et Bara, *m. j.*, sont entendus sur les articles 23, 69, 105 et 226. Un amendement de M. De Lantsheere à l'article 226 est adopté.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

17 juin. Discussion du projet de révision du code de procédure civile. L'article 1^{er}, relatif au contenu de l'exploit, donne lieu à un débat sur la question du maintien ou de la suppression des avoués. M. Bara, *m. j.*, se prononce en faveur du maintien. — 18. M. Thonissen, *r. s. c.*, réclame, avec le projet de loi, leur suppression. M. Lucq se range à cet avis. M. d'Elhoungne le combat; le ministère des avoués pourrait cependant, d'après l'orateur, être rendu facultatif. M. Thonissen insiste sur ses précédentes observations. — 19. Après que ce dernier a terminé son discours, M. Dohet se prononce pour le maintien des avoués. La question de principe est ensuite mise aux voix sur la proposition de M. Thonissen: par 41 voix contre 55 et 1 abstention, la chambre décide le maintien des avoués. En conséquence, le projet est renvoyé à la *c.* pour que la procédure soit mise en rapport avec le principe qui vient d'être admis.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

5 mars. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi contenant les deux premiers livres du code de procédure pénale.

24 juillet. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi contenant le 3^e livre du même code.

CODE RURAL.

2 avril. MM. de Moreau d'Andoy, Smolders et Thonissen, *rr. cc.*, présentent respectivement les rapports de la *c.* parlementaire sur les chapitres 1, 2, 5, 4, 5 et 6 du livre 1^{er} et sur le titre II du code rural.

COMMUNALES (AFFAIRES).

25 janvier. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi portant de 2 à 4 le nombre des échevins de la ville de Charleroi. — 28. M. Lucq, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 29. La discussion est ouverte sur la proposition de loi de MM. David et J. d'Andrimont, déposée en 1871, et tendant à la réunion du hameau de Dolhain-Baelen à la commune de Limbourg. Le projet, appuyé par MM. d'Andrimont, Mallar, Ortman et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et combattu par MM. Delcour et Cornesse, est adopté par 57 voix contre 51. Le projet relatif à l'augmentation du nombre des échevins de la ville de Charleroi est adopté à l'unanimité.

4 et 50 avril. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.)

1^{er} mai (*Ibid.*). — 25. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi modifiant la délimitation entre les communes de Koekelberg et de Molenbeek-St-Jean, et un autre

projet de loi détachant de la commune de Sprimont le hameau de Dolembreux, érigé en commune distincte, et rectifiant la délimitation entre les communes d'Esneux et de Sprimont.

4 juin. M. Washer, *r. c.*, présente le rapport de la *c.* qui a examiné le projet de loi modifiant la délimitation entre les communes de Koekelberg et de Molenbeek-St-Jean. — 18. M. E. Jamar, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant séparation entre la commune de Sprimont et le hameau de Dolembreux, érigé en commune distincte, et rectifiant la délimitation entre les communes d'Esneux et de Sprimont. — 19. M. Julliot, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de modification au § 4 de l'article 78 de la loi communale, présentée par feu M. Lelièvre. — 26. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi portant modification de la délimitation entre les communes de Molenbeek-St-Jean et de Koekelberg.

8 juillet. Le projet de loi portant érection de la commune de Dolembreux et de nouvelles délimitations entre les communes d'Esneux et de Sprimont, est adopté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

26 novembre. M. Graux, *m. f.*, transmet à la chambre les états sommaires des adjudications, contrats et marchés passés par les divers départements ministériels pendant l'année 1877.

17 décembre. M. Washer, *r. c.*, présente le rapport sur les comptes de la chambre pour l'exercice 1878, et sur le projet de *B.* pour l'exercice 1879. — 18. Discussion en comité secret.

25 juillet. M. Washer, *r. c.*, présente le rapport sur les comptes de l'exercice 1877 et le projet de *B.* de la chambre pour 1880.

COUR DES COMPTES.

19 décembre. M. Gisler est réélu président de la cour des comptes. Sont renommés conseillers: MM. Pepin, Cools, Dassel, Moreau, Casier et Sleipens. M. Bourgeois est nommé greffier.

CULTES.

10 décembre. Dans la discussion du *B.* de la justice, M. Cornesse critique une circulaire adressée, le 20 septembre 1878, par M. Bara, *m. j.*, aux gouverneurs de province, et d'après laquelle le gouvernement et les députations ne pourront plus, dans l'approbation des libéralités faites aux fabriques avec charge d'anniversaires religieux, admettre pour les prêtres officiants un honoraire supérieur à celui fixé par le tarif diocésain pour les messes ordinaires. Ce principe nouveau sera appliqué

non-seulement pour l'avenir, pour l'autorisation des libéralités nouvelles, mais il le sera *rétroactivement* dans les approbations des *BB.* et des comptes des fabriques à donner par les députations, conformément aux articles 5 et 8 de la loi sur le temporel des cultes, du 4 mars 1870. L'orateur déplore la situation que ce système va faire au petit clergé, auquel il enlève son casuel, c'est-à-dire le moyen de vivre honorablement, avec aisance et dignité. Ce système, M. Bara, *m. j.*, l'a découvert en 1870, changeant ainsi une jurisprudence constante, appuyée de l'opinion de M. Tielemans. Il a essayé de l'introduire dans le projet de loi sur le temporel des cultes en 1870; mais le ministère ayant été forcé de retirer les trois quarts de ce projet, M. Bara, *m. j.*, tenta d'introduire administrativement sa thèse, et prit dans ce sens un arrêté le 21 février 1870. Une circulaire le suivit, mais elle ne concernait que l'avenir. M. Cornesse quand il était *m. j.* annonça, l'intention de revenir à l'ancienne jurisprudence. Le *m. j.* va plus loin aujourd'hui qu'il n'allait jadis, puisqu'il applique *rétroactivement* son système. Ce système, l'orateur l'examine au point de vue juridique. L'erreur fondamentale de M. Bara, d'après lui, consiste à confondre les articles 69 et 73 de la loi du 18 germinal an x; les tarifs diocésains s'appliquent aux *oblations* de l'article 69, c'est-à-dire aux offrandes actuelles et passagères que les ministres du culte sont en droit de réclamer des fidèles pour certains actes de leur ministère, et non pas aux *fondations* de l'article 73, qui réclament une approbation du gouvernement dans chaque cas particulier, le gouvernement ayant le droit de réduire l'honoraire s'il est réellement exagéré. C'est en ce sens que se prononce Portalis dans l'Exposé des motifs. On prétend que la différence entre les fondations et les libéralités à charge d'anniversaires consiste en ce que le montant des premières vient en déduction du traitement et profite à l'Etat : nulle disposition légale n'autorise cette déduction. La crainte de voir rétablir les anciens bénéfices par les fondations d'anniversaires est chimérique, car les anciens bénéfices étaient attachés à un individu, à une famille, à une corporation. Le droit de faire célébrer des messes existe en vertu des articles 15 du concordat, 73 de la loi de germinal, 26 et 31 du décret de 1809, et il a toujours été appliqué dans le sens qu'indique l'orateur. Quant aux anciennes fondations, on s'appuie sur un décret du 22 fructidor an xiii et sur un avis du conseil d'Etat qui l'a suivi : ce décret parle de règlements du diocèse qui ne sont pas les tarifs diocésains, car s'il en était ainsi, le décret serait inconciliable avec l'article 15

du concordat et les autres dispositions légales relatives à la matière. Pour les anciennes donations, il faut donc respecter la volonté des testateurs. Quant aux fondations postérieures à 1801, les arrêts d'autorisation ont créé des droits acquis que le pouvoir judiciaire seul, aux termes de l'article 107 de la Constitution, pourrait refuser d'appliquer. La conséquence logique de la thèse du *m. j.* est la suppression des fabriques d'église et du droit de fonder, conséquences admises, d'ailleurs, par MM. E. Allard et Goblet. M. Bara, *m. j.*, expose que trois systèmes sont en présence. Celui des évêques, d'après lequel le tarif diocésain est fait pour les messes manuelles, qu'on dit tous les jours; mais ils soutiennent que, pour les fondations anciennes comme pour les fondations nouvelles, le testateur a le droit absolu de fixer l'honoraire. Le second système est celui de MM. Cornesse et De Lantsheere, qui admettent le droit de fixation appartenant au *m. j.* et qui ont été à ce sujet l'objet des plus vives critiques de la part de l'épiscopat. Le troisième enfin, celui de la loi, consiste à apprécier les honoraires d'après l'estimation faite par les évêques eux-mêmes dans le tarif diocésain. Si ce tarif ne répond plus aux besoins actuels du clergé, le *m.* est prêt à se joindre aux évêques pour le modifier. D'après lui, le tarif d'oblations s'applique aux messes fondées, parce que c'est précisément pour les messes de fondation qu'il fallait une limite. Mais le décret de fructidor an xiii et l'avis du conseil d'Etat de frimaire an xiv s'occupent des règlements diocésains, non du tarif. Le règlement diocésain, c'est le tarif du diocèse. On prétend que le *m.* est l'inventeur de la thèse qu'il soutient. D'abord, la prétention que le décret de fructidor an xiii, relatif aux oblations, ne s'appliquerait pas aux fondations anciennes n'est admise que par quelques auteurs ecclésiastiques. Le *m.* montre ensuite sa thèse défendue par M. Tielemans : dorénavant toutes les fondations anciennes ne peuvent plus être payées que suivant le tarif établi par les règlements diocésains, lequel tarif est également applicable aux fondations nouvelles; par M. Brixhe, que les catholiques ne peuvent récuser : le prêtre doit s'en tenir au prix indiqué par le tarif du diocèse : le décret du 22 fructidor an xiii le veut ainsi, et un avis du conseil d'Etat du 21 frimaire an xiv étend cette décision aux anciennes fondations rétablies. Il doit en être de même en ce qui concerne les fondations nouvelles, car il y a même motif. M. Delcour admet également que le tarif s'applique aux fondations anciennes; l'abbé Prompsault aussi. Le *m.* cite ensuite un arrêt de la cour d'appel de Cologne du 13 novembre 1849 et un autre de la cour

de cassation de Hollande du 28 novembre 1875. L'effet du système contraire est de rétablir les bénéfices, puisqu'il permet l'attribution d'un revenu permanent, qui peut être considérable, au titulaire d'une fonction ecclésiastique : 100,000 fr. par an, par exemple, pour que le doyen de Sainte-Gudule dise une messe tous les ans. C'est ce que la révolution a voulu éviter. L'orateur montrera thèse mise en pratique par MM. de Haussy et Tesch. Si des messes ont été autorisées, notamment par lui, à des taux supérieurs à celui des tarifs, ce sont des erreurs qu'il a commises. M. Cornesse lui a demandé en vertu de quel principe il réduirait le traitement des ministres du culte en proportion des fondations ayant pour objet leur entretien ? En vertu de ce principe, dit-il, que quand nous avons assuré au clergé de quoi subvenir à ses besoins, nous ne lui devons plus rien. Les fondations de messes ont considérablement augmenté en nombre sous les gouvernements précédents ; il veillera, conformément à la loi, à ce que les messes soient dites. — 11. M. Delcour examine uniquement la question légale soulevée par la circulaire. L'arrêté du 25 messidor an xiii porte que l'honoraire est fixé par le tarif diocésain, mais ajoute : *conformément aux titres* ; l'honoraire est donc fixé d'abord par le titre ; à son défaut seulement, par le règlement diocésain. Tel est, d'après l'orateur, le système soutenu par M. Brixhe. Celui-ci se demande ensuite si les principes du décret de messidor an xiii doivent être appliqués aux fondations nouvelles et répond que le gouvernement ne peut réduire une fondation sans en altérer la substance et qu'il doit maintenir la volonté du testateur. Le *m.* a donc eu tort de se prévaloir de l'opinion de cet auteur. L'orateur revient sur le sens à donner aux articles 69 et 75 de la loi de germinal, et adopte les explications de M. Cornesse sur ce point ; jamais le tarif diocésain ne s'est appliqué qu'aux *oblations*. Une question très délicate, à ce sujet, est celle de savoir si l'article 69 n'a point été abrogé par les articles 14 et 16 de la Constitution : il ne la résout pas. Quant à l'effet rétroactif de la circulaire, il est contraire à l'article 107 de la Constitution. M. De Lantsheere se demande de quel côté est l'erreur : tous les ministres de la justice, y compris M. Bara, jusqu'au 21 février 1870, se sont-ils trompés, ou M. Bara, *m. j.*, seul a-t-il raison depuis cette date ? L'erreur est du côté de ce dernier. L'orateur est d'avis que la meilleure manière de résoudre la difficulté, c'est de porter la question en justice. Cette question, dit-il, se présente d'une manière fort différente pour les fondations anciennes et pour les fondations nouvelles : pour les pre-

mières, il existe des documents législatifs, de jurisprudence et de doctrine qui n'existent point pour les secondes. La droite soutient pour ces dernières que le tarif n'a pas trait à elles, parce qu'il ne s'applique qu'aux *oblations*. La distinction est ancienne, et, fût-elle nouvelle, il importe peu : la nature même de la fondation, avec l'infinie diversité de ses clauses, résiste à ce qu'elle tombe sous les prescriptions générales d'un tarif. L'orateur se défend d'avoir été blâmé par les évêques. « Les évêques, pas plus que nous, dit-il, n'ont soutenu que les fondations doivent être libres. » Il examine différents arrêtés rendus sous son ministère. Ce qu'il trouve surtout de grave dans la circulaire, c'est son effet rétroactif, contraire à la Constitution. C'est moins la guerre au vicaire, que fait le gouvernement, que la guerre au pauvre, au malheureux ! Mais on propose aux évêques de relever le tarif ? C'est un traquenard, car il ne peut s'agir de relever le tarif des *oblations*, que la Constitution n'admet plus, d'après le système du *m. j.*, et quant au tarif des fondations, il n'existe pas. M. Bara, *m. j.*, pense que le petit clergé est assez peu intéressé à la question qui se débat, car c'est surtout dans les grandes villes et les grandes paroisses que l'on trouve les plus fortes dotations de messes. Quant à la pauvreté du clergé, il la nie en présence de l'argent qu'on lui voit dépenser à faire de la politique. L'orateur estime que, dans la situation actuelle, le contrôle de l'Etat sur les fondations de messes est impraticable. Répondant à M. De Lantsheere, il lui dit que la plupart des arrêtés royaux autorisent simplement la messe, sans fixer l'honoraire : il est sous-entendu que celui-ci sera perçu conformément au tarif. Revenant sur les autorités qu'il a déjà citées, il montre que, pour les fondations anciennes, c'est au décret de fructidor et à l'avis du conseil d'Etat de frimaire an xiv qu'il faut s'en rapporter. Pour les fondations nouvelles, il ne croit pas devoir respecter les arrêtés pris illégalement par ses prédécesseurs : il n'y a là de droits acquis pour personne, et, d'ailleurs, ceux qui prétendraient leurs droits violés peuvent recourir à la justice. M. Jacobs, après avoir insisté sur la pauvreté du clergé, développe cette thèse que, depuis la Constitution, liberté entière doit être laissée à l'autorité ecclésiastique en matière d'*oblations*, et à l'autorité civile en matière de *fondations*. La circulaire viole ouvertement l'article 107 de la Constitution. Il est d'avis que c'est une tracasserie de s'enquérir minutieusement de la façon dont les fondations sont acquittées. — 12. M. Janson approuve la circulaire du *m. j.*

7 février. M. Warnant demande où en sont

les travaux de la *s. c.* chargée d'examiner la proposition de M. Frère-Orban relative aux traitements accordés à des ministres des cultes qui ont encouru des condamnations judiciaires. Des explications en sens divers sont données à ce sujet par MM. Jacobs, Woeste, Frère-Orban, *m. a.* et Van Humbeeck, *m. inst. publ.* — 11. M. Dohet, *r. s. c.*, annonce qu'il communiquera, à la prochaine séance de la section centrale, les éléments d'un premier rapport sur la proposition de M. Frère-Orban, « La proposition en elle-même est très simple, dit-il, mais elle soulève de graves questions de droit qui exigent un sérieux examen. »

DÉCÈS.

13 novembre. L'assemblée reçoit notification du décès de M. Bivert, ancien membre du Congrès. — 19. M. Guillery, *p.*, prononce quelques paroles d'hommage à la mémoire de M. Ch. Vilain XIII, ancien membre du Congrès national et de la chambre des représentants.

29 janvier. Il est donné connaissance du décès de M. Van Cromphaut, député de Termonde.

20 mai. Il est donné connaissance du décès de M. Anspach, représentant de Bruxelles, et M. Guillery, *p.*, prononce quelques mots d'hommage à sa mémoire. — 28. *Id.* de M. De Becker, représentant de Louvain.

24 juin. Il est donné connaissance du décès de M. Bricoult, représentant d'Ath.

4 juillet. Il est donné connaissance du décès de M. le lieutenant général Renard, *m. g.* — 8. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose un projet de loi qui met les frais des funérailles du lieutenant général Renard à la charge de l'Etat. — 15. Il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. Frère-Orban, *m. a.*, demande qu'il ne soit donné aucune suite à ce projet, M. le major d'état-major Renard ayant manifesté le désir « de remplir lui-même, dans toute leur étendue, des obligations qui lui sont personnelles ». — 22. M. Graux, *m. f.*, dépose un arrêté royal portant retrait du projet.

FINANCES.

2 avril. M. Graux, *m. f.*, présente un projet de loi portant approbation de divers contrats ayant pour objet des aliénations et échanges de biens domaniaux. — 22. Le même *m.* dépose l'Exposé de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1879 et le rapport sur les opérations de la caisse d'amortissement, des dépôts et consignations pour 1878. — 29. M. Jottrand, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi ayant pour objet des aliénations et échanges de biens domaniaux.

22 juillet. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant le remboursement au piar de la dette 4 1/2 p. c. et la conversion en un fonds nouveau à 4 p. c. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 23. *Discussion de ce projet de loi.* M. Demeur voudrait que la latitude fût laissée au *m. f.* d'examiner s'il ne serait pas désirable, à l'occasion de cette conversion, de rendre l'intérêt des titres d'emprunts payable trimestriellement au lieu de semestriellement. L'article 5 du projet parlant de l'intérêt *semestriel*, il y aurait lieu de supprimer ce mot, de manière à ne pas préjuger la question. MM. Pirmez, *r.*, et Graux, *m. f.*, se rallient à cette proposition, tout en réservant leur opinion quant au fond. M. Graux, *m. f.*, propose ensuite d'ajouter à la loi un article final destiné à la rendre obligatoire le jour même de sa publication au *Moniteur*. Après quelques paroles de MM. d'Elhoungeet Demeur, M. De Lantsheere demande que l'on continue l'examen de la législation relative aux titres au porteur volés ou perdus. M. Graux, *m. f.*, se mettra en mesure de répondre à cette observation lors de la prochaine session. M. Berten demande que l'intérêt actuel à 4 1/2 p. c. soit maintenu en faveur des établissements de bienfaisance. Cette proposition est combattue par MM. Graux, *m. f.*, et Pirmez, *r.* : le Trésor ne peut pas être chargé de la charité publique. L'article 6 donne lieu à un échange d'observations entre MM. Graux, *m. f.*, et Demeur. L'ensemble du projet est adopté par 72 voix et 2 abstentions. — 25. Le projet de loi relatif à des échanges et à des aliénations de biens domaniaux est voté à l'unanimité.

FLAMANDE (LANGUE).

12 décembre. Dans la discussion générale du B. de la justice, M. De Vigne se plaint de l'application irrégulière de la loi de 1873 réglant l'usage de la langue flamande en matière répressive. M. Bara, *m. j.*, s'engage à prendre cette observation en considération.

20 mars. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Delaet demande que l'on nomme des employés flamands dans les Flandres. M. De Vigne partage ce désir. — 21. M. Saintelette, *m. t.*, prendra les mesures nécessaires pour que ce désir se réalise. — 26. M. De Bruyn voudrait voir traduire en flamand les annonces d'adjudications et les cahiers des charges des entreprises de l'Etat.

1^{er} avril. M. Saintelette, *m. t.*, s'engage à appliquer loyalement la loi relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

GUERRE.

19 novembre. M. Graux, *m. f.*, dépose un

amendement au B. de la gendarmerie. Il s'agit d'une augmentation de 195,000 fr., en vue de mettre le prix des rations de fourrages en rapport avec leur valeur réelle.

10 décembre. La chambre adopte une proposition de M. Janson tendant à obtenir un prompt rapport sur la petition d'un sieur Clerbois, lequel se plaint d'avoir été victime, en 1869, d'un ordre du jour injuste de la part des directeurs de l'Ecole de pyrotechnie d'Anvers. — 11. M. De Lexhy, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la gendarmerie pour 1879. — 12. M. Renard, *m. g.*, dépose le projet de loi relatif au contingent de l'armée et un autre projet ayant pour but de proroger d'une année la loi sur le logement et les moyens de transport à fournir aux troupes en marche et en cantonnement. — 15. M. Graux, *m. f.*, dépose des projets de lois allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la gendarmerie et de la guerre pour 1878. — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose des amendements au B. de la guerre pour 1879. — 18. M. Neujean, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui fixe le contingent de l'armée. M. Houtart, *r. s. c.*, présente les rapports sur les projets de lois allouant des crédits supplémentaires aux BB. de la guerre et de la gendarmerie. — *Discussion du B. de la gendarmerie*, lequel est adopté à l'unanimité, après un échange d'observations entre MM. De Vigne, Meeus et Renard, *m. g.* — 19. *Discussion du projet de loi fixant le contingent de l'armée*. D'après M. Coomans, le système du projet est celui-ci : le législateur a voulu un effectif de 100,000 hommes ; sa volonté ne s'est point réalisée, puisque les contingents de 10,000 hommes jusqu'en 1868, de 12,000 depuis, ont été réduits par des exemptions et des dispenses ; il faut donc combler les vides, et ils le seront par des miliciens appartenant à la même classe que celle des exemptés et des dispensés, et qui croyaient avoir tiré un bon numéro. L'orateur nie d'abord que les non-valeurs n'aient pas été prévues dans les chiffres de 10,000 et de 12,000 hommes. On ne nous demande aujourd'hui, dit-il, qu'une augmentation de 200 hommes : cette augmentation s'accroîtra plus tard dans des proportions considérables, car il y aura lieu à remplacer aussi les miliciens décédés, les déserteurs, etc. Le système du gouvernement vient augmenter encore l'injustice de la loterie militaire, que l'orateur a toujours considérée comme une abomination légale. Il engage la chambre à réfléchir avant de voter le projet. M. Woeste montre que le projet contient une aggravation du contingent, puisque en sus du nombre d'hommes incorporés en 1878, on demande pour 1879 un chiffre d'hommes égal à celui des dispensés, en vertu de l'article 28 de la

loi sur la milice. Cette aggravation nouvelle est proposée précisément dans un moment où les souffrances des classes nécessiteuses sont très vives. Il reproche au gouvernement de vouloir modifier la loi sur la milice, loi organique, par la loi du contingent, loi annuelle. Il lui reproche ensuite de proposer une modification injustifiable. D'après la loi sur la milice, qui a admis le système proposé par M. Muller, les exemptés doivent désormais être considérés comme dispensés du service, mais comme faisant partie du contingent. Aujourd'hui le gouvernement propose de revenir sur ce système adopté unanimement en 1870. Est-il vrai, au moins, que l'effectif total de l'armée n'est que de 90,000 hommes ? Le général Thiebauld a déclaré que l'armée et la gendarmerie présentaient un effectif de 105,000 hommes. En supposant, par hypothèse, que ce chiffre ne soit pas atteint, le pays sera-t-il perdu, et sera-t-il sauvé surtout par l'augmentation de 180 hommes réclamée ? D'ailleurs, si les craintes du gouvernement sont fondées, le contingent doit être augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables. L'orateur convie le cabinet à s'expliquer franchement. MM. Coomans et Woeste déposent des amendements dans le sens de leurs discours. M. le lieutenant général Renard, *m. g.*, rappelle les trois premiers articles de la loi de 1870 sur la milice, et montre qu'à partir de 1880, l'effectif de l'armée doit être fourni par les huit dernières classes de milice. Pour arriver à ce résultat, il a fallu élever le contingent à 12,000 hommes, et entrer dans une période transitoire qui devait durer jusqu'en 1880 : durant cette période, le Roi a le droit de rappeler en temps de guerre les classes congédiées, et les comptes des 9^e et 10^e classes ne sont apurés qu'à l'expiration des deux années qui suivent leur libération. En 1880, il manquera environ 11,000 hommes pour parfaire l'effectif de 100,000, alors qu'en présence de l'organisation de 1875, qui élargit considérablement les cadres de l'armée, l'effectif doit être de 107,000 à 109,000 hommes. Pour faire face aux besoins nouveaux, on a eu recours aux 9^e et 10^e classes, et même ainsi il manque encore 9,000 hommes. Le système adopté par le gouvernement, le meilleur pour remédier au mal, consiste à compléter le contingent de 12,000 hommes, tout en conservant, comme réserve de recrutement, les 9^e et 10^e classes. L'orateur dit ensuite que les pertes des contingents se divisent en deux catégories ; les effets de la première sont connus avant l'incorporation des hommes, et il y a moyen d'y remédier immédiatement ; tel est le but de l'article 3 du projet ; les effets de la seconde ne se produisent qu'après l'incorporation et ils ne peuvent être exactement éva-

lués qu'après une année révolue de service. De sorte qu'on n'arrive à les compenser qu'à l'aide de la classe postérieure. On voit qu'il y a là deux ordres d'idées différents. Le *m.* croit le système du contingent variable meilleur que le système actuel. Il conclut à la nécessité d'une bonne armée pour la Belgique. M. Beernaert, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux prestations militaires.—20. M. Kervyn de Lettenhove blâme le manque de franchise du projet relatif au contingent; si la chambre s'engage dans la voie qu'on veut lui faire prendre, elle sera appelée sans cesse à voter de nouvelles augmentations du contingent. L'orateur constate que c'est l'opinion libérale, quand elle est au pouvoir, qui fait peser sur le pays les charges les plus considérables en ce qui concerne le service militaire. M. Woeste combat l'exposé de la situation de l'armée fait par le *m. g.* D'après lui, dix classes de milice, et non pas huit, sont à la disposition du gouvernement : tel est le sens de l'article 2 de la loi de 1870; et quant à l'article 3, il accorde au Roi, jusqu'en 1880, la faculté de rappeler un certain nombre de classes plus anciennes que la 10^e. Le général Guillaume et le général Thiebault ont compris et interprété la loi dans ce sens. Il y a ainsi 103,000 hommes à la disposition du gouvernement. Mais, dit le gouvernement, c'est 107,000 ou 109,000 hommes qu'il me faut! M. Woeste en conclut que pour arriver à ce résultat avec huit classes de milice, c'est à un contingent de 15,000 hommes que le gouvernement devra arriver. L'orateur s'étonne que certains membres de la majorité oublient si vite les déclarations qu'ils ont faites, et il rappelle notamment à M. d'Andrimont que, le 19 mai 1878, à l'Association libérale de Verviers, il se déclarait partisan de l'allégement des charges militaires. Il espère qu'il sera fidèle à ses promesses, comme les autres membres de la gauche qui partagent ces idées. M. Renard, *m. g.*, maintient ses déclarations précédentes. Il ne possède que 89,000 ou 90,000 hommes, 98,000 en y ajoutant les célibataires des 9^e et 10^e classes; cela ne suffit pas pour parfaire le nombre de 105,000 hommes qu'il faut. Il n'a rien fardé de la vérité à la chambre. M. Malou considère le projet de loi comme très obscur. M. Frère-Orban, *m. a.*, en donne l'explication suivante : Il y a dans un contingent donné deux classes de personnes qui peuvent amener les déchets : 1^o les dispensés; 2^o ceux qui, après l'incorporation, ne peuvent être trouvés, meurent ou désertent. Les premiers, les seuls dont il s'agisse dans le projet actuel, forment un nombre connu, et le contingent est augmenté d'autant; pour les autres, il faut attendre la fin de l'année; c'est dans le contingent de l'année suivante qu'on trouvera à les compen-

ser. M. Malou, reprenant, trouve injuste de punir une classe de ce qui s'est passé dans une autre. Il interprète les articles 2 et 3 de la loi de 1870 en ce sens que les 9^e et 10^e classes sont à la disposition du gouvernement : c'est l'interprétation constante qui a été donnée de ces articles. Il suffisait, d'après lui, de proroger la faculté donnée au gouvernement, par l'article 3, de rappeler sous les armes les classes postérieures à la 10^e en cas de nécessité. L'organisation de 1873 ne devait pas entraîner une augmentation du contingent; l'armée doit être de 100,000 hommes, et pas de 107,000 ou 109,000. M. Neujean, *r.*, expose les motifs qui ont déterminé la *s. c.* à adopter le projet, motifs d'autant meilleurs, que le discours de M. Woeste a montré l'opposition de la droite n'ayant d'autre but que de ressusciter, au sein de la gauche, d'anciennes divisions et de faire échec au ministère. L'effectif de l'armée, dit l'orateur, doit être de 100,000 hommes. On ne peut plus compter que sur huit classes de 12,000 hommes, réduits au bout de fort peu de temps à 11,400. Au 1^{er} janvier 1880, date à laquelle le Roi ne pourra plus rappeler, en cas de guerre, les classes libérées, l'armée comprendra à peine 88,000 hommes, 92,000 en y comprenant les volontaires. M. Neujean termine en formulant en ces termes un amendement de la *s. c.* : « La répartition des suppléants appelés à servir en vertu de l'article 3 se fera entre les divers cantons de milice dans la même proportion que celle de l'ensemble du contingent. Le gouvernement prendra les mesures nécessaires à cet effet. » M. Couvreur constate qu'une première satisfaction a été donnée aux adversaires de la conscription, par la loi qui accorde une indemnité aux miliciens, et que l'organisation de la réserve, annoncée par le gouvernement, leur donnera une satisfaction nouvelle. Aussi se serait-il abstenu cette année, lors du vote de la loi sur le contingent; mais la droite veut faire de la question militaire une question de parti; il votera donc avec le gouvernement, qui va accomplir la grande œuvre de la régénération et de la sécularisation de l'enseignement. MM. d'Andrimont et Bockstaël présentent des considérations dans le même esprit. M. Frère-Orban, *m. a.*, après avoir annoncé que le cabinet partage ses idées au sujet de la réserve nationale, remercie M. Couvreur de son langage patriotique. « Toutes les fois, dit-il à la droite, que vous ne poursuivrez d'autre but que de faire échec au cabinet, la majorité tout entière nous appuiera. » M. Jottrand votera également le projet de loi. M. De Wael se déclare partisan du service personnel sagement appliqué, et adversaire déclaré de la conscription et du remplacement; mais il votera le projet de loi

à cause de la confiance illimitée qu'il a dans le ministère. M. Jacobs revient sur les critiques présentées contre le projet. Si le gouvernement veut trouver une armée de 100,000 hommes dans les huit classes, qu'il augmente franchement le contingent de 1,500 à 1,400 hommes; s'il se contente des ressources de 10 classes, il possède 100,800 hommes, d'après les calculs du général Brialmont. Il demande que le gouvernement se contente, pour le moment, de ce qui a été fait les années précédentes, et que l'on propose les augmentations le mois prochain; la chambre se décidera ainsi après réflexion. M. Le Hardy de Beaulieu, en son nom comme au nom de MM. Ortmans-Hauzeur, Olin, Goblet d'Alviella, Jottrand, Dansaert, Paternoster, Peltzer, Mallar, De Lexhy, Houtart, de Lhoneux, Bockstael, Lejeune, Washer, J. de Hemptinne, Bergé, Willequet, s'en réfère à la déclaration faite par M. De Wael. M. Thonissen, mettant l'intérêt national au-dessus de l'intérêt de parti, votera le projet de loi. *Discussion des articles.* A l'article 2: « Le contingent de la levée de milice pour 1879 est fixé à 12,000 hommes effectifs », l'amendement de M. Coomans, consistant à supprimer le mot « effectif », est repoussé par 70 voix contre 46 et 2 abstentions. A l'article 3, l'ajournement, proposé par M. Coomans et le rejet, par M. Woeste, ne sont pas adoptés. A l'article 4, amendé par la s. c., différentes observations sont échangées entre MM. Neujean, Malou, Pirmez, Woeste, Renard, *m. g.*, Frère-Orban, *m. a.*, Coomans et Kervyn de Lettenhove. La chambre passe au second vote. L'article 4 est définitivement adopté avec l'amendement de la s. c. L'ensemble du projet est adopté par 68 voix contre 47 et 3 abstentions.

28 janvier. La chambre adopte à l'unanimité le crédit supplémentaire de 99,000 fr. au B. de la gendarmerie, et, par 65 voix contre 5 et une abstention, un crédit supplémentaire de 2,547,000 fr. au B. de la guerre pour 1878. — 29. Sur les conclusions de M. Bockstael, *r. c.*, la chambre renvoie au *m. g.* la pétition de M. Clerbois, qui demande que le *m.* fasse rapporter l'ordre du jour dont il a été l'objet, le 7 août 1869, de la part du directeur de l'Ecole de pyrotechnie d'Anvers. — 30. Dans la discussion du projet de loi tendant à proroger les articles 1 et 2 de la loi du 24 mai 1872 sur les prestations militaires (logement des troupes en marche), des explications sont échangées entre MM. Thonissen, Coomans, Nothomb et Van Humbeeck, *m. inst. p.*, chargé *ad interim* du portefeuille de la guerre, en l'absence du général Renard, au sujet de la prison ajoutée à l'amende, en cas de récidive pour refus de logements militaires. Le projet de loi est adopté par 67 voix contre 8.

5 février. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de la guerre. — 19. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant un crédit spécial de 4 millions de francs pour l'amélioration et la construction de casernes. — 21. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport de la commission sur ce projet.

4 mars. Dans la discussion de ce projet, dont les articles sont adoptés, le général Renard, *m. g.*, répondant à une question posée par M. Vandam, s'engage à faire reprendre les travaux de construction des casernes de Charleroi, aussitôt que le crédit réclamé actuellement aura été voté. Sur la proposition de M. Santkin, *r. c.*, une pétition par laquelle le colonel Parent demande une pension ou une indemnité du chef des services rendus par lui en 1850, est renvoyée au *m. g.* — 5. La chambre adopte le projet par 88 voix contre 1 et 6 abstentions. 12. *Discussion du B. de la guerre.* M. Bockstael constate que l'opinion publique a accueilli très favorablement la loi du 27 juin 1873, qui met le casernement des troupes à la charge de l'Etat. Cette loi devait, d'après les prévisions faites par le gouvernement, entraîner une dépense maximum de 50 millions. Lorsque la première fraction de cette somme a été demandée à la chambre, il fut annoncé que les casernes coûteraient 900 francs par homme d'infanterie, 1,200 par cavalier et 1,500 par artilleur. La caserne des guides, qui vient d'être terminée, aurait, d'après la rumeur publique, coûté des sommes tout à fait disproportionnées avec les évaluations primitives. L'orateur demande au *m. g.* d'indiquer à la chambre ce que coûte la caserne construite à Etterbeek et combien on peut y mettre de cavaliers. M. Visart constate que les cadres des sous-officiers sont insuffisants. Il demande au *m. g.* s'il s'est occupé de la question et quels moyens il compte employer pour la résoudre. M. Renard, *m. g.*, répondant à M. Bockstael, est au regret de devoir déclarer que la caserne d'Etterbeek, notamment, qui aurait dû coûter 840,000 francs d'après l'exposé des motifs, reviendra à près de 4 millions. Ce n'est pas tout, ajoute-t-il, on a ordonné un peu partout des travaux qu'il faut achever. D'après ses calculs, c'est une somme d'environ 44 millions qui devra être affectée au casernement entier du pays. Avant de continuer le système des grands bâtiments, son intention est d'expérimenter une caserne faite d'après la méthode Tollet, admise notamment en France, et qui consiste à disposer les casernes à peu près comme les baraques d'un camp. Lorsqu'il viendra solliciter de nouveaux crédits, il soumettra des états détaillés des dépenses faites et une appréciation exacte des dépenses proposées. Quant à la question soulevée par

M. Visart, la chambre est saisie d'un projet de loi relatif à la position des sous-officiers. M. Goblet d'Alviella appelle l'attention du gouvernement sur la situation de nombreux déserteurs qui voudraient rentrer en Belgique et en sont indéfiniment empêchés, parce que le délit de désertion reste imprescriptible, alors qu'il devrait se prescrire comme les autres infractions. M. Bockstael constate qu'on est arrivé à ce beau résultat, que chaque cavalier coûte 5,000 fr. au lieu de 1,200 : à ce compte, le casernement reviendra à 90 millions ! Il blâme énergiquement ce « gaspillage du Trésor public ». Il partage les idées de M. Goblet relativement aux déserteurs, et voudrait voir conclure entre la Belgique et la France, où presque tous les déserteurs de l'armée belge se réfugient, un traité d'extradition basé sur la réciprocité. La désertion deviendrait ainsi excessivement rare. Il voudrait aussi voir des volontaires admis dans l'armée pour un terme d'une année seulement. M. Thonissen recommande au *m. g.* la plus stricte économie relativement aux dépenses occasionnées par le casernement. L'orateur pense que le meilleur remède contre la désertion a été indiqué par M. Bockstael. M. Woeste demande au *m. g.* s'il a l'intention de revenir au système du remplacement par les particuliers, ou de proposer tout autre système modifiant le remplacement par l'Etat, de telle façon que le citoyen qui veut se faire remplacer ne devra plus verser au préalable une somme de 200 fr. Il lui demande aussi quelles sont ses intentions relativement à l'augmentation des pensions militaires. D'après M. Tack, il est très difficile de se prononcer, à première vue, sur la possibilité de conclure des traités d'extradition en matière de désertion. Il demande s'il ne serait pas possible qu'à l'âge de 36, 37 ou 38 ans, les déserteurs pussent rentrer en Belgique avec l'autorisation du département de la guerre. M. Graux, *m. f.*, déclare, en ce qui concerne l'augmentation des pensions militaires, que le mauvais état des finances ne permet pas au gouvernement de donner une solution immédiate à la question. Il trouve assez étrange les avis de la *s. c.*, qui, appelée à examiner le projet de M. Woeste et celui de M. Malou relativement à cet objet, a pensé que l'on pouvait augmenter les pensions militaires sans créer de nouvelles ressources. Il se peut, dit M. Nothomb, qui était *r. s. c.* à cette époque, que la *s. c.* se soit trompée, en pensant que le gouvernement trouverait les 500,000 fr. nécessaires, sans recourir à de nouveaux impôts. L'orateur se rallie, dans une certaine mesure, aux observations présentées par M. Thonissen, *r. s. c.*, au sujet du casernement de l'armée ; d'après lui, cependant, il faut, avant tout, bien loger les soldats.

Quant au projet de loi relatif à l'amélioration du sort des sous-officiers, la chambre en est saisie depuis 1876 : la *s. c.* a arrêté ses délibérations à ce sujet, parce que le département de la guerre a pensé qu'il était utile de différer toute solution en Belgique, afin de profiter de l'expérience qui se fait actuellement en d'autres pays. Il engage le *m.* à maintenir les prescriptions de la loi de 1873 relatives au remplacement. M. Renard, *m. g.*, répond que son intention est de revenir au système de remplacement par les particuliers, mais en rendant les remplacés responsables de la désertion de leurs remplaçants. M. Woeste annonce l'intention de reproduire la proposition de loi sur les pensions militaires. M. Graux, *m. f.*, insiste sur ses précédentes observations et sur la mauvaise situation des finances. M. Malou pense qu'il vaut mieux remettre ce débat financier, y compris celui des pensions militaires, à l'époque où la situation du Trésor sera connue. M. Bergé pense qu'il faut laisser au gouvernement le temps de préparer un projet sur les pensions militaires. Il appelle l'attention du *m. g.* sur la nécessité d'une bonne organisation de l'intendance. M. Janson, revenant à la question des déserteurs, désire la voir examiner et résoudre. L'orateur n'admet point le mode actuel de recrutement de l'armée, ni le système de remplacement ; aussi votera-t-il contre le *B.* Il a voté cependant le projet de loi sur les logements militaires, parce que les soldats, s'ils doivent voyager, ont le droit d'être bien reçus par les habitants. Il attire l'attention du gouvernement sur la situation vraiment déplorable qui est faite aux malheureux miliciens, dont la solde est dérisoire. Il se rallie aux observations présentées en faveur de l'augmentation des pensions militaires. *Discussion des articles. Traitement des officiers de santé.* MM. Washer et A. Visart appellent l'attention du *m. g.* sur la position insuffisante des vétérinaires de l'armée. — 13. L'ensemble du *B.* est adopté par 63 voix contre 13. M. Woeste propose à la chambre de porter à son ordre du jour la reprise de la discussion de la proposition de loi sur les pensions militaires. M. Graux, *m. f.*, reproduit les arguments qu'il a fait valoir la veille pour combattre cette proposition. MM. Woeste et Wasseige insistent. M. De Wael prie le gouvernement de hâter l'étude de la question. La chambre sera mieux en état de se prononcer, dit M. Frère-Orban, *m. a.*, lorsqu'elle connaîtra la situation du Trésor, qui présente un déficit de plus de dix millions. M. Woeste constate que le gouvernement n'a pas hésité à augmenter considérablement différents *BB.* La discussion continue entre MM. Malou, Graux, *m. f.*, et Frère-Orban, *m. a.* M. Coomans se préoccupe

moins de la situation des fonctionnaires publics mis à la retraite, que de celle des petits contribuables. En général, dit-il, ce ne sont pas les fonctionnaires qui rendent des services à l'Etat, mais c'est précisément le contraire. Après quelques paroles de M. Bockstael, la proposition d'ajournement faite par M. Frère-Orban, *m. a.*, est adoptée. — 18. M. Beernaert rouvre le débat au sujet du coût de la construction de la caserne de cavalerie d'Etterbeek. Il pense qu'il est de l'intérêt de tous que le *m. g.* dépose sur le bureau les pièces relatives à cette affaire. M. Bockstael insiste sur les observations qu'il a présentées déjà. On mystifie la chambre, dit-il, et par conséquent le pays, en mettant les travaux en adjudication pour trois fois la somme déclarée nécessaire à la législature. MM. Malou et Frère-Orban, *m. a.*, se rallient à la demande de M. Beernaert. En conséquence, le dépôt du dossier aura lieu.

2 avril. M. Malou a recueilli des renseignements sur la question des casernes, mais il attendra la présence du *m. g.* pour les donner. MM. Graux, *m. f.*, et Bockstael présentent quelques observations à ce sujet.

6 mai. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport de la *s. c.* sur le *B.* de la guerre pour 1880. — 7. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport de la *s. c.* sur le *B.* de la gendarmerie pour 1880. — 25. M. Bockstael demande au gouvernement s'il est exact, comme l'annonce un journal de Mons, que la compagnie des lits militaires n'ait que 405 lits disponibles pour 557 miliciens de 1876 rappelés pour un mois sous les armes. M. Frère-Orban, *m. a.*, promet de prendre des renseignements à ce sujet et de les communiquer à la chambre.

17 juin. M. Bockstael renouvelle les observations qu'il a présentées le 25 mai. Un débat s'engage à ce sujet entre MM. Bockstael et Bara, *m. j.* Il résulte des explications fournies par le *m. j.*, qu'un certain nombre de lits a manqué à Mons par suite de l'arrivée imprévue et simultanée, dans cette ville, d'un grand nombre de miliciens. Des lits ont été demandés au camp de Beverloo et obtenus dans le plus bref délai possible.

8 juillet. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose un projet de loi approuvant la convention conclue le 5 juillet 1879, entre la Belgique et la France, pour mettre fin aux difficultés résultant de l'application des lois qui règlent le service militaire dans ces deux pays. — 29. Sur une interpellation de M. Beeckman, M. Van Humbeeck, *m. inst. p.*, chargé *ad interim* du portefeuille de la guerre, annonce que le gouvernement espère pouvoir déposer le lendemain le projet de loi portant augmentation des pensions militaires. — 30. M. Graux, *m. f.*, dépose ce projet.

HYGIÈNE.

20 février. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, au chapitre XI, *Hygiène*, M. Willequet attire l'attention du gouvernement sur une plante douée de la vertu précieuse de conjurer les fièvres paludéennes : l'*Eucalyptus globulus*. Il désirerait la voir s'acclimater en Belgique. M. Bockstael voudrait voir prendre un arrêté royal, en vertu de la loi de 1818, ordonnant aux pharmaciens de coller, sur les bocaux renfermant du poison, une étiquette portant une tête de mort. Ce serait un moyen d'éviter de fréquentes méprises, entraînant des malheurs souvent irréparables.

17 juin. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin 1882 la loi du 20 février 1875, qui elle-même a prorogé jusqu'au 30 juin 1879, celle qui autorise le gouvernement à interdire l'importation et le transit de pommes de terre de provenance suspecte. — 26. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

18 juillet. M. de Moreau d'Andoy ayant demandé à M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, s'il est exact que des bestiaux atteints de maladie contagieuse ont été débarqués récemment à Anvers, en provenance d'Amérique, le *m. i.* répond que des mesures formelles ont été données pour assurer la visite du bétail avant le débarquement, ou tout au moins pour faire en sorte que le bétail, s'il est débarqué, soit interné dans un local où il subira la visite avant d'être introduit dans l'intérieur du pays.

IMPOTS.

10 décembre. Sur les conclusions de M. Bockstael, *r. c.*, la chambre renvoie au *m. f.* deux pétitions dont l'une concerne l'application de la loi sur la contribution personnelle aux classes ouvrières, et l'autre demande la restitution par l'Etat des contributions foncières payées par la société concessionnaire du canal de Blaton à Ath.

17 mai. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi apportant des modifications à la loi sur la contribution personnelle et aux lois électorales coordonnées. — 25. M. Thibaut développe une proposition de loi tendant à soumettre les cultivateurs et fermiers à une taxe à raison de leurs chevaux, autres que les chevaux de luxe. Cette proposition est renvoyée aux sections ainsi qu'un amendement ayant le même objet et présenté déjà l'année dernière, lors de la discussion de la loi électorale par M. A. Visart.

17 juin. M. d'Elhounghne, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi apportant des modifications à la loi sur la contribution per-

sonnelle et aux lois électorales coordonnées. — 24. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi apportant des modifications aux droits d'accise établis sur la fabrication des eaux-de-vie par l'article 2 de la loi du 27 juin 1842. — *Discussion du projet de loi portant modification à la loi sur la contribution personnelle et aux lois électorales coordonnées.* M. Jacobs s'attache à démontrer que le projet de loi, mesure de guerre nouvelle contre les catholiques, est imposé au gouvernement par l'*Association libérale* d'Anvers. Le but du projet n'est point de combattre la fraude, car il ne s'occupe point des patentes, et spécialement des patentes de commis, dont le parti libéral abuse à peu près seul, mais bien de rompre, au profit exclusif de l'opinion libérale, l'équilibre électoral établi par les lois entre les villes et les campagnes. L'orateur critique successivement les différents éléments du projet de loi, qui provoquent chacun une diminution du nombre des électeurs. En ce qui concerne la valeur locative notamment, il pense que si l'on ne veut prendre pour base le revenu cadastral, on pourrait prendre la valeur locative réelle. Il termine en disant que la suppression graduelle des électeurs catholiques multipliera fatalement les adeptes du suffrage universel. — 25. M. De Wael s'attache à réfuter cette allégation que les commis électeurs d'Anvers sont des fraudeurs électoraux. Quant aux autres patentes, si des fraudes se pratiquent, c'est surtout au parti catholique qu'elles profitent, si bien que les libéraux de l'arrondissement d'Anvers veraient avec satisfaction la patente ne plus entrer en ligne de compte dans la computation du cens électoral. M. Woeste insiste sur cette idée que l'infériorité des campagnes prend des proportions de plus en plus alarmantes. L'orateur s'attache à critiquer les différentes dispositions du projet et spécialement celle qui supprime l'impôt sur les foyers, l'une des meilleures bases qu'on puisse prendre, d'après lui, du moment où l'on en admet plusieurs. » Faire disparaître, dit-il, l'usage que font les campagnes de la loi sur la contribution personnelle, c'est leur interdire une légère compensation, à l'aide de laquelle elles se procurent quelques électeurs de plus, alors que les villes en gagnent des centaines. — 26. M. Graux, *m. f.*, défend le gouvernement contre l'accusation de M. Jacobs d'après laquelle il est aux ordres de l'*Association libérale* d'Anvers : le gouvernement agit dans sa pleine et entière liberté et ne fait que continuer la lutte qu'il a entreprise, dès son arrivée aux affaires, contre les fraudes électorales. Il conteste aux catholiques le droit de se représenter comme les défenseurs uniques des campagnes : dans la

plupart des arrondissements du pays, les campagnes marchent avec la gauche. Abordant ensuite la défense du projet de loi, le *m.* expose comment le droit électoral est venu se greffer sur le droit fiscal, comment il s'est produit que l'administration s'est montrée conciliante, au point de vue de la contribution personnelle, dans l'application d'une loi fiscale qui, si elle était exécutée strictement, produirait pour l'Etat un revenu dépassant ses besoins, mais comment, actuellement, des patentables excèdent, comme c'est leur droit strict, la cotisation fixée par l'administration elle-même, à l'effet d'arriver au cens électoral : de là les « électeurs volontaires ». Ces électeurs ne sont pas, à proprement parler, des fraudeurs ; seulement une loi autorisant des citoyens à payer à l'Etat plus qu'ils ne lui doivent, est mauvaise et doit être modifiée. Le *m.* combat également, au point de vue de l'égalité entre les contribuables, la disposition qui permet de se référer à l'année antérieure. Quant aux patentes, de véritables fraudes se commettent par leur entremise, fraudes dont les catholiques ont donné l'exemple : cependant, pour la patente des commis d'Anvers, dont un nombre minime sont électeurs, M. Malou, qui a reconnu les fraudes qui se commettaient par la contribution personnelle et les patentes, a organisé un système d'investigations qui assure la découverte de la vérité. Le *m.* critique ensuite une circulaire de M. Malou, en date du 31 mai 1875, circulaire autorisant le contribuable à fixer lui-même la valeur de son mobilier, alors que la loi de 1822 exclut ce mode d'évaluation en prescrivant l'expertise ou le quintuplement. Cette circulaire, signalée par M. le procureur général près la cour de cassation, a eu encore pour résultat de faciliter la fraude. L'orateur passe au développement du premier point de la loi : suppression des foyers comme base d'impôt. Durant ce discours, de si nombreuses interruptions se sont produites du côté de la droite que le président a dû menacer les interrupteurs d'un rappel à l'ordre. — 27. M. Graux, *m. f.*, après avoir déposé un projet de loi relatif aux mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor, achève son discours en soutenant que le projet de loi en discussion rétablit le principe de l'égalité proportionnelle entre les contribuables. M. Malou défend sa circulaire du 31 mai 1875 : M. Graux, *m. f.*, en a admis lui-même le principe dans la séance du 8 août 1878, et l'a confirmée par une des sciences. M. Faider, dans un réquisitoire, a admis la même manière de voir. Abordant ensuite l'examen du projet de loi, l'orateur est d'avis qu'il prépare l'avènement du suffrage universel. Il con-

sidère comme injuste de supprimer une base d'impôt parce que quelques personnes en ont abusé dans un but électoral. Il y a, selon lui, divers moyens de rétablir l'égalité entre les contribuables : c'est de prendre le revenu cadastral comme base de la contribution personnelle, d'établir la péréquation de la valeur locative, ou au moins de déclarer que désormais la valeur locative fiscale sera d'autant pour cent de la valeur réelle. L'orateur entre ensuite dans des critiques de détail au sujet du projet de loi et engage le gouvernement à le retirer à l'effet d'en présenter un autre dans l'ordre d'idées qu'il vient d'indiquer. M. Graux, *m. f.*, dépose un amendement destiné à devenir l'article 14 du projet de loi et relatif à la remise du double des rôles au collège des bourgmestre et échevins.

1^{er} juillet. MM. Kervyn de Lettenhove, De Bruyn et De Decker combattent le projet de loi. — 2. M. De Decker termine son discours. Parlant notamment de la « servilité » du gouvernement vis-à-vis de l'*Association libérale* d'Anvers, il reproche au *m. a.* d'avoir donné une sinécure à un sieur Groetaers, secrétaire de cette association et de M. Pecher. M. De Wael nie énergiquement que M. Groetaers soit employé de l'*Association libérale*. Un vif incident se produit ensuite entre MM. Graux, *m. f.*, et Malou, au sujet de la défense présentée par celui-ci de sa circulaire de 1873. M. Graux, *m. f.*, reproche à M. Malou d'avoir « fraudé dans la discussion », en supprimant la partie de sa circulaire à lui, qui révoquait précisément celle de M. Malou, et en invoquant un réquisitoire de M. Faider, dans lequel celui-ci ne faisait qu'exposer la procédure employée par le fisc. M. Malou insiste sur les observations qu'il a présentées déjà relativement à la légalité de sa circulaire : il a pu commettre une erreur dans l'appréciation de celle de M. Graux. Ce dernier répond que l'acte commis par M. Malou serait « flétri devant une cour de justice ». M. Guillery, *p.*, interrompt l'orateur. « Vous n'avez pas le droit, lui dit-il, de suspecter les intentions d'un de vos collègues. » M. Graux, *m. f.*, dit n'avoir fait qu'apprécier un acte. Le *p.* lui répond qu'il l'avait mal compris. M. De Clercq rectifie une erreur du *Compte rendu analytique*, puis M. Cornesse combat le projet de loi. — 3. M. Tack le combat à son tour. M. A. Visart développe sa proposition tendant à établir une taxe sur les chevaux de travail. M. d'Elhounghne, *r. s. c.*, s'attache à démontrer que le projet de loi implique, non pas une réforme fiscale, mais une réforme électorale, et a pour but unique d'empêcher la création d'électeurs de contrebande, se trouvant sur la lisière du droit électoral, et parvenant à la franchir au moyen de

fausses déclarations. L'orateur combat les différents systèmes développés par MM. Jacobs et Malou au sujet de la valeur locative. Parlant ensuite de la nécessité de la réforme, il constate que M. Malou lui-même l'a reconnue et l'a faite pour la patente des commis. Il dit, en terminant, que le principe de l'équilibre entre les campagnes et les villes n'est inscrit nulle part : la société doit être dirigée plutôt par les citadins que par les campagnards. Une vive discussion se renouvelle ensuite au sujet de la nomination de M. Groetaers, dont M. De Decker a parlé dans la précédente séance : MM. Frère-Orban, *m. a.*, De Decker, De Wael, Bara et Jacobs y prennent part : M. Frère-Orban, *m. a.*, expose que M. Groetaers, qui n'occupe aucune fonction à l'administration libérale d'Anvers, a été nommé sur les renseignements fournis par l'autorité administrative, et qu'il occupe très convenablement la place qui lui a été donnée. M. De Decker ayant maintenu sa précédente affirmation, M. De Wael lui « défend d'insulter un de ses amis ». M. Jacobs intervient. M. Bara, *m. j.*, interrompant : « N'insultez pas les gens ! » M. Jacobs : « Je n'ai pas de leçon à recevoir de vous, moins que de tout autre. » M. Bara, *m. j.* : « C'est une insolence, et vous pourrez en avoir raison où vous voudrez. » La discussion continue ensuite. M. Jacobs s'attache à réfuter le discours de M. d'Elhounghne, *r. s. c.* Il annonce qu'il déposera un amendement tendant à supprimer les plantons des officiers comme base d'impôt. — 4. M. Thibaut développe sa proposition tendant à établir une taxe sur les chevaux employés à l'agriculture. La discussion générale est close. *Discussion des articles.* A l'article 4, relatif aux domestiques ne donnant pas lieu à la contribution personnelle, un amendement de M. Jacobs, tendant à y comprendre les plantons, est repoussé par 68 voix contre 58, après un échange d'observations entre MM. Graux, *m. f.*, Jacobs et Woeste. L'article 6 donne lieu à un débat entre MM. Woeste et Graux, *m. f.* ; l'article 7, entre MM. Graux, *m. f.*, et Malou ; l'article 8, entre MM. A. Visart, Graux, *m. f.*, et Malou ; l'article 9, entre MM. Graux, *m. f.*, Malou, Woeste et De Bruyn. Un article 10 (nouveau) donne lieu à des explications de la part de M. Graux, *m. f.* L'article 10 (ancien), après un échange d'observations entre MM. d'Elhounghne, *r. s. c.*, Graux, *m. f.*, Coomans et Jacobs, est rejeté. Sur l'article 12 sont entendus MM. Graux, *m. f.*, Jacobs et Malou. Un article nouveau, proposé par M. Malou, et tendant à ne cotiser les commis qu'à raison du traitement fixe qu'ils touchent en numéraire, à l'exclusion des émoluments, etc., est

développé par son auteur. M. Pirmez le combat. M. Graux, *m. f.*, pense que la proposition n'a aucun lien avec le projet et doit être écartée par la question préalable. Après un dernier échange d'observations entre MM. Malou, Frère-Orban, *m. a.*, Woeste et Bara, *m. j.*, la question préalable est repoussée par 69 voix contre 60, mais l'article nouveau est rejeté par 66 voix contre 63. MM. Visart et Thibaut sont d'accord pour proposer à la chambre d'ajourner la discussion de leurs propositions. L'ensemble du projet est adopté par 69 voix contre 60. — 15. *Discussion du projet de loi portant modifications aux droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie.* (*r. s. c.* M. De Bruyn.) Sont entendus dans la discussion générale : MM. Thonissen, De Decker, Graux, *m. f.*, Meeus, De Bruyn, *r. s. c.*, et Sabatier. Une proposition faite par M. Meeus est rejetée. *Discussion des articles.* A l'article 1^{er}, deux amendements présentés par MM. Thonissen et De Bruyn et un amendement présenté par M. De Wael sont rejetés. — 16. *Discussion du projet de loi relatif aux mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor.* (*r. s. c.*, M. Couvreur.) M. Malou, tout en reconnaissant que le déficit s'est introduit dans les BB. depuis 1877, s'attache à démontrer que ce déficit est dû à la crise, et que d'ailleurs le ministère en exagère le chiffre. Selon lui, le déficit n'est que passager, et il y a lieu d'attendre la fin prochaine de la crise avant de recourir à de nouvelles ressources. Au surplus, les ressources auxquelles le gouvernement a donné la préférence sont discutables : il eût mieux valu, d'après l'orateur, ajouter quelques centimes additionnels à la contribution personnelle ; rendre efficace le droit sur les quitances, sur les baux, sur les jugements, dont on pourrait ordonner l'enregistrement sur minute ; créer un impôt sur les valeurs locatives ; rétablir l'impôt sur l'entrée des denrées alimentaires et sur le sel. L'orateur critique ensuite l'impôt sur le tabac, tel que l'organise le projet de loi. M. Julliot n'admet pas que, pour éteindre une dette accidentelle, on crée des impôts permanents et définitifs. M. Struye pense que l'impôt sur le tabac, tel que le gouvernement le propose, compromet la culture même du tabac en Belgique. — 17. Répondant à M. Malou, M. Graux, *m. f.*, s'attache à démontrer que la crise n'est que la cause secondaire du déficit, dont les dépenses excessives de la précédente administration sont la cause principale. Etablissant ensuite le chiffre du déficit, il l'évalue à 12 1/2 millions. *Reprise de la discussion du projet de loi apportant des modifications aux droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie.* Après un échange d'observations entre

MM. Graux, *m. f.*, et Meeus au sujet du § 2 *littéra b* de l'article 1^{er}, l'ensemble du projet de loi est adopté par 99 voix contre 5 et 1 abstention. La précédente discussion étant reprise, M. Graux, *m. f.*, achève son discours. L'orateur combat successivement les différents impôts qui ont été indiqués par M. Malou : il vaut mieux, d'après lui, accroître légèrement les impôts existants que créer des impôts nouveaux, dans les temps de crise. C'est ce que fait le projet de loi en augmentant les droits d'enregistrement, de succession, d'hypothèque, de timbre et les droits sur les fruits, les eaux-de-vie et le tabac. L'orateur termine en défendant la disposition du projet relative à l'impôt sur le tabac : il constate que le fumeur qui se livre à une débauche de 20 à 25 pipes par jour payera environ 1 fr. 50 c. d'impôt annuellement. M. Wasseige combat l'augmentation des tarifs des chemins de fer. — 18. M. Saintelette, *m. t.*, répondant à M. Wasseige, dit que la recette nette des chemins de fer est insuffisante pour faire face aux nécessités des services publics et aux améliorations indispensables. M. Jacobs s'attache à démontrer que les 12 millions de ressources proposées ne sont pas destinés seulement à liquider l'arriéré, mais doivent aussi combler le vide fait dans le Trésor public par les suppressions d'impôts, les réductions de tarifs, les augmentations de dépenses faites par le cabinet actuel et les travaux publics qu'il propose. D'après l'orateur, il n'y a point, dans la situation présente, de véritable déficit, et la conversion du 4 1/2 ainsi que la loi sur les alcools sont des mesures suffisantes pour assurer largement l'avenir. Il ne veut pas, d'ailleurs, s'associer à un projet de loi qui augmente considérablement les charges publiques sans que, au moins dans l'intention de ceux qui le présentent, il crée un électeur de plus. — 22. M. Tack combat l'impôt sur le tabac indigène. M. Jottrand s'attache spécialement à réfuter les deux discours précédents. La discussion générale est close après un discours de M. Kervyn de Lettenhove contre le projet. *Discussion des articles.* L'article 9 donne lieu à un échange d'observations entre MM. Thonissen et Graux, *m. f.* L'article 12, relatif à l'impôt sur le tabac, est combattu par M. Berten au nom des intérêts de l'agriculture. Sont entendus : Sur l'article 15, MM. Crombez, Graux, *m. f.*, et Tack ; sur l'article 17, MM. Crombez et Graux, *m. f.*, lequel se rallie à un amendement de M. Crombez, destiné à permettre au redevable de l'impôt sur le tabac d'obtenir crédit, s'il justifie de sa solvabilité à la satisfaction du receveur. L'article 20 est adopté par 60 voix contre 40. L'ensemble du projet de loi est adopté par 60 voix contre 42.

IMPOTS COMMUNAUX.

7 mars. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport sur des pétitions réclamant la suppression des droits d'abatage et d'expertise perçus par certaines administrations communales.

17 juin. Après un débat auquel prennent part MM. Wasseige, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Graux, *m. f.*, Santkin, Delcour, De Wael, De Bruyn, Coomans, Bara, *m. j.*, Saintelette, *m. t.*, Houtart, Meeus, Van Iseghem, *r.*, et Cornesse, ces pétitions sont renvoyées au *m. i.*

INDÉPENDANCE NATIONALE (CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L')

19 février. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 1,800,000 francs pour l'érection d'un édifice en vue de l'Exposition au Champ des manœuvres, à Bruxelles.

20 mars. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 25. Après un échange d'observations entre MM. d'Andrimont, *r.*, qui appuie la dépense proposée, Le Hardy de Beaulieu, qui la combat, et Woeste, qui critique le caractère et le plan de l'édifice, M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, déclare la dépense nécessaire à la célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale. Le monument pourra être terminé en temps utile, et l'administration des bâtiments civils affirme que le crédit ne sera pas dépassé. Après un nouvel échange d'observations entre les précédents orateurs et MM. De Fré et Couvreur, le projet est adopté par 46 voix contre 18 et 4 abstentions.

22 juillet. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département de l'intérieur un crédit de 4,847,000 francs pour couvrir les frais de la célébration, en 1880, du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale. — 24. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet. — 31. Dans la discussion, M. De Haerne déclare, au nom d'un grand nombre de ses amis, que les catholiques s'associeront aux fêtes nationales. « Nous le ferons, dit-il, quels que soient nos griefs, parce que notre patriotisme sait apprécier et aimer cette double et précieuse sauvegarde de nos droits : notre nationalité indépendante et notre Constitution. » M. Bockstaël voudrait voir supprimer le concours de poésie didactique. M. Willequet rejettera comme excessifs les crédits sollicités. M. Thonissen, *r. s. c.*, expose les raisons pour lesquelles la *s. c.* a cru devoir réduire de 547,000 francs le chiffre proposé par le gouvernement. Après un échange d'observations entre MM. Neujean, Thonissen, *r. s. c.*, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet de certaines sommes, le chiffre

proposé par le gouvernement est adopté. Le projet lui-même est voté par 64 voix contre 1 (M. Willequet) et 2 abstentions (MM. E. de Kerckhove et Notelteirs). (*A la suite du vote de ce projet de loi, la chambre s'ajourne indéfiniment.*)

INDUSTRIE.

21 janvier. Discussion générale du projet de loi sur les marques de fabrique. Sont entendus MM. Dansaert, De Vigne, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Delcour, Dohet, Olin, Demeur, *r.*, et Tesch. — 22. La chambre adopte les articles 1 et 2. Prennent part au débat : MM. De Lantsheere, Demeur, *r.*, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Dohet, Olin, Coomans, Bara, *m. j.*, Tesch, Woeste et Delcour. — 25. Adoption des articles 3, 4, 5, et discussion de l'article 6. Sont entendus MM. Demeur, *r.*, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, De Vigne, Dohet, Dansaert, Janson, Tesch, Olin et Thibaut. — 24. Adoption de l'article 6, et des articles 6bis à 12. Prennent la parole : MM. De Vigne, Demeur, *r.*, Olin, Dohet, Tesch, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Willequet. — 28. Discussion et vote des articles 13 à 24, *dernier*. Prennent part au débat : MM. Delcour, Vandennepeereboom, Thonissen, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Demeur, *r.*, De Becker et Olin.

4 février. Au second vote, M. De Lantsheere ayant présenté des observations au sujet de l'article 7, qui lui paraît apporter des changements à la législation fiscale en cas de transmission de la propriété des marques par voie testamentaire, un débat s'engage à ce propos. Après avoir entendu MM. Demeur, *r.*, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, De Lantsheere, Olin et De Vigne, la chambre ajourne la discussion au 7 février. — 7. Le projet de loi est définitivement adopté par 84 voix et 2 abstentions, après quelques mots de MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Graux, *m. f.*, De Lantsheere et Demeur, *r.* — 21. Dans la discussion des articles du B. de l'intérieur, chapitre XII, *Industrie*, article 42, *Sociétés de secours mutuels*, M. Demeur demande au *m. i.* s'il ne croit pas le moment venu de reviser la législation qui concerne ces sociétés. En vertu de la loi du 5 avril 1851, elles peuvent obtenir le bienfait de la personification civile; mais elles n'en usent pas, spécialement, parce que, en cas de dissolution d'une société reconnue, l'avoir n'est pas réparti entre les membres de cette société, mais entre les institutions similaires existant dans la commune, ou est, à défaut de celles-ci, attribué au bureau de bienfaisance. La loi, d'ailleurs, prescrivait au gouvernement, dans sa disposition transitoire, de proposer, avant 1854, de nouvelles dispositions sur la matière. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, se conformera à cette disposition de la loi, et exa-

minera s'il y a lieu de la reviser dans le sens signalé.

19 mars. M. Frère-Orban, *m. a.*, répondant à M. Couvreur, dit que le gouvernement a résolu de proposer des crédits à l'effet d'intervenir dans les frais de l'exposition des produits belges à Sydney et à Melbourne. — 27. M. Janssens, *r. c.*, fait rapport sur une pétition relative aux droits de douane sur les tapis. MM. Peltzer, Houtart et Bergé, *rr. cc.*, *id.* sur des pétitions relatives : au timbre adhésif des effets de commerce; à la faculté accordée aux employés des administrations de se livrer au commerce; à l'impôt sur le tabac, et aux droits d'entrée des biscuits de provenance étrangère.

1^{er} avril. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant un crédit spécial de 100,000 francs pour couvrir les dépenses relatives à la participation des producteurs belges à l'exposition internationale de Sydney. M. Washer, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 2. Celui-ci est adopté à l'unanimité. — 3. M. Tack appelle l'attention du *m. t.* sur la crise que traverse l'industrie linière; le transport du lin par chemin de fer devrait jouir d'un tarif de faveur.

8 mai. M. Gillieaux, *r. c.*, présente le rapport sur une demande de M. d'Hane-Steenhuysen tendant à l'allocation d'un crédit d'un million de francs pour un projet de colonisation dans la Confédération argentine. — 16. M. Janson demande un prompt rapport sur une pétition relative aux causes de la catastrophe de Frameries.

19 juin. L'ordre du jour est prononcé sur la pétition des fabricants de tapis, concernant les droits de douane. — 20. Après un débat auquel prennent part MM. Dansaert, Graux, *m. f.*, Sabatier et De Bruyn, la pétition relative aux timbres adhésifs des effets de commerce est renvoyée au *m. f.* Une décision identique est prise au sujet de la pétition demandant l'augmentation de l'impôt sur le tabac et de celle concernant les droits d'entrée sur les biscuits de provenance étrangère. La proposition de M. d'Hane-Steenhuysen tendant à l'établissement d'un comptoir national et d'un musée d'échantillons belges, et relative à un projet de colonisation dans la Confédération argentine (Amérique du Sud), est renvoyée aux *mm. i. et a.* La pétition demandant qu'on interdise aux employés du gouvernement d'exercer le commerce est écartée par l'ordre du jour, M. Descamps, *v.-p.*, ayant prouvé que la signature de cette pétition est apocryphe.

8 juillet. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition de loi de feu M. Jules Anspach relative aux livrets d'ouvriers. — 17. M. Meeus, *r. c.*, *id.* sur une

pétition réclamant l'abolition des droits sur le bois. — 23. M. Defuisseaux, *r. c.*, *id.* sur des pétitions qui ont été adressées à la chambre relativement à la catastrophe de l'Agrappe, à Frameries, et généralement à tous les accidents qui pourraient arriver dans les mines et houillères. — 29. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Wasseige combat un arrêté par lequel le *m. t.* a abaissé d'un franc par tonne le transport des minerais allemands et des minettes luxembourgeoises vers les établissements métallurgiques belges.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

17 décembre. Le projet de loi portant prélèvement, pour la construction d'une école normale d'institutrices à Gand, d'une somme de 250,000 francs sur les crédits alloués pour l'établissement d'une école normale à Bruges, est adopté par 58 voix contre 15. M. Graux, *m. f.*, dépose des amendements au B. de l'instruction publique.

21 janvier. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, dépose le projet de loi portant révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire. — 23. M. Rolin-Jaequemyns *m. i.*, dépose le rapport sur l'enseignement industriel et professionnel.

4 février. M. Bergé, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de l'instruction publique.

4 mars. Discussion du B. de l'instruction publique. M. De Becker votera contre le B. parce que l'institution du ministère de l'instruction publique est une machine de guerre contre l'enseignement catholique. M. De Lantsheere regrette que les fondations de bourses n'aient pas été mises dans les attributions du ministère de l'instruction publique. L'orateur critique ensuite certains arrêtés pris en exécution de la loi de 1864 sur les fondations en matière d'enseignement. M. de Moreau d'Andoy blâme la révocation de trois prêtres qui se trouvaient à la tête de trois écoles normales de l'Etat : la religion seule peut former des instituteurs vertueux. Au cours de sa démonstration, il reproche au *m. i.* d'avoir dit un jour que la foi catholique n'est plus qu'un cadavre. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, conteste qu'on ait le droit de lui opposer des paroles contenues dans un toast porté il y a quatorze ans. Il maintient l'esprit de la phrase invoquée : le catholicisme est un cadavre dans celui de ses dogmes qui ne permet pas à l'homme de penser autrement que par l'intermédiaire du prêtre et dans sa hiérarchie créée en vue de la domination universelle. L'orateur dit ensuite que l'Etat doit rester neutre en matière de religion : c'est pourquoi les trois directeurs ecclésiastiques ont été révoqués. Il répond à

M. De Lantsheere qu'on ne peut lui faire de reproche d'avoir pris les attributions de la direction générale de l'enseignement, telles qu'elles se trouvaient établies au ministère de l'intérieur. Répondant enfin à M. De Becker, il dit que le ministère de l'instruction publique a été créé pour combattre tout enseignement qui voudrait jeter le discrédit sur les institutions nationales. La discussion continue dans le même ordre d'idées entre MM. Kervyn de Lettenhove, Van Humbeeck, *m. inst.*, Jacobs, Bara, *m. j.*, et Delcour. — 3. M. Goblet d'Alviella demande au *m. inst.* quelle sera son attitude vis-à-vis du conseil communal de Saint-Nicolas, qui refuse de se prononcer sur la question de la reconstruction d'une école, sous prétexte que les projets du gouvernement étant de nature à amener la désertion des écoles primaires, les locaux affectés à ces écoles deviennent inutiles. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond qu'il attend le dossier de l'affaire. M. Malou s'est procuré des renseignements à ce sujet, mais préfère attendre la décision du gouvernement pour intervenir. M. Warnant parle d'améliorations à apporter dans l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen. M. Bara, *m. j.*, répondant au discours prononcé la veille par M. De Lantsheere, dit que les fondations d'enseignement continueront à être confiées au département de la justice, parce qu'il faut, pour l'examen de ces matières, des hommes versés dans la science du droit. Le *m.* défend ensuite les arrêtés critiqués par son prédécesseur. A ce sujet, un débat juridique relatif à l'interprétation de l'article 900 du code civil s'engage entre MM. Kervyn de Lettenhove, Bara, *m. j.*, Jacobs et Woeste. Ce dernier demande pourquoi M. de Kemmeter, professeur et administrateur-inspecteur de l'université de Gand, a été révoqué, et pourquoi M. Leschevin, membre du conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen, a été frappé d'indignité. Après s'être rallié aux observations présentées par M. Warnant, M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répondant à M. Woeste, dit avoir constaté chez M. de Kemmeter une résistance obstinée à toutes les demandes d'améliorations : c'est dans ces conditions qu'il a été fait droit à sa demande d'éméritat ; quant à M. Leschevin, professeur de mathématiques, M. Delcour l'avait nommé à un poste qui doit être rempli par un professeur de littérature et, de plus, il discréditait l'enseignement auquel il appartenait, en faisant élever ses enfants dans un établissement du clergé. M. De Lantsheere maintient ses précédentes observations. M. Cornesse revient sur la qualification de « cadavre » donnée à la religion catholique par le *m. inst.* M. Delcour défend les

nominations de MM. de Kemmeter et Leschevin, qui ont été faites par lui. — 6. Dans la discussion des articles, M. Struye motive le vote négatif qu'il émettra, par ce fait que les gouvernement foule aux pieds les droits de l'immense majorité des Belges. Après un échange d'explications entre MM. Delcour, Janson et le *m.* au sujet des bourses universitaires et de voyage, et un discours de M. d'Andrimont sur la nécessité de l'enseignement de l'agriculture dans les écoles primaires, l'ensemble du B. est adopté par 57 voix contre 44.

1^{er} avril. M. A. Visart annonce l'intention d'interpeller le *m. i.* au sujet d'une lettre adressée par le gouverneur de la Flandre occidentale aux administrations communales de cette province, et par laquelle il leur enjoint d'afficher un résumé de la dernière circulaire ministérielle relative au projet de loi portant révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire. — 2. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant des crédits supplémentaires s'élevant à 52,616 fr. au B. du ministère de l'instruction publique pour 1878. — 4. M. Olin, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant révision de la loi de 1842. M. De Vigne, *r. s. c.*, *id.* sur les amendements proposés par M. Delcour au projet de loi conférant l'éméritat aux professeurs de l'enseignement supérieur. M. A. Visart fait son interpellation. Il conteste au gouverneur de la Flandre occidentale le droit d'ordonner aux administrations communales d'afficher le résumé d'une circulaire ministérielle. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond que le gouvernement a le droit de faire connaître ses vues par l'intermédiaire des autorités communales. Il donne lecture d'une lettre signée « A. Visart, bourgmestre » dans laquelle celui-ci engage ses concitoyens à pétitionner contre la révision de la loi de 1842, qui a pour but de rendre les enfants athées et d'enlever tous leurs droits aux administrations locales en matière de nominations de professeurs. A ce moment, des interruptions s'entre-croisent. Le *p.* ayant menacé M. de Borchgrave d'un rappel à l'ordre, et celui-ci ayant répondu : « Cela m'est bien égal ! » il est rappelé à l'ordre. M. Rolin-Jaequemyns termine son discours. « Après avoir signé, comme bourgmestre, un pareil factum, dit-il, on n'a pas le droit de reprocher au gouvernement d'attenter à la liberté communale ! » M. Woeste dit que le premier motif de plainte de l'opinion catholique contre l'acte du gouvernement, c'est qu'il cherche à donner à la réforme une portée qu'elle n'a pas en la mettant, en quelque sorte, sous le patronage de M. de Theux, qui a toujours été le défenseur le plus énergique de la loi de 1842.

Il félicite, à ce propos, M. A. Visart de sa lettre. « Mon honorable ami, dit-il, en agissant ainsi, a montré qu'il était l'ami de la lumière... » — « et de la calomnie ! » s'écrie M. Frère-Orban, *m. a.* La droite proteste. M. A. Visart s'indigne contre la parole injurieuse qui vient d'être prononcée. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'il a le droit de qualifier les actes du bourgmestre de Bruges. M. A. Visart insiste. M. Bara, *m. j.*, développe l'explication donnée par M. Frère-Orban, *m. a.* Après un dernier échange d'explications entre MM. Kervyn de Lettenhove, Jacobs, Van Wambeke et Bara, *m. j.*, M. Guillery, *p.*, décide que les paroles prononcées, telles qu'elles ont été précisées, n'excèdent pas le droit de la légitime défense. M. A. Visart ne peut admettre cette décision. Après quelques mots du *p.*, de MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Dansaert, M. Woeste continue son discours. Le second grief, c'est que le gouvernement altère l'autorité communale. M. Bara, *m. j.*, constate que l'on n'a demandé aux bourgmestres que le concours de leurs afficheurs : il défend, en droit, la légalité de la circulaire. La discussion continue entre MM. Kervyn de Lettenhove, Goblet d'Alviella, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Jacobs, Frère-Orban, *m. a.*, et Cornesse. Puis, après des explications échangées entre M. Guillery, *p.*, et M. de Borchgrave au sujet du rappel à l'ordre, infligé à celui-ci au cours de la séance, l'incident est clos. — 22. *Discussion du projet de loi portant révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire.* — M. Notelteirs combat le projet de loi : l'atmosphère de l'école doit être religieuse, et l'art. 4, qui contient en réalité toute la loi, chasse le prêtre de l'école. Cet article est ainsi conçu : « *L'enseignement religieux est laissé au soin des familles et des ministres des divers cultes. Un local dans l'école est mis à la disposition des ministres des cultes pour y donner, soit avant, soit après l'heure des classes, l'enseignement religieux aux enfants de leur communion fréquentant l'école.* » L'orateur s'attache à démontrer qu'il est impossible à l'instituteur d'enseigner une morale neutre, ne blessant la conscience de personne. D'après M. Verbrugghen, le prêtre ne peut accepter la concession que lui fait l'art. 4. C'est surtout dans l'école qu'il faut parler, à l'enfant du peuple, de la religion révélée. L'orateur pense que les instituteurs neutres seront introuvables et que plus d'un succombera à la tentation de propager son incrédulité. M. Janssens est d'avis que rien ne justifie la réforme proposée, et qu'elle est contraire tant à la Constitution qu'aux notions vraies de la liberté. D'après lui, l'Etat, dans ses écoles, doit donner satisfaction aux besoins religieux ou s'abstenir d'enseigner : la Constitution d'ail-

leurs suppose un enseignement public, mais ne l'impose pas. Les écoles nouvelles, qui n'auront pas la confiance des familles, seront les pépinières de la révolution, car là où le catholicisme a le plus d'influence, le socialisme en a le moins. M. Le Hardy de Beaulieu dit qu'en réformant la loi de 1842, le parti libéral ne fait qu'accomplir la promesse faite au pays par le Congrès libéral de 1846. Il s'attache à démontrer que la Constitution ordonne à l'Etat de rester neutre en matière religieuse et que le clergé conserve d'ailleurs toutes les facilités pour enseigner les principes religieux aux populations. — 23. Continuant son discours, il dit que le but de l'épiscopat est de chasser l'Etat de l'école et s'attache à démontrer que l'Eglise catholique obtient les plus déplorables résultats, lorsqu'elle a le monopole de l'instruction publique, et cela tant en matière d'instruction qu'en matière de morale : là où règne au contraire la tolérance, comme en Angleterre, en Hollande, en Amérique, le progrès ne cesse de se manifester. M. Vandenpeereboom pense que la loi de 1842 est conforme à l'esprit de la Constitution et que la réforme ne l'est pas, car elle viole l'autonomie communale, proclame la séparation absolue de l'Etat et de l'Eglise, que les constituants ont repoussée en imposant à l'Etat l'obligation de payer des traitements aux ministres des cultes et porte atteinte à la liberté de l'enseignement. Il constate en terminant que des hommes considérables du parti libéral sont hostiles à la réforme. M. Mallar dit que si le clergé, qui a abusé des droits que lui accordait la loi de 1842, était constitutionnel et religieux, il accepterait l'article 4, qui lui ouvre l'école. Il s'attache spécialement à démontrer que la morale est indépendante de la religion. M. Struye ne pense pas qu'un prêtre prenant au sérieux sa mission, puisse entrer dans le local que lui ouvre l'article 4. Si d'ailleurs il y entrait, on lui interdirait le droit d'enseigner la doctrine catholique, diamétralement opposée aux prétentions du libéralisme, pour lequel la souveraineté nationale est la négation de la souveraineté de Dieu, du principe de nos libertés publiques, la négation de la subordination du citoyen et de l'homme à Dieu. Aussi le véritable but de la réforme est-il d'abattre l'Eglise de Rome, de faire triompher la révolution et la franc-maçonnerie. — 24. M. Lippens pense que la loi de 1842 a été pour le parti libéral « un marché de dupe » et qu'il est temps de rendre à l'instituteur sa liberté en supprimant l'autorité du clergé : il termine en félicitant le gouvernement de son œuvre. M. Kervyn de Lettenhove s'attache à démontrer que les auteurs de la Constitution ont voulu borner l'ac-

tion de l'Etat en matière d'enseignement à suppléer à l'insuffisance de la liberté. Au cours de sa démonstration, l'orateur reproche à M. Rolin-Jacquemyns, *m. i.*, d'avoir, dans une récente circulaire, reproduit d'une façon incomplète un règlement relatif à l'application de la loi de 1842 et signé par M. de Theux : celui-ci, loin de borner l'enseignement religieux à la première demi-heure, voulait que l'éducation morale et religieuse se fit sans cesse dans l'école. Quelques interruptions s'entre-croisent à ce sujet : M. Frère-Orban, *m. a.*, soutient que la citation faite l'a été complètement. M. Kervyn de Lettenhove, reprenant, parle des bienfaits produits par la loi de 1842 ; quant à la réforme, il la montre étendant les droits de l'Etat, diminuant ceux de la commune, supprimant ceux des cultes. Il blâme ensuite le gouvernement de supprimer les écoles normales agréées et les écoles primaires adoptées. Il combat longuement l'article 4 de la loi : l'enseignement religieux doit être la base de l'instruction donnée aux enfants du peuple. Il termine en insistant sur l'impossibilité de rédiger un catéchisme de morale universelle. — 25. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au B. de l'instruction publique. M. Kervyn de Lettenhove, continuant son discours, parle des législations étrangères dont la tendance, d'après lui, est contraire aux principes de la réforme. L'orateur conclut en reproduisant les derniers mots du rapport de M. Olin, *r. s. c.* : « Si cette œuvre s'accomplit, nous aurons à en répondre devant la patrie et devant l'histoire. » M. Frère-Orban, *m. a.*, insiste sur les observations qu'il a présentées au cours de la précédente séance. Il cite la réponse suivante faite à M. Vleminckx en 1868 par M. de Theux : « Il n'a pu entrer dans l'esprit des évêques, ni dans celui du *m. i.* de 1846, de prescrire aux instituteurs de donner l'enseignement confessionnel en dehors des deux demi-heures consacrées à cet enseignement lorsqu'il y a des dissidents dans l'école. M. Willequet votera le projet de loi, tout en regrettant qu'il ne consacre point le principe de la gratuité et de l'obligation de l'enseignement primaire et que l'article 4 ouvre au prêtre le local de l'école. Le pays s'est laissé tromper en 1842, dit-il : on ne le trompera plus en 1879. — 29. M. de Moreau d'Andoy développe cette thèse que la religion doit faire partie du programme officiel, contrairement à ce que porte l'article 5 ; quant à l'article 4, il le considère comme un masque. Il nie la possibilité d'enseigner une morale sans religion : si donc l'Etat ne peut plus enseigner la religion, il doit s'abstenir d'enseigner. — 30. M. de Moreau d'Andoy termine son

discours. M. Wasseige interpelle le *m. i.* au sujet d'un arrêté royal annulant une décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins de Bruges refuse de faire afficher un extrait de la circulaire du *m. i.* en date du 7 mars, relative au projet de révision de la loi de 1842. Cet arrêté, d'après l'orateur, est contraire à la loi communale. M. Rolin-Jacquemyns, *m. i.*, répond que l'arrêté incriminé a été pris en conformité de l'article 87 de cette loi et d'un avis du comité de législation, dont il donne connaissance à la chambre. Le gouvernement a agi comme il doit le faire lorsque l'intérêt général lui commande d'éclairer le public en vue d'assurer l'ordre matériel et la paix dans les esprits.

1^{er} mai. Le débat relatif à l'interpellation de M. Wasseige continue entre MM. Thonissen, Beernaert, Anspach, Wasseige, Pirmez, Frère-Orban, *m. a.*, Woeste et Coomans. Un ordre du jour, dans le sens des observations de M. Wasseige, ayant été proposé par celui-ci et par M. Beernaert, la chambre adopte par 67 voix contre 52 l'ordre du jour pur et simple proposé par le gouvernement. M. Crombez développe cette thèse que la loi de 1842 succombe sous l'intolérance et les exagérations de l'épiscopat qui, dès 1870, mécontent de cette loi défendue aujourd'hui par les catholiques avec tant d'ardeur, cherchait à chasser l'Etat de l'école. — 2. M. Crombez continue sa démonstration. Il s'attache ensuite à établir que l'enseignement privé ou congréganiste, dans lequel règne une atmosphère religieuse, est loin d'offrir des garanties absolues aux pères de famille : l'éducation congréganiste a produit, notamment à Paris, les plus déplorables résultats ; un grand nombre de professeurs congréganistes ont été flétris par des condamnations judiciaires ; enfin, les doctrines enseignées sont mauvaises ; c'est ainsi que le catéchisme du diocèse de Tournai enseigne qu'il faut respecter le prêtre, même lorsqu'il est de mauvaise vie. L'homme de mauvaise vie, quelle que soit sa position, n'a droit qu'au plus profond mépris. MM. Janson et Couvreur appuient ces paroles, tandis que M. Woeste dit : « C'est le caractère que nous respectons et non pas l'homme. » M. Crombez termine en disant qu'il est du devoir des libéraux de résister à l'Eglise lorsqu'elle s'aventure sur le terrain politique et qu'ils n'y failliront pas. M. Van Hoorde combat la réforme. Il constate en terminant qu'elle annihile l'autonomie des communes en matière d'enseignement primaire. M. Neujean s'attache à démontrer que les dernières élections se sont faites sur le terrain de la réforme de la loi de 1842. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, propose des modifications au projet de loi allouant des crédits supplémentaires

au B. de l'instruction publique pour 1878 : sa dépêche est renvoyée à la s. c. — 6. M. Neujean continue son discours. Après avoir résumé les griefs théoriques et pratiques des libéraux contre la loi de 1842, il approuve les différents points de la réforme : l'Etat doit l'instruction au peuple ; la position des instituteurs vis-à-vis des communes doit être assurée ; l'inspection ecclésiastique doit être supprimée, et l'enseignement de la morale rendu aux instituteurs, lesquels doivent être recrutés dans les écoles officielles. Constatant enfin que tous les arguments produits par les catholiques dans la campagne actuelle l'ont été déjà dans celle de 1850, il termine en disant qu'il a la conviction de faire une bonne action en votant la réforme. M. Van den Steen défend la loi de 1842. — 7. Continuant son discours, il combat la réforme. M. Goblet d'Alviella regrette que le projet de loi ne consacre pas l'obligation et la sécularisation complète de l'enseignement primaire. Il s'appuie sur les rapports triennaux publiés depuis la mise en vigueur de la loi de 1842 pour démontrer le besoin de domination qui s'est emparé du clergé. Il s'attache enfin à démontrer que la morale est indépendante du dogme. M. Woeste, après avoir répondu aux points spéciaux soulevés par MM. Crombez et Goblet d'Alviella, dit que la réforme n'a d'autre but que le désir de battre en brèche le clergé et les croyances catholiques, croyances qui doivent être la base de l'enseignement primaire. L'enseignement congréganiste de Paris est, d'après l'orateur, le premier de France : si quelques faits scandaleux se sont produits dans cet enseignement, on ne peut le condamner pour ce seul motif, d'autant plus que des condamnations ont été encourues pour des faits identiques par des instituteurs laïques (15 en 20 ans). — 8. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, présente un nouveau rapport sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au B. de l'instruction publique. M. Woeste continue son discours. Il s'attache à démontrer que l'école nouvelle sera nécessairement antireligieuse ; que la loi de 1842 est constitutionnelle, et spécialement que la réforme porte atteinte à l'autonomie communale. M. Warant défend une réforme qui ne fait que mettre en corrélation l'instruction primaire et l'instruction moyenne, régie par la loi de 1850. M. Thonissen combat un projet de loi qui ne peut produire que la déchristianisation de l'école et la formation de générations incrédules ou sceptiques. — 9. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, développe cette thèse que la réforme ne viole ni la liberté d'enseignement, ni celle des pères de famille : aussi ni la foi religieuse, ni l'honnêteté des générations

futures ne sont-elles mises en danger : l'école sera neutre et la morale, qui n'est pas indissolublement unie aux religions, y sera enseignée. Il est inexact, d'après l'orateur, que l'on sacrifie la liberté communale ou que les écoles normales nouvelles doivent produire des maîtres impies. — 13. Le *m.* continue la défense du projet de loi. Il insiste spécialement sur la manière déloyale dont le clergé a exécuté la loi de 1842. M. Dohet combat le projet, dont le caractère est incompatible avec les mœurs et les traditions populaires. — 14. Il termine son discours. M. De Vigne, lui répondant, s'attache surtout à démontrer que la loi de 1842 viole la liberté de conscience et la liberté de l'enseignement. D'après M. Jacobs, la loi de 1842 a voulu l'école confessionnelle, comme le veut la Constitution, qui donne à l'Etat la mission de suppléer en bon père de famille à la liberté insuffisante. Le clergé seul a joué un rôle de dupe dans la transaction de 1842, car celle-ci a permis à l'Etat d'organiser son enseignement et, en récompense, on prive aujourd'hui le clergé de toute action sur l'école. L'orateur insiste ensuite sur la concurrence dangereuse que l'enseignement de l'Etat va faire à l'enseignement libre. — 15. M. Jacobs continue son discours, et s'attache à démontrer la supériorité de l'école confessionnelle sur l'école supposée neutre, car l'école neutre est impossible, d'après lui. « La religion naturelle, dit-il, est devenue la religion de l'Etat belge. » Or, l'accord n'existe même pas entre les partisans de cette religion sur la question de savoir quels en sont les préceptes. L'orateur termine en résumant tous les griefs des catholiques contre la réforme. M. Jottrand défend le projet de loi en insistant spécialement sur la question de la morale : l'Etat enseignera, dans ses écoles, sa morale pratique, celle qui sert de base à ses lois civiles comme à ses lois pénales, et que la franc-maçonnerie applique depuis bientôt deux siècles. — 16. M. Thibaut estime que le mot d'ordre du parti libéral est : « *Delenda est Ecclesia.* » Il fait l'éloge de l'Eglise et de la loi de 1842. M. Pirmez s'attache à démontrer que les principes de la loi de 1842 sont bons et que ceux de la réforme ne sont pas mauvais : si le clergé prête son concours aux écoles nouvelles, les deux systèmes peuvent réaliser les mêmes aspirations. M. Bergé défend la réforme, répondant au vœu du pays. — 17. Continuant son discours, il dit qu'il voudrait, quant à lui, que l'école fût absolument fermée au prêtre et que l'on fit disparaître de l'école tous les emblèmes religieux. Après avoir insisté sur les observations de M. Crombez, il nie la compétence du clergé catholique, surtout en matière

d'enseignement de la morale, et critique spécialement les livres mis par le clergé entre les mains des enfants. M. Meeus combat le projet de loi. M. Janson s'attache à démontrer la nécessité impérieuse d'une forte organisation de l'enseignement primaire laïque donné aux frais de l'Etat. — 19. Faisant un parallèle entre la morale universelle et la morale catholique, il conclut à la supériorité de la première, laquelle trouve sa sanction dans la conscience humaine et non dans le paradis et l'enfer, exploités par le clergé au profit de sa politique ultramontaine. D'après l'orateur, l'esprit d'intolérance et de fanatisme de l'Eglise ultramontaine est seul mis en péril par la réforme, péril nécessaire, dit-il, car de son intensité dépendent le maintien et le développement des libres institutions. M. Nothomb défend l'Eglise catholique contre les accusations dont elle vient d'être l'objet, et parle surtout de son esprit de charité. L'orateur développe ensuite les arguments déjà présentés contre la réforme : parlant notamment de la morale sécularisée, il ne nie pas sa puissance, mais pense qu'elle ne peut suffire qu'à une infime minorité. — 20. M. Lucq défend le projet de loi; il regrette seulement qu'il ne contienne pas le principe de l'instruction obligatoire, dont il développe la thèse. M. De Haerne combat la réforme en invoquant la législation des autres pays et spécialement celle de la Hollande. — 23. La séance est remplie par un discours de M. Couvreur dans le sens de la réforme, et par un discours de M. Beernaert, qui la combat. Ce dernier s'attache spécialement à critiquer la mainmise par l'Etat sur l'enseignement communal, et la disposition aux termes de laquelle on n'admettra plus désormais aux fonctions d'instituteurs communaux que les élèves des écoles normales de l'Etat. Au cours de sa démonstration, l'orateur reproche à M. Frère-Orban, *m. a.*, d'avoir modifié ses opinions relatives à l'enseignement de l'Etat. — 24. M. Olin, *r.*, après avoir résumé les principales causes de la réforme, s'attache à démontrer le peu de portée des nombreuses pétitions adressées à la chambre. D'après l'orateur, le projet de loi ne porte atteinte ni à la liberté communale, ni à la liberté religieuse. Il est d'avis qu'il faut laisser les emblèmes religieux dans l'école lorsqu'ils ne froissent la conscience de personne. Il remercie, en terminant, le parti catholique, dont les huit années de domination ont amené au sein du parti libéral l'union nécessaire à la révision de la loi de 1842. — 27. M. Frère-Orban, *m. a.*, rappelle que tous les arguments produits contre le projet de loi l'ont été déjà lors de la discussion de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen,

que les catholiques ont exécutée, et qu'ils n'ont point réformée lorsqu'ils étaient au pouvoir. Le projet de loi, qui n'est au fond que l'application de ce principe : « le prêtre à l'église, l'instituteur à l'école », tient compte seulement des habitudes et des mœurs du pays, en autorisant le prêtre à donner le cours de religion dans les locaux de l'école. La sécularisation de l'enseignement public est aujourd'hui, d'après l'orateur, le vœu d'une opinion universelle : à Rome même, l'enseignement religieux est donné par le clergé dans les écoles primaires sous l'empire de dispositions légales identiques à celles proposées par le gouvernement. Parlant ensuite des écoles normales, il défend le droit de l'Etat de déterminer les conditions d'admission aux fonctions d'instituteur. Répondant à M. Beernaert, l'orateur s'attache à démontrer qu'il n'a jamais varié d'opinion en matière d'enseignement donné aux frais de l'Etat. Il dit à ce sujet à son interlocuteur : « Vous étiez hier sceptique, vous êtes aujourd'hui dévot, de cette dévotion facile qui permet de passer du camp libéral dans le camp catholique. » L'orateur termine ensuite son discours en exprimant le vœu que le pays entier s'unisse pour célébrer les fêtes de 1880. M. Cornesse développe cette thèse que la réforme est imposée au gouvernement par les loges maçonniques, ennemies irréconciliables et avouées de l'Eglise catholique. — 28. M. Cornesse termine son discours. Il parle incidemment de l'expulsion récente de prêtres qui, d'après lui, n'ont pas compromis l'ordre public. Un échange d'explications, dans lesquelles M. Defuisseaux rappelle l'expulsion de Victor Hugo, a lieu entre MM. Bara, *m. j.*, Thonissen, Cornesse et Defuisseaux; il résulte des paroles du *m. j.* qu'un prêtre et un capucin ont, en effet, été expulsés, mais à cause des attaques violentes qu'ils avaient dirigées contre les actes du gouvernement. Le capucin, en outre, aurait ruiné sa famille et fait mourir son père de chagrin. — 29. M. De Fré émet quelques considérations en faveur de la réforme. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répondant à différents orateurs, donne des explications sur la manière dont il exécutera la loi. Il se rallie à l'opinion de M. Olin, *r.*, en ce qui concerne les emblèmes religieux. M. Malou, cherchant l'origine d'un projet de loi « fondant en Belgique l'instruction laïque », trouve cette origine dans la nécessité de maintenir l'unité libérale. Il s'attache ensuite à justifier en principe, dans ses explications et dans ses effets, la loi de 1842. — 30. Parlant des écoles normales, l'orateur insiste sur l'impossibilité d'un enseignement neutre dans ces écoles, et dit que la loi viole l'article 6 de la Constitution, qui proclame tous les Belges égale-

ment admissibles aux emplois civils et militaires, et viole l'autonomie communale en limitant le choix des professeurs aux élèves sortis des écoles normales de l'Etat. Il prédit que la loi nouvelle sera le coup de mort donné à l'enseignement de l'Etat, et qu'un jour les libéraux se repentiront de l'avoir votée. M. d'Elhoulgne développe cette thèse que le projet de loi est l'effet nécessaire et prévu de l'avènement de la majorité libérale, réaction de l'opinion publique contre la domination, les théories et les pratiques du clergé. Ceux qui luttent en faveur de la loi de 1842 ne le font que pour conserver au clergé le pouvoir arbitraire que lui donne cette loi, constitutionnellement nulle, d'après l'orateur, parce qu'elle est un concordat, et que la Constitution défend au pouvoir civil de traiter avec le clergé. Il approuve ensuite l'enseignement neutre, qui sera le résultat de la loi. Après un discours de M. Coomans, qui dit que la majorité libérale a sa base dans le vote de 200 ou 300 électeurs gantois sans conviction, la discussion générale est close.

3 juin. *Discussion des articles.* A propos de l'article 1^{er}, imposant à chaque commune l'obligation d'établir au moins une école primaire, et d'y adjoindre des écoles gardiennes et des cours pour les adultes si le gouvernement le juge convenable, M. Beernaert répond au reproche que lui a adressé M. Frère-Orban, *m. a.*, au cours de la discussion générale, d'avoir changé d'opinion politique ou religieuse : il n'est ni sceptique, ni dévot, mais croyant, comme il l'a toujours été. Une discussion assez vive se produit à ce sujet entre MM. Beernaert, Frère-Orban, *m. a.*, Delcour et Rolin-Jaequemyns, *m. i.* Le débat s'engage ensuite sur l'article 1^{er} : MM. De Lantsheere, Van Humbeeck, *m. inst.*, Kervyn de Lettenhove, Reynaert, Olin, *r.* Woeste, Tack et A. Visart y prennent part. Les orateurs de la droite insistent surtout sur les points suivants : l'article 1^{er} est inconstitutionnel, il substitue le gouvernement à la commune, tout en imposant à celle-ci des charges considérables. — 4. La discussion de l'article 1^{er} continue entre MM. De Bruyn, A. Visart, Mallar, Van Humbeeck, *m. inst.*, et Tack. L'article 2 portant, en principe, que le gouvernement fixe le nombre *minimum* des écoles à entretenir dans chaque commune, donne lieu à un échange d'observations entre MM. Van Humbeeck, *m. inst.*, et Olin, *r.*, au sujet du mot *minimum*, introduit dans l'article par l'amendement de la *s. c.* Le *m. inst.* réserve son opinion à ce sujet jusqu'à la discussion de l'article 33. L'article 3, portant que les enfants indigents reçoivent gratuitement l'instruction, et assignant le mode de déterminer la part contributive incombant de

ce chef aux bureaux de bienfaisance, donne lieu à un échange d'observations entre MM. Pirmez, Woeste, Olin, *r.*, De Lantsheere, De Vigne et Van Humbeeck, *m. inst.* L'article 4, dont le texte est reproduit plus haut, est appuyé par MM. de Chimay et Boucquéau. Un échange d'observations se produit ensuite entre MM. Woeste, De Lantsheere, Bara, *m. j.*, Van Humbeeck, *m. inst.*, et De Haerne. Il résulte des explications fournies par le gouvernement que si le clergé refuse de donner l'enseignement religieux, l'instituteur en sera chargé, ou, en cas de refus de sa part, une personne apte à donner cet enseignement. — 5. L'article 7, déterminant les conditions requises pour pouvoir être nommé instituteur communal, donne lieu à un débat entre MM. De Lantsheere, Van Humbeeck, *m. inst.*, Olin, *r.*, et Malou. Il résulte des explications du gouvernement que les instituteurs nommés sous l'empire de la loi de 1842 n'ont pas à craindre d'être dépossédés. Des observations sont encore présentées par M. Jottrand, auquel répond M. Van Humbeeck, *m. inst.*, et par M. Julliot. Un article nouveau, à placer entre les articles 6 et 7, porte que « l'instituteur ne néglige aucune occasion d'inspirer aux élèves l'amour et le respect des institutions nationales et des libertés publiques. Il s'abstient, dans son enseignement, de toute attaque contre les croyances religieuses des familles dont les enfants lui sont confiés. » M. Goblet d'Alviella conteste l'utilité du § 2 de cet article, et M. Delcour spécialement celle du § 1^{er}. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, défend la disposition nouvelle, qui a pour but de déterminer d'une façon précise les devoirs de l'instituteur, et de mettre obstacle à ce que l'enseignement religieux serve de prétexte à des attaques contre les libertés politiques. Un dernier échange d'observations se produit entre MM. Janson, Woeste, Jottrand, Olin, *r.*, et Malou. Les articles 8, 9 et 10, déterminant les peines qui peuvent être prononcées contre l'instituteur communal, donnent lieu à un échange d'observations entre MM. De Lantsheere, Van Humbeeck, *m. inst.*, Woeste, A. Visart et Olin, *r.*, L'article 15 accorde au *m. inst.* le droit de déterminer les méthodes d'enseignement, et dit que le taux de rétribution des élèves est fixé par la députation permanente, sur la proposition du conseil communal, et sauf recours au Roi. M. Bergé trouve un danger à permettre au *m. inst.* de déterminer les méthodes d'enseignement, et M. De Lantsheere voudrait voir maintenir au conseil communal le droit de fixer la rétribution des élèves. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond aux deux précédents orateurs. L'article 17 porte : « Des comités

sont chargés de la surveillance des écoles. Les circonscriptions dans lesquelles ils exercent leurs attributions sont déterminées par arrêté royal. » Des observations sont échangées entre MM. De Bruyn, Woeste, Van Humbeeck, *m. inst.*, et De Lantsheere, au sujet de l'utilité de ces comités, des éléments dont ils se composeront et de leurs fonctions. L'article 26, établissant un conseil de perfectionnement de l'instruction primaire, et portant que les membres de ce conseil sont tous rééligibles, M. Malou demande à présenter une observation « dans l'intérêt de la loi », ce qui provoque l'hilarité générale de la chambre. Cette observation consiste à dire qu'on ne peut déclarer rééligibles les membres d'un conseil qui n'ont jamais été élus. « Nous pouvons mettre dans la loi que le mandat pourra être renouvelé », répond M. Olin, *r.*, — 6. M. Bara, *m. j.*, répondant à une lettre émanée du supérieur des révérends pères capucins de Mons, publiée dans les journaux catholiques du jour, dit que l'expulsion du père Ernest Lemaire, religieux dudit ordre, a été motivée uniquement par le sermon qu'il a prononcé à Casteau contre la révision de la loi de 1842. Un débat s'élève à ce sujet entre MM. Bara, *m. j.*, Kervyn de Lettenhove et Cornesse. L'article 51 est relatif au traitement, à l'habitation ou à l'indemnité de logement, et à l'augmentation, d'après la durée de ses services, du traitement de l'instituteur. La *s. c.* ayant proposé d'accorder également une indemnité de logement au sous-instituteur, M. Van Humbeeck, *m. inst.*, déclare ne pas pouvoir se rallier à cet amendement, à cause de la charge que cette innovation imposerait au Trésor public. Après des explications échangées entre MM. De Lantsheere, Olin, *r.*, A. Visart, Tack, Bergé et Mallar, un amendement de M. Bergé relatif aux bases devant servir à l'augmentation de traitement d'après la durée des services est rejeté. L'article est adopté avec la modification proposée par le gouvernement. L'article 53 relatif à la dotation de l'enseignement primaire, qui comprend les allocations budgétaires et les fondations, donne lieu à un vif débat entre MM. De Lantsheere et Bara, *m. j.*, au sujet de ces dernières. M. De Lantsheere considère comme une chose impossible que l'on garde au profit d'un enseignement primaire d'où la religion est exclue, des fondations faites au profit de l'enseignement religieux. M. Bara, *m. j.*, répond qu'en droit, comme l'a proclamé la loi de 1864, les pouvoirs publics ont la faculté de tracer pour l'enseignement les règles qu'ils jugent utiles, et ne peuvent être enchaînés par la volonté des fondateurs, et qu'en fait l'enseignement religieux n'est pas supprimé, puisque le prêtre est admis dans

l'école. Les catholiques au pouvoir, en exécutant la loi de 1864, ont admis son principe. Sur la proposition faite au nom du gouvernement par M. Van Humbeeck, *m. inst.*, un article nouveau, complément de l'article 2, est adopté : les subsides de la province et de l'Etat, ainsi que l'allocation portée au budget communal, ne peuvent être consacrés qu'aux écoles primaires, limitées au nombre *minimum* fixé par le gouvernement en vertu de l'article 2. Les autres écoles seront créées et entretenues par des allocations spéciales portées au budget communal, mais soumises néanmoins à toutes les dispositions de la présente loi. Ce vote entraîne le maintien du mot *minimum* dans l'article 2. L'article 53 relatif à des subsides à voter annuellement par la législature, à l'effet d'encourager l'établissement par la commune de crèches, d'écoles gardiennes et d'écoles d'adultes, donne lieu à un échange d'observations entre MM. Van Humbeeck, *m. inst.*, et Tack. L'article 41 relatif aux écoles normales de l'Etat, est adopté avec un amendement de M. Van Humbeeck, *m. inst.*, permettant au gouvernement d'adjoindre des cours normaux à ses établissements d'enseignement moyen : des sections normales pourront ainsi être annexées aux athénées. L'article 45 est relatif aux élèves des écoles normales de l'Etat, auxquels le diplôme d'instituteur sera accordé. M. Jottrand déclare qu'il votera cet article, dont le principe ne lui plait point, comme « une mesure de guerre, nécessitée par les dangers de la situation ». « Mesure de guerre, dit M. Jacobs, c'est là toute la loi. » L'article 47, portant des dispositions transitoires, donne lieu à une observation de rédaction de la part de M. Olin, *r.* A propos du même article, MM. Lambert et de Lhoneux motivent le vote affirmatif qu'ils vont émettre : ces deux orateurs sont partisans l'un et l'autre de l'enseignement religieux, mais ils pensent que l'article 4 constitue une amélioration au régime de la loi de 1842. M. Rogier, rassuré par ses souvenirs de 1850, votera le projet de loi et regrette qu'il ne se trouve pas à droite quelques membres qui s'associent à ce vote. Ce discours ayant provoqué quelques murmures à droite, le *p.* demande qu'on écoute avec respect un des membres les plus anciens de l'assemblée. M. Malou prend acte des paroles par lesquelles M. Jottrand a qualifié le projet de loi : « C'est une loi de guerre. » M. Jottrand proteste : sa qualification ne s'applique qu'à l'article 43 du projet. M. Frère-Orban, *m. a.*, insiste sur cette protestation. Un vif débat s'engage à ce sujet entre MM. Frère-Orban, *m. a.*, et Jacobs. Ce dernier ayant dit notamment qu'à Rome les idées anticonstitutionnelles ne trouvent ni

écho ni encouragement, M. Frère-Orban, *m. a.*, l'interrompt en disant : « ne trouvent plus... » Les articles amendés au premier vote ayant été définitivement adoptés, l'ensemble du projet de loi est adopté par 67 voix contre 60 et 1 abstention (M. Pirmez). — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant allocation d'un crédit spécial de 186,000 fr. pour frais d'ameublement et d'installation du ministère de l'instruction publique. — 18. M. Cornesse revient sur l'incident qui s'est produit dans les séances des 28 mai et 6 juin relativement à l'expulsion d'un prêtre et d'un capucin. Il donne connaissance à la chambre d'une lettre du sieur Lemaire, père du capucin expulsé, lettre protestant contre les accusations dirigées par M. Bara, *m. j.*, contre ce dernier, et de divers certificats constatant sa bonne moralité. M. Bara, *m. j.*, maintient que le capucin a été expulsé à cause du langage violent qu'il a tenu contre les actes du gouvernement ; quant à sa vie privée, les renseignements produits émanent des autorités auxquelles on s'adresse toujours dans ces sortes d'affaires. L'incident est clos, après un dernier échange d'observations entre les précédents orateurs et MM. Woeste et Wasseige. — 25. M. Olin, *r.*, présente le rapport sur le projet de loi portant allocation d'un crédit spécial de 186,000 fr. au département de l'instruction publique.

4 juillet. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi ouvrant un crédit extraordinaire de 20,000 fr. au ministère de l'instruction publique pour achat de livres destinés à l'université de Liège. — 8. Discussion du projet de loi relatif à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur. Prennent part à la discussion générale, MM. Van Humbeeck, *m. inst.*, Beeckman, Neujean, Delcour, Warrant, Scailquin et Coomans. Un échange d'observations se produit entre MM. De Vigne, *r. s. c.* et Van Humbeeck, *m. inst.*, au sujet de l'article 1^{er}. L'ensemble du projet est adopté par 74 voix contre 10 et 2 abstentions. Le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au B. du ministère de l'instruction publique pour 1878 est adopté par 60 voix contre 25. — 22. M. Olin, *r.*, présente le rapport sur un crédit de 20,000 francs demandé par le département de l'instruction publique pour la bibliothèque de l'université de Liège. Le projet de loi allouant un crédit spécial de 186,000 fr. pour frais d'ameublement et d'installation du ministère de l'instruction publique est adopté par 54 voix contre 20. — 24. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département de l'instruction publique pour 1879 des crédits supplémentaires à concurrence de 188,179 fr. M. Bara, *m. j.*, répondant aux

commentaires de la presse relativement à la conduite du gouvernement dans les poursuites intentées contre les auteurs présumés des placards menaçant le Roi de mort pour avoir signé la révision de la loi de 1842, constate que son rôle s'est borné à autoriser les poursuites contre le sieur Van Hamme : quant à l'arrestation du frère Nicolai et à la descente de justice au collège Saint-Michel, le parquet a agi librement et comme il a cru de son devoir de le faire. — 29. A propos de la discussion du projet relatif aux travaux d'utilité publique, M. de Jonghe d'Ardoye regrette de voir un crédit demandé pour construction et agrandissement des écoles normales : ce n'est pas au moment où la population des écoles va notablement diminuer, qu'il y a lieu de préparer plus de professeurs que jadis. M. Bergé, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit supplémentaire au B. de l'instruction publique pour 1879. — 30. Le projet de loi allouant un crédit spécial de 20,000 fr. au ministère de l'instruction publique, pour achat de livres destinés à la bibliothèque de l'université de Liège, est adopté par 55 voix contre 34. — 31. Le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au ministère de l'instruction publique est adopté par 47 voix contre 25.

JUSTICE.

10 décembre. M. Bara, *m. j.*, présente le rapport annuel sur l'exécution de la loi relative aux étrangers. — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département de la justice un crédit spécial de 4,600,000 francs pour la continuation des travaux du nouveau palais de justice de Bruxelles.

21 janvier. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi portant augmentation du personnel de la cour d'appel de Bruxelles et de plusieurs tribunaux de première instance. — 29. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi approuvant une convention conclue entre le gouvernement et la province de Limbourg, au sujet du dépôt de mendicité de Reckheim ; M. Graux, *m. f.*, un projet de crédit de 50,000 fr. au département de la justice pour frais d'expropriation des bâtiments de l'asile d'aliénés de Froidmont.

12 février. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, informe la chambre que les renseignements nécessaires à la rédaction du rapport relatif au crédit de 4,600,000 fr. pour le palais de justice de Bruxelles, ne lui étant pas parvenus, la *s. c.* propose de détacher du crédit demandé une somme de 1,500,000 fr., qui sera mise à la disposition du *m.* M. Bara, *m. j.*, se rallie à cette proposition, pourvu que le *r.* soit fait de manière que le crédit puisse être

vote pour le mois de mars. M. De Lantsheere pense que si le *m. j.* réclamait à la ville de Bruxelles le paiement complet de sa part contributive, il ne serait pas nécessaire que la chambre votât d'urgence la somme de 1,500,000 fr. M. Bara, *m. j.*, insiste pour que cette somme soit votée. M. Anspach affirme que la ville de Bruxelles a toujours payé régulièrement sa part contributive : elle est même venue en aide au cabinet précédent en lui faisant des avances. — 15. M. De Lantsheere soutient que, d'après le tableau qui vient d'être distribué, l'Etat possède, à charge de la ville de Bruxelles, une créance suffisante pour permettre la continuation des travaux jusqu'au dépôt du rapport de la *s. c.* : cette créance s'élève à près de 780,000 fr. M. Anspach maintient les observations qu'il a présentées la veille : il ne peut vérifier *hic et nunc* le tableau sur lequel on argumente. Après des observations de MM. Demeur, Anspach, Coomans et De Lantsheere, M. Bara, *m. j.*, constate que toute la question est de savoir si les travaux doivent être arrêtés parce que la ville de Bruxelles n'est pas actuellement en état de payer sa dette qui est de 815,000 fr. Si la ville de Bruxelles ne paye pas, la faute en est au précédent ministère : il eût dû exiger qu'elle portât à son *B.* une somme supérieure à celle de 500,000 fr. qui, de l'avis de tout le monde, était insuffisante. L'Etat et la province doivent, du reste, à la ville de Bruxelles un solde de plus de 900,000 fr. pour les travaux d'assainissement de la Senne et d'autres sommes encore : il est impossible au gouvernement de se faire payer dans ces conditions par la ville de Bruxelles. Le gouvernement ne veut pas faire de dépenses sans crédit voté. D'après le *m. j.*, dit M. De Lantsheere, M. Delcour aurait dû porter d'office au *B.* de la ville les sommes nécessaires. Le précédent gouvernement, qu'on a accusé d'hostilité à l'égard de la ville de Bruxelles, n'a jamais voulu agir avec une telle rigueur. En réalité la ville de Bruxelles a toujours payé quand on l'a menacée de suspendre les travaux. L'orateur reconnaît du reste que le crédit sollicité est indispensable. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, montre la nécessité pour la chambre de voter le crédit demandé : il croit que ce sera le dernier nécessaire à l'achèvement du palais. Quelques paroles sont échangées entre MM. Anspach, Beernaert et Saintelette, *m. t.*, au sujet de la question de savoir si la dette de l'Etat, du chef des travaux de la Senne, est claire et liquide. L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 22 et 5 abstentions. M. Jottrand, *r. s. c.*, dépose le rapport de la *s. c.* sur le projet de loi ayant pour objet l'augmentation du personnel de la cour d'appel de

Bruxelles et de divers tribunaux de première instance du pays. — 18. M. de Borchgrave, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la province de Limbourg au sujet du dépôt de mendicité de Reckheim.

6 mars. Dans la discussion du projet de loi portant augmentation du personnel de la cour d'appel de Bruxelles et de quelques tribunaux de première instance, M. Thonissen motive son vote négatif sur ce que la cour de Bruxelles pourrait siéger quatre jours par semaine au lieu de trois. Il constate une diminution progressive dans le nombre des arrêts rendus par cette cour dans les dernières années. S'il existe d'ailleurs un arriéré, les vacances pourraient être supprimées. L'arriéré serait diminué également si les affaires électorales étaient enlevées à la juridiction des cours d'appel, projet dont il a été parlé plusieurs fois, et si l'on empêchait les avocats de parler aussi longuement qu'ils le font. L'orateur pense donc qu'il n'y a pas lieu de faire une dépense nouvelle de 140,000 fr. M. Bockstael répond que si la justice occasionne des frais, elle rapporte également à l'Etat des sommes considérables, que si les magistrats ne se réunissent publiquement que trois fois par semaine, ils ont, en chambre du conseil, des audiences spéciales dans lesquelles ils délibèrent sur leurs arrêts, et que supprimer les vacances, c'est augmenter le travail dans de telles proportions, que peu de magistrats voudront s'y soumettre. Quant aux avocats, s'ils parlent longuement, c'est là un défaut dont les académiciens eux-mêmes ne sont pas exempts. M. Jottrand, *r.*, appuie ces observations : les magistrats de la cour d'appel de Bruxelles sont les plus actifs du pays. La cour d'appel de Bruxelles ne peut plus faire face aux nombreuses affaires dont elle est saisie : l'arriéré est actuellement de 815 affaires. Il faudra deux ans pour déblayer cet arriéré et dès lors la création d'une nouvelle chambre ne peut être sérieusement combattue. Il est d'ailleurs inexact que le nombre des affaires inscrites dans le courant de l'année dernière ait diminué. Enfin le nombre des magistrats doit être proportionné à la population du ressort dans lequel ils exercent. M. Thonissen combat les différents arguments présentés en faveur du projet de loi. Il ne verrait pas de mal à faire siéger chaque chambre des cours d'appel au nombre de trois conseillers. M. Nothomb voudrait voir augmenter d'un membre le petit nombre de tribunaux encore composés de trois magistrats, à l'effet d'éviter que le juge d'instruction ne soit forcé de siéger dans les affaires instruites par lui et de négliger en outre une partie de ses attributions. M. Bara, *m. j.*, défend le projet de loi, réclamé tant par

les magistrats que par les justiciables, et que l'encombrement des rôles rend indispensable. Ce serait imposer aux magistrats un véritable *pensum* d'écolier que de les priver de vacances. Quant à la question soulevée par M. Nothomb, l'orateur l'examinera d'ici à la session prochaine. M. Vandenpeereboom se range à l'avis de M. Thonissen. Il pense qu'il vaudrait mieux augmenter le traitement des magistrats que leur nombre. Il combat spécialement le projet en ce qui concerne le tribunal de Gand. D'après M. Bara, *m. j.*, l'augmentation du traitement des magistrats nécessiterait des dépenses trop considérables et n'amènerait pas le résultat qu'on pourrait en attendre : autre chose serait d'adopter le système anglais ; seulement, les mœurs belges ne s'accommoderaient pas de ce système. Quant au tribunal de Gand, l'équilibre ne sera rétabli dans les affaires qu'il a à juger, que par la création d'une chambre nouvelle. Un article additionnel présenté par MM. Lucq, Sabatier, Vandam, Gillieaux et Mondez et portant que le tribunal de Charleroi est augmenté d'un vice-président, de deux juges et de deux juges suppléants, est développé par M. Lucq et admis par M. Bara, *m. j.* M. de Macar voudrait voir élever le tribunal de Huy de la 3^e à la 2^e classe. M. Bara, *m. j.*, répond que de pareils avantages ne peuvent être accordés sans examen. M. Jottrand, *r. s. c.*, signale les inconvénients qu'entraîne, d'après lui, la répartition du nombre de présentations pour la cour d'appel, en basant exclusivement ces présentations sur la population des provinces. D'après MM. Jacobs et Bara, *m. j.*, la base qui existe est la meilleure. Le projet est adopté par 66 voix contre 21. — 11. Le projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la province de Limbourg, au sujet du dépôt de mendicité de Reckheim, après quelques observations échangées entre MM. Bara, *m. j.*, et De Lantsheere, et le rejet d'un amendement présenté par ce dernier, est adopté à l'unanimité. — 12. M. Mascart, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant un crédit de 50,000 fr. au département de la justice pour frais d'expropriation des bâtiments de l'asile des aliénés de Froidmont. — 13. *Discussion du projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux BB. du ministère de la justice pour 1878 et 1879.* M. De Lantsheere critique le rapport de la *s. c.* en ce qu'il dit que, sous les cabinets catholiques, en huit ans, les traitements des ministres des cultes ont été augmentés de 90,000 fr., alors que sous l'administration libérale ils ont été augmentés en huit ans de 50,000 fr. seulement. Il faut déduire de ces 90,000 fr., 27,000 fr. qui forment le montant des crédits supplémentaires de-

mandés pour l'exercice 1870. Ces 27,000 fr. doivent être mis à l'actif de l'administration libérale ; la différence est de 6,000 fr. seulement. Il reste donc une somme de 63,000 fr. pour huit ans, soit une augmentation annuelle de 7,800 fr., inférieure à la moyenne des trente-cinq dernières années, qui a été de 8,000 fr. L'administration catholique ne s'est en conséquence rendue coupable d'aucune abomination. Le rapport, dit M. Jottrand, *r.*, proteste contre l'abus des crédits supplémentaires auxquels M. De Lantsheere a dû recourir pendant trois ans, en portant au *B.* normal une somme qui devait être évidemment insuffisante pour payer les traitements du clergé. Quant à l'augmentation extraordinaire du crédit en question sous l'administration catholique, elle est évidente : de 1871 à 1879, cette augmentation est de 90,000 fr. La Constitution impose au pays l'obligation de pourvoir aux traitements des ministres des cultes ; mais, sous prétexte de faire assez, il faut se garder de faire trop. 164 sièges ecclésiastiques ont été créés dans les huit dernières années, sur lesquels 71 ont été attribués aux parties du pays où la population a le moins varié, c'est-à-dire au Luxembourg, à la Campine anversoise et aux Flandres. M. Van Hoorde répond qu'il existe dans la Campine et le Luxembourg un grand nombre de communes dont l'étendue territoriale est considérable. C'est ce qui a motivé la création des succursales et des *indemnités de binaison* : l'orateur demande au ministre de ne pas retirer ces indemnités. M. Bara, *m. j.*, veillera à ce que dans chaque *B.* on indique, autant que faire se peut, le chiffre exact des prévisions en matière de traitements des ministres des cultes. Les nouvelles places créées seront indiquées en note au *B.* L'orateur pense que le nombre considérable des ordres religieux diminue beaucoup la besogne du clergé, lequel d'ailleurs pourrait être plus actif qu'il ne l'est en matière religieuse, s'il s'occupait moins de politique. L'orateur se demande ensuite si la Constitution ne s'oppose pas aux *indemnités de binaison*, qui sont en réalité une augmentation de traitement : quoi qu'il en soit, il examinera attentivement la question. M. De Lantsheere insiste sur ses observations précédentes. M. Coomans appuie celles de M. Van Hoorde. « Il ne faut point lésiner lorsqu'il s'agit de quelques centaines de francs à donner aux véritables civilisateurs et à ces pauvres prêtres qui se contentent de 200 fr. pour dégrasser leurs compatriotes. » M. Bara, *m. j.*, ne comprend absolument pas à qui s'adressent les reproches de M. Coomans. M. Jottrand insiste sur son précédent discours. M. Coomans explique que ses paroles étaient motivées par le doute émis par

le *m. j.* au sujet de la constitutionnalité de l'indemnité de binaison. On veut, en réalité, exercer, dit-il, une pression contre l'instruction religieuse. M. Jottrand proteste contre ces dernières paroles. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité. — 18. *Discussion du projet de loi tendant à accorder un crédit de 50,000 fr. au département de la justice, pour couvrir les frais de l'expropriation des bâtiments de l'asile des aliénés à Froidmont.* M. De Lantsheere est partisan de l'allocation sollicitée, car, suivant les explications fournies à la *s. c.* par le *m. j.*, s'il en coûtera beaucoup d'exproprier et d'aménager Froidmont, il en coûtera infiniment plus encore d'installer ailleurs les aliénés qui s'y trouvent. L'orateur critique ensuite un arrêté royal du 11 mars qui a supprimé le comité administratif institué près de l'asile des aliénés de Mons, géré par l'Etat comme celui de Froidmont. M. Bara, *m. j.*, constate que c'est là un point étranger au débat. M. De Lantsheere pense être dans le débat, parce qu'il refusera tout crédit si l'on agit pour Froidmont comme on vient de le faire pour Mons. L'arrêté, dit-il, viole la loi, qui ordonne l'existence de comités administratifs à côté des comités permanents d'inspection (art. 6 de la loi de 1873 sur le régime des aliénés). Il viole aussi le contrat intervenu entre le gouvernement et l'administration des hospices de Mons, portant qu'un membre de la commission administrative des hospices de Mons et un membre du conseil provincial du Hainaut feront toujours partie de la commission administrative. Enfin cette commission, loin d'être, comme le dit le *m. j.*, de nature à soulever des conflits préjudiciables à l'intérêt du service et au bien-être des aliénés, est de nature à les apaiser. Le *m. j.* aboutit en réalité à concentrer la direction entière de l'établissement aux mains du médecin, dont l'omnipotence s'exercera sans aucun contrôle effectif, ce qui est la pire de toutes les situations pour un établissement d'aliénés, situation que la loi de 1872 a précisément eu pour but d'éviter. M. Bara, *m. j.*, pense que cette interpellation ne peut se produire dans les conditions où se produit celle de M. De Lantsheere : le *m.* doit être averti pour pouvoir y répondre. Il faut, d'ailleurs, que le crédit soit voté, parce que les aliénés de Froidmont ne peuvent rester sans asile. Dût la dépense totale être d'un million, ce prix devrait être payé, puisque l'asile est indispensable. Quant à l'arrêté concernant Mons, la loi porte naturellement que ces établissements doivent être administrés, mais n'ordonne pas qu'ils le soient par un comité. Il examinera, à son temps, comment l'administration de Mons et de Froidmont doit être réglée. Il signale, enfin, certains vices de la loi de 1873, relatifs aux

établissements privés, et annonce que des mesures seront prises par le gouvernement pour assurer aux aliénés une protection plus grande. — 19. La discussion continue entre MM. De Lantsheere, et Bara, *m. j.* Celui-ci dit que la question de savoir quelle est la meilleure administration à appliquer aux établissements d'aliénés est à l'étude. L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 8.

2 avril. M. Graux, *m. f.*, présente des projets de lois ouvrant un crédit spécial de 24,457 fr. pour l'ameublement des locaux du nouveau palais de justice affectés au service de la cour militaire, et portant allocation d'un crédit extraordinaire de 25,000 fr. pour le rapatriement en Russie d'émigrants revenant du Brésil. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport de la commission qui a examiné ce dernier projet de loi, lequel, après un échange d'observations en sens divers présentées par MM. Bara, *m. j.*, Lefebvre, Thonissen, *r. c.*, De Lantsheere, Jottrand et De Wael, est adopté par 66 voix contre une et 5 abstentions. — 24. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant un crédit spécial de 24,457 fr. pour l'ameublement de la cour militaire. — 29. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi ayant pour objet le dédoublement de la justice de paix de Charleroi.

17 mai. M. Willequet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet relatif au dédoublement de la justice de paix de Charleroi. — 30. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi portant prorogation de la loi du 14 février 1878 relative à la division des chambres des cours d'appel en sections pour le jugement des affaires électorales.

5 juin. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi du 14 février 1878 relative à la division des chambres des cours d'appel en sections pour le jugement des affaires électorales. — 6. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, *id.* 1° sur le projet de crédit de 100,000 francs, reliquat du crédit de 2,500,000 fr., qui a été demandé l'année dernière; 2° sur le projet de crédit de 4,600,000 francs, pétitionné par le *m. j.* cette année, pour la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles. Un crédit provisoire de 1,000,000 de fr., à valoir sur le crédit de 4,600,000 fr., est ouvert au département de la justice par 95 voix contre 26 et 8 abstentions. — 19. Est adopté par 61 voix contre 10 et une abstention le projet de loi allouant un crédit spécial au département de la justice pour l'ameublement des nouveaux locaux de la cour militaire. — 24. La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi portant prorogation de la loi relative

à la division des chambres des cours d'appel en sections pour le jugement des affaires électorales.

8 juillet. Après quelques mots de MM. Lucq et Bara, *m. j.*, le projet de loi relatif à la division de la justice de paix de Charleroi en deux sections est adopté à l'unanimité. — 22. M. Bara, *m. j.*, dépose un premier projet de loi réglant, conformément à l'article 12 de la loi du 15 avril 1878, l'indemnité de voyage et de séjour des magistrats qui ont siégé et siégeront à l'avenir dans les assises ordinaires, et un second projet de loi approuvant la convention conclue entre le gouvernement et la province de Hainaut, au sujet des bâtiments de l'ancien dépôt de mendicité de Mons. — 23. M. Bockstael, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce dernier projet de loi. — 24. M. Demeur, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif aux indemnités des magistrats siégeant dans les assises ordinaires. — 30. Le projet de loi allouant un crédit spécial pour la construction du palais de justice de Bruxelles donne lieu à des observations de MM. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, De Lantsheere, Thonissen, Bara, *m. j.*, et Beeckman. Il est adopté et par 75 voix contre 21 et 3 abstentions. Le projet de loi portant transaction conclue avec la province de Hainaut au sujet de la propriété de bâtiments de l'ancien dépôt des mendicité de Mons, provoque un débat entre MM. De Lantsheere, Bara, *m. j.*, Bockstael et Descamps. — 31. Après un nouvel échange d'explications entre MM. De Lantsheere et Bara, *m. j.*, il est adopté par 51 voix contre 37 et une abstention.

LOTERIES.

29 avril. M. De Bruyn interpelle le gouvernement au sujet d'un arrêté royal en date du 5 avril, annulant différentes autorisations données par le conseil provincial de la Flandre orientale pour des tombolas qui devaient s'ouvrir à Gand en faveur d'écoles de patronage et de l'académie de dessin et d'architecture de Saint-Luc. Un débat s'engage à ce sujet entre MM. De Bruyn, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, De Vigne, Malou, Bara, *m. j.*, et Jacobs. D'après le *m.*, les loteries dont il s'agit ne sont pas exclusivement destinées à des œuvres de piété et de bienfaisance ; elles sont destinées à venir en aide à des établissements permanents, qui sont des main-mortes déguisées.

MONITEUR.

21 novembre. Sur la proposition de M. Guillery, *p.*, et après des observations de MM. Wasseige, Bara, *m. j.*, Woeste, Couvreur, Frère-Orban, *m. a.*, et Malou, la chambre décide

qu'elle se réunira le lendemain en comité secret pour s'occuper du projet d'organisation du compte rendu analytique des séances.

26 mars. M. Struye se plaint de la façon dont le compte rendu analytique résume le discours qu'il a prononcé la veille dans la discussion générale du *B.* des travaux publics. MM. Guillery, *p.*, et Coomans présentent quelques observations à ce sujet. Le *p.* est d'avis que les rédacteurs du *compte rendu analytique* s'acquittent de leur travail très difficile de manière à mériter les suffrages de la plus grande partie de la chambre.

MONNAIES.

17 décembre. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose deux projets de lois, le premier approuvant la convention monétaire conclue à Paris le 5 novembre 1878 entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, et le second la déclaration, signée à Paris à la même date et par les mêmes parties, relative à la fabrication des monnaies d'argent en 1879. — 18. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur ce dernier projet de loi. — 20. Le projet est adopté à l'unanimité.

5 février. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur la convention monétaire.

11 mars. Après un échange d'observations entre M. A. Visart, Graux, *m. f.*, et Pirmez, *r. c.*, l'ensemble du projet de loi approuvant la convention monétaire est adopté à l'unanimité.

17 juillet. M. De Hemptinne, *r. c.*, fait rapport sur une pétition du sieur Harvent, concernant l'adoption du gramme d'or comme unité monétaire. — 22. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi autorisant la ratification de l'acte additionnel à l'arrangement relatif à la convention monétaire du 5 novembre 1878. — 23. M. Pirmez, *r. c.*, présente le rapport sur le précédent projet de loi. — 30. Ce projet est adopté à l'unanimité.

NATURALISATION.

21 janvier. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi tendant à accorder la qualité de Belge aux personnes qui ont omis de remplir ou qui ont imparfaitement rempli, à l'époque de leur majorité, les formalités, légales requises pour acquérir l'indigénat.

4 mars. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 7. M. De Lantsheere critique la mesure proposée : il dit que si le gouvernement s'est décidé à présenter un projet de loi aussi informe, c'est « par condescendance envers la *fédération libérale* dont il dépend » L'orateur propose un amendement ainsi conçu : « Article 1^{er}. Il est accordé, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, un nouveau délai d'un an à tous ceux qui,

étant tenus de faire une déclaration pour acquérir, conserver ou recouvrer la qualité de Belge, ne l'ont point faite en la forme, devant les autorités et dans les délais prescrits.

Article 2. La majorité dont il est fait mention dans les articles 9 du code civil et 153 de la Constitution et dans les lois du 27 septembre 1835 et du 4 juin 1839 est la majorité de vingt et un ans fixée par le code civil. »

M. Jottrand défend un amendement destiné à permettre à l'enfant né, même à l'étranger, d'une mère belge ayant perdu cette qualité par suite d'un mariage contracté avec un étranger, de réclamer la qualité de Belge en faisant la déclaration prescrite par l'article 9 du code civil. M. Dupont appuie le projet. Il désire obtenir une explication sur l'article 1^{er}, tel qu'il est rédigé par la *s. c.* et qui consacre le principe de l'acquisition de la nationalité par la naissance sur le sol belge, sauf déclaration contraire dans l'année qui suivra la majorité. Il voudrait savoir si le bénéfice de la loi sera accordé à l'étranger qui ne réside pas en Belgique au moment de sa majorité. D'après M. Bara, *m. j.*, le projet de loi n'a aucune portée politique: il a pour but unique de donner satisfaction à des réclamations pressantes et légitimes. Aussi ne se rallie-t-il ni à l'amendement de la *s. c.*, ni à celui de M. Jottrand, modifiant d'une manière permanente les articles 9 et 10 du code civil.

M. A. Visart fait observer que l'article 1^{er} de la *s. c.* est la reproduction de l'article de la loi française du 7 janvier 1851, disposition qui a sa raison d'être, ayant un caractère pratique, et consacrée par l'expérience, mais qu'on a cru pouvoir corriger par une disposition de la loi de 1874, voulant ainsi empêcher que, grâce à la loi de 1851, un grand nombre d'individus, nés en France de parents étrangers, eux-mêmes nés dans ce pays, n'échappent aux lois militaires. Si l'on introduit en Belgique les dispositions françaises sans le correctif qui y fut apporté, le même inconvénient se produira évidemment; un très grand nombre d'individus nés en Belgique de parents étrangers réclameront la qualité d'étrangers par une simple déclaration devant l'administration communale; et ainsi, de génération en génération, ils arriveront à pouvoir se soustraire aux lois militaires. Il est donc nécessaire de compléter l'article 1^{er} de la *s. c.* par une disposition ainsi conçue: Ajouter à l'article 1^{er} le § suivant: « Celui qui use de cette faculté devra prouver, par une attestation dont la forme sera déterminée par arrêté royal, qu'il est reconnu par le gouvernement du pays dont il réclame la nationalité comme appartenant à celle-ci. »

M. Reynaert propose de remplacer les articles 2, 3 et 4 par l'article 2 unique que voici:

« Seront admis à faire encore leur déclaration et à remplir les formalités voulues dans le délai d'une année à compter du jour de la publication de la présente loi: 1^o l'individu né en Belgique d'un étranger; 2^o l'individu né dans les parties du Limbourg ou du Luxembourg cédées par le traité du 19 avril 1859; 3^o tout habitant des provinces septentrionales de l'ancien royaume des Pays-Bas qui, domicilié ou demeurant en Belgique avant le 7 février 1851, a continué depuis lors d'y résider; s'ils ont négligé de faire la déclaration respectivement prescrite par l'article 9 du code civil, par l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, et par l'article 2 de la loi du 22 septembre 1835, ou s'ils ont fait une déclaration nulle ou insuffisante. » — 11. M. Thonnissen, *r. s. c.*, défend le projet de la *s. c.*; puis il est donné lecture d'un nouveau projet du gouvernement, dont voici le texte:

« Art. 1^{er}. L'individu, né en Belgique d'un étranger, qui aura négligé de faire, devant l'autorité compétente, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité, la déclaration prescrite par l'article 9 du code civil, ou qui aura fait une déclaration nulle ou insuffisante, sera admis à faire encore sa déclaration dans le délai d'une année à compter du jour de la publication de la présente loi. — Art. 2. Sera, dans le même délai d'une année, admis à recouvrer la qualité de Belge, en remplissant les formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, tout individu qui, ayant pu conserver cette qualité aux termes de cette loi, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise. — Art. 3. Sera aussi admis, dans le même délai d'une année, à réclamer la qualité de Belge, en remplissant les formalités prescrites par la loi du 22 septembre 1835, tout habitant des provinces septentrionales de l'ancien royaume des Pays-Bas, qui, résidant en Belgique avant le 7 février 1851 et ayant depuis lors continué d'y résider, aura négligé de faire la déclaration prescrite par cette loi. — Art. 4. Ceux qui deviendront Belges dans les cas prévus par les articles précédents ne pourront se prévaloir de cette qualité qu'après avoir rempli les conditions qui leur sont imposées par ces articles et seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque. Leurs enfants et leurs descendants majeurs seront admis à réclamer la qualité de Belge, dans le délai d'une année à compter de la publication de la présente loi, en remplissant les formalités prescrites par les lois citées. Leurs enfants et leurs descendants mineurs seront admis à faire cette réclamation, moyennant l'accomplissement des mêmes formalités, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité. »

M. Woeste présente des

observations en faveur des enfants de ceux qui ont fait une déclaration nulle ou insuffisante par suite des circonstances rappelées dans l'Exposé des motifs. Le projet du gouvernement ne règle pas la situation de ces enfants. Le projet de la *s. c.*, au contraire, propose de décider que les majeurs auront la faculté de réclamer la qualité de Belge dans l'année qui suivra la promulgation de la loi, et que les mineurs auront la même faculté dans l'année qui suivra leur majorité. L'orateur pense qu'il y aurait lieu d'aller plus loin. Il est évident que les personnes qui ont fait une déclaration nulle ou insuffisante ont eu la ferme volonté d'acquérir la qualité de Belge au moment où cette déclaration a été faite; c'est par le fait de tiers qu'elles ne sont pas devenues Belges. L'orateur voudrait que la déclaration complémentaire qu'elles vont avoir à faire pût rétroagir au jour de leur première déclaration. L'avantage qui en résulterait, c'est que leurs enfants seraient Belges de plein droit. Sinon, on va de nouveau laisser douteuse la nationalité d'un certain nombre de personnes et ouvrir la porte aux mêmes contestations que par le passé. Ces enfants, voyant leurs parents devenus Belges, croiront qu'ils sont Belges. Ils négligeront de faire la déclaration prescrite par l'article 6 de la *s. c.*, et l'on verra surgir dans l'avenir de nouvelles contestations relativement à la nationalité de ces enfants. Or, ce sont ces contestations qu'il importe d'éviter. M. De Wael considère le projet de loi comme répondant à un besoin public : l'étranger qui contribue à la prospérité du pays doit pouvoir prendre part aux affaires publiques. M. Coomans estime que l'on ferait mieux d'accorder les droits politiques à plus d'un million de Belges qui ne sont pas électeurs. Après des explications de M. Bara, *m. j.*, MM. Thonissen, Jottrand, Visart et Reynaert retirent leurs amendements. Ceux de M. De Lantsheere ne sont pas adoptés. — 14. Le projet de loi est voté par 77 voix contre 2.

PÊCHE FLUVIALE.

14 mars. M. Santkin désire savoir où en sont les travaux de la *c.* chargée de l'examen du projet de loi sur la pêche fluviale déposé le 10 février 1871. M. Thonissen, qui fait partie de cette *c.*, constate qu'il n'a jamais été convoqué. M. Guillery, *p.*, répond que le bureau n'a pas perdu de vue cet objet.

3 juin. M. Thonissen, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi.

PÉTITIONS.

13 décembre. Sur la proposition de M. Pirmez, appuyée par MM. Le Hardy de Beaulieu et Pety de Thozée, la chambre décide qu'il ne

sera plus donné suite aux pétitions du sieur De Kerf, commissaire de police révoqué.

POSTES.

5 mars. M. de Zerezo de Tejada, *r. s. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi portant révision et codification des lois postales. — 14. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Willequet reconnaît la nécessité du monopole de l'Etat en matière postale, mais le bas prix du transport des lettres rendant toute concurrence impossible, les pénalités en matière de contraventions postales devraient être diminuées. M. Thonissen demande que l'on précise la signification de l'article portant que les poursuites auront lieu à la requête de l'administration des postes. M. Saintelette, *m. t.*, répond à M. Willequet que le gouvernement fera preuve de beaucoup de modération dans tous les cas où il n'y a pas intention frauduleuse, et à M. Thonissen que l'administration entend rester, en matière de contraventions postales, le *dominus litis*. L'article 2 donnant à l'administration le droit d'interdire des débits particuliers de timbres-poste, il résulte des explications échangées à ce sujet entre MM. De Vigne, Saintelette, *m. t.*, Beernaert, Thonissen et Willequet, qu'il ne s'agit que d'un droit de surveillance absolument indispensable. A propos de l'article 14, relatif aux journaux et autres publications dont l'abonnement est servi par la poste, M. Bockstaël, tout en approuvant la mesure qui permet à la poste de se charger de prendre des abonnements aux journaux, voudrait voir réduire à 2 p. c. la commission de 5 p. c. actuellement perçue. Il fait une observation analogue relativement aux quittances encaissées par la poste. Il signale, en outre, l'avantage qu'il y aurait à ce que la poste comprît dans sa commission les numéros servis gratuitement par les journaux, à la veille du renouvellement de l'année, et à ce que l'on considérât comme quotidiens les journaux paraissant six fois par semaine. M. Saintelette, *m. t.*, répond que le gouvernement tiendra compte des observations présentées lorsqu'il revisera prochainement le tarif. Quant aux journaux paraissant six fois par semaine, ils doivent être considérés comme quotidiens. A l'article 19, M. Beernaert demande que l'on permette d'indiquer sur les échantillons la nature de la marchandise. M. Saintelette, *m. t.*, pense qu'en vue de simplifier les opérations, il n'y a pas lieu de faire droit à cette réclamation. A l'article 20, après un échange d'explications entre MM. Saintelette, *m. t.*, et Beernaert, le port des papiers d'affaires affranchis, en provenance et à destination de l'intérieur, est fixé à 5 c. par 100 grammes, et le minimum de la taxe

à 15 c. par paquet. A l'article 25, relatif à l'amende en cas d'affranchissement insuffisant ou de non-affranchissement des papiers d'affaires et de journaux, M. Beernaert dit qu'il ne comprend pas pourquoi l'on inflige une plus forte amende à l'affranchissement irrégulier des papiers d'affaires qu'au non-affranchissement des lettres. M. Sainctelette, *m. t.*, répond qu'il faut frapper plus sévèrement un objet jouissant d'un traitement de faveur, lorsqu'il est présenté dans des conditions irrégulières. L'article 29, interdisant notamment de mettre des pièces de monnaie dans les lettres ordinaires, donne lieu à une observation de M. Washer, recommandant un système de boîtes indécrochables, qui fonctionne en Autriche, et empêche la manipulation des lettres par les agents subalternes. Il demande aussi au gouvernement s'il n'y a pas lieu d'autoriser, comme en Angleterre la revente des timbres-poste aux guichets, système qui permet de se servir des timbres comme monnaie d'appoint. A propos de l'article 31, relatif à l'assurance des lettres renfermant des valeurs, la *s. c.* propose d'obliger l'expéditeur à faire déclaration du montant réel du contenu de sa lettre (1), comme elle propose de modifier l'article 29, en ce sens qu'il sera défendu d'insérer des valeurs dans les lettres seulement recommandées. Le projet du gouvernement, dit M. Sainctelette, *m. t.*, a pour but de mettre la loi en harmonie avec les faits, de permettre l'insertion de valeurs dans des lettres recommandées, d'autoriser le public à déclarer les valeurs qu'il assure au taux qui lui paraît le plus conforme à son intérêt. Le congrès postal de Paris a résolu la question dans ce sens. Il n'y a donc dans ce système rien de contraire à la moralité publique. L'intérêt du fisc n'est pas d'écarter le public de l'assurance, mais au contraire de l'y attirer. M. de Zerezo de Tejada *r.*, défend les amendements de la *s. c.* Le transport des valeurs ne doit pas plus s'opérer gratuitement que le transport des lettres. Mais l'Etat ne sera plus responsable de la perte des valeurs! L'orateur montre combien cette responsabilité est peu lourde en fait. Il y a actuellement beaucoup d'abus! Il y en aura bien davantage sous le régime d'une loi autorisant les fausses déclarations. L'administration postale peut, d'ailleurs, recourir à l'ouverture des lettres, dans la forme

prescrite, pour constater les délits. De plus, le système du gouvernement est illogique, puisque les valeurs à expédier par chemin de fer devront être exactement déclarées, alors qu'il n'en est pas de même pour les envois par la poste, ce qui provoquera en Belgique la création de sociétés d'assurances, appelées à faire à l'Etat une concurrence désastreuse. L'orateur pense enfin qu'il ne faut point passer sous les fourches caudines de l'union postale. Ces arguments sont combattus encore par MM. Sainctelette, *m. t.*, et Beernaert, et les amendements de la *s. c.* sont rejetés. A l'article 32, relatif aux reçus à délivrer tant par l'expéditeur que par le destinataire des lettres assurées, M. Sainctelette, *m. t.*, combat un amendement de la *s. c.* autorisant le destinataire à demander au bureau de poste la remise de la lettre assurée, et à l'y ouvrir en présence des témoins qu'il aura amenés. L'ouverture d'une lettre chargée ne regarde en rien la poste. A la suite d'un échange d'observations entre MM. de Zerezo de Tejada, *r.*, De Vigne et Le Hardy de Beaulieu, l'article est réservé. — 18. M. de Zerezo de Tejada, *r.*, insiste sur l'amendement de la *s. c.* à l'article 32. D'après M. Sainctelette, *m. t.*, il est inutile et dangereux, en ce que beaucoup de personnes s'imaginent que la responsabilité de la poste est engagée. M. Le Hardy de Beaulieu pense que le contraire est précisément vrai : la poste sera dégagée de toute responsabilité, puisque le destinataire n'aura pas eu un seul instant la lettre à sa disposition. M. Beernaert partage cette opinion. L'article est adopté avec l'amendement de la *s. c.* A l'article 35, relatif à l'encaissement, à la présentation des effets de commerce à l'acceptation, aux protêts faute d'acceptation et aux actes constatant le paiement par intervention, M. Beernaert estime que la présentation des effets à l'acceptation rentre mieux dans les attributions des banquiers que dans celles de la poste. Il craint les difficultés pratiques du nouveau système. M. Sainctelette, *m. t.*, défend l'innovation proposée et donne des détails sur la façon dont la poste procédera. M. Willequet voudrait que, lorsqu'un effet est protesté par la poste, le percepteur eût à en donner connaissance au tireur ou au bénéficiaire. M. Dansaert félicite le *m. t.* d'avoir suivi en cette matière la voie tracée par M. Beernaert

(1) Voici le texte de l'article 31 : « Les lettres peuvent être assurées suivant déclaration de la valeur de leur contenu, moyennant paiement préalable d'un droit d'assurance, indépendamment de la taxe au poids applicable aux lettres affranchies. Le gouvernement détermine la nature et le maximum des valeurs susceptibles d'être admises à l'assurance. »

La section centrale propose la rédaction suivante : « Les lettres renfermant des valeurs, présentées à la poste, doivent être assurées suivant déclaration du montant réel de leur contenu, moyennant paiement préalable d'un droit d'assurance, indépendamment de la taxe au poids applicable aux lettres affranchies et d'un droit fixe de 25 centimes. »

lorsqu'il était *m. t.* M. Beernaert insiste sur ses précédentes observations; il craint de voir la poste surchargée. A l'article 38, autorisant le gouvernement à régler les taxes ou droits à percevoir au profit du Trésor, M. Demeur est d'avis que la remise des mandats-poste et le paiement de ces mandats occasionnent parfois de grandes difficultés; lorsque le destinataire n'est pas connu des employés de la poste, on l'oblige à prouver son identité, et les règlements administratifs ne fixent aucune règle à cet égard. M. Saintelette, *m. t.*, répond qu'il y aura lieu, lors de la révision des règlements, de voir dans quelle mesure cette observation peut être accueillie. A l'article 51, punissant d'une amende de 26 à 500 fr. les contraventions aux articles 2 et 3, M. Willequet voudrait voir réduire le *maximum* et le *minimum* de l'amende. Des observations sont échangées à ce sujet entre MM. Beernaert et Saintelette, *m. t.* Au second vote, sur l'article 15, relatif au transport des imprimés, M. Saintelette, *m. t.*, répondant à une observation de M. Willequet, déclare qu'il ne croit pas qu'on puisse descendre, pour les livres, au-dessous de la taxe de 2 centimes par 50 grammes. A l'article 18, relatif au port des échantillons de marchandises affranchis, des observations sont échangées entre MM. Willequet, Saintelette, *m. t.*, et Dansaert. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité. — 21. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Saintelette, *m. t.*, annonce que des crédits seront proposés à l'effet d'établir des bureaux de poste dans les communes importantes qui n'en ont pas encore : 213 communes sont dans ce cas. M. d'Andrimont réclame un bureau de poste pour la commune d'Henri-Chapelle. — 25. M. Houtart demande l'établissement d'un bureau à Marche-lez-Ecaussinnes. — 26. M. Saintelette, *m. t.*, examinera les titres des communes pour lesquelles un bureau de poste a été réclamé. M. De Bruyn approuve l'affranchissement obligatoire des petits paquets, mais voudrait qu'il pût se faire au moyen de timbres-poste.

4 avril. M. Bockstael pense que la classification actuelle des bureaux de poste laisse à désirer. M. Berten parle de la rémunération des percepteurs. M. Saintelette, *m. t.*, aura l'occasion de s'expliquer plus tard sur cette question et répond à M. Bockstael qu'il n'est pas bien au courant du classement des perceptions de poste, dont le rang est déterminé d'après l'ensemble des opérations. M. Thibaut recommande l'établissement d'une sous-perception des postes à Mesnil-Saint-Blaise. M. Van Brabandt parle de la nécessité d'améliorer l'organisation du service de malles-poste qui dessert la commune de Cruyshautem.

M. Saintelette, *m. t.*, lui répond qu'il fera examiner la question.

PRESSE.

7 février. M. Jottrand demande que la *s. c.* chargée depuis plusieurs années de l'examen de la proposition de loi tendant à assurer à la presse la garantie de la juridiction du jury présente son rapport. M. Nothomb, *r.*, expose les raisons, tout à fait indépendantes de sa volonté, qui ont retardé la présentation de ce rapport, et M. Guillery, *p.*, annonce que la *s. c.* a été complétée et se réunira la semaine prochaine.

6 juin. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport de la *s. c.* sur les propositions de lois relatives aux dommages et intérêts, aux réparations civiles et aux visites domiciliaires en matière de presse.

31 juillet. Après un échange d'observations entre MM. Defuisseaux, Coomans, Tesch, Janson, Couvreur et Bara, *m. j.*, une proposition de M. Defuisseaux tendant à ce que le projet de loi sur la presse soit discuté dans la prochaine session, est adoptée.

SOCIÉTÉS.

9 mai. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi accordant l'anonymat à la Société du quartier royal de Koekelberg.

24 juin. M. Mallar, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet. — 25. Après un échange d'observations entre MM. De Lantsheere et Bara, *m. j.*, il est adopté par 80 voix contre 13 et une abstention.

TÉLÉGRAPHES.

21 mars. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Saintelette, *m. t.*, dit qu'il a pris des mesures pour que certains bureaux restent ouverts jusqu'à 9 heures du soir et qu'il autorisera les particuliers à se raccorder au télégraphe comme au chemin de fer. — 27. Répondant à M. Beernaert, il annonce qu'il a l'intention d'établir un service télégraphique le long des rivières et des canaux.

25 juillet. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. De Clercq recommande l'établissement d'une ligne télégraphique entre Bruges et Ostende, le long du canal.

PROVINCIALES (AFFAIRES).

20 février. M. de Pitteurs-Hiegaerts regrette que le gouvernement se montre disposé à revenir sur le système introduit par M. Kervyn de Lettenhove, par sa circulaire du 3 octobre 1870, système accordant aux députations permanentes la répartition des subsides à la voirie vicinale. On a dit que ces subsides seraient devenus entre les mains de certaines

députations un moyen d'influence politique. Il proteste contre cette accusation, notamment en ce qui concerne la députation du Limbourg. D'après M. De Lexhy, le gouvernement, qui échappe aux sollicitations locales, doit seul répartir les subsides : ce système, pratiqué de 1850 à 1870, n'a donné lieu à aucun grief sérieux. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, appuie ces dernières considérations. M. Kervyn de Lettenhove défend sa circulaire : c'est surtout le gouvernement qui sera accusé de partialité dans la répartition qu'il fera des subsides.

TRAVAUX PUBLICS.

17 décembre. M. Graux, *m. f.*, dépose des amendements au B. des travaux publics pour 1879. — 18. Dans la discussion du projet de loi allouant au département des travaux publics un crédit supplémentaire de 170,000 fr. pour travaux d'appropriation et d'amélioration de bâtiments civils à Bruxelles, M. Beeckman exprime la crainte qu'une partie du crédit ne soit employée à des travaux d'embellissement inutiles et dit notamment que le ministère des affaires étrangères a été jugé très convenable par M. d'Aspremont-Lynden. M. Sainctelette, *m. t.*, dit que les dépenses à faire pour les hôtels ministériels sont indispensables. M. Frère-Orban, *m. a.*, appuie cette appréciation. Quand le *m. a.* est appelé à faire les honneurs du pays à des étrangers, il est obligé d'emprunter ou de louer les objets nécessaires pour les recevoir ! Les ministres précédents, comme lui, ont souffert de cet état de choses, et M. d'Aspremont-Lynden a notamment sollicité un crédit extraordinaire pour y remédier. M. Beeckman maintient son appréciation. L'ensemble du projet est adopté par 69 voix contre 16.

29 janvier. M. Van Iseghem demande un prompt rapport sur une pétition du conseil communal d'Ostende relative à la situation de la côte et des ports maritimes. — 30. Dans la discussion du B. des finances, M. Sabatier développe des considérations spéciales sur les causes de la crise industrielle. Il demande que le gouvernement décrète une réorganisation du service des voies navigables et fasse cesser la solution de continuité qui existe dans les communications par eau entre les bassins de Mons et du Centre. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que la construction d'un canal entre Mons et le Centre fait l'objet d'études sérieuses ; il ajoute qu'il a l'intention de créer deux inspections générales pour le bassin de l'Escaut et pour celui de la Meuse. M. De Haerne, sans contester l'utilité d'un canal de jonction entre Mons et le Centre, émet l'avis que la priorité devrait être accordée à la jonction de la Lys à l'Yperlée.

4 mars. M. Van Iseghem, *r. c.*, présente le rapport de la commission sur une pétition du conseil communal d'Ostende. — 5. M. de Clercq demande où en sont les études de la *c.* qui s'est occupée du projet de M. de Maere, qui a pour but de relier directement Bruges avec le port de Heyst. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que les membres de la *c.* ont jugé nécessaire d'examiner sur place les travaux hydrauliques exécutés en Hollande. M. A. Visart confirme ce fait et proteste contre la partialité du rapport de M. Van Iseghem. Celui-ci répond qu'il avait à faire un rapport sur les réclamations du conseil communal d'Ostende et non pas un rapport complaisant pour Bruges. — 12. M. Piedbœuf, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 20. *Discussion du B. des travaux publics.* M. De Wael donne des détails sur les grands travaux maritimes en voie d'exécution à Anvers et sur la bonne direction qui leur est imprimée. Il appelle l'attention spéciale du gouvernement sur l'alignement des quais, les expropriations à faire et l'urgence de la cession des terrains de la citadelle du Nord. M. Dansaert fait ressortir l'importance des voies navigables, au point de vue du développement du commerce maritime. Le beau travail de M. Jacques Behr, à ce sujet, est la première page de la grande étude à faire par le gouvernement et par les industriels : la Belgique est admirablement située pour devenir l'entrepôt général de l'Europe. Il propose en conséquence un amendement tendant à allouer une somme de 100,000 fr. pour entreprendre l'étude de toutes les questions se rattachant aux voies navigables. M. De Clercq appelle l'attention du *m. t.* sur les améliorations à apporter à ces voies dans l'arrondissement de Bruges. M. Wasseige recommande la mise en adjudication des travaux du pont de Sclayn. M. Kervyn de Lettenhove demande l'achèvement du canal de Selzaete et l'exécution des travaux destinés à prévenir les dommages causés par les eaux dans le canton de Maldegem. M. Van Outryve d'Ydewalle appelle l'attention spéciale du *m. t.* sur la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve la wateringue de Blankenberghe par suite des travaux considérables qu'elle s'est vue obligée d'entreprendre dans ces derniers temps : il voudrait que l'Etat allouât pour cet objet un large subside. M. Van Iseghem demande que des travaux soient exécutés à l'effet de remédier aux inondations continues du bassin de Ghisnelles. M. Tack voudrait voir continuer la construction du chemin de halage le long de la Lys. M. Delaet pense qu'il y aurait lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas mieux d'établir un tunnel sous l'Escaut qu'un pont entre Anvers et la tête de Flandre. Relative-

ment à l'amendement de M. Dansaert, il pense que les projets de ports intérieurs sont inécutables. Il appuie la requête de la ville d'Anvers relativement à la cession des terrains de la citadelle du Nord. Puis il émet le vœu de voir mettre en adjudication la construction d'une chaussée de Brecht vers Westmalle et de Saint-Léonard vers Oostmalle. — 21. M. Saintelette, *m. t.*, dit que cette route sera mise prochainement en adjudication. Parlant ensuite des ponts, il ajoute qu'il y en a actuellement sept en construction, parmi lesquels celui de Sclayn. Il espère voir supprimer quelque jour les péages sur les ponts établis par les particuliers. En ce qui concerne les voies navigables, il croit qu'il y a beaucoup à faire et entre dans de longs détails à ce sujet. A propos d'inondations, il déclare qu'il ne peut être question en ce moment du prolongement du canal de Selzaete; quant à l'aménagement du bassin de Ghistelles, c'est là une charge essentiellement provinciale. Au sujet du subside en faveur de la wateringue de Blankenberghe, il fait remarquer que les questions d'hygiène ne ressortissent pas à son département. Le promenoir à l'ouest de la digue de mer à Ostende sera construit prochainement. S'occupant des ports, il donne des détails sur les installations maritimes d'Anvers. Il décline toute compétence au sujet de la question relative à la citadelle du Nord, laquelle concerne le département des finances. Des crédits seront sollicités prochainement pour des améliorations à apporter au port d'Ostende. Il annonce ensuite qu'il fait publier un *annuaire* contenant tous les renseignements relatifs à l'ancienneté et à la position des fonctionnaires de son administration, et que tous les fonctionnaires, sans distinction, participent aujourd'hui aux augmentations de traitement. — 25. M. Woeste demande la reprise par l'Etat de la chaussée d'Idegem à Herzele. M. Struye réclame le prompt achèvement de la route de Reninghelst à Kemmel par la Clytte. Le bourg de Rousbrugge devrait, d'après lui, être relié à Crombeke-Poperinghe par un service de messageries. M. Lucq sollicite une passerelle sur la route qui unit Charleroi à Marcinelle. M. Houtart espère voir introduire dans les voies navigables des améliorations qui sont urgentes au point de vue de l'industrie. M. Woeste signale la nécessité d'une passerelle sur la Dendre à Ninove. M. Struye demande le prompt achèvement du canal de jonction de la Lys à l'Yperlée. — 26. M. Saintelette, *m. t.*, est disposé à examiner toutes les questions relatives au réseau hydraulique : des crédits spéciaux seront demandés pour cet objet, crédits auxquels l'amendement de M. Dansaert s'appliquerait mieux qu'au B. des travaux publics.

Il dit que la commission chargée d'examiner les questions relatives à la Lys a conclu à l'établissement d'un chemin de halage et a proposé un règlement de police pour la navigation et pour le rouissage du lin. L'article 29 du B. prévoit l'établissement d'une passerelle sur la Dendre, à Ninove. La question du canal de la Lys à l'Yperlée est une grosse affaire au point de vue pécuniaire. M. Cornesse recommande la prompt construction d'un pont sur la Meuse, à Maeseyck. M. L. Visart s'occupe des inondations dans le pays de Furnes et de Dixmude. M. De Wael produit de nouveaux renseignements sur le port d'Anvers et donne des détails sur l'organisation probable de l'outillage du port. Il montre que les frais du port d'Anvers ne sont pas plus élevés que ceux des autres ports, et il demande quel est le prix exigé par le gouvernement pour la cession des terrains de la citadelle du Nord. Il se déclare hostile au pont que l'on voudrait établir sur l'Escaut, à Anvers. M. Graux, *m. f.*, répond à M. De Wael, au sujet de la citadelle du Nord : la ville d'Anvers doit payer la valeur réelle des terrains, fixée par les experts à 1,200,000 fr., mais aussi la valeur militaire de la citadelle, fixée à 6 millions par le département de la guerre, qui cherche actuellement le moyen de réduire ce chiffre. M. Delaet conteste la valeur militaire de la citadelle. Des observations sont encore échangées à ce sujet entre MM. De Wael, Graux, *m. f.*, et Jacobs. M. De Bruyn parle ensuite des travaux à exécuter, à l'effet d'améliorer la navigation proprement dite de l'Escaut, et de débarrasser la ville de Gand, en amont et en aval, des eaux répandues dans les campagnes. M. Julliot fait le compte des dépenses demandées et arrive au chiffre de cent cinquante millions ! Il engage le *m. t.* à promettre peu, et surtout à résister aux exigences des députés de Bruxelles. M. Saintelette, *m. t.*, espère pouvoir mettre en adjudication cette année les travaux de la route de Reninghelst à Kemmel. Il montre qu'un service public de messageries entre Rousbrugge et Poperinghe par Crombeke ferait double emploi avec le service existant. M. Cornesse demande l'achèvement de la route de Hechtel à Loozen. — 27. M. Delaet approuve le *m. t.* d'avoir ordonné le relevé du trafic des routes pavées, et indique le mode qui, d'après lui, doit être employé pour ce travail. M. Bockstael félicite le *m. t.* d'avoir fait préparer l'*annuaire* dont il est parlé plus haut. M. Beernaert défend le principe de l'amendement de M. Dansaert, et propose un sous-amendement, par lequel il réduit à 40,000 fr. le crédit réclamé, tout en donnant une étendue plus considérable aux études visées par M. Dansaert. L'intérêt immense de l'industrie au bas prix des transports exige

que l'on approfondisse la question du concours que les canaux pourraient donner au chemin de fer. Il résume l'ouvrage récent de M. l'ingénieur Finet sur cette question. L'orateur demande la cause du retard apporté dans l'achèvement des barrages de Waulsort et d'Hastières. Parlant des quais d'Anvers, il considère comme une dépense inutile de leur donner plus de 60 m. de largeur sur toute leur étendue, et demande la conservation du *Steen*, le dernier vestige et le débris le plus intéressant de l'ancien Anvers. Il demande si les ponts et chaussées ont arrêté les propositions qu'ils avaient à faire relativement à l'établissement d'un dragueur maritime, destiné à maintenir la profondeur de certaines passes de l'Escaut et à améliorer l'accès du pont d'Ostende. Il recommande l'établissement d'un bassin de retenue à Nieuport. M. Van den Steen, parlant des travaux de la Dendre, pense que la solution la plus pratique pour éviter les inondations serait de créer un canal de dérivation de la Dendre à l'Escaut. M. Boucquéau demande qu'un canal relie La Louvière à Mons. — 28. M. Devos réclame la prompte construction de la route de Cruyshautem à Anseghem. M. Bockstael demande au gouvernement d'autoriser le tramway de Mons. M. Lefebvre constate que les travaux de l'assainissement de la Senne ont pour conséquence l'inondation des communes situées en aval de la rivière améliorée, lors des fortes crues d'eau. Il votera avec plaisir le crédit réclamé par MM. Dansaert et Beernaert. M. De Haerne se rallie aux observations présentées par MM. Tack et Struye. Il recommande surtout la prompte construction des quais de la Lys dans la ville de Courtrai, et l'achèvement du canal de la Lys à l'Yperlée. M. Beeckman parle des inondations de la vallée du Demer en amont d'Aerschot. Répondant à une question posée par M. Willequet, M. Saintelette, *m. t.*, annonce qu'il demandera prochainement un crédit pour le canal de Terneuzen. M. de Montblanc parle de l'achèvement du bassin de navigation situé à l'origine du canal de Roulers à la Lys et de l'absence de tout ouvrage permettant d'opérer le chargement et le déchargement des bateaux dans la traverse d'Iseghem. Répondant à M. Devos, qui appelle son attention sur la corruption des eaux de l'Escaut, à Audenarde notamment, et sur l'insuffisance des voies d'écoulement de ce fleuve, M. Saintelette, *m. t.*, annonce qu'un crédit important sera demandé prochainement pour cet objet. M. Devos parle du projet d'établir une écluse à Audenarde. M. Le Hardy de Beaulieu combat le canal réclamé par les députés de Charleroi. Il n'est point partisan de l'extension à donner aux voies navigables,

avant que tous les points du problème aient été examinés à fond, et que l'on ait acquis la certitude de pouvoir se procurer l'eau suffisante.

1^{er} avril. Il parle ensuite de la question des tarifs des charbons, et affirme la supériorité du chemin de fer sur les canaux. M. Saintelette, *m. t.*, dit que l'emplacement du pont de Selayn n'est pas encore déterminé et que les négociations continuent entre les provinces et les communes intéressées, relativement au pont à construire à Maeseyck. Il dit que toutes les questions relatives aux voies navigables seront étudiées. Il répond ensuite aux observations de MM. Willequet, Delaet, Tack et de Montblanc. Il mettra à l'étude la question des inondations produites par l'assainissement de la Senne. Il s'occupera de la corruption des eaux de l'Escaut, notamment à Audenarde. Parlant des travaux d'Anvers, il en estime le coût à 48 millions environ; il sera peut-être nécessaire que les quais mesurent plus de 60 mètres, le quai du Rhin en mesurant 81. M. Saintelette, *m. t.*, ne peut se prononcer dès maintenant sur le tramway de Mons. M. Van Hoorde recommande l'établissement d'un service de malles-poste sur la route de Libramont à Houffalize et le rétablissement des voitures de Bastogne à Arlon et de Bastogne à La Roche. M. Van Iseghem insiste au sujet des inondations du bassin de Ghistelles. M. de Jonghe d'Ardoye parle des bassins de la ville de Roulers. M. Visart appuie l'amendement de M. Dansaert et entre dans de longs développements à ce sujet. — 2. M. Visart achève son discours. Il est partisan de la création d'un port de mer à Heyst. M. Verwilghen insiste sur la construction du pont qui doit relier Anvers à la Tête de Flandre. M. Sabatier parle de l'amélioration du réseau hydraulique et soutient surtout la nécessité de la construction d'un canal de Mons au canal de Charleroi. Il combat cette idée de M. Le Hardy de Beaulieu que « le rail doit l'emporter sur le bateau ». M. Piedbœuf, *r. s. c.*, insiste sur ces dernières observations. La question à l'ordre du jour, dit-il, est sans contredit celle des transports par eau. Il désire voir achever la canalisation de la Meuse. M. Meeus demande des renseignements au sujet de certains travaux restés en souffrance dans l'arrondissement d'Anvers. Il sollicite pour les bateliers l'autorisation de naviguer la nuit et signale la nécessité d'obvier aux inondations qui se produisent annuellement à Anvers et dans les environs. Il votera l'amendement de M. Dansaert. Quant à l'enquête qui sera faite sur les frais de place dans les principaux ports, il voudrait qu'elle fût complétée par la recherche de la cause des frais auxquels donnent lieu le chargement et le dé-

chargement des marchandises à Anvers. M. De Decker insiste pour que les nouveaux canaux, si l'on en construit, ne nuisent pas à l'Escaut maritime, à la navigabilité duquel toute la Belgique est intéressée. Parlant des quais d'Anvers, il se rallie aux observations de M. Beernaert. Au sujet des frais du port d'Anvers, et spécialement des taxes qui grèvent les navires, il montre qu'il y a nécessité pour la Belgique d'entrer dans la voie de dégrèvement actuellement suivie par la Hollande. Il critique le système de jaugeage usité en Belgique. Il attire également l'attention du gouvernement sur la question du lestage à Anvers, et sur l'autorisation que l'on accorde en Belgique aux capitaines de navires, munis de diplômes étrangers, de naviguer sous pavillon belge. M. de Lhoneux réclame pour l'arrondissement de Huy le pont de Louveigné-Bas-Oha. M. Meeus recommande la construction de deux chaussées devant relier la commune de 's Gravenwezel au canal de Turnhout et le hameau du Gooreinde au pont du canal d'Anvers à Turnhout. — 3. M. E. de Kerckhove s'occupe des inondations de la Dyle et les attribue aux travaux de la Senne. Répondant à M. Sabatier au sujet d'un canal de Mons au canal de Charleroi, M. Saintelette, *m. t.*, donne des détails sur les études déjà faites à ce sujet. Répondant à M. E. de Kerckhove, il répète que la question des inondations sera l'objet d'une étude sérieuse. M. Beernaert traite la question de l'amélioration de l'exploitation des voies navigables. M. Van Iseghem répond au discours de M. Visart : il combat la création d'un port à Heyst. M. Warnant dit que les bienfaits de la dérivation de la Meuse sont compromis par les sables et les cailloux charriés par l'Ourthe, et qu'il est temps d'aviser. Il voudrait que l'Etat, modifiant la convention qu'il a conclue en 1840 avec la ville de Liège, prit à sa charge les dépenses d'élargissement de la grande voirie. Il voudrait, à ce propos, voir abroger l'arrêté royal du 29 février 1836 et étendre à la grande voirie les dispositions de la loi de 1844 sur la voirie urbaine. M. Tack espère que la question des inondations dans les bassins de la Lys et de l'Escaut de sera pas négligée dans le projet de loi que le *m. t.* se propose de soumettre à la chambre. M. De Bruyn présente des observations dans le même sens. M. Le Hardy de Beaulieu dit qu'il est l'ennemi non des canaux, mais des canaux qui n'ont pas d'eau; la première question à étudier, d'après lui, est celle de l'alimentation. Il pense que le système proposé par M. Finet n'est ni pratique ni désirable pour l'industrie, la question devra, d'ailleurs, être discutée plus tard d'une façon complète. M. No-

telteirs insiste sur le tort causé aux riverains de la Senne par les travaux exécutés par la ville de Bruxelles. Il demande si le gouvernement est décidé à exécuter les travaux nécessaires pour préserver la ville de Lierre de l'envahissement de la marée. M. Saintelette, *m. t.*, répond à cette dernière observation que le crédit nécessaire à l'exécution de ces travaux sera prochainement demandé. M. Saintelette, *m. t.*, répond à une question posée par M. Sabatier, que le gouvernement n'a pas encore délibéré au sujet des travaux dont il a entretenu la chambre. M. De Wael défend le port d'Anvers contre les critiques dont il a été l'objet de la part de M. De Decker. Il remercie M. Beernaert des paroles prononcées par lui en faveur du *Steen* : il supplie à son tour le *m. t.* de le conserver. Il espère que le gouvernement accordera sans tarder à la ville d'Anvers l'autorisation d'établir une passerelle devant relier la rue de la Digue au hameau du Dam. M. Wasseige recommande une pétition des bateliers de la Meuse protestant contre un chômage de trente-cinq jours annoncé pour la navigation de ce fleuve. Dans la discussion des articles, au chapitre II, article 12, *Meuse*, etc., M. Saintelette, *m. t.*, promet de faire tout ce qui dépendra de lui pour réduire la durée du chômage dont a parlé M. Wasseige, ce dont ce dernier le remercie. M. De Vigne recommande une pétition qui réclame un service de malles-poste entre les stations de Deynze et d'Aeltre. — A l'article *Canal de Roulers à la Lys*, M. Mulle de Terschueren parle des inondations de la Mandel. — A l'article 8, *Travaux de plantations*, etc., M. Houtart recommande une pétition qui réclame l'abatage des arbres bordant la route de Bray à Mons. Il recommande la reprise par l'Etat des routes communales reliant Thielt à la route de l'Etat de Courtrai à Deynze et de Thielt à Wyneghem. — A l'article 40, *Etudes de projets*, etc., quelques observations sont échangées entre MM. Saintelette, *m. t.*, Beernaert et Le Hardy de Beaulieu, à la suite desquelles le vote sur l'amendement présenté par MM. Dansaert et Beernaert est remis au lendemain. — 4. M. De Decker répond à M. De Wael et maintient les allégations par lui faites dans son premier discours : il parle spécialement de la largeur qu'il y aura lieu de donner aux quais d'Anvers et des frais de port. M. Dansaert se rallie à l'amendement de M. Beernaert. M. Saintelette, *m. t.*, pense que les questions soulevées par M. De Decker peuvent sans inconvénient être réservées. Il répond à M. Meeus qu'un projet sera mis à l'étude au sujet de l'encombrement du bassin d'Anvers, et que la question de la navigation de nuit sera étudiée. Il répond à M. Warnant que la question

des inondations du quartier de l'Est, à Liège, sera examinée avec la plus vive sollicitude. L'article est adopté avec l'amendement de M. Beernaert. Celui-ci s'occupe de la question des traitements variables qu'il avait établis au département des travaux publics, et il espère que le nouveau système introduit par son successeur produira de bons résultats. Le B. est adopté à l'unanimité. — 22. M. Van den Steen réclame un prompt rapport sur une pétition adressée à la chambre par un propriétaire de la wateringue de Vlassenbroek-sous-Baesrode.

14 mai. M. Bockstael, *r. c.*, présente le rapport sur cette pétition, laquelle est renvoyée au *m. t.* — 17. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au ministère des travaux publics des crédits supplémentaires pour les exercices 1878 et antérieurs.

20 juin. Un échange d'observations se produit entre MM. Willequet, De Bruyn, Magherman et Saintelette, *m. t.*, au sujet des inondations produites par le haut Escaut. — 26. M. Piedbœuf, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits supplémentaires.

2 juillet. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant des crédits spéciaux, à concurrence de 101,410,000 fr., à divers départements ministériels pour l'exécution de travaux

publics (1). — 15. MM. Gillieaux et Le Hardy de Beaulieu, *rr. s. c.*, présentent les rapports sur ce projet. — 22. Les crédits supplémentaires aux *BB.* des travaux publics pour les exercices 1878 et antérieurs sont adoptés par 68 voix contre une. — 25. *Discussion du projet de loi allouant des crédits pour travaux d'utilité publique.* M. Moncheur regrette que le crédit complet pour l'exécution immédiate d'un pont sur la Meuse, entre la station de Sclaigneaux et le bourg de Sclayn ne soit pas proposé. Il recommande la construction d'un autre pont entre la station de Bas-Oha et Louveigné, et demande quand les derniers travaux de canalisation de la Meuse seront terminés. M. Saintelette, *m. t.*, répondant à cette dernière observation, dit que la navigation, au tirant d'eau de 1^m,20 n'est pas interrompue. M. Moncheur réplique : C'est une navigation à 2^m,10 qu'attend l'industrie. M. L. Visart demande que l'on emploie sans retard le crédit sollicité pour l'exécution d'un bassin à flot à Nieuport. M. De Clercq recommande la construction d'un pont sur le canal de Gand à Bruges, à l'endroit nommé Hoekstraat. M. Saintelette, *m. t.*, répond que cela est compris dans le projet. M. De Clercq, continuant, recommande aussi l'établissement d'une passerelle reliant les rives du canal d'Ostende à l'endroit de la station du bassin,

(1) Voici le texte du projet de loi. Art. 1^{er}. Des crédits spéciaux, à concurrence de la somme de 101,410,000 fr., sont ouverts au gouvernement pour pourvoir aux dépenses extraordinaires énumérées ci-après, savoir : MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — 1^o *Routes et ponts.* § 1^{er} Raccordement de routes aux chemins de fer de l'Etat ou de compagnies. Etablissement de chemins vicinaux aboutissant à des stations ou à des gares d'eau; subsides. Redressement et amélioration de routes. Construction et reconstruction de ponts; subsides, 3,500,000 fr. Bruxelles. Raccordement, à Molenbeek-Saint-Jean, du boulevard Léopold II au boulevard d'Anvers, 1,000,000 fr. Bruxelles. Prolongement de l'avenue d'Auderghem jusqu'aux nouveaux établissements militaires, 375,000 fr. — 2^o *Bâtiments civils.* Agrandissement du Palais de la Nation et des ministères. Transfert du ministère des travaux publics, 2,000,000 fr. Pavillon de Tervueren. Travaux de conservation, 100,000 fr. Palais des beaux-arts, 1,133,000 fr. Bruges. Ecole normale, 950,000 fr. Gand. Ecole normale, 950,000 fr. Bruxelles. Conservatoire. Habitations du directeur et du secrétaire, 80,000 fr. Liège. Conservatoire, 200,000 fr. Transfert du musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin zoologique, 250,000 fr. Construction de l'hôtel des monnaies, 385,000 fr. Liège. Restauration du Palais des Prins-Evêques, 400,000 fr. Hôtel du gouvernement provincial à Bruges: reconstruction des bâtiments incendiés, 210,000 fr. Saint-Gilles, lez-Bruxelles. Construction d'une prison cellulaire, 1,500,000 fr. Bruxelles. Bureau principal des postes et des télégraphes, 1,200,000 fr. Déplacement de l'Observatoire royal de Bruxelles, 1,000,000 fr. — 3^o *Travaux hydrauliques.* Barrage de la Gileppe, 600,000 fr. Meuse. Indemnités à liquider; ports, 850,000 fr. Ourthe. Etablissement d'un port à Chênée, 20,000 fr. Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut.

Solde à liquider. Travaux à Anvers, 435,000 fr. Canaux houillers du Hainaut, 3,000,000 fr. Escaut. Travaux d'amélioration, 2,900,000 fr. Anvers. Installations maritimes, 16,000,000 fr. Lys. Pont à Courtrai et chemin de halage, 505,000 fr. Canal de Gand à Terneuzen, 3,000,000 fr. Bruges. Ecoulement des eaux du sud, 10,000 fr. Dendre. Travaux d'amélioration, 160,000 fr. Grande-Nèthe. Travaux d'amélioration, 100,000 fr. Yser. Travaux d'amélioration, 300,000 fr. Canal de Roulers à la Lys, 500,000 fr. Canal de la Lys à l'Yperlée, 2,000,000 de fr. Canal de Bruges à Ostende et port d'Ostende. Travaux d'amélioration, 3,000,000 de fr. Ostende. Installations maritimes, 350,000 fr. Nieuport. Bassin à flot, 1,000,000 fr. Travaux de défense de la côte, 300,000 fr. Etablissement de télégraphes le long des voies navigables, 150,000 fr. Exécution des travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1863 avec les Pays-Bas, 80,000 fr. — 4^o *Chemins de fer à construire.* D'Anvers à la frontière des Pays-Bas dans la direction de Tilbourg ou de Bortel, 3,000,000 fr. De Libramont à Bertrix et études du prolongement vers le chemin de fer de l'Est français, 2,000,000 francs. De la vallée de l'Amblève, 6,000,000 fr. De Gastuche à Jodoigne, 2,000,000 fr. D'Audenarde à Orroir, 2,000,000 fr. Parties communes aux lignes de Virton et d'Athus à la Meuse, avec station d'échange à proximité de Virton, 1,000,000 fr. — 5^o *Chemin de fer concédé à racheter.* Rachat du chemin de fer de Saint-Ghislain à Erbisœul, 2,850,000 fr. — 6^o *Chemin de fer en exploitation.* Voies et travaux. Travaux d'extension et de complément, 16,500,000 fr. Extension du matériel de traction et de transport; outillage, 7,300,000 fr. — 7^o *Postes.* Nouvel hôtel des postes à Anvers, 12,000 fr. — 8^o *Télégraphes.* Extension du réseau télégraphique, 200,000 fr. — 9^o *Marine.* Achat de deux bateaux pilotes, 130,000 fr. Construction d'un ba-

à Bruges. Il parle ensuite de l'écoulement des eaux du canal du Sud, et recommande encore un canal destiné à relier l'Yser au canal de Gand. M. Struye parle de l'achèvement et de la reprise du canal de jonction de la Lys à l'Yperlée. M. Thonissen désire qu'un crédit spécial soit demandé pour la reconstruction de l'hôtel du gouvernement provincial du Limbourg. M. Saintelette, *m. t.*, lui répond que ce crédit sera proposé par amendement au B. des travaux publics. M. De Haerne félicite le *m. t.* d'avoir présenté un projet de loi dont les résultats seront de favoriser l'agriculture. M. De Clercq parle du style dans lequel il voudrait voir reconstruire l'hôtel provincial de la Flandre occidentale; il préfère le style Renaissance au style gothique, si l'hôtel doit être encastré dans des constructions modernes. — 24. M. De Bruyn émet de nombreuses considérations au sujet des travaux relatifs aux voies navigables, et spécialement à l'Escaut. M. Smolders développe un amendement qu'il a signé avec MM. De Becker, Beeckman, Schollaert et Delcour, et destiné à ouvrir un crédit de 100,000 fr. pour des travaux d'amélioration à faire à la Dyle et au Demer. M. Delcour parle du barrage de la Gileppe et du mauvais état de la Vesdre. M. Ortmans-Hauzeur ne s'oppose pas à ce que le cours de la Vesdre soit amélioré, pourvu que la répartition des eaux du réservoir de la Gileppe, prévue par l'arrêté royal du 1^{er} février 1866, ne soit pas modifiée. M. A. Visart parle de l'emploi du crédit sollicité pour l'amélioration du port d'Ostende et de la navigation vers Bruges. M. Beeckman insiste sur les observations présentées par M. Smolders. M. Beeckman demande l'élargissement et l'approfondissement du canal de Louvain au Ruppel, et parle du canal de Charleroi et de celui de Mons vers Charleroi. M. Scailquin parle des inondations qui se produisent en amont et en aval de la Senne. M. Thibaut signale la nécessité d'une route de Membre par Dohan à la frontière française. M. Beeckman considère comme insuffisant le crédit destiné à l'amélioration de la voirie vicinale et des cours d'eau non navigables ni flottables. — 25. M. Magherman recommande le redressement d'une côte existant dans la route de Renaix à Sottegem, et diverses routes pour le canton de Cruyshautem. M. Tack appuie ces dernières observations. M. de Zerezo de Tejada insiste sur les observations présentées

la veille par M. Beeckman. M. Magherman émet l'avis que les bâtiments civils se construisent dans des conditions trop luxueuses. M. Saintelette, *m. t.*, défend le projet de loi, et répond aux orateurs précédents. Il parle des canaux houillers du Hainaut et de l'amélioration du régime de l'Escaut. M. Tack recommande la prompt construction du pont sur la Lys à Courtrai et l'amélioration du chemin de halage le long de cette rivière. M. Boucquéau s'occupe du canal de la Louvière à Mons. M. Guillery, *p.*, donne lecture de deux amendements, le premier signé par M. E. de Kerckhove, Beeckman, Schollaert et Lefebvre, tendant à l'ouverture d'un crédit de 2,250,000 fr., destiné à parer aux inondations des riverains de la Senne et de la Dyle, et obtenu par la suppression d'un million demandé pour le raccordement à Molenbeek-Saint-Jean du boulevard Léopold II au boulevard d'Anvers; du crédit de 250,000 fr. demandé pour le transfert du Musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin zoologique, et d'un million demandé pour le déplacement de l'Observatoire de Bruxelles, — le deuxième signé par MM. De Bruyn, De Wael et Delaet, tendant à ouvrir un crédit de 2,900,000 fr., à l'effet d'obvier aux inondations de la ville de Gand et à améliorer la navigabilité de l'Escaut maritime. — 29. M. E. de Kerckhove développe l'amendement déposé par lui et ses collègues de Malines et de Louvain dans la précédente séance. M. de Hemptinne recommande le prompt achèvement du canal de Terneuzen. M. Delaet parle de la navigabilité de l'Escaut. M. Mulle de Terschueren voudrait voir prendre des mesures à l'effet d'éviter les inondations désastreuses causées par les débordements de la Mandel et du Gaverbeke. M. Saintelette, *m. t.*, répond que le gouvernement n'a point perdu de vue la question des inondations, et il propose les seules mesures actuellement propres à remédier en partie aux désastres subis. M. Willequet combat l'amendement présenté par MM. De Bruyn, De Wael et Delaet. M. E. de Kerckhove revient sur ses premières propositions. Des observations s'échangent ensuite entre M. Jottrand et lui au sujet des causes des inondations qui se produisent dans la vallée de la Senne. M. Le Hardy de Beaulieu critique l'époque tardive de la présentation des projets: à la chambre des communes, les projets de cette nature ne peuvent plus être

teaux garde-pêche, 160,000 fr. Paquebot en acier, 700,000 fr. — MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Enseignement supérieur.* Universités de l'Etat. Amélioration et construction de locaux. Installations matérielles, 4,500,000 fr. — *Enseignement normal primaire.* Ecoles normales primaires et sec-

tions normales de l'Etat déjà existantes. Amélioration de locaux, 565,000 fr. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Travaux de voirie vicinale, d'assainissement et d'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables, 2,000,000 fr.

déposés après le 29 novembre, à minuit. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que toutes les lois de ce genre ont été votées à la fin des sessions. M. Julliot votera contre les dépenses comme il a voté contre les ressources. M. Le Hardy de Beaulieu engage le gouvernement à agir d'une manière méthodique en ce qui concerne les chemins vicinaux et l'assainissement des cours d'eau. M. Mulle de Terschueren recommande une route pavée reliant la commune de Denterghem à celle de Meulebeke.

— 51. Dans la discussion des articles, à l'article 1^{er} § 1^{er}, raccordement à Molenbeek-Saint-Jean du boulevard Léopold II au boulevard d'Anvers, M. Beernaert émet l'avis que ce travail est utile, mais que l'exécution du projet entraînera une dépense trop considérable. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que cette dépense est justifiée par l'utilité du raccordement. Il oppose la question préalable à l'amendement de MM. E. de Kerckhove et consorts. Le crédit que ceux-ci proposent de substituer à l'article du projet ne pourrait être utilement employé tant que la Senne ne sera pas propriété de l'Etat. Les crédits que l'amendement tend à supprimer se rapportent, au contraire, à des travaux depuis longtemps étudiés. M. E. de Kerckhove insiste sur ses observations précédentes : les travaux à faire à la Senne sont de première nécessité. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que la question sera examinée. M. Woeste pense que des travaux dont l'utilité est reconnue peuvent être proposés par voie d'amendement. M. Frère-Orban, *m. a.*, combat cette thèse, qui pourrait amener des conséquences incalculables. M. Coomans appuie l'amendement. Après quelques mots de MM. E. de Kerckhove et Woeste, la question préalable est admise par 48 voix contre 40. Au § 20, canaux houillers du Hainaut, M. Gillieaux, *r.*, parle de l'alimentation de ces canaux. Au § *Escaut*, un échange d'observations se produit entre MM. Magherman, De Wael, Sainctelette, *m. t.*; la question préalable, votée sur le précédent amendement, a pour effet d'écarter tous les amendements proposés au projet. Répondant à M. Verwilghen, M. Sainctelette, *m. t.*, dit que le crédit actuel ne sera point affecté en partie à la construction d'un pont sur l'Escaut, mais que ce pont est à l'étude et sera fait. Au § 24, canal de Terneuzen, répondant à une question posée par M. d'Elhoungne, M. Sainctelette, *m. t.*, répond que les travaux de l'avant-port de Gand seront entrepris aussitôt que l'Etat se sera mis d'accord avec la ville. A propos du transfert du Musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin zoologique, MM. Couvreur et Rolin-Jaquemyns, *m. i.*, échangent quelques observations au sujet de la nécessité de trouver des locaux

où puisse se donner l'enseignement spécial du nouveau Musée. Au § *déplacement de l'Observatoire* de Bruxelles, il résulte de la réponse du gouvernement à une question posée par M. Beernaert, qu'il n'existe aucun projet relatif à l'emploi des terrains de l'Observatoire actuel. L'article 2, amendé par le gouvernement, est adopté. L'ensemble du projet est adopté par 59 voix contre 7 et 28 abstentions.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS

24 juillet. A propos de l'admission de M. Durieu en remplacement de M. Bricoult, décédé, il y a un échange d'observations entre MM. Jacobs et Rolin-Jaquemyns, *m. i.*, au sujet de la qualification de *candidat de l'agriculture*, prise par l'un des candidats. D'après le *m. i.*, il n'y a pas lieu d'admettre d'autres qualifications que celle appartenant aux partis réellement existants, comme celui des meetinguistes, à Anvers, auquel la couleur noire doit être attribuée.

VOIES ET MOYENS.

21 novembre. M. Graux, *m. f.*, dépose des amendements au B. des voies et moyens.

15 décembre. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. — 17. Dans la discussion générale, M. Washer convie le *m. f.* à supprimer les droits protecteurs qui existent sur les fils et les tissus de coton. Cette mesure, en supposant qu'elle lèse quelques producteurs, se fera dans l'intérêt de la masse des consommateurs. M. Le Hardy de Beaulieu appelle l'attention du gouvernement sur ce point, qu'il faut autant que possible employer les moyens les plus énergiques pour réduire la dette, et spécialement opposer un *non possumus* très ferme à toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables, car à mesure que les dépenses s'accroissent, il devient plus difficile de toucher aux impôts mauvais, tels que ceux sur les sucres, la bière et les fils et tissus de coton. M. Malou remercie le *m. f.* d'avoir bien voulu accepter ses évaluations. Il lui est d'autant plus reconnaissant que, dans la dernière discussion financière, il l'avait accusé de les avoir forcées énormément. Ce qu'il vient de faire prouve que ses observations n'avaient pas la portée qu'on aurait pu leur donner. Il s'agit ici d'une question de principe. La différence entre les évaluations de M. Malou et celles du *m.* sur une somme de plus de 260 millions est de 324,500 fr. Le *m.* a tenu compte des faits nouveaux constatés depuis le mois de février et il a eu raison, notamment pour les accises, qui donnent une diminution et pour les chemins de fer, qui donnent une augmentation. L'accroissement de la dette publique résulte surtout de transferts du B. des recettes et des dépenses pour

ordre, et de la construction de lignes de chemin de fer. Il ne croit pas le moment venu de diminuer les droits qui se trouvent encore dans le tarif, en présence de la tendance protectionniste de plusieurs pays, avec lesquels il y aura à renouveler les traités de commerce. M. Bouquéau demande l'abolition du droit d'entrée sur les fontes brutes et la mitraille de fer. M. Couvreur, réfutant la dernière partie du discours de M. Malou, pense qu'il ne faut pas sacrifier un intérêt évident à la satisfaction de garder une arme pour des négociations ultérieures. M. Graux, *m. f.*, a accepté les évaluations de M. Malou pour ne pas abuser des amendements dans le *B.* actuel. Il croit fondées en principe les demandes relatives aux fils de coton et aux fontes, mais il y aurait, dans la suppression des droits réclamés, un sacrifice pour le trésor. Dans tous les cas, l'intérêt des filateurs exigerait que la réduction fût progressive. Il insiste sur l'argument final présenté par M. Malou, qu'il appuie. Le *m.* aborde ensuite la question de savoir s'il ne faudrait pas soumettre annuellement à la chambre le *B.* des recettes et des dépenses extraordinaires, comme celui des recettes et des dépenses ordinaires. La *s. c.* s'est prononcée pour l'affirmative. Il promet, quant à lui, d'examiner la question. M. Demeur, *r.*, critique les évaluations exagérées faites par M. Malou. Il s'attache à démontrer que la Constitution exige le vote annuel du *B.* extraordinaire, comme celui du *B.* ordinaire. M. Pirmez demande au *m. f.* de faire poursuivre le travail de codification des lois fiscales, et signale des améliorations que pourraient recevoir les lois sur l'enregistrement, notamment en matière de ventes commerciales et de mutations immobilières. M. Dansaert

défend le système des timbres adhésifs pour les effets de commerce, théorie dont M. Graux, *m. f.*, montre les difficultés pratiques. M. de Hemptinne, au nom des intérêts gantois, croit devoir s'élever contre le vœu émis en faveur de l'abaissement des droits d'entrée. Ce n'est pas lorsque les plus puissants concurrents songent de plus en plus à élever leurs droits d'entrée, lorsque le pays traverse la plus formidable des crises, qu'il faut songer à modifier ses conditions économiques. M. Willequet voudrait voir la loi fiscale mise en rapport avec la loi nouvelle sur la lettre de change : la loi fiscale ne reconnaît pas, en effet, comme lettre de change la lettre pour laquelle il n'y a pas remise de place à place. M. Graux, *m. f.*, ne peut donner de réponse immédiate à MM. Willequet et Pirmez. Il pense cependant que la difficulté de codifier toutes les lois fiscales a fait abandonner ce projet. M. Malou annonce qu'il tentera cette codification avec la collaboration de M. Pirmez. M. Sabatier se déclare partisan de la suppression des droits sur les fils et tissus de coton. Dans la discussion des articles, à propos des *redevances sur les mines*, M. Gilliaux appelle l'attention du gouvernement sur la nécessité urgente de présenter un projet de loi sur la concessibilité des minerais de fer. M. Sainetelette, *m. t.*, annonce que la révision de la loi de 1810 sur les mines est à l'étude ; il insiste sur les difficultés que présente cette révision. A propos des *ressources spéciales*, M. Jacobs demande au *m. f.* où en est la question de la vente par l'Etat à la ville d'Anvers des terrains de la citadelle du Nord. M. Graux, *m. f.*, tâchera de donner à cette affaire une prompt solution. L'ensemble du *B.* est adopté à l'unanimité.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1878-1879.

D³

TABLE DES MATIÈRES.

A

ABATAGE (Droits d') dans certaines communes. Pét. *r.* de M. Van Iseghem, 7 *m.* — Disc., 17 *jn.* V. Impôts communaux.

ADJUDICATIONS (Relevé des) en 1877, 26 *n.* V. Comptabilité.

ADRESSE. *c.*, 13 *n.* — *r.* de M. Orts, 19 *n.* — Disc., 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28 *n.*, 3, 4, 5 *d.* — Vote, 5 *d.* — Incident, 10 *d.* — Réponse du Roi, 11 *d.* V. Adresse.

ALIÉNÉS (Mise en observation des), 13 *d.* V. Budget de la justice. — Asile de Froidmont. Cr. de 50,000 fr., 29 *d.* — *r.* de M. Mascart, 12 *m.* — Disc., 18, 19 *m.* — Vote, 19 *m.* V. Justice.

ANVERS. Travaux maritimes, 20, 21, 26, 27 *m.*, 2, 3, 4 *a.* — Cession des terrains de la citadelle du Nord, 26, 27 *m.*, 2, 3, 4 *a.* V. Travaux publics. — 17 *d.* V. Voies et moyens.

ARGENT (Convention relative à la fabrication des monnaies d') en 1879, 17 *d.* — *r.* de M. Pirmez, 18 *d.* — Vote, 20 *d.* V. Monnaies.

ARMÉE. Dépenses militaires, question du recrutement. (Voir ADRESSE.) Contingent pour 1879, 12 *d.* — *r.* de M. Neujean, 18 *d.* — Disc., 19, 20 *d.* — Vote, 20 *d.* V. Guerre.

AVOUÉS (Question du maintien ou de la suppression des), 17, 18, 19 *jn.* V. Code de procédure civile.

B

BESTIAUX MALADES (Importation de), 18 *jt.* V. Hygiène.

BÉTAIL (Importation du) d'Amérique, 25 *m.* V. Agriculture.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Voisinage du laboratoire de chimie, 21 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BIENS DOMANIAUX (Echange de), 2 *a.* — *r.* de M. Jottrand, 29 *a.* — Vote, 27 *jt.* V. Finances

BILANS (FAUX), 12 *d.* V. Budget de la justice.

BISCUITS de provenance étrangère. Droits d'entrée. Pét. *r.* de M. Bergé, 27 *m.*, 20 *jn.* V. Industrie.

BOIS (Abolition des droits d'entrée sur les). *r.* de M. Meeus, 17 *jt.* V. Industrie.

BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS (Nominations de), 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20 *f.* V. Budget de l'intérieur.

BUDGETS de 1879. Affaires étrangères. *r.* de M. de Macar, 13 *m.* — Disc. et vote, 19 *m.* V. Affaires étrangères. — Dotations. Am. de M. Graux, *m. f.*, 19 *n.* — *r.* de M. Piedbœuf, 4 *d.* — Vote, 18 *d.* — Recettes et dépenses pour ordre. Am. de M. Graux, *m. f.*, 22 *n.* — *r.* de M. Washer, 26 *n.* — Vote, 18 *d.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Gillieaux, 22 *n.* — Vote, 18 *d.* — Justice. *r.* de M. Jottrand, 26 *n.* — Disc., 11, 12, 13 *d.* — Vote, 13 *d.* — Finances. *r.* de M. Piedbœuf, 28 *j.* — Vote, 30 *j.* — Dette publique. *r.* de M. Jottrand, 21 *j.* — Vote, 30 *j.* — Intérieur. Am., 17 *d.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 24 *j.* — Disc., 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21 *f.* — Vote, 21 *f.* V. Budgets. — Travaux publics. Am., 17 *d.* V. Travaux publics. — Guerre. Am., 17 *d.* — *r.* de M. Thonissen, 5 *f.* — Disc., 11 *m.* — Vote, 13 *m.* — Gendarmerie. Cr. suppl. de 195,000 fr., 19 *n.* — *B. r.* de M. Delxhy, 11 *d.* — Disc. et vote, 18 *d.* V. Guerre. — Instruction publique. Am., 17 *d.* — *r.* de M. Bergé, 4 *f.* — Disc., 4, 5, 6 *m.* — Vote, 6 *m.* V. Instruction publique. — Travaux publics. *r.* de M. Piedbœuf, 12 *m.* — Disc., 20 *m.* et suiv. — Vote, 4 *a.* V. Travaux publics. — Voies et moyens, 21 *n.* — *r.* de M. Demeur, 13 *d.* — Disc. et vote, 17 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1880, 5 *m.* — Dotations. *r.* de M. Pety de Thozée, 8 *mai.* — Vote, 25 *jt.* — Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. Washer, 8 *mai.* — Vote, 8 *jt.* V. Budgets. — Guerre. *r.* de M. Thonissen, 7 *mai.* — Gendarmerie. *r.* de M. Nothomb, 7 *mai.* V. Guerre.

BUDGETS de 1875. Règlement définitif, 24 a. V. Budgets.

C

CARTE GÉOLOGIQUE, 21 f. V. Budget de l'intérieur.

CASERNES. Cr. de 4 millions, 19 f. — r. de M. Thonissen, 21 f. — Disc., 4 m. — Vote, 5 m. — Interpellation au sujet de la caserne d'Etterbeek, 12, 18 m., 2 a V. Guerre.

CHARLEROI (Augmentation du nombre des échevins de), 25 j. — r. de M. Lucq, 28 j. — Vote, 29 j. V. Affaires communales.

CHEMIN DE FER. Cr. de 6 millions pour matériel, 21 j. — r. de M. Gillieaux, 28 j. — Vote, 29 j. — Accident de Bas-Silly, 29 j., 1^{er}, 3 a. — Ligne de Jamioulx à Couillet, 24 j., 6, 7 m. — Publicité des adjudications, 30 j. — Ligne de Bastogne à Gouvy, 7 m. — Tarifs du Grand Central, 7 m. — Lignes dans l'arrondissement de Thuin, de Tubize à Jodoigne. Station de Jabbeke. Travail du dimanche. Lignes d'Athus, de Mettet à Acoz, de Fosses à Namur, des Plateaux de Herve. Station de Sart-lez-Spa. Mise en exploitation de la ligne d'Anvers à Gladbach, Anvers à Hoogstraeten, Anvers à Mayence, reprise du réseau de la Flandre occidentale, 20 m. — Cautionnement des employés des Bassins Houillers, 21 m. Chemin de fer d'intérêt local (Tavier à Ambresin). Exploitation, tarifs, transport des petits paquets pour l'étranger. Chemin de fer de l'Amblève, Battice à Aubel, gare de Spa, 21 m. — Goegnies à Ghislenghien ou Bas-Silly, de Lessines à Bruxelles, Ecaussines à Ronquières, stations de Braine-le-Comte et la Croyère, transport de pierres bleues; lignes de l'arrondissement d'Ypres, Anvers à Douai; stations de Leupegheem et Orroir, ligne d'Audenarde vers Roubaix, 25 m. — Flandre occidentale, Ostende à Armentières, Battice à Aubel, Plateaux de Herve, Thielt à Lichtervelde, tarifs, exploitation, 26 m. — Emploi de la langue flamande, gare de Pepinster. Mode de construction du chemin de fer. Saint-Trond à Tongres, Boom à Termonde, Termonde à Bruxelles, Tarifs des trains express. *Id.* pour le transport des pierres bleues, 27 m. — Malines-Aerschot, station de Luttre, lignes du Luxembourg, stations de Gand, de Lillois-Witterzée, Braine-l'Alleud et Jodoigne, abonnements, billets d'aller et retour, station d'Ottignies, ligne de Bastogne à Gouvy, 28 m. — Exploitation, amortissement, travail du dimanche, ligne d'Anvers à Tilbourg. *Id.* de l'Amblève. Réponse du m. t. aux observations présentées le 28 m., 1^{er} a — Chemin de fer de Termonde à Bruxelles, transport des marchandises, Frameries-Chimay, billets d'aller et retour. Visé à Micheroux, Anvers à Woensdrecht, Terwagne à Seraing, station de Marchin, 2 a. — Pét. du conseil communal de Thoricourt, stations de Malines, de Manage, de Senefte, d'Ottignies, de Marchin, de Gand; ligne d'Athus à Charleroi, de Bas-Silly à Lessines, de Bastogne à Gouvy, de Jette à Zellik, station de Tilleur, fabrication du matériel, ligne de Thielt à Lichtervelde, 3 a. — Circulation des gardes sur les trains, 4 a. — Ligne de Termonde à Bruxelles par Wolverthem, 29 a., 25 jn. — Péages sur le chemin de fer. 27 mai. — r. de M. Gillieaux, 17 jn. — Vote, 18 jn. — Tarifs du

Grand Central, 17 jn. — Gestion des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque, 8 jt. — r. de M. Van Iseghem, 25 jt. — Vote, 30 jt. — Pét. relative au chemin de fer Liégeois-limbourgeois, 16 jt. — Lignes de l'arrondissement de Virton, Bruxelles à Lessines, Ciney à Jodoigne, Fosses à Namur, 25 jt. — Stations de Schoonaerde, Buggenhout et Wetteren. Lignes d'Athus à Charleroi et de Jemelle à la Meuse, station de Cumplich, lignes de l'arrondissement de Marche, 24 jt. — Audenarde à Orroir, station de Renaix, passerette à Courtrai, rachat de Turnhout à Lierre, 25 jt. — Stations d'Ottignies et Braine-l'Alleud, reprise du chemin de fer de la Flandre occidentale. Seconde ligne entre Anvers et Bruxelles par Boom, 29 jt. — Opérations du chemin de fer en 1878, 30 jt. — Lignes d'Anvers à la frontière des Pays-Bas, de Libramont à Bertrix, de Bastogne à Gouvy, de l'Amblève, de Visé à Micheroux, de Malines à Aerschot; Stations de Pepinster et de Spa, 31 jt. — Chemin de fer. Disc. sur les tarifs, 17, 18 jt. V. Impôts.

CHEVAUX (Taxe sur les). Pr. de MM. Thibaut et Visart, 23 mai., 3, 4 jt. V. Impôts.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE (Incident relatif à une) concernant le projet de loi sur l'enseignement primaire, 1^{er}, 4, 30 a., 1^{er} mai. V. Instruction publique.

CLERBOIS. Pét. relative à un ordre du jour des directeurs de l'école de pyrotechnie, 10 d., 28 j. V. Guerre.

CLERGÉ (Traitement du bas), 13 d. V. Budget de la justice. — Observations relatives à la pr. de M. Frère-Orban concernant le traitement des prêtres qui ont encouru des condamnations judiciaires, 7, 11 f. V. Cultes. — Augmentation de traitements, 13 m. V. Justice.

CODE DE COMMERCE. Am. du sénat au livre II. r. de M. Van Iseghem, 15 jt. — Disc. et vote, 25 jt. V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. (Voir Avoués.)

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, 5 m., 24 jt. V. Code de procédure pénale.

CODE RURAL. rr. de MM. de Moreau d'Andoy, Smolders et Thonissen, 2 a. V. Code rural.

COLONISATION dans la Confédération argentine. Pét. de M. d'Hane-Steenhuysse. r. de M. Gillieaux, 8 mai., 20 jn. V. Industrie.

COMMISSAIRES DE POLICE dans les communes rurales, 21 f. V. Budget de l'intérieur.

COMMUNALE (LOI). Pr. de modification du § 4 de l'article 78 de la loi communale. r. de M. Julliot, 19 jn. V. Affaires communales

COMMUNES. Réunion de Dolhain-Baelen à Limbourg, 29 j. — Délimitation de Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean, 23 mai. — r. de M. Washer, 4 jn. — Vote, 26 jn. — *Id.* de Sprimont, Dolembreux et Esneux, 23 mai. — r. de M. E. Jamar, 18 jn. — Vote, 8 jt. V. Affaires communales.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE. Cr. de 60,000 fr., 26 n. V. Budgets. — 21 n., 26 m. (Voir MONITEUR)

CONSULAIRES (AGENTS). Organisation du service, 19 m. V. Affaires étrangères.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. Demande de restitution faite par la société du canal de Blaton, 10 d. V. Impôts.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. Pét. r. de M. Bockstaël, 10 d. — Pr. de loi de révision, 17 mai. — r. de M. d'Elhoungne, 17 jn. — Disc., 24, 25, 26, 27 jn., 1^{er}, 2, 5, 4 jt. — Vote, 4 jt. V. Impôts.

CONVERSION du 4 1/2 p. c. en 4 p. c. Pr. de loi et r. de M. Pirmez, 22 jt. — Disc. et vote, 25 jt. V. Finances.

COTON (Fils et tissus de). Demande de suppression des droits d'entrée, 17 d. V. Voies et moyens.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES. Augmentation du personnel, 21 j. — r. de M. Jottrand, 15 f. — Disc., 6 m. V. Justice. — 15 d. V. Budget de la justice.

COUR D'ASSISES (Indemnité de voyage et de séjour des magistrats qui siègent à la), 22 jt. — r. de M. Demeur, 24 jt.

COUR DES COMPTES (Réélection des membres de la), 19 d. V. Cour des comptes.

COUR MILITAIRE. Cr. de 24,457 fr. pour ameublement des locaux, 2 a. — r. de M. Thonissen, 24 a. — Vote, 19 jn. V. Justice.

COURS D'APPEL (Dédoulement des chambres des) pour le jugement des affaires électorales, 30 mai. — r. de M. Thonissen, 5 jn. — Vote, 24 jn. V. Justice.

D

DÉCÈS. M. Biver, ancien membre du Congrès, 15 n. — M. Charles Vilain XIII, 19 n. — M. Van Cromphaut, 29 j. — M. J. Anspach, 20 mai. — Le général Renard, m. g, 4, 8, 15 jt. V. Décès.

DE KERF, commissaire de police révoqué (Réclamation du sieur), 12 d. V. Budget de la justice. — 13 d. V. Pétitions.

DE POTTER sous-archiviste. Incident à ce sujet, 21 f. V. Budget de l'intérieur.

DÉSERTION (Imprescriptibilité du chef de), 12 m. V. Guerre.

E

Eaux-de-vie. Modification aux droits d'accise, 24 jn. — r. de M. De Bruyn et disc., 15, 17 jt. — Vote, 17 jt. V. Impôts.

ÉCOLE DE MUSIQUE d'Ostende, 21 f. V. Budget de l'intérieur.

ÉLECTIONS COMMUNALES. Annulation. Dossier de l'élection de Lommel (Limbourg). Election de Schaerbeek, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20 f. — Abus signalés dans les élections d'Anvers, 20 f. V. Budget de l'intérieur.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. Qualification des candidats, 24 jt. V. Vérification des pouvoirs.

ÉLECTORAUX (Pouvoir des bureaux), 20 f. V. Budget de l'intérieur.

EMPLOYÉS. Droit de se livrer au commerce. Pét. r. de M. Houtart, 27 m., 20 jn. V. Industrie.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE (Diffusion de l'), 20 f. V. Budget de l'intérieur.

ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL. r. de M. Rolin-Jaequemyns, 23 j. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Révision de la loi de 1842. (Voir ADRESSE.) Incident relatif à l'exécution de la loi projetée, 19 f. V. Budget de l'intérieur. — Ecole normale à Gand, 17 d. — Pr. de révision de la loi de 1842, 21 j. — r. de M. Olin,

4 a. — Disc., 22, 23, 24, 25, 29, 30 a. — 1^{er}, 2, 6, 7, 8, 9, 15, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 25, 24, 27, 28, 29, 30 mai., 5, 4, 5, 6 jn. — Vote, 6 jn. — Construction des écoles normales, 29 jt. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Eméritat. r. de M. De Vigne, 4 a. — Disc. et vote, 8 jt. — Cr. de 20,000 fr. pour achat de livres, 4 jt. — r. de M. Olin, 22 jt. — Vote, 30 jt. V. Instruction publique.

ERREURS JUDICIAIRES (Indemnité aux victimes des), 12 d. V. Budget de la justice.

ESCAUT (Liberté de la navigation dans l'). Incident du navire le *Phénix*, 19 m. V. Affaires étrangères. — Pont sur le fleuve à Anvers, 26 m. et suiv. V. Travaux publics. — Inondations. (Voir VOIES NAVIGABLES.)

ÉTRANGERS (Exécution de la loi sur les). r. de M. Bara, m j., 10 d. V. Justice.

EUCALYPTUS (Acclimatation de l'), 20 f. V. Hygiène.

EXPERTS (Indemnité des) en justice, 15 d. V. Budget de la justice.

EXPOSITION NATIONALE de 1880. Palais au Champ de manœuvres. r. de M. d'Andrimont, 20 m. — Disc. et vote, 25 m. V. Indépendance nationale.

EXPOSITIONS de Sydney et de Melbourne, 19 m. — Cr. de 100,000 fr. r. de M. Washer, 1^{er} a. — Vote, 2 a. V. Industrie.

EXPULSION d'un prêtre et d'un capucin, 28 mai, 6, 16 jn. Instruction publique.

F

FABRIQUES D'ÉGLISE (Déficit des), 13 d. V. Budget de la justice.

FINANCIÈRE (Situation). (Voir ADRESSE.)

FINANCIÈRES (Mesures) en vue de subvenir aux besoins du Trésor, 27 jn. — r. de M. Couvreur et disc., 16, 17, 18, 22 jt. — Vote, 22 jt. V. Impôts. — 17 d. V. Voies et moyens.

FLAMANDE (Emploi de la langue) en matière judiciaire, 12 d. — Dans l'administration des travaux publics, 20, 21 m., 1^{er} a. V. Langue flamande.

FONTES (Droits d'entrée sur les), 17 d. V. Voies et moyens.

FRAMERIES (Catastrophe de), 16 mai., 25 jt. V. Industrie.

FROIDMONT (Asile d'aliénés de) (Voir ALIÉNÉS.)

FROISSART (Chroniques de). Incident au sujet de leur publication, 21 f. V. Budget de l'intérieur.

G

GARDE CIVIQUE. Armement, 20 f. V. Budget de l'intérieur.

GEMBOUX (Institut agricole de). 20 f. V. Budget de l'intérieur.

GIBIER (destruction du). Pét. r. de M. Pety de Thozée, 25 jt. V. Chasse.

H

HOTELS MINISTÉRIELS (Appropriation des). 18 d. V. Travaux publics.

I

INCIDENT entre MM. Rolin-Jaequemyns et Woeste, 21 f., 4 m. V. Budgets.

INDÉPENDANCE NATIONALE (50^e anniversaire de l'). Cr. de 4,847,000 fr., 22 *jt.* — *r.* de M. Thonissen, 24 *jt.* — Disc. et vote, 31 *jt.* V. Indépendance.

INDIGÉNAT (Pr. de loi tendant à accorder les moyens d'obtenir l') aux personnes qui ont omis de remplir certaines formalités légales à l'époque de leur majorité, 21 *j.* — *r.* de M. Thonissen, 4 *m.* — Disc., 7, 11 *m.* — Vote, 14 *m.* V. Naturalisations.

INONDATIONS. (Voir **VOIES NAVIGABLES.**)

INSTRUCTIONS JUDICIAIRES (Lenteur des), 12 *d.* V. Budget de la justice.

J

JARDIN BOTANIQUE (Cours au), 21 *f.*, V. Budget de l'intérieur.

JUGEMENTS (Exécution en Belgique des) rendus à l'étranger, 19 *m.* V. Affaires étrangères.

JUGES DE PAIX. Traitement et émoluments, 13 *d.* V. Budget de la justice.

JUSTICE DE PAIX (Dédoulement de la) de Charleroi, 29 *a.* — *r.* de M. Willequet, 17 *mai.* — Disc. et vote, 8 *jt.* V. Justice.

JUSTICE MILITAIRE (Critique de la), 12 *d.* V. Budget de la justice.

K

KEMMETER (de), ancien administrateur-inspecteur de l'université de Gand. Son admission à l'éméritat, 5 *m.* V. Instruction publique.

KOEKELBERG (Anonymat à la société du quartier royal de), 9 *mai.* — *r.* de M. Mallar, 24 *jn.* — Disc. et vote, 25 *jn.* V. Sociétés.

L

LESCHÉVIN, membre du conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen. Sa révocation, 5 *m.* V. Instruction publique.

LITS MILITAIRES. Interpellation de M. Bockstael, 23 *mai.*, 17 *jn.* V. Guerre.

LIVRETS D'OUVRIERS. Pr. de loi de M. Anspach. *r.* de M. Demeur, 8 *jt.* V. Industrie.

LOGEMENTS DES TROUPES EN MARCHÉ. Disc. et vote, 29 *j.* — Prorogation de la loi du 24 mai 1872, 12 *d.* — Disc. et vote, 30 *j.* V. Guerre.

LOIS FISCALES (Codification des), 17 *d.* V. Voies et moyens.

M

MARQUES DE FABRIQUE. Disc. 21, 22, 23, 24, 28 *j.*, 4, 7 *f.* — Vote, 7 *f.* V. Industrie.

MENDICITÉ (Dépôt de) de Reckheim. Convention avec la province de Limbourg, 29 *d.* — *r.* de M. de Borchgrave, 18 *f.* — Disc. et vote, 11 *m.* — Convention relative à l'ancien dépôt de mendicité de Mons, 22 *jt.* — *r.* de M. Bockstael, 23 *jt.* Disc. 30, 31 *jt.* — Vote, 31 *jt.* V. Justice.

MESSES (Débat au sujet d'une circulaire de M. Bara du 20 septembre 1878 au sujet des honoraires des), 10, 11, 12 *d.* V. Cultes.

MINÉRAIS ALLEMANDS (Tarif de transport des), 29 *jt.* V. Industrie. — Concessibilité de minerais, 17 *d.* V. Voies et moyens.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Cr. de

186,000 fr. pour frais d'ameublement, 17 *jn.* — *r.* de M. Olin, 25 *jn.* — Vote, 22 *jt.* V. Instruction publique.

MINISTRES. Funérailles du général Renard, *m. g.*, 8, 15 *j.* V. Décès.

MONNAIES. Convention monétaire, 17 *d.* — *r.* de M. Pirmez, 5 *f.* — Vote, 11 *m.* — Acte additionnel, 22 *jt.* — *r.* de M. Pirmez, 23 *jt.* — Vote, 30 *jt.* V. Monnaies.

MONS (Ancien dépôt de mendicité de). (Voir **MENDICITÉ.**)

MONTPELLIER (De), commissaire d'arrondissement. Sa révocation, 4 *f.* V. Budget de l'intérieur.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. (Dangers du laboratoire de chimie). Bibliothèque technique, 21 *f.* V. Budget de l'intérieur.

O

OFFICIERS (Sous-). Amélioration des cadres, 12 *m.* V. Guerre.

OR (Gramme d') comme unité monétaire. Pét. — *r.* de M. De Hemptinne, 17 *jt.* V. Monnaies.

OSTENDE. Pét. du conseil communal au sujet de la situation des côtes et des ports maritimes, 29 *j.* — *r.* de M. Van Iseghem, 4 *m.* — Disc., 5 *m.* V. Travaux publics. — Ecole de musique, 21 *f.* V. Budget de l'intérieur.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 4,600,000 francs, 17 *d.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu. Disc. 12, 13 *f.* — Nouveau *r.* 6 *jn.* — Disc., 30 *jt.* V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS, 21 *f.* V. Budget de l'intérieur.

PÊCHE FLUVIALE, 14 *m.* — *r.* de M. Thonissen, 5 *jn.* V. Pêche.

PEINES (Cumul des), 12 *d.* V. Budget de la justice.

PENSIONS MILITAIRES (Augmentation des). 12, 13 *m.*, 29 *jt.* — Pr. de loi, 30 *jt.* V. Guerre.

PLACARDS contenant des menaces de mort contre le Roi, 24 *jt.* V. Instruction publique.

POISONS (Vente des), 20 *f.* V. Hygiène.

POLITIQUE INTÉRIEURE. (Voir **ADRESSE.** Voir Disc. générale du B. de l'intérieur.)

POMMES DE TERRE de provenance suspecte. Prorogation de la loi de 1875, 17 *jn.* — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 26 *jn.*

PORTS MARITIMES. Question du port de Heyst, 29, 30 *j.*, 4, 20, 21 *m.* V. Travaux publics.

POSTES. Codification de la législation postale. *r.* de M. de Zérézo de Tégada, 5 *m.* — Disc. 14, 18 *m.* — Vote, 18 *m.* — Bureaux de postes dans les communes qui en sont dépourvues, 21 *m.* — *Id.* à Henri-Chapelle, 21 *m.* — *Id.* à Marche-lez-Ecaussinnes, 25, 26 *m.* — Affranchissement des petits paquets, 26 *m.* — Classification des bureaux, sous-perception à Mesnil-Saint-Blaise, malle-poste à Cruyshautem, 4 *a.* V. Postes.

PRESSE. Dommages-intérêts. Juridiction du jury, 7 *f.* — *r.* de M. Nothomb, 6 *jn.* — Misé à l'ordre du jour, 31 *jt.* V. Presse.

PRISONS. Expulsion des frères de la Miséricorde des maisons pénitentiaires de Namur et de Saint-Hubert, 12 *d.* V. Justice.

Q

QUENTIN METSYS. Achat d'un tableau de l'église Saint-Pierre à Louvain, 50 *jt.* V. Budgets.

R

RECKHEIM (Dépôt de mendicité de). (Voir MENDICITÉ.)

REMPLACEMENT MILITAIRE, 12 *m.* V. Guerre.

RIVIÈRES. (Voir VOIES NAVIGABLES.)

ROME. Légation belge auprès du Vatican, 11 *f.*, 6, 19 *m.* V. Affaires étrangères.

RUSSIE (Cr. de 25,000 fr. pour rapatriement d'émigrants en). *r.* de M. Thonissen et vote, 2 *a.* V. Justice.

S

SERVICE MILITAIRE (Convention pour mettre fin aux difficultés résultant de l'application des lois qui règlent le) en Belgique et en France, 8 *jt.* V. Guerre.

SOCIÉTÉS (Publication des actes de). 13 *d.* V. Budget de la justice.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Demande de révision de la loi, 21 *f.* V. Industrie.

STEEN (Conservation du) à Anvers, 27 *m.*, 2 *a.* V. Travaux publics.

SURETÉ PUBLIQUE (Critique des actes de l'administrateur de la), 12 *d.* V. Budget de la justice.

T

TABAC (Impôt sur le), 16, 17, 18, 22 *jt.* V. Impôts.

— Pét. *r.* de M. Bergé, 27 *m.*, 20 *jn.* V. Industrie.
TAPIS (Droits de douanes sur les). *r.* de M. Janssens, 27 *m.*, 19 *jn.* V. Industrie.

TÉLÉGRAPHES. Droit de raccordement des particuliers, 21 *m.* — *Id.* le long des rivières et canaux, 27 *m.* — Ligne le long du canal de Bruges à Ostende, 25 *jt.* V. Télégraphes.

TÉMOINS (Taxe des), 13 *d.* V. Budget de la justice.

TERNEUZEN (Négociations au sujet du canal de), 19 *m.* V. Affaires étrangères

TIMBRE ADHÉSIF des effets de commerce. *r.* de M. Peltzer, 27 *m.*, 20 *jn.* V. Industrie.

TOMBOLAS DE BIENFAISANCE. Arrêté royal du 5 avril. Disc., 29 *a.* V. Loteries.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 101,410,000 fr., 2 *jt.* — *rr.* de MM. Gillieaux et Le Hardy de Beaulieu, 15 *jt.* Disc., 25, 24, 25, 29, 31 *jt.* — Vote, 31 *j.* V. Travaux publics.

TRIBUNAUX. Traitements des magistrats, 13 *d.* V. Budget de la justice. — Augmentation de personnel. (Voir COURS D'APPEL.)

V

VÉTÉINAIRE (Amélioration du service), 20 *f.* V. Budget de l'intérieur.

VÉTÉINAIRES de l'armée (Position des), 12 *m.* V. Guerre.

VICTOR HUGO. (Voir EXPULSION.)

VOIES NAVIGABLES (Question de l'amélioration des), 29, 30 *j.*, 4, 5 *m.* — Pr. de M. Dansaert, 20 *m.* *Id.* de M. Beernaert, 26 *m.* — Système de M. Finet, 27, 28 *m.*, 1, 2, 3, 4 *a.*, 20 *jn.* V. Travaux publics.

VOIRIE VICINALE. Répartition des subsides, 20 *f.* V. Affaires provinciales.

SÉNAT.

Session 1878-1879.

D⁵*Doyen d'âge*, M. le baron d'HUART. — *Président*, M. le prince DE LIGNE.*Vice-présidents*, MM. le baron DE TORNACO et le baron D'ANETHAN.*Secrétaires*, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE et le baron DE LABBEVILLE.*Secrétaires suppléants*, MM. le comte DE LOOZ-CORSWAREM et le baron G. DE WOELMONT.*Questeurs*, MM. VAN SCHOOR et le baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.

ADRESSE.

12 novembre. La *c.* d'Adresse est composée de MM. de Mérode, de Sélys-Longchamps, Van Schoor et Dewandre. — 18. M. Dewandre, *r. c.*, donne lecture du projet d'Adresse. M. Casier de Hemptinne déclare qu'il ne le votera pas à cause de l'aggravation annoncée des charges militaires et à cause du § du discours du Trône, qui a blessé au vif tous les cœurs catholiques, en annonçant la révision de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire, qui a porté de si bons fruits depuis près de 40 ans. Le projet d'Adresse, en passant ce § sous silence, fait croire que le sénat prêterait son concours, le cas échéant, aux mesures qui pourraient être prises dans ce sens par le cabinet. M. d'Anethan fait observer que la *c.*, voulant rester fidèle aux précédents du sénat, s'est efforcée d'obtenir une rédaction qui laissât intactes les graves questions de principe soulevées par le discours du Trône, et qui réservât à chaque membre de l'assemblée sa liberté complète d'appréciation dans l'examen des projets de lois annoncés. M. Dewandre, *r.*, s'exprime dans le même sens, et le projet d'Adresse est adopté à l'unanimité.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

26 mars. Question de la légation belge au Vatican. (Voir BUDGETS.)

AGRICULTURE.

11 février. MM. T'Kint de Roodenbeke et Vilain XIIII demandent au gouvernement s'il

compte prendre des mesures relatives à l'importation en Belgique du bétail, arrivant de l'Amérique du Nord, infecté de pleuropneumonie; une enquête est ouverte à ce sujet en Angleterre. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond que le gouvernement agira avec énergie, mais après s'être entouré de toutes les informations nécessaires.

3 avril. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, à l'article 28, *Indemnités pour bestiaux abattus*, M. T'Kint de Roodenbeke estime qu'une loi efficace devrait armer le gouvernement contre l'importation du bétail américain, atteint de pleuropneumonie exsudative. Il parle ensuite de plusieurs mesures à prendre dans l'intérêt de l'agriculture, à l'effet d'atténuer la crise agricole. M. de Tornaco l'appuie. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, pense que la législation actuelle est suffisante pour permettre au gouvernement de combattre l'importation du bétail malade. Il fera tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à la crise agricole. A l'article 50, *Amélioration des races d'animaux domestiques*, M. Pycke de Peteghem émet l'espoir de voir augmenter cet article au prochain *B.* M. Surmont de Volsberghe pense que les mesures prises contre la stomatite aphteuse devraient l'être aux frais de l'Etat et non des provinces.

BUDGETS.

25 décembre. M. Dewandre, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la justice pour 1879. M. Bruneel, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits provisoires

à valoir sur les *BB.* pour 1879. Ce projet est adopté par 57 voix et 4 abstentions. M. Brueneel, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des non-valeurs et des remboursements. M. De Vadder, *r. c.*, *id.* sur les *BB.* des recettes et des dépenses pour ordre et des dotations. —

24. *Discussion du B. de la justice.* (Voir *CULTES.*)

A l'article *Auditeurs militaires et prévôts*, M. Biart demande une prompte réforme du code de procédure militaire. L'orateur insiste surtout sur la nécessité d'adjoindre un greffier à l'auditeur militaire, et d'appeler un magistrat de l'ordre civil à présider le conseil de guerre. M. Bara, *m. j.*, examinera la question. L'ensemble du *B.* est adopté à l'unanimité. — 27. Les *BB.* des non-valeurs et des remboursements, des recettes et des dépenses pour ordre et des dotations sont successivement adoptés à l'unanimité.

10 février. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique pour 1879. — 11. Celui-ci est adopté à l'unanimité. M. De Vadder, *r. c.*, fait rapport sur le *B.* des finances. — 12. Dans la discussion, M. Vilain XIII signale la surabondance du cuivre belge qui dépasse de beaucoup la consommation. Il voudrait savoir quand le nouvel hôtel de la Monnaie sera achevé. Il désire que la plus large publicité soit donnée aux plans des bâtiments projetés par l'Etat, afin de les soumettre à la critique du public. M. Sainctelette, *m. t.*, répond qu'il fait étudier en ce moment le moyen de reproduire les plans de tous les travaux par la photographie ou la lithographie. M. Vilain XIII approuve cette mesure. M. de Coninck recommande au *m. f.* l'impression, au *verso* des billets de la Banque Nationale, de leur valeur en flamand et en toutes lettres; puis des mesures à prendre à l'effet d'éviter les vols de chevaux qui se commettent en Flandre, principalement dans la partie voisine des frontières françaises; des mesures à prendre aussi relativement aux mutations d'un nombre considérable de petites propriétés, qui ne supportent pas les frais d'un acte de vente par-devant notaire ni les frais d'enregistrement. MM. Biart et T' Kint de Roodenbeke appuient les observations de M. Vilain XIII en ce qui concerne le billon. M. Biart signale l'abondance du billon étranger sur le marché d'Anvers. M. Graux, *m. f.*, mettra à l'étude la question du billon. Répondant à M. Vilain XIII, il dit que l'hôtel des Monnaies sera terminé et mis à la disposition du directeur cette année. Il promet ensuite d'examiner les trois points soulevés par M. de Coninck. *Discussion des articles.* A l'article 7, *Service de la monnaie*, des observations sont échangées entre MM. Vilain XIII et Graux, *m. f.*, au sujet de l'emploi du crédit alloué. A l'article 16, *Service*

des douanes, M. T' Kint de Roodenbeke réclame l'établissement d'un bureau de douane à Sainte-Marguerite (frontière de Zélande). M. Graux, *m. f.*, examinera s'il est possible de faire droit à cette réclamation. Le *B.* est adopté à l'unanimité.

24 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires aux *BB.* de la justice pour 1878 et 1879. — 25. Le projet de loi est adopté à l'unanimité. M. T' Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des affaires étrangères. — 26. M. Bonnet, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de l'intérieur. — Dans la discussion du *B.* des affaires étrangères, M. de Loen d'Enschede appelle l'attention du *m. a.* sur un projet de loi dont MM. Lelièvre et De Baets ont saisi la chambre le 1^{er} juin 1871, projet destiné à modifier la loi du 27 décembre 1817, qui frappe d'un droit de succession les immeubles appartenant à un Belge décédé et situés en pays étranger. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que si l'on poursuit la mise en délibération de ce projet de loi, le gouvernement examinera jusqu'à quel point il est admissible, en maintenant le principe de la législation fiscale en cette matière. A l'article 20, MM. Van Schoor et Everaerts déclarent qu'ils voteront le *B.* dans le sens de la déclaration faite par le gouvernement à la chambre des représentants, et non pas avec la pensée qui a été énoncée dans le rapport de la *c.*, et qui exprime le désir que cette légation soit maintenue à titre définitif. M. T' Kint de Roodenbeke, *r.*, est partisan du maintien de la mission belge auprès du Saint-Père. M. de Tornaco dit qu'il a été bien entendu, dans la *c.*, que ce rapport était rédigé dans le sens des réserves du *m. a.* M. Van Schoor répond que les termes du rapport sont de nature à faire supposer que la *c.* était favorable au maintien d'une manière permanente d'une légation près le Vatican; les explications données par M. de Tornaco lui donnent tous ses apaisements. M. Frère-Orban, *m. a.*, défend le maintien provisoire du *statu quo*. L'ensemble du *B.* est adopté par 47 voix et 2 abstentions. — 28. Un projet de loi allouant certains crédits provisoires à valoir sur des *BB.* non encore votés ayant été transmis au sénat par la chambre, M. Solvyns fait observer que des crédits provisoires ne peuvent être demandés à valoir sur les *BB.* des affaires étrangères et de la guerre, qui ont été votés déjà. M. Graux, *m. f.*, répond que ces derniers *BB.* ne pourront probablement être revêtus de la signature royale avant le 31 mars, et que, dès lors, les crédits provisoires sont nécessaires. M. Balisau appuie ces dernières observations. M. De Vadder, *r. c.*, présente alors le rapport sur ce projet de crédits pro-

visoires. Dans la discussion générale, MM. Vilain XIII et de Sélys-Longchamps se plaignent du retard apporté au vote des BB.; puis le projet est adopté par 52 voix contre 2 et 20 abstentions. *Discussion du B. de l'intérieur.* M. Vilain XIII reproche au gouvernement d'avoir invalidé, pour se créer une majorité, les élections de tous ceux qui ne partagent pas son opinion; le jugement des contestations électorales devrait être remis à une juridiction indépendante. L'orateur espère voir paraître bientôt les dernières nominations de bourgmestres. Il appelle l'attention du *m. i.* sur la *Pharmacopée belge*, sur les bocaux renfermant des poisons qui devraient être désignés par une marque distinctive, sur les dangers qui résultent pour les collections scientifiques du maintien, dans les locaux du Musée, d'un laboratoire de chimie, et sur les projets de déplacement de l'Observatoire. M. Solvyns critique l'ensemble de la politique du *m. i.* : la révocation de deux gouverneurs, celle de six à sept commissaires d'arrondissement, le remaniement des résultats électoraux favorables aux catholiques, le rajeunissement des collèges échevinaux, la circulaire relative au projet de révision de la loi de 1842. M. Pennart affirme que l'opinion libérale à Soignies a été unanime à réclamer le remplacement d'un commissaire d'arrondissement qui, par son attitude dans les élections, avait prouvé qu'il était essentiellement un homme de combat. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, défend sa politique. Répondant au reproche d'avoir invalidé toutes les élections communales dont les résultats ne répondaient pas à son attente, il montre qu'il n'a invalidé d'élections communales que dans la proportion d'un demi p. c. de la totalité des communes qui composent le pays. Il est nécessaire, d'après lui, que le gouvernement ne soit représenté dans les provinces et les arrondissements que par des hommes possédant non seulement sa confiance privée, mais aussi sa confiance politique. Parlant des nominations de bourgmestres, il montre qu'on ne peut lui imputer à faute certains retards qui se produisent. Les bourgmestres nommés ont été pris généralement dans la majorité du conseil; il n'a été fait autrement que lorsque les nécessités administratives et gouvernementales l'exigeaient. — 29. M. Vilain XIII maintient ses précédentes observations. M. Surmont de Volsberghe critique les destitutions de fonctionnaires : il reconnaît qu'un homme ne doit pas être placé entre sa conscience et son devoir; mais, à côté de cela, il faut reconnaître aussi qu'un homme politique ne peut pas être divisé en deux parties, comme on veut le faire croire, et qu'il n'est pas possible de distinguer en lui l'homme privé et l'homme

politique. L'orateur est étonné d'entendre le *m. i.* émettre de pareils principes, après avoir vu M. Van Humbeeck, le *m. inst.*, refuser toute discussion sur ce qu'il a appelé ses idées personnelles en matière religieuse ou autre. L'orateur critique ensuite les annulations d'élections et les nouvelles nominations de fonctionnaires. M. Frère-Orban, *m. a.*, répondant à la partie du précédent discours qui met en jeu M. Van Humbeeck, *m. inst.*, développe cette thèse que les opinions religieuses ou philosophiques d'un ministre sont indépendantes de ses fonctions. M. Van Humbeeck n'a pas condamné, réprouvé une doctrine religieuse. Il n'a exprimé d'autre pensée que celle-ci : les principes de la morale évangélique, qui sont du domaine de la religion catholique, ces principes-là sont immortels. Il leur a rendu hommage; il a hautement reconnu tout ce qu'il y a de sublime dans la morale évangélique. Son discours l'atteste. Mais ce qu'il a attaqué, ce qu'il a déclaré mort, ce sont les doctrines en vertu desquelles on veut proscrire la liberté de conscience; ce sont les doctrines qui condamnent la liberté des cultes; ce sont les doctrines qui ont la prétention de restreindre et d'étouffer la liberté de penser; ce sont les doctrines qui proscrivent la liberté de parler et d'écrire. Voilà ce qu'il a combattu et condamné. En d'autres termes, et laissant de côté les expressions dont il s'est servi et dont il a fait facilement le sacrifice, il a condamné le *Syllabus* ! Voilà la vérité. M. de Surmont reconnaît que chacun est libre en Belgique de professer telles opinions religieuses qu'il lui convient; et ce n'est pas de ce chef qu'on ne pourrait prendre place dans les fonctions publiques. Mais quand l'orateur voit au banc ministériel un homme qui a exprimé, en plus d'une occasion, même au sein de la représentation nationale, des principes qui sont la négation des croyances des Belges sur la morale universelle ou sur l'infailibilité pontificale, il a le droit d'en conclure que ces principes sont ceux qu'il s'efforcera de mettre en pratique dans les actes du gouvernement. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond à ce qui concerne les nominations de bourgmestres. Un dialogue s'engage entre lui et M. Vilain XIII. Il en résulte que les deux orateurs sont d'accord sur ce point, que le gouvernement a le droit de faire les nominations et les destitutions qu'il juge convenables, et que la minorité peut critiquer l'usage qu'il a fait de ce droit. Mais le *m. i.* s'attache à justifier les nominations et les destitutions qu'il a faites. Quant aux annulations des arrêtés des députations permanentes relatifs aux élections communales, il a usé de son droit avec la plus grande modération. Toutefois, il ne se refuse pas à examiner la question

de savoir si ce droit ne devrait pas appartenir à une autre autorité que le *m. i.* Il ajoute qu'il a refusé la communication des dossiers, lorsqu'il a vu les demandes de communications se traduire en tracasserie à son égard. M. Orban de Xivry nie la modération du *m. i.* dans le choix des bourgmestres et des échevins, spécialement dans le Luxembourg. M. Solvyns parle dans le même sens. M. Pycke de Peteghem signale les abus du jeu de baccara, qui a été toléré l'année dernière à Ostende et qui, au dire de certains journaux, sera officiellement installé en cette ville l'été prochain. D'après MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Bara, *m. j.*, cette question est de la compétence de la justice. MM. Solvyns et de Limburg-Stirum soutiennent que c'est le devoir du gouvernement d'intervenir. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dit qu'il examinera la question et, certainement, si, ayant à statuer sur une question relative au budget de la ville d'Ostende, il rencontrait une recette provenant d'un fait défendu par la loi pénale, c'est-à-dire d'une source éminemment impure, il n'admettrait pas qu'elle continuât d'y figurer. *Discussion des articles.* A l'article 17, *Indemnités aux membres des conseils de milice*, etc., M. Van Vreckem présente des observations au sujet des attributions des conseils de révision en matière de milice. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, s'engage à les prendre en considération, ainsi que les conseils donnés par M. de Sélys-Longchamps au sujet de l'application de la loi sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

3 avril. (Voir AGRICULTURE.) M. Bonnet parle en faveur de l'extension de la voirie vicinale. M. Surmont de Volsberghe estime que les députations permanentes ont été à la chambre l'objet d'accusations injustes à propos de la répartition des subsides. Il appuie, pour le reste, les observations de M. Bonnet. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, insiste spécialement sur son droit de répartir les subsides : c'est au gouvernement qu'appartient cette répartition, qui a toujours été faite par lui jusqu'en 1871. A l'article 46, M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à une observation de M. Vilain XIII, dit qu'il hâtera le plus possible le déplacement du laboratoire de chimie du Musée de l'industrie. MM. d'Andrimont et Crocq critiquent ensuite l'organisation du service de la carte géologique. — 4. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il a trouvé ce service établi à son entrée au ministère, et il communique des détails au sujet de son organisation, qui lui paraît susceptible d'être perfectionnée. MM. d'Andrimont et Crocq sont d'avis qu'il faut admettre les ingénieurs et les géologues libres à donner leur concours pour la confection de la carte et ne pas laisser le di-

recteur du Musée arbitre souverain de la géologie. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à des observations de M. Vilain XIII relatives au déplacement de l'Observatoire, déclare ne pouvoir donner actuellement connaissance au sénat des divers projets en présence ; il ajoute ensuite qu'un projet sera prochainement soumis aux chambres en vue de placer les archives dans les locaux actuels du Musée d'histoire naturelle. M. de Coninck appelle l'attention du gouvernement sur les heures auxquelles sont donnés les cours du Conservatoire royal de musique de Bruxelles. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond que le gouvernement se préoccupera des facilités à donner aux élèves pour leur permettre de compléter leur instruction générale. A l'article 82, relatif au *Service de santé*, M. Crocq fait observer que la loi sur l'art de guérir nécessite une réforme urgente. Il voudrait que le gouvernement allouât des pensions aux veuves et aux orphelins des médecins qui meurent en quelque sorte sur le champ de bataille pendant les épidémies. Il parle ensuite de la nécessité d'encourager la pratique de la vaccination et de répandre des notions d'hygiène. M. Vilain XIII demande où en est la publication de la *Pharmacopée officielle* et fait ressortir la nécessité d'une surveillance des pharmacies. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond, en ce qui concerne la *Pharmacopée officielle*, que ce travail touche à sa fin. Il prendra en considération les autres points signalés. L'ensemble du *B.* est adopté par 28 voix contre 25.

22 juillet. M. Van Vreckem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux *BB.* de la justice pour 1878-1879. M. De Vadder, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des non-valeurs et des remboursements pour 1880, et M. Béthune, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux *BB.* de la dette publique et des finances pour 1878. Après un échange d'observations entre MM. Vilain XIII et Bara, *m. j.*, le projet allouant des crédits supplémentaires aux *BB.* de la justice pour 1878 et 1879 est adopté à l'unanimité. — 25. Il en est de même du *B.* des non-valeurs et des remboursements pour 1880 et du projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux *BB.* de la dette publique et des finances pour 1878. — 31. M. Bruneel, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des dotations pour 1880. Ce *B.* est adopté à l'unanimité. M. Casier de Hemptinne, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi allouant au département de l'intérieur des crédits spéciaux à concurrence de 242,515 fr. 40 c. Ce projet est également adopté à l'unanimité, ainsi qu'un projet de crédits supplémentaires aux *BB.* de l'intérieur

pour 1878 et 1879, sur lequel M. Biart, *r. c.*, fait rapport, et un crédit de 75,000 fr. au B. des affaires étrangères (*r. M. T'Kint de Roodenbeke*).

1^{er} août. *Id.* d'un crédit supplémentaire de 160,000 fr. au B. de la justice pour 1879, sur lequel M. Dewandre, *r. c.*, fait rapport.

BUREAU.

12 novembre. M. le prince de Ligne est nommé *président* à l'unanimité des suffrages. MM. de Tornaco et d'Anethan sont nommés *vice-présidents* par 44 et 47 voix sur 51 votants. MM. T'Kint de Roodenbeke, de Labbeville, de Looz-Corswaren et G. de Woelmont sont nommés *secrétaires*, à l'unanimité des suffrages. MM. Van Schoor et d'Overschie de Neeryssche sont nommés *questeurs* par 46 et 45 voix sur 48 votants.

11 février. M. le prince de Ligne, *p.*, annonce au sénat le décès de M. le baron Misson, greffier de cette assemblée, et dit que ce fonctionnaire modèle laissera d'unanimes et de profonds regrets, paroles auxquelles s'associe M. d'Anethan.

27 mars. M. Warnant est nommé greffier du sénat. — 28. Il est installé en cette qualité après avoir prêté serment.

4 avril. Une proposition de la questure, tendant à attribuer au greffier un traitement annuel de 8,500 fr., est adoptée à l'unanimité.

21 juillet. M. d'Anethan, *v.-p.*, donne lecture des deux lettres suivantes, adressées par M. le prince de Ligne, la première au *m. i.*, la seconde au bureau du sénat :

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous envoyer ma démission de sénateur de l'arrondissement d'Ath. Mon grand âge et les infirmités dont je suis atteint me font sentir la nécessité de rentrer dans la vie privée après 41 ans de services diplomatiques et législatifs.

Veuillez agréer, M. le ministre, l'assurance de ma considération la plus haute.

LE PRINCE DE LIGNE.

Belœil, 18 juillet 1879.

Messieurs et honorés collègues,

J'ai l'honneur de vous informer que j'enverrai aujourd'hui ma démission de sénateur à M. le ministre de l'intérieur.

Arrivé à l'âge de 76 ans et atteint d'infirmités qui me mettront bientôt dans l'impossibilité de remplir mon mandat, je sens que l'heure de la retraite a sonné pour moi.

C'est avec une émotion profonde que je vous adresse mes adieux. La reconnaissance est la mémoire du cœur; qu'il me soit permis de vous en faire entendre les derniers accents. Vous qui avez fait de moi l'exception la plus flatteuse dans les annales parlementaires du monde en m'appel-

lant à l'honneur de présider votre assemblée, modèle entre toutes, pendant trente sessions législatives, conservez quelque souvenir d'un ancien collègue qui gardera les noms de chacun de vous dans sa pensée, jusqu'au dernier jour de sa vie.

LE PRINCE DE LIGNE.

Belœil, 18 juillet 1879.

Sur la proposition de M. d'Anethan, *v.-p.*, aux paroles duquel s'associe M. Van Schoor, il est décidé que le bureau écrira à M. le prince de Ligne pour lui exprimer l'espoir qu'il reviendra sur sa résolution. — 24. M. d'Anethan, *v.-p.*, donne lecture de la réponse suivante du prince de Ligne à la lettre qui lui a été écrite par le bureau :

Messieurs, anciens et honorés collègues,

J'ai reçu la lettre que votre bureau m'a fait l'honneur de m'adresser et par laquelle, comme suite de la communication qui lui a été faite de ma démission de sénateur, le sénat a bien voulu m'en exprimer ses regrets, en la tenant en suspens, et manifestant ses vœux unanimes pour que ma résolution ne soit pas définitive.

Cette démarche si flatteuse vient augmenter encore ma gratitude envers vous. Les éminentes fonctions dont vous m'avez revêtu faisaient partie de mon existence depuis tant d'années et m'avaient fait considérer les membres de cette assemblée comme une famille. C'est vous dire combien doit être grand chez moi le sacrifice de la séparation d'avec des collègues dont j'ai reçu des témoignages exceptionnels d'estime et de confiance.

Indépendamment des motifs d'âge et de santé qui me déterminent à persister dans ma résolution, il en est un que vous comprendrez sans doute : ma démission est un acte de loyauté politique.

Messieurs, anciens et honorés collègues, je vous renouvelle mes adieux. Dans la vie privée comme au milieu de vous, mes pensées, mes vœux, les souvenirs du passé vous suivront partout et toujours.

LE PRINCE DE LIGNE.

Belœil, le 23 juillet 1879.

Il ne reste en conséquence à l'assemblée qu'à informer le *m. i.* de cette résolution et à pourvoir à la vacance qu'elle produit.

CHEMIN DE FER.

10 février. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédits supplémentaires destinés à couvrir les dépenses extraordinaires à faire pour le service des chemins de fer de l'Etat. — 11. Dans la discussion, M. Pennart félicite le gouvernement de la présentation de ce projet de loi, qui aura pour résultat de donner du travail aux ouvriers. M. Vilain XIII pense que les nombreux accidents qui se sont produits depuis quelque temps ont pour cause les rails en fer : il désire savoir quels sont les effets constatés par

les rails d'acier. M. Balisau appuie cette observation. M. Saintelette, *m. t.*, répond que la supériorité du rail d'acier sur le rail de fer est aujourd'hui établie. Parlant de l'emploi des longrines, il pense qu'il est temps d'essayer le système des barres transversales. Un nombre considérable de traverses en fer sont déjà commandées. Ces mesures ne seront peut-être pas sans utilité pour l'industrie métallurgique. A l'article 2, relatif à la manière dont les crédits ouverts par la présente loi seront couverts, M. Vilain XIII pense qu'il est de l'intérêt du pays de permettre à tous les particuliers de souscrire aux bons du Trésor, transmis en bloc depuis quelques années à la Banque Nationale, à des banquiers ou à la Société Générale. M. Graux, *m. f.*, s'occupera de cet objet. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

29 mai. Dans la discussion générale du B. des travaux publics, M. Orban de Xivry demande au *m. t.* d'adopter le tracé du chemin de fer de Bastogne à Gouvy par Houffalize. M. de Loen d'Enschede parle de la construction de voies ferrées à terminer dans la province de Luxembourg et appuie l'observation du précédent orateur. — 30. M. Th. de Limburg-Stirum voudrait que le prix du transport des produits agricoles fût mis au niveau de celui des transports industriels. M. Saintelette, *m. t.*, répond, en ce qui concerne la ligne de Bastogne à Gouvy, qu'aucune décision n'a pu être prise encore par le gouvernement. Il entre ensuite dans des détails relatifs à l'administration des chemins de fer en général. — 31. M. Everaerts parle du danger que présentent, sur les chemins de fer, les passages à niveau et voudrait les voir supprimer. M. Saintelette, *m. t.*, répond que le gouvernement ne négligera aucune occasion de supprimer les passages à niveau qui existent et de s'opposer à l'établissement de nouveaux passages de ce genre. M. Pycke de Peteghem demande : la prompte exécution des lignes de Braine-le-Comte à Courtrai par Renaix et d'Anvers à Douai ; la réduction des tarifs du chemin de fer pour le transport des matières fertilisantes et de celles servant à l'alimentation du bétail. M. Bonnet recommande l'établissement d'une station à Maubray. M. Vilain XIII émet des considérations générales au sujet des chemins de fer : les recettes ayant subi dans les derniers temps une réduction notable, rien ne serait plus légitime que de relever les tarifs de transport. M. Fléchet recommande l'exécution d'un raccordement des plateaux de Micheroux à Visé. M. d'Andrimont recommande également cette ligne, ainsi que celle de l'Amblève et de Libramont-Bouillon-Sedan. M. Pigeolet de-

mande qu'une solution soit donnée à la question du chemin de fer de Tubize à Jodoigne et à l'exécution du chemin de fer de Lembeek à Ronquières et aux Ecaussinnes. M. Pennart parle de stations à établir le long du chemin de fer projeté de Lessines à Renaix et d'indemnités à payer aux personnes qui profitaient des passages à niveau supprimés. M. de Looz-Corswarem appuie les observations présentées par MM. Fléchet et d'Andrimont. M. de Mérode-Westerloo réclame l'ouverture de la section d'Herenthals-Moll et recommande la construction du chemin de fer international d'Anvers par Hoogstraeten, soit à Tilbourg, soit vers Bortel. M. G. de Woelmont demande que la ligne de Saint-Trond à Tongres soit inaugurée et que l'emplacement de la station à établir à Tongres soit décidée. M. P. de Limburg-Stirum insiste sur les observations de M. Orban de Xivry concernant le tracé du chemin de fer de Gouvy à Bastogne et parle de la ligne d'Athus à la Meuse. M. Balisau voudrait voir diminuer les frais de traction ou de manœuvre sur les raccordements industriels aux chemins de fer de l'Etat. Parlant des chemins de fer en général, M. Saintelette, *m. t.*, dit qu'il serait téméraire de commencer dès à présent des travaux nouveaux. Répondant à M. d'Andrimont, il dit que le gouvernement ne peut prendre de décision au sujet de la ligne destinée à relier la Belgique à l'est de la France, avant de connaître les intentions du gouvernement français. Il répond à M. de Mérode-Westerloo qu'il activera l'étude de la ligne d'Anvers à Bortel ou à Tilbourg, et à M. de Limburg-Stirum qu'il tâchera de faire rendre la ligne d'Athus à la Meuse les plus grands services possibles, surtout au point de vue du trafic international. Parlant ensuite des chemins de fer en exploitation, il ne pense pas qu'il y ait lieu de relever les tarifs de transport des voies ferrées avant d'avoir soumis cette question à un sérieux examen.

18 juin. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui proroge l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835 concernant les péages des chemins de fer. Ce projet est adopté à l'unanimité.

31 juillet. M. Balisau, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant prorogation du mode de comptabilité à suivre pour la gestion provisoire des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque. Ce projet est adopté à l'unanimité.

1^{er} août. Dans la discussion générale du projet relatif à des travaux d'utilité publique, M. Fléchet regrette de ne pas voir figurer au projet le raccordement du bassin houiller de Micheroux et des Plateaux de Herve à la Meuse, à Visé. M. Pycke de Peteghem s'oc-

cupe du tracé de la ligne d'Audenaerde à Orroir. M. de Labbeville recommande des lignes à créer dans la province de Namur et spécialement celle de Florennes au Grand Central. Il réclame ensuite la fixation du tracé de la ligne d'Athus à Charleroi. M. Braconier remercie le *m. t.* d'avoir inscrit dans le projet le chemin de fer de l'Amblève et appuie les observations présentées par M. Fléchet. M. Saintelette, *m. t.*, prendra en considération les observations qui ont été présentées. Parlant spécialement de la ligne d'Athus à Charleroi, il dit ne pouvoir prendre de décision avant l'issue du procès intenté à l'Etat par la Société de construction.

CODE DE COMMERCE.

27 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur différents titres du code de commerce.

27 mai. Discussion du projet de loi portant révision du code de commerce (livre II). Des amendements sont introduits aux articles 20, 24, 40, 65, 68, 69, 85, 103 et 128. Sont entendus sur l'article 20, MM. d'Anethan, *r. c.*, et Bara, *m. j.*; sur l'article 24, M. d'Anethan; sur les articles 40, 44, 48, 65, 66 et 69, les deux orateurs précédents; M. Bara, *m. j.*, sur les articles 85, 99, 103 et 120; M. d'Anethan, sur les articles 157 et 168; les précédents et M. Vilain XIII, sur l'article 181; M. Bara, *m. j.*, sur l'article 110; M. d'Anethan, sur l'article 223. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

24 juillet. M. Van Vreckem, au nom de M. d'Anethan, *r. c.*, fait rapport sur un amendement à l'article 226 du projet de révision du code de commerce en matière maritime, adopté par la chambre des représentants. Cet amendement est adopté à l'unanimité.

COMMUNALES (AFFAIRES).

10 février. M. Surmont de Volsberghe, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant augmentation du nombre des échevins de la ville de Charleroi. — 11. M. Collet, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à la réunion du hameau de Dolhain-Baelen à la commune de Limbourg. Le sénat adopte à l'unanimité le projet de loi portant augmentation du nombre des échevins de la ville de Charleroi. — 12. *Id.* le projet de loi relatif à la réunion du hameau de Dolhain-Baelen à la commune de Limbourg.

22 juillet. M. Collet, *r. c.*, présente les rapports sur les projets de lois portant érection de la commune nouvelle de Dolembreux et nouvelle délimitation entre les communes d'Esneux et de Sprimont, et ayant pour objet des modifications à la délimitation entre les communes de Molenbeek-St-Jean et de Koe-

kelberg. — 23. Ces projets sont adoptés à l'unanimité.

COUR DE CASSATION.

10 février. MM. Van Berchem et Casier sont respectivement proclamés 1^{er} et 2^e candidats pour la place de conseiller vacante à la cour de cassation par suite de la démission de M. Corbisier.

22 juillet. MM. Bougard et Crahay sont respectivement proclamés 1^{er} et 2^e candidats pour la place vacante à la cour de cassation par suite de l'admission à l'éméritat de M. le premier président baron de Crassier.

CULTES.

24 décembre. Dans la discussion du B. de la justice, M. d'Anethan critique la circulaire de M. Bara, *m. j.*, relative au taux des honoraires en matière de fondations de messes. D'après l'article 69 de la loi de germinal an x, les tarifs diocésains s'appliquent aux *oblations*, libéralités passagères, et non pas aux *fondations*, lesquelles ne peuvent avoir d'existence légale que par l'autorisation du gouvernement et sont réglées par l'article 73 de la même loi : cet article ne parle pas plus de tarifs que l'article 15 du concordat. Quant aux anciennes fondations, celles qui ont précédé le concordat, il faut consulter les arrêtés de restitution, notamment l'avis du conseil d'Etat du 21 frimaire an xiv, qui les soumettent au tarif; mais ces arrêtés ne sont pas applicables aux fondations nouvelles, garanties contre les exagérations des fondateurs par l'autorisation nécessaire du gouvernement, lequel est libre dans son application. Le *m. j.* propose, il est vrai, aux évêques de modifier le tarif de concert avec eux; mais, sous l'empire de nos institutions, l'ingérence du gouvernement est-elle encore admissible dans une affaire de cette nature? Abordant la question de l'effet rétroactif de la circulaire, l'orateur n'admet pas que les députations permanentes puissent déclarer qu'elles n'exécuteront pas des arrêtés royaux non rapportés : il fallait au moins rapporter ces arrêtés royaux par d'autres. Mais le *m. j.* aurait-il le droit d'agir ainsi? L'orateur ne veut pas examiner la question de droit pur, mais il considère comme une question de loyauté de maintenir ce qui a été convenu de commun accord entre le fondateur et l'autorité. Il se demande ensuite s'il est bien constitutionnel de soutenir, comme le fait le *m. j.*, que le traitement d'un membre du clergé doit être diminué des fondations instituées en sa faveur; il lui paraît douteux que l'Etat doive profiter ainsi d'une fondation qui n'est point faite pour lui. Ce système peut causer d'ailleurs un véritable préjudice au prêtre : une fondation de 600 fr. par exemple,

est faite à un vicaire, avec charge de dire deux ou trois cents messes; il restera réduit à un chiffre inférieur, tandis que, sans la fondation, il aurait son traitement et la possibilité de toucher, en outre, des honoraires. M. Bara, *m. j.*, explique qu'il n'en sera pas ainsi : il faudra déduire d'abord le revenu nécessaire pour acquitter les messes; le surplus seulement sera la véritable fondation d'entretien du ministre du culte; c'est ainsi qu'il faut entendre l'article 73 de la loi organique. Par voie de conséquence, on pourrait appliquer également le nouveau système aux honoraires pour services religieux. Telle n'a jamais été l'intention du *m. j.* M. d'Anethan lui demande s'il supprimera des messes et empêchera que celles qu'il aura supprimées ne soient célébrées dans d'autres églises? C'est là la mission des évêques, et non du pouvoir civil. Quant à la crainte de voir célébrer des messes dans les couvents, elle est chimérique, car ce n'est que fort rarement que les évêques agissent ainsi. M. Bara, *m. j.*, pense que le mot *oblation* s'entend de tout ce qui se paye pour les services religieux passagers, ou résultant d'actes de fondations. Le tarif a cette utilité d'apprendre au public dans quelles conditions il peut fonder des messes, et d'empêcher tel ministre d'accorder 10 fr. pour une messe, et tel autre 500 fr. Du reste, puisqu'on reconnaît au gouvernement le droit de fixer les honoraires, celui-ci ne commet aucune illégalité en adoptant le taux fixé par le tarif. Il a proposé aux évêques de modifier le tarif de concert avec lui; une pareille demande n'est pas contraire à l'ordre de choses existant, puisqu'on a reconnu que le tarif devait être appliqué au moins aux fondations anciennes. Le système des évêques n'est point celui de M. d'Anethan : ils entendent que la volonté du fondateur soit observée, et quand M. De Lantsheere a voulu se soustraire à ce système, les évêques ont protesté. — M. d'Anethan : « Au contraire, le ministre reste maître d'apprécier dans chaque cas particulier. » — Cette dernière thèse engendrerait des conflits permanents avec l'épiscopat au sujet des honoraires, tandis que le clergé n'a pas le droit de se plaindre de l'application du tarif dressé par les évêques eux-mêmes, et que le *m.* est disposé à modifier avec eux s'ils le jugent utile. Il pense que les fondations d'entretien des ministres des cultes doivent venir en déduction des traitements que leur paye l'Etat; c'est dans ce but précisément que la loi de germinal autorise ces fondations; mais il faut naturellement déduire de la fondation les charges dont elle est grevée. Quant aux renseignements qu'il a demandés au clergé sur les fondations de messes et sur leur exécution, le *m.* dit qu'ils doivent lui servir à appliquer

la loi civile, l'article 26 du décret de 1809. Sa circulaire n'a pas un but hostile à la religion; elle est prise dans un but d'utilité et pour faire respecter la volonté des fidèles : on ne peut demander plus à un ministre libéral.

DÉCÈS.

10 février. L'assemblée reçoit notification du décès de M. de Ribaucourt, sénateur de l'arrondissement de Termonde, et de M. Reyntiens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

24 mars. *Id.* de M. de Man d'Attenrode, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

21 juillet. *Id.* du décès de M. le lieutenant général Renard, *m. g.*

DÉMISSION.

21 juillet. M. le prince de Ligne. (Voir BUREAU.)

FINANCES.

29 mai. Interpellation relative à la conversion du 4 1/2 p. c. M. Tercelin développe cette idée, émise par M. Balisau dans la discussion générale du B. des travaux publics, qu'il y a lieu de convertir la rente 4 1/2 en 4 p. c. M. Graux, *m. f.*, après avoir donné des explications sur la situation financière du pays, réserve son opinion au sujet de la conversion de la rente. M. Vilain XIII est d'avis qu'il y a lieu de relever les tarifs des chemins de fer, et M. Balisau estime qu'il faut créer de nouvelles ressources à l'effet de donner une nouvelle impulsion aux travaux publics.

23 juillet. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi autorisant le remboursement au pair de la dette 4 1/2 p. c., et sa conversion en un fonds nouveau à 4 p. c. Des explications sont échangées entre MM. Vilain XIII, Graux, *m. f.*, et Bischoffsheim, au sujet du mode de conversion du 4 1/2 par séries ou en bloc, puis entre MM. Béthune, Bara, *m. j.*, et Van Schoor, au sujet du préjudice qu'éprouveront les bureaux de bienfaisance. Le projet est ensuite adopté à l'unanimité. — 31. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à des échanges et aliénations de biens domaniaux. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

GUERRE.

23 décembre. M. Orban de Xivry, *r. c.*, dépose le rapport sur le B. de la gendarmerie. — 24. M. Van Schoor, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi fixant le contingent de l'armée. M. Solvyns demande au *m. g.* de bien vouloir faire dresser un tableau présentant l'application fictive des principes du projet de loi sur le contingent de l'armée aux années 1871 à 1878. M. Renard, *m. g.*, répond que ce tableau sera dressé. Le B. de la gendarmerie est adopté à

l'unanimité. — 27. *Discussion du projet de loi fixant le contingent de l'armée.* M. P. de Limburg-Stirum proteste contre le projet, lequel, à l'improviste, modifie profondément la loi sur la milice. Il critique surtout l'augmentation du contingent de l'année prochaine, que le projet contient en germe : 1,500 à 2,000 citoyens vont être condamnés à expier les fautes des indignes. D'après M. de Coninck, le projet est le plus inique et le moins justifié qu'on ait présenté aux chambres belges. Calculant les déficits annuels à combler, l'orateur arrive, pour une période de huit années, à un déchet total de 17,550 hommes sur les huit classes, ce qui donne, en comptant les volontaires, les gendarmes et les officiers, 91,004 hommes effectifs et 106,986 hommes, en y ajoutant les 9^e et 10^e classes. Si l'on comble, en outre, les déchets comme le veut le projet, on arrive à une armée de 124,536 hommes. On objecte qu'en 1873, on a créé des cadres sans soldats, et que ces cadres doivent être remplis. Avec ce système, ce sera toujours à recommencer, car demain il faudra de nouveaux régiments pour encadrer les miliciens que le projet de loi doit fournir à l'armée, et dans deux ans on demandera de nouveaux soldats pour remplir de nouveaux cadres. L'orateur s'étonne que l'on prodigue les miliciens dans une foule d'emplois qui ne peuvent contribuer en rien à la défense du pays; il cite les 27 corps de musique et les *ordonnances*, qui sont de véritables domestiques. L'orateur votera contre le projet qui, avec une réserve de 50,000 hommes, donnera à la Belgique une armée de 154,536 hommes. M. Surmont de Volsberghe motive son vote négatif. Il critique l'irrégularité avec laquelle on a procédé en modifiant la loi organique de la milice par la loi annuelle du contingent, laquelle contient aujourd'hui la promesse de voter, jusqu'en 1887, toutes les augmentations nécessaires pour combler les déchets; il résulte de cette irrégularité que, si l'on revient l'année prochaine au système ancien, la loi sera inexécutable, et que le contingent de 1879 ne sera jamais effectif. Quant aux déchets, il montre que l'on est très peu d'accord sur leur proportion; en les évaluant à 400 hommes par classe, ce qui est un minimum, et en y ajoutant les 200 dispensés, à partir de 1866, le contingent sera constamment de 15,000 hommes. Il est évident, d'après lui, que les 9^e et 10^e classes font partie de l'effectif. Il trouve étrange que lorsqu'on affirme que 109,000 hommes sont indispensables, on ne vienne demander dans la loi qu'un contingent total de 100,000 hommes. Il résultera aussi de la mesure proposée que le clergé subira seul tout ce qu'il y a d'inique dans le fait d'enrôler des hommes au lieu et

place d'autres : on ne parlera guère des instituteurs. M. Frère-Orban, *m. a.*, interrompt pour dire qu'en fait la situation était la même sous la législation antérieure. M. de Surmont de Volsberghe demande comment l'on va distinguer les suppléants des dispensés provisoires. Les dispenses provisoires ne peuvent être renouvelées que jusqu'à 27 ans; si à cet âge la dispense n'est plus renouvelée, le dispensé devra tout son service, alors que son suppléant aura servi pendant sept ans. C'est, aux yeux de l'orateur, une injustice dépassant tout ce que l'on peut imaginer, que de faire servir de braves citoyens au lieu et place de déserteurs, de condamnés, de réformés. Relativement à ces derniers, il pose la question de savoir si l'autorité militaire pourra renvoyer des hommes se trouvant momentanément dans l'impossibilité de faire leur service? Telles sont les raisons qui l'obligent à repousser le projet. M. Delecourt le votera sans enthousiasme, mais le votera, parce que, dans les circonstances présentes, il est impossible aux membres de la gauche de refuser au cabinet le vote de confiance qu'il leur demande. Il se plaint cependant de l'obscurité que présente le projet. Il ne comprend pas surtout que dans le chiffre de 12,000 hommes admis en 1868, ne soient pas compris les dispensés et les déchets, qui existaient alors comme aujourd'hui. Répondant à l'observation du dernier orateur, M. Renard, *m. g.*, explique qu'en 1868, le gouvernement voulait fixer le contingent à 15,000 hommes; une assez forte opposition s'étant produite, le chiffre a été réduit à 12,000 : on comptait, pour réparer les déchets, sur le nombre des volontaires, plus considérable alors qu'aujourd'hui. Le gouvernement et la législature avaient commis une faute. On s'en aperçut dès 1873, et le *m. j.* d'alors demanda à la chambre de bien vouloir rétablir l'article de la loi de 1817, lequel mettait en dehors du contingent tous les volontaires qui, au nombre de 500 environ, s'engagent avant le tirage au sort : cette mesure avait pour but d'atteindre l'effectif de 100,000 hommes. Depuis, la situation s'est encore aggravée, par suite de la création de nouveaux corps. Il faut un remède à ce mal, car il faut à l'armée les 100,000 hommes et même les 107,000 hommes que nécessite l'organisation de 1873. La Belgique a besoin d'une armée solide et prête à remplir le devoir qui lui incombe. Le gouvernement n'a pu présenter plus tôt ce projet, et il y avait urgence à ce que le contingent de 1879 ne fût pas levé sous l'empire des anciens errements. Répondant ensuite à M. de Coninck, il critique l'exactitude de ses chiffres hypothétiques. Prenant les chiffres établis par les faits, il arrive à un total de 89,921 hommes dont il dispose aujourd'hui : 10,000 hommes

sont donc nécessaires pour arriver à 100,000. L'orateur n'admet pas, en effet, que les 9^e et 10^e classes fassent partie de l'armée : elles font partie des classes congédiées que le Roi peut, en temps de guerre, rappeler sous les armes ; c'est une réserve de soldats instruits dont on dispose en cas de nécessité. L'orateur regrette, à ce propos, que la législation de 1875 ait supprimé les rappels organisés par celle de 1870, laquelle avait établi que tous les hommes en congé illimité manœuvreraient tous les deux ans au camp de Beverloo pendant un mois. La Belgique a besoin d'une bonne armée : comme nos pères l'ont fait, nous devons pouvoir défendre héroïquement nos frontières. « Bien que nous ne soyons pas une nation militaire, dit M. Crocq, et même à cause de cela, nous devons être à même de défendre notre indépendance et nos institutions contre ceux qui voudraient les attaquer. » Le contingent de 12,000 hommes est évidemment insuffisant, et s'il y avait un reproche à adresser au projet de loi, ce serait de n'avoir pas adopté d'emblée un contingent de 14,000 à 15,000 hommes : c'est en effet une charge moins lourde d'avoir un contingent plus nombreux et de conserver moins longtemps les hommes sous les drapeaux. Un autre avantage des forts contingents, c'est qu'un plus grand nombre d'hommes reçoivent l'instruction militaire et sont aptes à servir utilement. L'armée est de plus une école d'instruction et d'éducation ; on y développe les forces physiques, on y acquiert des habitudes d'ordre. La défense de la Belgique est parfaitement organisée. Anvers est une place magnifique, mais il lui faut des hommes pour être défendue et on ne les a pas. Le meilleur moyen d'avoir beaucoup d'hommes, c'est de les enlever à leurs travaux pour le temps le moins long possible. L'orateur pense aussi que le contingent fort est un moyen d'arriver à faire disparaître l'iniquité de la conscription. L'éducation militaire devrait, d'après lui, commencer dans les écoles. Il faudrait en outre supprimer les privilèges : il y aurait encore des prêtres et des instituteurs, si on les obligeait à consacrer à la patrie une partie de leur temps. M. Solvyns se rallie aux discours de MM. de Coninck et Surmont. Il tient cependant à présenter deux observations. La première relative à l'opinion exprimée par le *m. a.*, lequel soutient que les dispensés figurent dans les rangs de l'armée, mais y ont néanmoins leurs remplaçants : c'est là une erreur, car la loi de 1870 a précisément supprimé l'obligation pour un tiers de venir prendre la place du dispensé. L'orateur craint que la position des dispensés, surtout celle des élèves instituteurs, ne vienne singulièrement s'aggraver. Il faut

en effet à ceux-ci un certificat de non-aisance que les administrations communales accordaient avec bienveillance et largesse ; sachant que ce certificat aura désormais pour effet de faire marcher un autre milicien, les administrations communales vont se montrer beaucoup plus difficiles pour le délivrer. Sa seconde observation porte sur les sentiments de haine que va faire naître le projet entre la famille du remplaçant et celle du remplacé. Il regrette que le gouvernement n'ait pas répondu aux objections qui lui ont été faites et n'ait pas fourni le tableau qu'il lui avait demandé, à l'effet de connaître quel est le contingent qu'il faudra définitivement fixer pour combler tous les déchets la huitième année. M. Frère-Orban, *m. a.*, répondant à cette dernière observation, dit que le tableau dressé indique les déchets successivement constatés qu'il faut nécessairement combler : il y aura à pourvoir en moyenne à un déficit de 1,442 hommes par an, chiffre maximum. Répondant ensuite à la première observation de M. Solvyns, il soutient que celui-ci prenait une pure fiction pour une réalité lorsque du fait que les dispensés sont compris dans le contingent, il induisait que personne ne servait à leur place : en effet, lorsque en 1870 on a fixé le contingent à 12,000 hommes, on a pris en considération que l'on avait des dispensés, et, par conséquent, à la place de ces dispensés, un certain nombre d'hommes était devenu nécessaire pour atteindre le chiffre voulu. M. Solvyns ne comprend pas ce raisonnement : le dispensé comptait comme étant présent, tout en étant dispensé du service et personne ne venait donc prendre sa place. M. d'Anethan pense que l'armée doit être de 100,000 hommes et non de 107,000 ou 109,000, comme le soutient le *m. g.* ; si ce dernier chiffre doit être atteint pour accomplir l'organisation de 1875, il faut modifier cette organisation. Il faut donc 100,000 hommes : le système actuel ne les fournit évidemment pas. Mais a-t-on pris le meilleur moyen pour atteindre le chiffre voulu ? C'est une question que l'avenir seul résoudra. Par patriotisme, il votera le projet actuel, réservant tous ses droits d'appréciation quant à la suppléance des déchets, lors de la discussion du contingent de 1880. M. le comte d'Aspremont-Lynden se rallie aux observations présentées par l'orateur précédent. M. de Sélvs-Longchamps votera le contingent actuel, effectif, en attendant l'organisation de la réserve, mais n'entend pas se lier pour l'avenir ; lorsque la réserve sera sérieusement organisée, il sera parfaitement possible de diminuer les charges du contingent annuel. L'ensemble du projet est adopté par 59 voix contre 12 et 3 abstentions.

10 février. MM. Orban de Xivry, de Coninck et de Loen d'Enschede, *r. c.*, présentent respectivement les rapports sur les projets de lois accordant un crédit supplémentaire de 2,547,000 fr. au *B.* du ministère de la guerre pour 1878, et le transfert d'une somme de 22,000 fr. entre plusieurs articles de ce *B.*; ouvrant un crédit supplémentaire de 99,000 fr. au *B.* de la gendarmerie pour 1878; portant prorogation des articles 1^{er} et 2 de la loi du 21 mai 1872 sur le logement et les moyens de transport à fournir aux troupes en marche et en cantonnement. — 11. Ces projets sont adoptés à l'unanimité.

24 mars. Sur la demande de M. Biart, une pétition de propriétaires d'immeubles à Botterlaer et Exterlaer, demandant que les servitudes militaires qui existent actuellement sur leurs propriétés soient abolies ou modifiées, est renvoyée à la commission des pétitions avec demande d'un prompt rapport. — 25. M. de Coninck, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi ayant pour objet un crédit spécial de 4 millions au département de la guerre pour l'amélioration et la construction de casernes. M. de Loen d'Enschede, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de la guerre pour 1879. — 27. Dans la discussion du projet de loi allouant un crédit spécial de 4 millions au département de la guerre pour l'amélioration et la construction de casernes, M. de Coninck engage le *m. g.* à ne pas expérimenter le système Tollet, dont il a parlé à la chambre. L'orateur voudrait voir améliorer les logements et la nourriture des soldats dans les forts du bas Escaut. M. Pennart désire savoir si des études nouvelles sont faites pour la construction des casernes qui sont encore à ériger. M. Graux, *m. f.*, dit que le crédit demandé n'est, pour une grande partie, que la régularisation de faits accomplis, dont la responsabilité incombe aux *mm.* précédents. Il propose donc au sénat de voter ce crédit, sauf à réserver son jugement sur les questions soulevées et dont la discussion pourra être reprise en temps opportun. M. Vilain XIII voudrait, à ce propos, qu'une loi réglât la responsabilité des ministres et des agents du pouvoir : si un ministre dépasse un crédit, il devrait quitter le pouvoir ou payer de ses deniers l'excédant de la dépense. M. Graux, *m. f.*, dit qu'en parlant de responsabilité, il n'a fait allusion qu'à la responsabilité politique. M. Solvyns pense qu'il vaudrait mieux remettre le débat, en présence de la discussion qui s'est engagée à la chambre et qui n'est pas encore vidée. D'après le langage tenu par M. Bara, *m. j.*, dit-il, ce sont en somme les subalternes qui décident de tout. Le ministère doit songer à changer le mode mis en pratique jusqu'ici pour le contrôle des con-

structions élevées par l'Etat. M. Bara, *m. j.*, répond qu'il y a responsabilité, puisque le ministre et l'inspecteur général chargé de la direction des travaux sont responsables. Il fera tous ses efforts pour éviter tout mécompte, dans les limites de ce qui peut être prévu, car les devis absolument exacts sont impossibles à faire. M. Vilain XIII combat cette appréciation. Après quelques observations de M. Graux, *m. f.*, la discussion générale est close et l'ensemble du projet est adopté par 55 voix et une abstention. — *Discussion du B. de la guerre.* M. d'Andrimont voudrait que le matériel de la guerre et des fortifications fût commandé exclusivement à l'industrie belge. M. Biart demande l'amélioration du sort des officiers pensionnés. M. Vilain XIII critique l'autorisation accordée aux officiers pensionnés de conserver l'ordonnance qu'ils avaient à leur disposition lorsqu'ils étaient en activité de service. M. Pigeolet signale des améliorations à introduire dans l'organisation du service de santé militaire. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, remplaçant le *m. g.* empêché, par des motifs de santé, d'assister à la séance, prie M. de Coninck de porter à la connaissance de l'administration les abus qu'il a pu constater relativement à la nourriture des soldats dans les forts du bas Escaut. Il répond à M. Biart que la question des pensions militaires doit être ajournée. Il pense que l'abus signalé par M. le vicomte Vilain XIII constitue une très rare exception qui, si elle existe, ne peut exercer aucune influence sur la composition des effectifs de l'armée. Répondant à M. d'Andrimont, il dit que l'industrie belge ne peut fournir actuellement les canons en acier de la valeur des canons Krupp, adoptés exclusivement aujourd'hui par presque toute l'Europe. Le gouvernement prendra en considération les observations présentées par M. Pigeolet. M. Braconier insiste sur les observations présentées par M. d'Andrimont. M. Graux, *m. f.*, dit que le gouvernement proposera d'augmenter les pensions des officiers dès que les ressources nécessaires à cet effet lui seront fournies. *Discussion des articles.* A l'article 33, dépenses imprévues, M. Béthune dit qu'il votera contre le *B.*, parce qu'il prévoit des dépenses correspondant à l'augmentation du contingent, qu'il trouve excessive, et parce qu'on ne résout pas la question des pensions militaires. L'ensemble du *B.* est adopté par 51 voix contre 5.

IMPOTS.

22 juillet. M. Tercelin, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie. M. Biart, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi qui

apporte des modifications aux lois sur la contribution personnelle et aux lois électorales coordonnées. Après un échange d'observations entre MM. Vilain XIII, Van Schoor, Béthune, de Sélys-Longchamps, Bara, *m. j.*, et d'Andrimont, il est décidé que la discussion sur ce dernier projet commencera le 24 et que le vote aura lieu le 25. — 25. Le projet de loi apportant des modifications aux droits d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie est adopté à l'unanimité. — 24. M. Tercelin, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif aux mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor. Dans la discussion du projet de loi qui apporte des modifications aux lois sur la contribution personnelle et aux lois électorales coordonnées, M. Casier de Hemptinne combat ce qu'il appelle une mesure de guerre dirigée contre les électeurs campagnards de deux ou trois arrondissements. M. de Sélys-Longchamps votera la loi, parce qu'elle assure la sincérité du corps électoral; il se déclare partisan, la tendance générale de l'Europe étant d'étendre le droit électoral, du suffrage à deux degrés, combiné avec la représentation équitable des minorités. M. Vilain XIII voudrait voir diviser le pays en collèges électoraux de 80,000 âmes, pouvant nommer un sénateur et deux représentants, et adopter par le sénat la proposition relative aux commis, faite à la chambre par M. Malou. M. Dhanis défend le droit des commis au suffrage en vertu de la patente. M. Van Vreckem développe un amendement destiné à exclure des *émoluments* des commis ceux qu'ils ne reçoivent pas de leur patron, mais qu'ils touchent de personnes tierces. M. Crocq engage le ministère à continuer la lutte qu'il a entreprise contre les fraudes électorales. M. Surmont de Volsberghe s'attache à démontrer que le projet de loi n'atteint pas le but que se propose le gouvernement; l'orateur pense notamment que si la réforme de l'impôt personnel était nécessaire, il fallait, non pas s'en tenir à la valeur locative, mais prendre pour base le revenu cadastral imposable. M. Biart insiste sur les observations présentées par M. Dhanis : les commis perçoivent des commissions régulièrement établies. — 25. M. Graux, *m. f.*, présente la défense du projet de loi. Selon toutes les prévisions, la diminution du nombre des électeurs sera fort peu importante. Il s'attache ensuite à démontrer que les lois existantes ont donné naissance à une catégorie d'électeurs volontaires que le projet a pour but d'éliminer. L'orateur développe enfin les différentes réformes proposées pour arriver à ce but. M. Van Vreckem, répondant à ce discours, insiste sur la diminution des électeurs, qui sera la conséquence du pro-

jet; répondant ensuite à M. Biart, il signale les fraudes qui se commettent, d'après lui, au moyen de la patente de commis. M. Surmont de Volsberghe maintient ses observations. A l'article 4, il développe un amendement tendant à ne pas faire compter pour la contribution personnelle « les soldats employés comme domestiques sous le nom d'*ordonnances* par les officiers et autorités militaires... » M. Graux, *m. f.*, dit qu'il n'y a pas en Belgique un seul individu qui se trouve dans les conditions supposées. Après un nouvel échange d'observations entre les deux orateurs précédents, l'amendement est retiré. Sont entendus sur l'article 6, MM. Graux, *m. f.*, Vilain XIII, Solvyns et Janssens; sur l'article 7, MM. Surmont de Volsberghe et Graux, *m. f.* L'amendement de M. Van Vreckem est rejeté. A l'article 15, M. Solvyns soutient que le rejet de l'amendement de M. Van Vreckem montre que ce projet a pour but de sauver le libéralisme, notamment dans l'arrondissement d'Anvers, aux élections de 1880. L'ensemble du projet est adopté par 55 voix contre 29. — 26. Dans la discussion du projet de loi relatif aux mesures financières destinées à subvenir aux besoins du Trésor, M. Casier de Hemptinne s'attache à démontrer que le gouvernement eût pu retarder la présentation de ce projet de loi. M. Vilain XIII combat l'augmentation des charges qui frappent la propriété foncière. On eût pu, d'après lui, éviter cette augmentation en établissant une taxe sur les valeurs étrangères. M. de Mérode-Westerloo appuie ces dernières observations. M. de Coninck combat les différentes dispositions du projet : il aimerait mieux notamment voir imposer les truffes et les primeurs que les figues, les prunes et les pruneaux, et les permis de port d'armes de chasse que le tabac. M. Béthune combat spécialement l'impôt sur le tabac. M. Solvyns refuse également son vote au projet. M. Crocq considère comme les plus légitimes les impôts qui frappent l'eau-de-vie, le tabac et les successions. M. Graux, *m. f.*, défend le projet de loi : le déficit existe, il faut le combler, et le projet de loi arrive à ce résultat de la manière la plus simple. L'ensemble du projet est adopté par 51 voix contre 22.

INDÉPENDANCE NATIONALE (50^e ANNIVERSAIRE DE L').

28 mars. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant au gouvernement un crédit de 1,800,000 francs pour l'érection d'un monument à l'ancien Champ des manœuvres de Bruxelles.

4 avril. Après un échange d'observations entre MM. Béthune, Vilain XIII, Balisau,

Van Vreckem et Graux, *m. f.*, ce projet est adopté par 49 voix contre une (M. Béthune).

1^{er} août. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit pour la célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale. Dans la discussion générale, M. de Mérode-Westerloo dit que « pour se réjouir de son indépendance, de l'établissement de ses libres institutions, de l'avènement de la dynastie nationale, pour remercier la Providence de tous ces bienfaits, le pays sera unanime, oubliant ce qui le divise et l'afflige, pour ne se rappeler que ce qui unit les citoyens dévoués de la chère patrie. » Ces paroles sont accueillies par d'unanimes applaudissements. Le projet est adopté par 49 voix contre une (M. Van Crombrughe).

INDUSTRIE.

12 novembre. Le sénat renvoie à la *c.* d'industrie un projet de colonisation dans l'Amérique méridionale, émanant de M. d'Hane-Steenhuyse, ancien membre de la chambre des représentants.

11 février. A propos de la discussion du projet de loi ouvrant des crédits spéciaux destinés à couvrir des dépenses extraordinaires à faire pour le service du chemin de fer de l'Etat. M. Pennart, parlant de l'industrie de la pierre de taille, regrette de voir le gouvernement employer une pierre étrangère, n'ayant aucune qualité de durée. — 12. M. Biart, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant les marques de fabrique.

24 mars. Ce projet est adopté à l'unanimité.

3 avril. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi portant allocation, au département de l'intérieur, d'un crédit spécial de 100,000 fr. pour couvrir les dépenses relatives à la participation des producteurs belges à l'exposition internationale de Sydney. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

29 mai. Dans la discussion générale du *B.* des travaux publics, M. de Loen d'Enschede demande que le rapport des ingénieurs chargés de visiter toutes les carrières belges soit publié. — 31. M. Vilain XIII voudrait voir prendre des mesures à l'effet de combattre le déficit qu'amèneront prochainement pour la Belgique les lois récemment votées au Reichstag allemand : des surtaxes vont être mises sur toutes les matières qui n'arriveront pas directement par mer dans les ports allemands. M. Pennart demande que l'Etat prescrive dans ses adjudications l'emploi de la pierre blanche belge, à l'exclusion de la pierre étrangère. M. Sainctelette, *m. l.*, répond qu'il ne peut être question d'exclure des matériaux

par le seul fait qu'ils sont de provenance étrangère.

23 juillet. M. de Woelmont, *r. c.*, présente le rapport sur une demande de subside faite par M. d'Hane-Steenhuyse pour un projet de colonisation dans l'Amérique du Sud. — 25. La pétition est renvoyée aux *mm. i., a. et f.*

INSTRUCTION PUBLIQUE.

23 décembre. M. Pennart, *r., c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui autorise le gouvernement à prélever, pour la construction d'une école normale d'institutrices à Gand, une somme de 250,000 fr. sur le crédit alloué pour l'établissement d'une école normale à Bruges. — 24. Dans la discussion de ce projet, M. Solvyns déclare que, craignant de favoriser les tendances du gouvernement en matière d'instruction publique, il votera contre le projet. M. Boyaval désire savoir si l'adoption du projet de loi ne doit pas entraver les travaux de construction d'une école normale à Bruges. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, pense que l'observation de M. Solvyns est sans application au débat. Quant aux craintes manifestées par M. Boyaval, elles ne sont en rien fondées : son intention est d'imprimer à l'achèvement de l'école normale de Bruges le plus de célérité possible. M. Delecourt espère que ces bonnes intentions s'étendront également à l'école normale de Gand. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond affirmativement. M. Boyaval remercie le *m. inst.* des paroles qu'il vient de prononcer. D'après M. Balisau, le rapport de la *c.* n'a approuvé précisément le projet de loi qu'à la condition de voir continuer les travaux de l'école de Bruges. Le projet de loi est adopté par 42 voix contre 6.

26 mars. M. Crocq, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant le *B.* de l'instruction publique pour 1879. — 28. Dans la discussion. M. d'Anethan, au nom de tous ses amis politiques, déclare qu'il ne votera pas le *B.*, le gouvernement n'ayant d'autre but que de former des générations qui ne soient pas chrétiennes. M. Vilain XIII, à l'appui de cette déclaration, signale un fait qui vient de se passer à Saint-Josse-ten-Noode, et qu'il considère comme la violation la plus flagrante de la liberté des cultes : un instituteur ayant autorisé des enfants, appelés à faire leur première communion, à se rendre à l'église pour se confesser, a été blâmé par l'inspecteur provincial ou cantonal de l'enseignement primaire, et ce blâme a été porté à l'ordre du jour pour servir d'avertissement à tous les autres instituteurs de la commune. M. Solvyns appuie les observations précédentes. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond que le but du gouvernement est de laisser

l'Etat maître de l'enseignement scientifique, tout en accordant aux ministres de tous les cultes les facilités voulues pour donner l'instruction religieuse dans l'école aux membres de leurs diverses communions. Quant aux opinions personnelles qu'il peut avoir dans la vie privée, on ne peut les invoquer contre lui. Parlant du fait spécial dont M. Vilain XIII s'est occupé, il dit que s'il contient quelque chose de vrai, le blâme ne peut retomber sur un inspecteur; la mesure a pu émaner d'un échevin de l'instruction; il examinera les faits. M. Solvyns demande s'il est vrai que des élèves de l'école normale de Mons aient été empêchés d'aller à confesse. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond que ce fait est inexact; il a seulement empêché l'introduction des confesseurs dans l'école, introduction qui constituait un véritable abus. Après quelques mots échangés entre le *m. inst.*, MM. Vilain XIII et Frère-Orban, *m. a.*, la discussion générale est close. *Discussion des articles.* Au chapitre II, *Enseignement supérieur*, M. de Tornaco parle en faveur de l'enseignement agricole, et voudrait voir cet enseignement, divisé actuellement entre le département de l'instruction publique et celui de l'intérieur, réuni dans un même département ministériel. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, se déclare très favorable à l'extension de l'enseignement agricole. A l'article 13, *Matériel des universités*, M. d'Andrimont signale la nécessité de changer le régime des dépenses pour la construction et l'entretien des bâtiments qui servent aux universités de l'Etat, frais qui, d'après la loi de 1855, sont à la charge des villes. Il parle spécialement de l'insuffisance des locaux de l'université de Liège. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond que les villes ne doivent pas être exonérées complètement, mais que la contribution de l'Etat doit être augmentée. Quant à l'université de Liège, il hâtera autant que possible la solution de la question. L'ensemble du B. est adopté par 52 voix contre 24.

26 mai. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, se déclare prêt à fournir des explications au sujet du fait qui se serait passé à Saint-Jossetten-Noode, et dont a parlé M. Vilain XIII au cours de la discussion du B. de l'instruction publique. Personne ne demandant ces explications, l'incident est clos.

16 juin. *Discussion générale du projet de loi portant révision de la loi du 25 septembre 1842 sur l'enseignement primaire.* M. d'Anethan, résumant les griefs des catholiques contre le projet de loi, dit qu'ils ne veulent point d'un enseignement primaire dont la religion est exclue, alors que celle-ci doit en être la base, comme le voulait la loi de 1842. La neutralité des écoles primaires fût-elle possible, ils ne

veulent point d'une éducation qui fasse des indifférents et des sceptiques. Ils repoussent aussi la loi à cause des atteintes graves qu'elle porte aux intérêts des communes, au pouvoir communal et à la liberté de l'enseignement. M. Crocq défend le projet de loi, conforme, d'après lui, à l'esprit de la Constitution et à l'intérêt comme aux besoins du corps social. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, s'attache à démontrer que le projet de loi est conforme à l'esprit de la Constitution, qu'il ne présente point de dangers pour la religion de la grande majorité des Belges, et qu'il ne porte pas atteinte à la liberté communale. — 17. M. le prince de Ligne, « fidèle aux traditions de 1830 », combat le projet de loi, dont il considère le principe comme mauvais, parce qu'il porte atteinte aux intérêts religieux. Il qualifie la réforme de cette manière : « coup de majorité et déclaration de guerre ». M. Delecourt, se plaçant sur le terrain de la Constitution, défend la réforme de la loi de 1842, que la fausse application de cette loi par le clergé a rendue nécessaire. M. Solvyns s'en réfère au discours de M. d'Anethan. Il ajoute qu'il désirerait voir éclaircir la question de savoir si le régime proposé fonctionne à Rome, comme l'a dit le *m. a.* à la chambre des représentants. M. Frère-Orban, *m. a.*, maintient l'affirmation qu'il a produite : il consent à mettre sous les yeux de M. d'Anethan, chef de l'opposition, la lettre particulière qui lui a été adressée. Cette proposition est accueillie par le silence de la droite et l'hilarité de la gauche. (On sait, en effet, que la lettre dont il est question émane de M. le baron d'Anethan fils.) Après quelques paroles de MM. Solvyns et Frère-Orban, *m. a.*, la discussion générale est close. « En vertu de l'article 41 du règlement, dit M. d'Anethan, nous demandons que la discussion des articles soit remise au lendemain. » Un incident très vif se produit à ce sujet. MM. Frère-Orban, *m. a.*, de Sélys-Longchamps, d'Andrimont, Van Schoor, H. Dolez, Solvyns, Graux, *m. f.*, et le prince de Ligne y prennent part. D'après M. Dolez, le but de la droite est de spéculer sur l'impossibilité dans laquelle pourraient se trouver certains sénateurs gravement malades — M. Boyaval et lui sont de ce nombre — de se rendre à la séance du lendemain. M. Solvyns soutient que c'est là une insulte à la droite tout entière : celle-ci n'a d'autre but que de se recueillir et de voir ce qu'elle fera dans la discussion des articles. La discussion des articles est remise au lendemain, à la demande de dix membres. M. d'Andrimont accueille cette décision par ces mots : « C'est une indignité ! » — 18. *Discussion des articles.* M. Solvyns combat l'article 4 : le clergé est mis par cet article dans

une position humiliante, qu'il ne subira pas ; le droit du père de famille est d'avoir, pour son enfant, un enseignement conforme à sa croyance religieuse ; il n'y a d'autre morale que la morale catholique, et enfin la réforme ira à l'encontre du désir de l'opinion libérale de favoriser l'enseignement public. M. Janssens-Smits, à propos du même article, combat le développement trop considérable de l'enseignement de l'Etat et les tendances anti-religieuses de cet enseignement d'après la loi nouvelle. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, défend le principe de l'article 4. Cet article est adopté après un échange d'observations entre MM. Vilain XIII, Frère-Orban, *m. a.*, et Van Humbeeck, *m. inst.*, au sujet de l'enseignement du Décalogue ; il résulte des explications du gouvernement que sept des commandements du Décalogue étant de pure morale, rien ne s'oppose à ce qu'il soit enseigné dans l'école. A l'article 21 relatif à la mission des comités scolaires, des observations sont échangées entre MM. Surmont de Volsberghe, d'Aethan et Van Humbeeck, *m. inst.* Il résulte des explications de ce dernier que ces comités ne sont pas institués pour discréditer les écoles privées, mais bien pour tâcher de répandre l'instruction dans la plus large mesure possible. L'article 31, relatif aux frais de l'instruction primaire, donne lieu à un échange d'observations entre MM. Surmont de Volsberghe et Van Humbeeck, *m. inst.* L'ensemble du projet de loi est adopté par 33 voix contre 31 et une abstention (M. de Labbeville).

22 juillet. M. Pigeolet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'éméritat des professeurs des universités de l'Etat, et M. Dhanis, *r. c.*, *id.* sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au B. de l'instruction publique pour 1878. — 23. Ce dernier projet de loi est adopté par 24 voix contre 14. *Discussion du projet de loi relatif à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur.* M. Vilain XIII combat le principe de la loi : il est injuste, d'après lui, de rémunérer une personne qui ne rend plus de services à l'Etat, absolument comme à l'époque où elle lui en rendait, et il vaudrait mieux augmenter le traitement des professeurs, de façon qu'ils puissent se former une pension de retraite pour leurs vieux jours. M. Van Humbeeck, *m. inst.*, répond que le résultat pour le B. du système présenté par le préopinant serait extrêmement aléatoire : c'est, d'ailleurs, dans l'intérêt des hautes études que l'éméritat a été admis par presque toutes les législations. Le projet est adopté par 36 voix contre 3. — 24. M. de Limburg-Stirum constate qu'à l'issue de la séance du 18 juin, « un groupe d'anarchistes se tenait

aux abords du palais de la Nation, acclamant certains membres de la législature, en insultant d'autres, et réservant surtout ses outrages à l'homme courageux qui n'avait fait que suivre l'impulsion de sa conscience ». L'orateur émet le vœu que des mesures efficaces soient prises pour empêcher de pareils actes de se reproduire, et que le bureau recherche s'il ne pourrait saisir l'assemblée à cet égard de propositions précises. M. de Coninck insiste sur ces observations. « Après avoir salué les ministres de ses acclamations, la foule ameutée attendait notre honorable et regretté président pour l'accabler, je dirai plutôt pour l'honorer de ses insultes. » Il sait que « l'émeute est une puissance à Bruxelles » ; mais de pareils excès ne sauraient se renouveler impunément. M. Van Schoor proteste « contre les accusations indignes qui viennent d'être lancées contre la population bruxelloise ». Si M. le prince de Ligne était parti dans sa voiture et n'avait pas cru devoir passer par l'hôtel du ministère des affaires étrangères, il eût été respecté par la foule. « En présence du langage que vous venez d'entendre sur les bancs de la droite, dit-il, je crois avoir le droit de qualifier d'énergumènes ceux qui se le sont permis. » M. de Coninck : « Voilà un mot qui pourrait vous coûter cher. » Aux applaudissements de la gauche, M. Van Schoor maintient le mot d'énergumène. M. Frère-Orban, *m. a.*, constate qu'à l'issue de la séance du sénat, un seul ministre est sorti : M. de Coninck a donc à rétracter l'allégation qu'il a produite plus haut. M. de Coninck, clôturant l'incident, répond qu'il ne rétracte rien. M. Pigeolet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant un crédit de 186,000 fr. pour l'ameublement et l'installation du ministère de l'instruction publique. — 25. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité. — 31. M. Pigeolet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant un crédit spécial de 20,000 fr. au ministère de l'instruction publique pour achat de livres destinés à la bibliothèque de l'université de Liège. Ce projet est adopté à l'unanimité. M. de Labbeville donne connaissance du procès-verbal suivant rédigé à la suite de l'incident qui s'est produit le 24 entre MM. Van Schoor et de Coninck : « M. de Labbeville et M. J. d'Andrimont déclarent que M. Van Schoor, en se servant du mot « énergumènes » pour caractériser les discours prononcés par des adversaires politiques dans la séance d'hier a employé cette expression dans le sens qu'elle comporte habituellement, et qui laisse intacte l'honorabilité de M. de Coninck, à laquelle il se plaît à rendre hommage. MM. G. de Woelmont et de Borchgrave d'Altena, représentant, déclarent que la provocation de M. le

Coninck n'ayant dès lors pas d'objet, est retirée. Bruxelles, le 25 juillet 1879. » Signé : de Labbeville, G. de Woelmont, J. d'Andrimont, de Borchgrave d'Altena. M. de Woelmont confirme le précédent procès-verbal. L'incident est clos après quelques paroles de M. d'Anethan, *p.*, émettant le vœu que les relations entre les sénateurs soient désormais, comme par le passé, marquées au coin de la courtoisie et de la bienveillance.

1^{er} août. A propos de la discussion du projet relatif à des travaux d'utilité publique, M. Casier de Hemptinne refuse son vote au crédit demandé pour les écoles normales de Gand et de Bruges. Par suite du vote de la loi sur l'instruction primaire, il ne pourra plus accorder aucun crédit pour cet objet. M. Van Vreckem critique le crédit demandé pour l'enseignement supérieur. M. Crocq, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au B. de l'instruction publique pour 1879. Ce projet est adopté par 26 voix contre 17.

JUSTICE.

24 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, présente : 1^o le rapport sur le projet de loi ouvrant au département de la justice un crédit de 50,000 francs pour couvrir les frais d'expropriation de l'asile des aliénés à Froidmont ; 2^o le rapport sur le projet de loi ouvrant au même département un crédit spécial de 1,500,000 fr. pour la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles. — 25. M. Dewandre, *r. c.*, *id.* le projet de loi portant augmentation du personnel de la cour d'appel de Bruxelles et de quelques tribunaux de première instance. Dans la discussion du projet de loi relatif à l'asile des aliénés à Froidmont, MM. Vilain XIII et Van Schoor parlent de l'utilité d'établir, au bord de la mer, un hospice spécialement destiné au traitement des enfants rachitiques. M. Bara, *m. j.*, pense que le gouvernement ne peut prendre l'initiative de la création d'un établissement de ce genre ; il ne pourrait qu'allouer des subsides si cet établissement se créait. Le projet de loi est adopté à l'unanimité. Dans la discussion du projet relatif à la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles, M. Vilain XIII regrette qu'un plan complet de l'édifice n'ait pas été soumis à l'appréciation de la législature, lorsque le travail a été entrepris. Il dirige des critiques de détail contre le monument, qu'il compare au tonneau des Danaïdes au point de vue des crédits nécessaires à son achèvement. M. Bara, *m. j.*, pense que le coût total du Palais sera de 56 millions, le dôme compris, mais sans l'ornementation intérieure. Il répond aux critiques de détail faites par M. Vilain XIII. Le projet de loi est

adopté par 56 voix contre 9. M. Van Vreckem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi approuvant la transaction conclue entre le gouvernement et la province de Limbourg au sujet du dépôt de mendicité de Reckheim. — 26. Ce dernier projet est adopté à l'unanimité, ainsi que celui qui porte augmentation du personnel de la cour d'appel de Bruxelles et de plusieurs tribunaux de première instance.

5 avril. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant au gouvernement un crédit de 25,000 fr. pour le rapatriement en Russie d'émigrants venant du Brésil. Après un échange d'observations entre MM. Solvyns, Bara, *m. j.*, et Béthune, ce projet est adopté à l'unanimité.

18 juin. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant au département de la justice un nouveau crédit d'un million de francs pour la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles. Après un échange d'observations entre MM. Vilain XIII et Saintelette, *m. t.*, observations d'où il résulte que ces travaux continueront à être confiés au département de la justice, mais que les travaux d'agrandissement de la prison d'Anvers se feront sous la direction du département des travaux publics, le projet de loi est adopté par 45 voix contre 7.

22 juillet. M. Van Vreckem présente, au nom de M. de Limburg-Stirum, *r. c.*, le rapport sur le projet de loi qui divise en deux cantons la justice de paix de Charleroi. Ce projet est adopté à l'unanimité. M. Van Vreckem, au nom de M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi prorogeant la loi du 14 février 1878 relative au jugement des affaires électorales. Ce projet est adopté à l'unanimité, sauf une abstention. M. Van Vreckem, au nom de M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui ouvre au département de la justice un crédit spécial pour l'ameublement des nouveaux locaux de la cour militaire. — 23. Ce projet est adopté à l'unanimité. — 31. M. Th. de Limburg-Stirum, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi qui ouvre au département de la justice un crédit spécial de 2,200,000 fr. pour la continuation des travaux du palais de justice de Bruxelles. Ce projet est adopté par 58 voix contre 4.

1^{er} août. M. Dewandre, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la transaction conclue avec la province de Hainaut au sujet de la propriété des bâtiments de l'ancien dépôt de mendicité de Mons. Ce projet est adopté par 51 voix contre 11.

MONNAIES.

25 décembre. M. Tercelin, *r. c.*, dépose le

rapport sur le projet de loi approuvant la déclaration du 5 novembre 1878 relative à la fabrication de la monnaie d'argent pendant l'année 1879. Ce projet est adopté à l'unanimité.

24 mars. M. Tercelin, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi contenant la convention monétaire conclue à Paris le 5 novembre 1878 entre la France, la Belgique, l'Italie, la Grèce et la Suisse. — 25. Ce projet est adopté à l'unanimité.

31 juillet. M. Tercelin, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi approuvant l'acte additionnel à l'arrangement relatif à l'exécution de la convention monétaire du 5 novembre 1878. Ce projet est adopté à l'unanimité.

NATURALISATION.

24 mars. M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi tendant à autoriser certaines personnes à faire les déclarations nécessaires pour acquérir la qualité de Belge. — 25. M. Everaerts appelle l'attention du gouvernement sur la rigueur des lois relatives à la naturalisation. M. Bara, *m. j.*, pense qu'on pourrait, en effet, se départir de cette rigueur, et il fera de cette question l'objet d'un sérieux examen. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

PÉTITIONS.

23 juillet. Il est décidé que l'ordre du jour sera prononcé désormais sur les pétitions émanées du sieur De Kerf, ancien commissaire de police à Binche.

POSTES.

24 mars. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant révision et codification de la législation postale.

26 mai. Après un échange d'observations entre MM. de Sélys-Longchamps, Saintelette, *m. t.*, et Vilain XIII, ce projet est adopté à l'unanimité. — 28. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Biart appelle l'attention du *m.* sur la convention conclue le 24 janvier 1876 entre le gouvernement et la compagnie Lamport et Holt pour l'établissement d'un service postal de navigation à vapeur entre Anvers, le Brésil et la Plata. L'orateur critique cette convention au point de vue de ses résultats financiers. — 30. Répondant à M. Biart, M. Saintelette, *m. t.*, déclare qu'il ne peut se dispenser d'exécuter le contrat du 26 janvier 1876, mais qu'il veillera à sa loyale et complète exécution. M. de Coninck voudrait voir augmenter le traitement des sous-percepteurs de poste et recommande la création d'une sous-perception à Couckelaere. M. Everaerts rend hommage à

l'excellence du service postal ; toutefois, avec l'Angleterre il laisse à désirer : il pourrait être régularisé par des améliorations à faire au port d'Ostende ou par l'établissement d'un port à Heyst. L'orateur voudrait voir placer, dans les bureaux des grandes villes, un tableau indiquant l'arrivée, la non-arrivée des malles, le retard, sa durée et sa cause. Il voudrait encore voir établir, au bureau central des grands centres d'activité, autant de boîtes qu'il y a de directions différentes. De nouvelles observations sont échangées à cet égard entre MM. Saintelette, *m. t.*, et Biart.

SOCIÉTÉ.

22 juillet. M. Van Vreckem, au nom de M. d'Anethan, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi accordant l'anonymat à la Société du Quartier Léopold II. Ce projet est adopté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

23 décembre. M. Balisau, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi qui alloue au département des travaux publics un crédit supplémentaire de 170,000 francs pour travaux d'appropriation et d'amélioration de bâtiments civils à Bruxelles. Dans la discussion, M. d'Aspremont-Lynden émet le regret de ce que des détails de ménage aient été donnés au pays par le *m. a.*, lors de la discussion du projet à la chambre. La dignité du pays n'a jamais souffert de la façon dont il a occupé le ministère, et lorsqu'il a dû recevoir, il l'a toujours fait dans des conditions convenables. M. Frère-Orban, *m. a.*, ne pense pas qu'un dissentiment soit possible entre le préopinant et lui à ce sujet : il n'y a eu, dans sa pensée ni dans ses expressions, absolument rien de désobligeant pour son prédécesseur. Répondant à des questions peu convenables qui lui étaient posées, il s'est borné à constater que des réparations étaient nécessaires à l'hôtel des affaires étrangères et que le mobilier en était peu convenable. Son prédécesseur avait reconnu d'ailleurs cet état de choses, puisqu'il avait sollicité un crédit pour cet objet. Le projet de loi est adopté par 39 voix contre 8.

27 décembre. Une proposition de M. Bonnet, appuyée par M. Surmont de Volsberghe et tendant à obtenir un prompt rapport sur des pétitions demandant l'assainissement de la rivière de l'Espierre, est adoptée.

11 février. M. Vilain XIII appelle l'attention du *m. t.* sur l'inexécution du règlement relatif à la navigation intérieure des bateaux à vapeur sur l'Escaut. M. Balisau signale le remarquable travail de M. l'ingénieur Finet sur l'exploitation des canaux. M. Saintelette, *m. t.*, répond à M. Balisau que toutes les questions relatives aux voies navigables se-

ront mises à l'étude et qu'il s'en expliquera lors de la discussion de son B. — 12. M. Terceelin, *r. c.*, fait rapport sur les pétitions relatives à l'assainissement de la rivière de l'Espierre. Des observations sont échangées à ce sujet entre MM. Bonnet, Pycke de Peteghem et Saintelette, *m. t.* Dans la discussion du B. des finances, M. Vilain XIII félicite le *m. t.* d'avoir l'intention de créer deux services spéciaux pour l'administration de l'Escaut et de la Meuse.

26 mai. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le B. des travaux publics. — 28. Dans la discussion générale, M. Balisau réclame le complément du réseau des voies navigables et s'occupe de leur mode d'exploitation ; il pense notamment que par la conversion de la rente 4 1/2 en 4 p. c. une ressource nouvelle serait créée pour arriver à réaliser les avantages qu'il indique. — 29. M. Piret-Goblet appuie ces observations. M. Casier de Hemptinne s'occupe de l'achèvement du canal de Terneuzen et de la canalisation de l'Escaut en aval de Gand. M. Fléchet propose de renvoyer au *m. t.* une pétition des conseils communaux de Wandre et de Cheratte, demandant la construction de perrés et d'une digue sur la rive droite de la Meuse, en aval du passage d'eau de Wandre. — 30. Cette pétition, appuyée par MM. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, et de Looz-Corswaren, est renvoyée au *m. t.* M. Saintelette, *m. t.*, expose ses idées sur la question des voies navigables. Répondant à M. Casier, il dit que les travaux du canal de Terneuzen se continuent activement et que des crédits seront prochainement sollicités pour la canalisation de l'Escaut en aval de Gand. M. de Limburg-Stirum recommande l'établissement d'un port de mer à Heyst ; une enquête complète doit se faire à ce sujet. Il parle ensuite des améliorations à apporter au port intérieur d'Ostende et au port de Dunkerque. M. de Coninck entretient le sénat du régime de l'Yser et de l'écoulement des eaux ; il voudrait aussi voir nommer un cantonnier de plus pour la surveillance de cette rivière et réclame pour elle un règlement de police. — 31. M. Pycke de Peteghem, insistant sur les observations présentées par M. Casier, demande l'amélioration du régime de l'Escaut, puis celle des routes pavées dans la Flandre orientale. M. Bonnet présente des observations dans le même sens. M. T'Kint de Roodenbeke parle des inondations produites par les petites rivières et les petits cours d'eau, et spécialement par l'Eede. M. Vilain XIII s'occupe du pont à construire sur l'Escaut, à Anvers, et des travaux à opérer à l'Escaut supérieur. Parlant des infractions qui se commettent sur l'Escaut, il voudrait que, dans chaque com-

mune, on eût le droit de verbaliser pour les infractions qui seraient commises jusqu'à l'autre rive. L'orateur estime que les inondations du haut Escaut proviennent en partie de ce que, au-dessus de Gand, les résidus de nombreuses briqueteries sont jetés dans le fleuve. M. Fléchet recommande la construction du pont de Wandre-Herstal, sur la Meuse, et les travaux d'amélioration à exécuter à ce fleuve. M. Janssens-Smits insiste pour l'établissement d'un service de bateaux à vapeur entre Anvers et Doel et l'amélioration du régime des eaux dans le canton de Lokeren. M. Dhanis combat l'établissement d'un pont sur l'Escaut, à Anvers. M. Balisau insiste sur ses précédentes observations. M. Saintelette, *m. t.*, s'occupant du port d'Anvers, répond que le gouvernement a à exécuter une loi votée. Parlant ensuite des travaux hydrauliques réclamés, il dit que le gouvernement procédera graduellement et qu'en matière d'inondations toute une série d'études sera entreprise. — 31. Le B. est adopté à l'unanimité.

26 juillet. M. Balisau, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits supplémentaires (1878 et exercices antérieurs) au ministère des travaux publics. MM. Bonnet, Surmont de Volsberghe et Pycke de Peteghem appuient une pétition du conseil communal de Wetteren, demandant que les propriétaires et les habitants de cette commune soient dégrevés de l'impôt foncier, en considération des désastres causés à la récolte des foins par les inondations de l'Escaut. Cette pétition sera déposée sur le bureau pendant la discussion du projet de travaux publics. Des observations sont échangées, sur le travail qui en fait l'objet, entre MM. Bonnet, *r.*, Saintelette, *m. t.*, Pycke de Peteghem, Casier de Hemptinne, Vilain XIII et Solvyns. — 31. Les crédits supplémentaires sont votés à l'unanimité.

1^{re} août. M. Piret, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi allouant des crédits spéciaux pour l'exécution de travaux d'utilité publique. Dans la discussion de ce projet, dont M. Saintelette, *m. t.*, présente la défense, sont entendus : MM. Willems, Bonnet, Casier de Hemptinne, Fléchet, Pycke de Peteghem, T'Kint de Roodenbeke, de Coninck, Van Vreckem, de Labbeville et Rolin-Jacquemyns, *m. i.* (Voir CHEMINS DE FER, INSTRUCTION PUBLIQUE.) M. Pycke de Peteghem reproduit ses observations relatives aux routes : il recommande spécialement une route de Cruyshautem à Anseghem. M. T'Kint de Roodenbeke pense que le crédit proposé pour les travaux de la voirie vicinale est insuffisant. M. Van Vreckem appuie cette observation. M. de Labbeville recommande une route de

Couvin à la frontière française. Dans la discussion des articles, M. Rolin-Jaequemyns, *m. t.*, dit que le crédit demandé pour la voirie vicinale n'est pas un crédit définitif, mais seulement un premier crédit. M. Willems signale le mauvais état des vallées de la Dyle et du Démer. M. Bonnet parle des travaux nécessaires à l'amélioration de l'Escaut. M. Casier de Hemptinne s'occupe du même objet, du canal de Terneuzen et d'un pont à construire sur le canal de Gand à Bruges, à l'endroit nommé Hoek-straat. M. Pycke de Peteghem se rallie aux observations de M. Bonnet. M. T'Kint de Roodenbeke parle des travaux d'amélioration de l'Eede et de la Poucquesbeke et des petits cours d'eau en général. M. de Coninck s'occupe de nouveau des travaux à faire à l'Yser et recommande l'établis-

sement d'un canal de Moerbrugge à Dixmude. M. Braconier demande l'achèvement de la canalisation de la Meuse et la construction des dernières écluses. M. Sainctelette, *m. t.*, répond aux orateurs précédents : il ne peut faire de travaux ni à la Senne, ni aux affluents du Démer avant qu'ils soient propriétés de l'Etat. Il prendra en considération les observations qui lui ont été présentées. Le projet de loi est adopté par 27 voix et 20 abstentions. Celles-ci ont pour motif les crédits relatifs à l'instruction publique, qui forment, d'après le *r.*, la partie morale du projet.

VOIES ET MOYENS.

23 décembre. M. Tercelin, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens, qui est adopté à l'unanimité.

SÉNAT.

Session 1878 1879.

D⁵

TABLE DES MATIÈRES.

A

ADRESSE *c.* 12 *n.* — *r.* de M. Dewandre. Disc. et vote, 18 *n.* V. Adresse.

AGRICOLE (Crise). 3 *a.* V. Agriculture.

ALIÉNÉS (Asile de Froidmont). Cr. de 50,000 fr. *r.* de M. d'Anethan, 24 *m.* Vote, 25 *m.* V. Justice.

ARCHIVES DU ROYAUME (Local pour les), 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

ARGENT (Convention relative à la fabrication de la monnaie d'.) *r.* de M. Tercelin et vote, 23 *d.* V. Monnaies.

ARMÉE (Contingent de l'). *r.* de M. Van Schoor, 24 *d.* Disc. et vote, 27 *d.* V. Guerre.

B

BACCARA (Jeu de) à Ostende, 29 *m.* V. Budget de l'intérieur.

BANQUE NATIONALE (Billets de la). Pr. d'y inscrire la valeur en flamand, 12 *f.* V. Budget des finances.

BÂTIMENTS CIVILS (Publication des plans des), 12 *f.* V. Budget des finances.

BÉTAIL (importation du) d'Amérique, 3 *a.* V. Agriculture. 11 *f.* V. Hygiène.

BIENS DOMANIAUX (Echange et aliénation de), *r.* de M. Béthune et vote, 31 *jt.* V. Finances.

BONS DU TRÉSOR (Négociation des), 11 *f.* V. Chemins de fer.

BUDGETS de 1879. Justice. *r.* de M. Dewandre. 23 *d.* — Disc. et vote, 25 *d.* — Non-valeurs et remboursements, *r.* de M. Bruneel, 25 *d.* — Vote, 27 *d.* Recettes et dépenses pour ordre, *r.* de M. de Vadder, 25 *d.* Vote, 24 *d.* — Dotation. *r.* de M. de Vadder, 23 *d.* Vote, 24 *d.* — Dette publique. *r.* de M. de Vadder, 10 *f.* — Vote, 11 *f.* — Finances. *r.* de M. de Vadder, 11 *f.* Disc. et vote, 12 *f.*

Affaires étrangères. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke, 25 *m.* — Disc. et vote, 26 *m.* — Intérieur. *r.* de M. Bonnet, 26 *m.* — Disc., 28, 29 *m.*, 3, 4 *a.* — Vote, 4 *a.* V. Budgets. — Gendarmerie.

r. de M. Orban de Xivry, 25 *d.* — Vote, 24 *d.* —

Guerre. *r.* de M. de Loen d'Enschede, 25 *f.* — Disc. et vote, 27 *f.* V. Guerre. — Instruction publique. *r.* de M. Crocq, 26 *m.* — Disc. et vote, 28 *m.* V. Instruction publique. — Travaux publics. *r.* de M. Balisau, 26 *mai.* — Disc., 28, 29, 30, 31 *mai.* V. Travaux publics. — Voies et moyens. *r.* de M. Tercelin et vote, 23 *d.* V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1880. Non-valeurs et remboursements. *r.* de M. de Vadder, 22 *jt.* — Vote, 23 *jt.* — Dotations. *r.* de M. Bruneel et vote, 31 *jt.* V. Budgets.

C

CARTE GÉOLOGIQUE du royaume, 3, 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

CASERNES. Cr. de 4 millions. *r.* de M. de Coninck, 25 *f.* — Disc. et vote, 27 *f.* V. Guerre.

CHARLEROI (Augmentation du nombre des échecs vins de). *r.* de M. Surmont de Volsberghe, 10 *f.* — Vote, 11 *f.* V. Affaires communales.

CHEMINS DE FER. Cr. pour le service des chemins de fer de l'Etat. *r.* de M. Balisau, 10 *f.* — Disc. (rails d'acier), vote, 11 *f.* — Tracé de Bastogne à Gouvy par Houffalize, ligne du Luxembourg. 29, 30 *mai.* — Transport des engrais, 30, 31 *mai.* — Braine-le-Comte à Courtrai par Renaix, Anvers à Douai, 31 *mai.* — Station à Maubray, 30, 31 *mai.* — Micheroux à Visé, lignes de l'Amblève, de Libramont, Bruxelles, Sedan, de Tubize à Jodoigne, de Lembeq à Ronquières et aux Ecaussinnes, de Lessines à Renaix, d'Anvers à Hoogstraeten, de Saint-Trond à Tongres, d'Athus à la Meuse, 31 *mai.* — Peages. *r.* de M. Balisau et vote, 18 *jn.* — Comptabilité des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque. *r.* de M. Balisau et vote, 31 *jt.* — Micheroux à Visé. Audenarde à Orroir, Florennes au Grand-Central, Athus à Charleroi, ligne de l'Amblève, 1^{er} *at.* V. Chemin de fer.

CHEVAUX (Vols de) sur la frontière française, 12 *f.* V. Budget des finances.

CODE DE COMM. *r.* de M. d'Anethan, 27 *m.*

— Disc. et vote, 27 mai. — *r.* de M. d'Anethan et vote, 24 *jt.* V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE militaire, 24 *d.* V. Budget de la justice.

COLONISATION DANS LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE. Pr. de M. d'Hane-Steenhuysen, 12 *n.* — *r.* de M. de Woelmont, 23 *jt.* — Vote, 23 *jt.* V. Industrie.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT (Destitution de), 28, 29 *m.* V. Budget de l'intérieur.

COMMUNES de Dolhain-Baelen, réunion à la commune de Limbourg. *r.* de M. Collet, 11 *f.* — Vote, 12 *f.* Id. de Dolembreux, délimitation d'Esneux et Sprimont. *r.* de M. Collet, 22 *jt.* — Vote, 23 *jt.* — Délimitation de Molenbeek et Koekelberg. *r.* de M. Collet, 22 *jt.* — Vote, 23 *jt.* V. Affaires communales.

CONSEILS DE GUERRE (Présidence des), 24 *d.* V. Budget de la justice.

CONTRIBUTION PERSONNELLE (Révision de la loi sur la). *r.* de M. Biart, 22 *jt.* — Disc. 24, 25 *jt.* — Vote, 25 *jt.* V. Impôts.

CONVERSION du 4 1/2 p. c., 29 mai. *r.* de M. de Vadder et vote, 23 *jt.* V. Finances. 28 mai. V. Travaux publics.

COUR D'APPEL de Bruxelles. Augmentation du personnel. *r.* de M. Dewandre, 25 *m.* — Vote, 26 *m.* V. Justice.

COUR DE CASSATION. MM. Van Berchem et Casier, 10 *f.* — MM. Bougard et Crahay, 22 *jt.* V. Cour de cassation.

COUR MILITAIRE (Ameublement de la). *r.* de M. d'Anethan, 22 *jt.* — Vote, 23 *jt.* V. Justice.

COURS D'APPEL (Division des) en sections pour le jugement des affaires électorales. *r.* de M. d'Anethan et vote, 22 *jt.* V. Justice.

COURS D'EAU non navigables ni flottables, 29 *m.* V. Budget de l'intérieur.

CUIVRE (Surabondance de monnaie de), 12 *f.* — V. Budget des finances.

D

DÉCÈS de MM. de Ribaucourt et Reyntiens, 10 *f.* — de M. de Man d'Attenrode, — 24 *m.* du général Renard, *m. g.*, 21 *jt.* V. Décès.

DE KERF, commissaire de police révoqué. Décision au sujet de ses *pp.* 23 *jt.* V. Pétitions.

DÉMISSION du prince de Ligne, 21, 22 *jt.* V. Démission.

DOUANES. Bureau à Sainte-Marguerite, 12 *f.* V. Budget des finances.

E

EAUX-DE-VIE (Augmentation des droits d'accise sur la fabrication des). *r.* de M. Tercelin, 22 *jt.* — Vote, 23 *jt.* V. Impôts.

ÉLECTIONS COMMUNALES (Annulations d'), 28, 29 *m.* V. Budget de l'intérieur.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Ecole normale de Gand. *r.* de M. Pennart, 23 *d.* — Disc. et vote, 24 *d.* — Incident relatif à une école de Saint-Josse-ten-Noode, 28 *m.*, 26 mai. — Révision de la loi de 1842. Disc., 16, 17, 18 *jn.* Vote, 18 *jn.* — Incident relatif à des faits qui se sont passés le 18 *jn.*, 24, 25 *jt.* V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Eméritat des professeurs. *r.* de M. Pigeolet, 22 *jt.* Disc. et vote, 23 *jt.* V. Instruction publique.

ESCAUT. Navigation à vapeur, 11 *f.* — Service spécial, 12 *f.*, 29, 30 et 31 mai. V. Travaux publics.

EXPOSITION DE SYDNEY. *r.* de M. de Selys-Longchamps et vote, 3 *d.* V. Industrie.

EXPOSITION NATIONALE de 1880. Cr. de 1,800,000 francs. *r.* de M. Balisau, 28 *m.* Disc. et vote, 4 *a.* V. Indépendance nationale.

F

FINANCIÈRES (Mesures) en vue de subvenir aux besoins du Trésor. *r.* de M. Tercelin, 24 *jt.* — Disc. et vote, 28 *jt.* V. Impôts.

FROIDMONT (Asile d'aliénés à). Voir ALIÉNÉS.

G

GOUVERNEURS (Destitutions de), 28, 29 *m.* V. Budget de l'intérieur.

GREFFIER DU SÉNAT. Décès de M. Misson, 11 *f.* — Nomination de M. Warnant, 27 *m.* — Serment, 28 *m.* — Traitement, 4 *a.* V. Bureau.

GREFFIERS pour la justice militaire, 24 *d.* V. Budget de la justice.

H

HOTELS MINISTÉRIELS (Appropriation des). *r.* de M. Balisau. Disc. et vote, 23 *d.* V. Travaux publics.

I

INDÉPENDANCE NATIONALE (50^e anniversaire de l'). Cr. de 4,847.000 fr. *r.* de M. de Selys-Longchamps et vote, 1^{er} *a.* V. Indépendance nationale.

INDIGÉNAT (Pr. de loi tendant à accorder les moyens d'obtenir l'). *r.* de M. d'Anethan, 24 *m.* — Disc. et vote, 25 *m.* V. Naturalisation.

INONDATIONS, 29, 30, 31 mai. V. Travaux publics.

J

JUSTICE DE PAIX (Dédoulement de la) de Charleroi. *r.* de M. de Limburg-Stirum et vote, 22 *jt.* V. Justice.

K

KOEKELBERG (Anonymat à la Société royale de). *r.* de M. Van Vreckem et vote, 22 *jt.* V. Sociétés.

L

LOGEMENT des troupes en marche. *r.* de M. de Loen d'Enschede, 10. *f.* — Vote, 11 *f.* V. Guerre.

M

MÉDECINS (Pensions aux veuves des) qui meurent victimes des épidémies, 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

MENDICITÉ (Dépôt de) de Reckheim. Convention avec la province de Limbourg. *r.* de M. Van Vreckem, 25 *m.* Vote, 26 *m.* V. Justice. — Propriété de l'ancien dépôt de Mons. *r.* de M. Dewandre et vote, 1^{er} *ar.* V. Justice.

MESSES (Honoraires de), 24 *d.* V. Cultes.

MILICE. Attributions des conseils de révision, 28 *m.* V. Budget de l'intérieur.

MISSION. Greffier du sénat. Son décès. (Voir GREFFIER.)

MONNAIES. Convention monétaire. *r.* de M. Tercelein, 24 *m.* — Vote, 25 *m.* — Acte additionnel, 31 *jt.* — Hôtel des monnaies, 12 *f.* V. Budget des finances.

MONS (Ancien dépôt de mendicité de). (Voir MENDICITÉ.)

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. (Déplacement du laboratoire du), 28 *m.*, 5 *a.* V. Budget de l'intérieur.

MUTATIONS des petites propriétés. 11 *f.* V. Budget des finances.

O

OBSERVATOIRE (Déplacement de l'), 28 *m.*, 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 1,500,000 francs. *r.* de M. d'Anethan, 24 *m.* — Disc. et vote, 25 *m.* — Cr. de 1 million. *r.* de M. d'Anethan et vote, 18 *jn.* V. Justice.

PHARMACOPÉE (Révision de la), 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

PIERRES DE TAILLE (Emploi des) du pays, 11 *f.*, 29 *mai.* V. Industrie.

PORT de Heyst. 28 *mai.* V. Postes. — 30, 31 *mai.* V. Travaux publics.

POSTES. Codification de la législation postale. *r.* de M. Balisau, 24 *m.* — Disc. et vote, 26 *mai.* — Service entre Anvers et le Brésil, 28 *mai.* — Service postal, 31 *mai.* V. Postes.

R

RACHITIQUES (Asile au bord de la mer pour les enfants), 25 *m.* V. Justice.

RECKHEIM (Dépôt de mendicité de). (Voir MENDICITÉ.)

RIVIÈRES. Assainissement de l'Espierre, 27 *d.*, 12 *f.* V. Travaux publics.

ROME. Légation belge auprès du Vatican, 26 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

RUSSES (Emigrants). Cr. de 25,000 fr. pour rapatriement. *r.* de M. d'Anethan et vote, 5 *a.* V. Justice.

S

SERVITUDES MILITAIRES. Pét. de propriétaires de Boterlaer et Exterlaer, 24 *m.* V. Guerre.

STOMATITE APHTEUSE, 5 *a.* V. Agriculture.

SUCCESSION (Droits de) sur les immeubles situés en pays étranger, 26 *m.* V. Budget des affaires étrangères.

T

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 101 millions. *r.* de M. Piret, 1^{er} *at.* — Disc. et vote, 2 *at.* V. Travaux publics.

TRIBUNAUX (Augmentation du personnel de quelques). *r.* de M. Dewandre, 25 *m.* — Vote, 26 *m.* V. Justice.

V

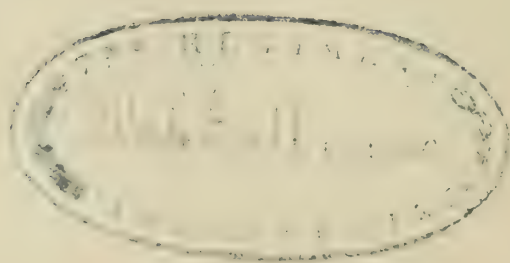
VACCINE (Propagation de la), 4 *a.* V. Budget de l'intérieur.

VOIES NAVIGABLES. Système de M. Finet, 11 *f.*, 29, 30, 31 *mai.* V. Travaux publics.

VOIRIE VICINALE. Répartition des subsides, 5 *a.* V. Budget de l'intérieur.

W

WARNANT, greffier du sénat. (Voir GREFFIER.)



SESSION LÉGISLATIVE 1879-1880.

(11 NOVEMBRE 1879 AU 15 MAI 1880.)

E⁵

(Il n'y a pas de discours du trône.)

MINISTÈRE.

M. le lieutenant général LIAGRE remplace, comme ministre de la guerre,
le lieutenant général RENARD, décédé.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

LOUVAIN. M. Halqants remplace M. Schollaert, décédé.

THUIN. M. T'Serstevens-Troye, *id.* M. Warocqué, décédé.

LIEGE. M. L. Hanssens, *id.* M. Piedbœuf, décédé. — HUY. M. Jos. Warnant, *id.* M. De Lhoneux, démissionnaire. — WAREMME. M. Hallet, *id.* M. Delexhy, décédé.

NAMUR. M. de Montpellier, *id.* M. Dohet, décédé.

MEMBRES DU SÉNAT.

BRUXELLES. M. Piron-Vanderton remplace M. H. Dolez, décédé.

BRUGES. M. Van Ockerhout, *id.* M. Boyaval, décédé. — COURTRAI. M. Lammens, *id.* M. Bruyneel, décédé.

ATH. M. Lepoivre succède à M. le prince de Ligne, démissionnaire. — THUIN. M. de Haussy remplace M. Brouwet, démissionnaire.

HUY. M. De Lhoneux, *id.* M. de Tornaco, décédé.

Dans la session précédente, M. de Ribaucourt est porté par erreur comme *décédé* au lieu de *démissionnaire*.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1879-1880.

Doyen d'âge, M. JULLIOT. — Président, M. GUILLERY.
1^{er} vice-président, M. DE WAEL. — 2^e vice-président, M. DESCAMPS.
Secrétaires, MM. PETY DE THOZÉE, LESCARTS, D'ANDRIMONT et DE VIGNE.
Questeurs, MM. DE VINTS et DE BAILLET-LATOIR.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

12 novembre. M. d'Elhounge interpelle le gouvernement au sujet de la correspondance échangée avec le Vatican. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'il est prêt à donner des explications à la chambre. — 18. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose un projet de loi approuvant la convention conclue avec le gouvernement des Pays-Bas pour l'achèvement des travaux du canal de Terneuzen. Il donne ensuite les explications réclamées par M. d'Elhounge sur les relations du gouvernement belge avec le Vatican. Il résulte de l'exposé fait par le *m.*, que le pape Léon XIII n'a pas approuvé l'attitude violente prise par les évêques belges à l'occasion de la loi sur l'instruction primaire. M. Malou demande l'impression de la correspondance. Celle-ci est décidée. M. Janson déclare faire toutes ses réserves au sujet de la question de principe, c'est-à-dire à propos du maintien de la légation belge au Vatican. — 19. M. Malou soutient que le saint-siège est d'accord avec les évêques et les catholiques belges pour condamner le principe de la loi du 1^{er} juillet 1879, et déclare que les catholiques continueront de fonder des écoles avec la certitude d'un triomphe définitif, parce qu'ils ont pour eux la plus grande de toutes les forces, la liberté mise au service de la foi. L'orateur ayant dit qu'il n'était pas nécessaire de négocier avec Rome pour obtenir une déclaration favorable aux institutions constitutionnelles, puisque Léon XIII l'avait faite dès son avènement, M. Frère-Orban, *m. a.*, demande pourquoi les catholiques ne l'ont pas dit quand ils étaient au pouvoir? C'est que les cléricaux sont courbés sous la crosse épiscopale, mais ils peuvent être

certaines qu'on ne les suivra pas. Après quelques mots de MM. Malou et Janson, il est convenu que le débat sera repris après l'impression des pièces. (*Voir ensuite INSTRUCTION PUBLIQUE.*)—26. M. Frère-Orban, *m. a.*, répondant à M. De Lantsheere, dit qu'il vient d'envoyer à l'impression les pièces relatives à la convention conclue avec la Hollande au sujet du canal de Terneuzen, et qu'il ne croit pas que le retard apporté à la publication de ces documents ait pu favoriser des spéculations de Bourse. En effet, les conditions de rachat du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam résultent du cahier des charges de la Compagnie, et le bénéfice est escompté depuis longtemps.

9 décembre. M. Frère-Orban, *m. a.*, présente un projet de loi approuvant : 1^o une déclaration échangée, le 18 octobre dernier, avec la France et prorogeant le traité de commerce du 23 juillet 1873 pour un terme de six mois à partir de la promulgation du nouveau tarif douanier en France ; 2^o une convention des 23 octobre-4 novembre, signée entre la Belgique et la Serbie, accordant réciproquement aux deux pays le régime de la nation la plus favorisée jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif à conclure dans un délai maximum d'une année. — 17. M. Gillieaux, *r. s. c.*, fait rapport sur ces deux projets. Ils sont adoptés, séance tenante, à l'unanimité. A propos de la convention avec la France, M. De Bruyn demande que, dès aujourd'hui, l'on renvoie à la *c. permanente* de l'industrie les observations des industriels belges relatives aux droits d'entrée dont sont frappés leurs produits en France. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que l'on ne peut déférer à la *c. de l'industrie* les droits du gouvernement, qui doit conserver sa liberté dans les

négociations. M. Van Iseghem espère que, dans le prochain traité avec la France, on obtiendra la libre entrée dans ce pays du poisson provenant de la pêche nationale, et, en outre, qu'on obtiendra, par voie de réciprocité, l'établissement des mêmes droits d'entrée par les frontières de terre et de mer.

27 janvier. M. Willequet, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la convention de Terneuzen. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose : 1° un projet de loi approuvant la prorogation du traité de commerce conclu le 22 mai 1865, entre la Belgique et l'Allemagne, et 2° un projet de loi approuvant la déclaration signée à Bruxelles, le 17 janvier 1880, et prorogeant jusqu'au 31 juillet prochain la convention conclue entre la Belgique et l'Espagne pour la garantie réciproque de la propriété artistique et littéraire. — 30. M. de Macar, *r. s. c.*, présente le rapport sur le premier de ces projets. M. Goblet, *r. s. c.*, *id.* sur le second.

5 février. Tous deux sont adoptés à l'unanimité. — 25. Dans la discussion du projet de loi approuvant la convention relative au canal de Terneuzen, M. Beernaert parle en faveur de la convention, se bornant à réclamer des renseignements sur le prix du rachat de la ligne d'Anvers-Rotterdam et sur ce qui adviendra du tronçon de Turnhout à Tilbourg et des lignes à construire d'Anvers à Woensdrecht et d'Anvers à Tilbourg. MM. De Decker et Jacobs demandent, à titre de compensation des avantages accordés au port de Terneuzen, la réduction des droits de pilotage et la suppression du droit de fanal. Un amendement est présenté concernant ce dernier objet, puis écarté par la question préalable. MM. De Decker et Delaet critiquent les travaux de Terneuzen au point de vue de la navigabilité de l'Escaut maritime, qui perdra de son volume par suite des emprises faites à l'Escaut supérieur pour alimenter le canal. MM. Sainctelette, *m. t.*, et Willequet, *r.*, réfutent ces observations. M. De Wael déclare qu'il votera le projet. M. Malou fait une déclaration analogue, tout en déclarant que le projet de 1876 était conforme aux intérêts et à la dignité du pays. M. Hanssens déplore que le gouvernement n'ait pas négocié le rachat du chemin de fer liégeois-limbourgeois. M. A. Visart regrette que l'on ne donne pas suite au projet de construire un canal de Bruges à la mer. M. Frère-Orban, *m. a.*, fait valoir les avantages de la convention. Il répond à M. Beernaert qu'en attendant que le prix du rachat du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam soit établi, on payera pour la ligne un loyer provisionnel d'un million de florins par an. En ce qui concerne les compensations à donner

au port d'Anvers, le gouvernement se livre à une étude comparative des droits perçus dans ce port avec ceux qui se perçoivent dans les autres ports de l'Europe. Le projet est voté par 88 voix contre 6 et 3 abstentions.

8 avril. M. Willequet annonce qu'il interpellera le gouvernement sur la convention internationale relative au phylloxera, que certaines personnes considèrent comme lésant l'horticulture nationale, dont elle entrave les exportations. — 15. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose un projet de loi portant approbation de la nouvelle convention consulaire conclue entre la Belgique et les Etats-Unis. — 23. M. Gillieaux, *r. c.*, fait rapport sur une pétition d'horticulteurs de Gand, qui demandent que la convention horticole signée à Berne en 1878 ne soit pas adoptée en Belgique. — 29. M. d'Andrimont présente le rapport sur le projet de loi approuvant la convention consulaire conclue entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique. M. Frère-Orban, *m. a.*, dépose un projet de loi portant approbation de la convention signée à Berlin le 22 avril dernier, pour régler provisoirement les relations commerciales entre la Belgique et l'Allemagne.

4 mai. M. Willequet appelle l'attention du gouvernement et de la chambre sur la grave situation qui est faite à l'industrie horticole par certaines mesures restrictives appliquées par les pays vinicoles à l'entrée des plantes. Ces mesures internationales, résolues à Berne et dirigées contre le phylloxera, atteignent notre industrie horticole belge dans ses intérêts vitaux. Obliger les horticulteurs à emballer leurs plantes en les dégarnissant complètement de terre, c'est les empêcher de trafiquer de leurs produits avec l'étranger; c'est une véritable cause de ruine pour l'horticulture belge. L'orateur fait des vœux pour que ces mesures rigoureuses soient atténuées. Il est juste que les pays vinicoles cherchent à sauvegarder leurs vignobles, mais on ne peut admettre ces mesures exagérées qui indiquent une véritable panique. Le phylloxera n'existe pas en Belgique; de plus, cet insecte ne s'attaque qu'à la vigne. Dès lors, les plantes qui arrivent de Belgique et qui n'ont pas été en contact avec des vignes ne devraient pas être assujetties aux rigueurs de la convention de Berne. D'ailleurs, les pays qui cherchent à se défendre contre le phylloxera sont, à l'heure qu'il est, complètement envahis déjà par le fléau. Un autre danger des mesures rigoureuses prises à Berne, c'est qu'elles provoquent à la fraude. C'est à la science qu'il faut demander un remède au mal et non pas à un régime douanier plus ou moins sévère. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'il a examiné les ré-

clamations des horticulteurs belges ; malheureusement, il y a là une question internationale et il est très difficile d'obtenir quelque chose de pays menacés de véritables désastres. Tout ce que l'on peut faire, c'est de représenter aux gouvernements de ces pays que les mesures prises sont inefficaces pour eux, tout en portant une grave atteinte à certains intérêts étrangers ; sans avoir l'espoir d'arriver à un résultat favorable immédiat, le gouvernement persistera à ne rien négliger pour que l'horticulture belge souffre le moins possible de l'état de choses créé par la convention de Berne. M. Bergé s'associe aux réclamations de M. Willequet et remercie le gouvernement de ses actes. Il est indispensable de faire ressortir combien les mesures douanières sont inefficaces contre un insecte ailé, que le vent transporte. Il y a plus : on s'attache aux racines ; on veut que la racine soit dépouillée de terre ; et l'on ne dit pas pourquoi. Si l'insecte vient déposer ses œufs sous l'écorce d'une plante, qu'importe que l'on dépouille les racines de la terre qui les entoure ? Il est étrange aussi de voir des pays infectés se garantir contre des pays qui ne le sont pas. Les mesures que l'on a prises sont absolument inefficaces : elles ne sont que ruineuses et gênantes. M. Willequet dit que la réponse du *m. a.* le satisfait complètement : il était certain, d'ailleurs, qu'il ne négligerait rien pour défendre une grande industrie nationale.

5 mai. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de loi approuvant la convention conclue à Berlin le 22 avril 1880. La chambre adopte à l'unanimité la convention consulaire conclue avec les Etats-Unis. Il en est de même de la convention conclue avec l'Allemagne.

AGRICULTURE.

11 décembre. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, proteste contre toute idée d'empêcher par des mesures douanières l'importation du bétail d'Amérique. M. De Bruyn, tout en se ralliant au principe économique de la libre entrée, demande que, par des mesures indirectes, le gouvernement encourage l'élevage du bétail indigène, et propose à cet effet, d'accord avec MM. Lippens, de Moreau et Durieu, d'augmenter de 15,000 fr. l'allocation portée au *B.* pour les conférences agricoles, qui serviront à éclairer les cultivateurs sur leurs intérêts. Il demande aussi qu'on supprime le droit d'abatage perçu dans les villes. Après une réponse de M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, qui se déclare disposé à encourager le développement des conférences agricoles, l'amendement est retiré. M. De Decker estime qu'on rendrait

un grand service à l'agriculture en lui restituant des bras par le fait d'une réduction de durée du service militaire. M. Van Hoorde désire qu'on augmente l'indemnité allouée pour bestiaux abattus. — 16. M. Kervyn de Lettenhove, invoquant les souffrances de l'agriculture, demande que le gouvernement fasse une statistique des électeurs agricoles, qui occupent une place trop restreinte dans le corps électoral. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond que cette statistique est difficile à faire, attendu qu'il n'y a pas seulement les cultivateurs proprement dits qui puissent être considérés comme intéressés à l'agriculture. Il répond en outre à M. De Bruyn qu'il n'a pas convoqué le conseil supérieur d'agriculture, parce qu'il n'avait rien à soumettre à ses délibérations. M. De Bruyn insistant pour qu'on ouvre une enquête sur la crise agricole, M. Jottrand fait observer que le meilleur moyen de venir en aide à l'agriculture est de diminuer le taux des fermages. M. Coomans répond que l'on s'évertue, par des mesures persistantes, à diminuer le nombre des électeurs ruraux, et il accuse la gauche de vouloir restreindre de plus en plus l'exercice du droit de suffrage. Si elle continue dans cette voie, il se formera un parti puissant pour réclamer le suffrage universel. MM. Goblet d'Alviella, Jottrand et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, soutiennent que la droite veut augmenter le nombre des électeurs par la fraude. M. Coomans demande que l'on vienne en aide à l'agriculture en réduisant les impôts et en diminuant le contingent militaire, qui enlève des bras à la terre. Telle est la seule protection qu'il réclame. M. Jottrand est persuadé, de son côté, que la demande d'une statistique agricole n'est qu'un prétexte pour faire revivre les vieilles idées protectionnistes.

14 avril. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose le rapport triennal sur l'enseignement agricole.

BUDGETS.

20 novembre. Dans la discussion du *B.* de la justice, M. Lucq, *r.*, demande que l'on règle par une loi les émoluments des greffiers de 1^{re} instance. M. Thonissen recommande de procéder à la codification des lois. M. Bara, *m. j.*, répond que la première question pourra être examinée à l'occasion du code de procédure civile. Il fait ressortir la difficulté de la solution de la seconde. (*Voir ensuite CULTES.*) M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de l'intérieur. M. Van Iseghem, *r. s. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. — 21. La chambre continue la discussion du *B.* de la justice. (*Voir CULTES.*) M. Bara, *m. j.*, répondant à MM. Jan-son et Scailquin, annonce qu'il déposera un

projet de loi tendant à la répression des faux bilans. Il ne peut s'engager à en proposer un tendant à décréter une amnistie en faveur des déserteurs de l'armée belge. Répondant à M. Vandenpeereboom, qui critique la tendance à faire des services politiques un titre à des nominations judiciaires, il dit que ce reproche s'applique avec bien plus de justesse aux ministères catholiques, et que, d'ailleurs, s'il faut fermer l'entrée de la magistrature à ceux qui se sont occupés de politique, le recrutement deviendra de plus en plus difficile. — 25. Après quelques observations de M. De Lantsheere sur le traitement des fonctionnaires de l'administration centrale du département de la justice, de MM. Reynaert et Dansaert sur la législation des faillites et l'utilité du concordat préventif ou amiable, de M. Washer sur l'avantage qu'il y aurait à créer une troisième école de réforme, de M. Pety de Thozée, sur les secours à donner aux anciens magistrats, puis une discussion au sujet du traitement du clergé (*voir CULTES*), le *B.* est adopté par 82 voix contre 5. Le *B.* des recettes et dépenses pour ordre est voté à l'unanimité. — 27. M. Washer, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des finances.

2 décembre. Discussion générale du *B.* de l'intérieur. M. Jottrand réclame des mesures en vue d'empêcher la santé des enfants d'être compromise dans les bâtiments d'école hâtivement érigés par le clergé. M. Woeste examine la politique du *m. i.* et lui reproche des nominations de bourgmestres et d'échevins faites dans un intérêt de parti, une circulaire relative à la question des cimetières, et des annulations d'arrêtés pris par les députations permanentes catholiques. M. Couvreur voudrait que le gouvernement prit des mesures de rigueur à l'égard des bourgmestres qui se mettent en révolte contre la loi du 1^{er} juillet 1879 sur l'instruction primaire. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond à M. Woeste que le gouvernement se préoccupe, dans les nominations de bourgmestres, de leurs dispositions en ce qui concerne l'exécution de la loi. Il répond à M. Couvreur qu'il ne croit pas devoir sévir contre des bourgmestres qui se poseraient en martyrs et qui seraient très probablement maintenus au conseil par le corps électoral. Il veut exécuter la loi, mais en conservant la modération qui convient à l'exercice du pouvoir. — 3. Le *m. i.*, terminant son discours, répond à M. Jottrand qu'il ne croit pas que les lois existantes lui permettent de prendre des mesures de police à l'égard des écoles privées, en vue de la salubrité. Il craint de s'exposer au reproche d'avoir pris des mesures préventives de la liberté d'enseignement. Toutefois, il étudiera la question. Il défend sa circulaire concernant

les cimetières et réfute les accusations de M. Woeste relatives aux nominations de bourgmestres et d'échevins, qui ont été faites conformément à toutes les traditions administratives. M. Devos s'attache à justifier la conduite qu'il a tenue, en qualité de bourgmestre d'Audenarde, en niant publiquement que la loi du 1^{er} juillet 1879 ne modifiait rien à l'enseignement public. En vertu de cette loi, l'enseignement cessait d'être chrétien; il l'a dit et il le maintient. Il ne croit pas avoir en cela fait preuve d'inconduite notoire. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, lui répond qu'il a fait preuve d'inconscience notoire. M. Bockstael demande qu'on veille à ce que des enfants qui ont été atteints de maladies contagieuses, telles que la rougeole et la fièvre scarlatine, ne soient pas admis dans les écoles publiques avant leur complète guérison. M. De Lantsheere prononce ensuite un réquisitoire contre la politique du *m. i.* Il critique les circulaires de M. Rolin-Jaequemyns, ses arrêtés et ses nominations, tous inspirés uniquement par l'esprit de parti. M. Bara, *m. j.*, soutient, à son tour, que la circulaire relative à la propriété des anciens cimetières, fondée sur un arrêt de principe de la cour de cassation, est tout à fait inattaquable. — 4. MM. de Moreau d'Andoy, Woeste et Jacobs reproduisent les attaques dirigées la veille contre le *m. i.*, qui déclare qu'il persistera dans sa politique. Le gouvernement, dit-il, n'a rien à changer à sa conduite. Il est décidé à maintenir son droit de choisir les magistrats communaux parmi ceux qui ont sa confiance, et à ne point laisser passer les actes des administrations qui violeront la loi; des destitutions, il n'en fera que s'il y est absolument forcé, mais il le fera, s'il le faut, avec la modération nécessaire pour ne pas irriter inutilement les esprits aveuglés et pour ramener les esprits égarés. Et cela viendra. S'il y a aujourd'hui un regain d'irritation, c'est parce que l'on sait que les campagnes ne sont plus aussi faciles à diriger. Quand les campagnes sauront qu'on ne veut pas chasser Dieu de l'école, elles reviendront à l'appréciation saine des choses, et alors on n'entendra plus retentir les reproches actuels, parce qu'ils n'auront plus aucun retentissement dans le pays. La puérilité même des attaques dont le gouvernement est l'objet en fait dès aujourd'hui justice. M. Jacobs dit que le système du gouvernement actuel aura de tels résultats qu'il brisera la prérogative dont il se sert, et, en poussant si loin l'expérience qu'il tente, il fera qu'un cri radical s'élèvera du pays pour demander que l'on restitue aux conseils communaux la nomination des bourgmestres et des échevins. — 5. La discussion continue entre MM. Jottrand, De Lantsheere,

Van Hoorde et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet de la question de la salubrité des écoles libres, des mesures qui pourraient être prises à cet égard et de la conduite des bourgmestres chargés de l'exécution de la loi. — 9. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, donne des explications sur divers points qui ont amené des attaques de l'opposition, entre autres le refus d'un subside à la commune d'Heren-thals. Une discussion s'engage entre MM. Jacobs et Bara, *m. j.*, au sujet d'un arrêté qui défend à la fabrique d'église d'Ophoven de disposer d'un local au profit d'une école libre. M. Bara, *m. j.*, soutient que les fabriques et les communes n'ont pas le droit de disposer de leurs biens en vue de combattre l'enseignement public décrété par la loi. Le *m.* soutient que les catholiques ont exercé une pression sur les parents pour arracher les enfants aux écoles officielles. M. Malou répond qu'il n'a fait aucune démarche pour attirer des enfants dans l'école qu'il a fondée à Woluwe. Il termine en disant que, malgré les efforts tentés pour étouffer la liberté, celle-ci triomphera. M. Bergé estime que les parents ne sont pas bons juges de l'état de salubrité d'une école. Il appuie des observations faites par M. Van Iseghem en vue d'obtenir que le sénateur de Furnes-Dixmude soit attribué à Ostende. Il recommande l'amélioration de la position des secrétaires communaux et des employés des gouvernements provinciaux. — 10. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* de la dette publique pour 1880. La discussion du *B.* de l'intérieur étant reprise, M. Delcour demande que le *m.* s'explique une bonne fois sur les principes qu'il compte suivre en matière de nomination de bourgmestres. Il doit avoir pour règle le respect des majorités, l'honorabilité des candidats et l'observation des droits acquis. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il suit ces principes d'une façon générale, sauf les exceptions que l'intérêt politique exige. M. Delcour accuse ensuite les bureaux de bienfaisance d'exercer une odieuse pression pour attirer les enfants dans les écoles publiques. Il affirme qu'à Diest on a refusé des cercueils pour des enfants morts de la petite vérole, parce qu'ils fréquentaient des écoles catholiques. M. Bara, *m. j.*, répond que les catholiques ont commis des actes d'inhumanité en vue d'arracher les enfants pauvres aux écoles publiques. M. Kervyn de Lettenhove appuyant la thèse de M. Delcour, M. Guillery, *p.*, le rappelle à la question, ces faits se rapportant au *B.* de la justice. M. Julliot estime que les échevins doivent toujours être pris dans la majorité du conseil communal. M. Kervyn ayant reproché à la gauche et spécialement à M. Le Hardy de Beaulieu d'avoir abandonné la défense des

libertés communales, M. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, répond qu'il continue de les défendre contre les tentatives faites par la droite pour fausser l'expression du sentiment public. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, soutient ensuite que la droite, en voulant mettre l'intérêt communal aux dessus de l'intérêt général, applique les théories de la Commune de Paris. La discussion générale est close. Dans celle des articles, M. De Bruyn demande que les employés communaux soient admis à participer à la caisse des secrétaires communaux. Des explications sont échangées entre MM. Janson et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet de l'intervention de la gendarmerie dans une grève récente à Châtelineau; entre MM. Woeste et le *m.*, au sujet du retard apporté dans la notification aux parties des décisions des députations permanentes en matière électorale; entre MM. Goblet d'Alviella, Le Hardy de Beaulieu et le *m.*, au sujet de l'augmentation du traitement des greffiers et des employés provinciaux. M. de Moreau d'Andoy propose d'accorder des jetons de présence aux membres militaires des conseils de révision en matière de milice. Son amendement est rejeté. Des observations sont échangées entre MM. De Bruyn, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Le Hardy de Beaulieu, *r.*, au sujet de l'armement de la garde civique. — 11. (*Voir AGRICULTURE.*) La chambre entend quelques observations de M. De Vigne sur la nécessité d'une loi réglant les droits des industriels sur les cours d'eau, et de M. de Zerezo de Tejada sur l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables. M. d'Andrimont demande la création, à Verviers, d'un institut pour l'enseignement industriel. (*Voir LETTRES, SCIENCES ET ARTS.*) M. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, demande si le gouvernement a l'intention de proposer un crédit spécial pour le recensement de 1880. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond affirmativement. MM. Durieu, Paternoster et Descamps insistent pour que le gouvernement fasse liquider les sommes dues par l'Etat aux communes du Hainaut pour la voirie vicinale. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'il y a une volumineuse correspondance échangée entre le gouvernement et les provinces pour arriver à constater les progrès réalisés et les besoins à satisfaire. Pour ce qui est de la répartition, la situation s'est améliorée depuis que, conformément au vote émis par les chambres, la répartition se fait directement par l'Etat et non plus par les députations permanentes. En outre, le gouvernement pourra affecter, chaque année, une partie du crédit de 2 millions inscrit au budget à favoriser les travaux nouveaux tout en apurant les engagements antérieurs. Le *B.* est adopté par 70 voix contre 26. — 12. Dans la discussion du *B.* des

finances, M. d'Andrimont recommande une réforme de l'administration des eaux et forêts et son transfert au département de l'intérieur (direction de l'agriculture). M. Graux, *m. f.*, conteste les avantages de cette mesure et M. Malou parle dans le même sens. M. Tesch demande que des mesures soient prises en vue d'arriver à la vérification des actes sous seing privé en matière de mutations d'immeubles; M. Jacobs, que l'on obvie à l'invasion du billon français en Belgique. Un débat s'engage ensuite sur les avantages et les inconvénients du projet de loi relatif aux titres au porteur perdus ou volés. MM. De Lantsheere, Graux, *m. f.*, Malou, Demeur et Pirmez y prennent part. Le B. est adopté à l'unanimité. — 16. Le B. de la dette publique est adopté à l'unanimité après un échange d'explications entre MM. Graux, *m. f.*, et Demeur, *r.*, au sujet du caractère non limitatif des crédits pour le paiement des intérêts de la dette. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, revenant sur l'incident de Diest, dont M. Delcour a parlé dans la séance du 10, affirme qu'il est absolument faux. M. Delcour maintient l'exactitude de ses allégations. — 17. M. de Macar, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des affaires étrangères pour l'exercice 1880.

6 février. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit supplémentaire de 24,579 fr. au B. de l'intérieur. — 19. M. Bockstael, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet. — 26. Dans la discussion générale du B. des affaires étrangères, MM. de Chimay et Mallar approuvent la conduite du *m. a.* dans l'échange de vues qui a eu lieu avec la cour de Rome, et soutiennent qu'un grand résultat a été obtenu par le désaveu que le pape Léon XIII a infligé à la conduite des évêques. M. Thonissen se félicite de ce qu'il soit établi de la sorte que le pape ne considère pas le respect des lois de l'Eglise comme incompatible avec l'amour de la Constitution belge. Il s'en félicite d'autant plus que lui-même a toujours soutenu la même thèse. M. Janson est d'avis que de telles négociations ne peuvent aboutir, le clergé n'ayant en vue qu'un intérêt de boutique et de domination théocratique. — 27. Dans la seconde partie de son discours il s'attache à démontrer que la politique de Léon XIII est, sous des formes plus courtoises, exactement la même que celle de Pie IX, que ses conseils n'ont diminué en rien la violence de l'épiscopat dans la campagne contre la loi scolaire, et il termine en soutenant qu'il est absolument inutile de maintenir la légation près du Vatican. M. Jacobs répond que les catholiques y ont moins d'intérêt que les libéraux. Il développe ensuite cette thèse que le langage des catholiques parlementaires a toujours été conforme à celui que tient aujourd'hui le chef de

l'Eglise et s'engage à démontrer que les libéraux ont commis trois fautes : la première, de ne pas admettre les catholiques dans leur giron constitutionnel ; la seconde, d'accaparer à leur profit toute la puissance de l'Etat, et la troisième, d'approuver toutes les persécutions des catholiques à l'étranger et de montrer dans leurs journaux leur désir de reviser la Constitution contre les catholiques. M. Graux, *m. f.*, dépose les BB. pour 1881.

2 mars. M. Jacobs achève son discours et fait de nombreuses citations de publicistes libéraux à l'effet de démontrer que ceux-ci ont attaqué la Constitution avec plus de vivacité que les catholiques. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que les libéraux n'ont jamais porté atteinte à aucune liberté. Il refait l'histoire des attaques dirigées contre la Constitution par la presse ultramontaine avec l'approbation des évêques et du pape Pie IX. — 3. Il répond ensuite à M. Janson. Il ne nie pas qu'il ait insisté pour le rappel de la légation belge au Vatican, tout en n'excluant pas une mission de courtoisie. L'opinion qu'il a émise à ce sujet a été maintenue quand il a été appelé à former un cabinet. Quand il en a conféré avec ses collègues, ils ont été unanimes à reconnaître qu'il n'y avait pas lieu de maintenir un envoyé belge auprès du Vatican. Leur opinion s'est modifiée, mais ce changement d'opinion a été déterminé uniquement par des raisons d'intérêt public. Il a été amené par des déclarations spontanées, d'une nature telle, qu'aucun homme raisonnable ne pouvait les écarter sans les écouter. Il fait ressortir ensuite les avantages qui seront considérables pour le pays. M. Cornesse accuse le parti libéral d'avoir fait tout ce qui était possible pour diviser le pays et amener des représailles de la part des catholiques. — 4. Après une explication personnelle avec M. Janson au sujet d'un passage d'un discours de ce dernier, M. Cornesse continue le sien et le termine en disant que le *m. a.* n'est allé à Rome, semble-t-il, que pour obtenir la preuve de la division entre l'épiscopat et le saint-siège. Au nom des catholiques belges l'orateur déclare qu'on n'obtiendra pas cette division ; les catholiques continueront à marcher la main dans la main. M. Goblet d'Alviella soutient que les catholiques sont d'accord pour réaliser les principes du *Syllabus*, qui sont leur idéal. Son idéal à lui, c'est l'extinction de l'ignorance et l'extension des libertés constitutionnelles. M. De Fré dit qu'il est humiliant pour un libéral de voir que le libéralisme a dû avoir recours à Rome pour vaincre ses adversaires. Que les partisans de l'échange de vues ne se réjouissent pas trop ! Le pape, en échange de ses déclarations, pourra ultérieurement réclamer des

sacrifices et faire des demandes auxquelles on devra répondre : Jamais ! Alors la guerre éclatera, et l'on s'apercevra que l'on n'a rien gagné. L'orateur votera donc contre le maintien de la légation. M. Couvreur commence un discours dans lequel il se prononce contre l'idée d'agréer un nonce à Bruxelles. — 5. Il achève son discours. Il déclare, en terminant, qu'il ne veut pas affaiblir le ministère à la veille des élections, et que si on lui promet que le maintien de l'ordre de choses actuel n'est pas définitif, il émettra un vote favorable. M. Jottrand est d'avis qu'un seul ministre à Rome pour représenter la Belgique à la fois auprès du pape et du roi d'Italie est suffisant. MM. Scailquin et Le Hardy de Beaulieu combattent le maintien de la légation. Le dernier orateur, toutefois, consent à donner un vote approbatif pour ne pas affaiblir le gouvernement dans ses négociations avec Rome. — 9. M. Malou félicite le gouvernement du résultat de l'échange de vues, en ce qui concerne les déclarations relatives à la Constitution. Mais il croit que, sur la question scolaire, le pape est d'accord avec les évêques. M. Frère-Orban, *m. a.*, maintient que le pape a blâmé leur conduite, et n'a pas approuvé l'excommunication des écoles en masse. La droite voudrait faire croire qu'on n'a rien obtenu, afin de jeter la division dans la gauche, mais elle n'y parviendra pas. L'orateur termine en disant à ses amis que le maintien actuel de la légation n'engage en rien l'avenir, que la négociation n'est pas terminée et qu'à la veille de la lutte électorale il faut se garder d'affaiblir le gouvernement. A la suite de ce discours, M. Orts déclare qu'il votera le maintien provisoire de la légation. M. Bergé déclare qu'il s'abstiendra. M. Malou dit que, quelles que soient les dispositions de la majorité, la droite votera le maintien de la légation. Celle-ci est maintenue par 97 voix contre 8 et 2 abstentions. Dans la discussion des articles du *B.*, M. d'Andrimont demande l'augmentation du nombre des consuls rétribués. M. Lefebvre désire que l'on établisse des relations commerciales avec l'Afrique. M. Frère-Orban, *m. a.*, promet de tenir grand compte des observations de M. d'Andrimont et répond à M. Lefebvre qu'il vient de nommer un consul rétribué à Zanzibar. Le *B.* est adopté à l'unanimité. — 19. M. Graux, *m. f.*, dépose des projets de crédits supplémentaires aux *BB.* des finances et de la dette publique.

6 avril. *Id.* un projet de crédits supplémentaires de 259,512 fr. au *B.* de l'intérieur. — 22. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits aux *BB.* des finances et de la dette publique. — 27. M. Graux, *m. f.*, dépose des projets de crédits supplémentaires aux *BB.* des affaires étrangères et de la justice. —

29. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits au département de la justice.

4 mai. Les crédits aux *BB.* de la justice et de l'intérieur sont votés à l'unanimité. — 5. Les crédits aux *BB.* des finances et de la dette publique sont votés par 105 voix et une abstention. M. Demeur, *r. s. c.*, fait rapport sur le crédit supplémentaire au *B.* des affaires étrangères. M. Goblet, *r. s. c.*, *id.* sur des crédits spéciaux au département de l'intérieur. — 8. Le crédit au *B.* des affaires étrangères est voté à l'unanimité ; les crédits spéciaux au département de l'intérieur sont adoptés par 67 voix contre une et une abstention.

BUREAU.

12 novembre. M. Guillery est nommé *président* par 63 voix contre 44 données à M. Thibaut. M. De Wael, 1^{er} *vice-président* par 64 voix contre 46 données à M. Tack. M. Descamps, 2^e *vice-président* par 63 voix contre 47 données à M. Thonissen. MM. Pety de Thozée, Lescarts, d'Andrimont et De Vigne sont nommés *secrétaires*.

16 mars. M. Guillery, *p.*, annonce que M. de Baillet-Latour, *q.*, est gravement malade. Il y a toutefois une amélioration dans son état.

8 mai. Il remercie la chambre de son bienveillant concours pendant la session. (*Applaudissements.*)

CHEMIN DE FER.

17 février. M. De Briej demande un prompt rapport sur une pétition d'habitants de la commune de Florenville au sujet de la station du chemin de fer. — 19. M. Beeckman interpelle le *m. a.*, au sujet d'un article qui a paru récemment dans le *Précurseur* et qui annonce la reprise de la ligne d'Anvers à Rotterdam. Il importe que le gouvernement s'explique à cet égard ; d'autant plus que la feuille anversoise parle de la conclusion d'une convention, tandis que, d'après une précédente déclaration du *m.*, aucune convention n'existerait à ce sujet. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit qu'il est arrivé déjà qu'un journal a annoncé que le gouvernement avait conclu une convention avec l'Anvers-Rotterdam, en stipulant le taux de rachat des actions. Il a déjà répondu à une interpellation de M. De Lantsheere, que le fait n'était pas exact (1). Néanmoins on continue de l'affirmer. Le *m.* déclare de nouveau qu'il n'y a pas de convention qui détermine le taux du rachat de la ligne d'Anvers à Rotterdam.

(1) Voir AFFAIRES ÉTRANGÈRES, 26 janvier.

Il y a un cahier des charges, qui détermine les conditions de ce rachat.

14 mars. M. Pirmez interpelle le *m. t.* sur l'insuffisance des moyens de transport, qui a causé un grave préjudice à l'industrie charbonnière du bassin de Charleroi. M. Sainctelette, *m. t.*, attribue ces embarras aux grands froids de l'hiver et à l'immobilisation d'une partie du matériel par la compagnie du Nord. Il expose les mesures qu'il compte prendre pour prévenir le retour de la crise. MM. Beernaert et Pirmez sont d'avis qu'il faut obliger la compagnie du Nord à remplir ses obligations. MM. Willequet, De Wael et Peltzer déclarent qu'à Gand, à Anvers et à Verviers, il a été satisfait à tous les besoins de l'industrie et de la consommation. M. Houtart croit que la crise est due à la mauvaise répartition du matériel.

6 avril. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Lefebvre appelle l'attention sur la nécessité de couvrir la station de Malines, qui est à ciel ouvert et qui, à cause du nombre de trains qui s'y croisent, présente de grands dangers. Il demande que l'on ouvre le plus tôt possible les lignes de Londerzeel à Willebroeck et de Termonde à Boom par Puers. M. Van Hoorde réclame la réduction du transport de la chaux destinée à l'agriculture et insiste de nouveau en faveur du tracé du chemin de fer de Bastogne à Gouvy par Houffalize. M. de Vrints réclame la prompte exécution de la ligne de Tubize à Jodoigne et la réduction des tarifs pour les matériaux servant à l'agriculture. M. Jottrand se plaint du retard apporté à l'achèvement de la ligne de Termonde à Bruxelles, qui s'arrête actuellement à Assche. Le canton d'Assche attend depuis deux ans qu'on le relie à la capitale. Un autre chemin de fer projeté n'est pas encore commencé, c'est celui de Bruxelles à Lessines par Lennik-Saint-Quentin. L'orateur demande quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de la station du Luxembourg, qui est actuellement un obstacle à l'agrandissement de la ville de Bruxelles du côté de l'est. Un particulier a dressé un projet tendant à établir la station à la droite de l'emplacement qu'elle occupe aujourd'hui, dans le pâté de maisons formé par les rues d'Italie et Godecharle vers la rue du Trône. On ferait par là cesser tout obstacle au développement du Quartier-Léopold et la ligne de raccordement de la nouvelle station du Luxembourg à la gare du Nord passerait sous les rues Belliard et Montoyer. — 7. M. Gilliaux insiste sur la nécessité d'augmenter le matériel du chemin de fer et de le mieux utiliser. Il critique la façon dont a été appliquée l'augmentation du tarif des voyageurs. M. Magherman réclame l'achèvement du chemin de

fer de Braine-le-Comte à Courtrai et d'Anvers à Douai. M. Dansaert appelle l'attention sur la nécessité de modifier les cahiers des charges des adjudications, de diminuer le tarif du transport des petits paquets, d'améliorer et de chauffer les wagons de 3^e classe, de permettre aux négociants de profiter du tarif des voyageurs de commerce. M. Olin critique le mauvais emploi du matériel pour le transport des marchandises, d'où il résulte en hiver de déplorables encombrements; il voudrait voir réduire la taxe du transport des matières propres à l'agriculture et organiser d'une façon convenable le service des bagages dans les gares. Il demande l'exécution de la ligne de Ramillies à Andenne et à Ciney, de celle de Tubize à Jodoigne et de Lembeek aux Ecaussinnes avec station à Oisquereq. — 8. M. Bouquéau appuie les critiques déjà faites au sujet de la pénurie du matériel pour le transport des marchandises et demande que l'on permette à l'industrie privée le droit de fournir son propre matériel. M. Halflants réclame l'agrandissement de la station de Tirlemont; M. d'Andrimont, l'abaissement du tarif de transport de la chaux destinée à l'agriculture; M. Berten, la reprise des chemins de fer de la Flandre occidentale; M. Wasseige, la construction de diverses stations dans l'arrondissement de Namur, le prolongement du chemin de fer de Nivelles à Fleurus jusqu'à Rhisnes et l'exécution d'une ligne d'Eghezée à Ciney. M. Meeus parle en faveur de la construction d'une passerelle qui relierait la ville d'Anvers au Dam, et du chemin de fer d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten (travaux qui, d'après M. Sainctelette, *m. t.*, sont décrétés). M. de Bruyn est d'avis que le matériel du chemin de fer serait suffisant s'il était mieux employé. M. Durieu demande l'agrandissement de la station d'Ath. M. Nothomb espère que la reprise de l'Anvers-Rotterdam aura pour corollaire celle de la ligne de Lierre à Turnhout, et que le chemin de fer d'Anvers à Tilbourg passera par Hoogstraeten. — 9. M. Sainctelette, *m. t.*, en répondant aux divers orateurs, fait la statistique des accidents à l'effet de démontrer qu'ils sont moins nombreux en Belgique que dans les autres pays, en impute une grande partie aux effets du froid, rend compte des mesures prises pour assurer la sécurité des trains, et manifeste l'intention de concéder des tramways agricoles. M. Tesch s'occupe du tracé de la ligne d'Athus à Charleroi et de l'achèvement de la ligne de Virton à Montmédy. — 15. M. Sainctelette, *m. t.*, s'attache à justifier l'augmentation du tarif du chemin de fer en invoquant la nécessité qu'il y a pour celui-ci de se suffire à lui-même. M. De Decker demande la construction d'une station de voyageurs et d'une

nouvelle gare de manœuvres à Anvers. Il se plaint de ce qu'il y ait sur les lignes flamandes des gardes wallons qui ne savent pas le flamand. M. Struye appuie les observations présentées par M. Berten. — 16. M. Wasseige critique l'augmentation du tarif du chemin de fer et soutient qu'on ne peut faire de celui-ci une matière à impôts. Il y a un échange d'explications entre MM. de Zerezo de Tejada, Saintelette, *m. t.*, et Nothomb au sujet du tracé de la ligne d'Anvers à Tilbourg. — 20. M. Graux, *m. f.*, répondant à M. Wasseige, défend l'augmentation du tarif du chemin de fer comme un moyen de combler le déficit de l'exploitation et d'amortir le capital engagé dans cette entreprise. M. Beernaert croit cet amortissement inutile et critique le relèvement du tarif ainsi que la substitution du kilomètre à la lieue comme unité de distance. Il demande enfin la révision de la loi de 1843 sur la police du chemin de fer. — 21. M. Saintelette, *m. t.*, défend l'augmentation du tarif comme une nécessité. M. Woeste s'occupe du tracé du chemin de fer de Bruxelles à Lessines. M. Van Outryve d'Ydewalle signale la nécessité de veiller à l'entretien du matériel. M. de Montpellier réclame la construction d'une ligne de Flawinne à Fosses; M. Ortmans, l'agrandissement de la station de Dison; M. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, la couverture des gares d'Ottignies et de Braine-l'Alleud et l'agrandissement de la station de Wavre. — 22. Il continue son discours et présente des observations générales sur l'exploitation du chemin de fer, qu'il voudrait voir confier à une grande compagnie sous la surveillance de l'Etat. — 23. La chambre, sur la proposition de M. Houtart, ordonne le dépôt sur le bureau d'une pétition par laquelle les habitants d'Horrues demandent la construction d'un chemin de fer de Soignies à Bas-Silly. M. Lucq demande que l'on établisse un tarif d'été pour le transport du charbon, afin de prévenir l'encombrement des transports en hiver. M. Thibaut s'occupe du tracé du chemin de fer d'Athus à la Meuse dans l'arrondissement de Dinant. M. Reynaert signale diverses réformes à introduire dans l'exploitation du chemin de fer, dans l'intérêt des voyageurs. M. Pety de Thozée réclame l'exécution de divers chemins de fer devant relier l'arrondissement de Marche au réseau de l'Etat. M. Van Hoorde signale de nouveau l'abandon dans lequel on laisse le canton d'Houffalize. M. Scailquin déplore, au point de vue des intérêts de certains quartiers des faubourgs de Bruxelles, la suppression des passages à niveau. M. Mulle de Terschueren signale l'insuffisance des stations dans l'arrondissement de Thielt. M. Le Hardy de Beaulieu demande que les cultivateurs jouissent d'une

réduction sur le prix de transport, en vue des expositions agricoles qui vont avoir lieu à Bruxelles. — 27. M. Van Wambeke demande l'agrandissement de la station d'Alost et des haltes, sur les diverses lignes de l'arrondissement, pour les trains de marchés; M. Jos. Warnant, l'agrandissement de la station de Huy et la création d'un quai de déchargement à Huy-Tilleul. M. de Moreau d'Andoy critique ensuite les conditions défavorables dans lesquelles a été faite une adjudication de rails. Il reproche au *m.* de ne pas avoir fait preuve de l'esprit de prévoyance qui incombe à un chef d'industrie. M. Saintelette, *m. t.*, répond qu'il a pris des mesures efficaces pour assurer la publicité des adjudications et défend celle que l'on critique, en disant qu'il ne pouvait prévoir la hausse des fers. — 28. M. Defuisseaux demande la construction d'une nouvelle gare à Saint-Ghislain, et la substitution du fer au bois pour tout l'outillage du chemin de fer (signaux, poteaux, sémaphores, etc.) M. Gillieaux persiste à critiquer le système adopté pour l'augmentation des tarifs des voyageurs, et M. Sabatier prononce un discours dans le même sens. Il conseille au *m.* d'en revenir à l'ancien tarif de M. Vanderstichelen. MM. De Vigne et Delaet signalent le mauvais vouloir ou la négligence que met l'administration à se conformer à la loi de 1878, sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative. — 29. M. Saintelette répond à ces critiques, et défend le tarif des voyageurs, qui est l'objet de nouvelles critiques de la part de M. Wasseige. La discussion est close après des explications personnelles de M. De Bruyn en réponse à M. Gillieaux.

4 mai. M. Reynaert dit avoir appris qu'un ingénieur anglais a inventé un appareil pour éclairer les voitures en marche et qu'il est prêt à installer gratuitement son appareil en Belgique pour y faire des essais. M. Saintelette, *m. t.*, répond qu'il fera examiner ce système. — 5. M. Bockstaël, *r. c.*, fait rapport sur une pétition d'habitants de Florenville demandant l'ouverture de la station de cette localité. La station étant à la veille d'être ouverte au public, la *c.* conclut au renvoi de la pétition au *m. t.* Adopté. — 7. M. Saintelette, *m. t.*, dépose le compte rendu des opérations du chemin de fer, postes et télégraphes pendant l'année 1879. — 8. Dans la discussion du projet de travaux publics, M. Jottrand demande que le département des travaux publics persévère, pour le chemin de fer de ceinture de Bruxelles, dans les derniers plans adoptés, sans se laisser arrêter par les critiques de la *s. c.* M. Le Hardy de Beaulieu, *r.*, soutient qu'il ne s'agit que d'intérêts privés. M. Saintelette, *m. t.*, répond qu'il s'agit au

contraire d'un intérêt général. Il importe de supprimer les passages à niveau qui entravent la circulation dans un grand nombre de rues importantes, depuis la rue Montoyer jusqu'à la rue Rogier. Il ajoute que la transformation de la gare du Luxembourg est à l'étude. M. Bergé s'associe à ces observations.

CODE DE COMMERCE.

4 décembre. Il est donné lecture : 1^o d'une proposition de loi de MM. Demeur et Dansaert relative à la procédure gratuite en matière de faillites ; 2^o d'une proposition de loi, émanée des mêmes membres, relative au concordat préventif de la faillite. — 9. M. Dansaert développe ces deux propositions qui sont prises en considération et renvoyées aux ss.

5 mai. M. Dupont, *r. c.*, présente le rapport sur le titre du code de commerce relatif au *contrat de transport*.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

20 novembre. M. Thonissen, *r. c.*, fait rapport sur le titre I^{er} du code de procédure pénale, relatif à la *police judiciaire*.

17 février. *Id.* sur le chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} (*Juges d'instruction*).

CODE RURAL.

27 novembre. M. Thonissen propose de mettre à l'ordre du jour la discussion du code rural. Cette proposition, combattue par M. Coomans, qui réclame la priorité pour le projet de loi relatif à la presse, et appuyée par M. Tesch, est adoptée.

COMMUNALES (AFFAIRES).

19 novembre. M. Pety de Thozée demande un prompt rapport sur une requête de conseillers communaux de Joncret réclamant l'intervention de la chambre pour obtenir l'annulation d'un arrêté de la députation permanente du Hainaut déléguant un commissaire spécial à l'effet de le substituer au conseil communal de Joncret, pour procéder à la nomination d'un receveur communal. Adopté.

25 janvier. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi portant érection du hameau de Manage en commune distincte de celle de Senefte. — 28. M. Lucq, *r. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

7 février. M. Pety de Thozée recommande à l'attention du *m. i.* une pétition des habitants notables de la commune de Dochamp, qui demandent la convocation extraordinaire des électeurs à l'effet de pourvoir aux quatre places de conseillers communaux qui sont vacantes. Dans l'état actuel des choses, les affaires communales sont entravées, et il importe que le gouvernement statue sans retard.

M. Guillery, *p.*, dit que cette requête a déjà été renvoyée au *m. i.* — 24. Le projet portant création de la commune de Manage est adopté par 85 voix contre une.

4 mars. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi portant délimitation des communes de Bruxelles et d'Etterbeek. — 17. M. Magherman appelle l'attention sur une pétition du conseil communal de Renaix relative à une violation de l'article 87 de la loi communale et demande un prompt rapport sur cet objet. Adopté. — 25. M. De Jonghe d'Ardoye, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle des membres de l'administration communale de Joncret (Hainaut) demandent l'annulation d'une décision de la députation permanente du Hainaut, déléguant un commissaire spécial à l'effet de le substituer au conseil communal de Joncret pour procéder à la nomination d'un receveur communal. M. Pety de Thozée appuie cette réclamation. M. Pirmez demande que le gouvernement en fasse l'objet d'un examen attentif. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, s'engage à donner des explications catégoriques.

14 avril. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 100,000 fr. pour la confection des tables alphabétiques des anciens registres paroissiaux. — 25. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 mai. M. Washer, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi portant une nouvelle délimitation entre les communes de Bruxelles et d'Etterbeek. — 5. M. Olin demande au gouvernement quelles sont ses intentions à l'égard des secrétaires communaux. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'un projet de loi a été élaboré ; il est prêt et il pourrait être déposé immédiatement si la session ne touchait à sa fin. Il s'agirait pour l'Etat, non pas d'intervenir directement, mais d'obliger les communes à porter le traitement de leurs secrétaires à un taux normal. Pour arriver à ce but, il suffirait de remplacer l'article 111 de la loi communale par une disposition disant que le traitement fixé par le conseil communal serait susceptible de révision par la députation permanente. On accorderait au surplus le recours au Roi aux secrétaires communaux et aux autorités intéressées. M. Kervyn de Lettenhove dit que jusqu'à l'époque de la retraite de M. Delcour, la *s. c.* s'était activement occupée de cet objet. M. Delcour ajoute qu'il avait proposé la même solution que M. Rolin-Jaequemyns. Le crédit de 100,000 fr. pour la confection des tables générales des registres paroissiaux est adopté à l'unanimité après un échange d'observations entre MM. Berten, Tack et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet du format et du modèle des tables dont il s'agit. — 8. Le projet de déli-

mitation de Bruxelles et d'Etterbeek est voté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

20 novembre. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant règlement définitif du de 1876.

15 avril. M. Demeur, *r. c.*, présente le rapport sur le règlement du B. de 1875.

5 mai. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité. — 7. M. Demeur, *r. c.*, présente le rapport sur le règlement du B. de 1876.

COURS D'EAU.

14 avril. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi tendant à fixer le périmètre de protection des eaux de Spa.

CULTES.

20 novembre. M. Goblet propose la réduction du B. des cultes, et spécialement celle du traitement de l'archevêque et des évêques. Il invoque à l'appui de cette proposition la guerre acharnée que l'épiscopat fait aux institutions du pays. M. Bara, *m. j.*, se rallie en principe aux idées de M. Goblet, mais il croit que la réduction du traitement des évêques n'aboutirait qu'à surexciter le fanatisme. M. Goblet ayant demandé que l'on poursuive les prêtres qui, dans la chaire, attaquent les lois, le *m.* répond qu'il ne croit pas à l'efficacité de cette mesure, qui n'aboutirait qu'à permettre au clergé de se poser en martyr et ses avocats de produire des effets d'audience. Il compte, du reste, sur l'opinion publique pour faire justice des violences du clergé. M. Woeste combat la proposition de M. Goblet et soutient que le traitement des ministres du culte n'est qu'une indemnité pour les biens du clergé confisqués en 1789. — 21. MM. Janson et Scailquin appuient la proposition de M. Goblet, qui est combattue par MM. Jacobs et De Lantsheere. — 25. Dans la discussion des articles du B., M. Goblet propose, à l'article 27, de réduire de 65,600 fr. l'allocation proposée, qui s'élève à 521,400 fr. La réduction impliquerait suppression des frais de tournée et de secrétariat accordés à l'archevêque de Malines et aux évêques, soit 25,600 fr., et la suppression des traitements du personnel enseignant et dirigeant des grands séminaires, à l'exception de celui de Liège, soit 40,000 fr. L'article 27 serait donc libellé comme suit : « Clergé supérieur du culte catholique, 255,800 fr. » L'orateur propose ensuite le rejet de l'article 28 concernant le subside de 62,011 fr. demandé pour les bourses et demi-bourses affectées aux grands séminaires, à l'exception de celui de Liège. Il maintient provisoirement les allocations proposées aux articles 29 et 30 pour

le clergé inférieur du culte catholique (4,540,000 fr.), ainsi que les subsides aux provinces, aux communes et aux fabriques d'église pour les édifices du culte catholique, y compris les tours mixtes et les frais du culte dans l'église du camp de Beverloo (669,000 fr. en charges ordinaires et 256,000 fr. en charges extraordinaires). L'orateur rappelle qu'il avait annoncé une proposition tendant à réduire le traitement des archevêque et évêques. Mais il s'est rappelé les conseils de modération de M. Malou et renonce à proposer aujourd'hui cette réduction. Les évêques, du reste, ne perdront rien pour attendre. Mais le traitement des prélats est augmenté indirectement par des frais de tournée et de secrétariat. Il est exorbitant de payer des frais de tournée pour aller présider des meetings et des frais de secrétariat pour entretenir avec le clergé inférieur la correspondance politique au sujet de la question de l'enseignement. L'orateur appelle aussi l'attention du *m.* sur la question de savoir jusqu'à quel point les chanoines sont des ministres du culte qu'on doive rétribuer. M. Bara, *m. j.* combat ces propositions, qui n'ont pas été l'objet d'une étude préalable. Il trouve qu'il serait injuste de frapper les pauvres boursiers du séminaire, alors que l'année scolaire est commencée. Il aimerait mieux supprimer 10,000 francs aux évêques, qui peut-être n'en ont pas besoin, que d'enlever 500 francs à de pauvres élèves qui ont droit de compter sur la parole du gouvernement. Les amendements de M. Goblet, appuyés par M. Jottrand et combattus par M. Van Hoorde, qui dit qu'on va empêcher le recrutement du clergé et nuire ainsi aux intérêts des pauvres habitants des campagnes, sont ensuite rejetés.

DÉCÈS.

27 novembre. Il est donné lecture à la chambre d'une lettre annonçant la mort de M. Piedbœuf, représentant de Liège.

30 janvier. Il est donné notification de la mort de M. Paul Devaux, ancien membre du Congrès et de la chambre des représentants. Sur la proposition de M. Guillery, *p.*, appuyée par MM. Malou et Frère-Orban, *m. f.*, il est décidé qu'une députation de 11 membres assistera à ses funérailles.

2 mars. Il est donné connaissance de la nouvelle du décès de M. Delexhy, représentant de Waremmes. — 9. *Id.* de la mort de M. de Tornaco, président du sénat. Une députation de 8 membres assistera à ses funérailles. — 11. La chambre décide qu'elle ne siégera pas le lendemain, beaucoup de membres désirant assister aux funérailles de M. de Tornaco. Il est fait part aussi de la nouvelle du décès de M. Dohet, représentant de Na-

mur. — 19. *Id.* de la mort de M. H. Dolez, sénateur, ancien président de la chambre. Une députation est chargée d'assister à ses funérailles.

9 avril. *Id.* de la mort de M. Warocqué, représentant de Thuin. M. Guillery, *p.*, et M. de Chimay rendent un éloquent hommage à la mémoire du défunt. — 28. Il est fait part de la nouvelle de la mort de M. De Fré, représentant de Bruxelles.

DÉMISSION.

18 mars. Il est donné connaissance de la démission de M. De Lhoneux, représentant de Huy.

DOUANES ET ACCISES.

28 janvier. M. Meeus, *r. c.*, fait rapport sur des pétitions relatives au droit d'entrée sur les céréales et aux droits qui frappent les vinaigres d'alcool.

20 février. M. de Chimay demande un prompt rapport sur une pétition d'habitants de Momignies, qui réclament une réduction des droits d'entrée sur les bois. Adopté.

4 mars. M. Janssens, *r. c.*, fait rapport sur une pétition de négociants en lingerie, établis à Bruxelles.

5 mai. Cette pétition est renvoyée au *m. f.* Puis la chambre ajourne à la prochaine session l'examen : 1^o d'une pétition du comité général de l'industrie charbonnière belge tendant à obtenir la libre entrée des bois ou tout au moins la réforme des tarifs douaniers, qui renferment de choquantes anomalies; 2^o de pétitions d'agriculteurs et de membres du conseil communal de Romerée, demandant le rétablissement de droits d'entrée sur les produits agricoles, et notamment sur le bétail, la viande, les grains et le beurre. Elle renvoie au *m. f.* la pétition relative aux droits sur les vinaigres d'alcool.

ÉLECTIONS.

19 novembre. Des explications sont échangées entre MM. Jacobs et Rolin-Jacquemyns, *m. i.*, au sujet de la communication des listes électorales provisoires et de la liste des personnes qui ont opté pour la Belgique en vertu de la loi récente sur l'indigénat.

25 janvier. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi destiné à hâter la solution des litiges électoraux.

4 février. M. Neujean, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 24. Celui-ci est adopté par 62 voix contre 44 et une abstention, après un débat auquel prennent part MM. Tack, Jacobs, Neujean, *r.*, De Lantsheere, Van Hoorde, Bara, *m. j.*, et Kervyn de Lettenhove. Le projet a pour but de faire juger les réclamations en matière de formation des

listes électorales par les tribunaux de première instance, dans le cas où les cours d'appel seraient hors d'état de terminer la révision en temps utile. M. Bara, *m. j.*, déclare qu'il n'usera de la faculté que lui donne la loi que dans le cas de nécessité absolue. Le débat porte principalement sur la partialité des députations permanentes cléricales. — 26. M. Wasseige prend contre M. Neujean la défense de la députation permanente de Namur.

2 mars. M. Neujean maintient ses affirmations, s'engageant à les prouver quand M. Wasseige sera présent. — 19. L'absence de M. Wasseige se prolongeant, M. Neujean fournit des preuves à M. de Moreau d'Andoy, qui maintient toutefois que la députation permanente de Namur a très régulièrement agi.

ENQUÊTES PARLEMENTAIRES.

11 décembre. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi concernant les enquêtes parlementaires.

18 février. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

10 mars. Dans la discussion générale, le projet est combattu par MM. De Lantsheere, Jacobs et Thonissen et défendu par M. Bara, *m. j.* L'opposition se fonde sur ce que le projet attribue à la *c.* d'enquête les pouvoirs des juges d'instruction, alors qu'il n'y a pas de délits à rechercher, mais simplement à constater l'usage fait d'une liberté constitutionnelle. M. Bara, *m. j.*, répond que le projet n'est que la reproduction d'une mesure votée en 1865. Il a, du reste, été admis par la *s. c.*, dans laquelle siégeaient MM. Jacobs et Malou. M. Nothomb, *r.*, dit que le projet de la *s. c.* diffère notablement de celui du gouvernement. Sur la motion de M. Kervyn de Lettenhove, la chambre ordonne l'impression de la loi hollandaise de 1850. Les articles 1 et 2 du projet sont adoptés. — 16. L'article 5 est adopté après un débat dans lequel sont entendus MM. Reynaert, Thonissen, Nothomb, *r.*, Woeste, Jacobs et Bara, *m. j.*, et qui porte sur la publicité de l'enquête. Il est décidé que les séances où l'on entendra des témoins et des experts seront publiques, à moins que la *c.* ne décide le contraire. Un amendement de la *s. c.*, aux termes duquel le membre contesté sera admis aux séances de la *c.* d'enquête, est rejeté. « Art. 4. (*Projet du gouvernement.*) Les pouvoirs attribués aux juges d'instruction par le code d'instruction criminelle appartiennent à la chambre ou à la commission d'enquête, ainsi qu'à leur président. Ils peuvent être délégués, en cas de nécessité, à des magistrats nommés à vie, irrévocables et inamovibles, sans préjudice du droit réservé à chacun des membres de la chambre

d'assister à leurs opérations. » La *s. c.* propose la suppression des mots soulignés et d'ajouter au § 2 : « Toutefois nulle visite domiciliaire, nulle saisie de documents ou de correspondance ne peuvent avoir lieu si elles n'ont été décrétées à la majorité des trois quarts des membres de la chambre ou de la commission d'enquête. Ces pouvoirs ne peuvent être délégués, sauf le droit de la chambre ou de sa commission de faire, en cas de nécessité, procéder par voie rogatoire à des devoirs d'instruction spécialement déterminés. Cette mission ne pourra être confiée qu'à un conseiller de la cour d'appel ou à un juge du tribunal de première instance du ressort dans lequel le devoir d'instruction doit être rempli. » Il est donné lecture aussi d'amendements de M. De Lantsheere qui tendent à limiter les pouvoirs des juges d'instruction à la seule audition des témoins, et à ajouter : « Les lettres ou correspondances confiées à la poste ne peuvent être saisies ni ouvertes en aucun cas, ni par la commission, ni par les magistrats qu'elle aura nommés. L'article 458 du code pénal est applicable à ceux qui auront, dans une enquête parlementaire, révélé les secrets qui leur ont été confiés à raison de leur état ou de leur profession. Hors les cas prévus par l'article 9, les déclarations faites dans une enquête parlementaire ne pourront être invoquées en justice, ni contre celui qui les a faites, ni contre les tiers. » Il résulte de la discussion, à laquelle prennent part MM. Bara, *m. j.*, Neujean et Vandennepeereboom, que dans l'enquête sur l'instruction primaire on ne permettrait pas la saisie de papiers appartenant à des particuliers, mais on maintiendrait ce droit dans la loi générale. — 17. M. Kervyn de Lettenhove combat le projet de loi en invoquant l'exemple de l'Angleterre où jamais, d'après lui, on ne permet les visites domiciliaires et les saisies de papiers quand il s'agit d'enquêter sur l'exercice d'un droit. M. Couvreur répond que de pleins pouvoirs ont été données à la commission chargée en 1868 par la chambre des communes de faire l'enquête scolaire. M. Beernaert, *m. t.*, combat à son tour le projet de loi et représente comme le plus dangereux de tous les arbitraires celui des assemblées délibérantes. M. Orts soutient qu'en Angleterre le parlement a un pouvoir discrétionnaire qui lui permet de citer à sa barre tous ceux qui contreviennent à ses ordres, et représente le droit d'enquête attribué aux chambres comme une garantie de la prérogative de la souveraineté nationale. M. De Lantsheere combat le projet, il rappelle qu'en 1877, dans un projet de loi sur les fraudes électorales, il avait proposé de permettre aux cours d'appel et aux députations permanentes de déléguer un juge de

paix pour vérifier les livres des commerçants, en vue de contester la base des patentes. Cette proposition fut représentée par la gauche comme une monstruosité, tandis qu'aujourd'hui on tient la visite domiciliaire pour très légitime. La clôture étant prononcée, l'amendement de M. De Lantsheere, qui restreint les pouvoirs de la commission d'enquête à ceux du juge d'instruction en matière d'audition des témoins, est mis aux voix, et rejeté par 58 voix contre 47 et une abstention (M. Nothomb). La chambre est appelée à se prononcer ensuite sur la proposition de la *s. c.* qui tend à supprimer les mots : *ainsi qu'à leur président*, dans l'article relatif au droit de la commission d'enquête. Cet amendement est rejeté par 58 voix contre 48. Le § 1^{er} de l'article 5 est adopté ainsi que l'amendement de M. le ministre de la justice d'après lequel la chambre a le droit, chaque fois qu'elle ordonne une enquête, de restreindre ses pouvoirs. L'assemblée rejette, par 60 voix contre 25 et 15 abstentions, l'amendement de la *s. c.* d'après lequel nulle visite domiciliaire, nulle saisie de documents ou de correspondances ne peuvent avoir lieu si elles n'ont été décrétées à la majorité des trois quarts des membres de la chambre ou de la commission d'enquête. Le gouvernement se rallie aux amendements de la section centrale relatifs à la délégation des pouvoirs de la commission d'enquête. M. Bara, *m. j.*, demande que l'on vote sur-le-champ sur l'amendement subsidiaire de M. De Lantsheere : « Les lettres ou correspondances confiées à la poste ne peuvent être saisies ni ouvertes en aucun cas, ni par la commission, ni par les magistrats qu'elle aura nommés. » Cet amendement est rejeté par 56 voix contre 29. Viennent les autres amendements de M. De Lantsheere : « Art. 4 *bis*. L'article 458 du code pénal est applicable à ceux qui auront, dans une enquête parlementaire, révélé les secrets qui leur ont été confiés à raison de leur état ou de leur profession. Art. 4 *ter*. Hors les cas prévus par l'article 9, les déclarations faites dans une enquête parlementaire ne pourront être invoquées en justice ni contre celui qui les a faites, ni contre les tiers. » Le premier de ces articles est rejeté par assis et levé. — 18. Le second l'est également par 63 voix contre 42. Le débat s'engage ensuite sur l'article 5 relatif aux citations des témoins. Après des observations de MM. Reynaert, d'Elhoulgne, Jottrand, Coomans, Neujean, Nothomb, *r.*, et Bara, *m. j.*, l'article est adopté en ce sens, que le délai de comparution sera de deux jours, sauf en cas d'urgence. A l'article 6 relatif à la police des séances, après avoir entendu MM. Reynaert, Bara, *m. j.*, Nothomb, *r.*, Thonissen et Janson,

la chambre adopte, par 64 voix contre 48 et 3 abstentions, un amendement de M. Reynaert, aux termes duquel les membres de la chambre qui assistent à l'enquête jouiront d'une protection spéciale, comme étant dans l'exercice de leurs fonctions. A l'article relatif au serment des témoins, M. Janson fait des réserves quant à la formule religieuse du serment. L'article 10, aux termes duquel « les procès-verbaux constatant les infractions seront transmis au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle elles auront été commises, pour y être donné telle suite que droit », est adopté après des observations de MM. Bara, *m. j.*, Cornesse, Nothomb, *r.*, et Woeste. Il est convenu, après des explications échangées entre MM. Bara, *m. j.*, Orts, Thonissen, Nothomb, *r.*, et Woeste, qu'un règlement d'ordre intérieur déterminera les indemnités dues aux représentants qui se déplaceront pour les séances de la c. d'enquête. Le débat s'ouvre ensuite sur un article additionnel de M. Malou ainsi conçu : « Les pouvoirs de la commission sont suspendus pendant la période électorale, savoir : en cas de dissolution des deux chambres ou de l'une d'elles, à dater de la publication de l'arrêté royal prononçant la dissolution; en cas de renouvellement partiel des chambres ou de l'une d'elles, pendant les deux mois qui précèdent les élections » Cette disposition est appuyée par M. Jacobs et combattue par MM. Orts et Bara, *m. j.* La partie de l'article concernant le cas de dissolution est

adoptée par assis et levé. L'appel nominal est demandé sur la partie de l'article aux termes de laquelle les opérations des commissions d'enquête seront suspendues après la clôture de la session. Elle est rejetée par 60 voix contre 48. Le § 3 de la proposition de M. Malou, relatif à la suspension de l'enquête en cas d'élections, est rejeté. — 19. Au second vote M. Pirmez propose un amendement tendant à ne permettre les saisies de papiers et correspondances, et la visite des bâtiments et parties de bâtiments servant de demeures aux citoyens que, lorsque la chambre, en raison de la spécialité des faits à constater, a investi la commission d'enquête du pouvoir de pratiquer ces saisies et ces visites. Après des explications de M. Bara, *m. j.*, M. Pirmez retire cet amendement. Mais M. Nothomb, *r.*, le reprend pour son compte personnel en lui donnant cette forme : « Toutefois, nulle visite domiciliaire, nulle saisie de papiers ou de correspondances ne pourra avoir lieu qu'après autorisation de la chambre qui aura ordonné l'enquête et seulement dans le cas où elle porterait sur un fait spécial. » Cet amendement est rejeté. Après des observations de M. Lucq sur l'article relatif aux citations de témoins, des observations de MM. De Lantsheere et Bara, *m. j.*, au sujet des circonstances atténuantes en cas de pénalités, et un nouveau débat entre MM. Thibaut, Malou et Bara, *m. j.*, sur le droit de la chambre de procéder à l'enquête hors du temps de la session, le projet de loi est voté par 63 voix contre 50 (1).

(1) Voici le texte du projet de loi sur les enquêtes parlementaires tel qu'il a été adopté par la chambre.

Art. 1^{er}. L'exercice du droit d'enquête conféré aux chambres par l'article 40 de la Constitution est réglé par les dispositions suivantes :

Art. 2. Chaque chambre exerce ce droit par elle-même ou par une commission formée dans son sein.

Art. 3. La commission est constituée et elle délibère conformément aux règles établies par la chambre.

Elle procède à l'enquête sans préjudice du droit d'y assister, réservé à chacun des membres de la chambre.

Les séances où l'on entendra des témoins ou des experts sont publiques, à moins que la commission ne décide le contraire.

Art. 4. Les pouvoirs attribués aux juges d'instruction, par le code d'instruction criminelle appartiennent à la chambre ou à la commission d'enquête, ainsi qu'à leur président.

Toutefois, la chambre a le droit, chaque fois qu'elle ordonne une enquête, de restreindre ces pouvoirs.

Ces pouvoirs ne peuvent être délégués, sauf le droit de la chambre ou de sa commission de faire, en cas de nécessité, procéder, par voie rogatoire, à des devoirs d'instruction spécialement déterminés.

Cette mission ne pourra être confiée qu'à un conseiller de la cour d'appel ou à un juge du tribunal de première instance du ressort dans lequel le devoir d'instruction doit être rempli.

Art. 5. Les citations sont faites, par le ministère d'huissier, à la requête, selon le cas, soit du président

de la chambre, du président de la commission ou du magistrat commis; le délai sera de deux jours au moins, sauf le cas d'urgence.

Art. 6. Le président de la chambre ou le président de la commission a la police de la séance.

Il l'exerce dans les limites des pouvoirs attribués aux présidents des cours et tribunaux.

Art. 7. Les outrages et les violences envers les membres de la chambre qui procèdent ou assistent à l'enquête sont punis conformément aux dispositions du chapitre II, titre V, livre II du code pénal, concernant les outrages et les violences envers les magistrats de l'ordre judiciaire et suivant les mêmes distinctions.

Art. 8. Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis, devant la chambre, la commission ou le magistrat commis, aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction, et en cas de refus ou de négligence d'y satisfaire, ils sont passibles des mêmes peines.

Le serment sera prêté d'après la formule usitée devant la cour d'assises.

Art. 9. Le coupable de faux témoignage, l'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privés de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Lorsque le faux témoin, l'expert ou l'interprète aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou

FAMILLE ROYALE.

5 mars. M. Bara, *m. j.*, parle d'un incident qui s'est produit la veille aux abords du théâtre de la Monnaie. Il croit nécessaire de donner quelques explications à la chambre et de lui faire connaître les résultats de l'enquête judiciaire. Aucune espèce d'attentat n'a eu lieu contre la Reine. La voiture de M. le comte de Lannoy, qui suivait celle de Sa Majesté à 50 ou 60 mètres, a passé sur un pétard qui a éclaté sous les roues. Plusieurs témoins confirment cette version. Le *m.* a cru de son devoir de communiquer à la chambre les renseignements qui lui sont parvenus pour faire cesser les inquiétudes très légitimes qui s'étaient fait jour à ce sujet. DE TOUTES PARTS : Très bien ! très bien ! — 9. M. Frère-Orban, *m. a.*, annonce les fiançailles de S. A. R. la princesse Stéphanie avec S. A. I. l'archiduc Rodolphe d'Autriche. (Voir SÉNAT, 8 mars.) La chambre charge une députation de onze membres de féliciter LL. MM. le Roi et la Reine.

FINANCES.

16 décembre. M. Tack est réélu membre de la *c.* de surveillance de la caisse d'amortissement, des dépôts et des consignations par 60 voix contre 21 données à M. Demeur.

7 février. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 55,000 fr. pour frais d'ameublement du nouvel hôtel des Monnaies et pour la participation de l'administration des monnaies à l'exposition de 1880. — 18. M. Jottrand, *r. s. c.*, fait rapport sur ce projet de loi. — 19. Il est adopté par 85 voix contre une.

9 mars. M. Graux, *m. f.*, dépose l'exposé de la situation du Trésor au 1^{er} janvier 1880.

6 avril. M. Graux, *m. f.*, dépose le rapport sur l'administration et la situation de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations pour l'exercice 1879. — 20. *Id.* un projet de loi approuvant différentes conventions intervenues entre l'Etat et le domaine privé du Roi au sujet de l'échange d'immeu-

bles à Laeken, à La Vacherie (Luxembourg) et à Tervueren (château de Ravestein).

4 mai. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi portant échange de biens domaniaux. — 5. M. De Wael, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi déposé dans la séance du 20 avril. — 8. M. Demeur, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif à l'échange de biens domaniaux. Le projet concernant la convention intervenue entre l'Etat et le domaine privé du Roi donne lieu à un débat dans lequel MM. Scailquin, Goblet d'Alviella et Bergé appuient des pétitions d'habitants du hameau d'Ezel à Laeken, qui se plaignent de la suppression de certaines communications. M. Sainctelette, *m. t.*, s'engage à examiner ces réclamations. M. Demeur critique l'abandon fait à la liste civile de plus de 1,000 hectares de forêts domaniales qu'il y a intérêt à conserver. M. Bergé appuie ces observations. M. Graux, *m. f.*, répond qu'il s'agit de l'approbation d'une convention faite en 1876 et déjà connue de la chambre. Il ajoute que le domaine privé du Roi conservera les forêts comme l'aurait fait l'Etat. Le projet est voté par 67 voix contre 4 et 6 abstentions. M. Graux, *m. f.*, en dépose un autre ayant pour objet l'acquisition des immeubles de l'institut agricole de Gembloux.

GUERRE.

18 novembre. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur les amendements proposés au B. de la guerre pour l'exercice 1880. — 19. M. Nothomb, *r. s. c.*, *id.* sur des amendements au B. de la gendarmerie. — 25. Celui-ci est voté à l'unanimité. — 26. Dans la discussion du B. de la guerre, des explications sont échangées entre MM. Bockstael et Liagre, *m. g.*, sur le nombre des admissions à l'école militaire. M. Bockstael demande aussi que l'on négocie en vue d'amener l'extradition réciproque des déserteurs comme celle des voleurs. M. Coomans proteste contre cette assimilation et soutient que la désertion est légitime de la part des miliciens forcés, quand ils sont tenus de remplir des devoirs envers leur famille. M. Liagre, *m. g.*, est tout disposé

des promesses, il sera condamné de plus à une amende de 50 à 3,000 fr.

La même peine sera appliquée au suborneur, sans préjudice des autres peines.

Le faux témoignage est consommé lorsque le témoin, ayant fait sa déposition, a déclaré y persister.

Si le témoin est appelé pour être entendu de nouveau, le faux témoignage n'est consommé que par la dernière déclaration du témoin qu'il persiste dans sa déposition.

Art. 10. Les procès-verbaux constatant les infractions, seront transmis au procureur général près la cour d'appel, dans le ressort de laquelle elles auront été commises, pour y être donné telle suite que de droit.

S'il existe des circonstances atténuantes, les peines seront diminuées conformément au code pénal.

Art. 11. Les indemnités dues aux personnes dont le concours a été requis dans l'enquête, sont réglées conformément au tarif des frais en matière civile.

Art. 12. Les dépenses résultant de l'enquête sont imputées sur le budget de la chambre qui la ordonne.

Art. 13. Les pouvoirs de la commission cessent en cas de dissolution de la chambre qui a ordonné l'enquête.

Ils sont suspendus par la clôture de la session, à moins que la chambre n'en décide autrement.

à l'indulgence, mais il craint d'encourager la désertion. MM. Van Iseghem et Thonissen, *r.*, recommandent au *m. g.* les médecins de régiment et voudraient en voir élever un plus grand nombre à la 1^{re} classe ; MM. Houtart et Washer, de leur côté, demandent une amélioration de position pour les vétérinaires de l'armée. MM. De Wael et Jacobs insistent pour que le gouvernement cède enfin à la ville d'Anvers les terrains de la citadelle du Nord. M. Liagre, *m. g.*, répond qu'il y est tout disposé, à la condition que la ville d'Anvers fasse les frais d'un ouvrage militaire équivalent à la citadelle supprimée. M. Malou rend compte des propositions faites à cet égard sous son administration, et M. Graux, *m. f.*, dit que son collègue de la guerre vient de lui soumettre un projet qu'il examinera avec attention. M. Woeste interpelle le gouvernement sur ses intentions en ce qui concerne la réserve nationale. M. Liagre, *m. g.*, répond que son opinion n'est pas formée à ce sujet. M. Frère-Orban, *m. f.*, déclare de son côté qu'il maintient à cet égard les déclarations qu'il a faites en 1878. Mais le gouvernement choisira son heure pour déposer ses projets. M. Woeste est d'avis qu'on les retarde parce qu'il y a des élections en 1880. M. Liagre, *m. g.*, répondant à M. Woeste, dit qu'il est disposé à supprimer l'obligation de verser une somme de 200 fr. comme condition du remplacement par l'Etat ; il dit, en réponse à M. De Bruyn, qu'il est prêt à faire démolir les remparts de Termonde. Déférant à une invitation de M. Malou, il fait connaître son appréciation au sujet du coût de la caserne d'Etterbeek. Cette caserne a coûté 3,787,000 fr. et, d'après lui, cette dépense n'est pas trop élevée. Le *B.* est adopté par 75 voix contre 10 et une abstention. — 27. M. Liagre, *m. g.*, dépose un projet de prorogation de la loi sur les logements des troupes en marche.

5 décembre. M. Graux, *m. f.*, *id.* un projet de loi autorisant le transfert de quelques crédits alloués au ministère de la guerre pour 1879. — 5. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif au transport et au cantonnement des troupes en marche. — 9. M. Liagre, *m. g.*, dépose le projet de contingent de l'armée pour 1880. — 11. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de transfert. — 12. M. Mondez, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de contingent. — 16. Les projets de loi relatifs aux prestations militaires et à un transfert au *B.* de la guerre sont adoptés, le premier par 64 voix contre 7, et le second par 77 voix contre 5. — 17. Dans la discussion du projet de contingent, M. De Clercq demande que l'on atténue autant que possible les charges de la conscription en favorisant le volontariat.

M. Woeste critique l'augmentation du contingent et soutient que le ministère veut porter l'armée de 100,000 à 107,000 hommes. M. Liagre, *m. g.*, nie qu'il en soit ainsi. L'augmentation du contingent n'a d'autre but que de combler les déchets. Il convie la chambre à ne pas marchander les sacrifices pour la défense nationale. Si l'union fait la force, il faut aussi reconnaître que la force fait respecter le droit. M. Woeste se borne à constater qu'on augmente la moyenne du contingent de 1,442 hommes. Il est curieux de savoir si les membres de la gauche dont, l'an dernier, M. Le Hardy de Beaulieu a été l'organe, continueront à voter l'aggravation des charges militaires. M. Le Hardy de Beaulieu répond, aux applaudissements de la gauche, qu'il votera encore cette année le contingent militaire. A ces mots, des rires éclatent sur les bancs de la droite. M. Frère-Orban, *m. a.*, s'en étonne. Il rappelle que la droite, après avoir fait une guerre acharnée aux dépenses militaires, et les avoir combattues par esprit de parti, les a lourdement aggravées ensuite. M. Jacobs répond que M. Frère-Orban, en 1849, a voulu réduire le *B.* de la guerre à 25 millions. Le *m.* le nie. M. Jacobs cite ensuite des paroles de M. Rolin-Jaequemyns qui, en 1867, a réclamé la réduction des dépenses militaires. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'on peut varier d'opinion sur ces questions, mais à la condition de ne pas se laisser guider exclusivement par l'esprit de parti. M. Malou fait observer que l'on réclame une augmentation du contingent par une voie détournée. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que le ministère actuel fait ce que ses prédécesseurs avaient déclaré nécessaire sans oser le réaliser. La discussion étant close, la chambre rejette, par 57 voix contre 45 et une abstention, un amendement de M. Woeste tendant à limiter le contingent à 12,000 hommes (déchets compris), puis adopte le projet de loi par 55 voix contre 45 et 2 abstentions.

24 février. M. Liagre, *m. g.*, répondant à MM. Meeus et De Decker, s'engage à prendre des mesures pour empêcher des accidents résultant des expériences du tir avec canons à longue portée qui se font à Brasschaet. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 4,500,000 fr. pour continuation des travaux de casernement.

5 mars. M. Bockstael, *r. c.*, fait rapport sur une pétition relative à cet objet et conclut au renvoi au *m. g.* avec demande d'explications. Adopté. — 17. Il dépose le rapport sur le crédit de 4,500,000 fr. au département de la guerre pour le casernement.

9 avril. M. Jul. Warnant ayant demandé la construction d'un pont sur la Meuse, entre Wandre et Herstal, M. Liagre, *m. g.*, recon-

naît que ce pont serait d'une grande utilité, mais le projet lui a été transmis par son collègue, parce que tout travail de ce genre doit être soumis à l'autorité militaire. L'inspecteur général du génie n'est pas favorable au projet; il pense qu'il n'y a déjà que trop de ponts sur la Meuse. Or il ne s'agit pas d'un seul pont nouveau; on parle de quatre ponts: à Wandre, à Flemalle-Grande, à Sclayn et à Bas-Oha. Sans doute, des ponts peuvent être utiles à l'armée, mais c'est à la condition de pouvoir surveiller ces passages; si ceux-ci sont trop nombreux, la surveillance devient très difficile pour une petite armée. On dit qu'on peut faire sauter les ponts. En supposant qu'on fasse sauter un pont juste au moment voulu, les décombres tombant dans la rivière laissent à l'ennemi de grandes facilités pour rétablir les communications entre les deux rives, en établissant un passage. En temps de guerre il arrive souvent que l'on fait sauter les ponts trop tôt ou trop tard. A Leipzig une partie de l'armée française a été retenue parce qu'on avait fait sauter un pont trop tôt. Depuis que la France a perdu l'Alsace-Lorraine, la ligne de la Meuse a pris une grande importance stratégique et il est dangereux d'y multiplier les ponts, qui autrefois étaient sans danger. Est-ce à dire que le génie doit opposer un *velo* absolu à la construction de tout pont sur la Meuse? Le *m.* ne le croit pas. Du moment qu'un pont est sous le canon d'une place forte, son importance est nulle. Mais le pont d'Herstal est à 5,252 mètres de Liège. Certes les canons peuvent aller à cette distance, mais le *m.* ne croit pas que de la citadelle de Liège on voie le pont. Le génie, il est vrai, a élaboré quelques projets de fortifications aux environs de Liège, et dans ce cas-là le pont d'Herstal pourrait être construit. Le *m.* espère que les chambres lui accorderont éventuellement les fortifications nouvelles et il ne s'opposera plus alors à l'édification du pont demandé. M. Hanssens estime que cette déclaration causera à Liège une très pénible impression. — 13. M. De Decker ajoute que, d'après le langage du *m. g.*, il y a lieu de démolir les fortifications d'Anvers, tout le système de défense étant changé. — 15. Le crédit de 4,500,000 fr. pour le casernement est adopté par 67 voix contre une, après quelques observations de M. Hanssens sur la nécessité d'améliorer, au point de vue hygiénique, la caserne d'artillerie à Liège. — 16. M. Woeste interpelle le *m. g.* au sujet de la déclaration qu'il a faite dans la séance du 9. Il signale une différence entre les paroles consignées aux *Annales* et celles qui figurent au *Compte rendu analytique*. D'après la sténographie conservée au *Moniteur*, le *m.* aurait dit que les projets étaient prêts à

être déposés. Il importe de savoir à quoi s'en tenir à cet égard. M. Liagre, *m. g.*, maintient ce qu'il a dit au sujet de l'importance stratégique de la ligne de la Meuse. Mais de ce qu'il a fait élaborer des plans, comme l'a fait avant lui le général Guillaume, il ne résulte pas qu'il y ait des projets arrêtés. Le conseil des ministres n'en a pas délibéré. M. Jacobs estime que le général Liagre ne peut avoir fait sa déclaration et jeté l'alarme dans le pays sans avoir consulté ses collègues. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit que la droite, en ce moment, s'occupe beaucoup plus de stratégie électorale que de la défense du pays. Il soutient que le *m. g.*, n'est responsable que des paroles qui figurent aux *Annales parlementaires*. Le *m.* a le droit de corriger ses paroles si elles ne rendent pas exactement sa pensée. Les projets de fortification de la Meuse n'ont pas été soumis au conseil des ministres, et celui-ci n'a pas d'opinion à cet égard. Si les fortifications sont nécessaires à la défense du pays, il n'hésitera pas à les proposer, dût-il, comme dans la question d'Anvers, y sacrifier sa popularité. Mais pour le moment, il n'y a ni un acte, ni une déclaration du gouvernement. Il n'a donc rien à faire connaître au pays. M. de Montpellier fait valoir les droits de l'arrondissement de Namur à la construction du pont de Sclayn. M. Liagre, *m. g.*, déclare que le pont de Herstal pourra être construit. Quant à ceux de Bas-Oha, de Flémalle et de Sclayn, on se livrera à un nouvel examen. M. Woeste maintient ses appréciations. M. Malou affirme que, sous son ministère, il n'a jamais été question de fortifier la Meuse. M. Jacobs voudrait qu'on publiât les plans et les projets dont il s'agit. M. de Macar réclame pour le pont de Bas-Oha. M. Malou pense qu'on ne peut mettre toute une contrée en interdit. M. Frère-Orban, *m. a.*, répète que le pont de Wandre sera construit et qu'il y aura examen pour les autres. M. de Montpellier revendique la priorité pour celui de Sclayn. — 27. M. de Moreau d'Andoy insiste à son tour pour la construction de ce pont.

4 mai. M. Julliot interpelle le *m. g.* sur la question de savoir s'il est vrai que les miliciens seront rappelés sous les armes pendant tout le temps de la moisson. M. Liagre, *m. g.*, répond que depuis dix ans les miliciens sont annuellement libérés au mois de juillet. Les choses se seraient passées comme les années précédentes si la *c.* des fêtes du cinquanteaire, désireuse de voir l'armée participer aux festivités, n'avait décidé que cette année il y aurait une grande revue vers le 15 août. Pour épargner un double rappel aux miliciens, le *m.* a l'intention de rappeler cette année les miliciens de 1877 le 20 juin et ceux de 1876 le 20 juillet, pour les congédier tous immé-

diatement après la revue, c'est-à-dire le 20 août au plus tard. Mais jusqu'ici rien n'est décidé à cet égard : il s'agit d'un simple projet. MM. Coomans, Janson, Julliot et Orts insistent pour que le rappel se fasse en deux fois. Si les miliciens étaient gardés sous les drapeaux pendant toute la durée de la moisson, il en résulterait un grave préjudice pour l'agriculture. M. Jacobs demande où en sont les négociations avec la ville d'Anvers relativement à la cession du terre-plein de la citadelle d'Anvers. M. Graux, *m. f.*, dit que cette affaire n'est pas terminée. Le chiffre nécessaire pour l'établissement du dispositif militaire dépasse dans une proportion assez considérable la somme que la ville d'Anvers veut donner pour les terrains de la citadelle du Nord. En vue d'arriver à trouver la somme nécessaire, il a pensé qu'on pourrait céder à la ville d'Anvers certaines propriétés domaniales qu'elle rachèterait. C'est ce qu'il a proposé à M. De Wael. Des experts ont été nommés des deux parts et le résultat de l'expertise sera bientôt connu. M. De Wael déclare que la ville d'Anvers ne demande pas mieux que de faire tous les efforts nécessaires pour résoudre cette question si importante au point de vue des installations maritimes. M. Jacobs estime que l'affaire est en très bonne voie. Des deux côtés, on a fait les concessions qu'il avait conseillées. Au point où en sont les choses, il espère que les fêtes de 1880 ne se passeront pas sans qu'on ait vu la démolition de la citadelle du Nord.

HYGIÈNE.

16 décembre. M. Le Hardy de Beaulieu constate qu'un homme aussi généreux que bon patriote, M. de Grimberghe, vient de léguer à la ville de Bruxelles une somme considérable pour l'érection d'un établissement destiné aux enfants rachitiques sur le bord de la mer. Il profite de cette circonstance pour appeler l'attention de la chambre sur une pétition du Dr Lebon, de Nivelles, tendant à obtenir la construction d'un établissement de ce genre, déjà recommandée autrefois par M. le Dr Vleminckx.

INDUSTRIE.

6 février. M. Houtart, *r. c.*, fait rapport sur une pétition de bouchers de Puers, qui se plaignent de la concurrence que leur font les marchands de bestiaux sans être assujettis à la patente. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 75,000 fr. pour frais de participation des industriels belges à l'exposition de Melbourne. — 19. M. Washer, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet.

5 mars. Il est adopté à l'unanimité avec un

amendement de M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, qui le porte à 100,000 fr.

28 avril. M. Defuisseaux appelle l'attention sur une pétition de M. d'Hane-Steenhuyse, qui prie la chambre d'ordonner une enquête sur les moyens d'étendre les débouchés de l'industrie belge. Il conseille en même temps au gouvernement d'améliorer la position des consuls belges, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce. — 30. M. Coomans demande un prompt rapport sur une pétition de blanchisseurs-apprêteurs de coton.

IMPÔTS.

20 novembre. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi exceptant de la contribution foncière les canaux et les rivières canalisées.

10 décembre. M. Bockstaël, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. — 16. Il est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

19 novembre. Dans la discussion relative aux relations de la Belgique avec le Vatican, M. Malou soutient que, dès aujourd'hui, dans la plupart des provinces, la plus forte proportion des élèves est acquise aux écoles catholiques, et que le jour viendra où l'Etat sera obligé de payer pour des écoles désertes. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond que la statistique fournie par M. Malou est absolument fausse. Celui-ci déclare alors que si l'on conteste ses chiffres, il demandera que l'on fasse une enquête parlementaire sur la fréquentation des écoles. Toute la gauche accepte cette idée par acclamation ; elle est admise en principe, aux applaudissements de la chambre. Le *m.* dit qu'il n'admettra jamais que l'existence de l'école publique puisse être subordonnée au bon plaisir du clergé. — 27. M. Olin, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. de l'instruction publique.

4 décembre. MM. Cornesse et Woeste demandent qu'avant la discussion du B., on fasse imprimer toutes les circulaires prises en exécution de la loi du 1^{er} juillet 1879. MM. Van Humbeeck, *m. instr.*, et Bara, *m. j.*, consentent à publier toutes les circulaires de principe, mais point celles qui se rattachent à des faits particuliers. — 5. Après de nouvelles explications entre MM. Van Humbeeck, *m. instr.*, Cornesse, Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Jacobs, il est convenu que l'on imprimera les pièces relatives à l'exécution de la loi. Si d'autres documents sont réclamés dans la discussion, la chambre appréciera.

20 janvier. M. Neujean développe une proposition d'enquête sur les effets de la loi du

1^{er} juillet 1879 et sur l'état de l'instruction primaire en général (1). La prise en considération est votée après quelques mots de M. Malou, qui fait ses réserves au sujet de la proposition elle-même. Celle-ci lui paraît de nature à aigrir davantage les discordes qui règnent entre les partis. Sur la motion de M. Bara, *m. j.*, et après quelques explications échangées entre MM. Neujean, Jacobs, Frère-Orban, *m. a.*, et Guillery, *p.*, la proposition de M. Neujean est renvoyée aux *ss.* avec le projet de loi sur les enquêtes parlementaires. M. Malou demande communication du relevé de la population des écoles depuis l'ouverture de l'année scolaire. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, promet de fournir ces chiffres. La chambre aborde ensuite la discussion générale du *B.* de l'instruction publique. MM. Wasseige et Woeste prennent successivement la parole pour combattre le principe et l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1879. M. Graux, *m. f.*, dépose ensuite un projet de loi portant allocation au ministère de l'instruction publique : 1^o d'un crédit supplémentaire de 155,000 fr., et 2^o d'un crédit spécial de 40,000 fr. pour la création d'une bibliothèque à l'administration centrale du département. — 21. La discussion générale du *B.* est reprise. M. Woeste achève son discours et accuse le gouvernement de fomenter la guerre civile par les mesures violentes qu'il a prises en vue de combattre l'érection des écoles libres. M. De Bruyn critique ensuite le système du ministère au point de vue des dépenses exorbitantes qu'il impose aux communes. Il déclare que, tout en étant l'ami des écoles catholiques, il n'a rien fait, comme bourgmestre de Termonde, pour nuire à l'enseignement officiel. M. Tack reproche au gouvernement de s'être emparé de deux fondations de bienfaisance établies à Courtrai, les fondations Van Dale et Amerlinck, et de les avoir traitées illégalement comme des fondations d'enseignement. M. de Zerezo de Tejada critique l'obligation imposée à la commune d'Herenthals de construire une se-

conde école, alors que celle qui existe est déserte. — 22. MM. de Jonghe d'Ardoye, de Briey et de Moreau d'Andoy combattent successivement le *B.*, à cause de la loi du 1^{er} juillet 1879 et du mode d'exécution de cette loi. — 23. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, s'attache à justifier ses actes et à démontrer que l'exécution de la loi est conforme à son texte et à son esprit. M. Van Hoorde reproduit ensuite les critiques formulées par les divers orateurs de l'opposition. M. Jacobs invite le *m. j.* à défendre les mesures qu'il a prises en autorisant les bureaux de bienfaisance à refuser des secours aux indigents. M. Bara, *m. j.*, répond qu'on n'a cité que des faits isolés. Il attendra pour s'expliquer le moment opportun. MM. Jacobs et Malou insistent pour avoir la statistique de la population scolaire. Le débat est ajourné à la prochaine séance. — 27. MM. Reynaert et Kervyn de Lettenhove combattent la loi de 1879 et son exécution. Ils accusent les bureaux de bienfaisance d'user de cruauté en refusant des secours aux parents qui envoient leurs enfants dans les écoles libres, et représentent les mesures prises par le gouvernement comme inconstitutionnelles en ce qu'elles sont préventives de la liberté de l'enseignement. M. Olin, *r.*, répond aux précédents orateurs et reproche au clergé d'être la seule cause de la situation qui s'est produite, par son refus d'entrer dans l'école en acceptant la position que lui faisait l'article 4 de la loi. L'orateur constate que tous les efforts de l'épiscopat n'ont réussi à faire perdre aux écoles officielles qu'un tiers de leur population, d'où il conclut que la majorité de la population est favorable à la loi. — 28. La discussion continue entre MM. De Becker et Bara, *m. j.* Le premier accuse le gouvernement de vouloir confisquer la liberté d'enseignement et d'avoir provoqué le divorce entre l'Eglise et l'Etat, que la loi de 1842 avait unis dans un mariage. Il termine en disant que les catholiques se présenteront aux élections sous le drapeau de la patrie belge, le drapeau de la liberté, et que

(1) Une enquête parlementaire sera ouverte sur la situation morale et matérielle de l'enseignement primaire en Belgique, sur les résultats de la loi du 1^{er} juillet 1879 et sur les moyens employés pour entraver l'exécution de cette loi.

L'enquête devrait porter :

a. Sur la composition du personnel enseignant, sur son mode de recrutement, sur les garanties de moralité et de capacité qu'il présente.

b. Sur le régime intérieur des écoles normales, sur les méthodes et les livres qui y sont en usage, sur les tendances de l'enseignement normal et tout particulièrement de l'enseignement historique dans les différents instituts normaux.

c. Sur la population des écoles primaires.

d. Sur les installations de ces écoles.

e. Sur l'enseignement donné dans les écoles primaires, sur les méthodes d'enseignement, les livres employés, sur les tendances de l'enseignement primaire dans les différentes écoles.

f. Sur l'enseignement de la religion dans les écoles avant la loi du 1^{er} juillet 1879 et sous l'empire de cette loi.

g. Sur les moyens de tout genre employés pour amener la désertion de certains établissements au profit d'autres, pour déterminer les instituteurs et les institutrices à abandonner l'enseignement de l'Etat et pour entraver l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1879.

h. Sur le concours prêté par les administrations communales au gouvernement pour l'application de la loi.

leur cri de ralliement sera : *Révision de la loi de 1879*. Le *m. j.* répond que le cléricisme a toujours été l'ennemi de la liberté, et il soutient que les catholiques ont usé d'une odieuse pression pour faire désertir les écoles officielles. Il les accuse d'avoir été jusqu'à faire un appel à la révolte. Quand, au mois de juin, ils se présenteront au corps électoral avec de tels auxiliaires, il les attend. L'opinion publique fera justice d'un parti qui n'a plus rien pour lui que l'aventure... et l'aventure d'une révolution. — 29. M. Delcour combat le *B.*, et après s'être occupé de la pression des bureaux de bienfaisance, représente la loi de 1879 et son exécution comme un malheur social. M. Goblet espère que le prêtre ne rentrera pas dans l'école; il termine en disant que si les catholiques essayaient de revenir sur les conquêtes de l'esprit moderne, ils seraient, comme en 1857, balayés par l'opinion publique. Cette déclaration provoque une violente interruption à droite et M. Malou reproche à l'orateur de menacer l'opposition d'une émeute. M. Goblet répond qu'il a fait allusion aux élections communales du mois d'octobre 1857 qui ont amené la retraite du ministère d'alors. M. Malou se déclare satisfait de cette explication. Il analyse ensuite la statistique de la population scolaire et en conclut que les écoles officielles sont désertées à ce point que les catholiques ont plus fait, en cinq mois, que l'Etat, avec toutes les ressources du *B.*, en vingt ans. Ils poursuivront leur œuvre, et il ne restera aux libéraux que les murs de leurs écoles désertes et leurs yeux pour pleurer. — 30. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, répond au discours de M. Malou; puis M. Cornesse reproduit les critiques de ses collègues de la droite au sujet de l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1879.

3 février. La discussion continue entre MM. Cornesse et Jottrand. — 4. M. Beernaert défend, à son tour, la thèse de l'opposition. M. Bara, *m. j.*, la combat. Un débat s'engage ensuite entre MM. Rolin-Jaquemyns, *m. i.*, et Van Hoorde, au sujet des faits allégués par ce dernier et concernant la pression exercée, au profit des écoles officielles, dans des communes du Luxembourg. — 5. Toute la séance est remplie par un discours de M. Jacobs, qui accuse le gouvernement de vouloir supprimer, par des moyens directs et indirects, la liberté d'enseignement. Il termine en disant que, dans quelques mois, on va célébrer les fêtes du 50^e anniversaire de l'indépendance. Les chambres ont voté des millions pour ces fêtes. Il y aura des monuments, des cavalcades, des feux d'artifice aux frais de l'Etat. Les catholiques éclipsent tout cela par un monument construit de leurs propres deniers; ils offriront à la Belgique un bouquet de

2,000 écoles libres. M. Bergé rappelle que les catholiques ont fait tous leurs efforts pour détruire, dans l'application, la loi de 1842, et qu'ils ont été, à toutes les époques et dans tous les pays, les ennemis de la liberté. M. Frère-Orban, *m. a.*, soutient qu'en égard à la pression inouïe exercée par le clergé, les libéraux ont le droit d'être satisfaits du résultat de l'application de la loi scolaire. Il convie ensuite M. Jacobs à mettre en parallèle les avantages dont jouit le clergé en 1880 et ceux qu'il possédait en 1850, les couvents et les écoles qu'il possède et qu'il ne possédait pas alors. Il combat la thèse de M. De Becker, d'après laquelle il y aurait deux pouvoirs en Belgique, l'Eglise et l'Etat. Il n'y a qu'un pouvoir, c'est le pouvoir civil. Il soutient que l'œuvre de la défense nationale doit s'exercer tant qu'il y aura, en dehors de l'opposition parlementaire, un élément qui défendra des doctrines antinationales et anticonstitutionnelles; et il cite à ce propos l'enseignement donné par M. Perrin à l'université de Louvain. (M. Woeste déclare désavouer absolument cet enseignement.) Il accuse la droite d'encourager l'enseignement antinational du clergé. Il met l'opposition en demeure de faire connaître le programme qu'elle exécuterait si elle revenait au pouvoir. Après ce discours, M. Thibaut signale la pression exercée par la commission des hospices de Dinant. M. Van Iseghem réfute les attaques dont les administrations communales d'Ostende et de Ghisteltes ont été l'objet de la part de M. Reynaert. M. De Haerne fait connaître l'organisation de l'enseignement primaire en Angleterre et aux Etats-Unis. Il proteste contre l'idée d'opposer 1880 à 1850. Les catholiques célébreront, aux fêtes jubilaires, la liberté fondée par le Congrès. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, se félicite de cette déclaration; il répond ensuite aux diverses attaques dirigées contre son administration par les orateurs de la droite et explique les principes sur lesquels repose l'organisation des comités scolaires. — 7. Après un discours de M. Van Wambeke, qui soutient que les administrations communales de l'arrondissement d'Alost n'ont pas refusé de secours aux parents dont les enfants fréquentent les écoles officielles, M. De Wael expose, de son côté, la conduite de l'administration communale d'Anvers, qui n'a pas usé de représailles et n'a pas refusé de secours aux familles catholiques. M. Malou déclare ensuite que le programme de la droite, si elle revient au pouvoir, sera d'abolir la loi de 1879, de la remplacer par un emprunt fait à la législation anglaise (la liberté subsidiée), la réparation des injustices commises. Il dit que ce n'est pas à cause des doctrines professées par M. Perrin en 1880 qu'on a révisé

la loi de 1842 en 1879. Il demande que le gouvernement fasse connaître la population des écoles officielles par commune, afin qu'on puisse en contrôler l'exactitude. Il termine en disant que la loi de 1879 aura creusé la fosse du ministère. Après un échange d'explications entre MM. Frère-Orban, *m. a.*, et Woeste sur le caractère de la législation anglaise, M. Malou insiste sur la communication du document qu'il a réclamé. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, est tout prêt à le fournir, mais au moment opportun. Il le remettra à la *c. d'enquête*. MM. Jacobs et Woeste appuient la demande de M. Malou et réclament un vote immédiat. MM. Frère-Orban, *m. a.*, et Guillery, *p.*, font observer qu'il a été entendu qu'on ne voterait pas dans cette séance. M. Malou se réserve de reproduire sa proposition ultérieurement. Les articles du *B.* sont ensuite votés sans débat, et la chambre s'ajourne au 17 février.

17 février. Le *B.* est adopté par 70 voix contre 57. M. Malou reproduit ensuite sa proposition, qui est appuyée par MM. Jacobs et Tack. MM. Van Humbeeck, *m. instr.*, Bara, *m. j.*, et Frère-Orban, *m. a.*, la combattent, en disant qu'ils ne refusent pas les chiffres, mais qu'ils veulent les communiquer à la *c. d'enquête*. En conséquence, M. Frère-Orban, *m. a.*, propose l'ajournement, qui est voté par 70 voix contre 56. M. Washer rectifie un fait énoncé par M. Malou dans une précédente séance, au sujet des écoles protestantes et israélites de Bruxelles. Ces écoles sont devenues neutres, de confessionnelles qu'elles étaient auparavant. M. Malou dit qu'il le regrette pour les protestants et les israélites. — 24. Des explications sont échangées entre MM. Van Wambeke et Bara, *m. j.*, au sujet du refus de secours par le bureau de bienfaisance d'Haeltert aux parents qui envoient leurs enfants dans les écoles officielles. M. Washer dit, à ce propos, que les hospices de Bruxelles font envoyer les enfants, dont ils sont les tuteurs, dans les écoles communales, les seules dignes de la confiance des familles. — 25. M. Jacobs, *r. s. c.*, présente le rapport sur la proposition d'enquête de

M. Neujean. — 27. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, dépose un projet de loi portant des modifications à quelques dispositions de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen.

18 mars. Sur la proposition de M. Pateroster, la chambre décide qu'elle ne se séparera pas, pour les vacances de Pâques, avant d'avoir statué sur la proposition d'enquête de M. Neujean. — 19. Celui-ci défend sa proposition et propose de la compléter par des mesures réglementaires (1). Après un discours de M. Van Hoorde contre la proposition, la gauche demande la clôture. La droite n'y fait pas opposition, et elle est prononcée. M. Woeste proteste ensuite contre cette décision et déclare que, si la clôture était maintenue, il ne resterait plus à la droite, pour protester contre une telle violence, qu'à quitter immédiatement la salle. M. Frère-Orban s'étonne de cette singulière attitude, après le silence qu'on a gardé quand il s'est agi de prononcer la clôture. Après un échange d'explications très vives entre MM. Frère-Orban, E. de Kerckhove, Jacobs, Malou et Kervyn de Lettenhove, et quelques mots de M. Guillery, *p.*, il est décidé que la discussion continuera. M. De Vigne prononce ensuite un discours en faveur de la proposition d'enquête. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, donne des explications au sujet d'un fait signalé par M. Van Hoorde, concernant le refus de pension à une institutrice de Laroche, la dame Camart, qui a quitté l'école normale pour aller se mettre à la tête d'une école concurrente. M. Van Hoorde critique vivement cette mesure. Il est donné ensuite communication d'un amendement de M. Hanssens, qui tend à restreindre la proposition de M. Neujean aux littéras *c, d, g.* (Voir 20 janvier.) — 23. M. Verbrugghen combat la proposition, puis M. Hanssens développe son amendement qu'il modifie en ces termes : « L'enquête portera sur les points suivants : 1° sur la population des écoles primaires; 2° sur les installations de ces écoles; 3° sur les moyens de tout genre employés pour amener la désertion de certains établissements au profit d'autres, pour déterminer les instituteurs et institutrices soit à ne

(1) Une enquête parlementaire sera ouverte sur la situation morale et matérielle de l'enseignement primaire en Belgique, sur les résultats de la loi du 1^{er} juillet 1879 et sur les moyens employés pour entraver l'exécution de cette loi.

Il sera nommé, par le bureau de la chambre, une commission de 25 membres pour procéder à cette enquête.

Cette commission pourra fonctionner lorsque cinq membres seront présents.

Elle s'adjoindra un ou plusieurs secrétaires pris en dehors de son sein.

La commission pourra, lorsqu'elle devra siéger

hors de Bruxelles, se diviser en sous-commissions composées de trois membres au moins.

En cas de décès, refus ou démission d'un membre de la commission, il sera immédiatement pourvu à son remplacement par le bureau.

Il en sera de même si un membre de la commission cessait de faire partie de la chambre.

Quand les investigations porteront sur des établissements appartenant à des particuliers, les locaux d'école seuls pourront être visités.

Les correspondances et papiers des particuliers ne pourront faire l'objet de saisies.

pas continuer leurs études normales dans les établissements de l'Etat, soit à abandonner la direction des écoles qui leur sont confiées; et, en général, pour entraver l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1879. » La chambre entend encore, contre la proposition, MM. Woeste, de Moreau d'Andoy et Jacobs, *r.* Ceux-ci annoncent que la droite ne consentira pas à participer à l'enquête. M. Neujean ayant déclaré qu'il n'est pas entré dans ses intentions de faire porter celle-ci sur les tendances de l'enseignement privé, M. Hanssens retire son amendement. M. Malou proteste ensuite contre la persistance de la gauche à lui attribuer la paternité de la proposition d'enquête. Il a demandé à l'origine, et la majorité de la *s. c.* a persisté à le demander, un recensement de la population des écoles. Et l'on vient répéter sans cesse, malgré l'évidence, qu'il est le complice de l'immense folie politique que l'on va faire! Les divers §§ de la proposition de M. Neujean sont adoptés avec cette addition que les opérations de la *c.* ne seront pas suspendues par la clôture de la session ou l'ajournement de la chambre. Il est entendu aussi que c'est la chambre qui nommera la *c.* L'ensemble de la proposition est adopté par 56 voix contre 50. M. Mulle de Terschuieren demande un prompt rapport sur des pétitions des administrations communales de Meulebeke, Oyghem et Wyngene qui réclament l'intervention de la chambre, pour ne pas devoir construire de nouveaux locaux d'écoles et nommer des institutrices inutiles. — Adopté.

6 avril. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, dépose le 9^e rapport triennal sur l'état de l'enseignement moyen. M. Olin, *r. s. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires au *B.* de l'instruction publique. — 14. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 197,000 fr. pour l'ameublement de l'hôtel du ministre de l'instruction publique. — 15. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, *id.* un projet de loi portant prorogation au 1^{er} octobre 1882 de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques. — 16. La chambre, après avoir entendu MM. Bockstael, *r. c.*, Pety de Thozée et Van Humbeeck, *m. instr.*, sur la pétition relative au refus de pension à la dame Camart, institutrice communale à Laroche, qui a abandonné l'école officielle pour se mettre à la tête de l'école du clergé, décide l'impression de la pétition et du rapport. — 25. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi de 1876 relatif aux grades académiques. — 30. M. Olin, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi relatif à l'enseignement moyen. M. Woeste demande un prompt rapport sur une pétition d'habitants de Ledeberg signalant certains faits concernant l'ancien instituteur de cette

commune. M. Washer propose de fixer au 5 mai la nomination des membres de la *c.* chargée de faire l'enquête scolaire.

4 mai. MM. Woeste, Jacobs et Malou reprochent au gouvernement d'avoir envoyé aux instituteurs un questionnaire relatif à la situation des écoles libres et aux actes du clergé, façonnant ainsi d'avance les dépositions des témoins qui seront appelés à l'enquête. MM. Van Humbeeck, *m. instr.*, et Frère-Orban, *m. a.*, répondent que le gouvernement a usé de son droit; il ne fait que rassembler des faits qui seront soumis à la *c.* et celle-ci les appréciera en toute liberté. Les orateurs de l'opposition soutiennent qu'on a violenté les témoins, mais ils en prennent leur parti, étant résolus à ne point prendre part à l'enquête. M. Graux, *m. f.*, dépose des projets de lois allouant au ministère de l'instruction publique : 1^o un crédit spécial de 940,000 fr. pour l'organisation matérielle de l'enseignement normal primaire; 2^o un crédit spécial de 500,000 fr. pour avances à faire aux instituteurs en cas de retard de la part des communes. Le projet de prorogation de la loi sur la collation des grades académiques est voté à l'unanimité.

— 5. La chambre adopte, par 58 voix contre 50, le projet de loi allouant des crédits supplémentaires au ministère de l'instruction publique, à rattacher au *B.* de l'exercice 1879, et le crédit spécial de 40,000 fr. pour la création d'une bibliothèque à l'administration centrale. Dans la discussion d'un projet de crédit au département des finances, M. Van Hoorde s'abstient, parce que des douaniers ont été déplacés à cause de leur hostilité contre l'enseignement officiel. M. Graux, *m. f.*, répond que cette allégation est absolument inexacte. Des déplacements n'ont eu lieu que lorsque des fonctionnaires ont été signalés comme faisant une guerre acharnée aux écoles officielles. En dehors de ces cas, il a laissé toute liberté aux fonctionnaires des douanes comme aux autres fonctionnaires de son département. M. Notelteirs dit qu'on lui a signalé des déplacements de douaniers qui ont été faits pour avoir l'occasion de nommer institutrices leur femmes qui ne s'étaient jamais occupées d'enseignement! M. Wasseige ne croit pas qu'un douanier puisse avoir, en tant que douanier, une autre influence que celle de tout citoyen. Or, sa qualité de douanier ne supprime pas sa qualité de citoyen. A tous égards donc, le *m. f.* a mal fait. M. Orts dit que si le *m. f.* avait fait ce dont on l'accuse et dont il se défend, il aurait très mal fait. Mais la conclusion de ce débat, est qu'il faut procéder immédiatement à la nomination de la *c.* d'enquête. C'est elle qui recherchera si réellement une pression quel-

conque a été exercée sur les fonctionnaires. Qu'on nomme donc cette commission ! M. Van Hoorde est certain que l'intérêt du service aura bon dos devant la commission d'enquête !... Au moment où l'on va procéder à la nomination des membres de la *c.*, M. Malou renouvelle la déclaration qu'il a déjà faite, qu'aucun membre de la droite ne consentira à en faire partie. Il rappelle cette déclaration à la chambre pour lui épargner les ennuis d'un double vote. M. Bara, *m. j.*, répond qu'il n'y aura pas de double vote : c'est au bureau qu'il appartient de compléter la *c.* en cas de vacances, décès ou démissions. Au scrutin, sur 111 votants, il y a 44 billets blancs. Ont obtenu : MM. Beernaert, 57 voix ; Bergé, 59 ; Cornesse, 57 ; Couvreur, 59 ; De Hempinne, 57 ; De Lantsheere, 56 ; Delcour, 57 ; De Vigne, 58 ; Jacobs, 56 ; Janson, 57 ; Jottrand, 59 ; Le Hardy de Beaulieu, 59 ; Lippens, 58 ; Lucq, 59 ; Mallar, 59 ; Neujean, 58 ; Ortmans, 59 ; Paternoster, 59 ; Vandenpeereboom, 56 ; Warnant (Joseph), 59 ; Warnant (Julien), 59 ; Washer, 59 ; Wasseige, 56 ; Willequet, 59 ; Woeste, 58. MM. Beernaert, Cornesse, Woeste, Delcour, Jacobs et Wasseige déclarent qu'ils ne consentent pas à participer à l'enquête, qui, à leurs yeux, est inconstitutionnelle. — 7. M. De Lantsheere fait la même déclaration. M. Olin, *r. s. c.*, présente le rapport : 1° sur le crédit spécial de 500,000 fr. demandé pour faire, en cas de nécessité, l'avance aux instituteurs communaux des traitements qui leur sont dus ; 2° sur le crédit spécial de 197,000 fr. pour l'ameublement de l'hôtel du ministre de l'instruction publique. — 8. *Id.* sur le crédit de 940,000 fr. pour l'organisation matérielle de l'enseignement normal primaire. La chambre ajourne à la prochaine session la discussion des divers rapports de M. De Lantsheere, *r. c.*, sur des mesures prises à Meulebeke, à Renaix, à Wyngene et à Oyghem, concernant l'instruction publique. Il en est de même des crédits proposés pour le même département.

JUSTICE.

26 novembre. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi augmentant d'un juge les tribunaux de Furnes, Marche, Neufchâteau et Turnhout.

3 décembre. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de prorogation de la loi relative aux étrangers. — 5. M. Nothomb, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation du personnel de quelques tribunaux. — 11. M. Bara, *m. j.*, dépose un projet de loi relatif aux faux dans les bilans. — 16. Le projet de loi concernant l'augmentation du personnel de quelques tribunaux est adopté à l'unanimité. — 17. M. Bara, *m. j.*, dépose un

projet de loi supprimant la bourse commune des huissiers.

21 janvier. M. de Jonghe d'Ardoye fait rapport sur des pétitions d'huissiers, qui demandent l'abrogation du décret relatif à la bourse commune. Il conclut au renvoi à la *s. c.* chargée de l'examen du projet de loi déposé par le *m. j.* Adopté.

20 février. M. Jottrand, *r. s. c.*, *id.* sur le projet de loi dont il s'agit. — 27. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 4 millions de francs pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles.

15 avril. Le crédit de 4,500,000 fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles (M. Bockstael, *r. s. c.*) est adopté par 53 voix contre 12 et 5 abstentions, après un débat entre MM. Kervyn de Lettenhove, Bockstael, *r.*, De Lantsheere, Bara, *m. j.*, et Le Hardy de Beaulieu, au sujet de l'irrégularité de la dépense, qui s'est élevée à 12 millions, et de l'intervention de la province de Brabant et de la ville de Bruxelles. Le débat s'engage ensuite sur le projet de loi portant suppression de la bourse commune des huissiers. Le projet ne maintient de bourse commune entre huissiers que pour les dépenses de la chambre de discipline ; il maintient, en outre, la bourse commune spéciale aux huissiers audienciers. La *s. c.* estime que, pour réaliser cette idée, il ne suffit pas, comme le fait l'article 1^{er} proposé, d'exempter de l'abrogation prononcée l'article 95 du décret de 1815 ; en effet, cet article ne fixe entre audienciers que le mode de partage, et il paraît indispensable que la loi dise aussi quelles choses sont à partager ; c'est ce que font les articles 93, 94 et 96 ; il faut donc qu'ils soient exceptés de l'abrogation qui va frapper tout le titre V du décret en question. M. Jottrand, *r.*, soutient cette thèse, qui est combattue par M. Bara, *m. j.* M. Thonissen est d'avis qu'il n'y a pas lieu de supprimer la bourse des huissiers ; il lui semble qu'il vaudrait mieux la transformer en une caisse de prévoyance. Il propose des amendements dans ce sens et en demande le renvoi à la *s. c.* Après un débat auquel prennent part MM. Jottrand, *r.*, Pety de Thozée, Beernaert et Thonissen, les amendements de ce dernier sont renvoyés à la *s. c.* — 16. M. Jottrand, *r.*, conclut au rejet des amendements de M. Thonissen et propose de dire que « dans chaque communauté d'huissiers il y aura une bourse commune pour les dépenses de la chambre de discipline, parmi lesquelles pourront figurer les dépenses de bienfaisance ». M. Thonissen se rallie à cette proposition. Elle est appuyée par M. Pety de Thozée, combattue par M. Bara, *m. j.*, et rejetée. Le projet de loi est voté à l'unanimité. — 21. M. Bara, *m. j.*, dépose le rapport

triennal sur l'administration des bourses d'études.

4 mai. M. Bockstaël, *r. s. c.*, fait rapport sur le projet de prorogation de la loi sur les étrangers. — 7. Dans la discussion de ce projet, M. de Montpellier déclare qu'il votera contre la loi, parce qu'elle peut devenir une arme aux mains du gouvernement pour chasser des religieux qu'il croirait capables de compromettre la sécurité publique. M. Bara, *m. j.*, déclare se rallier à l'amendement de la *s. c.*, aux termes duquel l'expulsion ne pourra être prononcée contre l'étranger qui, marié avec une femme belge, a fixé sa résidence en Belgique depuis plus de cinq ans et a continué à y résider d'une manière permanente. M. De Lantsheere constate que la loi a été combattue jadis par M. Van Humbeeck dans ses discours, et par M. Rolin-Jaequemyns dans ses écrits. Il signale ensuite la réponse faite par le *m. j.* aux questions que lui a posées la *s. c.* et d'où il résulte qu'il ne pourra permettre que des religieux étrangers viennent s'établir en Belgique pour y reconstituer leurs œuvres et pour « *éluder les lois du pays* ». L'orateur est d'avis qu'une pareille déclaration marque un retour vers les traditions du régime qu'a renversé la révolution de 1830. Après des explications de MM. Van Humbeeck, *m. instr.*, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet de leur attitude, M. Goblet d'Alviella dit qu'il y a déjà assez de jésuites en Belgique et qu'il ne faut pas que celle-ci devienne le jésuitière de l'Europe. M. Defuisseaux rappelle qu'il a toujours voté contre cette loi de bon plaisir et d'arbitraire. Il l'a blâmée quand on l'a invoquée contre Victor Hugo. Il la blâme quand on l'invoque contre les petits frères. Il reproche aux membres de la droite de ne pas avoir brisé cette loi quand ils en avaient le pouvoir. M. Thonissen, après le discours de M. Goblet, hésite à voter la loi. Son attitude dépendra des déclarations du *m. j.* Celui-ci critique l'attitude de M. Defuisseaux, qui est contraire à toutes les exigences du droit international. Il dit ensuite qu'il y a en Belgique 2,537 religieux étrangers, ce qui prouve suffisamment qu'on ne les proscriit point; mais il n'entend pas compromettre la sûreté du pays pour les jésuites. Après des explications personnelles entre MM. Defuisseaux et Bara, *m. j.*, M. Jacobs, inquiet des déclarations du *m.*, propose de ne proroger la loi que pour un an. M. Bara, *m. j.*, combat cet amendement, à cause de la défiance qu'il révèle. M. Jacobs reconnaît que cette défiance existe. Il affirme qu'on n'a pas le droit de discuter une proscription générale contre ceux qui viendraient, en Belgique, exercer paisiblement la liberté d'enseignement. On aurait le droit de refuser

l'expulsion si un gouvernement étranger la demandait, et de répondre pour les religieux comme on l'a fait en 1856 pour les journalistes : *Jamais!* La droite applaudit ces paroles. M. d'Elhoungne trouve ces applaudissements indiscrets. On veut que le gouvernement prononce pour les religieux le mot qui a été prononcé en 1856 pour défendre la Constitution. Le langage de la droite n'est dicté, d'après lui, que par les intérêts du clergé. En dehors des intérêts du clergé, il n'y a pour elle ni droits ni institutions. Ces paroles provoquent de vives protestations. M. de Borchgrave donne à l'orateur un démenti formel. M. d'Elhoungne maintient ses paroles, traite le clergé de conspirateur, et, pour déjouer la tactique de M. Jacobs, propose de proroger la loi pour dix-huit mois. M. Kervyn de Lettenhove rappelle que ce sont les catholiques qui ont prononcé le fameux *jamais* en 1856. Ils ont toujours été du côté de la liberté. M. Malou répond à M. d'Elhoungne que le mot célèbre de M. Vilain XIIII est parfaitement en situation, car il s'agit d'une application de la liberté. On ne revendique pour le clergé que le droit commun. Les catholiques continueront à défendre la liberté d'enseignement jusqu'à ce que mort s'ensuive. La droite applaudit énergiquement ces paroles. Des explications personnelles sont ensuite échangées entre MM. d'Elhoungne et de Borchgrave, puis M. Janson engage ses amis à voter l'amendement de M. d'Elhoungne, et M. Nothomb rappelle que la droite a toujours maintenu les droits de l'hospitalité belge. — 8. M. de Jonghe d'Ardoye déclare qu'il repoussera la loi parce qu'il ne peut donner un vote de confiance au gouvernement qui entend refuser l'hospitalité aux religieux étrangers. M. Defuisseaux fera de même; il votera l'amendement de M. Jacobs, sans que son vote puisse être considéré comme une marque de défiance envers le gouvernement. M. Demeur dit que la loi est mauvaise; elle enlève aux étrangers les garanties auxquelles ils ont droit. La police remplace pour eux la justice; c'est l'arbitraire de l'administration qui les régit. L'orateur fait le procès à toutes les lois qui sont applicables aux étrangers en Belgique; mais il ne votera pas l'amendement de M. Jacobs, parce qu'il ne veut pas tomber dans un piège: cet amendement vise moins la loi que le ministère. M. Nothomb tient à constater que lorsqu'il a quitté le département de la justice, il a reçu une députation de proscrits français les plus considérables, qui l'ont remercié de l'hospitalité que la Belgique leur avait accordée. M. Demeur remarque que, parmi ces proscrits reconnaissants, se trouvait le colonel Charras, un homme expulsé du pays! Après

un débat auquel prennent part MM. Jacobs, Frère-Orban, *m. a.*, Cornesse et Pirmez, la chambre procède au vote, par appel nominal, sur l'amendement de M. Jacobs, tendant à ne proroger la loi que pour un an. Cet amendement est repoussé par 56 voix contre 53. L'amendement de M. d'Elhoungne, tendant à proroger la loi de dix-huit mois, est ensuite adopté par assis et levé. L'ensemble de la loi est voté par 52 voix contre 51 et 25 abstentions.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

11 décembre. Dans la discussion du B. de l'intérieur, M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à M. Coremans, dit qu'il s'est mis en rapport avec le gouvernement des Pays-Bas en vue de s'entendre pour achever en commun le *Grand Dictionnaire de la langue néerlandaise*. M. Thonissen répond aux critiques dirigées, dans le rapport de la *s. c.*, contre la publication, par l'Académie, de la correspondance du cardinal Granvelle. M. De Vigne demande que des démarches soient faites en vue de réclamer du gouvernement français la restitution des archives belges qui se trouvent encore à Paris. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond à M. Scailquin qu'il espère pouvoir faire discuter dans cette session le projet de loi sur la propriété artistique et littéraire. Il répond à M. De Wael qu'il ne croit pas pouvoir proposer actuellement d'élever l'école de musique d'Anvers au rang de Conservatoire royal flamand.

8 mai. Dans la discussion d'un crédit au B. de l'intérieur, M. De Vigne critique des acquisitions faites pour le Musée d'armures ; il soutient que de prétendues armures du xvi^e siècle provenaient des magasins du théâtre de la Monnaie. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, conteste le fait et ajoute que de la façon dont la *c.* du Musée est composée aujourd'hui, de pareilles erreurs sont impossibles.

MILICE.

9 décembre. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dépose un projet de loi apportant certaines modifications à la loi sur la milice. Les principales de ces modifications concernent le rappel des classes en non-activité et la restitution des 200 fr. à ceux qui n'auront pas dû se faire remplacer.

27 février. M. Lucq, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

6 avril. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi réglant le mode de liquidation de l'indemnité due aux miliciens des classes de 1871 à 1874. — 22. M. Thonissen, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 mai. Celui-ci est voté à l'unanimité. Dans

la discussion, M. Coomans demande qu'à l'occasion des fêtes de 1880 l'on gracie les déserteurs qui se trouvent à l'étranger. M. Bara, *m. j.*, répond qu'on élabore une proposition d'amnistie qui sera déposée dans la session extraordinaire de l'été. M. Coomans estime qu'on pourrait gracier dès à présent les déserteurs. MM. Bara, *m. j.*, et Orts répondent qu'on ne peut gracier des contumaces. M. Cornesse annonce qu'il interpellera le *m. g.* sur un arrêté du 1^{er} octobre 1879 supprimant les gratifications accordées à certains fonctionnaires pour favoriser le recrutement des volontaires avec prime. — 7. Cette interpellation étant faite, M. Liagre, *m. g.*, dit qu'il n'est pas convenable que des fonctionnaires de l'Etat s'occupent de racoler des remplaçants ; au point de vue moral, les nouvelles mesures sont justes. Ce n'est qu'en octobre prochain que l'on saura si ces mesures ont diminué le nombre des volontaires avec prime. MM. Van Hoorde, Woeste et Coomans appuient les observations de M. Cornesse, disant que la mesure prise aura pour effet d'aggraver les charges du remplacement. M. Coomans ajoute que l'on cherche à le rendre plus difficile, pour arriver indirectement à le supprimer et à y substituer le service obligatoire. MM. Liagre, *m. g.*, et Frère-Orban, *m. a.*, soutiennent que l'opposition n'a en vue que le recrutement électoral. Le *m. g.* déclare qu'il ne veut pas rendre le remplacement plus difficile, et M. Frère-Orban, *m. a.*, rappelle qu'il a combattu avec énergie la thèse du service personnel. M. Nothomb regrette de voir agiter ces questions dans un intérêt de parti. Si les mesures prises par le *m. g.* peuvent conduire à la suppression du remplacement, il s'en félicitera. M. Cornesse ayant formulé un ordre du jour blâmant la mesure prise par le *m. g.*, M. Frère-Orban, *m. a.*, lui oppose l'ordre du jour pur et simple, qui est voté par 53 voix contre 46 et une abstention. La chambre décide en même temps, sur la proposition de M. Frère-Orban, *m. a.*, qu'elle discutera, avant de se séparer, le projet de loi qui a pour but de restituer à ceux qui n'ont pas dû se faire remplacer, les 200 fr. qu'ils ont versés pour avoir droit au remplacement par le département de la guerre. Il est entendu qu'on réservera, à titre de projet de loi spécial, l'amendement de la *s. c.* qui tend à supprimer les immunités ecclésiastiques en matière de milice. — 8. Dans la discussion du projet de loi, M. Frère-Orban, *m. a.*, propose l'ajournement de cette disposition additionnelle. M. Lucq, *r.*, y consent, à la condition que ce ne soit pas un enterrement. M. Guillery, *p.*, dit que c'est un ajournement à la session prochaine. M. Cornesse combat le projet de loi qui, selon lui, est un pas de

plus vers la suppression du remplacement. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit que les 200 fr. à verser étaient une taxe souvent fort onéreuse pour les familles peu fortunées; il est donc juste de la supprimer. Il ajoute que la caisse de remplacement est dans une situation très prospère. M. Malou votera contre la proposition, parce qu'elle est une atteinte portée à la loi de milice. L'ensemble de la loi est adopté par 87 voix contre 21 et 5 abstentions.

MINES.

6 avril. M. Janson demande au *m. t.*, à propos de la catastrophe qui vient de se produire dans la houillère du Bois de la Haie, à Anderlues, et qui a fait 49 victimes, où en sont les travaux de la *c.* chargée d'étudier le moyen de prévenir le retour de ces sinistres. M. Sainctelette, *m. t.*, répond que le rapport de la *c.* sera prochainement publié. On s'occupe aussi d'une révision des règlements miniers. Le *m.* ajoute que les officiers des mines ont fait leur devoir. M. Janson accepte ces déclarations sous bénéfice d'inventaire. — 7. M. Gillieaux se prononce en faveur d'une extension du service des mines et de la création d'une troisième direction, dont le siège serait à Namur.

5 mai. Sur la proposition de M. Sainctelette, *m. t.*, la chambre ajourne à la prochaine session l'examen des pétitions qui demandent une enquête sur les causes de la catastrophe de Frameries.

MONNAIES.

4 mai. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de loi allouant au département des finances un crédit de 850,000 fr. pour la frappe de monnaies divisionnaires d'argent et un crédit de 100,000 fr. pour la transformation de pièces de 5 fr. en médailles commémoratives. — 5. M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi. La chambre renvoie au *m. f.* une pétition de M. Harvent, employé à l'administration des chemins de fer de l'Etat, qui propose d'adopter le gramme d'or comme unité monétaire et engage le gouvernement à se mettre en rapport avec les Etats étrangers pour qu'ils acceptent également ce système. — 8. Le projet relatif à la transformation de pièces de 5 fr. en médailles commémoratives est adopté à l'unanimité, sauf une abstention, après un échange d'explications entre MM. A. Visart et Graux, *m. f.*, d'où il résulte que les médailles dont il s'agit n'auront pas de caractère libérateur.

NATURALISATION.

8 mai. La chambre prend en considération, par 51 voix contre 50, la demande de grande naturalisation du Dr Liebrecht.

PENSIONS.

17 décembre. M. Bockstaël, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de loi concernant l'augmentation des pensions militaires.

20 janvier. Sur la motion de M. De Wael, ce projet est mis à l'ordre du jour après le B. de l'instruction publique, ainsi qu'une proposition de loi de M. Woeste sur laquelle il a été fait rapport. — 27. M. Graux, *m. f.*, répondant à MM. Demeur et Bockstaël, s'engage à fournir tous les documents qu'il possède au sujet du chiffre des pensions militaires et de la comparaison de ce qui existe en Belgique et à l'étranger.

7 février. M. Graux, *m. f.*, dépose ces documents. — 17. Dans la discussion générale, M. Bockstaël, *r.*, demande que l'on porte à un chiffre plus élevé les pensions des officiers des grades supérieurs. M. Thonissen présente, avec MM. Nothomb et De Becker, un amendement tendant à porter respectivement à 8,000 et 6,500 fr. la pension des lieutenants généraux et des généraux-majors. M. Bockstaël, *r.*, déclare que si le gouvernement veut s'engager à reviser, dans un délai déterminé, la loi de 1858, la *s. c.* se ralliera au projet de loi. M. Wasseige dit qu'il ne s'associe pas à cette déclaration. M. Demeur combat ensuite le projet de loi et soutient que l'Etat ne doit rien aux officiers déjà pensionnés. Il y a, entre eux et lui, un contrat qui ne doit pas être modifié. Il est donné lecture de l'amendement suivant : « Pour les officiers, sous-officiers et soldats, les années passées en congé limité à l'étranger, avec autorisation du gouvernement, ne seront point décomptées pour fixer le chiffre de la pension. » (Signé) Léon Visart. — 18. M. Demeur achève son discours, auquel répond M. Graux, *m. f.* Celui-ci ne croit pas le moment venu de reviser la loi de 1858; il prie la chambre de se borner à voter une augmentation de 20 p. c., qui lui paraît juste et suffisante. M. Scailquin espère que l'on en viendra, un jour, à donner l'éméritat à tous les fonctionnaires. M. Woeste fait parvenir au bureau l'amendement suivant : « Je propose de porter la pension : 1° du lieutenant général à 7,560 fr.; 2° du général-major, de l'intendant militaire en chef, de l'inspecteur général du service de santé, à 6,000 fr.; 3° du capitaine, sous-intendant militaire de 2^e classe, officier d'administration de 1^{re} et 2^e classe, médecin de régiment de 2^e classe, médecin de bataillon de 1^{re} classe, pharmacien de 1^{re} classe, vétérinaire de 1^{re} classe, inspecteur des musiques de l'armée comptant plus de dix années d'assimilation au grade de lieutenant, à 2,400 fr. » — 19. Il est donné lecture d'un amendement de M. Scailquin ainsi conçu : « Pour la fixation du taux de la pen-

sion, la paralysie complète de deux membres est assimilée à la perte de la vue et la surdité complète à la perte de l'usage d'un membre. » La discussion générale est reprise. M. Guyot appuie le projet de la *s. c.* tout en émettant le vœu de voir réduire les charges militaires. M. De Wael appuie le même projet, déclarant toutefois, comme M. Bockstaël, que si le gouvernement s'engage à reviser promptement la loi de 1858, il se ralliera aux propositions du *m. M.* Woeste revendique, pour lui-même et ses amis de la droite, l'honneur d'avoir le premier proposé de faire droit aux réclamations des officiers pensionnés, et défend les amendements présentés en faveur des officiers des grades supérieurs. M. Graux, *m. f.*, traite la conduite de la droite de comédie, dictée par un calcul électoral. Le *m.* défend ensuite son projet, mais il s'engage à procéder, dans un délai qu'il ne peut préciser, à la révision des lois sur les pensions civiles et militaires. M. Nothomb proteste contre le reproche de comédie adressé à son parti et revendique, pour ce parti et pour M. Woeste, l'honneur d'avoir amené à une solution la question des pensions militaires. Il défend en même temps l'amendement qu'il a présenté avec MM. De Becker et Thonissen. Ce dernier demande si le *m.* a entendu comprendre les membres de la *s. c.* parmi les comédiens dont il a parlé. M. Graux, *m. f.*, répond qu'il n'a pas parlé de comédiens. Il rend, du reste, hommage aux intentions de la *s. c.* Il est donné lecture d'un amendement de M. Demeur aux termes duquel, chaque année, on joindra au budget de la dette publique la liste des pensions accordées et éteintes dans le courant de l'année. C'est, dit-il, la reproduction des termes de la loi sur les pensions civiles.—20. La chambre entend encore MM. Bockstaël, *r.*, Woeste, Wasseige, De Wael et Graux, *m. f.*, au sujet de la question politique et électorale qui semble engagée dans ce débat. M. Frère-Orban, *m. a.*, s'explique au sujet d'une allégation de la *Belgique militaire*, reproduite par M. Woeste, et d'après laquelle il aurait promis de faire droit aux réclamations des officiers pensionnés, dans une lettre écrite avant les élections de 1878, alors que tout le monde connaissait son opinion sur la question. M. Wasseige reprend pour son compte les amendements de la *s. c.* Celui de MM. Nothomb, De Becker et Thonissen est rejeté par 81 voix contre 23 et une abstention; celui de M. Woeste, relatif aux généraux, par 76 voix contre 30; celui de la *s. c.*, repris par M. Wasseige, concernant les colonels, par 65 voix contre 38. M. L. Visart retire le sien, le *m.* ayant déclaré qu'il en tiendrait compte dans la révision de la loi de 1858. Celui de M. Scailquin est rejeté. Enfin, après l'adoption d'un chan-

gement de rédaction proposé par M. Demeur à l'article final du projet de loi, celui-ci est voté par 97 voix contre 3.

13 avril. Il est donné lecture d'une proposition signée par MM. Washer, Gillieaux, Demeur, Bergé et Le Hardy de Beaulieu et allouant à la veuve de M. Piedbœuf, représentant de Liège, une pension annuelle et viagère de 3,000 fr. réversible, en cas de mort ou de mariage de la veuve, sur la tête de ses enfants. M. Washer développe cette proposition. Elle est prise en considération, après quelques mots de M. Coomans qui déclare qu'il la combattra quand il y aura lieu d'en discuter le fond. — 30. M. Olin, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 mai. Celui-ci est voté à l'unanimité.

PÉTITIONS.

7 février. M. Scailquin appelle l'attention du *m. i.* sur la position malheureuse des combattants de septembre 1850.

6 avril. M. de Moreau d'Andoy demande un prompt rapport sur une pétition relative à cet objet. — 16. M. Bockstaël, *r. c.*, fait rapport sur cette pétition et conclut au renvoi aux *mm. i. et f.* Adopté.

7 mai. M. de Moreau d'Andoy demande quelle suite sera donnée à cette pétition. Il désire qu'une place soit réservée, dans les cérémonies commémoratives, aux blessés de septembre. Il voudrait aussi qu'une pension fût attachée à la décoration qui leur a été accordée. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répond qu'une place spéciale sera réservée aux combattants de septembre. Quant à la pension, il examinera cette proposition, qui grèverait assez considérablement le Trésor.

POSTES.

7 avril. MM. Dansaert et Olin demandent que l'on augmente le salaire des facteurs des postes. — 8. MM. d'Andrimont et Wasseige appuient cette requête. — 15. M. Struye l'appuie à son tour. M. De Decker critique la destitution d'un sous-percepteur des postes de Stabroeck, contre lequel il n'y avait d'autre grief que le fait d'être l'ami du vicaire de sa paroisse. — 23. MM. Lucq et Scailquin se prononcent en faveur de l'amélioration du sort des facteurs des postes. — 28. M. Defuisseaux demande que cette amélioration de position s'étende à tous les employés du service postal.

4 mai. M. Sainctelette, *m. t.*, faisant droit aux réclamations qui lui ont été adressées, consent à augmenter de 51,000 fr. le crédit porté au *B.* pour les facteurs des postes (pour le 2^e semestre de 1880).

RECENSEMENT.

14 avril. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet

de crédit de 900,000 fr. pour le recensement général de la population. — 28. M. De Bruyn, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 mai. Celui-ci est voté à l'unanimité.

TÉLÉGRAPHES.

9 avril. M. Hanssens critique le nouveau tarif télégraphique introduit au mois de janvier et reproche à l'administration de faire payer par les particuliers le coût des dépêches de service. — 20. M. Beernaert soutient la même thèse et voudrait que l'administration des chemins de fer payât les services que lui rend le télégraphe. — 21. M. Saintelette, *m. t.*, s'attache à justifier l'augmentation du tarif télégraphique et la taxation par mots. — 27. Il dépose un projet de loi prorogeant les pouvoirs du gouvernement en matière de tarifs des correspondances télégraphiques. — 28. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur ce projet de loi.

5 mai. Celui-ci est voté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

17 décembre. La chambre accorde à M. Le Hardy de Beaulieu l'autorisation de faire imprimer pendant les vacances le rapport sur le B. des travaux publics.

21 janvier. M. d'Andrimont demande un prompt rapport sur une pétition de marchands de bois de Jalhay qui demandent l'autorisation de traverser le barrage de la Gileppe avec les bois de la forêt d'Hertogenwald. Adopté.

17 février. M. Saintelette, *m. t.*, répondant à MM. de Montblanc, De Haerne et Tack, dit qu'il a pris des mesures pour hâter l'exécution des travaux publics décrétés dans les arrondissements de Roulers et de Courtrai.

6 avril. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Lefebvre insiste sur la nécessité de prendre des mesures pour prévenir les inondations causées par la Dyle et la Senne dans l'arrondissement de Malines. Il réclame la reprise de la Senne par l'Etat. M. De Clercq et Tack s'occupent du régime des eaux dans les deux Flandres et spécialement de la nécessité de creuser un canal de Deynze à Thielrode, en vue de régulariser le cours de l'Escaut. M. Delcour demande que l'Etat oblige la ville de Verviers à remplir ses engagements en ce qui concerne la distribution des eaux du réservoir de la Gileppe et réclame des mesures en vue de prévenir les inondations de la Dyle et du Demer. — 7. M. Kervyn de Lettenhove réclame des mesures efficaces en vue d'assurer l'écoulement des eaux dans le nord de l'arrondissement d'Eecloo. M. Gillieaux demande que l'on accorde des primes pour la prompte exécution

des canaux houillers du Hainaut. M. Magherman appuie les observations de M. Tack, en ce qui concerne les travaux à faire à l'Escaut supérieur. M. Dansaert demande qu'il soit rendu compte de l'emploi du crédit voté pour l'étude de la question des voies navigables. M. Beeckman s'occupe du régime du Demer. M. Houtart réclame la construction des canaux houillers du Hainaut et l'élargissement du canal de Charleroi. M. Thonissen, d'accord avec M. de Pitteurs, dépose un amendement tendant à porter au B. un premier crédit de 200,000 fr. pour la construction d'un hôtel provincial à Hasselt. M. Olin demande des mesures en vue de prévenir les inondations de la Senne et d'abrèger la période de chômage du canal de Charleroi en hiver, par l'emploi d'un *brise-glace* vraiment efficace. Il insiste pour que l'on n'exclue plus la pierre de Gobertange de la construction des édifices publics, au profit de la pierre de France. — 8. M. de Pitteurs dit quelques mots à l'appui de son amendement. M. Berten réclame l'exécution du canal de jonction de la Lys à l'Yperlée, M. Wasseige, celle du pont de Sclayn; M. De Bruyn recommande l'exécution de la coupure de Swynaerde à Melle, en vue de rectifier le cours et d'améliorer le régime de l'Escaut. — 9. M. d'Andrimont signale à la bienveillante attention du *m. t.* une pétition d'habitants de Jalhay demandant la construction d'une route partant du barrage de la Gileppe vers Jalhay. La discussion du B. des travaux publics étant reprise, M. Saintelette, *m. t.*, en répondant aux divers orateurs, annonce qu'il a fait dresser une carte de l'ensemble des voies navigables et qu'il s'occupe activement des études relatives à l'amélioration du régime des rivières et des canaux, en vue de prévenir les inondations. Il manifeste l'intention de reprendre pour compte de l'Etat les routes affluentes au chemin de fer. Il donne aussi un exposé de l'état d'avancement des travaux des installations maritimes d'Anvers. — 15. M. De Decker présente des observations au sujet de ces travaux. — 14. M. Graux, *m. f.*, dépose un projet de crédit de 664,997 fr. 10 c. au B. des travaux publics. — 16. *Id.* un projet de crédit de 26,500,000 fr. pour travaux d'utilité publique (1). — 21. M. Woeste critique les

(1) Ponts et chaussées. 4^o Travaux d'amélioration à l'Escaut; transformation de la navigation intermittente en navigation continue, 500,000 fr. — 2^o Lignes télégraphiques à établir le long des canaux, 100,000 fr. — 3^o Anvers. Installations maritimes, 5,000,000.

Chemins de fer de l'Etat. 4^o Voies à établir sur les nouveaux quais à Anvers; travaux d'extension aux stations des établissements maritimes, 2,500,000. — 5^o Transformation de l'embranchement du quartier

travaux qu'on fait au Parc de Bruxelles pour l'éclairage de cette promenade. Il demande si le gouvernement, en sa qualité de propriétaire du Parc, n'a pas l'intention d'y mettre obstacle, ainsi qu'au projet de combler les bas-fonds. M. Rolin-Jaëquemyns, *m. i.*, lui fait observer que cette question concerne le *m. f.* M. Van Outryve d'Ydewalle recommande la construction d'un canal de Moerbrugge à l'Yser et la création d'un port à Heyst. M. Ortmans répond aux critiques dirigées par M. Delcour contre la ville de Verviers à l'occasion de la distribution d'eau. — 22. M. Smolders appelle de nouveau l'attention sur les mesures à prendre en vue de remédier aux inondations du Demer et de la Dyle. M. A Visart parle en faveur du creusement d'un port de mer à Heyst. M. De Wael réclame des études sérieuses pour assurer le maintien de la navigabilité de l'Escaut maritime. — 23. M. L. Visart rappelle à l'attention du gouvernement les travaux de l'Yser et du canal de Furnes à Dunkerque et du port de Nieuport. M. Delaet insiste sur la nécessité de veiller à maintenir la profondeur de l'Escaut maritime, et représente comme une impossibilité la création d'un port à Heyst. — 27. Il achève son discours et demande que le gouvernement nomme une commission permanente pour la surveillance de l'Escaut maritime. M. Jos. Warnant signale la nécessité d'améliorer la navigation dans la traverse de Huy. M. Graux, *m. f.*, répond aux observations de M. Woeste en ce qui concerne les travaux d'éclairage faits au Parc de Bruxelles. Il les critique au point de vue de l'art, mais il dit que, la ville ayant l'administration du Parc, le gouvernement n'y peut intervenir; quant aux projets relatifs aux bas-fonds, le *m.* n'en a pas connaissance jusqu'à présent. — 28. M. d'Andrimont, *r. s. c.*, présente le rapport sur les crédits supplémentaires. La discussion du *B.* étant reprise, M. Cornesse insiste pour la construction du pont de Maeseyck, et des explications sont échangées entre MM. De Wael et Delaet au sujet du rôle des partis politiques à Anvers dans la question du canal de Terneuzen et du port à construire à Heyst. — 29. Un nouveau colloque a lieu à cette occasion entre les mêmes orateurs. Des explications sont également échangées entre MM. Jacobs et Saintelette, *m. t.*, au sujet du mode d'expropriation des terrains d'Anvers et de l'époque à laquelle on y fermera les canaux intérieurs, le bassin de batelage étant achevé.

M. Demeur critique ensuite l'article 6 du *B.* où sont portées les allocations pour les honoraires des avocats *en titre* du département des travaux publics. Il fait remarquer qu'antérieurement l'article ne parlait pas d'avocats *en titre*; s'ensuit-il qu'il y a des avocats qui ne sont pas en titre et qui devront être payés sur d'autres articles du budget ou sur des crédits spéciaux? Après quelques mots de M. Saintelette, *m. t.*, l'article est adopté. — 50. Au chapitre *Bâtiments civils*, MM. Beernaert, Thonissen et Le Hardy de Beaulieu demandent que l'on déplace le laboratoire de chimie qui un est danger permanent pour les Musées et la Bibliothèque royale. M. Saintelette, *m. t.*, répond que cette question concerne le département de l'intérieur. Répondant à M. Beernaert, le *m.* dit que le palais des Beaux-Arts et le square du Petit-Sablon seront achevés pour l'époque des fêtes du 50^e anniversaire. Le débat s'engage ensuite sur l'amendement de MM. Thonissen et de Pitteurs tendant à porter au *B.* une allocation de 200,000 fr. pour la construction d'un hôtel pour le gouvernement provincial du Limbourg. MM. Tesch, Le Hardy de Beaulieu, *r.*, et Saintelette, *m. t.*, opposent à cette demande la question préalable. L'appel nominal demandé par M. Thonissen fait constater que la chambre n'est pas en nombre.

4 mai. La question préalable est rejetée par 54 voix contre 52 et une abstention et l'amendement par 69 voix contre 33 et 6 abstentions. Après quelques observations de M. Beernaert sur les dragages de la Meuse à Hastière; de M. A. Visart, sur l'établissement d'échelles à poisson dans les barrages; de MM. Willequet, Van Brabandt et Delaet, sur le régime de l'Escaut; de M. De Bruyn, sur l'insuffisance du personnel des ponts et chaussées et de M. d'Andrimont, sur la nécessité d'augmenter le traitement des ingénieurs des mines, le *B.* est voté à l'unanimité. M. Le Hardy de Beaulieu, *r. s. c.*, présente le rapport sur le projet de crédits pour travaux d'utilité publique. — 5. La chambre adopte, à l'unanimité, ces crédits supplémentaires au même département. — 8. Dans la discussion du projet de crédits spéciaux pour travaux d'utilité publique, M. Verwilghen réclame l'exécution du pont sur l'Escaut, qui est le complément des immenses travaux entrepris à Anvers. M. Saintelette, *m. t.*, promet que les travaux préparatoires seront poussés de façon à regagner le temps perdu. (Voir CHEMIN DE FER.)

Léopold à Bruxelles, 4,900,000 fr. — 6^e Remises à voitures et à locomotives, ateliers, etc., 2,500,000 fr. — 7^e Signaux et appareils de sécurité, 2,000,000. — Et 8^e extension et amélioration du matériel de traction et de transport, 12,000,000. — Ce dernier crédit

se répartira approximativement comme il suit : Locomotives et tenders, 5,200,000 fr.; wagons à marchandises, 6,400,000 fr.; freins Westinghouse; installations et fournitures nécessaires au chauffage des voitures de toutes les classes, etc., 700,000 fr.

Le projet de loi est voté par 92 voix contre une et une abstention.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

11 novembre. M. De Vigne, *r. c.*, en concluant à la validation des pouvoirs de M. Hallet, élu à Louvain, constate que certains présidents de bureaux ignorent les formalités les plus élémentaires de la procédure électorale. Ainsi, l'on a trouvé des bulletins portant deux timbres. En second lieu, des croix ont été faites sur les bulletins avec des crayons de si mauvaise qualité que les croix avaient déteint sur les bulletins, qui, ainsi, en portaient deux. Le gouvernement est invité à appeler sur ce point l'attention des administrations communales.

9 avril. M. Scailquin, *r. c.*, présente le rapport sur l'élection de M. Hallet à Waremmé et conclut à la validation. — 14. Ces conclusions sont combattues par MM. Kervyn de Lettenhove, Tack, Cornesse et Malou, et défendues par MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, et Scailquin, *r.* L'opposition soutient que l'élection doit être annulée : 1° parce que le candidat, M. Hallet, était commissaire d'arrondissement et a, par conséquent, usé de sa position officielle pour influencer les électeurs ; 2° parce que le papier électoral était transparent et que le secret du vote a été

violé. On répond, d'autre part, que M. Hallet n'a pas usé de son influence, que la loi ne mettait pas obstacle à sa candidature, et que, s'il y avait eu violation du secret du vote, elle n'aurait profité qu'au candidat catholique. L'élection est validée par 60 voix contre 57.

VOIES ET MOYENS.

25 novembre M. Demeur, *r. s. c.*, présente le rapport sur le B. des voies et moyens. — 27. Dans la discussion de ce B., M. Graux, *m. f.*, répondant à M. Gillieaux, dit qu'il est impossible d'accorder l'entrée en franchise de droits à la mitraille de fer et à la fonte d'affinage sans compromettre les recettes du Trésor. De plus, il faut garder des armes pour les futures négociations des traités de commerce. M. Le Hardy de Beaulieu voudrait qu'on ne subordonnât pas le dégrèvement à cette éventualité. Des explications sont échangées entre MM. Van Hoorde et Graux, *m. f.*, au sujet du multiplicateur officiel en usage pour fixer les droits de successions et qui, dans certains cantons, est trop élevé. Après un débat entre MM. Demeur, *r.*, Graux, *m. f.*, et Jacobs sur la question de savoir s'il faut porter aux BB. annuels toutes les recettes et dépenses extraordinaires, la discussion est close.

2 décembre. Le B. est adopté à l'unanimité.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Session 1879-1880.

E⁵

TABLE DES MATIÈRES.

A

ABATAGE (Droit d'). 11 d. V. Agriculture.

ADMINISTRATION. Traitement des fonctionnaires du département de la justice, 21 n. V. Budget de la justice.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. Traitement des employés, 9, 10 d. V. Budget de l'intérieur.

AGRICOLES (Conférences). 11 d. V. Agriculture.

AGRICULTURE. Crise, 16 d. — Enseignement, r. triennal, 14 a. V. Agriculture.

ALLEMAGNE. Prorogation du traité de commerce. Convention provisoire. Voir TRAITÉS.

AMNISTIE pour les déserteurs, 21 n. V. Budget de la justice.

ANVERS. Cession des terrains de la citadelle du Nord, 26 n., 4 mai. V. Guerre. — Installations maritimes, 9, 13 a. — Mode d'expropriation des terrains, 29 a. V. Guerre.

ARCHIVES (Demande de restitution des) belges qui se trouvent à Paris, 11 d. V. Lettres, sciences et arts

ARMÉE. Réserve nationale, 26 n. — Contingent pour 1880, 9 d. — r. de M. Mondez, 12 d. — Disc. et vote, 17 d. V. Guerre.

AVOCATS (Honoraires des) du département des travaux publics, 29 a. V. Travaux publics.

B

BESTIAUX ABATTUS (Indemnités pour). 11 d. V. Agriculture

BÉTAIL (Importation du) d'Amérique, 11 d. V. Agriculture.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Dangers résultant du voisinage du laboratoire de chimie, 50 a. V. Travaux publics.

BIENS DOMANIAUX (Echange de). 4 mai. — r. de M. Demeur, 8 mai. V. Finances.

BILANS (Faux). 20 n. V. Budget de la justice. — Pr. de l., 11 d. V. Justice.

BILLON (Invasion du) français, 12 d. V. Budget des finances.

BOIS DE CONSTRUCTION. Droits d'entrée, 20 f. 5 mai. V. Douanes et accises.

BOUCHERS (Pét. des) de Puers au sujet de la concurrence des marchands de bestiaux. 6, 19 f. V. Industrie.

BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS. Nominations faites par M. Rolin-Jaequemyns, 2, 3, 4, 10 d. V. Budget de l'intérieur.

BOURSES D'ÉTUDE (r. triennal sur l'administration des). 21 a. V. Justice.

BUDGET (Règlement définitif du) de 1875. r. de M. Demeur, 15 a. — Vote, 5 mai. — De 1876, 20 n. — r. de M. Demeur, 7 mai. V. Comptabilité.

BUDGETS de 1880. Justice. Disc., 20, 21, 25 n. — Vote, 25 n. — Intérieur, r. de M. Le Hardy de Beaulieu, 20 n. — Disc., 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11 d. — Vote., 11 d. — Recettes et dépenses pour ordre, r. de M. Van Iseghem, 20 n. — Vote, 25 n. — Finances, r. de M. Washer, 27 n. — Disc. et vote, 12 d. — Dette publique. r. de M. Demeur, 10 d. — Disc. et vote, 12 d. — Affaires étrangères. r. de M. de Macar, 17 d. — Disc., 26, 27 f.; 2, 3, 4, 5, 9 m. — Vote, 9 m. V. Budgets. — Guerre. r. de M. Thonissen, 18 n. — Disc. et vote, 26 n. — Gendarmerie, r. de M. Nothomb, 19 n. — Vote, 25 n. V. Guerre. — Instruction publique, r. de M. Olin, 27 n. — Disc., 20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 j., 3, 4, 5, 6, 7 f. — Vote, 17 f. V. Instruction publique. — Travaux publics, r. de M. Le Hardy de Beaulieu, 17 d. — Disc., 6, 7, 8, 9, 13, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 a., 4 mai. — Vote, 4 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. r. de M. Demeur, 25 n. — Disc., 27 n. — Vote, 2 d. V. Voies et moyens.

BUDGETS de 1881, 27 f. V. Budgets.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Pression exercée en vue d'attirer les enfants dans les écoles officielles, 10 d. — Refus de cercueils pour des enfants morts de la viarole à Diest, 10, 16 d., 23, 27 j. V. Budget de l'intérieur.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT, des dépôts et des con-

signations. M. Tack nommé membre de la c., 16 d. — r. annuel, 6 a. V. Finances.

CANAU. Exemption de l'impôt foncier, 20 n. — r. de M. Bockstaël, 10 d. — Vote, 16 d. V. Impôts. — Canaux houillers du Hainaut. Elargissement du canal de Charleroi. Période de chômage, bateau *brise-glace*, 7 a. Jonction de la Lys à l'Yperlee, 8 a. De Moerbrugge à l'Yser, 21 a. Canal de Furnes à Dunkerque, 25 a. V. Travaux publics.

CASERNEMENT. Cr. de 4,500.000 fr., 24 f. — r. de M. Bockstaël, 17 m. — Vote, 15 a. V. Guerre.

CASENES d'Etterbeek (Coût des). 26 n. V. Guerre.

CÉRÉALES. Droits d'entrée, 28 j. V. Douanes et accises.

CHEMIN DE FER. Rachat de l'Anvers-Rotterdam, 26 n. V. Affaires étrangères. — *Id.*, 19 f. V. Chemin de fer. — Station de Florenville, 17 f., 5 m. — Insuffisance du matériel, crise des transports. Obligations de la compagnie du Nord, 11 m. — Gare de Malines, lignes de Londerzeel à Willebroeck, de Termonde à Boom, de Tubize à Jodoigne; tarif du transport de la chaux; ligne de Termonde à Bruxelles et de Bruxelles à Lessines, 6 a. — Insuffisance du matériel, lignes de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Douai, cahiers des charges des adjudications, transport des petits paquets, chauffage des voitures, lignes de Ramillies à Andenne, de Tubize à Jodoigne, 7 a. — Insuffisance du matériel, station de Tirlemont, transport de la chaux, reprise des lignes de la Flandre occidentale, de Nivelles à Rhisnes, d'Eghezee à Ciney, passerelle d'Anvers au Dam, ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, station d'Ath, 8 a. — Accidents résultant du froid, lignes d'Athus à Charleroi, de Virton à Montmédy, 9 a. — Augmentations du tarif par M. Sainctelette. 13, 16, 20, 21, 22, 28, 29 a. — Gardes wallons et flamands, 15, 28 a. — Tracé de Bruxelles à Lessines, entretien du matériel, ligne de Flawinne à Fosses, stations de Dison, d'Ottignies, de Braine-l'Alleud. Wavre, 21 a. — Ligne de Soignies à Bas-Silly, tarif d'été pour le transport des charbons, Athus à la Meuse, arrondissement de Marche, canton d'Houffalize. passages à niveau à Bruxelles, station près de Thielt, réduction des tarifs en vue des expositions agricoles à Bruxelles, 25 a. — Stations d'Alost, de Huy-Tilleul, trains de marchés. Adjudication de rails, 27 a. — Station de Saint-Ghislain, 28 a. — Eclairage des voitures, 4 mai. — Déplacement du chemin de fer de ceinture de Bruxelles et de la gare du Luxembourg, 8 mai. V. Chemin de fer.

CIMETIÈRES (Circulaire de M. Rolin-Jaequemyns relative à la propriété des). 2, 5 d. V. Budget de l'intérieur.

CLERGÉ (Traitement du). 20 n. V. Cultes.

CODE DE COMMERCE. Contrat de transport, r. de M. Dupont, 5 mai. V. Code de commerce.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Police judiciaire, r. de M. Thonissen, 20 n. — *Juges d'instruction*, 17 f. V. Code de procédure pénale.

CODE RURAL. 27 n. V. Code rural.

CODIFICATION des lois 20 n. V. Budget de la justice.

COMMUNALE (Loi). Violation de l'article 87. Pét. de Renaix, 17 m. V. Affaires communales.

COMMUNES. Manage, 25 j. — r. de M. Lucq. 28 j. — Vote, 24 f. — Délimitation de Bruxelles et Etterbeek, 4 m. — r. de M. Washer, 4 mai. — Vote, 8 mai. V. Communes.

CONSULS. Augmentation de leur nombre; nomination d'un consul à Zanzibar, 9 m. V. Budget des affaires étrangères. — Extension de leur obligation, 28 a. V. Industrie.

COURS D'EAU. Droits des usiniers. Entretien des cours d'eau non navigables ni flottables, 11 d. V. Budget de l'intérieur.

D

DÈCÈS de M. Piedbœuf, 27 n. — De M. P. Devaux, 30 j. — De M. Delexhy, 2 m. — De M. de Tornaco. 9, 11 m. — De M. H. Dolez, 19 m. — De M. Warocqué, 9 a. — De M. De Fré, 28 a. V. Décès.

DÉMISSION de M. De Lhoneux, 18 m. V. Démission.

DENRÉES ALIMENTAIRES. Demande de rétablissement des droits d'entrée, 5 mai. V. Douanes et accises.

DÉPUTATIONS PERMANENTES (Annulation d'arrêtés pris par les) catholiques, 2, 3 d. V. Budget de l'intérieur. — Leur partialité, 24, 26 f., 2, 19 m. V. Elections.

DÉSERTEURS. Demande d'amnistie, 21 n. V. Budget de la justice. — 26 n. V. Guerre. — 5 mai. V. Milice.

DETTE PUBLIQUE. Caractère non limitatif des crédits pour les intérêts, 16 d. V. Budget de la dette publique.

DICTIONNAIRE de la langue néerlandaise, 11 d. V. Lettres, sciences et arts.

DOMAINE DU ROI (Echange d'immeubles avec le). 20 a. — r. de M. De Wael, 5 mai. — Disc. et vote, 8 mai. V. Finances.

E

ÉCOLE DE MUSIQUE d'Anvers. Demande de l'ériger au rang de conservatoire flamand, 11 d. V. Lettres, sciences et arts.

ÉCOLE DE RÉFORME (Demande de création d'une troisième). 25 n. V. Budget de la justice.

ÉCOLE MILITAIRE (Admission à l'). 26 n. V. Guerre.

ÉLECTIONS COMMUNALES. Demande de convocation extraordinaire à Dochamp, 7 f. V. Affaires communales.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. Demande d'une statistique des cultivateurs électeurs, 16 d. V. Agriculture. — Irrégularité dans l'apposition des croix sur les bulletins, 11 n. — Papier électoral transparent à Waremmé, 14 a. V. Vérification des pouvoirs.

ÉLECTORAUX (Solution des litiges). Pr. de l. de M. Bara, 25 j. — r. de M. Neujean, 4 f. — Vote, 24 f. V. Elections.

ENFANTS RACHITIQUES (Hospice au bord de la mer pour les). 16 d. V. Hygiène.

ENQUÊTES PARLEMENTAIRES. Pr. de l. 11 d. r. de M. Nothomb, 18 f. — Disc., 10, 16, 17, 18, 19 m. V. Enquêtes

ENSEIGNEMENT MOYEN. Révision de la loi de 1850, 27 f. — r. de M. Olin, 30 a. — r. triennal, 6 a. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Hygiène des écoles libres, 2, 3, 4, 9 d. — Refus de subside à l'école d'Herenthals, 9 d., 21 j. — Pression du clergé. Ecole fondée par M. Malou à Woluwe St-Lambert, 9 d. V. Budget de l'intérieur. — Statistique de la

population des écoles, 19 n. — Documents relatifs à la loi de 1879, 4, 5 d. — Pr. d'enquête de M. Neujean, 20 j., 17 f. — r. de M. Jacobs, 25 f. — Disc., 17, 25 m. — Vote, 25 m. — Questionnaire adressé aux instituteurs, 4 mai. — Nomination de la c. d'enquête, 5 mai. — Exécution de la loi de 1879, 20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 j., 3, 4, 5, 6, 7 f. — Pét. des administrations communales de Meulebeke, Oyghem et Wyngene, 25 m., 8 mai. — Pét. de la dame Camart, de Laroche, 16 a. — Cr. de 940,000 fr. pour l'enseignement normal, 4 mai. — r. de M. Olin, 8 mai. — Id. de 500.000 fr. pour avances aux instituteurs. r. de M. Olin, 7 mai. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Prorogation de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques, 15 a. — r. de M. Thonissen, 25 a. V. Instruction publique.

ESCAUT supérieur, 6, 7, 8 a. — Escaut maritime, 22, 27 a., 4 mai. — Port à Anvers, 4 mai V. Travaux publics.

ESPAGNE. Prorogation de la convention littéraire. Voir TRAITÉS.

ÉTAT CIVIL. Tablés alphabétiques des anciens registres paroissiaux. Cr. de 100,000 fr., 14 a. — r. de M. Thonissen, 23 a. — Vote, 5 mai. V. Affaires communales.

ÉTATS-UNIS. Convention consulaire. Voir TRAITÉS.

ÉTRANGERS. Prorogation de la loi de 1835, 3 d. — r. de M. Bockstaël, 4 mai. — Disc., 7, 8 mai. — Vote, 8 mai. V. Justice.

EXPOSITION de Melbourne. Cr. de 75,000 fr., 6 f. — r. de M. Washer, 19 f. — Vote, 5 m. V. Industrie.

F

FABRIQUE de l'église d'Ophoven. Défense de disposer d'un local en faveur d'une école libre, 9 d. V. Budget de l'intérieur.

FAILLITES. Concordat préventif, 25 n. V. Budget de la justice. — Pr. de MM. Demeur et Dansaert, 4, 9 d. V. Code de commerce.

FORÊTS. Pr. d'en transférer l'administration au ministère de l'intérieur, 12 d. V. Budget de l'intérieur.

FORTIFICATIONS [Cession des terrains de la citadelle du Nord, à Anvers, 26 n., 4 mai. — Démolition des remparts de Termonde, 26 n. — Ligne de la Meuse: Explications de M. Liagre, m. g., 9, 13, 16, 27 a. V. Guerre.

FRANCE. Prorogation du traité de commerce. Voir TRAITÉS.

G

GARDE CIVIQUE. Armement, 10 d. V. Budget de l'intérieur.

GEMBOUX (Acquisition de l'Institut agricole de). Pr. de M. Graux, 8 mai. V. Finances.

GENDARMERIE. Intervention dans une grève à Châtelaineau, 10 d. V. Budget de l'intérieur.

GILEPPE. Autorisation de traverser le barrage avec les bois de la forêt d'Hertogenwald, 21 j., 9 a. — Obligations de la ville de Verviers, 6, 21 a. V. Travaux publics.

GRANVELLE (Correspondance du cardinal). 11 d. V. Lettres, sciences et arts.

GREFFIERS de 1^{re} instance. 20 n. V. Budget de la justice.

GREFFIERS PROVINCIAUX. Traitement, 10 d. V. Budget de l'intérieur.

GRÈVE à Châtelaineau. Intervention de la gendarmerie. 10 d. V. Budget de l'intérieur.

H

HEYST (Port de) 21, 22, 23, 28 a. V. Travaux publics.

HOLLANDE (Convention avec la) pour l'achèvement du canal de Terneuzen, 18 n.

HOTEL PROVINCIAL de Hasselt. Cr. de 200,000 fr. Am. de M. de Pitteurs, 7, 8, 30 a., 4 mai. V. Travaux publics.

HUISSIERS (Suppression de la bourse commune des). 17 d. — Pét. d'huissiers de Liège, 21 j. — r. de M. Jottrand, 20 f. — Disc., 15, 16 a. — Vote, 16 a. V. Justice.

I

INONDATIONS de la Dyle, de la Senne, du Demer Régularisation des eaux du haut Escaut, 6, 7, 8, 22 a. — Ecoulement des eaux dans l'arrondissement d'Eecloo, 7 a. — Plan d'ensemble, 9 a. V. Travaux publics.

INSTITUT INDUSTRIEL (Demande de création d'un) à Verviers, 11 d. V. Budget de l'intérieur.

J

JONCRET (Nomination d'un receveur communal à), 19 n., 23 m. V. Affaires communales.

L

LINGERIE (Pét. des négociants en) 4 m. V. Douanes et accises.

LISTES ÉLECTORALES. Communication des listes provisoires, 19 n. V. Elections.

LOGEMENTS MILITAIRES. 27 n. — r. de M. Nothomb, 5 d. — Vote, 16 d. V. Guerre.

M

MAGISTRATURE. Influence de la politique dans les nominations, 21 n. — Secours à d'anciens magistrats, 25 n. V. Budget de la justice.

MEUSE (Fortification de la ligne de la). 9, 13, 16, 27 a. V. Guerre. — Navigation dans la traverse de Huy, 27 a. V. Travaux publics.

MILICE. Pr. d'accorder des jetons de présence aux membres civils des conseils de révision, 10 d. V. Budget de l'intérieur. — Mode de liquidation de l'indemnité due aux miliciens des classes de 1871 à 1874. 6 a. — r. de M. Thonissen, 22 a. V. Milice.

MILICIENS (Rappel des) pour la revue du mois d'août. Explications, 4 mai. V. Guerre.

MINES. Moyens de prévenir les accidents dans les mines. Catastrophes de Frameries et de Bois de la Haie, 6 a., 5 mai. — Extension du service, créa-

tion d'une 3^e direction à Namur, 7 *mai*. — Traitement des ingénieurs, 4 *mai*. V. Mines.

MONNAIES (Hôtel des). Ameublement, 7 *f*. — *r.* de M. Jottrand, 18 *f*. — Vote, 19 *f*. V. Finances. — Cr. de 850.000 fr. pour frappe de médailles commémoratives, 4 *mai*. — *r.* de M. Demeur, 5 *mai*. — Vote, 8 *mai*. — Gramme d'or comme unité monétaire, 5 *mai*. V. Monnaies.

MUSÉE D'ARMURES (Critique des acquisitions faites pour le) 8 *mai*. V. Lettres, sciences et arts.

MUTATIONS D'IMMEUBLES. Vérification des actes sous seing privé, 12 *d*. V. Budget des finances.

N

NATURALISATION (Demande de grande) du Dr Liebrecht, 8 *mai*. V. Naturalisation.

NIEUPORT (Port de), 25 *a*. V. Travaux publics.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Cr. de 4 millions, 27 *f*. — *r.* de M. Bockstaël, disc. et vote, 15 *a*. V. Justice.

PALAIS DES BEAUX-ARTS Achèvement, 30 *a*. V. Travaux publics.

PARC DE BRUXELLES. Eclairage, bas-fonds, 21, 27 *a*. V. Travaux publics.

PENSION à M^{me} veuve Piedbœuf, 15 *a*. — *r.* de M. Olin, 30 *a*. — Vote, 5 *mai*. V. Pensions

PENSIONS MILITAIRES *r.* de M. Bockstaël, 17 *d*. — Documents, 20, 27 *j*., 7 *f*. — Disc., 17, 18, 19, 20 *f*. — Vote, 20 *f*. V. Pensions

PÉTARD qui a éclaté sous la voiture de la Reine, 5 *m*. V. Famille royale.

PHYLLXERA. Convention de Berne, 8, 25 *a*., 4 *mai*. V. Affaires étrangères.

PIERRES (Emploi des) de France dans la construction des édifices publics, 7 *a*. V. Travaux publics.

PISCICULTURE Echelles à poissons dans la Meuse, 4 *mai*. V. Travaux publics.

POLYGONE DE BRASSCHAET. Danger de certaines expériences de tir, 24 *f*., 5 *m*. V. Guerre.

PONTS sur la Meuse à Wandre, Bas-Oha, Sclayn. Question stratégique, 9, 15, 16, 27 *a*. V. Guerre. — De Sclayn, 8 *a*. — De Maeseeyck, 28 *a*. — Sur l'Escaut à Anvers, 4 *mai*. V. Travaux publics.

PONTS ET CHAUSSÉES. Insuffisance du personnel, 4 *mai*. V. Travaux publics.

POSTES. Augmentation du traitement des facteurs, 7, 8, 15, 25, 28 *a*., 4 *mai*. V. Postes.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE (Demande de mise à l'ordre du jour du pr. de l. sur la), 11 *d*. V. Lettres, sciences et arts.

R

RECENSEMENT de 1880, 11 *d*. V. Budget de l'intérieur. — Cr. de 900.000 fr., 14 *a*. — *r.* de M. De Bruyn, 28 *a*. — Vote, 5 *mai*. V. Recensement.

REMPLACEMENT. Dispense de verser 200 fr. comme condition du remplacement par l'Etat, 26 *n*. V. Guerre. — Pr. de l. à cet effet, 9 *d*. — *r.* de M. Lucq, 27 *f*. — Mise à l'ordre du jour, 7 *mai*. — Vote, 8 *mai*. — Suppression des gratifications

accordées à certains fonctionnaires pour favoriser le recrutement des volontaires avec prime, 5, 7, 8 *mai*. V. Milice.

RIVIÈRES. Dyle, Senne, Demer, 6, 7 *a*. et suiv. V. Travaux publics.

ROME. Légation belge auprès du Vatican *Echange de vues*, 12, 18, 19 *n*. V. Affaires étrangères. — 26, 27 *f*., 2, 5, 4, 5, 9 *m*. V. Budget des affaires étrangères.

S

SECRÉTAIRES COMMUNAUX (Traitement des), 9 *d*. V. Budget de l'intérieur. — 8 *mai*. V. Affaires communales.

SÉNATEUR de Furnes-Dixmude. Pr. de l'attribuer à Ostende, 9 *d*. V. Budget de l'intérieur.

SEPTEMBRE (Combattants de). Demande de secours à leur profit, 7 *f*., 6, 16 *a*., 7 *mai*. V. Pétitions.

SERBIE. Convention commerciale. Voir **TRAITÉS**.

SPA (Périmètre de protection des eaux de), 14 *a*. V. Cours d'eau.

SQUARE du Petit-Sablon, 30 *a*. V. Travaux publics.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec l'archiduc Rodolphe d'Autriche, 9 *m*. V. Famille royale.

T

TÉLÉGRAPHES. Critique de l'augmentation des tarifs, 9, 21 *a*. — Prorogation des pouvoirs du gouvernement, 27 *a*. — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 28 *a*. — Vote, 5 *mai*. V. Télégraphes.

TERMONDE (Démolition des remparts de), 26 *n*. V. Guerre

TERNEUZEN (Achèvement des travaux du canal de). Convention avec la Hollande, 18 *n*. — *r.* de M. Willequet, 27 *j*. — Disc. et vote, 25 *f*. V. Affaires étrangères.

TITRES AU PORTEUR (Législation sur les) perdus ou volés, 12 *d*. V. Budget des finances.

TRAITÉS avec la Hollande pour l'achèvement des travaux du canal de Terneuzen, 18 *n*. — *r.* de M. Willequet, 27 *j*. — Disc. et vote, 25 *f*. — Prorogation des traités de commerce avec la France, 9 *d*. — Convention avec la Serbie, *ibid*. — *r.* de M. Gillieaux et vote, 17 *d*. — Prorogation du traité de commerce avec l'Allemagne, 27 *j*. — *r.* de M. de Macar, 30 *j*. — Vote, 5 *f*. — *Id.* de la convention littéraire avec l'Espagne, 27 *j*. — *r.* de M. Goblet, 30 *j*. — Vote, 5 *f*. — Convention consulaire avec les Etats-Unis, 15 *a*. — *r.* de M. d'Andrimont, 29 *a*. — Vote, 5 *mai*. — Convention poursuivie entre la Belgique et l'Allemagne, 29 *a*. — *r.* de M. d'Andrimont, 5 *mai*. — Vote, 8 *mai*. V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS dans les arrondissements de Roulers et de Courtrai, 17 *f*. — Cr. de 26 500.000 fr., 16 *a*. — *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 4 *mai*. — Vote, 8 *mai*. V. Travaux publics.

TRÉSOR (Exposé de la situation du), 9 *m*. V. Finances.

TRIBUNAUX. Augmentation du personnel à Furnes, Marche, Neufchâteau et Turnhout, 26 *n*. — *r.* de M. Nothomb, 5 *d*. — Vote, 16 *d*. V. Justice.

V

VÉRIFICATION DES POUVOIRS de M. Hallet élu à Waremmé. *r.* de M. Scailquin, 9 *a.* — Disc. Transparence des bulletins. Candidat officiel; validation, 14 *a.* V. Vérification des pouvoirs.

VÉTÉRINAIRES de l'armée. Traitement, 26 *n.* V. Guerre.

VINAIGRES D'ALCOOL. Droits d'accise, 28 *j.*, 5 *mai.* V. Douanes et accises.

VOIES NAVIGABLES. Etude de la question, 7 *a.* — Plan d'ensemble, 9 *a.*

VOIRIE VICINALE. Réclamations du Hainaut en vue de liquidation des subsides, 11 *d.* V. Budget de l'intérieur.

SÉNAT.

Session 1879-1880

E⁵*Doyen d'âge*, M. LAUREUX. — *Président*, M. le baron DE TORNACO.*1^{er} vice-président*, M. le baron D'ANETHAN. — *2^e vice-président*, M. le baron de SÉLYS-LONGCHAMPS.*Secrétaires*, MM. le baron T'KINT DE ROODENBEKE et le baron DE LABBEVILLE.*Secrétaires suppléants*, MM. le comte DE LOOZ-CORSWAEM et le baron DE WOELMONT.*Questeurs*, MM. WILLEMS et BALISAUX.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

19 décembre. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur la convention commerciale conclue avec la Serbie et sur la prorogation du traité de commerce avec la France. Ces deux projets de lois sont adoptés à l'unanimité.

8 mars. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi approuvant la prorogation du traité du 22 mai 1863 entre la Belgique et l'Allemagne. Ce projet est voté à l'unanimité. Il en est de même du projet de prorogation du traité de 1859, conclu avec l'Espagne et relatif à la propriété artistique et littéraire (*r. c.*, M. T'Kint de Roodenbeke). Celui-ci donne lecture du rapport sur la convention conclue avec les Pays-Bas, concernant le canal de Terneuzen. Ce projet, appuyé par M. Casier de Hemptinne, est voté à l'unanimité. (Voir TRAVAUX PUBLICS.)

10 mai. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, présente le rapport sur la convention consulaire conclue avec les Etats-Unis. Ce projet est voté d'urgence et à l'unanimité. — 11. *Id.* sur le projet de loi approuvant la convention conclue à Berlin, le 22 avril 1880, en vue de régler provisoirement les relations commerciales entre la Belgique et l'Allemagne. — 15. Ce projet est voté à l'unanimité.

AGRICULTURE.

20 décembre. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, MM. Pycke de Peteghem, T'Kint de Roodenbeke et Vilain XIII appellent

l'attention du gouvernement sur les souffrances de l'agriculture, sur la concurrence faite aux éleveurs belges par l'importation du bétail d'Amérique, sur les avantages du crédit agricole, sur l'interdiction d'entrée du bétail belge en Angleterre, sur la nécessité de réduire le droit d'abatage dans les villes, de développer la voirie vicinale, de réduire le prix de transport par chemin de fer des produits agricoles, de faire parvenir dans les grandes villes le lait des campagnes éloignées, etc. MM. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, Graux, *m. f.*, et Sainctelette, *m. t.*, répondent successivement à ces observations. Ils disent qu'une enquête se poursuit au sujet des droits d'abatage; que la Banque Nationale ne peut escompter que des effets de commerce, mais que les agriculteurs peuvent escompter leurs effets à la Caisse d'épargne; que l'on cherche à faire connaître dans les campagnes les prix du transport des produits de la culture maraîchère; que l'on s'occupe de l'organisation des tramways agricoles, et que les agriculteurs pourraient, en vue de trouver du crédit, avoir recours aux banques populaires. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à M. Surmont de Volsberghe, dit qu'il veillera à la stricte exécution des règlements sur la race bovine.

BUDGETS.

17 décembre. M. Dewandre, *r. c.*, fait rapport sur le *B.* de la justice pour l'exercice 1880. M. De Vadder, *r. c.*, *id.* sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre, M. Tercelin, *r. c.*, *id.*

sur le *B.* des finances, — 18. M. Surmont de Volsberghe, *r. c.*, *id.* sur le *B.* de l'intérieur. Dans la discussion générale du *B.* de la justice, un débat s'engage entre MM. de Coninck, Bara, *m. j.*, et Vilain XIII, au sujet du crédit porté au *B.* pour le déplacement de l'hospice d'aliénés de Froidmont, en l'absence de toute communication de plans et devis. A ce propos, des critiques sont présentées relativement à la dépense de construction du Palais de justice de Bruxelles. Le *B.* est adopté à l'unanimité, sauf une abstention. Dans la discussion du *B.* des finances, M. de Sélys-Longchamps se plaint de l'époque tardive à laquelle le sénat est appelé à examiner les *BB.* Il voudrait voir fixer à une autre époque le commencement de l'année financière. M. Vilain XIII est d'avis qu'il faudrait abandonner aux secrétaires communaux la rétribution que l'on paye pour être admis à prendre des copies au cadastre. M. de Sélys-Longchamps pense qu'il y a lieu d'examiner cette proposition. MM. Graux, *m. f.*, et Surmont de Volsberghe la combattent dans l'intérêt de la conservation des matrices cadastrales. Le dernier orateur appelle l'attention sur les retards apportés dans les mutations cadastrales. M. Graux, *m. f.*, expose le mécanisme de ce service et croit que les critiques produites sont fort exagérées. MM. Surmont de Volsberghe et Solvyns se plaignent aussi de ce que les fournils, qui font partie du mobilier agricole, sont aujourd'hui soumis à l'impôt foncier. M. Graux, *m. f.*, dit qu'il se renseignera sur cet objet. Répondant à M. Vilain XIII, il consent à communiquer au sénat un travail qui a été élaboré au sujet de la possibilité d'accorder l'éméritat à tous les fonctionnaires civils, mais il n'admet pas que cette question puisse être examinée en même temps que celle de l'augmentation des pensions militaires. Le *B.* est adopté à l'unanimité. — 19. Il en est de même du *B.* des recettes et dépenses pour ordre. M. De Vadder, *r. c.*, dépose le rapport sur le *B.* des recettes et dépenses pour ordre. Dans la discussion du *B.* de l'intérieur, M. Orban de Xivry propose de porter au même taux les appointements de tous les greffiers provinciaux, au lieu de n'accorder l'augmentation qu'à ceux des quatre chefs-lieux. Cette proposition est appuyée par M. Surmont de Volsberghe, *r.*, et combattue par M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.* M. Solvyns fait observer qu'il n'est pas permis de modifier par la voie du *B.* une loi organique, et le *m.* consent à régulariser la situation pour le prochain *B.*, sauf à ne considérer l'augmentation votée cette année que comme une indemnité. Il soulève aussi la question du droit du sénat de proposer une augmentation de dépenses. Ce droit est affirmé

par MM. T'Kint de Roodenbeke et Vilain XIII. M. Frère-Orban, *m. a.*, estime qu'il y a avantage à ne pas soulever cette question, et de commun accord elle est réservée. M. Orban de Xivry retire son amendement. Au chapitre de la *milice*, M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, répondant à M. Solvyns, s'engage à veiller à ce que la visite corporelle des miliciens soit faite de façon à sauvegarder la décence. Des explications sont ensuite échangées entre MM. Surmont de Volsberghe, *r.*, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, au sujet de l'indemnité à donner aux officiers supérieurs, qui font partie des conseils de révision. — 20. (*Voir AGRICULTURE.*) Il y a ensuite un échange d'explications entre MM. Surmont de Volsberghe, *r.*, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, à propos de la liquidation des subsides accordés pour la voirie vicinale. Le *B.* est adopté par 35 voix contre 2 et 20 abstentions. M. Solvyns explique l'abstention de la droite en l'attribuant à des motifs politiques, au manque d'impartialité du *m.* dans les décisions en matière électorale et dans la nomination des bourgmestres et échevins. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, s'étonne que ces observations n'aient pas été présentées dans la discussion. M. Solvyns répond que la plupart l'ont été à la chambre des représentants, et qu'on aura l'occasion d'en produire de nouvelles à l'occasion du *B.* de l'instruction publique.

8 mars. Le *B.* de la dette publique est adopté à l'unanimité. — 12. M. Everaerts, *r. s. c.*, présente le rapport sur le *B.* des affaires étrangères. — 13. M. Casier de Hemptinne se félicite de la résolution qui a été prise par le cabinet de maintenir un ambassadeur près du Vatican. Le *m. a.* a agi en véritable homme d'Etat et s'il s'inspirait toujours aussi bien des besoins et des vœux de la nation, il aurait le gouvernement facile. L'orateur a lu la correspondance diplomatique avec Rome et les mandements des évêques et il trouve qu'il y a accord parfait pour condamner la loi du 1^{er} juillet 1879. Le saint-père recommande aux évêques de la douceur dans l'application des peines canoniques; sans doute les évêques tiendront compte de ces avis; déjà dans beaucoup de cas particuliers, ils usent de grande indulgence, mais le principe fondamental subsiste et tout ce que l'on a écrit à ce sujet, de même que tous les discours qui ont été prononcés à la chambre ne parviendront pas à le changer. Quant à la partie purement politique relative à la Constitution qui est traitée dans l'échange de vues, comme catholique l'orateur y souscrit et souhaite que ses adversaires politiques observent toujours aussi bien la Constitution que

l'ont fait les catholiques, soit lorsqu'ils étaient au pouvoir, soit lorsqu'ils étaient dans l'opposition. L'orateur, depuis qu'il siège au sénat, n'a pas voté le *B.* des affaires étrangères, quoique l'approuvant dans son ensemble, il n'a jamais voté le crédit affecté au maintien de la légation près du roi d'Italie, ne voulant en aucune façon reconnaître les faits accomplis en Italie et nourrissant toujours l'espoir qu'un jour les grandes puissances rétabliront le pouvoir temporel du pape et remettront le souverain pontife dans l'intégrité de tous ses droits. M. Van Schoor est hostile au maintien de la légation près du saint-siège, mais il se rend aux déclarations faites par M. Frère-Orban à la chambre des représentants, et d'où il résulte que l'échange de vues n'ayant pas encore produit tous ses effets, il y a lieu de ne pas porter un jugement définitif. Mais une autre considération d'ordre supérieur détermine surtout l'attitude qu'il croit devoir prendre aujourd'hui. En présence d'adversaires unis et disciplinés, il importe que le parti libéral marche en rangs serrés au combat qui va s'engager bientôt. Dans cette situation, il n'hésite pas à voter le crédit porté au *B.* pour la légation belge près le Vatican. Il faut de la discipline avant tout quand on appartient à un parti politique dont on désire le maintien au pouvoir pour y faire triompher ses principes. M. De Vadder se rallie à ces observations. M. Solvyns soutient la même thèse que M. Casier de Hemptinne, disant qu'il lui répugne de sanctionner par son vote le crédit maintenu à la légation d'Italie après l'envahissement des Etats de l'Eglise et l'occupation de Rome. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit que le sénat n'a pas le droit de se poser en juge des gouvernements étrangers. Le *m.* ajoute que s'il résulte de la correspondance diplomatique que le pape et les évêques sont parfaitement d'accord sur la doctrine, il est non moins évident qu'il résulte de cette même correspondance que le pape et les évêques sont en désaccord sur les moyens d'exécution ou d'application. Il termine en disant que le clergé compromet ses propres intérêts en faisant de la politique sous le manteau de la religion. Le *B.* est voté par 51 voix et 5 abstentions.

10 mai. M. Dewandre, au nom de M. d'Anethan, *r. c.*, dépose le rapport sur un projet de crédits supplémentaires au *B.* de la justice pour les exercices 1879 et 1880. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, *id.* sur des crédits au *B.* de l'intérieur; M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, *id.* sur des crédits aux *BB.* de la dette publique et des finances. Ces derniers crédits sont votés à l'unanimité. — 11. *Id.* les crédits au département de la justice et de l'intérieur. — 12. M. Everaerts, *r. c.*, présente le rapport

sur un projet de crédit au *B.* des affaires étrangères. M. Surmont de Volsberghe, *r. c.*, *id.* sur des crédits au *B.* de l'intérieur. — 15. Ces divers crédits sont adoptés à l'unanimité.

BUREAU.

11 novembre. M. le baron de Tornaco est nommé *président* par 57 voix sur 58 votants; M. le baron d'Anethan, 1^{er} *vice-président* par 57 voix sur 58 votants; M. le baron de Sélys-Longchamps, 2^e *vice-président* par 56 voix sur 58 votants; MM. le baron T'Kint de Roodenbeke et le baron de Labbeville sont nommés *secrétaires* par 55 et 52 voix; MM. le comte de Looz-Corswarem et le baron S. de Woelmont, *secrétaires suppléants* par 54 et 51 voix; MM. Willems et Balisau, *questeurs* par 51 voix.

17 décembre. Il est donné lecture d'une lettre de M. le baron de Tornaco, *p.*, qui remercie le sénat de ses suffrages.

CHEMIN DE FER.

10 mai. M. Orban de Xivry, *r. c.*, fait rapport sur une pétition par laquelle le conseil communal de Merchtem demande l'achèvement du chemin de fer d'Assche à Jette. M. Saintelette, *m. t.*, dit que ce chemin de fer sera livré à la circulation au plus tard au commencement de l'année prochaine. Quelques explications sont échangées entre MM. Orban de Xivry et Saintelette, *m. t.*, au sujet du tracé de la ligne de Melreux par Laroche vers Bastogne et Libramont. — 12. Dans la discussion du *B.* des travaux publics, M. Orban de Xivry réclame la prompt exécution des lignes de Marloie vers Viel-Salm et de Marloie vers Bastogne; il recommande également la ligne de Melreux vers la vallée de l'Ourthe. M. Pycke de Peteghem s'étonne que le gouvernement n'ait rien fait jusqu'ici pour les victimes de l'accident de Bas-Silly. M. Saintelette, *m. t.*, dit qu'il y a eu des poursuites judiciaires qui ont abouti à une ordonnance de non-lieu. M. Piret-Goblet se plaint de ce qu'on ne se soit pas occupé des lignes à construire dans le canton de Châtelet, sur les rives de la Sambre. M. De Coninck présente quelques observations au sujet des tarifs. Il demande également qu'on fasse crier dans les deux langues les noms des stations. L'orateur désirerait voir le récolement des coupons se faire dans les gares, afin de diminuer le danger et les souffrances qu'entraîne le service des gardes-convois. Il signale la nécessité de certains travaux dans l'arrondissement de Dixmude. M. T'Kint de Roodenbeke rappelle qu'il y a une dizaine d'années, il a engagé le gouvernement à multiplier les petits chemins de fer vicinanx sur l'accotement des

routes. Cela rendrait d'immenses services à l'agriculture; M. Bischoffsheim a publié une brochure sur cette intéressante question. Ce projet demanderait une loi spéciale que l'orateur réclame tous les ans. Mettre en communication toutes les communes rurales du pays avec le grand réseau national, ce serait un acte grandiose qui changerait la face du pays, non seulement au point de vue agricole, mais encore au point de vue industriel. M. Vilain XIII présente des observations sur les tarifs de chemin de fer. Il recommande d'intéresser tous les employés, par une prime, à ce qu'il y ait le moins possible d'accidents sur les voies ferrées. L'orateur fait remarquer que l'administration des chemins de fer occupe à Bruxelles vingt-six maisons et paye ainsi 86,000 fr. de loyer. Il appelle l'attention du *m. t.* sur les avantages qu'il y aurait à réunir tous les services dans un seul bâtiment. Ce serait une dépense de 3 à 4 millions pendant quelques années, dépense utile et avantageuse. L'orateur dit ensuite que le pays de Waes est totalement déshérité sous le rapport des chemins de fer. Ceux qui y existent appartiennent à des sociétés qui ont encore les tarifs du commencement de l'exploitation des chemins de fer en Belgique. On eût bien pu reprendre ces chemins de fer quand on a repris ceux des Flandres. — 13. M. de Ribaucourt se plaint que les tarifs de chemins de fer ne favorisent pas le transport des produits agricoles. Il recommande l'organisation de trains d'approvisionnement comme on les a établis en France. Sur certaines lignes, des trains sont institués les jours de marchés pour permettre aux agriculteurs d'arriver en temps utile. Ils desservent un intérêt qui vaut bien celui en vue desquels sont organisés les trains de plaisir. M. de Loen d'Enschedé recommande la construction des chemins de fer de Florenville à Messempré et de Bertrix à Sedan. Il émet l'espoir que ces lignes seront comprises dans le plus prochain projet de loi. Il demande également que les billets aller et retour soient valables plus longtemps pour les voyageurs du Luxembourg qui sont plus éloignés des grands centres industriels et commerçants. Plusieurs communes de l'arrondissement de Saint-Hubert demandent, depuis plusieurs années, une station en avant de Libramont; il appuie fortement cette demande. Il fait ressortir l'utilité de plusieurs autres stations dans le Luxembourg, ainsi que celle de la construction d'un embranchement de chemin de fer. M. Fléchet demande la construction d'une ligne de Visé à Micheroux. M. Surmont de Volsberghe recommande l'abaissement des tarifs pour le transport, par chemin de fer, des produits agricoles. L'ora-

teur se plaint également de la surtaxe que doivent payer les industriels, les négociants, les agriculteurs dans les stations au delà et en deçà d'Ypres. M. Lepoivre parle en faveur de l'agrandissement de la station d'Ath. Quant aux accidents de chemin de fer, il recommande, pour en diminuer le nombre, l'essai, au moins partiel, du système de primes exposé par M. Vilain XIII. M. Balisaux, *r.*, insiste sur la nécessité de diminuer les frais d'exploitation du chemin de fer. M. d'Andrimont, atteint d'une extinction de voix, remet une note sur la construction du chemin de fer de Liège à Sedan. M. Van Ockerhout se plaint de ce qu'il y ait, dans les comités scolaires, beaucoup de fonctionnaires, et, entre autres, des chefs de station, ce qui est de nature à nuire au service. M. Crocq critique l'espèce de pénalité qui frappe les voyageurs qui n'ont pu prendre de coupon: il lui semble que les gardes devraient pouvoir en distribuer. Il fait remarquer que le chemin de fer de ceinture de Bruxelles est encore incomplet. Il y aurait cependant un moyen facile de le compléter par un tronçon qui partirait de la gare du Luxembourg vers le champ de course et la station de Calevoet. En prolongeant, plus tard, ce tronçon vers Waterloo, on rendrait un grand service à cette contrée. L'orateur voudrait voir transporter les matières premières nécessaires à l'agriculture dans les mêmes conditions que le charbon est transporté pour l'industrie. Il n'est pas partisan des mesures protectrices spéciales pour l'agriculture, mais il voudrait la voir favoriser par une réduction des tarifs et par une célérité plus grande dans le transport par chemin de fer. M. Pennart signale un cas qui prouve une mauvaise distribution du matériel charbonnier des chemins de fer. Il demande aussi que le *m.* ait égard à la demande des maîtres de carrières concernant une nouvelle tarification pour le transport des pierres travaillées. M. Tercelin désire que son silence sur la question de savoir si le chemin de fer doit couvrir l'intérêt des capitaux qui y ont été employés et même en partie l'amortissement, ne soit pas considéré comme une adhésion à cette théorie, qui pourrait devenir fort préjudiciable au commerce et à l'industrie. M. de Sélys-Longchamps se plaint de la façon dont sont organisées les correspondances entre les trains de l'Etat et ceux du Grand Central. Cela va au point que, pour un voyage qui ne devrait prendre que deux heures, l'on est souvent obligé de découcher. Ce sont de véritables combinaisons machiavéliques. — 14. M. Sainctelette, *m. t.*, répond aux observations présentées par les divers orateurs. — 15. En achevant son discours, il annonce la suppression de l'amende que payent les voya-

geurs sur leur billet de retour quand ils passent d'un train omnibus dans un train express. Il espère aussi pouvoir arriver bientôt à régler la question des billets d'aller et retour pour les voyages internationaux. Il donne des explications sur l'état du matériel du chemin de fer, qui est supérieur à celui de tous les chemins de fer de l'Europe, sauf le Bergisch-Markisch. M. Balisau, *r. c.*, reconnaît que la crise des transports pendant l'hiver a été aggravée par des circonstances exceptionnelles. Mais si la prospérité de l'industrie est telle que, néanmoins, le matériel soit insuffisant, il importe de prendre des mesures en vue de parer à ces inconvénients.

COMMUNALES (AFFAIRES).

8 mars. Sur le rapport de M. Hubert, *r. c.*, le sénat vote à l'unanimité le projet qui tend à l'érection de la commune de Manage.

10 mai. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 100,000 fr. pour la confection des tables alphabétiques des registres paroissiaux de l'état civil. M. T'Kint de Roodenbeke, *r. c.*, fait rapport sur une pétition des secrétaires communaux du canton de Maeseyck, demandant qu'une loi fixe le minimum du traitement en prenant pour base la population de la commune et détermine la part contributive de l'Etat et de la province dans le traitement. M. de Sélys-Longchamps appuie cette pétition. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dit que le gouvernement a le devoir de s'occuper de cette question. Mais il y a une difficulté, c'est que ces fonctionnaires appartiennent à la commune, et, par suite, le gouvernement ne pourrait intervenir par une augmentation de traitement qu'il prendrait à sa charge. Toutefois, il a l'intention de présenter un projet de loi complétant l'article 111 de la loi communale, en ce sens que le traitement des secrétaires, porté aux budgets communaux, pourrait, la commune entendue, être augmenté par les députations permanentes, le droit de recours au gouvernement étant en outre accordé aux deux parties. — 11. Le crédit de 100,000 fr. pour les tables des registres paroissiaux est voté à l'unanimité. — 12. M. Collet, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant délimitation des communes de Bruxelles et d'Etterbeek. Ce projet est voté à l'unanimité.

COMPTABILITÉ.

10 mai. M. Lammens, *r. c.*, présente le rapport sur le règlement définitif du B. de 1875. — 11. Ce projet est voté à l'unanimité.

DÉCÈS.

9 mars. Le sénat reçoit communication de la nouvelle du décès de son président, M. de Tornaco, et décide qu'en signe de deuil, il ne siégera pas. Il décide, en outre, qu'il assistera en corps aux funérailles du défunt. — 10. Il est donnée lecture d'une lettre de M. Guillery, *p.* de la chambre des représentants, annonçant que celle-ci s'y fera représenter par une députation.

(C'est par suite d'une erreur qu'à la session précédente, on a mentionné le décès de M. de Ribaucourt, qui devait être porté comme démissionnaire.)

DÉMISSIONS.

21 avril. Il est donnée lecture d'une lettre par laquelle M. Brouwet, pour des raisons de santé, donne sa démission de sénateur de Thuin.

11 mai. *Id.* de M. le baron d'Huart, sénateur de Dinant, qui donne sa démission à cause de son grand âge.

ÉLECTIONS.

8 mars. M. Dewandre, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif au jugement des affaires électorales. — 10. M. Van Vreckem combat ce projet, qui, d'après lui, ne trouve sa justification que dans la nécessité de venir en aide aux cours d'appel. Il n'admet qu'une partie de l'article 4, où il est dit que « si une ou plusieurs sections de chambre de la cour ne peuvent terminer les affaires qui leur sont déferées dans le même délai que les autres sections, le premier président de la cour distribuera les affaires en retard aux sections de chambre où le rôle sera le moins encombré. » L'orateur est persuadé que si l'on se bornait à voter cet article dans ces termes, les cours d'appel termineraient très facilement la besogne qui leur est soumise, et l'on n'aurait pas à admettre un projet de loi qui, de l'aveu de ses partisans mêmes, n'est pas à l'abri de toute critique. M. Orban de Xivry défend la députation permanente du Luxembourg contre les attaques dont elle a été l'objet à la chambre des représentants. Il estime que, pour être logique, le ministère ferait bien de déposer immédiatement un petit bout de loi pour retirer aux députations permanentes... libérales les jugements des affaires de milice, bien autrement importantes, quant à leurs résultats, que les affaires électorales. Le projet de loi, défendu par M. Graux, *m. f.*, et combattu par M. Solvyns, est adopté par 52 voix contre 25.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE.

22 avril. M. Dewandre, *r. c.*, présente le

rapport sur le projet de loi relatif aux enquêtes parlementaires. — 25. Dans la discussion générale, M. Vilain XIII soutient que, depuis 1830, il n'y a pas eu de ministère qui ait violenté aussi ouvertement que le ministère actuel toutes les convictions de ses adversaires. La loi sur les enquêtes est, comme toutes les précédentes, une loi de parti. M. Dewandre, *r.*, répond que le projet n'est que la reproduction quasi textuelle de la loi votée en 1865 par la chambre des représentants. M. Lammens conjure le sénat de maintenir les antiques traditions nationales et d'écarter du projet de loi soumis à ses délibérations tout ce qui peut devenir, entre les mains d'un parti politique, une machine de guerre dressée contre des citoyens qui ont tout simplement usé de leurs droits les plus incontestables. Le sénat repoussera l'article 4 du projet, ou tout au moins adoptera un amendement qui restreint les pouvoirs des commissions d'enquête et qui stipule, conformément à l'ancien droit public et aux mœurs nationales les plus respectables, que les perquisitions domiciliaires et les saisies de correspondances doivent être réservées pour les crimes et délits. Le sénat se souviendra de cette parole d'un libéral de 1851, M. Lebeau : « Il faut nous garder de nous laisser aller à l'arbitraire, et l'arbitraire des assemblées délibérantes, c'est le pire de tous ! » M. Bara, *m. j.*, après avoir répondu à la partie politique du discours de M. Vilain XIII, défend le projet. Il dit que la loi sera interprétée et appliquée sagement. Déjà une première application s'est faite pour l'enquête scolaire, et on a limité les pouvoirs qui sont contenus dans l'article 4. Il s'agit uniquement de permettre de vérifier certains faits dont la connaissance est nécessaire pour apprécier la situation exacte de l'enseignement primaire dans le pays. Il n'y aura ni perquisition, ni visite domiciliaire dans les habitations privées. Le projet de loi ne mérite donc pas les attaques qu'on dirige contre lui. Il répond à une nécessité. Il a été voté une première fois par la chambre, à peu près dans les mêmes termes, pour les vérifications de pouvoirs, et cependant il y a bien des passions politiques qui peuvent être excitées en matière électorale. Le *m.* sollicite donc du sénat un vote approbatif comme celui qu'il a obtenu de la chambre. La discussion générale étant close après des observations de MM. Vilain XIII et Lammens, M. d'Anethan propose l'amendement suivant au § 2 de l'article 4 : « Toutefois, la chambre a le droit, chaque fois qu'elle ordonne une enquête, de restreindre les pouvoirs de ses membres ; et, dans aucun cas, il ne sera procédé ni à une perquisition domiciliaire, ni à une saisie de papiers ou autres

objets, que si les faits que l'enquête a pour but de constater peuvent constituer des crimes ou des délits. » Cet amendement, combattu par M. Bara, est rejeté par 34 voix contre 31. Il y a un échange d'explications entre MM. Delecourt et Bara, *m. j.*, au sujet de l'article 9 relatif au droit des témoins de se rétracter s'ils ont fait un faux témoignage. A l'article 13, M. d'Anethan propose un nouvel amendement ainsi conçu : « Les pouvoirs de la *c.* d'enquête sont suspendus après la clôture de la session et l'ajournement des chambres, prononcés par le Roi. » Cet amendement, appuyé par M. Janssens-Smits et combattu par M. Bara, *m. j.*, est rejeté par assis et levé, puis le projet de loi est adopté par 34 voix contre 31.

FAMILLE ROYALE.

8 mars. M. Frère-Orban, *m. a.*, porte à la connaissance du sénat que les fiançailles de S. A. R. la princesse Stéphanie avec S. A. I. et R. l'archiduc Rodolphe, héritier présomptif de l'empire d'Autriche-Hongrie, ont eu lieu la veille au château de Laeken. (*Applaudissements.*) « Cette union, dit le *m.*, qui prépare pour la princesse de hautes destinées, trouvera des gages assurés de bonheur dans le caractère élevé de l'archiduc Rodolphe, comme dans les qualités de la gracieuse fiancée. Elle rattachera en même temps, par de nouveaux liens, la Belgique à l'antique et puissante monarchie qui nous a donné notre Reine bien-aimée. Le sénat, qui, en toute occasion, a manifesté son dévouement à la dynastie nationale, se félicitera d'apprendre un événement si heureux pour la famille royale et pour le pays, habitué à considérer les joies de ses souverains comme les siennes propres. » (*Longs applaudissements.*) M. d'Anethan, *p.*, propose au sénat de tirer au sort une députation qui sera chargée d'aller féliciter Leurs Majestés au sujet de cet heureux événement. Adopté.

FINANCES.

8 mars M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, présente le rapport sur un crédit de 35,000 fr. pour l'appropriation du nouvel hôtel des Monnaies. Ce crédit est adopté à l'unanimité.

11 mai. *Id.* sur la convention intervenue entre l'Etat et le domaine privé du Roi pour l'échange de biens domaniaux. Ce projet est voté à l'unanimité.

GUERRE.

17 décembre. M. de Looz-Corswarem, *r. c.*, présente le rapport sur le B. de la guerre. M. Sacqueleu, *r. c.*, *id.* sur le B. de la gendarmerie. 18. *Id.* sur un projet de transfert de 174,000 fr. au B. de la guerre. M. De

Coninck, *r. c.*, *id.* sur le projet relatif au transport des troupes en marche et en cantonnement. — 19. M. de Looz-Corswaren, *r. c.*, fait rapport sur le projet de contingent de l'armée et sur le contingent de la milice pour 1880. Dans la discussion du *B.* de la gendarmerie, des explications sont échangées entre MM. De Coninck et Liagre, *m. g.*, au sujet du prix des pistolets des gendarmes, de la solde en cas de congé et de l'augmentation de l'effectif. M. Liagre, *m. g.*, dit, entre autres, qu'il sera procédé bientôt à une augmentation d'un sous officier, de 3 brigadiers et de 16 gendarmes. Répondant à M. Pennart, le *m.* dit que ce n'est qu'exceptionnellement qu'on fait entrer des officiers de cavalerie dans la gendarmerie, mais il est de tradition que le commandant soit pris dans la gendarmerie. Le *B.* est voté à l'unanimité. Dans la discussion du *B.* de la guerre, M. Liagre, *m. g.*, répondant à MM. Pigeolet et de Looz-Corswaren, dit qu'il a l'intention de procéder à une réorganisation du service de santé, au point de vue de l'avancement; il expose les principes de cette organisation. Répondant à M. Surmont de Volsberghe, il dit que les officiers qui sont employés dans les conseils de révision n'ont pas droit à des jetons de présence, parce qu'ils remplissent des fonctions qui font partie du service militaire. Il répond en outre à M. De Coninck qu'il prendra des mesures pour que les instructions relatives à la visite corporelle des miliciens soient exactement suivies. Il ajoute qu'à son avis le milicien remplacé doit toujours être responsable du remplaçant, à moins que ce ne soit le gouvernement qui le remplace. Le *B.* est voté par 44 voix contre 5. Le projet de transfert et celui qui concerne le logement des troupes en marche sont adoptés à l'unanimité. — 20. Dans la discussion du projet de contingent de l'armée, MM. De Coninck, Van Vreckem, Surmont de Volsberghe et Van Ockerhout reproduisent les observations produites à la chambre au sujet de l'augmentation du contingent. Après des explications de MM. Liagre, *m. g.*, et Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, le projet de loi est adopté par 55 voix contre 15 et 5 abstentions.

21 avril. M. Van Schoor, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 4,500,000 fr. pour travaux de casernement. — 22. Ce crédit est voté à l'unanimité.

HYGIÈNE.

10 mai. M. Crocq signale les ravages que la variole fait en ce moment à Anvers et dans d'autres villes du pays. Il voudrait qu'une loi déclarât la vaccination obligatoire. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, dit que le remède proposé introduirait dans la législation un principe

tout nouveau. La vaccine est un moyen d'éviter le danger, mais il reste à examiner comment il faut l'appliquer. Il va paraître un arrêté royal décrétant des mesures à ce sujet et donnant aux commissions médicales une action plus grande. Il existe un institut vaccinal qui ne rend pas, par suite de discussion entre les médecins, tous les services qu'il pourrait rendre. Le *m.* a pris quelques mesures; entre autres, il a fait établir des dépôts gratuits de vaccin, qui obvieront à cette insuffisance. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement puisse être informé par les commissions médicales des mesures à prendre pour préserver de la variole. Mais la vaccination obligatoire a soulevé, dans les pays où elle a été appliquée, plus d'une objection. Le principe d'imposer de force un remède, même bon, aux populations n'est pas en harmonie avec nos traditions législatives, et ce n'est pas à coup sûr le moment, à la fin d'une session, quand une seule des chambres est réunie, de présenter un projet aussi grave.

IMPOTS

19 décembre. M. Béthune, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi tendant à excepter de la contribution foncière les canaux de navigation et les rivières canalisées. — 20. Ce projet de loi est adopté à l'unanimité.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

10 mars. M. Crocq, *r. c.*, dépose le rapport sur le *B.* de l'instruction publique. — 11. Ce *B.* est combattu successivement par MM. Casier de Hemptinne, d'Anethan, Van Ockerhout, Orban de Xivry et Solvyns, à cause des entraves apportées par le ministère à l'enseignement libre. — 12. Après quelques mots de M. Liagre, *m. g.*, en réponse à M. Orban de Xivry, à propos de la veuve d'un gendarme d'Hodister, à qui l'on avait enlevé un secours de 60 fr. par an, M. Crocq, *r.*, défend le *B.* et dit que l'enseignement catholique n'est pas l'enseignement libre, parce qu'il est soumis à une autorité bien plus encore que celui de l'Etat. L'orateur soutient que la neutralité de l'école est un principe désormais admis, et qui ne disparaîtra plus de la législation. M. Béthune accuse le gouvernement d'avoir organisé la persécution pour forcer les parents à envoyer leurs enfants dans ses écoles et reproche au *m. j.* d'avoir supprimé trois fondations charitables dans la ville de Courtrai (les fondations Verrue, Van Dale et Amerlinck). M. Van Humbeeck, *m. instr.*, prend la défense de la loi du 1^{er} juillet 1879, et soutient qu'elle fait prévaloir les principes de la vraie liberté religieuse. Le *B.* est encore combattu par M. Surmont de Volsberghe. — 15. Il l'est également par M. d'Anethan, qui

accuse le gouvernement de substituer un vague déisme aux religions positives et d'ébranler ainsi une des colonnes de l'édifice national. M. Solvyns partage cet avis et soutient que l'on fait la guerre aux croyances catholiques, afin de donner satisfaction à un petit nombre de libres-penseurs. Il ajoute que l'on porte atteinte à la liberté des fonctionnaires en les obligeant d'envoyer leurs enfants dans les écoles officielles. M. Bara, *m. j.*, répond à M. Béthune que les fondations dont il a parlé tombent sous le coup de la loi de 1864 sur les fondations d'enseignement. Il ajoute que le gouvernement ne peut empêcher les bureaux de bienfaisance de régler les secours comme ils l'entendent. Il dit que les catholiques sont les premiers à les refuser à ceux qui refusent d'envoyer leurs enfants dans les écoles du clergé. Il possède une lettre d'un curé qui dit que tel homme qui n'a pas voulu envoyer son enfant à l'école libre mérite de mourir de faim. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, maintient, de son côté, que, même sous le régime de la loi de 1842, on n'avait pas le droit de rendre l'école confessionnelle dès l'instant où il s'y trouvait un seul dissident. Le B. est adopté par 37 voix contre 27.

10 mai. M. Leirens, *r. c.*, présente le rapport sur la prorogation de la loi de 1876, relative à la collation des grades académiques. M. Pigeolet, *r. c.*, *id.* sur des crédits supplémentaires et spéciaux au B. de l'instruction publique. A propos d'une pétition émanée de l'Association centrale des homéopathes belges qui demande qu'il soit établi dans chacune des deux universités de l'Etat et à l'Ecole vétérinaire une chaire d'homéopathie, un débat s'engage, la commission ayant proposé le renvoi sous toutes réserves au *m. instr.* M. Van Ockerhout demande qu'on supprime ces réserves. M. Crocq estime que ces mots doivent être maintenus; il appuie cette opinion sur ce qu'il n'y a pas une doctrine allopathique et une doctrine homéopathique; ce ne sont là que des systèmes. M. Vilain XIII fait remarquer que la méthode homéopathique a guéri beaucoup de malades, lui-même entre autres, ainsi que le prince de Ligne. M. de Sélys-Longchamps est d'avis qu'il serait nuisible aux études d'enseigner dans les universités tous les systèmes qui pourraient naître dans l'art de guérir. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, demande que les mots « sous toutes réserves » qui se trouvent dans le rapport soient maintenus, afin qu'on ne puisse pas dire que le sénat a tranché une question de médecine. M. Vilain XIII demande à ce propos où en est la pharmacopée belge. M. Rolin-Jaequemyns, *m. i.*, pense que ce travail sera terminé cette année. — 11. Dans la discussion du projet de prorogation

de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques, M. Crocq dit qu'il n'aurait fallu proroger que pour un an cette loi qu'il considère comme une des plus mauvaises de l'arsenal législatif. Les établissements qui donneront le plus de diplômes verront affluer les élèves; la loi est une prime à ceux qui se montreront faciles. Au point de vue spécial de l'étude de la médecine, elle crée aussi une situation extraordinaire. Le médecin étranger est admis à la libre pratique de la médecine en Belgique sans aucune garantie. Qu'un médecin belge essaye d'aller pratiquer en Allemagne, en France! Il y a là quelque chose qui révolte les sentiments de justice et le sentiment national. Il y a plus, un jeune Belge qui aura passé ses examens à l'étranger ne sera pas admis à pratiquer en Belgique sans faire entériner tous ses diplômes. On exige du Belge plus de garanties que de l'étranger, tandis que le contraire devrait exister. M. Frère-Orban, *m. a.*, dit que le moment n'est pas venu de discuter le système qui a été consacré par la loi; mais le système du jury central, qui est le meilleur d'après M. Crocq, a fonctionné de 1855 à 1849 et il a succombé sous ses vices nombreux. On l'a remplacé par le jury combiné, qui a succombé sous les anathèmes et sans trouver un seul défenseur. Il y a un vice que l'on ne saurait guérir, c'est qu'on est obligé de mettre en présence des professeurs d'établissements rivaux; il fallait admettre des compromis, ou bien c'était la lutte, dont les élèves étaient victimes. A ce système on a substitué la liberté. Le diplôme ne fait rien, c'est la manière dont on exerce qui fait la valeur de l'individu. La société est impuissante à produire de bons médecins; elle n'est point pour cela en péril. Mais l'antiquité a produit des chefs-d'œuvre et tout cela sans examen. Le *m.* a été obligé de composer avec les nécessités du temps; il n'a pu faire admettre la liberté des professions. Il y a des établissements, des universités, tous ont été admis à délivrer des diplômes. Les droits de la société ont été réservés. Il se peut qu'on exige certaines conditions de ceux qui se destinent à la carrière de la magistrature, aux fonctions de médecin des bureaux de bienfaisance, etc., à la carrière de l'armée, M. Crocq a demandé qu'on s'assure davantage des capacités des candidats aux études universitaires. Le *m.* admet qu'on se presse trop d'arriver à l'université; mais il croit que l'exigence d'un certificat attestant que les candidats ont fait leur rhétorique présenterait de suffisantes garanties. Quant à la question de savoir comment il faut admettre les étrangers à l'exercice des professions, le *m.* ne voit pas qu'il y ait grand préjudice; peu de médecins étrangers vien-

nent pratiquer en Belgique. Or, en Allemagne et en Angleterre l'exercice de la médecine est libre. En France, il faut l'autorisation, mais des médecins belges exercent à Paris et ailleurs en France. M. Van Humbeeck, *m. instr.*, dit que le système actuel a été voté à l'unanimité d'un parti et par un grand nombre de membres de l'autre. Il croit qu'il n'y a qu'à l'améliorer, et c'est pourquoi il peut marcher d'accord sur ce point avec le chef du cabinet. Il a demandé une prorogation de deux ans parce que dans la session prochaine il sera impossible de réformer à la fois l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur et que l'un ne peut être réformé qu'après l'autre. La discussion est close et le projet de loi est adopté à l'unanimité. Les crédits au B. de l'instruction publique sont votés par 29 voix contre 24.

JUSTICE.

17 décembre. M. d'Anethan, *r. c.*, fait rapport sur le projet de loi relatif à l'indemnité de voyage et de séjour des magistrats siégeant dans les assises ordinaires et sur le projet de loi portant augmentation du personnel de quelques tribunaux de 1^{re} instance. Ces deux projets sont adoptés à l'unanimité.

21 avril. M. Van Vreckem, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi relatif à la bourse commune des huissiers et sur le crédit de 4 millions de fr. pour la continuation des travaux du Palais de justice de Bruxelles. — 22. Le projet concernant la bourse commune des huissiers est adopté à l'unanimité, après un échange d'observations entre MM. de Loën d'Enschede et Bara, *m. j.*, au sujet du tarif des huissiers. Dans la discussion du crédit pour le Palais de justice, un débat s'engage entre MM. Van Vreckem, Vilain XIII et Bara, *m. j.*, au sujet des obligations de la ville de Bruxelles. M. Solvyns critique ensuite très vivement la façon dont cette affaire a été conduite, et le crédit est voté par 56 voix contre 15 et 2 abstentions.

11 mai. M. Dewandre, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de prorogation de la loi sur les étrangers. — 12. Dans la discussion de ce projet, M. Solvyns dit qu'il approuve le principe de la loi qui a été votée et renouvelée plusieurs fois. Le gouvernement a le droit et le devoir de prendre des mesures pour assurer la sécurité du pays; mais certaines déclarations faites à la chambre ont fait naître un doute sur l'application qu'on pouvait faire de cette loi. Si ces appréhensions n'étaient pas écartées, l'orateur se verrait obligé de s'abstenir au vote. M. Bara, *m. j.*, dit qu'on n'appliquera pas la loi à des étrangers qui ne troubleraient en aucune façon la sécurité intérieure ou extérieure du pays.

M. Solvyns demande si on l'appliquera aux corporations religieuses qu'on expulserait de France; ce serait alors une loi de proscription. M. Bara, *m. j.*, n'admet pas une mesure d'exception en faveur des jésuites français. Il leur appliquera la loi comme aux autres étrangers; il agira envers eux comme il a agi envers les jésuites allemands. Pourrait-on permettre aux jésuites français de rétablir, à deux pas de la frontière française, ce dont le gouvernement français ne veut pas? Il ne peut admettre que la Belgique soit un refuge où les jésuites viennent créer une pépinière française ou allemande pour combattre plus tard les institutions de leur pays. Les jésuites français venant donner l'enseignement comme de simples particuliers, on n'y verrait aucun danger. Mais s'ils viennent en Belgique pour faire ce qu'ils ne peuvent faire chez eux, la loi leur sera appliquée. M. Solvyns déclare que dans ce cas il s'abstiendra. M. Vilain XIII rappelle que les jésuites ont eu un collège à Brugelette sans que l'on réclamât. C'est, du reste, une simple présomption que le gouvernement français puisse formuler des réclamations. En attendant qu'elles soient faites, il n'y a pas de raison pour prendre *a priori* des mesures. M. Crocq combat la manière de voir de M. Solvyns; d'après celui-ci, l'application de la loi aux jésuites serait une atteinte à la liberté, aux principes de la Constitution; mais la Constitution concerne-t-elle les étrangers? D'autre part ces congrégations ne pourraient-elles pas venir enseigner des principes contraires à la nationalité, ceux du Syllabus, par exemple? M. d'Aspremont-Lynden estime que le gouvernement doit être armé d'une loi sur les étrangers; il en usera sous sa responsabilité et l'on jugera ses actes. Avec ces réserves il votera la loi. M. Solvyns reconnaît la nécessité de la loi, il n'en craint que l'application. M. Van Vreckem fait la même déclaration que M. d'Aspremont-Lynden; il votera la loi. M. Bara, *m. j.*, se rallie complètement aux observations de M. d'Aspremont-Lynden; c'est la véritable règle parlementaire. Le gouvernement agit sous sa responsabilité et c'est parce qu'on lui a posé d'avance des questions qu'on n'eût pas dû lui poser qu'il a fait les réponses dont on parle. M. Van Ockerhout trouve que voter cette loi serait un acte de vassalité envers la France; on appliquerait ici les lois françaises. M. Janssens se rallie aux observations de M. d'Aspremont-Lynden et votera la loi. Le projet est adopté par 44 voix et 11 abstentions.

MILICE.

10 mai. M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, présente le rapport sur le projet réglant le mode de liquidation de l'indemnité due aux miliciens

des classes de 1871 à 1874. Ce projet de loi est voté à l'unanimité. — 11. M. Surmont de Volsberghe, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de loi portant des modifications à la loi sur la milice. A propos de ce projet, qui est adopté à l'unanimité, M. Frère-Orban, *m. a.*, répondant à M. Biart, dit que le département de la guerre avait résolu de ne rien changer à ce qui s'était pratiqué les années précédentes en ce qui concerne le rappel des miliciens. La situation sera ce qu'elle a toujours été, il n'y aura pas de rappel exceptionnel pendant la moisson, comme on l'a craint un instant. Ce projet est tout à fait abandonné.

MONNAIES

11 mai. M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, présente le rapport sur le crédit de 850,000 fr. pour la frappe de monnaies divisionnaires d'argent et la transformation de pièces de 5 francs en médailles commémoratives du jubilé national. Ce projet est adopté à l'unanimité.

PENSIONS.

8 mars. M. De Vadder, *r. c.*, présente le rapport sur le projet d'augmentation des pensions militaires. — 10. Dans la discussion de ce projet, M. Graux, *m. f.*, répondant à M. Biart, dit qu'il lui est impossible d'indiquer le délai dans lequel il pourra proposer la révision générale de la loi de 1858. Après un échange d'explications entre MM. Biart et Liagre, *m. g.*, sur le chiffre de la pension des généraux et des colonels, le projet de loi est voté à l'unanimité.

10 mai. M. Willems, *r. c.*, dépose le rapport sur le projet de loi accordant une pension à la veuve de M. Piedbœuf, ancien membre de la chambre des représentants. — 11. Dans la discussion de ce projet de loi, M. Lammens dit qu'il regrette de ne pouvoir s'associer à la mesure proposée. Il faut se montrer économe des deniers de l'Etat amassés au prix des sueurs du peuple. Le projet ne lui paraît pas équitable, et il croit qu'il serait plus juste que chaque parti vint au secours des siens, comme l'a toujours fait la droite. M. Frère-Orban, *m. a.*, répond qu'il n'y a pas à craindre que cette proposition puisse jamais constituer un précédent dangereux. On dit qu'il vaudrait mieux que les partis se chargeassent de venir au secours de ceux des leurs qui sont dans la détresse, et que le parti catholique n'a jamais manqué à ce devoir. Cela n'est pas exact : un membre de la droite, M. Brabant, a eu des revers de fortune; son parti n'est pas venu à son secours, et quelqu'un a fait une proposition en sa faveur, c'est lui (le *m.*): Il pense qu'en présence de ce précédent, le sénat n'hésitera pas

à adopter le projet de loi. Celui-ci est voté par 39 voix contre 9.

POSTES

12 mai. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Orban de Xivry réclame toute la sollicitude du gouvernement pour les facteurs ruraux et les agents auxiliaires des postes. M. T'Kint de Roodenbeke demande l'établissement de bureaux de poste autant que possible dans toutes les stations, et recommande les employés à la bienveillance du *m. t.* M. Vilain XIIII est d'avis qu'il ne faut pas lésiner sur les installations du nouvel hôtel des postes de Bruxelles. — 13. M. Lepoivre, tout en admettant l'intérêt que mérite la situation des facteurs ruraux, fait remarquer que l'augmentation du nombre de bureaux de poste a rendu leur service moins pénible; le service des gardes-convois réclame plus impérieusement une amélioration. M. Van Vreckem se plaint de la lenteur de l'encaissement des effets de commerce par la poste.

RECENSEMENT.

11 mai. M. de Sélys-Longchamps, *r. c.*, présente le rapport sur le projet de crédit de 900,000 fr. pour les frais de recensement de la population. — 15. Ce crédit est voté à l'unanimité.

TRAVAUX PUBLICS.

8 mars. Dans la discussion de la convention relative au canal de Terneuzen, M. Van Ockerhout recommande au gouvernement l'étude du projet de construction d'un canal de Bruges à Heyst. M. Saintelette, *m. t.*, répond qu'une *c.* s'occupe de cet objet. M. Solvyns espère que ce ne sera pas une *c.* d'enterrement.

10 mai. M. Balisaux, *r. c.*, présente le rapport sur des crédits supplémentaires et sur le B. des travaux publics. — 11. M. Braconier, *r. c.*, *id.* sur les crédits spéciaux pour travaux d'utilité publique. Les crédits supplémentaires sont adoptés à l'unanimité. — 12. Dans la discussion du B. des travaux publics, M. Pycke de Peteghem réclame des travaux de dérivation à l'Escaut dans l'intérêt de l'arrondissement d'Audenarde. M. T'Kint de Roodenbeke recommande l'achèvement du canal de Selzaete à la mer. Lorsque Léopold 1^{er} visita les polders en 1854, il fut frappé des désastres qu'avaient causés les inondations, et il déclara dès lors qu'il fallait que nos Flandres s'affranchissent de l'étranger pour l'écoulement de leurs eaux. Cette obligation nationale n'est pas encore complètement accomplie. L'orateur fait l'historique de cette question qui, si on ne la résout dans le

sens indiqué, peut amener des désastres incalculables. Il demande que le *m.* veuille bien entendre, sur ce point, la *c.* consultative qui a été créée en 1871 et qui n'a plus été réunie depuis fort longtemps. Il remercie le *m.* du commencement d'exécution qu'il a donné au projet de réorganisation du corps des ponts et chaussées. M. Bonnet se fait, comme dans de précédentes sessions, l'écho des plaintes des habitants de la vallée de l'Espierre contre l'infection des eaux causée par des établissements industriels du nord de la France. M. Piret-Goblet réclame, dans l'intérêt du commerce, le développement et l'outillage complets des voies navigables. — 13. M. Janssens recommande, dans l'intérêt des populations riveraines de l'Escaut, la construction de ponts sur ce fleuve, et, dans l'intérêt de la navigation, l'augmentation du nombre des escales. Il recommande également certains travaux nécessités par les inondations, et l'amélioration de routes dans son arrondissement. M. Biart appuie les observations de M. Janssens au sujet de l'établissement de communications plus rapides entre les deux rives de l'Escaut. Il n'est pas un adversaire systématique de la construction d'un pont à Anvers, à la condition qu'il ne porte point préjudice à la navigation du fleuve. M. de Loën d'Enschedé demande la publication du rapport sur les carrières du Luxembourg, qui fera ressortir que les pierres de ce pays peuvent lutter avec les produits des autres carrières. M. Fléchet se plaint de l'abandon dans lequel on laisse certaines parties du pays de Liège; dans les cantons de Daelhem et de Fléron, il n'y a ni un chemin de fer, ni même une route de l'Etat. Il y a là cependant une contrée populeuse, riche et industrielle. M. Surmont de Volsberghe signale les améliorations que l'on pourrait apporter dans la police de la voirie vicinale, en suivant les dispositions des règlements français. Il faudrait pour cela réorganiser le service des cantonniers, donner à ceux-ci une position plus indépendante et leur assurer une pension. Le canal de Loo a été complètement transformé; il est devenu un canal à grande section avec ponts et écluses; l'orateur demande, afin de diminuer les charges qui en résultent pour la province, que l'on décrète la reprise de ce canal par l'Etat. M. Béthune recommande les travaux indispensables au service de halage sur le canal d'Ypres. M. Solvyns rappelle que certains travaux nécessaires au canal de Roulers à la Lys ont fait l'objet d'une note l'an dernier, promettant une prompte exécution. Il ajoute que si les affaires traînent au département des travaux publics, c'est parce que les fonctionnaires y sont trop nombreux. Pour le prouver, il énu-

mère les différentes pérégrinations que fait une requête adressée au *m. t.* : il suppose une demande adressée par les habitants d'une commune pour obtenir une rampe de chargement. La pièce adressée au *m.* est ouverte par son secrétaire qui l'envoie à l'administration des chemins de fer. Là elle passe par les mains de 53 fonctionnaires et employés qui l'examinent au point de vue technique; et la direction des voies et travaux qui la reçoit ensuite lui fait subir huit nouvelles transmissions avant qu'elle arrive au ministre : total 41 transmissions. Encore est-ce la voie la plus rapide et un cas sans difficulté, sinon c'est une centaine de transmissions qu'il faudrait compter. Après ce petit tableau, il n'y a plus lieu de s'étonner des lenteurs; elles doivent nécessairement se produire, même avec les employés les plus zélés. Chacun d'eux ne gardant les dossiers que pendant un jour, c'est trois mois que cela dure, et il y a des fonctionnaires qui les gardent plusieurs semaines. M. Balisaux confirme qu'il en est ainsi, et dit qu'il en résulte des procès; mais il est juste de dire que le *m.* actuel a apporté une amélioration considérable dans cet état de choses. M. Solvyns s'associe à cet éloge. L'abus vient, non de l'examen des questions, mais de ce que toute une série d'employés contrôle le travail des autres. M. Saintelette, *m. t.*, reconnaît les vices de la bureaucratie, mais il voit de l'exagération dans le récit de M. Solvyns. Il suppose que celui-ci oublie son mouchoir de poche au sénat; il le fera réclamer au concierge, qui s'adressera à un huissier, lequel remettra l'objet à un messenger, qui le portera à l'hôtel de M. Solvyns, où il sera reçu par le portier, qui le remettra à un domestique, d'où il passera à un valet de chambre; quand le mouchoir reviendra à son propriétaire il aura passé par tous ces intermédiaires. M. Van Ockerhout demande des améliorations dans le régime des eaux du sud de Bruges, en constatant cependant que la situation a beaucoup gagné dans ces derniers temps, grâce au zèle et au dévouement du corps des ponts et chaussées. Il prend acte des paroles bienveillantes prononcées récemment sur la question de Bruges port de mer par le *m. t.*, et il l'en remercie. Il n'y a là aucune question politique. M. Van Vreckem réclame l'agrandissement de la station d'Alost. M. Th. de Limburg-Stirum parle en faveur de Bruges port de mer. M. G. de Woelmont signale l'état de délabrement de l'hôtel provincial de Hasselt. — 14. M. Saintelette, *m. t.*, dans sa réponse aux précédents orateurs, dit que le pont de Sclayn sera exécuté après entente avec le département de la guerre. M. de Mérode demande l'amélioration du régime de la Grande-Nèthe et d'autres rivières

de la province d'Anvers. M. Bonnet revient sur les observations qu'il a présentées concernant la corruption des eaux de l'Espierre. — 15. M. Sainctelette, *m. t.*, donne des explications sur les projets relatifs à l'élargissement du canal de Charleroi. M. Dewandre espère ce travail sera bientôt entrepris. M. Vilain XIII émet le désir de voir augmenter le traitement des ministres et accorder l'éméritat à tous les fonctionnaires. M. Balisau, *r.*, appuie ces observations et dit qu'il est ridicule d'attribuer 21,000 fr. au traitement des ministres. Il voudrait voir porter leur traitement à 40,000 fr. Si le gouvernement ne fait pas de proposition, il usera de son initiative à la session prochaine. M. Frère-Orban, *m. a.*, déclare qu'il ne peut intervenir dans ce débat. Quand des propositions seront faites, les *mm.* les examineront. M. Vilain XIII insiste en ce qui concerne l'éméritat pour les fonctionnaires. M. Graux, *m. f.*, répond qu'il tient à la disposition des membres qui en feront la

demande, le rapport qui a été fait à cet égard. M. Balisau, *r.*, demande que la façade du palais du Roi, qui fait tache au milieu des splendeurs de la capitale, soit reconstruite. M. De Lhoneux recommande la réduction du tarif de transport des résidus des distilleries. Après quelques mots de M. Sainctelette, *m. t.*, le *B.* est voté à l'unanimité. Il en est de même du crédit de 26 millions pour travaux d'utilité publique. Avant le vote, il y a un échange d'explications entre MM. Vilain XIII et Sainctelette, *m. t.*, au sujet des études du pont à construire sur l'Escaut à Anvers, et qui intéresse beaucoup les populations des deux Flandres.

VOIES ET MOYENS.

17 décembre. M. Tercelin-Monjot, *r. c.*, présente le rapport sur le *B.* des voies et moyens. — 19. Ce *B.* est voté à l'unanimité et sans discussion.

SÉNAT.

Session 1879-1880.

E⁵

TABLE DES MATIERES.

ABATAGE (Droit d') dans les villes, 20 d. V. Agriculture.

AGRICULTURE. Crise agricole. Moyens d'y remédier, 20 d. V. Agriculture.

ALLEMAGNE. Prorogation du traité de commerce, traité provisoire. Voir TRAITÉS.

ARMÉE (Contingent de l') pour 1880. r. de M. de Looz-Corswarem, 19 d. — Disc. et vote, 20 d. V. Guerre.

B

BÉTAIL (Interdiction de l'entrée du) belge en Angleterre, 20 d. V. Agriculture.

BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS. Nominations politiques, 20 d. V. Budget de l'intérieur.

BOVINE (Race). Exécution des règlements, 20 d. V. Agriculture.

BUDGET de 1875. Règlement définitif. r. de M. Lammens, 10 mai — Vote, 11 mai. V. Affaires communales.

BUDGETS de 1880. Justice. r. de M. Dewandre, 17 d. — Disc. et vote, 18 d. — Recettes et dépenses pour ordre. r. de M. De Vadder, 17 d. — Disc. et vote, 18 d. — Finances. r. de M. Tercelin-Monjot, 17 d. — Disc. et vote, 19 d. — Intérieur. r. de M. Surmont de Volsberghe, 18 d. — Disc., 19, 20 d. — Vote, 20 d. — Dette publique. Disc. et vote, 8 m. — Affaires étrangères. r. de M. Everaerts, 12 m. — Disc. et vote, 13 m. V. Budgets. — Guerre. r. de M. de Looz Corswarem, 17 d. — Disc. et vote, 19 d. — Gendarmerie. r. de M. Sacquelen, 17 d. — Disc. et vote, 19 d. V. Guerre. — Instruction publique. r. de M. Crocq, 10 m — Disc., 11, 12 m. — Vote, 12 m. V. Instruction publique. — Travaux publics. r. de M. Balisaux, 10 mai. — Disc., 12, 13, 14, 15 mai. — Vote, 15 mai. V. Travaux publics. — Voies et moyens. r. de M. Tercelin-Monjot, 17 d. — Vote, 19 d. V. Voies et moyens.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Refus de secours, 11, 12 m. V. Instruction publique.

TOME V.

C

CADASTRE (Pr. d'abandonner aux secrétaires communaux la rétribution pour les copies prises au). Conservateurs des matrices. Retard dans les mutations, 18 d. V. Budget des finances.

CANAUX et rivières canalisées. Exemption de l'impôt foncier. r. de M. Béthune, 19 d. — Vote, 20 d. V. Impôts. — Canal de Bruges à Heyst, 8 m., 15 mai. — Achèvement du canal de Selzaete, 12 mai. — Reprise du canal de Loo, halage sur le canal d'Ypres, 15 mai. — Elargissement du canal de Charleroi, 15 mai. V. Travaux publics.

CASERNEMENT des troupes. Cr. de 4,500,000 fr. r. de M. Van Schoor, 21 a. — Vote, 22 a. V. Guerre.

CHEMIN DE FER. Lignes d'Assche à Jette, de Melreux à Libramont par Laroche, 10 mai. — *Id.* de Marloie à Viel-Salm et Bastogne, accident de Bas-Silly, emploi de la langue flamande, récolement des coupons; chemins de fer vicinaux, prime aux employés; centralisation des services dans un hôtel unique à Bruxelles, lignes du pays de Waes, 12 mai. — Transport des produits agricoles, lignes du Luxembourg, de Visé à Micheroux, 12 mai. — Station d'Ath, ligne de Liège à Sedan, chemin de fer de ceinture de Bruxelles, insuffisance du matériel de transport, 15, 14, 15 mai. — Billets d'aller et retour, 15 mai. V. Chemin de fer.

COMMUNES. Erection de la commune de Manage. r. de M. Hubert et vote, 8 m. — Délimitation de Bruxelles et Etterbeek. r. de M. Collet et vote, 12 mai. V. Affaires communales.

CONTRIBUTION FONCIÈRE sur les fournils, 18 d. V. Budget des finances.

COURS D'ASSISES (Indemnités de voyage aux présidents des). r. de M. d'Anethan et vote, 17 d. V. Justice.

D

DÉCÈS. M. de Tornaco, 9 m. V. Décès.

DÉMISSIONS. M. Brouwet, 21 a. — M. d'Huart, 11 mai. V. Démissions.

DOMAINE PRIVÉ DU ROI (Echange de terrains avec le). *r.* de M. Tercelin-Monjot et vote, 11 *mai*. V. Finances.

E

ÉCHANGE DE VUES avec le saint-siège, 13 *m*. V. Budget des affaires étrangères.

ÉLECTORALES (Jugement des affaires). *r.* de M. Dewandre, 8 *m*. — Disc. et vote, 10 *m*. V. Elections.

ÉMÉRITAT aux fonctionnaires civils, 18 *d*. V. Budget des finances. — 15 *mai*. V. Travaux publics.

ENQUÊTES PARLEMENTAIRES. Loi organique. *r.* de M. Dewandre, 22 *a*. — Disc. et vote, 23 *a*. V. Enquêtes.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Refus de pension à la veuve d'un gendarme; question politique, 11, 12 *m*. V. Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Prorogation de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques. *r.* de M. Leirens, 10 *mai*. — Disc. et vote, 11 *mai*. V. Enseignement supérieur.

ESCAUT (Régime de l'), 12, 13 *mai*. — Pont à Anvers, 13, 15 *mai*. V. Travaux publics.

ESPAGNE. Prorogation de la convention relative à la propriété artistique et littéraire. Voir TRAITÉS.

ESPIERRE (Corruption des eaux de l'), 12, 14 *mai*. V. Travaux publics.

ÉTAT CIVIL. Tables des anciens registres paroissiaux. *r.* de M. de Sélys-Longchamps, 10 *mai*. — Vote, 11 *mai*. V. Affaires communales.

ÉTATS-UNIS. Convention consulaire. Voir TRAITÉS.

ÉTRANGERS. Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. Dewandre, 11 *mai*. — Disc. et vote, 12 *mai*. V. Justice.

EXERCICE FINANCIER. Pr. de le faire commencer à une autre époque, 18 *d*. V. Budget des finances.

F

FOURNILS soumis à la contribution foncière, 18 *d*. V. Budget des finances.

FRANCE (Prorogation du traité de commerce avec la). Voir TRAITÉS.

FROIDMONT. Déplacement de l'hospice des aliénés, 18 *d*. V. Budget de la justice.

G

GENDARMERIE. Armement, effectif, avancement, 19 *d*. V. Guerre. — Refus de pension à la veuve d'un gendarme, 12 *m*. V. Instruction publique.

GREFFIERS PROVINCIAUX. Augmentation de traitement, 19 *d*. V. Budget de l'intérieur.

H

HOMÉOPATHIE (Pét. relative à la création d'une chaire d') dans les universités de l'Etat, 10 *mai*. V. Instruction publique.

HOTEL PROVINCIAL à Hasselt, 13 *mai*. V. Travaux publics.

HUISSIERS (Suppression de la bourse commune des). *r.* de M. Van Vreckem, 21 *a*. — Disc. et vote, 22 *a*. V. Justice.

I

INITIATIVE du sénat en matière de dépenses, 19 *d*. V. Budget de l'intérieur.

L

LOGEMENTS MILITAIRES. *r.* de M. De Coninck, 18 *d*. — Vote, 19 *d*. V. Guerre.

M

MILICE. Visite corporelle des miliciens. Indemnité aux officiers faisant partie des conseils de révision, 19 *d*. V. Budget de l'intérieur. — 19 *d*. V. Guerre. — Modifications à la loi. *r.* de M. Surmont de Volsberghe et vote, 11 *mai*. V. Milice.

MILICIENS (Mode de liquidation de l'indemnité due aux) des classes de 1871 à 1874. *r.* de M. Tercelin-Monjot et vote, 10 *mai*. — Congé pendant la moisson, 11 *mai*. V. Milice.

MINISTRES (Traitement des), 15 *mai*. V. Travaux publics.

MONNAIES (Hôtel des). Appropriation Cr. de 55,000 fr. *r.* de M. Tercelin-Monjot et vote, 8 *m*. V. Finances. — Cr. de 830 000 fr. pour monnaies divisionnaires d'argent et médailles commémoratives. *r.* de M. Tercelin-Monjot et vote, 11 *mai*. V. Monnaies.

P

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. Critique de la dépense, 18 *d*. V. Budget de la justice. — Cr. de 4 millions de fr. *r.* de M. Van Vreckem, 21 *a*. — Disc. et vote, 22 *a*. V. Justice.

PENSION à M^{me} veuve Piedbœuf. *r.* de M. Willems, 10 *mai*. — Disc. et vote, 11 *mai*. V. Pensions.

PENSIONS MILITAIRES. *r.* de M. De Vadder, 8 *m*. — Disc. et vote, 10 *m*. V. Pensions.

POLDERS. Assainissement, écoulement des eaux, 12 *mai*. V. Travaux publics.

PONT sur l'Escaut à Anvers, 13, 15 *mai*. V. Travaux publics.

POSTES. Traitements des facteurs ruraux, 12, 15 *mai*. V. Postes.

R

RECENSEMENT. Cr. de 900,000 fr. *r.* de M. de Sélys-Longchamps, 11 *mai*. — Vote, 15 *mai*. V. Recensement.

RIVIÈRES. Grande-Nèthe, 14 *mai*. V. Travaux publics.

S

SAINT-SIÈGE (Relations avec le). Echange de vues, 15 *m*. V. Budget des affaires étrangères.

SANTÉ (Service de) de l'armée. Demande de réorganisation, 19 *d*. V. Guerre.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Traitement, 18 *d*. V. Budget des finances. — 10 *mai*. V. Affaires communales.

SERBIE (Traité avec la). Voir TRAITÉS.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec l'archiduc Rodolphe d'Autriche, 8 *m*. V. Famille royale.

T

TERNEUZEN (Convention relative au canal de).
Voir **TRAITÉS**.

TRAITÉS avec la Serbie. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 19 *d.* — Prorogation du traité de commerce avec la France. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 19 *d.* — *Id.* avec l'Allemagne. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 8 *m.* — *Id.* avec l'Espagne (propriété artistique et littéraire), 8 *m.* — Convention avec les Pays-Bas (canal de Terneuzen). *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 8 *m.* — Convention consulaire avec les Etats-Unis. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke et vote, 10 *mai.* — Convention commerciale provisoire avec

l'Allemagne. *r.* de M. T'Kint de Roodenbeke 11 *mai.* — Vote, 15 *mai.* V. Affaires étrangères.

TRAVAUX PUBLICS. Cr. de 26 millions. *r.* de M. Bracquier, 11 *mai.* — Disc. et vote, 15 *mai.* — Demande de décentralisation administrative, 15 *mai.* V. Travaux publics.

TRIBUNAUX (Augmentation du personnel de quelques) *r.* de M. d'Anethan et vote, 17 *d.* V. Justice.

V

VACCINE. Demande d'une loi rendant la vaccination obligatoire, 10 *mai.* V. Hygiène.

VOIRIE VICINALE. Liquidation des subsides, 20 *d.* V. Budget de l'intérieur. — Police, 13 *mai.* V. Travaux publics.

ERRATA.

Page 11, 1^{re} col., ligne 58, au lieu de : *Boulanger*, lisez : *Boulenger*.
Page 62, 2^e col., ligne 29, au lieu de : *Hannut*, lisez : *Hasselt*.
Page 64, 1^{re} col., ligne 21, au lieu de : 1866, lisez : 1846.
Page 135, 2^e col., ligne 57, au lieu de : *demande*, lisez : *donne*.
Page 144, 2^e col., ligne 20, au lieu de : *il y a eu*, lisez : *il y a un*.
Page 146, 1^{re} col., ligne 3, au lieu de : *de la députation*, lisez : *des députations*.
Page 285, 1^{re} col., ligne 55, au lieu de : *quartier Léopold*, lisez : *caserne Léopold*.
Page 310, 2^e col., ligne 8, au lieu de : *Goegnies*, lisez : *Soignies*.
Page 402, 1^{re} col., ligne 2, au lieu de : *armée*, lisez : *guerre*.

2^{me} PARTIE.

Page 42, 1^{re} col., ligne 46, au lieu de : *m. j.*, lisez : *m. t.*
Page 54, *verbo* PATENTE, au lieu de 20 *n.*, lisez : 50 *n.*
Page 56, 1^{re} col., ligne 5, au lieu de : *justice*, lisez : *travaux publics*.
Page 73, ligne 29, au lieu de : *Paternostre*, lisez : *Paternoster*.
Page 115, 2^e col., ligne 1, au lieu de : *chemin de fer*, lisez : *chemin*.
Page 118, 1^{re} col., lignes 9 et 10, lisez : *M. Graux, m. f., défend l'augmentation*.
— 2^e col., ligne 31, au lieu de : *le cas de celui*, lisez : *le cas pour eux*.
Page 122, 1^{re} col., ligne 18, au lieu de : *Bivert*, lisez : *Biver*.
— 2^e col., ligne 2, au lieu de : *piar*, lisez : *pair*.
Page 127, 1^{re} col., ligne 34, au lieu de : *n'ait*, lisez : *n'a*.
Page 144, 1^{re} col., ligne 43, au lieu de *d'écoles*, lisez : *œuvres*.
Page 179, 1^{re} col., ligne 43, au lieu de : *et au port de*, lisez : *afin de le mettre à même de rivaliser avec le port de Dunkerque*.

TABLE DÉCENNALE DES MATIÈRES.

1870-1880.

U ² .	Session 1870-1871.
V ² .	» 1871-1872.
W ² .	» 1872-1873.
X ² .	» 1873-1874.
Y ² .	» 1874-1875.
Z ² .	» 1875-1876.
A ³ .	» 1876-1877.
B ³ .	» 1877-1878.
C ³ .	» 1878.
D ³ .	» 1878-1879.
E ³ .	» 1879-1880.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

(Les lettres grasses renvoient à la session ; les chiffres, à la page du volume.)

A

ABATAGE (Droit d'). **D**³, 151.
ACADÉMIE MILITAIRE. **U**², 32. — **V**². Locaux, 96.
 Installation. *r.* de M. Nothomb, 100, 101. — **W**².
 Suppression du poste de gouverneur, 175, 176. —
Y². Etat sanitaire, 325.
ACADÉMIE ROYALE D'ANVERS. **V**². Agrandissement
 des locaux, 107.
ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE. **X**². Dotation,
 262. — **Y**², 332.
ACCISES. **U**². Autorisation de mariage pour les
 commis des accises, 50. — **V**². Chimiste-aviseur,
 80. — **W**². Traitement des employés, 144. —
X², 259.
ADMINISTRATION. **W**². Admission des candidats
 diplômés au ministère des travaux publics, 201.
 — **B**³. Eméritat pour les fonctionnaires, 48. —
E³. Traitement de ceux du ministère de la justice,
 189.
ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. **U**². Traitement
 des employés, 11. — **W**², 145, 146, 196. — **X**²,
 241. — **Y**², 307. — **E**³, 190.
AGRICULTURE. **U**². Rapport triennal sur l'ensei-
 gnement 1867-1869, 9. — **V**². Stations expéri-

mentales, 78, 85. — **W**². Exposition agricole de
 Liège, 144. — **X**². *Id.* de la société de Brabant-
 Hainaut. *r.* triennal sur l'enseignement, 238. —
A³. *Id.*, 423. — **D**³. Enseignement, 111, 135. —
E³. Remèdes contre la crise. Statistique des élec-
 teurs agricoles. *r.* triennal sur l'enseignement, 188.

ALIÉNÉS. **V**². (Régime des), 84. Scandale à
 l'établissement d'Evere, 105, 106. — **W**². Frais
 de l'établissement de Mons, 147. *r.* sur la situation
 des établissements ; modification à la loi de 1850.
 188. *r.* de M. Vleminckx, 189. — **X**², 258-260. —
D³. Traitement des individus déclarés irresponsa-
 bles, 109. Débat au sujet de l'établissement de
 Froidmont, 142, 143.

ALLEMAGNE. **U**². Relations avec ce pays pendant
 la guerre. Attitude de la presse, 6. — **W**². Traité
 pour la reprise du Guillaume-Luxembourg, 140. —
X². Attitude de la presse ultramontaine vis-à-vis
 de ce pays, 238. — **Y**². *Id.* Incident Duchesne,
 299. — **Z**². Convention (marques de fabrique).
Voir TRAITÉS.

ALLUMETTES CHIMIQUES. **Y**². Entrée en France,
 316.

AMENDEMENTS. **X**². Droit des ministres d'en pré-
 senter quand ils ne sont pas membres de la cham-
 bre, 275.

AMENDES. U². Prescriptions en matière fiscale et disciplinaire. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 41. — W². r. de M. Drubbel, 189.

AMNISTIE. E⁵. Pour les déserteurs, 189.

AMORTISSEMENT de la dette publique. U², 81.

ANET, pasteur protestant. A³. Son arrestation illégale à Anthée, 459.

ANIMAUX DOMESTIQUES. B⁵. Amélioration des races, 9. Police sanitaire. Pr. de M. Delcour, 41.

ANNALES PARLEMENTAIRES. V². Traduction en flamand. Pr. de M. Bara, 108. — W², 194. — B⁵. Traduction, envoi aux administrations communales, 55.

ANNUAIRE du département des travaux publics. D⁵, 150.

ANNUITÉS (Caisse d') dues par l'Etat. V², 9, 10. — W². Autorisation de viser certains titres, 166, 167. — Z². Visa anticipatif (affaire de la Banque de Belgique), 371.

ANVERS. U². Travaux maritimes Construction des quais, 47, 48. Démolition des fronts intérieurs de la citadelle du Nord, 49. — V². Désordres à l'occasion de la présence du comte de Chambord, 77. Echange d'immeubles, 95, 96. Citadelle du Nord, 97, 98. — W². Nombre des échevins porté à cinq, 163. Champ des manœuvres, 172, 176, 180. — X². Augmentation du nombre des échevins, 247. Echange d'immeubles, 249. Installations maritimes. Société immobilière, pr. de M. Malou, r. de M. De Decker, 270-274. — Y². Reconstruction du musée, 352. Installations maritimes, 357, 358. — Z². Vente de terrains de la citadelle du Nord, 374. Travaux maritimes, 400, 401. — A⁵. *Id.*, 464. — B⁵, 4. Citadelle du Nord, 5. Expertise, 28. Conservation du *Steen*, outillage du port, dépense totale, 48. — D⁵. Abus imputés à l'administration communale dans les élections, 111. Travaux maritimes, 149. Pont sur l'Escaut, citadelle du Nord, 150. *Steen*, 151, 152. Taxes commerciales, 151, 152. Frais de port, 152. Vente de la citadelle du Nord, 156. — E⁵. Demande de réduction des droits de pilotage et de fanal en compensation des avantages faits à Terneuzen, 187. Cession de la citadelle du Nord, 201. Installations maritimes, 213, 214. Mode d'expropriation des terrains, canaux intérieurs, bassin de batelage, 214.

ARBITRAGE INTERNATIONAL. Y². Pr. de MM. Couvreur et Thonissen, 295.

ARCHÉOLOGIQUE (Institut) d'Arlon. A⁵, 425.

ARCHITECTES. W². Honoraires, 201.

ARCHIVES (Local pour les) du royaume. U², 42. *Id.* pour les archives de Gand, 43. — V², 107, 117. — W², 192. — X². Achat d'un local à Gand, 262. — Y². Local pour celles du royaume; disparition de pièces à Alost 352. — Z². Local, 396. — A⁵. *Id.* Traitement des archivistes provinciaux, 460. Achat du Jardin zoologique, 464. — B⁵, 10. — D⁵. Renvoi de M. de Potter, sous-archiviste à Gand, 111, 112. — E⁵. Demande de restitution des archives belges qui se trouvent à Paris, 210.

ARDOISIÈRES. V². Concessibilité, 108. — X², 263.

ARGENT (Suspension du monnayage de l'). X², 263, 264. — Y², 334. — Z², 397. — A⁵, 461. — D⁵. Convention de Paris, du 5 novembre 1878, 144.

ARGENTINE (Confédération). D⁵. Pr. de colonisation émané de M. d'Hane-Steenhuyse, 152.

ARMÉE. U². Services rendus en 1870. Opinions de M. Cornesse et du général Guillaume, 30. Mode de recrutement, système suisse, 30, 31. Promesse d'un r. sur l'organisation et la mobilisation, 31. Demande de réduction de l'effectif. Question de confiance, 31, 32. — V². Question du recrutement, remplacement, service personnel, 96-101. — W². Travaux de la c. militaire, démission du général Guillaume. Fixation du contingent, service personnel, remplacement, désaveu de la *Belgique militaire*, 172-174, 176-180. Période des manœuvres, 181. Modification à divers services, 181. Changement à la loi de milice, 192-194. — X². Observations sur les réformes introduites, 237. Charges du remplacement, 250, 251, 252. Citadelle du Nord, 251, 252. Service obligatoire, 253. — Y². Recrutement, remplacement, 322, 323. Désaveu de la *Belgique militaire*, 324. Aggravation des charges de remplacement, 332. — Z². *Id.*, 374. — A⁵. Critique du prix du remplacement, 454. Intervention de la troupe dans les grèves, 454. — B⁵. Efficacité de l'armée, 5, 27. Matériel, 25. Organisation, 27. Discipline, 28. *Belgique militaire*. Propos tenus par un officier, 45. — D⁵. Politique militaire du cabinet libéral; réserve nationale, 103. Augmentation du contingent, déchets, 123, 124, 125. Remplacement par l'Etat, position des sous-officiers, 126. — E⁵. Réserve nationale, suppression de l'obligation de verser 200 fr. comme condition du remplacement par l'Etat, 201. Volontariat, critique de l'augmentation du contingent, 201.

ARMES DE GUERRE. Z². Quantités vendues à vil prix, 376. Interdiction de les porter, 396.

ARRESTATION ARBITRAIRE. A⁵. M. Anet, pasteur protestant, 459.

ART DRAMATIQUE. U². Encouragements, 42.

ART INDUSTRIEL. A⁵. Enseignement, 460, 461.

ARTILLERIE. U². Cr. de 1,220,000 fr., 50. — B⁵. Complément, 25. Effectif, 27.

ARTS. U². Acquisitions, échanges, 42, 192.

AUDITEUR MILITAIRE. Z². Adjoint nommé à Anvers, 595.

AUGUSTINS (Temple des). U². Démolition, 43. — V², 107. — Y². Installation provisoire du service des postes, 317.

AUTRICHE. A⁵. Déclaration relative aux marques de fabrique, 420.

AVOCATS. Y². Patente, 326, 340. — Z², 376. Liberté de la profession, 390. — A⁵. Patente, 455. — E⁵. Du département des travaux publics, honoraires, 214.

AVOUÉS. V² (Suppression des), 81. — Y², 304. — A⁵, 428. — D⁵, 119.

B

BALTHAZAR, garde champêtre à Stavelot. U². Incident à son sujet, 10.

BANQUE DE BELGIQUE. Z². Affaire Eug. T'Kint de Roodenbeke, 371.

BANQUE NATIONALE. U². Discussion au sujet de ses services, 9. Correspondance relative à la crise financière de 1870, 28, 29. — V². Prorogation de la durée de la Banque pour trente ans, r. de M. Pirmez, 79, 80. — W². Ducroire payé aux maisons étrangères, 144. — X². Taux de l'escompte, 248.

BASSINS HOUILLERS (Société des). U². Convention pour la reprise du matériel, 9. Pr. de l., 12.

r. de M. Lienart, 15. Disc., 13, 14. Exécution, 45. — **W**², 151, 166. — **X**², 215, 244. — **Y**². Convention de 1875, 510-512. — **A**⁵, 427, 428.

BATELIERS (Patente des). **U**². Voir **PATENTES**.

BEAULIEU, entrepreneur des travaux du canal de la Campine. Condamnation envers sa faillite. **U**², 29.

BELGIQUE MILITAIRE. **W**². Desaveu de ce journal, 172, 174, 176, 180. — **X**², 524. — **B**⁵. Attaques dirigées contre des représentants, 45.

BELLIGÉRANTS (Conférence à Bruxelles au sujet des droits des). **Y**², 295, 299, 505.

BESTIAUX (Indemnité pour) abattus. **A**⁵, 425.

BÉTAIL. **D**⁵. Importation d'Amérique, 107. Danger de contagion, 127. — **E**⁵, 188. Demande de rétablissement des droits d'entrée, 197.

BEURRE. **E**⁵. Demande du rétablissement des droit d'entrée, 97.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. **V**². Dangers d'incendie, 107. — **W**². Traitement des employés, 192. — **X**², 242, 262. Catalogue, ouverture le soir, *ibid.* — **Y**², 352. — **Z**². Traitement des employés; danger résultant du voisinage du laboratoire de chimie, 596. — **D**⁵. *Id.* 111, 112. — **E**⁵, 214.

BIENFAISANCE. **W**². Demande de la placer dans les attributions du ministère de l'intérieur, 147.

BIENS DOMANIAUX. **D**⁵. Aliénations, 122.

BIÈRES. **U**². Accise 49. — **V**². Modification facultative, 94, 95. — **Y**². Accise, mode de fabrication, 559, 540.

BILANS (faux). **D**⁵, 107, 108. — **E**⁵, 189. Pr. de M. Bara, 208.

BILLON (Pléthore du) de cuivre. **A**⁵, 462. — **B**⁵, 59. — **E**⁵. Invasion du billon français en Belgique, 191.

BIOGRAPHIE NATIONALE. **V**². Traduction en flamand, 42. — **V**², 107.

BISMARCK (Offre d'assassiner M. de), affaire Duchesne. **Y**², 299-302.

BLANKENBERGHE. **V**². Caisse de prévoyance des pêcheurs 81. — **W**², 192. Cession de terrains, 166. — **A**⁵. Entretien des digues. 463. — **B**⁵. Wateringue, 9. — **D**⁵, 150.

BLESSÉS DE SEPTEMBRE. **E**⁵. Position malheureuse, pension, 212.

BOIS de construction. **Y**². Droits d'entrée. 340. — **A**⁵, 454. — **B**⁵, 51. — **D**⁵, 152. — **E**⁵, 197.

BOISSONS ALCOOLIQUES (Droit de débit de). **U**². Influence sur les électeurs, 22. Pr. de loi tendant à supprimer l'impôt, *r.* de M. Cruyt; pr. de M. Jacobs, *r.* de M. Lienart. 32-35, 49. — **W**². Proposition de le rétablir, 202.

BOMBAY. **V**². Consulat général, 10.

BOUCHERS. **E**⁵. Pét. de Puers, relative à la concurrence des marchands de bestiaux, 203.

BOULANGERIE MILITAIRE. **Y**². Achat d'un immeuble, 321.

BOURGMESTRES. **U**². Nominations politiques; incident de Scheldewindeke, bourgmestre clérical à Wavre, 11. Incident relatif au bourgmestre de Cherscamp, 17, 18. — **W**². Principes de M. Delcour relativement aux nominations, 145. Nominations à Genappe, Jodoigne, Mouscron, Willebroeck, Thirimont, Jalhay, Maeseyck, Aywaille, Ramet, Comblain, Wandre, Louvain, Léau, 145; Namur, 145, 147. — **X**². Incidents à Herve, Renaix, Les sines, Ledeborg, Welkenraedt, Baelen, 241, à Thollembeek, 242. — **Y**². Places vacantes dans

l'arrondissement de Nivelles, 507. — **Z**². Nomination à Beauvechain, 565. Droit de requérir la gendarmerie, 574. — **B**⁵. Serment de recenser fidèlement les votes, 19. — **D**⁵. Nominations faites par M. Rolin-Jaquemyns, 109, 110. — **E**⁵. *Id.* 189, 190.

BOURSE (Exception de jeu en matière de). **Z**², 577.

BOURSES D'ÉTUDES (Fondation de). **X**². *r.* triennal, 249. — **Z**². *Id.* 595.

BOURSES DE VOYAGE. **B**⁵. Données à des jeunes gens qui se destinent au commerce. Un des boursiers devenu douanier en Chine, 7.

BRACONNAGE NOCTURNE. **Z**², 564, 566. — **A**⁵, 426. — **B**⁵, 54.

BRÉSIL (Traité avec le). **A**⁵. Marques de fabrique. (Voir **TRAITÉS**.)

BREVETS D'INVENTION. **U**². Recueil, 11. — **V**², 81.

BRIQUES des Flandres. **X**². Emploi dans les travaux publics, 275.

BRUGES. **X**². Aliénation du couvent des jésuites anglais, 249. — **A**⁵. Régime des eaux, 465.

BRUXELLES. **U**². Attaques contenues dans un *r.* de M. Delaet, 47, 48. — **V**². Subside de 100,000 fr. pour la police, 81, 94. Remise des droits d'enregistrement sur le rachat de certains terrains, 95. Subside pour l'instruction primaire, 105. Port de mer, 115. — **W**². Cession de terrains dépendant de la gare du Midi, 165, 166. Rôle de la police dans les journées de 1871, 172. Dépenses pour l'instruction primaire, 185-186. — **X**². Anonymat à la société du quartier N.-D.-aux-Neiges, 248. Subside pour l'enseignement primaire, 255 et suiv. — **Y**². Avenue d'Uccle à Forest, 515, 559. Nouveau champ des manœuvres, 515. Cession de l'hôtel des postes, 517. — **A**⁵. Fractionnement de l'arrondissement au point de vue électoral, 445. — **D**⁵. Boulevard Léopold II, 154, 155. — **E**⁵. Ecoles protestantes et israélites, 206. Eclairage du Parc; comblement des bas-fonds, 214. Square du Petit-Sablon, *ibid.*

BULGARIE (Envoi d'un corps de troupes belges en). **A**⁵, 420.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE (Projet de publier un). **B**², 10.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. **Z**². Refus de secours pour non-fréquentation des écoles communales à Wavre, 577, 578. — **B**⁵. Décision du conseil communal d'Ostende, 51. — **E**⁵. Refus de secours médicaux à Diest, 190. A Haeltert, 206.

C

CADASTRE. **V**². Péréquation, 117. — **X**². Retard dans les mutations, 259. — **Y**², 304. — **A**⁵, 423. — **B**⁵. Nouveau règlement pour les mutations, 7. — **D**⁵, 156.

CAISSE D'AMORTISSEMENT, DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. **U**². M. Vermeire élu membre de la *c.* de surveillance, 28. *r.* annuel, 29. — **V**², 95. — **W**², 166. — **X**², 249. — **Y**². Nomination de M. Tack, 517. Compte rendu, 518. — **Z**², 572. — **B**⁵, 25. — **E**⁵. Réélection de M. Tack, 200.

CAISSE D'ANNUITÉS DUES PAR L'ÉTAT. Voir **ANNUITÉS**.

CAISSE D'ÉPARGNE. **W**². Compte rendu, 166. — **X**², 249.

CAISSE DE PRÉVOYANCE DES INSTITUTEURS PRI-

MAIRES. **U**². Pr. de M. Kervyn de Lettenhove, 35. — **V**². r. de M. Royer de Behr, 105. — **W**², 185, 187. — **X**². 254, 257, 258. — **Z**². Pr. de M. Kervyn de Lettenhove, 377, 378. Pr. de M. Malou, 381, 384-386.

CAISSES DES VEUVES ET ORPHELINS. **X**². r. de M. Maus, 247. — **Y**², 520.

CAMBRE (Dépôt de la). **V**². Propriété, 96. — **W**², 166. — **Y**². Etat sanitaire, 325.

CANAL MARITIME reliant Bruxelles, Malines, Louvain à l'Escaut. **V**². 115, 116. — **B**³, 47, 48, 49, 50. — **D**⁵. Travail de M. Jacques Behr, 149, 150. Etudes, 151, 152.

CANAU. **U**². de Bruges à Blankenberghe, 45, 46. Péages sur les embranchements du canal de Charleroi, 46, 49. Halage, 46. Infiltrations du canal de Blaton, 46. De Mons à Condé, d'Ostende à Bruges, 47. — **V**². Canal maritime reliant l'Escaut à Bruxelles, Malines, Louvain et Charleroi, 115, 116. Réduction des péages, 116. — **W**². Ensablement du canal de Schipdonck, 198, 200. Canal de Bruges à Ostende, 200. — **X**². Travaux au canal de Schipdonck, 270. De Bruges à Ostende, 274, 275. Reprise des canaux de la Flandre occidentale, 274. — **Y**². Ecoulement des eaux du canal de Schipdonck, 337-339. Canal de Bruges à Ostende, de Furnes à Bergues, de Plasschendaale à Nieupoort, 337. De Mons à Charleroi, 331, 341. — **Z**². Minimum d'intérêt pour le canal de Bossuyt à Courtrai, 365. Demande d'autorisation de naviguer la nuit. *Id.* de suppression de péages, 400, 401. Jonction de la Lys à l'Yperlée, péages sur le canal de l'Ourthe, canal de Bruges à Ostende, de Bruges à Blankenberghe, 400, 401. — **A**⁵. La Lys à l'Yperlée, Charleroi à Mons, élargissement du canal de Charleroi, de Bruges à Blankenberghe, halage entre Bruges et Ostende, 463, 464. Remplacement du canal de Charleroi par un chemin de fer industriel, 464. — **B**⁵. De Schipdonck, de Lisseweghe, de Bruges à Ostende, de Charleroi à Mons, de Selzaete, 47, 48; de Blaton à Ath, 49, de la Lys à l'Yperlée, 49. Elargissement du canal de Charleroi, 47, 48, 49, 50. — **D**⁵. Canal de jonction entre Mons et le Centre, entre la Lys et l'Yperlée, achèvement du canal de Selzaete, 149, 150. Système de l'ingénieur Finet, 151, 152. Navigation nocturne, 151, 152. Bruges à Ostende, 153, 154 de l'Yser, de Louvain, de Charleroi, de la Louvière à Mons, 154. Canaux houillers du Hainaut, 155. — **E**⁵. *Id.*, 215. Chômage sur le canal de Charleroi; *brise-glace*. Jonction de la Lys à l'Yperlée, 215. Canal de Moerbrugge à l'Yser, de Furnes à Dunkerque, 214.

CANONS D'ACIER. **V**², 100.

CARAMAN-CHIMAY (DE), gouverneur du Hainaut. **X**². Sa nomination, 242. — **C**⁵. Sa révocation, 86.

CARDINAL ARCHEVÊQUE de Malines (Honneurs militaires rendus au). **Y**², 316.

CARTE du dépôt de la guerre. **V**², 100.

CARTE GÉOLOGIQUE. **Z**², 396. — **A**⁵, 425, 460. — **B**⁵, 7, 10. — **D**⁵, 112.

CARTON, commissaire d'arrondissement à Ypres, sa démission. **V**², 113. — **C**⁵, 87.

CASERNEMENT des troupes mis à la charge de l'Etat. **W**², 172, 181. — **X**², 250. — **Y**², 524. — **D**⁵. Discussion sur les casernes d'Etterbeek, 125, 126, 127. — **E**⁵. *Id.*, 201. Cr. de 4,500,000 fr., 201, 202.

CASERNES. **V**². De Namur, 100. — **Y**². Hygiène, cachots, 325. — **D**⁵. De Charleroi, d'Etterbeek, 125, 126, 127. — **E**⁵. *Id.*, 201. *Id.* d'artillerie de Liège, 202.

CAUTION *judicatum solvi*. **Z**², 363.

CELLULAIRE (Système). **Y**². Généralisation, 304, 305. — **Z**², 364. — **A**⁵, 424.

CENS ÉLECTORAL. **A**⁵. Membres des corporations religieuses, 443. — **B**⁵. Nécessité d'une base fixe, 4, 20-25.

CÉRÉALES. **E**⁵. Droits d'entrée, 197. (*Voir aussi* DENRÉES ALIMENTAIRES.)

CHALCOGRAPHIE. **W**², 192.

CHAMBORD (Comte de). **V**², 77.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. Observations de M. Le Hardy de Beaulieu au sujet de son autorité sur les affaires publiques. **U**², 29.

CHAMBRES DE COMMERCE. **U**². Droit de nomination, demande de suppression, 10. — **V**². Mode de nomination, 84. — **W**². Suppression, 148. — **X**², 240. — **Y**². Pr. de M. d'Aspremont-Lynden, 326-328.

CHAMPAGNE MOUSSEUX (Pr. de frapper d'un droit de 50 c. par bouteille le). **B**⁵, 51.

CHAMP DES MANŒUVRES. **W**². A Anvers 172, 175, 180. — **Y**². A Bruxelles, 315.

CHARLEROI. **U**². Démolition des fortifications, 45. — **X**², 270. — **Y**². Garnison, 322, 323. — **Z**². Appropriation des terrains militaires, 371. — **A**⁵. Criminalité, 424. — **D**⁵. Augmentation du nombre des échevins, 119. Casernes, 125. Dédoulement de la justice de paix, 143, 144.

CHASSE. **V**². r. de M. Wouters, 85. — **A**⁵. Au chien courant sans fusil, 425. — **B**⁵. Pr. de l. de M. Delcour, 14.

CHAUDIÈRES A VAPEUR. **Z**². Surveillance, 577. — **B**⁵, 48.

CHEMIN DE FER. **U**². Liquidation du *minimum* d'intérêt garanti aux chemins de fer de la Flandre occidentale et de Lierre à Turnhout, 12. r. de M. Brasseur, 16. Réforme du tarif des voyageurs (tarif Wasseige), 12, 15, 16, 17. Ligne d'Athus à Givet, 12, 15, 16, de Hal à Maestricht, d'Horrues à Tubize, station de Trois-Ponts, Bovigny-Courtil, Isières, lignes de Frameries à Chimay, de Gand à Anvers par Lokeren. Encombrement des stations d'Anvers, Lokeren et Termonde, 12. Non-exécution du chemin de fer de Virton, tracé de la ligne, 12, 14. Chemin de fer de Jemeppe à la Meuse, 12, 14. Raccordement des stations de Bruxelles, 12, 15. Ligne de ceinture à Liège, 12, 17. Tracé d'Ostende à Armentières, 13. Interdiction d'entrée dans les gares, cr. de 6,500,000 fr. pour le matériel, 13. r. de M. d'Andrimont. Insuffisance du matériel pour le transport des charbons. Station de Vaux-sous-Chèvremont. Ligne de Tirlemont au camp de Beverloo, 15. r. de M. Pety de Thozée, 16. *Id.* de Hesbaye-Condruz, 15, 16. *Id.* de Roulers à Dixmude, d'Ans à Breda, d'Herenthals à Moll, d'Anvers à Gladbach, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, 15. Réclamations de la ville de Wavre, 15, 16. Stations de Louvain et de Namur, Nessonvaux, Pepinster, ligne des Plateaux de Herve, d'Houdeng à Soignies, 15, de Bonne-Espérance à Beaumont, 15, 16, de Saint-Ghislain à Ath et d'Ath à Belœil, 15, 16, de Saint-Ghislain à Erbi-sœul. Ajournement, 17, d'Anvers à Sottegem. Station de Charleroi. Lignes d'Anvers à Douai.

Vol commis à la station du Midi à Bruxelles, 15. Stations de Termonde, de Tournai, lignes du Limbourg, de l'arrondissement de Huy, station de Malines, cautionnement des employes, 16. Chemin de fer de ceinture de Gand; stations de Bruges, de Verviers, 17. Pr. d'enquête de M. Orts sur les tarifs, 28. Compte du matériel roulant; rails laminés et martelés; encombrement à la gare de l'Entrepôt à Bruxelles, 46. Tarif Wasseige, 48. Ligne directe de Charleroi à Bruxelles, 49. — **V**². Construction de matériel, cr. de 12,090,000 fr. r. de M. Vermeire, 85, 86. Ligne d'Athus à Givet, 85, 89, 90, 91, de la Vire, 85, 89, 90, 91. Crise des transports, 85, 86. Demande d'enquête sur l'exploitation, 86, 87, 88, 89. Rachat de la ligne du Luxembourg, 85, 86, 92. Effets du tarif Vanderstichelen, 86, 87, 88, 89. Ligne de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 89, 90. Rachat du Dendre-et-Waes, 89. r. de M. Demeur, 90, 92. Landen à Huy, Bastogne à Gouvy, Luttre à Bruxelles, Hal à Maestricht, Anvers à Gladbach, Saint-Ghislain à Ath, 90, 91, 92. Intérêts de Wavre et Nivelles, 90. Trace de Tirlemont à Diest, 90, 91. St-Ghislain à Erbisœul, 91. Soltegem à Anvers, 91. Bonne-Espérance à Beaumont, 90, 91. Travail du dimanche, 91. Stations de Namur, Tamines, Quaregnon, 91. Nécessité d'établir les tarifs par voie législative; transport des engrais; insuffisance du matériel, 91; tarif Wasseige, 92. Station de Tournai; lignes de Comines et de Menin à la frontière de France, 92. — **W**². Traité avec la Hollande pour le passage du chemin de fer d'Anvers-Gladbach sur son territoire, 140, 141. Publication des recettes et dépenses des compagnies qui jouissent d'un minimum d'intérêt, 144. Construction d'un chemin de fer d'Athus à la Meuse, 148. Rachat de Pepinster à Spa, 148, 149. Système d'expropriation exposé par M. Pirmez, 149. Marché de rails fait par M. Moncheur avec des industriels anglais, 148, 149. Lignes de Hesbaye-Condroz, 149, 158. Cession du chemin de fer du Luxembourg, rachat, 149-157. Demande de rachat du réseau de la Flandre occidentale, 150, 157, 158; de la Flandre orientale, 158. Obligations de la société des Bassins houillers, 151. Lignes de l'arrondissement de Thuin, 151. Convention du Grand Central avec la compagnie du Luxembourg, 151. Ligne de Saint-Ghislain à Erbisœul, 157. Accidents à Rixensart et à Groenendaël; promesse par M. Moncheur, *m. t.*, d'un rapport sur toutes les questions relatives aux chemins de fer; lignes d'Anvers à Aix-la-Chapelle, de Gembloux à la Meuse, de Luttre à Bruxelles, de Roulers à Dixmude, de Saint-Ghislain à Jurbise, de Tirlemont à Diest, d'Anvers à Douai, d'Anvers à Woensdrecht; travail du dimanche; tarif des voyageurs, 157. Mode d'expropriation; location de matériel; responsabilité de l'Etat en matière de transports; lignes de Thourout à Ypres, de Marbehan à Virton, de Thielt à Lichtervelde, de Tubize à Jodoigne, 158, de Bruxelles à Mayence, d'Audenarde à Roubaix, de Saint-Ghislain à Ath, de Blaton à Ath et Beaumont; tarifs sur les ligne du Flénu; tarification des petites marchandises; station du Luxembourg à Bruxelles; péages, lignes de Vivegnis à Bleyberg; tracé de Tirlemont à Diest, 159, 160. — **X**². Demande d'opérer de nouvelles reprises, 237. Ligne de Luttre à Bruxelles, 245, 244. Station d'Ottignies, contrat entre la compa-

gnie du Luxembourg et le Grand Central, 245. Ligne de Berzée à Beaumont, 245, 244. Accident à Dilbeek, incendie de la gare de marchandises à Gand. Tarification des petites marchandises, comptabilité, débit de boissons par les ouvriers de l'arsenal de Malines; r. sur l'exploitation de la ligne du Luxembourg; tracé de Hesbaye-Condroz; ligne de Roulers à Dixmude, 245, tracé de celle des Plateaux de Herve, réseau des Flandres, 244. Audenarde à Roubaix, Anvers à Douai, Tirlemont à Diest, Bastogne à Gouvy, rachat d'Anvers-Rotterdam, ligne de l'Amblève, tarifs des voyageurs, station de Louvain, Malines et Huy, 244. Chemin de ceinture de Bruxelles, 244, 245. Saint-Ghislain à Ath; indemnités en cas d'accident, 245. — **Y**². Ligne de Lichtervelde à Thielt, 309, d'Athus à la Meuse, 309, 310. Mauvaise exploitation du Liégeois-Limbourgeois, 309. Emploi des crédits pour l'achèvement du réseau; responsabilité de l'Etat en matière de transports; tarif sur le chemin de fer de ceinture de Charleroi, 310. Convention avec les Bassins houillers (1875), 310, 311, 312. Lignes de Tubize à Jodoigne, de Beaumont à Chimay, de Bonne-Espérance à Beaumont, d'Ans à Breda, de Landen à Hasselt, de Houdeng à Soignies, de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Breda, de Luttre à Bruxelles, de Lierre à Turnhout, d'Anvers à Tilbourg, d'Anvers à Douai, de Roulers à Dixmude, de Saint-Ghislain à Ath, de Bastogne à Gouvy, 310, 311, d'Ostende à Blankenberghe, 312, 314. Station de Trois-Ponts, Pepinster, Termonde, Bugenhout, Ottignies, Wavre, Verviers, Louvain, Courtrai, 310-311. Reprise du réseau de la Flandre occidentale; garde-corps Maquet, *block system*. *Ibid.* Tarifs, mode d'exploitation, 310, 311. — **Z**². Exploitation de la ligne de Landen à Hasselt, Saint-Ghislain à Erbisœul; encombrement de transports par suite de neiges; achèvement de la ligne de Braine-le-Comte à Courtrai; responsabilité de l'Etat en matière de transports; timbre d'affranchissement des petits paquets; ligne de Tubize à Jodoigne; velours garnissant les voitures de 1^{re} classe; ligne d'Athus à la Sambre; insuffisance du matériel; réseau du Luxembourg, de la Flandre occidentale; Saint-Ghislain et Blaton à Ath, Anvers à Woensdrecht, à Tilbourg, à Gladbach, à Boom, Bastogne à Gouvy et à Wiltz; Audenarde à Roubaix, Lierre à Turnhout. Anvers à Douai, Plateaux de Herve, stations de Namur à Liège, Bruxelles à Tervueren, Vivegnis à Bleyberg, garde-corps Maquet, voitures automobiles, 366, 367. Stations de Tirlemont, Malines, Ostende, Ottignies, Braine-le-Comte, 367. Longrines en fer, 367. Tarifs des exploitations, 367. Stations de Bruges, Ostende, Malines, 368. Compte de la compagnie du Luxembourg, 368. — **A**³. Convention avec la Banque de Belgique pour les lignes de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter; insuffisance du matériel; reprise du réseau de la Flandre occidentale; lettres de voiture; tunnel de Braine-le-Comte; ligne de Bastogne à Gouvy, de Vivegnis à Bleyberg, de Beauraing à Mettet, de Blaton à Ath, chemin de fer de ceinture de Charleroi, de Dour à Bavay, d'Anvers à Gladbach et à Woensdrecht, de Braine-le-Comte à Courtrai; transport des huiles; stations de Tamines, Quaregnon, Ottignies, Dison, La Hulpe, Courtrai, Malines; responsabilité de l'Etat en matière de transports; emploi

de la langue flamande, garde-corps Maquet, 426. Responsabilité de l'Etat en matière de transports, 426, 427. Tarif du transport des pierres bleues, 426, 427. Ligne de Hesbaye-Condroz, de ceinture de Liège, tunnel de Braine-le-Comte, stations de Louvain, Tirlemont, Linkebeek, convention avec la société de Construction, capitalisation des annuités de rachat de Dendre-et-Waes et de Pepinster-Spa, 427, 428. Transport des lins bruts de Russie; restitution de cautionnements; seconde voie entre Rhisnes et Mont-Saint-Guibert; suppression des passages à niveau; rachat des chemins de fer des Flandres; stations de Courtrai et d'Ottignies, 428. — **B⁵**. Interdiction aux commis voyageurs d'emporter leurs colis comme bagages, 14, 15. Mise en exploitation de la ligne d'Herenthals à Moll; contradiction entre les chiffres du compte rendu du chemin de fer et ceux de l'Exposé du Trésor; ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten; pét. d'obligataires du Prince-Henri; pét. de Thuin relative à une surtaxe établie par le Grand Central; question des tarifs; lignes des Plateaux de Herve, de Tubize à Jodoigne, de Bleyberg, de Lobbes à Thuillies, de Beaumont à Chimay, d'Ans à Bréda; stations à Sart, à Verviers, à Ottignies, à Fontaine-Valmont, 15. Ligne d'Eecloo; stations de Tirlemont, Neerlinden, Herent; lignes de Tirlemont à Tongres, d'Anvers à Douai, de Termonde à Anvers, de Couillet à Jamioulx, de Saint-Trond à Looz, de Saint-Ghislain à Ath, de Bas-Silly à Renaix, de Renaix à Ellezelles, de La Louvière à Houdeng, d'Athus à Charleroi (tracé), de Bastogne à Gouvy, de Terwagne à Liège; longrines en fer, voitures Belpaire, compte du chemin de fer; stations de Ninove, Wetteren, Huy, Hofstade, Courtrai, Blaton, Leupegthem, Orroir, Tamines, Trois-Frères; reprise des lignes de la Flandre occidentale, 16; passage à niveau de Charleroi, station du Campinaire, lignes du pays de Waes, de Visé à Micheroux, de Marbehan à Virton, d'Athus à Florenville, d'Anvers à Woensdrecht et Hoogstraeten, de Landen à Huy, 17. Chaulage des wagons de houille, tares; récolement des coupons; garde-corps Maquet; voitures à couloir; stations d'Ottignies, La Hulpe, Braine-l'Alleud, 17. Lignes de Lembecq aux Ecaussinnes, de Dour à Bavay, de Lembecq à Ronquières, de Tongres à Maeseyck; reprise d'une partie des lignes des Flandres; convention relative au Prince-Henri, concession de Vivegnis-Bleyberg, 18, 19. Daltonisme; réglementation des transports; trains extraordinaires entre Paris et Bruxelles en vue de l'exposition; salaires à l'arsenal de Malines; perceptions illégales de péages par le Grand Central, 18. Situation financière, 19. — **C⁵**. Retard dans la construction de la gare de Bruges, 74. — **D⁵**. Cr. de 6 millions de fr. pour acquisition de matériel; ligne de Jamioulx à Couillet; accident à Bas-Silly, 113, 114, 116, 117. Publicité donnée aux adjudications, 114. Tarifs du Grand Central; lignes de Bastogne à Gouvy, de l'arrondissement de Thuin, de Tubize à Jodoigne, de Mettet à Acôz, de Fosses à Tamines, d'Anvers à Gladbach, Hoogstraeten, Mayence, de la Flandre occidentale, de Tavier à Ambresin, de Battice à Dison, de Florenville à Gedinne; station de Jabbeke; travail du dimanche, 114. Tarif des petits paquets; station de Sart; lignes de l'Amblève, de Soignies à Ghislenghien, de Lessines à Bruxelles, d'Ecaussinnes à

Ronquières, d'Anvers à Douai, d'Audenarde à Roubaix, des Plateaux de Herve, de Lichtervelde à Furnes, de Bastogne à Gouvy, d'Anvers à Hoogstraeten et Woensdrecht, de Saint-Trond à Tongres; stations de La Croyère, Braine-le-Comte, Pepinster; voitures Belpaire; nécessité de nommer dans les Flandres des employés parlant le flamand, 115. Lignes de Boom à Termonde et de Termonde à Bruxelles; voitures Belpaire; suppléments payés pour le passage d'un train ordinaire dans un train *express*; lignes de Malines à Aerschot, de Bastogne à Gouvy; stations de Gand, Lillois, Braine-l'Alleud, Jodoigne, Manage, Seneffe; tarif des marchandises; abonnements, 116. Frameries à Chimay, billets d'aller et retour; lignes de Visé à Micheroux, Terwagne à Seraing, Athus à Charleroi, Bruxelles à Lessines, à Termonde, Anvers à Gand par Calcken et Overmeire, Lichtervelde à Thielt, Ostende à Armentières; stations de Manage, Seneffe, Ottignies, Braine-le-Comte, Malines, Gand, Sart, Tilleur; récolement des coupons sur les trains en marche; tarifs du Grand Central, 117. Exploitation du Liégeois-Limbourgeois; augmentation du tarif des voyageurs, 118. Comptabilité des lignes d'Ostende-Armentières et Furnes-Dunkerque, 117, 118. Lignes de Ciney à Jodoigne, de Fosses à Namur, d'Athus à la Meuse, de l'arrondissement de Marche, d'Audenarde à Orroir et à Roubaix, de Turnhout à Lierre, de la Flandre occidentale, seconde ligne entre Anvers et Bruxelles, d'Anvers à Tilbourg, de Bastogne à Gouvy, de l'Amblève, de Visé à Micheroux, de Malines à Aerschot, 118. Stations de Schoonaerde, Buggenhout, Wetteren, Ottignies, Braine-l'Alleud, Spa, Pepinster, 118. Augmentation du tarif des voyageurs, 130. — **E⁵**. Rachat du chemin de fer d'Anvers-Rotterdam, 186, 192. Demande de rachat du Liégeois-Limbourgeois, 187. Station de Florenville, 192, 194. Crise des transports, insuffisance et mauvais emploi du matériel, 193, 194. Stations de Malines, d'Ath; lignes de Termonde à Boom, de Bastogne à Gouvy, de Tubize à Jodoigne, de Bruxelles à Lessines, de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Douai, de Ramillies à Andenne, de Lembecq aux Ecaussinnes, de Nivelles à Fleurus, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, de Lierre à Turnhout; transport de la chaux destinée à l'agriculture; reprise du réseau de la Flandre occidentale, 193. Gare de manœuvres à Anvers; stations d'Ottignies, Braine-l'Alleud, Wavre, Huy, Alost, Thielt, Dison, Saint-Ghislain, Bruxelles (Quartier-Léopold), 193, 195. Chemin de fer de ceinture de Bruxelles, suppression de passages à niveau, 194. Amortissement du capital d'établissement, critique et défense de l'augmentation des tarifs par M. Sainctelette, 194, 195; statistique des accidents, bris de rails, 195; police des chemins de fer, entretien du matériel; lignes d'Anvers à Tilbourg, Bruxelles à Lessines, Athus à la Meuse, Flawinne à Fosses, Soignies à Bas-Silly; lignes des arrondissements de Marche et de Dinant, éclairage des trains, emploi de la langue flamande, 194.

CHÈQUES. **W²**. Pr. de l., 165, 166.

CHERS CAMP. **U²**. Pét. relative aux actes du bourgmestre, 17.

CHEVAUX. **V²**. Réquisitions pour le service militaire, 79. — **W²**, 176. — **B⁵**. Chevaux mixtes. Fraudes électorales, 4. Pr. de M. Frère-Orban, 20.

— **C³**. Pr. de M. Graux; de M. A. Visart, 75. — **D⁵**. Pr. de M. Thibaut, 127.

CHICORÉES. **Y²**. Droit d'entrée, 517.

CHILI (Traité avec le), **Z²** 561.

CHINE (Légation en), **W²** 148.

CIMETIÈRES. **U²**. Règlement de Chénée, 42. — **V²**. Déclaration de M. Delcour, 81. — **W²**, 145. Opinion de M. De Lantsheere, 189. — **X²**. Règlement de Chénée, 245-247. — **A⁵**. Cimetière particulier à Wavre-Notre-Dame, 424. Décision du conseil communal de Ruddervoorde, 446. — **B⁵**. *Id.* 8. — **E⁵**. Propriété des anciens cimetières, circulaire de M. Rolin-Jaequemyns, 189.

CLERBOIS. **D⁵**. Pét. au sujet d'un ordre du jour rendu par le directeur de l'école de pyrotechnie, 125, 125.

CLERGÉ. (Voir **CULTES**.)

CLINIQUE. (Voir **HOSPICES**.)

CLOCHES. **A⁵**. Interdiction des sonneries à Ostende, 424.

CODE CIVIL. **U²**. Révision de l'art. 1781, 11. — **Y²**. Art. 755. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, art. 1781, 514. — **B⁵**. Pr. de M. Kervyn de Lettenhove relative aux donations et testaments, 54, 55.

CODE DE COMMERCE. **U²**. Lettres de mer, sociétés, contrats à la grosse, avaries, 17. — **V²**. Droit maritime; gage, lettres de change, sociétés, 92, 95. — **W²**. Sociétés, assurances, 160, 161. — **X²**. Assurances, 247. — **Y²**. Abordage, hypothèques maritimes, contrats à la grosse, 514. — **A⁵**. Navires, connaissements, louage et assurances maritimes, 428. — **B⁵**. Hypothèque maritime, contrat à la grosse, 19. — **D⁵**. Am. du sénat au livre II, 118. — **E⁵**. Contrat de transport. *r.* de M. Dupont, 195.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. **U²**, 17. — **W²**. Livre préliminaire. *rr.* de MM. Thonissen, Jacobs et Dupont, 161. — **Y²**, 304. Compétence, conciliation, 514, 515. — **Z²**. Am. du sénat, 568. — **A⁵**. Les trois premiers livres, 428. — **D⁵**. Question des avoués, 119.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. **V²**, 96. — **Y²**, 504. — **Z²**, 574.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE (procédure pénale). **V²**. Modification à l'art. 472. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 106. — **W²**, 147. — **A⁵**. Titre préliminaire, 428. — **B⁵**, 54. Pr. de M. De Lantsheere, 55. — **D⁵**. Pr. de M. Bara, 119. — **E⁵**. *r.* de M. Thonissen sur le titre 1^{er} et le chapitre 1^{er} du titre II, 195.

CODE ÉLECTORAL. **V²**, 95. — **B⁵**. Révision, 22. — **C³**. Pr. de M. Graux, 75-81. — **D⁵**. Modification, 128.

CODE PÉNAL. **V²**. Art. 59 et 60. Pr. de M. Lelièvre. Cumul des peines, 95. — **W²**. *r.* de M. Guillery, 161. — **Y²**. Art. 507. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 515. — **Z²**. Art. 519. Pr. de M. Lelièvre, 568.

CODE RURAL. **Z²**, 568. — **A⁵**, 428. — **D⁵**. *rr.* de MM. de Moreau d'Andoy, Smolders, Thonissen, 119. — **E⁵**, 195.

CODIFICATION des lois. **A⁵**, 424. — **E⁵**, 188.

COMMISSAIRE VOYER. **Z²**. Intervention des communes dans le traitement, 565.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. **X²**. Nominations à Mons, à Soignies, 241. Mariage civil de M. de Gerlache, à Nivelles; communes de 5,000

âmes soustraites à leur compétence, 269. — **D⁵**. Révocations, M. de Montpellier, 109.

COMMISSAIRES DE POLICE. **X²**. Demande de mettre une partie de leur traitement à la charge de l'Etat, 241. Pét. de Charleroi, 260. — **Z²**, 564, 565. — **A⁵**, 425. — **B⁵**. Affiliation à la caisse de retraite des secrétaires communaux, 7. — **D⁵**, 112.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. **U²**. Traitement des employés. Nivelles, Turnhout et Dinant portés de la 5^e à la 2^e classe, 11. — **W²**. Traitement des employés, 146. — **X²**, 241. — **Z²**, 565. — **A⁵**, 425.

COMMUNALE (Loi). **U²**. Pr. de révision des articles 155, 155, 156, 137. Pr. de l., 17. — **W²**, 162. — **Z²**. Art. 78. Pr. de M. Lelièvre, 569. — **A⁵**. Révision des art. 155, 141 et 147, 429, 430. — **D⁵**. Modification à l'art. 78, 119.

COMMUNALES (Affaires). **E⁵**. Nomination d'un commissaire spécial à Joncret, 195.

COMMUNE DE PARIS (Mesures prises contre les auteurs de la). **U²** Belges compromis dans cette entreprise, 8.

COMMUNES. **U²**. Aisemont, 17, 18. Bressoux, Merxem, Dolhain-Baelen, 18. — **V²**. Mont-Saint-Amand, 94, 95. Dolhain-Baelen, 95. — **W²**. Pecq et Hérinnes, Versailles et Binche, Schoonaerde, Thys et Fize-le-Marsal, 162, 165. — **X²**. Thys et Fize-le-Marsal, Nieuwrode, Terhaegen, Glain, Sorinnes-la-Longue, 247. — **Y²**. Glain, Sorinnes, Terhaegen, 515. — **Z²**. Petit-Enghien et Enghien, Binche et Battignies, Mont-Saint-Amand, Selange, Hallaer, Houdemont, Ichteghem, 569. — **A⁵**. Ostende et Mariakerke, Enghien et Petit-Enghien, Bleton et Grandglise, Poupehan, Mirwart, 450. — **B⁵**. Bruxelles et Saint-Gilles, Roselies, Barchon, Bi'sen et Beverst, Sommethonne, Athus. Classification nouvelle, 19. — **D⁵**. Dolhain-Baelen et Limbourg, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean, Dolembreux, Esneux et Sprimont, 119. — **E⁵**. Manage, 195; Bruxelles et Etterbeek, 195, 196.

COMPAGNIES DISCIPLINAIRES. **W²**, 175.

COMPTABILITÉ. **U²**. Discussion du règlement des *BB.* *r.* sur l'exécution de la loi du 5 septembre 1870. Dérogation à l'article 19, 18. — **W²**. Du chemin de fer, 202. — **A⁵**. Dérogation à l'article 24 de la loi de 1846, 451.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE des séances. **V²**. Pr. de M. Bara, 108. — **W²**, 194. — **X²**, 265. — **D⁵**. Cr. de 60,000 fr., 107. Organisation, 144.

CONFESSIONNAL. **A⁵**. Son influence dans les élections, 448 et suiv.

CONGRÈS DE BRUXELLES. au sujet des droits des belligérants **Y²**, 295, 299.

CONGRÈS des sciences préhistoriques. **V²**, 107.

CONSEILS COMMUNAUX. **V²**. Dissolution, classification, 95. — **B⁵**. Classification, 19.

CONSEILS PROVINCIAUX. **V²**. Dissolution, nouvelle repartition des conseillers, 114. — **B⁵**. Augmentation de leur nombre, 45, 46.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE. **U²**. De Gand, 42. — **V²**. M. Faure, inspecteur du chant à Bruxelles, 104. Position des professeurs à Liège et à Gand, 107. — **A⁵**. Pr. de porter le subside de Gand à 30,000 fr., 460. Subside de 6,000 fr. pour Liège, 461.

CONSTITUTION. **U²**. Pr. de reviser les articles 47 et 55; 18, 19, 20. — **Y²**. Changements suggérés par l'Allemagne, 299. — **A⁵**. *Commentaire* de M. Thonissen, 459. — **B⁵**. Demande de révision, 4.

Défense contre le *Syllabus*, 5, 45-45. — C⁵, 81-86. — D⁵, 99-106.

CONSULAIRE (Recueil). V², 84.

CONSULS. U². Droit de faire des actes conservatoires en Italie, 8. — V². Augmentation des traitements, 84. — X². A Luxembourg, 240. — Y², 306. Compétence hors de chrétienté, 351. — A⁵. A Stockholm, à Cologne, à San-Francisco, 424. — D⁵. Extension du service, 106. — E⁵. A Zanzibar, 192.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. U². Pr. de M. Cornesse, m. j. r. de M. Thonissen, 20, 21.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. U². Demande d'exemption pour les fermiers à cause de la mauvaise récolte. Pr. de loi de MM. Bricoult et consorts, 9. Portée à 7 p. c. Exemption pour constructions nouvelles, 32, 33, 49. — Y². Inscription du revenu imposable aux matrices cadastrales, 304. — A⁵. *Id.*, 423. — B⁵. Pr. de faire compter l'impôt aux fermiers pour le cens électoral, 20. — D⁵. Restitution à la Société du canal de Blaton à Ath, 127. — E⁵. Exemption pour les canaux et les rivières canalisées, 203.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. U². Demande de révision, 49. — W². Appliquée aux maisons ouvrières, 182. Demande de révision, 202. — X², 238. — Z², 365. — B⁵. Fraudes électorales, 4. Evaluation du mobilier, 21. — C⁵. Modification à la loi de 1822. Pr. de M. Graux. r. de M. Jottrand. Mobilier, logements gratuits, chevaux mixtes, 75. — D⁵. Application aux classes ouvrières, 127. Pr. de révision de M. Graux, 127. r. de M. d'Elhounghne, 128. Disc., 128-130.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. B⁵. Indemnité aux receveurs, 7.

CONVERSION. D⁵. Du 4 1/2 p. c. en 4 p. c., 122.

COPPIN. U². Réclamation à propos d'une poursuite en matière de presse, 45.

COTONNIÈRE (Industrie). Y². Protection, 340. — Z², 401. — D⁵, 155.

COTES (Défense des). X². Travaux à Heyst, 274. — A⁵, 463. — B⁵. r. d'une c., 47. Affaïssement signalé par M. Van Rysselberghe, 49. — D⁵. Pét. du conseil communal d'Ostende, 149.

COUR DES COMPTES. U². M. Moreau, 21. Vol de titres de la dette publique, 29. — V². M. Gisler, 94. — W². Logement du président, 144, 163. — M. Misson, p. MM. Pepin, Cools, Dassel, Moreau, Gisler, Casier, Sleipens, 163. — A⁵. Dénomination de M. Misson, p. Nomination de M. Gisler; MM. Sleipens et Bourgeois, 431. — B⁵. Retard dans la distribution du cahier d'observations, 19. — D⁵. Réélection de MM. Gisler, p., Pepin, Cools, Dassel, Moreau, Casier, Sleipens, Bourgeois, 119.

COURS D'APPEL. Y². De Bruxelles, demande de création d'une 5^e chambre, 304. Appels en matière électorale, 317. — Z². Création d'une 5^e chambre, 363, 364. — A⁵. *Id.* d'une place de substitut du procureur général. Pr. de permettre aux cours de siéger au nombre de trois membres, 459. — B⁵. Division en sections pour le jugement des affaires électorales, 34. — D⁵. Création d'une 5^e chambre à Bruxelles, 108, 140, 141, 142. Division en ss. pour le jugement des affaires électorales, 142, 143.

COURS D'ASSISES. B⁵. Modification à la loi, 55.

COURS D'EAU. U². Mesures pour favoriser l'écoulement, 11. Pr. de l. de M. Kervyn de Lettenhove

sur les cours d'eau non navigables ni flottables, 21.

— Z². r. de M. de Zerezo de Tejada, 370. — A⁵, 451. — D⁵. Assainissement, 155. — E⁵. Droits des industriels, 190. Entretien. *Ibid.*

COURSES DE CHEVAUX. X². Subside, 238. — Y². Paris, 320.

COURTAGE (Liberté du). Y². Réclamations, 328. — Z², 377.

COUTELIERS (Pét. de) de Houyet W², 164.

CRÉDITS SPÉCIAUX. U². Reproche d'institutionnalité, 12.

CRIMES. Y². Offre de commettre certains crimes, 351.

CRIMINALITÉ. V². Statistique, 83. — A⁵. Dans les arrondissements de Charleroi et d'Audenarde, 424.

CROIX COMMÉMORATIVE. B⁵. A l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance nationale, 7.

CROIX DE FER. U². Pension des décorés, 11. — V², 108. — W², 146.

CULTES. Z². Traitement du bas clergé, 364. — A⁵. Nomination du curé de Saint-Ghislain, ancien directeur de l'école de Kain, comme inspecteur à Saint-Ghislain, 431. Prêtres condamnés à des peines infamantes, 432, 454. Droits électoraux; 443. Influence électorale, *ibid.*, 464. Incident à Kain, 456. — B⁵. Pr. de M. Frère-Orban relative aux condamnés pour crimes, etc., 34. Irrégularités dans les états de traitement des membres du clergé, 35. — C⁵. Logement gratuit, 75, 81. — D⁵. Traitement du clergé inférieur, 108. Pr. de M. Frère-Orban, 121, 122. Débat sur la création de succursales et sur les indemnités de binaison, 142. — E⁵. Traitement du clergé. Demande de réduction, 189, 196; *id.* du personnel des séminaires, 196.

D

DÉCÈS. U². MM. de Gerlache, Liénart, Van Renynghe, 21. — V². M. Brabant. — W². MM. Landeloos, Elias, 163. — Y². M. Vermeire, 316. — Z². MM. Vleminckx. Ch. Van Outryve d'Ydewalle, 370. — A⁵, de M. Funck, 434. — B⁵. M. Dubois, 46. — C⁵. MM. B. Dumortier, E. Allard, Fransman, 74. — D⁵. MM. Biver, Ch. Vilain XIII, Van Cromphaut, J. Anspach, E. De Becker, Bricoult, Renard, 122. — E⁵. MM. Piedbœuf, P. Devaux, Delexhy, de Tornaco, Dohet, 196, H. Dolez, Warocqué, De Fré, 197.

DÉCORATION CIVIQUE. W². Décernée aux instituteurs et bourgmestres par M. Kervyn de Lettenhove, 146.

DÉCORATION MILITAIRE. Z², 374.

DE DECKER. V². Sa nomination en qualité de gouverneur du Limbourg. Interpellation de M. Bara; révocation du ministère d'Anethan, 108-112.

DEFACQZ. A⁵. Legs de sa bibliothèque à la cour de cassation, 459.

DÉFRICHEMENTS dans la Campine W², 144.

DE KERF, commissaire de police de Binche, révoqué de ses fonctions. D⁵, 108. — Refus de donner suite à ses pétitions, 146.

DELEHAYE V². Sa destitution, 11.

DÉMISSIONS. V². M. Braconier, 95. — B⁵. M. J. d'Andrimont, 46. — E⁵. M. De Lhoneux, 197.

DENRÉES ALIMENTAIRES. V². Libre entrée, 94. 96, 117. — W². Falsification, 147. Libre entrée

permanente, 163, 164. — **Y**³. Moyens de transport, 340.

DE PAEPE, avocat. **W**². Honoraires pour un procès plaide en 1841, 174.

DE PAEPE, avocat général à Gand. **B**⁵. Refus de M. De Lantsheere de le nommer à la cour de cassation, 42.

DE POTTER, sous-archiviste à Gand. **D**⁵. Sa révocation, 111, 112.

DÉPUTATIONS PERMANENTES. **V**². Publicité des séances dans les affaires contentieuses; traitement des membres, 81. — **W**², 146. Droit d'enquête en matière de vérification des élections communales, 146. Pét. de Namur relative à cet objet, 163. Traitements, 196. — **X**², 269. Pourvoi en cassation. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, *ibid.* — **Y**². Résultats de la loi de 1867, relative à l'appel en matière électorale, 317. — **B**⁵. Décisions en matière électorale, 4, 20. — **E**⁵. Actes de la députation de Namur, 197.

DÉSERTION **B**⁵. Prescription du délit, 25. — **D**⁵, 126. — **E**⁵. Amnistie, 189. Demande d'extradition réciproque des déserteurs, 200.

DESSIN (Ecoles de). **Y**². Nouveau programme, 352. — **Z**², 396. — **A**⁵, 460. — **B**⁵. Exposition des travaux des élèves, 55. — **D**⁵, 112.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. **V**². Indemnité, 82. — **W**², 147. Affaire Penter, *id.* d'un frère arrêté à Gand pour outrage à la pudeur, 189, 190, 191. — **X**². Pr. de l de M. De Lantsheere, 260, r. de M. Thonissen, 261. — **D**⁵. Abus de la justice militaire, 108.

DETTE PUBLIQUE. **U**². Emission de titres, critiquée par M. Frère-Orban, 48. — **W**². Remboursement du solde de 3 p. c., 163, 166. — **X**². Paiement du *minimum d'intérêt* aux compagnies de chemins de fer, 240. — **Y**². *Id.* Accroissement de la dette, 305. Extension à la dette 2 1/2 du régime établi pour les autres dettes de l'Etat, 317. — **Z**². Amortissement, 365. — **B**⁵. Accroissement, 19. — **E**⁵. Caractère non limitatif des crédits pour le paiement des intérêts, 191.

DICTIONNAIRE DE LA LANGUE NÉERLANDAISE. **E**⁵. 210.

DIERCXSENS. **Z**². Nommé juge à Anvers par M. De Lantsheere, 393.

DIEU. **D**⁵. Absence de mention dans l'adresse au Roi, 106.

DISSOLUTION. (Sort des projets de lois en cas de) **V**², 45. — **A**⁵. Annonce d'une dissolution pour 1878, 465, 466.

DISTILLERIES. **W**². Agricoles, 162. — **Y**². Clandestines, 341. — **B**⁵. Augmentation du droit d'accise, 50, 51.

DOCHAMPS. **E**⁵. Convocation extraordinaire des électeurs, 195.

DOCKS (Conflit entre la société des) et la douane, **B**⁵, 20.

DOMAINE. **V**². Vente de la main à la main de terrains à bâtir, 95. — **W**², 166. — **X**². Fonds spécial pour appropriation et vente, 248. — **Y**². Cr. de 800,000 fr., 320. — **C**⁵. Salle pour la vente des objets remis à l'administration, 81.

DOMAINE PRIVÉ du Roi. **E**⁵. Echange de biens avec l'Etat, 200.

DOMICILE DE SECOURS. **U**², 41. — **V**², 84. — **Z**². 393-395.

DORYPHORA DECEMLINEATA. **Y**². (Voir POMMES DE TERRE). — **A**⁵. *Id.*

DOUANES (Tarif des). **W**². Degrèvements, 202. — **Y**². Suspension d'employés à Anvers, 316. — **B**⁵. Visite des bagages à la frontière, 7. Bateau à vapeur pour le service, 20.

DOUANIERS. **E**⁵. Déplacés à cause de leur hostilité aux écoles officielles, 207.

DUCHESNE (Affaire). **Y**². Incident avec l'Allemagne, 299-302.

DUNES. **U**². Aliénation des terrains inutiles à la défense des côtes, 29. Entretien, 46.

DUTOIT, entrepreneur des travaux de l'écluse de Heyst. **V**². Transaction, 96.

E

EAUX de la ville de Bruxelles. **U**². Travaux faits à Braine-l'Alleud et Lillois, 21. — **W**² A Cortil-Noirmont, 163. — **Z**². Dans la forêt de Soignes, 370.

EAUX DE SENTEUR. **U**². Restitution du droit d'accise, 21.

EAUX-DE-VIE. **V**². Changement aux droits d'accise, 94. — **W**². Suppression de la prime à l'exportation, 163, 164, 165. — **X**², 238. — **Y**², 316, 339. — **D**⁵. Modification à l'accise, pr. de M. Graux, 128, 130.

ÉCHEVINS. **V**². Nombre à Seraing, Schaerbeek et Molenbeek-Saint-Jean, 95. — **W**². Nominations faites par M. Delcour à Mouscron, Willebroeck, Namur, Maeseyck, Aywaille, Jalhay, Ramet, Comblain, Wandre, Thirimont, Louvain, Léau, 145. Pr. de M. Jacobs tendant à les faire nommer par le conseil, 161. Nominations à Herve, Grez-Doiceau, Court-Saint-Etienne, 162. — **Y**². Pr. de M. Jacobs, 315.

ÉCOLE DE GUERRE. **U**². Locaux de la Cambre, 51.

ÉCOLE DE RÉFORME. **E**⁵ (Demande de création d'une troisième), 188.

ÉCOLE MILITAIRE. **V**². Mode d'admission des élèves, 100. — **W**². Inspection générale, le général Guillaume, 175, 176. — **X**². Solde des élèves, 250. — **Y**². Terrains de l'ancienne école, 317.

ÉCOLES DE MUSIQUE. **V**². d'Anvers, 107. — **W**², 192. — **D**⁵. d'Ostende, 112. — **E**⁵. d'Anvers, 210.

ÉCOLES INDUSTRIELLES. **B**⁵, 9, 10. — **D**⁵. r. de M. Rolin-Jaequemyns, 132.

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE. **V**². Vente de terrains, 95.

ÉGLISE DE LAEKEN. **V**². Achèvement, 84.

ÉLECTIONS COMMUNALES. **W**². Droit d'enquête des députations permanentes, 146. Pét. de Namur, 165. — **D**⁵. Annulations faites par M. Rolin-Jaequemyns; dossier de Lommel; élection de Schaerbeek, 109, 110. — **E**⁵. Convention extraordinaire à Dochamps, 195.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. **U**². Dépenses faites à Charleroi, 17, 18. — **W**². Obligation pour les scrutateurs d'assister aux opérations, 146. — **X**². Inscription des noms sur un même bulletin aux élections pour la chambre et le sénat, 242. Répartition des électeurs dans les sections, 269. — **D**⁵. Pression imputée au gouvernement, 109. Droits de bureaux, 111. — **E**⁵. Pr. de loi tendant à hâter la solution des litiges électoraux, 197.

ÉLECTORALE (Pression). **X**². Voyage de M. Moncheur à Malines, 242.

ÉMIGRANTS. **X**². Loi réglant le transport, 237. — **Y**², 302, 305. — **D**⁵. Rapatriement d'émigrants russes, 145.

EMPLOYÉS (Petits). **X**². Traitements, 248. — **Y**², 307. Augmentation de 10 p. c., 318-320.

EMPRUNT. **U**² de 50 millions, en 1871; pr. de M. Jacobs, r. de M. Delaet, 28. — **W**². de 240 millions en 1873, 165.

ENFANTS (Exploitation des) dans les spectacles forains **A**³, 455.

ENGRAIS. **U**². Falsification, 8; prix de transport, 9, 16. — **W**², 144. — **Y**², 310. — **B**⁵. Falsification, 9.

ENQUÊTE. **U**². Sur les effets de la réforme des tarifs du chemin de fer. Pr. de M. Orts, 28. — **V**². Pr. de M. Descamps, 86-89. — **E**⁵. Sur les enquêtes parlementaires, r. de M. Nothomb, 197-199. Sur l'instruction primaire, Pr. de M. Neujean, 203. r. de M. Jacobs, 206. Disc. et vote, 206, 207. c. d'enquête, 208.

ENREGISTREMENT. **U**². Evaluation des droits en matière de donations entre-vifs, 49. **V**². Modification des droits, 102. — **W**², 182. — **B**⁵. Exemption pour les donations mobilières faites aux provinces et aux communes pour travaux d'utilité publique, 28. Pr. de modifier la loi, 51. — **D**⁵. Augmentation du droit, 150.

ENTERREMENT CIVIL. **X**². A Alost, 245. — **Y**², 316. — **Z**². D'un cabaretier à Gand; blâme infligé à des officiers; funérailles de M. Vleminckx, 375. — **A**⁵. Enterrement de M. De Vigne à Mont-Saint-Amand, 429. — **B**⁵. *Id.*, 8.

ÉPIDÉMIES. **U**². Crainte résultant du voisinage des champs de bataille français, 32.

ESCAUT. **U**². Canalisation à Tournai, 47. — **V**². Canal reliant l'Escaut à Bruxelles, Malines et Louvain, 115. Régime du fleuve, 115, 116. — **W**². *Id.* canal maritime, 198-201. Eclairage, 201. — **X**². Régime du fleuve; pont à Anvers, 274. — **Y**². *Id.*, 338. Régime du fleuve, 337. — **Z**². Arrestation d'un navire danois, le *Phénix*, 365. Pêche dans l'Escaut oriental, 377. Rectification de l'Escaut supérieur, ensablement à Appels, 400, 401. — **A**⁵. Forts du bas Escaut, 454. Pont à Anvers, à Escanaffles, régime du fleuve, 463, 464. Nomination d'une c., 464. — **B**⁵. Haut Escaut, 47 et suiv. — **D**⁵. Incident du *Phénix*, 107. Tunnel à Anvers, 149. Dragage, 151. Haut Escaut, 151. Escaut maritime, 152. — **E**⁵. Emprises faites pour l'approfondissement du canal de Terneuzen, 187. Régime du fleuve, coupure de Swynaerde à Melle, 213. Surveillance de l'Escaut maritime, pont à Anvers, 214.

ESPAGNE (Traité avec l'). **U**². (Voir TRAITÉS.) — **Y**². Reconnaissance d'Alphonse XII, 296. Traité de commerce (Voir TRAITÉS.) **B**⁵. *Ibid.* Félicitations au roi Alphonse XII à l'occasion de son mariage, 6. Nouveau tarif douanier, réclamations, 7. — **E**⁵. (Voir TRAITÉS.)

ESPIERRE (Infection des eaux de l'). **A**⁵, 434.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX ET INSALUBRES. **V**². Police, 81.

ÉTAT CIVIL. **W**². Inscription d'un enfant sous le nom de Démosthènes, 162. — **Y**². Confection des tables, 315. — **A**⁵, 429, 430. — **E**⁵, 195.

ÉTATS-UNIS. **Y**². Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) *Id.*, 306. — **E**⁵. Convention consulaire. (Voir TRAITÉS.)

ÉTRANGERS. **U**². Prorogation de la loi de 1835, 42. — **V**². Demande de révision, 77. — **W**². r. sur l'exécution de la loi, 188. — **X**². Prorogation,

261, 262. — **Y**². Demande de révision, 351. — **A**⁵. Exécution de la loi; prorogation, 459. — **B**⁵. Application de la loi, 35. — **E**⁵. Prorogation, 208. r. de M. Bockstael, discussion, question des jésuites étrangers, 209, 210.

ÉVÊQUE de Tournai enterré dans sa cathédrale. **W**², 188. — **B**⁵. Interdit jeté sur l'école communale de Soignies, 44. — **D**⁵. Attitude des évêques à propos de la loi sur l'instruction primaire, 154. — **E**⁵. Pr. de réduire leur traitement, 196.

EVERE (Scandale à la maison d'). **V**². (Voir ALIÉNÉS.)

EXPERTS. **D**⁵. Taxe en justice, 108.

EXPORTATION (Prohibition d') de certaines marchandises. **U**², 24.

EXPOSÉ DÉCENNAL de la situation du royaume. **Y**², 307.

EXPOSITION DE L'INDUSTRIE à Bruxelles. **B**⁵, 9. — **D**⁵. Cr. de 1,800,000 fr. pour l'érection d'un édifice au champ des manœuvres, 131.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS. **V**². Organisation du jury; achat de tableaux à Gand, 107. — **W**². *Id.* à Anvers, 192. — **A**⁵. Pr. de reporter à 1880 l'exposition de Bruxelles de 1878, 460. — **B**⁵, 10.

EXPOSITION UNIVERSELLE de Vienne. **V**², 102. — **W**². *Id.*, 183; de Londres, *ibid.* Organisation de l'exposition scolaire à Vienne par le frère Piron, 187. — **Y**². A Philadelphie, 306, 308, 326. — **A**⁵. De Paris; composition du jury, 461. — **C**⁵. Cr. pour frais de voyage des ouvriers d'élite, 74. — **D**⁵. De Sydney, 152. — **E**⁵. De Melbourne, 203.

EXPULSIONS. **U**². de Victor Hugo, 42. — **Y**². Du sieur Prévost, 350. — **A**⁵. De M. Jourde, ancien membre de la Commune de Paris, 460. — **D**⁵. D'un prêtre et d'un capucin, 137, 139, 140.

EXTRADITION. **X**². Pr. de l de M. De Lantsheere, 260. r. de M. Wouters, 261. — **Y**². Application de la loi, le sieur Tabaraud, 329.

F

FABRIQUES D'ÉGLISE. **X**². Conflit avec l'évêque de Liège, à Hognoul, 261. — **Z**². Prêt fait au cercle catholique de Namur par la fabrique de la cathédrale, 364. — **A**⁵. *Id.*, 424. — **D**⁵. Payement du déficit, 109. — **E**⁵. Défense à la fabrique d'Ophoven de disposer d'un local au profit d'une école libre, 190.

FABRIQUES DE PRODUITS CHIMIQUES. **U**². Les frères Vander Elst à Saint-Gilles; suspension du travail, 35.

FAILLITES. **A**⁵. Demande de révision de l'article 467 de la loi, 424. — **E**⁵. Concordat amiable, 189. *Id.* pr. de MM. Demeur et Dansaert, procédure gratuite, 195.

FALSIFICATIONS de pain et farines. Grâce accordée aux délinquants, **V**², 41. — **W**². Des denrées alimentaires, 147. — **Y**². Des chicorées, 317.

FEMMES. **Y**². Leur admission à l'exercice de l'art de guérir et emploi dans l'administration des chemins de fer et des télégraphes, 308.

FÊTES NATIONALES. **Z**². Pr. de les supprimer, 365.

FÉTIS. **U**². Achat de sa bibliothèque musicale, 12. — **V**², 107.

FIÈVRES PALUDÉENNES. **D**⁵. Pr. de M. Willequet d'acclimater l'*Eucalyptus globulus*, 127.

FILS de lin, chanvre et jute. **W**². Suppression des droits d'entrée, 164. — **X**², 247. — **Y**², 317.

— **A⁵**. De laine, 466. — **B⁵**. De coton, 29. — **D⁵**, 156.

FINANCES. **U²**. Observations de M. Le Hardy de Beaulieu au sujet de l'autorité de la chambre sur les affaires publiques, 29. — **X²**. Situation financière. MM. Frère-Orban et Malou, 265. — **Y²**. Service ordinaire et extraordinaire, 508, 509. Evaluations pour 1875, 540. — **Z²**, 568. Evaluations pour 1876, 401. — **B⁵**, 5. Situation en 1878, 25. — **D⁵**. Gestion financière de M. Malou; déficit, 104, 150, 155, 156. — **E⁵**. Compte des recettes et dépenses extraordinaires, 215.

FISCALES (Lois). **Y²**. Codification, 504. — **Z²**, 565. — **D⁵**, 156.

FLAMANDE (Langue). **V²**. Emploi dans la procédure judiciaire, 82, 85. Pr. de M. Coremans, 96. — **W²**. *r.* de M. Van Wambeke, 167. Disc., 167-172. — **X²**, 257. Incident à propos du chef de station de Louvain, 249. — **Y²**, 520. — **Z²**. Emploi en matière administrative, pr. de M. Delaet, 572. — **B⁵**. *r.* de M. De Decker, 25-25. — **D⁵**. Application des lois nouvelles, 122.

FLANDRE. **U²**. Délivrance de S. A. R. la comtesse. Naissance de deux princesses; décès de la princesse Joséphine, 28. — **V²**. Dotation du comte de Flandre, 80. — **W²**. Naissance d'une princesse, 165. — **X²**. Pr. de supprimer la dotation, 258.

FLANDRE OCCIDENTALE. **C⁵**. Liquidation des dettes du B. économique, 74, 115.

FLANELLES. **X²**. Importation des Pays-Bas, droits d'entrée, 247.

FONCTIONNAIRES. **V²**. Action dans les luttes électorales, 115. — **X²**. Traitements, 244.

FONDACTIONS. **U²**. Recueil spécial des actes y relatifs, 29. — **V²**. Jacquet, 82, 85. — **W²**. Jurisprudence de M. De Lantsheere, 147. — **Z²**. Fondation Renard à Liège, 564. — **E⁵**. Van Dale et Amerlinck à Courtrai, 204.

FONDS COMMUNAL. **W²**. Répartition, 144. — **X²**. Augmentation des prévisions, 258. — **Y²**. Mécanisme, 505. Prévisions pour 1875, 544. — **Z²**. Répartition, 562.

FONDS SECRETS. **U²**, 10.

FONTES. **A⁵**. Droits d'entrée, 466. — **E⁵**. Fonte d'affinage et mitraille, demande d'entrée en franchises de droits, 215.

FORÊTS DOMANIALES. **Z²**. Statistique, 571. — **A⁵**. Aménagement, 425. — **E⁵**. Demande de transfert de l'administration au département de l'intérieur, 191. Cession de 1,000 hectares au domaine privé du Roi, 200.

FORTIFICATIONS. **U²**. Démolition des fronts intérieurs de la citadelle du Nord à Anvers, 49. — **V²**, 96-98. — **X²**, 251. — **Z²**, 574. — **A⁵**. Forts du bas Escaut, 454. — **B⁵**. Fronts intérieurs de la citadelle du Nord; ligne des deux Nèthes, 5. Lierre et Waelhem, 25, 26. Vente de terrains militaires, 26. Forts de Cruybeke, Zwyndrecht et Merxem. Citadelle à Rupelmonde, 26-28. Expertise du terrain de la citadelle du Nord à Anvers, 28. — **D⁵**. Citadelle du Nord, 150, 156. — **E⁵**. *Id.*, 201, 205. Ponts sur la Meuse, question stratégique, 201, 202.

FRAIS DE CHANCELLERIE. **V²**, 84.

FRAIS DE JUSTICE. **B⁵**. Délai pour la perception, 51.

FRANCE. **U²**. Négociation au sujet du tarif douanier en 1871, 8. — **V²**. Dénonciation du traité de commerce, 77, 78. Différends à propos de la per-

ception des droits de douanes, 95. — **W²**. Traité de commerce et de navigation, 140, 144. — **D⁵**. Convention relative au service militaire, 127. — **E⁵**. Prorogation du traité de commerce, 186.

FRAUDES ÉLECTORALES. **X²**. Documents découverts dans une mortuaire à Wachtebeke, 266. — **A⁵**. Pr. de M. Malou, 454-452, 464, 465, 466. — **B⁵**, 4, 20-25. — **C⁵**. Pr. de M. Graux, chevaux mixtes, mobilier, logements gratuits, 75-81. — **D⁵**. *Id.*, patentes, foyers, 128.

FROIDMONT. (Expropriation des bâtiments de l'asile d'aliénés de) **D⁵**, 142, 145.

FROISSART. **D⁵**. Critique de l'édition publiée par M. Kervyn de Lettenhove, 112.

FROMAGES mous ou blancs. **U²**. Droit d'entrée, 21. — **V²**, 94.

FROMENT. **U²**. Moyens de s'assurer de la bonne qualité des graines destinées à emblaver les terres, 9.

FRUITS. **D⁵**. Droits d'entrée, 150.

G

GAND. **U²**. Travaux à exécuter dans la ville et les environs, 45, 47. Citadelle, 45, 46. — **X²**. Restauration de l'hôtel de ville, 262. Tramways, 270. Travaux publics, 274. — **A²**. Cortège de la *Pacification*, 455. Travaux publics, 465. — **B⁵**. Mascarade de la société l'*Avenir*, 55.

GARANTIE (Frais de) des matières d'or et d'argent, **X²**, 259.

GARDE CIVIQUE. **W²**. Débat sur la réorganisation et l'armement et sur son rôle pendant les émeutes de 1871, 172. — **X²**. Armement, fusils Comblain, réorganisation, 249, 250. — **Y²**, 520, 521. — **Z²**, 572. Pr. de M. Delcour, 575. Achat de fusils Samain, rejet, 575. — **A⁵**. Armement, 455. — **B⁵**, 9. — **D⁵**, 111. — **E⁵**, 190.

GARDE FORESTIER. **U²**. Nomination à Heid, 44.

GEMBOUX. **U²**. Indemnité à la ville pour la suppression du haras, 9. — **B⁵**. L'Institut agricole menacé, 9. — **D⁵**, 111. — **E⁵**. Achat des immeubles par l'Etat, 200.

GENDARMERIE. **V²**. Recrutement et uniforme, 100. — **W²**. Armement, 175. Effectif, 180. — **Y²**. Recrutement, nomination d'un général, 524. Langue flamande, 524, 525. — **Z²**. Dans les campagnes, 564, 572. Langue flamande, 574. — **A⁵**. *Id.* recrutement; escadron mobile à Bruxelles, 455.

GIBIER (Destruction du). **D⁵**, 115.

GILEPPE. **U²**. Achèvement du barrage, 46. — **V²**, 115. — **W²**, 199. — **X²**, 272, 275. — **Z²**. Lion monumental, 401. — **B⁵**, 47 et suiv. — **D⁵**, 154. — **E⁵**. Autorisation du passage pour les bois de la forêt d'Hertogenwald, 215. Route vers Jalhay, 214.

GOBBE, machiniste au chemin de fer. **W²**. Décoré de l'ordre de Léopold pour avoir empêché un accident à Nessonvaux, 158.

GOSSÉLIES. **V²**. Mise en disponibilité du directeur de l'école moyenne, 105.

GOUVENEURS. **X²**. Démission de M. Troye, gouverneur du Hainaut; nomination de M. de Caraman-Chimay, 241, 242. M. Vrambout à Bruges, 242. — **C⁵**. Révocation de MM. Ruzette et de Caraman, 86.

GRACE. **V²**. Accordée au boulanger Hessels et à des meuniers de Ninove, 41. — **V²**. *Id.* à De Poorter, condamné dans l'affaire de Saint-

Genois, 83. — Refus d'*id.* à MM. Mallet et Guinotte, de Liège, 106.

GRAINE DE LIN. **W**². Saisie à l'entrée en France, 165. — **X**², 247.

GRAND CENTRAL. **W**². Demande de rachat, 150, 157. — **X**², 244.

GRANVILLE (Correspondance du cardinal). **Z**², 396. — **E**³, 210.

GREFFIERS des cours et tribunaux. **Z**². Eméritat. 364. — **E**³. Emoluments, 188.

GREFFIERS PROVINCIAUX. **V**². Traitements, 114. — **W**², 196. — **E**³, 190.

GRÈVES. **A**³. A Verviers, à Seraing, intervention de la force armée, 454. — **E**³. *Id.* A Châtelaineau, 190.

GROENENDAEL (Acquisition de la ferme de). **Z**², 371.

H

HESSELS, boulanger. **U**². Gracié par M. Cornesse, après avoir été condamné pour avoir mêlé à son pain du sulfate de cuivre, 41.

HEYST. **Z**². Jetées, 400. — **A**³. Entretien des digues, 463. — **B**³. Création d'un port, 47 et suiv. **D**³, 149, 150 et suiv. — **E**³, 214.

HIPPODROME. **Y**². A Bruxelles, 320.

HOLLANDE. **W**². Endiguement du Zwyn, prises d'eau à la Meuse, chemin de fer d'Anvers-Gladbach, 140-144. — **Y**². Canal de Terneuzen, 295. — **Z**². Rejet, 361, 362. Arrestation d'un navire danois, *le Phénix*, dans l'Escaut, 363. — **D**³. *Id.*, 107.

HOOGSTRAETEN (Dépôt de mendicité d'). **A**³. Aliénation des immeubles, 452, 453.

HORTICULTURE. **V**². Ecole de Gentsbrugge, 36, 37. — **W**². Exposition à Gand, 144. — **B**³. Ecoles d'horticulture, 9.

HOSPICES. (Location des biens des), **W**² 162. Conflit à Gand avec la faculté de médecine, 188. — **X**². Location de biens, 247. Conflit à Gand, 253, 257. — **Y**². Créance des hospices de Lessines au Brésil, 305. — **Z**². Conflit à Gand, 393. — **B**³. *Id.*, à Liège, 29.

HOTEL D'ASSCHE. **U**². Restauration, 46

HOTEL PROVINCIAL de la Flandre orientale. **Z**², 365.

HOTEL PROVINCIAL de Liège **V**². Mobilier, 81.

HOTEL PROVINCIAL du Limbourg. **D**³, 154. — **E**³, 213, 214.

HOTELS MINISTÉRIELS. **D**³. Ameublement de celui des affaires étrangères, 149.

HOUILLES. **W**². Demande de supprimer l'exportation, 164. — **X**², 247.

HUILES MINÉRALES. **X**². Entrée en France, 247. — **Y**², 316.

HUISSIERS. **U**². Demande d'amélioration de leur position, 41, 42. — **V**², 81. — **X**², 260. — **E**³. Pr. relatif à la bourse commune, 208.

HUITIÈRES. **U**². Droits des propriétaires, 29.

HUY. **W**². Vente de l'ancien couvent des frères mineurs, 166. Démolition du château, 181. — **Y**². Hostie mangée par un élève de l'école moyenne, 329. — **B**³. Hôtel des postes, 47 et suiv.

HYPOTHÉCAIRE (Régime). **Z**². Demande de révision, 364. — **B**³. Tenue en double des registres, 51. — **D**³. Augmentation des droits, 150.

IMPOTS. **W**². Directs et indirects, 202. — **X**². *Id.* 275.

IMPRIMÉS. **V**². Droits à l'entrée en France, 94.

INCENDIE du magasin du 4^e régiment de ligne. **Y**², 321. — **Z**². D'une caserne à Anvers, 374.

INCIDENT. **X**². Entre MM. Frère-Orban et Guillery, 267, 268. — **D**³. Entre MM. Woeste et Rolin-Jaequemyns, 112.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. **Y**². Demande de révision de la loi, 304.

INDEMNITÉS. **V**². Aux personnes indûment poursuivies, 81, 82. — **W**², 147. — **X**², 261.

INDÉPENDANCE NATIONALE (50^e anniversaire de l') **B**³, 9. — **D**³. Construction d'un édifice au champ des manœuvres pour l'exposition industrielle. Cr. de 4,847,000 fr. pour la célébration des fêtes jubilaires. *r.* de M. Thonissen. Déclaration de M. De Haerne, 151.

INDIGÉNAT. **D**³. Pr. de M. Bara tendant à conférer la qualité de Belge à ceux qui ont omis de remplir certaines formalités en vue de l'acquérir. *r.* de M. Thonissen, 144-146.

INDUSTRIE. (Moyens d'assurer des débouchés à l') **E**³. Pr. de M. d'Hane Steenhuyse, 205.

INDUSTRIELLE (Crise). **Z**², 377.

INHUMATIONS PRÉCIPITÉES. **U**², 44.

INONDATIONS. **A**³. Du canton de Ghisteltes, à Malines, 463; à Tournai, 464. — **B**³. A Gand, 49.

D³. Du bassin de Ghisteltes, 149, 150. A Gand, 150. Du Demer, de la Senne, 151, 152. Escaut, 153. — **E**³. Dyle, Senne, Demer, 213, 214.

INSTRUCTION PUBLIQUE. **U**². Instruction obligatoire. Pr. de M. Funck; cr. d'un million pour construction d'écoles; retard dans l'établissement des écoles normales de Liège et de Mons; enseignement des filles livré aux congrégations religieuses; écoles du chanoine Habets à Liège et de l'abbé de Trooz à Pesche, 35, 36, 37. Répartition des subsides pour l'instruction primaire; enseignement religieux; écoles d'adultes; réformes à introduire dans l'enseignement moyen et supérieur, 37. Bourses de voyage; gymnastique, géographie, langue flamande; situation de l'enseignement dans les Etats romains; écoles moyennes de Seraing, Bastogne, Diest et Blankenberghe; enseignement moyen des filles; bibliothèques des écoles normales; incident entre MM. Brasseur et Bara; *id.* relatif à l'école moyenne de Rochefort; paiement des instituteurs; obligations des communes, 37-40. — **V**². Instruction obligatoire, 102. *r.* de M. De Haerne, 103. *r.* triennal sur l'enseignement supérieur (1868-1870); bourses de voyage; pr. de M. Kervyn de Lettenhove; *r.* de M. Delehay, 102. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 102. Position de M. Delcour, professeur à l'université de Louvain et grand maître de l'instruction publique, 103. Enseignement des langues anciennes et modernes; du flamand; inspection ecclésiastique; recrutement des instituteurs primaires; augmentation du nombre des écoles moyennes, 103, 104. Enseignement du grec, 104. Droit des instituteurs de s'occuper de politique; *Ligue de l'enseignement*, 104. Ecole d'Athènes; subside à la ville de Bruxelles; catalogue des bibliothèques des écoles normales; école de filles à Dolhain; mise

en disponibilité du directeur de l'école moyenne de Gosselies; suspension d'un instituteur à Menin; mise en adjudication des travaux de l'école normale de Mons, 104, 105. — **W**². Cr. de 20 millions pour maisons d'école, 185, 187, 188. Amélioration de la position des instituteurs primaires et des professeurs de l'enseignement moyen; nombre des écoles moyennes; enseignement des langues et de la géographie; organisation des écoles normales; suppression des écoles moyennes de Ninove et de Renaix; secularisation des écoles; enseignement du *Syllabus*; obligations financières des communes; école de Carlsbourg, 185-186. — **X**². Traitement des professeurs de l'enseignement moyen, 257, 242. Suspension d'une institutrice à Beaumont, 242. Paiement des instituteurs par mois, 255 Clinique à Liège; subsides à la ville de Bruxelles; enseignement des langues; écoles moyennes d'Alost et de Termonde; traitement des professeurs de l'enseignement moyen; inspection ecclésiastique; incident relatif à l'école de Beaumont, 255-257 Arrêté de M. Delcour concernant les athénées, 258. — **Y**². Plans de l'école normale de Bruges, 305, 329. Répartition des subsides pour l'instruction primaire, 328. Enseignement moyen des filles; augmentation du nombre des écoles moyennes; traitement des professeurs de l'enseignement moyen; écoles normales; emploi du crédit de 20 millions, 328, 329. Incendie à l'école moyenne de Huy, 329. Collation des grades académiques, pr. de M. Delcour, 328. — **Z**². r. de M. Smolders, 377. Disc., 379-384, 386-392. *Minimum* du traitement des instituteurs primaires; pr. de M. Guillery, 377. Répartition des subsides pour l'enseignement primaire; fondation d'une école par M. Malou à Woluwe Saint-Lambert, 378. Religieuses donnant l'enseignement primaire à Virton malgré le conseil communal, 379. Nomination d'un ecclésiastique à la direction de l'école normale de Mons, 392. Chapelle à ladite école, 393 — **A**³. r. triennal sur l'instruction primaire (1873-1875); certificat d'admission dans les universités; laboratoire de chimie; indemnités aux anciens examinateurs; utilité des chaires d'agriculture, 455. Traitement des professeurs d'enseignement moyen, 455-456. Débat sur la convention d'Anvers; instruction religieuse à Anvers, 456. A Bruges, 457, 458. Enseignement de la pharmacie dans les universités, des langues modernes dans les athénées, 456, 457. Débat sur la loi de 1842, sur les subsides réclamés par Bruxelles, Bruges et Courtrai, 456, 457. Ecole de Meulebeke (Thielt), les enfants employés à faire de la dentelle, 457. Critique de la nomination de l'abbé Lecomte à l'école normale de Mons, 457. Enseignement du *Syllabus* dans les athénées, 457, 458. Eméritat des professeurs d'universités, 455, 458, 459. Plans de l'école normale de Bruges, 458. — **B**³. Traitement des professeurs des athénées; eméritat, 7. Clinique de l'université de Liège; entérinement des diplômes; incident relatif à Louvain, 29. Enseignement des langues étrangères; écoles moyennes de filles, 30, 31. Sermon du curé-doyen de Dinant, 31. Blâme infligé à M. Harlaux, de Liège, 31. Collège de Malines, 31. Traitement des instituteurs primaires; construction et programme des écoles normales, 32. Bibliothèques de ces écoles; indemnité des inspecteurs; âge d'école; répartition des subsides; cr. de 6 millions pour

construction d'écoles; eméritat, 33. — **C**³. Création du ministère de l'instruction publique, 81-86. Ecoles normales à Bruges et à Gand, 86. — **D**³. *Id.*, 152. Débat sur les fondations pour l'enseignement; incident relatif à MM. de Kemmeter et Leschevin; bourses de voyage; enseignement de l'agriculture dans les écoles primaires; tendances de l'enseignement officiel, 152, 153. Révision de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire; pr. de M. Van Humbeeck, 152. r. de M. Olin, 153. Interpellation de M. A. Visart au sujet de l'affichage d'une circulaire relative au pr. de l., 153, 154. *Id.* de M. Wasseige, 155. Disc. du pr. de l., 154-140. Eméritat des professeurs d'universités, 155, 140. — **E**³. Ecoles insalubres, exécution de la loi de 1879; résistances des bourgmestres, 189, 190, 205-208. Enquête pr. par M. Neujean. *Ibid.* Pr. de l. sur l'enseignement moyen, 206. r. de M. Olin, 207. Nomination d'institutrices à Meulebeke, Oyghen et Wyngene, 207. Cr. pour l'ameublement de l'hôtel du m., 207, 208 Prorogation de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques, 207. Refus de pension à la dame Cammart, de Laroche; pét. relative à un ancien instituteur de Ledeberg, *ibid.*

INSTRUCTIONS JUDICIAIRES. **X**². Retards dans l'affaire Penter, 240.

INTENDANCE MILITAIRE. **W**². Recrutement et avancement, 172.

ITALIE. **U**². Convention consulaire. (*Voir TRAITÉS.*) Manifestations cléricales dirigées contre le royaume d'Italie, 7, 8. — **V**². Relations avec le gouvernement italien; incident du Sénat, 78. — **Z**². Dénonciation du traité de commerce, 361. — **A**³. Relations avec le royaume d'Italie, 420-423. — **B**³. Félicitations au roi Humbert à l'occasion de son avènement, 6. — **C**². Convention consulaire, 54.

IXELLES. **W**². Pont-viaduc, 199. — **X**², 275.

J

JAPON (Légation au). **W**², 148.

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles. **U**². Appropriation pour l'exposition des beaux-arts; herbier du Dr Martius, 37. — **V**². Traitement du personnel, 81. Dépenses, 117. — **D**³. Cours de botanique, 111.

JARDIN ZOOLOGIQUE de Bruxelles. **A**³. Cr. d'un million pour achat, 464. — **D**³. Musée d'histoire naturelle, 154, 155.

JÉSUITES (Expulsion de) étrangers. **E**³, 209, 210.

JONCRET. **E**³. Envoi d'un commissaire spécial pour procéder à la nomination d'un receveur, 195.

JOURNAUX. **U**². Attitude de *l'Indépendance* et de *l'Etoile belge* dans la guerre franco-allemande, 6. Attaques dirigées contre le roi d'Italie, 8.

JUGEMENTS (Exécution des) rendus à l'étranger. **V**², 84. — **W**², 147. — **Z**², 363. — **A**³, 425. — **B**³. Expédition des jugements non enregistrés, 51. — **D**³. Exécution des jugements rendus à l'étranger, 107.

JUGES D'INSTRUCTION. **B**³. Augmentation de traitement, 34, 53, 36.

JURISPRUDENCE ÉLECTORALE de M. Scheyven. **V**², 81.

JUSTICES DE PAIX. **U**². Réunion de Mont-Hadelin à l'arrondissement judiciaire de Verviers, 41, 42. Dison, 41, 42. Demande d'intervention de l'Etat

dans les dépenses, 50. — **W**². Transfert du siège de Wilryck à Boom, 189. — **Y**². Compétence, 314. — **D**³. Substitution d'un traitement fixe aux émoluments, 108. Dédoublement de la justice de paix de Charleroi, 143, 144.

K

KOEKELBERG (Société du quartier royal de). **D**³. Anonymat, 148.

KONINCK (DE), écrivain flamand. **Y**². Exclu du concours pour le prix quinquennal, 332.

L

LANGRAND-DUMONCEAU (Affaire). **V**². *r.* concernant les mesures d'instruction prises à ce sujet, 106. Incidents provoqués par la nomination de M. De Decker au poste de gouverneur du Limbourg; révocation du ministère d'Anethan, 108-112.

LAZARET à Anvers, **V**², 81.

LEGS fait à la commune d'Ochamps pour distribution de chaux. **V**², 106.

LÉOPOLD 1^{er}. **Z**². Translation de son cercueil dans la crypte de l'église de Laeken, 375.

LÉOPOLD II (Menaces de mort contre S. M.). **D**³. Arrestation du sieur Van Hamme et du frère Nicolai, 140.

LETTRES DE MER. **U**², 17. — **W**². 161.

LETTRES DE VOITURE. **U**². Suppression du timbre, 49, 50.

LIBRAIRES. **B**³. Réclamation relative aux frais d'encaissement perçus par la poste, 29.

LIÈGE. **D**³. Elargissement de la grande voie, 152. Inondations du quartier de l'Est, 153.

LIMBOURGEOIS ET LUXEMBOURGEOIS. **B**³. Question d'indigénat, 35, 36. *Pr.* de M. De Lantsheere, *r.* de M. Thonissen, 39.

LINGERIE. **E**³. Pét. de négociants, 197.

LINIÈRE (Industrie). **D**³. Crise, 152.

LISTES ÉLECTORALES. **X**². Affichage à Renaix, 241. Appel en matière de révision, 269. — **B**³. Exécution de la loi du 9 juillet 1877, 9. — **C**³. Communication aux intéressés, 79, 80. — **E**³. *Id.*, 197.

LITS MILITAIRES. **V**². Renouvellement du contrat, 100, 101. — **B**³. Insuffisance, 25. Fourniture de 5,000 lits, 26. — **D**³. Insuffisance, 127.

LIVRE BLEU. **X**², 239. — **Y**², 306.

LIVRETS D'OUVRIERS. **U**², 11. — **V**², 81. — **W**². *Pr.* de M. Anspach, 183. — **D**³. *r.* de M. Demeur, 132.

LOGEMENTS GRATUITS au point de vue électoral. **A**³, 443 et suiv. — **B**³, 22. — **C**³. *Pr.* de M. Graux, 75.

LOGEMENTS MILITAIRES. **V**², 101. — **W**², 175. — **Y**², 325. — **A**³, 454. — **D**³, 125, 124, 125. — **E**³, 201, 202.

LOUISE (S. A. R. la princesse). **X**². Son mariage avec le prince Philippe, duc de Saxe, 247. — **Y**², 317.

LUXEMBOURG. (Chemin de fer du) **W**². Cession à une compagnie belge-allemande, rachat, 149-157. — **X**². 245, 244, 275. — **Y**². Compte rendu des opérations, 314. — **Z**². Liquidation de l'actif et du passif, 368.

LUXEMBOURG (Grand-duché de) **X**². Consulat, 240. — **Y**², 306.

M

MAGISTRATS. **V**². Maintien de la loi sur l'éméritat, 81, 82, 84. Nominations, 83. — **Y**². Nomination à Malines (M. Scheyvaerts), à Tournai, 303. — **A**³. Traitement des juges d'instruction, 424. — **B**³, 34, 35, 36. — **E**³. Nominations politiques, 189. Secours aux anciens magistrats, *ibid.*

MALINES (Troubles à) le 13 février 1876, **Z**², 398.

MANUFACTURES. **U**². Travail des femmes et des enfants, 35, 43. — **W**², 183.

MARIAGE CIVIL. **X**². M. de Gerlache, 269. — **Z**². Allocation du pape Pie IX, 362. Suspension d'un greffier du tribunal de Mons, 364.

MARIE-HENRIETTE (S. M. la Reine). **W**². Naissance de la princesse Clémentine, 165.

MARINE MARCHANDE. **B**³. Droit pour les Belges de commander des navires étrangers, 48.

MARINE MILITAIRE. **U**². Pension des anciens officiers, 10.

MARQUES DE FABRIQUE. **U**², 11. — **V**², 81. — **Y**², 361. — **A**³. *Pr.* de M. Delcour, 455. — **B**³. *r.* de M. Demeur, 29. — **D**³. Disc., 131.

MASSE D'HABILLEMENT. **U**². Règlements relatifs à son organisation, 9. — **W**², de la marine, 163.

MATIÈRES PREMIÈRES. **B**³. Libre entrée, 51.

MÉDECINE (Sociétés de) de Gand et de Bruxelles, **Z**², 397. — **A**³. De Liège, 460.

MÉDECINS. **U**². (*Voir* **PATENTES**.) — **X**², 275. — **Y**², 308, 326, 340. — **Z**², 376. — **A**³, 455. — **B**³, 28.

MENIN. **V**². Déplacement d'un instituteur, 105.

MERCHIE, inspecteur général du service de santé. **V**². Sa mise à la retraite, 100.

MESSES. **V**². Fondations, 82, 83. — **Z**², 364. — **D**³, 119-122.

METDEPENNINGEN (Décoration conférée à M.). **V**². 98, 99.

MEUSE. **U**². Canalisation, 46. — **W**². Prises d'eau, traité avec la Hollande, 140, 141. — **Y**². Barrages, échelles à poissons, 338, 339. — **A**³. Canalisation, 463, 464. — **D**³, 151 et suiv. Chômage de la navigation, 152. — **E**³. Ponts sur la Meuse; question stratégique, 201, 202. Echelles à poissons; dragage à Hastières, 214.

MEXIQUE. **U**². Consulat général, 10. — **X**². Relations diplomatiques, 239. — **Y**², 296, 306.

MILICE. **U**². Rémunération. Cr. de 2 millions, *r.* de M. Van Overloop, 43. — **W**². Demande de transfert de ce service au département de la guerre, 146. Modification à la loi de milice. *r.* de M. Nothomb, 192-194. — **X**². Demande d'une réforme, 260. Rémunération; *pr.* de M. Delcour, *r.* de M. Nothomb, 262. — **Y**². Disc., 332-334. — **E**³. Modification à la loi; rappel des classes; restitution des 200 fr. versés à la caisse de remplacement, 210. Liquidation de l'indemnité due aux miliciens. Immunités ecclésiastiques, 210.

MILICIENS. **U**². Renvoi direct au *m. g.* de pét. relatives à des congés, 44. — **W**². Congés pendant la moisson, 181. — **Z**². Désordres à Liège à l'occasion de la convocation des miliciens en congé, 373. — **B**³. Époque à laquelle ils sont soumis à la juridiction militaire, 25. — **D**³. Insuffisance de la solde, 126. — **E**³. Rappel sous les armes pendant

le temps de la moisson. Revue du 50^e anniversaire, 202, 205.

MINES. **U**². Travail des femmes et des enfants, 55, 45. — **V**². Pr. de M. Vleminecx, 107, 108. — **W**². Baux des minières; affaires traitées par le conseil des mines, 194. — **X**². Travail des enfants, 262. Exploitation des minerais de fer, 265. — **Y**². *Id.*, travail des enfants, 554. — **Z**². Concessibilité des minerais de fer, 577. — **A**⁵. Travail des jeunes filles, 155. — **B**⁵. Disc. de la pr. de M. Vleminecx, 56-59. — **D**⁵. Catastrophe de l'Agrappe à Frameries, 152. Transport des minerais allemands, 152. Redevances, concessibilité des minerais de fer, révision de la loi de 1810, 156. — **E**⁵. Catastrophes d'Anderlues et de Frameries, 211. Traitement des ingénieurs, 214.

MINEURS (Ouvriers). **V**². Caisse de prévoyance, 108.

MINISTÈRE (Création du) de l'instruction publique. **C**⁵, 81, 86.

MINISTÈRE PUBLIC. **A**⁵. Intervention dans les affaires civiles, 424.

MINORITÉS. (Représentation des) **A**⁵, 445.

MODÈLES DE FABRIQUE. **V**², 81. — **A**⁵. Pr. de M. Delcour, 455.

MONÉTAIRE (Question). **W**², 194, 195. — **X**², 265, 264. Conférence de Paris, 264. — **Z**², 597.

A⁵, 461. — **D**⁵. Convention conclue à Paris, le 5 février 1878, 144.

MONITEUR. **X**². Transfert des ateliers, 265. — **Y**². Envoi gratuit aux députations permanentes, 505. Installation, 520. — **Z**², 571.

MONNAIES (Hôtel des). **U**². Déplacement, 29, 47. — **X**². Achat de balances automatiques, 264. — **Y**². Travaux, 504. — **E**⁵. Frappe des pièces de 5 fr. commémoratives à l'occasion du 50^e anniversaire, 211.

MONNAYAGE (Suspension du) de l'argent. **X**², 265, 264. — **Y**², 554. — **Z**², 597. — **A**⁵, 461. — **D**⁵. Convention de Paris, du 5 novembre 1878, 144.

MONS. **X**². Rachat d'écuries de la caserne Léopold. — **Y**², 252, 255. — **Z**². Propriété du couvent des Ursulines, 565. Nomination du procureur du roi, 595. — **D**⁵. Bâtiments de l'ancien dépôt de mendicité, 144.

MONTPELLIER (de), commissaire d'arrondissement à Namur. **D**⁵. Sa révocation, 109.

MOTTE (Transaction avec les héritiers) **U**², 28, 29.

MUSÉE D'ANVERS. **Y**². Reconstruction, 552.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. **U**². Bibliothèque, 11. — **V**². Collection de substances alimentaires, 81. — **W**². *Bulletin.* Bibliothèque technologique, locaux, 147. — **D**². Bibliothèque technologique, 111.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. **Y**². Ameublement, 552. — **D**⁵. Institution des cours, 111. Transfert au Jardin Zoologique, 154, 155.

MUSÉE MODERNE. **W**². Abus des échanges, 192. — **Z**². Danger résultant du voisinage du laboratoire de chimie, 596.

MUSÉE PLANTIN. **Z**². Cr. de 50,000 fr., 596.

MUSÉES DE L'ÉTAT. **D**⁵. Plan d'ensemble, 111.

MUSICIENS DES GUIDES. **V**². Pension, 100. — **W**², 192. — **X**², 262.

MUTATIONS. **X**². Expertises, 259. — **Y**², 304. — **E**⁵. Vérification des actes sous seing privé, 191.

N

NAMUR. **A**⁵. Comblement des fossés, 465. — **B**⁵. *Id.* Égouts, 48, 49.

NAPOLÉON III. **U**². Son passage par la Belgique, pour se rendre en Angleterre, 8.

NATURALISATION. **U**². Le comte Hennequin de Villermont, 45. — **X**². M. Moreau de Bellaing, 264. — **Y**². *Id.*, 554. — **E**⁵. Gr. naturalisation du Dr Liebrecht, 211.

NAVIGATION A VAPEUR. **Y**². Remboursement des droits de phares et fanaux à la *White cross line*, 558. — **B**⁵. Renseignements sur le service des vapeurs transatlantiques, 49.

NEUFCHATEAU. **X**². Cession à la ville de l'ancienne maison d'arrêt, 249.

NEUTRALITÉ pendant la guerre franco-allemande, **U**², 6, 7, 21, 51. — **W**². Définition, 147. — **Y**², 299, 505. — **Z**², 574.

NICKEL. **W**². Echange, 194.

NIELLON (Pension à la veuve du général). **U**², 45.

NIEUPORT (Port de). **U**², 45, 46. Comblement des fossés, 47. — **V**², 115. — **W**², 199, 201. — **X**², 274. — **B**⁵, 47, 48. — **D**⁵. Bassin à flot, 155. — **E**⁵, 214.

NOCES D'ARGENT de LL. MM. **C**⁵, 81.

NONCE DU PAPE. **Y**². Participation à une manifestation à Verviers, 296-299. — **A**⁵, 420-425.

NON-VALEURS. **Z**². Statistique comparée, 565.

NOTARIAT. **U**². Convention entre M. Boulanger, notaire à Mons, et un candidat notaire, 45. — **V**². Vénalité des charges, 82. — **W**². Demande de révision de la loi de ventôse, 147. Pét. relative à l'unité du ressort, 195. — **X**². Pr. de M. Delehaye, 264. *r.* de M. Smolders, 265. — **Y**², 554-556. — **Z**². Am. du sénat, 598. — **A**⁵. *r.* de M. Drubbel, 462. — **B**⁵. Disc., 59, 40.

O

OBSERVATOIRE ROYAL. **Y**². Réorganisation, 552. — **Z**², 596. — **A**⁵, 460. — **B**⁵, 10. — **D**⁵. Déplacement, 154, 155.

OFFICIERS. **V**². Caisse des veuves et orphelins, 100. — **W**², 175. Traitement de non-activité, 180. — **X**². Augmentation de la solde des lieutenants et sous-lieutenants d'infanterie, 251. — **Z**². Flamands et Wallons, 574. Blâme infligé à des officiers pour avoir assisté à un enterrement civil, 575.

OISEAUX INSECTIVORES. **U**². Protection, 11. — **W**², 148.

OMALIUS D'HALLOY (D'). **A**⁵. Statue, 463.

OR (Pr. de faire du gramme d') l'unité monétaire, **D**⁵, 144. — **E**⁵, 211.

ORANGE (République d'). **X**². Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*)

ORBAN. **W**². Echange de bois entre cette famille et le domaine, 166.

ORGANISATION JUDICIAIRE (Demande de codification des lois d'). **Y**², 504.

OSTENDE. **U**². Bateau dragueur, 46. — **V**², 115. Bassin et chantier, 116. — **W**². Echange de terrains domaniaux (Kursaal), 166. Amélioration du port, 199-201. — **X**². Vente de terrains à Maria-kerke, 249. Travaux du port, 274, 275. — **Y**², 557, 558. — **Z**², 400. — **A**⁵. Sonneries des cloches, 124. Vente de terrains des dunes, 455. Dra-

gage du port; outillage, 463, 464. — **B**⁵. Décision du bureau de bienfaisance relative à la non-fréquentation des écoles communales, 31. Envasement du port; préservation des dunes, 47. — **D**⁵. Ecole de musique, 112. Promenoir de la digue de l'ouest, 150. — **E**⁵. Demande d'attribuer à Ostende le sénateur de Furnes-Dixmude, 190.

P

PACIFICATION DE GAND (Participation de l'armée au cortège de la). **A**⁵, 455.

PAIN DE MUNITION. **V**². Fabrication. Cr. de 750,000 fr., 100, 101.

PAIX (La), journal de M. Coomans. **Y**². Paiement d'un article, 536.

PALAIS pour expositions industrielles. **B**⁵. Au champ des manœuvres à Bruxelles, 47.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. **U**². Emploi de pierres étrangères, 41. — **V**². Cr. d'un million, 106. — **W**², 189, 190. — **X**². Cr. d'un million, 260, 261. — **Y**². Cr. de 2,500,000 fr., 350. — **A**⁵, 459. — **B**⁵. Cr. de 2,500,000 fr., 47, 49, 50. — **C**⁵. Cr. de 1,800,000 fr., 86. — **D**⁵. Cr. de 4,600,000 francs. *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 140. Obligations de la ville de Bruxelles, 141, 143, 144. Ameublement des locaux pour la cour militaire, 143. — **E**⁵. Cr. de 4,500,000 fr. Intervention de la province de Brabant et de la ville de Bruxelles, 208.

PALAIS DE LA NATION. **U**². Agrandissement, 47. — **W**². Rôle joué par la garde civique et la police aux abords du palais en 1871 pendant les émeutes, 172. Plans des travaux, 201. — **X**², 265. — **B**⁵. Travaux dans la salle des séances de la chambre, 10, 11. Plan de M. Govaerts, 11.

PALAIS DES BEAUX-ARTS. **V**². Rue de la Régence, 107. — **X**², 262. — **Z**², 396. — **D**⁵. Décoration, 112. — **E**⁵. Achèvement, 214.

PALAIS DU ROI. **U**². Restauration, 46. Ameublement, 48.

PANTHÉON (Construction d'un). **B**⁵, 48.

PAQUEBOTS entre Ostende et Douvres. **U**². Demande de transférer ce service au département des travaux publics, 10. Réparations, 45. Recettes, transports gratuits, 50. — **V**². Cr. de 615,000 fr. pour achat d'un vapeur. Transfert du service au département des travaux publics, 107. — **W**². Cession de deux bateaux à la compagnie de Calais à Douvres, 196.

PARC de Saint-Gilles et de Forest **Z**², 372. — **E**⁵. De Bruxelles, éclairage, comblement des bas-fonds, 214.

PARIS (Détresse des Belges à) après la capitulation. **U**², 7.

PARQUET (Commis du). **Z**². Traitements, 364.

PASSEPORTS. **U**². A la frontière française, 8.

PATENTES. **U**². Des bateliers, des médecins, 49. — **V**². Pr. de modifications de la loi de 1819, 102. Patente des meuniers, 102. — **W**². Des sociétés en commandite, 166, 182, 183. — **X**², 253. Pét. du sieur Sergeant. d'Alost. *ibid.* Médecins, 275. — **Y**², 508. Médecins et avocats; huiliers, meuniers, 526. Des médecins, 540. — **Z**². *Id.*, 376. Sur les moulins à vent, 377. — **A**⁵. En matière d'élections, 443 et suiv. Modification de la procédure, 455. Avocats, *pr.* de M. Malou; rejet, 455. — **B**⁵. Fraudes électorales, 4. Patente des commis.

Pr. de M. Delehaye, 20. — **C**⁵. (Voir FRAUDES ÉLECTORALES). — **D**⁵. *Ibid.*

PÊCHE FLUVIALE. **U**². *Pr.* de l. de M. Cornesse, *m. j.*, 43. — **Y**², 357. — **Z**². Interdiction du 1^{er} au 15 avril, 377. — **D**⁵. *r.* de M. Thonissen, 146.

PEINE DE MORT. **V**². Déclaration de M. De Lantsheere, 82. — **Z**². 363. — **A**⁵, 424.

PÉNITENCIER DE SAINT-HUBERT. **V**², 84. — **D**⁵. Expulsion des Frères de la Miséricorde, 108.

PENSIONS. **U**². A la veuve du général Niellon, 43. — **W**². A M^{me} veuve d'Hoffschmidt, 195. — **X**². A une nettoyeuse au ministère des finances, 240. — **A**⁵. A la veuve du général Trumper, 462. — **D**⁵. Pét. du colonel Parent, 125. — **E**⁵. A M^{me} veuve Piedbœuf, 212.

PENSIONS MILITAIRES. **U**². *Pr.* de l. de M. Jacobs. *r.* de M. Delehaye, 45. — **Y**². Pét. des officiers pensionnés, 336. — **A**⁵, 462. — **B**⁵. *Pr.* de M. Woeste, ajournement, 40, 41. — **D**⁵, 126. *Pr.* de M. Graux, 127. — **E**⁵. *r.* de M. Bockstael. Disc. et vote, 211, 212.

PÉROU (Traité avec le). **Y**². (Voir TRAITÉS.)

PESTE BOVINE. **U**², 8, 9. — **V**². 78, 79, 84, 100.

PÉTARD jeté sous la voiture de la Reine. **E**⁵, 200.

PÉTITIONS. **W**². Retard dans les rapports, 195.

PHARMACIENS de l'armée. **W**², 180.

PHÉNIX, navire danois arrêté dans l'Escaut. **Z**², 363. — **D**⁵, 107.

PHYLOXERA. **E**⁵. Critique des mesures décrétées par la convention de Berne, 187, 188.

PIE IX (Mort de). **B**⁵. Service funèbre, 41, 42.

PIED DE NEZ. **U**². Incident Wasseige, 55.

PIERRES. **U**². Emploi de pierres étrangères, 41, 46. *Id.* de Namur et des Ecaussinnes, 47. — **Y**². Tarif du transport des pierres bleues, 510, 511. **E**⁵. Emploi de la pierre de Gobertange, 213.

PISCICULTURE. **Y**². Echelles à poissons dans la Meuse, 538. — **E**⁵, 214.

POIDS ET MESURES. **V**². Traitement des vérificateurs, 81. — **Y**². Bureau international à Paris, 302, 303.

POISONS. **D**⁵. Précautions pour la vente, 127.

POLDERS. **U**². Du pays de Waes; écoulement des eaux, 46. — **V**², 115. — **W**², 200, 201. — **Y**². 538, 539. — **A**⁵. Ecoulement des eaux dans l'arrondissement d'Eecloo, 463. — **E**⁵, 213.

POLICE dans les communes rurales. **D**⁵, 112.

POLITIQUE INTÉRIEURE. **U**². Débat sur la politique du ministère d'Anethan, 10, 11. Retraite de M. Malou, 44. — **V**². Interpellation de M. Bara relative à la nomination de M. De Decker au poste du gouverneur du Limbourg. Révocation du ministère d'Anethan, 108-112. Conduite du gouvernement vis-à-vis des fonctionnaires; circulaire de M. Ruzette; démission de M. Carton, 112, 113. — **X**². Démission de M. Troye; nomination de M. de Caraman-Chimay, 241, 242. Débat sur la politique du ministère Malou, 265, 266, 268. — **Z**². *Id.*, 598, 599. — **B**⁵. Débat sur la politique du ministère Malou, en 1878. 42-45. — **C**⁵ *Id.* au sujet de l'avènement du ministère libéral de 1878. Programme; révocation de MM. Ruzette et de Caraman-Chimay, 86. — **D**⁵. Nouvelle discussion sur les tendances du ministère et de la droite, le *Syllabus* et la Constitution. Doctrines de M. Périn, 99-106.

POMMES DE TERRE (Mesures relatives à l'importation).

tation des) de provenance suspecte. **Y**², 503. — **A**³, 423. — **D**⁵, 127.

PONTS. **U**². Sur la Dendre à Pollaere, 46. **A** Maeseyck, à Wandre, à Bas-Oha, à Selayn, 47. — **V**². Sur l'Escaut dans l'arrondissement d'Audenarde, 113. — **X**². Sur l'Escaut à Anvers, 274. — **Y**². Sur le Rupel à Boom, 310; de Terdonck, de la Lys, 337; à Namur, à Salzinnes, à Tronchiennes, à Anvers, 338; à Escanaffles (Escaut), 339. — **Z**². De Selayn, 400. — **A**³. D'Escanaffles sur l'Escaut à Anvers; rachat du pont de Chaudfontaine, 463. De Selayn, 463, 464. De Bas-Oha, 464. — **B**³. De Statte, 47. Sur l'Escaut à Anvers, 48. De Bas-Oha, 50. — **D**⁵. Pont à Selayn, 149, 150, 151, 153. De Maeseyck, 150. De Bas-Oha, 153. Sur l'Escaut à Anvers, 153. — **E**³. Sur la Meuse; question stratégique, 201-202. De Selayn, 213. Sur l'Escaut à Anvers; sur la Meuse à Maeseyck, 214.

PONTS ET CHAUSSÉES. **U**². Traitement des conducteurs, 46, 47. — **V**². *Id.* des ingénieurs provinciaux, 113. Frais de voyage, 113, 116. — **W**². Traitement, 200, 201. — **Y**², 337. — **E**³. Insuffisance du personnel, 214.

PORT (Création d'un) entre Heyst et Blankenberghe. **B**³, 47, 48, 49, 50. — **D**⁵. Pét. du conseil communal d'Ostende, 149.

PORTE DE HAL. **U**². Restauration, 47. — **W**². Musée, acquisitions, 192.

PORTUGAL (Traité avec le). **X**². (*Voir TRAITÉS.*)

POSTES. **U**². Retard apporté dans l'émission des cartes-correspondance; bureau à Chièvres; lettres *exprès*, 44, 45. Subside à une ligne de vapeurs entre New-York et Anvers, 44. — **V**². Circulation des cartes-correspondance étendue à tout le royaume, 113. — **W**². Convention avec M. Ryde pour un service entre Anvers et le Brésil. Recouvrement des effets de commerce, 196. — **X**². Fabrication de faux timbres à l'étranger, 268. Résiliation du contrat avec M. Ryde, 269. — **Y**². Union générale; service intérieur; timbre des cartes-correspondance, 336. Bornes-poste, 338. — **Z**². Encaissement des effets de commerce, 399. — **B**³. Organisation; pr. de M. Beernaert; encaissement des effets par la poste, 44. — **D**⁵. Codification des lois postales; r. de M. de Zerezo de Tejada, 146-148. Classification des bureaux; affranchissement des petits paquets, 148. — **E**³. Position des facteurs ruraux; cr. de 51,000 fr.; destitution d'un sous-percepteur à Stabroeck, 212.

POURSUITES (Demande d'autorisation de) contre un représentant. **X**², 263.

PRESCRIPTION en matière fiscale et disciplinaire. **W**². (*Voir AMENDES.*) **B**³. En matière de désertion, 25. — **D**⁵, 126.

PRESSE. **U**². Pr. de M. De Baets, 44, 45. — **V**², 114. — **W**². Condamnation d'un journaliste pour refus de faire connaître l'auteur d'un article, 196. — **X**². Attitude de la presse ultramontaine vis-à-vis de l'Allemagne, 258. — **Y**². *Id.*, 299. Pr. de M. De Baets, 333. — **Z**². Pr. de M. Lelièvre, 399, 400. — **A**³. Restitution des procès au jury, 424, 462. — **D**⁵. r. de M. Nothomb, 148.

PRISONNIERS DE GUERRE français sur le territoire belge. **U**², 6, 7.

PRISONS. **V**². Instruction des prisonniers, 84. — **W**². Frais des compagnies de correction à Vilvorde, 147. — **A**³. r. pour 1875, 439. — **D**⁵. Ex-

pulsion des Frères de la Miséricorde des prisons de Saint-Hubert et de Namur, 108.

PRIX de 25,000 fr. du Roi. **B**³. Organisation du concours, 10.

PRIX QUINQUENNAL de littérature française. **B**³. Procès-verbaux du jury, 36.

PROCESSION. **A**³. Désordres à l'occasion de la sortie de celle de la Chapelle, à Bruxelles, 433.

PRO DEO. **V**², 85.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. **A**³, 462. — **B**³. Pr. de M. Delcour, 36. — **E**³, 210.

PROTÈTS. **Z**². Simplification de la formule, 377. — **A**³. r. de M. Demeur, 453. — **B**³. Publicité des listes, 29.

PROVINCIALE (Loi). **U**². Modification à l'article 132, 45. — **V**². *Id.* à l'article 121; traitement des greffiers provinciaux, 114. — **X**². Article 132, disc. et vote, 269.

PRUD'HOMMES (Conseils de). **U**², 11. — **V**². Traitement des greffiers, 81. — **W**². Modification du ressort de Tournai, 183. — **Z**². Traitement des greffiers de Dour et de Pâturages, 363. — **A**³, 423.

PYNDERS-HUYS à Termonde. **A**³. Question de propriété, 453.

Q

QUATRECHT (Emploi des cuirs de semelle fabriqués à). **W**², 173.

QUENTIN METSYS. **D**⁵. Achat d'un tableau appartenant à l'église Saint-Pierre, à Louvain, 113.

R

RACHITIQUES (Etablissement pour les enfants) au bord de la mer. Legs de M. de Grimberghe. **E**³, 203.

RECENSEMENT industriel de 1866. **W**². Résultats, 147. — **Z**², 400. — **E**³. Cr. de 900,000 fr., 213.

RECKHEIM (Convention au sujet du dépôt de mendicité de). **D**⁵, 140, 141, 142.

RÉFORME ÉLECTORALE. **U**². Pr. de l. de M. Kervyn de Lettenhove; réduction du cens provincial et communal; r. de M. Royer de Behr, 21-28.

RÈGLEMENT. **X**². Pr. de M. Pirmez, 270. — **Y**², 336.

RÉIMPORTATION de marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre. **W**², 163, 164.

REMPLACEMENT. (*Voyez ARMÉE.*) — **Z**². Pr. de M. Woeste relative à la somme versée dans la caisse de remplacement, 397. — **B**³. Versement avant le tirage au sort, 25.

RÉMUNÉRATION des miliciens. **U**². (*Voir MILICE.*) — **X**². *Ibid.* — **Y**². Comptabilité du fonds spécial, 316.

REPRÉSENTATION NATIONALE (Augmentation du nombre des membres de la). **B**³. Pr. de M. Delcour; r. de M. Jacobs, 11-14.

RÉPUBLIQUE (Cri de vive la) poussé à Anvers, **U**², 41.

RIVIÈRES. **U**². Nèthes, Dendre, Demer, Mandel, 46, 47. **V**². Moervaert, Demer, Dendre, Lys, 115. — **W**². Yser, Nèthes, Dendre, 199-201. Mandel, 200. — **X**². Lys, Deule, Dyle, Nèthes, Dendre, Yser, 274, 275. Mandel, 275. — **Y**². Demer, Yser, Dendre, Senne, Moervaert, 337, 338. — **Z**². Yser, Dendre, Nèthes, 400, 401. — **A**³. Den-

dre à Termonde; à Alost, 463. Corruption des eaux de la Lys, 464. — **D**⁵. Dendre à Ninove; Lys; halage; rouissage, 450. Senne. Demer, 451. Ourthe, Mandel, 452. Dyle, Demer, Vesdre, Gaverbeke, Senne, 454, 455. — **E**⁵. Dyle, Demer: reprise de la Senne par l'Etat, 213, 214. Yser, 214.

ROULAGE. **V**². Demande de révision de la loi, 114, 115, 116. — **W**², 198. — **X**², 275.

ROUMANIE (Traité avec la). **A**⁵. (*Voir TRAITÉS.*)

ROUTES. **U**². De Tongres à Gelinden; dans les arrondissements de Bastogne, de Marche, de Saint-Nicolas, 46. Dans le Limbourg; affluents à la station d'Arlon; de Huy à Tirlemont et de Huy à Stavelot, 47. — **V**². De Saint-Gérard à Salzinnes; de la Vesdre; de l'arrondissement de Bastogne; de Stavelot à Malmédy, 115. Reprise des routes communales, 115. Arrondissement de Gand; plantations, 116. — **W**². De la Vesdre, 199. De Huy à Stavelot; de Huy à Tirlemont, 201. Cr. d'un million pour raccordements au chemin de fer, 200, 201. — **X**². Développements à leur donner, 274. Affluents à la station de Wetteren, 274. Plantations, 275. — **Y**². Entre Uccle et Forest, 315. Suppression des droits de barrière sur les routes de Huy à Stavelot et à Tirlemont et sur la route de la Vesdre, 357. Routes dans les arrondissements de Nivelles, de Bruges, de Gand, 337, 338. Plantation de canadas, 337. D'Andenne à Ciney; de Bastogne, 338. — **Z**². De Nieuwmunster à Wenden; de Reninghelst à Kemmel; de Battice à Verviers; amélioration générale, 400, 401. — **A**⁵. Dans les arrondissements de Gand et de Turnhout; dans les arrondissements de Gand et d'Ypres, 465. — **B**⁵. De Hodimont à Ensival; Limbourg; Anvers, 48, 49. — **D**⁵. De Westmalle et Oostmalle; de Reninghelst à Kemmel; de Hechtel à Loozen; trafic des routes pavées, 450. — **E**⁵. De Jalhay au barrage de la Gileppe; reprise des routes affluentes au chemin de fer, 213.

RUBENS. **X**². Tableaux de la cathédrale d'Anvers, conservation, 262.

RUZETTE. **V**². Commissaire d'arrondissement à Ypres; circulaire aux bourgmestres, 112, 113. — **C**⁵. Sa révocation comme gouverneur, 86.

S

SAINT-GENOIS. **V**². Grâce accordée à Depoorter, 83.

SAINT-SIÈGE (Légation de Belgique auprès du). **V**², 84. — **W**², 141, 142, 147, 148. — **Y**², 296-299. — **Z**². Allocution du pape Pie IX à propos du mariage civil, 362. — **A**⁵. Pét. des évêques belges, 420-423. — **B**⁵. Pét. relative au pouvoir temporel, 42. — **D**⁵. Echange de vues avec le Vatican, 106, 107. — **E**⁵, 186, 191, 192.

SANTÉ (Service de) de l'armée. **E**⁵. Traitement des médecins de régiment, 201.

SCHELDEWINDEKE. **U**². Incident relatif à la nomination du bourgmestre de cette commune, 11.

SECOURS MUTUELS (Sociétés de). **D**⁵. Demande de révision de la loi, 151.

SECRÉT du vote. **A**⁵. 434-452, 464, 465. — **B**⁵, 22, 25.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. **V**², 93, 94. — **W**², 145, 162. — **X**², 241. — **Y**², 306. Travaux relatifs au rappel des miliciens en congé, 307. — **Z**².

Pr. de M. Defuisseaux, 369. — **A**⁵, 430. — **B**⁵, 19. — **E**⁵, 190.

SEGHERS, commissaire de police à Gand. **W**². Visite corporelle de deux demoiselles, 191.

SEL. **U**². Pét. de sauniers de Gand relative à l'entrée du sel raffiné, 21.

SÉNAT. **U**². Travaux au palais de l'assemblée, 47. — **D**⁵. Mobilier, 107.

SENNE. **D**⁵. Effets de l'assainissement au point de vue des inondations, 151.

SERAING. **A**⁵. Grève, intervention de la troupe, 454.

SERBIE. **E**⁵. Convention. *voir TRAITÉS.*

SÉRÉNADÉ donnée aux jésuites à Anvers. **W**², 181.

SERVICE MILITAIRE. **B**⁵. Application réciproque des lois aux Belges résidant à l'étranger et aux étrangers résidant en Belgique, 6. — **D**⁵. Convention avec la France, 127.

SERVICE PERSONNEL. **V**², 96-101. — **W**², 172-174, 176-180. — **X**², 250-252. — **Y**², 322, 323, 332. — **Z**², 374. — **B**⁵, 27, 28. — **E**⁵, 210.

SERVITUDES DOUANIÈRES. **V**², 94.

SERVITUDES MILITAIRES. **U**². Indemnités, 45, 49. — **W**². Pr. de M. Malou, 196. Refus des Anversoises d'accepter l'indemnité, 197. — **Z**⁵. Exécution de la loi, 400. — **A**⁵. A Termonde, 425.

SNELLAERT. **W**². Achat de sa bibliothèque, 192.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. **U**², 17. — **D**⁵. Publication des actes au *Moniteur*, 108.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. **Y**². Exemptions de certains droits, 351, 352.

SOCIÉTÉS DANGEREUSES. **V**², 105.

SOIGNIES (Interdit jeté par l'évêque sur l'école communale de). **B**⁵, 44.

SOURCES (Réclamations des communes voisines de Bruxelles contre l'accaparement des). **U**², 21. — **W**², 163.

SPA. **U**². Suppression des jeux, 40. — **W**². Indemnité, 188. — **X**², 258. — **E**⁵. Périmètre de protection des eaux, 196.

STALLAERT. **Z**². Gravure de son tableau (Didon), 396.

STATISTIQUE. **A**⁵. Dépense, 425.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). **E**⁵. Fiançailles avec l'Archiduc Rodolphe d'Autriche, 200.

SUCCESSION. **U**². Des immeubles appartenant à un étranger. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 29. — **W**². Multiplicateur officiel, 202. — **X**². Expertises en cas de successions collatérales, 259. — **Y**². Multiplicateur, 341. — **D**⁵. Augmentation des droits, 150. — **E**⁵. Multiplicateur, 215.

SUCRES. **U**². Demande d'un impôt sur le sucre de betterave, 21. — **V**². Convention internationale, 148. — **W**². Procès-verbaux, 166, 202. — **X**². Raffinage en entrepôt, 259. Types, 240. — **Y**². Prorogation de la convention, 317. Accise, 339, 340. — **Z**². Convention du 11 août 1875, modification de l'impôt, 370, 371. — **A**⁵. Mode de fabrication du sucre de betterave; conférence de Paris, 454. — **B**⁵. Pét. relative aux droits d'entrée, 20. — **C**⁵. Restitution des droits sur les glucoses, 74.

SUFFRAGE universel. **A**⁵, 444. — **B**⁵, 21, 22. — **C**⁵. Extension, 79, 80. — **E**⁵, 188.

SURETÉ PUBLIQUE. **D**⁵. Attributions de l'administration, 108.

SYLVICULTURE. **Y**². Enseignement, 305.

T

TABAC. U¹. Suppression du droit de débit, 32 et suiv. — D⁵. Impôt sur la culture, 150.

TANNEURS. B⁵. Pét. relative au traité avec les Etats-Unis, 29.

TAPIS. D⁵. Droits d'entrée, 152.

TAPISSERIES de haute lisse. X². Acquisition, 262.

TÉLÉGRAPHES. U². Refus d'expédition des télégrammes vers la France, lettres-télégrammes, 45. — V². Cr. de 500.000 fr. pour extension des lignes, 114. — X². Télégraphes locaux, 270. — Y². Télégraphe spécial pour le parquet de Bruxelles, 557. — Z². Télégraphes locaux, 400. — B⁵. Poteaux métalliques; lignes souterraines; emploi d'enfants pour le transport des dépêches à domicile, 18. — E⁵. Critique de l'augmentation du tarif; dépêches de service, 215.

TÉLÉPHONES. B⁵. A Liège, à Bruxelles, 18.

TEMOINS. D⁵. Indemnité en justice, 108.

TERMONDE. A⁵. Servitudes militaires, 425.

TERNEUZEN. U². Réduction des péages sur le canal, 46, 50. Elargissement, 46. — V². Baisse des eaux, 84. Avant-projets de travaux, 115. — W². Baisse des eaux, 198. Cr. de 5 millions, 199-201. — X². Achèvement des travaux, 274. — Y². Convention avec les Pays-Bas, 295. Approfondissement, 557. — Z². r. de M. Smolders, 561. Rejet, 562. — A⁵. Négociations, 465. — B⁵, 4, 5, 6. — D⁵, 107, 154, 155. — E⁵. Convention conclue par M. Frère-Orban, 186. r. de M. Willequet, 187-214.

TERVUEREN. U². Restauration du château, 46. — W². Revenus, 144. — E⁵. Echange d'immeubles avec le domaine privé du Roi, 200.

TÊTE DE FLANDRE. V². Pét. relative au passage d'eau, 107.

THÉÂTRE FLAMAND à Bruxelles. Z². Subside de 15.000 fr., 596. — A⁵, 460. — B⁵, 10.

TIMBRE (Abolition du) des patentes, des quittances et des pétitions. U², 52. — W². Suppression pour les registres et quittances des établissements publics, 166. — X². Adhésif pour les effets de commerce, 272. — Y². Des affiches, 526. — Z². Demande de suppression, 577. — B². Adhésif des effets de commerce, 29. — D⁵. Augmentation de l'impôt, 150. Adhésif des effets de commerce, 156.

TIR de Brasschaet (Dangers du). E⁵, 201.

TIR AUX PIGEONS. Y², 520. — A⁵, 459.

TIRLEMONT. W². Demande une garnison, 181.

TIR NATIONAL. V². Prix décernés aux vainqueurs, 81.

TIRS A LA CIBLE. B⁵. Subsidés, 9.

TITRES AU PORTEUR. A⁵. Pr. del. de M. De Lantsheere, 459. — D⁵, 122. — E⁵, 191.

TITRES DE NOBLESSE. V². Publication de la liste, 84. — W², 147.

TOMBOLAS en faveur d'œuvres de patronage. D⁵, 144.

TOUAGE (Compagnie de). V², 115.

TOURNAI. B⁵. Restauration de la halle, 10.

TOXIQUES (Interdiction d'importer certaines matières). A⁵, 454.

TRAITES. U². Avec l'Espagne, 6. r. de M. de Zerezo de Tejada, 7. Convention consulaire avec

l'Italie, 7, 8. — W². Avec l'Allemagne pour la reprise du Guillaume-Luxembourg; avec les Pays-Bas pour l'endiguement du Zwyn, les prises d'eau à la Meuse et le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur son territoire, 140-144. Traité de commerce et de navigation avec la France, 141, 144. — X². Avec le Portugal; avec la république d'Orange, 258. — Y². Avec la Hollande au sujet du canal de Terneuzen, 295. Avec le Pérou, 295, 299. Avec les Etats-Unis, 299, 502. Avec l'Espagne, 502. — Z². Avec l'Allemagne (marques de fabrique); *id.* avec le Chili; avec le Transvaal; avec l'Italie, 561. Rejet de la convention de Terneuzen, 562. — A⁵. Avec l'Autriche pour les marques de fabrique, 420. Avec la Roumanie; avec le Brésil (marques de fabrique), 422, 425. — B⁵. Avec l'Espagne, 6. — C⁵. Convention consulaire avec l'Italie, 74. — D⁵. Denonciation des traités de commerce, 107. — E⁵. Prorogation du traité avec la France; convention avec la Serbie, 186. Prorogation de traité avec l'Allemagne; avec l'Espagne, 187. Convention consulaire avec les Etats-Unis, 187, 188.

TRAMWAYS sur les accotements des routes. V², 116. — X². A Gand, 270. — Y². Concessions, 510-514, 557. — D⁵. De Mons, 150, 151.

TRANSVAAL (Traité avec le). Z². (Voir TRAITÉS.)

TRAVAUX PUBLICS. U². Pr. de 1871; cr. de 22 millions, 47. — V². 1872; cr. de 8,872,000 fr., 117. — W². Pr. de 1873, 198. — Z². Cr. de 56,189,200 fr. en 1876, 400. — B⁵. Cr. de 28,957,000 fr. en 1878, 49, 50. — D⁵. Cr. de 101,410,000 fr. en 1879, 155. — E⁵. Cr. de 26,500,000 fr. en 1880, 215, 214.

TRÉSOR. U². Demande de publication de l'encaisse par décade, 9.

TRIBUNAUX. V². Augmentation du personnel à Bruxelles et à Nivelles, 82, 106. — W². Nouveau substitut à Anvers, 189. — X². Augmentation du personnel à Bruxelles, 261. — Y². Création d'une 2^e chambre à Courtrai et à Verviers, 504. — Z². Augmentation du personnel à Verviers, Charleroi, Courtrai, Dinant et Nivelles, 595. — A⁵. Demande d'élever Audenarde à la 2^e et Mons à la 1^{re} classe, 459. Création d'une 3^e chambre au tribunal d'Anvers, 459. — D⁵. Traitement des présidents et des procureurs du roi; insuffisance du personnel à Liège et à Gand, 108. Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 140, 141, 142. — E⁵. *Id.* à Furnes, Marche, Neufchâteau et Turnhout, 208.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. V². A Nivelles, 106. — B⁵. Ameublement du tribunal de Bruxelles, 49.

TROYE, gouverneur du Hainaut. X². Sa démission, 241, 242.

TRUMPER (M^{me} veuve). A⁵. Demande de pension, 462.

U

UCCLE (Avenue d') à Forest. Y², 515, 559.

UNION DOUANIÈRE avec la Hollande. Z², 565.

UNION DU CRÉDIT (Catastrophe de l'). A⁵, 452.

V

VACCINATION. U². Office vaccinal, 52. — W², 147. — A⁵, 425.

VAGABONDS. **U**². Transport par le chemin de fer, 41.

VAN HELMONT (Monument à). **Z**², 397.

VAN STALLE. **A**³. Bibliothécaire, 425.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. **W**². Elections d'Ypres en 1872, validation, 262 — **C**³. Election de M. De Wael à Anvers, validation, 89. — **D**³. *Candidat de l'agriculture* à Ath. 155. — **E**³. Mauvaise qualité du papier électoral à Waremmé, 215.

VERREYCKEN, bibliothécaire. **U**², 12. — **A**³. Son décès, 425.

VERVIERS. **A**³. Demande d'une garnison, 454. Service des eaux, 464. — **B**³, 47 et suiv. — **E**³, 215.

VÉTÉRINAIRE (Service). **D**³. Amélioration, 111.

VÉTÉRINAIRES de l'armée. **W**², 180. — **Z**², 574. — **E**³, 201.

VIANDE. **E**³. Demande de rétablissement des droits d'entrée, 197.

VICTOR HUGO. **V**². Expulsion, 42.

VINAIGRES d'alcool. **E**³. Droits d'entrée, 197.

VINDERHAUTE. **A**³. Pr. de vendre des terrains y situés, 455.

VOIES NAVIGABLES. **U**². Amélioration générale, 47. — **X**², 274. — **B**³, 47, 50. — **D**³. Administration, 109. Travail de M. Jacques Behr, 149: Système de l'ingénieur Finet, 151, 152. — **E**³, 215.

VOIRIE VICINALE. **U**². Entretien, 11. Raccorde-ments au chemin de fer, cr. de 2 millions, 48. — **V**². Cr. d'un million, 117. — **W**². Répartition,

146. Reprise des chemins de grande vicinalité, 198, 199. — **X**². Entretien, 242. Développement, 274. **Y**². Augmentation des subsides, 306. Répartition, 307. Liquidation, 356. Demande de reprises, 357, 358, 359. — **Z**². Liquidation dans le Hainaut, 365. Chemins aboutissant aux stations, 401. — **A**³. Liquidation des subsides, 425. — **B**³. Dans le Luxembourg; liquidation des subsides, 9. Reprise des chemins de grande vicinalité, 48, 49. — **D**³. Mode de répartition des subsides, 148. Nécessité de procéder méthodiquement, 155. — **E**³. Sommes dues au Hainaut; répartition des subsides par l'Etat, 190.

VRAMBOUT, ancien gouverneur de la Flandre occidentale. **D**³. Créance de sa succession, 74, 113.

W

WIERTZ. **Y**². Copies de ses tableaux exposées à Bordeaux, 552.

WOUTERS, substitut, frappé d'ostracisme par M. De Lantsheere, 593.

Z

ZWYN. **U**². Endiguement, 47. — **V**², 84, 116. — **W**². Convention avec les Pays-Bas, 140, 141. — **Z**². Aliénation de polders, 571.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS.

NOTE EXPLICATIVE.

Les chiffres arabes renvoient, pour chaque session, à la page du volume où l'orateur est indiqué comme ayant pris la parole. Pour rechercher le discours prononcé par un orateur dans un débat quelconque, on prend dans la table analytique l'indication de l'objet sur lequel on veut savoir son opinion. On voit la page où le sujet est traité. Puis on constate, en consultant la table ci-après, si le nom de l'orateur est porté à cette page. Grâce à la *concordance des chiffres*, les recherches sont ainsi rendues très faciles et très rapides.

A

ALLARD (E). A⁵. 427, 445, 454, 456. — B⁵. 5, 7, 10, 21, 26, 27, 32, 35, 37, 45. — C⁵. 81. — D⁵. 120.

ALLARD-PECQUEREAU. U². 11, 17, 43, 44, 47. — W². 162, 201.

ANDRIMONT (J. D'). U². 14, 16, 18, 21, 35, 34, 35, 56, 47. — V². 86, 87, 100. — W². 149, 151. — X². 255. — Y². 503, 526. — Z². 367, 373, 584, 597. — A⁵. 455, 461.

ANDRIMONT (L. D'). C⁵. s. — D⁵. s., 106, 111, 115, 118, 119, 151, 153, 155, 156, 148. — E⁵. s., 187, 188, 191, 192, 195, 212, 215, 214.

ANETHAN (D'). U². m. a., 6, 7, 8, 10, 21, 26, 28, 51, 52, 44, 46, 50. — V². 97, 111.

ANSPACH. U². 7, 17, 21, 27, 29, 35, 54, 39, 42, 47. — V². 95, 94, 95, 100, 104, 111, 112, 114. — W². 147, 165, 172, 174, 183, 187, 190, 191, 196. — X². 258, 244, 245, 248, 250, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 262, 272. — Y². 512, 513, 514, 516, 517, 518, 520, 528, 550, 551, 555. — Z². 361, 370, 373, 374, 393, 394, 395. — A⁵. 425, 428, 450, 451, 453, 445, 448, 449, 452, 456, 457, 459, 460, 464. — B⁵. 6, 7, 12, 21, 24, 25. — C⁵. 89. — D⁵. 141.

ASPREMONT-LYNDEN (D'). V². m. a., 77, 78, 84, 95, 107, 116. — W². 140, 144, 175. — X². 257, 258, 259, 240, 247. — Y². 293, 296, 297, 299, 501, 502, 505, 505, 506, 516, 525, 524, 526, 527, 551. — Z². 561, 562, 565. — A⁵. 420, 421, 422. — B⁵. 5, 6, 7, 10, 11, 18, 42.

B

BAILLET-LATOUR (DE). U². 55. — V². 90, 91. —

W². 193. — Y². 510. — Z². 367. — A⁵. 426. — B⁵. 18. — D⁵. q. — E⁵. q.

BALISAUX. U². 12, 15, 17, 20, 21, 49. — V². 79, 80, 88, 90, 94, 95, 100, 116. — W². 145, 149, 155, 156, 164. — X². 265.

BARA. U². 7, 8, 10, 13, 14, 16, 17, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 47, 48. — V². 77, 82, 83, 92, 93, 97, 99, 100, 105, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113. — W². 143, 144, 145, 147, 149, 156, 160, 161, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 175, 180, 181, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 195, 194, 196, 197, 198, 199, 201. — X². 242, 244, 245, 246, 249, 251, 252, 255, 256, 258, 260, 261, 262, 266, 267, 268, 272, 274, 275. — Y². 297, 505, 507, 516, 520, 526, 551, 553, 554, 556. — Z². 362, 363, 364, 375, 376, 378, 379, 395, 396, 398. — A⁵. 421, 425, 429, 451, 453, 444, 445, 446, 448, 449, 450, 451, 453, 454, 456, 457, 458, 460, 464, 465, 466. — B⁵. 4, 5, 6, 8, 9, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23, 30, 31, 32, 33, 35, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 46. — C⁵. m. j., 75, 80, 81, 85, 90. — D⁵. 105, 106, 108, 109, 110, 113, 118, 119, 120, 121, 127, 129, 150, 151, 153, 154, 159, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 148. — E⁵. 188, 190, 196, 197, 198, 199, 200, 204, 205, 206, 208, 209, 210.

BEECKMAN. U². 14, 48. — V². 90, 91, 96, 115, 116. — W². 145, 150, 152, 166, 198, 199. — X². 257, 244, 274, 275. — Y². 511. — Z². 367, 372. — A⁵. 426. — B⁵. 16, 48. — D⁵. 127, 140, 144, 149, 151, 154. — E⁵. 192, 215.

BEERNAERT. X². m. t., 245, 244, 245, 248, 262, 265, 265, 266, 268, 270, 272, 275. — Y². 509, 510, 511, 512, 515, 514, 534, 556, 557, 558, 559, 540. — Z². 361, 366, 367, 368, 372, 379, 584, 598, 599, 400, 401. — A⁵. 426, 427, 428, 447,

463, 464, 466. — **B**⁵. 6, 10, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 36, 37, 39, 42, 45, 46, 47, 48, 49, 50. — **C**⁵. 75, 88. — **D**⁵. 104, 109, 113, 114, 116, 118, 124, 127, 137, 158, 146, 147, 148, 150, 152, 153, 155. — **E**⁵. 187, 193, 194, 198, 205, 208, 213, 214.

BERGÉ. **U**². 6, 7, 8, 10, 11, 14, 16, 18, 23, 27, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 41, 44, 45. — **V**². 93, 94, 101, 102, 103, 104, 105, 108, 112, 113, 114. — **W**². 145, 146, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 193, 201. — **X**². 237, 245, 256, 258, 260, 261, 268. — **Y**².

296, 298, 301, 303, 306, 307, 317, 318, 319, 320, 323, 326, 327, 328, 329, 332, 339. — **Z**². 362, 367, 369, 371, 373, 375, 376, 377, 378, 382, 383, 385, 386, 390, 392, 394, 396. — **A**⁵. 427, 428, 429, 442, 448, 449, 450, 453, 456, 457, 458, 459, 465. — **B**⁵. 9, 10, 13, 18, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 38, 41, 42, 43, 45, 46, 51. — **C**⁵. 83. — **D**⁵. 107, 110, 112, 113, 125, 126, 132, 136, 138, 139, 140. — **E**⁵. 188, 190, 192, 200, 205.

BERTEN. **V**². 115. — **W**². 146, 199, 201. — **X**². 264, 274. — **Y**². 304, 311, 335. — **Z**². 367, 400. — **A**⁵. 423, 424, 425, 426, 463. — **B**⁵. 9, 18. — **D**⁵. 114, 150, 148. — **E**⁵. 193, 195.

BOCKSTAEL. **Y**². 303, 306, 307, 309, 310, 313, 314, 315, 317, 319, 320, 321, 326, 328, 332, 333, 334. — **Z**². 363, 364, 365, 366, 367, 372, 373, 374, 384, 395, 398. — **A**⁵. 425, 426, 427, 428, 431, 443, 448, 453, 454, 455, 459, 460. — **B**⁵. 8, 9, 17, 18, 23, 25, 34, 35, 39, 40, 46. — **D**⁵. 103, 108, 109, 110, 116, 117, 125, 126, 127, 131, 141, 144, 148, 150, 151, 153. — **E**⁵. 189, 191, 194, 200, 201, 203, 207, 208, 209, 211, 212.

BORCHGRAVE D'ALTENA (DE). **U**². s., 15, 32, 47. — **V**². s., 111. — **W**². s. — **X**². s. — **Y**². 334. — **A**⁵. 428. — **B**⁵. 16, 18, 19. — **D**⁵. 133, 141. — **E**⁵. 209.

BOUCQUÉAU. **U**². 12, 13, 15, 16, 46, 49. — **V**². 79, 90. — **W**². 155, 157, 158, 160, 162, 166, 183, 201. — **X**². 240, 241, 244. — **Y**². 305, 311. 314, 327, 334, 339, 341. — **Z**². 370, 371. — **A**⁵. 426, 428, 462. — **B**⁵. 16. — **D**⁵. 113, 117, 118, 158, 151, 154, 156. — **E**⁵. 193.

BOULENGER. **U**². 11, 13, 14, 17. — **V**². 81, 84, 91, 95, 100, 101. — **W**². 144, 145, 147, 148, 149, 155, 157, 158, 160, 163, 167, 170, 183, 186, 189, 192, 194, 196, 199, 202. — **X**². 241, 242, 243, 244, 245, 247, 251, 253, 258, 259.

BOUVIER. **U**². 8, 9, 11, 12, 14, 17, 21, 24, 29, 31, 36, 38, 41, 42, 43, 44, 48, 49. — **V**². 78, 81, 84, 85, 89, 90, 91, 96, 98, 100, 101, 103, 104, 105, 107, 108, 112, 113, 114.

BRACONIER. **U**². 11, 12, 14, 16, 17, 35, 47. — **V**². 88.

BRASSEUR. **U**². 6, 9, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 28, 31, 32, 33, 34, 37, 39, 40, 42, 43, 47. — **V**². 109, 110.

BRICOUIT. **U**². 24, 34. — **V**². 91, 104. — **W**². 146, 159, 180, 201. — **X**². 242, 245, 247. — **Y**². 334, 339. — **Z**². 370, 401. — **B**⁵. 32.

BRIEY (DE). **W**². 148, 158, 187, 201. — **X**². 243, 255. — **Y**². 310, 313, 320, 328, 329, 331, 337, 338. — **Z**². 369. — **B**⁵. 17, 19. — **D**⁵. 116, 118. — **E**⁵. 192, 204.

C

CHIMAY (A. DE). **D**⁵. 117, 138. — **E**⁵. 191, 197.

COOMANS. **U**². 7, 10, 14, 17, 19, 23, 25, 26, 27,

29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 40, 41, 44, 45, 50. — **V**². 82, 110, 111. — **W**². 144, 146, 149, 158, 162, 167, 171, 172, 180, 184, 186, 193, 196, 198. — **X**². 238, 239, 240, 241, 242, 243, 245, 248, 251, 253, 254, 255, 268, 275. — **Y**². 320, 321, 322, 324, 329, 332, 333, 334, 336. — **Z**². 367, 370, 374, 375, 384, 390, 392. — **A**⁵. 420, 448. — **B**⁵. 5, 6, 14, 23, 31. — **C**⁵. 75. — **D**⁵. 99, 101, 119, 133, 125, 126, 135, 138, 140, 141, 142, 144, 148, 150, 155. — **E**⁵. 188, 193, 198, 200, 203, 210, 212.

COREMANS. **U**². 37, 41. — **V**². 82, 96. — **W**². 167, 168, 169, 170, 171, 196. — **X**². 253, 257, 272. — **Y**². 302, 303, 316, 334. — **Z**². 364, 374. — **A**⁵. 448, 451, 459. — **B**⁵. 20, 24, 33, 35. — **C**⁵. 81. — **D**⁵. 111.

CORNESSE. **U**². *m. j.*, 8, 10, 17, 20, 21, 25, 26, 29, 30, 32, 38, 41, 42, 43, 45. — **V**². 93, 96, 100, 105, 106, 108, 109, 111, 115. — **W**². 147, 158, 160, 166, 175, 186, 188, 193, 201. — **X**². 241, 258, 259, 260, 261, 262, 266, 268, 274. — **D**⁵. 102, 108, 109, 113, 117, 120, 129, 133, 137, 140. — **E**⁵. 191, 199, 203, 205, 208, 210, 214, 215.

COUVREUR. **U**². 8, 12, 15, 19, 20, 23, 25, 26, 31, 37, 38, 39, 42, 46. — **V**². 77, 79, 80, 89, 96, 99, 104. — **W**². 163, 171, 176, 179, 185, 190. — **X**². 240, 243, 244, 245, 247, 256, 263. — **Y**². 295, 320, 323, 324, 332, 340, 341. — **Z**². 374, 382, 389, 392, 396, 397, 401. — **A**⁵. 459, 461, 462. — **B**⁵. 7, 33, 36, 38. — **D**⁵. 102, 106, 124, 150, 132, 135, 137, 144, 148, 155, 156. — **E**⁵. 189, 192, 198.

CROMBEZ (L.). **U**². 47. — **V**². 81, 93. — **D**⁵. 99, 130, 135, 136.

CRUYT. **U**². 9, 17, 32, 34. — **V**². 80, 92, 94, 115. — **W**². 158, 160, 171, 189, 191, 192, 198, 200, 201. — **X**². 242, 266, 268. — **Y**². 304, 305, 314, 315, 317, 326, 331, 334, 335. — **Z**². 362, 364, 370, 377, 396, 397, 398. — **A**⁵. 425, 427, 428, 445, 446, 453, 463, 464, 466. — **B**⁵. 4, 6, 10, 23, 34, 50.

D

DANSAERT. **U**². 11, 22, 23. — **V**². 79, 80, 81, 84, 92, 105, 109, 115. — **W**². 165. — **Y**². 326, 327. — **Z**². 361, 366, 367, 371, 399. — **A**⁵. 426, 427. — **B**⁵. 15, 47, 49. — **D**⁵. 107, 125, 131, 152, 154, 147, 148, 149. — **E**⁵. 189, 193, 195, 212, 213.

DAVID. **U**². 10, 12, 14, 16, 17, 18, 24, 25, 28, 31, 34, 37, 38, 40, 41, 44. — **V**². 79, 85, 88, 89, 92, 94, 100, 101, 104, 115. — **W**². 157, 160, 162, 176, 187, 188, 193, 196, 201. — **X**². 238, 241, 243, 244, 251, 252, 253, 255, 258, 272, 275.

DE BAETS. **U**². 21, 29, 30, 33, 37, 41, 44, 45, 46, 48. — **V**². 79, 91, 93, 100, 104, 106, 107, 112, 114. — **W**². 147, 167, 168, 170, 171, 186, 189, 192, 196, 198, 200, 201. — **X**². 239, 242, 243, 248, 250, 253, 257, 261, 269, 270, 274. — **Y**². 313, 319, 320, 325, 329, 332, 334, 335, 337, 338, 341.

DE BECKER (A.). **E**⁵. 204.

DE BECKER (E.). **A**⁵. 422, 424, 426, 427, 444, 449, 450, 451. — **B**⁵. 15, 16, 23, 47. — **C**⁵. 75, 79, 80. — **D**⁵. 100, 131, 132.

DE BRUYN. **D**⁵. 113, 114, 115, 117, 118, 122,

129, 130, 132, 138, 139, 144, 148, 150, 152, 154.
 — **E**⁵. 186, 188, 190, 193, 194, 201, 204, 214.
 DE CLERCQ. **U**². 11, 16, 31, 40, 46, 47. — **V**². 84, 114, 115, 116. — **W**². 144, 137, 139, 166, 181, 186, 187, 192, 198, 199. — **X**². 244, 248, 258, 270, 272, 274. — **Y**². 304, 310, 329, 337, 339. — **Z**². 366, 372, 400, 401. — **A**⁵. 426, 437, 458, 463, 464. — **B**⁵. 46, 47. — **D**⁵. 114, 116, 148, 149, 155, 154. — **E**⁵. 201, 215.
 DEDECKER-HAVENITH. **X**². 244, 262, 270, 272. — **Y**². 306, 310, 317, 320, 326, 338. — **Z**². 363, 367, 400, 401. — **A**⁵. 424, 428, 446, 448, 449. — **B**⁵. 7, 9, 23, 24, 48, 50, 51. — **C**⁵. 80, 81. — **D**⁵. 107, 110, 129, 150, 152. — **E**⁵. 187, 188, 193, 201, 202, 215.
 DE FRÉ. **U**². 7, 8, 20, 26, 32, 33, 39, 42. — **V**². 77, 81, 84, 92, 101. — **W**². 143, 146, 148, 149, 163, 185, 196, 197. — **A**⁵. 427, 437. — **B**⁵. 5, 9, 26, 27, 36, 44. — **C**⁵. 81, 82. — **D**⁵. 101, 106, 137. — **E**⁵. 191.
 DEFUISSEAU. **U**². 14, 23, 25, 28, 30, 39, 42, 48. — **V**². 77, 78, 80, 82, 91, 92, 94, 97, 106, 109, 110. — **W**². 143, 162, 170, 176, 183, 184, 189, 190, 191, 196, 197. — **X**². 238, 240, 241, 259, 260. — **Y**². 307, 311, 319, 323, 324, 328, 332, 334. — **Z**². 363, 366, 367, 386, 389, 393. — **A**⁵. 421, 450, 462. — **B**⁵. 19, 21, 22, 34. — **D**⁵. 132, 137, 148. — **E**⁵. 194, 203, 209, 212.
 DE HAERNE. **U**². 37, 38, 39, 43. — **V**². 78, 102, 103. — **W**². 158, 168, 180, 184, 185, 187, 199. — **X**². 233, 238. — **Y**². 317, 328, 331. — **Z**². 378, 379, 386, 393. — **A**⁵. 443, 449, 456, 463. — **B**⁵. 22, 23, 33, 36, 38. — **D**⁵. 109, 116, 131, 137, 158, 149, 151, 154. — **E**⁵. 203, 213.
 DELAET. **U**². 9, 16, 18, 21, 28, 32, 37, 43, 47, 50. — **V**². 91, 93, 101, 102, 104. — **W**². 137, 163, 167, 169, 170, 171, 180, 183, 184, 186, 192, 196, 198, 199, 200. — **X**². 237, 241, 250, 253, 262, 270, 272, 274. — **Y**². 307, 312, 316, 320, 324, 332, 338, 339, 340. — **Z**². 361, 363, 364, 366, 372, 373, 374, 396, 401. — **A**⁵. 423, 448, 453, 460, 462. — **B**⁵. 10, 24, 25, 39. — **D**⁵. 111, 113, 114, 115, 149, 150, 151, 154. — **E**⁵. 187, 194, 214.
 DE LANTSHEERE, **V**². *m. j.*, 81, 82, 83, 84, 92, 93, 101, 103, 106. — **W**². 147, 160, 161, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 188, 189, 190, 191, 193, 196. — **X**². 240, 246, 247, 248, 249, 258, 259, 260, 261, 262, 263. — **Y**². 304, 303, 314, 315, 326, 330, 331, 334, 335. — **Z**². 363, 364, 368, 372, 373, 393, 394, 395, 396, 398. — **A**⁵. 424, 428, 430, 432, 434, 449, 450, 451, 453, 459, 460, 462. — **B**⁵. 14, 15, 19, 29, 34, 35, 36, 39, 40, 42, 44, 49, 51. — **C**⁵. 74, 89. — **D**⁵. 106, 108, 118, 120, 121, 131, 132, 133, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 146. — **E**⁵. 186, 189, 191, 192, 196, 197, 198, 108, 209.
 DELCOUR. **U**². 11, 13, 16, 18, 20, 21, 29, 32, 36, 37, 39, 46, 49. — **V**². *m. i.*, 78, 79, 81, 83, 93, 94, 95, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117. — **W**². 144, 145, 146, 147, 148, 162, 163, 163, 172, 176, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 192, 193, 196. — **X**². 238, 241, 242, 243, 246, 247, 249, 253, 254, 253, 256, 257, 258, 262, 269. — **Y**². 303, 303, 306, 307, 308, 313, 319, 322, 326, 328, 329, 332, 336. — **Z**². 361, 363, 366, 368, 369, 372, 378, 379, 380, 381, 385, 389, 390, 391, 392, 393, 396, 397, 398. —

A⁵. 425, 425, 426, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 460, 461, 463. — **B**⁵. 4, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 19, 22, 24, 23, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 41, 43, 46. — **C**⁵. 80. — **D**⁵. 110, 119, 120, 121, 130, 131, 133, 138, 140, 141, 154. — **E**⁵. 190, 191, 193, 203, 208, 213.
 DELEHAYE. **U**². 10, 11, 17, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 44, 47, 49. — **V**². 77, 78, 80, 81, 83, 85, 94, 98, 102, 103, 104, 107, 108, 112. — **W**². 144, 143, 146, 147, 148, 157, 158, 159, 163, 164, 163, 166, 167, 170, 171, 173, 183, 187, 190, 192, 197, 198, 199, 200. — **X**². 238, 240, 241, 242, 243, 244, 247, 248, 249, 252, 253, 257, 262, 263, 263, 270, 272, 274, 275. — **Y**². 297, 303, 303, 307, 310, 311, 313, 316, 317, 319, 320, 324, 329, 332, 334, 335, 336, 338, 339, 340. — **Z**². 361, 364, 363, 366, 367, 369, 371, 373, 376, 378, 379, 384, 392, 394, 396, 398, 400, 401. — **A**⁵. 423, 423, 426, 427, 428, 429, 434, 443, 448, 450, 453, 453, 460, 462, 463, 464. — **B**⁵. 6, 7, 9, 10, 11, 20, 22, 28, 29, 33, 39, 40, 41, 50.
 DELEXHY. **U**². 9, 11, 13, 16, 33, 33, 36, 47. — **V**². 78, 90. — **W**². 144, 146, 149, 158, 200, 201. — **X**². 238, 241, 247, 250. — **Y**². 303, 310, 319, 334, 337. — **Z**². 363, 367, 370, 371, 386, 400. — **B**⁵. 10, 11, 17, 49, 51. — **D**⁵. 111, 123, 123, 149.
 DEMEUR. **U**². 6, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 34, 42, 46, 48, 49. — **V**². 79, 80, 81, 83, 84, 89, 90, 92, 93, 110. — **W**². 143, 144, 147, 151, 154, 156, 157, 158, 160, 161, 163, 163, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 180, 183, 187, 189, 196, 202. — **X**². 238, 240, 241, 242, 243, 243, 253, 261, 262, 264, 272, 274, 275. — **Y**². 304, 307, 308, 309, 310, 314, 313, 316, 321, 323, 326, 330, 331, 332, 334, 336, 339, 340, 341. — **Z**². 361, 362, 364, 368, 372, 387, 390, 392, 393, 401. — **A**⁵. 423, 426, 428, 446, 448, 451, 453, 459. — **B**⁵. 6, 13, 18, 23, 28, 29, 33, 39, 41, 51. — **C**⁵. 79. — **D**⁵. 107, 109, 112, 113, 122, 131, 133, 141, 144, 148, 153, 156. — **E**⁵. 190, 191, 192, 193, 196, 200, 209, 211, 212, 214, 215.
 DE NAEYER. **U**². *v. p.*, 28, 46. — **W**². 151, 163, 184, 192.
 DESCAMPS. **U**². 12, 13, 16, 39, 44, 46. — **V**². 86, 88, 90, 94, 104, 107. — **W**². 148, 149, 157, 159, 183. — **X**². 243, 244, 274. — **Y**². 302, 310, 311, 312, 334. — **Z**². 366, 367, 377, 379. — **A**⁵. 423, 426, 428, 431. — **B**⁵. 9, 13, 16, 29, 39, 48. — **C**⁵. 89. — **D**⁵. *v. p.*, 132, 144. — **E**⁵. *v. p.*, 190.
 DE SMET DE LANGHE. **U**². 11, 12, 17, 47, 50. — **V**². 94, 116, 117. — **W**². 146, 137, 163, 180, 183, 192, 199, 200. — **X**². 238, 239, 247, 248, 274, 275. — **Y**². 303, 308, 316, 333, 337, 338. — **Z**². 361, 367, 370, 400. — **A**⁵. 428, 431, 433, 460, 463, 466. — **B**⁵. 10, 11, 16, 23, 40, 48, 50.
 DETHUIN. **U**². 23, 24, 36. — **W**². 137, 172. — **X**². 233. — **Z**². 363, 386. — **A**⁵. 433. — **B**⁵. 26. — **D**⁵. 106.
 DE VIGNE. **C**⁵. *s.*, 80. — **D**⁵. *s.*, 108, 117, 122, 131, 133, 138, 140, 144, 146, 147, 152. — **E**⁵. *s.*, 190, 194, 206, 210, 213.
 DE VOS. **D**⁵. 151. — **E**⁵. 189.
 DE Wael. **C**⁵. *v. p.*, 89, 90. — **D**⁵. *v. p.*, 111, 124, 126, 128, 129, 130, 131, 143, 146, 149, 150, 153. — **E**⁵. *v. p.*, 187, 193, 200, 201, 203, 203, 210, 212, 214.

DOHET. **A**³. 431, 446, 450, 455, 457. — **B**³. 6, 26, 28, 36, 41. — **D**³. 102, 122, 131, 136.

DORLODOT (DE). **U**². 16. — **V**². 89, 90, 91. — **X**². 244.

DRION. **U**². 14, 15, 39, 45, 46. — **V**². 90, 91, 105, 115. — **W**². 159, 199. — **X**². 243. — **Y**². 310, 311, 318, 322. — **Z**². 371. — **A**³. 428, 463. — **B**³. 16, 39, 47.

DRUBBEL. **U**². 12, 21, 36, 37, 45, 48. — **V**². 80, 83, 92, 94, 117. — **W**². 161, 167, 170, 181, 189, 191, 192, 196, 197. — **X**². 245, 260, 261, 262. — **Y**². 314, 315, 329, 331. — **Z**². 361, 375, 392. — **A**³. 453, 454, 455, 459, 462. — **B**³. 8, 35, 40.

DUBOIS. **A**³. 426, 445. — **B**³. 9.

DUMORTIER (B.). **U**². 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 23, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 47, 48. — **V**². 77, 78, 81, 83, 84, 92, 93, 100, 101, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 117. — **W**². 147, 157, 158, 172, 174, 179, 180, 184, 185, 188, 190, 191, 192, 196, 197, 198, 199, 201, 202. — **X**². 238, 240, 242, 243, 247, 248, 249, 251, 252, 255, 257, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 270, 274, 275. — **Y**². 299, 303, 305, 306, 314, 319, 328, 330, 332, 334, 340. — **Z**². 363, 369, 370, 371, 376, 398. — **A**³. 428, 448, 451, 453, 458, 464, 466. — **B**³. 5, 6, 7, 10, 14, 20, 21, 22, 23, 25, 29, 30, 32, 36, 41, 42, 43, 49, 50.

DUPONT. **U**². 17, 21, 24. — **V**². 92. — **W**². 144, 145, 161, 191. — **X**². 244. — **Y**². 314, 315. — **Z**². 364, 373. — **A**³. 428, 432. — **B**³. 19, 22, 31, 35, 40, 46. — **D**³. 118.

DURIEU. **E**³. 188, 190, 193.

E

ELHOUNGNE (D'). **D**³. 101, 119, 122, 127, 129, 138, 155. — **E**³. 186, 198, 209.

ELIAS. **U**². 16, 33, 34, 36, 37, 42, 47, 48. — **V**². 102, 103, 104, 116. — **W**². 144, 145, 158, 160, 161, 181, 184, 185, 196, 202.

F

FRÈRE-ORBAN. **U**². 9, 10, 11, 13, 14, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 48, 49. — **V**². 79, 80, 83, 97, 98, 99, 100, 105, 110, 111. — **W**². 141, 142, 143, 148, 149, 153, 155, 156, 158, 163, 174, 176, 177, 179, 180, 186, 193, 194, 195, 196. — **X**². 238, 245, 248, 249, 250, 251, 252, 257, 258, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 270, 272, 273, 274, 275. — **Y**². 298, 300, 301, 307, 308, 309, 317, 321, 324, 329, 332, 333, 334. — **Z**². 361, 362, 368, 372, 380, 381, 382, 384, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 397, 398, 399. — **A**³. 420, 421, 422, 423, 434, 443, 444, 445, 448, 449, 450, 451, 452, 457, 458, 459, 460, 461, 465, 466. — **B**³. 4, 5, 6, 12, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 32, 34, 35, 38, 40, 41, 42, 44, 46. — **C**³. *m. a.*, 74, 75, 76, 78, 80, 82, 85, 87. — **D**³. 99, 100, 102, 105, 106, 107, 109, 122, 124, 125, 126, 127, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 139, 140, 144, 149, 155. — **E**³. 186, 187, 192, 196, 200, 201, 203, 205, 206, 207, 210, 211, 212.

FUNCK. **U**². 10, 24, 25, 27, 35, 39. — **V**². 81, 102, 103, 104, 105, 116. — **W**². 147, 185, 187. — **X**². 246, 247, 253, 254. — **Y**². 328, 329. —

Z². 378, 393, 394, 395, 396. — **A**³. 430, 456, 460.

G

GERRITS. **U**². 32, 37, 38, 47, 50. — **V**². 79, 83, 95, 102, 103, 112.

GILLIEUX. **D**³. 107, 113, 114, 117, 132, 153, 155, 156. — **E**³. 186, 187, 193, 194, 211, 213, 215.

GOBLET D'ALVIELLA (E.). **C**³. 86. — **D**³. 101, 120, 125, 126, 133, 134, 136, 138. — **E**³. 187, 188, 190, 191, 192, 196, 200, 205, 209.

GRAUX. **C**³. *m. f.*, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 86, 89. — **D**³. 104, 105, 107, 109, 112, 113, 118, 119, 122, 123, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 140, 143, 144, 149, 150, 153, 155, 156. — **E**³. 191, 192, 194, 195, 196, 200, 201, 203, 207, 210, 211, 212, 213, 214, 215.

GUILLAUME. **U**². *m. g.*, 29, 30, 31, 32, 43. — **V**². 96, 97, 98, 99, 100, 101. — **W**². 172, 173.

GUILLERY. **U**². 7, 8, 17, 19, 20, 21, 23, 26, 28, 31, 34, 39, 42, 44, 45, 49. — **V**². 78, 79, 80, 81, 84, 92, 93, 94, 100, 101, 102, 103, 104, 108, 109, 110, 111, 114. — **W**². 144, 147, 148, 149, 160, 161, 163, 165, 170, 172, 173, 183, 188, 189, 190, 191, 197. — **X**². 249, 250, 251, 256, 257, 258, 261, 262, 263, 264, 268. — **Y**². 297, 298, 302, 303, 304, 314, 315, 316, 319, 320, 326, 329, 331, 332, 334. — **Z**². 362, 363, 365, 370, 377, 378, 381, 384, 385, 386, 396. — **A**³. 421, 430, 431, 433, 450, 454, 459, 460, 461, 466. — **B**³. 14, 25, 26, 28, 29, 30, 32, 34, 35, 40, 50. — **C**³. *v. p.*, 75. — **D**³. *p.*, 106, 109, 129, 134, 144, 148. — **E**³. *p.*, 190, 192, 195, 196, 197, 206, 210.

GUYOT. **X**². 247, 270. — **Z**². 394, 395. — **A**³. 448. — **B**³. 22, 23, 35. — **E**³. 212.

H

HAGEMANS. **U**². 12, 14, 16, 23, 24, 30, 42, 44. — **V**². *s.*, 78, 81, 82, 90, 100, 107. — **W**². *s.*, 145, 151, 159, 162, 180, 192. — **X**². *s.*, 242, 243, 255, 256, 262. — **Y**². *s.*, 310, 311, 329, 332. — **Z**². 367. — **A**³. 426, 461. — **B**³. 10, 17, 33.

HANE-STEENHUYSE (D'). **U**². 40. — **V**². 77, 81, 107. — **W**². 175, 176, 180, 196.

HANSENS. **E**³. 187, 202, 206, 207, 213.

HAYEZ. **U**². 32, 27. — **V**². 100, 101.

HEMPTINNE (J. DE). **D**³. 125, 156.

HERMANT. **U**². 16, 46. — **V**². 90. — **W**². 152, 157, 166.

HOUTART. **U**². 12, 14, 15, 19, 21, 23, 34, 41, 46, 47, 49. — **V**². 89, 100, 108. — **W**². 144, 192, 199. — **X**². 243, 254, 262. — **Y**². 304, 306, 308, 310, 312, 324, 327, 328, 341. — **Z**². 364, 365, 369. — **A**³. 425, 426, 428, 433. — **B**³. 7, 33, 37, 51. — **C**³. 74. — **D**³. 112, 115, 123, 125, 131, 132, 148, 152. — **E**³. 193, 194, 203.

J

JACOBS. **U**². *m. f.*, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50. — **V**². 80, 82, 83, 84, 85, 92, 94, 98, 99, 102, 104, 110, 112, 113, 116. — **W**². 141,

142, 143, 144, 145, 146, 147, 156, 160, 161, 162, 165, 167, 168, 170, 171, 172, 174, 177, 183, 187, 189, 194, 196, 197, 201, 202. — **X**². 242, 249, 251, 252, 261, 265, 264, 268, 270, 271, 272, 275, 278. — **Y**². 298, 302, 304, 307, 309, 315, 318, 316, 333, 354, 355, 359, 340. — **Z**². 362, 363, 364, 368, 370, 371, 372, 373, 374, 382, 383, 384, 395, 397, 398, 399. — **A**³. 421, 423, 424, 425, 428, 430, 432, 443, 444, 448, 449, 453, 456, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 466. — **B**³. 4, 5, 10, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 28, 30, 32, 40, 41, 42. — **C**³. 76, 77, 78, 79, 80, 83, 85, 89, 90. — **D**³. 101, 104, 105, 110, 111, 121, 122, 123, 128, 129, 150, 155, 154, 156, 159, 142, 150, 153, 156. — **E**³. 187, 189, 190, 191, 196, 197, 199, 201, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 214, 215.

JAMAR (A.). **U**². 15, 14, 16, 17, 28, 33, 44, 46, 47, 48. — **V**². 87, 92. — **W**². 166. — **X**². 244, 245. — **Y**². 331. — **Z**². 368, 372, 398. — **B**³. 6, 14, 18, 23, 45.

JAMAR (E.). **D**³. 119.

JANSON. **A**³. 423, 445, 444, 446, 447, 450, 451, 453, 454, 460. — **B**³. 8, 9, 15, 21, 28, 29, 31, 34, 36, 37, 38, 42, 44, 51. — **C**³. 76. — **D**³. 106, 107, 111, 121, 125, 126, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 148. — **E**³. 186, 190, 191, 196, 198, 203, 209, 211.

JANSSENS. **U**². 35. — **V**². 115. — **W**². 162, 195, 200. — **X**². 247. — **Y**². 310. — **Z**². 361, 367, 377. — **A**³. 463. — **B**³. 29, 36. — **D**³. 132, 134. — **E**³. 197.

JONGHE D'ARDOYE (DE). **D**³. 116, 118, 140, 151. — **E**³. 195, 204, 208, 209.

JOTTRAND. **U**². 7, 8, 10, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 37, 39, 41, 42, 43, 44, 45. — **V**². 77, 78, 80, 81, 92, 93, 94, 96, 98, 104, 105, 107, 112, 115. — **W**². 143, 148, 149, 165, 167, 168, 171, 180, 184, 185, 187, 195, 196, 197, 199, 201. — **X**². 242, 253, 256, 257, 261, 262, 263, 268, 270, 272, 274. — **Y**². 303, 306, 308, 309, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 320, 324, 326, 329, 330, 331, 332, 334, 335, 339. — **Z**². 369, 372, 376, 389, 390, 391, 392, 396, 398, 399. — **A**³. 443, 448, 451, 453, 455, 460, 462, 466. — **B**³. 8, 9, 10, 11, 13, 14, 22, 23, 36, 37, 38, 39, 41, 45, 46, 49, 80, 81. — **D**³. 107, 108, 109, 111, 112, 117, 118, 122, 124, 125, 136, 138, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 148, 154. — **E**³. 188, 189, 192, 193, 194, 196, 198, 200, 208.

JULLIOT. **U**². 12, 16, 36, 37, 46, 47, 48. — **V**². 79, 80, 84, 86, 88, 89, 104, 116. — **W**². 145, 158, 187, 190, 199. — **X**². 238, 244, 253, 256. — **Y**². 304, 309, 311, 319, 324, 326, 333, 336. — **Z**². 365, 378. — **A**³. 463, 464. — **B**³. 17, 18, 48. — **C**³. 84. — **D**³. 110, 119, 130, 138, 144. — **E**³. 189, 202, 203.

K

KERCHOVE DE DENTERGHEM (DE). **Z**². 361, 362, 379. — **A**³. 453, 455, 460. — **B**³. 5, 24, 33, 34, 50.

KERCKHOVE (E. DE). **U**². 16, 22, 47. — **V**². 78, 79, 84, 89, 90, 94, 98, 100, 104. — **W**². 145, 157, 159, 167, 170, 180, 181, 193. — **X**². 244, 274. — **Y**². 311, 315, 338. — **Z**². 365, 367, 368, 398. — **A**³. 426, 433, 445, 453, 460, 463. — **B**³. 18, 24, 26, 27, 31, 41, 50. — **D**³. 117, 118, 131, 152, 154, 155. — **E**³. 206.

KERVYN DE LETTENHOVE. **U**². *m. i.*, 8, 9, 10, 11, 12, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 26, 27, 32, 33, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 47, 48. — **V**². 78, 83, 97, 102, 103, 104, 105, 109, 110, 111, 113, 114. — **W**². 145, 146, 147, 172, 174, 178, 183, 185, 186, 187, 191, 192, 193, 194, 201. — **X**². 242, 254, 255, 257, 258, 262, 265. — **Y**². 302, 307, 308, 309, 316, 329, 352, 353, 337. — **Z**². 364, 365, 377, 378, 379, 380, 383, 384, 385, 386, 390, 393, 394, 398. — **A**³. 421, 424, 433, 443, 448, 450, 453, 455, 456, 457, 458, 460, 463, 466. — **B**³. 6, 10, 12, 14, 16, 23, 24, 25, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 49. — **C**³. 84, 87. — **D**³. 99, 102, 109, 110, 111, 112, 117, 124, 125, 129, 130, 133, 134, 135, 138, 139, 149. — **E**³. 188, 190, 193, 197, 198, 204, 206, 208, 209, 213, 215.

KERVYN DE VOLKAERSBEKE. **U**². 12, 31, 33, 36, 37, 42, 46, 48. — **V**². 78, 107, 116. — **W**². 167, 176, 185, 192, 198, 199. — **X**². 262, 275. — **Y**². 329, 352, 354. — **Z**². 365, 396. — **A**³. 448, 453, 460, 463, 464. — **B**³. 8, 10, 24, 33, 48, 49, 50.

L

LAMBERT. **Y**². 310, 324, 327. — **Z**². 367, 371. — **A**³. 426, 428, 463. — **B**³. 16, 48, 51. — **D**³. 139.

LANDELOOS. **V**². 115.

LEFEBVRE. **U**². 13, 32, 48. — **V**². 92, 93, 114, 115, 116. — **W**². 144, 151, 157, 163, 189, 199, 201. — **X**². 238, 240, 243, 247, 263. — **Y**². 304, 311, 312, 320. — **Z**². 362, 366. — **A**³. *q.*, 424, 425, 431, 459. — **B**³. *q.*, 35. — **D**³. 116, 143. — **E**³. 193, 213.

LE HARDY DE BEAULIEU. **U**². 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 37, 39, 43, 44, 47, 49, 50. — **V**². 77, 78, 79, 80, 87, 90, 91, 96, 97, 100, 101, 106, 107, 114, 115, 117. — **W**². 144, 145, 146, 147, 149, 154, 157, 158, 159, 160, 162, 165, 166, 172, 174, 176, 180, 181, 187, 189, 190, 191, 193, 194, 199, 200, 201, 202. — **X**². 238, 239, 242, 243, 249, 260, 261, 264, 270, 272, 275. — **Y**². 299, 303, 304, 305, 306, 307, 310, 311, 312, 313, 314, 317, 320, 322, 323, 325, 326, 330, 331, 332, 333, 334, 336, 338, 339, 340. — **Z**². 363, 365, 367, 370, 371, 373, 374, 378, 388, 396, 400, 401. — **A**³. 423, 426, 428, 431, 443, 448, 453, 455, 460, 463, 466. — **B**³. 7, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 26, 27, 28, 37, 38, 40, 42, 45, 49, 51. — **C**³. 86. — **D**³. 109, 111, 112, 114, 116, 118, 125, 127, 131, 134, 140, 141, 143, 144, 146, 147, 151, 152, 153, 154, 155. — **E**³. 188, 190, 192, 194, 201, 203, 208, 213, 214, 215.

LEJEUNE. **D**³. 125.

LELIÈVRE. **U**². 8, 9, 10, 12, 14, 15, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 29, 40, 41, 42, 45, 46, 47, 49. — **V**². 77, 81, 84, 90, 91, 93, 94, 96, 100, 102, 104, 106, 114, 115. — **W**². 145, 146, 147, 157, 159, 160, 161, 168, 170, 176, 181, 183, 187, 189, 190, 193, 196, 200, 202. — **X**². 237, 239, 244, 247, 253, 256, 257, 260, 261, 269, 275. — **Y**². 304, 310, 312, 314, 315, 317, 319, 320, 322, 324, 326, 328, 331, 334, 335, 337, 338, 339. — **Z**². 361, 363, 364, 368, 378, 379, 384, 386, 393, 399, 400, 401.

LESCARTS. **U**². 14, 15, 23, 39. — **V**². 82. — **W**². 152, 153, 154. — **Y**². 322. — **Z**². *s.*, 370,

— **A^s**. s. — **B^s**. s. — **C^s**. s. — **D^s**. s. — **E^s**. s.
 LHONEUX (DE). **U²**. 16, 47. — **V²**. 79. — **W²**.
 143, 201. — **X²**. 244, 253. — **Y²**. 319. — **A^s**.
 455. — **B^s**. 16, 45, 47. — **D^s**. 139, 152.
 LIAGRE. **E^s**. *m. g.*, 200, 201, 202, 210.
 LIEDEKERKE-BEAUFORT (DE). **V²**. 105
 LIÉNART. **U²**. 11, 13, 14, 21, 32, 46, 49.
 LIPPENS. **D^s**. 154. — **E^s**. 188.
 LUCQ. **D^s**. 115, 114, 115, 119, 137, 142, 144.
 — **E^s**. 188, 194, 195, 210, 212.

M

MACAR (DE). **U²**. 9, 11, 15, 16, 17, 34, 37, 40,
 41, 47. — **V²**. 91, 93, 101, 108, 114. — **W²**.
 143, 144, 145, 148, 149, 158, 159, 162, 166, 181,
 188, 201. — **X²**. 243, 253, 256. — **Y²**. 303, 318,
 319, 324, 329. — **Z²**. 367, 370. — **A^s**. 423, 464.
 — **B^s**. 16, 18, 46, 47. — **D^s**. 106, 113, 142. —
E^s. 187, 191, 202.

MAGHERMAN. **U²**. 12, 15, 25, 26, 47. — **V²**. 90,
 92, 114, 115, 116. — **W²**. 144, 159, 160, 164,
 176, 184, 192, 196, 198, 199. — **X²**. 241, 244,
 255, 274. — **Y²**. 310, 311, 314, 337. — **Z²**. 362,
 366, 367, 372, 400. — **A^s**. 423, 424, 425, 426,
 427, 430, 431, 451, 455, 459, 463. — **B^s**. 7, 16,
 24, 48, 49. — **D^s**. 107, 115, 115, 118, 153, 154,
 155. — **E^s**. 195, 213.

MALLAR. **D^s**. 119, 125, 154, 158, 159, 148. —
E^s. 191.

MALOU. **U²**. *m. é.* 28. — **V²**. *m. f.* 77, 78, 79,
 80, 81, 83, 84, 85, 87, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96,
 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 107, 112,
 113, 114, 116, 117. — **W²**. 140, 141, 142, 143,
 144, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 156, 158,
 160, 163, 164, 165, 166, 170, 172, 173, 174, 175,
 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 193, 194,
 195, 196, 197, 199, 201, 202. — **X²**. 237, 238,
 239, 240, 241, 242, 245, 247, 248, 249, 250, 251,
 252, 253, 258, 262, 263, 264, 265, 270, 271, 272,
 273, 274, 275. — **Y²**. 295, 301, 302, 303, 304,
 305, 306, 307, 308, 309, 315, 316, 317, 318, 319,
 320, 321, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 332, 333,
 334, 336, 337, 338, 339, 340, 341. — **Z²**. 362,
 363, 365, 368, 370, 371, 372, 373, 374, 376, 377,
 378, 379, 384, 385, 386, 387, 392, 397, 398, 399,
 400, 401. — **A^s**. 420, 421, 422, 423, 425, 426,
 427, 428, 429, 431, 434, 443, 444, 445, 446, 448,
 450, 451, 452, 453, 454, 455, 459, 460, 461, 462,
 463, 464, 465, 466. — **B^s**. 4, 5, 6, 7, 9, 10, 13,
 14, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29,
 32, 33, 34, 35, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 49,
 50, 51. — **C^s**. 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 88, 89.
 — **D^s**. 103, 104, 105, 106, 109, 111, 112, 113,
 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 133, 137, 138,
 139, 144, 155, 156. — **E^s**. 186, 187, 190, 191,
 192, 196, 197, 199, 201, 203, 204, 205, 206, 207,
 211, 213.

MASCART. **U²**. 21. — **V²**. 106. — **A^s**. 426, 434.
 — **B^s**. 7, 36. — **D^s**. 116, 142

MEEUS. **W²**. 144, 146, 148, 159, 164, 165, 183,
 192, 196, 199. — **X²**. 247, 253, 270. — **Y²**. 310,
 316, 317, 327, 332, 338, 339, 340. — **Z²**. 361,
 371, 400, 401. — **A^s**. 424, 428, 433, 434, 443,
 451, 455, 462, 463. — **B^s**. 17, 20, 29, 50, 51. —
D^s. 117, 123, 130, 131, 132, 137, 151, 152. —
E^s. 193, 197, 201.

MINEUR. **Y²**. 318.

MOERMAN D'HARLEBEKE (DE). **U²**. 20. — **V²**. 81.
 — **W²**. 147, 181, 192. — **X²**. 264. — **Y²**. 334,
 335. — **Z²**. 365, 378, 379, 380. — **A^s**. 433, 463.
 MONCHEUR. **U²**. 15, 18, 21, 25, 32, 46, 47. —
V². 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 96, 108, 114,
 115, 116, 117. — **W²**. *m. t.* 148, 149, 152, 154,
 155, 157, 158, 159, 160, 163, 165, 192, 194, 196,
 198, 199, 200, 201, 202. — **X²**. 242, 243, 244,
 245, 248, 270. — **Y²**. 303. — **Z²**. 364, 366, 390,
 400. — **A^s**. 428, 463, 464. — **B^s**. 17, 48. — **D^s**.
 118, 153.

MONDEZ. **D^s**. 116.

MONTBLANC. **U²**. 46. — **V²**. 91. — **W²**. 198,
 200. — **X²**. 243, 275. — **Y²**. 310. — **A^s**. 431.
D^s. 151. — **E^s**. 213.

MONTPELLIER (DE). **E^s**. 194, 202, 209.

MOREAU D'ANDROY (DE). **A^s**. 429, 430, 443, 451,
 457. — **B^s**. 7, 17, 22, 23, 32, 33, 37. — **C^s**. 80,
 84. — **D^s**. 110, 115, 114, 119, 127, 132, 155. —
E^s. 188, 189, 194, 202, 204, 207, 212.

MOUTON. **Z²**. 373, 400. — **A^s**. 460, 463.

MULLE DE TERSCHUEREN. **X²**. 255. — **A^s**. 457.
 — **D^s**. 117, 118, 152, 154, 155. — **E^s**. 194, 207.

MULLER. **U²**. 12, 16, 26, 33, 36, 37, 38, 39,
 40, 41, 42, 44, 49. — **V²**. 83, 93, 94, 96, 107,
 114, 116. — **W²**. 159, 168, 170, 187, 193, 200,
 201. — **X²**. 237, 240, 242, 251, 252, 259, 269,
 270. — **Y²**. 303, 307, 313, 314, 319, 334. —
Z². 362, 378, 390, 395.

N

NEUJEAN. **B^s**. 34, 36, 46. — **D^s**. 108, 110, 123,
 124, 125, 131, 155, 156, 140. — **E^s**. 197, 198,
 203, 204, 206, 207.

NOTELTEIRS. **W²**. 144, 147, 164, 165, 190, 199.
 — **X²**. 239. — **Y²**. 318, 329, 335. — **Z²**. 401.
 — **A^s**. 462. — **B^s**. 28, 40, 48. — **D^s**. 117, 131,
 134. — **E^s**. 207.

NOTHOMB. **U²**. 15, 20, 21, 23, 25, 32, 45, 46.
 — **V²**. 96, 101, 109, 110. — **W²**. 154, 165, 174,
 176, 178, 180, 181, 190, 192, 200, 201. — **X²**.
 264. — **Y²**. 298, 312, 313, 316, 318, 319, 321,
 322, 323, 325, 332, 333, 334, 336. — **Z²**. 369,
 373, 374, 375, 377, 396. — **A^s**. 423, 428, 448,
 449, 453, 454, 462, 463, 464. — **B^s**. 18, 19, 25,
 26, 27, 40, 41, 45, 47, 49. — **C^s**. 75, 81. — **D^s**.
 125, 126, 127, 137, 141, 148. — **E^s**. 193, 194,
 197, 198, 199, 201, 208, 209, 210, 211, 212.

O

OLIN. **A^s**. 427, 428, 443, 444, 448, 451, 455,
 462. — **B^s**. 7, 10, 11, 18, 34, 40. — **C^s**. 89. —
D^s. 102, 118, 125, 131, 133, 153, 137, 138, 139,
 140. — **E^s**. 195, 195, 203, 207, 212, 213.

ORTMANS-HAUZEUR. **Y²**. 299, 311, 327, 332. —
Z². 367, 374, 400. — **A^s**. 431, 447, 554, 464. —
B^s. 15, 47, 49. — **D^s**. 110, 117, 119, 125. —
E^s. 194, 214.

ORTS. **U²**. 25, 26, 27, 28, 32, 35, 36, 37, 48.
 — **V²**. 77, 84, 92, 97, 107, 111, 117. — **W²**.
 147, 174, 187, 190, 197, 201. — **X²**. 255, 257,
 259, 261, 262, 268, 270, 275. — **Y²**. 301, 314,
 315, 320, 321, 326. — **Z²**. 373, 384, 399. — **A^s**.
 423, 448, 453, 454, 460, 462, 466. — **B^s**. 12, 19,
 34, 46. — **D^s**. 99, 103, 106. — **E^s**. 192, 198,
 199, 207, 210.

P

PATERNOSTER. **D**⁵. 110, 125. — **E**⁵. 190.
 PATERNOSTRE. **Y**². 510.
 PELTZER. **Y**². 552. — **Z**². 588. — **B**⁵. 15, 57, 47, 49. — **D**⁵. 115, 125, 152. — **E**⁵. 195.
 PETY DE THOZÉE. **U**². 12, 16, 42, 45, 44, 46. — **V**². 84, 85, 95, 96, 97, 105, 108, 114, 116. — **W**². 144, 146, 148, 156, 158, 160, 175, 192. — **X**². 258, 240, 245, 269. — **Y**². *s.*, 295, 505, 506, 509, 520, 525, 526, 554. — **Z**². *s.*, 561, 562, 565. — **A**⁵. *s.*, 420, 425, 426, 451, 455, 462. — **B**⁵. *s.*, 11, 19, 49. — **D**⁵. *s.*, 110, 115, 118, 146. — **E**⁵. *s.*, 194, 195, 208.
 PIEDBŒUF. **W**². 148, 157, 184. — **X**². 269. — **Y**². 511, 558. — **Z**². 597. — **B**⁵. 17, 48. — **D**⁵. 107, 109, 111, 115, 149, 151, 155.
 PIRMEZ. **U**². 11, 15, 17, 18, 20, 29, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 40, 42, 45, 45, 46, 48, 49. — **V**². 77, 79, 80, 85, 85, 87, 92, 95, 96, 98, 100, 102, 105, 104, 105, 106, 111, 116, 117. — **W**². 145, 149, 154, 159, 160, 161, 162, 165, 166, 167, 170, 175, 176, 180, 185, 184, 185, 187, 189, 192, 195, 202. — **X**². 240, 242, 245, 246, 249, 255, 256, 257, 258, 260, 261, 265, 266, 268, 270, 271, 272, 274. — **Y**². 504, 507, 508, 510, 513, 514, 515, 518, 520, 525, 525, 526, 528, 552, 554, 555, 556, 540, 544. — **Z**². 564, 571, 575, 576, 578, 580, 588, 595, 598. — **A**⁵. 424, 426, 428, 450, 451, 452, 451, 455, 455, 456, 459, 460, 462, 465, 464. — **B**⁵. 9, 10, 11, 15, 18, 21, 22, 25, 24, 28, 29, 50, 51, 52, 55, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 46. — **C**⁵. 90. — **D**⁵. 105, 108, 122, 150, 156, 158, 140, 144, 156. — **E**⁵. 191, 195, 195, 199, 210.
 PITTEURS-HIEGAERTS (DE). **Y**². 551, 557. — **Z**². 565, 568, 570, 571. — **A**⁵. 426. — **D**⁵. 148. — **E**⁵. 215, 214.
 PUISSANT. **U**². 15. — **W**². 166, 196, 199. — **X**². 244. — **Y**². 510, 526, 539. — **Z**². 567, 570, 571. — **A**⁵. 426, 428. — **B**⁵. 15, 51. — **D**⁵. 115, 114, 115, 116

R

REMBRY. **U**². 15, 15.
 RENARD. **D**⁵. *m. g.*, 105, 125, 124, 125, 126.
 REYNAERT. **U**². *s.*, 22. — **V**². *s.*, 78, 85, 92, 95, 105. — **W**². *s.*, 157. — **X**². *s.* — **Y**². *s.*, 504, 514, 518, 529, 558. — **Z**². *s.*, 595, 594, 595. — **A**⁵. *s.* — **B**⁵. *s.*, 16, 22, 56. — **C**⁵. *s.*, 158, 145, 146. — **E**⁵. 189, 194, 197, 198, 204.
 ROGIER. **U**². 6, 10, 11, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 27, 32, 34, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 44, 47, 48, 49. — **V**². 77, 78, 84, 98, 102, 107, 108, 111, 114. — **W**². 142, 143, 144, 147, 149, 156, 160, 165, 171, 172, 175, 174, 175, 184, 185, 187, 190, 195, 195. — **X**². 257, 258, 240, 249, 255, 256, 257, 268, 272. — **Y**². 297, 505, 508, 519, 521, 526, 527, 551. — **Z**². 572, 584, 588, 590. — **A**⁵. 458, 460, 466. — **B**⁵. 10, 58. — **C**⁵. *p.* — **D**⁵. 159.
 ROLIN-JAEQUEMYS. **C**⁵. *m. i.*, 74, 80, 84, 86, 89. — **D**⁵. 101, 109, 110, 111, 112, 115, 119, 127, 151, 152, 155, 154, 155, 158, 144, 155. — **E**⁵. 188, 189, 190, 191, 195, 196, 197, 205, 205, 209, 210, 212, 214, 215.
 ROSSIUS (DE). **U**². 10, 16, 54, 55, 56, 59, 40, 47.

— **V**². 105, 104, 105. — **W**². 160, 184. — **X**². 245, 246.
 ROYER DE BEHR. **U**². 21, 25, 25, 26, 27. — **V**². 91, 102, 116. — **X**². 256, 257.

S

SABATIER. **Y**². 509, 510, 527, 528, 554, 558, 540, 541. — **Z**². 566, 577. — **D**⁵. 109, 114, 150, 152, 149, 151, 152, 156.
 SAINCTELETTE. **U**². 10, 12, 15, 14, 16, 17, 24, 25, 28, 55, 57, 58, 47, 48. — **V**². 84, 86, 87, 89, 92, 95, 96, 100, 102, 105, 104, 105, 106, 116. — **W**². 144, 158, 159, 160, 161, 180, 185, 184, 196, 199, 200, 201. — **X**². 258, 241, 242, 245, 252, 256, 257, 261, 264, 265, 266, 270, 272, 275, 274, 275. — **Y**². 295, 296, 509, 511, 512, 514, 515, 520, 527, 556, 557, 540, 541. — **Z**². 564, 566, 567, 571, 572, 578, 582, 590, 292, 597, 400. — **A**⁵. 427, 428, 451, 445, 445, 448, 451, 455, 455, 456, 457, 460, 462, 464, 466. — **B**⁵. 9, 10, 17, 25, 25, 50, 51, 52, 56, 40, 45, 46, 49. — **C**⁵. *m. t.* 74. — **D**⁵. 105, 109, 114, 115, 116, 117, 118, 122, 150, 151, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 154, 155. — **E**⁵. 187, 195, 194, 200, 211, 212, 215, 214.
 SANTKIN. **U**². 16, 42. — **V**². 84, 90, 92. — **W**². 152, 157, 158, 185, 196. — **X**². 245, 248, 252, 255, 260. — **Y**². 514, 554, 555. — **Z**². 567. — **A**⁵. 426. — **D**⁵. 118, 125, 151.
 SCAILQUIN. **D**⁵. 140, 154. — **E**⁵. 188, 192, 194, 196, 200, 210, 211, 212, 215.
 SCHOLLAERT. **U**². 15, 52, 58. — **V**². *v.-p.* — **W**². *v.-p.* 165, 169, 170, 171, 181, 186. — **X**². *v.-p.* — **Y**². *v.-p.* 297, 525. — **Z**². *v.-p.* 581. — **A**⁵. *v.-p.* 451, 442. — **B**⁵. *v.-p.*
 SIMONIS. **U**². 9, 12, 15, 17, 18, 54, 55, 40, 42, 45. — **V**². 115, 116. — **W**². 140, 144, 148, 157, 188, 195, 201. — **Y**². 298, 299, 510, 524, 527, 528, 552, 557. — **Z**². 566, 567, 401. — **A**⁵. 426, 447, 448. — **B**⁵. 15, 18, 56, 47, 49.
 SMOLDERS. **X**². 265. — **Y**². 299, 529, 555. — **Z**². 561, 577, 580, 581, 584, 588, 590, 591, 592. — **B**⁵. 50, 40, 45, 46, 50. — **D**⁵. 115, 119, 154. — **E**⁵. 214.
 SNOY. **U**². *q.* 12, 15, 21. — **V**². *q.* 90, 106. — **W**². *q.* 145, 156, 160. — **X**². *q.* 240, 265, 274. — **Y**². *q.* 556, 557. — **Z**². *q.* 577, 578.
 STRUYE. **A**⁵. 462, 465, 464. — **B**⁵. 16, 18, 56, 50. — **D**⁵. 115, 116, 150, 155, 154, 144, 150, 154. — **E**⁵. 194, 212.

T

TACK. **U**². *v.-p.* 14, 18, 24, 25, 26, 27, 28, 55, 47, 49. — **V**². *v.-p.* 91, 94, 114, 115. — **W**². *v.-p.* 145, 154, 157, 159, 164, 186, 187, 192, 196, 197, 198, 200, 201. — **X**². *v.-p.* 244, 272, 274. — **Y**². *v.-p.* 517, 556. — **Z**². *v.-p.* 564, 566, 592, 595. — **A**⁵. *v.-p.* 426, 428, 450, 451, 445, 448, 451, 455, 457, 462, 464. — **B**⁵. *v.-p.* 17, 25, 25, 48, 50. — **D**⁵. 118, 126, 129, 150, 152, 158, 159, 149, 151, 152, 154. — **E**⁵. 191, 195, 204, 206, 215, 215.
 TESCH. **U**². 9, 11, 15, 14, 22, 25, 54, 56, 47. — **V**². 81, 92. — **W**². 170. — **X**². 258, 261. — **Y**². 555. — **Z**². 564, 566, 567, 570, 576, 585, 586, 599. — **A**⁵. 425, 450, 451, 446, 449, 450, 451,

455. — **B**³. 15, 22, 24, 35, 40, 46, 48. — **D**³. 131, 145, 148. — **E**³. 193, 195, 207, 211, 214.
THEUX (DE). **U**². 6, 7, 15, 17, 21, 23, 26, 30, 32, 35, 36, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 48, 49. — **V**². 17, 78, 83, 84, 89, 97, 99, 103, 104, 111, 112, 114. — **W**². 145, 149, 173, 174.

THIBAUT. **U**². *v. p.* 27, 33, 40. — **V**². *p.* 110. — **W**². *p.* 165, 171, 175. — **X**². *p.* 263, 265. — **Y**². *p.* 356. — **Z**². *p.* — **A**³. *p.* 427, 453, 463. — **B**³. *p.* 21. — **D**³. 114, 118, 129, 130, 131, 136, 148, 154. — **E**³. 194, 199, 205.

THIEBAULD. **W**². *m. g.* 175, 176, 180, 181, 192, 193, 194. — **X**². 250, 251, 252. — **Y**². 316, 321, 323, 324, 325, 326, 334. — **Z**². 373, 374, 375, 386. — **A**³. 453, 454. — **B**³. 5, 25, 26, 28.

THIENPONT. **U**². 42. — **V**². 78. — **W**². 192.

THONISSEN. **U**². 7, 10, 11, 15, 16, 20, 31, 32, 36, 37, 42, 43, 45, 47, 49, 50. — **V**². 83, 84, 90, 96, 102, 103, 104, 106, 112. — **W**². 142, 147, 160, 163, 164, 165, 172, 173, 176, 178, 179, 180, 183, 184, 185, 189, 190, 193, 196, 198, 199. — **X**². 241, 242, 246, 253, 259, 261, 262, 263. — **Y**². 293, 298, 300, 304, 306, 310, 311, 314, 315, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 331, 332, 334, 339. — **Z**². 362, 365, 366, 368, 374, 375, 379, 384, 390, 394. — **A**³. 424, 425, 426, 428, 429, 450, 431, 448, 449, 451, 453, 454, 457, 459. — **B**³. 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 23, 24, 25, 26, 27, 31, 33, 34, 35, 36, 39, 50. — **D**³. 99, 101, 106, 110, 119, 125, 126, 127, 130, 131, 133, 136, 141, 143, 144, 146, 154. — **E**³. 191, 192, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 208, 209, 210, 212, 213, 214.

T'SERSTEVENS. **W**². 143, 144, 146, 154, 156, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 173, 181, 198, 202. — **X**². 238, 239, 242, 243, 244, 247, 260, 274. — **Y**². 305, 307, 311, 312, 316, 317, 328, 334, 337, 339. — **Z**². 363, 367, 370, 371, 374, 378, 386, 393, 395, 400.

V

VAN BRABANDT. **D**³. 148. — **E**³. 214.

VAN CROMPHAUT. **U**². 15, 17, 41, 46. — **V**². 84, 91, 98, 104. — **W**². 147, 187, 193, 198, 199. — **X**². 274. — **Y**². 317, 332, 333, 338. — **Z**². 367, 393, 394. — **B**³. 16, 18, 40, 47.

VANDAM. **Y**². 311, 334, 335. — **Z**². 371. — **A**³. 428, 462. — **B**³. 40. — **D**³. 116, 125.

VANDENPEEREBOOM (A.). **U**². 11, 13, 26, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44. — **V**². 78, 79, 81, 100, 101, 103, 107, 113. — **W**². 146, 147, 150, 157, 158, 163, 181, 184, 187, 198, 201, 202. — **X**². 241. — **Y**². 307, 319, 334, 336. — **Z**². 378, 385, 396.

VANDENPEEREBOOM (JULES). **D**³. 154, 142. — **E**³. 189.

VAN DEN STEEN. **U**². 16, 17, 46, 47. — **V**². 90, 115. — **W**². 162, 200. — **X**². 253, 274. — **Y**². 310, 337, 339. — **Z**². 401. — **A**³. 423, 426, 463. — **B**³. 16, 24, 26, 27, 30, 33, 48. — **D**³. 116, 117, 136, 131, 133.

VAN DER DONCKT. **U**². 6, 8, 12, 14, 13, 17, 21, 30, 33, 34, 35, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48. — **V**². 78, 89, 93, 102, 105, 114. — **W**². 159, 163, 192, 196, 198, 199, 200. — **X**². 248, 252, 253, 263, 264, 272. — **Y**². 310, 316, 328, 337. — **Z**². 366, 392, 398. — **A**³. 423.

VAN HOORDE. **U**². 12, 13, 31, 46, 47, 48. — **V**².

90, 98, 101, 108, 114, 115. — **W**². 145, 149, 150, 152, 156, 165, 198, 200, 202. — **X**². 239, 241, 242, 243, 244, 275. — **Y**². 311, 338, 341. — **Z**². 367. — **A**³. 426, 430. — **B**³. 16, 19. — **D**³. 114, 116, 133, 142, 151. — **E**³. 188, 190, 193, 194, 196, 197, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 215.

VAN HUMBEECK. **U**². 17, 21, 22, 23, 24, 25, 28, 30, 32, 35, 36, 37, 41, 42. — **V**². 77, 83, 92, 93, 97, 98, 100, 101, 102, 104, 105, 110, 111, 116. — **W**². 160, 161, 167, 168, 169, 171, 172, 174, 181, 184, 190, 196, 197. — **X**². 247, 249, 250, 231, 261. — **Y**². 296, 297, 299, 306, 314, 315, 321, 331, 339. — **Z**². 363, 364, 373, 386, 387, 388, 390, 391, 392, 398, 399. — **A**³. 424, 428, 430, 453, 454, 455. — **B**³. 19, 24, 29, 34, 35, 40, 42, 45. — **C**³. *m. instr. p.* 84, 85. — **D**³. 100, 122, 125, 127, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140. — **E**³. 203, 204, 205, 206, 207, 209.

VAN ISEGHEM. **U**². 8, 9, 10, 12, 14, 16, 17, 29, 40, 46, 47. — **V**². 84, 93, 96, 107, 115, 116. — **W**². 140, 157, 161, 163, 166, 192, 196, 197, 198, 199, 200, 201. — **X**². 238, 242, 244, 248, 258, 261, 274, 275. — **Y**². 302, 312, 314, 318, 327, 337, 338, 339. — **Z**². 361, 366, 367, 368, 371, 400, 401. — **A**³. 424, 426, 428, 430, 453, 463, 464. — **B**³. 12, 14, 18, 19, 23, 31, 32, 47, 49, 50. — **C**³. 74. — **D**³. 118, 131, 149, 151, 152. — **E**³. 187, 190, 201, 205.

VAN OUTRYVE D'YDEWALLE. **U**². 11, 15, 46. — **V**². 84. — **W**². 192, 199. — **Y**². 305. — **A**³. 463.

VAN OUTRYVE D'YDEWALLE (C.). **B**³. 8, 9, 50. — **D**³. 149. — **E**³. 194.

VAN OVERLOOP. **U**. 30, 31, 43, 46. — **V**². 80, 81, 83, 84, 101, 105, 106, 114, 115. — **W**². 141, 145, 174, 181, 189, 190, 199, 200, 201. — **X**². 250, 251, 252, 261.

VAN RENYNGHE. **U**³. 11, 13, 20, 21.

VAN WAMBEKE. **U**². 11, 14, 41, 42, 46. — **V**². 82, 91. — **W**². 151, 167, 169, 170, 181, 186, 192, 202. — **X**². 241, 242, 244, 245, 254, 256. — **Y**². 312, 313, 314, 316, 332, 336. — **Z**². 378, 400. — **A**³. 426, 428, 459, 463. — **B**³. 16, 17, 22, 23, 24, 36. — **D**³. 110, 134. — **E**³. 194, 205, 206.

VERBRUGGHEN. **V**². 114. — **W**². 159, 160, 192. — **X**². 244, 262. — **Y**². 310, 336. — **Z**². 400. — **D**³. 134. — **E**³. 206.

VERMEIRE. **U**². 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 23, 28, 29, 32, 33, 49. — **V**². 78, 79, 84, 86, 88, 90, 91, 94, 102, 104, 113, 116. — **W**². 163, 166, 193, 194, 198. — **X**². 257, 258, 239, 242, 244, 247, 253, 260, 263, 272.

VERWILGHEN. **U**². 46. — **W**². 200. — **Y**². 338. — **B**³. 17, 48. — **D**³. 116, 131, 133. — **E**³. 214.

VILAIN XIII. **U**². *p.* 6, 8, 28, 29.

VISART (A.). **U**². 11, 18, 47. — **V**². 80. — **W**². 160, 162, 166, 187, 200, 201. — **X**². 242, 244, 260, 274. — **Y**². 313, 314, 338, 339. — **Z**². 360, 368, 393, 394, 401. — **A**³. 448, 457, 458, 469. — **B**³. 6, 18, 24, 29, 33, 41, 50. — **C**³. 74, 75, 81, 86, 89, 125, 126, 127, 129, 133, 134, 138, 139, 144, 145, 146, 149, 151. — **E**³. 187, 211, 214.

VISART (L.). **U**. 46. — **V**². 115. — **W**². 174, 181, 199, 200, 201. — **X**². 274. — **Y**². 337. — **Z**². 401. — **A**³. 463. — **B**³. *s.* 27. — **D**³. 150, 153. — **E**³. 211, 212, 214.

VLEMINCKI. U^2 . 7, 14, 16, 17, 26, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 59, 41, 42, 43, 47, 49. — V^2 . 77, 81, 84, 90, 93, 97, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108. — W^2 . 142, 147, 176, 179, 180, 181, 184, 188, 189, 193, 200. — X^2 . 243, 250, 253, 256, 257, 258, 259, 262, 263, 273. — Y^2 . 304, 308, 323, 324, 325, 332, 334, 336, 339, 340. — Z^2 . 374, 375, 376, 394, 396, 397.

VRINTS (DE). U^2 . s., 13, 16, 21, 55. — V^2 . 83, 90, 106, 117. — W^2 . 132, 136, 137, 138, 160, 162. — X^2 . 258, 243, 244, 264. — Y^2 . 310, 337. — Z^2 . 367. — A^5 . 427, 431. — B^5 . 13. — D^5 . q., 114. — E^5 . q., 193.

W

WARNANT (JOS.). E^5 . 194, 214.

WARNANT (JUL.). A^5 . 423, 427, 430, 431, 443, 453, 456, 463. — B^5 . 12, 29, 51. — D^5 . 108, 109, 117, 121, 153, 156, 140, 152. — E^5 . 201.

WAROCQUE. U^2 . 14. — X^2 . 243.

WASHER. D^5 . 107, 108, 113, 113, 118, 119, 123, 126, 132, 147. — E^5 . 189, 193, 203, 206, 207, 212.

WASSEIGE. U^2 . m. t., 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 24, 28, 33, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49. — V^2 . 85, 85, 86, 87, 89, 92, 94, 103, 113, 113, 146. — W^2 . 143, 147, 149, 150, 151, 156, 159, 160, 163, 180, 181, 199, 200. — X^2 . 241, 242, 243, 244, 247, 253, 258, 266, 267, 274. — Y^2 . 297, 307, 310, 313, 319, 323, 324, 328, 329, 336, 337, 338, 339. — Z^2 . 364, 367, 383, 386, 390, 398, 400. — A^5 . 423, 424, 426, 427, 428, 431, 448, 453, 460, 463, 464. — B^5 . 5, 6, 8,

10, 16, 18, 21, 23, 41, 42, 43, 47, 48. — C^5 . 79. — D^5 . 99, 103, 108, 109, 114, 117, 118, 126, 130, 131, 152, 153, 140, 149, 152. — E^5 . 193, 194, 197, 204, 208, 211, 212.

WILLEQUET. D^5 . 107, 108, 111, 116, 123, 127, 131, 133, 143, 146, 147, 148, 151, 153, 156. — E^5 . 187, 188, 193, 214.

WOESTE. Y^2 . 297, 304, 314, 315, 319, 321, 322, 323, 324, 326, 327, 331, 332, 333, 337. — Z^2 . 368, 369, 372, 373, 379, 382, 383, 384, 390, 396, 397, 399, 400. — A^5 . 423, 424, 428, 430, 431, 443, 446, 447, 448, 449, 451, 453, 456, 459, 460, 463, 466. — B^5 . 5, 8, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 22, 28, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 46. — C^5 . 74, 75, 79, 81, 83, 86, 90. — D^5 . 99, 100, 103, 107, 109, 112, 113, 118, 122, 123, 124, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 136, 138, 139, 140, 144, 145, 150, 153. — E^5 . 189, 194, 196, 197, 199, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 213.

WOUTERS. U^2 . s., 13, 14, 15, 30. — V^2 . s., 83, 90, 116. — W^2 . s., 148, 157, 181, 193, 198, 199, 200. — X^2 . s., 244, 261, 269. — Y^2 . s., 310, 311, 337. — Z^2 . 367, 371, 388, 400.

Z

ZEREZO DE TEJADA (DE). U^2 . q., 7, 11, 15, 21, 46, 47. — V^2 . q., 84, 90, 93, 94, 115. — W^2 . q., 143, 157, 173, 176, 180, 193, 199, 201. — X^2 . q., 263, 274. — Y^2 . q., 310, 324. — Z^2 . q., 367, 370. — A^5 . q., 431. — B^5 . q., 11, 13, 16, 30. — D^5 . 118, 146, 147, 154. — E^5 . 190, 194, 204.

SÉNAT.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

(Les lettres grasses renvoient à la session; les chiffres à la page du volume.)

A

ABATAGE (Droit d'). **E**³. Dans les villes, 221.
ACADÉMIE MILITAIRE. **V**². 132.
ACADÉMIE ROYALE de Belgique. **Z**². Cr. pour publication des mémoires couronnés, 413.
ADMINISTRATION CENTRALE. **B**⁵. Recrutement des fonctionnaires, 59.
ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. **U**². Traitement des employés, 61. — **V**². Luxembourg, 127. — **W**², 209, 228. — **X**², 281, 284. — **Y**², 355. — **B**⁵. Personnel dans les deux Flandres, 59.
AGRICULTURE. **U**². Situation générale en 1871, 59. — **V**². Encouragements, 127. — **E**⁵. Transport des produits; crédit agricole, 221.
ALIÉNÉS. **V**². Organisation de l'hospice de Froidmont, 127. — **X**². Modifications à la loi de 1850, 286.
ALLEMAGNE. **U**². Attitude de la presse belge à son égard, 60. — **Y**². Incident Duchesne, 347, 348. — **Z**². Convention pour les marques de fabrique, 403. — **E**⁵. Prorogation du traité de commerce. (Voir TRAITÉS.)
ALLUMETTES CHIMIQUES. **U**². Impôt, 72. — **X**². Réglementation de la vente, 282.
ANIMAUX NUISIBLES (Destruction des). **V**², 125.
ANVERS. **V**². Rectification des quais, 135. — **W**². Champ des manœuvres, 222, 223. — **X**². Augmentation du nombre des échevins, 284. Installations maritimes, 288. — **B**⁵. Troisième ligne de défense, 64.
ARBITRAGE INTERNATIONAL. **Y**², 347.
ARCHITECTES (Honoraires des) de l'Etat. **U**², 72.
ARCHIVES. **X**². Appropriation d'un local à Gand, 287. — **Y**². Inspection, 349. — **B**⁵. Transfert au Jardin zoologique, 66. — **D**⁵. *Id.* au musée d'histoire naturelle, 165.
ARDOISIÈRES. **X**². Exploitation, 287. — **Z**², 413.
ARGENT. **X**². Dépréciation; limitation du monnayage, 280, 288. — **Y**², 354. — **A**⁵, 477. — **D**⁵, 178.
ARLON. **A**⁵. Institut archéologique, 473.
ARMÉE. **U**². Critique de l'organisation militaire, 67. — **V**². Remplacement par l'Etat; mode de recrutement; service obligatoire, 131. Solde et position du soldat, 132. Casernes de Namur, *ibid.* — **W**². Démission du général Guillaume, *m. g.*; système de recrutement; exemption ecclésiastique; suppression du remplacement, 221. Amélioration du sort du soldat; devoirs religieux; institution des cadets; décoration pour les sous-officiers, 222.

Ecoles régimentaires, 225. Unification du contingent, 227. — **X**². Aggravation des charges, 280. Solde et nourriture des soldats, 285. — **Y**². Service personnel, 353. — **Z**². Organisation; remplacement, 411. — **B**⁵. Discussion sur l'effectif; mobilisation; déchets; réserve nationale, 63. Remplacement; service personnel, 64. — **D**⁵. Charges militaires, 162. Débat sur le contingent, 170. Nourriture des soldats dans les forts du bas Escaut, 172. — **E**⁵. Responsabilité des remplacés, 227. Contingent, *ibid.*

ARMES DE GUERRE. **Z**². Défense d'en porter, 413.

ART DE GUÉRIR. **D**⁵. Demande de réforme de la loi, 163.

ART INDUSTRIEL. **U**². Enseignement, 70.

ARTILLERIE. **V**². Transformation du matériel, 131. — **B**⁵. Ses qualités, 63.

AUDITEURS MILITAIRES. **Z**². Adjoint à Anvers, 413. — **D**⁵. Pr. de leur adjoindre un greffier, 165.

AUTRICHE. **A**⁵. Traité (marques de fabrique). (Voir TRAITÉS.)

B

BACCARA. **D**⁵. Abus de ce jeu à Ostende, 165.

BANQUE DE BELGIQUE. **Z**². Visa des annuités (affaire Eugène T'Kint), 410.

BANQUE NATIONALE (Concurrence faite par la monnaie d'or aux billets de la). **U**², 66. — **V**². Prorogation de durée. *r.* de M. de Rodas, 125-127. — **D**⁵. Pr. d'inscrire la valeur en flamand sur les billets, 165.

BASSINS HOUILLERS. **U**². Convention pour la reprise du matériel, 62.

BELLIGÉRANTS. **Y**². Conférence de Bruxelles en 1874, 347.

BÉTAIL importé d'Amérique. **D**⁵. Précautions contre la stomatite aphteuse, 162. — **E**⁵. Importation du bétail d'Amérique; interdiction de l'entrée du bétail belge en Angleterre, 221.

BIENS DOMANIAUX. **B**⁵. Transactions, 63. — **D**⁵. Aliénations, 169. — **E**⁵. Echange, 226.

BIÈRE. **U**². Mode de perception de l'accise, 72. — **W**². Pr. de la réduire, 230.

BILLON de cuivre. **D**⁵. Surabondance, 165.

BLANKENBERGHE. **W**². Cession de terrains des dunes, 220. — **B**⁵. Perré cimenté, 68.

BOHÉMIENS (Mesures à prendre contre les), **W**², 210.

BOIS DE CONSTRUCTION. **A**⁵. Droits d'entrée, 478.

BOISSONS ALCOOLIKES (Droit de débit des) **U**². Suppression, 67, 68.

BONS DU TRÉSOR. D³. Droit pour le public d'y souscrire, 167.

BOULANGERIE MILITAIRE. Y², 555.

BOURGEMESTRES. E⁵. Nominations faites par M. Rolin-Jaequemyns, 222.

BOVINE (Race). E⁵. Observation des règlements, 221.

BRÉSIL (Traité avec le). A⁵. Voir TRAITÉS.

BRUGES (Eaux du sud de). E⁵. Port de mer, 251.

BRUXELLES. V². Restitution de droits d'enregistrement, 151. Elargissement de la rue de Loxum, 154. *Bruxelles port de mer* ; nouvel hôtel des postes, 155. — W². Annexion des stations du Nord et du Midi, 217. Cession des terrains de l'ancienne gare du Midi, 219. — X². Transformation du quartier N.-D. aux Neiges, 284, 285. — Y². Nouveau champ des manœuvres, 351. Hippodrome, 352. Avenue de Forest à Bruxelles, 356. — A⁵. Pr. de fractionner l'arrondissement, 475.

BUDGETS. U². Discussion tardive, 61.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE. B³, 66.

BUREAUCRATIE (Abus de la). E⁵, 251.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Z². Droit de refuser des secours, 412. — E⁵, 227, 228.

C

CADASTRE. U². Retards dans les mutations cadastrales, 61. — E⁵. *Id.*, 222.

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. V². M. de Man d'Attenrode, nommé membre de la c., 151. — B⁵. *Id.*, 65.

CAISSE DE PRÉVOYANCE des instituteurs primaires. Z², 412.

CANAL MARITIME de Heyst à Bruges. B⁵, 68.

CANAU. X². Reprise de ceux de la Flandre occidentale, 289. — Y². Navigabilité du canal de Schipdonck, 356. — B⁵. De Gand à Selzaete, d'Haccourt à Anvers, de Mons à Charleroi, 68. — E⁵. Achèvement du canal de Selzaete, 250. Halage sur le canal d'Ypres; canal de Roulers à la Lys, 251. Elargissement du canal de Charleroi, 252.

CANONS d'acier. D³, 172.

CARRIÈRES. D³. r. des ingénieurs des mines, 174. — E⁵, 251.

CARTE GÉOLOGIQUE. A⁵, 475. — B³, 66. — D³, 165.

CASERNEMENT. W². Mis à la charge de l'Etat, 222, 225. — Y², 355. — D², 172. — E⁵, 227.

CASERNES (Mauvais état des). Y², 355.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ. Y². M. Bergh, 350. — A⁵. M. De la Roche, 478.

CENS ÉLECTORAL. B⁵. Discussion sur les bases, 65.

CHAMBRES DE COMMERCE. Y². Suppression, 353.

CHAMP DES MANŒUVRES. W². A Anvers, 222, 225. — Y². A Bruxelles, 351.

CHARLEROI. Y². Suppression de la garnison, 353. — Z², 411. — D³. Augmentation du nombre des échevins, 168. Dédoublément de la justice de paix, 177.

CHASSE. W². Modification à la loi, 212. — B⁵. Date de l'ouverture sur les bords de la Meuse, 58.

CHEMIN DE FER. U². Billets d'aller et retour; tracé de la ligne de Virton; récolement des billets sur les trains en marche; fermeture des gares; communications avec l'Allemagne et avec Paris ;

cr. de 6,500,000 fr. pour le matériel; tracé de Hasselt à Maeseyck; tarif des voyageurs; système des *bogies*; matériel de transport resté en Allemagne; chemins de fer de Frameries à Chimay, de Bonne-Espérance à Beaumont, du Luxembourg, du Limbourg; tarif Wasseige; exploitation de Landen à Hasselt; concession d'Athus à Givet; transport des engrais; reprise du réseau de la Flandre occidentale; chemin de fer de ceinture de Bruxelles, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, de Saint-Ghislain à Ath, 62. Insuffisance du matériel; ligne de Termonde à Saint-Nicolas; isolement de Wavre; stations de Tournai, Ostende, Malines, Braine-le-Comte; tarifs Wasseige et Vanderstichelen; Lierre à Turnhout, Tirlemont à Diest et Beverloo; billets d'aller et retour, abonnements; station centrale à Bruxelles, 65. — V². Pénurie de matériel; crise des transports; cr. de 16,080,000 fr.; chemin de fer de ceinture de Charleroi; ligne de Luttre à Bruxelles, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 128. Reprise prochaine de la ligne du Luxembourg, 129. Lignes d'Athus à la Meuse, de Gand à Tamise, d'Anvers à Gladbach; tarification des petites marchandises; lignes de Houdeng à Soignies, de Heyst à l'Ecluse, de Roulers à Dixmude, de Hesbaye-Condroz, de Blaton à Ath, de Saint-Ghislain à Erbi-sœul, de Comines à Menin; rachat de Dendre-et-Waes, 129. Stations de Vilvorde, 129, d'Ottignies, de Tournai, de Fontaine-l'Evêque, 130. — W². Tracé d'Athus à Charleroi, 212. Rachat de Spa à Gouvy et de Pepinster à Spa, 212. Aménagement des gares; responsabilité de l'Etat en matière de transports; ligne de l'Amblève; rachat du chemin de fer du Luxembourg, 212, 215. Système d'expropriation; 215. Lignes de Roulers à Dixmude, de la Flandre occidentale; chemin de fer de ceinture de Charleroi; station de Courtrai, 215. c. chargée d'étudier toutes les questions relatives au chemin de fer, 215. Tarif pour le transport des houilles, 215. Stations de Tournai et de Leuze, 214. *Clearing house*. Débat sur l'exploitation; ligne de Houdeng à Soignies; connexité entre l'exécution de l'Anvers-Gladbach et le rachat de l'Anvers-Rotterdam, 214. Lignes de Saint-Ghislain et de Blaton à Ath, de Gand à Tamise, de Wavre à Bruxelles, d'Ypres à Thourout, de Gand à Tamise, de Houdeng à Soignies, de Luttre à Bruxelles, de Hesbaye-Condroz; billets d'aller et retour; gare du chemin de fer de ceinture à Gand, 215. *Id.* de Charleroi, 220. — X². Tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz, de Bastogne à Gouvy; lignes de Thiet à Lichtervelde, de Saint-Ghislain à Ath, de l'arrondissement de Thuin, de Tirlemont à Tongres, de Landen à Ciney; station de Quaregnon; reprise du réseau de la Flandre occidentale; outillage des chemins de fer, 285. — Y². Mauvaise exploitation du Liégeois-Limbourgeois; lignes de Termonde à Saint-Nicolas, de Roulers à Dixmude, d'Ans à Breda, d'Athus à Charleroi, d'Anvers à Hoogstraeten; repos du dimanche; réseau de la Flandre occidentale; station de Terwagne, de Manage; *block-system*; garde-corps Maquet, 350. Coût de l'exploitation; tarifs; billets d'aller et retour, 350, 351. — Z². Pr. de mettre sur-le-champ en adjudication le matériel, 408. Reprise du réseau de la Flandre occidentale; tracé d'Athus à Charleroi; chemin de fer de ceinture de cette ville; tarif de transport des minerais, 408. Tarifs spéciaux pour le transport des

houilles; *id.* des marchandises pondéreuses; gare des marchandises à Anvers; concession de Tubize à Jodoigne et d'Audenarde à Roubaix; primes de parcours pour le transport des marchandises; critique de M. de Man d'Attenrode au sujet de l'organisation du chemin de fer; emploi des longrines en fer; pose d'un troisième rail sur la ligne du Flénu; achèvement de la ligne de Dour à Quiévrain, 409. — **A³**. Convention avec la Banque de Belgique relative à la concession des chemins de fer de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter; lignes d'Athus à la Meuse, Anvers-Gladbach, Anvers à Tilbourg; tarifs de transit; *id.* de Tournai-Jurbise; ligne de Blaton à Ath; capitalisation des annuités dues par l'Etat pour le rachat de Dendre-et-Waes et Pepinster-Spa; vols de colis; stations de Courtrai et Quaregnon, 473. Convention avec la société de Construction. Pr. de révision des tarifs des voyageurs; restitution de cautionnements; ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, 474. — **B³**. Lignes de Herenthals à Moll, d'Anvers à Tilbourg, d'Ans à Bréda, d'Anvers à Woensdrecht; absence de barrières sur la ligne de Hesbaye-Condroz; reprise du réseau de la Flandre occidentale; tracé d'Athus à Charleroi, de Givet à Sedan; tarifs de faveur accordés aux charbons de la Ruhr; lignes de Tongres au Bleyberg, de Bastogne à Gouvy, d'Aye à Marche; voitures Belpaire; tare et chargement des wagons; voitures articulées: freins Westinghouse; Mettet à Beauraing; chemin de fer de l'arrondissement de Courtrai; tarif des marchandises; comptabilité du chemin de fer; tunnel de Braine-le-Comte; voitures à couloir; reconstitution du Prince-Henri; rachat des chemins de fer dans les Deux-Flandres, 60, 61. — **D³**. Rails d'acier, longrines en fer; ligne de Bastogne à Gouvy; transport des produits agricoles; passages à niveau; lignes de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Douai, de Visé à Micheroux, de l'Amblève, de Libramont-Sedan, de Tubize à Jodoigne, de Lembecq aux Ecaussinnes, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, de Saint-Trond à Tongres, d'Athus à la Meuse; station de Maubray; question des tarifs; comptabilité des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque, d'Audenarde à Orroir, de Florennes au Grand Central, 167, 168. — **E³**. Lignes d'Assche à Jette, de Melreux par Laroche vers Bastogne et Libramont, de Marloie vers Viel-Salm et Bastogne; accident de Bas-Silly; lignes du canton de Châtelet; emploi de la langue flamande dans l'administration; récolement des coupons sur les trains en marche; chemins de fer vicinaux sur les accotements des routes, 225. Tarifs; primes en vue de prévenir les accidents; concentration des services du chemin de fer dans un seul bâtiment; tarifs sur la ligne du Pays de Waes; transport des produits agricoles; lignes de Florenville à Messempré et de Bertrix à Sedan; billets d'aller et retour pour les habitants du Luxembourg; station en avant de Libramont; ligne de Visé à Micheroux; tarifs dans l'arrondissement d'Ypres; station d'Ath; chemin de fer de Liège à Sedan; chefs de station nommés membres des comités scolaires; distribution des coupons par les gardes; chemin de fer de ceinture de Bruxelles; mauvaise distribution du matériel charbonnier; tarif pour le transport des pierres travaillées; amortissement des capitaux engagés dans le che-

min de fer; défaut de correspondance entre les trains de l'Etat et ceux du Grand Central; billets d'aller et retour pour les voyages internationaux; matériel de l'exploitation, 224, 225. Position des gardes-convois, 250.

CHÈQUES. **W²**, 219.

CHEVAUX. **V²**. Réquisitions pour l'armée, 125. —

— **D³**. Vols commis sur la frontière française, 163.

CHILI. **Z²**. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*)

CHINE. (Envoi d'ingénieurs en) **Z²**, 407.

CIMETIERES. **W²**. Inhumation d'un libre-penseur dans la paroisse de Saint-Amand, près Gand, cimetières communaux, bénédiction par fosse, 215, 216.

CLERGÉ. **A³**. Influence illicite dans les élections, 475, 476.

CODE CIVIL. **X²**. Pr. de modifier l'art. 9, 287.

CODE DE COMMERCE. **V²**. Gage, commission, lettre de change, billet à ordre, 150. — **W²**. Assurances, sociétés, 216. — **X²**. Assurances, 283. — **D³**. Livre II, 168.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. **Z²**. Compétence, compromis, conciliation, 409.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. **D³**. Demande de révision, 163.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. (Procédure pénale). **B³**. Titre préliminaire, 65.

CODE ÉLECTORAL. **V²**, 151. — **B³**. Modifications, 62. — **C³**, 93. — **D³**, 173.

CODE RURAL. **W²**, 210.

COLONISATION (Pr. de) dans l'Amérique méridionale. **D³**, 174.

COLONNE DU CONGRÈS. **W²**. Restauration, 226. — **Y²**, 349. — **A³**, 473.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. **U²**. Leur utilité, 61. — **W²**. *Id.*, 209. — **X²**. Loi relative aux communes de plus de 5,000 âmes, 288. — **D³**. Révocations, 164.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. **W²**. Traitement des employés, 209.

COMMUNALE (Loi). **A³**. Modifications aux art. 133, 121 et 147. *r.* de M. Solvyns, 474.

COMMUNE DE PARIS (Défense contre l'invasion des auteurs de la). **U²**, 58.

COMMUNES. **U²**. Anvers et Merxem, Bressoux, Aisemont, 64. — **V²**. Mont-Saint-Amand, 150. —

W². Binche et Buvrines, Pecq et Hérinnes, 216. Schoonaerde, 217. — **X²**. Thys et Fize-le-Marsal, 284. — **Y²**. Glain, Nieuwenrode, Sorinnes-la-

Longue, Terhaegen, Hachy, 351. — **Z²**. Petit-Enghien, Binche et Battignies, Sélange, Mont-

Saint-Amand, Hallaer, 409. — **A³**. Blaton et Grandglise, Enghien et Petit-Enghien, Mirwart et Poupehan, Ostende et Mariakerke, 474. — **B³**.

Bruxelles et Saint-Gilles, Roselies, Beverst et Bilsen, Athus, Somethonne, Barchon, 61. — **D³**.

Dolhain-Baelen et Limbourg. Dolembreux, Esneux et Sprimont, Molenbeek-Saint-Jean et Koekelberg, 168. — **E³**. Manage, Bruxelles et Etterbeek, 225.

COMPTABILITÉ. **U²**. Dérogation à l'art. 19 de la loi de 1846, 54. — **A³**. Dérogation à l'art. 24 de la loi, 474.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE. **Y²**. En français et en flamand, 354.

CONGRÈS INTERNATIONAL au sujet des droits des belligérants. **Y²**, 347.

CONSEIL DE GUERRE. **D³**. Pr. de le faire présider par un magistrat civil, 163.

CONSEILS COMMUNAUX. V². Classification, dissolution, 150.

CONSEILS PROVINCIAUX. V². Publication du compte rendu des séances, 127. Dissolution, 154.

CONSERVATOIRES. U². De Liège et de Bruxelles; traitement des professeurs, 70. — Z². Réorganisation à Bruxelles, 415. — D⁵. Heures de classe, 165.

CONSULS. U². Mis à même de secourir leurs compatriotes, 61. — Y². Compétence dans les pays hors de chrétienté, 554. — B⁵. Inspection générale des consulats, 57. Services rendus, consulats à Luxembourg, Cologne, Palerme, 58.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. U². Pr. de M. Cornesse, 64.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. E⁵. Appliquée aux fournils, 222. Exemption des canaux et des rivières canalisées, 227.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. C⁵. Modifications à la loi de 1822, et au code électoral. r. de M. Biart, 95. — D⁵, 175.

CONVERSION. D⁵. Pr. de convertir le 4 1/2 p. c., en 4 p. c., 169.

COTES MARITIMES. A⁵. Défense contre la mer, 478. — B⁵, 68.

COUR D'APPEL. Z². Demande de création d'une 5^e chambre à Bruxelles, 407, 415. Création d'une place de substitut du procureur général, 415. — A⁵. Id. Jugement des affaires électorales, 477. — B⁵. Arrière de la cour de Bruxelles, 58. Division en sections pour le jugement des affaires électorales, 65. — D⁵. Création d'une 5^e chambre, 177.

COUR DE CASSATION. U². MM. Fuss et Lenaerts, 64. — V². MM. Simons, Corbisier de Méaulsart, Tillier, Holvoet, 150. — Z². MM. Dumont, Sanchez de Aguilar, Delecourt, Schuermans, 409. — A⁵. MM. Lenaerts, Schuermans, Sanchez de Aguilar, 474. — B⁵. MM. Sanchez de Aguilar, Van Berchem, 65. — D⁵. MM. Van Berchem et Casier, Bougard et Crahay, 168.

COUR DES COMPTES. V². Vol de titres, 66.

COURS D'ASSISES. E⁵. Frais de séjour des magistrats, 229.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. W², 240. — Y², 349. — Z², 410. — A⁵. r. de M. Hubert, 474. — D². Application de la loi, 165.

CROIX DE FER. U². Pension des décorés, 61. — W², 209.

D

DÉCÈS. U². MM. Hanssens-Hap, De Gerlache, Lonbienne, Tellier, 64. — V². M. Forgeur, 150. — Y². MM. A. du Bus et B. du Bus, 552. — D⁵. M. Misson, 166. MM. de Man d'Attenrode, Reyniens, 169. — E⁵. M. de Tornaco, 225.

DÉCORATION MILITAIRE. W², 222, 223. — Z², 411.

DEFACQZ (Bibliothèque de M.). A⁵, 477.

DE KERF, ancien commissaire de police à Binche. D⁵. Ordre du jour sur sa pétition, 178.

DÉMISSIONS. B⁵. De M. de Rodés, donnée au m. i., 62. — C⁵, 95. — D⁵. Du prince de Ligne, 166. M. de Ribaucourt, 169. — E⁵. MM. Brouwet et d'Huart, 225.

DENRÉES ALIMENTAIRES. V². Libre entrée, 150. — W². Falsification, 209. Libre entrée permanente, 217, 250. — X². Falsification, 283.

DÉPUTATIONS PERMANENTES. U². Attributions, 61. — X². Traitements, 288. — B⁵. Travail de révision des listes électorales, 65. — E⁵. Défense des actes de la députation du Luxembourg, 225.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. X². Pr. de l. de M. De Lantsheere, 287.

DETTE PUBLIQUE. W². Remboursement du solde du 3 p. c., 219. — Y². Assimilation du 2 1/2 p. c. aux autres parties de la dette publique, 552.

DIPLOMATIQUE (Corps). U². Services rendus par la légation de Belgique à Paris, 61.

DISTILLERIES (Tarif du transport des résidus des). E⁵, 252.

DOMICILE DE SECOURS. V², 127. — W², 225, 226. — Z², 415.

DOMAINES. Y². Fonds spécial, 553. — C⁵. Salle de ventes, 95.

DORYPHORA DECEMLINEATA. Y², 548. — A⁵, 472.

DOUANES. B⁵. Bateau à vapeur pour le service, 62. — D⁵. Bureau à Sainte-Marguerite (frontière de Zélande), 165.

DUCHESNE (Affaire) avec l'Allemagne. Y², 547.

DUNES. U². Vente de terrains inutiles, 67.

E

EAUX DE BRUXELLES. W². Détournement de la Méhaigne, 217. Pr. d'enlever les eaux de l'Ourthe, 229. — X². Augmentation de volume, 282. — Y². Drainage dans la forêt de Soignes, 552.

EAUX-DE-VIE. W². Suppression de la prime d'exportation, 218. — B⁵. Augmentation de l'accise, 69. — D⁵, 172.

ÉCHEVINS. X². Augmentation de leur nombre à Anvers, 284. — D⁵. A Charleroi, 168.

ÉCOLE DE RÉFORME de Ruysselede (Travaux faits à l'). W², 210.

ÉCOLE MILITAIRE (Cession des terrain de l'ancienne). Y², 552.

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE. V². Vente de terrains, 151.

ÉLECTIONS COMMUNALES. D⁵. Annulations, 164.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. U². Indemnité aux électeurs, 66. Jurisprudence au sujet de contenu des bulletins et de la répartition des électeurs dans les bureaux, 74. — A⁵. Influence illicite du clergé, 474-476. — B⁵. Mode de rédiger les bulletins, 62. Demande d'une juridiction spéciale pour les affaires électorales, 65. — E⁵. Jugement des affaires électorales. Pr. de M. Bara. r. de M. Dewandre, 225.

ÉMIGRANTS. Y². Transport, 548. — D⁵. Rapatriement d'émigrants russes, 177.

EMPLOYÉS. X². Augmentation de traitement, 281, 284. — Y², 552.

EMPRUNT de 1875. W², 218.

ENGRAIS. X². Transport par chemin de fer, 281.

ENQUÊTES PARLEMENTAIRES. E⁵. Loi organique. r. de M. Dewandre, 225, 226.

ENREGISTREMENT. W². Modification à la loi, 224. — B⁵. Exemption pour les donations faites aux communes au profit d'œuvres d'utilité publique, 65.

Perception des droits sur la valeur cadastrale, 69.

ENTERREMENT CIVIL de M. Allard, professeur à l'université de Gand. W², 224.

ÉPIDÉMIES. X². Moyens de les prévenir, 282.

ESCAUT. U². Canalisation à Tournai, 71. Traverse d'Appels, 72. — V². Etude d'un canal maritime, 155. — W². Inondations; canal de dériva-

tion au sud de Gand, 229, 230. Eclairage, 230. — **Y**². Inondations, navigabilité, pont à Anvers. 355, 356. — **Z**². Régime du fleuve, 415. — **A**⁵, 478. — **B**⁵. Régime du fleuve, pont à Anvers, 68. — **D**⁵. Ingénieur spécial pour le fleuve, 179. Régime des eaux, 179, 180. — **E**⁵. Dérivation, 230. Pont à Anvers, 231, 232.

ESPAGNE (Traité avec l'). **U**². (Voir TRAITÉS.) — **Y**². *Ibid.*, 348. — **B**⁵. Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) Exploration des centres industriels, 57. — **E**⁵. Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

ESPIERRE (Corruption des eaux de l'). **W**², 217. — **X**², 282. — **A**⁵, 478. — **D**⁵, 178, 179. — **E**⁵, 251, 252.

ÉTAT CIVIL. **Y**². Formation des tables générales des registres paroissiaux, 352. — **A**⁵, 474. — **E**⁵, 225.

ÉTATS-UNIS. **Y**². Traité. (Voir TRAITÉS.) — **E**⁵. Convention consulaire. (Voir TRAITÉS.)

ÉTRANGERS. **U**². Prorogation de la loi de 1835, 70. — **X**². *Id.*, 287. — **A**⁵, 477. — **E**⁵. Admission des étrangers à l'exercice des professions libérales, 228. Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. Dewandre, 229.

EXERCICE FINANCIER (Commencement de l'). **Z**². 415. — **E**⁵, 222.

EXPORTATION (Prohibition de l') de certaines marchandises. **U**², 64.

EXPOSITION DE L'INDUSTRIE au champ des manœuvres. **D**⁵, 173.

EXPOSITION DES BEAUX-ARTS. **U**². Baraque pour l'exposition de 1872, 70. — **Z**². Pr. d'ajourner à 1880 l'exposition de 1878, 415.

EXPOSITION UNIVERSELLE. **V**². De Vienne, 132. — **W**². De Londres, de Vienne, 224. — **X**². De Londres, 287. — **Y**². De Philadelphie, 354. — **C**⁵. De Paris; bourses de voyage pour les ouvriers, 92. — **D**⁵. De Sydney, 174.

EXPULSION de Victor Hugo. **U**², 70.

EXTRADITION. **W**². Demande d'un nouveau traité avec la Hollande, 209, 210.

F

FALSIFICATION des denrées alimentaires. **W**², 209. — **X**², 285.

FÉTIS. **U**². Achat de sa bibliothèque musicale, 70. — **V**², 153.

FILS DE LIN, de chanvre et de jute. **Y**². Suppression des droits d'entrée, 352.

FINANCES. **W**². Situation en 1873, 218. — **Z**². Critiques de M. Tercelin-Monjot au sujet de la gestion financière de M. Malou, 407, 408, 410. Pr. de commencer l'exercice le 1^{er} juillet. Situation, 415. — **D**⁵, 169.

FLAMANDE (Langue). **W**². Emploi en matière répressive 220.

FLANDRE (S. A. R. la comtesse de). **U**². Naissance de deux princesses, 66. — **Y**². Naissance d'un prince, 352.

FONCTIONNAIRES. **W**². Augmentation des traitements, 209. — **X**², 281, 289. — **Y**², 355. — **E**⁵. Éméritat, 222, 232.

FONDATIIONS. Verrue, Vandale et Amerlinck à Courtrai. **E**⁵, 227.

FRANCE. **U**². Relations commerciales en 1871, 59. — **W**². Traité de commerce, 208, 209. —

A⁵. Dénonciation du traité, 472. — **E**⁵. Prorogation, 221.

FRAUDES ÉLECTORALES. **X**². Documents trouvés dans une mortuaire à Wachtebeke, 288. — **A**⁵. *r.* de M. Leirens, 474-476.

FROIDMONT (Expropriation de l'asile des aliénés de). **D**⁵, 177. — **E**⁵. Déplacement de l'hospice, 222.

FURNES-AMBACHT. **U**². Danger d'inondation pour cause de défense de la place de Dunkerque, 57, 72.

G

GALLAIT. **V**². Décoration du sénat, 153.

GARDE CIVIQUE. **Y**². Armement, 349.

GENDARMERIE. **W**². Armement. 221, 222. — **Y**². Recrutement, nomination des officiers; d'un général; nécessité d'une loi organique, 353. — **Z**². Demande d'augmentation de la brigade de Courtrai, 407. — **A**⁵. Protection contre les braconniers; nécessité d'une loi organique, 476. — **B**⁵. *Id.*, 65, 64. — **E**⁵. Armement, choix du commandant, 227.

GILEPPE. **U**². Barrage, 71. — **X**², 289. — **B**⁵, 68.

GOVERNEURS. **D**⁵. Révocations, 164.

GRAND CENTRAL. **X**². Demande de rachat par l'Etat. 285.

GREFFIERS PROVINCIAUX. **U**². Traitement, 61. — **W**², 228. — **E**⁵, 222.

GROENENDAEL (Achat de la ferme de). **Z**², 410.

H

HEYST. **W**². Cession de terrains des dunes, 220. — **B**⁵. Perré cimenté; canal maritime vers Bruges, 68. — **D**⁵. Port de mer, 179. — **E**⁵. Canal de Bruges à Heyst, 239.

HIPPODROME. **Y**². A Bruxelles, 352.

HOLLANDE. **U**². Négociations pour le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 57. — **W**². Elargissement du Zwyn, prises d'eau à la Meuse, chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 208. Demande d'un nouveau traité d'extradition, 209, 210. — **Z**². Canal de Terneuzen, 406. — **E**⁵. Convention relative à cet objet, 221.

HOMÉOPATHIE. **E**⁵. Enseignement, 228.

HOOGSTRAETEN. **A**⁵. Vente des bâtiments du dépôt de mendicité, 476.

HOTEL D'ASSCHE. **V**², 155.

HOTEL PROVINCIAL de Hasselt. **W**², 230. — **X**², 282. — **B**⁵, 68. — **E**⁵, 231.

HOTELS MINISTÉRIELS. **D**⁵. Affaires étrangères, aménagement, 178.

HYPOTHÈQUES. **A**⁵. Demande de révision de la législation, 472.

HUISSIERS. **E**⁵. Bourse commune, tarif, 229.

HUY. **W**². Cession du couvent des Frères-Mineurs, 219.

I

INCENDIE. **Y**². Du magasin du 4^e régiment de ligne, 353.

INCIDENT. **D**⁵. Entre MM. Van Schoor et De Coninck, 176.

INDÉPENDANCE NATIONALE. **D**⁵. 50^e anniversaire.

r. de M. de Sélys-Longchamps, déclaration de M. de Mérode-Westerloo, 174.

INDIGÉNAT (Autorisation de faire les déclarations nécessaires pour acquérir l'). **D**⁵, 178.

INONDATIONS. **B**⁵. Dans les Flandres, 68, 69. — **D**⁵. Produites par les petits cours d'eau dans les Flandres; du haut Escaut, 179. De la Dyle et du Demer, 180.

INSTRUCTION PUBLIQUE. **U**². Instruction obligatoire; écoles adoptées; séparation de l'enseignement religieux et de l'enseignement scientifique; interprétation de la loi de 1842, 68, 69. Plans de l'école normale de Mons, 69. — **V**². Bourses de voyage; exécution de la loi de 1842; enseignement religieux, 152. — **W**². Principe de l'école communale, 224. Débat sur l'école adoptée et l'interprétation de la loi de 1842, 224, 225. Cr. de 20 millions pour maisons d'école, 225. — **X**². Laboratoires de chimie des universités, 285. Admission de professeurs diplômés dans l'administration des travaux publics; subside à la ville de Bruxelles pour l'instruction primaire; exécution de la loi de 1842, quant à l'enseignement religieux, 285, 286. Enseignement des langues modernes et de la géographie, 286. — **Y**². Amélioration du sort des instituteurs primaires; brevet de capacité des normalistes, 349. Augmentation du traitement des professeurs de l'enseignement moyen, 353. — **Z**². Défense de la liberté d'enseignement, 411. Instruction obligatoire; minimum de traitement des instituteurs primaires; collation des grades académiques. *r.* de M. Van Ockerhout, 412, 413. — **A**⁵. Examen d'entrée à l'université; clinique de l'université de Liège; chiffre des subsides alloués à la province de Namur pour l'enseignement primaire, 477. — **B**⁵. Cr. de 6 millions pour maisons d'école; pension des instituteurs, 65. — **C**⁵. Création du ministère de l'instruction publique, 94. — **D**⁵. Protestation contre la révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire, 162. Ecole normale d'institutrices à Gand, 174, 176. *B.* de l'instruction publique; blâme infligé à un instituteur dont les élèves se sont confessés, 174. Insuffisance des locaux de l'université de Liège, 175. Révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire, 175, 176; éméritat des professeurs de l'enseignement supérieur, 176. Manifestation aux abords du Palais de la Nation, 176. — **E**⁵. Débat sur l'exécution de la loi de 1879, 227, 228. Prorogation de la loi sur les grades académiques, 228.

ITALIE (Traité avec l'). **U**². (*Voir* TRAITÉS. Légation au Quirinal, 58. — **V**². Relations avec le nouveau royaume, 123, 124, 125. — **W**². Mesures prises à Rome contre les ordres religieux, 210, 211. — **X**², 281. — **Z**². Traité, 407. — **C**⁵. Convention consulaire, 92.

J

JAPON (Envoi d'ingénieurs au). **Z**², 407.

JARDIN BOTANIQUE. **U**². Appropriation; exposition des beaux-arts, 61.

JARDIN ZOOLOGIQUE. **A**⁵. Pr. d'y établir un institut central des hautes études, 478. — **B**⁵. Destiné aux archives, 66.

JESUITES FRANÇAIS. **E**⁵. Droit de fonder des écoles en Belgique, 229.

JUGES D'INSTRUCTION. **B**⁵. Traitement, 65.

JUSTICE DE PAIX. **U**². Réunion du canton de Fléron à Verviers, 69. Justice de paix à Dison, 70. — **W**². Transfert de Wilryck à Boom, 226. — **Z**². Dédoublement du canton de Courtrai, 407. Compétence, 409. — **D**⁵. Dédoublement de la justice de paix de Charleroi, 177.

K

KOEKELBERG (Société du quartier royal de). **D**⁵. Anonymat, 178.

L

LAIT (Transport du). **E**⁵, 221.

LÉOPOLD 1^{er}. **W**². Monument à sa mémoire; souscription; emplacement, 218, 219. — **X**², 284. — **Y**², 349. **B**⁵, 68.

LETTRES DE MER. **W**², 216.

LIÈGE. **A**⁵. Clinique de l'université, 477.

LIMBOURG. **W**². Droit de cette province à des travaux publics, 218.

LIMBOURGEOIS ET LUXEMBOURGEOIS. **B**⁵. Nationalité, 67.

LISTES ÉLECTORALES. **C**⁵. Non-exécution d'une circulaire du 9 juillet 1877, 93.

LITS MILITAIRES. **V**². Renouvellement du contrat, 152. — **B**⁵. Pr. de l. tendant à les porter à 5,000, 64.

LOGEMENTS MILITAIRES. **V**², 152. — **Y**², 353. — **A**⁵, 476. — **E**⁵, 227.

LOOZ (Donjon des comtes de). **Y**², 349.

LOUISE (S. A. R. la princesse). **X**². Son mariage avec le prince Philippe de Saxe, 284.

LUXEMBOURG (Chemin de fer du). **W**². Rachat, 212, 215. — **X**². Règlement de la comptabilité, 283.

M

MAGISTRATS. **V**². Demande d'abrogation de la loi sur la mise à la retraite, 127.

MANUFACTURES. **U**². Travail des enfants, 68.

MARAÎCHÈRE (Culture). **E**⁵. Prix du transport des produits, 221.

MARIE-HENRIETTE (S. M. la reine). **W**². Naissance d'une princesse, 218.

MARINE MARCHANDE. **Z**². Encouragements, 415.

MARQUES DE FABRIQUE. **Z**², 406.

MÉDECINS étrangers pratiquant en Belgique. **E**⁵, 229.

MESSES. **D**⁵. Fondations. Circulaire de M. Bara, 168.

MEUSE. **U**². Canalisation, 71. — **W**². Prises d'eau; traité avec la Hollande, 208. Canalisation, 250. — **A**⁵. Entretien près de Wandre et de Cheratte, 478. — **B**⁵. Barrages en amont de Dinant, 69. — **D**⁵. Ingénieur spécial pour le fleuve; construction de perrés sur la rive droite près de Wandre et de Cheratte, 179. Achèvement de la canalisation, 180. — **E**⁵. Pont de Sclayn, 231.

MILICE. **W**². Changements à la loi de 1870. *r.* de M. Houtart-Cossée, 227. — **Z**². Immunités ecclésiastiques, 410. — **D**⁵. Attributions des conseils de révision, 165. — **E**⁵. Indemnité aux officiers supérieurs qui en font partie, 222, 227. Modifications à la loi, 230.

MILICIENS. U². Congés pendant la période de la moisson, 67. Rémunération, cr. de 2 millions, 70. — Y². Pr. de M. Malou, 354. — E³. Visite corporelle, 227. Indemnité aux classes de 1871 à 1874, 250. Rappel pendant la moisson, 230.

MINES. X². Concessibilité des minerais de fer, 287. — B³. Travail des femmes et des enfants, 66, 67.

MINISTRES. X². Pr. d'augmenter leur traitement, 289. — Y², 353. — E³, 232.

MINORITÉS (Représentation des). B³, 59.

MISSION, greffier du sénat. D³. Son décès, 166.

MONÉTAIRE (Question). X². *Union latine*. Etalon, 280, 288. — D³. Convention de 1878, 178.

MONITEUR. Y². Déplacement des ateliers, 353. — Z², 414.

MONNAIES (Hôtel des). U². Déplacement, 66. — V², 135. — W². Acquisition des terrains, 219. Absence de plans, 230. — X². Plans et devis, 281. Achat de balances automatiques, 288. — D³. Plans du nouvel hôtel, 163. — E³. Appropriation, 226. Cr. de 850,000 fr. pour monnaies divisionnaires et médailles commémoratives, 230.

MONNAYAGE de l'argent. X², 280, 288. — Y², 354. — A³, 477. — D³, 178.

MONS. X². Reprise des écuries de la caserne Léopold, 285. — D³. Propriété de l'ancien dépôt de mendicité, 177.

MONUMENTS. B³. Nécessité de devis exacts, 58. — D³. Reproduction des plans par la photographie, 163. Devis, 172.

MOTTE (Indemnité aux héritiers). U², 64.

MUSÉE D'ANVERS. Y². Reconstruction, 349.

MUSÉE D'ARMURES. U². Acquisitions, 70. — X², 287. — Y². Collection de M. de Meester de Ravestein, 349.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. U². Déplacement, 61. — D³. Laboratoire de chimie, 163.

MUSÉE DE PEINTURE. U². Acquisition, 70. — W², 226. — X², 287.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. V². Ameublement, 133. — Y², 354.

MUSICIENS DES GUIDES. V². Demande de pension, 151, 153. — W², 221.

N

NATURALISATION. U². Mode de votation, 70. — X². M. Moreau de Bellaing, 288. — Y². *Id.*, 354.

NEUFCHATEAU. X². Cession à la ville de l'ancienne maison d'arrêt, 284.

NEUTRALITÉ dans la guerre franco allemande, U², 60.

NIEUPORT. U². Amélioration du port, 71. — V², 134.

NOCES D'ARGENT de LL. MM. C³, 93.

NOTARIAT. V². Pét. relative à l'unité du ressort, 133. — W², 209, 210, 228. — X², 288. — Y². r. de M. F. Dolez, disc. et rejet, 354, 355. — Z². Pr. de MM. Vilain XIII et consorts, r. de M. Solvyns, 414.

O

OBSERVATOIRE ROYAL. D³. Déplacement, 165.

OFFICIERS. W². Caisse des veuves et orphelins, 221, 222. — B³. Mode d'avancement, 63. — D³.

Autorisation pour les pensionnés de conserver leur ordonnance, 172.

OISEAUX INSECTIVORES. U², 59. — V², 123. — W², 212.

ORANGE (République d'). X². Traité. (*Voir TRAITÉS.*)

OSTENDE. V². Amélioration du port, 128, 134. Chantier maritime, 135. — W². Cession de terrains; Kursaal, 220. — X². *Id.*, 284. — A³. Terrains des dunes, 476. — D³. Abus du jeu de baccara, 163. Port, 179.

OURTHE (Pr. d'enlever les eaux de l') pour les amener à Bruxelles. W², 229.

P

PAIN DE MUNITION V². Amélioration, 132.

PALAIS DE JUSTICE de Bruxelles. V². Cr. de 975,000 fr., 133. — W², 210, 226. — X². Cr. d'un million, 287. — Y². Cr. de 2,500,000 fr., 354. — A³, 477. — B³. Dilapidation des deniers publics, 66. Cr. de 2,500,000 fr., 68. — C³. Cr. de 1,800,000 fr., 95. — D³. Cr. de 1,500,000 fr.; *id.*, de 2,200,000 fr., 177. — E³, 222, 229.

PALAIS DES BEAUX-ARTS. U². Jardin botanique, champ des manœuvres, 61, 70. — V², 133. — W². Rue de la Régence, 229. — X², 287. — B³, 66.

PALAIS DUCAL. W². Mur de clôture, 228.

PALAIS DU ROI. E³. Nécessité de restaurer la façade, 232.

PALAIS DU SÉNAT. V². Décoration par Gallait, 133. Agrandissement, 135. — Z², 414.

PAQUEBOTS entre Ostende et Douvres. U², 71. Achat d'un steamer; organisation du service, 133. — W². Vente de deux anciens vapeurs, 226. Dépenses d'exploitation, 227.

PARC de Laeken. B³, 68.

PARC PUBLIC Z². A Saint-Gilles et à Forest, 410.

PATENTES. W². Modification à la loi, 224. —

X². Société en commandite par actions, 285. —

A³. Modifications à la loi générale, 477. — D³. Des commis, 173.

PÊCHE FLUVIALE. W², 210.

PEINE DE MORT. Z², 407. — B³, 63, 64.

PENSION. U². A la veuve du général Niellon, 70.

— W². *Id.* à M^{me} veuve d'Hoffschmidt, 228. —

D³. Aux veuves et orphelins des médecins morts pendant les épidémies, 165. — E³. A M^{me} veuve Piedbœuf, 230.

PENSIONS MILITAIRES. U². Pr. de M. Jacobs, r. de M. De Vadder, 70. — D³, 172. — E³. Pr. de M. Graux. r. de M. De Vadder, 230.

PÉROU. Y². Traité. (*Voir TRAITÉS.*)

PESTE BOVINE. U², 59. — V², 127. — Y², 348.

PHARMACOPÉE BELGE. D³, 164, 165. — E³, 228.

PHYLLXERA. A³, 472.

PIE IX. B³. Service funèbre, 67.

PIERRES. U². Emploi du petit granit et des pierres des Ecaussinnes, 71. — D³. Emploi de pierres étrangères, 174.

POIDS ET MESURES. Y². Bureau international à Paris, 348.

POISONS (Réglementation de la vente des). W², 209. — X². 282. — D³, 164, 166.

POLITIQUE INTÉRIEURE. U². Motifs de la retraite de M. Malou, 70, 71. — V². Explications de M. de Theux sur la constitution du nouveau

cabinet et la retraite de M. d'Anethan, 154.

POMMES DE TERRE de provenance suspecte **Y**². 348. — **A**³, 472.

PONTS. **U**². Sur l'Ourthe à Laroche, 71. — **Y**². Sur l'Escaut entre Gand et Audenarde; à Anvers, 355. Sur la Meuse à Maeseyck, 556. — **A**³. De Selayn, 478. — **B**⁵. De Leerne, de Bas-Oha, sur l'Escaut à Anvers, 68. — **D**⁵. Sur l'Escaut à Anvers, sur la Meuse à Wandre, 179. A Hoek-Straat, sur le canal de Gand à Bruges, 180. — **E**⁵. Sur l'Escaut à Anvers, 251, 252. De Selayn sur la Meuse, 251.

PONTS ET CHAUSSÉES. **U**². Traitement des conducteurs, 71. — **V**², 154. — **W**², 250. — **E**⁵. Services des ingénieurs, 251.

PORTUGAL. **X**². Traité. Voir TRAITÉS.

POSTES. **U**². Malle des Indes, 61. Cartes-correspondance; distribution des lettres le dimanche; Service de paquebots sur New-York, 71. — **V**². Enveloppes timbrées, cartes-correspondance avec réponse payée, 154. — **W**². Lignes de navigation vers le Brésil, le Chili et la Plata, 228. — **Y**². Cession de l'hôtel de la rue de la Montagne à Bruxelles, 552. Union postale; taxe des lettres pour l'étranger; nouvelle taxe des imprimés, 555. — **Z**². Encaissement des effets de commerce, 415. — **D**⁵. Codification, 178. Service postal avec l'Angleterre; exécution du contrat avec la compagnie Lamport et Holt pour le service postal entre Anvers et l'Amérique du Sud, 178. — **E**⁵. Position des facteurs ruraux, 250.

PRESCRIPTION en matière fiscale, 219. **W**².

PRESSE. **U**². Attitude dans la guerre franco-allemande, 60.

PRISONNIERS. **Z**². Coût de la journée d'entretien, 407.

PRISON cellulaire à Bruxelles, **Z**². 407. — **B**⁵. Luxe des constructions; prison de Saint-Gilles, 58.

PROCESSION (Désordre à propos de la) de l'église de la Chapelle à Bruxelles, **Y**². 348.

PROTÈTS. **Z**². Simplification de la formule, 415. — **A**³, 477. — **B**⁵. Communication de la liste, 58.

PROVINCIALE (Loi). **U**². Article 152. — **X**², 288.

PRUD'HOMMES (Conseil de). **V**². A Leuze et à Péruwelz, 127. — **W**². Modification du ressort de Tournai, 224.

R

RACHITIQUES (Hospice au bord de la mer pour les enfants), **D**⁵, 177.

RECENSEMENT. **E**⁵. Cr. de 900,000 fr., 250.

RÉFORME ÉLECTORALE. **U**². Réduction du cens provincial et communal. *r.* de M. Malou, 64-66. *Pr.* de M. d'Omalus d'Hallooy tendant à créer 124 circonscriptions électorales de 40,000 âmes, 64. — **V**². *Pr.* de M. d'Omalus, 150.

RÈGLEMENT. **W**². *Pr.* de MM. d'Anethan, H. Dolez et Pirmez relative au renvoi direct des *pr.* de l. aux *cc.*, 228. — **C**³. Nomination d'une 7^e commission permanente, 95.

RÉIMPORTATION des marchandises ayant subi une main-d'œuvre à l'étranger. **W**², 217, 218.

RÉMUNÉRATION. **U**². (Voir MILICIENS.)

REPRÉSENTATION NATIONALE. **B**⁵. Augmentation du nombre des membres des chambres, 59.

RIVIÈRES. **U**². Dendre, Yser, 71. Nèthes, 72. — **V**². Dendre, 154. Nèthes, 155. — **W**². Dendre, 218, 229. Yser, Lys, Pouquesbeke, Sambre, 229.

— **X**². Dendre, 288. Lys, inondations dans les deux Flandres, 289. — **Y**². Yser, 355. — **Z**². Dendre, Yser, Demer, 415. — **A**³. Dendre, 478. — **B**⁵. Dendre, Pouquesbeke, 68. Nèthes, 69. — **D**⁵. Yser, 179, 180. Dyle et Demer, Eede, Senne, 180. — **E**². Grande-Nèthe, 251.

ROUMANIE. **A**³. Traité. (Voir TRAITÉS.)

ROUTES. **U**². Surveillance; entretien; plantations, 71. — **V**². Constructions; plantations, 155. — **W**². De Hechtel à Loozen, 229. De Jamoigne à Marbehan, 250. — **X**². Plantations, 289. — **Y**². Rachat des routes de Huy à Stavelot et à Tirlemont et de la Vesdre, 555. Affluents au chemin de fer, *ibid.* Routes d'Engis à Esneux, 556. — **Z**². De Landen à Hannut, 415. — **A**³. D'Oosterzele à Nevele. Mode de construction; abus de la ligne droite, 478. — **B**⁵. Dans la Campine; de Deurle à l'Escaut, 68.

S

SAINT-SIÈGE (Légation auprès du). **U**². Défense des droits du pape, 58. — **V**², 125, 124, 125. — **W**². Débat sur le crédit pour la légation auprès du saint père, 210, 211. — **X**², 281. — **A**³. Pét. des évêques au Roi, 471, 472. — **D**⁵. Légation belge au Vatican, 165. — **E**⁵. *Id.* Echange de vues, 222, 223.

SANTÉ (Service de) de l'armée. **D**⁵, 172. — **E**⁵, 227.

SECRET DU VOTE. **A**³. *r.* de M. Leirens, 474-476. — **B**⁵, 62.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. **U**², 63. — **V**², 130. — **W**², 216. — **X**², 282. — **Y**², 351. — **B**⁵, 59. — **E**⁵, 222, 223.

SÉNAT. **E**⁵. Droit d'initiative en matière de dépenses, 222.

SERBIE. **E**⁵. Convention commerciale. (Voir TRAITÉS.)

SERVITUDES MILITAIRES. **W**². Indemnités, 228. — **Z**². Exécution de la loi, 415. — **D**⁵. Pét. de propriétaires d'Exterlaer et de Boterlaer, 172.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. **Y**². Exemption de certains droits, 554.

SOURDS-MUETS. **X**². Institut des Frères à Bruxelles, 286.

SPA. **U**². Suppression des jeux, 69. — **X**². Indemnité, 286.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). **E**⁵. Ses fiançailles avec l'archiduc Rodolphe d'Autriche, 226.

SUCCESSION. **B**⁵. Mode de perception des droits, 69. — **D**⁵. Droits sur les immeubles situés en pays étranger, 165.

SUCRES. **X**². Cautionnement des fabricants, 289. — **Y**². Prorogation du régime des droits et des drawbacks, 552. — **Z**². Convention de 1875, impôt, 410, 415.

T

TABAC (Impôt sur le). **U**², 72. — **D**⁵, 173.

TAUREAUX de Durham. **X**². Achats, 280.

TÉLÉGRAPHES. **U**². Emploi des femmes: bureau à Isque, 71. — **V**². *Id.* *Pr.* de créer des bureaux dans les communes qui en feraient les frais, 154. — **Y**². Télégraphe spécial pour le parquet de Bruxelles, 555. Demande de relier les cantons de justices de paix, *ibid.* — **Z**². Télégraphie locale;

mention de l'heure du dépôt sur les télégrammes, 415.

TERNEUZEN. **U**². Approfondissement du canal, 71. — **V**², 134. — **W**². 228, 229. — **V**². Négociations avec la Hollande, 406. — **A**³, 478. — **D**³, 179. — **E**³. Nouvelle convention, 221, 230.

TERRAINS MILITAIRES. **B**³. Aménagement, 64.

THÉÂTRE FLAMAND. **Z**². A Bruxelles, 413. — **A**³, 472.

TIMBRE **W**². (Suppression du) des quittances et registres des établissements publics, 220. — **Y**². Adhésif pour les affiches, 353.

TOXIQUES (Interdiction d'importer des matières). **A**³, 474.

TRAITÉS. **U**². Avec l'Espagne; avec l'Italie, 57. — **W**². Avec l'Allemagne pour les marques de fabrique; avec la Hollande pour l'endiguement du Zwyn, les prises d'eau à la Meuse et le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur son territoire, 208. Avec la France, 209. — **X**². Avec le Portugal; la république d'Orange, 281. — **Y**². Avec le Pérou, 347. Avec les Etats-Unis et l'Espagne, 348. — **V**². Avec l'Allemagne pour la protection des marques de fabrique; traité avec le Chili, le Transvaal, 406, l'Italie, 407. — **A**³. Avec l'Autriche (marques et dessins de fabrique), 471. Avec la Roumanie; avec le Brésil (marques de fabrique), 472. — **B**³. Avec l'Espagne, 57. — **C**³. Convention consulaire avec l'Italie, 92. — **E**³. Traité avec la Serbie; prorogation du traité avec la France; avec l'Allemagne; convention littéraire avec l'Espagne; *id.*, consulaire avec les Etats-Unis, 221.

TRAMWAYS à vapeur, sur les accotements des routes. **X**², 281. Dans la Flandre orientale, 283. — **Y**². Pr. de M. Beernaert, 351. — **V**². 408. — **A**³. Dans l'arrondissement d'Eecloo, 474. — **E**³. Agricoles, 221. Chemins de fer vicinaux sur les accotements des routes, 223.

TRANSVAAL (Traité avec le). **V**². (*Voir* TRAITÉS.)

TRAVAUX PUBLICS. **U**². Centralisation des services dans un même bâtiment, 71. — **V**². Cr. de 8,872,000 fr., 1872, 135. — **W**². Lenteur dans l'exécution, 228. Cr. spéciaux, 230. — **Y**². Cr. de 28,605,000 fr., 356. — **Z**². Cr. de 36 mil-

lions, 415. — **B**³. Demande d'un emprunt, 68. — **D**³. Cr. de 101 millions, 179, 180.

TRIBUNAUX. **V**². Augmentation du personnel à Bruxelles et Nivelles, 133. — **W**². *Id.* à Anvers, 225, 226. — **X**². *Id.* à Bruxelles, 287. — **Z**². Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 413. — **A**³. Création d'une 5^e chambre à Anvers, 477. — **D**³. Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 177. — **E**³. *Id.*, 229.

V

VACCINE. **E**³. Pr. de la rendre obligatoire, 227.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. **A**³. M. De la Roche, élu à Soignies; annulation, 478. — **C**³. Election d'Anvers, validation; protestation du chanoine Andries à propos d'une réclamation adressée en son nom contre l'élection de M. Boyaval, 93.

VICTOR HUGO. **U**². Expulsion, 70.

VISÉ (Porte de) à Tongres. **Y**², 349.

VOIES NAVIGABLES (Amélioration des). **Y**², 355, 356. — **A**³. Projet d'emprunt, 478. — **D**. Travail de l'ingénieur Finet, 178. Complément du réseau, 179. — **E**³, 231.

VOIRIE VICINALE. **U**². Amélioration; entretien, 61. Répartition des subsides. cr. de 2 millions, 72. — **V**². Extension et entretien, 127, 135. — **W**². Cr. pour le Limbourg, 209. Entretien; reprise des chemins de grande vicinalité, *ibid.* — **X**². *Id.*, 289. — **Z**². Retard de l'Etat dans l'exécution de ses engagements, 407. — **B**³. Reprise par l'Etat des chemins de grande vicinalité, 68. — **D**³. Répartition des subsides, 165. — **E**³. Police, 231.

W

WARNANT. **D**³. Nommé greffier du Sénat, 166.

Z

ZWYN. **V**². Endiguement, 134, 135. — **W**². Traité avec la Hollande, 208.

SÉNAT.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS.

(Voir la note explicative en tête de la table des orateurs de la chambre des représentants.)

A

ANDRIMONT (J. D'). B⁵. 60, 61, 62, 66, 67, 68. — D⁵. 167, 172, 175, 177. — E⁵. 224.

ANETHAN (D'). U². *m. a.*, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71. — V². 125, 127, 129, 150, 151, 154. — W². 210, 216, 219, 220, 222, 225, 224, 225, 226, 227, 228. — X². 280, 281, 285, 285, 286, 287, 288. — Y². *v.-p.*, 547, 548, 554, 555. — Z². *v.-p.*, 406, 407, 409, 412, 415, 414. — A⁵. *v.-p.*, 471, 472, 476, 477. — B⁵. *v.-p.*, 58, 62, 65, 64, 65, 67, 68. — C⁵. *v.-p.*, 95, 94, 95. — D⁵. *v.-p.*, 162, 165, 166, 168, 169, 171, 174, 175, 176, 177, 178. — E⁵. *v.-p.*, 226, 227, 229.

ASPREMONT-LYNDEN (D'). U². 58, 59, 62, 71. — V². *m. a.*, 124, 125, 128. — X². 282, 284. — Y². 547, 549, 555. — Z². 410, 415. — A⁵. 471, 472. — B⁵. 57, 58, 62. — D⁵. 171, 178. — E⁵. 229.

B

BALISAUX. Y². 555, 554, 555. — Z². 410, 411. — A⁵. 478. — B⁵. 58, 62, 63, 67, 68. — C⁵. 95. — D⁵. 166, 167, 169, 175, 174, 178, 179. — E⁵. *q.*, 224, 225, 250, 251, 252.

BARA. C⁵. *m. j.*, 95, 95. — D⁵. 165, 168, 169, 175, 177, 178. — E⁵. 222, 226, 227, 228, 229.

BEERNAERT. X². *m. t.*, 281, 285, 288, 289. — Y². 550, 551, 555, 556. — Z². 408, 409, 415. — A⁵. 475, 474, 478. — B⁵. 60, 61, 66, 67, 68, 69.

BERGH. W². 212, 250. — X². 281, 287. — Y². 554, 555. — B⁵. 58, 60.

BÉTHUNE. U². 61, 65, 64, 66, 67, 71. — V². 128, 154. — W². 211, 215, 215, 216, 217, 220, 228, 229. — X². 281, 284, 285, 287, 288. — Y². 548, 550, 554, 555. — Z². 407, 410. — A⁵. 472, 475, 474, 477. — B⁵. 59, 61, 62, 65, 67. — C⁵. 92. — D⁵. 165, 169, 172, 175, 174. — E⁵. 227, 228.

BIART. C⁵. 95. — D⁵. 165, 166, 172, 178. — E⁵. 250, 251.

BISCHOFFSHEIM. U². 62, 65, 66, 71, 72. — V². 126, 127, 150. — W². 216, 221. — X². 281, 285, 284, 285, 288, 289. — Y². 552. — A⁵. 478. — B⁵. 58, 65. — D⁵. 169. — E⁵. 224.

BOUNET. U². 62, 65. — V². 127, 129, 152, 154, 155. — W². 209, 229, 250. — X². 282, 285, 286, 289. — Y². 549, 555, 555, 556. — Z². 407, 410, 412, 415. — A⁵. 475, 478. — B⁵. 58. — C⁵. 92. — D⁵. 165, 165, 167, 178, 179, 180. — E⁵. 251, 252.

BOYAVAL. D⁵. 174, 175.

BRACONIER. V². 129. — W². 212, 215, 215, 250. — X². 285. — Z². 408. — A⁵. 475, 478. — B⁵. 58, 59, 60, 61. — D⁵. 172, 180. — E⁵. 250.

BROUWET. Z². 409.

BRUYNEEL. D⁵. 162, 165.

BUS (ALB. DU). U². 57, 63. — V². 127, 128, 150, 151, 154. — W². 209, 215, 220, 227, 229, 250.

BUS (B. DU). U². 71, 72.

C

CANNART D'HAMALE (DE). U². 65, 72. — X². 287, 288. — Y². 551.

CASIER DE HEMPTINNE. U². 58, 59, 62, 65, 66, 68, 69, 71. — V². 125, 124, 125, 128, 151, 152, 154. — W². 209, 210, 211, 215, 217, 224, 226, 227, 228, 229. — X². 281, 282, 285, 288, 289. — Y². 550, 551, 552, 555, 555. — Z². 406, 407, 409, 410, 411, 412, 415, 415. — A⁵. 471, 475, 474, 475, 478. — B⁵. 61, 67, 68. — C⁵. 94. — D⁵. 162, 175, 177, 179, 180. — E⁵. 221, 227.

COGELS-OSY. U². 67, 71. — V². 127, 150, 154, 155. — W². 214, 217, 229, 250. — X². 281, 284, 285, 286, 288. — Y². 549, 550, 551, 552, 555. — Z². 408, 409, 415. — A⁵. 472, 475, 474, 477, 478. — B⁵. 58, 59, 62, 64, 68, 69.

COLLET. D⁵. 168. — E⁵. 225.

CONINCK (DE). D⁵. 165, 165, 170, 172, 175, 176, 179, 180. — E⁵. 222, 223, 227.

CORNESSE. U². *m. j.*, 58, 64, 65.

CROCQ. A⁵. 475, 477, 478. — B⁵. 61, 62, 65,

64, 65, 66, 67. — **C**⁵. 94, 95. — **D**⁵. 165, 171, 175, 174, 175, 177. — **E**⁵. 224, 227, 228, 229.

D

DE LANTSHEERE. **V**². *m. j.*, 150, 151. — **W**². 209, 210, 216, 219, 220, 225, 226, 228. — **X**². 281, 286, 287. — **Y**². 549, 555. — **Z**². 407, 409, 415. — **A**⁵. 472, 476, 477. — **B**⁵. 58, 65, 64, 65.

DELCOUR. **V**². *m. i.*, 125, 127, 150, 152, 153. — **W**². 209, 212, 216, 217, 218, 219, 224, 225, 226. — **X**². 281, 282, 285, 284, 285, 286, 287, 288. — **Y**². 549, 550, 551, 553. — **Z**². 406, 411, 412, 415. — **A**⁵. 475, 474, 477. — **B**⁵. 58, 59, 62, 65, 65, 66.

DELECOURT. **C**⁵. 94. — **D**⁵. 170. — **E**⁵. 226.

DELLAFAILLE. **U**². *v.-p.*, 65, 65, 66, 68, 69, 70. — **V**². *v.-p.*, 124, 127. — **W**². *v.-p.*, 216, 225, 227. — **X**². *v.-p.*

DE VADDER. **U**². 62, 66, 67, 69, 70, 72. — **V**². 150, 155. — **W**². 208, 209, 218. — **X**². 281, 284. — **A**⁵. 472, 475, 474. — **B**⁵. 58, 59, 69. — **C**⁵. 95. — **D**⁵. 165, 169. — **E**⁵. 221, 222, 250.

DEWANDRE. **Y**². 555, 554. — **Z**². 409. — **A**⁵. 474, 477. — **B**⁵. 60, 62, 65, 68. — **C**⁵. 95. — **D**⁵. 162, 177. — **E**⁵. 221, 225, 226, 229, 252.

D'HANIS. **D**⁵. 175, 176, 179.

DOLEZ (F.). **U**². 64, 66. — **V**². 129, 155. — **X**². 287. — **Y**². 554.

DOLEZ (H.). **U**². 59, 62, 64, 65, 66, 68, 69, 70. — **V**². 127, 150, 152, 154. — **W**². 209, 212, 215, 216, 218, 220, 221, 222, 225, 226, 228. — **X**². 280, 281, 284, 285, 286, 288. — **Y**². 548, 551, 553, 554, 555. — **Z**². 407, 409, 415, 414. — **A**⁵. 471, 472, 475, 474, 475, 476, 477, 478. — **B**⁵. 60. — **D**⁵. 175.

E

EVERAERTS. **D**⁵. 165, 167, 178.

F

FLÉCHET. **W**². 215, 217, 227. — **Y**². 555. — **Z**². 410, 411, 415. — **A**⁵. 478. — **B**⁵. 60, 61. — **D**⁵. 167, 168, 179. — **E**⁵. 224.

FORTAMPS. **U**². 61, 62, 65, 64, 66, 67, 70, 71. — **V**². 126, 127, 129, 150, 151, 155, 154, 155. — **W**². 208, 209, 212, 216, 217, 218, 219, 221, 224, 228, 250. — **X**². 280, 281, 285, 284, 285, 287, 288. — **Y**². 548, 549, 550, 551, 552, 553, 555.

FRÈRE-ORBAN. **D**⁵. *m. a.*, 165, 164, 170, 175, 176, 178. — **E**⁵. 225, 226, 228, 250, 252.

G

GRANDGAGNAGE. **U**². 65. — **Z**². 412.

GRAUX. **C**⁵. *m. f.*, 95. — **D**⁵. 165, 167, 169, 172, 175, 174, 175. — **E**⁵. 221, 222, 225, 250, 252.

GUILLAUME. **U**². *m. g.*, 67. **V**². 125, 151, 152.

H

HOUTART-COSSÉE. **U**². 62, 65, 69. — **V**². 125, 127, 129, 150, 151, 152, 155. — **W**². 209, 227, 228, 229, 285, 285, 287.

HUART (D'). **A**⁵. 475. — **B**⁵. 61.

HUBERT. **U**². 61, 62, 66, 68. — **V**². 127, 129, 150. — **W**². 215, 215, 221, 225, 227, 228. — **X**². 281, 285. — **Y**². 549, 550, 551, 554. — **Z**². 407, 409. — **A**⁵. 475, 474. — **B**⁵. 61, 62, 67. — **E**⁵. 225.

J

JACOBS. **U**². *m. f.*, 62, 66, 68, 72.

JANSENS-SMITS. **D**⁵. 175, 176, 179. — **E**⁵. 226, 229, 251.

K

KERVYN DE LETTENHOVE. **U**². *m. i.*, 59, 61, 65, 66, 69, 70, 72.

L

LABBEVILLE (DE). **U**². *s.*, 62, 67, 71, 72. — **V**². *s.*, 128, 129, 151, 155. — **W**². *s.*, 212, 215, 215, 217, 229, 250. — **X**². *s.*, 285, 289. — **Y**². *s.*, 550, 555. — **Z**². *s.* — **A**⁵. *s.*, 475. — **B**⁵. *s.*, 60, 61. — **C**⁵. *s.* — **D**⁵. *s.*, 168, 176, 179. — **E**⁵. *s.*

LAMMENS. **E**⁵. 225, 226.

LAOUREUX. **U**². 69, 71. — **B**⁵. 68.

LEBEAU (C.). **U**². 62. — **V**². 128.

LEIRENS. **Y**². 551, 554. — **Z**². 408, 409, 415. — **A**⁵. 475, 474. — **B**⁵. 60, 61. — **E**⁵. 228.

LEPOIVRE. **E**⁵. 224, 250.

LHONÉUX (DE). **E**⁵. 252.

LIAGRE. **E**⁵. *m. g.*, 227, 250.

LIGNE (DE). **U**². *p.*, 58, 70. — **V**². *p.*, 125, 125. — **W**². *p.*, 215, 229. — **X**². *p.*, 288. — **Y**². *p.* — **Z**². *p.* — **A**⁵. *p.* — **B**⁵. *p.* — **C**⁵. *p.* — **D**⁵. *p.*, 166, 175.

LIMBURG-STIRUM (P. DE). **U**². 65, 67, 71. — **W**². 215, 215, 222. — **Y**². 548. — **Z**². 414, 415. — **B**⁵. 60, 61. — **D**⁵. 167, 170, 176.

LIMBURG-STIRUM (TH. DE). **D**⁵. 167, 177, 179. — **E**⁵. 251.

LOEN D'ENSCHEDÉ (DE). **D**⁵. 165, 172, 174. — **E**⁵. 224, 229, 251.

LOOZ-CORSWAREM (DE). **U**². *s.*, 67, 70. — **V**². *s.*, 151, 152. — **W**². *s.*, 221, 227. — **X**². *s.*, 285. — **Y**². *s.*, 555. — **Z**². *s.* — **A**⁵. *s.* — **B**⁵. *s.*, 60. — **C**⁵. *s.* — **D**⁵. *s.*, 179. — **E**⁵. *s.*, 226, 227.

M

MALOU. **U**². 59, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 72. — **V**². *m. f.*, 126, 127, 129, 150, 151, 155. — **W**². 208, 209, 211, 212, 215, 215, 217, 218, 220, 221, 225, 227, 228. — **X**². 280, 281, 285, 287, 288, 289. — **Y**². 548, 549, 550, 552, 554, 555. — **Z**². 406, 407, 408, 410, 414, 415. — **A**⁵. 472, 475, 476, 477, 478. — **B**⁵. 59, 60, 62, 65, 69.

MAN D'ATTENRODE. **U**². 65. — **X**². 285. — **Y**². 550. — **Z**². 409. — **B**⁵. 61.

MAZEMAN DE COUTHOVE. **U**². 57. — **V**². 152. — **W**². 212, 215, 218, 219, 228, 229. — **X**². 285, 284, 288, 289. — **Y**². 549, 550, 551, 555, 555.

MÉRODE (L. DE). **U**². 57, 72. — **X**². 282, 284. — **Y**². 549, 550, 551. — **Z**². 407, 409, 411.

MÉRODE-WESTERLOO (DE). **U**². 65, 66, 71, 72. — **V**². 129, 150, 152, 154, 155. — **W**². 208, 218,

228, 250. — **X**². 289. — **Y**². 551, 552, 555, 556. — **Z**². 415. — **A**⁵. 475, 474, 477. — **B**⁵. 60, 62, 68, 69. — **D**⁵. 167, 175, 174. — **E**⁵. 251.
MONCHEUR. **V**². 128, 129, 154, 155. — **W**². 212, 215, 214, 215, 218, 220, 229, 250.

N

NAMUR D'ELZÉE (DE). **A**⁵. 474, 477, 478. — **B**⁵. 61.

O

OMALIUS D'HALLOY (D'). 65, 64, 69, 71. — **V**². 127, 150, 152, 154. — **W**². 215, 216, 219, 224, 226. — **X**². 282, 288.

ORBAN DE XIVRY. **U**². 59, 62, 66, 67, 71. — **V**². 127, 128, 129, 152. — **W**². 212, 215, 221, 225, 229. — **X**². 285, 287. — **Y**². 555. — **Z**². 408, 410. — **A**⁵. 475, 475, 476. — **B**⁵. 61, 65, 64, 68. — **D**⁵. 165, 167, 169, 172. — **E**⁵. 222, 225, 225, 227, 250.

OSY (ED.). **B**⁵. 60, 61, 68, 69.

OVERSCHIE DE NEERYSSCHE (D'). **U**². *q.*, 67. — **V**². *q.*, 222. — **X**². *q.*, 285. — **Y**². *q.*, 555. — **Z**². *q.*, 410, 411. — **A**⁵. *q.* — **B**⁵. *q.* — **C**⁵. *q.* — **D**⁵. *q.*

P

PENNART. **D**⁵. 164, 166, 167, 172, 174. — **E**⁵. 224, 227.

PIGEOLET. **D**⁵. 172, 176. — **E**⁵. 227, 228.

PIRET-GOBLET. **Y**². 550, 555. — **Z**². 407, 408, 409. — **A**⁵. 475, 474, 478. — **E**⁵. 58. — **D**⁵. 179. — **E**⁵. 225, 251.

PIRMEZ (S.). **U**². 62, 65, 64, 65, 66, 68, 69, 71, 72. — **V**². 127, 128, 152, 154, 155. — **W**². 210, 215, 216, 218, 220, 214, 225, 228. — **X**². 284, 285.

PITTEURS-HIEGAERTS (DE). **V**². 129.

PYCKE DE PETEGHEM. **D**². 162, 167, 179. — **E**⁵. 221, 225, 250.

R

RENARD. **D**⁵. *m. g.*, 170.

REYNTIENS. **U**². 58, 68, 69, 70. — **V**². 125, 124, 125, 151, 154, 155. — **W**². 208, 210, 211, 212, 215, 216, 218, 221, 222. — **X**². 281, 282, 287. — **Y**². 548, 550, 551, 553, 555, 556. — **Z**². 406, 407, 410, 412, 415. — **A**⁵. 471, 472, 475. — **B**⁵. 61, 62, 65, 64, 66, 67, 68. — **C**⁵. 95.

RIBAUCCOURT (DE). **U**². 61, 62, 65, 66, 70, 71, 72. — **V**². 126, 127, 129, 155, 154, 155. — **W**². 209, 212, 215, 215, 225, 226, 228, 229, 250. — **X**². 281, 284, 287, 288, 289. — **Y**². 550, 554. — **Z**². 414, 415. — **B**⁵. 65, 64.

RIBAUCCOURT (DE) fils. **E**⁵. 224.

ROBIANO (LÉON DE). **U**². 62, 65. — **V**². 129, 151, 152. — **W**². 215, 215, 221, 222, 225. — **X**². 285. — **Y**². 550, 555. — **Z**². 409. — **A**⁵. 476. — **B**⁵. 61.

ROBIANO (LUD. DE). **U**². *s.*, 62, 65, 66, 69, 70, 72. — **V**². *s.*, 125, 126, 127, 151, 152, 155, 154. — **W**². *s.*, 212, 216, 217, 220, 225, 226, 250. — **X**². *s.*, 285, 287.

RODES (TH. DE). **U**². 58, 61, 62, 65, 68, 70, 71, 72. — **V**². 124, 125, 127, 128, 129, 151, 154.

— **W**². 212, 216, 218, 219, 220, 224, 226, 229, 250. — **X**². 281, 282, 285, 284, 287, 288. — **Y**². 549, 552, 555, 554, 556. — **Z**². 407, 409, 410, 414, 415.

ROLIN-JAEQUEMYNS. **C**⁵. *m. i.*, 92, 95. — **D**⁵. 162, 164, 165, 179, 180. — **E**⁵. 221, 225, 227, 228.

S

SACQUELEU. **U**². 65, 70, 71. — **V**². 125, 127, 151. — **W**². 212, 214, 215, 225, 250. — **X**². 282, 285, 285, 287. — **Y**². 555. — **Z**². 409, 410, 411, 415. — **A**⁵. 474. — **B**⁵. 57, 58, 68. — **E**⁵. 226.

SAINTELETTE. **D**⁵. *m. t.* 167, 168, 174, 177, 178, 179, 180. — **E**⁵. 221, 225, 224, 250, 251, 252.

SÉLYS-LONGCHAMPS (DE). **U**². 58, 61, 62, 65, 67, 68, 69, 72. — **V**². 125, 129, 152, 155. — **W**². 209, 211, 212, 215, 216, 217, 224, 225, 227. — **X**². 282, 285, 285, 286, 288, 289. — **Y**². 548, 549, 550, 551, 555, 554. — **Z**². 409, 410, 412, 415, 415. — **A**⁵. 472, 475, 474, 475, 477. — **B**⁵. 59, 60, 61, 66. — **C**⁵. 95. — **D**⁵. 164, 165, 171, 175, 174, 175, 178. — **E**⁵. *v.-p.*, 222, 225, 224, 225, 228, 250.

SOLVYNS. **U**². 58, 61, 62, 66, 69, 70, 71, 72. — **V**². 124, 125, 127, 128, 129, 151, 152, 155. — **W**². 209, 211, 215, 215, 216, 220, 222, 225, 226, 227, 228, 229, 250. — **X**². 281, 282, 284, 286, 287, 288. — **Y**². 550, 554, 555. — **Z**². 407, 409, 410, 412, 414. — **A**⁵. 472, 475, 474, 476, 477. — **B**⁵. 59, 65, 64, 65. — **C**⁵. 95, 95. — **D**⁵. 165, 164, 165, 171, 172, 175, 174, 179. — **E**⁵. 222, 225, 225, 227, 228, 229, 251.

SURMONT DE VOLSBERGHE (DE). **D**⁵. 162, 164, 165, 168, 170, 171, 175, 176, 178, 179. — **E**⁵. 221, 222, 225, 224, 227, 250, 251.

T

TERCELIN-MONJOT. **U**². 65. — **V**². 125, 126, 127, 151. — **W**². 215, 214, 215, 216, 219. — **X**². 280, 285, 288. — **Y**². 550, 552, 553, 555. — **Z**². 407, 408, 410, 415. — **A**⁵. 475, 476, 477. — **B**⁵. 61, 67. — **D**⁵. 169, 172, 175, 177, 178, 179, 180. — **E**⁵. 221, 224, 226, 229, 250, 252.

THEUX (DE). **V**². *m. i.*, 151, 155, 154. — **W**². 220, 221.

THIEBAULD. **W**². *m. g.*, 221, 222, 225, 227, 228. — **X**². 285. — **Y**². 555. — **Z**². 411. — **A**⁵. 476. — **B**⁵. 65, 64.

T'KINT DE ROODENBEKE. **U**². *s.*, 57, 60, 62, 65, 70, 71. — **V**². *s.*, 124, 126, 127, 128, 150, 155. — **W**². *s.*, 208, 209, 210, 215, 228, 229, 250. — **X**². *s.*, 281, 285, 288, 289. — **Y**². *s.*, 547, 549, 550, 551, 554, 555, 556. — **Z**². *s.*, 406, 407, 408, 410, 415. — **A**⁵. *s.*, 472, 475, 474, 478. — **B**⁵. *s.*, 57, 58, 59, 60, 65, 66, 69. — **C**⁵. *s.*, 92. — **D**⁵. *s.*, 162, 165, 166, 179. — **E**⁵. *s.*, 221, 225, 225, 250.

TORNACO (DE). **U**². *v.-p.*, 59, 61, 68. — **V**². *v.-p.*, 125. — **W**². *v.-p.*, 209, 210, 215, 218. — **X**². *v.-p.*, 285, 289. — **Y**. *v.-p.*, 550, 554, 556. — **Z**². *v.-p.* — **A**⁵. *v.-p.*, 474. — **B**⁵. *v.-p.*, 59, 61, 66, 68. — **C**⁵. *v.-p.* — **D**⁵. *v.-p.*, 162, 165. — **E**⁵. *p.*

U

URSEL (D'). **V**². 129. — **W**². 215, 229. — **X**². 289. — **Y**². 551, 555. — **A**⁵. 478.

V

VAN CALOEN. U². 60, 62, 72. — V². 127, 128, 134. — W². 219, 220, 229. — Y². 350, 353. — Z². 412. — A⁵. 472, 478. — B⁵. 68.

VAN CROMBRUGGHE. W². 227, 229, 230. — X². 287, 289. — A⁵. 478. — B⁵. 68. — D⁵. 174.

VAN DELFT. U². 63. — W². 213, 229. — Z². 410, 413.

VAN DEN BERGH-ELSEN. W². 216, 228. — X². 288. — Y². 353, 355.

VAN DE WOESTYNE. U². 57, 70, 71. — V². 131, 135. — W². 212, 220, 222, 230. — X². 281, 288. — Y². 350 — Z². 412, 415. — A⁵. 471, 477.

VAN HUMBEECK. C⁵. *m. inst.*, 94. — D⁵. 164, 172, 174, 175, 176. — E⁵. 227, 228, 229.

VAN OCKERHOUT. Y². 350, 352, 353. — Z². 408, 412, 413, 415. — A⁵. 471, 472, 473, 478. — B⁵. 58, 59, 63, 67, 68, 69. — E⁵. 224, 227, 228, 229, 230, 231.

VAN OVERLOOP. Y². 349, 350, 354. — Z². 406, 408, 410, 413. — A⁵. 473, 476, 477. — B⁵. 59.

VAN SCHOOR. U². *q.*, 63, 67, 70. — V². *q.*, 131, 132, 134. — W². *q.*, 220, 221, 222, 227, 228. — X². *q.*, 284, 285, 286, 287, 288. — Y². *q.*, 351, 353. — Z². *q.*, 411, 412, 413. — A⁵. *q.*, 476. — B⁵. *q.*, 62, 63, 64, 65, 67, 68. — C⁵. *q.*, 93. — D. *q.*, 163, 166, 169, 173, 175, 176. — E⁵. 227.

VAN WILLIGEN. Y². 350. — Z². 406, 409, 413. — B⁵. 61, 68.

VAN VRECKEM. C⁵. 93. — D⁵. 163, 168, 173, 174, 177, 179. — E⁵. 227, 229, 230, 231.

VILAIN XIII. U². 59, 60, 61, 62, 63, 66, 68, 69, 72. — V². 125, 128, 129, 130, 132, 133, 134, 135. — W². 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 223, 226, 227, 228, 229, 230. — X². 280, 281, 284, 286, 287, 288. — Z². 407, 408, 411, 414, 415. — A⁵. 474, 475. — B⁵. 58, 59, 60, 61, 63, 64, 66, 68. — D⁵. 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179. — E⁵. 221, 222, 224, 226, 228, 229, 230, 232.

W

WASSEIGE. U². *m. t.*, 62, 63, 70, 71, 72. — V². 128.

WILLEMS. D⁵. 179, 180. — E⁵. *q.*, 230.

WINCQZ. U². 62, 63. — V². 127, 128, 129. — W². 212, 213, 230. — X². 280, 283. — Y². 350. — Z². 409, 412.

WOELMONT (G. DE). U². 57, 62, 63, 69, 71, 72. — V². 128, 129, 134. — W². 208, 213, 214, 215, 218, 226, 229, 230. — X². 282, 283, 287. — Y². *s.*, 349, 350, 351, 356. — Z². *s.* — A⁵. *s.*, 473. — B⁵. 59, 60, 61, 66. — C⁵. *s.* — D⁵. *s.*, 167, 174, 176, 177. — E⁵. *s.*, 231.

WOELMONT D'HAMBRAINE (DE). U². 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 71, 72. — V². 127, 128, 132, 133, 134. — W². 209, 210, 212, 213, 217, 218, 224, 225, 226, 227, 230.

FIN DU CINQUIÈME ET DERNIER VOLUME.

HISTOIRE
PARLEMENTAIRE
DE LA BELGIQUE

De 1831 à 1880.


~~~~~  
Tous droits réservés.  
~~~~~


HISTOIRE PARLEMENTAIRE

DE LA

BELGIQUE

DE 1831 A 1880

PAR

LOUIS HYMANS,

ANCIEN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE,
MEMBRE HONORAIRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES BEAUX-ARTS D'ANVERS.

DÉDIÉE

à

SA MAJESTÉ LÉOPOLD II, ROI DES BELGES.

TABLE GÉNÉRALE.

BRUXELLES.

BRUYLANT-CHRISTOPHE & C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

RUE BLAES, 33.

—
1880

HISTOIRE PARLEMENTAIRE

DE LA

BELGIQUE DE 1831 A 1880.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

PRÉFACE.

En terminant l'analyse des travaux des Chambres belges pendant les cinquante années qui se sont écoulées de 1831 à 1880, je tiens à m'acquitter d'un devoir de reconnaissance et à payer un tribut de gratitude à tous ceux qui m'ont aidé à mener à bonne fin cette laborieuse et difficile entreprise :

Au Roi, qui m'a accordé son auguste et bienveillant patronage;

A M. Jules Van Praet, qui me l'a fait obtenir;

A M. Frère-Orban, qui m'a donné l'idée première de cet utile travail.

A la Chambre des représentants qui, sur la proposition de ses questeurs, MM. Lefebvre et le baron de Zerezo de Tejada, a, dès le début, souscrit à ce livre;

Au Sénat qui, sur la proposition de MM. Van Schoor et Bischoffsheim, appuyée par M. le baron d'Anethan, a fait de même;

A M. Jules Malou, qui m'a donné de précieux conseils;

A M. Édouard Pecher, qui a recommandé publiquement mon œuvre à tous les patriotes belges;

A M. Charles Faider, procureur général près la cour de cassation, qui en a fait plusieurs fois mention, dans les termes les plus flatteurs, en des audiences solennelles de la cour suprême ;

A M. Ed. Lacomblé, bourgmestre d'Etterbeek, qui m'a rendu un inappréciable service en me donnant sa collection des *Annales parlementaires* ;

A tous mes confrères de la presse, qui ont bien voulu signaler ma publication depuis qu'elle a vu le jour ;

A M. Arthur d'Hoffschmidt, qui m'a aidé à rectifier de nombreuses erreurs du *Moniteur* ;

A M. Eugène Somerhausen, l'un des directeur de la *Revue communale*, qui a fait ressortir l'utilité de ce livre pour les administrations communales ;

A M. Ch. Warnant, greffier du Sénat ;

A M. L. Van Stalle, bibliothécaire, et à M. De Koninck, bibliothécaire adjoint de la Chambre des représentants, qui se sont mis à ma disposition, avec une inépuisable obligeance, pour combler les lacunes de ma collection ;

A M. Mackintosh, le correcteur érudit et consciencieux, dont les observations m'ont été une puissante garantie d'exactitude ;

A mon excellent éditeur M. Bruylant-Christophe, qui m'a aidé à surmonter bien des difficultés matérielles au cours de ce laborieux travail ;

A M. Ledoux, le prote, et aux compositeurs-typographes qui ont eu à déchiffrer, pendant deux ans et demi, ma détestable écriture ;

Au public enfin, qui a fait à cet ouvrage un si indulgent accueil.

Il eût été difficile, avec de tels appuis, de ne pas atteindre le but que j'avais en vue et qui était de procurer à tous ceux qui s'occupent des affaires publiques un *vade-mecum* aussi succinct que possible, mettant en lumière tous les incidents de notre histoire politique pendant ce demi-siècle dont la Belgique s'apprête à fêter à la fois l'aurore et le couronnement.

LOUIS HYMANS.

Ixelles, juin 1880.

NOTE EXPLICATIVE.

Je me suis conformé strictement, sauf de très légères variantes indiquées par l'expérience, au plan que je m'étais tracé au début de ce travail.

Les matières y sont classées par rubriques.

Chaque session est suivie d'une table spéciale indiquant la date des discussions ; chaque volume est accompagné d'une table générale comprenant une période de dix ans.

La Chambre des représentants et le Sénat ont, chacun à part, leur table analytique des matières et leur table alphabétique des orateurs.

Les tables générales forment la synthèse de ces tables partielles.

Pour chacun des objets qui ont donné lieu à une discussion, elles renvoient le lecteur au volume et à la page où se trouve l'indication de la date, en même temps que le sommaire du débat.

Pour le plus grand nombre, ce sommaire sera suffisant.

Aux hommes d'étude, l'indication de la date fournit le moyen de se renseigner immédiatement par le *Moniteur*, les *Annales parlementaires* ou les journaux.

Ceux qui voudront savoir ce que tel orateur déterminé a dit dans un débat quelconque n'auront qu'à prendre, dans la table analytique des matières, l'indication de l'objet sur lequel ils veulent avoir son opinion. Connaissant la page où le sujet est traité, ils consulteront la table alphabétique des orateurs du volume et constateront sur-le-champ si le nom de l'orateur est porté à cette page. Grâce à la concordance des chiffres, les recherches sont ainsi rendues très faciles et très rapides.

Chaque session est indiquée par une lettre de l'alphabet.

Le tableau ci-contre permettra de reconnaître instantanément la session dans laquelle la recherche doit être faite.

RECTIFICATIONS. Vol. I. 154, 299, 755.

ERRATA. Vol. I. 550, 776. — II. 906. — III. 591. — IV. 625. — V. 2^e partie, 236.

1^{er} volume.
(1831-1840.)

A. Session 1831-1832.
B. » 1832-1833.
C. » 1833.
D. » 1833-1834.
E. » 1834-1835.
F. » 1835-1836.
G. » 1836-1837.
H. » 1837-1838.
I. » 1838-1839.
J. » 1839-1840.

3^{me} volume.
(1850-1860.)

W. Session 1850-1851.
X. » 1851-1852.
Y. » 1852-1853.
Z. » 1853-1854.
A². » 1854-1855.
B². » 1855-1856.
C². » 1856-1857.
D². » 1857-1858.
E². » 1858-1859.
F². » 1859.
G². » 1859-1860.

2^{me} volume.
(1840-1850.)

K. Session 1840-1841.
L. » 1841-1842.
M. » 1842-1843.
N. » 1843-1844.
O. » 1844-1845.
P. » 1845.
Q. » 1845-1846.
R. » 1846-1847.
S. » 1847-1848.
T. » 1848.
U. » 1848-1849.
V. » 1849-1850.

4^{me} volume.
(1860-1870.)

H². Session 1860-1861.
I². » 1861-1862.
J². » 1862-1863.
K². » 1863-1864.
L². » 1864.
M². » 1864-1865.
N². » 1865-1866.
O². » 1866-1867.
P². » 1867.
Q². » 1867-1868.
R². » 1868-1869.
S². » 1869-1870.
T². » 1870.

5^{me} volume.
(1870-1880.)

U². Session 1870-1871.
V². » 1871-1872.
W². » 1872-1873.
X². » 1873-1874.
Y². » 1874-1875.
Z². » 1875-1876.
A³. » 1876-1877.
B³. » 1877-1878.
C³. » 1878.
D³. » 1878-1879.
E³. » 1879-1880.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

1831-1880.

A

ABATAGE (Droit d'), V, 2^e partie, 131.

ACADÉMIE D'ANVERS. II. Subside, 123, 657. — V. Agrandissement des locaux, 107.

ACADÉMIE DE MÉDECINE. II. Subside, 183. Rejet d'un cr., 453, 526. — III. Indemnité du président, 222, 283, 319.

ACADÉMIE MILITAIRE. V, 52. Locaux, 96. Installation. r. de M. Nothomb, 100, 101. Suppression du poste de gouverneur, 175, 176. Etat sanitaire, 323.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE. I. Demande de réorganisation, 22. Pr. de M. Dumortier, 137. Cr. 208. r. de M. Ernst, ajournement, 233. Débat personnel entre MM. Dumortier et d'Hoffschmidt, 417. Cr. de 25.000 fr., 430. Local, 529. — II. Installation au Musée, 185. Arrêté de réorganisation, 464. Rejet d'une augmentation de subside, 536. — V. Dotation, 262, 532.

ACADÉMIES DES BEAUX-ARTS. II. Namur, Louvain, 464.

ACCISES. V. Autorisation de mariage pour les employés, 50. Chimiste-aviseur, 80. Traitements, 144, 239.

ACCUSATION (Mise en). Voir MINISTRES.

ACTA SANCTORUM. I, 529. — II, 273, 464, 553, 656, 657. — III, 399, 556. — IV, 202, 279. Suppression du subside, 523.

ACTES sous seing privé. III. Mesures relatives au timbre, à l'enregistrement, etc., 28. — V. Vérification, 2^e partie, 191.

ADMINISTRATION CENTRALE. II. M. Mercier, m. f., annonce un arrêté organique pour tous les départements ministériels. Finances; affaires étrangères, rejet d'une allocation pour le secrétaire du m., 432. Intérieur, 434. Finances, 524. Justice, 617. Travaux publics, 663. Finances, 727. — III. Lenteurs administratives, 127. Abus de la bureaucratie, 197, 263. Département des finances, réformes réalisées par MM. Mercier et Frère-Orban, 423. — IV. Décentralisation, 81, 143, 231. Réduction du nombre des employés, 454. Département de l'intérieur, personnel, 203. Attributions, 387, 388. — V. Admission de candidats

diplômés au ministère des travaux publics, 201. Eméritat pour les fonctionnaires, 2^e partie, 48. Traitement de ceux du ministère de la justice, 189.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. II. Flandre orientale. Luxembourg, 433. Bureaux de statistique dans les gouvernements provinciaux, 615. Promesse d'un remaniement, 731, 733. — III. Note de M. Veydt au sujet de leur organisation, 11, 12. Traitement des employés, 197. Rejet d'un cr. pour paiement d'une somme aux entrepreneurs de l'hôtel provincial d'Arlon, 227. Position des employés, 266. Cr. extraordinaire de 32.000 fr., 317. Projets de réorganisation, 373, 376. Dépenses pour le matériel de l'administration provinciale d'Anvers, en 1857, 1858 et 1859. r. de M. Vander Donckt, 568. — IV. Traitements, 143. — V, 11, 143, 146, 196, 241, 307. 2^e partie, 190.

ADRESSE en réponse au discours du trône. Absence d'un rapporteur. II, 242.

AFFINAGE. II. Cr. à cet effet. r. de M. Zoude, 463. — Pr. de loi. r. de M. de Man d'Attenrode. Pét. des habitants de la place de la Monnaie, 874. — III. Insalubrité de l'atelier de la Monnaie, 198, 277, 319. Traitement d'un chimiste, 337, 348. Déplacement de l'atelier, 526.

AGRICULTURE. I. Encouragements. Ferme modèle; mûrier, vigne, 149. Conseil supérieur, 207. Pr. de M. Fallon d'exempter les transports de la taxe des barrières, 232. — II. Résultats des encouragements qu'on lui donne, 183, 333. Enseignement agricole, 433. Nomination d'un rédacteur du *Journal de Bruxelles* à la direction de l'agriculture, 526. r. Pr. de loi sur l'enseignement agricole, 553. Mémoire sur la création d'un institut agricole et vétérinaire, 554. Nécessité de l'enseignement agricole. Mesures indispensables à l'agriculture. Débat sur l'intervention de l'Etat, 613, 616. Distribution de chaux, irrigations dans le Luxembourg, 731. Intervention de l'Etat dans l'agriculture, idées de M. Coomans, commissions provinciales d'agriculture, enseignement professionnel, 732. Pr. de M. Sinave tendant à établir un impôt en vue de favoriser la culture à la bêche et l'importation du guano, 747, 748. Demande d'organisation du crédit agricole, 813. — III. Si-

tuation des écoles. Débats à leur sujet, nécessité d'une loi organique, 8, 11, 12, 127. Pr. de loi de M. Piercot, 194, 196. *r.* de M. Tesch, 261. Disc., 262, 265. Ajournement, 265. Ecoles de Thourout, Rollé, Haine-Saint-Pierre, Gendbrugge et Vilvorde, 375. Transport des betteraves sur les routes de l'Etat. Enseignement agricole, institut de Gembloux. *r.* de M. Jaquemyns, 540. — **IV.** Intervention de l'Etat, 504. — **V.** *r.* triennal, 1867-1869, 9. Stations expérimentales, 78, 85. Exposition agricole à Liège, 144. *Id.* de la société de Brabant-Hainaut. *r.* triennal, 258, 425. Enseignement, 2^e partie, 111, 155. Remèdes contre la crise, statistique des électeurs agricoles. *r.* triennal, 188.

ALIÉNÉS. I. M. Pollenus demande une loi, 198. Indigents, création d'un hospice à Bruxelles, 308. — **II.** Colonie de Gheel, hospice de Basel, 245. Demande de révision de la loi, 552. Annonce d'un pr. de loi, 559. Renseignements, 527. Pr. de loi de M. d'Anethan, 554. Débat sur le régime des aliénés et les obligations des communes, 726. Pr. de loi de M. de Haussy, 765. *r.* de M. Van Hoorebeke, 872, 873. — **III.** Situation des établissements, 157, 282, 526. — **IV.** 210, 344. — **V.** 84. Scandale à l'établissement d'Evere, 105, 106. Frais de l'établissement de Mons, 147. *r.* sur la situation des établissements: modifications à la loi de 1850, 188. *r.* de M. Vleminckx, 189, 258, 260. Traitement des individus déclarés irresponsables, 2^e partie, 109. Débats au sujet de l'établissement de Froidmont, 142, 143.

ALLEMAGNE. V. Relations avec ce pays pendant la guerre; attitude de la presse, 6. Traité pour la reprise du Guillaume-Luxembourg, 140. Attitude de la presse ultramontaine, 238. Incident Duchesne, 299. Convention pour les marques de fabrique. (*Voir TRAITÉS.*)

ALLEMANDE (Langue). I. Suppression de la traduction allemande du *Bulletin officiel*, 710.

ALLUMETTES PHOSPHORIQUES. III. Droits d'entrée, 25. — **V.** Entrée en France, 316.

ALMA, yacht anglais. III. Indemnité aux propriétaires, 484.

ALTMAYER, professeur. III. Incident relatif à sa position à l'athénée de Bruxelles, 257.

AMBULANCES. II. Cr. de 10,000 fr. pour les anciens employés, 106, 211.

AMENDEMENT (Droit d'). IV, 58. — **V.** Droit des ministres d'en présenter quand ils ne sont pas membres de la chambre, 275.

AMENDES. IV. En matière de cassation. Pr. de MM. Dupont et Lelièvre, 279, 344. — **V.** Prescription en matière fiscale et disciplinaire. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 41. *r.* de M. Drubbel, 189.

AMNISTIE. I. Pour délits politiques, 734. — **III,** 94, 150. — **IV.** Pour les déserteurs et les réfractaires, 545. — **V.** Pour les déserteurs, 2^e partie, 189.

ANET, pasteur protestant. V. Son arrestation illégale à Anthée, 459.

ANGLETERRE. I. Avènement du duc de Wellington, 305. Droits de fanal et de pavillon, 385. — **II.** Convention postale, 366. — **III.** Traité de commerce, 91-94. Convention de pêche, 94. Convention littéraire, 260. Paroles offensantes pour la Belgique, prononcées au parlement, 261. — **IV.**

Griefs des cotonniers de Gand, 74. Traité de commerce; question cotonnière, 76, 77, 93. Droit d'aubaine, 144.

ANHALT. IV. Convention littéraire. (*Voir TRAITÉS.*)

ANIMAUX DOMESTIQUES. III. Police sanitaire. Pr. de loi de M. Piercot, 196. *r.* de M. Lelièvre, 261. Rejet, 262. — **IV.** Vices rédhibitoires, 8. Protection, 170. — **V.** Amélioration des races, 2^e partie, 9. Police sanitaire. Pr. de M. Delcour, 41.

ANKERKUYL. IV. (*Voir ESCAUT.*)

ANNALES PARLEMENTAIRES. II. Création de ce recueil, 557, 558. Parenthèses intercalées dans les discours des orateurs, 558. Règlement pour la publication, 568. Abonnement spécial au recueil, détaché du *Moniteur*, 657, 875. — **III.** Prix d'abonnement, 46. Tables, 347. — **IV.** Tables décennales. Envoi aux communes, 79. Réimpression d'un discours de M. Dumortier, à cause de l'intercalation après coup d'une phrase injurieuse, 111. Abonnement, publication séparée des documents, 169. Table décennale, 210. Frais d'impression, 425. — **V.** Traduction flamande. Pr. de M. Bara, 108, 194. Envoi aux administrations communales, 2^e partie, 35.

ANNUAIRE du département des travaux publics, **V,** 150.

ANNUITÉS (Caisse d') dues par l'Etat. V, 9, 10. Autorisation de viser certains titres, 166, 167. *Visa* anticipatif (affaire de la Banque de Belgique), 371.

ANTAGONIST, navire anglais coulé par le Rubis ; indemnité, **IV,** 526.

ANVERS. I. Evacuation de la citadelle, 11. Demande de neutralisation de la ville dans l'éventualité d'un bombardement, 82. Protestation d'Anversoises contre un discours de M. Osy, 106. Troubles provoqués par les orangistes, 158. Culte protestant, 149. Indemnités pour dégâts causés pendant le siège, 155. Pét. relatives à cet objet, 160, 161. Local des douanes, 203. Pét. relative à l'entrepôt, 256. Pét. des pêcheurs, 341. Subside à l'Académie. Pr. de M. Legrelle. Ecole de musique, 450. Les Anversoises accusés de vouloir favoriser l'établissement, par la Hollande, d'un péage sur le canal de Terneuzen, 708. — **III.** Camp retranché, travaux de la Tête de Flandre. (*Voir FORTIFICATIONS.*) Indemnités pour pertes essuyées à l'époque du siège de la citadelle d'Anvers, rejet, 212. Débat sur la prétendue décadence du port, 499. Grande enceinte, intervention financière de la ville. *r.* de M. Orts, 522-526. — **IV.** (*Voir FORTIFICATIONS. SERVITUDES MILITAIRES. ENTREPÔTS.*) Question des 10 millions dus par la ville à l'Etat. *Id.* des citadelles; attitude de la députation anversoise, 198-200, 208. Cr. supplément. de 5,575,000 fr., 238. Décadence du port, 250. Débat sur les fortifications. Procès-verbaux de la *c.* de 1859, 269, 270, 272. Servitudes militaires et esplanade de la citadelle du Nord, 285. Correspondance relative à la nouvelle station, 394. Déplacement du cimetière de Borgerhout, 415. Quai du Rhin, 425. Explications au sujet de la vente des terrains de la citadelle du Sud, 461, 480. Débat sur les projets de fortification de la rive gauche, 476, 477. Station, 480. Travaux de la rive gauche, 522. Cr. de 1,500,000 fr., 523. Cession de la citadelle du Sud au Dr Strousberg, 567. *r.* de M. de Brouckere,

568, 569. Cr. de 2,240,000 fr., 613, 614. — **V.** Travaux maritimes. Construction des quais, 47, 48. Démolition des fronts intérieurs de la citadelle du Nord, 49. Desordres à l'occasion de la présence du comte de Chambord, 77. Echange d'immeubles, 93, 96. Citadelle du Nord, 97, 98. Nombre des échevins porte à cinq, 163. Champ des manœuvres, 172, 176, 180. Augmentation du nombre des échevins, 247. Echange d'immeubles, 249. Installations maritimes. Société immobilière, pr. de M. Malou, r. de M. De Decker, 270-274. Reconstruction du musée, 332. Installations maritimes, 337, 338. Vente des terrains de la citadelle du Nord, 372. Travaux maritimes, 400, 401, 464, 2^e partie, 4. Citadelle du Nord, 5. Expertise, 28. Conservation du *Steen*, outillage du port, dépense totale, 48. Abus imputés à l'administration communale dans les élections, 111. Travaux maritimes, 149. Pont sur l'Escaut, citadelle du Nord, 150. *Steen*, 151, 152. Taxes communales, 151, 152. Frais de port, 152. Vente de la citadelle du Nord, 156. Demande de réduction des droits de pilotage et de fanal en compensation des avantages faits à Terneuzen, 187. Cession de la citadelle du Nord, 201. Installations maritimes, 213, 214. Mode d'expropriation des terrains, canaux extérieurs, bassin de batelage, 214.

ARBITRAGE INTERNATIONAL. **V.** Pr. de MM. Couvreur et Thonissen, 293.

ARCHITECTES. **V.** Honoraires, 201.

ARCHIVES. **I.** Discussion au sujet de l'archiviste général; transfert des archives à la Porte de Hal, 146. Construction d'un local; propriété de la Porte de Hal, 208, 310. Histoire des anciens états généraux; transfert à la Porte de Hal 609. — **II.** Travail du Dr Coremans sur la secrétairerie allemande, 13. Classement et répartition entre les provinces, 276. Travaux de M. Gachard en Espagne, 339. Déplacement, 356. Traitement des archivistes en province, 734. — **IV.** Restitution des archives de Vienne, 107. Etat des archives communales, traitement des archivistes provinciaux, 168, 344, 422. — **V.** Local, 42. *Id.* pour les archives de Gand, 43, 107, 117, 192. Achat d'un local à Gand, 262. Pour celles du royaume; disparition de pièces à Alost, 332. Local, 396. Traitement des archivistes provinciaux, 460. Achat des bâtiments du Jardin zoologique, 464, 2^e partie, 10. Renvoi de M. de Potter, sous-archiviste à Gand, 111, 112. Demande de restitution des archives belges qui se trouvent à Paris, 210.

ARDOISES. **I.** Pét. relative à la libre entrée, 238. Tarif, 503. — **II.** Demande d'un droit d'entrée, 253. Transit par le bureau de Fumay, 430. Déplorable situation de l'industrie ardoisière, 720, 813. — **IV.** Assimilation des ardoisières aux mines, 580. — **V.** Concessibilité, 108, 263.

ARGENT. **II.** Adoption de l'étalon d'argent en Hollande, 727. — **V.** Suspension du monnayage, 263, 264, 334, 397, 461. Convention de Paris, 2^e partie, 144.

ARGENTINE (République). **III.** Traité de commerce. Voir **TRAITÉS.** — **V.** Pr. de colonisation de M. d'Hane-Steenhuysse, 2^e partie, 152.

ARLON. **IV.** Echange de terrains entre la ville et l'Etat, 409. — **V.** Institut archéologique, 425.

ARMÉE. **I.** Désorganisation, 9. Contingent, 15. Réserve; appel des classes de milice de 1826 et

1827, 15. Equipement de la réserve, 14. Contingent de 100,000 hommes. r. de M. Gendebien; cr. prov. de 18 millions. Dépenses de l'armée sur pied de guerre, 91, 92. Débat sur le rôle et l'efficacité de l'armée, 92, 93. Masse d'habillement; accusation de vol. Effectif, 94. Arriérés de solde pour 1840 et 1831. Ophthalmie, 153. M. Desmairies réclame une loi d'organisation. Adjudication des vivres; frais de représentation des officiers généraux, 250. Cr. extraordinaire, 251. Nomination de généraux; pantalon garance; contingent; comptabilité de l'armée, 331. Remonte de la cavalerie; mortalité des chevaux, 332. Comptabilité des corps de l'armée, 347. Contingent de 110,000 hommes. r. de M. de Puydt. Réserve, 406. Emploi des soldats aux travaux publics, 408. Remonte, 409. Recouvrement des avances faites pour la masse d'habillement, 446. Délits militaires; port des armes hors du temps de service; devoirs religieux, 489. Historique de l'organisation militaire par M. Goblet; augmentation des crédits; débat, 509-516. Devoirs religieux, 510. Recrutement des sous-officiers, 511, 513. Etat-major; infanterie, cavalerie, remonte, 512, 513. Frais de représentation des généraux, 513, 589. Promotions, 589. Remonte, artillerie, génie, réserve, 590, 591. Esprit patriotique de l'armée, 671. Contingent. r. de M. Brabant, 724. Travail du dimanche, 728. — **II.** Nécessité d'une forte armée pour défendre la neutralité, 7. Débat sur le contingent de 1851, 22, 23. Débat sur l'organisation militaire, 104, 105. Echec du gouvernement; retraite du général De Liem, 204, 206. Cr. global; question de constitutionnalité, 457, 458. Réduction; question financière, 550, 551. Programme du ministère Rogier, 607-610. Demandes d'économies; idées de M. Eenens sur l'emploi des troupes au défrichement des terrains incultes; nécessité d'une forte armée, 640-643. Demande d'un cr. suppl. de 9 millions. r. de M. Malou, 643. Opposition et démission de M. Castiau, 643, 644. Débat sur l'organisation militaire, 703-709. Nouveau débat, demande de réduction du B. à 25 millions; demande du rétablissement d'une garnison de cavalerie à Bruges; accident arrivé au magasin à poudre de la citadelle de Gand; supplément de traitement des sous-officiers employés au département de la guerre; concurrence de la manufacture d'armes de Liège à l'industrie privée; interpellation au sujet de la nomination d'un lieutenant général, 745, 746. Pr. de M. de Garcia de réduire le contingent, 203. Annonce d'un pr. de loi sur le système disciplinaire de l'armée, 242. Organisation militaire, 265-267. r. de M. de Chimay, 348. Disc., 349-352. Demande de réduction du contingent, 640. Accidents arrivés à la suite d'une revue à Cortenberg; Interpellation au sujet du bruit de l'envoi d'un corps d'armée de 50,000 hommes sur le Rhin, 746. Demande d'une réorganisation radicale de l'armée; débat sur le contingent de 1850, 841. Adjudication de grains étrangers pour l'armée, 841, 843; pr. de réduire le B. à 25 millions; promesse d'un r. par le général Chazal, 841-847. — **III.** Critique du système de recrutement; obéissance passive, 28. Débat sur l'organisation militaire, 28-34. B. de 1851; retraite du général Brialmont; institution d'une c., 28-34. Pr. de M. Jacques, 34. Effectif de paix, 101.

Débat sur l'organisation, 101, 102. Cr. de 2,092,000 fr. pour la solde des troupes, 149. Nouvelle organisation militaire; pr. du général Anoul, 150-153. Cr. pour fourrages, par suite du renchérissement des denrées alimentaires, 209. Accident survenu par suite des chaleurs pendant le retour des troupes du camp de Beverloo, 209, 210. Comptabilité de la *masse*, 266. Coût de l'habillement, 275. Administration soumise à la comptabilité de l'Etat, 337. Disc. sur la défense nationale; quest. du général Goblet, 337 et suiv. Cr. de 3,648,618 fr. pour pain et fourrages, 338, 339. *r.* de la cour des comptes à ce sujet, 389. *Masse noire*, disc., 390, 391. Demande de garnison pour Philippeville et Bouillon; demande de réduction du *B.* de la guerre, 433. — **IV.** Demande et promesse d'un rapport sur l'organisation militaire; débat sur les armées permanentes, 268, 269, 270. Retard dans la communication du rapport, 337. Demande d'enquête parlementaire, 337-340. Cours dans les régiments, 338. Retard dans la présentation du rapport, 411. Institution d'une *c.* mixte pour étudier l'organisation militaire, 412. Disc. au sujet de la défense nationale, 412-415. Pr. d'organisation, contingent, durée du service militaire, 460-468. Armées permanentes, système suisse, conscription, 464-466. Contingent, 466, 467. Durée du service, 468. Incorporation des miliciens, durée du service, 521. Transport des bagages des troupes, 561. Devoirs religieux des soldats, revue et bivac des fêtes de septembre, 571. Son patriotisme dans la guerre de 1870, 610. Mise sur pied de guerre, 612-615. — **V.** Services rendus en 1870; opinion de M. Cornesse; du général Guillaume, 30. Mode de recrutement, système suisse, 30, 31. Promesse d'un *r.* sur l'organisation et la mobilisation, 31. Demande de réduction de l'effectif; question de confiance, 31, 32. Question du recrutement; remplacement; service personnel, 96-101. Travaux de la *c.* militaire; démission du général Guillaume; fixation du contingent; service personnel; remplacement; désaveu de la *Belgique militaire*, 172-174, 176-180. Période des manœuvres; modification à divers services, 181. Changement de la loi de milice, 192-194. Observations sur les réformes introduites, 237. Charges de remplacement, 250, 251, 252. Citadelle du Nord, 251, 252. Service obligatoire, 253. Recrutement; remplacement, 322, 323. Désaveu de la *Belgique militaire*, 324. Aggravation des charges de remplacement, 332, 374. Critique du prix, 434. Intervention de la troupe dans les grèves, 434. Efficacité de l'armée, 2^e partie, 5, 27. Matériel, 25. Organisation, 27. Discipline, 28. *Belgique militaire*; propos tenus par un officier, 45. Politique militaire du cabinet libéral; réserve nationale, 103. Augmentation du contingent; déchets, 123, 124, 125. Remplacement par l'Etat; position des sous-officiers, 126. Réserve nationale; suppression de l'obligation de verser 200 fr. comme condition du remplacement par l'Etat, 201. Volontariat; critique de l'augmentation du contingent, 201.

ARMES. I. Défense d'exportation, 29, 30. Déclaration à faire par les détenteurs, 32. Modèle de fusil et de canon de sieur Montigny, 340. Port des armes hors du temps de service; manufacture à Liege; pr. de loi, 591. Pét. du sieur Malherbe. — **II.** Annonce d'un pr. de loi interdisant le

trafic, 531. Droit d'entrée sur les armes détachées, 450. Ventes d'effets militaires; *r.* de M. Henot, 463. — **III.** Droits de douane, 140, 141. — **IV.** Port des armes hors du temps de service, 160, 521, 522, 570. — **V.** Quantités vendues à vil prix, 376. Interdiction de les porter, 396.

ARMES SPÉCIALES. III. Mode d'avancement, 150, 154.

ARRESTATION ARBITRAIRE. I. 43. Affaire du sieur Van der Schrick, d'Anvers, 101, 102. Les sieurs Itsckoski et Haro Arinckx, 336. Le chanoine de Judicibus, 340, 341. Le sieur Malafosse, 602, 603. — **II.** A Moorseele, 359. De Miss Jones, à Anvers, 530. M^{me} Marcx et M. Gigot, 656. — **V.** M. Anet, pasteur protestant, 459.

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES. II. Mise à l'ordre du jour d'une pr. faite en 1854, de créer un 4^e arrondissement judiciaire dans la Flandre orientale, 367.

ART DE GUÉRIR. II. Pr. soumis à l'Académie de médecine, 211, 247. — **III.** Interprétation de l'article 18 de la loi du 12 mars 1818. *r.* de M. Lelièvre. (Distribution gratuite d'un onguent pour les yeux par M. Kervyn, propriétaire à Gand), 157. Annonce d'un pr. de loi, 285, 319, 494. — **IV.** Exercice dans les communes de la frontière hollandaise, 316.

ART DRAMATIQUE. II. Encouragements, 122. — **IV.** 168, 525. — **V.** 42.

ARTILLERIE. I. Matériel, 95. — **III.** 34. Cr. de 1,736,000 fr., 210. Cr. de 2,435,000 fr., 274, 275. Cr. de 2,359,760 fr., 338, 339. Cr. de 1,600,000 fr., 390, 391. Cr. de 9 millions, 487, 488. — **IV.** Transformation, 18. Cr. de 15,561,170 fr. Canons Wahrendorff, 18-23, 160. Solde des sous-officiers, *ibid.* Incident relatif à des maréchaux de logis qui ont fait une démarche chez M. Mouton, 161, 208. Expériences faites avec les nouveaux canons, 270, 337, 338, 520, 521. — **V.** Cr. de 1,220,000 fr., 30, 2^e partie, complément, 25. Effectif, 27.

ARTS. I. Encouragements. Pr. de M. H. de Brouckere, 149, 207, 310. Pr. de M. H. Vilain XIII. Ecole de gravure, 430. Observations de MM. Liedts et Verhaegen. Médailles, 606, 607. — **II.** Le *Compromis des Nobles*, par De Biefve; encouragements; commandes, 123, 269. Médailles d'or, 275. — **III.** Dépenses irrégulièrement faites, 127. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 131. Pr. de porter à 200,000 fr. l'allocation du *B.*, 158. *Musée populaire*, atelier de Wiertz, commandes, édition illustrée de la Constitution, 222. Rejet d'un cr., 399. — **IV.** Pét. relative à l'admission des tableaux à l'exposition de Londres, 107. Copies des tableaux d'artistes vivants au Musée, 210. Cr. de 100,000 fr. pour l'acquisition de tableaux, 280. Encouragements, 422. Réunion des arts à l'agriculture dans une direction unique, 475. — **V.** Acquisition, échanges, 42, 192.

ARTS INDUSTRIELS (Enseignement des) IV. 104, 107, 279. — **V.** 460, 461.

ASSAINISSEMENT. III. Prolongement de la rue Marie-Thérèse, à Saint-Josse-ten-Noode, 567. — **IV.** Quartiers insalubres; abus de l'expropriation; pét. du général Eenens, 78. Butte de l'ancienne porte de Namur à Bruxelles, 144. Senne, 215. Demande d'une nouvelle loi, 343. Senne, 351, 352. Littoral, Mons, polders, 424, 425.

ASSEMBLÉES NATIONALES (Publication d'une histoire des anciennes). **IV.** Arrêté du 27 septembre 1860, 29.

ASSURANCE des bâtiments de l'Etat. **III.** 52.

ASSURANCES PAR L'ETAT. **II.** 214, 215, 371, 372, 615, 666. — **III.** 166, 167, 290.

ATELIERS D'APPRENTISSAGE. **III.** *r.* de M. Piercot, *m. i.*, 216. Debat, 277, 318, 376, 424. *r.* de M. Rogier, 459. — **IV.** Enquête, 21.

ATTENTATS AUX MŒURS. **II.** 465.

AUDITEUR GÉNÉRAL. **II.** Sa position près de la société de remplacement, 552, 553, 753.

AUDITEURS MILITAIRES. **I.** Pr. de loi de M. Lebeau. *r.* de M. de Behr, 255. Disc. et vote, 255, 254. Traitements. Pr. de loi de M. Ernst, 536. Pr. de M. Zoude, 429. — **II.** 528, 529. **III.** 425, 425, 542. — **I**, 167, 168. — **V.** Ajoint nommé à Anvers, 595.

AUGUSTINS (Temple des). **I.** Propriété, 388. — **III.** Cr. pour restauration, 158. **V.** Démolition, 45, 107. Installation provisoire du service des postes, 517.

AUTRICHE. **III, IV, V.** (Voir TRAITÉS.)

AVEUGLES. **I.** Pr. de M. A. Rodenbach, 144. Instruction des aveugles, 507, 555. Asiles à créer dans le Limbourg. — **II.** 208. — **III.** Achat d'un livre de M. Rodenbach sur l'instruction à leur donner, 221. — **IV.** Entretien des indigents, 390.

AVOCATS. **I.** Près la cour de cassation, 54. Pr. de M. C. Rodenbach de faire payer une patente par les avocats, 96. Pr. de M. H. de Brouckere relative aux avocats près la cour de cassation, 98. Pét. contre le droit de patente, 102. Avocats du fisc, 151. Droit de plaider devant la cour de cassation. Pr. de M. H. de Brouckere. *r.* de M. Schaetzen, 154. Discussion, 155. Avocats des domaines, 512. — **III.** Honoraires de ceux du département des travaux publics, 227, 229, 402. — **IV.** Patente, 469. — **V.** 526, 540, 576, 455. Liberté de la profession, 390. Honoraires de ceux du département des travaux publics, 2^e partie, 214.

AVOUÉS. **I.** Ceux de Liège demandent l'augmentation du tarif des dépens, 122, 185. — **III.** Leur nombre par arrondissement, 199. — **V.** Suppression, 81, 304, 428, 119.

B

BALANCES ROMAINES. **III.** Emploi par les meuniers, 376, 400.

BALTHAZAR, garde champêtre à Stavelot. **V.** Incident à son sujet, 10.

BANNISSEMENT. **IV**, 89, 472.

BANQUE DE BELGIQUE. **I.** Approbation des statuts, 511. Opposée à la Société Générale pour les fonctions de caissier de l'Etat, 507. Cr. de 4 millions pour lui venir en aide. Pr. de M. d'Huart. *r.* de M. Devaux. Adoption, 669. Suppression du traitement des commissaires, 711. — **II.** Admission de ses billets dans les caisses de l'Etat, 22. Réduction d'intérêt sur le prêt fait à cette Banque, 97, 98, 214, 218. Enregistrement en debet des contrats d'hypothèques consentis par ses débiteurs, 290-294. Exemption des droits d'enregistrement pour les actes relatifs au recouvrement des sommes prêtées à la Banque, 548. Nouveau contrat pour le remboursement, 572. Remboursement des sommes

dues par la Banque, 572. Cours forcé donné à ses billets, 655, 656. Situation de la caisse d'épargne de la Banque, 735. Convention avec l'Etat pour la fondation de la Banque Nationale, 815. — **III.** Exemption de droits pour actes et jugements relatifs à un prêt fait en 1859, 27, 28. Rejet, 100. Demande d'un nouvel examen, 144. — **V.** Affaire Eug. T'Kint de Roodenbeke, 571.

BANQUE DE L'INDUSTRIE, à Anvers. **II.** Avance de 1.500.000 fr. faite par l'Etat à cette Banque, 554, 547, 548. — **III.** Régularisation d'anciennes avances, 27, 28, 100.

BANQUE NATIONALE. **II.** Utilité d'une Banque Nationale, 656. Pr. de M. Dupont de Fayt, 745. Annonce d'un pr. de loi pour la prochaine session. 744. Pr. de loi de M. Frère-Orban, *m. f.* — *r.* de M. Tesch, 815. Disc., 816-819. **III.** Discussion sur le taux de l'escompte et l'émission des billets, 94, 199, 274. Convention pour régler le service du caissier de l'Etat, 550. Cours des pièces d'or, 402. Emission des billets, 405. Cours des pièces d'or, 540. — **IV.** Pét. de M. Haeck, relative au taux de l'escompte, 55. Pét. d'habitants de Bruxelles, 208. Publication de ses états de situation, 555. Mesures prises à l'occasion de la guerre de 1870, 614. — **V.** Discussion au sujet de ses services, 9. Correspondance relative à la crise financière de 1870, 28, 29. Prorogation de la durée de la Banque pour trente ans. *r.* de M. Pirmez, 79, 80. Ducroire payé aux maisons étrangères, 144. Taux de l'escompte, 248.

BARRIÈRES. **I.** Exemption des chariots chargés de matières destinées à l'agriculture, 50. Pr. de loi. Prorogation des décrets du gouvernement provisoire, 51. Pr. de loi de M. Rogier, *m. i.*, 96. *r.* de M. de Theux, 97. Disc., 97, 98. Emploi de l'excédant de la taxe. Pr. de M. Teichmann. *r.* de M. de Puydt. Discussion. Retrait, 162, 163. Perception du droit, 205. Pr. de la loi relative à la taxe. *r.* de M. d'Huart. Disc. et vote. Pr. d'un tarif réduit par MM. A. Rodenbach et Gendebien, 252. Pr. de M. de Theux. *r.* de M. Eloy de Burdinne. Am. de M. Rogier. Pr. de M. Dubus tendant à réduire la taxe, 552, 555. Prorogation de la loi. *r.* de M. d'Hoffschmidt. Police du roulage. Contraventions, 416. Prorogation de la loi, 517. *r.* de M. Duvivier, 519. Disc., 519, 520. Débat sur l'emploi de l'excédant du produit des barrières, 539. Prorogation de la loi, 592. *r.* de M. de Jaegher, 594. — **II.** Exemption pour le plâtre destiné à l'agriculture, 458, 555. — **III.** Mode de perception, 402. Pét., 540. — **IV.** Note relative à la question de la suppression, 25, 38. Pét. de cultivateurs de Ghisteltes, 105. Demande de suppression pour les produits agricoles, 162, 259, 288. Suppression, 519, 540, 552. Barrières provinciales et communales, 469, 556.

BASSINS HOUILLERS (Société des). **IV.** Convention du 25 avril 1870; pr. de M. Jamar; *r.* de M. Sainctelette, 562, 565. — **V.** *Id.* pour la reprise du matériel, 9, 12. *r.* de M. Lienart, 15. Disc., 15, 14. Exécution, 45, 151, 166, 243, 244. Convention de 1875, 310-312, 427, 428.

BATELIERS. **III.** Réduction de la patente; *r.* de M. Savart, 488. — **V.** *Id.* (Voir PATENTES.)

BATISTES. **I.** Pr. de M. Dumortier de réduire le droit d'entrée, 500. Tarif, 506.

BEAUFORT (DE), directeur des beaux-arts. **II.** Cri-

tique au sujet de sa nomination sans traitement, 85, 559.

BEAULIEU, colonel, directeur du génie. **II**. Sa veuve demande une pension, 283. — **V**. Entrepreneur des travaux du canal de la Campine; condamnation envers sa faillite, 29.

BEECKMAN, abbé, rédacteur du *Franc de Bruges*. **III**. Incident à son sujet, 156.

BÉGUINAGES. **II**. Observations de M. Verhaegen à propos d'un mémoire de l'archevêque de Malines, 528.

BELGIQUE MILITAIRE. **V**. Désaveu de ce journal, 172, 174, 176, 180, 324. Attaques dirigées contre des représentants, 2^e partie, 45.

BELLIGÉRANTS. **V**. Conférence à Bruxelles au sujet de leurs droits, 295, 299, 305.

BENDER, chef de musique des guides. **III**. Observations au sujet de sa position, 554. — **IV**. Voir **MUSIQUES MILITAIRES**.

BESTIAUX ABATTUS (Indemnités pour). **II**. 206, 335, 335, 436, 526, 530. — **IV**. 143, 318, 319, 320, 451. — **V**. 425.

BÉTAIL. **I**. Libre sortie. Pr. de M. d'Hoffschmidt. *r.* de M. Zoude. Discussion et vote, 222. Pét. du sieur De Windt, de Bouchaute, 238. Pr. de loi sur l'entrée, la sortie et le transit, 401. *r.* de M. Zoude. Discussion, 401-403. Cr. pour l'exécution de la loi, 388. Epizootie. Abatage, fonds d'agriculture, *marque de santé*, 491. *Id.*, 575. Indemnités, 711. — **II**. Application de la loi du 31 décembre 1835 à la frontière de la province de Liège vers le Limbourg, 101. *r.* de M. Huveners, 103. Disc. de l'arrêté du 25 septembre 1843, relatif au libre transit du bétail hollandais, 254, 255, 256. Pr. de vingt-six membres pour le retrait de l'arrêté, révocation de celui-ci, 256. *r.* de M. Zoude, 343, 344. Demande de réduction du droit d'entrée, 450, 451. Demande de libre entrée, 541, 542, 543. Pét. de l'association belge pour la liberté commerciale, 629. Pr. de M. A. Vandenpeereboom tendant à supprimer le libre transit, 742. Droit d'entrée, 837, 838, 859. — **III**. Droits à l'entrée en France, libre entrée du bétail hollandais, 10, 90. A propos du traité avec les Pays-Bas, 92, 93. Pét. relatives à cet objet, 99. Libre entrée, 205. *Id.*, 271. Demande d'un droit de sortie, 272. Pét. relative à la libre entrée, 429. — **IV**. Marché de Neckerspoel, à Malines, 109. — **V**. Importations d'Amérique, 2^e partie, 107; danger de contagion, 127, 188. Demande de rétablissement des droits d'entrée, 197.

BETTERAVES. **III**. Expériences à faire sur la distillation, 273. Transports sur les routes de l'Etat, 540.

BEURRE. **V**. Demande de rétablissement d'un droit d'entrée, 97.

BIBLIOTHÉCAIRE de la chambre des représentants. **I**. M. Bourcier, 187. M. Bernard, 248. M. Verrycken, 531. — **III**. *Id.* 472. — **V**. 12. Son décès. Nomination de M. Van Stalle, 425.

BIBLIOTHÈQUE. **I**. De Bourgogne. Traitement du conservateur, 310. Création d'une bibliothèque nationale. Achat de la bibliothèque Van Hulthem. Pr. de M. de Theux. *r.* de M. Liedts, 528, 529. Fusion des bibliothèques, 608. — **II**. Acquisition de livres belges, échange des doubles, 122, 275. — **III**. Livres égarés, 221. Propriété des livres envoyés aux bibliothèques publiques, 442. — **IV**.

Salle de lecture, 344, 389. Dangers d'incendie, catalogue, 475, 525. — **V**. Danger d'incendie, 107. Traitement des employés, 192, 242, 262. Catalogue; ouverture le soir, 332. Traitement des employés, dangers résultant du laboratoire de chimie, 396. 2^e partie, 111, 112, 214.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE publiée par M. Jamar. **II**. 556.

BIBLIOTHÈQUE RURALE. **III**. 195, 261, 262.

BIENFAISANCE (Etablissements de). **I**. Capitaux inscrits au grand-livre d'Amsterdam, 400, 492. Critique d'une circulaire exigeant la garantie personnelle des administrateurs, 499. **II**. Opinion de M. Castiau sur le meilleur mode d'organisation, 245. Charité légale et charité privée, 435. Conseil d'emprunter, adressé aux bureaux de bienfaisance par M. d'Anethan, 555. Conditions mises à la charité après décès, 617. — **IV**. Enquête, 29. — **V**. Pr. de la placer dans les attributions du ministère de l'intérieur, 147.

BIENS DOMANIAUX. **II**. Autorisation d'aliéner, 347, 348, 453, 548, 636. Statistique des biens appartenant à l'Etat, 668. Autorisation d'aliéner. 840. — **IV**. Aliénations, 151, 208, 237, 335, 460. — **V**. 2^e partie, 122.

BIÈRES. **II**. Pr. de M. Smits, *m. f.*, tendant à fixer l'impôt d'après la contenance des chaudières, 190, 214. — **III**. Capacité des cuves matières, 25. Suppression des centimes additionnels au droit d'accise, 204, 205. — **IV**. Pét. relative au droit d'accise, 259, 327, 458, 515. — **V**. 49. Modification facultative, 94, 95; mode de fabrication, 339, 340.

BILANS (Faux). **V**. 107, 108. 2^e partie, 189. Pr. de M. Bara, 208.

BILLON. **V**. Pléthore de cuivre, 462, 2^e partie, 39, invasion du billon français en Belgique, 191.

BIOGRAPHIE NATIONALE. **IV**. Critiques, 525. — **V**. Traduction flamande, 42, 107.

BISMARCK. **V**. Offre de l'assassiner. Affaire Duchesne, 299-302.

BLANKENBERGHE (Port de refuge de). **III**. 401, 402, 445, 569. Travaux de la côte, *ibid.* — **IV**. Port de refuge, 116. Situation de la caisse des pêcheurs, 506, 530, 581. — **V**. *Id.* 84, 192. Cession de terrains, 166. Entretien des digues, 463. Wateringues, 2^e partie, 9, 150.

BLESSÉS DE SEPTEMBRE. **II**. Augmentation du cr., 526. — **III**. Pensions, 424, 425. — **V**. 2^e partie, 212.

BODART, major de gendarmerie. **I**. Demande à être remis en activité, 534.

BOINE, de Jodoigne. **II**. Pension pour services rendus pendant la révolution, 551, 563.

BOIS. **I**. Défense de les transporter sur le territoire ennemi. *r.* de M. Brabant, 32. Entrée des bois étrangers. *r.* de M. Zoude, 586, 587. Pét. relative aux droits d'entrée sur les perches à houblon, 615. Pr. amendé par le sénat. *r.* de M. Zoude. *Am.* de M. de Foere, ajournement. Nouveau *r.* de M. Zoude, 668. Discussion et vote, 719, 720. — **II**. Droits d'entrée (bois du Nord), 256; *id.* (bois exotiques servant à la construction des navires), 839. — **III**. 24, 99, 100. — **V**. Droits d'entrée, 340, 434, 2^e partie, 51, 132, 197.

BOIS DE LA CAMBRE. **IV**. Cession à la ville de Bruxelles, 17, 18. Incorporation, 149. Avenue, 215.

BOISSONS ALCOOLIQUES. I. Droit de débit. Pr. de loi de M. d'Huart *r.* de M. Demonceau, 592. Exclu de la supputation du cens electoral. Pr. de M. Devaux, 592, 595. Discussion, 592-594. Effets de la loi, 749. — **II.** Pr. de M. Smits, *m. f.*, 106. *r.* de M. Mast de Vries, 206. Demande de révision. Promesse d'un pr. de loi, 555, 487, 572, 666. Pr. de loi de M. Frère-Orban, 747. *r.* de M. Moreau, 750. Disc., 750, 751. — **III.** 61. Demande de suppression, 489. — **IV.** Influence du droit de débit dans les élections, 218, 288, 552. Fabrication d'électeurs communaux, 588. Demande de suppression de l'impôt, 426. Demande des provinces d'être autorisées à substituer cet impôt à celui des barrières, 469. Pr. de supprimer l'impôt, 480, 481. Pr. de M. Delcour de ne plus le comprendre dans le cens electoral, 556. Abus des liqueurs, 557. *r.* de M. Sabatier sur la pr. de M. Delcour, 567. Procédé de M. Haeck pour purifier les liqueurs, 572. Pr. de M. Delcour, 587. — **V.** Droit de débit. Son influence sur les élections, 22. Pr. de l. tendant à supprimer l'impôt. *r.* de M. Cruyt. Pr. de M. Jacobs. *r.* de M. Liénart, 52-55, 49. Pr. de le rétablir, 202.

BOLIVIE. III. Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) — **IV.** *Ibid.*

BOMBAY. V. Consulat général, 10.

BONNÉ ET GEENS, victimes d'une erreur judiciaire. **II.** Indemnité, 552. — **III.** Pr. de M. Notelteirs, 492, 495.

BONNETERIE. I. Tarif, 504, 505, 581, 582. Droits d'entrée. Pr. de M. d'Huart, 667.

BONS DU TRÉSOR. I. Pr. d'en émettre, 85. Pr. d'émission de 50 millions de francs. *r.* de M. d'Elhoulgne. Disc. et vote, 89, 90. Emission pour le chemin de fer, 215. Négociés en 1834. *r.* de M. d'Huart, 529. Discussion sur la dette flottante, 547, 548, 549. Compte spécial. Emprunt de 50 millions pour remboursement, 405. Pr. de M. Rogier d'émettre des bons du trésor sans intérêt, 498. Compte rendu de l'émission de 1856, 508. Discussion sur la dette flottante, 580. Emission de 12 millions pour le chemin de fer. Pr. d'émettre des bons royaux, 715. Débat sur la dette flottante, 718. — **II.** (Voir DETTE FLOTTANTE.) Arrêté du 20 juin 1847 relatif à l'admission des bons du Trésor pour le paiement des impôts, 612. — **III.** Négociation en 1849, 27.

BORREMANS, général pensionné. **III.** Demande la révision de sa pension, 494.

BOUCHERS. V. Pét. de Puers relative à la concurrence des marchands de bestiaux, 2^e partie, 205.

BOULANGERIE MILITAIRE. II. Demande de comptes, 846. — **V.** Achat d'un immeuble, 521.

BOURGEMESTRES. I. Suspension d'un bourgmestre, 21, 160. — **II.** Droit de les nommer hors du conseil communal. Pr. de M. Nothomb. *r.* de M. de Theux. Disc., 87-90. Nomination du bourgmestre de Watermael-Boitsfort hors du conseil, 180, 198. *Id.* à Seraing, à Saintes, 189, 197. Demande de publication au *Moniteur* des noms des bourgmestres nouvellement nommés, 189. Elimination du bourgmestre de Tilff, 197. Attaques contre M. d'A-nethan à propos de la nomination d'un bourgmestre qui aurait falsifié les listes électorales, 526. Pr. de loi de M. Rogier exigeant l'avis conforme de la députation permanente pour la nomination du bourgmestre hors du conseil. *r.* de M. Lebeau,

624, 625. *Id.* du bourgmestre d'Hévelré, 757. Réclamation à charge du bourgmestre de Tirlemont, qui a voté un traitement en faveur de son neveu, 744. — **III.** M. Lor nommé en dehors du conseil à Ath, 517. — **IV.** Cumul de ces fonctions et de celles de notaire, 15. Politique dans les nominations incident de Vencimont, 80. Pr. de décorer ceux qui ont 55 ans de services, 522. Attitude du bourgmestre de Gand à l'occasion des désordres qui ont eu lieu dans cette ville, 611. — **V.** Nomination politique; incident de Scheldewindeke; bourgmestre clérical à Wavre, 11. Incident relatif au bourgmestre de Cherscamp, 17, 18. Principes de M. Delcour relativement aux nominations, 145; Genappe, Jodoigne, Mouscron, Willebroeck, Thirimont, Jalhay, Maeseyck, Aywaille, Ramet, Comblain; Wandre, Louvain, Léau, 145; Namur, 145, 147. Incidents à Herve, Renaix, Lessines, Ledeborg, Welkenraedt, Baelen, 241; Thollembeek, 242. Places vacantes dans l'arrondissement de Nivelles, 507. Nomination à Beauvechain, 565. Droit de requérir la gendarmerie, 377. Serment de recenser fidèlement les votes, 2^e partie, 19. Nominations faites par M. Rolin-Jaequemyns, 109, 110, 189, 190.

BOURGEMESTRES ET ÉCHEVINS. III. Pr. de M. B. Dumortier, tendant à les faire élire par les conseils communaux, 97.

BOURSE (Exception de jeu en matière de). **V.**, 377.

BOURSES D'ÉTUDE. I., 601. — **II.** Fondations. Collation, 447, 526, 756-760. *c.* chargée d'examiner les questions relatives aux bourses de fondation, 760. Bourses de l'université de Louvain, 761. — **III.**, 200. — **IV.** Pr. de loi de M. Tesch. *r.* de M. Bara, 152-159. Débat sur l'exécution de la loi, 535, 536, 545-549, 590, 591. Exécution de la loi par les évêques, 520. Bourse Jacquet, de Rochefort. *ibid.* — **V.** *r.* triennal, 249, 395.

BOURSES DE VOYAGE pour des jeunes gens qui font des études commerciales. **IV.**, 9. — **V.** Données à des jeunes gens qui se destinent au commerce; un des boursiers devenu douanier en Chine, 2^e partie, 7.

BOVINE (Amélioration de la race). **II.**, 14, 185, 535, 455, 615, 752. — **IV.** Règlements, 249, 518, 451, 504.

BRABANT (S. A. R. le duc de). **III.** Majorité, dotation, mariage, ameublement du Palais Ducal, 159. Cr. de 250,000 fr. pour ameublement de l'habitation du prince. *r.* de M. de Luesemans, 484. — **IV.** La Duchesse, sa délivrance, naissance de la princesse Stéphanie, 207.

BRABANT ET FLANDRE ORIENTALE. IV. Limites séparatives, 554. *r.* de M. Lefebvre, 584.

BRABANT SEPTENTRIONAL (Ecoulement des eaux vers le). **IV.**, 479.

BRACONNAGE. II. Pét. contre le braconnage, 283. — **III.**, 376. — **V.** Nocturne, 364, 366, 426. 2^e partie, 54.

BRASSERIES. I. Commission chargée de préparer un projet de loi, 749.

BRÈME (Traité avec) **IV.** (Voir TRAITÉS.)

BRÉSIL. I. Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) — **V.** Traité (marques de fabrique). (Voir TRAITÉS.)

BREVETS D'INVENTION. I. Pét. de M. Jobard, 161. Enregistrement gratuit, 446. — **II.** Pét. d'industriels réclamant une loi, 555, 651, 666. Pét. de

M. Fafchamps, 751. Nouvelles pét., 762. Annonce d'un pr. de loi par M. Rogier, *m. i.*, 848. — **III.** Demande d'un pr. de loi, 11, 12. Pr. de loi de M. Rogier, 103. *r.* de M. Vermeire, 105. Location d'un hôtel pour le service des brevets, 198. Disc. de la loi, 216, 217. Mode d'exécution, 277. Modification de l'article, 22, 391. Pét. de M. Jobard, 440. — **IV.** Recueil alphabétique, 389. — **V.** *Id.*, 11, 81.

BRIALMONT, colonel. **II.** Demande une indemnité pour la dépréciation de ses propriétés à Venloo, 107.

BRIGUES. **IV.** Certificat d'origine, 93. — **V.** Des Flandres; emploi dans les travaux publics, 275.

BRITISH QUEEN. **II.**, 78-80, 83, 185, 210, 244, 276, 352, 359, 426.

BRONZES DORÉS. **II.** Demande d'un droit d'entrée, 255.

BRUGES. **IV.** Meeting troublé par des militaires, 458. Vente des terrains de l'hôpital militaire, 460. — **V.** Aliénation du couvent des jésuites anglais, 249. Régime des eaux, 463.

BRUNFAUT, intendant militaire. **I.** Demande une enquête sur sa conduite, 42.

BRUXELLES. **I.** Théâtre, Observatoire, Jardin botanique, Bibliothèque, 14, 15. Pét. d'habitants dont les maisons ont été incendiées par les Hollandais, 42. Pillages, 241-243. Criminalité, 336. Station de l'Allée Verte, 314. Augmentation du personnel de la cour d'appel, 429, 436. Jardin botanique, 491. Pét. relative aux indemnités pour pillages en 1850, 1851 et 1854. *r.* de M. de Brouckere, 522. Stations, 576, 578, 579. Palais de justice, 575, 574. *r.* sur les indemnités, 595, 596. Examen des droits de propriété de l'Etat sur les collections de la ville. 609. Palais de justice, 662. Stations de l'Allée Verte et du Nord, 665, 666. Rejet d'un crédit pour construction d'une caserne de gendarmerie, 712. Attaque contre la ville à propos de la suppression des écoles dirigées par l'abbé Vandorselaer. Explications de M. Van Volxem, 744. — **II.** Convention du 5 novembre 1841 avec la ville de Bruxelles pour cession de ses collections à l'Etat. Pr. de M. Nothomb, 87. *r.* de M. Malou, 92. Disc. et vote, 93-95. Gazomètre; corruption des eaux, 283. Communication entre la rue Verte et la Place des Palais. Pét., 467. — **III.** Pr. de loi relatif à l'incorporation des faubourgs, 203. *r.* de M. David, rejet, 204. Convention avec l'Etat au sujet d'avances faites par le Trésor, de 1829 à 1852, 270. Augmentation du nombre des échevins, 328. — **IV.** Demande de suppression de l'obligation de soumettre son *B.* à la députation permanente, 256. Redressement de la Montagne de la Cour, *ibid.* Annexion des faubourgs, 327. Projet de fractionner l'arrondissement de Bruxelles, 328 et suiv. Ecole industrielle. Laboratoire de chimie, 454. — **V.** Attaques contenues dans un *r.* de M. Delaet, 47, 48. Subside de 100,000 fr. pour la police, 81, 94. Remise des droits d'enregistrement sur le rachat de certains terrains, 95. Subside pour l'instruction primaire, 185-186. Anonymat à la société du quartier de Notre-Dame-aux-Neiges, 248. Subsides pour l'enseignement primaire, 255 et suiv. Avenue d'Uccle à Forest, 315, 359. Nouveau champ des manœuvres, 315. Cession de l'hôtel des postes, 317. Fractionnement de l'arrondissement au point de vue électoral, 445. Boulevard Léopold II, 2^e partie,

154, 155. Ecoles protestantes et israélites, 206. Eclairage du parc; comblement des bas-fonds, 214. Square du Petit-Sablon, *ibid.*

BULGARIE (Envoi d'un corps de troupes belges en). **V.**, 420.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE (Projet de publier un). **V.**, 10.

BULLETIN OFFICIEL. **II.** Frais de publication en 1840, 29. Traduction flamande, 264, 265. Publication des lois, 357, 358.

BUREAU. **I.** Débat sur la validité du scrutin pour l'élection d'un *v.-p.* Droit du *p.* d'occuper le fauteuil quand il a parlé, 389. — **III.** Changement au règlement pour l'élection des vice-présidents 50. Refus de M. Delfosse d'accepter la présidence, 267.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. **V.** Refus de secours pour non-fréquentation des écoles communales à Wavre, 377, 378. Décision du conseil communal d'Ostende, 2^e partie, 31. Refus de secours médicaux à Diest, 190. A Haeltert, 206.

BUZEN, général. **II.** Pension accordée à sa veuve, 125.

C

CADASTRE. **I.**, 19, 20. Enquête sur les opérations cadastrales, 20. M. Meeus demande la révision; débat sur le cadastre, 84. Pr. de M. Dumortier de charger une commission de quelques membres d'examiner les opérations cadastrales, 151. Cr. de 400,000 fr. pour la révision, 204. *r.* de M. Zoude. Augmentation du nombre des membres de la commission, 210. Débat sur la confection et la conservation, 312. *Id.* sur la péréquation, 333. Péréquation cadastrale, pr. de loi. *r.* de M. Liedts, 414. Discussion, 414, 416. Cr. de 400,000 fr. pour dépenses arriérées. Vote sous réserve, 492. Opérations dans le Limbourg et le Luxembourg, 574, 575. Pét. des inspecteurs qui demandent une indemnité, 613. Frais des opérations dans le Limbourg et le Luxembourg, 711. — **II.** Demande de révision, 186. Opérations dans le Luxembourg, 187. Paiement de créances à des employés néerlandais. — **III.** Demande de révision, 166, 266, 274, 319. Pr. de loi de M. Mercier, 377, 389, 449. Pr. de loi de M. Frère-Orban, 484. *r.* de M. Muller, 485. Disc., 551, 552. — **IV.** Cr. de 300,000 fr. pour la révision des évaluations, 151. Cr. de 600,000 fr., 207. Péréquation cadastrale, 409, 410, 411. Cr. de 300,000 fr., 459. Demande d'une révision parcellaire, 536. — **V.** Péréquation, 117. Retard dans les mutations, 239, 304. Inscription du revenu imposable dans les matières cadastrales, 423. Nouveau règlement pour les mutations, 2^e partie, 7, 156.

CAFÉ. **I.** Tarif. *r.* de M. de Foere; droits différentiels, 584. — **II.** Droits d'entrée, 217. Répartition de café admis avec réduction de droits, 334, 343. — **IV.** Torréfié, droit d'entrée, 16.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. **II.** Débat sur l'utilité de cette institution, 96. Pr. de loi de M. Malou. *c.* de surveillance, 453. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 548. Traitement du directeur, 614. M. de Man d'Attenrode nommé membre de la *c.*, 635. Il est remplacé par M. Osy, 710. Organisation de la caisse, 737. — **III.** Extension à donner à ses opérations, 266. M. Osy nommé commissaire, 273. *r.* annuel, 274. *r.* annuel, 336. Réélection de

M. Osy, 388. Nomination de M. Loos, 432. Vente de fonds à la Bourse sans l'avis de la c., 484. — **IV.** M. Loos nommé membre de la c. de surveillance, 151. Modification à la loi qui régit les dépôts, 409, 439. M. H. de Brouckere, membre de la c. de surveillance, 520. *r.* de M. Frère-Orban, 570. — **V.** Nomination de M. Vermeire, 28. *r.* annuel, 29, 95, 166, 249. Nomination de M. Tack, 517. Compte rendu 518, 572, 2^e partie, 25. Réélection de M. Tack, 200.

CAISSE D'ANNUITÉS dues par l'Etat. **V.** (Voir ANNUITÉS.)

CAISSE DE RETRAITE du ministère des finances. **III.** Regularisation d'anciennes avances, 28.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. **II.** Nécessité d'une surveillance, 155, 572. De surveillance. *Pr.* de loi de M. Malou, 455. Organisation, 757.

CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITE. **II.** *Pr.* de loi de M. Rogier, 744. *r.* de M. T'Kint de Nayer, 820. *Disc.*, 820-827. — **III.** Situation au 31 *d.* 1854, 274. Frais de déplacement des conseillers provinciaux chargés de vérifier les comptes, critique de l'institution, 555, 425. *r.* de M. Frère-Orban, 432. *Pr.* de loi de M. Frère-Orban, 484. — **IV.** *r.* de M. H. Dumortier, 10. *Disc.*, 85 à 85. *Cr.* de 75,000 fr., 555. *Cr.* de 95,000 fr., 459. Changement à la loi, 520. — **V.**, 166, 249.

CAISSES D'ÉPARGNE. **I.** Exemption des droits d'enregistrement, 444, 446. — **II.** De l'Etat. *Pr.* de M. Veydt, *m. f.*, 658.

CAISSES DE PRÉVOYANCE. **II.** *Pr.* de M. Rogier, 628. — **V.** Des instituteurs primaires. *Pr.* de M. Kervyn de Lettenhove, 55. *r.* de M. Royer de Behr, 105, 185, 187, 254, 257, 258, 377, 378. *Pr.* de M. Malou, 581, 584-586.

CAISSES DES VEUVES ET ORPHELINS. **V.** *r.* de M. Maus, 217, 520.

CAISSIER DE L'ÉTAT. **I.** Société Générale. **II.** Questions relatives à la réorganisation de ce service, 755. Organisation transitoire, 815. Organisation définitive, 815, 819.

CALIFORNIE. **II.** M. Rogier, *m. i.*, dément la nouvelle de l'envoi d'une expédition belge dans ce pays, 727. — **III.** Fondation d'un comptoir, 13.

CAMBRE (Dépôt de la). **V.** Propriété, 96, 166. Etat sanitaire, 525.

CAMPENHOUT, auteur de *la Brabançonne*. **II.** Pension de 1,200 fr., 435.

CAMPINE. **II.** Urgence de travaux à y exécuter, 7. Demande de canalisation, 97. *Cr.* pour le canal, 99, 100. Défrichement, 151. Canal, 132, 153, 212, 213, 287, 288. Canalisation, 367, 368, 409, 483. Défrichements et irrigations, 555, 556, 559, 540, 541. *Cr.* pour achèvement du canal, 569, 571, 664, 665. *Pét.* de la société d'irrigation de la Campine, demandant l'abrogation de la loi du 10 février 1845, 771. Paiement des annuités dues par les riverains du canal, 777. Achèvement du canal, 877, 878, 879. — **III.** Observations au sujet de l'insuffisance des églises dans cette contrée, 11, 13. Redevance des riverains du canal, *pr.* de M. de Perceval, 52. Tracé du canal, 109. Nécessité de créer des paroisses dans certains hameaux, 200. Pavillon des ingénieurs sur le canal de la Campine, 228. Obligations des riverains, 288 et suiv. Abrogation de la loi relative à cet objet. *r.* de M. Mascart, 484.

CANAL DE MAESTRICHT A BOIS-LE-DUC. **II.** Renon-

ciation à toute répétition à charge des provinces de Liège et de Limbourg pour la construction de ce canal, 548. *Pr.* de loi à cet effet. *r.* de M. Deliege, *disc.*, 859.

CANAL MARITIME reliant Bruxelles, Malines et Louvain à l'Escaut. **V.**, 2^e partie, 47, 48, 49, 50. Travail de M. Jacques Behr, 149, 150. Etudes, 151, 152.

CANAL. **I.** De Roubaix à l'Escaut, de l'Escaut à la Lys, 48. De Pommerœul à Antoing, 206. De Selzaete, 508. De Meuse-et-Moselle, de Charleroi, 540. Reprise du canal de Charleroi, 544, 545. *Pr.* d'emprunt de M. de Puydt pour construction de canaux, 544. Canal de Selzaete. *r.* de M. Della-faille. *Id.* dans la province d'Anvers, 545. De Terneuzen, 585. *r.* de M. Fallon sur la convention avec les concessionnaires de la canalisation de la Sambre. Canal de Maestricht à Bois-le-Duc; documents relatifs au canal de Charleroi, 441. Canal de Selzaete. *r.* de M. de Puydt, 440. Discussion, 441, 442, 443. *Pr.* de MM. de Puydt et consorts de contracter un emprunt pour construction de voies navigables; *id.* de MM. d'Hoffschmidt et Berger de vendre les forêts domaniales dans le Luxembourg pour achever le canal de Meuse-et-Moselle, 558. Débat sur ce canal, 559. Canal de Selzaete, 540. *Id.* de Maestricht à Bois-le-Duc. *Pr.* de loi, 614. *r.* de M. Demonceau, 615. Rachat du canal de Charleroi; achèvement du canal de Meuse-et-Moselle, 615. *r.* de M. Nothomb sur la reprise du canal de Charleroi; travaux à ce canal et à celui de Terneuzen. *r.* de M. Van Hoobrouck; vote, 682. Péages établis par la Hollande sur le canal de Terneuzen, 708. Canal de la Campine, 724. Attaques dirigées contre M. Nothomb, *m. t.*, à propos de la concession du canal de l'Espierre, 740. *r.* de M. Van Hoobrouck sur des pétitions à ce sujet, 745. *r.* de M. Nothomb, discussion, question préalable, 746. Canal de Bossuyt, 746. Canal de l'Escaut à la Meuse, de Mons à la Sambre, canalisation de la Dendre. *Pr.* de M. de Puydt de conclure un emprunt pour construction d'un réseau de voies navigables. *r.* de M. de Villegas. Retrait du *pr.*, 747. *Cr.* pour le rétablissement de la navigation sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc, 747. Réduction du tarif sur la Sambre, 749. *Pr.* de loi. *r.* de M. de Brouckere, 747. Discussion et vote, 748. — **II.** A travers les bruyères du Limbourg, 39, de Selzaete, 39, 41, de la Campine, de Meuse-et-Moselle, d'Ypres à Warneton, de Bois-le-Duc, 42, de la Campine, 99, 100, 151, de Meuse-et-Moselle, 151, de Selzaete, 151, 152. Convention avec la Hollande relative au canal de Meuse-et-Moselle. *Pr.* de loi relatif au canal de la Campine, 212. Canal de Stekene, 212. *Pr.* de M. Malou de reprendre le canal de Mons à Condé, 215; de la Campine, 215. Canal de l'Espierre, 215. De Selzaete. *Cr.* de 700,000 fr. *r.* de M. Mast de Vries, 287. Service des canaux de Gand et d'Ostende, 287. Canal de la Campine, 287, 288. Reprise du canal de Mons à Condé, 293, 294. De Diest à Vilvorde, de Turnhout, 367, 368. D'Alost à Jemmapes, 367. Chemin de halage, 367, surveillance du canal de Charleroi, transaction avec la société du canal de Meuse-et-Moselle, 368. Application aux canaux d'Ostende à Gand et à Bruges du régime du canal de Terneuzen, 367, 368, 369. Défense de concéder un canal de plus de

10 kilom. sauf par une loi, 368. Continuation du canal de la Campine, 409. Plans du canal de Selzaete, 409. Pr. de loi relatif au canal de Schipdonck. *r.* de M. Desmaisières, 481, 482. Canal de Mons à la Sambre, 481. de Liège à Maestricht, 485, de Selzaete, 485, de Diest à Trois-Fontaines, 485, de la Campine, 485. Canaux de Schipdonck et de Selzaete, écoulement des eaux du sud de Bruges, 568. Canal de Diest à Vilvorde. Cr. pour achèvement du canal de la Campine. Recreusement du Moervaert, 569, 571. Demande de réduction des péages sur le canal de Charleroi, 665. Tracé du canal de Deynze à Schipdonck. Canal de la Campine, de Stekene de la Lieve, du Moervaert, de l'Ourthe; interdiction aux éclusiers de faire le commerce, canal de Selzaete, 664, 665. Pét. de M. Gendebien relative à la réduction des péages sur le canal de Charleroi, 773. Réduction des péages sur les canaux, 774. Pét. de Bruxelles et de Molenbeek demandant une réduction de 75 p. c. sur les péages du canal de Charleroi. Pr. de M. Rolin, *m. t.*, tendant à décréter une réduction de 55 p. c. *r.* de M. C. de Brouckere. Disc., 775. Ecoulement des eaux du sud de Bruges. Cr. pour le canal d'Herenthals, *Id.* pour les canaux de Selzaete et de Schipdonck, 775. Service du canal de Mons à Condé, péages sur celui de Pommerœul à Antoing. Nécessité d'achever le canal de la Campine, 876, 877, 878. Cr. pour les canaux de Selzaete et de Schipdonck, 877, 878. Recreusement du Moervaert, 877. — **III.** De la Campine, de Deynze à Schipdonck et Heyst, de Bossuyt à Courtrai, réduction des péages de Pommerœul à Antoing, redevance des riverains du canal de la Campine, pr. de M. de Perceval, 55 et suiv. Demande d'une loi réglant les péages sur les canaux, 108. Tracé du canal de la Campine, 109. Tracé du canal de Schipdonck jusqu'à la mer, 164, 165, 166. Achèvement du canal de Selzaete, 165. Cr. pour achèvement des canaux de Schipdonck et de Selzaete, 227. Péages, jaugeage des bateaux sur le canal de Charleroi, 227. Reprise du canal de Plasschendaele, 229. De l'Yser, 229. Canal de l'Ourthe, 270. De Schipdonck à Heyst, de la Campine, de Turnhout, de Bossuyt à Courtrai, 288 et suiv. Approfondissement du canal de Bruges à Gand et Ostende, 288, 289, 349. Canal de Schipdonck, 349, 350. Amélioration des canaux de Plasschendaele et de Nieuport, 350. Canal de Bossuyt à Courtrai, réduction des péages sur le canal de Charleroi, pr. de M. de Steenhault, 350. Enquête sur le produit des récoltes des terrains limitrophes du canal de Schipdonck, 350, 351, 401. Canal latéral à l'Ourthe, entretien du canal de Charleroi, canaux de Schipdonck et de Gand à Bruges, 401, 402. Péages du canal de Charleroi. *r.* de M. de Steenhault, 402. Uniformité des péages, *ibid.* Canaux de Schipdonck, de Plasschendaele, concours des riverains de la Campine, de Turnhout à Anvers, 445, 446, 447. Réduction des péages sur le canal de Charleroi et ses embranchements, pr. de M. J. Jouret, 446 et suiv. Demande d'ouvrir le canal de Schipdonck à la navigation, péages sur le canal de Charleroi, *r.* de M. Pirmez, 498, 499, 500. Canalisation de l'Ourthe, 499. Péages sur le canal de Charleroi, pr. de M. Frère-Orban, 527. *r.* de M. J. Jouret, ajournement, 528. Canal de Gand à Bruges, 527. De Deynze à Heyst, de Blaton à

Ath, 528. Réduction des péages sur le canal de Charleroi, disc., 568, 569. Canal de la Lys à l'Yperlée, de Gand à Bruges, canalisation de la Sambre et de la Meuse, 569. 3^e section du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, 570. — **IV.** Canal de la Lys à l'Yperlée, de Turnhout à Anvers; élargissement du canal de Charleroi; canal de jonction de Mons à la Sambre, 36, 37, 38. Canal d'Harlebeke à Roulers, 57. Péage sur le canal de l'Ourthe, 38. Canal de Blaton à Ath, de Mons à Condé; élargissement du canal de Charleroi; jonction du canal de Terneuzen à celui de Gand à Bruges, Jemmapes à Alost. Lys à l'Yperlée; achèvement du canal de Schipdonck; péage à l'écluse de Comines, 116-118. Rachat des canaux de la Sambre et de l'Oise, 141. Ecluse de Comines, 172. Canal de Saint-Job in 't Goor, de Mons à Alost; péages sur les canaux et sur celui de Charleroi en particulier; pr. de MM. Sabatier, Orts, etc.; élargissement du canal de Charleroi, 172-175. Canal de Gand à Bruges, de Plasschendaele à Nieuport, de Zuidlede, 175. Pét. des riverains du canal de Selzaete. Canal de Bossuyt à Courtrai, de Saint-Job in 't Goor; halage entre Plasschendaele et Nieuport, 215. Elargissement du canal de Charleroi; rachat de ces embranchements; *id.* du canal de l'Espierre. Convention avec la Société de Bossuyt à Courtrai, 335. Ecluse de Bertegat; canal de Schipdonck; canal de Gand à Terneuzen, de Turnhout, 350, 351. Rachat des embranchements du canal de Charleroi, 425. Canal de Turnhout à Anvers, 479, 480. Canal de Selzaete, de Turnhout à Anvers, de Berghes; rachat des embranchements du canal de Charleroi; canal de Terneuzen; touage, trains de bateaux sur les canaux, 554, 555. Canal de Schipdonck, de Terneuzen, 585, 586. — **V.** De Bruges à Blankenberghe, 45, 46. Péages sur les embranchements du canal de Charleroi, 46, 49. Halage, 46. Infiltrations du canal de Blaton, 46. De Mons à Condé, d'Ostende à Bruges, 47. Canal maritime reliant l'Escaut à Bruxelles, Malines, Louvain et Charleroi, 115, 116. Réduction des péages, 116. Ensablement du canal de Schipdonck, 198, 200. Canal de Bruges à Ostende, 200. Travaux du canal de Schipdonck, 270. De Bruges à Ostende, 274, 275. Reprise des canaux de la Flandre occidentale, 274. Ecoulement des eaux du canal de Schipdonck, 337, 339. Canal de Bruges à Ostende, de Furnes à Bergues, de Plasschendaele à Nieuport, 337. De Mons à Charleroi, 331, 341. Minimum d'intérêt pour le canal de Bossuyt à Courtrai, 365. Demande d'autorisation de naviguer la nuit; *id.* de suppression des péages, 400, 401. Jonction de la Lys à l'Yperlée; péages sur le canal de l'Ourthe; canal de Bruges à Ostende, de Bruges à Blankenberghe; halage entre Bruges et Ostende, 463, 464. Remplacement du canal de Charleroi par un chemin de fer industriel, 464. De Schipdonck, de Lisseweghe, de Bruges à Ostende, de Charleroi à Mons, de Selzaete. 2^e partie, 47, 48. De Blaton à Ath, de la Lys à l'Yperlée, 49. Elargissement du canal de Charleroi, 47, 48, 49, 50. Canal de jonction entre Mons et le Centre, entre la Lys et l'Yperlée; achèvement du canal de Selzaete, 149, 150. Système de l'ingénieur Finet, 151. Bruges à Ostende, 153, 154. Yser, de Louvain à Charleroi, de La Louvière à Mons, 154. Canaux houillers du Hainaut, 155, 215. Chômage sur le canal de Char-

leroi; brise-glace; jonction de la Lys à l'Yperlée, 215. Canal de Moerbrugge à l'Yser, de Furnes à Dunkerque, 214.

CANONS D'ACIER. **V**, 100.

CANTONNEMENTS en matière de pâturages. **II**. Loi interpretative. *r.* de M. Raikem, 29; retrait, 121; nouveau pr., 122.

CAPIAUMONT, lieutenant général. **III**. Son déplacement. Faits qui se sont passés à Gand, en juin 1857, 455, 454.

CARABINIERS BELGES. **III**, 198.

CARAMAN-CHIMAY (DE), gouverneur du Hainaut. **V**. Sa nomination, 242. Sa révocation, 2^e partie, 86.

CARCAN. **IV**, 472.

CARDES. **III**. Droits de douane, 140, 141.

CARDINAL-ARCHEVÊQUE de Malines. **V**. Honneurs militaires, 516.

CARICATURES. **II**. (Voir OFFENSES ENVERS LA FAMILLE ROYALE.)

CARROSSERIE. **III**. Pét. relative au droit d'entrée en France, 140.

CARTE du dépôt de la guerre. **IV**, 558. — **V**, 100.

CARTE GÉOLOGIQUE. **V**, 596, 425, 460. 2^e partie, 7, 10, 112.

CARTON, commissaire d'arrondissement d'Ypres. **V**. Sa démission, 115. 2^e partie, 87.

CASERNES. Petit-Château à Bruxelles. **III**. Subside de l'Etat, 61, 105, 270. De Bourg-Léopold, 445. **IV**. Amélioration, 558. Vente à la ville de Liège de la caserne du pont Maghin, 460. Reprise des casernes par l'Etat, 522. — **V**. De Namur, 100. Hygiène, cachots, 525. De Charleroi, d'Etterbeek, 2^e partie, 125, 126, 127, 201. Caserne d'artillerie à Liège, 202.

CAUTION JUDICATUM SOLVI. **V**, 365.

CAUTIONNEMENTS. **I**. Compte déposé par M. Duvier, 220. Remboursement aux anciens comptables. Pr. de M. Zoude, 589, 498, 575. — **II**. En matière de douanes et accises, 205.

CAVOUR. **IV**. Son rôle à l'égard de la Belgique au congrès de Paris, 347.

CELLULAIRE (Régime). **III**, 11, 150. — **IV**. Effets, 521, 590, 452, 525, 561. — **V**. Généralisation, 504, 505, 564, 424.

CENDRES de houille (fraisil). **III**. Libre entrée, 429.

CENS COMMUNAL. **II**. Abaissement à 20 florins. Suppression du cens d'éligibilité, 626. — **V**. Réduction à 10 fr., pr. de M. Kervyn de Lettenhove, 21-28.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ. **III**. *r.* de M. de la Coste, 588, 451. — **IV**, 252, 458.

CENS ÉLECTORAL. **I**. S'il faut en posséder les bases, 589, 590. *r.* de M. Dechamps sur des pétitions, 587. Impôt de débit des boissons distillées, 592, 593. — **II**. Possession des bases. (Voir FRAUDES ÉLECTORALES.) Réduction. (Voir RÉFORME ÉLECTORALE.) — **IV**. Droit de débit des boissons alcooliques, 218. Payement effectif, 240, 260-262. Pr. de M. Delcour. *r.* de M. Sabatier, 567. — **V**. Membres des corporations religieuses, 445. Nécessité d'une base fixe, 2^e partie, 4, 20, 23.

CENS PROVINCIAL. **V**. Réduction à 20 fr., 21-28.

CENTRALISATION. **II**. Abus signalés par M. Castiau, 217.

CERCLE artistique et littéraire. **III**. Fête de 1851,

46. Subside de 30,000 fr. Cession des tableaux peints pour la fête, 158, 222.

CÉRÉALES. **I**. Libre transit, 25. Pr. de loi Tiecken de Terhove, tendant à la libre exportation. Ajournement. Pr. de M. Rogier. *r.* de M. Fleussu. Débat. Echelle mobile, 88, 89. Pét. contre l'arrêté qui interdit la sortie des grains indigènes, 102. Pr. de M. Eloy de Burdinne décrétant l'échelle mobile, 221. *r.* de M. Coghen, 222. Discussion, 225-228. Vote, 228. Répression de la fraude dans le Limbourg. Pr. de loi. *r.* de M. de Jaegher, 403. Vote, 404. Libre entrée des céréales du territoire en deçà du canal de Passegeule, 404. Maintien de la loi de 1854, 505. *r.* de M. Andries sur les céréales d'en deçà de Passegeule, 585. Libre entrée temporaire. Pr. de M. de Theux. *r.* de M. Hepia. Disc. et vote, 667. Réexportation de grains entreposés. Pr. de loi. *r.* de M. de Langhe. Adoption. Réexportation des farines provenant de grains étrangers. Pr. de loi de M. de Theux, 668. Prohibition de sortie. *r.* de M. Angillis. Libre entrée des orges. *r.* de M. Mast de Vries. Réexportation des farines provenant de grains étrangers, 718, 719. Importation du Limbourg dans le district de Verviers. *r.* de M. Demonceau, 720. — **II**. Promesse d'une nouvelle loi corrigeant celle de 1854, 7. Prorogation des lois existantes. *r.* de M. Mast de Vries, 18. Dépôt d'un nouveau pr. de loi par M. Liedts, *m. i.*, 18. Importation des grains du Limbourg dans l'arrondissement de Verviers par le bureau d'Aubel, 22. Libre entrée de l'orge, 100, 105. Orge et seigle, 190. Changements à l'échelle mobile. Pr. de loi de M. Nothomb, 255. Retrait du pr. Dépôt d'un autre relatif à l'orge, au seigle et à l'importation par la frontière du Limbourg. *r.* de M. Lys, 542. Disc., 545. Pr. de 21 membres, 544. Pét. des brasseurs de Louvain relativement à l'orge. Renseignements fournis par M. Nothomb. Pr. du sénat, 545. *r.* de M. Malou, 546. Disc., 546, 547. Libre entrée. Pr. de M. Malou, *m. f.*; *r.* de M. de Theux, 406. Disc., 406, 409, 455. Annonce d'un pr. de loi par M. de Theux. Pr. de prorogation de la loi existante. *r.* de M. Zoude, 450. Disc., 451. Remise du droit de tonnage aux navires important des céréales. *r.* de M. Brabant. Demande de mise en adjudication publique des céréales destinées aux prisons, à l'armée, etc. Libre entrée des céréales. Prohibition à la sortie. Pr. de M. de Theux. *r.* de M. Desmaysières, 556, 557. Prorogation de la loi. *r.* de M. Brabant, 544. *r.* de M. Desmaysières, attribuant à la spéculation le haut prix des céréales. Incident, 542. Pét. de l'association belge pour la liberté commerciale, 629. Prorogation de la libre entrée. Pr. de M. Rogier. *r.* de M. de Bocarmé, 740. Pét. demandant qu'on établisse un droit de 3 fr. sur les farines étrangères, 740. Pr. de prorogation de la loi du 31 décembre 1848, décrétant un droit de balance de 50 c. par 100 kil. *r.* de M. Rousselle. *Am.* de la *s. c.* Pr. transitoire de M. Bruneau. Disc. du pr. de loi, 850-858. — **III**. (Question des), 90, 194. Pr. de loi de M. Piercot. *r.* de M. Moreau, libre entrée, débat sur la prohibition de sortie, 204, 205. Disc. à l'occasion de l'Adresse, 252 et suiv. Libre entrée. pr. de loi de M. Liedts. *r.* de M. Vermeire, 271. Débat sur une circulaire de M. Piercot, 313. Pr. de loi de M. De Decker. *r.* de M. Van Overloop, 529 et suiv. Pr. de

M. De Decker. *r.* de M. Moreau, 385-387. — **V.** (Voir DENRÉES ALIMENTAIRES) Droit d'entrée, 2^e partie, 197.

CHAIRE (Liberté de la). **III**, 475 et suiv.

CHALCOGRAPHIE. **V**. 192.

CHAMBORD (Comte de). **V**. 77.

CHAMBRES. **I**. Compte rendu placé sous la surveillance des questeurs, 23. Débat sur la clôture de la session, 24. Renouvellement partiel. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Dellafaille. Débat sur le renouvellement par provinces ou par districts; tirage au sort de la série sortante, 312, 315. *Plaque* des membres, 342, 343. Débat sur les vacances, 345. Publication des noms des absents, 345, 344. Jours consacrés aux travaux des s. et c., 440. Débat sur la question de savoir si la chambre peut entendre une communication du gouvernement avant d'être constituée, 712. — **II**. Prorogation. Disc. à propos d'une pr. de M. Delfosse tendant à réduire par la voie du B. les traitements des membres de la cour des comptes, 717-720. — **V**. Observations de M. Le Hardy de Beaulieu au sujet de l'autorité de la chambre des représentants sur les affaires publiques, 29.

CHAMBRES DE COMMERCE. **I**. Pr. de M. de Theux tendant à en mettre les frais à la charge des villes. *r.* de M. Bekaert. Pr. de M. Rogier de les mettre à la charge de l'Etat, 354. Pr. de loi de M. de Theux, 596. *r.* de M. Verdussen, 677. — **II**. Les frais sont mis à la charge de la commune, de la province et de l'Etat, 24. Pét. en faveur de l'élection directe, 107. Refus de six membres de la chambre d'Anvers d'accepter leur mandat, 334. — **III**. Mode de nomination, 429, 494. — **IV**. Publication de leurs rapports, 392. Dotation. *r.* de M. Jonet, 523. — **V**. Mode de nomination. Demande de suppression, 10, 84, 148, 240. Pr. de M. d'Aspremont-Lynden, 526-528.

CHAMPAGNE MOUSSEUX (Pr. de frapper d'un droit de 50 c. par bouteille le). **V**. 51.

CHAMP DES MANŒUVRES. **V**. A Anvers, 172, 175, 180; à Bruxelles, 315.

CHANVRES EN MASSE. **II**. Changement à la loi sur les droits différentiels, 541.

CHARBONS DE BOIS. **III**. Libre sortie, 478.

CHARITÉ. **I**. Pr. de M. Dubus, 14. Pr. Brabant-Dubus au sujet des biens des fondations charitables, 140. Nomination des administrateurs, 318. — **III**. Demande d'une solution des questions qui se rattachent à cet objet, 12. Pr. de loi de M. B. Dumortier, 14. Débat sur cette question; administrateurs spéciaux, 14-17. Annonce d'un pr. de loi par M. Faider, *m. j.*, 194. Dépôt du pr., 200, 252. *r.* de M. Tesch, 267. Arrêtés relatifs à l'acceptation de dons et legs, 316, 320. Démission de M. Ch. de Brouckere. Pr. de loi de M. A. Nothomb, 320. Incident, 328. *r.* de M. Malou, 377. Disc., 377-381, 477.

CHARLEROI. **III**. Cession à la province de Hainaut des terrains de l'ancienne maison d'arrêt, 399, 413, 459. — **IV**. Criminalité dans l'arrondissement, 28. Vente des terrains militaires, 160. Nivellement, 612. — **V**. Démolition des fortifications, 45, 270. Garnison, 322, 325. Appropriation des terrains militaires, 371. Criminalité, 424. Augmentation du nombre des échevins, 2^e partie, 119. Casernes, 125. Dédoublément de la justice de paix, 143, 144.

CHASSE. **II**. Circulaire de M. Nothomb relative au port d'armes, 82, 135. Pr. de loi de M. Nothomb. *r.* de M. Savart, 335. Disc., 436, 437. Pét. relative à la chasse à la bécasse, 564. Suppression des primes pour constatation de délits, 732. — **IV**. Police, 85. Chasse à courre, 202. Pr. de loi de M. Pirmez, 562. — **V**. *r.* de M. de Wouters, 85. — Chasse au chien courant sans fusil, 425. Pr. de loi de M. Delcour, 2^e partie, 14.

CHAUDFONTAINE. **II**. Demande d'un subside, 435.

CHAUDIÈRES A VAPEUR. **V**. Surveillance, 377, 2^e partie, 48.

CHAUX. **III**. Débat sur la distribution aux agriculteurs, 9, 127. Pr. de M. Orban. *r.* de M. d'Hoffschmidt, 195, 196. Pr. de M. De Moor, 261, 315. — **IV**. Distribution à prix réduit dans les Ardennes, 249.

CHEMIN DE FER. **I**. D'Anvers à Cologne, 22. — Réclamations de M. Ullens, 161. Pr. de loi de M. Rogier; emprunt, 162. *r.* de M. Smits. Discussion et vote, 210-215. Réclamations de MM. de Poederlé et Verhassel, 215, 216. Ligne du Hainaut; rails et billes. Station de Bruxelles, Allée Verte, 314. Exploitation régie par l'Etat. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Milcamps. Tarif des voyageurs. Débat sur le monopole, 315. Compte rendu des opérations, Ostende-Malines, Mons-Valenciennes, Gand-Lille. Débat sur la concession. Ligne du Hainaut, 390, 391, 392. Tracé du chemin de fer de Gand à Lille par Tournai, 391. Tarif, exploitation par l'Etat, passages à niveau dans les villes, 391, 392. Emprunt de 50 millions, 405, 406. Chemin de fer de Boussu à Saint-Ghislain. Pét., 456, 457. Lenteur des travaux de la section des Flandres. Ligne de Liège à la frontière de Prusse, de Gand à Lille, 488. Retard des travaux de la ligne d'Ostende, préjudiciable à cette ville, 492. Débat sur la comptabilité, 492, 493. Péages. *r.* de M. Heptia. Compte rendu des opérations. Ligne vers la France par le Hainaut, 493. Transport des marchandises, 492, 494. Tarif des petites places, 494. Chemin de fer de Gand à Lille. Pr. de loi de M. Nothomb. *r.* de M. Dumortier. Direction par Courtrai et Tournai. Pét. du sieur Maertens, au nom d'une société concessionnaire, 494, 495. Principe de l'exécution des lignes du Limbourg, de Namur et du Luxembourg. Am. de M. Devaux, 495, 496. Doublement de la voie de Malines à Duffel, 538. Débat sur l'exploitation par l'Etat et les concessions aux compagnies. Comptabilité. Personnel, 559. Tracé du chemin de fer de Gand à Lille, *id.* Cr. de 10 millions. *r.* de M. Zoude. Lignes de Gand à Ostende, du Limbourg, de Liège à la frontière de Prusse, du Hainaut. Embranchement sur Alost. Stations de Bruxelles. Service des marchandises. Lignes de Tirlemont, Waremmes et Ans, Bruxelles à Tubize, Fraipont à Verviers, 576. Marchandises. Station d'Anvers-bassin. Waggons de 3^e classe. Direction vers Tongres ou Saint-Trond. Débat sur le coût du chemin de fer. Nombre de voyageurs transportés. Questions financières, 577, 575. Stations de Bruxelles, 578, 579. Marchandises, 579. Péages, 578, 579. *r.* sur l'exportation, 665. Tarif des voyageurs; transport des marchandises. Chemin de fer de Bruxelles à Namur par Charleroi. Ligne de Bruxelles à la frontière de France *id.* de Prusse. Produits de l'exploitation. Péages. *r.* de M. Van Hoobrouck.

stations de Bruxelles. Tarif à grandes distances, 665. Coût de la ligne de la Vesdre. Stations de l'Allée Verte et du Nord, 666. Compte rendu de l'exploitation. Emission de 12 millions de bons du Trésor. *r.* de M. Demonceau. Tracé du chemin de fer de Gand à Bruges; *id.* de Namur à Bruxelles. Adjudication de sable de mer. Service des marchandises. *Pr.* relatif à l'acquisition de 4,000 actions du chemin de fer rhénan, 715, *r.* de M. Lys. Discussion et vote. *Pét.* des concessionnaires de la ligne d'Entre-Sambre-et-Meuse. Tracé de la ligne de Gand à Bruges. *Cr. supp.* de 5 millions. *r.* de M. Nothomb. Péages. *r.* de M. d'Hoffschmidt. Griefs de la ville de Nivelles. Nouvel emprunt pour le chemin de fer. Exposé de la situation de l'entreprise. Opinion de M. Rogier, *m. l.*, sur le tarif. Vote d'un crédit de 57 1/2 millions. Adjudication de la ligne de Pepinster à la frontière de Prusse, 715. *Cr.* de 57 1/2 millions. Discussion, 721-724. *Pét.* de Charleroi demandant à être relié à la ligne de Namur. *r.* de M. Van Hoobrouck, 738. *Pét.* du sieur Tack, ingénieur, signalant de prétendues dilapidations. *r.* de M. Zoude. Discussion. Débat entre MM. Nothomb et Delehay. Ordre du jour, 738. Critiques dirigées contre le chemin de fer par M. F. de Merode. Réponse de M. Rogier, *m. l.*, 744. — II. Son utilité commerciale, 7. Demande de changement du tracé de la ligne de Bruges à Gand, débat sur la comptabilité, service de nuit pour les marchandises, centralisation des services du chemin de fer et des postes, influence du tarif sur les recettes, 15. Doubles voies, équilibre des bassins houillers, répartition des voyageurs entre les diverses classes, convention avec les messageries françaises pour le transport des marchandises de Lille à Courtrai et de Valenciennes à Bruxelles. Tracé de Gand à Bruges; demande de construction d'un chemin de fer dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, 16. Gestion financière des chemins de fer, principe des concessions, étude de la ligne de Braine-le-Comte à Charleroi, 40, 41. Demande d'un *minimum* d'intérêt pour le chemin de fer de Sambre-et-Meuse, 43. Demande d'achèvement de la ligne de la Vesdre. Tarif réduit du 10 avril 1841. Etablissement du camionnage, débat sur les frais d'exploitation, les recettes et les tarifs, 84, 85, 86. Ligne de Saint-Trond à Hasselt. Incident à propos de la nomination de nouveaux employés, 86. Tarif du 22 mars 1841. Équilibre des bassins houillers, enquête sur l'utilité de la concession d'un chemin de fer d'Anvers à Gand, 86. Interpellation au sujet d'un emprunt de 50 millions pour construction de chemins de fer, 86. *Pr.* d'emprunt, 96. Dépenses de construction de la ligne de la Vesdre et des stations de Bruxelles, d'Anvers et de Charleroi. Elévation des tarifs sur la ligne du Midi. Chemins de fer du Limbourg. Garantie d'un *minimum* d'intérêt réclamé par la compagnie de Sambre-et-Meuse, 97. Critique des dépenses faites pour le tunnel de Cumptich, le matériel du chemin de fer et la station du Nord à Bruxelles, 98. Emplacement des fours à coke, lignes de Jurbise à Tournai, d'Anvers à Bréda, de Sambre-et-Meuse. Station intérieure de Liège. Chemin de fer de Hasselt, 99. Débat sur les évaluations de recettes, 134, 155. Suspension des travaux du chemin de fer de la Vesdre. Débat sur les tarifs, les frais d'exploitation, la comptabilité.

Prix du transport des houilles, équilibre des bassins houillers, lignes de Jurbise à Tournai, de Tirlemont à Namur, de Saint-Trond à Hasselt, renouvellement des rails et des billes, station de marchandises à Haut-Pré. Tarif sur le plan incliné de Liège, *c.* des tarifs, économie sur le coke, invention de M. Cabry, police du chemin de fer, garantie d'un *minimum* d'intérêt pour la compagnie de Sambre-et-Meuse, 187, 188, 189. Exploitation, personnel, contrôle financier, approvisionnement des magasins, tarifs; ligne d'Anvers à Herbesthal, organisation du personnel, économie sur le combustible, conflit avec le chemin de fer rhénan, 248. Accident à Vieux-Dieu, plans du chemin de fer de Jurbise à Tournai, 249. *Pr.* d'accorder une prime au fonctionnaire qui fera réaliser des économies, 248. Ligne de Tournai à Jurbise. *Pr.* de loi, 335. *r.* de M. Demaisières, 338. *Disc.*, 338, 339. Service des marchandises entre Verviers et Herbesthal, 335. Contrôle financier, 335, 337. Achat de rails en Angleterre, 335. Compte rendu de l'exploitation de 1844, 336. Péages et tarifs, 337. *r.* de M. Mast de Vries et vote, 337. Concession de Saint-Trond à Hasselt. *Pr.* de loi, 335. *r.* de M. Desmaisières, 338. *Disc.*, 338, 339. *Cr.* pour travaux supplémentaires, 335. *Disc.* et vote, 338. *Pét.* relatives à un chemin de fer d'Ans à Hasselt par Tongres. *r.* de M. Zoude, 335. Eboulement du tunnel de Cumptich, 335. *Pr.* de *cr.* *r.* de M. Mast de Vries, renseignements, *disc.*, enquête, 336, 337. Concession du chemin de fer de l'Entre-Sambre-et-Meuse. *Pr.* de loi, *pét.* à ce sujet, 335. Modification au *pr.*; *r.* de M. Dumont, *disc.*, 336. Concession du chemin de fer de Namur à Liège, 337, 338. *Pr.* de loi, 338. *r.* de M. Lesoinne, 339. *Disc.* et vote, 338. *Id.* de Mons à Manage, *pr.* de loi, 340. *r.* de M. Lesoinne, 339. *Disc.* et vote, 340. Chemin de fer de la Flandre occidentale, 337. *Pr.* de loi, 338. *r.* de M. Malou, 339. *Disc.*, 340. Chemin de fer de la Dendre. *Pr.* de loi, 338. *r.* de M. Donny, 339. *Disc.* et vote, 340. *Id.* de Louvain à la Sambre. *Pr.* de loi, 338. *r.* de M. Cogels, 339. *Disc.* et vote, 339. Tarif belge-rhénan, 340. Revenus du chemin de fer, 339. Augmentation du matériel, personnel administratif, cartes de faveur, 337. Tracé du chemin de fer de Namur à Liège, 437, 439. Eboulement du tunnel de Cumptich. *r.* de M. Delfosse, 437. *Pét.* de M. de Ridder, 438. Adjudication des travaux, 439. Tunnel de Braine-le-Comte, 437. Modifications à la concession du chemin de fer de Louvain à la Sambre. *Pr.* de loi, 437. *r.* de M. Van den Eynde, *disc.* et vote, 438. *Pr.* de concession du chemin de fer du Luxembourg, 438. *r.* de M. Zoude, 439. *Disc.*, 440-442. Tracé du chemin de fer de la Campine. *r.* de M. Zoude, 438. Doublement de la voie sur la ligne du Midi, 438, 439. *Cr. spécial*, 442. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 442. Conservation des billes, 438, 439. Recettes du chemin de fer de l'Etat, 438. Réduction du prix de transport des émigrants, 438, 439. Arrangement avec la compagnie du chemin de fer rhénan, 439. Concession du chemin de fer de Manage à Wavre. *Pr.* de loi, 438. *Pét.* des actionnaires, 439. *r.* de M. Pirmez, 442. *Pét.* des concessionnaires du chemin de fer de Wavre à Manage, agiotage sur la constitution de la société de Tournai-Jurbise, 438. Spéculations sur les concessions, 442. Tarif des marchandises, 439. Loi des péages,

r. de M. Mast de Vries et vote, 439. Chemin de fer direct de Bruxelles à Gand par Alost, 439, 441, 442. Renouvellement des billes et des rails, 439. Cr. spécial. *r.* de M. de Man d'Attenrode, disc., 442. Emploi de billes en sapin, 440. Fêtes d'inauguration du chemin de fer de Bruxelles à Paris. Pr. de cr. de 40,000 fr., 440. *r.* de M. Mast de Vries et vote, 441. Raccordement de la station des Guillemins (Liège) à la Meuse. Manque de wagons à Anvers, 440. Cote des actions des chemins de fer concédés. *r.* de M. Pirmez, 440. Disc., 442. Restitution du cautionnement des chemins de fer d'Anvers à Dusseldorf et de la Flandre occidentale, 442. Indemnités payées par les sociétés concessionnaires aux ingénieurs de l'Etat, 531. Emploi des billes en sapin. *r.* de M. De Roo, 531, 534. Chemin de fer direct de Bruxelles à Gand par Alost, 531. Pét. de M. De Laveleye, 533. *r.* de M. Van den Eynde, disc., 533, 534. Pr. de M. d'Elhoungne, adoption, 534. Second vote et rejet, 534, 570. Cr. pour le matériel, 531. *r.* de M. de Man d'Attenrode, disc. et vote, 532. Cote des actions de chemins de fer. *r.* de M. Pirmez, disc. et vote, 532. Prorogation de la loi sur les tarifs. *r.* de M. Brabant et vote, 531. Prorogation du délai d'exécution du chemin de fer du Luxembourg. Pr. de loi. *r.* de M. Zoude, disc. et vote, 532. Stations de Wavre et d'Ottignies, 533. Manque de matériel, adjudication de rails avec paiements à terme, coalition des fabricants, 532. Chemin de fer d'Adinkerke à Ostende. *r.* de M. Clep, 533. Pr. de M. de Man d'Attenrode tendant à établir un conseil permanent des chemins de fer, 533, 534. Dépenses à faire pour l'exploitation, tunnel de Braine-le-Comte, 533. Debat sur la comptabilité, chemin de fer rhénan, administration, surveillance. Pr. du chemin de fer de Mons à Nieuport. *r.* de M. Clep. Fabrication du coke, tarif du transport des houilles entre Liège et Anvers. Crédit supplémentaire pour travaux. *r.* de M. Osy. Pr. de concession de Malines à Boom et Schelle. *r.* de M. de Man d'Attenrode sur un cr. ajourné pour rails et billes, vote d'une somme de 300,000 fr., 534. Chemin de fer, service des recettes. Pr. de loi de M. Malou, *m. f.*, 535. Chemin de fer de Quenast au canal de Charleroi, 569. Réclamations en faveur du chemin de fer direct de Bruxelles à Gand par Alost. Déclaration de M. Frère-Orban, *m. f.*, 610. Chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain, 620. Ligne directe de Bruxelles à Gand par Alost, réclamations de Termonde, 620. Cartes de circulation, 620. Contrôle du chemin de fer, 620, 621. Evaluation des recettes, 620. Situation financière. Programme de M. Frère-Orban, 620. Restitution du cautionnement à la compagnie du Luxembourg, 620. *r.* de M. Broquet, disc., 621. Chemin de fer de la Dendre, 620. Péages. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 622. Travail du dimanche. Convoyage des trains de marchandises en douane. Amortissement du capital engagé dans le chemin de fer. Question des tarifs. Personnel de l'exploitation, 620. Transport des engrais, entretien des voies, matériel. Délai pour la construction du chemin de fer de Manage à Erquelinnes, vote, 622. *Id.* pour les chemins de fer de Namur à Liège et de Mons à Manage. *r.* de M. de Brouckere. *Id.* Tournai à Jurbise. *r.* de M. Broquet. *Id.* Entre-Sambre-et-Meuse. *Id.* Flandre occidentale. *r.* de M. de Brouckere. *Id.* Louvain à

la Sambre, 624. Cr. de 7 millions pour venir en aide aux industries. *r.* de M. de Brouckere, 622. Discussion, 623. Complément du cr. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 624. Restitution du cautionnement de la Compagnie de Louvain à la Sambre. Pét. du conseil communal de Louvain. *r.* de M. Zoude, 622. Cr. de 2,005,611 fr. *r.* de M. Van Schoor, 624. Organisation d'un service de contrôle des recettes, des tarifs et du mouvement des voyageurs, 663. Débat sur les prévisions de recettes et les frais d'exploitation, 703-709. Prorogation de la loi sur les péages. *r.* de M. Mercier, disc. et vote, 735. Interruption des travaux de la ligne du Luxembourg. Débat sur l'exploitation. Service de nuit. Economie sur l'emploi du coke, 736. Achèvement de la ligne de Namur à Liège, 737. Dérégation à la loi de comptabilité pour la fourniture de gré à gré d'objets pour la locomotion. *r.* de M. de Man d'Attenrode, vote. Compétence des tribunaux de commerce en matière de contestations. *r.* de M. Orts, vote, 737. Discussion sur le tarif du 1^{er} septembre, 777, 778, 779. Exécution des obligations de la compagnie du Luxembourg, 827. Explications de M. Rolin, *m. t.*, sur ses intentions à l'égard de la Compagnie de Sambre-et-Meuse, qui a annoncé l'intention de suspendre son exploitation, 827, 828. Annonce d'une loi sur les tarifs, présentation du pr. *r.* de M. Mercier. Vote d'une nouvelle prorogation, 828. Annonce du règlement définitif de la comptabilité des chemins de fer, 828. Motion de M. Vilain XIII tendant à demander à la cour des comptes un état sommaire du coût du chemin de fer, 828. Interpellation de MM. Julliot et Dumortier à propos d'une prétendue intention de vendre les chemins de fer. Faculté accordée aux employés de remplir leurs devoirs religieux, 828. Achèvement de la ligne de Namur à Liège. Pont sur la Meuse à Andenne, 828. Délai d'exécution du chemin de fer de Marchienne à Erquelinnes, 828, 829. Concurrence de cette ligne à celle de l'Etat, 829. Modifications au cahier des charges de la Compagnie de Namur à Liège. Cr. pour l'embranchement de Chokier à Liège, 829. Explications de M. Rolin sur les recettes et les dépenses, 875. Demande d'économies, monopole de l'Etat, service administratif, rapports avec l'administration centrale, chemin de fer de Lichtervelde à Thielt par Deynze, 876. Adjudication pour cinq ans des impressions du chemin de fer, 877. Ligne directe de Gand à Bruxelles par Alost. Débat sur l'utilité de cette ligne. Procès avec la Compagnie du Luxembourg. Déchéance de la Compagnie de Louvain à la Sambre, 878. — **III.** Ecoulements de ponts sur la Sambre entre Namur et Charleroi; entrée des trains de Namur dans la station des Guillemins à Liège; débat sur l'exploitation, 17. Lignes de la Flandre occidentale, de Sambre-et-Meuse, 17, 21. Stations d'Anvers et de Liège, 18. Tarif des voyageurs. *r.* de M. Mercier, 18-21. Trains de plaisir, 17, 20, 21. Promesse d'un pr. de loi sur le tarif du transport des marchandises, 21. Prorogation du délai pour l'achèvement de la ligne de Marchienne à Erquelinnes. *r.* de M. Lesoinne, 21. Concession du chemin de fer de Dendre-et-Waes (Ath à Lokeren) et de Bruxelles à Gand par Alost, de Lierre à Contich, 52 et suiv. Embranchements du chemin de fer du Luxembourg sur Dinant et Bastogne, 53 et suiv. Jemeppe à Gembloux, Audenarde à Deynze,

55 et suiv. Charleroi à la frontière de France, Manage à Wavre par Nivelles, 56 et suiv. Flandre occidentale, *ibid.* Saint-Ghislain à Tournai par Péruwelz, débat sur l'exploitation; demande de création d'une c. des chemins de fer. Pr. de loi réglant le tarif des marchandises; pr. de M. Van Hoorebeke, 95, 96. Pét. de la ville de Wavre, relative au tracé du chemin de fer du Luxembourg, 95, 96. Cautionnement de la compagnie de Dendre-et-Waes, 96. Chemin de fer d'Anvers à la frontière de Hollande. r. de M. Coomans, 152. *Id.* du Centre à Erquelinnes; r. de M. Mercier, 152, 154, 155. *Id.* de Lierre à Turnhout, 152, 154, 155. *Id.* de Pepinster à Spa. r. de M. Moreau, 152. Effets du nouveau tarif des voyageurs; annonce par M. Veydt d'un r. sur la tarification des marchandises, 152. Cr. de 4,880,000 fr. pour matériel du chemin de fer, 152, 154. Ligne de Mons à Hautmont, 153. Demande d'enquête sur l'exploitation; *id.* de l'institution d'un comité consultatif; 155, 155. Pét. de Tongres et de Renaix, demandant à être reliés au réseau de l'Etat, 152, 155, 154. Tracé de Namur à Givet; obligations de la Compagnie du Luxembourg et de celle de Namur à Jurbise, 155, 154. Pr. de céder l'exploitation du chemin de fer de l'Etat à l'industrie privée, 154. Anvers à Gladbach, 154. Chemin de fer de Hasselt à Maestricht, de Fleurus à Landen, de Groenendael à Nivelles et de Tubize à Enghien, 155, 156, 157. Obligation de la compagnie de la Flandre occidentale, 156. Bilsen à Tongres, 156, 157. Lichtervelde à Furnes, Saint-Ghislain à Gand, 201. Tarif des trains *express*. r. de M. Mercier, 201, 202. Suspension des travaux du chemin de fer du Luxembourg, réclamations des ouvriers, 202, 203. Cr. de 9 millions pour le parachèvement du chemin de fer. r. de M. Dumon, 202, 203. Chemin de fer de Thielt à Deynze. r. de M. E. Vandenpeereboom, 202, 203. *minimum* d'intérêt. Tracé des lignes de la Flandre occidentale, 203. Prorogation du tarif des marchandises, 202, 203. Plans du chemin de fer de Deynze à Thielt, tracé de la ligne du Luxembourg, 227. Transfert de la station de Bruxelles (Midi) à Saint-Gilles, 268, 271. Ouverture de la ligne du Luxembourg jusqu'à Ottignies, achèvement de la ligne, tracé par Wavre, ligne de l'Ourthe; accusation de corruption dans l'affaire de la Compagnie du Luxembourg; délai pour achèvement de la ligne, 268, 269, 270. Chemin de fer de Hainaut-Flandres, Charleroi à Gand par Soignies, Saint-Ghislain à Gand, 268, 269. Insuffisance du matériel pour le transport des charbons; tarif des marchandises, 268, 269. Commandes de locomotives, 269. Tarifs spéciaux du Dendre-et-Waes, 269. Pr. de cession de la ligne de Lierre à Contich à la Compagnie de Lierre-Turnhout, 269. r. de M. Prévinçaire, 270. Disc. de ce projet, 320, 322, 323. Augmentation du tarif de la Compagnie de Namur à Liège, 320. Chemin de fer de Saint-Ghislain à Ath, 320. Tracé, 322. Remises faites par la Compagnie de Dendre-et-Waes; transport des houilles; comité consultatif des chemins de fer; jetons de présence; exploitation par l'Etat, 321 et suiv. Concession de Luttre à Denderleeuw, 323. r. de M. Coomans, 325, 326. Tarif des marchandises, 325. Passages à niveau, 325. Comptabilité, 325. Lignes d'Anvers à Hasselt, de Malines à Heyst-op-den-Berg, d'Anvers à Cologne, de Bilsen par Tongres à Liège, de

Termonde à Saint-Nicolas, de Charleroi au Centre, de Hal à Ath par Enghien, de Saint-Ghislain à Gand par Audenarde. Cr. de 21 millions pour le chemin de fer, ajournement, 326, 327. Pr. d'aliéner les 4,000 actions du chemin de fer rhénan, 334. Cr. pour clôtures au chemin de fer de Dendre-et-Waes, 381. Cr. de 21 millions réduit à 6 millions, 381. Lignes de Saint-Ghislain à Ath, de Tamines à Landen, de Jemeppe à Diest, de Saint-Trond à Hasselt, de Groenendael à Nivelles, 381, 382 et suiv. Rachat de Mons à Manage, 382, 384. Liégeois-Limbourgeois, Dinant à Givet, Braine-le-Comte à Courtrai, Anvers à Hasselt, 382 et suiv. Obligations de la compagnie du Luxembourg, 384. Débat sur l'exploitation, 382 et suiv. Tarif des marchandises; rachat de Mons à Manage; concession d'Eecloo à Gand; chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain, Liège à Tongres, Anvers à Hasselt, Hal à Ath; tarifs mixtes; surveillance des chemins de fer concédés, 426. Embranchement de Bastogne; ligne de Termonde à Saint-Nicolas; tarif des marchandises; exploitation de Landen-Maestricht; transport des vins de France; *id.* des minerais de la Campine; lignes du Centre à Marchienne, de Namur à Givet, de Tamines-Landen, de Braine-le-Comte à Gand et Courtrai, 472, 473. Payement de la rente due à la compagnie de Mons à Manage, 484, 485. Compte rendu pour 1858. Concession de Braine-le-Comte à Gand. r. de M. Carlier, ajournement; stations de Namur, de Lierre, de Mons. Lignes de Namur à Givet, de Mons à Manage, de Hal à Ath par Enghien, 519. De Bruxelles à Louvain, 519, 527, 528. Surveillance des compagnies, police, *minimum* d'intérêt, Compagnie du Luxembourg, 541, 544. Incident Hauman, 544, 545. Concession de Braine-le-Comte à Gand, 544, 555. Matériel pour le transport des matières pondéreuses, 544. Embranchement de Bastogne; accident sur la ligne de Mons à Manage, 544. Raccordement de la station de Gand à l'entrepôt; ligne de Namur à Givet; incident à propos de la ligne directe de Bruxelles à Louvain; contrôle de la fabrication de coupons, 545. Déclarations en douane faites par l'administration, 544, 545. Concession de Morialmé à Givet. r. de M. Sabatier, 545. Bilsen à Tongres, 545, 546. Lille à Tournai, 545. Mariembourg à Momignies, 546. Tarif de Dendre-et-Waes, 546. Cr. d'un million pour le matériel. r. de M. J. Jouret, 556. Ligne directe de Bruxelles à Louvain, 569. Tarif des marchandises, 570.—IV. Ligne directe de Bruxelles à Louvain, 10 et suiv. Station centrale et raccordement des gares de Bruxelles, *ibid.* Rachat des chemins de fer concédés, *ibid.* Ligne de Louvain à Herenthals, de Tournai à Lille, *ibid.*; de Louvain à Diest, Anvers vers l'Allemagne, tarifs spéciaux, voitures de 3^e classe pour les *express*, *ibid.* Stations de Dolhain, 10. De Courtrai; ligne de Malines à Terneuzen, de Braine-le-Comte à Courtrai, de Saint-Ghislain à Tournai par Péruwelz, des Plateaux de Herve et de Stavelot à la frontière allemande, Baume à Marchienne, Ans à Tongres, Namur à Landen, 11, 12. Braine-le-Comte à Gand, Eecloo à Bruges, Furnes à la frontière française, Mariembourg à Dinant, réseau Forcade, 13. Ligne de Bastogne à Longlier et Sedan. Cr. de 5,899,000 fr. pour le matériel des chemins de fer

de l'Etat. Ponts sur la Sambre. Ligne de Selzaete. de Lichtervelde à Furnes, de Tournai à Lille, de Bruxelles à Louvain, de Namur à Landen, de Saint-Ghislain à Tournai, de Frameries à Chimay; stations de Mouscron, Landeghem et Quiévrain; wagons pour le transport du bétail; chemin de fer de Diest à Aerschot par Montaigu, de Tongres à Liège, de Hasselt à Eindhoven, de Nieuport à Furnes, de Termonde à Saint-Nicolas, d'Anvers à Gladbach, de Gand à Terneuzen, de Péruwelz vers Condé, de Groenendael à Nivelles, de Namur à Geest-Gerompont, réseau Forcade; passages à niveau; transport des électeurs à prix réduit, 85-88. Pr. de concessions; tarif des marchandises; wagons de 3^e classe pour les trains *express*; tracé de la ligne de Courtrai à Denderleeuw; raccordement de la ligne d'Eecloo à la station de l'Etat à Gand; lignes de Gand à Terneuzen, d'Aerschot à Diest; haltes de Sempst et de Weerde, 147. Tunnel de Braine-le-Comte; station de Tournai; halte à Sichem; surveillance des chemins de fer concédés; concession de Malines à Terneuzen, de Tamise à Termonde, de Frameries à Chimay; chemin de fer direct de Charleroi à Bruxelles par Luttre, Tongres à Bilsen, Ostende à Armentières; tracé de Hal à Ath; ligne d'Anvers à Dusseldorf, réseau Forcade, 148, 149. Service de nuit pour les marchandises, 172. Négociations au sujet du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 200. Suppression des cloches et des sonneries au départ des trains; wagons de 3^e classe aux trains *express*; aliénation des actions du chemin de fer Rhénan, 202. Concession d'Ostende à Armentières, de Lokeren à Selzaete; tarif des marchandises, Anvers à Douai, Roulers à Ypres; raccordement des gares de Bruxelles; passage à niveau près de la porte de Hal; Landen à Marche; ligne directe de Bruxelles à Charleroi; cr. de 6 millions pour le matériel; chemins de fer vicinaux; accident sur la ligne de Namur à Givet; embranchement de Bastogne; stations de Bruges et de Liège; transport de marchandises pondéreuses; lignes de Bastogne, de Virton, réseau Forcade; station de Charleroi; tunnel de Braine-le-Comte; récolement des coupons; lignes de Bruxelles à Mayence, de Beaumont à Thuin et Frameries, 203, 204. Cr. de 6 millions pour le matériel; stations de Dieghem, de Louvain, de Liège; ligne de Bruxelles à Louvain; récolement des billets, 237. Tarif de la Compagnie de la Flandre occidentale; chemin de fer d'Anvers à Turnhout; ajournement de demandes de concessions; retard dans la construction de la ligne de Bruxelles à Louvain; raccordement des gares de Bruxelles; accident aux gardes-convois et aux gardes-barrières; tunnel de Braine-le-Comte; chemin de fer de Bastogne, du Borinage à Jurbise; stations de Dieghem, de Quaregnon, 252. Lignes de Mariembourg, d'Audenarde à Sottegem et Renaix; station de Huy; exploitation de Landen à Aix-la-Chapelle; cr. de 2 millions pour le matériel; abonnements; tarif du transport de la chaux; tarif des petites marchandises; accident à Naninne; autorisation de modifier, par arrêté ministériel, le tarif des voyageurs; chemin de fer de Châtelineau à Bruxelles, de Houdeng à Jurbise, du Flénu, de Bastogne, 253. Ligne de Jemeppe à la Meuse; convention avec le Grand-Central pour l'Entre-Sambre-et-Meuse; stations d'Audenarde,

de Louvain; ligne de Virton; chemins de fer vicinaux; chemin de ceinture à Gand; réclamations du Limbourg; station de Tournai; station centrale à Bruxelles, 254, 255. Ligne directe de Hal à Ath; crédit de 8 millions pour le matériel; insuffisance pour le transport des marchandises; règlement de police des lignes concédées; interprétation de la loi du 12 avril 1835 sur l'exploitation et la police; transport du gibier et du poisson par trains *express*; lignes de Bruxelles à Louvain, d'Anvers à Douai, réseau Forcade; position du petit personnel; stations de Tournai, Verviers, Louvain, Huy; lignes de Saint-Ghislain à Ath, de Bruxelles à Huy; droits de la ville de Wavre; transport des déchets de laine; chemins de fer vicinaux du Brabant; raccordement des stations de Liège; wagons de 3^e classe aux trains *express*; tarifs de transit; tracé de la ligne de Charleroi à Bruxelles; embranchement de Bastogne; rachat du Grand Central; ligne de Hesbaye-Condroz; outillage de la ligne de Hal à Ath et de Tournai à Blandain; concession à la Société du Haut et du Bas Flénu; chemins de fer de Maeseyck et de Virton; lignes de Mons à Enghien, Anvers à Breda; chemin de fer de ceinture de Charleroi; industriel d'Antoing; lignes secondaires dans les Flandres, 322-326. Exploitation de la ligne de Hal à Ath, 353. Tracé du chemin de fer de Virton; *am.* du sénat; encombrement des stations de Liège, Charleroi et Tournai; résultats de l'exploitation en 1866; chemin de fer de Ramillies à Tirlemont; ligne directe de Bruxelles à Louvain; jonction des gares de Bruxelles; ligne de Jemeppe à la Meuse; exploitation du Liégeois-Limbourgeois; Plateaux de Herve; ligne de Hesbaye-Condroz; embranchement de Bastogne; Houdeng à Soignies; droits de Wavre et de Péruwelz; stations de Louvain; ligne d'Anvers à Douai, réseau Forcade; réforme des tarifs; billets d'aller et retour; stations de la ligne de Namur à Liège; station intérieure à Liège; transport du poisson; nouvelle station d'Anvers, différend avec la ville; concession de Maeseyck à Hasselt; passage à niveau de la rue Allard à Bruxelles; lignes de Lichtervelde à Furnes et de Furnes à Dunkerque, de Turnhout à Tilbourg; traverses en fer; ligne de Grammont à Audenarde, 392-395. Travaux de la gare du Midi; stations de Mons, Courtrai, Anvers, Tournai; tarif de faveur pour les ouvriers et les élèves des écoles; réseau Forcade; lignes de Namur à Ramillies, de Landen à Aye; d'Adinkerke à Ostende; stations de Bruges et de Liège; lignes de Charleroi à Bruxelles, de Malines à Terneuzen, de Bastogne; droits de la ville de Wavre; traverses en bois; lignes de Beaumont à Thuin, de Saint-Ghislain à Ath, de Braine-le-Comte à Courtrai, 455. Stations d'Anvers et de Charleroi; demande du complément de la réforme du tarif des voyageurs par l'application aux petites distances; exploitation du chemin de fer Liégeois-Limbourgeois; tarif des marchandises; exploitation de Braine-le-Comte à Gand, 456. Cr. de 1 million pour le matériel, 507, 508. Cession du chemin de fer du Luxembourg à la Compagnie de l'Est français, 507. Pr. de loi sur les cessions de concessions. *r.* de M. Orts. 507, 508. Tracé des chemins de fer de Virton et de Maeseyck; lignes de Frameries à Chimay, de Namur à Gérompont, de Dour à

Quievrain, de Saint-Ghislain à Ath, d'Ath à Blaton, 507-510. Chemins de fer vicinaux montois, de Charleroi à Bruxelles, de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Gladbach, de Landen à Huy; tarif des voyageurs; laitier de hauts fourneaux employé pour ballast; gare à Ampsin; vol de charbon à la station du Midi à Bruxelles; stations de Bruges, Verviers, Sart, Ans, Waremmes, Tournai, Dolhain, Ostende; récolement des coupons; ligne d'Anvers à Breda par Tilbourg; chemin de fer de ceinture à Charleroi, de Diest à Beverloo; nouveau modèle de wagons de marchandises; lignes des Plateaux de Herve; station de Malines; pavage des stations; cantonniers des chemins de fer, 508-510. Mode de paiement des ouvriers de l'arsenal de Malines, 553. Tarif Vanderstichelen, 557. Ligne de Frameries à Chimay; tracé des chemins de fer de Virton et de Maeseyck; *r.* de M. Jamar sur les résultats du tarif Vanderstichelen; lignes de Hal à Maestricht, de Dour à Quiévrain, de Braine-le-Comte à Courtrai; convention du 25 avril 1870 avec la société des Bassins houillers, *r.* de M. Saintelette; ligne d'Anvers à Gladbach; interdiction de l'accès des gares; stations de Namur, Louvain, Tirlemont; station centrale à Liège; stations de Fexhe et de Waremmes, 562. De Bruges, de Tournai, 565. *Pr.* de concession de chemin de fer, *r.* de M. Saintelette; réseau de la Flandre occidentale; débat sur l'exploitation des chemins de fer par l'Etat ou par l'industrie privée, 565. Accident à Boussu, indemnité, 570. Tarif des marchandises sur les chemins de fer du Limbourg, 587. Tracé du chemin de fer de Virton, 611. — V. Liquidation du *minimum* d'intérêt garanti aux chemins de fer de la Flandre occidentale et de Luttre à Turnhout, 12. *r.* de M. Brasseur, 16. Réforme du tarif des voyageurs (tarif Wasseige), 12, 15, 16, 17. Lignes d'Athus à Givet, 12, 15, 16, de Hal à Maestricht, d'Horrues à Tubize; stations de Trois-Ponts, Bovigny-Courty, Isières; lignes de Frameries-Chimay, de Gand à Anvers par Lokeren. Encombrement des stations d'Anvers, Lokeren et Termonde, 12. Non-exécution du chemin de fer de Virton, tracé de la ligne, 12, 14. Chemin de fer de Jemeppe à la Meuse, 12, 14. Raccordement des stations de Bruxelles, 12, 15. Ligne de ceinture à Liège, 12, 17. Tracé d'Ostende à Armentières, 15. Interdiction d'entrée dans les gares. *Cr.* de 6,500,000 fr. pour le matériel, 15. *r.* de M. d'Andrimont. Insuffisance du matériel pour le transport des charbons; station de Vaux-sous-Chèvremont; ligne de Tirlemont au camp de Beverloo, 15. *r.* de M. Pety de Thozée, 16. *Id.* de Hesbaye-Condroz, 15, 16. *Id.* de Roulers à Dixmude, d'Ans à Breda, d'Herenthals à Moll, d'Anvers à Gladbach, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, 15. Réclamation de la ville de Wavre, 15, 16. Stations de Louvain et de Namur. Nessonvaux, Pepinster; lignes des Plateaux de Herve, de Houdeng à Soignies, 15. de Bonne-Espérance à Beaumont, 15, 16, de Saint-Ghislain à Ath et d'Ath à Belœil, 15, 16, de Saint-Ghislain à Erbisœul, ajournement, 17, d'Anvers à Sotteghem; station de Charleroi; ligne d'Anvers à Douai; vol commis à la station du Midi à Bruxelles, 15. Stations de Termonde, Tournai; lignes du Limbourg, de l'arrondissement de Huy; station de Malines, cautionnement des employés, 16. Chemin de fer de cein-

ture de Gand; stations de Bruges, de Verviers, 17. *Pr.* d'enquête de M. Orts sur les tarifs, 28. Compte du matériel roulant; rails laminés et martelés; encombrement à la gare de l'Entrepôt de Bruxelles, 46. Tarif Wasseige, 48. Ligne directe de Charleroi à Bruxelles, 49. Construction de matériel, *cr.* de 12,090,000 fr. *r.* de M. Vermeire, 85, 86. Ligne d'Athus à Givet, 85, 89, 90, 91. De la Vire, 85, 89, 90, 91. Crise des transports, 85, 86. Demande d'enquête sur l'exploitation, 86, 87, 88, 89. Rachat de la ligne du Luxembourg, 85, 86, 92. Effets du tarif Vanderstichelen, 86, 87, 88, 89. Ligne de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 89, 90. Rachat de Dendre-et-Waes, 89. *r.* de M. Demeur, 90, 92. Landen à Huy, Bastogne à Gouvy, Luttre à Bruxelles, Hal à Maestricht, Anvers à Gladbach, Saint-Ghislain à Ath, 90, 91, 92. Intérêts de Wavre et Nivelles, 90. Tracé de Tirlemont à Diest, 90, 91. Saint-Ghislain à Erbisœul, 91. Sotteghem à Anvers, 91. Bonne-Espérance à Beaumont, 90, 91. Travail du dimanche, 91. Stations de Namur, Taminies, Quaregnon, 91. Nécessité d'établir les tarifs par voie législative; transport des engrais; insuffisance du matériel, 91. Tarif Wasseige, 92. Station de Tournai; ligne de Comines et Menin à la frontière de France, 92. Traité avec la Hollande pour le passage du chemin de fer d'Anvers-Gladbach sur son territoire, 140, 141. Publication des recettes et dépenses des compagnies qui jouissent d'un *minimum* d'intérêt, 144. Construction d'un chemin de fer d'Athus à la Meuse, 148. Rachat de Pepinster-Spa, 148, 149. Système d'expropriation exposé par M. Pirmez, 149. Marché de rails fait par M. Moncheur avec des industriels anglais, 148, 149. Ligne de Hesbaye-Condroz, 149, 158. Cession du chemin de fer du Luxembourg, rachat, 149-157. Demande de rachat du réseau de la Flandre occidentale, 150, 157, 158; de la Flandre orientale, 158. Obligation de la société des Bassins houillers; lignes de l'arrondissement de Thuin; convention du Grand Central avec la compagnie du Luxembourg, 151. Ligne de Saint-Ghislain à Erbisœul, 157. Accidents à Rixensart et à Groenendael. Promesse par M. Moncheur d'un rapport sur toutes les questions relatives au chemin de fer; lignes d'Anvers à Aix-la-Chapelle, de Gembloux à la Meuse, de Luttre à Bruxelles, de Roulers à Dixmude, de Saint-Ghislain à Jurbise, de Tirlemont à Diest, d'Anvers à Douai, à Woensdrecht; travail du dimanche; tarif des voyageurs, 157. Mode d'exploitation; location de matériel; responsabilité de l'Etat en matière de transports; lignes de Thourout à Ypres, de Marbehan à Virton, de Thielt à Lichtervelde, de Tubize à Jodoigne, 158. De Bruxelles à Mayence, d'Audenarde à Roubaix, de Saint-Ghislain à Ath, de Blaton à Ath, de Beaumont; tarif sur les lignes du Flénu; tarification des petites marchandises; station du Luxembourg à Bruxelles, péages; ligne de Vivegnis à Bleyberg; tracé de Tirlemont à Diest, 159, 160. Demande de nouvelles reprises, 237. Ligne de Luttre à Bruxelles, 243, 244. Station d'Ottignies, contrat entre la compagnie du Luxembourg et le Grand Central, 243. Ligne de Berzée à Beaumont, 243, 244. Accident à Dilbeek; incendie de la gare des marchandises à Gand; tarification des petites marchandises; comptabilité; débit de boissons par les ouvriers de l'arsenal de Malines; *r.* sur l'exploita-

tion de la ligne de Luxembourg ; tracé de Hesbaye-Condroz ; ligne de Roulers à Dixmude, 243. Tracé de celle des Plateaux de Herve ; réseau des Flandres, 244. Audenarde à Roubaix, Anvers à Douai, Tirlemont à Diest, Bastogne à Gouvy ; rachat d'Anvers-Rotterdam ; ligne de l'Amblève ; tarifs des voyageurs ; stations de Louvain, Malines et Huy, 244. Chemin de fer de ceinture de Bruxelles, 244, 245. Saint-Ghislain à Ath ; indemnités en cas d'accident, 245. Ligne de Lichtervelde à Thielt, 509 ; d'Athus à la Meuse, 309, 310. Mauvaise exploitation du Liégeois-Limbourgeois, 309. Emploi des crédits pour l'achèvement du réseau ; responsabilité de l'Etat en matière de transports ; tarif sur le chemin de fer de ceinture de Charleroi, 310. Convention avec les Bassins houillers (1875), 310, 311, 312. Lignes de Tubize à Jodoigne, de Beaumont à Chimay, de Bonne-Espérance à Beaumont, d'Ans à Breda, de Landen à Hasselt, de Houdeng à Goegnies, de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Breda, de Luttre à Bruxelles, de Lierre à Turnhout, d'Anvers à Tilbourg, à Douai, de Roulers à Dixmude, de Saint-Ghislain à Ath, de Bastogne à Gouvy, 310, 311 ; d'Ostende à Blankenberghe, 312, 314. Stations de Trois-Ponts, Pepinster, Termonde, Buggenhout, Ottignies, Wavre, Verviers, Louvain, Courtrai, 310, 311. Reprise du réseau de la Flandre occidentale ; garde-corps Maquet ; *block-system*, *ibid.* Tarifs ; mode d'exploitation, 310, 311. Exploitation de la ligne de Landen à Hasselt ; Saint-Ghislain à Erbisœul ; encombrement des transports par suite des neiges ; achèvement de la ligne de Braine-le-Comte à Courtrai ; responsabilité de l'Etat en matière de transports ; timbre d'affranchissement des petits paquets ; ligne de Tubize à Jodoigne ; velours garnissant les voitures de 1^{re} classe ; ligne d'Athus à la Sambre ; insuffisance du matériel ; réseau du Luxembourg, de la Flandre occidentale, Saint-Ghislain et Blaton à Ath, Anvers à Woensdrecht, à Tilbourg, à Gladbach, à Boom, Bastogne à Gouvy et à Wiltz, Audenarde à Roubaix, Lierre à Turnhout, Anvers à Douai, Plateaux de Herve ; stations de Namur à Liège, Bruxelles à Tervueren, Vivegnis à Bleyberg ; garde-corps Maquet ; voitures automobiles, 366, 367. Stations de Tirlemont, Malines, Ostende, Ottignies, Braine-le-Comte, 367. Longrines en fer, 367. Tarifs et exploitation, 367. Stations de Bruges, Ostende, Malines, 368. Compte de la compagnie du Luxembourg, 368. Convention avec la Banque de Belgique pour les lignes de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter ; insuffisance du matériel ; reprise du réseau de la Flandre occidentale ; lettres de voiture ; tunnel de Braine-le-Comte ; lignes de Bastogne à Gouvy, de Vivegnis à Bleyberg, de Beauraing à Mettet, de Blaton à Ath ; chemin de fer de ceinture de Charleroi ; de Dour à Bavay, d'Anvers à Gladbach et à Woensdrecht, de Braine-le-Comte à Courtrai ; transport des huiles ; stations de Tamines, Quaregnon, Ottignies, Dison, La Hulpe, Courtrai, Malines ; responsabilité de l'Etat en matière de transports, 426, 427. Tarif du transport des pierres bleues, 426, 427. Lignes de Hesbaye-Condroz, de ceinture de Liège ; tunnel de Braine-le-Comte ; stations de Louvain, Tirlemont, Linkebeek ; convention avec la Société de Construction ; capitalisation des annuités de rachat de Dendre-et-Waes et de Pepinster à Spa,

427, 428. Transport de lins bruts de Russie ; restitution de cautionnements ; seconde voie entre Rhisnes et Mont-Saint-Guibert ; suppression des passages à niveau ; rachat du chemin de fer des Flandres ; stations de Courtrai et d'Ottignies, 428. Interdiction aux commis voyageurs d'emporter leurs colis comme bagages, 2^e partie, 14, 15. Mise en exploitation de la ligne d'Herenthals à Moll. Contradiction entre les chiffres du compte rendu des chemins de fer et ceux de l'exposé du Trésor. Ligne d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten ; pét. d'obligataires du Prince-Henri ; pét. de Thuin relative à une surtaxe établie par le Grand Central ; question des tarifs ; lignes des Plateaux de Herve, de Tubize à Jodoigne, de Bleyberg, de Lobbes à Thuillies, de Beaumont à Chimay, d'Ans à Breda ; stations de Sart, Verviers, Ottignies, Fontaine-Valmont, 15. Ligne d'Eecloo ; stations de Tirlemont, Neerlinden, Herent ; lignes de Tirlemont à Tongres, d'Anvers à Douai, de Termonde à Anvers, de Couillet à Jamioulx, de Saint-Trond à Looz, de Saint-Ghislain à Ath, de Bas-Silly à Renaix, de Renaix à Ellezelles, de la Louvière à Houdeng, d'Athus à Charleroi (tracé), de Bastogne à Gouvy, de Terwagne à Liège ; longrines en fer ; voitures Belpaire ; compte du chemin de fer ; stations de Ninove, Wetteren, Huy, Hofstade, Courtrai, Blaton, Leupegheem, Orroir, Tamines, Trois-Frères ; reprise des lignes de la Flandre occidentale, 16. Passage à niveau de Charleroi ; station du Campinaire ; lignes du pays de Waes, de Visé à Micheroux, de Marbehan à Virton, d'Athus à Florenville, d'Anvers à Woensdrecht, à Hoogstraeten, de Landen à Huy, 17. Chaulage des wagons de houille ; tares ; récolement des coupons ; garde-corps Maquet ; voitures à couloir ; stations d'Ottignies, La Hulpe, Braine-l'Alleud, 17. Lignes de Lembecq aux Ecaussinnes, de Dour à Bavay, de Lembecq à Ronquières, de Tongres à Maeseyck ; reprise d'une partie des lignes des Flandres ; convention relative au Prince-Henri ; concession de Vivegnis à Bleyberg, 18, 19. Daltonisme ; réglementation des transports ; trains extraordinaires entre Bruxelles et Paris en vue de l'exposition ; salaires à l'arsenal de Malines ; perceptions illégales de péages par le Grand Central, 18. Situation financière, 19. Retard dans la construction de la gare de Bruges, 74. Cr. de 6 millions de fr. pour réparation de matériel ; ligne de Jamioulx à Couillet, 113. Accident à Bas-Silly, 113, 114, 116, 117. Publicité donnée aux adjudications, 114. Tarifs du Grand Central ; lignes de Bastogne à Gouvy, de l'arrondissement de Thuin, de Tubize à Jodoigne, de Mettet à Acoz, de Fosses à Tamines, d'Anvers à Gladbach, à Hoogstraeten, à Mayence, de la Flandre occidentale, de Tavier à Ambresin, de Battice à Dison, de Florenville à Gedinne ; station de Jabbeke ; travail du dimanche, 114. Tarif des petits paquets ; station de Sart ; lignes de l'Amblève, de Soignies à Ghislenghien, de Lessines à Bruxelles, d'Ecaussinnes à Ronquières, d'Anvers à Douai, d'Audenarde à Roubaix, des Plateaux de Herve, de Lichtervelde à Furnes, de Bastogne à Gouvy, d'Anvers à Hoogstraeten, à Woensdrecht, de Saint-Trond à Tongres ; stations de la Croyère, Braine-le-Comte, Pepinster ; voitures Belpaire ; nécessité de nommer dans les Flandres des employés parlant le flamand, 115 ; lignes de Boom à Termonde et de

Termonde à Bruxelles; voitures Belpaire; suppléments payés pour le passage d'un train ordinaire dans un train *express*. Lignes de Malines à Aerschot, de Bastogne à Gouvy; stations de Gand, Lillois, Braine-l'Alleud, Jodoigne, Manage, Seneffe; tarif des marchandises; abonnements, 116. Taminnes à Chimay; billets d'aller et retour; lignes de Visé à Micheroux, Terwagne à Seraing, Athus à Charleroi, Bruxelles à Lessines, à Termonde, Anvers à Gand par Calcken et Overmeire, Lichtervelde à Thielt, Ostende à Armentières; stations de Manage, Seneffe, Ottignies, Braine-le-Comte, Malines, Gand, Sart, Tilleur; récolement des coupons sur les trains en marche; tarifs du Grand Central, 117. Exploitation du Liégeois-Limbourgeois, augmentation du tarif des voyageurs, 118. Comptabilité des lignes d'Ostende-Armentières et Furnes-Dunkerque, 117, 118. Lignes de Ciney à Jodoigne, de Fosses à Namur, d'Athus à la Meuse, de l'arrondissement de Marche, d'Audenarde à Orroir et à Roubaix, de Turnhout à Lierre, de la Flandre occidentale, seconde ligne entre Anvers et Bruxelles, d'Anvers à Tilbourg, de Bastogne à Gouvy, de l'Amblève, de Visé à Micheroux, de Malines à Aerschot, 118. Stations de Schoonaerde, Buggenhout, Wetteren, Ottignies, Braine-l'Alleud, Spa, Pepinster, 118. Augmentation du tarif des voyageurs, 150. Rachat du chemin de fer d'Anvers-Rotterdam, 186, 192. Demande de rachat du Liégeois-Limbourgeois, 187. Station de Florenville, 192, 194. Crise des transports; insuffisance et mauvais emploi du matériel, 193, 194. Stations de Malines, d'Ath; lignes de Termonde à Boom, de Bastogne à Gouvy, de Tubize à Jodoigne, de Bruxelles à Lessines, de Braine-le-Comte à Courtrai, d'Anvers à Douai, de Ramillies à Andenne, de Lembeek aux Ecaussinnes, de Nivelles à Fleurus, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, de Lierre à Turnhout; transport de la chaux destinée à l'agriculture; reprise du réseau de la Flandre occidentale, 193. Gare de manœuvres à Anvers; stations d'Ottignies, Braine-l'Alleud, Wavre, Huy, Alost, Thielt, Dison, Saint-Ghislain, Bruxelles (Quartier-Léopold), 193, 195. Chemin de fer de ceinture de Bruxelles; suppression des passages à niveau, 194. Amortissement du capital d'établissement; critique et défense de l'augmentation du tarif des voyageurs par M. Saintelette, 194, 195. Statistique des accidents: bris de rails, 193. Police des chemins de fer; entretien du matériel; lignes d'Anvers à Tilbourg, Bruxelles à Lessines, Athus à la Meuse, Flawinne à Fosses, Soignies à Bas-Silly; lignes des arrondissements de Marche et Dinant; éclairage des trains; emploi de la langue flamande, 194.

CHEMINS VICINAUX. I. Pr. de loi de M. de Theux, 440. *Id.*, 613. *r.* de M. Heptia, 614. *r.* supplémentaire. Discussion. Ajournement, 680. Discussion et vote, 743. — II. Pr. de loi am. par le sénat, 39. Ajournement de la révision des règlements, 130. Plans généraux de délimitation, 247, 333. — III. IV. V. (*Voir VOIRIE VICINALE.*)

CHÈQUES. V, 165, 166.

CHERS CAMP (Pét. relative au bourgmestre de). V, 17.

CHEVALINE (Race). IV, 318, 504.

CHEVAUX. I. Contributions sur les chevaux employés au commerce. Pét., 437. Chevaux mixtes.

(V. Impôts.) Suppression du crédit pour les courses, 711. — II. Chevaux mixtes. Réclamations au sujet de l'interprétation de la loi du 12 mars 1837, 23. Pét. du Limbourg, 35. Réclamation de M. Dumortier, 106, 215, 217, 218. — III. Prohibition provisoire de l'exportation. *r.* de M. de Renesse, 478. — V. Réquisitions pour le service militaire, 79, 176. Chevaux mixtes; fraudes électorales, 2^e partie, 4. Pr. de M. Frère-Orban, 20. De M. Graux, de M. A. Visart, 75. De M. Thibaut, 127.

CHICORÉE. I. Tarif, 506, 581. — III. Droit d'entrée en Angleterre, 550. — V. Droit d'entrée, 317.

CHIFFONS. I. Sortie des chiffons. Pét. des fabricants de papier, 436, 437. — III. De laine; droit de sortie, 141, 478, 520. — IV, 7, 16, 205, 239.

CHILI. III. Traité. (*Voir TRAITÉS.*) — V, 361.

CHINE. IV. Traité. (*Voir TRAITÉS.*) — V. Légation, 148.

CHOLÉRA. I, 25, 83. Dans la prison d'Alost, 144. Récompenses, 385. — IV. Cr. de 100,000 fr. pour récompenses à décerner à l'occasion d'une épidémie, 406. Ajournement de l'examen des élèves en médecine qui ont été chargés d'un service public pendant l'épidémie, 418. Quarantaines, 469.

CHOMÉ, ancien inspecteur en chef des douanes. II. Réclamation au sujet de sa pension, 361.

CHOSE JUGÉE (Autorité de la). II. Le pouvoir législatif doit-il se soumettre aux décisions judiciaires? Débat sur cette question, 203, 447.

CHRESTOMATHIES. IV. A propos de la convention littéraire avec la France, 7.

CHRISTIANISATION des capitaux. IV, 561.

CHRONIQUES BELGES INÉDITES. I, 430, 529, 736.

CIMETIÈRES. I. Pét. d'Hooghlede demandant une loi qui ordonne d'établir les cimetières hors de l'enceinte des communes, 102. Propriété des cimetières. Question du cimetière de Laeken. Déclaration de M. de Theux, 742. — II. Exhumation d'un suicidé, 198. Question de propriété, 526. — III. Propriété, 140. Police, 280. Ordre d'exhumer un cadavre à Saint-Pierre-Capelle, 328. Inhumation d'un non-catholique dans le cimetière béni à Ninove, 492. — IV. Propriété, 79, 80. Pétition des marguilliers d'Uccle, relative à l'enterrement du colonel De Moor, 92. Séparation dans les cimetières, incident de Mourcourt, 204. Circulaire de M. A. Vandenpeereboom, 258. Cimetières de Londerzeel et de Léau. Démolition de caveaux à Gand, 258. Règlement des sépultures à Gand, 327. Déplacement du cimetière de Borgerhout, 415. — V. Règlement de Chénée, 42. Déclaration de M. Delcour, 81, 145. Opinion de M. De Lantsheere, 189. Règlement de Chénée, 245, 247. Cimetière particulier à Wavre-Notre-Dame, 424. Décision du conseil communal de Ruddervoorde, 446. *Id.* 2^e partie, 8. Propriété des anciens cimetières, circulaire de M. Rolin-Jaquemyns, 189.

CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE. I. Pr. de M. Lebeau. Pr. de M. De Smet relative à la Flandre orientale, 234, 603. Pr. de loi pour le Limbourg et le Luxembourg. *r.* de M. Heptia. Discussion et vote, 679.

CIRCONSCRIPTIONS CANTONALES. I. Avis des conseils provinciaux, 614. Pr. de M. David relative au canton de Stavelot, 680. — II, 80, 135, 480. Régularisation, 555.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. IV, 88, 389, 397.

CLERBOIS. V. Pét. au sujet d'un ordre du jour

rendu par le directeur de l'école de pyrotechnie, 123, 135.

CLERGÉ. Voir CULTES.

CLINIQUE. Voir HOSPICES.

CLOCHES. II. Annulation d'une délibération du conseil provincial du Hainaut sur la sonnerie des cloches, 150. — V. Interdiction des sonneries à Ostende, 424.

COALITIONS D'OUVRIERS. III, 427, 547, 548. — IV, 251, 276, 320, 326.

CODE CIVIL. II. Interprétation de l'article 821. r. de M. Henot, 275. *Id.* des articles 1522 et 1528, 872. r. de M. Lelièvre, 873. — IV. Modification aux articles 726, 912, 17 et 21. Abrogation de l'article 1781, 419. Demande d'abrogation de l'article 900, 575. — V. Révision de l'article 1781, 11. Article 755, pr. de MM. Lelièvre et De Baets; article 1781, 314. Pr. de M. Kervyn de Lettenhove relative aux donations et testaments, 34, 35.

CODE DE COMMERCE. II. Interprétation de l'article 442 (faillites), 121, 275, 464. — III. Modification des articles 216, 234, 298. r. de M. Lelièvre, 280, 282. Révision du code, 282, 319, 471. — IV. Demande de révision, 144, 201. Pr. de loi de M. Tesch, 255, 395. r. de M. Van Humbeeck. Am. de M. Bara, 456. Protêts, lettres, de change, 565. Sociétés coopératives, 564, 565. — V. Lettres de mer, sociétés, contrats à la grosse, avaries, 17. Droit maritime, gage, lettres de change, sociétés, 92, 93. Sociétés, assurances, 160, 161. Assurances, 247. Abordage, hypothèques maritimes, contrats à la grosse, 314. Navires, connaissements, louage, et assurances maritimes, 428. Hypothèque maritime, contrats à la grosse, 2^e partie, 19. Am. du sénat au livre II, 118. Contrat de transport. r. de M. Dupont, 195.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. IV. Révision, 452. Pr. de loi de M. Bara, 565. — V, 17. Livre préliminaire. rr. de MM. Thonissen, Jacobs et Dupont, 161, 304. Compétence, conciliation, 314, 315. Am. du sénat, 368. Les trois premiers livres, 428. question des avoués, 2^e partie, 119.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. II. Interprétation de l'article 360, 872. r. de M. Jullien, 873. — V. (*Procédure pénale*.) Modification à l'article 472. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 106, 147. Titre préliminaire, 428, 2^e partie, 34. Pr. de M. De Lantsheere, 35. Pr. de M. Bara, 119. r. de M. Thonissen sur le titre 1^{er} et le chapitre 1^{er} du titre II, 195.

CODE ÉLECTORAL. V, 95. Révision, 2^e partie, 22, 75-81, 128.

CODE FORESTIER. II. Pr. de M. Tesch, 46. r. de M. Orts, 96. Am. du sénat, 203.

CODE PÉNAL. II. Demande de révision, 244. Interprétation de l'article 334 (excitation à la débauche), 275. *Id.* de l'article 410 (loteries), 275. Articles 331 à 335. Pr. de révision du titre des Peines, 872. *Id.* des articles 75 à 119, 875. — III. Révision des livres I et II. r. de M. Ad. Roussel, 46. Disc. des livres I et II, 96. Am. du sénat. r. de M. Ad. Roussel, 138. Révision des titres I et II du livre II, 384. Derniers titres du livre II; rr. de MM. Lelièvre et Vanderstichelen, 427. Interprétation de l'article 405 du code, 441. Délits contre la sûreté de l'Etat; délits de presse; infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice

de leurs fonctions; rr. de MM. Pirmez, Moncheur et Lelièvre, 475 et suiv. Délits de presse, calomnie, coalitions, usure; rr. de M. Pirmez, 546-549. — IV, 13, 14, 15. Interprétation de l'article 69. 27. Fin de la révision et vote, 88 à 90. Interprétation des articles 58 et 69, 276. Am. du sénat. r. de M. Pirmez, 395-397. r. de M. Pirmez sur l'interprétation de l'article 69. *Id.* de M. Van Overloop sur l'article 58, 456. Rejet du pr., 575. — V. Articles 59 et 60. Pr. de M. Lelièvre; cumul des peines, 93. r. de M. Guillery, 161. Article 507. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 315. Article 519. Pr. de M. Lelièvre, 368.

CODE PÉNAL MARITIME. III. r. de M. Van Iseghem, 45.

CODE PÉNAL MILITAIRE. II. Modifications, 275. Demande de révision, 733. Pr. de révision partielle, 872. — III. r. de M. Moncheur, 316, 339, 423. — IV, 251, 320, 321, 338, 390, 510. r. de M. Guillery, 565, 566.

CODE RURAL. III. Promesse d'un pr. de l., 458. — IV. Révision, 8, 78, 145, 505. Pr. de loi de M. Bara, 566. — V, 368, 428. rr. de MM. de Moreau d'Andoy, Smolders, Thonissen, 2^e partie, 119, 195.

CODES. I. Demande de révision, 24. Révision de divers articles du code pénal. Pr. de M. Lebeau, 234. Promesses de révision des codes militaires, 306, 336. Interprétation de l'article 442 du code de commerce. Pr. de loi, 678. — II. Demande de révision, 11, 244, 617.

CODIFICATION DES LOIS. V, 424, 2^e partie, 188.

COLLECTES DANS LES ÉGLISES. II, 448.

COLLECTIONS PUBLIQUES. I. Commission nommée sur la pr. de M. Verhaegen pour examiner les droits de propriété de l'Etat sur les collections et la bibliothèque de Bruxelles et de Louvain, 608, 609.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. II. Répartition des électeurs par sections, 635.

COLONISATION. II. Débat sur cet objet, 433, 525. Idée de fonder une colonie en Guinée, 619. Envoi d'un commissaire aux Etats-Unis, 716.

COLONNE DU CONGRÈS. (Voir CONGRÈS NATIONAL.)

COLPORTAGE. II. Abus en cette matière, 29. Pét. à ce sujet, 35. Patente des marchands ambulants, 106.

COÏZA (Graines de). III. Droits d'entrée, 99, 100.

COMICES AGRICOLES (Fédération des). IV, 8, 319.

COMITÉS SECRETS. II. Observation au sujet de leur fréquence, 367. — IV. Indiscrétions au sujet d'un comité secret, 111.

COMMERCE. II. M. Van Cutsem demande que la direction des affaires commerciales soit transférée au département de l'intérieur, 10. Envoi d'un négociant au Brésil, 186. Demande d'une statistique générale, 247. Création d'un conseil supérieur, 335. Inexactitudes de la statistique, 334. Ecole supérieure de commerce à Anvers, 610. Rapports commerciaux avec la Russie et le Brésil, 612. Ecole supérieure à Anvers, *id.* Pr. de M. Schumacher de créer un conseil supérieur du commerce et de l'industrie, 724, 732, 734. Idées de M. De Pouhon sur les encouragements à donner au commerce, 732. Primes d'exportation, 734. Politique du ministère Rogier. Négociations avec la Russie, 735. Débat sur les primes d'exportation,

752. — **III.** Débat sur les exportations, les primes, la création de comptoirs à l'étranger, 10, 11, 12. Demande de transfert de la direction aux affaires étrangères, 13, 129. Demande de réforme du système commercial, 166. Pr. de loi de M. Mercier. *r.* de M. Van Iseghem, 555, 587, 588. — **IV.** Publication des tableaux du commerce étranger, 556.

COMMISSAIRE MARITIME. II. A Bruxelles; traitement, 454, 525. Suppression à Termonde, 724.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. I. Frais de tournée, 147, 205. Pr. d'en réduire le nombre, 744. — **II.** Demande d'augmentation de leur traitement; rejet, 12. Annonce d'un pr. de loi sur leurs attributions, 85. Traitements, 555. Classification, Dixmude, Furnes, Thielt, Ostende, 455. Traitement, classification, 615 Commissariat de Dixmude, 616. Suppression de ceux d'Ostende, Eecloo, Maeseyck et Virton, 751, 775. Réunion des districts de Thielt-Roulers et Furnes-Dixmude. Demande de résidence du commissaire d'Arlon à Virton. Droit du gouvernement de réunir plusieurs arrondissements, classification, 751. Frais d'administration, commissariat de Malines, 754. Pr. de M. Jacques tendant à réduire à 26 le nombre des arrondissements administratifs. Renvoi aux conseils provinciaux, 775. Cr. pour abonnements des commissaires d'arrondissement, 775. — **III.** Classification, 128. *Id.* et traitements, 197. Position des employés, 266. Classification; Malines et Termonde; utilité des commissaires, 514. Furnes et Dixmude. Abonnement pour paiement des employés, 576. Traitement des commissaires, 425. Commissariat de Verviers, 423, 424. — **IV.** Traitements, 8, 145. Action sur les communes de plus de 5.000 âmes, 145, 146. Pr. relative aux faubourgs de Bruxelles, 149, 256, 257. Leur utilité, 589. Pr. de M. Jacobs relative aux communes de plus de 5.000 âmes, 584. — **V.** Nominations à Mons, à Soignies, 241. Mariage civil de M. de Gerlache à Nivelles. Communes de 5.000 âmes soustraites à leur compétence, 269. Révocation, M. de Montpellier, 2^e partie, 109.

COMMISSAIRES DE POLICE. II. Pét. en vue d'obtenir une indemnité pour les fonctions de ministère public, 554. Pr. de M. Toussaint, 764. Pét. *r.* de M. Toussaint, 872. — **III.** Demande d'indemnité pour les fonctions de ministère public, 11, 200, 545. — **IV.** 504. — **V.** Demande de mettre une partie de leur traitement à la charge de l'Etat, 241. Pét. de Charleroi, 260, 564, 565, 425. Affiliation à la caisse de retraite des secrétaires communaux, 2^e partie, 7, 112.

COMMISSAIRES VOYERS. III. 518. — **V.** Intervention des communes dans les traitements, 565.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. IV. Demande de rétablissement de celui d'Eecloo, 8. Maeseyck, Virton, Ostende, Eecloo, Roulers, 81, 145, 251. Nivelles et Dinant promus d'une classe, 589. Position des employés, 454. — **V.** Traitement des employés, 11, 146, 241, 565, 425. Nivelles, Turnhout et Dinant, portés de la 2^e à la 5^e classe, 11.

COMMISSIONS MÉDICALES. II. Comptabilité, 445, 445.

COMMUNALE (Loi). I. Pr. de loi, 87. M. Lebeau représente le projet, 152. *r.* de M. Dumortier, 216. Discussion de la loi, 216-220. Titre 1^{er} détaché de l'ensemble. Pr. de M. Devaux, 220. Reprise de la

discussion, 515. Publicité des séances des conseils; attributions, 515, 517, 518. Annulation des actes des conseils, 518, 519. Attributions du collège des bourgmestre et échevins. Police des théâtres, 549. Traitement des bourgmestres et échevins, secrétaires communaux, 520. Receveurs, commissaires de police, gardes champêtres, 521. Recettes et dépenses, budgets, 521, 522, 525. Traitement des vicaires, 522. Voirie, emprunts, 525. Second vote, 524, 526. Pr. amendé par le sénat. *r.* de M. Delafaille. Nomination des bourgmestres et échevins, 526, 527, 528. Nouveau pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Dumortier, 592. Nomination et révocation des bourgmestres et échevins, 592-595. Attributions, délibérations, nominations, théâtres, 595, 596. Dépenses, 598, 599. Vote, 599. — **III.** Interprétation de l'article 78. *r.* de M. Lelièvre, 97, article 84, 477. — **IV.** Décentralisation, 204. Modification à la loi de 1856 255, 256, 257. — **V.** Pr. de révision des articles 155, 155, 156, 157. Pr. de l. 17, 162. Article 78. Pr. de M. Lelièvre, 569. Révision des articles 155, 141 et 147, pp. 429, 450. Modification à l'article 78, 2^e partie, 119.

COMMUNALES (Affaires). I. Suspension et annulation des décisions des administrations. Pr. de M. Rogier. *r.* de M. de Behr, 216. Discussion relative à la démission de M. Dejaer-Bourdon, échevin à Liège, 257, 258. Subsidés aux communes dont les revenus sont insuffisants, 508, 509. Suppression de ces crédits, 496. Elections de Ham-sur-Heure. *r.* de M. de Jaegher, 666. — **III.** Retard dans la formation de l'administration à Philippeville, 575. Pét. du conseil communal de Cappellen au sujet de la nomination d'une institutrice par le bourgmestre contre la volonté du conseil, 584. Envoi d'un commissaire spécial dans la commune de Scheldewindeke, 549. — **V.** Nomination d'un commissaire spécial à Joncret, 195.

COMMUNE DE PARIS (Mesures prises contre les Belges compromis dans les affaires de la). **V.** 8.

COMMUNES (Erection et séparation de). **I.** Boischot, Bonsin, Clavier, Deurne, Aywaille, Sprimont. Sevenum, Froidmont, Breendonck, 599. Tremeloo, Délimitation de communes du canton de Chimay, 496. Hautfays, Bigonville, Straimont, Stembert, Dhuy, Arthey-Falize, Robelmont, Villers-la-Loue, 579. Tourinnes, Beauvechain, Berchem-Sainte-Agathe, Harlue, 666. Pét. des habitants de Viel-Salm. *r.* de M. Zoude, 758. — **II.** Ganshoren, Wanfercée-Baulet, Thon-Samson et Maizeret, Luttre, Harlue, Ucimont et Botassart. Tourinnes, Berchem-Sainte-Agathe, Robelmont, Villers-la-Loue. Créances à charge des communes de Herve, Petit-Rechain et Dison, 16, 17. Ougrée-Esneux, 95, 95. Eeckeren-Cappellen, 95. Sippenaeken, 94. Ombret-Rausa, 94, 95. Ville-en-Waret, 94. Cr. pour payer les sommes dues aux communes de Herve, Petit-Rechain et Dison, 105. Transfert des inscriptions hypothécaires des communes de Wanfercée-Baulet et Ligny, 122. Ville-en-Waret, Beersel, Eeckeren et Cappellen, 249. Dourbes et Matagne-la-Grande, 250. Meerdonck, 540, 541. La Bouverie, 540, 541. Emprise de Louvain sur le territoire de Wilsele, 540, 541. Molen-Beersel, 541. Créances des communes de Dison et Petit-Rechain, 547, 548. Jurbise-Erbisœul, Marcinelle et Charleroi, Moulbaix et Saint-Amand, Nederheim, Silly-Fouleng, Eeckeren et Cappellen, Grâce-Berleur et

Montegnée, Stockroye, 443. Saint-Léonard, Molen-Beersel, Kinroy, Kessenich, Ophoven, Grapfontaine, Moignelée-Lambusart; ajournement. Hameaux de Viel-Salm (Petitthier). Rommershoven, demande d'adjonction au canton de Bilsen. Dourbes et Matagne-la-Grande. Sugny et Donchéry. Petitthier (Luxembourg), 553. Ville-en-Waret, Seny, Ellezelles et Warzée. Reckheim et Uyckhoven. Pepinster, Neder-Swalm-Hermelgem, Ploegsteert et Warneton. Boussu et Baudour. Grapfontaine, Pael et Tessenderloo. Lambusart et Moignelée, Gerdingen, Brée et Reppel, 737. Ploegsteert et Warneton, Durnal et Spontin. Lambusart et Moignelée. Scy et Mohiville. Hameau de Beverloo. Pét. des habitants du faubourg de Laeken, demandant leur séparation de Molenbeek-Saint-Jean, 829. — **III.** Rières (Chimay). Attert et Guirsch, Autelbas et Bonnert (Luxembourg). Dael-Grimby et Op-Grimby (Limbourg). Délimitation d'Ixelles et Saint-Josseu-Noode; d'Ixelles et Saint-Gilles, 21. Délimitation de Glons (Liège), et Roclenge (Limbourg), de Couvin, Bruly, Cul-des-Sarts et Petite-Chapelle (Namur), 97. Remersdael (Liège), Beffe et Rendeux, Viel-Salm et Arbrefontaine (Luxembourg). Lamorteau et Torgny (*Id.*). Tongerloo, Reppel, Gruitrode, Brée, etc. (Limbourg), 138, 139. Doel et Kieldrecht; Louveigné et Sprimont; Mesnil-Eglise, Wiesme et Hulsonniaux (Namur), 203. Liège, Grivegnée, Herstal et Jupille, 271. Neder-Swalm-Hermelgem et Laethem-Sainte-Marie, 384. Grupont, Masbourg, Dohan et Rochehaut (Luxembourg), Vieux-Turnhout, 427. Vieux-Turnhout, Naninne et Dave, Pussemange, Bagimont, 476, 477. Nouvelle classification, 519. Délimitation de Chevetogne et Leignon (Namur), d'Andrimont et Dison (Liège), 549. — **IV.** Longlier et Hamipré, Auderghem, Framont, Schuyfferscappel, 90. Meix-le-Tige, 149. Tontelange, Brou et Bassenge, Ramsel, Vliermael-Roodt, Mont, Hoevenen, 253-257. Limites entre Florennes et Saint-Aubain, 257. Loxbergen, Rumes et Taintegnies, Boirs, Godarville, 326, 327. Moyen d'obliger les communes à exécuter les jugements portés contre elles, 388, 389. Communes de Pironchamps, Bruly, Macquenoise, 397. Paiement des dettes des communes, 454. Demande d'une loi à cet effet, 456. Erection des *c.* de Nimy-Maizières, de Fourbechies, de la Louvière, de Cheneux, de la Pinte, 456. La Louvière, Chainex, Linth, Cornesse et Wegnez, Hofstade, 510. Paiement des dettes des communes, 510. Hofstade, Flénu, Ruykhoven, Sart-Bernard. Limites d'Antoing, Calonne et Bruyelle, 566. — **V.** Aisemont, 17, 18. Bressoux, Merxem, Dolhain-Baelen, 18. Mont-Saint-Amand, 94, 95. Dolhain-Baelen, 95. Pecq et Hérimmes, Versailles et Binche, Schoonaerde, Thys et Fize-le-Marsal, 162, 163. Nieuvrode, Thys et Fize-le-Marsal, Terhagen, Glain, Sorinnes-la-Longue, 247, 315. Petit-Enghien et Enghien, Binche et Battignies, Mont-Saint-Amand. Sélange, Hallaer, Houdemont, Ichteghem, 369. Ostende et Mariakerke, Enghien et Petit-Enghien, Blaton et Grandglise, Poupehan, Mirwart, 430. Bruxelles et Saint-Gilles, Roselies, Barchon, Bilsen et Beverst. Sommethonne, Athus, classification nouvelle, 2^e partie, 19. Dolhain, Baelen et Lembeq, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean, Dolembreux, Esneux et Sprimont, 119. Manage, 193. Bruxelles et Etterbeek, 193, 196.

COMPAGNIES DISCIPLINAIRES. **V.** 175.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE CIVILE. **I.** Pr. de loi de M. Ernst, 429. *r.* de M. de Jaegher, 528. Discussion, 735. — **II.** Am. du sénat à la loi votée par la chambre, 29. En matière civile et commerciale. *r.* de M. Moreau, 762. En matière criminelle. *r.* de M. Moreau, 762.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. **I.** Demande d'une loi sur la comptabilité de l'Etat, 84. M. Dumortier réclame les comptes de 1830 et 1831, 85. Débat sur la comptabilité, 86, 87. Comptes de 1830 et 1831. Pr. de M. Donny, 152. M. Angillis demande une loi, 201. Examen des comptes, 220. Paiement des fonctionnaires sans crédits réguliers, 399. *Cr.* de M. Milcamps, 399, 400. Règlement des *BB.* 1830-1832, *id.* Règlement général, 496. Observations, 575. Nouveau renvoi des comptes de 1830-1832 à une commission, 579. Une loi déclarée indispensable, 711. — **II.** Règlement élaboré par M. Angillis, 17. Annonce d'un pr. de loi par M. Smits, *m. f.*, 95. Réclamation de M. Angillis, 186. Annonce d'un pr. par M. Mercier, 246. Dépôt du pr., 250. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 341, 372. *Disc.*, 443, 445. Ajournement de l'exécution de l'article 4 de la loi, 626. Nouveau mode d'imputation des semestres d'intérêts, 718. Explications de M. Frère-Orban, *m. f.*, au sujet du mode suivi pour l'imputation d'un crédit supplémentaire, 829. — **IV.** Dérogation à la loi au profit de la compagnie Pauwels, 90. *Id.* en 1870, 612. — **V.** Discussion du règlement des *BB.* *r.* sur l'exécution de la loi du 5 septembre 1870. Dérogation à l'article 19, 18. Chemin de fer, 202. Dérogation à l'article 24 de la loi de 1846, 431.

COMPTABILITÉ PROVINCIALE. **II.** Pr. de l., 613.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE des séances. **III.** 46. — **V.** Pr. de M. Bara, 108, 194, 263. Crédit de 60,000 fr., 2^e partie 107. Organisation, 144.

COMPTOIRS. **II.** Dans les pays transatlantiques et le Levant, 553, 612, 619. Sur la côte d'Afrique, 716, 734. A Singapore, 752. Pét. relative à un comptoir à Santo-Thomas, 815, 819.

CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Surveillance des). **I.** Pr. de loi. *r.* de M. Bosquet, 129. Discussion et vote, 527, 528. — **II.** 244, 332, 433, 527. — **IV.** Comités de patronage, 190.

CONDAMNÉS POLITIQUES. **II.** Demande d'amnistie, 815.

CONFESSIONNAL. **V.** Son influence dans les élections, 448 et suiv.

CONFLITS. **II.** Demande d'une loi, 203, 244.

CONGRES. **II.** Pr. d'en réunir un à Bruxelles, 722. — **III.** De Paris. Interpellation de M. Orts au sujet de réclamations adressées au gouvernement belge, réponse de M. Vilain XIII, 314. — **IV.** De Malines, 361. — **V.** Des sciences préhistoriques, 107. De Bruxelles, au sujet des droits des belligérants, 293, 299.

CONGRÈS NATIONAL. **III.** Monument. Souscriptions recueillies. Nécessité d'un subside, 14. Subside à M. Th. Juste pour l'Histoire du Congrès, 105. *Cr.* de 518,000 fr. Décision de placer la statue du Roi sur la colonne, 158, 159. Débat sur l'emploi des fonds de la souscription, 222, 399. *Cr.* de 200,000 fr. Exécution, 476. Inauguration, brochure, 520. — **IV.** Place du Congrès. Frais des jardins, 83. Lions, 279. — **V.** Colonne. Conservation, 107, 425, 2^e partie, 10.

CONSEIL D'ÉTAT. I. M. Ernst en recommande l'institution, 146. — **II.** *r.* de M. Fleussu sur le pr. du sénat, 250.

CONSEILLERS COMMUNAUX. II. Le mandat fixé à six années. Pr. de loi de M. Rogier. *r.* de M. Rousselle, 626. — **III.** Augmentation du nombre; serment, 519, 549.

CONSEILS COMMUNAUX. II. Classification nouvelle, dissolution. Pr. de M. Rogier, 626. — **V.** Dissolution, classification, 95, 2^e partie, 19.

CONSEILS PROVINCIAUX. II. Renouvellement intégral, 662. — **III.** Augmentation du nombre des conseillers, 527; serment, 549. Nouvelle répartition. *r.* de M. Jamar, 568. — **V.** Pr. de M. Delcour. *r.* de M. Lefebvre, 114. Augmentation du nombre de conseillers, 2^e partie, 45, 46.

CONSERVATOIRES DE MUSIQUE. II. Discussion sur les dépenses, 125. Nomination de M. de Bériot, 209. Subsidés, 559. Pensions des professeurs, 660. Demande d'un subside pour celui de Gand, 765. — **III.** Classe d'orgue. M. Lemmens, 158. Pension des professeurs, 265, 348. Achat de partitions, 556. — **IV.** Bruxelles, traitement des professeurs, 475. — **V.** Gand, 42. M. Faure, inspecteur du chant à Bruxelles, 104. Position des professeurs à Liège et à Gand, 107. Pr. de porter le subside de Gand à 50,000 fr., 460. Subside de 6,000 fr. pour Liège, 461.

CONSIGNATIONS. II. Déchéance en matière de consignations maritimes. Pr. de loi. *r.* de M. Mercier, 873.

CONSPIRATION ORANGISTE. II. Incident au sujet des moyens employés pour la découvrir, 95.

CONSTRUCTIONS (Police des). III. 280.

CONSULAIRES (Taxés). III. Pr. de l de M. H. de Brouckere, 597. — **V.** Recueil, 84.

CONSULS. I. Emoluments, 9. Autorisation de faire le commerce, 490, 573. En Perse, au Pérou, à Cadix, 709. — **II.** A Lima, en Suisse, à Lerwick. Utilité commerciale de ces agents, 10, 11. Emoluments perçus à l'étranger, tarif consulaire, consulat à Singapore, 185. Critique de la conduite du consul général de Belgique à Barcelone. Demande de création d'un consulat à Alger, 245. Utilité des consuls rétribués, publication des rapports consulaires, 331. Remboursement des avances faites par les consuls, 427. Consulats à Cologne et à Valparaiso, 453. A Valparaiso, au Mexique, à Guatemala, à Cologne. Résidence du consul général à Darmstadt, 524. Consulat général à Buenos-Ayres, 525. Utilité des consulats rétribués. Consuls à New-York, Hambourg et Alger, 724. — **III.** A Lille, à Saint-Petersbourg, 10, 15. Juridiction. *r.* de M. Veydt, 45. Am. du sénat, 106. En Orient, en Amérique, 129, 150. Immunités des consuls étrangers. *r.* de M. Van Iseghem, 314. Sur la côte d'Afrique, 425. Publication de leurs rapports. Taxes perçues par le consul de Belgique à Londres, 424. Côte d'Afrique, 424. Attributions dans les pays hors de chrétienté, 441. — **IV.** En Chine, 9. Secours aux nationaux indigents, 201. Consuls rétribués, 250. Dépenses, 453. Nouvelle organisation, pr. de M. d'Hane-Steenhuyse, 506. — **V.** Droit de faire des actes conservatoires en Italie, 8. Augmentation des traitements, 84. Consul à Luxembourg, 240, 306. Compétence hors de chrétienté, 551. Consuls à Stockholm, à Cologne, à San-Francisco, 424. Extension du

service, 2^e partie, 106. Consul à Zanzibar, 192.

CONTRAINTÉ PAR CORPS. II. Promesse d'un pr. de loi par M. de Haussy, 874. — **III.** Annonce d'un pr. de loi, 11. Dérogation à l'article 14 de la loi du 15 germinal an vi, 545. *r.* de M. Maertens, 516. Pr. de loi de M. H. de Brouckere, 599. Pét. des détenus aux Petits-Carmes, *ibid.* Pr. de loi de M. Tesch. *r.* de M. De Boe, 441. Disc., 477, 478. — **IV.** Interprétation de l'article 41 de la loi du 21 mai 1839, 91. *r.* de M. De Boe, 149. Pét., 237, 520, 521. Pr. de loi de M. Bara, 597. *r.* de M. Delcour, 457, 511, 515, 566. — **V.** Pr. de M. Cornesse. *r.* de M. Thonissen, 20, 21.

CONTREBANDE DE GUERRE. IV. Défense d'exportation et de transit en 1870, 612.

CONTREFAÇON LITTÉRAIRE. I. Griefs de la France, 728. Opinion de MM. Dumortier, Lebeau et de Brouckere, 755.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. II. M. Van den Bossche propose d'en faire un impôt de quotité, 23. Débat sur un pr. de M. Mercier, *m. f.*, tendant à établir 3 c. additionnels, 44, 155. Prise en considération de la pr. de M. Van den Bossche, 106. Centimes additionnels, 214. Pr. de loi de M. Mercier, *m. f.*, relatif au contingent. *r.* de M. Delfosse, 555. Débat sur le contingent du Limbourg et du Luxembourg, 569. Sur le principe de l'impôt foncier, 570, 571. Pr. de M. Malou, 458. Prorogation, 555. Répartition de l'impôt dans le Luxembourg, 573. Répartition générale, 668. Pr. de loi de M. Frère-Orban, tendant à augmenter le contingent (propriétés bâties), 878. *r.* de M. Van Grootven, 879. — **III.** Maisons inhabitées, 35. Impôt sur les nouvelles bâtisses. *r.* de M. Mercier, 213, 290, 319, 402. Débat sur le contingent et la transformation de l'impôt de répartition en impôt de quotité, 551, 552. — **IV.** Débat sur le chiffre, 118. Répartition, 288, 289. Pr. de réduire le droit sur les échanges d'immeubles contigus, 426. — **V.** Demande d'exemption pour les fermiers à cause de la mauvaise récolte. Pr. de loi de MM. Bricoult et consorts, 9; portée à 7 p. c. Exemption pour constructions nouvelles, 32, 35, 49. Inscription du revenu imposable aux matrices cadastrales, 304 423. Pr. de faire compter l'impôt aux fermiers pour le cens électoral, 2^e partie, 20. Restitution à la Société du canal de Blaton à Ath, 127. Exemption pour les canaux et les rivières canalisées, 203.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. II. Demande de révision de la loi de 1822, 20. Pr. de loi de M. Smits, 206. Centimes additionnels, 214. Retrait du pr. de M. Smits, 267. Annonce d'un pr. par M. Mercier, *m. f.*, 369. Exécution de la loi, 487. Débat sur l'effet du recensement quant à l'impôt personnel, 666. Pr. de loi de M. Frère-Orban, 747. — **III.** *r.* de M. Rousselle, 213-215. Ajournement, 215, 290. — **IV.** Annonce d'un pr. de révision, 119. — **V.** Demande de révision, 49. Appliquée aux maisons ouvrières, 182. Demande de révision, 202, 258, 365. Fraudes électorales, 2^e partie, 4. Evaluation du mobilier, 21. Modification à la loi de 1822. Pr. de M. Graux. *r.* de M. Jottrand. Mobilier, logements gratuits, chevaux mixtes, 75. Application aux classes ouvrières, 127. Pr. de révision de M. Graux, 127. *r.* de M. d'Elhounne, 128. Discussion, 128-150.

CONTRIBUTIONS. I. Traitement du personnel,

Leges, 20, 151. Débat sur les contributions foncière, personnelle et les patentes. Pr. de réforme faite par M. Pirson, 346, 347. M. De-champs conseille de reviser la loi sur la contribution personnelle, 445. Pét. des curés et vicaires du Luxembourg qui demandent à être dispensés du paiement de la contribution personnelle, 534. Division des cotes foncières entre les fermiers et les propriétaires. Pr. de M. d'Huart. *r.* de M. Mast de Vries. Adoption, 676. Comm. chargée de la révision de la loi sur la contribution personnelle, 749. — **II.** Position des receveurs dans les campagnes, 186. Indemnités des comptables, 246, 247. Nomination d'un second inspecteur général, 246, 331. Pr. de créer trois classes de directeurs, suppression d'inspecteurs d'arrondissement et des contrôles spéciaux des accises, 727. — **IV.** Appel et cassation, 274. *Visa.* Exécution du rôle, 523. Nomination des répartiteurs. Pr. de M. Liénart, 572, 573. — **V.** Indemnité aux receveurs, 7.

CONVERSION. **II.** Voir **EMPRUNT.** — **III.** *Ibid.* — **V.** Du 4 1/2 p. c. en 4 p. c., 2^e partie, 122.

COOLS. **I.** Sa révocation de la place de commissaire d'arrondissement à Saint-Nicolas, 740.

COPPIN. **V.** Réclamation à propos d'une poursuite en matière de presse, 45.

CORDAGES. **II.** Transit, 448.

COREMANS (Dr). **I.** Prisonnier en Bavière, 139.

COSTA-RICA. Traité. **III.** Voir **TRAITÉS.**

COTES MARITIMES. **IV.** Travaux de défense entre Ostende et Heyst, 173, 284-286. Cr. de 250,000 fr., 425, 534. Entre Heyst et Wenduyne, 585. — **V.** Travaux à Heyst, 274, 463. *r.* d'une c., 2^e partie, 47. Affaissement signalé par M. Van Rysselberghe, 49. Pét. du conseil communal d'Ostende, 149.

COTONNIÈRE (Industrie). **I.** Plaintes des industriels de Gand. *r.* et c., 223. Pét. de 12,000 ouvriers gantois. *r.* de M. d'Huart. Manœuvre orangiste, 236, 237, 238. Pr. de M. Desmaisières tendant à réviser le tarif, 328, 329. Pét. des cotonniers de Gand, 340. *Id.* de Bruxelles. *Id.* d'ouvriers de Gand, 341. Pét. relative à cette industrie. *r.* de M. Zoude. Société cotonnière de Gand. Cotons imprimés. Menaces de la Suisse et de la Prusse, 417. *Id.* de la France, 418. Débat sur la prohibition et l'estampille des cotons étrangers, 418, 419. Ajournement, 417-419. Pét., 436. Débat sur cette industrie, 525. Pét. Débats sur la protection à donner à l'industrie. 728-732. Pr. de M. F. de Mérode concernant l'estampille, 732. Pét. réclamant la protection promise depuis 1835, 719. — **II.** Protection accordée à cette industrie. Annonce d'un *r.* par M. de Foere, 83, 328. Négociations avec le Zollverein, 525. Demande de libre entrée des fils retors n° 70 et au-dessous, 740. — **IV.** Crise en 1862. Cr. de 500,000 fr. pour travaux d'utilité communale, 162. Influence de la question cotonnière sur les élections gantoises, 201. — **V.** Protection, 340, 400. 2^e partie, 29, 155. 156.

COUCKE ET GOETHALS. **IV.** Débat au sujet de leur condamnation, 460.

COULEURS. **III.** Procédé du sieur Vloeberghs pour leur donner plus d'éclat, 216.

COURAGE (Actes de) et de dévouement. **III.** Pr. de réduire les récompenses, 198. Bourgmestre qui a sauvé deux ouvriers dans une bure abandonnée, 423.

COUR DE CASSATION. **I.** Organisation, 32, 33.

Traitements, 36, 37. Dépenses, 98. Construction d'un palais, 387, 489. Procédure devant la cour. *r.* de M. Dolez, 607. — **II.** Traitement du secrétaire du parquet, 351, 352. Incompatibilités, traitements, 355. Messagers, 433. Suppression de l'indemnité au greffier pour délivrance d'expéditions, 726. Fixation du nombre des membres, 763. — **V.** Legs de la bibliothèque de M. Defacqz, 459.

COUR DES COMPTES. **I.** Son premier rapport, 87. M. Dumortier demande une loi organique, 201. Nomination du greffier, 310. Organisation de la cour. Pr. de M. Dumortier, 328. Traitement, 387. Renouvellement du personnel, 496. Pr. d'augmenter le traitement, 663. — **II.** Annonce d'un pr. de réorganisation. Pr. d'augmentation du traitement des conseillers, 95. *r.* de M. Delehaye, nomination des membres de la cour, 189. Attributions de la cour. Pr. de M. Mercier. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 250. Traitements, 341. Cr. pour liquidation de traitements, 445. Réorganisation de la cour, 445, 446. Démission de M. Marbaix du Graty, 523, 524. Incendie de l'hôtel de la cour, 524. Nomination de M. Hubert. M. Heyvaert nommé greffier, 535. Cr. pour reconstruction de l'hôtel, 548. Cr. pour traitement de ses employés, 616. Pour mobilier, 627. Pr. de M. Delfosse de réduire les traitements des conseillers, 717. *r.* de M. de Luesemans. Disc. Question de prérogative, 718-720. Démission de M. Willems. Réélection des membres, 737. Pensions: Démission de M. Hubert, 730. M. Hubert est renommé, 829. — **III.** Election de M. Jacques, question d'incompatibilité, 22, 23. Désistement de M. Perlaux, nomination de M. Pepin, 23. De M. Heyvaert. M. Dasselme nommé greffier, 139. Réélection des conseillers, 271. Nomination de M. V. Misson, 385. Traitement rétabli au taux antérieur à la loi de 1848, 427. — **IV.** Réélection de MM. Fallon, Van Hoobrouck, Rapaert, Pepin, Heyvaert, Cools, Misson et Dasselme, 16. Retard dans l'envoi de son cahier d'observations, 17. Augmentation des traitements, 149. MM. Fallon, Rapaert, Pepin, Heyvaert, Cools, Misson et Dasselme. MM. Dasselme et Casier, 457. — **V.** M. Moreau, 21. Vol de titres de la dette publique, 29. M. Gisler, 94. Logement du président, 144, 163. M. Misson, *p.* MM. Pepin, Cools, Dasselme, Moreau, Gisler, Casier, Sleypens, 163. Démission de M. Misson, *p.* Nomination de M. Gisler. MM. Sleypens et Bonjean, 451. Retard dans la distribution du cahier d'observations, 2^e partie, 19. Réélection des conseillers, 119.

COURS D'APPEL. **I.** Organisation, 33. Traitements, 36, 37. Dépenses, 98. Augmentation du personnel des cours de Bruxelles et de Gand. Pr. de loi. *r.* de M. Liedts. Disc. et vote, 234, 235. Augmentation du personnel de la cour de Bruxelles. Pr. de M. Ernst. *r.* de M. Demonceau, 429. Pét. d'avouer demandant une 3^e chambre, 436. Traitement, 489. Débat sur l'arriéré des cours d'appel, 710. — **II.** Bruxelles, personnel, 122. Traitement des employés du parquet, des messagers, 351, 352. Traitement des magistrats, 355. Messagers, 433. Pét. des messagers, 555. Demande de réduction du personnel des cours de Liège et de Gand, 656. Fixation du nombre des membres des trois cours, 763. — **III.** Bruxelles, insuffisance du personnel, 94. Pr. de loi de M. Faider. Am. de M. Ad. Roussel.

r. de M. Moreau, 157, 158. Insuffisance du personnel à Liège, 200. Augmentation de crédits pour les cours, 221. Personnel de la cour de la Liège, 547. Pr. de loi de M. Nothomb. Présentation des conseillers pour la cour de Bruxelles, 599, 441. — **IV.** Augmentation du personnel de la cour de Gand, 28, 29. Nomination d'un 4^e commis au parquet de la cour de Bruxelles; mobilier de la cour de Liège, 590, 472. — **V.** Bruxelles, demande de création d'une 5^e chambre, 504. Appels en matière électorale, 517. Création d'une 5^e chambre, 565, 564. *Id.* d'une place de substitut du procureur général. Pr. de permettre aux cours de siéger au nombre de trois membres, 459. Division en sections pour le jugement des affaires electorales, 2^e partie, 54. Création d'une 5^e chambre à Bruxelles, 108, 140, 141, 142. Division des chambres en sections pour le jugement des affaires electorales, 142, 145.

COURS D'ASSISES. **I.** Observations de M. Fallon, 254. — **II.** Mise à l'ordre du jour du pr. de M. Lebeau, 551. Requête des huissiers, 617. Interpellation relative à l'ajournement du procès d'une femme malade, 656. Réorganisation, 763. Indemnité du président, 764. — **III.** Critique de leur organisation, 11. Pr. de loi de M. Guillery, 556. — **IV.** Critique de l'organisation, 251, 472. — **V.** Frais de séjour des magistrats, 2^e partie, 55.

COURS D'EAU navigables et flottables. **III.** Reprise par l'Etat, 227, 558, 410, 458. — **IV.** 8, 145. — **V.** Mesures pour favoriser l'écoulement, 11. Assainissement, 2^e partie, 155. Droits des industriels; entretien, 190.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. **III.** Inspection, 262, 518, 421. — **IV.** 521, 454. — **V.** Pr. de l. de M. Kervyn de Lettenhove, 21. *r.* de M. de Zerezo de Tejada, 570, 451.

COURSES DE CHEVAUX. **II.** Pr. de supprimer le subside, 615, 616. Appropriation du champ de courses à Bruxelles, 619. Rejet du cr. pour les courses à Bruxelles, 752, 753. Pr. de le rétablir, 755. — **IV.** Pr. d'un cr. de 30,000 fr., 78. Demande de subside de la société de Namur, 109. — **V.** Subside, 258. Paris, 520.

COURTIERS DE COMMERCE. **III.** A Anvers, 13. De navires; attributions, 278, 400, 471. — **IV.** Monopole et liberté, 146, 201, 251, 274, 526. — **V.** Réclamation contre la liberté, 528, 577.

COURTRAI. **III.** Vente des bâtiments de l'ancienne maison d'arrêt, 452, 460.

COUTELIERS (Pét. de) de Houyet. **V.**, 164.

COUTILS. **I.** Tarifs, 582.

COUVIN. **II.** Cession des établissements de Couvin à l'Etat, 205. Achat par une nouvelle société.

CRECHES. **II.** Leur utilité, 455.

CRÉDIT COMMUNAL. **III.** Pét. de M. Haeck, 549.

CRÉDIT FONCIER. **III.** *r.* de M. Deliège, 25, 24. Motion tendant à faire discuter ce projet par le sénat. 159. — **IV.**, 145.

CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE. **IV.** (Voir **CRÉDIT FONCIER**)

CRÉDIT MOBILIER. **III.** Interpellation de M. Verhaegen au sujet de la constitution d'une société *ad hoc*, 556. Pr. de l., 546.

CRÉDITS SPÉCIAUX. **V.** Reproche d'inconstitutionnalité, 12.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (Abus des). **II.**, 551, 664, 820. — **III.**, 289, 517.

CRIMES ET DÉLITS commis par des militaires. **I.**

Pr. de M. Dumortier, 459. Commis par des Belges à l'étranger. Pr. de loi de M. Ernst, 429. *r.* de M. Liedts. Disc. et vote, 526-528. Amnistie pour délits politiques. Pr. de M. Leclercq. *r.* de M. d'Huart. Vote, 754. — **V.** Offre de commettre certains crimes, 551.

CRIMINALITÉ. **I.** Statistique pour la ville de Bruxelles, 556. En Belgique, 559, 586. Augmentation des délits militaires, 489. Dans le district de Turnhout, 710. — **II.** Ses causes dans les Flandres, 80, 81. — **IV.** Insuffisance de la répression, 106. Dans les campagnes, 561. — **V.** Statistique, 85. Dans les arrondissements de Charleroi et d'Audenarde, 424.

CROIX COMMÉMORATIVE. **III.**, 589. — **V.** A l'occasion du 50^e anniversaire de l'indépendance nationale, 2^e partie, 7.

CROIX DE FER. **I.** Pr. de M. Dumortier. Disc. et vote, 150. — **II.** Position des décorés, 186, 247, 554. Augmentation du cr., 751. — **III.** 14 Pr. de porter la pension à 250 fr., 198, 575, 576, 424, 425, 545. — **IV.** Pension des décorés, 8, 146, 454. — **V.**, 11, 108, 146.

CUIRS. **II.** Droits différentiels, 524. Pr. de M. Malou, 541, 542. — **IV.** Découpés, 151.

CULTES. **I.** *r.* général. Traitement du clergé. Augmentation de subsides pour le culte israélite, 25. Pét. des israélites de Bruxelles, 42. Retard du paiement des traitements du clergé, 43. Le consistoire protestant d'Anvers demande un pasteur de plus, 105. Critiques de M. Seron sur l'élévation de la dépense pour le culte catholique, 146. Cures-annexes. Culte protestant à Anvers, 149. Attentat à la liberté des cultes commis par des officiers à Tournai. Officier insulté par un bedeau à Ypres, 155. Les Helsénistes, 205, 209, 258. Traitement du clergé, des vicaires, 209. Pét. de la régence de Namur à ce sujet, 258. Cr. pour le culte protestant dans le Limbourg, pour le culte anglican à Spa, à Ostende, à Anvers, pour le culte israélite, 508. Pét. des Helsénistes, 542. Ministre anglican à Spa, 585. Traitement des vicaires. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Doignon, 400. Discussion et vote, 496-498. Culte protestant dans le Limbourg, 498. Restauration de la cathédrale de Tournai. Créance d'un pasteur protestant de Galoppe, 575. Secours à des ecclésiastiques, 580. Traitement et frais d'installation du cardinal-archevêque de Malines, 666, 667. Cr. pour l'érection d'un petit séminaire à Saint-Trond, en remplacement de celui de Rolduc, 715. *r.* de M. Scheyven. Discussion et vote, 716, 717, 718. Cr. pour traitement du clergé catholique, 715, 716. — **II.** Pr. de mettre le traitement des vicaires à charge du Trésor public; pr. de réduire le traitement du cardinal-archevêque de Malines. Desservants et chapelains. Cr. pour l'érection du petit séminaire de Saint-Trond, 17, 18. Réparation des églises et presbytères, 18. Nouveau débat sur le subside pour le petit séminaire de Saint-Trond, 95, 96. Subside pour construction d'un temple protestant à Pâturages, 189. Débat sur la création de nouvelles succursales par M. Van Volxem, *m. j.*, 250, 251. Création de succursales, comptes des séminaires, des fabriques d'église et des congrégations autorisées. Réparation des édifices du culte, 552. Inamovibilité des desservants, 446, 447. Comptes des séminaires, des fabriques d'église, des congrégations hospitalières, 447.

Traitement du secrétaire de l'évêque de Namur, 447. Créations de succursales, 447, 448. Collectes dans les églises, 448. Subside pour un pasteur protestant à Pâturages, 448. Griefs des israélites à charge de M. d'Anethan, 527, 530. Statistique des congrégations religieuses, inamovibilité des desservants, affaire du curé de Xhavée, 538. Réponse de M. d'Anethan au sujet des griefs du consistoire israélite. Inamovibilité des desservants, droits du clergé inférieur, opinion de M. de Haussy, 616, 617. Réduction du traitement du cardinal-archevêque de Malines, 738. Droits du clergé inférieur. Restauration de l'église Saint-Pierre à Louvain. Secrétaire de l'évêque de Namur, 739. — **III.** Interprétation de l'article 15 du décret du 17 novembre 1811, relatif à la dotation des coadjuteurs, 139. Augmentation du nombre des cures succursales, 200. Vote d'un cr. de 3,400 fr. pour frais de tournée et de secrétariat du cardinal-archevêque de Malines, 385. Création d'office de succursales, *ibid.* Suppression du cr. de 3,400 fr. Incident relatif à une déclaration de M. A. Nothomb, 428. Outrages aux objets du culte. Délits commis par les ministres des cultes dans l'exercice de leurs fonctions, disc. du code pénal, 475 et suiv. — **IV.** Pr. d'augmenter le traitement des membres du clergé, 74. Infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice de leurs fonctions, 89. Violation de la liberté des cultes à Malines, 91. Augmentation des traitements, 150. Nomination de vicaires dans le Limbourg, 201. Création de succursales, 321. Secours à d'anciens religieux, 390. Délits commis dans l'exercice des cultes, 396. Pasteur protestant à Seraing, 452. Intervention de la force armée dans les cérémonies du culte, 454, 457. Les ecclésiastiques exemptés du jury, 472. Dispense de la milice, 528 à 530. Pét. relative à un vicaire de Saint-Laurent qui dit la messe dans un couvent, 567. Milice, 571, 578, 579. — **V.** Traitement du bas clergé, 364. Nomination du curé de Saint-Ghislain, ancien directeur de l'école de Kain, en qualité d'inspecteur d'écoles à Saint-Ghislain, 431. Prêtres condamnés à des peines infamantes, 432, 434. Droits électoraux. 443. Influence électorale, 443, 464. Incident de Kain, 456. Pr. de M. Frère-Orban relative aux prêtres condamnés pour crimes et délits, 2^e partie, 54. Irrégularités dans les états de traitements des membres du clergé, 55. Logement gratuit, 75-81. Traitements du clergé inférieur, 108. Pr. de M. Frère-Orban, 121, 122. Débat sur la création de succursales et les indemnités de binaison, 142. Traitements, demande de réduction, 189, 196. *Id.* du personnel des séminaires, 196

CUMUL. **II.** Nécessité d'une loi pour l'empêcher, 728. **MM.** Quetelet et Vleminckx, 765.

D

DANEMARK (Convention avec le). **I.** Voir TRAITÉS.

DAPSENS (Transaction avec les héritiers). **II.** 348.

DE BAVAY, procureur général **III.** Incident relatif à son discours sur la détention préventive, 251 et suiv. Lettre à l'*Indépendance*, au sujet d'une demande d'autorisation de poursuites contre M. de Perceval, 280, 281. Incident relatif à **MM.** Hofman et de Ryckman, 374.

DÉCÈS. **I.** **MM.** Bekaert-Baekelandt, 660. — **II.** Seron, 18. Angillis et Peeters, 251. De Nef et de Florisone, 341. Duvivier, 448. Savart et Verwilghen, 459. Gilson, 732. — **III.** Destriveaux, 140. Félix de Mérode, 385. Delfosse, Anspach, 428. Coppieters T'Wallant, Ch. de Brouckere, 549. — **IV.** Deliège, Manilius, 16. Savart, Bacquin, de Muelenaere, 92. Verhaegen, Van Bockel, Carlier-Dautrebande, Pierre, 150. Cumont, 207. J. Lebeau, 259. L. Goblet, Vanden Branden de Reeth, 397. du Bois d'Aische, 458. De Moor, 515. Lange, Al. Gendebien, 567. — **V.** de Gerlache. Liénart, Van Renynghe, 21. Brabant, Landeloos, Elias, Vermeire, 316. Vleminckx, Ch. Van Outryve d'Ydewalle, 370. Funck, 434. 2^e partie. Dubois, 46. B. Dumortier, E. Allard, Fransman, 74. Biver, Ch. Vilain XIII, Van Cromphaut, J. Anspach, E. de Becker, Bricoult, Renard, 122. Piedbœuf, P. Devaux, De Lexhy, de Tornaco, Dohet, 196. H. Dolez, Warocqué. De Fré, 197.

DECHAMPS, *m. é.* **IV.** Débat au sujet d'une brochure publiée par lui, 346-349.

DÉCORATION CIVIQUE. **IV.** Légalité de l'institution, 454-476. — **V.** Décernée aux instituteurs et bourgmestres par M. Kervyn de Lettenhove, 146.

DÉCORATION MILITAIRE. **V.** 374

DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES. **III.** Taxe, 319. — **IV.** Port sans autorisation, 454.

DE DECKER. **V.** Sa nomination en qualité de gouverneur du Limbourg. Interpellation de M. Bara. Révocation du ministère d'Anethan, 108-112

DEFACQZ. **V.** Legs de sa bibliothèque à la cour de cassation, 459.

DÉFRICHEMENT DES TERRAINS INCULTES. **II.** 435. Pr. de M. de Theux, 535, 536. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Mast de Vries, 539, 540, 541. Emploi de l'armée aux défrichements. Idées de M. Eenens, 641, 732. *r.* de M. Rogier, *m. i.*, sur l'exécution de la loi, 830. — **III.** Cr. de 500,000 fr. pour cet objet. *r.* de M. de Man d'Attenrode, 8, 9, 10. Effets de la loi de 1838, en ce qui concerne le passage des eaux, 10. Défrichements dans les provinces de Luxembourg, Namur, Liège, 127, 195, 375. — **V.** Dans la Campine, 144.

DE GHOUY (Ancien receveur du canal de Mons à Condé). **II.** Demande une pension, 361, 368, 371, 467.

DÉGUERPISSMENT. **I.** Compétence des juges de paix. Pr. de M. Liedts. *r.* de M. Fallon. Adoption, 154, 155. **III.** Demande d'une nouvelle loi, 94. Exemption des droits de timbre et d'enregistrement quand la valeur des loyers n'excède pas 100 fr. Pr. de M. Lelièvre, 154. *r.* de M. Faider, *m. j.*, 221, 315, 345.

DEJAER-BOURDON, échevin à Liège. **I.** Incident relatif à sa démission, 257, 258.

DE KERF, commissaire de police de Binche, révoqué de ses fonctions. **V.** 2^e partie, 108. Refus de donner suite à ses pétitions, 146.

DELEHAYE. **I.** Sa révocation comme procureur du roi à Gand. Débat, 739-742. — **V.** Allusion à ce fait, 2^e partie, 11.

DÉLITS commis par des militaires. **III.** Pr. de M. Orts de les déférer aux tribunaux ordinaires, 210, 316.

DÉMISSIONS. **I.** **MM.** Jamme, Goblet, Angillis, 220. C. Vilain XIII, Bosquet, 400. Rouppe, Blargnies, 498. Gendebien, d'Hoffschmidt, Verdussen,

667. — **II.** Van der Belen, 251. Nothomb, 628. Castiau, 628, 643, 644. Troye, 759. H. de Brouckere, 829. — **III.** Jullien, A. Nothomb, Visart de Bocarme, 24; Peers, 204. Ch. de Brouckere, 520, 529; Wanderpepen, 428; de Perceval, 478; Koeler, 549. — **IV.** Van de Woestyne, 150; de Merode-Westerloo, 597; de Coninck, Carlier, 567. — **V.** Braconier, 95. 2 *partie*. J. d'Andrimont, 46. de Lhoneux, 197.

DENRÉES ALIMENTAIRES. II. Voir CÉRÉALES. — **III.** Falsification, pr. de loi de M. De Decker. r. de M. Moreau, 540. — **V.** Libre entrée, 94, 95, 117. Falsification, 147. Libre entrée permanente, 165, 164. Moyens de transport, 340.

DENTELLIÈRES (Patente des écoles). **III.**, 216, 488, 554.

DE PAEPE, avocat. **V.** Honoraires pour un procès plaidé en 1841, transaction, 96.

DE PAEPE, avocat général à Gand. **V.** Refus de M. De Lantsheere de le nommer à la cour de cassation, 2^e *partie*, 42.

DE POTTER, sous-archiviste à Gand. **V.** Sa révocation, 2^e *partie*, 111, 112.

DÉPUTATIONS PERMANENTES. I. Traitement, 21. M. Gendebien pr. de diminuer le nombre de leurs membres, 508. Recours en cassation contre leurs décisions. Pr. de M. Lebeau, 557. *Id.* Pr. de M. de Theux, 680. — **II.** Traitements, 615. Pr. de M. Rogier, *m. i.*, tendant à réduire le nombre des membres de 6 à 4. r. de M. Destriveaux, rejet. Pr. de M. Christiaens de fixer les traitements à 2,500 fr., 775. — **IV.** Traitements, 145. Augmentation, 171. Critique des enquêtes électorales faites à huis clos, 200. Appel en matières électorales, 261, 262. *Id.* en matière de contributions, 274. Publicité des audiences, 281. Recours en cassation contre leurs décisions, 456. Critique de leur conduite dans la révision des listes électorales, 458, 459, 515, 516. Droit d'enquête, 517, 518. — **V.** Publicité des séances dans les affaires contentieuses; traitement des membres, 81, 146. Droit d'enquête en matière de vérification des élections communales, 146. Pét. de Namur relative à cet objet, 165. Traitements, 196, 269. Pourvoi en cassation. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, *ibid.* Résultats de la loi de 1867 relative à l'appel en matière électorale, 517. Décision en matière électorale, 2^e *partie*, 4, 20. Actes de la députation permanente de la province de Namur, 197.

DESCRIPTION géographique et historique du royaume, par MM. J. Tarlier et A. Wauters. **III.** Subside, 599. — **IV.**, 168, 475.

DÉSERTION. IV. Imprescriptibilité du délit, 147. Amnistie, 345. Réintégration des déserteurs dans l'armée en 1870, 615. — **V.** Prescription du délit, 2^e *partie*, 25, 126. Amnistie, 189. Pr. d'extradition réciproque des déserteurs, 200.

DESSIN (Enseignement du). **IV.**, 107. — **V.** Nouveau programme, 552, 596, 450. Exposition des travaux des élèves des écoles spéciales, 2^e *partie*, 55, 112.

DESTITUTIONS. I. MM. De Smet et Doignon, 157, 158, 159. MM. Hennequin et de Puydt, 505, 506. M. de Coppyn, 506. MM. de Stassart, Delehay, Cools, 759-742.

DÉTENTION ARBITRAIRE. III. Pét. du sieur Félix, 494.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. II. Nécessité de reviser

la loi, 753. Pr. de M. Lelièvre, 872, 873. — **III.**, 12. Pr. de loi de M. Tesch, 46. r. de M. Destriveaux, vote, 98. Incident relatif à M. le procureur général de Bavay, 251 et suiv., 280, 281, 575. — **IV.**, 147. Indemnité en cas d'acquiescement, 251, 520, 521, 504. — **V.** Indemnité, 82, 147. Affaire Penter; *id.* d'un frère arrêté à Gand pour outrage à la pudeur, 189, 190, 191. Pr. de loi de M. De Lantsheere, 260. r. de M. Thonissen, 261. Abus de la justice militaire, 108.

DETTE FLOTTANTE. II. Moyens de l'éteindre, 185. Pr. de M. Rogier d'émettre des bons du Trésor sans intérêt, 251. Compte de la négociation des bons du Trésor, en 1842, 262, 347. Emission de bons du Trésor pour des travaux d'utilité publique, 523. Danger d'une trop forte émission, 572. Déclaration de M. Frère-Orban au sujet du taux d'émission des bons du Trésor, 879.

DETTE PUBLIQUE. I. Part dans la dette des Pays-Bas. Emprunt de 48 millions, 24. Arriérés de la dette des Pays-Bas, 191, 269. Dette flottante, 347, 548, 549. Amortissement. Conversion du 5 p. c. Dette flottante. Capitaux inscrits au grand-livre d'Amsterdam, 400. Pr. de M. F. de Mérode de voter 5 c. addit. pour le remboursement de la dette flottante. Retrait, 446. Cr. de 100,000 fr. pour avance des capitaux inscrits à Amsterdam, 492. Conversion du 5 p. c., 580. Rente de 5 millions de fl. due à la Hollande en vertu du traité de paix. Pr. de M. Desmazières, 669. Moyens de pourvoir au paiement, 718. Débat sur les avantages respectifs de la dette constituée et de la dette flottante, 722, 723. — **II.** Cr. pour l'amortissement des anciens emprunts. Dotation de l'amortissement de l'emprunt de 1840, 96. Surveillance de l'amortissement, 182. Droit de le suspendre, 183, 251, 452, 525. Placement des capitaux des administrations publiques, 717. Amortissement, 733. — **III.** Dépôt des titres à la Banque Nationale, 266. — **IV.** Modifications aux dispositions qui en régissent le service, 409, 459. Débat sur l'amortissement, 504, 519. Extinction de la dette, 560. Emission de titres en 1870, 615. — **V.** Emission de titres critiquée par M. Frère-Orban, 48. Remboursement du solde du 5 p. c., 165, 166. Paiement du *minimum* d'intérêt aux compagnies de chemin de fer, 240. Accroissement de la dette, 305. Extension à la dette 2 1/2 p. c. du régime établi pour les autres fonds de l'Etat, 517. Amortissement, 565. Accroissement de la dette, 2^e *partie*, 19. Caractère non limitatif des crédits pour le paiement des intérêts, 191.

DEUX-SICILES (Traité avec les). (Voir TRAITÉS.) **DICTIONNAIRE** de la langue néerlandaise. **V.** 2^e *partie*, 210.

DIERCKXENS. V. Nommé juge à Anvers par M. De Lantsheere, 595.

DIEU. IV. Invocation de son nom dans l'adresse au Roi, 611. — **V.** Absence de mention, 106.

DIMANCHE. II. Débat sur la suppression du travail du dimanche dans les distilleries, 101, 102.

DIPLOMATIQUES (Agents). **I.** Traitement, 18, 19. Réduction du traitement des ministres à Paris, à Berlin. Légation au Brésil, en Espagne, 145, 146. Agents en non-activité, 146. Débat au sujet d'une brochure publiée par M. O'Sullivan, 199, 200. Frais de route de M. Le Hon, 200, 201. Légations à Berlin, à Madrid, à Lisbonne, 200. Traitement

de non-activité de M. Kauffmann, 201. Frais de la mission de M. Goblet à Berlin, de M. Vilain XIII en Italie. Frais de voyage des ambassadeurs, 504. Légation en Italie, ministre à Rome. *r.* de M. Milcamps. Ministres en Russie, au Brésil, à Stockholm, en Grèce, 584, 585. M. de Bailliet renonce à ses fonctions de *m.* à Berlin, 490. Attachés de légation non salariés, *ibid.* Mission à Constantinople. *r.* de M. Kervyn. Critique de la diplomatie belge, 570. Débat sur la représentation de la Belgique à Vienne, à Rome, à Lisbonne. Mission de MM. Van de Weyer et Goblet en Portugal, 572. Réduction du traitement de M. Goblet, 575. Cr. pour exécution du traité des 24 articles, 662. Economies dans le service. Réduction du traitement du ministre de Belgique à La Haye. Frais de voyage des agents diplomatiques, 709, 710. — **II.** Leur traitement jugé trop élevé. Mission de M. de Stassart en Sardaigne. Pr. de réduire le traitement du *m.* de Belgique à Vienne; de remplacer le *m.* à Rome par un chargé d'affaires; de supprimer le poste de *s.* de légation à Washington, 10. Débat sur la légation à Rome et la mission à Hambourg. M. Dujardin, chargé d'affaires à Hambourg et membre de la *c.* d'Utrecht. Demande de suppression des ambassadeurs. Pr. de réduire les traitements des agents à Rome, à Turin et à Francfort. Pr. de ne maintenir à Rome qu'un chargé d'affaires. Missions commerciales au Brésil, en Espagne et en Suisse, 184, 185. Demande d'economies sur le service diplomatique. Critique de la conduite des agents à l'étranger. Absences de M. d'Oultremont de son poste à Rome, 243. Frais de route et de séjour, examen des secrétaires, 551. Vacance du poste de Londres par suite de l'entrée de M. Van de Weyer au ministère. Frais de la légation en Turquie et au Brésil, 452. Traitement de M. Blondeel, envoyé au Mexique. Postes du Hanovre et de Hambourg, 455. Urgence de nommer un ministère à Rome, 456. Nomination du prince de Chimay en qualité d'ambassadeur à Rome et à Naples. Nécessité de sa réélection à Thuin, 524, 550. Refus du prince de Ligne d'agréer un attaché commercial à Paris. Indemnités de déplacement aux ministres à Lisbonne et à Constantinople, 550. Fin de la mission temporaire du prince de Chimay, 551. Demande d'économies, 611. Lettre de M. Nothomb, ministre à Berlin, qui renonce à son mandat de représentant, 628. La légation belge à Rome pendant l'exil du pape à Gaète, 716, 725. Réduction des traitements des agents diplomatiques, 720. Représentation en Allemagne, 721, 722, 723, 725. Suppression de la légation de Turin, 723, 724. Débat sur la mission de Constantinople, 725; en Portugal. Agents en Amérique. Frais de voyage pour les missions de courtoisie, 724. M. Beaulieu *m.* à Copenhague, 755. — **III.** Remboursements aux agents, 127. Traitements, 129. Mission à Jérusalem pour y rétablir le monument funéraire de Godefroid de Bouillon. Officiers cumulant des postes diplomatiques avec leur grade dans l'armée. Le chargé d'affaires au Brésil accrédité à Buenos-Ayres. Traitement des secrétaires de légation. Remboursement des pertes essayées par M. Blondeel dans un incendie, 129. Renvoi de M. Blondeel de Constantinople, 424. Projet d'établir une mission en Chine Augmentation des traitements, 471. — **IV.** Légation en Turquie, 9. En Italie, 85. Au

Mexique, 250. Dépenses diplomatiques; augmentation des traitements à Paris, Berlin et Florence, 455.

DISCOURS DU TRÔNE. I. Réclamation de M. Dumortier contre l'absence de harangue royale, 457.

DISSOLUTION. I. De la chambre des représentants en 1855. Débat à ce sujet. Question de confiance. Ordre du jour, 157, 158, 159 Nécessité de représenter les pr. de loi. Opinion. Dissolution. 162. — **IV.** Disc. sur son opportunité en 1870. — **V.** Sort des pr. de loi en cas de dissolution, 45. Annonce d'une dissolution pour 1878 par M. Malou, 465, 465.

DISTILLERIES. I. Pr. de M. Zoude, 26. *Id.* de M. Serruys. *r.* de M. d'Elhoungne, 26. Pét. des distillateurs de Bruges, 42. *Id.* de Namur, 43. Renvoi des pr. sur les distilleries à une *c.*, 87. Envoi aux chambres de commerce. Discussion et vote, 88. Nouveau pr. de M. Duvivier, *m. f.* *r.* de M. Berger. Discussion et vote, 152, 153. Demande de révision de la loi, 502. Note de M. d'Huart, *m. f.*, 405. Enquête, 404. Modifications à la loi. Pr. de M. d'Huart, 444. Ajournement, 446. *r.* de M. Duvivier, 499 Nouveau projet de M. d'Huart *r.* de M. Duvivier, 500. Discussion, 501, 502, 503. — **II.** Pét. des distillateurs de Gand relatives au travail du dimanche 18. Débat sur l'accise. Pr. d'augmenter le droit d'accise sur le genièvre. *r.* de M. Zoude, 100. Discussion, 101, 102 Déclaration de M. Veydt, *m. f.*, au sujet de l'accise sur les eaux-de-vie, 667. P. de limiter la fabrication des distilleries agricoles, 732. Pr. de M. Pierre relative à la prime d'exportation des genièvres, 857. Pr. de loi M. Frère-Orban, *m. f.*, tendant à diminuer la décharge accordée à l'exportation. *r.* de M. Deliége, 879. Discussion, 838, 859. Pét. des distillateurs de Gand. relative à la bonification d'intérêts sur les sommes qu'ils payent par anticipation, 839. — **III.** Augmentation des droits d'accise, 25, 26. Pét. relative au *maximum* imposé aux distilleries agricoles. Pr. de loi de M. Liedts, 140. *r.* de M. Deliége, 142 Discussion, 142, 143. Augmentation du droit d'accise sur le genièvre, 206. *r.* de M. Delehayé, 297. — **IV.** Agricoles, 260. Fraude dans la distillation du jus de betterave, 507. — **V.** Agricoles, 162. Clandestines, 341. Augmentation du droit d'accise, 2^e partie, 50, 51.

DIXMUDE. III. Incidents à propos d'une élection, 26, 27. (*Voir* ELECTIONS.)

DOCHAMPS. V. Convocation extraordinaire des électeurs, 195.

DOCKS (Conflit entre la société des) et la douane. **V.** 2^e partie, 20.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. II. Observations sur l'impression de ces pièces, 726, 875.

DOLLIN DU FRESNEL, général pensionné. **III.** Demande de remboursement d'avances, 548. Pr. de loi à son profit, 591, 455.

DOMAINE PRIVÉ DU ROI. V. Echange de biens avec l'Etat, 200.

DOMAINES. I. Aliénation de forêts et de routes, 28. Valeur des biens domaniaux, 205. Suppression du cr. pour recherche des biens celés, 512. Vente de biens pour l'application du produit à l'achat de terrains pour le parc de Laeken, 508. Condamnation au profit du sieur Collignon de Bas-Oha. Pr. de loi, 668. *r.* de M. Angillis, 668. Vote, 669.

Aliénation de biens domaniaux pour l'agrandissement du parc de Laeken. *r.* de M. de Brouckere, 721. — **II.** Sommes dues à MM. de Gruyter et Lion pour découverte de biens celés, 203. Intervention dans les frais de la route de Dolhain à la forêt d'Hertogenwald, 264. — **V.** Vente de la main à la main des terrains à bâtir, 95, 166. Fonds spécial pour appropriation et vente, 248. Cr. de 800.000 francs, 320. Salle pour la vente des objets remis à l'administration, 81.

DOMICILE (Violation du). **I.** Pét. du sieur Artmer, 45. — **II.** Perquisition faite à Golzinne chez M. Desmanet de Biesme, sénateur, en vue de rechercher le général Vander Smissen, 179. *r.* de M. Van Volxem, *m. j.*, 208.

DOMICILE DE SECOURS. **II.** 185, 209. Annonce d'un pr. de loi par M. d'Anethan, 244. Pr. de loi, 275. Discussion, 341, 342. — **III.** Demande d'une nouvelle loi, 200. Des étrangers, 281, 282, 313. Prostituées, arrêté du 19 octobre 1853, 316, 345, 425, 426. — **IV.** 80, 106, 146, 147. Malades atteints d'affections syphilitiques, 251, 321, 389, 390, 452, 506, 525, 573. — **V.** 41, 84, 393-395.

DONATIONS. **II.** Pr. de M. Verhaegen relative au droit d'enregistrement des donations entre-vifs à titre gratuit. *Id.* faites en faveur des mainmortes, 355. *r.* de M. de Corswarem, 458.

DONNY (ancien membre de la députation permanente de la Flandre occidentale). Indemnité réclamée par sa veuve pour honoraires relatifs à d'anciens travaux. — **II.** Rejet, 640. Vote de l'allocation, 753.

DORYPHORA DECEMLINEATA. **V.** Voir POMMES DE TERRE.

DOUANES. **I.** Double rayon, 25. M. Duvivier, *m. f.*, annonce une révision du tarif, 150. Organisation du personnel, 151. Demande de révision du tarif, 202, 203. Personnel, 203. Création de brigades sédentaires ambulantes. Réorganisation du service, 311. Exemptions de droits. *r.* de M. Liedts. Discussion et vote, 329. Débat sur le tarif des douanes, 349. Augmentation du personnel, 389. Tarif général, 501-506. Gendarmes employés pour la repression de la fraude, 573. Tarif général, 581-586. Personnel, 711. — **II.** Débat sur le tarif, 20, 21. Formalités douanières, 155. Fraudes, 190, 191. Vexations dans le rayon réservé, 351. Carte du rayon des douanes, 371. Visites corporelles, 614. Suppression de 253 employés, de l'inspecteur à Ostende, 727. — **III.** Réduction de droits, pr. de M. Coomans, 25. Débat à ce sujet, 90, 98. Suppression de l'article 68 de la loi générale de 1822. Réforme douanière, pr. de loi de M. Frère-Orban, 98. *r.* de M. Van Iseghem, 99, 166. Impression du tarif, 204. Degrèvement des matières premières, pr. de loi de M. Liedts, 207. *r.* de M. Mercier, ajournement, 272, 335, 387, 388, 478, 499, 570. — **IV.** Tarif, 38. Pét. relatives à la preemption, 95. Réclamation relative au refus de délivrer des livres venant de l'Allemagne, 151. Généralisation des dispositions conventionnelles. Certificats d'origine, perception des droits à la valeur ou au poids, 260. Bureau à la frontière zélandaise, 388. Pr. de supprimer les douanes, 426. Discussion du principe de la liberté commerciale, 481. — **V.** Tarif, dégrèvements, 202. Suspension d'employés à Anvers, 316. Visite

des bagages à la frontière, 2^e partie, 7. Bateau à vapeur pour ce service, 2^e partie, 20.

DOUANIERS. **IV.** Interdiction de mariage, 289. — **V.** Déplacés à cause de leur hostilité aux écoles officielles, 2^e partie, 207.

DRAINAGE. **III.** Cr. de 500,000 fr. pour cet objet (*Voir DÉFRICHEMENTS.*), 193, 262. — **IV.** 82.

DRAPS. **I.** Levée de la prohibition des draps français, 505, 581, 582. — **II.** Pét. des fabricants de Verviers qui réclament une protection pour leur industrie, 103. Concurrence des marchands anglais d'habits confectionnés, 190, 214.

DROIT DE RÉUNION. **IV.** Violation d'un meeting à Bruges par des militaires, 458.

DROIT DES PAUVRES. **IV.** Pét. du sieur Mengal, 107.

DROITS DIFFÉRENTIELS. **I.** Pr. de M. de Foere, 222, 386, 523, 524, 573, 584, 615. Enquête gouvernementale, proposée par M. de Foere, 728-732. — **II.** Mémoire du sieur Retsen, 109. Disc., 259-262. Modification en ce qui concerne les sucres, 345. Relâche à Cowes, 523, 651, 652. M. Cans demande un *r.* sur les effets de la loi, 733. Dépôt de ce *r.*, 859. — **III.** 11, 12. Remise en vigueur de l'article 3 de la loi de 1844, 24. Demande de révision de la loi, relâche à Cowes, 98. Prorogation des lois de 1852, 141, 142, 143, 144, 272. Pr. de M. Mercier, tendant à les supprimer, 532.

DUBOIS, examinateur permanent à l'Ecole militaire. **III.** Demande la révision de sa pension, 494.

DU BOIS, substitut. **IV.** Faux mandement de l'archevêque de Malines, 28.

DUCHESNE (Affaire). **V.** Incident avec l'Allemagne, 299-302.

DUEL. **I.** M. Ernst annonce une loi, 304. *r.* de M. Liedts, 668. Discussion, 720, 721. — **III.** Défaut de répression d'un délit commis par un personnage haut placé (le général Chazal), 13. — **IV.** Entre MM. Chazal et Delaet, 281.

DUMON (Andre), professeur. **III.** Achat de ses collections, pension à sa veuve, 494.

DUMON-DUMORTIER, *p.* du sénat. **III.** Ses funérailles, 97.

DUNES. **V.** Aliénation des terrains inutiles à la défense des côtes, 29. Entretien, 46.

DUTOIT, entrepreneur de l'écluse à Heyst. **V.** 96.

E

EAU DE MER. **III.** Dr. d'accise, pr. de M. J. Jouret, 478, 479. — **IV.** 203, 259, 458, 515.

EAUX DE LA VILLE de Bruxelles. **V.** Travaux faits à Braine-l'Alleud et Lillois-Witterzée, 21. A Cortil-Noirmont, 163. Dans la forêt de Soignes, 370.

EAUX DE SENTEUR. **V.** Restitution du droit d'accise, 21.

EAUX-DE-VIE. **I.** Droits d'entrée, 25. Fraudes. Pr. de loi de M. d'Huart sur les droits d'entrée, 500. *r.* de M. Duvivier, 583. — **II.** Etrangères, pr. de révision, 103. *r.* de M. Zoude, 253. — **III.** Diminution du taux de la décharge à l'exportation. *r.* de M. Mercier, 271. Défense d'exporter les eaux-de-vie fabriquées avec des grains indigènes, 329.

r. de M. Deliège, 332. — **IV.** Augmentation de l'accise. *r.* de M. Watteuu, 573, 574. **V.** Changements aux droits d'accise, 94. Suppression de la prime à l'exportation, 163, 164, 165, 258, 316, 559. Modification à l'accise, *pr.* de M. Graux, 2^e partie, 128, 130.

ÉCHEVINS. **V.** Nombre à Seraing, Schaerbeek et Molenbeek-Saint-Jean, 93. Nominations faites par M. Delcour à Mouscron, Willebroeck, Namur, Maeseyck, Aywaille, Jalhay, Ramet, Comblain, Wandre. Thirimont, Louvain, Léau, 145. *Pr.* de M. Jacobs tendant à les faire nommer par les conseils communaux, 161. Nominations à Herve, Grez-Doiceau, Court-Saint-Etienne, 162.

ÉCOLE DE GUERRE. **V.** Locaux de la Cambre 31.

ÉCOLE DES ENFANTS DE TROUPE. **I.** 590.

ÉCOLE DU GÉNIE CIVIL. **II.** Frais des jurys d'examen, voyages des élèves, 287.

ÉCOLE MILITAIRE. **I.** *Pr.* du général Evain, 93, 230. *Pr.* de renvoi aux ss, 331, 591. Discussion de la loi organique, 596-601. *Pr.* amendé par le sénat, 602. — **II.** Création d'une section d'infanterie et de cavalerie, 643. — **IV.** Le lieutenant Simon nommé répétiteur civil, 460. — **V.** Mode d'admission des élèves. 100. Inspection générale, le général Guillaume, 175, 176. Solde des élèves, 250. Terrains de l'ancienne école, 317.

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE. **I.** 310, 423, 426. *Pr.* de loi de M. de Theux. Musique de l'école, 526. — **II.** 13, 83. Demande d'enquête, 462. Débat sur l'organisation de l'école et sur les abus qui y sont signalés, 851, 852. — **III.** Débats sur les constructions, 127, sur l'enseignement, 128. Question de l'aumônier. Vente de matériaux, 196. Incident relatif à l'aumônier, 383. — **IV.** Echange de terrains, 94. Assimilation des professeurs à ceux des universités, 143. Internat, transfert à Gembloux, 249, 417. — **V.** Vente de terrains, 2^e partie, 93.

ÉCOLES DE MUSIQUE. **V.** D'Anvers, 107, 192; d'Ostende, 112; d'Anvers, 210.

ÉCOLES DE REFORME. **II.** Institution, 656. *Cr.* pour acquisition de terrains, 725. Position des employés, 733. *Cr.* pour organisation, 763. *r.* sur la situation de ces écoles, 872. — **III.** Situation, 106, 157, 282. — **IV.** *r.* de M. Tesch, 29. — **V.** *Pr.* d'en créer une troisième, 188.

ÉCOLES INDUSTRIELLES. **V.** 2^e partie, 9, 10. *r.* de M. Rolin-Jaequemyns, 132.

ÉCORCES servant à la fabrication des cordages. **III.** Droits d'entrée, 24. Ecorces à tan, droits de douane, 141, 142, 478. — **IV.** 203.

EENENS (lieutenant-colonel). **II.** Interdiction de faire partie de l'*Alliance*, 519.

ÉGLISE DE LAEKEN. **III.** 138, 139, 399. *Cr.* de 450,000 fr. *r.* de M. de Luesemans, 479. *r.* de M. Hymans, 550. — **IV.** *Cr.* de 450,000 fr. *r.* de M. Hymans, 46. Craintes pour la solidité de l'édifice, 321. *Cr.* de 300,000 fr., 327, 398, 452, 458, 567. — **V.** Achèvement, 84.

ÉGLISES. **III.** Dans les Flandres, 11. *Id.* monumentales à Tongres, Alost, Renaix et Bruges, restauration, 542. — **IV.** *Pét.* relative à l'église de Saint-Josse-ten-Noode, 150. Stalles de l'église de Cruyshautem, 344.

ESMONT (Comtes d') et de Hornes. **IV.** Inscription de leurs statues, 268.

ÉLECTIONS. **I.** Listes électorales. Délégation du cens aux fils de veuves, 255. *Pét.* du sieur Tallois,

de Ham-sur-Heure, relative à la validation d'une élection par arrêté royal, 554. *r.* de M. Dechamps sur des *pét.* demandant la réforme électorale, 587. Loi électorale pour le Limbourg. *r.* de M. de Behr. *Pr.* de créer le collège électoral de Tongres-Maeseyck pour le sénat. *r.* de M. Lejeune, 663, 664. Observations au sujet de l'incident de Ham-sur-Heure, 721, 742. Déclaration de M. Delfosse au sujet d'une réforme, 721. — **II.** Abus de l'intervention du clergé, 189. Fraudes électorales, 193-203. *Pét.* relatives et vote au chef-lieu de canton, 259. M. Dumortier réclame une statistique des électeurs, 434. *Pr.* de M. Van de Weyer relatif à la formation de la liste des électeurs communaux. *r.* de M. Dubus, 432. Annulation des élections communales de Watermael-Boitsfort, 452. *Pét.* des électeurs de Soignies qui se plaignent de devoir voter dans un établissement épiscopal, 548. *Pét.* de Stavelot et de Jodoigne relatives au vote au chef-lieu d'arrondissement, 634, 635. *Pét.* en faveur de l'élection au chef-lieu de canton. *r.* sur la *pét.* des habitants de Jodoigne, 743. — **III.** A Dixmude. Mesures prises en vue de sauvegarder la liberté des électeurs, 26, 27. Intervention du clergé, 128. *Pét.* relatives à la loi électorale, vote au chef-lieu de canton, 144, 167. Suppression de l'amende pour le rejet du pourvoi en cassation en matière de formation de listes électorales, *pr.* de MM. Lelièvre et de Muelenaere. *r.* de M. Deliège, 208. Demande d'annulation d'élections à Berchem (Anvers), 272. *Pét.* relatives aux dépenses et aux fraudes électorales, vote à la commune ou au chef-lieu de canton, vote obligatoire, indemnité pour l'électeur, 429, 430. Sincérité du scrutin, vote au chef-lieu de canton, ordre alphabétique. *rr.* de MM. Vander Donckt et Moreau, 479-485. Enquête sur les élections de Louvain, 520, 521, 528, 529. Annulation, 550, 551. — **IV.** *Pét.* de Bruges relatives à l'intervention de la police, 205, 206. Enquête sur l'élection de Bastogne, 207. (*Voir VÉRIFICATION DE POUVOIRS.*) Actes de violence à Virton, Marche et Bastogne, 237. Bulletins autographiés, distribution de boissons et de comestibles, paiement effectif du cens, 259, 240. Fraudes électorales, indemnité de voyage aux électeurs, forme des bulletins, ballottage, âge de l'électeur, influences illicites, formation des listes, bulletins écrits, autographiés ou lithographiés, ordre alphabétique, couloir électoral, dépenses électorales, pénalités, 261-269. *Pr.* d'établir des circonscriptions électorales de 40,000 âmes, 328 et suiv. Révision des listes électorales, enquêtes, députations permanentes, cours d'appel, 516-518. — **V.** Dépenses faites à Charleroi, 17, 18. Obligation pour les scrutateurs d'assister aux opérations, 146. Inscription des noms sur un même bulletin aux élections pour la chambre et le sénat, 242. Répartition des électeurs dans les sections, 269. Pression imputée au gouvernement, 2^e partie, 109. Droits des bureaux, 111. *Pr.* de l. tendant à hâter la solution des litiges électoraux, 197.

ÉLECTIONS COMMUNALES. **IV.** Mode à suivre pour l'élection des conseillers, 15. *Pét.* relative aux élections de Geet-Betz, 16. *Pét.* d'habitants de Pry, 16. Annulation des élections d'Oostacker et de Thollembeek, 17. Elections de Gosselies, 206. — **V.** Droit d'enquête des députations permanentes, 146. *Pét.* de Namur, 165. Annulations

faites par M. Rolin-Jaequemyns; dossier de Lommel; élection de Schaerbeek, 2^e partie, 109, 110. Convocation extraordinaire à Dochamp, 195.

ÉLECTORALE (Pression). **V.** Voyage de M. Moncheur à Malines, 242.

ÉMIGRATION. II. Discours de M. Sigart contre l'émigration. Pét. relative à l'émigration au Brésil, aux États-Unis, 716. — **III.** Débat à ce sujet, 200, 260. Incident relatif à l'émigration des libérés de Vilvorde, 266. Pét. de Mont-Saint-Guibert, 348. — **V.** Loi réglant le transport des émigrants, 237, 501, 503. Rapatriement d'émigrants russes, 2^e partie, 145.

EMPLOYÉS INFÉRIEURS. III. Cr. de 400,000 fr. pour leur venir en aide. *r.* de M. Coomans, 273. *r.* sur l'emploi de ce crédit. Nouveau crédit de 800,000 fr. *r.* de M. Coomans, 334, 335. Cr. de 1,104,480 fr., 388. *r.* de M. Coomans, 389. — **IV.** Demande d'augmentation de leurs traitements, 74. Traitement des employés civils du ministère de la guerre, 161. — **V.** Augmentation des traitements civils, 248, 507. Augmentation de 10 p. c., 518-520.

EMPRUNT. I. Forcé, 27. Empr. de 48 millions de fl., 28. Recouvrement de l'empr. forcé dans le Limbourg et le Luxembourg, 31. Indemnité des commissaires, 44, 45. Amortissement de l'emprunt. Change sur le paiement des coupons, 152. Emprunt pour le chemin de fer, 162. Critiques au sujet de l'émission de l'emprunt de 48 millions, 256. Emprunt de 30 millions pour remboursement de bons du Trésor et pour des routes. *r.* de M. Verdussen, 405, 406. Critiques sur le mode d'émission de l'emprunt de 30 millions, 496. Compte rendu de l'opération, 506. Emprunt de 180 millions pour la conversion. *r.* de M. Devaux. Réduit à 37 millions, 588. Pr. d'emprunt de 90 millions. *r.* de M. Demonceau, 720. Mode d'émission. Conversion, 722-724. — **II.** Acquisition définitive à l'État des sommes non réclamées sur l'emprunt volontaire de 5 millions de florins, 96. Pr. d'emprunt de 35,500,000 fr. pour le chemin de fer, les routes du Luxembourg et l'achèvement de l'entrepôt d'Anvers, 96. *r.* de M. Cogels, 97. Disc., 97-100. Conversion et emprunt de 84.656,000 fr. *r.* de M. Cogels, 252, 253. Succès de la conversion, 350. Echange des obligations 5 p. c. contre des titres 4 1/2 p. c., 341. Effets de la conversion, 347. Emprunt forcé des 8/12^{mes} sur la contribution foncière, 646. Emprunt forcé sur cinq bases (souscription de 500,000 fr. du Roi). *r.* de M. Rousselle, 646. Disc., 646-649. Résultat des emprunts forcés, 703-709. Mode de paiement des coupons, 718. Echange des récépissés provisoires des emprunts forcés contre des titres définitifs, 743. Déchéance des titres non présentés au remboursement, 840. — **III.** De 26 millions, 27. Amortissement des emprunts de 1848, 100. Remboursement des emprunts à 5 p. c. et conversion en 4 1/2, 140. *r.* de M. Liedts sur la négociation de l'emprunt à 4 1/2 p. c., 273. Cr. pour frais, 274. Conversion en 4 1/2 de l'emprunt à 5 p. c. de 1851. Emprunt de 35 millions, pr. de loi de M. Mercier. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 334. Résultat de la conversion, 588. Emprunt de 37 millions *r.* de M. E. Vandenpeereboom. retrait, 431. De 45 millions. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 520. — **IV.** Mode d'émission, 8. Emprunt de 60 millions, 266. Cr. pour

amortissement et négociation, 335. Emprunt de 60 millions en vue de consolider les bons du Trésor négociés en vue de faire face à des mesures de guerre, 405, 406. Remboursement de l'emprunt de 50 millions à 4 p. c., 518. — **V.** De 50 millions en 1871. Pr. de M. Jacobs. *r.* de M. Delaet, 28. De 240 millions en 1873, 165.

EMPRUNTS A PRIMES. III. Débat sur l'autorisation accordée aux villes de Bruxelles et de Liège, 150, 375.

ENCAISSE DU CAISSIER DE L'ÉTAT EN 1830. II, 572, 668. Pr. de M. De Pouhon tendant à émettre des obligations pour cette encaisse, 754, 777. Réclamations des provinces. Pr. de MM. Rousselle et consorts, 739. Disc. de la pr. de M. De Pouhon, 743, 744.

ENCAISSE provinciale en 1830. III. Pét. du Hainaut demandant le remboursement de l'intérêt de cette somme, 163.

ENCYCLIQUE de 1850. III, 49, 50. — **IV.** De 1864, 348, 349.

ENFANTS (Exploitation des) dans les mines. **V,** 455.

ENFANTS TROUVÉS. I, 21, 23. Pr. de loi de M. Lebeau, *m. j.*, réglant les frais d'entretien, 140. *r.* de M. Quirini. Discussion. Vote, 196, 197. Débat sur les tours, 387, 490. — **II,** 11, 215, 733. — **III,** 12, 45.

ENGAGÈRES. I, 510. *r.* de M. d'Huart, *m. f.*, 405.

ENGRAIS. II. Demande de transport gratuit sur les canaux, 367. Exemption du droit d'accise sur le sel servant à leur fabrication, 450. Prohibition à la sortie. *r.* de M. David, 859. Exemption du péage sur les canaux et rivières, transport par chemin de fer, 877, 878. — **V.** Falsification, 8. Prix du transport, 9, 16, 144, 310. Falsification, 2^e partie, 9.

ENQUÊTE. I. Sur les désastres de 1831, 27. Sur le commerce et l'industrie. Pr. de M. de Foere, 750, 751. Nomination de la *c.*, 752. — **III.** Parlementaire sur les élections de Louvain. Pr. de loi. *r.* de M. Deliège. *c.* d'enquête, 520, 521. *r.* de M. De Fré, disc., 550, 551. — **IV.** Témoins défailants, pénalités, 14, 15. Enquête sur l'élection de Bastogne, 207. Pr. de loi de M. Tesch, relatif aux enquêtes en fait de vérifications de pouvoirs. *r.* de M. Hymans, 266, 267. — **V.** Sur les effets de la réforme des tarifs du chemin de fer. Pr. de M. Orts, 28. Pr. de M. Descamps, 86-89. Loi sur les enquêtes parlementaires. *r.* de M. Nothomb, 2^e partie, 197-199. Sur l'instruction primaire. Pr. de M. Neujean, 203. *r.* de M. Jacobs, 206. Disc. et vote, 206, 207. Pr. d'enquête, 208.

ENREGISTREMENT. I. Personnel, 20. Traitement. Recherche de biens celés, 151. Débat sur le personnel, 202. Remise des receveurs, 203. Réduction du personnel, 311, 312. Fuite d'un receveur, 388, 404. Exemption des droits d'enregistrement pour les caisses d'épargne. Pr. de M. d'Huart, 444, 446. — **II.** Défaut d'enregistrement d'un acte de vente d'anciennes monnaies provinciales, reproché à M. Mercier, 14. Droit d'enregistrer sans amendes les actes non soumis au timbre, 23. Centimes additionnels, 214. Indemnités aux receveurs pour déclaration d'actes translatifs, 727. Perception des droits sur les soultes entre copartageants, 728, 777. Traitement des directeurs, 735. Réduction de certaines pénalités, 848. — **III.**

Traitement des employés, 544. — **IV.** Interprétation de l'art. 69 de la loi de frimaire an vii, 27. *r.* de M. Pirmez, 106. Discussion, 165. Actes de vente, 201. Procédure orale, 388. Réduction du droit en matière d'appel et de cassation, 474. Modification à la loi de frimaire, 480. Perception en cas de résolution d'une vente d'immeubles, 507; sur les échanges d'immeubles et les donations entre-vifs, 523. — **V.** Evaluation des droits en matière de donations entre-vifs, 49. Modifications du droit, 102, 182. Exemption pour les donations mobilières faites aux provinces et aux communes pour travaux d'utilité publique, 28. *Pr.* de modifier la loi, 51. Augmentation du droit, 150.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. III. (*Voir AGRICULTURE.*) **IV.** *r.* de M. A. Vandennepeereboom, 201.

ENTERREMENT CIVIL. V. A Alost, 245, 316. D'un cabaretier à Gand, blâme infligé à des officiers; funérailles de M. Vleminckx, 375. Enterrement de M. de Vigne à Mont-Saint-Amand, 429, 2^e partie, 8.

ENTREPÔT D'ANVERS. II. *Cr.* pour son achèvement, 96, 98, 99, 100. Requête de M. Marcelis, relative à la construction de la charpente en fonte, 367, 368. *Cr.* pour son achèvement, 569, 571. Travaux d'appropriation, 727. — **III.** Indemnité pour dommages résultant d'un sinistre arrivé le 28 décembre 1857, 485. *r.* de M. Muller, 521. *Cr.* pour remboursement de droits sur des marchandises avariées. *r.* de M. Loos, 552. *Pét.* du sieur Outshoorn, relative aux dommages causés par l'incendie de l'entrepôt en 1851, 567. — **IV.** Construction de hangars, 17. Incendie de l'entrepôt Saint-Félix, exemption de droits pour les marchandises brûlées, 151. Cession de l'entrepôt d'Anvers à une société, 152. Formalités en cas d'enlèvement de marchandises sous caution, 388. Cession de l'entrepôt d'Anvers à la Société des Docks, 567, 568.

ENTREPÔTS. II. *Pr.* de loi de M. Mercier, *m. f.*, Entrepôts francs, warrants, 342. *r.* de M. Cogels, 345. Création d'entrepôts francs par arrêté royal, 370. Discussion, 448-450.

ÉPIDÉMIES. V. Craintes résultant du voisinage des champs de bataille français, 52.

ÉPIZOOTIE. II, 185, 355, 346.

ESCAUT. I. Réparation des digues. *Cr.* de 300,000 fl. *r.* de M. Verdussen, 48. Entraves mises par la Hollande à la navigation. Explications de M. Goblet, *m. a.* Rétablissement de la navigation jusqu'à Flessingue, 139. Construction de digues, 163, 164. Droits de tonnage, 191. Travaux aux rives, 208. Canalisation, 540. Location de la pêche, 543. Canalisation. *Pr.* de loi, 615. Remboursement du péage. *Cr.* de 300,000 fr. *Pr.* de loi. *r.* de M. Rogier, 669. Discussion et vote, 669-681. Canalisation. Barrage d'Autryve, 681, 682. Droits de tonnage, 708. Canalisation, 747. — **II.** Améliorations, écluse d'Antoing, 43. Observation de M. Eloy de Burdinne au sujet du péage, 81. Une *c.* est chargée d'examiner la question des inondations, 97. Prorogation de la loi relative au remboursement du péage, 205. Inondations, écluse d'Audenarde, 288. Tarif du passage à Anvers, 553. Inondations, 367, 368, 480, 481. Convention *occulte* avec la France, 482. Ecluses, canal de dérivation, 483. Remorqueur sur le fleuve, 525. Service entre Anvers et Tamise, 536. Haut Escaut,

568. Service entre Anvers et Tamise, 619. Canal de dérivation à Audenarde, 663, 664. Inondations, 877. — **III.** Observations faites à la Hollande au sujet du barrage de l'Escaut oriental, 7. Excavations entre Buggenhout et Baesrode, 52. Inondations, 52, 53 et suiv., 108. Inondations, 277 et suiv. Embarcadère pour bateaux à vapeur à Anvers, 289. Navigabilité du fleuve, 399, 401. Inondations, alluvions, 401, 445 et suiv. Barrage de Batz. Remboursement du péage, 471. Dragage du bas Escaut, 542. Envasements près de Termonde, 569. — **IV.** Régime du fleuve; amélioration de son lit, 36. Rachat du péage, 82. Atterrissements, 116. Rachat du péage, 142, 143, 145. Navigabilité, 172. Débat sur le rachat du péage, 200. Frais de la conférence, 201. Transport des houilles, 203. Pêche à l'aide de *krabbers*, 209. Inondations de l'Escaut supérieur, régime du bas Escaut, barrage de l'Escaut oriental, 215. Herbages sur les rives, 259, 284. Barrage de l'Escaut oriental, 284. Régime du haut Escaut, 285. Barrage, 317. Régime dans la Flandre orientale, 351. Barrage, *ibid.* et 386, 387, 391, 425. Ecluse de Kain, 425. Barrage, 447, 452. Pêche à l'*ankerkuyl*, 469. Ecluse de Kain, *cr.* de 250,000 fr. pour l'éclairage, 479. Renforcement des digues, pont sur l'Escaut, 480, 506, 525. Bas Escaut, canalisation près de Tournai, 586. — **V.** Canalisation à Tournai, 47. Canal reliant l'Escaut à Bruxelles, Malines et Louvain, 115. Régime du fleuve, 115, 116. *Id.* canal maritime, 198-201. Eclairage, 201. Régime du fleuve, pont à Anvers, 274, 358. Régime du fleuve, 357. Arrestation du navire danois, le *Phénix*, 365. Pêche dans l'Escaut oriental, 377. Rectification de l'Escaut supérieur, ensablement à Appels, 400, 401. Ports du bas Escaut, 454. Ponts à Anvers, à Escanaffles, régime du fleuve, 463, 464. Nomination d'une *c.*, 464. Haut Escaut, 2^e partie, 47 et suiv. Incident du *Phénix*, 107. Tunnel à Anvers, 149. Dragage, 151. Haut Escaut, 151. Escaut maritime, 152. Emprises faites pour l'approfondissement du canal de Terneuzen, 187. Régime du fleuve de Swynaerde à Melle, 215. Surveillance de l'Escaut maritime; pont à Anvers, 214.

ESPAGNE. II. Négociations commerciales avec ce pays, 75, 81. Traité de commerce. *r.* de M. De Decker, 181. Etat des relations commerciales, 550. — **III.** Convention littéraire. (*Voir TRAITÉS.*) — **IV.** *Ibid.* — **V.** Reconnaissance d'Alphonse XII, 296. Félicitations à l'occasion de son mariage, 2^e partie, 6. Nouveau tarif douanier, réclama-tions, 7.

ESPIERRE (Infection des eaux de l'). **V.** 454.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. III, 277, 319. Usine Saint-Léonard, à Liège, 340, 348. Fabrique de produits chimiques à Couvin, 348. Usine Saint-Léonard, à Liège. *r.* de M. Goblet, 566, 567. — **IV.** Observations sur la législation, 162. Fabrique de produits chimiques à Saint-Gilles, 343, 344. — **V.** Police, 81.

ÉTAT CIVIL. III. Tables décennales, 159. — **IV.** Frais de confection des tables, 15, 16. — **V.** Inscription d'un enfant sous le nom de Démosthènes, 162. Tables, 315, 429, 450, 2^e partie, 195.

ÉTATS-UNIS. I. Traité de commerce, 199. Repoussé par le gouvernement belge, 504. Débats sur les droits de fanal et de pavillon, 585. Annonce

d'un régime de faveur accordé au pavillon belge, 487. — **II.** Traité de commerce, 8. Nouveau traité. *r.* de M. de Theux, 426. Disc., 426, 427. — **III.** (*Voir TRAITÉS.*) — **IV.** Enrôlements en Belgique, 248. — **V.** 306. Traité, convention consulaire. (*Voir TRAITÉS.*)

ETHNOLOGIE (Galerie d') ancienne. **IV.** 280.

ÉTOUPES. **II.** Droits de sortie, 541, 542, 651, 740.

ÉTRANGERS. **I.** Arrestation arbitraire, 17, 45, 44, 154. Annonce d'une loi par M. Ernst, 505. Pr. de M. H. de Brouckere portant abrogation de l'arrêté du 6 octobre 1850, 556. Promesse d'une loi par M. de Theux, 547. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Milcamps. Discussion, 426-429. Prorogation de la loi de 1855 pour trois ans, 606, 607. — **II.** Prorogation de la loi de 1855, 121, 557, 559. Demande de l'avis préalable des tribunaux, 465. *r.* de M. Lelièvre. Statistique des expulsions depuis 1859, 762. — **III.** Prorogation de la loi de 1855. *r.* de M. Thiéfry, 106; de M. Calmeyer, 281; de M. Vanderstichelen, 441. — **IV.** Prorogation de la loi de 1855, *am.* de M. Van Humbeeck, 27, 28, 210. *Am.* de M. Guillery, 278, 279. Assimilation aux regnicoles pour les actions judiciaires, 455. Prorogation de la loi de 1855, débat sur les expulsions, 475. Assimilation aux regnicoles pour les actions judiciaires, 506. — **V.** Prorogation de la loi de 1855, 42. Demande de révision, 77. *r.* sur l'exécution de la loi, 188. Prorogation, 261, 262. Exécution de la loi, prorogation, 459. Application, 2^e partie, 55. Prorogation, 208. *r.* de M. Bockstael, question des jésuites étrangers, 209, 210.

EXCÉDANTS. **III.** Leur emploi, 520.

EXÉCUTEURS DES ARRÊTS CRIMINELS. **II.** Réduction de leurs traitements, 726. — **IV.** 590.

EXONÉRATION. **IV.** (*Voir MILICE.*)

EXPERTS. Taxe en justice. **V.** 108.

EXPORTATION (Prohibition d') de certaines marchandises. **V.** 21.

EXPOSÉ DÉCENNAL de la situation du royaume. **V.** 507.

EXPOSITION. **I.** Industrielle, 207. Des beaux-arts, 207, 208. *Id.*, 529. Industrielle de 1841. Réclamation en faveur de Gand, 730. — **II.** Frais présumés de celle de 1841, 25. Triennale d'Anvers, 464. — **III.** Des beaux-arts, local provisoire dans la cour du Musée de l'industrie, 46. Agricole, 194. Subsidés aux expositions de Gand et d'Anvers, 285. Pr. de supprimer les expositions des beaux-arts, 442. — **IV.** Beaux-arts. Cr. de 100,000 fr. pour celle de 1865, 168. Frais de local, placement des tableaux, 201. Observations générales, 202, 210. — **V.** Organisation de l'exposition des beaux-arts, achat de tableaux à Gand, 107. *Id.* à Anvers, 192. Pr. de reporter à 1880 l'exposition de Bruxelles de 1878, 460, 2^e partie, 10. De l'industrie à Bruxelles, 9. Cr. de 1,800,000 fr. pour l'érection d'un édifice au champ des Manœuvres, 151.

EXPOSITION DES ACADEMIES. **IV.** 476.

EXPOSITION UNIVERSELLE. **III.** De Londres, 42, 45; de Paris, 277. — **IV.** En Suède et en Danemark, 9; à Londres en 1862, 24; pr. d'en ouvrir une à Bruxelles en 1865, 24; de Londres, 104; de Paris, 340, 460; de Londres, 575. — **V.** De Vienne, 102, 185; de Londres, 185. Organisation de l'exposition scolaire à Vienne par le frère Pi-

ron, 187; de Philadelphie, 506, 508, 526; de Paris, composition du jury, 461. Cr. pour frais de voyage des ouvriers d'élite, 2^e partie, 74; de Sydney, 152; de Melbourne, 205.

EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique. **I.** Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Fallon. Discussion et vote, 557. — **III.** Pr. de loi de M. Tesch, 46. *r.* de M. Lelièvre, 100. *Am.* du sénat, 208. Assainissement de quartiers insalubres. *r.* de M. Ch. de Brouckere, 425. Rue Marie-Thérèse à Saint-Josse-ten-Noode, 567. — **IV.** (*Voir ASSAINISSEMENT.*) Expropriation par zones, 256, 321, 345. Pr. de loi de M. A. Vandenpeereboom. *r.* de M. d'Elhoungne, 406, 407. Simplification des formalités, pr. de M. Pirmez, *r.* de M. Anspach, 567.

EXPULSIONS. **I.** De M. Dixon, 17, 43, 44. D'un banqueroutier français et d'un vagabond prussien. Interpellation de M. de Robaulx. M. Lebeau, *m. j.*, réclame un bill d'indemnité, 154. De M. Labrousse, 242. De MM. de Cramer, de Bethune, 305. De M. Ch. Lada, 537. De M. de Judicibus, 541. De M. Guinard, 426, 427. Du sieur Eugène Lorient, 429. Critiques de M. Dumortier, 576. De quatre Français venus pour s'engager comme volontaires, 678. Incident relatif à un officier de la garnison de Longwy, 724. — **III.** Du sieur Muller, 45. De Kossuth, du général Leflo, du colonel Charras, 251 et suiv., 281. De Jacques Cocquyt, 575. Du colonel Sletter, 526. — **IV.** De MM. Longuet, Rogeard, Vésinier, du général Prim, 475. — **V.** De Victor Hugo, 42. De Prévost, 550. De Jourde, ancien membre de la Commune de Paris, 460. D'un prêtre et d'un capucin, 2^e partie, 157, 159, 140.

EXTRADITION. **I.** Pr. de loi de M. Lebeau, *m. j.* M. Ernst, *r.*, 154. Discussion. vote, 156, 157. — **III.** Affaire Jacquin, 282, 283. Disposition additionnelle à l'article 6 de la loi du 1^{er} octobre 1855, pr. de loi de M. Nothomb. *r.* de M. Lelièvre, 545-546. — **IV.** Pr. de loi, 420, 473, 474. Pour recel, 575. — **V.** Pr. de M. De Lantsheere, 260. *r.* de M. Wouters, 261. Application de la loi; le sieur Tabaraud, 529.

ÉVÊCHÉ (Création d'un) à Bruges. **I.**, 22, 23. — **III.** Question de la suppression d'un diocèse, 10.

ÉVÊQUE. **I.** De Liège. Son intervention dans les élections. Circulaire à propos de la candidature de M. Delfosse. Incident de Tilff, 717, 718. — **IV.** Traitement, casuel, droit des secrétaires des évêques à une pension, 150. Mandement de l'évêque de Bruges au sujet des bourses d'étude, *ibid.*, 516. — **V.** De Tournai, enterré dans sa cathédrale, 188. Interdit jeté sur l'école communale de Soignies, 2^e partie, 44. Attitude des évêques à propos de la loi sur l'instruction primaire, 186. Pr. de réduire leur traitement, 196.

EVERE (Scandale à la maison d'). **V.** (*Voir ALIÉNÉS.*)

F

FABRIQUES D'ÉGLISE. **I.** Pr. de M. Brabant, 24. Pét. de la fabrique de Barvaux au sujet d'un bien vendu au profit du syndicat hollandais. Pét. des fabriques de Tournai et de Liège au sujet de vexations de l'administration des domaines, 45. Pr. Brabant-Dubus au sujet des biens des fabriques, 140. Envoi en possession des biens celés au domaine, 209. — **II.** Différend entre la commune de

Lombeek-Sainte-Catherine et le conseil de fabrique. Incident, 183. Reddition de comptes, 352. — **III.** Reddition des comptes, 374. Pét. relative à l'exécution d'une condamnation judiciaire à charge de la fabrique de l'église de Nives (Luxembourg), 383. — **IV.** Demande de révision du décret de 1809, 29, 34, 75. Arrêté du 15 septembre 1862, 150, 251, 566, 567. — **V.** Conflit avec l'évêque de Liège à Hognoul, 261. Prêt fait au cercle catholique de Namur par la fabrique de la cathédrale, 364, 424. Payement du déficit, 2^e partie, 109. Défense à la fabrique d'Ophoven de disposer d'un local au profit d'une école libre, 190.

FABRIQUES DE PRODUITS CHIMIQUES à Saint-Gilles. **IV**, 543, 544. — **V.** *Id.*, 55.

FAFCHAMPS, ingénieur civil. **III.** Demande d'indemnité, 49, 277, 340, 439, 440, 554. **IV.** *r.* sur sa part dans l'invention de la machine d'exhaure, 24, 104.

FAILLITES. **II.** Demande de révision de la loi, 332. Pét. demandant la révision, 463. Pr. de loi de M. de Haussy, 762. *r.* de M. Tesch. Disc. Am. du sénat, ajournement, 839. Pr. de M. Frère-Orban, *m. f.*, relative à la perception des droits de timbre et d'enregistrement sur les actes en matière de faillites, 839. — **III.** Am. du sénat à la nouvelle loi, 27. Modification des droits de timbre et d'enregistrement, *ibid.* — **IV.** Frais de liquidation, 146, 251. — **V.** Demande de révision de l'article 467 de la loi, 424. Concordat amiable, 2 partie, 189. *Id.* pr. de MM. Demeur et Dansaert, procédure gratuite, 195.

FALSIFICATIONS. **II.** Emploi du vert-de-gris dans la fabrication du pain, 15. Bonbons colorés, 527. Graine de lin, 619. — **V.** De pains et farines, grâce accordée aux délinquants, 41. Des denrées alimentaires, 147. Des chicorées, 317.

FAMILLE ROYALE. **I.** Naissance d'un prince, 161. Mort du prince royal, 244. Débat sur les félicitations à adresser au Roi le 1^{er} janvier, 333. Naissance du duc de Brabant, 342. *Id.* du comte de Flandre, 537. *Id.* de la princesse Charlotte, 744. — **III.** Duc de Brabant, majorité, dotation, mariage, ameublement du Palais Ducal, 159. Dotation du comte de Flandre, 334. Naissance d'une princesse. Dot de la princesse Charlotte, 431. Naissance du comte de Hainaut, 521. — **IV.** Maladie, mort et funérailles du prince royal, fils de Léopold II, 519.

FARINES. **III.** Demande d'augmentation du droit d'entrée, 429. — **IV.** Demande d'entrée en franchise de droits, 93.

FAVIER (Legs de la d^{lle}) à la commune de Familleux. **IV.** 389, 390.

FEMMES. **V.** Leur admission à l'exercice de l'art de guérir; *id.* dans l'administration des chemins de fer et télégraphes, 308.

FERMIERS (Règlement relatif aux) entrants et sortants. **III.** 128, 194, 514.

FERNELMONT, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. **I.** Débat sur une note relative au travail des trois cours. *Id.* sur la criminalité dans le district de Turnhout, 710.

FERS. **I.** Pr. de M. Zoude sur l'entrée des fers, 25. Prorogation de la loi. *r.* de M. Corbisier, 88, 89. Libre entrée du minerai. Pr. de M. Berger, 499, 500. — **II.** Demande d'une réduction de péage pour le transport sur les canaux en faveur des fers

destinés à l'exportation, 367. Système des zones, 523. Observations sur les droits qui frappent les fers à l'entrée en France, 720.

FERS-BLANCS. **I.** Tarif, 582.

FÊTES du marché de la Madeleine en 1848. **III.** 105.

FÊTES NATIONALES. **I.** Critiques de MM. Dubus et d'Hoffschmidt. Discours de M. Rogier, *m. i.*, 147. Discussion sur leur utilité, 208, 310. Cr. pour estrades au temple des Augustins, 383, 388. Palais des arts, 385. *Id.*, 491. Suppression du cr. pour les courses de chevaux, 711. — **II.** Discussion sur le cr. proposé pour leur célébration, 13. Critiques au sujet de leur organisation, 83. Pr. de les supprimer, 185. Dépenses arriérées, 619. Demande de subsides pour les villes de province, 731. — **III.** Débat sur le crédit, 128. — **IV.** Demande de suppression du cr., 81. Acquisition d'un terrain à Ixelles pour conservation du matériel, 267. — **V.** Pr. de les supprimer, 365.

FÉTIS. **V.** Achat de sa bibliothèque musicale, 12, 107.

FEUX (Droits de). **II.** Pr. de M. Donny de les supprimer, 23. A Ostende, 43. Pr. de réduire les droits de 3 à 2 c. par tonneau, 573.

FIÈVRES PALUDÉENNES. **IV.** 522. — **V.** Pr. de M. Willequet d'acclimater l'*Eucalyptus globulus*, 2^e partie, 127.

FILS de lin, chanvre et jute. **V.** Suppression des droits d'entrée, 164, 247, 317. De laine, 466. De coton, 2^e partie, 29, 156.

FINANCES. **I.** Cr. provisoires, 14. *B.*, 15, 22. Demande de révision du cadastre; fraude, traitement du personnel, 19. Situation financière, 81, 85. Pét. relative au traitement du secrétaire général, 103. Débat sur le déficit, 142. Traitement du secrétaire général, administration centrale, frais de la trésorerie dans les provinces, 151. Administration centrale. Organisation. Economies, 202. Date de l'ouverture de l'année financière. Pr. de M. Pirson, 228. *Id.* de M. Verdussen, ajournement, 229. Critique de l'administration financière, 256. Personnel, 388. Situation financière, 406. Economies. Ressources nouvelles, 542. Débat sur la situation financière, 580, 721, 722. — **II.** Nécessité de rétablir l'équilibre financier, 7. Débat sur la gestion financière, 45, 134, 214-218. Exposé de la situation fait par M. Mercier, 245. Disc., 251. Débats sur les moyens de combler le déficit, 289-294. Exposé de M. Mercier, *m. f.*, 330. Débat sur la situation, 370. Discussion sur le déficit, 483-487, 571. Le débats sur ce point réservé, 610. Exposé de M. Veydt, *m. f.* Nécessité de nouvelles ressources, 612. Statistique financière de 1850 à 1847, 614. Plan financier de M. Hauman. *r.* de M. d'Elhounne, 656. Débat sur les recettes. Exposé de M. Veydt, 666. Situation à la suite des événements de 1848. Nécessité des économies, 703-709. Exposé financier de M. Frère-Orban, *m. f.*, 717. Explications de M. Frère-Orban, *m. f.*, 815, 814. Débat au sujet de la situation financière, 878. — **III.** 35-42, 60, 107, 128, 167, 199, 289, 336, 354, 355, 402. — **IV.** 38, 519, 561. — **V.** Observation de M. Le Hardy de Beaulieu au sujet de l'autorité de la chambre sur les affaires publiques, 29. Situation financière. MM. Frère-Orban et Malou, 265. Services ordinaires et extraordinaires, 308, 309. Evaluation pour 1875, 340, 368. *Id.*

pour 1876, 401. Situation en 1878, 2^e partie, 25. Gestion financière de M. Malou ; déficit, 104, 150, 155, 156. Compte des recettes et dépenses extraordinaires, 215.

FISCALES (Lois). V. Codification, 565, 2^e partie, 156.

FLAMANDE (Langue). I. Traduction du *Bulletin des lois*, 489, 588. Nécessité de ne nommer que des employés parlant le flamand dans les provinces flamandes, 711. Pét. relative à l'usage du flamand pour les affaires communales. *r.* de M. de Garcia, 758. — **II.** Discussion sur l'arrêté du 1^{er} janvier 1844, relatif à l'emploi du flamand dans les actes officiels, 264, 265, 357, 358, 455. Pét. demandant que l'enseignement du flamand soit obligatoire dans les athénées des provinces flamandes. *r.* de M. Toussaint, 840. — **III.** Nomination de douaniers connaissant cette langue dans les provinces flamandes, 15. Droit de la parler à la chambre, 46. Interpellation au sujet d'avertissements donnés à des instituteurs qui ont signé des pétitions, 208. Encouragements à la littérature, 285. Demande de communication du *r.* de la *c.* nommée par M. De Decker, 452. Disc. des griefs, 485, 486. — **IV.** Griefs des Flamands, 75, 74, 79. Serment de M. Delaet en flamand, 208. Traduction flamande des *Annales parlementaires*, 268. Emploi du flamand en justice, 555. Dictionnaire de Sleetx et Vandeveld, 544. Emploi de la langue flamande en matière judiciaire, 408. Pét. à propos de Coucke et Goethals, condamnés dans une langue qu'ils ne comprenaient pas, 460. Emploi en justice, 472. Etat social des populations flamandes, 504, 505. — **V.** Emploi dans la procédure judiciaire, 82, 83. *Pr.* de M. Coremans, 96. *r.* de M. Van Wambeke, 167. Disc., 167-172. *Id.*, 237. Incident à propos du chef de station de Louvain, 249, 320. Emploi en matière administrative. *Pr.* de M. Delaet, 372. *r.* de M. De Decker, 2^e partie, 25-25. Application des lois nouvelles, 122.

FLANDRE (S. A. R. le comte de). IV. Son mariage, dotation, 409. Délivrance de la comtesse, naissance de deux princesses, décès de la princesse Joséphine, 28. Dotation du comte, 80. Naissance d'une princesse, 165. *Pr.* de supprimer la dotation, 258.

FLANDRES. II. Moyen de soulager la misère dans ces provinces, 26. Subside pour venir en aide à l'industrie linière, ateliers d'apprentissage, société d'exportation, 267. Discussion sur l'industrie des Flandres, à propos du traité avec la France, 427-450. Mesures à prendre contre le paupérisme, 464, 485-487, 523. Prospérité de l'ancienne industrie linière, 525. *Cr.* pour venir en aide aux Flandres, 555, 556. Discussion sur la misère, 558. Nécessité d'introduire de nouvelles industries, 616. Mesures prises à l'occasion du typhus, 619. *Cr.* pour subsistances, 627. Débat sur la question des Flandres, 705-709. Nouveau débat, 728-750. Annonce d'une *pr.* par M. Sinave, 750. Mesures prises par le gouvernement, 776, 815. — **V.** Liquidation du *B.* économique de la Flandre occidentale, 2^e partie, 74, 115.

FLANELLES. V. Importation des Pays-Bas Droit d'entrée, 247.

FLÉTRISSION. II. Abolition de cette peine. *Pr.* de loi. *r.* de M. Destriveaux, 872.

FOINS. I. Droit d'entrée, 506 — **II.** Demande

d'augmentation, 259. *r.* de M. Manilius, 344. — **III.**, 25.

FOIRES. IV. Droit pour les communes d'en établir, 505.

FONCTIONNAIRES. I. Payement de leur traitement en dépit des craintes de guerre, 87. Destitution de MM. De Smet et Doignon, commissaires de district à Alost et à Tournai, 157, 158, 159. Ingénieur mis aux arrêts, 206. Débat au sujet de M. Brixhe, ingénieur et représentant, 509. Fonctionnaires amovibles à la chambre, 487. *Pr.* de M. Dumortier, relative aux incompatibilités. *r.* de M. de Brouckere, rejet, 521, 522. Débat politique sur l'indépendance des fonctionnaires, 739-742. — **II.** Interdiction de faire partie de sociétés politiques, 519. Destitution de M. d'Huart, gouverneur de la province de Namur, 614, 615. Incompatibilités. (*Voir* RÉFORME PARLEMENTAIRE.) Débat sur la réduction des traitements, 721, 722. Traitements temporaires, 727. *Pr.* faite par M. Delfosse d'une retenue sur les traitements et les pensions, 776, 779, 780. — **III.** Indépendance des fonctionnaires, 128. MM. Van Soust, Ducpetiaux, de Molinari, Van den Broeck, 494, 495. — **V.** Action dans les luttes électorales, 113. Traitements, 241. Eméritat, 2^e partie, 211.

FONDATEURS. II. Négociations à Rome au sujet de l'interprétation des actes des fondations Darchis et Jacobs, 452. Griefs à charge de M. d'Aethan, 527, 528. Fondations Jacquet, Van der Eyken et Stalins. Administrateurs spéciaux, 529-558. Legs du curé du Finistère, arrêté de M. de Haussy, 617, 618, 619. Fondation d'un hospice par M^{me} de Montmorency à Vlamertinghe, 726. Explications de M. de Haussy, 735. — **III.** (*Voir* CHARITÉ.) — **IV.** Mandement de l'évêque de Bruges, 150. Bourses d'études, 152-159. Exécution de la loi, 555, 556. *Id.* pour les évêques ; bourses Jacquet à Rochefort, 520. Legs de M^{lle} Boulengé de la Hainière au bureau de bienfaisance de Mons, 570. — **V.** Recueil spécial des actes y relatifs, 29. Jacquet, 82, 83. Jurisprudence de M. De Lantsheere, 147. Fondation Renard à Liège, 565. *Id.* Vandale et Amerlinck à Courtrai, 2^e partie, 204.

FONDERIE DE CANONS de Liège (Incident relatif à la). **IV.**, 98 et suiv.

FONDS COMMUNAL. III. Revenu présumé pour 1861, 79. Pét. de Namur et d'Audenarde, 169, 170. Débat au sujet de ses avantages, 556. — **V.** Répartition, 144. Augmentation des prévisions, 238. Mécanisme, 305. Prévisions pour 1875, 541. Répartition, 562.

FONDS PUBLICS. III. Cote des fonds russes et danois, 10, 129.

FONDS SECRETS. V., 10.

FONTES. II. Droits d'entrée, arrêté du 13 avril 1845, 255. *r.* de M. Lesoinne, 254. — **III.** Décret du 14 s. 1852 frappant leur entrée en France, 126. Demande d'un droit à la sortie, 207. *Pr.* de M. Moreau, tendant à abaisser le droit d'entrée, 555, 554. Demande de libre entrée, 587. — **V.** Droits d'entrée, 466. Fonte d'affinage et mitraille, demande d'entrée en franchise de droits, 2^e partie, 215.

FORÊT DE CHINY. II. Incident relatif au défaut de payement du droit d'enregistrement, 262, 264, 290, 292, 293, 371, 484, 572. Pét. relative à cet objet. Explications de M. Frère-Orban, 879.

FORÊT DE FREYR. IV. Produit des coupes, 257.

FORÊT DE SOIGNES. II. Cession par la Société Générale à l'Etat, 181. Demande de pension pour les anciens employés, 561, 467. Convention à ce sujet, 548. Coupe d'herbages dans les parties défensables de la forêt, 638, 668, 728. — **III.** Acquisition d'enclaves, 589.

FORÊTS. I. Traitement des agents forestiers, 512. Pr. de MM. d'Hoffschmidt et Bergé de vendre les forêts domaniales du Luxembourg pour achever le canal de Meuse-et-Moselle, 558. Debat sur l'aliénation des forêts, 722. — **II.** M. Pirmez propose de les vendre, 97. Utilité de l'alienation, 216, 453. Traitement des agents forestiers, 247. Forêt de Houthulst, 548. Nécessité d'une nouvelle publication de l'ordonnance forestière de 1669, 617. Condamnations en faveur de communes usagères de forêts dans le Luxembourg, 655. — **III.** Debat sur l'utilité d'aliéner les forêts de l'Etat, 208. *Id.* dans le Luxembourg, 274. Administration, 320. Dégâts causés par les lapins, 444. — **V.** Statistique, 371. Aménagement, 423. Demande de transfert de l'administration au département de l'intérieur, 2^e partie, 191. Cession de 1,000 hectares au domaine privé du Roi, 200.

FORTAMPS, notaire à Wavre. **III.** Restitution de droits d'enregistrement, 27.

FORTERESSES. III. Etat de défense, 54. Démolition de celles d'Ypres, d'Ath, Philippeville, demande de compensation, 153, 154. Mise en vente des terrains et bâtiments militaires, 154. Réclamation d'Ypres; Bouillon, Philippeville et Mariembourg, 209. Pr. de loi relatif à la cession des terrains militaires, 210, 211. *Id.* à Lierre, Poperinghe, 274. Pét. relative aux terrains militaires de Philippeville, 336. Critiques de M. Goblet sur le système de défense, 337. Dissémination de la défense. Dépôts de poudre. Demande de démolition des fortifications de Namur, 433. Cession des terrains militaires d'Audenarde, 553.

FORTIFICATIONS. II. Fortifications à Audenarde et Aerschot. Démolition des travaux de Hasselt. Pr. de cr. *r.* de M. de Man d'Attenrode. Disc., 454-457. Utilité d'un camp retranché à Anvers. Brochure de M. Eenens. Place de Diest, 553. Pr. de démantèlement de Mariembourg. Intentions du gouvernement au sujet de la citadelle de Gand, 746. — **III.** Camp retranché d'Anvers, travaux à la Tête de Flandre, 101. Comité secret, 107. Cr. de 8,450,000 fr. *r.* de M. Thiéfry, 149. Demande d'agrandissement de la ville d'Anvers, 211. Cr. de 9,400,000 fr., 275-277. Servitudes, 537. Plan de défense, 337, 338, 539. Cr. pour le camp retranché et l'agrandissement d'Anvers vers le nord. *r.* de M. Goblet, ajournement, 339. Disc. et rejet, 433-439. Idée de fortifier Bruxelles, *ibid.* Travaux du fort Sainte-Marie à Calloo, 486. Déclaration du général Chazal au sujet des fortifications d'Anvers, 488. Pr. de la grande enceinte, cr. de 20 millions. *r.* de M. Orts, 522-526. Adjudication, 526. Détails fournis par M. Chazal, *m. g.*, sur l'adjudication des travaux, 554. — **IV.** Debat sur l'exécution et la dépense des travaux d'Anvers, 19. Dérogation à l'article 20 de la loi de comptabilité pour le paiement des travaux, 90, 91. Dépenses probables, avantages accordés à la compagnie Pauwels, 99. Démolition de la citadelle de Tournai. *Ibid.* Emploi des troupes aux travaux d'Anvers. Pét. du conseil communal relative aux citadelles et aux servitudes

militaires, 100 à 102. Servitudes militaires, 112-115. Citadelle de Gand, 160. Servitudes militaires, limites de l'esplanade de la citadelle du Nord à Anvers, 171-172. Debat sur les citadelles et sur les 10 millions dus par la ville d'Anvers. Ordre du jour de MM. Orts, Dolez et de Brouckere, 198-200, 208. Cr. suppl. de 5,575,000 fr., 258. Nouveau débat, procès-verbal de la *c.* de 1859, 269, 270, 272. Limites de l'esplanade de la citadelle du Nord et servitudes militaires, 283. Citadelle de Tournai, 340. Explications au sujet de la citadelle du Sud à Anvers, de la citadelle de Gand et des travaux de Termonde, 461. Pr. de fortifier la rive gauche, 476, 477, 572. Cr. de 1,500,000 fr., 523. Cession de la citadelle du Sud au Dr Stroussberg, 567-569. Cr. de 2,240,000 fr. pour Anvers et Termonde, 613, 614. — **V.** Démolition des fronts intérieurs de la citadelle du Nord à Anvers, 49, 96, 98, 251, 374. Forts du bas Escaut, 454. Fronts intérieurs de la citadelle du Nord. Ligne des deux Nèthes, 2^e partie, 5. Lierre et Waelhem, 25, 26. Vente de terrains militaires, 26. Forts de Cruybeke, Zwynndrecht et Merxem, citadelle à Ruppelmonde, 26-28. Expertise des terrains de la citadelle du Nord, 150, 156, 201, 203. Ponts sur la Meuse, question stratégique, 201, 202.

FOUILLES. IV. Travaux de MM. Van Beneden et Dupont, 279.

FOULARDS. I. Remise des droits, 42, 43, 238. Annonce d'un pr. de loi par M. d'Huart, 528. Pr. de loi. *r.* de M. Corbisier. Vote, 529.

FOULON, greffier de justice de paix à Furnes. **III.** Sa destitution, 94.

FRACTIONNEMENT des communes. **II**, 91, 92, 93. Retrait de la loi relative à cet objet. Pr. de M. Rogier. *r.* de M. H. de Brouckere, 621. Disc., 622.

FRAIS DE CHANCELLERIE. V. 84.

FRAIS DE JUSTICE. II. Pét. relative à la rigueur du recouvrement de ces frais, 29, 185, 209, 244. Citations par lettres chargées, 331. Réduction de 100,000 fr. sur les frais de justice criminelle, 725, 726. — **IV**, 521, 565. — **V.** Délai pour les perceptions, 2^e partie, 51.

FRANÇAISE (Armée). I. Appel de l'armée française en Belgique, 82, 83. Ravages commis par elle dans les environs d'Anvers, 85. Remercements. Pr. de MM. Gendebien et de Robiano. Epée offerte au maréchal Gérard, 90, 91. Frais de l'intervention, 93, 105. Attaques dirigées contre M. Lebeau, 105. Cr. pour paiement des bois coupés pendant le siège d'Anvers, 154. Déclaration faite à la tribune française au sujet des frais de l'intervention, 160. — **II** Concentration de troupes françaises sur la frontière, 74, 75, 81.

FRANCE. I. Traité de commerce, 649. *r.* de M. de Jaeger, 662. — **II.** Négociations commerciales. Augmentation des droits d'entrée sur les fils et les toiles, 75. Concentration des troupes françaises sur la frontière, 74, 75, 81. Convention tendant à sauvegarder les droits de l'industrie linière. Concessions relatives aux vins, aux soieries, au sel et aux ardoises. *r.* de M. Zoude et discussion, 76, 77, 78. Debat au sujet de l'union douanière, 81. Critique des négociations commerciales ouvertes à Paris. Violation du territoire par des gendarmes français, 243. Annonce d'un nouveau traité. Dépôt du traité. Mode arbitraire de vérification des toiles par la douane française, 427, 428. Pét. relative à

l'union douanière. *r.* de M. Desmazières sur le traité, disc., 427-450. Nouvelles entraves à l'importation des toiles, 525, 524. Négociations relatives à l'entrée des glaces belges en France, 742. Traité de navigation. *r.* de M. Le Hon, 814. —

III. Demande de négociations pour la répression des délits commis à l'étranger, 94. *r.* de M. d'Hoffschmidt sur les négociations commerciales. Convention. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 126. Nouvelles négociations, 194. Traité de commerce et convention littéraire. *r.* de M. De Haerne, 196. Visa des passe-ports, 421. Prorogation du traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*) Interpellation au sujet du traité franco-anglais, 542. — **IV.** Bronzes, livres, 6. Traité de commerce, de navigation et convention littéraire, 6, 7, 8. Convention additionnelle. (*Voir TRAITÉS.*) Union douanière, 517. Convention relative à l'indemnité pour le sauvetage des engins de pêche, 452. Incident relatif aux extraditions, 475. Incident relatif à la cession du chemin de fer du Luxembourg à la Compagnie de l'Est français, 555. Union douanière, 506. Convention relative à l'assistance judiciaire, 560. Débat au sujet des négociations relatives à l'incident de la Compagnie de l'Est, 581-582. — **V.** Négociation au sujet du tarif douanier en 1871, 8. Dénonciation du traité de commerce, 77, 78. Différend à propos de la perception des droits de douanes, 95. Traité de commerce et de navigation, 140, 144. Convention relative au service militaire, 2^e partie, 127. Prorogation du traité de commerce, 186.

FRAUDE. I. 19, 25, 26. Pét. de M. d'Hauregard demandant une loi répressive, 43, 151, 202, 257, 311, 588, 500, 575. Pr. de loi tendant à réprimer la fraude. Pét. à ce sujet, 719. — **II.** Pr. de loi. Droits de recherche, certificats d'origine, estampille des tissus importés, 190, 191. Demande de mesures répressives, 331. — **III.** Arrestation d'un fraudeur par la gendarmerie française sur le territoire belge, 261.

FRAUDES ÉLECTORALES. II. Pression exercée par des fonctionnaires à Philippeville, 43. Cens électoral, possession des bases, révision des listes, police des bureaux électoraux, 195-203. — **IV.** 16, 74. Pr. de loi de M. A. Vandennepeereboom, 151. *Id.* de M. Tesch, 260. *r.* de M. Crombez, 261. Disc., 261-266, 398, 469, 480. — **V.** Documents découverts dans une mortuaire à Wachtebeke, 266. Pr. de M. Malou, 454-452, 464, 465, 466. 2^e partie, 4, 20, 23. Pr. de M. Graux (chevaux mixtes, mobilier, logements gratuits), 75-81. *Id.* Patentes, foyers, 128.

FRESQUES. Débat sur les crédits alloués pour cet objet. **IV.** 107, 168, 475, 525.

FRETIN. IV. Destruction du frai et du fretin des poissons de mer, 24, 164, 469.

FROIDMONT. V. Expropriation des bâtiments de l'asile d'aliénés, 2^e partie, 142, 143.

FROISSART. V. Critique de l'édition publiée par M. Kervyn de Lettenhove, 2^e partie, 112.

FROMAGES. I. De Limbourg. Droit de sortie, 506, 582. Réduction de l'accise sur le sel qui entre dans leur fabrication, 256, 257, 450. — **V.** Mous ou blancs, droit d'entrée, 21, 94.

FROMENT. V. Moyens de s'assurer de la bonne qualité des graines destinées à emblaver les terres, 9.

FRUITS. V. Droits d'entrée, 2^e partie, 130.

FUSILS. III. Vente de vieilles armes hors d'usage, 20 à 25, 101, 105. Cr. de 449,150 fr. pour fabrication, 209. Cr. de 8,400,000 fr. pour fusils Albini, 415.

G

GAND. I. Mis en état de siège, 17, 29. Demande une indemnité pour les pillages, 43. Cession du pont de la Pêcherie à la ville. *r.* de M. Dellafaille, 106. Troubles provoqués par les orangistes, 158. Ecole industrielle, 209, 425. Troubles, 732. Discussion sur la nomination du bourgmestre Minne-Barth, 740. Attaque contre M. Metdepenningen, 741. — **II.** Intervention de l'Etat dans les frais de construction du palais de justice, 244, 552. Convention pour les terrains de la citadelle. *r.* de M. Ansiau, 877. — **III.** Convention cotonnière en 1847. Débat à ce sujet, 22, 46. — **IV.** Démolition de la citadelle, 461, 477. Cession à la ville de Gand. *r.* de M. Jaquemyns, 570. Désordres en 1870, 611, 612. — **V.** Travaux à exécuter dans la ville et les environs, 45, 47. Citadelle, 45, 46. Restauration de l'hôtel de ville, 262. Tramways, 270. Travaux publics, 274. Cortège de la *Pacification*, 453. Travaux publics, 463. 2^e partie. Mascarade de la société l'*Avenir*, 35.

GARANCE. I. Entrée des résidus, 150. Droit protecteur, 575. Subsidés, 596. Résultats obtenus, 665. — **II.** Culture, 14, 185, 186, 526, 732.

GARANTIE (Frais de) des matières d'or et d'argent. **V.** 239.

GARDE CIVIQUE. I. Mobilisation du premier ban, 15. Frais de voyage de l'inspecteur général, 25. Exercices du premier ban. Conditions d'éligibilité des officiers, 28. Pr. de mettre l'équipement à la charge de l'Etat, 29. *r.* de M. Dumortier sur la mobilisation, discussion, vote, 50. Pét. relative à un arrêté du gouverneur du Hainaut. Demande d'exemption d'instituteurs, 43. Maintien des décrets du Congrès. M. Rogier, *m. i.*, annonce un pr. de loi, 91. Pét. relatives à la dispense de servir dans le premier ban. Droit de mobiliser la garde, 105. Prix pour l'exercice de tir, 150. Suppression de ce cr., 209. Uniforme des gardes. Pr. de loi de M. Rogier. *Id.* de M. de Puydt. Pét. des chasseurs volontaires de Bruges, 229. Remerciements à des officiers qui ont renoncé à la demi-solde (M. Bischoff), 250. Pr. de loi de M. de Theux. Disc. et vote, 329, 530. L'uniforme et la blouse. Débat relatif à la demi-solde, 330, 331. Pr. de M. Gendebien d'assimiler les officiers de la garde mobilisée à ceux de la ligne, 331. Pét. d'officiers de la Flandre occidentale, 541. Cr. pour armes, 585. Pr. de loi relatif à l'équipement. Cr. pour achat de sabres, 406. Débat sur l'organisation de la garde, 508. On demande d'armer la garde pour résister à la Hollande, 672. — **II.** Cr. pour réparation de fusils. Réorganisation reconnue indispensable, 22. Annonce d'un pr. de loi, 85. Pr. de loi de M. Nothomb, 348. Pr. de réduire le cr. pour la garde, 454. Révision de la loi. *r.* de M. Eenens, 659, 640. Pét. réclamant une révision nouvelle. Désignation par le conseil communal des gardes qui doivent s'habiller à leurs frais. Cr. pour armement. Etat général de la garde, 744, 745. Pét. demandant la division de la garde en deux bans. Plainte des gardes de Bruxelles au sujet du trop

grand nombre d'exercices, 840, 841. — **III.** Attributions de l'inspecteur général, 12. Demande de division de la garde en deux bans, 28. Demande de révision de la loi, 100. Pr. de loi de MM. Landeloos, de Wouters etc. r. de M. Coomans. Révision de la loi, 144-149. Demande de suppression des magasins d'armes à Bruxelles, 209. Frais de bureau des commandants supérieurs. Condamnation d'un garde civique d'Alost pour délit de presse, 318. Transformation des armes. Dissolution de la garde civique d'Ixelles-Etterbeek, 555. — **IV.** Interprétation de l'article 87 de la loi du 8 mars 1848. Droit de déléguer l'inspection type de carabine, 18. Armement, 75. Demande de division en deux bans, fusils Montigny, projectile Janssens, 95. Concours, tir national, 96. Compagnies spéciales, 159. Rayure des fusils, 160. Elections dans la garde de Saint-Nicolas, 460. Armement, 520. Son patriotisme dans la guerre de 1870, 610. Armement, organisation dans les communes rurales, 612. — **V.** Débat sur la réorganisation et l'armement, et sur le rôle de la garde pendant les émeutes de 1871, 172. Armement, fusils Comblain, réorganisation, 249, 250, 320, 321, 372. Pr. de M. Delcour, 575. Achat de fusils Samain, rejet, 575. Armement, 455. 2^e partie, 9, 111, 190.

GARDE FORESTIER. **V.** Nomination à Heid, 44.

GEMBOUX. **III.** Transfert du haras dans cette localité, 261, 265. Institut agricole, 575, 540. — **IV.** Demande d'indemnité pour la suppression du haras, 505. — **V.** *Id.*, 9. L'institut agricole menacé, 2^e partie, 9, 111. Achat de l'immeuble, 200.

GENDARMERIE. **I.** Rejet du cr. pour construction d'une caserne à Bruxelles, 712. — **III.** Recrutement et solde, 487. Pension des officiers, sous-officiers et soldats de ce corps. r. de M. De Moor, 554. — **IV.** Prime d'engagement, 18. Demande d'augmentation dans l'arrondissement de Charleroi, 28. Brigade de Virton, 270. Son rôle dans le maintien de la sécurité publique, 572. — **V.** Recrutement et uniforme, 100. Armement, 175. Effectif, 180. Recrutement; nomination d'un général, 524. Langue flamande, 324, 325. Dans les campagnes, 364, 372. Langue flamande, 574. Recrutement, escadron mobile à Bruxelles, 455.

GENIÈVRE. **IV.** Pr. d'augmenter l'accise, 481.

GÉRARD CHRISTOPHE, sous-officier. **I.** Prisonnier à Luxembourg, 144.

GHEEL. **II.** Création d'un hôpital, 726.

GIBIER (Destruction du) **V.**, 115.

GILEPPE (Barrage de la). **IV.**, 286, 287. — **V.** Achèvement du barrage, 46, 115, 199, 272, 275. Lion monumental, 401; 2^e partie, 47 et suiv., 154. Autorisation de passage pour les bois de la forêt d'Hertogenwald, 215. Route vers Jalhay, 214.

GLUCOSES. **IV.** Demande de restitution des droits d'entrée, 151. Droits d'accise, 458.

GOBBE, machiniste au chemin de fer **V.** Décoré de l'ordre de Léopold pour avoir empêché un accident à Nessonvaux, 158.

GODEFROID DE BOUILLON. **III.** Monument, 46.

GOSSÉLIES. **V.** Mise en disponibilité du directeur de l'école moyenne, 105.

GOVERNEMENT PROVISOIRE (Dépenses du) **I.**, 17.

GOVERNEURS. **I.** Traitement, 21. Absence d'un gouverneur à Anvers, M. Rogier étant *m. i.*, 103, 104. — **III.** Vacance de la place de Namur, par suite de la démission de M. Pirson, 107, 127. —

V. Démission de M. Troye, gouverneur du Hainaut; nomination de M. de Caraman-Chimay, 241, 242. M. Vrambout à Bruges, 242. Révocation de MM. Ruzette et de Caraman, 2^e partie, 86.

GRACE (Exercice du droit de). **II.**, 12, 244. — **IV.** *Id.* à propos de neuf condamnations à mort prononcées par la cour d'assises du Hainaut, 79. Grâce accordée à M. Dubois, avocat à Nivelles, condamné pour duel, 447. — **V.** Accordée au boulanger Hessels et à des meuniers de Ninove, 41. *Id.* à Depoorter, condamné dans l'affaire de Saint-Genois, 85. Refus à MM. Mallet et Guinotte, de Liège, 106.

GRAINES. **I.** Oléagineuses. Suppression des droits d'entrée en France. Réclamations des fabricants d'huiles, 525. — **IV.** Distribution, 261, 425. — **V.** Saisie à l'entrée en France, 165, 247.

GRAMMONT. **III.** Pét. du conseil communal, au sujet de la nomination d'un membre du conseil des hospices. r. de M. Mascart, 21.

GRAND CENTRAL. **V.** Demande de rachat, 150, 157, 244.

GRANVILLE (Correspondance du cardinal). **V.**, 596. 2^e partie, 210.

GREAT-EASTERN. **IV.** Convention avec cette compagnie anglaise pour le transport des marchandises entre Anvers et l'Angleterre, 587.

GRÈCE. **II.** Traité de commerce, 8, 9. — **III.** (Voir TRAITÉS.)

GREFFIER de la chambre. **I.** M. Leclercq, 47, 576. — **II.** M. Huytens, 84, 620. — **III.**, 544. — **IV.**, 522. — **V.**, 85; 2^e partie, 11.

GREFFIERS des justices de paix. **I.** r. de M. de Behr, 678.

GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE 1^{re} INSTANCE. — **I.** Pét. des commis greffiers de Gand, 738. — **V.** Eméritat, 364. Emoluments, 2^e partie, 188.

GREFFIERS provinciaux. **I.** Traitement, 21. — **IV.** Traitement, 171. — **V.**, 114, 196. 2^e partie, 190.

GRÉGOIRE XVI, pape. **II.** Service funèbre, 448.

GRÈVES. **IV.** A Charleroi, intervention de la force armée, 458. A Seraing, 522. — **V.** A Verriers, à Seraing, 454. A Châtelineau, 2^e partie, 190.

GROENENDAEL. **V.** (Acquisition de la ferme de), 571.

GRUNEWALD (Forêt de). **I.** Conflit avec l'autorité prussienne, 195-196. Envoi de troupes, 570.

GUATEMALA. **II.** Débat sur l'utilité de la colonie de Santo-Thomas, 244. Reproches au gouvernement pour l'avoir encouragée, 554. Demande d'un r., 547. Pét. de colons au sujet de la conduite d'un officier de l'armée (le lieutenant-colonel Guillaumot), 561. Promesse d'un r., 570. Débat sur l'entreprise, 570, 571. r. de M. Blondeel, 427. Position malheureuse des colons belges, 452, 455. Suite du r. de M. Blondeel. Rapports entre l'Etat et la compagnie de colonisation. Insalubrité de la colonie. Pr. de M. Sigart. Projet d'un comptoir à Santo-Thomas, 525. r. de M. Blondeel. Demande de reprise de la colonie par le gouvernement, 611. Rapatriement des colons, 612, 619. Sommes dues à M. Cloquet, 619. Disc. au sujet de l'administration de la colonie par le lieutenant-colonel Guillaumot. Attaques de M. De Pouhon, 766. Etat de la colonie. Pr. de comptoir à Santo-Thomas. Navigation entre Anvers et Guatemala. Envoi de la Louise-Marie, 815. — **III.** Pét. de M^{me} de Hom-

pesch et de M. Vanden Berghe de Binckum au sujet d'avances faites pour la colonie de Santo-Thomas, 48, 49, 107. Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) Situation des colons belges, 470.

GUILLAUMOT, colonel. III. Contestation avec M. De Pouhon, 48.

II

HABETS (Affaire du curé). II, 479, 480.

HABITATIONS D'OUVRIERS. III, 13, 14. — IV. Homologation des statuts de la société de Verviers, 25. Droits de mutation, 81. Enregistrement en *débet* des actes de transcription, 94. Anonymat pour les sociétés, 409.

HAINAUT. I. Cr. de 229 213 fr. 58 c., pour payer une créance de cette province, 409.

HAÏTI. II. Traité de commerce, 75.

HALAGE sur les canaux et rivières. III. Pr. de loi, 549. Dans la ville et aux environs de Gand, 401.

HAMBROUCK (Marché). I, 17, 57, 58.

HANNO, commissaire de district à Luxembourg. I. Enlevé par l'autorité prussienne. Débat à ce sujet. Adresse au Roi, 195-196.

HANOVRE. IV. Capitalisation du droit de Stade. r. de M. Van Iseghem, 6. Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

HARAS. I, 18, 95, 250, 510, 588, 665. — II, 85, 185, 555, 455, 526, 752. — III, 128, 194, 195. Transfert à Gembloux, 261. r. de M. De Decker, 265, 515. — IV, 202, 249. Traitement de disponibilité du personnel, 504.

HARDY (Oscar). III. Pét. relative à une violation de domicile, 221.

HASSELT. II. Terrain des fortifications passagères construites en 1851, 552. — III. Aliénation de l'ancienne maison d'arrêt, 485.

HAUTE COUR MILITAIRE. I. Pétition qui en réclame la suppression, 258. M. de Robaulx demande qu'elle soit organisée par une loi, 506. Droits du colonel Borremans, 541. — II. M. de Garcia soutient qu'elle est inconstitutionnelle, 41. Nouveau siège à cette cour, 29. Organisation, traitements, 556. Pr. de réorganisation. r. de M. Van Hoorebeke, 762.

HAYEZ, ancien lieutenant-colonel. IV. Réclamation à charge du général Chazal, 96 et suiv., 103. Action en dommages-intérêts, 111.

HENDRICKX. IV. Débat relatif à un de ses tableaux, 422.

HESSELS, boulanger. V. Gracié par M. Cornesse après avoir été condamné pour avoir mêlé à son pain du sulfate de cuivre, 41.

HEYST. V. Jetées, 400. Entretien des digues, 465. Création d'un port, 2^e partie, 47 et suiv., 149, 150 et suiv., 214.

HIPPODROME à Bruxelles. V, 520.

HISTOIRE DE L'ART en Belgique. III. Subside, 442.

HOLLANDE. I. Voir TRAITÉ DES 24 ARTICLES. — II. Pr. de M. Van den Bossche d'exercer des reprises vis-à-vis de la Hollande, 25. Préentions à la possession de la commune de Kessenich (Limbourg). Interpellation au sujet du bruit d'une rupture diplomatique, 75. Traité de commerce, 181. r. de M. Cogels, 182. Convention relative au canal de Meuse-et-Moselle, 182. Convention postale, 212. Obligations en ce qui concerne le canal

de Terneuzen, 252. Négociations à propos de l'entrée des vins venant de Belgique, 550. Règlement des questions financières, 572. Traité de commerce. r. de M. H. de Brouckere, 450, 451. Obstacles apportés à l'établissement d'un feu flottant, 611. — III. Traité de commerce, 91-95. Dénonciation du traité, 552, 572. Nouveau traité: rejet par les états généraux, 421. Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.) — IV. Remerciements à propos d'une souscription pour les irondés, 6. Rachat du péage de l'Escaut, 142-145. Négociations au sujet du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 200. Barrage de l'Escaut oriental, 215, 284. Convention additionnelle au traité de 1865, barrage de l'Escaut, 516. Négociations à ce sujet, 585, 591, 425, 447, 452. Convention relative à l'exercice de l'art de guérir dans les communes frontières, 505. Relative au Zwyn, 504. — V. Endiguement du Zwyn, prises d'eau à la Meuse, chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 140-144. Canal de Terneuzen, 295. Rejet, 561, 562. Arrestation du navire danois le *Phénix* dans l'Escaut, 565; 2^e partie, 167.

HOMÉOPATHIE (Demande de création de chaires d'). III, 555.

HONDURAS. III. Traités. (Voir TRAITÉS.)

HOOGSTRAETEN (Dépôt de mendicité d'). V. Aliénation des immeubles, 452, 453.

HORTICULTURE. V. Ecole de Gentbrugge, 56, 57. Exposition à Gand, 144. Ecoles. 2^e partie, 9.

HOSPICES. III. De Bruges. Créances à charge de la France. Pét. Penderanda, 452. — V. Location des biens, 162. Conflit à Gand avec la faculté de médecine, 188. Location de biens, 247. Conflit de Gand, 255, 257. Créance des hospices de Lessines au Brésil, 505. Conflit à Gand, 595. *Id.* à Liège, 2^e partie, 29.

HOTELS. II. Du ministère des travaux publics, ameublement, 41. Mobilier du ministre de la guerre, 105, 203, 204. Hôtel de la Place Royale affecté au ministère des travaux publics, 217. Observations à ce sujet, 288. Acquisition d'un hôtel rue du Nord. *Id.* d'hôtels rues de la Loi et de l'Orangerie, 548. Retard apporté à l'installation, 728. — III. Hôtel Engler. Appropriation, 106. Acquisition de l'hôtel d'Assche, 144, 197. Achèvement des hôtels de la rue de la Loi, 401. Transfert du ministère de la justice, 425. Acquisition de l'hôtel de Trazegnies, 555. — III. Demande de réunion des services des travaux publics, rue de la Loi, 86. Acquisition d'un hôtel, rue Latérale, 214, 257. De Tour et Taxis: acquisition pour le Conservatoire, 268. Rue Latérale, 552. — V. D'Assche, restauration, 46. Ameublement du ministère de l'instruction publique, 2^e partie, 81. *Id.* des affaires étrangères, 149.

HOTELS PROVINCIAUX. II. Arlon, 455. Liège, affaire Habets, 479, 480. Liège, 526, 874. — III. Brabant. Cr. de 200 000 fr. r. de M. Magherman, 552. — IV. Anvers, 110. Liège, 210. — V. Liège, mobilier, 81. Flandre orientale, 565. Limbourg, 2^e partie, 151, 215, 214.

HOUBLON. III. Pét. relatives à la prohibition de sortie. r. de M. Janssens, 531, 532. Droits d'entrée, 478. — IV, 249.

HOUILLES. I. Entrée des houilles de la Sarre. Pr. de M. de Puydt. r. de M. Troye, 404. Vote, 506. Cherté, pétition. r. de M. Zoude. Expli-

cations de M. Nothomb, *m. t.*, 612. Réduction du droit d'entrée sur les houilles françaises, 668. Mise à l'ordre du jour du pr., 720. — **II.** Entrée des houilles de la Sarre, 100. Système des zones, 523. — **III.** Décret du 14 septembre 1852 frappant leur entrée en France, 126. Libre entrée en Belgique. *r.* de M. Orban, 206. Demande d'un droit de sortie, 207. Libre entrée. *r.* de M. Lesoinne, 272. Réclamations au sujet du haut prix des houilles, 273. Suppression de la réduction de 75 p. c. sur le prix du transport en vue de l'exportation, 287. Libre entrée, 329. *r.* de M. Veydt, 331, 332. Droit de sortie, 352. Demande de libre entrée permanente, 387. Droit de 1 fr. 70 c. par 1,000 kil., 428, 429, 478. — **V.** Demande de supprimer l'exportation, 164, 247.

HUILES. **I.** Pét. du conseil provincial de la Flandre occidentale demandant qu'on élève le droit d'entrée sur les huiles de poisson. *r.* de M. Zoude, 738. — **III.** Situation précaire de l'industrie, 12. — **III.** Régime douanier, 249. — **V.** Minérales. Entrée en France, 247, 316.

HUISSIERS. **I.** Pét. relative au droit de vendre des fruits pendants par racines, 161. — **II.** Près les cours et tribunaux, 11, 199. — **IV.** Traitement, 146. — **V.** Demande d'amélioration de leur position, 41, 42, 81, 260. Bourse commune, 2^e partie, 208.

HUITRES. **II.** Parcs fixes et parcs flottants, 344, 345, 346, 361. — **IV.** Huitres et homards. Libre entrée. Pr. de M. Hymans, 76, 77, 151. — **V.** Droits des propriétaires d'huîtrières, 29.

HUY. **V.** Vente de l'ancien couvent des Frères Mineurs, 166. Démolition du château, 181. Hostie mangée par un élève de l'école moyenne, 329. Hôtel des postes, 2^e partie, 47 et suiv.

HUYTENS. **II.** Greffier de la chambre, 84, 620. — **III.**, 544. — **IV.**, 322. — **V.**, 85, 2^e partie, 11.

HYDROPHOBIE. **IV.**, 469.

HYGIÈNE PUBLIQUE. **I.** Suppression de crédit, 310. — **II.** Assainissement des villes. Cr. d'un million. Pr. de M. Rogier, 627. Cr., 751. Cr. de 130,000 fr. *r.* de M. Rousselle, 874. — **III.** Mesures à prendre en faveur des classes ouvrières, 13, 14. Cr. d'un million, 59. Cr. de 1,500,000 fr. Pr. de M. De Decker. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 327, 328. *r.* sur l'emploi de ce crédit, 384. Cr. de 2 millions. Pr. de M. Rogier, 488.

HYPOTHÈQUES. **I.** Prescription des inscriptions, 389. Renouvellement des inscriptions. Pr. de loi de M. Ernst, 603. Urgence d'une réforme, 710. — **II.** Inscription des créances hypothécaires, 45. Renouvellement des inscriptions, 122. Centimes additionnels, 214, 218. Demande de révision du système hypothécaire, 453. Pr. de M. de Haussy. Pr. de porter au *B.* des voies et moyens le quart des salaires des conservateurs sur la transcription des actes de mutation, 777. *r.* de M. Lelièvre sur le pr. de M. de Haussy, 847. — **III.** Réforme hypothécaire, 34, 35. Salaires des conservateurs, 100. — **V.** Demande de révision de la loi, 364. Tenue en double des registres, 51. Augmentation des droits, 130.

I

IMPÉRATRICE D'AUTRICHE. **IV.** Incident à propos de son voyage à Anvers, 17.

IMPOTS. **I.** Demande de révision, 15, 16. Déclaration de M. Coghen, *m. f.*, à ce sujet, 31. Perception anticipée des 2/3 de la contribution foncière. *r.* de M. Coghen. M. Meeus pr. de faire de l'impôt foncier un impôt de quotité, 84. Débat sur les impôts, 85. Contribution de guerre, 86. Frais de perception. Observations de M. H. de Brouckere sur les mesures fiscales qui entravent le commerce des eaux-de-vie. Annonce par M. Duvivier, *m. f.*, d'un projet de révision de la contribution personnelle et des patentes, 150. Annonce d'une révision générale, 251. Réduction des centimes additionnels, 257. Nouvelle diminution, débat sur les impôts, 302. Subvention de guerre, 346, 348, 349. Pr. d'y renoncer, 311, 335. Discussion sur les impôts, 346, 347. Patente des bateliers, 348. Pr. de M. d'Huart, *m. f.*, d'abolir les cent. addit. de la subvention de guerre sur les impôts indirects. *r.* de M. Donny, 413. Vote, 414. Chevaux mixtes. Pr. de M. d'Huart, 444. Ajournement, 446. Débat sur les impôts. Pr. de M. Eloy de Burdinne de supprimer les cent. addit. à la contribution foncière. M. Dubus, *id.*, pour les patentes, 445. Pr. de M. F. de Mérode de voter 5 cent. addit. pour le remboursement de la dette flottante, 446. Chevaux mixtes. *r.* de M. Dechamps, 517. Disc., 518, 519. Débat sur les impôts, 517, 518. La Belgique le pays le moins imposé de l'Europe, 542. Nouveau débat à ce sujet, 616. Payement anticipé des six premiers douzièmes de la contribution foncière de 1839, en vue de pourvoir aux frais du rappel des miliciens, 676. 15 cent. addit. à titre de contribution de guerre, 682. Débat sur cet objet, 683. Pr. de M. F. de Mérode, concernant des cent. addit. supplémentaires, 723, 724. Débat sur l'impôt du débit de boissons. Observations au sujet de l'accise du sel, des bières et des vinaigres, 749. — **II.** Débat sur le système des impôts directs et indirects, 20. Discussion sur les impôts à établir pour combler le déficit. *Income tax*, impôts somptuaires, 290-294. Critique de l'impôt sur le sel, *income tax*, 370, 483-487. *Income tax*. Assurances obligatoires par l'Etat, 571, 572. Recours en cassation, 572. Programme du ministère Rogier, 607-610. Pét. du conseil communal de Bruxelles demandant la réforme des impôts directs, 645. Discussion générale, 666-668. Exposé des réformes décrétées, 814. Débat sur les impôts, 879. — **III.** Discussion générale sur les impôts, 167, 290, 354. — **IV.** Augmentation des charges publiques, 536. Impôts qui pèsent sur les classes ouvrières, 587. — **V.** Directs ou indirects, 202, 275.

IMPRESSIONS des ministères. **IV.** Demande de les mettre en adjudication publique, 109. Pr. de l., 151.

IMPRIMÉS. **V.** Droits à l'entrée en France, 94.

INCENDIE. **V.** Du magasin du 4^e régiment de ligne, 321; d'une caserne à Anvers, 574.

INCIDENTS. **I.** Entre MM. Lardinois et de Robaulx, à propos de la république, 105. — Entre MM. Gendebien, Nothomb et Jullien, à propos d'un chiffre inexact, 105, 106. Entre MM. H. de Brouckere et Marcellis, 106. Entre MM. Gendebien, Devaux et Rogier (suivi de duel), 154. Entre MM. Rogier et Gendebien, à propos de la signature de pièces par le *m. i.* pendant la séance. Entre MM. Gendebien et Ernst, 308. Entre MM. Gendebien et Rogier, au sujet de la position de celui-ci

comme gouverneur d'Anvers, 335. Titre de comte donné à M. F. de Mèrode, 416. Débat entre MM. d'Hoffschmidt et Dumortier, au sujet des mémoires de l'Académie. *Id.* entre MM. Andries et Dumortier, au sujet de leurs principes, 417. — **IV.** Entre MM. Guillery et Frère-Orban, 19, 20. Entre MM. Coomans et Tesch, 166. Entre MM. Hymans, Soenens et Bara, 214. Entre MM. Chazal et Delaet, 272. Entre MM. Hymans et E. de Kerckhove, 437. Entre MM. Hymans et Couvreur, 464, 465. Entre MM. Frère-Orban et A. Nothomb, 614. — **V.** Entre MM. Frère-Orban et Guillery, 267, 268. Entre MM. Woeste et Rolin-Jaequemyns, 2^e partie, 112.

INCOMPATIBILITÉS. **I.** M. Dumortier pr. de déclarer les fonctions de gouverneur et de commissaire de district incompatibles avec le mandat de représentant ou de sénateur. *r.* de M. H. de Brouckere. Discussion, rejet, 521, 522. — **II.** Nomination de M. du Bus en qualité de directeur du musée d'histoire naturelle, 458. Incompatibilités parlementaires. (*Voir RÉFORME PARLEMENTAIRE.*) — **III.** Commissaires du gouvernement près des sociétés anonymes, 42. — **V.** Demande de révision de la loi, 304.

INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE. **I.** MM. W. de Mèrode et F. de Sécius y renoncent, 48.

INDEMNITÉS. **I.** Aux victimes des dégâts causés par les Hollandais. Pr. de loi, 255. Allocation de 500,000 fr., pr. par M. Legrelle, 508. *r.* de M. Delafaille, 510. A la ville de Verviers, 540, 587, 588. *r.* de M. Quirini. Discussion du principe, 417. § de l'Adresse à ce sujet, 488. Pétition de la ville de Bruxelles. *r.* de M. H. de Brouckere. Aux victimes des inondations. Ajournement, 522. *r.* de M. Corneli sur les pétitions des villes. Vote d'un crédit, 595, 596. Pétition de la ville d'Ypres, 612. — **II.** Pour les désastres causés par la révolution, 7. Pr. de loi de M. Liedts, *m. i.*, comprenant les créances des propriétaires des marchandises déposées à l'entrepôt d'Anvers, 25. Disc. en comité secret, 107. Demande du sieur Manche, combattant de septembre, 125. Pour bestiaux abattus, 206. Aux membres des *c.* consultatives instituées auprès de divers départements ministériels, 263. Cr. suppl. pour les indemnités de guerre, 267. Abus dans la liquidation, 554. Indemnités pour préjudice résultant du siège de la citadelle d'Anvers, 548, 552. — **III.** Aux cultivateurs en cas de destruction des récoltes par les orages, 128, 144. Cr. de 374,000 fr., 213. Cr. de 47,850 fr., 273. 336. Cr. de 50,000 fr., 552. — **V.** Aux personnes indûment poursuivies, 81, 82, 147, 261.

INDÉPENDANCE NATIONALE. **I.** Reconnue par les puissances, 191. Pét. d'habitants de Namur demandant qu'on prenne des mesures pour la faire respecter, 663. — **V.** 50^e anniversaire, 2^e partie, 9. Construction d'un édifice au champ des manœuvres pour l'Exposition industrielle. Cr. de 4,847,000 francs pour la célébration des fêtes jubilaires. *r.* de M. Thonissen. Déclaration de M. De Haerne, 151.

INDIGÉNAT. **V.** Pr. de M. Bara, tendant à conférer la qualité de Belge à ceux qui ont omis de remplir certaines formalités en vue de l'acquérir. *r.* de M. Thonissen, 144-146.

INDUSTRIE. **I.** Causes de ses souffrances, 9. Subvention, 15. Réduction du subside, 22 Pétition

relative à l'industrie linière, 43, 44. Demande de la liste des industriels qui n'ont pas remboursé les avances reçues sur le million Merlin, 155. Débat sur cette liste, 201. Emploi des fonds. Détresse industrielle, 207. *c.* pour l'industrie cotonnière, 253. Débat sur les encouragements à l'industrie et l'utilité des primes, 309. Encouragements, 387. Industrie cotonnière, 417. Filature de coton d'Andenne, 418. *r.* de M. Manilius, 419. Pétition des fabricants de draps de Verviers, 417-419. Cr. pour la filature de coton d'Andenne, 525. Débats sur l'industrie linière, 584. Refus de faire connaître les noms des industriels subsidiés, 596. Cr. de 400,000 fr. pour encouragements, 728. Débat sur la protection du travail national, 728-732. Système du cabinet de 1840, déclaration de M. Liedts, 730. La crise industrielle à Gand attribuée à la politique, 740, 741. — **II.** Souffrances de l'industrie linière et cotonnière, 7. Primes à l'exportation des tissus de coton, 12. Débat sur les encouragements accordés à l'industrie. Société d'exportation, 24, 25. Annonce du *r.* de la *c.* d'enquête, 26. Critique des subsides accordés à l'industrie. 82. Annonce de la deuxième partie du *r.* de la *c.* d'enquête, 242. 333. Statistique de l'industrie linière et lainière, 427. Cr. pour venir en aide au travail et à l'exportation, 627, 628. Concurrence du travail des prisons, 651. Tableau des avances faites à l'industrie, 668. Pr. de MM. Peers et consorts, tendant à l'achat de métiers et modèles perfectionnés, 732. Débat sur les primes d'exportation, 752. Examen de la situation industrielle à propos de l'Adresse, 813. — **III.** Débat sur l'intervention de l'Etat, 9. Emploi des crédits votés en 1845, 1846, 1847, 1848 et 1849, 22. Fabrication de toiles à Saint-Bernard, 43. Emploi des crédits votés en 1849. *r.* de M. de Man d'Attenrode. *Id.* en 1848. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 103, 104, 216, 217, 277. Comité consultatif. 376. Débat sur l'intervention de l'Etat, 543. — **V.** Moyens de lui assurer des débouchés. Pr. de M. d'Hane Steenhuyse, 2^e partie, 203.

INDUSTRIELLE (Crise). **V.** 377.

INHUMATIONS PRÉCIPITÉES. **V.** 44.

INONDATIONS. **IV.** De la Senne, 37, 38, 172, 173; de la Lys, 172, 173, 585. — **V.** Du canton de Ghistelles; à Malines, 465; à Tournai, 464; à Gand, 2^e partie, 43; du bassin de Ghistelles, 149, 150; à Gand, 150; du Démer, de la Senne, 151, 152; Escaut, 155; Dyle, Senne, Démer, 213, 214.

INSTITUT COMMERCIAL d'Anvers. **IV.** 318.

INSTRUCTION PUBLIQUE. **I.** Maintien des universités, 15. Dépenses, 21. Demande d'un pr. de loi, 22. Pr. de MM. Seron et de Robaulx, décrétant l'instruction gratuite, rejet, 31. Débat sur l'inspection générale, 146. *Id.* sur la liberté de l'enseignement et l'intervention de l'Etat. Interprétation de l'article 17 de la Constitution, 148. Frais des universités, des athénées, des écoles primaires, 149. Traitement des professeurs. Collèges de Bouillon, Virton, Diekirch, Bruxelles. Instruction primaire, 209. Pr. de loi sur l'instruction publique, présenté par M. Rogier, *m. i.*, 235. Débat sur les universités. Maintien des trois universités de l'Etat. Demande d'augmentation de subsides pour l'enseignement moyen, 554. La thèse catholique sur le rôle de l'Etat dans l'instruction primaire, 335. *r.* de M. Dechamps sur la pr. de M. Rogier, 335.

Collèges de Virton, Mons, Charleroi, Tongres, 334. Pr. de M. de Behr de s'occuper de la question du jury d'examen, 335, 336. Discussion du pr. de loi sur l'enseignement supérieur, 420-423. Première nomination des membres du jury d'examen. Cr. pour les frais du jury, 423. Inspection des athénées. Répartition des subsides pour l'enseignement moyen. *Id.* pour l'instruction primaire, 423, 426. Engagement de discuter la loi sur l'instruction publique, 487. Nomination des jurys d'examen. *r.* de M. de Theux sur l'enseignement supérieur. Ecoles primaires de Bruges. Programme provisoire des examens du doctorat en droit, 526. Débat sur les universités, bourses d'études, concours, 601, 602. Subsides pour l'enseignement primaire et moyen, 601, 602. Nomination du jury d'examen. *r.* sur l'enseignement supérieur, 602. Pétition d'étudiants de Louvain relative aux examens du doctorat en droit. *r.* de M. Zoude. *Id.* de M. de Theux. Modifications à la loi sur l'enseignement supérieur. Débat sur les universités. Pr. de réduire les crédits, 677. Subsides pour l'enseignement moyen. Collège de Herve. Ecole industrielle de Verviers, 678. Pr. de M. H. de Brouckere, relative aux examens de docteur en droit. *Id.* de M. de Theux sur les jurys d'examen. *r.* de M. Dubus, discussion, vote, nomination du jury, 678. Débat sur les universités de l'Etat. Interpellation à M. de Theux au sujet de ses préférences pour l'université de Louvain. 733. Répartition des crédits pour l'enseignement primaire et moyen, 733, 734. Ecole industrielle de Liège, 733, 734. Demande de mise à l'ordre du jour de la loi sur l'instruction primaire et moyenne. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen. *r.* de M. Dubus. Nomination du jury, 734. Réclamations au sujet de retards apportés dans la discussion des lois sur l'enseignement primaire et moyen. V. le débat politique, 739-742. — II. Statistique des universités. Pr. de MM. Brabant et Dubus, tendant à donner la personnification civile à l'université de Louvain. Débat sur les tendances du ministère Lebeau-Rogier. Concours entre les athénées. Instruction religieuse. Question de confiance, 27-29. *r.* de M. De Decker sur la pr. Brabant-Dubus. Nomination des jurys d'examen, 29. Subsides accordés aux écoles normales du clergé, 96. Discussion au sujet des subsides accordés aux écoles du clergé, 109. Prorogation de la loi sur la nomination des jurys d'examen. *r.* de M. Nothomb sur l'instruction primaire. Lettre des évêques retirant leur demande de personnification civile de l'université de Louvain. Nomination des jurys d'examen. *r.* sur l'enseignement supérieur. Modifications à celui-ci. *r.* de M. Dubus. *r.* de M. Dechamps sur le pr. de loi relatif à l'instruction primaire, 110. Discussion de ce projet, 110-121. Bibliothèques des universités, 122. Action du clergé dans l'instruction primaire, 179, 180, 181. Nouvelles critiques de la loi, conventions conclues avec le clergé pour l'enseignement moyen. Collège d'Ath, inspection civile et ecclésiastique. Retard dans la création des écoles normales, 207, 208. Rétribution des membres des jurys d'examen. Retard apporté dans la discussion de la loi sur l'enseignement supérieur. *r.* sur l'instruction moyenne et supérieure. Nomination des jurys d'examen, 208. Inspection des écoles d'apprentissage, 268.

Attributions des conseils académiques des universités, débat sur l'application de la loi de 1842, extension de ses principes à l'enseignement moyen. Ecoles normales, 269. Pr. de loi relatif à la nomination des jurys d'examen. *r.* de M. de la Coste, 269. Disc., 270-274. M. Dechamps, *m. l.*, quitte le banc ministériel, 270. Prorogation de la loi de 1838. Indemnités des membres des jurys, nominations, 274. Pét. relative à l'interprétation de l'article 23 de la loi de 1842 quant aux obligations des communes en matière d'instruction primaire, 274. Tirage au sort des membres sortants du jury d'examen *r.* et débat sur l'Ecole vétérinaire, sur les universités de l'Etat. Nomination des jurys, 353. Exécution de la loi de 1842. Ecoles normales, inspection, répartition des subsides pour l'enseignement moyen. Observations pour le concours général. Nominations faites dans les universités, membres étrangers, 354. Enseignement moyen, débat à propos de l'Adresse, 419-426. Interpellation de M. Savart, 434. Pétitions d'étudiants en droit, relatives aux matières des examens. Exécution du programme contenu dans la loi de 1835, 458, 459. Débat au sujet de l'intervention du clergé dans l'enseignement moyen, convention de Tournai, 459-461. Nomination des jurys d'examen, 461. *r.* sur les universités de l'Etat en 1845, 462. Intervention du clergé dans l'enseignement primaire, 462. Pr. de M. de Theux sur l'enseignement moyen, 462. L'enseignement public livré au clergé, 525. Demande d'une statistique des écoles tenues par des congrégations religieuses. *r.* triennal sur l'instruction primaire, 553. Organisation des cours dans les universités, 553. Vices dans l'exécution de la loi de 1842, concours, conférences, cours normaux. Nomination du jury d'examen, dispense des examens pour les titulaires des bourses de la fondation Jacobs, programme des examens de médecine. Obligations du gouvernement vis-à-vis des communes, en ce qui concerne l'enseignement primaire, 554. Intervention du clergé dans l'enseignement. Indépendance de pouvoir civil. Programme du ministère Rogier. Correspondance de M. Nothomb avec les évêques, 607-610. Statistique des écoles congréganistes, 651. Pr. d'envoyer des jeunes gens à l'école d'Athènes. Langues modernes, 651. Décision du conseil communal de Gand de soumettre son athénée à l'inspection, 651. Débat sur l'exécution de la loi de 1842. Correspondance de M. Nothomb avec les évêques. Incident Willequet, passage bâtonné, publication d'un *fac-simile*, 651-654. Pét. de la députation permanente de la Flandre orientale, demandant la révision de la loi de 1842, 654. Pr. d'attribuer au Roi la nomination des jurys d'examen. Pr. de M. Rogier. *r.* de M. H. de Brouckere. Mémoire de M. Ad. Rousset. Rejet du pr. 654, 655. Prorogation des jurys existants, 665. Nouvelle prorogation, 710. Demande de révision de la loi de 1842. Annonce d'un pr. de loi sur l'enseignement moyen, 728. *r.* sur la situation des universités en 1847. Pét. en faveur de la révision de la loi de 1842. Pr. de M. Jullien et de M. Lelièvre dans le même sens. Vote en faveur de la présentation d'un pr. de loi sur l'enseignement moyen. Débat sur l'intervention du clergé et l'inspection ecclésiastique, 753, 754, 755. Déclarations de M. Rogier au sujet de la révi-

sion de la loi. *Id.* sur l'enseignement moyen. Rejet de la motion de M. Lelièvre, retrait de celle de M. Julien, 754. Inspection ecclésiastique, cours normaux, obligation des communes, 755. Pr. de loi sur l'enseignement supérieur et les jurys d'examen déposé par M. Rogier, *m. i.* Pr. transitoire, 755. *r.* de M. Delfosse sur le pr. de loi organique, disc. Grades académiques, jury central, jurys combinés, nomination du jury, bourses d'étude, 756-761. Convention entre la ville de Namur et les frères de la Doctrine chrétienne. Pét. de M. Namèche, 756. Obligation des provinces en matière d'instruction primaire, 851. Pr. de loi sur l'enseignement moyen. Pét. du conseil communal de Turnhout, relative aux conventions conclues avec le clergé, 851. *r.* de M. Dequesne, 852. Disc. de la loi, 852-872. Création d'athénées royaux et d'écoles moyennes. Enseignement religieux (art. 8 de la loi), 852-872. Athénées. Ecoles moyennes. Conseil de perfectionnement, *ibid.* Enseignement normal, 871. Vote 872. — **III.** Reclamations des curés de Viel-Salm, au sujet du rapport triennal sur l'enseignement primaire. *Id.* du conseil communal de Malines, au sujet de l'interprétation de l'article 25 de la loi de 1842. Comptabilité spéciale pour les jurys d'examen universitaires. Exécution de l'article 8 de la loi de 1850 sur l'enseignement moyen. Retraite de l'ecclésiastique qui donnait l'enseignement religieux à Anvers, 45. Négociations avec les évêques au sujet de l'article 8, 45, 44, 45. Demande de révision de la loi de 1842, faite par M. Delfosse, 90. Cr. de 62,000 fr. pour l'enseignement moyen. *r.* de M. Moreau, 105. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 106. Pét. de la commune de Wychmael, demandant un subside pour l'enseignement primaire, 106. Pét. d'Enghien relative à l'interprétation de l'article 25 de la loi de 1842, 155. *Id.* d'Ensival, 156. Débat sur la liberté d'enseignement, sur la loi de 1842 et la loi de 1850. Négociations au sujet de l'article 8 de cette loi, 155, 156. Refus de l'évêque d'admettre les professeurs de l'athénée de Tournai dans le chœur de l'église au *Te Deum*, 156. Pét. du sieur Manfroid, instituteur à Gosselies, à propos du refus du curé de la paroisse d'admettre à la 1^{re} communion les jeunes filles qui fréquentent son école, 161. La convention d'Anvers, 194, 197, 218, 219, 220. * Vote d'un ordre du jour. Jurys d'examen universitaires. Idées de MM. Ad. Roussel et Frère-Orban, 217. Position des agrégés, 218. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 220. Pr. interprétatif de l'article 25 de la loi sur l'instruction primaire, 221. Débat sur la convention d'Anvers. Pr. de M. Frère-Orban, 252 et suiv. Pr. de loi de M. Piercot sur les jurys d'examen. *r.* de M. De Decker, suppression du grade d'élève universitaire, 278, 279. Agrégés; cours normaux, 278. Refus d'agrégation d'écoles de Frères dans le Borinage, 278, 279. Obligations des communes en matière d'instruction primaire, 280, 341, 345. Liberté de l'enseignement supérieur, incident Brasseur, 341. Pr. de M. De Decker sur les jurys d'examen. *r.* de M. de Theux, 341-345. Convention d'Anvers, *ibid.* Débat sur la liberté de l'enseignement supérieur, MM. Laurent et Brasseur, 371 et suiv. Enseignement des congrégations religieuses, 372. *r.* de M. De Decker sur les conséquences de l'abolition du grade d'élève uni-

versitaire, 391. Exécution de la convention d'Anvers, *ibid.* Disc. du pr. de loi sur les jurys d'examen, 391-397. Question des bourses d'étude, 396. Position des agrégés, 397. Répartition des subsides pour l'enseignement primaire. Traitement des inspecteurs provinciaux. Droit des communes de révoquer l'adoption d'une école. Nécessité de créer de nouvelles écoles normales, 398. Traitement des professeurs des athénées et des instituteurs primaires, augmentation, 425. Professeur de littérature flamande à l'université de Gand, 440. Local de l'école du génie civil, *ibid.* Pét. de Saint-Josse-ten-Noode demandant l'instruction obligatoire et la révision de la loi de 1842, 490-492. Cr. d'un million pour écoles, *ibid.*, Pét. relative aux inspecteurs des écoles primaires, *ibid.* Incident relatif à M. de Haulleville, 495. Débat au sujet de l'abaissement du niveau des études, demande de rétablissement du grade d'élève universitaire et de la publicité des cours; privilège des professeurs de l'école normale de Liège. Pr. de M. Orts tendant à augmenter de 12,000 fr. le cr. pour les écoles normales de l'enseignement primaire. Préférence à donner aux livres belges dans les écoles. Pr. de loi de M. Rogier relatif à la nomination des jurys universitaires. Rétablissement du grade d'élève universitaire, 555, 556. — **IV.** Position des professeurs de langues étrangères; rétablissement du grade d'élève universitaire; publicité des cours universitaires; graduat en lettres, 24 à 27. Droit des communes en ce qui concerne l'adoption d'écoles, 104, 105. Discussion sur la loi de 1842, les écoles normales, le traitement des instituteurs; pr. de M. Guillery, *ibid.*; défense aux instituteurs de pétitionner pour l'amélioration de leur position, 105. Promesse de reviser la loi sur les jurys d'examen universitaires, 104, 105. Question du grec, 104. Système du demi-temps, 163. Construction de maisons d'école; obligation des communes; traitement des instituteurs; réformes à introduire dans l'instruction primaire et dans l'enseignement moyen, 164. Traitement et *minerval* des professeurs; demande d'une enquête sur les besoins de l'enseignement primaire; droits de l'Etat; mérites respectifs de l'enseignement officiel et de l'enseignement congréganiste; prorogation du mode de nomination des membres des jurys d'examen universitaires, 165. Débat sur l'article 17 de la Constitution, 201. Prorogation du mode de nomination des jurys d'examen; 7^e *r.* triennal sur l'instruction primaire; cr. d'un million pour construction et ameublement d'écoles; traitement et logement des instituteurs; application de l'article 25 de la loi de 1842. 209. Projet de loi de M. A. Vandenpeereboom sur les jurys d'examen. 274. Prorogation de la loi de 1857, 276. Cr. d'un million pour maisons d'école; écoles adoptées; écoles moyennes pour les filles; débat sur la loi de 1842: demande de révision; déclaration de M. Frère-Orban; école Gatti de Gamond; pensions des professeurs de l'enseignement moyen, 274, 275. Retrait de l'adoption de l'école des Frères de la doctrine chrétienne à Dinant, 276. Demande d'augmentation du nombre des athénées et des écoles moyennes; interprétation de l'article 25 de la loi de 1842; écoles adoptées; indemnités des inspecteurs ecclésiastiques; pensions

des inspecteurs laïques; livres donnés en prix; pét. des membres du congrès de Liège au sujet des jurys d'examen; création de nouvelles écoles normales; critique de l'enseignement laïque, 341, 342. Création d'écoles normales; débat sur l'enseignement neutre; caisse des veuves et orphelins des professeurs de l'enseignement supérieur, 417. Position des instituteurs communaux; prorogation du mode de nomination des jurys d'examen; blâme infligé à un instituteur de Nimy-Maisières, 418. Ecoles d'adultes; thèse de M. Pirmez, 435. Incident de Nimy-Maisières; annulation d'une décision du conseil communal d'Enghien relative à une institutrice non diplômée, 470. Question des écoles d'adultes; instruction obligatoire; révision de la loi de 1842; enseignement religieux séparé de l'enseignement scientifique, 470-472. Choix des méthodes; caisse de prévoyance des instituteurs; chefs de clinique des universités, 472. Ecoles d'adultes, 477. Instruction obligatoire; enseignement des langues anciennes; augmentation du nombre des écoles moyennes, 504. Débat relatif au régime des écoles normales; présence des élèves de l'école de Lierre dans une procession, 505. Réformes dans l'enseignement moyen; langues anciennes; question du grec; exercices de piété dans les écoles normales; traitement des instituteurs, gymnastique, position des instituteurs ruraux; pensions des directeurs de pensionnats; paiements des instituteurs; cours à certificats, 524, 525. Instruction dans le Hainaut et la province de Namur; liquidation des subsides; intervention des communes dans le Brabant, 575. — V. Instruction obligatoire, pr. de M. Funck; cr. d'un million pour construction d'écoles; retard dans l'établissement des écoles normales de Liège et de Mons. Enseignement des filles livré aux congrégations religieuses; écoles du chanoine Habets à Liège et de l'abbé de Trooz à Pesches, 55, 56, 57. Répartition des subsides pour l'instruction primaire; enseignement religieux; écoles d'adultes; réformes à introduire dans l'enseignement moyen et supérieur, 57. Bourses de voyage; gymnastique; géographie; langue flamande; situation de l'enseignement dans les Etats romains; écoles moyennes de Seraing, Bastogne, Diest et Blankenberghe; enseignement moyen des filles; bibliothèques des écoles normales; incident entre MM. Brasseur et Bara; *id.* relatif à l'école moyenne de Rochefort; paiement des instituteurs; obligations des communes, 37-40. Instruction obligatoire, 102. *r.* de M. De Haerne, 103. *r.* triennal sur l'enseignement supérieur (1868-1870); bourses de voyage; pr. de M. Kervyn de Lettenhove; *r.* de M. Delehay, 102. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 102. Position de M. Delcour, professeur à l'université de Louvain et grand maître de l'instruction publique, 103. Enseignement des langues anciennes et modernes, du flamand; inspection ecclésiastique; recrutement des instituteurs primaires; augmentation du nombre des écoles moyennes, 103, 104. Enseignement du grec, 104. Droit des instituteurs de s'occuper de politique; Ligue de l'enseignement, 104. Ecole d'Athènes; subside à la ville de Bruxelles; catalogue des bibliothèques des écoles normales; école de filles à Dolhain; mise en disponibilité du directeur de l'école moyenne de Gosselies; suspension d'un instituteur à Menin; mise en

adjudication des travaux de l'école normale de Mons, 104, 105. Cr. de 20 millions pour maisons d'école, 183, 187, 188. Amélioration de la position des instituteurs primaires et des professeurs de l'enseignement moyen; nombre des écoles moyennes; enseignement des langues et de la géographie; organisation des écoles normales; suppression des écoles moyennes de Ninove et de Renaix; sécularisation des écoles; enseignement du *Syllabus*; obligations financières des communes; école de Carlsbourg, 183-186. Traitement des professeurs de l'enseignement moyen, 237, 242. Suspension d'une institutrice à Beaumont, 242. Paiement des instituteurs par mois, 253. Clinique à Liège; subsides à la ville de Bruxelles; enseignement des langues; écoles moyennes d'Alost et de Termonde; traitement des professeurs de l'enseignement moyen; inspection ecclésiastique; incident relatif à l'école de Beaumont, 253-257. Arrêté de M. Delcour concernant les athénées, 258. Plans de l'école normale de Bruges, 305, 329. Répartition des subsides pour l'instruction primaire, 328. Enseignement moyen des filles; augmentation du nombre des écoles moyennes; traitement des professeurs de l'enseignement moyen; écoles normales; emploi du cr. de 20 millions, 328, 329. Incendie de l'école moyenne de Huy, 329. Collation des grades académiques. Pr. de M. Delcour, 328. *r.* de M. Smolders, 377. Disc., 379-384, 386-392. *Minimum* de traitement des instituteurs primaires; pr. de M. Guillery, 377. Répartition des subsides pour l'enseignement primaire; fondation d'une école par M. Malou à Woluwe-Saint-Lambert, 378. Religieuses donnant l'enseignement primaire à Virton malgré le conseil communal, 379. Nomination d'un ecclésiastique à la direction de l'école normale de Mons, 392. Chapelle à ladite école, 393. *r.* triennal sur l'enseignement primaire (1873-1875); certificats d'admission dans les universités; laboratoires de chimie; indemnité aux anciens examinateurs; utilité des chaires d'agriculture, 455. Traitement des professeurs de l'enseignement moyen, 455-456. Débat sur la convention d'Anvers; instruction religieuse à Anvers, 456, à Bruges, 457, 458. Enseignement de la pharmacie dans les universités; des langues modernes dans les athénées, 456, 457. Débat sur la loi de 1842; sur les subsides réclamés par Bruxelles, Bruges et Courtrai, 456, 457. Ecole de Meulebeke (Thielt); les enfants employés à faire de la dentelle, 457. Critique de la nomination de l'abbé Lecomte à l'école normale de Mons, 457. Enseignement du *Syllabus* dans les athénées, 457, 458. Éméritat des professeurs d'universités, 455, 458, 459. Plans de l'école normale de Bruges, 458. Traitement des professeurs des athénées; éméritat, 7. Clinique de l'université de Liège; entérinement des diplômes; incident relatif à Louvain, 29. Enseignement des langues étrangères; écoles moyennes de filles, 50, 51. Sermon du curé-doyen de Dinant, 51. Blâme infligé à M. Harlaux de Liège, 51. Collège de Malines, 51. Traitement des instituteurs primaires; construction et programmes des écoles normales, 52. Bibliothèques de ces écoles; indemnité des inspecteurs; âge d'école; répartition des subsides; cr. de 6 millions pour construction d'écoles; éméritat, 55. Création du ministère de l'instruction publique, 81-86. Ecoles normales de

Bruges et de Gand, 86, 132. Débat sur les fondations pour l'enseignement; incident relatif à MM. de Kemmeter et Leschevin; bourses de voyage; enseignement de l'agriculture dans les écoles primaires; tendances de l'enseignement officiel, 152, 153. Révision de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire. Pr. de M. Van Humbeeck, 152. *r.* de M. Olin, 153. Interpellation de M. A. Visart au sujet de l'affichage d'une circulaire relative au pr. de l., 153, 154. *Id.* de M. Wasseige, 155. Disc. du pr. de l., 154-140. Eméritat des professeurs d'universités, 155, 140. Ecoles insalubres; exécution de la loi de 1879; résistance des bourgeois, 189, 190, 203-208. Enquête proposée par M. Neujean, *ibid.* Pr. de l. sur l'enseignement moyen, 206. *r.* de M. Olin, 207. Nomination d'instituteurs à Meulebeke, Oyghem et Wyngene, 207. Cr. pour l'ameublement de l'hôtel du *m.*, 207, 208. Prorogation de la loi de 1876 sur la collation des grades académiques, 207. Refus de pension à la dame Camart, de Laroche. Pét. relative à un ancien instituteur de Ledeberg, *ibid.*

INSTRUCTIONS JUDICIAIRES. V. Lenteurs dans l'affaire Penter, 240.

INTENDANCE MILITAIRE. IV. Position des officiers, 460, 464. — V. Recrutement et avancement, 172.

INTERNATIONALE. IV. A Seraing, 572. Alliance des catholiques avec elle, 614.

INTERPRÉTATION DES LOIS. II. Critique du système d'interprétation législative, 244. Pr. de M. d'Anethan, 554. — IV. 168, 276, 278, 279.

INULINE. IV. (Droit d'accise sur la fabrication du sirop d'), 92.

IRRIGATIONS. II. Cr. de 150,000 fr., 535, 541, 655. — III. 128. Pr. del. de M. Piercot, 196. *r.* de M. Deliège.

ITALIE. IV. Événements dans le nord, 6. Reconnaissance du nouveau royaume, 66 à 72. Nouvelle légation, mort du marquis de Trazegnies, 83. Traités de commerce. (Voir TRAITÉS.) — V. Convention consulaire. (Voir TRAITÉS.) Manifestations cléricales dirigées contre le royaume, 7, 8. Relations avec le gouvernement italien; incident du sénat, 78. Dénonciation de traité du commerce, 361. Relations avec le royaume d'Italie, 420-423. Félicitations au roi Humbert à l'occasion de son avènement. 2^e partie, 6. Convention consulaire, 54.

IXELLES. V. Pont viaduc, 199, 275.

J

JACQUIN (Affaire). III. (Voir EXTRADITION.)

JAPON. IV. Négociations, 317. (Voir aussi TRAITÉS.) — V. 148.

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles I. Subside, 491. Pétitions d'horticulteurs qui se plaignent de la concurrence, 554. — II. Augmentation du subsidé, 13, 14, 15, 85, 247. — III. Débat sur le subsidé de la société d'Horticulture, 128, 425. — IV. Demande de l'ouvrier au public, 78. Entrée du côté du boulevard. Subsidé porté de 24,000 à 30,000 fr., 589. Acquisition par l'Etat, *r.* de M. Dumortier, 568. Acquisition de l'herbier de Martius, 576. — V. Appropriation pour l'exposition des beaux-arts: herbier du dr Martius, 37.

Traitement du personnel, 81. Dépenses, 117. Cours de botanique, 2^e partie, 111.

JARDIN ZOOLOGIQUE de Bruxelles. V. Cr. d'un million pour achat des bâtiments, 464. Musée d'histoire naturelle, 154, 155.

JÉSUITES. (Expulsion des) étrangers. V. 209, 210.

JONCRET. V. Envoi d'un commissaire spécial pour procéder à la nomination d'un receveur. 195.

JOURNAUX. I. Enquête sur les abonnés des journaux, 150. Articles publiés dans les journaux étrangers aux frais du gouvernement, 551. Suppression du timbre, 662. — IV. Transport par les messageries; jugement du tribunal de Verviers, 171. — V. Attitude de l'*Indépendance* et de l'*Etoile belge* pendant la guerre franco-allemande, 6. Attaques dirigées contre le roi d'Italie, 8.

JUGEMENTS. I. Rendus à l'étranger; exécution en Belgique. Pr. de loi de M. Ernst, 429. — II. Réciprocité, 655. — IV. 144, 250, 321. — V. 84, 147, 565, 425. Expédition de jugements non enregistrés, 2^e partie, 51. Exécution des jugements rendus à l'étranger, 107.

JUGES DE PAIX. I. Mode de nomination. Pr. de loi. *r.* de M. Quirini. Inamovibilité, 253. Nomination des juges et de leurs suppléants. Pr. de loi, 254. Compétence, 528. Traitement, 603. Pétition des juges de paix du district d'Eecloo, 612. — II. M. de Villegas propose d'augmenter leur traitement, 11. Frais de comparution en justice de paix, 245. Traitements, 356. Résidence, cumul des fonctions avec celles du s. communal, 433. Compétence, *ibid.* Nouveau canton dans l'arrondissement de Tongres, 463. Résidence du juge de paix d'Ixelles, *ibid.* Abrogation de la loi du 30 juillet 1834, relative à la nomination des juges de paix, 554. *r.* de M. Dubus; disc., 555. Pét. relative aux justices de paix d'Audenarde, Waereghem, Nivelles, Braine-l'Alleud, Fontaine-l'Évêque, canton de Sichem. Garantie de capacité des juges de paix. Résidence du juge de paix d'Uccle. Position des greffiers supprimés, 555. Réunion des deux cantons d'Audenarde. *Id.* de Nivelles, 655, 656. Transport de la justice de paix de Dhuy à Eghezée, d'Ellezelles à Flobecq, de Lennick-Saint, Martin à Lennick-Saint-Quentin, de Glons à Fexhe, 655, 656. Nomination d'un seul juge de paix pour deux cantons contigus, 764. Transfert à Saint-Josse-ten-Noode, Ixelles et Molenbeek-Saint-Jean des justices de paix de Woluwe-Saint-Pierre, Uccle et Anderlecht, 765. — III. Réunion des cantons de Thourout, 106. Transfert de la justice de paix d'Oosterzele à Bottelaere. *r.* de M. Magherman; rejet, 157. Ressort des justices de paix d'Ixelles et de Saint-Josse-ten-Noode à la suite de l'incorporation du quartier Léopold à Bruxelles, 157. Réunion de deux cantons à Courtrai, 280. Retrait d'un pr. de loi relatif à la compétence des juges de paix en matière commerciale, déposé en 1848, 347. Droit d'appel des décisions des juges de paix, 425, 425. — IV. Pét. de la ville de Mouscron, 28. Locaux dans la Flandre occidentale, 79. Traitement des juges de paix ruraux, 106. Pét. d'un juge de paix de Liège relative à son traitement, 146. Traitement des juges et des greffiers, 167. Justice de paix de Châtelet, 210. Transfert à Iseghem de la justice de paix d'Ingelmunster, 342. Retard dans la nomination d'un juge à Furnes,

343. Organisation judiciaire, 420, 472. Transfert de la justice de paix de Limbourg à Dison, 475. Canton d'Anvers; *id.* de Bolland, 575. — **V.** Réunion de Mont-Hadelin à l'arrondissement judiciaire de Verviers, 41, 42. Dison, *ibid.* Demande d'intervention de l'Etat dans les dépenses des locaux des justices de paix, 50. Transfert du siège de Wilryck à Boom, 189. Compétence, 314. Substitution d'un traitement fixe aux émoluments, 2^e partie, 108. Dédoulement de la justice de paix de Charleroi, 143, 144.

JUGES D'INSTRUCTION. V. Augmentation de traitement, 34, 35, 36.

JURISPRUDENCE ÉLECTORALE de M. Scheyven. **V.**, 81.

JURY en matière criminelle. **I.** Pr. de M. Devaux, 31. Pr. de loi de M. Lebeau. Renvoi à l'avis des cours supérieures, 234. *r.* de M. de Behr, 528. Discussion, 603-606. — **IV.** Demande d'augmentation de l'indemnité, 251. Tirage au sort, 525.

JURYS D'EXAMEN. (*Voir* INSTRUCTION PUBLIQUE.)

K

KERKRAEDE (Houillère de). **I.** Cr. de 150,000 fr., 312.

KESSELS (Veuve). **I.** Pension. Pr. de M. de Theux, *r.* de M. Devaux, 436. — **II.**, 124, 125.

KOEKELBERGH (Société royale de). **V.** Anonymat, 148.

KOELER. IV. Pét. relative à son droit de remplir les fonctions de membre de la députation permanente de Liège, 55.

KONINCK (DE) écrivain flamand. **V.** Exclu du concours pour le prix quinquennal, 332.

KUMMER (ingénieur). **II.** Acceptation par lui d'une place dans la société de défrichements de Postel. Motion de M. Rogier. Lettre de M. Kummer, 570.

L

LAEKEN. I. Acquisition de biens pour agrandir le domaine royal, 508. Aliénations en vue du même objet. *r.* de M. H. de Brouckere, 721.

LA HULPE. III. Terrain domanial près de la station, 432.

LAINES. I. Tissus; tarif, 581, 583. Fils, 583. — **II.** Droit d'entrée sur les fils et tissus, 256. Statistique, 427. Disc. sur l'industrie lainière, à propos du traité avec la France, 427-430. Observations au sujet de la libre importation des laines étrangères, 720.

LAINES EN MASSE. II. Abolition du droit de transit, 253. *r.* de M. David, 254.

LANGRAND-DUMONCEAU (Affaire). **IV.**, 614. — **V.** *r.* concernant l'instruction judiciaire, 106. Incidents provoqués par la nomination de M. De Decker au poste de gouverneur du Limbourg; révocation du ministère d'Anethan, 108-112.

LANGUEDOC, steamer. **IV.** Indemnité pour marchandises incendiées, 17.

LAURENT, professeur. **IV.** Débat sur un ouvrage qu'il vient de publier, 150.

LAZARET. V. A Anvers, 81.

LECHARLIER, général. **II.** Demande sa réintégration dans l'armée belge, 35. Demande une pension, 361.

LECLERCQ, procureur général à la cour de cassation. **II.** Incident avec la cour de Rome à son sujet, 607-611.

LEGES. I., 20, 151, 612.

LÉGIONNAIRES (Pension des). **I.**, 24. Pr. de M. Corbisier. Renvoi à une *c.*, 101. Nouvelle pr., 160. Nécessiteux, 385, 387, 491, 534. Mise à l'ordre du jour de la pr. de M. Corbisier, 711. — **II.**, 14, 186, 247, 333, 334, 361, 435, 526, 615. Comparaison entre leurs services et ceux des décorés de la croix de Fer, 731. — **III.** Dotation, 14.

LEGS. III. Pét. du bureau des marguilliers de Boesinghe en vue d'obtenir la possession d'un legs charitable, 132. Legs à l'église d'Obaix, 441. — **IV.** Verhaegen à l'université de Bruxelles, 155, 158. — **V.** A la commune d'Ochamps pour distribution de chaux, 106.

LÉGUMES SECS ET CONSERVES. III. Droit d'entrée, 140.

LÉOPOLD 1^{er}. I. Ses voyages hors du royaume; signature des arrêtés, 45. — **III.** 25^e anniversaire de son inauguration. Cr. de 300,000 fr., 315. Cr. suppl. de 770,628 fr. *r.* de M. Coomans, 573, 374, 422. Adresse à l'occasion du 29^e anniversaire de son inauguration, 540. — **IV.** Sa maladie, 110. Sa mort, 332. Cr. pour les funérailles, 334. Monument commémoratif, *ibid.* — **V.** Translation de son cercueil dans la crypte de l'église de Laeken, 375.

LÉOPOLD II. IV. Serment constitutionnel, 333. — **V.** Menaces de mort contre S. M. Arrestation du sieur Van Hamme et du frère Nicolaï, 2^e partie, 140.

LETTRES DE CHANGE. IV. r. de M. Dupont, 456, 563.

LETTRES DE MER. V., 17, 161.

LETTRES DE VOITURE. V. Suppression du timbre, 49, 50.

LEVANT (Répression des délits commis par des Belges dans le). **II.**, 331.

LIBÉRALITÉS faites aux communes. **IV.** Acceptation provisoire à titre conservatoire, 256, 257.

LIBÉRIA (République de). **III.** Traité. (*Voir* TRAITÉS.)

LIBERTÉ COMMERCIALE. IV., 536.

LIBERTÉ RELIGIEUSE. IV. A propos d'un traité avec la Suisse, 141.

LIBRAIRES. V. Réclamations relatives aux frais d'encaissement perçus par la poste, 29.

LICITATION (Frais de) des biens des mineurs. **IV.**, 589, 590.

LIEDEKERKE-BEAUFORT (Comte de), ancien gouverneur de Liège. **II.** Demande de pension, 282.

LIÈGE. I. Incident relatif à M. Dejaer-Bourdon, échevin, 237, 238, 241. Des professeurs de musique se plaignent de la concurrence du Conservatoire, 534. Cr. pour l'école industrielle, 753. *Id.* pour le Conservatoire, 736. — **II.** Débat entre MM. Dumortier et Frère-Orban sur les dépenses faites par la ville de Liège, 820. Inondation, 877. — **IV.** Construction d'un quai, 38. Vente de parcelles de terrain provenant du lit de l'Ourthe, 94. Quai de l'Ourthe, 117. — **V.** Elargissement de la grande voirie, 2^e partie, 152. Inondation du quartier de l'Est, 153.

LIÈRE. II. Danger du magasin à poudre dans cette ville, 105.

LILLO. I. Polder. (Voir POLDERS.) — III. Cession d'immeubles au bureau de bienfaisance, 342.

LIMBOURG. IV. Griefs de la province au sujet de sa part dans les travaux publics, 286, 287. Créance à charge du Trésor depuis 1850, 435.

LIMBOURG ET LUXEMBOURG. I. Amnistie pour les volontaires, 10, 11. Exemption de la perception anticipée des impôts pour les parties cédées, 84. Note à la conférence au sujet des provinces cédées, 140. Occupation militaire du Limbourg, 191. Défense d'une vente d'arbres dans le Luxembourg par l'autorité prussienne, 195, 205. Enlèvement de M. Hanno. Adresse au Roi, 195-196. Violation de la frontière du Limbourg, 503. Organisation de la garde civique dans le Luxembourg, 508. Répression de la fraude dans le Limbourg, 403, 404. Elections provinciales dans le canton de Maestricht. *r.* de M. Simons, 537. Routes dans le Limbourg, 539. Incident de la forêt de Grunewald. Envoi de troupes, 570. Outrage au drapeau belge à Strassen. Adresse au Roi. Pétition contre le morcellement du territoire, 570, 571. Opérations cadastrales, 574. Répression de la fraude, 575. Emprunt provincial pour la construction de routes dans le Limbourg. *Pr.* de M. Pollenus. *r.* de M. Heptia. *Pr.* de M. de Renesse. *r.* de M. Zoude, 614. Explications, 615. Modifications à la loi électorale. *r.* de M. de Behr. Collège de Tongres-Maeseyck. *r.* de M. Lejeune, 663, 664. Modification au tarif des douanes sur la frontière du Luxembourg. *Pr.* de loi. *r.* de M. Demonceau. Vote. *Pr.* de M. de Renesse d'accorder les mêmes avantages au Limbourg, 668. Patriotisme des populations, 672. Circonscriptions judiciaires. *Pr.* de loi de M. Nothomb. *r.* de M. Heptia, 679. Disc. et vote. *Id.* *Pr.* de loi déterminant les conditions auxquelles les habitants des parties cédées peuvent conserver la qualité de Belges. *r.* de M. Van Volxem. Vote, 680. Divisions administratives et élections provinciales. *r.* de M. Heptia. Arrondissement de Maeseyck. Disc. et vote, 680. Violation du traité de paix, 708. Position des magistrats dans les parties cédées. *Id.* des avoués de Tongres, 710. Frais des opérations cadastrales, 711. Confirmation du mandat des députés des parties cédées, 712. Encouragements à l'industrie du Limbourg, 728. Pétition de militaires nés dans les provinces cédées, qui ont omis de faire la déclaration requise pour conserver la qualité de Belge, 737. Pétition des avoués de Tongres. *r.* de M. Milcamps. 758. — II. Nouveau délai d'option pour les habitants des parties cédées. M. Willmar. M. Nothomb, 560. — III. Exemption du droit d'enregistrement pour ceux qui, n'ayant pas fait la déclaration prescrite pour obtenir l'indigénat, obtiennent la naturalisation, 223, 224. — V. Question d'indigénat, 2^e partie, 35, 36. *Pr.* de M. De Lantsheere. *r.* de M. Thonissen, 39.

LINCOLN, président des Etats-Unis. IV. Regrets exprimés à propos de sa mort, 248.

LINGERIE. V. Pét. de négociants. 197.

LINS. I. Exportations. Observations de M. de Foere. *Pr.* d'établir un droit à la sortie. M. A. Rodenbach *pr.* de frapper les toiles à l'entrée; M. De Smet. *pr.* de frapper l'importation du lin brut et de prohiber l'exportation. 153. Annonce d'un *r.*, 154. Filage à la main, 207. Renvoi aux *s.* des *pr.* de MM. de Foere, Rodenbach et De Smet, 220. Disc., 222, 223, 224. Vote, 224. Effets du nouveau tarif,

311. *Pr.* de MM. Dumortier, Dubus et Doignon, 506, 582, 583. Mulquinerie. *r.* de M. Zoude, 585. Tarif des fils. Débat sur l'industrie linière, 584. Second vote. Pétition, 585. Pétition réclamant l'élévation des droits à la sortie, 719. Débat sur la protection réclamée par l'industrie, enquête, 728-752. — II. M. Van den Bossche réclame une protection efficace pour l'industrie du fil à la main, 23. Pét. demandant que ces fils soient frappés d'un droit à l'entrée, 24. Protection, enquête, 26. Pét. demandant une protection par suite du nouveau tarif français, 105. Pét. des Flandres réclamant un droit à la sortie des lins et des étoupes. Arrêté de M. Nothomb relatif aux fils de lin et de chanvre. Demande de libre entrée des fils d'Allemagne et d'un droit à la sortie des lins, 107. Disc. sur le droit d'entrée des fils de lin. *r.* de M. Zonde, 107-108. *r.* de M. de Foere sur l'enquête, 108. Débat sur l'arrêté du 26 juillet 1841, 134. Débat sur le fil à la main et le fil mécanique, 206, 207. *Id.* sur une ordonnance du gouvernement français, qui prohibe l'usage des toiles belges dans l'armée française, 255, 256. *Pr.* de prohiber, à titre de représailles, l'entrée des vins et des glaces de France, 255. *Pr.* de 20 membres tendant à porter à 200,000 fr. le subsidé pour l'industrie linière, 267, 268. Débat sur l'emploi des *cr.*, 334. *Pr.* de loi tendant à sanctionner les arrêtés de 1843 et 1844, 345. Discussion sur l'industrie linière, à propos du traité avec la France, 427-450. Adjudication de toiles pour l'armée, 458. Négociations avec le Zollverein, 523. Ancienne prospérité de cette industrie dans les Flandres, 525. *Cr.* pour lui venir en aide, 535, 536, 537. Prohibition de sortie des étoupes et déchets de lin, 541, 542. Nécessité de pousser l'industrie dans des voies nouvelles, 616, 627. Droit de sortie sur les étoupes, 631. Débat sur l'industrie dans les Flandres, 728-750, 752. *Cr.* de 800,000 fr. pour fabrication de *russias* dans les prisons, 751. — III. Invention d'un nouveau métier, 14. Entreposage; crise des Flandres, 42, 43. *Pr.* de M. De Haerne d'augmenter les subsides, 128. Lin vert, droit d'entrée, 140, 353. Déchets; restitution de droits, 489. — V. Crise de l'industrie linière, 2^e partie, 132.

LIQUEURS FORTES. (*r.* de M. Frère-Orban sur l'abus des), IV, 469, 537.

LISTE CIVILE. I. Observation de M. Liedts à propos de l'acquisition de terrains pour le domaine de Laeken, 508. — IV. De Léopold II, 534.

LISTES ÉLECTORALES. II. Irrégularités dans l'affichage, 247, 259. Pét. réclamant un changement dans l'époque de la révision des listes, 453. Falsification des listes à Watermael-Boitsfort, 526. — III. Indication détaillée des contributions dans le double des listes déposé à la maison communale, 208. — IV. Incident relatif à la commune de Kerckhove; déclarations de patentes, 93. Débat sur l'intervention des députations permanentes dans la révision, 458, 459. *Pr.* de loi de M. Pirmez. *r.* de M. d'Elhounne, 505. Disc., droit d'enquête, 515, 516. — V. Affichage à Renaix, 241. Appel en matière de révision, 269. Exécution de la loi du 9 juillet 1877, 2^e partie, 9. Communication aux intéressés, 79, 80, 197.

LITS MILITAIRES. I. Interpellation, 231. Discussion, 406, 407, 408, 409, 413, 513, 514, 516. — III. 210. *Cr.* de 2,580,000 francs pour le couchage

des troupes. *r.* de M. A. Vandenpeereboom, 275, 277. — **V.** Renouvellement du contrat, 100, 101. Insuffisance, 2^e partie, 25. Fourniture de 5,000 lits, 26. Insuffisance, 127.

LITTÉRATURE. I. Demande d'encouragements; discussion, 735. Contrefaçon littéraire, 728, 735. — **II.** Subsidés. *Histoire de la peinture flamande, des Croisés belges, d'Albert et Isabelle, Acta sanctorum*, 275. M. Rogier demande un rapport annuel sur les établissements scientifiques, 359. M. d'Elhounge conseille de publier des ouvrages populaires, 556. — **III.** Encouragements, 221. *Id.* à la littérature flamande, 285. Effets de la convention littéraire avec la France, 318.

LIVRE BLEU. V. 259, 306.

LIVRES. III. Droits de douanes sur les livres venant de Hollande, 46. Contrefaçon des livres étrangers, 103. Echanges internationaux, propriété des livres classiques, 159. Préférence à donner aux livres belges, 348, 376.

LIVRETS D'OUVRIERS. II. Débat sur la légalité d'un arrêté du 9 novembre 1845. — **IV.** 143. *Pr.* de M. Pirmez. *r.* de M. Anspach, 573 — **V.** 11, 81. *Pr.* de M. J. Anspach, 183, 2^e partie. *r.* de M. Demeur, 132.

LOCOMOTIVES (Demande d'autorisation d'introduire en franchise de droits quatre vieilles). **III.** 207.

LODELINSART. I. Vente de ce domaine, 542.

LOGEMENTS GRATUITS. V. Au point de vue électoral, 443 et suiv., 2^e partie, 22. *Pr.* de M. Graux, 75.

LOGEMENTS MILITAIRES. I. Pétition, 239, 436 589, 590, 728. — **II.** 210. — **IV.** Chiffre de l'indemnité, 99, 102, 103, 523. — **V.** 101, 175, 325, 454, 2^e partie, 125, 124, 125, 201, 202.

LOSRENTEN. I. Payement des intérêts, 102. *r.* de M. Angillis. *Id.* de M. Ernst, 161, 209. *Pr.* de loi de M. d'Huart, 329. *r.* de M. Fallon. Discussion et vote, 405.

LOTÉRIES. I. Pét. des anciens employés de la loterie royale des Pays-Bas, 615. — **II.** Loteries de bienfaisance, 245, au palais du prince d'Orange; dans le temple des Augustins, 295. — **III.** *Pr.* de loi de M. Tesch, 46. *r.* de M. Bruneau, disc. et vote, 106. — **IV.** Au profit d'une école à Westrapelle, refus d'autorisation, 453, 454. — **V.** 2^e partie, 144.

LOUISE (S. A. R. la princesse). **V.** Son mariage avec le prince Philippe duc de Saxe, 247, 317.

LOUISE-MARIE, reine des Belges. **III.** Sa mort, 47.

LOUIS-PHILIPPE. I. Attentat de Fieschi. Félicitations, 389.

LOUVAIN. I. Propriété des collections de l'ancienne université. Enquête. *Pr.* de M. Verhaegen, 608, 609. — **IV.** Créances à charge de la ville, 94. Etat de l'hôpital militaire, 468.

LUBECK. IV. Traité. (*Voir TRAITÉS.*)

LUXEMBOURG. II. Violation du territoire par des douaniers hollandais, 8. Demande de conclusion d'un traité avec le grand-duché, 35. *Pr.* des députés du Luxembourg de construire un ensemble de routes comme indemnité pour le chemin de fer auquel ils ont renoncé, 39. Négociations commerciales avec le grand-duché, 75. Demande de retrait de faveurs douanières par suite de son entrée dans le Zollverein, 102. Défrichements, 539, 540. — **IV.** Grièfs à propos de la part de la province dans les travaux publics, 288.

LUXEMBOURG (Compagnie du chemin de fer du). **IV.** Procès avec l'Etat au sujet de la garantie du *minimum* d'intérêt, 79. Incident relatif à la cession à la compagnie de l'Est français, 503. Nomination d'un directeur de la Compagnie de l'Est aux fonctions de directeur, 562. Débat au sujet des négociations avec la France, 581, 582. — **V.** Cession à une Compagnie belge-allemande. Rachat, 149-157, 243, 244, 275. Compte rendu des opérations, 314. Liquidation de l'actif et du passif, 368.

LUXEMBOURG (Grand-duché de). **IV.** Communication diplomatique au sujet du traité de Londres. 386, 387. Discussion sur ce point, 452. — **V.** Consulat, 240, 306.

M

MACHINES. I. *Pr.* de M. Zoude, relative à la libre entrée, 221. Discussion et vote, 221, 222. Prorogation de la loi, *r.* de M. Duvivier, 500. — **II.** Libre entrée, 18. *r.* de M. de Roo, 20. Disc. et vote, 21, 256, 345, 651. — **III.** Exemption des droits d'entrée. *r.* de M. Jacques, 143. Acquisition de modèles, 198. Libre entrée, 272, 278, 533.

MACHINES ARATOIRES. III. 195, 261.

MAESTRICHT. II. Pét. d'habitants de Canne contre leur incorporation dans le rayon de la forteresse, 35.

MAGISTRATS. I. Droit du gouvernement d'accorder des dispenses pour cause de parenté, 305, 306. Caisse des veuves et orphelins, 499. Augmentation de traitement. *Pr.* de M. Verhaegen, 602, 603, 607, 710. — **II.** *Id.*, 11. Annonce d'un *pr.* de loi, 81. Dépôt du projet, 122. *r.* de M. Delehaye, 208. Observations de M. Verhaegen, 209. Disc., 217, 218, 354-356. Mise à la retraite, inamovibilité, *ibid.* *Cr.* pour l'augmentation des traitements, 463. Retenues sur les traitements pour la caisse des veuves et orphelins, 529. Diminution du personnel de plusieurs cours et tribunaux, 762. Mise à la retraite forcée, inamovibilité, 765, 764. Observations au sujet des juges suppléants, 765. Position faite aux anciens magistrats, 764. — **III.** Demande de récusation d'office pour cause de parenté avec les avocats des parties, 343, 346. Critique des nominations faites par M. Nothomb. *m. j.* MM. Hofman et de Ryckman, 374. Place de substitut vacante à Bruxelles, 575. Question de l'éméritat, 375. Nominations politiques; choix de conseillers de cours d'appel parmi les candidats présentés en seconde ligne par les cours, 541. Éméritat, 542. — **IV.** Traitements, 165, 166, 167. Éméritat. *r.* de M. Dupont, 420. Disc., 420-422. Critique des nominations faites par M. Bara, 452. *Cr.* de 100,000 fr. pour l'éméritat, 459. Critique des nominations faites par M. Bara, 561. — **V.** Maintien de la loi sur l'éméritat, 81, 82, 84. Nomination, 83, à Malines (M. Scheyvaerts), à Tournai, 305. Traitements des juges d'instruction, 424. 2^e partie, 34, 35, 56. Nomination politique, 189. Secours aux anciens magistrats, *ibid.*

MAGISTRATURE MILITAIRE. IV. Traitements, 165, 166, 167.

MAINMORTE. I. Pétition demandant l'abrogation de l'arrêté frappant d'une redevance annuelle de 4 p. c. les biens immeubles passant en mainmorte, 160. — **II.** 522, 555, 538. *Pr.* de M. Verhaegen

de frapper d'un impôt de 4 p. c. la valeur locative des biens de mainmorte, 571. — **IV.** Statistique des immeubles, 551, 556.

MAIS. **II.** Demande de primes pour la culture de cette plante, 564.

MAITRES DE POSTES. **I.** Pétition, 615. (*Voir POSTES AUX CHEVAUX.*)

MALINES. **IV.** Arsenal. Organisation du travail, 425. — **V.** Troubles dans cette ville, le 15 février 1876, 598.

MANUFACTURES (Travail des femmes et des enfants dans les). **III.** Pét. d'industriels de Gand. *r.* de M. de la Coste, 154, 490. *r.* de M. Rogier, *m. i.*, 554. — **IV.** 162, 470-472, 504, 505, 525. — **V.** 55, 45, 185.

MARCHANDS AMBULANTS. **IV.** Abrogation de l'article 15 de la loi du 18 juin 1842, 469, 470.

MARIAGE CIVIL. **V.** M. de Gerlache, 269. Allocution du pape Pie IX, 562. Suspension d'un greffier du tribunal de Mons, 564.

MARIE-HENRIETTE (S. M. la Reine) **V.** Naissance de la princesse Clémentine, 165.

MARINE MARCHANDE. **I.** Primes pour construction de navires. Droits différentiels, 509. Droits payés en Angleterre et aux Etats-Unis, 585. Primes pour construction de navires. *Pr.* de loi. *r.* de M. de Foere, 419. Discussion, droits différentiels, 521-525. Primes pour construction de navires, 596. *Id.* *r.* de M. Donny, 728. — **II.** Examen de capacité pour les capitaines de navires, 276. *Pr.* de loi sur la désertion et la contrebande, 559. Code disciplinaire, 556. *Pr.* de loi de M. de Haussy, 761. *r.* de M. Veydt, 765. *Disc.*, 764, 765. — **III.** Déserteurs, modification du code disciplinaire, 222, 225, 285. — **V.** Droit pour les Belges de commander des navires étrangers, 48.

MARINE MILITAIRE. **I.** La création d'une marine militaire est soutenue par M. de Foere, 140. *r.* de M. Legrelle, 141. Ajournement de la question soulevée par M. de Foere, 146. Discussion à ce sujet, 201, 305. Critiques de M. Gendebien, 490. Sert à la défense d'Anvers et à la répression de la fraude dans l'Escaut, 491. *Cr.* pour constructions navales, 575. Débat sur l'utilité d'une marine militaire, 712. — **II.** Critique des dépenses, 82. Réductions votées par la chambre, 185. Nouvelles demandes de réduction, 244. Attributions du directeur général, 532. Demande de faire de ce B. un chapitre du B. des affaires étrangères, 525. Demande d'économies, 611, 612. Débat sur l'utilité de la marine. Désarmement du brick *Duc de Brabant*, 725. — **III.** Droit des matelots de se marier, 10. *Cr.* pour envoi du *Duc de Brabant* en Afrique, 129, 159. Bateau à vapeur pour le bas Escaut, 151. Demande d'enquête, 267. Comptabilité, 577. Défense d'Anvers, 599. Masse d'habillement, 425. Annonce d'un *r.*, 471. — **IV.** 9. *Cr.* pour deux bâtiments de guerre, 29. Retrait de ce *pr.*, 107. Pét. du sieur Chabert au sujet de punitions dont il a été l'objet, 107. Position des anciens officiers, 108. Bruits relatifs au rétablissement de la marine militaire, 161. Pension des anciens officiers, 506, 550. — **V.** *Id.*, 10.

MARNEFFE (DE), major. **III.** Demande d'indemnité pour sa veuve, 435

MAROC (Traité avec le). **IV.** (*Voir TRAITÉS.*)

MARTELANGE (Possession du village de). **I.**, 708.

MASSE D'HABILLEMENT. **V.** Règlements relatifs à

son organisation, 9. De la marine militaire, 163. (*Voir ARMÉE.*)

MASUI. **IV.** Son buste, 10.

MATIÈRES FÉCALES. **II.** Discussion au sujet de leur emploi, 859.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. **IV.** Abaissement du titre, 59. Pét. des bijoutiers en faveur de la révision de la loi, 151, 274. *Pr.* de loi sur la liberté du travail, 409, 469.

MATIÈRES PREMIÈRES. **III.** Suppression des droits d'entrée sur les cendres, écorces, pierres de marne et à chaux, poils, calamine, déchets de coton, 25. Dégrèvement des droits d'entrée. *Pr.* de loi de M. Liedts, 207. *r.* de M. Mercier, ajournement, 272. Nouveau projet, 532. — **V.** Libre entrée, 51.

MAUVAIS GRÉ. **II.** M. Savart demande des mesures contre ce crime, 244.

MÉDECINE. **V.** Sociétés de Gand et de Bruxelles, 597. De Liège, 460.

MÉDECINS. **I.** Demandent la suppression de la patente, 42. **IV.** Patente, 469. — **V.** (*Voir PATENTES.*) 375, 308, 326, 340, 376, 455, 2^e partie, 28.

MÉLASSES. **II.** *Pr.* de loi de M. de Brouwer de Hogendorp tendant à modifier l'accise, 859.

MELLINET, général. **I.** Demande de grande naturalisation, 454, 679. Prise en considération, 680.

MENDICITÉ. **I.** Entretien des pauvres dans les dépôts, pétition, 43. Dépôts et colonies agricoles, 144. *r.* de M. de Theux sur le *pr.* relatif au recouvrement des frais d'entretien des mendiants. Discussion, 157, 158. Subsidés de l'Etat. Colonies agricoles, 199, 586, 587. Sur les grandes routes, 490. Dépôts de la Cambre, Reckheim, Namur, Mons, Hoogstraeten, 574. — **II.** Nécessité d'une réorganisation. Dépôts agricoles, 453. *Pr.* d'acquisition de terrains, 463. Vote d'un *cr.*, 529. *Pr.* de loi de M. d'Anethan, 554. *r.* de M. Kervyn, 556. *Am.* de M. de Haussy, 655. *Disc.*, 656. Acquisition de terrains, 655. Pensions des directeurs, 660. Répression, 617. — **III.** Dépôts. Demande de réorganisation, 11, 12, 45, 94, 129, 221, 252, 282, 315, 545, 575. *Pr.* de loi de M. Nothomb, 599, 423, 425, 493, 545. — **IV.** Dépôts, 80. *Pr.* de transfert du dépôt de la Cambre à Merxplas, 146. *Pr.* de loi de M. Tesch. *r.* de M. Dewandre. *Disc.* et vote, 276-278, 521. *Am.* du sénat, 545.

MENIN. Déplacement d'un instituteur, **V.** 105.

MERCHIE, inspecteur général du service de santé de l'armée. Sa mise à la retraite, **V.** 100.

MERXPLAS (Colonie de). **IV.**, 520. Acquisition. *r.* de M. Vleminckx, 568, 569.

MESSES. **V.** Fondations, 82, 85, 564, 2^e partie, 119-122.

MESSIOOR (Décret de). **IV.** *Disc.* à ce sujet, 454, 457.

MESSINES (Ecole de). **II.** Admission de jeunes filles, 555.

MESTRIEAU, ancien greffier de justice de paix. Se plaint d'avoir été révoqué. **III.**, 494.

MÉTALLURGIE. **IV.** Affranchissement de l'autorisation préalable, 423.

METDEPENNINGEN. **V.** Décoration conférée à cet avocat, 98, 99. (*Voir aussi GAND.*)

MÉTRIQUE (Système). **IV.** Contravention, 476.

MEUSE (Travaux à la) dans le Limbourg, **I.** 147. Travaux urgents, 150. Libre navigation entre Maestricht et l'Allemagne, 191, 192. Dégâts causés

aux rives par les eaux, 206. Pr. de M. Olislaegers, 208. Passage d'eau à Venloo, 237. Cr. pour travaux dans le Limbourg. Pr. de M. Rogier. Discussion, 255, 256. Cr. pr. par M. Simon. *r.* de M. Dellafaille, 345. Pr. de M. de Renesse, 440. *r.* de M. de Sermoise, 441. Vote, 443. Pétition des habitants de Born (Maestricht), 612. Ponton à Grubbenvorst (Horst, Limbourg). Surveillance des travaux de construction des rives, 684. Service de la Meuse dans les provinces de Namur et de Liège, 747. — **II.** Nécessité de travaux, 7. Péages perçus sur la partie hollandaise du fleuve, 8. Pét. d'habitants du Limbourg pour réparation aux rives du fleuve, 35, 39, 40. Travaux dans la province de Liège, 42. Nécessité de la dérivation dans la ville de Liège, 131. Travaux dans le Limbourg. Cr. à cet effet, 131, 132. Dérivation, 132. Convention avec la ville de Liège, 287. Inondations. Etudes nouvelles, 288. Cr. de 3,500,000 fr. pour le canal latéral. *r.* de M. Osy, 367, 368, 369. Service du fleuve dans les provinces de Liège et de Namur, 368. Inondation de Liège. Annonce d'un pr. de loi. 480. Passe d'Anseremme. Service dans la province de Liège, 481. Réclamations de M. Delfosse en faveur des travaux de dérivation. Incident, 568. Pr. de M. Delfosse de voter un cr. de 400,000 fr., 569. Adoption, rejet au second vote, 570. Intervention de la ville de Liège, 570. Observations au sujet de l'ingénieur des travaux de la Meuse qui habite Bruxelles, 570. Déclaration de M. Frère-Orban, *m. t.*, au sujet de la dérivation, 610. Cr. complémentaires, 664, 665. Cr. pour achèvement du canal latéral à la Meuse. Critique des ingénieurs qui ont dépassé les devis, 775. Service du fleuve, 876. Frais d'entretien du canal latéral. Pavillon de plaisance des ingénieurs à Hocht, 877. Inondations. Cr. pour le canal latéral, 877, 878. Dérivation, 877. — **III.** Convention relative à la navigation sur la partie mixte. *r.* de M. Lesoinne, 7. Service dans le Limbourg et la province de Liège; dérivation, 52, 53, 54, 57, 59. Pont d'Amercœur, canalisation de Chokier à la frontière française. Entretien, 446 et suiv. Perception des droits de navigation, 541. Régime du fleuve, 569. — **IV.** Canalisation jusqu'à la frontière française, 36, 37, 38. Dérivation. *Ibid.* Canalisation, 116. Traité relatif aux prises d'eau, 142, 143, 145. Cr. pour exécution des travaux relatifs aux prises d'eau, 214. Canalisation, 215. Prises d'eau; canalisation, 239. Canalisation, 284-286, 351, 352, 424, 479, 534, 586. — **V.** 46. Prises d'eau, traité avec la Hollande, 140, 141. Barrages, échelles à poisson, 338, 339. Canalisation 463, 464, 2^e partie, 151 et suiv. Chômage de la navigation, 152. Ponts sur la Meuse, question stratégique, 201, 202. Echelles à poisson, dragage à Hastières, 214.

MEXIQUE. **II.** Traité de commerce, 75. — **III.** *Id.* 7, 10, 260. — **IV.** Traités. (*Voir TRAITÉS.*) Légion belge, 258, 259. Désastre de Tacamburo, 248, 250. Pét. de M. Vanden Kerckhove, affaire Crimmers, incident entre MM. Chazal et Delaet, 271-274. Prisonniers belges, 316, 391. Relations diplomatiques, 451. Lettre du général Chazal au maréchal Bazaine, 465. — **V.** Consulat général, 10. Relations diplomatiques, 259, 296, 306.

MILICE. Rappel de la classe de 1826, 28. Remplacement, 29. *r.* de M. Jonet sur les conseils de

milice. Recours en cassation, 38. Pét. relative à la classe de 1826, 42. Pr. de loi de M. Rogier, *m. i.*, 98. Mariage des miliciens avec des femmes de 80 ans, 204. Pét. relative à cet objet, 238. Exemption pour cause d'indigence. Pr. du sénat. Pr. de M. Evain sur le remplacement. *r.* de M. Dubois. *Id.* de M. Seron sur les mariages des miliciens, 337, 338, 430. *r.* de M. Liedts sur les pr. de MM. Seron, Gendebien et d'Hoffschmidt. Discussion et vote, 529, 530. Association générale pour le remplacement, 529. Nouvelle pr. de M. Seron, relative au mariage. *r.* de M. Liedts, 609. Pr. de loi de M. Willmar, modifiant la durée du service. *r.* de M. Heptia, 679. Modification à la loi organique. Pr. de M. Willmar. Pr. de laisser à la disposition du gouvernement les miliciens de diverses classes. *r.* de M. Brabant, 736. — **II.** Demande de révision des lois. 12. Disc. relative aux classes de milice de 1834, 1835 et 1836, et fixation de la durée du service à huit ans, 29, 30. Exemption des élèves en théologie. Pr. de loi modifiant quelques articles de la loi. Fixation du contingent par commune, 359, 464. Demande de révision de la loi, 549. *r.* de M. de Roo, 556. Disc., 556-558. Annonce d'un nouveau pr., 615. Suppression des primes pour arrestation de réfractaires. Demande d'un recours en cassation pour les affaires de milice, 731. Débat sur la conscription et le service volontaire. Système de M. Jacques, 734. Pr. de M. Lelièvre relative au recours en cassation. *r.* de M. Tesch, 765. — **III.** Interprétation des articles 22 et 23 de la loi de 1820, 106. *Id.* de l'article 112 de la loi de 1817, 160. Pr. de loi de M. Piercot, *ibid.* Ajournement, 223. Interprétation de l'article 186 de la loi du 8 janvier 1818, 347. Renseignements sur l'exonération, 376. Demande de révision de la loi, 432. Agitation, *c. mixte*, 453. *r.* de M. Coomans sur la pét., 442, 487, 493. Demande de révision. Jetons de présence des membres de la *c.*, 556. **IV.** Demande de révision de la législation. Rétribution des miliciens, 29. Disc. sur le retard apporté à cette réforme, 108. Réclamation du milicien Deswert, *ibid.* Refus d'autorisation de mariage pour cause de dettes à la masse, 160. Pr. de loi de M. Vandenpeereboom, contre-projet de M. Kervyn de Lettenhove, 168. Exonération, rémunération, 202. Substitution, 210. Indemnité aux miliciens malades, 270. Pr. de loi de M. Vandenpeereboom, 280. Exonération, remplacement et substitution, 461. Tirage au sort, 464-466. Pét. relative au droit du milicien de se marier. *r.* de M. Muller sur le remplacement et la substitution, 475. Incorporation des miliciens par catégories, 520, 521. *r.* de M. Muller. Disc. du pr. de loi de M. A. Vandenpeereboom, 526-530, 576-579. Rémunération, 579, 580. Cr. de 2 millions, 615. — **V.** *Id.* *r.* de M. Van Overloop, 43. Demande de transfert de ce service au département de la guerre, 146. Modification à la loi de milice, *r.* de M. Nothomb, 192, 194. Demande d'une réforme, 250. Rémunération, pr. de M. Delcour. *r.* de M. Nothomb, 262. Disc., 332-334. Modification à la loi de milice, rappel des classes, restitution des 200 fr. versés à la caisse du remplacement, 210. Liquidation de l'indemnité due aux miliciens. Immunités ecclésiastiques, 210.

MILICIENS. **III.** Rappel de deux classes en congé, 212, 274. Congés à l'époque de la moisson, 389,

390. Prime pour arrestation des réfractaires, 424. Renvoi des miliciens dans leurs foyers, 522. — V. Renvoi direct au *m. g.* des pétitions relatives à des congés, 44. Conges pendant la moisson, 181. Désordres à Liège à l'occasion de la convocation de miliciens en conge, 573. Epoque à laquelle ils sont soumis à la juridiction militaire, 2^e partie, 25. Insuffisance de la solde, 126. Rappel sous les armes pendant le temps de la moisson. Revue à l'occasion du 50^e anniversaire, 202, 203.

MINERAIS DE FER. III. Droits à la sortie, 141. — Demande de prohiber la sortie par le Luxembourg, 207. Concessibilité, 223. Autorisation d'exporter, 551. *r.* de M. Moreau, 552, 553. Question de la libre sortie. Droit d'entrée. *Pr.* de M. Julliot, *ibid.*, 587. Transport des minerais de la Campine par le chemin de fer, 472. — V. (Voir MINES.)

MINES. I. Attributions du conseil d'Etat en matière de mines, conférées au conseil des ministres. *r.* de M. Gendebien, 58. Commission des mines. *Pr.* du sénat. *r.* de M. Ch. de Brouckere, 39. *Pr.* de M. Rogier, *m. i.*, relative à la redevance proportionnelle. *Pr.* relatif à la maintenue des anciennes concessions. *r.* de M. Corbisier, 98. Utilité du service des mines, 147. Nomination d'un député de Liège comme membre de la *c.*, 255. Annonce d'un *pr.* de loi, 507. Personnel, 509. Conseil des mines *Pr.* de M. de Theux. *r.* de M. Brixhe, 558. Discussion, 450-453. *Am.* du sénat. *r.* de M. Fallon. Discussion et vote, 531-553. Redevance, produit net, 551. *Pr.* de M. Rogier de réserver au domaine les mines non encore concédées, 551. Concession de minerais Musée de géologie. *Cr.* pour le conseil des mines. *r.* de M. Van Hoobrouck de Fiennes, 609. *r.* de M. Nothomb sur la perception de la redevance proportionnelle. Débat. *Pét.* des exploitants du couchant de Mons, 756. — II. Admission dans le corps des mines, examens, caisse de prévoyance, 50. Insuffisance du personnel dans le Hainaut, 210. Création d'un inspecteur général, 276. Ecole des mines à Mons, 554. Position des conducteurs, 559. Diminution du *cr.* pour le personnel, 558. Débat sur la redevance, 666, 667. Suppression du conseil, *pr.* de M. Frère-Orban, *m. f. r.* de M. Destriveaux, 765, 766. Suppression de l'inspecteur général, 766. Rétablissement du conseil, 766. Traitement temporaire de l'inspecteur général, 876, 877. — III. Débat sur le chiffre de la redevance, 61. *Pr.* de la loi de M. de Man d'Attenrode, 160. Caisse de prévoyance, 223. Recours contre les décisions du conseil des mines, 229. Renvoi aux *ss.* de la *pr.* M. de Man d'Attenrode, 347, 402. Conflits entre l'Etat et le conseil. Position des ingénieurs, 445. Recrutement du conseil, 557. — IV. Redevance, 58. Critique au sujet de la nomination de M. Koeler comme membre du conseil des mines, 109. Redevances, 118. *Pr.* de M. Pirmez relatif aux recherches, 169. Traitement des ingénieurs, 173. *Pr.* de M. Pirmez, 280. Carte des mines, 426. Travaux des femmes et des filles, 476. *Id.* *r.* de M. Jamar, 580. — V. 35, 43. *Pr.* de M. Vleminckx, 107, 108. Baux des minières, affaires traitées par le conseil des mines, 194. Travail des enfants, 262. Exploitation des minerais de fer, 263. Travail des enfants, 554. Concessibilité des minerais de fer, 377. Travail des jeunes filles, 455. Disc. de la *pr.* de

M. Vleminckx, 2^e partie. 56, 59. Catastrophe de l'Agrappe à Frameries, 152. Transport des minerais allemands, 152. Redevances. Concessibilité des minerais de fer. Révision de la loi de 1810, 156. Catastrophes d'Anderlues et de Frameries, 211. Traitement des ingénieurs, 214.

MINEURS (Caisse de prévoyance des ouvriers). IV. 109, 175, 280, 425, 425. *r.* de M. Elias, 475. — V. 108.

MINISTÈRE PUBLIC. V. Intervention dans les affaires civiles, 424.

MINISTRES. I. Réduction de traitement du *m. g.* Démission de M. Ch. de Brouckere, 18. Débat sur la question de savoir si M. de Theux, *m. ad int.*, doit être soumis à réélection, 44. Démission de M. Ch. de Brouckere. Nomination de M. Evain, 44. Démission du ministère Lebeau, 83, 98, 104. Les ministres reprennent leurs portefeuilles, 98. Explications, 104. Le ministère accusé d'être gouverné par une coterie. Débat sur sa politique, 141. Frais de représentation du *m. a.*, 145. Crédit pour l'hôtel du *m.*, 147. Mise en accusation de M. Lebeau, 158, 159. Critique de l'intérim de M. Duvivier aux finances, 201. On demande un *m. g.* responsable, 251. Retraite de MM. Lebeau et Rogier, 255. Démission de M. Goblet, *m. a. ad interim*, de M. F. de Mérode, *m. a.* Discussion à ce sujet, 259, 240. Explications sur la crise ministérielle, 244. Interpellation sur les causes de l'avènement du ministère de Theux, 507. Attributions, 587, 588. Attaques de M. Gendebien contre M. Evain, *m. g.*, à propos du général Chartran, fusillé en 1816 à Lille, 412. Réunion des ministères des aff. étr. et de l'intérieur en un seul département, 555, 556. Retraite de M. de Muelenaere, 555. M. Doignon reproche à M. de Theux de n'être pas assez catholique. 555. Création du ministère des travaux publics, 558. Démission de MM. Ernst, et d'Huart, 650. M. de Theux accusé d'avoir fait distribuer à domicile des documents qui n'avaient pas été communiqués à la chambre, 708. Création d'un sixième ministère, 709. Retraite du cabinet, 727-742. Explications sur la crise, 742. *Id.* de MM. Lebeau, de Muelenaere et Devaux. Avènement du cabinet Rogier-Lebeau. Son programme, 745. Attaques de M. F. de Mérode contre le cabinet, 743, 744. — II. Démission de M. Van Volxem, *m. j.*, 189. Retraite du général De Liem, *intérim* de M. Desmairies, 204. Attaques contre M. Dechamps à propos de sa candidature à Charleroi, 571. — III. Droit des ministres de présenter des amendements quand ils ne sont pas membres de la chambre, 160, 163. *Pr.* de M. H. de Brouckere de ne plus les loger aux frais de l'Etat, 401. Disc. au sujet de leur droit d'être entendus quand ils le demandent, 498. Débat au sujet de la position de M. Tesch, *m. j.*, dans la *Ci^e* du Luxembourg, 541, 542. — IV. Distribution du discours de M. Tesch, *m. j.*, au sujet de la question du temporel des cultes, 79. *Pr.* de MM. Goblet et de Gottal relative à l'action en dommages-intérêts contre un ministre, 111. Poursuites pour délits de droit commun, 281-285. Maintien des *mm.* à l'avènement de Léopold II, 344. Débat à propos de l'entrée de M. Bara dans le ministère, 545-549. Port de décorations étrangères, 454. Démission de M. Bara, 506. Incompatibilité des fonctions de directeur de la Société Générale avec celles de ministre (M. Ma-

lou), 614, 615. — **V.** Création du ministère de l'instruction publique, 2^e partie, 81, 86.

MINORITÉS (Représentation des). **V.** 443.

MINQUES. II. Demande de réforme de cette institution, 247.

MODÈLES ET DESSINS DE FABRIQUE. IV. Pr. de loi, 163, 275. — **V.** 81. Pr. de M. Delcour, 455.

MONÉTAIRE (Question). **IV.** Convention avec la France, l'Italie et la Suisse, 544. Pr. de négociier avec les Pays-Bas, 580. — **V.** Question du double étalon, 194, 195, 263, 264. Conférence de Paris, 264, 397, 461. 2^e partie. Convention conclue à Paris le 5 novembre 1878, 144. (Voir ARGENT. OR. MONNAYAGE.)

MONITEUR. I. Demande de mise en adjudication, 25. Cr. supplémentaire. *r.* de M. Jonet, 98. Frais de la sténographie, 143. Cr., 336. Réclamation de M. Eloy de Burdinne, au sujet de la sténographie, 433. Reproduction d'articles de journaux étrangers. Critique de la sténographie, 533. Imprimerie nationale, 662. — **II.** Publication des lois et des débats parlementaires, 357, 358. Locaux, erreurs, renvoi au *m. j.* d'une lettre du directeur, 360. Réclamations de l'imprimeur, 465. Publication tardive des tables, 558. Continuation du contrat pour l'impression, 657. Autorisation de traiter de gré à gré. Economies sur l'impression, 873. — **III.** Pr. de créer une imprimerie nationale. Adjudication du *Moniteur*, 557. — **IV.** Impression, 321. Partie non officielle, 423. Régie, 476. Résultats, 580. — **V.** Transfert des ateliers, 263. Envoi gratuit aux députations permanentes, 305. Installation, 320, 371.

MONNAIES. I. Personnel. Fabrication des monnaies, 20. Pr. de M. Coghen, conforme au système français. *r.* de M. d'Elhounne, 39. Discussion et vote, 40. Pièces de 25 centimes, 40. Droits d'enregistrement et taxe des lettres, perçus en francs, 98, 99. Pr. de M. Seron tendant à faire admettre dans les caisses de l'Etat les pièces d'or hollandaises de 5 et de 10 fl. *r.* de M. Angillis, 99. Perception de la taxe des barrières en florins et en cents, 99. Critique de l'admission des anciennes monnaies françaises dans les caisses de l'Etat, 201, 202. Fabrication de monnaies de cuivre. Démonétisation des pièces françaises, 204. Cr. pour la fabrication des monnaies. Bénéfices et primes, 235, 236. Pr. relatif à la *c.* des monnaies. *r.* de M. Verdussen. Admission des pièces de 5 et de 10 fl. dans les caisses de l'Etat. *r.* de M. Seron, 236. Le produit de la fabrication porté au *B.*, 258. Transformation des cents en centimes, 311, 338. *r.* de M. Coghen, 338. *c.* des monnaies, 338, 339. Compte rendu de la fabrication, 433. Critique à ce sujet, 533. Cr. pour la fabrication de pièces de 5 centimes. *r.* de M. Zoude, 679. Refonte des monnaies provinciales. Pr. de M. Desmaisières, *m. f.*, 736. *r.* de M. Pirmez. Discussion et vote. Pr. de M. Zoude relative à la fabrication des monnaies de cuivre. Pét. d'habitants de Renaix, se plaignant de l'invasion du billon français. Observations de M. Cogels, au sujet de la vente des anciennes monnaies avant leur conversion en lingots, 737. — **II.** Nécessité de la révision du système monétaire, 124. Débat à ce sujet, 134. Surabondance du billon hollandais, fabrication de monnaies d'or, 210. Démonétisation des pièces d'argent hollandaises, 276,

277. *r.* de M. Cogels sur la fabrication de monnaies d'or, 360, 465. Débat sur cette fabrication, pièces de 25 fr., de 10 fr. et de 2 fr. 50 c., 559-563. Type des monnaies, 614. Cours légal donné aux monnaies d'or étrangères et aux florins des Pays-Bas. Cr. pour fabrication de monnaies de cuivre, modification à la légende, 637. M. Osy demande qu'on ne fabrique que les 7 millions de pièces de 25 fr. qui peuvent être fabriquées encore en vertu de la loi de 1847. Demande de cessation du cours légal des souverains anglais, 727. Perte sur ces monnaies, 743, 744. Suppression de la *c.* des monnaies. *r.* de M. E. Vandenpeereboom. Traitement du commissaire, 766. — **III.** Enquête relative à la fabrication de monnaies de cuivre, 13, 94, 130. Retrait de la circulation des pièces de 25 c., 160. Cr. de 100,000 fr. pour fabrication de monnaies de cuivre, 223. Traitement du graveur et du chimiste, 337. Cr. de 400,000 fr. pour fabrication de monnaies de cuivre. *r.* de M. Osy, 347. Disc. sur la monnaie de billon, 448. — **IV.** Traitement du commissaire, 169. — **V.** Pièces de 50 c., 280. Dessin et type, 422. Cr. de 500,000 fr., 580. Pièces d'un centime, 487. Fabrication de monnaies de cuivre, 615. Frappe de pièces à l'occasion du 50^e anniversaire, 2^e partie, 211. (Voir BILLON. NICKEL.)

MONNAIES (Hôtel des). **V.** Déplacement, 29, 47. Achat de balances automatiques, 264 Travaux, 304. Ameublement, 2^e partie, 200.

MONNAYAGE (Suspension du) de l'argent. **V.** 263, 264, 334, 397, 461. Convention de Paris, 2^e partie, 144.

MONS. I. Conflit avec le *m. f.*, au sujet de la perception des impôts, 43. Pét. de la régence relative à l'entretien des mendiants, 157. *Id.* relatives à des fournitures faites à l'armée française, 161. — **II.** Cession du palais de justice par l'Etat à la province, 122. *r.* de M. Lange, 209. — **III.** Echange de terrains pour la maison de sûreté, 273. — **IV.** Hôtel pour le directeur de l'enregistrement, 267. *Id.* pour le service des postes. Cession de terrains aux hospices, 268. Vente de terrains de l'ancien couvent des filles de Marie, 612. — **V.** Rachat des écuries de la caserne Léopold, 252. 253. Propriété du couvent des Ursulines, 363. Nomination du procureur du roi, 395, 2^e partie. Bâtiments de l'ancien dépôt de mendicité, 144.

MONTPELLIER (DE). Commissaire d'arrondissement à Namur. Sa révocation, 2^e partie, 109.

MONTPEISIER (Duc de). **II.** Son mariage, 523.

MONTS-DE-PIÉTÉ. I. Demande de réforme de la législation, 490. — **II.** Demande de révision, 332, 435. Pr. de M. d'Anethan, 555. *r.* de M. De Decker, disc. 657, 658. — **III.** Modification à l'article 15 de la loi du 30 avril 1848. *r.* de M. Delehay, 221. — **IV.** A Louvain, liquidation, 255.

MONUMENT DE LA PLACE DES MARTYRS. I. 22, 161, Emplacement, 208. Le sieur Meurice réclame parce qu'on l'a inscrit sur le monument comme mort, 239, 310. Galerie funèbre, 388. — **II.** Coût du monument, 210. Inscriptions, 359.

MONUMENTS (Restauration des anciens). **III.** 399.

MOTTE (Transaction avec les héritiers). **V.** 28, 29.

MOULES. III. Droit d'entrée, 350.

MOUTURE (Impôt de). **III.** Pét. de Gand en réclamant la suppression, 215, 224.

MURIER (Culture du). **I.** Etablissement de Meslin-l'Evêque, 525. *Id.* d'Uccle, 575, 665, 711. *r.* de M. Zoude. Ajournement, 750. — **II.** Aliénation des établissements d'Uccle et de Meslin-l'Evêque, 24, 185, 186. — **III.**, 262.

MUSÉE D'ANVERS. **V.** Reconstruction, 552.

MUSÉE D'ARMURES. **I.**, 450, 607, 608. — **II.**, 556. — **V.** Acquisitions, 2^e partie, 210.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. **I.**, 585, 450, 607, 608. — **II.** Pr. de réorganisation, 26. — **IV.**, 251. Transport des instruments aratoires à Gembloux, 544. Demande de suppression, 589. — **V.** Bibliothèque, 11. Collection de substances alimentaires, 81. *Bulletin*, bibliothèque technologique, locaux, 147, 2^e partie. Bibliothèque technologique, 111.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. **II.** Nomination de M. B. du Bus. Question d'incompatibilité, 458. Traitement de M. du Bus, 656. — **IV.** Classement, 168, 279. — **V.** Ameublement, 552. Institution de cours, 2^e partie, 111. Transfert au Jardin Zoologique, 154, 155.

MUSÉE PLANTIN. **V.** Cr. de 50,000 fr., 596

MUSÉES. **III.** Acquisition de tableaux, 46. Création d'une galerie historique, 158. — **V.** Abus des échanges, 192. Danger d'incendie, 596. Plan d'ensemble. 2^e partie, 111.

MUSICALE (Concours de composition). **IV.** Texte français et flamand des cantates, 422.

MUSICIENS DES GUIDES. **V.** Pensions. 100, 192, 262.

MUSIQUES MILITAIRES. **IV.** Position des chefs, 98, 160. Des gagistes, *ibid.*

MUTATIONS. **II.** Transcription des actes de mutations d'immeubles, 45. — **IV.** Droits sur les donations et legs faits aux hospices, 588. — **V.** Expertises, 259, 504. Vérification des actes sous seing privé, 191. *Vo r* CADASTRE.

N

NALOUS. **III.** Convention avec leur chef, 425.

NAMUR. **I.** Demande à être affranchi du payement des indemnités pour pillages, 43. Pét. relative au traitement des vicaires, 258. — **II.** Frais d'administration de la province, 85. — **IV.** Hôtel pour le directeur des contributions, 409. — **V.** Comblement des fossés, 465, 2^e partie. Égouts 48, 49.

NAPLES. **II.** Le duc de Serra Capriola accrédité en Belgique, 550.

NAPOLÉON III. Son passage en Belgique pour se rendre en Angleterre. **V.** 8.

NATIONALITÉ. **IV.** Pét. relative aux Belges qui l'ont perdue en prenant du service militaire à l'étranger, 54.

NATHON BRUT. **II.** Droit d'entrée, 545.

NATURALISATION. **I.** Premières demandes. Formalités requises Gr. nat. du général Evain, 41. Pr. de M. Nothomb, tendant à accorder l'indigénat aux habitants des provinces cédées. *r.* de M. Jonet. Ajournement, 44. Pr. de loi. *r.* de M. Fallon. Services éminents, droit d'enregistrement, serment, 99, 100, 101. Annonce d'un nouveau pr., 256. *r.* de M. Fallon, 559. Les généraux Niellon et Mellinet, 454. Discussion, 454-456. Pr. de M. F. de Merode relative aux Belges qui ont pris du service à l'étranger. *r.* de M. du Bus. Discussion, 454. Mode de nomination de la *c.* Articles réglementaires. Pr. de M. Lejeune. *r.* de

M. Gendebien, 456. **MM.** Niellon, Haus, H. et E.-C. Guillery, Bourson. Simplification de la procédure. Pr. de M. H. de Brouckere, 554. Le général Mellinet, 679, 680. M. Blondel, 680. Conditions auxquelles les habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg pourront conserver la qualité de Belges, *r.* de M. Van Volxem. Adoption, 680. Pét. de militaires des provinces cédées, qui ont omis de faire la déclaration requise pour conserver la qualité de Belges. Naturalisation ordinaire conférée à **MM.** H. Guillery et J.-J. Haus. Grande naturalisation de M. de Grand'Ry et des frères Van den Busch, nés à Tongres d'un père prussien. Rejet de la prise en considération de la demande de grande naturalisation de M. Borgeron. Prise en considération de la demande de naturalisation ordinaire de **MM.** Oppenheim, Arrivabene, Bischoffsheim, Borman, 757. — **II.** **MM.** Lavisé, Tardieu, Arntz, Schuster, 50. Le général Langermann, **MM.** Bender, Vent, Zani de Ferranti, Gobert-Alvin, Arendt, Moeller, Romberg et Smolders. Gr. naturalisation de M. J. de Grand'Ry, 124. Nécessité d'un droit d'enregistrement, 210. Pr. de loi dans ce sens, 277. Demande de naturalisation ordinaire de M. J.-M. Oppenheim, 277. Grande naturalisation du général Chazal, du colonel Chapelié, 277, 278. Le major Collins, M. de Laroche-Blin, 278. M. Oppenheim. Demande de grande naturalisation de M. Gauchin et de Stein d'Altenstein, 560. Demande de modification de la procédure. Naturalisation de **MM.** Wiener, Nerenburger et Cabry, demande de M. Th. Joly. — Naturalisation de M. Joly. demande de M. Gauchin. Reclamation au sujet de l'abus des naturalisations, spécialement de celles accordées à des fonctionnaires, 565. M. Gobert, disc. sur l'abus des naturalisations et le droit d'enregistrement, 658. Statistique depuis 1850. Payement du droit d'enregistrement. Disc. au sujet du lieutenant-colonel Guillaumot, 766. Sa naturalisation, 767. **MM.** Hennequin, de Villermont, Merchie, Pauli, 767. Grande naturalisation du comte Hemricourt de Grunne. *Id.* de M. Ryss, *id.* du comte E.-L. de Beaufort. Naturalisation ordinaire de **MM.** De Groux et Wauquière, Gr. nat. des habitants de Molen-Beersel et Kinroy, 874. — **III.** Gr. nat. de **MM.** Ryss et le comte de Beaufort, 47. L. Strens, 48. Nat. ord. de **MM.** de Groux, Wauquière, Staps, Braun, Cugnière et Burnell, 47, 48. Pr. de **MM.** Destriveaux et Dumortier relatives aux individus nés en Belgique de parents y domiciliés. *r.* de M. Lelièvre, 47, 48. Statistique des naturalisés qui occupent des fonctions publiques, 48. Gr. nat. de **MM.** Boutier de Catus et L. Strens, 106. **MM.** Boutier de Catus et Bonequié. Critique de l'abus qu'on fait des naturalisations, 160. Gr. nat. de M. Fuchs, 224. Du lieutenant Biver, 285. Du baron de Stein d'Altenstein, 548. Le comte de Villermont, 400. Le comte G.-L. d'Hemricourt de Grunne. Nat. ord. de M. Ehrlich, 445. Gr. nat. de M. Bischoffsheim, 495. *Id.* de M. R. de Grand'Ry, Nat. ord. de M. Salamé, vice-consul de Belgique à Damiette, 558. — **IV.** M. Isaac Yanni; gr. nat. de M. Pastor, 55. **MM.** Pastor, Taquin, Grogner dit Quélus, Michel Salamé, Al. Thomas, Fuchs et Capronnier, 109. **MM.** Salamé, Yanni, Spring et Morhange, 210. **MM.** S. Morhange, Agniesz et Rau, 280. M. Keilig, 423. M. Callinus; gr. nat. de

M. Olin, 530. MM. Olin, Verdurmen, Haus, 580. — **V.** Le comte Hennequin de Villermont, 43. M. Moreau de Bellaing, 264, 535. Gr. naturalisation du Dr Liebrecht, 2^e partie, 211.

NAVEZ (Tableau peint par). pour le roi de Hollande. **I.**, 141.

NAVIGATION entre les ports belges et les ports d'Europe **II.**, 84.

NAVIGATION AÉRIENNE. II. Découverte du Dr Van Hecke, réclamation du sieur Van Esschen, 565.

NAVIGATION A VAPEUR. I. Pr. de loi de M. Liedts, 731. r. de M. de Garcia, 732. Discussion et vote, 732, 733. — **II.** Subsidés, 85. — **III.** Entre Anvers et New-York, 150, 151. Convention avec M. Spilliaerd-Caymax, 159, 160. Prime au *Vasco de Gama*, 314. Réparation de la *Belgique*, 319. Service entre Anvers et le Levant. r. de M. T'Kint de Naeyer, 340. r. relatif à la *Belgique*, 347. Non-exécution des engagements de la compagnie d'Anvers à New-York, 424. Ligne entre Anvers et le Levant. Nouvelle convention, 489. — **IV.** Cr. de 104,500 fr. pour la société des bateaux à vapeur transatlantiques, 535. — **V.** Remboursement du droit de phares et fanaux à la *White cross line*, 538. Renseignements sur le service des vapeurs transatlantiques, 2^e partie, 49.

NAVIGATION A VOILES. II. Demande et réduction de subsidés, 247. Service entre Anvers et New-York, 525.

NAVIRES (Primes pour construction de). **I.** (**V. MARINE MARCHANDE.**) — **II.** Primes pour construction. Prorogation de la loi. Doublage en zinc, 207, 458, 761. Cr suppl. r. de M. Van Iseghem. Pr. de suppression faite par M. Julliot, 848. — **III.** Insuffisance des primes pour construction, 11. Suppression, 13, 98, 129. Restitution des droits d'entrée sur les matériaux, 141. Prorogation de la loi relative aux primes, 154. Contestation au sujet de la prime du *Schimmelpenninck*, 275. Droits d'entrée sur les navires étrangers, 278. Pr. de M. Mercier relatif à la nationalisation de ces derniers, 333. — **IV.** Entrée des matériaux en franchise de droits, 92, 93. Nationalisation, 205.

NEUFCHÂTEAU. V. Cession à la ville de l'ancienne maison d'arrêt, 249.

NEUTRALITÉ. III. Ses devoirs, 252. Incident au sujet d'une prétendue demande d'intervention dans la guerre de Crimée. Déclaration de M. H. de Brouckere, 260. *Id.* de M. Vilain XIII, 314. — **IV.** Garantie par l'Angleterre, 416. A propos de la question du Luxembourg, 452. A propos de la guerre franco-allemande de 1870, 608, 609, 610, 611. — **V.** Pendant la guerre franco-allemande, 6, 7, 21, 51. Définition, 147, 299, 305, 374.

NICAISE, major d'artillerie. **IV.** Sa promotion, 268, 269.

NICARAGUA. III. Traité de commerce, 7. (*Voir aussi* TRAITÉS.)

NICKEL. III. Libre entrée, 388. Monnaie d'appoint. r. de M. Pirmez, 557, 558. — **IV.** Fabrication de monnaies, 35. *Id.* frauduleuse en Angleterre, 280, 289. — **V.** Echange, 194.

NICOLAI, ancien membre du gouvernement provisoire. **II.** Position de sa veuve, 186.

NIELLON général. **I.** Pét. relative à sa mise en disponibilité, 103. Demande de grande naturalisation, 434. r. de M. Donny, 436, 533. — **V.** Pension à sa veuve. Pr. de M. B. Dumortier, 43.

NIEUPORT. III. Subside à la caisse de prévoyance des pêcheurs, 127. Etudes pour l'amélioration du port, 569. — **IV.**, 36, 37. Chenal et phare, 116, 351, 480. — **V.**, 45, 46. Comblement des fossés, 47, 115, 199, 201, 274, 2^e partie, 47, 48. Bassin à flot, 153, 214.

NOCES D'ARGENT de LL. MM. **V.** 2^e partie, 81.

NONCE du Pape. **III.** Insulté sur la place de la Nation, 580. — **V.** Participation à une manifestation à Verviers, 296-299, 420-423.

NON-VALEURS. V. Statistique comparée, 363.

NOTAIRES. III. Taxes et honoraires, 48, 94. Incompatibilité de leurs fonctions avec celles de bourgmestre, 224, 284. Nomination de M. Fraikin à Liège, 316. Débat sur les nominations faites par M. Tesch, 543. — **IV.** Honoraires en matière de locations pour le compte des hospices, 106. Droit exclusif de vendre des immeubles, 146, 210. Nouveau mode de légalisation des signatures, 343. Augmentation du nombre des notaires à Bruxelles, 389, 452. Notaires de Bruxelles portés à 37, 476.

NOTARIAT. I. Pét. relative à l'enregistrement en français des actes rédigés en flamand, 103. Trafic des places, 143. Pét. des notaires de Neufchâteau, demandant qu'on diminue le nombre des notaires. Conflit des notaires et des huissiers, au sujet de la vente des fruits pendants par racines. Demande de révision de la loi de ventôse, 160, 161. Discussion à ce sujet, 198. Question de la résidence, 305. Pét. relative à la loi de ventôse, 336. Pét. de notaires de l'arrondissement de Charleroi, 534. Droit de faire timbrer des actes sur parchemin, 575. Notaires révoqués dans le Luxembourg cédé, 708. Pét. des notaires de Neufchâteau, demandant de pouvoir instrumenter dans les cantons détachés de ce district, à la suite de la paix. Pr. de M. Zoude, 734, 738. — **II.** M. d'Anethan, *m. j.*, annonce la révision de la loi de ventôse, 331. Pr. de loi de M. d'Anethan, 463. Nomination de M. Hollanders à Louvain, 527. r. de M. Lys sur le pr. de révision de la loi de ventôse, 563. *Am.* de M. de Haussy, *m. j.*, 635. Disc. et rejet, 658, 659. Augmentation du nombre des notaires à Bruxelles, 761, 762. — **III.** Annonce d'un pr. de loi par M. Faider, *m. j.*, 199, 224. Demande de révision de la loi de ventôse, 348, 400. — **IV.** Pét. relative à l'unité de ressort; liberté du notariat, 530. — **V.** Convention entre M. Boulenger, notaire à Mons, et un candidat notaire, 43. Vénalité des charges, 82. Demande de révision de la loi de ventôse, 147. Pét. relative à l'unité de ressort, 195. Pr. de loi de M. Delehaye, 264. r. de M. Smolders, 265, 334-336. *Am.* du sénat, 398. r. de M. Drubbel, 462. 2^e partie, 39, 40.

O

OBSERVATOIRE ROYAL. I., 14, 430, 736. — **III.** Achat d'instruments, 221. — **IV.** Traitement du personnel, 168. — **V.** Réorganisation, 352, 596, 460. 2^e partie, 10. Déplacement, 154, 155.

OCTROIS. I. Pét. des distillateurs de Gand, 259. Pét. contre l'octroi sur la houille à Courtrai, 534. — **II.** Demande de révision, 186, 248. Annonce d'un r. par M. Nothomb. Pét. de distillateurs des Flandres, 249. Nouvelle promesse d'un r., 544. Dépôt du r., 361, 426, 450. Explications de MM. Van de Weyer et de Theux, 466. Refus du

gouvernement d'autoriser la ville de Bruxelles à augmenter l'octroi sur les eaux-de-vie françaises, 524, 565. Demande de suppression des octrois, 525, 545. Demande de réduction pour le bétail, 565. Annonce d'un *r.* de la *c.* chargée d'étudier la révision, 659. — **III.** Demande de suppression, 8. Critiques de M. Coomans, 10. Dispositions relatives aux eaux-de-vie, 26. Pr. de l. de MM. Coomans et Jacques, 48. Débat à l'occasion de l'Adresse, 90. Développements de la pr. de M. Jacques, 106. Demande de remise de l'octroi sur les bières à la sortie des villes, 160. *r.* de M. A. Vandenpeereboom sur les pr. de MM. Jacques et Coomans, 348. *r.* de M. Frère-Orban sur les taxes locales en Angleterre, 558. Suppression des octrois. Pr. de loi de M. Frère-Orban. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 558-566. — **IV.** Indemnité aux employés des anciens octrois affermés, 53, 54. Demande de révision de la loi, 210.

OFFENSES ENVERS LA FAMILLE ROYALE. II. Pr. de loi de M. d'Anethan. *r.* de M. Van Cutsem, 564. Disc., 564-568. — **III.** Envers les souverains étrangers. Pr. de loi de M. Faider. *r.* de M. Lelièvre, 162, 163. Pr. de loi de M. Tesch, *poursuite d'office*, 427.

OFFICIERS. I. Faculté de les démissionner, 28. Autorisation d'engager des officiers étrangers, 28, 29. Pét. d'officiers démissionnés par le *m. g.*, 42. Annonce d'un pr. de loi sur les officiers qui ont forfait à l'honneur, 255. Observation au sujet des officiers étrangers qui se trouvent dans l'armée belge, 351. Avancement, classement. Pr. de loi de M. Evain, 552. Payés par le prince d'Orange, 542. Mesures disciplinaires à propos d'articles du *Mérophistophèles*, 407. Avancement, promotions, 407, 408. Pr. de loi sur la position des officiers et la perte du grade. *r.* de M. Desmazières. Crimes et délits commis par les militaires. *r.* de M. Raeymaekers. Discussion de ces projets, 409-413. Promotions, 589. Frais de route. Non-activité, 590. Maintien au service des officiers étrangers. Pr. de loi de M. Willmar. *r.* de M. de Brouckere, discussion, vote, 672, 673. Pr. de M. Zoude et seize collègues, tendant à autoriser la mise à la retraite des officiers placés en non-activité depuis le traité de 1859, 742. Retrait, 743. — **II.** Nécessité de régler la position des officiers étrangers, 104, 105. Réclamation du capitaine Rolland contre un discours de M. de Garcia, 204. Pension aux anciens officiers de l'armée des Indes, 211, 278, 282. Pr. de loi, disc. et vote, 361. Avancement des officiers de l'artillerie et du génie, 457. Interdiction de faire partie de sociétés politiques, 519. Institution des tables d'officiers, 553. Inaliénabilité des pensions des veuves et des orphelins des officiers, 565. Droits et obligations des militaires. Explications de M. Chazal, *m. g.*, au sujet de la mise en non-activité du lieutenant-colonel Eenens, 607. Défense faite aux officiers de fournir des renseignements aux membres des chambres, 746. Chiffre des officiers subalternes du génie et de l'artillerie. Peine disciplinaire infligée à un lieutenant de chasseurs, interpellation de M. Orts, 846. Droit d'appréciation des officiers. Comptes de la boulangerie militaire, 847. — **III.** Mise à la retraite des officiers polonais. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 149, 150. Pr. de M. de Perceval tendant à mettre à la retraite tous les officiers étrangers, rejet, 150.

Indemnités pour fourrages aux officiers sans troupes, 210. Critique du mode d'avancement; le choix, l'ancienneté, 211, 212. Arrêté du 18 avril 1855, relatif à la mise à la retraite, 267, 275. Pension des officiers volontaires de 1850. Pr. de M. Greindl, 557. *r.* de M. F. de Mérode, 558, 559. Mise à la retraite. Avancement au choix; le major De Moor, 558. Réclamations d'officiers volontaires de 1850, 590. Changement des uniformes, 455. — **IV.** Caisse des veuves et orphelins, 94. Solde des officiers subalternes, 160. Pr. de MM. Hayez et consorts, relative à l'état et à la position des officiers, 209, 268. Demande d'augmentation de la solde, 558. Avancement, 468, 469. Indemnités de route aux généraux, 523. Mise à la retraite, limite d'âge, position des gardes du génie, 571, 572. *r.* de M. Bouvier sur la pr. de M. Hayez; ajournement, 572. Caisse des veuves et orphelins, 572. — **V.** *Id.*, 100, 175. Traitements de non-activité, 180. Augmentation de la solde des lieutenants et sous-lieutenants d'infanterie, 251. Flamands et Wallons, 374. Blâme infligé à des officiers pour avoir assisté à un enterrement civil, 375.

OISEAUX INSECTIVORES. IV. Demande d'une loi pour les protéger, 504, 505, 560. — **V.** Protection, 11, 148.

OLINGER (Abbé). I. Sa pension, 209.

OMALIUS D'HALLOY (D'). V. Sa statue, 463.

OPÉRATION CÉSARIENNE. IV, 504, 525.

OPHTHALMIE. I. Guérison par le sieur Lubin, 251, 259. Traitement. Pension des ophtalmiques. *r.* de M. Evain, *m. g.*, 352. Pét. d'habitants de Bruxelles, 342. Pensions des soldats aveugles, 400. — **IV.** Pension à un soldat, 460.

OR. II. (*Voir MONNAIES.*) Découvertes en Californie, 727. — **III.** Retrait des pièces de 10 et de 25 fr. et faculté de suspendre le cours légal des pièces étrangères. *r.* de M. Cools, 47. Demande de démonétisation des pièces de 25 fr., 94. Demande de fabrication de monnaie d'or, 223. *r.* de M. Liedts, *m. f.*, sur le retrait des pièces de 10 et de 25 fr., 275. Pét. en faveur du cours légal de l'or français, 400. Débat à ce sujet, 402. *Id. r.* de M. Vander Donckt. Ordre du jour de M. Pirmez, 443, 448. *r.* de M. Pirmez, 526, 541, 557. Pr. de loi de M. B. Dumortier, 558. — **IV.** Cours légal; pr. de M. Dumortier, *r.* de M. Savart, disc. et vote, 50 à 55. Effets de la loi; démission et rentrée de M. Frère-Orban, 72, 73, 344. — **V.** Pr. de faire du gramme d'or l'unité monétaire, 2^e partie, 144, 211.

ORANGE (République d'). V. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*)

ORANGISTES. I. Troubles provoqués à Gand, 158. Pénalités contre les démonstrations orangistes. Pr. de loi. *r.* de M. Pollenus. Disc. et vote, 243, 244. Dénonciation des orangistes à propos de la pét. du sieur Tack, signalant de prétendues dilapidations commises dans la construction du chemin de fer, 758.

ORBAN. V. Echange de bois entre cette famille et les domaines, 166.

ORDRE DE LÉOPOLD. I. Pr. de M. de Mérode, *r.* de M. Dumortier. Discussion, vote, 41. Débat personnel entre MM. Gendebien et de Foere, 46. Crédit pour achat de décorations. Question de savoir si les militaires étrangers décorés de l'ordre ont droit à une pension. M. Dumortier pr. de

transférer l'ordre au *B.* des dotations, 146. Critique sur la collation de l'ordre, 198, 199, 200. Création du grade de grand officier. *Pr.* de loi, 609. *r.* de M. Kervyn. Vote, 680. Droits des soldats étrangers à la pension de l'ordre, 672. — **II.** Abus des décorations, 50, 82, 245, 524, 612, 659. Fonctionnaire décoré pour services électoraux, 660. — **IV.** Décorations données à des étrangers, 82, 250. Prodigalité dans la collation, 476. Croix donnée au caporal Weeckmans pour avoir tué un émeutier à Verviers. 615-615. *Id.* à MM. Cogels-Osy et A. Nothomb, 614.

ORGANISATION JUDICIAIRE. **I.** Commission. *Pr.* de loi, discussion, 52, 57. Cour de cassation, 52, 53. Cour d'appel, 53, 54. Tribunaux, 55. Traitements, 56, 57. Secrétaires des parquets, 145. — **III.** *Pr.* de loi de M. A. Nothomb, 347, 398. — **IV.** *Pr.* de M. Tesch, 276. *rr.* de MM. Orts et Nothomb, 420. Discussion, 420-422, 472, 473. *Am.* du sénat, 525. — **V.** Demande de codification des lois sur la matière, 504.

ORGANISATION MILITAIRE. Voir ARMÉE.

ORGE. **III.** Restitution de droits sur l'importation d'une cargaison, 478.

ORLÉANS (Duc d'). **II.** Service funèbre pour sa mémoire, 103

ORVAL. **III.** Usiniers de la Vesdre. Indemnité 552.

OS. **I.** *Pr.* de M. Zoude, sur l'entrée et la sortie, 152. *Disc.* et vote, 222. *r.* de M. Zoude. Maintien de la loi existante, 405. *Pét.* des fabricants de noir animal, 457. Discussion du *pr.* et vote, 499. *Am.* du sénat. *r.* de M. Zoude, 500. Vote, 501. *Pr.* de loi de M. de Theux. *r.* de M. Zoude. adoption, 668. — **II.** Annonce d'un *pr.* de loi établissant un droit de sortie, 190. — **III.** Droits à la sortie, 141, 142.

OSTENDE (Réclamations du port d') à propos de l'établissement d'un service de bateaux à vapeur transatlantique. **I.** 752, 753. Droit de feux et de tonnage, 749 — **II.** Suppression du droit de tonnage extraordinaire perçu dans ce port 22. Droit de feux, 43. Local de la confrérie de Saint-Sébastien, 105. Rejet d'une indemnité réclamée au profit d'un délégué du gouverneur pour actes relatifs aux dégâts causés en 1815 par les inondations tendues pour la défense de la place, 640. Indemnité à l'inspecteur du sauvetage, 724. — **IV.** Travaux d'amélioration du port, 586. — **V.** Bateau dragueur, 46, 115. Bassins et chantier, 116. Echange de terrains domaniaux (Kursaal), 166. Amélioration du port. 199-201. Vente de terrains à Mariakerke, 249. Travaux du port, 274, 275, 337, 338, 400. Sonneries de cloches, 424. Vente de terrains des dunes. 453. Dragage du port, outillage, 463, 464. Décision du bureau de bienfaisance relative à la non-fréquentation des écoles communales, 2^e partie, 51. Envasement du port, préservation des dunes, 47. Ecole de musique, 112. Promenoir de la digue de l'ouest, 150. Demande d'attribuer à Ostende le sénateur de Furnes-Dixmude, 190.

OUVRIÈRES (Classes). **II.** *Cr.* d'un million pour mesures à prendre dans leur intérêt. *Pr.* de M. Rogier. *r.* de M. Moncheur. Enquête sur la situation des classes ouvrières, 751. — **III.** *Cr.* de 1,500,000 fr. proposé par M. De Decker pour mesures d'assainissement, d'hygiène, etc. *r.* de M. T'Kint de Naeyer. 327, 328. *r.* sur l'emploi de ce crédit, 584.

P

PACIFICATION DE GAND. **V.** Participation de l'armée au cortège, 455.

PAILLE (Tresses de), **III.** Droits d'entrée, 140.

PAIN. **II.** Fraude sur le poids dans les campagnes, 542. — **III.** *Pr.* d'en prohiber la sortie, 551. — **V.** De munition, fabrication, *cr.* de 750,000 fr. 100, 101.

PAIX (La). Journal de M. Coomans. **V.** Payement d'un article, 556.

PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES. **I.** 385, 489, 490, 575, 574, 662. — **II.** Dissentiment entre le gouvernement et la ville, critique de la dépense, 11. — **IV.** Plans, 27, 28. Devis, 147, 215, 321. Choix des pierres, 479. — **V.** Emploi de pierres étrangères, 41. *Cr.* d'un million, 106, 189, 190, 260, 261. *Cr.* de 2,500,000 fr., 350, 459. 2^e partie, 47, 49, 50. *Cr.* de 1,800,000 fr., 86. *Cr.* de 4,600,000 fr. *r.* de M. Le Hardy de Beaulieu, 140. Obligation de la ville de Bruxelles, 141, 143, 144. Ameublement des locaux de la cour militaire, 143. *Cr.* de 4,500,000 fr. Intervention de la province de Brabant et la ville de Bruxelles, 208.

PALAIS DE JUSTICE de Liège. **IV.** 251; de Huy, de Courtrai, 321.

PALAIS DE LA NATION. **II.** *Pr.* de décoration, 209, 275. — **IV.** Statues du vestibule, 210. — **V.** Agrandissement, 47. Rôle joué par la garde civique et la police aux abords du Palais en 1871, pendant les émeutes, 172. Plans des travaux, 201, 263. Salle des séances, 10, 11. Plan de M. Govaerts, 11. **PALAIS DES BEAUX-ARTS.** **I.** 310, 385, 491. — **IV.** *Cr.* pour payement des études de l'architecte Dumont, 29. Question de l'érection de ce palais, 168, 552. — **V.** Rue de la Régence, 107, 262, 396. Décoration, 2^e partie, 112. Achèvement, 214.

PALAIS DES PRINCES-ÉVÊQUES à Liège. **II.** Appropriation, 567, 455, 526. — **III.** Critique des dépenses, 11.

PALAIS D'EXPOSITION au champ des Manœuvres **V.** 2^e partie, 47.

PALAIS DUCAL. (Voir PALAIS DU PRINCE D'ORANGE.)

PALAIS DU PRINCE D'ORANGE. **II.** Réclamation au sujet des bazars de charité qu'on y organise, 295. — **III.** *Id.* ducal. Ameublement, 159. Nouvelle destination, 401, 528, 553. — **IV.** Installation du musée moderne, 29. Construction d'une annexe, 168. Ecuries, 287. Mur de la rue Ducale, 552.

PALAIS DU ROI. **IV.** 287. — **V.** Restauration, 46. Ameublement, 48, 2^e partie, 252.

PANTHÉON (Érection d'un). 2^e partie, 48.

PAPIER TIMBRÉ. **II.** Mauvaise qualité, 81. — **IV.** 249.

PAQUEBOTS entre Ostende et Douvres. **II.** *Pr.* de M. Dechamps, *m. a.*, *disc.* et vote, 366, 612. Traitement des officiers et chaudronniers. Débat relatif à l'Agence de Bruxelles. Produits du service, promesse d'un *r.* à ce sujet, 724, 725, 755. *r.* de M. d'Hoffschmidt, *m. a.* 765. — **III.** Débat au sujet de ce service représenté comme onéreux pour le Trésor. 11, 15, 129, 151. Service des recettes, 144, 266. Perte du *Violet*. 599. **IV.** *Cr.* de 525,000 fr., 107, 108. *Cr.* de 718,437 fr., 210. *Cr.* de 665,000 fr.; steamer *Belgique*, 375. Dépenses du service, 453. *Cr.* de 625,000 fr.: *id.* de 172,000 fr., 326. *Cr.* de 1,250,000 fr., 576. Entre

Anvers et New-York, 616. — **V.** Entre Ostende et Douvres, demande de transfert du service au département des travaux publics, 10. Reparations, 45. Recettes, transports gratuits, 50. Cr. de 615,000 fr. pour achat d'un vapeur. Transfert du service au département des travaux publics, 107. Cession de deux bateaux à la Compagnie de Calais à Douvres, 196.

PARATONNERRES sur les édifices publics. **IV.** 145, 251.

PARC de Saint-Gilles et de Forest. **V.** 372. De Bruxelles, éclairage, comblement des bas-fonds, 2^e partie, 214.

PARIS. **V.** Détresse des Belges après la capitulation, 7.

PARQUET. **IV.** Traitement des secrétaires, 146, 251, 521, 589, 590 — **V.** Commis, 564.

PARTOES, ancien *m. i.* **III.** Cr. pour ses funérailles, 484. Pension à sa mère, 494.

PASICRIE ADMINISTRATIVE. **IV.** 81.

PASSEMENTERIE. **V.** Pét. d'ouvriers de cette industrie, relative à la concurrence du travail fait dans les prisons, 651, 751.

PASSE-PORTS. **I.** *Visa.* Droit de timbre considéré comme illégal, 490, 575. — **II.** Service, 184. *Visa* et légalisation des pièces délivrées à des étrangers, 716. Vérification transférée à l'hôtel de ville de Bruxelles, 726. — **IV.** Demande de suppression, 8, 9, 59. Perception du droit de *visa*, 289. — **V.** A la frontière française, 8.

PATENTES. **II.** Des marchands ambulants et des bateliers, 106, 107. Pr. de révision de la loi générale, déposé par M. Smits, *m. f.*, 206. Centimes additionnels, 214. Patente des fermiers pour vente de la viande provenant de leur propre bétail. Retrait du pr. de loi de M. Smits, 267. Pat. des sociétés anonymes, arrêté de M. Malou du 31 décembre 1845, 542, 571, 572. Pr. de loi de M. Frère-Orban, abolissant la patente des artisans. *r.* de M. Moreau. Disc., 747. — **IV.** Demande de révision de la législation, 519. *Id.*, réduction de la patente des bateliers, 488. — **IV.** Pét. des fabricants de tissus de coton de Renaix, 25; des herbagiers de Diest, *ibid.*; des écoles dentellières, 104. Demande de révision de la loi de 1819, 118. Pét. de la directrice d'une école adoptée de filles pauvres; patente des employés de commerce et des clercs de notaire, 162. Ecoles dentellières, 201. Bateliers, 209. Moulins à vent, 274, 416. Des professions libérales, des bateliers, 469, 572, 575. — **V.** Des bateliers, des médecins, 49. Pr. de modification de la loi de 1849, 102. Patente des meuniers, 102. Des sociétés en commandite, 166, 182, 185, 255. Pét. du sieur Sargeant, d'Alost, *ibid.* Médecins, 275, 508. Médecins et avocats, huiliers meuniers, 526; médecins, 540, 576. Sur les moulins à vent, 577. En matière électorale, 455 et suiv. Modification à la procédure, 455. Avocats, pr. de M. Malou; rej. 455. Fraudes électorales, 2^e partie, 4. Des commis, pr. de M. Delehaye, 20. (Voir FRAUDES ÉLECTORALES.)

PAUPÉRISME. **II.** Interpellation de M. Castiau, 464, 558.

PEAUSSERIE. **III.** Droit d'entrée, 140.

PEAUX DE LAPIN. **III.** Droits de sortie, 140. Peaux brutes. Prohibition à la sortie, 141.

PÊCHE FLUVIALE. **II.** Demande de protection, 285. — **III.** Annonce d'un pr. de l., 199. — **IV.** 251.

Pr. de l. de M. Bara, 419. — **V.** Pr. de M. Cornesse, *m. j.*, 45, 557. Interdiction du 1^{er} au 15 avril, 577. *r.* de M. Thonissen. 2^e partie, 146.

PÊCHE MARITIME (Primes à la). **I.** Morue, harengs, 149, 206, 207. Pêche de la baleine, 509. Pr. de loi de M. de Theux, 554. Pét. des pêcheurs d'Anvers. *r.* de M. Hye-Hoys, 541. Répartition des primes, 417. Pét. des armateurs d'Ostende, 420. M. d'Huart promet une législation complète, 487. Arrestation des pêcheurs de Kieldrecht, 488. Répartition provisoire des primes. Pr. de loi de M. d'Huart. *r.* de M. Mast de Vries, 525. Pét. de pêcheurs d'Anvers relatives à la pêche dans l'Escaut, 554. Location de cette pêche, 545. Primes, 596, 677. — **II.** Fraude des Hollandais dans l'Escaut. Primes, 25, 26. Pr. de loi de M. Donny. Droit d'entrée sur la morue, 26, 27. Pr. de M. Nothomb, 107. Disc., 108, 109. Résultats de l'allocation des primes, 186, 247. Discussion à propos du traité avec la Hollande, 450, 451. Primes, 455. Pr. de M. Donny de porter la prime de 100,000 fr. à 200,000. Pêche des moules dans le Braakman, 612. Demande d'un droit sur le stockfisch, 742. — **III.** Charte de Charles II octroyée à la ville de Bruges, 95. Convention avec la Hollande, avec l'Angleterre, 92-94. Répartition des primes, 129, 131, 519. — **IV.** Question des primes, 9, 85, 201, 250. Enquête, 521, 541, 591.

PEINE DE MORT. **I.** M. Devaux, 40. Pr. d'abolition, de M. H. de Brouckere, 41, 42, 305, 506, 556, 559, 586. — **II.** Observations de M. F. de Mérode, 41. En matière de contrefaçon de billets de banque, 29, 185, 244, 529. A propos de la marine marchande, 764, 765. — **III.** Pr. de M. de Perceval, 96, 97. — **IV.** 14, 79, 146, 520, 521, 590, 595, 565, 566. — **V.** Déclaration de M. De Lapsheere, 82, 365, 424.

PEINES. **IV.** Réduction sous le régime de la séparation, 575.

PEINTURE MURALE. **III.** Discours de M. de Liedekerke, 46. — **IV.** Débat, 168.

PÉNITENCIER de Saint-Hubert. **IV.** 80. Cr. de 100,000 fr., 106. — **V.** 84. Expulsion des Frères de la Miséricorde, 2^e partie, 108.

PÉNITENTIAIRE Régime). **II.** Demande de révision. Système cellulaire, 214, 245, 246. Demande d'un *r.*, 551. Régime cellulaire, 454. — **III.** Annonce d'un pr. de loi, 199.

PENSIONS. **I.** Demande de révision générale, 24. Pét. du sieur de Kersmaeker, ex-conseiller à la cour de justice de Bruxelles, 44. Cr. supplémentaire à la caisse des pensions pour 1852. Pension de l'abbé de Pradt, ancien archevêque de Malines. *Id.* de M. de Stassart. Subside à la caisse de retraite, 142, 145. Retenues sur les traitements, 145, 147. Nouveau subside de 185,000 fr. *r.* de M. Liedts. Liste des pensionnés. Plan d'une caisse générale des pensions (M. Duvivier), 159, 160. Pensions des dames Penningue, Wailly, Engelsbach-Larivière. Delin, des sieurs Meeuws et de Poorter. *r.* de M. d'Huart. Cr. pour le service des pensions de 1853, 256. Pension des magistrats, 506. Cr. pour la caisse de retraite, pensions ecclésiastiques et militaires, 510. Principes en matière de collation des pensions, celles des étrangers. Cr. supplémentaire à la caisse des pensions, 559, 540. Pensions civiques. *r.* de M. Olislagers, 540. Des professeurs mis à la retraite en 1850. *r.* de

M. Van der Belen. Cr. à la caisse de retraite. Pension à la veuve du sculpteur Kessels. *r.* de M. Devaux. *Id.* à la veuve de M. Plaisant, proc. gén. à la cour de cassation. Pr. de M. H. de Brouckere. *r.* de M. Raymaekers, 436. Veuves et orphelins des employés des prisons, 490. Cr. pour la caisse de retraite, 492. *r.* de M. Milcamps, vote, 499. M. d'Huart annonce une loi générale, 534. Demande d'un *r.* sur les pensions depuis 1852. Caisse des veuves et orphelins, 575. Ecclésiastiques, 580. Pr. de loi de M. d'Huart (pensions civiles et ecclésiastiques), 609. Pét. de la veuve Mersch, 612. Cr. de 400,000 fr. pour la caisse de retraite, 663. Pension de M^{me} Mersch. Pr. de loi, 680. *r.* de M. Donny sur les droits des héritiers de ceux qui ont fait des versements à la caisse des veuves et orphelins, 680. Pension à la veuve du sieur Mersch, ancien conservateur des hypothèques. *r.* de M. de Brouckere, 737. — **II.** Civiles et ecclésiastiques. Pr. de loi. *r.* de M. Zoude. Disc., 30-35. Rejet du projet, 35. Abus de la mise à la pension, 251. Pr. de loi sur les pensions, déposé par M. Mercier, *m. f.*, 278. *r.* de M. Malou, 278. Disc., 278-282. Cr. pour ce service, 466. Abus des pensions pour infirmités, 615. Pét. demandant la révision de la loi, 710. Pr. de révision de la loi de 1844. *r.* de M. Troye, 767. Disc., 767-771. Admission de certains services publics à la pension de retraite. *r.* de M. David, 874. — **III.** Droits des veuves qui se remarient. Pr. de M. Destriveaux, 107. Développements, 160. *r.* de M. Vander Donckt, rejet, 225. Pensions de MM. Vander Fosse et de la Coste, 225. *Id.* des veuves qui se remarient. Pr. de M. Lelièvre, 400. Pr. de supprimer la retenue d'un p. c. sur les traitements pour la pension, 405. Pensions des veuves Weustenraad, Van Ryswyck, Gaucet et Van Kerckhove, 441, 442. A M^{me} Partoes mère, 494. A la veuve d'André Dumont, *ibid.* — **IV.** De la veuve Denis Sotiau, 29. De M^{me} veuve Pierre, 170. Demande de révision des pensions civiles, 340. La veuve du général Trumper, 344, 345, 425. Autorisation pour les pensionnés de résider à l'étranger, *ibid.* Critique des pensions en général, 505. — **V.** Pension à la veuve du général Niellon, 43. A M^{me} veuve d'Hoffschmidt, 195. A une nettoyeuse au ministère des finances, 240. A la veuve du général Trumper, 462. Pét. du colonel Parent, 125. A M^{me} veuve Piedbœuf, 2^e partie, 212.

PENSIONS DES MINISTRES. **II**, 31, 280-282. Pét. demandant qu'elles soient supprimées, 660, 710. Suppression. Incident relatif à la pension accordée à M. Malou, 769, 770. — **III.** Interprétation de la loi du 27 février 1849, 161.

PENSIONS MILITAIRES. **I.** *r.* de M. Jullien, sur un projet de M. Evain. Retrait de ce projet, 160. Accroissement des pensions militaires, 310. Chiffre des pensions, 400. *r.* de M. Desmazières, 534. Pr. de loi de M. Willmar sur les pensions militaires, 609. Discussion, 609-611. Pr. de M. Willmar, relatif à des pensions militaires. Bénéfice de la loi de 1838 étendu aux militaires pensionnés avant sa promulgation. Pensions de réforme pour les militaires infirmes. *r.* de M. Metz, 737. Vote, 738. Pét. de l'ex-colonel Parent. *r.* de M. Zoude. *Id.* du général Van Coeckelberghe. *Id.* du général Lecharlier. *r.* de M. de Langhe, 738. — **II.** Pour blessures et infirmités, 35. Pr. de M. Buzen, *m. g.*,

124. Demande de révision de la loi, 642, 733. Observations sur les mises à la retraite dans l'armée, 770-771. Promesse d'étudier la révision de la loi, 819. — **III.** Critique de l'accroissement des pensions, 211, 267, 389, 425, 487. Calculs du major Liagre, 541, 554. — **IV.** 160, 250, 270, 280, 338, 340, 388, 423, 504, 522, 580. — **V.** Pr. de loi de M. Jacobs. *r.* de M. Delehay, 43. Pét. des officiers pensionnés, 356, 462. 2^e partie. Pét. de M. Woeste, ajournement, 40, 41, 126. Pr. de M. Graux, 127. *r.* de M. Bockstaek. Disc. et vote, 211, 212.

PERCHES DE SAPIN. **IV.** Droits d'entrée, 205.

PÉRÉQUATION CADASTRALE. **II.** Pr. de loi de M. Smits. *r.* de M. Kervyn, 106. Pr. de M. Mercier. *r.* de M. Delfosse, 353. *r.* de M. Sigart. Disc., 645, 646. — **V**, 117.

PÉROU. **III.** Traité de commerce. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 7. *Id.* *r.* de M. Van Iseghem, 540. — **V.** (Voir TRAITÉS.)

PERSE. **III.** Traité. (Voir TRAITÉS.)

PESTE BOVINE. **IV.** 318, 319, 320, 385, 387. Cr. de 600,000 fr., 388, 451. — **V**, 8, 9, 78, 79, 84, 100.

PÉTARD jeté sous la voiture de la Reine. **V**, 200.

PÉTITIONS. **IV.** Rédigées en termes inconvenants, 34. Ridicules et insignifiantes, 109. Apocryphes ou ridicules, 170. Rédigées en termes inconvenants, 580. — **V.** Retards dans la présentation des rapports, 195.

PHARMACIENS. **II.** Pét. demandant qu'on défende aux médecins de vendre des médicaments, 211. Demande d'une loi de réorganisation de la pharmacie, 563. — **V.** De l'armée, 180.

PHARMACOPÉE. **I**, 529 — **II**, 247. — **III** Pr. de l. de M. De Decker, 349. *r.* de M. Vander Donckt, 400. Disc., 444.

PHÉNIX, navire danois arrêté dans l'Escaut. **V**, 363. 2^e partie, 107.

PHYLLXERA. Critique des mesures décrétées par la convention de Bernè, **V**. 2^e partie, 187, 188.

PIANOS. **II.** Demande d'un droit d'entrée, 255. — **III**, 141.

PIED DE NEZ. Incident Wasseige, **V**. 35.

PIE IX, pape. **II.** Son refus d'agréer M. Leclercq en qualité de ministre à Rome, 607-611. — **V.** Sa mort, service funèbre, 2^e partie, 41, 42.

PIERRES. **IV.** Emploi des pierres de provenance étrangère pour les édifices publics, 341. Réclamation en faveur des pierres du pays, 479, 480. De la Meuse, 534. — **V.** Emploi des pierres étrangères, 41, 46. *Id.* de Namur et des Ecaussinnes, 47. Tarif de transport des pierres bleues, 310, 311. Emploi de la pierre de Gobertange, 2^e partie, 213.

PIERRES A CHAUX. **I.** Exportation par la Meuse et la Sambre, 223.

PIÉTON (Créance de M^{me} veuve). **IV**, 570.

PILLAGES. **I.** A Bruxelles à l'occasion du rachat des chevaux du prince d'Orange. *r.* de M. Rogier, *m. i.* Attaques contre le ministère, 241-243.

PILOTAGE. **I.** Cr. pour établissement du service. *r.* de M. Van Hoobrouck, adoption, 682. Construction de cinq bateaux pilotes. *r.* de M. Van Hoobrouck, 711. — **II.** Cr. pour trois bateaux pilotes, 210. Droits de pilotage, 218. Traitement de l'inspecteur, 332. Cr. de 175,000 fr., 556. *r.* de M. de Luesemans sur ce service, 725. Cr. de 99,200 fr., 765. — **III.** Service des recettes, 144. — **IV.**

Droits, 9, 82. Service spécial à Nieuport, 108.
PISCICULTURE. **III**, 164. — **IV**, 82, 144. **V**.
Echelles à poisson dans la Meuse, 558, 2^e partie,
214.

PLAISANT (M^{me} veuve). **I**. Pension. Pr. de
M. H. de Brouckere. r. de M. Raymaekers, 456.

PLOMB non ouvré. **II**. Droit d'entrée, 515.

POIDS ET MESURES. **I**. Pr. de M. Seron tendant
à remettre en vigueur le système métrique, 105.
Nouveaux étalons, 151. r. de M. De Smet sur la
pr. de M. Seron. Vote, 457. Poinçonnage. Diffi-
cultés de l'application du système métrique, 445,
446. Suppression du droit de poinçonnage, 555. Dé-
pôt des étalons à la chambre des représentants. Pr.
de M. Desmazières, 759. — **II**. Etalons prototypes,
660. Transfert du service au département de l'in-
térieur, 727. — **III**. Application du système
décimal; vérification des types, 129. Annonce
d'un pr. de loi, 198. Pr. de loi de M. Piercot, 225.
r. de M. Moreau, 284. — **V**. Traitement de véri-
fication, 81. Bureau international à Paris, 502,
505.

POILS de lièvre et de lapin. **I**. Droits de sortie,
667, 668.

POISONS. **V**. Précautions pour la vente, 127.

POISSON. **III**. Libre entrée du poisson hollan-
dais, 92, 95. Demande de le taxer à la valeur, 144.
Débat relatif à la libre entrée, 529 et suiv. Trans-
port par chemin de fer, 445. — **IV**. Libre entrée,
pr. de M. Hymans, 76, 77, 144, 151, 174, 288,
426, 427, 481. r. de M. Watteu, 575, 574.

POLDERS. **I**. Pét. d'habitants inondés, de Lillo,
qui réclament une indemnité, 42. Réparation des
digues de Clara Polder, 102. Polder du Doel inondé
par les Hollandais. Demande d'enquête, 155.
Construction de digues et d'aqueducs, 463, 164.
Pét. des inondés de Lillo et de Liefkenshoek, 259.
Travaux au polder de Borgersweert. Cr. pour les
polders, 441. Endiguement du p. de Lillo. Inonda-
tion de Liefkenshoek, 540, 541. Rupture de la
digue de Burght. Cr. pour travaux à ces polders
et à celui de Borgersweert. Convention avec la
Hollande, 541. — **II**. Pét. des habitants des
polders inondés de Santvliet et de Lillo. Réendi-
guement du polder de Lillo, 151, 212, 213, 214,
287, 288, 368, 483, 665. — **IV**. Ecoulement des
eaux des polders du pays de Waes, 160, 288, 557,
551, 552, 480, 522, 554, 555, 572, 586. — **V**.
46, 115, 200, 201, 558, 559. Arrondissement
d'Eecloo, 463. 2^e partie, 215.

POLICE COMMUNALE. **IV**. Légalité des arrêtés, 202.
— **V**. Dans les communes rurales, 112.

POLICE MARITIME. **II**. 75, 210.

POLICE MÉDICALE. **I**. Pét. y relative. r. de
M. Zoude, 758. — **III**. Pr. de loi de M. Rogier,
494. — **IV**, 55, 280, 476.

POLICE RURALE. **II**. Déclarée insuffisante, 550.
Pét. du conseil communal de Zele à ce sujet, 660.
Interprétation de l'article 8 du décret du 28 sep-
tembre 1791. r. de M. de Perceval, 872. — **III**,
575. — **V**, 112.

POLITIQUE INTÉRIEURE. **I**. Débat sur les tendances
du ministère de Theux, 507. Question de l'ensei-
gnement, 554, 555, 556. Débat sur une mission
confiée au colonel de Paydt, 342. L'opposition
appelée la *Montagne*, 345, 346, 349. Débat sur la
fusion des *mm. a. et i.* à la suite de la démission
de M. de Muelenaere, 555, 556. M. de Foere

retire sa confiance au ministère à cause de sa poli-
tique commerciale, 615. Intervention du clergé
dans les élections, circulaire de l'évêque de Liège,
incident de Tilff, 716, 717, 718. Affaire du
général Van der Smissen, 724, 728. Débat au
sujet de la révocation de MM. de Stassart, Dele-
hay et Cools, et des élections de Ham-sur-Heure,
759-742. Retraite du ministère de Theux, 742, 743.
Avènement du ministère Rogier-Lebeau. Exposé
de sa politique, 743. Attaque de M. F. de Mérode
contre le nouveau cabinet, 745, 744. — **II**. Appel
à l'esprit de conciliation. 7. Débat sur la politique
du ministère Lebeau-Rogier, à propos de l'instruc-
tion publique, question de confiance, 28, 29. Autre
débat, incidents relatifs à MM. Hubbard et Lion.
Petit séminaire à Saint-Trond, 55-59. Vote una-
nime de l'Adresse à la suite de la conspiration
orangiste de 1841, 74. Disc. de la politique du
ministère Nothomb, 125-150, 179-181. Posi-
tion de M. Nothomb, à Francfort, 184. Discussion
politique à propos des fraudes électorales, 195-
205. *Id.* à propos de la question des sucres, 211.
212. *Id.* à propos du *B.* des voies et moyens, 214-
219. Explications données par M. Goblet, *m. a.*,
sur le changement de ministère. Protestation de
M. Castiau contre les lois réactionnaires, 242,
243. Débat sur la politique du ministère Nothomb.
à propos de l'instruction publique, de la soumis-
sion au clergé et de l'intervention dans les luttes
électorales, 285-286. Débat sur la politique du
ministère Nothomb. Pr. de M. Osy de faire une
Adresse à la Couronne, 362-366. Débat sur la
politique du ministère Van de Weyer, 406-409.
Débat sur la formation de ce ministère, état des
partis. Indépendance du pouvoir civil. Enseigne-
ment moyen. Programme de M. Rogier. Vote de
confiance, 419-426. Crise ministérielle. Retrait de
M. Van de Weyer, avènement du ministère de
Theux, affaire Retsin, programme de M. Rogier,
anachronisme ou *défi*, 467-478. Nouveau débat.
Question des Flandres, enseignement moyen,
 destitution de fonctionnaires, le lieutenant-colonel
Eenens, indépendance du pouvoir civil, libéraux et
catholiques, congrès libéral, vote de confiance,
518-523. Attaques contre MM. d'Anethan et de
Theux, 525-526. Disc. du *B.* de la justice. Emploi
des Frères dans les prisons. Réclamations des israé-
lites. Affaire Orman, greffier de justice de paix
à Lessines. Collation des bourses de fondation,
nominations. Faveurs accordées à Retsin. Peine
de mort. Arrestation illégale d'une jeune Anglaise,
527-530. Débat au sujet de l'inamovibilité des des-
servants, des congrégations religieuses et des sub-
sides aux séminaires, 538. Débat sur l'avènement
du ministère Rogier et sur son programme, incident
avec la cour de Rome, 606-611. Discussion sur la
politique du ministère Rogier. Question des Flan-
dres, nécessité des économies, organisation mili-
taire, question financière, résultat de l'emprunt,
coût du chemin de fer, indépendance du pouvoir
civil, 703-709. A l'occasion du *B.* de l'inté-
rieur, débat sur l'exécution du programme du
12 août 1847, sur l'instruction publique et la
question des Flandres, 728-750. — **III**. Débats
au sujet de l'Encyclique de 1850, des relations
avec la cour de Rome, de la question de la charité,
des négociations avec le Zollverein, 49, 50. Débat
à l'occasion de l'Adresse au sujet de l'attitude du

sénat dans la question des successions, 89, 90. Retraite du ministère Rogier à la suite de l'élection d'un président, 151, 152. Incident relatif à un vétérinaire qui aurait été nommé professeur à l'école de Marche à la condition de combattre M. Orban, 156. Programme de M. H. de Brouckere, 161. Débat sur la politique du cabinet dont il est le chef, 167, 251-260. Vote de confiance, 259. Démission du ministère. Avènement de M. De Decker, 284. Son programme, 285. Débat sur sa politique. Vote de confiance, 312-314. Débat sur la liberté de l'enseignement supérieur, 371. Le ministère de l'émigration, 444. Disc. à ce sujet; causes de la retraite du ministère De Decker en 1857. Vote de confiance dans le ministère libéral, abstention de l'opposition, 470. Débat au sujet de l'instruction obligatoire et de la révision de la loi de 1842, 490-492. Exposé par M. Rogier des travaux accomplis de 1858 à 1859, 495. — **IV.** Débat sur la politique du ministère Rogier-Frère-Orban, 75, 76. Nomination de bourgmestres et échevins; incident de Vencimont, 80. Disc. à l'époque de la maladie du Roi; débat rétrospectif au sujet des émeutes de 1837, 110. Débat au sujet des fondations et du traitement des évêques, 150. Annonce du programme de M. Dechamps, 200. Retraite de la droite, 207. Démission du ministère, 210. Explications sur la crise, 211. Programme de M. Dechamps, 212, 213. Déclaration de confiance dans le ministère Rogier, 214. Débat à propos de l'entrée de M. Bara au ministère, 345, 349. Explications sur la retraite de MM. Rogier et A. Vandennepeereboom et sur la nomination du général Goethals, 476, 477. Rejet du B. de la justice par le sénat; nouveau vote du B.; explications de M. Bara, 550, 551. Critique des nominations faites par M. Bara, 561. — **V.** Débat sur la politique du ministère d'Anethan, 10, 11. Retraite de M. Malou, 44. Interpellation de M. Bara relative à la nomination de M. De Decker. au poste de gouverneur du Limbourg; révocation du ministère d'Anethan, 108-112. Conduite du gouvernement vis-à-vis des fonctionnaires. circulaire de M. Ruzette, démission de M. Carton, 112, 113. Démission de M. Troye, nomination de M. de Caraman-Chimay, 241, 242. Débat sur la politique du ministère Malou, 265, 266, 268, 598, 599. *Id.* en 1878, 42-45. *Id.* au sujet de l'avènement du ministère libéral de 1878. Programme, révocation de MM. Ruzette et de Caraman-Chimay, 2^e partie, 86. Nouvelle discussion sur les tendances du ministère et de la droite; le *Syllabus* et la Constitution, doctrines de M. Perin, 99-106.

POLONAIS. **II.** Position des officiers polonais dans l'armée belge, 105. Cr. pour les réfugiés, 467, 563. — **IV.** Fabrication de faux billets de banque russes, 545.

POMMES DE TERRE. **II.** Prohibition à la sortie, 100, 103. Primes d'importation, 530. Défense de les distiller. Cr. pour achats destinés à la plantation, 536. — **III.** Moyens de combattre la maladie de ce tubercule, 8. Manque de la récolte dans le Luxembourg, cr. de 100,000 fr., 107. Prohibition de sortie, 171. — **V.** Mesures relatives à l'importation des pommes de terre de provenance suspecte, 505, 423. 2^e partie, 127.

PONTS. **II.** Sur le Rupel, à Boom, 875; de la Boverie, à Liège, 59, 42, 152; de Stalhille, sur le

canal de Bruges à Ostende, 39; du Val-Benoît, à Liège (solidité), 829. — **III.** Du Val Saint-Lambert (péage), 108; sur la Sambre, à Oignies, 570. — **IV.** A Knocke sur l'Yser; à Hansbeke, sur le canal de Gand à Bruges, 215; sur la Meuse, à Hastières, 284; de Terdonck, de Visé, 551; sur la Meuse, entre Dinant et Givet, 424; à Ombret, 425; à Hastières, 479; de Namur à Givet, 480; sur l'Escaut, 479, 480. — **V.** Sur la Dendre, à Pollaere, 46; à Maeseyck, à Wandre, à Bas-Oha, à Sclayn, 47; sur l'Escaut dans l'arrondissement d'Audenarde, 115; à Anvers, 274; sur le Rupel à Boom, 310; de Terdonck, de la Lys, 537; à Namur, à Salzinnes, à Tronchiennes, à Anvers, 538; à Escanaffles (Escaut), 539; de Sclayn, 400; d'Escanaffles; sur l'Escaut à Anvers; rachat du pont de Chaudfontaine, 463; de Sclayn, 463, 464; de Bas-Oha, 464, 2^e partie; de Statte, 47; sur l'Escaut à Anvers, 48; de Bas-Oha, 50; de Sclayn, 149, 150, 151, 153; de Maeseyck, 150; de Bas-Oha, 153; sur l'Escaut à Anvers, 153; sur la Meuse, question stratégique, 201, 202; de Sclayn, 215; sur l'Escaut à Anvers, sur la Meuse à Maeseyck 214.

PONTS ET CHAUSSÉES. **IV.** Traitement des conducteurs, 173, 551, 554. — **V.** 46, 47. *Id.* des ingénieurs provinciaux, 115. Frais de voyage, 115, 116. Traitement, 200, 201, 537. Insuffisance du personnel, 2^e partie, 214.

PORCELAINES ET FAIENCES. **I.** Tarif, 505, 582.

PORT. (Création d'un) entre Heyst et Blankenberghe, **V.** 2^e partie, 47, 48, 49, 50. Pét. d'Ostende, 149.

PORTE DE HAL. **II.** Dépôt de poudre, 105. Demande de démolition, 464. *Id.* d'y transférer les archives, 556. — **IV.** Plans de restauration, 106, 107. — **V.** 47. Musée, acquisitions, 192, 2^e partie, 210 (*Voir* MUSÉE D'ARMURES.)

PORTUGAL. **II.** Conseils donnés à la reine Dona Maria par le gouvernement belge, 523. — **IV.** Convention littéraire. (*Voir* TRAITEES). — **V.** *Ibid.*

POSTE AUX CHEVAUX. **I.** Concurrence des malles-poste, 55. Position critique des maîtres de postes, 150, 212. Pr. de loi de M. Dechamps, 286. Débat et ajournement, 566. Nouvelles réclamations, 478. Pr. d'un subside de 75,000 fr., 564, 615. — **IV.** 10. (*Voir* MAÎTRES DE POSTES.)

POSTES. **I.** Traitement du personnel, 20. M. Delfosse, *c. r.*, déclare les économies impossibles sans nuire au service. Attaques contre M. Delfosse, 201, 202. Adjudication du transport des dépêches, 205. Service rural. Cr. de 210,000 fr. Convention avec l'Allemagne, 204. Bureaux de poste, 205. Taxe des lettres. Pr. de M. Duvivier, 244. *r. de* M. Liedts, 542. Employés inférieurs. Port des journaux, 589. Discussion du pr. de loi sur les postes rurales. Taxe des lettres et des imprimés, 437-439. Bureaux ambulants, 439. Port des journaux. Critique du transport des lettres. Exposé de M. Nothomb. Convention avec l'Angleterre, 537. Attaques dirigées par M. Pirson contre M. Delfosse, 615. Port des journaux à 2 *c. r.* de M. Demonceau. Vote, 680. Observation relative à la taxe uniforme à 10 centimes, service de nuit, bureaux ambulants, salaire des facteurs ruraux, 744. — **II.** Service rural, 41. Emoluments des employés sur le port des journaux. Traitement des facteurs

ruraux. Suppression des rétributions payées sur le port des journaux, 150. Demande de réforme de la taxe des lettres, 286. Demande de suppression du décime rural. Pét. et débat relatif à la taxe uniforme. Annonce d'un pr. de réforme postale par M. d'Hoffschmidt, 478. Explication de M. de Bavay, *m. t.* Pr. de loi. Service postal direct entre Anvers et New-York. Franchise de port au profit de l'épiscopat, 564. Demande d'une réforme complète, 610. Discussion de la réforme, timbres-poste, port des journaux, etc. Demande de réunion du service de la poste à celui du chemin de fer. Pr. de M. Frère-Orban, *m. t. r.* de M. H. de Brouckere, 660-662. Nouvelle présentation du pr. *r.* de M. Cools. Pr. de M. Cans de fixer la taxe uniforme à 10 cent. Disc. et vote, 771, 772. *Am* du sénat. *r.* de M. Cans, 772. Explication de M. Rolin, *m. t.*, sur les effets de la réforme postale, 875. Hôtel des postes, rue de la Montagne, à Bruxelles, 876. — **III.** Demande de réduction de la taxe à 10 c., 50. Effets de la réforme de 1849, 61. Salaire des facteurs ruraux; recettes de 1851, 107. Débat sur la réforme postale, 161. Facteurs ruraux, 162, 225. Traitement du percepteur de Bruxelles, 225. Facteurs ruraux, 275, 285. Demande d'abaissement de la taxe à 10 c., 400. Abonnements aux journaux dans les bureaux de postes, 401, 402. Débat sur la réforme postale, 444, 445. Facteurs ruraux, 445. Acquisition d'un hôtel des postes à Gand, 484, 485. Pr. de MM. Orts et A. Vandenpeereboom, relative à la réforme postale, 495-497, 499. Poste rurale, 497. Acquisition d'un hôtel à Liège, 552. Remise des lettres contenant des valeurs, 567. Heure légale pour la levée des boîtes, 568. Taxe uniforme, 570. — **IV.** Bureaux dans les faubourgs de Bruxelles; timbres pour les imprimés, 55. Demande de réduction de la taxe à 5 c. dans l'intérieur des villes; taxe des échantillons; pointillage des timbres-poste; port des journaux; critique de la convention avec l'Espagne pour le port des échantillons; service des malles-poste dans les Flandres, 110. Incident relatif à une lettre adressée à M. Dumortier, qui a été décachetée, 170. Valeurs déclarées, vol, remboursement, *ibid.* Abaissement de la taxe pour les échantillons, 214. Demande de réduction de la taxe des lettres, 218. Échantillons; réduction de la taxe, 259. Service rural; transport de livres reliés et cartonnés; lettres *express*; petits paquets, 280. Soustraction de valeurs; confection de timbres-poste; bureau central à Bruxelles; salaire des facteurs; poids de la lettre simple, 349. Taxe à 10 centimes, 552. Demande de réduction de la taxe ou extension du rayon postal, 425. Demande de création d'un timbre de 5 centimes; poids de la lettre simple; salaire des facteurs; pr. de loi sur le régime postal, 425. *r.* de M. Dewandre, 478. Transport des valeurs; acceptation de dépôts pour la caisse d'épargne, 478. Ouverture de lettres contenant des valeurs; subside à la C^{ie} Tack pour le service du Brésil et de la Plata, 552. Transport des valeurs, 556, 557. Réduction de la taxe à 10 c. *r.* de M. Watteu, 575. Cartes-correspondance; transport des cartes de visite, 582. — **V.** Retard apporté dans l'émission des cartes-correspondance. Bureau à Chièvres, lettres *express*, 44, 45. Subside à une ligne de paquebots entre New-York et Anvers, 44. Circulation des cartes-correspon-

dance étendue à tout le royaume, 115. Convention avec M. Ryde pour ce service entre Anvers et le Brésil. Recouvrement des effets de commerce, 196. Fabrication de faux timbres à l'étranger, 268. Résiliation du contrat avec M. Ryde, 269. Union générale, service intérieur. Timbre des cartes-correspondance, 356. Bornes-poste, 598. Encaissement des effets de commerce, 599. Organisation, pr. de M. Beernaert. Encaissement des effets par la poste, 2^e partie, 44. Codification des lois postales. *r.* de M. de Zerezo de Tejada, 146-148. Classification des bureaux, affranchissement des petits paquets, 148. Position des facteurs ruraux. Cr. de 51,000 fr. Destitution d'un sous-percepteur à Stabroeck, 212.

POUDRES. III. Demande de mise en adjudication des fournitures, 155. Dépôts dans les forteresses, 455. — **IV.** Adjudications, 468.

POURSUITES (Demande d'autorisation de) contre MM. Chazal et Delaet, **IV**, 285; contre M. Coremans, 582; contre M. Delaet, 585. — **V.** Contre un représentant, 265.

PRESCRIPTION en matière fiscale et disciplinaire. **V.** (Voir **AMENDES**.) En matière de desertion, 2^e partie, 25, 126.

PRÉSEANCES. II. Membres des tribunaux de commerce, 552. — **III**, 574.

PRÉSIDENT de la chambre. **I.** Incident entre MM. de Gerlache et Pirson, 46. *Id.* au sujet de l'élection de M. Fallon, 712.

PRESSE. I. La censure rétablie par le général Niellon. Arrestation de M. Steven. *Id.* du *Messenger de Gand*, 45, 46. Prorogation du décret sur la presse, 46. Rapport du ministère avec l'*Indépendant*, 157. Poursuites contre des libelles orangistes à Louvain, 161. Timbre des journaux, 512. Violences commises par des militaires dans le bureau du *Libéral*. Pr. de M. Dumortier. Pét. de l'éditeur, 459. Port des journaux, timbre. Pét. des éditeurs, 557. Envoi des journaux belges à l'étranger pour éclairer l'opinion publique. Timbre des journaux, 675-675. Taxe postale à 2 cent. *r.* de M. Demonceau. Vote, 680. Poursuite dirigée contre le *Méphistophélès*. — **II.** Incident relatif à une instruction ouverte en vue de découvrir l'auteur d'un article du *Courrier d'Anvers*. — **III.** Pét. relative à la signature des articles. *r.* de M. H. de Baillet, 50. Offenses envers les souverains étrangers. Pr. de loi de M. Faider. *r.* de M. Lelièvre, 162, 165. Pét. de M. Labarre, relative à l'interdiction de vendre la *Nation* dans les stations, 226. Pr. de M. Louis Orban, relative à la signature des articles, 226, 227. Interprétation de l'article 15 du décret de 1851. *r.* de M. Malou, 286. Article outrageant pour S. A. R. la duchesse de Brabant, 549. Prétendue défense de lire la *Patrie*, 445. Délit de presse, disc. du code pénal, 475 et suiv., 546, 547. — **IV.** Pr. de loi de M. de Baets, 214, 280. *r.* de M. Thonissen, 549. Pét. des journalistes catholiques à propos de l'affaire de Saint-Genois, 552-554. Pét. des journalistes de Gand, 583; de M. Coppin, 584. Preuve des imputations dirigées contre les administrations des sociétés anonymes, 585, 584. — **V.** Pr. de M. de Baets, 44, 45, 114. Condamnation d'un journaliste pour refus de faire connaître l'auteur d'un article, 196. Attitude de la presse ultramontaine vis-à-vis de l'Allemagne, 258, 299. Pr. de M. De Baets, 556.

Pr. de M. Lelièvre, 399, 400. Restitution des procès au jury, 424, 462. *r.* de M. Nothomb. 2^e partie, 148.

PRESSES MÉCANIQUES. II. Pét. d'ouvriers imprimeurs qui en réclament l'interdiction, 553.

PRÊT A INTÉRÊT (Liberté du). **IV.** *Pr.* de loi de M. Frère-Orban, 208. *r.* de M. Jamar, disc., 267.

PRIMES D'EXPORTATION. III. Tissus de lin et de coton. Suppression, 42, 43. *Cr.* pour payement de complément des primes. *r.* de M. Vermeire, 103.

PAINCE ROYAL. IV. Sa maladie, sa mort, ses funérailles, 549.

PRINCES de la famille royale. **II.** Mode d'avancement dans l'armée, 548, 549.

PRISONS. I. Travail en régie, inspection, prisons d'Arlon et d'Alost. *Cr.* pour la construction de prisons nouvelles, 198, 199. Economies des prisonniers, 306. *Cr.* pour la prison d'Alost *r.* de M. Donny, 536. Régime cellulaire, 386, 387. *Cr.* de 100 000 fr. pour achat de matières premières, 429. Régime intérieur. Sœurs de charité. Réparations à la prison de Liège. Transport des prisonniers, 490. *Cr.* pour les ateliers. *r.* de M. Pollenus, 528. Débat sur le système pénitentiaire, cantine dans les prisons. Prisons de Liège, de Tongres, de Bruges, 574. Travail dans les prisons. *Cr.* pour le travail, 602. *r.* de M. Liedts, 603. Vote, 607. Débat sur l'adjudication publique et la régie pour l'entretien des détenus, 662. *Cr.* pour cet objet, 678. Pénitencier pour les jeunes délinquants. *Pr.* de M. Ernst, 678. Pét. de la ville de Saint-Hubert demandant qu'on établisse chez elle le pénitencier pour les jeunes délinquants. *r.* de M. Delehaye, 738. — **II.** Frais de voyage de l'inspecteur général. Régime intérieur, travail des prisonniers, 11, 12. Etat des prisons de Liège et de Verviers, 12. Entretien des détenus, 29. Service des prisons. Liège et Verviers, 81. Service intérieur, 183. Prisons de Liège et de Verviers, 184. Transport des prisonniers, 184. Prison de Liège. Introduction des religieux dans les prisons, 244. Système cellulaire, 244, 245, 246. Emploi du fil mécanique dans les ateliers des prisons, 268. Insalubrité de celle de Saint-Bernard, 352. Prison de Saint-Hubert, 357. Prison de Saint-Bernard, services rendus par les Frères de la Miséricorde, 434. Convention avec la ville de Louvain pour le terrain de la nouvelle prison. Les frères Ignorantins dans les prisons, 527, 528, 529. Insalubrité de la prison de Saint-Bernard, 528, 529. Système cellulaire, 528, 529. Prisons de Dinant et de Verviers, 617. Concurrence du travail des prisons à l'industrie privée, 651. Débat sur les frais d'entretien des détenus. Prison de Louvain, 726. *Cr.* de 800,000 fr. pour fabrication de toiles russes, 751, 848, 850. Encombrement, immoralité de la prison de Saint-Bernard, 872. — **III.** Traitement des secrétaires, 12, 13, 45. Luxe des constructions. Concurrence faite par le travail des prisonniers à l'industrie privée, 150, 154, 155, 216, 217, 278. Crédit de 312,610 fr. pour dépenses d'administration, 281. Séparation entre les sexes, 317. *Cr.* de 800,000 fr. pour le travail des prisonniers, 340, 341. Frais d'entretien des détenus, 343. Système de la libération conditionnelle; comptabilité; adjudication des grains; traitement des employés, 375. *Cr.* d'un million pour le travail des prisonniers, 391.

Cr. de 805,000 fr. pour entretien des détenus, 399. *Cr.* de 1,100,000 fr. pour le travail en vue de l'exportation, 439. *Cr.* d'un million, 441. *Cr.* d'un million, 493. Faits immoraux commis par un religieux dans la prison d'Alost, 542. *Cr.* d'un million, 556. — **IV.** Congé donné aux frères de la Miséricorde; agrandissement de la maison de force de Gand, 80. Travail pour l'exportation, 106, 209, 210, 239. Frais d'administration, 251. Régime économique, 390. Maison d'arrêt de Huy, *ibid.* Régime intérieur, 452. — **V.** Instruction des prisonniers, 84. Frais des compagnies de correction à Vilvorde, 147. *r.* pour 1875, 459. Expulsion des frères de la Miséricorde des prisons de Saint-Hubert et de Namur, 2^e partie, 108.

PRISONNIERS (Travail des). **IV.** 452. Transport en voiture, 473.

PRISONNIERS DE GUERRE français sur le territoire belge, **V.** 6, 7.

PRIX DE 25,000 FR. DU ROI. V. Organisation des concours, 10.

PRIX QUINQUENNAL. IV. Des sciences médicales; demande de suppression, 475. — **V.** 2^e partie, De littérature, 36.

PROCÉDURE en matière fiscale. **IV.** 504.

PROCESSION Désordres à l'occasion de la sortie de la) de la Chapelle à Bruxelles. **V.** 435.

PRO DEO. IV. 321. — **V.** 83.

PRODUITS CHIMIQUES. I. Tarif, 505, 582.

PROMULGATION DES LOIS. I. Formule. *r.* de M. Bourgeois, 46 — **II.** *Pr.* de M. d'Anethan, 357, 358. — **IV.** Nouvelle formule à l'avènement de Léopold II, 344.

PROOT, notaire à Woumen. **IV.** Accusation de faux, 504, 505.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. II. Exécution de la loi. Dépôt de trois exemplaires de chaque ouvrage, 656. Pét. de MM. Quetelet et de Peellaert, 765. *Id.* du congrès flamand, 875. — **III.** Livres d'école, 159. Demande d'une loi générale sur la matière, 260. Négociations avec la Hollande, 470, 497. *Pr.* de loi de M. Rogier, 498. — **IV.** Convention avec la France, 6, 7, 8. Pénalités, 14. *Pr.* de loi. *r.* de M. Hymans, 35, 77. Traité avec la Prusse, 248, avec la Saxe royale, le Hanovre, Saxe-Meiningen, Anhalt, Saxe-Cobourg, 318, avec le Portugal, Saxe-Weimar, Saxe-Altenbourg et la Suisse, 385, 386 avec Schwarzbouret Reuss, 451. Dépôt, *pr.* de MM. Hymans et Thonissen, 526. *r.* de M. Kervyn de Lettenhove, 575. — **V.** 462. *Pr.* de M. Delcour, 56. 2^e partie, 210.

PROSTITUTION. II. 463.

PROTÈTS (Frais de). **IV.** 469. *Pr.* de l., 563. — **V.** Simplification de la formule, 377. *r.* de M. Demeur, 455. Publicité des listes, 2^e partie, 29.

PROVINCIALE (Loi). **I.** *Pr.* de loi. Organisation provisoire, 46. **BB.** provinciaux. *r.* de M. Dubus. *Pr.* de M. Jacques tendant à diviser le pays en autant de provinces qu'il y a d'arrondissements judiciaires. Ajournement, 105. *Pr.* de loi de M. Rogier, 161. **BB.** provinciaux provisoires. *r.* de M. H. de Brouckere, 245. Discussion de la loi provinciale, 245-254. **BB.** provinciaux pour 1855. *r.* de M. Donny, 342. Retard de la discussion de la loi *pr.* au sénat, 342. Interpellation sur le même objet, 439. **BB.** provinciaux. *r.* de M. Lejeune, 440. — **IV.** Modifications, *r.* de M. Muller, 584. — **V.** Modifications à l'article 132, 45. *Id.* à l'arti-

cle 121. Traitement des greffiers provinciaux, 114. Article 152. Disc. et vote, 269.

PROVINCIALES (Affaires) I. Personnel de l'administration du Luxembourg; Namur, 588. Remboursement à la province de Hainaut, 575, 588. Pet., 611, 615. Comptabilité provinciale. Pr. de M. d'Huart, 615. *r.* de M. Heptia, 614. Traitement des employés de l'administration provinciale du Brabant. Division administrative du Limbourg et du Luxembourg. Pr. de loi. *r.* de M. Heptia. Arrondissement de Maeseyck. Réorganisation des conseils de ces deux provinces, 681. Fuite d'un employé du gouvernement provincial du Limbourg avec 24,000 fr. destinés à indemniser les victimes d'un ouragan, observation de M. Angillis, explication de M. de Theux, 744. — **IV** Cr. de 376,192 fr. 89 c. pour intérêts de l'encaisse de 1830 de certaines provinces, 459.

PRUD'HOMMES (Conseils de). II, 26. *r.* de M. Cools et disc., 109. Institution d'un conseil à Termonde, 209. A Roulers, 553. Exemption des droits de timbre et d'enregistrement en faveur des actes des conseils, 645, 646. Institution de conseils à Boussu et à Pâturages, 651, 751 *r.* de M. H. de Baillet, 850, 851. Annonce d'un pr. de révision de la loi organique, 851. — **III.** Pr. de loi de M. Rogier. *r.* de M. Vanderstichelen, 459. *Am.* du sénat. *r.* de M. de Luesemans, 489. Conseils à Mouscron, Ostende, Thielt, Audenarde, Eecloo, Grammont et Verviers, 490. *Id.* à Tournai. *r.* de M. Allard, 514. — **IV.** Etablissement d'un conseil à Bruxelles, 24. A Renaix, 104. A Molenbeek-Saint-Jean, 274. — **V,** 11. Traitement des greffiers, 81. Modification du ressort de Tournai, 154. Traitement des greffiers de Dour et de Pâturages, 365, 425.

PRUSSE. IV. Traité. (Voir TRAITÉS.)

PRUSSIE DE POTASSE. II. Pr. d'établir un droit à la sortie, 452.

PYNDERS-HUIS à Termonde. V. Question de propriété, 455.

Q

QUARTIER LÉOPOLD. III. Incorporé à Bruxelles. Indemnité à payer par la ville de Bruxelles à la commune de Saint-Josse-ten-Noode, 159.

QUATRECHT (Emploi des cuirs de semelle fabriqués à). **V,** 175.

QUENTIN METSYS. V. Achat d'un tableau appartenant à l'église de Saint-Pierre, à Louvain, 2^e partie, 113.

QUÊTES dans les églises, IV, 166.

R

RACHITIQUES (Etablissement pour les enfants) au bord de la mer. Legs de M. de Grimberghe. V, 2^e partie, 205.

RAIMON, ancien commandant de Bouillon. III. Demande de pension, 444.

RECENSEMENT GÉNÉRAL. II, 333. Demande de le terminer avant la fin de 1846, en vue de compléter la représentation nationale, 434. Effets quant à la contribution personnelle, 666. — **III.** Pr. de loi de M. De Decker. *r.* de M. Rogier, 334. Résultats, 375. — **IV.** Cr. de 555,000 fr., 350. Critique du recensement agricole, 478, 479, 334.

Publication, 584. — **V.** Industriel de 1866. Résultats, 147. 400. Cr. de 900,000 fr., 2^e partie, 215.

RECKHEIM (Convention au sujet du dépôt de mendicité de). **V,** 2^e partie, 140, 141, 142.

RÉCIDIVE. IV, 396, 397.

RÉCOLTES. III. Vols de récoltes sur pied dans les campagnes, 316.

RÉÉLECTION. I. Question relative à M. de Theux, *m. ad int.* *Id.* à M. Goblet chargé d'une mission à Landen, 44. *Id.* à MM. Goblet. *m. a.,* et Duvivier, *m. f. ad int.* *Id.* pour les députés membres de l'ordre judiciaire qui ont reçu une nouvelle nomination, 103. *Id.* pour M. F. de Merode, *m. i.,* chargé *ad. int.* du portefeuille des aff. étrangères, 239, 240. M. Dumortier pr. d'y soumettre tous les bourgeois nouvellement nommés, 520. Rejet, 521. M. de Puydt, promu au grade de colonel.

RÉFORME ÉLECTORALE. II. Pét. en faveur du suffrage universel, 452. M. de Theux demande à M. Verhaegen si l'Association libérale de Bruxelles prépare un projet de réforme, 526. Pr. de M. Castiau, relative à l'adjonction des capacités, 546, 548. Programme du ministère Rogier, 607-610. Adjonction des capacités. Pr. de M. Rogier. Retrait du projet, abaissement du cens à 20 fl., 632-634. — **IV.** Programme de M. Dechamps, 210-215. Pét. *r.* de M. Van Humbeeck, 260. Pr. de M. Guillery, 327. Pr. de loi de M. A. Vandenpeereboom, 528. *r.* de M. Hymans, 531. Discussion, 531, 532, 598-405. Certificat de fréquentation des écoles d'adultes valable pour attester la capacité, 472. — **V.** Pr. de loi de M. Kervyn de Lettenhove, réduction du cens provincial et communal. *r.* de M. Royer de Behr, 21-28.

RÉFORME PARLEMENTAIRE. II. Pét. de Louvain et de Gand. Annonce d'un pr. de loi sur les incompatibilités, 634. Pr. de loi de M. Rogier. *r.* de M. Malou, 649-651.

RÉFRACTAIRES (Prime pour arrestation des). IV, 29, 81.

RÉFUGIÉS POLITIQUES. I. Secours sur le B. Pr. de MM. Rouppe et Gendebien, 250. — **III.** Défense faite à un réfugié français de donner un cours d'histoire du droit, 150.

RÈGLEMENT. I. 47, 48. Plaque des membres, 342, 343. Vacances, 345. Absences. Droit d'interpellation, longueur des sessions, 345. 344. Mode d'examen des BB. par les s, 614. — **III.** Mesures en vue de porter remède à l'absentéisme; pr. de M. Goblet. *r.* de M. E. Vandenpeereboom; changement de l'heure de l'ouverture des séances, 568. — **IV.** Pour le compte rendu des séances, 584. — **V.** Pr. de M. Pirmez, 270, 336.

RÉGLEMENTATION COMMUNALE. IV. Légalité, 454.

RÉHABILITATION. I. Pr. de loi sur la matière. *r.* de M. Jonet, 98. — **IV.** Des individus condamnés correctionnellement qui ont obtenu leur grâce, 419.

RÉIMPORTATION de marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre, V, 163, 164.

RÉIMPRESSION. III. Demande d'indemnité pour sa suppression probable. *r.* de M. de Perceval, 126. Droit de réimpression des livres classiques, 318.

REMONTE de la cavalerie. III, 453. (Voir ARMÉE.)

REMPLACEMENT. II. Arrêté du 14 octobre 1841. Interpellation de M. Meeus, 104. Primes d'engage-

ment et de rengagement. Libération d'un milicien remplacé, en cas de maladie du remplaçant. Débat sur l'association pour l'encouragement du service militaire, 123, 124. Pr. de M. De Lannoy, relative à l'exonération, 551. Abus de la société de remplacement, position de l'auditeur général en qualité de commissaire près cette société, 552, 553. Idée du remplacement par l'Etat. Système d'exonération proposé par M. Nothomb, 557. Incident relatif à des paroles prononcées au sénat, 558. — **IV.** Opérations de la société de remplacement, 270. (Voir MILICE.) — **V.** Pr. de M. Woeste relative à la somme versée dans la caisse du remplacement, 597. Versement avant le tirage au sort. (Voyez ARMÉE, MILICE.)

RÉMUNÉRATION DES MILICIENS. V. (Voir MILICE.) Comptabilité du fonds spécial, 316.

RENARD, général. III. Sa protestation contre des paroles offensantes pour la Belgique prononcées au Parlement anglais, 261.

RENTE. II. Impôt sur la rente, proposé par M. Van den Bossche, 23. — **III.** Remboursement de rentes qui grèvent des domaines de l'Etat, 208. Saisie de rentes constituées sur particuliers, 221.

REPRÉSENTANTS. II. Des médailles leur sont distribuées comme signe distinctif, 15. Indemnités reçues en qualité de membres des *cc.* consultatives. Renonciation de M. Malou, 264.

REPRÉSENTATION NATIONALE. II. M. Sigart demande qu'elle soit mise en rapport avec le chiffre de la population, 82. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Dumortier, 543. Disc., 543, 548. — **III.** Nouvelle répartition des membres des chambres législatives. *r.* de M. Moreau, 480, 481. *Am.* du sénat. *r.* de M. Pirmez, 483, 484. — **IV.** Augmentation du nombre des représentants et des sénateurs. Pr. de M. Orts, 206, 237, 527, 531. Résultats du recensement, 478, 479. — **V.** Augmentation du nombre des membres. Pr. de M. Delcour. *r.* de M. Jacobs, 2^e partie, 11, 14.

RÉPUBLIQUE. I. Débat sur cette forme de gouvernement, 105. — **V.** Cri de *Vive la république* poussé à Anvers, 41.

RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE. I. Pr. de M. Van der Belen, 47. — **II.** Demande d'un pr. de loi sur la matière, 773. — **IV.** *r.* de M. De Fré, 171. Pr. de poursuite contre le général Chazal, 281-285. Pr. de loi de M. Bara, 584.

RÉUNION (Droit de). III. Troubles à Tournai à l'occasion d'un meeting en faveur de la réforme douanière, 588, 429.

REUSS (Convention littéraire avec). IV. (Voir TRAITÉS.)

RÉVOLUTION (Pertes causées par la). I. 27, 28. Légitimité de la révolution. Incident, 83. Débats sur ses avantages, 208. Résultats matériels, 546.

RÉVOLUTION FRANÇAISE de février 1848. II. Notification officielle du gouvernement provisoire. Incident, paroles de M. Delfosse, 663.

RIO-NUNEZ. III. Fondation d'un établissement dans cette contrée, 13.

RIVIÈRES. I. Travaux à l'Ourthe et à la Vesdre, 208. Pét. relat. à la canalisation de l'Ourthe, 239. Travaux aux rives de l'Ourthe, 255, 256. Canalisation de la Sambre, 440. *Id.* de la Lys, du Demer, 540. Pét. de Bcom relative à un pont sur le Rupel, 613. Canalisation de la Lys, de la Grande-Nèthe, 615. Reprise de la rivière la Lys, 681. *Id.* de toutes

les rivières navigables, 682. — **II.** Demer, Ourthe, Mandel, 42, 43. Amélioration de l'Escaut, écluse d'Antoing, 43. Escaut, Ourthe, Demer, Senne, 151. Rupel, Dyle, Demer, 212. Grande-Nèthe. Jonction de la Lys au canal de Bruges, 213. Pont sur la Sambre à Marchienne-au-Pont, 213. Péages sur la Sambre inférieure, 287. Dendre, Rupel, Dyle, Demer, 287. Dyle, péages sur la Sambre inférieure, 567. Inondations de la Lys, 567, 568. Canalisation de la Mandel, 567. Service du Demer, 567, 568. Inondations de l'Escaut et de la Lys, 480. Du Demer, 481. Reprise de la Petite-Nèthe. *r.* de l'ingénieur Kummer, 481. Péages sur la Sambre canalisée, 487. Réduction des péages sur cette rivière. Pr. de loi, 568. *r.* de M. Brabant, 569. Disc., 570. Navigation de la Lys, canalisation de la Mandel, 569. Demer, Senne, Rupel, Haine, Trouille, 570. Niveau de la Vesdre, réservoirs dans la forêt d'Hertogenwald, la Mandel, la Sambre en aval de l'écluse de Namur, 663. Dendre, Rupel, Dyle, Demer, 664. Dessèchement de la vallée du Demer, dite Schuelensbroek. Inondations de la Dyle, du Demer et de la Lys, 877. — **III.** Inondations de la Senne, de la Sambre et du Demer; écoulement des eaux de la Lys, 52 et suiv. Ecoulement des eaux de l'Yser. Demer et Dyle; inondations de la Senne, 108. Canalisation de la Mandel, 109. Travaux de la Dendre, dérivation de la Sambre; écoulement des eaux de la Lys et de l'Escaut; reprise de la Grande-Nèthe, Yser, Mandel, Lieve, Langeleede, Vesdre, Amblève, Haine, Ourthe, Senne et Trouille, 163-166. Travaux de la Dendre, 227. Ourthe, Lys, Grande-Nèthe, Amblève, Vesdre, Lieve et Langeleede, 228, 229. Sambre canalisée près de Namur. inondations de l'Escaut, de la Lys, de la Haine, 287 et suiv. Travaux à la Grande-Nèthe, à l'Yser, 350. Grande-Nèthe, Yser, Sambre et Senne, 401. Dendre, barrages de Pollaere, Denderleeuw, Grande-Nèthe et Yser; écoulement des eaux de la Lys, Demer; rouissage; approfondissement de la Sambre, 445 et suiv. Canalisation de l'Ourthe, 499. Jonction de la Lys à l'Yperlée. Canalisation de la Mandel, 527. De la Lys, 528. Approfondissement de la Sambre, 528. Infection des eaux de la Lys par le rouissage, 569. Canalisation de la Dendre, de la Mandel; halage au moyen de chevaux, 569. — **IV.** Approfondissement de la Sambre jusqu'à Namur, canalisation de la Dendre, de la Mandel. Régime des deux Nèthes, de l'Yser, du Demer, de la Lys. Canalisation de l'Ourthe, régime de la Vesdre, 36. Infection de l'Espierre, 82. Lys, Dendre, Yser, Espierre, deux Nèthes, Mandel, 116-118. Infection des eaux de l'Espierre, 146. Régime de la Lys, de la Senne, de la Dyle, des deux Nèthes, de l'Yser, 172, 175. Canalisation de la Dendre, 173. Senne, Nèthes, 215. Dérivation de la Lys, 239. Nèthes, Demer, Dyle, Lys, Yser, 284-288. Yser, Durme, Dendre dans la traverse d'Ath, Nèthes, Senne, 350, 351, 352. Dendre, Lys, Yser, Nèthes, Trouille, 425. Dendre, Lys, Demer, Trouille, Durme, Yser, Nèthes, 479, 480. Nèthes, Demer, Senne, Dyle, Yser, Lys, 554, 555. Lys, deux Nèthes, Mandel, Yser, 585, 586. — **V.** Nèthes, Dendre, Demer, Mandel, 46, 47. Moervaart, Demer, Dendre, Lys, Deule, Dyle, Nèthes, Dendre, Yser, 274-275. Mandel, 275. Demer, Yser, Dendre, Senne, Moervaart, 337, 338. Yser, Dendre, Nèthes,

400, 401. Dendre à Termonde, à Alost, 465. Corruption des eaux de la Lys, 464. Dendre à Ninove, Lys, halage, rouissage, 2^e partie, 150. Senne, Demer, 151. Ourthe, Mandel, 152. Dyle, Demer, Vesdre, Gaverbeke, Senne, 154, 155. Dyle, Demer, reprise de la Senne par l'Etat, 213, 214. Yser, 214.

RIZ. III. Libre entrée, 203.

ROME. II. Violation du domicile d'un peintre belge. Rapports avec le Pape. (Voir SAINT-SIÈGE.)

— III. Demande de suppression d'un évêché, 10. Encyclique de 1850, 49, 50. Traité de navigation, 126. — IV. Participation de la Belgique à une conférence pour les affaires romaines, 451, 452, 477. Atteinte portée à l'indépendance du pape, 614. V. (Voir SAINT-SIÈGE.)

ROULAGE. IV. Poids des voitures; interprétation de la loi du 29 floréal an x, 27, 28, 276, 550, 575.

— V. Demande de révision de la loi, 114, 115, 116, 198, 275.

ROUMANIE. V. Traité. (Voir TRAITÉS.)

ROUTES. I. Spoliation des villes, 21. Pr. de M. Barthélemy de restituer les routes aux communes. Mode d'adjudication, enquêtes, 48, 49. De Namur à Luxembourg, de Liège à Luxembourg par Aywaille, Houffalize et Bastogne, 147. Pr. de M. Teichmann. r. de M. de Puydt. Routes de Marche à Dinant, de Turnhout à Diest, droits des villes sur les revenus des routes. Routes de Tournai à Renaix, de Bruxelles à Maestricht, de Maestricht à Venloo, 162, 165. De Dinant à Neufchâteau, d'Anvers à Gand, de Ninove à Grammont, de Liège à Marche, de Diest à Hasselt, d'Habay-la-Neuve, de Charleroi à Beaumont, de Huy à Tirlemont, 164. De Turnhout à Diest, 205. De Champlon à Bouillon, de Huy à Tirlemont, de Passchendaele à Roulers, d'Alost à Malines, de Binche à Beaumont. Répartition des crédits, 206. Route de Binche à Beaumont. Emprunt de 10 millions pr. par M. de Puydt, 255. Pét. de la ville de Nivelles, 340. Emprunt de 10 millions. Routes de la Campine, exposé des travaux faits depuis 1830. Renvoi à une c., 344. Part de l'emprunt de 30 millions, 405, 406. M. de Theux annonce un projet de construction de routes nouvelles, 440. Péages. r. de M. de Puydt. Route de Hoogstraeten à Lierre, 440. Cr. de 6 millions, 442, 445. Péages. r. de M. de Puydt, 558. Routes de Nieuport à Furnes, de Saint-Michel à Charleroi, de Namur à Hannut, 558. De Saint-Nicolas à Kieldrecht, de Ruremonde vers la Prusse, de Bastogne à Diekirch, de Malines à Westerloo, de Lierre à Herenthals, de Turnhout à Diest, 559. Concession de la route de Schaerbeek à Laeken. Route d'Audenarde à Ninove, 540. Répartition des crédits, 577. Classification de routes, 595. Roulage pendant le dégel. Pr. de loi, 614. r. de M. Demonceau. Routes de la Campine, de Roulers à Isegheem, Thielt à Eecloo, Tirlemont à Huy, Ruremonde vers la Prusse. Vive-Saint-Eloy à Kerkhove, 614. Turnhout à Diest, 615. Répartition des crédits, 615. Concession de péages. Police du roulage sur les routes vicinales. *Id.* r. sur l'emploi des crédits votés. Pr. de M. de Puydt. Cr. de 3 millions. r. de M. Dubus. Vote de 2 millions. Intervention des provinces et des communes, 615, 616. Concession par voie de péages. r. de M. Van Hoobrouck, 681. Routes dans la Campine, dans le Limbourg, plantations, 681. Pr.

des députés du Luxembourg de construire un ensemble de routes dans leur province, 715. Pét. du conseil communal de Marchienne relative au pont de cette localité. r. de M. Van Hoobrouck. *Id.* des habitants de Tamise à propos de dégâts causés par une tempête, 758. Loi des péages, 745. r. de M. Van Hoobrouck, 746. Routes dans la Campine, le Luxembourg, le Brabant, le Hainaut. Emploi de l'excédant du produit des barrières. Pét. relative au rachat de la route de Chimay à Avesnes. Pr. de MM. de Mérode et d'Hoffschmidt, relative à la police du roulage. r. de M. Zoude, adoption, 747. — II. Pét. relative à une route à travers le canton de Viel-Salm, 53. De Hasselt à Maestricht par Bilsen, de Rousbrugge à la chaussée d'Ypres à Furnes, de Neder-Brakel à Renaix, dans le Hainaut, dans l'arrondissement de Dinant. Plantation de routes, 41. Procès du gouvernement contre les communes qui réclament des indemnités pour les routes qu'elles ont construites, 81. Classification, route de Roulers à Isegheem, de Huy à Stavelot, dans la Campine, le Luxembourg, le Limbourg, de Neder-Brakel à Renaix, 151. Route de Couvin au Bac-du-Prince, de Tongres à Visé, d'Hechtel à Maeseyck, de Dixmude à Roulers, de Bruxelles à Alost, de Calloo à Doel, d'Andenne à Durbuy, de Namur à Hannut, de Turnhout à Tilbourg, de Gheel à Moll, de Bruxelles à Huy par Wavre et Perwez, de Tirlemont à Aerschot, de Huy à Waremmes. Plantations, 212. Routes du Luxembourg, 213. Dans le Limbourg, de Hannut à Saint-Trond, de Huy à Waremmes, de Huy à Tirlemont, de Dixmude à Roulers, de Ninove à Enghien, d'Aerschot à celle de la Campine, de Dolhain à la forêt d'Hertogenwald, de Verviers vers Polleur et Sart, de Sibret à Saint-Hubert, de Bertrix à Florenville, 287. Régie en adjudication pour l'entretien des routes, 287. Classification. Routes de Verviers à Francorchamps, d'Aubel à la Planck, de Tongres à Visé, de Sibret à Saint-Hubert, de Léau à Diest, de Namur à Hannut, de Hannut à Saint-Trond, de Tirlemont à Aerschot, de Neder-Brakel à Renaix, de Ninove à Enghien. Plantations, 367. De Landen à Hannut, d'Aerschot à Zammel, de Tirlemont à Winghe-Saint-Georges, 480. De la Campine, de Loo à la chaussée de Pervyse à Dixmude, de Namur à Saint-Trond et Hasselt, de Huy à Waremmes, de Huy à Stavelot, du Limbourg, de Hasselt à Bilsen, de Liège à Stavelot, de Rumbekke à Roulers, de Neder-Brakel à Renaix, 481. Routes de Loo à Dixmude, de Doel à Kieldrecht, de Riempest à Hallembeke, de Hechtel à Beverloo, de Virton à Neufchâteau, de Gedinne à Bouillon, de Namur à Marche. Suppression de la place d'inspecteur des plantations, 569. Arrêté du 10 juillet 1847, relatif à la surveillance des plantations, compétence des ingénieurs des ponts et chaussées et des agents forestiers, 614. Cr. de 1,500.000 francs pour le service des routes, 663, 664. Routes de Marche à Ciney, de Vigée à Givet, de Gedinne à la frontière française, 663. Largeur des routes, 664. Elagage des arbres des routes, 775. M. Veydt propose l'ajournement d'une dépense de 387,975 fr. pour construction de routes nouvelles. Plantations. Route de Riempest à Hallembeke, 876. — III. Demande d'une loi mettant à la charge de l'Etat les dettes contractées par les communes pour construction de routes. r. de M. Landeloos, 21. De

Rumpst à Hallembaye, de Turnhout à Tilbourg, de Gedinne à la Meuse; plantations et élagage; intervention de l'Etat dans la construction, 52. Routes de Clercken à Poelcapelle, de Renaix à Leuze, de Louvegné à Stavelot; élagage, droits de barrières dans le Luxembourg, 164. Attributions du *m. t.* en matière de construction de routes, 227, 228. De Wellin à Rochefort, de Gedinne à Charleroi par Pussemange, d'Ingelmuntter à Oost-Roosebeke et Vive-Saint-Eloy; plantations, 287. Plantations, largeur, surveillance, 401. De Visé à Aix-la-Chapelle, de la Flandre orientale, de la Campine, plantations, 569. — **IV.** Demande de porter le *cr.* des routes au *B.* de l'intérieur (chap. de la voirie vicinale), 116. Plantations; routes affluentes au chemin de fer, 173. Vente des excédants, 251. Plantations, routes du canton de Looz, 351. Péages sur les routes de Huy à Tirlemont et à Stavelot, 424. Terme de l'adjudication des routes, 424. Tracé de Saint-Trond à Waremme, 425. Herbaumont à Houffalize. Routes dans l'arrondissement d'Ostende, 479. Canton de Looz. Saint-Trond à Waremme, canton de Lokeren, 554, 555. Abatage des arbres sur la route de Namur à Arlon, 585. Routes dans le Luxembourg, 586. Reprise des routes concédées, *ibid.* — **V.** De Tongres à Gelinden, dans les arrondissements de Bastogne, de Marche, de Saint-Nicolas, 46. Dans le Limbourg, affluents à la station d'Arlon, de Huy à Tirlemont, de Huy à Stavelot, 47. De Saint-Gérard à Salzinnes, de la Vesdre, de l'arrondissement de Bastogne, de Stavelot à Malmédy, 115. Reprise de routes communales, 115. Arrondissement de Gand, plantations, 116. De la Vesdre, 199. De Huy à Stavelot et Tirlemont, 201. *Cr.* de 1 million pour raccordements au chemin de fer, 200, 201. Développements à leur donner, 274. Affluents à la station de Wetteren, 274. Plantations, 275. Entre Uccle et Forest, 315. Suppression des droits de barrières sur les routes de Huy à Stavelot et à Tirlemont, et sur la route de la Vesdre, 337. Arrondissements de Nivelles, Bruges, Gand, 337, 338. Plantation de canadas, 337. D'Andenne à Ciney, de Bastogne, 338. De Nieuwmunster à Wenduyn, de Reninghelst à Kemmel, de Battice à Verviers; arrondissements de Gand et de Turnhout, amélioration générale, 400, 401. Arrondissements de Gand et d'Ypres, 463. De Hodimont à Ensival, Limbourg, Anvers, 2^e partie, 48, 49. Westmalle et Oostmalle, Reninghelst à Kemmel, Hechtel à Loozen, trafic sur les routes pavées, 150. Jalhay au barrage de la Gileppe, reprise des routes affluentes au chemin de fer.

RUBENS. **II.** Restauration des tableaux de la cathédrale d'Anvers, 556. — **V.** Conservation, 262.

RUE DES PALAIS à Bruxelles. **IV.** Demande de rachat de la concession, 109, 172.

RUSSIAS. **II.** Voir TOILES.

RUSSIE. **II.** Nécessité de négociations commerciales avec cet empire, 525. Négociations pendantes, 735. Traité de commerce. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 814, 815. — **III.** Etablissement d'une légation à Saint-Petersbourg. *r.* de M. Osy, 126. Traité de commerce. (Voir TRAITÉS.) — **IV.** Convention littéraire, *ibid.*

RUZETTE, commissaire d'arrondissement à Ypres. **V.** Circulaire aux bourgmestres, 112, 113. Sa révocation comme gouverneur, 2^e partie, 86.

S

SABOTS ET CORNES de bétail. **II.** Pr. de prohibition à la sortie, ajournement, 452, 545, 740.

SAINTE-GUDULE (Restauration de l'église de). **III.** 159, 140. Orgues, 283. Restauration, 399.

SAINT-GENOIS. **IV.** Pét. de journalistes catholiques relative à des visites domiciliaires, 532-534. — **V.** Grâce accordée à De Poorter, 83.

SAINT-SIÈGE. **I.** Désaveu de la révolution, 23. Encyclique de Grégoire XVI, 209. Légation à Rome. Nonce à Bruxelles, 584. Départ du nonce de Bruxelles, 572. Inutilité d'un ministre auprès du saint-siège, 709. — **II.** **III.** **IV.** (Voir DIPLOMATIE, ROME.) — **V.** Légation au Vatican, 84, 141, 142, 147, 148, 296, 299. Allocution de Pie IX à propos du mariage civil, 362. Pét. des évêques belges, 420-423. Pét. relative au pouvoir temporel, 2^e partie, 42. Echange de vues avec le Vatican, 106, 107, 186, 191, 192.

SANCTION DES LOIS. (Voir PROMULGATION.)

SANDWICH (Traité avec les îles). **IV.** (Voir TRAITÉS.)

SAN SALVADOR (Traité avec le). **III.** (Voir TRAITÉS.)

SANTÉ (Service de). **II.** Réduction du *cr.* porté au *B.* de l'intérieur, 13. Rejet du *cr.* pour traitement d'un inspecteur, 435. Service dans les campagnes, 616.

SANTÉ DE L'ARMÉE (Service de). **I.** Hôpitaux, dysenterie, charpie détériorée, procès en calomnie. Instruction des officiers de santé. Hôpital militaire d'instruction à Louvain, 408, 409. Demande d'explications sur une fourniture de sulfate de quinine, 488. Débat sur cet objet, 509, 510, 511, 515, 517. Renvoi à une *c.*, 517, 588. *r.* de M. de Jaegher, 589. Officiers de santé. *Id.* Discussion du *r.* de M. de Jaegher. Vote, 590. Pét. des médecins adjoints à l'armée en campagne, 738. — **II.** Mode d'avancement. Pr. de loi, 454. *r.* de M. Sigart, 458. Am. de M. Prisse, *m. g. r.* de M. Sigart, 548. Disc., 549, 550. Limite d'âge des élèves attachés aux hôpitaux militaires, 643. — **III.** Mode d'admission, 154. Indemnité pour fourrages aux médecins militaires. Etat nominatif des médecins qui reçoivent des fourrages, 389. Disc., 590. Critiques du service, 433. — **IV.** Traitement et avancement, 160, 161. Pr. de loi relatif à l'avancement, 460. Retrait, 464. Nouveau projet, 521, 572. — **V.** Traitement des médecins de régiment, 2 partie, 201.

SARDAIGNE. **I.** Traité de commerce, 649. — **III.** 7, 421, 540. (Voir TRAITÉS.)

SAUVETAGE MARITIME. **III.** 130, 131, 319.

SAXE. **II.** Arrestation d'un officier polonais au service de la Belgique. — **IV.** Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

SAXE-ALTENBOURG. **IV.** Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

SAXE-COBOURG (Duc de), frère du Roi. **II.** Son décès, 262. — **IV.** Convention littéraire avec le duché. (Voir TRAITÉS.)

SAXE-MEININGEN. **IV.** (Voir TRAITÉS.)

SAXE-WEIMAR. **IV.** Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

SCHELDEWINDEKE. **V.** Incident relatif à la nomination du bourgmestre (M. Vergauwen), 11.

SCHWARZBOURG. **IV.** Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

SECOURS A DOMICILE. II, 453.

SECOURS MUTUEL. III. Pr. de loi. *r.* de M. T'Kint de Naeyer, 51. *r.* sur l'exécution de la loi, 286. — **IV, 82.** — **V.** Demande de révision de la loi, 151.

SECRET DES LETTRES. I. Interpellation de M. Pirson, 45. — **IV, 170.**

SECRET DU VOTE. V, 454-452, 464, 465, 2^e partie, 22, 23.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. I. Demandent une augmentation de traitement, 258. Nomination, 520. — **II.** Insuffisance de leur traitement, 87. — **III.** Pét. de Jodoigne relative à l'institution d'une caisse de retraite, 21, 576, 584, 425, 425. Pr. de loi de M. Rogier (caisse de prévoyance), 427. *r.* de M. Muller, 549. — **IV.** Caisse de prévoyance. Am. du sénat. *r.* de M. Muller, 15. Traitement, 90, 149, 256, 597, 456, 566. — **V, 95, 94, 145, 162, 241, 506.** Travaux relatifs au rappel des miliciens en congé, 507. Pr. de M. Defuisseaux, 569, 450, 2^e partie, 19, 190.

SEGHERS, commissaire de police à Gand. V. Visite corporelle de deux demoiselles, 191.

SEL. I. Exportation. Pr. de M. Zoude, 26. Pét. des raffineurs d'Anvers, 102. Annonce d'une pr. de loi par M. d'Huart, 405. Pr. de loi, 499. *r.* de M. Zoude, 582. Discussion. Retrait du projet, 585. Demande de révision de l'impôt, 710. Pét. des sauniers de Bruxelles à propos des vexations du fisc. *r.* de M. Zoude, 758. Pr. de M. Lys de réduire l'accise, 749. — **II.** Pr. de loi tendant à modifier la loi sur le sel, 103. *r.* de M. Zoude, 255. Disc., 255, 254. Critique de l'impôt, 570, 571. Exemption de l'accise pour l'alimentation du bétail, 541, 542. Exemption pour le sel destiné à l'agriculture, 651. Pét. de Waereghem demandant une réduction de l'impôt, 645. Débat, 666. Pét. de fabricants de poteries, 741. Disc., ajournement, 748-750. — **III.** Emmagasiner dans les entrepôts, 24, 25. Exemption du droit d'accise pour le sel employé à la préparation des billes du chemin de fer, 144. Sel employé à la fabrication du sulfate de soude, perception du droit, 204, 207. Transit du sel brut, 272. Demande d'exemption de droits pour le sel employé à la fabrication du tabac, 272. — **IV.** A propos du traité avec la France, 7. Demande de réduction de l'impôt, 118. Demande de suppression, 174, 552, 515. Suppression de l'impôt. *r.* de M. Watteu, 575, 574. — **V.** Pét. de sauniers de Gand relative à l'entrée du sel raffiné, 21.

SELS ALCALINS. II. Abolition des droits d'entrée, 742.

SÉMINAIRES. II. Reddition de comptes, 552, 447. Subsidés à ces établissements, 558, 559. Droit de réclamer les comptes, 617. Bourses d'études, 759. — **V.** (Voir CULTES.)

SÉNAT (Nouvelle salle du). II, 481. — **IV.** Ornementation, 175. — **V, 47.** Mobilier, 2^e partie, 107.

SENNE. V. Effets de l'assainissement au point de vue des inondations, 2^e partie, 151. (Voir RIVIÈRES INONDATIONS.)

SÉQUESTRATION de demoiselles de bonne-famille dans un couvent. **II, 246.**

SEQUESTRE des biens de la famille royale des Pays-Bas. **I.** Loyer du palais du prince d'Orange, 145. Frais de séquestre, 151. Comptes de séquestre. *r.* de M. Legrelle, 257, 258. Pr. de M. Rodenbach

de payer les créanciers avec les fonds du séquestre, 511. Débat sur les stipulations du traité du 18 avril, 725. — **II.** Explications sur la levée du séquestre, 14.

SERAING. I. Convention avec J. Cockerill, 542. *r.* de M. Dequesne, 676. Disc. et vote, 677. — **II.** Avances faites à la société, 97, 98. — **IV.** Grève. Intervention de la troupe, 522. — **V, 454.**

SERBIE. V. Convention. (Voir TRAITÉS.)

SÉRÉNADÉ donnée aux jésuites à Anvers. **V, 181.**

SÉRICICOLE (Industrie). III, 261. Résiliation du bail de l'établissement d'Uccle, 440.

SERMENT. II. (Voir SUCCESSIONS.) — **III.** Des conseillers provinciaux et communaux, 519, 549.

SERVICE MILITAIRE. V. Application des lois aux Belges résidant à l'étranger et aux étrangers résidant en Belgique, 2^e partie, 6. Convention avec la France, 127.

SERVICE PERSONNEL. V, 96-101, 172-174, 176-180, 250-252, 522, 525, 532, 574, 2^e partie, 27, 28, 210.

SERVITUDES DOUANIÈRES. V, 94.

SERVITUDES MILITAIRES. III. Demande d'une loi, 149. Défense de bâtir à Anvers, 209, 211, 274, 286. Pét. d'Anvers relative au camp retranché, 537. Pét. de Namur, 549, 455. — **IV.** Pét. du conseil provincial d'Anvers, 112-115. Pét. d'habitants de Gand, 115. Pét. d'Anvers. Pr. de MM. De Boe, Vervoot, etc., 171, 172. Pr. de loi de M. Vandennepeereboom, *id.* de MM. Jacobs, Hayez et consorts, 285. Pét. d'un cultivateur d'Anvers, 424. *r.* de M. Allard sur le pr. de M. Vandennepeereboom, *id.* de M. Jacobs sur son pr., 585. — **V.** Indemnités, 45, 49. Pr. de M. Malou, 196. Refus des Anversois d'accepter l'indemnité, 197. Exécution de la loi, 400. A Termonde, 425.

SIAM (Traité avec). IV. (Voir TRAITÉS.)

SIMONS, ingénieur. II. Mis en disponibilité, 554. Sa mort au Guatemala, 567.

SKRZYNECKI, général polonais. I. Définitivement admis au service de la Belgique, 672. — **II.** Pension, réduction, 770, 771.

SNELLAERT. V. Achat de sa bibliothèque, 192.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE de Namur. **IV, 279.**

SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE. III, 194.

SOCIÉTÉ D'EXPORTATION. II. Pr. de loi de M. Dechamps. *r.* de M. Desmazières, 555, 611, 612. Débat sur cet objet, 728-730, 755, 776. — **III, 12.**

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. I. Lettre de la Société demandant qu'on examine sa situation vis-à-vis de l'ancien royaume des Pays-Bas, 89. *r.* de M. Jadot, cautionnement inspection des registres, restitution de 75,000 fl. enlevés par les Hollandais à l'agent de la Banque à Turnhout, 150. Débat sur le contrôle du caissier de l'Etat, agent à Neufchâteau, 151. Agence à Neufchâteau, 202. Versement au Trésor, 228. Solde du caissier de l'Etat. Convention (8 novembre) avec l'Etat. Renvoi à une c., 228, 229. Débat au sujet de la conduite de la Banque dans l'affaire de l'emprunt de 48 millions, 256. Droit d'émettre des billets de banque, 546, 547. Demande de concession du chemin de fer vers la France. 590. Ajournement de l'examen du contrat du 8 novembre. Réduction du tantième sur les recettes de l'Etat. 405. *r.* de M. Fallon sur la convention, 444, 445. Critique de la convention, 487. *Id.* de l'émission des billets de caisse.

Convention au sujet des redevances annuelles, 506. Nouvelles conditions imposées au caissier de l'Etat, 506-508. Vote d'un cr. sous réserves, 575. *r.* de M. Fallon sur la nouvelle convention, 587. Observations. Autorisation de prélever, sur l'encaisse, les sommes nécessaires au remboursement des capitaux dus aux provinces et aux communes, 538. M. Eloy de Burdinne réclame le remboursement immédiat de ce que doit la Société Générale, 617. Procès avec le gouvernement hollandais, 723. Pr. de M. Van den Bossche, 722. *Id.* de M. Dumortier, 724. — **II.** Demande d'explications sur ses rapports avec l'Etat, 14. Attaques dirigées contre la Société, 98. Convention relative à la forêt de Soignes, 181. Demande de faire du renouvellement de son contrat l'objet d'une loi, 187, 215. Droits de l'Etat en cas de crise, 246. Remboursement d'avances faites aux concessionnaires de la Sambre canalisée, 263, 348. Attaques contre la Société Générale, 573. Cours forcé donne à ses billets, 635. Nouvelle émission de 20 millions, 636-638. Reorganisation du service du caissier de l'Etat, 735. Contestation avec l'Etat au sujet de l'intérêt de l'encaisse de 1830. Litige relatif à l'enlèvement de la caisse de Turnhout, 779. Pr. d'exiger un intérêt pour la première émission des billets de banque ayant cours forcé, 780. Convention avec l'Etat pour la fondation de la Banque Nationale, 815.

SOCIÉTÉS. I. D'assurances. Réclamations à leur sujet, 239. *Id.* anonymes. Autorisation préalable, 307, 308. *Id.* de commerce. Emission de billets, 498. — **II.** Anonymes. Débat sur les abus résultant de leur fondation, 25. Patentes, arrêté du 31 décembre 1843, 524, 571, 572. Paiement à l'Etat des frais de surveillance, 668. Débat sur des nominations de commissaires, 878. — **III.** Publication de leurs statuts au *Moniteur*, 223. Réciprocité internationale, 280, 290. Frais de publication de leurs statuts, 347. — **IV.** Demande d'augmentation de l'impôt sur les sociétés anonymes, 118. A responsabilité limitée, 144, 145. Commerciales, pr. de loi, 253, 326, 510. Code de commerce, 564, 565. Coopératives, 510. *r.* de M. Guillery, 564. — **V.** Dangereuses, 103. Coopératives, exemption de certains droits, 331, 332. Commerciales, 17. Publication des actes au *Moniteur*, 2^e partie, 108. (*Voir aussi* CODE DE COMMERCE.)

SOIE (Fils de). **II.** Pét. de fabricants d'Anvers et de Courtrai, réclamant la prohibition d'entrée, 345. — **III.** Subsidés à des fabriques à Deynze et Alost. Défaut de publicité, 13. Droit d'entrée, 140.

SOIERIES. I. Tarif, 506.

SOIGNIES. V. Interdit jeté par l'évêque sur l'école communale, 44.

SOLDATS. II. Un soldat gelé dans un cachot à Charleroi, 348. Pét. d'anciens soldats devenus aveugles au service, 362. Mauvais traitements infligés à un caporal, 458. Pensions des soldats français décorés au siège d'Anvers, 524.

SORTIE (Droits de). **III.** Suppression de prohibition, 140, 141.

SOURCES. V. Réclamations des communes voisines de Bruxelles contre leur accaparement, 21, 163.

SOURDS-MUETS. I. Instruction, le chanoine Triest, 335. Asiles à créer dans le Limbourg, 490. — **II.**

Enseignement, 208. — **III.** 221. Instruction orale, 341. — **IV.** 251. Indigents, 390, 452, 525.

SPA. I. Traitement du contrôleur des jeux, 663, 711. — **II.** Demande de suppression, 333. Demande d'une part des bénéfices pour l'hospice Saint-Charles, 455, 467, 526. Suppression du traitement du contrôleur, 615. — **III.** Débat sur la question des jeux, 198, 266. Cession du bois de Heid-Fanard, 552. — **IV.** Cession du bois de Commune-Paule, 94. Jeux. Répartition des bénéfices, 251. Demande de suppression, 288, 321, 322, 389, 454. Pr. de loi, 472, 506. *r.* de M. Vander Maesen, 525. — **V.** Suppression des jeux, 40. Indemnité, 188, 258. Périmètre de protection des eaux, 2^e partie, 196.

STALLAERT. V. Gravure de son tableau (*Didon*), 396.

STASSART (DE). I. Sa révocation comme gouverneur du Brabant, 739-742.

STATISTIQUE. II. Exagération des dépenses, 186. Statistique générale, 353. — **III.** Débat sur les frais qu'elle entraîne, 127, 197. — **IV.** Demandée aux communes, 505. — **V.** Dépense, 423.

STATUES des grands hommes. **II.** Subsidés, 123. Godefroid de Bouillon, Simon Stevin, 209. Discussion au sujet de Simon Stevin, inscription de la statue du général Belliard; Baudouin de Constantinople, Charles de Lorraine, 359. Charles de Lorraine, 530. — **III.** 158.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). **V.** Fiancée à l'archiduc Rodolphe d'Autriche, 200.

STERCKX (Englebert), cardinal-archevêque de Malines. **IV.** Ses funérailles, 458.

STRASSEN (Luxembourg). **I.** Outrage au drapeau belge, 570, 571.

STUYCK, lieutenant de cavalerie **IV.** Pét. relative à une mesure dont il a été l'objet, 209.

SUBSISTANCES. II. Cr. de 2 millions, 406-409. Emploi du cr. Nouveau cr. proposé par M. de Theux. *r.* de M. Desmazières, 535, 536. Cr. de 500,000 fr., proposé par M. Veydt, *m. f.* (Flandre, Brabant, Anvers et Hainaut), 627. *r.* sur l'emploi du cr. de 500,000 fr., 738. — **III.** Cr. extraordinaire, 22.

SUBSTITUTS DES PROCUREURS GÉNÉRAUX. I. Augmentation de traitement. *r.* de M. Demonceau. Adoption, 429.

SUCCESSION (Droit de). **I.** Sur les immeubles situés en Hollande. Pr. de M. H. de Brouckere. *r.* de M. Bosquet. Vote, 335. Réciprocité internationale. Pr. de loi de M. Ernst (aubaines). *r.* de M. Liedts, 528. Pr. interprétatif concernant les droits de survie, 734; ajournement, 735. — **II.** Opinion de M. F. de Mérode en faveur d'un impôt modéré en ligne directe, 20. Interprétation de l'article 1^{er} de la loi de 1817, 23. Prévisions de recettes, 218. Pr. d'impôt en ligne directe, serment, 613, 614, 645, 666. Dépôt d'un pr. de loi par M. Frère-Orban, 746. *r.* de M. Deliege, 747. — **III.** Impôt en ligne directe, serment, rejet, crise ministérielle, vote, 33-42, 50, 60. Pr. amendé par le sénat. *r.* de M. Deliege, 102. Critiques retrospectives, 351. Protestation de M. Frère-Orban, 352. — **IV.** Paiement sur les immeubles situés à l'étranger, 106, 144, 174. Réciprocité internationale, 276. Valeurs mobilières, 320. Surtaxe qui frappe les fonds étrangers, 388. Fixation de la valeur des immeubles, 453. — **V.** Des immeubles

appartenant à un étranger. Pr. de MM. Lelièvre et De Baets, 20. Multiplicateur officiel, 202. Expertise en cas de succession collatérale, 259. Multiplicateur officiel, 341. Augmentation des droits, 2^e partie, 150. Multiplicateur officiel, 215.

SUCRES. I. Transit, fraude, 25 Pét., 45. Fraudes sur les sucres, 257. M. Eloy de Burdinne demande la révision de la législation, 499. Tableau de l'importation et de l'exportation des sucres. Disc. de l'impôt, 500, 582, 585. Estimation du produit de l'impôt, 616. — **II.** Pét. réclamant une protection pour le sucre indigène, 20. Debat sur l'accise, 21, 22. Annonce d'un pr. de loi. Dépôt du pr., 100. Avis des chambres de commerce, 103. Am. de M. Smits à la loi des sucres, 190. Disc., 191, 192, 193, 215, 216. Pét. de raffineurs d'Anvers, 343. *Id.* d'ouvriers gantois, 344. r. de M. Smits, 345. Debat sur la législation, 370, 371. Règlement du compte d'un navire chargé de sucre et arrivé, par suite de force majeure, après le vote de la loi sur les droits différentiels, 448. Pr. de modification à la loi générale. r. de M. Loos, 450, 451, 452. Décharge de l'accise pour l'exportation du sucre brut de betterave, 541, 542. Surveillance des sucreries, 545. Statistiques, 628. Pr. de la s. c. du B. des voies et moyens, 629. Vote et rejet d'une disposition proposée par M. de Corswarem, 629. Pr. de M. Mercier, 629, 631. Perception de l'impôt sur le sucre indigène et les glucoses, 631. Demande d'un historique de la législation, 667. Ajournement de l'examen de la question, 710. Pr. de MM. Cools et Mercier. *Id.* de M. Frère-Orban, m. f. Disc., 740-742. — **III.** Demande de suppression de la prime à l'exportation, 10. Maintien du rendement à 68, 24. Perception des droits sur le sucre indigène, dénaturation des mélasses, 25. Distillation en entrepôt. Rendement des mélasses, arrêté royal d'août 1853, 272. Augmentation du *minimum* de l'accise. Pr. de loi de M. Mercier. r. de M. de la Coste, 332, 333. Surveillance des fabriques de sucre indigène, perception du droit sur les glucoses, *ibid.* — **IV.** A propos du traité avec la France, 8. Convention internationale, 259, 260. Expériences de raffinage faites à Cologne, 397. — **V.** Demande d'un impôt sur le sucre de betterave, 21. Convention internationale, 148. Procès-verbaux, 166, 202. Raffinage en entrepôt, 259. Types, 240. Prorogation de la convention, 317. Accise, 359, 340. Convention du 11 août 1875. Modification de l'impôt, 370, 371. Mode de fabrication du sucre de betterave. Conférence de Paris, 454. Pét. relative aux droits d'entrée, 2^e partie, 20. Restitution des droits sur les glucoses, 74.

SUFFRAGE UNIVERSEL. II. Pét. d'ouvriers qui le réclament, 283. *Id.* d'habitants de Bruxelles, 634. — **V.** 444. 2^e partie, 21, 22, 79, 80, 188.

SUISSE. IV. Traité. Convention littéraire. (*Voir TRAITÉS.*)

SULFATE DE SOUDE. III. Droit d'entrée, 478. — **IV.** Remise des droits d'entrée sur la cargaison du navire *La Force*, 207. Droit d'entrée, 260.

SURETÉ PUBLIQUE. I. Mesures pr. par M. Raikem, m. j. Disc., retrait, 32. M. Dumortier prétend qu'elle est chargée de faire la police électorale, 144. Demande de licenciement de la police de sûreté, 199. Pr. de loi de M. Lebeau. r. de M. d'Huart. Debat sur la police politique. Les mouchards, 308. Ce service déclaré inutile, 492. Cri-

tique du service, un filtre pris pour une machine infernale, 575. Observation de M. H. de Brouckere sur une brochure de l'administrateur, 607. Lettre de M. Hody au sujet d'une poursuite dirigée contre le *Méphisophélès*, 711. — **II.** Debat sur la police, 12. — **IV.** Cr. de 50,000 fr. en 1870, 615. — **V.** Attributions de l'administrateur, 2^e partie, 108.

SUYS, architecte. **IV.** Demande de paiement d'honoraires, 107.

SYLVICULTURE. V. Enseignement, 303.

T

TABACS. I. Pr. de M. David relative à l'entrée des cigares, 500. Pr. de M. Vuylsteke, 505, 583. r. de M. Mercier, 586. — **II.** Demande d'établissement d'un droit de débit, 186. Régie, 214. Droit de fabrication et de débit. Pr. de M. Mercier, 254. r. de M. de Corswarem, 256. Disc., 256-259, 666. — **III.** Droits d'entrée sur les côtes de tabacs, 25. Droits d'entrée sur les tabacs français, *ibid.* Droit de débit. r. de M. Veydt, 42. — **V.** Suppression du droit de débit, 32 et suiv. Impôt sur la culture, 2^e partie, 150.

TABLEAUX. III. Achats à la vente de la galerie du roi Guillaume II, 46. *Id.* d'un Teniers de la galerie Van Saceghem, 159.

TACK, intendant militaire. **I.** Demande à être remis en activité, 534. — **II.** *Id.* les arriérés de sa solde, 125.

TAMISE. III. Service de navigation sur Anvers, 319.

TAN BRUT. III. Demande de réduction du droit d'entrée, 207.

TANNERIE. II. Demande de droits protecteurs, 740.

TANNEURS. V. Pét. relative au traité avec les Etats-Unis, 2^e partie, 29.

TAPIS. I. Tarif, 583. — **II.** Demande d'un droit protecteur, 100. — **V.** Droit d'entrée, 132.

TAPISSERIES de haute lisse. **V.** Acquisition, 262.

TARIF CONSULAIRE. II, 330, 351, 426, 612.

TARIF DOUANIER. II. Amandes, cannelle, épiceries, figues, foin, fruits, huiles, merceries, miel, piment, poivre, prunes, pruneaux, raisins, riz, tissus de soie, café, 20, 21. Nécessité d'une révision générale, 134, 190. r. de M. Zoude, 190. Pét. de briquetiers, de fabricants de chicorée, de propriétaires d'osiers, de fabricants de tabacs, 191. Cheveux, houblons, os, terres cuites, ardoises, soies, cuirs, armes, lins, 191. Promesse de communiquer les tarifs étrangers, 255. Pr. de loi de M. Dechamps, m. a. 545. Demande de révision, 614. Assimilation de marchandises portées au tarif, 628. Amendem. de M. d'Hoffschmidt, m. a., au pr. de M. Dechamps (révision des tarifs). Disc., 630, 631. Levûre, ruches d'abeilles, cire et miel, 632. Levûre, sacs d'emballage, osiers, 740. Roues et axes de locomotives, 742. Autorisation de lever les prohibitions à la sortie et de réduire les droits d'exportation, 742. Prorogation de cette mesure, 830. r. de M. Moreau, 830, 831, 837. — **IV.** (*Voir DOUANES.*)

TARIFS JUDICIAIRES. II. Taxe des experts, des témoins, 617. (*Voir FRAIS DE JUSTICE*) En matière civile. r. de M. Moreau, 762, 763. — **III.** En matière criminelle, 157. En matière civile, 199, 574.

TE DEUM. I. A l'occasion de l'anniversaire du Roi. Refus de la chambre de s'y rendre en corps, 44. Décision en sens contraire, 538.

TELEGRAPHES. II. Pét. de banquiers et d'agents de change, demandant la suppression des lignes télégraphiques qui favorisent les manœuvres de Bourse, 212. Demande d'établissement de télégraphes électriques, 665, 666. Pr. de loi de M. Rolin, *m. t. r.* de M. Veydt, 875. — **III.** Tarif provisoire des correspondances. *r.* de M. Veydt, 51. Cr. pour extension des lignes, 108. Tarifs, 163. Tarifs, extension des lignes, 227. Timbres, réduction du tarif, augmentation du personnel, demande d'un tarif uniforme, 286, 287, 349. *Id.* Télégraphes sur les lignes de chemin de fer concédées, 445, 498. Tarifs, secret des dépêches, 568. — **IV.** Demande d'établissement d'un bureau à la Bourse de Bruxelles et de relier au réseau les villes qui n'ont pas de station de chemin de fer, 36. Bureau central à Bruxelles, tarif uniforme. Extension des lignes, 115. Pét. de Thielt, Meulebeke et Roulers, 172. Extension des lignes, bureau à Meulebeke, 214. Tarif des dépêches pour l'intérieur et l'étranger, timbre-télégraphe, 284. Admission de diplômés dans l'administration. Taxe des dépêches, extension des lignes, 351. Télégramme avec réponse payée. Taxe supplémentaire pour le transport des dépêches dans les communes rurales, 424. Prix des dépêches pour la France; compte des mots, signature, prorogation de la loi de 1851, 581. — **V.** Refus d'expédition de télégrammes vers la France, lettres-télégrammes, 45. Cr. de 300,000 fr. pour extension des lignes, 114. Télégraphes locaux, 270. Télégraphe spécial pour le parquet de Bruxelles, 337. Télégraphes locaux, 400. Poteaux métalliques, lignes souterraines, emploi d'enfants pour le transport des dépêches à domicile, 2^e partie, 18. Critique de l'augmentation du tarif. Dépêches de service, 215.

TÉLÉPHONES. V. A Liège, à Bruxelles, 2^e partie, 18.

TEMOINS. V. Indemnité en justice, 2^e partie, 108.

TEMPOREL DES CULTES. IV. (*Voir* FABRIQUES D'ÉGLISE.) Distribution du discours de M. Tesch, 79. Pr. de loi de M. Tesch, 257. *r.* de M. Van Humbeeck, 327. Débat politique, 345-349. Mise à l'ordre du jour, 532. Disc. et vote, 566, 567. (*Voir* aussi CULTES.)

TERMONDE. IV. Travaux de fortifications, 461, 613-615. — **V.** Servitudes militaires, 425.

TERNEUZEN (canal de). **I.** Péages établis par la Hollande, 708. — **II.** Réclamation à charge de la Hollande, 8, 9, 10. Etablissement à Gand du receveur des péages, 182. Obligations de la Hollande, 252. Indemnités dues par la Hollande, 523, 612. — **V.** Réduction des péages, 46, 50. Elargissement, 46. Baisse des eaux, 84. Avant-projet de travaux, 115. Baisse des eaux, 198. Cr. de 5 millions, 199, 201. Achèvement des travaux, 274. Convention avec les Pays-Bas, 295. Approfondissement, 337. *r.* de M. Smolders, 361. Rejet, 362. Négociations nouvelles, 463, 2^e partie, 4, 5, 6, 107, 154, 155. Convention conclue par M. Frère-Orban, 186. *r.* de M. Willequet, 187. Question politique, 214.

TERRAINS INCULTES boisés pour le compte des

communes. — **IV.** Exemption des frais de régie, 94. Modification à la loi du 25 mars 1846, 560.

TERVUEREN. II. (Achat de parcelles pour le domaine de), 347, 348. — Achat d'enclaves dans le parc, 432. — **V.** Restauration du château, 46. Revenu, 144. Echange d'immeubles avec le domaine privé du Roi, 2^e partie, 200.

TÊTE DE FLANDRE. I. Bateau à vapeur, régie, 589. Service sur Anvers et Burght, 541. — **II.** Achat d'un bateau à vapeur pour le service, 75. Débat sur ce service, 82. Tarif du passage, 353. Cr. de 125,000 fr. pour un nouveau bateau, 525, 556, 612. — **IV.** Monopole du passage d'eau, 553. — **V.** Pét. y relative, 107.

THÉÂTRES. I. De Bruxelles, 24. Police et censure, 305, 306, 319, 397. — **II.** Suppression d'un subside porté au B., 209. — **III.** Incendie du théâtre de la monnaie, 277. — **V.** Flamand à Bruxelles, subside de 15,000 fr., 396, 460, 2^e partie, 10.

THORN. I. Son arrestation, 11. Protestation, 12, 15, 30. — **II.** Pension à sa veuve, 210.

THUIN. IV. Démêlés avec la compagnie du Nord, 521.

TILFF (Incident de). **I.** 716, 717, 718.

TIMBRE. I. Tarif général. Pr. de loi de M. d'Huart, 592. Discussion, 595. Timbre des effets, 675. Des journaux, 673-675. — **II.** Obligatoire des effets de commerce. Pr. de M. Veydt, *m. f. r.* de M. d'Huart, 649. Des journaux. (*Voir* JOURNAUX.) Timbre des lettres de voiture. Pr. de loi, 747. Pr. de M. Toussaint d'augmenter les timbres de dimension, 777. Droit de timbre sur les contrats d'assurance contre l'incendie, 848. — **III.** Des journaux. Demande de rétablissement de l'impôt, 166, 167. Adhésif pour les effets de commerce, 266, 290. *Id.* d'endossement pour les effets venant de l'étranger, 336. Am. au pr., 388. — **IV.** Des billets au porteur, 94. *Id.* d'avis; suppression, 208. Des billets au porteur, 469. Adhésif pour les petits paquets et les affiches, 536. Timbre spécial des lettres de voiture, 568, 587. **V.** Abolition du timbre des patentes, des quittances et des pétitions, 32. Adhésif pour les effets de commerce, 272. Suppression pour les registres des quittances des établissements publics, 166. Des affiches, 326. Demande de suppression, 377. Adhésif des effets de commerce, 2^e partie, 29, 156. Augmentation de l'impôt, 150.

TIR A LA CIBLE. V. Subside, 2^e partie, 9.

TIR AUX PIGEONS. V. 320, 459.

TIR DE BRASSCHAET. V. Dangers, 2^e partie, 201.

TIR NATIONAL. III. Cr. de 25,000 fr., 486. Demande de transport gratuit des tireurs. Objets donnés en prix, 543. — **V.** *Id.*, 81.

TIRLEMONT. V. Demande une garnison, 181.

TISSUS (Toiles). **I.** Tarif, 505, 506. — **IV.** Teints et imprimés, demande de libre entrée, 151.

TITRES AU PORTEUR. V. Pr. de loi de M. De Lantsheere, 459, 2^e partie, 122, 291.

TITRES DE NOBLESSE. II. Demande de les frapper d'un impôt, 551, 611, 612, 619, 734, 755. — **III.** Droit d'enregistrement, port de faux titres, 319. — **IV.** Publication de la liste, 9. Faux titres, pénalités, 14. — **V.** 84, 147.

TOELAGEN (*Voir* TRAITEMENTS D'ATTENTE.)

TOILES. II. Débat sur une ordonnance du gouvernement français qui augmente les droits d'entrée

sur le linge de table fin, 18, 26. Demande d'une estampille, 555. *Russias*. Cr. pour fabrication dans les prisons, 751. Nouveau cr. r. de M. Brueneau, 848. Disc., 848-850. — **III.** Saisie de toiles belges écruës à la frontière française, 10. Fabrication à Saint-Bernard, 45, 154, 155, 216, 278, 340, 341, 459. — **IV.** Toiles à voiles, tissage en entrepôt, 95. Toiles ardoisées. Tarif à l'entrée en France, 142. Pét. des blanchisseurs d'Alost et de Ruysbroeck. *Id.* des chambres de commerce de Courtrai et de Roulers, 151. Droits d'entrée, 260. Blanchiment, 274.

TOMBOLAS. V. En faveur d'œuvres de patronage, 2^e partie, 144.

TOUAGE A VAPEUR. IV. Sur les canaux, 255.

V. Compagnies, 115.

TOURNAI. II. Restauration de la cathédrale, 201.

— **III.** 11, 46, 159. — **V.** Restauration de la Halle, 2^e partie, 10.

TOURTEAUX DE LIN. II. Demande d'autoriser l'exportation par tous les ports, 20.

TOXIQUES (Interdiction d'exporter certaines substances). **V.**, 454.

TRADUCTIONS. IV. A propos du traité avec la France, 7.

TRAITE DES NÈGRES. II. Convention avec l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne et la Russie, 611, 716.

TRAITÉ DES 24 ARTICLES. I. r. de M. de Muelenaere, discussion, vote, ratification, 9, 10. Exécution, 11. Adresse, 11, 12. Réponse de S. M., 12. Evacuation du territoire, 15. Remise d'une note du 11 mai à la Conférence. Interpellation, 50. Articles additionnels, reconnaissance du royaume, félicitations au Roi, 47. r. sur de nouvelles négociations, 81. Evacuation réciproque du territoire. Attaques contre le ministère. Appel à la guerre, 82, 85. Démission du ministère Lebeau. r. de M. Goblet, *m. a.* Convention du 21 mai. Discussion à ce sujet, 157, 159, 140. Note des plénipotentiaires belges à la Conférence, relativement aux provinces cédées, 140. Projet de convertir la convention du 21 mai en un traité définitif. Admission de nos plénipotentiaires à la Conférence. Mission de M. Goblet à Londres, 144. Démonstrations militaires de la Hollande. Mesures de résistance. Licenciement de la *schutterij* en Hollande. Etat de l'armée, 251. Violation du traité par le roi Guillaume, 502. Excès commis par des soldats hollandais sur la frontière de la Campine, 505. Débat sur la situation vis-à-vis de la Hollande, 551. M. Dumortier soutient que la Belgique n'est plus tenue à observer le traité, 445. Adhésion des agnats de la maison de Nassau. *Statu quo* sur les bases de la convention du 21 mai. Violation du territoire par le général Dibbets à Maestricht, 488. *Statu quo*, 570. Incident de la forêt de Grunewald. Envoi de troupes. Adhésion de la Hollande aux 24 articles. Outrage au drapeau belge à Stras-sen. Adresse au Roi. Pét. contre le morcellement du territoire. r. de M. Doignon, 570, 571. Adresse en réponse au discours du trône. Protestation contre tout morcellement du territoire, 648. Pét. dans le même sens. Mesures prises pour la résistance, 649, 650. Discours de M. Pirson, doyen d'âge, 665. r. de M. de Theux sur les négociations. Ajournement des chambres. Démission de MM. Ernst et d'Huart. Pr. de loi portant appro-

bation du traité, 650. r. de M. Dolez, 651. Discussion, 651-662. Mort de M. Bekaert, 660. Vote, 661. Lecture des traités signés à Londres le 19 avril. Mesures d'exécution, ratification, 662. Débat sur les ratifications et des violations du traité, 708. — **II.** Débat sur son exécution, 7. Commissions mixtes, 8. Cr. pour les frais d'exécution. Commission d'Utrecht, capitalisation de la dette. Interpellation au sujet du bruit d'une rupture, 75. Débat au sujet des conditions de la navigation de la Meuse et de l'Escaut, 82. Règlement de divers points litigieux, 181. M. Dujardin nommé *c. r.*, 182. Convention de limites et de navigation. Dépenses d'exécution du traité, 243. Liquidation des créances arriérées. r. de M. Malou, 262.

TRAITEMENTS D'ATTENTE. I., 24. Discussion, définition, 142. Pr. de M. d'Hoffschmidt de les supprimer, 160, 310, 311. MM. Lamotte Baraffe, Herla. 587, 575, 612, 662, 709, 710. — **II.**, 264, 350, 361. Pr. de loi de M. Malou, *m. f.* Affaire des héritiers Coupez, rejet, pourvoi en cassation, désistement, 466, 523, 526, 614, 727, 755, 840. — **III.** Pr. de loi de M. Liedts, relatif au paiement de certaines sommes dues par l'Etat en vertu de décisions judiciaires, 208. r. de M. Lelièvre, 348, 425. Pr. de loi de M. Lelièvre, 494. — **IV.**, 504, 561.

TRAITÉS. I. Avec les Etats-Unis, 199. Arbitrage de Francfort, conférence de Munchengraetz, 505. Avec le Danemark, 505. Avec le Brésil, 585. Avec la France, la Turquie et la Sardaigne, 649. r. de M. de Jaegher sur les deux premiers, 662. — **II.** Avec la Turquie, 7, 8. Avec les Etats-Unis, 8. Avec la Grèce, 8, 9. Avec Haiti et le Mexique, 75. Avec l'Espagne, avec la Hollande, 181, 182. Avec le Zollverein. r. de M. De Decker, 528-550. Avec les Etats-Unis. r. de M. de Theux, 426, 427. Avec la France. r. de M. Desmazières, 427-430. Avec la Hollande. r. de M. H. de Brouckere, 450, 451. Avec les Deux-Siciles. r. de M. Mercier, 611. Traité de navigation avec la France. r. de M. Le Hon, 614. Avec la Russie. r. de M. T'Kint de Naeyer, 815. Avec le Guatemala. r. de M. Van Iseghem, 815. — **III.** Avec le Pérou, la Bolivie, le Mexique, le Nicaragua, la Sardaigne, 7. Avec les Pays-Bas. r. de M. Malou, 91-95. Ajournement des ratifications, 95. Avec l'Angleterre. r. de M. Van Iseghem, 91-94. Convention de pêche, 94. Convention additionnelle au traité avec le Zollverein. r. de M. T'Kint de Naeyer, 95, 94. Convention avec la France. r. de M. T'Kint de Naeyer. Avec le saint-siège. r. de M. Van Iseghem, 126. Avec l'Uruguay, avec l'Autriche. r. de M. Van Iseghem, 196. Avec la France (commerce et convention littéraire). r. de M. De Haerne, 196. Convention pour le transit avec le Zollverein. r. de M. Van Iseghem, 196. Traité avec le Mexique et l'Angleterre (propriété littéraire et artistique). r. de M. De Haerne, 260. Dénonciation du traité avec la Hollande, 572. Traité avec la Grèce. r. de M. Van Iseghem. Avec le Danemark (rachat du péage du Sund et des Belts). r. de M. Van Iseghem, 572. Avec les Deux-Siciles et l'Uruguay. r. de M. Van Iseghem, 575. Deux-Siciles, Uruguay, Pays-Bas, Sardaigne, Venezuela, San Salvador, Honduras, Russie. *rr.* de M. Van Iseghem. Perse. r. de M. De Boe, 421, 422. Etats-Unis. r. de M. Van Iseghem. Chili. r. de M. A. Pirson. Pays-Bas (convention

ittéraire). *r.* de M. De Haerne. Costa-Rica. *r.* de M. d'Hoffschmidt. Honduras et Guatemala. *r.* de M. Van Iseghem. Nicaragua. *r.* de M. de Luesemans. Liberia. *r.* de M. Deliège, 470. Prorogation du traité avec la France. *r.* de M. Van Iseghem. Avec l'Espagne (convention littéraire). *r.* de M. Vervoort, 471. Avec la Sardaigne (convention littéraire). *r.* de M. Hymans, 540. Avec le Pérou et la république Argentine. *rr.* de M. Van Iseghem. *ibid.* — **IV.** Avec la Turquie, la Bolivie, le Mexique, le Maroc, la Grande-Bretagne, 76, 77. Avec la Russie (convention littéraire), les îles Sandwich, la Suisse, 141. Avec la Prusse, l'Italie, l'Espagne, Brème, Lubeck, les Etats-Unis; convention additionnelle avec la France, avec les Pays-Bas (rachat du péage de l'Escaut et prises d'eau à la Meuse, 142, 143. Avec le Zollverein, 248. Avec la Chine, avec les Pays-Bas, 316. Conventions littéraires avec la Saxe royale, Hanovre, Saxe-Meiningen, Anhalt, Saxe-Cobourg, 318. Avec le Japon, 385. Convention littéraire avec le Portugal, Saxe-Weimar, Saxe-Altenbourg, 385, 386. Avec la Suisse, 386, 387. Traité avec l'Autriche, 386. Convention littéraire avec Schwarzbourg et Reuss, 451. Avec la France pour régler l'indemnité de sauvetage des engins de pêche, 452. Avec les Etats-Unis concernant les émigrants, *id.* convention consulaire, *id.* concernant les marques de fabrique, *id.* avec le royaume de Siam, 503. Avec les Pays-Bas, concernant l'exercice de l'art de guérir dans les communes des frontières, 503. *Id.* concernant la délimitation de la frontière dans le Zwyn, 504. Avec l'Espagne, avec la France, relative à l'assistance judiciaire, 560. — **V.** Avec l'Espagne, 6. *r.* de M. de Zerezo de Tejada, 7. Convention consulaire avec l'Italie, 7, 8. Avec l'Allemagne pour la reprise du Guillaume-Luxembourg, avec les Pays-Bas pour l'endiguement du Zwyn, les prises d'eau à la Meuse et le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur son territoire, 140-144. Traité de commerce et de navigation avec la France, 141-144. Avec le Portugal, avec la république d'Orange, 238. Avec la Hollande au sujet du canal de Terneuzen, 295. Avec le Pérou, 295, 299. Avec les Etats-Unis, 299, 302. Avec l'Espagne, 302. Avec l'Allemagne (marques de fabrique), avec le Chili, le Transvaal, l'Italie, 361. Rejet de la convention de Terneuzen, 362. Avec l'Autriche pour les marques de fabrique, 420. Avec la Roumanie, le Brésil (marques de fabrique), 422, 423. Avec l'Espagne, 2^e partie, 6. Convention consulaire avec l'Italie, 74. Dénonciation des traités de commerce, 107. Prorogation du traité avec la France; convention avec la Serbie, 186. Prorogation du traité avec l'Allemagne, avec l'Espagne, 187. Convention consulaire avec les Etats-Unis, 187, 188.

TRAMWAYS. **V.** Sur les accotements des routes, 116. A Gand, 270. Concessions, 310-314, 337, 2^e partie, de Mons, 150, 151.

TRANSFERTS (Critique des) au *B.* de la guerre. **IV**, 18.

TRANSIT. **I.** M. Rogier réclame une loi, 329. *Pr.* de loi de M. de Theux, 401. *r.* de M. Desmazières, 404. Disc. et vote, 404, 405. — **II.** Autorisation de modifier la loi, 101. *r.* de M. de Foere, 103. Prorogation, 190. Disc., 191, 192. Nouvelle prorogation. *Pr.* de M. Mercier, 342, 343. *Pr.* de

M. Malou, *m. f.*, 448. *r.* de M. Loos, 450, 451, 628, 740. *Pr.* de substituer la perception du droit au poids à la perception sur la valeur, 742. — **III.** Rectification d'une erreur dans l'article 34 de la loi du 6 août 1849, 24. *Pr.* de loi de M. Frère-Orban, *m. f.*; *r.* de M. Bruneau, 99. Conversion en loi d'un arrêté du mois de mars 1851, 140. *Pr.* de loi de M. Frère-Orban. *r.* de M. Moreau. Transit des houilles, 429.

TRANSVAAL. **V.** Traité. (Voir TRAITÉS.)

TRAVAUX PUBLICS. **I.** Chemin de fer d'Anvers à Cologne. Route par Sittard, 22. *Pr.* de M. de Puydt de nommer une *c.* des travaux publics, 203, 206. (*V.* aussi ROUTES.) Traitement des conducteurs des ponts et chaussées, 209. *Pr.* de M. de Puydt; *c.* d'examen pour les travaux publics, 255. Conseil général. Cahiers des charges des adjudications publiques, 441. Création du ministère des travaux publics, 538, 539. Part du Hainaut dans les travaux publics, 539, 540. Principe des concessions, 540. Administration centrale, organisation, 340. *Pr.* de MM. Zoude, Seron et Puissant, tendant à autoriser le gouvernement à accorder la garantie de 3 p. c. d'intérêt à des compagnies qui se chargeraient d'exécuter à leurs risques et périls des travaux d'utilité publique, 748. — **II.** *Pr.* de MM. Zoude, Seron et Puissant, tendant à accorder une garantie d'un *minimum* d'intérêt, pour exécution de travaux publics. *r.* de M. Dechamps, 152. Comptabilité générale du département, 212. Suppression des traitements variables, 288. *Annales des travaux publics*, 569. Exposé fait par M. Frère-Orban, *m. t.*, 612. Régularisation des services du département, 663. Intervention exagérée de l'Etat dans les travaux publics, 775. Exposé de M. Rolin, *m. t.*, 875. Attributions du secrétaire général. Organisation du département, 876. — **III.** *Pr.* de 1851. *r.* de M. Veydt, 53-59. *Pr.* de 1858. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 447. Retrait, 448. *Pr.* de 1859. *r.* de M. E. Vandenpeereboom, 527, 528. — **IV.** *Pr.* de 1862. Cr. de 11,210,000 fr., 116-118. *Pr.* de 1863. Cr. de 3,950,000 fr., 173. *Pr.* de 1864. Cr. de 2,835,000 fr. *Pr.* de 1865. Cr. de 60 millions, 285-288. Débat sur le rôle de l'Etat en matière des travaux publics, 287. *Pr.* de 1868. Cr. de 5,150,000 fr., 479. *Id.* de 5,900,000 fr., 479, 480. *Pr.* de 1869. Cr. de 6,685,000 fr., 535. *Pr.* de 1870. Cr. de 15,545,500 fr., 585. — **V.** *Pr.* de 1871. Cr. de 22 millions, 47. De 1872. Cr. de 8,872,000 fr., 117. *Pr.* de 1873, 198. Cr. de 36,189,200 fr. en 1876, 400. Cr. de 28,937,000 fr. en 1878, 2^e partie, 49, 50. Cr. de 101,410,000 fr. en 1879, 153. Cr. de 26,500,000 francs en 1880, 213, 214.

TRÉSOR. **I.** Situation. Demande d'un exposé, 220. Traitement des directeurs, 311, 588. Exposé de la situation, 508. Restitution volontaire. *Pr.* de M. Andries, 542. Exposé par M. Desmazières, 721. — **II.** Exposé de la situation, 22. Traitement des directeurs. 331. Exposé pour 1845, 453, 548, 635. Exposé au 1^{er} septembre 1849, 840. — **III.** Création d'agents dans les arrondissements, 27. Frais de l'agence de Bruxelles, 336. — **IV.** Exposé de la situation au 1^{er} septembre 1860, 17. Au 1^{er} septembre 1862, 151. Au 1^{er} septembre 1863, 207. Au 1^{er} septembre 1865, 335. Au 30 août 1870, 612. Transport de l'encaisse à Anvers, 614. — **V.** Demande de publication de l'encaisse par décade, 9.

TRIBUNAUX. I. Maintien des tribunaux existants. 55. Organisation du tribunal de commerce, 55. Tribunaux de commerce de Bruges et de Courtrai. *r.* de M. Donny, 154. Personnel des tribunaux de Liège et de Dinant. Personnel, 198. *Id.* de Bruxelles, 255. *Id.* de Charleroi, 506-556. Tournai, Hasselt, Philippeville, Dinant, Verviers, 556. Charleroi, 586, 426, 457. Bruxelles. *Pr.* de loi de M. Bosquet. *r.* de M. de Behr, 426, 429. Verviers, Hasselt, Philippeville, Tournai, 426. *Pr.* de loi de M. de Behr. Tribunaux de Verviers et de Hasselt. *r.* de M. Demonceau, 429. Charleroi, 489. Traitement des commis greffiers. Bâtiment du tribunal de Ruremonde. Suppression de la 4^e classe. *Pr.* de M. Heptia. Charleroi, Courtrai, 528. Charleroi, Dinant, Philippeville, 602. *r.* de M. Ernst, *m. j.*, 605. Diekirch, Bruges, Courtrai, Namur, Charleroi, Tournai, 605, 607. Du Luxembourg et du Limbourg, 679. — **II.** Demande de suppression de la 4^e classe pour l'élever à la 5^e, 11. 5^e juge d'instruction près le tribunal de Bruxelles, 29. Pét. relative au classement du tribunal de Louvain, 29. Création d'un tribunal à Philippeville, 80. Réduction du personnel des tribunaux d'Anvers, Gand et Namur. *Pr.* de M. Van Volxem, 121. Discussion, 122. Augmentation du personnel du tribunal de Charleroi, 122. Demande d'une nouvelle classification, 183. Reconstruction du bâtiment du tribunal de Dinant, 183. Réorganisation, personnel, classification, traitement, 556. *Pr.* d'élever d'une classe les tribunaux de Louvain et de Mons, 453. *Id.* de Dinant. *Pr.* de loi de M. d'Anethan, relative aux tribunaux de Mons et de Louvain, 463, 528. Tribunaux de Nivelles, Tournai, Charleroi. *Pr.* de supprimer la 4^e classe. Tribunaux de Turnhout, Dinant et Louvain, 617. Prorogation de la loi relative au personnel des tribunaux de Bruxelles, Tournai et Charleroi, 656. Fixation du personnel des tribunaux de Bruges, Anvers, Namur, 763. Traitement des greffiers, 764. — **III.** Insuffisance du personnel à Bruxelles et à Namur, 94. Prorogation des lois relatives à la suppression des classes créées à Tournai et à Charleroi. *r.* de M. Orts, 106. Augmentation du personnel du tribunal de Bruxelles, 157, 158. Insuffisance du personnel à Namur, 200. Demandes de Philippeville, Dinant et Ath, 221. Nomination de M. Pouillet à Louvain. Tribunal à Philippeville, 316. Insuffisance du personnel à Namur, 375. Augmentation à Namur et à Anvers, 399. Dinant, Philippeville, Charleroi, Ath, Louvain, Termonde, Liège, 440, 441. Traitement des juges des tribunaux de 4^e classe, 543. — **IV.** Insuffisance du personnel à Bruxelles, 201. Demande d'augmentation générale du personnel, 251. Maintien de la 2^e chambre du tribunal du Tournai, 278. Tribunal de Bruxelles, 320, 321, 344 ; de Charleroi, 343. Compétence des tribunaux de province en ce qui concerne les procès intentés à l'Etat, 343. Demande de suppression des tribunaux de 3^e classe, 390. Personnel du tribunal de Bruxelles, 561. — **V.** Augmentation du personnel à Bruxelles et à Nivelles, 82, 106. Nouveau substitut à Anvers, 189. Augmentation du personnel à Bruxelles, 261. Création d'une 2^e chambre à Courtrai et à Verviers, 304. Augmentation du personnel à Verviers, Charleroi, Courtrai, Dinant et Nivelles, 395. Demande d'élever Audenarde à la 2^e et Mons à la 1^{re} classe, 459. Création d'une 3^e chambre au

tribunal d'Anvers, 459. Traitement des présidents et des procureurs du roi. Insuffisance du personnel à Liège et à Gand, 2^e partie, 108. Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 140, 141, 142. *Id.* à Furnes, Marche, Neufchâteau et Turnhout, 208.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. II. Leur composition, 81. Interruption du mandat du président du tribunal de commerce de Bruxelles. Refus des notables de lui nommer un successeur. Incident, 185. Préséances, traitement des greffiers, 552. Demande de création d'un tribunal à Alost, 453. Traitement des greffiers, 764. — **III.** Transfert du tribunal de Saint-Nicolas à Alost, 200. Changement de la juridiction de ce tribunal, 441. — **IV.** 79. Traitement des greffiers, 167. Présidence d'un juge civil, 251, 420. Election, 475. — **V.** A Nivelles, 106. Ameublement du tribunal de Bruxelles, 2^e partie, 49.

TRIBUNAUX MILITAIRES. IV. Demande de suppression pour les délits de droit commun, 419.

TRICHINOSE. IV, 519, 520, 469.

TROUPES ÉTRANGÈRES. I. Passage sur le territoire. *Pr.* de loi, 29.

TROYE, gouverneur du Hainaut. **V.** Sa démission, 241, 242.

TRUMPER (M^{me} veuve). V. Demande de pension, 462.

TULLES. I. Pét. relative à l'entrée des tulles écus, 436, 437. Tarif, 582. Rectification d'une erreur, 587.

TURNHOUT. II. Nécessité de faire rentrer cette ville dans le rayon des douanes, 81. Pét. d'habitants relative à la cession aux jésuites du couvent des Bons-Enfants, 467.

TURQUIE. I. Mission à Constantinople. *r.* de M. Kervyn, 570. Traité de commerce, 649. *r.* de M. de Jaegher, 662. — **II.** *Id.* *r.* de M. Mast de Vries, 7, 8, 9. — **IV.** (Voir TRAITÉS.)

TYPHUS dans les Flandres. **III.** Récompenses à des personnes qui se sont dévouées à cette occasion, 12.

TYPOGRAPHIQUE (Industrie). III. Demande d'indemnité pour la suppression probable de la réimpression, 126. Cr. de 100,000 fr. pour indemnité par suite de la suppression de la contrefaçon. *r.* de M. Vermeire, rejet, 216, 217. Effets de la convention avec la France, 318.

U

UCCLE (Avenue d') à Forest. V, 515, 559.

UNION DOUANIÈRE avec la France. **II,** 427-431. — **V.** Avec la Hollande, 363.

UNION DU CRÉDIT (Catastrophe de l'). V, 452.

UNIVERSITÉS. (Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.)

URUGUAY. IV. Traité. (Voir TRAITÉS.)

USURE (Délit d'). IV, 548, 549.

V

VACCINE. III, 424. — **V.** Office vaccinal, 52, 147, 425.

VAGABONDS. V. Transport par chemin de fer, 41.

VAN DER MEERE, ex-général. **III.** Demande à être relevé de la peine du bannissement, 346, 347.

VAN DER SMISSEN. I. Incident relatif à la réintégration de ce général dans l'armée. Chute et re-

traite du ministère de Theux, 724, 727. Nouveau débat à propos d'un pr. d'amnistie, 734.

VAN EYCK. IV. Placement de deux volets d'un tableau de l'église de Saint-Bavon au Musée de Bruxelles, 168.

VAN HELMONT. V. Monument, 397.

VAN STALLE. V. Bibliothécaire, 425.

VENEZUELA. III. Traité. (*Voir TRAITÉS.*)

VENTES. I. Cr. pour la surveillance, 203. Pr. de loi pour la perception du droit d'enregistrement. *r.* de M. Angillis. Disc. et vote, 252. Pr. de M. Seron à ce sujet, 446. A l'encan de marchandises neuves. *r.* de M. Maertens. Disc., 587, 588. Pét., 611, 612. — **II.** Interprétation de la loi, 29. Contraventions à la loi, 203, 263, 264. Pr. de loi, 348. *r.* de M. Delehay, 453. — **III.** Ventes publiques de marchandises, suppression des droits d'enregistrement. *r.* de M. L. Orban, 552.

VERGER, assassin de l'archevêque de Paris. **III.** Interpellation au sujet de son séjour à Bruxelles, 398.

VERHAEGEN. IV. Legs à l'université de Bruxelles, 155, 158.

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. I. Annulation de l'élection de M. Garcia de la Vega à Dinant. Ajournement de M. Zoude, élu à Neufchâteau. *Id.* de M. Quirini, élu à Louvain. *Id.* de M. Van den Hove, élu à Louvain, 49. Débat sur l'élection de MM. Marcellis et Kauffmann, à Liège. Inscription indue de 18 électeurs. Annulation, 106. Annulation de l'élection de M. Goblet à Tournai pour le même motif, 106. Débat sur l'élection de MM. Marcellis et Laminne-Bex, à Liège. Admission, 106, 107. Election de MM. De Nef et Rogier, à Turnhout. Défaut de convocation. *Id.* de MM. de Theux et de Stambier, à Hasselt. Procès-verbaux manquants. *Id.* de M. Jadot à Marche, 164. *Id.* de M. de Behr, à Liège. Chiffre de la majorité absolue, validation, 164, 165. Election de M. du Val de Beaulieu, à Mons. *r.* de M. Verrue-Lefrancq, 443. Annulation, 444. Election de MM. Duvivier et Anciau à Soignies. *r.* de M. Van den Bossche, 443. Annulation, 444. *Id.* de MM. Demonceau et David à Verviers. *r.* de M. de Brouckere. Présence de la force armée dans le bureau électoral. Validation, 443. Election de M. Eloy de Burdinne à Waremme. Validation, 444. *Id.* de M. Nypels à Ruremonde. *r.* de M. Bosquet. Question de nationalité. Annulation, 444. Election de M. Corneli à Maestricht. *r.* de M. Jadot. Electeurs indûment inscrits. Validation, 541. Election de Nivelles. Répartition irrégulière des électeurs dans les bureaux. *r.* de M. de Jaegher. Validation. *r.* de M. Dubois sur l'élection de M. de Puydt à Diekirch. Annulation, 616. Election de MM. de Potter-Soenen et Manilius à Gand. *r.* de M. Brabant. Vote de trois électeurs non inscrits sur les listes. Validation, 748. Election de Termonde. *r.* de MM. Morel-Danheel et Dechamps. Annulation de l'élection de M. Ch. De Smet. Vote ordonnant un ballottage entre MM. P. De Decker et Vilain XIII, 748, 749. Election de M. C. d'Hoffschmidt à Bastogne. Electeurs indûment inscrits. *r.* de M. Liedts. Validation, 748. — **II.** M. de Baillet-Latour, indigénat, 43. Election de M. Huveners à Maeseyck. Contestation sur la nationalité de sept électeurs appartenant au Limbourg cédé. Validation. Election de M. F. de Mérode à Nivelles, contestation sur l'âge d'un électeur, validation, 133. Election

de M. Cogels à Anvers, 133. Validation, 134. Election de M. Dechamps à Ath. Intimidation, validation, 134. Elections de Liège, non-production des procès-verbaux. Election de M. Eloy de Burdinne à Waremme, de M. d'Elhounne à Gand. Ballottage le lendemain de l'élection, validation. Election du prince de Chimay à Thuin, indigénat, validation, 289. M. de Lannoy élu à Soignies, indigénat, 483. Election de M. Jacques à Marche, accusation de pression, validation, 710. — **III.** Election de M. Desmazières à Dixmude, annulation, 59. Incident au sujet de l'élection de M. L. Orban à Neufchâteau, 60. Election de M. Matthieu à Soignies; du prince J. de Chimay à Thuin, 166. Election de M. Lambin à Bastogne, enquête, validation; de M. Orban-Francotte à Marche, annulation; de M. Dellafaille à Anvers, validation, 289, 290. Election de M. de Wouters à Louvain, validation; de M. Frison à Ath, *id.*; de M. Faignart à Soignies, *id.*; de M. Wala à Dinant, *id.*, 448. Election de M. Tesch à Arlon, validation; de M. A. Nothomb à Turnhout, *id.*; de MM. Devaux, Coppieters et de Vrière à Bruges, *id.*; de M. Hymans à Bruxelles, indigénat, validation; de Louvain, enquête, 528, 529. *Id.*, annulation. 550, 551. Nouvelle élection, validation, 570. — **IV.** Election de M. Vanderstichelen à Gand, de M. Kervyn de Lettenhove à Eecloo, validation, 118. Annulation de l'élection de Bruges. Enquête sur l'élection de Bastogne. Election de M. de Kerchove à Gand, 215-218. Election de Louvain, expertise sur les bulletins qui paraissent autographiés. Election de Nivelles (MM. Le Hardy de Beaulieu et de Meeus), de Thuin (MM. Warocqué et T'Serstevens), 239, 240. Ballottage entre MM. De Baets et de Maere à Gand, 425. Elections de M. de Vrière à Bruges, de M. Van Merris à Ypres, validation, 535. Elections de MM. Jottrand et Jamar à Bruxelles, de M. Rembry à Dixmude, de M. de Macar à Huy, de M. Brasseur à Philippeville. Validations, 616. — **V.** Elections d'Ypres en 1872, validation, 262. Election de M. De Wael à Anvers, validation, 2^e partie, 89. *Candidat de l'agriculture* à Ath, 155. Mauvaise qualité du papier électoral à Waremme. Election de M. Hallet, validation, 215.

VERMOUT. IV. Régime douanier, 259.

VERRERIES. I. Tarif, 506, 582-583. Droits d'entrée. Pr. de M. de Theux, 667. *r.* de M. Zoude, 720. — **II.** Droit de sortie, 18.

VERREYCKEN, bibliothécaire de la chambre. **II.** Sa nomination, 531. — **V.** Son décès, 425.

VERVIERS. V. Demande d'une garnison, 454. Service des eaux, 464. 2^e partie, 47 et suiv., 213.

VÉTÉRINAIRE (Art). II. Utilité de créer des vétérinaires. Services rendus par les empiriques, débat sur l'école vétérinaire, 13. Pr. de loi relatif à l'exercice de l'art vétérinaire, 571. Pr. de loi de M. Rogier sur l'exercice de la médecine vétérinaire. *r.* de M. Mascart, disc., 851. — **III.** Pét. relative à l'exécution de la loi de 1850, 265, 314, 494. — **V.** Amélioration du service, 111.

VÉTÉRINAIRES de l'armée. **V.**, 180, 374. 2^e partie, 201.

VIANDES SALÉES ET FUMÉES. II. Question des droits d'entrée, 536. Octroi des villes sur la viande de boucherie, 542. — **III.** Fraîches et salées, droit d'entrée, 205. — **V.** Demande de rétablissement des droits d'entrée, 2^e partie, 197.

VICES RÉDHIBITOIRES dans les ventes d'animaux domestiques. **II.** Pr. de loi de M. Rogier, 751. *r.* de M. de Luesemans, *disc.*, 848.

VICTOR HUGO. **V.** Son expulsion, 42.

VIDANGES. **III.** Demande de suppression des droits à la sortie des villes, 141. *r.* de M. Piercot, *m. i.*, à ce sujet, 195. *Pét.*, 205, 515. — **IV.** Impôts, 210.

VIEILLE-MONTAGNE. **I.** Convention avec la famille Mosselman, 542. — **II.** Réclamation au sujet des usines d'Angleur, 664. — **III.** Usine Saint-Léonard à Liège. (*Voir* ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES.)

VINAIGRES. **I.** Droits d'entrée, 25. Pr. de réduire l'impôt, 749. — **II.** Vinaigre artificiel. *Pét.* de distillateurs demandant la réduction du droit d'accise, 101, 192, 254. *r.* de M. Delfosse, 255. — **III.** Suppression des centimes additionnels au droit d'accise, 205. — **V.** D'alcool, droits d'entrée, 2^e partie, 197.

VINDERHOUTE. **V.** Pr. de vendre des terrains y situés, 455.

VINS. **I.** Droits d'entrée, 25. *Pét.* à ce sujet, 45. *Pét.* de marchands de Bruxelles, relative au *permis de transport*, 161. Tarif, 582. Pr. de M. de Foere de doubler les droits sur les vins français, à titre de représailles. Retrait de la *pr.*, 719. — **II.** Pr. de prohiber, à titre de représailles, l'entrée des vins français, 255. Entrée des vins français par la frontière de Hollande, 255, 256. Négociations avec la Hollande au sujet des vins venant de Belgique, 550. — **III.** Suppression des centimes additionnels au droit d'accise, 205. Vins de France importés en Belgique par Dunkerque, tarif du transport, 472.

VOIES NAVIGABLES. **II.** Nécessité de les améliorer. Mémoire de M. Vifquain, 151. Autorisation de réduire les péages, 151, 152, 153. Équilibre des bassins houillers, 155. Prorogation de la loi qui autorise à réduire les péages, équilibre des bassins houillers, 286. Travaux d'amélioration, 528. Péages, restitution de droits, 480. Mesures à prendre pour prévenir les inondations, 525. Concurrence que fait à la navigation le transport gratuit des céréales par le chemin de fer, 569. Équilibre des bassins houillers, 668, 774, 775. — **IV.** Demande d'abaissement des péages, 172. Pr. de MM. Sabatier, Orts, etc., 175, 259, 284-288. Débat sur l'utilité des voies navigables, 286, 525, 479. Dans la Flandre orientale, 555. — **V.** Amélioration générale, 47, 274, 2^e partie, 47, 50. Administration, 109. Travail de M. Jacques Behr, 149. Système de l'ingénieur Finet, 151, 152, 215.

VOIRIE URBAINE. **II.** Pr. de M. de Theux, 87. *r.* de M. de Garcia, 88. Vote, 95. *Am.* du sénat, 249.

VOIRIE VICINALE. **II.** Débat sur un *cr.* de 100,000 francs, 12. Répartition des subsides, 333. *Cr.* de 500,000 fr., 454, 455, 465. Pr. de M. Eloy de Burdinne de la porter à 500,000 fr., 615. *Cr.* extraordinaire de 500,000 fr., 627, 628. Pr. d'augmenter de 100,000 fr. le *cr.* ordinaire, 751. *Id.* de 200,000 fr., 754, 751. *Cr.* extraordinaire, 874. — **III.** Comptabilité, 11. Inspecteurs, 12. *Cr.* de 100,000 fr. au Luxembourg, par suite de la mauvaise récolte, 107. Emploi des subsides de 1841 à 1850, 108, 128. *r.* de l'inspection dans les provinces de Liège et d'Anvers, 163, 195, 197, 198.

r. de M. Piercot, *m. i.*, 227, 228, 262, 576, 424. *r.* de M. Rogier sur la période 1851-1855, 445. —

IV. Chiffre et répartition des crédits, 8, 81. Compte rendu de l'emploi des subsides de 1856 à 1860, 110. Simplification administrative. Frais d'entretien, 171, 202. Modification à la loi du 10 avril 1851, 214, 251, 281, 288, 519, 550. Nouveau mode de liquidation des subsides, 589, 454, 506. — **V.** Entretien, 11. Raccordement au chemin de fer, *cr.* de 2 millions, 48. *Cr.* de 1 million, 117. Répartition, 146. Reprise des chemins de grande vicinalité, 195, 199. Entretien, 242. Développement, 274. Augmentation des subsides, 506. Répartition, 507. Liquidation, 556. Demande de reprise, 557, 558, 559. Liquidation dans le Hainaut, 565. Chemins aboutissant aux stations, 401. Liquidation des subsides, 425. Dans le Luxembourg. Liquidation des subsides, 2^e partie, 9. Reprise des chemins de grande vicinalité, 48, 49. Mode de répartition des subsides, 148. Nécessité de procéder méthodiquement, 155. Sommes dues au Hainaut, répartition des subsides par l'Etat, 190.

VOLONTAIRES. **I.** Luxembourgeois (amnistie), 10, 11. Indemnité aux officiers des corps francs, 18. Pr. de loi pour la solde des volont. du Limbourg et du Luxembourg, 49. Indemnité aux officiers, 153, 154. Renvoi dans leurs foyers, 231. *Pét.* du sieur Broglia, demandant le remboursement d'avances, 554. *Pét.* de l'ex-colonel Parent, du sieur de Marneffe, du général Van Coeckelberghe *r.* de M. Zoude. Du général Lecharlier. *r.* de M. De Langhe, 758.

VONÈCHE. **IV.** *Pét.* relative à la propriété du terrain sur lequel est bâtie l'église, 27.

VOTE. **II.** Droit de déclarer dans quel sens on aurait voté dans une séance à laquelle on n'a pas assisté, 286.

VRAMBOUT, ancien gouverneur de la Flandre occidentale. **V.** Créance de sa succession, 2^e partie, 115.

W

WARRANTS. **III.** Pr. de loi de M. Frère-Orban, 489. — **IV.**, 119.

WAVRE. **I.** *Pét.* demandant qu'on y transfère le chef-lieu d'arrondissement de Nivelles. Pr. de M. Gendebien, 557, 558.

WEECKMANS, caporal. **IV.** Décoré pour avoir tué un émeutier, 615-615.

WELLINGTON (Duc de). **IV.** Dotation, 79.

WIERTZ. **III.** Subside pour la construction de son atelier, 222. — **IV.** Appropriation des locaux du musée, 344. — **V.** Copies de ses tableaux exposées à Bordeaux, 532.

WILLEMS. **III.** Propagation de sa découverte relative à l'inoculation de la pleuropneumonie exsudative, 128, 197, 261, 515, 573, 422. — **IV.** 78, 145, 387.

WOUTERS, substitut. **V.** Frappé d'ostracisme par M. De Lantsheere, 395.

Y

YPRES. **IV.** Etangs aux abords, 554.

Z

ZINC. **III.** Pét. relative à la libre entrée, 331, 332.

ZOLLVEREIN. **I.** Pét. demandant que la Belgique entre dans cette union, 403. **II.** Concessions faites à l'union douanière allemande pour les vins et les soieries, 78. Conférence de Stuttgart, 103. Traité de commerce. *r.* de M. De Decker, 328. Disc., 328-330. Ratifications, 426. Négociations à

propos des fils et tissus de lin et de coton, 523.

— **III.** Convention additionnelle au traité de commerce, 93. 94. Nouvelles négociations, 194. Convention relative au transit, 196. — **IV.** (Voir TRAITÉS.)

ZONHOVEN (Convention de). **I.** 191, 192, 193, 199.

ZWYN (Rectification de la frontière dans le). **IV.** 504. 506. — **V.** Endiguement, 47, 84, 116. Convention avec les Pays-Bas, 140, 141. Aliénation de polders, 371.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS.

1831-1880.

Les chiffres romains renvoient aux volumes, à la fin desquels se trouve l'indication des pages où figurent les orateurs. On a indiqué, pour chaque période décennale, les fonctions occupées par les hommes politiques : *m.* (ministre), *p.* (président), *v.-p.* (vice-président), *s.* (secrétaire), *q.* (questeur), *c. r.* (commissaire royal.)

A

Allard (E.), V.
Allard-Pecquereau, II, III, *q.*, IV, *q.*, V.
Andries, I.
Andrimont (L. d'), V, *s.*
Andrimont (J. d'), V.
Anethan (d'), II, *m. j.*, IV, *m. a.*, V, *m. a.*
Angillis, I, II.
Anoul, III, *m. g.*
Ansiau, I, II, III, *s.*, IV.
Anspach (F. L.), II, III.
Anspach (J.), IV, V.
Aspremont-Lynden (d'), V, *m. a.*

B

Baillet (H. de), II, III.
Baillet-Latour (de), II, *q.*, III, *q.*, IV, *q.*,
V, *q.*
Bailly de Tillegheem (le), II, III, IV.
Balisaux, IV, V.
Bara, IV, *m. j.*, V, *m. j.*
Barthélemy, I, *v. p.*
Bassompierre (de), I, *c. r.*
Bavay (de), II, *m. t.*
Beeckman, III, IV, V.
Beerenbroeck, I.
Beernaert, V, *m. t.*
Behr (de), I, *v. p.*, II, *v. p.*
Bekaert-Baekelandt, I.
Beke, IV.
Berge, IV, V.
Berger, I.
Berten, V.
Berten, III, *m. g.*

Beuckers, II, *c. r.*
Biebuyck, II.
Bieswal, IV.
Blargnies, I.
Bocarmé (de), II, III.
Bockstael, V.
Boedt, II.
Bonne (de), II, *q.*
Borchgrave d'Altena (F. de), IV, *s.*,
V, *s.*
Bosquet, I.
Boucquéau (E.), IV, V.
Boucquéau de Villeraie, I.
Boulenger, V.
Boulez, II, III.
Bourgeois, I.
Bouvier, IV, V.
Brabant, I, II.
Braconier, IV, V.
Brasseur, V.
Brialmont, III, *m. g.*
Bricoult, IV, V.
Bricourt, II.
Briey (de), II, *m. a.*
Briey (A. de), V.
Brixhe, I, II.
Bronckart (de), III, IV.
Broquet-Goblet, II.
Brouckere (Ch. de), I, *m. g.*, II, III.
Brouckere (H. de), I, *s.*, II, *v. p.*, III,
m. a., IV.
Broustin, IV.
Brouwer de Hogendorp (de), II, III.
Bruneau, II, III, IV.
Bus de Gisignies (A. du), II, *s.*, III.
Bus de Gisignies (B. du), I, *s.*, II, *q.*
Buzen, I, *m. g.*, II, *m. g.*

C

Calmeyn, III, s.
 Carlier, III, IV.
 Cans, II, III.
 Castiau, II.
 Castilhon, IV.
 Chazal, II, *m. g.*, III, *m. g.*, IV, *m. g.*
 Chimay (A. de), V.
 Chimay (J. de), II, III.
 Christiaens, II.
 Claisse, II, *c. r.*
 Clep, II, III.
 Clippele (de), II.
 Closset, III.
 Cogels du Bois, I, II.
 Coghen, I, *m. f.*, II.
 Cols, I.
 Cools, I, II, III.
 Coomans, II, III, IV, V.
 Coppens, I.
 Coppens-Bove, IV.
 Coppieters Stochove, I, II.
 Coppieters t'Wallant, III.
 Corbisier, I, s.
 Coremans, IV, V.
 Corneli, I.
 Cornesse, IV, *m. j.*, V.
 Cornet de Grez, I.
 Corswarem (de), II, *q.*
 Couvreur, IV, V.
 Crombez (L.), IV, *v. p.*, V.
 Crombez (F.), III, s.
 Cruyt, V.
 Cumont, II, III, IV.

D

Dams, I.
 Dansaert, IV.
 Dautrebande, I, III, IV.
 David (P.), I, II.
 David (V.), II, III, IV, V.
 Davignon, I.
 De Baets, IV, V.
 De Becker (A.), V.
 De Becker (E.), V.
 De Boe, IV, s.
 De Bourdeaudhuy, II.
 De Breynne-Dubois, IV.
 De Breynne-Peellaert, II, III, IV.
 De Broux, II.
 De Bruyn, V.
 Dechamps, I, s., II, *m. t.*, *m. a.*, III, IV.
 De Clercq, IV, V.
 De Coninck, IV.
 De Decker (P.), I, II, s., III, *m. i.*, IV.
 De Decker-Havenith, V.
 De Fré, III, IV, V.
 De Fuisseaux, IV, V.
 De Gottal, III, IV.
 De Haerne, I, II, III, IV, V.
 Delaet, IV, V.
 Delannoy, I, *c. r.*
 Delcour, IV, V, *m. i.*

Delehaye, I, II, *v. p.*, III, *v. p.*, *p.*, V.
 Delescluze, II.
 Delexhy, IV, V.
 Delfosse, I, II, *v. p.*, III, *v. p.*, *p.*
 Delfosse, I, *c. r.*
 Deliége, II, III, IV.
 De Liem, II, *m. g.*
 De Lantsheere, V, *m. j.*
 De Leeuw.
 Dellafaille (H.), s., I.
 Dellafaille (A.), I.
 Dellafaille de Leverghem, III.
 De Maere, IV.
 Demeur, V.
 Demonceau, I, II.
 De Moor, III, s., IV, s.
 De Naeyer, II, III, *v. p.*, IV, *v. p.*, V, *v. p.*
 De Nef, I, II.
 Denterghem (P. de), II, III.
 De Paul, III, IV.
 Deprey, II.
 Dequesne, I, II.
 De Ridder, IV.
 De Ruddere de Te Lokeren, III, IV.
 De Saegher, II.
 De Saive, II.
 Descamps, IV, V, *v. p.*
 Desmaisières, I, *m. f.*, II, *m. t.*, III, IV.
 Desmanet de Biesme, I.
 Despret, IV.
 De Smedt, III, IV.
 Desmet (E.), I, II, III.
 De Smet de Langhe, IV, V.
 Destouvelles, I, *v. p.*
 Destriveaux, II, III.
 Dethuin, IV, s., V.
 Devaux, I, II, III, IV.
 De Vigne, V, s.
 Devos, V.
 De Vroede, IV.
 De Wandre, IV.
 De Witte, I.
 De Wael, V, *v. p.*
 Dohet, V.
 Doignon, I, II.
 Dolez (H.), I, II, *v. p.*, III, *v. p.*, IV, *p.*
 Donny, I, II.
 Dorlodot (de), V.
 Drion, V.
 Drubbel, V.
 Dubois, V.
 Du Bois d'Aische, IV.
 Dubois (C.), I, II.
 Du Bus, I, *v. p.*, II, *v. p.*
 Dujardin, I, *c. r.*
 Dumon, II, III, *m. t.*
 Dumont, I, II, *v. p.*, III.
 Dumortier (B.), I, *q.*, II, III, IV.
 Dumortier (H.), III, IV.
 Dupont (E.), IV, V.
 Du Pont, II, *m. g.*
 Durieu, V.
 Duvivier, I, *m. f.*, II.

E

Eenens, II.
 Elhoungne (F. d') (Louvain), I.

Elhoungne (F. d') (Gand), II, III, IV, V.
 Elias, IV, V.
 Eloy de Burdinne, I, II.
 Ernst, I, *m. j.*
 Evain, I, *m. g.*

F

Faider, I, *c. r.*
 Faider (Ch.), III, *m. j.*
 Faignart, II, III, IV.
 Fallon, I, *v. p.*, *p.*, II, *p.*
 Fernelmont, I, *c. r.*
 Fleussu, I, II.
 Florisone (J. A. de) I, II.
 Florisone (de), III, IV, *s.*
 Foere (de), I, II.
 Fontainas, II.
 Fortamps, I.
 Frère-Orban, II, *m. t.*, *m. f.*, III, *m. f.*,
 IV, *m. f.*, V, *m. a.*
 Frison (père), I.
 Frison (de), III, IV.
 Funck, IV, V.

G

Garcia (de), I, II.
 Gendebien, I.
 Gerlache (de), I, *p.*
 Gerrits, IV, V.
 Gillieaux, V.
 Gilson, II.
 Giroul, IV.
 Goblet d'Alviella (A.), I, *m. a.*, II, *m. a.*,
 III.
 Goblet d'Alviella (L.), III, IV.
 Goblet d'Alviella (E.), V.
 Godin, III.
 Goethals, I.
 Goethals, IV, *m. g.*
 Graux, V, *m. f.*
 Greindl, III, *m. g.*
 Grosfils, III, IV.
 Guillaume, IV, *m. g.*, V, *m. g.*
 Guillery, III, IV, V, *v. p.*, *p.*
 Guyot, V.

H

Hagemans, IV, V, *s.*
 Hane de Steenhuyse (d'), II.
 Hane-Steenhuyse (d'), IV, V.
 Hanssens, V.
 Haussy (de), II, *m. j.*
 Hayez, IV, V.
 Hélias d'Huddeghem, I.
 Hemptinne (de), V.
 Henot, II.
 Heptia, I, II.
 Hermant, V.
 Hoffschmidt (F. d'), I.
 Hoffschmidt (C.), I, II, *m. t.*, *v. p.*, *m. a.*,
 III, IV.
 Hondt (d'), II, III.
 Hoobrouck de Fiennes (van), I, II.
 Hooghvorst (d'), I.

Houtart, V.
 Huart (d'), I, *m. f.*, II.
 Huveners, II.
 Hye-Hoys, I, II.
 Hymans, III, IV.

J

Jacobs, IV, *m. f.*, V, *m. f.*
 Jacques, I, II, III.
 Jadot, I, II.
 Jaegher (de), I.
 Jaequemyns, III, IV.
 Jamar (A.), III, IV, *m. t.*, V.
 Jamar (E.), V.
 Jaminé, I.
 Jamme, I.
 Janson, V.
 Janssens, III, IV, V.
 Jonet (de Charleroi), IV.
 Jonet (T. J.), I, II.
 Jonghe d'Ardoye (de), V.
 Jottrand, IV.
 Jouret (J.), III, IV.
 Jouret (M.), II, III, IV.
 Jullien (D.), I, II.
 Jullien, III.
 Julliot, II, III, IV, V.

K

Kerchove de Denterghem (Ch. de), IV, V.
 Kerchove (de), III.
 Kerckhove (de), I, *c. r.*
 Kerckhove (E. de), IV, V.
 Kervyn(H.), I, *s.*, II, *s.*
 Kervyn de Lettenhove, IV, *m. i.*, V, *m. i.*
 Kervyn de Volkaersbeke, IV, V.
 Koeler, III.

L

Lacoste (de), II, III.
 Lambert (Philippeville), IV.
 Lambert (Charleroi), V.
 Lambin, III.
 Laminne (de), I.
 Landeloos, III, IV, V.
 Lange, I, II, III.
 Langhe (de), I, II.
 Lannoy (F. G. de), II.
 Lardinois, I.
 Laubry, III, IV.
 Le Bailly de Tillegem (*voir Bailly*).
 Lebeau (J.), I, *m. j.*, *m. a.*, II, *m. a.*
 Lebeau (Ch.), III, IV.
 Lebègue, I, *s.*
 Leclercq, I, *m. j.*, II, *m. j.*
 Leempoel (van), III, IV (*voir van Leem-*
poel).
 Lefebvre, I.
 Lefebvre, IV, V, *q.*
 Legrelle, I.
 Le Hardy de Beaulieu, IV, V.
 Le Hoye, I.
 Le Hon, I, II, III.
 Le Jeune, I, *s.*, II, *s.*
 Lejeune, V.

Lelièvre, II, III, IV, V.
 Lescarts, V.
 Lesoinne, I, II, III, IV.
 Levae, I.
 Lhoneux (de), V.
 Liagre, V, *m. g.*
 Liedekerke-Beaufort (de), II, III, IV, V.
 Liedts, I, *s. q.*, *m. i.*, II, *m. i.*, *p.*, III, *m. f.*
 Liefmans, II, III.
 Lienart, IV, V.
 Lippens, IV, V.
 Longrée (de), I.
 Loos, II, III, IV.
 Lucq, V.
 Luesemans (de), II, *s.*, III.
 Lys, I, II.

M

Macar (de), IV, V.
 Maertens (J.), I, II.
 Maertens (L.), III, *s.*
 Magherman, III, IV, V.
 Malou (J.), II, *m. f.*, III, IV, *m. é.*, V, *m. f.*
 Matthieu, III.
 Mallar, V.
 Man d'Attenrode (de), I, II, *s.*, III, IV.
 Manilius, I, II, III, IV.
 Marcellis, I.
 Mary, I.
 Mascart (F.), II, III, IV.
 Mascart (L.), IV, V.
 Mast de Vries, I, II.
 Meer de Moorsel (de), I.
 Meester (de), II, III.
 Meeus (de), I, II.
 Meeus, V.
 Mercier, I, *m. f.*, II, *m. f.*, III, *m. f.*, IV.
 Mérode (F. de), I, *m. é.* II, III.
 Mérode (W. de), I, II.
 Mérode-Westerloo (de), III, IV.
 Mesdach, I.
 Metz, I.
 Milcamps, I, II.
 Mineur, V.
 Moerman d'Harlebeke (de), V.
 Moncheur, II, III, IV, V, *m. t.*
 Mondez, V.
 Montblanc (de), IV, V.
 Montpellier (de), III, IV, V.
 Moreau, II, III, IV, *v. p.*
 Moreau d'Andoy (de), V.
 Mouton, IV, V.
 Morel-Danheel, I, II.
 Muelenaere (A. de), I, *m. a.*, II, III, IV.
 Muelenaere (G. de), IV.
 Mulle de Terschueren, V.
 Muller, III, IV, V.
 Moxhon, II, III.

N

Nélis, III, IV.
 Neujean, V.
 Neyt, III.
 Notelteirs, III, IV, V.

Nothomb (J.-B.), I, *m. t.* II, *m. i.*
 Nothomb (A.), III, *m. j.* IV, V.
 Nypels, I, *c. r.*

O

Olin, V.
 Olislagers, I.
 Orban (Léon), III, IV.
 Orban (Louis), II, III.
 Ortman, V.
 Orts (L.), II.
 Orts (A.), II, III, *v. p. p.* IV, *p.* V.
 Osy (J.-J.), I, II, III.

P

Partoes, III, *m. t.*
 Peers, II, III.
 Peeters, I, II.
 Peltzer, V.
 Perceval (de) père, I.
 Perceval (A. de), II, III.
 Pety de Thozée, V, *s.*
 Piedbœuf, V.
 Piercot, III, *m. i.*
 Pierre, II, III, IV.
 Pirmez (J.), I.
 Pirmez (Eud.), III, IV, *m. i.* V.
 Pirson (P.), I, II.
 Pirson (A.), III.
 Pirson (V.), II.
 Pitteurs (H. de), II, III.
 Pitteurs-Hiegaerts (H. C. de), V.
 Polfvliet, I.
 Pollenus, I.
 Portemont (de), III.
 Poschet, I.
 Pouhon (de), II, III.
 Preudhomme, IV.
 Prévinaire, II, III, IV.
 Prisse, II, *m. g.*
 Puissant (A.), I, II.
 Puissant (A.), V.
 Puydt (de), I, II.

Q

Quirini, I, *s.*

R

Raeymaekers, I, II.
 Raikem, I, *m. j.*, *p.* II, *p.*
 Rembry, V.
 Renard, III, *c. r.*, IV, *m. g.*, V, *m. g.*
 Renesse-Breidbach (de), I, *s.* II, *s.*
 Renesse (M. de), II, III, IV.
 Reynaert, IV, V.
 Ridder (de), I, *c. r.*
 Robaulx (de), I.
 Robiano de Borsbeek (de), I.
 Rodenbach (A.), I, II, III, IV.
 Rodenbach (C.), I.
 Rogier, I, *m. i.*, *m. t.*, II, *m. t.*, *m. i.*, III,
m. i., IV, *m. i.*, *m. a.*, V, *p.*
 Rolin (H.), II, *m. t.*, III.
 Rolin-Jacquemyns, V, *m. i.*

Rongé (de), III, IV.
 Roo (de), I, II.
 Rossius (de), IV, V.
 Rouppe, I.
 Roussel (A.), III.
 Rousselle, II.
 Roy de Blicquy (du), II.
 Royer (de), II, III.
 Royer de Behr, III, IV, V.
 Ruddere de Te Lokeren. Voir De Rud-
 dere.

S

Sabatier, III, IV, V.
 Sainctelette, IV, V, *m. t.*
 Santkin, V.
 Savart, II, III, IV.
 Scailquin, V.
 Schaetzen, I, *s.*
 Scheyven, I, *s.* II, *s.*
 Schmitz, IV.
 Schollaert, IV, V, *v. p.*
 Schumacher, II.
 Sécus (de), I, *q.*, II, *q.*, III, *q.*
 Selys-Longchamps (de), II.
 Servaes, III, *c. r.*
 Sigart, I, II.
 Simonis, V.
 Simons, I, II.
 Sinave, III.
 Smits, II, *m. f.*
 Smolders, V.
 Snoy, III, IV, *s.*, V, *q.*
 Soenens, IV.
 Soudain de Niederwerth, I, *c. r.*
 Stas de Volder, I.
 Stembier (de), I.
 Steenhault (de), III.
 Struye, V.

T

Tack, III, IV, V, *v. p.*
 Taintenier, I.
 Teichmann, I, *c. r.*
 Terbecq (de), I, II, III, IV.
 Tesch, II, III, *m. j.*, IV, *m. j.*, V.
 Theux (de), I, *m. i.*, *m. a.*, II, *m. i.*, III,
 IV, V.
 Thibaut, II, III, IV, V, *p.*
 Thiefry, II, *q.*, III, *q.*
 Thienpont père, I, II.
 Thienpont, III, IV, V.
 Thiry, I, *c. r.*
 Thonissen, IV, V.
 Thyron, II.
 Tieken de Terhove, I.
 Tielemans, II.
 T'Kint de Naeyer, II, *s.* III, *s.*
 Tornaco (de), II.
 Toussaint, II.
 Tremouroux, II, III.
 Trentesaux, I, II.
 Troye, I, II.
 T'Serclaes (de), II, III.

T'Serstevens (J.), IV.
 T'Serstevens (C.), V.

U

Ullens, I, II.
 Ursel (D'), IV.

V

Valckenaere, IV.
 Van Bockel, IV.
 Van Brabandt, V.
 Van Cleemputte, III.
 Van Cromphaut, III, IV, V.
 Van Cutsem, I, II.
 Vandam, V.
 Van den Berghe de Binckum, II.
 Van den Bossche, I, II.
 Van den Branden de Reeth, II, III, IV.
 Van den Eynde, II.
 Van den Hove, I, II.
 Vandenpeereboom (A.), II, *s.* III, IV,
m. i., V.
 Vandenpeereboom (E.), II, III, IV, *v. p.*,
p.
 Vandenpeereboom (J.), V.
 Vanden Steen, V.
 Van den Steen (L.), I, II.
 Vander Belen, I, II.
 Vander Donckt, III, IV, V.
 Vander Heyden, I.
 Vanderstichelen, III, *m. t.*, IV, *m. t.*, *m. a.*
 Vander Maesen, IV.
 Vande Weyer, I, *c. r.*, II, *m. i.*
 Vande Woestyne, IV.
 Van Grootven, II, III.
 Van Hoorde, IV, V.
 Van Hoorebeke, II, III, *m. t.*
 Van Huffel, II.
 Van Humbeeck, II, IV, *s.*, *v. p.* V.,
m. inst.
 Van Iseghem, II, III, IV, V.
 Van Innis, I.
 Van Merris, IV.
 Van Nieuwenhuysse, IV.
 Van Overloop, III, IV, V.
 Van Outryve d'Ydewalle (Ch.), V.
 Van Outryve d'Ydewalle, (E), V.
 Van Remoortere, III.
 Van Renynghe, III, IV, V.
 Van Volxem (G. H.), I, II, *m. j.*
 Van Volxem (J.), III, IV.
 Van Wambeke, IV, V.
 Verbrugghen, V.
 Verdussen, I, *s.*
 Vergauwen, I.
 Verhaegen, I.
 Verhaegen (Th.), I, II, *p.*, III, *p.*
 Vermeire, II, III, *s.*, IV, V.
 Verrue-Lafrancq, I.
 Vervoort, III, IV, *p.*
 Verwilghen (P. A.), II.
 Verwilghen (S.), III, IV, V.
 Veydt, II, *m. f.*, III, *v. p.*

Vilain XIII (Ch.), I, s., II, v.-p., III,
m. f., m. a., IV, V, p.
Vilain XIII (H.), I.
Villegas (de), I, II, s.
Vinchent, I, c. r.
Visart (A.), IV, V.
Visart (L.), V.
Vleminckx, IV, V.
Vrière (de), III, *m. a., IV, m. a.*
Vrints (de), IV, s., V, q.
Vuylsteke (C.), I.

W

Wallaert, I, II.
Warnant (Julien), V.
Warnant (Jos.), V.

Warocqué, IV, V.
Washer, V.
Wasseige, III, IV, V, *m. t.*
Watlet, I.
Watteu, IV.
Wautelet, III.
Willequet, V.
Willmar, I, *m. g.*
Woelmont (de), I.
Woelmont (G. de), IV.
Woeste, V.
Wouters, IV, s., V.
Wouters (de), III.

Z

Zerezo de Tejada (de), IV, V, q.
Zoude, I, II.

SÉNAT.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

1831-1880.

A

ABATAGE (Droit d'). **V.** Dans les villes, 2^e partie, 221.

ABSENTS. **I.** Pr. de leur écrire pour les prier d'être plus exacts, 375, 563.

ACADÉMIE de dessin de Bruxelles. **I.**, 66 Des beaux-arts de Louvain, 701, 765. — **II.** D'Anvers. Subside alloué à l'occasion des fêtes de Rubens, 149.

ACADÉMIE DE MÉDECINE. **III.** Demande d'observation scrupuleuse des statuts, 242. Demande de révision, 505, 565, 457, 458, 576.

ACADÉMIE MILITAIRE. **V.**, 152.

ACADÉMIE ROYALE. **IV.** Legs de Stassart, 442. — **V.** Cr. pour publication des mémoires couronnés, 415.

ACTA SANCTORUM. **IV.** Pr. de M. Malou, 555.

ADJUDICATIONS faites par l'Etat. **III.** Relevé sommaire en 1852, 259.

ADMINISTRATION CENTRALE. **II.** Critique de l'organisation des services au département de l'intérieur, 149. Affaires étrangères, pr. de réduire le personnel. Finances, *id.*, 502. M. Malou, *m. f.*, annonce un arrêté organique de l'administration des finances, 496. Justice, 676. Nécessité d'opérer des économies, 788. — **III.** Simplifications et économies à introduire, 297. Traitement des fonctionnaires, 409. — **IV.** Décentralisation, 181, 189, 296. — **V.** Recrutement des fonctionnaires, 2^e partie, 59.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES. **II.** Personnel, bureaux de statistique, 676. — **III.** Position des employés, 255, 410. — **V.** Traitement des employés, 61. Luxembourg, 127, 209, 228, 281, 284, 555. Personnel dans les deux Flandres, 2^e partie, 59.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. **I.** Refus de la Russie de reconnaître la Belgique, 278. Attitude du ministère en présence du nouveau cabinet britannique, 564. Mouvement de troupes prussiennes. Intentions de la France. Relations avec la Russie, 565. Rapports avec le saint siège. Traité de commerce avec le

Brésil. *r.* de M. Cassiers, 454, 455. Exposé de la situation extérieure. Reproche d'inaction fait au gouvernement en ce qui concerne les relations commerciales avec l'étranger, 550. Interpellation de M. Cassiers au sujet d'entraves apportées par la Hollande à la navigation. Incident de la forêt de Grunenwald. Mission à Constantinople. *r.* de M. H. de Mérode, 625.

AFFICHAGE d'un manifeste du gouvernement. **IV.**, 297.

AFFINAGE. **II.** Cr. pour l'établissement d'un atelier. *r.* de M. de Royer, 506.

AGRICULTURE. **I.** Pét. relative à l'acclimatation des chameaux, 128. Demande d'une loi sur l'entrée des céréales, 281. — **II.** Débat sur les encouragements à lui accorder, 504, 582. Débat sur cet objet à propos de l'entrée des céréales, 586-590. M. Rogier, *m. i.*, fait connaître ses projets. Débat sur le meilleur mode d'encouragement à donner à l'agriculture, 789. — **III.** Statistique, 69. Etat des récoltes, 115. Charges qui pèsent sur elle, 255. Récompenses honorifiques aux agriculteurs, 557, 558. Enquête sur la récolte, 407. Charges résultant de la révision cadastrale, 408. Conseil d'établir un Institut agricole, 408, 409. Pr. de loi. *r.* de M. de Block, 574. — **IV.** Mode d'encouragement, 559, 545. Stations agricoles, 545, 592. — **V.** Situation générale en 1871, 59. Encouragements, 127. Transport des produits, crédit agricole, 2^e partie, 221.

ALIÉNÉS (Régime des). **I.** Annonce d'une loi, 276, 277, 366. Surveillance, 455. Félicitations à M. Ernst, *m. j.*, 551, 627. — **II.** Pr. de loi. *r.* de M. d'Anethan, 899. — **IV.** Création d'asiles, 488. — **V.** Hospice de Froidmont, 127. Modification à la loi de 1850, 286.

ALLEMAGNE. **V.** Attitude de la presse à son égard, 60. Incident Duchesne, 547, 548. Convention pour les marques de fabrique, 405. Prorogation du traité de commerce. (Voir TRAITÉS.)

ALLUMETTES CHIMIQUES. **V.** Impôt, 72. Réglementation de la vente, 282.

ALMA (Indemnité au propriétaire du yacht anglais). **III**, 509.

ALVIN, major. **III**. Sa brochure *les Bâtons blancs*, 75.

AMBULANCES. **II**. Cr. pour les anciens employés. *r.* de M. d'Andelot, 163. — **IV**. Transport des colis destinés aux ambulances, 619.

AMENDES de simple police. **II**. Recouvrement, 321. — **IV**. En cas de pourvoi en cassation, 374.

AMNISTIE. **I**. Lettre du général Van der Smissen demandant le rejet du projet de loi, 763. *r.* de M. de Haussy. Disc. et vote, 765. — **IV**. Pour les réfractaires et les déserteurs, 374.

AMORTISSEMENT. **II**. Projet d'instituer une *c.* de surveillance, 302.

ANGLETERRE. **III**. Surtaxe imposée aux navires belges dans les ports anglais, 71. Traité de commerce, convention de pêche. (*Voir TRAITÉS*.) Convention littéraire, *ibid.* Pr. de M. Forgeur de négociier en vue de la suppression du droit d'aubaine, 457. — **IV**. Négociations commerciales, 125.

ANHALT. **IV**. Convention littéraire, 359.

ANIMAUX DOMESTIQUES. **III**. Police. *r.* de M. d'Anethan, 297. — **IV**. Vices rédhibitoires, 45. Protection, 189, 508. Amélioration, 543.

ANIMAUX NUISIBLES (Destruction des). **V**, 125.

ANKERKUYL (Pêche à l'). **IV**, 296.

ANNALES PARLEMENTAIRES. **II**. Retard dans la publication des séances, 595. — **III**. Publication du texte des projets de loi et des rapports, 69. Traduction flamande, 179. Pr. de publier séparément les documents, 242. Traduction flamande, 580. Prix d'abonnement, indication des mouvements de l'assemblée, 581, 582. — **IV**. Impression, 134. Prix d'abonnement, 182. Publication des documents, 296. Retards dans la publication des séances, 508. Envoi gratuit aux conseils communaux, 495.

ANTAGONIST. Navire coulé par le steamer *Rubis*. **IV**. Indemnité, 545.

ANVERS. **I**. Démolition des fronts intérieurs de la citadelle, 125. Vacance du poste de gouverneur, 178. Indemnités pour dommages causés par le siège de la citadelle, 180, 182. Pr. d'en faire un port franc, 461. Refus de contribuer à la construction d'une caserne pour la cavalerie, 558. Pét. du conseil communal relative à la loi sur les distilleries, 766. Pr. de faire d'Anvers un port franc, 768. — **III**. Plaintes du commerce au sujet de la décadence du port, 514. (*Voir FORTIFICATIONS*.) Développement à donner au port; discours de S. A. R. le duc de Brabant, 575. — **IV**. Droits de port, 46. Système de défense, 49, 50. Extension des relations commerciales; idées de S. A. R. le duc de Brabant, 45, 128. Question des citadelles, 130. Emploi des soldats aux travaux, 184. Citadelles, 184, 185, 222, 228. Etat des travaux des fortifications, 228, 229. Terrains à vendre en dehors de la ligne des fortifications, 243. Cr. de 5,575 000 fr. Citadelle du Nord, 244. Emploi des miliciens aux travaux. Procès-verbaux de la *c.* de 1859, 504. Développement commercial, 360. Question des citadelles. Cimetièrre de Borgerhout, 371. Bassin du Kattendyk, 377. Travaux maritimes, 496. Cr. pour les travaux de la rive gauche, 552. Cession de la citadelle du Sud au Dr Strousberg. *r.* de M. Malou, 596. Cr. de 2,150,000 fr., 620. — **V**. Rectification des quais, 135. Champ des manœu-

vres, 222, 223. Augmentation du nombre des échevins, 284. Installations maritimes, 288. Troisième ligne de défense, 2^e partie, 64.

ARBITRAGE INTERNATIONAL. **V**, 347.

ARCHITECTES. **IV**. Honoraires de ceux qui travaillent pour l'Etat, 54. — **V**, 72.

ARCHIVES. **I**. Construction d'un dépôt central, porte de Hal, 178, 281, 367, 456. Au Palais de l'industrie, au temple des Augustins, 701. — **II**. Recherche d'un nouveau local, 54. Eloge de l'organisation, 395. Nécessité de les mettre à l'abri de l'incendie, 592. — **IV**. Local, 307, 441, 489, 533. — **V**. Appropriation d'un local à Gand, 287. Inspection, 349. Transfert au Jardin Zoologique, 2^e partie, 36. *Id.* au Musée d'histoire naturelle 165.

ARDOISIÈRES. **IV**. Demande de les classer parmi les mines, 554. — **V**. Exploitation, 287, 413.

ARGENT. **V**. Dépréciation. Limitation du monnayage, 280, 288, 354, 477, 2^e partie, 178.

ARGENTINE (République). **III**. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS*.)

ARLON. **IV**. Echange de terrains, 439. — **V**. Institut archéologique, 2^e partie, 221.

ARMÉE. **I**. Contingent, réserve. *r.* de M. d'Hautepenne, 64. Protestation de M. de Sécus contre la manie des économies, 65. Pr. de désarmement, 121. Contingent. *r.* de M. de Rouillé. Critique au sujet des congés trop nombreux, 125. Maintien de l'intégrité des cadres, 176. Contingent de 110,000 hommes. *r.* de M. du Val de Beaulieu. Chevaux, casernes, 285. Nécessité de maintenir l'armée sur un pied respectable, 286. Contingent. *r.* de M. de Wautier. Suppression des cinquièmes bataillons. Frais de table des officiers généraux. Casernement, 371. Contingent. *r.* de M. Dupont d'Aherée. Uniforme. Changements de garnison. Chevaux des ambulances, 464. Remonte. Devoirs religieux des soldats, 464. Contingent. *r.* de M. de Rouillé. Insuffisance de la réserve, 557. Déclaration du général Willmar, son programme. Uniforme. Organisation de la gendarmerie, 558. Contingent, casernes, répartition des garnisons. Chiffre de la solde des troupes. Désignation des miliciens pour la cavalerie. Position des gendarmes. Mortalité des chevaux. Remonte Hôpitaux militaires, 653. Contingent. *r.* de M. de Rouillé. Cavalerie. Uniforme, 698. Contingent. *r.* de M. Dumon-Dumortier. Demande de réduction du *B.*, 762. Mortalité des chevaux. Fourrages. Nécessité de maintenir l'armée sur un pied respectable, 763. — **II**. Nécessité de la maintenir sur un pied respectable sans augmenter les charges publiques, 51. Cr. global en attendant une organisation définitive. *r.* de M. de Rouillé, 58. Pr. de réduire les dépenses, 149, 162, 163. Demande d'économies, 252. Débat sur l'effectif, 509. Déclaration de M. Du Pont, *m. g.* relative aux économies possibles, 510, 378. Nouvelle organisation. *r.* de M. de Rouillé. Disc., 390, 391, 392. M. de Quarré critique le chiffre exagéré du contingent de 80,000 hommes, 504. Présence de sous-officiers en bourgeois à un meeting en l'honneur de la Pologne, 590. Débat sur les économies possibles, 795, 796. Demande d'enquête, promesse d'un rapport, 891, 892. — **III**. Possibilité de réduire le *B.* à 25 millions. *c.* mixte, 72 et suiv. Ministres civils et intérieurs *Ibid.* Explications de M. Anoul, *m. g.*, sur

les travaux de la commission mixte, 117. Cr. extraordinaire de 6,558,000 fr., 181. Organisation de l'armée. *r.* de M. de Renesse, 182. Solde, nourriture et habillement du soldat; *cr.* de 1,500,000 francs pour pain et fourrages, 500. Santé des troupes aux environs d'Anvers, 501. Debat sur l'utilité de l'armée, 561. Comptabilité des fonds versés pour les remplaçants dans la caisse des régiments, 414. Debat sur le mode de recrutement, 460. — **IV.** Congés des miliciens à l'époque de la moisson, 155. Uniforme et solde, 504. Demande du *r.* promis par le général Chazal, solde, transferts. Deniers de poche des soldats, 440. Solde, ration de viande, 491. Mode de recrutement, 492. Organisation, contingent, durée du service, 492, 493. Solde des malades pendant leur séjour à l'hôpital, 552. Contingent de 12,000 hommes. Durée du service. Revue et bivac aux fêtes de septembre, 597. Mise sur pied de guerre, 620. — **V.** Critique de l'organisation militaire, 67. Remplacement par l'Etat, mode de recrutement, service obligatoire, 151. Solde et position du soldat, 152. Casernes de Namur, *ibid.* Démission du général Guillaume. Système de recrutement, exemptions ecclésiastiques, suppression du remplacement, 221. Amélioration du sort du soldat, devoirs religieux, institution des cadets, décoration pour les sous-officiers, 222. Ecoles régimentaires, 225. Unification du contingent, 227. Aggravation des charges, 280. Solde et nourriture du soldat, 285. Service personnel, 553. Organisation, remplacement, 414. Discussion sur l'effectif, mobilisation, déchets, réserve nationale, 2^e partie, 65. Remplacement, service personnel, 64. Charges militaires, 162. Debat sur le contingent, 170. Régime des soldats dans les forts du bas Escout, 172. Responsabilité des remplacés, 227. Contingent. *Ibid.*

ARMES. I. Défense d'exportation. *r.* de M. de Rouillé, 68. Pr. de loi relatif aux dépôts. *r.* de M. Massez, 68. Port des armes hors du temps de service, 561. — **II.** Debat sur le port des armes hors du temps de service, 163. Entrée des pièces détachées, 505. Ventes d'armes et d'effets militaires. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 506. — **V.** Défense de porter des armes de guerre, 413.

ARMISTICE avec la Hollande. **I.** Prolongation, 62.

ART DE GUERRE. III. Interprétation de l'article 18 de la loi du 12 mars 1818. *r.* de M. Savart, 185, 184. Demande de révision, 297. Promesse d'une loi, 409, 410. Pét. du Congrès médical de Belgique, 515. — **IV.** (Exercice de l') dans les communes frontalières des Pays-Bas, 542. — **V.** Demande de réforme de la loi, 165.

ART INDUSTRIEL. V. Encouragements, 70.

ARTILLERIE. III. Cr. de 9 millions. *r.* de M. Van Schoor; canons rayés, 510. Transformation, 580. — **IV.** Transformation, 49, 50, 228, 571, 552. — **V.** 151. Ses qualités, 2^e partie, 65.

ARTS. I. Encouragements, 281, 550, 765. — **II.** Encouragements, 150. Tableaux de Gallot, Wappers de Keyzer, 167. Critique du système d'encouragement, 168-514. Peinture historique, 595. Restauration des tableaux dans les églises, 576. — **III.** Mode d'enseignement, 174. Mode de comptabilité, 242. Discours de S. A. R. le duc de Brabant sur les encouragements à leur donner, 565. Conseil de réduire les subsides, 457. — **V.** Acquisitions, commandes, 2^e partie, 65, 66.

ASSAINISSEMENT des quartiers insalubres. **III.** 455. Bruxelles, la Senne; création de quartiers nouveaux, 511. — **IV.** Observations de M. Seutin, 45, 50, 126. Interprétation de la loi par les communes, 298. Travaux à la Senne, 577, 578. Dans les villes, 489.

ASSURANCE OBLIGATOIRE. II. M. Coppens demande qu'on l'établisse. Réponse de M. Malou, *m. f.*, 505. Déclaration de M. Veydt, 696.

ATELIERS D'APPRENTISSAGE. III. Concurrence à l'industrie privée, 410.

AUDITEURS MILITAIRES. I. r. de M. E. de Robiano, 287. — **V. Adjoint à Anvers, 415. Pr. de leur adjoindre un greffier, 2^e partie, 165.**

AUGUSTINS (Temple des) **I.** Propriété, 701.

AUTRICHE (Traité de commerce avec l'). **III.** (Voir TRAITÉS.) — **IV.** *Ibid.* — **V.** Marques de fabrique. (Voir TRAITÉS.)

AVEUGLES. I. Création d'un institut, 276, 566. Subside à l'abbé Carton, 469. Félicitations à M. Ernst, *m. j.*, 551.

AVOCATS. II. Traitements de ceux du département des finances, 55. — **III.** Du département des travaux publics, 416.

AVOUÉS. II. Revision du tarif des dépenses, 148. — **III.** Conseil d'en diminuer le nombre, 409.

B

BACCARA. Abus de ce jeu à Ostende. **V.** 2^e partie, 165.

BANQUE DE BELGIQUE. I. Mise en regard de la Société Générale, 466. Suspension de paiements, 695. Cr. pour lui venir en aide. *r.* de M. Malou. Pét. de négociants de Bruxelles, 697. Suppression du traitement des commissaires, 757. — **II.** Nécessité de faire rentrer au Trésor les sommes prêtées à cet établissement, 158, 159, 224. Emission de billets à cours forcé, 683. — **V.** Visa des annuités. (Affaire E. T'Kint), 410.

BANQUE D'INDUSTRIE. Anvers. **III.** Régularisation d'avances faites en 1859, 119.

BANQUE NATIONALE. II. Pr. de M. Dupont de Fayt. *r.* de M. Cogels, 794. Pr. de loi de M. Frère-Orban. *r.* de M. Cogels, 885, 884. — **IV.** Mesures prises en 1870, 620. — **V.** Concurrence faite à ses billets par la monnaie d'or, 66. Prorogation de durée. *r.* de M. de Roles, 125-127. Pr. d'inscrire la valeur en flamand sur ses billets, 2^e part. e. 165.

BARRIÈRES. I. Pr. de loi. *r.* de M. de Rodes. Pr. de supprimer l'impôt, 68. *r.* de M. du Val de Beaulieu. Adjudication anticipée des barrières du Brabant, 125, 126. Pr. de supprimer la taxe, 126. Exemption pour l'agriculture, 286. Prorogation de la loi. Surcharge des voitures publiques, 467. Pr. de loi. *r.* de M. de Quarré. Répartition des fonds provenant des barrières, 558. Pr. de loi. *r.* de M. G. de Jonghe. Présentation tardive, 655. Perception sur les routes empierrées. *r.* de M. de Rouillé, 640. — **II.** M. Coppens demande une réduction de 75 p. c. pour le transport des produits agricoles, 505. Exemption du plâtre destiné à l'agriculture, 591. — **IV.** Question de l'impôt, 45, 60, 127, 561. Abolition, 571, 572, 573. Provinciales et communales, 440, 495, 596.

BASSINS HOUILLERS. II. Equilibre, 518, 599. — **V.** Convention pour la reprise du matériel, 410.

BATELIERS. II. Patente. *r.* de M. de Ridder, 164. — **III.** Réduction, 511.

BAUDOUIN (S. A. R. le prince). Sa naissance. **V.** 551.

BEAUFORT (Comte de). **II.** Sa nomination à la direction des beaux-arts, 149.

BELLIGÉRANTS (Droits des). Conférence de Bruxelles en 1874. **V.** 347.

BESTIAUX ABATTUS. II. Indemnités, fonds d'agriculture, 390, 789. — **III.** Retard dans le paiement des indemnités, 255. — **IV.** 46. Cr. de 117,000 fr., 180, 181, 182, 295, 360, 432, 433.

BÉTAIL I. Epizootie. 280. Droit de sortie. *r.* de M. de Rodes. 284. Achat d'animaux pour améliorer la race, 456. Pr. de loi relatif à l'entrée et à la sortie. *r.* de M. Biolley. Discussion, 460, 461. Epizootie dans les Flandres, 626, 695. Elève du bétail, 757. — **II.** Transit du bétail hollandais, 160. Prix élevé de la viande, 161. Réclamation contre l'arrêté qui autorise le transit du bétail hollandais vers la France, 307. Entrée du bétail, pr. de loi. *r.* de M. Coppens, 388, 389. Débat sur l'entrée du bétail hollandais, à propos du traité avec la Hollande, 495. Débat sur la libre entrée, 582. Tarification du droit d'entrée, 890. — **III.** Préjudice causé à l'agriculture indigène par la libre entrée, 67, 68. Demande de prohibition de sortie, 360. Tarification sur le chemin de fer hollando-belge, 454. — **V.** Importé d'Amérique, précaution contre le stomatite aphteuse, 162. Importations; interdiction de l'entrée du bétail belge en Angleterre, 2^e partie, 221.

BEURRE. III. Demande de prohibition à la sortie, 360.

BEVERLOO (Camp de). **I.** 465. Campement de la cavalerie, 558. Incendie, 653. — **II.** Demande de suppression, vices dans l'administration, 58. — **III.** Observations sur l'époque et la tenue du camp, 300. Etablissement d'une caserne de gendarmerie, 462.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. I. Achat du fonds Van Hulthem *r.* de M. H. de Mérode, 561. Cr. pour le personnel, 637. — **IV.** Locaux, 441. Danger d'incendie, 553.

BIENFAISANCE. II. Son organisation, 304. — **IV.** Enquête, 53.

BIENS DOMANIAUX. II. Aliénation. *r.* de M. d'Ursel, 390. *Id.* *r.* de M. Dellafaille, 504. *r.* de M. de Rouillé, 590. *r.* de M. Pirmez, 685. *r.* de M. Zoude, 891. — **III.** Pr. de les vendre en vue d'augmenter les ressources du Trésor, 510. — **IV.** Ventes, 183, 243, 370, 371, 491, 596. — **V.** Transactions, 63. Aliénation, 2^e partie, 169. Echange, 226.

BIÈRES. I. Demande de réduction de l'impôt, 565. — **II.** Débat relatif à l'accise, 321, 401. — **III.** Augmentation, 71. Timbre collectif, 238. — **V.** Mode de perception de l'accise, 72. Pr. de la réduire, 230.

BILLON de cuivre. Surabondance, **V.** 163.

BLANKENBERGHE. II. Pr. de l'ingénieur de Gobert, 901. — **IV.** Port de refuge, 496, 600. — **V.** Cession de terrains des dunes, 220. Perré cimenté, 2^e partie, 68.

BLESSÉS DE SEPTEMBRE. III. Promesse de les assimiler aux décorés de la croix de fer, 457, 462.

BOHÉMIENS (Mesures à prendre contre les). **V.** 210.

BOINE, major honoraire. **II.** Pension *r.* de M. d'Hane de Potter, 595.

BOIS. I. Défense d'exportation, 68. Droits d'entrée sur les bois étrangers. *r.* de M. Vilain XIII. Tarification nouvelle, 631. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem, 760. — **II.** Entrée des bois exotiques. *r.* de M. du Trieu de Terdonck, 890, 891. **V.** Droits d'entrée, 478.

BOIS DE LA CAMBRE. III. Nécessité de le relier par une avenue à Bruxelles, disc. de S. A. R. le duc de Brabant, 416. — **IV.** Cession à la ville de Bruxelles. 48. Appropriation, 127. Incorporation dans la ville, 226, 227.

BOISEMENT des terrains incultes. **III.** 454.

BOISSONS (Impôt sur les débits de). **I.** Examen de l'utilité d'une semblable mesure, 565. Pr. de loi. *r.* de M. d'Hooghvorst, 633. Discussion, 633, 634, 640. Demande de révision de la loi, 771. — **II.** *r.* de M. Zoude, 797. — **III.** Demande de suppression du droit de débit comme élément du cens électoral, 508. Abus, ivrognerie, remèdes, 514. — **IV.** Pr. d'augmenter le droit de débit, 497. Pr. de M. Malou, 600, 601. — **V.** Suppression du droit de débit, 67, 68.

BOLIVIE. III. Traité. (Voir TRAITÉS.)

BONNÉ ET GEENS. III. Victimes d'une erreur judiciaire. Secours. *r.* de M. Zaman, 512.

BONNETERIES. I. Tarif, 631.

BONNEVIE, avocat. **IV.** Refus d'autorisation de contrôler certains chiffres dans les bureaux du ministère de la justice, 182.

BONS DU TRÉSOR. I. Première émission. *r.* de M. Engler, 123. Critiques sur l'émission faite d'un seul coup, 177. Emission de 12 millions. *r.* de M. d'Ursel, 758. — **V.** Droit pour le public d'y souscrire, 167.

BOSSUET, peintre. **IV.** Son tableau au musée, 127.

BOULANGERIE MILITAIRE. V. 353.

BOURGEMESTRES. II. Modifications à la loi communale. *r.* de M. Dellafaille, nomination hors du conseil, 152, 153. Pr. de loi de M. Rogier. *r.* de M. Béthune, 679. Pét. réclamant l'incompatibilité entre ces fonctions et celles de notaire, 680. — **IV.** Nominations politiques, 45, 51, 59, 223. — **V.** Faites par M. Rolin-Jaequemyns, 2^e partie, 222.

BOURSES D'ÉTUDE. IV. Réclamation des évêques d'Irlande. *Id.* du gouvernement hollandais et de l'archevêque de Malines, 243. Discussion, 303, 304.

BOURSES DE VOYAGE pour le commerce. **IV.** 46.

BOVINE (Amélioration de la race). **II.** 499. — **IV.** 295, 487. — **V.** Observation des règlements, 221.

BRABANT (S. A. R. le duc de). **III.** Dotation, majorité, installation en qualité de sénateur, 184. Mariage, 185. Droit d'assister aux séances de toutes les cc., 304. Cr. de 250,000 fr. pour ameublement de son habitation. *r.* de M. Zaman, 510.

BRABANT (S. A. R. la duchesse de) **IV.** Sa délivrance, 227.

BRABANT ET FLANDRE ORIENTALE. IV. Rectification de limites, 599.

BRACONNAGE. III. Répression, 408. — **IV.** 47, 155. (Voir aussi GENDARMERIE.)

BRÈME. IV. Traité (Voir TRAITÉS.)

BRÉSIL. I. Traité de commerce, 454, 455. — **V.** *Id.* (Voir TRAITÉS.)

BREVETS D'INVENTION. I. 178, 281. Pét. de M. Jobard, 288. — **III.** *r.* de M. Spitaels, 240. Dispositions relatives au paiement de la taxe. *r.* de M. Corbisier, 414.

BRITISH-QUEEN. II. Adjudication de charbons, 143. Achat du navire. *r.* de M. Dellafaille, bill d'indemnité, engagement de matelots anglais, 145-147, 223, 253, 301, 302, 314.

BRUGES. III. Echange de terrains, 509. — **IV.** Vente de l'hôpital militaire, 491. Omis dans le projet de travaux publics, 600. — **V.** Eaux du Sud. Port de mer, 2^e partie, 251.

BRUXELLES. I. Jardin botanique, 178. Ses droits comme capitale, 178, 179. Pillages, 288. Embarras financiers, 366, 367. Palais de justice, 455. Palais des arts. Bureau des postes central, 456. Palais de justice, 551. Pét. réclamant une indemnité pour les pillages de 1850, 1851 et 1854. Droits de la ville à une indemnité. Discussion, 562. Palais de justice, 627. Indemnité pour les pillages, 769. — **II.** Convention avec l'Etat pour la reprise de ses musées, etc. *r.* de M. du Val de Beaulieu, 153, 156, 157. Pét. relative à une communication à établir entre la rue Verte et la place des Palais, 396. — **III.** Avances faites par le Trésor. *r.* de M. d'Hoop, 299. Augmentation du nombre des échevins. *r.* de M. Corbisier, 360. Suppression des pompes et fontaines, 511. — **IV.** Embellissements. Pr. de S. A. R. le duc de Brabant, plan d'ensemble, 55, 54, 55. Aménagement du Parc. Square de la place de l'Industrie, 128. Square du Palais-Ducal, 188. Critique des travaux d'embellissement; *c.* chargée de dresser un plan d'ensemble, 227. Elargissement de la rue des Fripiers, 310. Travaux de la Senne, 377, 378. Place du Trône, 377. Ecole industrielle, 442. Annexion des stations à la ville. Plan d'ensemble pour les embellissements, 600. — **V.** Restitution de droits d'enregistrement, 131. Elargissement de la rue de Loxum, 134. *Bruxelles, port de mer.* Nouvel hôtel des postes, 155. Annexion des stations du Nord et du Midi, 217. Cession des terrains de l'ancienne gare du Midi, 219. Transformation du quartier N.-D.-aux-Neiges, 284, 285. Nouveau champ des manœuvres, 351. Hippodrome, 352. Avenue de Forest, 356. Pr. de fractionner l'arrondissement, 2^e partie, 475.

BRUYÈRES (Expropriation des) des Ardennes. III, 303.

BUDGETS. I. Présentation tardive, 565. Retard dans la discussion, 224, 232, 299. — **V,** 61.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE. V, 2^e partie, 66.

BULLETIN OFFICIEL. II. Frais d'impression, 60.

BURDINNE (Donation faite aux pauvres de). IV, 147.

BUREAU. I. Refus de le renouveler après la dissolution de la chambre, 179.

BUREAUCRATIE. V. Abus, 2^e partie, 231.

BUZEN général. II. Pension à sa veuve. *r.* de M. de Rouveroy, 169.

C

CADASTRE. I. Promesse de terminer la révision en 1855 pour tout le pays, 66. Critique des opérations. 121. *Id.*, 179, 278, 279. Pét. du canton nord de Namur, 288. Mutations cadastrales, 368. Promesse de présenter le pr. de péréquation, 375.

Péréquation. Pr. de loi. *r.* de M. F. de Robiano. Disc. et vote, 466, 467, 551. Opérations dans le Limbourg et le Luxembourg, 627. — **III.** Demande de révision, 298. Explications de M. Frère-Orban, *m. f.*, 514. Révision. *r.* de M. d'Hoop, 578. — **IV.** Révision des évaluations cadastrales, 185. Cr. de 600,000 fr., 228, 370. Péréquation, 459. Cr. de 300,000 fr., 491. — **V.** Retards dans les mutations cadastrales, 61, 2^e partie, 222.

CAFÉ. I. Droit d'entrée. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 650. Discussion, droits différentiels, 631. — **II.** Répartition de 7 millions de kil. provenant des entrepôts hollandais, 382. — **IV.** Torréfié, régime douanier, 48.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. II. Surveillance. *r.* de M. Rutton, 590. Organisation. M. Vilain XIII nommé membre de la *c.*, 683. Remplacé par M. Dindal, 713. — **III.** M. Dindal nommé membre de la *c.* de surveillance, 72. *II.* M. F. Spitaels, 116. *r.* de M. Liedts, 179. Réélection de M. Spitaels, 259, 579. — **IV.** M. Fortamps, 228, 370. Changement à la législation, 490. — **V.** M. de Man d'Attenrode nommé membre de la *c.*, 151, 2^e partie, 65.

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. IV. *r.* de M. Fortamps, 182, 224. Ajournement, 225, 297. Cr. de 75,000 fr., 370.

CAISSE DE PRÉVOYANCE des instituteurs primaires. V, 412.

CAISSES D'ÉPARGNE. II. M. Desmanet de Biesme invite le gouvernement à les organiser, 380. — **III.** Demande d'organisation par l'Etat, 82. Frais de déplacement des conseillers provinciaux pour la surveillance de la caisse générale de retraite. Critique de l'organisation de l'institution, 361.

CAISSES DE RETRAITE. II. *r.* de M. Cogels, disc., 885-887. — **III.** Du département des finances, *cr. suppl.*, 69.

CALOMNIE. II. Demande d'une loi répressive de la calomnie, 303.

CAMPINE. II. Cr. pour la canalisation. Pét. du conseil provincial du Limbourg. *r.* de M. de Briey, 66. Subside, 67. Construction de l'embranchement de Turnhout et d'Herenthals, 319, 320. M. de Baillet conseille les irrigations, 382. Mise à l'étude d'un pr., 401. Cr. pour le canal. *r.* de M. Dellafaille, 414, 598, 599. Nouveau *cr.*, 696.

CANAL DE MAESTRICHT A BOIS-LE-DUC. II. Décharge de paiement accordée aux provinces de Liège et de Limbourg. *r.* de M. Coghen, 891.

CANAL MARITIME de Heyst à Bruges. V. 2^e partie, 68.

CANAU. I. Critique des travaux du canal de Charleroi et de celui de Terneuzen, 66. Pét. contre le canal de l'Espierre à Roubaix, 289. Canal de Canal de Maestricht à Bois-le-Duc, 477. *r.* de M. Dumon-Dumortier sur le canal de Selzaete, 477. Discussion, 477, 478. Retrait du projet, 478. Demande de fermeture simultanée de la navigation sur le canal de Charleroi et la Sambre canalisée, 565. Canal de Maestricht à Bois-le-Duc. *r.* de M. d'Hane de Potter, 640. Reprise du canal de Charleroi, frais d'entretien. *r.* de M. Van Hoo-brouck de Mooreghem. Canal de Terneuzen, 702. Canaux dans le Luxembourg, 758. *Id.* de l'Espierre. Canaux du Limbourg, 769. Réduction des péages sur la Sambre canalisée, 770. *r.* de M. Biolley. De Maestricht à Bois-le-Duc. *r.* de

M. Dumon-Dumortier, 770. — **II.** Négociations avec la France pour une réduction des péages sur les canaux français, 66. Canaux de la Campine, de Selzaete, d'Ypres à Warneton, 67. Canaux de Selzaete, de la Campine, de la Sambre à la mer, de la Lys à l'Yperlée, 171, 172. Canal de la Campine, intervention des propriétaires riverains. *Id.* de la Lys à l'Yperlée, 254. Approfondissement du canal de Bruges à Ostende, *id.* Travail de M. Vitquain sur les canaux, 518. Canaux de Selzaete, de la Campine, d'Alost à Jemmapes, demande de réduction des péages sur le canal de Charleroi, 518, 519. Canal de la Campine, embranchement d'Herenthals, 520. Reprise du canal de Mons à Condé, 520, 521. Canal de Turnhout. *r.* de M. d'Ursel, 400. Demande de réduction des péages sur la Sambre canalisée et sur le canal de Charleroi, 400. Application au canal de Gand à Ostende du régime du canal de Terneuzen, 400. Pet des batehers. *Cr.* pour le canal de la Campine, 414. Procès au sujet de la non-exécution du canal de Mons à la Sambre. Canal de Deynze à Schipdonck, 510, 511. Recreusement du Moervaert, 510. Demande de réduction des péages sur le canal de Charleroi, 511. *Cr.* pour le canal de Selzaete, 511. *Cr.* de 2 millions pour les canaux de Selzaete et de Schipdonck. Réduction des péages sur la Sambre canalisée. Nécessité d'améliorer la navigation des canaux de Gand à Bruges et de Bruges à Ostende, 597. Canal de Mons à la Sambre, difficultés d'exécution, 598. M. de Macar conseille de faire du canal de Charleroi un canal à grande section, 598. Canal de la Campine, 598, 599. Disc. au sujet de la réduction des péages sur la Sambre canalisée, 599. *Cr.* pour les canaux de Selzaete et de la Campine, 696. Réduction des péages sur le canal de Charleroi, 805, 806. Achèvement des canaux de Selzaete et de Schipdonck, 806. Recreusement du Moervaert. *Cr.* complémentaire pour les canaux de Selzaete et de Schipdonck, 901, 902. — **III.** Péages sur les canaux de Charleroi et de Pommereu à Antoing, 121, 122. Achèvement des canaux de Selzaete et de Schipdonck; approfondissement du canal de Bruges à Gand, 187. De Maesevick au canal de Maestricht; canal de la Campine, adjudication. Reprise du canal de Plasschendaale à Furnes, 245. Réduction des péages; canaux de Schipdonck et de la Campine; *cr.* de 1,920,000 fr., 305. Canal de Schipdonck; approfondissement du canal de Gand à Bruges; élargissement du canal de Charleroi, 364. Jonction de l'Escaut à la Lys; canal de Bossuyt à Courtrai, 365. Achèvement du canal de Schipdonck; Sambre canalisée; prime aux éclusiers du canal de Charleroi, 416. Canaux de Plasschendaale, de Willebroeck, 465. Suppression du concours des riverains aux frais d'établissement des canaux de la Campine, 509. Approfondissement du canal de Gand à Bruges, 536. Réduction des péages sur le canal de Charleroi. *r.* de M. de Labbeville, 586. Amélioration du canal; jonction de la Meuse à l'Escaut, 587. — **IV.** Péages, 45. Élargissement du canal de Charleroi; achèvement du canal de Schipdonck; canal d'Anvers à Turnhout, 59, 60. Péages sur le canal de Charleroi, 136. Élargissement du canal de Charleroi; légalité de la perception du péage, 189, 190. Prolongation du canal de Selzaete, 189. Péages sur le canal de Charleroi, 309. Rachat de la Sambre, 310. Canaux

de Saint-Job, de Terneuzen, de Charleroi (élargissement, péages), de Bossuyt à Courtrai, 376, 377. Rachat des canaux de la Sambre et de l'Oise; *id.* des embranchements du canal de Charleroi, 496. *Id.* des embranchements du canal de Charleroi, approfondissement du canal de Terneuzen; rachat des canaux de l'Oise et de la Sambre; Achèvement du canal de Turnhout à Anvers, 554. Approfondissement du canal de Gand à Terneuzen, 600. — **V.** Reprise de ceux de la Flandre occidentale, 289. Navigabilité du canal de Schipdonck, 556. De Gand à Selzaete, d'Haccourt à Anvers, de Mons à Charleroi, 2^e partie, 68. Achèvement du canal de Selzaete, 250. Halage sur le canal d'Ypres, canal de Roulers à la Lys, 251. Élargissement du canal de Charleroi, 252.

CANONS D'ACIER. **V.**, 172.

CANTONNEMENT. **II.** Interprétation de la loi. *r.* de M. de Ridder, 167.

CARRIÈRES. **V.** *r.* des ingénieurs des mines, 2^e partie, 174, 231.

CARTE GÉOLOGIQUE. **V.**, 475. 2^e partie, 66, 165.

CARTES A JOUER. **II.** M. de Renesse propose de les frapper d'un impôt, 67. M. Desmanet de Biesme, *id.*, 321.

CASERNEMENT. **V.** Mis à la charge de l'Etat, 222, 225, 255, 2^e partie, 172, 227.

CASERNES. **I.** Demande de construction de casernes, 466. — **IV.** Vente de la caserne du Pont-Maghin à Liege, 490, 491. État des casernes de Bruxelles, 552. *Id.* des cuisines de la caserne des grenadiers, 597. — **V.** Mauvais état, 555.

CELLULAIRE (Système). **III.**, 175. — **IV.** Effets, 127, 296, 488.

CENS COMMUNAL. **II.** Réduction. *r.* de M. Wvyns de Raucour, 679. — **V.** *Id.* à 10 fr., 64-66.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ. **III.** Pr. de MM. d'Anethan et de Robiano, relative aux centimes additionnels établis par la loi, 259. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy. *Am.* de M. d'Anethan, 299, 361, 508, 509. — **IV.** A propos de l'élection de M. Delecourt à Gand, 600. *Id.* à propos de l'élection de MM. Crocq et De Vadder, 621. Pr. de M. d'Omalus d'Halloy, 621, 622. — **V.** M. Bergh, 550. M. de la Roche, 478.

CENS ÉLECTORAL. **II.** Nécessité d'en posséder les bases; fausses déclarations, 226, 229, 350. — **III.** Pét. relative à la suppression de l'impôt de débit de boissons comme élément du cens, 508. — **IV.** Paiement effectif, 500, 501. — **V.** Discussion sur les bases, 2^e partie, 65.

CERCLE ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE de Bruxelles. **III.** Subside, 242.

CÉRÉALES. **I.** Transit. *r.* de M. de Rasse, 67. *r.* de M. de Schiervel, urgence, 122. Demande d'une loi fixant un *minimum* et un *maximum*, 180. Pr. de loi. *r.* de M. de Schiervel, 285. Libre entrée temporaire. *r.* de M. de Baré. Exportation des grains entreposés. *r.* de M. Engler, 697. Prohibition de sortie. Pr. de loi de M. de Theux. *r.* de M. Engler. Importation du Limbourg cédé dans le district de Verviers, du Luxembourg cédé par Arlon, 759, 760. Réexportation des farines de grains étrangers. *r.* de M. Van Muyssen. Libre entrée de l'orge. *r.* de M. d'Ursel, 760. — **II.** Libre entrée temporaire. *r.* de M. Dellafaille, 55, 56. Pr. de M. du Val de Beaulieu relative à la libre entrée de l'orge, 56. Prorogation de la libre entrée de l'orge,

160. Libre entrée de l'orge et du seigle. *r.* de M. Van Hooibrouck de Mooreghem, 228. *r.* de M. de Renesse, 306, 307. *r.* de M. Cassiers. Importation de céréales du Limbourg, comité secret, 386, 387, 388. Pr. de loi de M. Coppens, 388. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 389. Disc. du pr. de loi amendé par la chambre des représentants, 390. Libre entrée et prohibition de sortie. *r.* de M. d'Ursel, 411. Débat sur l'entrée des céréales par le Limbourg, à propos du traité avec la Hollande, 495. Prorogation de la loi. *r.* de M. de Rodés, 504. Prorogation de la libre entrée. *r.* de M. Dellafaille, 585. Remise du droit de tonnage aux navires chargés de céréales, 586. Libre entrée. *r.* de M. Dumortier, 586, 587. *Id.* *r.* de M. Cogels, 795. Pr. transitoire. *r.* de M. Desmanet de Biesme, pr. définitif, libre entrée. *r.* de M. de Pitteurs, 888-890. — **III.** Préjudice cause à l'agriculture nationale par la libre entrée, 67. Pr. de loi de M. Liedts. *r.* de M. Spitaels, 258. Débat sur la prohibition à la sortie. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 298. Prohibition à la sortie. *r.* de M. Béthune, 360. *r.* de M. Spitaels, 415. — **IV.** Libre entrée, 295.

CHAMBRES. I. Renouvellement partiel. *r.* de M. de Bousies. Disc. Tirage au sort de la première série sortante, 368, 369.

CHAMBRES DE COMMERCE. I. Frais. Pr. de loi. *r.* de M. Biolley. Rejet, 468. — **II.** Frais, organisation. *r.* de M. Cassiers, 59, 60. Mode de nomination, 786. — **III.** A Audenarde, 255, 359. — **IV.** Mode d'élection, 296. Dotation, 552. — **V.** Suppression, 555.

CHAMP DES MANŒUVRES. V. A Anvers, 222, 225. A Bruxelles, 351.

CHANCELLERIE (Droits de). II. *r.* de M. Rutten, 786.

CHARBONS DE BOIS. III. Suppression des droits de sortie, 508.

CHARITÉ. I. Droit d'enregistrement des legs et donations, 66. Droits des hospices de nommer leurs employés, 276. Garanties personnelles exigées des administrations pour toucher les intérêts des capitaux inscrits au grand-livre d'Amsterdam, 554. — **III.** Liberté de la charité, 357. Art. 84 de la loi communale, 506, 507.

CHARLEROI. IV. Terrains militaires, 491. — **V.** Suppression de la garnison, 553, 411. Augmentation du nombre des échevins, 2^e partie, 168. Doublement de la justice de paix, 177.

CHASSE. II. Adjudication du droit de chasse sur les propriétés de l'Etat, 580. Pr. de loi. *r.* de M. de Ribaucourt, 500. — **IV.** 46, 47. Pendant la nuit; port d'armes, 155. — **V.** Modification à la loi 212. Date de l'ouverture sur les bords de la Meuse, 2^e partie, 58.

CHAUX. III. Distribution aux agriculteurs, 69.

CHEMIN DE FER. I. Pr. de loi. *r.* de M. Vilain XIII. Discussion, 281, 282. Demande d'inscrire les cr. au B. de l'intérieur 366. Choix du bois pour les billes. Critique des ingénieurs chargés des travaux, 367. Péages, 369. Pét. relative à une concession de chemin de fer à l'usage des charbonnages du S. O. de Mons, 374. *r.* de M. de Theux sur l'exécution de la loi, 456. Défense de concéder, autrement que par une loi, les lignes vers la France. Pr. de M. de Quarré, 457. Mode de perception des péages, 457. Lignes du Hainaut. Compte rendu de l'exploitation. Résultats. Per-

sonnel. Mécaniciens étrangers. Wetteren à Gand, Bruxelles à Hal et Mons. Produit des sections ouvertes. Péages. Transport des marchandises. Surveillance de la voie. Avantage des concessions, 552. Lignes d'Ostende, de Gand à Bruges, de Gand à Lille. *r.* de M. de Schiervel. De Gand à Courtrai, de Bruxelles à Namur, 555. Caisse de retraite des employés, 554. Cr. de 10 millions. *r.* de M. de Quarré. De Lierre à Contich, d'Anvers-Bassins, de Liège à Verviers, de Gand à Lille, de Gand à Courtrai par Audenarde. Direction de la ligne du Limbourg vers Tongres ou Saint-Trond par Landen. Couverture des wagons de 3^e classe. Salles d'attente. Transport des marchandises. Tarif des voyageurs. Péages. *r.* de M. de Baré de Comogne. Débat sur le principe des concessions. Coût du chemin de fer, 628. Direction de la ligne vers la France par le Hainaut. Tracé de Gand à Lille. Embranchement sur Ypres et Menin. Tirlemont à Namur. Divers projets à l'étude pour la ligne de Namur. Caisse de retraite des employés du chemin de fer. Mode de transport des marchandises. Plans inclinés de Liège, 629. Ligne de Bruxelles à Mons. Tarif des voyageurs et des marchandises. Chemin de fer de Bruxelles à Namur par le Hainaut. Transport des condamnés dans les wagons. Ligné de la Vesdre. Perception des péages. Transport des bestiaux, des articles d'argent. Trains accélérés. Service de nuit, 696. Accusation de dilapidation. Achat de 4.000 actions du chemin de fer rhénan. *r.* de M. du Val de Beaulieu. Ligne de Namur à Bruxelles par Charleroi et la vallée de la Sambre. Griets du Hainaut. Tracé du chemin de fer de Bruges à Gand. Transport des marchandises. Vente de terrains vagues le long de la voie ferrée. Caisse de retraite des employés, 758. Ligne vers la Prusse. Pét. des concessionnaires du chemin de fer d'Entre-Sambre-et-Meuse. Travail du dimanche. Cr. de 5 millions. *r.* de M. Biolley, 759. Discussion sur l'achèvement des travaux à propos de l'emprunt de 82 millions, 761, 762. — **II.** M. Vilain XIII conseille de concéder la ligne du pays de Waes, 147. Service de distribution des coupons, station de Bruxelles, *c.* des tarifs, 150, 151. Danger de la circulation des gardes sur les trains, 151. M. de Jonghe conseille de créer des voitures de 4^e classe; station intérieure à Liège; trop grande facilité avec laquelle on admet les employés; critiques au sujet de la *c.* des tarifs; le général Evain; discours en faveur de la construction de chemins de fer de Louvain à la Sambre et de Tournai à Jurbise. Transport des bestiaux; effets du tarif des marchandises du 22 mars 1841, 151, 152. Dangers de l'attelage de deux locomotives à un train, 152. Lignes de Saint-Trond à Hasselt, de Jurbise à Tournai, débat sur les frais de construction, l'exploitation, le monopole de l'Etat, 158, 159. Bâtiments de la station du Nord à Bruxelles, 159. Demande d'un *minimum d'intérêt* pour le chemin de fer d'Entre-Sambre-et-Meuse, 159. Ligne du pays de Waes, 171. Comptabilité, cartes de faveur, achèvement des stations, camionnage, demande de publication mensuelle du mouvement, ouverture de la section de Bruxelles à Mons, ligne de Jurbise à Tournai, tracé de la ligne du pays de Waes, transport des voitures, garantie d'intérêt à la compagnie de Sambre-et-Meuse, vente des vieux rails et des vieilles billes, police du chemin de fer, 227.

Etude du chemin de fer atmosphérique; étude des lignes de Jurbise à Tournai, de Saint-Trond à Hasselt et d'Entre-Sambre-et-Meuse, 304. Simplification des tarifs, accident à Vieux-Dieu. Idée d'un chemin de fer de Courtrai à Ypres, inconvénients résultant de l'existence de trois stations à Bruxelles, 305. Demande de réduction du tarif des marchandises, chemin de fer de Mouscron à Ypres, doublement des voies, 318. Eboulement du tunnel de Cumptich. Cr. pour le rétablissement de la circulation sur la ligne de Louvain à Tirlemont. *r.* de M. de Macar, 382. Paiement des intérêts des cautionnements, 382. Chemin de fer d'Entre-Sambre-et-Meuse. *r.* de M. de Macar, 384. Péages sur le chemin de fer. *r.* de M. Daminet, 384. Ligne d'Anvers à Rotterdam. Cr. de 7 millions pour travaux complémentaires et extension du matériel. *r.* de M. de Macar, 385. Vote, 384. Mauvaise qualité des rails. Perception des recettes, garanties exigées des compagnies concessionnaires. Frais d'exploitation du réseau de l'Etat. Doublement de la voie sur la ligne du Midi, 383, 384. Chemin de fer de Louvain à la Sambre. *r.* de M. de Wouters de Bouchout. Ligne de Tournai à Jurbise et de Saint-Trond à Hasselt. *r.* de M. de Macar. Chemin de fer de la vallée de la Dendre. *Id.* de Namur à Liège et de Mons à Manage. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 384, 385. Vote, 385. *Id.* de la Flandre occidentale. *r.* de M. d'Hane de Potter, 384, 385. M. de Quarré critique la qualité des rails employés pour le raccordement des stations de Bruxelles, 411. Agiotage sur les actions des chemins de fer concédés, 493. Rectification du tracé de Louvain à Jemeppe. Exécution de la ligne de Tournai à Jurbise. Concession de Manage à Wavre, 500, 502. Modification du tracé de Louvain à la Sambre. *r.* de M. Desmanet de Biesme. Exécution des lignes de la Flandre occidentale. Travaux de la station de Gand. Abonnement au journal le *Chemin de fer*, 500, 501. Doublement de la voie sur la ligne du Midi, 500, 501, 502. Loi sur les péages. *r.* de M. d'Hoop. Révision des tarifs. Wagons découverts. Etat des travaux des chemins de fer concédés. Ligne d'Anvers à Dusseldorf. Ligne directe d'Anvers à Gand. Substitution des billes en sapin aux billes en chêne, 500, 501. Conservation des billes, 502. Emploi du coke. Cr. pour l'inauguration du chemin de fer de Paris. Stations de Vilvorde, Chénée et Landen. Concession du chemin de fer du Luxembourg. *r.* de M. de Briey. Discussion et vote, 501. Cr. pour dépenses arriérées. *r.* de M. Siraut et vote. *Id.* pour travaux. *r.* de M. Siraut et vote. Tunnel de Braine-le-Comte, 502. Réception des rails, 512. On réclame le doublement des voies, 579. Valeur relative des billes en sapin et en chêne. Procédé Boucherie. Cote des actions de chemins de fer. *r.* de M. de Macar. Prorogation du délai d'exécution du chemin de fer du Luxembourg, 525. Cr. pour le matériel roulant. *r.* de M. de Royer. Discussion et vote. Mode de paiement des fournitures faites à l'Etat, 586. Mauvaise qualité des rails, 585, 586. Pénurie de wagons. Viaduc du Bas-Flénu, 586. Tunnel de Braine-le-Comte, 586, 587. Coalition des industriels. Station de Gand. Moyen de couvrir les dépenses. Pr. de M. de Man de créer un conseil des chemins de fer. Chemin de fer de Manage à Wavre. Tracé de Liège à Huy. Station d'Ath. Service des trains et

des gares. Responsabilité des gardes-excentriques. Dépenses pour les fêtes d'inauguration du chemin de fer de Paris, 587. Ligne de Bruxelles à Gand par Alost. Boussu vers Avesnes, 598. On demande la démolition du tunnel de Braine-le-Comte, 597, 598. Question de la conservation des billes, procédé Boucherie, chêne et sapin, doublement de la voie, ligne de Huy à Liège, 597. Chemin de fer direct de Bruxelles à Gand, 597, 598. *r.* de M. Van Schoor sur une pét. de M. Delaveleye relative au système de concession de chemins de fer. Ligne directe de Bruxelles à Gand par Alost. Remboursement du cautionnement à la C^{te} du Luxembourg. *r.* de M. de Chestret. Cr. de 5 millions pour venir en aide aux industries. *r.* de M. de Ribaucourt, 677, 678. Prorogation du délai d'exécution du chemin de fer de Marchienne à Erquelines. *r.* de M. de Rouillé, 678. *Id.* pour le chemin de fer de Tournai à Jurbise. *r.* de M. de Rouillé, 678, 679. *Id.* pour le chemin de fer de Sambre-et-Meuse, de Louvain à la Sambre, de Liège à Namur et de Mons à Manage. *r.* de M. d'Hoop. Disc. *Id.* de la Flandre occidentale. *r.* de M. Daminet, 678, 679. Exploitation du chemin de fer, double voie, 695, 696. Débat sur l'exploitation. Exécution des engagements de la compagnie du Luxembourg. Autorisation de traiter de la main à la main pour les fournitures de fers. Compétence des tribunaux de commerce en ce qui concerne les transports, *r.* de M. Wyns de Raucour, 790, 791. Débat sur les revenus du chemin de fer, 806. Déclaration de M. Rolin, *m. t.*, au sujet du bruit de la vente du chemin de fer de l'Etat. Débat sur l'exploitation, déplacement de la station du Midi à Bruxelles. Annonce d'un projet de loi sur les tarifs. Procès avec les Compagnies de Luxembourg et de Louvain à la Sambre. Chemin de fer de la Flandre occidentale, tunnel de Braine-le-Comte, 887. Prorogation du délai d'exécution du chemin de fer de Marchienne à Erquelines. *r.* de M. P. Spitaels. Modification au cahier des charges de la compagnie de Namur à Liège. *r.* de M. Piéton. Prêt de 1,500,000 francs à la Compagnie de Mons à Manage. *r.* de M. Piéton, 888. — III. Interruption des travaux du chemin de fer de la Flandre occidentale; rupture des ponts sur la Sambre; transport des engrais; changements des heures de départ; compartiments pour fumeurs; tarif des voyageurs. *r.* de M. Spitaels. Trains de plaisir; prorogation du délai pour l'achèvement de la ligne de Marchienne à Erquelines, 70, 115. Effets du tarif de juin 1851; exploitation, matériel, stations d'Anvers et de la ligne de Landen à Saint-Trond, 115, 116. Chemin industriel de la basse Sambre à Jemeppe, 121. De Tournai à Saint-Ghislain, d'Anvers à Turnhout, 121. Anvers à Rotterdam. *r.* de M. Spitaels. Pepinster à Spa. *r.* de M. Robert. Responsabilité en matière d'accidents; organisation des bureaux; frais d'exploitation; concession de Lierre à Turnhout. *r.* de M. Spitaels, 175, 176. Station d'Anvers, tarif des marchandises. Concession d'un chemin de fer du Centre à la Sambre. *r.* de M. Spitaels. *Id.* de Tubize à la Dendre par Enghien. *r.* de M. Spitaels. *Id.* de Fleurus à Landen et de Groenendael à Nivelles. *r.* de M. Spitaels. *Id.* de Hasselt à Maestricht. *r.* de M. Robert, 176. Règles pour l'octroi de la garantie d'un *minimum* d'intérêt, 188. Station de Borgerhout (Anvers); haltes entre

Braine-le-Comte et Mons; lignes de Thielt à Deynze, de Bruxelles à Alost; tarifs des trains *express*. *r.* de M. Robert, 256. Cr. de 9 millions pour le parachèvement du chemin de fer. *r.* de M. Robert. Déchéance de la Compagnie de la Flandre occidentale. Demande d'établissement d'une *c.* permanente du chemin de fer, 257. Prorogation du délai d'achèvement du chemin de fer du Luxembourg, 298. Chemin de fer de Hainaut-Flandres, 504. Concurrency faite au chemin de fer de l'Etat par la ligne d'Erquelinnes, 505. Marche des trains, sécurité des voyageurs, modèle uniforme pour les wagons, 505. Nécessité d'augmenter le matériel; double voie entre Charleroi et Namur; conseil de vendre les 4.000 actions du chemin de fer rhénan; concession de Contich à Lierre. *r.* de M. Gillès de 's Gravenwezel. Critique des frais d'exploitation, 559, 560. Chemins de fer de la Flandre occidentale, de Taminés à Landen, de Saint-Ghislain à Gand, de Tongres à Bilsen, d'Anvers à Hasselt, 560. Clôture du chemin de fer de Dendre-et-Waes. Cr. de 6 millions pour achèvement du chemin de fer. *r.* de M. Spitaels. Achèvement des stations de Namur, Deynze et Bruxelles (Nord). Fréquence des accidents. Enquêtes judiciaires. Frais de l'exploitation. Travaux à faire sur la ligne de Landen à Hasselt. Nécessité de relier Wavre à la ligne du Luxembourg, 411. Lignes de Gand à Audenarde, d'Anvers à Hasselt; station du Nord à Bruxelles; réformes à introduire dans l'exploitation, 412. Pr. de vendre les actions du chemin de fer rhénan, 416. Désistement de la Compagnie du Luxembourg de la concession des chemins de fer de Taminés à Landen, et de Groenendaël à Nivelles, 458. Gand à Eecloo. *r.* de M. d'Overschie de Neerysche. Tournai à Lille. Achèvement de la station du Nord à Bruxelles (discours de S. A. R. le duc de Brabant). Station de Haecht; halte à Wespelaer. Routes affluentes au chemin de fer. Tarifs internationaux. Rachat de la ligne de Manage à Mons. *r.* de M. Wincqz. Prix du combustible employé dans l'exploitation; matériel roulant; accident arrivé dans la station de la Louvière, 458, 459. Plaintes au sujet de l'exploitation du chemin de fer de Landen à Hasselt, 505. Chemin de fer d'Erquelinnes; tarifs spéciaux pour le transport des marchandises; stations couvertes, 505. Paiement de la rente due à la Compagnie de Mons à Manage, 510. Chemins de Namur à Givet, de Tournai à Lille. Station du Midi à Bruxelles; station de Haecht, 556. Chemin de fer d'Anvers par Hasselt vers l'Allemagne, 575. Ligne de Bruxelles à Louvain. Réclamations de la ville de Tongres, 577. Ligne de Morialmé à Givet. *r.* de M. de Woelmont, 578. Cr. d'un million pour le matériel. *r.* de M. Spitaels, 578. Station de Farciennes, *ibid.* Propriété des objets oubliés. *r.* de M. Béthune, 579. — IV. Tarifs entre Anvers et l'Allemagne, 46. Concession de Braine-le-Comte à Gand; hommage à la mémoire de M. Masui; nouvelle gare du Midi à Bruxelles; débat sur l'exploitation; tarifs et transit: lignes de Malines à Terneuzen, de Louvain à Herenthals, Plateaux de Herve. Braine-le-Comte à Courtrai, Malines à Saint-Nicolas, Lichtervelde à Furnes; ligne de la vallée de l'Ourthe; chemin de fer direct de Bruxelles à Lille par Hal et Ath, 47. Tarifs d'Anvers vers l'Allemagne, 128; chemin de fer de Tongres à Liège, de Hasselt à Eynd-

hoven; ponts sur la Sambre; embranchements de Bastogne, Spa au grand-duché, Tournai à Saint-Ghislain, Louvain à Herenthals, Lokeren à Terneuzen, Namur à Landen, Anvers à Aix-la-Chapelle; manque de matériel; lignes de Furnes à Nieuport, Baume à Marchienne; transport du poisson et des houilles; Hal à Ath, Taminés à Landen; chemins de fer de l'Ourthe, Liège à Givet, 128, 129. Ligne de Cortessem, 156. Stations d'Audenarde, de Melle, du Midi à Bruxelles, de Thielt; lignes de Frameries à Chimay, de Piéton, de Grammont à Nieuport, d'Armentières à Ostende, de Diest à Hasselt, du Luxembourg, 185. Comptes des compagnies qui jouissent d'un *minimum* d'intérêt, 224. Coupons d'aller et retour; chemins de fer d'Ostende à Armentières, de Lokeren à Selzaete, d'Anvers à Tournai, de Roulers à Ypres; station à Meslin-l'Evêque; tarif des marchandises; station de Namur; raccordement des gares de Bruxelles; chemin de fer de ceinture à Gand et à Anvers; lignes de Malines à Saint-Nicolas, de Courtrai à Denderleeuw, 225, 226. Cr. de 6 millions pour matériel; tarif des petits colis des matières pondéreuses; aménagement de la station de Malines; station centrale à Bruxelles; *id.* à Molenbeek-Saint-Jean; stations de Louvain et de Landen; horloges dans les gares; accident sur la ligne de Givet; conférence des chemins de fer; réforme des tarifs; ligne de Renaix à Selzaete, 242, 245. Vices de l'exploitation du chemin de fer du Luxembourg; lignes de Roulers à Selzaete, de Bruxelles à Louvain, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle; chemins de fer vicinaux; billets d'aller et retour; tarif des voyageurs à longues distances; stations de Melle, de Bruges, de Fleurus, de Landen; raccordement des stations de Bruxelles; tarifs entre Anvers et Cologne; transport des voitures; cr. de 2 millions pour le matériel, 297. Ligne de Houdeng à Jurbize; tarif des voyageurs; ligne de Jemeppe à la Meuse; station de Bruges; embranchements industriels de Charleroi; *minimum* d'intérêt de la Compagnie de Sambre-et-Meuse; extension de concession à la Société du Centre, 298. Insuffisance de matériel; cr. de 10 millions; exploitation et police; abonnement pour le transport des marchandises, 362, 365. Transport du poisson, 362. Lignes de Malines à Saint-Nicolas, rachat du Grand Central. Hasselt à Maeseyck, Saint-Ghislain à Ath; chemins de fer vicinaux dans les Flandres; tarif Vanderstichelen; tracé de Charleroi à Bruxelles, Anvers à Douai; stations de Courtrai, de Vilvorde; concession du Haut et Bas Flénu; cr. de 100.000 fr. pour outillage de la ligne de Hal à Ath; accident sur la ligne du Luxembourg; concession des lignes de Maeseyck et de Virton; chemins de fer vicinaux dans le Brabant; *id.* industriel d'Antoing, 363, 364. Malines à Terneuzen; tarif Vanderstichelen, 364. Tarif des houilles en transit; station de Charleroi; tarif Vanderstichelen; stations de Waremmes, Tournai et Vilvorde; tarif des marchandises; lignes de Bruxelles à Charleroi, Malines à Saint-Nicolas, Anvers à Douai. Ramillies à Namur, Grammont à Audenarde; billets d'aller et retour; frais de déchargement des wagons; cours d'exploitation, 454, 455. Station de Charleroi, 450. Stations de Grimberghe, de Waremmes, d'Ostende, de Bruges, d'Anvers, réseau Forcade; lignes de Malines à Saint-Nicolas, de

ceinture de Charleroi; pont sur l'Escaut à Tamise; station de Duffel; unification des tarifs: service de la Société d'Exploitation; ligne de Charleroi à Bruxelles, 489. Tarif Vanderstichelen, 496. Chemins de fer de Ramillies à Namur, de Saint Ghislain à Ath, de Frameries à Beaumont; chemins de fer vicinaux de la Flandre orientale; tracé de la ligne de Virton; pr. de loi relatif aux cessions de concessions, r. de M. Dolez, 546. Renouvellement du matériel; Plateaux de Herve; ligne de Hesbaye-Condroz; tarif Vanderstichelen; station de Bruges; ligne de Houdeng; tarif général pour le transport des marchandises; chemin de fer d'Anvers à Tilbourg; embranchements de Bastogne, de Saint-Ghislain à Ath par Belœil; rachat des chemins de fer concédés; cr. de 1,500,000 fr. pour la ligne de Blaton à Ath, 546, 547. Situation financière; mode d'exploitation, tarifs, 555. Lignes de Dour à Quiévrain, Anvers à Gladbach, Diest au camp de Beverloo; tracé de la ligne de Dinant à Viel-Salm: convention du 25 avril 1870; position des employés de la Société d'Exploitation; demande de reprise du réseau de la Flandre occidentale, 593. — V. Billets d'aller et retour, tracé de la ligne de Virton, récolement de billets sur les trains en marche, fermeture des gares, communication avec l'Allemagne, avec Paris. Cr. de 6,500,000 fr. pour le matériel, tracé de Hasselt à Maeseyck, tarif des voyageurs, système des *bogies*. Matériel de transport resté en Allemagne. Chemins de fer de Frameries à Chimay, de Bonne-Espérance à Beaumont, de Luxembourg, de Limbourg. Tarif Wasseige, exploitation de Landen à Hasselt, concession d'Athus à Givet. Transport des engrais, reprise du réseau de la Flandre occidentale, chemin de fer de ceinture à Bruxelles, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, de Saint-Ghislain à Ath. Insuffisance du matériel, 62. Ligne de Termonde à Saint-Nicolas. Isolement de Wavre. Stations de Tournai, Ostende, Malines, Braine-le-Comte. Tarifs Wasseige et Vanderstichelen, Lierre à Turnhout, Tirlemont à Diest et Beverloo. Billets d'aller et retour, abonnements, station centrale à Bruxelles, 65. Pénurie du matériel, crise de transports. Cr. de 16,080,000 fr. Chemin de fer de ceinture de Charleroi, ligne de Luttre à Bruxelles, de Bruxelles à Aix-la-Chapelle, 128. Reprise provisoire de la ligne du Luxembourg, 129. Ligne d'Athus à la Meuse, de Gand à Tamise, d'Anvers à Gladbach. Tarification des petites marchandises, ligne de Houdeng à Soignies, de Heyst à l'Ecluse, de Roulers à Dixmude, de Hesbaye-Condroz, de Blaton à Ath, de Saint-Ghislain à Erbiséul, de Comines à Menin. Rachat de Dendre-et-Waes, 129. Stations de Vilvorde, 129, d'Ottignies, de Tournai, de Fontaine-l'Evêque, 130. Tracé d'Athus à Charleroi, 212. Rachat de Spa à Gouvy et de Pepinster à Spa, 212. Aménagement des gares, responsabilité de l'Etat en matière de transports, ligne de l'Amblève, rachat du chemin de fer du Luxembourg, 212, 213. Système d'expropriation, 213. Lignes de Roulers à Dixmude, de la Flandre occidentale, chemin de fer de ceinture de Charleroi, station de Courtrai, 213. *c.* chargée d'étudier toutes les questions relatives au chemin de fer, 213. Tarif pour le transport des houilles, 213. Stations de Tournai et de Leuze, 214. *Clearing house*. Débat sur l'exploitation de la ligne de Houdeng à Soignies,

connexité entre l'exécution de l'Anvers-Gladbach et le rachat de l'Anvers-Rotterdam, 214. Lignes de Saint-Ghislain et de Blaton à Ath, de Gand à Tamise, de Wavre à Bruxelles, d'Ypres à Thourout, de Gand à Tamise, de Houdeng à Soignies, de Luttre à Bruxelles, de Hesbaye-Condroz. Billets d'aller et retour, gare du chemin de fer de ceinture à Gand, 215. *Id.* de Charleroi, 220. Tracé de la ligne de Hesbaye-Condroz, de Bastogne à Gouvy, lignes de Thielt à Lichtervelde, de Saint-Ghislain à Ath, de l'arrondissement de Thuin, de Tirlemont à Tongres, de Landen à Ciney. Station de Quaregnon, reprise du réseau de la Flandre occidentale, outillage de chemin de fer, 283. Mauvaise exploitation du Liégeois-Limbourgeois, lignes de Termonde à Saint-Nicolas, de Roulers à Dixmude, d'Ans à Breda, d'Athus à Charleroi, d'Anvers à Hoogstraeten, repos du dimanche, réseau de la Flandre occidentale, station de Terwagne, de Manage, *block system*, garde-corps Maquet, 350. Centre de l'exploitation, tarifs, billets d'aller et retour, 350, 351. Pr. de mettre sur-le-champ en adjudication le matériel, 408. Reprise du réseau de la Flandre occidentale, tracé d'Athus à Charleroi; chemin de fer de ceinture de cette ville, tarif de transport des minerais, 408. Tarifs spéciaux pour le transport des houilles, *id.* des marchandises pondéreuses, gare de marchandises à Anvers, concessions de Tubize à Jodoigne et d'Audenarde à Roubaix. Primes de parcours pour le transport des marchandises; critiques de M. de Man d'Attenrode au sujet de l'organisation du chemin de fer, emploi des coussinets en fer, pose d'un 3^e rail sur la ligne du Flénu, achèvement de la ligne de Dour à Quiévrain, 409. Convention avec la Banque de Belgique relative à la concession du chemin de fer de Tirlemont à Moll et de Tongres à Neerlinter; ligne d'Athus à la Meuse, d'Anvers à Gladbach, d'Anvers à Tilbourg, tarifs de transit, lignes de Tournai à Jurbize, de Blaton à Ath, capitalisation des annuités dues par l'Etat pour le rachat de Dendre-et-Waes, de Pepinster à Spa. Vols de colis, stations de Courtrai et de Quaregnon, 473. Convention avec la Société de Construction. Pr. de révision des tarifs des voyageurs, restitution du cautionnement; lignes d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, 474. Lignes d'Herenthals à Moll, d'Anvers à Tilbourg, d'Ans à Breda, d'Anvers à Woensdrecht, absence de barrières sur la ligne d'Hesbaye-Condroz, reprise du réseau de la Flandre occidentale, tracé d'Athus à Charleroi, de Givet à Sedan, tarifs de faveur accordés aux charbons de la Ruhr, lignes de Tongres au Bleyberg, de Bastogne à Gouvy, d'Aye à Marche, voitures Belpaire, taxe et chargement de wagons, voitures articulées, freins Westinghouse; Mettot à Beauraing, chemin de fer de l'arrondissement de Courtrai, tarif des marchandises, comptabilité du chemin de fer, tunnel de Braine-le Comte, voitures à couloir, reconstitution du Prince-Henri. Rachat du chemin de fer dans les deux Flandres, 2^e partie, 60, 61. Rails d'acier, longrines en fer. Ligne de Bastogne à Gouvy, transport des produits agricoles, passages à niveau, lignes de Braine-le Comte à Courtrai, d'Anvers à Douai, de Visé à Micheroux, de l'Amblève, de Libramont à Sedan, de Lembecq aux Ecaussinnes, d'Anvers à Tilbourg par Hoogstraeten, de Saint-

Trond à Tongres, d'Athus à la Meuse, station de Maubray, question des tarifs, comptabilité des lignes d'Ostende à Armentières et de Furnes à Dunkerque, d'Audenarde à Orroir, de Florennes au Grand Central, 167, 168. Ligne d'Assche à Jette, de Melreux par Laroche vers Bastogne et Libramont, de Marloie vers Viel-Salm et Bastogne, accident de Bas-Silly, lignes du canton de Châtelet, emploi de la langue flamande dans l'administration, récolement des coupons sur les trains en marche; chemins de fer vicinaux sur les accotements des routes, 225. Tarifs, primes en vue de prévenir les accidents, concentration des services du chemin de fer dans un seul bâtiment, tarifs sur la ligne du pays de Waes, transport des produits agricoles, lignes de Florenville à Messenpré et de Bertrix à Sedan, billets d'aller et retour pour les habitants du Luxembourg, station en avant de Libramont, lignes de Visé à Micheroux, tarifs dans l'arrondissement d'Ypres, station d'Ath, chemin de fer de Liege à Sedan, chets de station nommés membres des comités scolaires, distribution de coupons par les gardes, chemin de fer de ceinture de Bruxelles, mauvaise distribution du matériel charbonnier, tarif pour le transport des pierres travaillées, amortissement des capitaux engagés dans le chemin de fer, défaut de correspondance entre les trains de l'Etat et ceux du Grand Central. Billets d'aller et retour pour les voyages internationaux, matériel de l'exploitation, 224, 225. Position des gardes-convois, 250.

CHEMINS VICINAUX. I. Demande d'une loi, 551. Pét. du conseil provincial de Namur, relative à leur entretien, 659. — **II.** Pr. de loi. *r.* de M. de Macar, 64, 65. Règlements pour leur entretien, 171.

CHÈQUES. V. 219.

CHEVAUX. I. Ardennais pour l'artillerie. Mixtes. Impôt. *r.* de M. de Rodes. Disc. et vote, 558, 559. Mortalité dans l'armée, 655. Cr. pour les courses, 757. — **II.** Mortalité des chevaux dans l'armée, 58. Remonte, 165, 498. Contestation à propos des chevaux mixtes, 580. Remonte, 591. — **III.** Prohibition provisoire de l'exportation. *r.* de M. Béthune, 508. — **V.** Réquisitions pour l'armée, 125. Vols commis sur la frontière française, 165.

CHIENS. IV. Attelage, 561.

CHIFFONS. III. Sortie, 178.

CHILI. III. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*) — **V.** *Id.*

CHINE. III. Nécessité d'y envoyer une mission et d'y trouver des débouchés. Discours de S. A. R. le duc de Brabant, 504. — **IV.** Négociations commerciales, 296. Traité. (*Voir TRAITÉS.*) — **V.** Envoi d'ingénieurs, 407.

CHOLERA. IV. Cr. de 100,000 fr. pour récompenses, 459.

CHOSE JUGÉE. II. Débat sur le respect que doit le gouvernement aux arrêts de la justice en matière administrative, 496, 497.

CHRESTOMATHIES. IV. 45.

CIMETIÈRES. III. Question de propriété. Incident de Saint-Pierre-Capelle, 558. — **IV.** Incident d'Uccle, inhumation du colonel De Moor, 150, 151, 152. Règlement de Mahnes. *Id.* de Gand 299. Déplacement du cimetière de Borgerhout, 571. — **V.** Inhumation d'un libre-penseur dans la paroisse

de Saint-Amand, près Gand, cimetière commun, bénédiction des fosses, 215, 216.

CIRCONSCRIPTIONS CANTONALES. II. Pr. de loi. *r.* de M. d'Hoop, 592.

CIRCONSCRIPTIONS JUDICIAIRES. I. Annonce d'un pr. de loi, 289. Du Limbourg et du Luxembourg. *r.* de M. de Baré de Comogne, 700, 701. — **II.** Cantonales. *r.* de M. d'Hoop, 592.

CLERGÉ. (Voir CULTES.)

COALITIONS (Liberté des). IV, 566, 567.

COBDEN (Hommage à la mémoire de). V, 507.

CODE CIVIL. II. Interprétation de l'article 821. *r.* de M. Siraut, 514. *Id.* des articles 1522 et 1528. *r.* de M. Wyns de Raucour, 899. — **IV.** Modification des articles 726 et 912, 506; articles 17 et 25, 507. Abrogation de l'article 1781. *r.* de M. Barbanson, rejet, 441. — **V.** Pr. de modifier l'article 9, 287.

CODE DE COMMERCE. II. Interprétation de l'article 442, 167. *r.* de M. de Haussy, 505, 506. — **IV.** *r.* de M. d'Anethan, 490, 595, 594. — **V.** Gage, commission, lettre de change, billet à ordre, 150. Assurances, sociétés, 216. Assurances, 285. Livre II, 2^e partie, 168.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. V. Compétence, compromis, conciliation, 409.

CODE DE PROCÉDURE MILITAIRE. V. Demande de révision, 2^e partie, 165.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. II. Interprétation de l'article 360. *r.* de M. d'Anethan, 899. — **V.** (Procédure pénale.) Titre préliminaire, 2^e partie, 65.

CODE ÉLECTORAL. V, 151. Modifications, 2^e partie, 62, 95, 175.

CODE FORESTIER. III. *r.* de M. d'Anethan, 176, 177, 257.

CODE PENAL. II. Interprétation de l'article relatif au faux en matière de commerce et de billets de banque. *r.* de M. de Macar, 61. Interprétation de l'article 554. *r.* de M. Siraut, 515, 514. *Id.* *r.* de M. de Haussy, 506. — **III.** *r.* de M. d'Anethan sur les deux premiers livres, 116. Peine de mort, 177. Reproche de fausse philanthropie, 557. Délits portant atteinte aux relations internationales. *r.* de M. Lonbienne; interprétation de l'article 405. *r.* de M. d'Anethan, 459. — **IV.** Révision. *rr.* de MM. d'Anethan et Dellafaille, 185. *r.* de M. Pirmez, 298. Disc., 564-568. Vote, 455.

CODE PÉNAL MARITIME. III. Modifications. *r.* de M. de Tornaco, 80.

CODE PÉNAL MILITAIRE. II. On en demande la révision, 581. — **III,** 558. — **IV,** 154, 594.

CODE RURAL. IV, 126. Râtelage des champs, 296, 454, 487. — **V,** 210.

CODES. I. Révision du code d'instruction criminelle à l'étude, 276. Pr. de M. de Ridder pour la révision générale des codes, 764. — **II.** Révision projetée au ministère de la justice, 256. M. Dellafaille réclame une prompt revision, 505.

COLLÈGES ÉLECTORAUX (Formation des) II. *r.* de M. Rutten, 685. Division des collèges. *r.* de M. de Ribaucourt, 695.

COLONISATION. II. Critiques de M. Cassiers, 301, 302. *Id.* de M. de Quarre, 499. Observations de M. de Pélichy, 585. — **V.** Dans l'Amérique du Sud, 2^e partie, 174.

COLONNE DU CONGRÈS. (Voir CONGRÈS.)

COLPORTEURS. II. Patente des marchands ambulants. *r.* de M. d'Hoop, 164.

COLYNS (Incident relatif à M.), juge d'instruction à Anvers. **II.** 675.

COMITÉ CONSULTATIF de législation. **III.** Pr. de MM. d'Anethan, de Ligne. etc. *r.* de M. Corbisier, 502. Ajournement, 563, 412.

COMMERCE. I. Création d'une direction du commerce, 277, 278. Tableau général, 278. 363, 367. Statistique, 551. Débat sur le meilleur système à adopter, 626. 696. Opinion de M. Cassiers, 756. Il invite M. Liedts, *m. i.*, à faire connaître son système. Réponse de M. Liedts, 763.

II. Interpellation sur les négociations commerciales, 142. Avantages qu'il y aurait à concentrer la direction du commerce au ministre des affaires étrangères, 501. Observations de M. de Biolley sur la statistique, 502. Pr. de M. Claes de Cock tendant à nommer une *c.* chargée de faire une enquête sur le système commercial, 510. Demande de fusion des directions du commerce et de l'industrie, 496. Le gouvernement résolu à entrer dans une voie nouvelle, 680. — **III.** Débat sur la liberté commerciale, 178. Manque d'initiative des commerçants belges, 235. Nécessité de développer le commerce; discours de S. A. R. le duc de Brabant, 575.

COMMISSAIRES D'ARRONDISSEMENT. I. Pr. d'en diminuer le nombre, 626. — **II.** Augmentation de traitement, diminution de leur nombre, question de la rétribution de leurs employés, 581. Débat sur l'action de ces fonctionnaires dans les élections, 498. Répartition du cr. porté au B., 580. — **III.** Débat sur leur utilité, 174. Classification, 255, 297, 410. Traitement des employés, 457. — **IV.** Leur utilité, 181. Pr. de les supprimer dans les communes de 5,000 âmes. *r.* de M. de Sélvs-Longchamps, rejet, 508. — **V.** Leur utilité, 61, 209. Loi relative aux communes de plus de 5,000 âmes, 288. Révocation, 2^e partie, 164.

COMMISSAIRES DE POLICE. II. M. de Ribaucourt demande qu'on leur donne une indemnité pour le service du ministère public près les tribunaux de simple police, 580. Pét. relative à cet objet. *r.* de M. de Renesse, 899. — **III.** 577.

COMMISSAIRES VOYERS. IV. 45.

COMMISSARIAT MARITIME de Bruxelles. **II.** 454, 525; de Termonde, 724.

COMMISSARIATS D'ARRONDISSEMENT. II. Critique de la suppression des commissariats d'Eecloo, de Dixmude et de Maeseyck, 788. Classification, 789. Pét. du conseil communal de Maeseyck. *r.* de M. Wyns de Raucour, 805. — **IV.** Maeseyck, Virton, Ostende, 127. Maeseyck, Virton, Eecloo, 181. Emoluments, position des employés, 224. — **V.** *Id.*, 209.

COMMISSIONS MÉDICALES. II. Comptabilité. *r.* de M. Dupont d'Aherée, 505. — **III.** Débat sur la dépense qu'elles entraînent, 242, 297, 364, 576.

COMMUNALE (Loi). I. *r.* de M. de Schiervel. Discussion, 569, 570. Nouveau pr. de loi. *r.* de M. de Schiervel. Discussion, 457, 459. — **III.** Interprétation de l'article 68 de la loi de 1856. *r.* de M. de Moerman d'Harlebeke, 116. Modification à l'article 18. *r.* de M. d'Omalus, 238. Article 84. *r.* de M. Dellafaille, 506, 507. — **V.** Modifications aux articles 133, 121 et 147. *r.* de M. Solvyns, 474.

COMMUNE DE PARIS (Défense contre l'invasion des auteurs de Ja). **V.** 58.

COMMUNES. I. Publicité des séances des conseils. Incident de Liège, 279, 281, 287. Erection et séparation des communes de Boisschot, Deurne, Molenbaix, Bonsin, Clavier, Aywaille-Sprimont, Froidmont, Jemeppe, 459, 460. Chimay, 553. Tremeloo, Heusy, Upigny, Straimont, Verte-Place, Petite-Chapelle, Gembes, Hautfays, Bigonville, Artye-Falize, 629. Inconvénient des séparations de communes, 629. — **II.** Séparation de Luttre et Pont à-Celles, Thon-Samson et Maizeret, Ganshoren et Jette, Ucimont-Botassart et Sensenruth, Tourinnes et Beauvechain, Bolinnes et Harlue, Wanfercée-Baulet et Ligny, Berchem-Sainte-Agathe et Koekelberg, Robelmont et Villers-la-Loue, 54, 55. Critique du système qui tend à multiplier le nombre des communes, 55. Limbourg et Jalhay, 152. Ombret-Rausa et Sippenaeken, 154, 155. Ougrée et Esneux, 155. Condamnations prononcées au profit des communes de Herve, Dison et Petit-Rechain. *r.* de M. de Mérode, obligation de l'Etat, 161, 162. Erection de la commune de la Bouverie; de Meerdonck; de Beersel. Observations sur les inconvénients de ces projets, 385. Condamnations au profit des communes de Petit-Rechain et Dison. *r.* de M. Siraut, 590. Délimitation des communes de Jurhise et Erbisœul. de Moulbaix et Villers-Saint-Amand. de Nederheim; de Silly-Fouleng, de Charleroi-Marcinelle; d'Eeckeren et Cappellen; de Stockroye. de Grâce-Berleur et Montegnée, 502. Saint-Léonard. Dourbes et Matagne-la-Grande, Molen-Beersel et Kinroy. Petitthier (Viel-Salm), Sugny et Donchéry, 585. Classification nouvelle. *r.* de M. de Ridder, 679. Erection de la commune de Pepinster. Séparation des communes de Seny-Ellemelle et Warzée; des communes de Reckheim et Uyckhoven. Erection de la commune de Ville-en-Waret. Rejet. Réunion des communes de Neder-Swalm et Hermelghem. Délimitation des communes de Baudour et Boussu; de Grapfontaine; des communes de Pael et Tessengerloo; des communes de Gerdingen, Brée et Reppel, 791. Erection de la commune de Ploegsteert; de Durnal. Séparation des communes de Lambusart et Moignelée. Délimitation de Scy et Mohiville. Hameaux de Beverloo, 888. — **III.** Délimitation de Bonnert et Autelbas, d'Attert et Guirsch, de Dael-Grimby et Op-Grimby; érection de la commune de Rièzes. Trop grande facilité avec laquelle on érige des communes nouvelles, 70. Délimitation de Saint-Josse-ten-Noode et Ixelles, d'Ixelles et Saint-Gilles, 71. *r.* de M. d'Omalus. Délimitation de Glons et Rocleng-sur-Geer, 116. Viel-Salm et Arbrefontaine, Beffe et Rendeux. Erection de la commune de Remersdael, 177. *Id.* de Torgny, 178. Doel et Kieldrecht; Sprimont et Louveigné; Mesnil-Eglise, Wiesme et Hulsonniaux, 237. Liège, Herstal et Grivegnée, 298. Neder-Zwalm-Hermelghem et Laethem-Sainte-Marie, 412 459. Grupont, Dohan et Rochehaut, *ibid.* Vieux-Turnhout, Naninne et Dave, 506. Chevetogne et Leignon, Dison et Andrimont, 578. — **IV.** Schuyffers-Capelle, 129. Framont, Hamipré, 150. Meix-le-Tige, 185. Mont, Tontelange, Vliermael-Roodt, Pironchamps, Hoevenen, Florennes et Saint-Aubin, Ramsel, 298. Loxbergen, Rumes, Taintegnies, 568. Bruly et Pironchamps, 455. La Pinte, Fourbechies, Nimy-Maisières, 490. Chaineux, Cornesse et Wegnez,

La Louvière, Linth, 547. Hofstade, Sart-Bernard, Ruykhoven, Flenu, limites d'Antoing, de Calonne et de Bruyelles, 594. — **V.** Anvers et Merxem, Bressoux, Aisemont, 64. Mont Saint-Amand, 150. Binche et Buvrines, Pecq et Herinnes, 216. Schoonaerde, 217. Thys et Fize le-Marsal, 284. Glain. Nieuwenrode, Sorinnes la Longue, Terhaegen, Hachy, 551. Petit-Enghien, Binche et Battignies, Selange, Mont-Saint-Amand, Hallaer, 409. Blaton et Grandglise, Enghien et Petit-Enghien, Mirwart et Poupehan, Ostende et Mariakerke, 474. Bruxelles et Saint-Gilles, Roselies, Beverst et Bilsen, Athus, Sommethonne, Barchon, 2^e partie, 61. Dolhain-Baelen et Limbourg, Dolembreux, Esneux et Sprimont, Molenbeek-Saint-Jean et Koelberg, 168. Manage. Bruxelles et Etterbeek, 225.

COMPÉTENCE. II. En matière correctionnelle. *r.* de M. Savart, 801. En matière civile. *r.* de M. de Haussy, 60, 61. — **III.** Interprétation de l'article 14 de la loi du 25 mars 1851. *r.* de M. Wyls de Raucour, 185.

COMPTABILITÉ. I. Du sénat, 180. Des provinces. *r.* de M. Thorn, 659, 769. — **II.** Nécessité de l'organiser, 54, 255. Annonce d'un pr. de loi, 505. Pr. de loi. *r.* de M. de Macar, 502. Ajournement de l'exécution de l'article 4. *r.* de M. Dindal, 680. Observations de M. d'Anethan sur certaines imputations de dépenses, 884. — **III.** Dérogation à la loi au profit de la C^{ie} Pauwels pour les travaux d'Anvers, 150. Dérogation à la loi en 1870, 619, 620. — **V.** Dérogation à l'article 24 de la loi, 474.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE. V. En français et en flamand, 554.

CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Surveillance des). I. *r.* de M. de Haussy, 561. — **II.** Patronage. Demande d'une loi sur la matière, 505, 580. Services rendus par la maison du *Bon Pasteur*, à Namur, et par la société de Saint-Vincent-de-Paul, 582. — **III.** Libération conditionnelle, 410.

CONFLITS. II. Annonce d'une loi sur les conflits, 505.

CONGRÈS DE MALINES. IV. 223.

CONGRÈS INTERNATIONAL au sujet des droits des belligérants. **V.** 347.

CONGRÈS NATIONAL (Colonne du). III. Cr. *r.* de M. de Thuin, 177, 297. Cr. suppl. *r.* de M. Van de Weestyne, 506. — **IV.** Détérioration, 128. — **V.** Restauration, 226, 349, 473.

CONSEIL DE GUERRE. V. Pr. de le faire présider par un magistrat civil, 165.

CONSEIL D'ÉTAT. I. Pr. de M. De Gorge-Legrand, 66, 70. Opinion de M. Lebeau, 177, 277. *r.* de M. de Haussy, 282. Discussion, 282, 284, 695. — **II.** M. de Haussy regrette que la chambre ne s'occupe pas du pr. de loi sur cet objet, voté par le sénat, 505.

CONSEILLERS COMMUNAUX. II. Changement à la durée de leur mandat. *r.* de M. Van Muyssen, 679.

CONSEILLERS PROVINCIAUX. III. Nouvelle répartition. *r.* de M. Corbisier, 585.

CONSEILS COMMUNAUX. II. Dissolution *r.* de M. de Rouillé, 680. — **V.** Classification, dissolution, 150.

CONSEILS PROVINCIAUX. II. Dissolution. *r.* de M. d'Overschie de Neerysche, 695. — **IV.** Publication du compte rendu des séances, 127. Dissolution, 134.

CONSERVATOIRES. II. Bruxelles, Liège Eloge de M. Fétis, 595. — **IV.** Bruxelles, acquisition de

l'hôtel de Tour et Taxis, 505. — **V.** De Liège et de Bruxelles, traitement des professeurs, 70. Réorganisation à Bruxelles, 415. Heures des classes, 2^e partie, 165.

CONSIGNATIONS MARITIMES (Déchéance en matière de). II. *r.* de M. Coghen, 899.

CONSTITUTION. II. Nécessité d'exécuter les prescriptions de l'article 159, 51.

CONSTRUCTIONS (Police des). III. Règlement communal d'Anvers, 502.

CONSULAIRES (Taxes). II. *r.* de M. d'Hoop, 675.

CONSULS. I. Réorganisation des consulats, 178. Leurs services, 278. Consuls en Espagne, 365. Tarif des droits consulaires, 455. Traitement, 756.

— **II.** Critiques de M. Engler au sujet des postes de Smyrne, Tunis, Tanger, Manille et Lima. Explications de M. Lebeau, utilité d'agents rétribués, 55. Demande de leur substituer des agents commerciaux, 147, 502. — **III.** Demande de nomination d'un consul général à Constantinople, 68 Jurisdiction. *r.* de M. d'Anethan, 81. Utilité des consuls rétribués, 175. Immunités des consuls étrangers. *r.* de M. Michiels-Loos, 557. Attributions hors de chrétienté. *r.* de M. Michiels-Loos, 454. — **IV.** Secours aux marins naufragés, 44 Consul général en Chine, 46. A Shanghai, 296. En Chine et au Japon, 488. — **V.** Mis à même de secourir leurs compatriotes, 61. Compétence dans les pays hors de chrétienté, 554. Inspection générale des consulats, 2^e partie, 57. Services rendus, consuls à Luxembourg, Cologne et Palerme, 58.

CONTRAINTE PAR CORPS. III. Modification à l'article 14 de la loi du 15 germinal an vi. *r.* de M. d'Anethan, 565. Pr. de loi de M. Tesch. *r.* de M. d'Anethan, 507, 508. — **IV.** Pr. de M. Barab. *r.* de M. Barbanson, rejet du pr. de loi. Nouveau projet. Pr. de M. Dolez, 548, 549. Pr. de MM. Barbanson et de Rasse. Vote, 550. — **V.** Pr. de M. Cornesse, 64.

CONTREBANDE DE GUERRE. IV. Prohibition d'exportation et de transit en 1870, 620.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. I. 64. — **II.** Débat sur les 3 cent. addit. Inégalités dans la répartition du contingent. 67. Critique du pr. de révision présenté à la chambre. 256. Péréquation. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 592. Répartition du contingent, *r.* de M. d'Arschot, 505. *Id.* pour 1847. *r.* de M. de Royer, 591. Emprunt forcé de 8/12, 691. Débat sur l'augmentation du contingent, 902. — **III.** Remise du chef d'habitation. *r.* de M. Cogels, 76. Modification au contingent. *r.* de M. Béthune, 240. Débat sur le contingent, 587. — **IV.** Paiement pour les constructions nouvelles, 452. — **V.** Appliquée aux fournils, 2^e partie, 222. Exemption des canaux et des rivières canalisées, 227.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. II. Demande de révision de la loi de 1822, 172. Observations de M. de Haussy, au sujet de fausses déclarations faites par des curés, 226. Effets du recensement. Prochaine révision de la loi de 1822, 576. — **IV.** Contributions des ministres et des gouverneurs, 445. — **V.** Modification à la loi de 1822 et au code électoral *r.* de M. Biart, 2^e partie, 95, 175.

CONTRIBUTIONS. I. Répartition injuste de l'impôt foncier, 64, 179, 291. Division des cotes foncières, 368. Débat sur l'impôt foncier, 575. Chevaux mixtes. *r.* de M. de Rodes, 558. Disc., 558, 559. Division des cotes foncières. *r.* de M. de Haussy,

699. Demande de révision de la loi sur les patentes. 771. — **IV.** Recours en cassation, 305. Visa exécutoire. 552.

CONVERSION. II. (Voir **EMPRUNT.**) — **III.** Du 5 p. c. en 4 1/2 p. c. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 178, 561. — **V.** Pr. de convertir le 4 1/2 p. c. en 4 p. c., 2^e partie, 169.

CORRAGES (Exportation des). **II.** En entrepôt. *r.* de M. d'Hanc de Potter, 504.

COSTA-RICA. III. Traité de commerce. (Voir **TRAITÉS.**)

COTES (Défense des) contre la mer. **I.** 477. — **IV.** 190, 442, 496, 554, 600. — **V.** 478, 2^e partie, 68.

COTONNIÈRE (Industrie). **II.** Demande de mesures protectrices, 226. — **III.** Convention avec la ville de Gand en 1847, 71. — **IV.** Crise à Gand, Eecloo, Renaix. Audenarde, 186.

COUCKE ET GOETHALS, condamnés à mort. **IV.** Demande de réhabilitation, 574.

COUR D'APPEL. I. De Gand. Cr. pour dépenses. *r.* de M. de Baillet, 126. Personnel des cours de Bruxelles et de Gand. *r.* de M. de Haussy, 287. Insuffisance du personnel de la cour de Bruxelles, 565. Cour de Bruxelles. Augmentation du personnel. 470. — **II.** De Bruxelles, personnel, 167. Traitements. 394. Personnel à Bruxelles, 695. — **III.** Augmentation du personnel à Bruxelles, 184. *Id.* à Liège, 409. *Id.* *r.* de M. Dellafaille, 461. Ordre de présentation aux places vacantes à Bruxelles. *r.* de M. Lonhienne, *ibid.* — **IV.** Augmentation du personnel de la cour de Gand, 55. — **V.** Demande de création d'une 5^e chambre à Bruxelles, 407, 413. Création d'une place de substitut de procureur général, 415. Jugement des affaires électorales, 477. Arrière de la cour de Bruxelles, 2^e partie, 58. Division en sections pour le jugement des affaires électorales, 65. Création d'une 5^e chambre, 177.

COUR D'ASSISES. II. Réorganisation, 81. — **III.** Critique de leur organisation, 120, 175. — **V.** Modification. 2^e partie, 65. Frais de séjour des magistrats, 229.

COUR DE CASSATION. I. Cr. pour dépenses. *r.* de M. de Baillet, 126. MM. Cruts, Calmeyn. Domis, 286, 287. Palais pour la cour, 455. MM. Van Innis et Houyet, 560. Procédure. *r.* de M. de Haussy, 637. MM. Van Hoegaerden et Van Innis; MM. Khnopff et Crossée, 700. MM. Van Laeken et Crossée, 764. — **II.** MM. Paquet, Grandgagnage, Corbisier, Crossée, 167. MM. De Cuyper, Levieux, d'Elhoungne et Delecourt, 515. MM. Onraet, Fernelmont, Grandgagnage et Van Innis, 514. MM. Onraet, Stas, Delecourt. Débat sur la validité du scrutin, 595. Traitements, 594. Candidature de M. Donny, 714. — **III.** MM. De Wandre, de Fierlant, Collinez. Ch. de Smet, 120. MM. Delebecque, Bosquet. Van den Eynde et Van Hooghten, 415. MM. de Crassier et Bosquet, 461. — **IV.** MM. de Longé, E. Vandenpeereboom, Bosquet, Van Camp, 150. MM. E. Vandenpeereboom et Keymolen, 299. MM. Van Camp, Delevingne, Pardon, Keymolen, Hynderick, 568. MM. Bonjean et F. Bayet, 455. MM. Corbisier, Girardin, Pardon, Gérard, Hynderick. Dumont, de Rongé, Mesdach, Bayet, Fuss, Beckers, Lenaerts, 449. MM. Girardin et Simons, 594. — **V.** MM. Fuss et Lenaerts, 64. MM. Simons, Corbisier de Méaultsart, Tillier, Holvoet, 150.

MM. Dumont, Sanchez de Aguilar, Delecourt, Schuermans, 409. MM. Lenaerts, Schuermans, Sanchez de Aguilar, Van Berchem, 2^e partie, 65. MM. Van Berchem et Casier, Bougard et Crahay, 168.

COUR DES COMPTES. I. Traitement, 566, 456, 695. — **II.** Augmentation du traitement de ses membres. *r.* de M. de Haussy, 586. Organisation. *r.* de M. de Macar, 503. Reconstruction des bâtiments. *r.* de M. Béthune, 585. Observations sur la pension d'un ancien conseiller, 595. Renouvellement du mobilier, 677. Réduction des traitements. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 791. Pensions. *r.* de M. Coghen, 792. — **III.** Augmentation des traitements de ses membres. *r.* de M. Béthune, 459. — **V.** Vol de titres, 66.

COURS D'EAU non navigables ni flottables. **IV.** 545. — **V.** 210, 549, 410. *r.* de M. Hubert, 474. Application de la loi, 2^e partie, 165.

COURTAGE (Liberté du). **IV.** 564, 490.

CRÉDIT AGRICOLE. III. Demande de l'organiser, 577.

CRÉDIT FONCIER. III. Retards apportés à la rédaction du *r.*, 178. *r.* de M. Cassiers. Disc., 257. Ajournement, 258. Retrait du projet, 298. — **IV.** 185.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (Observations sur les). **I.** 757. — **II.** 52, 884.

CRIMES et délits. **I.** Correctionnalisation, 66. Commis à l'étranger. *r.* de M. de Haussy, 561. Réciprocité internationale. *r.* de M. Snoy, 561.

CRIMINALITÉ. I. Dans l'armée. *Id.* générale. Patrouilles dans les villes, 277, 565. — **II.** Statistique de M. d'Anethan, 503. — **IV.** 126.

CROIX DE FER (Décorés de la). **III.** Idée de M. Sentin de leur consacrer la somme destinée aux fêtes de septembre, 410. Augmentation de la pension, 576. — **IV.** 181. — **V.** 61, 209.

CUIRS ET PEAUX. II. Modification des droits. *r.* de M. Dellafaille, 589.

CULTES. I. Demande de rétablir les traitements des évêques à l'ancien taux. Pr. de fixer d'une manière invariable le *B.* du culte catholique. Culte réformé. Grand rabbin, 66. Réclamations contre le titre de *Monseigneur* pris par les évêques, 128. Observations de M. Van der Straten-Ponthoz sur le *B.* des cultes protestant et israélite. Traitements du clergé catholique, 178. Traitement des vicaires, 279. *Id.* des évêques, des vicaires généraux, des chanoines, 280. Des vicaires de Liège, 288. Culte anglican. Cr. de 10.000 fr. Discussion, 566, 567. Restauration de Sainte-Gudule, 566. Traitement des vicaires. 460. Aumônier militaire. Défense de faire des adjudications le dimanche, 465. Traitement des vicaires. *r.* de M. H. de Mérode, 553. Pensions à des ecclésiastiques. *r.* de M. de Rodés, 650. Collégiale de Huy, 637. Traitement et frais d'installation du cardinal-archevêque de Malines, 697. Cr. pour la translation du petit séminaire de Rolduc à Saint-Trond. *r.* de M. Dellafaille. Disc., 757, 758. Travail du dimanche dans les ateliers du chemin de fer, 759. — **II.** Cr. pour l'érection du petit séminaire de Saint-Trond, 55. Pr. de M. Engler en faveur du culte protestant. Nouveau subsidé au petit séminaire de Saint-Trond, 156. M. Malou-Vergauwen demande qu'on procède à une nouvelle circonscription des cures, 580, 581. Question de l'inamovibilité des desservants, 496,

497. Comptes des séminaires, bourses des élèves en théologie, 582. Débat sur la réduction du traitement du cardinal-archevêque de Malines, 792. — **III.** Création de places de vicaires, 69. Nomination de coadjuteurs, 174, 258. Frais de tournée et de secrétariat du cardinal-archevêque de Malines. Traitements du bas clerge, aumôniers militaires, 415. Incident relatif à une déclaration de M. Nothomb au sujet du cr. pour l'archevêché de Malines, 456. Insuffisance des traitements des desservants, 575. — **IV.** Traitement des desservants, 127, 182. Délit commis dans l'exercice des cultes. Transaction, 565, 566. Temporel. *r.* de M. d'Anethan, 594. Dispense de la milice pour les élèves en théologie, 597. — **V.** Influence illicite du clergé dans les élections, 475, 476.

CUMUL. **I.** Pét. relative à M. Dubois, représentant, 287. — **II.** Réclamation au sujet des traitements cumulés par l'inspecteur général du service de santé de l'armée, 787.

D

DANEMARK (Traité avec le). **III.** Abolition du péage du Sund et des Belts. (*Voir TRAITÉS.*)

DAPSENS (Héritiers). **II.** Transaction. *r.* de M. de Ribaucourt, 590.

DÉCÈS. **II.** MM. Van der Heyden à Hauzeur, 227; du Val de Beaulieu, 505; Bonné-Maes, de Biolley, 505; Vanderlinden d'Hooghvorst, Engler, 588; Malou-Vergauwen, 795. — **III.** MM. de Potesta de Waleffe, sénateur de Liège, 71; Dumon-Dumortier. *p.*, 116; de Royer, sénateur de Mons; de Cartier d'Yve, *id.* de Philippeville; d'Udekem, *id.* de Louvain, 178; Jamar, *id.* de Liège, 459; Neef, 578. — **IV.** MM. Seutin, Van Naemen, Bergh, C. de Marnix, 152; J. Lebeau, 500; De Cock, 550; Maur. de Robiano, 594. — **V.** MM. Hanssens-Hap, de Gerlache, Lonhienne, Tellier, 64; Forgeur, 150; B. du Bus et A. du Bus, 552; Mission, 2^e partie, 166; de Man d'Attenrode, Reyntiens, 169; de Tornaco, 225.

DÉCORATION CIVIQUE. **IV.** Légalité de l'institution, répartition des croix, 488.

DÉCORATION MILITAIRE. **V.** 222, 223, 411.

DÉCORATIONS (Abus des) données à titre d'échange. **III.** 68.

DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES. **II.** Idée de les frapper d'un impôt, 53.

DEFACQZ (Bibliothèque de M.). **V.** 477.

DÉFRICHEMENT DES TERRAINS INCULTES **II.** Débat sur les principes qui doivent présider à cette entreprise, 501, 578. Moyen de remédier au paupérisme en y employant les bras inoccupés, 580, 581. Opinion de M. Dumon-Dumortier, 498. Pr. de loi. *r.* de M. Siraut, disc., 588, 589. — **III.** Du plateau de Calmpthout, 67. Dans les provinces de Luxembourg, Limbourg et Namur. *r.* de M. de Pitteurs, 175. Obligation des communes d'aliéner leurs terrains incultes, 558.

DE GHOUY, ancien receveur du canal de Mons à Condé. **II.** Pension. *r.* de M. Siraut, 596.

DÉGUERPISSMENT. **I.** *r.* de M. E. de Robiano, 181. — **III.** Des petits locataires, 558.

DE KERF, ancien commissaire de police à Binche. Ordre du jour sur ses pétitions. **V.** 2^e partie, 178.

DEJAER-BOURDON. **I.** Incident relatif à sa démission, 279, 281, 287.

DÉMISSIONS. **I.** M. de la Coste, 66. — **II.** MM. d'Ansenbourg, 157; Hennequin, 503; Ysenbrant, 795. — **III.** MM. de Ridder, sénateur d'Ostende-Furnes; De Fuisseaux, *id.* de Mons; Van Havre, *id.* d'Anvers, 258; Savart, *id.* de Tournai, 459. — **IV.** MM. Van Havre, Van den Bergh-Elsen, 152. — **V.** De M. de Rodés, donnée au *m. i.*, 2^e partie, 62, 95; du prince de Ligne, 166; de M. de Ribaucourt, 169; de MM. Brouwet et d'Huart, 225.

DENRÉES ALIMENTAIRES. **II.** (*Voir CÉRÉALES.*) — **III.** Falsifications. *r.* de M. d'Anethan, 562. — **V.** Libre entrée, 150. Falsification, 209. Libre entrée permanente, 217, 250. Falsification, 285.

DENTELLIÈRES (Patente des écoles). **III.** 505.

DÉPUTATIONS PERMANENTES. **II.** Pr. de M. Van Leempoel, tendant à réduire de six à quatre le nombre de leurs membres, 805. — **IV.** Traitements de leurs membres, 189; appel en matière électorale, 490, 550. — **V.** Attributions, 61. Traitements, 288. Travail de révision des listes électorales, 2^e partie, 65. Défense des actes de la députation du Luxembourg, 225.

DÉSERTEURS. **IV.** Amnistie, 574. Réintégration dans l'armée en 1870, 620.

DESSIN (Encouragement du). **IV.** 574.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. **III.** *r.* de M. d'Anethan sur le pr. de loi. 116. — **V.** Pr. de loi de M. De Lantsheere, 287.

DETTE. **I.** Protestation contre le paiement de la dette du royaume des Pays-Bas, 65. Inscription sur le grand-livre d'Amsterdam, 568. Pr. de convertir le 5 p. c., 570, 571. Inscription au grand-livre d'Amsterdam, extinction de la dette flottante, 460. Conversion du 5 p. c., 462, 465. Remboursement de la dette flottante, 463. Déclaration au sujet du paiement de l'arriéré de la dette hollandaise, 641. Rente à payer à la Hollande, en vertu du traité de paix. *r.* de M. de Quarré, 697. — **IV.** Dépôt des titres dans les caves de la Banque Nationale, 224. Modification à la loi qui régit le service, 491. Amortissement du 4 1/2. Rachat du 3 p. c., 600. — **V.** Remboursement du solde du 3 p. c., 219. Assimilation du 2 1/2 p. c. aux autres parties de la dette publique, 552.

DETTE FLOTTANTE. **II.** Observations sur son accroissement, 884. — **III.** Critique au sujet de son accroissement, 67, 82.

DEUX-SICILES. **II.** Traité de commerce. *r.* de M. Van Hoobronck, 675. — **III.** (*Voir TRAITÉS.*)

DIAPASON. **IV.** 244.

DIMANCHE (Exercices des soldats le). **IV.** 184.

DIPLOMATIQUES (Agents). **I.** Serment, 62. Frais d'une mission en Bavière, 178. Traitements, 277. Légation à Berlin, à Saint-Petersbourg, à Francfort, au Brésil, en Suède. Agents en non-activité, 278. Légation en Espagne. Traitements de nos ministres à Paris et à Londres. Légation à Saint-Petersbourg, 565. Légation en Italie, 454. Recommandation de s'occuper surtout des affaires commerciales, 456. Position de nos ministres à Vienne et à La Haye. Mission à Constantinople. *r.* de M. H. de Mérode, 625. Débat sur le rôle de la diplomatie, 626. Insuffisance des traitements, 627. Ministre à Constantinople, 695. Critique du rôle de la diplomatie, 756. — **II.** Nomination d'un

ministre à Francfort, négociations avec l'Espagne, 147. Promesse de pourvoir au poste de La Haye, 148. Promesse de pourvoir aux postes de Paris et de Francfort, 224. Examens diplomatiques, 225. Traitement de nos agents à Rome et à Constantinople, 302. Débat au sujet de la vacance du poste de ministre à Rome, 499. Economies, services rendus, 675. Nécessité de maintenir nos relations diplomatiques sur un pied respectable. Ministres en Allemagne et à Washington, 786. Observations au sujet de la suppression de la légation en Sardaigne, 789. — **III.** Traitement, avancement. Observations au sujet du ministre à Constantinople revenu en Belgique comme agent turc, 68. Création d'une légation belge à Saint-Petersbourg. *r.* de M. de Rodes, 175. Insuffisance des traitements; discours de S. A. R. le duc de Brabant, 457. Frais de voyage, nécessité de rétribuer les secrétaires de légation, 505. — **IV.** Agent à Turin, 127. — **V.** Services rendus par la légation de Belgique à Paris, 61.

DISCIPLINE JUDICIAIRE. **III.**, 175.

DISTILLATION. **III.** Des pommes de terre, 240. *Id.* des fruits secs, mélasses, sirops et sucres, 299.

DISTILLERIES. **I.** Demande de révision de la loi de 1822. M. Coghen, *m. f.*, promet une loi, 65. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem père, 122. Discussion, 122, 123. *Pr.* de loi. *r.* de M. Vilain XIII. Pét. à ce sujet. Discussion, 180. Effets de la loi, 368, 375, 376. *r.* de M. du Bois. Discussion, 555. Demande de révision de la loi. 564, 565. *r.* de M. de Baillet sur une pét. du conseil communal d'Anvers, demandant l'abrogation de l'article 3 de la loi du 27 mai 1837. Vote en faveur de la révision de la loi, 766, 771. — **II.** Augmentation du droit d'accise. *r.* de M. de Biolley. Demande d'une révision générale en vue de prévenir la fraude, 56. *Pr.* de loi. *r.* de M. de Wouters de Bouchout, 161. Diminution de la décharge à l'exportation. *r.* de M. Cogels, 890. — **III.** *Pr.* de M. Frère-Orban. *r.* de M. Cogels, 71. *Id.* *pr.* de M. Liedts. *r.* de M. Dellafaille, 178. Emploi des mélasses, 259. — **V.** Tarif du transport des résidus, 2^e partie, 252.

DOLLIN DU FRESNEL. **III.** Pension à sa veuve. *r.* de M. Béthune, 460.

DOMAINES. **I.** Débat sur l'utilité qu'il y aurait à les vendre, 376, 644. *Cr.* pour paiement au sieur Collignon de Bas-Oha, en vertu d'un jugement. *r.* de M. du Bois, 697. — **IV.** Statistique, 487. — **V.** Fonds spécial, 355. Salle de ventes, 2^e partie, 95.

DOMICILE DE SECOURS. **I.** Observations de M. de Stassart, 566. *Pr.* de loi de M. de Pélichy. *r.* de M. de Haussy. Retrait, 755. — **II.** Pét. relatives à cet objet, 225. *Pr.* de loi. *r.* de M. d'Hoop, 386. — **III.** Demande de révision de la loi, 69, 173, 184, 302, 409. — **IV.**, 126, 134, 155, 296, 488. — **V.**, 127, 225, 226, 413.

DORYPHORA DECEMLINEATA. **V.**, 348, 472.

DOUANES. **I.** Nouveau rayon. *r.* de M. Engler. Demande d'une révision générale du tarif, 67, 179. Rayon de Maestricht. Organisation du personnel, 179. Augmentation du personnel. Frais de perception, 368. Critique de la révision partielle du tarif, 371. Exemption des droits. *r.* de M. Biolley. Débat sur le meilleur système de tarifs, 626. Révision générale du tarif. *r.* de M. Malou-

Vergauwen. Discussion, 650-631. — **II.** Réduction de l'intérêt des cautionnements. *r.* de M. d'Andelot, 230. Tarif officiel. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 505. — **III.** Abrogation de l'article 68 de la loi générale de 1822. *r.* de M. Dellafaille, 116. Demande de révision du tarif, 306. Révision. *r.* de M. Cogels, 459. — **IV.** Prémption, 136, 183. Application générale des tarifs conventionnels, 300. Visite des bagages à la frontière, *ibid.* Révision du tarif, 310. Bureau à Middelbourg, 491. — **V.** Bateau à vapeur pour le service, 62. Bureau à Sainte-Marguerite (frontière de Zélande, 2^e partie, 163.

DRAINAGE (Faculté de passage pour le). **III.** *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 67.

DRAPS. **I.** Levée de la prohibition des draps français. Tarif, 630, 631.

DROITS DIFFÉRENTIELS. **I.**, 367, 455. Annonce d'un *pr.* de loi, 468, 627, 651, 655, 698, 763, 768, 770. — **II.** Réclamation de M. Cassiers en faveur de ce système, 224. *Pr.* de loi. Pét. de la chambre de commerce d'Anvers, 307. M. Cassiers. *r.* Réclamation de M. Claes de Cock, *disc.* et vote, 308. Dérogation temporaire à la loi, pour les navires relâchant à Cowes. *r.* de M. Teichmann, 681. — **III.** Remise en vigueur du n^o 2 de l'article 3 de la loi du 21 juillet 1844. *r.* de M. Coghen; surtaxe imposée aux navires belges dans les ports anglais, 71. Prorogation de la loi du 31 janvier 1852. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 116. *Id.* *r.* de M. Spitaels, 178. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 179, 188. Prorogation, 299. Demande de révision, 306. — **IV.**, 44, 128, 191.

DUBOIS, substitut. **IV.** Faux mandement du cardinal-archevêque de Malines. Vote du conseil communal de Gand, 47, 48, 52, 53.

DUCHESNE (Affaire) avec l'Allemagne. **V.**, 347.

DUEL. **I.** Pét. réclamant une loi, 288. M. de Pélichy réclame un *pr.* de loi, 371. *Pr.* de loi de M. de Pélichy. *r.* de M. de Haussy, 462. *Disc.* et vote, 555, 556. Discussion du *pr.* amendé par la chambre. *r.* de M. Dellafaille, 760, 761. — **II.** *Pr.* de la loi amendé par la chambre des représentants, 57, 58.

DUMONT (André), géologue. **III.** Pension à sa veuve; achat de ses collections. *rr.* de MM. Béthune et de Cesve de Rosée, 515.

DUMONT, architecte. Ses honoraires. **IV.**, 53.

DUNES. Vente de terrains inutiles. **V.**, 67.

E

EAU DE MER. **IV.** Accise, 296.

Eaux DE BRUXELLES. **V.** Détournement de la Méhaigne, 217. *Pr.* d'enlever les eaux de l'Ourthe, 229. Augmentation de volume, 282. Drainages dans la forêt de Soignes, 552.

Eaux-DE-VIE. **I.** Droit d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères. *r.* de M. Vilain XIII, 651. — **II.** *r.* de M. de Macar, 306. — **III.** Diminution de la décharge à l'exportation des eaux-de-vie indigènes, 299. Exportation des eaux-de-vie fabriquées avec des grains indigènes. *r.* de M. Cogels, 560. — **IV.** Augmentation du droit d'accise, 598. — **V.** Suppression de la prime d'exportation, 218. Augmentation de l'accise, 2^e partie, 69, 72.

ÉCOLE DE CAVALERIE D'YPRES. **IV.**, 440.

ÉCOLE DE RÉFORME DE RUYSELEDE. II. Achat de terrains. *r.* de M. Bethune, 799. Organisation, 801. — **III.** 576. — **V.** Travaux, 210.

ÉCOLE DE MOUSSES. III. 176.

ÉCOLE DES CHARTES. I. 281.

ÉCOLE FORESTIÈRE de Bouillon. IV. 260.

ÉCOLE MILITAIRE. I. Eloge du colonel Chapelie, 465. Cr. de 120,000 fr., 655. Loi organique. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 655. Disc. et vote, 655, 656. — **II.** M. de Stassart propose d'en faire une école polytechnique, 165. Traitement des professeurs civils, 591. — **III.** Chiffre réglementaire pour l'admission des élèves, 460. — **IV.** Traitement des professeurs civils, 184, 186. — **V.** Cession des terrains de l'ancienne école, 552.

ÉCOLE VÉTÉRINAIRE. I. 280, 567. *r.* de M. d'Hautepenne. Discussion, 469, 470, 551. — **II.** Demande de réorganisation, 504, 581, 498, 580. — **IV.** Echange de terrains, 152, 295, 571. — **V.** Vente de terrains, 151.

ÉCOLES DE MUSIQUE. IV. 442.

ÉCOLES RÉGIMENTAIRES ET DE SOUS-OFFICIERS. I. 465.

ÉCORCES A TAN. III. Suppression des droits de sortie, 508.

ÉGLISE DE LAEKEN. III. Cr. de 450,000 fr. *r.* de M. Gillès de 's Gravenwezel, 508. — **IV.** 48, 156, 296, 568. Cr. de 550,000 fr., 490.

ÉGLISES (Construction d') nouvelles, restauration d'anciennes. III. 415. — **IV.** Subsidés, 296.

ÉMIGRATION. III. 256. — **IV.** Traité avec les Etats-Unis, 542.

EMPLOYÉS INFÉRIEURS. III. Cr. de 400,000 fr. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 500. Cr. de 800,000 fr. *r.* de M. Coghen, 561. *r.* de M. Béthune. Discours de S. A. R. le duc de Brabant, 415. — **V.** 281, 284, 552.

EMPRUNT. I. Forcé. *r.* de M. Massez. Adoption. *Id.* de 48 millions. *r.* de M. Vilain XIII. Echange des récépissés, 67. Critique de l'émission, 177. Emprunt de 50 millions. *r.* de M. de Schiervel. Cr. pour l'amortissement. *r.* de M. Dupont d'Aherée, 556. Dotation de l'emprunt, 625. Emprunt de 57 millions. *r.* de M. Engler, 652. *Id.* de 82 millions. *r.* de M. Vilain XIII, 761, 762. — **II.** Observations de M. de Quarré sur le mode d'émission de l'emprunt de 82 millions, 52. Cr. pour l'intérêt et l'amortissement. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem, 157. Annulation des sommes non réclamées des anciens emprunts forcés. *r.* de M. d'Hoop, 157. Nouvel emprunt pour le chemin de fer et les routes. *r.* de M. Engler, 157, 158, 159. Conversion de l'emprunt de 1831. *r.* de M. Claes de Cock, 506. Echange des titres à Londres, 586. Rétribution pour le transfert des titres de rentes, 496. Emprunt forcé. *r.* de M. Cassiers, 684, 685. Déchéance des récépissés des emprunts de 1848. *r.* de M. Cogels, 891. — **III.** Renouvellement des titres de ceux de 1848. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 116. Conversion du 5 p. c., 178. Cr. pour l'amortissement du 4 1/2 p. c., 258. Conversion du 5 p. c., 561. Service de l'emprunt de 40 millions. 579. — **IV.** De 60 millions, 501. Amortissement et négociation, 570. De 60 millions, 459. Remboursement des titres de l'emprunt de 50 millions à 4 p. c., 551. — **V.** De 1875, 218.

ENFANTS ABANDONNÉS. II. Protection à leur ac-

corder, 148, 676. M. Van Muyssen propose de créer pour eux une école de réforme, 790.

ÉLAGAGES. (Voir ROUTES.)

ÉLECTIONS. I. Listes électorales. *r.* de M. de Schiervel, 287. Renouvellement des chambres. *r.* de M. de Bousies, 568, 569. Loi pour le Limbourg et le Luxembourg. *r.* de M. de Baré, 695, 696. Liberté électorale, 767, 768. — **II.** Debat au sujet de la réunion du canton de Stavelot à l'arrondissement de Verviers. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 683. — **III.** Désordres à Dixmude à l'occasion de l'élection de M. De Breynne, 68. Vote au chef-lieu du canton; *id.* par ordre alphabétique; pression du clergé; dépenses électorales, 508, 509. Radiation d'un électeur de Thielt des listes électorales, 508. Election de Louvain. Pr. d'enquête. *r.* de M. Pirmez, 552. — **IV.** Moyen de faciliter l'exercice du droit électoral, 125. Observations au sujet de l'enquête judiciaire sur l'élection de Bruges, 252. Liberté des électeurs. Pét. du sieur Neut, 569. Intervention des juges de paix, 433. Intérieur du bulletin plié en quatre, 488, 490. Bulletins imprimés, appel en matière électorale, 490. Ballottages à Ichteghem et Wyngene (Flandre occidentale), 594, 596. — **V.** Indemnité aux électeurs, 66. Jurisprudence au sujet du contenu des bulletins et de la répartition des électeurs dans les bureaux, 74. Influence illicite du clergé, 474, 476. Mode de rédiger les bulletins, 2^e partie, 62. Demande d'une juridiction spéciale pour les affaires électorales, 65. Jugement de celles-ci. Pr. de M. Bara. *r.* de M. Dewandre, 225.

ÉLECTIONS COMMUNALES. V. Annulations, 164.

ENFANTS TROUVÉS. I. Vote d'un crédit, 66. Entretien, question des tours. *r.* de M. de Haussy, 275, 276. Demande de rétablissement des tours, 277. Enfants abandonnés sur la voie publique, 627. Pét. relative au rétablissement des tours, 701. — **II.** Question des tours, 505. — **III.** *Id.* 69.

ENGAGEMENT (PRIMES D'). dans l'armée. **II.** 163.

ENGAGÉS. I. 279.

ENGRAIS. II. Abolition des droits de navigation pour le transport sur les canaux. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 901, 902. — **V.** Transports par chemin de fer, 281.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE. III. Sur l'élection de Louvain. *r.* de M. Pirmez, 552. — **IV.** Sur l'élection de Bastogne. *r.* de M. Gheldolf, 227. — **V.** Loi générale, 2^e partie, 225, 226.

ENREGISTREMENT. II. Remise des pénalités pour contraventions. *r.* de M. de Ridder, 61. Formalités en cette matière, 226. Poursuites, 502. Réduction de certaines pénalités. *r.* de M. Zoude, 892. — **III.** Vexations, 255. Baux, 579. Ventes publiques de marchandises, *ibid.* — **IV.** Interprétation de l'art. 69 de la loi de frimaire, 188. Retrait, 491. — **V.** Modifications à la loi, 224. Exemption pour les donations faites aux communes au profit d'œuvres d'utilité publique, 2^e partie, 65. Perception des droits sur la valeur cadastrale, 69.

ENCAISSE de 1850. II. Explications au sujet des intérêts que les provinces réclament sur les fonds qu'elles avaient dans l'ancienne encaisse. Pr. de loi tendant à mettre celle-ci à la disposition du gouvernement. *r.* de M. Cogels. Réclamation des provinces, 794, 795.

ENTERREMENT CIVIL. V. De M. Allard, professeur à l'Université de Gand, 224.

ENTREPOT D'ANVERS. II. Cr. pour son achèvement, 598, 599. — **III.** Indemnité pour le sinistre arrivé le 28 octobre 1857. *r.* de M. Béthune, 532, 533. Incendie du 23 octobre 1859, 579. — **IV.** Reconstruction d'un hangar, 48. Exemption de droits pour les marchandises détruites par l'incendie de l'entrepôt Saint-Félix. Cession de l'entrepôt d'Anvers à une société, 183. Cession à la compagnie des Docks, 596.

ENTREPOTS DE COMMERCE. II. Pr. de loi. *r.* de M. Dellafaille, question des entrepôts francs, 503. — **III.** Fictifs pour les céréales, 506, 560.

ÉPARGNE (Caisse d'). **I.** Exemption des droits d'enregistrement. *r.* de M. Dupont d'Ahérée. Admission des versements dans les caisses de l'Etat, 466.

ÉPIDÉMIES. III. Conseil de créer un fonds spécial, 457. — **IV.** Récompenses pour actes de dévouement, 46. Moyens preventifs, 126, 489. — **V.** *Id.* 282.

ÉPIZOOTIE. II. Mesures pour en prévenir l'invasion. *r.* de M. d'Hooghvorst, 590.

ESCAUT. I. Cr. pour la réparation des digues, 72, 182, 183. Danger que présente la navigation sur le fleuve des petits bateaux du canal de Charleroi, 477. Le pavillon belge dans l'Escaut, 551. Liberté de l'Escaut, 563. Entraves apportées à la navigation par la Hollande, 625. Remboursement du péage. *r.* de M. de Baillet, 697, 698. Canalisation. Ecluse d'Autryve, 702. M. Cassiers demande qu'on supprime le remboursement du péage à la Hollande, 757. — **II.** Amélioration du lit du bas Escaut, 518. Pr. de redressement du haut Escaut, 511. Cr. pour un bateau à vapeur, 592. — **III.** Endiguement des *schorres*, 565. Régime du haut Escaut, 463. Navigation maritime, 587. — **IV.** Dragage, 59. Rachat du péage, 128. Atterrissements, 156. Rachat du péage, traité avec les Pays-Bas, 180, 181. Pêche à l'*ankerkuyt*, 296. Irrigations entre Gand et Tournai, 509. Solde du rachat du péage, 570. Barrage de l'Escaut oriental, 454. Régime entre Audenarde et Gand, Tournai et Audenarde, 445. Barrage, 488. Sondages, 496. Navigation du haut Escaut, 554. — **V.** Canalisation à Tournai. 71. Traverse d'Appels, 72. Etude d'un canal maritime, 135. Inondations, canal de dérivation au sud de Gand, 229, 250. Eclairage, 250. Inondations, navigabilité, pont à Anvers, 555, 556. Régime du fleuve, 415, 478, 2^e partie, 68. Pont à Anvers, 68. Ingénieur spécial pour le fleuve, 179. Régime des eaux, 179, 180. Dérivation, 250. Pont à Anvers, 251, 252.

ESPAGNE. II. Traité de commerce. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 224. Nécessité de nouvelles négociations, 580. Explications de M. Dechamps, *m. a.*, 582. *Id.* de M. d'Hoffschmidt, 789. — **III.** Convention littéraire (*Voir TRAITÉS.*). — **IV.** Traités, *ibid.* — **V.** *Ibid.*, 548. Exploration des centres industriels, 2^e partie, 57.

ESPIERRE. V. Corruption des eaux, 217, 282, 478, 2^e partie, 178, 179, 231, 232.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. III. 558, 562.

ÉTAT CIVIL. III. Tables décennales, 178. — **IV.** 48. — **V.** 552, 474, 2^e partie, 225.

ÉTATS-UNIS. II. Traité de commerce. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 494. — **III.** *Id.* (*Voir TRAITÉS.*). — **IV.** *Ibid.* — **V.** *Ibid.*

ÉTOUPES. II. Pr. de loi relatif à la sortie, *r.* de M. de Ribaucourt, 589. *Id.* *r.* de M. de Ribaucourt, 681. *Id.* *r.* de M. Béthune, 795.

ÉTRANGERS. I. Signification des actes à l'étranger. *r.* de M. de Baillet, 126. Loi sur les étrangers. Discussion et vote, 470. Prorogation. *r.* de M. du Val de Beaulieu, 636, 637. — **II.** Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. d'Hoop, 167. *r.* de M. Coppens, 393, 594. Vexations infligées aux étrangers par la police, 497. Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 505. Protestation contre la coutume de donner des fonctions publiques à des étrangers, 594. Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. Wyns de Raucour, 800. — **III.** Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. d'Anethan, 120. *r.* de M. Savart, 502. *r.* de M. de Thuin, 461. — **IV.** Prorogation de la loi de 1835. Débat sur les devoirs de l'hospitalité belge, 52, 507, 495. — **V.** Prorogation de la loi de 1835, 70, 287, 477. Admission des étrangers à l'exercice des professions libérales, 2^e partie, 228. Prorogation de la loi de 1835. *r.* de M. Dewandre, 229.

EXERCICE FINANCIER (Commencement de l'). **V.** 2^e partie, 222.

EXPOSITIONS. I. Des beaux-arts. Entrée gratuite, 178. — **II.** Industrielle. § additionnel à l'adresse à ce sujet, 142. — **III.** Universelle de Londres. Cr. de 75,000 fr. *r.* de M. Van Muyssen, 80. Cr. suppl. de 55,000 fr. *r.* de M. de Piteurs, 119. Cr. de 80,000 fr. pour l'exposition de Paris, 501. Des beaux-arts. Position privilégiée faite à Bruxelles, 503. Locaux, 415. — **IV.** D'échantillons belges à Copenhague, 45; internationale à Londres, 50. Voyages des ouvriers, 127, 154, à Paris, 373, à Londres, 598. Des beaux-arts, 188, 597. — **V.** Baraque pour celle de 1872, 70. Pr. d'ajourner à 1880 celle de 1878, 413. De Vienne, 152, de Londres et de Vienne, 224, de Londres, 287, de Philadelphie, 554, de Paris, bourses de voyages pour les ouvriers, 2^e partie, 92, nationale au Champ des Manœuvres, 173, de Sydney, 174.

EXPROPRIATION. I. Pour cause d'utilité publique. *r.* de M. Van Muyssen, 571. — **III.** Forcée. *r.* de M. Savart, 179. Am. *r.* de M. d'Anethan, 259. — **IV.** Interprétation de la loi par les communes 298. Par zones, 459. Simplification des formalités, 596.

EXPULSION du colonel Charras. **III.** 295. — **IV.** De Zingaris, 454. — **V.** De Victor Hugo, 70.

EXTRADITIONS. I. *r.* de M. de Haussy, 181. — **III.** Pr. de M. A. Nothomb. *r.* de M. d'Anethan, 563. — **IV.** *r.* de M. Barbanson, 495. — **V.** Demande d'un nouveau traité avec la Hollande, 209, 210.

F

FABRIQUES D'ÉGLISE. I. Pét. des fabriques de Liège relative au traitement des vicaires, 460.

FAILLITES ET SURSIS. I. Promesse d'une loi, 551. Réclamations à l'effet de l'obtenir, 627. — **II.** Pr. de loi. *r.* de M. Savart, 891. — **III.** Am. de la chambre des représentants. *r.* de M. Savart, 71. Vote, 72. Droits de timbre et d'enregistrement, 72. — **IV.** Abus de la loi, 182.

FALSIFICATION des denrées alimentaires. **V.** 209, 283.

FAMILLE ROYALE. I. Félicitations au Roi à l'occasion de son mariage, 120. Naissance d'un prince, 182. Naissance du duc de Brabant, 574. Naissance

du comte de Flandre, 563. Naissance de la princesse Charlotte, 769. — **III.** Décès de S. M. la Reine; Adresse au Roi, 81. Dotation de S. A. R. le duc de Brabant, 184. Dotation de S. A. R. le comte de Flandre. *r.* de M. Coghen, 361. Délivrance de S. A. R. la duchesse de Brabant; naissance d'une princesse; dot de S. A. R. la princesse Charlotte, 459. Naissance du comte de Hainaut, 532.

FERS. I. Droits d'entrée. *r.* de M. de Quarré, 67. *r.* de M. Dupont d'Ahérée, 122.

FÊTES NATIONALES. I. Construction d'un édifice pour les célébrer, 455. Disc. sur leur utilité, 757. — **III.** De 1848, 1849, 1850. Cr. supplém. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy, 114. Critiques des dépenses, 410, 457. — **IV.** Terrain à Ixelles pour le matériel, 303.

FÉTIS. V. Achat de sa bibliothèque musicale, 70, 153.

FILS de lin, de chanvre et de jute. **V.** Suppression des droits d'entrée, 552.

FINANCES. I. M. Engler recommande de rechercher des moyens de combler le déficit, 64. Nécessité de rétablir l'équilibre dans les *BB.*, 65. Situation financière, 291. Pr. de créer un fonds de réserve, 466. Débat sur la situation, 640, 641. — **II.** Discussion sur le déficit et sur la dette. Explications de M. Smits, *m. f.*, 235. Exposé de M. Mercier, *m. f.*, 320. Débat sur la situation après la dissolution de 1848, 712, 713. Nécessité de créer de nouvelles ressources, 902. — **III.** 76 et suiv. — **IV.** 310. — **V.** En 1875, 218. Critique de M. Tercelin-Monjot, au sujet de la gestion financière de M. Malou, 407, 408, 410. Pr. de commencer l'exercice au 1^{er} juillet. Situation, 415. 2^e partie, 169.

FINANCIER (Plan) proposé par M. Cassiers. **V.**, 72.

FISC. II. Observations sur la trop grande facilité avec laquelle il intente des poursuites en matière de contributions, 580. — **IV.** Appel en matière fiscale, 598.

FLAMANDE (Langue). **I.** Traduction du *Bulletin officiel*, 627. — **II.** Pét. contre une décision du conseil provincial d'Anvers relatif à l'emploi obligatoire de cette langue. Pét. de la société *Met Tyd en vlyt*. Emploi du flamand dans les écoles normales, 162. — **III.** Grieffs des populations du Limbourg. *r.* de M. Béthune, 579, 580. — **IV.** Pét. de M. Michel Vandervoort, 49, 127, 503. Degré de culture et aptitude des Flamands, 551. Emploi de la langue dans la procédure judiciaire, 553. — **V.** Emploi en matière répressive, 220.

FLANDRE (S. A. R. le comte de). **IV.** Mariage, dotation, 439. Délivrance de S. A. R. la comtesse, 551. — **V.** Naissance de deux princesses, 552.

FLANDRES. II. Nécessité de leur venir en aide, 53, 142, 150, 158. M. Bonné-Maes réclame des secours pour la population, 165. Pét. d'habitants de Thielt, 232. Débat à l'occasion de la crise des subsistances, maladie des pommes de terre, 411-414. Le paupérisme, 498, 499, 579, 580, 585, 586. Confiance dans le ministère libéral, 674. Cr. de 500,000 fr. pour les cantons liniers, 680. Réponse de M. Frère-Orban à des reproches de M. Coppen, 685. Débat sur les meilleurs moyens de leur venir en aide. Exposé de M. Rogier, *m. i.*, 788.

FLÉTRISSURE. II. Abolition de cette peine. *r.* de M. d'Hoop, 898.

FOINS. II. Droit d'entrée. *r.* de M. de Renesse, 56. Rejet sur la pr. de M. Rogier, *m. i.*, 57.

FONCTIONNAIRES. I. Traitement du personnel des ponts et chaussées, 178. *Id.* des ingénieurs, 280. Révocation, 364. Indépendance des fonctionnaires. Destitution de M. de Stassart, 767, 768. — **II.** Débat sur leur indépendance et leur intervention dans les listes électorales, 580, 581. Protestation contre l'abus qui consiste à attribuer des fonctions publiques à des étrangers, 594. M. d'Omalus critique les réductions faites sur les traitements, 788. — **III.** Explications de M. Rogier sur les devoirs des fonctionnaires politiques, 462. — **IV.** Traitements, 127. — **V.** 209, 281, 289, 353. Eméritat, 2^e partie, 222, 232.

FONDACTIONS CHARITABLES. II. Débat sur la doctrine de M. de Haussy en cette matière, 797, 798. — **III.** Administrateurs spéciaux, 506, 507. — **IV.** (Voir BOURSES D'ÉTUDE.) — **V.** Verrue, Vandale, Amerlinck, à Courtrai, 2^e partie, 227.

FONDERIE DE CANONS de Liège. **II.** Bénéfices de cet établissement, 172.

FONTES. II. Droits d'entrée, 229. Pr. de loi. *r.* de M. de Stassart, 307.

FORÊT DE SOIGNES. II. Traitement des agents chargés de la surveillance, 302. Pension aux anciens employés. *r.* de M. de Macar, 595.

FORÊTS. I. Demande d'économies dans l'administration, 279. Pr. de vendre les forêts de l'Etat, 368. Administration, 551. Question de la vente, 557. Nécessité de les améliorer, 565. Pr. de M. d'Espiennes, tendant à attribuer aux communes l'administration de leurs forêts, 627. Vente de forêts, 641, 771. — **II.** Avantages de leur aliénation, 54, 380. Critique de l'administration forestière, 496. Abus dans celle de la province de Namur, 504. Forêt de Houthulst, adjudication par lots, 590. Cr. pour faire face à des condamnations judiciaires envers les communes usagères de forêts dans le Luxembourg, 685. Statistique des forêts de l'Etat, 686. — **III.** Utilité de leur conservation dans le Luxembourg, 259. Pr. de vendre par lots la forêt de Soignes, 365, 416. Acquisition de biens enclavés dans la forêt de Soignes, 460.

FORTAMPS, notaire. **III.** Remise de droits d'enregistrement, 72.

FORTERESSES. III. Cession de terrains militaires de Mariembourg, 182. Cr. de 3,500,000 fr. pour démolition de forteresses inutiles, 183. Cession de terrains militaires aux villes d'Ypres, Ath, Philippeville, Mariembourg et Bouillon, 240. Cession de terrains à la ville de Lierre, 300. Forts écroulés du polder de Borgerweert, 365. Démolition des fortifications de Namur, 510. Cession des terrains d'Audenarde, 579.

FORTIFICATIONS. II. Nivellement de celles d'Audenarde, 504, 505. Débat sur le système des places fortes; Hasselt, Lierre, Anvers, 795. — **III.** Cr. de 4,700,000 fr. *r.* de M. Van Schoor, 117. Projets relatifs à Anvers, 185. Cr. de 9 millions. *r.* de M. de Renesse, 301. Grande enceinte. *r.* de M. Van Schoor, 553-556. — **IV.** Système de défense d'Anvers, 49, 50. Question des citadelles, 130, 184, 185, 222, 228, 229. Cr. de 5,575,000 fr., 244. Emploi des miliciens aux travaux, procès-verbaux de la c. de 1859, 304, 371, 492. Cr. pour les travaux de la rive gauche, 552. Cession de la citadelle du Sud au Dr Strousberg, 596. Crédit de

2,150,000 fr. pour travaux à Anvers et à Termonde, 620.

FOUILLES paléontologiques. **IV.** A Anvers, 307.

FOULARDS. **I.** Droits d'entrée. *r.* de M. de Biolley, 371.

FRACTIONNEMENT des communes. **II.** *r.* de M. Dellafaille, 153, 154. Retrait du fractionnement. *r.* de M. Béthune, 679.

FRANÇAISE (Armée). **I.** Appel des troupes françaises sur le territoire belge, 68. Remercements, épée d'honneur au général Gérard, 123, 124. Remboursement des frais de logement, 180. *Id.* des fournitures de fourrages, 181. Dommages causés aux environs d'Anvers, 182.

FRANCE. **II.** Traité de commerce. *r.* de M. de Biolley, 143. Exécution. *r.* de M. de Rodés, 143, 144. Besoin de nouvelles négociations, demande d'union douanière, 160. Interpellation et renseignements sur les négociations, 223. Interpellation de M. Dumon-Dumortier au sujet d'un incident qui s'est passé à la chambre des députés et d'où il résulterait que la France réclamerait 15 millions pour son intervention en 1831 et 1832. Réponse de M. Nothomb. *Id.* à propos de l'intention du gouvernement français de ne pas renouveler la convention relative à l'entrée des toiles, 379. Traité de commerce. *r.* de M. Béthune, 495. Convention de navigation. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 883. — **III.** *r.* de M. d'Hoffschmidt sur les négociations, 173. Convention du 9 décembre 1852. (*Voir TRAITÉS.*) Traité de commerce, convention littéraire, *ibid.* Prorogation pour deux ans, 504. — **IV.** Traité de commerce, de navigation; convention littéraire, 44. Rachat des canaux à la frontière, 181. Convention pour indemnité de sauvetage des engins de pêche, 487. Négociation au sujet de l'incident relatif à la Compagnie de l'Est, 542, 543. Convention relative à l'assistance judiciaire, 592. — **V.** Relations commerciales en 1871, 59. Traité de commerce, 208, 209. Dénonciation du traité, 472. Prorogation. *2^e partie*, 221.

FRANCFORT. **II.** Convention avec cette ville libre, 52.

FRAUDE. **I.** Pr. d'augmenter la remise des douaniers, 63, 278. Des denrées coloniales, 284. Mesures pour la répression, 368. Fraude des céréales dans le Limbourg. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 461, 564. — **II.** 53. Répression. *r.* de M. de Biolley, 228. Envoi de deux fonctionnaires en Prusse pour étudier les moyens de les réprimer. Débat sur la recherche à domicile, 502.

FRAUDES ÉLECTORALES. **II.** Nécessité de prendre des mesures pour empêcher l'inscription sur les listes de censitaires qui ne possèdent pas la base du cens, 227. Annonce d'un projet de loi. *r.* de M. Dellafaille, *disc.*, 229, 230. — **IV.** 43, 126, 301, 368. *r.* de M. Gheldolf, 435. *Disc.*, 435-439. — **V.** Documents trouvés dans une mortuaire à Wachtebeke, 288. *r.* de M. Leirens, 474-476.

FRÈRES DE LA MISÉRICORDE. **II.** Congés de milice, 303, 314, 580, 582. Débat entre MM. Van Schoor et de Ribaucourt au sujet des services des frères dans la prison de Vilvorde, 787, 788.

FRESQUES. **IV.** Cr. pour peintures murales, 188.

FRETIN (Destruction du). **IV.** 181, 296, 305.

FROIDMONT. **V.** Expropriation de l'asile d'aliénés, 177. Déplacement de l'hospice, *2^e partie*, 222.

FURNES. **IV.** Conservation du pavillon des officiers, 188.

FURNES-AMBACHT. **V.** Danger d'inondation pour cause de défense de la place de Dunkerque, 57, 72

FUSILS. **IV.** Vente, 134. Cr. de 449,430 fr., 228. Cr. de 8,400,000 fr., 440. Fusil Albini, 492.

G

GALLAIT. **V.** Décoration du sénat, 133.

GAND. **I.** Cession du pont de la Pêcherie, 128. Ecole industrielle, 469. — **II.** Convention relative aux terrains de l'ancienne citadelle. *r.* de M. du Trieu de Terdonck, 901, 902. — **IV.** Intérêts de la ville dans les négociations commerciales avec l'Angleterre, 135. Crise cotonnière, 186. Cession de la citadelle à la ville, 596, 597. Conservation provisoire, 621.

GARANCÉ. **I.** Encouragements à la culture, 280, 567, 551, 626. Cr. *r.* de M. de Schiervel, 635, 695.

GARANTIE des matières d'or et d'argent. **II.** Bureau à Ypres, 53.

GARDE CIVIQUE. **I.** Demande d'une nouvelle loi, 66. Equipement. *r.* de M. de Biolley. Avances à faire par les communes. Pr. d'envoyer des instructeurs et des fusils dans les communes où la garde n'est pas organisée, 68. Mauvais état des fusils, 179. Répartition des charges de la mobilisation, 180. Frais de voyage de l'inspecteur général, 280. Annonce d'un pr. de loi. Inspection des armes. Distribution de fusils, 285. Mesures transitoires. Maintien de la blouse. (*Voir p. 775, ADDITION, à la fin du volume.*) Achat de sabres. Inspection des armes. Demande de révision de la loi, 463, 464. Nouvelles demandes. Organisation défectueuse de la garde, 557. Moyens de l'organiser. Obligation du service imposée aux étrangers, 632. Nécessité de la révision de la loi, 762. — **II.** Annonce d'un pr. de réorganisation. Nécessité de faire rentrer au dépôt les vieilles armes, 149. Traitement des officiers rapporteurs, 150. Nouvelle annonce d'un pr. de loi, 304. Rôle de la garde civique, 310. Observations dans la disc. de la loi sur la milice, 593. Nouvelle organisation. Pr. de loi. *r.* de M. Wvyns de Raucour, 687-690. Cr. pour l'armement de la garde. *r.* de M. de Marnix, 795. — **III.** Brochure du major Alvin : *les Bâtons blancs*, 75. Révision de la loi. *r.* de M. d'Omalius d'Halloy, 179-181. Observations sur l'application de la loi, 410. — **IV.** Interprétation de l'article 87 de la loi de 1848, 49, 133. Amende en cas de pourvoi en cassation, 574. Armement, 545. Armement en 1870, 620. — **V.** Armement, 349.

GARDES CHAMPÊTRES. **III.** Traitements, 181.

GARDES FORESTIERS. **III.** Patente, 306. — **IV.** Traitement, 487.

GEMBOUX (Institut de). **III.** 409, 574. — **IV.** 127, 296. Traitements des professeurs, 487.

GENDARMERIE. **I.** Cr. pour la construction d'une caserne à Bruxelles, 757. — **II.** Caserne à Maeseyck, 149. M. Van Hoobrouck demande que les gendarmes puissent remplir leurs devoirs religieux, 225. Demande d'augmentation de l'effectif, 591. Substituée aux huissiers pour les actes de la justice criminelle, 787. — **III.** Demande d'augmentation de l'effectif, 460. Pension des gendar-

mes. *r.* de M. Van Schoor, 580. — **IV.** Service de correspondance, 155. Position des officiers, 186. Solde, 504. Pr. de remplacer un régiment de cavalerie par des gendarmes, 505. Position des capitaines, 440. Réorganisation, 495, 552, 597. — **V.** Armement, 221, 222. Recrutement, nomination des officiers, *id.* d'un général, nécessité d'une loi organique, 555. Demande d'augmentation de la brigade de Courtrai, 407. Protection contre les braconniers, nécessité d'une loi organique, 476, 2^e partie, 65, 64. Armement, choix du commandant, 227.

GÉNIE. III. Cr. de 158,000 fr. pour le matériel. *r.* de M. Sacqueleu, 460.

GIBIER (Conservation du). **IV.**, 46. — **V.** Bricolage, 285.

GILEPPE (Barrage de la). **IV.**, 510. — **V.**, 71, 289, 2^e partie, 68.

GLACES. II. Droits d'entrée en France, 229, 885.

GOVERNEURS. I. Traitement, 66, 279. — **V.** Révocations, 164.

GRACE. II. Abus du droit de grâce, 148, 505.

GRAINE DE LIN de Riga. **IV.** Falsification, 561.

GRAND CENTRAL. V. Demande de rachat par l'Etat, 285.

GRÈCE. II. Traité de commerce. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 52. — **III.** (*Voir TRAITÉS.*)

GREFFIERS PROVINCIAUX. IV. Traitement, 189. — **V.**, 61, 228, 2^e partie, 222.

GROENENDAEL (Achat de la ferme de). **V.**, 410.

GRUNENWALD. I. Incident de la forêt de ce nom, 625.

GUATEMALA. II. M. de Quarré critique l'arrêté royal du 31 mars 1844 qui a invité les bureaux de bienfaisance à verser des fonds pour la colonisation de Santo-Thomos, 501. Demande de renseignements par M. de Quarré sur l'état de la colonie, 499. Rapatriement des colons, 580, 582. Traité conclu avec la république de Guatemala. *r.* de M. Van Leempoel, 885. Observations de M. Desmanet de Biesme sur l'intervention du gouvernement dans les intérêts de la colonie, 884. — **III.** Etablissement de comptoirs, avenir de la colonie, 68. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*)

II

HABETS (Affaire). **II.** *r.* de M. Siraut, 509, 510.

HABITATION D'OUVRIERS. III. Discours de S. A. R. le duc de Brabant, 412. — **IV.**, 45. Société ver-viétoise, 50. Droits d'enregistrement, 152. Anonymat pour les sociétés, 440.

HAINAUT. IV. Paiement des intérêts de l'encaisse de 1850, 459.

HALAGE. II. Propriété des chemins. Excès de pouvoir commis par l'ingénieur Guillery. Plaintes de la veuve Jérôme, 518, 519.

HANOVRE. IV. Traité relatif aux péages de Stade, 44. Convention littéraire, 159.

HARAS. I., 285. Nomination d'un directeur à Ter-vueren, 567, 456, 551, 626, 695, 757. — **II.**, 54, 149, 226, 504, 582, 498, 789. — **III.**, 174, 255. Transfert à Gembloux, 297, 557. Pr. de le supprimer, 457. — **IV.**, 224, 296.

HAUTE COUR MILITAIRE. II. Traitements, 594, 595. Réorganisation. *r.* de M. Savart, 799.

HEID-FANARD (Bois de). **III.** Cession à la ville de Spa, 579.

HERALDIQUE (Bureau). **IV.**, 181.

HEYST. V. Cession de terrains des dunes, 220. Perré cimenté. Canal maritime vers Bruges, 2^e partie, 68. Port de mer, 179. Canal de Bruges, 259.

HIPPODROME à Bruxelles **V.**, 552.

HOLLANDE. II. Convention du 5 novembre 1842, traité de commerce. *r.* de M. de Stassart, 225. *Id.* *r.* de M. de Briey, 495. — **III.** (*Voir TRAITÉS.*) Difficultés à propos des traités de commerce, 455. — **IV.** Remercements du *p.* de la 1^{re} chambre des Etats généraux à propos d'une souscription pour les inondés, 44. Traité relatif au rachat du péage de l'Escaut; aux prises d'eau à la Meuse. (*Voir TRAITÉS.*) Convention additionnelle au traité de 1865, 558. Barrage de l'Escaut, 454. Négociation à ce sujet, 488. Convention relative à l'exercice de l'art de guérir dans les communes-frontières, 542. — **V.** Négociations pour le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 57. Endiguement du Zwyn, prises d'eau à la Meuse, chemin de fer d'Anvers à Gladbach, 208. Demande d'un nouveau traité d'extradition, 209, 210. Canal de Terneuzen, 406, *Id.*, 2^e partie, 221.

HOMÉOPATHIE. IV., 127, 187.

HONDURAS. (*Voir TRAITÉS.*)

HONNORÉ, vérificateur des douanes pensionné. **III.** Demande d'augmentation de sa pension. *r.* de M. de Robiano, 245, 303.

HOOGSTRAETEN. V. Vente des bâtiments du dépôt de mendicité, 476.

HOTEL PROVINCIAL de Liège. **II.** Vente de la main à la main, affaire Habets. *r.* de M. Siraut, 509, 510, 580, 676, 900. — **III.** Bruges et Liège, 245. Acquisition de l'hôtel provincial du Brabant, 579. — **V.** De Hasselt, 250, 282, 2^e partie, 68, 231.

HOTELS. I. Des ministères, 280. Ministère des finances, 456. Hôtel de Galles, pour le ministère de la guerre, 699. — **II.** Inventaire du mobilier. Appropriation du ministère de la guerre, 251; des travaux publics, 254. Hôtel Hauman, rue du Nord. *r.* de M. d'Hoop, 589. Achat d'hôtels rue de la Loi. *r.* de M. de Ridder, 589, 590. *Id.* du ministère de la justice, 676, 677. Appropriation de l'hôtel Engler, 806, 901. — **III.** Engler, appropriation, 82, 115, 121. Acquisition de l'hôtel d'Assche, 179. Appropriation de l'hôtel Engler, 255. Hôtel Engler, 416, 463. *Id.* de Trazegnies, 576. Acquisition de l'hôtel de Trazegnies, 579. — **IV.** Acquisition de l'hôtel Meeus, 245. Hôtels ministériels, 442. — **V.** D'Assche, 155. Affaires étrangères, ameublement, 2^e partie, 178.

HOUBLONS. II. M. Malou-Vergauwen demande un droit d'entrée sur les houblons étrangers, 589. — **IV.** Régime douanier, 295.

HOUILLES. I. Entrée des houilles allemandes dans le Luxembourg. *r.* de M. d'Hane de Potter, 555, 650. Pét. relatives à la cherté et à l'entrée des charbons anglais, 659. — **II.** Entrée des houilles de la Sarre. *r.* de M. d'Ursel, 160. Substitution de la houille au bois pour le chauffage des ministères, 502. — **III.** Libre entrée temporaire, 258, 259. Prorogation, 299, 360. Transit, 459. — **IV.** Transport d'Ostende à Anvers, 560. Transit des houilles allemandes par la Belgique; tarifs, 444.

HUILES. IV. Régime douanier, 295.
HUISSIERS (Position des). **III.** 183. — **V.** Bourse commune, tarifs, 2^e partie, 229.

HUY. IV. Abandon où est laissé cet arrondissement, 60. — **V.** Cession du couvent des Frères mineurs, 219.

HYGIENE PUBLIQUE. III. Cr. de 2 millions. *r.* de M. de Block, 511. — **IV.** Observations de M. Seutin, 45, 50, 126. Travaux dans les campagnes, 309, 361, 489.

HYPOTHÈQUES. I. Renouvellement des inscriptions, 68. Promesse d'un pr. de loi sur les inscriptions hypothécaires, 641. Réclamations à ce sujet, 756. — **II.** Transcriptions. *r.* de M. de Haussy, 51. Renouvellement des inscriptions. *r.* de M. de Ridder, 167. Publicité à donner aux mesures relatives à cet objet, 225. Pr. de loi de M. de Ridder, 230. Nécessité d'une révision de la loi, 303. Prorogation du délai fatal pour le renouvellement des inscriptions, 314. Pr. de M. Cassiers tendant à autoriser l'Etat à faire des prêts hypothécaires, 684. — **III.** Obligation pour les receveurs de hâter les inscriptions, 72. Révision du régime hypothécaire. *r.* de M. d'Anethan, 75, 76. Transcription d'une province à l'autre, 116. Tarif du salaire des conservateurs. *r.* de M. d'Hoop, 117. — **V.** Demande de révision de la législation, 472.

I

IMPOTS. I. M. Engler en demande la révision, 65. Nouveau système pr. par un pétitionnaire gantois, 71. Perception de l'impôt foncier d'après les rôles de 1832. *r.* de M. Engler. Surtaxe imposée aux Flandres, 121. De consommation, 179. Discussion, 291, 375. Suppression de 10 cent. additionnels. Pr. de M. d'Huart, 466. Discussion sur le système des impôts, 479, 480, 565, 640, 641. Perception anticipée des six douzièmes de la contribution foncière. *r.* de M. de Biolley, 699. — **II.** M. de Renesse propose d'établir des impôts sur les cartes à jouer et le tabac, 67. Débat sur les impôts, 172. Débat sur divers impôts devant frapper les sucres, le café et le tabac, 255. M. Dumon-Dumortier parle en faveur d'un impôt sur le revenu, et sur les sociétés anonymes, 236. Débat sur les impôts, 320, 321, 401, 512, 599, 697, 902. — **III.** Nécessité d'en créer de nouveaux, 83. — **IV.** Pr. de M. Cassiers, 190.

IMPOTS COMMUNAUX. IV, 361. Mode de perception des centimes additionnels; exagération de certains impôts, 435.

IMPRESSIONS pour les ministères. **IV,** 183.

INCENDIE du magasin du 4^e régiment de ligne. **V,** 353.

INCIDENT entre MM. Van Schoor et de Coninck. **V,** 176.

INCOMPATIBILITÉS. I. Commissaires de district et membres des chambres, 287. Débat sur la démission de M. de Looz. *r.* de M. de Biolley sur le pr. de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions de commissaire d'arrondissement et de membre des chambres. Rejet du projet, 559. — **II.** *r.* de M. Desmanet de Biesme, 691, 692, 693.

INDEMNITÉS. I. Pour dommages résultant de la guerre, 180. Pour logement des troupes françaises, 181. Aux victimes de l'agression hollandaise, 456. Aux inondés des polders, 467. Pour événements

calamiteux en 1836. *Id.* aux habitants des polders inondés. Ajournement, 634. Indemnités à la ville de Bruxelles pour les pillages, 769. — **II.** Demande d'indemnités pour les pertes résultant des inondations et des agressions de l'armée hollandaise. *r.* de M. de Baillet, 59. *Id.* aux victimes d'un ouragan dans le Limbourg, 64, 149. A la ville de Bruxelles, 164. Explications de M. de Stassart sur la distribution des indemnités de guerre, 310, 382. — **III.** Pour dégâts causés par les inondations et les orages, 179, 255, 579.

INDÉPENDANCE NATIONALE. 50^e anniversaire. V. 2^e partie. *r.* de M. de Sélys-Longchamps, déclaration de M. de Mérode-Westerloo, 174.

INDIGÉNAT (Autorisation de faire les déclarations nécessaires pour acquérir l'). **V,** 178.

INDUSTRIE. I. *Bulletin*, 178. Imprimerie nationale. Fabrique de châles de Malines. Filature de coton de Liège. Demande de liquidation 279. Encouragements, 280. Prospérité industrielle, 468. Cr. pour la filature de coton de la Société Yates à Andenne. *r.* de M. de Pelichy. Demande de dissolution, 559. Nécessité des perfectionnements de l'industrie, 769. Moyens de relever l'industrie des Flandres, 770. — **II.** Article additionnel à l'Adresse relatif à une exposition industrielle, 142. Avances faites à l'établissement de Seraing, 158. Conseil supérieur de l'industrie, réorganisation, 382. — **III.** Convention cotonnière avec la ville de Gand en 1847, 71. Concurrence faite à l'industrie privée par le travail dans les prisons, 119. Intervention du gouvernement dans les affaires industrielles, 297, 410. Nécessité de créer de nouveaux débouchés à l'industrie belge, discours de S. A. R. le duc de Brabant, 575.

INITIATIVE du sénat en matière de finances, droit d'amendement. **II.** 788. — **V.** 2^e partie, 222.

INONDATIONS. IV. De la Senne, 310. De l'Escaut, 443. — **V.** Dans les Flandres, 2^e partie, 68, 69. Produites par les petits cours d'eau de ces provinces, du haut Escaut, 179. De la Dyle et du Demer, 180.

INSTRUCTION PUBLIQUE. I. Demande de réorganisation des universités. Attaques dirigées contre M. Walter, inspecteur de l'instruction publique. Demande d'une université unique, 66. Révocation d'un instituteur, 128. Demande d'une loi, 178. Critique du maintien de trois universités, 279. Enseignement moyen et primaire, 280. Maintien de trois universités. Indemnités à MM. Olinger et Bergeron. Mission de l'Etat en matière d'enseignement, 365. *r.* de M. F. de Robiano sur le pr. de loi relatif à l'enseignement supérieur. Discussion, 468, 469. Jurys d'examen. Nomination. Frais du jury, 469. Inspection des athénées, 569. Nomination du jury d'examen. *r.* de M. Snoy sur la prorogation des dispositions transitoires relatives au doctorat en droit, 560. Insuffisance des cr. pour l'enseignement moyen, 635. Dépense des universités, 699. Subsidés pour l'enseignement primaire et moyen. Répartition. Jurys d'examen. Prorogation de la loi. *r.* de M. Van Muyssen. Nomination du jury, 700. Demande d'une nouvelle loi sur les jurys d'examen. Prorogation de l'ancienne. *r.* de M. de Pelichy. Nominations, 764. — **II.** Frais des jurys d'examen et d'inspection des athénées. *r.* de M. de Stassart. Nomination des membres des jurys, 60. Promesse de M. Nothomb

de hâter la solution de la question de l'instruction primaire, 142. Répartition de subsides pour l'enseignement moyen, 149. Lettre des évêques retirant leur proposition relative à la personification civile de l'université de Louvain. Nomination des jurys d'examen, 165. Loi sur l'instruction primaire. *r.* de M. Dellafaille, 165. Discussion, 165-167. Critique au sujet de la nomination des inspecteurs provinciaux, 225, 226. Répartition des subsides pour l'enseignement moyen, 226. Prorogation de la loi sur la nomination des jurys, nominations, 232. Organisation du concours de l'enseignement moyen, cours normaux, instruction des enfants pauvres. *Pr.* de loi sur les jurys universitaires. *r.* de M. d'Hoop, 311. Disc. Question politique, 311-313. Frais des jurys. *r.* de M. de Macar, 313. Nomination du jury, 313, 393. Subside en faveur de l'école normale de Nivelles. Position des anciens professeurs démissionnés des athénées et des collèges, 393. Nomination des jurys, 505. Débat sur les charges que l'instruction des enfants pauvres impose au bureaux de bienfaisance. Nomination des jurys d'examen, 591. Exemption des examens pour les boursiers de l'université de Bologne. *r.* de M. de Rouveroy, 591. M. Van Muyssen critique l'intervention du clergé pour le choix des livres dans les écoles primaires. Prorogation de la loi sur la nomination des jurys d'examen, 695, 713. *Pr.* de loi relatif à la nomination des membres des jurys d'examen, 797. *Pr.* de M. d'Omalus, 798. Débat sur l'inspection ecclésiastique dans l'instruction primaire, 797, 798. Enseignement supérieur, révision de la loi de 1835. *r.* de M. Savart, 798, 799. Enseignement moyen, loi organique. *r.* de M. Dindal, 893-899. — **III.** Dispositions transitoires relatives aux jurys d'examen. Exécution de l'article 8 de la loi sur l'enseignement moyen, 80. Organisation de cet enseignement, prorogation de la loi de 1849 sur l'enseignement supérieur. Exécution de l'article 8 de la loi de 1850. Concours accordé par le clergé aux écoles moyennes de Bruxelles, 183. Convention d'Anvers, ordre du jour, 241, 242. Jury d'examen, 242. Convention d'Anvers, 295, 296. Prorogation de l'article 40 de la loi sur les jurys d'examen pour les grades académiques. *r.* de M. d'Omalus d'Halloy. Grade d'élève universitaire, 301, 302. *Cr.* pour construction et ameublement d'écoles, 302. Doctrines professées à Gand par M. Brasseur, 362. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen. Traitement des instituteurs primaires; caisse de retraite; instruction obligatoire; effets de la loi de 1842, 363. Liberté de l'enseignement supérieur, 407, 408. Jurys universitaires, *pr.* temporaire, 414. *Pr.* définitif. *r.* de M. de Block; *pr.* de rétablir le grade d'élève universitaire; cours à certificats; examen écrit, 414, 415. Prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 460. *Cr.* d'un million pour construction d'écoles. *r.* de M. Corbisier. Débat sur la loi de 1842 et sur l'intervention du prêtre dans l'école à titre d'autorité, 512. Demande de révision de la loi sur les jurys d'examen, *ibid.* Grade d'élève universitaire; effets de la suppression; cours à certificats; enseignement du droit constitutionnel; critique de la loi de 1842; prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 581. — **IV.** Eméritat des professeurs des universités de

l'Etat; obligation des communes et subsides pour l'enseignement primaire; choix des institutrices parmi les religieuses; graduat en lettres; cours à certificats, 51. Organisation des jurys d'examen, 52. Adoption des écoles privées; prorogation de la loi sur les jurys d'examen, 134. Adoption d'écoles privées; incident de Sivry; traitement et indemnité des inspecteurs; *cr.* pour maisons d'école, 186. Position des instituteurs; conférences agricoles; collation des grades académiques; cours d'éloquence; débat sur un arrêté du 10 janvier 1863 relatif au classement des instituteurs; application de la loi de 1842, 187, 188. Prorogation du mode de nomination des jurys d'examen; *cr.* pour construction de maisons d'école; utilité de nouvelles écoles normales; débat sur l'application de la loi de 1842, 229. Enseignement de l'économie politique; traitement des instituteurs primaires; obligation des communes, 250. Collation des diplômes par les universités; idée d'un emprunt pour l'instruction primaire; règlement de 1863 concernant le classement des instituteurs; écoles adoptées; subsides, 305, 306. Pensions des professeurs de l'enseignement moyen; mode de nomination des jurys d'examen; luxe des maisons d'école, 306. *Pr.* de M. Forgeur; liberté des professions; collation des grades académiques par les universités; organisation des écoles d'adultes; âge de la première communion; faveurs à conférer aux miliciens lettrés; pensions du personnel des écoles normales et de l'inspection; création de quatre nouvelles écoles normales, 373. Retard dans l'exécution de cette mesure; âge d'école; enseignement du flamand; pensions des veuves et orphelins de l'enseignement supérieur; délai accordé pour l'examen des élèves en médecine qui ont rendu des services pendant l'épidémie du choléra; mode de nomination des jurys d'examen, 440, 441. Application de la loi de 1842; choix des instituteurs; esprit religieux; écoles d'adultes; demande de révision de la loi, 494. Agréation des écoles normales libres, 545. Construction de maisons d'école; mode de nomination des jurys d'examen; pensions des directeurs de pensionnats; emplacement de l'école normale de Bruges, 552, 553. Plans de maisons d'école, 600. — **V.** Instruction obligatoire; écoles adoptées; séparation de l'enseignement religieux et de l'enseignement scientifique; interprétation de la loi de 1842, 68, 69. Plans de l'école normale de Mons, 69. Bourses de voyage; application de la loi de 1842; enseignement religieux, 152. Principe de l'école communale, 224. Débat sur l'école adoptée et interprétation de la loi de 1842, 224, 225. *Cr.* de 20 millions pour maisons d'école, 225. Laboratoire de chimie des universités, 283. Admission des professeurs diplômés dans l'administration des travaux publics; subside à la ville de Bruxelles pour l'instruction primaire; exécution de la loi de 1842 quant à l'enseignement religieux, 285, 286. Amélioration du sort des instituteurs primaires; brevet de capacité des normalistes, 349. Augmentation du traitement des professeurs de l'enseignement moyen, 353. Défense de la liberté d'enseignement, 411. Instruction obligatoire; *minimum* du traitement des instituteurs primaires; collation des grades académiques. *r.* de M. Van Ockerhout, 412, 413. Examen d'entrée à l'université; clinique de l'université de Liège, chif-

fre des subsides alloués à la province de Namur pour l'enseignement primaire, 477. Cr. de 6 millions pour maisons d'école; pension des instituteurs, 2^e partie, 65. Création du ministère de l'instruction publique, 94. Protestations contre la révision de la loi de 1842, 162. Ecole normale d'institutrices à Gand, 174, 176. B. de l'instruction publique; blâme infligé à un instituteur dont les élèves se sont confessés, 174. Insuffisance de locaux de l'université de Liège, 175. Révision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire, 175, 176. Eméritat des professeurs d'universités, 176. Manifestation aux abords du Palais de la Nation, 176. Débat sur l'exécution de la loi de 1879, 227, 228. Prorogation de la loi sur les grades académiques, 228.

INTERPRÉTATION des lois (Mode d'). **III**, 358. — **IV**, 307.

IRRIGATIONS. **I**. Annonce d'un pr. de loi, 399, 401, 499. Pr. de loi. *r.* de M. Dindal, disc., 693. — **III**. Dans la Campine. *r.* de M. d'Omalus d'Hallo, 297.

ITALIE. **IV**. Reconnaissance du royaume, 125, 127, 128. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*) Blessés belges après la prise de Rome, 619. — **V**. Légation au Quirinal, 58. Relations avec le nouveau royaume, 123, 124, 125. Mesures prises à Rome contre les ordres religieux, 210, 211, 281. Traité, 407. Convention consulaire, 2^e partie, 92. (*Voir aussi TRAITÉS.*)

IVROGNERIE. **III**. Remèdes, 514.

J

JAPON. **III**. Nécessité d'ouvrir des relations commerciales avec ce pays, discours de S. A. R. le duc de Brabant, 504. — **IV**. Négociations commerciales, 358. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*) — **V**. Envoi d'ingénieurs, 407.

JARDIN BOTANIQUE de Bruxelles. **I**, 178. — **II**, 304, 381, 580, 676. — **III**, 174, 410. — **IV**. Herbier du Dr Martius, 592. Acquisition du jardin par l'Etat, 596. — **V**. Appropriation, exposition des beaux-arts, 61.

JARDIN ZOOLOGIQUE. **V**. Pr. d'y établir un institut central des hautes études, 478. Destiné aux archives, 2^e partie, 66.

JAUGEAGE des verres. **IV**, 297.

JÉSUITES FRANÇAIS. **V**. Droit de fonder des écoles en Belgique, 2^e partie, 229.

JOURNAUX. **II**. Observations sur le timbre, 225, 226. Réduction du port, suppression du timbre, 694, 695. — **III**. Question du timbre, 186, 188.

JUGES DE PAIX. **I**. Maintien en fonctions. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem père, 286, 287. Compétence. Traitement, 551. — **II**. Compétence, 60, 61. — Augmentation de traitement, 303, 304. On veut leur substituer des officiers de police cantonaux pour la police judiciaire, 381. Abrogation de la loi du 30 juillet 1854, relative aux nominations. *r.* de M. Béthune. Résidence des juges, 591. Justice de paix de Sichen, 591. Transfert de la justice de paix de Flobecq à Ellezelles, de Lennick-Saint-Martin à Lennick-Saint-Quentin, de Dhuy à Eghezée, de Glons à Fexhe, réunion de cantons de justice de paix à Audenarde et à Nivelles, 695. Transfert des justices de paix d'Uccle, d'Ander-

lecht et de Woluwe-Saint-Pierre à Ixelles, Molenbeek Saint-Jean et Saint-Josse-ten-Noode. Réclamations des habitants d'Uccle. *r.* de M. d'Hoop. Faculté donnée au gouvernement de charger un juge de paix de desservir plusieurs cantons. Position des greffiers, 801. — **III**. Réunion des cantons de Thourout. *r.* de M. Buisseret, 120. Circonscription des justices de paix de Saint-Josse-ten-Noode et d'Ixelles, 184. Réunion de deux cantons à Courtrai, 502. — **IV**. Nomination politique à Fosses, 126. Locaux, 127. Pet. d'un juge de Mons, M. Loiselier, 182. Traitements, 188. Demande d'établir un magistrat faisant fonctions de ministère public près des tribunaux de simple police, 188. Justice de paix de Châtelet, 250. Locaux, 296. Transfert à Iseghem de la justice de paix d'Ingelmunster, 374. Intervention des juges de paix dans les élections, 453. Entretien des locaux par les communes, 543. Délimitation des cantons d'Anvers; séparation de la justice de paix de Bolland du canton de Herve, 598. — **V**. Réunion du canton de Fléron à Verviers, 69. Justice de paix à Dison, 70. Transfert de Wilryck à Boom, 226. Dédoublement du canton de Courtrai, 407. Compétence, 409. Dédoublement de la justice de paix de Charleroi, 2^e partie, 177.

JUGES D'INSTRUCTION. **V**. 2^e partie. Traitement, 65.

JURY. **I**. Adoption du pr. de loi de M. Devaux, 68. Pr. de loi. *r.* de M. d'Hane. Disc. et vote, 637. — **II**. Question de savoir si un sénateur peut être porté sur la liste pendant la session, 314.

K

KESSELS (Pension de la veuve). **I**. *r.* de M. de Coninck. Disc. et vote, 473. — **II**. Augmentation de la pension. *r.* de M. d'Andelot, 169.

KOEKELBERG (Société du quartier royal de). **V**. Anonymat, 178.

L

LAECEN. **I**. Aliénation de parcelles domaniales pour l'agrandissement du parc de Laeken, 557. *Id.* *r.* de M. Engler, 761.

LAINES EN MASSE. **II**. Suppression du droit de transit et de sortie. *r.* de M. de Renesse, 507.

LAIT (Transport du). **V**. 2^e partie, 221.

LÉGIONNAIRES. **I**. Protestation contre l'abandon dans lequel ils sont laissés. Rejet d'un projet de M. de Pélichy, 65, 456, 551, 626, 695, 757. — **II**. Pension, 54. Négociations avec la Hollande, 148, 226, 304, 382, 499.

LÉOPOLD 1^{er}. **III**. 25^e anniversaire de son inauguration. Cr. de 500,000 fr. *r.* de M. Corbisier, 358. Cr. de 385,000 fr. *r.* de M. d'Omalus d'Hallo, 409. Cr. de 300,000 fr. *r.* de M. Corbisier. Honoraires des architectes, 455. 29^e anniversaire; Adresse du sénat. *r.* de M. d'Anethan 574. — **IV**. Sa mort; monument à sa mémoire; cr. pour ses funérailles, 569, 570. — **V**. Monument, souscription, emplacement, 218, 219, 284, 349, 2^e partie, 68.

LÉOPOLD II. **IV**. Serment, liste civile, 369. Frais des missions envoyées pour notifier son avènement, 558, 559.

LETTRES DE MER. **V**, 216.

LETTRES ET ARTS. Encouragements, **IV**, 374.

LIBÉRIA (République de). **III**. Traité de commerce. (*Voir* TRAITÉS.)

LIBERTÉ COMMERCIALE. **II**. Attaquée par M. Casiers, 380. — **IV**, 44.

LIÈGE. **I**. Incident relatif à M. Dejaer-Bourdon, 279, 281, 287. Pont de la Boverie, 702 — **IV**. Bras de l'Ourthe supprimé, 133. Incident de la fonderie de canons, 134. Terrains de l'île du Commerce, 371. — **V**. Clinique de l'Université, 477.

LILLO. **III**. Cession des terrains au bureau de bienfaisance, 460.

LIMBOURG. **IV**. Griefs de cette province, 301. Omis dans le pr. de travaux publics, 600. — **V**. *Id.*, 218.

LIMBOURG ET LUXEMBOURG. **I**. Suspension du recouvrement de l'impôt, 68. Indemnité aux volontaires luxembourgeois et limbourgeois, 72. Vœux pour le bonheur futur de ces provinces, 120. Pr. de les exempter de l'augmentation des impôts, 122. Avances au Limbourg pour travaux à la Meuse, 183. Excès commis dans le Luxembourg par les troupes de la Confédération germanique, 277. Fraude sur les céréales dans le Limbourg, 461. Le Luxembourg et le Limbourg traités comme des parias dans la répartition des crédits pour les routes, 477. Vœux des conseils provinciaux en faveur de l'intégrité du territoire, 550. Elections provinciales du canton de Maestricht, 563. Protestation contre l'exécution du traité des 24 articles, 625. Gêne qui résulte du rayon des douanes pour les habitants du Limbourg, 627. Opérations cadastrales, 627. Emprunt pour les routes. *r.* de M. de Schiervel, 639. Modifications à la loi électorale. *r.* de M. de Baré, 695, 696. Collège de Tongres-Maeseyck. Rejet, 696. Modifications du tarif des douanes sur la frontière du Luxembourg, 697. Circonscriptions judiciaires. *r.* de M. de Baré, 700, 701. Naturalisation des habitants des parties cédées, 704. Division administrative. Conseils provinciaux. Création de l'arrondissement de Maeseyck. *r.* de MM. Van Muyssen et Dumon-Dumortier, 702. Construction de routes, 758. Entrée des céréales des provinces cédées dans le district de Verviers, 759, 760. Douanes du Limbourg belge, 771. — **II**. Délai pour l'option en faveur de la qualité de Belge. *r.* de M. Dellafaille, 395. Réclamations au sujet de la contribution foncière, 694, 807. — **V**. Nationalité des habitants, 2^e partie, 67.

LIN. **I**. Essais de filage à la mécanique, 280. Fils, droits d'entrée. *r.* de M. Beke-Beke, 631. Pr. de percevoir le droit à la valeur, 631. Ajournement, 632. Pét. de mulquiniens du Hainaut, 639. Graine de lin. Pr. de la frapper d'un droit d'entrée, 640, 641. Demande de prohibition à la sortie, 763, 768, 769. Augmentation des droits en France, 771. — **II**. MM. d'Hoop et Bonné-Maes se prononcent en faveur de l'interdiction de la sortie, 229.

LIPIÈRE (Industrie). **II**. Droits sur les fils de lin, perception du droit à la valeur, 55. *r.* de M. Engler, ajournement, 59. M. Liedts, *m. i.*, annonce qu'une enquête est ouverte sur cette industrie, 59. Nécessité d'une protection, 142. Concurrence du travail des prisons, 148. M. Bonné-Maes demande qu'on établisse des magasins de lin. M. de Biolley conseille la transformation de l'industrie, 150. Entrée des fils de lin et de chanvre. *r.* de M. de Biolley. *Id.* de M. Bonné-Maes sur le fil à la main,

160. Demande de secours pour les ouvriers sans travail, 163. Débat sur le meilleur mode de protection, 304, 382. Moyen de venir en aide aux industriels, 379, 385, 386. Cr. de 500,000 fr. *r.* de M. Béthune, 680.

LISTE CIVILE. **I**. Pr. de M. Lefebvre-Meuret de la réduire. Rejet, 70.

LISTES ÉLECTORALES. **IV**. Irrégularités commises à Gand; réductions des patentes par le fisc, 132. Révision par les cours d'appel, *r.* de M. Barbançon, 550. — **V**. Non-exécution d'une circulaire du 9 juillet 1877, 2^e partie, 93.

LITS MILITAIRES. **I**, 464, 463, 466, 557. — **III**. Nouveau contrat pour le couchage des troupes, *r.* de M. Van Schoor, 301. — **V**. Renouvellement du contrat, 132. Pr. de loi tendant à les porter à 5,000, 2^e partie, 64.

LIVRETS D'OUVRIERS. **II**. Observations au sujet d'un arrêté royal relatif à cet objet, 496.

LOGEMENTS MILITAIRES. **I**, 180, 286, 464, 465. — **II**, 163. — **III**. Dans les environs du camp de Beverloo, 460. — **IV**, 133, 134, 552. — **V**, 132, 353, 476, 2^e partie, 227.

LOIS. **IV**. Nouvelle formule exécutoire, 373.

LOOZ (Donjon des comtes de). **V**, 349.

LOSRENTEN. **I**. Pr. de M. de Cartier d'Yve, 67, 177, 278, 279. *r.* de M. Engler. Discussion, 462.

LOTÉRIES. **III**. *r.* de M. d'Anethan, 120.

LOUISE (S. A. R. la princesse). Son mariage avec le prince Philippe de Saxe. **V**, 284.

LOUVAIN. **I**. Remboursement des frais d'entretien des prisonniers hollandais, 181. — **IV**. Créance à charge de la ville, 132.

LUBECK. **IV**. Traité. (*Voir* TRAITÉS.)

LUXEMBOURG. **II**. M. Coppens dit qu'il est surtaxé pour la contribution foncière, 380, 393. Nécessité de venir en aide aux forges, 380. Réclamations au sujet de l'impôt foncier, 505. — **III**. Crédit de 150,000 fr. pour venir en aide aux populations éprouvées par la mauvaise récolte des pommes de terre. *r.* de M. de Thuin, 120. — **IV**. Disc. sur les finances, 545. Exécution de travaux publics dans cette province, 600.

LUXEMBOURG (Compagnie du). **IV**. Incident relatif à la fusion avec la Compagnie de l'Est, 542, 545. — **V**. Rachat du chemin de fer, 212, 213. Règlement de la comptabilité, 283.

LUXEMBOURG (Grand-duché de). **IV**. Traité de Londres, 432, 487. Nomination d'un consul, 545.

M

MACHINES. **I**. Libre entrée. *r.* de M. de Quarré, 284. *r.* de M. de Wouters de Bouchout. Disc. et vote, 554. — **II**. *r.* de M. Dupont d'Aherée, 56. *r.* de M. de Ribaucourt, 389. *r.* de M. Dindal, 681.

III. Libre entrée. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 179. *r.* de M. Cogels, 360.

MAGISTRATS. **I**. Pr. de réduire les traitements, 65. Augmentation du personnel, 177. Substituts des procureurs généraux. Traitement. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 470. — **II**. Vœu en faveur de l'augmentation des traitements, 303. Pr. de loi. *r.* de M. de Haussy, 393, 394, 395. Incompatibilités, 394, 395. Traitements. *r.* de M. Savart, 804. — **III**. Fixation du personnel, 174. Récusation d'office pour cause de parenté avec les conseils des parties, 302, 363. Circulaire de M. d'Anethan inter-

disant aux magistrats d'émettre leur avis sur les candidatures, 409. Eméritat, 456. Pr. d'augmenter les traitements, 575. — **IV.** Traitements, 127. Augmentation, 188. Nomination politique, 453. Eméritat. *r.* de M. Barbanson, 441, 449, 488. Nomination politique, *ibid.* — **V.** Demande d'abrogation de la loi sur la mise à la retraite, 127.

MAGISTRATURE MILITAIRE. IV. Traitements, 188.

MAIS. I. Encouragements à la culture, 280, 367, 551.

MAISON HANSÉATIQUE à Anvers. IV, 296.

MAÎTRES DE POSTES. I. Pr. de les indemniser, 770. — **III,** 185.

MANUFACTURES. II. Travail des femmes et des enfants. Enquête ouverte par M. Nothomb, 310, 381. — **IV,** 545, 552. — **V,** 68.

MARAÎCHÈRE (Culture). V. Frais de transport des produits, 2^e partie, 221.

MARIE-HENRIETTE (S. M. la Reine). V. Naissance d'une princesse, 218.

MARINE MARCHANDE. I. Protection. Primes pour construction de navires, 455. Pr. de loi. *r.* de M. Van Hooibrouck de Mooreghem, 559. Disc. et vote, 559, 560, 655. Droits différentiels, 698. Primes pour construction de navires. *r.* de M. de Renesse, 763. — **II.** Code pénal et disciplinaire. *r.* de M. Béthune, 801, 802. — **III.** Modifications à l'article 62 du code disciplinaire. *r.* de M. Michiels-Loos, 242. Désertion des matelots étrangers, 305. — **IV,** 310. Ports d'Ostende et de Nieuport, 360. — **V.** Encouragements, 415.

MARINE MILITAIRE. I. Canonnières de l'Escaut, 456, 551. — **II.** M. de Biolley demande des économies sur ce service. Explications de M. Lebeau. Am. de M. de Pélichy, rejet, 52, 53. Demande de faire fabriquer par les usines belges les machines des bateaux à vapeur, 147. Proposition de vendre les canonnières, 147. M. Vilain XIII demande la suppression de la marine, 301. Exploration de la *Louise-Marie* sur la côte d'Afrique. M. Van Schoor trouve la marine inutile, 676. Demande d'économies, 786. — **III.** Réarmement du brick *le Duc de Brabant*. Débat sur l'utilité d'une marine militaire, 185. Explications de M. de Vrière, *m. a.*, au sujet des intentions du gouvernement, 512. — **IV,** 46.

MARQUES DE FABRIQUE. IV. Convention avec les Etats-Unis, 542. — **V,** 406, 2^e partie, 174.

MASUI. IV. Hommage à sa mémoire, 47.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. IV. Liberté du travail, 491, 495.

MATIERES PREMIÈRES. III. Libre entrée, 71.

MÉDECINS DE CAMPAGNE (Services rendus par les). IV, 46.

MÉDECINS ÉTRANGERS pratiquant en Belgique. V. 2^e partie, 229.

MENDIANTS ÉTRANGERS. III. Entretien, 242, 302.

MENDICITÉ. I. Colonies agricoles, 177. *r.* de M. de Haussy sur les dépôts, 181. Discussion, 181, 182. Détention des mendiants malgré les communes. Colonie de Merxplas, 366, 455, 552. Pr. d'utiliser la colonie de Merxplas pour y placer les enfants abandonnés, 756. — **II.** M. Siraut demande la réorganisation des dépôts, 305. Annonce d'un pr. de loi, 395, 495. Répression de la mendicité, 582. — **III.** Dépôts. Demande de révision de la loi, 60, 409, 577. — **IV,** 126, 307, 373, 374.

MERXPLAS (Achat de la colonie de). IV, 596.

MESSAGERIES. I. Règlements, 287.

MESSES. V. Fondations. Circulaire de M. Bara, 2^e partie, 168.

MESSIDOR (Décret de) an xii. III. Tenue des troupes aux funérailles de M. Wyna de Raucour, 461.

MÉTÉOROLOGIE. IV. Publication d'avis. Pr. de M. Bischoffsheim, 135.

MÉTRIQUE (Système). II. M. Vilain XIII propose de l'étendre au cuvelage, 380. — **III.** Application à la jauge des tonneaux, 69. Généralisation, 297. Bornes kilométriques, 358.

MEUSE. I. Travaux dans le Limbourg, 183. *r.* de M. Van der Straten-Ponthoz. Disc., 290, 367, 478, 479. Cr. de 40,000 fr., 563. — **II** Service dans le Limbourg. Inondations, 67. Nécessité de la dérivation dans la ville de Liège, 171. Travaux dans le Limbourg, 172. *Id.* dans la province de Liège, 234, 318. Propriété du chemin de halage; plaintes de la veuve Jérôme contre l'ingénieur Guillery, 318, 319. Service dans les provinces de Liège et de Namur, 400. Pr. de canal latéral de Liège à Maestricht, 400, 401. Pr. de convention avec les Pays-Bas, 401. Service de la Meuse, 511. Dérivation, 597, 598. Attaques contre le gouvernement, 599. Débat au sujet des dépenses pour le canal latéral. Cr. de 800,000 fr., 695, 696. Achèvement du canal latéral. Nouveau débat sur le chiffre de la dépense, 806, 807. Travaux dans les provinces de Liège et de Namur, 904. Cr. complémentaire pour le canal latéral, 901, 902. — **III.** Canal latéral, dérivation, 82. Intervention de la ville de Liège, 121. — **IV.** Canalisation, dérivation, 59, 60, 155, 156. Prise d'eau, convention avec la Hollande, 180. Canalisation entre Dinant et Givet, 231. Cr. de 1,200,000 fr. pour l'exécution des travaux relatifs aux prises d'eau, 245. Canalisation, 309, 496. — **V.** *Id.*, 71. Prise d'eau, traité avec la Hollande, 208. Canalisation, 250. Entretien près de Wandre et de Cheratte, 478. Barrages en amont de Dinant, 2^e partie, 69. Ingénieur spécial pour le fleuve, construction de perrés sur la rive droite près de Wandre et de Cheratte, 179. Achèvement de la canalisation, 180. Pont de Sclayn, 231.

MEUSE-ET-MOSELLE (Canal de). Convention conclue avec la Hollande, 225. M. de Baré voudrait voir remplacer ce canal par un chemin de fer, 254. Procès de l'Etat contre la société, 319.

MEXIQUE. III. (*Voir TRAITÉS.*)

MILICE. I. Rappel de la classe de 1826. Remplaçants. Dispense accordée à ceux qui sont mariés. Exemption de ceux dont les remplacés sont dans l'armée hollandaise, 67. Pr. d'exemption pour les miliciens de 1826 non remplacés. Exemption pour les substituants. *r.* de M. Van den Steen, 68. Conseil de milice, 70. — Renvoi des miliciens de 1826 dans leurs foyers. *Id.* de ceux de 1827. Congés, 170. — Congé définitif de la classe de 1826. — Exemption pour cause d'indigence. Pr. de M. de Baré de Comogne. *r.* de M. Van Muyssen, 371, 372. Pr. sur le remplacement. *r.* de M. Dupont d'Ahérée, 372. — Mariage des miliciens. *r.* de M. d'Arschot. Discussion, vote, 561. *Id.* *r.* de M. G. de Jonghe, 637, 638. La durée du service fixée à huit ans. *r.* de M. Rodes, 701. Demande de révision de la loi organique, 763. Maintien sous les armes des classe de milice de 1835,

1854 et 1855. *r.* de M. Dupont d'Ahérée, 765. — **II.** M. de Rouille demande la répartition du contingent d'après le chiffre des miliciens appelés au tirage au sort, 162, 226. *Pr.* de M. de Rouillé dans ce sens, 251. Demande de congés pour les frères de la Miséricorde, 505. Répartition du contingent, 509. Conges aux frères de la Miséricorde, 514. Répartition du contingent, 504. Nécessité de réviser la loi, 579, 590. *Pr.* de révision *r.* de M. Dupont d'Ahérée, 595. — **III.** Interprétation des articles 22 et 23 de la loi organique. *r.* de M. Savart, 120. Interprétation de la loi du 8 mai 1847. *r.* de M. de Fuisseaux, 185. *Id.* de l'article 186 de la loi du 8 janvier 1817. *r.* de M. de Thuin; demande de révision de la loi, 564. Demande de révision, 460. Débat sur les pétitions, 461. Travaux de la *c.*, 515. Exonération, 581. — **IV.** Exonération, 55. Congés des miliciens, solde, rémunération, 155. Remplacement administratif, 184, 185. Substitution. *r.* de M. Cannart d'Hamaile, 250. Demande d'exemption des marins, 508. Procédure en matière d'exemptions, 561. Rémunération, 495, 597. *r.* de M. Hubert. Remplacement, dispense des élèves en théologie, 598, 599. Rémunération. *r.* de M. Hubert, 599. — **V.** Changements à la loi de 1870. *r.* de M. Houtart-Cossée, 227. Immunités ecclésiastiques, 410. Attributions des conseils de révision, 2^e partie, 165. Indemnité aux officiers supérieurs qui en font partie, 222, 227. Modification à la loi, 230.

MILICIENS. **II.** Maintien des classes de 1854, 1855 et 1856 à la disposition du gouvernement. *Id.* des huit dernières classes. *r.* de M. de Macar, 61. Demande de renvoi de miliciens dans leurs foyers à l'occasion de la crise des subsistances, 414. Transport gratuit des miliciens qui retournent dans leurs foyers, 590. — **III.** Congés pendant la période des récoltes, 461. — **V.** *Id.*, 67. Rémunération. *Cr.* de 2 millions, 70. *Pr.* de M. Malou, 554. Visite corporelle, 2^e partie, 227. Indemnité aux classes de 1871 à 1874, 230. Rappel pendant la moisson, 250.

MINÉRAI JAUNE. **III.** Libre sortie, 578.

MINÉRAIS DE FER. **II.** Concessions accordées par le gouvernement hollandais, 61, 235. — **III.** Sortie, 178. Exportation de ceux du Luxembourg, 303. — **V.** Concessibilité, 287.

MINES. **I.** *r.* de M. De Gorge-Légrand. *Disc.* du *pr.* de loi. *Pr.* de MM. De Gorge, de Baré de Comogne et Lefebvre, 70. Maintenu des concessions. Redevance proportionnelle. *r.* de M. de Quarré, 126. Insuffisance du personnel. *Pét.* du Borinage et du bassin de Charleroi contre le *pr.* de loi sur les mines. *Pr.* *r.* de M. Dumon-Dumortier. *Disc.*, 471, 472. Insuffisance du personnel, 562. Diminution de la redevance des mines. *Disc.* sur le produit net, 564. *Cr.* Résidence; obligation des membres du conseil à Bruxelles, 658. — **II.** Admission des conducteurs aux places de sous-ingénieur, 253. Nomination d'un inspecteur général, 514. *Pr.* de loi tendant à supprimer le conseil des prisons. *r.* de M. F. Spitaels. Rejet du *pr.* Rétablissement du conseil, 882. — **III.** Demande de révision de la législation, 188. — **IV.** Confection de la carte, 156. Modification à l'article 11 de la loi de 1810, 308. Travail des femmes, 442. Position des ouvriers, 491. Travail des femmes et des enfants, 494. Position des ingénieurs, 554. — **V.** Travail

des femmes et des enfants, 2^e partie, 66, 67.

MINEURS (Ouvriers). **IV.** Caisse de prévoyance, 190, 495.

MINISTRES. **I.** Lettre de M. Lebeau, *m. f.*, annonçant sa retraite, 128. Traitement, 178. M. Vilain XIII annonce l'intention d'en proposer l'augmentation, 279. Constitution d'un nouveau cabinet (de Theux), 287. Attaque de M. Lefebvre-Meuret contre M. Ernst, *m. j.*, 289. Attaques dirigées contre M. de Theux à propos d'un *pr.* de loi relatif à la commune d'Aywaille, 459. Hommage rendu au général Evain, 464. *Id.* au général Willmar, 557. Félicitations à propos de la création du ministère des travaux publics et de l'avènement de M. Nothomb, 563. Traitement du *m. a.*, 756. Débat sur la politique du ministère de Theux, 767, 768, 769. Programme du ministère Lebeau, 769. — **II.** Frais de représentation du *m. a.*, refus de M. Lebeau, 55. M. Vilain XIII veut augmenter les traitements, 54. M. de Quarré revendique son droit de critiquer les ministres, 151. — **IV.** Traitements, 154. *Pr.* de M. Forgeur, 180, 181, 185, 266. Délits de droit commun, 508, 509. — **V.** *Pr.* d'augmenter leurs traitements, 289, 555, 2^e partie, 252.

MINORITÉS (Représentation des). **V.** 2^e partie, 59.

MISSION, greffier. **I.** 72. Son décès. — **V.** 2^e partie, 166.

MOBILIER. **II.** Inventaire du mobilier de l'Etat, 54.

MONÉTAIRE (Question). **IV.** Convention avec la Suisse, la France et l'Italie. *r.* de M. Malou, 575. Demande d'une union avec la Hollande, 545. — **V.** Union latine, étalon, 280, 288. Convention de 1878, 2^e partie, 178.

MONITEUR. **I.** Critiques à son sujet. Sténographie, partie non officielle, 126, 128. Sténographie, 182. Table des matières, 277. Sténographie, peu d'intérêt du journal. *Cr.* *r.* de M. H. de Mérode, 372, 373. Sténographie, 472. Publication des documents du sénat, 562. *Cr.*, 700. — **II.** Incorrections, 595. Critique de cette publication, 582. — **III.** Retard dans la publication des arrêtés royaux, 174. Rédaction, 558. Publication d'articles élogieux pour le ministère, 456. — **IV.** Mise en régie, 495. — **V.** Déplacement des ateliers, 555, 414.

MONNAIE. **III.** Traitement d'un chimiste, 561. — **V.** Déplacement de l'hôtel, 66, 135. Acquisition de terrains, 219. Absence de plans, 250. Devis, 281. Achat de balances automatiques, 288. Plans, 2^e partie, 165. Appropriation, 226.

MONNAIES. **I.** Suppression des armes du royaume sur les monnaies. Billon. *Pr.* de créer des pièces de 75 c., *id.* de 25 c., 70. Loi monétaire. *r.* de M. de Pélichy. Cours de l'or hollandais, 127. Monnaies d'or, monnaies divisionnaires. Refus de nos monnaies en France, 179. Pièces de 25 c. Critique du système de fabrication, 278. Cours légal des pièces de 5 fl. et de 10 fl., 287. Outillage de la monnaie. Fabrication du cuivre, 568. Pouvoirs de la *c.* des monnaies, *r.* de M. H. de Mérode. Transformation du cuivre hollandais. *r.* de M. de Rouillé. Monnaie d'or, 373. Substitution de machines à vapeur au travail à bras, 456. Nécessité de changer le titre de nos pièces d'or, perte sur la fabrication du cuivre, 562. *Cr.* pour fabrication de pièces de 5 centimes. *r.* de M. de Pélichy, 701. Demande d'une loi sur la monnaie d'or. Refonte des mon-

naies provinciales. *r.* de M. de Baré. Insuffisance de la monnaie de cuivre belge, 766. — **II.** Demande de fabrication de monnaies d'or, pénurie de petites monnaies d'argent, 61, 62. Cours légal du billon hollandais, rareté des pièces de 5 francs, exportation du numéraire, 168. Nécessité d'améliorer le système monétaire, 225. Monnaies de cuivre, 226. Critique de la fabrication, 302. Démonétisation des pièces hollandaises de 25 cents, 314, 315. Fabrication défectueuse des pièces de 2 fr., 315. Pénurie des monnaies de cuivre, 380. Nécessité de frapper de la petite monnaie, 496. Fabrication de monnaies d'or. *r.* de M. Béthune, 594. Cours légal des souverains anglais, fabrication de monnaies de cuivre, légende des nouvelles monnaies, 693, 694. Suppression de la *c.* des monnaies. *r.* de M. Zoude. Refus de recevoir les souverains anglais au chemin de fer, 802. Changements à la loi de 1852, quant à la tolérance, à l'affinage, etc. *r.* de M. Coghen. Arrêt dans la fabrication de la monnaie d'or, 900. — **III.** Circulation de la monnaie de cuivre, 115. Démonétisation des pièces de 25 *c.* *r.* de M. Dellafaille, 185. Demande de remplacer le cuivre par du nickel, 298. Substitution du bronze au cuivre, 359. Cr. de 400,000 fr. pour fabrication de monnaies de cuivre. *r.* de M. Cogels, 364. Invasion du billon français, *ibid.* Pièces de 2 *c.*, 365. Invasion du bronze français, 463. — **IV.** Divisionnaires, 57. De cuivre, 136. Titre des monnaies de billon, 245. Fabrication, 442. Cr. de 500,000 fr., exécution de la convention monétaire, 554. Tableau des monnaies fabriquées jusqu'en 1869. Cr. de 17,249 fr., 599. Monnaies de cuivre, 621. — **V.** Cr. de 850,000 fr. pour monnaies divisionnaires et médailles commémoratives, 2^e partie, 230.

MONNAYAGE de l'argent. **V.**, 280, 288, 354, 477, 2^e partie, 178.

MONS. **III.** Echange de terrains, 300. — **IV.** Hôtel du directeur de l'enregistrement, 302. Cession d'un terrain aux hospices, 303. Vente du terrain de l'ancien couvent des Filles de Marie, 620. — **V.** Reprise des écuries de la caserne Léopold, 285. Propriété de l'ancien dépôt de mendicité, 2^e partie, 177.

MONT-DE-PIÉTÉ. **II.** Réorganisation. *r.* de M. Van Schoor, 692. — **III.** Modification à l'article 15 de la loi du 30 avril 1848, 242.

MONUMENT DE LA PLACE DES MARTYRS. **I.**, 367. — **III.** Frais d'entretien, 174.

MONUMENTS. **I.** Eglise Sainte-Gudule, 281, 366, 367. Hôtels de ville de Louvain et d'Audenarde, 637. — **III.** Restauration des anciens monuments, 363. — **V.** Nécessité de devis exacts, 58. Reproduction des plans par la photographie, 163. Devis, 172.

MOTTE (Indemnité aux héritiers). **V.**, 64.

MURIER. **I.** Culture, 281, 551, 626, 695, 757. — **II.** Cession des établissements d'Uccle et de Melsin-l'Evêque. *r.* de M. de Macar, 59, 60.

MUSÉE D'ANVERS. **V.** Reconstruction, 349.

MUSÉE D'ARMURES. **IV.** Catalogue, 307 — **V.** Acquisitions, 70, 287. Collection de M. de Meester de Ravestein, 349.

MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE. **IV.** Locaux, 441, 442, 489, 592. — **V.** Ameublement, 133, 354.

MUSÉE ROYAL DE PEINTURE. **IV.** Acquisitions, 545. — **V.** 70, 226, 287.

MUSÉE DE L'INDUSTRIE. **I.** Réorganisation, 178, 455. — **IV.** Locaux, 441, 442. — **V.** Déplacement, 61. Laboratoire de chimie, 2^e partie, 163.

MUSÉE NATIONAL. **I.** Pr. de le créer, 367.

MUSIQUES MILITAIRES. **IV.** Position des chefs de musique. M. Staps, 184. Pension des musiciens des guides, 598. — **V.** Musiciens des guides, demande de pension, 131, 133, 221.

MUTATIONS. **II.** Retards apportés à ce service, 54. Droit de transcription, 59. Observations sur le service, 676. — **III.**, 188. — **IV.** Droits sur les immeubles transmis par donation en ligne directe, 497. Retard dans les mutations cadastrales, 621. — **V.**, 61, 2^e partie, 222.

N

NAMUR. **IV.** Hôtel des contributions, 439. Hôtel des postes, 440.

NATURALISATION. **I.** Grande naturalisation accordée au général Evain, *m. g. r.* de M. de Rasse, 71. *r.* de M. de Baré de Comogne. Discussion, 127, 128. *r.* de M. de Coninck sur le pr. relatif aux Belges qui ont pris du service à l'étranger, et sur le pr. relatif à la naturalisation. Disc. et vote, 472, 473. Première application de la loi, 473. Règlement des naturalisations. *rr.* de MM. Van Muysen et d'Andelot. Grande naturalisation du général Niellon. Prise en considération de la demande de MM. Haus, Bourson, Baron, C.-E. Guillery, H. Guillery, Blondel, 562. MM. Bourson, Guillery, Baron, Fuss, 638. M. Blondel. Les habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 701. MM. H. Guillery, J.-J. Haus, Mellinet, Grand'Ry, Cluysenaar, Bischoffsheim, Oppenheim, Bormann, 766. — **II.** MM. Woeste, M. Oppenheim, Bischoffsheim, le capitaine Bormann, Arntz, Lavisé, Tardieu, 62. MM. Arendt, Moeller, Langermann, Bender, Gobert-Alvin, Zani de Ferranti, Vent, Ed. Romberg. Droit d'enregistrement. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 315. Grande naturalisation du général Chazal (1), du colonel Chapelié, du major Collins, de M. de Laroche-Blin, 316. *Id.* de M. Behaghel, 395. M. J.-M. Oppenheim, 395. Réclamations de M. Desmanet de Biesme, au sujet de fonctionnaires étrangers à qui la naturalisation a été refusée et qui sont maintenant en fonctions, 395. MM. Cabry, Nerenburger, Wiener, 506. M. Th. Joly. Mode de votation sur les pr. de loi, 594. M. Gobert. Débat au sujet de demandes qui ont déjà été l'objet d'un refus, 694. Débat sur l'abus des naturalisations accordées à des fonctionnaires. Pét. d'un ex-sergent-major sur cet objet. Naturalisation de MM. Guillaumot, Merchie et Hennequin de Villermont, 802, 803. Grande naturalisation du comte Hemricourt de Grunne, des habitants de Molenbeersel et Kinroy, du comte E.-L. de Beauffort; naturalisation ordinaire de MM. de Groux et Wauquière, 900. — **III.** Gr. nat. de MM. le comte L.-E. de Beauffort et S. Ryss; *id.* de M. L. Strens. Nat. ord. de MM. de Groux, Wauquière, Cugnière, Staps et Burnell, 81. Gr. nat. de MM. Bouthier de Catus et L. Strens; nat. ord. de MM. Staps, Cugnière et Burnell, 120. M. Bouthier de Catus, 185. Exemption du droit d'enregistrement pour les

habitants des parties cédées *r.* de M. Van Schoor, 242. Gr. nat. de M. J. Fuchs, 242, 245. *Id.* du lieutenant Biver, 505. *Id.* du baron de Stein d'Altenstein, 564. *Id.* du comte L. d'Hemricourt de Grunne, 462. *Id.* de M. J.-R. Bischoffsheim. Nat. ord. de M. Ehrlich, 515. Gr. nat. de M. de Grand' Ry; nat. de fonctionnaires publics, 585. — **IV.** M. Salame. Grande natur. de M. Pastor, 58, 59. MM. Pastor, Fuchs, Capronnier, 155. MM. de Canchy, Grogner dit Quélus, Salamé, Spring, 189. M. Spring, 250. MM. Morhange, Agnesi et Rau, 508. M. Keilig. MM. Callinus, Olin, 554. MM. Olin et Haus, 599. — **V.** Mode de votation, 70. M. Moreau de Bellaing, 288, 554.

NAVIGATION. II. Entre Ostende et les ports transatlantiques, 54. Service à vapeur entre Anvers et Londres, 147. Primes pour la navigation à voiles, 501. Encouragement au service vers les Indes, 676. — **III.** Entre Anvers et New-York, 185. Embarcadère pour les bateaux transatlantiques à Anvers, 505. Prime pour un service entre Anvers et le Guatemala, 557. Service entre Anvers et le Levant. *r.* de M. Michiels-Loos, 562. Prime pour le service entre Anvers et Istapa (Guatemala), 408. Service entre Anvers et le Levant; convention avec MM. Van Vlissinghen et C^{ie}, 511. Service entre Anvers et la Tête de Flandre, 586.

NAVIGATION AÉRIENNE. II. Invention de M. Van Hecke. *r.* de M. de Briey, 595.

NAVIGATION TRANSATLANTIQUE. I. *r.* de M. Casiers, 765, 764. — **IV.** 46, 560. Payement des sommes dues à la faillite de la Société des Bateaux à vapeur transatlantiques, 570.

NAVIRES. II. Primes pour construction, mérite respectif du zinc et du cuivre pour le doublage et le chevillage. *r.* de M. de Rouillé, 252. *r.* de M. de Macar, 505. Pr. de MM. de Ridder et de Pélichy, relative au droit d'importation des navires étrangers. Primes pour construction. *r.* de M. Cogels. Navires en fer, 797. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 892. — **III.** Primes pour construction. Prorogation de la loi de 1837. *r.* de M. Pecsteen de Vrière, 185. Convention avec M. Sinave, au sujet du navire *Schimmelpenninck*, 299. — **IV.** Droits d'entrée sur les matériaux, 44, 152. Nationalisation des navires étrangers, 224. Libre entrée. Remise des droits à un armateur, 227.

NÈGRES. II. Convention relative à la traite. *r.* de M. Cogels, 786.

NEUFCHATEAU. Cession à la ville de l'ancienne maison d'arrêt, 284.

NEUTRALITÉ. III. Exposé de M. H. de Brouckere sur les relations de la Belgique avec les puissances étrangères, 254. Neutralité *sincère*, *armée*, 510. — **IV.** En 1870, 619. — **V.** 60.

NICARAGUA (Traité avec le). **III.** (*Voir TRAITÉS.*)

NICKEL (Monnaie de). **III.** *r.* de M. Fortamps, 582, 585. — **IV.** Fabrication, 57, 296.

NIELLON, général. **I.** Grande naturalisation, 562. — **V.** Pension à sa veuve, 70.

NIEUPORT. III. Amélioration du port, 587. — **IV.** 59, 576, 496. Conservation de la tour des Templiers, 188. — **V.** Amélioration du port, 71, 154.

NOCES D'ARGENT de LL. MM. **V.** 2^e partie, 95.

NOTAIRES. III. Fixation des honoraires, 81. Nombre de notaires par canton, 502. Incompatibilité de ces fonctions avec celles de bourgmestre,

409. — **IV.** Vente des charges, 126. Légalisation des signatures, 574. Augmentation du nombre à Bruxelles, 495.

NOTARIAT. I. Trafic des places. Cautionnement, 177. Annonce d'un pr. de loi. Ressort uniforme, 277. — **II.** Augmentation du nombre des notaires à Bruxelles. *r.* de M. Van Schoor, 805. — **III.** Demande de révision de la loi de ventôse, 120, 256, 408, 409. — **IV.** 182. — **V.** Unité du ressort, 155, 209, 210, 228, 288. *r.* de M. F. Dolez, disc. et rejet, 554, 555. Pr. de MM. Vilain XIII et consorts. *r.* de M. Solvyns, 414.

O

OBSERVATOIRE ROYAL. V. Déplacement. 2^e partie, 165.

OCTROIS. I. Observations, 770, 771. — **II.** 161, 504, 520, 498. — **III.** Pét. du conseil provincial du Brabant, 515. Pr. de loi de M. Frère-Orban. *r.* de M. Fortamps, 585-585. — **IV.** Indemnité aux employés des octrois affermés, 59. Demande de révision de la loi, 224, 511.

ŒUFS. III. Demande de prohibition à la sortie, 560.

OFFENSES. II. Envers la famille royale. Pr. de loi. *r.* de M. Dellafaille, 595, 596. — **III.** Envers les souverains étrangers. Pr. de M. Faider. *r.* de M. d'Anethan, 187.

OFFICIERS. I. Admission des officiers étrangers dans l'armée. Droit de démissionner les officiers. Promesse de réformer le luxe des officiers, 67. En non-activité, 180. Admission d'officiers belges à l'école polytechnique en France, 285. Fourrages, 286. Avancement. *r.* de M. de Rouillé. Position des officiers. *r.* de M. de Looz. Perte du grade. *r.* de M. de Pélichy. Discussion, 465, 466. Frais de représentation des officiers généraux, 653. Maintien des officiers étrangers au service de la Belgique, 699. Nécessité de réserver des emplois civils aux anciens officiers de l'armée, 765. — **II.** Caisse des veuves et orphelins. Indemnité de séjour aux officiers en garnison dans la capitale, inconvénients des changements fréquents de l'uniforme, 165. Droit du gouvernement de priver de la pension les officiers frappés de peines disciplinaires, 252. Pr. de réserver aux anciens officiers des emplois dans le chemin de fer, 505. Question des fourrages, 509. Pensions supplémentaires aux officiers qui ont servi aux Indes. *r.* de M. de Pélichy, 595. Avancement dans le génie et l'artillerie. *r.* de M. de Rouillé. Examens, 505. — **III.** Mise à la pension des officiers polonais. *r.* de M. Van Schoor, 181. Mode d'avancement dans les armes spéciales, 182. Mode d'avancement, 240. Nécessité d'augmenter la solde des officiers subalternes, 500. Débat sur l'arrêté du 18 avril 1855 sur la mise à la retraite, 501. Avancement au choix; le major d'artillerie De Moor, 561. Pension des officiers volontaires de 1850. *r.* de M. Van Schoor, 562, 462. — **IV.** Caisse des veuves et orphelins, 152. Droit d'écrire. Frais de représentation des généraux, 154. Recrutement des armes savantes, 571. Mode d'avancement, 495. Pr. de faire contribuer à la musique des régiments les officiers détachés, 552. Caisse des veuves et orphelins, 598. — **V.** *Id.*, 221, 222. Mode d'avancement, 2^e partie, 65.

Autorisation pour les pensionnés de conserver leur ordonnance, 172.

OISEAUX INSECTIVORES. **IV.** Protection, 487, 543, 545, 592. — **V.** 59, 123, 212.

OPHTHALMIE dans l'armée. **I.** Traitement de M. Lubin, 286. Pension, 558. — **III.** Mesures de préservation, 240. Secours aux ophthalmiques, 573. — **IV.** Ophthalmiques indigents, 296.

OR. **III.** Démonétisation des monnaies étrangères. *r.* de M. Cogels, 81. Cours légal de l'or français, 582. — **IV.** 56, 57, 58, 180. Utilité de la fabrication, 296.

ORANGE (République d'). **V.** (*Voir TRAITÉS.*)

ORANGISTES. **I.** Démonstrations. *Pr.* de loi tendant à les réprimer. *r.* de M. d'Arschot, 288, 289.

ORDRE DE LÉOPOLD. **I.** *r.* de M. de Mérode, 71. Création du grade de grand officier, 704. — **II.** Débat sur l'usage qu'on en fait, 53. *Cr.* pour achat de décorations. *r.* de M. du Val de Beaulieu, 62. — **IV.** Le caporal Weeckmans, décoré pour avoir tué un émeutier, 620.

ORGANISATION JUDICIAIRE. **I.** *r.* de M. de Rasse, 68. Discussion, 68, 69. — **IV.** 126. *r.* de M. d'Anethan, 553.

ORLÉANS (Duc d). Service funèbre à sa mémoire. **II.**, 161.

ORVAL, usinier de la Vesdre. Indemnité. *r.* de M. Stiellemans, 579.

OS. **I.** Droits de sortie. *r.* de M. de Rodés, 284. *r.* de M. d'Arschot, 461. *r.* de M. de Wouters de Bouchout. Discussion, vote. *Pr.* am. par la chambre. *r.* de M. du Bois, 554. *r.* de M. Van Muyssen, 697.

OSTENDE. **I.** Jetée, 182. Intérêts du port, 763, 764. — **II.** Suppression du droit extraordinaire de tonnage. *r.* de M. de Ridder, 66. — **IV.** Réparation des jetées, 59. — **V.** Amélioration du port, 128, 154. Chantier maritime, 133. Cession de terrains, Kursaal, 220, 284, 476. Abus du jeu de baccara, 2^e partie, 165. Port, 179.

OURTHE. **V.** *Pr.* d'enlever les eaux de cette rivière pour les amener à Bruxelles, 229.

OUVRIÈRES (Classes). **III.** *Cr.* de 1,500,000 fr. pour leur venir en aide. *r.* de M. Corbisier, 360. Habitations, discours de S. A. R. le duc de Brabant, 412.

P

PAIN. **II.** Taxe du pain, fraude sur le poids, 56. — **V.** De munition, 152.

PALAIS DE JUSTICE à Bruxelles. **I.**, 455, 551, 627, 695, 557, 764, 765. — **II.** *Cr.* de 100,000 fr. Question de l'emplacement. Réparation de l'ancien palais, 148. *Id.* de Mons, cession à la province de Hainaut. *r.* de M. d'Ursel, 232. *Id.* de Gand, charges de la province, 380. Réparation des locaux de l'ancien palais de Bruxelles, 581. — **III.** Construction de celui de Verviers, 69. Emplacement du nouveau Palais à Bruxelles, 456. Plan et devis, 536. — **IV.** Terrains, 127. Dépense, 182. Devis, 296. — **V.** *Cr.* de 975,000 fr., 133, 210, 226. *Cr.* de 1 million, 287. *Id.* de 2,500,000 fr., 354, 477. Dilapidation des deniers publics, 2^e partie, 66. *Cr.* de 2,500,000 fr., 68. *Id.* de 1,800,000 fr., 95. *Id.* de 4,500,000 fr. *Id.* de 2,200,000 fr., 177, 222, 229.

PALAIS DES ARTS. **I.**, 456. — **III.**, 415. — **IV.**

Plans de l'architecte Dumont, 55, 188, 377. — **V.** Jardin botanique, Champ des manœuvres, 61, 70, 133. Rue de la Régence, 229, 287, 2^e partie, 66.

PALAIS DES PRINCES-ÉVÊQUES à Liège. **II.** *Cr.* pour l'appropriation. *r.* de M. Coppens, 399, 498, 580. — **III.**, 115. — **IV.**, 310, 377.

PALAIS DUCAL. **III.** Appropriation, 536, 576. — **V.** Mur de clôture, 228.

PALAIS DU ROI. **III.** Travaux de reconstruction, 363. — **IV.**, 496. — **V.** Nécessité de restaurer la façade, 2^e partie, 252.

PAPIER TIMBRÉ. Mauvaise qualité, 53, 496.

PAQUEBOTS. **II.** Annonce de l'organisation d'un service entre Ostende et Douvres, 254. *Cr.* pour cet objet, construction des navires en Belgique, 399, 496. — **III.**, 174. — **IV.**, 128. *Cr.* de 718, 437 fr. 50 c.; service de nuit, 230. *Cr.* de 655,000 fr., 375. *Cr.* de 625,000 fr., 495. *Cr.* de 625,000 fr., 554. *Cr.* de 1,250,000 fr., 599. Entre Anvers et New-York, 621. — **V.** Entre Ostende et Douvres, 71. Achat d'un steamer, organisation du service, 183. Vente de deux anciens vapeurs, 226. Dépenses de l'exploitation, 227.

PARC DE LAEKEN. **V.** 2^e partie, 68.

PARC PUBLIC à Saint-Gilles et à Forest. **V.**, 410.

PARTOES, ancien *m. t.* **III.** Pension à sa mère, *cr.* pour ses funérailles. *r.* de M. Neef, 513.

PASSE-PORTS. **I.** Visa à Paris, 365, 551, 626, 627, 771. — **II.** Observations sur le régime en Prusse, en Autriche, en Hollande et en Belgique, 147. Mauvaise qualité du papier, 496. Nécessité de renforcer la surveillance, 677. — **IV.** En Prusse, 242.

PATENTES. **II.** Des colporteurs, des bateliers, 164. *Id.* des artisans, 580. Modifications à la loi sur les patentes. *r.* de M. Cogels. Accusation de socialisme, 796, 797. — **III.** Promesse de révision de la loi, 365. Réduction de la patente des bateliers, 511. Etude d'une révision générale, 587. — **V.** Modification à la loi, 224. Société en commandite par actions, 285. Modification à la loi générale, 477. Patente des commis, 2^e partie, 175.

PAUPÉRISME. Dans les Flandres, 489, 499.

PÊCHE FLUVIALE. **IV.**, 127. — **V.**, 210.

PÊCHE MARITIME. **I.** Encouragements, 280, 366, 367, 551. *Pr.* de loi. *r.* de M. d'Hane de Potter, 560, 699. — **II.** Augmentation des droits d'entrée sur la morue étrangère. *r.* de M. Malou-Vergauwen, 60. Réglementation. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem, 164. Débat sur la situation de la pêche et les moyens de l'améliorer, 579, 580. Code pénal et disciplinaire. *r.* de M. Béthune, 801, 802. — **IV.** Primes, 128. Encouragements, 296, 310. Enquête, 360. Réglementation, 434.

PEINE DE MORT. **I.**, 71, 277, 365, 756. — **II.**, 148, 303. M. Savart en demande l'abolition, 787. — **III.**, 177. — **IV.**, 364, 365. — **V.**, 407; 2^e partie, 63, 64.

PEINES. **II.** Solidarité en matière pécuniaire, 801. — **IV.** Subies sous le régime de la séparation, 435, 598.

PÉNITENTIAIRE (Régime). **II.** Système cellulaire, 303.

PENSIONS. **I.** Demande de révision de la loi, 65, 177. Subside. Demande d'une loi générale. *Maximum* des pensions, 182. M^{me} Delin, Engelspach-Larivière, J. Wailly, De Poorter, 287. *Cr.* pour la

caisse de retraite. *r.* de M. H. de Mérode, 373, 374. Pensions civiles. *r.* de M. de Rouveroy, 374. Pr. de M. de Rodés de n'accorder de pensions qu'aux fonctionnaires qui en ont besoin. Demande de révision de la loi. Annonce d'un projet. Pension de M^{me} Kessels. *r.* de M. de Coninck. *Id.* de M^{me} Plaisant. *r.* de M. de Potesta de Waleffe. Disc. et vote, 473, 474. Cr. pour les pensions, 554. Annonce d'une loi générale, 562. Pensions à quelques ecclésiastiques, 658. — **II.** Annonce d'un pr. de loi, 148, 225. M. Van Muyssen demande qu'on se montre fort réservé pour la mise à la pension, 254. Pr. de loi. *r.* de M. de Haussy, 316, 317. Critiques au sujet des pensions accordées pour infirmités, 595. Modifications à la loi. *r.* de M. Dindal, 805. — **III.** Application de la loi sur les pensions ecclésiastiques, 558. Révision de la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques. *r.* de M. d'Hoop, 415. Pension à la veuve qui se remarie, 462. — **IV.** M^{me} veuve Pierre, 189. Droit pour les pensionnées de résider à l'étranger, 442. — **V.** A la veuve du général Niellon, 70. A M^{me} veuve d'Hoffschmidt, 228. Aux veuves et orphelins des médecins morts pendant les épidémies, 2^e partie, 165. A M^{me} veuve Piedbœuf, 250.

PENSIONS DES MINISTRES. **II,** 517, 804.

PENSIONS MILITAIRES. **I.** *r.* de M. de Pélichy, 658. Pensions de réforme. *Id.* aux militaires pensionnés avant la loi de 1858. *r.* de M. de Pélichy, 766. — **II.** Article additionnel à la loi du 24 mai 1858. *r.* de M. de Macar, 62. Modifications à la loi. *r.* de M. G. de Jonghe, 168, 169. Interprétation de la loi, 252. Inaliénabilité des pensions. *r.* de M. de Renesse, 595. — **III.** Demande de révision de la loi, 69, 559. — **IV,** 508, 597, 599. — **V.** Pr. de loi de M. Jacobs. *r.* de M. De Vadder, 70, 2^e partie, 172. Pr. de M. Graux. *r.* de M. De Vadder, 250.

PÉRÉQUATION CADASTRALE. **II.** *r.* de M. Bonné-Maes, 164. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 392. *r.* de M. de Ribaucourt, 691.

PÉROU. **III.** (Voir TRAITÉS.)

PERSE. **III.** (Voir TRAITÉS.)

PESTE BOVINE. **IV,** 559, 452, 453. — **V,** 59, 127, 548.

PÉTITIONS. **I.** Résolution de n'admettre que des pétitions signées, 128.

PÉTROLE (Huile de). **IV.** Transport, 243.

PHARMACOPÉE OFFICIELLE. **III.** *r.* de M. de Block, 462. Frais de rédaction, 581. — **V,** 2^e partie, 164, 165, 228.

PHYLLXERA. **V,** 472.

PIANO (Achat irrégulier d'un) par M. Piercot. **III,** 558.

PIE IX. **V.** Son service funèbre, 2^e partie, 67.

PIERRES. **IV.** Emploi des pierres de provenance étrangère, 376; *id.* de Gobertange, 496. — **V.** Emploi du petit granit et des pierres des Ecaussinnes, 71; *id.* des pierres étrangères, 2^e partie, 174.

PIÉTON (Créance de M^{me} veuve). **IV,** 551.

PILLAGES à Bruxelles. **I.** *r.* de M. Lebeau. Disc., 288. Reproches au ministère, 364. Modifications de la loi de vendémiaire an IV, 365.

PILOTAGE. **II,** 225. Construction de 4 bateaux. *r.* de M. de Baillet, 253. Cr. extraordinaire. *r.* de M. de Rodés, 802. — **IV.** Droits, 128.

PISCICULTURE. **IV,** 127, 182.

PLAISANT (M^{me}). **I.** Pension. *r.* de M. de Potesta de Waleffe. Disc. et vote, 473, 474.

PLANTATIONS. (Voir ROUTES.)

PLATRE destiné à l'agriculture. **II.** Exempté du droit de barrière. *r.* de M. Coppens, 591.

POÈTES. **III.** Encouragements, 505.

POIDS ET MESURES. **I.** Demande d'introduire le système métrique, 278. Vérification, système métrique, 368. Introduction de mesures duodécimales, 474. Mesures des liquides, 551. — **II.** Etalons prototypes. *r.* de M. de Rouillé, 694. — **III.** Pr. de M. De Decker. *r.* de M. d'Anethan, 505. — **IV.** Application du système décimal, 46, 127. — **V.** Bureau international à Paris, 548.

POILS de lièvre et de lapin. **I.** Libre entrée. *r.* de M. Beke-Beke, 697.

POISONS (Réglementation de la vente des). **V,** 209, 282, 2^e partie, 164, 165.

POISSONS. **IV.** Suppression des droits d'entrée, 598.

POLDERS. **I.** Clara polder, 128. Doel, 181. Digue de Burght, 183. De Borgerweert. *r.* de M. Engler, 565. Pét. des inondés de Lillo, Stabroeck, Beirendrecht et Santvliet, 574. Indemnités. construction d'une digue intérieure au fort de Lillo, 467, 468, 552. Rupture de la digue de Burght, 563. Polders de Lillo, 564. Travaux aux polders de Borgerweert. Lillo et Liefkenshoek. *r.* de M. de Pélichy, 564. Indemnités aux inondés de Lillo, Beerendrecht, Stabroeck et Santvliet. Pr. de M. du Bois. Ajournement, 654, 655, 695, 702. — **II.** de Lillo. *c.* nommée pour examiner la question des indemnités. Réendiguement, 256, 319, 511, 696. — **IV.** Endiguement du polder de Santvliet, 59, 189. Ecoulement des eaux dans la Flandre orientale, 600.

POLICE DE LA VOIRIE. **II.** *r.* de M. d'Hoop, 505.

POLICE des villes (Frais de la). **III,** 577.

POLICE MARITIME. **II.** *r.* de M. Cassiers, 168, 255.

POLICE RURALE. **II,** 498. Interprétation de l'article 8 du décret de 1791. *r.* de M. d'Hoop, 899. — **III,** 409, 577.

POLITIQUE. **I.** Reproche au ministère à propos de l'abus du droit de révocation des fonctionnaires, 364. Disc. sur la politique du ministère de Theux, révocation de M. de Stassart. Liberté électorale, indépendance des fonctionnaires, 767, 768, 769. — **II.** Débat sur la politique du ministère Lebeau-Rogier. Pr. d'Adresse au Roi, comité secret, vote, réponse du Roi, 62, 63, 64. Incident au sujet des paroles attribuées à S. M., 64. Débat sur la politique du ministère Nothomb. Vœu en faveur de l'union, 142, 143. Débat rétrospectif sur la chute du ministère Lebeau, 169, 170. Echange d'observations sur la reconstitution du ministère Nothomb. Déclaration de ce dernier, 500. Question des ministères mixtes et homogènes, 396-399. Avènement du ministère Van de Weyer. Interpellations au sujet de sa politique, 411-414. Nouvelle discussion à propos de l'Adresse, 493, 494. Interpellation de M. Dumon-Dumortier au sujet d'une crise ministérielle, 506. Avènement du ministère de Theux. Disc. sur son programme, 506-509. Appel à l'union des partis, 579. Le ministère accusé d'être dirigé par une influence occulte, 581. Vote de confiance dans le ministère Rogier Frère-Orban, 674. Incident avec la cour de Rome. Refus d'agrément de M. Leclercq. *r.* de M. d'Hoffschmidt, 675. Débat sur la politique du ministère libéral,

après la dissolution de 1848, 712, 713. — **III.** Explications sur la démission du ministère Rogier, en mai 1851, 81. Observations sur sa politique, 115. Programme du ministère H. de Brouckere, 185. Débat rétrospectif sur la politique du cabinet précédent, 185, 186. Promesse de concours du sénat, 296. Démission du cabinet, avènement du ministère De Decker, 303, 304. — **IV.** Disc. de la politique du ministère Rogier-Frère-Orban en 1863; vote de confiance; crise ministérielle de 1864, 250. Vote de confiance, 251. Rejet du B. de la justice; nouveau vote, 543, 544. Disc. à l'occasion du pr. de loi sur les protêts, 593, 594. — **V.** Motifs de la retraite de M. Malou, 70, 71. Explications de M. de Theux sur la constitution du nouveau cabinet et la retraite de M. d'Anethan, 134.

POMMES DE TERRE. II. Prohibition de sortie, 160. *r. de M. de Baré de Comogne*, 161. Distillation de ces tubercules. Pr. de la restreindre, 161. Défense de les distiller, 586. Cr. pour la plantation, 586, 587. — **V.** De provenance suspecte, 548, 472.

PONTS. II. De Stalhille, cession de ce pont. *r. de M. de Ridder*, 66. — **III.** Du Val Saint-Lambert. Péage. *r. de M. Spitaels*, 122. Sur la Lys; devis dépassé, 244. Sur le canal de Bruges à Ostende; sur la Sambre à Oignies, 587. — **IV.** Sur le canal d'Anvers à Louvain; Duffel, 245. Sur la Meuse à Visé, 509. Sur la Meuse entre Namur et Dinant, 600. — **V.** Sur l'Ourthe à Laroche, 71. Sur l'Escaut entre Gand et Audenarde, à Anvers, 355. Sur la Meuse à Maeseyck, 356. De Sclayn, 478. De Laerne, de Bas-Oha, sur l'Escaut à Anvers, sur la Meuse à Wandre, 2^e partie, 179. A Hoekstraet, sur le canal de Gand à Bruges, 180. Sur l'Escaut à Anvers, 231, 232. De Sclayn sur la Meuse, 231.

PONTS ET CHAUSSÉES. II. Nouvelle organisation du personnel, 235. — **III.** Position des conducteurs, 544. — **V.** *Id.*, 71, 134, 240. Services des ingénieurs, 2^e partie, 231.

PORTE DE HAL. IV. Restauration, 54, 442.

PORTUGAL. (*Voir TRAITÉS.*)

POSTE AUX CHEVAUX. II. Annonce d'un pr. de loi, 234, 317, 598. M. Desmanet de Biesme réclame la création d'un service d'affluents au chemin de fer, 900. — **III.** Perception de la taxe des relais, 585.

POSTES. I. Demande d'organisation du service rural, 179, 279, 289, 368. Pr. de loi. *r. de M. de Rouillé*. Service postal entre Bruxelles et Paris. Discussion sur les postes rurales, 474, 475. Félicitations au gouvernement sur l'organisation du service. Insuffisance du salaire des facteurs, 562. Critique au sujet du service, 563. Salaire des facteurs ruraux. Convention avec l'Angleterre. Port des journaux. *r. de M. Malou*, 701. Amélioration du sort des facteurs, 769. — **II.** Promesse d'organisation de la poste rurale. Service quotidien avec l'Angleterre et l'Allemagne, 64. Position des facteurs ruraux, décime rural, émoluments des employés, 170, 171. M. de Quarré demande une nouvelle convention postale avec l'Angleterre, 234. Annonce d'une réforme postale, 317. Question de la réforme postale, demande de suppression du décime rural, 399. Annonce d'un pr. de réforme, 509. Urgence de cette mesure, 579. Suppression du décime rural, réduction du port des journaux.

r. de M. de Waha, 694. Boîtes aux lettres dans les villages, 696. Réforme postale, taxe uniforme. *r. de M. Cogels. Am.* introduits au projet, 804, 805. Observations au sujet du nouvel hôtel des Postes à Bruxelles, 900. — **III.** Amélioration du sort des facteurs ruraux, 185, 243, 305, 306. Taxe uniforme, 306, 415, 416. Facteurs ruraux, *ibid.* Annulation des timbres insuffisants, 416. Négociation d'une convention postale avec les Etats-Unis. Facteurs ruraux, 462. Taxe uniforme, 462, 463. Achat d'un hôtel à Gand, 510. Débat sur la taxe uniforme, 513. Convention postale avec les Etats-Unis, *ibid.* Achat d'un hôtel à Liège, 579. Taxe uniforme, 585. — **IV.** Affichage des heures des levées et des départs dans les bureaux, 59, 129. Transport des échantillons, 231, 245. Pr. de réduire la taxe, 308. Poids de la lettre simple, 375, 442. Changements au régime postal. *r. de M. de Labbeville*, 495. Lettres contenant des valeurs, 496. Abaissement de la taxe à 10 centimes, 598. — **V.** Malle des Indes, 61. Cartes-correspondance, distribution des lettres le dimanche, service de paquebots sur New-York, 71. Enveloppes timbrées, cartes-correspondance avec réponse payée, 134. Lignes de navigation vers le Brésil, le Chili et la Plata, 228. Cession de l'hôtel de la rue de la Montagne à Bruxelles, 352. Union postale, taxe des lettres pour l'étranger, nouvelle taxe des imprimés, 355. Encaissement des effets de commerce, 415. Codification des lois postales, 2^e partie, 178. Service postal avec l'Angleterre. Exécution du contrat avec la C^{ie} Lamport et Holt pour le service postal entre Anvers et l'Amérique du Sud, 178. Position des facteurs ruraux, 230.

POUDRES. III. Dépôts dans l'intérieur des villes, 460.

PRESCRIPTION en matière fiscale. **V.**, 219.

PRESSE. I. Prorogation du décret du 20 juillet 1831, 71, 182. Interpellation sur un pamphlet relatif à l'industrie cotonnière, 475. Timbre et port des journaux, 699. Attaques du journal *le Belge* contre les membres du sénat, 701. Port des journaux. *r. de M. Malou*, 701. — **II.** Interpellation sur une descente faite dans les bureaux du *Courrier d'Anvers*, 675. — **III.** Interprétation de l'article 13 du décret de 1831. Droit de réponse. *r. de M. d'Anethan*, 304. Compétence des tribunaux civils, 575. — **IV.** Pr. de MM. d'Anethan, Malou et d'Aspremont-Lynden relative aux visites domiciliaires; pét. des journalistes catholiques. *r. de M. d'Omalius d'Halloy*, 554. — **V.** Son attitude pendant la guerre franco-allemande, 60.

PRESSES MÉCANIQUES. II. Pét. d'ouvriers imprimeurs qui en demandent la suppression. *r. de M. de Macar*, 506.

PRÊT A INTÉRÊT. IV. Liberté, 302.

PRIMES à l'exportation. **III.**, 67, 68, 119.

PRINCE ROYAL (S. A. R. le). **IV.** Sa maladie, sa mort, ses funérailles, 554.

PRINCES DE LA FAMILLE ROYALE. II. Avancement dans l'armée. *r. de M. de Baillet*, 590.

PRISONNIERS. II. Leur transport dans les villes; voitures cellulaires, 148. M. Van Hoobrouck de Mooreghem demande qu'ils puissent remplir leurs devoirs religieux le dimanche, 225. Influence de la religion sur les prisonniers, 790. — **V.** Coût de la journée d'entretien, 407.

PRISONS. I. Travail des prisonniers, 276. Pri-

son d'Arlon, 277. Régime cellulaire. Travail dans les prisons, 565. Pecule des prisonniers, 566. Cr. pour la prison d'Alost. *r.* de M. H. de Mérode, 571. Prison de Tongres, Sociétés de charité pour les prisonniers : travail ; prison pour les jeunes détenus, 455. Achat de matières premières. Cr. de 100,000 fr., 470. Félicitations à M. Ernst, *m. j.* Pénitencier pour les femmes à Namur. M. d'Espionnes propose Marche. Sœurs de la Providence, 551. Cr. de 145,000 fr. pour matières premières. *r.* de M. de Haussy, 560. Détenus militaires, 561. Etat moral des prisons, transport des prisonniers. Prison de Tongres. Jeunes détenus, 627. Cr. de 500,000 fr. pour le travail des prisons. *r.* de M. de Haussy, 636, 637. Prisons nouvelles, régime cellulaire, voitures cellulaires, 695. Pénitencier de Saint-Hubert pour les jeunes délinquants. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 764. — **II.** Services rendus par la Société charitable, travail des prisonniers, 148. Réforme du régime disciplinaire. Services rendus par les frères de la Miséricorde, 303. Gradation des peines, concurrence faite à l'industrie par le travail dans les prisons, 304. Propositions faites par M. Casse, industriel français, pour introduire dans les prisons des industries nouvelles, 580. Travaux de la prison de Liège, 581. Critique du régime intérieur de la prison de Saint-Hubert, 497. Critique du service des religieux dans les prisons, 580, 582. Construction de prisons à Verviers et à Courtrai. Réparation de la prison de Vilvorde, 676. — **III.** Luxe des constructions, 236, 558. Entretien des détenus, 363, 409. — **IV.** Retrait des Frères de la Miséricorde, 127. Travail pour l'exportation, 154, 155, 230. Comptabilité, *ibid.*, 244. Travail, 307. Instituteurs, 488. — **V.** Prison cellulaire à Bruxelles, 407. Luxe des constructions, prison de Saint-Gilles, 2^e partie, 58.

PRIX QUINQUENNAL. **IV.** Des sciences commerciales, 45.

PROCESSION (Désordre à propos de la) de l'église de la Chapelle à Bruxelles. **V.**, 548.

PROFESIONS LIBÉRALES (Liberté des). **IV.**, 52.

PROMULGATION (Mode de) des lois. **I.**, 71.

PROMULGATION ET SANCTION DES LOIS. **II.** Nouveau mode. *r.* de M. Savart, 595.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. **III.** Négociation avec la Hollande, 504. — **IV.** Convention avec la France, 44. Traités avec la Russie, le Zollverein, 179. La Suisse, 180. Clichés, arrangements musicaux, 180. La Belgique admise au bénéfice des concessions faites par la France à la Suisse, 296. Convention avec la Saxe, Anhalt, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg et Hanovre, 358, 359. Saxe-Weimar, Saxe-Altenbourg, Portugal, Suisse, Prusse, 452. Avec Schwarzbourg et Reuss, 487. Dépôt, 598.

PROVINCES (Affaires des) **I.** Pr. de mettre les frais d'administration des provinces à leur charge, 66. *r.* de M. Engler sur la loi relative aux *BB.* provinciales, 128. Réduction de ces *BB.*, 279. Vote, 289. *BB.* provinciales, 374. *r.* de M. de Biolley, 475. Elections du canton de Maestricht, 563. Traitement des employés du gouvernement provincial du Hainaut, 626. Comptabilité provinciale. *r.* de M. Thorn, 639. Conseils provinciaux du Luxembourg et du Limbourg, 702. Interpellation au sujet de la fuite d'un comptable du Limbourg avec 24,000 fr., votés en faveur des victimes

d'un ouragan, 769. — **IV.** Publication des comptes rendus des séances des conseils, 251. Finances, 488.

PROVINCIALE (Loi). **I.** Ajournement jusqu'à la réception de la loi communale, 289. *c.* pour l'examen, 374. *r.* de M. de Schiervel. Discussion, 475, 479. — **IV.** Modifications. *r.* de M. Lenger, 599, 600. — **V.** Article 152, 61, 288.

PROTÈTS. **IV.** *r.* de M. Malou, 595, 594. — **V.** Simplification de la formule, 415, 477. Communication des listes, 2^e partie, 58.

PRUD'HOMMES (Conseils de) **II.** Pr. de loi. *r.* de M. Dellafaille, 164, 165. Conseil à Termonde, 252. *Id.*, à Roulers, 595. A Dour et à Pâturages. *r.* de M. d'Hane de Potter, 895. — **III.** Pr. de loi de M. Rogier. *r.* de M. d'Anethan, 511. Création de conseils dans les Flandres et la province de Liège, 512. *Id.*, à Tournai, 580. — **IV.** Conseil à Bruxelles, 50. A Renalx, 154. A Molenbeek-Saint-Jean, 305. — **V.** A Leuze et à Peruwelz, 127. Modification du ressort de Tournai, 224.

PRUSSE. **IV.** (*Voir* TRAITÉS.)

Q

QUARTIER LÉOPOLD. Annexion à Bruxelles. *r.* de M. De Fuisseaux. **III.**, 177.

R

RACHITIQUES (Hospice au bord de la mer pour les enfants). **V.** 2^e partie, 177.

RECENSEMENT. **II.**, 381. Débat sur la portée de l'article 19 de la Constitution relatif à l'augmentation du nombre des membres des chambres, 498, 579. Effets sur la classification des communes en ce qui concerne la contribution personnelle, 676. — **III.**, 501. — **IV.** De 1866; cr. de 555,000 fr., 375, 376. Difficultés du recensement agricole, 442, 545. — **V.** Cr. de 900,000 fr., 2^e partie, 250.

RECONNAISSANCE du royaume, **I.** *r.* de M. de Muelenaere, *m. a.*, 72.

RÉÉLECTION. **I.** M. de Looz, promu au grade de général, 559.

RÉFORME ÉLECTORALE. **II.** Abaissement du cens à 20 fl. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 681-683. — **IV.** 301. Pr. de créer des circonscriptions de 40,000 âmes, 368, 369. Disc. du pr. de loi relatif à la combinaison de la capacité avec le cens, 595, 596. — **V.** Réduction du cens provincial et communal. *r.* de M. Malou, 64-66. Pr. de M. d'Oma-lius d'Halloz tendant à créer 124 circonscriptions électorales de 40,000 âmes, 64, 150.

RÈGLEMENT. **II.** Du Congrès, 71. *c.* chargée d'en rédiger un nouveau. Observation sur la longueur du procès-verbal. *r.* de M. de Rouillé. Vote du règlement. Abus des congés, 72. Renvoi d'un livre intitulé *Dictionnaire des athées*. Défense à un orateur de parler plus de deux fois dans une discussion, 128. Ordre du jour relaté sur les bulletins de convocation, 182. Attaques contre un membre de l'autre chambre, 476. Pr. de M. Dumon-Dumortier relative à la formation des commissions du sénat. *r.* de M. d'Ursel, 769. — **II.** Am. de M. Dumon-Dumortier. Création de commissions permanentes, 65, 66. Distribution tardive des rapports. Pr. de M. de Stassart. *r.* de M. d'Ursel; débat sur le second vote des amende-

ments, 66. Pr. de MM. Dellafaille et de Pélichy, tendant à nommer une *c.* permanente d'industrie, de commerce et d'agriculture. *r.* de M. d'Ursel, 311, 317. Sténographie. Observations sur les votes émis par écrit et portés au procès-verbal, 596. Pr. de M. Dindal, tendant à créer trois commissions permanentes, 695, 714. Création d'une *c.* d'agriculture, d'industrie et de commerce, 805. Pr. de MM. de Pitteurs et consorts, tendant à diviser le sénat en autant de *cc.* qu'il y a de départements ministériels. *r.* de M. F. Spitaels, 900, 901. — **III.** Election des membres du bureau par des scrutins séparés, 304. — **V.** Pr. de MM. d'Ane-than, H. Dolez et Pirmez, relative au renvoi direct du pr. de loi aux *cc.*, 228. Nomination d'une 7^e *c.* permanente, 2^e partie, 95.

RÉHABILITATION. **I.** *r.* de M. Thorn, 126.

REIMPORTATION de marchandises ayant subi une main-d'œuvre à l'étranger. **V.** 217, 218.

REMPLACEMENT. **II.** Demande de le rendre le moins coûteux possible, 164. Bénéfices de la Société de remplacement, exonération, engagés volontaires, 591.

RÉMUNÉRATION. **V.** (Voir MILICIENS.)

RENARD, général. **III.** Le sénat lui vote des félicitations à propos de sa protestation contre des outrages adressés aux Belges dans le Parlement anglais, 296.

RENTES (Remboursement de) dues par l'Etat. **III.**, 238. Saisie de rentes constituées. *r.* de M. Wyns de Raucour, 242. Remboursement de rentes dues par l'Etat, 509.

REPRESENTANTS. **I.** Indemnité, 67.

REPRÉSENTATION NATIONALE. **II.** Nouvelle répartition. *r.* de M. de Rodes, 589. — **III.** Nouvelle répartition des représentants et des sénateurs. *r.* de M. d'Omalius d'Halloy, 508, 509. — **IV.** Augmentation du nombre des sénateurs et représentants. *r.* de M. de Rasse, 368, 490. — **V.** *Id.*, 2^e partie, 59.

RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE. **IV.** Délits de droit commun, 308, 309.

REUSS. **IV.** Convention littéraire. (Voir TRAITÉS.)

RÉVOLUTION. **I.** Service commémoratif, 182.

RÉVOLUTION FRANÇAISE de 1848. **II.** Invasion de la frontière belge par des bandes armées. Explications de M. d'Hofschmidt, 695.

RIVIÈRES. **I.** Travaux à l'Ourthe. *r.* de M. Van der Straten-Ponthoz, 290. Achèvement du canal de l'Ourthe, 367. Convention avec les concessionnaires de la Sambre canalisée, 462. *r.* de M. Engler. Débat sur l'avantage des concessions, 476, 477. Achèvement de la canalisation de la Sambre, 477. Reprise du Demer et de la Dendre, 702. Canalisation du Mandel, 769. Réduction des péages sur la Sambre canalisée, 770. — **II.** Canalisation du Mandel, de la Dendre, 171. Service de la Lys, 318. De la Dendre, du Rupel, de la Dyle, du Demer. Canalisation de la Dendre, 319. Service de l'Escaut, de la Lys, de la Dendre, de la Dyle, du Demer, 400. Inondations de l'Escaut et de la Lys. redressement du haut Escaut, reprise de la Nèthe canalisée, régime du Demer, 510, 511. Travaux à la Senne, 598. Améliorations de la Dendre, de la Dyle, de la Senne, 806. — **III.** Service de la Dendre, 85. La Dendre et la Senne, 122, 123. Dendre, Rupel, Senne; reprise de l'Yser, 243. Dendre, Senne, Grande-Nèthe. Inondations de la Haine, 305.

Dendre, 364. Travaux à la Senne à Vilvorde, 365. Navigation de l'Ourthe; inondations de la Senne, 416. Dangers de la navigation de l'Ourthe; barrages mobiles; Yser, Grande-Nèthe, Dendre; baisse des eaux de la Lys, 463. Inondations de la Senne, assainissement, 576, 587. Bassin de l'Yser, 587. — **IV.** Canalisation de la Sambre; jonction de la Lys à l'Yperlée, la Dendre, 59, 60. Dendre, Yser, Ourthe, 136. Yser, 245. Lys, 309. Yser, Senne, Vesdre, 310. Grande-Nèthe, Senne, Yser, 376, 377, 378. Nèthes, Yser, 554. Deux Nèthes, 600. — **V.** Dendre, Yser, Nèthes, 72. Dendre, 218, 219. Yser, Lys, Pouquesbeke, Sambre, 229. Dendre, 288. Lys, inondations dans les deux Flandres, 289. Yser, 555. Dendre, Yser, Demer, 415. Dendre, 478. Dendre, Pouquesbeke, 2^e partie, 68. Nèthes, 69. Yser, 179, 180. Dyle et Demer, Lede, Senne, 180. Grande-Nèthe, 251.

ROME. **II.** Incident relatif à la non-agrégation de M. Leclercq. *r.* de M. d'Hofschmidt, 675. — **IV.** Indépendance de la papauté, 619. (Voir aussi SAINT-SIÈGE.)

ROULAGE. **II.** Police. *r.* de M. Van Muysen, 66, 67.

ROUMANIE. **V.** (Voir TRAITÉS.)

ROUTES. **I.** Pr. de routes de 2^e classe. Routes provinciales. Pét. du roulage de Charleroi, demandant une diminution du droit de barrière, 125. Frais d'entretien. *Id.* dans les traverses des villes. Tournai à Renaix, 178. Concession par voie de péages. Construction. *r.* de M. de Quarre. Carte des routes commencées, 182. Répartition du crédit. Route de Hasselt à Saint-Trond, traverses des villes. Turnhout à Diest. Griefs du Hainaut. Charges des communes. Bruxelles à Audenarde par Ninove, Tournai à Renaix, Kerkrade à Sittard, 183. Indemnité des anciens concessionnaires, 279. Routes dans le Luxembourg, dans la Campine, Tournai à Renaix, Lessines à Renaix. Eroulement du pont de Ninove. Direction des travaux des routes, 280. *r.* de M. Van der Straten-Ponthoz sur le pr. relatif aux péages. Routes dans le Luxembourg. Mauvais état des routes, entretien, 366. Concessions de péages. *r.* de M. d'Arschot. Etat déplorable des routes. Route de Tirlemont à Diest, de Diest à Hasselt. Plantations, 477. Emprunt de 6 millions. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 478. Discussion, 478, 479. Police des routes, 552. Mauvais état. Police des bascules, 558. Concessions de péages. *r.* de M. H. de Mérode. Routes de Tongres à Bilsen, Tirlemont à Diest, Furnes à Dixmude, Roulers à Courtrai par Iseghem, Ypres à la chaussée de Menin, Saint-Nicolas à Kieldrecht. Plantations. Droits des communes, 563. Concessions par voie de péages. *r.* de M. Van Muysen. Routes de Roulers à Iseghem, de Furnes à Dixmude, du Limbourg, du Luxembourg, de la province d'Anvers, de Stavelot à Diekirch, de Turnhout à Diest, de Saint-Nicolas à Kieldrecht, de la Campine, de Bruxelles à Liège, du Hainaut, 659. De Tongres à Bilsen, 640. Police du roulage, *r.* de M. d'Ansembourg. Répartition des subsides, 640. Concessions, *r.* de M. de Haussy. Routes de Bilsen à Tongres, de Pervyse à Dixmude, de Neufchâteau à Bastogne. Service des bascules. Plantations, 702. Routes dans le Limbourg et le Luxembourg, 758. Cartes des routes, 769. Pont sur la Sambre à Marchienne. *r.* de M. Des-

manet de Biesme. Police du roulage. *r.* de M. de Macar, 770. — **II.** Autorisation de faire circuler des voitures à bandes étroites sur les routes du Luxembourg, 67. Routes de Bastogne à Saint-Hubert, de Neufchâteau à Virton, de Liège à Visé, de Rousbrugge à Hoogstaede. 67. Routes de Hechtel par Peer à Maeseyck, de Hasselt par Genck à Lanklaer, 158, 159. De Roulers à Dixmude. Plantations, 171. Demande de construction de routes dans le Limbourg, 172. De Roulers à Dixmude, de Nivelles à Gosselies, de Wavre à Hannut, de Calloo à Doel, de Tongres à Visé. Entretien, plantations, 254. Route domaniale de Dolhain à la forêt d'Hertogenwald. *r.* de M. d'Hane de Potter, 309. De Rousbrugge à Hoogstaede, d'Arschot à Zammel, de Landen à Hannut, de Nivelles à Gosselies, de Huy à Wavre par Perwez, de Neder-Brakel à Renaix, 318. De Renaix à Neder-Brakel, de Hannut à Saint-Trond, de Nivelles à Gosselies, de Terwagne à Durbuy, de Wavre à Huy par Perwez. Plantations de routes, 400. Aerschot à Zammel, Tirlemont à Winghe-Saint-Georges, 510. Neder-Brakel à Renaix, 510, 511. Landen à Saint-Trond, Wavre à Huy, Huy à Waremmme, -ponts à bascule, 511. Route de Roulers à Dixmude, 511. Pr. de classification des routes, 510. Route de Saint-Hubert à Martelange, 511. Routes de Jalhay, 597. De Wavre à Huy, d'Ath à Frasnes, 598. Routes d'Audenarde à Grammont, de Neder-Brakel à Renaix, du district de Roulers, 695. Routes de Charleroi à Gembloux, de Beaumont à Chimay. Plantations, élagage des arbres, 806. Route de Dixmude à Roulers, élagage des arbres des routes, système Stephens. Route de Saint-Trond à Hannut par Gingelom, 901. — **III.** Elagage des arbres, système Stephens, 82. 121. Routes de Landen à Saint-Trond, de Neder-Brakel à Renaix, *ibid.* De Ninove à Hal, de Wavre à Huy, de Stavelot à Huy. Plantations, élagage, 187. De Renaix à Neder-Brakel; entretien des routes, 245. Mons à Beaumont, Chimay et Charleroi; Charleroi à Saint-Michel, 304. Plantations, 305. Routes de Thielt à Denterghem, de Clercken à Dixmude, de Beaumont à Mons et à Chimay; largeur des routes, 364. Inspection des plantations, 365. De Huy à Stavelot, plantations, 465. Poteaux indicateurs, 587. — **IV.** Remboursements à faire à la ville de Namur du chef des routes provinciales, 153. Poteaux indicateurs, 156. De Renaix à Sottegem; plantations, 189, 190. Police, 251. Mode d'entretien; pét. du conseil provincial de Namur; pr. de M. de Woelmont. *r.* de M. Osy, 376. Route de Saint-Trond à Waremmme; plantations, 376, 377. Routes dans le Limbourg, 376. Mauvaise qualité des pavés, 442, 443. Mode de construction et entretien; plantations, 496. Pavage; routes dans l'arrondissement d'Eecloo; dans le Limbourg, 554. Mode de construction, 600. — **V.** Surveillance, entretien, plantations, 71. Construction, plantations, 135. De Hechtel à Loozen, 229. De Jamoigne à Marbehan, 250. Plantations, 289. Rachat des routes de Huy à Stavelot et à Tirlemont et de la Vesdre, 355. Affluents au chemin de fer, *ibid.* Routes d'Engis à Esneux, 356. De Landen à Hannut, 415. D'Oosterzele à Nevele. Mode de construction, abus de la ligne droite, 478. De Deurle à l'Escaut, 2^e partie, 68.

RUBANNERIE. II. Droits d'entrée. *r.* de M. de Biolley, 160.

RUBENS. II. Nécessité de restaurer les tableaux de la cathédrale d'Anvers, 592.

RUCHES. II. Droits d'entrée. *r.* de M. d'Hane de Potter, 681.

RUSSIAS. II. (*Voir TOILES.*)

RUSSIE. II. Traité de commerce. *r.* de M. de Rodés. Satisfaction causée par l'établissement de relations amicales avec cet empire, 885. — **III.** Légation belge à Saint-Petersbourg, 175. Traité de commerce. (*Voir TRAITÉS.*) — **IV.** Convention littéraire, *ibid.*

S

SABLE DE MER. I. Adjudication, 758.

SABOTS DU BÉTAIL. II. Droits de douane. *r.* de M. de Macar, 589. *r.* de M. Zoude, 793.

SACS. IV. Vérification des sacs vides à la frontière hollandaise, 300.

SAGES-FEMMES (Services rendus par les), 46.

SAINTE-GUDULE (Eglise de). **III.** Travaux de l'escalier. 363.

SAINT-SIÈGE. III. (*Voir TRAITÉS.*) — **V.** Légation auprès du Vatican, défense des droits du pape, 58, 123, 124, 125. Débat sur le cr. pour la légation, 210, 211, 281. Pét. des évêques au Roi, 471, 472. 2^e partie, 163. Echange de vues, 222, 223.

SANDWICH (Iles). **IV.** (*Voir TRAITÉS.*)

SAN SALVADOR. III. (*Voir TRAITÉS.*)

SANTÉ (Service de) de l'armée. **I.** Hôpitaux. Rapacité des infirmiers, 465. Déclarations relatives à l'affaire de l'inspecteur général, 557, 558. *r.* de M. de Pélichy. Adoption du crédit, 558. Crédit de 490,693 fr. *r.* de M. de Potesta de Waleffe. Hôpitaux militaires. Remplacement des infirmiers par des sœurs de charité, 698. — **II.** Avancement. Pr. de loi. *r.* de M. d'Aerschot, 590, 591. Critique du tantième alloué à l'inspecteur général sur les médicaments fournis pour la pharmacie de l'armée, 795. — **III.** Fourrages accordés aux médecins militaires, 414. Débat sur leur position, organisation du service, 460. — **IV.** Assimilation des médecins du régiment au grade de major, 184. Avancement, 597. — **V.** 2^e partie, 172, 227.

SARDAIGNE. III. (*Voir TRAITÉS.*)

SAXE-ALTENBOURH. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SAXE-COBOURG-GOTHA. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SAXE-COBOURG-GOTHA (Duc de). **II.** Sa mort. Compliments de condoléance au Roi, 308.

SAXE-MEININGEN. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SAXE ROYALE. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SAXE-WEIMAR. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SCHWARZBOURG. IV. (*Voir TRAITÉS.*)

SECOURS MUTUELS. III. *r.* de M. d'Hane de Potter sur le pr. de loi, 82.

SECRÉTAIRES COMMUNAUX. II. Demande d'augmentation de traitement, 676, 679. — **III.** Caisse de prévoyance. *r.* de M. du Trieu de Terdonck, 578. — **IV.** Caisse de prévoyance, 47, 129, 181, 594. — **V.** 63, 130, 216, 282, 351. 2^e partie, 59, 222, 225.

SECRET DU VOTE. V. *r.* de M. Leirens, 474-476; 2^e partie, 62.

SEL. II. Pr. de loi relatif à l'impôt. *r.* de M. Claes de Cock. Demande d'exemption en faveur de l'agriculture et des fabricants de sulfate de soude. *Id.*

pour les fromages destinés à l'exportation, 307. Exemption du droit pour le sel servant à l'alimentation du bétail, 390. Exemption de l'accise pour l'agriculture. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 589. — **III.** Emmagasiner dans les entrepôts, 71. — **IV.** A propos du traité avec la France, 44. Demande de l'abolition de l'impôt, 136, 190. Abolition, 598.

SÉNAT. **I.** Ameublement de la salle, 366. — **II.** Dépôt des plans de la nouvelle salle, 400. Observations de M. de Quarré sur ses dimensions; *c.* nommée pour l'examen des plans, ventilation, chauffage, 510. Retards dans la construction, 596, 786. Prise de possession de la nouvelle salle, 885. — **V.** Décoration par Gallait, 133. Agrandissement du palais, 135, 414.

SENNE. **IV.** Travaux d'assainissement, 377, 578.

SÉPULTURES. **III.** Police, 302.

SERAING. **I.** Convention avec M. J. Cockerill, 559, 632.

SERBIE. **V.** (*Voir TRAITÉS.*)

SERMENT. **I.** Avant la vérification des pouvoirs. *Pr.* de M. d'Arschot, 72. *Id.* de M. Hennequin, 128. — **II.** M. du Val de Beaulieu en demande le rétablissement en matière de successions, 67. Débat sur cet objet, 321. — **III.** Des conseillers provinciaux et communaux, 585.

SERVITUDES MILITAIRES. **III.**, 301. — **IV.** Pét. du conseil communal d'Anvers, 155, 228, 488, 600. — **V.** Indemnités, 228. Exécution de la loi, 415. Pét. de propriétaires d'Exterlaer et Boterlaer, 2^e partie, 172.

SIMONS, ingénieur. **II.** Sa mise en disponibilité. Explication de M. Desmaisières, 150, 151.

SOCIÉTÉ D'EXPORTATION. **II.** Débat à ce sujet, 788, 789, 885. — **III.**, 67.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. **I.** Son tantième en qualité de caissier de l'Etat, 121. Examen de ses rapports avec l'Etat, 177, 179. Sommes enlevées à l'agent de la Banque à Turnhout, 179. Demande de communication des documents relatifs à l'arrangement conclu avec l'Etat, 274. Taux de la remise. Fonds enlevés à Turnhout, 278. Débat sur la remise, 291. Suppression des caisses d'épargne. Critique de sa conduite, 368. Nouveau débat sur la nécessité de l'obliger à s'acquitter de ses obligations. Affaire de l'agence de Turnhout, 375. Débat sur ses rapports avec l'Etat, 463. Marques de défiance à son égard, 466. Convention du 7 novembre 1856, 551. Discussion, remboursement des fonds enlevés à Turnhout, 556. Emission de billets de 500 fr., 557. Agences dans les chefs-lieux d'arrondissement, 627. Nécessité de hâter la solution des différends avec l'Etat. Autorisation de prélever sur l'encaisse les sommes pour remboursement des capitaux appartenant aux provinces et aux communes. *r.* de M. de Baré, 652. Observations sur le contrat pour le service de caissier de l'Etat, 693, 756. — **II.** Nécessité de lui imposer de nouvelles conditions, 55. Capitaux laissés improductifs dans ses caisses, 149. Convention conclue avec l'Etat, 225. Remboursement d'avances faites aux concessionnaires de la Sambre canalisée. *r.* de M. Bonné-Maes, 590. Cours forcé des billets de banque. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 683. Nouvelle émission à cours forcé. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 685, 686, 687.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE BELGIQUE. **IV.**, 183.

SOCIÉTÉS ANONYMES. **III.** Réciprocité internationale. *r.* de M. d'Anethan, 302.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. **IV.**, 376. — **V.** Exemption de certains droits, 354.

SOIERIES. **II.** Avantages accordés aux soieries de France. *Id.* d'Allemagne, 144, 145.

SOIGNIES. **IV.** Ecole de dessin, 127.

SORTIE (Droits de). **III.** Suppression partielle. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 178.

SOURDS-MUETS. **I.** Création d'un institut, 276. Subside à l'abbé Carton, 469. Hommage à la mémoire du chanoine Triest, 551. — **V.** Institut des Frères à Bruxelles, 286.

SPA. **I.** Jeux; traitement du contrôleur, 757. — **II.**, 54. Demande de suppression du cr., 304. — **III.** Nouveau contrat avec la société, 577. — **IV.**

Suppression des jeux, 127. Cession du bois de Commune-Paule, 152. Participation de Nieupoort et Heyst aux bénéfices, 297. — **V.** Suppression des jeux, 69. Indemnité, 286.

STASSART (De). **IV.** Legs à l'Académie, 442.

STATISTIQUES (Critique au sujet du grand nombre de renseignements) demandés aux communes. **III.** Frais de la statistique générale, 174. Simplifications à introduire, 235.

STATUES. **II.** Erigées aux grands hommes, 149, 167, 168. Monument de Juste Lipse, 514. Charles de Lorraine, Marie-Thérèse, 395.

STAVELOT (Canton de). **II.** Réunion à l'arrondissement de Verviers, 685.

STEAMERS. **IV.** Construction par la Société Cockerill, 545. Cr. de 625,000 fr., 554, Cr. de 1,250,000 francs, 599.

STÉPHANIE (S. A. R. la princesse). **V.** Ses fiançailles avec l'archiduc Rodolphe d'Autriche, 2^e partie, 226.

SUBSISTANCES (Crise des). **II.** Cr. de 2 millions. *r.* de M. d'Ursel, 411-414. *Pr.* de loi. *r.* de M. Dellafaille, 585. Remise des droits de tonnage aux navires chargés de denrées alimentaires, 586. Cr. de 2 millions. *r.* de M. d'Arschot, 680.

SUCCESSION (Droit de). **I.** Sur les immeubles situés en Hollande. *r.* de M. de Rouillé, 371. Mode de perception du droit en Belgique. Diminution du produit depuis l'abolition du serment, 480, 565. Observations sur la perception des droits sur les successions ouvertes en France, 771. Payement des droits sur les biens situés en Hollande, 54. Interprétation de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817. *r.* de M. de Haussy, 61. M. du Val de Beaulieu demande le rétablissement du serment, 67. Débat sur cet objet, 321. Nouvelles observations de M. Desmanet de Biesme sur le double droit perçu en France et en Belgique sur les successions ouvertes en même temps dans les deux pays, 807. — **III.** Impôt en ligne directe. *r.* de M. Cogels, rejet, 76-80. Ajournement des chambres, 80. *r.* de M. Dellafaille, disc. et vote, 117-119. Produit de l'impôt, 587. — **IV.** Réciprocité internationale, 506. Impôt communal, 361. — **V.** Mode de perception des droits, 2^e partie, 69. Droits sur les immeubles situés en pays étranger, 163.

SUCRES. **I.** Transit. *r.* de M. Engler, 67. Demande de modifications à la législation existante, 564, 565. *Pr.* de loi. *r.* de M. de Haussy, 630. — **II.** Décharge de l'accise. *r.* de M. de Biolley, 56,

57, 228, 229. Surveillance des fabriques de sucre indigène, 229. Changement à la loi des droits différentiels en ce qui concerne cette denrée. *r.* de M. Dellafaille, 390. Pr. relatif à une importation de sucres postérieure à la loi sur les droits différentiels, 303. Droit d'accise. *r.* de M. de Chestret. Disc., 304. Resultat de la loi, 379. Exportation du sucre de betterave. *r.* de M. de Macar, 389. Surveillance des sucreries. *r.* de M. de Haussy, 389. Prorogation de l'article 1^{er} de la loi du 16 mai 1847, 681. Pr. de loi relatif à l'accise. *r.* de M. F. Spitaels, 793, 794. — **III.** Surveillance de la fabrication. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 116. Augmentation du droit d'accise. *r.* de M. Cogels. Surveillance des fabriques de sucres de betterave. *r.* de M. d'Hoop, 360. (*Voir* OCTROIS.) — **IV.** A propos du traité avec la France, 45, 232, 296, 300, 311, 453. — **V.** Cautionnement des fabricants, 289. Prorogation du régime des droits et des drawbacks, 332. Convention de 1875, impôt, 410, 415.

SUISSE. IV. (*Voir* TRAITÉS.)

SULFATE DE SOUDE. III. Surveillance de la fabrication, 259. — **IV.** Remise des droits sur une cargaison détruite, 228.

SURETÉ PUBLIQUE. I. 626. — **III.** Critique de l'augmentation du cr., 457. — **IV.** Cr. de 50,000 francs, 621.

SURLET DE CHOKIER. IV. Pr. de lui ériger un monument, 188.

SYLVICULTURE. IV. 592.

T

TABACS. I. Droits d'entrée. *r.* de M. d'Andelot, 631. Observations tendant à rétablir l'exercice, 641. — **II.** M. de Renesse propose d'établir un impôt sur cette denrée. 67. Pr. de loi. *r.* de M. Dellafaille, 307. Disc. sur la régie, 320, 321, 599. — **III.** Droit de débit. *r.* de M. Cogels, 76. Pét. des débitants de Bruxelles, *ibid.*

TABLEAUX. III. Achats faits à la vente de la galerie du roi Guillaume II, 81. *Id.* à la collection d'Huyvetter, à Gand, 174. *Id.* à la vente Van Saceghem (tableau de Teniers), 184. Achats faits aux expositions triennales, 303.

TAMISE. II. Service des bateaux à vapeur, 147. Location d'un bateau, 677. Navigation entre Anvers et Tamise, 806.

TARIF DES DOUANES. II. *r.* de M. d'Hoop, 36. Droits de sortie. *r.* de M. d'Hoop, 228, 229. Nécessité de la révision du tarif, 302. Pr. de loi de M. Cassiers, relative à cet objet, 307. *r.* de M. Cassiers, 308. Modifications. *r.* de M. de Ridder, 680, 681. Autorisation de lever les prohibitions de sortie et de réduire les droits d'exportation. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 794. *Id.* *r.* de M. Zoude, 888, 889.

TARIFS. II. En matière civile. *r.* de M. Savart. *Id.* en matière criminelle. *r.* de M. Savart, 800. — **III.** *Id.* 175, 183.

TAUREAUX (Achat de) de Durham. **V.** 280.

TE DEUM. I. Résolution d'y envoyer une députation à l'occasion de la fête du Roi, 71.

TÉLÉGRAPHES ÉLECTRIQUES. II. Etablissement. *r.* de M. F. Spitaels, 901. — **III.** Demande de les mettre à la disposition du public. Exploitation des télégraphes électriques. *r.* de M. Spitaels, tarifs,

82. Cr. de 150,000 fr. *r.* de M. Spitaels; droit de placer des poteaux sur les propriétés des particuliers, 120. Tarifs, 187. Demande de réduction. Cr. de 170,000 fr. pour extension des lignes. Demande d'admettre le public à se servir de tous les bureaux, 245. Bureaux dans l'intérieur des villes. Service direct d'Anvers à Ostende, 304. Taxe uniforme, 303. Remise des dépêches à domicile, 364, 462. Cr. de 226,000 fr. Lignes télégraphiques le long du chemin de fer du pays de Waes, 513. Tarifs; bureau central à Bruxelles, 586. — **IV.** Remise des dépêches à domicile, 59. Extension des lignes, 135. Bureau central à Bruxelles, 231. Bureau dans le Palais de la Nation, 245. Cr. de 300,000 fr. Promesse de réduire la taxe à 50 c., 309. Cr. de 650,000 fr. Irrégularités du service, 376. Prorogation de la loi sur les tarifs, taxes internationales, 600. — **V.** Emploi des femmes, bureau à Isque, 71. Pr. de créer des bureaux dans les communes qui en feront les frais, 134. Télégraphe spécial pour le parquet de Bruxelles, 335. Demande de relier les cantons de justice de paix, *ibid.* Télégraphe local. Maintien de l'heure du départ sur les télégrammes, 413.

TÉMOINS (Taxe des). **III.** 183.

TEMPOREL DES CULTES. IV. *r.* de M. d'Anethan. Disc. et vote, 594.

TERMONDE. II. Conseil de prud'hommes, 165. — **IV.** Fortifications en 1870, 620, 621.

TERNEUZEN (CANAL DE). II. Demande de suppression du péage, 67. M. d'Hoop demande que la Hollande soit mise en demeure d'exécuter les travaux pour l'écoulement des eaux, 901. — **V.** Approfondissement du canal, 71, 134, 228, 229. Négociation avec la Hollande, 406, 478. 2^e partie, 179. Nouvelle convention, 221, 230.

TERRAINS INCULTES. IV. Exemption des frais de régie pour les terrains boisés par les communes, 132.

TERRAINS MILITAIRES. Aménagement. **V.** 2^e partie, 64.

TERVUEREN. II. Assurances contre l'incendie. 303. Achat de parcelles enclavées dans le domaine, 390. — **III.** Travaux d'embellissement, 363. Acquisition de biens enclavés dans le domaine, 460.

TÊTE DE FLANDRE. I. Organisation du service avec Anvers, 179, 289. Cr. pour un service sur Burght. *r.* de M. de Rodes, 557, 693, 756. — **II.** Service de bateaux à vapeur, 147. Achat d'un second bateau. *r.* de M. Dellafaille, 168. Service du passage d'eau, 227, 234. M. Vilain XIII demande que ce service soit placé dans les attributions du ministère des travaux publics, 301. — **III.** 586. — **IV.** 296.

THÉÂTRE FLAMAND de Bruxelles. **V.** 413, 472.

THORN. I. Son arrestation. Pr. de M. de Robiano. Lettres de M. Thorn. Protestation. Pr. de M. Lefebvre-Meuret de voter une Adresse au Roi. Communication de la correspondance officielle, 63. Explications du *m. a.*, 64. Nouvelles protestations, 120. Mise en liberté. Témoignage de sympathie, 126. — **II.** Gouverneur du Hainaut, pension à sa veuve, 233.

TIMBRE. I. Pr. de loi. *r.* de M. de Baillet. Discussion et vote, 699. — **II.** Des effets de commerce. *r.* de M. Van Schoor, 691. Timbre des lettres de voiture. *r.* de M. de Royer, 796. Réduc-

tion des pénalités pour les contraventions. *r.* de M. Zoude, 892. — **III.** Adhésif des effets de commerce, 414. — **IV.** Des billets au porteur, 132. Suppression du timbre d'avis, 243. *Id.* des billets au porteur, 493. — **V.** Suppression pour les quittances des registres des établissements publics, 220. Adhésif pour les affiches, 353.

TIR NATIONAL. **IV.** 49, 133.

TITRES DE NOBLESSE. **II.** Idée de les frapper d'un impôt, 53. Déclaration de M. d'Hoffschmidt, 675. — **III.** Publication des arrêtés royaux qui les confèrent, 174.

TOILES. **I.** Droits d'entrée. *r.* de M. de Pélichy, 284. — **II.** Estampille des toiles faites à la main, 226. *Russias*, fabrication dans la prison de Saint-Bernard. Cr. de 800,000 fr. *r.* de M. Van Schoor, 797. Cr. de 2 millions. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 892, 893. — **III.** Entrée en Sardaigne, 67. Fabrication à la prison de Saint-Bernard, 119, 174, 183, 241, 301, 362, 512.

TONNAGE ET PILOTAGE (Droits de). **IV.** 46, 125, 128, 360.

TOURNAI. **IV.** Echange de terrains, 140. — **V.** Tir à la cible, 127.

TOXIQUES (Interdiction d'importer les matières). **V.** 474.

TRAITÉ DES 24 ARTICLES. **I.** *r.* de M. de Muele-naere sur les négociations. Lecture du pr. de loi. *r.* de M. Vilain XIII, 62. Adoption, 63. Pr. de M. Lefebvre-Meuret de rédiger une Adresse au Roi pour protester contre le retard que met la Hollande à signer le traité. Rejet. Lecture du protocole qui ajourne la ratification, 63. Adresse pr. par M. de Quarré. Adoption. Réponse du Roi, 64. Attitude à prendre vis-à-vis de la Conférence, 120. Politique du ministère. *r.* de M. Goblet, *m. a.*, 121. Déclaration de M. Hennequin sur la portée de son serment, 128. Débat sur le traité et la convention du 21 mai 1853. *r.* de M. Goblet, *m. a.*, 176. Demande d'explications, 177. Débat sur le maintien du traité, 274. Enlèvement de M. Hanno. Adresse au Roi. Cr. pour la résistance, 275. Interpellation sur la situation. Mouvement des troupes prussiennes. Attitude de la France, 364, 365. Protestation du Limbourg et du Luxembourg contre l'exécution du traité. Adresse au Roi, 625. Déclaration relative à l'intégrité du territoire. Interpellation au sujet des négociations. Instructions données aux plénipotentiaires belges, 688. *r.* de M. de Theux. Ajournement du sénat. Convocation. Pr. de loi de M. d'Hane. Discussion du traité de paix, 689-694. Cr. pour l'exécution. *rr.* de MM. d'Arschot et d'Hooghvorst, 694. Critique de la conduite du ministère, 703. Le gouvernement accusé d'avoir trompé le pays, 767, 768. — **II.** Travaux des commissions de délimitation, question des eaux et du pilotage, 52. Convention d'exécution, 148. Cr. pour le paiement des frais. *r.* de M. de Macar, 150. Dépenses d'exécution. *r.* de M. de Stassart, 301. Prescription des créances mentionnées à l'article 64 du traité du 5 novembre 1842. *r.* de M. de Haussy, 308.

TRAITEMENTS D'ATTENTE. **II.** 52, 900.

TRAITÉS DE COMMERCE. **II.** Avec le bey de Tunis, avec la cour de Rome, la ville libre de Francfort et le duché de Hesse, 51. Nécessité de soumettre ces conventions à l'approbation des chambres, 52. *Id.* avec la Turquie. *r.* de M. de Rodes. *Id.* avec

la Grèce. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 52. *Id.* avec la France. *r.* de M. de Biolley, 143. Exécution de la convention. *r.* de M. de Rodes, 142, 144. *Id.* avec l'Espagne. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 224. Avec les Pays-Bas. *r.* de M. de Stassart, 225. *Id.* avec le Zollverein. *r.* de M. de Biolley, 378. Avec les Etats-Unis. *r.* de M. Dumon-Dumortier, 494. Avec la France. *r.* de M. Béthune, 495. Avec la Hollande. *r.* de M. de Briey, 495. Avec les Deux-Siciles. *r.* de M. Van Hoobrouck de Mooreghem, 675. Russie. *r.* de M. Béthune, 883. Guatemala. *r.* de M. Van Leempoel, 883. — **III.** Avec le Nicaragua. *r.* de M. Eloy de Burdinne. *Id.* avec le Pérou et la Bolivie. *r.* de M. Gillès de 's Gravenwezel. *Id.* avec le Mexique, la Sardaigne et les Pays-Bas (navigation de la Meuse). *rr.* de M. de Rodes, 67. Ajournement du traité avec la Hollande, par les états généraux; explications. Traité avec la Grande-Bretagne; convention additionnelle au traité avec le Zollverein. *rr.* de M. Grenier-Lefebvre. Convention de pêche avec la Grande-Bretagne, 114. Convention du 9 décembre 1852 avec la France. *r.* de M. Spitaels, 173. *Id.* avec le saint-siège. *r.* de M. Michiels-Loos, 173. Avec le Zollverein. *r.* de M. Michiels-Loos. Avec la France. *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 254. Avec l'Autriche. *r.* de M. Michiels-Loos, 255. Avec le Mexique. *r.* de M. Michiels-Loos. Avec l'Angleterre (convention littéraire). *r.* de M. Grenier-Lefebvre, 296. Avec la Grèce. *r.* de M. de Rodes. Avec le Danemark (abolition du péage du Sund et des Belts). *r.* de M. Michiels-Loos, 408. Avec les Deux-Siciles, l'Uruguay, la Perse, la Sardaigne, le Venezuela, San Salvador et la Russie. *rr.* de M. Michiels-Loos, 454. Avec le Chili, le Honduras, Libéria, Nicaragua, Costa-Rica, Guatemala et les Etats-Unis. *rr.* de M. Michiels-Loos. Avec les Pays-Bas (convention littéraire), l'Espagne, *id.* *rr.* de M. de Sélys-Longchamps. Avec la France. *r.* de M. Michiels-Loos, 504. Avec la Sardaigne (convention littéraire), la Confédération Argentine et le Pérou. *r.* de M. Michiels-Loos, 574. — **IV.** Avec le Hanovre pour le péage de Stade. Avec la France (commerce, navigation, convention littéraire), 44. Avec la Russie (convention littéraire), avec les îles Sandwich, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Zollverein, les Pays-Bas (rachat du péage de l'Escaut, prises d'eau à la Meuse), avec Lubeck et Brême, avec les Etats-Unis, 179, 180. Avec le Zollverein, 295. (Additionnel), avec les Pays-Bas, avec la Chine, convention littéraire avec la Saxe, Anhalt, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha et le Hanovre, 358, 359. Convention littéraire avec Saxe-Altenbourg, la Prusse, le Portugal, Saxe-Weimar, la Suisse. Traité avec le Japon, avec l'Autriche, 432. Convention littéraire avec Schwarzbourg et Reuss; convention avec la France au sujet de l'indemnité pour sauvetage d'engins de pêche, 487. Avec les Etats-Unis, émigrants, marques de fabrique, convention consulaire, avec le royaume des Pays-Bas relativement à l'exercice de l'art de guérir, 542, 543. Avec l'Espagne, avec la France (assistance judiciaire), 592. — **V.** Avec l'Espagne, avec l'Italie, 57. Avec l'Allemagne pour les marques de fabrique, avec la Hollande pour l'endiguement du Zwyn, les prises d'eau à la Meuse, et le passage du chemin de fer d'Anvers à Gladbach sur son territoire, 208. Avec la France, 209. Avec le Portugal,

la république d'Orange, 281. Avec le Pérou, 347. Avec les Etats-Unis et l'Espagne, 348. Avec l'Allemagne pour la protection des marques de fabrique. Traité avec le Chili, le Transvaal, 406. L'Italie, 407. Avec l'Autriche, 471. La Roumanie, le Brésil, 472. Avec l'Espagne, 2^e partie, 57. Convention consulaire avec l'Italie, 92. Avec la Serbie, prorogation du traité avec la France, avec l'Allemagne, convention littéraire avec l'Espagne. *Id.* consulaire avec les Etats-Unis, 221.

TRAMWAYS. V. A vapeur sur les accotements des routes, 281. Dans la Flandre orientale, 285. Pr. de M. Beernaert, 351, 408. Dans l'arrondissement d'Eecloo, 474. Agricoles, 2^e partie, 221. Chemins de fer vicinaux sur les accotements des routes, 225.

TRANSCRIPTION des actes translatifs ou déclaratifs de droits réels, de partage et de licitation. III, 72.

TRANSFERTS. I. M. de Haussy demande qu'on renonce à ce mode de procéder, 756, 770. — II, 52.

TRANSIT. I. r. de M. Engler. Discussion, vote, 461. — II. r. de M. du Val de Beaulieu, 161. Modifications au régime en vigueur. r. de M. d'Ursel, 228. Pr. de loi. r. de M. Vilain XIII, 386, 388. Prorogation. r. de M. Dellafaille. Convoyage des wagons en douane, 503. Prorogation. r. de M. Béthune, 589. *Id.* r. de M. de Macar, 680. *Id.* r. de M. Cogels, 795. — III. r. de M. Cassiers, 178. r. de M. Cogels, 459. — V. Impôt, 72. 2^e partie, 175.

TRANSVAAL. V. (Voir TRAITÉS.)

TRAVAUX PUBLICS. I. Concessions par voie de péages. r. de M. de Quarré, 72. Système des adjudications, 178. Débat sur les avantages et les inconvénients du système des concessions, 476, 477. — II. Demande d'économies, 234. M. de Bavay, c. r., pour la défense du B. M. Claes de Cock demande un travail d'ensemble sur les routes et canaux du royaume, 318. M. Desmanet de Biesme critique l'habitude de dépasser les devis, 695. — III. Pr. de 1851. r. de M. Spitaels, 121. Nécessité de se renfermer, pour l'exécution, dans les termes des contrats, 234. Exécution de travaux décrétés en 1851, 304, 305. Pr. de 1859. r. de M. Spitaels, 536. Critique de la répartition des travaux entre les provinces, 586. — V. Centralisation des services dans un même bâtiment, 71. Lenteur dans l'exécution des travaux, 228. Demande d'un emprunt, 2^e partie, 68.

TRÉSOR. III. Frais de l'agence de Bruxelles, 361.

TRIBUNAUX. I. De commerce à Bruges et à Courtrai. r. de M. Dellafaille, 181. Tribunal de Bruxelles. r. de M. de Haussy, 287. De Charleroi, de Termonde, 365. 2^e v.-p. au tribunal de Bruxelles. r. de M. de Man d'Hobruge, 470. Tribunaux de Verviers et de Hasselt, classification, 470. Tribunaux de Diekirch, de Charleroi, de Tournai. r. de M. Van Muyssen, 627, 637. Classement, Neufchâteau, Termonde, Saint-Nicolas, 695. Du Limbourg, du Luxembourg, 700, 701. A Saint-Nicolas, 756. — II. Création d'une 3^e place de juge d'instruction à Bruxelles. r. de M. Dupont d'Ahérée, 61. Diminution du personnel des tribunaux d'Anvers, Gand et Namur. r. de M. de Ridder, 167. Tribunaux de Tournai et de Charleroi. r. de M. Dupont d'Ahérée, 167. Classification, personnel et traitements, 393, 394. Demande

d'augmentation du personnel des tribunaux de Mons, Louvain et Furnes, 581. Augmentation du personnel des tribunaux de Nivelles et de Louvain, 592. Réduction du personnel des tribunaux de Tournai et de Charleroi, 695. — III. Prorogation du terme fixé pour la réduction du personnel à Tournai et à Charleroi. r. de M. Wyns de Raucour, 120. Augmentation du personnel à Bruxelles, 184. Augmentation du personnel à Namur et à Anvers. r. de M. d'Anethan. Prorogation du terme fixé pour la réduction à Tournai et à Charleroi. r. de M. de Thuin. Augmentation du personnel de divers tribunaux. r. de M. Lonhienne, 461. — IV. Personnel du tribunal de Tournai, 307. Arriéré, 374. — V. Augmentation du personnel à Bruxelles et Nivelles, 133. *Id.* à Anvers, 225, 226. *Id.* à Bruxelles, 287. Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 413. Création d'une 3^e chambre à Anvers, 477. Augmentation du personnel de quelques tribunaux, 2^e partie, 177, 229.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. II. Difficulté de trouver les juges, 61. Demande d'un tribunal pour Saint-Nicolas, 504. — III. A Alost, 461. — IV. Traitement des greffiers, 188, 553.

TROUPES ÉTRANGÈRES. I. Passage sur le territoire, 68.

TULLES. I, 284. Droits d'entrée. Pr. de loi rectificatif, 652.

TUNIS. II. Convention avec le bey, 52.

TURQUIE. I. Mission à Constantinople. r. de M. H. de Mérode, 625. — II. Traité de commerce. r. de M. de Rodas, 52. — III. Relations avec cette puissance, 234.

U

UCCLE. III. Vente de l'établissement séricicole, 460.

UNION DOUANIÈRE. II. Discussion sur l'union douanière avec la France et l'Allemagne, 160.

URUGUAY. (Voir TRAITÉS.)

V

VACCINE. II. Propagation, 676, 789. — V. Pr. de la rendre obligatoire. 2^e partie, 227.

VAN DER SMISSEN (Lettre du général) demandant le rejet du projet d'amnistie. I, 765. Disc., 765.

VENEZUELA. III. (Voir TRAITÉS.)

VENTES. I. De bois sur pied, impôt de 2 p. c. r. de M. Dellafaille. Rejet, 286. *Id.* à l'encan de marchandises neuves. r. de M. Dumon-Dumortier. Disc. et vote, 632. — II. Interprétation de la loi. r. de M. de Haussy, 51. Pr. de loi. r. de M. d'Ursel, 505.

VÉRIFICATIONS DES POUVOIRS. I. Débat sur l'élection de MM. de Sécus et De Gorge-Legrand à Mons, validation. Election de M. de Quarré à Dinant, annulation. Election du collège d'Ostende, Furnes, Dixmude. M. Eug. Van Hoobrouck de Mooreghem substitué à M. de Ridder. Election de M. de Wautier à Bastogne-Marche. Défaut de convocation des électeurs de Marche. Election de M. de Quarré à Luxembourg. Contestation sur le paiement du cens d'éligibilité. Validation, 72. *Id.* M. Van den Steen de Jehay, 128. Election de M. Savart-Martel à Tournai, annulation, enquête, 128, 129. Election

de M. Van der Straten-Ponthoz à Neufchâteau-Virton. Cens d'éligibilité. *r.* de M. d'Arschot, validation. Enquête relative à M. Savart, annulation, 183. Election de M. Dumon-Dumortier à Tournai. Indigénat. Election validée, 479. Election de M. Bonné-Maes à Roulers. *r.* de M. de Stassart. Convocation tardive. Validation, 770. — **II.** Débat sur l'élection de M. Siraut à Mons. Validation, 320. Triple élection du prince de Ligne par le collège d'Ath, 794. — **III.** De M. Laoureux, élu à Verviers. Payement du cens, 122. Election de M. de Cesve de Rosée à Philippeville, réclamation relative à la boîte du scrutin, validation; *id.* de M. Van Leempoel à Bruxelles, payement du cens, annulation, 188. Election de MM. Seutin et Coppyn à Bruxelles; payement du cens, centimes additionnels, non-inscription sur la liste des éligibles, validation, 244. Election de M. Wincqz à Soignies, disc. sur le chiffre de la majorité absolue, annulation, 416. Election de Louvain. *r.* de M. de Sélys-Longchamps; pr. d'enquête; nouveau *r.* de M. d'Anethan, validation, 537. — **IV.** Election de M. Van den Bergh à Anvers, validation, refus de l'élu, 190. Election de M. Tellier à Mons, centimes additionnels, 252. Election de M. Delecourt à Gand, 600. De M. Léon de Robiano à Nivelles, de MM. Crocq et De Vadder à Bruxelles, 621. — **V.** M. de la Roche élu à Soignies, annulation, 478. Election d'Anvers, validation, protestation du chanoine Andries à propos d'une réclamation adressée en son nom contre l'élection de M. Boyaval à Bruges. 2^e partie, 95.

VERRERIES. I. Tarif, 631. — **II.** Droit de sortie. *r.* de M. Desmanet de Biesme, 55, 56.

VÉTÉINAIRE (Médecine). II. Pr. de loi sur l'exercice de cet art. *r.* de M. du Trieu de Terdonck, 895.

VICES RÉDHIBITOIRES en matière de ventes d'animaux domestiques. **II.** *r.* de M. d'Anethan, 892.

VICTOR HUGO (Expulsion de). **V.**, 70.

VIEILLE-MONTAGNE. I. Convention entre l'Etat et le sieur Mosselman, 652.

VINAIGRE ARTIFICIEL. II. Réclamation des fabricants en vue d'être exonérés de l'impôt, 236. Pr. de loi. *r.* de M. de Borchgrave, 307.

VINS. I. Essais de production en Belgique, 280. — **II.** Avantages accordés aux vins de France. *Id.* aux vins d'Allemagne, 143, 144. Pr. d'accorder aux négociants en vins une réduction des droits d'accise. *r.* de M. de Haussy, rejet, 161.

VISÉ (Porte de) à Tongres. **V.**, 349.

VOIES NAVIGABLES. IV. Abaissement des péages, 309. — **V.** Amélioration, 355, 356. Pr. d'emprunt,

478. Travail de M. l'ingénieur Finet, 2^e partie, 178. Complément du réseau, 179, 231.

VOIRIE URBAINE. II. r. de M. de Baré de Comogne, 154, 155.

VOIRIE VICINALE. II. Charges imposées aux communes, 226, 381, 510. Répartition du cr., 580, 789, 900. — **III.** Encouragements, 69, 174. Répartition des crédits, 235. Atlas, 297. Insuffisance des crédits, 358, 410. Surveillance, 587. — **IV.** 45. Entretien, 127, 189, 224, 295, 296, 301, 309, Enregistrement des rôles, 360. Changement à la loi du 10 avril 1841, 375, 600. — **V.** Amélioration, entretien, 61. Répartition des subsides, crédit de 2 millions, 72. Extension et entretien, 127, 155. Cr. pour le Limbourg, 209. Entretien, reprise des chemins de grande vicinalité, 289. Retards de l'Etat dans l'exécution de ses engagements, 407. Reprise par l'Etat des chemins de grande vicinalité, 2^e partie, 68. Répartition des subsides, 165. Police, 231.

VOLONTAIRES de 1830. I. Indemnité aux anciens officiers, 72, 181. Renvoi dans leurs foyers, 286.

W

WARNANT. V. Nommé greffier du sénat, 2^e partie, 166.

WARRANTS. II. r. de M. d'Hoop, 681. — **IV. r.** de M. Bischoffsheim, 136, 191.

WAVRE. I. Pét. demandant qu'on y transfère le chef-lieu de l'arrondissement de Nivelles, 374.

WIERTZ. III. Subside pour la construction de ses ateliers. — **IV.** Legs de ses œuvres à l'Etat, 374, 375.

WILLEMS. III. Pét. relative à l'inoculation de la pleuropneumonie exsudative du bétail. *r.* de M. de Renesse, 408. — **IV.**, 127, 180, 181, 223, 295.

Z

ZINGARIS. IV. Expulsion, 434.

ZOLLVEREIN. II. Extension aux vins et aux soieries d'Allemagne des avantages accordés à la France par la convention du 16 juillet 1841, 143, 144. Traité de commerce. *r.* de M. de Biolley, 378.

— **III.** Convention additionnelle au traité de commerce de 1844. (*Voir TRAITÉS.*) — **IV.** *Ibid.*

ZONHOVEN (Convention de), **I.** 290, 291. Pét. relatives au passage des troupes hollandaises dans des communes du Limbourg, 374.

ZWYN. IV. Endiguement, 376, 377. Convention avec les Pays-Bas, 543. — **V.**, 154, 155, 208.

SÉNAT.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS.

1831-1880.

A

Andelot (d'), I, II.
Andrimont (J. d'), V.
Anethan (d'), II, *m. j.*, III, IV, *m. a.*, V,
m. a., *v. p.*
Anoul, III, *m. g.*
Ansembourg (d'), I, *s.*, II.
Arschot (d') père, I, *v. p.*, II.
Arschot (d'), IV.
Aspremont-Lynden (d'), IV, V, *m. a.*

B

Bagenrieux (de), II, III.
Baillet (J. de), I, *v. p.*, II, *v. p.*, III, *v. p.*
Balisaux, V, *g.*
Bara, IV, *m. j.*, V, *m. j.*
Barbanson, IV.
Baré de Comogne, I, *s.*, II, *s.*
Bavay (de), II, *m. t.*
Beernaert, V, *m. t.*
Beke-Beke, I.
Bergh, III, IV, V.
Berten, III, *m. g.*
Béthune, II, III, IV, V.
Beyts, I, *v. p.*
Biart, V.
Biolley (de), II.
Bischoffsheim, IV, V.
Bois de Nevele (du), I.
Bonné-Maes, I, II.
Bonnet, V.
Borchgrave (de), II.
Bousies (de), I, II.
Boyaval, III, IV, V.
Brabant (S. A. R. le duc de), III, IV.
Briey (de), I, II, *m. a.*
Brouckere (Ch. de), I, *m. g.*, *c. r.*
Brouckere (H. de), III, *m. a.*

Brouwet, V.
Bruyneel, V.
Buisseret (de), III.
Bus (A. du), III, IV, V.
Bus (B. du), V.
Buzen, II, *m. g.*

C

Cannart d'Hamale (de), IV, V.
Cartier d'Yves (de), I, III.
Casier de Hemptinne, IV, V.
Cassiers, I, II, III, IV.
Cesve de Rosée (de), III.
Chazal, II, *m. g.*, III, *m. g.* IV, *m. g.*
Chestret (de), III.
Claes de Cock, II.
Cogels du Bois, II, III.
Cogels-Osy, IV, V.
Coghen, I, *m. f.* II, III.
Collet, V.
Coninck (de), I.
Coninck (C. de), V.
Coppens (de), I, II.
Coppyn, III.
Corbisier, III, IV.
Cornesse, IV, *m. j.*, V, *m. j.*
Crocq, V.

D

Daminet, II.
De Block, III, IV.
De Cock, IV.
De Decker, III, *m. i.*
Defuisseaux, III.
Delannoy, I, *c. r.*
De Lantsheere, V, *m. j.*
Delcour, V, *m. i.*
Delecourt, IV, V.
Delfosse, I, *c. r.*

Dellafaille (H.), I, *c. r.*, II, II, IV, *v. p.*,
V, v. p.
 Dellafaille d'Huyse, I.
 De Liem, II, *m. g.*
 De Neckere. Voir Neckere.
 Desmaisières, I, *m. f.*, II, *m. t.*
 Desmanet de Biesme, I, II, III.
 Dethuin. Voyez Thuin.
 De Vadder, V.
 Dewandre, V.
 D'Hanis, V.
 D'Hoop. Voir Hoop (d').
 Dindal, II, *v. p.*, III, *v. p.*
 Dolez (F.), IV.
 Dolez (H.), V.
 Dorlodot (de), III.
 Dujardin, I, *c. r.*
 Dumon, III, *m. t.*
 Dumon-Dumortier, I, *s.*, II, III, *p.*
 Du Pont, II, *m. g.*
 Dupont d'Ahérée, I, II, III, IV.
 Dupont de Fayt, I.
 Duvivier, I, *c. r.*, *m. f.*

E

Eloy de Burdinne, II, III.
 Engler, I, II.
 Ernst, I, *m. j.*
 Espiennes (d'), I, II.
 Evain, I, *m. g.*
 Everaerts, V.

F

Faider père, I, *c. r.*
 Faider (Ch.), III, *m. j.*
 Favereau(de), II, III, IV.
 Fléchet, V.
 Forgeur, III, IV.
 Fortamps, III, IV, V.
 Frère-Orban, II, *m. t.*, *m. f.*, III, *m. f.*,
 IV, *m. f.*, V, *m. a.*

G

Gheldolf, IV.
 Gillès de 's Gravenwezel, III, IV.
 Goblet, I, *m. a.*, II, *m. a.*
 Goethals, IV, *m. g.*
 Gorge (de) Legrand, I.
 Grandgagnage, V.
 Graux, V, *m. f.*
 Greindl, III, *m. g.*
 Grenier-Lefebvre, II, III, *s.*, *v. p.*, IV.
 Guchteneere (de), I.
 Guillaume, IV, *m. g.*

H

Hane de Potter (d'), I, II, III.
 Haussens-Hap, III, IV.
 Harou, IV.

Haultepenne (d'), I.
 Haussy (de), I, II, *m. j.*
 Hennequin, I.
 Hoffschmidt (d'), II, *m. t.*, *m. a.*, IV.
 Hoobrouk de Mooreghem (Van). Voir
 Mooreghem.
 Hooghvorst (d'), I, II.
 Hoop (d'), II, III, IV.
 Houtart-Cossée, IV, V.
 Huart (d'), I, *m. f.*, V.
 Hubert, IV, V.

J

Jacobs, IV, *m. f.*, V, *m. f.*
 Jamar, III.
 Jamar (A.), IV, *m. a.*
 Janssens-Smiths, V.
 Jonghe (G. de), I, II.
 Jonghe d'Ardoye, I, *q.*, II, *q.*
 Joostens, III, IV.

K

Kerchove de Denterghem (de), III.
 Kerckhove (de), I, *c. r.*
 Kervyn de Lettenhove, IV, *m. i.*, V, *m. i.*

L

Labbeville (de), III, IV, *s.*, V, *s.*
 La Coste (de), I, III, IV.
 Lammens, V.
 Laoureux, III, IV, V.
 Lauwers, III.
 Lebeau (Ch.), IV, V.
 Lebeau (J.), I, *m. j.*, II, *m. a.*
 Leclercq, I, *m. j.*, II, *m. j.*
 Leempoel de Nieuwmunster (van), II,
 III. (Voir Leempoel.)
 Lefebvre-Meuret, I.
 Leirens, V.
 Lenger, IV.
 Lepoivre, V.
 Lhoneux (de), V.
 Liagre, V, *m. g.*
 Liedts, I, *m. i.*, II, *m. i.*, III, *m. f.*
 Ligne (de), II, III, *p.*, IV, *p.*, V, *p.*
 Limburg-Stirum (P. de), V.
 Limburg-Stirum (Th. de), V.
 Loe (de), I.
 Loen d'Enschedé, V.
 Lonhienne, III, IV.
 Looz (de), I.
 Looz-Corswarem (de), IV, *s.*, V, *s.*

M

Macar (de), I, II.
 Maertens-Pelckmans, III.
 Malou-Vergauwen I, II.
 Malou-Vandenpeereboom, II.
 Malou (J.), II, *m. f.*, IV, *m. e.*, V, *m. f.*
 Man d'Attenrode (de), V.

Man d'Hobruge (de), I.
 Marnix (de), II, *q.*, III, *q.*
 Massez, I.
 Mazeman de Couthove, III, IV, V.
 Méan (de), I.
 Mercier I, *m. f.*, II, *m. f.*, III, *m. f.*
 Mérode (L. de), I, *m. a.*
 Mérode (H. de), I, II.
 Mérode (L. de), V.
 Mérode-Westerloo (de), IV, V.
 Michiels-Loos, III, IV.
 Moerman d'Harlebeke (de), III.
 Moncheur, V, *m. t.*
 Mooreghem (Van Hoobrouck de) père, I.
 Mooreghem (Van Hoobrouck de) fils, I, *s.*, II, *s.*
 Mosselman, II, III.
 Muelenaere (A. de), I, *m. a.*
 Muysen (van), I, II, III. Voir Van Muysen.

N

Namur d'Elzée (de), V.
 Neckere (de), II, III.
 Neef, III.
 Nevele (du Bois de), I, II.
 Nothomb (J.-B.), I, *c. r.*, *m. t.*, II, *m. i.*
 Nothomb (A.), III, *m. j.*
 Nypels, I, *c. r.*

O

Omalius d'Halloy (d'), II, III, IV, *v. p.*,
V, v. p.
 Orban de Xivry, IV, V.
 Osy (Ed.), V.
 Osy de Wichen (baron), IV.
 Oultremont (d'), I.
 Overschie de Neeryssche (d'), II, III,
 IV, *q.*, V, *q.*
 Ozeray, IV.

P

Parloes, III, *m. t.*
 Pecsteen de Vrière, III.
 Pélichy (de), I, II, III.
 Pennart, V.
 Piercot, III, *m. i.*
 Piéton, II.
 Pigeolet, V.
 Piret-Goblet, V.
 Pirmez (Eud.), IV, *m. i.*
 Pirmez (S.), II, III, IV, V.
 Pitteurs-Hiegaerts (de), II, III, *s.* IV, V.
 Potesta de Walcffe (de), I, II.
 Pycke de Peteghem, V.

Q

Quarré (de), I, II.

R

Ralkem, I, *m. j.*
 Rasse (de), I.
 Rasse (de), III, IV, *s.*
 Renard, III, *c. r.*, IV, *m. g.*, V, *m. g.*
 Renesse-Breidbach (de), I, II, *s.* III, *s.*
v. p. IV, *v. p.*
 Reyntiens, IV, V.
 Ribaucourt (de) père, II, III, *q.*, IV, V.
 Ribaucourt (de) fils, V.
 Ridder (de), I, II.
 Robert, III.
 Robiano (E. de), I.
 Robiano (F. de), I.
 Robiano (Lud. de), III, IV, *s.*, V, *s.*
 Robiano (M. de), IV.
 Robiano (Léon de), V.
 Rodes (de), I, *s.*, II, *s.*, III, *q.*, IV, *q.*, V.
 Rodes (Th. de), V.
 Rogier, I, *m. i.*, II, *m. i.*, III, *m. i.*, IV, *m. i.*,
m. a.
 Rolin, II, *m. t.*
 Rolin-Jacquemyns, V, *m. i.*
 Rooman de Block, I.
 Rouillé (de), I, *q.*, II, *q.*
 Rouveroy, I, *s.*, II.
 Royer de Voldre (de), II, III.
 Rutten, II, III.
 Ryckman (de), III.

S

Saceghem, voir Van Saceghem.
 Sacqueleu, III.
 Sacqueleu, IV, V.
 Saintelette, V, *m. t.*
 Savart, II, *s.*, III, *s.*
 Schietere de Lophem (de), II.
 Sécus (de), I, *v. p.*
 Schiervel (de), I, *p.*, II, *p.*
 Séllys-Longchamps (de), III, IV, V, *v. p.*
 Servaes, III, *c. r.*
 Seutin, III, IV.
 Simons, I, *c. r.*
 Siraut, II.
 Smits, II, *m. f.*
 Snoy, I.
 Solvyns, IV, V.
 Soudain de Niederwerth, I, *c. r.*
 Spitaels (F), II, III, *s.*, IV, *s. v. p.*
 Spitaels (P), II.
 Stassart (de), I, *p.*, II.
 Stiellemans, III, IV.
 Stockhem (de), I, II.
 Surmont de Volsberghe (de), V.

T

Teichmann, I, *c. r.*, II.
 Tellier, IV.
 Tercelin-Monjot, V.
 Tesch, III, *m. j.*, IV, *m. j.*
 Theux (de), I, *m. i.*, II, *m. i.*, V, *m. a.*
 Thiry, I, *c. r.*

Thorn, I.
 Thiébauld, V, *m. g.*
 Thuin (de), III, IV. Voyez Dethuin.
 T'Kint de Roodenbeke, IV, *s.*, V, *s.*
 Tornaco (de), II, III, *v. p.*, IV, *v. p.*, V,
v. p., *p.*
 Trieu de Terdonck (du), II, III, *s.*, IV, *s.*

U

Udekem (d'), II, III.
 Ursel (d'), I, II, III, IV, V.
 Ursel (L. d') V.

V

Val de Beaulieu (du), I, II.
 Van Caloen, IV, V.
 Van Crombrughe, V.
 Van Delft, IV, V.
 Van den Bergh-Elsen, IV, V.
 Van den Hecke, I.
 Vandenpeereboom, A, IV, *m. i.*
 Van den Steen de Jehay, I.
 Van der Heyden à Hauzeur, I, II.
 Vanderstichelen, III, *m. t.*, IV, *m. a.*
 Van der Straeten, I.
 Van der Straeten-Ponthoz, I, II.
 Van de Weyer, I, *c. r.*, II, *m. i.*
 Van Havre (G.), III, IV.
 Van Hoorebeke, III, *m. t.*
 Van Humbeeck, V, *m. inst. pub.*
 Van Naemen, III, IV.
 Van Ockerhout, V.
 Van Overloop, V.

Van Remoortere de Naeyer, II, III.
 Van Saceghem, I, II.
 Van Schoor, II, *q.*, III, *q.*, IV, *q.*, V, *q.*
 Van Volxem, II, *m. j.*
 Van Vreckem, V.
 Van Willigen, V.
 Van Woumen, II, III, IV.
 Vergauwen, II, *s.*, III, *s.*, IV.
 Veydt, II, *m. f.*
 Vilain XIII (A.), III, IV, V.
 Vilain XIII, I, *v. p.*, II, *v. p.*
 Vrière (de), III, *m. a.*, IV, *m. a.*

W

Waha (de) II, *v.* III.
 Wasseige, IV, *m. t.*, V, *m. t.*
 Wautier (de), I.
 Willems, V, *q.*
 Willmar, I, *m. g.*
 Wincqz, III, IV, V.
 Woelmont (G. de), IV, V, *v.*
 Woelmont d'Hambraine (de), III, IV, V.
 Woestyne (Van de), III, IV, V.
 Wouters de Bouchout (de), I, II, III.
 Wyns de Raucour, II, III, *v. p.*

Y

Ysenbrandt, II.

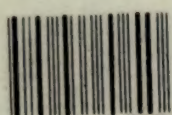
Z

Zaman, III, IV.
 Zoude, II, III.

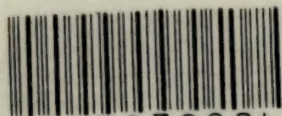
La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date due

--	--	--



a39003



002727203b

CE DH 0671

.H9 1877 V005

C00 HYMANS, LOUI HISTOIRE PAR

ACC# 1077480

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	07	05	04	12	07	1